

This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

#### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + Refrain from automated querying Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + Keep it legal Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

#### **About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <a href="http://books.google.com/">http://books.google.com/</a>



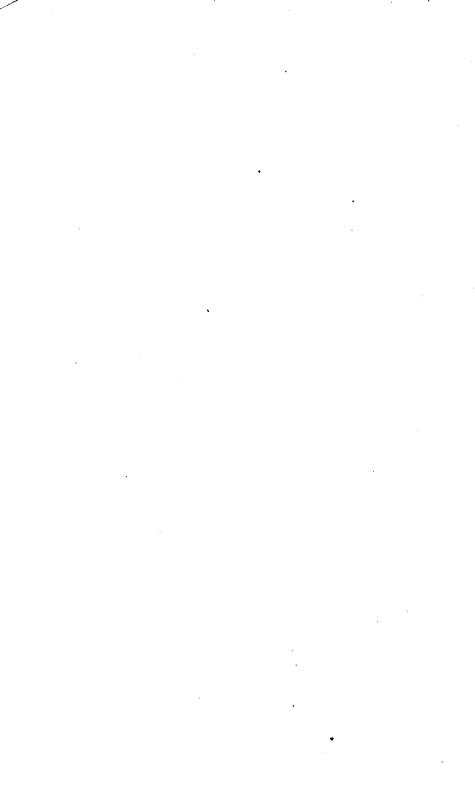


FROM THE LIBRARY OF COMTE ALFRED BOULAY DE LA MEURTHE

PURCHASED APRIL, 1927







. . . . • .

# LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES, RÉGLEMENS,

R T

AVIS DU CONSEIL-D'ÉTAT.

TOME TRENTE-HUITIÈME.

INPRIMERIE DE MADAME POUSSIN, RUE MIGNON, 2.

#### COLLECTION COMPLÈTE

DES

## LOIS, DECRETS,

## ORDONNANCES, RÉGLEMENS

ET

### AVIS DU CONSEIL-D'ÉTAT,

(De 1788 à 1824 inclusivement, par ordre chronologique),

PUBLIÉE SUR LES ÉDITIONS OFFICIELLES,

Continuée depuis 1824, et formant un volume chaque année ;

Contenant : les Actes insérés au Bulletin des Lois ; l'Analyse des Débats parlementaires sur chaque Loi, des Notes indiquant les Lois analogues ; les Instructions ministérielles ; les Rapports au Roi, et divers Documens inédits;

PAR J. B. DUVERGIER,

AVOCAT A LA COUR ROYALE DE PARIS.

TOME TRENTE-HUITIÈME.

**ANNÉE** 1838.

PARIS.

CHEZ M. BOUSQUET, DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION, RUE DE SEINE, N° 56.

1839.

HARVARD COLLEGE LIBRARY
FROM THE LIBRARY OF
COMTE ALFRED BOULAY DE LA MEURTHE
APRIL, 1927

#### COLLECTION COMPLETE

DES

## LOIS, DÉCRETS,

### ORDONNANCES, RÉGLEMENS

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

1838.

#### PREMIÈRE PARTIE.

#### MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE. -- LOUIS-PHILIPPE.

7=29 JANVIER 1838. — Ordonnance du Roi concernant la contribution spéciale à percevoir, en 1838, pour les dépenses des chambres et bourses de commerce. (IX, Bull. DLIII, n. 7201.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la loi de finances du 20 juillet 1837 et celle du 25 juillet 1820, etc.

Art. 1er. La somme de cent vingt mille huit cent quarante-huit francs, nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, d'après leurs propositions, par notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, plus ciaq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs, sera répartie, en 1858, conformément au tableau annexé à la présente ordonnance, sur les patentés désignés en l'article 12 de la loi du 23 juillet 1820.

- 2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui en rendront compte à notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.
- 3. Nos ministres des travaux publies, de l'agriculture et du commerce, et des finances (MM. Martin du Nord et Laplagne) sont chargés, etc.

NOMS dom Velles et départemens,	CHAMBRES et BOURSES,	SOMMES imposer.	A RÉPARTIR Sur Les patentés impogables.
Amiens (Somme)	Chambre Idem	3,200 1,200	De tout le département. Pour mémoire. De tout le département.

38.

	, <del>î , ( +; ) -</del>	<del>/ 4 &gt; 1 + 1 + 1 + 1 + 1 + 1 + 1 + 1 + 1 + 1</del>	+ + + + + + + + + + + + + + + + + + + +
NOMS	CHAMBRES	SOMMES	A RÉPARTIR
des Villes et départemens.	et BOURSES.	à throsen.	SUF LES PATENTÉS IMPOSABLES.
Daniel (Daniel Daniel Line)	es este	fr.	Detaut he dissentencement and decle wille de
Bayonne (Basses-Pyrénéss)	Chambre	3,545	De tout le gépartement, et de la ville de Saint-Esprit (Landes).
Besançon (Donbs)	Idem	1,750 2,385	De tout le département. Du département, circonscription de la dite
Caen (Calvados)	·Idem	1,808	chambre. De tout le département.
Caluis (Pas-de-Calais)	Idem	1,400	Du département circonscription de la dite chambre.
Carcassonne (Ande)	klem	1,599	De tout le département.
Cherbourg (Manche)	Idem	900	Du département, circonscription de ladite
Clermont-Ferrand (Puy de-Dôme).	Idem	750	De tout le département.
Dieppe (Seine-Inférieure)	Idem	3,550	Du département, circonscription de ladite chambre.
	Bourse	500	De la ville de Dieppe seulement.
Dunkerque (Nord)	Chambre	3,455	Du département, circonscription de la dite chambre.
Granville (Manche)	Idem	1,200	Idem. Idem.
Le Havre (Seine-Inférieure)	Idem	6,515	
	Bourse	2,396 3,207	De la ville du Havre seu'ement. Du département, circonscription de ladite
Lille (Nord)		,	chambre.
, ,	Bourse	1,117	De la ville de Lille seulement.
Lorient (Morbihan)	Chambre	503 6,300	De tout le département.
Lyon (Rhône)	Bourse	800	De la ville de Lyon seulement.
Metz (Moselle)	Chambre	1,199	De tout le département.
Montpellier (Hérault).	Idem	2,194	Idem.
	Bourse	300	De la ville de Montpellier seulement.
Morlaix (Finistère)	Chambre	1.450 2.485	De tout le département. Idem.
Mulhausen (Haut-Rhin)	Bourse	1,700	De la ville de Mulhausen seulement.
	Chambre	4,700	De tout le département.
Nantes (Loire-Inférieure).	Bourse	1,300	De la ville de Nantes seulement.
Nismes (Gard)	Chambre	1,243	De tout le département. De tout le département.
Orléans (Loiret),	Chambre Bourse	1,600 1,600	De la ville d'Orléans seulement.
1	Chambre	10,648	De tout le département.
	Bourse	12,793	De la ville de Paris seulement.
Reims (Marne)	Chambre	1,617	De tout le départemen!.
La Rochelle (Charente Inférieure).	Idem Bourse	3,495	I dem. De la ville de la Bochelle seulement.
(02210110 2110110)	Chambre	7/12 5,400	Du département, circonscription de la dite
Rouen (Beine-Inférieure)	Bourse	2 050	chambre. De la ville de Rouen sculement.
Saint-Briene (Côtes-du-Nord)	Chambre	3,850 1,000	De tout le département.
	Idem Bourse	1,228 272	Idem. De la ville de Saint-Malo sculement.
	Chambre	3,000	De tout le département.
Toulon (Var)	Jdem	2,719	Idem.
Tours (Indre-et-Loire)	Idem	1,933	Idem.
Troyes (Aube)	Idem	1,000	Idem. Du département, eirconscription de la dite
Valencie mes (Nord)	Idem,	3,200	chambre.
	1	l	
	TOTAL.	120,848	
	I		·

16 == 29 JANVIEN 1838. — Ordonnance du Roi qui augmente le budget des dépenses administratives des crisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'exercice 1837. (IX, Bull. DLIII, ps. 7263.)

Louis-Philippe, etc., vu notre ordonnance en date du 12 décembre 1856, qui a réglé à une somme de trois cent soixante et dix mille francs le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'exerçice 1857; vu l'avis motivé de la commission de survellance de ces deux étabilssemens, intervenu sur la demande d'un crédit supplétif à cette fixation; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des linances, etc.

Art. 1er. Le budget des dépenses administratives des denx caisses d'amortissement et des dépôts et consignations est augmenté d'une somme de trois mille francs, applicable aux frais de service résultant de l'extension des travaux occasionés par la mise à exécution de la loi du 51 mars 1857, qui a confié à la caisse des dépôts et consignations l'administration des fonds des caisses d'épargnes.

2. Au moyen de ce supplément, le budget administratif des deux caisses est définiti-

vement fixé, pour l'année 1857, à une somme de trois cent soixante et treize mille francs (575,000 fr.).

5 Notre ministre des finances (M. Laplague, est chargé, etc.

16:29 JARVIER 1838.— Sol. de Rei qui lize, peur l'exercice 1838, le budget des dépenses adminitratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. (1X, Bull. DEN1, n. 7268.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état détaillé des dépenses administratives de la caisse d'amortissement et de celle des dépots et consignations, présenté et certifié par le directeur général conformément à l'article 57 de l'ordonnance du 22 mai 1816; va l'avis motivé de la commission de surveillance instituée près de ces établissemens; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, etc.

Art 1er. Le budget des dépenses administratives de la caisse d'amortissement et de celle des dépôis et consignations est fixé pour l'exercice 1838, à la somme de trois cent solvante et dix-sept mille deux cents francs (377,200 fr.).

2. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

ETAT des dépenses administratives des caisses d'omortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1858, présenté par le directeur général à la commission de surveillance, en exécution de l'art. 57 de l'ordonnance royale du 22 mai 1816.

numenos des chapitres.	ROMBRE DES CREPS et employde.	NATURE DES DÉPENSES.	<b>CRÉDITS</b> demandés pour 1838.
1	3	PERSONNEL. sarvice cabinaires.  Fonctionnaires fraitement du directeur général. 20,000 12,000 12,000 12,000 12,000 15,000 16,000 15,700 2, Chef de élvision et chef ad- joint. 18,800	fr. 48, <del>0</del> 90
2	85	5. Burcau du grand-livre et des écritures générales	232,000
		14. Contentioux, Chefs et coployés. 6,700 Repert. 84,700	:980/000

nunknos des chapitres.	NOMBRE DES CERES et employés.	NATURE DES DÉPENSES.	CRÉDITS demandés pour 4838.
3	11	Gens de service (au nombre de 11)	280,000 12,300
· A ·	3	Abonnement de deux agens de change et de l'avoné conseil { 20,000 fr. 1,200	292,30 21,20
		Total du service ordinaire	843,50
5	9	Indemnités des colons { 7. Contentieux	
		Total du service temporaire 14,200 fr.	14,20
6	,	Montant des appointemens	327,70
		temporaire	3,00
		Total des dépenses du personnel	330,70
		MATÉRIEL.	
7		Dépenses du service (Fournitures de bureaux, impressions, etc. 18,000 fr. Bois et lumière	<b>Д6,50</b>

Arrèté le présent état à la somme de trois cent soixante et dix-sept mille deux cents francs. Paris, le 9 novembre 1837.—Le conseiller d'état directeur géneral, signé J. Pasquier.

.18 JANNIER = 1º FLYRIER 1838. — Ordonnance du Roi relative à l'organisation de la légion de cavalerie de la garde nationale de Paris. (IX, Bull. DI.IV, n. 7260.)

Dépenses temporaires

Louis-Philippe, etc., vu notre ordonnance du 28 mai 1851, relative à l'organisation de la légion de cavalerie de la garde nationale de Paris; considérant que l'organisation de cette légion exige des modifications devenues nécessaires; qu'il importe, d'ailleurs, de mettre les dispositions qui régissent ladite légion en harmonie avec la loi du 14 juillet dernier, concernant la garde nationale du département de la Scine; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, etc.

Art. 1er. La légion de cavalerie de la garde nationale de Paris est divisée en six escadrons, qui se recruteront, autant que possible, dans les arrondissemens affectés à chacun d'eux par arrêté du préfet de la Scine.

2. Le maximum de l'effectif de chaque escadron, officiers, sous-officiers et brigadiers compris, est fixé à deux cents hommes. Ceux des escadrons actuels qui comptent plus de deux cents hommes ne pourront recevoir de nouveaux gardes que forsque l'effectifse trouvera au-dessous de ce nombre.

5. Chaque escadron aura:

Officiers.—Capitaine-commandant, 1; capitaine en second, 1; lieutenant en premier, 1; lieutenant en second, 4; sous-lieutenans, 2.—Total, 6.

Som officiers, brigadiers, gardes et trompattes. --Maréchal-des-logis-chef, 1; maréchal-des-logis-fousier, 1; maréchau-des-logis, 8; brigadiers, 16;
gardes, 166; trompettes, 2.—Total, 190.

- 4. It y aura par deux escadrons un chef d'escadron, un adjudant-major et un adjudant sous-officier.
- 5. L'état-major de la légion sera composé ainsi qu'il suit :

Officiers. — Colonel, 1; lieutenant-colonel, 1; cheis d'escadron, 3: major, 1; adjudans-majors, 3; capitaine trésorier, 1; capitaine d'armement, 1; porte étendard, 1; chirurgien-major, 1; chirurgiens-aides, majors, dont un pour chaque escadron, 6; rapporteur près le jury de révision, avant rang de capitaine, 1; rapporteur adjoint près le jury de révision, avant rang de lieutenant, 1; rapporteur près le conseil de discipline, avant rang de capitaine, 1; rapporteur adjoint près le conseil de discipline, avant rang de lieutenant, 1; secrétaire près le conseil de discipline, avant rang de lieutenant, 1; secrétaire adjoint près le conseil de discipline, avant rang de lieutenant, 1; secrétaire adjoint près le conseil de discipline, avant rang de lieutenant, 1; secrétaire adjoint près le conseil de discipline, avant rang de som-lieutenant, 1.

Sous-officiers. — Adjudans-cous-officiers, 3; vétérinaire en chef, 1; vétérinaires, dont un pour chaque escadron, 6; trompette-major, 1; trompette-brigadier, 1.—Total, 12.

- 6. L'uniforme, l'équipement et l'armement de la légion de cavalerie seront réglés conformément au tableau annexé à la présente ordonnance.
- 7. Il sera formé, pour la légion de cavalerie de la garde nationale de Paris, un conseil de recensement présidé par le préfet de la Seine.

Ce conseil prononcera sur l'admission des citoyens qui se présenteraient pour entrer dans la cavalerie, et raiera des contrôles ceux qui ne réuniraient plus les conditions nécessaires pour ce service. Il se composera de douze membres pris en nombre égal dans chacun des six escadrons, et désignés par le préfet parmi les officiers, sous-officiers, brigadiers et délégués de la légion, conformément au vœu de l'article 4 de la loi du 14 juillet dernier. Ce conseil sera renouvelé par moitié tous les six mois.

8. Tout citoyen qui désire être admis dans la légion de cavalerie doit préalablement, 1º justifier de la propriété d'un cheval; 2º subir un examen à l'esset d'établir qu'il possède des connaissances sussisantes en équitation; 3º s'obliger à prendre part aux exercices et manœuvres de la léglon toutes les sois qu'il en sera requis. Ces obligations seront l'objet d'un engagement signé du postulant, qui se soumettra, dans le même acte, à sa radiation du contrôle, s'il cessait de remplir les conditions de son admission. Cet engagement sera joint à la demande, qui devra être, par le

postulant, adressée au préfet comme président du conseil de recensement.

- 9. Nul citoyen ne peut être nommé aux grades qui sont à l'élection dans la légion de cavalerie, s'il n'est inscrit sur les controles de la légion par décision du conseil de recensement.
- 10. Les difficultés et réclamations auxiquelles pourraient donner lieu les élections seront portées devant un jury de révision composé conformement aux dispositions des lois des 22 mars 1851 et 14 juillet 1857, d'après une liste des officiers, sous-officiers, brigadiers et délégués de la légion.

Ce jury sera présidé par le juge de paix du neuvième arrondissement, dont ressort le quartier de l'Hôtel-de-Ville, siège du conseil de recensement de la légion de ca-

valerie.

- Sont et demeurent rapportées les dispositions de notre ordonnance du 28 mai 1831 qui seraient contraires à la présente.
- 12. Notre ministre de l'intérieur (M. Montalivet) est chargé etc.,

(Suit le tableau descriptif de l'uniforme.)

28 mai 1831 = 1° rivagea 1838. — Ordonnance du Roi (1) concernant la garde nationale à cheval de Paris. (IK, Bull. DLIV, n. 7270.)

Louis-Philippe, etc., vules articles 50, 56, 48, 406 et 126 de la loi du 22 mars 1831; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, ctc.

Art. 1er. La garde nationale de Pairis aura une légion de cavalerie, divisée, 1en compagnies, qui, suivant leur force, auront le nombre d'officiers, sous-officiers; brigadiers et trompettes, déterminé par l'article 37 de la loi du 22 mars; 2e en esicadrons, composès de deux compagnies et ayant chacun un chef d'escadron, un porte-étendard, un adjudant major, un churrigien aide-major, un artiste vétrinaire et un maitre tempette; 3e et en un étalmajor de légion composé comme suit:

Colonel, 1; licutenant-colonel, 1; major, 1; médecin, 1; chirurgien-major, 1; capitaine d'armement, 1; officien apayeur, 1; artiste vésérinaire en chaf, 1; teompette-major, 1.

2. Chacun des douze arrondissemens de Paris pourra avoir une compagnie composée de soixante et onze a cent cinquante hommes. Celles des compagnies actuelles

<sup>(4)</sup> Cette ordonnance, citée dans la précédente, n'avait pas été insérée au Bulletin des lois.

dont l'effectif excéde cent cinquante gardes ne procéderont à de nouvelles incorporations que lorsqu'il se trouvers au-dessous de cette proportion.

3. Les cavaliers des divers arrondissemens qui ne peuvent, en ce moment, former chacun une compagnie de soixante et onze hommes, pourront être réunis, de mishière, toutefois, que, par l'effet de la réunion, chaque compagnie n'excède point le complet de cent cluquante hommes. Aussitôt qu'un de ces arrondissements comptera dans la réunion assez de cavalters pour former lui seul une compagnie de soixante et onze hommes, il se détachera de la réunion et organisera sa compagnie.

4. Chacune des compagnies actuelles canservera ceux de ses cavaliers qui, par leux domicile, sont étrangers à sa circonscription; mâts, à l'avenir, nulle compagnie ne recrutera au d'ehors de cette circonscription. Nul cavalier ne sera ultérieurement admis à faire partie d'une compagnie qu'avee l'approbation du conseil de recensement de son arrondissement.

5. Pour tous les grades qui sont à l'élection de la garde nationale à cheval, ainsi que pour la proposition de dix candidats aux grades de lieutenant-colonel et de chef de légion, nul citoyen ne pourra être choisis'il n'a point été désigné par les conseits de recensement pour faire partie de seite garde. Pour aucun des grades il né sera mésessaire d'avoir été préalablement éta à l'un des grades inférieurs.

6. Pourront être soldés, le major et les adjudans majors, ainsi que l'artiste vétérinaire en chef, le trempette-major, les quatre artistes vétérinaires, les quatre makres trompettes et les trompettes.

7. Notre ministre secrétaire d'Etat de l'inférieur neus présentera, pour la némination d'un major et des adjudans-majors, par liste de deux candidats par emploi, proposés par le commandant supérieur de la gazde nationale de Paris, et, pour la neusination du médecin, du chirargien-major, des chirargiens aides-majors, une pareille liste de proposition par le préfet du département de la Seine.

La momination du capitaine d'armement et de l'officier payeur sera fatte par le préfet du département de la Seine, ainsi que celle aux émplois d'artiste vétérinaire, de grompétte-major ét autres emplois soldés. S. Notre ministre de l'intérieur (M. Casimir Périer) est chargé, etc.

19 JANVIER — 1<sup>et</sup> PEVATER 1839. — Ordonnance du Roi qui répartit entre les départements y désignés le moutant de la contribution supplémentaire établic pour 1838, sur les bois des communes et des établissement publics. (IX, Bull. DLIV, n. 7271.)

Louis-Philippe, elc., vu l'article 2 de la toi des finances du 20 juillet 1837, qui porte qu'en exécution de l'article 106 du Code forestier, une somme de un million quatre cent trente mille neuf cent quatrevingt-dix-sept francs, montant des frais d'administration des bois des communes et des établissemens publics, sera ajoutée, pour 1838, à la contribution foncière établie sur ces bois, et que cette somme sera répartie par une ordonnance royale entre les différens départemens du royaume, à raison des dépenses effectuées pour l'administration desdits bois dans chaque département (1); sur le rapport de netre ministre secrétaire d'état au département des finances, etc.

Art. 1er. La somme de un millon quatre eent trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept francs, montant de la contribution supplémentaire établie pour 1858 sur les bois des communes et des établissemens publics, est répartie entre les différens départemens du royaume en ces bois existent conformément au tableau ci après, savoir:

Ain, 48,996 fr.; Aisne, 9,372 fr.; Allier, 1,777 fr.; Alpes (Busses), 19,603 fr.; Alpes (Hautes), 25,766 fr.; Ardecke, 8,386 fr.; Ardennes, 50,302 fr.; Ariege, A9,826 fr.; Aube, 25,020 fr.; Aude, 1,718 fr.; Aveyroa, 9,896 fr.; Bouches-du, Rhôwe, 16,410 fr.; Calvados, 586 fr.; Cautal, 14,929 fr.; Charenle, 1,15 fr.; Cher, 0,785 fr.; Correce, 2,838 fr.; Corse, 2,772 fr.; Cher, 0,745 fr.; Correce, 2,838 fr.; Corse, 2,772 fr.; Cher, 0,745 fr.; Correce, 2,838 fr.; Corse, 2,772 fr.; Cher, 0,706 fr.; Eure, 590 fr.; Eure-Loir, 183 fr.; Frinisters, s.; Gard, 29,409 fr.; Garonne (Haute), 20,780 fr.; Geres, 4,752 fr.; Gironde, 3,729 fr.; Hérudt, 14,235 fr.; Rieder-Vilaine, 165 fr.; Indre, 1,101 fr.; Geres, 8,417 fr.; Leire-Cher, 1,22 fr.; Loire-Loire, 1,24 fr.; Leire-Cher, 1,22 fr.; Loire-Infrieure, 102 fr.; Loire-Haute), 4,922 fr.; Loire-Infrieure, 102 fr.; Loire-Haute), 4,922 fr.; Loire-Infrieure, 102 fr.; Loire-Haute), 4,921 fr.; Marne (Haute), 4,921 fr.; Marne (Haute), 67,931 fr.; Mayentid, 1,235; Meurthe, 62,999 fr.; Mere, 78,971 fr.; Mayentid, 1,235; Meurthe, 62,999 fr.; Mere, 34,465 fr.; Nove, 34,455 fr.; Nove, 3,497 fr.; Novel, 5,900 fr.; Nove, 3,425 fr.; Passed

<sup>(1)</sup> V. notes sur cet article, tome 37.

Calais, 3,432 fr.; Puy-de-Dôme, 9,029 fr.; Pyrénées (Basses), 28,774 fr.; Pyrénées (Hames-), 31,531 fr.; Pyrénées-Orientalis, 6,013 f.; Rkin (Bas-) 6701126 fr. Rhin (Haut.), 67,287 fr.; Rhome, .; Saome-el-Linne, 34,330 fr.; Seine, 74 fr.; Seine-luferieure, 1,177 fr.; Seine-et-Marne, 2,990 fr.; Seine-et Cisc, 998 fr.; Serres (Deux-), 222 fr.; Somme , 2,358 fr.; Tarn, 9,897 fr. ; Tarn-el-Garonno , 301fe. ; Var, 18,860 fr. ; Vauclius, 48,837 fr.; Vendés, ..; Vienne, 578fr.; Vienne (Hautes), 2,237 fr.; Verges, 88,524 fr.; Youne, 33,691 fc. - Total, 1,430,997 fr.

- 2 Les remises et dégrèvemens accordés sur cette imposition seront prélevés sur le produit des rôles, en cas d'insufüsence du fonds de vingt mille francs ouvert au hudget de 1838.
- 3: Notre ministré des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

16 JANVIER = 10 PÉVAISA 1838. — Ordonnance du Roi qui modifie celle du 5 octobre 1836, relative à l'organisation judiciaire des possessions fraciçaises dans le nord de l'Afrique. (IX, Bull. DLV, n. 7973.)

Louis-Philippe, etc., vu nos ordonnances des 10 août 1834 et 6 octobre 1856; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre et de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cultes, etc.

Art. 1er. L'art. 1er de notre ordonnance du 6 octobre 1836, en ce qui concerne l'art. 11 de notre ordonnance du 10 août 1834 sur l'organisation judiciaire des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, est modifié ainsi qu'il suit : Art. 11. Le tribunal supérleur d'Alger est composé d'un président, de deux juges et d'un juge suppléant; d'un procureur général da rof; d'un substitut du procureur général; d'un greffier et d'un commis-greffier assermente.

Il connaît de l'appel des jugemens rendus en premier ressort par les tribunaux de preinière firstance et de commerce.

H ne pourra juger qu'au nombre de trois

juges au moins.

Ba cas d'absence ou d'empêchement du procureur général , il ést remplacé par celui de ses substitus qu'il a ditaché au tribundi subérféur.

2. Notre ministre de la guerre et notre ministre de la justice et des cultes ( MM. Bernard et Darthe) sont chargés, etc. 20 de

19 senyjes = 10 fávaren 1888. — Ordonnence du Roi qui autorise la banque de France è établir un comptoir d'escompte à Montpellier. (IX, Bull, DLV, H. 7275.)

Louis-Philippe, etc., vu le décret du 46 janvier 1808, per lequel ont été arrêtés les sistets de la banque de France; vu spécialement l'art. 10 de ce même décret ; vu le décret du 18 mai de la même année, relatif à l'organisation des comptoirs d'escompte de la banque de France; vu la délibération, en date du 23 novembre 1837, par laquelle le conseil général de la banque de France demande l'autorisation d'établir un comptoir d'escompte à Montpellier; va la lettre des membres de la chambre de commerce de Montpellier, en date du 28 mai 1836, et les lettres du président de ladite chambre de commerce, en date des 7 et 9 novembre 1857; vu la loi du 17 mai 1834 et l'ordonnance du 15 juin suivant ; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La banque de France est autorisée à établir un compteir d'escompte à Montpellier. Les opérations de ce comptoir seront les mêmes que celles de la banque de France, et seront exécutées sous la direction et la surveillance du couseil géneral, conformément aux dispositions du décret du 18 mai 1808.

- 2. Le taux de l'escompte du comptoir de Montpellier sera fixé par le conseil général de la banque de France.
- 3. Les rentes sur l'Etat, à quelque taux d'intérêt qu'elles soient constituées, seront admises comme garantie additionnelle des effets à escompter qui se trouveront dans le cas prévu par l'art. 17 du décret précité du 18 mai 1808.
- 4. Le comptoir d'escompte de Montpellier pourra prêter sur essets publics à échéances déterminées, sujvant l'art. 16 des statuts de la banque de France, du 16 janvier 1808. Il aura également la faculté de prêter sur effets publics à échéances non determinées, en se conformant à la loi du 17 mai 1834 et à l'ordonnance du 15 juin suivant.

5. Le nombre d'actions dont la propriété doit être justifiée par les directeur, administrolours et conseurs, conformément à l'art. 27 du mêmp décret, est fixé, sayoir : Pour le directeur, à vingt actions; pour les administrateurs et cepseurs, à dix ac-

6. Notre ministre des finances (M. Laplagno) est charge, etc.

23 Januar - 16 reviter 2838. - Ordonnance du Roi dei autorise l'établissement d'une passerolle suspendue sur la Garonne, entre la ville d'Agen et le bourg du Passage (Lot-et-Garonne). (IX, Bull. DLV, n. 7276.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur; vu les délibérations prises par les conseils municipaux des communes d'Agen et du Passage, relativement au projet de construction d'une passerelle suspendue sur la Garonne, entre la ville d'Agen et le bourg du Passage, en remplacement du bac actuel et au moyen de la concession d'un péage; vu notamment les délibérations, en date des 24 septembre et 14 octobre 1837, par lesquelles les conseils municipaux desdites communes se sont engagés à céder gratuitement, au concessionnaire éventuel, les terrains communaux nécessaires pour l'emplacement de la passerelle; le procès-verbal de l'enquête qui a eu lieu; les observations présentées par plusieurs habitans des deux communes sur l'emplacement à choisir; l'avis de la commission d'enquête et celui de la chambre consultative des arts et manufactures d'Agen; la délibération favo. rable prise, le Jer août 1837, par la commission mixte des travaux publics, et à laquelle nos ministres de l'intérieur et de la guerre ont adhéré; l'avis du préset de Lot-et-Garonne et les autres pièces de l'affaire; notre conseil d'Etat entendu, etc.

- Art. 1cr. Le projet d'établissement d'une passerelle suspendue sur la Garonne, pour le service des piétons, entre la ville d'Agen et le bourg du Passage, est approuvé aux clauses et conditions énoncées dans le cahier des charges de cette entreprise, dressé par l'ingénieur en chef du département de Lot-et-Garonne, le 21 novembre 1837, approuvé par le préfet le 23 du même mois, et dont une expédition restera annexée à la présente ordonnance.
- 2. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien de cette passerelle au moyen de la concession d'un péage, dont le tarif est fixé à cinq centimes par personne, et qui sera concédé par adjudication publique au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession, dont le maximum sera fixé d'avance par l'administration dans un billet cacheté.
- 3. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée, s'il y a lieu, par notre ministre de l'intérieur.
- 4. Le concessionnaire, conformément à l'art. 63 de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, sera substitué aux droits de l'administra-

- tion, notamment en ce qui concerne l'acquisition des propriétés nécessaires à l'exécution des travaux.
- 5. Seront exempts des droits de péage, le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs et conducteurs des ponts-et-chaussées, les employés des contributions indirectes, les agens forestiers, la gendarmerle, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier eas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les employés des lignes télégraphiques, les courriers du gouvernement, les malles-postes et les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'Etat.

6. Notre ministre de l'intérieur (M. Montalivet) est chargé, etc.

5 = 10 Févaira 1838. — Ordonnance du Roi qui crée au Conseil d'État un comité des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. (1X, Bull. DLV, n. 7278.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, etc.

- Art. 1er. Outre les comités entre lesquels le service ordinaire de notre conseil d'Etat est actuellement distribué, il y aura un comité des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. Ce comité connaîtra des affaires administratives et projets d'ordonnance renvoyés à son examen par notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. Il préparera, pour être rapportés au conseil d'Etat, les réglemens d'administration publique relatifs au même département, et les projets de loi sur lesquels notredit ministre croirait devoir consulter le conseil d'Etat.
- 2. Le comité des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, sera composé de quatre conseillers d'Etat et quatre maîtres des requêtes en service ordinaire, auxquels seront adjoints, selon les besoins du service, des conseillers d'Etat et maîtres des requêtes en service extraordinaire, et des auditeurs de première et seconde classe.
- 3. Les conseillers d'Etat, maîtres des requêtes et auditeurs qui doivent former le comité des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, seront désignés par notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, d'après les proportions établies au précédent article.
- 4. Notre ministre de la justice et des cultes (M. Barthe) est chargé, etc.

16 Janvisa = 22 révaren 1838. — Ordonnence du Roi portent prorogation d'un brevet d'auxention. (IX, Bull. DLVI, n. 7279.)

Louis-Philippe, etc., vu le certificat de demande du brevet d'invention de cinq ans délivré à MM. Feray et compagnie, propriétaires de filatures de coton à Essonne, le 27 mars 1833, pour un récipient mobile appliqué aux moulins à farine; vu leur requête tendant à ce que la durée de ce brevet, qui expire le 27 mars prochain, soit prorogée de dix ans; vu l'art. 8 du tit. 1er de la loi du 25 mai 1791; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, etc.

Art. 1er. Le brevet d'invention de ciuq ans pris, le 27 mars 1834 par MM. Feray et compagnie, pour un récipient mobile appliqué aux moulins à farine, est prorogé de cinq ans, en sorte qu'il conservera sa force et sa valeur et sortira son plein et entier effet jusqu'au 27 mars 1843.

- 2. La présente prorogation est accordée à la charge, par les demandeurs, de compléter le paiement de la taxe établie par le tarif annexé à la loi du 25 mai 1791 pour la délivrance des brevets d'invention de dix ans.
- 3. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

31 JANVIER = 22 FÉVEIER 1838. — Ordonnance du Roi portent répartition du produit du centime de non-valeurs attribué au ministre des finances par la loi du 20 juillet 1837. (IX, Bull. DLVI, n. 7280.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état annexé à la loi des finances du 20 juillet 1837, duquel il résulte qu'il est imposé, additionnellement au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière de 1838, deux centimes, dont l'un à la disposition de notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, pour secours effectifs en raison de grêle, incendies, etc.; l'autre à la disposition de notre ministre des finances, pour couvrir les remises, modérations et non-valeurs sur lesdites contributions; voulant déterminer la portion dont les préfets pourront disposer sur le centime affecté aux dégrevemens ; sur le rapport de notre ministre sccrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1er. Le produit du centime de non-

valeurs attribué au ministre des finances sera réparti de la manière suivante :

Un tiers de ce centime, résultant des sommes imposées aux rôles dans chaque département, est mis à la disposition des préfets;

Les deux autres tiers, composant le fonds commun, resteront à la disposition de notre ministre des finances, pour être, par lui, distribués ultérieurement entre les divers départemens, en raisen de leurs pertes et de leurs besoins.

- Ce centime sera exclusivement employé à couvrir les remises et modérations à accorder sur les contributions fonciere, personnelle et mobilière, et les non-valeurs qui existeront sur ces contributions.
- 3. Seront imputés sur ce fonds les mandats délivrés sur le fonds de non-valeurs de 1837, et qui n'auraient pas été acquittés faute de présentation aux caisses du trésor avant l'expiration du délai fixé pour le paicment des dépenses de ce dernier exercice.
- 4. Notre ministre d'Etat des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

31 JANVIER = 22 FÉVRIER 1838. — Ordonnance da Roi qui autorise le paiement du sixième et dernier terme de la créance des Etats-Unis, reconnue par le traité du 4 juillet 1831. (IX, Bull. DLVI, n. 7281.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 14 juin 1835, relative au traité conclu, le 4 juillet 1831, entre la France et les Etats-Unis; vu nos ordonnances des 19 mars 1836, 7 janvier et 25 août 1857, qui ont autorisé le paiement des cinq premiers termes de la créance et des intérêts y afferens; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1cr. Notre ministre secrétaire d'Etat des finances fera payer, le 2 février prochains, au gouvernement des Etats-Unis ou au porteur de ses pouvoirs, la somme de quatre millions soixante et treize mille trois cent trente-trois francs cinquante centimes (4,075,338 fr. 50 c.), forntant le sixième et dernier terme, en capital et intérêts, de la créance de vingt-cinq millions dont le paiement a été stipulé par le traité du 4 juillet 1831, savoir :

Montant du terme en capital, déduction faite de deux cent cinquante mille francs, pour la partie échue de la somme d'un million cinq cent mille francs affectée aux 4,073,533 50

- 2. Ladite somme de quatre millions soixante et treize mille trois cent trenté-trois francs cinquante centimes seus portée en dépense du budget de l'exercice 1838, et imputée sur le crédit extraordinaire résultant de la loi du 14 jain 1835; elle fera l'objet d'un chapitre spécial duas le compte définitif de cet exercice.
- 3. Notre ministre secrétaire d'Etat des finances fera également porter en dépense au même chapitre du budget de l'exercice 1838, et appliquer au fonds spécial des créances françaises à liquider, en conformité de l'art. 2 de la loi précitée, la somme de deux cent soixante mille francs (260,000 fr.), représentant la portion appartenant à ce fonds spécial sur le sixième et dernier terme de la créance des Etats-Unis, savoir :

260,000

4. Nos ministres des affaires étrangères et des finances (MM. Molé et Laplagne) sont chargés, etc.

10 = 22 mávaina 1838. — Ordonnance du Roi relative à l'apurement des dépenses des exercices clos. (IX, Ball, DLVI, n. 7282.)

Louis-Philippe, etc., considérant que, pour assurer l'exécution des articles de la loi du 23 mai 1834 relatifs à l'apurement des dépenses des exercices clos, il est nécessaire de déterminer les mesures d'ordre et de comptabilité qui doivent donner la certitude que l'ordonnancement de ces dépenses a été renfermé dans la limite des crédits spéciaux résultant des restes à payer constatés par les hols de réglement de chaque exercice ou qui ont fait l'objet de crédits additionnels; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, etc.

- Art. 1°r. Le bulletin que l'art. 10 de la lei du 29 janvier 1851 prescrit de délivrer eur la réclamation des parties intéressées sera dressé d'après les registres ou documens authentiques qui doivent constater, dans chaque ministère ou administration, la production des titres de créances.
- 2. Aussitot que le compte définitif d'un exercice aura été arrêté, les ministres or-

- donnateurs feront dresser l'état nominatif des créances nou payées à l'époque de la clôture dudit exercice; ils feront formen de semblables états pour les nouvelles créances qui seraient successivement ajoutées à ce reste à payer en verta de crédits spéciaux ouverts conformément à l'art. 9 de la bit du 25 mai 1834; les états seront rédigés d'après un modélé uniforme et réunis en double expédition au ministère des finances.
- 3. Les dépenses que les comptes présenterent comme restant à payer d'irpoque de la clôture d'un exercice, et qui auront été autorisées par des érédits régulièrement ouverts, pourront être ordonnancées par les ministres sur les fonds des budgets courans, avant que la loi de réglement de cet exercice ait été votée par les Chambres.
- 4. Nos ministres se conformeront dux règles suivantes pour l'acquittement des créances reconaues postérieurement à la clôture d'un exercice, et qui s'appliqueraient à des services pour lesquels la nomenclature de la loi de finances n'aurait pas autorisé l'ouverture de crédits supplémentaires, 10 si les dépenses proviennent de services prévus au budget et dont les crédits auront été annulés pour une somme égale ou supérieure au montant desdites dépenses, les nouveaux crédits nécessaires à leur paiement seront ouverts par nos ordonnances, sauf régularisation à la prochaine session des chambres; 2º s'il s'agit de dépenses excédant les crédits législatifs, primitivement ouverts, les ministres constateront seulement les dépenses dans leurs comptes, et ils attendrent pour les ordennancer que la loi ait accordé les supplémens nécessaires.
- 5. Les rappels de dépenses des exercices clos imputables sur les budgets courans seront ordonnancés nominativement. Les ordonnances ne seront valables que jusqu'à la fin de l'année pendant laquelle clies auront été émises. L'annulation en aura lieu d'office par les agens du trésor, et les ministres ne réordonnanceront ces rappels que sur une nouvelle réclamation des créanciers.
- 6. Les ordonnances délivrées pour rappels sur exercices clos ne seront mises en paiement qu'après que le midistre des finances aura récannu, au vu des étals nominatifs mentionnés en l'art. 2, que les créances ordonnancées s'appliquent à des crédits restés à la disposition des ministres.
- 7. A la fin de chaque année, les agens du trésor adresseront au ministre des finances un bordereau nominatif par ministère, exercice et chapitre, des pajemens

qu'ils auront effectués pendant l'année, pour dépenses des exercices clos.

8. Le vériscation par créance individuelle que prescrit l'art. 6 ci-dessus, ainsi que la formation des états nominatifs à dresser en exécution des art. 2 et 7; n'dustons pas lieu pour les arrérages des rentes perpétuelles et pour les intérêts de cautionnemens, dont la dépense résulte de titres inscrits au trésor sur les hivres de la dette publique. Il ne sera établi pour des deun services que des bordereaux sommaires par nature de dette.

9. A l'expiration de la période quinquennale fixée par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1831, pour l'entler apurement des exercices clos, les crédits applicables aux créances restant eneure à soider demoureront définitivement annulés, et l'exercice arrivé au terme de déchéance cesséra de ligurer dans la comptabilité des ministères.

10. Les dépenses d'exercices clos que nos ministres auront à solder postérieurement à l'époque ci-dessus, et provenant, soit de créances d'individus résidant hors du territoire européen, pour lesquelles une année de plus est accordée par la loi du 29 janvier 1831, soit de creances affranchies de la déchéance dans les cas prévus par l'art. 10 de la même loi, ou qui sont soumises à des prescriptions spéciales, né seront ordonnancées qu'après que des crédits speciaux auront été ouverts à cet effet. conformément aux art. 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833. Ces créances seront imputées sur le budget courant, à un chapitre spécial intitulé Bépenses des exércless périmes. Si effes n'ont pas été payées à l'époque de la clôture de l'exercice sar leauel fe crédit spécial aura été ouvert, ce crédit sera annulé, et le féordonnancement des mêmes crêdices he devra avoir lieu du'en vertu d'un nouveau evetilt également applicable au chapitre des dépenses tes exercices périmés.

11. Il sera, chaque année, renda compte à la cour des comptes, dans le résame général des viremens de comptes, de toutes les opérations relatives à l'apurement des exercices clos. A l'appui de ce résumé général, le ministre des finances fera produire une des deux expéditions des états nominatifs dressés par les ministres ordonnaleurs, les bordereaux de palemens envoyes par les agens du trestr, et les états sommaires formes pour les rentes perpétuellés et les intérets de cautionnemens. Au moyen de ces divers documens. notre cour des comptes vérifiers lesdites opérations et constaters par ses déclarations générales la régulière exécution des art. 8, 9 et 10 de la loi du 23 mai 1834,

12. Les restes à payer compris dans les comptes des dépenses départementales ou portes dans les budgets de ces dépenses au chapitre des exercices clos peuvent êtra mandatés par les préfets sur les budgets courants ou sur ceux de reports, sans être assujettis aux formalités des articles ci-dessus relatifs aux créances de l'Etat, et souf à se renfermér dans les délais prescrits par la loi pour l'admission des créances non périmées.

13. La présente ordonnance s'appliquera aux dépenses des exercices 1836 et antérieurs non soldées à l'époque du 1er jantier 1838. (Contresigné Laplagne).

18 Martish = 1<sup>st</sup> kans 1838. — Ordonnence du Roi Mataiwe à la composition du cadre, en officiers, de chargue compagne de discipline. (IK, Bull. DLVII, n. 7284.)

Louis-Philippe, etc., ser le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre; vu l'ordonnance du 101 avril 1818, etc.

Art. 40°. Le cadre ën officiers de chaque compagnie de siscipline (fustillers et pionpiers) sera composé désormais d'un capijaine, d'un liculmant et d'un sous-liculépant.

 2 Notre ministre de la guerre (M. Berpard) est chargé, etc.

31 ii srum == 1º una 1838. - Ondonnance du Roi qui rapposte l'art. 9 de celle du 8 décembre 1832, concernant les quittances à délivrer par les receveurs de l'enregistrement et des domaines. (IX, Bull. DLVII, ps. 7285.)

Louis-Philippe, etc., vu l'article 9 de noire ordonnance du 8 décembre 1832 plortant : « Les recéttes opérées par les « receveurs de l'enregistrement et des doe maines autres que celles des droits d'en-« registrement; de groffe, d'appotacque et 4 de visa pour timbre, dont les quittances « sout appasées, sux termes des lois, sur u les actos mêmes, danueront lieu à la « délivrance immédiate d'use quittance à « souche » ; - Sur le rapport de natre, mir pistre secrétaire d'Etat des finances :- Gonsidérant que la forme des livres à souche me pent s'appliquer aux recuttes dent sent chargés les receveurs de l'enregistrement et des domaines.

Art. 104. L'article 9 de nêtre ordunt monce du 6 décembre 1832 est rapporté.

2. Notre ministre des financés (M. Lappagné) est obasigé, etc.

<sup>11</sup> Janvier = 7 mars 1838. — Ordonnance du Roi portantautorisation de la caisse d'épargies fondée à Tarbee. (IX, Bulk augp., CCCKLII, n. 11629.)

Louis Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les délibérations du conseil municipal de la ville de Tarbes, en date des 8 novembre 1836 et 1er août 1857; vu les lois des 5 juin 1855 et 51 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat eutendu, etc.

Art. 1er. La caisse d'épargne et de préyoyance fondée à Tarles (Hautes-Pyrénées) est autorisée. Sont aprouvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 1er août 1857, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

- . 2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.
- 5. La caisse d'épargne de Tarbes sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet des Hautes-Pyrénées, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent.
- 4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (Martin du Nord) est chargé, etc.

11 JANVIER - 7 MARS 1838. - Ordonnance du Roi relative à la société anonyme de l'exploitation générale des messageries (IX, Bull. supp., CCCXLII, m. 11830.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu le décret du 4 décembre 1809, qui a autorisé la société anonyme de l'exploitation générale des messageries; va l'ordonnance du 29 mars 1837, qui proroge jusqu'au 31 décembre 1868 la durée de ladite société, et approuve diverses modifications introduites dans ses statuts; vu l'acte passé, le 1er juin 1837, devant Me Chardin et son collègue, notaires à Paris, duquel il résulte que c'est par erreur que le terme de la société a été indiqué au 31 décembre 4868, au lieu du 31 décembre 1867; vu la demande présentée par les intéressés pour la rectification de cette erreur; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Le terme de la durée de la société anonyme de l'exploitation générale

des messageries, indiqué au 31 décembre 1868 par. l'article 1<sup>er</sup> de notre ordonnance du 29 mars 1857, est fixé au 31 décembre 1867.

Toutes les autres dispositions de notre ordonnance précitée sont maintenues, et recevront leur plein et entier effet.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

14 JANVIRA = 7 MARS 1838. — Ordonnauce du Roi qui approuve des modifications aux statuts de la société anonyme de la navigation de l'Oise. (IX; Bult. supp., CCCXLII, n. 21831.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance royale du 2 août 1826, qui autorise la société anonyme de la navigation de l'Oise; vu l'ordonnance royale du 3 mars 1835, qui autorise la société anonyme formée sous le titre de Compagnie des Trois-Canaux; vu la délibération, en date du 25 mai 1837, souscrite par l'universalité des actionnaires de la société anonyme de la navigation de l'Oise, et ayant pour objet de modifier le tableau de l'amortissement des actions de cette société, d'en régler le mode de tirage au sort et de conférer l'administration de la société à la compagnie des Trois-Canaux; notre Conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Sont approuvées les modifications aux statuts de la société anonyme de la navigation de l'Oise, telles qu'elles résultent de la délibération du 25 mai 1837 contenue dans l'acte de dépôt passé, le 29 novembre 1837, devant M° Chatelain, notaire à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonaance.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord ) est chargé, etc.

Délibération de l'universalité des actionnaires de la société anonyme de la navigation de l'Oise.

Cejourd'hui 25 mai 1837, les soussignés (suivent les noms), en qualité de porteurs de la totalité des actions créées par la société de la navigation de l'Oise établie par actes notaries des 17 mars et 8 juillet 1826, approuvés par ordonnance du Roi du 2 août suivant, se sont réunis pour aviser aux mesures à prendre à l'occasion de la décision de Son Excellence le ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, en date du 30 janvier dernier, qui fixe au 10 avril de la présente année le commencement de la période de l'amortissement de l'emprunt de la navigation de l'Oise.

Ces mesures doivent avoir pour but : 1° de faire coincider exactement l'amortissement de l'emprunt

arec celui des actions primitives qui le représentent ; 2" de regler les formes des tirages qui doirent aroir lien pour la désignation des actions qui se-ront successivement appeleus au remboursement; 3' de pourvoir à l'administration de la sonété. Sur le premier point, les sonsignes remarquent que le tableau de remboursement des actions, joint aux actes des 17 mars et 8 juillet 1 26 sous le n. 3, est calculé dans la supposition d'un amortissement par aunée, conformément à l'art. 6 du traité du 24 mai 1821, et termine l'opération en trente-trois ans quatre mois et vingt jours, tandis que le gou-vernement, s'appuyant sur l'art. 10 du même traité, a manifesté l'intention de servir l'amortissement par semestre, ce qui ne demande, pour entiere extinction de l'emprunt, qu'une période de trente-trois ans, d'où il suit que le tableau susdit n. 3 ne peut pas être pris pour regle de re mboursement des actions sans exposer celles qui existeraient encore après la trente-troisième année à ne plus trouver de fonds au trésor. Considérant, que, pour ne pes avoir de discussion à cet égard avec le gouvernement, la compagnie des Treis-Canaux a déjà pris l'initiative, en supposant un amortissement semestriel dans les tableaux et calculs qui sont annexes à ses propres statuts, et qu'il est en effet tout simple, quand l'amortissement de l'emprunt doit être accéléré, d'accélérer aussi le remboursement des actions, les sonssignés décident que le tableau n. 3 sera modifié de manière à amener ce résultat. Sur le second point, considérant que la suppression de la loterie royale rend impossible l'execution de l'article 3 de l'acte du 17 mars 1826, qui lui attribue le tirage des actions à rembourser, il convient de charger de cette opération la compagnie des Trois-Cansus, comme le plus fort actionnaire, et de la dispenser de toute publication ou convocation envers ses deux coactionnaires, par la fixation d'un jour de rigueur auquel ils pourront venir assister au tirage lorsqu'ils le jugeront à propos. Sur le troisième point, considérant que la réanion de toutes les actions en un petit nombre de mains rend également impossible la formation d'une administration d'après les règles établies par les art. 9, 10 et 12 de l'acte originaire du 17 mars 1826, et par l'art. 2 de l'acte rectificatif du 8 juillet suivant, la compagnie des Trois Cananz, comme porteur du plus grand nombre d'actions, a offert le gérer les intérêts communs, et ce, sans frais à l'égard des six cent soixante et quinze actions non encore échangées, conformément à l'art. 5 des statuts de la société de la navigation de l'Oise, ce qu'ont accepté MM. Archdéacon.

En conséquence, les soussignés ont adopté d'un commun accord les articles ci-après, comme modifications obligées des statuts qui régissent la so-

ciété de la navigation de l'Oise :

Art. 1". Le tableau ci-joint, établissent les sommes à appliquer de semesire en semestre au paiement de l'intérêt et au rembonsement des trois mille actions de la navigation de l'Oise, est substitué au tableau n. 5 joint aux actes des 17 mars et 8 juillet 1826, approuvés par ordonnance royale du 2 août suivant.

2. Les tirages des actions à rembourser d'après le susdit tableau seront faits publiquement par les soins de la compagnie des Trois-Canaux, les dernicrs jours non fériés des mois de janvier et de

juillet de chaque année.

3. Les tirages se feront par multiples de dix naméros ainsi qu'il est prescrit par l'art. 3 de l'acte du 17 mars 1826.

4. La compagnie des Trois Canaux est chargée de l'alministration de tous les interéts qui se rattachent à l'emprunt de trois milions de francs contracté par le gouvernement pour le perfectionnement de la navigation de l'Uies, dans ce sens que, gérant de plein droit les actions qui lui appartiennent, elle est encore autorisée à agir au nom des autres actionnaires comme mandataire gratuit, aux termes des art. 31 à 32 du Code de commerce, et conformément à l'art. 5 des statuts de la société de la navigation de l'Oise.

5. Le présent sera sommis à l'apprebation du conseil d'administration de la compagnie des Trois-Canaux et eussité à celle de Sa Majesté, en exécution de l'art. 37 dudit Code. (Sail le tableam.)

30 JANTIER == 8 MARS. 1838 — Ordonnance du Roi portant autorisation de la caisse d'épargne fondée à Marennes. (EX., Bull. supp., CCCXLIII, m. 11837.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre serrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce: vu les délibérations du conseil municipal de Marennes, en date des 22 novembre 1856 et 29 mai 1837; vu les lois des 5 juin 1855 et 31 mars 1857, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La caisse d'épargne et de prévoyance fondée à Marennes (Charente-Inférieure) est autorisée, Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 29 mai 1837, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

5. La caisse d'épargne de Marennes sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet de la Charente-Inférieure, un extrait de son état de situation arrêté au 51 décembre précédent.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce M. Mar-

tin du Nord ) est chargé, etc.

10 γένατεα = 8 mars 1838. — Ordonnance du lloi qui autorise la cession à la ville d'Ajaccio, d'ηn terrain appartenant à l'Etat. (IX. Bull. supp., CCCXLIII, n. 14839.)

Louis-Philippe, etc., vu la demande formée par le conseil municipal de la ville d'Ajaccio, département de la Corse, tendante à obtenir la concession du terrain situé près de cette ville, appelé la Presqu'ile de la Parata, dont la réunion serait avantageuse aux propriétés communales dans lesquelles il est enclavé; vu le proces-verbal d'estimation contradictoire du 12 février 1836, dans lequel le prix du terrain a été fixé à trois cents francs; yn le plan rédigé le 26 juin 1837; vu l'avis du préfet de la Corse favorable à la demande; vu les lettres de nos ministres de la marine et de la guerre à notre ministre des finances, en date des 25 mai et 29 juillet 1837; vu l'avis du conseil d'Etat du 9 février 1808. approuvé le 21, portant que les biens de l'Etat sont, comme les propriétés particulières, susceptibles d'être alienés, sur estimation d'experts, pour cause d'utilité publique, départementale ou communale; considérant que la demande de la ville d'Ajaccio est fondée sur une cause d'utilité publique communale; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat an département des finances, etc.

Art. 1er. Le préfet de la Corse est autorisé à concèder à la ville d'Ajaccio le terrain appelé la Presqu'île de la Purata ou Chasse-des-Commissaires genois, situé pres de cette ville, moyennant trois cents francs, montant de l'estimation qui a eu lieu le 12 février 1856, et sous les conditions suiyantes: 1º il est fait réserve expresse, an profit de l'Etat, de la tour qui se trouve sur la partie méridionale de ce terrain. laquelle n'est point mentionnée dans le procès-verbal d'expertise; 2º les équipages des bâtimens de l'Etat, des navires du commerce et des bateaux de pêche, conserveront la faculté de descendre à terre et de circuler sur le rivage de la presqu'île de la Parata; 3" ils pourront monter, comme ils en ont l'usage, sur le sommet du principal mamelon de la presqu'ile, pour découvrir la pleine mer dans le nord-ouest et observer le temps pour juger du moment le plus favorable à leur appareillage; 40 il ne pourra être construit, à la Parata, aucune usine ni établissement qui pourrait nuire à la santé des marins qui y relàcheraient avec leurs navires ou bateaux; 5º la concession ne donnera aucun droit de solliciter ultérieurement la permission d'établir dans ces parages une madrague ou toute autre pêcherie à poste fixe; 6° cette concession sera limitée au terrain compris entre les lignes C D et A B du plan susénoncé, et les agens du département de la guerre pourront communiquer à la partie réservée, à la pointe de la presqu'île, en traversant librement le terrain concédé.

2. Le prix d'estimation sera versé par la ville d'Ajaccio dans les caisses du domaine, aux époques et ayec les intérêts fixés par les lois des 15 et 16 floréel an 10 et 5 ventôse an 12.

La ville d'Ajaccio acquittera, en outre, tous les frais relatifs à cette acquisition, y compris les frais de l'expertise ainsi que ceux de l'instance qui a eu lieu, au sujet du terrain de la Parata, devant le tribunel civil de la même ville.

3. Nos ministres des finances, de l'intérieur, de la guerre et de la marine (MM. Laplagne, Montalivet, Bornard et Rosamel) sont chargés, etc.

28 révutes = 12 mass 1838. — Ordonnauce du Rai portant création d'un cadre de commis entretenus pour le service des bureaux de l'inlendance militaire. (IX, Bull. DLVIII n. 72904.)

Louis-Philippe, etc., voulant facifiter an corps de l'intendance militaire les moyens de mieux assurer l'exécution du service qui lui est confié, taut dans l'intérieur qu'en campagne, en donnant aux commis qu'il emploie une organisation régulière et permanente; voulant que le recrutement de ces commis profite à l'armée et particulièrement aux sous-officiers; voulant que cette organisation puisse s'effectuer sans augmentation de charge pour l'Etat; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre.

TITRE Ier. De la composition du cadre.

Art. 1er. Il est créé pour le service des bureaux de l'intendance militaire un cadre de commis entretenus dont la hiérarchie est ainsi fixée: Commis de 5º classe, commis de 2º classe, commis de 1º classe.

2. Le cadre des commis entretenus comprend : 125 commis de 3º classe, 100 commis de 2º classe, 25 commis de 1º classe.

Le service des bureaux de l'intendance militaire comprend, en outre, des commis auxiliaires dont le nombre varie suivant les besoins.

TITRE II. Du rocrutement et de l'avan-

5. Nul ne peut être commis entretenu de 5º classe s'il n'est sous-officier en activité depuis deux aus et àgé de moins de trente-cinq ans; ou s'il n'est commis auxiliaire depuis trois ans au moins, et si. en outre, il ne satisfait aux autres conditions fixées par la présente ordonnance. Toute-fois, les sous-officiers appelés comme commis entretenus dans les bureaux de l'intendance militaire, qui, pendant les six premiers mois de leur admission, n'ont point fait preuve de l'aptitude nécessaire,

peuvent rentrer dans l'armée. Durant ce temps d'épreuve, ces sous-officiers ne sont point remplacés dans teurs corps.

4. Les commis auxiliaires sont pris, soit parmi les soldats, caporaux et brigadiers de l'armée, comptant au moles un an de service, seit parmi les jeunes gens âgés de moins de trente ans et qui ont satisfait à la loi sur le recrutement. Tontefois, les commis auxiliaires pris dans l'armée ne sont détachés dans les burcour de l'intendance militaire qu'avéc l'assentiment des chefs des corps auxquels ils appartiennent.

5. Nul ne peut être commis entretenu de 2º classe s'il n'a servi au moins deux ans comme commis entretenu de 5º classe, Les commis entretenus de 5º classe qui n'ont point été sous-officiers me sont susceptibles d'avancement qu'après avoir accompli trois ans dans cette classe.

6. Nel ne peut être commis entretenq de 1ºº classe s'il n'a servi au moins deux ans comme commis entretenu de 2º classe.

- 7. Les deux premiers tiers des emplois de commis entretenus de 5° classe sont donnés aux sous-officiers, et le dérnier tiers aux commis auxiliaires.
- S. Les emplois de commis entretenus de chacune des 2º et 1º classes sont donnés à l'avancement de la classe immédiatement inférieure.
- 9. La nomination des commis entretenus de 3º classe, et l'avancement de la 5º classe à la 2º et de la 2º classe à la 1ra, ont lieu aux choix.
- 10. Les commis entretenus, quelle one soit leur classe, sont nommés par notre ministre de la guerre.
- 44. Nul ve pent être commis entretenu de 3º classe, si, outre les conditions prescrites per l'article 3 de la présente ordondance, il n'a satisfait à un examen dont le programme est déterminé par notre ministre de la guerre, et si, par suite, il n'a été l'objet d'une proposition spéciale des intendans divisionnaires ou d'armée, approuvée par les inspecteurs généraux ou les commandans en ches.
- 12. Nul ne peat être promu de la 5° classe à la 8°, et de la 2° à la 1°, s'il n'a été régulièrement proposé pour l'avancement par un intendant divisionnaire ou d'armée.
- 13. Sont donnés dans le corps des officiers d'administration créé par notre ordonnance de ce jour, sur les propositions annuelles des intendans divisionnaires ou d'armée, et dans la proportion d'un sixième des emplois vacans, savoir : les emplois

du grade d'adjudant d'administration en premier, aux commis entretenus de 1re classe de l'intendance militaire qui, comme tels, ont au moins deux ans de service et qui ont été militaires; les emplois du grade d'adjudant d'administration en second, aux commis entretenus de 2° classe qui, comme tels ont au moins deux ans de service, et qui ont également été militaires.

14. Les commis entretenus qui comptent au moins quatre ans de service dans les bureaux de l'intendance militaire, et qui ont été l'objet de propositions spéciales des intendans divisionnaires ou d'armée, peuvent être admis au choix dans les bureaux du ministère de la guerre. Tout commis entretenu appelé à faire partie du corps des officiers d'administration, ou admis dans les bureaux du ministère de la guerre, ne peut plus rentrer dans les bureaux de l'intendance militaire.

TITRE III. Des attributions et du service.

- 15. Les commisentretenus sont chargés, dans les bureaux de l'intendance suilitaire, se tous les travaux d'examen, de vérification, de rédaction et d'écritures qui leur sont conflés, ainsi que du classement, de la tenue et de la garde des archives.
- 16. Les commis entretenus n'ont le signature d'aucun des actes des officiers de l'intendance militaire. Toutefois, aux armées, ils peuventêtre délégués par eux pour le visa des bons de prestations en nature.
- 17. Les commis entretenus sont, en temps de paix, répartis, suivant les besoins du service, soit dans les chess-lieux des divisions militaires, soit dans les chefs-lieux des départemens, soit dans toute autre résidence assignée par notre ministre de la guerre aux officiers de l'intendance militaire. En temps de guerre, ils sont détachés près des officiers de l'intendance militaire qui font partie d'une armée.

TITRE IV. De la discipline, du trailement et de l'uniforme.

#### Secreon In. De la direipline.

18. Les commis auxiliaires et entretents sont sous les ordres des officiers de l'intendance militaire près desquels ils sont employés. Aux armées ils sont subordonnés aux autorités militaires en tout ce qui coacerne le bon ordre et la police. Toutefois, aucune punition ne peut leur être infligée que par l'intermédiaire des officiers de l'intendance militaire. Les intendans militaires peuvent les suspendre de leur emploi; mais, dans ce cas, ils sont tenus

d'en rendre compte à notre ministre de la guerre.

19. Les commis entretenus qui n'ont pas été militaires, et ceux qui, l'ayant été, ont accompli, soit dans les bureaux de l'intendance militaire, soit dans les corps de l'armée, le temps de service voulu par la loi, penvent être révoqués par notre ministre de la guerre, sur les plaintes portées par les officiers de l'intendance militaire et sur les rapports motivés des intendans divisionnaires ou d'armée, 1° pour inconséquence ou négligence habituelle dans le service; 2" pour fautes graves contre la subordination; 3° pour refus de se rendre à la destination qui leur serait assignée, soit à l'intérieur, soit aux armées; 4° pour condamnation à une peine correctionnelle.

Les commis entretenus qui sont encore l'és au service, et qui, pour l'une des causes énoncées aux n. 1°, 2°, 3° et 4° du paragraphe précédent, se sont mis dans le cas d'être exclus des bureaux de l'intendance militaire, sont, sur le rapport motivé des intendans divisionnaires ou d'armée, renvoyés comme soldats dans les corps de l'armée pour y accomplir le temps de service fixé par la loi. Ces dispositions sont applicables aux commis entretenus qui, renonçant à leur emploi, sont encore liés au service, inces de l'armée pour y accomplir le temps de service par la loi. Ces dispositions sont applicables aux commis entretenus qui, renonçant à leur emploi, sont encore liés au service.

20. Ne peuvent contracter mariage, savoir : les commis auxiliaires encore liés au service, sans l'autorisation des conseils d'administration des corps auxquels ils appartiennent; les commis entretenus, sans l'autorisation de notre ministre de la guerre.

#### Section II. Du traitement.

21. Le traitement attribué aux commis entretenus, tant sur le pied de paix que sur le pied de guerre, est fixé par le tarif annexé à la présente ordonnance, et prélevé sur le crédit spécial compris au chapitre IV, article 2, du budget de la guerre. (Frais de bureau des officiers de l'intendance militaire.)

22. Les militaires employés comme commis auxiliaires continuent de recevoir la solde et les prestations au titre de leurs corps.

#### SECTION III, De l'uniforme,

23. L'uniforme des commis entretenus est déterminé par notre ministre de la guerre. Les militaires employés comme commis auxiliaires continuent de porter

٠i

l'uniforme des corps de l'armée auxquels ils appartiennent.

#### TITRE V. De la retraite.

- · 24. Les services des commis entretenus qui étaient militaires au jour de teur nomination, et qui sont ou replacés dans les corps de l'armée ou admis dans le corps des officiers d'administration créé par notre ordonnance de ce jour, comptent comme services militaires pour la réforme et pour la retraite seulement.
- 25. Les pensions de retraite à accorder, soit aux commis entretenus qui atteignent dans les bureaux de l'intendance militaire les conditions voulues, soit à ceux qui sont admis dans les bureaux du ministère de la guerre, sont régies par la législation en vigueur sur les pensions des employés des bureaux de ce ministère. Les retenues dont les traitemens des commis entretenus sont passibles, conformément à notre ordonnance du 26 mai 1832, sont versées à la caisse des dépôts et consignations, et portées au compte de la caisse de retraite des employés des bureaux du ministère de la guerre.

#### TITRE VI. Dispositions transitoires.

26. Les employés actuels des bureaux de l'intendance militaire qui auront au moins, comme tels, deux ans d'exercice, concourront pour la première formation du cadre des commis entretenus de 5°, 2° et 1° classes, dans les proportions suivantes, savoir : commis de 3° classe 85, commis de 2° classe 100, commis de 1° classe 25.

La troisième classe sera complétée, mais pour la première formation seulement, par quarante sous-officiers des corps de toutes armes en activité, âgès de moins de 55 ans, désignés par les lieutenans généraux ou commandans en chef, et par les intendans divisionnaires ou d'armée, et qui auront satisfait à l'examen dont le programme sera spécialement déterminé par notre ministre de la guerre, sans qu'il soit nécessaire d'attendre le résultat de la première inspection générale.

Cette première formation effectuée, l'avancement dans le cadre des commis entretenus aura lien conformément aux règles tracées par la présente ordonnance.

27. Notre ministre de la guerre (M. Bernard) est chargé, etc.

TARIF

DE LA SOLDE ATTRIBUÉE AUX COMMIS ENTRETENUS DE L'INTENDANCE MILITAIRE.

(Article 21 de l'ordonnance.)

	SOLI	E SUR	LE PIED 1	DE PAIX	SOLDE SUR LE PIED DE PAIX DANS L'INTÉRIEUR.	térieur.		SOLDE		SOLDE	SOLDE	SOLDE   SOLDE
	\ H	· Hors de Paris.	Paris.		Dans Paris.	· <sup></sup> 환	sur 1	sur le pied de guerre.	guerre.	de congé.	d'hôpital.	en congé.
	Par an.	Par mois.	Par jour.	Par an.	Par mois.	Par jour.	Par an.	Par mois.	Par jour.	Par jour.	Par jour. Par jour.	Par jour.
Commis entrategu, de 4" classe. 1,800	4,800	fr.	5.6 6.0	fr. 2,400	fr. fr. c. 2,400 200 00	fr. c. 6 66	6 2,700	fr. c. 225 00	ff. 7.5°.	fr. c.	fr. c.	fr. c. 0
Idem, de 2º classe	1,500	125		3,000	A 16 6 2,000 106 66 6	5 55	5 2,250	187 50	9 25	2 08 3	2 77 7	0 69 4
Idem, de 3º classe 1,200	1,200	100	33	1,600	33 3 1,600 433 33 3	4 44 4	4 1,800	150 00	2 00	1 66 6	2 22 8	0 55 5
					OBSERV	OBSERVATIONS.						
Tous ces traftemens sont passibles d'une retenue de cinq pour cent an profit de la caisse des pensions. (Article 25 de l'ordonnance.)	sibles d'	ane rete	nae de cin	q pour (	cent an prof	ît de la cai	se des p	ınsions. (Ar	icle 🕉 de l'	ordonnance.		
Les commis entretenus, de toutes classes, auront droit, en cas de déplacement, à l'indemnité de route attribuée par les tarifs sur adjudans d'admi-	tontes	classes,	auront dra	oit, en	cas de dipla	cement, h	lindem	ité de ronte	attribuée p	ar des tarifs	enr adjudar	18 d'admi-
nistration.				•								

28 février = 12 mars 1838. Ordonnance du roi portant organisation du corps des officiers d'administration (hôpitaux, subsistances militaires, habillement et campement). (IX, Bull. DLVIII, n. 7291.)

Louis-Philippe, etc., vu la lei da 11 avril 1831 sur les pensions de l'armée de terre; vu la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers; vu les ordonnances revales du 48 septembre 1824, portant organisation du personnel administratif des hôpitaux militaires, du 8 juin 1825, portant organisation du personnel des subsistances militaires, et des 10 novembre 1830 et 22 juin 1831 sur le personnel de l'habillement et du campement des troupes; voulant constituer sur des bases uniformes le personnel des services administratifs des hopitaux, des subsistances militaires, de l'habillement et du campement, sous le rapport des dénominations, de la hierarchie, de la solde et de la retraite; voulant donner à l'armée une nouvelle preuve de notre-sollicitude, en lui réservant le recrutement de ce personnel; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre, etc.

TITRE Ier. De la composition du corps des officiers d'administration.

Art. 4er. Un corps d'officiers d'administration est chargé, sous les ordres des officiers de l'intendance militaire, de la gestion et de l'exécution des services des hôpitaux, des subsistances militaires, de

l'habiliement et du campement, tant à l'intérieur qu'aux armées.

La hiérarchie des grades dans le corps des officiers d'administration est réglée comme ci-après :

Officiers d'administration. — Adjudant en second; adjudant en premier; consptable de 2º et de 1º classes; principal.

La correspondance entre ces grades et les grades et emplois créés par les ordonnances des 18 septembre 1824, 8 juin 1825 et 10 novembre 1830, est établie ainsi qu'il suit:

Officier d'administration principal. — Officiers principaux d'administration des hôpitaux; directeurs des subsistancés militaires (1°, 2° et 3° classes); agens principaux de l'habillement et du campement (1° et 2° classes).

Officier d'administration comptable de 4 m ou de 2 classe. Tofficiers d'administration comptables des hôpiteux; agens comptables entretenus des subsistances militaires; agens comptables engretenus de l'habillement et du campement (1 m, 2 e et 3 classes ).

Adjudant d'administration en premier. — Adjudans d'administration des hôpitanx (1° classe); commis entretenns des subsistances militaires (4° classe); commis entretenns de l'habillement et du campement (1° et 2° classes).

Adjudant d'administration en second. — Adjudans d'administration des hopitaux (2º classe); sous-adjudans d'administration des hopitaux; commissentelenus des subsistances militaires (2º et 3º classe); commis entretenus de l'asbillament et du campement (5º classe).

2. Le cadre constitutif des officiers d'administration est fixé ainsi qu'il smit:

		SERVICE des hôpitaux militaires.	SERVICE des subsistances militaires,	SERVICE de Thabille- ment et du campe- ment.
Officiers d'administration	Adjudans en second	120 80 20 } 40	70 66 75 75 150	20 20 10 10 3
	Totaus	248	298	63

3. Des sous-officiers de toutes armes en activité sont admis comme élèves dans le corps des officiers d'administration : le mombre de ces sous-officiers est fixé chaque année par notre ministre de la guerre.

4. Les officiers d'administration sont nommés par nous. Les élèves d'administration sont nommés par notre ministre de la guerre.

5. En temps de guerre, il peut être créé des adjudans auxiliaires d'administration, dont le nombre varie suivant les besoins du service. Notre ministre de la guerre détermine le mode d'admission et l'uniforme

des adjudans auxiliaires, qui ne peuvent être choisis que parmi les Français ayant satisfait à la loi sur le recrutement. Il 4cencie conx dont les services ne sont plus nécessaires. Les adjudans auxiliaires ne remplissent que les fonctions des adjudans on second du corps des officiers d'administration.

TITRE II. Du recrutement du corps des officiere d'administration, du stâge et de L'emploi des élèves d'administration.

6. Le corps des officiers d'administration se recrute exclusivement parmi les élèves d'administration, les adjudans auxiliaires d'administration et les commis entretenus de 2º et de 100 classes des bureaux de l'in-· tendance militaire.

7. Nul ne peut être élève d'administration, 4° s'il n'est sous-officier en activité depuis deux ans au moins; 2° s'fl n'a fait un stage de six mois dans les établissemens de l'administration de la guerre; 3° et s'il n'est âgé de moins de trente ans.

- 8. Chaque année, les inspecteurs généraux, pour les corps dont l'inspection feur est confiée, et les intendans militaires, pour le corps des équipages militaires, le bataillon d'ouvriers d'administration et les compagnies d'infirmiers mifflaires, trapsmettent à notre ministre de la guerre, et dans les proportions déterminées par lui, des mémoires de proposition en faveur des sous-officiers qu'ils ont reconnus susceptibles de concourir pour les emplois d'élèves d'administration. Ces mémoires sont accompagnés, 1° de l'acte de naissance des candidats; 2º du relevé de leurs services; 3° de l'avis des sous-intendans militaires chargés de la surveillance administrative des corps.
- 9. La totalité des emplois vacans parmi les élèves d'administration est donnée aux sous-officiers proposés par les inspecteurs généraux d'armes et par les intendans divisionnaires ou d'armée.
- 10. Les sous-officiers admis comme élèves d'administration sont détachés de leprs corps et mis en subsistance dans un de ceux de la place où ils sont employes. Ils recoivent, au litre de dernier corps, les prestations en nature et en deniers, scion lear grade et leur position ; ils jouissent, en outre, d'un supplément de solde égal à celui qui est attribué aux sons-officiers détachés pour le service du recrutement.

11. Les élèves d'administration sont alternativement employés aux divers détails de service confiés aux adjudans d'admi-

pistration en second,

12. Les sous-officiers admis à faire le stage prescrit par l'article 7 de la présente ordonnance sont, après l'expiration de ce stage, soumis à un examen dont l'objet est de faire connaître ceux qui sont aptes à oblenir les emplois vacans d'élèves d'administration. Notre ministre de la guerre détermine le programme de ce concours et la

composition du jury chargé d'y procéder. 13. Les élèves d'administration proposés pour l'avancement sont portes sur un tableau dressé annuellement pour chaque service, et revêtu de l'approbation de no-

tre ministre de la guerre.

- 14. Les sous-officiers admis à faire le stage prescrit par l'article 7, qui n'ont pas satisfait à l'examen déterminé par l'article 12 de la présente ordonnance, son. renvoyés dans leur grade à leur corps ; néanmoins, si des circonstances graves, et qui sont soumises à l'appréciation du jury d'examen, leur ont occasioné une suspension de travail, ils peuvent être autorisés à passer six mois de plus dans les établissemens près desquels ils ont été détachés. Si, à l'expiration de ce sursis, et après nouvel examen, ils ne sont pas reconnus susceptibles d'être nommés élèves, ils sont définitivement renvoyés dans leur grade à leur corps, à moins qu'ils n'aient accompli le temps de service voulu par la loi.
- 15. Lorsque les élèves d'administration donnent lieu à des plaintes réitérées, sous le rapport de la conduite ou de la subordination, potre ministre de la guerre peut, sur la proposition des intendans divisionnaires, prononcer leur révocation. Les élèves qui sont révoqués avant d'avoir achevé le temps de service légal sont renyoyés dans un corps de l'armée comme simples soldats.

#### TITRE III. De l'avancement.

16. Nul ne peut être adjudant d'administration en second, s'il n'a servi au moins un an comme élève d'administration, ou si, comme adjudant auxiliaire, il n'a fait deux campagnes de guerre et n'a été proposé pour l'avancement par un intendant d'armée, on enfin s'il n'a servi au moins deux ans comme commis entretenu de 2º classe dans les bureaux de l'intendance militafre.

17. Nul ne peut être adjudant d'administration en premier, s'il n'a serviau moins deux ans dans le grade d'adjudant en second, ou s'il n'a servi au moins denx ans comme commis entretenu de 1re classe dans les hureaux de l'intendance militaire.

18. Nul ne peut être officier d'administration comptable de 2º classe, "il n'a servi au moins quatre ans dans le grade d'adjudant d'administration en premier.

19. Nul ne peut être officier d'administration comptable de 1 re classe, s'il n'a servi au moins deux ans comme officier d'administration comptable de 2e classe.

20. Nul ne peut être officier d'administration principal, s'il n'a servi au moins quatre ans comme officier d'administration , comptable de 1re classe, et en outre, . 1º pour le service des hôpitaux militaires, s'il n'a fait une campagne comme officier d'administration comptable, ou s'il n'a , géré, pendant deux ans au moins, un hôpital militaire d'instruction ou un grand établissement; 2º pour le service des subsistances militaires, s'il n'a fait une campagne comme officier d'administration comptable, ou s'il n'a été charge, pendant deux ans au moins, de la gestion d'un magasin important; 3º pour le service de l'habillement et du campement, s'il n'a été reconnu, par un jury d'examen, apte à remplir les fonctions spéciales d'officier d'administration principal.

21. La totalité des emplois vacans d'adjudans d'administration en second est donnée au choix, savoir : les deux premiers tiers, aux élèves d'administration, et le dernier tiers, moitié aux adjudans auxiliaires d'administration qui réunissent les conditions fixées par l'art. 16 de la présente ordonnance, et moitié aux commis entretenus de 2° classe des bureaux de l'intendance militaire. Toutefois, les élèves proyenant des sous-officiers des compagnies d'infirmiers militaires ne concourent que pour les vacances qui surviennent dans le

service des hôpitaux.

22. Les cinq premiers sixièmes des emplois d'adjudans d'administration en premier sont donnés, moitié à l'ancienneté, aux adjudans d'administration en second. Le dernier sixième est donné, au choix, aux commis entretenus de 4rc classe des bureaux de l'intendance militaire.

23. Les emplois d'officiers d'administration comptables de 2º classe sont donnés

au choix.

24. La moitié des emplois d'officiers d'administration comptables de 1<sup>re</sup> classe est donnée à l'ancienneté.

25 La totalité des emplois d'officiers d'administration principaux est donnée au

26. Le temps de service exigé pour l'avancement peut être réduit de moitié en temps de guerre.

27. Il peut être dérogé à la condition de temps imposée par l'article précédent, 10 pour actions ou services mis à l'ordre du Jour de l'armée; 20 lorsqu'il n'est pas possible de pourvoir autrement au remplacement des vacances.

28. Le rang d'ancienneté, dans tous les grades du corps des officiers d'administration, est déterminé, savoir: pour les officiers d'administration du service des bôpitaux militaires, promus antérieurement à la loi du 19 mai 1834, par la date, 1º de la nomination royale; 20 de la commission ministérielle de l'emploi, et, à date semblable, par la date de la nomination royale ou de la commission ministérielle de l'emploi immédiatement inférieur; pour ceux du même service, promus depuis la loi du 19 mai 1834, par la date du brevet du grade, et, à date semblable, par la date de la commission ministérielle du grade immédiatement inférieur; pour les officiers d'administration du service de subsistances militaires qui, à l'époque de la promulgation de la présente ordonnance, feront partie du cadre entretenu de ce service, par la date de la commission ministérielle de l'emploi, en suivant l'ordre des classes, et, à date semblable, par la date de la commission ministérielle de l'emploi ou de la classe immédiatement inférieure; pour ceux du même service qui seront promus à l'avenir, par la date du brevet du grade, et, à date semblable, par la date du brevet ou de la commission ministérielle du grade ou de la classe immédiatement inférieurs; pour les officiers d'administration du service de l'habillement et du campement, promus antérieurement à la loi du 19 mai 1834, par la date de la commission ministérielle de l'emploi, et, à dațe semblable, par la date de la commission ministérielle de l'emploi immédiatement inférieur; pour ceux du même service, promus depuis la loi du 19 mai 1834, par la date du brevet du grade, et, à date semblable, par la commission ministérielle du grade immédiatement inférieur.

29. Les intendans militaires, après chaque inspection administrative, adressent à notre ministre de la guerre, et conformément aux instructions spéciales qu'ils recoivent, des mémoires de proposition en faveur des officiers d'administration qu'ils ont reconnus susceptibles d'avancement.

Les officiers d'administration présentés sont inscrits sur un tableau d'avancement dressé par grade, et auquel restent annexés les mémoires de proposition et les notes des intendans militaires.

Dans l'intervalle d'une inspection administrative à une autre, les intendans militaires ne peuvent adresser de propositions d'avancement, si ce n'est pour services extraordinaires dument justifiés.

30. L'aptitude aux fonctions d'officier

d'administration principal du service de l'habillement et du campement est constatée par un jury spécial, dont la composition et les attributions sont déterminées par notre ministre de la guerre.

#### TITRE IV. De la discipline, de la solde et de l'uniforme.

#### Section In. De la discipline.

31. Les adjudans auxiliaires, les élèves et les officiers d'administration sont soumis entre eux aux régles générales de la discipline et de la subordination militaires.

32. Les adjudans auxiliaires, les élèves et les officiers d'administration dépendent de l'autorité militaire, en ce qui concerne le bon ordre et la police.

#### SECTION II. De la solde.

33. La solde des officiers d'administration, en activité et en disponibilité, est fixée par le tarif annexé à la présente ordonnance. Elle est passible de la retenue de deux pour cent au profit du trésor public, substitué aux droits de l'ancienne dotation des invalides.

Les adjudans auxiliaires d'administration recoivent, au moment où la suppression de leur emploi est prononcée, l'indemnité de licenciement d'un mois de solde.

#### Section III. De l'uniforme.

34. L'unisorme des officiers d'administration est déterminé par notre ministre de la guerre.

Les sous-officiers élèves d'administration continuent de porter l'uniforme des corps auxquels ils appartiennent.

#### Tetre V. Dispositions générales.

35. Dans l'intérieur et aux armées, tout officier d'administration, principal ou comptable, chargé de la gestion d'un hôpital, d'un service manutentionnaire ou d'un magasin, est tenu de fournir un cautionnement, dont la quotité est fixée par notre ministre de la guerre.

36. Les mêmes services peuvent, sous les mêmes conditions, être confiés aux adjudans d'administration en premier.

57. Dans l'intérieur et aux armées, les officiers d'administration principaux peuvent être chargés comme comptables des établissemens et magasins les plus importans.

#### TITRE VI. Dispositions transitoires.

Service des hôpitaux militaires.

38. Les emplois d'officiers d'adminis-

tration principaux ou comptables, auxquels il y aura lieu de pourvoir en exécution de la présente ordonnance, seront, pour la première formation, donnés au choix aux officiers d'administration principaux ou comptables en activité de service.

59. Les adjudans d'administration de la 1re classe actuelle prendront la dénomination d'adjudans d'administration en premier. Les emplois de ce dernier grade vacans seront complétés par le nombre d'adjudans d'administration de la 2º classe actuelle désignés par nous, moitié à l'ancienneté.

40. Les adjudans d'administration de la 2º classe actuelle, qui n'entreront pas dans le nouveau corps comme adjudans d'administration en premier, et les sousadjudans d'administration existant à la date de la présente ordonnance, prendront la dénomination d'adjudans d'administration en second.

41. Les élèves d'administration et les sous-officiers des corps de l'armée, qui, à la date de la présente ordonnance, se trouveront portés sur les listes de présentation pour le grade de sous-adjudant d'administration seront nommés aux emplois d'adjudans d'administration en second, au fur et à mesure des vacances, jusqu'à l'époque ou les élèves sous-officiers seront en mesure de concourir avec eux.

42. Les infirmiers-majors entretenus qui, à la date de la présente ordonnance, se trouveront en activité de service, ne seront pas assujettis à la condition d'âge imposée par l'article 7 pour être promus au grade d'adjudant d'administration en second.

#### Service des subsistances militaires.

45. Les directeurs entretenus actuels de 1re, de 2e et de 3e classes, prendront la dénomination d'officiers d'administration principaux. Le numéro de leur classe et leur rang d'ancienneté dans cette classe régleront leur classement nouveau.

44. Les agens comptables entretenus, ainsi que les chefs aux constructions prendront la dénomination d'officiers d'administration comptables.

Les nominations à la 1re classe comme officiers d'administration comptables, par suite de la présente organisation, auront lieu au choix.

45. Les commis de 1re classe et les souschefs aux constructions actuels prendront la dénomination d'adjudans d'administration en premier. Les emplois de ce dernier grade vacans seront complétés par le nombre de commis entretenus de la 2º \* Y

classe actuelle désignés par nous, moitié à l'ancienneté.

Les commis de 1re classe prendrent

rang avant ceux de 2º classe.

46. Les agens entretenus désignés sous la dénomination de commis de 2° classe, qui ne seront pas nommés adjudans d'administration en premier, les agens entretenus désignés sous la dénomination de commis de 3° classe, les élèves du cadre actuel qui auront au moins un an de service et auront satisfait aux conditions exigées par l'ordomance du 8 juin 1825, pour obtenir l'emploi de commis de 3° classe, prendront la dénomination d'adjudans d'administration en second.

Les commis de 3º classe prendront rang après ceux de 2º classe, et les éléves après

les commis de 5º classe.

47. Les élèves actuellement en activité de service, qui, par suite de la présente organisation, ne seront pas nommés adjudans d'administration en second, obtiendront, concurremment avec les commis auxiliaires actuels proposés pour l'avancement, les emplois vacaus d'adjudans d'administration en second, jusqu'à l'époque où les sous-officiers élèves d'administration pourront concourir avec cux, et jusqu'à ce que les commis entretenus de 2º classe des bureaux de l'intendance militaire soient aptes à jouir du sixième qui feur est dévolu.

#### Service de l'habillement et du campement.

48, Les agens principaux actuels prendront la dénomination d'officiers d'administration principaux; lëur rang serd réglé d'après la classe à laquelle ils appartiennent.

49. Les agens comptables des trois classes prendrent la dénomination d'offi-

ciers d'administration comptables. Les agens des 1° ct 2° classes actuelles entreront dans l'organisation comme officiers d'administration comptables de 1° classe. La 1° classe sera complétée, au choix, par des agens comptables de 5° classe actuelle qui ne seront point appelés à faire partie de la 1° classe formeront lá 2° classe des officiers d'administration comptables.

50. Les commis de 1ºº et de 2º classes prendront la dénomination d'adjudans

d'administration en premier.

Les commis de 1re classe prendront

rang avant ceux de 2º classe. 51. Les commis de 3º class

51. Les commis de 3° classe prendront la dénomination d'adjudans d'administration en second.

52. Jusqu'à ce que l'effectif des officiers d'administration soit rentré dans les limites du cadre fixé par l'article 2 de la présenté ordonnance, il ne sera fait de promotions, dans chaque service, que dans la proportion du tiers des vacances.

53. Les tableaux d'avancement existant à la date de la présente ordonnance seront valables jusqu'au 31 décembre 1838. Passécette époque, ils seront annalés et remouvelés, conformément aux dispositions de

l'article 29.

Cette mesure n'est point applicable aux élèves actuellement en activité de service qui, au 31 décembre 1838, n'auraient point été promus au grade d'adjudant d'administration en second.

54. Toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance sont et

demeurent abrogées.

55. Notre ministre de la guerre (M. Bernard) est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui recevra son esset à dater du 1er avril prochain.

## TARIF

de la solde apprince au corps des officiers d'administration.

(Article 35 de l'ordonnance.)

	Se	SOLDE DE PRÉSENCE	Patski	NG.			SOLD	E D'ARSI	SOLDE D'ARSENCE PAR JOURA		SUPPLE.		SOLDE		
grades by empeous.	Sur le pied de paix. Sur le pied de guerre(a).  Par an. Par mois. Par jour. Par an. Par meis. Per jour.	Par joar.	Sur le	pied du		(\$)   £	Congé Capti-	T'e e		Frepital, danst en conge solde.	Paris.	P P P	Pgren. Permeis jon	<u> </u>	Par jour.
Officier d'administration principal (de 1" classe. Officier d'administration comptable (de 2" classe. Adjudent d'administration. Adjudent analièsire d'administration.	fr. fr. c. c. 2200-133 33 3 5 1200-1483 33 6 1,200-1486 6 6 1,200-1486 6 6 1,200-1486 6 6 1,200-1486 6 6 1,200-1486 6 6 1,200-1486 6 6 1,200-1486 6 6 1,200-1486 6 6 1,200-1486 6 6 1,200-1486 6 1,200-1	350000 •18168	6,000 9,500 1,200 1,800 1,800	# 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	888888	00000000000000000000000000000000000000	4 2 2 3 3 4 4 4 4 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	222256 22226 288226 288226	-4044000 -444000	20000000 20000000	25862 25862 26862 26862	1,286 672 672 672 672 673	7.86888 9.8888 1.88888	000no	. 800 50 5 . 800 50 5 . 800 50 5 . 800 50 5
DBSERV Los accunissamens de solde, après dix, vingt et trente-ennées, sont emprimés	t trente empées, so	ORSI nt suppri	OBSERVATIONS.	19M6.	<b>'.</b>		!	· ·			9	•	* i :		
(s) La solde des officies s'administration employée en Afrique et à Amohne est fixée par des décisions apéciales, Les officiers d'administration non logés dens les bâtimens de l'Etat recoirent, en cette de la solde, les indemnités de loggement ou d'amendement déterminés par le tarif n. 39, annexé à l'ordonnance royale du 26 décambre 1837, sur le service de la solde.	loys en Afrique et t s betimens de l'Etal 5 décambre 1837, s	t recoive ar le serv	oet fixee	par des	decipio	as spéa les ind	ieles, leganit		98	<b>8</b>	'a meal	blemen	A differen	4	1

6-13 was 1838.—Loi qui autorise l'établissement d'un chemin de fer de Strasbourg à Bâle (1). (IX, Bull. DLIX, n. 7302.)

Art. 1er. L'offre faite par les sieurs Nicolas Kœchlin et frères, d'exécuter à leurs frais, risques et périls, un chemin de fer de Strasbourg à Bâle, est acceptée.

En conséquence, toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'Etat, soit à la charge des sieurs Nicolas Kœchlin et frères, stipulées dans le cahier des charges arrêté les 26 janvier et 2 février 1838 par le ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et accepté les 27 janvier et 2 février 1838 par lesdits sieurs Nicolas Kæchlin et freres, recevront leur pleine et entière exécution.

Ce cahier des charges restera annexé à la

présente loi.

2. Les concessionnaires ne pourront émettre des actions ou promesses d'actions négociables pour subvenir aux frais de la construction du chemin de fer de Strasbourg à Bâle, avant de s'être constitués en compagnie anonyme dûment autorisée conformément à l'art. 37 du Code de commerce.

3. Des réglemens d'administration publique, rendus après que les concessionnaires auront été entendus, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police, la sûreté, l'usage et la conservation du chemin de ser et des ouvrages qui en dépendent. Les dépenses qu'entraînera l'exécution des mesures et de ces dispositions resteront à la charge des concessionnaires.

Les concessionnaires seront autorisés à faire, sous l'approbation de l'administration, les réglemens qu'ils jugeront utiles pour le service et l'exploitation du chemin

de fer.

4. Des ordonnances royales régleront les mesures à prendre pour concilier l'exploitation du chemin de fer avec l'application des lois et réglemens sur les doua-

Cahier des charges pour l'établissement d'un chemin de fer de Strasbourg à Bâle.

Article 1er. La compagnie s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, et à terminer dans le

délai de six années au plus tard, à dater de la loi qui ratifiera, s'il y a lieu, la concession, tous les travaux nécessaires à l'établissement et à la confection d'un chemin de fer de Strasbourg à Bâle, et de manière que ce chemin soit praticable dans tontes ses parties à l'expiration du délai ci-dessus fixé. Dans le cas où le chemin de fer projeté dans le royaume de Bavière, de la Rheinschautz de Manheim à Lauterbourg, serait entrepris, la compagnie chargée de l'exécution du chemin de fer de Strasbourg à Bâle, sera tenue, ou de le prolonger jusqu'à Lauterbourg dans un délai de cinq aus, à partir de la réquisition qui lui en sera faite, aux clauses et conditions stipulées au présent cahier de charges, ou de concourir aux frais de ce prolongement, moyennant la somme d'un million qu'elle versera à titre de subvention gratuite. Elle sera tenue d'opter entre ces deux partis dans un délai de trois mois. Si, dans le délai de cinq ans, à dater de la loi qui homologuera, s'il y a lieu, la présente concession, la compagnie n'est pas mise en demeure d'exécuter la condition énoncée au paragraphe précédent, elle en sera pleinement dé-

gagée.

2. Le chemin partira de Strasbourg, passera à Benfelden , à Schélestadt , entre Bergheim et Guemar, et atteindra la ville de Colmar. Il traversera ensuite la route royale n. 83, de Lyon à Strasbourg, touchera à Herlisheim, à Ruffach, passera à Mulhouse, et, après avoir traversé, près de cette ville, la route royale n. 66, de Bar-le-Duc à Bâle, il se dirigera sur la frontière suisse, vers Bâle, en se tenant à très peu près parallèle à la route ci-dessus désignée. La pente maximum du tracé n'excédera pas deux millimètres et demi (0 = 002 1/2)

par mètre.

3. Dans le délai d'un an au plus, à dater de l'époque fixée à l'article 1er, la compagnie sera tenue de soumettre à l'approbation de l'administration supérieure, rapporté sur un plan à l'é-chelle de 1 à 2,500, le tracé définitif du chemin de fer de Strasbourg à Bâle, d'après les indications de l'article précédent ; elle indiquera, sur ce plan, la position et le tracé des gares de stationnement et d'évitement, ainsi que les lieux de chargement et de déchargement. A ce même plan devront être joints un profil en long, suivant l'axe du chemin de fer, un certain nombre de profils en travers, le tableau des pentes et rampes, et un devis expli-catif comprenant la description des ouvrages. En cours d'exécution, la compagnie aura la faculté de proposerles modifications qu'elle pourrait juger utile d'introduire, sans pouvoir toutefois ní s'écarter du tracé général, ni excéder le maximum des pentes indiqué dans l'article précédent ; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'administration supérieure.

4. Le chemin de fer aura deux voies au moins

sur tout son développement.

5. La largeur de la voie, entre les bords intérieurs des rails, devra être d'un metre quarante-

Présentation à la Chambre des Pairs le 7 février (Mon. du 8); rapport par M. Tarbé de Vauxclairs le 16 (Mon. du 17); discussion le 19 (Mon. du 20); adoption le 20 (Mon. du 21), à la majorité de 110 voix contre 4.

Retour à la Chambre des Députés le 21 sévrier (Mon. du 22); rapport par M. de Golbéry le 22 (Mon. du 23); discussion le 24 (Mon. du 25); adoption le 26 (Mon. du 27), à la majorité de 237 voix contre 20.

<sup>(1)</sup> Présentation à la Chambre des Députés le 27 janvier (Mon. du 28); rapport par M. de Gol-bery le 3 février (Mon. dn 4); discussion le 5 (Mon. du 6); adoption le 6 (Mon. du 7), à la majorité de 261 voix contre 21.

quatre centimètres (1 m. hh c.). Toutefois, jusqu'à l'ouverture des travaux, l'administration se réserve la faculté de prescrire une largeur de voie supé-rieure à celle qui est indiquée ci-dessus. La distance entre les deux voies sera au moins égale à un mêtre quatre-vingts centimètres (1 m. 80 c.), mesurée entre les faces extérieures des rails de chaque voie, excepté au passage des souterrains ou des ponts, où cette distance pourra être réduite à un mêtre quarante-quatre centimètres (1 m. 44 c.). La largeur des accotemens, ou, en d'autres termes, la largeur entre les faces extérieures des rails extrêmes et l'arête extérieure du chemin, sera de un metre cinquante centimètres (1 m. 50 c.) au moins dans les parties enlevées, et de un mètre (1 m.) au moins dans les tranchées, dans les souterrains, au passage des ponts, et dans les parties soutenues par des mors

6. Les alignemens devront se rattacher, suivant des courbes, dont le rayon minimum est sixé à mille mètres (1,000 m.), et, dans le cas de ce rayon minimum, les raccordemens devront, autant que possible, s'opérer sur des paliers horizontanz. Toutesois, des courbes insérieures à mille mètres pourront être tolérées à la sortie des stations de Strasbourg et Mulhouse. La compagnie aura la faculté de proposer aux dispositions de cet article, comme à celles de l'article précédent, les modifications dont l'expérience pourra indiquer l'utilité et la convenance; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'administration supérieure.

7. La distance qui séparera les gares d'évitement sur chaque rive sera moyennement de dix mille mètres (10,000 m.). Ces gares seront nécessairement placées au dehors des voies : leur longueur, raccordement compris, sera de deux cents mètres (200 m.) au moins. Indépendamment des gares d'évitement, la compagnie sera tenue d'établir, pour le service des localités traversées par le chemin de ser, ou situées dans le voisinage de ce chemin, des gares ou ports secs destinés tant aux stationnemens qu'aux chargemens et aux déchargemens, et dont le nombre, l'emplacement et la surface seront déterminés par l'administration sprès enquête préalable.

8. A moins d'obstacles locaux, dont l'appréciation appartiendra à l'administration, le chemin de fer, à la rencontre des routes royales ou départementales , devra passer soit au-dessus , soit au-dessous de ces routes. Les croisemens de niveau seront tolérés pour les chemins vicinaux, ruraux ou

particuliers.

- 9. Lorsque le chemin de fer devra passer audessus d'une route royale ou départementale ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du pont ne sera pas moindre de huit mètres (8<sup>m</sup>) pour la route royale, de sept mètres (7<sup>m</sup>) pour la route départementale, et de cinq mètres (5<sup>m</sup>) pour le che-min vicinal. La hauteur sous clef, à partir de la chaussée de la route, sera de cinq mètres (5<sup>m</sup>) au moins; la largeur entre les parapets sera au moins de sept mêtres (7m), et la hauteur de ses parapets de quatre-vingts centimetres (0 80 c.) au moins.
- 10. Lorsque le chemin de fer devra passer audessous d'une route royale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin, sera fixée à huit metres (8m) pour la route royale, à sept metres (7 m.) pour la route départementale, et cinq metres (5 m.) pour le chemin vicinal. L'ouver-

ture du pont entre les culées sera au moins de sept mètres (7-), et la distance verticale entre l'intrados et le dessus des rails ne sera pas moindre de quatre mètres trente centimètres (4 30 c.). Si le pont était à deux passages, l'ouverture de chaque passage ne sera pas moindre de trois mêtres cinquante centimetres (3m 50 c.).

11. Lorsque le chemin traversera une rivière, un canal ou un cours d'eau le pont aura la largeur de voie et la hauteur de parapels fixées à l'article 9. Quant à l'ouverture du débouché, et à la hauteur sous clef au-dessus des eaux, elles seront déterminées par l'administration dans chaque cas particu-

lier, suivant les circonstances locales.

12. Les ponts à construire à la renconffe des routes royales ou départementales et des rivières ou canaux de navigation et de flottage seront en maçonnerie ou en fer. Ils pourront aussi être construits avec travées en bois et piles et culées en maconnerie; mais il sera donné à ces piles et culees Tépaisseur nécessaire pour qu'il soit possible ultérieurement de substituer aux travées en bois soit des travées en fer, soit des arches en maçonnerie.

13. S'il y a lieu de déplacer les routes existantes, la déclivité des pentes on rampes sur les nouvelles directions ne pourra pas excéder trois centimètres par mètre pour les routes royales et départementales, et cinq centimètres pour les chemins vicinaux. L'administration, toutefois, restera libre d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à la règle précédente, en ce qui

concerne les chemins vicinaux.

14. Les ponts à construire à la rencontre des routes royales et départementales, et des rivières ou canaux de navigation et de flottage, ainsi que les déplacemens des routes royales ou départementales, ne pourront être entrepris qu'en vertu de projets approuvés par l'administration supérieure. Le préfet du département, sur l'avis de l'ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, et après les enquêtes d'usage, pourra autoriser le déplacement des chemins vicinaux, et la construction des ponts à la rencon-tre de ces chemins, et des cours d'eau non navigables ni flottables.

15. Dans le cas où des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails ne pourront être élevés au-dessus ou abaissés au-dessous de la surface de ces chemins de plus de trois centimètres (03 c.). Les rails et le chemin de fer devront, en outre, être disposés de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation. Des barrières seront tenues fermées de chaque côté du chemin de fer artout où cette mesure sera jugée nécessaire par l'administration. Un gardien payé par la compagnie sera constamment préposé à la garde et au service de ces barrières.

16. La compagnie sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par les travaux dépendant de l'entreprise. Les aqueducs qui seront construits à cet effet, sons les routes royales et départementales, seront en maçonnerie ou en fer.

17. A la rencontre des rivières flottables et navigables, la compagnie sera tenue de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation et du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux, et pour que ce service puisse se faire et se continuer après leur achèvement comme il avait lieu avant l'entreprise. Le même condition

est expressément obligatoire pour la compagnie à la rencontre des routes royales et départementales, et autres chemins publics. A cet effet, des routes et ponts provisionnels seront construits par les soins et aux frais de la compagnie, partout où cela sera jugénécessaire. Avant que les communications existantes puissent être interceptées, les ingénieurs des localités devront reconnaître et constater si les travaux provisoires présentent une solidité suffisante, et s'ils peuvent assurer le service de la circulation. Un délai sera fixé pour l'exécution et la durée de ces travaux provisoires.

18. Les souterrains destinés au passage du chemin de fer auront, pour deux voies, six mêtres einquante centimètres (6 m. 50 c.) entre les pieds droits, au niveau des rails, et ciuq mêtres cinquante centimètres (5 m. 50 c.) de hauteur sous clef à partir de la surface du chemin. La distance verticale entre l'intrados et le dessus des rails extérieurs de chaque voie, sera au moins de qualre mêtres trente centimètres (4 m. 30 c.). Si les terrains, dans lesquels les souterrains seront ouverts, présentaient des chances d'éboulement ou de filtration, la compagnie sera tenne de prévenir ou d'arrêter ce danger par des ouvrages solides et imperméables. Aucun ouvrage provisoire ne sera toléré au-delà de six mois de durée.

49. Les puits d'airage ou de construction des souterrains ne pourront avoir leur ouverture sur aucune voie publique, et là où ils seront ouverts, ils seront entourés d'ane margelle en maçonnerie

de deux mètres (2m) de hauteur.

20. La compagnie pourra employer, dans la construction du chemin de fer, les matériaux communément en usage dans les travaux publics de chaque localité; toutefois, les têtes de voûtes, les angles, socles, couronnemens, extrémités de radiers, seront nécessairement en pierre de taille.

21. Le chemin de fer sera clôturé et séparé des

21. Le chemin de ser sera clôturé et séparé des propriétés particulières par des murs ou des haies ou des poteaux evec lisses, ou des sossés avec levées en terre. Les sossés qui serviront de clôture au chemin de ser auront au moins un mètre de prosondeur à partir de leurs bords relevés. Les barrières sermant les communications particulières s'ouvriront sur les terres et non sur le chemin de fer.

22. Tous les terrains destinés à servir d'emplacement au chemin et à toutesses dépendances, telles que gares de croisemens et destationnement, lieux de chargement ou de déchargement, ainsi qu'au rétablissement des communications déplacées ou interrompues, et des nouveaux lits des cours d'eau, seront achetés et payés par la compagnie. La compagnie est substituée aux droits, comme elle est soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 7 juillet 1833.

23. L'entreprise étant d'utilité publique, la compagnie est investie de tous les droits que les lois et réglemens conferent à l'administration elle-même pour les travaux de l'état : elle pourra, en conséquence, se procurer, par les mêmes voies, les matériaux de remblais et d'empierrement nécessaires à la construction et à l'entretien du chemin de fer; elle jouira, tant pour l'extraction que pour le transport et le dépôt des terres et matériaux, des privilèges accordés par les mêmes lois et réglemens aux entrepreneurs de travaux publics; à la charge, par elle, d'indemniser à l'amiable les propriétaires des terrains endommagés, ou, en cas de non accord, d'après les réglemens arrêtés par le conseil de préfacture, sauf recours au conseil d'Etat, saus

que, dans aucun cas, elle puisse exercer de recours à cet égard contre l'administration.

24. Les indemnités, pour occupation temporaire ou détérioration de terrains, pour chômage, modifications ou destruction d'usines, pour tout dommage quelconque résultant des travaux, seronb supportées et payées par la compaguie.

25. Pendant la durée des travaux qu'elle exécutera d'ailleurs par des moyens et des agens de son choix, là compagnie sèra soumise au contrôlé et à la surveillance de l'administration. Ce contrôle et cette surveillance acroît pour objet d'empécher la compagnie de s'écarter des dispositions qui lui sont prescrites par le présent cahiet des charges.

26. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties du chemin de fer, îde manière que ces parties puissent être livrées à la circulation, il sera procédé à leur réception par un ou plusieurs commissaires que l'administration désigners. Le procèsverbal du ou des commissaires délégués ne sera valable qu'après homologation par l'administration supérieure. Après cette homologation, la compagnie pourra mettre en service lesdites parties de chemin de fer, et y pércevoir les droits de péage et les frais de transport ci-après déterminés. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer.

27. Après l'achèvement total des travaux, la compagnie lera faire à ses frais un bornage contradictions et un plan cadastral de toutes les parties du chemin de fer et de ses dépendances; elle fera dresser, également à ses frais, et contradictoirement avec l'administration, un état descriptif des ponts, aqueducs et autres ouvrages d'art qui auront été établis conformément aux conditions du présent cahier des charges. Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral et de l'état descriptif, sera déposée, aux frais de la compagnie, dans les archives de l'administration des ponts-et-chaussées.

28. Le chemin de fer et toutes ses dépendances, seront constamment entretenus en bon état, et demanière que la circulation soit toujours facile et sure. L'état du chemin de fer et de ses dépendances sera reconnu annuellement, et plus souvent, en cas d'urgence et d'accidens, par un ou plusieurs commissaires que désignera l'administration. Les frais d'entretien et ceux de réparations, soit ordinaires, soit extraordinaires, resteront entièrement à la charge de la compagnie. Pour ce qui concerne cet entretien et ces réparations, la compagnie demeure soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Si le chemin de fer, une fois termine, n'est pas constamment entretenu en bou. état, il y sera pourvu d'office, à la diligence de l'administration et aux frais de la compagnie. Le montant des avances faites sera recouvré par des rôles que le préfet du département rendra exécutoires.

29. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux seront supportés par le compaguie. Ces frais seront réglés par le directeur génénéral des ponts-et-chaussées et des mines, sur la proposition du préfet du département, et la compagnie sera tenue d'en verser le montant dans la caisse du receveur général pour être distribué à qui de droit. En cas de non versement dans le délai fixé, le préfet rendra un rûle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions publiques.

30. Les ouvrages qui seraient situés dans le

rayon des places, et dans la zone des servitudes, et qui, aux termes des réglemens actuels, devraient être exécutés par les officiers du génie militaire , le seront par les agens de la compagnie, mais sous le contrôle et la surveillance de ces officiers, et conformément aux projets particuliers qui auront été présisblement approuvés par les ministres de la guerre et des travaux publics. La même faculté pourra être accordée, par exception, pour les tra-vaux sur le terrain militaire occupé par les fortifications, toutes les fois que le ministre de la guerre jugera qu'il n'en peut résulter aucun inconvenient pour la désense.

31. La compagnie ne pourra commencer aucuns travaux, ni poursuivre aucune expropriation si, au préalable, elle n'a justifié valablement, par devant l'administration, de la constitution d'un fonds social égal à la dépense présumée de la moilié des travaux et de la réalisation, en espèce, d'une somme égale au dizième du montant de cette déense. Si, dans le délai d'une année, à dater de l'homologation de la concession, la compagnie ne s'est pas mise en mesure de commencer les travaux, conformement aux dispositions du paragraphe précédent, et, si elle no les a pas effectivement commences, elle sera déchue de plein droit de la concession du chemin de fer par ce seul fait, et sans qu'il y ait lieu à aucune mise en demeure ni notification quelconque. Dans le cas de déchéance prévu par le paragraphe précédent, la totalité du cautionnement deposé par la compagnie deviendra la proprieté du gouvernement et restera acquise au tresor public. Les travaux une fois commences, le caulionnement ne sera rendu que par cinquième et proportionnellement à l'avancement des tra-

32. Faute par la compagnie d'avoir entièrement exéculé et terminé les travaux du chemin de fer, dans les délais fixés par l'art, 14, faute aussi par elle d'avoir imprimé à ces travaux une activité telle qu'ils soient parvenus à moitié de leur achèvement à la fin de la quatrième année de la concession, faute ausi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier de charges, elle encourra la déchéance, et il sera pourvn & la continuation et à l'ashèvement des travaux par le moyen d'une adjudication, qu'ofi ouvrira sur les clauses du présent cahier de charges, et sur une mise à prix des ouvrages déjà construits, des matériaux approvisionnés, des terrains achetés, et des portions du chemin déjà mises en exploitstion. Cette adjudication sera dévolue à celui des nouveaux soumissionnaires qui offrira la plus forte comme pour les objets compris dans la mise a prin. Les soumissions pourront être inférieures à la mise à priz. La compagnie évincée recevra de la mourelle compagnie concessionnaire la valedr que le souvelle adjudication sura ainsi déterminée pour letdits objets. La partie non encore restituée du catationnement de la première compagnie devien-dra la propriété de l'Etat, et l'adjudication n'ausa lleu que sur le dépot d'un neuveau cattionneent Si l'adjudication ouverte, comme il vient d'être dit, n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de six mois, et si cette seconde tentative reste également sans résultat, la compagnie sera définitivement déchue de tous droits à la présente concession, et les parties du chemin de fer déjà

exécutées, ou qui seraient mises en exploitation, deviendront immédiatement la propriété de l'Etat. Les précédentes supulations ne sont point applicables au cas où le retard ou la cessation des travaux proviendrait de force majeure régulièrement constatée.

33. La contribution foucière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et par ses dépendances; la cote en sera calculée comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803. Les bâtimens et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer saront assimilés aux propriétés bâties dans la localité. L'impôt dû au trésor sur le prix des places ne sera preleve que sur la partie du lavif correspondant au prix de transport des voyageurs.

34. Des réglement d'administration publique, rendus après que la compagnie aura été entendue, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police, la sureté, l'usage et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. Toutes les dépenses qu'entralnera l'execution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge de la compagnie. La compagnie est sutorisée à faire, sous l'approbation de l'administration, les réglemens qu'elle jugera utiles pour le service et l'exploitation du chemin de fer. Les réglemens dont il s'agit dans les deux paragraphes précédens seront obligatoires pour la compagnie el pour toutes celles qui obtiendraient ultérieurement l'autorisation d'établir des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les personnes qui emprénteraient l'usage du chemin de fer.

35. Les machines locomotives employées aux

transports devront consumer leur fumée.

36. Pour indemnisér la compagnie des travaux et dépenses qu'elle s'engage à faire, par le présent cahier de charges, et sous la condition expresse qu'elle en remplira exactement toutes les obligations, le gouvernement lui concède, pour le laps de seixante et dix années, à dater de la loi qui ratifiera, s'il y a lieu, la concession, l'autorisation de percevoir les droits de peage et les prix de trans-port ci-après déterminés. Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie, qu'autant qu'elle effectuerait ellemême ce transport à ses frais et par ses propres moyens. La perception aura lieu par kilomètre, sans egard aux fractions de distance: ainsi, un kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcontru. Néanmoins, pour toste distance par-courue, spoindre de six kilomètres, le droit sera percu comme pour aix kilemètres entiers. Le poids du tonnent ou de la toune est de mille kilogrammes ; les fractions de poideme seront comptées que par dixième de toune ; sinsi, tout poids compris entre cent et deut cents kilogrammes paiers comme deux cents kilogrammes, etc. A moins de cas de force majeure, le manimum du priz finé pour le traffiport des voyageurs ne sera dû que pour une vitésse minimum de huit lieues à l'heurs, temps d'arrêt compris. Bans chaque convoi, la compagnie aura la faculté de placer des voitures spéciales, pour lesquelles elle pourra régler le prix des places de gré à gré avec les voyageurs; mais il est expressément stipulé que le nombre de places à donner dans ces voitures a'excédera pas le dezieme du nombre total des places du convoi.

TARIF.	PRIX		
	Péage.	trans- port.	TOTAL.
Voyageurs, non compris l'impôt dù au trésor sur le prix des	fr. c.	fr. c.	fr. c.
places, par tête et par kilomeire. Voitures couvertes et fermées à glaces, suspendues sur ressorts (1°cl.). Voitures découvertes, mais suspendues sur ressorts (2° classe)	0,05 0,03	0,25 0,02	0,75 0,05
Bestiaux. Bœuß, vaches, taureaux, cheval, mulet, bête de trait	0,55	0,45	0,10
Veaux et porcs	0,15	0,15	0,03
Moutons, brebis, chèvres	0,05	0,04	0,09
1 <sup>re</sup> CLASSE. — Pierre à chaux et à plâtre, moellons, meulières, cailloux, sable, argile, tuiles, briques, ardoises, fumier et engrais, pavés et matériaux de toute espèce pour la construction et la réparation des routes.  2 <sup>re</sup> CLASSE. — Blés, grains, farines, chaux et plâtré, minerais, coke, charbon de bois, bois à brûler (dit de corde), perches, chevrons,	0,07	0,05	0,12
planches, madriers, bois de charpente, marbre en bloc, pierre de taille, bitume, fonte brute, fer en barres ou en feuilles, plomb en saumons.  3° classe. — Fontes moulées, fer et plomb ouvré, cuivre et autres métaux ouvrés ou non, vinaigres, vins, boissons, spiritueux, huiles,	0,08	0,06	0,14
cotons et autres lainages, bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques, sucre, café, drogues, épiceries, denrées coloniales, objets manufacturés. Objets divers par tonne et par kilomètre.	0,95	0,65	0,16
Voiture sur plate-forme (poids de la voiture et de la plate-forme cumulés)	0,10	0,06	0,16
de fer, y passant à vide, et machine locomotive ne trafnant pas de convoi.	0,07	0,05	0,12

Tout wagon, chariot ou voiture dont le chargement en voyageurs ou en marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur ces mêmes voitures à vide, sera considéré et taxé comme étant à vide.

Les machines locomotives seront considérées et taxées comme ne remorquant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit en voyageurs soit en marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur une machine locomotive avec son allège, marchant sans rien traîner.

A l'expiration de chaque période de quinze années, à dater de l'achèvement des travaux, le tarif sera revisé; et si le dévidende moyen des quinze dernières années a excédé dix pour cent du capital primitif de l'action, le tarif sera réduit dans la proportion de l'excédaut.

57. Chaque voyageur pourra porter avec lui un bagage dont le poids n'excédera pas quinze kilogrammes, sans être tenu, pour le port de ce ba-

gage, à aucun supplément pour le prix de sa place.

38. Les denrées, marchandises, effets, animaux et autres objets non désignés dans le tarif précédent, seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auraient le plus d'analogie.

39. Les droits de péage, et les prix de transport déterminés au tarif précédent, ne sont pas applicables: 1° à toute voiture pesant, avec son chargement, plus de quatre mille cinq cents kilogrammes; 2° à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes. Néanmoins, la compagnie

ne pourra se refuser ni à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler toute voiture qui, avec son chargement, pèserait de quatre mille cinq cents à hoit mille kilogrammes; mais les droits de péage et les frais de transport seront augmentés de moitié. La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler les voitures qui, chargement compris, pèseraient plus de huit mille kilogrammes.

A0. Les prix de transport déterminés au tarif précédent ne sont point applicables: 1° aux denrées et objets, qui, sous le volume d'un mêtre cube, ne pèsent pas deax cents kilogrammes; 2° à l'or et à largent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés; au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et et au platine, ainsi qu'aux bijoux, pierres préciouses et autres valeurs; 3° et, en général, à tout paquet ou colis pesant isolément moins de cent kilogrammes, à moins que ces paquets ou colis ne

fassent partie d'envois pesant ensemble au-delà de deux cents kilogrammes d'objets expédiés à ou par une même personne, et d'une même nature, quoique emballés à part, tels que sucre, café, etc. Dans les trois cas ci-dessus spécifiés, les prix des transports seront librement débattus avec la compagnie.

Méanmoins, au-dessus de cent kilogrammes, et quelle que soit la distance parenurue, le prix de transport d'un colis ne pourra être taxé à moins de

quarante centimes (0, 40°).

41. Les militaires en service, voyageant en corps ou isolément, ne seront asoujettis, eur et leurs bagages, qu'à la moitié de la taxe du tarif. Si le Gouvernement avait beroin de diriger des troupes et un matériel militaire sur l'un des points desservis par le chemin de fer, la compagnie serait tenue de mettre immédiatement à sa disposition, à moitié de la taxe du tarif, tous les moyens de transport établis pour l'exploitation du chemin de fer.

42. Les dépèches et lettres convoyées par un agent du Gouvernement seront transportées gratuitement, de ville en ville, sur toute l'étendue du chemin de fer. A cet effet, la compagnie sera tenue de réserver, à chaque départ de voyageurs, à l'arrière-train des voitures, un coffre suffisamment grand et fermant à clef, sinsi qu'une place convenable pour le courrier chargé d'accompagner les

dépêches.

Å3. An moyen de la perception des droits et des prix réglés sinsi qu'il vient d'être dit, et sanf les exceptions stipulées ci-dessus, la compagnie contracte l'obligation d'exécuter constamment avec soin, exactitude et célérité, à ses frais et par ses propres moyens, le transport des voyageurs, des bestiaux, denrées, marchandises et matières quelconques qui lui seront confiés. Les frais accessoires non mentionnés au tarif, tels que ceux de chargement, de déchargement et d'entrepot dans les gares et megasins de la compagnie, seront fixés par un réglement qui sera soumis à l'approbation

de l'administration supérieure.

44. A toute époque, après l'expiration des quinze premières années, à dater du délai fixé par l'art. 1° pour l'achèvement des travaux, le Gouvernement aura la faculté de racheter la concession entière du chemin de fer. Pour régler le prix du rachat, on relèvera les dividendes distribués aux actionnaires pendant sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les deux plus faibles dividendes, et l'on établira le dividende moyen des cinq autres années. Il sera, en outre, ajouté à ce dividende moyen le tiers de son montant si le rachat a lieu dans la première période de quinze années, à dater de l'époque où le droit en est ouvert au Gouvernement, un quart si le rachat n'est opéré que dans la seconde période de quinze années, et un cinquieme seulement pour les autres périodes. Le dividende moyen accru, ainsi qu'on vient de le dire dans le paragraphe précédent, formera le montant d'une annuité qui sera due et payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

45. A l'époque fixée pour l'expiration de la présente concession, et par le fait seul de cette expiration, le Gouvernement sera subrogé à tous le droits de la compagnie dans la propriété des terrains et des ouvrages désignés au plan cadastral mentionné dans l'art. 27. Il entrera immédiatement en jouissance du chemin de fer, de toutes es dépendances et de tous ses produits. La compagnie sera tenue de remettre en bon état d'entre-

tien le chemin de fer, les ouvrages qui le composent et ses dépendances, tels que gares, lieux de chargement et de déchargement, établissemens aux points de départ et d'arrivée, maisons de garde et de surveillant, bureaux de perception, machines fixes, et, en général, tous autres objets immobiliers qui n'auront pas pour destination dis-tincte et spéciale le service des transports. Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le Gouvernement aura le droit de mettre saisie-arrêt sur les revenus du chemin de fer, et de les employer à rétablir en bon état le chemin et toutes ses dépendances, si la compagnie ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation. Quant aux objets mobiliers, tels que machines locomotives, wagons, chariots, voitures, materiaux, combustibles et approvisionnemens de tout genre, et eb-jets immobiliers non compris dans l'énumération précédente , l'Etat sera tenu de les reprendre à dire d'experts, si la compagnie le requiert, et réciproquement, si l'Etat le requiert, la compagnie sera tenue de les céder également à dire d'experis.

46. Dans le cas où le Gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction des routes royales, départementales ou vicinales, de canaux ou de chemins de fer qui traverseraient le chemin de fer projeté, la compagnie ne pourra mettre obstacle à ces traversées; mais toutes dispositions seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns

frais pour la compagnie.

A7. Toute exécution, ou toute autre autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer projeté, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demandé en indemnité de la

part de la compagnie.

48. Le Gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemin de fer s'embranchant sur le chemin de fer de Strasbourg à Bâle, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin. La compagnie ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchemens ou prolongemens, ni reclamer, a l'occasion de leur établissement, aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie. Les compagnies concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou en prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés, et l'observation des réglemens de police et de service établis on à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin de ser de Strasbourg à Bâle. Cette saculté sera réciproque pour ce dernier chemin , à l'égard desdits embranchemens et prolongemens.

49. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminers les mesures à prendre pour que l'établissement du chemin de fer ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et réciproquement pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer. Les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine, à raison de la traversée du chemin de fer, et tous dommages résultant de cette traversée pour le concessionnaire de la mine, seront à la charge de la compagnie du chemin de fer,

50. Si le chemin de fer deit s'étendre sur des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la siroulation avant que les excavations qui pourraient en comprometire la solidité, aient été remblayées ou consolidées. L'administration déterminers la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de la compagnie du chemin de fer.

51. Les agens et gasdes que la compagnie établira, soit pour apèrer la perception des droits, soit pour la survaillance et la police du chemin, et des ouvrages qui en dépendent, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés sux gardes champêtres.

52. La compagnie sera tenue de désigner l'an de ses membres pour recevoir les notifications et significations qu'il y asmit iteu de lui sdresser. Le membre désigné fera élection de domicile à Muthouse. En cas de non désignation de l'un des membres de la compagnie, ou de non élection de douncile à Muhouse par le membre désigné, toute signification ou notification adressée à la compagnie prise collectivement sera valable lorsqu'elle sera faite au sereétariet général de la préfecture du Haut-

Rhin.

53. Les contestations qui s'élèveraient entre la campagnie concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution ou de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Haul-Rhin, sauf recours au conseil

d'état.

54. Avant la présentation de la loi destinée à homologuer, s'il y a lieu, la présente concession, la compagnie déposers une somme de un million de francs, soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat, calculées au cours de la vel·le du jour du dépôt, soit en hons ou autres effets du trésor, avec transfert au nom de la caisse des dépôts et considerations de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre. Dans le mois qui suivra la promulgation de to loi, la compagnie s'engage à porter à deux millions le dépôt par elle effectué; dans le cas où elle ne satisferait pas à cette condition, elle sera déchue de fuit et de plein droit de la présente concession, et le premier million déposé restera acquis au trêsor public.

La somme de deux millions déposée, ainsi qu'il est dit ci-dessus, formera le cautionnement de l'entreprise, et sera rendue ainsi qu'il est dit à l'article 31.

55. Le présent cabier de charges ne sera pasisible que du droit fixe d'un franc.

56. La présente concession ne sera valable et définitive qu'après l'homologation par la loi.

Article additimmel. Le maximum de pente fixé par l'art. 2 du cahier des charges à deux millimètres et demi (0° 0025) par mètre, est porté à trois mil-limètres (0°003).

2 — 15 mars 1656. — Ordonnance du roi qui fait remise des paines de discipline proupacées contre des gardes nationaux de la ville de Nantes. IX, Bull. DLIX, p. 7393.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Elat au dépar-.

tement de l'intérieur, etc.
Art. 14r. Il est fait remise de toutes les condamnations prononcées par les conseils de discipline contre des gardes nationaux de la ville de Nantes (Loire-Inférieuré), antérieurement à la date de la présente pro-

donnance, et qui n'auraient point encore

recu leur exécution...

2. il ne sesa exercé aueune poursuite contre ceux des gardes nationaux de la même ville qui, à raison de faits commis par eux avant la promuigation de notre ordonnauce de se jour, se accaient randus justiciables des conseits de discipline.

3. Notre ministre de l'intérieur (M. Mon-

tafivet) est chargé, etc.

49 — 29 mas 1838. — Loi qui autorise la cession guatorire. L'ha vièle de Beris, d'avenues et places dépendant de l'Hôtel des Invalides et de l'Ecole maistaire (1). (EX, Bull. O. Malx, n. 2011.)

Art. 1er. Le ministre des finances est autorisé à céder gratuitement, au nom de l'Etat, à la ville de Paris, les avenues de Saxe, de Tourville, de la Bourdonnaye, de Lowendal, de Suffren, de la Mothe-Piquet, et la partie de l'avenue de Breteuil comprise entre la place de ce nom et la barrière de Sevres, ainsi que le boulevart de Latour-Maubourg, les places de Fonienoy, de Breteuil, et la partie de celle de Vauban traversée par l'avenue de Teurville, dans la largeur de cette avenue seulement; le tout conformément aux indications du plan annexé à la présente loi.

2. Au moyen de cette cession, la ville demoure chargée de pourvoir à l'entretien de ces emplacemens. Effe est tenue en outre, expressément, de leur conserver les

formes et dimensions actuelles.

49 = 29 MARA. — Lei qui approuve l'échange d'un immeable domanial contre la manufacture d'armes de Saint-Btienne (2). (IX, Bull. DLX, n. 7312.)

(1) Présentation à la Chambre des Députés le Sjanvier (Mon. du 9); rapport par M. Ladoucette le 25 janvier (Mon. du 26); adoption le 31 janvier (Mon. du 1" février ), à la majorité de 255 voix pontre 7.

Présentation à la Chambre des Pairs le 10 fépriser (Mon. du 20); rapport par le baron d'Haupharsart le 26 février (Mon. du 27); adoption le 5 mars (Mon. du 6), à la majorité de 115 voix contre.4.

. Cette cession n'est point un avantage pour la

ville de Paris; c'est aue charge qui lui est im-

(2) Présentation à la Chambre des Députés le 8 janvier (Mon. du 9); rapport par M. Paixans le 25 janvier (Mon. du 26); adoption le 31 janvier (Mon. du 1" février), à la majorité de 187 yoix cour. de 187 yoix cour.

Présentation à la Chambre des Pairs le 19 féveier (Mon. du 20); rapport par le counte d'Anthouard le 5 mars (Mon., du 6); adoption le 14 mars (Mon., du 16), à la majorité de 102 vois contre-2,

Art. 1er. Le contrat passé le 25 mars 1937 , entre l'Etat et les sieurs Jovin, pour l'échange du bâtiment demanial des Limeries, y compris le jardin qui en dépend, contre tous les bâtimens et terrains servant à l'exploitation de la manufacture d'armes de guerre de Saint-Etienne, est approuvé sous les diverses conditions stipulées dans eet acte.

2. Il est accordé au ministre de la guerre, sur l'exercice 1858, un crédit supplémentaire de trois cent dix mille cinq cent quagrante-huit francs, pour le priespont de la apulte due que sieurs lovin , à ration de la

plus-value de leur propriété.

. 21 --- 29 mars. --- Loi gui apporde à la vegere du dientenant général comte de Dannemont une pension de six mille françs, à titre de récompense nationale (1). (IX, Bell. DLX, n. 7313.)

Ant. 1er. M ost accordé, à titre de récompense netionale, une pension an-.nuelle et wingere de six mille francs (6,000 f.) à dame Chimmtine Banaguny d'Hilliers, me à Genève le 25 sectebre 1800, veuve du comte Charles-Marie-Denis de Demremont, gouverneur général des possessions fran-caises dans de metel de l'Adrique, tué par le fou de l'ennemi le 12 octobre 1857 , devant la place de Constantine.

- 2. Cette pension, dans laquelle sera confondue celle de quinze cents francs (1,500 f.) fisée par la loi du 14 avril 1881, sera inscrite au livre des pensions civiles du trésor public . evec jouissance à partir dudit jour 12 octobre 1837. Elle sena réversible, après le décès de l'impétrante, sur ses deux enfans ei-après dénommés: Augusta-Louis-Charles, né le 14 décombre 1849 à Paris, Homeiette - Françoise - Climentine, née le 11 mars 1924 à Panis, pour jouir de ladite pension par moitié, pendant la durée de leur vie.
- La pension accordée par l'article der , et les portions qui en serent réversibles en verta de l'art. 2 , ne serent pas sujettes aux lois probibitives du cumul.
- 13 PÉVRIER = 29 MARS 1838. Ordonnance du Roi qui détermine les statuts des calsses d'épargne et de prévoyance établies en faveur des instituteurs primaires communaux. (IX, Bull. Di.K. n. 7314.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique; vu l'article 15 de la loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire; vu le projet de statuts des caisses d'épargne et de prévoyance en saveur des instituteurs primaires communaux, dont cet article prescrit la création; vu les délibérations prises par les conseils généraux sur ce projet de statuts, etc.

Art. 1er. Les statuts dont la teneur suit sont définitivement adoptés pour régir les caisses d'épargue et de prévoyance établies en faveur des instituteurs primaires com-"munaux en vertu des dispositions de l'art. 15 de la loi du 28 juin 1833.

- Art. 14. La caissé d'épargne et de prévoyance établie dans chaque département en faveur des instituteurs primaires communaux, conformément aux dispositions de l'art. 15 de la loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire, est placée sous la surveillance spéciale d'une commission composée du préset, président; du recteur de l'académie ou de son délégué; de trois membres du conseil ganéral désignés par ce conseil; d'un membre de chacun des conseils d'arrondissement désigné par ces conseils; d'un instituteur primaire communal par arrondissement, nommé par le ministre de l'instruction publique sur la présentation du recteur; de l'inspecteur des écoles primaires du département, secretaire. Le directeur des contribu-tions directes du département remplira, près de la commission, les fonctions de commissaire liquidateur.
- 2. Les membres de la commission, antres que le préset, le recteur ou son délégué, le directeur des contributions directes et l'inspecteur des écoles primaires, seront renouveles tous les trais ans ; ils sont indéfiniment rééligibles.
- 3. Les retenues exercées sur le traitement des instituteurs primaires communaux seront inscrites, au fur et à mesure qu'elles seront effectuées, sur un livret dont chacun des instituteurs primaires gonomunaux sera porteur. Ce livret sera coté et peraphé par l'inspecteur des écoles primaires du département.
- 4. Les comptes courans des sommes placées à la caisse d'épargne et de prévoyance par les instituteurs primaires communaux, et des dons et legs faits & cette caisse, seront tenus par l'inspecteur eles écoles primaires du département, sur un registre qui sera coté et paraphé par un membre de la commission de surveillance de la caisse, délégué a cet effet par le préset. Tous les dons et legs saits eux mêmes conditions seront inscrits au même compte courant.
- 5. Au commencement de chaque semestre, l'inspecteur des écoles primaires présentera à l'approbation de la commission de surveillance le

Présentation à la Chambre des Pairs le 12 février (Mon. du 13); discussion et adoption le 16 février (Mon. du 17), à la majorité de 107 voix contre 16.

Retour à la Chambre des Députés le 23 février (Mon. du 24); rapport le 3 mars (Mon. du 4); adoption le 8 mars (Mon. du 9), à la majorité de 160 voix contre 137.

<sup>(1)</sup> Présentation à la Chambre des Députés le 25 janvier (Mon. du 26); repport par le général Jacqueminos le 2 fészier (Mon. du 3); discussion et adoption le 5 février (Mon. du 6), à la maierité de 255 voix contre 36.

projet de répartition, entre les comptes courans ouverts à chaque instituteur et aux divers dons et legs, des intérêts acquis pendant le semestre expiré. Un état de situation, par instituteur et par don et legs, des fonds versés à la caisse d'épargne et de prévoyance, avec les intérêts capitalisés, sera en même temps dressé par la commission de surveillance. Une expédition de cet état sera déposée au secrétariat général de la préfecture, ainsi qu'au secrétariat des sous-préfectures, où chaque instituteur pourra en prendre communication. Les résultats de cet état de situation, en ce qui concerne chaque instituteur, seront portés à sa connaissance par l'envoi d'un bulletin; le montant des intérêts capitalisés à son profit sera en même temps inscrit aux son livret.

6. Lorsqu'un instituteur se retirera on viendra à décéder, la demande formée, soit par lui, soit par as veuve on ses ayans-droit, à l'effet d'obtenir le remboursement des sommes par lui versées à la caisse d'épargue on de prévoyance, avec les intrêts capitalisés, sera adressée au préfet, président de la commission de surveillance, qui la communiquera à cette commission lors de ses réunions ordinaires. Après que le montant des sommes appartenant à l'instituteur aura été définitivement liquidé, le préfet en fera opérer le remboursement.

Si l'instituteur ou ses ayans-droit se trouvsient dans le besoin, le prélet, président, après avoir pris l'avis du commissaire liquidateur, et sans attendre l'époque de la réunion ordinaire de la commission de surveillance, pourrait leur faire rembourser jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes des sommes qui seraient jugées leur appartenir. En ce qui fouche les instituteurs communaux appartenant à des congrégations enseignantes, le supérieur général de chaque congrégation pourra être autorisé à retirer, à la fin de chaque année, le montant des retenues qui auront été faites sur le traitement des différens membres de la congrégation, pour en disposer dans l'intérêt de ladite congrégation.

7. Lorsque des dons ou legs auront été faits à une caisse d'épargne et de prévoyance, l'instituteur ou ses ayans-droit auront droit, sur les intérêts capitalisés provenant de ces dons et legs, à une part proportionnelle à celle qui leur appartiendra dans le montant total des retenues opérées sur les traitemens de tous les instituteurs en fonctions. Si les dons ou legs n'ont été faits qu'en faveur des instituteurs d'un arrondissement, d'un canton, de ceux pourvus de brevets de capacité, soit pour l'instruction primaire élémentaire, soit pour l'instruction primaire supérieure; de ceux d'un âge déterminé, etc., etc., on prendra, pour régler la part proportionnelle qui reviendra à l'instituteur sur les intérêts capitalisés provenant de ces dons on legs, le montant total des retenues opérées sur le traitement de tous les instituteurs en fonctions de la même catégorie.

8. Lorsqu'un instituteur passera d'un département dans un autre, les sommes qui lui apportiendront dans la caisse d'épargne et de prévoyance du département qu'il quittera, et la part proportionselle qui lui reviendra dans le montant des intérêts capitalisés provenant des dons et legs faits à ladite caisse, seront wersées dans celle du département où se rendra l'instituteur.

9. Dans le cas où les dons et les legs faits aux caisses d'épargne et de prévoyance renfermeraient quelques conditions particulières, elles seraient religieusement observées au tout ce qui ne serait pas contraire aux lois.

- 10. Un état de situation de la caisse d'épargue et de prévoyance sera présenté tous les ans au conseil général du département.
- 2. Notre ministre de l'instruction publique (M. Salvandy) est chargé, etc.

13 révaise—29 mass 1836. — Ordonnance du roi qui charge la coisse des dépôts et consignations de recevoir et d'administrer les fonds provenant des caisses d'épargne des instituteurs primaires communaux (IX, Bull. DLX, n. 7315.)

ţ

ŧ

3

ı

ι

Louis-Philippe, etc., vu l'art. 15 de la loi du 28 juin 1833, qui a prescrit la formation des caisses d'épargne et de prévoyance pour les instituteurs primaires communaux; vu notre ordonnance du 26 février 1835, qui a créé des inspecteurs spéciaux de l'instruction primaire, et celle de ce jour, portant approbation des statuts en vertu desquels sont organisées les commissions de surveillance des caisses d'épargne des instituteurs primaires ; vu la loi du 51 mars dernier, qui charge la caisse des dépôts et consignations de recevoir et administrer les fonds des caisses d'épargne et de prévoyance autofisées en vertu de la loi du 5 juin 1835, et d'en bonisier l'intérêt à raison de quatre pour cent par an ; considérant que les dispositions de cette dernière loi doivent être appliquées aux caisses d'épargne et de prévoyance des instituteurs primaires communaux; sur le rapport de nos ministres secrétaires d'Etat au département de l'instruction publique et des finances, etc.

Art. 1°r. La caisse des dépôts et consignations sera chargée de recevoir et d'administrer, sous la garantie du trésor public et sous la surveillance de la commission instituée par l'art. 99 de la loi du 28 avril 1816, les fonds provenant des caisses d'épargne des instituteurs communaux, et qui seront placés conformément aux règles établies ci-après. Le taux auquel sera bonilié l'intérêt des sommes placées par ces caisses sera le même que celui qui a été fixé pour les autres caisses d'épargne par la loi du 31 mars dernier..

2. Les receveurs municipaux feront une retenue d'un vingtième sur le montant des traitemens fixes qu'ils paieront aux instituteurs : le montant en sera énoncé sur les mandats de paiement; il sera inscrit par ces comptables sur un livret dont chaque instituteur sera porteur.

3. Lorsque, par suite de conventions faites avec le conseil municipal, le traitement de l'instituteur aura été réglé de telle sorte qu'une partie de ce traitement remplace la rétribution mensuelle, ce conseil déterminera la portion du traitement re-

présentant la rétribution et sur laquelle la retenue du vingtième ne sera pas exercée.

Un mandat spécial sera d'ailleurs délivré par le maire pour le paiement de cha-

que partie du traitement.

4. Les receveurs municipaux verscront le montant des retenucs dans la caisse du receveur particulier des finances de l'arrondissement, pour le compte du receveur général, en sa qualité de préposé de la caisse des dépôts et consignations. Les receveurs généraux tiendront le compte général et sommaire de la caisse d'épargne de chaque département.

L'intérêt courra à dater du quinzième jour du mois pendant lequel les versemens auront été effectués, et il cessera à partir du quinzième jour du mois pendant lequel les remboursemens auront eu lieu.

5. Les dons et legs faits aux caisses d'épargne et de prévoyance des instituteurs primaires communaux seront versés dans les caisses des receveurs des finances ; les dispositions de l'art. 4 leur sont applicables.

6. Dans les dix premiers jours de chaque mois, le receveur général des finances adressera au préfet le bordereau détaillé des versemens faits, tant à sa caisse que chez les receveurs particuliers, pour le compte de la caisse d'épargne, et constatés dans sa comptabilité pendant le mois précédent. Ces bordereaux seront transmis à l'inspecteur des écoles primaires chargé de la tenue des comptes courans individuels des instituteurs et du compte des dons et legs faits à la caisse d'épargne. Le même bordereau comprendra distinctement les remboursemens dont il sera parlé à l'art. 8 ci-après; il comprendra également les recettes et les dépenses provenant des transferts de département à département.

7. Au commencement de chaque semestre, le receveur général des finances établira le compte sommaire des intérêts acquis sur les placemens faits à la caisse des dépôts et consignations, pour le compte de la caisse d'épargne et de prévoyance, dans le semestre précédent.

L'inspecteur des écoles primaires vérifiera ce compte et reconnaîtra la conformité du décompte des intérêts avec ceux qu'il aura calculés sur les comptes courans ouverts à chaque instituteur et aux dons et

legs faits à la caisse.

Le décompte sera adressé, par les soins du receveur général, à la caisse des dépôts et consignations. Après qu'il aura été vérifié et approuvé, et lorsque cette caisse aura autorisé l'allocation des intérêts liquidés, ces intérêts seront capitalisés dans chaque compte particulier, valeur au dernier jour du semestre expiré.

L'inspecteur des écoles primaires rédigera un bulletin qui établira la situation des fonds appartenant à l'instituteur en capitaux et intérêts.

Ce bulletin sera remis à l'instituteur par le receveur municipal, qui inscrira en même temps sur le livret le montant des intérêts capitalisés pour le semestre expiré.

8. Le remboursement des sommes versées à la caisse d'épargne et de prévoyance. ainsi que des intérêts capitalisés, sera fait aux instituteurs ou à leurs ayans-droit an moyen de mandats délivrés par le préfet sur le receveur général du département. qui en fera dépense, comme préposé de la caisse des dépôts, au compte général de la caisse d'épargne des instituteurs, valeur aux dates déterminées par l'art. 4.

9. Lorsqu'un instituteur passera d'un département dans un autre, la commission de surveillance fera la liquidation des sommes, en capital et en intérêts, qui appartiendront à cet instituteur dans la caisse d'épargne et de prévoyance du département, et le préset délivrera pour le paiement de cette somme un mandat sur le

receveur général.

Cette somme sera transférée, par l'entremise de la caisse des dépôts et consignations, dans la caisse du receveur générat des finances du département où se rendra l'instituteur.

10. Les retenues exercées sur le traitement des instituteurs du département de la Seine seront versées par le trésorier de la ville de Paris et par les receveurs municipaux des communes rurales au caissier du trésor public, pour le compte du receveur central des finances du département de la Seine, qui tiendra le compte sommaire de la caisse d'épargne, fournira les bordereaux mensuels et formera les décomptes généraux seniestriels, conformément aux règles tracées par la présente ordonnance. Les remboursemens seront effectués par la caisse du trésor, également pour le compte du receveur central sur lequel les mandats de remboursement seront délivrés.

11. Les receveurs généraux et particuliers des finances et le receveur central des finances du département de la Seine ne pourront être mis en relation avec les instituteurs pour les versemens et les comptes courans des caisses d'épargne.

12. Les receveurs des finances et les receveurs municipaux n'auront droit à aucune rétribution pour la recette et le remboursement des fonds des caisses d'épargne, conformément à ce qui est prescrit par l'article 14 de la loi du 28 juin 1833 pour le recouvrement des rétributions mensuelles dues aux instituteurs.

43. Les fonds qui auront été reçus par le trésor royal jusqu'au 31 mars 1838, et provenant des retenues exercées sur le traitement des instituteurs primaires, seront versés à la caisse des dépôts et consignations, et formeront le premier article de crèdit du compte général ouvert par cette caisse aux caisses d'épargne des instituteurs communaux. La portion de ces fonds afférente à chaque instituteur et à chaque département formera aussi le point de départ des comptes individuels et du département.

14. La dépense des imprimés nécessaires aux caisses d'épargne et de prévoyance des instituteurs primaires communaux sera imputée sur les ressources mises à la disposition des départemens par la loi du 28

juin 1833.

15. Nos ministres de l'instruction publique et des finances (MM. Salvandy et Laplagne) sont chargés, etc.

13 = 29 mans 1838. — Ordonnance du Roi qui appelle à l'activité dix mille hommes de la classe the 1836. (IX, Bull. DLX, n. 7318.)

Louis-Philippe, etc., vu l'article 29 de la loi du 21 mars 1852. sur le recrutement de l'armée, et l'article 4 de celle du 8 mai 1857, relative à l'appel de la classe de 1856; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre;

Art 1er. Sur la seconde portion du contingent de la classe de 1836, dix mille hommes sont appelés à l'activité.

2. notre ministre de la guerre (M. Bernard) est chargé, etc.

25 DÉCEMBRE 1837 == 30 MARS 1838. — Ordonnance du Roi portant réglement sur le service de la solde et sur les revues. (IX, Bull. DLXI, n. 7319.)

Louis-Philippe, etc., vu l'ordonnance du 19 mars 1825, portant réglement sur le service de la selde et sur les revues; vu la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers; considérant que les positions créées par cette dernière loi et les droits qui en dérivent forment la base de toute allocation de solde aux officiers de l'armée; considérant que l'ordonnance royale du 19 mars 1825 (1) a éprouvé de nombreuses modifications qu'il importe de coordonner entre elles et de rattacher aux disposi-

tions maintenues de ladite ordonnance, pour en former un réglement complet sur la matière; voulant d'ailleurs introduire dans l'administration et la comptabilité du service de la solde les améliorations dont l'expérience les a fait juger susceptibles; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, etc.

### TITRE PRÉLIMINAIRE.

Art. 1er. Le service de la solde a pour objet de pourvoir à toutes les prestations qui entrent dans la composition du traitement en deniers, soit des militaires considérés individuellement, soit des corps de troupeet autres réunions considérées comme parties prenantes collectives du département de la guerre.

2. Les prestations qui ressortissent au service de la solde sont : la solde; les accessoires de solde; la masse individuelle;

les masses générales d'entretien.

5. Les droits aux prestations de solde et accessoires varient en raison des positions dans lesquelles peuvent se trouver les officiers sans troupe et employés militaires, les corps de troupe et autres réunions considérées comme corps.

4. Les positions et les droits qui en dérivent sont constatés par les fonctionnaires du corps de l'intendance militaire investis du contrôle de toutes les dépenses du ser-

vice de la solde.

5. Des comptes établis sous le titre de Rerues de liquidation constatent, par trimestre, les dépenses du service de la solde.

6. Les revues de liquidation servent en outre à constater les consommations de prestation en nature qui se distribuent à la ration, telles que le pain, les vivres de campagne, «les liquides, le chauffage et les fourrages.

7. Les diverses prestations qui composent le traitement de chaque grade sont fixées, pour chaque arme, par les tarifs annexés à la présente ordonnance.

Ces prestations sont allouées suivant les règles ci-après déterminées.

Ire PARTIE. — DES RÈGLES D'ALLO-CATION.

# TITRE Ier .- DES POSITIONS.

- 8. Les positions sont générales ou individuelles.
- 9. Les positions générales sont : le pied de paix, le pied de guerre.
  - 10. La position du pied de paix se sub-

<sup>(4)</sup> Cette ordonnance n'a jamais été insérée au Bulletin des lois. Voyez à sa date, dans ma collection, 2 édition.

divise, pour les corps et les détachemens de troupe, en position de station et en po-

sition de route.

11. Les positions individuelles sont: — L'activité, pour les militaires et employés militaires de tout grade; — La disposibilité, tant pour les officiers généraux que pour les officiers supérieurs et autres d'état-major; — La non-activité et la réforme, pour tous les officiers, sans distinction d'armes ou de corps spéciaux.

12. Pour les militaires en activilé de service, les positions individuelles se divisent en position de présence et en posi-

tion d'absence.

13. La position de présence est celle de tout militaire ou employé militaire, présent au drapeau, soit en station, soit en route; présent au poste qui lui est assigné, ou en route pour s'y rendre; en mission.

14. La position d'absence est celle du militaire en congé; à l'hôpital; à l'hôpital étant en congé; en jugement ou détenu;

en captivité à l'ennemi.

# TITRE II. — DES PRESTATIONS EN DENIRAS.

### CHAPITRE Ier. - DE LA SOLDE.

Dispositions générales.

15. On distingue deux espèces principales de solde : la solde d'activité, et la solde de non-activité.

16. La solde d'activité se divise en solde de présence, en solde d'absence et en solde

de disponibilité.

17. La solde de présence différe dans les circonstances ci-après : 1° en station sur le pied de paix ; 2° en ronte sur le pied de paix ; 5° sur le pied de guerre.

18 La solde d'absence se modifie dans les positions suivantes : 1° en congé ou eu semestre : 2º à l'hôpital ; 5" à l'hôpital en congé ; 4º en jugement ou en détention ; 5° en captivité à l'ennemi.

19. La solde de disponibilité ne se modifie que dans le cas d'emprisonnement ou

de séjour à l'hôpital.

20. La solde de non-activité varie dans sa fixation, selon les causes pour lesquel'es les officiers ont été placés dans cetie position.

21. Aucun militaire ou employé militaire ne peut jouir d'une solde quelconque d'activité s'il n'est pas en activité de service.

22. Les officiers sans troupe et employés militaires entrent en solde lorsqu'ils prennent possession de leur emploi ou lorsqu'ils se mettent en route pour aller en prendre possession.

L'officier de tronpe entrè en solde le

jour on it est reçu sous les drapeaux ou lorsqu'il se met en route pour se rendre à sa destination.

25. Les jeunes soldats appelés à l'activité entrent eu solde du jour où, étant formés en détachement, ils sont mis en reute pour rejoindre les corps auxquels ils sont destinés. Les jeunes soldats issiés et les engagés volontaires entrent en solde du jour même de leur incorposation, s'ils n'out point eu droit à l'indemnité de route, ou du leudemain de leur arrivée au corps ; quand ils out en droit à cette indemnité. Le remplaçant d'un militaire sous les drapaux entre en solde à partir du jour de la radiation du remplacé.

24. Les droits à la solde d'activité cessent pour les officiers et employés militaires, le lendemain du jour où ils reçoivent l'ordre de rentrer dans leurs foyers, et pour tes sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, du jour où leur congé définité leur est remis. Ils cessent, pour l'officier démissionnaire, le lendemain du jour où l'acceptation de sa démission lui a été metifiée, sauf le cas prévu par l'article 242.

25. A l'armée, l'aide de camp dont le général a été tué ou fait prisonnier de guerre, et qui reste attaché à l'état-major général, conserve ses éroits à la soide d'activité jusqu'à ce qu'il lui ait été assigné une destination. Bans l'intérieur, l'aide de eamp cesse de recevoir la soide d'activité en même temps que son général; toutefois, en cas de décès du général, l'aide de eamp conserve cette soide jusqu'à ce qu'il recoive une nouvelle destination ou que ces lettres de service soicat formellement révoquées.

26. L'officier rentré de captivité à l'ennemi n'a droit qu'à la solde de non-activité à compter du jour de son arrivée en France, s'il a été remplacé dans son emploi. Cette disposition est applicable aux officiers de santé, aux officiers d'administration et aux employés militaires faisant partie des cadres constitués. Les employés militaires prisonnièrs de guerre, autres que ceux dont il est fait mention dans lo paragraphe précédent, sont licenciés du jour où ils rentent des prisons de l'emocni en vertu d'un cartei d'échango ou sur parole.

27. Les sous-officiers, caporaux on brigad ers et soldats prisonniers de guerre ne cessent point d'être en activité de service au jour de leur rentrée, à moins qu'ils me soient renvoyés dans leurs foyers par libération ou pour toute autre cause emportant radiation des contrôles.

28. Aucune solde d'activité, de disponibilité ou de non-activité ne peut être enmu'ée avec une pension civile ou militaire, accordée à quelque titre que ce soit (1), ni avec un traitement quelconque à la charge de l'Etat ou des communes, sauf la pension des donataires (2) et le traitement des membres de l'ordre royal de la Légiond'Honneur.

29. Tout militaire ou employé militaire commissionné pour remplir temporairement des fonctions attribuées à un grade supérieur ou inférieur au sien a droit à la solde du grade dont il a le brevet, sauf l'exception prévue par l'article 43.

Toutefois les sous-lieutenans d'artillerie et du génie employés comme lieutenans en second recoivent la solde du grade dont ils

remplissent les fonctions.

50. Tout militaire proposé pour la pension de retraite cesse, à moins d'ordres contraires émanés du ministre de la guerre . de jouir de la solde de présence à partir du jour où il reçoit la notification officielle du réglement de sa pension.

L'officier en expectative de la retraite qui obtient un congé pour se retirer immédiatement dans ses foyers, sans cesser de faire partie des cadres d'activité, reçoit dans cette position la demi-solde de son grade et de sa classe, sans accessoires.

51. La solde due par l'Etat aux officiers, aux employés militaires et aux vétérinaires décédés, est acquise, jusqu'au jour inclus de leur décès, à leurs héritiers ou ayansdroit.

La solde due, à quelque titre que ce soit, aux sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats morts ou désertés ou rayés des contrôles, soit pour longue absence, soit par suite de condamnation, est acquise à l'Etat.

CHAP. II — DE LA SOLDE D'ACTIVITÉ. SECTION 1". - De la solde de présence.

§ I. .. De la solde en station sur le pied de paix.

32. L'officier sans troupe ou l'employé militaire qui est mis en activité dans le lieu de son domicile, ou qui, promu à un grade supérieur étant en activité de service, ne change pas de résidence, jouit de la solde affectée à son emploi ou à son nouveau grade à compter du jour où il a recu l'avis de sa nomination. Toutefois la réception de cet avis n'a de date légale que celle du visa de l'intendant ou du sous-intendant militaire employé sur les lieux. ou, à son défaut, de l'officier ou du fonctionnaire chargé de le suppléer. Si l'officier ou l'employé militaire remis en activité ou promu change de résidence par suite de sa

nomination, il n'a droit à cette solde qu'à compter du jour de son départ, constaté par sa feuille de route.

33. L'officier sans troupe ou l'employé militaire qui, à l'époque de sa promotion, se trouve absent par congé, jouit de la solde affectée à son nouveau grade à compter du lendemain du jour où il est de retour à son poste, et l'officier qui appartient à un corps de troupe, à compter du jour où il est reçu dans son nouveau grade, après son retour au corps. La même règle est applicable à celui qui, promu étant en congé, change de résidence ou de corps par l'effet de sa promotion. Si le corps est divisé, l'officier n'est considéré comme ayant rejoint que du jour de son arrivée au détachement dont il fait ou doit faire partie. L'époque du retour ou de l'arrivée est constatée par la date du visa du sousintendant militaire sur la pièce qui a autorisé l'absence, ou sur la lettre de nomination. En conséquence, cette pièce doit lui être présentée aussitôt après l'arrivée de l'officier ou de l'employé militaire. Cependant, si l'officier ou l'employé militaire en congé reçoit, avec l'avis de sa promotion, l'ordre de se rendre immédiatement à sa destination, et s'il l'exécute dans les quarante-huit heures, il est rappelé à la solde attribuée à son nouveau grade à compter du jour de son départ, dûment constaté. Les dispositions du présent article sont applicables aux officiers promus étant à l'hôpital.

34. Les officiers présens qui montent à de nouveaux grades dans leur corps, et les sous-officiers également présens promus dans leur corps au grade d'officier, sont payés de la solde affectée à leur nouveau grade à compter du jour où leur réception a lieu conformément à ce qui est prescrit par les ordonnances sur le service intérieur des troupes. Aussitôt après la réception des officiers promus, leur titre de nomination est présenté par eux au visa du sous-inten-

dant militaire.

55. L'officier ou l'employé militaire qui, à l'époque de sa promotion, se trouve absent par mission autorisée, ainsi qu'il sera ind qué à l'article 45, ou détaché pour le service, entre en jouissance de la solde affectée à son nouveau grade à compter du jour où il reçoit l'avis de sa promotion. La réception de cet avis doit être constatée comme il est prescrit à l'article 52. Cette disposition est applicable à l'officier promu étant retenu dans une place en état de siège.

<sup>(1)</sup> Article 27 de la loi de finances du 25 mars 1817.

<sup>(2)</sup> Articles 5 et 6 de la loi du 26 juillet 1821.

56. A droit à la solde d'activité, comme étant en mission, tout officier ou employé militaire absent de son poste, soit pour exercer les fonctions de membre d'une des chambres législatives, d'un conseil général de département, d'un collége électoral, d'un conseil de guerre ou d'enquête, soit pour déposer devant un tribunal civil ou militaire siégeant hors du lieu de sa résidence ou garnison.

57. L'officier passant d'un corps dans un autre par l'effet d'une promotion est payé de la solde affectée à son ancien grade jusqu'au jour exclus de son départ; à dater de cette époque, et après son arrivée à destination, il est rappelé de la solde attribuée à son nouveau grade. L'arrivée doit être constatée par le visa du sous-intendant militaire sur la feuille de route de l'officier.

58. L'officier ou l'employé militaire qui, étant en congé, reçoit une nouvelle destination avec l'ordre de s'y rendre sans délai, recouvre ses droits à la solde entière, à compter du jour de son départ, s'il se met en route immédiatement, ainsi qu'il est dit à l'article 33, pour le cas de

promotion.

39. Les élèves sortant de l'école royale spéciale militaire avec le grade de sous-licutenant, les élèves des corps royaux de l'état-major, de l'artillerie et du génie, sortant des écoles d'application pour passer à des emplois d'officier, ont droit à la solde de congé du grade qui leur a été conféré, ou de l'emploi qu'ils sont destinés à remplir, à compter du jur déterminé par leurs lettres de nomination jusqu'à celui de leur arrivée à destination.

Cette disposition est commune aux élèves de l'école polytechnique passant à l'école d'application d'état-major et à celle de l'artillerie et du génie, ou nommés sous-lieutenans dans l'infanterie, et aux élèves sous-lieutenans sortant de l'école de cavalerie pour rejoindre des régimens.

40. Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats promus san schanger de corps sont payés de la solda affectée à leur nouvelle position, à compter du jour de leur réception. Cette disposition est applicable à ceux qui, devant passer à une portion de leur corps éloignée de celle où ils se trouvent, sont retenns pour des raisons de service, et dont la réception immédiate est autorisée par le lieutenant-général commandant la division. S'ils ne sont pas reçus

dans leur nouveau grade avant de rejoindre lour destination, la solde de ce grade
ne leur est allouée qu'à dater du jour de
leur départ. Les hommes passant des compagnies du centre dans celles d'élite, les
soldats d'artillerie, du génie, de la cavalerie et du train des équipages qui monteut
a une classe supérieure, ont droit à l'augmentation de solde du jour où ils changent
de compagnie ou de classe, s'ils sont présens. En cas d'absence, la solde de la classe
supérieure n'est allouée aux hommes qu'à
compter du lendemain de leur rentrée au
corps.

41. Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats passant isolément d'un corps dans un autre, par l'effet d'une promotion, sont rappelés à leur nouveau corps, pour le temps de la route, de la solde attribuée à leur nouveau grade, à compter du jour de leur départ. Ce rappel a lieu sur le pied de la solde sans vivres.

42. Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats passant des corps de la ligne dans ceux de l'artillerie et du génie, ou de l'infanterie dans la cavalerie, continuent à toucher leur ancienne solde jusqu'au jour exclus de leur admission dans leur nouveau corps. A partir de ce jour, ils ont droit à la solde de l'arme et de la classe dans lesquelles ils entrent (1). Les hommes de recrue et les engagés volontaires reçoivent pendant le temps de leur route, lorsqu'ils forment détachement, et jusqu'au jour exclus de leur admission, la solde fixée par le tarif (§ 1<sup>cr</sup> des observations générales).

43. Le colonel qui, promu au grade de maréchal-de-camp, continue à commander son régiment, n'a droit qu'à la solde de son ancien grade jusqu'à ce qu'il ait cessé d'en

exercer les fonctions.

44. Les militaires et les employés militaires qui, étant en semestre ou en congé, sont rappelés avant l'expiration de leur semestre ou de leur congé, ont droit, à compter du jour de leur départ, à la solde de présence, cumulativement avec l'indemnité de route. Le rappel de solde, en ce qui concerne les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, s'effectue sur le pied de la solde sans vivres. Ces dispositions sont applicables aux militaires en congé illimité qui reçoivent l'ordre de rejoindre.

45. Tout officier envoyé en mission par le ministre de la guerre, ou, en cas d'ur-

<sup>(1)</sup> Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats destinés pour les corps de sapeurs-pompiers et de la garde municipale de la ville de Paris, doi-

vent être dirigés sur ces corps isolément, quel que soit leur nombre; ils ne reçoivent, pour les journées de marche, que l'indemnité de rouse.

gence, par le général commandant une armée ou une division territoriale, a droit à la solde d'activité pendant le temps de son absence; mais, à moins d'ordres contraires du ministre, il ne peut en être rappelé qu'à son retour à son corps ou à son poste. L'ordre ou l'autorisation dont il est porteur doit être visé par le sous-intendant militaire, tant au moment de son départ qu'à celui de son retour, à l'effet de constater le temps de son absence. Si, sans cause légitime, il dépasse le temps fixé pour sa mission, il ne peut obtenir le rappel de sa solde qu'en vertu d'une décision ministérielle.

46. Tout officier en activité de service appelé à faire partie d'un conseil de guerre ou de révision, ou d'un conseil d'enquête, centinue à recevoir son traitement d'ac-

L'officier de troupe remplissant près d'un tribunal militaire les fonctions de commissaire du Roi, de rapporteur on de substiaut, et qui, nonobstant le départ de son corps, se trouve retenu pour l'instruction ou le jugement d'une affaire, conserve également ses droits au traitement d'activité, comme s'il était présent à son corps. La durée de sa mission doit être constatés: par un certificat du président du tribunal.

47. Les officiers et les employés militaires appelés en témoignage devant les tribunaux civils ou les conseils de guerre continuent d'avoir droit à la solde d'activité. Ils en sont rappelés, à leur retour, sur la production d'un certificat du président, constatant le jour ou leur présence a cessé d'être nécessaire, et sous la condition toutefois qu'ils auront rejoint leur corps ou leur poste dans les délais fixés.

48. Dans le cas prévu par l'article précédent, les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, quel que soit leur nombre, sont mis en subsistance dans un cerps de la garnison et y receivent la solde de station pour toutes les journées de séjour. S'il n'est pas possible de les mettre en subsistance, ils sont traités comme isolés pour le temps de leur séjour dans la place où siège le tribunal ou le conseil de guerre, et, à leur rentrée au corps, ils sont rappsiés de la soide, pour le temps de leur absence, sur le pied déterminé par l'article 44. Ce sappel donne présiablement lleu aux mêmes justifications que celles cidessus prescrites à l'égard des officiers

49. Tout militaire ou employé militaire, en congé ou en semestre, qui est cité en témoignage devant un tribunal civil ou militaire siégeant hors du lieu de sa résidence, est rappelé de sa solde d'activité depuis le

jour de son départ dudit lieu jusqu'à celai de sa rentrée dans ses foyers ou à son corps. S'il est cité dans le lieu de son demicile, la disposition ci-dessus ne lui est point applicable; mais s'il y est retenu au-delà du terme de son congé ou de son semestre, il a droit au rappel de la solde d'activité à dater du lendemain de l'expiration dudit congé ou semestre. Ges rappels ne peuvent être effectués que sur la production du certificat exigé par l'article précédent.

50. Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats employés comme garnisaires ont droit à la solde d'activité depuis le jour de leur départ jusqu'à celui de leur rentrée, sur le pied déterminé par l'ar-

ticle 44.

51. L'officier ou l'employé militaire qui rentre des prisons de l'ennemi reçoit l'indemnité de séjour à compter du jour de son arrivée dans le lieu où il lui serait prescrit d'attendre que sa position fût fixée, sans que, dans aucun cas, cette allocation puisse se prolonger au delà de quinze jours. Si l'officier ou l'employé militaire n'a pas été remplacé à son corps ou à son poste, et qu'il le rejoigne immédiatement, la solde d'activité de son grade lui est allouée à dater du jour de sa rentrée en France. S'il a été mis en non-activité, il reçoit la solde affectée à cette position, également à compter du jour de sa réntrée en France. L'employé militaire qui n'est pas susceptible d'être mis en non activité reçoit, s'il est licencié, une indemnité une fois payée égale à un mois de traitement sur le pied de guerre.

52. Les sous officiers, caporaux ou brigadiers et soldats venant des prisons de l'ennemi rentrent en solde à compter du jour de leur arrivée en France, s'ils sont en nombre suffisant pour former détachement, ou s'ils sont mis en subsistance dans un des corps de la garnison. Dans le cas contraire, ils n'out droit qu'à l'indemnité de route jusqu'au jour inclus de leur retour au corps.

55. L'accroissement de dix centimes par jour, qui fait partie de la solde des caporanx-tambours, tambours et clairons, dans l'infanterie, leur est payé dans toutes les positions, autres que celles de congé et de captivité.

54. Les enfans de troupe entrent en solde du jour de leur admission. A l'âge de quatorze ans, ceux qui font titulairement le service de tambour, clairon ou trompette, ont droit à la solde affectée à ces emplois. S'ils font le même service sans être titulaires, qu s'ils sent employés, soit dans la musique; soit dans les bureaux des officiers comptables ou dans les ateliers du corps, ils reçoivent une solde spéciale qui

est déterminée par le tarif.

55. Dans les corps de troupe de toute arme, les droits des capitaines et des lieutenans à la solde de la première classe de leur grade sont fixés conformément aux règles qui déterminent le mode de classement des officiers L'allocation première de cette solde aux ayans-droit a lieu d'après les mêmes principes que ceux applicables au cas de promotion.

#### § II. - De la solde en route.

56. Les corps et détachemens ont sculs droit à la solde de route. Pour former un détachement, il faut au moins six hommes réunis du même corps. Cependant le détachement qui est réduit en route au-dessous de six hommes continue à receyoir la solde de route jusqu'à sa destination.

57. La solde de route est allouée pour toutes les journées de marche et de séjour indistinctement, y compris le jour du départ et celui de l'arrivée à destination. Elle cesse d'être due lorsque, durant la route, le séjour se prolonge au-delà de

deux jours.

58. Lorsqu'une troupe se rend de l'intérieur du royaume à une armée stationnée hors du royaume, elle a droit à la solde de route jusqu'au jour inclus de son arrivée à la frontière. Si elle quitte cette armée pour se rendre dans l'intérieur, elle a droit à la solde de route à compter du jour où elle passe la frontière, pourvu que, dans l'un et l'autre cas, elle ne jouisse pas des vivres de campagne.

59. La troupe qui se rend du lieu de sa garnison à une armée stationnée dans l'intérieur du royaume, jouit de la solde de route jusqu'au jour inclus de son arrivée à sa destination, lors même que, pour y arriver, elle serait obligée de marcher dans

l'arrondissement de l'arméé.

Si elle quitte une armée stationnée dans l'intérieur du royaume pour se rendre au licu de sa garnison, elle a droit à la solde de route à compter du jour où elle se met en mouvement pour se rendre à sa destination, quel que soit le point de départ.

60. Les troupes en marche faisant partie d'une armée ou d'un rassemblement sur le pied de guerre, et en général toutes celles qui jouissent, soit des vivres de cam-pagne, soit de l'indemnité de rassemblement, ne peuvent prétendre à la solde de

roule.

61. Lorsque les hommes mis en route pe sont pas en nombre suffisant pour former détachement, ils sont rappelés, à destination, de la solde de leur grade conformément à l'art. 44. Cette disposition est ap-

plicable aux hommes envoyés en ordonnance à plus de six lieues de leur corps, et généralement à tout militaire voyageant isolément pour objet de service.

#### § 111. - De la solde sur le picd de guerre.

- 62. Aucun rassemblement de troupes ne peut jouir de la solde de guerre , ni passer du pied de guerre au pied de paix, qu'en vertu d'une décision royale. Les troupes formant la garnison d'une place mise en état de siége, et les employés militaires attachés au service de cette place, ne peuvent avoir droit à la solde de guerre, ni passer du pied de guerre au pied de paix, qu'en vertu de la décision de l'autorité compétente qui a constitué l'état de siége ou qui l'a fait cesser.
- 65. Les officiers sans troupe, les employés militaires et les corps ne penvent jouir de la solde de guerre, sauf l'exception résultant de l'art. 64, qu'autant qu'ils font partie d'une armée ou d'un rassemblement mis sur le pied de guerre, ou de la garnison d'une place en état de siège, et seulement pour les journées de présence dans ces armées, rassemblement ou place. En conséquence, lorsqu'ils reçoivent l'ordre de se rendre à une armée ou à un rassemblement de troupes mis sur le pied de guerre, ils ne commencent à jouir du supplément de guerre qu'à compter du jour où ils passent la frontière, si l'armée ou le rassemblement se trouve hors du royaume: et dans le cas contraire, qu'à compter du . lendemain du jour où ils sont arrivés du lieu de destination indiqué dans leurs feuilles de route. Quand ils reçoivent l'ordre de quitter l'armée, ils cessent d'avoir droit à la solde de guerre à compter du jour où ils passent la frontière; et si l'armée se trouve dans l'intérfeur du royaume, à compter du jour de leur départ.
  - 64. Les officiers sans troupe qui ont droit à une solde de guerre en conservent la jouissance, sans interruption, lorsqu'ils passent immédiatement d'une armée ou d'un rassemblement à une autre armée ou à un autre rassemblement jouissant de la même solde.
  - 63. Les officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats rentrant par congé d'une armée active, ont droit à la solde et aux vivres sur le pied de guerre jusqu'au jour inclus du passage de la frontière. Le même traitement leur est acquis à leur retour, du jour où ils rentrent sur le territoire etranger.

66. Les officiers et employés militaires qui cessent de faire partie d'une armée active, pour cause d'admission à la retraite,

d'la non activité ou à la réforme, conserveut leurs droits à la solde et aux vivres sur le pied de guerre jusqu'au jour inclus du passage de la frontière. Les sous-officiers, caperaux ou brigadiers et soldats rentrant de l'armée par libération, réforme ou admission à la retraite, ne reçoivent la solde que jusqu'au jour exclus de leur radiation des contrôles; mais les vivres de campagne leur sont fournis jusques et y compris le jour de leur arrivée en France.

67. L'accroissement de solde accordé aux officiers employés comme vaguemestres généraux ou de division, ou comme aidesvaguemestres, ne doit être alloué que pour les journées de service effectif dans

ces emplois.

SECTION II. - De la solde d'absence.

## § 1ºr. - De la solde de congé.

68. Hors les cas de maladie constatée, d'entrée à l'hôpital ou de mission, les militaires ne s'absentent de leur poste ou de leur corps qu'en vertu de permissions ou de congés. L'absence des officiers du corps de l'intendance militaire, ainsi que celle des employés militaires, n'a lieu qu'en vertu de congés ministériels. L'absence par congé des officiers du corps royal d'étatmajor et des états-majors particuliers de l'artillerie et du génic, n'a lieu qu'en vertu d'autorisation ministérielle.

69. La durée des permissions et congés comprend le temps de l'aller et du retour. Toutefois, pour les militaires employés en Corse ou sur tout autre point outre-mer, cette durée est indépendante du temps de la traversée et de celui de la quarantaine quand elle est exigée. En conséquence, le congé ne prend date que du jour du débarquement ou de la sortie du lazaret; et, à son retour, le militaire est considéré comme rentré à son corps ou à son poste du jour de son arrivée au port indiqué par sa feuille de route.

70. A l'égard des militaires faisant partie d'une armée ou d'un rassemblement hors du royaume, la durée des permissions ou congés ne commence que le jour du passage de la frontière. Dans le même cas, les militaires sont censés rentrés à leur corps ou à leur poste lorsqu'ils sont rendus à la frontière au jour fixé pour l'expiration de leur congé ou permission.

71. Les permissions sont accordées, savoir :

Aux officiers sans troupe, par les officiers généraux sous les ordres desquels ils sont placés ou par les chess supérieurs du service, en ce qui concerne l'artillerie et le génie; aux officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats des corps de troupe, conformément aux dispositions des ordonnances portant réglement sur le service intérieur des troupes. Les permissions n'excèdent jamais, pour les officiers sans troupe, le terme de huit jours; et pour les militaires des corps de troupe, celui de trente jours. Lorsque l'absence doit être de plus de huit ou de trente jours, selon le cas, elle est autorisée par un congé.

72. On distingue quatre espèces de congés: les congés de semestre, les congés de convalescence, les congés pour affaires personnelles, les congés illimités.

73. Les militaires en permission et en congé de semestre ou de convalescence ont droit à la solde de congé fixée par les tarifs. Le ministre de la guerre peut, dans des cas particuliers, accorder des congés de convalescence avec solde de présence. Les congés pour affaires personnelles ne sont accordés que par le ministre; ils donnent droit à la solde de congé dans la limite de six mois. Les prolongations qui ont pour effet d'étendre au-delà de six mois la durée totale de l'absence par permissions, congés de semestre ou congés pour affaires personnelles, ne donnent point droit à la solde.

74. Les dispositions de l'article précédent ne sont point applicables aux officiers qui s'absentent par congé pour aller exercer leurs droits d'électeur, ou siéger aux conseils généraux des départemens comme membres de ces conseils, ou qui, étant déjà en congé, obtiennent des prolongations pour le même objet. Dans le premier cas, les officiers jouissent, si leur position militaire ne change pas durant les élections ou les sessions des conseils généraux, de la solde et des accessoires de solde. comme s'ils étaient présens à leur corps ou à leur poste, à l'exception toutefois du supplément de Paris et des indemnités en rassemblement ou pour frais de représentation. Dans le cas de prolongation de congé, les officiers ont droit au même traitement pour le temps de la prolongation sculement. La durée de l'absence des uns et des autres ne peut excéder le temps nécessaire pour le voyage et la tenue du collége électoral ou du conseil général. S'ils outre-passent ce temps, ils perdent leurs droits à tout rappel. Les officiers en congé qui se rendent aux élections ou aux conseils généraux n'ont droit, pendant la durée dudit congé, qu'au traitement affecté à leur position.

75. Les officiers appelés à siéger dans l'une des Chambres législatives conservent

durant les sessions, si leur position militaire n'est point changée dans cet intervalle, la jouissance du traitement dont ils sont en possession au moment de la convocation des Chambres. Ceux qui à cette époque sont absens par congé recouvrent des lors leurs droits au traitement d'activité Toutefois, dans l'un ni dans l'autre cas, il n'est point dérogé aux dispositions des art. 167, 169 et 171 concernant l'indemnité de représentation.

76. Les congés accordés pour aller en pays étranger ne donnent droit à aucune solde. Les congés pour aller aux colonies ne peuvent donner droit à la solde pendant plus d'une année, y compris le temps de la traversée pour l'aller et le retour.

77. Les congés de semestre sont accordés aux officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats des corps de troupe par les inspecteurs généraux d'armes, lors de leur revue d'inspection. Passé le temps de l'inspection, les congés que les lieutenants généraux commandant les divisions militaires sont autorisés à délivrer, pendant le reste de la saison des semestres, donnent droit à la solde comme les congés de semestre mêmes. Le nombre de ces semestres et congés est fixé par des ordonnances et instructions spéciales. La saison des semestres commence au 1er octobre, ou le lendemain de la revue d'inspection, si elle n'a pu être clôse à cette époque, et finit au 31 mars. Le jour du départ des semestriers est déterminé par le procèsverbal arrêté par l'inspecteur général. Pour les troupes stationnées en Corse, la saison des semestres commence au 1er avril et finit au 30 septembre. Lorsqu'il y a lieu de déroger à ses règles, le ministre fait connaître l'époque ou les congés de semestre doivent commencer et finir.

78. Les officiers qui se trouvent en permission ou en congé pour affaires personnelles au moment de la délivrance des semestres sont considérés comme semestriers pour le temps de leur congé qui dépasse le 1er octobre ou l'époque à laquelle le corps a pris le semestre En conséquence, s'ils acceptent le semestre, la solde de congé leur est allouée à compter de cette époque, sans toutefois qu'ils puissent en jouir pendant une durée totale de plus de six mois. S'ils n'acceptent pas le semestre, ils doivent être de retour au corps le jour même de l'expiration de leur congé, sous peine de perdre tout droit au rappel de la

solde qui peut leur être due.

79. Les officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats qui, désignés pour aller en semestre, partent avant le jour fixé pour le départ des semestriers du corps,

n'ont droit à aucune espèce de rappel pour tout le temps de leur absence anticipée. Lorsque, sans cause légitime constatée par l'officier général commandant, l'officier qui a demandé et obtenu un semestre ne part pas le jour indiqué par le procèsverbal des semestres, il n'a droit, à compter de ce jour, qu'à la solde de congé, à moins qu'il ne renonce au semestre.

80. Les colonels, lieutenans-colonels, majors, capitaines-instructeurs, officiers comptables et officiers de santé, ne peuvent s'absenter sans un congé spécial accordé par le ministre de la guerre. Ceux d'entre eux auxquels il en est accordé pour tenir lieu de semestre, et à quelque époque que ce soit, sont traités, quant à la solde, comme les semestriers. Ces dispositions sont applicables aux officiers d'état-major détachés dans les corps de troupe, et qui ne participent aux semestres qu'après avoir rempli la condition qui leur est imposée de quatre ans de service dans les régimens d'infanterie et de cavalerie. Les officiers comptables ne peuvent obtenir de congé sans produire un certificat du conseil d'administration, revêtu de l'avis motivé du sous-intendant militaire, constatant que la situation de leurs écritures ne s'oppose point à leur absence.

81. Les congés de convalescence et les prolongations de ces congés sont accordés par le ministre de la guerre; néanmoins les officiers de troupe, autres que ceux désignés en l'article précédent, ainsi que les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, peuvent en obtenir des lieutenans généraux commandant les divisions Dans ce dernier cas, la durée du congé peut être de six mois; mais si elle est moindre, les lieutenans généraux ont la faculté d'accorder, au même titre, des prolongations avec solde de congé, pour compléter ce

laps de temps.

82. A l'égard des militaires déià absens de leur corps par congé ou permission, les congés ou prolongations de congé, de convalescence qu'ils sont susceptibles d'obtenir sont également renfermés dans la limite de six mois, à compter du jour de leur départ du corps, et lors même qu'ils auraient passé une partie de leur congé à l'hôpital. L'absence par congé ne peut jamais se prolonger au-delà de ce terme, sans une autorisation spéciale du ministre de la guerre. sauf les cas prévus par les art. 78 et 97.

83. Les demandes de congés de convalescence et de prolongations adressées aux lieutenans généraux sont appuyées de certificats de visite et de contre-visite, ces derniers délivrés par les officiers de santé en chef de l'hôpital militaire, et, à leur défaut, par ceux de l'hospice civil du cheflieu de l'arrondissement. Ces certificats sont visés par le sous-intendant militaire

ou son suppléant.

84. Lorsqu'il s'agit de militaires désignés par les médecins ou chirurgiens des hospices civils comme ayant besoin d'un congé ou d'une prolongation de congé de convalescence, les officiers généraux les font contre-visiter par les chirurgiens des corps, ou, en cas d'impossibilité, par des officiers de santé de leur choix.

83. Quant aux militaires en congé dans une commune où il n'existe ni hôpital militaire, ni hospice civil, et qui sont hors d'état d'être transportés, leur demande de prolongation de congé est appuyée d'un certificat du médecin du lieu ou de l'arrondissement et d'une attestation du maire

de la commune.

86. L'aide de camp d'un officier général en congé qui continue à exercer ses fonctions près de l'officier général ou supérieur chargé du commandement en l'absence du titulaire, conserve la jouissance de sa solde

de présence.

87. Tout militaire qui obtient une permission de s'absenter ou un congé, de quelque espèce qu'il soit, est tenu, avant son départ, de le présenter au visa du sous-intendant militaire, lequel doit en même temps lui délivrer une feuille de route En cas d'absence du sous intendant, cette double formalité est remplie par son suppléant. S'il s'agit d'un officier sans troupe, l'intendant ou le sous-intendant militaire indique sur le livret de cet officier, quel que soit son grade, la date, la nature et la durée du congé, indépendamment du visa qu'il doit toujours apposer sur le congé même. Les congés délivrés aux intendans militaires sont visés par le lieutenant général commandant la division; les congés des sous-intendans militaires et des adjoints à l'intendance sont visés par l'intendant militaire pour ceux employés au chef-lieu de la division, et pour les autres par les maréchaux de camp commandant les subdivisions. Ces visa sont toujours datés. Les officiers de l'intendance militaire doivent s'abstenir de viser les congés on prolongations qui seraient délivrés contrairement aux règles établies.

88. Les militaires qui obtiennent des congés sont payés de leur traitement d'activité jusqu'au jour de leur départ exclusivement. A leur retour, ils sont rappelés de la solde à laquelle ils ont droit pour le

temps de leur absence.

89. Les officiers semestriers ont spécialement la faculté de recevoir leur solde à l'expiration de chaque mois, sauf les justi-

fications prescrites par l'art. 92. Toutefois le paiement de la solde du dernier mois de leur congé n'a lieu qu'après leur retour au corps, s'ils y sont rentrés dans le délai

fixé.

90. Les militaires qui reçoivent une autre destination pendant le temps de leur congé sont, à leur arrivée, rappelés de la solde qui leur reste due, au titre du nouveau corps ou de la classe d'officiers sans troupe à laquelle ils appartiennent. Cependant, s'ils passent d'un corps de troupe à l'état-major, et vice versà, le rappel s'effectue sur les revues du corps ou de la classe d'officiers sans troupe dont ils faisaient partie.

91. Quand il s'agit de militaires passant dans la gendarmerie, la garde municipale ou les sapeurs-pompiers de la ville de Paris, le rappel de la solde d'absence a lieu sur des étals imputables à leur ancien

corps.

92. Hors le cas de semestre, les officiers ne peuvent être payés de leur solde de congé, pendant leur absence, sans une décision spéciale du ministre et sans la production d'un certificat de cessation de palement délivré par le conseil d'administration de leur corps, constatant qu'ils sont ou ne sont pas passibles de retenue pour débet envers l'Etat ou le corps, ou pour dettes particulières.

93. Tout militaire en congé, en permission ou en semestre, qui use de la faculté qui lui est acquise de rentrer à son corps ou à son poste ayant l'expiration de son congé ou de sa permission, recouvre ses droits à la solde de présence à compter du lendemain de son retour.

94. Lorsqu'un corps change de garnison, les militaires de ce corps qui se trouvent alors en congé ou en semestre sont considérés comme rendus à leur poste quand, n'ayant point été informés à temps de ce mouvement, ils arrivent au lieu de l'ancienne garnison à l'expiration de leur congé. Ils ont droit, à partir du lendemain, à la solde sans vivres, cumulativement avec l'indemnité de route, s'ils ne forment pas un détachement.

95. Les militaires qui, étant en congé de semestre ou autre, sont informés du changement de garnison de leur corps, se dirigent sur le lieu de la nouvelle garnison. Ils rentrent en jouissance de la solde de présence à dater du lendemain de leur arrivée dans ce lieu, lors même qu'ilé y devanceraient le corps. Néanmoins il leur suffit d'être arrivés en même temps que le corps, nonobstant l'expiration de leur congé; dans ce cas, le congé est considéré

comme expiré seulement du jour où ils ont rejoint.

Mais, dans tous les cas, la solde de présence ne peut leur être allouée pour un temps antérieur à leur arrivée, quel que soit le nombre de gîtes d'étape pour lequel ils auraient eu droit à l'indemnité de route.

96. Les militaires qui, étant en congé avec solde, rentrent après l'expiration de leur congé, ne recoivent point le rappel de la solde qui peut leur être due, à moins. que le retard n'ait été causé par maladie et qu'ils n'en justifient, savoir : les officiers. par un billet de sortie d'hôpital, ou par un certificat des officiers de santé de l'hôpital militaire, et, à défaut d'hôpital militaire, du médecin et du chirurgien de l'hospice civil du lieu ou de l'arrondissement, indiquant la nature de leur maladie et le temps qu'a exigé leur traitement; les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, par des billets de sortie d'hôpital, ou, s'ils n'ont pu se faire traiter à l'hôpital, par des certificats des officiers de santé ci-dessus indiqués. Ces certificats doivent être sonmis au visa motivé du sous-intendant militaire ou de l'officier général de l'arrondissement. Ge visa fait mention, en ce qui concerne les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, de l'impossibilité qu'il y aurait eu de les admettre dans les hôpitaux.

97. Le militaire (mi. étant en congé avec solde ou sans solde, n'a pu, pour cause de maladie constatée de la manière prescrite par l'article précédent. rejoindre sen cerps ou son poste avant l'expiration de sou congé, est considéré comme étant encore en congé avec ou sans solde, pour tout le temps écoulé depuis le jour de l'expiration de son congé jusqu'au jour inclus de sa rentrée à son cerps ou à son poste. Toutefois l'officier qui jouit d'un congé de convalescence avec solde de présente cesse d'avoir droit à cette solde dès l'expiration de son congé. Il n'a droit ensuite qu'à la solde de congé.

98. Les militaires en congé, avec solde ou sans solde, ne peuvent rentrer en jouissance de la solde de présence que le lendemain du jour où lis ont rejoint leur corps ou leur poste, sauf les cas prévus par les art. 35, 58 et 44.

99. Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats en congé de semestre ou antre qui, à leur retour, ne rapportent pas un certificat de bonne conduite délivré par le maire de la commune dans laquelle ils ont résidé, sont privés de tout rappel pour le temps de leur absence. Cette disposition

est applicable à ceux qui reviennent des eaux thermales.

100. Tout militaire rentrant de congé est tenu de se présenter chez le sous-intendant militaire, ou, en cas d'absence de ce fonctionnaire, chez son suppléant, pour faire constater par un visa sur son congé la date de son retour à son corps ou à son poste. La formalité du visa est remplie par l'intendant divisionnaire quand il s'agit d'officiers sans troupe dont il ordonnance directement la solde. Les officiers de l'intendance militaire font constater la date de leur retour à leur poste conformément à ce qui est prescrit par l'art. 87 pour le visa du congé à leur départ.

101. Les congés illimités délivrés aux sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats ne donnent droit à aucune solde.

### § 11. - De la solde d'hôpital.

102. La solde d'hôpital est allouée aux militaires désignés au tarif comme ayant droit à cette solde, depuis le jour de leur admission à l'hôpital jusqu'à celui de leur sortie exclusivement, et ils en sont rappelés sur la présentation de leur billet de sortie. Le rappel est ajourné à l'égard du militaire qui sort de l'hôpital pour jouir d'un cougé. Cenx qui rentrent d'un hôpital externe sont en outre rappelés, tant pour l'aller que pour le retour, savoir : les officiers, de la solde de présence de leur grade; les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, de celle déterminée par l'art. 44.

105. Le décompte des journées d'hôpital est fait, pour les officiers et pour les vétérinaires, sur le pied de trente jours par mois; et, pour les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, à raison du nombre effectif de jours dont se compose chaque mois.

104. Tout militaire qui, sans motif légitime, ne rejoint pas son corps ou son poste immédiatement après sa sortie de l'hôpital, n'a droit à aucun rappel pour le temps de son absence.

105. Les jeunes soldats et les engagés volontaires qui, avant leur arrivée au corps, sont admis dans les hôpitaux, n'ont droit à aucun rappel pour le temps écoulé depuis leur entrée à l'hôpital jusqu'à leur arrivée au corps, si, pour le rejoindre, ils ont voyagé isolément.

106. Les militaires autorisés à aller prondre les caux dans les lieux où it existe des établissemens militaires sont assimilés, sous le rapport de la solde, à ceux qui'se rendent aux hàpitaux externes. Les officiers conservent la solde de présence lorsque, faute de place dans ces établisse.

mens, ils ont été obligés de se faire traiter à leurs frais, ce qui doit être constaté par un certificat du sous-intendant militaire. Le même avantage peut être accordé à ceux qui se rendent aux eaux en vertu d'un congé ministériel. Dans ce cas, le congé judique d'une manière expresse si la solde de présence est accordée pour toute la durée du congé, ou seulement pour le temps passé aux eaux. Lorsque, après avoir fait usage des eaux, les officiers ne rejoignent pas dans la limite de leur congé, ils sont privés de toutrappel de solde pour le temps écoulé depuis le jour de leur sortie de l'établissement où ils ont été traités.

107. Lorsque des officiers malades ont besoin d'aller prendre les eaux dans les lieux où il n'existe point d'établissement militaire, le ministre de la guerre peut leur en accorder l'autorisation et leur conserver la solde de présence. Le congé qui leur est délivré à cet effet détermine le temps pendant lequel ils auront droit à cette solde. Ceux qui demandent une semblable autorisation doivent justifier, par un certificat des officiers de santé de l'hôpital militaire le plus voisin du lieu de leur résidence, que l'usage des eaux auxquelles ils veulent se rendre leur est indispensable. Pour obtenir ensuite le rappel de leur solde, ils ont à produire un certificat du médecin en chef de l'établissement, constatant le temps pendant lequel ils y ont été traités. Ce certificat doit être visé par le maire du lieu. Si ces officiers ne passent pas aux caux tout le temps qu'ils doivent y passer d'après la durée de leur congé, la solde de présence ne leur est allouée que pour le temps du séjour qu'ils y ont fait. S'ils ne rejoignent pas à l'expiration de leur congé, les dispositions du quatrième paragraphe de l'article précédent leur sont applicables.

108. Les officiers employés aux armées qui ont usé de la faculté de faire admettre leurs domestiques dans les hôpitaux ou ambulances de l'armée supportent sur leur solde une retenue qui est fixée par le tarif. Cette retenue ne cesse que lorsque les billets de sortie d'hôpital sont produits.

## S III. ... De la solde d'hôpital en congé.

409. Les militaires qui tombent malades, étant en congé avec solde, sont admis dans les hôpitaux sur la présentation de leurs congés. Le jour de l'admission et celui de la sortie sont annotés sur lesdits congés par le sous-intendant militaire qui a délivré le hillet d'entrée. A leur retour, les militaires ayant droit à la solde de congé à l'hôpital en sont rappelés pour tout le temps pendant lequel ils y ont séjourné. Ils sont également rappelés de la solde de congé pour

les journées antérieures à leur entrée et pour celles postérieures à leur sortie. A l'égard des militaires qui entrent à l'hôpital lorsque le nombre de jours restant sur la durée du congé ne leur aurait pas suffi pour rejoindre dans le délai fixé, même en doub'ant les étapes, ils sont privés de tout rappel de solde pour le temps antérieur à leur entrée à l'hôpital.

110. Les militaires qui tombent malades étant en congé sans solde peuvent également être admis à l'hôpital. Leur entrée et leur sortie sont constatées suivant le mode prescrit par l'article précédent. Après leur rentrée à leur corps ou à leur poste, les officiers, les employés militaires et les vétérinaires subissent sur leur solde courante la retenue fixée par le tarif pour le temps de leur séjour à l'hôpital, et ce à raison de trente jours pour chaque mois. Il n'est fait aucune retenue aux sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats.

# § IV. — De la solde des militaires en jugement ou détenus correctionnellement.

111. Les officiers et employés militaires en jugement reçoivent, pendant le temps de leur emprisonnement et jusqu'au jour inclus où la décision judiciaire rendue à leur égard est devenue définitive, la moitié de la solde d'activité de leur grade sans accessoires, s'ils étaient en activité de service ou en disponibilité au moment de leur arrestation. En cas d'acquittement, ils sont rappelés du surplus de leur solde, selon leur position antérieure d'activité ou de disponibilité, pour tout le temps pendant lequel ils ont été détenus. S'ils sont condamnés, ils n'ont droit à aucun rappel. Dans ce dernier cas, si la condamnation n'entraîne pas la perte du grade, l'officier ou l'employé continue à recevoir la moitié de la solde d'activité jusqu'au moment où sa position militaire est de nouveau fixée, s'il y a lieu, ou jusqu'à l'expiration de sa peine. Si, au contraire, la condamnation entraîne la perte du grade, l'officier ou l'employé qui en est l'objet cesse d'avoir droit à tout traitement à partir du jour où le jugement est devenu définitif.

112. L'officier en non activité qui est mis en jugement reste en possession de sa solde jusqu'au jour du jugement. S'il est condamné et que sa position militaire ne change point, il conserve la jouissance de la même solde. Ces dispositions sont applicables aux officiers en congé illimité.

113 Tout officier ou employé détenu qui vient à mourir avant son jugement étant présumé innocent, ses héritiers ont droit au rappel auquel il aurait eu droit luimème s'il avait été acquitté.

114. Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats ne reçoivent aucune solde pendant le temps de leur détention; mais s'ils sont acquittés, ils sont rappelés, à leur retour au corps, de la solde de congé pour tout le temps de leur absence, sauf le cas prévu par l'art. 240. S'ils sont condamnés, ils n'ont droit à aucun rappel. N'ont également droit à aucun rappel pour tout le temps de la route, ceux qui rejoignent après avoir subi une détention par suite de jugement, ou qui voyagent sous l'escorte de la gendarmerie pour quelque cause que ce soit.

### S V .- De la solde de captivité.

415. La solde de captivité est due à tout officier ou employé militaire fait prisonnier de guerre, à dater du lendemain du jour où il est tombé au pouvoir de l'enmemi, jusqu'au jour exclus de sa rentrée en France.

116. Les officiers et les employés militaires qui sont restés au moins deux mois au pouvoir de l'ennemi reçoivent, à leur rentrée en France, une avance de deux mois de la solde de captivité de leur grade. Il est fait mention de ce paiement sur la feuille de route qui leur est délivrée. A leur arrivée à destination, ils sont rappelés de cette solde pour tout le temps de leur captivité, sauf déduction de l'avance qui leur a été faite. Ceux qui sont restés moins de deux mois chez l'étranger reçoivent, à leur rentrée, le paiement de ce qui leur est dû pour la durée de leur captivité.

147. Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats rentrant des prisons de l'ennemi ont droit, à titre de secours, à deux mois de solde, s'ils sont restés pendant deux mois au moins au pouvoir de l'ennemi; dans le cas contraire, la solde leur est due pour le temps de leur captivité seulement. Cette allocation a lieu sur le pied de la solde sans vivres, pour les sous-officiers et soldats des corps qui jouissent d'un accroissement de solde en temps de guerre, et, pour ceux des autres corps, sur le pied de la solde avec vivres de campagne.

118. Les militaires de lous grades rentrant des prisons de l'ennemi sont payés, par les soins du premier sous-intendant militaire auquel ils se présentent, de l'avance ou du décompte énoucé aux articles précédens. Pour obtenir ce paiement, ils doivent produire, savoir : chaque officier, à défaut de son brevet on de sa lettre de service, un certificat du commissaire de la puissance chez laquelle il a été détenu, canstatant son grade et le temps pendant

lequel il est resté en captivité; et chaque sous-officier ou soldat, un semblable certificat; faute de quoi le paiement de ce qui peut être dù aux uns et aux autres est ajourné jusqu'à ce que leurs droit aient été reconnus. Dans ce cas, les officiers ne recoivent que l'indemnité de séjour, pour les journées de station et, ensuite, que l'indemnité de route jusqu'à eur arrivée à la destination qui leur a été assignée par l'autorité militaire. Les sous-officiers ct soldats n'ont droit qu'à cette dernière indemnité.

119. Lorsque des officiers ou employés militaires ont été faits prisonniers de guerre, le ministre de la guerre peut autoriser leurs familles à recevoir la moitié de leur traitement de captivité. Les autorisations accordées en vertu de la disposition précédente ne peuvent avoir d'effet que pour une année, si elles ne sont pas renouvelées. Ces paiemens ont lieu à titre d'avance, et la retenue en est opérée sur le décompte de la solde des officiers ou employés, lors de leur retour en France. En cas de décès d'un officier ou d'un employé militaire, prisonnier de guerre, si les avances reçues par sa famille jusqu'au jour où elle est officiellement informée du décès dépassent le montant du décompte de la solde de captivité, les paiemens effectués sont considérés comme définitifs. et le trop perçu ne donne lieu à aucune reprise.

### Section III. - De la solde de disponibilité.

120. La solde de disponibilité est due aux officiers généraux du cadre d'activité et aux officiers compris dans les cadres d'organisation du corps royal d'état-major, de l'intendance militaire et des états majors particuliers de l'artillerie et du génie, qui ne sont pas pourvus de lettres de service.

121. L'officier en disponibilité qui est promu à un grade supérieur sans changer de position reçoit la solde de disponibilité de son nouveau grade à compter du jour où lui est parvenu l'avis de sa promotion, et conformément à ce qui est prescrit par l'art. 52.

422. Les officiers en disponibilité jouissent de leur traitement dans le lieu où ils résident avec l'autorisation du ministre de la guerre.

123. L'officier qui jouit de la solde de disponibilité ne peut changer de domicile qu'après en avoir obtenu la permission du ministre de la guerre. Il ne peut également s'absenter de son département qu'avec l'autorisation du lieutenant général commandant la division militaire. Cette auto-

risation doit être présentée au visa de l'intendant ou du sous-intendant militaire chargé de l'ordonnancement de la solde, tant au moment du départ de l'officier qu'à son retour.

124. L'officier en disponibilité qui s'ab sente régulièrement de son domicile est rappelé de sa solde à son retour; il ne peut en être payé, pendant la durée de son absènce; qu'en vertu d'une décision spéciale

du ministre de la guerre.

123. L'officier en disponibilité qui s'absente de son domicile sans autorisation régulière, ou qui dépasse la limite de sa permission, n'a droit à aucun rappel de solde pour tout le temps de son absence.

# SECTION IV. - Des délégations.

126. Les officiers et les employés militaires destinés à aller en Corse, ceux embarqués pour toute autre destination que les colonies, et ceux qui font partie d'une armée employée hors du royaume, ont la faculté de déléguer, en faveur de leur famille ou d'un tiers, jusqu'à concurrence du quart de la solde du grade dont ils sont pourvus au moment de leur départ. Toutefois, cette proportion peut être dépassée, lorsque, sur la demande motivée des officiers, le ministre de la guerre juge convenable d'autoriser une exception. Cenx qui veulent souscrire des délégations doivent en faire, avant lear départ, la déclaration au sous-intendant militaire de l'arrondissement. Cette déclaration porte énonciation des noms, prénoms, armes, grades ou emplois des délégans; du montant de leur solde; de la portion déléguée; de l'époque à commencer de laquelle elle doit être payée; des noms, prénoms et demeures des personnes autorisées à la toucher, et de celles qui doivent leur être substituées, en cas de mort ou de refus.

127. Le sous-intendant militaire fait mention des délégations et de leur montant d'une manière détaillée sur les livrets des officiers sans troupe et employés militaires qui ont délégué, ou sur le livret du corps ou détachement dont le délégant fait partie. Cette mention doit être répétée au dos des lettres de service ou commissions desdits militaires. Lorsque les livrets sont renouvelés conformément à l'art. 355, on lorsque les délégans obtiennent de nouvelles commissions ou lettres de service, la mention est répétée sur les nouveaux livrets, et sur les nouvelles commissions ou lettres de service, on lettres de service.

The same of the latest

128. Les déclarations de délégation sont visées par les sous-intendans militaires, qui énoncent sur cetto pièce avoir fait sur

les livrets, lettres de service ou commissions, les mentions ci-dessus prescrites; elles sont ensuite envoyées par ces fonctionnaires au ministre de la guerre, qui donne les ordres nécessaires pour le paiement des sommes déléguées.

129. Les délégations ne peuvent avoir d'effet que pour une année. Néanmoins, si l'absence des délégans se prolonge au-delà de ce terme, la délégation peut être renouvelée pour une autre année par devant le sous-intendant militaire, sous la surveillance administrative duquel les officiers ou employés se trouvent placés. Si la déclaration de délégation n'est pas renouvelée, il ne doit plus être fait aucun paiement après l'année révolue.

450. Les officiers ou employés partis sans faire de déclaration de délégation peuvent user ensuite de cette faculté, en remplissant à leur destination les formatités prescrites par les articles précédens.

151. Toute délégation cesse de plein droit un mois après la rentrée du délégant

dans l'intérieur du royaume.

152. Hors les cas énoncés ci-dessus, nulle délégation ne peut être autorisée que par une décision spéciale du ministre de la guerre.

# CHAP. III. - Des accessoires de solde.

Section I. .- Des supplémens.

§ let. - Du supplément aux instruc eurs en chef.

453. Les instructeurs en chef des régimens de cavalerie et ceux du corps du train des équipages militaires, ainsi que les capitaines instructeurs d'équitation et de conduite des voitures dans les régimens d'artillerie, ont droit à un supplément da quart en sus de la solde, sans accessoires, affectée à leur grade et à leur classe.

454. Le supplément mentionné en l'article précédent n'étant attribué qu'à l'exercice des fonctions, les instructeurs cessent d'en jouir dans toutes les positions d'absence, et même s'ils sont en mission. Les officiers qui les suppléent reçoivent in même allocation, décomptée sur le pied de la soide du grade et de leur classe dans ce grade.

#### § II. - Des sapplémens pour ancienneté de grade.

155. Ont droit à un accroissement progressif de solde pour ancienneté de service dans le grade ou l'emploi : les officiers des bataillors d'infanterie légère d'Afrique; les professeurs de l'Ecole d'application de l'artillerie et du génic; les professeurs et les répétiteurs des écoles de l'artillerie et du génic; les contrôleurs et les contrôleurs et les contrôleurs.

adjoints des fonderies. Ces accroissemens de solde sont acquis aux ayans-droit à dater du jour où ils ont accompli le temps de service qui en motive l'alloration, conformément aux indications du tarif; mais les professeurs, répétiteurs et contrôleurs ne peuvent en être payés qu'en vertu d'une autorisation spéciale du ministre de la

guerre. 136. Les dispositions de l'article précédent sont applicables, même en ce qui concerne l'autorisation préalable de paiement, aux vétérinaires qui ont atteint la dixième année de service dans leur grade, sans acception de classe, ou comme surnuméraires. Les vétérinaires sortis de la classe des élèves militaires qui, dans le cours de leur dernière année de service, contractent un rengagement de cinq ans, jouissent, après six années passées sous les drapeaux, s'ils sont encore vétérinaires en 2e, du maximun de la solde de leur grade, qui n'est dû, selon la régle générale, qu'après dix ans de service. Le même avantage est accordé aux élèves civils qui contracteraient un engagement et un rengagement portant la durée de leur service obligé à dix ans.

# § III. - Du supplément à la solde de route.

157. Le supplément à la solde de route accordé pour les distances d'étapes parcourues dans un même jour, en sus de la première, est dù aux corps et détachemens lorsque le mouvement a lieu d'après un ordre spécial du ministre de la guerre, ou, en cas d'urgence; du général commandant sur les lieux. Les troupes transportées par relais ont droit à ce supplément, mais it n'est point dû à celles qui sont transportées par cau.

# § IV. Du supplément à l'ordinaire de la troupe pour la fête du Roi.

158. Il est alloué, le jour de la fête du Roi, aux sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats présens sous les armes, un supplément de solde destiné à l'ordinaire, et qui consiste dans la moitié d'une journée de solde, suivant le position où les troupes se trouvent le jour même, soit en station, soit en route, aux armées ou dans l'intérieur du royaume. Les enfans de troupe participent à cette allocation.

## § V. Du supplément de solde pour résidence dans Paris.

439. Le supplément de solde pour séjour à Paris est dù aux officiers jusqu'au grade de colonel inclusivement, aux sous officiers, caporaux on brigadiers et soldats des corps de troupes stationnés, soit dans la capitale, soit dans les places de Vincennes, Bicêtre,

Saint-Denis, Neuilly, Rueil, Courbevoie, Saint-Cloud, Sevres et Meudon.

140. Ont droit au même supplément : 1º les officiers de l'étal-major général de la première division militaire; 2º ceux de l'état-major de la place de Paris: 30 les sous intendans militaires et adjoints à l'intendance attachés au service de la place; 40 les officiers et gardes de la direction d'artillerie à Paris (service territorial) ; 5º ceux de la direction du génie à Paris (service territorial); 60 les officiers employes près du Roi et des princes de la famille royale; 7º les officiers attachés à l'état-major du ministre de la guerre ; 8º les aides-de-camp ou officiers d'ordonnance du commandant en chef de la garde nationale du département de la Seine; 9º les aides-decamp du gouverneur de l'hôtel royal des Invalides; 10º les aides de-camp des inspecteurs-généraux d'armes exercant leurs fonctions à Paris ou dans la banlieue: 11º l'officier supérieur commandant aux Tuileries; 12º l'officier supérieur commandant au château du Luxembourg: 13º les officiers de santé et employés militaires attachés au service de la place de Paris ou à l'hôtel des Invalides; 140 les officiers et sous-officiers composant le dépôt de recrutement du département de la Seine; 15º les officiers sans troupe et les employés militaires de toute classe en résidence à Vincennes.

141. Nulle autre position que celles dé signées dans les articles précédens ne peut donner droit ou supplément de solde pour séjour à Paris.

142. Le supplément de solde de Paris n'est dù que pour les journées de présence dans cette place ou dans les localités indiquées en l'article 159. En conséquence, les militaires jouissant de ce supplément qui vont en mission, en congé, ou qui antrent aux hôpitaux, cessent d'y avoir droit à compter da jour de leur départ ou de leur entrée à l'hôpital.

# § VI. — Du suppliment de solde nue officiers employés près les écoles militaires

145. Les officiers attachés aux différentes écoles militaires ont droit, pour les journées de présence dans ces établissemens, à la solde de la première classe de leur grade, selon l'arme à laquelle ils appartiennent, avec le supplément d'un tiers en sus pour ceux qui ne reçoivent aucun autre supplément. L'officier de l'intendance militaire qui exerce les fonctions de professeur d'administration dans une école militaire, a droit à la solde d'activité de son grade, augmenté du supplément du tiers.

§ VII. Du supplément de solde aux militaires employes près des dépôts de recrutement.

144. Les officiers, jusqu'au grade de capitaine inclusivement, qui font partie des dépôts de recrutement, ont droit au supplément d'un cinquième en sus de la solde attribuée à l'arme de l'infanterie, à compter du lendemain de leur arrivée, et peur toutes les journées de présence à ces dépôts.

143. Les sous-officiers attachés aux dépôts de recrutement ont également droit pour le temps de leur service près ces dépôts, à un supplément fixé par le tarif, tableau n° 50, à compter du lendemain de

leur arrivée.

146. Les officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats en activité, détachés de leur corps pour la conduite des hommes de nouvelle levée, ont droit, pendant le temps qu'ils sont employés à ce service, savoir : les officiers, au supplément du cinquième en sus de la solde de leur grade et de leur arme; les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, au supplément fixé, selon leur position, par le tarif indiqué à l'article précédent. Le supplément est dû aux uns et aux autres à compter du jour où ils se mettent en route avec les recrues. Ils en conservent la jouissance jusqu'à leur retour au corps, sauf les causes d'interruption déterminées par l'article suivant. Les militaires également détachés des dépôts de recrutement pour conduire des recrues continuent à recevoir le supplément de solde affecté à leur position.

147. Tout officier, sous-officier, caporal ou brigadier et soldat marchant pour le service du recrutement, et qui, pendant sa route, entre à l'hôpital ou obtient une permission, cesse d'avoir droit au supplément pour la durée de son séjour à l'hôpital

ou de sa permission.

### S VIII.—Da supplément de solde aux militaires employés au service de la remonte.

148. Les officiers, les vétérinaires, les sous-officiers, brigadiers et cavaliers détachés pour le service de la remonte ont droit, pendant la durée de leur mission, au supplément de solde fixé par le tarif, tableau n. 51. Les dispositions de l'article précédent leur sont applicables.

SECTION II. - Des hautes paies.

§ I<sup>et</sup>. — Haute paic journalière d'ancienneté.

149. Une haute paie journalière d'anclenneté, désignée sous le titre de haute paie de premier, de deuxième et de troi-

sième chevron, est due aux sous officiers, caporaux ou brigadiers et soldats légalement liés au service. Elle est déterminée, pour chaque degré d'ancienneté, par le tarif, tableau n. 36. Le premier chevron est acquis à sept ans révolus de service; le double chevron à onze ans, et le triple chevron à quinze ans, mais sans accroissement de haute paie.

150. L'homme appelé ou engagé sous l'empire de la loi du 9 juin 1824, qui exigeait huit ans de service, n'a droit, s'il se rengage, à la haute paie de premier chevron qu'a l'expiration de la huitième année, qui est la dernière de son service obligé, mais subséquemment la haute paie du double chevron lui est due à l'expiration de sa ouzième année de ser-

vice.

151. Lorsqu'il s'agit de déterminer les droits des sous officiers, caporaux ou brigadiers et soldats à la hante paie, les services doivent être comptés de la manière suivante : Pour les engagés volontaires, à partir du jour où ils ont contracté leur acte d'engagement; pour les appelés et les substituans, à compter du 1er janvier de l'année de leur inscription sur les registres matricules du corps; pour les remplacans admis, soit par les conseils de révision, soit par les corps, à compter de la date de l'acte de remplacement, lorsqu'ils se sont ensuite liés au service par un engagement volontaire ou un rengagement; pour les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats venus des ensans de troupe, du jour où ils ont accompli leur dix-huitième année d'âge.

152. Les sous officiers, caporaux ou brigadiers et soldats qui obtiennent des congés illimités sont admis à compter pour la haute pace le temps passé dans

cette position.

155. Le jeune soldat dispensé du service militaire en vertu des paragraphes 3, 4 et 5 de l'art. 14 de la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement, et qui a perdu ses droits à la dispense, ne peut se prévaloir, pour l'admission à la haute paie, du temps écoulé depuis le jour de la cessation des services, fonctions on études qui lui avaient fait accorder la dispense, jusqu'à celui de la déclaration à laquelle il est obligé par l'article précité, ou, à défaut de ladite déclaration, jusqu'au jour où il aura reçu une feuille de route pour se rendre à son corps.

454. Les services admissibles pour le droit à la libération du service militaire peuvent sculs être comptés pour le droit à la haute paic, et sauf les restrictions contenues dans les art. 151 et 155 de la pré-

sente ordonnance, relativement aux remplaçans. Le temps pendant lequel un militaire a subi une peine correctionnelle quelconque en verta d'un jugement d'un tribunal civil ou militaire doit être déduit à partir du jour où sa condamnation est devenue définitive. Toutefois, si la condamnation d'un jeune soldat était antérieure au 1er janvier de l'année où il a été immatriculé, la déduction ne sera faite qu'à partir de cette dernière époque. Les déserteurs et les insoumis condamnés ne peuvent compter le temps qui s'est écoulé jusqu'au moment où ils ent suhi leur peine ou ont été graciés, savoir : les déserteurs, deputs leur désertion; les insoumis, depuis l'époque à laquelle ils ont été déclarés insoumis.

155. Il est tenu compte aux appelés et aux engagés volontaires, servant en personne, du service actif qu'ils peuvent avoir fait antérieurement à leur appel ou à leur engagement. Les remplaçans sont exclus de cette faveur; toutefois ils peuvent compter leurs services antérieurs, à quelque titre que ce soit, lorsqu'ils contractent un rengagement après avoir accompli le temps stipulé dans l'acte de remplacement. Dans aucun cas, les remplaçans ne peuvent faire valoir, pour établir leurs droits à la haute paie, les services déjà faits par les militaires dent ils ont pris la place sous les drapeaux.

156. Les hommes ayant servi dans des corps étrangers soldés par la France sont admis à compter pour la haute paie leurs

services dans ces corps.

157. Lorsque, par l'effet du rengagement ou de désignation, un sous-officier, caporal, brigadier ou soldat change de corps, il a droit à la haute paie attribuée à l'arme pour laquelle il se rengage ou pour laquelle il est désigné, à compter du jour où il en reçoit la solde.

458. Les militaires ayant des services dans la marine sont admis à les compter pour la haute paie journalière. Toutefeis, les services comme marin ou comme ouvrier classé ne comptent que de l'âge de dix-huit ans, et seulement pour le temps passé sur les vaisseaux ou dans les chantiers et arsenaux de l'Etat.

159. Les hommes servant dans les compagnies de sous-officiers, fusiliers, cavaliers et gendarmes vétérans n'ont pas droit

à la haute paie.

460. Les musiciens et maîtres ouvriers n'ont aucun droit à la haute paie, s'ils ne sont pas liés au service comme appelés ou comme engagés volontaires. Cette disposition est spécialement applicable aux matters armuriers, la commission ministérielle

qui leur est délivrée ne pouvant tenir lieu, pour le droit à la haute paie, d'un engagement légal. Lorsqu'ils ent contracté cet engagement, leurs services antérieurs comme maîtres armuriers leur sont comptés pour la haute paie.

161. Les gagistes servant dans un corps de troupe, qui contractent un engagement comme soldats, sont admis à la haute paie journalière, à l'expiration du temps de service déterminé par la loi. Dans ce cas, la durée du premier temps de service court à partir du jour où l'homme a été incorporé comme gagiste; toutefois, il ne lui est pas tenu compte des services antérieurs

à l'âge de dix-huit ans.

162. Le maître armurier commissionné, le musicien ou maître ouvrier gagiste, qui, au moment où il contracte son engagement, a au moins sept ans de service, soit dans le même corps, soit dans des corps différens, a droit à la haute paie journalière attribuée à la classe à laquelle le porte la durée de ses services; mais la jouissance de cette haute pale ne date que du jour de l'engagement, sans qu'il y ait lieu à aucun rappel pour le temps antérieur.

163. Les vétérinaires, étant admis à jouir d'un supplément de solde pour ancienneté de service, n'ont point droit à la

haute paie journalière.

164. La haute paie journalière est décomptée pour chacun des jours dont se, compose le mois; elle est allouée dans toutes les positions qui donnent droit à une solde d'activité quelconque, et même dans le cas de prolongation de congé sans solde.

165. Les sous-officiers, caporaux où brigadiers et soldats jouissant de la haute païe journalière, et qui sont faits prisonniers de guerre, sont, à leur retour en France, rappelés de cette haute paie, sans progression de classe, pour tout le temps de leur captivité.

§ II. — Hautes paies spéciales aux tambours-majors : et aux sapeurs.

166. Il est accordé aux tambours-majors, aux caperaux-sapeurs et aux sapeurs une haute paie spéciale et jeurnalière fixée par le tarif, tableau n° 36. Cette haute paise est décomptée et allouée, comme il est dit à l'art. 164. pour la haute paie d'ancienneté; elle n'est pas due pour le temps de captivité à l'ennemi.

Section III. - Des indemnités.

S I .- Des frais de représentation.

167. L'indemnité pour frais de représentation attribuée aux officiers généraux en activité de service, tant dans l'intérieus qu'aux armées leur est accordée pour le temps de présence à leur poste. Lorsqu'un maréchal-de-camp remplace provisoirement un lieutenant-général dans le commandement d'une division, il jouit de l'indemnité entière de représentation affectée à ce commandement, mais il ne peut la cumuler avec celle qui est fixée pour l'exercice des fonctions de son grade. Cette disposition est applicable à fout colonet, sans distinction d'arme, qui remplace provisoirement un maréchal-de-câmp, ainsi qu'à un lieuténant-colonet d'artillerie chargé du commandement par intérim d'une école de cette arme.

168. Le marechal-de-camp promu au grade de sieutenant-général et le colonel promu au grade de maréchal-de-camp n'ont droit à l'indemnité de représentation affectée à leur nouveau commandement que du jour où ils prennent possession de ce commandement. En conséquence, s'ils restent provisoirement charges des fonctions de leur ancien grade, l'indemnité continue de leur être allouée sans augmen-

tation.

169. Les commandans de place ont droit à une indemnité de représentation pour les journées de présence à leur poste En cas d'absence ou de vacance d'emploi, cette indemnité est due intégralement à l'officier chargé du commandement par in-

térim, quel que soit son grade.

170. Des décisions royales déterminent les indemnilés de représentation qu'il y a lieu d'affecter sur le pied de guerre aux fonctions de commandant en chef d'armée ou de corps d'armée, de commandant supérieur de l'artillerie ou du génie, de commandant de d'yision ou de brigade, de chef d'étal-major, de commandant de l'artillerie ou du génie dans une division, et de directeur de parc d'artillerie, du génie eu des équipages militaires. Cette disposition est applicable aux fonctions d'inténdant général et d'intendant en chef d'armée,

1711 L'indemnité de représentation autriquée aux edonnis des régimens de toute aime et aux commandants des tiutuillèms on escadrons fermant comps maident une partie quelemnant des tiutuillems de leur colonel, l'indemnité est aime au lieutenant colonel qui commande une portion quelconque di comps. En l'absence du colonel et du lieutenant colonel, l'indemnité est aime au lieutenant et du lieutenant colonel, l'indemnité est due à l'officier supérieur commandant le corps. L'indémnité alleuté au commandant l'an régiment n'est pas due lorsque le colonel, tout en conservant le commande.

ment d'une partie quelonque de son cerps, remplit simultanément les fonctions de maréchal de camp. L'indomnté n'est pas due dans un fataillon ou escaliron formant corpa entier, lorsque le chef de bâtaillon ou d'escadron est absênt. Maié bit le chef du corps est theutenant cotonel, l'indemitié est due, en son absence, au élief de bataillon qui le remplater.

172. Dans aucun cas; et sous sciente prétente, un officier général ou supérfetté remplissant des fonctions distinctes me paut cumuler deux indemnités de repré-

sentation.

§ II. - Be l'indemnite representative de journages.

173. Les officiers ou employés militaires à qui les tarifs attribuent l'indemnité représentative de fourrages en jouveent dans toutes les positions qui teur d'ontient droit à une solde quelconque d'activité. Evis leur est due même bendant la durée des congés ou des prolongations de congé sons aplide.

174. L'indemnité représentative de fourirages n'est point due dans les armées out les sassemblemens mis sur le pied due guerre, à moins que l'alloéation n'est soir spécialement autorisée par le ministre de la guerre. Hors de cas, et sant les enceptions comprisées dans l'art. 170 et après ; l'indemnité de fourrages ne peut jamaiséers payée que pour le nombré de rations

dues sur le pied de paix.

· 175. Les officiers des corps de troupes & cheval allant en congé ou aux enux, qui emanenent teurs chevaux, ont droit, pour le temps de leur abtence, à l'indemnité representative de fourrages, à la charge par oux de produire les justifications preserites par l'art. 1801 Si, un moment de leur des part, ces officiers ne sont pas montes. l'indemnité leur est allouée, dans la limité: da nombre de chevana attribué à lour grade, pour ceux qu'ils auraient aitérieurement achetes, et à compter de jour ou le cons-intendant militaire compétent en aura constaté l'existence par l'inscription de leur signalement sur la feuille de route des officiers.

176. N'out point droit à Thidennité re : presentative de fourrages ; quand ils sont attachés au dépôt de recrutement , les afficiers de tout grade d'étal-major ou de troupes à cheval , ni les chefs de batafilors d'infanterte.

177. Les officers et employes auxquess l'indemnité de fourrages est attribuée, et qui reçoivent l'erdre de se rendre à une armée ou à un rassemblement mis sur le pide de guerre, ont divot à cette indemnité pour le nombre de chevaux qui leur est

attifodé dur le piled de guerre, à compler du jour de leur départ jusqu'à telui exclus de leur arrivée à l'armée, où ils doivent récevoff les contrages en nature.

178. Les officiers qui s'éloignent momentanément de l'armée par suite de mission, jourssent également de l'indémnité de fourrages pour le nombre de chevaux qui leur est attribué sur le pied de guerre, pendant, tout, le temps, de leur absence de l'armée, s'ils justifiént qu'ils ont emméué et con-

serve feurs chevaux.

179. L'indemnité sur le pied de guérré est dué, sous les conditions prescriles par l'atticle précédent, aux officiers qui passent d'une arinée à une autre, ou qui sont rappeles isolèment dans l'intérieur, depuis le jour de leur sortie du territoire de l'armée jusqu'à celui inclus de leur arrivée à leur nouvelle destination. S'ils sont rentrés avec l'armée dont ils faisaient partie. Indemnité leur est en outre continuée péndant un mois, à partir de cette dernière époque, poin les chevaux qu'ils possédent encore.

180. Les officiers des corps de troupés à cheval en mission ont droit à l'indemnité de fourrages dépuis le jour de leur départ jusqu'à célui de leur rentrée inclusivement, lorsqu'ils out émmené leurs chevaux avec eux, ce qui doit être constaté par un certificat du conseil d'administration, visé par le sous-intendant militaire. Indépendamment de ces formalités, le signalement des chévaux doit être inscrit sur la feuille de route de l'officier, lequel est teuu d'en safre constater de nouveau l'existence et l'identité par le sous-intendant militaire ou son suppléant, tant à son arrivée à destination qu'à son départ pour rejoindre. Cette disposition est applicable à ceux qui sont nommés membres d'un tribunal militaire séant hors du lieu de leur garnison. Les officiers de tous grades, employés dans les établissemens de remonte, récoivent l'indemnité de fourrages pour les chevaux qu'ils emmenent avec eux lorsqu'ils vont en tournée, et les fourrages en nature lorsqu'ils sont présens au dépôt.

181. Les officiers d'état-major classés dans des corps de troupes à chevâl, et qui, avant d'avoir rejoint, sont employés aux travaux de la carte de France, n'ont point droit à l'indemnité de fourrages pendant la durée de leur mission. S'ils ont rejoint, les dispositions des deux premiers paragraphes de l'article précédent leur sont

applicables.

182. Les officiers de cavalerle rejoignant pour la première fois un corps ou passant d'un corps de cavalerle dans un autre corps de troupe à cheval, ou d'une portion

de feurs corps à une autre portion, sontrappelés, depuis le jour de leur départ jusqu'à celui inclus de leur arrivée, de l'indonnifé représentative de fourrages pour coun des chevaux attribués à leur grade qu'ils justifient avoir emmenés avos cux.

185. Les efficiers sans troupe at come des corps d'infanterie, ainsi que les employés militaires à qui l'indemnité de four-rages est attribuée, commencem à em jouir forsqu'ils passent de l'état de mon activité à celui d'activité, à compter dus jour où ils ont droit à la solde de leur mountelle position.

velle position.

184. Les officiers promus à un grade quileur donne droit à l'indemnité de feurgen, ges, ou à un accroissement de écite même, indemnité, reçoivent celle qui est, affectée à leur nouyeau grade à sampler du jour où la solde de ce grade leur est, allouée.

183. L'officier de toute arme voyageant isolément et à qui l'indemnité de foussages, est attribuée, n'en regoit point le respect s'il rentre après les délais finés par sa fonitée de route.

# \$ 111. - De l'indemnité de logement et d'uneu-

186. L'indemnité de logament est dus, en station dans l'intérieur du royantie, aux officiers et employés militaires qui ses sont hi canipés, ni baraqués, si logde dans les bâtimens de l'Etat, en aux fraid des communes. Ceux logés dans les bândimens non meublés, et ceux esmpés en baraqués dans l'intérieur, ant dreit son lement à l'indemnité d'ameublements.

187. Les inspecteurs généraux d'armes et leurs aides-de-camp ent dreit à dindement pendant toute la durée de leur mission.

188. Les officiers saus troupe et les omployés militaires en congé ou en prolongado tion de congé, en mission ou con hôpitaux. continuent d'avoir droit, sans interreption, s'ils restent titulaires de leur résidence. à l'indemnité de log<del>oment ou</del> dja**mouble**s : ment dont ils jouissaiout au momentode leur départ. Dans le gas de changement. de résidence, ces officiers ou employés ne conservent l'indesnuité de ils sont présent / que pour la quinzaine semmencés de jous 's de leur départ, et s'ils sont absens, que pour le quinzaine dans laquelle leur est parvonu leur monvol ordre de service. sans toutefojs que l**a même indomnité** puisse être allouée aux uns et aux outresu pour la même quinzaine, à leur destinatión.

189. Les officiers et employés militaires appelés en témoignage prés d'un consett

d'enquête, d'un tribunal civil ou militaire scant hors du lieu de leur garnison ou de leur résidence, ont droit à l'indemnité de logement pendant leur absence, s'ils en

jouissaient précédemment.

190. L'officier passant de la non activité à l'activité, et celui qui vient d'une résidence où il était logé et meublé aux frais de l'Etat, n'ont droit à l'indemnité de logement ou d'ameublement qu'à compter du lendemain de leur arrivée à leur poste. "191. Tout officier passant de l'activité à la nomactivité, à la retraite, à la réforme, ou qui est mis en jugement ou détenu, continue d'avoir droit à l'indemnité de logement ou d'ameublement jusqu'à l'expiration de la quinzaine pendant laquelle son service cesse. Cette disposition est applicabie au cas de déces.

192. L'officier qui, jouissant déjà de l'indemnité de logement, est promu à un grade supérieur, reçoit l'indemnité affectée à son nouveau grade à compter du jour où

il a droit à la solde de ce grade.

193. Les officiers de corps de troupe qui entrent aux hôpitaux, qui vont en congé ou qui se rendent à une nouvelle garnison. ne cessent d'avoir droit à l'indemnité de logement ou d'ameublement, s'ils en jouissaient, qu'après l'expiration de la quinzaine pendant laquelle leur changement de position a lieu, et sans que cette allocation puisse être renouvelée pour la même quinzaine, ainsi qu'il est dit à l'article 188. L'officier changeant de garnison ou de résidence par suite de promotion, et qui arrive à sa destination avant l'expiration de la quinzaine pour laquelle l'indemnité lui a été allouée à son départ, est rappelé, à dater du lendemain de son arrivée. du complément de l'indemnité de logement ou d'ameublement qui lui revient d'après son nouveau grade.

-194. Les officiers de corps de troupe qui obtiennent des congés avec solde de présence pour after prendre les eaux dans des établissemens militaires ou civils, et qui n'y sent point traités aux frais de l'Etat, ont droit à l'indemnité de logement pour le temps effectif de leur séjour dûment

constaté dans ces établissemens.

1, 4 -

193. L'officier démissionnaire cesse d'avoir droit à l'indemnité de logement ou d'ameublement à compter du lendemain du jour où il a reçu l'avis de l'acceptation de sa démission.

196. Les officiers supérieurs membres des conseils de révision du recrutement continuent à jouir de l'indemnité de logement peridant leur séjour dans les lieux où ils remplissent cette mission.

197. Les officiers employés à la conduite des recrues, et qui, au moment de leur départ, jouissent de l'indemnité de logement, la conservent pour le temps de leur absence, lors même qu'ils seraient logés pendant leur route par les soins des maires. Cette disposition est applicable aux officiers de troupe à cheval qui vont chercher des chevaux de remonte pour les amener à leur corps.

198. Les supplémens aux indemnités de logement et d'ameublement accordés pour le séjour à Paris sont dus à tout officier ayant droit au supplément de solde dans cette place, s'il y est logé ou meublé à ses frais; mais ils ne sont pas dus aux officiers des corps de troupe qui se trouvent stationnés dans les dissérentes places de la banlieue désignées à l'article 139, pour le temps pendant lequel ces officiers ne sont point de service dans Paris. Les officiers généraux pourvus d'un commandement à Paris, ou qui remplissent les fonctions d'aide-de-camp près du Roi et des princes de la famille royale, les inspecteurs généraux d'armes exerçant leurs fonctions à Paris ou dans la banlieue, ainsi que l'intendant militaire de la première division, ont droit aux supplémens d'indemnité de logement ou d'ameublement. Ces supplémens sont alloués par quinzaine, dans les cas prévus par les articles 188 et 193.

199. Les médecins et pharmaciens civils chargés du service des salles militaires, dans les hôpitaux civils ou militaires n'ont droit à aucune indemnité de logement, sauf le cas où ils sont obligés de quitter leur résidence, sans pouvoir être logés dans les

bâtimens de l'Etat.

200. Il est accordé aux officiers commandant les dépôts de recrutement, ainsi qu'aux trésoriers et officiers d'habillement des corps, un supplément d'indemnité de logement pour l'emplacement de leurs bureaux, lorsque cet emplacement n'a pu leur être fourni dans les bâtimens de l'Etat. Les officiers payeurs ont droit à un supplément de même nature, quand ils sont employés près d'une portion de corps ayant un conseil d'administration éventuel, et qu'en outre, leur bureau n'est pas établi dans un bâtiment militaire. Ce supplément est réduit à la moitié, si le local est fourni sans meubles.

201. L'officier qui refuse d'occuper le logement qui lui est assigné dans un bâtiment de l'Etat ne peut prétendre à l'indemnité représentative de logement. Il ne peut pas non plus prétendre à l'indemnité d'ameublement, s'il refuse les meubles qui lui sont fournis au compte de l'Etat.

### § 17. - De l'indemnité pour frais de bureau.

202. L'indemnité attribuée, pour frais de bureau aux chefs d'état-major de divisions militaires, aux intendans, sous-intendans militaires et adjoints à l'intendance, aux directeurs d'artillerie, du génie et des équipages militaires, aux commandans des établissemens de remonte, ainsi qu'aux adjudans de place commandans de postes militaires, citadelles, forts ou châteaux non classés parmi les places de guerre, leur est ailouée à dater du jour de leur entrée en fonctions ; elle cesse avec ces mêmes fonctions. En conséquence, celui qui passe d'une résidence à une autre n'a point droit à cette indemnité pour le temps de la route.

203. Les officiers désignés en l'article précédent, qui s'absentent momentanément de leur poste en vertu d'une autorisation régulière, conservent leurs droits à l'indemnité de frais de bureau pendant tout le temps de leur absence, à la charge par eux de pourvoir à la dépense de leurs bureaux. S'ils ne remplissent pas cette condition, l'indemnité est acquise de droit à leurs suppléans. En cas de vacance d'emploi, l'indemnité est due à l'intérimaire.

204. Lorsqu'un sous-intendant militaire est commissionné pour remplir les fonctions d'intendant, il a droit à l'indemnité de frais de burean attribuée à ces fonctions. Lorsqu'un officier d'artillerie ou du génie est commissionné pour remplir les fonctions de directeur, il a droit également à l'indemnité attribuée à ces fonctions.

205. Des indemnités de frais de bureau sont personnellement accordées dans les corps de troupe aux majors, trésoriers, officiers d'habillement, officiers payeurs, ainsi qu'aux commandans des compagnies formant corps. L'allocation de ces indemnités a lieu conformément aux règles déterminées par les art. 202 et 203. Accordées à titre d'abonnement, elles doivent subvenir à toutes les dépenses de frais de bureau qui se rattachent à l'exercice des fonctions de chaque emploi, d'après les indications du tarif, tableau n° 40, et sans que, dans aucun cas, des dépenses de cette nature puissent être prélevées sur les masses générales d'entretien.

206. Il est alloué aux corps de nouvelle formation et à ceux dont le nombre de bataillons, compagnies, escadrons ou batteries se trouve augmenté, une indemnits spéciate pour les dépenses de premier achat de registres et autres objets nécessaires à la comptabilité et à l'administration du corps. Cette indemnité est fixée par le ta-

rif, tableau nº 40.

207. Sur le pied de guerre, les officiers désignés en l'art. 202, ainsi que les commandans des parcs d'équipages et les commandans chargés des détails des dépôts de prisonniers de guerre étrangers, ne jouissent également de l'indemnité de frais de bureau que pendant la durée effective de leurs fonctions.

### § V. — Des indemnités en remplacement de vivres.

208. Des indemnités peuvent être accondées en remplacement des vivres de campagne, de l'eau-de-vie ou du vin.

209. Ces indemnités sont dues aux corps de troupe et aux militaires dans les mêmes positions où ils ont droit aux distributions en nature qu'elles représentent.

210. Hors le cas de force majeure, aucune indemnité en remplacement de vivres ne doit être allouée sans une décision spéciale du ministre de la guerre.

# § VI. — De l'indemnité extraordinaire allouée en ous de rassemblement.

211. Lorsque des rassemblemens extraordinaires de troupes ont lieu, il est accordé aux officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, ainsi qu'aux employés militaires qui font partie de ces rassemblemens, une indemnité motivée sur la cherté locale des vivres. Cette allocation doit préalablement être autorisée par une décision royale. L'indemnité n'est due que pour les journées passées dans la circonscription du rassemblement, soit en marche, soit en station. Elle est fixée, selon les grades ou emplois et pour toutes les armes indistinctement, par le tarif, tableau n° 42.

# S VII. — Des indemnités pour pertes de chevaux et d'effets.

212. Les officiers autorisés en raison de leur arme ou de leur grade à avoir des chevaux, et qui ont été faits prisonniers de guerre autrement que par capitulation, reçoivent, à leur retour des prisons de l'ennemi, pour la perte de leurs chevaux, l'indemnité déterminée par le tarif, tableau n° 43.

213. L'indemnité pour perte d'effets est due aux officiers qui, ayant été faits prisonniers de guerre autrement que par captulation, et étant de retour des prisons de l'ennemi, reçoivent l'ordre de rentrer immédiatement en campagne. Les pertes de cette nature éprouvées par les officiers, dans d'autres circonstances dérivant d'un service commandé et par suite d'événemens de force majeure dûment constatés n'ouvrent de droit à l'indemnité qu'en vertu d'une décision spéciale du ministre

ale la guerre, rendue sur un rapport

motivé. 214. Les indemnités pour perte de chevaux ou d'effets, en cas de captivité, ne peuvent être allouces aux officiers sans froupe que sur des extraits des contrôles annuels délivrés par les officiers de l'intendance militaire dépositaires de ces coutroles, constatant l'époque de la captivité ainsi que l'affaire où chaque officier a été fait prisonnier de guerre. Si les contrôles annuels ont été envoyés au ministère de la guerre, conformément aux dispositions de l'arviele 400, les indemnités ne peuvent être accordées que sur une autorisation du mi-Mstre. Pour les officiers de troupe, les indemnités de pertes ne peuvent être accor-Mes que sur un certificat du conseil d'administration de leur corps constatant draiement l'époque de la captivité et l'af-Taire où elle a eu Heu. Ce certificat doit être visé par le sous-intendant militaire, après vérification, tant sur les contrôles annuels que sur le contrôle particulier des prisonniers de guerre et le registre de ser-

vice des officiers. 215. Les officiers qui, dans une affaire contre l'emiemi, ont eu des chevaux tues, recoivent pour chaque cheval l'indemnité fixee par le tarif, tableau nº 43. La perte est constatée par des certificats qui en précisent la date et indiquent l'affaire où elle a eu lieu. Les certificats sont délivrés, savoir : pour les officiers sans troupe, par les chefs d'état-major; pour les officiers des corps, par les conseils d'administration de ces corps, ou, à défaut de conseil, par le commandant de la troupe. Ces certificats sont visés par les généraux commandant en chef l'armée ou le corps d'armée. Ils doivent, sous peine de déchéance, être remis, dans les quinze jours qui suivent l'événement, à l'intendant ou au sous-intendant militaire charge d'ordonnancer le palement de la solde des officiers qui ent éprouvé les pertes.

216. Les capitaines des corps de cavalerie, d'artiflerie, du train des paves d'artimerte, des compagnies de sapeurs-conducteurs et du train des équipages militaires, sont susceptibles d'obtenir des indemnités pour les chevaux qu'ils perdent en temps de paix comme en temps de guerre, par des causes extraordinaires, telles que la fracture d'un membre, la morve, les suites d'une maiadie épizootique et autres cirsonstances dont l'appréciation est réservée au ministre de la guerre (1). L'Indemnité leur set accordée quand ils ent perdu deux chevaux par de semblables causes dans l'espace de deux années, mais pour un cheval seulement. Ont également droit à l'Indemnité, quand ils ent perdu leur cheval par l'une des causes indiquées ci-dessus, les fleutenans et sous-lieutenans d'artillerie, da train des parcs d'artillerie, de sapeurs-conducteurs, du train des équipages militaires, et les chirurgiens-majors et aidesmajors de tous les corps de troupes à chevai.

217. Les indemnités mentionnées en l'article précédent sont réglées par le ministre de la guerre, d'après les demandes que fui adressent les conseils d'administration des régimens, et en raison de la valeur estimative des chevaux, constatée, tant à la revue d'inspection qui a suivi l'achat qu'ay moment de la perte. Mais, dans aueun cas, elles ne peuvent dépasser, pour chaque officier, les deux tiers du prix de la remonte de l'arme.

248. Les demandes des conseils d'administration doivent être formées dans le mois qui suit la perte, et appuyées, to d'un extrait du controle annuel des chevaux constatant la date de l'achat et l'estimation qui à été faite à la revue d'inspection; 30 des procès-verbaux dressés par les sous-intendans militaires pour constater, en présence du chef du corps et d'après la déclaration da vétérinaire, les causes des pertes, ainsi que la valeur des chevaux au moment ou ces pertes out eu lieu.

# § VIII. — De l'indemnité attribuée aux vaguemestres des sorps.

219. Les vaguemestres des corps de troupe, tant dans l'intérieur qu'aux armées, reçoivent, suivant leur position, une indemnité journalière fixée par le tarif, tablau n. 44.

220. L'indemnité attribuée aux vaguemestres ou à leurs suppléans leur est allouée pour les journées effectives de services dans cet emploi.

Section IV. - Des gratifications.

## § 14. - De la promière mise d'équipement aux sonsofficiers promus efficiers.

221. Les sous-officiers promus officiers jouissent d'une gratification de première mise qui est fixée, selon l'arme, par le

. . . 91

<sup>(</sup>f) Les fleutenans et sons lieutenans des corps de cavalerie ne participent point au bénéfice de cette mestre, parce qu'il leur est accordé ent éheval

de première monture, et, en cas de perte, un cheral de remplacement.

tarif, tableau n. 45. Ceux qui sont promus dans la savalerie reçoivent, en outre, un charal qui ils ont le dreit de cheiste dans la première remeute. Les seus-officiers promus officiers dans les régimens d'artillerie, le train des pares d'artillerie, les compagnies de sapeurs-conducteurs et le train des équipages militaires, reçoivent, d'après l'autorisation du ministre de la guerre, et lagraça un chaval ne teur est pas fourni, une indemnité représentative payable sur les fonds affactés au service de la remonte gémérale.

222. La gratification de première mise est aliquée à tout sous-officier en activité au moment de sa promotion au grade de sous-lieutenant dans un des corps de l'ármée, quelle que soit la durée de ses services. S'il passe immédiatement à un autre corps, la gratification lui est payée avant son départ.

223. Les seus-efficiers des troupes d'artillerie promus au grade de sous-lieutenant, et placés d'abord dans une position qui n'axige pas qu'ils soient montés, reçoivant, s'ils viennent à passer ultérieurement avos ce grade ou comme lieutenans dans une batterie, un supplément de gratifica-

tion sixé par le tarif, lableau n. 45. Dans le même eas, il est accordé à ces officiers un cheval de première monture, ou, à défant, une indémnité représentative, ainsi qu'il est dit à l'article 224.

1

## 5 II. — Des gratifications aux sons-afficiers et caparques ou brigadiers instructeurs.

224. Des gratifications annuelles sont accordées, dans les corps de toutes armes (les vélérans exceptés), aux sous-officiers, caporaux en brigadiers chargés spéclatement de l'instruction. Ces gratifications sont fixées, selon l'arme et le corps, par lé taris, tábiéau n. 48.

228. Les inspecteurs généraux d'armes arrêfent, à la fin de l'inspection de chaque corps, la répartition de la gratification entre les instructeurs qu'ils ent jugés les plus méritans. Les officiers ne pouvent, en auque ess, participer à cette répartifiction.

# \$ III ... De la gratification d'entrée en compagne.

236. L'officier ou l'employé militaire qui recoit l'endre de se rendre à une armée active , stationnée dans l'intérieur on hors du reyaunie, et qui exécute cet ordre, a droit à la gratification d'entrée en campagne affectée à son grade par le fariff, tablein n. 47. Cette gratification n'est polet due à l'officier envoyé à l'armée pour y remplir une mission temporaire.

927. Pout sous-officier promu au grade:

de sous-lieufenant étant à une armée active a droit à la gradification, s'il y reste einpleyé deus son monveau grade ou s'il passe à une autre armée. Dans la même position, l'officier qui avance en grade ans cesser non plus de faire partie d'une armée active, reçoit le complément de la gratification affectée à son nouveau grade.

228. Tout officier ou employé militaire rentré d'une armée active autrement que par congé ou mission, et qui reçoit l'ordre d'y retourner ou de se rendre à une autre armée, après avoir séjourné plus d'un an dans l'intérieur, a droit à une nouvelle gratification d'entrée en campagne, selon le grade dont il est alors pourvu. Dans las mêmes circonstances, les officiers de cavalerie, et généralement tous ceux qui doivent être moniés en temps de guerre, recoivent, s'ils ont séjourné moins d'un an dans l'intérieur, la moitié de la gratification attribuée à leur grade. Geux de ces officiers qui auraient été promus depuis leur retour de l'armée ont droit, indépendamment de la demi-gratification sur le pied de leur ancien grade, au complément de celle du grade supérieur.

339. La gratification d'entrée en campagne ne peut être payée aux officiers y ayant droit que d'après un ordre spécial du mi-

nistre de la guerre.

230. L'officier qui, après avoir touché la gratification d'entrée en campagne, rests dans l'intérieur, est passible du remboursement de cette gratification, à moins qu'il n'y soit retenu pas une circenstance indépandante de sa volonté.

### CHAPITRE IV. — DE LA SOLDE DE NON ACTIVITÉ.

231. La solde de non activité est den à teut-officier appeté à la recevoir dans les cas déserminés par la loi du 19 mei 1834. Gette solde varie suivent les causes d'admission spécifiées par la même loi, et s'applique au grade selon la spécialité des armes. Lorsque le grade ou l'emploi se divise en classes, la solde u'est allouée que sur la pied de la dernière classe, à moins que la classe ne corresponde à un grade différent.

252. Nul ne peut receyoir la solde de non activité allleurs que dans le lieu de sa résidence, et sans l'autorisation préalable du ministre de la guerre, laquelle est indépendante du titre dont l'officier doit être nouvru.

233. Les officiers en non activité sont soumis, en cas d'absence, aux règles déterminées par les articles 124 et 125 concernant les officiers en disponibilité.

CHAPITRE V. -- DISPOSITIONS CONCER-NANT DES TRAITEMENS TRANSITOIRES.

234. Les officiers-généraux admis dans le cadre de réserve de l'état-major-général, en exécution de l'ordonnance du 15 novembre 1830, reçoivent une solde spéciale déterminée par le tarif, tableau n. 32.

235. La solde de congé illimité est le traitement que reçoivent les officiers de fout grade qui ont cessé de faire partie des cadres de l'armée, en vertu des ordonmances des 11 août et 30 septembre 1830. Ce traitement consiste dans la demi-solde de la dernière classe de chaque grade, telle qu'elle était réglée à l'époque où les officiers qui en jouissent ont été rayés des contrôles de l'activité.

236. La solde de congé illimité étant transitoire, aux termes de l'article 22 de la loi du 19 mai 1831, toute nouvelle admission à ce traitement demeure in-

terdite.

237. Les officiers-généraux du cadre de réserve et les officiers jouissant de la solde de congé illimité ne peuvent, sans une autorisation spéciale du ministre de la guerre, recevoir leur solde que dans le lieu de leur résidence.

238. Les dispositions des articles 124 et 125 sont applicables aux officiers désignés

en l'article précédent.

CHAPITRE VI.—DES POSITIONS OU CAS PARTICULIERS ENTRAÎNANT PRIVA-TION DE LA SOLDE.

239. Le militaire ou l'employé militaire qui s'absente de son corps ou de son poste sans autorisation régulière ne recoit aucune solde pour le temps de son absence.

Les hommes manquant à l'appel cessent d'avoir droit à la solde à compter du lendemain de leur disparition. Elle ne leur est point due, quand ils rentrent, pour le jour de leur retour au corps.

240. N'ont droit à aucun rappel les sousofficiers, caporaux ou brigadiers et soldats qui, déclarés déserteurs, seraient acquittés par le tribunal militaire devant lequel ils auraient été traduits.

241. L'officier ou l'employé militaire qui, se rendant à son corps ou à son poste, a droit à une solde quelconque pour le temps de sa route, ne peut être rappelé de cette solde s'il n'a rejoint dans les délais fixés par sa feuille de route, sauf le cas d'empêchement légitime dûment constaté.

242. L'officier ou l'employé militaire qui donne sa démission étant en congé ou

en prolongation de congé perd ses droits à tout rappel de traitement pour le temps de son absence, si sa démission est accaptée.

243. Il n'est dù aucun rappel de solde, depuis le jour de leur départ du corps, aux sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats désertés, réformés, congédiés définitivement, ou pensionnés étant en congé ou à l'hôpital.

Dans ce dernier cas, il n'est également dù aucun rappel à ceux qui, par suite d'une éventualité quelconque, rentreraient au corps avant d'avoir reçu leur

congé.

244. Sont également privés de tout rappel pour le temps de leur absence, sauf le cas d'empèchement légitime dûment constaté, les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats qui rentrent à leur corps après l'expiration des délais déterminés

par leur feuille de route.

Toutefois, quand il s'agit d'un militaire rentrant d'un hôpital externe, et qui a été forcé par le mauvais état de sa santé, de s'arrêter en route, le sous-intendant militaire peut, sur la proposition du chef du corps, lui allouer le rappel de sa solde et de la prime d'entretien de la masse individuelle, pourvu que le retard qu'il aura mis à rejoindre ne dépasse pas le terme de un à quatre jours, selon le plus ou moins d'étendue de la distance parcourue. En dehors de cette limite, le ministre de la guerre a seul le droit d'autoriser de semblables rappels.

245. Le militaire qui ne rapporte pas se feuille de route et son coagé ne peut prétendre à aucun rappel avant l'expiration d'un délai de six mois à partir de sa ren-

trée au corps.

246. Conformément à l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831, sont prescrites et définitivement éteintes au profit de l'Etat toutes créances de solde, accessoires de solde et indemnités quelconques qui, à défaut de justifications suffisantes, n'auraient pu être liquidées, ordonnancées et payées dans un délai qui est fixé à cinq années pour les créanciers domiciliés en Europe, et à six années pour les créanciers résidant hors du territoire européen. Ce délai court du 1º janvier de l'année à laquelle les créances appartiennent.

Toutefois, aux termes de l'article 40 de la même loi, la prescription ne peut avoir lieu à l'égard des créances dont l'ordonnancement et le paiement auraient été différés au-delà des délais déterminés, par le fait de l'administration ou par suite de pourvois formés devant le conseil d'état.

247. La privation de solde est étendue

. . . . . .

aux militaires des différens grades qui se trouvent dans une des positions spécifiées aux articles 28, 45, 73, 74, 76, 78, 79, 96, 99, 104, 106, 107, 114 et 125.

CHAPITRE VII. - DES MASSES.

SECTION I. - De la masse individuelle.

S Iª. - Première mise de petit équipement.

. 248. Chaque soldat neuveau a droit, suivant l'arme à laquelle il appartient, à une première mise de petit équipement déterminée par le tarif, tableau n. 50. Cette allocation forme le premier fonds de la masse individuelle.

249. Sont considérés comme nouveaux soldats ayant droit à la première mise de petit équipement : 1º les jeunes soldats, leurs substituans et remplaçans; 2º les engagés volontaires; 3º les hommes rentrant des prisons de l'ennemi ; 40 les déserteurs amnistiés, rayés des contrôles; 50 les hommes sortant des équipages de ligne de la marine.

250. Ont droit à une première mise spéciale d'habillement et de petit équipement, les hommes admis dans un corps comme vétérinaires ou comme maîtres-ouvriers. Elle est également déterminée par le tarif.

251. L'homme de recrue qui, en arrivant dans un corps, paraît susceptible de résorme, a droit à une première mise pro-visoire unisormément sixée par le tarif, sans distinction d'arme. Si ensuite il est jugé propre au service, le complément de la première mise réglementaire lui est alloué selon l'arme dans laquelle il doit continuer à servir. Celui auguel la première mise entière a été allouée, et qui est ultérieurement réformé pour des causes déjà existantes, mais inconnues à l'époque de son incorporation, subit, sur le décompte de sa masse individuelle, et quelle que soit la durée de son séjour au corps, la . retenue de la moitié de la première mise, si cette masse en offre les moyens; dans le cas contraire, l'avoir à la masse est retenu en totalité. Cette disposition est applicable à l'engagé volontaire renvoyé dans ses foyers par suite de l'annulation de son acte d'engagement. En ce qui concerne les hommes réformés après avoir reçu la première mise provisoire, la retenne à exercer comprend le montant intégral de leur masse. La reprise du montant de ces diverses déductions s'opère par voie d'imputation sur la solde du corps.

252. Les ensans de troupe ont droit à la première mise, lorsqu'ayant atteint l'age de quatorze ans, il font le service de

tambours, clairons, trompettes ou musici ciens, ou sont employés, soit dans les bureaux des officiers comptables, soit dans les ateliers du corps ; mais elle ne leur est pas allouée de nouveau à l'âge de dix-huit ans, s'ils contractent un engagement volontaire, s'ils se refusent ou s'ils ne sont pas admis à contracter un engagement, il est fait reprise de la totalité de leur avoir à la masse, suivant le mode indiqué à l'article précédent.

253. La première mise de petit équipement est due aux musiciens gagistes, lorsqu'ils contractent un engagement dans la forme déterminée par la loi du recru-

tement.

254. Les hommes passant de la cavalerie dans l'infanterie, ou d'un service à pied à un service à cheval, reçoivent un supplément de première mise déterminé par le tarif, tableau nº 50. Un supplément de première mise est également alloué aux

sous-officiers promus adjudans.

255. N'ont pas droit à une nouvelle première mise de petit équipement, 4° les hommes en congé illimité rappelés au veru vice ; 2° ceux qui, après s'être absentés de leur corps, rejoignent avant l'expiration des délais fixés pour la prévention de désertion; 50 ceux qui, après avoir été mis en prévention de désertion, sont absous par jugement, ou ont été l'objet d'un refus d'information de la part du lieutenant-général commandant la division : 4" coux qui sortent des ateliers de condamnés aux travaux publics et au boulet, et généralement tous ceux qui ont subi, par suite d'un jugement, une peine correctionnelle n'entrainant pas la radiation des contrôles; 5º ceux qui, à l'expiration de leur temns de service, restent sous les drapeaux comme remplaçans.

256. Il n'est point dû de première mise de petit équipement au remplacé qui, ayant fait un court séjour au corps, n'y à point été équipé. La première mise n'est pas due non plus, 1º aux remplaçans autres que ceux désignés en l'article précédent, lorsque l'allocation en a déjà été faite pour l'homme qu'ils remplacent : 2° à l'homme de recrue nouvellement incorporé qui aurait été rayé des contrôles, par suite d'une éventualité quelconque, avant d'avoir reçu des effets de petit équipement. Dans le cas où l'homme de recrue entre & l'hôpital sans avoir été équipé, l'allocation de la première mise n'a lieu qu'à son re-

tour au corps. 257. Les militaires passant des corps de toute arme dans les compagnies de discipline n'ont droit ni à une nouvelle première mise, ni à un supplément. Il est soulement alloue, pour chacun de ces hammes, une indemnité égale à la meitié de la première mise de petit équipement, et qui forme, dans l'intérêt commun de la compagnie, une masse de secours. A son arrivée, chaque hemme resoit, sur les fonds de la masse de secours et sons la déduction toutefois de l'avoir à sa masse individualla, les effets qui manquent au complet de son petit éguipement. Ces dispositions sont applicables aux hommes qui passent, soit des ateliera de condamnés, soit des pénitenciers ou des prisons, aux bataillons d'infanterio légère d'Afrique. L'avoir des hommes deit alors être censidéré, pour l'imputation à faire de la valeur des effets fournis, comme se composant de leur masse régimentaire et de celle formée du produit de leur travail dans les établissemens d'où ils sortent.

#### § II. — Prime journafière d'entretion de la masse individuelle.

238. La masse individuelle est alimentée au moyen d'une prime journalière d'entretien allouée aux seus-officiers, vétérinaires, matines-euvriera, capenaux ou brigadiers et seidats, ainsi qu'aux enfans de troupe agés de quatorne ans, dans toutes les positions de présence, soit à leur corps ou en autris surps, soit dans des dépôts généraux.

250. La prime journalière est également altouée, dans toutes les positions d'absence légale, aux hommes faisant partie de l'effectif soldé. Les militaires en congétifimité y ont paréllement droit à dater du jour de leur départ pour rejoindre, quand ils sont rappelés sous les drapeaux.

260. La prime journalière est allauéa aux jeunes soldats et aux engagés volontaires à dater du lendemain de leur arrivée au corps, ou à compter du jour même de leur incorporațion, s'ils étalent domiciliés dans le lieu où le corps tient garnison.

261. Les hommes libérés du service cessent d'avoir droit à la prime journalière d'entretien à compter du jour de leur éépart du corps, alors même que, pour rentrer dans leurs foyers, ils sersient formés en détachement, soit à l'armée, soit dans l'intérieur.

362. Le droit au rappet de le prime se perd dans les mémos circonstances qui donnent lieu à la privation du rappet de solde.

265. N'est pes drait à la prime jeurnalière, 1º le remplacé qui, ayant fait un court séjeur au corps, a'y a paint été équipé; 2º l'homme de recrue nouvellement incorporé qui aprait été sayé des

contrôles, avant d'avoir reçu des effets de petit équipement; 30 le musicien gagiste,

SECTION II.—De la masse générale d'entretien.

264. Il est alloué à tous les corps de troupe, sous la dénomination de masse générale d'entretien, un fonds commun destiné à aubvenir à leurs dépenses intérleures. Cette masse se divise en deux portions distinctes : la première est exclusivement affectée aux dépenses de la manique; la éconde aux dépenses diverses d'entretien, y compris les frais de culte, lorsqu'it y a lieu.

MAS. La masse d'entretien est réglée par le tarif, tableau n° 51, solon l'arme et

l'organisation de chaque corps.

266. Les corps de nouvelle formation et ceux dont le nombre de hataillens ou escadrons se trouve augmenté reçeivent, à fitre de secours à leur masse d'entretien, une somme fixe qui est également déter-

minée par le tarif.

267, Lorsqu'un ou plusieurs bataillons ou escadrons, hatteries ou compagnies se séparent de la portion principale des corps ou du dépôt, le consoit d'administration centrale détermine, sous l'approbation du sous-intendant militaire, les sommes à affecter aux dépanses de chacune des portions du corps. Cette formalité remplie, le conseil d'administration éventuel formé au moment de la séparation, ou le commandant du détachement, à défaut de consell éventuel, perçoit directement la fraction de la masse générale d'entretien qui est attribuée à la portion détachée. Mention de cette disposition est saite au livret de solde par le sous-intendant militaire.

#### Secures HI. — De la masse d'entretien du harnachement et ferrage.

268. La masse d'entretien du harnachement et ferrage est allouée pour toutes les journées de présence des chevaux da troupe, tant en station qu'en route, Elle est décomptée conformément au tarif, tableau no 52.

### . Suggest IV.— De la masse d'entratien des bâte et farcege des charens on mulcip de bât.

269. En temps de guerre, les corps qui sont pourvus de chevaux ou mulets de bât et de cantines d'ambufance ont éroit à une aliocation spéciale pour l'entretien des bâts et du ferrage des chevaux ou mulets de bât. Cette allocation, fixée par le tarif, tableau n° 52, est due pour toutes les journées de présence des chevaux ou mulets, à compter du lendemain du jour de leur réception constatée par procés-verbai du sous-intendant millélie.

CHAPITRE VIII. - DISPOSITIONS PAR-· TICULIÈRES CONCERNANT LES TROUPES BMBAROUÉES.

270. Lorsque des troupes de l'ermée de terre sont appelées à tenir garnison à bord des bâtimens de l'Etat, ou embarquées, soit pour aller tenir garnison silleurs qua dans les colonies, soit pour une expéditien maritime, elles reçoivent, a compter du jour de leur embarquement, des caisses de la marine et par les soins de ses agens, la solde et les masses auxquelles elles ent grolt, mais à titre d'avances remboursas bles par le département de la guerre.

271. Pendant la durée de la traversée, tant en allant qu'en revenant, le département de la marine pourvoit au couchage des officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats; ils participent à la sorniture des vivres de bord et n'ont droit, en consequence, pour ce même temps. qu'à la solde sur le pied de guerre.

272. Les fournitures en nature, qui sont faites depuis le jour de la revue d'embarquement aux troupes embarquées pour toute autre destination que les colonies, sont à la charge du département de la guerre, qui en rembourse le montant à cc-

lui de la marine.

273. Le traitement des troppes embarquées est réglé, à compter du jour de leur arrivée à destination, par des décisions spéciales. A leur retour en France et à partir du jour de leur débarquement, ces troupes rentremt sous le régime de la préstate ordennance.

274. Si , pendant la durée du service des troupes embarquées, ces troupes sont momentanément mises à terre, par suite de eireonstances imprévues, elles continuent à être nouvries et soldées par les soms des fonctionnaires ou agent du département de is mayine, comme il est dis aux art. 270 ot 971.

275. Teutes les dispositions ei-dessus prescrites à l'égard des troupes embarquées sont applicables our officiers saws troupes et aux employés militaires dans les mêmes positions.

TITRE IM. --- Das Prestations en NATURE.

CHAPATER IET. ... Des subsistences et du chay#48A.

> SECTION In . - Des subsistances. S Ier. - Du pain.

276. Le pain de munition est du , sur le pied de paix, à raison d'une ration par homme et par jour, à tous les cous-officiers,

caporarx ou brigadiers, soldats et enfans de troupes des corps de tentes armes (la gendarmerie exceptée), tant en station euten voute, torsqu'ils marchent en corps ou en détachemerit.

277. Le pain de munition est dû, sur le pled de guerre, aux officiers, sous-offiefers, enporaux ou brigadiers et soldats, ainst qu'aux employés militaires. Le nombre de rations attribuées à chaque grade ou emploi est réglé par le tarif, tableau nº 53.

278. Sur le pied de guerre, le pain est dù à tout militaire détenu; sur le pied de paix, il n'est du, dans le même cas, qu'aux sous officiers, cappraux ou brigadiers et soldats.

279. Le pain n'est point dû aux hommes en congé, en semestre, en permission, 🜢 l'hopital ou marchant isolement, ni aux garnisaires. Il p'est pas dù non plus, an temps de guerre, aux militaires nourris chez l'habilant.

200. Les officiers généraux et autres qui ent autorisé les dorps à covoyer des homines comme sauvegandes en comme garnisaires sont tenus, sous leur responsebilité personnelle, d'en prévenir l'intendant militaire de la division ou de corps d'armée.

· 284. La pomposition et le peids de fu ration de pain sont déterminés par le réglement sur le service des subsistances.

### S. H. - Des vienes de agrepague.

282. Sur le pled de guerre, les vivres de campagne sont dus, dans la position de présence, aux officiers et employés mililaires, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats de toute arme, suivant les regles prescrițes pour l'allocation de la solde de guerre. Les militaires détenus y ont également droit. Le nombre de rations attribuées à chaque grade ou emploi est fixé par le tarif, tableau p. 53.

283, Sur le pied de paix, les vivres de campagne panyapat êtra accordés éventuellement, an vertu de décisions spéciales du ministre de la guerre, aux sous-officiers. caporany on brigadiars et soldats tenant garnison dans les forts ou lies en mer-Dans co cas, la troupe n'a droit qu'à le solde avec vivres de campagne.

. 984. La fanoniture des vivres de cambaane accordés dans d'intéricur du voyausse, en verts de l'article précédent, peut être remplación par une indomnité en deniers représentative de la ration. Cette substitution a's lieu que lorsqu'elle est ablorisée par une décision spéciale du ministre de la guerre. g and the same of the same

### § III. - Des liquides.

285. Le droit aux rations de liquides est acquis aux hommes de troupe présens sous les armes, lorsque des décisions du ministre de la guerre ou des ordres des généraux en chef commandant les armées en ont prescrit la distribution. Dans les divisions territoriales, les lieutenans-généraux commandans peuvent, en cas d'urgence, autoriser des distributions de liquides, sous la condition d'en rendre compte sans délai au ministre de la guerre.

286. A l'époque de la revue annuelle d'inspection d'un corps de troupe, l'inspecteur général autorise la distribution extraordinaire d'une ration de vin ou d'eau-de-vie par homme aux sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats présens à la revue d'honneur. Cette allocation ne peut avoir lieu qu'une seule fois, pour la même

inspection.

287. Sur le pied de paix, les distributions extraordinaires de liquides accordées aux troupes penvent, d'après l'ordre du ministre de la guerre, être remplacées par des indemntées individuelles en argent, ainsi qu'il est dit à l'art. 208 ci-dessus. Les enfans de troupe, à l'exception de geux qui ont accompli leur quatorzième année, ne participent point à ces distributions extraordinaires.

288. Chaque année, pendant la saison des chaleurs, les troupes en station dans l'intérieur reçoivent des distributions journalières d'eau-de vie, pour assainir l'eau qu'elles boivent. Cette prestation est due pour chaque sous-officier, caporal ou brigadier, soldat, musicien gagiste ou enfant de troupe présent au corps. Les militaires

détenus y ont également droit.

289. Les distributions de liquides mentionnées à l'article précédent sont autorisées par les lieutenans-généraux commandant les divisions militaires, qui convoquent préalablement l'intendant divisionnaire et les officiers de santé en chef des hôpitaux militaires ou civils, afin de prendre leur avis sur la nécessité actuelle de ces distributions et sur le terme à leur assigner. Le résultat de la conférence est constaté par un procès-verbal dont une expédition doit être immédiatement adressée au ministre de la guerre par le lieutenant général. Dans angun esc, les lieutenans-généraux ne peuvent, sans une décision spéciale du ministre, autoriser des distributions de cette nature en dehors des limites fixées par le tarif. Mais ils doivent ou les différer ou en abréger la durée , lorsque l'état de la tem+ pérature ne les rend pas nécessaires.

290. Il est pourvu aux distributions

d'eau-de-vie accordées aux troupes, durant les chaleurs, par l'allocation d'une indemnité représentative dont la quotité est déterminée, selon les localités, par le tavif, tableau no 41. Elles peuvent néanmoins être faites en nature, s'il existe dans les magasins de l'Etat des approvisionnemens dent il soit convenable de prescrire la consommation immédiate.

#### S IV. — Des fourrages.

291. Les corps de troupes à cheval, ainsi que les officiers de tous grades autorisés à avoir des chevaux, et qui ne reçoivent pas l'indemnité représentative de fourrages, ont droit, dans toutes les positions, à des rations de fourrages dont la composition propre à chaque arme est déterminée suivant le cas de paix ou de guerre, de station ou de route, par le réglement sur le service des subsistances.

292. Les officiers d'artillerie passant d'un régiment à une position où ils ne sont plus tenus d'être montés continuent, s'ils laissent leurs chevaux aux régimens, d'avoir droit aux rations de fourrages pendant un mois à compter du jour de leur départ. Toutefois, l'allocation des rations cesse du jour même où les chevaux n'existent plus au corps, s'ils n'y sont pas restés jusqu'à l'expiration du délai fixé, et sans qu'en aucun cas l'indemnité représentative puisse être substituée aux rations en nature.

293. Lorsqu'un corps de cavalerie est appelé à faire partie d'une, armée active, le ministre de la guerre fixe l'époque à laquelle les officiers doivent être montés sur le pied de guerre. Les feurrages leur sont alloués pour le nombre de chevaux attribué à catte position, à dater du jour où ils justifient en être pourvus.

294. Les fourrages sur le pied de guerre sont alloués aux corps de cavalerie à dater du lendemain de leur arrivée aux armées

mises sur ce pied.

295. Les troupes à cheval rentrant d'une armée, et qui sont remises sur le pied de paix, continuent à recevoir la ration de fourrages sur le pied de guerre pendant quinze jours à compter du lendemain de leur arrivée dans leur garnison; les officiers reçoivent également, pendant un mois à dater de cette époque, les rations de l'ourrages pour les chevaux dont ils justifient être pourvus, jusqu'à concurrence du nombre qui leur est attribué sur le pied de guerre.

296. Les officiers sans troupe et les officiers supérieurs des corps d'infanterie auxquels l'indemnité de fourrages est attribuée ne peuvent, à moins d'une décision

spéciale du ministre de la guerre, recevoir les fourrages en nature, que lorsqu'ils font partie d'une armée sur le pied de guerre. Ces rations leur sont allouées depuis le jour inclus où ils ont été mis sur le pied de guerre, jusqu'au jour exclus où ils rentrent sur le pied de paix. Cette allocation est d'ailleurs soumise aux règles tracées par l'art. 63 pour la solde de guerre.

297. Les officiers des corps de cavalerie allant en mission, en congé ou aux caux, et ceux qui sont nommés membres d'un conseil de guerre séant hors du lieu de leur garnisen, cessent, lorsqu'ils emmènent leurs chevaux avec eux, d'avoir droit aux rations de fourrages des magasins militaires, à compter du jour de leur départ jusqu'au jour inclus de leur retour. Ils ont cependant la faculté de renvoyer leurs chevaux au régiment, avant d'y rentrer euxmêmes, et, dans ce cas, les rations de fourrages sont dues à dater du lendemain de l'arrivée des chevaux. Dans les mêmes positions, les officiers des établissemens de remonte continuent d'avoir droit aux rations de fourrages pour les chevaux qu'ils ont laissés au dépôt.

298. Les officiers des corps de cavalerie remis en activité ou passant d'un corps dans un autre ne peuvent jouir des rations de fourages attribuées à leur grade qu'à compter du lendemain de leur arrivée à destination. Elles ne sont pas dues, en route dans l'intérieur du royaume, à ceux qui voyagent isolément pour quelque cause que ce soit.

299. Les officiers promus, sans changer de corps, à un grade auquel est attribué un nombre de rations de fourrages supérieur à celui qu'ils recevaient auparavant, ont droit à ce nombre supérieur de rations à compter du jour où leur est allouée la solde de leur nouveau grade, pourvu qu'ils aient le nombre de chevaux déterminé pour ce grade.

300. L'officier de cavalerie mis en jugement ou temporairement détenu, qui a laissé ses chevaux au corps, continue d'avoir droit aux rations de fourrages attribuées à son grade. S'il est ultérieurement rayé des contrôles du corps, ce droit cesse le jour où la radjation s'effectue.

501. Les officiers de cavalerie partant pour l'armée peuvent, avec l'autorisation du commandant du corps, laisser au dépôt ceux de leurs chevaux que les vétérinaires jugent être hors d'état de faire la route. Ces chevaux ne peuvent toutefois y rester plus de trois mois après le départ des officiers; et s'ils sont rétablis avant l'expiration de ce terme, ils doivent leur être

renvoyés avec le premier détachement qui se rend à l'armée.

302. Les rations de fourrages sur le pled de route sont allouées à dater du jour du départ jusqu'au jour inclus de l'arrivée à destination.

303. Le ministre de la guerre détermine chaque année l'époque où les chevaux de cavalerie doivent être mis au vert; ils sont passés en revue, à leur départ et à leur retour, par les maréchaux de-camp assistés des sous-intendans militaires employés sur les lieux.

304. Les chevaux de remonte participent aux distributions de fourrages faites an corps, à compter du jour de leur arrivée.

505. Les chevaux abattus ou vendus cessent d'être compris dans les allocations de fourrages à compter du jour même de leur abattage ou de la remise qui en est faite au domaine. Les chevaux morts à l'écurie, tués sur le champ de bataille ou pris par l'ennemi, comptent pour les fourrages jusqu'au jour inclus de leur perte.

306. Les capitaines, lieutenans et souslieutenans d'infanterle, agés de plus de cinquante ans, ont droit à une ration de fourrages pour un chevai, lorsqu'ils font partie d'une armée active et qu'ils justifient être montés.

## . . Sacres II. — Du chenfigu

307. Sur le pled de paix, les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats des corps, et les enfans de troupe, ont seuls droit aux rations de chauffage. Elles ne peuvent être accordées, en temps de guerre, aux officiers et employés militaires, qu'en vertu d'une décision prise par le général commandant en chef, sur le rapport de l'intendant de l'armée.

308. Le service du chauffage des troupes comporte deux systèmes différent d'allocation : les rations collectives pour les corps mis en possession de fourneaux économiques, et les rations individuelles.

309. Dans les localités où il existe des fourneaux économiques, les allocations collectives de combustibles se composent, 1º de rations dites de l'ordinaire, pour la cuisson des alimens; 2º de rations dites de compagnie, pour le chauffage des chambres.

310. La ration d'ordinaire est collective pour les caporaux ou brigadiers, tambours, trompettes, sapeurs, soldats et enfans de troupe. Elle est alloude aux corps, en raison du nombre de marmites mises à leur disposition. A l'arrivée d'un corps de troupe ou d'une portion de corps dans une place où il existe des soyers économiques, le sous-intendant militaire détermine, de concert avec le commandant du génie et

contradictoirement avec le major ou tout autre officier désigné par le couscil d'administration , le nombre de mazmites à la accorder d'après les dispositions séglement taires concernant cette partie de service. Cette opération est constatée par un procèsverbal que dresse le sous-intendant milltaire. Les mutalions individuelles qui surviennent, tant en gains qu'en perles, dans l'intérieur des compagnies n'apportent aucun changement au pombre des mars mites en service. Néanmoins, il y a lieu a réduction , lorsque , par le résultat balancé des mulations, les allocations supplémentaires qui auraieul été accordées en raison, de l'élévation de l'effectif cessent d'être en rapport avec les besoins actuels din service. En cas de départ d'une ou de plusieurs, compagnics, le sous-intendant militaire réduit proportionnellement les droits du corpi aux fournitures de combustibles, el fait opérer le retrait des marmites deve-nues inutiles. Ce retrait est constaté par un nouveau procés-verbal. Dans les localiles où il n'existe pas de foyers éconemiques, il est alloue, pour l'ordinaire, des rations individuelles, d'après le nombre de journées de présence des sous-officiers , caporadx ou brigadiers, soldats et enfans de troupe.

311. Les chefs de corpe sont actorisés à prélever sur la distribution générale des ordinaires la quantité de combustible nécessaire pour les besoins de l'infirmerie, régimentaire et des hommes mariès.

512. Les sous-officiers, brigadiers élèvesfourriers , tambours - majors , maréchaux des-logis trompettes, caporaux-lambours, caporaux-sapeurs, brigadiers-trompettes, et maîtres ouvriers, out droit à des rations individuellés qui sont allouées d'après le complet d'organisation du corps. Les musiciens gagistes recoivent aussi les rations individuelles, mais sculement d'après leur effectif reel. Lorsque des sous-officiers sont détachés isolément, ou que les compagnies auxquelles ils appartiennent recoivent les rations individuelles, le nombre de ces sous-officiers est déduit du complet à compter du jour où le changement de position s'effectue. Parcille deduction à lieu, à dater du jour du départ et pour le temps de la route, quand il s'agit d'uve troupe mise en mouvement pour quelque cause que ce Suit.

513. La ration destince au chauffage des chambres est fixée par compagnie, escadron ou batterie, comprenant les sous officiers, caporaux ou brigadiers, soldats et enfans de troupe. Elle est due, quel que soit l'effectif, à chaque compagnie, escadron ou fatterie faisant usage de fourneaux

BERTHALL SAME STOP BELLEVILLE

économiques. Blie est également title atri compagnies, escadrons on balteries dul nions poins de fourneaux écétionsfoués forsque la troupe est pourvité de poéfés pour le chanssage des chambles. Il est alloué des rations spéciales pour le chaufs fage du petit état-major, des stellers. de l'infirmerie et des hommes martes. Lots due; à défaut de poèles, les trouves mon Dourvues de fourneaux économiques se chauffeit la cheminée, elles receivent, pour les journées de présence, des retions indivéduelles. Ces rations sont percillement ata louées aux parties prenentes, isolées lors qu'elles sont logées dans les casérnes pet aux compagnies ou détachemens dont les force n'est que de trente-ciaq bémmes et au-dessous.

514 Les troupes campées, baraquées ou logées en station chez l'habitant out tour jours droit à des rations individuelles. Cependant elles ne sont dués aux sous officiers, caperaux ou briganiers et seidaeq logés chez l'habitant qu'à compter de l'exapiration du troisième jour de leur entrés dans la place ou le captonuement, y comme

pris le jour de l'arrivée.
315. Lorsque les troupes sont casernées. le jour de leur arrivée dans une place, elles ont droit au chaufage à compter du même, jour.

516. Les militaires employés comme gare, nisaires n'ont aucun droit au chausage.

517. Lorsque les allocations de chausage ont lieu selon le système des rations individuelles, les sous officiers, les fourriers, les caporants-tambours, les 'caporants-tambours, les 'caporants-tambours, les brigddiers trompettes, les maitres-ouvriers, les chofs de musiqué et les musicients gagistes, reçoivent, pour le charifage des charbres, une ration double de celle du soldat.

318. Les jeunes soldats réunis aux chefslieux de département pendant les opérations de la levée n'ont droit à la fourniure du chauffage que lorsqu'ils sont casernés.

519. Le nombre et la composition des rations de chauffage, soit collectives, soit individualles, almsi que les variations qu'etles subissent, sont déterminées par lés dispositions réglumentaires sur le service du phantiage.

Section 111. — Dispositions commitnes aux four-

520. Les moins perçus en vivres, fourrages et chauffage ne peuvent donner lieu à aucun rappel.

- CHAPITRE H. - bu lodement.

521. Le logement est dù aux sous-offi-

clers, caporaux, brigadiers et soldats de toute arme, dans toutes les positions qui leur donnent droit à une solde de pré-

322. Sar le pied de guerre, le logement est dû aux officiers de tout grade et de toute arme, ainsi qu'aux employés des administrations militaires. A défaut de bâtimens militaires, il y est pourvu par le soin des autorités locales.

323. Sur le pied de paix, teut officier en activité à droit au logement meublé, comformément aux réglemens sur le logement et l'ameublement dans les bâtimens militaires. A défaut d'emplacement dans les bâtimens de l'Etat, ou de meubles dans ces memes bâtimens, il y est supplée par les indémnités représentatives déterminées par l'article 186.

324. Les ôfficiers, sous-officiers, caperaux ou brigadiers et soldats de toute arme marchant isolement ou avec leur corps, et generalement tout militaire porteur d'une seuille de route, ont droit au logement fourni par les autorités locales , avec éclairage pour les officiers, et place au feu et à la chandelle pour les hommes de troupè.

II PARTIE. -- DES REGLES A SUIVER POUR LES PARBMENS.

TITRE 1er. - Dispositions centrales . RELATIVES AUX PAIRMENS.

CHARITER for, and Dos opoques des palle-

Secrios 1n. - De la solde des officiers et de ses accessoires.

333. La solde des officiers sans troupe et des employés militaires de toute classe en activité de service, des officiers des comps de troupe et des officiers en non activité ou en congé illimité , se paie par mois' et à terme échu. Tout paiement de cette nature à titre d'avance est formellement interdit.

326. Les indemnités de représentation, de logement et de lourrages, les frais de bureau et autres accessoires de solde inhérens aux positions, respectives des officiers ou employés militaires, sont également, Payés par mois, à terme échu, et compris. sur les mêmes mandats ou états de paiement que la solde.

327 Les délégataires sont aussi payés par, mois des sommes qui leur ont été délégues, mais seulement à la réception du certificat constatant la retenue faite sur la solde du, délégant. Les avances accordées, conformément à l'article 119, sur la solde de

captivité des officiers et employés militaires prisonnière de guerré, bont payées aux ayans-droit par mois et à terme échu. Ces paiemens ne donnent pas lieu à la production préalable du certificat d'existence.

Saurath II. - De la solde de la troupe,

328. La solde de la troupe et les supplés mens acquittables avec la solde, la haute pale à l'ancienneté, ainsi que les indems nités en remplacement de vivres et de 1iquides, et celles qui sont accordice en cas de rassemblement, sont perçues par quinzaine à l'avance, le 4er et le 46 de chaque mois.

329. Aux armées, et loraque les troppes receivent les vivres de campagne, la port cention de la solde de la troupe et des suph plemens acquittables avec la solde a lieur aux mêmes époques, mais seulement à terme échu , à moins que la situation de la caisse du corps ne permette nas de faire l'an vance du prêt.

330. La solde des prisérniters de guerre éleangets réunis en dépêt est perque tous les mois, à terme échu ; pour les sulleiers ; el à l'avance, le 197 et le 16 de chaque mois, pour les sous officiers et soldste.

GRAPITRE H. ... Di técomple des diverses allocations.

Settride He. - Des afficient et employés militalies.

331. La solde des officiers et employes militaires, et les accessoires de la solde, aulres que les indemnités de vivres et de fourrages, se décomptent par mois, à raison de la douzième partie de la fixation' annuellé, el par jour, à raison de la trois cent soixantieme partie de la même fixation. Les journées à ajouter au mois de fevrier, pour cuttipleter le nombre de treme, se décomptent sur le pied de la solde fixee pour la position dans laquelle se trouve l'officier au dernier jour de ce! mois.

532. Les indemnités de vivres et de lour! rages of decomplent a raison da nombre estectif do journoes.

#### Section II. - De la Arduph.

355. La solde des sous officiers, ca-. poraux ou brigadiers, soldats et enfane de troupe de toute arme, se décompte par jour et sur le pied de sa fixation journa-

Cette disposition est applicable aux supplémens de solde, aux indemnités et à la,

haute paie à l'ancienneté.

CHAPITRE III .- Du mode des paiemens. y Sacreon Pa. -De l'ordonnance des paiemens.

334. Tous les paiemens pour prestations de solde et autres, payables comme la solde, sont ordonnances par les officiers de l'intendance militaire. Les intendans ordonnancent la solde des diverses classes d'officiers sans troupe et d'employés militaires, sauf le cas où ils ont usé de la faculté qui leur est dévoulue par l'article 454. Les sous-intendans militaires et les adjoints à l'intendance ordonnancent la solde des corps de troupe, ainsi que celle des officiers en non activité et en congé illimité. Toutefois, lorsqu'une troupe en marche ou devant partir inopinément a une somme à recevoir pour solde de route, et que le lieu de passage ou de départ n'est pas la résidence d'un officier de l'intendance militaire, le commandant de la place, et, à son défaut, le sous-préfet, peut ordonnancer le paiement, à charge par lui d'adresser immédiatement une expédition de l'état de solde au sous-intendant militaire chargé de régulariser ce paiement.

. 535. Les officiers sans troupe et les employés militaires sont payés de leur solde et des accessoires sur mandats individuels conformes au modèle n. 1. Les mandats à délivrer aux officiers en non activité et en congé illimité sont conformes au mo-

dėle n. 2.

336. Les officiers des corps de troupe sont compris, pour le paiement des différentes allocations auxquelles ils ont droit, sur des états collectifs établis au titre de leurs corps et conformes au modèle n. 3.

537. Les délégataires et les personnes au profit desquelles il est exercé des retenues pour alimens sur la solde des officiers en activité, ainsi que celles auxquelles il est accordé des avances sur la solde des prisonniers de guerre, sont payés sur des mandats individuels conformes au modèle n<sub>c.4</sub>. Ces mandats sont établis au titre de la classe dont l'officier ou l'employé militaire faitpartie, ou au titre du corps quand il s'agit d'un officier de troupe.

- 358. La solde des sous-officiers, caporaux ou brigadiers, soldats et enfans de troupe, ainsi que les supplémens de solde, les hautes paies et les indemnités de vivres et de rassemblement, sont payés sur des états conformes au modéle n. 5, présentant, par Lique, le nombre des hommes présens, avec les augmentations ou diminutions résultant des mutations survenues pendant la dernière quinzaine. Cependant, et afin de maintenir la distinction des dépenses par trimestre, les augmentations ou diminutions pour la dernière quinzaine d'un trimestre ne sont portées que sur l'état de paiement de la solde des officiers pour le dernier mois du trimestre. L'état des mutations qui donnent lieu, aux, augmentations ou aux diminutions est conforme au modėle n. 6.

339. La première mise du petit équipement, la prime journalière d'entretien de la masse individuelle, la masse générale d'entretien, la masse d'entretien du harnachement et ferrage, et la gratification de première mise aux sous officiers promus officiers, sont portées sur les états de paiement de la solde des officiers pour le mois auquel ces dépenses s'appliquent. Ces états doivent également comprendre les gratifications annuelles accordées aux instructeurs, la gratification d'entrée en campagne et les indemnités de pertes de chevaux et d'effets.

340. La solde des prisonniers de guerro étrangers réunis en dépôt est payée sur des états conformes aux modèles n. 7 et 8, établis séparément pour les prisonniers de

chaque puissance.

341. Les mandats de paiement délivrés aux militaires sans troupe, aux employés. militaires, aux officiers en non activité et en congé illimité, et aux individus désignés en l'art. 345, sont quittancés par éux. Les états de paisment ordonnancés pour les corps ou portions de corps, ainsi que pour les dépôts de prisonnièrs de guerre étrangers, sont certifiés et quittancés par tous les membres du conseil d'administration. Pour les portions de corps n'ayant point de conseil d'administration, les états de paiement sont certifiés et quittancés par l'officier qui les commande.

. 342. Les quittances apposées sur les états de paiement de la solde des troupes doi: vent toujours être remplies en toutes lettres, et souscrites à la date réelle du paiement.

Sucrion II. - Des livrets de solde.

§ I<sup>ar</sup>. — De l'usage des livrets.

343. Les officiers sans troupe et les employés militaires, les officiers en non activité et en congé illimité, les corps de troupe et les détachemens autorisés à percevoir directement leur solde à la caisse des payeurs, doivent être pourvus de livrets de paiement. Pour les officiers sans troupe, les employés militaires et les officiers en non activité ou en congé iffimité, les livrets sont individuels et conformes au modèle n. 9; pour les corps de troupe et détachemens, ils sont collèctifs et conformes au modéle n. 10.

344. Ces liyrets sont destinés à recevoir l'inscription par le payeur, sous sa responsabilité personnelle, de toutes les sommes payées pour solde, masses, indemmités et autres prestations en deniers de toute espèce. (Execution de l'art. 8 de la loi du 2 thermidor an II, section 41° titre VIII.)

343. Les délégataires des officiers sans troupe, des employés militaires, des officiers de troupe, dans les cas prévus par l'art. 126 de la présente ordonnance, et les individus qui, conformément à l'article 119, ont été autorisés à recevoir des avances sur la solde desdits militaires, reçoivent pareillement des livrets pour servir à l'inscription des sommes qu'ils touchent des payeurs de la guerre. Ces livrets font mention desdits ordres ou délégations, des noms, grades, emplois et résidences des délégans.

346. Les livrets sont fournis gratuitement par l'administration de la guerre, et délivrés, au commencement de chaque année, par les soins des officiers de l'intendance militaire, aux officiers sans troupe et aux employés militaires dont ils sont chargés d'ordonnancer la solde, ainsi qu'aux officiers en non activité et en congé illimité. Mention de la délivrance du livret est faite sur le contrôle, à l'article de chaque officier. Les corps et les détachemens s'administrant eux-mêmes se procurent à leurs frais les livrets qui leur sont nécessaires.

347. Les livrets portent en tête l'indication de l'année pour laquelle ils doivent servir; ils indiquent, en outre, pour les officiers sans troupe, les employés militaires et les officiers en non activité ou en congé illimité, l'arme ou le corps spécial auquel ces militaires appartiennent, leurs noms, prènoms, grades, classes, fonctions et résidences; pour les corps de troupe, l'arme dont ils font partie, leur dénomination ou numéro, le nom du militaire commandant, soit le corps entier, soit le détachement, ainsi que les noms et grades des officiers comptables autorisés à percevoir les fonds des caisses du trésor.

348. L'officier de l'intendance militaire qui délivre un livret, après en avoir coté et paraphé tous les feuillets, y appose sa signature et son cachet; le livret est ensuite signé par la partie prenante, s'il s'agit d'un officier sans troupe ou d'un employé militaire; et s'il s'agit d'un corps ou d'un détachement, par les membres du conseit d'administration central ou éventuel, ou par l'officier commandant, suivant le cas.

349. Il n'y a qu'un seul livret de paie-

ment pour toutes les parties d'un corps qui se trouvent dans le même département.

Mais lorsqu'un détachement se sépare de son corps, pour aller dans un autre département, il lui est délivré, avant son départ, un livret en tête duquel le conseil d'administration inscrit et signe l'autorisation qu'il donne audit détachement de s'administrer particulièrement et de recevoir des payeurs du trésor toutes les sommes qui peuvent lui revenir. Ce livret est signé en tête par le chef dudit détachement, coté et paraphé par le sous-intendant militaire ayant la surveillance administrative du corps.

550. Les dispositions de l'article précédent sont applicables au cas de subdivision de tout détachement s'administrant lui-même.

531. Lorsqu'un militaire appartenant à un corps est absent de ce corps par congé, mission, etc., et qu'il a été autorisé à toucher sa solde isolément, le titre en vertu duquel il s'est absenté est considéré comme livret de solde, et le payeur est tenu d'y inscrire tous les paiemens qu'il lui fait.

552. Lorsqu'un officier ou un employé militaire, un corps ou un détachement s'administrant lui-même, doit passer de l'arrondissement d'un sous-intendant militaire dans un autre arrondissement, il est tenu, avant son départ, de saire arrêter son livret de paiement par le sous-intendant. S'il est passible de retenue au profit du trésor public, pour quelque cause que ce soit, le sous-intendant fait, dans son arrêté, et sous sa responsabilité per sonnelle, mention de l'ordre de retenue et de la somme restant à recouvrer. Les mêmes formalités sont remplies par l'intendant militaire, à l'égard des officiers sans troupe dont il ordonnance directement la solde.

#### § 11. - Du renouvellement des livrets.

353. Les livrets des officiers sans troupe et employés militaires, des officiers en non activité ou en congé illimité, et ceux des corps et détachemens, sont renouvelés tous les ans. Ceux des officiers sans troupe et autres parties prenantes isolées sont retirés par les officiers de l'intendance militaire, et conservés dans leurs archives pendant deux ans, après quoi la remise en est faite à l'administration des domaines avec les autres papiers inutiles des archives de l'intendance jugés susceptibles d'être vendus au proût du trésor. Les livrets des corps et des détachemens restent dans les archives des dépôts , comme pièces comptables, pour être représentés lors des vérifications de comptablité. Les livrets des détachemens s'administrant oux-mêmes sont renouvelés sans le concours des con-

seils d'administration des corps.

354. Lors du renouvellement annuel des livrets de paiement des officiers sans troupe, des employés militaires et des officiers en non activité ou en congé illimité, les officiers de l'intendance militaire indiquent sur les nouveaux livrets les sommes qui restent dues par suite de droits acquis et constatés; ils y indiquent également les rètenues qui peuvent avoir été ordonnées sur la solde des parties prenantes, et qui me sont pas encore entièrement effectuées.

#### § III. - Du cas de perte d'un lièret.

555. Lorsqu'un officier sans troupe bu un employé militaire, un officier en non activité ou en congé illimité, a perdu son fivret, il en fait la déclaration par écrit à l'intendant ou au sous-intendant militaire, suivant le cas, et affirme sur l'honneur qu'il ne l'a point engagé entre les mains d'un tiers. Il est tenu, en outre, de produire un certificat du payeur, constatant le dernier paiement qui lui a été fait.

556. Après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article précèdent, l'officier de l'intendance militaire délivre un nouveau livret par duplicata; mais il doit préalablement y faire inscrire et signer en sa présence ladite déclaration par l'officier ou l'employé militaire qui réclame le remplacement du livret pardu.

357. En cas de perte du livret d'un corps de troupe ou d'une portion de corps s'administrant elle-même, il en est délivré un duplicata, sur la déclaration du corseil d'administration ou du commandant, attestant la réalité de la perte. Cette déclaration est inscrite en tête du deplicata.

358. Dans les eas prévus par les afficles qui précèdent, le nouveau livret doit porter, pour les corps ou détachemens, la mention sommaire des paiemens qui avaient été inscrits sur le livrot perdu, et. pour les parties prenantes isplées, l'indication de l'époque jusqu'à laquelle elles ont été payées. Aucun paiement pour sommes acquises par un officier sans troupe ou un employé militaire, antérieurement au premier jour du mois dans lequel la perte a cu lieu, ne peut être ordonnancé que d'après une autorisation spéciale du ministre de la guerre, provoquée par l'intendant militaire, sur le rapport du sous-intendant.

559. Lorsqu'un officier sans troupe ou un employé militaire rentrant des prisons de l'eunemi a perdu son livret, il ful en est délivré un nouveau, dans la résidence la

plus voisine de la frontière, par le sonsintendant militaire appelé à ordonnancer le paiement, qui doit être fait conformément à l'art. 146. Il est pareillement délivré un livret à tout officier de troupe rentrant des prisons de l'ennemi, pour servir à l'enregistrement des sommes qui lui seront payées individuellement, seton les droits résultant de sa position.

Section III. - Du paiement des mandits.

560. Nul mandat de paiement, soit mdividuel, soit collectif, n'est payable que par le payeur sur lequel il est tiré.

561. Les mandats de paiement délivrés par l'intendant militaire de la division ou le sous-intendant militaire de l'arrondissement, soit pour des militaires isotés, soit pour des corps de troupe, sont doujours payables à vue.

562. Les officiers de l'intemiance militaire font parvenir, chaque soir, an payeur, un berdereau détaillé, conforme au medèle n. 11, des mandats qu'ils ont délivrés

sur leur caisse dans la journée.

563. Si un payeur refase le palement d'un mandat, pour cause d'emission ou d'irrégularité matérielles, il doit remettre sur le champ la déclaration écrète et motivée de son refus au porteur du mandat. Mais si, malgré cette déclaration, le siguataire du mandat requiest par écrèt et sous sa responsabilité qu'il soit procédé du paiament, le payeur est toujours tenurée défèrer à cette réquisition. L'ordonnetsur de la dépense rend compte au niuistre de la guerre des circonstances et des metifs qui ont nécessité l'application de cette mesure.

564. Dans les cinq premiers jours de chaque mois, les sous intendans militaires adressent à l'intendant de la division de relevé sommaire des mandats qu'ils ont délivrés pour le paiement de la solde et des masses pendant le mois précédent. Du 6 au 10 de chaque mois, les intendans des divisions forment le relevé général des relevés que les sous-intendans leur ont fait parvenir, en y comprenent les poiemens qu'ils ont eux-mêmes ordonnames, et le transmettent immédiatement au ministre de la guerre. Ces relevés sont conformes aux modèles n. 12 et 13. Dans les cinq premiers jours de chaque trimestre, les sousintendans militaires adressent à l'intendant de la division un relevé distinct et séparé, par articles du budget, des mandats délivrés par eux pour le paiement de la solde et des masses des corps de troupe pendant le trimestre expiré. Ce relevé, qui est conforme au modèle n. 14, doit être transmis

MONARCHIE CONST. - LOUIS-PHILIPPE 1er. - 25 DECEMBRE 1837.

an ministre de la guerre, du 6 au 10 du premier mois de chaque trimestre, par l'intendant de la division.

# SECTION IV. - Des rappols.

365. Les rappels appartenant à l'exercice courant, soit pour les officiers sans troupe, les employes militaires et les afficiers en non activité ou eu congé,illimité, soit pour les corps de troupe, sont ordounancés en même temps que la solde courante et compris sur les mêmes mandats. 366. Les rappels de solde, accessoires de solde et masses d'entretien portant sur un exercice expiré sont également ordonnancés sur les fonds de l'exercice courant, et compris, avec mention particulière, sur les mêmes mandats que la solde courante, sauf l'application ultérieure de ces dépenses, dans les comptes généraux, aux exercices qu'elles concernent.

TITRE II. --. DU. PAIEMENT DES MILI-TAPRES SANS TROUPE.

CHAPLERE Iet. - Du classement. -

367. Les officiers sans troupe et les employés mélitaires sont rangés, pour l'ordre de la comptabilité, en douze classes.

Première classe. — Les maréchaux de France, les officiers généraux des cadres d'activité et de réserve, les officiers supérieurs et autres du corps royal d'état-major, depuis le grade de colonel jusqu'à celui de capitaine, et les officiers hors cadre employés à un service spécial ou à une mission.

Devzième classe. — Les intendans, sous intendans militaires et adjoints à l'intendance.

Troisione classe.—Les commandans, majors et adjudans de place, les aumôniers, les secrétaires archivistes de place et les portiers consignes,

Quatrième classe.—Les officiers de l'étatmajor particulier de l'artillerie, jusqu'au grade de colonel inclusivement; les ageus principaux comptables, les gardes et les employés d'artillerie.

Cinquième classe.—Les officiers de l'étatmajor particulier du génie, jusqu'au grade de colonel inclusivement; les gardes et les employés de cette arme.

Sixième classe. — Les officiers et les employés de l'état-major et des parcs des équipages militaires.

Septième classo. — Les officiers et om ployés militaires mis en non activité d'après la loi du 19 mai 1854.

Huitième classe. — Les officiers en congé illimité.

Neuvième classe. — Les officiers de santé

des hôpitaux et des ambulances, et les aumôniers des hôpitaux

Dirieme classe. - Les officiers d'admi;

nistration des hopitaux.

Onzième classe. — Les officiers d'administration des subsistances militaires.

Douzième classe. — Les officiers d'administration de l'habillement, du harpachement et du campement.

568. Les officiers jouissant du traitement de disponibilité font partie de leurs classes

respectives.

569. Sont considérés comme chefs de c'asse, dans la première, le licutenant-gégérat commandant la division et dans les autres la septième et da huitième exceptions, l'officier ou l'employé militaire le plus élevé en grade.

CHAPITRE II. — De l'établissement des mandats de paiement.

Szerion - Pr. - Des états généraux de mutations et des mandats individuels.

570. Le dernier jour de chaque mois les shefs des première , dreisième, quatrième, cinquième , sixième , un vième , dissème , onzième et douzième classes , dans chaque norps d'armée , forment , en simple expédition , un étal nominatif des officiers ou employée militaires de leurs classes , contenant leurs nons, grades, résidences et mutations. Ces étals sont certifiés par les olicés des classes respectives personnellement, et adressée deur le jour à l'intendant divisionnaire on au sous-intendant an litaire , anivant les cas grévin par l'article 55%.

571. Les officiers de l'artillerie et du génie appartenant à des dorps, et détachés dans des places ou des établissemens militaires, ne sont pas compris sur les états des quatrième et cinquième classes; il est fait pour eux des états séparés au titre de leurs carps

respectifs.

572. Les états anominatifs des septieme et huitième classes doiventiètre établis per les sous-préfets ou pur les maires faisant l'office de chefs de classe, qui les adressent, le dernier jour de chaque mois, au sous-intendant militaire chargé de l'ordonnencement de la solde des officiers appartenant à ces classons.

575. Les délégataires des efficiers sans troupe, ainsi que les personnes autonisées à recevoir des avances sur la solde des prisonniers de guerre ou de tous autres officiers ou employés militaires, ne sont point compris dans ces états.

374. Aussitôt que l'intendant eu le sousintendant militaire a reou les états ci-dessus seulement alloué, pour chacun de ces hemmes, une indemnité égale à la meitié de la première mise de petit équipement, et qui forme, dans l'intérêt commun de la compagnie, une masse de secours. A son arrivéa, chaque homma respit, sur les fonds da la masse de secours et sons la déduction toutefois de l'avoir à sa masse individualla, les effets qui manquent au complet de son petit éguipement. Ces dis-Rositions sont applicables aux hommes qui passent, soit des ateliers de condamnés, soit des pénitenciers ou des prisons, aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique. L'avoir des hommes doit alors être considéré, pour l'imputation à faire de la valeur des effets fournis, comme se compasant de leur masse régimentaire et de celle formée du produit de leur travail dans les élablissemens d'où ils sortent.

# II. — Prime journalière d'entretien de la masse individuelle.

238. La masse individuelle est alimentée au moxen d'une prime journalière d'entretism allouée aux sous-officiers, vétévinaires, mattres-ouvriers, daponaux ou brigadievé et seléats, ainsi qu'aux enfans de troupe agés de quatorne ans, dans toutes les positions de présence, soit à leur corps ou en auteistance dans un autre corps, soit dans des dépôts généraux.

250. La prime journamere est également allouée, dans toutes les positions d'absence légale, aux hommes faisant partie de l'effectif soldé. Les militaires en congé illimité y ont paréllement droit à dater du jour de leur départ pour rejoindre, quand ils sont rappelés sous les drapeaux.

260. La prime journalière est allouée éux jeunes soldats et aux engagés volontaires à dater du lendemain de leur arrivée au corps, ou à compter du jour même de leur incorporation, s'ils étaient domiciliés dans le lieu où le corps tient garnison.

261. Les hommes libérés du service cessent d'avoir droit à la prime journalière d'entrelien à compter du jour de leur démart du corps, alors même que, pour rentrer dans leurs foyers, ils sersient formés en déjachement, soit à l'armée, soit dans l'intérieur.

362. Le droit au rappet de la prime se perd dans les mèmes circonstances qui donnent lieu à la privation du rappet de solde.

265. N'ent per drait à la prime journalière, 1º le remplacé qui, ayent fait un court séjour au corps, n'y a paint été équipé; 2º l'homme de rearme nouvellement incorporé qui aurait été pavé des contrôles, avant d'avoir reçu des effets de petit aquipement; 30 le musicien gagiste,

Sacrion II.—De la masse générale d'entreteen.

264. Il est alloué à tous les corps de troupe, sous la dénomination da masse générale d'entretien, un fonds commun destiné à subvenir à laurs dépenses intérieures. Cette masse se divise en deux portions distinctes : la première est exclusivement affectés aux idépenses de la manique; la se sonde aux dépenses diverses d'entretien, y compris les frais de culte, lorsqu'it y a lieu. Mis. La masse d'entretien est réglée pér

le tarif, tableau n° 51, solon l'arme et l'organisation de chaque carpe. 266. Les corps de nouvelle formation et

ceux dont le nombre de natsillors ou escadrons se trouve augmenté reçoivent, à titre de secours à lour masse d'entretien, une somme fixe qui est également déter-

minée par le taris. 267. Lorsqu'un ou plusiours bataillons ou escadrons, hatteries ou compagnies se séparent de la portion principale de corps au du dépôt, le conseil d'administration centrale détermine, sous l'approbation du sous-intendant militaire, les sommes à affecter aux dépanses de chacune des portions du corps. Cette formalité remplie, le conseil d'administration éventuel formé au moment de la séparation, ou le com-mandant du détachement, à défaut de conseil éventuel, perçoit directement la fraction de la masse générale d'entretien qui est attribuée à la portion détachée. Mention de cette disposition est faite au livret de solde par le sous-intendant militaire.

#### Securer III. — De la masse d'entrotien du harnachement et ferrage.

268. La masse d'entretien du harnaches ment et ferrage est allouée pour toutes les journées de présence des chevaux da troupe, tant en station qu'en route, Elle est décomptée conformément au tarif, les bleau qu' 52.

#### Saupot IV.— De la masse d'entratien des bâts et surege des cheveux on puelets de liêt.

269. En temps de guerre, les corps qui sont pourvus de chevaux ou mulets de bât et de cantines d'ambufance ont droit à une allocation spéciale pour l'entretien des bâts et du ferrage des chevaux ou mulets de bât. Cette allocation, fixée par le tarif, tableau n° 52, est due pour toutes les journées de présence des chevaux ou mulets, à compter du lendemain du jour de leur réception constatée par procés-verbail du sous-intendems mittaire.

CHAPITRE VIII. — DISPOSITIONS PAR-INCULIBRIS CONCERNANT LES TROUPES MIRAROGERA.

270. Lorsque des troupes de l'ermés de terre sont appelées à teque garaison à bond des bâtimens de l'Etat, ou embarquées, soit pour aller tenir garaison ailleurs qua dans les colonies, soit pour une expédition maritime, elles reçoivant, à compter du jour de leur embarquement, des caisses de la marine et par les soins de ses agens, la solde et les masses auxquelles elles ent droit, mais à titre d'avances remboursan bles par le département de la guerre.

271. Pendant la durée de la traversée, tent en allant qu'en revenant, le département de la marine pourvoit au couchage, des officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats; ils participent à la forniture des vivres de bord et n'ont droit, en conséquence, pour ce même temps.

qu'à la solde sur le pied de guerre.

272. Les fournitures en nature, qui sont faites depuis le jour de la revue d'embarquement aux troupes embarquées pour toute autre destination que les colonies, sent à la charge du département de la guerre, qui en rembourse le montant à ce-lai de la marine.

273. Le traitement des troupes embarquées est réglé, à compter du jour de leur arrivée à destination, par des décisions spéciales. A leur retour en France et à partir du jour de leur débarquement, ces invupes rentremt sous le régime de la préssule ordennance.

274. Si, pendant la durée du service des troupes embarquées, ces troupes sent momentanément mises à terre, par suite de circonstânces imprévues, elles continuent à être nouveles et soldes par les soms des fonctionnaires ou agens du département du la marine, comme il est det aux àré. 270 et 271.

278. Teutes les dispositions el-dessus prescrites à l'égard des troupes emberquées sont applicables sur officiers sans troupes d aux employés multuires dans les mêmes pesitions.

TITRE IM. --- DES PRESTATIONS EN NATURE.

GHAPATAR Iet. of Des subsidences of the characters.

SECTION In. - Des slubsistances.

§ Ier. - Du pain.

276. Le pain de munition est dà "sur le pied de paix , à raissin d'une ration par bonne et par jour, à tous les cous-officiers, caporanx ou brigadiers, soldats et enfans de troupes des corps de tentes armes (la gendarmerie exceptée), tant en station qu'en route, lorsqu'ils marchent en corps ou en détachement.

277. Le pain de munition est dû, sur lé prod de guerre; aux officiers, sous-offiéters, enporaux ou brigadiers et soldats, ainsi qu'aux employés militaires. Le nomlive de rations attribuées à chaque grade ou emploi est régle par le tarif, tableau no 33.

278. Sur le pied de guerre, le pain est du à tout militaire détenu; sur le pied de paix, il n'est du, dans le même cas, qu'aux sous officiers, caporaux ou brigadiers et soldats.

279. Le pain n'est point dù aux hommes en cangé, en semestre, en permission. L l'hôpital au marchant isolément, ni aux garnisaires. Il n'est na dù non plus, en temps de guerre, aux militaiges nourse chez l'habitant.

- 380. Les efficiere généraux et autres qui ent autorisé les dorps, à envoyer des hommes commes sauvegendes ou cemme garnissires ant tenus, sous leur responsabilité personnelle, d'en prévénir l'intendant militaire de la divition eu de corps d'armée.

286. La pomposition et le peide de la ration de paid sont déterminés par le réglement sur le service des subsistances.

#### S. H. - Dea nimer de agripague.

282. Sur le pied de guerre, les vivres da campagne sont dus, dans la position de présence, aux officiers et employés militaires, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldais de toute arme, suivant les règles prescrites pour l'allocation de la solde de guerre. Les militaires détenus y ont également droit. Le nombre de rations attribuées à chaque grade ou emploi est fixé par le farif, tableau p. 53.

203. Sur le pied de paix, les vivres de campagne penyant etre accordés éventuel-tement, au vectu de décisions apéciales du nipiaire de la guerre, aux sous-officiers, appoiant ou brigadiair et soldais tensait garnisce dans les forts ou lles en mer. hans ce eas, la troupe n'a droit qu'à la solde avec vivres de campagne.

264. La fanomiture des vivres de campagne nerordés dans d'intérieur du serroumes en veixi de d'article précédent, peut être nemplanés par une indomnité en deniers sépuisentative de la ration. Cette substitution n'a lins que lorsqu'oble est attorisée par une décision appeinte du ministre de la guerre. leur détention : 3º aux délégataires des officiers des corps de tronpe et aux individus autorisés, conformément à l'article 119, à récetoir des avances sur la solde de ces of ficiers.

- 393. Si un corps de troupe change de gamison dans la dernière quinzaine d'un bis, 🕏 peut êfre dressé un état pour le paientent de la solde due aux officiers jus**qu'au jour du départ** inclusivement.

: 396: Si on corps, on se mettant en route: recois l'ordre de survre une direction sur laquelle it ne delt pas rencontrer de résidewes de sous-intendant militaire avant l'expiration de la quinzante, il peut établir, **par anticipation , un état de paiement** pour la solde de la troupe pendant la guinzaine **surv**ante.

307. Lorsque des détachemens de recrues parfent pour rejetadre les corps auxquels ils sont destinés, leur solde doit être payée du jour de leur départ, sur des états établis au titre de ces corps, et conformément **au** tarif.

398. Lorsque des détachemens appartenant à divers corps sont momentanément réunis en cerps provisoires, leurs états de paiement sont établis au titre des corps

annaucie ils apparticament.

309. Les militaires réunis dans les dépôts **b convalesceus ou antres dépôts génér**aux d'hommes appartenant à divers corns sont payés de la solde de leur grade et de leur arme, ainsi que de la haute pais à l'ancienmeté, sur états collectifs au tière de ces dépôts, et pour la darée du séjour qu'ils v font. A lear sortie des dépôts pour rejoindre leurs corps, ses hommes sont traités en route comme militaires voyageant isolemient, s'ils ne sont pas en nombre suffisant pour former détachement.

400. Les sous officiers, caporant ou brigadiers et soldats détaches pour le service du rectutement sont payes de feur solde et de la haute pare à l'ancienneté, sur des états dresses au titre des corps auxquels ils appartiennent.

401. Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats mis en subsistance sont compris, par un article spécial, sur les états de paiement, pour la solde attribuée à feurs grades et à feur arme, et pour la haute pale à l'ancienneté.

Snorton II. - Panage a une solde différente.

402. Si, après le paiement de la solde d'une quinzaine, un corps ou détachement passe d'une solde inférieure à une solde supérieure, et vice versa, il est fait, suivant le cas, sur le plus prochain état de paiement, augmentation ou diminution du trop

ou du moins perçu résultant de ce changement de position. Mais si, dans le cas de passage d'une solde inférieure à une solde supérieure, le corps ou le détachement n'a pas assez de fonds pour subvenir à l'aumentation de dépenses, la différence de solde lui est payée immédiatement, sur un' état supplémentaire.

403. Lorsqu'un corps entier on un détachement passe du pied de paix au pied de guerre, et vice versa, il est fait une coupure dans ses états de paiement', au passage de la frontière. Si l'armée est dans l'intérieur, la coupure des états se fait à partir du jour où les allocations du pied de guerre commencent ou cessent d'avoir lieu.

Secrion III. - De la solde de captivité.

404. Les états de patement de la solde de captivité duc, en vertu de l'art. 116, aux offciers de troupe rentrant des prisons de l'ennemi, sont établis au titre de leur corps. conformément à l'art. 393 (modèle n. 18).

403. Les paiemens à faire pour solde de captivité aux officiers des corps de troupe, dans les cas prévus par l'art. 589, sont effectués suivant les dispositions prescrites

par l'art. 427.

406. Les deux mois de solde accordés aux sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats rentrant des prisons de l'ennemi sont payés sur un état nominatif établi, au titre de leur corps, suivant le modèle n. 18. Le sous-intendant militaire qui ordonnance l'état de paicment, et le payeur qui l'acquitte, deivent, sous leur responsabilité personnelle, en faire l'inscription sur la feuille de route du détachement-ou du militaire rentrant isolément.

407. Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats rentrant des prisons de l'ennemi, et qui, conformément à l'artiele 165, ont droit au rappel de la haute paie d'ancienneté pour le temps de leur captivité, ne peuvent en être payés qu'à

leur retour au corps.

#### Section IV. - Des prisonnières de guerre étrangers.

408. L'indemnité de route allouée aux prisonniers de guerre étrangers, et qui leur tient lieu de toute solde pendant la marche, est payée conformément à l'ordonnance réglementaire sur les frais de route.

#### CHAPITRE II .- Des maistes

Secrion In. - Masse individuelle et avances en argent ou en cffets de petit équipoment.

## § 1er. — De la masse individuelle.

409. La prime journalière d'entrelien de la masse individuelle est payés par mois, et à terme échu, aux corps ou pertions de corps, d'après les fixations réglées par le tarif, tableau no 50. Elle est décomptée, pour les journées effectives de présence et d'absence légale, cenformément à l'article 258, et le montant du décompte est compris, par un article particulier sur l'état de paiement de la solde des officiers.

410 Les premières mises et les supplémens de première mise alloués par les articles 248 et 254, sont également comprissur l'état de paiement de la solde des officiers.

411. La prime journalière d'entretien de la masse individuelle des sous-officiers détachés à poste fixe près les dépôts de rearutement est perçue avec teur solde et sus les

mêmes états.

ĺ

412. Les hommes mis en subsistance et ceux qui séjournent dans des dépôts généraux ne sont rappelés de la prime journalière acquise dans ces positions qu'à leur retour à leur corps. Ce rappel s'effectue sur la production d'un certificat (modète no 49), visé par le seus-intendant militaire, constatant le nombre de journées pour lequel la prime est duc.

§ II. — Avancès en argent ou en effets de patit équipement.

413. Conformément à l'ordonnance régle mentaire sur les frais de route, les sousintendans militaires font délivrer aux sousofficiers, caporaux ou brigadiers et soldats, sauf imputation sur leur masse, les seconrs en argent ou en effets de linge et chaussure qu'ils reconnaissent leur être nécessaires. 414. Le sous efficier, caporal, brigadier on soldat qui perd sa feuille de route, ne recoit, après son retour an corps, aucun décompte de masse individuelle pendant six mois, et les sommes qui lui reviennent comme excédant restent en dépôt à sa masse, pour servir au remboursement des effets de linge et chaussure qui auraient pu Tui être delivrés pendant sa route.

Secrion H. - Masse generale d'entretien.

445. La masse générale d'entretien est payée par mois et à terme échu.

4f6. Celte musso est décomptée à raison de la douzième partie de sa fixation annuelle, et comprise par un article particuler sur l'état de paiement de la solde des officiers.

Secreon BR: - Masse d'entretien du harnachement et ferrage.

417. La masse d'entretien du harnache-

ment et ferrage est payée tous les mois à terme écha, au conseil d'administration des corps ou pertions de corps y ayant droit.

418. Cette masse se décompte d'après le nambre de journée: de présence des chevaux. Le montant du décompte est compris par un article particulier, sur l'état de paiement de la soide de sofficiers.

Secrion IV. - Masse d'entretien des bâts et ferrage. des chevanx on mulets de bât.

419. La massa d'entretion des bâts et ferrage est payés tous les mois, à terme échu, et le montant du décompte est compris par un article distinct sur bétat de paiement de la solde des efficiers.

CHAPITRE MI.—Dispositions communes au paiement de la solde et des masses.

420. Les sous-intendans militaires qui tiennent les contrôles des corps, portions de carps on détachement s'administrant eux-mêmes, ordennancent les états de paiement pour toutes les prestations auxquelles ces mêmes corps, portions de corps, ou détachemens peuvent avoir droit.

421. Les états de paiement sont ordonnancés au titre de chaque corps, portion de corps ou détachement s'administrant lui même, et payables, sur l'acquit du conseil d'administration ou de l'officier qui en tient hou, entre les mains du trésorier on de l'officier payeur, eu enfin de tout autre officier ou sous-officier légalement au-

torisé à en percevoir le montant.

A22. Sont considérés comme formant corps de troupe, pour l'ordre de la comptabilité et pour les paiemens, les officiers, sous-officiers, burgadiers et cavaliers de l'école de cavalerie, les recrues tenues en rassemblement avant leur départ pour leurs corps, les dépôts de déserteurs, ceux de convalescens et lous autres dépôts génémants composées d'heannes appartenant à divers comps.

Les dificiers sans troupe faisant partie de Létetamajor des diverses écoles militaires, ainsi que les sons-dificiers, caporaux, soldata et tembours détachés dans les mêmes établissemens, sont payés au titre des classes ou des armes dont ils font respectivement partie.

425. Les indemnités représentatives de vivres et de liquides, ainsi que les indemnités, allouées en cas de rassemblement, sont ordonnancées comme la solde et sur les mêmes états.

dinaires de liquides sont accordées, sans

qu'il puisse y être pourvu par les magasins de l'Etat, le paiement de l'indemnité représentative est ordonnancé immédiatement et sur un état particulier, si la caisse du corps ne peut en faire l'avance.

CHAPITRE IV. — Des troupes embarquées et des jeunes soldats levés pour la marine.

425. Les corps et détachemens mis à la disposition de la marine, quelle que soit leur destination, continuent à être soldés par les soins des sous-intendans militaires jusqu'au jour exclus de leur embarquement.

426. Les états de paiement à établir dans les cas prévus par l'article 270 sont dressés en double expédition, dont l'une porte quittance, et l'autre déclaration de quittance. Les déclarations de quittance sont transmises par le ministre de la marine au ministre de la guerre, comme pièces devant servir à la liquidation définitive et au remboursement de la dépense..

427. Les officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats faisant partie des troupes désignées en l'art. 270 précité, et qui ont été faits prisonniers de guerre après leur embarquement, sont payés, lors de leur rentrée en France, et sur les fonds du département de la guerre, de tout ce qui leur est dû pour solde de captivité.

428. Les jeunes soldats mis en activité pour servir dans les troupes de la marine sont payés dans les formes et suivant les règles prescrites pour les recrues de l'armée de terre. Ces paiemens sont faits à titre d'avances remboursables par le département

de la marine.

TITRE IV. - DES RETENUES SUR LA SOLDE.

CHAPITRE Ier. — Des retenucs au profit de l'Etat.

SECTION In. - Du remboursement des avances en argent ou en effets de petit équipement.

429. Les avances faites en vertu de l'article 413 sont constatées par les relevés sommaires que les sous-intendans militaires dressent conformément à l'ordonnance réglementaire sur les frais de route, et auxquels sont annexés les mandats et ordres de fournitures revêtus des acquits des parties prenantes.

430. Les pièces mentionnées en l'article précédent sont envoyées, par l'intermédiaire de l'intendant de la division où elles ont été établies, à celui de la division où iennent garnison les corps auxquels appar-

iennent les titulaires des mandats. Ce anotionnaire les transmet, des qu'elles lui

sont parvenues, aux sous-intendans militaires chargés de la surveillance adminis-. trative de ces corps. L'intendant adresse aux sous-intendans militaires employés sous ses ordres les acquits imputables à des corps stationnés dans sa division.

431. Aussitot que les sous-intendans militaires reçoivent les relevés sommaires, ils inscrivent le total des avances qu'ils relatent sur le registre dont la tenue est prescrite par l'art. 618, et remettent ces. relevés avec les mandats, sous leur responsabilité personnelle, aux conseils d'administration des corps qu'ils concernent.

432. Les sous-intendans militaires opėrent le recouvrement des avances en les portant au débit du premier décompte de libération à établir pour les corps au titre desquels ces avances ont été faites.

433. Les conseils d'administration ne peuvent se refuser à l'imputation des avances. Cependant, si parmi les mandats à imputer, il en est qui concernent des hommes inconnus au corps, le sous-intendant militaire, après avoir vérifié le fait, en prend note sur le registre des retenues. Le montant du mandat rejeté est ultérieurement porté au crédit du décompte de libération, sur lequel le corps est débité de la somme totale des avances.

434. Le sous-intendant militaire, dans le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article précédent, se fait remettre le mandat, et le renvoie immédiatement à l'intendant sous les ordres duquel il est employé. Ce fonctionnaire, conformément aux art. 55 et 56 de l'ordonnance réglementaire sur les frais de route, remplit les formalités nécessaires pour mettre le département de la guerre à portée d'opérer le recouvrement de la somme dont l'imputation au corps a été reconnue inadmissible.

SECTION II. -- De la retenue de deux pour cent au profit du trésor, substituée aux droits de l'ancienne dotation des invalides.

435. Les officiers sans troupe, les officiers des corps de troupe, les officiers en non activité et en congé illimité, les employés militaires qui ne sont point passibles de retenues particulières pour fonds de retraire, et les vétérinaires, subissent, sur leur traitement, une retenue de deux pour cent au profit du trésor public, substitué aux droits de l'ancienne dotation des invalides. Cette retenue est exercée sur la solde, les supplémens de solde et l'indemnité de représentation. La gratification d'entrée en campagne, l'indemnité allouée en cas de rassemblement, celles de vivres, de legement, de fourrages et de frais de bureau, ainsi que les indomnités pour pertes de chevaux et d'effets , n'en sont point passibles.

436. L'officier et l'employé militaire en congé ou à l'hôpital ne doivent supporter la retenue que sur la solde déterminée pour leur position.

437. L'officier qui se trouve dans une position donnant droit à la solde de route doit subir la retenue sur le montant inté-

gral de cette solde.

438. Lorsqu'un officier ou employé militaire doit supporter sur son traitement une retenue, pour quelque motif que ce soit, la retenue de deux pour cent n'en est pas moins exercée sur le montant intégral de sa solde.

439. La solde des prisonniers de guerre étrangers n'est point assujettie à la rete-

nue de deux pour cent.

440. Les sommes à retenir en vertu des dispositions des articles précèdens sont portées d'une manière distincte sur les états de paiement, et la déduction en est faite sur le montant desdits états, qui ne sont, en conséquence, arrètés et quittancés que pour le net revenant à la partie prenante.

SECTION III. — Des retenues au profit du trésor public.

441. Lorsqu'il doit être exercé des retenues pour sommes à rembourser au trésor public, soit par les officiers sans troupes et employés militaires, soit par les militaires des corps de troupe, d'après les ordres particuliers du ministre de la guerre, les motifs des déductions sont expliqués, tant sur les états de paiement que sur les revues, de manière à ne faire payer à la partie prenante que la somme nette qu'elle doit recevoir, déduction faite de la retenue.

442. Si la retenue à faire au profit du trésor ne concerne pas l'exercice courant, une note détailée fait connaître la somme totale qui aurait dû être allouée par la revue, et

les motifs de la déduction.

443. Les retenues à exercer, par suite de la consommation des décomptes des revues de liquidation, ou d'erreurs reconnues par « vérification des revues, ont lieu confornément aux articles 595, 612 et 613.

CHAPITRE II. — Des retenues au profit de tiers.

SECTOR It. .- Des retennes pour alimens sur la sole des officiers ou employés militaires.

444-Le ministre de la guerre peut pres-

crire, sur la solde des officiers ou employés militaires, une retenne pour alimens dans les cas prévus par les articles 203, 205 et 214 du Code civil. Cette retenue peut être indépendante de toute autre que subirait déjà l'officier, pour quelque cause que ce fût.

445. Les retenues ordonnées en vertu de l'article précédent doivent être opérées, par déduction, sur les états de solde des officiers et employés militaires qui en sont passibles, et le montant en est payé à leurs femmes ou enfans, sur la production d'un certificat de retenue et suivant le mode prescrit par les articlès 327, 337, 345 et 394, pour les délégataires.

SECTION II. - Des retenues pour dettes envers des tiers.

446. Les retenues pour dettes contractées par des officiers ou employés militaires ont lieu en vertu d'oppositions juridiques. Néanmoins le ministre de la guerre peut en ordonner d'office, lorsqu'il le juge convenable.

447. Dans les corps de troupe, les dettes des officiers, particulièrement celles qui ont pour objet leur subsistance, leur logement, leur habillement, ou d'autres feurnitures relatives à leur état, peuvent aussi être payées au moyen d'une retenue sur leurs appointemens ordonnée par le chef du corps, conformément à ce qui est prescrit par les réglemens sur le service intérieur des corps de troupe.

448. Toutes saisies-arrêts ou oppositions sur la solde des officiers de troupe et sans troupe et des employés militaires doivent être faites entre les mains des payeurs, agens ou préposés sur la caisse desquels les ordonnances ou mandats sont délivrés. Néanmoins, à Paris, et pour tous les paiemens à effectuer à la caisse du payeur central au trésor public, elles doivent être exclusivement faites entre les mains du conservateur des oppositions au ministère des finances (1).

449. Les retenues pour dettes envers des tiers doivent toujours être opérées par précompte; en conséquence, le payeur préiève sur le montant de la solde du débiteur la retenue dont il est passible, sans qu'il y ait lieu, pour cet objet, à aucune déduction sur l'état de paiement, ni sur la revue.

450. Les sommes proyenant des retenues opérées par les payeurs sont distribuées aux opposans, suivant les formes prescrites par le Code de procédure civile.

<sup>(1)</sup> Artic 13 de la loi de finances du 9 juillet 1839,

CHAPITAN IV. — Dispositions: communes and retances pour detes amore le trèsor public et des tiers.

451. Les retenues à effectuer pour sommes à rembourser, soit au trésor, soit à des tiers, ne peuvent excéder le cinquième de la solde brute des officiers et employés militaires en activité, et des officiers en non activité ou en congé illimité, à moins de décision contraire du ministre de la guerre, et sauf le cas prévu par l'applicle 447.

452. Tous les ordres de retenue dounés par le ministre de la guerre, dans les cas spécifiés aux articles ci-dessus, sont adressés aux intendans militaires, qui sont tenus, sous leur responsabilité personnelle, d'en suivre, lorsqu'il y a lieu, l'exécution auprès des sous-intendans mifitaires. En conséquence, les intendans en tiennent un registre conforme au modèle n. 20, sur lequet ils annotent, d'après les comptes qui leur sont rendus par les sous-intendans, les sommes remboursées, en désignant les états de paiement et les revues sur lesquelles les retenues ont été effectuées. Les sous-intendans militaires tiennent le même registre pour les rétenues qu'ils doivent faire d'après les ordres que leur transmettent les intendans.

453. Lorsud'un officier sans troupe, un employé militaire, ou un corps de troupe, mesujetti à des retenues non encore effectuées en totalité, change de division, l'intendant fait commaître le restant à retenir à l'intendant de la division dans laquelle le militaire ou le corps doit se rendre, afin qu'il fasse continuer ces referrues. Cet intendant devient pareillement responsable de leur exécution. L'intendant ou le sousintendant militaire qui fait payer le débiteur a, en outre, le soin , s'if s'agit d'un officier payé sur mandats individuels, de porter sur son livret ou sur le certificat de cessation de paiement qu'il lui délivre, une mention spéciale faisant connaître avec détail la situation de la retenue.

IIIc PARTIE. --- DU RÉGURMENT DES DÉPENSES.

TITRE ler, - DES CONTRÔLES.

CHAPITAE I .- Des officiers sans troupe et employés militaires.

454. Les intendans militaires sont chargés de la tenue des contrôles des officiers sans troupe et employés militaires. Ils peuvent, lorsque l'intérêt du service le commande, déléguer cette partie de

lems attributions aux sous-intendans militaires des départemens de l'intérieur ou des divisions d'armée. Ils sont tenus, lorsqu'ils ment de cette faculté, d'en prévenir le ministre de la guerre et les chefs respectifs des diverses classes d'officiers sans tompe et d'employés militaires. Les contsées des efficiers en non activité ou en cangé litimités sent tenus par le sous-intendant militaire du département dans lequéils méndent.

chaque classe d'officiers sans trouje et d'ampieyés mittaires, et pour les officiers can activité ou en congé limité. Aux armées, les contrôles des officiers sans troupe et des employés mittaires sons tesuse et des employés mittaires sons tesus par l'intandant ou le sous-intendant militaire chargé d'ordonnancer le paiement de la solde de ces officiers ou

employés.

456. Les contrôles à tenir pour les officiers sans troupe et les employés militaires, sinsi que pour les officiers en non activité ou en congé illimité, sont conformes au médète n. 21, et fournis par l'administration de la guerre; ils sont renouvelés au 1er janvier de chaque année. Les contrôles de l'année expirée sont déposés dans les archives de l'intendance militaire. Ceux concernant les officiers sans troupe et employés militaires des armées sont enveyés au ministre de la guerre lorsque ces armées sont dissoutes et que la vérification des vevues est entièrement consommée.

457. Pour facilitér la tenue exacte des contrôles, les officiers et les employés militaires mentionnés en l'article précédent sont obligés, lors de leur arrivée à une nouvelle destination, ainsi qu'à leur départ pour passer d'une résidence à une autre, e, présenter au visa de l'intendant ou de sous intendent militaire, chargé d'ordormaneer leur solde, les originaux de leurs brevets, commissions et autres pièces éta-Missent leur position. En outre, chaque chef de classe advesse à l'intendant ou au sous-intendent militaire l'état de tous les mouvement et mutations qui ont lieu dare sa claise, et hai donne ou fait donner conmunication des titres justificatifs.

458. Tous les ordres de mouvemen et les nominations on promotions concerant les officiers sans troupe ou employés militaires sont notifiés aux intendans de divisions où ces militaires résident. Le intendans militaires les font connave aux sous-intendans placés sous leurs ordres; its en tiemment un registre par or e alphabétique, conforme au modèle 22, et qu'ils doivent consulter, au bes , pour la

virification des revues. Les seus-intendans militaires tiennent un pareil registre des sedres et svis ministériels qui leur sont transmis par les intendans.

459. Les efficiers sons troupe, à la seule exception des officiers généraux, et les amplorés militaires, doivent se présenter dans les bureaux de l'intendant ou du sous-intendant militaire le dernier jour de chaque mois, à meins d'empéchement légième dont ils sont tenue de instifér.

460. Bans les lieux où il ne réside pas d'officiers de l'intendance militaire, les officiers sans troupe ou employés militaires se présentent chez le commandant. de la place, qui donne à l'intendant ou au sous-intendant militaire avis de leur présentantes.

#### CHAPITRE H. - Drs. corps de troupe.

Section I'. - Des contrôles à tenir par les cosps.

#### § 14. - Contrôle des hommer:

461. Le contrôle des hommes est conferme au modèle m. 23. Il en est tenu un pour l'état major et la compagnie ou le pelelon hors rang, et un pour shaque compagnie, escadron ou batterie. Le réunion de ces contrôles particuliers forme le contrôle général du corps, qui est toujoura tem par le major.

462. Les cases de chaque contrôle sont nomérotées depuis la première jusqu'à la dernière, exceuté celles qui sont destinées aux officiers. Lors de l'établissement ou du renouvellement des contrôles , les honrmes y sont enregistrés par rang de grade et de classe, et, dans chaque grade, par rang d'ancienneté ; les tamboura, clairons ou frompettes et les enfans de troupe, y précedent les saidats. Chaque homme y occupe une case, et y est désigné par le numéro qui lui a été donné sur le registre-matricule, ainsi que par ses nom, prénoms et surnoms. Il est laissé à la suite de chaque grade un nombre de cases en blane doub ble de celui des hommes formant le complet du grade, Pour les emplois, le nombre de cases en bianc est égal à celui-de chaque emaloi.

463. La date et le lieu de naissance de chaque officier seut indiqués at contrôle.

464. Tout offic er destiné pour en corps de troupe doit, aussible que l'avis officiel de sa nomination est parvenu à ce comps, être inscrit aux le contrôle et désigné peur mémoire comme non arrivé, jusqu'à ce qu'il sit rejoint.

465. Lorsqu'une portion de corps déinchée s'administre elle même, et qu'elle se compose de plusieurs compagnies, il est remis à l'officier qui la commande une copie du contrôle de chaque compagnie. Ces pendant, si le détachement n'est composé que d'une compagnie, il n'en est pas formé de contrêle, le livre de compagnie dont il est fait mention à l'article 475 devant lui en tenir lieu. Si le détachement n'est composé que d'une ou plusieurs fractions de compagnie, if en est formé un contrôle particulier, qui est extrait du contrôle général.

466. Les capies ou entraits des contrôtes sont délivrés par le major ou par sen sup-pléant, certifiés par le conseil d'administration, et visés par le sous-intendant militaire chargé de la surveillande administrative du cerps ou de la portion de corps des cerps ou des détachemens, les copies ou extraits de contrôles denà ils étaient pourves sont remis au major, et assistées, suivant le cas, par le conseil éventuel eur par l'officier consumandant; ils sons ensuite comparés avec les contrôles tenns au sépat.

467. Il est denné conmissime en sousintendant militaise chargé de la surveillance administrative du corps on de la portion de corps, des rectifications que ces companaisons peuvent accasioner. Ce sous-intendent reçoit en même-temps les copies qu subraits de contrôles mentionnés ci-desses, les assualie et les rend ensuite au conseil d'administration, pour être déposés dans les archives du norse.

468. Lorsqu'un régiment d'infanterie désigné pour entrer en campagne a reçu l'ordre de former des latbillons de guerre, les hommes qui restent au dépêt sont inscrità aux contrôles des compagnies de dépôt. Ils sont alors rayés des contrôles de leurs compagnies respectives. Les hommes des compagnies d'élète sont inscrits aux contrôles des compagnies des dépôt, distinctement de sous des coupagnies des depôt, distinctement de sous des coupagnies des centres.

. 460. Dans ids. régimens de cavalerie organisés: sur le pied de guerre, il est formé au titre de chaque escadron partent un contrôle spécial des hommes laissés au dépôt ou que viennent à y rentrer. Dans les régimens d'actillerie et du génie, le batail-lon de pontoniers, les écadrons du train des parcs d'artillerie, les compagnies du train des équipages militaires, et celles d'ouvriers du même corps, sinsi que dans le bataillon d'ouvriers d'administration, les hommes formant le cadre de dépôt en cas d'organisation sur le pied de guerre, sont inscrits sur un seul et même coutrôle.

470. Le contrôle général des hommes est tenu en totalité par le major, et, à son défant, par le capitaint: chargé de le suppléer. Lorsqu'un ou plusieurs bataillons ou escadrons détachés s'administrent séparément, le commandant de chaque bataillon ou escadron tient les doubles des contrôles. Il en est de même à l'égard des détachemens formés de moins d'un bataillon ou de deux escadrons.

471. Dans les compagnies formant corps entier, le registre de compagnies mentionné à l'article 475 tient lieu de contrôle général.

472. Les contrôles des dépôts de recrutement et de réserve, de prisonniers de guerre ou de déserteurs étrangers, de convalescens, et ceux des dépôts généraux composés d'hommes appartenant à plusieurs corps, sont tenus par les commandans de ces dépôts. Les contrôles des écoles militaires sont tenus par l'officier saisant les fonctions de trésorier. Les contrôles des ateliers de condamnés sont tenus par le comptable de l'établissement, et ceux des pénitenciers militaires par l'inspecteur de l'établissement. Il y a, dans le contrôle de chaque dépôt de prisonniers de guerre, des chapitres distincts pour les hommes de chaque puissance. Le contrôle d'un dépôt de convalescens, ou d'un dépôt général appartenant à divers corps, fait aussi connaî-

tre, par des chapitres distincts, les hommes

appartenant à chaque corps. Les contrôles

du personnel des services administratifs

sont tenus par les chess respectifs de ces différens services. Tous les contrôles indi-

qués au présent article sont établis suivant

le modèle nº 24.

475. Tous les matins, après le rapport que prescrit le réglement sur le service intérieur, l'officier chargé de la tenue du contrôle général reçoit, certifié par chaque commandant de compagnie, l'état des mutations et mouvemens survenus la veille. Pour l'état-major et la compagnie ou le peloton hors rang, l'état est certifié et fourni par l'officier d'habillement. Aussitôt après la réception de ces états, l'officier chargé de la tenue du contrôle général y enregistre les mutations et mouvemens.

474. Lorsque des détachemens se trouvent sous la surveillance administrative d'un sous-intendant militaire autre que celui du dépôt de leur corps, les états de leurs mutations et mouvemens, certifiés par les officiers qui les commandent, sont remis tous les dix jours, s'ils sont employés dans l'intérieur, et tous les mois, s'ils sont hors du royaume, aux sous-intendans militaires sous la surveillance administrative desquels ils sont placés. Ceux ci-après les avoir visés, les adressent immédiatement aux sous-intendans militaires des dépôts, qui les remettent au conseil d'admi-

nistration central. Ces états de mutations servent à la vérification des feuilles de journées des détachemens, et donnent les moyens de faire, tant sur le registre-matricule que sur les contrôles annuels, les annotations constatant les gains et les pertes. Lesdits états sont indépendans de ceux que les détachemens doivent fournir conformément à l'article 491, tous les jours ou tous les cinq jours, suivant le cas, aux sous-intendans militaires sous la surveillance desquels ils se trouvent. A la rentrée des détachemens, les contrôles sont déposés dans les archives du corps, ainsi que le prescrit l'article 467.

475. Indépendamment des contrôles cidessus prescrits, chaque capitaine tient pour sa compagnie, son escadron ou sa batterie, un contrôle qui fait partie du livre de compagnie. Le contrôle de la compagnie ou peloton hors rang, tenu par l'officier d'habillement, comprend l'état-major.

476. Les controles sont renouvelés au commencement de chaque année. Le dernier mouvement de chaque individu alors absent du corps est rappelé sur le neuveau controle ainsi que son numéro au controle de l'année précédente. Les militaires qui surviennent après la confection ou le renouvellement annuel des controles sont inscrits à la suite des hommes de leurs grades respectifs, et leur classement par rang d'ancienneté n'a lieu qu'au renouvellement des contrôles. Les conseils d'administration ou les commandans de détachement font remettre afix sous-intendans militaires une expédition des nouveaux contrôles.

477. Lorsqu'un militaire passe, dans le même corps, d'une compagnie à une autre, le contrôle annuel de la compagnie qu'il a quittée indique le numéro de la case qu'il doit occuper dans sa nouvelle compagnie, et le contrôle de cette dernière compagnie rappelle le numéro de la case qu'il occupait dans l'ancienne. Le militaire qui avance en grade ou qui passe à une classe supérieure, sans changer de compagnie, est rayé de la case qu'il occupait, et inscrit dans une case à la suite des hommes de son nouveau grade ou de sa nouvelle classe. La même manière d'opérer est suivie à l'égard des sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats de 1re classe, descendus à un grade inférieur ou à nne classe inférieure sans changer de compagnie. L'homme qui, dans le cas prévu par le présent article, cesse d'appartenir à une compagnie, est immédiatement rayé du contrôle, et son numéro reste vacant jusqu'à la fin de l'année.

478. Lorsqu'un officier ou un homme de troupe passe d'un corps dans un autre, le conseil d'administration du corps d'où il sort est tenu d'en denner avis sur-le-champ à son nouveau corps, et de l'informer du jeur du départ. L'officier est inscrit sur le contrôle du nouveau corps, s'il n'y est pas déjà porté, de la manière indiquée à l'article 464.

479. Les feuilles nominales trimestrielles établies, conformément à l'ordonnance sur le service des hôpitaux, par les officiers d'administration comptables et par les administrateurs ou gérans des hospices civils, sont transmises par les sous-intendans militaires à ceux de leurs collègues qui ont la surveillance administrative des corps auxquels les militaires appartiennent. Ces derniers fonctionnaires les font parvenir, après inscription sur leurs contrôles, aux conseils d'administration des corps.

480. Les militaires absens de leurs corps ou prévenus de désertion sont rayés des contrôles lorsqu'il résulte d'un jugement, d'une décision ou d'un fait constaté, qu'ils r'appartiennent plus à ces corps, ou bien lorsque six mois se sont écoulés sans qu'on ait pu découvrir ce qu'ils sont devenus. Ceux de ces militaires qui sont réadmis à leur corps sont inscrits sur les contrôles

comme hommes nouveaux.

481. Les hommes faits prisonniers de guerre sont rayés des contrôles annuels, à compter du jour où ils sont tombés au pouvoir de l'ennemi; ils sont inscrits sur un registre particulier, conforme au modéle n. 25, qui est tenu au dépôt de chaque corps par le trésorier. A leur rentrée au corps, ils sont rayés de ce registre et rétablis sur les contrôles.

482. Les hommes en congé illimité et ceux renvoyés par anticipation dans leurs foyers sont également rayés des contrôles annuels, à compter du jour de leur départ, et portés en même temps sur un registre spécial tenu par le trésorier, et qui est conforme au modèle n. 26. Le trésorier tient également, lorsqu'il y a lieu, le contrôle des hommes en subsistance.

483. En cas de mort, de radiation, et dans tous les cas d'absence, la situation de la masse individuelle de chaque homme est portée sur le contrôle, à la suite de la mutation.

484. Les livres de compagnie, en ce qui concerne les mutations des officiers et des hommes de troupe, sont comparés tous les mois avec le contrôle général du corps. Le major fait opérer les rectifications dont les uns et les autres sont reconnus susceptibles. Il en rend compte au conseil d'administration et au sous-intendant militaire. Ce fonctionnaire compare, quand il le juge nécessaire, ses contrôles avec ceux qui

sont temus par le major et avec les livres de compagnie.

S II. - Contrôle des chevaux.

485. Dans les corps de troupes à cheval les contrôles sont tenus, pour les chevaux, conformément au modèle n. 27, et sont numérotés comme ceux des hommes. Les chevaux sont désignés par les numéros de leur case, et par leurs noms et signalement. Pour ceux des officiers, le nom de leur propriétaire est en outre indiqué. Ces contrôles sont disposés de manière qu'il v en ait un pour l'état-major et le peloton hors rang, et un pour chaque escadron, compagnie ou batterie. La réunion de ces contrôles particuliers forme le contrôle général des chevaux du corps. Les chevaux de bat, dans les troupes à cheval, sont portés à la suite des chevaux de l'étatmajor. Dans l'infanterie il est établi pour les chevaux de bat un contrôle spécial. Dans l'artillerie les chevaux de troupe sont inscrits séparément et dans deux chapitres comprenant l'un les chevaux de selle, et l'autre les chevaux de trait.

486. Le contrôle général des chevaux est tenu par l'officier chargé du contrôle général des hommes. Les élats de mutations des chevaux sont fournis à cet officier conformement à ce qui est prescrit par l'art. 473

pour ceux des hommes.

487. Les dispositions prescrites pour la tenue des contrôles des hommes sont applicables à la tenue des contrôles des chevaux.

488. Dans le cas prévu par l'article 301, il est fait mention, sur les contrôles, des chevaux d'officiers qui ont été laissés au dépôt.

489. Les contrôles des chevaux sont renouvelés à la même époque que ceux des hommes. Les nonveaux contrôles rappellent la dernière mulation de chaque cheval absent du corps, ainsi que son numéro au contrôle de l'année précédente.

Section II. — Des contrôles à tenir par les sousintendans militaires.

490. Les sous-intendans militaires tiennent un double de tous les contrôles tenus par les corps et établissemens considérés comme corps, placés sous leur surveillance administrative. Les imprimés pour ces contrôles sont fournis par l'administration de la guerre.

491. Les étals de mutations des hommes et des chevaux sont fournis aux sous-intendans militaires, suivant les mudéles n 28 et 29, aux époques ci-après, savoir : dans l'intérieur, sur le pied de paix qu en rassemblement, tons les jours, immédiatement après le rapport du matin, pour les corps stationnés dans le lieu où réside le sous-intendant militaire, et tous les cinq jours pour les corps stationnés hors de cette résidence, ou faisant partie d'une armée active Les envois d'état de mutations sont faits,, sous la surveillance du commandant du corps, par le major ou par l'officier chargé de la tenue des contrôles. Dans les cas prévus par l'art. 485, ces états font connaître la situation de la masse individuelle de chaque homme; ils sont certifiés par l'officier chargé de la tenue des contrôles, et visés par le commandant du corps. S'il n'y a point eu de mutations, les états sont négatifs. Aussitôt après la réception des états mentionnés cidessus, les sous-intendans militaires enregistrent les mutations sur leurs contrôles. Toutefois ils doivent y inscrire immédiatement, et sans attendre l'envoi des états de mutations, les monvemens des militaires qui présentent à leur visa les permissions, congés ou autres titres en vertu desquels ils s'absentent.

492. Lorsqu'une troupe est en marche. l'état des mutations est fourni, dans tous les lieux de séjour, au sous-intendant militaire ou an commandant de place, et, à lenr defaut, au sous-preset ou maire, qui la passe en revue, et indique sommairement lesdites mutations au tableau de sa revue, sur la feuille de route. A l'arrivée de la troupe à sa destination, l'état général des mutations, pour tout le temps de na marche, est également fourni au sousintendant militaire qui en prend la surveillance administrative. Le sous intendant, après avoir vérifié cet état en le .comparant aux inscriptions portées sur la seuille de route qui lui est remise, let aux résultats de sa revue d'arrivée, enregistre les mutations aux contrôles annucls.

495. L'officier arrivant à son corps, soit pour la première fois, soit après une absence quelconque, est tenu de se présenter, à son arrivée, chez le sous-intendant militaire, s'il est sur les lieux; dans le cas contraire, le commandant de la place donne au sous-intendant avis de la présentation de l'officier. Le sous intendant, vou, en son absence, le commandant de la place, vise les pièces justificatives des mutations et mouvemens qui lui sont exhibées par l'officier. Le visa est daté.

494. Les sons-officiers, caporaux ou brigadiers et soklats qui arrivent au corps, soit pour la première fois, soit après une absence quelconque, sont, dans les vingtquatre heures de lour arrivée, présentés

on sous-intendent-militairs par un fourrier de semaine., à l'effet d'être aussitât partés comme présens sur les contrôles de la compagnie. Le sous-officier qui apcompagne ces militaires chez le sous-intendant deil lui présenter les pièces dont ils sont poutwas en arriwant an corps, et ilwi remettre en même temps la note des numéros qui deur sont affectés, tant au contrôle qu'an registre matricule. Dans les places où il ne se trouve pas de sous-intendant mili--taine, ces présontations sont failes au commandans de place, et, à défaut de ceux-ci, aux sous-préfets ou praimes. Le sous-intendant militaire, on celui qui k remplace, vise les pieces qui lui sont présentées. Ce visa est daté.

495. Lorsque les parties d'un coups de troupe se trouvent disséminées sur dings points d'un idépartement dans leguel sont employés plusieurs sous-intendans militaires, les contrôles annuels de ce nous sont tenus en totalité par celati qui a la surveillance administrative de la marties poi se trouve le conseil d'administration.

496. Si les détachemens sont remployés alans un département autre que celai que eide le dépôt, de sous-intendant militaire à qui la surveillance administrative de ces détachemens est confiée en tient, les contrôles annuels. En conséquence, lorsque des détachemens se séparent du norps, pour se roadre dans un autre département, et que des détachemens sont composés de compagnies entières, le sous-intendant miditaire ayant la surveillance administrative du dépôt adresse les contrôles de ces compagnies, après les avoir arrêlés, aux sous intendans dans l'arrondissement desquels elles doivent se rendre. Si, au contraire. les détachemens ne sont composés que de fractions de compagnies, il en est formé des contrôles particuliers, extraits du con--trôle ménéral. La date du départ de chaque homme et de chaque cheval est indiquée sur ces contrôles, dant le sous-intendant militaire fait l'envoi à ceux de ses nollégues sous la surveillance administrative desquels passent les détachemens.

497. Lorsqu'an corps ou détachement de troupe s'administrant lui-même change de département, le sous intendant militaire en arrête les contrôles jusqu'au jour exclus du départ, et les adresse au sous-intendant militaire dans l'arrendissement duquel le corps ou le détachement doit passer.

498. Lorsqu'un détachement de recruspart pour rejoindre un corps, il est établi pour lui un contrôle nominatif en double expédition et conforme au modèle a. 38. Ce contrôle est visé par le sous-intendent

militaire chargé du service du recrutement. Au départ du détachement, le sous-intendant militaire remet une expédition de ce contrôle au conducteur, lequel deit y inscrire toutes les mutations qui penvent survenir en route, et adresse l'autre au sousintendant du dépât du searps auquel le détachement est destiné, pour être remise au conseil d'administration du dépôt. A l'arrivée du détachement à sa destination, se major, ou, en son absence, l'officier chargé de le remplacer, inscrit sur le contrôle qui a été remis par le sous-intendent militaire les mutations survenues en route. Gette inscription est faite au moyen du séponillement des mutations portées sur la fouille de route et sur le contrôle temu par le conducteur. Le trésorier établit, sur les deux expéditions des contrôles, le décompte des journées donnant droit à la solde et aux vivres, ainsi que les décomptes des sommes et des rations revenant au détachement, pour le temps de la route, sans distinction de trimestre ni d'exercice. Les tieux expéditions du contrôle sont signées par de major et le conducteur, et semises un sousintendant militaire avec les femilles de journées du trimestre. Le décempte des seenmes et des rations qui ont été perques est réglé contradictoirement entre le trésorier et le commandant du détachement.

499. Lorsque les contrôles terms par les sous intendans militaires ont été renouvelés, et que les revues du dernier trimestre de l'année expirée out été faités, ils sont envoyés à l'intendant militaire de la Tivision, pour être conservés dans resurchives.

#### Secreon III. - Des dats des logemens militaires.

500 D'après les dispositions de l'arficle 186, l'indemnité de logoment ne devant être accordée qu'à défaut ou sex cas d'insuffisance de logement en mature, de directeur des fortifications remot, le premier jour de chaque apnée, à l'intendant militaire de la division, l'état général des logemens affectés aux officiers de dout grade et de toute arme, ainsi qu'aux employés militaires. Cet état indique coux desdits logemens qui ne seraient point alors habitables.

501. Le directeur envoie en outre, le premier jour de chaque mois, à l'intendant divisionnaire, un état sommaire indicatif des logemens qui ont été mis en état d'occupation par les réparations failes, ou qui sont devenus inhabitables, par suite de dégradations, pendant le mois précédent.

sa division charges de la surveillance admimistrative des corps, ainsi qu'à ceux auxniuels il a délègue la faculte d'établir les revues des officiers sans troupe et employés militaires.

563. L'indemnité d'ameublement due dans le cas prévu par le deuxième affinéa me Particle 186 ne doit être allouée aux of-Auters nunquels effe est attribuée que sur an cortificat délivré par le sous-intendant militatre chargé de la surveillance administrative du service du casernement, at--testant que les membles n'ont pu être fournis des magasins militaires.

# TITRE H .-- DES REVUES.

CHAPITRE Icr. - Officiers sans troupe et employes militaires.

504. Les pfliciers de Pintendance militaire sont chargés de l'établissement des revues générales de liquidation des efficiers sans troupe et des employés militaires dent ils liennent les contrôles. Les suppléans des sous intendans militaires ne penvent établir de revues : l'intendant divisionnaire désigne pour être spécialement chargé de celle attribution le sons-intendant militaire du lieu le plus rapproché de la réeldence qui est vacante ou dont le titulaire est absent.

505. Il est dait une revue générale de liquidation par trimestre pour chaque classe d'officiers al'élat-major on sans , troupe et d'employés militaires en résidence dans un mième département, on atsachés à un même sorps d'armée Cette nevne, conforme au modele n. 31, est divisce par chapitres, mivant l'ordre des grades et classes, et pour dhaque grade ou slasse, en autant de sections qu'il y'n dans les emplois de catégories différentes. Elle présente les noms, prénoms, grades, maistions et meuvemens des efficiers et empieșăs; de mombre de journées dennant ideoit na la solde sinsi qu'aux accessoires de la selule, et les décomptes en deniers des sommes dues pour les mêmes prestations. dans refliciers: en dispensibilité, dinsi que les officiens généraux du cadre de réserve, sont compris, sur les revues de leurs classes respectives ; dans des chapitres particuliers.

:506. Les sommes , sinsi que les journées de chaque section, sont addittonates séparément , et la revue est terminée par une récapitulation. Bans les révues où sont compris des traitemens passibles dé retenues particulières pour fonds de retraite. la récapitulation présente le tetal des trai-502. L'intendant militaire adresse des temens sur lesquels porte cette retenue extraits de ces états aux sous-infendans de ''et celui des allocations assujetées à la

retenue de deux pour cent au profit du

507. Lorsqu'un officier change de grade ou d'emploi, ou passe de la position d'ac-'tivité à celle de disponibilité ou de non activité, et vice versa, le décompte des sommes acquises dans chaque position est établi séparément, selon l'ordre ci-dessus déterminé, et de manière que des traitemens de nature différente ne puissent jamais être confondus dans un même chapitre.

508. Les revues de liquidation des fournitures en nature sont établies suivant le

modèle n. 32.

509. Les revues des officiers en non activité ou en congé illimité sont divisées par arme, et dans chaque arme par chapitres distincts, suivant l'ordre des grades. Elles sont conformes au modèle n. 53.

510. Les rappels de solde et accessoires non passibles de déchéance, et qui portent sur un exercice expiré, sont compris sur la revue du trimestre pendant lequel le paiement est ordonnancé. Dans ce cas, il est éta-· bli, pour rester annexé à la revue, un extrait distinct et séparé par exercice, modèles nos 34 et 33) indiquant nominativement . tous les rappels effectués sur les crédits affectés aux dépenses de l'année courante. Quand il n'y a pas lieu à rappel, mention expresse en est faite à la suite de l'arrêté . de la revue.

514. Les officiers sans troupe et employés militaires absens de leur poste par congé à .l'époque où doit être établie la revue tri-· mestrielle de liquidation, ne sont portés que pour mémoire sur ladite revue, à compter , du jour de leur départ. L'intendant ou le sous-intendant militaire indique avec soin la durée du congé, l'époque de son expiration, et s'il a été accordé avec ou sans solde.

512. Lorsque des officiers sans troupe ont été autorisés par le ministre de la guerre à toucher leur solde ailleurs qu'à leur poste ou à leur résidence, ils sont compris pour mémoire dans la revue de liquidation des officers sans troupe de l'arrondissement où ils résident habituellement, et l'intendant ou le sous-intendant militaire y porte l'annotation des ordres qui ont autorisé le paiement de leur traitement pendant ieur absence : pareille mention est faite dans la revue par laquelle ce pajement est régularisé.

513. Les officiers pairs de France ou membres de la Chambre des députés peuvent, sans autorisation préalable, recevoir leur traitement à Paris pendant la durée

des sessions législatives.

514. Les revues de liquidation des offi-, ciers sans troupe et employés militaires sont

dressées en triple expédition : la première reste pour minute entre les mains de l'intendant ou du sous-intendant militaire qui l'a établie; les deux autres expéditions, lorsqu'il s'agit d'une revue faite par un sousintendant, sont adressées à l'intendant divisionnaire aussitôt après leur confection. et lorsqu'il y a eu des fournitures en nature, aussitôt après le réglement de décomple dont il est parlé en l'article 597. Les revues de liquidation des fornitures en nature ne sont établies qu'en deux expéditions, dont une pour missute.

515. Le sous-intendant militaire signataire de la revue y joint l'état des individus logés, avec ou sans meubles, dans les bàtimens militaires ; les feuilles de route. les congés, les ordres de mission, les billets de sortie des hôpitaux, et généralement toutes les pièces qui ont dû être communiquées aux sous-intendans, à l'exception des brevets et lettres de service. S'il existe plusieurs sous-intendans militaires dans la place, l'état des logemens est certifié par celui de ces fonctionnaires qui est chargé du service du casernement.

516. La revue de chaque classe d'officiers sans troupe, pour le quatrième trimestre, est en outre accompagnée d'un relevé comparatif (modèle n. 36) établissant la concordance qui doit toujours exister entre les droits constatés par les revues des quatre trimestres de l'exercice et les paiemens ef-. fectués.

517. Les revues de liquidation des officiers en non activité et en congé illimité sont dressées en trois expéditions, qui recoivent la destination indiquée par l'article 514. Le relevé comparatif ci-dessus prescrit doit également être joint, pout chacune de ces deux classes d'officiers, à la revue du quatrième trimestre.

518. Du 10 au 15 du premier mois de chaque trimestre, les sous-intendans militaires chargés de l'ordonnancement de la solde des officiers en non activité et en congé illimité dressent et font parvenir à l'intendant divisionnaire un relevé, conforme au modèle n. 37, des mutations survenues parmi ces officiers pendant le trimestre expiré : cé relevé est dressé séparément, par nature de traitement.

Du 16 au 20 dudit mois, l'intendant établit dans la même forme les relevés généraux de ces mutations, et les adresse im médiatement au ministre de la guerre.

CHAPITRE II. - Des corps de troupe.

Section In. - Des revues d'effectif.

§ I'. - Revues des sous-intendans militaires.

519. Pour constater l'effectif des homme

et des chevaux, les sous-intendans militaires passent les corps en revue sur le terrain au moins une fois par mois. Les sousintendans militaires passent en outre les troupes en revue sur le terrain, toutes les fois qu'ils en reçoivent l'ordre, soit du ministre de la guerre ou des lieutenansgénéraux, soit des intendans militaires, on lorsqu'ils le jugent eux-mêmes utile au bien du service.

. 520. Les revues des sous-intendans militaires ont lieu conformément à ce qui est prescrit par les ordonnances du 2 novembre 1833 sur le service intérieur des trompes d'infanterie et de cavalerie, et par la décision royale du 8 juillet 1835. Les sous-iantendans sont en grande tenue de service.

... 521. Le sous-intendant militaire qui doit passer la revue d'une troupe d'artillerie attachée à une école de l'arme en prévient simultanément le maréchal-de-camp commandant la subdivision et celui qui commande l'école, lesquels doivent, chacun en ce qui le concerne, et en se concertant au besoin, prescrire les dispositions nécessaires. Toutefois, lorsque la place où l'école est située n'est pas chef-lieu de la subdivision, il suffit que le général commandant l'école en soit prévenu.

522. Les sous-intendans militaires sont leur revue par appel nominal, sur des senilles d'appel conformes au modèle n. 38, qui leur sont remises, quand ils se présentent à la tête des compagnies ou escadrons, par les capitaines ou officiers commandans des compagnies ou escadrons et visées par le major, présentent les numéros, noms, prénoms, surnoms et grades des officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, ainsi que les mouvemens et mutations survenus depuis la dernière revue. Il est fait, pour les chevaux, des seuilles distinctes, suivant le modèle n. 39.

525. Le sous-intendant militaire reçoit, pendant la revue, les réclamations que les militaires de tout grade peuvent avoir à former pour des objets concernant l'administration; il est tenu d'y faire droit, lorsqu'elles sont fondées sur les lois et ordonnances. Il s'assure préalablement que les réclamans se sont adressés à leurs chefs; suivant les règles de la subordination, et de la hierarchie.

524. Les seuilles d'appel dont il est fait mention à l'art. 522 ne dispensent point les officiers commandans de faire remettre au sous-intendant militaire les états de mutations dont l'établissement est prescrit par par l'art. 491.

525. Indépendamment des revues prescrites par les articles qui précédent, les

sous-intendans passent encore celle des militaires malades aux hópitaux, soit que ces militaires appartiennent ou n'appartiennent pas aux corps placés sous leur surveillance administrative. Les officiers d'administration comptables ou les gérans des hospices civils leur remettent, pour cette revae, des états nominatifs spéciaux, conformes au modèle n. 40.

526. Si un corps ou détachement reçoit l'ordre de changer de garmison, il est passé en revue la veille en le jour de son départ. L'effectif constaté par cette revue est inscrit sur la feuille de route. Cette revue d'effectif est renouvelée, dans chaque gite où la troupe doit séjourner, par le sous-intendant militaire, et, à son défant, par le commandant de la place, le sous-préfet ou le maire. Elle est encore renouvelée par le sous-intendant militaire, le jour ou le lendemain de l'arrivée de la troupe au lieu de sa destination.

527. Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux détachemens de recrues.

.. 528. Pour l'exécution de l'art. 526, les généraux commandant les divisions sont tenus de prévenir les intendans militaires de tous les mouvemens de troupes qui doivent s'opérer dans leurs divisions respectives. Cet avis est donné plusieurs jours à l'avance, lorsque le bien du service ne s'y oppose point. Si les mouvemens sont de nature à être tenus secrets, l'avis est donné dés que les circonstances le permettent. Dans tous les cas, les intendans militaires doivent être avertis assez à temps pour pouvoir faire préparer les vivres, le logement et les moyens de transport dans les lieux de passage.

## § II. - Revues des Intendans militaires.

529. Aux époques de leur inspection administrative, et éventuellement toutes les fois que l'intérêt du service le commande, les intendans militaires passent en revue sur le terrain les corps et détachemens de troupe stationnés dans l'étendue de leur division. Ces revues ont lieu ainsi qu'il est prescrit pour les revues à passer, par les sous-intendans militaires.

Section II. - Des feuilles de journées.

550. Il est établi, pour servir à la confection des revues générales de liquidation des corps de troupe, des fenilles de journées tant pour les hommes que pour les chevaux, suivant les modèles, nos 41 et 42.

551. Les feuilles de journées sont établies en double expédition, par compagnie, escadron ou batterie, et par trimestre. H en est établi une particulière pour l'état-major et la compagnie où le peloton hors rang. Elles sont nominatives et presentent; 10 les mouvemens et mintations surveitts dépuis la dernière revue de liquidation : 20 le détail des journées donnant droit sur diverses espèces de solde : supplémens et aécessoires de solde, à la prime journalière de la massé individuelle, ainsi quank fournitures de vivres et de chauffage : 80 le décompte des sommes et des rations à allouer! 46 le nombraides hommes agent droit aux premières mises de petitéquipement. La feuille de journées de l'état-innfor et de la compagnic ou peloton hors sung présente en outré le tableau de l'effectif du corps tant en hommes qu'en chevaux, ainsi que la baltince des geins et pertes résultant des mutations sarvenues depuis la dernière revuel. Il est établi une femille de journées spéciale pour le chauffage, suivant le modèle nº45.

., 532. Les feuilles de journées sont établies par les copitaines ; qui y portent seulement les noms, prénoms, grades, mutations et monvemens: Lie décompte des journées et des différentes prestations, tant en deniers qu'en nature, ainsi que les diverses indications générales dont ces feuilles doivent être revôlues, y sont portées par le trésorier ou l'officier payeur du corps. La feuille de journées de l'état-major et de la compagnie hors rang est établie par l'officier d'habillement; le tableau général de l'effectif qui y fait suite est rempli par le trésorier. Dans l'artillerie, et en vaison de la position spéciale des troupes de cette armé, les fétifiés de journées sont toujours complétement remplies par les bapitaines. Néanmoins la révision des décomptes doit être faite par le trésorier. La feuille de journées spéciale pour le chausse est établie per le trèsorier.

535. Lorsqu'il y a lieu d'allouer à un corps des sommes pour gratifications d'entrée en compagne; if en est dressé un état particulièr qui est joint bux feuillés de journées. It en est de même à l'égârd des sommes à allouer pour findeminacé de portes de chevasir du d'effets, et 'pour gratifications aux instructeurs. Ces états sont conformés puismodèles des 44; 48: 45: 46: 46.

534; Il ms dok y systr qu'ille le lille de journées pour tous les fillitaires n'apparté nant à aucun corps qui font partie d'un corps provisoire.

nas. Ebrsqu'un corps eu un détaéhément de troupes est appeté à une armée étiployée hors du royaume, ou qu'il cesse d'en fairé partie, il 7 a coupure dans les feuilles de journées, à compter du jour du passage de la frontière. Si l'armée est rassemblée dans l'antérieur, ta coupure des feuilles de journées se fait à partir du jour où les allocations.

tions du pied de guerre commencent que cessent d'avoir fieu. Il n'est point fait de coupitre dans les feuilles de journées quand il n'y a pas changement de règime, et que les troupes se deplacent sans passer, soit du pied de guerre, soit du pied de guerre, soit du pied de guerre an pièd de paix.

to pres de guerre an pres de paix.

536: Lorsqu'un détabliement composé de fractions de compagnites se séparé de la portion principale; il h'est établi pour cé détachement qu'une seule feuillé dé jour-ries, dans laquelle les nommes appartenant à chaque compagnite sont distingués par ordre de grades.

637. Lorsqu'll se trouve dans tin corps des emplois d'officiers vacans, il en est fait mention sur les feuilles de journées.

536. Le miletate (pr. à l'expration d'intimestre, se licave absent de son corps par conge ou mission aircorisée, h'est, sauf lé das présu par l'art. 531, porté que pour mêmoire sur les fédilles de journées à compter du jour de son dépait. On y indique avec soin la durée du congé, et s'il d'été accordé avec ou sans solde.

539. Les officiers promus à un pouveau grade sont portés sur les feuille de journées à l'impostille de leur ancien grade, jusqu'au jour exclus de leur réception; et chimplis depuis cette époque à l'apostille de jeur houveau grade.

backet grace.

540: Les officiers passint, dans le même corps, d'une compagnité à une autre sans changer de grade, sont portes sur les feui res de journées de felir ahelenne compagnité, jusqu'an jour exclus où ils l'out quittée.

541. Les hommes nommés capordité ou brigatilers, on passant il un emploi à un autre dans la fluisé des adus-officiers, sont portés sur les feuilles de journées à l'hiposilille de feur allele gratie, jusqu'au jour exclus de leur réception, et ils comptent, depuis la même époque, à l'effectif de leur nouveau grade.

542. Les flomines passant d'une contigagule dans tille autre sans thanger de grade on d'emploi, on par l'effet d'une promotion, sont également polités sill les l'enflise de journées de leur anciente columnante jusqu'un jour exciss on us l'ont duritée.

1843. Les feinffies de foirffiées, fant pour les libitudes tiffe pour les chévads, sont certifiées et signées par les commandans du édutpagnée, escadron du battefie, en ce qui concerne l'escrit et les mutations. Celes de l'Etat-mitjor et de l'a compagnie ou peloint hois rang sont ét-fifiées et signées par l'officier d'habillement, ou, dans les portions détachées, par l'officier d'armement;

544. Le major ou son suppléant vérifie et constate, par un visa, la conformité des fedifics de journées avec le contrôle général, et le trésorier, ou l'officier payeur dans les quertisme détachées, certifié les décomptes de toute nature qu'il a établis sur ces Realites:

345. It n'est pus établi de feuilles de journées pour les recrues en russemblement, auzune seide ne feur étant due dans cetté position, ainsing dell'idealte des dispositions de l'art. 23. Les contrôles des détachemens de recrus tiennent liéu de feuilles de journées. après avoir été arrêtés conformément à Print. 4081 ( 15 .... G ...

846. Pour les millitures ints en subsistance dans un corps, des feifffes particità Hères de journées sons établies au titre de coreorps, mais chaque homme y est designe par le corps auquel il appartient. Elles sont éresses et cettiffées par le trésorier:

547. Il n'est point établi de leuifles de journées pour les écoles militaires, à l'exception de concide cavalerte, now plus que pour to personnet des services administratils. It'y est supplée par les tévues, qui sons nominatives.

548. Les feuilles de journées des dépôts de convalescens et autres dépôts généraux, composés d'hommes appartenant à divers dorps, sont dressées par l'officier comptable et visces par le commandant du dépôt. Il est établi pour charpie dépôt une seule leuille de journée par trimestre, divisée en autant de chapitres du'il y a de corps ayant des hommes air dépôt; cependant, si il depot est considérable; il peut être fait des feuilles de journées distinctes pour les hommes d'un même corps. 🗥 🗥

" 549! Les feufilles de journées des dépôts de prisonnière de guerre sont établies et certifices par les commandans: Wen estifait de particulières pour les prisonniers de chaque puissance, suivant le modèle no 47.

550. Les seuilles de journées à clubiff pour la régularisation des fournitures de vivres faites aux atellers de condamnes et aux penitenciers militaires, sont dressecs et certifiées par les comptables de ces établissemens, Dans les pénitenciers militaires, les feuilles sont vérifices par l'in-

Ì

ţ

specteur. 1954. Les militaires appartenant à un corps, et qui, étant en congé ou mission, sont autorisés à recevoir feur solde hors de leur corps, ne sont compris dans les feuilfes de journées de leurs compagnies respectives qu'antant que le double des états constatant les patemens qui leur ont eté faits est parvenu au conseil d'administration de leur corps. Cette disposition est applicable aux officiers de santé des corps détachés dans !! les Honitaux et ambulances, et autres designes aux articles 371, 393 et 394.

arme , le trésorier établit, d'après les femilles de journées, un relevé général de journées présentant, pour l'ensemble des portions du corps à comprendre dans une inéme revue, la recapitulation, par grade et par nosilion, de toutes les journées donnant droit à des allocations en deniers. Ce relevé, est visé et vérifié par le major. Il est conformé. selon l'arme, au modèle nº 48.

553. Les conseils d'administration, ou les officiers qui doivent en tenir lieu, envoient les feuilles de journées aux sous-intendans militaires, au plus tard, dans les dix premiers jours de chaque frimestre bour le trimestre expiré. Si le corps est en marche pendant ces dix premiers jours, les fettilles de journées sont envoyées, immédiatement après son arrivée à destination. an sous-intendant militaire qui doit prendre la surveillance administrative de corps. 351. Indépendamment des pièces justi-Acatives des mouvemens et mutations, les feuilles de fournées sont accompagnées; 10 d'une expédition du releve général de fournées present par l'art, 552; 20 de l'état, certifie par le sous-intendant militaire charge du service du casernement, des logemens assignés aux officiers dans les balimens militaires (modèle nº 49); 50 de l'ètat des officiers ayant droit à la grațification d'entrée en campagne ; 4º de l'état des officiars ayant droit ans indemnités de pertes de chevaux ou d'effets ; 50 de l'état des gratifications accordées aux instrucfenrs: 60 de l'état nominatif des nouveaux admis à la haute pale journalière d'anciennete (modele no 50); 70 des états des enfilms de troupe nouvellement admis (modele no 51) : 80 de l'état des retenues faites sur la masse individuelle des hommes réformés par congé de renvoi, ou des engagés volontaires renvoyés dans leurs foyers par suite de l'annulation de leur acte d'engagement (modéle nº 52); 9º de l'expédi-Hon des proces-verbaux de distribution et de reprise de marmites, qui doit être jointe à la scuitte de journées spéciale pour le

chanflage modeles 35 et 54). 535. Si les feuilles de journées ne sont pas fournies dans les délais prescrits par l'article précédent, le sous-intendant mili-, taffe fail connaître les motifs du retard à l'intendant divisionnaire, qui, après s'être concerte avec le lieutenant general, nour, faire cesser ce retard, en rend complean ministre de la guerre, et lui propose, s'il y a, lien, des mesures de rigueur contre qui, dé droit.

556. Aussitot que le sous-intendant mi-'litaire a reçu les seuilles de jourpées qui doivent lui être remises en exécution des l 252: Pans les corps de troupe de tonte articles précédens, il en fait la vérification, sur les contrôles, les rectifie s'il y a lieu, et les vise. S'il n'a pas la surveillance administrative du dépôt, il les transmet sans délai au sous-intendant militaire chargé de cette attribution, lequel les communique au conseil d'administration central, pour qu'il en lasse faire une contre-vérification. Ce dernier sous-intendant, après s'être assuré de l'exactitude de la contre-vérification, fait opérer sur chaque feuille de journées les rectifications dont elle aurait êté reconnue susceptible.

557. Les sous-intendans militaires s'assurent, par leur verification, 10 que toutes les mutations ont été rapportées exactement sur les feuilles de journées telles qu'elles sont inscrites sur les contrôles annuels, et constatées par les pièces justificatives ; 2º qu'il n'a point été fait de double emploi dans les différentes feuilles de journées sur l'ésquelles les mêmes militaires peuvent se trouver compris par l'effet de mutations on de rappels dans le cours du même trimestre et dans le même corps; 30 enfin, que les prestations en deniers et en rations ont élé légitimement et légalement allouées, eu égard aux grades ou emplois des militaires, à leurs positions respectives de présence ou d'absence, et aux fixations des divers tarifs.

Secrion III. Des revues générales de liquidation.

558. Il n'est établi qu'une revue générale de liquidation par trimestre pour toutes les portions d'un même corps stationnées dans l'intérieur du royaume. Il n'est également établi qu'une revue de liquidation par trimestre pour toutes les portions d'un même corps cimployées à la même armée.

539. Les revues de liquidation des corps de troupe sont conformes au modèle nº 55. Elles sont établies par le sous-intendant militaire chargé de la surveillance administrative de la portion de corps où se trouve le conseil d'administration central. Lorsqu'il y a l'en, les sous-intendans militaires sont suppléés pour l'établissement des revues, ainsi qu'il est prescrit par l'article 504. Pour les corps dont l'organisation ne comporte qu'un seul conseil d'administration, les revues sont établies là où se trouve ce conseil.

360. Les revues des écoles militaires ou airtres établissemens désignés en l'article 422, ainsi que celles des ateliers de condamnés et des pénitentiers militaires, sont dressées par les sous-intendans militaires ayant la surveillance administrative de ces établissemens.

561. It n'est point établi de revues collectives pour les corps provisoires composés de détachemens de différens corps : ces

détachemens sont compris sur les revues de leurs corps respectifs.

562./Les revues des corps de troupe sont numériques; elles font connaître l'effectif des hommes, celui des chevaux, lorsqu'il y a lieu; le nombre de journées de présence ou d'absence, par grade et par position dans chaque grade, et elles constatent, d'après ces bases, les droits du corps aux diverses allocations, tant en deniers qu'en rations de toute nature. Celles des écoles militaires sont nominatives; elles constatent également les droits des parties prenantes. Les imprimés en usage pour ces différentes revues sont fournis par l'administration de la guerre.

563. Conformement à ce, qui est prescrit à l'égard, des officiers sans troupe par l'article 510, Jes rappels de selde et accessoires acquis à des corps de froupe sur un exèrcice expiré sont compris dans les feuilles de journées et dans les revues de liquidation du trimestre pendant, lequet ces rappels ont eu lieu.

564. Chaque revue est accompagnée d'un extrait des feuilles de journées, distinct et séparé par exercice, établi conformément au modèle n° 56, et présentant le montant exact des rappels effectués sur les fonds affectés à l'exercice courant. Si la revue ne comprend aucun rappel de cette nature, la déclaration en est faite par le sous-intendant militaire à la suite de l'arrêté du décompte de libération.

563. Les revues doivent être établies dans les dix premiers jours du second mois de chaque trimestre pour le trimestre échu, à moins que le sous-intendant militaire n'ait pas encore reçu les feuilles de journées; auquel cas, il se conforme à ce qui est prescrit par l'article 555.

566. Lorsque le dépôt d'un corps ou le personnel d'un établissement considéré comme corps, sous le rapport administratif, quitte l'arrondissement d'un sous-intendant militaire après l'expiration, d'un trimestre, mais ayant que la revue de liquidation ait pu être établie, les feuilles, de journées, ainsi que les pieces à l'appui et tous les documens nécessaires à la for-, mation de la revue, sont adressés par le sous-intendant militaire sous la surveillance. administrative duquel le dépôt se trouvait. à l'expiration du trimestre, au sous-intendant militaire du lieu de la destination dudit dépôt, lequel demeure chargé d'éta-blir la revue. Toutefois il y a obligation pour le sous-intendant militaire de l'ancienne garnison d'établir lui-même la revue de liquidation du corps jusqu'au décompte, de libération exclusivement, lorsque les feuilles de journées lui ont été remises dans

les délais prescrits, et que le corps n'a quitté la garnison qu'après l'expiration du mois dans lequel cette rémise a eu lieu.

567. Les revues de liquidation des corps sont établies en quatre expéditions, qui recoivent la destination indiquée par les articles 591 et 605.

CHAPITRE III, - Dispositions particulières aux troupes embarquées.

- 368. Les détachemens mis à la disposition de la marine pour les destinations indiquées à l'article 270 continuent à être compris dans les revues de leurs corps respectifs jusqu'au jour de l'embarquement. A compter de ce jour, ils passent sous l'inspection des agens de la marine.

569. Dans le cas prévu par le même article 270, les agens de la marine doivent veiller à ce que les contrôles, les états de mutations et les feuilles de journées soient régulièrement établis. Ils sont chargés de recueillir les feuilles de journées, de les viser et arrêter, et de les adresser ensuite aux intendans militaires des divisions dans lesquelles sont stationnés les dépôts des corps auxquels les détachemens appartienment.

: 570. Il est établi des revues spéciales pour les détachémens mis à la disposition de la marine, à compter du jour de embarquement. Ces revues somt dressées par les sous-intendans militaires chargés de la surveillance administrative des dépôts des corps dont les détachemens font partie.

571. Les agens de la marine sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente ordonasure, pour ce qui concerne les paiemens à faire aux troupes embarquées.

572. Le remboursement par le département de la guerre au département de la marine des sommes avancées aux troupes embarquées a lieu sur la production des états de paiement quittancés. A l'égard des officiers sans troupe ou des militaires n'appartenant à aucun corps, le remboursement des avances se fait d'après des revues nominatives établies par les agens de la marine, et auxquelles doivent être an-. nexés les mandats de paiement.

TITRE III,--- DES DÉCOMPTES DE LI-BÉRATION.

CHAPITRE Ier .- De la réunion des titres d'imputation.

SECTION In. - Des déclarations de quittance.

573. Dans les dix premiers jours de chaque trimestre, le payeur de chaque dépar? tement établit, conformément au modèle no 57, et d'après les déclarations de quit-

tance, un bordereau général des paiemens effectués dans le cours du trimestre précédent, soit par lui, soit par ses préposés ou suppléans, sur les fonds affectés à la solde des troupes. Il comprend aussi sur ce bordereau les paiemens qui, applicables à des droits acquis pendant le trimestre expiré. n'ont été opérés que dans les dix premiers jours du trimestre courant.

574. Si, après le 10 du premier mois de chaque trimestre, le payeur opère encere quelques paiemens pour droits acquis pendant le trimestre expiré, il établit un bordereau supplémentaire pour ces paiemens.

575. Les déclarations de guittance sont inscrites aux bordereaux dans l'ordre des différentes armes et par corps; elles sont en outre rangées suivant leurs dates et la série de leurs numéros.

576. Le payeur adresse les borderaux avec les déclarations de quittance au sous-intendant militaire qui a ordonmancé les palemens. Ce dernier lui accuse la réception du tout, après les vérifications de droit.

577. Le sous-intendant militaire garde par devers lui les déclarations de quittance souscrites au titre des corps qui sont sons sa surveillance administrative, pour les imputer dans leurs décomptes de libération. Quant aux déclarations de quittance appartenant à des corps dont les revues de liquidation doivent être décomptées dans un autre arrondissement, le sous-intendant militaire les réunit sous une fiche par corps; indiquant, par extrait du bordereau géné» ral, le numéro et le montant de chaque piece. Il adresse ensuite cette fiche, avec les déclarations de quittance qui s'y rattachent, au sous-intendent ayant la surveillance administrative du corps auguel ces pièces sont imputables. Cet envoi doit être fait dans le mois qui suit le trimestre expiré.

578. Chaque sous-intendant militaire dépositaire des bordereaux y annote marginalement l'emploi qu'il a fait des déclarations de quittance qui y sont inscrites, soit en les imputant lui-même, soit en les transmettant à d'autres sous-intendans militaires.

SECTION II. - Des bordereaux de totalisation des fournitures en mature.

579. Les fournitures en nature devant être totalisées pour chaque trimestre, aux époques et suivant les formes prescrites par te réglement sur les subsistances militaires; le sous-intendant militaire garde par devers lui une des deux expéditions de chaque bordereau de totalisation, avec les pièces à l'appui; il donne ensuite à ces bordereaux la destination prescrite par l'art, 577 pour les déclarations de quittance.

plécr. Lorsqu'un ou plusieurs bataillons ou escadrons détachés s'administrent séparément, le commandant de chaque bataillon ou escadron tient les doubles des contrôles. Il en est de même à l'égard des détachemens formés de moins d'un bataillon ou de deux escadrons.

471. Dans les compagnies formant corps entier, le registre de compagnies mentionné à l'article 475 tient lieu de contrôle général.

472. Les contrôles des dépôts de recrutement et de réserve, de prisonniers de guerre ou de déserteurs étrangers, de convalescens, et ceux des dépôts généraux composés d'hommes appartenant à plusieurs corps, sont tenus par les commandans de ces dépôts. Les contrôles des écoles militaires sont tenus par l'officier faisant les fonctions de trésorier. Les contrôles des ateliers de condamnés sont tenus par le comptable de l'établissement, et ceux des pénitenciers militaires par l'inspecteur de l'établissement. Il y a, dans le contrôle de chaque dépôt de prisonniers de guerre, des chapitres distincts pour les hommes de chaque puissance. Le contrôle d'un dépôt de convalescens, ou d'un dépôt général appartenant à divers corps, fait aussi connaitre, par des chapitres distincts, les hommes appartenant à chaque corps. Les contrôles du personnel des services administratifs sont tenus par les chefs respectifs de ces différens services. Tous les contrôles indiqués au présent article sont établis suivant le modèle nº 24.

475. Tous les matins, après le rapport que prescrit le réglement sur le service intérieur, l'officier chargé de la tenue du contrôle général reçoit, certifié par chaque commandant de compagnie, l'état des mutations et mouvemens survenus la veille. Pour l'état-major et la compagnie ou le peloton hors rang, l'état est certifié et fourni par l'officier d'habillement. Aussitôt après la réception de ces états, l'officier chargé de la tenue du contrôle général y enregistre

les mutations et mouvemens.

474. Lorsque des détachemens se trouvent sous la surveillance administrative d'un sous-intendant militaire autre que celui du dépôt de leur corps, les états de leurs mutations et mouvemens, certifiés par les officiers qui les commandent, sont remis tous les dix jours, s'ils sont employés dans l'intérieur, et tous les mois, s'ils sont hors du royaume, aux sous-intendans militaires sous la surveillance administrative desquels ils sont placés. Ceux ci-après les avoir visés, les adressent immédiatement aux sous-intendans militaires des dépôts, qui les remettent au conseil d'admi-

nistration central. Ces états de mutations servent à la vérification des feuilles de journées des détachemens, et donnent moyens de faire, tant sur le registre-matricule que sur les contrôles annuels. les annotations constatant les gains et les pertes. Lesdits états sont indépendans de ceux que les détachemens doivent fournir conformément à l'article 491, tous les jours ou tous les cinq jours, suivant le cas, aux sous-intendans militaires sous la surveillance desquels ils se trouvent. A la rentrée des détachemens, les contrôles sont déposés dans les archives du corps, ainsi que le prescrit l'article 467.

475. Indépendamment des contrôles cidessus prescrits, chaque capitatne tient pour sa compagnie, son escadron ou sa batterie, un contrôle qui fait partie du livre de compagnie. Le contrôle de la compagnie ou peloton hors rang, tenu par l'officier d'ha-

billement, comprend l'état-major.

476. Les contrôles sont renouvelés au commencement de chaque année. Le dernier mouvement de chaque individu alors absent du corps est rappelé sur le nouveau contrôle ainsi que son numéro au contrôle de l'année précédente. Les militaires qui surviennent après la confection ou le renouvellement annuel des contrôles sont inscrits à la suite des hommes de leurs grades respectifs, et leur classement par rang d'ancienneté n'a lieu qu'au renouvellement des contrôles. Les conseils d'administration ou les commandans de détachement font remettre adx sous-intendans militaires une expédition des nouveaux contrôles.

477. Lorsqu'un militaire passe, dans le même corps, d'une compagnie à une autre, le contrôle annuel de la compagnie qu'il a quittée indique le numéro de la case qu'il doit occuper dans sa nouvelle compagnie, et le contrôle de cette dernière compagnie rappelle le numéro de la case qu'il occupait dans l'ancienne. Le militaire qui avance en grade ou qui passe à une classe supérieure, sans changer de compagnie, est rayé de la case qu'il occupait, et inscrit dans une case à la suite des hommes de son nouveau grade ou de sa nouvelle classe. La même manière d'opérer est suivie à l'égard des sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats de 1re classe, descendus à un grade inférieur ou à nne classe inférieure sans changer de compagnie. L'homme qui, dans le cas prévu par le présent article, cesse d'appartenir à une compagnie, est immédiatement rayé du contrôle, et son numéro reste vacant jusqu'à la fin de l'année.

478. Lorsqu'un officier ou un homme de troupe passe d'un corps dans un autre, le conseil d'administration du corps d'où il sortest tenu d'en donnet avis sur-le-champ à son nouveau corps, et de l'informer du jeur du départ. L'officier est inscrit sur le contrôle du nouveau corps, s'il n'y est pas déjà porté, de la manière indiquée à l'article 464.

479. Les feuilles nominales trimestrielles établies, conformément à l'ordonnauce sur le service des hôpitaux, par les officiers d'administration comptables et par les administrateurs ou gérans des hospices civils, sont transmises par les sous-intendans militaires à ceux de leurs collègues qui ont la surveillance administrative des corps auxquels les militaires appartiennent. Ces derniers fonctionnaires les font parvenir, après inscription sur leurs contrôles, aux conseils d'administration des

480. Les militaires absens de leurs corps ou prévenus de désertion sont rayés des contrôles lorsqu'il résulte d'un jugement, d'une décision ou d'un fait constaté, qu'ils n'appartiennent plus à ces corps, ou bien lorsque six mois se sont écoulés sans qu'on ait pu découvrir ce qu'ils sont devenus. Ceux de ces militaires qui sont réadmis à leur corps sont inscrits sur les contrôles comme hommes nouveaux.

481. Les hommes faits prisonniers de guerre sont rayés des contrôles annuels, à compter du jour où ils sont tombés au pouvoir de l'ennemi; ils sont inscrits sur un registre particulier, conforme au modèle n. 25, qui est tenu au dépôt de chaque corps par le trésorier. A leur rentrée au corps, ils sont rayés de ce registre et rétablis sur les contrôles.

482. Les hommes en congé illimité et ceux renvoyés par anticipation dans leurs foyers sont également rayés des contrôles annuels, à compter du jour de leur départ, et portés en même temps sur un registre spécial tenu par le trésorier, et qui est conforme au modèle n. 26. Le trésorier tient également, lorsqu'il y a lieu, le contrôle des hommes en subsistance.

483. En cas de mort, de radiation, et dans tous les cas d'absence, la situation de la masse individuelle de chaque homme est portée sur le contrôle, à la suite de la mutation.

484. Les livres de compagnie, en ce qui concerne les mutations des officiers et des hommes de troupe, sont comparés tous les mois avec le contrôle général du corps. Le major fait opérer les rectifications dont les uns et les autres sont recommus susceptibles. Il en rend compte au conseil d'administration et au sous-intendant militaire. Ce fenctionnaire compare, quand il le juge nécessaire, ses contrôles avec ceux qui

sont tenus par le major et avec les livres de compagnie.

S II. - Contrôle des chevaux.

485. Dans les corps de troupes à cheval les contrôles sont tenus, pour les chevaux. conformément au modèle n. 27, et sont numérotés comme ceux des hommes. Les chevaux sont désignés par les numéros de leur case, et par leurs noms et signalement. Pour ceux des officiers, le nom de leur propriétaire est en outre indiqué. Ces contrôles sont disposés de manière qu'il y en ait un pour l'état-major et le peloton hors rang, et un pour chaque escadron, compagnie on batterie. La réunion de ces contrôles particuliers forme le contrôle général des chevaux du corps. Les chevaux de bât, dans les troupes à cheval, sont portés à la suite des chevaux de l'étatmajor. Dans l'infanterie il est établi pour les chevaux de bat un contrôle spécial. Dans l'artillerie les chevaux de troupe sont inscrits séparément et dans deux chapitres comprenant l'un les chevaux de selle, et l'autre les chevaux de trait.

486. Le contrôle général des chevaux est tenu par l'officier chargé du contrôle général des hommes. Les états de mutations des chevaux sont fournis à cet officier conformément à ce qui est prescrit par l'art. 473 pour ceux des hommes.

487. Les dispositions prescrites pour la tenue des contrôles des hommes sont applicables à la tenue des contrôles des chevaux.

488. Dans le cas prévu par l'article 301, il est fait mention, sur les contrôles, des chevaux d'officiers qui ont été laissés au dépôt.

489. Les contrôles des chevaux sont renouvelés à la même époque que ceux des hommes. Les nouveaux contrôles rappellent la dernière mutation de chaque chevat absent du corps, ainsi que son numéro au contrôle de l'année précédente.

Section II. — Des contrôles à tenir par les sousintendans militaires.

490. Les sous-intendans militaires tiennent un double de tous les contrôles tenus par les corps et établissemens considérés comme corps, placés sous leur surveillance administrative. Les imprimés pour ces contrôles sont fournis par l'administration de la guerre.

491. Les étals de mutations des hommes et des chevaux sont fournis aux sous-indendans militaires, suivant les modèles n. 28 et 29, aux époques ci-après, saveir : dans l'intérieur, sur le pied de paix ou en rassemblement, tous les jours, immédiatement après le rapport du matin, pour les corps stationnés dans le lieu où réside le sous-intendant militaire, et tous les cinq jours pour les corps stationnés hors de cette résidence, ou faisant partie d'une armée active Les envois d'état de soutations sont faits, sous la surveillance du commandant du corps, par le major ou par l'officier chargé de la tenue des contrôles. Dans les cas prévus par l'art. 485, ces états font connaître la situation de la masse individuelle de chaque homme; ils sont certifiés par l'officier chargé de la tenue des contrôles, et visés par le commandant du corps. S'il n'y a point eu de mutations, les états sont négatifs. Aussitôt après la réception des états mentionnés cidessus, les sous-intendans militaires enregistrent les mutations sur leurs contrôles. Toutefois ils doivent y inscrire immédiatement, et sans attendre l'envoi des états de mutations, les mouvemens des militaires qui présentent à leur visa les permissions, congós ou autres titres en vertu desquels ils s'absontent.

492. Lorsqu'une troupe est en marche, l'état des mulations est fourni, dans tous les lieux de séjour, au sous-intendant militaire ou an commandant de place, et, à leur défaut, au sous-préfet ou maire, qui la passe en revue, et indique sommairement lesdites mutations au tableau de sa revue, sur la feuille de route. A l'arrivée de la troupe à sa destination, l'état général des mutations, pour tout le temps de sa marche, est également fourni au sousintendant militaire qui en prend la surveillance administrative. Le sous intendant, après avoir vérifié cet état en le comparant aux inscriptions portées sur la seuille de route qui lui est remise, et aux résultats de sa revue d'arrivée. enregistre les mutations aux contrôles annuels.

493. L'officier arrivant à son corps, soit pour la première fois, soit après une absence quelconque, est tenu de se présenter, à son arrivée, chez le sous-intendant mitiaire, s'il est sur les lieux; dans le cas contraire, le commandant de la place donne au sous-intendant avis de la présentation de l'officier. Le sous intendant, ou, en son absence, le commandant de la place, vise les pièces justificatives des mutations et mouvemens qui lui sont exhibées par l'officier. Le visa est daté.

1944. Les sons-officiers, caporaux ou brigadiers et soklats qui arrivent au corps, soit pour la première feis, soit après une sbisence quelcanque, sont, dans les vingtquatre heuses de lour arrivée, présentés

on seve-intendant militaire par me feutrier de semaine., à l'effet diêtre aussitét partés comme présens sur les contrêles de la compagnie. Le sous-officier qui accompagne ces militaires chez le sous-intendant doit lui présenter les pièces dont ils sont pourves en ariinant an coeps, et dui remettre en même temps la note des numéros emi deur sont affectés, tant au contrôle qu'au negistre matricule. Dans les places où il ne se trouve pus de sous-intendant mili--tnire, ces présentations sont failes aux commandans de place, et, à défaut de cour-ci, aux acus-préfets ou unines. Le sous-intendant militaire, on celui qui le remplace, vise les pièces qui lui sont présentées. Ce visa est daté.

495. Lorsque les parties d'un coups de troupe se trouvent disséminées sur dingue points d'un département dans lequel sont employés plusieurs sous-intendans militaires, les controles annuels de-ce mons sont tenus en totalité par celui-qui a la surveillance administrative de la portion où se trouve le conseil d'administration.

496. Si les détachemens sont comployés alans un département autre que celai où céside le dépôt, le sous-intendant militaire à qui la surveillance administrative de cos détachemens est confiée en tient les contrôles annuels. En conséquence, lorsque des détachemens se séparent du norps, pour se rondre dans un autre département, et que ces détachemens sont composés de -compagnies entières , le sous-intendant miditaire ayant la sarveillance administrative du dépôt adresse les contrôles de ces compagnies, après les avoir arrêlés, aux sousintendans dans l'arrondissement desquels elles doivent se rendre. Si, au contraire, les détachemens ne sont composés que de fractions de compagnies, il en est formé des controles particuliers, extraits du con--trôle sénéral. La date du départ de chaque homme et de chaque cheval est indiquée sur ces contrôles, dant le sous-intendant militaire fait l'envoi à ceux de ses collègues sous la surveillance administrative desquels passent les détachemens.

497. Lorsqu'un corps ou détachement de troupe s'administrant lui-même change de département, le sous-intendant militaire en arrête les contrôles jusqu'au jour exclus du départ, et les adresse au sous-intendant militaire dans l'arrondissement duquel le corps ou le détachement doit passer.

498. Lorsqu'un détachement de recrues part pour rejuindre un corps, il est établi pour lui un contrôle nominatif en double expédition et conforme au modèle a. 39. Ce contrôle est visé par le sous-intenselasi

militaire chargé du service du recrutement. Au départ du détachement, le sous-intendant militaire remet une expédition de ce contrôle au conducteur, lequel doit y inscrire toutes les mutations qui penvent survenir en route, et adresse l'autre au sousintendant du dépât du cerps auquel le détachement est destiné, pour fitre remise au conseil d'administration du dépôt. A l'arrivée du détachement à sa destination, de major, ou, en son cheenee, l'officier chargé de le remplacer, inscrit sur le contrôle qui a été remis par le sous-intendant militaire les mutations survenues en route. Gette inscription est faite au moyen du sépouillement des mutations portées sur da femille de route et sur le contrôle temm par le conducteur. Le trésorier établit, sur les doux expéditions des contrôles, le décempte des journées donnant droit à la solde et aux vivres, ainsi que les décomptes des semmes et des rations revenant au détachement. pour le temps de la route, sans distinction de trimestre ni d'exercice. Les tieux espéditions du contrôle sont signées par le major et le conductour, et remises au sousintendant militaire avec les femilles de journées du trimestre. Le décompte des commes et des rations qui ont été perques est réglé contradictoirement entre le trésorier et le commandant du détachement.

499. Lorsque les contrôles terms par les sous intendans militaires ent été renouvelés, et que les revues du dernier trimestre de l'année expirée out «le faires», ils sont envoyés à l'intendant militaire de la diffision, pour être conservés deus ses prohires.

#### Secreon III. - Des dats des logumens militaires.

500. D'après les dispositions de l'arficle 186, l'indemnité de logoment me devant être accordée qu'à défaut ou su cas
d'insuffisance de logement en nature, de
directeur des fortifications remet, de puemier jour de chaque apnée, à l'intendant
militaire de la division, l'état, général des
logemens affectés aux afficiers de dont
grade et de toute arme, ainsi qu'aux employés militaires. Cet état indique coux
desdits logemens qui ne seraient point
alors habitables.

501. Le directeur envoie en outre, le premier jour de chaque mols, à l'intendant divisionnaire, un état sommètre indicatif des logamens qui ont été mis en état d'occupation par les réparations faites, eu qui sont devenus inhabitables, par suite de dégradations, pendant le mois précédent.

502. L'intendant militaire adresse des temens sur lesquels perte octre retenue extraits de ces états aux sous-infendans de met colui des allocations assujettles à la

4à division chargés de la surveillance admimistrative des corps, ainsi qu'à ceux auxquets il a détègué la faculté d'établir les revues des officiers sans troupe et employés militaires.

563. L'indemnité d'ameulilement due dans le ces prévu par le deuxième alinéa de l'article 186 ne doit être allouée aux offeiers maxquels effe est ditribuée que sur lan certificat délivré par le sous-intendant militaire chargé de la surveillance administrative du service du casernement, attessant que les membres n'ont pu être fourmis des magasins militaires.

#### TITRE M .-- DES REWEIS.

CHAPITRE Icr. — Officiers sans troupe et employes militaires.

504. Les officiers de l'intendance militaire sont chargés de l'établissement des revues générales de liquidation des efficiers sans troupe et des employées militaires dont ils liement les contrèles les suppléans des sous intendans militaires ne peuvent établir de revues; l'intendant divisionnaire désigne pour être apéciatement chargé de cette attribution le sous-intendant militaire du lion le plus rapproché de la résidence qui est vacante ou dont le titulaire est absent.

505. Il est fait une revue générale de liquidation par trimestre pour chaque classe d'officiers d'état-major on sans troupe et diemployés militaires en résidence dans un wième département, ou atsachés a un même storps d'armée Cette nevne, conforme au modéle n. 31, est divisée par chapitres, suivant fordre des grades et classes, et pour chaque grade ou slasse, en autant de sections qu'il y n dans des emplois de catégories différentes. Elle présente les noms, prénoms, grades, mude tions et mouvemens des efficiers et employés; le nombre de journées donnant ideoit a la solde sinsi qu'aux accessoires de la solule, et les décomptes en deniers des sommes dues pour les mêmes prestations. dies officiers en disposibilité, ainsi que les officiers généraux du cadre de réserve. sont compris, sur les revues de leurs classes respectives; dans des chapitres parti-

isos. Les sommes, sinsi que les journées de étaque section, sont additionnées séparément, et la revue est terminée par une récapitulation. Bans les révues en sent compris des traitemens passibles de retraite, la récapitulation présente le total des traitemens sur lesquets porte cette retenues traitemens sur lesquets porte cette retenues et celai des allocations rescriptions à la

retenue de deux pour cent au profit du

trésor.

507. Lorsqu'un officier change de grade ou d'emploi, ou passe de la position d'activité à celle de disponibilité ou de non activité, et rice versa, le décompte des sommes acquises dans chaque position est établi séparément, selon l'ordre ci-dessus déterminé, et de manière que des traitemens de nature différente ne puissent jamais être confondus dans un même chapitre.

508. Les revues de liquidation des fournitures en nature sont établies suivant le

modéle n. 32.

509. Les revues des officiers en non activité ou en congé illimité sont divisées par arme, et dans chaque arme par chapitres distincts, suivant l'ordre des grades. Elles sont conformes au modèle n. 53.

510. Les rappels de solde et accessoires non passibles de déchéance, et qui portent sur un exercice expiré, sont compris sur la revue du trimestre pendant léquel le paiement est ordonnancé. Dans ce cas, il est établi, pour rester annexé à la revue, un extrait distinct et séparé par exercice, modèles nos 54 et 53) indiquant nominativement tous les rappels effectués sur les crédits affectés aux dépenses de l'année courante. Quand il n'y a pas lieu à rappel, mention expresse en est faite à la suite de l'arrêté de la revue.

511. Les officiers sans troupe et employés militaires absens de leur poste par congé à l'époque où doit être établie la revue trimestrielle de liquidation, ne sont portés que pour mémoire sur ladite revue, à compter du jour de leur départ. L'intendant ou le sous-intendant militaire indique avec soin la durée du cougé, l'époque de son expiration, et s'il a été accordé avec ou sans solde.

512. Lorsque des officiers sans troupe ont été autorisés par le ministre de la guerre à toucher leur solde ailleurs qu'à leur poste ou à leur résidence, ils sont compris pour mémoire dans la revue de liquidation des officers sans troupe de l'arrondissement où ils résident habituellement, et l'intendant ou le sous-intendant militaire y porte l'annotation des ordres qui out autorisé le paiement de leur traitement pendant leur absence; pareille mention est faite dans la revue par laquelle ce paiement est régularisé.

513. Les officiers pairs de France on membres de la Chambre des députés peuvent, sans autorisation préalable, recevoir leur traitement à Paris pendant la durée

des sessions législatives.

514. Les revues de liquidation des officiers sans troupe et employés-militaires sont

dressées en triple expédition: la première reste pour minute entre les mains de l'intendant ou du sous-intendant militaire qui l'a établie; les deux autres expéditions, lorsqu'ils'agit d'une revue faite par un sous-intendant, sont adressées à l'intendant divisionnaire aussitôt après leur confection, et lorsqu'il y a eu des fournitures en nature, aussitôt après le réglement de décompte dont il est parlé en l'article 597. Les revues de liquidation des fornitures en nature ne sont établies qu'en deux expéditions, dont une pour migute.

515. Le sous-intendant militaire signataire de la revue y joint l'état des individus logés, avec ou sans meubles dans les bâtimens militaires; les feuilles de route. les congés, les ordres de mission, les billets de sortie des hôpitaux, et généralement toutes les pièces qui ont dû être communiquées aux sous-intendans, à l'exception des brevets et lettres de service. S'il existe plusieurs sous-intendans militaires dans la place, l'état des logemens est certifié par celui de ces fonctionnaires qui est chargé du service du casernement.

516. La revue de chaque classe d'officiers sans troupe, pour le quatrième trimestre, est en outre accompagnée d'un relevé comparatif (modèle n. 36) établissant la concordance qui doit toujours exister entre les droits constatés par les revues des quatre trimestres de l'exercice et les paicmens effectués.

517. Les revues de liquidation des officiers en non activité et en congé illimité sont dressées en trois expéditions, qui recoivent la destination indiquée par l'article 514. Le relevé comparatif ci-dessus prescrit doit également être joint, pour chacune de ces deux classes d'officiers, à la revue du quatrième trimestre.

518. Du 10 au 15 du premier mois de chaque trimestre, les sous-intendans militaires chargés de l'ordonnancement de la solde des officiers en non activité et en congé illimité dressent et font parvenir à l'intendant divisionnaire un relevé, conforme au modèle n. 37, des mutations survenues parmi ces officiers pendant le trimestre expiré: ce relevé est dressé séparément, par nature de traitement.

Du 16 au 20 dudit mois, l'intendant établit dans la même forme les releyés généraux de ces mutations, et les adresse immédiatement au ministre de la guerre.

CHAPITRE II. - Des corps de troupe.

Section In. - Des revues d'effectif.

§ In. .— Revues des sous-intendans militaires.

549. Pour constater l'effectif des hommes

et des chevaux, les sous-intendans militaires passent les corps en revue sur le terrain au moins une fois par mois. Les sousintendans militaires passent en outre les troupes en revue sur le terrain, toutes les fois qu'ils en reçoivent l'ordre, soit du ministre de la guerre eu des lieutenansgénéraux, soit des intendans militaires, ou lorsqu'ils le jugent eux-mêmes utile au bien du service.

520. Les revues des sous-intendans militaires ont lieu conformément à ce qui est prescrit par les ordonnances du 2 novembre 1833 sur le service intérieur des troupes d'infanterie et de cavalerie, et par la décision royale du 8 juillet 1835. Les sous-iatendans sont en grande teame de service.

521. Le sous-intendant militaire qui doit passer la revue d'une troupe d'artillerie attachée à une école de l'arme en prévient simultanément le maréchal-de-camp commandant la subdivision et celui qui commande l'école, lesquels doivent, chacun en ce qui le concerne, et en se concertant au besoin, prescrire les dispositions nécessaires. Toutefois, lorsque la place où l'école est située n'est pas chef-lieu de la subdivision, il suffit que le général commandant l'école en soit prévenu.

522. Les sous-intendans militaires sont leur revue par appel nominal, sur des feuilles d'appel conformes au modèle n. 38, qui leur sont remises, quand ils se présentent à la tête des compagnies ou escadrona, par les capitaines ou officiers commandans. Ces feuilles, certifiées par les commandans des compagnies ou escadrons et visées par le major, présentent les numéros, noms, prénoms, surnoms et grades des officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, ainsi que les mouvemens et mutations survenus depuis la dernière revue. Il est fait, pour les chevaux, des feuilles distinctes, suivant le modèle n. 39.

525. Le sous-intendant militaire reçoit, pendant la revue, les réclamations que les militaires de tout grade peuvent avoir à former pour des objets concernant l'administration; il est tenu d'y faire droit, lorsqu'elles sont fondées sur les lois et ordonnances. Il s'assure préalablement que les réclamans se sont adressés à leurs chefs, suivant les régles de la subordination, et de la hiérarchie.

524. Les seuilles d'appel dont il est sait mention à l'art. 522 pe dispensent point les officiers commandans de saire remettre au sous-intendant militaire les états de mutations dont l'établissement est prescrit par par l'art. 491.

525. Indépendamment des revues prescrites par les articles qui précèdent, les

sous-intendans passent encore celle des militaires malades aux hôpitaux, soit que ces militaires appartiennent ou n'appartiennent pas aux corps placés sons leur surveillance administrative. Les officiers d'administration comptables ou les gérans des hospices civils leur remettent, pour cette revue, des états nominatifs spéciaux, conformes au modèle n. 4Q.

526. Si un corps ou détachement reçoit l'ordre de changer de garmison, it est passé en revue la veille ou le jour de son départ. L'effectif constaté par cette revue est inscrit sur la feuille de route. Cette revue d'effectif est renouvelée, dans chaque gitte où la troupe doit séjourner, par le sous-intendant militaire, et, à son défaut, par le commandant de la place, le sous-préfet ou le maire. Elle est encore renouvelée par le sous-intendant militaire, le jour ou le lendemain de l'arrivée de la troupe au lieu de sa destination.

527. Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux détachemens de recrues.

528. Pour l'exécution de l'art. 526, les généraux commandant les divisions sont tenus de prévenir les intendans militaires de tous les mouvemens de troupes qui doivent s'opérer dans leurs divisions respectives. Cet avis est donné plusieurs jours à l'avance, lorsque le bien du service ne s'y oppose point. Si les mouvemens sont de nature à être tenus secrets, l'avis est donné dés que les circonstances le permettent. Dans tous les cas, les intendans militaires doivent être avertis assez à temps pour pouvoir faire préparer les vivres, le logement et les moyens de transport dans les lieux de passage.

#### § II. - Revues des intendans militaires.

529. Aux époques de leur inspection administrative, et éventuellement toutes les fois que l'intérêt du service le commande, les intendans militaires passent en revue sur le terrain les corps et détachemens de troupe stationnés dans l'étendue de leur division. Ces revues ont lieu ainsi qu'il est prescrit pour les revues à passer par les sous-intendans militaires.

#### Section II. - Des feuilles de journées.

550. Il est établi, pour servir à la confection des revues générales de liquidation des corps de troupe, des fenilles de joarnées tant pour les hommes que pour les chevaux, auvant les modèles, nos 41 et 42.

551. Les feuilles de journées sont établies eu double expédition, par compagale, escadron ou batterie, et par trimestre. Hen est établi une particulière pour l'état-major et la compagnie où le peloton hors rang. Elles sont nominatives et présentent, 1º les mouvemens et mintations survenus débuis la dernière revue de liquidation ; 2º le détuil des journées donnant droit aux diverses espèces de solde : supplémens et aécessoires de solde , à la prime journalière de la musse individuelle, ainsi qu'aux fournitures de vivres et de chauffage ; 50 le décompte des sommes et des rations à allouer! 40 le nombreides hommes agent droit aux premières mises de petit équipement. La feuille de journées de l'état-major et de la conipa? gnie ou peloton hors rang présente en outre le tableau de l'effectif du corps tant en hommes qu'en chevaux, ainsi que la balance des gains et pertes résultant des mutations sarvenues depuis la dernière revuel. Il est élabli une feuille de journées spéciale pour le chauffage, suivant le modèle nº 45.

, 532. Les seuilles de journées sont établies par les capitaines ; qui y partent seulement les noms, prénoms, grades, mulations et manyemens.:Lie décompte des journées et des différentes prestations, tant en deniers qu'en nature , ainsi que les diverses indications générales dont ces feuilles doivent être revôlues, y sont portues par le trésérier où l'efficier payeur du corps. La feuille de journées de l'état-major et de la compagnie hors rang est établie par l'officier d'habillement; le tableau général de l'effectif qui y Lait suite est rempli par le tresorier. Dans l'artillerie, et en vaison de la position spéciale des troupes de cette armé, les fetilles de journées sont toujours complétement remplies par les capitaines. Néanmoins la révision des décomptes doit étre faite par le trésorier. La feuille de journées spéciale pour le chausage est établie par le tresorier.

533. Lorsqu'il y a lieu d'allouer à un corps des sommes pour gratifications d'entrée en compagne; il en est dressé un état particulière qui ést foint bux feuillés de jouinnées. It en est de même à l'égâté des sommes à allouser pour fidérant de de partes de chevaus du d'eners; et pour gratifications aux instructeurs. Ces états sont conformés qui médalle de 44; 45 ét 36.

534. Il me dot y avoir 'qu' ille l'elille de journées pour tous les illimatés n'apparté nant à aucun corps qui font partie d'un corps provisoire.

133. Ebisqu'un corps ou un détachement de troupes est appeté à une armée émployée hors du royaume, ou qu'il cesse d'en faire partie, il 7 a coupure dans les feuilles de journées, à compter du jour du passage de la frontière. Si l'armée est rassemblée dans l'intérieur, ta coupure des feuilles de journées se fait à partir du jour où les allocations de la faction de d

tions du pied de guerre commoncent en cessent d'avoir fien. Il n'est point fait de coupitre dans les feuilles de journées quand il n'y a pas changement de règime, et que les troupes se déplacent sans passer, soit du pied de guerre an piéd de paix.

538. Lorsqu'un détachement composé de fractions de compagnies se séparé de la portion principale; it n'est établi port ét détachement qu'une seule feuille de journaite, dans laquelle les hommes appartenant à chaquel compagnie sont distingués par ordre de grades.

4877 Lorsqu'll se trouve dans tin corps des emploss d'officiers vicans, il en est fait mention sur les feuilles de journées.

\$58. Le miletate qui, à l'expration d'un trimestre, se ticave absent de son corps par congé ou mission ainorisée, h'ést, sauf lé das preu par l'ait. 551, poêté que pour mêmoire sur les fétilles de journées a compter du jour de son dépuit. On y indique avec soin la durée du congé, et s'il a été accordé avec ou sans soide.

539. Les officiers promus à un pouveau grade sont portés sur les feuille de journées à l'apostille de leur abrién grade, jusqu'au jour exclus de leur récéption, ét chimpfis depuis cette époque à l'apostille de leur houveau grade.

840. Les officiers passint, dans le même corps, d'une compagnée à une autre sans changer de grade, sont portes sur les feuilles de journées de leur ancienne compagnie, jusqu'an jour exclus où ils l'our quiftée.

541. Les homines nonmes capolitit du brigatiers, on passant il di emplot à un autre lans la clusse des adis-officiers, sont portes sur les feuilles de joutriées à l'hiositille de feur altried grude, jusqu'au jour exclus de leur réception, et ils comptent, depuis la même époque, à l'effectif de leur houveur grade.

542. Les Hommes passent d'une éditipagnle dans tille dufte sans l'hanger de grade on d'emploi, on par l'étre d'hité promotion, sont également instruction d'en l'étrilles du journées de leur antiente échipagnie jusqu'au jour exerts ou ne l'ont duritée.

1837 Les feiglies de fourlies l'hânt pour les libitudes tille pour les chétads, sont certifiées et signées par les commandains du concerne l'effectif et les mutations. Celles de l'Etat-minor et de l'a compagnie ou peloton hors rang sont céffiées et signées par l'officier d'habillement, ou, dans les portions détachées, par l'officier d'armement;

544. Le major ou son suppléant vérifié et constate, par un visa, la conformité des feuilles de journées avec le contrôle général, et le trésorier, ou l'officier payeur dans les portions désachées, certifié les décomptes de toute nature qu'il a établis sur ces

345. It n'est par établi de feuilles de journdes pour les régrues en russemblement, au sume setde ne teur étant due dans cetté position, aimsique l'étable des dispositions de l'art. 23: Les contrôles des défachemens de rocrues tienment lieu de feuilles de journées. après avoir été arrêtés conformément à Part. 488:

· B40. Pour les militaires ints en subsistance dans un corps, ides fediffes particità Heres de journées sont établies au titre de co corps, mais chaque homme y est designe par le corps auquel il appartient. Elles sont Opessees et certifiées par le trésorier: "

547. It n'est point établi de leutides de journées pour les écoles militaires , à l'exi esption de coño de cavalerie, non plus que pour de personnet des services administratills. It'y out supplee pur les terues, qui some moiningtives.

548. Les feuilles de journées des lépéts de convaisseurs et autres dépôts généranx. composés d'hommes appartenant à divers dorps, sóntidressées par l'officier comptablé et visces par le commandant du dépôt. Il est établi pour chaque dépôt une seule feuille de journée nut trimestre, divisée ch antant de chapitres du'if y a de corps ayant des hommes air dépot; cependant, si le depot est considérable; il peut être fait des feuilles de journées distinctes pour les hommes d'un même corps. ' '1'

549. Les feufilles de journées des dépôts de prisonnière de guerre sont établies et certifices par les commandans: fien est fait de particulières pour les prisonniers de chaque puissance, suivant le modéle no 47.

550. Les seuilles de journées à établiff pour la régularisation des fournitures de vivres faites aux atellers de condamnés et aux pénitenciers militaires, sont dressées' et certifiées par les comptables de ces éta-Missemens, Dirks fes penitenciers militaires, les feuilles sont vérifiées par l'inspecteur.

11554. Les millitaires appartenant à un corps, et qui; clant en congé ou mission, sont autorisés à recevoir feur solde hors de leur corps, ne sont compris dans les feuilles de journées de teurs compagnies respectives qu'antant que le double des états constatant les paiemens qui leur ont été faits est parvenu au conseil d'administration de leur corps. Cette disposition est applicable aux officiers de sante des corps détachés dans ! les limitant et ambulances, et autres designes aux articles 371, 393 et 394.

arme, le trésorier établit, d'après les fenilles de journées, un relevé général de journées présentant, pour l'ensemble des portions dir corps à comprendre dans une même revue, la récapitulation, par grade et par position, de toutes les journées donnant droit à des allocations en deniers. Ce relevé est visé et vérifié par le major. Il est conformé, selon l'arme, au modèle no 48.

553. Les conseils d'administration, ou les officiers qui doivent en tenir lieu, envoient les seuffies de journées aux sous-intendans militaires, au plus tard, dans les dix premiers jours de chaque frimestre pour le trimestre expiré. Si le corps est en marche pendant ces dix premiers jours, les feuilles de journées sont envoyées, immédiatement après son arrivée à destination. aŭ sous-intendant militaire qui doit prendre la surveillance administrative du corps. " 351. Indépendamment des pièces justificatives des mouvemens et mutations, les feuffles de journées sont accompagnées; 1º d'une expedition du releve general de fournées preserit par l'art, 552; 2º de l'elat, certifie par le sous-intendant militaire charge du service du casernement, des logemens assignés aux officiers dans les balimens militaires (modèle nº 49) ; 5º de l'ètat des officiers ayant droit à la gratification d'entrée en campagne; 4º de l'état des officiars ayant droft ann indennités de pertes de chevaux ou d'effets; 50 de l'état des gratifications accordées aux instructenrs: 60 de l'état nominatif des nouveaux admis à la haute pale journalière d'anciennele (modéle no 50); 70 des états des enfittis de troupe nouvellement admis (modele no 51 1 80 de l'état des retenues faites sur la masse individuelle des hommes reformés par congé de renvoi, ou des engagés volontaires renvoyes dans leurs foyers par suite de l'annulation de leur acte d'engagement (modéle nº 52); 9º de l'expédi-Hon des procès-verbaux de distribution et de reprise de marmites, qui doit être jointe à la feuille de journées spéciale pour le

chanfage (modèles 55 et 54). 555. Si les seuilles de journées ne sont pas fournies dans les délais prescrits par, l'article précédent, le sous-intendant militatre fait connaître les motifs du retard à l'intendant divisionnaire, qui, après s'être concerté avec le lieutenant général , pour faire cesser ce retard, en rend compteau mis: nistre de la guerre, et lui propose, s'il y an lien, des mesures de rigueur contre qui, dé droit.

556. Aussitöt que le sous-intendant militaire a reçu les seuilles de journées qui doivent ful être remises en execution des-252. Pans les corps de troupe de toute articles précédens, il en fait la vérification. sur les contrôles, les rectifie s'il y a lieu, et les vise. S'il n'a pas la surveillance administrative du dépôt, il les transmet sans délai au sous-intendant militaire chargé de cette attribution, lequel les communique au conseil d'administration central, pour qu'il en fasse faire une contre-vérification. Ce dernier sous-intendant, après s'être assuré de l'exactitude de la contre-vérification, fait opérer sur chaque seuille de journées les rectifications dont elle aurait été reconnue susceptible.

557. Les sous-intendans militaires s'assurent, par leur verification, 10 que toutes les mutations ont été rapportées exactement sur les seuilles de journées telles qu'elles sont inscrites sur les contrôles annuels, et constatées par les pièces justificatives; 2º du'il n'a point été fait de double emploi dans les différentes seuilles de journées sur lesquelles les mêmes militaires peuvent se frouver compris par l'effet de mutations ou de rappels dans le cours du même trimestre et dans le même corps; 3º enfin, que les prestations en deniers et en rations ont élé légitimement et légalement allouées, eu égard aux grades ou emplois des militaires, à leurs positions respectives de présence ou d'absence, et aux fixations des divers tarifs.

# Secrion III. Des revues générales de liquidation.

558. Il n'est établi qu'une revue générale de liquidation par trimestre pour toutes les portions d'un même corps stationnées dans l'intérieur du royaume. Il n'est également établi qu'une revue de liquidation par trimestre pour toutes les portions d'un même corps employées à la même armée.

559. Les revues de liquidation des corps de troupe sont conformes au modèle nº 55. Elles sont établies par le sous-intendant militaire chargé de la surveillance administrative de la portion de corps où se trouve le conseil d'administration central. Lorsqu'il y a lien, les sous-intendans militaires sont suppléés pour l'établissement des revues, ainsi qu'il est prescrit par l'article 504. Pour les corps dont l'organisation ne comporte qu'un seul conseil d'administration, les revues sont établies là où. se trouve ce conseil.

560. Les revues des écoles militaires ou autres établissemens désignés en l'article 422, ainsi que celles des ateliers de condamnés et des pénitentiers militaires, sont dressées par les sous-intendans militaires ayant la surveillance administrative de ces etablissemens.

561. If n'est point établi de revues collectives pour les corps provisoires composés de détachemens de différens corps : ces

détachemens sont compris sur les revues de leurs corps respectifs.

562. Les revues des corps de troupe sont numériques; elles font connaître l'effectif des hommes, celui des chevaux, lersqu'il y a lieu : le nombre de journées de présence ou d'absence, par grade et par position dans chaque grade, et elles constatent, d'apres ces bases, les droits du corps aux diverses allocations, tant en deniers qu'en rations de toute nature. Celles des écoles militaires sont nominatives; elles coastatent également les droits des parties prenantes. Les imprimés en usage pour ces différentes revues sont fournis par l'administration de la guerre.

563. Conformement à ce qui est prescrit à l'egard des officiers sans troupe par l'article 510, les rappels de selde et accessoires acquis à des corps de troupe sur un exercice expiré cont compris dans les feuilles de journées et dans les revues de liquidation du trimestre pendant lequel

ces rappels ont eu lien.

564. Chaque revue est accompagnée d'un extrait des feuilles de journées, distinctet séparé par exercice, établi conformément au modèle nº 56, et présentant le montant exact des rappels effectués sur les fonds affectés à l'exercice courant. Si la revue ne comprend aucun rappel de cette nature, la déclaration en est faite par le sous-intendant militaire à la suite de l'arrêté du décompte de libération.

565. Les revues doivent être établies dans les dix premiers jours du second mois de chaque trimestre pour le trimestre échu. à moins que le sous-intendant militaire, n'ait pas encore recu les feuilles de jour-, nées; auquel cas, il se conforme à ce qui

est prescrit par l'article 555.

566. Lorsque le dépôt d'un corps ou le personnel d'un établissement considéré comme corps, sous le rapport administratif, quitte l'arrondissement d'un sons-intendant militaire après l'expiration, d'un trimestre, mais ayant que la revue de. liquidation ait pu être établie, les seuilles. de journées, ainsi que les pièces à l'appui et tous les documens nécessaires à la for-, mation de la revue, sont adressés par le. sous-intendant militaire sous la surveillance ; administrative duquel le dépôt se trouvait. à l'expiration du trimestre, au sous-intendant militaire du lieu de la destination dudit dépôt, lequel demeure chargé d'éta-, blir la revue. Toutefois il y a obligation pour le sous-intendant militaire de l'ancienne garnison d'établir lui-même, la revue. de liquidation du corps jusqu'au décomple, de libération exclusivement, lorsque les feuilles de journées lui ont été remises dans

les délais prescrits, et que le corps n'a quitté la garnison qu'après l'expiration du mois dans lequel cette rémise a eu lieu.

567. Les revues de liquidation des corps sont établies en quatre expéditions, qui recoivent la destination indiquée par les articles 591 et 605.

CHAPITRE III. - Dispositions particulières aux troupes embarquees.

568. Les détachemens mis à la disposition de la marine pour les destinations indiquées à l'article 270 continuent à être compris dans les revues de leurs corps respectifs jusqu'au jour de l'embarquement. A compter de ce jour, its passent sous l'inspection des agens de la marine.

509. Dans le cas prévu par le même article 270, les agens de la marine doivent veiller à ce que les contrôles, les états de matations et les feuilles de journées soient régulièrement établis. Ils sont chargés de recueillir les feuilles de journées, de les viser et arrêter, et de les adresser ensuite aux intendans militaires des divisions dans lesquelles sont stationnés les dépôts des corps auxquels les détachemens appartiement.

: 570. Il est établi des revues spéciales pour les détachémens mis à la disposition de la marine, à compter du jour de leur embarquement. Ces revues sont dressées par les sous-intendans militaires chargés de la surveillance administrative des dépôts des corps dont les détachemens sont partie.

571. Les agens de la marine sont tenus de se cenfermer aux dispositions de la présente ordonnauxe, pour ce qui concerne les paiemens à faire aux troupes embarquées.

572. Le remboursement par le département de la guerre au département de la marine des sommes avancées aux troupes embarquées a lieu sur la production des états de paiement quittancés. A l'égard des officiers sans troupe ou des militaires n'appartenant à aucun corps, le remboursement des avances se fait d'après des revues nominatives établies par les agens de la marine, et auxquelles doivent être anaccés les mandats de patement.

TITRE III. — DES DÉCOMPTES DE LI-BÉRATION.

CHAPITRE Ier. — De la réunion des titres d'imputation.

SECTION I". - Des déclarations de quittance.

573. Dans les dix premiers jours de chaque trimestre, le payeur de chaque département établit, conformément au modèle so 57, et d'après les déclarations de quit-

tance, un bordereau général des paiemens effectués dans le cours du trimestre précédent, soit par lui, soit par ses préposés ou suppléans, sur les fonds affectés à la solde des troupes. Il comprend aussi sur ca bordereau les paiemens qui, applicables à des droits acquis pendant le trimestre expiré, n'ont été opérés que dans les dix premiers jours du trimestre courant.

574. Si, après le 10 du premier mois de chaque trimestre, le payeur opère encers quelques paiemens pour droits acquis pear dant le trimestre expiré, il établit un bordereau supplémentaire pour ces paiemens.

575. Les déclarations de quittance sont inscrites aux bordereaux dans l'ordre des différentes armes et par corps; elles sont en outre rangées suivant leurs dates et la série de leurs numéros.

576. Le payeur adresse les borderaux uvec les déclarations de quittance au sous-intendant militaire qui a ordonsancé les palemens. Ce dernier lui accuse la réception du tout, après les vérifications de droit.

577. Le sous-intendant militaire garde par devers lui les déclarations de quittance souscrites au titre des corps qui sont sous sa surveillance administrative, pour les imputer dans leurs décomptes de libération. Quant aux déclarations de quittance appartenant à des corps dont les revues de liquidation doivent être décomptées dans un autre arrondissement, le sous-intendant militaire les réunit sous une fiche par corps) indiquant, par extrait du bordereau géné» ral, le numéro et le montant de chaque pièce. Il adresse ensulte cette fiche, avec les déclarations de quittance qui s'y rattachent, au sous-intendent ayant la surveillance administrative du corps auquel ces pièces sont imputables. Cet envoi doit être fait dans le mois qui suit le trimestre expiré.

578. Chaque sous-intendant militaire dépositaire des hordereaux y annote marginalement l'emploi qu'il a fait des déclarations de quittance qui y sont inscrites, soit en les imputant lui-même, soit en les transmettant à d'autres sous-intendans muliquires.

Section II. — Des bordereaux de totalisation des fournitures en matere.

579. Les formitures en nature devant être totalisées pour chaque trimestre, aux époques et suivant les formes prescrites par e réglement sur les subsistances militaires à le sous-intendant militaire garde par devers lui une des deux expéditions de chaque bordereau de totalisation, avec les pièces à l'appui; il donne ensuite à ces bordereaux la destination prescrite par l'art, 577 pour les déclarations de quittance.

780. Les bordereaux de totalisation des fournitures faites, soit dans l'intérieur, soit dans l'arrondissement d'un corps d'armée on d'un rassemplement sur le pied de guerre, à des officiers sans troupe ou à des employés militaires, sont envoyés aux intendaris ou aux sous-intendans militaires enargés d'établir les revues de ces officiers ou employés.

561. Les envois prescrits par les deux urticles précédens doivent être effectués dans le mois gui suit le trimestre que les

fournitures concernent.

Sacrice III, -- Mode d'envoi des pièces d'un sousintendant militaire à un autre,

582. Les déclarations de quittance et bordermans de tessisation que les sous-intendans militaires ont à s'envoyer mutuellement; en exécution des art. 577, 579 et 580, doivent être renfermés en un paquet seus pandes grandes, chargé à la poste. Ces piècas sont détaillées dans un bordereau énuméssaif en deux expéditions, dont une est renvoyée au sous-intendent militaire expéditage, revêtue du récépisée du destinataire.

585. Si, sing jours après le délai convemable pour la réception de ce récépissé, il n'est point encore parvenu au sous-intendant militaire expéditeur, celui-ci est tann d'un materie expéditeur, celui-ci est tann d'un materie de la division, lequel en réches, s'il y a tieur au ministre de la gastice.

# CHAPITAR II. — Da la formation des dicomples,

Secres In .- Begles pour leur stablissement.

584. Toutes les dépenses, soit en deniers, soit en nature, autorisées par la présenje ordonnance, à l'exception seulement de la solde et des accessoires de solde des officiers sans troupe et des employés militaires, ainsi que de la solde des officiers en non activité on en congé illimité, donnent lieu à des décomples définitifs qui ont pour objet d'opérer la libération du département de la guerre envers les parties prenantes, et vice parte.

585. Aussitét qu'un sous-intendant militaire a établi la revue de liquidation d'un corps de troupe ou d'un établissement considéré comme tel, et qu'il a réuni toutes les déclarations de quittance et horderonux de jolalisation constatant les sommes et les fournitures à imputer sur cette gevue, il pressele décompte de libération, et le remet au conseil d'administration, qui le signe et le renvoie au sous-intendant militaire, s'il ne donne lieu à aucune observation. Dans le cas contraire, le sous-intendant convoque le conseil pour procéder contradictaire, ment, et séauce tenante au réglement du décompte.

.566. Les avances an argent et en effets de petit équipement sur militaires isolés sont considérées comme sommes perçues par le corps, et sont en conséquence imputées dans ses décompter de libération, ainsi qu'il est étt à l'art. 432.

587. S'il résulte du décompte des prestations en nature que le derps sit rèçu ent plus grand nombre de rations que celui qui lui est aljeué par la nevue, le montant de ce trop perçu est porté au débit du cerps.

588. Le dénompte en deniers des trop perçus sur les prestations en nature est fait d'après un larif établi par le ministre de la guerre, et suivant les prix déterminés pour la division dans laqualle le corps reçu le plus grand nombre de rations. La compensation d'un trop perçu avecus moins perçu est agiorisée, dans la limite d'un même trimestre, peur les densées qui sont de nature à être substituées les sunés aux autres.

- 589. Le nous-dutendant militaire arrête, conjointement avec le conseil d'administration, le siècempise de libération sur les quatre capéditions de la revue. Il appose son anchet d'annuation sur les bordèreaux de totalisation, les déclarations de quêtance et les mandats d'avances.

590. Lorsque le cas prévu par l'art. 560 se prénente aprèt l'établissement de la revue de liquidation, mais avant que le décompté de dibération soit founé, la revue; les déclarations de quitance, houdereaux de tatalisation, et génératement tentes les préces devant acres des par le sens-fattendant militaire du lieu du départ su sous-intendant du tieu de la destination, lequel demoure chargé de l'arrêté du décompte de libération.

# Section II. - De la destination des Revues décomptées.

décomptée est remise, avec une expédition de la revue décomptée est remise, avec une expédition des feuilles de journées et la minute du relevé général de journées, au conseil d'administration du corps qu'ette concerne. La deuxième et la troisième expédition de la revue sont envoyées à l'intendant divisionalre. Cet envoi doit être fait au plus Tard le quinze du deuxième mois qui suit le trimestre expiré, à moins d'empéchement légitime, dont le geus-jatendant mitiaire est teux de rendre compte aur-le-champ. La quatrième expédition, senyant de mipule, reste entre les mans du leques intendant, ainsi que les bons de distribution.

592. Toutes tes fois que le sous-inten-, dant militaire a besoin pour ses vérifica-, fions ultérieures, de recourir aux feuilles de journées des trimestres expirés; il réclame la communication de celles qui sont restées à l'appui des reques conservées par le conseil d'administration, lequel est tenu de déférer sans délai à sa demande.

593. L'une des deux expéditions de la revue adressées à l'intendant divisionnaire doit être accompagnée : 1º des feuilles de journées; 2º des extraits relatifs aux ranpels de soldes et accessoires portant sur un exercice expiré; 30 des différentes pièces énumérées an l'article 554: 4° des fenilles de rectification; 59 de la copie des ordres de retenue et autres qui ont été donnés par le ministre; 60 des feuilles de route. permissions, congés, ordres de mission, billets de sortie des hôpitaux, etc. 1 70 des déclarations de quittances et mandats[d'avances en argent et en effets de petit équipement; 8º des bordereaux de totalisation. et généralement de toutes les les pièces qui ont dû êtpe communiquées au sous-intendant militaire, à l'exception des brevets, lettres de service et bans de distribution.

CHAPITRE III. — De la consommation des décomptes.

Secrios In. - Des corps de troupe.

594. Si le décompte de libération d'une revue, suit de l'exercice courant, soit d'un exercice expiré, présente pour résultat un moment parça : le montant en est porté en augmentaiton sur le premier état de palement de la palde courante, et le corps en est imédiés sur le décompte de libération de la revue correspondant à cet état de paiement.

595. Lorsque le décompte de libération présente un trop porque la somme d retenir est partiée en étécuellon sur le premier état de paioment de la saide comme de le le saide comme sur le décompte de libération de la revue correspondent à cot état de paiement.

a faire en vertu des deux articles précédéns a faire en vertu des deux articles précédéns partents sus un excércice expiré, în en ést suit mention par une note détaillée, misé au bas de décompte sur lequel·le corps se troute la maissant débité de leur montant. Les commes autonées ou dédutés, à ce titre, sont, en outre, annotées d'une manière distincte sur le relevé transentiel de mandats, prescrit par l'art. 364

Section II. — Des fournitures en nature faites aux bifficiers sans troupe et employés militaires.

597. Dans les eing denniers jours du mois qui suit le trimestre expiré, les inten-

dans ou sous infandons militaires procedent d'office à la formation des décomptes de litabération des fournitures de vivres et de fourrages, faites pendant le mêmei trimestre aux officiers sous troupe et aux employés militaires dont ils ont établi les revues. En cas d'empéchement, il du est rendu compte immédiatement à l'intendant militaire, ou au ministre, si c'est l'intendant qui doit régler le décompte.

598. Les décomptes de libération sont portés sur les revues; les bordescaux de totalisation sont frappés du cachet d'annolation de l'intendant ou du sous-intendant militaire, et restent dans ses archives à

l'appui des décomptes.

599. S'il existe un trop pencu, la somme à laquelle il est évalué est portée en déduction sur le premier mandat de paiement et sur la revue correspondante. La conversion en deniers des rations percues en trops aprèc ainsi qu'il est preserit par l'article 588.

600. Si la partie prenante qui doit supporter la relenue a passé sous le surveillance administrative d'un autre intendant ou sous-intendant militaire, celui qui a réglé le décompte est tenu, sous sa responsabilité personnelle, d'en prévonir ledib intendant ou sous-intendant, et 'de luit adresser an même temps une fettille de retenue, pour qu'il en soit fait imputation conformément à l'article précédent.

TITRE IV. — DE LA VERIFICATION DES REVUES.

CHAPITAE Ier. — De la verification par les intendans militaires.

601. Aussitot que l'intendant militaire a recu les revnes de liquidation établies par lassous-intendans militaires employés dans sa division, il procede à leur vérification. Pour faciliter rette vérification, l'infendant doit se raporter au registre indiqué en l'auticle 438.

602. Les résultats de la vérification des reques établies par les sous-intendans militaires : sant 'constatés par des fenilles de vérification conformes au modèle m' 58.

605. Les sendles de vérification congernant les revues des corps sont adressées aux sous-intendans militaires qui en ont la surveillance administrative, et commuriquées par eux aux conseils d'administration pour avoir leurs observations. Les seuilles relatives aux revues des officiers sans troupe et des employés militaires sont envoyées aux sous-infendans qui and établi ces revues.

604. Si, d'après la réponse du sous-intendant militaire, l'intendant juge qu'il y a lieu à rectification, il dresse, à cet effet, une feuille conforme au modèle n°59. Cette feuille de rectification est transcrite sur les deux expéditions de la revue qu'elle concerne et envoyée au sous-intendant, qui la transcrit aussi sur la minute de la même revue. Quand la feuille de rectification est relative à un corps de troupe, pareille transcription est faite sur l'expédition remise au conseil d'administration. Si la vérification n'a donné lieu à aucun redressement, l'intendant le constate par un visa motivé et daté qu'il appose sur la revue.

605. L'intendant militaire adresse les revues au ministre de la guerre aussitôt après en avoir terminé la vérification. L'envoi doit en être fait, au plus tard, dans le troisième mois qui suit chaque trimestre, tant pour ce qui concerne les officiers sans troupe, les employés militaires en activité, et les officiers en non-activité ou en congé illimité, que pour les corps de troupe et les établissemens considérés comme tels. En cas d'empêchement, l'intendant rend compte au ministre des motifs du retard, en lui adressant, le 1er et le 16 de chaque mois, un état de situation conforme au modèle nº 60. Les revues des corps sont envoyées au ministre en deux expéditions, dont l'une est accompagnée des feuilles de journées, des extraits comprenant les rappels applicables à des exercices expirés, de toutes les pièces énumérées en l'article 554, enfin, de celles désignées aux paragraphes 4 et 5 de l'article 593. Les revues des officiers sans troupe et celles des officiers en non-activité et en congé illimité sont également envoyées au ministre, en deux expéditions; l'une d'elles est accompagnée des extraits comprenant les rappels afférens à des exercices expirés, des feuilles de rectification et des copies des ordres de retenue ou autres qui ont été donnés par le ministre. Aux revues des officiers sans troupe sont, en outre, annexés les états de logement et les certificats de pertes de chevaux et d'effets, lorsqu'il. y a lieu. Les pièces justificatives autres que celles ci-dessus mentionnées sont renvoyées aux sous-intendans militaires, qui, lorsqu'elles concernent des corps de troupe, remettent aux conseils d'administration celles qui doivent appuyer les inscriptions faites au registre-matrieule, ainsi que les mandats d'avances en argent et en effets de petit équipement, les déclarations de quittance et les bordereaux de totalisation.

CHAPITRE II. — De la verification au ministère de la guerre.

606. Les revues de liquidation des offi-

ciers sans troupe et des employés militaires, établies par les intendans militaires, sont vérifiées dans les bureaux du ministre de la guerre.

607. Les revues d'officiers sans troupe et des corps de troupe, établies par les sous-intendans et vérifiées par les intendans militaires, sont contre-vérifiées dans les bureaux du ministre de la guerre.

608. Le ministre prescrit les mesures nécessaires pour la rectification des erreurs reconnues dans les revues par suite de la vérification ou de la contre-vérification faite dans ses bureaux.

CHAPITRE III. Do la rectification des orrours.

Section Ite. — Officiers sans troupe et employés ; militaires.

609. Les sommes dues, soit sur l'exercice courant, soit sur un exercice expiré, à des officiers sans troupe ou employés malitaires, par suite de la vérification des revues, sont portées en augmentation sur les premiers mandats de paiement individuels et sur les revues du trimestre correspondant à ces mandats.

610. Les sommes dont les officiers sans troupe ou les employés militaires peuvent se trouver débiteurs, par suite de la vérification des revues de liquidation ou de la balance des décomptes de libération de fournitures en nature, sont pertées en déduction sur les premiers mandets individuels de paiement, et sur les retenues correspondantes, quel que soit l'exercice sur lequel les retenues doivent porter. Ces retenues sont opérées dans la proportion fixée par l'article 451.

Section II. - Gorps de troupe.

611. Les augmentations à epérer par suite des erreurs constatées par la vérification des revues de liquidation des corps de troupe, ou des établissemens considérés comme corps, s'effectuent sur les premiers mandats de paiement de la solde courante, et sur les revues du trimestre que ces mandats concernent.

612. Si un corps doit subir une retenue d'après la vérification de ses revues, le montant intégral en est porté en déduction sur le premier mandat de palement de la solde courante, et sur la revue du trimestre correspondant.

613. Lorsqu'une erreur a été reconnue dans un décompte de libération, l'augmentation ou la déduction à opérer est portée sur le premier mandat de paiement de la solde courante, et le montant en est ajouté au crédit ou au débit du corps, sur

le décompte de libération dans lequel ce même mandat de paiement doit être imputé.

614. Dans les cas prévus par les articles précédens, les sous-intendans militaires doivent toujours indiquer la revue où l'erreur a été commise, et la feuille de restification en vertu de laquelle les augmentations ou les déductions sont effectuées. Cette feuille reste annexée à la revue sur laquelle la rectification a lieu; si ladite rectification concerne un exercice expiré, une note détaillée doit le faire connaître.

615. Lorsque le dépôt d'un corps, ou le personnel d'un établissement considéré comme corps, passe d'une division dans une autre après l'établissement de la revue de liquidation, mais avant qu'elle ait pu être vérifiée, l'intendant militaire de la division où elle a été dressée la vérifie, comme s'il n'y avait pas eu de changement de destination. S'il ne résulte de cette vérification aucun point à éclaireir ou à rectifier, il envoie la revue au ministre de la guerre. Si, au contraire, quelques erreurs sont signalées, il établit la feuille de vérification et la transmet, avec la revue et toutes les pièces à l'appui, à l'intendant de la division dans laquelle le corps a passé. Cet intendant reçoit les observations et les réponses du conseil d'administration, et établit, s'il y a lieu, la feuille de réctificalion.

### TITRE V. - DISPOSITIONS PARTICU-LIÈRES.

616. Chaque année, à l'époque de leur inspection administrative, et forsqu'ils ent passé les revues d'effectif mentionnées en Particle 529, les intendans militaires se font représenter les registres et les pièces justificatives, à l'effet de vérifier et arrêter la comptabilité des corps de troupe pour l'exercice expiré, en se conformant aux dispositions qui leur sont prescrites à cet égard par des instructions spéciales du ministre de la guerre, auquel ils rendent compte de leurs opérations. Ils examinent en même temps le travail des sous-intendans militaires dans toutes ses parties. Les intendans sont temus, sous leur responsabilité personnelle, de faire cesser les négligences ou abus qu'ils auraient découverts.

617. Les officiers de l'intendance militaire sont pécuniairement responsables de tout paiement et de toute fourniture qu'ils auraient autorisés contrairement aux lois, ordonnances et réglemens, sauf leur recours sur les parties prenantes. Toutefois ce recours ne peut être exercé que sur les officiers. Quant aux sous-officiers, caperaux

ou brigadiers et soldats, il ne doit avoir Heu que lorsque les sommes indâment perçues ont élé versées à leur masse individuelle. Dans le cas contraire, les officiers de l'intendance militaire demeurent responsables des paiemens irréguliers, s'ils les ont, au préalable, autorisés d'une manière expresse. Sinon, la responsabilité retombe sur les officiers qui ont pris l'initiative des paiemens; elle est partagée. lorsqu'il y a lieu, par ceux que la nature de leurs attributions appelle à vérifier les pièces servant au paiement du prêt. Dans aucun eas les officiers de l'intendance militaire ne peuvent être constitués pécuniairement responsables qu'en vertu d'une décision motivée du ministre de la

618. Les officiers de l'intendance militaire tiennent un registre, suivant le modele n. 61, de toutes les revues de liquidation qu'ils ont établies. Ils tiennent également un registre, conforme au modèle n. 62, des plèces d'imputation de toute nature concernant, soit les officiers sans troupe en résidence dans leur arrondissement, soit les corps de troupe placés sous

leur surveillance administrative.

619. Les intendans militaires tiennent un registre conforme au modèle n. 63, pour servir à inscrire les revues qu'ils ont reçues, celles qu'ils ont vérifiées, les résultats de ces vérifications, les augmentations ou diminutions portées dans les feuilles de rectification, et l'exécution des dispositions prescrivant ces augmentations ou diminutions.

620, Les officiers de l'intendance militaire tiennent un répertoire analytique sur lequel ils enregistrent tons les proces-verbaux qu'ils dressent, pour quelque cause que ce soit. Ce répertoire, conforme au modéle n. 64, est tenu constamment à jour,

sans surcharge ni interligne.

621. Les envois que doivent faire par la poste les intendans et sous-intendans militaires, ainsi que les officiers et fonctionnaires civils qui les suppléent, ayant droit de franchise, s'effectuent sous bandes croisées, et la suscription de chaque envoi est contresignée par le fonctionnaire qui l'expédie.

622. Les officiers sans troupe et les employés militaires qui ont des réclamations à former pour solde et accessoires de solde sont tenus de s'adresser à l'intendant où au sous-intendant mflitaire de l'arrondissement ou du corps d'armée dans lequel ils sont employés. Les militaires appartenant à un corps, qui ont des réclamations à faire, soit contre leur corps, soit contre le trésor, les adressent au conseil d'administration, qui est tenu, s'il ne paut v satisfaire, de les transmettre immédiatement au sous-intendant militaire ayant la surveillance administrative de ce corps.

625. Tout sous-intendant militaire qui a recu une reclamation de la nature de celles spécifiées en l'article précédent, est tenn, si elle est fondée, d'y satisfaire surle-champ. Si la réclamation ne lui parait pas susceptible d'être admise, il doit mo-Uver son refus par écrit et le notifier au réclamant par la voie hierarchique, Si le réclamant se croit fondé à appeler de la décision du sous-intendant militaire, il se pourvoit devant l'intendant divisionnaire, auquel il adresse en original la réponse du, sous-intendant. L'intendant statue définitivement, et lui fait pareillement connaître sa décision par écrit. S'il s'agit d'un cas: extraordinaire, non prévu par les réglemens, l'intendant militaire en réfère au ministre de la guerre qui prononce.

624. Les réclamans peuvent appeler au ministre de la guerre des décisions des intendans militaires, ou des refus qu'ils en auraient éprouvés; mais dans ce cas ils doivent joindre à leurs demandes les réponses qu'ils ont recues de ces fonction-

naires.

IVe PARTIE. - DE LA SOLDE DE RE-FORME ET DES SECOURS.

TITRE Ier .-- DE LA SOLDE DE RÉFORME.

.;683. Les droits à la solde de réforme; dans les cas prévus par la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers, sont l'objet d'une liquidation arrêtée par le ministre de la guerre, après avoir été névisée par le comité du conseil d'état attaché à son département.

626. Les bases de la liquidation sont notifiées à l'intéressé par un titre officiel énonçant le détail de ses services effectifs . et la temps durant leguel il a droit à la solde de réferme. Ce titre est adressé avec l'autorisation de paiement à l'intendant militaire de la division où il a fixé son demicile, et lui est remis, visé par ce fonction? naire, sur son sécépissé, qui est transmis au ministre.

. 627//Tout pourvoi contre la liguidation d'une solde de réforme doit être forme, à peine de déchéance, dans le délai de trois mois, à partir du premier paiss ment des arrérages, pourvu que les bases de la liquidation aient été notifiées comme il est prescrit à l'article précédent (1).

11. 1 . 1 . 1 . 1

638. L'officier mis en réformé est rendu à la vie civile, et libéré des obligations de l'état d'activité on de non activité, compue

l'officier mis en retraite (2).

629. Il pent changer de résidence, voyager et se marier sans êste tonu d'en obtenir la permission, présiable du ministre de la guerre un sie l'autorité militaire logale. Il pent comulier sa solde de réforme avec un trattement/civil diactivité (3).

630. Il peut résider hors du royaume, et dans ce cas il est soumis aux conditions de notre ordonnance du 24 février 1832 relative aux titulaires de pensions militaires résidant

en navs étranger (4).

631. Le droit à l'obtention on à la jouissance de la solde de réferme est suspendu: par la condamnation à une peine afflictive ou infounante, pendant la durée de la peine; par les circonstances qui font perdre la qualité de Français, durant la privation de cette qualité; par la résidence hors du rewarme sans notre autorisation, lorsque le titulaire est Français ou naturalisé Français, ou assujetti par l'ordonnance du Sjuin 1816 à se pourvoir de lettres de déclaration de naturalité (5).

632. La retenue de deux pour cent spéoifide par l'art. 455 est exercée sur les soides de réforme dont la quotité annuelle dépasse

eing cents frames (6).

633. Les soldes de réforme et leurs arrérages sont incessibles et insaisissables, excepté dans les cas de débet envers l'Etat of les corps, en dans les circonstances prévues per les.art. 205, 205 et 214 du Code civil. Dans cos doux cas les soldes de réforme sant passibles de retonues, qui ne pouvent excéder le cinquième pour cause de débets et la tiers pour glimens (7).

634. Les retenues à exercer par précompte, soit pour alimens, soit pour débets envers l'Etat ou anvers l'administration d'un corps de troupe, n'ont lieu qu'en vertu

...(2) Articles 0, 14 pt 10 de la loi du 19 mai 1834.

sur l'état des officiers

<sup>(1)</sup> Disposition analogue à celle de l'article 25 de la toi du 11 avril 1831 sur les pensions de l'ormée

<sup>(3)</sup> Article 27 de la loi de finances du 25 mars 1817; articles 14 et 21 de la loi de finances du 15 mai 1618, et article 19 de la loi du 19 mai 183h.

<sup>(4)</sup> Journal militaire, 1" semestre 1832, p. 145. Cette ordonnence, deliberes en congeil d'état, scins place l'ordonnance du 7 décembre 1816, concer-

nant la résidence en pays étranger des militaires en retraite ou en réformé.

<sup>(5)</sup> Dispositions analogues, à celles que ségissent l'application de l'article 36 de la loi du 14 ayrij

<sup>1331,</sup> any pensions militaires de retraite.

(b) N°2 de l'art. 2 du décret du 25 mars 1811,

(7) Dispositions basées sur les lois dés 11 avril

1831 (article 28) et 19 miai 1854 (article 20), et sur le détret tha 24 juin 1608; rendu sur t'avis du conacidadiotes. Starting Start

d'une décision du ministre de la guerre. Celles qui ont pour objet des trop perçus susceptibles de rentrer par voie de réduction de dépense au crédit du budget de la guerre peuvent être prescrites par les officiers de l'intendance militaire. Dans ce cas A est rendu compte au ministre par un rapport motivé de l'intendant de la division, accompagné, s'il y a lieu, des obscryations du débiteur. L'intendant juge si les observations sont de nature à faire suspendre provisoirement les imputations. Les retenues pour alimens peuvent être exercées simultanément avec les retenues pour débets. S'il y a plusieurs débets, les retenues sont successivement opérées dans l'ordre ci-apres: 1º imputations de trop percus; 2º autres débets envers l'Etat; 5º débets envers l'administration d'un corps de tronpe.

655. Dans le cas où le titulaire d'une solde de réforme entre à l'hôpital, et y est traité au compte du département de la guerre, l'une subit, selon la quotité de sa solde, l'une des deux retenues indiquées dans les observations générales qui précèdent les tarifs annexes à la présente ordonnance.

636. La soide de réforme est payable par

trimestre, à terme échu.

657. Les arrérages de la solde de réforme sont mandatés par les officiers de l'intendance militaire sur les crédits qui leur sont ouverts ou délégués à cet effet. Le mandat est conforme au modèle nº 65 et payable dans le délai fixé par l'art. 586. Il n'est présenté au payeur qu'après que le certificat d'existence indiqué au dos de ce inpuelle a été dûment rempll. Le titre officiel énonçant la durée de la solde de réforme doit être représenté, soit à l'officier de l'intendance militaire, soit à u payeur, chaque lois qu'ils le requièrent.

658. Les paiemeus sont constatés par des revues trimestrielles conformes au modèle no 66. Elles énoncent pour ordre les mandats non acquittés, les arrérages non réclamés, ainsi que les causes connues ou présumées du non paiement, et sont transmises, en double expédition, au ministre dans le délai déterminé par l'art. 603. L'une des deux expéditions de chaque revue est accompagnée d'un extrait distinct et séparé (modèle nº 67) comprenant les rappèls applicables à des exercices expirés.

639. Les relevés mensuels des mandats et le relevé générat, par trimestre, des mutations survenues sont adressées au ministre la guerre, par l'intendant mailitaire,

dans les délais déterminés par les art. 364 et 518.

640. Le titulaire d'une solde de réforme, absent de sa résidence ordinaire pour cause

de voyage dans le royaume, continue de percevoir les arrérages de sa solde, dans le département de son domicile de droit. A cet effet, il fait produire au payeus, à l'appui du mandat, l'une des deux pièces cit apprès, légalisée par le préfet du département où il se trouve momentanèment : Soit le certificat d'un notaire critificateur, établi dans la forme prescrite pour le paiement des arrérages de pensions militaires de retraite. Soit le certificat d'un maire, rédigé selon la formule indiquée au dos du mandat dont il est fait mention à l'arquicle 657.

641. Si le titulaire change de domicile dans le royaume, et s'il veut être, payé dans le département de sa nouvelle résidence, sa demande, appuyée de la justification du changement de domicile, est remise ou adressée au sous-intendant militaire du département qu'il quitte. Ce fonctionpaire lui délivre en échange un certificat de cessation de paiement, sur lequel mention est faite, lorsqu'il y a lieu a des retenues spéciales dont sa solde de réforme resterait passible. Le sous-intendant transmet la demande à l'intendant avec tous les renseignemens nécessaires pour la continuation du paiement, et, s'il y a lieu, des retenues.

642. Si le changement a lieu dans la même division militaire, l'intendant, après avoir vérifié les documens qui lui ont été transmis, donne ses instructions qui sonsintendant militaire du département du

nouveau domicile.

643. Si le changement s'opère d'une flvision à une autre, l'intendant militaire de la division d'où le titulaire sort, transmèt, sous sa responsabilité, les mèmes documens par lui vérifiés, et la copie figurée de l'autorisation ministérielle de paiement, à l'intendant de la division où le titulaire passe; ce dernier fonctionnaire poursoit à la continuation du paiement de la solde de réforme.

644. Les mutations de division à division sont motifiées au ministre de la guerre, dans le relevé général des mutations mentionné en l'article 639; celles de départe, ment à département sont inscrites à la

suite dudit relevé.

645. Le titulaire qui réside dans une colonie française peut, à son choix, y perceryoir sa solde de réforme ou la faire percevoir à son dernier domicile en France. Dans te premier cas, et sur sa demande transmise avec les renseignemens concernant les arrérages dus et les retenues dont il serait passible, par l'intendant de la division où il était précédemment pagé, le ministre de la guerre fait au ministre de la marine et des colonies les communications nécessaires pour que le paiement des arrérages soit opéré dans la colonie, à charge de remboursement par le département de la guerre. Dans le second cas, le réprésentant du titulaire produit au payeur l'un des certificats énoncés en l'article 640, léga-

lisé par l'autorité supérieure de la colonie. · 646. Tout certificat de vie délivré en pays étranger, et produit, soit à l'officier de l'intendance militaire chargé de mandater les arrérages d'une solde de réforme, soit au payeur, devra, si le titulaire est Français ou naturalisé Français, ou assujetti par l'ordonnance du 5 juin 1816 (1) à se pourvoir de lettres de déclaration de naturalité, être conforme au modèle nº 3 annexé à l'ordonnance du 24 fév. 1832 (2) concernant les militaires en retraite résidant à l'étranger. Ce certificat ne sera admis qu'autant que le titulaire de la solde de réforme aura obtenu, dans les formes prescrites par ladite ordonnance du 24 řévrier 1832, notre autorisation de résider hors du royaume, et que cette autorisation aura été notifiée à l'intendant militaire de la division où s'effectue le paiement des arrérages. Mention de la date et des conditions de notre autorisation sera faite tant sur les contrôles de la soide de réforme que sur les revues (3),

647. La solde de réforme dont les arrérages n'ont pas été réclamés pendant une année révolue est provisoirement considérée comme éteinte, et ne peut être rétablie sur les contrôles que par une décision du mi-

nistre de la guerre.

Les demandes en rétablissement sont transmises au ministre par l'intendant militaire avec son avis appuyé des explications fournies par le réclamant, et d'un certificat du maire de son domicile, vérisié ou au moins légalisé par le préset du département, constatant qu'il n'a pas résidé plus d'un an hors du royaume depuis le dernier paiement, ou que, dans le cas contraire, il avait obtenu notre autorisation (4).

648. Les arrérages de la solde de réforme sont soumis pour la prescription aux con-

ditions de l'article 246.

649. Les dispositions du présent titre sont applicables aux traitemens de réforme antérieurs à la loi du 19 mai 1834, y compris les anciennes soldes de non activité payées à titre de traitement de réforme en

vertu de l'ordonnance du 5 mai 1824. Les titutaires de ces trailemens en conservent la jouissance conformément aux ordonnances qui les ont placés dans la position de réforme, et aux titres officiels dont ils ont été munis (5).

650. Il n'est pas dérogé à la forme des justifications que les militaires des régimens suisses licenciés en 1830 ont à produire, conformément au traité conclu le 22 avril 1831, entre la France et la Suisse, ni à la forme de celles qui sont en usage pour les officiers suisses jouissant dans leur patrie d'un traitément de réforme concedé antérieurement audit traité.

### TITRE II. - DRS SECOURS.

651. Les secours permanens aux réfugiés étrangers réunis en dépôt sont payés collectivement, par mois et à terme échu, comme la solde des officiers de troupe. Les mêmes secours aux réfugiés isolés sont payés par mois, à terme échu, sur mandats individuels conformes au modèle n° 6.

652. Les secours alloués en vertu des lois annuelles de finances à d'anciens chevaliers de Saint-Louis ou du Mérite militaire, sont payés par trimestre, à terme échu, sur mandats individuels appuyés de certificats de vie, selon le modèle mentionné à l'article 637. Le même mode de paiement est suivi pour tous les autres secours périodiques mandatés par les officiers

de l'intendance militaire.

653. Les articles 658 et 659 concernant les revues trimestrielles et les relevés de mandats et de mutations sont applicables au service des secours compris dans les deux articles précédens. Toutefois les revues des réfugiés étrangers réunis en dépôt doivent être terminées par un décompte de libération.

654. Les secours dont les arrérages n'ont pas été réclamés pendant une année révolue sont provisoirement considérés comme éteints, et ne peuvent être rétablis sur les contrôles que par une décision du ministre de la guerre.

655. Les secours n'étant qu'alimentaires, aucun rappel ne peut en être réclamé après la clôture de l'exercice sur le crédit duquel les arrérages non payés étaient imputables.

656. Les secours ne sont pas sujets aux lois prohibitives du cumul, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné, selon les cas, par le ministre de la guerre.

<sup>(1)</sup> Déjà citée à l'article 631. (2) Déjà citée à l'article 630.

<sup>(3)</sup> Disposition analogue à celle de l'article 6 de l'ordonnance royale du 24 fev. 1832, relative aux titulaires de pensions militaires résidant à l'étranger.

<sup>(</sup>A) Disposition analogue à celle de l'article 8 de l'ordonnance précitée du 24 février 1832.

<sup>(5)</sup> Disposition conforme à l'article 22 de la loi du 19 mai 1834. 2.74

657. Les secours sont incessibles et insaisissables, à quelque titre que ce soit. Ils ne sont pas passibles de la retenue mentionnée aux articles 433 et 652.

658. Les titulaires des secours ne penvent en recevoir les arrérages que dans le département indiqué par les autorisations de paiement émanées du ministre de la guerre. Le ministre, lorsqu'il y a lieu, autorise le paiement dans la nouvelle résidence des ayants-droit. Toutefois, en cas d'absence pour voyage dans le royaume, le titulaire d'un secours continue d'en être payé dans le-département de sa résidence erdinaire, sur un certificat de vie délivré par le maire du lieu où il se trouve momentanément, et légalisé par le préfet.

659. Les réfugiés étrangers absens du form royaume sans un congé du ministre de la jour. guerre, ou qui outrepassent le terme fixé par ce congé, sont rayés du contrôle des secours, et ne peuvent y être rétablis que par une décision du ministre.

660. Les réfugiés étrangers autorisés par congé à s'absenter du royaume n'ont droit, pour le temps de leur absence, à aucun

rappel d'arrérages.

661. Les demandes de congés pour absence du royaume, et toutés les réclamations que les réfugiés étrangers peuvent avoir à former relativement aux secours qui leur sont alloués sur les fonds du budget de la guerre, sont transmises au ministre par l'autorité militaire de la division où ils sont ordinairement payés, après que ces demandes ou réclamations ont été communiquées, s'il y a lieu, à l'intendant militaire dont l'avis, dans ce cas, est en même temps adressé au ministre.

662. Les dispositions de l'article 655 sont applicables aux réfuglés étrangers qui, admis dans les hôpitaux, y sont traités au compte du département de la guerre.

665. Lorsque, d'après une autorisation donnée par le ministre de la guerre, des secours éventuels, une fois payés, ont été ordonnancés par les officiers de l'intendance militaire, sur un crédit ouvert à cet effet, le paiement en est régularisé par une revue qui est transmise au ministre, au plus tagt, dans les trois mois qui suivent la fin de l'exercice.

664. Les mandats individuels délivrés pour secours de toute nature sont payables dans le délai fixé par l'article 380.

663. Toutes les dispositions antérieures concernant le service de la solde et les revues sont et demourent, abrogées.

666. Il n'est point dérogé par la présente ordonnance aux réglemens spéciaux sur l'administration de la gendarmerie.

667. Nos ministres secrétaires d'état de

la guerre, de la marine et des finances (MM. Bernard, Rosamel et Laplagne) sont chargés, etc.

TANIE de la solde, des accessoires de la solde, des masses, des gratifications, des indomnités extraordinaires et des fournitures en vivres, fourrages et chauffage, faisant suite à l'ordonnance du 25 decembre 1837 sur le service de la solde et sur les revues.

### OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

§ 1 c. - Hommes de recrue avant leur arrivée au corps.

Les hommes de recrue, avant leur arrivée au corps, et quand ils voyagent en détachement, re-coivent, avec le pain, une solde spéciale qui est uniformément fixée à cinquante-cinq pentimes par jour.

§ 2. — Enfans de troupe.

Lorsque les enfans de troupe recoivent les vivres de campagne, il est fait sur leur solde journalière une retenue de quinze centimes.

# § 3. — Conducteurs de mulets de bât et de cantines d'ambulancs.

Les militaires chargés de conduire des mulets de bâtet de cantines d'ambulance, en temps de guerre, jouissent du supplément de solde ci-après: Conducteur en chef, 20 c. par jour; conducteur 10 c.

## § 4. - Maitres opvriers.

Les maîtres ouvriers des corns de froupes, à l'exception des armariers, dont la solde est invariablement fixée par le tarif, reçoivent, s'ils sont lies au service, la solde de caporal ou de brigadier, après six mois de service, et celle de sergent ou de maréchal-des-logis, après un an. Les maîtres ouvriers gegistes n'ont droit qu'à la solde déterminée par le tarif de chaque arme. Toulefois les maîtres selliers actuellement en possession d'une solde supérieure en conserveront la jouissance juaqu'à l'expiration de l'engagement qu'ils ont contracté avec le conseil d'administration du corps.

### § 5. - Retenues pour journées d'hôpital.

Les retenues pour journées d'hôpital, quand il y a lieu d'en exercer distinctement, sont opérées dans les proportions suivantes : officiers supérieurs, 3 fr. par jour; capitaines, 2 fr.; lieutenans, 1 fr. 50 c.; sous-lieutenans, 1 fr. 25 c.

Officiers de santé. — Inspecteurs et principaux, 3 ir. par jour; médecins ordinaires, chirurgiens et pharmaciens majors, 2 ir.; médecins adjoints, chirurgiens et pharmaciens aides majors, 1 is. 50 c.; chirurgiens sous-aides, 1 ir. 25 c.

Services administratifs. — Officiers d'administration principaux, 3 fr. par jour; officiers d'administration comptables, 2 fr.; adjudans d'administration de 1<sup>re</sup> classe, 2 fr. 50 d.; de 2<sup>re</sup> classe, 1 fr. 25 c.

Veterinaires: Employés militaires. — Le tiers de la solde de présence sur le pied de paix.

Officiers en non activité, en solde de congé et en solde de réforme, et réfugiés étrangers, 1 fr. 75 c. par jour (on la totalité de la solde si elle est moint dre); domestiques des officiers, 1 fr. 30 c.

٠.
•
٠.
*
ب
Ε.
نو
~
2
•
ĕ
•
2
-
'n,
ž
÷
J.
¥
z
45

		80	LDE DE I	SOLDE DE PRÉSENCE				par jour,	-	MENT	
GRADES.	sur	sur le pled de paix,	paix,	Sur L	sur le pied de paix,	paix,	g .		h l'hôpi-	solde	Cherry 1101
		\ }		(	}	(	-conge		en congé		
	par an.	par mois.	par jour.	par an.	per mois.	par jour.	ن	hopital	solde.	jour.	
CURICIDAL							: -				
blene!	6.250	. S	17 36	6,250	520 83	17.36	•	, ş	ıc	3 17 9	tat-mafor re
deutent-coloniel.	5,300	441 66 6	10 72	5,300	141 06	14 72	-	2	4 36	8	_
hel d'escadron.	4,500	8	125	4,500	375 00	12 50	6 25	9 20	3	8	font partie
appliance on promises.	2,800,	253 53 3	25	2,800	233 53 5		80 K	5 77 7		38	
cn résidence fixe.	2,18	175 00 0		2,100	175 00	5 8 8	38	 88		3 ·	
EMPLOYÉS.			_						-	-	
Control, darmes des manufactures de 1º classe.	2,000		99 0	•	•			3 4 44 2	414	7 77 7	
de 2' classe.	1,800		8:	•	•	•			_	8:	
	200			-	. 6		Ņ	•	9		•
Longrang d names des directions de 1 classe.	200	132 00 0	200	2,400		88	200	200			, .
Control des forderies incom's 10 and d'exercice	200			4 .		3 .	4.6		200		•
	2,100		5 83		•		5	8	200		
au clela de 15 ans.	2,400		- 1		•		33		1111		
Joneral. adjoint des fond., jusqu'h 10 ans d'exerc.	1,200	100 00 0	33	•	•	•		2 22	2 0 55 5		
an-delt de 10 ans.	1,500	8	4 16	•	•	•		2 77	•		
controleur des forges.	1,600		4 64		•	•			0 74 4		
- adjoint des forges.	1,300	166 33 4	5	9,6	900		25	2 40	2000	20 3	
Cardo Cortillogia de 4m al cons	7004			_	3 8	35	3 6	9.6	> د		
de 2º classe.	1.200	100 00 0	1 60	,	3 2	9 9	3.5		•		
Waftre artificier.	1.000				8	2	1 96	20	-		
Chef artificiar.	1,100			1,500	8	A 16	1 52	3	4		
Ouvriers d'état Chef	1,500	125 00 0	4 16	6 1,700 141	141 66 6	4 72 2	<u></u>	2 77	000	1 38 8	
Som-chef	1,200			1,400	8	en (	96	2 22	250	51111	
Onvrier	ov.	00 57	200		Ş	•	742.0			2	

Elat-Major du Genie.

	DECEMBER 1837.
de solde dans Paris, par jour.  Par jour.  2 9 9 9 1 1 57 4 1 57 4	000000
de de de se	8218218
3 3	~ <del> </del>
/ = 24 OHONNH	n'encourse
100/R.  1 Phoptial, dans conge arec conge arec conge arec solde.  2 & \$3 & \$6 & \$0 & \$0 & \$0 & \$0 & \$0 & \$0 & \$0	5 8525238
Tanana and and and and and and and and an	000000
W -	
400.00	acustus ig
1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	g: 8138138
44 Page 44 Pag	
SOLDE D'ABSENCE PAR JOHR, et congressed pivile. Phôpifal. en c	e anne e
SOLDE et et et et en captivité.	Nonnos Ž
3 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	388888
-	
HOLOUP 5	, cuono
NGE oin 17 25 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5
1127 P	400000 g
2 9 9	
Par mois.  Par mois.  Par mois.  Par mois.  Par mois.  Par mois.	20000
888888888888888888888888888888888888888	35888
SOLDE DE PRESENCE ser le pied de guerre, per mois. Par 350 83 3 17 3 250 60 0 12 7 255 33 3 3 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7	2 <del>2</del> 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2
7 to 1	
Par an	11,500 11,200 11,200 11,200 11,200 11,200
	नन भेने हैं
	***************************************
	e-ce
	des
	2 4
<u> </u>	om i
S	op op
GRADES. OFPICIENS. Irtichal de cam	g old
RA PHO	
G OF	ierija
E	classe classe - Chef - Chef rs du ge
GRADES.  Lientenant-genéral, maréchal-de-camp (a). Colound. Cidound. Cidoun	1500   125   1500   125   1500   125   1500   125   1500   125   1500   125   1500   125   1500   125   1500   125   1500   125
naat-généra el. el. bataffion. ine en pres iné en secon nait.	
nant nant nant nant nant nant nant nant	The state of the s
Lienlenant-ger Colonel. Lientenant-col Chief de batall Capitine en Capitine en Lientenant.	Latite at 1000graph  de dévidénée els  de fraisième els  Dorriers d'état.  Sous-ched.  Oorriers  (a) Comme à l'ét.  Note. Les officiers d  and bes régimens d
विश्वविद्या है।	

N° 55.

38.

genie.
Ę
3
T
Ţ.
ï
-
Ē
7
3
E CO

	SOLD	SOLDE DE PRÉSENCE,	ENCE.,	· SOLDE D'	SOLDE D'ABSENCE PER JOUR,	R JOUR,	SOPPLEMENT	· ·
d tool or the state of the stat							de solde	
GRADES.			-		)	ı,	dans Perfs,	OBSERVATIONS.
	par an.	par mada	per joss.	, en coegé,	fhôpital.	en cangé evec solde.	par jout.	
Esaminat que des élères de l'artifleris et du génie.	.4,000	333,83 \$	11.11	2	•	•		A titre d'indemnité de
COCK B'A PERBATION.		,					•	fonctions.
Officiers de l'état-major	\$.000	333 33 3	1,11,1		7 40 8			La solde du grade; avec la
_	4,800	0 00 000	13 33 3	8	8 83 8	ន		On la solde du grade, si
Professeur militaire apres 15 ans	2,000	450 00 0	15 00 0	7 50 0	0 00 0	120	*	avec le supplément du tiers,
apres 20 ans:	300	108 33 3	2000	3 8	1 11 11	- Y		) elle est superieure.
# # # # # # # # # # # # # # # # # # #	,		·	<b>;</b>	1	}		
Commandant.		•	•			•		Le solde de son grade.
~	9,600	300 00 0	g	2	9 99 9-	~		
	96	330 00 0	2	9		28		
appliquees, apres 1940s.	A.500	375 00 0	12.00	6 25 0	800	4 6		
avant 10 ans d'exercice.	2,500	208 33 3	8	2	A 63 0	15		*;
après 10 ans	2,750	229 16 6	33	2	5 00 2	1 27		
~	3,000	250 00 0	33	4 16 6	5 55 5	٠.		
Après 20 ans.	200,500	9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9	<b>8</b>	8	2.62	1		٠
	1,800	120 00 0	3	3	25.00	200		•
Répeliteur de sciences ppres 10 ans.	1,900	200	8	2	88	5 6		24
après 20 ans.	25.25	187 50 0	20.00	3 2 2 2 2 2 2	16.0	88	88	
ÉCOLES DU CÉNIE.					:			
• • • • • • • • •	•	•	•.	•	•	•	•	Idem.
Professeur de sciences appliquées.	•	•	•	a	•	*	•	1 Traités comme ceux des
Professeur de dessin.				•				Setoles d'artillerie,
/ avant 10 ans d'exercice.	1,800	120 00 0	20 00	2				
Professeur de grammaire ) après 10 ans.	2,100	1,5 00 0	20.00	5				
et d'écriture ) après 15 ans	2,300	191 66 6	8 38 8	3,19 4	98.4	1 06 5	2 12 9	
Caprin 20 ans.	3	258 25 m	30	0				

÷

8
_
.=
_
- 30
-
_
~
-
<b>3</b>
•
~
•
•
•
•
=
*
•
v
2
æ
-
•
_
₹.

No 7.				iny	ndnie	rs des	hopita	Aumoniers des höpitaux miMaires.	Laires		ĺ			Ī		T
DESIGNATION DE L'EMPLOI	SOEDE I	B PRÉS	FINCE S	UR ER	LIED E	solde du presence sur le pied de Paix ,		d 10%	E D'AB	SEKCE	SOLDE D'ABSENCE PAR JOUR,	UA,			- -	_,,
par chases.	trand.		par mois.	) ;	<u> </u>	pår jóur.	1	en congé.	<u>                                     </u>	Phopital.	<b> </b>	à l'hôphal, étant en conge avec selde.		obsertations.		
do première classe de seconde. Aumôniers de prosisteme. de quaritème. de cinquième.	4,500 00 800 00 600 00 400 00	80000	125 160 50 50 33	88888		1 22 33 4 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	9889	60 44 60 0 60 46 60 0 60 46 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60		4400 4424	<b>9000</b>	0.00 80.00 80.00 80.00	L L L L L L L L L L L L L L L L L L L	La solda des aumôniers attrechés seus hôpitaux de Peris est vegé de par det décisions spéciales:	s sumbi bopitan y'eg par ciales:	de
N° 8.	-		0	Recien	rs de	sante	des hô	Officiers de sante des hôpisaux militaires.	milita	ures.	,		7 24.			
			SOLDE	DE P	SOLDE DE PRÉSENCE,	Œ,		sorpi	D'ABS	ENCE PA	SOLDE D'ABSENCE PAR JOUR,			SOLDE DE DISPONIBILATI	PONIBIE	É
CRADES	sur le	; pied	sur le pied de paix,	<──	ar le	pied de	guerre.	ur le pied de guerre.a, en congé	98		bopital,	de solde		) <u> </u>	<u> </u>	,
	par en. p	par mei	Pag .	1 8	Š	par mol	per joi	par melt. par jour. par an. par molt. per jour, deprivité.		l'hôpital.	en congé Aec solde.	per jour.		paran, par mois, par jour.	- ig	jour.
Melucen, characgen, phermacion, imp. Man, idem, idem, principara, Melacen ordinarie, chiralgen- major, scharaccen, mice, character,	8,500 708 33 3 4,000 333 33°3	333 <b>33</b>	3 23 61 1 3 41 11 1	<u>'</u>	6,000	200 00	16 60' 6	11 80 5		80 61 1 8 11 1	20.00 55.00 55.00	. 25 . 26 . 26 . 26 . 26 . 26 . 26 . 26		5,900 446 66 2,240 486 66	100	13 88 8 1 6:28 2
hopitans militaires, des postesseden- taires et les ambulances.		2,400 200 00 0		9 99 9	3,600	300 00	10 00	<u> </u>	33 33	9 99 4	1 33 3	7 68 6		1,308 100 00 0	÷.	8 63 3
cien aide-majons, idem, Chirurgies consuide-major. Addetin, chirurgies, pharmagies, pro-	1,200 121 06 (	727 100 100 00		3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3	1,800	112 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50	2.000		1.56 b	2 2 2 2 3 3 3 3	0 86 1 0 41 6	4 57/4	2 T	2 76 83:3		2.58 6.11 6.02
fescure 4. ONSFRVATIONS — Les accroises	4	110	- 4	-   -			-		-	- ·	•	•		•	- ;	1
a La solde des officiers de santé-mente, marce, artes que la laction en le parte, sons mellements.  a La solde des officiers de santé-mente melloye en Afrique et à Ancône est likée pur des décisions spéciale.  b Le médie de lant grade , errec me suppirment de soute first ainsu qu'il leur l'argenterair, 1,4000 fr. per an ; 2º professent, 600 fr. ldem.  Ce supplément se décembre avects qu'elle, et séeu point encreptible d'argentementaine dans Paris, 18 n'est de que pour les journées de publication.	employer	Pen Afr	rique et	a Ance	one est	fixée par d'ares	des deci	sions speciar, 1,000	, p	nn; 2• p it då en	rofessesir s pour le	, 600 fr. k s journées	dem. de pads			
		-														

e: 100	) <sup>,</sup>	MONARCHI	E CONST.	Lòris
	BILITÉ,	par jour.	850 22 850 25 850 25 850 25 850 25	
ment.	E DISPOR	par an. par mois, par jour.	2,240 186 66 6 1,308 109 00 0 1,208 100 66 6 672 56 93 3	
r campe	SOLDE D		1,308 1,308 1,208 672 672	
ent et d	SUPPLÉ-		1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	
abillem	RJOUR	('hôpiral, étant en congé al. avec	1 1	•
Occies d'administration des hanitieur, des subsistances militaires, de l'habillement et du campement.	SOLDE D'ABSENCE PAR JOUR SCEPLE SOLDE DE DISPORIBILITE,	4 de	8 11 1 2 22 12 13 08 3 2 2 2 3 2 3 2 3 2 3 2 3 2 3 2 3 2 3	orimés. spéciales.
ilitaire	OLDE D'A	en conge et en	23.55 23.55 23.55 23.55 25.55	sont supp decisions
tances v		sur le pied de paix, sur le pied de guerre a. en conge par en. par mois, par jour, par an. par mois, par jour, captivité.	500 00 16 66 0 555 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	OBSERVATIONS. — Les accroissemens de solde, après dix, vingt et trente années de solde, sont supprimés. « La solde des officiers d'administration empleyés en Áfrique et à Aucone est fixée par des décisions spéciales.
es subsia	E,	ied de gu	200 00 275 00 150 50	onte année
Liver d	PRÉSENC	sur le p	6.000 8.500 9.300 9.850 0.000	ingt et tre
Jos honi	SOLDE DE PRÉSENCE,	e paix,	000 333 33 3 11 11 1 6.000 00 200 200 00 0 6 66 6 5.000 200 13 33 6 11 1 3.300 200 100 00 6 6 7 3 3 1.800 100 00 0 3 33 3 1.800 100 00 00 00 1 3 33 1.800 100 00 00 1 3 33 1.800 100 00 00 1 3 33 1.800 100 00 00 1 3 33 1.800 100 00 00 1 3 33 1.800 100 00 00 1 3 33 1.800 100 00 00 1 3 33 1.800 100 00 00 1 3 33 1.800 100 100 00 00 1 3 33 1.800 100 100 100 100 100 100 100 100 100	rès dix, v
t working	Š	c pied d	00 333 33 3 00 200 00 00 00 1%3 33 3 00 1%1 66 6 00 100 00 0	solde, ap
a danisa is		sur l	14rcl. 2,000 333 33 1 11 2,000 200 00 0 2,200 183 33 8 1 1,200 141 66 6 1,200 100 0	semens d
Soirme of	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	L01S,	Officier d'administration principal.  Officier d'administration principal.  de 2: classe.  de 2: classe.  Adjutant d'administration de 4º classe.  1700 131 66 6 67 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	Les accroi
Ğ	llo.	T EMPI	etration pr r. compleh nistration e	TONS. —
5	0.	GRADES ET EMPLOIS,	Officier d'administration principal Officier d'admist, comptable de 1 — de 2: classe. Adjatant d'administration de 1 ° cl	DESERVAT
! 2		85	Officie Officie Adjude	

N. 10.			Vétérinaires.	tres.				-	
			SOLDE DE PRÉSENCE,	PRÉSENCE,		305	SOLDE D'ABSENCE	ICE	rengial
	TEMPS			par jour,	our,		par jour,		de solde,
GRADES.			, ies		,			a Phopital,	dans Paris,
		i		on on campagne.	avec la trouple.	en congé.	en congé. à l'hôpital.	ē 💈	par jour.
	Awant 10 dns	1,200	100 00 0	3 33 3	A 83 3	993	20.00	0 55 5	18
Veterinaire en premier	Après 10 ans	2,400 800	55 55 56 56 5 5 65 6	123 123 123	270		282	9 37 7	6 2 2 4 5 5 6 5 6 5 6 5 6 6 5 6 6 6 6 6 6 6 6
Velerinaire en second	_	1,000	83 33 3	L 11 X	7 20 8	0 00 1	200		-
Chegrutarions Can la mit. d. d. mannen In fenctions de restituire en chef, lorsque cet emploi existe, a Traité comme maréchal-der-logie,	e merre. Jes fonctions de	vétérinaire e	an chef, lorse	jue cet emple	i existe,	a Traité con	ame maréche	il-des-logis.	

Nors. Le temps de service que les rétérinaires en premier out fait en qualité de rétérinaires en second, ou comme surnaméraires, leur set comme surnaméraires. cesion de le solde graduée. Les rétérinaires en second penvent également compter, pour l'accroissement de solde, leurs services comme surnaméraires.

OBSERVATIONS. - Sar le pied de guerre, les fouctions de vétériunire en chef, lorsque cet emploi existe, donnent droit h un traitement qui est fixe par une decision spéciale.

within it is antity marked. Line selectanies an amount payent tendencial compiler, print beardlessment de sold, juste several control of the second contro

5

N° 11.	•	nfamlerie	de ligne e	enfanterie de ligne et légère. — OFFICIERS.	- OFFICIE				
			OLDE OF PRIS	SOLDE OR PRINCIPLE PAR JOUR,	-	SOLDE D'ABSENCE, PAR JOUR,	E, PAR JC	UR,	
	GOLDS DE PRÉSENCE,	-	-	en marche, supplé- en corps ment de		_	h l'hôpital,		OBSERVATIONS.
	par an.	per mois.	campa- gna.	on solde ra détache- dans ment, Paris.	cougé.	Phopital.	semestre ou en congé, avec solde.	capti- vité.	
Esst-major. — Colonol	5,000 5,000 5,000	416 66 6 358 33 3 100 00 0	11 94 8 16 10 00 01 14 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16	98 60 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00	77 7 6 94 88 8 5 97 90 0 5 00	40 88 8 2 8 94 A 7 90 0	8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8	0.01€ 0.01€ 0.01€ 0.01€	
-		8	5 55 5 50 5	55 5 1 3	28 8 2 77	7 3 55 5	0 77 9	3	Ou la solde de empitaine de 1°e classe, s'ils y ont droit par le ur ancienneté dans ce grade
Officier d'habillement Officier adjoint au trésorier		. 46	22	7.5	~	6 1 97 2	0.23 6	• 🧿	La solde de son grade et de sa classe.
	-	200 00	900	52 7		<b>4</b> 84	1 33 8 0 51 3		
Compagnies. — Capitaine de 1" classe.			0 4	· • •	26 G 3 33	3 50 0	1 33 5	EE	
— Capitaine de Z' classe.  — Lientenant de 1 " classe.  — Lientenant de 2 classe.		388	<del></del>	(e) e) (	el 44	2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	0 05 30 55 80 55 80 55	888	
Sons-lieutenant.	4,200	100 00 0	5 55 5 D	SOUS-OFFICIENS RT SOLDATS.	4			3	
		TOS	DE DE PRES	SULDE DE PRESENCE, PAR JUUR,	Jour,	SOLDE D'A	SOLDE D'ABSENCE, PAR JOUR,	Jour.	
	• · · ·	avec vivres		en station, en marche,	- Innertenant	All a semestre a l'ho	1	h l'hôpital,	OBSERVATIONS.
CAADES		campagne		en corps, avec le pain.	de solde dans Paris.	on en congé.		en semestre ou en congé avec solde.	
Petit etat mujer Adjudant sous-officier.		1 85 0	99		25	28	0 53 3	0 26 6	
Tembour-major.	• •		-1 65 65 6		0 42 5	3 g	0 10 0		
Caperal-sapeur.	•	25	6 58 6	528	0 0 0 5 0 5 0	0 45 0			
Musicien soldat.	• •				0 14 8	0 21 0	••		La solde de fusilier. Voir le & S des observ.
Maltre tailleur, squdonnier.		222	:5	0 47 0	0 00 0	0 02 0	•		gen. qui precedent le tarif

Sous-officiers et saldats

Suite dis No. 14.

		sot	SOLUE DE PRESENCE, PAR JOUR,	ENCE, PAR	10 ск,	O BOTOS	SOLDE D'ÁBBENCE, PAN JOUN,	IN JOUR,	
CAADES.		avec vivres de campagne on	restation, avec le pain scalement.	en marche en corps, avec, le pain.	supplément de solche dans Paris.	en semestre ou en congé.	r. Phôpital:	a l'hôpital, étant en semestre on en côngé avec solde.	OBSERVATIONS.
Compagnies d'ilite. — Sergent-major. — Sergent et fourrier. — Graporal. — Grandier ou voligeur. — Tanhour ou clairon.  Compagnes du centre. — Sergent-major.  — Sergent et fourrier. —		0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	1 1 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	99999999999999999999999999999999999999	0 77		
Fusilier on classeor.  Fanbour, ou classeor.  Enqui de junge.  A l'aga de [A ans.  No 19		0 22 0 0 32 0 0 22 0	0 22 0 0 37 0 0 0 37 0 0 0 10 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 47 0 0 57 0 0 42 0		0 00 0	0.40 0		On la solde de tambour, s'il en fait titulairement le service.
The state of the s	SOrpe de spierence. The (par ; and mois	PAGENER, South	sours by Pracency, Pan. John, en station en cerps supplémer ou es dempte en détache dans Raris gne	eg mache, eg mache, en cerps supplément de solde en delache dans Harbs, ment,	nent seinestre on ritis.	solder o's near planes. Indepted one.		à Dispigal, finat en semetre ouen coagé captivité, avec solde	OMSENTATIONS:
Estabayov — Ghef de bataillen eom- mandant— Adjudatumijor, trésorier, offi- cier d'habillement— Chirurgien-aide-major Comognite— Cappigiese en premier.	4,500 375 00 0 2 2,000 1466.66.6.	1 -	7. 2. 2. 2. 2. 2. 2. 2. 2. 2. 2. 2. 2. 2.	\$ 550 m	05 5 6 25 0 8 2177 7 4 2 36 4 6 5 3 47 8	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 22 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4	6 25 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	(a) La moité de la solde du grade et de 2 2 la classe.
Lieulenant en perone.  Lieulenant en perone.  Lieulenant en second.	1,700 1,500	125 00 0 4 120 83 3 4	-10,00 -10,00		0 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4	182	7000		1 Ou le solde de capi- 3 taine en 1", s'ils sont 3 pourvus de ce grade.

	SOLD	SOLDE DE PRESENCE, PAR JAUR	MCE, PAR	mon ,	ממוסה	SOLUE D'ABSENCE, PAR JOUR,	PAR JOUR,	
	aver vivres de tampagne on quis vivaes.	an attion, evec	en marche en corps, avec le pain.	supplément de milde dans Path.	ch semestre ou en tongé.	the delice.	en sepestre dtant en sepestre on en congé- aver solde:	OBSERTA ATIONS.
						F :		
	2 87 0	3000		3	+ 01.	100	0.43 6	
opnier	888	0 10 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	88	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	000		,	Voir le 4° S des ob-
	•	· •						vervations genérales quiprécèdent le tarif.
	40 40 40 40 40 40 40 40 40 40 40 40 40 4	1,00	61 4 61 4 61 60 61 61	.00 .00 .00	0 79 9	• •		· .
Caporal briesakiar principal-dessaksistances - rouginierdes vistas viande.	0 88 0	0.96.0	1 06 0	0 84 0	0 34 0	- • (	•	
	0.26.0	0 16 0	f 01 0	: ±0 % O,	0.12		·	:
classe, maçon, charpentier.				••••	, ·	 		
honolog	0 65 0	9.0	. 0 00 0	20	.0.20.5	 	•	:
Soldat de P. clase, boolanger-petriseur.	0.50	0.63.0.	0.750	0 10 0	0.00	i • •	. • . •	-
Tambour. Enfant de troupe, avant 14 ans.	98 0	0 0 0	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	600 600	9.	3.	: ::	Ou le solde de term-
		1	3	R	•		• . <u>:</u>	lairement le service.

Balaillon d'infanterie légère d'Afrique. — OFFICIERS

	Nº 13.		e a mejane	er te wyc	bataston a mjunter to teger c w Ali 14 me Or richers		rricing	2		
L		60108	ACLUS DE PRÉSENCE	SOLDS DE	POLDE DE PRÉSENCE,	og -	DE D'ABS	SOLDE D'ABSERCE, PAR JOUR	:	
-			(			1		-	1	
سند	daabis	5		en station,	en ensiche,	8	4	Ilhopital,	5 . į	* OBSERVATIONS.
		4	nois.	ou en	détachement	songé.	pint. a	avec solde.	vité.	
1	Ent majer Chef de bataillon, pendant une an-		8	8	8			٤		(a) I.es firelions norides dans
	née de service dans le même grade au bataillou.	3.675	3 23	32	88	3		3		cette relonne ne seraient ap-
	Apris le 2º année, idem	3.750	8	5	28	2:		25		plicables que dans la position
-	Après la 3º année, idem.	3,000	2 2	2 22	38	4	8	7	9 06 9	térieur da royaume.
	Après la 17 année, idem	3.975	ន្តរ	8	3	22	8	25		(a) La moitié de la solde af-
	Apres le 6 année, idem.	000	337 50 0	11 22 6	15 25	5 73 0	8 S	73.0		grade.
-	•	4,200	8	3	8	8	8	8		, ,
-	-	•		•	•	_		•	• 3	f a sold de de contrate de la contra
	•		. 8	. 5	• •			• •	<u>.</u>	sa classe.
		378	200		• •	•	•		•	Les firations determinées
-	_	:	3	,					_	pour les officiers de santé ne
	Compagnate, Capitaine de la Caracia de la	2,100	8		8		8			sont applicables qu'an pied de
_	•	2,475	R		33	8	5			guerre. Dans le cas de station,
-	•	2,550	38		8 8	84	38			Tintécieur, ils sont traités com-
-	• • • • • •	0,0	5 8		12	1R	18		2777	me les officiers des grades aux-
_	Après la B'année, idem.	12	23		2	£	2			quels ils sont assimilés, et jouis-
	den.	2,850	2		<b>ಪ</b> :	8	5		٠.	sent en consequence de la solde
•	Après la 7º année, idem.	2,025	263 75 0	20 00	11 12 5	16 6	6 33 3	39		grades.
-	Canitaine de 2. classe, nendant la In année de	3	3		1		1		٠.	And the second of the second of the second
	betaillon	86			85	:2	38			2 classe, on cells do 1" classe,
-	•	150	<b>5 \$</b>		3	8	3			s'ils y ont droit par leur an-
- <b>1</b>		_	S		2	8	2		-	cienneté dans ce grade.
	Après la frannée, idem.	_	8		8 8	26	88			
-	dem	_	200 16 6	88	8	3 40 2	8	100		
-		2,525	210 41 6	200	56		10 to	3 2		
	8. année, idem	_	8	7 77 /	7	1 10 0	:	7 10 0		
1										

13.
7 %
du 1
_
Swife

Sous-officiers et soldals.

Capperal-tanipor   Venu stree varicement de la ligne, ou dans la première   prince
de la ligne, ou dans la première grade au bataillon.  de la ligne, ou dans la première de la ligne, ou dans la première grade au bataillon.  de la ligne, ou dans la première de la ligne, ou dans la première de la ligne, ou après un an dans de la ligne, ou après un an dans la première de la ligne, ou après un an dans la première de la ligne, ou après un an dans la première de la ligne, ou après un an dans la première de la ligne, ou après un an dans la première de la ligne, ou après un an dans la première la la ligne, ou après un an dans la première la la ligne, ou dans la première la la ligne, ou après un an dans la première la ligne, ou après un an dans la la ligne, ou après un la lig
de la ligne, ou dans la première (
Hone, on agree un an dens   2   15   0   2   30   0   3   15   0   0   0   0   0   0   0   0   0
de la ligne, ou dans la première de la ligne, ou après un an dans la première de la ligne, ou après un an dans la première de la ligne, ou après un an dans la ligne, ou après un an dans la ligne, ou dans la première de la ligne, ou dans la première de la ligne, ou dans la première de la ligne, ou après un an dans la ligne, ou dans la ligne,
the lignes, ou aprea na an dans  du grade an bataillon.  de la ligne, ou dans la première grade au bataillon.  1 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0
Beteilton
de la ligne, ou dans'la première grade au bataillon.  grade au bataillon.  grade au bataillon.  grade au bataillon.  de la ligne, ou après un an dans la ligne, ou dans la ligne, ou après un an dans la ligne, ou après un an dans la ligne, ou dans
grade an batallon.  de la ligne, ou après un an dans de la ligne, ou après un an dans de la ligne, ou après un an dans la ligne, ou après un an dans la ligne, ou après un an dans de la ligne, ou apr
In blatillon.  The lighte, on dans la première of 57 0 0 72 0 0 92 0 0 21 0 ont de lighte, ou dans la première of 57 0 0 72 0 0 92 0 0 21 0 ont de lighte, ou après un an dans of 57 0 0 53 0 0 63 0 0 12 5 ont de la lighte, ou après un an dans of 57 0 0 58 0 0 63 0 0 12 5 ont de la lighte, ou après un an dans of 27 0 0 58 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0
ting grade at Definition.  The falling, ou après un an dans of the
ant de la ligne, on dans la première 0 86 0 67 0 0 87 0 0 69 0 0 25 0 0 0 2
ant de la ligne, ou après an art data ( ) 28 0 ( ) 53 0 ( ) 63 0 ( ) 12 5 ( ) 7 0 ( )
ent de la ligne, ou après un un dana 0 6,3 0 0 58 0 0 055 0 0 07 5 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0
10 27 0 0 82 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0
See de 18 aux.
ans
- a. Voir le qualrième paragraphe des observations générales qui précèdent le tarif.

•
به
.5
~
.9
- 23
.9
~
•
g.
7
•
بو.
Š
8
3
8
8
್ರಾಹ
Ü
_

- OFFICIERS.

f i	MO:	NARCHIB CON:	ST.—LOU	18-ÞHIL	IPPE I	er.—25 Déce	MBRE 1837.
	i	en capürilé.	2 77 7 4 80 5 1 66 6		-	UOBRERWATIONS.	qui précodent le tarif.
	BSENCE.	à l'hôpital, Étant en pemestre ou en conge, avec solde.	2 90 0 77 7 30 5	-			
	SOLDE D'ABSENCE, par jour,	a Padpijal.	7, 00' 0 2 15 5		PAR FOURT	à l'hôpial, c'eant; en semestre on en conge, avec solde.	8
	2 (1)	en semente on en congé.	5 60 0 2 77 7 1 80 5		SOLDE (D'ABSENCE, PAR FOUR;	d Iliopital.	8
	#	marche Corps d en	44 00 0 8 8 55 5 6 11 B	,ATS.	SOLDE	en septestre ou en côngé.	00000000000000000000000000000000000000
	SOLDE DE PRÉSENCE.	en sfalien ou en	10 00 0 5 55 5. 3 61.1	SOUS-OFFICIERS ET SOUDATS.	PAR JOUR,	en marche en corps, avec le pain.	60000000000000000000000000000000000000
	SOLDE DR	par mods.	300 00 0 166 66 6 108 33 3	OUS-OFFICIE	SOLDE DE PRÉSENCE, PAR JOUR	en station. Avec le pain.	24040000 28888 2888 2888 2888 2888 2888
,,,,		per en.	3,600 2,000 1,300	-	SOLDE DE	avec, vivros. de campagne ou sans vivres.	######################################
					-	ES.	lié au service militaire. gagiste.
		GRADES	Capiteine. Lientenant. Sons-lieuten nt			GRADES.	Sergent-major. Sergen et fourrier. Caporal. Mattre { tailleur. } Tambour. Fusilier et pionnier. Fusilier et pionnier.

ż [	List.				egimens. o	Régimens, de cargolipiens, — Offildiens.	ers.   or	FIGIERS.		-		***
; e		 	35	SOLDE DE PRÉSENCE	PRESENCE		BOLDE	SOLDE D'ABBENCE, PAR LOUR,	ava s	eus.		
	30,1 × 1	-			Her Jour	٠	8	- ·	4		F ( C )	
	C. GRAFBES.	pag		<u></u>	en merche.	he montement	semestre	4	dent en	8	ORSKR4ATIONS.	_
· :	Translade !		par mois.	en station	n en cerps		on en	Phopital.	semestre	captivité.		
:				cambagne.	delache- mept.	Paris.	congé		dongé, av. solde.			- T
	Cordinal.	1	A58 33 3	15 29 7:	71. 20.27		7 68 8	7:3	3 52.7	7 63.6	· (a) Lu moitié de la solde du prade afgle la chase.	- 242
•	Cheffeescadron et major.	8	3 #	111		-	2 22 2	<b>8</b>	क 66 87	55.5	I in the Taken was do of the	•
í	Instructeur en chef.	:		:			<u>:</u>				sa classe, avec le quart en sus,	
Etat-		3	191 66 6	6 38 8	9	88-8 1 597	7   \$ 49 4	44.38.8	1, 19 4	• ©	quand il est en fonctions.	_
	Officier d habillement.			-	-		*		<u>.</u>	*	en f", sile y one droit par	_
		0.00	120 83 3	4	4 6 52	-	2 2 01 3	2 52 7	0 51 3	3	ancienneté dans ce grade.	- 4
,	Chirargien major	003.	208 33 3	<b>•</b> •	<u>ه</u> د	<b>4</b> %	8 - 3 47 <b>8</b>	# # # # # # # # # # # # # # # # # # #	1 4/2 2	2 62 42 42 42 42 42 42 42 42 42 42 42 42 42	de sa classe.	-
-	en premier.	500	208	100	4	4	90	19 196 th	4.67.2	3 47 2		
Escs.	on december	650	25 58 25 58 26 58	9 <		<b>4</b> ~	200	9 89 6 89 6 89 6 89	0 79 1	200		-
Quote	deutenant en second.	1,150	120 83 3	4	•	<u> </u>	) N	100	0 54 3	2 01 3		
	Sous-lieutenant.	1.20	112 50 (	0 1 3 75	0 0	0 1 25	0 1 2 8/ 3	2 20	0 00 0			T
				S	US-OFFICE	SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS.	LDAŢS.	r	-			
		_	SOLDE	DE PRESENCE	NCE, PAR	, PAR JOUR,	SOLDE D'ABSENCE, PAR JOUR	BSENCE,	PAR JOUR	_		-
i.		/ E	rec vivres	a setion.	en merche		. 0	ď	h l'hôpital,	-		_
	GRADES.	-5	de	AVEC	tu corbs	de solde	g~ :	•	en Smestre	2	OBSERVATIONS,	_
		Su	ns civre	enlement.	le poin.	dans Paris.	en congé.	l'hôpital.	ou en congé, avec solde.	,		
Dir.	( Adjadan tengas editaient	<b>∤-</b>	8	2	2 2 -	32	3.	0000	08.0	3		-
	Weteringirespanier.	ت . • ;	=	ر . د د د د د د د د د د د د د د د د د د د			. 4	•	• •	T OF	Your le tableau n' I C.	
	Criffedior Artes pette.		32	14 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	1	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	36	<u>خ</u> <u>ف</u>	10.	<del></del>		

1. ...

	* Voir le & C des observations gé- néesles qui prédictent le tarif.	** On la solde de trompette, s'il en						-	OBSER VATIONS.		(a) In mailthde la mide du prade	ಕ	La solde de son grade et desa clame, avec le guart en sos. guand il est en	fonctions.	mier, s'ils y ont droit par leur an-	La solde de son grade et de se	/ ·	行動物の	14
carabinters.	• • •		. <b>.</b> .		•			-	<b>q</b>	captivité.	35	55.55		3	.3	2		96	200
s de cara			٠			CIERS.	SOLDE D'ABSENCE.	jour,	i l'hôpital, dtant en	ovencinge avec tolde.	80.0			1 10 4	. 6		2 5	94	
des Höfmens de		0.00	-	_		Régiment de cuirassiers. — OFFICIERS	OLDE D'	pat jour	A	l'hôpital.	12 27 7			4 38 8	52.7	8	200	80 0	
soldate des	000	000	-	•		ssiers.		•	en semestre	en congé.	7 63 8	200		8 10 4		200		4.	
₹.	222	200		8	22	lo cuira		/	supplé- ment			55		\$		12:			
Sers-officials		 388 	88	66	888 800	imens d	KMCB,	par jour,		detache-	20 22 7	3 =		38.	6 59 7	3	50	88	88
3	l	90	• •	0	000	Rég	DE PRÉSENTE	] <u>a</u>	ou em		15 27 7	3 =		6 38 9		7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7			
	060		••			77	SOLDE	-	par meis.	<del>*</del> .	22 25	3 22		8		3		88	
	338	222	20 20 20	0 57 57			. \	· \		<u> </u>	5,500 458	A,000 333		A,300 191	A5A 190	2	25005	300 191	A .0
Sufe du Nº 13.	Mattre { armurier. taftbær; boxder, bellier: Mardchal-des-lægis-thef.	Merechalder-logs et loarner. Brigadier dêve-foarrier. Brigadier	Carabinier de première classe.	Trompette.	Enfant de javant l'àge de 18 ans.	v. 16.		-	GRADES.		Colonel.	najor.	•	9600	Officier adjoint au trésorier.	ajor.	en premier.	en second.	Lieutenant en second.

Etat.

Esca drons.

- OFFIGIERS.
carobipiers.
Régimens de

. ,		MONARCHIP CO	PSTLOUIS-PHILLPY	B (30 40 50 50		140.
		OBSKRYATIONS	1 20 0 0 0	, de M. C. L. C. L	OBSERVATIONS.	Voir le tableau n' gO.
	PAR HOUR,	l a chopital, charles capitale, capi	505 3 4 6 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	047 2 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4	à l'hôpital, dant en amestre ou en congé,	8 08 0 Voir
efigiers.	SOLDE D'ABSENCES PAR SOUR.	L'hopita,	2000 4 044 2000 8 200 2000 8 2000 8 200 2000 8 2000 8 200 2000 8 2000 8 200 2000 8 2000 8 200 2000 8 2000 8 200 2000 8 200 2000 8 200 2000 8 200 2000 8 200 2000 8 2000 8 200 2000 8 2000 8 200 2000 8 2000 8 200 2000 8 200 2000 8 200 2000 8 200 2000 8 200 2000 8 200	2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	ABSENCE, P	8
dipsers. — 0	801.0	en supglement samestre de solde pu en dens congé.	20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 2	25 0 2 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	SOLDATS.  SOLDE D.  Solden en semestre en congé.	3.85 × +>
Regimena da carabiniaces. — Offidiens.	remer,	har Jour, en marche, supp on carps detache, men.	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 0 1 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	PRESENCE, PAR JOUR, SOLDATS.  PRESENCE, PAR JOUR, SOLDA  sector of marche supplement en seine  avec an corps, de solde  pain, le pein, dans Paris, en con	
Reg	SOLDE DE PRÉSENCE	en station on en campague.	8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	DR PRES en stetion avec le pain	2 . 8 R
	2	per mois	5,500 20 33 33 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25	1,550 208 33 2,500 208 33 1,650 100 66 1,450 120 83 1,350 112 50	SOLDE Grecvivres de Campigue	5 : 8 S
		100 E	Corbinel. Lietterfitht-cokoriel. Chefty-escaton et major. Instructeur en chef. Adjudant-major. Tresorier. Officier d'habilleurent. Officier d'habilleurent. Porte-étendard. Chirorgien } major.	en premier.  on eccent.  on premier.  en premier.  en second.	E.S.	Adjada precess efficients
15.		30 TO			GRADES	-
ż		· ; ;	Etat- major.	Ecs. drops,		Part Part

٠;

17.	R	gimens d	e dragons	, lanciers	Régimens de dragons, lanciers, chasseurs, hussards. — OFFICIERS.	s, hussard	8 OFFI	CIERS.		
	SOLD'E DI	SOLDE DE PRÉSENCE,	SOLDE DI	SOLDE DE PRÉSENCE, PAR JOOR.	AR 300R.	108	SOLDE D'ABSENCE, PAR JOUR,	PAR JOUR,		
GAADES.	par ii.	par mois.	en station ou en campagne.	en marche en ogrps ou en détache- ment.	supplément de solde dans Paris.	en semestre ou en congé.	h ('hôpital.	a l'hôpital, ctant en semestre ou en congé avec solde.	Capti-	OBSERVATIONS.
Etat major. — Colonel	5,500	458 33 3 394 66 6 333 33 3	13 27 13 35 5 11 11 1	20 27 7 18 0 <b>8</b> 5 15 11 1	2 22 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	4 52 3 8 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	12 27 7 10 05 5 8 11 1	2 4 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	1 80 L 10	(a) La moité de la solde du grade et de la classe. (b) La solde de son grade et de sa classe, avec to quari en sus, quand il est en
4.E	1,450 1,500 1,650	383 2033	200° 2	19 5 5 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	3.428	. 428 . 428		0 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20		(d) La solde de son grade, et de sa clasee.
ž.	2,500 1,650 1,450 1,350	208 33 3 191 66 6 137 50 0 120 83 3 112 50 0	6 38 88 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8		1 528 1 528 1 528 1 342		# 25 38 8 4 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	1 17 2 1 19 4 0 79 1 0 51 3	2 2 3 3 2 2 2 3 4 2 3 4 3 4 3 4 3 4 3 4	37 2 (c) On la solde de capi. 19 ft taine en premier, s'as y ont 29 1 droit par leur ancienneté 01.3 dans ce grade. 87.5
	: -	agros	SDUS-OFFE	SDUS-OFFICIERS	E	SQLBATS.	TS	JODA.		
GALDES.	cam cam	avec vivres ende	en station es avec le pain sculement.	en marche en copps, s avec le pain.	supplément de solde dans Paris.	en semestre ou en congé.	. a . r.f.opital. E	bi'hoeilat, etant en semestre oues conge avec sejde.	*	Shurr of trong.
Petit itat major. — Adjudant sous- Officier.  Veterinaire.  Marcheledes-logis-trompette.  Brigadier-trompette.  - Maltre annanier.  - Maltre tailleur, bôttier, sellier.	4:4000	8 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	2 00 0 0 00 0 0 00 0 0 00 0 0 00 0 0 00 0	2 - 1 - 1 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0	9 30 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	22.2	9	Voir	Voir le tableau n° 10.  Voir le d' S des observations ge- nérales qui précèdent le tail.

Swite du N. 17.

٠		SOLDE DE PRÉSENCE, PAR JOUR	CE, PAR JOUR		SOUDE DAM FROCK, FAR SOUR,	e Cur	-	
	ávec vieres		\$			( -	17bogita,	
, M. C. L. C.	campagne on sans vivres.	avec le pain seulament.	en corps, avec le pain.	dans Paris.	en congé.	'hopi-	mestre ob en congé, avec solde.	SHOWEN
Escadrons, - Maréchal-des-logis-chef.	1 63 0	1 18 0	1 43 0	0 25 2	0 30 0	-	. •	
- Manechal-dradogis et fourrier.	6 6 6 6	66 66 66 66 66 66 66 66 66 66 66 66 66	C	0 70 0	 2 2 3 3 5 5 5	• •	• •	régimens de chasseure d'Afrique.
	0 94	0 55 0	0 65 0	0 13 5	0 13 5	•	•	La selde el les autres prestations
	0 30 0	0 72 0	0.55 0	0 60 0	0.090	•		attribues and corps de spalite sont
lancier, bussard   de 2º classe	0 22 0	0 07 0	0 20 0	0 06 5	0 06 5	•	•	rigiers par des ordonnances pu des
Trompelle.	0 62 0	040	0 87 0	0 22 0	9230	•	•	decisions speciales.
- Eleve-trompette.	0	0 00 0	0 20 0	0 06 55	0 96 3	•		
- Enfant ( avant lage de 14 aus.		0 23 0	0 43 5	8	•	•	•	
de troupe ( a luge de 14 ans.	0.25 6.	0 90	9 9 0	s 8 •	•	•	•	On la solde de trompette, s'il en fait titulairement le service.

# Ossciers de l'école de cavalerie.

. —,25 Dļ	CKH	BR	رع	8	\$7	•
Officiers Officiers de Pétat-major (a).  La solde de la 1" classe de l'ent syrade avec le supplément d'un tiene.  La solde de leur grade et de leur classe dans l'arme dont la font partie.  - Combientenant dèbre.  - Vértérinaire.  Vértérinaire.		La solde de leur grade dans l'arme des cuiramens. La solde de leur grade et de leur arme	Cavilier de Ir classe et cavilier de 2. cline.	La solde de entrassiers de 2º classe.	La solde de dragon, laneier, chassour ou husabril de 2º classe.	Enfant de troupe.
der de l'état-major (4)	Petit starmajor st talke der essatrons. Adjustent sous-officier (a' Marcchal des. Ingistrompette Marcchal des logis-fourier, -	Brigadier-trompante, — Brigadier — Maréchal ferrant. — Trompette, , , La solde de leur grade dans l'arme des cuiramers. La solde de leur grade et de leur arme	lasse et cavalier de 2º clause.	Elève-marcchal-furrant, La solde da enirassiers de Prelasse.	Bleve-trompette	
Officiera. — Offici — Officiera d'ins — Sour-lieutena. Vétérinaire.	Petit état-major ét logis-trompetts	Someofficien of	Cavalier de 1" c	Elève-maréchal·t	Bleve-trompette	Enfant de troup

(a) Lorque les rmplois de trésorier ou d'afficir a l'abbillement sant coupés par des lieutenaus, ers officiers reçoirent la saldo de espitaine en second de envalerie, aves le supplément

in tiens. - (4) La solde de son grade avec le supplienzent d'un tiene.

OFFICIERS.
-
Régimens d'artillerie.

112	MONARO	nie coast. — L	ohis-philippe is	. — 25 décembre	1837.
•	O 15E RAY 17035.	La solde de son grade et de se classe, avec le quert en song quand  (a) La modifié de la solde du grade et de la fame.  Ou la solde de capitaine en fr.  La solde de sen grade et de sa	6 clesse. 8 6 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8	OBSCRVATIONS.	Ces fixations sont epplicables aux adjudans de batteries. Voir le teblesu n° 10.
1	cepti-	9 37 7 91 6 80	10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 1		10.2
	bolok b akance, PAR Joles,  l'hôpi- en semetre  tal, ou en congé  re tal, ou en congé  re conde.		22 16 6 6 12 12 13 13 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15	•	6 65 3
		000 61	1000000	Pitel.	9 06 0
ž	Phopi-	15 75 15 10 61 10 61 10 61 10 61 10 61 10 61 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	6 53 53 54 54 55 55 55 55 55 55 55 55 55 55 55	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	T
FFICIE	en emestre ou en congé.	ນ <b>ວ</b> ນ <b>+</b>	2 16 6 2 16 6 3 61 1 2 63 8 2 36 1 6es de l'in	Soupe a'asserue, en semestra à l'hò- on en congé.	0 25 0 0 55 0 0 60 0
Regimens d'artillerie OFFICIERS.		2 15 0 2 16 6 1 80 5	2 08 3 1 1 2 08 3 1 1 2 1 2 2 0 8 3 3 1 1 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS.  INSENCE, PAR JUUR,  SOLO  On, en marche supplament en sem en corps, de solde  on 4rec  de beise.  de beise.	0 00 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0
ns d'artill	en en en anche suppli- station en corps ment campa en détache dans gne. ment. Paris.	887 : 3 :	11 33 3 1777 7 1777 7 10 22 9 7 777 7 7 22 9 1es établiss	SOLDE DE PAÉSENCE, PAR JOUR, ivres en station, en marche supple arec en corps, de sepple arec de sepple	2 67 0 2 67 0 4 80 0
Regime		25 82 5 25 82 5 20 5 5 20 5 20 5	0 8 33 3 0 8 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3	DE PAKSE Cr station, avec le pains	1 60 0 1 60 0 1 10 0
	per par mois.	202 204 204 306 319	250 00 0 158 33 1 250 00 0 246 66 0 158 33 3 20ur être en	SOLDE sweevivres de campagne	4 60 0 4 65 0 95 0
	in P	6,750 5,700 4,900 2,600	2,000 1,000 1,000 1,000 1,000 1,000 1,000	-\	
¥ 19.	18. (-7. A DPS)	Electronist - Colonel.  Licutement colonel.  Chef d'exacion et major.  Capitaine instructeur d'équitaine.  Adjudant-major.  Treforrier.  Officier d'isabilement.	er. de leurs	CRADES.	Petit é atomojue — Adjudant sous-officier. — Chéritaire. — Victinaire de l'orge trompette. — Brigadire-trompette.

	1	The same of the sa				\ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \		
	/sere			/		) }	h l'hônital.	_
GRADIS.	de	en station,		supplement	en semestro		étant	OBSERVATIONS.
	campegne	le pain	en corbe	de solde	ou consé	Phonital	on semestre	
-	sans Tivres.	seulement.	le pain.				avec solde.	
Polit etat maior Maitre armurier	1 03 0	1 18 0	1 38 0	0 33 2	0 44 0			
Maftre tailleur, bottier-cordonnier, sellier-						,		
•	0 0 0 0	0 45 0			0 60	•	•	Voir le Ar S des ob-
Ratteries a cheed Marechal-des-logis-chef	1 69 0		8		5	•		servations generales
Markehal des logie et fourzier	1 03 0	1 18 0			0 44 0	•	•	qui précèdent le tarif.
	0 74 0			2	8	•		•
	928	0 73 0		0 23 0	ដ	•		
Canonnier servant de 1º classe.	0 86 0	0 63 0		48		•	•	
Canonnier servant de 2º classe.	0.30	0 20 0	0 55 0	0 13 5	7			
2	0 80	0 63 0		8	<b>78</b>	•		
Canonnier conducteur de 2ª classe.	0 30 0	0 24 0	0 00 0	0 13 5	0 13 5	•	•	
Ourrier en bois on en fer.	:		::	:::	:	:	:	La solde de 1 mm
Mardehal fenesat	0 88 0	0 53 0	0 63 0	180	0 18 0	•	•	T canonnier merrant
	0 38 0			0 18 0	0 13 0		•	avec un sunolément
	000	0 22 0	0.870	980	S S		•	de 5 c. noar les ionre
Retteries a nied monthes Martchal-des louis-chef.	1 60 0			9 25 0	0 67 0	•	•	nées de présence sen-
Maréchal-des-horis et fourrier.	100	1 18 0	1 38 0	***	• 4		•	lement.
	0 74 0			0 20 20	0 00 0		•	
	0 840	. 6 63 0		0 16 0	18 0	•	•	
Canonnier servant de 1ºº classe.	0 33 0	0 53 0	0 63 0	0 13 0	0 13 6	•	•	
Canonni r servant de 2º classe.	9 30 0	0 44 0		8 0	8	•	•	_
Canonnier conducteur de 1" classe.	0 84 0	0 63 0		2	0 18 0	•	•	
Canonnier conducteur de 2 closse.	0 30	0 24 0	80	0 13 5	0 13 5	•	•	
Ouvrier en bois ou en fer	:	:	:	:		:::	•	¥.
Maréchal ferrant	0 48 0	0 53 0	0 63 0		0 18 0	•	٠	
•	0.38.0		0 63 0		0 13 0	•	٩	
Trompette	0 62 0	0.77	0 87 0	200	9 CZ 9.	•	•	
Enfant de troupe avant l'âge de 16 ans	•		9		•	•		Ca la solde de troit.
1 Plan de 46 ans	200	0 77 0	9	8	•	•	•	benese il en tait tita-

OFFIC
1
pontonniere.
de
Bataillon

N• 20.

1		Bataillo	Bataillon de pontonniere OFFICIERS.	onniere. –	- OFFICIE	BS.			
)\$	3	SOLDE DE PRESENCE,	FSENCE,		Tos	SOLDE D'ABSENCE, PAR JOOR,	E, PAR JOI	JR.	
-  -	[ <del>-</del>	£ .	par opr.		· ·		ar Mopital.	£ 3	
		en statfon	Ļ	1	en getre	.4	etant .	ŧ	OBSERVAT.
par mous.		ou en campagne.	on en dellar chement.	de sektie:	on cange.	l'hopitel.	ou en congé, avec solde.	captivité.	
5,300 At 66 6 14 4,500 375 90 0 12	<u> </u>	20	19.72 20	2 90 14	20 14	9 50 0	3 25 0	7 36 1	(a) La moitié de la solde du
2,400 200 00 0. 6	•	9.99	9.09.6	1, 60 .6	3 38 .3	4 66 6	1 133 3	3	grade et de la classe.
233		72.22		1. 96 :4.	3 88 8	E 8	1. 88 88 1. 86 88	88 5	Capitaine ender
		50.5	60 77 7		<b>30</b> 8	15:	38:	88	vus da co grade.
141 66 6 4 125 00 0 4		8 8 8 8 8 8		2 4 8 2 6 8 4 4 4	2 2 2 3 2 2 3 2 4 5 2 5 6 3 7 7 7 6 3 7 7 7 6 3 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7	2 5 5 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6		88 84 84 84 84	
13	361	SCEEP DE	PRESENCE, PAR JOUR	PAR JOUR,	o'tos	SOLUE D'ABSENCE, PAR JOUR,	, PAR JOUR,		
recuires de campagne onus inves	de d	arec arec	en atquion, en murche avec le pain en enrya, seulement. avec le pain.	arche suppliment acsulte desulte pais. dans Paris.	head series and large translater to conge.	Thopital.	a l'hôpital, ctant ensemente ou en congé,		OBSERVATIONS.
Adjudent sourjofficier. 2.87 0 Maitre constructeur. 159 0 Gaponelicasion. 0.76 0	2,87 0 1 59 0 2 76 0	840-	02 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	0000	20 C C C C C C C C C C C C C C C C C C C	5 10 10 0	0 43 6	1	
Sergent najor. Cordonnier. (1 20 0 Sergent tourrier	225 250 000	0 4 7 7	000	999	000			"Vbir le 4"	Vbir le 4° 5 des observa- tions générales qui précè-
r 0 84 0 0 66 0 0 46 0 0 46 0 0 37 0	2660 37600	<b>***</b>	96 0 61 0 62 0 62 0 62 0 62 0 62 0	9500	2000 2000 2000 2000 2000 2000 2000 200	<b>⊕</b> 10 <b>⊝</b> 10	• • •	-	
•	38 0	90	00	00	80	0.000		(e) Oat	(a) Ou lesolde de chafton.
h l'age de 14 ans.   0 28		0 0	ते । ए	6 0 08	. 0		(g)	service.	

l.

						1		
CEADES.	rec vivres	en station,	en station, en marche	/		)	bl'hôpital,	-
	campagne	avec	en corps,	de solde	en semente		etant	OBSERVATIONS.
156	ou	seulement.	avec le pain.	dans Paris.	en conge.	l'hôpital.	ou en congé avec solde.	-
Petil état-major. — Maître armarier.	1 03 0	1 18 0	1 38 0	0 33 2	0 44 0		-	
bearrulier.	0.00	0 A5 0	0.55.0	9 00	200			;
Batteries a cheval Maréchal-des-logis-clief	_		88					Voir le # S des ob-
Maréehal des logis et fourrier.	I 03 0		1 38 0			. ,	. ,	servations genérales
Brigadier.	0 74 0	0 68 0	0 86 0	2000	0.30	•		quiprécèdent le tarif,
Artificier.	0.58 0		0 83 0					
Canoninier servant de 1" classe.	0 94 0		0 25 0					
Canonnier servant de 2º classe.		0 24 0	0 64 0		2		•	
Canonnier conducteur de 1º classe.	0 87 0		0 73 0	0 18 c	18	•		
Canonnier conducteur de 2º classe.			0 79 0	3 13 5	0 13 5			
"Dutrier en bois ou en fer.	- ::::		:				•	
Marechal terrant		0.53 0	0 63 0	0 18 0	0 18 0		: .	La solde de 1" on
Bourreller.	38 0	0 53 0	0 63 0	0 15 0	0 13 0	•		T canonnier servant,
Irompette.		0 22 0	0.87	0 25 0	S	•		evec un supplément
batteries a pred montees Marechal-des-logis-chel.		1 84 0	2 09 0	9 24 0	0 67 0	•		de 5 c. pour les jour-
Marechal-des-togte et lourrier.	03 0	1 18 0	1 38 0	***	0 44 0			nées de présence seu-
Driged Br.		0 80		0 30 5	0 30 5	,	•	lement.
include the second of the seco	0 82	0 63 0	0 73 0	0 70 0	·0 18 0	•	•	
Canomatic servant de 1.º Classe.	33.0		_	0 13 0	0 13 0	•	•	
Canonaiae conductant de de alemante de la conductant de des alemantes de la conductant de des alemantes de la conductant de l		0 44 0	0 24 0	8			•	_
Canoning to durance are are training to	9 9 9	0 63 0	0 73 0	0 19 0		•	•	
Omrier en bois on en fer	_	0 24 0	9	0 13 5	0 13 5	•		
Markethal ferrant	•	.::		:::		:::	•	Ji.K
Ponraeliar	0.0	0 20 0	0 63 0	18 6	0 18 0		•	
Trompette	0 00	53.0	0 63 0	0 13 0			•	
no l'inne de 46	0 20	0.17	0 87.0	2	.0 22 0	•	•	
- h live de 1A ana	- 8	22	3: 3:	#1 8:	•			On la solde de trome-
	7		이 경 경 구	8 0		•	~	petta,s'il en fait titu-

OFFICIERS.
I
pontonniere.
đ
Balaillon

					Towns and Louisian A												Ī
			80	SOLUE DE PRESENCE.	PRESENC	<u>.</u>			20	LDE D	SOLDE D'ABSENCE, PAR JOUR,	E, PA	B JOU	1	· · ·		
		-	F	٥	Par	Par opt.	[  -	T T				briopital.	ia.	-	F = 5		
	GRADES.		•	1			ŧ	_	C. A.	<u>-</u>	<u>_</u>	en Emestre	estre	ŧ	_	OBSERVAT.	
		rn.	par mois.	en statfon			upplement		8	-	'honital.	90		captivité.	· •		-
		•	,	campagne.		5 . 3	dans Paris.		en congé.		<del></del> -	en conge,	<del></del> -				<b>34</b> 1
7/	<del></del>		9	10 72	  a	45	2 90	140	8	= 9	72 2	6.36 6.69	c	7 36	40	(a) La moitié	_
0	et major.	4,500 375,	3	12 56	<del></del>	_	3	0 *****		-	3		•			grade et de la	_
-	•	2,400 200	- 6 8 6 9	6.66.16		0 909 09 6	1.66	3	38 .3	. <del></del>	<b>99</b>	1 133	<b>60</b>	3	ਹ	classe.	
O malan		800 933	67	7.87		6.42		4	~ œ	. 00 		1 38	<b>40</b>		•	capitaine enfe.	3
-	Chirargien aide-major.		9 99			ر د د		S .	36	en :	31		7	8	۲,	sils sont pour-	ģ.
			2	17.		7.7.	5	-	<b>%</b> :	20 F		2 F		0 m	0 00	vus de go greum	3
$\overline{}$	cn second.	2,400, 200	999	0 4	.,.	5 0		-		غ در م	52						
Buing.	Lientenant   en premier.	1,700 147	38	400		0 8 0	 	4 57	8	. es	8						
			_	SCE01-	SCLOT DE PRESENCE, PAR JOHR,	FNCE .	PAR A	4 H 7	3	OTOE D'A	D'ABSENCE, PAR JOUR,	, PAR	JOUR,		,		-
•			1 \$	Me sives	1	E	·	:	<u> </u>	<u> </u>	}	\ <u> </u>	a Uhopital,				==
			_	<u> </u>	e stelion,	· en inparche		stuppliment	_	- 13	-4		etant	• -	BSER	OBSERVATIONS.	_
	GEADES		THE CO	9116	avec le puin	en corps		<b>de                                    </b>		3	Phonital.	on the	ensemente on en congé,	_			
	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		anus .	inus vivres.	seulement.	athe id pass.		dants Puris,		er: confe.	•	200	avec solde.				Ī
	Adjudent sourofficier	Bcier.	1	2.87 0 3	0 25	3 · 817	•	<b>4</b> 6; (	<del>5</del> 1	3 3 3	0 87 \$	0.43	43 6			•	
-80-08		eur		59 0 -1	Q.c	<b>2</b>	•		- F	9 % 5 %							
OFFICIER	- sept.	•	-	9 6	- - - - -	5 6	9	32	. 64	9	₹.			_			,
4	major.   Maitre   armurier.	cordonn		2400	900	19	•		.0	9	•			. Voi	r le 4.	Voir le 4. S des observa	
SOLDATS.				50 0 1	<b>2</b> 8	<b>3</b>	•	746	0	0.00			* *		Sons genera	Sons generales qui prece-	ė
	_	rier.	-	200	38	4 4		15		7	•		, .		i !		:
	Maitre ouvrie			0.0 99	•	•	5	25		200	•			_	_		
	pagnies, Pontonnier	de 1" classe.		1200	62.0	7 S	-	25	9 G	120	• •	· 	, .				
	Clairon	3 T 2 T 2 T		38.0		3	-	3	0	0.89	9 707 0		•	1		(a) Outresidede ciefren	
	- 1	av. Fåge de 14 ans.	. •	28 0	24	20 A	00	- ವರ್ಷ	••				• ভ	s'il en		s'il en fait titutairement le service.	9
				****	- X - 10 - 10 - 10 - 10 - 10 - 10 - 10 -	1						-					I

N° 20.

oppiciers.
- }
d'artillerte.
d'ouvriers
mpagnies
Com

			- Daniel			-	SULTER D'ABSTRON BAR IOUR	T MCM	DAR 30	T. 18	
	/	SOLDE DE PRESENCE	PRESI	MCE,		SOE!	DE DAB	ende,			
				par jour,	1			17hôbital.	- 1		
GRADES.	par	nar mois.	ř.	en marche	supple ment	en enter				e .	OBSERVATIONS.
	an.		on en		de solde dans Paris.	en congé.	l'hôpital.	al. on congé, avec solde.		ceptivité.	
Etatomajar. — Lieutenant-colonel	5,300 AA1 4,500 375	66 6 00 114 124	20 2	19 72 2 16 50 0	2 90 4 2 50 0	6 25 1 25 0	9 50	180	286 1 20 0	7 36 1 6 85 0	(a) La moitié de la
Capitaine-adjadant-major.	2,500 208	33 3	94 4	9 94 4	1 73 6	3 47 2	40 4	1 4 1 47	7.2	•	solde du grade.
Officier d'habillement. Chirorgien-major. Chirorgien-aide-major. Compagnie. — Liculement.	2,500 208 1,700 141 1,700 141 1,450 120	33 3 66 6 83 3 4 4 4	98 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	9 93 4 7 22 2 6 52 2	1 73 6 1 57 A 1 34 2		22222277	4000	47 2 86 1 76 3	3 67 2 2 36 1 2 36 1 3 36 1 3 36 1 3 36 1 3 36 1 3 36 1 3 36 1 3 36 1 3 3 3 3	
	-	SOLDE	DE PRÉSEN	SOLDE DE PRÉSENCE, PAR JOUR	oun,	<u>-                                   </u>	SOLDE D	SOLDE DARSENCE, PAR JOUR,	PAR JOUR	./	
GRADES.	avec		, en marche	che en marche ps, isolément,	-	supplé- ment	en sernestro		à l'hôpital, étant en semestre	ia e e	OBSERVATIONS.
	cam-	le pain seulement	le pain.	aans O. vivres.	<del></del> -	<del>-</del> -	en congé.	ľhôpital.	en confe,	£ <del>\$</del>	
Peri dat major, - Adjudant-sous-officier.	5 72	0 3 07 0	3 97	2 2 2	0	8 8	6 36 0	9 06 0	0 45 3	1	
Vétériusire.	~	1 10 0	1 35	**	0	.09	0 aT 5	• •	€ *·	_	(a) Voir le tableau n. 10.
Maltre armunier-eperonnier		0 13 0		000	-	102	000	•	<b>⊙</b> *	Ç;	(b) Voir le A. S des observa- ons générales dui précèdent
Compagnier. Mardchal-des-logis-chef	31 4	2 79 0	2.5	40.00	00	9.50		• •	• •	=	le tazif.
Brigadier	8	•	88	•		22	30 20			-	(c) Ou la solde de trompette,
Solulat de première classe	3 %	200	65	, ,	-	-		. 4		vice.	s is on isti tituisirement jo service.
Maréchal-ferrant	200	286			900	984	180		-		
Frompette.		0 27 0	0 22			2 2 2			• •		
training them I ago up 14 mis.	98 c	0 0 25 0	0 67	0 0 37	0	200	•	•	<u> </u>	_	

Régimens du génie. — OFFICIERS.

. . . . . . . .

The same of

COLDE DE PRÉSENCE PAR 2008.	suppléen en ment de solde on dans en congé	17 36 1 22 36 1 3 47 2 8 68 0 14 36 1 14 72 2 19 72 22 94 7 7 36 1 14 73 6 1 14 72 2 19 72 22 94 7 7 36 1 14 73 6 1 14 73 6 1 14 73 6 1 14 73 6 1 14 73 6 1 14 73 7 7 7 7 1 10 7 7 7 1 10 7 7 7 7 1 10 7 7 7 7	solde de station, en marche, supplément en semestre à la bour on seu page avec le pain en corps, de folde on en l'hôpi- ou en virres, seulement avec le pain.	cherical control of the control of t
_	suppléen en ment de solde on dans en congé	22 36 13 47 2 8 68 0 16 50 0 25 0 25 0	en marche, en corps, aveclepain.	2 87 0 3 0 2 0 3 87 0 1 3 87 0
A SOLDE DE PAKS	CBABES Par par con an. mods. con	148 0 : Labour		Petit état major. — Ad jadant sons-officier.  Tambour-major.  Masire armariter.  Malire armariter.  Malire armariter.  Compagnia. — Sergmaj. et mardes-logischef.  Surgent, mardehal-des-logis et fourrier.  Caporal et brigatier.  Mineur, aspeur et [ de première clase.]  speur conducteur [ de deutième clase.]  Marchal forrant et boarrier.  Trompette.  Trompette.  Trompette.

÷.

N• 93.

3	•
LIKE	
Ĕ	
Ĭ	
1	
3	
3	
Motie	
\$	
grics	
Contagua	
~	

N. 24.

per an, par mode.
2,800 433 33 3 2,400 200 00 0 1,500 125:00 0
SOLDE DE PRÉSENCE, PAR JOUR,
asec titres an station, ren marche supplication de salde capition avec.  On pain ans sidement despine despine des salde asset des salde capition despine despi
24 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25
- æ \

;

.

Parc de construction du train des équipages militatres.

N° 25.

	r sum le più	strate pied degene et sue la pied de general	un la pind	a groge	Holde o'küünder, van gour,	A doen,	
CA LDES.	param	par mois.	par jour.	en congé captivité.	thoptiet.	etant en semestre ouen congé avec selde.	OUSERYATIONS.
Colonel	6,250 5,300 4,500	520 85 3 641 66 6 575 00 0	17 36 1 10 72 2 49 50 0	8:68±0 7 36 1 6-25 0	11 38 4 11 72 B	5 68 0 1 36 4 3 25 4	
"Officiens" arracats a therat-mason.							
Capitaine on premier.	2,500	60,	6 94 4	3 47 2	A 98 A	1 67 2	,
Captume en second.	2,000	166 66 6	55 55 55 55 55 55 55 55 55 55 55 55 55	2.77.7	3 55 5	677.3	
Lieutenani en printaler.	1,500	38	9 9	2 80 3	2 0 0	8 6	
Som-lieutenant.	1,450	28	1 02.7	2 01.3	2777		
Capitaine en résidence fixe de 14 classe.	2,100	8	5 83.3	2:01:6	3.00		
Cond. Polanse.	200,5	88		2.77.7	3 25 3		
Carde trequipage do: 1" classe.	300	38	999	28.9	25.		
de 3º classe	4,200	3	33.55	1.06.6	2 22 2.		
- de frederer	8 5	88	20 4 20 4 4 50 0	- C	18	9 6	·
Company of the Cartier of the Cartie	1200	8	38.58	9.9	22.2		
-Oherier.	2	54 00 Q	1 50.0	0.22.0		9	
Portier.	8	8	1 200 00	7 60 0	9 76.0		

militaires.—OFFICIERS
équipages
des
train
ďп
Corps

											1
		-	801.DE DI	PAÉSENCE.	SOLDE DE PRÉSENCE, PAR JOUR.	POS	DE D'ABSEF	SOLDE D'ABSENCE, PAR JOUR,	UR,		
	#OTOR	SOLDE DE PRÉS'		\ \ 		<u> </u>	)		[		
			g -	en marche,	_		,	a l'hôpital,			
CAADES	(	1	station	en corps	s ment	86	4	etant	g	OBSERVATIONS.	
	DAF		og en	14100 E	_	80	_	en semestre	141-14-14		-
	Ė	par more.	Spe.	ment.		en conge.	- mobilem.	avec solde.	aprilie.		
Elat-majerChef d'escadron et major.	₹,500	A,500 375 00 0	12 50 0	16 50 0	2 50 0	6 25 0	9 50 0	3 25 0	6 25 0		_
Capiteine adjudent-major.		-	ł	;	1		1	1	_	La solde affectée à sa classe,	_
Trésorier.	8	2,000 166 66 6	2 2 3 3	2 22	1 38 8	2 77 7	6 6 8	0 7 7 7	~ <u>~</u>	avec le quart en sus lorsqu'il est	_
Lieutenant instructeur en chef	:	:	:	:	:	:	:	:	:	La solde de son grade et de	_
- Officier adjoint au trésorier.	:	:	:				•			sa classe.	-
•	2,500		4 96 v	0 01	1 73 6	2 47 2	V 56 V	4 47 2	\$ 47.2	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	
•	1,700	2:			1 57 4	86	22	98:	-	(a) La moitie de la solde du	_
premer	807 000 2	208 33 3			200	2 6	4 9 9	7	71	grade et de la classe.	4
•	20,4	3 8				7 6	200	78		Og is some og capitalise en	
•		38	7 9 7		70.4	200	777 0		88	premier, sus sour pourter	,
Soushieutenant.	1,450	120 83 3	4 02 7	6 52 7	1 2 2 2	28	2 2 2 2 2	200	28 28 38	ce grade.	
			sou	S-OFFICE	SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS.	SOLDATS.					
,		SOLDE	DE PRÉ	SENCE, P	SOLDE DE PRESENCE, PAR JOUR,	-	80TD8	SOLDE D'ABSENCE, PAR JOUR,	A JOUR,		
	(	-		-	- \	1	!	)  -	la l'honital.		-
CRADES.	avec.	8			_	SUPPLÉMENT	E		étani en	OBSERVATIONS.	-
	Vivres de	le nain	_	en corps, 1.1	merche	de solde	Memorare		semestre		-
	gne.	- g		ė		dans Paris.	en conge.	l'hôpital.	on en congé avec solde.	92.	_
Petit etet-major Adjudant sous-officier.	2 75 (	0 %	0	0 00	95 0	0 20 0	0 87 5	0 58 3	0 20 1		
- Veterinaire.	. e		·• ••	. 6			. 6	:	: :	Voir le tableau m. 10.	
- Brigadier-trompette.	88	3 9	-	-	25	19	200				-
	36	1 03	0	38 0	0 88 0	63.2		•	-		
f Mastre teilleur, oulottier, bottier,					-					. Voir le & C des observa-	•
sellier-bourrelier	<b>0</b> 8 <b>1</b>	0 45 0	<u> </u>		 유	0 10 0	8	•	•	tions generales qui précèdent le tarif.	-
											7

MONVICER COUR	<b>IT.</b> —	FOLR- SE	LIPPE 1er.	25 Déce	MPRE 1937. 40		
(a) Ou la solde de trom- peite, s'il en fait tisulaire- ment le service.		éinnt ou en en captivité. solde.	83 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 -	OBSERVATIONS.	(a) On la solde de tambour, s'il en fait titalairement le eer- vice.		
(a)	RRS.	OLDE D'ARSENGE, PAR JOUR,  a l'hôpital, en semestre ou en oengé, avec solde.	**************************************	à l'hépital, étant en semestre ou en congé, avec mèlde.	335		
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	— OFFICI	solus d'ar. d'Ibôpital.	48888 78888 48864	=	•		
1523 1525 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	ullilaires.	en semestre on en congé.	2000 277 2000 2000 2000 2000 2000 2000	ount n'assence,	0		
224283 82828 24250 00000 00000 000	mipages n	olde vris.	25 5 5 6 6 5 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	en seme	0000000 0000000		
7.228 232980 0.00 0.00 0.00 0.00	ain des éq		48444	supplément de solds dans Paris.	6182222		
000000000000000000000000000000000000000	riers du tr	a DR PRÉSENCE, PA  a an marche en corps ou en  ne. détachement.	00780	en stution, en marche en corp., seulement. secle pain.	52.000000000000000000000000000000000000		
00000 00000	ies d'ouvr	mies d'our	nies d'e	en campagne.	6 4 4 4 6 9 6 9 6 9 6 9 9 6 9 9 9 9 9 9	en station, avec le pain sculement.	888288828
0000 0000 0000 00000 0000 00000 0000 00000	Сотрад	stan, per mois.	208 33 3 166 66 6 141 66 6 125 00 0 120 83 3	avec vivres er de campagne av se sens vivres.	28 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0		
oberf.		Par an.	2,500 1,700 1,500	de can	~0000000		
Compagnies. — Mardchalder-legischef Marcchalder-logie et feurzier. Brigadier deve-fourzier. Brigadier deve-fourzier. Soldat de première classe. — de seconde classe. — de seconde classe. Trompette. Edve-trompette. Edve-trompette. Edve-trompette. Edve-trompette. Enfant de ( avan l'âge de 1å ans. troupet. à l'âge de 1å ans.	N• 27.	GLADES.	Capitaine en premier. Capitaine en econd. Lieutenant en premier. Lieutenant an second. Sous-lieutenant	CALDES.	Sergent-major.  Sergent et fourrier.  Laporal.  Maltre ouvrier.  Ouvrier de feronde classe.  Tambour.  Enfant de favant l'âge de 1å ans.		

M auman gere ungeftelleb ettille &

Carpognissed   Cappaissed   C		ď	SOUDS BE FRESHOR		forde nefenfændt, rat 166n,	100m	- <b></b> -	SOLDE BARSENCE, PAR JOWN,	SKCE , PAB	A JOUR,	
Capitalon   Capi	-	GRADES		\ = _ <b>S</b>	en marche en en corps ou em détachements		n semestre ou in congé.	l'hophel.	a Phopia		/ 🥞
Capitaine en premier. 2400 200 00 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	Compagnies de gous de compagnies de compagni		108	3 . 61. 1	8 55 6 14 8 8 55	<del></del>			000	L & &	-
Lieutenant en premier 1,000 135 33 5 04 1 1 1 1 2 0 2 2 2 2 9 4 1 1 1 1 1 1 1 1 1 2 2 2 2 2 2 9 4 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 2 2 2 2 2 2 2 4 1 1 1 1	Compognies	Capitaine	166	2 13	\$ 3		25 C	-			J 40 L
Capitaine en premier 2,300 188 5 6 8 8 6 8 8 1 25 0 2 5 6 0 1 3 6 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	frans et de vé-	Lieutenant en premier.	135		9 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	202	1 22 2 1 80 5		-	ાલં <del>ન</del>	ei 10
Capitaine.  Capitaine.  Lichtenant.  Lichten	Compagnies de gendarmes	Copiteine. en premier. en.second	200	2		2885	ç Φ <b>⊲</b> ε	# <b>2</b> 8 8 8	4000	0044	2004
GRABES.  GRA	Compagnies do. cavaliers vélérans.	in the second	2,300 191 66 1,450 120 83 1,350 112 50	020	6 6 5 2 8 8 5 2 2 8 8 5 2 2 8 8 5 2 2 8 8 5 2 2 8 8 8 8	1580	6 7 7 8 7 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8	200	400		- e ro
GRABES.  GRAPES.  GRABES.  GRAPES.  GRA	(a) Les officontinuent 44	ciers des compagnies de sout-offic âtre traités, pour la solde, sonfoi	ciers qui sont pour rmément ou tarif j	rvus du grade supe ipint à l'ordonnar	érieur k celul don. 10e du 26 juillet.L	t ils exercent	Pemploi,	.			1
CRABES.   Sold   Philipse   Color   Philipse				STEP-OFFICERORS	ET SOLDATS.						
Calibration				SOLDE DE PRÉSTA	ter, bar jana,		-	SOLDE D'A	BashCk ,	PAR JOUR,	1
Segment and property of the control		GRABES.	decrites de campagne outsans vieres.	en station, vree le pain seulement.	en marche an corps, avec le pain.	euppiement de solde dans Paris.	1	<b> </b>		a l'hôpital, ét en semestre ou congé, avec sold	/ <b>3</b> 8 6
2 2 0 0 25 0 0 25 0 0 25 0 0 25 0 0 25 0 0 25 0 0 0 25 0 0 0 25 0 0 0 0	Ophapenies i sous-officies	Segent-major. Segent et feureier. Caporal.	44000 688888	88433			ı	<b>200000</b>			1
		A Cafest de coupe.		-		53		 >		• •	

	•
*****	
i i	
1	
0 00000	
0 0000 0000	
82488 - 23811 - 22811 - 228188	
After an and an area of the second and the second a	
7 3 9 - 1	
- 197 Patrocker Strategy	
Pennepu dende nacha denme	
######################################	
	•
the commence of the commence o	•
000000 00000 000000	
# # # # # # # # # # # # # # # # # # #	
400000 840000 840000 4400000	•
the state of the s	
00000 00000 00000 000000	
•	
A Company of the Comp	_
THE PERSON NAMED IN THE PE	
04664 \$6000 00000	
* 6866636 * 865666 * 55666 * 888838	
000gg FM099 HH983 Mesess	
	•
Sergent-major.  Sergent et fourier.  Tutilier.  Lunian de tjeupe.  Sergent-majër.  Sergent-majër.  Sergent-majër.  Genoral.  G	
S	.•
and	
THE PROPERTY OF THE PROPERTY O	
Sergent en fourzie Bergent et fourzie Luslier.  Luslier.  Embour.  Briant de teupe.  Bergent et fourzie Choon en et fourzie Choon en et fourzie En faht the tempe.  En faht the tempe.  Sergent et fourzie Condarme.  En faht the tempe.	
Sergent-major.  Gergent et fourrier  Fusilier.  Fusilier.  Sergent et fourrier  Sergent et fo	•
Compagnier (c) Compagnier (d) Veterms et de veterms du génie, Compagnier de géndermen vétérans vétérans vétérans	

(s) Les sous-officiers, cappeaux et soldats des compegnées de fakilierr states pas ausimilés, pour la solde, b-ceux de l'infanterie. Les kommes proyenant des anciennes compegnées de Malliers sétentaires conservent locsupplamens de selde déterménés par l'ordonnance du Réjuillet (1952,

Nean Les-comprognica de annonnicas gaudos-pomo dificique mogérent la motace solde que les-complagaise de cabonmère vélérana

(6) Absichilés pour la solde aux sous-efficiers, brigafiers et sprafiers des régimens de dragous, lesciers,ghagemers et humands.

N° 29.

# Compagnies d'Infirmiers militaires.

				_	_	,	_	_		
Ì		SOLDE DE PRESENCE, par jour,				par jour.				
	GRADES.	avec les vivres d'hôpital, et, à l'armés, avec les vivres de campagne.	ď au	vivres cane bees.	en marche en corps ou en détachement, sans le pain.	en congé: os en permission.	d l'hôpital.	h l'hôpital, étant en congé avec on sans solde.	observations.	
50	rgent-mejor	1 25	1 80	2 10	2 20	0 45		ļ	Lorsque les sous-officiers et soldats infirmiers voyagent isolément, ils ont droit à la solde dite avec vieres d'hépital	
	Sergent et sergent tailleur	0 70	1 25	1 50	1 60	0 25	••••		ou norse de campagne, cumu- lativement avec l'indemnité de route. Les sous-officiers et soldats	
Informiers	Caporal	0 60		1 25		1	••••		nourris dans les hôpitaux n'ont pas droit à la solde spé- siale de séjour dans Paris.	
2	de 2º classe	0 45 0 35		1 <b>90</b> 0 <b>9</b> 0			••••	••••	Les soldats des corps de troupe employéscomme auxi- liaires sont nourris à la por- tion entière des malades, et	
١	Clairen	0 35	0 80	0 90	1 05	0 10	••••		reçoirent la solde de leur corps sans aucun prélèvement au profit de l'ordinaire.	

### Nº 30

# Militaires employés au service du recrutement.

DÉSIGNATION des grades et emplois.	SOLDE et supplémens de solds.	OBSERVATIONS.
MILITAIRES EMP	LOYÉS DANS LES DÉPÔTS DE RECRUTEMENT E	T DE RÉSERVE.
Chef de bataillon ou d'escadron. Capitaine	(a) Ce supplément leur est conservé lorsqu'ils sont détachés pour con- duire des recrees.	
MILITAIRES DÉTAC	HES EXTRAORDINAVREMENT POUR LA COMDUST	re des recrues.
Sous-officiers, caporaux ou brigadiers et sol- dats	La solde de leur grade et de leur classe dans leur arme avec le supplément du cinquième.  La solde de leur grade dans leur arme avec les supplémens ci-après:  Sous-officiers	

DÉSIGNATION des grades et emplois.	SOLDE et supplément de solde.	observations.					
MILITAIRES EN NON ACTIVITÉ, EN RETRAITE OU EN REFORME, EMPLOYÉS AU MÊME SERVICE.							
Officiers et sous-officiers.	Officiers, le complément de la solde d'activité de leur grade dans l'infanterie, plus le cinquième de cette même solde; Sous-cefficiers, le complément de la solde de leur grade dans l'infanterie (compagnies du centre), augmentée du supplément de 26 centimes.	Cas allocations sont payées sur les fonds affectés au service du recrutement.					

	times.	included du supplicateur de 20 eas.						
No 31. Militaires employés au service de la remonte générale.								
DÉSIGNATION des grades et emplois.	SOLDR et supplément de solde.	Observations.						
Officiers supé- rieurs et au- tres.	La solde de leur grade et de leur classe, avec le sapplément d'un cinquième	Le supplément du cinquième est dà à dater du lende- main de l'arrivée des officiers et des vétérinaires dans les dépôts ou succursales de remonte, et pour les journées effectives de service.  Il cesse d'ètre alloué:  1' Aux officiers des détachemens régimentaires, à compter du lendemain de leur retour su corps;  2' Aux officiers et vétérinaires employés dans les dépôts ou succursales, à dater du jour de leur départ de ces éta-						
Vétérinaires.	Le solde de leur grade, telle qu'elle est dé- terminée au la- bleau n. 10, avec le supplé- ment du cin- quième,	blissemens, à moins qu'ils ne conduisent un détache- ment de chevaux à leurs régimens. Dans ce dernier cas, ils restent en possession du supplément jusqu'au jour inclus de leur rentrée au corps, comme les officiers des détachemens régimentaires. Le supplément du cinquième cesse également d'être alloué:  1º Pour le temps de leur route, aux officiers qui pas- sent d'un établissement dans un autre; 2º Pour les journées de permission ou de congé et d'hê- pital à ceux qui, pendant la durée de leur mission, se trouvent dans l'une ou l'autre de ces positions.						
Sous - officiers , brigadiers et eavaliers.	La solde de sta- tion de leur grade et de leur arme, avec un; supplément de 5 centimes par jour.	Cos allocations sont dues à partir du lendemain de l'ar- rivée des sous-officiers, brigadiers et cavaliers dans las dépôts on succursales de remonte, jusqu'au jour inclass de leur rentrée au cerps, sauf le cas de séjour à l'hôphtel et de permission ou de congé, Elles sont exclusives du droit à la fourniture du pain lorsqu'elles se cumulent avéc l'indemnité de reute on l'indemnité particulière de déconcher.  Les hommes qui se rendent pour la première fois dans un établissement de remonte, ou qui y retournent pour prendre des obsvaux, sont traités selén la règle com- mune. Ils reçoivent en conséquence, durant leur mar- che, et à l'exclusion du supplément de 5 cent., la solde de route, s'ils sont en détachement, ou la solde dite sans vivres, e'ils voyagent isolément.						

No 32.

Solde de disponibilité (A).

	ÉTATS-MAJORS.		FIXATIO	N	SOLDE	OBSHING THE NS	
			par mois.	par jour.	par jour.		
П	Lieutenant-général Maréchal-de-camp	9,495 00 6,330 00	791 25 0 527 50 0	26 37 5 17 58 3		(A) La solde é	
Corps soyal d'état-major.	Colonel. Lieutenant-colonel. Cisef-d'escadron.	3,790 00 3,285 00	315 83 3 273 75 6 222 30 8	10 52 7	7 52 7 6 12 5 4 42 3	disponibilité con prend la moitié é la solde d'activi et des indemnit de logement et d	
Intendance militaire.	Interdeme. Sou- inten- ( de 1" classe. dent ( de 2" classe. Adjoint à 6 de 1" classe. l'intend" ( de 2" classe.	6,147 50 3,790 00 3,315 00 2,679 50	512 29 1 315 83 3 276 25 6	17 07 6 10 52 7	7 52 7 6 20 8 4 42 3 2 28 0	fourrages.	
Etat-major particulier de l'artillerie.	Connek	2.672 50 1	273 75 0 222 30 8	9 12 5 7 42 1 4 18 8	7 52 7 1 6 12 5 4 42 3 2 18 8	100	
Elat-major particulier du génie.		3,790 00 3,285 00 2,672 50 1,508 00 1,308 00	315 83 3 1 273 75 0 222 70 8 125 66 6 109 00 0	7 42 3 4 18 8 3 63 3	1 63 3 7 52 7 6 42 5 4 42 3 2 18 8 1 63 3 1 16 1		
Lieutenant-gé Maréchal-de-c	SOLDE DU	,500 00:6	DE RÉ	83 3 1	1	1, 1 = 1	

Nº 33.

# Prisonniers de guerre.

6/1 6/1	DLDE ahse l'ho- ital,
	rjour
read and service a	Les officiers per mus à de nouveau grades par leur go vernement depui de l'eur captivité n'on droit qu'at traite maniduges de qu'y avaient lorsqu'it ontété faits prison niers de guerre.

Snite du Nº 33

Prisonniers de guerre.

	de station dens les dépôts.	SOLDE d'abs'* h l'hô- pital. Par jour	
Prisonniara de gnarra (les Apglais exceptés), saimilés, par leurs grades, aux grades, dans Farmée fran musicien, també capise, de. Soldat.  (Les non combattans sont assimilés aux sold il est accordé aux interprètes, en sus de la satribuée au grade auquel lis sont assimilés applément de 75 centimes par journée de sence, il n'y, a qu'un seul interprète prisonaiers de guerre anglais, quel que so grade auquel lis sont assimilés.	ca	0 05 0 0 05 0 0 02 5	Note. Les ôtages sont traités comme non combattage, toraquille n'ont pas de moyens d'eass- teuca.

4. prispaniers de guerre ((les Anglais auceptus) Les sous-officiers et soldats et les non attu

at droit à une cation de pain et à une ration de chauffage par jour.

Les prisonniers de guerre anglais, bas officiers, soldats et non combattans, ont droft, pour chaque journée de présence, à une ration de pain ou biscuit, une ration de viande, une ration de riz ou de légumes, une ration de sel et une ration de chauffage.

Les semmes et les enfans, prisonniers, de toutes les puissances, n'ont droit, en station, qu'à

une ration de pain et à une sation de chauffage.

On délivre à tous les prisonniers, hommes, femmes et enfants, présens au dépôt, pour leur concher, des degui-spursitures ou de la paille de conchege. Cette dernière fourniture se calcule

d'après le nombre de jeurnées de station et se régularise par des revues.

Les prisonniers de guarre anglais, has officiers, soldats, non combattans, femmes et enfeins, out droit à une masse d'entretien fixée à 6 francs par an pour chaque prisonnier, et à une masse de linge et chaussure fixée à 5 centimes par jour, aussi pour chaque prisonnier. Ces deux masses sont décomptées d'après le nombre de journées de présence en station et d'absence à l'hôpital. Elles s'administrent en commun, et les prisonniers n'en reçoivent aucun décompte.

La soide des prisonniers de guerre travailleurs (les Angleis exceptés) ne doit pas leur être payée. Elle est mise en séserve pour former une masse d'habillement dont l'emploi est déterminé spériale-

sons par le ministre de la guarre. La solde et les fournitures en nature ne sont dues aux prisonniers qu'à dater du lendemain de leur arrirés au dépôt. L'indemnité de route allouée aux prisonniers de guerre, et qui leur tient lieu de toute solde pendant la marche, est payée conformément à l'ordonnance réglementaire sur les frais de route.

### Nº 34. Surveillans des dépôts de prisonniers de guerre, et conducteurs de convois de prisonniers de querre.

DÉSIGNATION DES FONCTIONS	SOLDE		
à exercer près les prisonniers de guerre.	par	par mois.	par jour.
Dépâte. — Commandant de dépôt pris parmètes efficiers en sous-officiens de le gendemnerie (a).  — Commandé de dépôt pais parmi les militaires en mir que en réforme.  — Serveillant.  — Contois en marche. — Paindans les coups (s).  — Parmà les militaires en caforme ou en retraite (d).  (d) N'a droit à aucune solde pour cet emploi.  (b) Le complément nécessairé pour, avec sa soffie de retraite ou son	360	30	1 1

porter son truitement à 100 francs par mois.

(e) Out droit sun suppléuseus de salde accordés que conducteurs des regrues.

(d) that desit, pout le temps de leur marche, au même complément de solde que les militaires en réforme ou en retraite employés à la conduite des détachemens de recepes, et, en outre, à l'augmentation de solde en mete, dile sont en nombre de tiret à l'indemnité de route, s'ils sont au-dessous de ce nombre.

Nota. Il ne pest y avoir qu'un sonl-commandant, par dépôt de prisonniers de 500 hommes et au dessons. Dans les dépôts excedant cette force, il peut y avoir, outre le commandant, un officier or sous-officier chargé du détail.

### MONARCHIE CONST. - LOUIS-PHILIPPE IST. - 25 DÉCEMBRE 1837.

# N° 35. Supplément à la solde de route pour les distances d'étapes parcourues en un jour en sus de la première.

désignation des grades.	FIXATION du supplément par distance d'étapes.
CORPS DE TOUTES ARMES.	· .
Colonel et lieutenant-colonel. Chef de bataillon ou d'escadron, major. Capitaine, adjudant-major, trésorier, officier d'habillement, chirurgien-major. Lieutenant, sous-leutenant, chirurgien aide-major, porte-drapeau, porte-étendard. Adjudant sous-officier, vétérinaire en premier. Sergent-major, maréchal-des-logis-chef, tambour-major. Sergent, maréchal-des-logis, fourrier, élève-fourrier, maréchal-des-logis trompette, vétérinaire en second, maître-ouvrier (s'il est sout-officier). Caporal, caporal-tambour ou clairon, brigadier, brigadier-trompette, musicien, soldat, tambour, clairon, trompette, maître-ouvrier (s'il n'est pas sous-officier), en	1 20 1 00 0 40 0 16 0 14
fant de troupe.	0 10

### N. 36.

### Hautes paies.

		xombas de che- vrons.	Infanterie de ligne et légère.	Cavalerie et armes spéciales.
Haute paie pour ancienneté de service	Après 7 ans. Après 11 ans. Après 15 ans.	1 2 3	0 08 0 0 10 0 0 32 8 0 65 0	0 12 0 0 15 0 0 32 8

Nota. Les canonniers vétérans, les vétérans du génie et les canonniers gardes-cotes d'Afrique recoivent la même haute paie d'ancienneté que celle réglée pour les armes spéciales. Il n'en est point accordé sux compagnies de sous-officiers, de fusiliers, de cavaliers et de gendarmes vétérans.

# N. 37. Indemnité pour frais de représentation (a).

	GRADES ET EMPLOIS.    FIXATION DE L'INDERIN				OBSERVATIONS.			
	TA:S-MAJORS.  /commundant / de 1 to classe (b).				Les indemnités de représent a- tion attribuées au lieutenant-gé- néral commandant la première division militaire et au comman- dant de la place de Paris, sont			
qant .	une division de 2º classe (c).		1		fixées p r des décisions spéciales. Le ministre de la guerre déter- mine, lorsque des circonstances			
Lieutena	président d'un comité d'armes.		0 416 66 6	13 88 8	extreordinaires y donnent lieu , les supplémens d'indemnité de			
		4,590 0	<b>0</b> 375 00 0		représentation à allouer aux com- mandans des divisions et des subdivisions militaires.			
de c acqu	(a) Le cinquiume de l'indemnité de représentation, à l'exception de celle que reçoivent les chefs de corps, est affecté aux frais matériels du bureau. En cas d'absence du titulaire, cette pertion est acquise à son suppléant comme celle qui s'applique à la représentation même.  (b) Les divisions rangées dans la 1 <sup>re</sup> classe sont les 3 <sup>r</sup> , 5 <sup>r</sup> , 7 <sup>r</sup> , 8 <sup>r</sup> , 41 <sup>r</sup> , 12 <sup>r</sup> , 13 <sup>r</sup> , 14 <sup>r</sup> , 16 <sup>r</sup> , 20 <sup>r</sup> et 21 <sup>r</sup> .  (c) Les divisions rangées dans la 2 <sup>re</sup> classe sont les 2 <sup>r</sup> , 4 <sup>re</sup> , 6 <sup>re</sup> , 9 <sup>re</sup> , 10 <sup>re</sup> , 15 <sup>re</sup> , 17 <sup>re</sup> , 18 <sup>re</sup> et 40 <sup>re</sup> .							

#### Suite du no 37. Indemnité pour frais de représentation.

GRADES ET EMPLOIS.	FIXATIO	N DE L'IN	OBSERVATIONS	
	per an.	par mois.	par jour.	
Inspecteurs-généraux d'armes (a) Officiers-généraux employés dans les camps		<b></b>		
de manœuvre (b).  Maréchal-de camp. — Commandant une sub- divison militaire.	\ \			Du 1 cottobre au 31 mars les commandans
-Commandant une brigade dans l'intérieur.	2,000`00	166 66 6	5 55 5	des places de 1º, 2º et 8º classes recoivent une
— Commandant une école militaire	4,000 00	333 33 3	11 11 1	
à Lille, Meiz, Strasbourg, Brest, Toulon:  — Commandant d'une autre place de 1*	2,000 <b>0</b> 0	166 36 6	5 55 5	mois pour le chauffage de leur bureau.
cla-se		125 00 0		Lorsque, dans des cir-
— Commandant d'une place de 2° classe	1,200 00 . 800 00	100 00 0 66 66 0		constances extraordi- naires , les nécessités du
Officier supérieur commandant une école				service exigent qu'il soit
du gánie	1,200 00	100 00 0	3 33 3	alloué des frais de bu- reau à des commandans
CORPS DE TROUPS.	ļ. ,			de places ouvertes, le ministre détermine la
Colonel ou lieutenant-colonel ) d'artillerie	1,800 00	150 00 0	5 00 0	quotité de ces alloca-
commandant un régiment. du génie de cavalerie.	) 1 1.500 00	125 00 0	A 16 6	\tions spéciales.
Officier supé- ( le bataillon de pontonniers	900 00			1
rieur com- un autre bataillon ou esca- mandant. dron formant corps entier.	600 00	50 00 0	1 66 6	
II .	ı	1	I	1

(a) En raison de la spécialité de la mission des inspecteurs généraux d'armes, les indemnités extraordinaires auxquelles ils ont droit sont déterminées, chaque année, par une décision du ministre de la guerre. Elles ne sont point passibles de la retenue de 2 pour cent.

(6) L'indemnité de représentation attribuée à ces officiers-généraux est fixée par le ministre de la gueire.

## 'Nº 38. . . . Indemnité-représentative de sourrages.

#### DÉSIGNATION DES ARMES ET DES GRADES. -- NOMBRE DE RATIONS PAR JOUR.

Etat-major général (1). — Lieutenant-général, 6; marêchal-de-camp, 4.

Corps royal d'état-major. — Colonel, 2; lieutenant-colonel, 2; chef d'escadron, 1; capitaine (2), 1; Lieutenant-officier d'ordonnance, 1.

Intendance militaire. - Intendant, 3; sous-intendant, 2; adjoint à l'intendance, 1.

Etats-majors partieuliers de l'artiblerie et du génie (3): - Colonel, 2; lieutenant-colonel, 2; ches de bataillon ou d'escadron, 1.

Etat major des pares de construction des équipages militaires. — Culonel, 2; lientenant-colonel, 2; chef d'escadron, 1 ; capitaine (autre que celui en résidence fixe), 1 ; lieutenant et zous-lieutenant, 1. Corps de troupes à pied. - Colonel, 2; lientenant-colonel, 2; chef de bataillon et mojor, 1.

Nota. Les droits des officiers employés, soit comme aides de camp ou officiers d'ordonnance du roi et des princes de la famille royale, soit à l'état-major du ministre de la guerre, ou à ceux de la 1º division militaire et de la place de Paris, sont réglés par des décisions spéciales.

(1) L'indomnité représentative de fourrages est invariablement fixée à 1 franc par ration. (2) Les capitaines de cavalerie-employés comme officiers d'ordonnance ont droit à l'indemnité

de courrages sur le pied de 2 rations par jour, s'ils justifient avoir conservé leurs chevaux. (3) Les officiers d'artillerie et du génie employes comme aides de camp près des officiers généraux de ces armes recoivent l'indemnité de fourrages pour le nombre de rations allouées aux officiers de lour grade dans les régimens d'artillerie.

-0
d'amend
e
دے
2
ä
2.
.0
_
-
e
•
-
-
- 5-
مە
œ.
•
- 25
2
9
0
~~
logement
g
milės de
milės de
mnilės de
mnilės de
mnilės de
mnilės de
mnilės de
lemnités de

Nº 39.

		FIXATION DE L'INDEMNITÉ	I 3Q N	INDEM	sité		
GRADES	10	DE LOGEMENT,	$\Gamma$	1	D'AMBUBLEMENT	/ .	OBSERVATIONS
	par en.	par mois. par jour.		Par an.	per mois.	per mois.   par jour.	
PEAT-MAJON GENERAL ET CORPS-ROYAL D'ÉTAT-MAJON.							
Marechaf de France. commandant en chef une armée	6,000	500 16 66	9 9	2,000	106 66 6	5 53 5	
Lieutenant general.	1.800	35		909	50 00 0	1 66 5	Les lieutenans-généraux com-
Merchal-de-Certifo.	1,200	*		000	34 33 3	1111	mandant les divisions militaires
Colone).	8	-		200	16 66 6	555	(la 1" exceptée), logée aux frais de
Lieutenant-colonel.	2	40	3 6	180	13 33 3	8	l'Etat, recoivent une indermile
Chef de pataillon on d'escharon.	246	19		108	000	900	ner an.
Limitanani	184	9		72		0 03 0	
DATENDANCE MILITARE.		١					
Intendant	1,200	100	85 G	000	500	111	
dartt	8	-			22 66	0 83 3	•
•	200	-	M (	25	200		•
Adjoint de 2 claise	246	<b>3</b>	98	8	3		
KTAS-MAJOR DES PLACES (a).			_				
Commandent de place, citadelle, fort ou château.		•	<del>. '</del>	•	•	•	
Major de place	•	•		•	•	•	Selon less gradle
Adjudent de place	•	•		•	• •	•	
Control of the biside Control of the	. 5	4		. 8			_
Some official services and services are services and services and services and services are services and services and services and services are services are services and services are services are services are services and services are serv	2 4	- X		38			
Aumonier	200	•		•		•	
Powier-Consugne.	8	•				•	
ETTE-MAIONS DE L'ANTILERIE ET DU CRAIE.			-			1	
Colonelin	8	<b>*</b> 1	9	2	.10 66 6	200	
Lientenant-colonel	25	000	2 6	190		8 8	
Chef de bataillon on d'escadron.	4	-		2	200	3.0	<del> </del>
Capitaine et lieutenant.	2, .	_	·		3 -	· ·	N'r ont pas droil.
Controllers as manufactures a sume;	144	12 0.4	0 00 0	72	6 00 9	0 20 0	
Commission of the state of Paris on the foot boint parts of corps royal d'élal-mojor, et le capitaine archiviste de la même place, repolition of the constitution of t	t partin d	seorbs roval d	etet-me	ior, et le	capitain	rarchiviste	de la même place, recoivent une
ingemaité spéciale de logement, fixée comme il suit :					•		
Capitaine-adjudent.	•	29 fr. 00 e. par mois.   non compris la supplément de Paris.	par moi	ou ~~	compris	la supplám	ent de Paris.
	•	;		•			

Indemnitée de logement et d'ameublément.

Suite du Nº 39.

GRADES.  Controleurs d'armes dans les directions.  Agent principal comptable de l'artillerie, garde d'artillerie ou du génie, chefe i souschaft d'ouvriers d'état, mattre et chef artificier.  Ouvrier d'état.			1			- Company	
Controleurs d'armes dans les directions. Agent principal comptable de l'artillerie, garde d'artillerie ou du génie, che et conscribet d'ouvriers d'étas, maître et chef artificier-Ouvrier d'étal.		I'M LOGENENT		,a	D'amoblement,	7 , , , , ,	OBSERVATIONS.
Controleurs d'armes dans les direttions. Agent principal comptable de l'artillerie, garde d'artillerie ou du génie, chef et sous-chef d'ouvriers d'etat, maître et chef artificiere. Ouvrier d'état.	par an.	par tudis.	par jour.	par au.	par mole.	par jour.	
Agent principal comptable de l'aruileire, garde d'aruileire ou du génie, chef et sous chaf d'ouvriers d'état, mattre et chef artificier- Ouvrier d'état.	96	80	0 26 6	48	4 00 0	0 43 3	
	120	10	200	00		0 10 0	
4	21		0 50 0	95	3 60 c	0 10 0	
j•	236	50 4	0 00 0	408	0 00 6	0 30 0	
Meperteur.	770		0	00	00	10	
Can't Witnessen the canada the Manager Wiles	440			0	8 00 0	0.48.6	Les officiers athachés su parc
Garde a equipage, coet et sous-coet a partiets a etat.	72	9	0 20 0	30	3 00 0	0 10 0	de ganstruction recoivent Pin-
•	108			4		ja .	domnité attribuée à leur grade.
WORTH OF MEETINESS.							
Medeein, chifurgien bu bhattischen insbecteur.	2,500	125		200	41 60 6		
Medecin , chircirgien bu pharmacten principal	480	70	1 33 3	100		0 44 4	***
	210	200	0 09 0	108	0 00 0		
Premier professents		. 1					Selon lear grados
Mathem affects thintelesson the state of the	1.66			15			
Chirergien sons-wide-major.	144		0 00 0	£-	9		
Officier d'administration principal.	480		65	100	33	0 44 4	
Officier d'administration comptable et aumônier	344	200	0 00 0	108	0000	0 20 0	
HE BY CAMPERENT.	_						
Officier d'administration principel.	080			160	60		
Officier d'administration comptable.	210	90.4	0 09 0	308	0 00 0	0 30 0	
Adjudant d'administration de toute classe.	144			29	9	20	
CORPS DE TROUPE,							
Colonela, and the property of the same of	009			200	16 66 6	200	
Chef de Matailléta ou d'eschdron et major.	084	700	222	160	313	4 4 4	

i amoublement.
ë
lagement
ş
Indemnité
•
•

Suite du Nº 39.

	,	FIXA	FIXATION DE L'INDEMNITÉ	L'INDEM	MITÉ		
GRADES.	\	DE LOCKMENT.	\ \ !	, a	D'AWRUBLEMENT	<u>i</u>	OBSERVATIONS.
		}			1	1	
	par an.	par an.   par mois.   par jour.   par an.   par mois.   par jour.	par jour.	par an.	par mois.	par jour.	
ŀ	216	18	0 09 0	108	0 00 6	0 30 0	
Indemnité pour l'emplacement du bureau (1).	216	18	0 09 0	108	0 00 0	0 30 0	(a) Celle de son grade.
Officier payent en (Indemnité personnelle.	•	•			•	ઉ	And the state of t
north or de course   Indemnite pour emplacement de bureau (1).	129	2	0 33 3	9	2 00 0	0 16 6	5 00 0 0 16 6 men raison de la nature de laurs
"Mental and the Angel of the Personnelle.	216	84	0 00 0	108	0 00 6	0 30 0	fonctions, ils doivent toujours être
Justin nabuliem. (Indemnité pour emplacement de bureau (1).	120	9	0 33 3	00	2 00 0	0 16 6	0 16 6 logés dans les bâtimens militaires.
Capitaine, adjudant-major, chirurgien-major.	216	18	0 00 0	108	0 00 6	0 30 0	
Lieutenant, sous-lieutenant, chirurgien aide-major.	144	2	0 40 0	22	000	0 20	
Velerinaires des corpe.	•	•	•	•	•		
(4) En cas d'absence des trésoriers, offic, payeurs et officiers d'habill. Htul., leurs suppléans reçoivent cette portion d'indemnité avec l'indemnité de logem. de leur grade.	. tital., lea	irs suppléan	s recoivent	cette port	ion d'inde	mnite avec	l'indemnité de logem. de leur grade.
Max. Les indemnités de logement et d'amenditeirent format augmentées in moitée en difficires et employées designées ut tableau ci-desse, lorsqu'il sont employées. Promission de la commentant de	ses de most	ié en sus po	in les offici	ers et emp	loyés désig	nes au tabl	eau ci-dessus, lorsqu'ils sont employes
an ambient of the comment of the com	l'emplacen	neral de son	biggeran. S.	i le lòrem	ent est fou	rni sans m	enbles, le sappléanent est de 5 fr. —
Demplacement nécess, su service du génie pour le dépôt des papiers, plans et mémoires de chaque place, doit toujours être fourni dans les bâtimens milit, et avec membles.	plans et me	smoires de c	haque plac	e, doil tor	iours etre	fourni dan	s les bâtimens milit., et avec meubles.

bureau.
de
frais
pour
Indemnité

GRADES	GRADES ET EMPLOIS.	Dar an.	FIXATION,	OBSERVATIONS.
ETATS-MAJONS. Chefs d'état-major des divisions militaires.	1** division militaire.  12** 3** 7** 10** 11*, 16* 4** 6** 20** 21* 4** 6** 47** 49* 45** 48*	10,000 2,400 2,300 2,000 1,800 1,500 1,500 1,000 1,000	25. 25. 25. 25. 25. 25. 25. 25. 25. 25.	3.7.7.7.7. Dans ces fixations, sont comprises les indemnités purti- 0.6.6.6 culières accordées pour le service des places ouvertes non 6.5.5.7. Marcet (3° division). 0.5.00 Avignon (8° idem). 0.6.4.72. Toulouse (10° idem). 0.7.00 Nancet (10° idem).

3.5

	<u></u>
·	
1-	ş
	.=
	2
_	-
Č2.	6
37	8
ęr	•
05	0
1 5 5t \$ 15 55 1	8
- F.	200 00 01 6 66 6 1 7 1 Ces indemnite
1.000	2,800
7	-
	•
er er	•
e	
Control of the second of the s	ls anx opérat. ( Officier subérieur.
a.	Ŷaa:
ý.	
6	Ė
.· -	9
	frat
	ē
	ž u v

6 1 7 1 Ces indemnités ne sont due, que pour le temps de pré-	a Les frais de bureau des officiers de l'intendance mili- taire sont fixés, tous les ans, par des décisions spéciales, en		3 Les officiers supérieurs actuellement chargés, par ex- ception, d'un commandement de cette nature, conservent la jonissance de l'indemnité dont lis sont en possession	+ Cette fixation est applicable au directeur de l'arsenal du génie.		•						4 1	ésentation
			000	000	a 6	99	-	•••	e e e e e e e e e e e e e e e e e e e	=	es es	10 ◀	et To pigna
<b>8</b> 9	:	# #	888	888	<b>5</b> 8	6 6 6 6		88	#488 88	#	80 80	88	Per eur
00	·	-	000	000	9 0	-00			0000	<del>-</del> -	0 4	9 6	Jes, Jes
88		20	888	888		88		8	55.55	33	88	83	Na. J
										-		ک من م	boo eres,
200 150		<b>F</b>	ន្តន្តន្ត	888	<u> </u>	200		25	5555		413	26	ind Stras
2,400 1,800	•-	. 150	4 4 4 4 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	2.4.00 2.4.00 2.400 2.400 3.400 3.400	2,400	2,400		300	150 250 200 200	001	200	ลิลิ	ir, Rentes, S elle, Lille, I i moyen de l
Officiers employés aux opérat. § Officier supérieur. Lopographiq. et géodésiques. § Capitaines, lieutenans, sous lieuten.	datendance militaire	Renumendant de poste militaire, citadelle, fort on chiteau, non clusses parmi les places de guerre.	forges	Vérificateur de la comp Directeur d'une directio	Nidem,	2 re de construction (Colonel ou liententant-colonel directeur.	COARS DE TROUPS (4).	*Jor. — Régimens d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, da génie, corps du train des équipages, et école de cavalerie.	Major on officier Bataillon de pontonniers.  Bataillon d'ouvriers d'administration.  Fiscadron du train des parcs d'artillerie.  Les fonctions. Bataillon d'infanterie légère d'Afrique.	Régimens d'infanterie, de cavalerie, da génie, et corps du train des équipages, militaires.	Officier Legere d'Afrique. d'habillement. Regiment d'arfillerie.	Basalion d'Ouvreste d'administration, et ba- taillon de pontonniers.  Escadron du train, des parcs d'artillerie.	(a) Directions de Paris, Besançon, Dousi, Grenoble, La Fère, Metz, Rennes, Strasbourg, Towlonse et Toulon. (b) Directions de Bastis, Bayonne, Cherbourg, Embrun, La Rocheile, Lulle, Méxières, Nantes, Perpignan, Saint-Omer et Valenciennes. (c) Directions de Brest, du Hâvre, de Montpellier et de Tours. (d) Les chels de fettes de itre de frats de représentations.

3
Ż
큠
ë

					فتوسف فنستحد فازان ويريز يزين في المراجع والمستحدد
	•	•	PIKATION	,_	•
	GRABES ET EMPLOIS.	<u></u>	<pre>{</pre>		OBSERVATIONS.
		per en.	paran. par mois. par jour.	per jour.	
	/ A hetaillon.	8.00	250 00	8 33 3	
	Régiment d'infantanie & & Sidem.	9,60	216 66 6 175 00 0	22.2	
	( a is leaded	1,88		200	
	Régiment de cerulerie.   h. 5 idem.	1,700	144 66 6 135 33 3	27.70	
-			133 33 3	4 44 4	
Trésorier <	Régiment d'artillene.	82,80	266 66 6	88 4	
	Inegiment on genie.	_	216 66 6	121	
	de train des équipages			} !	
	excedant le complet.	25	8 33	0 27 7	
	Batallen d'entrers Gadministration.	2,5	125 00 0	4	
	Bataillon de pontonnters.	_	38	7 10 0	***
	Berdeon de tenn des parcs d'artillerie.	_	125 00 0	4	
	Officier charge des de-				
Officiers /	de discipline hillis non faire face				
101	اب	25	9 90 14	1 38 8	•
corpotables	Comments d'ouvriers d'at-				
dens				-	
les compagnies	~	24	0 00 0	8	
corps entier.	ardes - cotes				
			4	2	-
Charges de de-,	Charmen de de-fffenie de deureau figus.	8	18 28 38	83 35	
tails dans les	_		;		•
députe de pri:	Fritis de boreau supplémentaires,	200	888		•
guerre	( idem.ar-desca de 2, 000.	3	3	ď	
•		•			

97
ż
qn
ite
Ξ

		il n'est point fait d'allocation particulière de frais de bureau	pour un detachement d'infanterie moundre d'un Dataillon;	dans ce cas, le tréserier en l'officier peyeur doit pourvoir à la	dépense sur son abonnement, sans qu'il y ait lieu à aucune	allocation supplementaire.	The second secon									· ·							! If near the allone. Day decision ministerielle, un supplé.	_	ment d'indemnite de Irais de maren aux commandans des	Adendis et succirrales de remonte, lousane le nombre des che-	~	_	/ bliggement, s'élève à plus de mille. Dans ce cas, le supplément	_	ח דותבוודוום זום לספו בערבות היה היה היה היה היה היה היה היה היה הי	I Si la nortion détachée est moindre d'un escadron, les	ن	_	lent a la-charge de l'abonnement du tresorier ou de l'officier	Davent	_							Les détachemens de remonte, en raison de leur effectif	nen dere, n'out point droit à une indemnité de frais de bu-	seem I as althought do patte mainte and lent administration	Letter Treat He heatisted and revenue and	peut occasioner cantinuent d'etre payees par le tresoller du	comps sur son abonnement.				
7 96	& & &	7 97 1	8	80	3	# 1	7 77	888	9	3 2	3 6	22 2	8	-	3	7 5	22 2	1	:	200	3	3	1						8			9	}		200	20	2	3;	ဂ္ဂ	5	7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7	3		0 27 7		•		7	1 6	r R	7	33 3	
=	•	7	9	•		3 6	2	9	-			9	9		3 (		9	•	9	٠. د		•	-	-	0		0	9		• •	_	3	_	_	õ	7		5	9	8	, ,	5				_	_	_	-	<u> </u>	<u>~</u>	~	
18 33	116 66	133 33	150 00	62.50			58 33	95 96	90	9			75 00				99 98		3	M 66		108 33										20 83	}	;	8	9	2	3	8	R GA	99	3		8 33 3					9	8	33	100 00	
1-	Ξ	***	-	-		ς	=	=	-	_	_	- 0	-	-	٠,	 	_	-	~ ~	-	-	-	-	-	_	`-	_	<u>ح</u>	-	_	_	_	_	-	-	-	_		_	_	-	-			_	_	_		_	_	_	_	-1
92	4,6	1,000	1.800	1		1,000	1,900	2.300	8	36	₹.	8	ĝ		2	2	<b>2</b>	3	1,00	1		7.300		•	4 50	3	1,000	Š	9	ð		5	š			480		ē	200	906	9 6	5		10				•	3	8	1000	1.200	
-	•	•	•		•	:	•	•			•	•	•		•	•	٠.		•	•		•		_			7	•	•	•	•	-	ï	i	•		-	·	•		•	•	-i	•		•			•	•	•		-
اً ا			•			•				•		. •	٠		•		•	•	•		•	•			•	•	•			•			1	100						awin.			000					i	•	•			
bataillon	dem.	dem.	the same	e e e e	74144	den.	dem.	dem.	accadeone	in the second	dem.	Hdem.	idam.			escadrons	Jem		dem.	Jon.		dem.			900		de 2º classe.	asse.		de z cusse.			Un escaured de cavalence	CHARLES		month of the state of the property of the profession		idego détachée du balaillon de pontonnutra.	enie.	District of the Late As bearing the matter Parlithanta.	The Part of	ldena délachée du trans des equipages militaires.	Detachement moindre d'une compagnie on d'une bat			SPREWITTE A TRADE ANY TRADORIESE DES-CORPS			•				•
avec 1 b	2 2	بة. م			•	~ 	- - -	A -			n	- - -	 201	9	- 	avec 2 e				ĸ	•	ت. ح	•		As Ale shouse.		ร *	de 1 " classe.		i k				50 00		of Par		DELON	Tartil	- manual	pare.	19848	Daga			DES		HES.	•	•		•	
a a	_	ا ج	<u>ا</u>			· ~	-	<u>'</u>		•	_	~	_		ا :	8		_	! .~	_		ا			7	~	을. ~		3	9			į	Marile	4	20 1 20 1 20	200	Te by	TIPROLE	4	THE OPE	danh	е соп			9		ETIC	•	•	,	•	•
		•					•						,					:						•			•					,		du b		200	THE PLANT	Hon	recir	1	n re	o des	d'un'	•	•	1.00		Š D	ģ	•	•	•	•
		•					•					•	•		٠				•	•				•		٠,			1	•		1	. A 21 G	hee		12 -21	7 500	a bala	d'en		nee a	LIMITE	adre			1		Ć.	détec			•	•
		ear.				•	•					THE ST			٠			,		•						i	•					4	9	detac		34	Terat	ée du	chair	111	getac.	de du	LIBO		•	X II Y	4	ē	E CO			•	•
	•	nteri				a fee	8					in the factor of		•					, see							,	•		1			1	area.	THE	To leave	1	21116	Stach	. dala		gnie	élach	III Ch		•	200		. 013	bata	idem		1001	
		dans l'intérieur.				-	fux frinces.		1			dehe l'imperient.							and sembles.							DénAis			Snermrsales.			The second of the second one	n esca	ORDA		116111	Ted mo	en d	Betteme detarbée d'un réciment d'artillenie.	Direct M	reduso	ena d	clache			4	4	One way des portions detaches	Phur 4 bataillon détaché.		•	o d	ī
		_	_	~	-	_	_	•					_	-	_	·	-	-	ج						٠	$\overline{}$	_	·		•			1	-	-	-	1		,	5 5	9	12	-	_	•	wifee	3	6	4	_	_	_	・ ン
			Different payent	qun	régiment	d'infanterie,		-		7.5				g Officier payer.	d'an	-deriment	Tegimen.	de cavalerie.						•	,	Commandene	des dénôts		et succursales	de remonte.			Officere	Officials	commandent	des fractions	30 00	odion an	sadministiani	ff séparément.	sant dans	With Lines	Libierient	qu'aux armees		9	T Trans			D. Arrismont		d'intanterie.	

Suite du Nº 40.

Indemnité pour frais de bureau.

		FIXATION	
GRADES ET EMPLOIS.	par an.	par mois:	par jour.
Pour 1 escadron détaché	60 120 180 240 300 360 30	5 00 0 10 00 0 15 00 0 20 00 0 25 00 0 30 00 0 2 50 0 3 33 3	0 33 3 0 50 0 0 66 6 0 83 3 1 00 0

Suite du Nº 40. — Indemnité de première mise de frais de bureau aux régimens, bataillons, escadrons et compagnies de nouvelle formation.

DÉSIGNATION DES CORPS.	FIXATION de l'indemnité.
Régiment d'in(anterie de ligne de l'enterie de ligne de l'enterie de ligne de l'enterie de ligne de l'enterie d'enterie d'enter	800 francs. 750 700 609 200 800 400 700 80 100 800 750 750 100 650 550 100 800 100 80
de cenonniers vétérans.  de gendarmes vétérans.  de cevaliers vétérans.  de gardes-côtes d'Afrique.	

# Suite du n. 40. — Nomenclature des objets à la charge des abonnemens de frais de bureau alloués aux corps de troupes.

Un registre des déserteurs :

Les états de mutations journalières ;

Les pièces, tablesux et états de toute nature relatifs au recrutement;

Les signalemens des déserteurs ;

Les plaintes en désertion ou pour tout autre dé-

Les honoraires d'un secrétaire ;

L'emplacement, le chauffage et l'éclairage du

Achat de papier, plumes, encre et autres fournitores de bureau.

### Officier d'habillement.

Un registre des recettes et consommations des étoffes et effets d'habillement ;

Un registre-matricule de l'habillement ;

Un registre-matricule de l'équipement, Un registre-matricule du harnachement;

Un registre-matricule de l'armement;

Un journal des réparations à faire à ces divers obiets:

Un registre des pièces d'armes;

Un registre de correspondance;

Les livrets d'armes et de munitions ; Les demandes d'habillement, etc., et les pièces à

l'appui; Les bons généraux d'habillement et de harnachs-

ment:

Les marchés de toute espèce;

Les états d'habillement des hommes passant à d'autres corps ;

Les honoraires d'un secrétaire;

Achat de papier, plumes, encre et autres fournitures de bureau;

Le chauffage et l'éclairage du bureau, et généralement toutes les dépenses qu'entraîne la gestion du comptable;

Les sournitures du bureau de l'officier d'armement.

### Tresorier.

Un registre des délibérations ;

Un registre de caisse;

Un livret des sommes en dépôt dans les caisses du trésor :

Un registre-journal des recettes et paiemens;

Un registre central d'exercice;

Un registre des situations trimestrielles de la masse individuelle ;

Un registre-matricule des chevaux ;

Un registre des avances et fournitures en route anz militaires isolés; Un registre des situations journalières de l'effec-

tif et des distributions de vivres, etc.;

Un registre des fourneaux économiques ;

Un livret de solde;

Un registre de correspondance ;

Un registre du capitaine instructeur (cavalerie);

Les registres d'ordres;

Les livres de compagnie (1ª et 2º parties); Les registres de punitions;

Les scuilles de journées et les seuilles d'appel de l'état-major et des compagnies; Les seuilles de décompte de la masse indivi-

ducile; Les feuilles de préi;

Les situations et rapports journaliers des com-

Les billets d'hôpital;

Les certificats de benne conduite et ceux d'existence;

Les congés et permissions de toute nature ; Les états de situation à fournir au ministère de

lo guerre et aux états-majors ; Les états mensuels de mutation des officiers;

Les bons de subsistances, fourrages et chauffage; Les proces-verbaux de pertes de chevaux ;

Les certificats de visite et de contre-visite;

Les mémoires de proposition pour la retraite, etc. Les états de services des officiers :

Les certificats de sessation de paiement;

Les états des masses des hommes passant à d'autres

Les divers états à l'appui des revues de liquidation, et enfin les états de solde, bordereaux, feuilles d'émargement et autres imprimés.

Le trésorier doit fournir au lieutemant-colonel les registres ou feuilles à l'asage de cet officier supérieur, savoir :

Un registre du personnel des officiers;

Un registre d'ordre du régiment :

Un registre-journal des marches et opérations militaires;

Un registre des corps de garde de police ; Un registre des jugemens des conseils de discipline;

Les tableaux d'avancement des sous-officiers et soldats:

Les feuilles de rapports journaliers;

Il doit aussi payer, 1° aux adjudans et aux sergens-majors, l'indemnité de deux france par mois qui leur est accordée pour frais de bureau (1); dul leur et chauffage et de l'éclairage de son bureau; 3° les frais de passe-de-sacs et les hono-raires de ses secrétaires; à les fournitures et ustensiles de bureau , et généralement toutes les dépenses qu'entraine sa gestion, de quelque nature qu'elles soient.

Note, En cas de décès ou de changement de destination d'un trésorier ou d'un officier payeur, le nouveau titulaire doit tenir compte à son prédécesseur ou à sa sucession de la valeur relative des registres et des livres de compagnie en service, eu égard à la durée qu'ils ont encore à parcourir. Il doit aussi rembourser la valeur des imprimés qui lai sont remis, s'il peut les utilises pour son service.

D'après le même principe, lorsqu'une portion de corps destinée à s'administrer separement se détache de la portion principale, ou que les deux portions se réunissent, le trésorier et l'officier payeur se tiennent également compte entre eux de la valeur relative des livres de compagnie en service.

<sup>(1)</sup> La fixation particulière déterminée pour les régimens d'artifleție est maintenue,

Nº 41.

### Indemnité en remplacement d'Eau-de-Vie.

Þæstgwattón des divisions militaires.	PIXATION de l'indemnité par jour.	DĒSIGHATION des <b>divisions</b> militaires.	PIXATION de l'indemnité per jour.	DÉSIGNATION des divisions militaires.	rrxarion de l'indemnité par jour.
1 in diriston milit. 2. 4. 5. 6. 7. Mote. Le durée fixée ainsi qu'il su	0 04 QQ rigiomentaire	8° division milit. 9°. 10°. 11°. 12°. 13°. 40°. 40°. 40°.	0 02 80 0 03 50 9 03 80	15° division milit. 16°	0 03 10 0 04 00 0 03 50 0 03 10
Dans les 1", 2	34, 40, 50, 60 90, 100, 111,	, 124, 13°, 44, 15°, 10 17, 20° et 21° divisio	ns, du 1er jui	livisions, du 21 juin n au 30 septembre.	au 31 août;

Nº 42.	Indemnité extraordinaire en rassemblement.	, 130 ANN 12 2 2 1 P
1	Officiers superiours. Capitaine et chirurgien-major.	60 00 par mois.
Hate-majors	Lieutonant, chiràrgian aide major, sous-lieutenant. Carde d'artillerie on du génie.	30 90 34 98
de toutes	Veterinaire. Adjudent sour-officier.	48 00
· Mittele	Sous-officier.	0 15 per jour. 0 08
1	Capacat on brigadics at soldat	) 95.
	Officier des bépitaux. des subsistances militaires.	60 00 par mois.
1	principal de l'habillement et du campement Médecin ordinaire , chitusgien au pharmarien-major	
Services administra-	d'administration des hopiteux.	\$ 00 00 par mojs.
.: 115.	de l'habillement et du campement	₹
. !	gian spus-aide	80 00 par mois.
ĺ	d'admi- des subsistances militaires. de l'habitlement et du campement.	<b>}</b>

Nota. Les indemnités spéciales que reçoivent les garnisons de Lyon, Marselllé et Toulon, les troupes réunies sur les frantières des Byréades, ainst que les détachemens placés dans diversés Récalifés fès 12, 18, 18 et 17 disjaions militaires, consimueront d'être payées suivant les décisions qu'il es ont fisées. Barna le cas de minision en de service extraordinaire, le ministre de la guerre détermine l'indemnité qu'il passe y assis lieu d'asposdes.

Nº 43. Indemnités peut, pertes de chevaux et d'effets.

्राहर र ज्यानार । या	सम्पर्धानम् । १६ ४० वर्षाम् । स्टब्स् सम		OF L	MONTAN Erosusită	
:	GRADÉS	· S.	aux mili sonniers	taires pri- de guerro,	aux mili- taires non prisonniers de guerre,
i			pour perte d'effets.	pour perte de chevaux.	potir chi- que chevil tué per l'emené.
	Maréchal de France Lieutenant général Maréchal de camp	/ Colonel.	6,000 3,000 2,000 900	5,400 1,800 1,350	
List-major,	Officiers de corps royal d'état-major.	Licutenant-colonel Chef d'escadron	700 500	900 900 450 450	, <b>4</b> 50
	Officiers attachés à l'é- tat-major	Eleutenant et sous-licutenant Colonel	400 800 700 600 400 300	450 900 900 450 450 450	

Suite du Nº 43. Indemnités pour pertes de chevaux et d'effets.

		DE 1	ATKOM STIKKEDEL'	
	GRADES.	eux mili	taires pride de guerre,	aux mili- taires non prisonniers de guerre,
		pour perto d'effets.	pour peste de chevaux.	pour cha- que cheval tué par l'ennemi.
Intendance militaire.	Adjoint & l'intendance de 2º classe.	2,000 900 700 600	1,850 900 450 450	450
Troupes à	Régimens du génie : com- pagnies d'euvriers d'ar- tillerie et du génie ; ba- taillon de pentonniers	700 700 400 300	900 900 450 450	450
prout :	Infanterie	866 706 660 400 866	800 £00 400	400
	Regimens d'artillerie, de Lieutemant-colonel	906 866 760 560 466	900 900 450 450 450	<b>450</b>
Troupes à cheval <	Cavalerie et trains	900 800 700 500 400 500	800 800 400 400 400	400
Médecin ord Chirurgien Chirurgien	conducteurs du génie. { Lieutenant et sous-lieutenant et sous-lieutena	400 700 660 400 300	400 400 400 400 400	} -4 <del>00</del> '
Officier d'ad	ineistratifs. — Officier d'administration principal	700 000 400 300	400 200 200 400	400

Nº 44.

# Indemnité aux Vaguemestres.

The state of the s	FIXATION journalière.	ORSERVATIONS.
Vaguemestre du quartier général.  Vaguemestre de divinion.  Aide-vaguemestre.  Vaguemestre de divinion.  Aide-vaguemestre.  Vaguemestre de divinion.  Aide-vaguemestre.  Vaguemestre de divinion.  Vaguemestre de divinion.  Pour un régiment à 4 bataillons.  Pour dépôt constitéé.  Pour un ou denx bataillons réunis au dépôt (avec ou sans l'état-major).  Pour trois bataillons réennis au dépôt (avec ou sans l'état-major).  Pour chaque bataillon détaché.  Nota. Lorsque le vaguemestre se treuve avec l'état-major du régiment, if ne peut lui être allowé moins de 50 c., quelle que soit la force de la portion du corps réunie à l'état-major.	0 50 0 0 75 0 9 25 0	Dans le cas de mor- meltement d'un. la- saillon, l'altonation de l'indentaité : de 25 ceutièmes le fantjon- ni elètre les sons offi- vient faipant feutions de vognemestrés, à raison qu'incembre de compose chaque dé- tanhament.

Suite du N. 44.

Indemnités aux Vaguemestres.

Betaillon d'infanterie légère d'Afrique.  Betaillon d'oufrique.  Corps réuni en entier.  Corps (Pour la portion principale. d'afrique.  Corps (Pour la portion principale. d'uvisé. Pour un régiment à 6 escadrops. lerie.  Corps (Pour la dépôt ou 1 escadrops. lerie.  Corps (Pour la dépôt ou 1 escadrops. lerie.  Corps (Pour la dépôt ou 1 escadrops. Pour la dépôt ou 1 escadrops. Pour 3 ou 4 escadrons. Pour 5 ou 6 escadrons. Pour 5 ou 6 escadrons. Pour 1 ou 2 escadrons. Pour 5 ou 6 escadrons. Pour 1 ou 2 escadrons. Pour 2 ou 6 escadrons. Pour 1 ou 6 escadrops. Pour le dépôt et la réunion au dépôt. Pour le dépôt et la réunion au dépôt de 1 à 4 compagnies. Pour le dépôt et la réunion au dépôt de 1 à 4 compagnies. Pour le dépôt et la réunion au dépôt de 1 à 4 compagnies. Pour le dépôt et la réunion au dépôt de 1 à 4 compagnies. Pour le dépôt et la réunion au dépôt de 1 à 4 compagnies. Pour le dépôt et la réunion au dépôt de 1 à 4 compagnies. Pour le dépôt et la réunion au dépôt de 1 à 4 compagnies. Pour le dépôt et la réunion au dépôt de 1 à 4 compagnies. Pour le dépôt et la réunion au dépôt de 1 à 4 compagnies. Pour le dépôt et la réunion au dépôt de 1 à 5 compagnies. Pour le dépôt et l'état-major, quel que soit le érquipages mili-funde ormpagnie isolée. Pour une compagnie isolée. P			
Ba'aillon d'ou- vriers d'adminis- trajion		jour- nalière,	OBSERVATIONS.
Corps qu train des Pour le dépôt et l'étal-major, quel que soit le équipages milis nombre de compagnies qui y sont réunies. 0 30 0 taires. 0 45 0 Compagnie de discipline, de vétérans, de canonniers gardes-côtes d'A-	Ba'aillon d'ouvriers d'administration.  Régimens de cavalerie.  Ecola de cavalerie.  Bataillon de ponton d'ouvriers d'administration.  Régimens d'artillerée.  Bataillon de ponton des parcs d'artillerée.  Bataillon de ponton des parcs d'artillerée.  Bataillon de ponton des parcs d'artillerée.  Four le dépôt seul.  Pour le dépôt seul.	4alière, 0 50 0 0 50 0 0 50 0 0 25 0 0 15 0 0 25 0 0 25 0 0 25 0 0 25 0 0 25 0 0 25 0 0 25 0 0 25 0 0 15 0	Lorsque plusienrs batteries ou compagnies détachées des corps d'artillerie du génie sont réunies, il est alloué 15 centimes pour la première de ces batteries ou compagnies, et 5 centies pour characteries ou compagnies, et 5 centre et us pour characteries ou compagnies, et 5 centre et us pour characteries ou compagnies, et 5 centre et us pour characteries ou compagnies, et 5 centre et us pour characteries et sus pour characteries et aux pour characteries et sus pour characteries et aux pour p
Compagnie de discipline, de vétérans, de canonniers gardes-côtes d'A- frique, d'ouvrises d'artillerie, du génie et des équipages militaires. 0 15 0	Corps on train des Pour le dépôt et l'état-major, quel que soit le équipages mili- nombre de compagnies qui y sont réunies.  taires	0 30 0 0 15 0	
	Compagnie de discipline, de vétérans, de canonniers gardes-côtes d'A- frique, d'ouvriers d'artillerie, du génie et des équipages militaires.	0 15 0	•

# N. 45. Gratification de première mise d'équipement aux Sous-Officiers promus officiers.

DESIGNATION DES ARMES,	de la gratifica-	OBSERVATIONS.
Infanterie de ligne et légère, bataillon d'ouvriers d'admi- aistration.  Carabiniers et cuirassiers.  Dragons, lanciers, chasseurs et hussards.  Régimens d'artillerie.  Bataillon de pontonniers et compagnies d'ouvriers d'artillerie.  Régimens du génie et compagnie d'ouvriers du génie.  Train des parcs d'artillerie, compagnie des sapeurs-conducteurs du génie et train des équipages militaires.  Compagnie d'ouvriers du train des équipages militaires.	550 1,050 950 950	(a) Les sous-officiers promus sous-lieutenans dans le bataillon de pontonniers ou dans les compagnies d'ouvriers d'artillerie, et qui passent' ensuite, avec ce grade ou celui de lieutenant, dans les régimens d'artillerie, reçoivent un supplément de première mise fixe à 250 francs.

# MONARCHIE CONST. — LOUIS PHILIPPE 1et. — 25 DÉCEMBRE 1857

# N. 46. Gratification aux Sous-Officiers, Caporaux ou Brigadiers instructeurs.

DESIGNATION DES CORPS.	FIXATION.	OBSERVATIONS.
Régimens d'infanterie de ligne et à à destaillons. légère	500 300 200 40	

# N. 47. Gratification d'entrée en campagne.

	GRADES.	FIXATION de la gratifica- tion pour chaque grade.	OBSERVATIONS.
Aumônier de Officiers	Maréchal de France. Lieutenant-général commandant en chef. Lieutenant-général. Maréchal-de-camp. Intendant en chef. Intendant. Sous-intendant. Adjoint à l'intendance.  Colonel. Lieutenant-colonel. Chef de bataillon et major. Capitaine. Lieutenant et sous-lieutenant. Colonel. Lieutenant et sous-lieutenant. Colonel. Lieutenant et sous-lieutenant. pal comptable d'artillerie, garde d'artillerie ou du génie. brigade. Médecin, chirurgien ou pharmacien principal. biédecin ordinaire, chirurgien ou pharmacien aidemajor. Chirurgien sous-aide-major. Officior d'administration principal. comptable. Adjudant de 1" classe.	12,000 8,030 6,000 4,000 4,000 1,800 1,000 900 1,200 1,000	Les officiers du corps royal d'élat-major (y compris les capitaines et liautenans détachés dans les corps de troupes), les officiers d'ordonnance et les officiers de l'artillerie, du génie et des équipages militaires, ont droit à la gratification d'entrée en canpagnesur le même pied que les officiers des corps de troupes à cheval.

Solde de non activilé.

OBSER VATTONS)		Traités selou l'arma dans la-	quelle dis sont classés, con : iktendens et les s'époints mis en non activité entérieurement à l'ordonnance d'a 40 juin 1855 continuent à due traité sugéent le testif du	10 septembre 1836.	
OFFICIERS sortis de l'ectivité par retrait ou par suspension d'emplot.	Par mois. Par jour.	500 00 0 16 66 6 33\$ 33 \$ 11.11 11 208. 33 \$ 6.94 \$ 176 66 6 5 88 8 156 06 0 5 00 0 85. 33 \$ 2.77	343 33 3 11 11 1 248 33 3 6 94 8 176 68 6 5 88 8 150 08 0 5 00 0	165 63 6 5 55 5 143 34 6 4 77 7 120 84 6 4 77 7 66 68 6 2 22 8 25 38 4 1 40 8 80 08 6 1 33 8	208 38 3 6 99, 6 170 66 6 5 86 6 150 00 0 5 66 6 80 00 0 2 60 6 83 38 8 1 48 8
OFFICIERS sortis de l'activité par avite de licenziement de corps, de suppression d'emploi, de rentre de capitique de fentre de capitique à l'envenni	Paran, Parmois, Par jour, Paran, Parmois, Par jour	625 00 0 20 83 \$ \$ \$0000 416 66 613 88 \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$	416         66         613         88         8         250         6         250         8         9         250         8         250         8         7         86         9         2420         8         7         86         9         2420         8         120         8         6         25         0         8         8         8         9         8         8         8         9         8         8         9         8         8         9         8         8         9         8         8         9         8         8         9         8         8         9         8         9         8         9         8         9         8         9         9         8         9         9         8         9 </th <th>179 16 6 5 97 2 1,720 150 00 0 5 00 0 1,446 1 85 3 3 2 17 7 80 1 65 00 0 2 00 0 486</th> <th>200 41 6 8 68 0 2.504 220 83 3 7 36 1 2.126 187 50 0 6 25 0 3.600 1 100 00 0 3 33 3 960 65 00 0 2 16 6 5.20</th>	179 16 6 5 97 2 1,720 150 00 0 5 00 0 1,446 1 85 3 3 2 17 7 80 1 65 00 0 2 00 0 486	200 41 6 8 68 0 2.504 220 83 3 7 36 1 2.126 187 50 0 6 25 0 3.600 1 100 00 0 3 33 3 960 65 00 0 2 16 6 5.20
Sorting on d	Para	Lieutertart-général, 7,500 Maréchal-de-camp, 5,000 Colonel 4,125 Lieutenant-colonel 2,125 Chef Vescalton 2,250 Capitaine 1,250	Interndent,	Colonel, Colonel, 2,500 Licutenant-colonel, 2,150 Circl de Extellon on d'escadron, 1,800 Capitaine, 1,000 Liéatenant, 780 Sous-lieutenant, 780	Colonel,
ARMES.		Etat-mojor general et coeps royal d'état-mojor.	Intendance militeire.	Etal-major des places.	Ekst-major particulier, defl'artillerie,

\*\*

9
ż
du
uite
-=

Suite du N.	Etat-major particulier du génie.	Intanterie	Gavalerie.	ער	de Artilletie.	
<del>4</del> 0.	ticulier	iterans de		Régimens	Bataillon de pontonniers et compagnies d'ouvriers	Train des parcs.
	Colonal. Lieutemant-colonal. Chef de bateritions e Captishine. Lieutemath. Sous-lieutemath.	Colonel. Lieuterahtedonek Chef de baraflon ou major. Capitaine et chirurgien-major. Sous-lieutenant	Colonel. Lieutonabi-colonel. Chef d'escatron ou trajer. Captinain et chirargen-major. Lieutenant et chirargen aide-major. Sous-lieutenant.	Colonel:	Lieutenant-colonel. Chef de bataillon. Capitain et thirorgies-major. Lieutenant, sous-lieutenant et chewergien ado-major.	Lieutenant-colonel. Chef d'écadron. Capitaine et chirurgien-major. Jicutenant et chirurgien aide-major. Sour-lieutenant
•	3,125 2,650 2,250 4,200 780	2,500 4,800 1,000 780 720	8 5000 8700 8700 8700 8700 8700 8700 8700	6,875 6,850 6,650 1,300 1,020	2,650 2,250 1,200	2,650 1,250 1,250 1,020 870
	260 41 6 220 83 3 187 50 0 100 00 0 85 00 0	208 33 3 179 46 6 150 00 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	220 16 6 195 83 8 166 66 0 95 83 3 72 50 0 67 60 0	284 %5 0 237 50 0 204 % 6 108 33 3 85 00 0	220 83 3 187 50 0 100 00 0 75 00 0	220 83 3 187 50 0 104 46 6 85 00 0 72 50 0
	87.00.44 9.00.44 183350 100.00	8617878 8617878 8617878	25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 2	0 37 5 6 7 5	2 33 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3	20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 2
_	25.50 25.50 35.00 55.00 55.00 55.00 55.00	2.000 7.720 800 520 800 800 800 800	41.1. 88.89.82 88.88.83 88.88.88	22.17 22.17 24.01 24.01 28.00 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 2	1,880 1,880 860 860 860	1,800 1,000 680 <b>88</b> 0
	176 938 150 000 150 000 150 000 150 000 150 000	120 00 120 00 120 00 120 00 120 00 120 00 130 00 100 00 100 00 100 00 100 00 100 00 100 00 100 00 100 00 100 1	25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 2	25 25 2 25 25 2 25 25 25 2 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 2	55 8 8 888 8	55 % 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8
_	142568 142568 142568	036035 036035 0377 0377 0377 0377 0377 0377 0377 0	030303 11285 1255 1255 1255 1255 1255 1255 125	6 03 55 6 03 55 6 04 55 7 58 8 88	2004 0 204 1	40 80 40 40 40 40 40 40 40 40 40 40 40 40 40
	<b>ದಾರ್ಬರು</b>	ntonen	শ্ব ব্যক্ত শ্ৰ	විඛ්ප් <b>ණ</b> න	<b>**</b>	******

Suite du N. 48.	Solde de non activité.	-									1	
ARATES.	GRADES.	par :: de si de rontr ou d's	OFFICIERS sortis de l'activité saite de licenciem de corps, uppression d'empli rée de captivité à l'ei	OFFICIERS tis de l'acti te de licenc de corps, pression d'ej de captivité irmités temp	OFFICIERS soria de l'activité par suite de licenciement de corps, de suppression d'empois de rontrée de captivité à l'ennette ou d'infirmité temporaires.		OFFICIERS sortis de l'activité par retrait ou par suspension d'emploi.	OFF Pacti	OFFICIERS l'activité pa uspension d'	Par 1	etrai	
		Par an.	Par mois.	so si	Par jour,	1 6		Par mois.	- jë	Par	Par jour.	
Régimens Géme de compegnie d'ouvriers.	Colonel. Lieateaant-colonel. Chef de bassillon ou mejor. Capitaine et chirurgien-major. Lieutenant; sous-lieatenant et chirurgien aide-major.	3,125 2,650 1,200 1,200	260 4 220 8 187 5 75 6	28888 0800 0800	855555 85555	04000	2,500 1,120 1,800 1,800 1,800 1,800 1,800	208 176 50 50 50 50	28888	<b>ಕ್</b> ಬರುಗಳ	28888	. 4 <b>600</b> 0
Equipages militaires	Colonal directear du parc de construction. Lientenant-colonel. Citet d'ecadron ou major. Lientenant et chirorgien-major. Liettenant et chirorgien aide-major. Sour-lieutenant.	2,123 1,255 1,000 1,000 870	200 122 223 23 24 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25	503503	**************************************		0 2,500 1,2,120 1,	200 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00	80000 s	@ 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12	2888282	-0000g
Bataillon d'onvriers d'administration.	Chef de bataillon.  Capitaine.  Lieutenant et chirurgian aide-major.	1,250 1,000 900 870	187 83 37 75 12 13	08 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	#878 #878	0100	500 000 500 00	55 58 55 58 55 58 55 58	0000	20044	2225	000
Gendermerie,	Colonel et lieutenant-colonel. Chef d'escadron. Capitaine. Lieutenant, sous-lieutezant et chirurgien side-major.	3,000 1,350 1,080	186 1 112 5 90 0	8888	85 KS	ကတင္ဝ	1,788 1,080 1,080 720	200 140 90 90 90 90 90	0000	<b>6484</b>	8888	2920
Garde municipale de la ville de Paris.	Colonel et lieutenant-colonel. Chef d'escadron ou de bataillon et major. Capitaine et chirurgien-major. Licutenant, sons-lieutenant et chirurgien aide-major.	3,000 2,235 1,350 1,080	250 186 218 90 90	8888	8868 0378	w 000	2.400 1.788 1.080 1.720	200 200 200 200 200 200 200 200 200 200	0000	ଦ ସ ୩ ଖ	8888	م ال الم

****	Suite du Nº 48.	Solde de non activité.	trofte	ı		. ]	•	.	,		1	-		
38	\$5 <b>4</b>	GRADES	So de s	Sorlis de l'activité par saite de licenciement de suppression d'emploi, de rentre de captivité a l'embrai ou d'infirmité temporaires.	OFFICIBRS  S. de l'acti te de licenci de corps, pression d'ec nice de capi n'ite de capi	OCIVI OCIVI Dempression	nent ilbi, ires.		OFFICIENS sortis de l'activité per retrait ou par suspension d'emploi.	Of tis	OFFICTERS tis de l'acti per retrait suspension d'	OFFICIERS sortis de l'activité per retrait per suspension d'empl	rité 	
	E		par em.	par mois.	·š.	. ž	par jour.	·	Par an.	par mois.		<b>!</b>	par jour.	1 4
	Sapeurs-pompiers de la ville de Paris.	Licutenant-coloned.  Capitaine et chirurgien-major.  Licutenant et chirurgien mide-major.	2,150 1,800 1,000 780 720	170 150 150 83 83 83 83 83 83 83 83 83 83 83 83 83	0000	10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 1	82788	<b>40000</b>	1,440 120 463 520 463 480 480 480 480 480 480 480 480 480 480		8000 A	#O@##	32 23 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 3	L0440
	Officiers de santé des hépitaux, ambu-	Médecin, chérurgien ou pharmacien inspecteur.  Médecia, chérurgien ou pharmacien principal.  Médecin ordinaire, défirurgien ou pharmacien-major.  Médecin adjoint, chérurgien ou pharmacien aide-major.  Chirurgien sous aide.	4,250 2,000 1,200 1,020 720	354 56 56 50 00 85 00 00 00 00 00	99000	- <del></del>	88888	1010 as a a	1,600 1,600 1,600 1,600 1,600 1,600	<b>82888</b>	8 8 8 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9	*****		44600
	Officiers d'administration des hôpitaux militaires, des subsistances, de l'ha-tallament et du campement.	Officier d'administration principal. Officier d'administration complèble. Adjudant d'administration de { première alasse.	2,000 1,100 1,020 720	50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 5	9999	<b>BB89</b>	50 5		688 680 880 880 880 880 880	8823	8888	*****	4488	<b>44∞</b> 00
10	Nota. Les officiers de santé ct à Pordonnance du 12 sout 1836,	Nota. Les officiers de santé et d'administration des hôpitaux militaires ; mis en non activité antérieurement à l'ordonnance du 12 sout 1836, continuent à être traités suivant le tarif du 16 septembre 1836.	ivité ar 1834.	lérieur	emen									

Mimilé.	
congė	
de	
Solde	

			FIXATION	NO					FIXATION	NC	
		-	DE LA SOLDE	LDE,		: 4			DE LA SOLDE,	CDB,	1 1
		d.	pat mois.	a.	par jour.		WELL ALL DES	par au.	par mais.	par jour	/ <u> </u>
Carps royal d'état - major.	Colonel	2,425 2,650 2,650 4,850	260 44. 220 83 194 50	\$ C 4 W	838 <b>2</b> 0404	Arillerie.	Colonel	2,875 281 2,850 237 2,450 204 1,500 108 850 70	281 25 0 237 50 0 204 16 6 108 33 3	91.004	87 5 61 1 56 1
Elats-majors des places.	Colonel. Lieutenant-colonel. Chef de bataillon. Capitaine. Licutenant.	2,500 2,500 2,500 6,800 6,000	208 33 170 16 150 00 54 16 56 16	88000000000000000000000000000000000000	80 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0		Lieutenant-colonel		2222	L 0 m cl 6	88 88 88 88 88 88 88
Etats-majors particuliers de l'artillerie et du génie.	Colonel. Lieutenant-colonel. Chef de batailton ou d'escade. Capitaine.	3,125 2,650 1,200	260 A1 220 83 187 50 100 00	86.78	88 35 33 34 35 35 35 35 35 35 35 35 35 35 35 35 35	Traindes pares d'artillerie.	Luci d essatron. Capitaire. Listenant. Colonel.	1.250 830 830 8425 650	260 A1 6 23 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3		173 88 84 04
Infanterie	Colonel	1,500 1,000 650 650	208 33 179 16 150 00 54 16 50 00		900 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00	Génie	Chef de bataillon. Captraine. Lieutenant. Chef d'eastdron! Captraine. Captraine.		8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8	<b>∞</b> ∳01 <b>∞</b> 010	212 822 220 220 220 220
Cavalerie	Colonel	2,350 2,350 2,000 1,150 725 673	229 16 195 83 166 66 95 83 56 41		552 7 19 4 19 4 10 4	militaires Officiers de santé	Sous-lientenant. Chirurgen-majov	1,000	58 88 88 88 88 88 88 88 88 88 88 88 88 8	ର ରଗ 🖶	01 A 77 77 7 908 3

# Maces individ

Nº 30.

		JUNE	COMPLET	strector	erections of particular asset	ting and	
DESIGNATION	dela	Juni	ep	poratia, ou solda	auxious-officiers, ca- poraux, brigadiers on soldats, admis		OBSERVATIONS
DES GRADES ET DES ARSIES.	mise.	(0)	(b)	tions dans on de troupe (c) ù nied.	lions dans an corps de troupe (c). s nied.   s cheral.	promus adjudans sous- officiers.	
Adjudans d'administration d'ouvriers		83					(a) Le prime individuelle des adjudans sous-officiers, des
officiers.   Ecole de ravalerie.		5 P	2. *			e #	et av renouvellement, mon seulement de l'équipement de ces militaires, mais encore de leur habillament le cest militaires, au seuce de leur habillament leurenté le
Véteinaires, quelle que soit farme,	235 60 (d) 170 03	S 5	00 08				cosque, le manteut et le grund équipem. dans la casaleria). Celle dés adjudants aque officiers est preçue par eux en notne l'emis que la sidde : celle des mastres enveises est seasies
Sous officiers, caparaux ou brigadiers et authets.	3			+ 1			leor motose.
Infanterie de ligne ou légère ( f).	20 00	0 10	33 00		40 00	14.	pours ur marce, cette des mantes oppliers est sopmuse à toules les règles établies pour la maste des sous-officiers et sordaise
Colrussiers.		0 14	- 1	10 00		130 00	(c) Ge supplement n'est pas dù aux adjadons sous-offi-
Lanciers.	251	44: 000	-	999		-	
Reche de cavalerie.	888 848	222	88	223		186	desares nomines a temploto de verennane, du montant de celle qui leur, a été altoude comme sur numéraires, estado
Artillerie. Hommes nen montes.	35	0 10	55 00 95 00		40 00		Na Ser
Pontonpiers. Ouvriess d'artiflorie.	-	0 10			40 00	170 00	
at or	54 04	0 0	54		.40 00	150 00	
Trains des pares d'artillerie et des équipages.	29 00	0 15	55 00	16 00	40 60	140 00	
Outrier d'administration		0 0	35 00		70 00	140 00	dans sous-officiers, ni aux maftres ouvriers.

individuelle.
Masse
•
-
=

Sune du Nº 50.

-	- MONAT	CHIE (
	20 00 La première mire n'est due qu'aux hommes de nouvelle 20 00 . levée.	lors de leur arrivée au corps (1" mise prov.).   12 00   ",
ł		naire, ssent
1		iplir s. pa
I	88	os disc
1	Velebrans:         ( Carvaliers         62 00         0 14         55 00         10 00         " 0 0           Compagnies de discipline         40 00         0 10         35 00         " 40 00         " 10           Compagnies de discipline         40 00         0 10         35 00         " 40 00         " 10           Compagnies de recrues pages suscept, de réforme         40 00         15 35 00         " 40 00         " 10ev	lors de leur arrivée au corps (1* mise prov. ).   12 00   , , , ,
	8	ns hi
	6	al da , lori
-	2222	chev e pas
	S 33 Si Si	l ou à
-	4000	- pied
-	0000	ne s
	2222	50 / s trou
	8 <b>8 8 8</b>	nt de
		r.).  passa ?ette
	efor	prov nes l
		nise omr nter
	me.	(1°1) les b l'infa
	re ar P.:. milit	orps your de
	anth pline uers ingés	auc ué, p irme
	disci	ivée allo ar i'a
	Cave De t de l'in	ur ar lest e por
	is	le let aa. 1 nine
	ie de de la comunicación de la c	lors c N. létern
	× 33 =	ت ا

u	
ı	
ı	
1	•
ı	
I	
ı	
1	
1	
1	٠.
ı	٤
1	ż
1	ŗ
1	ž
ł	à
ı	ھ
	3
1	Ġ.
H	-S
1	9
ł	SS
T	Į
N	-
I	
۱	
۱	
H	
1	
Ħ	٠
H	
١	
1	•
1	
н	

Nº 51.

N. 01.		المستداد					
-		PREMIÈRE MISE ALLOUÉE aux corps de nouvelle formation,	ALLOUÉE formation.	ALLOCAT	ALLOCATIONS ANNUELLES.	TELLES.	OBSERVATIONS.
	A K take o	1.e 2. portion.	TOTAL.	1re portion.	2. portion.	TOTAL.	
	3 bataillons.	2,800 6,200	9,000	000'6	000'9	12,000	no sejmentumos es I (e)
	Infanterie	2,000	3,000	2,500	3,000	2,000	5.5.5
Regimens.	(Aralerie	A00 A00	. 400 3.600	3.000	200		(b) Il n'est pas alloué de supplément de première mise. lorsque l'effectif
	Arillerie	2,500 0,200	000,6	000,6	3,600	15,000 3,600	vient à dépasser soixante hommes.
Bataillone	Pontonniers.  Batzillons (Courriers d'administe, trains (Comp' de 60 h. et au-desus.	190	7500·		200	00 g	
on escadrons. Compagnies formant corps.	on eccleron. Care pares et us equit, in genie et des équipages, vétérans, Compagnies, Couriers d'artillerie, du génie et des équipages, vétérans, formant corts.	900	300	• •	3,000	300	
Wood of the Cavale							

payec par le régiment le plus ancien dans la garnison , lequel demeure charge d'assurer le service divin. Cette dépense est limitée à cent francs , quand il y a dans la place un auménier militaire. Nota. Les frais de culte ne donnent plus lien à une allocation spéciale; ils sont présevés sur les feads affectés à la deuxième portion de la masse générale d'en-tretien; mais, en aucun cas, la dépense ne pout dépasser un maximum de cent cinquante france par an pour tous les corps réunis dans la même garnison; elle est Ecole de cavaleri . . . . . . . . . .

	1
٠	
	٦
31	ı
O	
•	

Masse d'entretien du harnachement et serrage.

	[A	PIXATION PAR CHEVAL	AR CHEVA	L,		٠.	5.3 
				The Walte	-	OBSERVATIONS	. NS.
DÉSIGNATION DES ARMES.	HORS DE PARIS,	, verification of the state of	in (	TARIE)	•	-	
	par an.	par jour.	paran.	par jour.	- 1		: :
carabiniers.		•	,				Je cie faunce une
Regimens de dragons	18 00	0 -04 934	<b>8</b>	0.05 479		aque cheval ad	(a) Il est allone une ingerintite de six rance, une fois payée, pour chaque cheval admis dans les dépôts
		-			de remonte.		
Ecole de cavalerie.	3	204 207	20 26	0.07 397			:
Régimens d'artillerie.				ofe ac			
Trains des.	3 3	6 66 219	70 Ac .	617 00 0	<del>, , ,</del>		
Compagnies de sapents conquectats du genre.	34 00	0 09 315	34 00	0 09 315 (a)	<del>,</del>		-
No K3 Taril des rations de vierres, de fourrage et de chauffage, allowées à chaque grade sur le pied de paix et sur le pied de gwerte.	age et dè c	hauffage,	allouées d	chaque gr	ade sur le pied o	le paix et su	
	_	NOMB	RE DE RAT	TIONS PAR J	NOMBRE DE RATIONS PAR JOUR ET PAR GRADE.	JE.	
	/	-	1	\	SUR LE PIED DE GUERRE.	2	1
	T WAS	SUR LE PIED DE PAIX (A).	<u>, (a) x</u>	-	Fourrages.		+
DESIGNATION DES ARMES ET DES GRADES.		}-	<u> </u>	<u> </u>	Chevaux	<u> </u>	Chauf-
	Vivrep.	Four-	Chauf- Vi	Vivres Chevant de		TOTAL. (B)	i o
Sec. J. L. J. Warman	1:	T	<u> </u>  :	18 T	10	22	Le marcohal-de
Lieutenant-général chef de l'état-m général d'une armée *.	ajor	3 .	•	10 8	9 may 20	21	les fonct. de chét d'état-major gén.
<u>~</u>		***	•	01.8		82	d'une armée recoit
Marchaldering che d'état-major	·			:		20	lions de toute es- 7: public averibué à ces 6 fonctions.
Maréchal-de-camp	:	- :	- :	- •			

		1	NOMB	NOMBRE DE RATIONS PAR JOUR	ATIONS	PAR JOE	fi er p	ET PAR CRADE	)E.	- 1	
		BUR LE	SUR LE PIND DE PAIN (A).	(c)		Nus.	LE PIED	SUR LE PIED DE CHERLE. FOUTAGES.	4	11	
DESIGNATI	DESIGNATION DES ARMES ET DES GRADES,	Vivoleti	Routet Chanf-	Chauf-	Vieres.	Che-	Che-	Chevaux ou mulets de Bát.	TOTAL.,	Ghanf- faged '(a)	Ossnev arrenes
Corps royal d'état-major.	Colonel on lieutenant-colonel chef de- tat-major d'une division.  ***********************************				4440	বৰৰ	ciles -	-10 to 10, 1	ogr.	0000	Les solitiers employes aux arniers a la suite des états majors que cumme officiers d'or dunisance reçaisent le
	Capitainn. Lieutenant. Intendant gewertt. Intendant obseft.	• • • • •	• • • • •		******	က် မှာ ထို လ ရ		• • • • •	11082		michte nombre de ra- timite que les ufficiens de leur grade dans le corps royal d'état ma- jor.
an Milatire.	Weisint (4): Adjuint (A):			Trans. State of the state of th	2 . #1 CH PP	a ingin	<b>उ ल</b> ा :	ю ener.	rene	୭ ପସ୍ତ	Cer fixations sont ap- plicables aux officiers d'ordonnance, sinni qu'aux licutenans appe- les à remplir des fonc-
4	Gommandank Liestennnt-colonel, die place, Capitaikon: Capitaine. Majors de place, Cinef de bestituer				क्षात व	10 M = 0	~ ~		म्क क्षा <del>ल</del> क	ত্ৰৰ ৰ	tions d'étaf-major, après avoir acheré le temps de service auquel ils sont tenus dans l'infantarie et la cavalerie.
desplaces (*).	w 11 3				****** \$		7 - FF 1			रस्यका व	(*) Les retless de fourreges estributes par fie présent tarif aux of- fiers des étale-majors de place ser leur rouri allouées qu'en oss de
) Les officiers officiers	Porfret-consigne.  (*) Les officiers d'étal-major et autres sans troupe ayant droit d'être montés, ainsi que les officiers montés des corps de troupes à pied reçoivent sur le pied de paix na des montes de montes de montes de mais de les montes de mais de les montes de montes de mais de la paix de la paix de mais de mais de mais de mais de mais de la paix de mais d	it d'être n	nontes, ains	que les		merletira	des corp	. de trou	beig & sac	recoire.	siege. at sur le pied de

	rade effectif.
	Selon leur grade effectif. Idem.
popadopadacod dd	00000044 4 144444
<b>OFFINALDNUMPLE MA</b>	
ကိုက်က ေကာက ေလာက	वयववयनम् से ••म •
et	
ಷವರಣಣವರಣಣವರಣ ಇವ	n 404 4 4 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6
<b>പ്രധാനവന്നെ</b> വേവ	
********	PD PP PO C0 C0
skirdenver	st trains. nniers et cheval et nges.
du geni	salinities in multiples in coupes a coupes are outes are outer outes are outer out
ijeckel og iberteerfare-endores trettilerie og du genie, chei de ilettichier de in d	Optionels et lieutenans-cologede forferterlei.  Gloonels et lieutenans-cologede forferterlei.  Gloonels et getteranns-cologede forferterlei.  Lieutenans-colonels de cavalerie et d'artiflerie.  Lieutenans-colonels de cavalerie et d'artiflerie.  Gloonels d'ecculonels te razione d'artiflerie.  Gloonels d'ecculonels et majors d'ulanterle.  Gloonels d'ecculon et majors de cavalerie, artiflerie et trains.  Gloonels des régimens de génie.  Trésoriers et officiers d'habillement des troapes à cheval et des régimens d'artiflerie (b).  Agionis, aux trésoriers dans les corps de toutes armes.  Officiers paye ur d'infanterie.  Officiers payeurs d'infanterie.  Afliudans-majors d'un fauterie.  Adjudans-majors d'un fauterie, artiflerie et trains.
r de Firme.  T de Firme.  "Chiftonel	mann-cold mann-c
Jakel on thetterint-colored     Jakel major de lama.     Jakel major de lama.     Jardillerie.   Cloud de la lama     Jardillerie.   Cloud de la lama     Jakel major   Lieutera     Jakel de la lama     Jakel de la lama     Jakel de lama     Jak	coars as any considering and coars as any considering considering considering and considering considering coars and coars are as a coars and coars are a coars and coars and coars are a coars and a coars are a coars are a coars and a coars and a coars are a coars are a coars and a coars are a coars are a coars and a coars and a coars are a coars and a coars and a coars are a coars and a coars and a coars are a coars and

(a) In security as a principle of great of great and great principle of great principle o

1

•	
ır le pied de guerre.	The state of the s
3	
o xipd	-
e pied de	
ur	
grade s	4.1
d thaque	
afforees	and the standards
etc.,	-
vevres,	
de	1
Rations	
des	,
Tarif	-
33.	
du N	
iite d	

Company and the Company of the Compa

		NO.	MBRE DI	NOMBRE DE RATIONS PAR JOUR ET PAR GRADE.	S PAR J	OUR ET	PAR GR	ADE.		
					7 =	SUR LE PIED DE CUERRE.	DE GUE	186.	<b> </b>	
DESIGNATION DES ARMES ET DES CRADES	า	SUR LE-PIED DE PAIS.	PAIX.			Four	Fourrages.			ORSERVATIONS
	Vivres.	Four-	Chauf- fage.	Vivres.	Che- vaux de selle.	Che- vaux de trait.	Che- vaux on mulets de bât.	TOTAL.	Chauf- fage.	
Lieutenans (dans les tronpes à pied d'état-major détachés (dans les troupes à chevai			. : :	8101	40		::	48	44	
( d'infanterie. du génie, du bataillon de pon-		•		ศ.	•	•	:	:	4	•
Capitaines. (tonniers et des compagnies d'ouvriers. (de cavalerie, artillerie et trains.		. 81	::	ผม	m m	: :	::	eo eo	44	Sur le pied de guerre, les officiers d'infant.
d'infanterie. Lieutenans (du génie , du bataillen de pon-		:	• :	1 1/2	- :	•	:	:	4	cinquente ans out droit a une ration de
some-lieutenans d'ouvriers. des compagnies d'ouvriers.	• •	-		'ci 64	<b>a</b> 8		• •	88	<b>44</b>	fourtages.
Bataillon (Chef de bataillon. d'ouvriers d'adminis- Capitaine. Leation.	,			12/2	81		: :	* · ·	444	
Soui-officiera, fourriera, caporatu-tambours, caporatu-sapeura, brigadiera-trompettes, malree-ouvriers, musiciens gagistes. Caporatur, brigadiera, soldats, enfans de trompé, defermaire en chef. Vétermaires des corps de troupe. Gande mationale en activité. Gendarmerié.			et et	ਜਜ <b>ਨ</b> : :					 લિન⊲લ	Comme l'infanterie. En campagne, commè

ည်
ŝ
qn
ie
۶,

Beautiful and Beautiful and Company of the Company

		ION	NOMBRE DE RATIONS PAR JOUR ET PAR GRADE.	RATIO	S PAR J	OUR ET	PAR GR	NDE.		
	- sus	SUR LE PIED DE PAIL.	Ajva :	1		R LE PIED	SUR LE PIED DE GUERRE. Fourrages	į	11	
DESIGNATION DES ARMES ET DES GRADES.	Vivres	Four-	Chauf- fage.	.,	Che- tanax. de selle.	Che- vaps de trait,	Che- vanz ou mulets de bat.	TOTAL.	Chanf-	OBSERVATIONS.
SERVICE DE SANTÉ.		-		†						
Médecia, chirargien ou pharmacien principal.	::		·	୍ୟର	64 <del>-</del>		काक	 •₹•0	বৰ	
Chirurgian-major (Gavalerie.	:	4	-: :	81	-		61	*0	47	
- 0	:	:	-	di.	=		4	4	7	
Chirangien aide-major (Cavalerie, des corps de troupes Arrillerie, Traines		٠ ٣ :	•	a	<del>+</del>		:-	4	4	
aire, chi	:	:		. 81			**	- 60	4	
		:	:	. 64	4		:	-	4	
ADMINISTRATIONS MILITAIRES.				-	-	4	-			
Payeur general, Aminoconico ahof ile commishilità	:	•	:	•	4	4	173	-	<b>**</b>	
directenr en chef des postes.  Payenr adjoint et caissier du payenr général.	::	; :	::	200	स्थालन स्थालन	्त्र श :	4	L W	04	
Officier d'administration principal des hopitaux, des subsistances, de l'habildement et du campement; innacient et directeur particulier des postes, direc-		1 t	:	:	, <u>:</u> ·	*				
teur des equipages du trésor, traducteur de l'impri-	:		•	ู้ ผ	લ	•		64	4	

Saite du N. 53. Tarif des rations de vivres, etc., allouées à chaque grade sur le pied de pais et sur le pied de guerre.

		NOME	RE DE	RATION	PAR JC	THE RIC	NOMBRE DE RATIONS PAR JOUR ET PAR GRADE.	DE.		
						LE PIED	SUR ER PIED DE CHERRÉ.	٠. نو		
The state of the s	eur Le	SUR LE PUED DE PAIX.	1	· ·		Fourrages.	100	· ·	1-	ORSERVATIONS
DESCRIPTION DES AUMESTES DES GRADES		Four.	Chanf	Vivres.	C. Pe	Che.	raus Taux	/-	Chauf	
	Vivres.			ı	de selle.	de trait.	ou mulets de bât.	TOTAL.	fage.	
1		   :		12	-		1:	د،		
Service des hapiteux, (Officier d'administration, compage des chaisteness	·	<del>-</del>	•	81	-			<b>4</b>	4	
PV			:	17	,			***	E	
et du campement. 1 et de 2 classe. Chef de parc, chef de brigade, controleurs, caissiers et	•	<u></u>	•	1 18	1		•	7	4	
employer des postes de 1º classe, sous-directeur des			:	14.				01	1-	
Sous-chef de parc, agent principal comptable et garde	<del></del> 		•	,						
d'artillerie, garde principal et ordinaire du gende, con- ducien en chef et ordinaire d'artillerie, conducteur en	:	•	•	e 10	+ 12 1		? : ? 	C . E	د . د	
chef primcipal et particulier des équipages du trésor.	:	•	:	4	4		•	-	*	
imployes attaches aux crare-mejors, aux intendance, con-			:	-				•	<b>.</b>	
Vaguemestree.	:		•	• •			• • •	•		Les infirmiers militai-
lets de bat, garçon de bureau, de caisce, vaguemestre	1			<b></b>		y (*) *				res n'ont pas droit aux
• • •		-	<u>-</u>		Ė		<b>-</b>		-	qu'ils sont nourris
		1 000	e de la constante de la consta	on to	Acmbre	of charge	it mil len	in the	1	
Les rations de fourrege portees an present tatti ne son there qu'en ration de l'effedit. Si ce nombre est inférieur, les rations ne doivent être allouées qu'en ration de l'effedit. Des taris spécieux déterminent, lorsqu'il y a lieu, les diverses prestations en najure à alloner aux corps d'occupation.	Houses du	en raison	de l'effe nature	etif.	anx corp	s d'occup	lion.			-
		1/15/	Paris	Paris' 16 M'décembre 1852	Acerti Pre	4844				

Paris', le 25' décembre 1857.

Par la Roi : le pair de France , ministre servitaire d'état de la guerre, Signé Banano.

36 mais = 1 avant 1838. — Loi qui ouvre sur l'exercice 1838, des crédits supplémentaires pour subvention aux caisses de retraite des ministères des effaires étrangères, de la guerre et des finances (1). (IX, Bull. DLXII, n. 7321.)

Art. 195. Il cat alloué; an addition anx predite accordés sur l'enercice 1858 per la loi de Georges du 20 juillet 1837, pour subvention aux caisses de retraite des mi-· mistères des affaires étrangéres, de la guerre et des finances .. des supplémens montant à ka somme de siny millions nix cent trois 

:Cea ... supplémens : demeurent . répartis

comme il suit, sayoir :.

Min. des affaires étrangères. 115,000 fr. - des finances. . . . . 5,108,000 29.40

Total 6gal . . . 5,603,000 fr

2. Les houvelles demandes de retraite, l'exception de celles qui pourraient être formées par des veuves d'employés morts en activité de service, ne seront admises pué dans la proportion des fonds disponi-bles ; celles sur lesquelles il n'aura pas été : statué, faute de fonds, dans le cours de l'année 1838, seront ajournées à l'année suivante.

3. Ancune bension liquides posterfeurcment à la promulgation de la presente loi he devra exceder le maximum de six mille francs, déterminé par la loi da 15 germi-

nal an 11.

1

1

4. Il est, en outre pouvert au mibistre des finances, sur l'exèrcice 1858, un spédit de vingt-trois mille sent france (23:100 fr.), lequol seus réporti en indeinnités éntrédes sonctionnaires et employés attachés aux établissemens monetaires suppremes par l'or- inveiciens aggistes et de musiciens amadennance da zei du 16 nevembre 1857.

5. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présente lei, au mozen des ressources accordées par la loi de sipances du 30, juillet 1837 pour les besoins de l'exer-

27 Mans — 1º Avant. 1688. — Ordonnance de roi reletive li Porganikation des lapunis-porte-hâches de la garde nationale de Paris. (18, 18th., 18LXII, m. 7323.)

notre ministre secrétaire d'Etat an départent taghés à une légion en qualité de musiin memerale. Pinterioung musicang de de la loi

du 14 juillet 1837 concernant la garde nationale du département de la Seine, étc.

Art, 1er. Le nombre des sapeurs-portehaches, dans la garde nationale de Paris, est fixé à vingt-huit par légion, à raison de sept par bataillon.

2. Les sapeurs-porte-haches seront désignés par le chef de légion, et considéres comme détachés, pour ce service, de la compagnie à laquelle ils appartiendrent

comme gardes nationaux.

3. Les sept sapeurs de chaque bataillon pommeront parmi eux le sergent appelé à les commander. Les sapeurs de toute la légion se réuniront pour designer celui des quatre sergens qui devra faire les fonctions de sergent-major, et qui conservera neanmoins le commandement particulier des sapeurs de son bataillon.

. . 4. Les colonels des légions qui auraient en ce mament plus de vingt-huit sapeurs, ne pourront prononcer aucune admission à ce service, jusqu'à ce que l'effectif actuel ait été ramené au chiffre déterminé par la pré-

sente ordonnance.

5. Notre ministre de l'intérieur (M. Montalivet) est charge, etc.

26 mais = 4" avint 1888. ... Ordonnance du roi relative à la musiquie des légicles de la garde ha-tionale de Paris. (IX, Bull., DLXII, n. 7324.)

Louis-Philippe, etc., vu l'article 48 de la loi du 14 juillet 1837, relative à la garde pationale du département de la Seine; sur le rapport de notre animistre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, etc.

Art. 1er. La musique des légions de la garde nationale de Paris se composera de tours. Il y sura, pour chaque légion, de vingt-cinq à trente musiciens gagistes, qui recevront une indemnité de déplacement sur les fonds, votés par le conseil municipal de Paria L'effectif du corps de musique do chaque légion pourra être porte à quaranta-cinq executang, par l'admission ides musicions amateura: dans aucun cas, il ne pourra dépasser ce nombre.

Les musiciens seront désignés par le de la garde asticulade Paris, (15, fb.th., ph.XII. golonel, qui popura les choisir dans teute a. 7323.) (étépalge du département de la Seine parmi Louis-Philippe, etc., sur le sapport de les cijoyana qui ac acraient point déja attre ministre secrétalise de la tantant département de la cijoyana qui ac acraient point déja attre ministre secrétalise de la tantant de la cijoyana qui ac acraient point déja at-

ciens.

<sup>(2)</sup> Protectition is in Chambre the Minntel 22: 18. Protection is in Chambre, the Pairs is 21 mars for (Mon. do 23); respect par le comic Saint-Criq le (Mon. do 24); respect par le comic Saint-Criq le (Mon. do 24); respect par le comic Saint-Criq le (Mon. do 24); respect par le comic Saint-Criq le (Mon. do 24); adoption le 22 mars (Mon. do 24); adoption le 24 mars (Mon. do 24); adoption le 25 mars (Mon. do 25); 220 voix contre 31.

3. La musique sera, dans chaque légion, sous les ordres d'un chef ayant rang de lleulenant et d'un chef adjoint ayant rang d'adjudant sous-officier. Le colonel nommera à ces deux emplois. Le commandant supérleur des gardes nationales de la Scince pourra, en considération des bons services des chefs de musique; et sur la proposition du chef de légion, comérer, aux chefs de musique, le rang de capitaine; aux chefs de musique adjoints, le rang de sous-lieutenant.

4. Les musiciens, bien que dispensés, à raison de leur service spécial, du service ordinaire de la garde nationale, restant néanmoins placés sous la juridiction des conseils de discipline pour les infractions dont il appartiendrait à ces conseils de connaître, seront, dans chaque légion, justiciables du conseil de discipline du bataillon qui sera à cet effet désigné par le préfet du département de la Seine, conformément à Particle 106, paragraphe 3 de la loi du 22 mars 1831.

5. Le service de la musique sera en outre l'objet d'un réglement spécial, arrêté par le commandant supérieur sur la proposition du chef de légion et approuvé par le ministre de l'intérieur.

6. Notre ministre de l'intérieur (M. Montalivet) est chargé, etc.

3-7 Avan. 1838. — Loi qui accorde à la veuve du lieutenant-genéral Daumeinil une pension de trois mille francs à titre de récompenie nationale (1). (IN, Bult., DLXIII, n. 7827.)

Article unique. Une pension annuelle et viagère de trois mille francs (3,000 fr.) est accordée, à titre de récompense nationale, à la dame Garat (Anne-Fortunée-Léonie), veuve du lieutenant-général Daumesnil, commandant supérieur de Vincennes en 1814 et 1815.

Cette pension, dans laquelle sera confonduc celle de quinze cents francs dont jouit madame veuve Daumesnil, aux termes de la loi du 11 avril 1831, sera inscrite au grand livre de la dette publique avec jouisance du 1er janvier 1838.

En cas de prédécès de madame veuve Daumesnit, cette pension sera réversible, par portions égales, sur la tête de ses trois énfans, mais jusqu'à teur majorité seulement, en conformité de ladite lof du 11 avril 1831.

14) Decoration La Charles de Mande

### Premiers toi. — (Allier.)

Article unique. Le département de l'Allien est autorisé, conformément à la demande qu'en a faire son combit général dans sa :session de 1837; à s'imposer extraordinairement, pendant-trois amées, à dater de 1839; trois centimes additionnels au principal de la bostribution foncière:

Le produit de cette imposition extraordinaire sera exclusivement affecté au travaux neufs des routes départementales.

### Deuxième loi. - (Basses-Alpes.)

Article unique. Le département des Bases-Alpes est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1837, à s'imposer estraordinairement, pendant trois années consécutives, à partir du 1er janvier 1839, cinq centimes additionnels au principal ées quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera con sacré exclusivement aux travaux neufs des routes départementales.

### Troisième loi. — (Calvados.)

Article unique, Le département du Calvados est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1837, à s'imposer estraordinairement.

10 Deux centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière, pendant les années 1830 et 1840, et cinq centimes additionnels au principal des mêmes contributions pendant huit années, à partir de 1841;

2º Cinq centimes additionnels au priacipal des contributions des portes et fenètres et des patentes, pendant dix années, à partir de 1839.

Sur le produit des impositions extraordinaires autorisées par les paragraphes précédens, une somme de trois cent vingt mille francs (320,000) fr.) sera prélevée pour l'acquittement de la part contributive du département du Catvados dans les dépenses à faire pour la construction du canal de Caen à la mer et l'établissement d'un avant-port à Honfleur.

Le surplus sera spécialement affecté aux

<sup>4=7</sup> Avail, 1838.—Lois qui autorisent doute départemens et un arrondissement à s'imposer extrardinairement. (IX, Bull., DLXIII, n. 7328).

<sup>(1)</sup> Proposition à la Chambre des Députés par M. Vairy, le 19 fév. (Mon. du 20); développement et prise en considération le 20 (Mon. du 21); rapport le 10 mars (Mon. des 20 et 21); adoption le 28

<sup>[</sup>Mon. dá 24), à la majorité de 206 vois contre 68. Renvoi à là Chambre des Pairs le 28 mars (Mon. de 29); adoption le 29 (Mon. du 30), à la majorité de 97 vois contre 12.

travaux des routes départementales classées et à classer, et aux travaux d'amélioration du port d'Isigny.

### Quatrième loi. — (Cantal.)

Article unique. Le département du Cantal est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa dernière session de 1837, à s'imposer extraordinairement, pendant dix années consécutives, à partir de 1839, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera conserré exclusivement aux travaux des routes départementales.

# Cinquième loi. — (Arrendissement de Loudéac.)

Article unique. L'arrondissement de Loudéac est autorisé, conformément à la demande que le conseil de cet arrondissement en a faite dans sa session de 1837, et à la délibération approbative du conseil général du département des Côtes du-Nord, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années, à partir de 1839, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera spécialement consacré à l'acquittement de la part contributive que ledit arrondissement s'est engagé à fournir pour la dépense d'établissement de la route royale n. 164 bis, de Rennes à Brest.

### Sixième loi. — (Côte-d'Or.)

Article unique. Le département de la Côte d'Or est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général, dans sa session de 1837, à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1859 et 1840, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera spécialement employé à l'acquittement de la part contributive du département dans les frais de construction de la nouvelle route reyale n. 77 bis, de Nevers à Dijon.

### Saptieme loi. — (Nievre.)

Art. 1er. Le département de la Nièvre est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1837, à s'imposer'extraordinairement douze centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, pendant anaire armées, à purlis' de 1845.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affecté aux travaux des routes départementales classées et à classer.

2. Le département de la Nièvre est au-

torisé, en outre, à contracter avec la caisse des dépôts et consignations, au maximum d'intérêt de quatre et demi pour cent, et aux conditions exprimées dans la délibération de son conseil général, deux emprunts montant l'un à six cent soixante mille francs (660,000 fr.), et l'autre à six cent vingt-sept mille francs (627,000 fr.),

3. Dans le cas où le département de la Nièvre userait de la faculté qui lui est ouverte par l'article 2, le produit de l'imposition de douze contimes, et dessus autorisée, sera employé, jusqu'à due concurrence, en remboursement du capital de la somme empruntée.

### Huitième toi. - (Oise.)

Article unique. Le département de l'Oise est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1837, à s'imposer extraordinairement, pendant six années consécutives, à partir de 1839, huit centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera exclusivement appliqué aux travaux des routes départementales actuellement classées.

### Neuvième loi. - (Seine-et-Marne.)

Article unique. Le département de Seineet-Marne est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a laite dans sa session de 1837, à s'imposer extraordinairement trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, pendant quatre années consécutives, à partir de 1859.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera exclusivement affecté aux travaux des six nouvelles routes dont le conseil général a voté le classement au rang des routes départementales dans sa session de 1857.

### Dixième loi. — (Stine-et-Oise.)

Article unique. Le département de Seincét-Oise est autorisé, conformément à la demande qu'en a falte son conseil général dans sa session de 1837, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années consécutives, à dater de 1839, trois centimes additionnels aux quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affecté aux travaux des routes départementales désignées dans la délibération du conseil général.

### Onzième lei. - (Tarn-el-Garonne.)

Article unique. Le département du Tarriet-Garonne est autorisé, conformément à

la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1857, à s'imposer extraordinairement, pendant huit années consécutives, à partir du fer janvier 1839, cing centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera consacré exclusivement dux travaux des routes

départementales.

Douzieme loi. - (Vienne.)

Article unique. Le département de la Vienne est autorisé, conformément à la: demande qu'en a faite son conseil générat dans sa session de 1857, à s'imposer extraordinairement, sur l'exercice 1839, trois cemtimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera consacré exclusivement aux travaux des cinq nouvelles routes départementales dont le classement a été voté par le conseil général dans

sa session de 1836.

### Treisiame leis- (Vosges.)

Article unique. Le département des Vosges est autorise, conformement à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1837, à Fimposer extraordinalrement, pendant cinq ans, à partir de 1859, cinq centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affecté aux travaux des routes départementales classées, sous les conditions indiquées dans la délibération du conseil général.

4=7 Avail 1838.—Lois qui autorisent cinq depar-mens à contracter des emprants. (1%, Ball., DLMH, n. 7529.)

Première loi - (Basses-Alpes).

Article uniqué. Le ulépartement des Basses-Alpes est autorisé, conformément à la demande qui pu a faite son conscil général dans sa dernière session, à empaunter une somme de quatre-vingt mille françs (80,000 fr.), pour acquitter le contingent mis à sa charge par la loi du 14 mai 1857, dans les frais d'achevement de la route royale no 100, de Montpellier à Digne. L'emprunt aura lieu avec publicité et

concurrence. Le taux de l'intérêt ne pourra

dépasser cinq pour ceut. Néanmoins le préset est autorisé à traiter de gré à gré avec la caisse des dépôts et consignations, à un taux qui ne pourra de-passer quatre et demi pour cent.

L'emprunt sera reinbourse par douzième, **Lu mozen d'un prélèvement** annivel sur les and the state of t

fonds du département , budget des dépenses facultatives. Le paiement des interets sera imputé sur les mêmes ressources.

Deuwiems loi .- (Bouches-du-Rhone.)

Article unique. Le département des Rouches-du Rhône est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1837, à contracter un emprunt de quatre cent mille francs (400,000 fr.), réalisable, moitié et 1838 et moilie en 1859, et dopt le produit sera exclusivement consacré aux travaux poufs des routes départementales.

L'adjudication de l'emprunt aura, lieu avec publicité et concurrence. Le mazimum de l'intérêt est fixé à cinq pour cent.

Néadmoins le préfet est autorisé à traiter directement avec la caisse des dépôts et consignations : à up taux qui pa pourre dépasser quatre et demi pour cent.

L'emprunt sera remboursé en dix annulés de quarante mille francs, à pastin da

1er janvier, 1840.

Le département est autorisé, en outre, à s'imposer extraordinairement, pendant dix années consécutives, à partir du 187 janvier 1840, quatre centimes additionnels as principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera spé-

cialement affecté :.

19 Au service des intérêts et à l'amertissement de l'emprunt de quatre cont mille francs;

20 Aux travaux des routes départemen-

tales.

### Treisième lui. - (Indre-et-Loire.)

Article unique. Le département d'Indreet-Loire est autorisé, conformément à la démande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1857, à contracter un pouvel emprunt d'un million (1,000,000 fr.1, pour les travaux des foutes départementales classées et à classer.

L'emprunt auta lieu avec publicité et concurrence. Le taux de l'intérêt ne pourra

depasser eing pour cent.

Néanmoins le préset est alitorisé à traiter de gré a gré a vec la caisse des dépôts et consignations, à un taux qui no pourra depasser quatre et demi pour cent , et en se conformant, comme il est dit ci-dessus, aux antres conditions imposées par la délibération du conseil général.

Le produit de l'imposition extraordinaire de dix centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, autorisée, a partir de 1859 , par la loi du 19 avril 1835, sera, pendant quatre années consécutives, à dater de 1839, employé . .,1

aux travaux des routes départementales classées et à classer, concurrenment avec les sonds à provenir du nouvel emprunt d'un million.

Le remboursement de l'emprunt de quinze cent mille francs que le département d'Indre-et-Loire à contracté en vertu de la loi précitée, et qui devait, aux termes de la même loi, commencer en 1859, h'aura lieu qu'à partir de 1843.

If sera pourva au rembousement du nouvel emprimi de un million, au hoyen de la prolongation, jusqu'à parfuite entition de la dette, de l'imposition extra-ordinaire de dix continues autorisée par la loi précitée du 19 avril 1835.

### Qualrisma loi .- (Tarn.)

Article unique: Le département du Tarmest autorisé equifemément à la demande qu'en a faite son conseit général dans sa session de 1837, à contracter un emprunt de un mittlon einq cent mille franch (1, 300, 000 fr.), réalisables es six termes aminels de deux cent cinquantemille francs chacun; à partir de 1839;

Cette somme de un million sing cent mille francs sera conservée exclusivement aux travaix ments des routes département tales actuellement classées.

L'emprant aux lieu avec publicité et concurrence, aux conditions indiquées dans la délibération du commit général; le manimum du taux d'intérêt est fixé à cinq pour cent.

Néanmoins le préfet est autorésé à truitfer dé gré à gré avec le caisse des dépôts et consignations, à un taux qui ne pouvra tépasser quatre et demi pour cont, et en de conformant, d'ailleurs, aux autres combénaisons adopt ées par le conseil général.

L'impostion entraordinaire de debie centimes fadditionnéls an jounet par les quatre contributions directes de département du Tarej attorisée par in tot de 9 pat-let 1838, péndant sept années, à partir du 1837, est (processe jusqu'illa 31 décembre 1831.

A partie du 1et janvier 1859, le produit de l'imposition extraordinaire des douze centimes est effecté en premier lien, et par privilége, au service dés intérêts et au renibujusement du capital de un million cinq cent mille francs dans le délai qu'embrasse la durée de l'imposition. La portion sestant disponible, chaque année sera exclusivement affectée aux travaux des routes départementales actuellement classées.

### Cinquiemo tot .- (Vauchuse.)

Article unique. Le département de Yancluse est autorisé, conformement à la de-

mande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1837, à traiter, avec la caisse des dépôts et consignations, d'un emprunt de quatre cent mille francs (400,600 fr.), à un taux qui ne pourra dépasser quatre et demi pour cent.

Sni cet emprint, cent mille francs, réalisables immédiatement, seront consacrès à acquiffler le contingent mis à la charge du département par la loi du 14 mai 1837 dans les frais d'achévement de la route royale no 100, de Montpéllier à Bigne.

Le restant de l'emprunt sera affecté exclusivement aux trayaux neufs des routes départementales.

Le produit des cinq centimes extraordinaires établis, par la loi du 19 avril 1833, sur les contributions foncière et des patentes, sera employé à l'amortissement du capital emprunté, et au paiement des futéréts, à partir du 1er janvier 1839, jus ju'à la fin de l'imposition.

Pour suppleer à l'insuffisance de cette ressource, et à chârge d'y donner la même destination, le département est autorisé, en outre, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années, à partir du 1er janvier 1843, cinq nouveaux centimes adultionnels au principal des mêmes contributions foncière et des patentes.

26 révaira = 7 avair 1838. - Ordonnance du roi qui recifie les articles 141 et 143 de l'ordonnance du 31 août 1828, sur le mode de procéder devant les conseis privés des volonies. (18, Bull., DLXIII, n. 7850)

Louis Philippe, etc., vul'article 3, nº 1 de la lei da 24 avril 1855 concornant le régime législatif des colonies; vu les articles 141 et 143 de l'ordonnance royale du 51 dont 1858, súr le mode de procéder deyant les conseils privés des colonies constitués en conseils du contentieux; attendit la nécessité de rectifier des erreurs qui se sont glissées dans le texte desdits articles; aur le support de notre ministre secrétaire d'état de la mariale et des colonies.

Art. 1st. Les articles 74f et 145 de l'ordonnance royale de 34 éoût 1828, sur le mode de procéder défant les consells privés des colonies, soin rectifiés ainsi qu'il suit :

« 141. Dans les huit jours de ladite de-« claration, l'expédition en sera remise à à l'avocat de la partie, qui en donnera ré-« cépissé en marge du régistre sur lequel « cette déclaration aura été transcrite.

« Cette expedition sera signée du secré-

160 Monarchie Const. — Louis-Philippe 1et. — 14 février, 49 mars 1838.

«taire archiviste et timbré du sceau du « conseil.

« Signification de ladite expédition sera « faite, tant à l'avocat du défendeur au « recours qu'à ce défendeur fui-mème, dans « les défais et suivant les règles détermi « nées par l'article 12 ci-dessus pour la « signification de l'arrêté de soit communi« qué. Cette signification vaudra somma « tion au défendeur au recours de consti- « tuer avocat aux conseils du roi à l'effet de « défendre, s'il y a lleu, devant le conseil « d'état. »

« 143. La requête en recours sera dépo-« séc, à peine de déchéance, au secrétariat « du conseil d'état, dans les formes ordi-« naires et dans les délais suivans, qui « courront du jour de la signification de la « déclaration du recours dans la colonie,

« savoir :

« Si la signification de la déclaration de « recours a été faite dans une des colonies « de la Martinique, de la Guadeloupe et de « la Guiane française, le délai pour dépo-« ser la requête en recours au conseil d'état « sera de quatre mois, à compter de « ladite signification.

« Si ladite signification a été faite dans « la colonie de Bourbon, le délai pour dé-« poser la requête en recours au conseil « d'Etat sera de huit mois, à compter de

« ladite signification.....

« Dans tous les cas, une expédition ou « une copie signifiée de la décision atta-« quée, une expédition de la déclaration « de recours et l'original de la signification « de cette déclaration, seront joints à la « requête en recours, à peine de nullité. » ? 2. Notre ministre de la marine et des cotonies (M. Rosamet) est chargé, etc.

19 MARS=7 AVRIL 1838. — Ordonnance du roj qui autorise la publication des bulles d'institution canonique de MM. Cottret, Mioland, Lacroix et Cart, pour les évêchés de Beauvais, d'Amiens, de Bayonne et de Númers. (IX, Bull., DLXIII, n. 7334.)

Louis-Philippe, etc, sur le rapport de motre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes; vu les articles 1er et 18 de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal, an 10); vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses du royaume annexé à l'ordonnance royale du 51 octobre 1822; vu notre ordonnance du 27 décembre 1857, qui nomme M. Cottret, évêque (in partibus) de Caryste, à l'évêché de Beauvais; vu notre ordonnance du 22 novembre 1857, qui nomme M. Mioland, prêtre du diocèse de Lyon, à l'évêché d'Amiens; vu notre ordonnance du 10 août 1857, qui nomme

M. l'abbé Lacroix, ancien supérièur du séminaire de Rodez, à l'évèché de Bayonne; vu notre ordonnance du 22 novembre 1857, qui nomme M. l'abbé Cart, vicaire général de Besançon, à l'évèché de Nismes; vu les bulles d'institution canonique accordées par sa sainteté Grégoire XVI auxdits évèques nommés; notre conseil d'état entendu, etc.

· Art. 1ºr. 1º La bulle donnée à Rome la veille des ides de février de l'année de l'incarnation 1837 (13 février 1858), portant institution canonique de M. Cottret (Pierre-Marie), évêque de Carysto (in partibus). et chanoine du chapitre royal de Saint-Denis, pour l'évêché de Beauvais; 2º la bulle donnée à Rome la veille des ides de Myrier de l'année de l'incarnation 1857, portant institution canonique de M. Mieland (Jean-Marie), prêtra du diocèse de Lyon, pour l'évêché d'Amjens; 3º la bulle donnée à Rome la veille des ides de février de l'année de l'incarnation 1857, portant institution canonique de M. Lacroix (François), ancien supérieur du séminaire de Rodez, pour l'évêché de Bayonne; 4º la buile donnée à Rome la veille des ides de février de l'année de l'incarnation 1857, portant institution canonique de M. Cart (Jean-François), vicaire général de Besancon, pour l'évêché de Nismes; sont reçues et secont publiées dans le rayaume.

2. Les dites bulles d'institutjon canonique sont reçues sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elles renferment, et qui sont ou qui pourraient être contraires à la charte constitutionnelle, aux lois durroyaume, aux franchises, libertés et

maximes de l'Eglise gallicane.

 Leadites bulles seront transcrites en latin et en français sur les registres de notre censeil d'Etat; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil.

4. Notre ministre de la justice et des

cuites (M. Barthe) est chargé, etc.

14 vivinza == 9 avail 1838. — Ordonnance du roi pustant application du Code d'instruction criminelle au Sénégal et dependances. (IX, Bullsupp., CCCLIX, n. 11910.)

Voy. ordonaance du 29 mars 1836 ani a rendu applicable au Sénégal la loi du 28 avril 1832 contenant des modifications au Code d'instruction criminelle et au Code pénal. Tome 36, p. 38.—Voy. aussi l'ordonnance du 24 mai 1837, art. 43. Tome 37, page 147.

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 24 avril 1833 sur le régime législatif des colonies, portant, article 25: « Les établissemens « français dans les Indes-Orientales et en « Afrique, et l'établissement de pêche de a Saint-Pierre et Miquelon, continueront, a d'être régis par ordonnance du roi; » vu notre ordonnance du 24 mai dernier concernant l'organisation judiciaire du Sénégal et de ses dépendances; ayant à peur-yoir, aux termes de cette ordonnance, à la mise en vigueur dans la même colonie, du Code d'instruction criminelle, sauf les modifications exigées par la différence des lieux et des institutions judiciaires; sur le mapport de notre ministre secrétaire d'Etat de ja mariae et des colonies, etc.

### DISPOSPTIONS PRÉLIMINAIRES.

Art. 1er. L'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi.

L'action en réparation du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention, peut être exercée par tous ceux qui ont sousset de ce dommage.

2. L'action publique pour l'application de la peine s'éteint par la mort du prévenu. L'action civile pour la réparation du dommage peut être exercée contre le prévenu et contre ses représentans. L'une et l'autre action s'éteignent par la prescription, ainsi qu'il est réglé au livre II, titre VII, chapitre V, de la Prescription.

3. L'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges

que l'action publique.

Elle peut a ussi l'être séparément; dans ce cas, l'exerciace en est suspeudu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile.

4. La renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'ac-

tion publique.

- 5. Tout Français qui se sera rendu coupable, hors du territoire de la France et de ses colonies, d'un crime attentatoire à la sûreté de l'Etat, de contrefaction du sceau de l'Etat, de mounaies nationales ou étrangères ayant cours, de papiers nationaux, de billets de banques ou de caisses publiques légalement autorisées, pourra être poursnivi, jugé et puni dans la colonie d'après les dispositions des lois qui y sont en vigueur.
- 6. Cette disposition pourra être étendue aux étrangers qui, auteurs ou complices des mêmes crimes, scraient arrêtés dans la colonie, ou dont le gouvernement obtiendrait l'extradition.
- 7. Tout Français qui se sera rendu coupable, hors du territoire du royaume, d'un crime contre un Français, ponrra, s'il ést

arrêté dans la colonie, y être poursnivi et jugé, s'il n'a pas êté poursnivi et jugé en pays étranger, et si le Français offense rend plainte contre lui.

LIVRE Ier. — DE LA POLICE JUDICIAIRE ET DES OFFICIERS DE POLICE QU'I L'EXERCENT.

CHAPITHE Ier. - De la police judiciuire.

8. La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les autours aux tribunaux chargés de les punir.

9. La police judiciaire sera exercée par les maires et leurs adjoints, par les procurcurs du roi et par les juges d'instruc-

mon.

10. Le gouverneur pourra faire personnellement ou requérir les officiers de pélice judiciaire, chacun en comm le concerue, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, et d'en livrer les auteurs aux tripynaux chargés de les punir, conformément à l'article 8 ci-dessus.

CHAPITRE II. — Des maires et de leurs adjoints.

11. Les maires, et à leur défaut les adjoints de maire, rechercheront les contraventions de police.

Ils recevront les rapports, dénonciations et plaintes qui seront relatifs aux contra-

ventions de police.

Ils consigneront dans les procès verbaux qu'ils rédigeront à cet effet la nature et les circonstances des contraventions, le temps et le lieu où elles auront été commises, les preuves ou indices à la charge de ceux qui en seront présumés conpables.

12, 13, 14 (supprimes).

15 Les maires et adjoints remettront à l'officier qui remplira les fonctions du ministère public près le tribunal de première instance, toutes les plèces et renseignemens dans les trois jours au plus tard, y compris celui où ils ont reconnu le fait sur lequel ils ont procédé.

CHAPITRE III. - Des gardes champetres et forestiors.

16, 17, 18, 19, 20, 21 (supprimes).

CHAPITRE IV. - Des procureurs du roi.

Sattion Ire. - Be la compétence des promerens du roi relativement à la police judicieire

22. Les officiers exerçant le ministère publie près les tribunaux de première instance sont chargés de la recherche et de la poursuite de tous les délits dont la connaissance appartient aux tribunaux de police correctionnelle.

La recherche et la poursuite des crimes appartient au second juge du tribunal de Saint-Louis, qui pourra déléguer ses fonctions à l'officier chargé d'exercer le ministère public près le tribunal de Gorée, quand il a agira de crimes commis dans le reasert de ce tribunal.

Le procureur du roi près le tribunal de Gorée aura, dans tous les cas, le droit de faire les premiers actes d'information et de mettre les inculpés sous la main de la justice.

23 (supprimé).

24. Le second juge du tribunal de Saint-Louis est chargé de la recherche et de la poursuité des crimés commis hors du territoire de la France ou de ses colonies, dans les cas énoncés aux articles 5, 6 et 7.

25. Les procureurs du roi et tous autres officiers de police judiciaire auront, dans l'exercice de leurs fonctions, le droit de requérir directement la force publique.

26, 27 (supprimés).

28. Les officiers exerçant le ministère public pourvoiront à l'envoi, à la notification et à l'exécution des ordonnances qui seront rendues par le juge d'instruction, d'après les règles qui seront ciaprès établies au chapitre des Juges d'instruction.

Secrion II. - Mode de procéder des procurents du roi dans l'exercice de leurs fonctions.

29. Toute autorité constituée, tout fonctionnaire on officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crimq ou d'un délit, sera tenu d'en donner avis sur-le-champ au proqureur du rôi près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou délit aura été commis ou dans lequel le prérique pourrait être trouvé, et de trapsuettire à ce magistrat tous les renseignemens, procès verhaux et actes qui y sout relatifs.

50. Toute personne qui aura été témoin d'un attentat, soit contre la sireté publique, soit contre la vie ou la propriété d'un individu, sera pareillement tenue d'en deparer avis au progureur du soi, soit du lieu du crime ou du délit, soit du lieu où

le prévenu pourra être trouvé.

34. Les dénonciations seront rédigées par les dénonciateurs, ou par leurs fondes de procuration spéciale, ou par le procureur du rel s'il en est requia ; elles seront toujours signées par le procureur du roi à chaque feuillet, et par les dénonciateurs ou par leurs fondés de pouvoir.

Si les dénoncitéeurs on leurs fondés de pouvoir ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention.

La procuration demourera tonjours annexée à la dénouciation, et le dénouclateur pourra se faire délivrer, mais à ses frais,

une copie de sa dénonciation.

38. Dans tous les eas de flagrant délit, lorsque le fait sera de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante, le presureur du roi se transportera sur le tieu, sans aucun retard, pour y dresser les porcès-verbaux nécessaires à l'effet de constater le corps du délit, son état, l'état des lieux, et pour recevoir les déclarations des personnes qui auraient été présentes on qui auraient des renseiguèmens à donner.

Le procureur du roi donnera avis de son transport au juge d'instruction, sans être toutefois tenu de l'attendre pour procéder, ainsi qu'il est dit au présent chapitre.

53. Le procureur du roi pourra aussi, dans le cas de l'article précédent, appeler à son procès-verbal les parens, voisins ou domestiques, présumés en état de donner des éclaireissemens sur le fait; il recevra leurs déclarations, qu'ils signeront: les déclarations recues en conséquence du prèsent article et de l'article précédent seront signées par les parties, ou, en cas de refus, il eu sera fait mention.

54. Il pourra défendre que qui que ce soit sorte de la maison, ou s'éloigne du lieu, jusqu'après la clôture de son procés-

verbal,

Tout contrevenant à cette défense sera, s'il peut être saisi, déposé dans la maison d'arrêt: la peine encourne pour la contravention sera proponcée par le juge d'instruction, sur les conclusions du progreur du roi, après que le contrevenant aura été cité et entendn, ou par défaut s'il ve comparait pus, sans aute formalité ni délai, et sans ouposition ni appel.

La peine ne pourra excéder dix jours d'emprisonnement et cenf, francs d'amende.

55. Le progureur du roi se saisira des armes et de tout ce qui paraîtra avoir servi ou avair été destiné à comunitre le crime ou le délit, ainsi que tout ce qui paraîtra en avoir été le produit, enfin de tout ce qui pourra servir à la manifestation de la verité. Il interpellera le prévenu de s'expliquer sur les choses saisies qui lui seront représentées ; il dressera du tout un procèsverbal, qui sera signé par le prévenu, ou mention sera faite de son refus

56. Si la nature du crime ou du délit est telle que la préuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers ou autres

pièces et effets en la possession du prévenu, · le procureur du roi se transportera de suite dans le domicile du prévenu, pour y faire la perquisition des objets qu'il jugera utiles à la manisfestation de la vérité.

37. S'il existe dans le domicile du prévenu des papiers on effets qui puissent servit à conviction ou à décharge; le procureur du roi en dressera procés-verbal et se saisira desdits effets ou papiers.

58. Les objets saisis seront clos et cachetes, si faire se peut; ou, s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, ils seront mis dans un vase ou dans un sac, sur lequel le procureur du roi attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau.

39. Les opérations prescrites par les articles précèdens seront faites en présence du prévenu, s'il a été arrêté; et, s'il ne vent on ne peut y assister, en présence d'un fondé de pouvoir qu'il ponrra nom mer. Les objets fui seront présentés à l'effet de les reconnaître et de les parapher s'Il y a lieu; et, au cas de refus, il en sera fait mention au proces-verbal.

Si le prévenu est un captif et qu'il ne venille où ne puisse assister aux opérations ci-desars prescrites, elles séront faites en présence de son maître ou d'un fondé de pouvoir que celui-ci pourra nommer.

40. Le procureur du roi, audit cas de fingrant délit, et lorsque le fait sera de nature à entraîner peine afflictive ou infamante, fera saisir les prévenus présens contre lesquels il existerait des indices graves.

Il pourra adonter la même mesure, dans le cas où il s'agirait d'un delit de hature à motiver une peine de six mois d'emprisonnement, et encore toutes les fois que les inculpés sont des repris de justice, des mendians, des vagabonds ou des captifs.

Si le prévenu n'est pas présent, le procureur du roi rendra une ordonnance à l'esset de le faire comparaître; cette ordonnance

s'appelle mandat d'amoner.

La dénonciation scule ne constitue pas une présomption suffisante pour décerner cette ordonnance contre un individu ayant domicile.

Le procureur du roi interrogera gur-lechamp le prévenu amené devant lui.

41. Le délit qui se commet actuellement, on qui vient de se commettre, est un Bagrant délit.

Seront aussi réputés flaggant délit, le cas où le prévenu est poursnivi par la clameur publique, et celui où le prévenu est trouvé saisi d'effeta, armes, instrumens ou papiers faisant présumer qu'il est auteur

ou complice, pourvu que ce soit dans un temps voisin da délit.

42. Les procès-verbaux du procureur du roi, en exécution des articlés précédens, seront faits et rédigés en la présence et tévêtus de la signature du maire ou de l'adjoint du maire de la commune dans laquelle le crime ou le délit aura été commis, ou de deux habitans de la même commune.

Pourra néanmoins le procureur du roi dresser les procès verbaux sans assistance de témoins, lorsqu'il n'y aura pas possibi-lité de s'en procurer tout de suite.

Chaque seuillet du procès-verbal sera signé par le procureur du roi et par les personnes qui y anront assisté : en cas de refus ou d'impossibilité de signer de la part de celles-ci, il en sera fait mention.

45. Le procureur du roi se fera accompagner, au besoin, d'une ou deux personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circon-

stances du crime ou délit.

44. S'il s'agit d'une mort violente ou d'une mort dont la cause soit incounne et suspecte, le pròcureur du roi se fera assister d'un ou de deux officiers de santé, qui seront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadayre. Les officiers de santé requis ne pourront refuser d'obtempérer à la réquisition, sous les peines portées par l'article 80 du présent Code, sans préjudice de peines plus graves s'il y. a lien, et de tous dommages-intérêts.

Les personnes appelées, dans les cas du présent article et de l'article précédent, préteront devant le procureur du roi le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience,

45. Le procureur du roi transmettra gans délai au juge d'instruction les proces-verbaux, actes, pièces et instrumens dressés ou saisis en conséquence des articles prérédens, pour être procédé ainsi qu'il sera dit au chapitre des Juges d'instruction ; et cependant le prévenu restera sous la main de la justice, en état de mandat d'amener.

46. Les attributions faites ci-dessus au processeur du roi pour les cas de flagrant délit auront lieu aussi toutes les lois que . s'agissant d'un crime ou délit, même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison . le chef de cette maison requerre le procureur du roi de le constater.

47. Hors les cas énouces dans les articles 32 et 46, le procureur du roi instruit. soit par une dénonciation, soit par toute autre voie, qu'il a été commis dans son arrondissement un crime on delit. on qu'une personne qui en est prévenue se tronye dans son arrondissement, sera tenu de requérir le juge d'instruction d'ordonner qu'il en soit informé, même de se transporter, s'il est besoin , sur les lieux à l'effet d'y dresser tous les procès-verbaux nécessaires, aiusi qu'il sera dit au chapitre des duges d'instruction.

CHAPITRE V. - Des officiers de police auxiliaires du procureur du roi.

48. Les maires et leurs adjoints recevront les dénonciations de crimes ou délits commis dans les lieux où ils exercent leurs fonctions habituelles en seconformant aux

dispositions de l'article ci-après.

49. Dans le cas de flagrant délit, ou dans le cas de réquisition de la part d'un chef de maison, ils dresseront les procèsverbaux, recevront les déclarations des témoins, feront les visites et autres actes qui sont, auxdits cas, de la compétence des procureurs du roi, le font dans les formes et suivant les règles établies au chapitre des Procureurs du roi.

50, 51, 52 ( supprimés ).

33. Les maires et adjoints qui auront agi comme officiers de police auxillaires renverront sans délai les dénonciations, procès-verbaux et autres actes par enx faits dans les cas de feur compétence, au procureur du roi du ressort, qui sera tenu d'examiner sans retard les procédures, et de les transmettre avec les réquisitions du'il jugera convenables, savoir :

Au juge d'instruction du tribunal du ressort, s'il s'agit de contraventions ou de délits, et au second juge du tribunal de Saint-Louis, s'il s'agit de crimes, sons préjudice du droit accordé au procureur du roit de Gorée par le troisième alinéa de C'l'article 22.

34 ( supprimé ).

THAPITRE VI. - Dos Juges d'instruction.

Section I". - Du Juge d'instruction.

65. Il y aura dans la colonie deux juges d'instruction qui seront choisis ainsi que cela est réglé par notre ordomance du 24 mai, concernant l'organisation judiciaire.

56 (supprimé).

67. Les juges d'instruction seront, quant aux fonctions de police judiciaire, sous la surveillance du conseiller vice président de la cour d'appel.

58 (supprimé \.

SECTION II. - Fonctions du juge d'instruction.

DISTINCTION In. - DESCAS DE PLAGRANT DESLIT.

39. Le juge d'instruction, dans tous les cas réputés flagrant délit, peut faire directement et par lui-même tous les actes attri-

bués au procureur du roi, en se conformant aux règles établies au chapitre des Procurours du roi. Le juge d'instruction peut requérir la présence du procureur du roi, sans aucun retard néanmoins des opérations prescrites dans ledit chapitre.

60. Lorsque le flagrant délit aura déja été constaté, et que le procureur du roi transmettra les actes et pièces au juge d'instruction, celui-ci sera tenu de faire sans délai l'examen de la procédure.

Il peut refaire les actes ou ceux des actes qui ne lui paraîtraient pas complets.

DISTINCTION II. - DE L'INSTRUCTION.

§ 1 ... Dispositions générales.

61. Hors les cas de flagrant délit, le juge d'instruction ne fera aucun acte d'instruction et de poursuite, qu'il n'ait donué communication de la procédure au procureur du roi. Il la lui communiquera pareillement lorsqu'elle sera terminée, et le procureur du roi fera les réquisitions qu'il jugera convenables, sans pouvoir retenir la procédure plus de trois jours.

Néanmoins le juge d'instruction délivrera, s'il y a lieu, le mandat d'amener et même le mandat de dépôt, sans que ces mandats doivent être précédés des conclu-

sions du procureur du roi.

62. Lorsque le juge d'instruction se transportera sur les lieux, il sera toujours accompagne du procureur du roi et du greffier du tribunal.

#### § II. - Des plaintes.

63. Toute personne qui se prétendra lésée par un délit pourra en rendre plainte et se constituer partie civile devant le juge d'instruction, soit du lieu du délit soit du lieu de la résidence du prévenu, soit du lieu où il pourra être trouvé.

64. Les plaintes qui auraient été adressées au procureur du roi seront par lui transmises au juge d'instruction avec son requisitoire; celles qui auraient été présentées aux officiers auxiliaires de police seront par eux renvoyées au procureur du roi, et transmises par lui au juge d'instruction, aussi avec son réquisitoire.

Dans les matières du ressort de la police correctionnelle, la partie lésée pourra s'adresser directement au tribunal correctionnel, dans la forme qui sera ci-après règiée.

65. Les dispositions de l'article 51, concernant les dénonciations, seront communes aux plaintes.

66. Les plaignans ne seront réputés partie civile, s'ils ne le déclarent formellement, soit par la plainte, soit par acte subséquent, ou s'ils ne prennent, par l'un ou par l'autre, des conclusions en dommages-intérêts; ils pourront se départir dans les vingt-quatre heures: dans le cas de désistement, ils me sont pas tenus des frais depuis qu'il aura été signifié, sans préjudice néanmoins des dommages-intérêts des prévenus, s'il y a lieu.

67. Les plaignans pourront se porter part'e civile en tout état de cause jusqu'à la clôture des débats; mais en aucun cas leur désistement après le jugement ne peut être valable, quoiqu'il ait été donné dans les vingt-quatre heures de leur déclaration qu'ils se portent partie civile.

68. Toute partie civile qui ne demeurera pas dans le ressort où se fait l'instruction sera tenue d'y élire domicile par acte passé

au greffe du tribunal.

A défaut d'élection de domicile par la partiecivile, elle ne pourra opposer le défaut de signification contre les actes qui aux de la lui être signifiés aux termes de la lui

69. Dans le cas où le juge d'instruction ne serait ni çelui du crime on délit, ni celui de la résidence de prévenu, ni celui du lieu où il pourra être trouvé, il renverra la plainte dev ant le juge d'instruction qui pourrait en connaître.

70. Le juge d'instruction compétent pour connaître de la plainté en ordonnéra la communication au procureur du roi; pour être par lui requis ce qu'il appartien-

dra.

### § III. - De l'audition des téoroins. .

- 71. Le juge d'instruction fera citer devant lui les personnes qui auront été indiquées par la dénonciation, par la plainte , par le procureur du roi ou autrement, comme ayant connaissance, soit du crime ou délit, soit de ses circonstances.
- 72. Les témoins seront cités par un huissier ou par un agent de la force publique, à la requête du procureur du roi.
- 73. Ils seront entendus séparément, et hors de la présence du prévenu, par le juge d'instruction assisté de son greffier.
- 74. Ils représenteront avant d'être entendus, la citation qui leur aura été donnée pour déposer, et il en sera fait mention dans le procès-verbal.
- 75. Les témoins préteront serment de dire toute la vérité, rien que la vérité; le juge d'instruction leur demandera leurs noms, prénoms, âge, étnt, profession, demeure, s'ils sont domestiques, parens ou alliés des parties, et à quel degré ou s'ils sont captifs; il sera fait mention de la demande et des réponses des témoius.

76. Les dépositions seront siguées du

juge, du greffier et du témoin; après que lecture lui en aura été faite et qu'il aura déclaré y persister; si le témoin ne veut ou ne peut signer, il en sera fait mention.

Chaque page du cah er d'information sera signée par le juge et par le greffier.

77. Les formalités prescrites par les trois articles précédens seront remplies, à peine de vingt-cinq frans d'amende contre le grefiler, même, s'il y a lieu, de prise à partie contre le juge d'instruction.

78. Aucun interligne ne pourra être fait : les ratures et renvois seront approuvés et signés par le juge d'instruction, par le greffier et par le témoin, sous les peines portées en l'article précédent. Les interlignes, ratures et renvois non approuvés seront réputés non avenus.

79. Les enfans de l'un et de l'antre sexe au-dessous de l'âge de quinze ans pourront être entendus, par forme de déclaration et

sans prestation de serment.

80. Toute personne citée pour être entendue en témoignage sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation; sinon elle pourra y être contrainte par le juge d'instruction, qui, à cet effet, sur lés conclusions du miniatère public; sans autre formatité ni délai, et sans appet; prononcera une amende qui...a excédera pas oisse quante francs, et pourra ordonner que la personne citée sora contrainte par sorps à yenir donner son témoignage.

S'il s'agit d'un captif, la condamnation à l'amende sera prononcée contre le mattre, dans le cas où la non-comparation se-

rait du fait de celui-ci.

81: Le témoin ou le maître du captif ainsi condaumé à l'amende, sur le premier défaut, et qui, sur la seconde citation, produira devant le juge d'instruction des excuses légitimes, pourra, sur les conclusions du ministère public, être déchargé de l'amende.

82. Chaque témoin qui demandera une indemnité sera taxé par le juge d'instruc-

tion.

La taxe sera allouée de droit au captif. et elle appartiendra au maître.

85. Lorsqu'il sera constaté par le certificat d'un officier de santé que des témoins se trouvent dans l'impossibilité de comparattre sur la citation qui leur aura été donnée, le juge d'instruction se transportera en leur demeure quand ils habiteront dans l'étendue de son ressort.

84. Si les témoins résident hors du ressort du juge d'instruction, celui-ci requerra le juge d'instruction du ressort dans lequel les témoins sont résidans de se transporter auprès d'eux pour recevoir leurs déposi-

tions,

88. La juge qui aura reçu les dépositions en consequence des articles 85 et 94 ei-des-sus, les enverra closes et cachetées au juge d'instruction du tribunal saisi de l'affaire.

RG Si le témoin amprès duquel le juge ac sera transporté dans les cas prévus par les trois articles précèdens n'était pas dans l'impossibilité de comparattre que la citation qui lui avait été donnée, le juge décèrnera un mandat de dépêt contre le témoin et l'officier de santé qui mura délivré le certificat ci-dessus mentianné.

La peine portée en pareil eas sera prougnée par le juge d'instruction du même lieu, et sur la réquisition du progueur du roi, en la forme prescrite par l'article 80.

§ IV. - Des preuves par écrit et des pièces de conviction.

87. Le juge d'instruction se transportera; s'il en est requis, et pourra même se transporter d'office dans le domicile du prévens, paur y faire la tierquisition des papiers, effets et généralement de tous les effets qui sepant, jugée titiles à la mainfestation de 44 varifé.

.88. Le juge d'instruction pourra parellétement se transporter dans les autres fioux où il présumerait qu'on aurait caché les objets dont il est parlé dans l'article pré-

ctdent.

29. Les dispositions des articles 55, 36; 37, 38, 39, concernant la saise des objets wont la perquisition peut être faite pur le phacureur du roi, dans les cas de flagrant délit, sont communes au juge d'instruction.

: 90 Si les papiers on les effets dont il y aura lieu de faire la perquisition sont hors du ressort drijuge d'instruction, il requerrà le juge d'instruction du Lea du l'on peut les trouver de provéder aux opérations presorites par les assièles précèdens.

# CHAPITRE VII. - Das mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arret.

91. Lorsque l'inculpé sera domicilié, ét que le fait sera de nature à ué donner lieu qu'à une pelne correctionnelle, le jugé d'instruction pourrà, s'il le juge convenable, ne décernée contre l'inculpé tu'un mandat de comparution, sauf, après l'avoir interrogé, à convertir le mandat en tel autre mandat qu'il appartiendra.

Si l'inculpé fait défaut, le juge d'instruction décernera contre lui un mandat d'a-

mener.

Il décernera pareillement mandat d'améjer contre toute personne, de quelque qualle qu'elle soit, inculpée d'un délit emportint peine amictive ou infamante.

92. Il peut aussi donner des mandats

d'amener contre les témoins qui refusent de comparaître sur la citation à eux donnée, conformément à l'article 80, ct sans préjudice de l'amende portée en cet article.

93. Dans le cas de mandat de comparu; tion, il interrogeza de suite : dans le cas de pandat d'amener, dans les vingt-quatre

beures au plus tard.

94. Il pourra, après avoir entendu les prévenus, et le procureur du roi out. décerner, lotsque le fait emportera peine afflictive ou infamante, ou emprisonnement correctionnel, un mandat d'arrêt dans la forme qui sera cl-après présentée.

95. Les mandats de comparution, d'amoner et de dépot seront signés par celui qui les aura décernés, et munis de son socau. Le prévenu y sera nomme ou désigné le

plus clairement qu'il sera possible.

96. Les mèmes formalités seront observées dans le mandat d'arrêt; ce mandat contiendra, de plus, l'énonciation du fait our lequel il est décerné et la citation de la loi qui déclare que ce fait est un crime ou delit.

97. Les mandats de comparution, d'amèner, de dépôt où d'arrêt, seront notifiés par un huissier ou par, un agent de la force publique, lequel en lera l'exhibition au prévenu, et lui en délivrera copie.

Le mandat d'arrêt sera exhibé au prèvenu, lors même qu'il serait déjà détenu.

et il lui en sera délivré copie.

98. Les mandats d'amener, de comparation, de dépôt et d'arrêt, seront executeires dans toute l'éténdue du royaume.

Si le prévenu est trouvé hors du ressort de l'officier qui aura délivré le mandat de dépôt ou d'arrêt, il sera conduit devant le maire ou son adjoint, lequel visera le mandat, sans pouvoir en empêcher l'execution.

99. Le prévenu qui refusera d'obéir at mandat d'amener, ou qui, après avoir déclaré qu'il est prêt à obéir, tentera de l'é-

vader, devra être contraint.

Le porteur du mandat d'amener emploiera, au besein, la force publique du lieu le plus voisin; elle sera tenue de marcher, sur la réquisition contenue dans le mandat d'amener.

199. Néasmoins, lorsqu'après plus de deux jours depuis la date du mandat d'amener le prévenu aura été trouvé hors du ressort de l'officier qui a délivré ce maddat, et à une distance de plus de cinq myriamètres du domicile de cet officier, ce prévenu pourra n'être pas contraint de se rendre au mandat; mais alors le procureur du roi du ressort où il aura été trouvé, et devant lequel il sera conduit, décernera un

mandat de dépôt en verta duquel il sera retenu dans la maison d'avrêt:

Le mandat d'amener devra être pfelnement exécuté, si le prévent a été trouvé mani d'effets, de papiers ou d'instrumens qui feront présumer qu'il est auteur ou complice du délit-pour raison thiquel il est recherché, quels que solent le délat et la distancé dans lesquels il aura été trouvé.

101. Dans les vingt-quatre neures de l'exècution du mandat de depot; le procureur du roi qui l'aura delivré en donnera avis, et transmettra les procés-vérhant; s'il en a été dressé, » l'officier qui à 464

cerné le mandat d'ameiler.

192. L'officier qui a dépenné le mandat d'amener, et auquel les pièces sont aimsi transmisse, communiquera le tout dans ub garreil délai au juge d'instruction près direquel il exerce; ce juge se conformera aux dispositions de l'art. 90.

193. Le juge d'instruction saisi de l'affaire directement ou par renvoi, en exécution de l'art. 90., transmettra ; sous eachet, au juge d'instruction du lieu où le prévenu a été trouvé, les pièces, autos et ranscignemens relatifs au délit, afin de faire subir interrogatoire à ce prévenu.

Toutes les pièces seront ensuite égalament renvoyées, avec l'interrogatoire, au

juge saisi de l'affaire.

. 104. Sì, dans le cours de l'instruction, le juge saist de l'affaire décerne un mandat d'arrêt, il pourra ordonner, par ce mandat, que le prévenu sera transfèré dans la maison d'arrêt du lieu où se fait l'instruction.

S'il n'est pas exprimé dans le mandat d'arrêt que le prévent sera ainsi transfèré, it restera en la maison d'arrêt de l'arrondissement dans lequel il aura été trouvé, jusqu'à ce qu'il ait été statué par la chambre du conseil; conformément aux articles 127, 128; 129, 130, 131, 132 et 133 etaprés.

105, Si le prévenu contre lequel il a été décerné un mandat d'amener ne peut être trouvé, ce mandat sera «vhibé au maire ou à l'adjoint de la commune de la résidence

du prevenu.

Le maire ou l'adjoint mettra son visa sur

l'original de l'acte de notification.

106. Tout dépositaire de la force publique, et même toute personne, sera tenu de saisir le prévenu surpris en flagrant dént, ou poursnivi, soit par la clameur publique, soit dans les cas assimilés au flagrant délit, et de le conduire devant le procureur du roi, sans qu'il soit besoin de mandat d'amener, si le crime ou délit emporté peine affictive ou infamante.

107. Sur l'exhibition du mandat de de-

pot : le prévenu sera reçu ét garde dans la maison d'arrêt du fiéu de la résidence du jugé d'instruction , et le gardien remettra à l'huissier on a l'agent de fa force publique charge de l'étécution du mandat une recomnaissance de la remise du prévenu.

108. L'officier chargé de l'exécution d'un mandat de dépôt ou d'arrêt se fera accompagner d'une force suffisante pour que le prévenu ne puisse se soustraire à la loi.

Cétte force sera prise dans le lieu le plus à portée de celui où le mandat d'arrêt ou dé dépôt devra s'exécuter, et elle est ténue de marchér, sur la réquisition directement faite au commandant et contéhué dans le mandat.

109. Si le prévenu ne peut être saisi, le mandat d'arrêt sera notifié à sa dernière habitation, et il sera dresse proces-verbal

de perquisition.

Ce proces-verhal sera dresse en presence des deux plus proches volsins, du prevenu que le porleur du mandat d'arrêt pourra trouver; ils le signeront, ou, s'ils ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention, ainsi que de l'interpellation qui en aura été faite.

Le porteur du mandat d'arrêt fera eusuite viser son procés-verbal par le maire ou l'adjoint, et lui en laissera copie.

Le mandat d'arrêt et le proces-verbal seront ensuite remis au gresse du tribunal.

110. Le prévenu saisi en vertu d'un mandat d'arrêt ou de dépôt sera conduit sans délai dans le maison d'arrêt indiquée par le mandat.

111. L'efficier chargé de l'exécution du mandat d'arrêt en de dépôt remettia le prévenu au gardien de la maisen d'arrêt, qui lei en donnera décharge; le tout dais la forme préscrite par l'art. 107.

Il portora ensuite au greffe du tribundi correctionnel les pièces relâtives à l'arrestation et en prendra une reconnaissances:

li exhibera c'es décharge et reconnaissance dans lés vingt-quatre heures au juge d'instruction : célui-ci mottra sur l'une et ser l'autre-son vu , qu'il datera et signera.

112. L'hiobservation des formalités préscrités pour les mandats de compardition; de dépôt, d'amener et d'arrêt, sera toujours punie d'une amende de cinquante francs au moins contre le greffer, et, s'il y a fleut, d'injonctions au juge d'instruction et an procureur du roi, même de prise à partie s'il y échet.

CHAPITRE VIII. — De la liberté provisoire et du existionnument.

113. La liberté provisoire ne pourra jamais être accordée au prévenu lorsque le titre de l'accusation emportera une peine afflictive ou infamante.

114. Si le fait n'emporte pas une peine afflictive ou infamante, mais seulement une peine correctionnelle, la chambre du conseil pourra, sur la demande du prévenu. et sur les conclusions du procureur du roi, ordonner que le prévenu sera mis provisoirement en liberté, moyennant caution solvable de se représenter à tous les actes de la procédure, et pour l'exécution du jugement, aussitôt qu'il en sera requis.

La mise en liberté provisoire avec caution pourra être demandée et accordée en

tont état de cause.

115. Néanmoins, les vagabonds et les repris de justice ne pourront, en aucun cas, être mis en liberté provisoire

116. La demande en liberté provisoire sera notifiée à la partie civile, à son domi-

cile ou à celui qu'elle aura élu.

117. La solvabilité de la caution offerte sera discutée par le procureur du roi et par la partie civile dument appelée.

'Elle devra être justifiée par des immeubles libres pour le montant du cautionnement et une moitié en sus, si mieux n'aime la caution déposer dans la caisse du trésor colonial le montant du cautionnement en espèces.

118 Le prévenu sera admis à être sa propre caution, soit en déposant le montant du cautionnement, soit en justifiant d'immembles libres pour le montant du cautionnement et une moitié en sus, et en faisant, dans l'un ou l'autre cas, la soumission dont il sera parlé ci-après.

119. Le cautionnement ne pourra être

au dessous de cinq cents francs.

Si la poine correctionnelle était à la fois l'emprisonnement et une amende dont le double excéderait cinq cents francs, le cautionnement ne pourrait pas être exigé d'une somme plus forte que le double de cette amende.

S'il était résulté du délit un dommage civil appréciable en argent, le cautionnement sera triple de la valeur du dommage, ainsi qu'il sera arbitré, pour cet effet seulement, par le juge d'instruction, sans néaumoins que dans ce cas le cautionnement puisse être au-dessous de cinq cents francs.

120. La caution admise fera sa soumission, soit au greffe du tribunal, soit devant notaire, de payer cutre les mains du trésorier colonial le montant du cautionnement, en cas que le prévenu soit constitué en défaut de se représenter.

Cette somm**ission entraînera l**a contrainte par corps contre la caution : une expédition en forme exécutoire en sera remise à la partie civile avant que le prévenu me soit mis en liberté provisoire.

121. Les espèces déposées et les immeubles servant de cautionnement seront affectés par privilége , 1º au paiement des réparations civiles et des frais avancés par la partie civile; 2º aux amendes, le tout néanmoins sans préjudice du privilége du trésor colonial, à raison des frais faits par la partie publique.

Le procureur du roi et la partie civile pourrent prendre inscription hypothécaire sans attendre le jugement définitif. L'inscription prise à la requête de l'un ou de

l'autre proûtera à tous les deux.

122. Le juge d'instruction rendra, le cas arrivant, sur les conclusions du procureur du roi, ou sur la demande de la partie civile, une ordonnance pour le palement de la somme cautionnée.

Ce paiement sera poursuivi à la requête du procureur du roi et à la diligence du trésorier colonial: Les sommes reconvrées seront versées dans la caisse du trésor, sans préjudice des poursuites et des droits de la partie civile.

125. Le juge d'instruction délivrera, dans la même forme et sur les mêmes réquisitions, une ordonnance de contrainte contre la caution ou les cautions d'un individu mis sous la surveillance spéciale du gouvernement, lorsque celui-ci aura été condamné, par un jugement devenu irrévocable, pour un crime su pour un délit commis dans l'intervalle déterminé par l'acte de cautionnement.

124. Le prévenu ne sera mis en liberté provisoire sous caution, qu'après avoir élu domicile dans le lieu où siège le tribunal correctionnel, par un acte reçu au greffe de ce tribunal

125. Outre les poursuites contre la caution, s'il y a lieu, le prévenu sera saisi et écroué dans la maison d'arrêt, en exécution d'une ordonnance du juge d'instruction.

126. Le prévenu qui aurait laissé contraindre sa caution au paiement ne sera plus, à l'avenir, recevable en aucun cas à demander de nouveau sa liberté provisoire movennant caution.

CHAPITRE IX. - Du rapport des juges d'instruction quand la procédure est complète, et des mises en accusation.

127. Le juge d'instruction sera tenu de rendre compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue.

Le compte sera rendu à la chambre du conseil, composée de trois juges au moins, y compris le juge d'instruction; commu**pication préalable donnée au procureur du** roi, pour être par lui requis ce qu'il appartiendra.

128. Si les juges sont d'avis que le sait ne présente ni crime, ni délit, ni contravention, ou qu'il n'existe aucune charge contre l'inculpé, il sera déclaré qu'it n'y a pas lieu à poursuivre; et si l'inculpé avait été arrêté , il sera mis en liberté.

199. S'ils sont d'avis que le fait n'est qu'une simple contravention de police, l'inculpé sere renvoyé au tribunal de police, et il sera remis en liberté s'il est arrêté.

Les dispositions du présent article et de l'article précédent ne pourront préjudicier aux droits de la partie civile eu de la partie publique, ainsi qu'il sera expliqué

ł

İ

1

١

I

130. Si le délit est reconnu de nature à être puni par des peines correctionnelles, le prévenu sera renvoyé au tribunal de police correctionnelle.

Si, dans ce cas, le délit peut entraîner la peine de l'emptisonnement, le prévenu; s'il est en arrestation, y demeurera provisoirement.

131. Si le délit ne doit pas entrainer la peine de l'emprisonnement, le prévenu sera mis en liberté, à la charge de se représenter, à jour fixe, devant le tribunal compétent.

132. Dans tous les cas de renvoi, soit à la police simple, soit à la police correctionnelle, le procureur du roi est tenu d'envoyer, dans les vingt quatre heures au plus tard, au gresse du tribunal qui doit prononcer, toutes les pieces, après les avoir cotées.

133. La chambre du conseil du tribunal de Saint-Louis statuera sur toutes les inculpations de crime; le rapport de la procédure lui sera fait par le juge d'instruction prés ce tribunal, communication préalablement donnée au procureur du roi, pour être par lui requis ce qu'il appartiendra.

Si, sur ce rapport, la chambre du conseil estime que le fait est de nature à être puni de peines afflictives ou infamantes, et qu'il existe contre le prévenu des charges suffisantes pour motiver la mise en accusation, le renvoi de l'inculpé devant la cour d'assises sera ordonné.

La chambre du conseil pourra, avant de statuer, ordonner qu'il sera procède à un

supplément d'information.

Si, sur le rapport du juge d'instruction, la chambre du conseil du tribunal de Gorée estime que le fait est de nature à être puni de peines afflictives ou infamantes, les pièces de la procédure et l'inculpé se-' ront renvoyés devant le juge d'instruction de Saint-Louis, pour être par lui procédé. s'il y a lieu, à un supplément d'information, et pour qu'il fasse, ainsi qu'il vient, d'être dit, son rapport à la chambre du conseil du tribunal de Saint Louis.

154. La chambre du conseil de Saint-Louis, dans le cas où elle aura pronencé la mise en accusation, décernera contre le prévenu une ordonnance de prise de corps.

Cette ordonnance contiendra le nom du prévenu, son signalement, son domicile, s'ils sont connus, l'exposé du fait, la nature du délit et l'ordre de conduire l'accusé dans la maison de justice établie près la cour su il est renvové.

Elle sera signée par chacun des juges qui l'auront rendue ; il y sera fait mention; lant de la réquisition du ministère public

que du nom des juges.

155. Si l'affaire est de la nature de celles qui sont réservées à la éour des pairs ou à la cour de cassation, le ministère public est tenu d'en requérir la suspension et le renvoi, et le tribunal de l'ordonner.

436. Le tribunal statuera par un seul et même jugement sur les délits connexes dont les pièces se trouveront en même

temps produites devant lui.

Les délits sont connexes, soit lorsqu'ils ont été commis en même temps par plusieurs personnes réunies, soit lorsqu'ils ont été commis par dissérentes personnes, même en différens temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé à l'avance entre elles; soit lorsque les coupables ont commis les uns pour se procurer les moyens de commettre les autres, pour en faciliter, pour en consommer l'exécution ou pour en assurer l'impunité.

LIVRE II. --- DE LA JUSTICE.

TITRE ICT. - DES TRIBUNAUX DE .

CHAPITRE Ier. - Des tribunaux de sinsple police.

137. Sont considérés comme contraventions de police simple, les faits qui, d'après les dispositions du quatrième livre du Code pénal, peuvent donner lieu, soit à quinze francs d'amende ou au-dessous, soit cinq jours d'emprisonnement ou audessous, qu'il y ait ou non confiscation des choses saisies, et quelle qu'en soit la

138 La connaissance des contraventions de police est attribuée aux présidens des tribunaux de première instance, qui jugeront seuls, après avoir entendu le ministère

public.

430 , 140 , 441 , 142 , 14% , 144 (sup-

primes'.

145. Les citations pour contraventions de police seront faites à la requête du ministère public ou de la partie qui ré-

Elles seront notifiées par un huissier; il en serà laissé copie au prévenu ou à la per-

sonne civilement responsable.

146. La citation ne pourra être dounée à un délai moindre que trais jours, outre un jour par deux myriamètres, à peine de nullité, tant de la citation que du jugement qui sera rendu par défaut. Néanmoins cette nullité ne pourra être proposée qu'à la première audience, avant toute exception et défe**nse.** 

Bans les cas urgens, les délais pourront être abrégés et les parties citées à comparattre même dans le jour, et à heure indiquée, en vertu d'une cédule délivrée par la

jage de police.

147. Les parties pourront comparaitre volontairement, et aur un simple avertissement, sans qu'il soit besoin de citation.

- 148. Avant le jour de l'audience, le juge de police pourra, sur la réquisition du ministère public ou de la partie civile, estimer ou faire est mer les dommages, dtesser on faire dresser des procès-verbaux, faire ou ordonner tous actes requérant cé-Jérité.
- 149. Si la personne citée ne comparalt pas au jour et à l'heure fixés par la citetion, elle sera jugée par défaut.
- 150. La personne condemnée par défaut ne sera plus recevable à s'opposer à l'exéelition du jugement ; si elle ne sé présente a l'audience indiquée par l'article suivant, sauf ce qui sera réglé ci-après sur l'appel et le recours en annulation.
- 151. L'opposition au jugement par défaut pourra être faite par déclaration en réponse au bas de l'acte de signification, ou par acte notifié dans les trois jours de la signification, outre un jour par deux myriamėtres

L'opposition emportera de droit citation la première audience après expiration des delnis, et sera réputée non avenue si

l'opposant ne comparait pas.

152. La personne citée comparaitra par elle-même ou par un fondé de procuration spéciale.

153. L'instruction de chaque affaire sera publique, à peine de nullité.

Ella se fera dans l'ordre suivant :

Les procés-verbaux, s'il y en a, seront lus par le greffier;

Les témoins, s'il en a été appelé par le ministère public ou la partie civile, seront

entendus s'il y a lieu ; la partie civile preudra ses conclusions:

La personne citée proposera sa défense et fera entendre ses témoies, si elle en a amené ou fait citer, et si, aux termes de l'article suivant, elle est recevable à les produire ;

Le ministère public résumera l'affaire et demnera ses conclusions : la partie citée pourra proposer ses observations.

Le tribunal de police propencera le ingement dans l'audience où l'instruction sera été terminée, et au plus tard dans l'audience snivente.

154. Les contraventions berofit promvégs , soit par procés-verbaux, ou rapports, soit par témoins à défaut de rapperts et

proces-verbaux, ou à leur hépui.

Nul ne sera admis, à peine de nullité: à faire preuve par témoins outre ou contré ie contenu aux proces-verbanx ou rapports des officiers de police ayant reçu de la loi le pouvoir de constater les délits ou les contraventions jusqu'à inscription de faux. Quant aux procès-verbaux et rapports faits par des agens, préposés ou officiers auxquels la loi n'a pas accordé le dzoit d'es être crus jusqu'à inscription de faux . ils pourront être débattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales, si le tribunal juge à propos de les admettre.

155. Les témoins feront à l'audience, sous peine de nullité, le serment de dire toute la vérité, rien que la vérité, et le greffier en tiendra note, ainsi que de leus noms, prénoms, age, profession et démeure, et de leurs principales déclarations.

156. Les ascendans ou descendans de la personne prévenue, ses frères et sœurs du allies en parell degré, la femme on son marl, même après le divorce pronouce, ne seront al appelés ni recus en lémoignage.

Les captifs ne pourront également entchdus ni pour, ni contre leur mattie.

Néanmoins l'audition des personnes cidessus désignées ne pourra opérer une nullite, lorsque, soit le ministère public, soit la partie civile, soit le prevenu ne se se-ront pas opposes à ce qu'elles soient entendues.

Dans ce cas, toutefols, les captifs ne seront point admis au serment, et leur déclaration ne vaudra que comme rensei-

gnement.

157. Les témoins qui ne satisferont pas à la citation pourront y être contraints par le tribunal, qui, à cet esset, et sur la citation du ministère public, prononcera dans la même audience, sur le premier defaut. l'amende; et en cas d'un second

defaut, la contrainté par corps.

Si le temoin non comparant est un captif il sera toujours contraignable par corps, sauf l'amende contre le maître, si la non comparution provient du fait de ce dernier.

158. Le témoin on le maitre du captif ainsi condamné à l'amende sur le premier défaut, et qui, sur la seconde citation produira devant le tribunal des excuses légitimes, pourra, sur les conclusions du ministère public, être décharge de l'amende.

Si le lemoin, p'est pas cité de nouveau. il pourra voloutairement comparaitre, par lui ou par un fonde de procuration speciale, à l'audience suivante pour présenter ses excuses, et obtenir, s'il y à lieu, de-

charge de l'amende.

159, Si le lait ne présente pi délit, ni contravention de police, le tribunal annulera la citation et lout ce qui aura suivi, el statuera par le même jugement sur les demandes en dommages-intérêts,

160. Si le fait est un délit qui emporte une peine correctionnelle ou plus grave; le tribunal renverta les parties devant le procureur du roi.

. 161. Si le prévenu est convaincu de confravention de police, le tribunal prononcera la peine et statuera par le même jugement sur les demandes en restitution et en dommages-interets.

162. La partie qui succombera sera condamnée aux frais, même envers la partie

publique.

. Les dépenses seront liquidées par le ju-

gement.

163. Tout jugement définitif de condam pation sera motivé, et les termes de la lol appliquée y serout inserés, à poine de nullitě.

Il y sera fait mention s'il est rendu en dernier ressort ou en premiere instance.

. 164. La minute du jugement sera signée par le juge qui aura tenu l'audience, dans les trois jours au plus tard, à peine de vingt-ciné francs d'amende contre le gref-Ber, et de prise à partie, s'il y a lieu, tant

vile poursuivront l'exécution du jugement,

chacun en ce qui le concerne.

\$ 1". - De la juridiction des maires comme juges de

166, 167; 168; 169, 170, 171 (sup-

§ II. - De l'appet des figures de police. 172. Les jugemens rendus en matière de

police pourront être attaqués par la voie d'appel, lorsqu'ils prononceront un enprisonnement.

173. L'appel sera suspensif. 174. L'appel des jugemens rendus par le tribunal de police sera porté à la cour d'appel : cet appel sera interjeté dans les dix jours de la signification de la sentença à personne on domicile.

175. Lorsque, sur l'appel, le procureur du rol ou l'une des parties le requerra, les témoins pourrout être entendus de nouveau, et il pourra même en être entendu

d'autres.

176. Les dispositions des árticles précèdens sur la solennité de l'instruction, la nature des preuves, la forme . l'authenticité et la signature du jugement définitif, a condamnation aux frais, ainsi que les peines que ces articles prononcent, seront communes aux arrêts rendus sur l'appel.

177, 178 (supprimes),

#### CALPITER II. - Des Mibananio en Mattert correctionnelle.

179. Les tribunaux de première instance en matière civile connaîtront en outre , sous le titre de tribunaux correctionnels, de tous les délits dont la peine excède cinq jours d'emprisonnement et quinze francs

, 180. Ces tribunaux pourront, en matière correctionnelle, prononcer au nombre de

trois juges,

181. S'il se commet un delit correctionnel dans l'énceinte et pendant la durée de l'audience, le président dressera procésverbal du fait, entendra le prévenu et les temoins, et le tribunal appliquera, sans désemparer, les peines prononcées par la loi.

Cette disposition aura son execution pour les délits correctionnels commis dans l'enceinte et pendant la durée des audiences meme civiles du tribunal et des audiences de la cour d'appel, sans préjudice de l'appel de droit des jugemens rendus dans ces cas par les tribunaux civils ou

correctionnels.

182. Le tribunal sera saisi, en matière correctionnelle, de la connaissance des délits de sa compétence, soit par le renvoi qui lui en sera fait d'après les art. 150 et 160 ci-dessus, soit par la citation donnée directement au prévenu et aux personnes civilement responsables du délit par la partie civile, et, dans tous les cas, par le procureur du roi.

183. La partie civile fera, par l'acte de citation, élection de domicile dans la ville gu siège le tribunal : la citation énoncera les faits, et tiendra lieu de plainte.

184. Il y aura au moins un délai de trois Jours, outre un jour par deux myriamétres, entre la citation et le jugement, à peine de nullité de la condamnation qui serait prononcée par défaut contre la personne citée.

Néanmoins cette nullité ne pourra être proposée qu'à la première audience, et avant toute exception ou défense.

185. Dans les affaires relatives à des délits qui n'entraînerent pas la peine d'emprisonnement, le prévenu pourra se faire représenter par un fondé de pouvoir; le tribunal pourra néanmoins ordonner sa comparution en personne.

186. Si le prévenu ne comparait pas, il

sera jugé par défaut.

187. La condamnation par défaut sera comme non avenue, si dans les cinq jours de la signification qui en aura été faite au prévenu ou à son domicile, outre un jour par deux myriamètres, celui-ci forme pposition à l'exécution du jugement, et notités son opposition, tant au ministère public qu'à la partie civile.

Néanmoins les frais de l'expédition de la signification du jugement par défaut et de l'opposition demeureront à la charge du

prévenu.

188. L'opposition emportera de droit citation à la première audience; elle sera non avenue, si l'opposant n'y comparaît pas, et le jugement que le tribunal aura rendu sur l'opposition ne pourra être attaqué par la partie qui l'aura formée, si ce n'est par appel, ainsi qu'il sera dit ciaprès.

189. La preuve des délits correctionnels se fera de la manière prescrite aux articles 154, 155 et 156 cl-dessus, concernant les contraventions de police. Les dispositions des articles 157, 158, 159, 160 et 161 sont communes aux tribunaux en matière cor-

rectionnelle.

190. L'instruction sera publique, à peine

de nullité.

Le procureur du roi, la partie civile ou son défenseur exposeront l'affaire; les procés-vérbaux ou rapports, s'il en a été dressé, seront lus par le greffler; les ténoins pour et contre seront entendus, s'il y a lieu, et les reproches proposés et jugés; les pièces pouvant servir à conviction ou à décharge seront représentées aux témoins et aux parties; le prévenu sera interrogé; le prévenu et les personnes civilement responsables proposeront leurs défenses; le procureur du roi résumera l'affaire et donnera ses conclusions; le prévenu et les personnes civilement responsables des délits pourront répliquer.

Le jugement sera prononcé de suite, ou,

au plus tard, à l'audience qui suivra celle où l'instruction aura été terminée.

191. Si le fait n'est réputé ni défit, ni contravention de police, le tribunal annu-lera l'instruction, la citation et tout ce qui aura suivi, renverra le prévenu et statuera sur les demandes en dommages-intérêts.

192. Si le fait n'est qu'une contravention de police, et si la partie publique ou la partie civile n'a pas demandé le renvoi, le tribunal appliquera la peine et statuera, s'il y a lieu, sur les dommages intérêts.

Dans ce cas, son jugement sera en der-

nier ressort.

193. Si le fait est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante, fe tribunal pourra décerner de suite le mandat de dépôt ou le mandat d'arrêt, et il renverra le prévenu devant le juge d'instruction compétent.

194. Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement responsables du délit, ou contre la partie civilé, les condamnera aux frais, même envers la partie publique.

Les frais seront liquides par le même

jugement.

195. Dans le dispositif de tout jugement de condamnation seront énoncés les faits dont les personnes citées seront jugées coupables ou responsables, la perne et les condamnations civiles.

Le texte de la loi dont on fera l'application sera lu à l'audience par le président; il sera fait mention de cette lecture dans le jugement, et le texte de la loi y sera insèré, sous peire de cinquante francs d'amende contre le greffier.

196 La minute du jugement sera signée au plus tard dans les deux jours par les

juges qui l'auront rendu.

Les greffiers qui délivreront expédition d'un jugement avant qu'il ait été signé seront poursuivis comme faussaires.

Les procureurs du roi se feront représenter, tous les mois, les minutes des jugemens, et en cas de contravention au present article ils en dresseront procès-verbal pour être procédé ainsi qu'il appartiendra.

197. Le jugement sera exécuté à la requête du procureur du roi et de la partie civile chacun en ce qui le concerne.

Néanmoins les poursuites pour le recouvrement des amendes et confiscations seront faites, au nom du procureur du roi par le trésorier de la colonie.

198. Le procureur du roi près le tribunal de Gorée serà tenu, dans les quinze jours qui suivront la prononciation du jugement d'en envoyer un extrait à l'officier chargé du ministère public près la cour d'appel. 199. Les jugemens rendus en matière

correctionnelle pourront être attaqués par la voie de l'appel.

200. Les appels des jugemens rendus en police correctionnelle seront portés devant la cour d'appel.

201 (supprimé'.

202 La faculté d'appeler appartiendra : 1º Aux parties prévenues ou responsables ;

20 A la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement :

3º Aux procureurs du roi près les tribunaux de première instance;

4º Au ministère public près la cour qui

doit prononcer sur l'appel.

203. Il y aura, sant l'exception portée en l'article 205 ci-après, déchéance de l'appel, si la déclaration d'appeler n'a pas été faite au greffe du tribunal qui a rendu le jugement, quinze jours au plus tard après celui où il aura été prononcé, et si le jugement est rendu par défaut, quinze jours au plus tard après celui de la signification qui en aura été faite à la partie condamnée ou à son domicile, outre un jour par deux myriamètres.

Pendant ce délai et pendant l'instance d'appel, il sera sursis à l'exécution du juge-

ment.

204 (supprimé).

205. Le ministère public près la couv qui doit connaître de l'appet devra notifier son recours, soit au prévenu, soit à la personne civilement responsable du détit, dans les deux mois, à compter du jour de la prononciation du jugement, ou, si le jugement lui a été légalement notifié par l'une des parties, dans le mois du jour de cette notification; sinon il sera déchu.

206. La mise en liberté du prévena acquitté ne pourra être suspendue lorsqu'aucun appel n'aura été déclaré ou notifié dansles trois jours de la prononciation du juge-

ment.

207. Les pièces seront envoyées par le procureur du roi au greffe de la cour où l'appel sera porté, dans les trois jours après la déclaration ou la remise de la notifica-

tion d'appel.

Si celui contre lequel le jugement a été rendu est en état d'arrestation, il sera, dans le même détai et par ordre du procureur du roi, transfèré dans la prison du lieu où siège la cour qui jugera l'appel.

208. Les arrèts rendus par défaut sur l'appel pourront être attaqués par la voie de l'opposition, dans la même forme et dans les mêmes délais que les jugemens par défaut rendus par les tribunaux correctionnels.

L'opposition emportera de droit citation à la première audience, et sera comme non

avenue, si l'opposant a'y comparatt pas. L'arrêt qui interviendra sur l'opposition ne pourra être attaqué par la partie qui l'aura formée, si ce n'est devant la cour de cassation.

209. L'appel sera jugé à l'andience dans le mois, sur un rapport fait par le conseillér

vice-président de la conr.

210. A la suite du rapport, et avant que le rapporteur et les juges énettent leur opinion, le prévenu, soit qu'il aît été acquitté, soit qu'il ait été condamné, les personnes civilement responsables du délit, la partie civile et le procureur du roi seront entendus dans la forme et ulans l'ordre prescrits par l'article 190.

211. Les dispositions des articles précédens sur la solennité de l'instruction, la nature des prenves, la forme, l'authenteité et la signature du jugement définitif de première instance, la condamnation aux frais, ainsi que les penues que ces articles prononcent, seront communes aux arrêts

rendus sur l'appel.

212. Si le jugement est réformé parce que le fait n'est réputé délit ai contraveition de police par aucune loi, la cour rénverra le prévenu, et statuera, s'if y a lieu, sur les dommages-intérèls.

213. Si le jugement est annuté parre que le fait ne présente qu'une contrivention de police, et si la partie publique et la partie civile n'ont pas demandé le renvoi, la cour prononcera la peine, et statuera également, s'il y a lieu, sur les dommagee-intérêts.

214. Si le jugement est annulé parce que le délit est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante, la cour décernera, s'il y a lieu, le mandat de dépôt ou même le mandat d'arrêt, et renverra le prévenu devant le fonctionnaire public compétent, autre toutefois que celui qui aura reudu le jugement ou fait l'instruction.

213. Si le jugement est annulé pour violation ou omission non réparée de formes prescrites par la loi à peine de nullité, la cour statuera sur le fond.

216. La partie civile, le prévenu, la partie publique, les personnes civilement responsables du délit pourront se pouryo r en cassation contre l'arrêt.

En cas de pourvoi, la cour d'appel pourra accorder, s'il y a lieu, la mise en liberté provisoire, sous caution.

TITRE II. — DES AFFAIRES QUI DOIVENT ÈTRE SOUMISES AUX ASSISES.

CHAPITRE Ier - Des mises en accusation.

217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 424, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232,

233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240 d'instruction de Saint-Louis, un mandal

(supprimés).

241. Dans tous les cas où le prévenu sera envoyé devant la cour d'assises, le second juge de Saint-Louis, faisant fonc tions du ministère public, sera tenu de rédiger un acte d'accusation.

L'acte d'accusation exposera.

1º La nature du délit qui forme la base

de l'accusation; 2º Le fait et toutes les circonstances qui

peuvent aggraver ou diminuer la peine; le právenu y sera dénommé et clairement désigné.

L'acte d'accusation sera terminé par le

résumé suivant :

En conséquence, N... est accusé d'avorcommis tel meurtre, tel vol ou tel autre crime, avec telle et telle circonstance.

242. L'ordonnance de renvoi et l'acte d'accusation seront signifiés à l'accusé, et

il lui sera laissé copie du tout.

243. Dans les vingt-quatre heures qui suivront cette signification, l'accusé sera transferé de la maison d'arrêt dans la maison de justice établie près la cour où il doit étre jugé.

· 246. Si l'aggusé ne peut être saisi qu'ne se présente point, un procedera contra lui par contumace, ainsi qu'il sera réglé ci-après au chapitre 2 du titre 4 du présent livre.

248.Le ministère public donnera avis de · l'ordonnance de renvoi à la conv d'assises. tant au maise du lieu du donnicite de l'ac cusé, s'il est connu, qu'à celui du Neu où · la délit a été commis.

248. Le prévenu à l'égard duquet le tribanal aura décidé qu'il n'y a pas lieu au renvoi à la cour d'assises ne pourra plus y être traduit à raison du même fait, à moins qu'il ne survienne de nouvelles charges.

347. Sont considérés comme charges nouvelles les déclarations des témoins, pièces et procès-verbaux, qui, n'ayant pas été soumis à l'examen du tribunal, sont cependant de nature, soit à fortifier les preuves que le tribunal aurait trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développemens utiles à la mauifestation de la vérité.

218. En ce cas, les officiers de police judiciaire et le juge d'instruction de Gorée adresseront sans délai copie des pièces et charges au juge d'instruction de Saint-Louis, lequel procédera à une nouvelle instruction, conformement à ce qui a été prescrit.

Pourra toutefois le juge d'instruction de Gorée décerner, s'il y a lieu, sur les nouvelles charges, et avant leur envoi au juge

de dépôt contre le prévenu.

249, 250 (supprimes).

CHAPITHE H. - De la formation des cours d'assises.

251. Il sera tenu des assises dans chaque arrondissement, pour juger les andividu que le tribunal de Saint-Louis y aura mivoyés.

252. Les assises se tiendrent sur la convocation qui en sera faite au nom di gouverneur, par le consciller vice-président de la cour d'appel.

253 ( supprimé ).

254, 255, 256 ( abregés comme dans k code métropolitain).

257. Les juges qui auront voie sur li mise en accusation ne pourront, dens la même affaire; ni présider les assiste » assister le président, à peine de nullité

Il en seța do même à l'égard du jus

d'instruction de Saint Louis

288. Les assises se tiendront des l chef-lieu de chaque arrandissement. 259 ( supprimé '.

260. Le jour où les assises deivent l'otvrir sem sixé par le président de la reu d'ass ses.

Les assises ne seront ploses qu'après que toutes les a Chires eriminalles qui étaien en état lers de leur euverture y autonité portées.

261. Les accusés qui ne serent missi dans la prison qu'après l'ouverture & assises ne nourront y être juges que los que le ministère public l'aura requis lorsque les accusés y aurqui consent, el lorsque le président l'auxa endenné.

Dans ce cas, le ministère public el le acqueés seront considerés comme unit ronancé à la faculté d'oxarger aucuns le cusation contra les assesseurs animent ment désignés par le sort.

il sens sinessá un procés, vesital consil· tant l'accomplissement des formalités par

crites par le présent article.

262. Les arrêts de la cour d'assist M pourront être attaqués qu**e par la vois** d in creation, at dans les formes déterninées par la loi.

263, 264, 265 (superimés).

\$ 1rt. - Fouctions du président.

266. Le président est chargé, 1º D'entendre l'accusé lors de son arrive

dans la prison; 20 De convoquer les assesseurs et de le

tirer au sort.

Il pourra déléguer ses fonctions | l'un des juges.

267. Il sera de plus chargé personnellesaent d'exposer l'affaire, de diviger les sébats, de présider à toute l'instruction, et de déterminer l'ordre entre ceux qui demanderont à parler.

li aura la police de l'andience.

268. Le président est investi d'un pouvoir discrétionnaire, en vertu duquet il pourra prendré sur lui tout ce qu'il creira utile pour découvrir la vérité; et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation.

269. Il pourra, dans le cours des débats, appeler, même par mandat d'amener, et entendre toutes personnes, ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraîtraient, d'après les nouveaux développemens donnés à l'audience, soit par les témoins, pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté.

Les témoins ainsi appelés ne prêteront point serment, et leurs déclarations ne seront considérées que comme renseigne-

men:

270. Le président devra rejeter tout ce qui tendrait à protonger les éébats, sans donner lieu d'espérer plus de certisuée dans les résultats.

§ II. — Fonctions du ministère public près la cour d'assises.

271. Le ministère public près la conr d'assises poursuivra toute personne mise en accusation suivant la forme prescrite au chapitre ix du livre les.

Il ne pourra perter à la cour aupune autre accusation, à peine de nullité, et s'il y a lieu, de prise à partie

272. Aussitét que le ministère public aura reçu les pièces, il apportera tous ses soins à ce que les aptes prélimisaires doient faits et que tout soit en état peur que les débats puissent commencer à l'époque de l'ouyesture des assises.

273. Il assistera aux débats; il requegra l'application de la peine; il sera présent à

la prononciation de l'arrêt.

274. Le vice président près la cour d'appel, soit d'office, soit en verta d'érdres supériours, charge le procureur du roi de poursuivre les délits dont il a son-unissance.

275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 262, 283 (supprimes).

\$ III. — Fonctions du projeuteur du rai au eximinel. 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290 (supprimés). CHAPITRE III. — De la procedure del ant la cour d'ussises.

291. Quand l'accusation aura été aronoucée, si l'affaire ne doit pas être jugée dans le tieu où siège le ceur d'appet, le procès sers, par les ordres du second juge du tribunal de Saint-Logis, envoyé dans les quarante-buit heures au greffe du tribunal de Gorée.

Dans tous les ess, les pièces servant à conviction qui seront restées déposées au greffe du tribunal d'instruction, ou qui auraient été apportées à celui de la cour d'assises, séront réunies dans le même délai au gréffe où doivent être remises les

pièces du procès.

293. Les quarante-huit heures courrent du moment de la signification faite à l'accusé de l'ordonnance de renvoi devant la cour d'assises.

L'accusé, s'il est détenu, sara, dans le même délai, enveyé dans la maison de justice du lieu où doivent se tenir les sesises.

293. Vingt-quatre heures au plus land après la remige des pièces au greffe et l'arrivée de l'accusé dans la maison de justice, selui-ci sera interrogé par le président de la cour d'assises, ou par le juge qu'il anna délégué.

201. L'accusé sera interpollé de déclaser le choix qu'il aura fait d'un consoit pour l'aider dans sa défense, sinon le juge lui an désignera un aur-le-champ, à poins de

multité de tout ce qui suivra.

Cette désignation sera comme non aveque, et la nullité ne sera pas prononcée si l'accusé choisit un conseil.

295 ( supprime . .

296. L'exécution de l'art. 204 sera constatée par un procès-verbal que signerant l'accusé, le jugg et le greffier. Si l'accusé ne sait ou ne veut pas signer, le procèsverbal en fera mention.

297, 298, 299, 500, 501 (supprimes).

502. Le conseil pourra communiquer avec l'accusé après son interrogatoire.

Il pourra asses prendre communication de toutes des pièses, saus déplacement et sans retarder l'instruction.

505. S'il y a de nouveaux lémoins à entendre, et qu'ils résident tures du lique où se tient la cour d'assises, le accédignt ou le juge qui le remplace aquera spranette, pour receveir leurs dépositions, le juge d'austruction de l'arnondissement qu'ils gésident et même d'un autre arrondissement; celui ci, après les avoir reques, les goverra closes et oachelées au graffler qui drit exercer ses fouctions à la cour d'assises.

304. Les témoins qui n'auront pas comparu sur la citation du président ou du juge commis par lui, et qui n'auront pas justifié qu'ils en étaient légitimement em-'pechés, on qui refuseront de faire leurs 'dépositions, seront jugés par la cour d'assises, et punis conformément à l'art. 80.

Si le témoin est un captif, l'amende sera prononcée contre le maître, dans le cas où la non comparution serait du fait

de celui-ci.

505. Les conseils des accusés pourront prendre ou faire prendre à leur frais, copies de telfes pièces du procès qu'ils juge-

ront utiles à leur défense.

Il ne sera délivré gratuitement aux acensés, en quelque nombre qu'ils puissent être, et dans tous les cas, qu'une seule co-'pie des procès-verbaux constatant' le délit et des déclarations écrites des témoins.

Les présidens, les juges et le ministère public sont tenus de veiller à l'exécution

du présent article.

306. Si le ministère public ou l'accusé ont des motifs pour demander que l'affaire ne soit pas portée à la première réunion de · la cour d'assises, ils présenteront au president de la cour une requête' en prorogation de délai.

Le président décidera si cette prorogntion doit être accordée; il pourra aussi,

d'office, proroger le délai.

307. Lorsqu'il aura été formé, à raison · du même délit, plusieurs actes d'accusation contre différens accusés, le ministère public pourra en requerir la jonction et le président pourra l'ordonner, même d'office.

308. Lorsque l'acte d'accusation contiendra plusieurs délits non connexes, le ministère public pourra requérir que les accusés ne soient mis en jugement, quant **à présent , que sur l'un** ou quelques-uns de ces délits, et le président pourra l'ordonner d'office.

309 (supprimé).

CHAPITER IV. - De l'examen, de jugement et de l'exécution.

SECTION I'. - De l'examen.

340. L'accusé comparaitra libre, et seulement accompagné de gardes pour l'em. pêcher de s'évader. Le président lui demandera son nom , ses prénonts , son âge , sa profession, sa demeure, le lieu de sa na ssance, et la classe de la population à laquelle il appartient.

Seront observées les dispositions des 'articles 8, 9, 10, 11 et 12, de la loi du 9 septembre 1835 sur les cours d'assises:

311. Le président avertira le conseil de

l'accusé qu'il ne peut rien dire contre sa conscience ou contre le respect du aux lois, et qu'il doit s'exprimer avec décence et modération.

312. Le président adressera aux astesacurs, debout et découverts, le discours

suivant:

« Vous jugez et promettez devant Dieu « et devant les hommes d'examines avec « l'attention la plus scrupuleuse les affaires « qui vous seront soumises pendant le « cours de la présente session, de n'écouter « ni la haine ou la méchanceté, ni la « crainte ou l'affection, et de ne vous dé-« cider que d'après les charges, les moyens - « de défense et les dispositions des lois, « suivant votre conscience et votre intime « conviction, avec l'impartialité et la fer-« meté qui conviennent à un homme « probe et libre, »

Chaeun des assesseurs, appelé individucliement par le président, répondra, en -levant la main : Je le jure, à peine de

315. Immédiatement après, le président avertira l'accusé d'être attentif à ce qu'il wa entendre. .

Il ordonnera au greffier de lire l'ordonnance de renvoi à la cour d'assises et l'acte d'accusation.

Le gresier fera cette lecture à hante WOIX:

514. Après cutte lecture, le président rappellera à l'accusé ce qui est contenu en l'acte d'accusation , et Ini dira : « Voilà de ".g.quoi vous êtes acousé: vous aliez, en-« tendre les charges qui serent produites « contre vous. »

...545. Le ministère public exposera le suiet de l'accusation ; il présentera ensuite la liste des témoins qui devront être entendus, soit à sa requête, soit à la requête de la partie civile, soit à celle de l'accusé.

Cette liste sera lue à haute voix par le greffier.

Elle ne pourra contenir que les témoins dont les noms, profession, condition et résidence auront été notifiés, vingt-quatre heures au moins avant l'examen de ces témoins, à l'accusé, par le ministère public ou la partie civile, et au ministère public par l'accusé, sans préjudice de la faculté accordée au président par l'article 269.

L'accusé et le ministère public pourront, en conséquence, s'opposer à l'audition d'un témoin qui n'anrait pas été indiqué, ou qui n'aurait pas été clairement désigné dans l'acte de notification.

Le président statuera de suite sur cette opposition.

316. Le président ordonnera aux témoins de se retirer dans la chambre qui leur sera déstinée : ils n'en sortiront que pour déposer. Le président prendra des précautions, s'il en est besoin, pour empêcher les témoins de conférer entre eux du délit et de l'aceusé, avant leur déposition.

317. Les témoins déposeront séparément l'un de l'autre, dans l'ordre établi par le ministère public : avant de déposer, ils prêteront, à peine de nullité, le serment de parler sans haîne et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité.

Le président leur demandera leurs noms, prénoms, âge, profession, condition, domicile ou résidence; s'ils connaissaient l'accusé avant le fait mentionné dans l'acte d'accusation; s'ils sont parens ou alliés, soit de l'accusé, soit de la partie civile, et à quel degré. Il leur demandera encore s'Hs ne sont pas attachés au service de l'un ou de l'autre:-cela fait, les témoins déposeront oralement.

313. Le président fera tenir note par le greffier des additions, changemens ou variations qui pourraient exister entre la déposition d'un témoin et ses précédentes déclarations.

Le ministère public et l'accusé pourront requérir le président de faire tenir note de ces changemens, additions et variations.

319. Après chaque déposition, le président demandera au témoin si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler; il demandera ensuite à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui.

Le témoin ne pourra être interrompu: l'accusé ou son conseil pourront le questionner par l'organe du président, après sa déposition, et dire, tant contre lui que contre son témoignage, tout ce qui pourra être utile à la défense de l'accusé.

Le président pourra également demander au témoin et à l'accusé tous les éclaircissemens qu'il croira nécessaires à la manifestation de la vérité.

Les juges, les assesseurs et le ministère public auront la même faculté, en demandant la parole au président. La partie civile ne pourra faire de questions, soit au témoin, soit à l'accusé, que par l'organe du président.

520. Chaque témoin, après sa déposition, restera dans l'auditoire, si le président n'en a ordonné autrement, jusqu'à ce que la cour se soit retirée pour délibérer.

521. Après l'audition des témoins produits par le ministère public et par la partie civile, l'accusé fera entendre ceux dont il aura notifié la liste, soit sur les faits mentionnés dans l'acte d'accusation, soit pour attester qu'il est homme d'honneur, de probité et d'une conduite irréprochable.

Les citations faites à la requête des ac-

cusés seront à leurs frais, ainsi que les salaires des témoins cités, s'ils en requièrent; sauf au ministère public à faire citer à sa requête les témoins qui lui seront indiqués par l'accusé, dans le cas où il jugerait que leur déclaration pût être utile pour la déconverte de la vérité.

Si l'accusé est un captif, le maître aura également le droit de faire entendre les témoins dont il aura notifié la liste; et, dans ce cas, les citations seront à ses frais.

322. Ne pourront être reçues les dépo-

1º Du pere, de la mere, de l'aïcul, de l'aïcule, ou de tout autre ascendant de l'accusé ou de l'un des accusés présens et soumis au même débat:

2º Des fils, fille, petit-fils, et petite-fille, - ou de tout autre descendant;

3º Des frères et sœurs :

4º Des alliés aux mêmes degrés;

50 Du mari et de la femme, même après le divorce prononcé;

6º Des affranchis, à l'égard de celui de qui ils auront reçu la liberté;

7º Des dénonciateurs dont la dénonciation est récompensée pécuniairement par la loi.

Néanmoins l'audition des personnes désignées pourra avoir lieu lorsque, soit le ministère public, soit la partie civile, soit les accusés, ne s'opposeront pas à ce qu'elles soient entendues.

Les captifs cités à charge ou à décharge ne pourront être entendus pour ou contre leur maître, qu'autant que l'accusé, le ministère public et la partie civile y auront consenti. En cas d'opposition, la cour pourra ordonner qu'ils seront entendus. Dans ces deux cas, leurs déclarations ne seront reçues qu'à titre de renseignemens et sans prestation de serment.

Lorsque, dans une affaire criminelle, la cour aura jugé convenable de recevoir la déclaration du captif pour ou contre son maître, elle pourra, par délibération prise en chambre du conseil, mettre le captif à la disposition du gouverneur, en lui exposant la nécessité qu'il y aurait que le captif sortit de la possession de son maître.

Le gouverneur statuera en conseil sur la délibération de la cour! Il ordennera, s'il y a lieu, la vente du captif, qui ne pourra être acheté par les descendans et ascendans du maître de ce captif.

En cas de vente du captif, le produit en appartiendra à son maître.

323. Les dénonciateurs autres que ceux récompeusés pécuniairement par la loi pourront être entendus en témoignage; mais la cour sera avertie de leur qualité de démonciateurs. 534. Les témoins produits par le ministère public ou par l'accusé seront entendus dans le déhat, même lorsqu'ils n'auraient pas préalablement déposé par écrit, lorsqu'ils n'auraient reçu aucune assignation, pourvu, dans tous les cas, que ces témoins soient portés sur la liste mentionnée dans l'article 545.

525. Les témoins, par quelque partie qu'ils soient produits, ne pourrout jamais

s'interpeller entre eux.

326. L'accusé pourra demander, après qu'ils auront déposé, que ceux qu'il désignera se retirent de l'audience, et qu'un ou plusieurs d'entre eux soient introduits et entendus de nouveau, soit séparément, soit en présence les uns des autres.

Le ministère public aura la mêma fa-

culté.

Le président pourra aussi l'ordonner

d'office.

337. Le président pourra, avant, pendant ou après l'audition d'un témoin, faire retirer un ou plusieurs accusés et les examiner séparèment sur quelques circonstances du procés; mais il aura soin de ne reprendre la suite des débats généraux, qu'après avoir instruit chaque accusé de ce qui es sera fait en son absence, et de ce qui en sera résulté.

528 Peudaut l'exquen, les assessents, le ministère public et les juges pourront prendre note de ce qui leur paraîtra important, soit dans les dépositions des témoins, soit dans la défense de l'accusé, pourvu que la discussion n'en soit pas in-

Lerrompue.

520. Dans le cours ou à la suite des dépositions. le président lera représenter à l'appusé toutes les pièces relatives au délit et pauvant servir à conviction, l'interpellera de répandre personnellement s'il les reconnaît; le président les tera agssi représenter

aux témoins, s'il y a lieu.

550. Si, d'après les débats, la dépasition d'un témain parait fausse. le président ponnya, sur la réquisition, soit du ministère public, soit de la partie civile, soit de l'accusé, at mêne d'office, faire sur-le-chapp mettre le témoin au état d'arrestation. Les pièces d'instruction seront en ce cas venvoyées au juge d'instruction de Saint-Louis.

331. Dans le cas de l'article précèdent. le ministère public, la partie civile qu l'accuné pourront immédiatement requérir, et la cour ordonner même d'office le renvoi de

l'affaire à la prochaine session,

553. Dans le oas où l'accusé, les témoins qu l'un d'eux ne parleraleut pas la même Langue, le président nommera d'office, à peine de nullité un interpréte agé de vingt

et un ans au moins, et lui fera, sous la même peine, prêter serment de traduire ûdélement les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différens.

L'accusé et le ministère public pourront récuser l'interpréte, en moligant leur récu-

sation.

Le président prononcera.

L'interpréte ne pourra, à peine de nullité, même du consentement de l'accusé ni du ministère public, être pris parmi les témoins, les juges et les assesseurs.

moins, les juges et les assesseurs. 555. Si l'accusé est sourd-muet, et ne sait pas écrire, le président nommera d'office pour son interpréte la personne qui aura le plus d'habitude de converser avec lui.

Il en sera de même à l'égard du témoin

sourd-muet.

Le surplus des dispositions du précédent

article sera exécuté.

Dans le cas ou le sourd-muet saurait écrire, le gression écrira les questions et observations qui lui seront faites; elles seront remises à l'accusé ou au témoin, qui donneront par écrit leurs réponsés ou déclarations. Il sera fait lecture du tont par le gressier.

554. Le président déterminera celui des accusés qui devra être soumis le premier aux débats, en commençant par le principal

accusé, s'il y en a un.

Il sera fait ensuite un débat particulier

sur chacup des autres accusés.

555. A la suite des dépositions des témoins, et des dires respectifs auxquels elles aurqut donné lieu, la partie civile ou son conseil et le ministère public seront enleudus et développeront les moyens qui appuient l'accusation.

L'accusé et son conseil pourront leur ré-

pondre.

La réplique sera permise à la partie civile et au ministère public; mais l'accusé ou son conseil auront toujours la parole les dernieze. Le président déclarera ensuite que les dépats sont terminés.

556. Le président résumera l'affaire; il rappellera les principales preuves pour ou sputre l'accusé, et il posera les questions comme il est dit en l'arlicle sujvant.

337. Les questions résultant de l'acte d'acquation ou des débats stront posées, d'une manière distincte et successive, sur le (ait principal d'abord, et, s'il y a lieu, sur chacune des circonstances aggravantes, sur chacun des faits d'excuse légale, sur la question de discernement (si l'accusé a moins de seize ans), et enfin sur la question des circonstances atténuantes que le président sera tenu de poser toutes les fois que la culpabilité de l'accusé aura été reconnue;

Le tout à peine de nullité,

538, 339, 340, 341 (supprimés).

342. Les questions étant posées, le président fera retirer l'accusé de l'auditoire, et la cour se rendra dans la chambre du conseil. Le président soumettra successivement à la délibération les questions posées à l'audience. La discussion terminée, il remeillera les voix sur chacune des questions. Les assesseurs opinerent les premiers; en commençant par le plus jeune.

343 (aspérimé).

314. Tous arrêts, même ceux de condamnation, seront rendus à la simple majorité. La déchration de culpabilité ne pourra être prononcée qu'à la majorité de cinq voix sur sept.

La décision relative aux circonstances atténuantes pourra être rendue à la majorité

empte.

545, 340, 347, 348, 340, 550 (supprimés).

581 (abrogé comme dans le code métropolitain).

552 (supprimé).

555. L'examen et les débats, une fois entamés, devront être continués sans interruption et sans aucune espèce de communication au déhors. Le président ne pourrales saspendre que pendant les intervalles nécessaires pour le repos des membres de la cour d'assises, des témoins et des accusés.

354. Lorsqu'un témoin qui aura été cité ne comparaitra pas, la cour pourra, sur la réquisition du ministère public, et ayant que les débats soient ouverts par la déposition du premier témoin inserti sur la liste, renvoyer l'affaire à la prochaine session.

555. Si, à raison de la non-comparution du témoin, l'affaire est renvoyée à la session suivante, tous les frais de citation, à dees voyages de témoins, et autres ayant pour objet de faire juger l'affaire, setont à la charge de ce témoin, et il y sera contraint, meme par corps, sur la réquisition du ministère public, par l'arrêt qui renverra les débats à la session suivante.

Le même arrêt ordonnera, de plus, que ce lémoin sera amené par la force publique devant la cour pour y être entendu.

Et néanmoins, dans lous les cas, le témoia qui ne comparaîtra pas on qui rafusera, soit de prêter serment, soit de faire sa déposition, sera condamné à la peine portée par l'article 80.

Si le témoin est un captif, et que ce soit par le fait ou du consentement du maître qu'il n'ait pas comparu, les condamnations pécuniaires énoncées ci-dessus seron! prononcées contre le maître.

356. La voie de l'opposition sera ouverie

contre ces condamnations, dans les dix Jours de la signification qui en sura été laite au témoin condamné ou à son domicile, outre un jour par deux myriamères; et l'opposition sera reçue s'il prouve qu'il a été légitimement empêché, ou que l'amende contre lui prononcée doit être modérée.

Sucreon II. - De jugement et de l'exécution.

357. Le président fera comparaitre l'accusé, et le greller lire en sa présence la déclaration de la cour,

356. Loraque l'accusé nura été déclaré non coupable, le président pronontera qu'il bet acquissé de l'arcusetion et ordonnera qu'il suit mis en liberté, s'il n'est retenu pour antre chuse.

La cour statuera ensuite sur les domminges-intérétares pertirement protendus, après que les panties aurent proposé tenra fins de hon-recuroir sur leurs défennes; et que le ministère public aura été entenda.

La com pourra néanmoins, si effe le juge captesmble; commutere le président pour entendre les jigriles, prendre commissance des pièces et faire son rapport à l'audience, où its parties pourront encore présenter leurs observations, et ou m ministère public sera entende de nouveau.

L'accisé acquitté pourra aussi obtenir des dommages-intérèts contre ces dénonciateurs pour fait de calomnie, saus néanmoins que les membres des autorités constituées puissent être ainsi poursuivis à ratsondes aris qu'ils sont tenns de donner, concertiant les délits dont ils ont eru acquérir la conmissance dans l'exercice de leurs fonctions, et sauf contre enx la demande en prise à partie, s'il y a lieu.

Le ministère public sera tenu, sur la réquisition de l'accusé, de lui faire connaitre ses dénonciateurs.

559. Les demandes en dommages-intérêts formées, soit par l'accusé contre ses dénonciateurs ou la partie civile, soit par la partie civile contre l'accusé ou le courdanné, seront portées à la cour d'assisse.

La partic civile est tenne de former sa demande en dommages-intérêts avant le jugement; plus tard, elle sera non recevable.

Il en est de même de l'accusé, s'il a connu son démonciateur.

Dans le cas où l'accusé n'aurait gennu son dénonciateur que depuis le jugement, mais avant la fin de la session, il sera tenu, sous peine de déchéance, de perfer sa demande à la cour d'assises; s'il se t'a comu qu'après la cioture de la session, sa demande sera pertée au tribunal civil.

A l'égard des tiers qui n'auraient pas été

parties au procés, ils s'adresseront au tribunal civil.

360. Toute personne acquittée légalement ne pourra plus être reprise ni accusée

à raison du même fait.

561. Lorsque, dans le cours des débats, l'accusé aura été inculpé sur un autre fait. soit par des pièces, soit par les dépositions des témoins, le président, après avoir prononcé qu'il est acquitté de l'accusation, ordonnera qu'il soit poursuivi à raison du nouveau fait ; en conséquence, il le renverra en état de mandat de comparation ou d'amener, suivant les distinctions établies par l'article 91, et même en état de mandat d'arrêt, s'il y échet, devant le juge d'instruction compétent, pour être procédé à une nouvelle instruction.

Cette disposition ne sera toutefois exécutée que dans le cas où, avant la clôture des débats, le ministère public aura fait

des réserves à fin de poursuite.

562. Lorsque l'accusé aura été déclaré coupable, le ministère public fera sa réquisition à la cour pour l'application de la loi.

La partie civile sera la sienne pour resti-

tution et dommages-intérêts.

565. Le président demandera à l'accusé s'il n'a rien à dire pour sa défense.

L'accusé ni son conseil ne pourront plus plaider que le fait est faux, mais seulement qu'il n'est pas défendu ou qualifié délit par la loi, ou qu'il ne mérite pas la peine dont le ministère public a requis l'application, ou qu'il n'emporte pas de dommages-intérêts au profit de la partie civile, ou enfin que celle-ci élève trop haut les dommagesîntérêts qui lui sont dus.

564. La cour prononcera l'absolution de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale.

565. Si ce fait est défendu, la cour prononcera la peine établie par la loi, même dans le cas où, d'après les débats, il se trouverait n'être plus de la compétence de la cour d'assises.

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la ples forte sera seule

prononcée.

566. Dans le cas d'absolution comme dans celui d'acquittement ou de condamnabion, la cour statuera sur les dommagesintérêts prétendus par la partie civile ou par l'accusé ; elle les liquidera par le même arrêt, où commettra le président pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces et faire du tout son rapport, sinsi qu'il est dit article 358.

La cour ordonnera anssi que les effets pris seront restitués au propriétaire.

Neammoins, s'il y a en condamnation.

cette restitution ne sera faite qu'en justisiant, par le propriétaire, que le condamné a laissé passer les délais sans se pourvoir en cassation, ou, s'il s'est pourvu, que l'affaire est définitivement terminée.

567. Lorsque l'accusé aura été déclaré excusable, la cour prononcera conformé-

ment au code pénal.

568. L'accusé ou la partie civile qui succombera sera condamné aux frais envers

l'Etat et envers l'autre partie.

Dans les affaires soumises à la cour d'assises, la partie civile qui n'aura pas succombé ne sera jamais tenue des frais.

Dans le cas où elle en aura consigné, en exécution du décret du 18 juin 1811, ils

lui seront restitués.

569. Les juges et les assesseurs délibéreront et opineront à voix basse; ils pourront, pour cet effet, se retirer dans la chambre du conseil; mais l'arrêt sera prononcé à haute voix par le président, en présence du public et de l'accusé. Avant de le prononcer, le président est

tenu de lire le texte de la loi sur laquelle il

est fondé.

Le greffier écrira l'arrêt; il y insérera le texte de la loi appliquée, il y fera mention que l'arrêt a été rendu à la majorité fixée par l'article 544 du présent code ; le tout à peine de cent francs d'amende.

370. La minute de l'arrêt sera signée par les juges et les assessenrs qui l'auront rendu, à peine de cent francs d'amende contre le greffier, et, s'il y a lieu, de prise à partie, tant contre le gressier que contre les membres de la cour d'assises.

Elle sera signée dans les quarante-huit heures de la prononciation de l'arrêt.

571. Après avoir prononcé l'arrêt, le président pourra, selon les circonstances, exhorter l'accusé à la fermeté, à la résignation ou à réformer sa conduite.

Il l'avertira de la faculté qui lui est accordée de se pourvoir en cassation, et du terme dans sequel l'exercice de cette sa-

culté est circonscrit.

372. Le greffier dressera un procès-verbal de la séance, à l'effet de constater que les formalités prescrites ont été observées.

Il ne sera fait mention au proces-verbal ni des réponses des accusés, ni du contenu aux dépositions, sans préjudice toutefois de l'exécution de l'article 518, concernant les changemens, variations et contradictions dans les déclarations des té-

Le procès-verbal sera signé par le président et le greffier, et ne pourra être imprimé à l'avance.

Les dispositions du présent article seront exécutées à peine de nullité.

Le défaut de procès-verbal et l'inexécution des dispositions du troisième paragraphe qui précède seront punis de cinq cents francs d'amende contre le greffier.

373. Le condamné aura trois jours francs. après celui où son arrêt lui aura été prononcé, pour déclarer au greffe qu'il se pourvoit en cassation.

Le ministère public pourra, dans le même délai, déclarer au greffe qu'il demande la

cassation de l'arrêt.

La partie civile aura aussi le même délai; mais elle ne pourra se pourvoir que quant aux dispositions relatives à ses intérėts civils.

Pendant ces trois jours, et s'il y a eu recours en cassation, jusqu'à la réception de l'arrêt de la cour de cassation, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de la cour d'assises.

374. Dans les cas prévus par les articles 409 et 412 du présent code, le ministère public ou la partie civile n'auront que vingtquatre heures pour se pourvoir.

375. La condamnation sera exécutée dans les vingt-quatre heures qui suivront les délais mentionnés en l'article 373, s'il n'y a point de recours en cassation; ou, en cas de recours, dans les vingt-quatre heures de la réception de l'arrêt de la cour de cassation qui aura rejeté la demande.

Toutefois le gouverneur pourra surseoir à l'exécution de l'arrêt, lorsqu'il aura décidé en conseil qu'il y a lieu de recourir à la

clémence royale.

576. La condamnation sera exécutée par les ordres du ministère public exerçant près la cour d'assises. Il aura le droit de requérir directement pour cet effet l'assistance de la force publique.

377. Si le condamné veut faire une déclaration, elle sera reçue par un des juges du lieu de l'exécution, assisté du gressier.

378. Le proces-verbal d'exécution sera, sous peine de cent francs d'amende, dressé par le greffier, et transcrit dans les quarante-huit heures au pied de la minute de l'arrêt. La transcription sera signée par lui, et il fera mention du tout, sous la même peine , en marge du procés verbal. Celle mention sera également signée, et la transcription fera preuve comme le procèsverbal même.

379. Lorsque, pendant les débats qui auront précédé l'arrêt de condamnation, l'accusé aura été inculpé, soit par des pièces, soit par des dépositions de témoins, sur d'autres crimes que ceux dont il était accusé, si ces crimes nouvellement manisestés méritent une peine plus grave que les premiers, ou si l'accusé a des complices en état d'arrestation, la cour ordennera qu'il soit poursuivi à raison de ces nouveaux faits, suivant les formes prescrites par le présent code.

Dans ces deux cas, le ministère public surseoila à l'exécution de l'arrêt qui a prononce la premiere condamuation jusqu'à ce qu'il ait été statue sur le second

380. Toutes les minutes des arrêts rendus par les cours d'assises de Saint-Louis et de. Gorée seront réunies et déposées au greffe du tribunal de première instance de Saint-Louis.

Le second juge vérifiera toutes ces minutes, ainsi que les procès-verbaux d'assises, et sera tenu de signaler au conseiller viceprésident les omissions de forme qu'il aurait reconnues.

#### CHAPITRE V. — Des assesseurs et de la manière de les convoquer.

581. Les collèges d'assesseurs seront, composés conformément aux dispositions de notre ordonnance du 24 mai 1837, sur l'organisation judiciaire du Sénégal.

382. Nul ne peut remplir les sonctions, d'assesseur, s'il n'a trente ans accomplis.et s'il ne jouit des droits politiques et civils,

à peine de nullité.

383. Les fonctions d'assesseur, sont incompatibles avec celles de membres de l'ordre judiciaire, de ministre du culte et de militaire en activité de service dans les armées de terre et de mer.

Les fonctionnaires appelés à faire partiede la cour d'appel et des cours d'assises ne pourront être également portés sur la liste des assesseurs.

384. Les septuagénaires seront dispensés : s'ils le requierent.

385 Nul ne peut être assesseur dans la même assaire où il aura été ossicier de police judiciaire, témoin, interprete, expert.

ou partie, à peine de nullité.

386. Il sera statué par le gouverneur, en conseil, sur les réclamations qui pourraient être élevées relativement à la formation de la liste générale dressée en exécution de l'article 40 de l'ordonnance du 24 mai 1837, concernant l'organisation judiciaire.

387. La liste des seize assesseurs de l'arrondissement sera notifiée à chacun des . accusés, au plus tard la veille du tirage

prescrit par l'article suivant.

388. Douze jours avant l'époque fixée pour l'ouverture des assises. le conseiller vice-président de la cour d'appel à Saint-Louis, et à Gorée le président du tribunal - première instance, tireront au sort, sur la Hste de seize assesseurs arrêtée par le gonverneur, le nom des trois assesseurs nécessaires pour le service de la session, et le nom d'un assesseur supplémentaire.

389 Le tiráge anra fleu en audience publique, en présence du ministère public,

des accusés et de leurs défenseurs.

A cet esset, le juge chargé da tirage déposera un a un dans une urne, après les avoir his a haute et intelligible voix, les norms des seize assesseurs de l'arrondissement éérits sur antant de bulletins.

Ne seront point mis dans l'urne les noms des assesseurs qui auraient fait le service pendant la session precedente, sauf les exceptions portées aux articles 593 et 595.

Cette opération terminée, le juge tirera sheetisivement chaque bulletin de l'urne et

lira le nom qui s'y trouve inscrit.

590. Les aceusés, quel que soit leur nonibre ou leure conseils, auront dans chaque affaire la faculté d'exercer deux récusations péremptoires; le ministère public aura le même droft.

391. La liste des assesséers de la session sera déligitivement formée lorsque le magistrat chargé du tirage aura obtenu, par le sort, le nombre de trois assesseurs et d'un assesseur supplémentaire, sans qu'il y ait eu de récusation, on lorsque les récusations auront été épuisées.

Proces-verbal du tout sera dressé par le groffier et signé da magistrat qui aura pré-

side au tirage.

393. Sept fours au moins avant l'ouverture des assises, notification sera faite, à chacun des assessents désignés par le sort, de l'extraft du proces-verbal constatant qu'il fait partie de la cour d'assisés.

Cette notification sera faite par le ministère public pres le tribunal du lieu où se sera fait le tirage et dans le ressort duquel

est domicime l'assesseut.

Elle contiendra sommation de se trouver aux iber. Heu et heure indiques pour l'ou-

verture des assises.

A défaut de notification à la personne elle sera falte à son domicile ainsi qu'à celui du maire ou de l'adjoint. Celui de ces fonctionnaires duffants reen in motification seta tenu d'un donner connaissance à l'assesseur un'elle concerne.

593. Si au jour indiqué un ou plusleurs assesseurs pavalent pas satisfait a cette notification, le nombre des assesseurs sera complété avant l'audience par le président

de la cour d'assistes.

The servent remplaires, to par l'assesseur supplementaire; so par la Vote du sort, parint les assesseurs dut résident dans la ville où se tiennent les ássises.

Le ministère public, les accusés et leurs conseils auront respectivement le droit de récuser un des assesseurs du chef-lieu que le sort aura désignés pour le remplacement de chaque assesseur absent ou empêché.

L'assesseur tombé au sort sera tenu de faire le service des assises lors même qu'il l'aurait déjà fait pendant la session pré-

cédente.

594 (supprimé). 595. Tout assesseur qui ne so sera pas rendu à son poste sur la citation qui lui aura été notifiée sera condamné par la cour d'assises à une amende, laquelle sera,

Lour la première sois, de cinquente francs au moins, et de trois cents francs

au plus:

Pour la deuxième fois, de deux cents francs au moins, et de cinq cents france au plus.

Et pour la troisième fois, de cing cents france au moine, et de mille france au

Cette dernière fois, il pourra de plus être déclaré incapable d'exercer à l'avenir les fonctions d'assesseur. L'arrêt sera affiché à ses frais.

Seront exceptés ceux des assesseurs qui justifieront qu'ils étaient dans l'impossibilité de se rendre au jour indiqué.

La cour d'assises statuera sur l'excuse présentée, sans l'assistance des assesseurs.

Les amendes seront versées au trésor colouial. Le recouvrement en sera poursuivi à la requête du ministère public et à la diligence du trésorier.

396. Les dispositions de l'article précédent sont applicables à tout assesseur qui, menre s'étant rendu à son poste, se retireraft avant la fin de la session sans l'auto-

risation du président de la cour.

597. Les mêmes amendes que celles indiquées par l'article 593 pourront êtne prononcées, et le gaiement poursuivi du la même manière, contre les médecins ou tous autres qui auraient délivré aux assesseurs dés certificats que la cour aurait cru devoir rejeter.

398. Si, par quelque événement, l'examen des accusés, sur les délits ou sur quelques-uns des délits compris dans l'acte ou dans les actes d'accusation, est renvoyé à la session suivante, l'accusé ne pourra, à peine de nullité, être jugé par aueun des assesseurs qui auront fait partie de la cour d'assises de laquelle est émané l'arrêt de renvoi.

399, 400, 401, 402, 403, 404, **40**3, 406

( supprimés ).

TITRE III. — DES MANIÈRES DE SE POUR-VOIR CONTRE LES ARBETS ET JUGE-MENS.

CHAPITRE Ier.—Des nullités de l'instruction et du jugement.

467. Les arrêts rendus en matière oriminelle ou correctionnelle, ainsi que l'instruction et les poursuites qui tès auront précédés; pourvont être annués dans les cas suivans, et sur des recours dirigés d'après les distinquions qui vont être établies.

#### \$1er. - Matières criminelles.

408. Lorsque Facouse aura subi une condamnation, et que, soit dans l'instruction et la procedure qui auront été faités devant la Gur d'assises, seit dans l'arrêt de condamnation, il y aura eu violation ou omission des dispositions que le présent côde present sous peins de multié, ceste violation ou cette omission donnera liou, sur la poursuite de la partie condamnée ou du mainteire public; à l'annuation de l'arrêt de condamnation et de co qui l'a précédé, à partir du plus ancien automat.

It en sera de même, tant dans les clas d'incompètence, que lorsqu'it aura été omis' où rélusé de promonor, soit sur une où plusieurs demandes de l'accusé, soit sur une en plusieurs véquisitions du ministère public, tendant à user d'une faculté ou d'un dreit accorde par la loi, blen que la peine de nulltié ne l'ut pas textuellement attachée à l'absence de la formalité dont l'exécution aura été deman-

409. Dans le cas d'acquittement de l'accusé, l'annolation de l'ordonnance qui l'aura prononcé et de ce qui l'aura précente ne pourra être poursoivie par le ministère public que dans l'intérêt de la loi, et ames

dée du requise.

pitijudicier à la partir acquittée.
418. Lorsque la hullité probédera de ce que l'arrêt aura prononcé une peine aura dué telle appliquée par la 181 à 1d nature

dué telle appliquée par la 101 à 1d nature du crime, l'annuistion de l'arrêt poursa ette poursairle; tent par la ministère papine que par la purus contenuée.

Ea même action appartiendra an analete tere public control les ariets d'absolution mentioniés en l'article 584, si l'absolution a été grononcés sur le fondement de la non-existence d'une los pendes qui pourtant aurait existé.

411. Lorsque la peine prononcée sera la même que celle portée par la loi qui s'applique au crime, nui ne pourra demander l'annulation de l'arrêt, sous le prétexte qu'il y adrêtt erreur dans la citation du texte de la 181.

412. Dans auenh cas, la partie civile ne pourra poursuivre l'annulation d'une ordonnance d'acquittement ou d'un arrêt d'absolution; mais si l'arrêt a prononce contre elle des condamnations civiles sepérieires aux demandes de la partie acquittée du absoute, cette disposition de l'arrêt pourra être annulée sur la demande de la partie civile.

#### S II .- Matières sorrestionnelles.

413. Les voies d'annulation exprimées en l'article 463 sont, en matière correctionnelle, respectivement ouvertés à la partie pour suivie pour un déni, au ministère pablic, et à la partie strile, s'il y en a ûne, contre tous arrêts suits distinction de ceux qui out pronoliée le renvol de la partie ou sa condainnation,

Néanmoins, forsque le rényol de cette partie auta the promocé, nul hé pourta se prévaloir contre elle de la violation ou omission des formes presentés pour as sitrer sa défénse.

La dispositión de l'article 411 est applicable aux arrêts rendus en matière correctionnelle.

#### S.III. - Mexicos de simple police.

473. La voie d'annalation est ouverte au ministère public, dans l'intérêt de la loi seulement, contre les jugemens rendus en dernier ressort par les tribunaux de police pour incompétence, excès de pouvoir et confravérition à la 141.

Ces recours seront portes à la cour d'appel, dont les afrèts en cette matière ne seront pas susceptibles d'être attaqués par voie de cassation.

# 5 IV.—Dispassions communes our paus grandes De et II. si-desque.

415. Dans le cas où la cour de essation ou la cour d'appel unduiera une instruction; elle pourra ordonnér que les Prate de la procédure à recommencer seront à la configé de l'officier ou juge instructeur qui aura commis la nante.

Neathmeins la presente d'a position n'auralleit que pour des fautes très graves, et à l'égard seulement des nullités qui seront commises dent ans après la mile en autivité du présent côde.

# CHAP.TRE II. - Des demandes en cassation.

446. Le recours en anstation captre les arrêts préparatsires et d'instruction ne sera ouvert qu'après ileurét définité l'exécution releataire ile tels airêts préparatoires se pourse en aucus cas être opposée comme du de non recevoir.

417. La déclaration de recours sera faite au greffier par la partie condamnée, et signée d'elle et du gressier; et si le déclarant ne peut ou ne veut signer, le gressier en

fera mention.

Celle déclaration pourra être faite dans la même forme par la partie condamnée ou par un fondé de pouvoir spécial; dans ce dernier cas, le pouvoir demeurera annexé à la déclaration.

Elle sera inscrite sur un registre à ce destiné; ce registre sera public, et toute personne aura le droit de s'en faire délivrer des extraits.

A l'égard des captifs, il n'y aura lieu à pourvoi que contre les arrêts emportant condamnation à la peine capitale ou aux travaux forcés à perpétuité, à moins qu'ayant été condamnés pour complicité avec des individus de condition libre. le pourvoi n'ait été formé par ceux-ci. Toutefois, le pourvoi dans ce dernier cas sera facultatif de la part des captifs.

418. Lorsque le recours en cassation contre un arrêt rendu en matière criminelle ou correctionnelle sera exercé, soit par la partie civile s'il y en a une, soit par le ministère public, ce recours, outre l'inscription énoncée dans l'article précédent, sera notifié à la partie contre laquelle il sera dirigé, dans le délai de trois jours.

Lorsque cette partie sera actuellement. détenue, l'acte contenant la déclaration de recours lui sera lu par le gressier; elle le signera; si elle ne le peut ou ne le veut, le

grether en fera mention.

Lorsqu'elle sera en liberté, le demandeur en cassation lui notifiera son recours par le ministère d'un huissier, solt à sa personne, soit au domicile par elle élu : le délai sera en ce cas augmenté d'un jour par chaque distance de deux myriamètres.

419. La partie civile qui se sera pourvue en cassation est tenue de joindre aux pièces une expédition authentique de l'arrêt.

Elle est tenue, à peine de déchéance, de consigner une amende de cent cinquante francs ou de la moitié de cette somme, si l'arrêt est rendu par contumace ou par défaut.

420. Sont dispensés de l'amende,

1º Les condamnés en matière criminelle ; 2º Les agents publics pour affaires qui concernent directement l'administration et les domaines ou revenus de l'Etat.

A l'égard de toutes autres personnes, l'amende sera encourue par celles qui succomberont dans leur recours; seront néanmoins dispensées de la consigner celles qui joindront à leur demande en cassation un certificat d'indigence à elles délivré par le maire de leur commune, visé et approuvé par le gouverneur.

421. Les condomnés, même en matière correctionnelle, à une peine emportant privation de la liberté, ne seront pas admis à se pourvoir en cassation, lorsqu'ils ne seront pas actuellement en état ou lorsqu'ils . n'auront pas été mis en liberté sous cau-

L'acte de leur écrou ou de leur mise en liberté sous caution sera annexé à l'acte de

recours en cassation.

422. Le condamné ou la partie civile. soit en faisant sa déclaration, soit dans les dix jours suivans, pourra déposer au greffe de la cour qui aura rendu l'arrêt attaqué une requête contenant ses moyens de cassation. Le greffier lui en donnera reconnaissance et remettra sur-le-champ cette requête au magistrat chargé du ministère public.

423. Après les dix jours qui suivront la déclaration, ce magistrat remettra au gouverneur les pièces du procès et les requêtes des parties, si elles en ont déposé, pour être envoyées au ministre de la marine par le premier navire qui partira pour France.

Le gressier de la cour qui aura rendu l'arrêt attaqué rédigera sans frais et joindra un inventaire des pièces, sous peine de cent francs d'amende, laquelle sera pro-

noncée par la cour de cassation.

424. Dans les vingt-quatre heures de la réception de ces pièces, le ministre de la marine les adressera au ministre de la justice, qui les transmettra à la cour de cassation.

Les condamnés pourront aussi transmettre directement au gresse de la cour de cassation, soit leurs requêtes, soit les expéditions ou copies signifiées, tant de l'arrêt que de leurs demandes en cassation; néanmoins la partie civile ne pourra user des bénéfices de la présente disposition sans le ministère d'un avocat à la cour de cassation.

425. La cour de cassation, en toute affaire criminelle ou correctionnelle, pourra statuer sur le recours eu cassation aussitôt après l'expiration des délais portés au présent chapitre, et devra y statuer dans le mois au plus tard, à compter du jour où ces délais seront expirés.

426. La cour de cassation rejettera la demande ou annulera l'arrêt, sans qu'il soit besoin d'un arrêt préalable d'admission.

427. Lorsque la cour de cassation annulera un arrêt rendu en matière correctionnelle, elle renverra le procès et les parties devant une cour royale de la métropole.

428. Lorsque la cour de cassation annulera un arrêt rendu en matière criminelle, il sera procédé comme il est dit aux articles 429, 450, 455, 454 et 455 ci-aprés.

429. La cour de cassation prononcera le

renvoi des procès, savoir :

Devant une cour d'assises autre que celle qui aura rendu l'arret, si l'arrêt et l'instruction sont annulés pour cause de nullités commises à la cour d'assises;

Devant un tribunal de première instance autre que celui auquel aura appartenu le juge d'instruction, si l'arrèt et l'instruction sont annulés aux chess seulement qui concernent les intérêts civils; dans ce cas, le tribunal sera saisi sans citation préalable en conciliation.

Si l'arrêt et la procédure sont annulés pour cause d'incompétence, la cour de cassation renverra le procès devant les juges qui doivent en connaître et les désignera.

430. Dans tous les cas où la cour de cassation est autorisée à choisir une cour pour le jugement d'une affaire renvoyée, ce choix ne pourra résulter que d'une délibération spéciale prise en la chambre du conseil immédiatement après la prononciation de l'arrêt de cassation, et dont il sera fait mention expresse dans cet arrêt.

**431**, 332 (supprimés).

433. Lorsque le procès aura été renvoyé devant une cour d'assises, et qu'il y aura des complices qui ne seront pas en état d'accusation, le juge d'instruction et le ministère public attachés au tribunal de Saint-Louis feront, chacun en ce qui le concerne, l'instruction et procéderont, s'il y a lieu, à la mise en accusation.

434. Si l'arrêt a été annulé pour avoir prononcé une peine autre que celle que la loi applique à la nature du crime, la cour d'assises à qui le procès sera renvoyé rendra son arrêt d'après la déclaration de la première cour sur la question de fait.

Si l'arrêt a été annulé pour autre cause, il sera procédé à de nouveaux débats devant la cour d'assises à laquelle le procès sera-

renvoyé.

La cour de cassation n'annulera qu'une partie de l'arrêt, lorsque la nullité ne viciera qu'une ou quelques-unes de ses dispositions.

435. L'accusé dont la condamnation aura été annulée et qui devra subir un nouveau jugement au criminel sera traduit; soit en état d'arrestation, soit en exécution de l'ordonnance de prise de corps, devant la cour d'assiscs à qui son procès sera renvoyé.

456 La partie civile qui succombera dans son recours, soit en matière criminelle, soit en matière correctionnelle, sera condamnée à une indemnité de cent cinquante francs et aux frais envers la par-

tic acquittée; absoute ou renvoyée; la partic civile sera de plus condamnée envers l'Etat à une amende de cent cipquante; francs, ou de soixante et quinze francsseulement si l'arrêt a été rendu par contumace ou par défaut.

Les administrations et les agents publics qui succomberont ne seront condamnés

qu'aux frais et à l'indemnité.

437. Lorsque l'arrêt aura été annulé, l'amende consignée sera rendue sans aucun délai, en quelques termes que soit conçu. l'arrêt qui aura statué sur le recours, et quand même il aurait omis d'en ordonner la restitution.

438. Lorsqu'une demande en cassation aura été rejetée, la partie qui l'avait formée ne pourra plus se pourvoir en cassation contre le même arrêt, sous quelque prétexte et par quelque moyen que ce soit.

439. L'arrêt qui aura rejeté la demande en cassation sera délivré dans les trois jours au procureur général près la cour de cassation, par simple extrait signé du greffier, lequel sera adressé, par l'intermédiaire du ministre de la justice, au ministre de la marine et des colonies, qui l'enverra au gouverneur du Sénégal.

440. Lorsqu'après une première cassation, le second arrêt sur le fond sera attaqué par les mêmes moyens, il sera procédé conformément à la loi du 1° ayril 1837.

441. Lorsque, sur l'exhibition d'un ordre formel à lui donné par le ministre de la justice d'après la demande de notre ministre de la marine, le procureur généralprès la cour de cassation dénoncera à la section criminelle des actes judiciaires, arrêts ou jugemens contraires à la loi, ces actes, arrêts ou jugemens pourront être annulés, et les officiers de police ou les juges poursuivis, s'il y a lieu, de la manière exprimée au chapitre 111 du titre IV du présent livre.

442. Lorsqu'il aura été rendu, par une des cours ou par un des tribuneux de la colonie, un arrêt ou jugement en dernier ressort sujet à cassation, et contre lequet néanmoins aucune des parties n'aurait réclamé dans le délai déterminé, le procureur général près la cour de cassation pourra, aussi d'office, et nonobstant l'expiration du délai, en donner connaissance à la cour de cassation; l'arrêt ou le jugement sera cassé sans que les parties puissent s'en prévaloir pour s'opposer à son exécution.

CHAPITRE III. - Des demandes en révi-

145: Lorsqu'un accusé aura été con-

damné pour un crime, et qu'un autre acéusé aura aussi été condamné par un autre arrêt comme auteur du même crime, si les deux arrêts ne peuvent se concilier et sont la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné, l'exécution des denx arrêts sera suspendue, quand mêthe la demande en cassation de l'un ou de l'aulte arrêt anrait été rejetée.

Le ministre de la justice, soit d'office, soit sur la réclamation des condamités du de l'un d'eux, ou du ministre de la marine et des colonies, chargera le procuréur général près la cour de cassation de dénoncer

les deux arrêts à cette cour.

Ladite cour, section criminelle, après avoir vérillé que les deux condamnations ne peuvent se concilier, cassera fes deux arrêts, et renverra les accusés, pour être procédé, sur les actes d'accusation subsistant, devant une cour autre que celles qui auront rendu les déux arrêts.

444. Lorsqu'après une condamnation pour homicide il sera, de l'ordre exprès du ministre de la justice, sur la demande du ministre de la marine et des colonies, adressé à la cour de cassation, section criminelle, des pièces représentées postérieurement à la condamnation et proprès à faire naître de suffisans indices sur l'existence de la personne dont la mort supposée aurait donné lieu à la condamnation, cette cour pourra préparatoirement désigner la cour d'assises qui auta rendu l'afrêt de commannation pour reconnaître l'existence et l'identité de la personné prétendue Nomicidée et les constater par l'intérrogatoffé de cette personne, par audition de témoins et par tous les moyens propres à meltre en évidence le fait destructif de la condamna-

L'execution de la condamnation sera de plein droit suspendue, jusqu'à ce que la cour de cassation ait prononce, et, s'if y a lieu ensuite, par l'arrêt préparatoire de cette cour.

La cour désignée par celle de cassation prononcera simplement sar l'identité ou non identité de la personna ; et après que son arrêt aura été, avec la procedure, transmis à la cour de cassation, celle-ef: pourra casser l'arrêt de condamnation, et même renvoyer, s'il y a lieu, l'affaire à une cour d'assises autre que celles qui en aurait primitivement connu-

445. Lorsqu'après une condamnation contre un accusé, l'un ou plusieurs des témoins qui avaient déposé à charge contre lui seront poursuivis pour avoir porte un taux témoignage dans le proces, et si l'accusation en faux témoignage est admise contre eux, ou même s'il est décerné contre eux des mandats d'arrêt, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de condamnation. quand même la cour de cassation aurait

rejeté la requête du condamné.

Si les témoins sont ensuite condamnés pour faux témoignage à charge, le ministre de la justice, sur la demande du ministre de la marine, formée, soft d'office, solt à la requête de l'individu condamné par le premier arrêt, ou du ministère public, chargera le procureur général près la cour de cassation de dénoncer le fait à cette cour.

Ladite cour, après avoit vérifie la déclaration de la cour d'assises suf laquelle le second arrêt dura ele rendu, annulera le premier atret, st, par cette declaration; les témoins sont convainces de faux témoignage à charge contre le premier conđáninė; et, pour etre procede contre Táccuse sur l'acte d'accusation subsistant, effe le renverra devant une cour d'assises autre que celles qui autont rendu, soit le premier, soit le second arrêt.

Si les accusés de faux témoignage sont acquittés, le sursis sera levé de droit, et l'arrêt de condamnation sera exécuté.

446. Les témoins condamnés pour faux temoignage ne pourront pas etre entendus dans les nouveaux débats.

447. Lorsqu'il y aura lieu de réviser une condamnation pour la cause exprimée en l'article 444, et que cette condamnation aura ete portée contre un individu mort depuis, la cour de cassation créera un curateur à sa mémoire, avec lequel se fera l'instruction, et qui exercera tous les droits du condamné.

Si, par le résultat de la nouvelle procédure, la première condamnation se trouve avoir été portée injustement, le nouvel arret déchargera la memoire du condamne de l'accusation qui avait été portée contre lui.

#### TITRE PV. -- DE OVELOUES PROCEDURES PARTICULIÈRES.

## GEAPITER ISt. - Da fauce.

448. Dans tous les procès pour faux es ecriture, la pièce arguée de faux, aussitôt qu'elle aura élé produite, sera déposée au grelle, signée et paraphée à toutes les pages par le greffier, qui dressera un procès-ver-bal détaillé de l'état matériel de la pièce. et par la personne qui l'aura déposée, si elle sait signer, ce dont il sera fait mention ; le tout à peine de cinquante francs d'amende contre le greffier qui l'aura reçue sans que cette formalité ait été remplie.

419. Si la piece arguée de faux est tirée d'un dépôt public, le fonctionnaire qui s'en dessaisira la signera aussi et la paraphera, comme il vient d'être dit, sous peine d'une

pareille amende.

450 La pièce arguée de faux sera de plus signée par l'officier de police judiciaire et par la partie civile ou son fondé de pouvoir spécial, si ceux-ci se présentent. Elle le sera également par le prévenu au moment de sa comparation.

Si les comparans ou quelques-uns d'entre cux ne peuvent pas ou ne veulent pas signer, le proces-verbal en fera mention.

En cas de négligence ou d'omission, le greffier sera puni de cinquante francs d'a-

mende.

451. Les plaintes et dénonciations en faux pourront toujours être suivies, lors même que les pièces qui en sont l'objet auraient servi de londement a des actes judiciaires ou civils.

452. Tout dépositaire public en particulier de pièces arguées de faux est term. sous peine d'y être contraint par corpe, da les remettre sur l'ordunance donnée par l'efficier du ministère public ou par le juged'instruction,

Gatte ondonnence et l'acte de dépôt lui servirond de décharge envers tons cour qui

auront intérêt à la pièce.

453. Les pièces qui seront fournies pour sorvir de comparaison seront signées et paraphées, comme il est dit aux trois gremilers articles du present chapter pour la pièce arguée de fairx, et sous les mentes pelnes.

454. Tous dépositaires publics pourront être contraints, même par corps, à fournir les pièces de comparaison qui seront en lenr possession: l'ordonnance par écrit et l'acté de dépôt leur serviront de décharge envers ceux qui pourraient avoir înteret à ces pièces.

455. S'il est nécessaire de déplacer une piéce authentique, il en sera laissé au dépositaire une copie collationnée, laquelle sera vérifiée sur la minute ou l'original par lé président du tribunal de son arrondissemont, qui en dressera proces, verbal; et si le dépositaire est une personne publique, celle copie aera par lui remise au rang de ses minutes pour en tenir lica jusqu'au renvoi de la pièce, et il pourra en délivrer des grosses ou expéditions en faisant mention du proces verbal

Néanmoins, si la pièce se trouve saire partie d'un registre, de manière à ne pouvoir en être momentapément distraile, le tribunal pourra, en ordonnant l'apport du registre, dispenser de la formalité élablic

par le présent article.

436. Les écritures privées peuvent aussi être produites pour pièces de comparaison, et être admises à ce titre si les parties intéressées les reconnaissent.

Néanmoins, les particullèrs qui, même de leur aveu, en sont possesseurs, ne peuvent être immédiatement contraints à les remettre : mais si aprés avoir été cités de ant le tribunal saisi pour faire cette remise ou déduire les motifs de leur refus, ils succombent, l'arrêt pourra ordonner qu'ils y seront contraints par corps.

457. Lorsque les témoins s'expliqueront sur une pièce du procès, ils la parapherent et la signerent ; el s'ils ne peuvent signer, la

prècès-verbei en fera mentiqui

438. St, dans le cours d'une instruction ou d'une procédure, une pièce produite cet arquée de faux par l'une des parties, elle sommera l'autre de déclarer si elle antend. se servir de le pièce.

459. La pièce sera rejetée du procés, si la: partie déclahe qu'elle ne vent per s'en sorvir, ou si dens le délai de huit jours elle se fait amoune déclaration; et il sera passé outre's l'instruction et au jugement-

Si la partie déchare qu'elle ontend se servir de la pièce, l'instruction sur le faux same suivie incidemment devant la cour saisie de

l'affaire principale.

480. Si la pastie qui a argué de faus la pièce soutient que celui qui l'a produite est l'autour ou le complier du faux, ou s'il résulte de la procédure que l'auteur en le cemplice du faux soit vivant, et la poursuits du crime non étointe par la prescription, l'accusation sera suivis ariminellement dans les formes ci-dessus prescrites.

Sa le procès est engagé au civil, il sera sursis au jugement jusqu'à ce qu'il ait été

pronencé sur le faux.

Sil siguit de crimes, délits ou contraventions, la cour ou le tribunal saisi est tenui de décider préalablement, et après avoir entendu l'officier chargé du ministère public, s'il r a lieu ou non a surscoir.

461. Le prévenu où l'accusé pourra être requis de produire et de former un corps d'écriture : en cas de refus ou de silence,

le proces verbal en fera mention. 462, \$1 la cour d'appel on l'un des tribu-naux trouve dans la visite d'un proces, même civil, des indices sur un faux et sur la personne qui l'a commis, l'officier charge dy injuistere public ou le president transmettra les pièces au juge d'instruction de Salut-Louis, et il popria même délivrer le mandat d'amener.

463. Lorsque des actes authentiques auront été déclarés faux en tout ou en partie. la cour ou le tribunal qui aura connu du faux ordongera qu'ils soient rétablis, rayés ou reformes, et du tout il sera dresse procès-verbal.

Les pièces de comparaison seront renvoyées dans les dépôts d'où elles auront été tirces, ou seront remises aux personnes qui les auront communiquées ; le tout dans le délai de quinzaine à compter du jour de l'arrêt, à peine d'une amende de cinquante francs contre le greffier.

464 Le surplus de l'instruction sur le faux se fera comme sur les autres délits.

#### CHAPITRE II. - Des contumaces.

465. Lorsqu'après une ordonnance de mise en accusation l'accusé n'aura pu être saisi, ou ne se présentera pas dans les dix jours de la notification qui en aura été faite a son domicile;

Ou lorsqu'après s'être présenté ou avoir

été saisi, il se sera évadé,

Le président de la cour d'assises rendra une ordonnance portant qu'il sera tenu de se représenter dans un nouveau délai de dix jours; sinon qu'il sera déclaré rebelle à la loi, qu'il sera suspendu de l'exercice des droits de citoyen, que ses biens seront séquestrés pendant l'instruction de la contumace, que toute action en justice lui sera interdite pendant le même temps, qu'il sera procédé contre lui, et que toute personne est tenue d'indiquer le lieu où il se trouve.

Cette ordonnance fera, de plus, mention du crime et de l'ordonnance de prise de

466. Cette ordonnance sera publiée, à son de trompe ou de tambour, le dimanche suivant, et affichée à la porte du domicile de l'accusé, à celle du maire et à celle de l'auditoire de la cour d'assises.

Le ministère public près la cour d'assises adressera aussi cette ordonnance à l'inspec-

teur colonial.

467. Après un délai de dix jours, il sera procédé au jugement de la contumace.

468. Aucun conseil ne pourra se présenter pour défendre l'accusé contumax.

Si l'accusé est absent du territoire de la colonie, ou s'il est dans l'impossibilité absolue de se rendre, ses parens ou ses amis pourront présenter son excuse et en plaider la légitimité.

469. Si la cour trouve l'excuse légitime, elle ordonnera qu'il sera sursis au jugement de l'accusé et au sequestre de ses biens, pendant un temps qui sera fixé, euégard à la nature de l'excuse et à la dis-

tance des lieux.

470. Hors ce cas, il sera procédé de suite à la lecture de l'ordonnance de renvoi à la cour d'assises, de l'acte de notification de l'ordonnance ayant pour objet la représentation du contumax, et des procès-verbaux dressés pour en constater la publication et l'affiche.

Après cette lecture, la cour, sur les conclusions du ministère public, prononcera sur la contumace.

Si l'instruction n'est pas conforme à la loi, la cour la déclarera nulle, et ordonnera qu'elle sera recommencée, à partir

du plus ancien acte illégal.

Si l'instruction est régulière, la cour prononcera sur l'accusation et statuera sur les intérêts civils, le tout sans assistance ni intervention des assesseurs.

471. Si le contumax est condamné, ses biens seront, à partir de l'exécution de l'arrêt, considérés et régis comme biens d'absent, et le compte du séquestre sera rendu à qui il appartiendra, après que la condamnation sera devenue irrévocable par l'expiration du délai donné pour pur-

ger la contumace.

472. Extrait du jugement de condamnation sera, dans les trois jours de la prononciation, à la diligence du ministère public près la cour d'assises, affiché par l'exécuteur des jugemens criminels à un poteau qui sera planté au milieu de l'une des places publiques de la ville chef-lieu de l'arrondissement où le crime aura été commis.

Pareil extrait sera, dans le même délai,

adressé à l'inspecteur colonial.

473. Le recours en cassation ne sera ouvert contre les jugemens de contumace, qu'au ministère public et à la partie civile, en ce qui la regarde.

474. En aucun cas la contumace d'un accusé ne suspendra ni ne retardera de plein droit l'instruction à l'égard de ses

coaccusés présens.

La cour pourra ordonner, après le jugement de ceux-ci, la remise des effets déposés au greffe comme pièces de conviction, lorsqu'ils seront réclamés par les propriétaires ou ayans-droit. Elle pourra aussi ne l'ordonner qu'à charge de représenter, s'il y a lieu.

Cette remise sera précédée d'un procésverbal de description dressé par le greffier,

à peine de cent francs d'amende.

475. Durant le séquestre, il peut être accordé des secours à la femme, aux enfans, au père ou à la mère de l'accusé, s'ils sont dans le besoin.

Ces secours seront réglés par l'autorité administrative.

476. Si l'accusé se constitue prisonnier, ou s'il est arrêté avant que la peine soit éteinte par prescription, le jugement rendu par contumace et les procédures faites contre lui, depuis l'ordonnance de prise de corps ou de se représenter, seront anéantis de plein droit, et il sera procédé à son ègard dans la forme ordinaire.

Si cependant la condamnation par contumace était de nature à emporter la mort civile, et si l'accusé n'a été arrêté ou ne s'est présenté qu'après les cinq ans qui ont suivi l'exécution du jugement de contumace, ce jugement, conformément à l'article 50 du code civil, conservera pour le passé les effets que la mort civile aurait produits dans l'intervalle écoulé depuis l'expiration des cinq ans jusqu'au jour de la

comparution de l'accusé en justice.

477. Dans les cas prévus par l'article précédent, si, pour quelque cause que ce soit, des témoins ne peuvent être produits aux débats, leurs dépositions écrites et les réponses écrites des autres accusés du même délit seront tues à l'audience; il en sera demême de toutes les autres pièces qui seront jugées par le président être de nature à répandre la lumière sur le délit et les cou-

pables.

478. Le contumax qui, après s'être représenté, obtiendrait son renvoi de l'accusation, sera toujours condamné aux frais occasionnés par sa contumace.

CHAPITRE III. — Des crimes commis par des juges hors de leurs fonctions et dans l'exercice de leurs fonctions.

Securon In.—De la poursuite et instruction contre des juges pour crimes et délits par eux commis hors de leurs fonctions.

479. Lorsqu'un membre du tribunal de première instance ou correctionnel, appartenant à l'ordre judiciaire, sera prévenu d'avoir commis, hors de ses fonctions, un délit emportant une peine correctionnelle, te vice-président de la cour d'appel le fera citer devant cette cour, qui prononcera sans qu'il puisse y avoir appel.

Dans le cas où le second juge serait l'objet de la prévention, les fonctions du aninistère public près la cour d'appel seront

remplies par l'inspecteur colonial.

480. Sil s'agit d'un crime emportant peine afflictive ou infamante, l'efficier chargé du ministère public près la cour d'appel et le vice-président de cette cour resupilront tous deux, le premier les fonctions d'efficier de police judiciaire, et le serond celles de juge d'instruction.

Dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article précédent, les fonctions d'offirier de police judiciaire seront remplies par

l'inspecteur colonial.

481. Si c'est un membre de la cour d'appel appartenant à l'ordre judiciaire qui soit prévenu d'avoir commis un délit on un erime hors de ses fonctions, l'officier qui aura reçu la dénonciation ou la plainte la transmettra au gouverneur, qui désignera un des membres de la cour d'appel pour remplir les fonctions de juge d'instruction-

482. Dans les cas prévus par les art. 480 et 481, le gouverneur adressera les pièces du procès ainsi que l'instruction terminée au ministère de la marine et des colonies, qui les transmettra, par l'intermédiaire du ministre de la justice, au procureur général près la cour de cassation.

Cette cour renverra l'affaire, s'il y a lieu, soit à un tribunal de police correctionnelle, soit à un juge d'instruction, pris l'un et l'autre hors du ressort de la cour d'appet

du Sénégal.

S'il s'agit de prononcer la mise en accusation, le renvoi sera fait à une cour royale.

Section II. —De la poursuite et instruction contre des juges, pour forfaiture et autres crimes pu délits relatifs à leurs fonctions.

483. Lorsqu'un des membres de l'ordre judiciaire désignés dans l'article 479 sera pévenu d'avoir commis, dans l'exercice de ses fonctions, un délit emportant une peine correctionnelle, ce délit sera poursuivi et jugéainsi qu'il est prescrit par ledit article.

484. Lorsque des fonctionnaires de la qualité exprimée en l'article précédent seront prévenus d'avoir commis un crime emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave, il sera procédé à leur égard

comme il est dit à l'article 480.

483. Lorsque le crime commit dans l'exercice des fonctions, et emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave, sera imputé, soit à un tribunal entier de première instance, soit individuellement à un ou plusieurs membres de la cour d'appel et à l'officier chargé du ministère public près de cette cour, il sera procédé ainsi qu'il suit.

486. Le crime sera dénoncé par le gouverneur au ministre de la marine et des colonies, qui pourra en informer le ministre de la justice, lequel, s'il y a lieu, donnera ordre au procureur général près la cour de cassation de le poursuivre sur la dénonciation.

Le crime pourra aussi être dénoncé directement à la cour de cassation par les personnes qui se prétendront lésées, mais seulement lorsqu'elles demanderont à prendre le tribunal ou le juge à partie, ou lorsque la dénonciation sera incidente à une affaire pendante à la cour de cassation.

487. Si le procureur général près la cour de cassation ne trouve pas dans les pièces à lui transmises par le ministre de la justice, ou produites par les parties, tous

les renseignemens qu'il jugera nécessaires, il sera, sur son réquisitoire, désigné par le premier président de cette cour un de ses membres pour l'audition des témoins et tous autres actes d'instruction qu'il peut y avoir lieu de faire dans la ville ou siège la cour de eassation.

488. Lorsqu'il y aura des témoins à entendre ou des actes d'instruction à faire hors de la ville où siège la cour de cassation, le premier président de cette cour Bra, à ce sujet, toutes délégations nécessaires à un juge d'instruction, même d'un ressort autre que celui du tribunal ou du

juge prévena.

489. Après avoir entendu les témoins et terminé l'instruction qui lui aura été déléguée, le juge d'instruction mentionné en l'article précédent renverra les procès-verbaux et les autres actes, clos et cachetés, au premier président de la cour de cassation.

490. Sur le vu, soit des pièces qui amont été transmises par le ministre de la justice, ou produites par les parties, soit des renseignemens ultérieurs qu'il se sera procurés, le premier président décornera, s'il y a lieu, le mandat de dépôt.

Ce mandat désignera la praison d'arrêt dans laquelle le prévenu devra être déposé.

491. Le président de la com de cassetion ordonnera de suite la communication de la procédure au procusour général, qui, dans les cinq joura suivans, advessora à la section, des requêtes son réquisitoire contenant la dénonciation du préveux.

492. Soit que la dénonciation portée à la section des requêtes ait été ou non précédée d'un mandat de dépôt, cette section y statuera, toutes affaires cessantes.

Si elle la resette, elle ordonnera la

mise en liberté du prévenu ;

Si elle l'admet, elle senverra le tribumi ou le juge prévenn devant les juges de la section civile, qui prononceront sur la mise en accusation.

495. La dénonciation insidente à une affaire pendante à la cour de cassation sera portée devant la section saiste de l'affaire; et, si elle est admise, elle sera retwoyée à la

section criminelle on de refle des réquêtes à la section civite, et de la section civile à

celle des requétes.

494. Lorsque, dans l'examen d'une demande en prise à partie ou de toute autre affaire, et sans qu'il y ait de dénonciation directe ni incidente, l'une des sections de la cour de cassation apercevra quelque délit de nature à faire poursuivre criminelement un tribunal ou en juge de la qualité exprimée en l'article 479, ché pourra d'office ordonner le renvoi, conformément à l'article précédent.

495. Lorsque l'examen d'une affaire portée devant les séctions réunics donnera ileu au renvol d'office exprimé dans l'article

qui précède, ce renvoi serà fait à la section civile.

496. Dans tous les cas, la section à laquelle sera fait le renyoi, sur dénonciation ou d'office, prononcera sur la mise en accusation.

Son président remplira les fonctions que la loi attribue aux juges d'instruction.

497. Ce président pourra déléguer l'audition des témoins et l'interrogatoire des prévéaus à un autre juge d'instruction, pris même hors du ressort eu se trouvera le prévenu.

498. Le mandat d'arrêt que tiélivrera le président dérignera la maison d'arrêt dans Jaquelle le prévenu devra être conduit.

499. La section de la cour de cassetion saisie de l'affaire délibérera sur la mise en accusation en séauce son publique; les juges devrons être en nombre limpair.

Si la majorité des juges trouve que la mise en accusation ne deit pas uvoir leu, la dénonciation sera rejetée par un arrêt, et le procureur général ferà mettre le pre-

venu en liberté.

500. Si la majorité des juges est pour la mise en accusation, cette mise en accusation seta pronoucée par un afrêt qui portera en même temps ordonnance de prise de corps.

En erécution de cot arrêt, l'accusé son travalété dans la maison de justice de la cour d'assises qui sons désignée par colle de

eassation dans l'agrét même.

501. L'instruction aiusi faite devant la cour de eassation ne pourra être attaquée quant à la forme.

Elle sera commune aux complices du tribunal ou du juge ponravivi, lors même qu'ils n'exercemient point des fonctions juliciaires.

192. Serent au surplus observées les antres dispositions du présent code qui ne sont pas contraires aux formes de procéder presertes par le présent chapitre.

505. Lersqu'it se trouvera, dans la section criminelle saisie du recours en cassation dirigé contre l'arrêt de la cour d'assises à inquelle l'uffaire aura été renvoyée, des juges qui assout concouru à la mise en accusation dans l'une des autres sections, ils s'abstiendront.

Es néaumoins, dans le cas d'un second racours, qui donners lieu à la rémaion des sections; tous les juges pourront en con-

mailre.

CHAPITRE IV. - Des délits contraires au respect du aux autorites constituées.

304. Lorsqu'à l'audience, ou en tout autre lieu où se fait publiquement une instruction judiciaire, l'un ou plusieurs des assistans donneront des signes publics, soit d'approbation, soit d'improbation, ou exciteront du tumulte de quelque manière que ce soit, le président ou le juge les fera expulser; s'ils résistent à ses ordres ou s'ils rentrent, le président ou le juge ordonnera de les arrêter et conduire dans la maison d'arrêt. Il sera fait mention de cet ordre dans le procés-verbal: et, sur l'exhibition qui en sera faite au gardien de la maison d'arrêt, les perturbateurs y seront reçus et retenus pendant vingt-quatre heures.

305. Lorsque le tummite aura été accompagné d'injures ou voies de fait donnant lieu à l'application utérieure de peines correctionnelles ou de police, ces peines pourront être, scance tenante, et immédiatement après que les faits auront éjé

constates, prononcées, sayoir:

Celles de simple police, sans appel, de quelque tribunal ou juge qu'elles émanent;

Et celles de police correctionnelle, à la charge de l'appel, si la condamnation a été portée par un tribunal sujet à appel qu par un juge seul.

506. S'il s'agit d'un crime commis à l'audience d'un juge seul, ou d'un tribunal sujet à appel, le juge on le tribunal, après avoir fait arrêter le délinquant et dresser procès-verbal des faits, enverra les pièces et le prévenu devant les juges compétens.

507. A l'égard des voies de fait qui auraient dégénéré en crime, on de tous autres crimes flagrans et commis à l'audience de la cour d'appel, ou d'une cour d'assises, la cour procédera au jugement

de suite et sans désemparer.

Elle entendra les témoins, le délinquant et le conseil qu'il aura choisi ou qui lui aura été désigné par le président, et après avoir constaté les faits et out le ministère public, le fout publiquement, elle appliquera la peine par un artêt qui sera motivé.

508. Dans le cas de l'article précédent, si les juges présens à l'audience sont au nombre de cinq on de six, il faudra quatre voix pour opérer la condamnation.

S'ils sont an nombre de sept, il faudra

cing voix pour condamner.

509. Le gouverneur, l'ordonnateur et les maires, en leur qualité d'officiers de police administrative ou judiciaire, lorsqu'ils rempliront publiquement quelques actes de leur ministère, exerceront aussi les fonctions de police réglées par l'article 50; et

après avoir fait saisir les perturbatenrs, ils dresseront procès-verbal du délit et enverront ce procès-verbal, s'il y a lieu, ainst que les prévenus, devant les juges compétens.

CHAPITRE V. — De la manière dont serent reçues, en matière criminelle, correctionnette ou de police, les dépositions de certains fonctionnaires.

540. Le gonverneur ne pourra jamais, si ce n'est de son consentement, être cité comme témoin, même devant la cour d'assises, à moins qu'il n'en ait été autrement ordonné par notre ministre de la marine et des colonies.

511. La déposition du gouverneur, sant l'exception ci-dessus prévue, sera rédigée par écrit et reçue par le président de la

cour d'appel.

Ce magistrat se transportera en la demeure du gouverneur, pour recevoir sa

déposition.

§12. Les dépositions ainsi reçues seront immédiatement remises au greffe et communiquées, sans délai, à l'officier chargé du ministère public.

Dans l'examen devant la cour d'assises, elles seront publiquement et soumises lues

aux déhats, sous peine de nullité.

513. Lorsque le gouverneur, cité en tèmoignage, comparaîtra en personne devant la cour d'assises, on observera à son égard le cérémonial prescrit par les ordonnances. 514, 545, 546, 547 (supprimés).

GHAPITAR VI. — De la reconnaissance de l'údencité des individus condamnés, évallés et repris.

518. La reconnaissance de l'identité des individus condamnés, évadés et repris, sera faite par la cour qui aura prononcé la condamnation.

Il en sera de même de l'indentité d'un Individu condamné à la déportation ou au bannissement qui aura enfreint son ban et sera repris; et la cour, en prononçant l'identité, ini appliquera de plus la peine attachée par la loi à son infraction.

519. Tous ces jugemens seront rendue par la cour d'assisse, sans assistance d'assesseurs, après qu'elle aura entendu les témoins appelés fant à la requête du ministère public qu'à celle de l'individu repris, si ce dernier en a fait citer.

L'audience sera publique et l'individu repris sera présent, à peine de nullité.

520. Le ministère public et l'individu repris pourront se pourvoir en cassation, dans la forme et le délai déterminés par le présent code, contre l'arrêt rendu sur la poursuite en reconnaissance d'identité, CHAPITRE VII. — Manière de procéder en cas do destruction ou d'enlèvement des pièces ou du jugement d'une affaire.

521. Lorsque par l'effet d'un incendie. d'une inondation ou de tonte autre cause . extraordinaire, des minutes d'arrêts ren-. dus en matière criminelle ou correctionnelle et non encore exécutés, ou des procédures encore indécises, auront été dé truites, enlevées, ou se trouveront égarées, et qu'il n'aura pas été possible de les rétablir, il sera procédé ainsi qu'il suit.

522. S'il existe une expédition ou copie authentique de l'arrêt, elle sera considérée , comme minute et en conséquence remise dans le dépôt destiné à la conservation

des arrêts.

A cet effet, tout officier public ou tout individu dépositaire d'une expédition ou d'une copie authentique de l'arrêt est tenu, sous peine d'y être contraint par corps, de la remettre au greffe de la cour qui l'a rendu, sur l'ordre qui en sera donné par le président de cette cour.

Cet ordre lui servira de décharge envers

ceux qui auront intérêt à la pièce.

Le dépositaire de l'expédition ou copie authentique de la minute détruite, enlevée ou égarée, aura la liberté, en la remettant dans le dépôt public, de s'en faire délivrer une expédition sans frais.

523. Lorsqu'il n'existera plus, en matière criminelle, d'expédition ni de copie authentique de l'arrêt, si la déclaration de la cour sur la question de culpabilité existe encore en minute ou en copie authentique, on procédera d'après cette déclaration à un nouveau jugement.

524. Lorsque la déclaration de la cour ne pourra plus être représentée, l'instruction sera recommencée à partir du point où les pièces se trouveront manquer tant en minutes qu'en expéditions ou copies au-

thentiques.

TITRE V. — des réglemens de juges, ET DES RENVOIS D'UN TRIBUNAL A UN AUTRE.

CHAPITRE Iet. - Des réglemens de juges.

525. Toutes demandes en réglement de juges seront instruites et jugées sommaire-

ment et sur simples mémoires.

526. Il y aura lieu à être réglé de juges par la cour de cassation, en matière criminelle, correctionnelle ou de police, lorsque des cours, tribunaux ou juges d'instruction, ne ressortissant point les uns aux autres, seront saisis de la connaissance du même délit ou des délits connexes, ou de la même contravention.

527. Il y aura lieu également à être réglé de juges par la cour de cassation, lorsqu'un tribunal militaire ou maritime. ou un officier de police militaire, ou tout autre tribunal d'exception, d'une part, la cour d'appel ou une cour d'assises, un tribunal jugeant correctionnellement, tribunal de police ou un juge d'instruction, d'autre part, seront saisis de la connaissance du même délit, ou des délits connexes, ou de la même contravention.

528. Sur le vu de la requête et des pièces, la cour de cassation, section criminelle, ordonnera que le tont soit communiqué aux parties, ou statuera définitivement.

sauf l'opposition.

529. Dans le cas où la communication serait ordonnée sur le pourvoi en conflit du prévenu, de l'accusé ou de la partie civile, l'arrêt enjoindra à l'un et l'autre des officiers chargés du ministère public près les autorités judiciaires concurremment saisies de transmettre les pièces du procès et leur avis motivé sur le conflit.

530. Lorsque la communication sera ordonnée sur le pourvoi de l'un de ces officiers, l'arrêt ordonnera à l'autre de trans-

mettre les pièces et son avis motivé. 531. L'arrêt de soit communiqué fera mention sommaire des actes d'où naîtra le conslit. et fixera, selon la distance des lieux, le délai dans lequel les pièces et les avis molivés seront apportés au greffe.

La notification qui sera faite de cet arrêt aux parties emportera de plein droit sursis au jugement du procès, et en matière criminelle à la mise en accusation, ou, si elle a déjà été prononcée, à la formation de la cour d'assises; mais non aux actes et aux procédures conservatoires ou d'instruction.

Le prévenu ou l'accusé et la partie civile pourront présenter leurs moyens sur le conflit, dans la forme réglée par le chapitre 2 du titre 3 du présent livre pour le recours en cassation.

552. Lorsque, sur la simple requête, il sera intervenu arrêt qui aura statué sur la demande en réglement de juges, cet arrêt sera, à la diligence du procureur général près la cour de cassation, et par l'intermédiaire du ministre de la marine, à qui il sera transmis par le ministre de la justice, notifié à l'officier chargé du ministère public près la cour, le tribunal ou le magistrat dessaisi.

Il sera de même notifié au prévenu ou à l'accusé, et à la partic civile, s'il y a en a

533. Le prévenu ou l'accusé et la partie civile pourront former opposition à l'arrêt dans le délai de trois jours, et dans les formes prescrites par le chapitre 2 du titre 3 du présent livre pour le recours en cassation.

534. L'opposition dont il est parlé au précédent article entraînera de piein droit sursis au jugement du procès, comme il est

dit en l'article 531.

535. Le prévenu qui ne sera pas en arrestation, l'accusé qui ne sera pas retenu dans la maison de justice, et la partie civile, ne seront point admis au bénéfice de l'opposition, s'ils n'ont, antérieurement ou dans le délai fixé par l'article 533, élu domicile dans le lieu où siège l'une des autorités judiciaires en conflit.

A défaut de cette élection, ils ne pourront non plus exciper de ce qu'il ne leur aurait été fourni aucune communication, dont le poursuivant sera dispensé à leur

égard.

536. La cour de cassation, en jugeant le conflit, statuera sur tous les actes qui pourraient avoir été faits par la cour, le tribunal et le magistrat qu'elle dessaisira.

557. Les arrêts rendus sur les conflits ne pourront pas être attaqués par la voic de l'opposition, lorsqu'ils auront été précédés d'un arrêt de soit communiqué, dûment exécuté.

558. L'arrêt rendu, ou après un soit communique, ou sur une opposition, sera notifié aux mêmes parties et dans la même forme que l'arrêt qui l'aura précédé.

539. Lorsque le prévenu ou l'accusé, l'officier chargé du ministère public ou la partie civile, aura excipé de l'incompétence d'un tribunal de première instance ou d'un juge d'instruction, ou proposé un déclinatoire, soit que l'exception ait été admise ou rejetée, nul ne pourra recourir à la cour de cassation pour être réglé de juges, sauf à se pourvoir devant la cour d'appel contre la décision portée par le tribunal de première instance ou le juge d'instruction, et à se pourvoir en cassation, s'il y a lieu, contre l'arrêt rendu par la cour d'appel.

540. Lorsque deux juges d'instruction ou deux tribunaux de première instance, établis dans le ressort de la même cour royale seront saisis de la connaissance du même délit ou de délits connexes, les parties seront réglées de juges par cette cour, suivant la forme prescrite au présent chapitre, saufle recours, s'il y a lieu, à la cour

de cassation.

Lorsque deux tribunaux de police simple seront saisis de la connaissance de la même contravention ou de contraventions connexes, les parties seront réglées de juges par le tribunal auquel ils ressortissent l'un et l'autre; et s'ils ressortissent à différents tribunaux, elles seront réglées par la cour d'appel, sauf le recours, s'il y a lieu, à la cour de cassation.

541. La partie civile, le prévenu ou l'accusé qui succombera dans la demande en réglement de juges qu'il aura introduite, pourra' être condamné à une amende qui toutefois n'excédera point la somme de trois cents francs, dont moitié sera pour la partie.

CHAPITRE II. - Des renvois d'un tribunal a un untre.

542. En matière criminelle et correctionnelle, la cour de cassation peut, sur la réquisition du procureur général près cette cour, renvoyer la connaissance d'une affaire d'une cour d'assises à une autre, d'un tribunal correctionnel à un autre tribunal de même qualité, d'un juge d'instruction à un autre juge d'instruction, pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

Ce renvoi peut aussi être ordonné sur la réquisition des parties intéressées, mais seulement pour cause de suspicion légitime.

543. La partie intéressée qui aura procédé volontairement devant une cour, un tribunal ou un juge d'instruction, ne sera reçue à demander le renvoi qu'a raison des circonstances survenues depuis, lorsqu'elles seront de nature à faire naître une suspicion légitime.

544. Les officiers chargés du ministère public pourront se pourvoir immédiatement devant la cour de cassation pour demander le renvoi pour cause de suspicion légitime; mais lorsqu'il s'agira d'une demande en renvoi pour cause de streté publique, ils seront tenus d'adresser leurs réclamations, leurs motifs et les pièces à l'appui, au ministre de la marine et des colonies, lequel pourra-les envoyer au ministre de la justice, qui les transmettra, s'il y a lieu, à la cour de cassation.

545. Sur le vu de la requête et des pièces, la cour de cassation, section criminelle, statuera définitivement, sauf l'opposition, ou ordonnera que le tout soit communiqué.

546. Lorsque le renvoi sera demandé par le prévenu, l'accusé ou la partie civile, et que la cour de cassation ne jugera à propos ni d'accueillir ni de rejeter cette demande sur-le-champ, l'arrêt en ordonnera la communication à l'officier chargé du ministère public près la cour, le tribunal ou le juge d'instruction saisi de la connaissance du délit, et enjoindra à cet officier de transmettre les pièces avec son avis motivé sur la demande en renvoi; l'arrêt ordonnera de plus, s'il y a lieu,

que la communication sera faite à l'autre

partie.

'547. Lorsque la demande en renvoi sera formée par l'officier chargé du ministère public, et que la cour de cassation n'y statuera point définitivement, elle ordonnera, s'il y a lieu, que la communication sera faite aux parties, ou prononcera telle autre disposition préparatoire qu'elle jugera nécessaire.

548. Tout arrêt qui, sur le vu de la requête et des pièces, aura définitivement statué sur une demande en renvoi, sera, à la diligence du procureur général près la cour de cassation, et par l'intermédiaire du ministre de la marine, auquel il sera transmis par le ministre de la justice, no-tifié, soit à l'officier chargé du ministère public près la cour, le tribanal ou le juge d'instruction dessaisi, soit à la partie civile, au prévenu eu à l'accusé, en personne ou au domicile étu.

549. L'opposition ne sera pas rècue si elle n'est pas formée d'après les règles et dans le délai fixés au chapitre 1<sup>er</sup> du présent titre.

550. L'opposition reçue emporte de plein droit sursis au jugement du procés, comme il est dit en l'art. 551.

551. Les articles 525, 530, 531, 534, 535, 536, 537, 538 et 541, seront communs aux demandes en renvoi d'un tribunal à un autre.

552. L'arrêt qui aura rejeté une demande en renvoi, n'exclura pas une nouvelle demande en renvoi, fondée sur des faits survenus depuis.

#### TITRE VI. DES COURS SPÉCIALES.

(Articles 553 à 599 abrogés, comme dans le Code métropolitain.)

TITRE VII. — DE QUELQUES OBJETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET DE SURETÉ GÉ-NÉRALE.

CHAPITRE Iet. — Du dépôt général de la notice des Jugomens.

600. Les greffiers des tribunaux correctionnels et des cours d'assises seront tenus de consigner, par ordre alphabétique, sur un registre particulier, les noms, prénoms, classe, profession, âge, lieu de naissance et résidence de tous les individus condamnés à un emprisonnement correctionnel ou à une plus forte peine : ce registre contiendra une notice sommaire de chaque affaire et de la candamnation, à peine de cinquante francs d'amende pour chaque omission.

601. Tous les ans, les greffiers enverront,

sous peine de cent francs d'amende, copie du même registre au vice-président de la cour d'appel, qui en remettra au gouvermeur, pour être expédié au ministre de la marine et des colonies, extrait en double expédition, en ce qui concernera seulement les condamnés originaires de France.

Ces extraits seront transmis par le ministre de la marine au ministre de la justice et au ministre chargé de la police géné-

rale.

602 (supprimé).

CHAPITRE II. — Des prisons, maisons d'arrêt et de justice.

603. Indépendamment des prisons établies pour peines, il y aura dans chaque arrondissement, près du tribunal de première instance, une maison d'arrêt pour y retenir les prévenus; et près de chaque cour d'assises, une maison de justice pour y retenir ceux contre lesquels il aura été rendu une ordonnance de prise de corps.

604. Les maisons d'arrêt et de justice seront entièrement distinctes des prisons

établies pour peines.

605. L'ordonnateur veillera à ce que ces différentes prisons soient non sculement sûres, mais propres, et telles que la santé des prisonniers ne puisse être aucunement altérée.

Le conseiller vice-président en aura la surveillance et tiendra la main à ce que personne n'y soit détenu illégalement.

606. Les gardiens de ces maisons seront nommés par l'autorité administrative.

607. Les gardiens des maisons d'arrêt, des maisons de justice et des prisons, seront tenus d'avoir un registre,

Ce registre sera signé et paraphé à toutes les pages, par le juge d'instruction pour les maisons d'arrêt; par le président de la cour d'assises, ou en son absence par le président du tribunal de première instance, pour les maisons de justice, et par l'ordonnateur pour les prisons pour peines.

608. Tout exécuteur de mandat d'arrêt, d'ordonnance de prise de corps, d'arrêt ou de jugement de condamnation, est tenu, avant de remettre au gardien la personne qu'il conduira, de faire inscrire sur le registre l'acte dont il sera porteur; l'acte de remise sera écrit devant lui.

Le tout sera signé tant par lui que par le gardien.

Le gardien lui en remettra une copie signée de lui, pour sa décharge.

609. Nul gardien ne pourra, à peine d'être poursuivi et puni comme coupable de détention arbitraire, recevoir ni retenir aucune personne qu'en yertu, soit d'un mandat de depot, solt d'un mandat d'arrêt décerné selon les formes prescrites par la loi, soit d'une ordonnance de renvol devant une cour d'assises, d'un décret d'accusation ou d'un arrêt ou jugement de condamnation à une peine afflictive ou à un emprisonnement, et sans que la transcription en ait été laite sur son registre.

Il n'est point dérogé hux dispositions de la législation coloniale en ce qui concerné les arrestations par mesure de haute police, et en ce qui concerne les droits des mattres à l'égard de leurs captifs.

610. Le registre ci dessus mentionné contiendra également, en marge de l'acte de rémise, fa date de la sortie, du prisonnier, ainsi que l'ordonnance, l'arrêt ou le jugement en vertu duquel elle aura lieu.

641. Le juge d'instruction est tenu de visiter, au moies une fois par mois, les personnes retenues dans la maison d'arrêt de l'arrendissement.

de l'arrondissement.

Une foia en moina dans le cours de chaque assion de la cour d'assises; le préaident de cette cour est tenu de visiter les personnes retonnes dans la muison de juntice.

L'ordonnateur est tenu de visiter, an suoipa une foia par an, tautes les imainens de justice et prisons, et tous les puisonsonniers de la colonie.

612 (supprimé).

615. L'ordonnateur veillens à ce que la nourriture des prisonniers soit suffisante et saine : la police de ces maisons lui appartiendra.

Le juge d'instruction et le président des assises pourront néampoins donner respontivement tous les ordres qui devront être exécutés dans les maisons d'arrêt et de jusfice, et qu'ils croiront nécessaires, soit pour l'instruction, soit pour le jugement.

614. Si quelque prisonnier use de monaces, injures ou violences, soit à l'égard du gardien on de ses préposés, soit à l'égard des autres prisonniers, il sera, sur les ordres de qui il appartiendra, resserré plus étroltement, enfermé seul, même mis aux fers en cas de l'ureur ou de violence grave, sans préjudice des poursaîtes auxquelles il pourrait avoir donné lieu.

CHAPITRE III. — Des moyens d'assurer la liberto individuelle contre les détentions illégales ou d'autres actes arbitrateur.

615. En exécution des articles 77, 78, 79, 80, 81 et 82 de l'este des constitutions du 22 frimaire au VIII (1), guiconque aura connaissance qu'un individu est désann dons un lieu qui n'a pas été destiné à servir de maison d'arrêt, de justice ou de prison, set tous, des donner avia au procueren du roi, qu' juge d'instruction ou au vice-pré-

sident de la cour d'appel.

616. Tout shicier charge du ministère public, tout juge d'instruction, ent tenn d'olice, ou ser l'eyis qu'it en aum regiu, sous puise d'être poutsaini comme complice de détention arbitraire, de s'y trondeparter oussitôt, et de faire mettre en liberté la personne détenue, ou, s'il est allégué quelque esuss légale de détention, de la faire conduire sur-le-champ devant le magistrat compétent.

Li dressera du tout sen procès-nerbel.

617. Il rendra, au hesoia, une ordenmanes dans la forme prescrite par l'art. 93 du présent codo.

En ens de résistance, il pourra se faire assister de la force mécessaire, et toute

<sup>(1)</sup> Art. 77. « Pour que l'acte qui ordonne l'ar« restation d'une personne puisse être exéculé, il
« faut, 1° qu'il exprime formellement le motif de
« l'arrestation et la loi en exécution de laquelle
« elle est ordonnée; 2° qu'il émane d'un fonction« naire à què le les au donné formellement ce
» pouvoir; 3° qu'il soit notifié à la personne arrè«; tée, et qu'il lui en soit laissé copie. »

Art. 78. « Un gardien on geoffer ne peut neces, « voir ou détenir auquine personne qu'après, avoir « transcrit sur son registre l'acte qui ordonne l'ari« restation; cet acte doit être un mandat donné dans les formes prescrites par l'article précèdent, « ou une ordonnance de prise de corps, ou un de« cret d'accusation; ou un jugement.»

Art. 79. Tout gardien en gedler est tenu, suns qu'accun ordre puisse l'en dispenser, de répré encter la personne détenne à l'officier de l'état civil a syant le police de la maison de détention, toutes a les fois qu'il en sera réquis par cet officier.

Art. 80: « La représentation de la personne de « lenge ne pourra étre refusée à ses parceus et manis, » porteurs de l'ordre de l'officier civil , laquel sera « loujours tenu de l'accorder, à moins que le gardien ou le geolier ne représente une ordonnance « du juge pour tenir la personne au secret. »

Atí. 87. 4 Tous ceux qui, n'ayant point récu de la loi le pouvoir de l'aire arrêter, donneront; sissemeront, exécutivient l'investation d'une persegneront, exécutivient l'investation d'une perseus la cas de l'arrestelique, autorisée par la loi, receveront ou retiendront la personne arrêtée dans un lieu de détention non publiquement et légale lement désigné comme tel, et tous les gardiens ou geoliers qui contreviendront aux dispositions cues trois articles précédéns, seront compables du seriuse de détention arhitraire, »

Art. 82. s Tontes riguours suntloyées dans ées arts restations, détentions on exécutions, autres que a celles autorisées par les lois, sont des crimes, s

personne requise est tenue de prêter main-

618. Tout gardien qui aura refusé, ou de montrer au porteur de l'ordre de l'officier civil ayant la police de la maison d'arrêt, de justice ou de la prison, la personne du détenu, sur la réquisition qui en sera faite, ou de montrer l'ordre qui le lui défend, ou de lui faire l'exhibition de ses registres, ou de lui laisser prendre telle copie que celui-ci croira nécessaire de partie de ses registres, sera poursuivi comme coupable ou complice de détention arbitraire.

# HAPITAS IV. — De la réhabilitation des condamnés.

 619. Tout condamné à une peine afflictive ou infamante qui aura subi sa peine ou qui aura obtenu, soit des lettres de commutation, soit des lettres de grâce, pourra être réhabilité.

La demande en réhabilitation ne pourra être formée par les cendamnés aux travaux forcés à temps, à la détention ou à la reclusion, que cinq ans après l'expiration de leur peine, et par les condamnés à la dégradation civique, qu'après cinq ans, à compter du jour où la condamnation sera devenue irrévocable, et cinq ans après qu'ils auront subi la peine de l'emprisonnement, s'ils y ont été condamnés. En cas de commutation, la demande en réhabilitation ne pourra être formée que cinq ans après l'expiration de la nouvelle peine, et, en cas de grâce, que cinq ans après l'enragistrement des lettres de grâce.

620. Nul ne sera admis à demander sa réhabilitation, s'il ne demeure depuis cinq sans dans le même arrondissement de tribunal de première instance, et s'il ne joint à sa demande une attestation de bonne conduite, qui lui aura été donnée par les maire, adjoints ou autres autorités dans le territoire desquelles il aura demeuré ou résidé pendant le temps qui aura précédé sa demande.

Cette attestation de bonne conduite ne pourra lui être délivrée qu'à l'instant où il quitterait son domicile ou son habitation.

L'attestation exigée ci-dessus devra être approuvée par l'ordonnateur de la colonie.

821. La demande en réhabilitation, l'attestation exigée par l'article précédent, et l'expédition du jugement de condamnation seront déposées au gresse de la cour d'appel.

622. La raquête et les pièces seront communiquées au magistrat chargé du ministère public près la cour d'appel; il donnera ses conclusions motivées et par écrit. 625. L'affaire sera rapportée à la cour.

624. La cour et le ministère public pourront, en tout état de cause, ordonner de nouvelles informations.

625. La notice ou demande en réhabilitation sera affichée à la porte de l'auditoire de la cour d'appel et de la cour d'assises qui a prononcé la condamnation. Cette formalité sera dûment constatée par un procès verbal.

626. La cour d'appel, le ministère pu-

blic entendu, donnera son avis.

627. Cet avis ne pourra être donné que trois mois au moins après la présentation de la demande en réhabilitation.

628. Si la cour d'appel est d'avis que la demande en réhabilitation ne peut être admise, le condamné pourra se pourvoir de nouveau, après un nouvel intervalle de

eing ans.

629. Si la coar d'appel pense que la demande en réhabilitation peut être admise, son avis, ensemble les pièces exigées par l'article 620, seront, par le gouverneur, sur le rapport qui lui en sera fait par le wice-président de la cour, et dans le plus brel délai, transmis au ministre de la marine et des colonies, avec ses observations et son avis.

650. Il en sera fait rapport à sa majesté par le ministre de la marine et des colonies.

631. Si la réhabilitation est prononcée, il en sera expédié des lettres où l'avis de la cour d'appel sera inséré.

632. Les lettres de réhabilitation seront adressées à la cour d'appel; il en sera envoyé copie authentique à la cour qui aura prononcé la condamnation, et transcription des lettres sera faite en marge de la minûte de l'arrêt de condamnation.

635. La réhabilitation fera cesser pour l'avenir, dans la personne du condamné, toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation.

634. Le condamné pour récidive ne sera jamais admis à la réhabilitation.

### CHAPITRE V. - De la prescription.

635. Les peines portées par les arrêts rendus en matière criminelle se prescrirent par vingt années révolues, à compter de la date des arrêts.

Néanmoins le condamné ne pourra résider dans la colonie lorsque celui sur lequel ou contre la propriété duquel le crime aurait été commis ou ses héritiers directs y résideront.

Le gouverneur pourra assigner au condamné le lieu de son domicile.

656. Les peines portées par les arrêts rendus en matière correctionnelle se prescrirout par cinq années révolues, à compter de la date de l'arrêt; et à l'égard des peines prononcées par les tribunaux de première instance, à compter du jour où ils ne pourront plus être attaqués par la voie de l'appel.

637. L'action publique et l'action civile résultant d'un crime de nature à entraîner la prine de mort ou des peines afflictives perpétuelles, ou de tout autre crime emportant peine afflictive ou infamante, se prescriront après dix années révoluès, à compter du jour où le crime aura été commis, si dans cet intervalle il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite,

S'il a été fait, dans cet intervalle, des actes d'instruction ou de poursuite non suivis de jugement, l'action publique et l'action civile ne se prescriront qu'après dix années révolues, à compter du dernier acte, à l'égard même des personnes qui -ne seraient pas impliquées dans cet acte d'instruction ou de poursuite.

638. Dans les deux cas exprimés en l'article précédent, et suivant les distinctions d'époques qui y sont établies, la durée de la prescription sera réduite à trois années révolues, s'il s'agit d'un délit de nature à être puni correctionnellement.

A l'égard des écrits imprimés et publiés dans la métropole, contenant des faits punissables selon la loi et qui seraient relatifs à des personnes domiciliées au Sénégal, l'action publique se prescrira par

١

639. Les poines portées par les jugemens rendus pour contravention de police seront prescrites après deux années révolues, savoir : pour les peines prononcées par arrêt ou jugement en dernier ressort, à compter du jour de l'arrêt; et à l'égard des peines prononcées par les tribunaux de première instance, à compter du jour où ils ne pourront plus être attaqués par la voie de l'appel.

640. L'action publique et l'action civile pour une contravention de police seront prescrites après une année révolue, à compter du jour où elle aura été commise, même lorsqu'il y aura eu procès-verbal, saisie, instruction ou poursuite, si dans cet intervalle il n'est point intervenu de condamnation; s'il y a eu un jugement définitif de première instance, denature à être attaqué par la voie de l'appel, l'action publique et l'action civile se prescriront après une année révolue à compter de la notification de l'appel qui en aura été int<del>erjelé</del>.

641. En aucun cas, les condamnés par défaut ou par contumace dont la peine est prescrite ne pourront être admis à se présenter pour purger le défaut ou la contumace.

642. Les condamnations civiles portées par les arrêts ou par les jugemens rendus en matière criminelle, cortectionnelle ou de police, et devenus irrévocables, se prescriront d'après les règles établies par

le Code civil.

643. Les dispositions du présent chapitre ne dérogent point aux lois particulières relatives à la prescription des actions résultant de certains délits ou de certaines contraventions.

644. Sont abrogées toutes dispositions contraires à celle de la présente ordon-

nance.

645. Notre ministre de la marine et des colonies (M. Rosamel) est chargé, etc.

16 JARVIER == 10 AVRIL 1838. - Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Dunkerque sous le titre de l'Union des Nord, Compagnie d'assurance, contre les risques de navigation maritime et intérieure. (IX, Bull. sapp. CCCL, n. 11911.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce ; notre conseil d'Etat entendu , etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à Dunkerque ( Nord ) sous le titre de l'Union du Nord, Compagnie d'assurance contre les risques de navigation maritime et intérieure, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 30 décembre 1837, devant Me Dessaignes et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans pré-

judice des droits des tiers.

3. La société sera tenue d'adresser, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au préfet du Nord, à la chambre de commerce et au gresse du tribunai de commerce de Dunkerque.

4 Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce ( M. Mar-

tin du Nord ) est chargé, etc.

Art. 14. Il y aura entre les souscripteurs ci-après nommés une société anonyme, laquelle prendra le titre de l'Union du Nord, Compagnie d'assurance nous les méssisses de la masignation total time d'intérieure, le Le ilomistie societ de la sompagnie est fisé à

Dunkerque.

3. L'objet de cette société est d'assurer les risques de iner et de navigation intérieure, à l'exclusion des risques de guerre. Toute operation non 1214/106 à 281 distribute hil est expressement interdite:

·····A. La plande da l'association sera de dix-kuit smmées cutières et révolues, qui commencaront à compler de la date de l'ordoupence qui l'insti-

5. La compagnie commencera ses operation aus-

### Du Capital de garantia.

d. Le capital de la compagnie est d'un million de francs, divisé en mille actions appointaires de

mille france chacune.

7. La propriété des actions sera constatée par thie inscription nominare au registre à ce d'esting. dont un extrait en forme sera delivre aux actibiltration et du directeur de la colimbiquie pausitot après le premier versement effectué conformément à l'article suivant.

8. Les actionnaires feront up premier versement de vingt pour cent (soit deus cents francs) sur chacune de leurs actions, des que la compagnie commencera ses operations : tout versement ulterieur ne pourra être réclamé sans que les actionnaires ne

sbient prevenus quinze jours à l'assance.

9. Tout versement réclamé conformément aux dispositions des présens statuts sera esigible immédialement après que les quinze jours fixés par l'ar-ticle précèdent séront écoules; à défaut de paie-ment, le conseil d'administration lera vendre les desidus en souttraitée par le ministère d'un agent de change et sum sucure formalisé judichaire : fadite vente aura lieu pour compte des netardataires et sans préjudice de leur responsabilité envers la compagnie pour la moindre value, s'il y cu avait.

10. En cas de faillite ou de suspension de paiement d'un actionnaire, ses actions seront vendues à son profit par l'administration de la compagnie : cette vente se fera publiquement ou à l'amiable,

· per l'entrelibe d'un agent de change.

11. Testro les sectoris mant nominatives; la transmission s'en opère au moyen d'un sole de transfert consigné sur un registre tenn à cet effet au domicile social ; ce transfert est signé du cédant, du cessionnaire ou de leurs mandataires , ainst que "Ab Girebiebt et d'un des koministrateurs. La murestion de mentionnée du clos de l'adition parison yies signs du simeteur. Bour le validité du tramfert à l'égard de la souigté, la cessionnaise doit être agrée présjablement au fransiert par le conseit d'administration ; l'exercice de ce droit d'agrément ne doit avoir d'agtre objet que la parfaite solvabl-- Mie ilti totsionnaire.

) 'quarmécemitérain que agrément inn tipit ; d'uns 'aucun ent, s'appliquer son ettions dont la litulaire, cédant ou cessionneire d'hippereit la voleur en rentes ou effets publics dans la caisse de la société.

12. Aucun motif ne ponrea faire perdre aux acbellone.

13. Tout action airs mon dolancilie à Dunkesque devra élire domicile en cette ville, afin d'y recewair ites matifications relatives à ses divoits on à ses · chilipations opens bespeides.

### De l'Administration.

14. L'administration de la cumpagnie sera composée d'un directeur et d'en comité composé de cind administrateurs, qui éliront cheque année, entre eux, un president du conseil d'administra-

15. Le conseil d'administration s'assemblen misti souvept de le bien de la société le demandera ; à cet effet, il sera fait un segtement patti-

oulier d'administration.

16. Les décisions ne pourront être prises sans le présence de trois administrateurs su moins.

17. Le directeur aufste aux seunces du conseil et y awolu constitutive. i !!

18. Tous les augubres de l'administration de vront resides à Dunkerque et rester actionnaire de la compagnie pendant topte la dorce de leut

fonctions.

19. Le nombre des actions dont les mentures de l'allaithistration devront rédler thataites peliant mble in theres de leurs festiblions seils de vingt four tiction but take transaction proof paties of the proposerities of

arateurs. 20. Les membres de l'administration, n'agissant que comme mandataires de la société, ne seront responsables true de l'execution de four mandat.

21. Les ciuf administrateurs seront nommés per Passendidés gérérate tien actionnaires. Leurs fondtions seront grateites, discerent remaines pure

lus de trois aus en trois ans.
22. Les attributions des administrateurs sont de delillet de tous les obliets generaux, d'aidet le diof sen comptes au strains alone fois plan un de off je dtoit d,ou bietrgee counsissance Unaud put jen. semble. Ils ordonnent de faire reassurer les risques qu'ils croient ne pas devoir garder; ils délibérent et arrêterit les conditions générales des contrals; As fixent le plein au maximum sur chaque raque Bequel me popri i diens micun ens, displacer that pour voetit du capital ecreorit ; ils sirichent fie dest ses brimes et les conditions que bolicas (je combagnie adopte provisoirement le texte des polices d'assurances en usage sur la place de Dunkerque. 25. Bil cas d'absence du de malatie dun somitiletenteter, les mittres thumbres de l'adesimitation okoisioant, s'il y o respecté sum actionamire par le remplacer jusqu'à son retour, qu son rétabliss-

ment. 24. En cas de retraite ou de décès d'un administrateur, les autres membres de l'administration hi cholstront on vaccesseur par Sakerin jumpila prochaine assemblée gendrate, on le me

#### De la Direction.

23. Le directeur soit M. Rani Solun Cartier sine, propriétaire, desheusent à Bashe aque, suf Esp probationale la provière assemblé a générale.

20. Il est interdit au directour toute particio-tion d'interêts dans aucune autre compagnie d'a-

surances maritimes.

27. Le directeur gere les affirirés de la compasettate of our desisions in her an temperature de l'administration. Il sonicrit les polions, respit les agailiseitous, y répond, les sounces au comié d'administration, ainsi que les régleme ins d'arries et démandes en remboursement de partes. Il est therre de la correspondance générale.

20. Le signataré du diriétéeur staffice pour le salidité des nolites d'arries ets

lidité des polices d'assurances; mais aur plus les

pilnes relatives aux paiemans et placamens des Aunde de la compagnie, la signature du directeur devra tire accompagnée de celle d'un administra-

29. Le directeur nommera les agens et les amdoyés de la compagnie; l'administration figera

leur traitement.

80. Le directeur jouirn d'un traitement fice et d'une part sur les bénéfices nets résultant de cha-que bilan semestriel; l'un et l'autre seront détermines par l'assemblée générale des actionnaires.

entr le respont du comité d'administration.

31. En cas d'absence ou de maladie du directeur, ses fonctions seront momentanément remplice, jusqu'à son ratour on son rétablissement, por un mandateire de son chois, dont il est respon amble : pe mandataire doit être sgréé par le conseil d'administration. Le cas de raise, le sonseil disigne un de ses membres pour semplis presiseiteent les famations de sirestour.

32. En cas de netraite ou de décès du directeur, de comité d'administration pourroit à son recuplacoment previerire : l'assemblée générale des actionnaires statuera, dans le mois, sur le nempla-

cement definitif.

33. En cas de motifs qui pourraient requérir le changement du directeur, le président, sur la demande de la majerité des administrateurs, lui en fara la déclaration. L'administration poursoira immédiatement à son remplacement provisoire et une assemblée générale sem convoquée, et il sera décidé e'il y a lieu de domner enite à la messure proposée. En cas d'affirmative, l'assemblée générale procedure à l'élection définitive du nonseau irecteur at jugere s'il y a convenance d'accarder me indemnité à l'ex-directeur : cette indemnité ne pourre excéder l'équivalent de son traitement pendant une année.

### Du drienklies générale.

34. Il y aura annuellement deux assemblées géndrites des setionalites. Le président et le seré-thire de l'assemblée générale besout élus à chaque

35. A ces assemblées semestrielles, le directeur fera conneître la situation des affaires de la compagnie, présentere le compte du semestre et le compte de répartition arrêté provisoirement par

L'adininistration. Atte prague d'autres dans les ces prévus au attentes et la la considera au attente et la considera de la consi ministration.

The Landroit & nationalizage states l'assemblée pépérale me abrquers que per la prepriété de pless actions : la propriété de quinze ections doppera droit à deux suffrages, et celle de quarante actions à trois, maximum des suffrages que pourra jamais Munifi un soul votant du chie de ses actions.

38. Les actionnaires autoirt le dielt de se fuire imphirimite dups tentes les austiblites généralis. poarsu que lous tondes de pauteire soient entien-naires de la compagnie.

39. Chaque fondé de pouvoirs pourra représenter plusieurs actionnaires, et le droit de suffrages dé-"Mid na lituraire des actions qu'il représentera fui sers iguidaness antibut, salts qu'il prise toutefois inin plus de ning som en tout, pour les mèuse etinent tone ses gemmetians,

40. L'assemblée générale représentant tous les actionnaires, et ses décisions engageront toute la compegnie. Elle-déciders à la majorité chetitue des Raies des colonnaires présents. L'assemblée générele m'est régulièrement constituée qu'autent que les membres presens réunissent par leurs actions la net felt mas seconds à buit jours d'intervalle; et les membres présens à cette nouvelle rémnion de bèrent valablement, quel que soit le nombre de leurs actions, mais seufement sur les objets à l'ordre du jour et indiqués par les tettres de couverstion. Toutefois, s'il s'agit de la momination des administrateum, cas nominations ne sezont relables qu'in tant que l'assemblée sere composée d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié plassure des actions emisse. Et s'il s'agit de voter sus de dissolution de la compagnie ou son renouvellement, l'acsomblée me popres délibérer valablement qu'entant qu'alle sera composée d'un nombre d'actionnaires réuniusul antre sur un moins les trois queets des Actions.

## Des livres, comptes, placement, dividendes et

.M. Tous les érais de l'établissement, y compris ceux de l'installation et le loyer du local de la compugnie, pour sequel le comité d'administration s'entendre avec le directeur, seront supportés par la socialé.

42. Boutes les opérations de la sogiété seront equatetées par des livres régulièrement tonus. Il y eure un registre pour les transferts et un pour les tidélibératique, ser l'equel seront inscrite les procès-verbeux de chaque sience d'administratique. §8. Le spaidé remettre, tous les six mois , un extrait de seu état de situation su préfet du dépar-

ratent du Nord , à le chambre de commerce et est greffe du tribunal de commerce de Dunkerque; pareil extrait era transquis au ministre du com-

inuree et des travaux publics. 44. Les semmes réalisées sur la fonds sociel serent pintes, brois quarts en centes sur l'Etat, un quart on compte courant en en effets de commures sup la place de Dunkisrque. L'administration déter-misterà la manière dont les fonds de la compagnie serbat employés conformément en paragraphe cidesus, et de menitre à pouveir toujours faire face

aux besoins les plus urgens.

25. Les valeurs de la compagnie en effets puvit fonds sessitaire , cordat déposés dans un coffre à cloux clou, dont l'ape restera entre les mains du président du conseil d'administration, l'autre entre

suller do directour.

46. Le biten des affaires de la compagnie som urrêté tous les sumestres, excepté pous le premiet somestre où la roupaguie sura gomuismos su epérátions. Il derra ètre apprenré par les administra-teurs et délivité aux setionnaires:

· M. Samédiatement après l'approbation de chaque bilan, il sera prélevé sur les bénélices nets du semestre, s'il y a lieu, et payé aux actionnaires, un premier dividende proportionnel et jusqu'à concurrence de trois pour cent sur les fonds versés par eux, soit à raison de six sour cent l'an. Les bénélices restant après ce prélèrement seront di-xisse par quart, dont l'au formers le denxième dividende à rapartir aux actionpaires, et les trois autres quarts seront affectés à un fonds de réserve destiné à complèter, avec les versemens réclames suivant l'art. 8, l'importance de la moitié du capital social.

. 46. Dès que le fonds de réserve aura atteint la moitié du capital, les bénéfices restant après le prélèvement du premier dividende mentionné en l'art. 47 seront répartis à titre de second dividende ; toutefois la répartition des derniers dividendes ne pourra jamais être ordonnée qu'autant qu'elle laisse intacte la réalisation de la moitié du capital souscrit.

### De la Dissolution et de la Liquidation.

49. Si les pertes de la compagnie s'elevaient au rinquième seulement du capital souscrit, le conseil d'administration convoquera l'assemblée génévale, qui prononcera sur la convenance de contimuer on de cesser les opérations de la société, conformément à l'art. 40. Si la compagnie continuait ses opérations et que les pertes vinssent à s'élever aux deux cinquiemes du capital, la société sera dissoute de droit, et il sera procédé à sa liquidation, dons les actionnaires restant engagés pour le montant de leurs actions jusqu'à entière extinction des risques souscrits par la compagnie. Dans tous les cas où l'assemblée prononce la dissolution de la société, sa décision est définitive, sans qu'il soit besoin de la faire homologuer en justice contre les hs ns ou dissidens.

50. Lorsque la liquidation s'effectuera, le conseil fera reassurer tous les risques en cours et au mieux; il sera alors, et aussitôt que faire se ponra , reparti à chacen des actionnaires les dividendes égaux sur les rentrées provenant des capitaux et bénéfices de la compagnie, laissant toutefois en réserve une somme suffisente pour parer aux risques non éteints (qui n'auraient pu être réassurée) et à ceux éteints dont la liquidation ne serait pes terminée. Ladite réserve sera en définitive également répartie aussitôt l'extinction de tous les engagemens de la société.

51. Un an avant l'expiration du terme de la compagnie, les actionnaires, réunis en assemblée générale, délibéreront sur la convenance d'un renouvellement de la société; mais il est bien entendu que la décision qui serait prise à cet. égard n'engagerait que les actionnaires y adhérant, qui seraient tous consultés avant d'admettre d'autres actionnaires dans la nouvelle société, laquelle, dans tous les cas, donnersit lieu à un nouvel acte et à une nouvelle autorisation royale.

52. Les contestations qui pourraient s'élever entre les actionnaires et le conseil d'administration seront soumises à des arbitres négocians de cette wille et jugées par enz sans appel ni recours en cassation.

53. Si l'expérience faisait reconnaître l'utilité de quelques changemens ou additions aux présens statuts, l'assemblée générale pourra les voter à la majorité des trois quarts des actions du fonds sociul ; ces changemens ne seront exécutoires qu'après l'approbation du gonvernement.

54. Le présent acte de société sera déposé au greife du tribunal de commerce, conformément à .la loi.

#### Dispositions to ansitoires.

55. Sont nommés commissaires provisoires de la compagnie MM. E. Dibos, receveur particulier des finances , et Hippolyte Bourdon , negociant , demevrant à Dunkerque, lesquels sont charges, conjointement avec le directeur, de faire les démarches nécessaires pour obtenir l'autorisation du gouvermement.

56. Quand l'autorisation royale aura été obtemue, les commissaires provisoires convoqueront les souscripteurs pour proceder à la nomination de l'administration. Le plus âgé des commissaires sera president da baresu.

57. L'élection se fera conformément aux art. 19,

37, 38, 39 et 40.

58. Les commissaires fixeront le lieu, le jour et l'houre de la première réunion de l'administration, pour lui remettre l'autorisation du gouvernement : pour lors leurs fonctions cosscront.

59. Chacun des actionnaires fait élection de domicile à Donkerquei, en sa demeure, aux fiais de tout ce qui concerne ladire société.

· 60. Les droits et frais des présentes, ceux d'une grosso exécutoire par le consuit d'administration, plus tous fruis d'expéditions, solicions, publications et autres relatifs à la formation de la compagnie, seront supportés par la société. "

61. Les actions étant de mille france chacune, comme devant est dit, le soussigné a déclaré tant en vertu des pouvoirs à lui conférés par l'acte primitif successore que comme se portent fort des personnes qui n'y figurent pas, ess prendre et sou-(Suivent les moms). missionner, savoir :

61 mars == 12 avert 1838. - Ordonnance du roi qui prescrit la publication de la convention concine, le 2 janvier 1838, entre la France et la Grece, pour la transmission des correspondances. (IX, Bull. DLXIV, n. 7392.)

Louis - Philippe, ..etc., savoir faisons qu'entre nous et notre très cher et très amé bon frère le roi de la Grèce, il a été conclu et signé à Paris, le 2 janvier de la présente année 1838, une convention ayant pour objet de régler l'échange des correspondances;

Convention dont les ratifications respeclives ont été échangées à Paris le 2 du présent mois de mars, et dont la teneur

suit:

#### CONVENTION.

Sa majesté le roi des Français et sa majesté le roi de la Grèce, désirant régler l'échange des correspondances entre leurs Etats respectifs et en fixer les conditions par une convention formelle, ont nommé pour leurs commissaires à cet effet, savoir :

Sa majesté le roi des Français, --- M. Jaseph Xavier-Autoine Conte, commandeur de l'ordre royal de la Legion-d'Honneur, et chevalier de l'ordre de l'Aigle - Rouge de Prusse de seconde classe et de l'ordre de Léopold de Belgique, conseiller d'état en service extraordinaire, membre de la Chambre des Députés, directeur de l'administration générale et président du conseil des postes;

Et sa majeste le roi de la Grèce, M. Jean Colettis, conseiller d'état en service extraordinaire, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire pres sa majesté le roi des Français, grand-commandeur de l'ordre royal du Sauvenr-de Grèce et grand-croix de l'ordre américain d'Isabellela-Catholique;

Lesquels, après avoir échange leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Art. 1er. Il y aura au moins trois fois par mois et au moyen des paquebots à vapeur entretenus par le gouvernement français dans la Méditerranée, un échange de correspondances entre la France et la Grèce, tant pour les lettres, échantillons de marchandises, journaux et imprimés de toute espèce des deux pays, ou des pays où la France entretient des établissemens de poste, que pour les objets de même nature originaires ou à destination des pays qui empruntent leur intermédiaire.

2. L'échange des correspondances ci-dessus désignées aura lieu par les bureaux de poste suivans, savoir : du côté de la France, 1º Paris, 2º Marseille, 5º Constantinople, 4º Smyrne, 8º Alexandrie; du côté de

la Gréce, 1º Athènes, 2º Syra.

3. Les jours et heures d'arrivée et de départ des paquebots français affectés au transport des correspondances des deux pays dans les ports mentionnés à l'article précédent seron fréglés par le gouvernement de sa majesté le roi des Français, selon les besoins du service et dans l'intérêt bien entendu des correspondances des deux pays.

4. Les frais d'armement, d'équipement et d'entretien des paquebols à vapeur employés à la transmission des correspon dances entre les deux pays, et généralement toute dépense quelconque relative à ces bâtimens, seront à la charge du

gouvernement français.

5. Les paquebots mentionnés dans l'article précédent seront considérés et recus dans les ports de la Grèce, et notamment à Syra et au Pirée, comme bâtimens de guerre, et ils y joulront d'une immunité complète de tons droits de navigation, de transit sur les charbons destinés à feur consommation, ainsi que de tous les honneurs et priviléges que réclament les intérêts et l'importance du service qui leur est confié. Ils ne pourront être détournés de leur destination spéciale, c'est-à-dire du transport des correspondances et des voyageurs, par quelque autorité que ce soit ni être sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt de prince.

6. En cas de sinistres ou d'avaries survenues aux paquebots de sa majesté le roi des Français dans le cours de leur navigation, le gouvernement grec donnera à ces bâtimens tons les sécours et l'assistance que leur position réclamera, et leur fera faire ou fournir au besoin par ses arsénaux,

aux prix des tarifs de ces établissemens, les réparations d'agrès et machines, afusi que les agrès et machines qui pourront y être réparés ou construits convenablement:

7. En cas de guerre entre les deux nations, les paquebots français continueront leur navigation sans obstacle ni molestation de la part du gouvernement gree jusqu'à notification de la rupture des communications postales, faite par l'un des deux gouvernemens; anquel cas, les paquebots pourront, s'He se trouvent en route; retourner librement, et sous protection spéciale, dans les ports de France, pendant un délai de trois mois après cette notifiéation.

8: Les paquehots susmentionnés pourront embarquer ou débarquer dans les ports de la Gréce, et notamment à Syra et au Pirée, des espèces et matières d'or et d'argent, ainsi que des passagers, de quelque nation qu'ils puissent être, avec leurs hardes et effets personnels, sous la condition que les capitaines se soumettront aux réglémens sanitaires et de police de ces ports, concernant l'entrée et la sortie des voyageurs. Toutefois, les passagers admis sur ces paquebots qui ne jugeraient pas à propos de descendre à terre pendant leur relâche dans les susdits ports ne poutront, sous aucun prétexte, être enlevés du bord, ni assujettis à aucune perquisition, ni soumis à la formalité du visa de leurs passé-'ports.

9. Le gouvernement français prend l'engagement de faire transporter par les paquebots susmentionnés, et aux conditions qui seront ultérieurement stipulées entre les offices de poste respectifs, les correspondances du royaume de Grèce pour les divers états d'Italie et de l'île de Malte, et de ces différens pays pour la Grèce.

10. L'office des postes de France transportera, par la voie des paquebots français les correspondances qui leur seront confiées, en dépêches closes, par les bitreaux de poste établis dans les ports de la Grèce où ces paquebots doivent relâcher, pour des bureaux de poste du même état, moyennant le prix de quavante centimes par

trente grammes poids net.

11. Il est défendu aux capitaines des paquebots susmentionnés, ainsi qu'aux agéns chargés à bord du soin des dépêches, de recevoir, pendant feur relâche dans les ports de la Grèce, aucune lettre en déhors des dépêches, qui leur sont remises par les bureaux de l'office grec, excepté toutefors dépêches officielles que les agens français diplomatiques et autres auraient à échanger entre eux ou avec leur gouvernement.

12. Les personnes qui voudront adresser

des lettres, soit de la France en des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant
où la France entretient des bureaux de
poste, pour le royaume de Grèce, soit du
postesions françaises dans le nord de l'Afrique ainsi que pour les stations du
Levant ausmentionnées, auront le choix,
40 de laisser le port entier de ces correspondances à la charge des destinataires; 20 de
payer le port d'avance jusqu'an lieu de deanation.

43. Le mode d'affranchissement libre on facultatif, stipulé par l'article précèdent, en faveur des lettres ordinaires, sera applicable aux lettres et paquets renfermant

des échantillons de machandises.

44. Les lettres et paquets d'èchantillons de marchandises qui seront envoyés d'un payapour l'autre, affranchis ou non affranchis, jouiront des modérations de port qui sont accordées à ces objets par les lois et réglamens des deux pays.

13. Le public des deux pays pourra envoyer d'un pays pour l'autre des lettres dites chargées. Le port de ses lettres sera établi et perçu d'après les tarifs combinés des offices de France et de Grèce; il devra toujours être acquitté d'ayance et jusqu'à

destination.

16. Les deux offices se tiendropt réciproquement compte du port des lettres ordinaires ou chargées, et des échantillons de marchandises affranchis jusqu'à destipation dans un des pays pour l'autre, d'après les tarifs en usago dans colui des deux pays en faveur duquel ce rembourse-

ment devra avoir été fait.

17. Les journaux, gazéttes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimes, lithographies on autographies, qui seront envoyés sous bandes de France ou des pays où la France entretiant des bureaux de poste pour la Gréce, ainsi que de la Grece pour la France et les pays où ja France entretient des bureaux de poste, ne pourront être livrés de part et d'autre qu'alfranchis jusqu'aux limites de l'exploitation respective de chacun des deux offices français et grec. Toutefois, les journaux et ouvrages périodiques ne seront admis de part et d'autre qu'autant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, arrêtés et réglemens qui fixent les conditions de leur nublication et de leur circulation dans les deux pays.

18. Les lettres ordinaires et non affranchies, originaires de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, pour la Grèce seront livrées à l'affice des postes grecques au prix moyen de con francs, par trente grammes, poids net, dont trois francs seront applicables au port de voie de mer. Les objets de même nature, originaires des stations du Lévant où la France entretient des établissemens de poste, destinés pour la Grèce, seront livrés au prix moyen de me franc aussi par trante grammes, noids net.

IB. Réciproguement, les lettres ordinaires et non affranchies, originaires de la Grèce, destinées pour la France et les possessions françaises au nord de l'Afrique, ainsi que pour les différentes stations du Levant où la France entretient des établissemens de poste, seront livrées à l'office des postes de France au prix de soucants sentimes par trente grammes poids met.

20. Les échantillons de marchandises provenant des origines et pour les destinations mantionnées dans les articles 18 et 19 précédens seront réciproquement livrés par les deux offices des postes de France et de Gréce, au tiers des prix respective-

ment fixés par lesdits articles.

21. Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, journaux, ouvrages périodiques et imprimés de toute nature, d'arigine étrangère transitant par la France, destinés pour la Grèce, et réciproquement les objets de même nature, originaires de la Grèce, pour les pays qui doivant emprunter le territoire de la France seront respectivement livrés par les offices de France et de Grèce exempts de tout prix de port.

22. Les deux offices des postes de France et de Grèce u'admettrout, à destination de l'un des deux pays, ou des pays auxquels lis servent respectivement d'intermédiaire, aucune lettre chargée qui contiendrait, soit des l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux et autres effets précieux ou tout ob-

jet passible des droits de douane.

23. Dous le cas où quelque chargement viendrait à être perdu, celui des seux offices sur le territoire duquel la nante atrait eu lieu paiera à l'autre office, à tière de dédommagement, soit pour le destinataire, soit pour l'ansyeur, suivant le cas, une somme de cinquante francs, dans le délai de trois mois à dater du jour de la réclamation. Les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivrent la date du dépôt ou de l'envoi du chargement; passé ce terme, les deux offices ne seront tanus l'un envers l'autre à aucupe indemnité.

24. Les lettres mal adressées ou mai dirigées scront, sans aucum délai, ranvoyées à l'un des bureaux d'échange de l'effice expéditeur, pour les poids et prix auxquels cel office aura livré ces lettres en compte à l'autre office. Quant aux lettres adressées à des destinataires ayant changé de résidence, et quelle que soit l'origine de ces lettres, elles seront respectivement Ilyrées, chargées du port qui aurait dû être payé par les destinataires à l'office réexpéditeur.

25. Les lettres tombées en rebut pour quelque cause que ce soil, scront renvoyées de part et d'autre, à la fin de chaque mois, et plus souvent, si faire se peut. Celles de ces lettres qui agront élé livrées en compte seront remises pour les poids ou prix auxquels elles auront été originairement livrées par l'office envoyeur à l'office

destinataire.

26. Les offices des postes de France et de Gréce dresseront, chaque mois, les comptes resultant de la transmission réciproque des correspondances, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement par ces offices, scront soldés à la fin de chaque trimestre, par celui des deux offices qui sera recommu

débiteur envers l'autre.

27. La forme à donner aux comptes mentionnés dans l'article précédent, et toutes autres mesures de détail et d'ordre qui devrent être arrêtées de concert pour assurer l'exécution des stipulations contenues dans la présente convention, seront reglées entre les offices des postes des deux pays aussitôt après l'échange des ratifications de ladite convention.

Il est aussi convenu que les mesures de détail mentionnées au présent atticle pourront être modifiées par les deux offices toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux offices autont regonnu que ces modifications seront utiles au bien du ser-

vice des postes des deux pays.

28. Afin de s'assurer réciproquement de tous les produits des correspondances de l'un pour l'autre pays, dont l'échange est stipulé par la présente convention, les gouvernemens français et grec s'engagent à empècher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par leurs

postes respectives.

29. Sa majesté le roi de la Grèce se réserve la faculté d'augmenter ultérieurement les communications établies par suite de la présente convention, au moyen des paquebots à vapeur de sa marine royale, qui jouiront, dans ce cas, par réciprocité, de tous les priviléges, avantages et franchises stipulés en faveur des paquebots français. Il sera alors tenu compte à l'office des postes de Grèce, sur toutes les correspondances

qui seront transportées par les pequebets grecs, d'un prix de port de voie de mer égal à celui attribué à l'office des postes de France.

50. La présente convention est conclue nour neuf ansi: à l'expiration de ce terme, elle demourers en vigueur pendant meuf Autres années, et ainsi de suite, à moins de natification contraire faite par l'une des hautes parties contractantes six mois avant l'expiration de chaque terme. Pendant cos derniers six mois, la convention continuera d'avoir son exécution pleine at entière, sans préjudine du la liquidation at du solde des comptes entre les deux efaces apres l'expiration des six meis.

i jāk ar préseria convention sem ratifiée, el les religionsions en aeront échangées à Paris, dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut, et elle sera mise à exécution au plus tard dans le délai d'un mois après l'échange desdites ratifications.

En soi de quoi, les commissaires respecuis ont signé la présente convention et y ont appose le secau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 2 du mois de janvier de l'an 1838. — (L.S.) CONTE. - ( L. S. ) J. COLLETTIS.

7-12 Avan 1838 -- Ordonnance du roi qui prescrit une recense générale des ouvrages d'or et d'argent, et l'emploi des nouveaux poincons. (IX, Bull. DLXIV, n. 7333.)

Louis-Philippe, etc.; vu les articles 7, 8 et 45 de la fai du 49 brumaire sa va: (9 novembre 1797 ) ; considérant qu'il résulte de nombreuses saistes d'ouvrages d'or et d'argent, que les poinçons de l'État ont été en majeure partic contrefaits, et qu'il importe, autant pour conserver la garantie publique que pour assurer les revenus du trésor, d'arrêter l'emploi des faux poincons; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1er. A dater du 10 mai prochain , un poinçon de recense sera appliqué sur tous les ouvrages d'or et d'argent existant dans le commerce et portant l'empreinte

des marques légales.

2. A partir de la même époque, les nouveaux poinçons de titre et de garantie et les poinçons-bigornes de contre-marque, dont le tableau sera publié avec la présente et dont les dessins resteront annexés à la minute, seront employés exclusivement dans tous les bureaux de garantie.

3. Les poinçons spéciaux pour les boites de montres et autres ouvrages d'horlogerie, créés par l'article 2 de l'ordonnance du 19 septembre 1821 sont supprimés. Les montres françaises seront marquées des poinçons rordinaires de titre et de garantie ; celles vonant de l'étranger seront marquées d'un poincon particulier à l'horlogerie importée, lequel sera appliqué dans les bureaux désignés par la loi du 3º juillet 1836.

4. Le peinçon de titre et celui du buireau de garantie ne formeront plus qu'un poinçon unique, qui portera un signe particulier pour chaque bureau. Un poinçon dit de contre-marque sera apposé de décimètre en décimètre sur les chaînes, jasemons et autres ouvrages en or du même genre.

5. Dans le délai de trois mois, à compler du jouroù il sera fait usage des nouveaux poinçons, les marchands et fabricans orfévres, bijoutièrs, horlogers, couteliers, fourbisseurs; armuriers, tabletiers et tous autres fabricans et marchands faistat commerce d'ouvrages d'or et d'argent, seront tenus de porter, au bureau de garantie dans la circonscription duquel ils sont placés, les ouvrages d'or et d'argent en leur possession, pour y être marqués, sans frais, des poinçons de recense et de contre-marque.

6. Après l'expiration du délai fixé pour la recense, les ouvrages d'or et d'argent marqués des anciens poinçons qui seraiest trouvés dans le commerce sans être empreints du poinçon de recense seront réputés non marqués et les détenteurs encourrent les condamnations prononcées par la loi.

7. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc. (1)

(1) Arrêté du ministre des finances, explicatif de l'ordonnance ci-dessus.

Le ministre secrétaire d'Etat des finances, Vu l'ordonnance royale du 7 avril 1838, qui prescrit une resense générale des ouvrages d'or et

d'argent;

Voulant éviter les dommages qui pourraient résulter, pour que ques fabricans ou marchands d'orfévireire ou de bijouterie, dont le commerce est considérable, du déplacement et du transport au bureau de garantie de tous les ouvrages qui se trouveut dans leurs ateliers, boutiques et magasins, ou de quelques-uns desdits ouvrages;

Sur les observations de l'administration des con-

tributions indirectes,
Arrête ce qui snit:

Art. 1s. Les fabricans et marchands d'ouwrages d'or et d'argent, établis dans les villes où il existe un bureau de garantie, et qui voudraient éviter le déplacement des objets qu'ils auront à soumettre à la recense, pourront être admis, par le directeur des contributions directes, à les faire marquer à domicile.

2. Ils remettront, par écrit, au bureau de grantie, une demande à laquelle ils joindront me déclaration approximative du nombre et de la seture des plèces à recenser.

3. Ils fournirent un boral particulier, spacieus, éclairé, où l'on puisse placer convenablement le usiensiles nécessaires à l'application des poinços, ainsi que les employés et l'officier public qui les accompagners.

A. La dépense occasionée par le transport de poingons et untensiles nécessaires à l'application des marques sera supportée par les maridands el fabricans. Ils auront également à acquitter le coi des vacations dues à l'officier public, conformé

ment aux réglémens.

5. L'administration des contributions indirette et la commission des monnaies sont chargées, che cune en ce qui la concerne, de l'exécution de précent arrêté. Elles prendrout toutes les précent itons convenables pour qu'il ne résulte aucun abse du déplacement éles poinçops, qui devont resir constamment sous la garde des employés du bureau de garantie et être renfermés pendant le tranport dans une bôtte à trois servires,

Tableau des poinçons de titre, de garanlie et de recense des matières d'or et d'argent dont l'emplos est prescrit par l'Ordonnance du T avril 1838.

	DÉSIGNA	DÉSIGNATION <b>s.</b>	TYPES.	FORMES.	CHIFFRE indiquant le titre, et position de ce chiffre.	PLACE DU SIGNE DISTINCTIF DES SURFAUX pour les départemens (1).	
Titre et gerantie.	or	Paris et les départemens Paris et les départemens	Teté de médecin grec	8 pans irréguliers. Ovale coupé 6 pans irréguliers. 8 pans irréguliers. Ovale couré.	1" devant le front. 2" sous le menton. 3" visè-vis le nez 1" devant le front. 2" sous le menton.	Sous le menton. Derrière la nuque. Derrière la sugue. Sous le mentrou. Devan le front.	1
Pelite garanlie	or	Paris. Départemens. Paris. Départemens.	Tête d'aigle	Decoupée. Découpée. Découpée. Découpée.		Dans la joué. Entre les paties.	
Remarque pour les chaînes	chaîpes	Paris et les département	Tete de rhinoceros.	Découpée		Entre la corne et le front.	
Etranger (or et argent)		Paris et les dé- gros	harancon (red.)	Découpée		Entre les pattes.	<del></del> .
Horlogerie importée		Paris et les qua- trebureaux spé- ciaux (2)	Chimère (plus fort).			Entre l'aile et la croupe.	
Recense (or et argent)		Paris et les de (grosse	Tete de girafe	Tête de girafe Découpée Sous la mâcho Tête de dogue Découpée Sur le rodier.		Sous la machoire inférieure.	
Bigornes de contre-marque.	erque.	Paris   grosen   moyenne   petite   grose   Département   petite   petite   petite	growe Insectes enlacés vas de profil. moyenne. Autres familles d'insectes. grose Autres insectes que pour les bigornes de Paris, mais vus de face, petite	de profil. ector. ector. que pour les bigorne	de Paris, mais vus o	le face,	7
		(1) II (2) 20 (2)	(1) Il n'y a sacun signe particulier sur les poinçons du horeau de Paris. (2) Ces bureaux sont ceux de Lyon, Besançon, Monthéliard et Lons-le-Saulnier.	iculier sur les poinçe Lyon, Besançon, M	ons du boreau de Po ontbélierd et Lons-le	rris. :-Saulnier.	+

Présent's par le Conseiller d'Etat, Dérecteur de l'administration des Contributions inclinectes Signé A. Bourry. Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale en date du 7 avril 1858.

Le Ministre Secrétaire d'Etat des finances. Signé LAFLAGNE.

8 MANS = 13 AVAIL 1835. — Ordonnance du roi qui approgre des modifications aux statuts de la caisse d'épargne de Verdun. (IX, Bull. supp. CCLXII, n. 11922).

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics; de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance royale du 26 octobre 1854, pertant aujorisation de la caisse fondée à Verdun (Meuse) et approbation de ses statuts; vu les changemens auxdits statuts proposées à notre approbation; vu les lois des b'juin 1835 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat catende, etc.

Art. 4er Les modifications aux art. 4er, 3, 14et 15 des statuts de la caisse d'épargné de Verdun (Meuse) sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé, le 24 septembre 1857, devant Me Girault et son collègue, notaires à Verdun, lequel acte restera déposé aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Notre ministre des travaux publics; de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

16 mins = 13 avant 1838. — Ordensance du rog portant autodisation de la calese dépargue fondée à Etampes, (†X, Buil. sapp. CCCLIF, n. 14026.)

Louis-Paillape, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce vu les délibérations du conseil manfelpat d'Etampes, en date des 5 jain et 11 hovembré 1837; va les lois des 5 jain 4855 et 1 mars 1857, velativas aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

2. Nous pous réservons de révoquer notre auterisation en cas de violation ou de

non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne d'Etampes pera te-

3. La caisse a cpargne à Etampes sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet de Seine-et-Oise, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre des trayanx publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est charge, etc.

16 MARS = 13 AVAIL 1838. — Ordonmance du roi portant autorisation de la caisse d'épargne fondée à Tonnesse. (1X, Bull. supp. CCCLII, n. 11927.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les délibérations du conseil municipal de Tonnerre, en date des 7 août 1855, 19 février 1856 et 4 février 1857 ; vu les less des 5 juin 1838 et 51 mars 1887, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La caisse d'épargne et de prévoyance fondée à Tomperre (Yonne) est autorisée. Sont approuvés les statuta de ladité caisse, tels qu'ils sont contemis dans la délibération du conseil municipal de rette ville, en date du 4 février 1837, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publies, de l'agriculture et du commerce.

2. Nons meus réservons de révoquer netre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans

préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Tonnerre sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministre des travaux pablics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet de l'Yonge, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre des travaux publies (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

11-13 Avan. 1838. — Loi sur les tribun suz cirels de première instance (1). (IX, Bull. DLXY, n. 7536.)

<sup>(1)</sup> Présentation à la Chambre des Députés le 15 janv. (Mon. du 16); rapport par M. Pessil le 17 fév. (Mon. du 18 et du 19); discussion le 21 fév. (Mon. du 22); le 22 (Mon. du 23); le 23 (Mon. du 26); le 26 (Mon. du 27); le 27 (Mon. du 28); adoption le 28 fév. (Mon. du 1 mars), à la majorité de 178 voix contre 61.

Présentation & la Chambre des Pales le 7 mars

<sup>(</sup>Men. du 8); rapport par M. Merilhou le 28 mars (Men. du 29); discussion et adoption le 4 avril (Mon. du 5), à la majorité de 97 voix contre 7.

Cette loi modifie la législation relative aux trilunaux de 1º instance sous quatre rapports différens. Elle étend leur compétence, augmente ou diminue le nombre des jages de plusieuss tribenaux, les autorise tous à faire des réglemens pour

Art. 1er (1). Les tribunaux civils de première instance connaîtront, en dernier ressort, des actions personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de quinne cents france de principal, et des actions immebilières jusqu'à soizante francs de revenu, déterminé, soit en rentes, soit par prix de bait (2).

leur service intérieur; enfin elle trace quelques règles relatives aux fonctions des juges suppléans.

C'est une branche du projet de loi présenté l'année dernière sur l'organisation de tous les tribu-

maux en général.

Nécessairement, la question de savoir s'il fallait conserver tous les tribunaux actuellement existant a dû se présenter à cette occasion. M. Persil, rapportenr de la commission de la Chambre des Dé-putés, a repoussé la pensée d'une réduction, par des reisons graves. Il faut néanmoins con-venir que le multiplicité des sièges et le grand nombre des juges empêchent d'accorder aux magistrats des traitemens convenables. Il est bien reconnu maintenant qu'aucun fonctionnaire de l'ordre judiciaire ne peut vivre avec son traitement; qu'à plus forte raison, il est impossible qu'il tienne le rang que lui assignent dans la so-ciété les fonctions qu'il exerce. Sans doute il faut que les tribunaux ne soient pes trop éloignés des justiciables; mais qu'on juge combien, depuis quarante ans, se sont accrus les facilités des communications et les moyens de transports. Dans presque tous les départemens, le voyage au chef-lieu se fait anjourd'hui avec moins de temps et de frais qu'il n'en fallait autrefois pour aller au chef-lieu de l'arrondissement. C'est en se fondant sur l'abaissement de valeur du signe monétaire qu'on a élevé la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance, et l'on a dit avec raison que ce changement n'était que le maintien de la règle établie par la loi de 1790. Ne pourraiton pas aussi soutenir que, grâces au meileur en-tretien des routes, à l'établissement des moyens de transport, vingt lieues en 1838 n'en valent pas plus de cinq de 1789? La constitution du 5 fruct, an 3 n'établisseit qu'un tribunal par département. Voy. l'art. 216.

- (1) Cet article n'a éprouvé assune modification; il est tel qu'au projet. Son motif principal est la disminution des valeurs du signe monétaire, d'où résultait l'abaissement du taux de dernier ressort qu'on a dù maintenir.
- (2) La seconde partie du § 1º de l'article a été attaqués. On a objecté, contre cette base du tanx du dernier ressort, le prix des rentes et des bau; qu'elle laisse trop de petits procès bors de l'application de la loi. Pour remédier à cet inconvénient, on a proposé de prendre pour base de la compétence l'impôt foncier payé par la propriété.

tence l'impôt foncier payé par la propriété. L'amendement a été ainsi formulé : « Et des actions immobilières, lorsque le principal de la contributior foncière de l'immeable litigieux

n'excédera pas la somme de... »

On a bien reconnu que le principe post dans l'art. 5, tit. à de la loi du 16-24 août 1790 était trop limité dans son application, que c'était un mal enquel il fallait s'efforcer de porter remède; mais on a pensé que le remède proposé serait inefficace; si, toutefois, il n'entraînait pas de plus grands inconvéniens. On a dit que la contribution foucère étant répartie sur les divers points du royaume avec une excessive inégalité dans sa proportion avec le revenu, cette base ne pourrait ser-

vir de point de départ pour apprécier avec exactitude ni le revenu, ni la valeur capitale de l'immeuble qui en est frappé.

Cette base nouvelle avait été proposée dans le sein de la commission; elle avait été repossée par les mêmes motifs. « Une lacune, a dit M. Persit, rapporteur, a été signalée à l'occasion des actions immobilières. Pour déterminer le cas où les tribunaux de première instance devront les juger en dernier ressort, le projet exige que le revenu soit fixé en rente ou par prix de bail. La détermination en rentes est peu fréquente, et l'habitude de donner à bail n'est pas générale. Le projet ne s'explique pas à l'égard des immembles litigieux qui ne produisent pas de revenus susceptibles d'évaluation; il se tait sur les immembles cultivés par les propriétaires eux-mêmes, ou abandonnés à des colons partiaires.

« Il résultera de son silence que le bienfait de la loi actuelle ne profitera qu'à une faible partie de la population; que les inconvéniens attachés aux demandes inditerminées se perpétueront; on coatinuera à porter devant les cours royales de appels du plus mince intérêt, et les lenteurs fatigueront les justiciables, et les frais absorberont et dépasseront fréquentment la véritable valeur du procès.

\* « A ces inconvéniens, qu'il n'est pas possible de nier, l'on a opposé deux expédiens examinés avec la plus sérieuse attention par votre commission. On a dit qu'à défaut d'autres moyens, il serait possible d'arriver à l'évaluation des revenus en prenant pour base la contribution foncière.

« Le second expédient, suggéré par quelques cours royales, consisterait à imposer au demandeur l'obligation de faire lui-même l'évaluation de

l'objet en litige.

« Votre commission, messieurs, a cru ne pouvoir adopter ni l'une ni l'autre de ces propositions. Elles lui ont paru renfermer de plus graves jaconvéniens que ceux attachés au silence du projet, dont toute la portée est bien connue, puisqu'il laisse les choses dans leur état actuel. »

Ainsi, on a pensé qu'il valait mieux laisser parmi les demandes indérminées, c'est-à-dire parmi celles sujettes à l'appel, toutes celles qui portent sur un immeuble dont le revenu ne serait pas fizé

par un bail ou par une rente.

M. le rapporteur, pour repousser le moyen qui consisterait dans l'évaluation, par le demandeur, de l'objet en litige, a fait remarquer qu'il rendrait le demandeur juge de la question de compétence en dernier ressort.

L'observation est juste; mais il y avait peut-être un moyen facile de prévenir cet inconvénient; ce serait de donner aux tribunaux de première instance le droit de provoquer des parties une déclaration sur la valeur de l'objet du procès. Souvent, avant le jugement, elles reconnaîtraient qu'elle est telle qu'il y a lieu à statuer en dernier ressort; mais une fois la sentence prononcée, la partie qui a perdu son procès veut user de cette triste et ruineuse ressource de l'appel.

L'art. 6, tit. 4 de la loi du 16=24 août 1790,

Ces actions seront instruites et jugées comme matières sommaires (1).

2. Lorsqu'une demande reconventionnelle ou en compensation aura été formée dans les limites de la compétence des tribunaux civils de première instance en dernier ressort, il sera statué sur le tout sans qu'il y ait lieu à appel.

Si l'une des demandes s'élève au-dessus des limites ci-dessus indiquées, le tribunal ne prononcera, sur toutes les demandes. qu'en premier ressort (2).

renferme une disposition que j'ai toujours re-

La loi du 16=24 août 1790 plaçait sur la même ligne les demandes ayant pour objet une valeur en capital de 1.000 livres et un immeuble produisant 50 livres de revenus. Elle considérait donc un immeuble dont le revenu était de 50 livres comme ne valant que 1,000 francs. En partant de cette base, la présente loi aurait dû comprendre dans les limites du dernier ressort des trihunaux de première instance les actions im-mobilières jusqu'à 75 francs de revenu. On voit qu'elle n'y a cependant placé que celles dont l'objet produit 60 francs de rente. Cette apparente contradiction est justifiée par ce fait incontestable que les immeubles ne produisent pas aujourd'hui cinq pour cent, et que tel qui donne un revenu de 60 francs vaut au moins 75 francs. M. le Garde des sceaux et M. Persil, rapporteur, out donné l'un et l'autre cette explication.

Voy. les notes sur la loi du 16=24 août 1790, tit. 4, art. 5. J'y ai recueilli un grand nombre d'arrêts qui trouveront leur application sous l'empire de la loi nouvelle. Les docrtines établies, alors que la limite du dernier ressort était 1,000 livres , restent vraies lorsque cette limite est portée

à 1,500 fr.

li faut remarquer que l'art. 5, tit. 4 de la loi du 16=24 août 1790 disait : «Les juges de district connaîtront en premier et dernier ressort, etc. .- La loi actuelle se borne à dire : « Les tribunaux civils de première instance connaîtront en dernier ressort. . - Il n'y a rien à conclure de cette modification. Certainement les demandes qui excèdent les limites de la compétence des juges de paix et qui n'ont pas pour objet une valeur supérieure à 1,500 fr. seront portées devant les tri-bunaux de première instance.

La loi de 1790 disait aussi affaires réelles, et la loi actuelle se sert de l'expression actions immobilières. Ce changement de rédaction, dont l'intention n'a pas été expliquée, et qui vraisemblablement n'a en aucun but, ne devra donc pas empêcher d'appliquer la disposition aux actions réelles, soit mo-bilières, soit immobilières.

Ainsi, à la rigueur, et en s'attachant à la lettre, M. Mirilhou s'est trompé, en disant dans son rap-port à la Chambre des Pairs qu'il n'y a rien de changé dans l'article de la loi de 1790, excepté les deux sommes qu'il indique. Mais quant au fond des choses son assertion est parfaitement exacte.

(1) Ce paragraphe est une innovation importante, en ce qu'il étend le cercle des affaires auxquelles s'applique l'art. 404 du Code de procédure. L'innovation consiste ence que la procédure sommaire se trouve appliquée à des matières réglies, tandis qu'antérieurement les demandes ares personnelles y étaient seules assujetties; et c'est la ce qui a soulevé quelque opposition. Tout en reconnaissant que la justice serait plus prompte, on a nié qu'elle fût plus économique; on a soutenu qu'elle serait moins bonne.

La principale part des frais judiciaires, a-t-on dit, est perçue par le fisc ; or, l'on ne peut concevoir de réforme véritablement efficace, qu'es abaissant les exigences du timbre et de l'enregistrement ; jusque-là point d'économie sérieuse.

Il y aura mauvaise justice; car les procès immobiliers sont ceux qui offrent les questions les plus disticiles, qui exigent les développemens les plus compliqués; or, le juge a besoin de retracer dans le silence du cabinet ces documens, ces élémens de conviction qui échappent fugitifs dans le débat oral. Que s'il est bien que la justice soit prompte et économique, il est encore mieux qu'elle soit juste et surtout éclairée par un débat régulier et consciencieux; et d'ailleurs, les juges taxateurs n'ont-ils pas le pouvoir de sévir contre les officiers ministériels qui abusent des formes. Ainsi, l'innovation ne fait aucun bien aux plaideurs, au contraire, elle sacrifie leur véritable intérêt, celui qui leur assure une instruction complète, le triomphe du droit et de la vérité.

Ces objections n'ont pas touché la Chambre.

(2) Jusqu'à présent la jurisprudence avait admis qu'il y avait lieu à appel, lorsque les deux demandes principale et reconventionnelle réunies dépassaient le taux du dernier ressort. La disposition nouvelle de cet article change cet état de choses; elle est motivée sur ce que deux actions étant formées par des demandeurs différens, constituent en quelque sorte deux causes, que le chiffre de chacune doit donc être considéré isolément, au lieu de les réunir, afin de déclarer si le juges prononcé en premier ou en dernier ressort; que l'intérêt de la vérité, l'économie de temps et des frais, qui font admettre simultanément les demandes principale et reconventionnelle ne peuvent pas enlever au juge le droit qu'il avait de juger chacune d'elles en dernier ressort.

Cet argument est décisif en effet, lorsque la demande opposée à la demande principale est une demande en compensation, une demande indépendante de celle qui a été introduite la première. Mais il n'a plus aucune force , lorsqu'il s'agit d'use demande reconventionnelle proprement dite. M. Fougères a présenté sur ce point à la Chambre des Députés des observations pleines de sems et

d'exactitude.

«Une demande, a-t-il dit, est formée par le demandeur originaire. Le désendeur répond par une nouvelle demande. Une demande ainsi introduite par le demandeur peut être de trois espèces: ces trois espèces peuvent être examinées séparé-

« La demande peut être purement incidente ou en compensation ; elle peut être proprement dite reconventionnelle ; enfin elle peut être une demande en dommages-intérêts,

a Dans le premier cas, lorsque la demande est en compensation ou purement incidente, le système du projet de loi ne peut subir aucune cri-

« Il n'y a pas lieu à additionner les différentes demandes. Si chacune d'elles est inférieure au Néanmoins il sera statué en dernier ressort sur les demandes en dommages - intérêts, lorsqu'elles seront fondées exclusivement sur la demande principale elle-même (1).

dernier ressort, les premiers jnges ont le droit de statuer en dernier ressort. Pourquoi en est-il ainei? C'est qu'en pareil cas, il y a réellement deux procès, et non pas un seul; c'est que la réunion de ces deux procès est tout-à-fait fortoite.

« Le procès primitif ne s'est pas agrandi comme dans le cas d'une demande reconventionnelle; mais un second procès est venu se placer à côté du premier. Il faut donc que chacune de ces démandes soit appréciée suivant son importance prepre.

« Permettez-moi de vous le faire apprécier par

un exemple.

• Je forme contre quelqu'un une demande en paiement de 1,800 fr.; il me répond qu'il est luimême mon créancier d'une autre somme de 1,500 fr., et il forme contre moi une demande en compensation jusqu'à due concurrence.

a Cette demande en compensation est purement facultative. Le défendeur aurait pu ne pas
mopposer ce moyen. En l'opposant, qu'a-t-il fait?
a-t-il sgrandi mon proces? pas le moins du
monde. Seulement il a placé à côté de ma demande une autre demande, et il veut que la
compensation se fasse entre elles deux. En pareil
cas, il est parfaitement raisonnable que l'incident
ne change pas la compétence du tribunal; si les
deux demandes avaient été portées successivement
devant le tribunal, elles auraient été jugées toutes
les deux en dernier ressort.

« Eh bien! la circonstance toute fortuite qui fait qu'elles se présentent en même temps ne peut

pas changer la compétence.

« Mais en sera-t il de même si la demande est

reconventionnelle?

e Pour décider la question, il faut bien se pénétrer de ce que c'est qu'une demande reconventionnelle. Il ne faut pas équivoquer et appliquer cette dénomination à toutes les demandes incidentes formées par le défendeur. La demande reconventionnelle est celle qui a pour objet de reponsser la demande primitive. C'est un moyen de défense qu'emploie l'assigné, défense qui n'est complète, qui n'est tout ce qu'elle doit être, qu'en devenant offensive. En voici un exemple.

a Un individu a administré mes biens pendant mon absence. A mon retour, je prétends que, par suite de cette administration, il est mon débiteur de 1,500 fr. Il me répond que non sculement il me me doit rien, mais qu'au contraire, le résultat de son administration le constitue mon créancier de 1,000 fr. Eh bien l'remarquez que ce n'est pas un second procès placé à côté du premier, c'est le premier procès qui s'agrandit. D'après ma demande primitive, il n'était que de 1,500 fr.; mais la demande reconventionnelle qu'on m'oppose le porte à 2,500 fr.

«Ce n'est pas un second procès distinct et séparé du premier, qui ne s'y trouve joint que par hasard, par une circonstance plus ou moins fortuite; ce n'est pas une demande que j'aurais pu renvoyer à former à une autre époque; c'est une demande que je suis forcé de faire actuellement; c'est le complément indivisible de ma défense

contre la demande dirigée contre moi.

«La même hypothèse peut se présenter dans vn autre cas : Je demande à mon fermier de me payer 1,500 fr., montant du fermage; il me répond qu'il ne me doit rien, parce que je ne l'ai pas inis en jouissance, et réclaine lui-mème une indemnité de 1,500 fr. pour inexécution du bail. Remarquez que, dans ce cas encore, ce n'est pas un nonveau procès qui vient de naître; c'est le même bail, les mêmes engagemens qui se développent et dont les conséquences se produisent successivement, c'est la même cause sous une double face.

« Voilà ce qui caractérise véritablement la demande reconventionnelle, et je dis qu'en pareil cas, il n'est pas possible, sans contrevenir au principe posé duns l'article 1<sup>st</sup>, de décider que, nonobstant la demande reconventionnelle et quoique ajoutée à la demande principale, le procès se trouve présenter un intérêt supérieur à 1,500 fr.; le juge statuera cependant en dernier ressort.

le juge s'atuera cependant en dernier ressort.

• M. Pigrau définit ainsi la demande reconventionnelle : "Il faut que la demande en reconvention soit la défense contre l'action premièrement intentée. La demande en reconvention a lien aussi toutes les fois que cette seconde demande tire son principe de la même cause que la première, on procède de la même affaire, ou de la même convention. Mais si la demande qu'a droit de former l'assigné n'a pas de relation avec celle du demandeur, il n'y a pas lieu à reconvention.

Ainsi, la reconvention n'a lieu que lorsque la demande formée par le défendeur tire son principé de la même cause, des mêmes faits, des mêmes engagemens que ceux qui sont invoqués à l'appui de la demande originaire : eh bien, en pareil cas, je dis qu'il n'est pas possible de ne pas tenir compte de cette demande reconventionnelle, pour déterminer le taux du premier ou du dernier resort, et je crois l'avoir démontré. »

On ne peut, en effet, se dissimuler la puissance

de ces raisons.

Cependant, la Chambre, préoccupée du désir de prévenir toute discussion sur la question, toujours délicate, de savoir si une demande est véritablement reconventionnelle, a adopté l'article tel qu'il était proposé.

M. Parant a exprime clairement les intentiors de la Chambre.

« On a discuté beaucoup, a-t-il dit, sur la nature des demandes incidentes, reconventionnelles et en compensation. Je crois que tout cela pourrait faire quelque confusion dans la loi même, si l'on consultait la discussion de la Chambre; la définition des demandes reconventionnelles a tonjours été l'objet de graves difficultés parmi les jurisconsultes; je dirai même de beaucoup de subtilités. Il faut qu'il soit bien entendu que par ces expressions de la loi : demandes reconventionnelles et la compensation, nous avons voulu parler de toutes les demandes formées incidemment par le défendeur, contre le demandeur principal. »

(1) Ce paragraphe établit, pour les demandes en dommages-intérêts, une règle spéciale. Quolqu'elles élèvent, même soules, à une somme excédant 1,500 fr., le tribunal de première instance prononcera en dernier ressort, pourvu-toutefois qu'elles soient fondées exclusivement sur la demande principale. Si donc une demande en dommages-intérêts avait une autre cause que la demande principale, on rentrerait dans la règle générale,

3. Les tribundax dont les noms suffent. actuellement composés de trois juges et trois šupplēdus, sētoni, a l'avenir, composés de quatre juges et trois suppléans : Aleis,

et, selon qu'elle excéderait ou n'excéderait pes 1,500 fr., elle serait jugée en premier ou en dernier ressort.

Il peut se présenter des occasions où il sera difficile de décider si la demande en dommages-intéreis est exclusivement fondée sur la demande principale.

M. Persil, rapporteur, qui était opposé à l'adoption de ce paragraphe, a présenté l'hypothèse

suivante:

. Je soutiens que vous me devez la somme de 1,200 fr., et, pour sâreté de cette somme de 1,200 fr., je forme une opposition sur vous ; je vous assigne en condamnation devant le juge de première instance. Il ne s'agit que de 1,200 fr. ; il a le droit de juger en dernier ressort. Vous vous présentez, et, pour toute défense, vous dites que vous ne devez pas, et vous le prouvez; mais vous ajoutez que, par l'opposition que j'ai formée contre vous, je vous ai porte un immense préjudice; que, par exemple, je vons ai fait faillir, en vons empêchant, par mon opposition, de payer vos créanciers : vous concluez à 100,000 fr. de dommages-intérêts.

. Eh bien , u-t-il dit , d'après la disposition qu'on vous propose, le tribunal, jugeant que mon opposition est mal fondée, me condamnera en dernier ressort à 100,000 fr. de dommages-intérêts. Je crois

que cette disposition est mauvaise. »

Ce langage ne pourrait pas être tenu maintenant et en présence du texte de la loi, tel qu'il a été rédigé ; car, dans ce cas-la, la demande en dommages-intérêts ne serait pas fondée exclusivement sur la demande en condamnation ou en déclaration de validité de la saisie arrêt, elle aurait pour cause véritable lu saisie même.

Cette distinction, qui pent d'abord paraître un peu subtile, est, je crois, parfaitement exacte.

Quelques orateurs ont presenté à la Chambre des Députés des observations qui, sans avoir un trait direct à la question que j'examine ici, peuvent, oependant, etne considérées comme fevorables à

mon opinion.

. Supposez, a dit M. Pascalis, qu'à l'occasion d'une saisie faite au préjudice d'un négociant, d'un homme jouissant d'une grande considération, il soit allegne que cette saisie nuit à sou crédit, et qu'en consequence, une demande en dommages et intérets soit formée; cette demande en dommages intérets est alors principale. Bemarquez qu'il n'y a pas, dans ce cas, de demande formée de la part du saisigant. Il n'existe en son nom aucune action en justice; il y a une procedure en saisie. La demande en dommages intérêts du saisi est denc alors principale et nos incidente ou ac-cessoire. Cotte demande se trouve, par conséquent, régie par les règles ordinaires; elle est sujette à l'appel si , par son chiffre, elle excède le taux du dernier ressort. .

Sens doule, M. Pascalis raisonnait dans l'hypothese où il y avait en une sairie mobilière ou immobilière, et il disait, avec vérité, que comme le saiaissant n'avait pas formé une demande en justice, il n'était pas possible d'admettre que c'était sur sa demande que se fondait le défendeur pour réclamer des dommages-intérêts. Mais on n'est pas autorisé à tenir tout-à fait le même langage, lorsqu'il a en saisie-arrêt, suivie d'une demande en validité, conformément à l'art. 563 du Code de pro-

cédure civile : alors il y a bien demande en jus-tice, formée per le saisissent. A mon avis, on n'en aura pas moins le droit d'appeler du jugement qui aura statué sur la demande en dommages intérêts, si cette demende excède 1,560 fr., parce qu'en pourra dire que les dommages qui on été réclamés sent la réparation du tort qu'a causé l'opposition elle-meme; qu'ainsi , la demande reconvention nelle n'est pas foudée, et surtout n'est pas exclasi-soment foudée sur la demande principale.

Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agrit souls ment des demandes en dommages-intérêts formées par le défendeur. Le commission de la Chambre des Pairs avait introduit dans le paragraphe les mots par le défendent ; ils ent été supprimés sur l'observation des garde des secura « qu'il est évident qu'il n'y a que le défendeur lui-même qu puisse former une demande en dommages intéréte fondée sur la demande principale, puisque celui qui a formé la demande principate ne peut pas fonder, sur sa propae demande, une action en demmeges-intérêts; que, des lors, la réduction primitive est suffisamment claire.

Un article additionnel a été proposé après l'article 2, par M. Martin (de l'Isère,, en cos termos: « Les articles précédens sont applicables aux precès « commencés, et dont les tribunaux se tronveront « saisis au moment de la publication de la présente a loi. Néanmoins, les procès dans lesquels it sera e intervepa un jugement continueront à être régis e par la loi du 24 août 1799. »

Cet amendement a été repoussé, en ca qu'il violait la principe de la non rétroactivité; et, pour qu'il ne restât aucun doute, on a d'emandé qu'if y fût inséré un article tout contraîté à la proposition de M. Martin. Une rédaction dans ce sens n été présentée et adoptée, mais on l'a renvoyée à la fin de la foi comme formant une disposition transitoire; c'est l'art. 12.

A la suite de l'art. 2, il a élé encere proposé, par M. Portulis, une disposition additionnelle portant que • dans les procès en séparation de a corps, en interdiction, et dans les actions intene tées pour alimens ou vérification des actes de « l'Etat civil, et à raison de la spoliation d'un hé-« ritage , l'indigence des plaideurs pourra être con-« statce par le procureur du roi, qui devra préala-« blement consulter le maire de la commune où « réside l'indigent , lé receveur de l'enregistrement « et le juge de paix du canton.

« Lorsque l'indigence aura été reconnue , les « pieces et les demandes de l'indigent seront, à « la diligence du procureur du roi, soumises an « conseil de discipline des avocats, et à défaut « d'avocats, à la chambre de discipline des avoues,

· qui déclarera s'il y a lieu au procès.

« En cas d'affirmation, et sur le réquisitoire « conforme du procureur du roi, le président du « tribunal commettra les officiers ministériels qui « essisteront gratuitement les parties indigentes; « et les débourses nécessaires pour l'instruction et « le jugement du procès seront, tant pour les « avances que pour leur remboursement, assimilés aux dépenses prévues et réglées par le titre 2 da
 décret du 18 juin 1811.

On a opposé à cet article que l'arrêté de l'an . qui organise les chambres des avoués, les a chargées Altkirch, Argentin, Aubusson, Bagneres, Bayenz, Belfort, Bourgoin, Charolles, Espalion, Issoire, Largentière, Lure, Mauriae, Marvejols, Neufchâtel, Oloron, Roame, Saint-Gaudens, Saint-Girons, Saint-Lò, Saint-Marcellin, Sarreguemines, Saverne, Schelestadt, Uzes, Villefranche (Aveyron), Villefranche (Rhône), Wissembourg (4).

4. Les tribunaux dessaint-Etienne, Loire) et de Vienne (fisère), detuellement composés de quatre juges et trois suppléans, serent portés à sept juges et quatre suppléans.

En conséquence, ills servint augments d'un vice-président, de deux juges, d'un jugesuppléant, d'un substitut du mocureur du roi et d'un commis-greffer (\$8).

5. Seroni, à l'avenir, composts de sagt juges, au lieu de neuf, des dribunant dont tes rioms suivent : Alengon, :Auch, Bourbon-Vendée, Carpentras, Dignes, Astval, Le Mans, Miortauban, Monde-de-Mansa, Moutins, Niort, Penpignen, Saintes, Quimper, Saint-Guer, Saint-Brisuc, Vannas (3). 6. L'estribuna de Guereble, astanticment composé de neuf juges; sera porté rà

d'examiner les demandes formées par les indigens, afin que secours leur soit donné lorsqu'il y a apparence de droit; qu'il y a également auprès des avocats un comité de consultations gratuites pour les iindigens; qu'enfin, pour ce qui tient à l'état des personnes, il y a des dispenses spéciales au profit des indégens; qu'enfini, il est dréontestable que toutes les fois qu'un indégent à une apparence de droit, il trouve accès devant la justice; que des lors, l'améndement est intille. Ces considérations ont fait rejeter l'article proposé.

Une rédaction nouvelle de M. Durand (de Loiret-Cher) n'a pas mieux été accueillie.

:(1) Le :projet du gouvernement contensit deux articles qui-précédatent calui-si, sous les n. 3 et f. Il n'est pus isautie d'en reproduire le texte. Le voici : « Art. 3. Les tribunaux dont les mouss sui- « vent, actaeilement composés de l'esis-jages et de « trois suppléans : Alvenir, composés de « quatre, jages et trois suppléans : Alvenir, composés de « quatre, jages et trois suppléans : Alvis, Ambert, « Arbois, Avences, Bernoy, Brioude, Loches, Louviers, Millau, Pont Audener, Saint-édrique, « Saint-Girons, Sarreguemines, Schelestadt, Tré- voux, Wissembourg. — Art. 4. Les tribunaux dont les noms suivent, actuellement composés « de quâtre juges et trois suppléans, seront, à l'avenir, composés de quâtre juges et quatre suppléans : Aurillac, Limoges, Lisieux, Riom, Tour- non, Valognès. »

Ges deux articles, don' la commission a demandé la suppression, sondée sur ce que, a près l'acceptation de la nouvelle loi sur les justices de paix, les triburaux 'civils verraient diminure' béaucoup le nombre des affaires dont ils 'sont attuellement chargés, puisqu'ils ne commatratent prus que des causes dont la valeur dépasse 100 fr., ont été fondus en partie dans l'art. 3 actuel, sinon rejetés entièrement du projet.

Les mouts des changemens proposés 'par cet article et les suivans dans le personnel de phisèteus tribunaux, ont été ainsi exposés par le ministre : « C'est à défant de documens qui n'étaient pas receillis alors sur les occupations de chaque siège, que le nombre et le placement des magistrats ont été réglés en 1800 et 1810, d'après un seul étément : la population des divers ressorts. Cependant d'autres causes evereant une influence nécessaire sur la maltiplication et l'importanse des contestations judiciaires, telles que la division plus ou moins grande des immembles, la richesse industrielle, le mouvement commercial, le caractère des habitans, leur propension plus ou moins déclarée vers les procès, résultat d'habitades con-

tractées qui ne s'expliquent pas toujours par l'appréciation saine et juste des inférêts.

«Depuis long-temps; il était reconnu qu'entre des sièges composés d'an personnal égal, el gristait une très grande inégalité d'occupation; que la le juge sufficial à sas devois en leur consecrature. I sible partie de sen depuis en leur consecrature. I sible partie de sen depuis qu'ici le sele pe multipliait en vain, pour empècher l'accroissement de l'arrèré. Les documens-statistiques rassemblés depuis plusieure années, tout incomplèts qu'ils depuis plusieure années, a la considère avec la reproduction des rapsequemens qui s'y trouvent consider, apuels vont les nièges auprès desquels existent res différences, et quelle en est la proportion avec le nombre des magnitals.

"The sont les indications fournies oper mes dafileaux qui entruirigé des ausurs du premier projet et la commission dans leurs propositions
'the gittent arien ou de suppression dans sont ain
routhre de figges des mellem étérmene out, service
base lature entre propositions. C'est en présidentes
considération tous les faits prometitis et les éouseque nes qui en ont été tritées, que et se pourse
projet reproduit que le que entre des dispositions de
l'anoiem projet, et prepose d'en modifier plusistars
seutes."

(2) Les chambres temporaires établies près de ces tribunaux justifient soffisamment l'augmentation des juges de ces sièges.

(3) Cet article, dont la commission proposent la suppression, a pour motif principal la disposition de l'art. 1º de la loi du 4 mars 1681 ; qui a similità trois les cinq menhier dont, araient de 4 quapposées les cours d'assises par les art. 252 et 253 du Code d'instruction criminélle. Le gouvernement a pensé que, dans les sièges où la suppression dait proposée, le nombre feermagistrats se devatit plus être aussi considérable, puisqu'an lieu de quatre fuges qui deviimit être pris autrefois dans etrabunal, pour formée la cour d'assises, il "by en saut plus que deux, aux termes de la loi du 4 mars 1631.

C'est de la base même donnée à cet artiste que la commission a tiré ses argunaes constre son adoption. « Dès que la réduction qui vens estproposée, a dit le rapporteur de la commission, est fondée sur le maintien de la lor du 4 mars 1821, et en vue de la fination à toujours du sembrade trois juges pour composer les cours d'assisses, venseaumnission a été amende à disouter vette imperiante question, d'où peut dépendre la dignité de la jus-

douze, et formera à l'avenir trois chambres.

En conséquence; il sera augmenté d'un vice-président, de deux juges, de deux juges - suppléans, d'un substitut et d'un commis greffler (1).

7. Le nombre, la durée des audiences et leur affectation aux différentes natures d'affaires, seront fixés, dans chaque tribunal, par un réglement qui sera soumis à l'approbation du garde des sceaux (2).

8. Dans les tribunaux où il sera formé une chambre temporaire, les juges-suppléans qui feront partie de cette chambre, comme juges ou substituts, recevront, pen-

dant toute sa durée, le même traitement que les juges (3).

9. Dans le cas où la peine de la suspension aura été prononcée contre un juge pour plus d'un mois, un des juges-suppléans sera appelé à le remplacer, et il recevra le traitement de juge.

10. Tout juge-suppléant qui, sans motifs légitimes, refuserait de faire le service auquel il serait appelé, pourra, après procès-verbal constatant sa mise en demeure et son refus, être considéré comme démissionnaire (4).

11. Dans tous les cas où les tribunaux de

tice, sa force, son autorité et la garantie des droits les plus sacrés des citoyens. Elle n'a pas cru sortir de ses attributions, ni s'exposer au reproche d'affaiblir le respect dà à la loi, en supposant que celle du à mars 1831 pât être modifiée, puisqu'elle a été précédée, dans cette carrière, par une sorte de cri général, puisque l'abrogation a été demandée par la majorité des cours royales, et que la cour de cassation a proposé, dans ce but, un article additionnel que le gouvernement s'était luimème approprié en en faisant un article de son projet rectifié. »— Voici cet article: « Les cours « d'assies seront tenues par cinq magistrats. — La « loi du à mars 1831 est abrogée. — En con« séquence, les art. 252 et 253 du Code d'in« struction criminelle seront rectifiés sinsi qu'il « suit, etc. »

L'article, faiblement sontenu par le gouvernement, a néanmoins été adopté, mais sans qu'il soit rien préjugé à la question d'existence de la loi

: de 1831.

Il faut observer que la réduction ne s'opérera que par voie d'extinction; c'est ce qui a été reconnu lors du rejet de l'art. 15 du projet. « Dans la loi votée l'année dernière sur le tribunal de la Seine, à dit M. Vivien, on a prononcé la réduction de quatre juges. Eh bien! la loi a porté que cette réduction serait opérée par voie d'extinction; je crois que les termes de l'art. 5 suffisent. »

Par ce motif, on a écarté une disposition portant que, jusqu'à ce que les réductions fussent opérées, on ne pourvoirait qu'à une nomination

sur deux vacances.

(1) Vov. la note sur l'art. A.

(2) L'article du gouvernement portait que le réglement serait soumis à la Cour royale, et il sjoutsit : « La délibération relative à cet objet « aera immédiatement obligatoire, après avoir été « ainsi approuvée ; mais il en sera donné connais» sance au garde des sceaux, qui statuera définiti- vement, s'il ne partage pas l'avis de la Cour « royale. »

La commission a proposé la suppression de cette disposition, par la raison qu'elle laisserait subsister une sorte de confusion entre les pouvoirs des cours royales et les attributions du ministre de la justice.

Cet article modifie l'art. 16 de la loi du 27 ventôse an 8, en ce qu'il substitue à l'approbation du gouvernement celle du garde des sceaux.

Voyez aussi l'arrêté du 6 floréal an 10, portant réglement pour le tribunal de la Seine, et le décret du 30 mars 1808.

A la Chambre des Pairs, on a demandé au gards des sceaux comment il ferait exécuter ce réglement,

Il a répondu : « Que, dans les réglemens de tribunaux soumis au garde des sceaux, il y a quéque chose de laissé au sentiment du dévoir que possède la magistrature; qu'il est certain que le réglement peut n'être pas exécuté par un tribuna, mais ce sera un cas très rare. Il sera toujours etécuté sans avoir besoin de recourir à une meur disciplinaire. Il y a une contrainte morale que nous avons cru suffisante. Il y a, du reste, les principes généraux sur la discipline des magistrais. Quand ils manquent à leurs devoirs, il y a recondevent la Cour royale. Mais ce n'est pas ici une loi de discipline que nous vous proposons.»

Vo, ez la loi de ventose an 8, art. 16; la loi de 20 avril 1810 sur l'organisation des tribunaux.

(3) M. Debelleyme a proposé d'accorder le bréfice de cette disposition aux juges-suppleus intempliraient temporairement les fonctions de jugus a struction, et de l'étendre au tribunal de la Seine. Mais on a prétendu que le tribunal de la Seine étaire par une loi spéciale; et, sur ce motif, qui, comme on le voit, ne répond pas aux considerations graves présentées par M. Debelleyme, la Chambre a rejeté la sage et équitable disposition qu'il avait proposée.

(4) Voyez la loi du 20 avril 1810, art. 48.

Ces mots: Sans motifs légitimes, et sa mise en de meure, n'existaient pas dans le projet. Ils ont ét introduits dans l'article sur la proposition de la commission.

La commission de la Chambre des Pairs a or que cet article n'allait pas assez loin dans les ranties qu'il donne aux juges-suppléans, et que se prévisions laissaient quelque chose à désirer pour les préserver d'un acte arbitraire es passionné.

« Ainsi, a dit le rapporteur, le projet n'indique pas par qui le procès-verbal de mise en demeur doit être dressé, et pourtant cet acte est d'une telle importance pour le sort du juge-suppléant, que votre commission a pensé qu'il fallait lever toule équivoque, en déterminant avec netteté quel et le magistrat dont il doit émaner, exclure l'idée de l'intervention de tout autre fonctionnaire.

"D'un autre côté, votre commission a craint que, par une décision précipitée, le juge-suppléant fût mis dans l'impossibilité de se défendre et d'éclairer la religion du ministre, soit sur la réalité du refus qu'on lui impute, soit sur la légitimité de ses motifs, » monarchie const. — Louis-Philippe 101. — 16, 23 mars, 12 avril 1838.

première instance statuent en assemblée générale, l'assemblée devra être composée, au moins, de la majorité des juges en titre.

Les juges-suppléans n'auront voix délibérative que lorsqu'ils remplaceront un

Dans tous les autres cas, ils auront voix consultative (1).

12. Les dispositions des art. 1er et 2 de la présente loi ne s'appliqueront pas aux demandes introduites avant sa promulgation (2).

13. L'art. 5, titre IV de la loi du 16-24 août 1790, sur la compétence des tribunaux civils de première instance, est abrogé (3).

12-13 AVAIL 1838. - Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour complément des dépenses secrètes de l'exercice 1838 (4). (1X, Bull. DLXV, n. 7337.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'intérieur un crédit extraordinaire de un million cinq cent mille fr. (1,500,000 fr.), pour complément des dépenses secrètes de l'exercice de 1838.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 20 juillet 1837 pour les beseins de l'exercice de 1838.

23 MARS-13 AVRIL 1838. - Ordonnance du roi qui établit une chambre de commerce à Gray. (IX, Bull, DLXV, n. 7338.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, etc.

Art. 1er. Il est établi une chambre de commerce à Gray (Haute-Saône ). Elle sera

composée de neul membres.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

16 mars == 23 avert 1838. - Ordonnance du roi portant réglement, d'après la hiérarchie militaire des grades et des fonctions, sur la progression de l'avancement et la nomination aux empleis dens l'armée, en exécution de la loi du 14 avril 1832. (IX, Bull., DDXVI, n. 7344.)

Louis-Philippe, etc., voulant déterminer le mode de concours aux différens grades et emplois dans l'armée, conformément aux principes de la loi du 14 avril 1832;

En conséquence de ces craintes, la commission proposait d'sjouter que le procès-verbal serait rédigé per le magistrat qui présidera le tribunal; qu'en outre de sa mise en demeure et de son refus, il constaterait les excuses qu'il invoque; enfin, qu'il ne serait considéré comme démissionnaire qu'un mois après la notification qui lui aura été faite dudit procèserbal. Cette dernière disposition était puisée dans l'art. 48 de la loi de 1810.

Cet amendement a été rejeté comme inutile, sur l'observation du garde des sceaux que le procèsverbal sersit incontestablement dressé par le président du tribunal; qu'il est inutile de parler des excuses, car le proces-verbal doit tout dire; qu'enfin, il est bien entenda que le ministre prendra le temps nécessaire pour s'éclairer, car l'article ne dit pas sera réputé, mais pourra être réputé démissionmaire. Or, que ce mot pourra fait assez entendre que l'entorité publique, que le ministre prendra le temps de s'éclairer sur la valeur du procès-verbal.

Il a été reconnu dans la discussion à la Chambre des Pairs, par M. le garde des sceaux, qu'il faudrait une ordonnance royale pour retirer au jugesuppléant ses fonctions.

(1) L'article du projet portait seulement : « Dans • tous les cas où les tribunaux de première instance statuent en assemblée générale ou autrement, · les juges-suppléans n'auront voix délibérative que

« lorsqu'ils remplaceront un juge. » Le président a demandé si le § 2 se réfère aux assemblées générales ou simplement à l'exercice du pouvoir judiciaire.

On a répondu : « Aux assemblées générales. » « Alors, c'est une innovation, » a repris le président.

• Oui, a-t-on dit, mais c'est un principe de droit commun.

(2) Voy. la note sur l'art. 2.

(3) On a dit que, par suite d'un amendement adopté (l'art. 3), la loi de 1790 ne pouvait être

rapportée que sauf une modification à cet article, Mais on a répondu que cela n'a pas besoin d'être exprimé; que la loi se coordonne; que cet article aura son effet, et que l'abrogation prononcés est subordonnée aux conséquences de l'art. 3.

Deux amendemens proposés successivement ent été rejetés; l'un, de M. Portalis, était ainsi conqu : « Les juges-suppléans auront droit, par rang d'an-« cienneté, à la moitié des places de juges qui « deviendront vacantes dans les tribunaux près desquels ils exercent leurs fonctions. Le second a été proposé par M. Liadières :

« A dater de la promulgation de la présente loi, a nul ne pourra exercer de fonctions dans la ma-« gistrature s'il n'a passé préalablement par les « divers degrés de la hiérarchie judiciaire. »

La Chambre a refusé d'en entendre le développement, et son auteur l'a retiré, en se réservant de le reproduire dans une autre occasion.

(A) Présentation à la Chambre des Députés le 19 fév. (Mon. du 20); rapport par M. Debelleyme le 5 mars (Mon. du 6); discussion le 12 mars (Mon. du 13) , le 13 (Mon. du 14); adoption le 14 mms (Mon. du 15), à la majorité de 249 voix contre 133.

Présentation à la Chambre des Pairs le 21 mars Mon. du 22); rapport par le comte de Portalia. le 2 avril (Mon du 3); discussion le 6 (Mon du 7); adoption le 7 (Mon. du 8), à la majorité de 129 vois contre 22.

considérant, que les régles à établis à coteffet doivent être également en harmonia avec les dispositions de la loi du 19 mai 1854 aur l'état des officiers, avec l'organisation des troupes, les nécessités du service et les principes de la hiérarchie militaire; sur le rapport de notre ministré secrétaire d'État au désastement de la guerra, etc.

# TAIRE BY, -- BR SA HARRACHIR MISS-

Art. 4er. La hiérarchie militaire se compose des grades cl-après : cappral ou brigadier, sous - officier, sous - lieutenant, reutenant, capitaine, cher de bataillon, cher d'éscadron ou major, lieutenant-colonnel, colonel, maréchal-de-camp, lieutenant-général, maréchal de France.

2. Le grade de coperal compreud les smalnis de caporal el de caporal-fourrier. Le grade de heigadier comprend les emots de brigadier et de brigadier-fourrier. Le grade de sous-officier comprend les emplois de sergent et de maréchal-des-logis, ila aargan i-fourvier, es de marécitat-des-logisfemrelitit, de tembour-major et de trompettemajor, de sergent-major et de mandhab destinais chef. et d'adudent. Les sergensfourriers et les maréchaux-des-logis-fourriers prennent rang parmi les sergens et les maréchaux des logie. Les tambours majors et les trompettes-majors prennent rong parmi les sergensemajors et les marécheuxdes logis-chela

S. Lo sang des caporaux et des brigadiers est déterminé entre eux par l'ancienneté dans le grade. Cette ancienneté est comptée du four où la nomination au grade a été mise à l'ordre du régiment. A égalité d'ancienneté de grade, le rang des caporaux ou des brigadiers entre ent est déterminé par la det de l'arrivée sous les drapeaux, ensuité par l'âge et enfin par le sort. Les caporaux founiers et brigadiers fourriers commandant à tous les caporaux et brigadiers. A égalité d'ancienneté d'emploi, les esperaux fourriers et brigadiers fourriers premient rang entre eux d'après leur ancienneté dans le grade de caporal ou de trigadier.

4. Le rang des sous officiers exergent le même emploi ou classés ensemble conformément à l'ast. Z est défermins entre ensemble calienneité date l'emploi. Cette ascienneité est comptée du jour où la nomination à l'emploi » été mise à l'ordre du régiment. A égalité d'ancienneté d'emploi, les sergens-majors on marér haux-des-logis chefs, sinsi que les adjudans, prépanent rang dans fours emplois respectifs suivant la date de leur nomination à l'emploi de sergent ou de leur nomination à l'emploi de sergent ou de

menéchal-des-legie. A égalité d'anciennelé dans cet emploi, leur rang se règle comme pour les caporaux et les brigadiers. La supériorité d'emploi donne le même droit au commandement que la supériorité de grade. Dans le grade de sous officier, le sergent-major ou maréchal-des-logis-uhaf est le supérieur du sergent ou maréchal-des-logis; l'adjudant est le supérieur du sergent-major ou du maréchal-des-logischef.

5. Le rang des officiers du même grade est déterminé par l'ancienneté dans ce grade. Cette ancienneté compte de la date du brevet, deduction faite, s'il y a lieu, des interruptions de service (article 16 de la loi du 14 avril 1852), on du temps auquel l'officier renonce volontairement en cas de permutation (art. 55 et 56 de la présente ordogname). Le jour où a été nendre l'ordonnance qui a conféré le grade, ou l'époque à laquelle cette ordonnance sit remonter la nomination dans les circonstances prévues par les art. 36 et 128 daprès, détermine la date du brevet. Celle date est relatée dans la lettre ministérielle portant avis de la nomination. En cas Tinterruption de service ou de renonciation volontaire par suite de permutation, la lettre ministérielle qui rappelle l'officier à l'activité ou qui le fait changer de corps ou d'armes, mentionne les dé inctions opérées dans son ancienneté de grade et la daté nouvelle à laquelle il prend rang dans l'armée. L'interruption de service des officiers compte du jour de la décision qui a pronousé leur mise en non activité peu instrmités temporaires ou par retrait of suspension d'emploi, jusqu'au jour de la décision qui les rappelle dans les cadres.

6. A égalité d'anciennaté de grade, la priozité de rang se détermine par l'ancienneté dans le grode immédiatement inférieur. A égalité d'ancienneté dans le grade immédiatement inférieur, elle se règle sur l'ancienneté dans le grade précédent, et ainsi de suite jusqu'au grade de caporal ou de higadier. La date de la nomination à l'emple de sergent ou de maréchal-des-logis détemine le rènig des sous-officiers pròmus le même jour au grade de sous-lleutenant.

7. les élèves de l'école royale polytechnique on de l'école spéciale militaire, qui sont promus au grade de sous-lieuteant le même, ique, prennent rang entre est, dans les armes où im sent piacés, d'après le numéro de mérite qu'ils ent obtent au examens de sortée de ces écoles. Les soldats, les caporaux ou brigadiers et les sous-officiers admis à l'école royale polytechaque ou à l'école spéciale militaire renouemb, par le fait de leur entrée dans ces écoles, à

compter leurs aervices autérieurs, mais seulement pour leur classement comme sous-lieutenans lors de leur promotion à ce grade. Les élèves de l'école royale polytechnique qui, après avoir satisfait aux examens de sortie, sont, à défaut d'emplois dans les services spécieux affectés à cette école, placés comme sous-lieutenans dans l'infanterie ou dans la cavalerie, le même jour que des élèves de l'école militaire, ont toujours la prierité de rang sur ces dermaiers.

3. Les élèves de l'écolo royale polytechmique comptent comme service de sousofficier le temps de lour séjour à l'école (loi du 25 fimaire an 8). Ceux d'entre eur qui étaient sous-officiers dans l'asmée avent Leur entrée à l'école, ajoutent à leur an-Ciapagé dans ce grade le temps qu'ils ent passé à l'école. Les élèves de l'école spéciale militaire qui étaient sons-officiers, caperaux ou brigadiers dans l'armée au moment de leur admission, ajoutent à leur angienmeté dans le grade dont ils étaient pourvus la temps de leur séjour à l'école. Ceux qu'i n'étaient que soldats ou qui n'ent pas servi dans l'armée avant leur admission, ne complent comme caporaux on comme sousofficiers que du jour où ils ont occupé l'un de ces emplois à l'ésole.

9. Nul ne peut exercer les fonctions d'un grade supérieur ou inférieur au sien que transitoirement, en cas de vacance eu en

l'abgence d'un titulaire.

TITRE II. — RÈGLES GÉNÉRALES POUR L'AVANCEMENT.

CHAPITRE Por. - Disposition générale.

10. Augune promotion na peut avoir lieu qu'en raison de vacance dans les cadres de l'armée,

CHAPITRE H. — Admission dans les compagnies d'élite et passage des soldats à la première classe,

44. Les soldets d'infantazio ne pezvent fina admia dana les compagnies d'élite qu'aprés accir sevi activement pendant signesse. Dans toutes les armes où il y a des soldets des première classe, la même durée de service est exigée pour passer de la destaidanc classe à la première. Dans l'infantazio, les soldets des compagnies d'élités dans, la cavalerie, les soldats de première classe, sont nemmés au choix par le chef de corps. Dans les autres armes et dans los corps spéciaux, le passage de la sannde. classe à la première a lieu par enclesses de la première a lieu par enclesses pour l'avangement en campagne et aux colonies.

CHAPITRE III. — Avancement au grade de caporal ou de brigadier et aux emplois du grade de sous-officier.

12. L'avancement au grade de caporal ou de brigadier et aux emplois du grade de sous-officier a lieu au choix. Sauf les cas exceptionnels prévus par la présente ordonnance, les nominations sont faites par le chef du corps, qui choisit parmi les sujets portes sur le tableau d'avancement, présens au corps ou détachés pour le service. Pour les emplois de sergent-fourrier, eu de maréchal-des-logis-fourrier, de sergent-major ou de maréchal-des-logis-chef, le commandant de la compagnie, de l'eseadron ou de la batterie où l'émploi est vacant, présente trois candidats portés sur le tableau d'avancement. Sa proposition est remise par lui au major, qui la transmet avec ses observations, per la voie hiérarchique, au chef du corps, lequel nomme un des trois sujets proposés.

Dans les compagnies qui forment corps, ces nominations sont soumises à l'approhatien durmaréchal-de camp sons les ordres duquel se trouve la compagnie, ou à celle du directeur de l'artillerie ou du génie, si ces compagnies appartiennent à l'une ou à l'autse de ces deux armes. A moins d'ordres contraires de neive ministre de la guerre, le remplacement des caporaux ou des brigadiers et des sous-officiers a lieu au fur et

à mesuro des vacances.

43. Pour être nommé caporel du brighteler, it faut remplir les conditions suivantes : 1º Avoir servi activement pendant six mole au mohis dans un des corps de l'aumés; 2º saveir lire et écrire; 3º connaître les fonctions de ce grade définités dans les réglemens sur le service întérieur, le survice des plates et céful des armées en campugne, ainsi que les principales dispositions du Code pond' militaire.

14. Les sergens sont choisis parmi les caporaux et les caporaux-fourriers. Les maréchaux-des-logis parmi les brigadiers et les brigadiers-fourriers. Pour être nommé sergent ou maréchal des logis, il faut : 10 avoir servi six mois au moins dans le grade de caporat ou de Brigadier; 2º connaître les fonctions de sergent en de maréchal-des-logis définies dans les réglemens sur les marcures, sur le service intérieur, le service des places et celui des armées en campagne.

15. Dans les corps dont l'organisation n'admet qu'un fourier par compagnie; escadron ou batterie; ce fourier est choisi parmi les sergens ou les maréchismides-logia, et subsidisfrement parmi les caporaux ou les brigadiers aptes à cet em-

ploi. Dans les corps dont l'organisation comporte un maréchal-des-logis-fourrier et un brigadier-fourrier par escadron ou batterie, le premier est choisi parmi les maréchaux - des - logis et subsidiairement parmi les brigadiers portés sur le tableau d'avancement; le second est choisi parmi les brigadiers et subsidiairement parmi les soldats portés sur le tableau d'avancement. Pour être nommé à l'emploi de fourrier, il faut, indépendamment des conditions exigées ci-dessus, 1º savoir écrire couramment et correctement sous la dictée; 2º counaître les élémens de la grammaire et ceux de la comptabilité d'une compagnie, d'un escadron ou d'une batterie.

16. Les sergens-majors sont choisis parmi les sergens ou les sergens-fourriers; les maréchaux-des-logis-chefs le sont parmi les maréchaux-des-logis ou les maréchaux-deslogis-fourriers. Les uns et les autres doivent avoir au moins six mois de grade de sous-ofcier; toutefois les sergens-fourriers ou les maréchaux des-logis-fourriers ne peuvent ctre nommés à l'emploi de sergent-major ou de maréchal des-logis-chef qu'autant qu'ils ont exercé pendant trois mois au moins les fonctions de sergent de section ou de maréchal-des-logis de peloton ou de batterie. Pour être nommé à l'emploi de sergentmajor ou de maréchal-des-logis-chef, il faut, indépendamment des conditions exigées pour être fourrier, sergent ou maréchal-des-logis, 1º connaître les détails de la comptabilité d'une compagnie, d'un escadron ou d'une batterie; 2º connaître les devoirs du sergent-major ou du maréchal-des-logis-chei définis dans les régle mens sur le service intérieur, le service des places et celui des armées en campagne.

17. Les adjudans sont choisis indistinctement parmi tous les sous-officiers ayant un an de grade; toutefois, les sergensfourriers et les maréchaux-des-logis-fourriers ne peuvent être nommés à l'emploi d'adjudant qu'autant qu'ils ont été six mois au moins sergens de section ou maréchaux-des-logis de peloton ou de batterie.

18. Les caporaux-tambours, les caporaux-clairons et les brigadiers-trompettes sont choisis parmi les caporaux ou brigadiers, et subsidiairement parmi les soldats ayant six mois de service. Les tambours-majors et les trompettes-majors sont pris indistinctement parmi les sous-officiers, les caporaux ou brigadiers et les soldats propres à cet emploi. Les soldats, caporaux ou brigadiers, sergens ou maréchaux-des-logis désignés à cet effet, sont pourvus, à mesure qu'ils ont accompli le temps de service exigé, du grade ou

de l'emploi supérieur jusqu'à celui de sergent major ou de maréchal-des-logischef inclusivement; ils prennent alors le titre de tambour-major ou de trompettemajor. Les emplois mentionnés au présent article peuvent, en raison de leur spécialité, être donnés à des militaires qui ne sont pas portés sur le tableau d'avancement.

19. Dans les troupes à pied, les maîtres de musique; dans toutes les armes, les maîtres ouvriers (armurier, sellier, tailleur, cordonnier ou bottier) qui sont liés au service en vertu de la loi du recrutement, sont pourvus, successivement et à mesure qu'ils ont accompli le temps de service exigé, du grade de caporal ou de brigadier et de l'emploi de sergent ou de maréchal-des-logis. Lorsqu'ils sont parvenus au grade de sous-officier, ils peuvent, sur leur demande et avec l'approbation de l'inspecteur-général, passer comme sergens ou maréchaux-des-logis dans une compagnie, un escadron ou une batterie. Ils ne peuvent néanmoins concourir pour l'avancement au grade de sous-lieutenant qu'après avoir exercé pendant deux ans dans la compagnie, l'escadron ou la batterie, les fonctions de sous-officier.

20. Les vétérinaires en premier prennent rang après les adjudans; les vétérinaires en second prennent rang après les maréchaux-des-logis-chefs. Ceux d'entre eux qui sont liés au service en vertu de la loi du recrutement peuvent concourir pour l'avancement au grade de sous-licutenant, aux conditions énoncées au paragraphe 2

de l'article précédent.

21. Les élèves de l'école militaire peuvent être placés dans un corps d'infanterie comme caporaux après six mois de service dans cette école, et comme sergens s'ils ont occupé cet emploi à l'école où s'ils y ont été caporaux pendant six mois. Tontefois, ceux qui étaient caporaux ou brigadiers dans l'armée peuvent y être placés comme sergens ou maréchaux-des-logis, si leur nomination au grade de caporal ou de brigadier date de six mois au moins.

22. Les sous-officiers descendus à un emploi ou à un grade inférieur à celui dont ils étaient pourvus comptent leur ancienneté dans cet emploi ou ce grade inférieur, à partir de l'époque à laquelle ils y avaient été précédemment nommés. Les sous-officiers qui ont ainsi rétrogradé, les sous-officiers et les caporaux ou brigadiers qui, par suite de leur cassation, sont redevenus soldats, ne peuvent de nouveau obtenir de l'avancement que selon les règles établies par la présente ordonnance. Leur ancienneté dans les grades ou emplois qui

leur sont confèrés ne comptent que du jour de leur nouvelle nomination.

23. Les caporaux ou brigadiers et les sous-officiers en congé illimité conservent leur grade. En cas de rappel au service, le temps qu'ils ont passé en congé illimité est déduit pour la fixation de leur ancienneté de grade.

24. Sauf ce qui est prescrit pour l'admission des sous-officiers et des caporaux d'infanterie dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, et dans les compagnies de discipline, les caporaux ou brigadiers et les sous-officiers qui ont reçu leur congé de libération ne peuvent rentrer dans l'armée que comme soldats. Ils y prennent rang d'après leurs anciens services; mais ils sont susceptibles d'être pourvus de l'emploi qu'ils occupaient au moment de leur libération. Les sous-officiers réadmis au service avec leur grade, mais dans un emploi inférieur à celui qu'ils occupaient au moment de leur sortie du service, comptent leur ancienneté dans cet emploi inférieur, de l'époque de leur première nomination, en faisant déduction du temps pendant lequel leur service a été interrompu. Lorsqu'ils sont nommés de nouveau à l'emploi supérieur, ils comptent pour leur ancienneté dans cet emploi le temps pendant lequel ils l'ont occupé avant d'avoir été congédiés.

25. L'inspecteur-général vérifie si les nominations aux emplois du grade de caporal ou de brigadier et à ceux du grade de sous-officier, faites par les chefs de corps depuis la dernière inspection, l'ont été conformément aux dispositions de la loi et de la présente ordonnance. Toute nomination qui y serait contraire est nulle de plein droit; il en est rendu compte à notre ministre de la guerre, qui statue sur la position du militaire irrégulièrement nommé, et sur les mesures à prendre à l'égard du chef de corps.

CHAPITRE IV. — Sous officiers, caporaum ou brigadiers et soldats détachés de leur corps pour un service spécial.

26. Les sous-officiers, les caporaux ou brigadiers et les soldats détachés pour un service spécial, par ordre de notre ministre de la guerre, continuent à compter à leur corps. Les caporaux fourriers ou brigadiers-fourriers, les sergens-fourriers ou les maréchaux - des-logis-fourriers, les sergensmajors ou les maréchaux-des-logis-chefs et les adjudans sont remplacés dans leur emploi, mais ils comptent dans le cadre de leur corps, savoir; les caporaux-fourriers

et les brigadiers-fourriers comme caporaux ou brigadiers; les autres comme sergens ou maréchaux-des-logis; et ils ne peuvent être employés qu'à ce titre dans les services spéciaux pour lesquels ils sont détachés; s'ils rentrent à leur corps sans avoir obtenu de l'avancement, ils ont droit aux premières vacances qui surviennent dans les emplois dont ils étaient pourvus au moment où ils en ont été détachés. Pendant au'ils sont détachés, ils ne peuvent obtenir de l'avancement qu'autant qu'ils sont portés sur le tableau d'avancement du corps dont ils sont partie. Ceux de ces militaires qui étaient inscrits sur le tableau d'avancement au moment où ils ont été détachés de leurs corps peuvent continuer d'y être portés, pendant la durée de leur service spécial, par l'officier-général chargé de les inspecter. Ils sont portés en sus du nombre de candidats déterminé. Tout militaire détaché pour un service spécial, qui est proposé pour l'avancement, peut être nommé, par notre ministre de la guerre, caporal ou brigadier, sergent ou maréchal-des-logis, lorsqu'un de ces emplois vient à vaquer dans ce service spécial. Néanmoins, sa nomination n'a lieu qu'autant qu'un emploi du même grade peut lui être conféré dans le cadre du corps auquel il appartient; à cet effet, le chef de corps, lorsqu'il en reçoit l'ordre, réserve à ce militaire la première vacance de ce grade qui survient dans son régiment, et en rend compte à notre ministre de la guerre. A leur rentrée au corps, les militaires ainsi promus prennent possession des emplois qui leur ont été réservés.

27. Les sous officiers nommés à l'emploi d'adjudant à l'école royale polytechnique, à l'école spéciale militaire et au collége royal militaire de la Flèche, sont choisis parmi tous les sous-officiers en activité de service portés au tableau d'avancement pour le grade de sous-lieutenant. Ces sousofficiers sont rayés des contrôles de leur corps, et font définitivement partie du cadre des adjudans de l'école ou du collége royal militaire; ils sont inscrits à leur arrivée sur le tableau d'avancement de l'établissement, et continuent d'y être portés pendant la durée de leur service spécial, à moins que l'inspecteur-général ne juge qu'ils ont cessé de mériter cette distinction. S'ils rentrent dans les corps de l'armée sans avoir obtenu de l'avancement, ils n'y sont placés que comme sergens ou maréchaux-des-logis. Après deux ans de service dans les écoles ou au collége royal militaire, les adjudans qui ont continué d'être portés par l'inspecteur-général sur le ta-bleau d'avancement de l'établissement où ils sont employés, nous sont présentés de préférence pour un des premiers emplois de sous-lieutenant qui viennent à vaquer dans leur arme. Ils ne peuvent, sous aucun prétexte, continuer à servir avec leur nouveau grade dans l'établissement auquel ils sont attachés.

# CHAPITRE V. — Avancement aux différens grades et emplois d'officier.

28. Toutes les promotions aux grades d'officier, tant à l'anciennete qu'au choix, sont faites par nous sur la présentation de notre ministre de la guerre. Les changemens qui ont pour but de faire passer un officier d'un emploi à un autre dans le même grade sont ordonnés par notre ministre de la guerre. Si ces changemens concepnent un colonel, un intendant militaire ou un officier-gènéral, ils sont soumis à notre approbation.

29. Aucun officier pe peut être reconnu dans son emploi que sur la présentation de son brevet ou de sa lettre de nomination signée par notre ministre de la

guerre.

50. Lorsqu'un emploi d'officier vient à vaguer dans un corps, le chef de ce corps en informe aussitét, par la voie biérarchique,

notre ministre de la guerre.

51. Aucun officier ne peut obtenir de l'avancement à l'aucienneité s'il n'est en activité de service, ou en non activité par suite de licenciement, de suppression d'emploi ou de rentrée de captivité à l'ennemi, ou enfins il n'est prisonnier de guerre. Tout officier irrégulièrement absent de son corps pe peut prétendre à l'avancement qui lui reviendrait à l'ancienneité pendant son absence ; cet avancement est donné à l'officier le plus ancien après lui. A sa rentrée au corps, il reprend ses droits à l'avancement à venir.

32. Nul ne peut obtenir de l'avancement au tour du choix s'il n'est en activité et porté au tableau d'avancement de la dernière inspection générale, ou s'il n'est enployé auprès de notre personne ou de celle des princes de notre famille, soit comme aide-de-camp, soit comme officier d'ordonnance, ou enfin s'il n'est attaché à l'étalmajor de notre ministre de la guerre.

55. L'avancement aux grades de lieutenant, de capitaine et de chef de hataillon ou d'escadron, a lieu de deux manières : 4 l'ancienneté et au choix. L'avancement au grade de sous-lieutenant, de lieutenantcolonel et de colonel, ainsi qu'à l'emploi de major, a lieu au choix seulement.

54. L'avancement au grade de lieutenant et à celui de capitaine, lant à l'auciennet qu'au choix, est dévolu dans chaque corps

aux sous-lieutenans et aux lieutenans qui en font partie . sauf les cas prévus aux articles 50 et 51 de la présente ordonnance, et sauf ce qui est réglé ci-après pour les armes spéciales et pour les corps bors ligne, Pour les grades d'officier supérieur, jusqu'à celui de colonel inclusivement, l'avancement roule sur tous les officiers du même grade et de la même arme, sauf également ce qui est réglé ci-après, pour les armes spéciales et pour les corps hors ligne. Lors de la formation de nouveaux cadres de régimens, de bataillons, de compagnies, d'escadrons ou de batteries, les emplois qui ne sont pas donnés aux officiers en non activité, conformément aux dispositions des articles 163 et 164 de la présente ordonnance, sout dévolus à l'avancement, savoir: les emplois de sous-lieutenant, au choix, à des élèves des écoles, ou à des sous-officiers en activité; ceux de lieutenant, de capitaine et de chef de bataillon ou d'escadron, a l'anoienneté ou au choix sur toute l'arme, dans la proportion déterminée par la loi, à des sous-lieutenans, à des lieutenans et à des capitaines en activité. Les officiers de cos mêmes grades, en non activité par suite de licenciement, de suppression d'emploi ou de rentrée de captivité à l'ennemi, et éeux qui sant prisonnlers de guerre, concourent aussi pour les emplois précités qui sont dévolus à l'avancement à l'ancienneté sur toute Farme.

35. L'avancement à l'ancienneté est donné à l'officier le plus ancien dans le grade immédiatement inférieur. Le droit des officiers à cet avancement est déterminé par la liste d'ansienneté du corps ou de l'arms. Les afficiens, jusqu'au grado do capitains inclusirement, qui sont en non acți trité par suite de licensiement, de suppression d'emploi ou de rentrée de captivité à l'emmemi, et ceux qui sont prisonniers de guerre, concourent pour les emplois vacana dévolus à l'avancement à l'ancienneté, d'après les règles établies par les articles 159, 160 et 161 de la présente ordonnaure. Tout sont ligutement ou lieutement d'infanterie ou de cavalerie, en non activité nour les metils énoncés ci-dessus, n'a droit à un emploi dévolu à l'apcienneté gu'autant que cet emploi est devenu vacant depuis qu'il est in: scrit sur les contrôles du corps conformément aux dispositions des articles 159 et 169 précités. Les sous-lieutenans, les lieutenans et les capitaines en non activité pour tonte autre cause que licenciement, me pression d'emploi ou rontrée de captivilé à l'equemi, ne peuvent, tersqu'ils sont rappolés dans les cadres de l'armée, êire promus à l'ancienneté qu'à un emploi deves vacant postérieurement à leur arrivée au corps, ou postériourement à la date d'un ordre de service qui, depuis leur désignation pour ce corps, les aurait placés dans la position d'officiers en mission ou maintenus dons la position, indiquée au 1er paragraphe de l'article 158 de la présente ordonnance. Les sous-lieutenans et les lieutenans d'infanterie ou de ca. alerie, qui changent de corps, ne peuvent également obtenir de l'avancement à l'anciennaté qu'en cas devacance survenue postériourement à leur arrivés à leur nouveau corps , ou postérieurement à la date d'un ordre de service qui, depuis leur désignation, pour ce corps , les aurait placés ou maintegus dans la position d'officiers en missipp.

36. Lorsque, par suite d'un travail d'avancement qui nous a été présenté avant que l'arrivée d'un officien à son corps ails été notifiée à potre ministre de la guerre. cet officier n'a pas obtenu l'avancement auquel il avait droit par son ancienosté, il est nommé à la première vacance qui survient, à quelque titre que ce soit, dans le conpa ou dans l'arme, en se conformant à os qui est prescrit pour l'avancement pas l'article 34. Cette nomination est imputée à qelui des tours d'avancement, établis pan L'article 38 ci-agrés, auquel revient la première promotion à foire. L'officien compte son ancienneté dans son nouveau grade du jour eu l'emploi qui lui appartennit a été conféré à un officier moins ancien que lui . et ce dernier sonserve son ancienneté. Les dispositions des deux paragraphes précés dens sent applicables à tout officier qui, par suite d'une erreur, n'aureit pas obtenu L'avancement auguel son anoienneté lui donnait droit, pourvu qu'il ait réglamé dans la délai de six mois à partir de la notification au coras de la promotion de l'officier moins ancien que lui, eu qu'il ait été reconna d'office dans la mama délai, que l'erseun s été cammise à son préjudice. Le délai de six mois est porté à neuf pour les officiers emplayés hors du territoire français.

57. L'avancement au choix est donné ; pour la grade de sous-lieutennet, à un sous-efficier parté au tableau d'araccement , ou à un élève de l'école noyale polytechnique au de l'école apéciale pulitaire ; et pour les autres grades, à un des efficiers du grade immédiatement inférieur, portés autableau d'avancement ; ten es adidate aux emplois d'arbudant-majer, d'officier comptable, d'instructeur et de majon, doivent en quire être, pertés aux les listes d'aplitude à ces puntés aux les listes d'aplitude à ces puntés.

38. Il set établi, pour les nominations aux amplois de sous lieutenant (ou de lieutenant on second dans les annes dont l'uganisation ne comporte pas d'emplois de

sous-lieutenant), une série de tours déterminée d'après la portion d'avancement dévolue par la loi aux sous-officiers. Toutevacance d'emploi de sous-lieutenant est imputée à l'un des tours de la série établie pour les nominations aux emplois de ce gnade. Quant aux promotions aux grades de lieutenant, de capitaine et de chef de bataillon ou d'escadron, il est établi, pour chaque grade, une série de tours déterminée d'après la portion d'avancement dévolus par la loi à l'ancienneté. Les vacances d'emplois de lieutenant, de capitaine et de ches de bataillon ou d'escadron, ne sont imputés à l'un des tours de la série établie pour chacun de ces grades, qu'antant qu'il cel pourvu à ces vacances par avancement.

39. Le tiers das emplois vacans de souslieutenant ( ou de lieutenant en second dans les corpa dont l'onganisation ne comporte pas d'emplois de sens-lieutement) est donné, aur equi est réglé peur les armes apéciales, aux sous-officiers du corps où la vacance a lieu. Les deux autres tiers aux donnés, dans chaque avene, comme it est indiqué aux dispositions qui lui sond particulières. Peur les nominations aux emplois de sous lieutenant ou de lieutenant es secand, il est établi une série de trois touns ; les premier appartient sex sous-officiers.

40. L'augnement au gaade de lieutemant et à celui de capitaine devant être domé dans la proportion de doux tiers à l'ancienneté et un tiers au chois, il est établi une série de trois tours pour les promotions à chasun de ces grades : le premier tour appartient à l'ancienneté, le sacond au choix, le troisième à l'ancienneté, et ainsi de suite, en recommençant par le tour de l'ameigeneté.

43. Mans les armes où l'avancement aux grades de lieutemant et de capitaine route aux chaque sorps, lorsqu'il y a hieu de pourvoir à unamplet vacant et qu'il ne se trouve pas, dans le corps, de sous-lieutenant en de lieutemant ayant secompti deux ans de grade, notre ministee de la guerre mous proposa le plus ancien sous-lieutemant où lieutemant de toute l'arme, si l'avancement navient en toute l'arme, si l'avancement navient en toute de l'ancienneté, et un des spus-lieutemans en lieutemans portés au tableau d'avancement dans un autre comps de la même anne, si l'avancement ravient au tour du choix.

49. Levsque des licutenans ou des capitaines sertant de la non activité arrivent dans un corps d'infanterie pour y occuper un emploi de laur grade, ceux que leur anciementé appellement à faire partie de la première classe ne peuvent y être admis que lorsqu'il survient une vacance parmi les officiers de cette classe, postérieurement à leur arrivée au corps; jusque la ces officiers ne reçoivent que le traitement affecté à la seconde classe de leur grade. De même, les lieutenans et les capitaines de cavalerie, que leur anciennete appellerait à être lieutenans en premier ou capitaines commandans, ne peuvent être mis en possession de ces fonctions que lorsqa'il survient dans le corps, postérieurement à leur arrivée, des vacances parmi les lieutenans en premier ou les capitaines commandans : jusque-là ils ne remplissent que les fonctions et n'ont que le traitement de lieutenant en second ou de capitaine en second. Le même principe est applicable à l'artillerie, au génie et aux compagnies d'ouvriers du train des équipages, autant que le comportent les dispositions particulières à l'avancement dans ces corps.

43. L'avancement au grade de chef de bataillon ou d'escadron étant dévolu moitié à l'ancienneté, moitié au choix, il est établi une série de deux tours pour les promotions à ce grade : le premier tour appartient à l'ancienneté, le second au choix.

44. Les emplois de major, auxquels il est pourvu par avancement, sont donnés à des capitaines de l'arme où les vacances ont lieu, quelles que soient les fonctions qu'ils exercent. Les majors ne peuvent **passer à un emploi de chef de bataillon ou** d'escadron, soit dans le corps où ils servent, soit dans tout autre corps de même

arme, que par permutation.

45. Les officiers mis en non activité, depuis la loi du 19 mai 1834, par suite de licenciement, de suppression d'emploi ou de rentrée de captivité à l'ennemi, ayant droit à la moitié des vacances de leur grade, conformément à l'art. 7 de cette loi, tant qu'il se trouve des officiers dans cette position, il est pourvu aux remplacemens, depuis le grade de lieutenant jusqu'à celui de colonei inclusivement, en donnant alternativement un emploi à la non activité et un emploi à l'avancement, et en suivant pour l'avancement l'ordre des tours fixé pour chaque grade. Quant aux emplois de sous-lieutenant (ou de lieutenant en second dans les corps dont l'orgamisation ne comporte pas d'emplois de sous-lieutenant), il est établi une série de six tours de remplacement : les premier et quatrième appartiennent aux sous-officiers; les deuxième, troisième et sixième aux officiers en non activité, et le cinquiéme à un élève des écoles ou à un sousofficier choisi sur toute l'arme.

46. Lorsqu'il y a lieu, conformément a l'article précédent, de rappeler dans les cadres de l'armée des sous-lieutenans ou des lieutenans en second en non activité, le premier emploi vacant appartient, savoir : au 2º tour, si le dernier emploi a été conféré par avancement à un sous-officier à quelque tour que ce soit; au 3e tour, si le dernier emploi a été conféré à un officier en non activité pour toute autre cause que licenciement, suppression d'empioi ou rentrée de captivité à l'ennemi (2º tour ordinaire de remplacement); au 6º tour, si le dernier emploi a été conféré à un élève de l'école militaire (2º tour ordinaire de remplacement). Enfin, au 1er tour, si l'élève ou l'officier en non activité a été nommé au 3º tour ordinaire de remplacement. Lorsqu'il n'y a plus à replacer de sous-lieutenans ou de lieutenans en second en non activité pour les causes énoncées à l'article précédent, les emplois qui viennent à vaquer sont donnés d'après l'ordre des tours établi par l'art. 39 et de la manière suivante : le premier emploi vacant appartient, savoir : au 1er tour ordinaire de remplacement, si le dernier emploi a été eonféré à la non activité (3º ou 6º tour); au 2º tour ordinaire, si le dernier emploi a été conféré par avancement à un sous-officier à quelque tour que ce soit ; enfin , au 3º tour ordinaire , si le dernier emploi a été conféré à la non activité(2º tour) ou à un élève (5º tour).

47. Dans l'infanterie et la cavalerie, le porte-drapeau ou porte-étendard est choisi parmi les sous-lieutenans du corps ayant au moins sept ans de service effectif. Lorsqu'il est promu au grade de lieutenant, il passe dans une compagnie ou dans un escadron, et il est pourvu à son remplacement comme porte-drapeau ou porte-

étendard.

48. L'adjoint au trésorier est choisi. dans le corps où la vacance existe, parmi les sous-lieutenans ou parmi les sous-officiers portés les uns et les autres sur la liste d'aptitude ; les derniers doivent être portés au tableau d'avancement. S'il est pris parmi les sous-officiers, il reçoit par le fait de sa nomination, le grade de sous-lieutenant, et cette promotion compte dans la portion d'avancement dévolue aux sousofficiers du corps. Lorsque l'adjoint au trésorier est promu au grade de lieutenant dans l'infanterie ou la cavalerie, et à l'emploi de lieutenant en premier dans les corps dont l'organisation ne comporte pas d'emplois de sous-lieutenant, il passe dans une compagnie, dans un escadron ou dans une batterie, et il est pourvu à son remplacement comme adjoint au trésorier.

49. Les adjudans-majors, les trésoriers et les officiers d'habillement sont choisis parmi les capitaines portés sur la liste d'aptitude à l'emploi. Ils peuvent l'être parmi les lieutenans inscrits sur la même liste, qui seraient en outre portés sur le tableau d'avancement et qui auraient au moins sept ans de service actif. Les lieutenans nommés à ces emplois sont immédiatement promus au grade de capitaine au choix, en dehors des tours d'avancement déterminés par l'art. 38 de la présente ordonnance.

50. Lorsqu'il y a lieu de pourvoir à un emploi d'officier comptable, et qu'il ne se trouve pas, dans le corps où la vacance a lieu, de sujet remplissant les conditions exigées, il en est rendu compte à notre ministre de la guerre, qui désigne, pour occuper l'emploi vacant, un capitaine, un lieutenant ou sous-lieutenant d'un autre corps, remplissant les conditions prescrites.

51. Les capitaines instructeurs dans les troupes à cheval, où cet emploi existe, sont choisis exclusivement parmi les capitaines ou les lieutenans de l'arme qui, ayant suivi les cours de l'école de cavalerie en qualité d'officiers d'instruction, ont été proposés par les inspecteurs-généraux, pour cet emploi. Les lieutenans nommés à l'emploi de capitaine instructeur sont promus au grade de capitaine, du choix, en dehors des tours d'avancement déterminés par l'art. 38 de la présente ordonnance.

CHAPITEE VI. — Changement de fonctions dans le même corps. — Changement de corps ou d'arme.

52. Les changemens de corps ou d'arme ne peuvent s'effectuer que d'après notre ordre ou notre autorisation. Les changemens de fonctions dans le même corps ont lieu sur l'ordre ou l'autorisation de notre ministre de la guerre.

53. Aucun officier ne peut passer avec son grade d'une compagnie, d'un escadron ou d'une batterie, à un emploi spécial dans le même corps, s'il n'est porté sur la liste d'aptitude à cet emploi. Aucun officier ne peut quitter des fonctions spéciales, pour passer avec son grade dans une compagnie, dans un escadron ou dans une batterie du même corps, que par permutation.

54. Lorsque l'intérêt du service l'exige, les officiers supérieurs d'infanterie et de cavalerie et les officiers de tout grade des autres armes peuvent être envoyés dans un autre corps de l'arme à laquelle ils appartiennent. Les sous-lieutenans, les lieutenans et les capitaines d'infanterie et de cavalerie ne peuvent être envoyés dans un autre corps que par permutation, sauf les

cas prévus aux art. 50 et 51 de la présente ordonnance. Lorsque notre ministre de la guerre juge convenable, dans l'intérêt du service, de faire permuter dans leur arme respective deux capitaines en second de cavalerie, deux lientenans ou deux sous-lieutenans d'infanterie ou de cavalerie, la permutation ne peut êtro ordonnée qu'autant qu'il n'en résulte aucun changement dans le classement par ancienneté des officiers du corps où ils passent.

53. Les changemens de corps des officiers, qui en font la demande pour convenance personnelle, ne peuvent avoir lieu que par permutation et d'après le consentement des deux chefs de corps; si l'un de de ces derniers refuse son consentement. il est tenu d'en faire connaître les motifs à notre ministre de la guerre, qui décide. Les capitaines commandans de cavalerie. les capitaines des autres armes et les chefs de bataillon ou d'escadron qui permutent, prennent dans leur nouveau corps le rang que leur ancienneté de grade leur assigne. Lorsque deux capitaines en second de cavalerie, deux lieutenans ou deux sous-lieutenans d'infanterie ou de cavalerie permutent pour leur convenance personnelle. le plus ancien de grade consent, par le seul fait de la permutation, à prendre dans le corps où il passe l'ancienneté de grade et le rang de l'officier avec lequel il permute; toutefois les capitaines en second de cavalerie conservent leur rang d'ancienneté sur le contrôle général de l'arme.

56. Les changemens d'arme ne peuvent avoir lieu que par permutation, et seulement entre des sous-lieutenans, des lieutenans ou des capitaines d'infanterie et de cavalerie. Ces changemens ne sont autorisés que sur la demande des officiers et sur le consentement des deux chefs de corps, en se conformant aux règles prescrites à cet égard par l'article précédent. Les officiers autorisés à changer d'arme renoncent par ce seul fait à leur ancienneté. S'ils sont capitaines, ils prennent rang d'un jour plus tard que le capitaine le moins ancien de l'arme dans laquelle ils passent : s'ils sont lieutenans ou sous-lieutenans, ils prennent rang dans l'arme d'un jour plus tard que le dernier lieutenant ou sous-lieutenant du corps où ils entrent.

57. Les demandes de changement d'arme, de corps, ou de fonctions dans le même corps, sont soumises, par les colonels, aux inspecteurs-généraux, et, en cas d'urgence, aux lieutenans-généraux commandant les divisions. Les officiers-généraux ne transmettent ces demandes à notre ministre de la guerre qu'après s'être assurés

qu'elles sont faites dans d'intérêt du sérvice, et que les officiers qui en sont l'objet réunisment les conditions exigées pour occuper leux nouvel emploi.

58. Les officiers qui, conformément eax dispositions énoncées aux art. 65 et 56, renoncent à leur ancienneté, perdent les droits qu'elle pouvait leur donner à l'avancement et au commandement; mais ils conservent tous les avantages qu'elle leur assure pour la retraite.

CHAPITRE. VII. — Officiers employés lemporairement à un service spécial ou à une mission.

#### Section P. - Officiers d'ordonnance.

59. Les capitaines et les officiers supérieurs employés près de notre personne et prés des princes de notre famille sont renplacés à leur réginnent; mais ils concourent pour l'avancement avec les officiers de leur grade dans l'axme à laquelle ils appartiennent. Les officiers d'un grade inférieur qui exercent le mêure amploi ne sont pas remplacés à leur régiment et continuent d'y compter pour l'avan sement à l'ancienneté et au choix.

60. Lorsque, en vertu de l'ert. 10 de notre ordonnance du 25 février 1855, des lieutenans d'infenterie ou de carreferie et des capitaines en second de caralerie sent employés auprès des officiers généraux, avec le titre d'officier d'ordonnance, ils continuent de compter à leur régiment et d'y concourir pour l'avancement aux mêmes conditions que les autres officiers du corps.

#### Secrion II. - Officiers en mission.

61. Sont en mission: 1º les officiers appartenant à l'un des cadres constitutifs de l'armée employés, temporairement hers de ces cadres, soit à un service militaire spécial, soit au service dans les corps détachés de la garde nutionale, ou dans la marine, soit à des fonctions diplomatiques; 2º les officiers en non activité par suite de licenciement, de suppression d'emploi ou de rentrée de espivité à l'ennemi, chargés temporairement de fonctions spéciales dans l'un des cas ci-dessus énoncés.

62. Tout sous-lieutenant ou lieutenant appartenant à l'un'des cadres constitutifs de l'armée, qui est en mission, continue de compter à son régiment et d'y concourir pour l'avancement aux mêmes conditions que les autres officiers du corns.

63. Les capitaines et les officiers supérieurs qui se trouvent dans le même posi-

Tion ne sont remplatés à leur régiment qu'autant que te hien du service l'exige; et dans ce ces ils continuent à concourir pour l'avancement avec les officiers de teur grade et de leur arme aux mêmes conditions qu'eux.

64. Les officiers qui ont été rempleces à leurs régimens sont considérés, à l'orgiration de leur mission, compre citant la ropa activité par suppression d'emptri.

65. bès officiers qui, étant en mon activité par suite de licenciement, de suppression d'emploi, ou de rentrée de Laptivité à l'enteni, sont appolés à réimphir une mission, continuent à jour des quantages qui leur sont assurés par les virt. 201 et 162 de la présente ordonnance.

Szczion III. — Officies d'infanterie et de geralerie employés à l'école royale Polytech nique, à l'ésset spéciale militaire et au collège royal militaire de la Ffeche.

66. Les officiers d'infanterie et lie cavalerie, depuis le grade de sous-lieuteunt jusqu'à célui de chef de fataition: su d'escadron inclusivement, employés à d'école royale polytectinique, à l'école apériel militaire et au colfège royal militaire de la Flèche, sont pris-parmi les officiers portés sur le tableau d'avancement. Cette destination ne speut être donnée à plus d'an officier par régiment. Les dispositions de l'art. 62 leur sont applicables.

67. Après deux ans de service à l'école ou au collège royal militaire, les sous-lieutenans et les fleutenans et le fleutenant de l'établissement, nous sont erésentés de préférence pour le premier emploi du gésade supériour qui est à pourvoir au tour du choix dans le corps dont ils font partie.

68. Les capitaines et les officiers supérieurs employés dans une école ou au col·lége voyal militaire continuent de concorir pour l'avancement avec les cofficiers de leur grade et de leur armo, s'ils en été maintenes sur le tableau d'avancement par l'inspecteur-général de l'établissement.

Section IV. — Capitaines et chefs de bataillon ou d'escadron employés au recrutement.

69. Les capitaines et les chefs de hatsilon ou d'escadron employés au recrutement sont choisis-parmi les officiers de ces grades en activité de service et qui, sur leur demande, ont été proposés à la dernière revue d'inspection générale. Ces officiers cessent de compter à leur corps et d'être portés sur la liste d'ancienneté de leur arme. Ils ne peuvent obtonir d'avancement qu'au choix et seulement dans l'un

des cas prévus à l'art. 157 de la présente ordonnance.

CHAPITRE VIII. — Des officiers-genérands et des maréchaus de France.

70. Les maréchaux-de-camp sont choisis

parmi les colonels en activité.
71. Les lieutenans-généraux sont éhoisis parmi les maréchaax-de-camp faisant partie du cadre d'activité.

72. Les maréchaux de France sont choisis parmi les lieutenans-généraux qui ont commandé ou thes une armée ou un corps d'armée.

CHAPITRE IX. — Des princes de la famille royale.

73. Les princes de notre famille peuvent être nommés colonels à l'âge de 18 ans révolus.

Leur avancement aux grades aupérieurs à celui de colonei est soumis anx conditions d'ancienneté énonécées en l'article 10 de la loi du 14 avril 1832. Fontefois, après une campagne de guerre, ils pouvent, sans l'accomplissement de cés conditions, être premus au grade immédiatement supérieur à celui dont fis sont én possession.

Leurs diverses promotions sont inscrites sur le tableau de l'armés.

ı

TITRE III. -- DES TABLBAUX D'AVAN-CEMENT. -- DES LISTES D'ANCIENNETÉ. -- DES LISTES D'APTITUDE AUX FONC-TIONS SPÉCIALES.

CHAPITRE Iet. — Régles générales pour la formation des tableaux et listés.

74. Les tableaux d'avancement, lés listes d'ancienneté et les listes d'aptitude aux femetions spécialés dans les régiments sont établis de nouveau, chaque année, à la revue d'inspection générale.

75. Chaque annéd netre ministre de la guerre fixe l'époque à laquelle detrent sur arrêtées les services des officiers peur le travait de la revue d'inspéction. Les militaires de tous grades qui, à cette même époque, auront secompli le temps de sérvice enigé par la lei et la présente érdonnance pour être portés sur les tablestix d'avancement ou sur les listes d'aptitude, sont seuls susceptibles d'y être inscrits. Le nombre des candidats à porter sur chacun de ces tableaux et listes est égatement déterminé par notre ministre de la guerre pour ce qui concerne les emplois d'officier.

76. Lorsque, dans le courant d'une année, il n'est pas fait d'inspection générale, notre ministre de la guerre donne aux lieutenans-généraux commandant les divisions, si les bésoins du service l'exigent, la mission de procéder, dans les corps d'infantèrie et de cavalerie sous leurs ordres, à la formation de fa totalité ou d'une partie des tabléaux et listes mentionnés à l'article 74. Dans be cas, la même mission peut être donnée aux commandans d'écolés ét aux directeurs de l'artillèrie et du génié à l'égard des officiers d'état-major et des troupés de ces deux armes, et aux chiefs de légion four la gendarmerie.

77. Loisque des portions de corps vertient d'inte aritée en campagne se réunissent à des portions restées, quant à l'avancement, sous l'empire des régles établies pour le pied de paix, il est formé, s'il y à lieit, pour les détachemens rentrant de l'armée, des tableaux et des listes supplê-

mentaires.

CHAPITHE II. - Tablone d'avancement au grade de caperal en de brigadier, et aux emplois du grade de sous-officier:

78. Pour la formation du tableau d'avancement, les capitaines dressent l'état des militaires sous leurs ordres, qu'ils jugent susceptibles de remplir les emplois de caporal ou de brigadier et ceux du grade de sous-officier. Cet état comprend : 10 les soldats aptes à l'emploi de caporal ou de brigadier; 20 les caporaux ou brigadiers susceptibles de devemr sergens-fourriers ou maréchaitx-des-logis-fourriers; dans la cavalerie, l'état comprend en outre les soldats et les brigadiers propres à l'emploi de brigadier fourrier; 3º les caporaux en les brigadiers aptes à l'emploi de sergent ou de maréchal des logis; dans la cavalerie, l'état comprend de plus les brigadiersformitiers susceptibles d'être nommés maréchant-des-logis et maréchanx-des-logisfontriets; 4º les sergens ou les marechauxdes-lègis; et les sergens-fourriers ou les Maréchaux-des-logis-fourriers, qui réantssent les conditions requises pour exercer l'emploi de sergent-major ou de maréchatdes-legis-chéf.

79 Ces états de proposition sont remis par les éapitaines à leur chef de bataillem est d'escadron. L'état de proposition dressé pour la compagnie ou le péloton hors rang est remis au major. Lés chefs de bataillon où d'escadron et le major, après avoir consigné leurs observations sur ces états, les remettent au lieutenant-colonei, en y joignant l'état des sous-officiers sous leurs ordres qu'ils jugent capablés d'exercer l'emploi d'adjudant. Le lieutenant-colonei réunit ces différens états et les sous-suret au colonei avec ses observations.

80. Le chef du corps dresse, d'après cés

propositions, le tableau d'avancement dans l'ordre hiérarchique des grades et emplois. Il le soumet à l'inspecteur-général qui l'arrête définitivement, après y avoir fait les réductions qu'il croit nécessaires et s'être assuré que tous les candidats qui y sont maintenus réunissent les conditions exigées. Ce tableau sert pour toutes les nominations aux emplois de caporal ou de brigadier et de sous-officier, qui sont à faire d'une revue d'inspection à l'autre : mais lorsque, dans cet intervalle. la partie du tableau relative à l'un de ces emplois se trouve épuisée, le chef du corps adresse un tableau supplémentaire de candidats au maréchal-de-camp sous les ordres duquel il est placé, ce dernier le soumet avec ses observations à l'approbation du lieutenant-général. Le tableau d'avancement arrêté par l'inspecteur-général est toujours joint à la demande du tableau supplémentaire.

81. Aucun militaire porté au tableau d'avancement pour le grade de caporal ou de brigadier, pour l'emploi de brigadier-fourrier ou pour un emploi du grade de sous-officier, ne peut en être rayé, d'une revue d'inspection à l'autre, à moins que sa conduite ne donne lieu à des plaintes graves. Dans ce cas, le colonel doit en informer le maréchal-decamp commandant la brigade ou la subdivision, qui en réfère au lieutenant-général, lequel ordonne, s'il y a lieu, la radiation du militaire inculpé.

CHAPITRE III.—Tableau d'avancement aux dissers grades d'officier, et listes d'aptitude aux fonctions spéciales.

82. Le tableau d'avancement au choix, pour chacun des corps d'infanterie, de cavalerie et de gendarmerie, est établi par les inspecteurs-généraux pour les grades de sous-lieutenant, de lieutenant et de capitaine. Quant au tableau d'avancement aux grades d'officier supérieur, il est formé d'après les propositions établies par arrondissement d'inspection. Dans l'artillerie et le génie, le tableau pour l'avancement au choix, de même que les listes d'aptitude aux divers emplois et aux fonctions spéciales, sont établis par les inspecteurs-généraux, réunis en comité spécial sous la présidence du lieutenant-général président du comité consultatif de chacune de ces . armes, pour tous les grades d'officier jusques et y compris celui de colonel, et pour tous les emplois que comportent les diverses classes d'employés. Dans le corps royal d'état-major, le tableau d'avancement pour les grades de capitaine et d'officier supérieur est établi par une commission spéciale composée ainsi qu'il est prescrit dans l'art. 134 de la présente ordonnance. En cas de services extraordinaires, notre ministre de la guerre inscrit d'office sur le tableau d'avancement les officiers qui ont mérité cette récompense.

83. A l'époque des revues d'inspection générale, le chef de corps remet au maréchal-de-camp, sous les ordres duquel il se trouve, le cahier des notes sur les officiers, dressé pour l'inspection générale, et ses notes particulières sur les sous-officiers. Il y joint deux états séparés, l'un présentant les sous-officiers qu'il juge susceptibles d'être promus au grade de sous-lieutenant, l'autre les officiers qui lui paraissent mériter de l'avancement, et ceux qu'il juge propres à remplir des fonctions spéciales. Le maréchal-de-camp inscrit ses notes particulières sur le cahier des officiers et le remet avec les autres pièces à l'inspecteur-général, à son arrivée.

84. Les inspecteurs-généraux d'infanterie et de cavalerie dressent ensuite le tableau d'avancement qui leur est attribué. Ce tableau est divisé en deux parties: La première comprend les propositions au grade de sous-lieutenant, et indique ceux des sous-officiers proposés qui sont propres à l'emploi d'adjoint au trésorier. La seconde, les propositions aux grades de lieutenant et de capitaine, et les propositions faites en faveur de lieutenans pour les emplois de capitaine d'habillement, de capitaine-trésorier, de capitaine adjudant-major et de capitaine instructeur.

85. Les inspecteurs généraux d'infanterie et de cavalerie adressent à notre ministre de la guerre le tableau d'avancement qu'ils ont établi pour les grades inférieurs à celui de chef de bataillon ou d'escadron, et ils en laissent un extrait au chef de corps. Ils adressent également à notre ministre de la guerre, pour chacun des corps qu'ils ont inspectés, une liste des officiers qu'ils ont reconnus propres aux grades de chef de bataillon ou d'escadron, de major, de lieutenant-colonel et de colonel, avec leurs notes sur chacun d'eux. Les inspecteurs-généraux de gendarmerie, d'artillerie et du génie, adressent à notre ministre de la guerre la liste des sous-officiers qu'ils jugent susceptibles d'être promus au grade de souslieutenant, et celle des officiers de tous grades, jusques et y compris celui de lieutenant-colonel, qu'ils ont juges les plus dignes d'être proposés pour l'avancement. L'intendant militaire ou le sous-intendant ayant la surveillance administrative du corps fait connaître à l'inspecteur général son opinion sur l'aptitude des officiers désignés par le colonel comme propres à remplir les fonctions de major ou d'officier comptable.

86. Les tableaux d'avancement de l'année précédente ne sont consultés qu'à titre de renseignement seulement, pour l'établissement des tableaux de chaque année.

. 87. Les tableoux annuels d'avoncement servent pour toutes les promotions à faire au tour du choix, savoir : pour les grades de sous-lieutenant, de lieutenant et de capitaine dans l'infanterie et dans la cavalerie, jusqu'à la réception du tableau d'avancement à ces grades établi à l'inspection générale de l'année suivante : pour les grades d'officier supérieur dans l'infanterie et dans la cavalerie et pour tous les grades d'officiers dans les autres armes, depuis le 1er janvier qui suit l'époque de l'inspection, jusqu'au 31 décembre de la même année. Les mêmes régles sont applicables aux propositions faites en dehors des inspections. soit aux armées actives, soit en temps de paix, en raison de circonstances extraordinaires.

88. Si, dans l'intervalle d'une revue d'inspection générale à l'autre, la conduite d'un sous-officier porté sur le tableau d'avancement au grade de sous-lieutenant donne lieu à des plaintes graves, le chef du corps peut demander que ce sous-officier soit rayé du tableau. A cet effet, il adresse sa demande au maréchal-de-camp; ce dernier la soumet, avec son avis au lieutenant-général, qui la transmet à notre ministre de la guerre, lequel prononce.

89. Un officier porté sur le tableau d'avancement ne peut en être rayé, dans l'intervalle d'une inspection à l'autre, que par notre ministre de la guerre. Cette radiation a lieu d'après le rapport du chef de corps, transmis hiérarchiquement, et accompagné de l'avis du maréchal-de-camp et de cetai du lieutenant-général.

### CHAPITRE IV. - Liste d'ancienneté.

90. La liste d'ancienneté comprend tous les officiers du corps. Ils y sont placés par grade et par rang d'ancienneté dans chaque grade, quelles que soient les fonctions qu'ils exercent. Dans les corps où l'emploi du grade de lieutenant et celui du grade de capitaine se subdivisent, la liste d'ancienneté de ces officiers est en outre établie par subdivision d'emploi. Le classement des officiers promus le même jour à un même grade est basé exclusivement sur le rang qui leur était assigné par la liste d'ancienneté dans le grade immédiatement incienneté dans le grade immédiatement in-

férieur. Il ne peut être dérogé à cetterègle qu'à l'égard de l'officier qui aurait présenté une réclamation fondée contre la fixation de son rang dans ce grade inférieur, antérieurement à sa promotion au grade dont il est pourvu. L'inspecteur-général arrête la liste d'ancienneté, après avoir statué our les réclamations qui lui sont présentées à ce sujet Celles auxquelles il ne croit pas pouvoir faire droit sont soumises par lui à notre ministre de la guerre. Tout officier qui a présenté contre son classement une réclamation fondée reprend le rang qui lui appartient parmi les officiers de son grade, aussitôt que l'erreur commise à son préjudice a été reconsue. Toutefois il ne peut prétendre au bénéficede l'art.- 36 de la présente ordonnance, qu'autant qu'il a réclamé dans les délais prescrits par ledit article contre la promotion d'un officier moins ancien que lui.

91. Les listes d'ancienneté arrêtées par les inspecteurs-généraux et transmises par eux à notre ministre de la guerre servent au classement par grade et par régiment ou par arme, qui est établi chaque année et rendu public par la vole de l'Annuaire militaire.

# TITRE IV. — DE L'AVANCEMENT EN CAMPAGNE.

### CHAPITRE Iet . - Dispositions genérales.

92. Des ordonnances rendues par nous, sur la proposition de notre ministre de la guerre, déterminent les corps ou portions de corps auxquels doit se faire l'application des dispositions de la loi sur l'avancement dans l'armée, qui sont particulières aux troupes en campagne, ainsi que l'époque à laquelle cette application doit commencer. Des ordonnances semblables déterminent l'époque à laquelle ces dispositions cessent d'être appliquées. Les vacances dans les corps ou portions de corps faisant partie d'une armée en campagne, survenues avant l'époque fixée par l'ordonnance qui leur applique les dispositions exceptionnelles de la loi sur l'avancement, sont remplies d'après les règles établies aux titres 2 et 3 de la présente ordonnance; mais, pour les vacances qui surviennent depuis cette époque Jusqu'à celle fixée par l'ordonnance qui fait eesser cette application, il est procédé conformément aux dispositions contenues au présent titre.

# CHAPITRE II. — De l'avancement dans les corps en campagne.

95. Dans les troupes en campagne, ou aux colonies, le temps de service exigé pour

être admis dans les compagnies d'élite, et pour passer à la première classe, peut être réduit de moitié. Les militaires qui se seront distingués par un acte d'intrépidité ou de dévouement mis à l'ordre du régiment seront dispensés de cette dernière condition pour passer, soit dans une compagnie d'élite, soit à la première classe.

94. Dans les corps qui ont des bataillons, escadrons ou détachemens faisant partie d'une armée en campagne, toutes les vacances d'emploi de caporal ou de brigadier et de sous-officier, jusques et y compris celui d'adjudant, appartiennent exclusivement aux soldats, aux caporaux ou brigadiers et aux sous-officiers qui font partie de la portion du corps où les vacances ont lieu.

95. Tous les sous-officiers de la portion de corps qui est en campagne concourent, avec les sous-officiers portés sur le tableau. d'avancement, et qui ne font pas partie de cette portion de corps, pour les emplois de sous-lieutenant dévolus aux sous-officiers, quelle que soit la portion de corps où les vacances ont lieu. Dans la portion de corps qui n'est point en campagne, on continue l'ordre des tours qui était suivi. avant la séparation. Dans la portion qui est en campagne, la première vacance est donnée à un des sous-officiers qui en font partie; la seconde et la troisième sont données, conformément aux dispositions particulières, à chaque arme. Lorsque toutes les portions d'un corps sont appelées à concourir ensemble pour l'avancement dans le cas prévu aux art. 115 et 125 ci-après, les emplois de sous-lieutenant qui viennent à vaquer dans ce corus sont donnés en continuant l'ordre des tours établi ayant l'entrée en campagne, Lorsqu'un sous-officier a mérité, par une action d'éclat mise à l'ordre de l'armée, d'être proposé pour le grade de sous-lieutenant, et qu'il n'existe pas dans le régiment de vacance dévolue à l'avancoment des, sous-officiers, il ost nomma, soit dans le corps, soit dans un des autres régimens de l'arme, à un emploi vacant revenant au denxième ou troisième tour, ou, dans le cas prévu à l'art. 45. au cinquième tour seulement.

96. L'avancement au grade de lieutenant et à celui de capitaine a lieu de la manière suivante: la moitié des vacances dans les bataillons, escadrons ou détachemens qui font partie d'une armée active, d'une part; ct les deux tiers dans la portion de corps qui n'est pont en campagne, d'autre part, étant dévolus à l'ancienneté, ces vacances sont données aux sous-lieutenans et aux lieutenans les plus anciens du corps. Tous les officiers de la portion de corps qui est

en campagne concourent avec ceux des officiers qui n'en font point partie, mais qui sont portés sur le tableau d'avancement, pour tous les emplois qui reviennent au tour du choix, quelle que soit la portion de corps où les vacances ont lieu. Lorsque. par une action d'éclat mise à l'ordre du jour de l'armée, un sous-lieutenant ou un lieutenant a mérité d'être promu au grade supérieur, et qu'il n'existe pas dans le régiment de vacance dévolue au tour du choix, il est nommé à un emploi vacant, égalsment dévolu au choix, dans un des autres régimens de l'arme, par exception aux dispositions de l'art. 34. Pour l'exécution de ces dispositions, l'ordre des tours établi par l'art. 40 de la présente ordonnance et suivi avant la séparation, est conti<del>n</del>ué dans la portion de corps qui n'est point en campagne. Dans les bataillens, escadrons ou détachemens de guerre, il est établi, après la séparation, une série de deux tours pour l'avancement La première vacance est dévolue à l'ancienneté si la dernière prometion a été saite au tour du choix: elle est donnée au choix si au contraire cette premotion a été faite au tour de l'ancienneté. Ces dispositions sont applicables au corps dont toutes les parties concourent ensemble pour l'avancement, conformément à l'article 125.

97. L'avancement au grade de chef de bataillon ou d'escadron dans les troupes en campagne ne devant avoir lieu qu'au cheix, tous les capitaines des corps ou portions de corps qui sont en campagne concourent, avec les autres capitaines de l'arme qui sont portés sur le tableau d'avancement, pour les emplois qui viennent à vaquer, au cheix, dans toute l'arme, sans préjudice des droits acquis aux emplois dévolus à l'ancienneté dans les corps ou portions de corps qui ne sont point en campagne.

98. Lorsqu'it existe des officiers en non activité par suite de licenciement, de appression d'emplet ou de rentrée de captivité à l'ennemi, les emplois vacans sont donnés, d'une part, dans la portion de corps ou d'arme qui feit partie de l'anmée active; de l'autre, dans celle qui n'est point en campagne, en se conformant aux dispositions des art. 45 et 162 de la présente or-

donnance.

99. Lorsque des portions de corps cessent de faire partie d'une armée active, et qu'it n'y a plus à pourvoir aux vacances survenues pendant la campagne, les emplois qui viennent à vaquer sont donnés en continuant l'ordre des tours qui a été suivi dans la portion de corps qui n'était point en campagne. Si toutes les portions d'un corps concouraient ensemble à l'armée active.

conformement à l'art. 115, on rentre dans Fordre des tours fixé par l'art. 40, en donnant, pour les grades de lieutenant et de capitaine, la première vacance à l'ancienneté (1er tour), si la dernière promotion a eu lieu au choix; et au choix (2e tour), si elle a été faite à l'ancienneté.

100. Lorsqu'il y a lieu de pourvoir par avancement à un emploi de lieutenant ou de capitaine vacant dans les bataillons ou escadrons de guerre d'un régiment, et que dans ce régiment il ne se trouve aucun officier du grade inférieur, ayant l'ancienneté exigée, l'emploi est donné, conformément au principe établi par l'art. 41, à un sous-lieutenant ou à un licutenant d'un des corps de la même arme. Il ne peut être dérogé à la condition d'ancienneté, en faveur d'un officier du régiment, qu'autant que dans les autres corps de la même arme il ne se trouve pas d'officier qui y satisfasse.

101. Toute proposition d'avancement, faite dans l'un des cas prévus par l'art. 19 de la loi du 14 avril 1832, doit mentionner le motif de l'exception. Si l'exception a fleu faute de sujet remplissant les conditions exigées par la loi, cette circonstance est exprimée. Si elle a lieu pour une action d'éclat, il est joint à la proposition: 10 un extrait de l'ordre de l'armée dans lequel l'action d'éclat a été mentionnée; 2° une copie certifiée des rapports exigés par l'art. 158 de notre ordonnance du 5 mai 1852, sur le service des armées en campagne.

102. Dans les armées en campagne, if n'est pas dressé de tableau d'avancement. En conséquence, tout militaire est susceptible d'être promu à un nouveau grade au tour du choix, ou nommé à des fonctions spéciales, sur la proposition de ses chefs, s'il satisfait d'ailleurs aux conditions exigées par la loi. Aucun officier faisant partie des détachemens de guerre ne peut être présenté pour l'emploi de capitaine instructeur qu'autant qu'il a suivi les cours de l'école de cavalerie comme officier d'instruction, et qu'il a été proposé pour cet emploi par un inspecteur-général, soit à son corps, soit à sa sortie de l'école.

105. Les propositions pour les emplois de caporal où de brigadier et de sous-officier sont faites au colonel par les officiers qui, conformément aux dispositions des art. 78 et 79, concourent, en temps de paix, à la formation du tableau d'avancement. Le colonel choisit, sur la liste de proposition, les sujets qui dolvent occuper les emplois vacans. Il peut prendre en de hors de cette liste les militaires qui se sont distingnés par une action d'éclat.

104. En ce qui concerne les grades d'officier, les propositions sont laites, savoir : pour l'avancement aux grades de sous-lieutenant, de lieutenant et de capitaine, par le chef du corps, après avoir pris l'avis des chefs de bataillon on d'escadrone et celui du lieutenant-colonel, s'il est présent; pour l'avancement au grade de chef de bataillon ou d'escadron, par le maréchal de-camp, après avoir pris l'avis des chefs de corps de sa brigade: pour l'avancement au grade de lieutenant-colonet, par les lieutenans-généraux, après avoir pris Pavis des chefs de corps et des maréchauxde-camp de leur division ; ensin pour l'avancement aux grades de colonel et de maréchal-de camp, par le commandant en chef, après avoir pris, pour le grade de colonel ; l'avis des maréchaux-de-camp es des lieutenans - généraux ; et pour le grade de maréchal-de-eamp, l'avis des Houtenans. généraux. Les propositions aux différens grades d'officier, faites par les chefs de corps, les maréchaux de camp et les lieutenans-généraux, sont adressées, par la voie hiérarchique, au commandant en chef, qui les transmet, avec son avis, à notre ministre de la guerre, ainsi que celles qui lui sont directement attribuées.

103. Les chels du corps et les officiers généraux auxquels le droit de proposition est atribué par l'article 104, désignent, pour chaque emploi vacent, trois candidats pris parmi les sons-officiers eu les efficiers, sous leurs erdres, qui est été présentes pour l'avancement dans la forme indiquée par l'article précité. Ils persent rédnire le nombre des candidats pour les grades de lieutenagt-colonel, de celeuel et de maréchal-de camp.

Mos. Lorsquo, dana des circonstances extraordinaires, nous jugeons convenable de donner au commendant en chef d'une armée le pouvoir de nommer provisoirement aux emplois d'officier qui viennent à vaquer, ce pouvoir est spécialement conféré par une ordonnance royale qui désigne les grades auxquels il est restremt, ainni que les conditions et les limites dans lesquelles ce pouvoir peut être exercé Cette ordonnance, rendue sur la proposition de notre ministre de la guerré, est insérée au bulletin des lois et a son effet jusqu'à sa révocalion par une ordonnance rendue dans la même forme.

107. Toute nomination provisoire qui serait contraire, soit aux dispositions de la loi, soit à la présente ordonnance, soit aux conditions établies par l'ordonnancé royale d'attribution mentionnée dans l'article précédent, est nulle de plein droit.

CHAPITRE III .- Des prisonniers de guerre.

408. Il n'est pourvu au remplacement des caporaux ou brigadiers et des sous-officiers tombés au pouvoir de l'ennemi, que d'après l'ordre du commandant en chef, et lorsque les besoins du service l'exigent. Cenx qui ont été remplacés compteut à leur corps pour mémoire. A leur rentrée, ils sont mis en possession des emplois vacans de leur grade, et, à défaut, ils restent à la suite en attendant des vacances. Si des circonstances imprévues le demandent, ils peuvent être envoyés dans d'autres corps, où ils prennent leur rang d'ancienneté, sans déduction du temps de captivité.

109. Les officiers prisonniers de guerre ne sont remplacés dans leur emploi que lorsque les besoins du service l'exigent impérieusement, et d'après l'ordre de notre ministre de la guerre. Les officiers prisonniers de guerre conservant leurs droits d'ancienneté pour l'avancement au grade immédiatement supérieur à celui dont ils sont pourvus au moment où ils tombent au pouvoir de l'ennemi, tout sous-lieutenant ou lieutenant à qui il échoit un emploi à ce titre, y est nommé. Si cet emploi ne peut rester vacant, il y est pourvu par la nomination d'un autre officier, selon l'ordre des tours, et l'officier prisonnier de guerre est inscrit pour mémoire sur les contrôles du corps avec son nouveau grade. Ces dispositions sont applicables aux capitaines prisonniers de guerre que leur ancienneté appelle à un emploi de chef de bataillon ou d'escadron vacant dans un corps ou une portion de corps de leur arme qui n'est point en campagne.

110. Tous les officiers, depuis le grade de sous-lieutenant jusqu'à celui de colonel inclusivement, qui ne retrouvent plus vacans, à leur rentrée de captivité à l'ennemi, l'emploi qu'ils occupaient avant d'être prisonniers de guerre, ou celui auquel leur ancienneté les a portés pendant beur captivité, sont mis en non activité, en attendant qu'ils puissent être replacés.

111. Lorsque, par une action d'éclat mise à l'ordre de l'armée, un sous-officier fait prisonnier de guerre a mérité d'être promu au grade de sous-lieutenant, il peut nous être proposé à cet effet, par notre ministre de la guerre, sur le rapport du commandant en chef; si ce sous-officier est nommé sous-lieutenant, les dispositions des art. 109 et 110, lui sont applicables.

112. Les dispositions de l'article précédent peuvent être appliquées aux officiers de tout grade qui, par suite d'une action d'éclat mise à l'ordre de Farmée, ont mé-

rité d'obtenir de l'avancement avant de tomber au pouvoir de l'ennemi.

Chapitre IV. - De l'avancement dans les places de guerre.

415. Les troupes qui tiennent garnison dans des places déclarées en état de guerre et qui sont sous l'autorité du commandant en chef d'une armée en campagne, concourent pour l'avancement avec les troupes de cette armée, aussi long-temps qu'elles peuvent communiquer avec elles.

114. Lorsqu'une place de guerre est investie, et qu'une délibération du conseil de défense a constaté que toute communication est interrompue avec notre ministre de la guerre et avec l'armée, l'avancement aux emplois qui deviennent vacans, soit dans le cadre de l'état-major de la place, soit dans les corps de la garnison, pendant la durée du blocus ou du siége, appartient exclusivement aux militaires qui concourent à la défense de cette place.

115. Tout commandant supérieur d'une place investie peut nommer provisoirement, savoir : s'il est lieutenant-colonel ou colonel, aux emplois vacans des grades inférieurs à celui de chef de bataillon ou d'escadron; s'il est officier général, aux emplois vacans des grades inférieurs à celui de lieutenant-colonel. Ce pouvoir cesse de lui être attribué aussitôt que les communications sont rétablies ou que la défense ne peut plus être continuée, ce qui est constaté par une délibération du conseil de défense.

116. Le commandant supérieur ne fait de nominations provisoires aux grades d'officier, qu'autant qu'il n'existe dans la place aucun officier de l'arme où la vacance a lieu, qui se trouve sans fonctions, et qui, ayant le grade correspondant à l'emploi vacant, soit capable d'exercer cet emploi. Il ne peut non plus pourvoir aux emplois yacans qu'antant que l'effectif du corps ou les besoins de la défense l'exigent. Ainsi, dans les corps où le nombre des sous-officiers et des soldats est réduit à moitié du complet, il ne fait de nominations qu'autant qu'il est nécessaire pour qu'il y ait deux officiers dans chaque compagnie d'infanterie, quatre dans chaque escadron de cavalerie, et dans la même proportion pour les autres armes. Les emplois laissés vacaus sont, autant que possible, dans une égale proportion pour chaque grade.

117. Quello que soit la durée du blocus ou du siège, nul ne peut être nommé, à titre provisoire, qu'au grade immédiatement supérieur à celui qu'il occupait avant

l'investissement de la place.

118. Dans le cas prévu par l'art. 114, l'avancement roule exclusivement sur les corps de la garnison, d'après les principes posés pour les troupes en campagne. Les officiers faisant partie des corps ou portions de corps enfermés dans la place ne cessent pas néanmoins de concourir, pour l'avancement à l'ancienneté, avec les officiers de leur grade, soit dans les corps de leur arme dont ils sont séparés, soit dans la portion du corps auquel ils appartiement et dont ils sont détachés.

119. Sont considérés comme corps, sous le rapport de l'avancement et pendant la durée du blocus ou du siège : 1º toute fraction de régiment, si elle est au moins d'un bataillon ou de deux escadrons ; 2º la réunion de tous les détachemens d'infanterie moindres chacun d'un bataillon; 3º la réunion de tous les détachemens de cavalerie moindres chacun de deux escadrons ; dans le cas où la réunion de tous les détachemens d'infanterie ou de cavalerie ne peut former un bataillon ou deux escadrons, ces divers détachemens sont réunis à des corps de leur arme appartenant à la garnison. et, à défaut de ceux-ci, ils sont considérés comme un corps ; 4º la réunion de tous les détachemens de l'artillerie : 5º la réunion de tous les détachemens du génie : 60 tout bataillon ou régiment provisoire. Ces corps ne sont formés qu'en vertu d'une délibéra-tion du conseil de défense.

120. Les compagnies ou les escadrons isolés de leur corps, et qui seraient attaches à des corps de la garnison pour y faire le service, sont considérés, sous le rapport de l'avancement, comme faisant partie intégrante de ces corps. En conséquence, tout militaire appartenant à ces compagnies ou à ces escadrons concourt avec ceux du cadre constitutif du corps auquel il est attaché. S'il est pourvu, à litre d'avancement, d'un emploi vacant dans ce cadre, il continua à en rester titulaire et à saire partie de ce cadre à la levée du blocus ou du siège. De même, tout militaire qui, appartenant au cadre constitutif du corps, aurait obtenu par avancement un emploi vacant dans ces compagnies ou escadrons, reste en possession de cet emploi lors de la réunion de ces compagnies ou escadrons à leur ancien régiment dont il fait définitivement partie. Cetto disposition est applicable aux militaires isolés ou à ceux qui feraient partie de détachemens moindres d'une compagnie ou d'un escadron, et qui, ayant été attachés à des corps de la garnison, auraient obtenu de l'avancement dans ces corps. Elle est également applicable aux militaires qui font partie d'un corps formé de la réunion de plusieurs détachemens d'infanterie ou de

cavalerie ( nºs 2 et 5 de l'article 119) lorsqu'ils sont nommés par avancement à des emplois vacans dans l'un de ces détachemens.

121. Dans les détachemens mentionnés à l'article précédent, comme dans les corps provisoires, formés d'hommes appartenant à divers régimens, il ne peut être pourvu qu'au remplacement des caporaux ou brigadiers, des sous-officiers et des officiers qui étaient dans la place au moment où elle a été bloquée. Il n'est nommé aux emplois qui etaient vacans avant cette époque, qu'autant que des propositions, déjà adressées au commandant en chef de l'armée, seraient restées sans effet par suite de l'investissement de la place.

122. Aucun militaire isolé ne peut obtenir de l'avancement s'il n'a été placé dans un des corps de la garnison ou compris dans le cadre de l'état major de la place, et s'il

n'y sert activement.

123. Lorsque toutes les portions d'un corps sont enfermées dans la place, on continue à suivre, pour l'avancement aux grades de sous-lieutenant, de lieutenant et de capitaine, l'ordre des tours établi avant l'investissement, à moins que le corps n'ait pas eu d'avancement depuis qu'il est considéré comme étant en campagne, auquel cas les dispositions du dernier paragraphe de l'article 96 lui sont applicables. Dans tout corps formé en exécution de l'article 119, lorsqu'il y a lieu de pourvoir par avancement à des emplois de sous-lieutenant vacans, le premier tour est dévolu à un sons-officier de ce corps ; le deuxième et le troisième sont dévolus indistinctement à 'des sous-officiers du corps ou de tout antre corps de même arme faisant partie de la garnison : le premier emploi du grade de lientenant et de celui de capitaine est donné à l'ancienneté.

124. Dans l'état-major de la place, les emplois qui viennent à vaquer peuvent être donnés, par avancement au choix, à des militaires employés dans le cadre et pourvus du grade immédiatement inférieur. A cet effet, une ordonnance royale, rendue sur la proposition de notre ministre de la guerre, fixe à l'avance la limite à laquellesera porté le cadre de l'état-major de la place. Si, au moment de l'investissement, il n'a point été nommé à tous les emplois du cadre déterminé, le commandant supérieur y pourvoit, selon les besoins du service, en désignant, pour les emplois vacans, des militaires du grade correspondant aux vacances, pris parmi ceux qui se trouvent isolément dans la place, ou tirés des corps de la garnison. Le commandant supérieur ne peut pourvoir, par avancement, qu'à des vacances survenues dans le cadre de l'étatmajor de la place après qu'il a été com-

přété. 125. L'ayancement des militaires compris éventuellement dans le cadre de l'état-major de la place a lieu de la manière suivante : Ceux qui étaient isolés de leur corps, lorsqu'ils ont été ainsi employés, concourent, pour l'avancement au choix avec les mililaires de leur grade titulaires d'emplois dans le cadre de l'état-major de la place. Ceux qui ont été tirés d'un corps de la garnison concourent pour l'avancement avec les militaires de leur grade dans ce corps. Dans le premier cas, les militaires qui auraient obtenu de l'avancement et qui seraient mis en non activité, par suite de la suppression de leur emploi, à la levée du blocus ou du siége, concourent avec le grade dont ils sont pourvus, et suivant leur aptitude à un service actif ou à un service sédentaire, pour les emplois réservés à la non activité, soit dans les corps de l'arme à laquelle ils apparte-

naient primitivement, soit dans le cadre

de l'état-major des places.

126. Le commandant supérieur délivre aux officiers auxquels il a conféré des grades, soit au tour de l'anciennelé, soit au tour du choix, des lettres de nomination provisoire. en se conformant à ce qui est prescrit à cet égard, pour le commandant en chef de l'armée, par l'ordonnance royale d'attribution mentionnée en l'article 106. Les lettres de nomination provisoire, outre les mentions prescrites par l'article précité, doivent relater: 10 qu'il ne se trouve dans la place aucun officier de même grade et de même arme sans fonctions et susceptible d'occuper l'emploi ; 2º que l'effectif du corps où les besoins du service exigent qu'il soit nommé a l'emploi vacant ; 3º la délibération du conseil de défense, mentionnée à l'article 114 (au lieu de l'ordonnance qui confère au commandant en chef le pouvoir de nommer. provisoirement); 4º enfin (si la nomination a eu lieu dans un coros formé comme il est indiqué à l'article 149), la délibération du conseil de défense qui en a preserit la formation.

127. Aussitôt que les communications sont rétablies, le commandant supériour rend compte à notre ministre de la guerre et au commandant en chef de l'armée, des nominatious provisoires qu'il a faites, et adresse au commandant en chef des propositions pour les emplois qui sont restès vacans.

128. Les dispositions de l'article 107 sont applicables aux efficiers nommés proviseirement par le commandant supérieur de la place.

### TITRE V.—DISPOSITIONS PARTICULIS-RES AU CORPS ROYAL D'ETAT-MAJOR.

129. Les élèves provenant d'un corps, qui, pendant leur séjour à l'école, sont promus dans leur corps à un emploi de lieutenant, ne prennent rang dans le corps royal d'étal-major que d'après l'ordre déterminé par le numéro de mérite de leur examen de sortie. Néanmoins ils couservent tous les droits que cette promotion leur donne à la retraite.

130. Les sous-lieutenans élèves de l'école d'application qui, après en avoir suivi les cours pendant deux ans au moins, satisfont aux examens de sortie, sont appelés, dans l'ordre de leur numéro de mérite, à remplir les emplois de lieutenant vacans dans le corps royal d'état-major au 31 décembre de leur dernière année d'études.

431. Les élèves reconnus admissibles, mais qui , faute de vacances, ne peuvenl être placés dans le corps royal d'état-major, sont envoyés dans des régimens d'infanteric ou de cavaleric, pour y occuper les emplois qui leur ont été réservés pendant leur séjour à l'école, conformément à notre ordonnance du 25 février 1853. A leur arrivée au corps, ils sont portés sur le tableau d'avancement en sus du nombre déterminé par l'art. 75 de la présente ordonnance, et concourent pour les premiers emplois de lieutenant au tour du choix, sauf le cas prévu par l'art. 89.

152. Les élèves recouns non admissibles par suite des examens reçoivent la destination qui four a été réservée dans les corps d'infanterie ou de cavalente pondant leur séjour à l'école, et n'ont droit, dans cette position, à aucun avantage particulier.

135. L'avancement dans le corps reyal d'état-major a lieu en suivant, pour les promotions aux grades de capitaine et de ches d'escadron, l'ordre des tours établi par les art. 40 et 43. Les capitaines d'état-major sont divisés en deux classes, dont la première est composée de la meitié du complet des officiers de ce grade. Toutefois les capitaines d'état-major de première classe n'entreront en jouissance de La nouvelle solde attribuée à leur position gu'après l'obtention du crédit législatif nécessaire pour y pourvoir. L'avancement à l'emploi de capitaine de première classe a lieu à l'ancienneté, parmi les capitaines de deuxième classe. Les emplois de chef d'escadron sont donnés à des capitaires de première classe. En cas de guerre, les capitaines de deuxième classe empourent avec ceux de la première classe pour l'avancement au grade de chef d'escadron.

134. Chaque année, une commission spéciale et temporaire d'état-major, com posée du directeur-général du personnel ct des opérations militaires, du directeur du dépôt de la guerre, de trois lieutenans-généraux, et présidée par le plus ancien des Reutenans-généraux qui en sont partie, Etablit le tableau d'avancement au tour du choix. Elle consulte, à cet effet, les rapports des inspecteurs-généraux, les notes des généraux ou des officiers supérieurs sous les ordres desquels se trouvent les officiers désignés pour de l'avancement, et le classement, par ordre de mérite, des travaux de ces officiers, établi par la commission d'examen d'état-major. Elle tient compte également de la manière dont les officiers se sont acquittés des fonctions spéciales qui, par leur importance ou l'application journalière qu'elles exigent, les auraient dispenses de tout travail accessoire.

TITRE VI. — DISPOSITIONS PARTICU-LIÈRES AU CORPS DE L'INTENDANCE MILITAIRE.

133. La hiérarchie, dans le corps de l'intendance militaire, est réglée ainsi qu'il suit : adjoint de deuxième classe à l'intendance militaire; adjoint de première classe à l'intendance militaire; sous-intendant militaire de deuxième classe; sous-intendant militaire de première classe; intendant militaire.

436. Les adjoints de 2º classe sont pris parmi les capitaines de toules les armes, portés, par suite de la dernière revue d'inspection générale, sur l'état spécial de proposition pour être admis dans l'intendance militaire, mais sans condition d'aucienneté.

137. Les adjoints de 1re classe sont pris : 1º parmi les adjoints de 2º classe ayant quatre ans de grade, tant comme capitaines dans l'armée, que comme adjoints de 2º classe, dont deux ans au moins d'exercice dans le grade d'adjoint ; 20 parmi les chefs de bataiffon ou d'escadron et les majors portés, par suite de la dernière inspection générale, sur l'état spécial de proposition pour être admis dans l'intenance militaire, mais sans condition d'ancienneté de grade ; 3º parmi les capitaines ayant quatre aus de grade, qui ont été proposés pour l'avancement à la dernière inspection générale, et désignés sur l'état spécial de présentation pour être admis dans l'intendance militaire.

438. Les sous-intendans militaires de 2º Classe sont choisis: 1º parmi les adjoints de 1re classe ayant servi au moins trois

ans dans ce grade; 2º parmi les lieutenans-colonels portés par suite de la dernière inspection générale sur l'état spécial de proposition pour être admis dans l'intendance militaire, mais sans condition d'ancienneté de grade; 5º parmi les chefs de bataillon ou d'escadron et les majors ayant trois ans de grade, qui ont été proposés pour l'avancement à la dernière imspection générale, et désignés sur l'état spécial de présentation pour être admis dans l'intendance militaire.

139. Les sous-intendans militaires de 1 ve classe sont choisis : 1º parmi les sous-intendans militaires de 2º classe ayant au moins deux ans de service dans ce grade; 2º parmi les colonels portés, par suite de la dernière inspection générale, sur l'état spécial de proposition pour être admissimans l'intendance militaire, mais sans con-

dition d'ancienneté de grade.

140. Les intendans militaires sont choisis exclusivement parmi les sous-intendans militaires de 11º classe ayant servi au

moins trois ans dans ce grade.

141. Un cinquième des emplois d'adjoint de 1<sup>re</sup> classe est donné aux capitaines, aux chefs de bataillon on d'escadron et aux majors désignés à l'art. 137. Les quatre autres cinquièmes sont donnés aux adjoints de 2º classe désignés au même article, moitié à l'ancienneté, moitié au choix.

142. Un cinquieme des emplois de sousintendant militaire de 2º classe est donné lata officiers supérfeurs désignés à l'article 158. Les quatre autres cinquièmes sont donnés, au choix, aux adjoints de 1º classe désignés au même article.

143. Un cinquième des emplois de sousintendant mifflaire de 11º classe est donné aux colones designés à l'art. 139. Les quatre autres cinquièmes sont donnés, au chôix, aux sous-intendans militaires de 2º classe désignés au mêmé article.

144. Aucun officier ne peut être admis dans le corps de l'intendance militaire, s'il n'est en activité de service et s'il n'est porté sur les étâts de proposition mentionnés à l'article suivant. Ne peuvent être proposes, les officiers que l'âge et la durée des services ou les infirmités rendraient susceptibles d'être admis, soit à la rettaite, soit à une pension ou à une solde de réforme.

143. Les états de proposition pour l'admission dans le corps de l'intendance militaire sont dressés par une commission d'examen spéciale et temporaire, dont les membres sont nommés par notre ministre de la guerre; qui fait remettre à cette commission les listes de présentation qui ont été faites, savoir: 1º pour les of-

fic ers des différens corps de troupe, par les inspecteurs-généraux, sur la présentation des chefs de corps ; 2º pour les officiers du corps royal d'état-major, par les lieutenans généraux commandant les divisions; 5º pour les officiers des états-majors particuliers de l'artillerie et du génie, par les inspecteurs-généraux de ces armes, sur la présentation des maréchaux-de-camp on des colonels directeurs sous les ordres desquels ils sont places. Les chefs de corps qui désirent passer dans l'intendance militaire en font la demande directe à l'inspecteur général. L'avis de l'intendant sur l'aptitude de tous les officiers qui se destinent à l'intendance militaire, et celui du sousintendant sur les capitaines, les chefs de bataillon ou d'escadron et les majors, sont remis à l'inspecteur-général qui les joint aux présentations qu'il juge convenable de faire. Les connaissances qui sont exigées pour être admis dans le corps de l'intendance militaire sont indiquées dans l'instruction sur les revues d'inspection géné-

146. Les officiers admis dans l'intendance militaire y sont classés à la date de leur

admission dans ce corps.

147. Aucun adjoint ou sous-intendant militaire ne peut obtenir de l'avancement au choix, s'il n'a été proposé par l'intendant militaire dans son rapport annuel. En temps de paix, les comptes rendus par les inspecteurs-généraux à notre ministre de la guerre, et, en temps de guerre, les rapports adressés au commandant en chef par les généraux commandant les divisions ou les corps détachés, font mention des titres que les adjoints et les sous-intendans militaires peuvent avoir à l'avancement.

148. Le tableau d'avancement aux différens grades est dressé, chaque année, par la commission d'examen dont la formation est prescrite par l'art. 145 de la présente ordonnance. Ce tableau est forme d'après les propositions, les rapports et les comptes mentionnés aux art. 145 et 147, qui sont reuvoyés à cet effet à la commission d'examen. Les adjoints et les sous-intendans militaires en activité, qui ne se trouvent pas sous les ordres d'un intendant militaire. peuvent, d'après l'autorisation de notre ministre de la guerre, être également portés sur le tableau d'avancement, pourvu qu'ils réunissent les conditions déterminées ci-dessus.

149. Les dispositions générales prescrites par les titres 1, 2, 5, 4 et 8 de la présente ordonnance sont communes au corps de l'intendance militaire, en tant qu'elles peuvent s'appliquer à son organi-

sation spéciale,

TITRE VII. — DISPOSITIONS PARTICU-LIERES 'A L'ÉTAT-MAJOR DES PLACES.

150. Toutes les nominations aux emplois de commandant de place sont faites par nous, sur la proposition de notre ministre de la guerre. Toutes les nominations aux emplois d'officier dans l'état-major des places sont également faites par nous, sur la proposition de notre ministre de la guerre.

151. Aucun militaire, quel que soit son grade, ne peut être admis dans l'état-major des places, s'il n'est en activité ou en non activité par suite de licenciement, de suppression d'emploi, de rentrée de captivité à l'ennemi ou d'infirmités temporaires, et s'il n'a été proposé pour ce service à la dernière revue d'inspection générale.

152. Les emplois de portier-consigne sont donnés à des sous-officiers ayant au moins douze ans de service; ceux de batelier aide-portier, à des caporaux ou à des brigadiers des divers corps de l'armée et, à des maîtres bateliers du bataillon de pontonniers, ayant servi pendant huit ans au moins.

155. Les emplois d'officier de l'état-rajor des places sont exclusivement donnés à des officiers qui comptent au moins vingt ans de service, et qui sont déjà en possession du grade correspondant à l'emploi.

134. Il ne peut être dérogé aux conditions de durée de service exigées par les deux articles précèdens, qu'à raison de blessures reçues ou d'infirmités contractées sons les drapeaux dans un service commandé.

155. Les militaires admis dans le cadre de l'état-major des places ne peuvent rentrer dans les cadres de l'armée active, ou être promus au grade supérieur, que dans les cas prévus par l'art. 157.

156. Les militaires qui, après avoir été désignés par les inspecteurs généraux pour entrer dans le cadre de l'état-major des places, auraient été nommés hors de ce cadre dans une place classée ou non classée, sont soumis aux conditions imposées, par l'article précédent, aux officiers de l'état-major des places.

157. Les militaires employés dans l'étatmajor des places peuvent obtenir de l'avancement, savoir : en temps de paix comme en temps de guerre, pour des services éminens mis à l'ordre de la division ou de l'amée, et dont il nous aurait été fait un rapport spécial par notre ministre de la guerre: ces militaires sont alors nommés au cheix, dans le cadre de l'état-major des places, à un emploi vacant et immédiatement supérieur à celui dont ils sont pourvas. Ils sost en même temps promus au grade correspondant, s'ils satisfont d'ailleurs à la condition d'ancienneté exigée par la loi. En temps de guerre, dans une place bloquée ou assiégée, pour cause de vacances survenues dans l'état-major de cette place, et en se conformant aux dispositions de l'art. 124. Enfin, un commandant de place du grade de colonel peut être nommé au grade de maréchal-de-camp pour des services éminens mis à l'ordre de la division ou de l'armée, à l'occasion desquels il nous aurait été fait un rapport spécial par notre ministre de la guerre.

158. Les officiers en activité et les officiers en non activité par suite de licenciement, de suppression d'emploi au de rentrée de captivité à l'ennemi, qui sont appetés à servir temporairement dans unc place classée ou non classée, sont considérés comme étant en mission, s'its n'ont pas été régulièrement proposés pour le service des places. Cette disposition n'est point applicacle aux officiers de l'ètat-major des places ou des compagnies de vétérans, mis en non activité par les motifs ci-dessus énoncés, qui seraient appelés à servir temporairement dans une place classée ou non classée.

### TITRE VIII. — OFFICIERS EN NON ACTIVITÉ.

139. Conformément aux dispositions de l'art. 16 de la loi du 14 avril 1852, les souslieutenans, les lieutenans et les capitaines qui ont été mis en non activité par suite de licenciement, de suppression d'emploi ou de rentrée de captivité à l'ennemi, posté rieurement à la promulgation de cette loi, et ceux qui seront mis à l'avenir dans cette position pour les mêmes causes, devant -conserver leur droit d'ancienneté pour l'avancement, seront portés comme surnuméraires. savoir : les sous-lieutenans et les lieutenans d'infanteric et de cavalerie, sur les contrôles des régimens de leur arme : les capitaines d'infanterie et de cavalerie, les sous-lieutenans, les lieutenans et les capitaines des antres armes, sur le contrôle général des officiers de l'arme à laquelle ils appartiennent. Ils y seront placés au rang que leur ancienneté leur assigne parmi les officiers de leur grade.

160. En cas de suppression d'un emploi, ou de cadres de bataillous, d'escadrons on de compagnies dans tous les régimens d'infanterie ou de cavalerie, les sous-lieutemans et les lieutemans dont l'emploi est supprimé sont classés pour l'avancement dans les corps dont ils faisaient partie ayant cette suppression. En cas de licençie-

ment d'un corps, où de suppression de cadres de bataillons, d'escadrons ou de compagnies dans quelques régimens seulement d'infanterie ou de cavalerie, la répartition des sous-lieutenans et des lientenans du corps licencié ou des cadres supprimés a lieu en suivant concurremment l'ordre alphabétique des noms des officiers de chaque grade et l'ordre des numéros des régimens de l'arme qui sont conservés; de telle sorte qu'un régiment ne puisse recevoir deux surnuméraires du même grade avant que chacun des autres régimens de même arme en ait recu un. Toutefois, dans le cas où le nombre des sous-lieutenans et des lieutenans dont l'emploi est supprimé ne serait pas double de celui des régimens conservés, la répartition a lieu en suivant l'ordre alphabé. tique des noms des sous-lieutenans et des lieutenans sans distinction de grade.

161. Les officiers désignés aux art. 159 et 160 concourent, pour l'avancement à l'ancienneté, avec les officiers de leur grade en activité dans le régiment qui leur est assigné ou dans l'arme à laquelle ils appartiennent, selon qu'ils sont inscrits sur le contrôle du régiment ou de l'arme.

162. Les officiers qui ont élé mis en non activité par suite de licenciement, de suppression d'emploi ou de rentrée de captivité à l'ennemi, postérieurement à la promulgation de la loi du 19 mai 1834, et ceux qui seront mis à l'avenir dans cette position pour les mêmes causes, étant appelés, aux termes de l'art. 7 de la loi précitée, à remplir la moitié des emplois de leur grade vacans dans l'arme à laquelle ils appartienment, seront remis en activité, conformément aux dispositions de l'art. 45 de la présente ordonnance. Les sous-lieutenans, les lieutenans et les capitaines d'infanterie ou de cavalerie seront pourvus de la moitié des emplois de leur grade vacans dans chaque régiment de leur arme. Les officiers supérieurs d'infanterie et de cavalerie, et les officiers de tout grade des autres armes, seront pourvus de la moitié des emplois de leur grade qui viendront à vaquer dans leur arme. Le rappel de ces officiers à l'activité aura lieu d'après les regles suivantes : Dans les grades de souslieutenant, de lieutenant, de capitaine et de chef de bataillon ou d'escadron; à l'ancienneté. Le rappel à l'activité, à titre d'ancienneté, sera déterminé dans chaque grade par la priorité de date de la mise en non activité, et, si cette date est la même, par l'ancienneté de grade. Tous les emplois de major, de lientenant-colonel et de colonel dévolus à la non activité seront donnés aux choix. Le mise en activité des officiels

de tous grades sera soumise à notre approbation. Les sous-lieutenans, les lieutenans et les capitaines, qui auront exercé des fonctions spéciales, seront replacés dans leur grade suivant leur ancienneté, mais ils ne pourront être rappelés à ces fenctions spéciales qu'au choix. Lors de la formation de nouveaux cadres de régimens, de bataillons, de compagnies, d'escadróns ou de batteries, les officiers en non activité pour les causes ci-dessus énoncées seront appelés, suivant les règles établies au présent article. à remplir la moitié des emplois de leur grade qui seront à pourvoir dans ces nouveaux cadres. Ils pourront également concourir pour l'autre moitié de ces emplois.

165. Les officiers de l'état-major des places et les officiers de vétérans mis en non activité pour les causes énoncées à l'article précédent, postérieurement à la promulgation de la loi du 19 mai 1834, ou qui serent mis à l'avenir dans cette position, concourront, au choix, pour la moitfé des emplois de leur grade vacant, dans le cadre de l'état-major des places on dans les compagnies de vétérans, seton qu'ils appartiennent à l'un ou à l'autre de ces corps. Les dispositions des art. 159 et 161, relatives à l'avancement des officiers en non activité, ne sont point applicables aux officiers de l'état-major des places ni aux officiers de vétérans qui se trouvent dans cette position.

164. Les officiers mis en non activité pour infirmités lémporaires, retrait ou suspension d'emploi depuis la tei da 19 mai 1834, et ceux qui seront mis à l'avenir dans cette position pour les mêmes causes, ne pourront être rappelés dans les cadrès de l'armée que sur la proposition des mispecteurs-généraux. Foute demande ou proposition de rappei à l'activité qui ne sera pas faite par cette voie sera considérée comme non avenue. Ceux de ces officiers qui seront reconnus susceptibles de rentrer en activité concurrent, au choix; pour les emplois de leur grade vacans dans les corps de leur arme et dans les dadres de nouvelle formation; forsque tons les officiers de ce grade, en non activité par suite de licenciement, de suppression d'emploi ou de rentrée de captivité à l'ênnemi , depuis la loi préditée, aurent été réplacés. Il ne pourre être disposé en leur faveur de plus du quart des emplois de leur grade vacans, dans chaque régiment pour les sous-Hentenans, lés lieutenans et les capttaines d'infanterie et de cavalerie et dans chaque arme pour tous les autres officiers. Le rappel dans les cadres de l'armée, des officiers de tout grade en non activité pour les causes énoncées au présent article, sera toujours sonmis à notre approbation.

165. Les inspecteurs-généraux des différentes armes passent annuellement, soit au chef-lieu des départements, soit dans les villes de garnison faisant partie de leur arrondissement d'inspection, la revue des officiers en non activité pour les causes énoncées aux articles 162 et 164. Ils signalent à notre ministre de la guerre, par des rapports spéciaux, les officiers qui sont proprés au service actif ou à un service sédentaire, et ceux qui se trouvent dam le cas d'être àdmis à la retraite ou mis en réforme, conformément aux dispositions des articles 10, 11, 12 et 13 de la loi du 19 mai 1834.

TITRE IX. — DISPOSITIONS PARTICU-LIÈRES A L'ARME DE L'INFANTERIE.

CHAPITRE Ier. - Dispositions generales.

466. Les règles générales établies aux titres 1ec. 2, 3, 4 et 8, sont applicables aux divers corps de l'infanterie, saud les undifications qui résultent des dispositions contenues au présent titre.

CHAPITRE II. - Dispositions communes aux régimens et autres corps de l'arme de l'infanterie.

Section I's. — Admission dans les compagnies d'élite.

167. Les grenadiers et voltigeurs soal choisis par le colonel parmi les hommes admis à l'école de bataillon qui ont mérité cette distinction par leur tenue et leur bonne conduite. Les sous-officiers et les caporaux des compagnies d'élite sont choisis par le colonel dans toutes les compagnies du régiment indistinctement.

Sacrion II; — Connaissances spéciales exigées que le grade de caporal et pour les emplois da grade de sous-officier.

168. Indépendamment des coffesions enoncees aux articles 13, 14, 15; 16 et 17 de la présente ordonnance, il fant, pour être nommé caporal, 1º être à l'étole de batailton ; 20 être en état de démontier les deux premières parties de l'école du sollis. Pour être nommé sergent ou sergent-fourier, 1º être en état de démontrer en entier l'école du soldat ; 20 connaître théoriquement l'école de peloton ; et être à même de remplir les fonctions de guide dans toutes les manœuvres de ligné et de lirail-Teurs. Pour être nommé sergent-major, être en état de commander un peloton. Etilia, pour être nommé adjudant, il faut connaltre les quatre premiers titres de l'ordennance sur les manœuvres, l'instruction pour

les tirailleurs, et de plus les fonctions des

Section III. — Nomination aux emplois de sous lieutemant.

169. Le tiers des emplois de sous-lieutenant étant dévolu aux cous-officiers du corps où la vacance a lieu, les deux autres tiers sont donnés à des élèves de l'école spéciale militaire et de l'école royale polytechnique; à des sous-lieutenans en non activité, et subsidiairement à des sous-officiers pris sur toute l'arme. Il est fait exception à cette règle, pour les compagnies de discipline, les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, le bataillon des voltigeurs corses, et les sapeurs-pompiers de la ville de Paris.

SECTION IV. — Conditions pour parvenir à la première classe dans le grade de lieutenant et dans celui de capitaine.

170. Les lieutenans d'infanterie parviennent à la 1re classe dans chaque régiment, par ancienneté de grade, quelles que soient leurs fonctions. Ne peuvent concourir pour la 1re classe les lieutenans qui ont droit à un supplément de traitement, ou qui ne sont pas payés sur les fonds de la guerre, en raison des emplois qu'ils occupent. Le nombre des lieutenans de 1re classe est fixé à la moitié du complet des emplois de ce grade que comporte le cadre d'organisation du corps. Lorsqu'il survient une vacance parmi les lieutenais de 1ºº classe, le plus ancien lieutenant de 20 classe du régiment passe immédiatement à la 1re.

471. Les capitaines des régimens d'infanterie sont divisés en deux classes. Le nombre des capitaines de 100 classe est fixé au tiers du complet des empleis de ce grade, y compris ceux d'adjudant major, de trésorier et d'officier d'habillement, que compertent les cadres d'organisation des régimens de l'arme. Toutefois le nombre des capitaines de 11º classe ne sera élevé au tiers du complet, des emplois de ce grade que successivement et dans la limite des ressources disponibles sur les crédits effectés par la loi de finances à la solde et à l'entretien des troupes. Les capitaines des régimens d'infanterie ne parviennant à la 120 classe que par ancienneté. Lis concourent pour cette classe our toute l'arme, et leurs droits sont déterminés par la liste générale d'ancienneté de l'arme. Tont capitaine d'infanterie en activité de service dens un régiment peut parvenir à la 1; classe, quelles que seient ses fonntions. Les capitaines uni me sont point employés dans un régiment, ceux qui ont un

supplément de traitement, ou qui ne sont pas payés sur les fonds de la guerre, à raison des emplois qu'ils occupent, ne peuvent parvenir à la 1ºº classe.

172. Lorsqu'il survient une vacance parmi les capitaines de 11º classe, nobre ministre de la guerre désigne, pour la remplir, le plus ancien capitaine de 2º classe. Cette mutation est însérée au Journal militaire.

173. Les capitaines des compagnies de voltigeurs passent au commandement d'aine compagnie du centre, lorsque leur ancienteté les appelle à faire partie de la 16 classe.

SECTION V. —Choix des officiers des compagnies d'élite.

174. Lorsqu'un emploi d'officier se trouve vacant dans une compagnie d'élite, le chef du corps présente à l'inspecteur-général trois candidats pris dans les compagnies du centre et pourvus du grade correspondant à l'emploi; l'inspecteur-général désigne celui qui doit occuper la vacance.

Dans l'intervalle d'une inspection générale à l'autre, le chef du corps remet sa proposition au maréchal-de-camp sous les ordres duquel il se trouve; celui-ci la transmet, avec son avis, au lieutenant-général commandant la division, qui prononce.

Section VI. — Classement des capitaines et des chefs de batailles.

175. A moins d'ordre contraire, le elassement des capitaines commandant les compagnics est fait, dans chaque corps, tous les trois ans, à l'époque des revues d'inspection générale, d'après leur ancienneté et dans l'ordre indiqué à l'article 3 du titre 1° de notre ordonnance du 4 mats 1651, sur les manceuvres de l'infanterie. Les compagnies snivent leur capitaine dans les positions qui leur sont assignées par suite de feur classement.

176. Lés chefs de bataillon sont classés, dans chaque corps, d'après leur ancièmeté pour le cummandement des bâtaillons : de tetle sorte que le plus ancien commande le premier bataillon, le plus ancien après lui commande le sécond bataillon, et minsi des autres. En cas de mutation d'un chef de bataillen d'un corps, il est procédé immédiatement au classement des officiers de ce grade, dans ce corps.

177. Dans les corps fractionnés pour les cas de guerre, le classement a lieu séparément, tant pour les capitaines que pour les chefs de bataillon, dans chacune des portions du corps. Dans ancue cas, un officier de l'un de ces deux grades, faisant

partie de la portion qui n'est point en campagne, ne peut, sous le prétexte de prendre son rang, passer aux bataillons de guerre, s'il n'y est appelé par un ordre de notre ministre de la guerre

# CHAPITRE III. — Bataillon d'infanterie légère d'Afrique.

178. Dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, le concours pour l'avancement au grade de caporal et aux emplois du grade de sous-officier a lieu par bataillon. S'il n'existe pas dans un bataillon un nombre suffisant de sujets aptes à ces fonc. tions, les emplois de ces deux grades qui viennent à vaquer sont donnés par avancement à des militaires des autres bataillons d'infanterie légère d'Afrique. A défaut de candidats dans ces bataillons, les emplois de caporal et de sons-officier vacans peuvent être donnés à des militaires des régimens d'infanterie déjà en possession de l'emploi correspondant à la vacance, et désignés, sur leur demande, à la dernière inspection générale pour cette destination.

179. Lorsque dans les régimens d'infanterie il ne se trouve pas de candidats pour les emplois de caporal ou de sous officier vacans dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, ces emplois peuvent être donnés à des caporaux et à des sous-officiers d'infanterie libérés du service depuis un an au plus. Ces militaires y sont nommés à des emplois du grade qu'ils occupaient au moment de leur libération. Toutesois les sous-ossiciers peuvent être placés dans un grade ou dans un emploi inférieur à celui dont ils étaient pourvus dans l'armée. Ces anciens militaires sont présentés par le chef du bataillon où les vacances ont lieu, et, dans le cas où il n'aurait pas de sujets à proposer, ils sont choisis parmi les candidats désignés par les maréchauf de camp commandant les subdivisions. Ils doivent fournir des certificats de bonne conduite jusqu'au jour de leur admission. Les dispositions du présent article sont applicables aux caporaux et aux sous-officiers d'infanterie en congé illimité.

180. Chaque chef de bataillon d'infanterie légère d'Afrique nomme aux emplois de caporal et de sous officier vacans dans son bataillon. S'il ne s'y trouve pas de sujets capables de les remplir, il en informe l'officier général commandant la division, qui désigne, pour occuper les emplois vacans, des militaires portés sur le tableau d'avancement dans les autres bataillons d'infanterie légère d'Afrique; à défaut de

candidats, cet officier-général en réfère à notre ministre de la guerre, qui pourvoit aux templacemens d'après les règles posées aux articles 178 et 179.

181. L'avancement au grade de souslieutenant, de lieutenant et de capitaine, dans l'infanterie légère d'Afrique, roule sur tous les bataillons, qui, pour cet objet, sont considérés comme ne faisant qu'un seul corps.

182. Les capitaines et les chefs de bataillon d'infanterie légère d'Afrique concourent pour l'avancement, dans l'arme de l'infanterie, avec les officiers de le s

grade.

183. Les chefs de bataillon, comme chefs de corps, sont toujours nommés au choix. L'emploi de chef de bataillon dans l'infanterie légère d'Afrique est conféré à un chef de bataillon d'infanterie, ou par avancement à un capitaine de celle arme.

### CHAPITRE IV. - Compagnics de discipline.

184. Les emplois de caporal qui viennent à vaquer dans les compagnies de discipline sont donnés par notre ministre de la guerre, au fur et à mesure des vacances, à des caporaux des régimens d'infanterie, désignés, sur leur demande, pour cette destination, à la dernière revue d'inspection générale. Les emplois de sous-officier sont donnés à des militaires pourvus du grade ou de l'emploi immédiatement inférieur. choisis dans les compagnies où la vacance a lieu, et nommés par le capitaine de la compagnie, conformément aux règles prescrites à l'article 12; à défaut de candidats dans la compagnie, le capitaine en rend compte par la voie hiérarchique à notre ministre de la guerre; dans ce cas, ce emplois peuvent être donnés à des militaires pourvus du grade ou de l'emplei immédiatement inférieur dans les autres compagnies de discipline, et subsidiairement à des sous-officiers des régimens d'infanterie, conformément aux dispesitions de l'article 178. Lorsque, dans les régimens d'infanterie, il ne se trouve pas de sujets désignés pour occuper les emplois de caporal ou de sous-officier vacans dans les compagnies de discipline, ces emplois peuvent être donnés à des caporaux et à des sous-officiers d'infanterie en congé illimité ou libérés du dervice, et d'après les régles établies en l'article 179. Les caporaux et les sous officiers libérés et cess qui étaient en congé illimité, ou qui oat été tirés des régimens, peuvent, après deux ans de service dans les compagnies de discipline, rentrer dans les régimens d'infanterie avec le grade dont ils sont en possession ou avec celui dont ils étaient pourvus, les premiers au moment de leur libération, les autres à l'époque de leur admission dans ces compagnies.

185. Les tambours des compagnies de discipline susceptibles d'obtenir de l'avancement sont désignés, par les inspecteurs-généraux, à notre ministre de la guerre, qui peut les envoyer, comme caporaux, dans les régimens d'infanterie, et même dans les compagnies de discipline, s'ils ont été reconnus aptes à ce service.

186. L'avancement aux grades de souslieutenant, de lieutenant et de capitaine, roule sur toutes les compagnies de discipline qui, pour cet objet, sont considérées comme ne faisant qu'un seul corps.

187. Lorsqu'un lieutenant d'une compagnie de discipline est promu au grade de capitaine, il permute immédiatement avec un des capitaines d'infanterie proposés à la dernière revue d'inspection générale pour les compagnies de discipline, et que notre ministre de la guerre désigne pour prendre le commandement de la compagnie vacante.

488. Les capitaines des compagnies de discipline sont choisis parmi les capitaines d'infanterie portés sur le tableau d'avancement. Ils concourent pour le grade supérieur avec tous les capitaines de l'arme et aux mêmes conditions.

# CHAPITRE V. — Bataillon de voltigeurs corses.

189. L'admission comme soldat, dans le bataillon de voltigeurs corses, est prononcée par le lieutenant-général commandant la division territoriale, sur la proposition du chef de ce bataillon. Cet officier-général nomme également aux emplois de caporal et de sous-officier, d'après les règles prescrites pour les corps d'infanterie. Lorsqu'un de ces emplois est vacant, le chef du corps lui présente trois candidats pris sur le tableau d'avancement; le lieutenant général désigne celui qui doit occuper l'emploi. L'officier général qui inspecte le bataillon adresse à cet effet, au lieutenant-général commandant la division territoriale, une expédition du tableau d'avancement au grade de caporal et aux emplois du grade de sous-officier.

190. L'avancement aux différens grades d'officier est soumis aux mêmes régles que dans les régimens d'infanterie, sauf les modifications indiquées aux articles suivans.

191. Un tiers des emplois de sous lieutenant est donné aux sous-officiers du corps. Les deux autres tiers sont donnés à des sous-licutenans d'infanterie en activité, ou à des sous-officiers d'infanterie portés sur le tableau d'avancement de leur corps; les uns et les autres choisis de préférence parmi les officiers et sous officiers nés ou élevés en Corse.

192. Les deux tiers des emplois de lientenant sont donnés par avancement à des sous-lieutenans du bataillou. L'autre tiers est dévolu à des lieutenans des autres corps d'infanterie, et de préférence à des officiers nés en Corse ou qui y ont été élevés.

195. Les capitaines et le chef de bataillon concourent pour l'avancement, dans l'arme de l'infanterie, avec les officiers de leur grade.

194. Le chef de bataillon, comme chef de corps, est toujours nommé au choix. L'emploi de chef de bataillon des voltigeurs corses est conféré à un chef de bataillon d'infanterie, ou, par avancement, à un capitaine de cette arme.

## CHAPITRE VI. — Légion étrangère.

195. Les officiers étrangers ne peuvent entrer dans la légion qu'avec un grade. égal ou inférieur à celui dont ils justifient avoir été en possession au service d'une autre puissance. Ils prennent rang, dans le grade correspondant à l'emploi qui leur est conféré, du jour de l'ordonnance qui les a admis dans la légion. S'il en est admis plusieurs le même jour dans le grade dont ils étaient en possession à l'étranger, la priorité de rang se règle entre eux d'après leur ancienneté dans ce grade, conformément aux dispositions de l'article 5. Ceux qui sont admis dans un grade inférieur prennent rang avant les officiers qui étaient pourvus de ce grade à l'étranger et qui sont nommés le même jour qu'eux dans la légion. Les officiers étrangers ne peuvent obtenir de l'ayancement que dans la légion.

196. Les services dans la légion étrangère déterminent seuls l'avancement dans ce corps, pour les militaires étrangers qui en font partie.

197. Les dispositions relatives aux étrangers, contenues dans les deux articles précédens, sont applicables à tout Français sorti du service étranger et admis avec un grade dans la légion.

198. L'avancement au grade de caporal et aux emplois du grade de sous-officier roule dans chaque portion de corps qui se trouve réunie sur un même point, quel que soit le nombre des bataillons dont cette portion est composée. Les détachemens moindres d'un bataillon concourent avec le bataillon auquel ils appar-

tiennent, quelle que soit leur position respective.

199. L'avancement aux grades de souslieutenant, de lieutenant et de capitaine, roule sur tous les bataillens de la légion.

200. L'avancement au grade de chef de bataillon a lieu de la manière suivante : Les emplois de ce grade dévolus à l'ancienmeté sont donnés exclusivement aux capitaines de la légion. Les emplois dévolus au choix sont donnés concurremment aux capitaines de la légion et à ceux des autres corps de l'infanterie.

201. Les capitaines et les officiers supérieurs français ou naturalisés français, passés des troupes françaises dans la légion, concourent pour l'avancement aux emplois du grade immédiatement supérieur qui vishnent à vaquer, soit dans les régimens français de leur arme, soit dans la légion.

202. Le nombre des capitalnes de 1re classe de la légion est fixé au tiers du complet des emplois de ce grade, y comprisceux d'adjudant-major, de trésorier et d'officier d'habillement, que comporte le cadre d'organisation de ce corps. Les dispositions comprises dans les art. 171 et 173 sont applicables à la légion.

203. Dans tout détachement qui n'est pas moindre d'un bataliton, les tubleaux d'avancement sont établis conformément aux dispositions du titre 3, et chaque détachement fournit pour les divers grades un nombre de candidats proportionné à sa

f<del>or</del>ce.

CHAPITHE VII. — Butaillan de sapeurspampiers de la ville do Paris.

204. L'avancement dans le corps de sapeurs-pompiers de la ville de Paris est soumis aux mêmes règles que dans les régimens d'infanterie, sauf les modifications indiquées aux articles suivans.

205. Les nominations au grade de caporal et aux emplois du grade de sous-officier sont faites par le chef du corps, d'après les règles établies au titre 2 de la présente ordonnance et les dispositions de l'art. 7 de l'ordonnance d'organisation du corps,

du 7 novembre 1821.

206. Tous les emplois de caporal et de sous-officier sont donnés à des militaires du bataillon, portés au tableau d'avancement pour le grade ou pour l'emploi à pourvoir. Les candidats à ces emplois ne sont inscrits sur le tableau d'avancement qu'autant que leur aptitude a été reconnue par une commission d'exannen. composée des capitaines du corps, y compris le capitaine ingénieur, et présidée par le chef du bataillon.

207, Indépendamment des conditions

exigées dans les régimens d'infanterie, les candidats proposés pour le grade de caporal doivent : 1º connaître les quatre premières règles de l'arithmétique; 20 connattre la nomenclature des pièces de la pompe et les attaques simulées des feux de différentes natures; 3º pouvoir être instructeurs dans les manœuvres de la pompe. Pour être sergent, il faut de plus: 1º connaître tout ce qui est relatif aux manœuvres de la pompe et les dispositions pour l'attaque de toute espèce de feux: 2' être bon instructeur dans les manœuvres de nompe; 3º avoir des connaissances positives sur la construction des édifices, et particulièrement en ce qui concerne la charpente.

208. Les emplois de sous-lieutenant sont donnés exclusivement à des sous-officiers du corps Pour être portés sur le tableau d'avancement à ce grade, les candidats doivent posséder à un degré supérieur l'instruction exigée des sergens, et de plus connaître: 1º les élèmens de la géometrie jusqu'aux solides inclusivement; 2º le dessin liméaire et les différens plans de charpente. Its sont tenus de justifier de ces connaissances devant la commission d'exa-

men mentionnée à l'art. 206.

209. Tous les emplois de lieutenant et de capitaine sont donnés par avancement à des sous-lieutenans et à des lieutenans du corps; deux tiers à l'ancienneté et ma tiers au choix. Le capitaine ingénieur est choisi dans le corps de l'artiflerie, ou dess celui du génie; il prend rang parmi les autres capitaines, d'après son ancienneté de grade.

210. Le chef de bataillon, comme chef de corps, est toujours nommé au choix. Cet emploi est conféré à un chief de bataillon de l'armée, ou, par avancement, à

l'un des capitaines du bataillon.

211. Toutes les nominations aux emplois d'officier nous sont soumises par notre ministre de la guerre; elles sont faites d'après les règles générales établies pour l'avancement, et conformément aux dispositions de l'art. 5 de l'ordonnance d'organisation du corps, du 7 novembre 1821.

TITRE X. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A L'ARME DE LA CAVALERIE.

CHAPITRE Ier - Disposition générale.

212. Les régles générales établies aux titres 1er. 2, 5, 4 et 8, sont applicables à l'arme de la cavalorie, sauf les modifications qui résultent des dispositions contenues au présent titre. CHAPITRE II. — Admission des cavaliers à la première classe.

213. Les cavaliers de première classe sont choisis par le colonel parmi les cavaliers admis à l'école d'escadron, qui ont mérité cette distinction par l'eur bonne conduite, leur zèle, leur tenue et leurs progrès en équitation.

COMAPITAB III. — Connaissances spéciales exigées pour le grade de brigadier et les emplais du grade de sous officier.

214. Indépendamment des conditions énoncées aux art 13, 14 et 17 de la présente ordonnance, il faut, pour être nommé brigadier, 1º être admis à l'école d'escadrou ; 2º être en état de démontrer les deux premières leçons de l'école du cavalier, à pied et à cheval. Pour être nommé maréchal-des-logis, 1º être en état de démontrer en entier l'école du cavalier à pied et à cheval; 2º connaître théoriquement l'école de peloton; 5º être en état de remnir les fonctions de guide dans toutes les manœuvres; 4º être en état de commander un peloton. Pour être nomme adjudant, connaître l'école d'escadron et les réglemens sur les différens services.

CHAPITRE IV. — Avancement aux differens grades et emplois d'officier.

215. Le tiers des emplois de sous-lieutenant étant dévolu aux sous-officiers du corps où la vacance a lieu, les deux autres tiers sont donnés à des élèves de l'école spéciale militaire ou de l'école royale polytechnique, à des sous lieutenans en nem activité, et subsidiairement à des sous-officiers pris sur toute l'arme.

216. Les élèves de l'école spéciale militaire nommés sous-lieutenans de cavalerie sont répartis provisoirement dans les compa de cette arme où il se trouve des emplois vacans au moment de leur nomination. Ils sont quauite dirigés sur l'école de cavalerie, comme sous-lieutenans-élèves détar, chés de cas régimens. Ces sous-lieutenans-élèves ont droit, d'après la priorité de teun numéro de mérite, à l'examen de sortie, et l'aptitude physique qui leur a été reconnue, de choisir un des régimens entre lesquels ont été provisoirement répartis les élèves de la même promotion.

217. Les sous-lieutenans et les lieutenans d'infanterie qui entrent dans la cavalerie par permutation sont inscrits sur les contrôles de leur nouveau corps, à la date indiquée dans la lettre de permutation. S'ils n'ont pas déjà servi deux ans dans les troupes à cheval, ils sont envoyés à l'école de cavalerie pour y suivre les cours peadant le

temps prescrit par les réglemens pour les officiers sortant de l'école spéciale militaire; après ce temps, ils sont mis en possession de leur emploi.

218. Les lieutenans en second et les capitaines en second parvienment, par anciennaté, aux emplois de lieutenant en premier et de capitaine commandant. Cet avancement noute sur chaque régiment.

249. Lersqu'un empitaine-instructeur ou un capitaine adjudant-major se trouve, par aon anciennoté, appelé à un emplei de capitaine commandant, il doit épter entre ses fonctions et la commandement d'un escadson. S'il práfire conserver ses fonctions, il prond tang parmi les capitaines commandans, et le capitaine en second le plus ancien agrés lui est peur u du commandement vacant.

220. Lea dispositions de l'article précédent sont applicables aux capitaines-trésoriers et aux capitaines d'habillement; mais ces officiers ne peuvent prendre le commandement d'un escadron qu'autant que l'inspecteur-général les a reconnus capables de l'exercer.

221. Tout capitaine-instructeur ou capitaine-adjudant-major peut passer, par permutation, à l'emploi de capitaine-commandant, pourvu que dans le régiment il ne se trouva pas de capitaine en second pius ancien que lui. Si c'est un capitaine instructeur qui permute, l'officier qui le remplace doit réunir toutes les conditions exigées par l'article 54.

222. Les capitaines trésoriers et les capitaines d'habillement peuvent également passer, par permutation, à l'emploi de capitaine-commandant lorsqu'ils ont été reconnus capables d'exercer cet emploi, et qu'ils satissont à le condition d'ancienneté prescrite par l'autiste précédent. Its nesont admis à permutar qu'avec des capitaines portés sur la liste d'aptitude à l'emploi de complable.

TITRE XI. - Descriptions particu-LIEBER A L'ARME DE L'ARTILLERIE.

CHAPITRE Ier .- Disposition generale.

226. Les règles établies aux titres for, 2, 3, 4 et 8 sont applicables à Parme de l'artillerie, sauf les modifications qui résultent des dispositions contennes au présent titre.

CHAPITER II. - Corps royal de l'artillaries.

Secrion. In. — Admission des soldats à la prensière classe, et nomination aux emplois d'ouvrier de batterie, d'artificier, de maître hatelier, de maître armurier.

224. En temps de paix, le passage des

soldats de la deuxième classe à la première a lieu dans chaque régiment d'artillerie par ancienneté; savoir : 1º entre les batteries à cheval, pour les canonniers servans à cheval: 2º entre les battories à pied montées, par les canonniers servans à pied; 3 entre toutes les batteries à cheval et à pied montées, pour les canonniers conducteurs. En temps de guerre, le passage de la deuxième classe à la première a lieu, par batterie, entre tous les canonniers servans et conducteurs. Dans tous les temps, les ouvriers de batterie, les maréchaux-ferrans et les bourreliers concourent avec les autres canonniers pour parvenir à la première classe.

· 225. Dans le bataillon de pontonniers, le passage de la 2º classe à la 1º a lieu sur tout le corps en temps de paix, et par

compagnie en temps de guerre.

226. Dans les compagnies d'ouvriers, le passage à la 2° et à la 1° classe a lieu par compagnie, en temps de paix comme en temps de guerre. Les apprentis ne peuvent devenir ouvriers de 2° classe qu'à l'ancienneté, et après six mois au moins de service actif. Les ouvriers de 2° classe parviennent par ancienneté à la 1° classe.

227. Dans la compagnie d'armuriers, le passage des soldats de la 2º classe à la 1re

roule sur cette compagnie.

228. Les clairons et les trompettes qui deviennent apprentis ou soldats de 2º classe ne comptent leur ancienneté, pour le passage à cette classe dans les compagnies d'ouvriers, et à la 1º dans les autres troupes d'artillerie, que du jour où ils ont pris rang dans les compagnies ou dans les batteries.

222. En temps de guerre, les apprentis des compagnies d'ouvriers, et les soldats de 2º classe des autres troupes d'artillerie, peuvent passer, après trois mois de service actif, les premiers, à la 2º classe, et les qu-

tres à la ire.

230. Dans les régimens, les ouvriers de batterie et les artificiers sont nommés par le colonel, sur la proposition des capitaines, transmise hiérarchiquement; ces officiers présentent trois candidats pour chaque emploi vacant. Les ouvriers de batterie ne peuvent être choisis que parmi les canonniers dont la capacité a été constatée par un certificat du directeur d'un arsenal de construction. Les artificiers sont choisis parmi les canonniers de 1re et de 2e classe ayant servi activement pendant six mois au moins; ils doivent, 1º être parvenus à la 4re classe dans les différentes instructions; 20 savoir lire couramment, et écrire lisiblement sous la dictée; 3º connaître les quatre premières règles de l'arithmétique.

231. Dans le bataillon de pontonniers, les maîtres bateliers et les maîtres ouvriers de compagnies sont nommés par le chef du corps, sur la proposition des capitaines, transmise hiérarchiquement. Ils sont choisis parmi les soldats de 1ºº et de 2º classe ayant servi activement pendant six mois au moins, et admis à la 1ºº classe des différentes instructions de navigation et de pontage.

232. Dans les compagnies d'ouvriers et dans celle d'armuriers, les maîtres ouvriers et les maîtres armuriers sont nommés par le directeur de l'artillerie sous les ordres duquel se trouve la compagnie, et sur la proposition du capitaine. Ils sont choisis parmi les soldats de 41° ou de 2° classe ayant servi activement pendant six mois au moins, et qui, en raison de leur habileté dans les diverses professions qu'ils exercent, sont admis à la 1° classe pour le prix des journées de travail, conformément aux réglemens sur le service des arsenaux.

233. Les artificiers, les maîtres bateliers, les maîtres ouvriers de compagnie et les maîtres armuriers ont droit de commandement sur les soldats de 1re et de 2º classe.

SECTION II. — Avancement au grade de brigadier ou de caporal et aux emplois du grade de souofficier.

234. Dans les régimens, le colonel nomme à tous les emplois de brigadier et de sous-officier. Les commandans de batterie présentent, pour chaque vacance, trois candidats pris sur le tableau d'avancement. La proposition est transmise au lieutenant-colonel par le chef d'escadron, s'il s'agit d'un emploi de brigadier, de maréchal-des-logis et d'adjudant 'de batterie; et par le major, s'il s'agit d'un emploi de fourrier ou de maréchal-des-logischef. Le lieutenant-colonel remet cette proposition as colonel, qui désigne, peur occuper l'emploi vacant, un des trois sujets présentés. Pour l'emploi d'adjudant d'étalmajor, la proposition est faite au colonel par le lieutenant-colonel. Les adjudans de batterie peuvent passer avec leur grade, par permutation ou autrement, à l'étatmajor du régiment, et réciproquement les adjudans d'état-major peuvent passer dans les batteries, sur la demande des capitaines commandans.

255. Les dispositions de l'article précédent sont applicables au bataillon de pontonniers.

256. Dans les compagnies d'ouvriers, l'avancement au grade de caporal a lieu par compagnie. Le directeur de l'artillerie,

sous les ordres duquel se trouve la compagnie, nomme à ces emplois. Le capitaine fui présente, pour chaque vacance, trois candidats pris sur le tableau d'avancement; le directeur choisit celui qui doit occuper l'emploi. L'avancement aux emplois de sous-officier roule sur toutes les compagnies, qui, pour cet objet, sont considérées comme ne formant qu'un corps. Notre ministre de la guerre nomme à ces emplois. Lorsqu'un emploi de sous-officier est vacant, le directeur de l'artillerie, d'après le rapport du capitaine de la compagnie, en rend comple à notre ministre de la guerre, qui désigne, pour occuper l'emploi, un des candidats portés au tableau d'ayancement.

237. Dans la compagnie d'armuriers, l'avancement au grade de caporal et aux emplois de sous-officier, jusqu'à celui de sergent-major inclusivement, roule sur cette compagnie. Les nominations à ces grades et emplois sont faites d'après les principes établis à l'article précédent.

238. Dans les troupes d'artillerie, les brigadiers ou les caporaux sont choisis, savoir : dans les régimens, parmi les artificiers et les canonniers de 1º0 ou de 2º classe; dans le bataillon de pontonniers, parmi les maîtres batellers, les maîtres ouvriers de compagnies et les pontonniers de 1º0 ou de 2º classe. Dans les compagnies d'ouvriers, parmi les maîtres ouvriers et les euvriers et les euvriers et les armuriers, parmi les maîtres armariers et les armuriers de 1º0 ou de 2º classe. Les brigadiers et les caporaux ont droit de commandement sur les artificiers et sur les maîtres ouvriers de compagnies.

239. Indépendamment des conditions générales exigées par l'art. 13 de la présente ordonnance, pour être nommé brigadier ou caporal, il faut : 1º être en état de former un soldat de recrue au service particulier au corps dans lequel le grade est donné; **2º** remplir, selon le corps, les conditions spéciales déterminées ci-après : dans les régimens, 1º être admis à la 1re classe de l'instruction Ppied ou à cheval, et de l'instruction d'artillerie; 20 connaître la nomenclature des principaux objets d'artillerie et des effets de harnachement; 3º être en état de commander les deux premières lecons de l'école du canonnier à pied ou à cheval, et les manœuvres des bouches à feu de campagne, de siége, de place et de côte; 4º connaître le pointage et la construction des fascinages; 50 connaître la confection des munitions de guerre, le chargement des coffres et des caissons. Dans le bataillon de pontonniers, 1º être à la 1re classe de l'instruction à pied et de celle d'artillerie; de navigation et de pontage; 2º connaître la nomencialure des principaux objets de l'équipage de ponts: 3º être en état de commander les exercices compris aux titres 1, 2 et 3 du réglement en vigueur, sur le service et les manœuvres des pontonniers; 40 avoir une connaissance pratique des diverses espèces de bois et de métaux employés à la construction des équipages de ponts. Dans les compagnies d'ouvriers, 1º être au fait du tracé des objets d'artillerie dont la construction est du ressort de la profession qu'on exerce; 2º avoir une connaissance pratique des diverses espèces de bois, sers et aciers employés dans les arsenaux; 3º connaître les manœuvres des bouches à feu et les principales manœuvres de force. Dans la compagnie d'armuriers, 1° exercer avec distinction l'une des professions de platineur, monteur, forgeur et limeur de garnitures, et connaître les autres parties, ainsi que le dressage et le garnissage du canon, assez bien pour pouvoir diriger des ateliers composés d'ouvriers de plusieurs professions : 2º savoir distinguer les différens modèles des armes à feu ou des armes blanches en usage, ainsi que le rapport qu'elles ont entre elles, et connaître parfaitement la nomenclature des parties qui les composent.

240. Les dispositions de l'art. 15 de la présente ordonnance, relatives à la nomination des fourriers, sont applicables aux troupes de l'artillerie, selon l'organisation particulière aux différens corps de cette arme. L'emploi de brigadier-fourrier, lorsqu'il existe dans les régimens d'artillerie, peut être donné à un des artificiers portés au tableau d'avancement.

241. Indépendamment des conditions prescrites par l'art. 14 de la présente ordennance, il faut, pour être nommé maréchal-des-logis ou sergent : 1º posséder parfaitement les instructions théoriques et pratiques données aux brigadiers ou aux caporaux, conformément au réglement sur l'instruction des troupes d'artillerie dans les écoles; 2º être en état de commander un peloton; 3° connaître les élémens de l'arithmétique et ceux de la comptabilité d'une batterie ou d'une compagnie, en ce qui concerne le grade de maréchal-deslogis ou de sergent; 4º remplir, selon le corps, les conditions spéciales dont le détail suit : dans les régimens, 1º être en état d'instruire les hommes de recrue à toutes les fonctions dans l'une ou l'autre espèce de batterie; 2º pouvoir commander toutes les manœuvres des bouches à seu et les manœuvres de force; 3º avoir des notions élémentaires sur les chevaux, sur leur entretien, leur conservation en garnison, en roate, et sur le ferrage; 4º connaître la théorie sur les attelages et la conduite des voitures, et savoir diriger, comme chef, une pièce dans les manœuvres de batteries attelées. Dans le bataillon de pontonniers, 1º connaître à fond la nomenclature ainsi que l'usage de tous les objets des équipages de pont; 2º pouvoir commander les exercices compris dans la première partie du régle. ment sur le service et les manœuvres des pontonniers ; 5º être en état de commander les manœuvres des bouches à seu de campagne, de siège, de place et de côte. Dans les compagnies d'ouvriers, 1º être en état de diriger un atelier et de tracer les objets d'artillerie que l'on y canstruit; 2º pouvoir commander les manœuyres des bouches à feu de campagne, de siège, de place et de côte: 3º connaître les manœuvres de détail d'un équipage de pont. Dans la compagnie d'armuriers, 1º avoir des connaissances assez étendues dans toutes les parties de la labrication, pour pouvoir diriger un grand atelier composé d'ouvriers de toutes les professions; 2º être en état de remplacer un contrôleur pour faire un bâtonnage et recevoir une arme finie ou réparée.

242. Indépendamment des conditions exigées par l'art. 16 de la présente ordonnance, il faut, pour être nommé maréchaldes-logis-chef ou sergent-major: 1° posséder complétement les connaissances théoriques et pratiques enseignées aux maréchauxdes-logis ou aux sergens, conformément au réglement sur l'instruction des troupes d'artillerie dans les écoles; 2º remplir, selon le corps, les conditions spéciales indiquées ci-appes, dans les régimens, pouvoir commander une section dans les manœuvres de batteries attelées. Dans le bataillon de pontonniers, connaître la 2º partie du réglement sur le service et les mancauvres de ponts. Dans les compagnies d'ouvriers, connaître la comptabilité matière d'un arsenal de construction. Dans la compagnie d'armutiers, compaitre les principaux procádás de fabrication en usage dans les mapulaciares d'armes.

243. Indépendamment des conditions énencées à l'art. 27 de la présente ordenname, it faut, pour être nommé adjudant, posséder parfaitement les instructions théoriques et pratiques dennées aux cous-officiers, conformément au réglement sur l'instruction des troupes d'artiflérie dans les étoles, et de plus, 10 savoir les élémens de la géamétrie; 20 connaître la fortification managère et pormanente dans ses rapports avec l'artiflérie.

Sucreon HI. - Chois artificiers, mattres artificiers, ouvriers d'état, gardes d'artillerie, agens princi-

paux comptables, et autres emplois à la nomination du ministre de la guerre.

244. Notre ministre de la guerre nomme à tous les emplois de chef artificier, de maître artificier, d'ouvrier d'état, de maître charpentier, de maître forgeron, de maître cordier, de garde d'artillerie et d'agent principal comptable, sur la proposition des inspecteurs-généraux.

245. Dans les régimens, le chef artificier est choisi parmi les sous-officiers avent suivi, pendant deux ans au moins, les enurs de l'école de pyrotechnie militaire, et portés sur les états de proposition à cet emploi, dressés par les chefs de corps ou par le directeur de l'école de pyrolechnie, soumis au maréchal-de-camp et approuvés par l'inspecteur-général. Le chef artificier prend rang parmi les maréchaux-des-logis-chefs, et concourt avec les autres sous-officiers pour l'avancement à l'emploi d'adjudant et au grade de sous-lieutenant ; il concourtégalement pour l'emploi de garde de deuxième classe et pour celui de chef artificier de direction. Pour être nommé chef arfifigier, il faut : 1º connaître tous les traveus pyre techniques en usage dans l'artitlerie, les élémens de géométrie et ceux de chimie enseignés à l'école de pyrotechnie; 😭 🍪 🏎 😘 état de diriger tous les travaux qui s'anéertent dans une salle d'artifice.

246. Dans le hatailion de pentomiere, les emplois de maître charpentier, de maître forgeron et de maître cerdier sont domnés à des seus-efficiers reconnus aptes à ois fonctions. Ces maîtres ouvriers pressent rang parmi les dergens-majors, et jouisseus de tous les avantages attachés à cet araptei.

947. Les emplais d'ouvriers d'état sont donnés à des caporaux et à des sergens des compagnies d'ouvriers ou de hataillon de ponteaulets energant des professions utiles an acrylee de l'arme, et ayant au moins aix atta de service. Les sons chefs cuvriers d'état sont pria permi les cuvriers d'etat sont priseant les conditions enjéées pour les curriers d'état. Les chefs cuvriers d'état sont choisis parmi les sous-chefs, les sergens-majors des compagnies d'ouvriers, et le maître charpentier ou le maître forgeren du bataillon de postonniers.

248. Les chefs artificiers des directions sont choisis parmi les chefs artificiers des régimens. Ils ont rang de gardes de douxième classe.

249. Les emplois de mattre artificier dans les écoles, dans les directions et à l'école de pyrotechnie, sont dennées etclusivement aux chefs artificiers des directions de directi

tions. Ils out rang de gardes de première classe.

250. Les emplois de garde d'artillerie de deuxième classe, dans les divers établissemens de l'arme, dans les places et aux armées, sont donnés aux sous-officiers des régimens d'artillerie, du bataillon de pontonniers, des compagnies d'ouvriers, de la compagnie d'armuriers, enfin aux souschefs ouvriers d'état qui ont été sergens. Pour être nommé garde d'artillerie de deuxième classe, il faut savoir écrire très lisiblement, avoir fait un noviciat dans un arsenal ou dans une direction, et produire un certificat du chef de l'établissement qui constate que le candidat est en état de tenir les registres de la comptabilité des gardes d'artillerie.

231. Les gardes d'artillerie de première classe sont choisis parmí les gardes d'artillerie de deuxième classe et parmi les chefs artificiers; les uns et les autres ayant servi deux ans au moins dans leur emploi.

252. Les agens principaux comptables sont pris parmi les gardes d'artillerie de première classe et parmi les maîtres artificiers dans les écoles, dans les directions et à l'école de pyrotechnie; les uns et les autres ayant servi deux ans au moins dans leur classe. Les agens principaux comptables et les gardes d'artillerie de première et de deuxième classe prennent rang immédiatement après les sous-lieutenans de toutes armes.

Section IV. - Avancement aux différens grades et emplois d'officier.

255. L'organisation des troupes du corps royal de l'artillerie ne comportant pas d'emplois de sous-lieutenant, le tiers des emplois vacans de lieutenant en erond est dévaler aux sous-officiers de l'artine. Les deux antres tiers sont donnés à des sous-lieutenans elèves de l'école d'application, à des lieutenans elèves de l'école d'application, à des lieutenans et subsidiairement à dés sous-officiers pris sur toute l'arme.

254. Les sons-officiers nommés à des emplois de lieutement en second n'ont d'abord que le grade de sous lieutement, et sont promus à cetti de lieutement en second après deux ans d'exercice en qualité de sous-lieutemens. Les candidats an grade de sous-lieutement doivent satisfaire sau conditions spéciales indiquées ci-après : 1º posséder les commaissances mentionnées aux art. 242 et 243; 2º savoir la géométrie et les élémens de la trigonométrie; 5º savoir le dessia linéaire appilqué aux machines et attraits d'artitlerie et de ponts.

255. Les élèves de l'école royale petytechnique, admis dans l'artillerie, sont nom-

més sous-lieutenans-élèves à l'école d'application. Leur ancienneté dans le grade de sous-lieutenant date du jour de l'ordomnance de nomination; ils pressent rang entre eux ainsi qu'il est réglé par l'art. 7 de la présente ordonnance.

256. Les sous-lieutenans-élèves, après avoir satisfait aux examens de sortie de l'école d'application, sont classés suivaut l'ordre de mérite établi par le jury d'examen, et placés dans les torps de l'arme comme lieutenans en second. Leur ancienneté dans le grade de lieutenant compte du jour sû ils ont complété dans années dans celui de sous-lieutenant; et ils prennent rang entre cux d'après leur numéré de mérite à l'examen de sortie.

257. Les sous-lisutenans-élèves qui, n'ayant pas satisfait anx examens de sortie, ont été autorisés à passer une troisième année à l'école d'application, n'obtiennent le grade de lieutenant qu'à l'expiration-de cette troislème année, et ils prenaent rang dans ce grade, suivant leur numéro de mérite, parmi les élèves de la promotion avec laquelle ils sortent de l'école.

236. Si des besoins extraordinales exigent que des sous-lieutenans-élèves soient tirés de l'école d'application syant d'y avoir passé deux sanées, ils ne sont admis dans les corps de l'artillerie qu'avec le grade de sous-lieutenant, et ne sout nommés lieutenans en second qu'à l'époque déterminée par l'art. 256, et après avoir énéeuté les éravaux d'école fixés par notre ministre de les guerre. Toutefois, si leux tortie anticipée a lieus pour le cas de guerre, ils peuvent u'être pas summié à la condition résentée à ux travaux d'école.

250. L'avanierment à l'emploi de lieuténant empremier a lieu à l'ancienneté. Tous les fieutenains en sécond y conçouéent, quelles que soient les fonctions qu'ils exercent.

960. L'avancement au grade de capidaine, tant à l'aincienneté qu'un choix, route sur toute l'arme painsi les itentename en premier, d'après l'ordre des tours établi par l'art. 40 de la présenté ordonnance.

261. L'avancement à l'emploi de capitaine en premier à lieu à l'aucienneté, et rouse sur tous les capitaines en second de l'arme, quelles que soient les fonctions du'ils exercent.

262. Les emptois de capitaine en vésidence fixe sont donnés à des capitaines de l'arme, sur leur demande. Coux uni en sont pourvus remoncent, pur le fait de l'acceptation de ces fonctions, à concentre pour l'avancement avec les officiers de hiar grade dans le corps de l'artillerie. His ne peuvent obtenir de l'avancement que dans l'un des cas prévus, pour les officiers de l'état-major des places, par l'art. 157 de la

présente ordonnance.

263. Dans l'artillerie, le porte-étendard est choisi parmi les licutenans ayant au moins sept ans de service effectif. Lorsqu'il est promu au grade de capitaine, il passe dans une batterie et il est pourvu à son remplacement comme porte-étendard. Les emplois d'adjudant-major, de trésorier et d'officier d'habillement, sont donnés à des efficiers choisis sur toute l'arme et confermément aux dispositions de l'art. 49 de la présente ordonnance.

264. L'emploi de capitaine-instructeur d'équitation et de conduite des voitures est donné à un capitaine en second ou à un capitaine en premier de l'arme, ayant suivi les cours de l'école de cavalerie comme officier d'instruction, et porté sur la liste

d'aptitude à cet emploi.

265. Les propositions pour les emplois d'adjudant-major, de capitaine-instructeur d'équitation et d'officier comptable sont faites par le chef du corps. A cet effet, les listes d'aptitude à ces diverses fonctions spéciales sont adressées annuellement aux

chess de corps.

266. Les dispositions des art. 219, 220, 221 et 222 sont applicables aux capitaines en second de l'artillerie qui occupent l'emploi de capitaine-instructeur d'équitation et de conduite des veitures dans les régimens de cette arme, ou les emplois d'adjudant-major, de trésorier et d'officier d'habillement, soit dans les régimens, soit dans le bataillon de pontonniers.

267. L'avancement au grade de chef de bataillon ou de chef d'escadron a lieu sur toute l'arme, et d'après l'ordre des tours établi par l'art. 43. Les emplois dévolus au choix sont donnés exclusivement aux capi-

taines en premier.

268. Les majors sont choisis exclusivement parmi les capitaines en premier de l'arme, quelles que soient les fonctions que eeux-ci exercent. Les dispositions de l'art. 44 sont applicables à ces officiers supérieurs.

# SECTION V. ... Tableaux d'avancement.

289. Indépendamment des propositions mentionnées à l'art. 75, le tableau d'avancement comprend : dans les régimens, les camonniers aptes à devenir artificiers; dans le bataillen de pontonniers, les hommes propres à l'emploi de maître batelier et de maître ouvrier; dans les compagnies d'ouvriers et dans celle d'armuriers, les soldats susceptibles de devenir maîtres ouvriers.

270. Il est établi un tableau particulier d'avancement pour les emplois à la nomination de notre ministre de la guerre ; ce tableau comprend, savoir : dans les régimens, 10 les sous-officiers propres à l'emploi de chef artificier de régiment; 20 les chefs artificiers capables d'exercer l'emploi de chef artificier de direction. Dans le bataillon de pontonniers, 1º les caporaux et les sergens propres à l'emploi d'ouvrier d'état; 2º les sous-officiers capables d'exercer l'un des emplois de maître charpentier, de maître forgeron, ou de maître cordier dans le bataillon; 3º les sergens susceptibles d'être nommés sous-chefs ouvriers d'état; 4º le maître charpentier ou le maître forgeron apte à l'emploi de chef ouvrier d'élat. Dans les compagnies d'ouvriers, 1º les militaires susceptibles de remplir les emplois de sous-officiers: 20 les caporaux et les sergens propres à être ouvriers d'état; 3º les sergens capables d'être sous-chefs ouvriers d'état : 40 les sous-officiers ouvriers en fer les plus propres aux fonctions de contrôleurs-adjoints dans les forges; 5º les sergens-majors aptes à l'emploi de ches-ouvrier d'état. Dans la compagnie d'armuriers, 1º les militaires susceptibles de remplir les emplois de sous-officier; 2º les sous-officiers en position de concourir aux emplois de reviseur des manufactures d'armes et de contrôleur de 2º classe dans les directions. Enfin, dans tous les corps, les sous-officiers capables d'occuper des emplois de garde de 2º classe. Ce tableau est adressé. par l'inspecteur-général, à notre ministre de la guerre.

## CHAPITRE III. - Canonniers garde-côles.

271. L'avancement, dans les canonniers garde-côtes, a lieu par compagnie pour le grade de caporal, et sur toutes les compagnies stationnées dans une même direction, pour l'emploi de fourrier et pour ceux du grade de sous-officier.

272. La totalité des empiois de caporal et de fourrier, et les trois quarts de ceux de sergent et de sergent-major, sont donnés par avancement à des militaires appartenant à ces compagnies. Le directeur de l'artillerie nomme à ces emplois, sur la proposition du capitaine commandant de la compagnie où la vacance a lieu. A cet effet, ce capitaine présente pour chaque vacance trois candidats pris sur le tableau d'avancement; la liste en est remise à l'adjudant de côte, ou à l'officier supérieur sous les ordres duquel se trouve la compagnie; ce dernier la transmet avec ses observations au directeur de l'artillerie.

Le dernier quart des emplois de sergent et de sergent-major est donné à des sous-officiers de l'artillerie de terre, du train des parcs ou des corps de la marine, en activité ou retirés du service depuis deux ans au plus. Ces dernières nominations sont faites par notre ministre de la guerre. Dans les emplois de sergent et de sergentmajor, les trois premières vacances, sur quatre, appart lennent à l'avancement dans les compagnies de canonniers garde-côtes. A défaut de sujets parmi les sous-officiers de l'artillerie de terre, du train des parcs ou des corps de la marine, pour remplir les emplois qui leur sont réservés dans les compagnies de canonniers garde-côtes, la quatrième vacance est également donnée par avancement à des militaires de ces compagnies.

273. L'avancement aux divers emplois d'officier roule sur toutes les compagnies.

274. Le tiers des emplois de lieutenant en second est donné, par avancement, à des sous-officiers des compagnies de canonniers garde-côtes; les deux autres tiers sont donnés à des officiers d'artillerie déjà pourvus de ce grade, à des sous-licutenans et à des lieutenans du train des parcs qui auraient demandé cette destination, et subsidiairement par avancement à des sons officiers d'artillerie portés au tableau d'avancement. Les sous-officiers nommés à ces emplois n'ont d'abord que le grade de sous-lieutenant, et sont promus lieutenans en second après deux ans de service en qualité de sous-lieutenans. Les sous-lieutenans du train des parcs admis dans les compagnies de canonniers garde-côtes doivent également avoir complété deux ans de service comme sous-lieutenans, pour être promus lieutenans en second.

275. Les candidats aux emplois désignés dans les art. 273 et 274, doivent remplir les conditions exigées pour les emplois des mêmes grades dans les régimens d'artillerie, à l'exception de celles qui sont rela-

lives à l'équitation.

276. Le tiers des emplois de capitaine en second est donné, par avancement, à des lieutenans en premier des compagnies de canonniers garde-côtes, dans la proportion de deux tiers à l'ancienneté et d'un tiers au choix, d'après l'ordre des tours fixés par l'art. 40. Les deux autres tiers sont donnés à des capitaines d'artillerie ou du train des parcs, qui auraient demandé cette destination.

277. Le tiers des emplois de lieutenant en premier et de capitaine en premier est donné, à l'ancienneté, aux lieutenans en second et aux capitaines en second des compagnies de canonniers garde-côtes. Les deux autres tiers sont donnés à des lieutenans en premier et à des capitaines en premier d'artillerie, ou à des lieutenans et à des capitaines du train des parcs, ayant rang avant le plus ancien lieutenant en second ou capitaine en second des compagnies de canonniers garde-côles.

278. Les capitaines en premier des cannonniers garde-côtes sont assimilés, quant à l'avancement, aux capitaines d'artillerie en résidence fixe. Toutefois ils peuvent concourir, avec les chess d'escadron d'artillerie, pour l'emploi de chef d'escadron adjudant de côte.

279. Les officiers d'artillerie et du train des parcs en non activité peuvent concourir pour les emplois de leur grade vacants dans les compagnies de canonniers gardecôles, et réservés à des officiers pris en

dehors de ces compagnies.

280. Les nominations aux emplois d'officier dans les compagnies de canonniers garde-côtes ont lieu, pour chaque grade, dans l'ordre suivant : la première vacance est dévolue à l'avancement dans ces compagnies; la seconde et la troisième sont données à des militaires des corps désignés ci-dessus; et ainsi de suite. Toutesois, à défaut de candidats dans les compagnies de canonniers garde-côtes, ou dans l'artillerse et le train des parcs, pour remplir les emplois vacans d'officier, qui leur sont respectivement réservés dans ces compagnies, ces emplois sont donnés, soit à l'avancement dans les canonniers garde-côtes, soit à des militaires des deux autres corps désignés; mais les tours de remplacement qui ont été ainsi passés sont repris lors des nominations ultérieures.

281. L'ancienneté des officiers compte, pour l'avancement, du jour où ils ont été nommés au grade dont ils sont en possession, quels que soient les corps dans lesquels ils auraient précédemment servi, déduction faite des interruptions, conformément à l'art. 16 de la loi du 14 av. 1832.

282. Les listes d'ancienneté et les tableaux d'avancement aux divers grades et emplois sont établis chaque année, dans toutes les compagnies, d'après les règles fixées au titre 5.

CHAPITRE IV. - Escadron du train des parcs d'artilleris.

283. Le passage des soldats de la 2º classe à la 1re a lieu par escadron en temps de paix, et par compagnie en temps de guerre.

284. L'avancement au grade de brigadier et aux emplois du grade de sous-officier, y compris celui d'adjudant, a lieu par escadron. Le commandant de l'escadron y nomme, d'après les règles preserites à l'art. 234.

285. Indépendamment des conditions exigées par l'art. 13 de la présente ordonnance, il faut, pour être nomme brigadier : lo être à la 1re classe de l'instruction à pied et à cheval ; 2º connaître la nomenélature des principaux attirails d'artillerie et celle des effets de harnachement; 5º être en état de démontrer les deux premiéres leçons, à pied et à cheval; 4º connattre la lhéorie sur les attelages et la conduite des voitures; 50 être en état de dresser un homme de recrue dans tout ce qui concerne le service du train des parcs.

286. Indépendamment des conditions exigées par l'art. 14 de la présente ordonnance, if faut pour être nomme maréchaldes-logis : 10 être en état de diriger dans loutes les circonstances la marche d'un convoi de voltures d'artillerie, et de le parquer; 2º connaître les manœuvres de force et celle des bouches à feu de campagne; 3º être en état de commander un peloton : 4º avoir des notions élémentaires sur les chevaux, sur leur entretien et sur le ferrage; 5º connaître les élémens de l'arithmétique et ceux de la comptabilité d'une compagnie.

287. Indépendamment des conditions exigées par les art. 16 et 286, il faut, pour être nommé maréchal des logis chef: 1º savoir la théorie des manœuyres de force et celle des bouches à feu de campagne; 20 connaître les moyens d'entretien et de conservation des chevaux en garnison et en route, et pouvoir établir les signalemens.

288. Pour être nomme adjudant, il faut posséder à un degré supérieur les connaissances exigées des maréchaux-des-logischess, et, de plus, connaître parsaitement les reglemens sur les différens services et les premiers soins à donner à des chevaux malades.

289. Les emplois de sous-lieutenant sont donnés un tiers aux sous-officiers du corps, et les deux autres tiers, soit à des souslieutenans du train des parcs en non activité, soit à des sous-officiers du corps, soft enfin à des sous-officiers d'artillerie; ct à défaut, à des sous officiers de ca-, valerie, les uns et les autres désigués par les inspecteurs généraux comme capables d'occuper ces emplois. L'avancement aux autres grades et emplois d'officier roule sur tout le corps.

290. L'avancement au grade de lieutenant a lieu conformement aux dispositions de l'art. 40 de la présente ordonnance.

291. L'emploi de capitaine-major est donné exclusivement au choix à un capitaine du train des parcs, ayant au moins

deux ans d'ancienneté dans son grade, et porté sur la liste d'aptitude à cet emploi.

292. Les propositions et les nominations aux emplois d'officier comptable et d'adjudant major sont faites d'après les règles établies aux art. 48 et 49 de la présente ordonnance.

295. L'avancement au grade de chef d'escadron a lieu conformement aux dispositions de l'art. 43.

294. Les tableaux d'avancement, les listes d'ancienneté et les listes d'aptitude aux fonctions spéciales sont établis dans chaque escadron. Pour la formation de ces tableaux et listes, les chefs d'escadron remplissent les fonctions attribuées aux colonels d'artillerie, et les lieutenans ou les sous-lieutenans commandant les compagnies, celles qui sont attribuées aux capitaines commandant les batteries.

## CHAPITRE V. - De l'avancement en campagne.

293. Dans le cas de guerre, tous les détachemens des régimens d'artillerie, du bataillon de pontonniers, des compagnies d'ouvriers et de la compagnie d'armariers, faisant partie d'une armée active, sont considérés, pour l'avancement au choix, comme ne formant qu'un corps. L'avancement à l'ancienneté continue à rouler, pour chaque grade, sur tous les officiers de l'arme, qu'ils fassent ou non partie d'une armée en campagne. Dans toute place bloquée ou assiégée. l'avancement roule, conformement aux règles prescrites dans le chapitre 4 du titre 4, sur l'ensemble des détachemens d'artiflerie renfermés dans la place.

296. Les nominations aux emplois d'ouvrier de batterie, d'artificier, de maltre batelier, de maître ouvrier, et à ceux de brigadier ou de caporal, sont faites, sur la proposition des commandans de détachemens, par l'officier d'artillerie sous les ordres duquel se trouvent placés les détachemens où les vacances ont lieu. Il rend compte immédiatement au commandant de l'artillerie de l'armée, des nominations

qu'il a faites.

297. Le commandant de l'artillerie de l'armée nomme à tous les emplois de sousofficier, y compris celui d'adjudant, sur les propositions des commandans de batterie ou de compagnie, qui lui sont transmises hiérarchiquement, et donne immédiatement avis de ces nominations aux chess de corps.

298. À défaut de sujets réunissant les conditions exigées pour remplir les yacances dans les emplois mentionnes aux deux articles précédens, il en est rendu compte, par la vele hiérarchique, à notre ministre de la guerra, qui pourvoit à ce qu'il en soit

tiré des dépôts.

ļ

t

ı

299. Toutes les propositions d'avancement aux différens grades d'officier sont semmites, dans la forme hièrarchique, au commandant de l'artiférie, qui les transmet au commandant en chef de l'armée. Le commandant de l'artiférie fait directement au commandant en chef les propositions attribuées, par l'art. 166, aux maréchaux-de-comp et aux lieutenans-généraux.

309. Es cas de guerre, l'avancement dans les estadress du train des pares d'artiflerie at soumés aux mêmes règles que dans les anoupes d'artiflerie. Lorsqu'un emploi de brigadier est vacant dans des compagnies qui détachements de compagnies, l'officier sapériour du train, ou le tapitaine, qui d'est troupes sous ses ordres, y nomme et en rend immédiatement compte, par la voie hiérarchique, au commandant de l'artiflerie de l'armée. Les nominations aux camplois du grade de sous-officier ont lieu compressement aux principes établis par les art. 297 et 298.

soi. En cas de guerre, les compagnies et les détachemens de compagnies de canonners-garde-rôles, stationnés dans la rone d'opérations d'une armée active, concernent ensemble pour l'avancement d'apprès les principes posés pour les troupes en compagne. Les nominations aux emplois qui viennent à vaquer dans ces compagnies et détachemens sont faites conformément aux règles établies ci-dessus pour l'avancement des troupes d'artillerie dans le cas de guerre.

### TITRE KU. - DISPOSITIONS PARTI-CULIERES A L'ARME DU GÈNIE.

CHAPITER 1er. - Disposition générale.

302. Les régles générales établies aux tilres 1er, 2, 3, 4 et 8 sont applicables à l'arme du génie, sauf les modifications qui résultent des dispositions contenues au présent litre.

CEAPITRE II. — Corps royal du génio.

Secrios I., — Admission des soldate à la première classe, et choix des mestres ouvriezs,

503. Dans les régimens du génie, le parsage des mineurs et sapeurs de la dennième classe à la première a lieu par régiment en temps de paix, et par compagnic en tentes de guerre. Dans la compagnic d'ouvriers, es passage s'effectue en tout temps sur cette compagnie. Les marécheux ferrans et les hourreliers dans les compagnies de apaugn-conductaurs concourent avec les autres soidais pour l'admission à la pre-

mère classe. A l'avenir, tout mineur ou sapeur qui passera de la deuxième classe à la première me changera plus de compagnie, par le seul fait de ce passage.

304. Dans les compagnies de mineurs et de sapeurs, les maîtres ouvriers sont choisis parmi tous les soidats de première et de deuxième classe du régiment, ayant au moins six mois de service. Ils doivent savoir lire, édrire, et connaître le service du sapeur et du mineur. Les maîtres ouvriers sont nommés par le colonel du régiment, sur la proposition du capitaine de la compagnie du la vacance a heu.

503. Dans la compagnie d'ouvriers, les maîtres-ouvriers sont choisis parmi les ouvriers de première et de deuxième classe ayant au moins six mois de service. Ils doivent savoir lire, écrire, et avoir la pratique des opérations de tracé relatives à leur profession. Les maîtres ouvriers sont nommés par le directeur du génie sous les ordres duquel la compagnie se trouve placée.

Sacyion II. — Avancement en grade de caperal au de brigadier et aux emplois du grade de aous? officier.

506. Le colonel nomme au grade de capesal ou de brigadier et aux emplois du grade de sens-officier qui viennent à vaquer dons son régiment. Dans la compagnie d'ouvriers, lé directeur du génie sous les ordres duquel se trouve la compagnie nomme à ses grades et emplois, sur la proposition du capitaine commandant.

de sapeurs et de sapeurs-conducteurs, les caporaux et les brigadiers sont choisis parmi les maîtres ouvriers et les soldats de pramière et de deuxième classe du regissient. Bans la compagnie d'ouvriers, les caposaux sont cheinia-parmi les maîtres ouvriers et les ouvriers de première en de deuxième classe.

508. Indépendamment des conditions axigées per l'art. 13 de la présente ordonmante, il faut, pour être nommé caporal an brigadier, 10 être en état de former un soldes de recrue) 3º conneitre les quatre premières règles de l'arithmétique; 3º remphy les conditions spéciales indiquées ciaprès : dans les compagnies de méneurs et sie sapeurs, connaître les différens travaux et les manœnvres concernant les exérétces sur les mines et les ouvrages de supo; dans les compagnies de sepeurs-condudteurs, connaître le pansage des chevaux. la nomenclature des effets de harnachement, et savoir entretenir ces effets ainsi que les voltures; dans la compagnie d'ouvoiets, être particulièrement au fait du tracé des objets dont la construction est da ressort de la profession qu'on exerce, et avoir une connaissance pratique des diverses espèces de bois, fers et aciers employés dans les ateliers de l'arme du génie.

309. Indépendamment des conditions exigées par l'article 14 de la présente ordonnance, il faut, pour être nommé sergent ou maréchal-des-logis, 1º être en état de commander un peloton; 2º connaître les élémens de l'arithmétique et ceux de la comptabilité d'une compagnie; 30 remplir les conditions spéciales indiquées ci-après: dans les compagnies de mineurs et de sapeurs, être en état d'enseigner aux caporaux et aux soldats les travaux relatifs aux sapes et aux mines, et posséder les premières notions de la géométrie élémentaire; dans les compagnies de sapeurs-conducteurs, être en état de diriger la marche d'un convoi, en toutes circonstances, et de le parquer; dans la compagnie d'ouvriers, être en état de diriger un atelier, connaître le tracé des objets dont on doit surveiller la construction, connaître la nomenclature des outils, agrès et autres objets qui composent le chargement des voitures du génie en campagne.

510. Indépendamment des conditions sanacées aux art. 16 et 17 de la présente ordonnance, il faut, pour être nommé sergent-major dans les compagnies de mineurs eu de sapeurs et dans la compagnie d'ouvriers, maréchal-des-logis-chef dans les sompagnies de sapeurs-conducteurs, et adjedant dans les régimens, posséder à un degré supérieur les connaissances exigées pour être sergent ou maréchal-des-logis

dans ces compagnies.

SECTION III. - Ouvriers d'état et gardes du génie.

311. Notre ministre de la guerre nomme aux emplois d'ouvrier d'état et de garde du génie, sur la proposition des inspecteurs

généraux.

í

512. Les ouvriers d'état attachés à l'arsenai du génie sont choisis parmi les sousofficiers de la compagnie d'ouvriers qui ont demandé cet emploi. Ils doivent avoir au moins six ans de service, dont trois comme sous-officiers, et être en état de diriger les ateliers de l'arsenal. Le sous-chef ouvrier d'état est choisi parmi les ouvriers d'état ayant au moins trois ans de service en cette dernière qualité. L'emploi de chef ouvrier d'état est donné au choix, soit au sous-chef ouvrier d'état, soit à l'un des ouvriers d'état ou à l'un des sous-officiers de la compagnie d'ouvriers ayant au moins six ans de service comme sous-officier ou comme ouvrier d'état.

313. Les gardes du génie de troisième classe sont choisis parmi les sous-officiers

de l'arme qui ont demandé cet emploi et qui comptent au moins six ans de service dont trois comme sous-officiers. Pour être nommé garde du génie de troisième classe, il faut, 1º écrire correctement sous la dictée; 2º savoir l'arithmétique et la géométrie élémentaire; 5º être en état de surveiller les ateliers dans les travaux du géoie, et de tenir la comptabilité qui se rapporte à ces travaux; 4º connaître la pratique du toisé, des levés et du nivellement; 5º savoir dessiner le plan.

514. Les gardes du génie de deuxième classe, ceux de première classe et les gardes principaux du génie sont choisis parmi les gardes de la classe immédiatement inférieure, ayant au moins trois aus de fonctions dans cette classe. Les gardes du génie de toute classe prement rang immédiatement après les sous-lieutenans de

toutes armes.

SECTION IV. — Avancement aux différens grades et emplois d'officier.

315. L'organisation des troupes du corps royal du génie ne compertant pas d'emplois de sous-lieutenant, le tiers des emplois de lieutenant en second est dévolu aux sous-officiers de l'arme. Les deux autres tiers des emplois de lieutenant en second sont donnés à des sous-lieutenans élèves de l'école d'application, à des lieutenans eu à des sous-lieutenans du génie en non activité, et subsidiairement à des sous-officiers pris sur tous les régimens de l'arme. Dans la compagnie d'ouvriers, l'emploi de lieutenant en second est donné exclusivement à l'un des sous-officiers de cette compagnie.

316. Les sous-officiers nommés à des emplois de lieutenant en second n'ont d'abord que le grade de sous-lieutenant : ils sont promus à celui de lieutenant après deux ans d'exercice en qualité de sous-lieutenans. Les sous-officiers des troupes du génie proposés pour le grade de sous-lieutenant doivent satisfaire aux conditions spéciales indiquées ci-après : 1° savoir l'arithmétique, la géométrie et les élémens de la trigonométrie; 2º connaître la théorie et la pratique du levé et du nivellement, les principes de la fortification de campagne, la nomenclature des ouvrages de fortification permanente, et avoir des notions générales sur leurs propriétés; 3º savoir dessiner le plan.

317. Les dispositions des articles 255, 256, 257 et 258 de la présente ordonnance, relatives aux élèves de l'école royale polytechnique admis dans l'artillerie, sont également applicables aux élèves de la même école qui entrent dans l'arme du gémie.

318. Les officiers provenant des sous-

officiers peuvent, jusqu'à l'âge de trente ans, se présenter aux examens d'admission à l'école d'application; ceux qui, après avoir été admis à cette école, auront satisfait aux examens de sortie, prendront rang, suivant leur ancienneté de grade, parmi les officiers provenant de ladite école, et concourront avec eux pour l'avancement.

319. L'avancement aux différens grades d'officier, depuis celui de lieutenant jusqu'à celui de colonel inclusivement, roule sur tous les officiers de l'arme, mais séparément pour les officiers sortis de l'école d'application, et pour ceux qui n'ont pas passé par cette école. Les officiers sortis de l'école d'application concourent exclusivement aux emplois de l'état-major du génie. Ils concourent, en outre, avec les officiers qui n'ont pas passé par cette école, pour les emplois vacans dans les régimens, ainsi qu'il est déterminé par les articles cl-après.

320. Dans les compagnies de sapeurs et dans celles de mineurs, les deux tiers des emplois de lieutenant en premier, de capitaine en second et de capitaine en premier sont donnés aux officiers provenant de l'école d'application; et l'autre tiers, ainsi que la totalité des emplois de ces mêmes grades dans les compagnies de sapeurs-conducteurs et dans la compagnie d'ouvriers, aux officiers qui n'ont pas passé par l'école. L'avancement à ces emplois a lieu d'après les principes établis aux art. 259, 260 et 261 de la présente ordonnance

321. Les lieutenans provenant de l'école d'application passent successivement, par rang d'ancienneté, aux divers emplois de ce grade qui leur sont réservés. Ils sont d'abord lieutenans en second, ensuite lieutenans en premier dans les troupes, enfin lieutenans à l'état-major. L'avancement au grade de capitaine roule, pour les officiers sortis de l'école d'application, sur les lieutenans à l'état-major et sur les lieutenans en premier; et pour les officiers qui n'ont pas passé par cette école, sur les lieutenans en premier. Parvenus au grade de capitaine, les officiers sortis de l'école d'application sont d'abord capitaines de deuxième classe à l'état-major, puis successivement, et à leur tour d'ancienneté, capitaines en second et capitaines en premier dans les troupes, enfin capitaines de première classe à l'état-major.

322. Le porte-drapeau est choisi parmi les lieutenans ayant au moins sept ans de service effectif. Lorsqu'il est promu au grade de capitaine, il passe dans une compagnie, et il est pourvu à son remplacement comme porte-drapeau. Le concours aux emplois d'adjudant-major, de trésorier et d'officier d'habillement a lieu entre tous les

capitaines et lieutenans des troupes du génie, conformément aux dispositions de l'art. 49.

523. L'avancement au graie de chef de bataillon roule, pour les officiers sortis de l'école d'application, sur les capitaines de première classe à l'état-major, et sur les capitaines en premier, et pour les officiers qui n'ont pas passé par cette école, sur les capitaines en premier. Dans les régimens, la moitié de ces emplois dechef de bataillon est dévolue aux capitaines provenant de l'école d'application; et l'autre moitié, aux capitaines qui n'ont pas passé par cette école.

324. Les emplois de major sont donnés, à notre choix, à des capitaines en premier de l'arme, quelles que soient les fonctions qu'ils exercent, pourvu qu'ils soient portés sur le tableau d'avancement et sur la liste

d'aptitude à cet emploi.

325. Les grades et empleis de lieutenant-colonel et de colonel dans les régimens, sont donnés au choix, solt à des officiers sortis de lécole d'application, soit à des officiers qui n'ont pas passé par cette école.

# Section V. — Tableaux d'avancement et liste d'aucienneté.

326. Indépendamment des propositions mentionnées à l'art. 78, le tableau d'avancement comprend : dans les régimens et dans la compagnie d'ouvriers, les soldats et les ouvriers susceptibles de devenir maîtres ouvriers.

527. Il est établi des tableaux particuliers d'avancement pour les emplois à la nomination de notre ministre de la guerre, présentant, savoir : dans la compagnie d'ouvriers, 10 les sous-officiers capables d'être ouvriers d'état ou chess ouvriers d'état: 20 les sous-officiers susceptibles d'occuper l'emploi de garde de troisième classe. Dans les régimens, les sous-officiers susceptibles d'occuper l'emploi de garde de troisième classe. Dans les directions et les établissemens, les gardes et ouvriers d'état susceptibles d'être promus à une classe supérieure. Ces tableaux, que les inspecteurs - généraux adressent à notre ministre de la guerre, sont préparés et arrétés en se conformant, autant que possible, aux dispositions des art. 78, 79 et 80 de la présente ordonnance.

328. Dans les régimens, les listes d'aptitude et les propositions d'avancement sont établies séparément pour les officiers sortis de l'école d'application et pour ceux qui proviennent des sous-officiers.

CHAPITRE III .- Avancement en campagne.

329. L'avancement dans les troupes du génie, en campagne, a lieu conformément

aux principes établis à l'art. 349 et au chapitre 5 du titre 14.

TITRE XIII. — DISPOSITIONS PARTICU-LIERUS AUX TROUPES DE L'ADMINIS-TRATION.

CHAPITRE Ier. - Dispositions generales.

330. Les régles générales établies au titre 1, 2, 3, 4 et 8 sont applicables aux troupes de l'administration, sauf les modifications qui résultent des dispositions contenues au présent titre.

331. L'avancement à lleu séparément pour le bataillon des ouvriers de l'admihistration et pour le train des équipages

militaires.

GHAPITRE II. — Batalifon d'onyriers de l'administration.

Sacres Iv. -- Admission des soldats à la première -- choix des maîtres ouvriers.

352. Le passage des soldats de la deuxième classe à la première a lieu sur la totalité du bataillen.

333. Les mattres envriers maçons, charpentiers ou servuriers sont choisis parmi ées soldats da première et de douxieme classe de chacune de ces professions. Coux de deaxième classe doivent avoir au moins six mois de service actif. Le chef du corps nomme à sea emplois. Les mattres ouvriers ont droit de commandement sur les soldats de première et de deuxième classe.

Section 11. — Avancement au grade de caporal et aux emplois du grade de sous officier.

534. Le chef du corps nomme au grade de caporal et aux emplois du grade de sous-officier.

335. Les caporaux sont choisis parmités mattres ouvriers et les soldats de première et de deuxième classe. Ils ont droit de commandement sur les mattres ouvriers

de compagnies.

236. Indépendamment des confittions éxigées, suivant la spécialité de l'emploi, par les art. 13, 14, 13, 16 et 17 de la présente ordoniance; it faut : poir être nommé caporal, 1° être en état de former un soldat de recrue; 2° pouvoir diriger une escouadé dans l'une des prefessions comprises dans l'organisation du batalion. Pour être nommé sergent, 1° être en état de commander un peleton; 2° savoir les quatre premières règles de l'arithmétique; 3° connaître les élémens de la comptabilité d'une oaupagnle; 4° connaître la nomenclature et la destination des divers services à l'exécution desquels les ouvriers

du batafilon sont appelés à concourir. Pout être nommé sergent-fourrier, sergent-major et adjudant, 1° possèder à un degré supérieur les connaissances exigées des sergens, et plus spécialement l'administration et la comptabilité d'une compagnie; 2° connaître les réglémens des divers services à l'exécution desquéis le batafilori est appelé à concourir.

Sagres III. — Avencement our differens graded emplois d'afficier.

537. Le tiers des emplois de sons-lieutement est dévoiu aux sous-officiers du batailen; les deux autres tièrs sont donnés soit à des sous-lieutemens du corps en non activité, soit sur leur demande à des élète des ácoles, soit à des sous-officiers de butaillon, soit enfin à des sous-officiers de toutes les armés, proposés à la dérmée hapection générale pour occuper ces emplois.

338. L'avanéement aux grades de lieutenant et de capitoine roule sur tous les sous-lieutenans et les lieutenans du latillon, d'après l'ordre des tours établi par l'art. 40 de la présente ordonnance.

339. L'adjudant major, le trésofter d'l'officier d'habillement sont choisis parmi les capitaines et les lieutenans du batallon, et conformément aux dispositions de l'art. 49 de la présente ordonnance.

340. Le cher de bataillon, comme cher de corps, est toujours nommé au chois. L'emploi de cher de bataillon est conféré à un chef de bataillon ou à un major de l'armée, ou par avancement à l'un des capitaines du corps.

CHAPSTER III. - Train des équipages mifluires.

Szerion I<sup>t</sup>. — Passage des soldats d'une classes une autre. — Choix des maîtres ouvriers.

341. Dans les compagnies du train, le passage des seidels de la 2º classe à la 1º, et, dans les compagnies d'ouvriers, le passage des euvriers de la 3º classe à la 2º, et de celle-ci à la 4ºº, a lien par compagnie. Les maréchaux-ferrens, les forgerens, les hourreliers, les selliers et les charrons concent avec les seldats de 2º classe pet l'admission à la 1ºº. Les ouvriers de 2º classe me peuvent devouir ouvriers de 2º classe qu'après six mois de services setif.

542. Dans les compagniés d'duvriers, le chof du corps nomme aux empleis de maitre quyrier, sur la proposition des ceptaines commandant les compagnies. Les maîtres ouvriers sont choisis, dans la compagnie où les yacancas out lieu, parmi les ouvriers de 41° ou 2° classe ayant six mois

de service. Es ent droit de commandement sur les ouvriers de toute classe.

Sacricas U. — Avancement su grade de reporat ou do hrigadier et anz empleis du grade de sousofficier.

343. L'avancement au grade de caporal on de brigadier a lieu par compagnie. L'avancement aux emplois du gradé de sous-officier roule séparément sur toutes les compagnies du train, et sur toutes les compagnies d'ouvriers. L'adjudant seul peut être pris indistinctement dans les compagnies du train ou dans celles d'ouvriers. Le chef du corps nomme à tous ces emplois.

344. Indépendamment des conditions exigées par l'article 15 de la présente ordonnance, il faut, pour être nommé brigadier dans les compagnies du train, 10 être en état de dresser un homme de récrue dans tout ce qui concerne le service des chevaux et des voitures; 2' connaître la nomenclature des principaux objets du matériel d'équipages, et celle du harnachement. Pour être nommé caporal dans les compagnies Convriers, 1º être au fait du trace des obiets dont la construction est du ressort de la profession qu'on exerce; 2º ayoir une connaissance pratique des diverses espèces de bois, fers et aciers employés dans les pares de construction. Les brigadiers et les enperaux ent droit de commandement sur les mattres ouvriers des compagnies.

345. Indépendamment des conditions exigées, suivant la spécialité de l'emploi, par les articles 14, 15, 16 et 17 de la prêsente ordonnance, il faut, pour être nommé maréchal-des-logis-fourrier, maréchal-deslogis et maréchal-des-logis chef dans les compagnies du train, 10 connaître les élémens de l'arithmétique et ceux de la comptabilité; 2° connaître la nomenclature complète des objets du matériel d'équipage et celle du harnachement; 5ª être en état de diriger la marche d'un convoi dans toutes les circonstances, et de le parquer ; 4º être en état de commander un peloton. Pour etre nommé sergent fourrier, sergent et sergent-major dans les compagnies d'onvriers, 1º connaître la nomenclature complete des objets qui entrent dans la construction des voitures d'équipage ; 2º être en état de diriger un atelier et de tracer les objets que l'on y construit. Pour être nommé adjudant, 1º posséder à un degré supérieur · les connaissances exigées des maréchauxdes-fogfs-cheft ou des sergens-majors; 20 connaître les réglemens sur les différens services du corps.

Section III.—Concient d'état et gardes d'équipage.

quipages sont nommes et commissionnés par notre ministre de la guerre.

347. Les emplois d'ouvriers d'état, dans les parcs de construction, sont donnés aux maîtres ouvriers, aux caporaux et aux sergens des compagnies d'ouvriers, exerçant des professions utiles au service des parcs, et assez instruits pour bien conduire un atelier: les candidats doivent avoir au moins deux ans de service. Les sous-chefs ouvriers d'état sont choisis parmi les ouvriers d'état ayant au moins un an d'exercice dans cet emploi, et parmi les sous-officiers des compagnies d'ouvriers réunissant les conditions exigées pour les ouvriers d'état, et ayant au moins un an de service. Les chess ouvriers d'état sont choisis parmi les souschefs et parmi les sergens-majors des compagnies d'ouvriers ayant au moins un an d'exercice dans leur emploi, et reconnus suffisamment verses dans la pratique des constructions.

348. Les emplois de garde d'équipages de 4º classe sont donnés aux ouvriers d'état qui ont été sous-officiers, et aux sergens ou aux maréchaux-des-logis ayant au moins an an de grade et trois ans de service. Les emplais de garde de 3º classe sont dehnés:: deux tiens à l'avancement des gardes de 4º classe apant au moins deux ans de service dans celle classe, et un tiers aux sergentmajors et maréchaux-des-logis-chefs ayant au moins un an d'exercice dans ée grade et quatre ans de service. Les emplois de garde de 2º classe sont donnés : moitié à L'avancement des gardes de 3º classe ayant au moias un an de service dans cette classe, ek kautre moitié aux sous-chefs euvriers d'état et aux adjudans ayant au moins six puois de grade et cinq ans de service. Les emplois de garde de 11º classe sont dévolus exclusivement aux gardes de deuxième classe ayant au moins un an de service dans cotte classe. Les ouvriers d'état et les sous-officiers désignés pour les emplois de garde d'équipages doivent être en état de tenir les registres de la comptabilité dont ces employés sont chargés.

Section IV --- Ayancement aux différent grades et emplois d'officier.

349. L'avancément aux dissérens grades d'officier jusqu'à celui de capitaine inclusivement roule séparément sur toutes les compagnies du train, et sur toutes les compagnies d'ouvriers. Les sous-lieutenans et les lieutenans attachés à l'état-major des parcs et du corps du train des équipages concourent pour l'avancement, avec les officiers de l'eur grade, dans les compagnies du train ou dans celles d'ouvriers, selon

qu'ils proviennent de l'une ou de l'autre de

ces compagnies.

550. Dans les compagnies du train, le tiers des emplois de sous-lieutenant est dévolu aux sous officiers de ces compagnies; les deux antres tiers sont donnés, soit à des sous-lieutenans du train des équipages en non activité, soit à des sous officiers du corps ou des troupes à cheval, soit à des sous-officiers de l'artillerie, du train des parcs de l'artillerie ou du génie, proposés pour cette destination à la dernière inspection générale. L'avancement aux grades de lieutenant et de capitaine est donné aux sous-lieutenans et aux lieutenans en premier, d'après l'ordre des tours établi à l'article 40 de la présente ordonnance. Les lieutenans en second parviennent, par ancienneté, aux emplois de lieutenant en premier. Les capitaines des compagnies du train des équipages sont divisés en deux classes. Le nombre des capitaines de 110 classe est égal à la moitié du complet des emplois de ce grade, y compris ceux d'adjudant-major, de trésorier et d'officier d'habillement que comportent les cadres d'organisation du corps. Les capitaines en second deviennent capitaines en premier à leur tour d'ancienneté. Le nombre des capitaines en premier est fixé à la moitlé du complet des emplois de ce grade que comportent les cadres d'organisation du corps du train des équipages.

351. L'organisation des compagnies d'ouvriers ne comportant pas d'emplois de sous-lieutenant, le tiers des emplois de lieutenant en second est dévolu aux sousofficiers de ces compagnies. Les deux autres tiers sont donnés, soit à des lieutemans en second des compagnies d'ouvriers d'équipages en non activité, soit à des sous-officiers de ces mêmes compagnies, on des compagnies d'ouvriers de l'artillerie et du génie, proposés pour cette destination à la dernière inspection générale. Les sous-officiers nommés à ces emplois · n'ont d'abord que le grade de sous-lieutenant, et sont promus lieutenans en second, après deux ans d'exercice en qualité de sous-licutenant. L'avancement au grade de capitaine est donné aux lieutenans en premier des compagnies d'ouvriers, d'après l'ordre des tours fixé par l'art. 40 de la présente ordonnance. Les lieutenans en second et les capitaines en second parviennent, par ancienneté, aux emplois de lieutenant en premier et de capitaine en premier, ainsi qu'il est réglé pour les compagnies d'ouvriers de l'artillerie et du génie.

352. Les dispositions des art. 48 et 49 de la présente ordonnance, relatives aux

emplois d'adjoint au trésorier, d'adjudantmajor, de trésorier et d'officier d'habillement, sont applicables au corps du train des équipages. Les condidats à ces emplois sont choisis indistinctement dans les compagnies du train et dans celles d'ouvriers.

353. L'instructeur d'équitation et de conduite des voitures est choisi parmi les lieutenans en second des compagnies du train. Il peut être maintenu dans ses fonctions quand il devient lieutemant en premier à son tour d'ancienneté; mais, lorqu'il obtient le grade de capitaine, il passe dans une compagnie.

354. Les emplois de sous-lieutenant, de lieutenant et de capitaine à l'état-major des parcs et du corps du train des équipages, sont donnés concurremment à des officiers des compagnies du train et des compagnies d'ouvriers, pourvus du grade correspondant à l'emploi vacant, et portés sur la liste d'aptitude à ces fonctions.

355. Les dispositions de l'art. 262, relatives aux capitaines d'artillerie en résidence fixe, sont applicables aux capitaines du train des équipages placés dans la même

position.

556. Les capitaines employés à l'étatmajor des parcs et du corps du train de équipages, les capitaines commandant les compagnies du train et les compagnies d'ouvriers, et les capitaines en second de ces dernières compagnies, concourent estre eux pour l'avancement au grade de chef d'escadron et à l'emploi de major, d'après les règles établies aux art. 43 et 44.

357. L'emploi de lieutenant-colonel est donné à l'un des chess d'escadron du cerps.

338. L'emploi de colonel est donné, soit au lieutenant-colonel du corps, soit à un lieutenant-colonel pris dans une autre arme.

## CHAPITRE IV.—Tableaux d'avancement.— Listes d'aptitude aux fonctions spéciales.

359. Dans le bataillon d'ouvriers de l'administration et dans le train des équipages, les chefs de corps établissent le tableau d'avancement aux emplois de maître ouvrier, de caporal ou de brigadier et de sous-officier. Les commandans de détachement leur envoient à cet effet leurs propositions, et en remettent un double au sous-intendant militaire chargé du service. Ce sous intendant adresse ces propositions à l'intendant militaire, en y joignant son avis.

360. Dans le train des équipages, le chef du corps établit également un tableau particulier d'avancement pour les emplois à la nomination de notre ministre de la guerre. Ce tableau comprend, savoir: dans les compagnies d'ouvriers, 1º les maîtres ouvriers, les caporaux et les sergens propres à l'emploi d'ouvrier d'état ; 2" les sous-officiers capables d'être sous chefs ouvriers d'état; 3º les sergens-majors susceptibles d'être nommés chefs ouvriers d'état. Dans le corps du train des équipages, 10 les sergens et les maréchaux-des-logis aptes aux fonctions de garde de 4º classe; 2º les sergens-majors et les maréchaux-des-logischefs propres à l'emploi de garde de 3e classe; 3º les adjudans susceptibles d'être nommés gardes de 2º classe. Ce tableau est remis, par l'intendant militaire, à l'inspecteur général, qui le transmet à notre ministre de la guerre.

361. A l'époque des revues d'inspection générale, le chef du corps soumet à l'intendant militaire les propositions mentionnées aux art. 359 et 360. Lintendant militaire consigne son avis sur ces propositions, après avoir consulté les renseignemens qui lui ont été adressés par les sous-intendans militaires chargés du service administratif auquel ont été employés les différens détachemens des troupes de l'administration. Il remet ensuite ces propositions et ces listes d'aptitude à l'inspecteur-général, qui procède de la manière indiquée au titre 3.

• -- ---

## CHAPITAR V. - Avancement on campagne.

362. Les détachemens du bataillon des ouvriers de l'administration et du train des équipages faisant partie d'une armée active sont soumis, pour l'avancement, aux règles établies à l'art. 92. Pour le bataillon d'administration, comme pour le train des équipages, l'officier de chacun de ces corps le plus élevé en grade, placé au quartier général de l'armée, est chargé de centraliser les propositions d'avancement faites par les commandans de détachemens. Cet officier nomme à tous les emplois de caporal ou de brigadier, et à ceux du grade de sous-officier, sous l'approbation de l'intendant militaire de l'armée ou du fonctionnaire de l'intendance chargé de la direction supérieure du service des troupes d'administration, délégué à cet effet. L'intendant de l'armée soumet au général commandant en chef les propositions d'avancement aux dissérens grades d'offi-

TITRE XIV. — DISPOSITIONS PARTICU-LIÈRES A L'ARME DE LA GENDARMERIE.

CHAPITRE Iet. — Dispositions générales.

363. Les règles générales établies aux

titres 1, 2, 3, 4 et 8 sont applicables à l'arme de la gendarmerie, sauf les modifications qui résultent des dispositions contenues au présent titre.

CAPITRE II. — Légions départementales.

Section In. - Admission des gendarmes.

364. Les emplois de gendarme sont donnés à des militaires en activité, envoyés dans la réserve ou libérés définitivement du service, quel que soit le corps dans le quel ils ont servi. Les militaires en activité sont désignés par les inspecteurs-généraux, et, dans l'intervalle d'une inspection générale à l'autre, par les lieutenans-généraux commandant les divisions militaires. Les militaires définitivement libérés du service sont proposés par les chefs de légion sur la présentation des commandans de compagnie. Si la proposition est faite lorsque l'inspecteur général est présent, elle doit être soumise à son approbation. Notre ministre de la guerre nomme à tous les emplois de gendarme.

365. Dans les corps de l'armée, les gendarmes sont choisis parmi les sous-officiers et les caporaux ou les brigadiers, et subsidiairement parmi les soldats.

366. Pour être nommé gendarme, il faut : 1º être âgé de vingt-cinq ans au moins et de quarante ans au plus; les anciens gendarmes seuls peuvent être réadmis jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans : toutefois nul ne peut être admis s'il est trop âgé pour pouvoir compléter, à cinquante-cinq ans, le temps de service exigé pour la retraite; 2º avoir au moins la taille de un mêtre sept cent trente-deux millimètres (cinq pieds quatre pouces) pour les brigades à cheval, et de un mêtre sept cent cinq millimètres (cinq pieds trois pouces) pour les brigades à pied; 3º avoir servi activement sous les drapeaux pendant trois ans au moins; 4º savoir lire et écrire correctement. Les militaires définitivement libérés du service ou envoyés dans la réserve doivent en outre produire un certificat constatant leur bonne conduite jusqu'à l'instant de leur admission.

SECTION II. — Admission et avancement aux emplois de brigadier et de maréchal-des-logis.

367. L'avancement aux grades de brigadier et de maréchal-des-logis roule par légion.

368. Les emplois de brigadier sont donnés à des gendarmes ayant au moins un an de service dans la gendarmerie et portés sur le tableau d'avancement, ainst qu'aux adjudans, aux sergens-majors et aux maréchaux-des-logis-chefs des divers corps de l'armée, désignés par les inspecteurs généraux, et ayant au moins un an

d'exercice de leur emploi.

569. La totalité des emplois de maréchal-des-logis est donnée à des brigadiers de gendarmerie ayant au moins un an de service dans leur grade et pertés sur le tableau d'avancement.

370. Notre ministre de la guerre nomme aux emplois de brigadier et de maréchait-

des logis de gendarmerie.

374. Les gendarmes proposés pour l'avancoment, et les sous-afficiers de l'armée désignés pour occuper des emplois de brigadier dans la gendarmerie, doivent être en état de rédiger un procés-verbal : les sous-officiers doivent en éatre satisfaire sux conditions exigées par l'art. 366.

372. L'organisation de la gendermerie départementale ne comportant pas d'emplet de fourrier, de maréchal-des-éogisches ai d'adjudant, les brigadiers et les maréchaux-des-logis détachés de leur légion pour occuper momentanément un de ces emplois dans les corps d'organisation provisoire, tirés de la gendarmetie départementale, reprenent, en rentrant dans les légions, les fonctions de brigadier et de maréchal-des-logis, alins que légions ques distinctivés de ces grades.

Sacrion III. — Admission of evaposment aun différens grades et emplois d'officiar.

373. L'avancement aux grades et emplois d'officier, pour la portion dévolué aux sous-officiers et aux officiers de géndarmerie, roule sur toute l'arme.

374. L'organisation de la gendarmerie ne comportant pas d'emplois de souslicutenant, le tiers des lieutenances vacantes est dévolue aux maréchaux-des-logis de l'arme. Les sous - officiers qui y sont nommés n'ont d'abord que le grade de sous-lientenant, et sont promus à celui de lieutenant après deux ans d'exercice de leurs fonctions. Les deux autres tiers des lieutenances vacantes sont donnés, sur la proposition des inspecteurs - généraix, à des lieutenans des corps de l'armés agés de plus de vingt-cinq ans et de moins de quarante aus, et ayant un an d'activité de service dans leur grade. Les tieutenans d'infanterie ne peuvent être admis dans la gendarmerie qu'autant qu'ils ont précédemment servi deux ans dans un corps de troupes à cheval.

575. Les nominations aux lieutenances de gendarmerie ont fleu de la maniére saivante : la première vacance appartient aux maréchaux-des-logis de l'arine; les

deuxième et troisième aux lieutenans des autres corps de l'armée. Les lieutenans des divers corps de l'armée qui passent dans la gendarmerie né comptent leur ancienneté de grade dans cette arme, pour le commandement et l'avancement, que du jour où ils y ont été admis.

576. Les emplois de trésorier qui viennent à vaquer sont donnés à des marchaux-des-logis portés sur le tableau d'avancement et sur la liste d'aptitude à ce fonctions spéciales. Les sous-officlers només à ces emplois n'ont d'abord que k grade de sous-lieutenant, et sont proms à celui de lieutenant après deux au d'exercice des fonctions de trésorier.

377. Les lieutenans trésoriers concourent avec les lieutenans des compagnies pour l'avancement au grade de capitaine: lorqu'ils l'obtienneut, ils passent à un emploi de ce grade dans la partie active du sérvice; ils peuvent toutefois être maintaines dans leurs fonctions de trésories, pourvu que le nombre des capitaines trésoriers ne s'élève pas au-delà de huit su toute l'armé.

578. Les emplois de capitaine et de ché d'escadron sont donnés par avancement aux lieutenans et aux capitaines de geadumerie, d'après l'ordre des tours fixe au art. 40 et 45 de la présente ordonnance.

379. Les emplois de l'ieutenant-colons de gendarmerie cont donnés par avantment aux chefs d'escadron de l'arme.

590. Les trois quarts des empfots de chef de légion sont occupés par des colmels. l'autre quart par des heutenains-colmels. Les deux tiers des emplois de colone chef de légion sont réservés aux colones de l'armée en activité de sérvice, l'autre tiers est donné par avancement aux liertenans-colonels de gendarmerle.

787. Les colonels de l'armée nomme chefs de légion prennent rang selon les

unefénneté de grade.

Suerzen IV. - Tableen d'evancement et liète d'aptitude aux functions spéciales.

382. Le tableau d'avancement au graé de lwigadier et à celui de maréchal-delogis est établi par légion. Les commudans de compagnie remettent à cet été laurs propositions au chef de légion, qui dréése le tableau d'avancement et le somet à l'inspecteur-général. Ge dernier arête définitivement ce tableau, après s'êtr assuré que tous les candidats remplissal tes. conditions exigées, et le transmet, avac ses observations, à notre ministre de la guerre.

588. Pour la formation du tableau d'avancement aux différens grades d'officie, chaque commandant de vémpagnés adresse au chef de légion l'état des maréchaux-deslogis et des lieutenans ayant des titres à l'avancement au choix. Le chef de légion remet à l'inspecteur-général ces états, avec ses notes. Il y joint les propositions d'avancement qu'il croit devoir faire en faveur des capitaines et des chefs d'escadron sous ses ordres. L'inspecteur-général adresse à noire ministre de la guerre ces différens états, avec ses observations, en y joignant les listes d'aptitude aux fonctions spéciales.

584. Lorsque, dans l'intervalle d'une înspection générale à l'autre, des gendarmes, des brigadiers, des sous-officiers et des officiers de gendarmerie, non présentés comme candidats, rendent des services de nature à mériter un avancement immédiat, ils peuvent l'obtenir sur la proposition du chef de légion, approuvén par le général commandant la division militaire, et transmise à notre ministre de là guerre.

#### CHAPITRE III. - Gendarmerie coloniale.

٤

É

ß

385. Toutes les dispositions contenues dans le chapitre précédent sont applicables à la gendarmerie coloniale.

# CHAPITRE IV. — Garde municipale de Paris.

386. La garde municipale de Paris faisant partie intégrante de la gendarmeric, les dispositions des chapitres 1 et 2 du présent titre lui sont applicables, quant aux conditions d'admission et d'avancement, sauf les modifications indiquées ci-après,

387. Les emplois et grades, dans la garde municipale sont assimilés, pour le rang, aux émplois et grades correspondans dans la gendarmerie départementale. Le grade de caporal correspond à celui de brigadier de gendarmerié. Les emplois de sergent, de maréchal-des logis, de scrgeat major, de maréchal-des-logis-chef et d'adjudant correspondent à l'emploi de maréchal-des-logis de gendarmeric. Toutefois cette dernière assimilation ne préjudicie en rien au droit de commandement, suivant la hiérarchie de ces divers emplois.

388. Les gardes municipaux, les caporaux ou les brigadiers, les sergens-fourriers ou les maréchaux-des-logis fourriers, et les sergens ou les maréchaux-des-logis, sont nommés et commissionnés par notre ministre de la guerre, conformément aux dispositions de l'ordonnance d'organisation du corps. Les dispositions de l'art. 368, relatives aux emplois de brigadier de gen-

ditmèrie dévolus aux sous-officiers de l'armée, ne sent point applicables aux empleis de caporal et de brigadier de la garde municipale, qui sont donnés à des gardes exclusivement.

589. Les nominations aux emplois de sergent-major, de maréchal-des-logis-chef ci d'adjudant, out lieu d'après les règles établies aux art. 16 ef 17 de la présente ordonnance.

. 530. En raison de l'organisation régimentaire du corps, le tableau d'avancement aux emplois de caperal on de brigadter et de sous-efficier set établi confermément aux préscriptions des ast. 78, 79, et du 5°s paragraphe de l'art. 30 de la présente ordonnacce.

591. Les vacances d'officier qui survienment dans la garde municipale sont excitasivement dévolues à des officiers de gendarmerle pourvus depuis un an au maina du grade correspondant à calui de l'emploi vacant. Toutefois les emplois de colonel, de lieutemant-colonel, de major et d'adjudant-major, peuvent être conférés à des officiers du corps rémnissant les conditions prescrites par la loi sur l'avancement, et ayant au moins deux ans d'exercice de leur graile dans le garde municipale. L'emploi de lieutemant d'habillement pout être conféré à un sous-officier du corps, promu à cet effet au grade de seus-lieutemant.

592. Les emplois d'officier qui vienment à vaquer dans les compagnies de cavalerie sont exclusivement dévolus aux officiers d'infanterie de la garde municipale; suivant l'ordre de leur admission dans le corps. En tenséquence; l'officier de gendarmerie de partementale que est hommé dans la garde partementale que est hommé dans la garde partement de les pourva de l'emploi vacant dans la cavalerie. Ceste disposition n'est applicable aux officiers d'infanterie de la garde numicipale qu'autant que leur aptitude pour le service de la cavalerie a été recommend par l'inépocteur-général.

393. Les lieutenans colonels de la garde municipale concourent ayec les fieutenanscolonels de la gendarmerle départementale, pour les emplois de colonel chef de légion.

594. Les propositions pour les nominations aux emplois d'officier sont faites conformément aux principes conserés par l'ordonnance d'organisation du corps, et nous sont soumises par notre ministre de la guerre.

TITRE XV. - DES VÉTÉRANS.

CHAPFTRE Ior. - Dispositions generales,

395. Nul ne peut être admis dans les

I to the to the contract

vélérans avec un grade supérieur à celuiqu'il avait dans l'armée active, sauf l'excaption établie ci-après en faveur des sous-lieutenans du train des parcs d'artillerie qui passent dans les vétérans de cette àrme.

396. Aucun soldat, caporal ou brigadier. ou sous-officier, ne peut être admis dans les vétérans, s'il est trop âgé pour pouvoir compléter, à soixante ans, le temps de service exigé pour la retraite.

397. Tout militaire admis dans les vétérans ne peut à aucun titre rentrer dans les

cadres de l'armée active.

398. Tout militaire admis dans les vétérans ne peut obtenir de l'avancement que dans l'un des cas prévus par l'article 157 pour l'état-major des places, et par les articles 403 et 405 de la présente ordonnance.

399. Les soldats, les caporaux ou brigadiers et les sous-officiers appartenant à des corps spéciaux pour lesquels il existe des compagnies de vétérans, peuvent, à défaut de vacances dans ces compagnies, être admis dans celles de fusiliers vétérans. Les sous-officiers de ces corps spéciaux qui ne peuvent être admis, avec leur grade, dans les compagnies qui leur sont affectées, peuvent être placés, comme simples sous-officiers, dans les compagnies de sous officiers yétérans.

400. Les soldats, les caporaux ou brigadiers et les sous-officiers en activité de service, ne peuvent entrer dans les vétérans que sur la désignation des inspecteursgénéraux. Ils doivent compter au moins quinze ans de service effectif et avoir été reconnus hors d'état de servir activement. 401. Les soldats, les caporaux ou brigadiers et les sous-officiers libéres du service par ancienneté depuis moins de deux ems, et qui comptent quinze ans de service effectif, peuvent être admis, comme soldats, dans les vétérans sur la proposition du maréchal - de - camp commandant la subdivision, et en produisant des certificats de bonne conduite jusqu'au jour de leur admission.

402. Peuvent être admis avec leur grade dans les vétérans, sauf ce qui est prévu à l'article 408 de la présente ordonnance, les caporaux ou brigadiers en activité avant un an de grade, et les sous-officiers en activité ayant deux ans de grade.

403. A défaut de vacances d'emplois de leur grade, les caporaux ou brigadiers sont places comme soldats dans les vétérans, et les sous-officiers y sont admis avec un grade ou un emploi inférieur à celui qu'ils occupaient dans leur corps. Dans ce cas, ces caporaux ou brigadiers et ces sous-officiers concourent, sur la proposition de leurs chefs, aux vacances du grade ou de l'emploi dont ils étaient pourvus au moment de leur admission, s'ils remplissaient alors la condition d'ancienneté exigée par l'article précédent. Les emplois de fourrier et de sergent-major sont donnés à ceux de ces sous-officiers qui exerçaient ces emplois lorsqu'ils ont été admis dans les vétérans; et à défaut, à des sergens des compagnies de vétérans reconnus aptes à ces fonctions.

404. Les officiers en activité de service, ou en non activité pour cause de licenciement, de suppression d'emploi, de rentrée de captivité à l'ennemi ou d'infirmités temporaires, sont susceptibles d'être admis dans les vétérans, s'ils ont été proposés pour ce service à la dernière revue d'inspection générale. Lorsqu'il y a lieu de pourvoir à des emplois vacans, ceux des officiers proposés qui appartiennent à des armes spéciales pour lesquelles il existe des compagnies de vétérans sont placés dans ces compagnies; les officiers des autres armes sont admis dans les compagnies de susiliers ou de sous-officiers. Les officiers proposés pour les vétérans doivent avoir servi activement pendant vingt ans au moins, et, sauf les modifications indiquées ci-après pour les compagnies de vétérans de l'artillerie, du génie et de la gendarmerle, avoir exercé les fonctions de leur grade, savoir : les sous-lieutenans et les lieutenans pendant un an, les capitaines pendant quatre ans.

405. Lorsque, dans les compagnies de vétérans où les grades de lieutenant et de capitaine se subdivisent en deux classes, il n'existe pas d'emploi vaçant dans la première, les lieutenans et les capitaines de l'arme, appartenant à cette classe, pervent passer à des emplois de deuxième classe dans les vétérans. Après leur admission, ces officiers concourent pour les emplois de la première classe qui viennent à vaquer dans ces compagnies. Les lieutenans et les capitaines en second qui, au moment de leur admission, ne remplissent pas les conditions exigées pour occuper des emplois de première classe, peuvent, lorsqu'ils ont complété l'ancienneté voulue, et à défaut de candidats appartenant déjà à cette classe, être appelés à concourir pour les emplois de 1re classe qui deviennent vacans dans les compagnies de větérans.

406. Il n'est dérogé aux conditions d'ancienneté exigées pour être admis dans les vétérans, qu'en fayeur des militaires en activité que des infirmités contractées ou des blessures reçues dans un service commandé auraient mis hors détat de continuer à servir activement.

407. Notre ministre de la guerre nomme aux emplois de tout grade qui viennent à vagner dans les compagnies de vétérans.

CHAPITRE II. - Dispositions particulieres aux compagnies de sous-officiers vétérans.

408. Les sous-officiers en activité peuvent être admis, comme simples sous-officiers, dans les compagnics de sous-officiers vétérans. Toutefois, ils sont susceptibles d'y entrer comme caporaux, s'ils sont sous-officiers depuis deux ans au moins; et comme sergens, sergens-fourriers et sergens-majors, s'ils comptent quatre ans de service dans leur grade.

CHAPITRE III. - Dispositions particulières aux compagnies de canonniers vétérans.

409. Les compagnies de canonniers vétérans se recrutent parmi les militaires des corps de l'artillerie et de la marine.

410. Les caporaux ou brigadiers des corps mentionnés à l'article précédent peuvent être admis dans les compagnies de canonniers vétérans, avec leur grade ou comme soldats. Les sous-officiers de ces mêmes corps peuvent entrer dans les compagnies de canonniers vétérans, soit avec leur grade, soit avec le grade ou l'emploi immédiatement inférieur à celui qu'ils occupaient dans les corps d'où ils proviennent.

411. Les emplois de lieutenant en second sont donnés à des officiers d'artillerie ou du train des parcs, déjà pourvus de ce grade, ou à des sous-lieutenans du train des parcs ayant au moins deux ans de grade. Ces derniers obtiennent le grade de lieutenant par le fait de leur nomination à l'emploi de licutenant en second dans les compagnies de canonniers vétérans. Les emplois de lieutenant en premier sont donnés à des lieutenans en premier d'artillerie et à des lieutenans du train des parcs ayant au moins quatre ans de grade.

412. Les emplois de capitaine en second sont donnés à des capitaines d'artilleric ou du train des parcs ayant quatre ans de grade. Les emplois de capitaine en premier sont donnés à des capitaines en premier d'artillerie et à des capitaines du train des

parcs ayant quatre ans de grade.

CHAPITRE IV. - Dispositions particulières à la compagnie de véterans des troupes du génis.

415. L'emploi de lieutenant en second, dans la compagnie de vétérans des troupes du génie, est donné à un lieutenant en premier ou en second du génie. L'emploi

de lieutenant en premier est donné à un lieutenant en premier du génie ayant au moins quatre ans de grade.

414. L'emploi de capitaine en second est donné à un capitaine en premier ou en second des régimens du génie ou de la compagnie d'ouvriers ayant au moins six ans de grade. L'emploi de capitaine en premier est donné à un capitaine en premier du génie ayant au moins quatre ans de grade.

CHAPITRE V. — Dispositions particulières aux compagnies de gendarmes vêterans.

415. Les brigadiers de gendarmerie sont admis, dans les compagnies de gendarmes vétérans, comme caporaux. Les maréchauxdes-logis de gendarmerie y sont admis comme sergens, sergens fourriers et sergens majors.

416 Les lieutenans de gendarmerie sont placés, dans les compagnies de gendarmes vétérans, comme lieutenans en second ou en premier. Les capitaines de gendarmerie y sont places comme capitaines en second ou capitaines commandans. Pour occuper l'emploi de lieutenant en premier, il faut avoir quatre ans de grade de lieutenant dans l'arme. Pour être capitaine commandant, il faut avoir quatre ans du grade de capitaine dans l'arme.

TITRE XVI. - DISPOSITIONS TRANSI-TOIRES.

CHAPITER Iet. — Rang des officiers dont l'ancienneté reste déterminée par les principes de l'ancienne legislation. (Dispositions transitoires du titre 1er. )

417. L'ancienneté de grade des officiers. pour le temps antérieur à la promulgation de la loi du 14 avril 1832, est maintenne telle qu'elle a été fixée d'après les réglemens alors en vigueur, et, sauf erreur, comme elle se trouve indiquée dans i'Annuaire militaire de 1838. Les officiers qui auraient à cet égard des réclamations à adresser sur leur classement doivent les faire parvenir, par la voie hiérarchique, à notre ministre de la guerre, dans l'année qui suivra la publication de la présente ordonnance; passé ce terme, aucune réclamation ne sera plus admise. Dans le cas où les réclamations seraient naître des difficultés que les réglemens antérieurs n'auraient pas prévues, ces difficultés seront résolues d'après les principes établis par la présente ordonnance.

418. Les officiers en demi-solde en vertu de l'ordonnance du 20 mai 1818, en congé illimité en vertu de l'ordonnance

du 23 octobre 1820, ou en solde de congé en vertu de nos ordonnances des 11 août et 30 septembre 1850, qui n'ont pas été dégagés de l'obligation de reprendre du service dans l'armée, continueront à compter, pour déterminer leur rang d'ancienneté, le temps qu'ils auront passé en jouissance du traitement affecté à leur position. Ceux des officiers que l'ordonnance du 5 mai 1824, a autorisés à rentrer dans la vie civile, sans qu'ils pussent être astreints à reprendre du service, compteront, pour leur rang d'ancienneté, s'ils sont réadmis dans les cadres de l'ar-·mée, leurs services précédens jusqu'à la date de ladite ordonnance du 5 mai 1824. Les officiers mis en toute autre position de non activité, antérieurement à la loi du 19 mai 1834, ne pourront être admis à compter, pour déterminer leur rang d'ancienneté, le temps qu'ils auront passé hors des cadres.

CHAPITRE II. — Application des règles générales pour l'avancement en ce qui concerne les militaires actuellement pourvus de fonctions spéciales. (Dispositions transitoires du titre 2.)

419. Les dispositions de l'art. 26 de la présente ordonnance sont applicables aux caporaux ou brigadiers et aux sous-officiers actuellement détachés de leurs corps, par ordre de notre ministre de la guerre, pour un service spécial.

420. Les sous-officiers actuellement employés comme adjudans à l'école royale polytechnique, à l'école sociale militaire et au collège royal militaire de La Flèche, soat susceptibles de concourir pour des emplois de sous-lieutenant dévolus au choix dans les régimens de l'arme à laquelle ils appartenaient antérieurement à leur admission dans ces établissemens, lorsqu'ils ont êté proposés pour cet avancement par l'inspecteur général de l'école ou du collège militaire où ils sont employés. Cette disposition n'est peint applicable aux sous-officiers admis à la retraite avant leur nomination à des fonctions dans les écoles.

421. Les sous-lieutenans et lieutenans d'infanterie et de cavalerie, actuellement employés dans l'un des établissemens désignés à l'article précédent, et qui, au moment de leur admission, n'étaient pas portés au tableau d'avancement, concourront avec les officiers de leur grade pour les emplois dévolus à l'avancement au choix flans leur régiment, conformément aux dispositions de l'art. 67 de la présente ordonnance, lersqu'ils auront été proposés par l'inspecteur général de l'école ou du collége, Les capitaines qui se trouvent dans le

même cas, concourront également sur la proposition de l'inspecteur général, pour l'avancement au choix, avec les officiers de leur grade et de leur arme, conformément aux dispositions de l'art. 68. Les officiers supérieurs, actuellement employés dans ces établissemens, concourront aussi pour l'avancement avec les officiers de leur grade et de leur arme, lorsqu'ils seront portés sur le tableau d'avancement.

422. Les lieutenans actuellement pouruus de l'emploi d'adjoint au trésorier, peuvent être maintenus dans leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils obtiennent de l'avancement ou qu'ils cessent de faire partie des cadres.

425. Les lieutenans pourvus actuellement des fonctions d'adjudant-major. de trésorier, ou d'officier d'habillement, seront promus capitaines au choix, à la date de la présente ordonnance, conformément à l'art. 49, s'ils ont été portés sur le tableau d'avancement à ce grade, soit avant, sont pendant l'exercice de ces fonctions.

424. Les dispositions de notre décision du 27 mars 1834 continueront d'être appliquées aux sous-officiers, aux sous-lieutenans et aux lieutenans qui en sont l'objet.

GHAPITRE III. — Officiers du corps royal d'état-major dont les droits à l'avancement sont réglés d'après leur position partieulière ou leur origine. (Dispositions transitoires du titre 5.)

425. L'ancienneté des capitaines admis dans le cadre du corps royal d'état-major depuis l'ordonnance du 10 décembre 1826, ne comptera, pour l'avancement au grade de chef d'escadron d'état-major, que du jour de leur admission dans ce cadre, quelle que soit la date de leur nomination au grade de capitaine dans un autre corps de l'armée.

426. Les capitaines d'état-major nommés le même jour, et qui avaient obtenu le grade de lieutenant dans l'intervalle da 14 avril 1852 au 23 février 1833, resteront classés entre eux, conformément à notre décision du 14 février 1835. Il ne leur sera pas tenu compte de leur nomination au grade de lieutenant de la ligne. Il n'est point dérogé, toutefois, à l'art. 27 de notre ordonnance du 23 février 1833. à l'égard des élèves provenant des régimens, et qui, pendant leur séjour à l'écote d'anplication d'état-major, auront été nommés lieutenans dans leurs corps antérieurement à la promulgation de la présente ordonnance. Ces officiers prendront rang dans l'état-major à la date de leur nomination dans la ligne.

CHAPITEE IV. — Mode d'admission des membres du cadre de remplacement duns le corps de l'intendance militaire. ( Dispositions transitoires du titre 6.)

427. Conformément au principe établi par l'art. 164 de la présente ordonnance. les membres des corps supprimés de l'inspection aux revues et du commissariat des guerres et ceux de l'intendance militaire en non activité, composant aujourd'hui le cadre de remplacement créé par notre ordonnance du 11 décembre 1850, sont susceptibles d'être admis dans le corps de l'intendance militaire; mais il ne peut être disposé en leur faveur de plus du quart des emplois vacaus. Les sous-intendans militaires adjoints, seront admis comme adjoints de première classe à l'intendance militaire; les sous-intendans militaires, comme sous - intendans militaires de deuxième classe. Ne pourront être maintenus dans le cadre de remplacement, les sous-intendans militaires et adjoints qui auront atteint les limites d'àge déterminées par notre ordonnance du 11 décembre 1850.

CHAPITRE V. — Du rappel, dans les cadres de l'armée, des officiers à la suits on en non activité. (Dispositions transitoires du titre 8.)

428. Les officiers actuellement à la suite dans les divers corps de l'armée, étant, sous le rapport de leur placement dens les cadres, dans, la position des officiers en non activité pour cause de licenciement, de suppression d'emploi ou de rentrée de captivité à l'ennemi, les dispsitions de l'article 162 de la présente ordonnance leur sont applicables.

429. Les dispositions des art. 161 et 165 de la présente ordonnance, sont applicables aux officiers mis en non activité à quelque titre que ce soit, antérieurement à la loi du 14 avril 1852, et à ceux qui ont été mis en non activité pour toute autre cause que licenciement, suppression d'emplo: ou reutrée de captivité à l'ennemi depuis la loi précitée jusqu'à la promulgation de la loi du 19 mai 4854.

CHAPITRE VI — Droits de divers militaires de l'arme de l'infunterie aux avantages qui leur ont été attribués par les réglemens antériours. (Dispositions transitoires flu titre 9.)

430. Tout capitaine d'infanterie actuellement en possession de la solde de première classe, à quelque titre que ce soit, comitnuera à la recevoir, tant qu'il sera employé avec son grade dans le régiment auquel il appartient. Il ne sera pourvu aux vacauces qui surviendront dans la première classe, que lorsque l'effectif de cette classe sera réduit à la limite fixée par l'art. 171 de la présente ordonnance.

CHAPITRE VII. — Droits de divers officiers de troupes à cheval au rang supérieur qui leur a été attribué dans certaines positions par les réglemens antérieurs. (Dispositions transitoires des titres 10 et 11.)

431. Les capitaines instructeurs qui, antérieurement à la promulgation de la foi du 14 avril 1832, ont acquis le rang de chef d'escadron, conformément à l'ordonnance du 6 avril 1825, seront portés de droit sur le tableau d'avancement, en sus du nombre fixé, et its compteront, lorsqu'ils seront nommés chefs d'escadron ou majors, leur ancienneté dans ce grade, du jour où le rang supérieur leur aura été reconnu. Cette disposition est applicable aux officiers employés à l'état-major de l'école de cavalerie et qui ont obtenu, antérieurement à la promulgation de la loi du 14 avril 1852. le rang du grade supérieur, conformément à l'ordonnance du 10 mars 1825, et à la décision royale du 4 mai 1826.

432. Les adjudans sons-officiers, les sonslieutenans, les lieutenans et les capitaines des régimens de chasseurs d'Afrique, qui ont acquis le rang du grade supérieur conformément à l'ordonnance du 17 nov. 1831, compteront, s'ils ont été nommés au grade supérieur, ou lorsqu'ils y seront nommés, leur anciennelé dans ce grade du jour où ils en out acquis le rang.

CHAPITRE VIII. — Droits réservés à divers officiers de gendarmerie. — Chasement des officiers atlmis dans cette arme. (Dispositions transitoires du titre 14.)

453. Les officiers qui sont actuellement pourvus d'un grade supérieur à leur emploi dans l'arme de la gendarmerie, pourront être maintenus dans cet emploi, jusqu'à ce qu'ils obtiennent de l'avancement, ou qu'ils cessent de faire partie des cadres.

434. Les tientenans, les capitaines, les chefs de bataition ou d'escadron prevenant des divers corps de l'armée, qui ont été ddmis avec leur grade dans la gendarmerie, continueront à compter leur ancienneté dans ce grade, pour le commandiement et pour l'avancement, du jour de leur admission dans cette arme.

CHAPITRE IX. — Droits réservés à divers officiers de vétérans. (Dispositions transitoires du titre 15.)

433. Les officiers qui sont actuellement pourvus d'un grade supérieur à leur emploi dans les compagnies de sous-officiers vétérans, resteront en possession de cet emploi jusqu'à ce qu'ils cessent de faire partie des cadres, ou qu'ils soient nommés à des emplois de leur grade.

TITRE XVII. — DISPOSITIONS GÉNÉ-

436. Sont abrogées toutes les dispositions des ordonnances et réglemens antérieurs, en ce qu'elles ont de contraire à la présente ordonnance.

457. Notre ministre de la guerre (M. Ber-

nard) est chargé, etc.

2 MARS=26 AVRIL 1858. — Ordonnance du roi sur l'organisation du corps roy al du génie maritime. (IX, Bull. DLXXII., n. 7355.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la marine et des colonies, etc.

TITRE Ier. — DE LA COMPOSITION DU CORPS ROYAL DU GÉNIE MARITIME.

Art. 1er. Les ingénieurs chargés de diriger la construction de nos vaissenux et les travaux relatifs à ce service continueront -de former le corps royal du génie maritime. 😘 2. Le corps royal du génie maritime sera composé comme il suit : 1 inspecteur général: 5 directeurs des constructions navales (3 de première classe, 2 de denxiènie classe); 12 ingénieurs de première classe; 12 ingénieurs de deuxième classe ; 14 sousingénieurs de première classe ; 14 sous-ingénieurs de deuxième classe; 7 sous-ingénieurs de troisième classe. Total, 63. Et d'un nombre d'élèves qui sera réglé d'après les besoins du service et sur les vacances probables dans les cadres.

TITRE II. — DE L'ADMISSION ET DE L'INSTRUCTION DES ÉLÈVES DU GÉ-NIÈ MARITIME.

5. Les élèves du génie maritime seront pris parmi ceux de l'école polytechnique qui auront été déclarés admissibles dans les services publics, et suivant l'ordre établi dans ladite école pour es examens de sortie. Ils suivront pendant deux années, au port de Lorient, et sous la direction d'un officier du génie maritime désigné par notre ministre de la marine, un cours complet

d'application. Ils seront, en outre, exercés au dessin des plans des bâtimens de guerre, ainsi que de leur mâture, voilure, installation et emménagement; aux calculs de déplacement, de stabilité, de centre de gravité et de voilure, et tous autres relatifs à la théorie de l'architecture navale; à l'étude des machines à vapeur et autres qui penvent être d'une application utile, soit dans les arsenaux, soit à bord des bàtimens de guerre; au dessin d'ornemens et au lavis : à l'étude de la langue anglaise. Ils seront conduits fréquemment sur les chantiers et dans les ateliers du port, pour acquérir la connaissance des procédés suivis dans la construction des bâtimens de guerre et dans la préparation des objets de toute espèce qui en composent l'armement. Ils pourront aussi, avec l'autorisation du ministre et sous la conduite de l'ingénient chargé de diriger leur instruction, visiter des établissemens industriels, afin d'étudier les procédés qu'on y suit. L'enseignement et les travaux des élèves seront l'objet d'un réglement particulier, arrêté par notre ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies.

4. Après avoir terminé deux années d'études, les élèves subiront un examen sur les diverses parties de l'instruction qu'ils auront reçue Ceux qui, ayant répondu d'une manière satisfaisante, auront été déclarés admissibles par la commission d'examen, pourront être nommés sous-ingénieurs de troisième classe à mesure qu'il surviendra des vacances dans ce grade: ·leur classement entre eux sera réglé d'après le résultat de l'examen. Les élèves qui n'auront pas été jugés admissibles pourront être autorisés à continuer leurs études pendant une troisième année, après laquelle ils seront definitivement renvoyes, s'ils n'out pas encore acquis les connaissances exigées. La commission d'examen sera présidée par le préfet maritime, el composée du directeur des constructions navales, du directeur des constructions hydrauliques, d'un officier supérieur de la marine, d'un officier du génie maritime et d'un professeur de mathématiques. Les examens seront publics.

5. L'officier du génie maritime chargé de l'instruction des élèves fera lui-même le cours de théorie de l'architecture navale et de mécanique appliquée aux arts. Il pourra néanmoins participer aux travaux de la direction des constructions navales. Il remettra, tous les six mois, au préfet maritime, un rapport sur la conduite et sur les progrès des élèves, et il lui proposera, en outre, toules les mesures qu'il jugera devoir contribuer au perfectionnement des

études dont la direction lui est confiée. Un officier du génie maritime pourra être désigné par notre ministre de la marine pour seconder et remplacer, au besoin, l'ingégénieur chargé de l'instruction des élèves.

# TITRE III. — DE L'AVANCEMENT BT DES FONCTIONS.

6. Les sous-ingénieurs de troisième classe seront promus au grade de sous-ingénieur de deuxième classe par rang d'aucienneté, et à mesure que des places viendront à vaquer dans ce dernier grade. Les sous-ingénieurs de deuxième classe seront promus à la première classe dans la proportion de deux tiers à l'ancienneté et d'un tiers au choix. Les ingénieurs de deuxième classe seront pris deux tiers à l'ancienneté et un tiers au choix, parmi les sous-ingénieurs de première classe. Les ingénieurs de première classe scront pris moitié à l'aucienneté et moitié au choix, parmi les ingénieurs de deuxième classe. Les directeurs des constructions navales seront nommés au choix et pris parmi les ingénieurs de première classe. L'inspecteur général du génie maritime sera choisi parmi les directeurs des constructions navales.

7. Les officiers du génie maritime ne pourront être promus à un grade ou à une classe supérieure qu'après avoir servi, pendant trois ans au moins, dans le grade ou dans la classe immédiatement infè-

rieure.

8. Sauf le cas où les besoins du service des ports y mettraient absolument obstacle, un ingénieur de première ou de deuxième classe sera embarqué sur toute armée navale ou escadre qui serait commandée par un amiral ou par un vice-amiral. Un sous-ingénieur de première ou de deuxième classe sera embarqué sur toute escadre ou division commandée par un contre-amiral. Les officiers du génie maritime embarqués rempliront les fonctions déterminées au titre 15 de l'ordonnance du 51 octobre 1857, sur le service à la mer.

9. Aucun sous-ingénieur de la première classe ne pourra être promu au choix, au grade d'ingénieur de deuxième classe, s'il ne compte deux ans au moins de naviga tion dans l'une des deux classes de sous-ingénieur. Pour satisfaire à cette condition, les officiers du génie maritime devront avoir été embarqués sur des vaisseaux. des frégates ou des bâtimens à vapeur. Toutefois, le temps passé par eux à bord de ces derniers bâtimens ne pourra leur être compté que jusqu'à concurrence du quart des deux années exigées, à moins que ces bâtimens ne soient armés en

guerre. Les dispositions de cet article no serout pas applicables à l'efficier du genfe, maritime qui aura été chargé, pendant trois années consécutives, de diriger l'école d'application de ce corps.

10. Conformément à ce que prescrit l'art. 21 de la loi du 20 avril 1832, sur l'avancement dans l'armée navale; le temps passé par un officier du génie marine ne comptera point à cet officier pour son avancement à l'ancienneté. Par analogie avec les dispositions de l'art. 16. de la même loi, nul officier du génie maritime ne pourra obtenir deux grades consécutifs en servant hors des ports militaires, à quel-

que litre que ce soit.

11. Dans chacun des cinq ports militaires chefs-lieux d'arrondissemens maritimes, l'ingénieur de première classe le plus ancien en grade dans la direction des constructions navales remplira les fonctions de sous-directeur. Il remplacera le directeur en cas d'absence ou d'empêchement, et sera spécialement chargé de surveiller la tenue de la comptabilité. Il fera, en outre, son service d'ingénieur comme les autres officiers du même grade. Dans le cas où il ne se trouverait pas d'ingénieur de première classe présent au port, les fonctions de sous-directeur seront remplies par le plus ancien des ingénieurs de deuxième classe.

12. Des ingénieurs de la marine, choisis dans le cadre des ingénieurs de première et de deuxième classe seront chargés de la direction des forges de la Chaussade et de

l'établissement d'Indret.

13. L'inspecteur-général du génie maritime résidera à Paris. Il correspondra avec les directeurs des constructions employés dans les cinq ports militaires, et avec les officiers du génie maritime chargés du même service dans les ports secondaires. Toutefois, les instructions qu'il leur adressera seront toujours subordonnées aux réglemens et aux ordres émanés du ministère. Il donnera son avis sur la destination des officiers du génie maritime de tous grades, sur leur embarquement, sur leur avancement, lorsqu'il aura lieu au choix, et sur leur admission à la retraite. Il sera, de droit, membre du conseil des travaux de la marine. Il fera , lorsque le ministre lui en donnera l'ordre, des inspections dans les ports pour s'assurer de la bonne exécution des travaux. Il provoquera, aupres du ministre, toutes les mesures qui auraient pour objet de maintenir l'uniformité de confection des ouvrages de même nature à faire dans les divers arsenaux, d'introduire dans les ateliers des constructions navales la connaissance et la pratique des procédés nouveaux dont le but sera d'améliourer les arts mécaniques, et d'obtenir de l'économic dans tes dépenses, enfin d'assurer le perfectionnement de l'architecture navale. Il rendra compte au ministre de tontes les dérogations qu'il aura remarquées et dont il lui aura été donné conmaissance, soit aux instructions générales, soit aux réglemens relatifs à la construction et à l'armement des bâtimens de l'Etut ainsi qu'à la conduite des travaux. A la fin de chaque année il remettra au ministre un rapport sur tontes les parties du service dont la direction dui est confièt.

# TITRE IV. — DES APPOINTEMENS ET AUTRES ALLOCATIONS.

14. Les appointemens des officiers du corps royal du génie maritime seront réglés comme il suit, savoir : Inspecteur général (y compris tous les frais de logement et de représentation), 14,000 fr.; directeurs des constructions navales de première classe, 8,000 fr.; directeurs de deuxième classe, 7,000 fr.; ingénieurs de premiere classe, 5,000 fr.; îngénieurs de deuxième classe, 4,000 fr.; sous-ingénieurs de première classe, 3,000 fr. ; sous ingénieurs de deuxième classe, 2,400 fr.; sous - ingénieurs de troisième classe, 2,000 fr.; éléves, 1,200. Il sera alloué, en outre, à l'officier du génie maritime chargé de l'instruction des élèves, 800 fr.; à chacun des ingénieurs remplissant les fonctions de sous-directeur, dans les cinq ports militaires, et au sous-ingénieur qui aurait été désigné pour seconder l'officier du génie chargé de la direction de l'école, 400 fr.

13. Les officiers du génie maritime embarqués recevront, pendant la durée de leur service à bord, un supplément égal au quart de leurs appointemens fixes.

16. Les directeurs des constructions navales dans les cinq ports militaires, et les ingénieurs chargés du même service dans les ports secondaires, continueront de recevoir, a titre de frais de bureau, les directeurs des constructions à Brest et à Toulon, 1,200 fr.; les directeurs des constructions à Rochefort, Lorient et Cherbourg , 1,000 fr. ; les ingénieurs chargés de la direction des constructions navales dans les ports secondaires, 800 fr. Il sera alloué, pour toute fourniture de bureau quelconque, à chacun des ingénieurs et sous-ingénieurs employés en sous-ordre dans les ports, une somme de deux cents francs par an. Ce supplément ne sera payé qu'aux officiers présens dans les ports. Les supplémens des ingénieurs qui seront chargés de la direction des forges de la Chaussade et de l'établissement d'Indret seront fixés par les réglemens relatifs à ces services spéciaux.

# TITRE V. - DE L'ASSIMILATION DES GRADES ET DE L'UNIFORME.

17. Les rangs des officiers du génie maritime, par assimilation à ceux du corps royab de la marine et du corps du commissariat, sont fixés ainsi qu'il suit:

GÉNIE MARITIME.	OFFICIERS DE MARINE.	COMMISSARIAT DB LA MARIRE.
Inspectour général.  Directeur des constructions navales.	Contre-amiral. Après les contre-amiraux et avant les capitaines de valsseau.	Commissaire général.
Ingénieur de première classe		Commissaire de la marine.  Sous commissaire de pre- mière classe.
Sous-ingénieur de deuxième classe Sous-ingénieur de troisième classe 'Elèvés.'	Idem. Enseigne de vaisseau. Elève de première classe.	Sous-commissaire de deu- xième classe. Commis principal.

18. L'uniforme des officiers du genie maritime est détermine comme fi suit : L'habillement grand uniforme sera composé d'un habil de drap bleu de roi, gilet et pantalon en casimir blanc; il sera porté avec un col blanc; les bottes courtes sans retroussis, et le chapeau à trois cornes.

L'habit sera à retroussis en drap écarlate; il boutonnera droit sur la poitrine, au moyen de neuf gros boutons uniformes; le collet et les paremens seront en velours noir; le collet sera montant; les paremens ronds, ouverts en dessous, et fermés par trois petits boutons uniformes. Les poches

seront placées dans les plis des basques. Les retroussis réunis de chaque côté par une ancre. Le gilet sera sans broderie; il boutonnera droit au moyen de sept petits boutons uniformes. Les boutons uniformes seront en métal surdoré; les gros porteront au milieu l'empreinte d'une ancre cablée et entourée de l'exergue, Corps royal du génis maritime; les petits boutons auront seulement l'ancre sans exergue. Le chapeau șera uni, sans floches ni macarons; la ganse en or sera retenue par un bouton semblable à ceux de l'habit. Le chapeau de l'inspecteur-général, ainsi que celui des directeurs des constructions navales, sera garni d'une plume noire frisée qui sera appliquée et cousue contre la face intérieure de ses bords. L'épée sera conforme au modèle actuellement en usage; la dragonne sera en or, à torsade, pour les officiers supérieurs, jusqu'au grade d'ingénieur de deuxième classe inclusivement, et à franges d'effilé en or pour les officiers des grades inférieurs. Le ceinturon étroit et uni pour tous les grades.

Petit uniforme.— L'habillement petit uniforme sera composé d'un habit-frac en drap bleu de roi, d'un gilet et d'un pantalon en drap bleu; bottes noires. L'habit aura le collet montant et les paremens ronds ouverts en-dessous, le tout en velours noir; il sera sans retroussis et à revers croisés sur la poitrine; les poches seront dans les plis

de l'habit.

!1

ń

Marques distinctives. — Les grades des officiers du génie maritime seront distingués, comme il va être expliqué, par deux broderies en or d'un dessin conforme au modèle adopté; ces broderies seront, pour chaque grade, entièrement conformes, quant au nombre et aux dimensions, à celles des grades correspondans dans l'administration de la marine.

Inspecteur-général. — Grand uniforme : double rang de broderie sur le collet et les paremens ; un seul rang autour de l'habit et sur les retroussis ; écussons à la faille. Petit uniforme : comme le grand uniforme, moins les broderies sur le devant

et le long des pans de l'habit.

Directeur des constructions navales. — Grand uniforme: broderie et baguette à fleurons sur le collet et les paremens; broderie seule autour de l'habit; écusson à la taille. Petit uniforme: Comme le grand uniforme, moins les broderies sur le devant et le long des pans de l'habit.

Ingénieur de première classe. — Grand uniforme: broderie sur le collet et les paremens; baguettes sur le devant de l'habit et les retroussis; écussons à la taille. Petit uniforme: comme le grand uniforme, moins la baguette sur le devant et les retroussis; pas d'écusson.

Ingénicur de deuxième classe. — Grand uniforme : broderie sur le collet et les paremens ; écusson à la taille. Petit uniforme : comme le grand uniforme ; point d'écusson à la taille.

Sous-ingénieur de première classe. — Grand uniforme: broderie sur le collet et sur les paremens seulement. Petit uniforme: broderlé au collet seulement; paremens unis.

Sous-ingénieur de deuxième classe. — Grand uniforme : broderie sur le collet seulement ; paremens brodés d'une simple baguette. Petit uniforme : broderie sur le collet seulement.

Sous ingénieur de troisième classe. — Grand uniforme : une broderie étrofte sur le collet seulement.

Elève. — Grand uniforme : une simple baguette autour du collet sculement et des paremens.

### TITRE VI. - DISPOSITIONS GÉNÉ-RALES.

19. La nouvelle assimilation des ingénieurs de deuxième classe ne sera point applicable aux officiers du génie aujourd'hui pourvus de ce grade; ceux-ci continueront d'être assimilés en tout aux anclens capitaines de frégate.

20. L'emploi d'adjoint du génie maritime créé par l'ordonnance du 28 mars 1830 est supprimé. Les deux agens qui sont actuellement pourvus de ce titre prendront rang dans le corps du génie maritime parmi les sous-ingénieurs de troisième classe.

21. Les dispositions contraires à ta présente ordonnance sont et demeurent abrogées.

22. Notre ministre de la marine et des colonies (M. Rosamel) est chargé; etc.

46 MARS == 26 AVRIL 1838. — Ordonnance du roi qui affecte un terrain domanial au service du ministère de l'instruction publique. (IX, Bull., DLXVII, n. 7350.)

Louis-Philippe, etc., vu la demande formée par notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique, à l'effet d'obtenir la concession d'une petite cour dépendant de la caserne Panthemont, pour y établir une communication entre l'hôtel du ministère et la rue Bellechasse; vu la lettre du 8 décembre 1837, par laquelle le ministre de la guerre consent à cette concession et détermine les conditions auxquelles elle peut être faile; yu la lettre du ministre des fluances, en date du 22 décembre, qui déclare n'ayoir

pas d'objection à faire contre ladite concession; vu notre ordonnance du 14 juin 1855; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruc-

tion publique.

Art. 1er. La petite cour du pavillon dépendant de la caserne de Panthemont, rue Bellechasse, sera remise à l'administration des domaines, et servira à établir une communication entre l'hôtel du ministère de l'instruction publique et la rue Bellechasse.

2. Un trottoir de deux mêtres de largeur et d'une hauteur sussisante pour ne pas déchausser le mur de façade sera ménagé

le long du pavillon Panthemont.

 Sur l'extrémité de ce trottoir, il sera élevé, pour former clôture de l'établissement militaire, une grille en bois de trois mêtres de hauteur, qui sera remplacée par une grille en ser aussitôt qu'il aura été décidé que le ministère de l'instruction publique doit rester définitivement installé dans l'hôtel qu'il occupe aujourd'hui.

4. Ces travaux seront concertés avec les officiers du génie, et la dépense en sera supportée par le budget du ministère de

l'instruction publique.

5. Dans le cas où le ministère de l'instruction publique cesserait d'occuper le local auquel il s'agit de procurer un débouché sur la rue Bellechasse, la porte à ouvrir serait fermée, et la cour servant de passage ferait retour au pavillon de Panthemont, de manière à ce que la concession ne puisse durer qu'autant que le bâtiment en faveur duquel elle est consentie ne sera pas distrait du domaine de l'Etat.

6. Nos ministres de la guerre, des finances et de l'instruction publique (MM. Bernard, Laplagne et Salvandy) sont char-

gés. etc.

25 MARS = 26 AVRIL 1838. - Ordonnance du roi portant prorogation de délai donné aux communes pour devenir propriétaires de locaux d'écoles. (IX, Bull. DLVII, n. 7359.)

Louis Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique; vu l'art. 12 de la loi du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire; vu l'art. 5 de l'ordonnance du 16 juillet 1835, qui règle l'exécution de cette loi; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Le délai de six ans, a compter de l'expiration de l'année 1853, qui a été donné aux communes pour devenir propriétaires de locaux d'écoles, est prorogé jusqu'au 1er janvier 1844.

2. Notre ministre de l'instruction publique (M. Salvandy) est chargé, etc.

25 mars = 26 avril 1838. - Ordonnance du roi relative aux petits appareils domestiques pour fabriquer le gaz hydrogène. (IX, Bull., DLXVII, n. 7361.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce ; vu le décrét du 15 oct. 1810 et l'ordonnance du 14 janvier 1815, portant réglement sur les établissemens dangereux, insalubres ou incommodes; vu l'ordonnance du 20 août 1824, concernant spécialement les établissemens d'éclairage par le gaz ; notre conseil d'état entendu, etc.

Art. 1er. Les petits appareils domestiques pour fabriquer le gaz hydrogène, destinés à fournir au plus à dix becs d'éclairage, et tout gazomètre en dépendant, d'une capacité de sept mêtres cubes au plus, sont rangés dans la troisième classe des établissemens dangereux, insalubres ou incommodes.

2. Aucune matière animale ne pourra être employée à la fabrication du gaz in-

flammable dans ces appareils.

3. Les établissemens d'éclairage au gaz de troisième classe ne pourront être autorisés qu'en se conformant aux mesures de précaution portées dans l'instruction annexée à la présente ordonnance et à toutes celles qui pourraient intervenir sur ces établissemens.

4. La surveillance de la police locale établie par l'ordonnance du 20 août 1824 pour les usines d'éclairage au gaz est applicable aux gazomètres et petits appareils d'éclairage domestique par le gaz.

5. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est chargé, etc.

Instruction ministérielle pour les établissemens d'éclairage au gaz de troisième classe.

§ Ier Le gazomètre pourra être placé dans un lieu couvert ou en plein air. Si le local est couvert, il devra être aéré pour ne point y permettre l'accumulation du gaz ; inconvénient qui, s'il avait lieu, pourrait occasioner une détonation avec les accidens qui en sont la suite : le gazomètre ne pourra être établi dans une cave.

§ II. La cuve du gazomètre pourra être construite en maconnerie dans le sol ou simplement en bois ou en métal à sa surface. Les plus grands soins seront pris pour empêcher l'eau fétide qu'elle renserme de s'extravaser, car en s'infiltrant dans le sol elle gâterait l'eau des puits environnans.

§ III. Le gaz dans le gazomètre devra toujours être plus comprimé que l'air extérieur, c'est à-dire que le poids du gazomètre dégagé de l'eau de la cuve ou immergé devra constamment être plus grand que son contre-poids; si cette précaution était négligée, l'air atmosphérique pourrait s'introduire dans le gazomètre et occasioner une explosion

§ IV. Le gazomètre sera muni d'un tube de trop plein ou simplement d'un trou d'un ou deux centimètres de diamètre placé à huit ou dix centimètres de son bord inférieur, de manière que lorsque ce trou se trouvera plongé dans la couche d'eau déprimée par l'exces de pression du gaz, celui-ci puisse s'échapper en bouillonnant dans l'eau environnante, sans jamais permettre l'entrée de l'air dans le gazomètre.

S V. Autant qu'il sera possible, l'appareil de production du guz et le gazomètre seront isolés. soit des babitations voisines, soit des bâtimens du

propriétaire de l'appareil.

§ VI. Les propriétaires devront toujours tenie l'appareil et le local qui le renferme dans le plus grand état de propreté, et enlever les résidus de la distillation, de manière qu'aucune mauvaise odeur ne puisse se répandre au dehors.

2 Avail == 1" mai 1838. - Ordonnance du roi qui autorise la perception d'une contribution spéciale destince à subvenir aux dépenses de la chambre de commerce d'Arras pendant l'année 1838. (IX, Bull., DLXVIII, n. 7363.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la loi de finances du 20 juillet 1837 et celle du 23 juillet 1820, etc.

Art. 1er. Pour couvrir les dépenses de la chambre de commerce d'Arras, conformément au budget arrêté, d'après sa proposition, par notre ministre sccrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, une contribution spéciale. de la somme de 1,400 fr., plus 5 centimes par franc pour les non-valeurs, sera répartie, en 1838, sur les patentés du département du Pas-de-Calais, désignés en l'art. 12 de la loi du 23 juillet 1820, dans la circonscription de ladite chambre.

2. La somme provenant de la contribution spéciale autorisée par l'article qui précède, sera mise, sur les mandats du préset, à la disposition de ladite chambre, qui rendra compte de son emploi à notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

3. Nos ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des sinances (MM. Martin du Nord et Laplagne) sont charges, etc.

24 AVRIL-4 MAI 1838. - Loi relative à l'emprunt grec. (IX, Bull. (1) DLXIX, n. 7369:)

(1) Présentation à la Chambre des Députés le 17 fer. (Mon. du 18); rapport par M. Dubois (de la Loire-Inférieure) le 21 mars (Mon. du 22 et du 24); discussion et adoption le 26 mars (Mon. du 27), à la majorité de 259 voix contre 30.

Présentation à la Chambre des Pairs le 2 avril (Mon. du 3); rapport par M. le duc de Broglie le 16 (Mon. du 17); discussion le 21 (Mon. du 22); adoption le 23) Mon. du 24), à la majorité de 122

vois contre 20. Voy. le traité du 7 mai 1832, relatif à la création du royaume grec, entre la France, l'Angieterre et

la Russie ; et la loi du 14 juin 1833.

On sait que lors de sa création, le royaume grec était épuisé et manquait de ressources; ce n'était donc pas assez que d'en poser les bases, il fallait encore en assurer la solidité : c'est ce que sit le traité du 7 mai 1832.

Par l'art. 13 de ce traité, les trois puissances qui y figuraient s'engagèrent à garantir au profit du roi Othon, un emprunt qui pourrait s'élever jusqu'à concurrence de 60,000,000 de francs, réalisables par séries de 20,000,000 de fr. Les trois cours s'obligerent chacane pour un tiers à l'acquittement des intérets et du fonds d'amortissement de chaque

De son côté, le gouvernement de la Grèce affecta au paiement des intérêts et du fonds d'amortissement des séries réalisées, ses premiers revenus, · de telle sorte que les recettes effectives du trésor grec fussent consacrées, avant tout, au paiement descits intérêts et dudit fonds d'amortissement, sans pouvoir être employés à aucun autre usage, tant que le service des séries réalisées de l'emprunt sous la garantie des trois cours n'aurait pas été complétement assuré pour l'année courante.

La loi du 14 juin 1833 autorisa la garantie pour la France jusqu'à concurrence de 20 millions.

Le1 " septembre snivant, le gouvernement grec contracta un emprunt de 60 millions; les deux premières séries en furent réalisées immédiatement.

Les quatre premiers semestres des intéreis et de l'amortissement de l'emprunt furent exactement servis. Mais bientôt après, le gouvernement grec déclara que les deux premières séries émises étaient entièrement absorbées, et sollicita la réalisation de la troisième, à défaut de quoi il ne pourrait continuer le service des intérêts et de l'amortissement

des deux précédentes.

La troisième série de l'emprent ne devait étae réalisée, d'après l'art. 13 du traité de 1832, qu'à la suite d'un concert préalable entre les trois cours et

le roi de la Grèce.

Des conférences ouvertes dans ce but furent sans résultat.

Dans ces circonstances, quatre émissions pattielles furent successivement autorisées pour faire face uniquement au service des semestres de l'emprunt pendant 1836 et 1837.

La continuation de cette mesure aurait entrainé évidemment des désastres incalculables dans les finances de la Grèce, et amené insensiblement, sans utilité aucune pour ce pays, l'épuisement des ressources que le traité de 1832 lui avait assurées; mais le gouvernement français, en adhérant à ce palliatif, avait pour but, comme l'a dit M. le ministre des finances, d'épargner au crédit de la Grece l'atteinte qu'il pourrait recevoir du recours des préteurs contre les garans. Il espérait aussi amener incessamment les cours de Londres et de Saint-Pétershourg à adhérer aux mesures proposées par lui à la conférence de Londres tendantes à réformer le système financier de la Cuèce.

En consequence, le gouvernement français a refusé l'émission d'un million autorisée par l'AngleArt. 1°r. Il est ouvert au ministre des finances un crédit de neuf cent vingt-trois mille deux cent quarante-six fr. (923,246), à l'effet de pourvoir, à défaut du gouvernement de la Grèce, au paiement du semestre à échoir le 1°r mars 1838 ct du semestre à échoir le 1°r septembre 1838; des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt négocié le 12 janvier 1835 par ce gouvernement, jusqu'à concurrence de la portion garantie par le trésor de France, en exécution de la loi du 14 juin 1833 et de l'ordonnance royale du 9 juillet suivant.

2. Les paiemens qui seront faits en vertu de l'autorisation donnée par l'article précédent auront lieu à titre d'avancés à recouvrer sur le gouvernement dé la Grèce; il sera rendu annuellement aux chambres un compte spécial de ces avances et des recouvremens opérés en atténuation.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 20 juillet 1837 pour les besoins de l'exèrcice 1838.

24 AVRIL—A MAI 1638. — Loi qui approuve quatre échanges de propriétés domaniales (1). (IX, Bull. DLXIX, n. 7589.)

Art. 1er. L'échange d'un terrain boisé, dit le Vieil-Etang-des-Bois, lequel appartient au sieur Main, contre un hectare cinquante-deux ares de la forêt domaniale de Citeaux, est approuvé, moyennant l'exécution des charges et clauses énoncées dans le contrat passé le 11 mai 1835, devant le préfet du département de Loir-et-Cher.

2. Est également approuvé le contrat d'échange de terrains passé, le 13 avvil 1837, entre l'Etat et la ville de la Fère, département de l'Aisne, sous les conditions stipulées dans cet acte.

3. L'échange de terrains conclu, sans soulte ni retour, entre l'Etat et la ville de Périgueux, est approuvé sous les conditions énoncées dans le contrat qui en a été passé le 20 mai 1837.

4. Le contrat d'échange de terrains passé devant notaire, le 18 juillet 1852, entre l'Etat et les sieurs et dame Pomarède, propriétaires à Tarbes, département des Hautes-Pyrénées, est approuvé, sous la seule modification que la soulte de quatre, vingt-quinze francs soixante et quatorze centimes, due par l'Etat, sera versée, par les soins du ministre de la guerre, avec les intérêts de droit, à la caisse des dépôts et consignations.

27 AVRIL—4 MAI 1838. — Loi portant qu'il sera fait un appel de quatre-vingt mille hommes sur la classe de 1837 (2). (IX, Ball. DLXIX, n. 7871.).

Art. 1er. Il sera fait un appel de quatrevingt mille hommes sur la classe de 1837.

2. La répartition de ces quatre - vingt mille hommes entre les départemens du royaume sera faite, en 1838, par une ordonnance royale, proportionnellement au nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de la classe appelée.

Si, par suite de circonstances extraordinaires, le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de quelques cantons ou départemens ne peut être connu dans le délai qui aura été déterminé par une ordonnance du roi, le nombre sera remplacé, pour les cantons ou départemens en retard, par la moyenne des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage des dix classes précédentes.

Le tableau général de la répartition sera inséré au Bulletin des lois et communiqué aux chambres.

3. La sous-répartition du contingent assigné à chaque département aura lieu, en 4838, entre les cantons, proportionnellement au nombre des jeunes gens inscrits sur la liste du tirage de chaque canton.

Elle sera faite par le préset, en conseil de présecture, et rendue publique par voie

terre et la Russie, et par suite, il a demandé, par son projet de loi, l'autorisation de pourroir, en ce qui touche le premier semestre de 1858 et les suivans par des paiemens effectifs, aux intérêts et à l'amertissement des obligations garanties par la France. Telles sont les circonstances dans lesquelles cette loi a été rendue. Les champres n'ont fait que restreindre aux deux semestres de 1858 l'autorisation de pourvoir au service de l'emprunt, dans l'espoir que, jusqu'à cotte époque, les mesures proposées par le gouvernement français sevont adoptées par l'Angleterre et par la Russie.

(1) Présentation à la Ch. des Dép. le 8 janv. (Mon. du 9): rapport par M. Tesnières le 19 fév. (Mon. du 20): adoption le 21 (Mon. du 22), à la majorité de 227 voix contre 7. Présentation à la Ch. des Pairs le 21 mars (Mondu 22); rapport par M. Mérihou le 3 avril (Mondu 4); adoption le 16 (Mon. du 17), à la majorité de 115 vois contre 3.

(2) Présentation à la Ch. des Dép, le 25 janvier (Mon, du 26); rapport par le colonel Paizhans le 14 février (Mon. du 15); discussion et adoption le 19 (Mon du 20 et du 21), à la majorité de 235 yoix contre 14.

Présentation à la Ch. des Pairs le 14 mars (Mos. da 15); rapport par le marquis de Laplace le 2 avril (Mon. du 3); discussion le 16 avril (Mon. du 17); adoption le 17 (Mon. du 18), à la majorité de 117 vois contre 6. V. loi du 8 mai 1837.

d'affiches, avant l'ouverture des opérations des conseils de révision.

Dans le cas où les listes de tirage de quelques cantons ne seraient pas parvenues en temps utile au préfet, il sera procédé, pour la sous répartition, à l'égard des cantons en relard, de la manière indiquée au deuxième paragraphe de l'article 2 cidessus.

- 4. Les jeunes soldats qui feront partie du contingent appelé seront, d'après l'ordre de leurs numéros de tirage, et aux termes de l'article 29 de la loi du 21 mars 1852, partagés en deux classes de quarante mille hommes chacune, composées, la première, de ceux susceptibles d'être mis en activité immédiatement; la seconde, de ceux qui seront laissés dans leurs foyers, et ne pourront être mis en activité qu'en vertu d'une ordonnance royale.
- 5. Pour la classe de 1838, toutes les opérations du recrutement qui se rapportent aux tableaux de recensement et au tirage au sort prescrits par la loi du 21 mars 1832 pourront avoir lieu au commencement de l'année 1839, et avant le vote de la loi annuelle du contingent.

Une ordonnance royale fixera les époques auxquelles ces opérations devront s'effectuer (1).

- 27 AVRIL—1 WAI 1838. Loi qui ouvre un crédit additionnel pour les pensions militaires à liquider en 1838 (2). (IX, Bull. DLXIX, n. 7372.)
- Art. 1°r. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit de neuf cent mille francs (900,000), en addition au crédit éventuel porté au budget de l'exercice 1858, pour l'inscription au trésor public des pensions militaires à liquider dans le courant de la même année.
- 2. Un credit égal aux deux tiers de cette somme est ouvert au ministre des finances, pour servir, en 1858, au paiement des arrérages desdites pensions.
- 3. Il sera pourvu à la dépense auforisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 20 juillet 1837 pour les besoins de l'exercice 1838.

27 AVRIL—A MAT 1838. — Loi relative à l'assechement et à l'exploitation des mines (3). (IX, Bull, DLXIX, n. 7373.)

- (1) Cette disposition est également énsérée dans l'art. 5 de la loi du 8 mai 1837. Voyes dans les notes sur cette loi les motifs qui l'ont fait insérer.
- (2) Présentation à la Ch. des Dép. le 23 févries (Mon. du 24); rapport par le général Schneider le 20 mars (Mon. du 21); discussion et adoption le 23 mars (Mon. du 24), à la majorité de 224 voix contre 20.

Présentation à la Cb. des Pairs le 2 avril (Mon. du 3); rapport par le combte Daru le 16 (Mon. du 17); discussion et adoption le 19 (Mon. du 20), à la majorité de 101 voix contre 1.

(3) Présentation à la Chambre des Pairs le 25 janvier 1837 (Mon. du 26); rapport par M. le conte d'Argout, le 31 mars (Mon. du 1° avril); discussion le 10 avril (Mon. du 11), le 11 (Mon. du 12), le 12 (Mon. du 13), le 13 (Mon. du 14); adoption le 14 (Mon. du 15), à la majorité de 77 voix coutre 22.

Présentation à la Chambre des Députés le 26 avril (Mon. du 27); rapport par M. Sauzet le 29 juin (Mon. du 30 juin et du 2 juillet).

Présentation à la Chambre des Députés le 15 janv. 1836 (Mon. du 16); repport par M. Sauzet le 26 février (Mon. du 27 et du 5 mars); discussion le 20 mars (Mon. du 21); adoption le 21 (Mon. du 22), à la majorité de 242 voix contre 37.

Présentation à la Chambre des Pairs le 30 mars (Mon. du 31); rapport par le comte d'Argoutle 16 avril (Mon. des 16 et 17); discussion et adoption le 20 (Mon. du 21), à la majorité de 102 voix contre 5.

Déjà, dans la session de 1837, le projet de la loi actuelle avait été présenté aux chambres; il fut discuté et adopté par la Chambre des Pairs. La clèture de la session arrête le vote de la Chambre des Députés.

La rédetion présentée cette ennée par le gouvernement n'a fait que reproduire l'ancien projet adopté en 1837, et la sanction des Chambres n'y a apporté que des changemens sans importance.

Pour bien connaître les motifs de la loi et le but que le gouvernement a voulu atteindre, il est nét cessaire de remonter à la première proposition. C'est surlout dans le discours de présentation du ministre du commerce que l'on trouve un exposé lucide des circonstances qui ont éveillé la sollicitude du gouvernement; la connaissance de ces feits révèle l'espeit de la loi et en fait apprécier sainement les dispositions.

Duns la séance de la Chambre des Pairs, du 25 janvier 1837, M. le ministre du commerce et des travanx publics s'esprimait ainsi :

Messieurs, depuis quelques années une inondion souterraine s'etend de proche en proche dans l'intérieur du bussin houiller de Rive-de-Gier, et suiene successivement l'abandon de la plus grande partie des mines qu'il renferme.

Cette circonstance, grave en elle-même, acquiert un hauf degré d'importance, quand on considere l'influence funeste qu'elle peut exercer sur l'acenir de l'industrie manufacturière du centre, du midi et de l'est de la Erapce, si l'on ne s'empresse d'en combattre les effets.

- On sait sur quelle vaste étendue de notre territoire les mines de Rive-de-Gier et celles de Saintkrienne qui leur sont contigués, répandent aujourd'hui leurs produits.
- «Les unes et les autres, renfermées dans un espace resserré qui s'appuie à deux grands fleuves et que traverient des chemins de for; donnent lieu à ame extraction annoelle de plus de buit millions de

1. 13 (1.11)

# Art. 4er. Lorsque plusieurs mines situées dans des concessions différentes seront at-

quintaux métriques de houille. La production cutière du royaume est à peine triple en ce moment de cette quantité.

- vers l'ouest, les mines de Saint-Etienne vérsent leurs produits dans le bassin de la Loire, dans les départemens que traversent les canant de Briare et de Loing, et dans la vallée de la Seine jusqu'à Paris et même un peu au-delà; sur le versant oppoté, les mines de Rive-de-Gier ont des débouchés encore plus étendus que leur ouvrent le chemin de fer dirigé vers Lyon, le canal de Givors, la navigation du Rhône et celle d'une partie des canaux du Midi, la navigation de la Saône, celle du canal de Bourgogne et du canal du Rhône au Rhin.
- « Si donc l'on est fondé à dire que le bon aménagement et la conservation des mines de houille sont devenus l'une des premières conditions du développement du travail, on doit reconnaître combien il importe de veiller à la conservation de ce combustible si précieux dans l'intérêt des parties de notre territoire où l'industrie manufacturière est alimentée avec la houille extraite des mines de la Loire, et de prévenir ou d'arrêter les causes de l'inondation qui s'étend successivement de mine en mine, et qui menace aujourd'hui la totalité du bassin de Rive-de-Gier.
- A la fin de 1832, une commission d'ingénieurs fut spécialement chargée de faire connaître la situation des exploitations de Rive-de-Gier, envisagée sous ses différentes faces, et de rédiger un projet général d'épuisement; son travail, terminé dans le courant de 1833, est accompagné de plans et de devis estimatifs; il renferme l'indication des moyens à employer pour faire cesser la plus grande partie des infiltrations de la surface, et des dispositions à prendre pour ramener l'épuisement des eaux à trois centres principaux autour desquels un certain nombre d'exploitations viendrait se grouper.
- « L'administration avait appelé les concessionnaires des mines à faire choix de syndics qui pussent être consultés par la commission, et concourir au succès de ses recherches; depuis, ces mêmes concessionnaires ont recu une communication officielle des projets, et quelques-uns d'entre eux, agissant au nom de tons, mais sans fournir aucune justification du mandat qui leur aurait été donné, ent eru devoir manifester leur opposition aux mesures que l'administration avait projetées. Ils recounsissent que l'intervention de la puissance publique dans l'exploitation des substances minérales est un droit et quelquefois même un devoir; ils ne blament précisement aucune des dispositions du projet des ingénieurs, seulement ils se refusent à reconnaître, quant à présent, l'opportunité de l'ensemble des mesures proposées. Ils se plaignent à la fois du morcellement du territoire houiller de Rive-de-Gier, en un trop grand nombre de concessions, et se constituent les défenseurs du fractionnement des entreprises formées dans l'intérieur d'une même concession; ils signalent, comme un grand mal, la multiplicité des orifices de mines au jour, et ils arrivent à cette conclusion inattendue, qu'il vaut mirez tolérer l'ouverture de nouveaux puits d'extraction que de tirer parti des puits aujourd'hui isondes ; ils reconnaissent, enfin, que l'esprit d'isolement compromet l'existence de leur industrie, et ils demandent l'ajournement indéfini du concours

- d'efforts que le gouvernement réclame. Ces coatsdictions sont manifestes, et un tel système d'opposition ne saurait émpécher l'effet des mesure auxquelles il y a lieu de recourir dans l'intérêt général.
- « Dans le cours de l'année 1833, quelques-un des opposans se montraient disposés à penser que quelques efforts isolés allaient avoir pour résultat, ainon d'assécher les mines inondées, du moiss d'empécher l'inondation de franchir les limite dans lesquelles elle se trouvait alors enfermée; mais ces prévisions ne se sont pas réalisées. En 1834, de nouvelles mines importantes ont été envahis par les ceux; d'autres sont maintenant en péril; enfin, le nombre des anciens chantiers d'exploittion diminue chaque jour davantage.

a Cette marche progressive du mal est un juste sujet de craintes pour les consommateurs de houlle; leurs plaintes se sont souvent feit entendre, et l'intervention prompte de l'administration est vivement réclamée par une partie considérable de exploitans des mines du bassin de Rive de-Girc.

- a Considérée dans son ensemble, l'opération de l'asséchement des mines de Rive-de-Gier deriendra à la fois plus coûteuse et moins profitable, à mesure qu'elle aura été différée plus long-temps; plus coûteuse, parce que la masse des eaux à élever au jour s'accroît sans cesse, et parce que les éboulemens qui auront lieu avec le temps dans l'intérieur des mines inondées empêcheront, sur certains points, d'atteindre des massifs de houille ancere intacts qui dès lors seront probablement soustraits sans retour à la consommation.
- « Mais le retard prolongé qu'on apporterait à l'exécution des travaux d'épuisement convenablement coordonnés, n'aurait pas seulement post effet de compromettre l'avenir de l'industrie sa un territoire étendu; il perpétuerait, en outre, et rendrait de plus en plus imminens les dangers auxquels les ouvriers mineurs de Rive-de-Gier sont maintenant exposés. Nous voulons surtout parler de ceux qui travaillent souterrainement dans des chantiers où le seul obstacle opposé à une irruption violente des eaux n'est qu'un massif de rechers, parsois de médiocre épaisseur, et dont la rupture peut, d'un moment à l'autre, s'opérer sous l'enorme poids qui le presse. Sur quelques points, ces massifs, ou digues intérieures, d'une épaisseur de quelques mêtres, supportent des colonnes d'eau de plus de cent mètres de hauteur.
- Des accidens de cette nature ont eu lieu, quelque soin qu'on ait pris de les prévenir, et bien que par mesure de police souterraine on ait prescrit l'abandon des champs d'exploitation les plus immédiatement menacés.
- « Dans des circonstances aussi graves, l'administration, pénétrée du devoir que lui impose le titre 5 de la loi du 21 avril 1810, a examiné, ea premier lieu, si la persistance qu'elle mettrait dorrénavant à agir par ses conseils auprès des concessionnaires de Rive-de-Gier, peut présenter que-que chance de succès; et, en second lieu, si, à défant du concours libre de ces concessionnaires, pour opérer, dans une vue d'ensemble, l'asséchement de tout ou partie des mines inondées, les lois et réglemens existans dounent la force néessaire pour vaincre les résislances.

« Sur le premier point, on doit faire observer que la complication des intérêts qui divisent la

propriété souterraine dans le département de la Loire, est la véritable cause de l'inutilité des efforts tentés jusqu'ici par l'administration : or, cette cause continue à subsister. La nécessité de l'association est avouée par tout le monde, mais il y a une impossibilité presque absolue à ce que les exploitans des mines, abandonnés à leur propre volonté, s'entendent sur des bases d'après lesquelles ils doivent concourir à une œuvre commune. Des mesures nouvelles et efficaces sont donc devenues indispensables.

« L'art. 7 de la loi du 21 avril 1810 prononce une interdiction formelle contre tout morcellement, non autorisé, de concession, et semble sinsi avoir attaque, dans sa source même, l'une des principales causes de l'anarchie que présentent les exploitations de la Loire; mais, independamment de la difficulté qu'on éprouve en pareille matière, à constater les contraventions, celles-ci ne sauraient, dans tous les cas, donner lieu qu'à l'application, toujours tardire et généralement eu redoutée, des peines portés au titre 10 de la

loi précitée.

L'art. 45 de la même loi détermine le mode d'après leguel doivent être fixées les indemnités que les concessionnaires de mines peuvent avoir à se payer entre eux, lorsque, par l'effet du voisinege, les caux pénètrent d'une exploitation dans une autre ; ces dispositions s'appliquent à un réglement d'intérêts privés, et ne saureient être non plus d'aucun secours pour obtenir, dans une vue d'intérêt général, la réunion d'efforts que la situa-tion des mines de Rive-de-Gier rend aujourd'hui si nécessaire. Le droit d'intervention dans l'industrie sonterraine est plus particulièrement encore écrit dans l'art. 49 de la loi de 1810, et réservé à Padministration a lorsque la sûreté publique est compromise, ou que les exploitations restreintes, mal dirigées ou suspenducs, laissent des craintes sur les besoins des consommateurs. . Mais cet article, qui semble donner à l'administration une sorte de pouvoir discrétionnaire, peut s'appliquer à des concessionnaires isolés. Il ne suffirait pas, sons donte, pour que le gouvernement pût obliger les concessionnaires à se réunir, à s'associer et à exercer en commun des efforts qui, divisés, se perdraient évidemment sans résultat utile.

 De nouvelles dispositions législatives paraissent donc indispensebles, et il serait difficile d'en contester l'opportunité à une époque où la houille est devenue l'agent le plus actif et le plus précieux de la production, et où la disette de ce combustible deviendrait une véritable calamité publique.

« Ajontons, messieurs, que l'institution de la propriété souterraine repose essentiellement sur une dérogation au droit commun, qui consiste à exiger du propriétaire de la surface, le sacrifice de la faculté d'exploiter (s'il n'est lui même concessionnaire) les mines que son sol recèle; mais un pareil sacrifice, commandé au nom de l'interet général, deviendrait une véritable déception, et prendrait un caractère d'iniquité, le jour où des concessionnaires pourraient se jouer de leurs titres et priver à leur gré la société des richesses minières dont l'extraction leur a été confiée.

« Les considérations qui précèdent ont dicté le projet que nous venons soumettre à vos délibérations. Vous remarquerez que s'il a été commandé par les circonstances qui se manifestent dans le bassin de Rive-de-Gier, ce projet de loi cependant s'applique à tous les bassins houillers où les mêmes résultats pourront se produire : il deviendra une partie essentielle de la législation sur les mines. (Mon. du 26 janvier 1937, p. 170.)

Le projet, dans sa réduction, ne s'écartait point

de ces bases.

La commission de la Chambre des Pairs adopta le principe de la loi, mais il lui parut que la projet ne resolvait pas toutes les difficultés, qu'il ne donnait pas des moyens suffisans d'action à l'administration; qu'il laissait à certains concessionnaires des sacilités pour en éluder les prescriptions.

· En effet, disait M. le comte d'Argout, il a été, en quelque sorte calqué sur les lois du 14 floréal au 11 et du 16 janvier 1807 : ces lois régissent les desséchemens, les polders et les associa-tions de propriétaires qui veulent entreprendre des travaux pour se garantir des ravages d'un tor-

rent ou d'une rivière.

« Mais ces cas présentent une différence qui mérite d'être signalée, les intérêts sont identiques ; il y a accord entre les parties intéressées; on possede des bases fixes d'imposition et des moyens certains de recouvrement. La tâche du gouvernement est facile : elle se borne à sanctionner une association préexistante et volontaire, et à régulariser son action.

 Mais dans l'espèce dont nous nous occupons, il faut, au contraire, contraindre à une as ociation des propriétaires qui ne veulent point s'associer ; il faut forcer des intérêts rivaux à marcher de concert et à exécuter des travaux que déjà ils ont refusé d'accomplir. Il fant par conséquent pourvoir à tous les cas de mauvais vouloir, d'inertie et de résistance. Au lieu de procéder par vois de permission et d'approbation , il faut procéder par voie d'injonction et de coërcition, en attachant chacune de ces injonctions une sanction qui n'offre aucun échappatoire.

. D'un autre côté, comment faire une loi qui puisse prévoir tous les cas et réglementer tous les détails? La chose serait impossible.

« Pour concilier et pour résoudre ces difficultés, il nous a semblé que la loi devait s'attacher à ces trois points principaux:

1 Bien régler la série des opérations que devra accomplir cette association forcée, soit qu'elle agisse comme assemblée délibérante, soit qu'elle agisse par l'intermédiaire d'un syndicat;
2 Déterminer les autorités et les juridictions

qui exerceront un pouvoir réglementaire, qui arrèteront le système des travaux, qui statueront

lorsqu'il y aura contravention ou résistance; « 3° Environner ces décisions de précautions convenables, afin de donner aux propriétaires des garanties rassurantes. »

La rédaction du projet du gouvernement sut modifiée d'après ces sages réflexions.

La modification apportée au projet consiste surtout dans la dépossession de la mine prononcée contre le concessionnaire qui ne voudrait pas participer aux frais des travaux d'asséchement

Cette sanction énergique, mais véritablement nécessaire, trouva dans la Chambre des Pairs une

vive opposition.

Ce système fut cependant maintenu. Il se trouve dans la loi actuelle.

leur existence, la sureté publique ou les besoins des consommateurs, le gouvernement

Toutefois, les reproches de rétroactivité et d'injustice qu'on lui avait faits dans la Chambre des Pairs furent reproduits avec plus de force lors de la discussion qui eut lieu, en 1837, dans le sein de la commission de la Chambre des Députés. Ils donnérent lieu à l'examen des questions de savoir ai le concessionnaire d'une mine pouvait être forcé de l'exploiter; si, au cas de refus, il pouvait être déposséde de sa concession.

Dans son rapport du 2 juillet 1837 (\*). M. Sauset exposa tous les argumens qu'on avait fait valoir pour et contre, et donna à la question une

colution affirmative.

Les raisons qui déterminèrent la commission à adopter ce système sont clairement résumées dans

le dernier rapport de M. Sauzet.

· Ce système est fort simple, dit l'orateur, Lorsqu'une inondation envahit ou menace plusieurs concessions, les propriétaires menaces doivent s'unir pour conjurer le danger commun. Les principes mêmes de la société civilisée appellent cette association. Le projet de loi en fait un devoir. Il en organise le système et les moyens.

« Si un concessionnaire refuse de payer sa part des travans communs, il est censé abandonner la propriété que la loi ne lui avait transmise que greyée de la charge d'exploitation. Les enchères s'ouvrent, et un autre concessionnaire lui succède, en lui payant le prix de l'adjudication et en se soumettant vis-à-vis de l'Etat aux conditions sub-tautielles de toute concession.

• Telle est l'économie du projet. Il repose sur

deux principes.

- . Le premier, c'est qu'un danger common doit appeler une résistance commune. Il ne saurait être permis à un seul de compromettre, par l'égoisme ou l'apathie, le salut des intérets de tous.
- e Le second dérive de la nature même des mines, Concédées gratuitement par l'Etat pour être exploitées, elles doivent suivre la loi de leur destination. Le concessionnaire qui s'y refuse abdique avec la condition de su propriété le droit que la société lui avait conféré sous la foi de sa promesse.

. It est sisé de saisir l'importance de ces idées fondamentales.

 Leur application pratique à la situation des mines se justifie aussi facilentent par les faits.

" . Quand une inondation menace un ensemble de mines, les forces d'un seul ne penvent vaincre de tels obstacles; cependant celui qui n'est point envahi ne songe pas qu'il est menace ; ceux qui ne sont envahis qu'en partie abandonnent les portions mondées, et exploitent les couches supérieures. Sonvent même la hausse du com' ustible, déterminée par la su-pension des travaux, procure aux exploita-tions restantes un bénéfice momentané, parce qu'il économise la main d'œuvre et prépare à de moindres produits des gains plus considérables. On ne saurait se faire une idée de toutes les spéculations que les Intérêts privés du moment s'efforcent de combiner pour laisser se perpetuer et s'aggraver un état de

choses si dangereux pour les mines.
«Cependant le mai gagne ; les conches inférieures abandonnées deviennent tout à fait inexploitables, et, pour n'avoir pas résisté à temps, on voit ar-

(\*) Mon, du 2 juillet 1837, suppl. A., 3° col., in fine,

river le moment où l'on ne peut plus résister de tout. Alors ceux-là mêmes dont l'inertie ou les calculs ont retardé le remède , comprennent le besois d'y recourir; quelques benéfices passagors ne pernent compenser pour eux la perte de leurs concesions : mais il est trop tard, le mal a passé toute meure, et l'épuisement est devenu impossible.

« L'Etat voit ainsi disparaître et périr un des principaux élémens de sa prospérité ; la production houillere s'arrête. Toutes les autres perdent leur aliment nécessaire ; la hausse du combustible compromet les premiers besoins des populations et aggrave toutes les conditions de l'industrie natiomale vis-à-vis de l'étranger. La société enfin est menacée d'un mal immense; car, dans l'état actuel du commerce coropéen, la perte d'un bassa houiller est une calamité pour une nation.

 Les pouvoirs publics seraient coupables s'ils laissaient dépérir entre leurs mains le droit protecteur qui garantit les richesses minérales du pays.

« Une telle faute ne saurait être commise dans un siècle où les trésors de l'industrie sont si appréciés, dans un pays que son activité merveil appolle si heureusement à les féconder. Elle de monticait surtout la haute mission de cette nonvelle législature.

« Cette législature semble particulièrement appelée à régler les grands intérêts matériels du paya Les canaux, les chemins de fer, les routes, tout k système de nos travaux publics lui est sommis. Es même temps, les lois qui concernent l'organisation des sociétés commerciales sont présentées à ses méditations. La tache serait incomplète si les besoins de la législation des mines ne fixaient anssi ses regards. Faciliter la production, encourager l'asopiation, tel est, sans contradit, le double but d'es gouvernement qui comprend le devoir de protéger prospérité commicreiale.

«Les mines touchent de près à ces deux principes et le projet de loi se rattache égalément à l'unet à l'autre, car il impose à chaque concession naire le devoir de produirecen formément à son titre ; et il son miet tous les conces sonneires ensemble à la nécessité d'une collaboration commune contre des dangers

communs.

· Inutilement parleraiton de progrès et de perfectionnement dans l'industrie. Sans la conservation de nos richesses souterraines, ce ne seraient à que de vaines paroles, que des espérances tronpeuses et passagères. Sans la protection efficace de la loi, point d'avenir pour les mines; et sans avenir pour les mines, point d'avenir pour l'indastrie.

· Des considérations si décisives ont rencontré pourtant des objections.

• Ces objections se sout appropées sur un prin-cipe sacré, le droit de propriété.

Le nom seul de la propriété nous commandait un sérieux examen. On ne saurait lui porter trop de respect, lui garantir trop de sécurité. Toutes les forces du pays ne se développent, toutes ses industries ne grandissent qu'avec le respect absolu et presque superstitieux du droit de propriété.

· Si la loi proposée porte atteinte au droit de propriété, son but est manqué, car elle veut assurer le développement de nos richesses, et en violant la propriété, elle en tarirait la premiere

« Henreusement votre commission n'a rien

trouvé de fondé dans de telles appréhensions : elles ne résistent pas à l'examen des principes.

« Les adversaires du projet sontiennent que la concession des mines laisse au concessionnaire la liberté d'exploiter on de n'exploiter pas. Il ne doit compte à personne de sa propriété; il peut la féconder on la perdre, suivant son caprice : l'État la lui donne, il est vrai; il la lui donna sans doute dans l'intérêt public ; mais en la conférant il a perdu le droit de veiller à ce grand intérêt ; le concessionnnaire en est devenu le souverain arbitre.

. Us appnient cetté opinion sur l'art. 7 de la loi du 21 avril 1810, qui fait de la mine une propriété de droit commun dont la transmission et l'expropriation sont régies par les règles ordinaires du

Code civil.

« Ce raisonnement repose sur une confusion.

. Sans doute le concessionnaire qui use suivant son titre est protégé comme tous les citoyens ; sa propriété est aussi sacrée que toutes les autres; ct il a droit contre les perturbateurs de sa jouissance à la protection des lois communes. « Mais la condition de sa propriété et de sa jouis-

sance, c'est sa fidélité à la loi dont il la tient. S'il viole la foi de son contrat, il ne peut plus en réclamer le bénéfice ; ce n'est pas même là un principe du droit spécial, c'est un axiome du droit commun.

. Ces vérités sont évidentes; elles dérivent nécessairement de la cause et de la condition vitale des concessions. Aussi, dans l'impossibilité de nier ces déductions logiques, on a attaque le principe, on a contesté le point de départ. On a prétendu que la concession n'imposait pas la condition d'exploiter ; que le concessionnaire était maître d'user, ou d'abuser à sen gré, de son titre, de perdre même irrévocablement les mines, sans que la société pût ze plaindre d'une conduite qui n'était que l'exercice légitime du droit de proprité.

a Ce système serait désastreux s'il était vrai ; mais il a le mérite d'être consequent. Il poss franche-ment la seule question de la loi. Cette question ré-

solue, toutes les difficultés s'aplanissent. Si le système est vrai, la loi proposée doit êtra repoussée sans examen. Si, au contraire, le concessionnaire est force, par son titre, à exploiter, il fant bien que l'Etat puisse le contraindre à remplir. le devoir qu'il lui impose en cancedant. Sil refuse de faire les travans , il faut bien que l'Etat les fasse. pour lui; et s'il ne veut ui les faire, ni les payer, il faut bien que sa propriété en réponde, et change de mains pour assurer l'exécution de la loi.

. Telle est précisément la marcha du projet; toute la question est donc de savoir si la concession est faite à charge d'exploiter, ou si l'Etat, en concedant, se dépouille de tout droit sur les mines.

. Or, cette dernière prétention peut-elle être sé-

rieusement soutenue?

. La nature même des mines, qui s'épuisent sans se reproduire; leur importance pour la société, qui ne peut ni s'en passer ni les remplacer, l'origine da droit qui les constitue, tout cela impose à un état bien réglé l'obligation de conserver son droit sonverain our les mines.

. L'exemple des autres peuples, les antécédens de notre propre législation se réunissent pour prou-ver que l'Etat n'a jamais renoncé à cette nécessité

de protection sociale.

«La loi de 1810 elle-même repose sur cette idée. Si elle enlève aux propriétaires de la surface le tré-fonds, que la loi de 1791 et le Code civil leur conféraient par droit d'accession, ce n'est que pour garantir la bonne exploitation qu'elle consacra cette dérogation au droit commun ; elle réserve à l'Etat la délimitation de la concession et le choix du concessionnaire, pour que l'un et l'autre puissent être déterminés dans l'intérêt général des mines. Le législateur aurait-il donné aux concessionnaires. gratuitement choisis, le droit capricieux qu'il a en-levé aux premiers et véritables propriétaires ? Il est impossible de le penser. Une concession n'est pas un caprice de faveur ou de munificence; elle est un acte de haute administration. En échange de ce qu'il donne, l'Etat reçoit du concessionnaire la promesse d'une exploitation perséverante. Cette promesse doit être efficacement garantie : un contrat qui n'engagerait que d'un coté serait une monstruosité légis ative.

Malgré ces raisons, les premiers débats se sont renouvelés dans la Chambre des Députés avec beau-

coup de vivacité.

On s'est surtout appuyé pour combattre le système, adopté par le gouvernement, sur les termes de l'art. 7 de la loi de 1810. On a soutenu que l'art. 49 ne réduisait point la loi à un simple réglement, comme on l'avait dit. Enfin on a argumenté des discussions auxquelles donna lieu cette loi depuis 1806 jusqu'à se confection définitive.

En faveur du système, on a répondu que, bien. que catta loi de 1810 ait constitué dans la personne du concessionnaire une propriété incommutable de droit commun, elle avait apposé à cette in-commutabilité une condition : la condition d'exploiter et de produire conformément à l'intérês public.

. · Pour bien comprendre l'esprit de la loi de 1810. a dit M. Sauzet, il faut se pénétrer de deux choses & d'abord de la nature des mines, et ensuite de la législation antérieure que la loi de 1810 a eu pour but de compléter et de modifier tout ensemble.

., . Quant à la nature des mines, est-il possible que la société se dessaisisse du droit de protection et de surveillance d'intétêt général qu'elle pent abandonner impunément sur la propriété ordinaire? La nature a-t-elle fait les mines comme les autres propriétés vis à-vis de la société? Non , ni en elles-maines, ni quant à l'origine du droit qui les constitue. Les autres propriétés, par leur étendue. par la possibilité de remplacement, par la reproduction de leurs fruits, par la facilité qu'on a de réparer les fautes de l'exploitation ont pu être et rester patrimoniales. Elles ont précédé la loi civile ; la loi civile ne les fait pas, ne les crée pas, elle les reconnais et les déclare,

. Telle n'est pas la situation des mines : occupant un espace limité, s'absorbant et s'anéantissant par leurs propres fruits, condamnées à ne pas se reproduire, tellement organisées que les vices de leus exploitation peuvent devenir irréparables, elles sent pour la société un besoin tellement impérieus qu'il ne se peut pas que la société abdique le droit de les surveiller, car elles sont une condition de son existence; et, dans ce siècle plus que dans tout autre, les mines tiennent de près à la vie et à la prospérité des nations.

« Ce qui est vrai quant à la nature des mines ne l'est pas moins quant au droit qui les constitue,

les travaux nécessaires, soit pour assécher tout ou partie des mines inondées, soit pour

Les propriétés de droit commun ne doivent rien à l'Etat; elles ne lui doivent que la protection et la garantie dont il les environne. Elles n'ont rien reçu de l'Etat, elles n'ont rien à lui donner en receur; et le jour où la propriété privée cède devant l'intérêt public, c'est à la charge par l'Etat d'une indemnité. Il n'en est pas de même pour les mines, et nous allons voir à quel titre au-jourd'hui e'les appartiennent à leurs propriétaires. En recherchant ce titre, je n'ai pas pour but, messieurs, d'effacer ce caractère bienfaisant de patrimonialité qui assure la perpétuité du droit et permet aux intérêts de se créer, de grandir, d'attendre l'avenir, et qui constitue ainsi le principe le plus conservateur de la propriété. Non, messieurs, c'est afin de savoir quelles sont les charges inherentes à la proprieté d'une mine.

. Dans l'ancien droit, les mines étaient domaniales; l'assemblée nationale les a trouvées en cet état. Il y avait des abus, la révolution en a fait justice, mais le principe était debout; l'autorité souveraine veillait au dépôt des richesses nationales. L'assemblée nationale, sur la parole de Mirabeau, et ce sut la dernière de cette bouche éloquente, décréta que les mines étaient à la disposition de la nation, en ce sens sculement que la nation seule pouvait concéder le droit d'exploiter les mines et le droit de surveiller leurs produits. Du reste, quant à la propriété, la toi de 1791 appliqua aux mines le droit commun, c'est-à-dire qu'elle proclama le principe que la propriété du sol emporte

la propriété du dessous.

a Le propsiétaire de la surface fut reconnu propriétaire de la mine par droit d'accession, tellement qu'il dut avoir la présérence pour toute concession demandée, et que ce ne peut être que sur son refus formel, et même après sa mise en demeure, qu'il fut possible d'accorder la mine à un antre. Certes, messieurs, je ne crois pas que jamais le droit de propriété ait été reconnu avec tant de force sur cette matière, qui ne doit être réglementée qu'avec la reserve la plus scrupuleuse des droits de

l'Etat.

« Cependant, même en favenr du propriétaire des mines qui l'était par droit d'accession, c'est-àdire de ce propriétaire natif à qui la loi n'avaitrien donné, qui tenait cette propriété de son sol même, la toi ne prononçait qu'un droit limité. Elle ne lui donnait pas la propriété de la mine avec le droit d'en user et d'en abuser; et, aux termes de la loi de 1791, il y cût eu déchéance prononcée par voie administrative contre le concessionnaire qui, dans un délai fixé, ne commencerait pas les travaux nécessaires ou les discontinuerait après les avoir en-

Et ce n'était point seulement pour le concessionnaire etranger, pour le favori de la loi, c'est-àdire pour l'homme à qui la mine était donnée par la main libérale du législateur et à titre gratuit, trais même pour le propriétaire primitif, le propriétaire natif, essentiel, dans lequel la loi avait fait résider le droit de la propriété primitive.

« Cependant la loi de 1791 porta des fraits amers : elle avait trop fait pour la propriété privée. Elle permit de morceler ainsi le tréfonds, à l'exemple de la surface; et comme les conches souterraines n'avaient dans leur distribution aucun rapport avec la surface, il en résulta le gaspillage des mines, par le nombre indéfini des exploitations, des frais immenses sans utilité, et aussi l'impossibilité des aménagemens convenables, lesquels ne pouvaient s'établir dans des espaces aussi restreints.

« On comprit le mal , il fut immense ; et on l'a dit avec raison, si cette loi n'a pas permis de tout détruire, cela est dû à ce que d'autres occupations, à cette époque, avaient suspendu, paralysé les besoins de l'industrie ; car, s'ils avaient parlé comme ils parlent aujourd'hui, s'il cût fallu produire autant et avec le désordre que permettait la loi du temes, il est à croire que la loi de 1810 n'aurait plus ries

trouvé à réglementer.

Enfin la loi de 1810 vint : et quel fut son esprit? Messieurs, le voici. On dit : Il n'y a pas de plus grand danger que cet isolement des mines, il faut pouvoir les reunir ; il n'y a rien de plus compromettant que de laisser à chaque propriétaire de mines la propriété de son tréfonds ; car il se peut qu'on soit obligé de donner la concession à un homme incapable. Alors, qu'a-t-on fait? Voyer quel a été le langage de la loi de 1810. Elle a dit:
« L'Etat va dépouiller le propriétaire de la surface; « il va lui enlever sa propriété native, parce qu'il · pourrait en abuser, parce qu'il serait à même d'en « user contre l'intérêt de la société. » Elle a décidé que la mine pourraît être indifféremment concédée au propriétaire de la surface et au propriétaire étranger, suivant la décision discrétionnaire de l'administration.

« Pourquoi cela? pourquoi? dans quel intérêt? Afin d'assurer une bonne exploitation qui était compromise avec le droit laissé au maître de la surface; c'est afin de l'assurer, cette bonne exploitation, que la loi de 1810 a détaché la propriété de la mine de la propriété de la surface, et qu'elle es a fait une propriété particulière appelée concession. que le législateur, par l'organe de l'autorité exécutive, était appelé à donner à celui qui réunissit les meilleures conditions d'exploitation

. Voilà le but de la loi de 1810......

« Ne vous laissez donc point entraîner, a dit l'orateur en terminant , par ces alarmes vertueues dans leur origine, mais irréfléchies dans leur conséquences, qui tendraient à vous faire cons dérer le droit de propriété comme compromis. Où sont d'ailleurs les abus à craindre ?

« Ah! s'il s'agissait de retirer capricieusement une concession pour la donner à un favori nouveau, je comprendrais l'intérêt et le danger de la question; mais ce n'est pas d'une révocation ca-pricieuse qu'il s'agit; il y aura au contraire des formalités préalables, des garanties nombreuses, et la plus forte de toutes les garanties, la garantie de la concurrence et de la publicité. L'Etat ne gagnera pas, et ce qui restera du prix de la concession appartiendra au concessioniraire, parce que l'Etat administre et ne spécule pas.

« Cette loi ne présente donc pas d'inconvéniens réels, mais en revanche elle est un grand bienfait; elle est un bienfait impatiemment attendu par des populations souffrantes, par notre industrie nationale. Messieurs, n'abdiquez pas le droit de protection nationale; ceux-là mêmes qui s'en plaindraient anjourd'hui le regretteraient un jour, lorsque, après avoir agi avec la capricieuse indipendance d'un droit sans limites, ils se verraient réduits à l'impuissance et à l'isolement. Le société le regretterait plus qu'eux, car vous l'auriez conarrêter les progrès de l'inendation (4). L'application de cette mesure sera pré-

deminée à la décadence. Vous ne vous préparéres pas em regrets, memicurs; le gouvernement a fait son devoir en éveillant votre sollicitude; vons ferez le vôtre en adoptant la loi, » (Mon. du 21 mars 1838, 2° supp.) Voy. l'art. 6 et les notes.

Enfin, on a attaqué l'opportunité et l'utilité de la loi entière. On a dit que c'est à l'occasion d'un fait spécial qu'on avait présenté une loi générale; que cependant ce fait spécial n'avait point la gravité qu'on lui attribuait; qu'en effet, il n'y avait d'inondé qu'une portion des mines de Rive-de-Gier, dont la situation était d'ailleurs très amélierée, grâce à une association considérable de capitaux, qui fecaient plus par la réunion des intérêts que les lois les plus rigoureuses; que dès lors la loi n'avait plus le mérite de l'à propos, puisque cette essociation s'occupait avec succès d'opérer le desséchement des mines inondées, but que voulait atteindre la loi présentée.

Il n'a pas été difficile au gouvernement de repousser ce reproche. En effet, par cela que le fait était spécial, et quoique le mal fût limité, la sollicitude du gouvernement ne devait pas rester inactive dans une telle matière, qui touche à de si grands intérêts ; il fallait un remède, parce que le mal pouvait se renouveler là même où il agrait été détrait et sur beaucoup d'autres points encore.

a Je sais bien , a dit M. le ministre du commerce, te ce projet veus a été présenté à l'occasion d'un fait particulier qui s'est manifesté dans le riche hanin de Rive-de-Gier; mais, comme on l'a dit, ce n'est qu'avec les circonstances, avec les faits, qu'une bonne législation peut marcher, et le gouvernement serait justement tazé d'improdence . si, lorsqu'un besoin se fait sontir, litraque des fafts graves et patens se signalent, il n'avisait aux moyens de remédier au mal, soit à l'égard du fait lui-même, soit à l'égard des faits semblables qui pourraient se manifester.

• Eh bien! l'administration n'a pas failli ultésieurement à ses devoirs, n'a pas mérité le reproche d'imprudence. Des qu'elle a été provoquée par les faits, des que ces faits lui ont signalé le dan-ger, des qu'il lui a été clair qu'elle n'y pouvait remédier que par une loi, elle vous a présenté

une loi. « L'inondation s'était manifestée en 1832 ; l'administration a usé de tous ses efforts pour déterminer les propriétaires à dessécher leurs mines, pour leur montrer les conséquences funestes, et dans l'intérêt général et dans leur intérêt d'avenir, d'un mal qui tendait sans cesse à s'accroître, pour leur faire sentir qu'il était urgent d'en arrêter les ravages : les efforts de l'administration out été inutiles, les exhortations des gens de l'art ont été vaines, et, il faut le dire, l'intérêt du moment conseilla aux propriétaires de mines de ne rien faire; car, en résultat, l'exploitation se continuait; en remontant vers le sol, l'extraction devensit moins coûteuse, la hausse de prix profitait tout entière aux exploitans, et enlig, si la production n'était pas en rapport avec la consommation, les bénéfices des exploitans n'avaient pas diminué; loin de là , ils s'étaient accrus.

· Mais, dit-on, il y a eu augmentation dans la production nonobstaut l'inondation; des loss, de quoi se plaint l'administration?

Elle se plaint de deux choses :

«Premiersment, il y a. eu augmentation dans la production, malgré l'inondation, cela est vrei;

annie si l'incondution eveit comi, l'augmentetien de production aurait été plus considérable, et cette augmentation, se trouvant en rapport avec les besoins de la consommation, il y aurait eu baisse de prix, but des efforts du gouvernement, et cette 'baisse de prix u's pas en lien.

. D'un autre cèté, les exploitans, en abundounant le fonds de la mine, en cédant les parties inférieures à l'inondation et en rementant vers les parties supérieures, compromettent l'avenir de règles de l'art, qui sont les règles de l'intérêt à la mine; ils agis ent contrairement à toutes les Venir des richesses houilleres du pays; et c'est là . Tous le comprenez à l'instant, memisurs, un mal--bour immense, plus grave pout-être que le premier, car il ongege l'avenir.

« Ainsi, si les conseils de l'administration avaient été écoutés, on aurait en une production plus importante et aussi plus intelligente, un résultat de baisse pour le présent et de sécurité pour l'avenir. La résistance des exploitans a compremis tout cela, Desionamous, memieure, dans cot état de choses, rester spectateurs impassibles du mal, et nous croiser les bras eu présence des résultats désastreux de la conduite coupable des exploitans?

« On nous dit qu'aujourd'hui les exploitens s'entendent, quo des travaux sont ordonnés, qu'un remaide sa être apparté : je le reus bien ; mais qui a produit ce changement; qui a déterminé cetta résolution des exploitans? Qui, mes-sieurs! La loi, la loi présentée, la loi que vous discutez en ce moment, et qui, même avant d'être votée, produit déjà ses effets. C'est parce qu'on a la certitude que vous ne refeseren pas à l'administration les moyens de contrainte dont elle a besoin qu'on s'empresse de faire ce qu'elle avait inutilement demandé depuis plusieurs années.

· Ainsi, le fait invoqué est une nouvelle preuve de l'utilité de la loi, de son efficacité, de sa né-

cessité. » (Mon. du 21 mars., 2 supp.) Qu'on ne s'étonne pas si j'ai donné avec une certaine étendue l'analyse de la discussion sur le

principa même de la loi.

Elle met en évidence des doctrines économiques qu'il importe de reproduire et de faire triomplier. La propriété n'est point constituée, elle n'est point environnée de garanties dans l'intérêt exclusif de ceux entre les mains de qui elle réside; il fant reconnaîts que c'est dans l'intérêt public qu'elle est établie, que c'est dans la vue de la production, en prenant ce mot dans son acception la plus large, qu'elle doit être organisée. Placer les instrumens de travail dans la main de ceuz qui sont les plus capables de s'en servir, tel est le problème qu'il faut résondre par les réglemens sur la propriété. Sans doute la première condition pour arriver à ce but, c'est de donner aux propriétaires l'assurance que leur droit sera reconnu et respecté; que, sous de vains prétextes, ils ne seront pas dépouilles de la chose qui leur appartient; mais aussi il faut reconnaître que lorsqu'une propriété est placée entre des mains incapables d'en tirer le parti convenable ; lorsque leur inertie ou leur impuissance peut avoir pour résultat de priver le pays entier de produits nécessaires à sa prospérilé agricole ou industrielle, le droit de quel-ques individus doit céder devant l'intérêt de la

(1) La rédaction du 1' 5, adoptée l'année der-

cédée d'une enquête administrativé à laquelle tous les intéressés serent appalés, et dont les formes beront déterminées par un réglement d'administration publique.

2. Le ministre décidera, d'après l'enquête quelles sont les concessions inandées ou ménacées d'inondation qui doivent apèrer, à freis communs, les travaux d'assèchement.

Cette décision sera notifiée administratiyement aux concessionnaires intéressés. Le recours contre cette décision ne sera pas

suspensif.

Les concessionnaires ou leurs représentans, désignés ainsi qu'il sera dit à l'article 7 de la présente loi, seront convoqués en assemblée générale, à l'effet de nommer un syndicat composé de trois ou cinq membres pour la gestion des intérêts communs.

Le nombres des syudies, le mode de convocation et de délibération de l'assemblée générale, scront réglés par un arrêté du

préfét

Dans les délibérations de l'assemblée génèrale, les concessionnaires ou leurs représentans aurent un nombre de voir proportionnel à l'importance de chaque concession.

Cette importance serà déterminée d'aprés le montant des redevances proportiquelles acquittées par les mines en activité d'exploitation, pendant les trois dernières années, d'exploitation; ou par les mines mondées,

pendant les trois années qui auront précédé celle où l'inondation aura envahi les mises. La délibération ne sur a valide qu'autant que les membres présens surpasseraient en nombre le tiers des concessions, et qu'ils représenteraient entre eux plus de la moitté des voix attribuées à la totalité des concesaions comprises dans le syndicat.

En cas de décès ou de cessations des fonctions des syndics, ils seront rémplaces par l'assemblée générale dans les formes qui aurant été suivies pour leur nomination.

3. Une ordonnance royale rendue dans la forme des réglemens d'administration publique, et après que les syndics auront été appelés à faire conneitre hurs propositions, et les intéressés teurs observations, déterminera l'organisation définitive et les attributions du syndicat, les bases de la répartition, soit provisoire, soit définitive, de la dépense entre les concessionnaires intéressés, et la forme dans laquelle il ser rendu compte des recettes et des dépenses.

Un arrêté ministériel déterminera, sur la proposition des syndies, le système et le mode d'exécution et d'entretien des mans d'épuisement, sinsi que les époques périodiques où les faxes devront être nequittées par les concessionnaires.

Si le ministre juge nécessaire de modifier la proposition du syndicat, le syndicat

nière par la Chambre des Pairs, portait seulement : à Lorsque plusieurs mines situées dans des concessions différentes seront atteintes ou menacées d'une inondation commune, le gouvernement pourra, etc. :

Ainsi, l'intervention du gonvernement était toujours possible. On a craint qu'il m'ost arbitrairement d'une pareille faculté, et on a cherché à la restreindre dans de justes bornès. Il me suffiradonc pas, d'après la nouvelle rédéction introduite Hans la loi, pour que le gouvernement ait le droit d'interrenir, qu'il y ait inondation et inoudation commune à plusieurs concessions, il faudra encore cette circonstance que l'inondation « soit de mature à compromettre leur existence, la sûreté publique ou les besoins des consommateurs. »

M. le baron de Morogaes a regretté qu'on ne pourvat pas en même temps aux moyens de prévenir aussi en commun les desastres résultant de l'incendie si il a proposé de rendre la loi applicable aux cas d'incendie comme aux cas d'inondation. Son amendement consistat à dire: « Lorsque plasieurs mines, situées dans des concessions différence, seront atteintes ou menacées d'une indudation commune on d'un incendie commun, le

gouvernement; etc. .

M. le rapporteur a fait remarquer que le cas d'incendié se trouvait déja téglé d'une manière suffisante par le décret du 3 janvier 1813; que des lors l'amendement élait superflu.

Cette objection était loin d'être péremptoffe, car le décret de 1814 chilge bien les minés voi-

sines à donner des secours à la mine incendie;
'Il donne bien le droit aux officiers de polite de
'faire des réquisitions pour obtenir les moyens de'Totaller l'incendie; mais ces mesures ne sont pas
ansai efficaces que celles de la loi actuelle.

M. le ministre des trataux publics a sent la nécessité de l'aimendement, mais il a cru devoir en nier l'opportunité. Pour les prementravaux à faire, a t-ll dit, le décrét de 1813 est soffisant. Nous ne disons pas tontéfois qu'à ne puisse pas être complété, qu'il ne soit pas utile même de le faire; mais nous pensons qu'il y aurait quelque inconvénient à venir complique la loi spéciale aux cas d'inondation, que nom discutons en ce moment, par des dispositions particulières aux cas d'inondation, que nom discutons en ce moment, par des dispositions particulières aux cas d'incendie. Vous sentes, sans entre dans les détais, que les mesures à prendre dans les détuis, que les mesures à prendre dans les détuis, que les mesures à prendre dans les deux cas ne peuvent pas être les mêmes. Je crois donc que pour faire une loi aussi bonne que possible, il faut se borner à enminer ce qu'on doit faire en cas d'inondation, sauf au gouvernement à la profiter des lumières qui viennent de lui être fournies, et à examiner ace plus de soin si la législation de 1813 suffit, et pil ne serait pas convenable de la compléter par se dispositions spéciales. Je crois donc que M. le baroa de Morogues doit retirer son amendement, et le governement premet d'examiner sic la législation actuelle suffit sous foirs les rapports, a

L'amendement a été retiré. (Mon. du 12 avril

1637, 1" sapp., p. 809, 4" et 3" col.)

serd de riorevolu entendu. Il fut sera fixò un délai pour produire ses chatevations.

1 47 Si l'assemblée nénérale dament convoquée, ne se réunit pas, ou si elle ne nomme point le nombre de syndics fixé par l'arrêté du préfet , la ministre , sur la proposition de ce dernier, instituera d'esfice une commission composée de trais ou de cinq personnes, qui sera investie de l'autorité et des attributions des syndics.

Si les syndics ne mettent point à exécution les isavaux d'assochement, ou s'ils contreviennent au mode d'exécution eu d'entretien régle par l'arrête ministériel, le ministre, après que la contravention aura ele constatée, les syndics préglablement appolés, et après quils, auront été mis en demeure, pourra, sur la proposition du préfet ; suspendre les syndics de leurs fonctions, et leur substituer un nombre égal de commissaires.

Les pouvoirs des commissaires cesseront de droit à l'époque sixée pour l'expiration de ceux des syndies. Néanmoins le ministre, sur la proposition du préfet, aura tonjonis la faculté de les faire cesses

plus tôt.

· Les commissaires ponfirmet ètre rends bués ; dans ce cas , le ministre , sur la just position de préfet, Exerc le bank des traftemens, et leur montant sera acquitté sur le produit des laxes imposées aux concession-Daires (1)...

5. Les soies de neconvrement des tenes réglés en vertu des artieles précédens ses post decisés par les syudies, et sendus

exécutoires par le préfet.

Les réclamations des concessionnaires sur la fixation de leur quote-part dans lesdites laxes, seront jugées pan le conseil de préfecture, sur mémoires des néclements communiqués au syndicat, et après aveté pris l'avis de l'ingénieur des mines.

Les réclamations relatives à l'élécution des travaux seront jugées comme en mas tière de travaux publics... . Le recours, soit au conseil de préfese ture, soit au conceit d'Efaty ne sera pus sand pensif (2).

6. A défaut de paiement dans le défat de deux mois à dater de la sommetion qui aura été faite, la mine sera réputée abandonnée : le ministre peures pronouter le retrait de la concession , sauf le recours an

1) Il faut remarquer que les commissaires peuvent eur pris parmi les concessionnaires.

Cette interpretation resulté du retranchement fait à l'ancienne rédaction de la disposition qui obligealt le ministre à composer sa commission de personnes atrangères qui concessions comprises dans le syndicat. L'exclusion de conomissaires pris parmi les concessionnaires et ait formée sur ce mo-tif qu'il régnait ties peu d'harmonte dans la plu-pèr des asociptions, qu'il état donc à craindre que si l'adontifistration choisissait dans leur seid quelques membres pour leur conférer les pouvoirs de syndics, on augmentat, beaucoup l'irritation ! les rivalités et les dissentimens qui regnaient parmi

Ed motif n'a pas ett trouve suffisant par la Chambre des Deputes. Elle a perise que cette inteff dittion pouvait restreindre d'une manière facheuse

le chon de l'autorité.

M. d'Argout, dans son dernier rapport à la eff disint a que dans plusieurs circonstances, A squit difficile de trouver sur les lieux des come missires l'ennistant les qualifes requises et n'ayant meur interet direct on indirect dans les expfoil tations: A capacité égate, des commissaires étran? gers sux localités penvent rendre de moins utiles sérvices, sans compter qu'un salaire plus considé rable devrait leur être attribué à raison du déplacement. La responsabilité morale des choix devant peser sur le gonvernement, pourquoi ne lui donnerait-on pas la plus grande l'atitude possible pour opèrer ses nominations? Enfin , les collessionnaires ne dementent ils pas les matres d'étiter des choix qui ne seraient pas de leur gre, puisque la loi leur confere le droit de nommer cuxweiner fes syndies, et que co n'est gilb sur leut fesus que l'helministration interticalis. (2) On a objecté contre le dernier paingrap quien décidant que le tecours intisaux panepapen on la readait villuntire, dituir le capain it justique testation our Pargerice des travans ou sen le mode rational runifrance bequite

The second of a section is everytoply

. Je demande à quoi service le resques, a dis Mr. Mormillied , loreque les travants sectos feits , et qu'il n'y eure plus de remièrie d'ils sent Arousée ai syn gan

M. Fichicon. . It y sure desindemnités. . . M. Mermilliod, w Co no sera pas la gogioconament

🗝 les paiera. » 16 M. Feiers. . Le crois paren ne steat afficace à cette disposition qu'utracel sopraches le les spiellé est inutiles certelle pie crés moun décla semelance elle consacre le principe administratif d'après les gnel toute décision mendes : sait per un préfet . soit par un comedit de profesione, est exéquoite, si jamais le secons dont elle peut être l'objet n'a le caractère suspensif. Il peut arriver, dans certaine circonatances, qu'il y est un préjudice insoparable acc que le décision sût enécutés. Dans ce ce-appartient au conseil d'état d'endonnes, le suspeneinm, et c'est ce qu'il feit dans les ces extraordis maires où l'exéquiton essesit des conséquences irru-médiables. C'est le pouvoir dont il pourse user dans le cas dont nous nous occupons, selon les cir-constances. Il n'y a donc rien à dire; il faut s'en rapporter au droit commun et aux principes ad

M. Vivien a fait allusion à l'art, 3 du décret du 22 juillet 1806. Cette observation montre combien sont utiles dans les discussions parlementaires ces hommes qui, comme M. Vivien, à la hauteur des vues, joignent la connaissance parfaite de la legis-lation. On ne veut pas se persuader que, pour conconrir utilement sux travaux législatifs, il lant avoir quelques consistences spéciales antérieure-

ministratifs. .

roi en son censeil·d'Etat, par la voie contentieuse (1).

La décision du ministre sera notifiée aux

cancessionnaires picebus, publice et affichée à la diligence du préfet.

L'administration pourra faire l'avance du

ment acquises. Cependant chaque jour l'avantage quinuit dans le distrasion outsines capacités devrait taire samprendre cela.

r:(1) En 1637, la Chembre des Pairs a wa ustire et se combattre trois systèmes dens son sein : le premier, présenté et soutenu par se commission, est celui qui a prévalu : M. Portalis soutenait le second; il reconnaissait, comme le premier, la faculté de retirer la concession faute de remplir la condition voultes mais il pensait que ce retrait ne devait pas s'opérer per voie administrative excinsi-, vement ; il considérait la concession comme ayant créé une véritable propriété, et il faisait intervenir les tribunaux dans ce qu'il considérait comme une expropriation.

Après avoir cherché à établir qu'il ne s'ugissait pas d'une concession d'exploitation, mais d'une propriété incommutable, d'une concession devoe, aux termes de la loi, une propriété semblable à toutes les autres, une propriété susceptible d'hypothèques conventionnelles, d'hypothèques légales, d'hypothèques judiciaires qu'il n'était pas possible d'étaindre sans porter une grave atteinte des dessits autérieurs, M. Portalis a soutenu què la résiliation de la concession devait être attribuée à la juridiction judiciaire et non à la juridiction administrative.

« Votre commission, a dit l'orateur, vent que cette Adponention ait lieu per voie administrative (\*): c'ast ici que nous différens. Je pense que, lorsqu'il s'agit d'une expropriation, elle ne peut s'opérer ne par autorité de justice ; c'est là une maxime de droit public, une règle constitutionnelle dont il me faut pas se départir.

« Que l'administration conserve ce qui lui appartient, et que les tribunaux conservent ce qui leur appartient aussi dans l'intérêt public et dans l'intérêt de la sécurité des personnes et des propriétés,

qui est inséparable de l'intérêt public.

Ce système, qui s'appuyait sur un principe contraire à celui de la commission, tout en arrivant à un résultat à peu près identique, a sté combatte sons le point de vue des principes et sous celui des intérète.

Pour les intérêts, a-t-on dit, il importe que la décision soit prompte, car le mal est grand et rapide. La société ne peut attendre les fenteurs d'une procedure de saisie-immobilière; elle ne saurait être exposéeni à en ambir les frais, ni à les imposer aux concessionnaires, dont le refus ou l'inertie an-nonce suffissemment l'abandon. Il s'agit de riukesses nationales à sauver, de pertes incalculables à prévenir, de vastes industries à préserver d'une paralysie mortelle.

Les principes ne sont pas moins contraires à l'emploi des formes judiciaires. Celui de qui une propriété procède a toujours le droit de la reprendre quand les conditions du contrat sont violées, sans recourir, comme un créancier ordinaire, à l'expro-priation forcée. Seulement il demande la résoluion aux tribunaux, parce que l'origine de son droit ne saurait permettre une révocation administrative. Mais ici ce n'est pas comme créancière

. (\*) Mon. du 13 evril 1835, p. 870, 1" col.

soulement que l'administration procède, ce n'est pas seulement parce qu'on ne lui paie pas des travanz qu'elle exproprie, c'est parce que le refus de ce paiement constitue le resus d'exploitation, et , par conséquent, la violation des conditions sous lesquelles l'Etal lui-même a concedé. L'origine de droit; la forme de sa création, la nature des vérifications à faire et des questions à résondre , l'appréciation nécessairement discrétionnaire des i térêts publics qu'il s'agit de protéger, tout appelle une décision indépendante et souveraine de l'autorité administrative. (Mon. du 2 juillet 1837, supp. B.)
M. le baron Mounier combatteit ce système et

celui de la commission ; il pensait qu'il fallait s'en tenir su projet du gouvernement. Selon lui la législation générale sur les mines ne devait pas être changée pour un fait spécial; la loi à faire devait se borner à pourvoir au cas particulier qui lui avait donné naissance, à établir les mesures les plus propres à assurer l'exécution des conditions imposées aux concessionnaires, à les obliger, ea eas d'inondetion des mines, à réunir leurs efforts pour les dessécher. Or, le projet du gouvernement

atteindrait ce résultat.

« Messieurs, disait l'orateur en terminent, je crois qu'il est de la sagesse de la Chambre de ne pas improviser ainsi des dispositions de loi; je crois qu'il faut rejeter les amendemens et de M. le comte Portalis et celui de la commission, par la raison qu'ils sont complétement étrangers à la loi; que c'est lorsqu'il s'agira de réviser la loi de 1810, s'il en est besoin, que nous pourrons voir ce qu'il y a lieu d'y introduire dans le sens du projet de 1813. Ce projet de 1813, si nos souvenirs sont fideles, était un petit code en dix ou douse articles. Aujourd'hui, n'allons pas au-delà da but. Le gouvernement nous a demandé les moyens d'arriver à l'acquittement des taxes; et qu'a-t-il dit ? Que quand la taxe établie ne serait pas payés, on pourspivrait le débiteur comme en matière de contributions directes. Les contributions se paient, pourquoi les taxes ne se paieraient-elles pas? Permetter moi, messieurs, de vous le dire, n'y au-rait-il pas quelque analogie entre cet article et un article de loi qui dirait : Tout individu qui n'acquittera pas sa contribution directe sera elproprié?

« Je demande le maintien du projet du gouvernement, et je repousse les propositions de la com-

mission. » (Mon. du 13 avril 1837.)

Ce système du gouvernement, qu'il evait d'ailleurs lui-même abandonné, aussitôt qu'avait para celui de la commission, était ainsi formulé dans l'art. 5 du projet : « Les taxes réglées en vertu des deux articles précédens seront recouvrées, et les réclamations jugées comme en matière de contributions directes.

Il en résultait bien une certaine force d'action contre les concessionnaires récalcitrans. Du moment que le gouvernement avait un privilége sur les mines par l'effet de cette disposition, il pouvait bien forcer au palement des taxes; mais il lei aurait fallu presque toujours saisir la mine à défant des fruits. Et, force de proceder par vois ordinaire, une pareille opération aurait en de mentant des taxes dues par la concession abandonnée, jusqu'à ce qu'il ait été procédé à une concession nouvelle, ainsi qu'il sera dit ci-après.

A l'expiration du délai de recours, ou, en cas de recours, après la notification de l'ordonance confirmative de la décision du ministre, il sera procédé publiquement, par voie administrative, à l'adjudication de la mine abandonnée. Les concurrens seront tenus de justifier des facultés suffisantes pour satisfaire aux conditions imposées par le cahier des charges (4).

Celui des concurrens qui aura fait l'offre

la plus favorable sera déclaré concessionnaire, et le prix de l'adjudication, déduction faite des sommes avancées par l'Etat, appartiendra au concessionnaire déchu ou à ses ayans-droit. Ce prix, s'il y a lieu, sera distribué judiclairement et par ordre d'hypothèque.

Le concessionnaire déchu pourra, jusqu'au jour de l'adjudication, arrêter les effets de la dépossession, en payant toutes les taxes arrières et en consignant la somme qui sera jugée nécessaire pour sa quotepart dans les travaux qui resteront encore à exécuter (2).

grands inconvéniens, la lenteur n'eût pas été lé

M. d'Argest, dans son premier rapport à la Chambre des Pairs, signalant, pour appuyer le système de la commission, toutes les difficultés qui entraversient l'exécution de cette mesure, s'exprimait ainsi: « Le projet donnait-il tous les moyens de vaincre de persévérantes résistances? Si les concessionnaires refusent de payer, qu'aurait-on fait? S'il s'agissait d'un champ, d'un bien rural quel-cenque, en saisirait les récoltes, car, conformément à la loi du 12 novembre 1808, les récoltes sont affectées par privilége au paiement de l'impôt ou des taxes assimilées à un impôt. Mais quel est la récolte d'un puits inondé? Saisirait-on soit les meubles des concessionnaires, soit les récoltes de leurs autres biens? Il est très doutenz que ce moyen fat praticable et légal, mais il est certain qu'il serait insuffisant, puisqu'il ne saurait dire appliqué ni suz concessionnaires qui ne poseèdent pas d'antres biens saisissables, ni aux sociétés anenymes auxquelles des concessions ont été accordées. D'un autre côté, si un ou plusieurs concessionnaires refusent paiement, comment suppléer à ce déficit? Répartirait-on le montant de leurs taxes sur les antres concessionnaires? Cola sessitinjuste et d'ailleurs imprudent. Personne ne pout payer pour autrui. S'il suffit de résister pour s'exe-aérer du fardeau , au premier exemple donné , le refus deviendra général. Alors 'tout a'arrête , tout s'mierrompt; tout ce qui aura été accompli jusqu'à ce moment despeure non avenu et le but se trouvera manqué.

«Il faut denc aller jusqu'à la déponsession du concessionnaire; sans cela, point de loi efficace. Cest ce que la commission vous prepose l'autorier per un article meuveau, qui deviendrait l'article 6.» (Mon. du 1 « avril 1837, 1 » supp.,

p. 251.)

Ces raisons justifient parfaitement la disposition sons le point de vue pratique. On a déjà vu qu'en droit, les principes sur lesquels elle est appuyée sont inattaquables.

(1) Lors de la première discussion à la Chambre des Pairs, M. Villemain demanda dans quel délai devrait être faite l'adjudication; s'il n'y en aurait qu'une.

M. Legrand, commissaire du roi, répondit, quant au délai, que le gouvernement avait demandé qu'il n'en fût pas fait mention, dans l'intérêt même du concessionnaire; que les opérations multipliées qui précèdent l'enchère rendaient la fixation d'un délai impossible. Quant à la double adjudication, il fit observer que la manière dont il serait procédé, en randait une sufficante.

(2) On a demandé, au cas où le concessionnaire s'obstincrait à refuser sa part des frais et s'exposerait par là à la dépossemien, si ses oséanciers, et spoianament oeux qui auraient hypothèque sur la mine auraient la faculté, en payant de laurs deniers la part des frais dus par leur débiteur, de conserver la concession.

« L'amendement, a répondu M. Teste, n'irait pas, à mon avis, jusqu'où và l'article, et l'addition proposée serait une restriction. Ce qu'on demande d'insérer dans la loi au profit des créanciers hypothécaires seulement, existe au profit de tous les ayans-cause du concessionnaire déshu. Cela résulte du principe général qui autorise les créanciers à caercer les droits de leurs débiteurs, à faire, au lieu de celui-ci, ce que le débiteur aurait la faculté de faire.

« Nous n'avous pas cru nécessaire de répéter dans la loi spéciale dont il s'agit ce qui est écrit partout; je ne sais pas comment l'administration ferait pour repousser des offres qui lui seraient faites au lieu et place du concessionnaire déchu, je ne dis pas seulement par des créanciers inscrits sur la mine, mais encore par tout autre ayantcause du concessionnaire.

- Ainsi, l'article, tel qu'il est conçu, laisse cette faculté ouverte; et qu'on ne dise pas que nous faissons une loi experitante du droit commann dans la quelle ne pourront pas venir s'intercaler les dispesitions du droit commann auquel elle se réfère. La loi sur les mines est une loi apéciale; mais toutes les fois qu'elle dit que le concessionnaire déchu pourra arrêter l'effet de la dépossession en consignant le montant des avances et des travaux, ce que la loi dit du concessionnaire, elle le dit de tous ceux qui aurent intérêt à la conservation de la chosse.
- «L'emendement est inutile, il sursit pour effet de restreindre, au lieu que la disposition que nous proposons leisse egir le dreit commun. »

Cette interprétation, acceptée par le gouvernement et par la commission, par la Chambre entière, puisqu'elle u'a soulevé aucune objection, me semble trop absolue. En esset, il en résulte que l'individu le plus étranger aux connaissances indispensables que le gouvernement exige de ceux à qui il fait des concessions, pourrait devenir exploitant, détenteur d'une mine, Or, il est certain qu'il est Japs l'esprit de la loi que tout

... Siil ne se presente aucum sommissionnaire, la mine restera à la disposition du domaine, libre et tranche de toutes charges provenant du fait du concessionnaire déchu. Celui-ci pourra, en ce cas, retirer les chevaux a machines et agrès qu'il aura attachés à l'exploitation, et qui pourront êtro sénarés sans préjudice pour la mine, a la charge de payer toutes les taxes dues jusqu'à la dépossession, et sauf au domaine à relenir, à dire d'experts, les objets

qu'il jugera utiles. ... 7. Lorequ'une concession de mine appartiendra à plusicurs personnes ou à une société, les concessionnaires ou la société devront, quand ils en seront requis par le préset, justifier qu'il est pourvu, par une convention spéciale, à ce que les travaux d'exploitation soient soumis à une direction unique, et coordonnés dans un

intérêt commun.

. Ils serent pareillement tenus de désigner. par une déclaration authentique faite au secrétariat de la préfecture, celui des concessionnaires ou tout autre individu qu'ils auront pourvu des pouvoirs nécessaires pour assister aux assemblées générales.

pour recevoir toutes notifications et signilications, on général, pour les représenter vis-à-vis de l'administration, tant en demandant qu'en défendant.

Faule par les concessionnaires d'ayoir fait, dans le délai qui lour aura été assigné, la justification requise par le paragraphe premier du présent article, ou d'oxécuter les clauses de leurs conventions qui anraient pour objet d'assurer l'unité de la concession, la suspension de tout qui do partie des travaux pourra être prononcés par un arrêlé du préset, sauf recours au ministre, et, s'il y a lieu, au conseil d'Etat, par la voie contentieuse, sans préjudice, d'ailleurs, de l'application des art. 93 et suivans de la loi du 21 avril 1810 (1).

8. Tout puits, toute galerie, ou tout autre travail d'exploitation, ouvert en contravention aux lois on réglemens sur les mines, pourront aussi être interdits dans la forme énoncée en l'article précédent, sans préjudice également de l'application des art. 95 et suivans de la loi

du 21 avril 1810 (2).

9. Dans tous les cas où les lois et réglemens sur les mines autorisent l'administra-

concessionnaire soit capable d'exploiter et de bien exploiter. Si e elle n'admet à concourir à l'adjudication que des personnes qui justissent des sacultés suffisantes pour exécuter les travaux » (rapport de M. Sauret, du 29 juin 1837), on doit nécessairement en conclure que jamais, dans aucun, cas, cette condition de peut étre éludée, parce qu'elle repose sur une considération d'intérêt géneral, parce que les mêmes raisons qui l'ont fait impaser pour le cas prévu par la loi, subsistent pour le cas actuel,

Je crois donc qu'à défaut par les créanciers de justifier des garanties exigées pour une bonne expholitation, ou même d'eure agrées par le gouvernement, ils me pourraient invoquer d'autre droft-que célui que leur accorde le 5º paragraphe de-

l'article.

West dans ce sens limite que la disposition du persgraphe sulvent a été expliquée à la Chambre-des Pairs lors de la discussion qui eut lieu dans son æm en 1837.

· On demandait quel serait le sort des hypothe-

ques qui porterment sur la mine.

e Se parsgraphe, dit M. Villemala, veut-it dire que, s'il y avait des hypothèques sur l'entreprise, ces hypothèques resteront à la charge du concessionnaire, et que la mine sera vendue comma étaient vendus les biens nutionaux, libres et quittes de toutes charges et hypothèques? »

M. le commissire du roi. « Out sans doute. »

M. Fillemain. • Ms question prévoyait la réponse; mais je p'étais pas faché que la réponse éclatat. En bien! je demande s'il ny a pas là quelque chose d'exorbitant. -

M. le président. « Il me semble qu'il résulte du pacagraphe qui vient d'être voié (paragraphe 51 que les decits hypothécaires sont réservés, car le pria de la vente sera remis, déduction faite des frais agancés par le domaine au concessionnaire dechu eu a ses ayans-droit. »

M. Killemain. Mais s'il n'y a pas vente, c'est là la gravité de la question, et c'est ce qui me faisait désines qu'en voiêt paragrapha per paragraphe; oar je crois qu'en acrivera à l'impossibilité on à l'injustice qui est l'impossibilité pour une assembice comme la vôire.

M. laministre des travaux publics. « S'il y & adjudicition, il y acra un prix d'adjudication; et ce prix appartiendra an concessionneire on li sea casaners, soit hypothécaires, poit chirographaires; amis la mine passera en la possession du mouvel adjudicataire franche et libre des hypathèques, qui ne pouvaient grever que le concessionnaire; c'est que très probablement les travans effectués n'ayent pes apgmenté is valeur de le mine, il n'y s rien à remettre au concessionnaire ni aux créanciers. Dans ce cas, la nouvelle concession que pourra faire le gouvernement aura pour effet de faire passer la mine aux mains du neutrau concessionnaire libre de toutes les charges et hypothèques qui ponvaient les grever. Ce sont la les principes qui sèglent les adjudications en justice. Toute adjudication en justice purge au profit du nouveau propriétaire l'immeuble de toutes les hypothèques qui grevaient le précédent proprié-taire. « (Mon. du 14 avril 1837, 1 " supp., p. 886.)

On a proposé d'ajouter après le mot arrièrées,

les mois en capital et intérêts.

M. le ministre des travaux publics a répondu que c'était de droit ; qu'il était par consequent inutile de le dire dans cette loi.

(1, 2) . Les articles 7, 8 et 9, a dit M. Sausse dans son rapport, sont destinés à fortifier par une sanction plus précise les règles posées dejà par la loi de 1810 et les décrets postérieurs.

tion à faire exécuter des travaux dans les mines aux frais des concessionnaires, se défant de paiement, de la part de ceux-ci, donnera lieu contré eux à l'application des dispositions de l'art. 6 de la présente loi (1).

10. Dans tous les cès prévos par l'artiète 49 de la loi du 21 avril 1810, le retrait de la concession et l'adjudreution de la mine ne pourront avoir neu que savvant les formes presentes par le même article e de la présente loi.

11' avair. = 4 mar 1858. — Ordonnance du rol qu' soumet en paiement d'un droit de location des commentions provisoires mentionnées à l'art. 24 de l'ordonnance du 24 décembre 1823, déjhi établies ou à établir sur les terrains acquis par la yille de Paris pour l'élargissement de la voie publique. (IX, Bull., DLXIX, n. 7374.)

Louis-Philippe, etc., vn la délibération du conseil municipal de Paris, en date du 2 juin 1837; vu l'ordonnance du 24 décembre 1823; vula loi du 14 frimaire au 7; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur; notre

conseil d'Etat entendu, ctc.

Art. 1er. Les constructions provisoires mentionnées à l'article 11 de l'ordonnaires reyale du 24 décembre 1823, déjà établés ou à établir sur les terrains arquis par la voie publique, seront, à l'avenir, soumises au paiement d'un droit annuel de location, dont le taux sera fixé par le préfet de les Seine, de concert avec le conseil municipal, sous l'approbation de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur. Ce droit sera, à la diligence du préfet de la Seine, versé par année et d'avance à la caisse municipale.

2. Notre ministre de l'intérieur (M. Mon-

tativety est charge, etc.

25 savanas = 7 m.1 1838, — Ordonnance da raigoi egionicaise, la que ign, à la relle de Versailles, de l'Hôtel de la Marine appartenant à l'État, d' Bolt. ausp., EGELY, n. 12070.)

Louis Philippe, etc., vu la demande formée par le conseil municipal de la ville de Versailles, tendant à obtenir la concession de l'Hôtel de la Marine, situé rus de la Burinténdance, à Versailles, et appartenant à l'Etat, afin d'y maintenir la Malbiothèque de la ville et d'y réunir divers autres établissèmens d'utilité publique; vu te procès verbil d'estimation contradictoire de cet hôtel, clos le 14 août 1857, qui en fixe la valeur à soixante mille francs, et l'acquiescement donné à cette estimation par le conseil municipal, dans sa céant codu

2 octobre suivant; vu l'avis de notre ministre de l'intérieur et celui du préfet du département de Seine-et Olse; vu l'avis du consell d'Etat du 9 février 1808, approuvé le 21 du même mois, portant que les bieps de l'Etat sont, comme les propriétés particulières, susceptibles d'être aliénés, sur estimation d'experts, pour cause d'utilité publique, départementale ou communale; considérant que la demande de la ville de Versailles est l'ondée sur un véritable motif d'utilité publique communale; sur le rapport de notre ministre sécrétaire d'Etat au département des Bann-cés, etc.

Art. 1er. Le préfet de Seine-et-Gise est autorisé à concéder à la ville de Versailles, au prix de solxan'e mille francs, le bâtiment dit Hôtel de la Marine (bibliothèque), sis dans ladite ville de Versailles, rue de la Surintendance, d'une contenance totale, avec ses dépendances, de treize ares soixante-sept centiares, et remis à l'Etat en vertu de la loi du 2 mars 1852. Le procés-verbal d'estimation, contenant la désignation détaillée de l'immeuble et le plan géométrique des lieux, seroût joints à l'acte de concession.

2. Le prix d'estimation sera versé par, la ville de Versailles aux caisset du domainé, dans les délais et avec les intérêts fixés par les lois des 15 et 16 floréal an X et 5 ven-

tose an XII.

3. La ville de Versailles acquittera, en outre, tous les frais relatifs à l'acquisition et potamment ceux de l'estimation.

4. Nos ministres des finances et de l'intérieur (MM. Laplagne et Montalivet) sont charges, etc.

23 Mass = 7 MAI 1838. — Orden pence du roi relative à la société d'assusances mutuelles contre la gréle dite de l'Etode. (IX, Bull. supp., CCCLV), n. 11973.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre sécrétaire d'Etat des Itavaux publics, de l'agriculture et du commerce; vul'ordonnance royale du 7 juin 1834, portant autorisation de la société d'assurances mutuelles coutre la grèle, dite de l'Etatle; vul la demande formée par la société, 1° pour substituér, dans su circonscription, les départemens de la Sarthe et de la Marie aux départemens de Torne et du Calvados: 2º d'élever le nombre de ses altmisisfrateurs da neul à douze; notre con eil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société d'assurances mutuelles contre la grèle dite de l'Etoile est autorisée à comprendre dans sa circonseription les département de Barthe et de la Marne, en remplacement des départe-

<sup>(1)</sup> Voy. notes 1 et 2 à la page précédente.

miens de l'Orne et du Calvados, qui cesserout d'en faire partie, et d'élever de neuf à douxe le nombre des membres de son consoil.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord), est chargé, etc.

25 Mars = 7 Mar 1838, — Ordonnance du roi qui autorise l'université à céder à la ville de Lodève les bâtimens et le terrain du collège communal de cette ville. (IX, Bull. supp., CCCLV, n. - 181974.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique; vu, 1° la délibération du conseil municipal de Lodéve, du 10 février 1837; 2° la délibération du conseil académique de Montpellier, en date du 19 octobre 1837; 3° la décision prise en conseil royal de l'instruction publique, le 28 novembre de la même année; le comité de l'intérieur du conseil d'Etat éntendu, etc.

Art. 1er. L'université de France est autorisée à céder à la ville de Lodève les bâtimens et le terrain du collège communal de cette ville, aux conditions suivantes: 1º La ville fera construire à ses frais un nouveau collége; 2º l'université prendra sur le nouvel édifice une hypothèque de dix-neuf-mille-quatre cent-quatre-ving-dixhuit francs quatre vingt-douze centimes, somme à laquelle les bâtimens du collège actuel ont été évalués; 3º la ville n'entrera en jouissance de ces derniers bâtimens qu'après que le nouveau collège sera entièrement construit; et si, plus tard, ces constructions changeaient de destination, le paiement des dix-neuf mille-quatre-centquatre-vingt-dix-huit francs quatre-vingtdouze centimes deviendrait exigible.

2. Notre ministre de l'instruction publique (M. Salvandy) est chargé, etc.

15 MARS = 8 MAY 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme d'assurances à primes contre l'incendre, formée à Paris sous la dénomination de la Sécurité. (IX, Bell. supp., CCCCLVI, n. 11986.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les articles 29 à 37, 40 et 43 du Code de commerce; notre conseil d'Etat enfendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme d'assurances à prime contre l'incendie formée à Paris sous la dénomination de la Sécarité est autorisée, Sont approuyés les statuts

de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 8 mars 1838, pardevant Me Cotelle et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue d'adresser, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au préte de la Seine, à la chambre de commerce et au greffe du tribunal de commerce de Paris.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

# Objet et durée de la société.

Art. 14. Il est formé, à Paris; entre les comparans, sauf l'approbation du gouvernement, una société anonyme sous la dépomination de la Séarité, compagnie d'assurance contre l'incendie. Le domicile social est fisé à Paris.

 La durée de la société est de trente année, sauf les cas de liquidation prévus ci-après.

5. L'ebjet unique de la société est d'assurer contre l'incendie toutes les propriétés mobilières ou immobilières que le feu peut détruire ou endommager, à l'exception :

1º Des dépôts, magasins et fabriques de poudre à tirer, des billets de banque, (titres, contrats, lincole d'or et d'argent, et argent manues é:

gate d'or et d'argent, et ergent mennesé; 2º Des diamans, pierreries et perles fines, autres que ceux montés à usage personnel ou compris parmi les objets déposés dans des établissemens publics, tels que Mont-de-Piété et autres.

blics, tels que Moni-de-Piété et autres.

A. La compagnie ne répond pas des incendier cecationés par guerre, invasion, émente populaire, force militaire quelconque et tremblement de terre.

5. Le maximum des assurances sur un seul risque ne devra pas excéder six cent mille francs.

6. Si, au moment de l'incendie, la compagnie prouve que la valeur de ces objets sat inférieure à la somme assurée, cette somme est réduite de toute la différence.

La présente clause devra être insérée dans la polios. L'assurence peut être faite, non-seulement par le propriétaire, mais encore par toute personant intéressée à la conservation de la chose assurée.

7. Les assurances s'effectuent à Paris et dans tout le royanne.

8. Toutes les opérations étrangères à cet autre rances sont interdites.

## Capital.

Q. Le capital de la société est fixé à cinq millom de france, divisé en mille actions de cinq mille francs chacune, lesquelles sont réparties, dès à présent, entre les actionnaires dénommés au tabless.

#### Actionnaires.

10. Les actionnaires s'emgagent à verser, si besoin est, jusqu'à concurrence du montant intégral de leurs actions,

L'obligation ci-dessus est garantie :

1. Par un versement de vingt pour cent ou mille francs par action;

2° Par l'adhésion au présent acte.

Tout actionnaire doit élire un domicile à Paris. Le versement des vingt pour cent doit être effectué moitié dans les quinze jours de la date de l'ordonnance du roi qui aura autorisé la présente société, et l'autre moitié dans les trois mois de la anjéme date.

Les actions ne seront remises aux titulaires qu'après le versement du premier cinquième.

11. Le cinquième versé devra être toujours tenu

au complet.

Tout appel de fonds devra être fait par une decision du conseil d'administration, qui sera notifice aux actionnaires à leur domicile élu.

Faute par l'actionnaire de satisfaire à cet appel de fonds dans le délai de quinze jours après l'avis qui lui sura été donné de la décision du conseil d'administration, le conseil fera vendre publiquement l'action ou les actions en souffrance, par

le ministère d'un agent de change de la bourse de Paris, sans autre formalité qu'un simple acte de mise en demeure et un avis inséré dans deux jour-

L'excedant, s'il y en a, sera remis à qui de droit; en cas de déficit, des poursnites ultérieures seront exercées pour le complément.

12. Les actionnaires ne sont responsables des engagemens de la compagnie que jusqu'à concurrence du montant de leurs sclions, conformément aux dispositions de l'article 33 du Code de commerce,

13. Les actions sont nominatives.

Elles sont détachées d'un registre à souche, signées par un administrateur et par le directeur, et revêtues du sceau de la société.

Un actionnaire ne peut, dans aucun cas, posseder plus de trente actions en son nom, au nom de sa maison de commerce ou autrement.

14. La cession des actions s'opère par une déclaration de transfert, qui est inscrite sur les registres de la société et signée du cédant et du cessionnaire ou de leurs fondes de pouvoir.

Le cessionnaire devra être agrée préclablement au transfert par le conseil d'administration.

L'exercice de ce droit d'agrément ne doit, dans aucun cas, s'appliquer aux actions dont le titulaire codant ou cessionnaire déposerait le complément de valeur en rentes ou effets publics français dans caisse de la société.

15. Les valeurs appartenant à la compagnie, ainsi que celles déposées en garantie des actions, sont renfermées dans une caisse à deux clefs, dont l'une reste entre les mains du président et l'autre entre les mains du directeur.

16. Les arrérages et intérêts des valeurs déposés en garantie des actions sont remis aux intéressés immédiatement après qu'ils ont été perçus.

17. En cas de mort d'un actionnaire, ses héritiers on ayans-droit ont, pendant six mois, la faenité de présenter un actionnaire en remplace-

Si , à l'expiration des six mois à dater du jour du décès, il n'a été fait aucune représentation, ou si les remplaçans n'ont pas été admis, les actions sont vendues par le ministère d'un agent de change de la bourse de Paris, aux risques et périls des héritiers ou ayans-droit, conformément aux dispositions de l'article 11.

En cas de faillite ou déconsiture d'en actionnaire, ses actions sont immédiatement vendues par le ministère d'un agent de change, sans qu'il soit besoin de notification ou autorisation.

Les valeurs déposées en garantie et le produit. des actions sont affectés par compensation à ce qui peut être dû à la compagnie par l'actionnaire failli. et l'excedant, s'il s'en trouve, est mis à la disposition des créanciers.

#### Administration.

18. La compagnie est administrée par un gonseil de donze membres : leurs fonctions sont gratuites; néanmoins, ils ont droit à des jetons de présence, dont la valeur est fixée à dix francs. sent l'approbation de l'assemblée générale.

. Les écritares de la société sont tenues régulièrement, sous la surveillance du conseil d'administastion, et toutes les opérations y sont constatées.

19. Tout administrateur doit être propriétaire de dia actions au moins, inaliénables pendant la duzée de ses fonctions. Cependant, si, lors de nou-velles élections des membres du conseil d'administration, la compagnie ne comptait pas trente ac-tionnaires possesseurs de dix actions au moins, ce nombre serait complété en assemblée générale, à la majorité relative des voix, parmi les actionnaires possesseurs de cinq à neuf actions; toutefois, il ne pourra jamais y avoir dans le conseil. moins de neuf membres en possession de chacun dix actions au plus,

20. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires ; la durée de

leurs fonctions est de trois ans.

Cependani, en vertu des présentes, et par dérogation an paragraphe précédent, sont nominés, administrateurs, sauf l'approbation de l'assemblée, générale: MM. 1º Putod; 2º Moitessier; 3º Hukay; A. Valeau; 5. Camau; 6. Bernard; 7. David; 8. Lenoir; 9º Thomas; 10º Monier, tous ci-dessus dénommés. qualifiés, et domiciliés.

21. Les administrateurs nommeront à la majorité absolue un président, un vice-président et un secrétaire, pris parmi eux; ils seront nommés pour

un en et rééligibles.

22. En cas d'absence du président et du viceprésident, le fauteuil sera occupé par le plus âgé. des membres préseus.

23. Le conseil d'administration est renouvelé par tiers, d'année en année; le premier renonvellement aura lieu en avril 1841. Les administrateurs sortans seront désignés, les deux premières années, par le sort, et ensuite par l'ancienneté. Les membres sortans peuvent être réélus. En cas de déces ou de démission d'un ou de plu-

sieurs membres du conseil d'administration, le conseil pourvoit provisoirement à leur remplacement, en attendant les plus prochaines élections.

L'administrateur ainsi nommé ne reste en exercice que jusqu'à la première assemblée géné. raie

Cependant, si par un motif quelconque le conseil se trouvait reduit à huit membres élus, l'assemblée générale serait immédiatement convoquée pour procéder au remplacement des membres du conseil dont les fonctions auraient cessé.

24. Le conseil d'administration se réunit au moins une feis par mois; il peut être convoqué entraordinairement par le comité de direction, la président ou le directeur.

Pour qu'une délibération soit valable, six membres au moins doivent assister au conseil, et les décisions doivent être prises à la majorité de quatre voix. Au dessus de ce nombre, elles sont prises à la majorité absolue. La voix du président est prépondérante, seulement lorsque le conseil est compose de plus de six membres. Le directeur a voixconsultative dans le conseil d'administration.

23. Le conseil d'administration prend connais-

sance de foutes les affaires de la société.

Il délibère et arrête les conditions générales des polices d'assurances; il fixe les traitemens et sa-laires des agens et employés de la compagnie; il peur traffer, tramiger et compromettre à tous les intérêts de la compagnie ; il peut substituer. Le conseil d'administration status sur l'emploi des fonds, détermine le quantam des fonds et valeurs ; disponibles qui, sur ceux provenant da paiement. partiel des actions et des encaissemens de primes, seront déposés à la banque de France, ches les: banquiers de la compagnie, ou bien laissés dans la chisse de la société.

Les baliquiers de la compagnie seront nominée par it constil d'administration et devront étre persereurs de quinte actions inalienables. Les peuvoirs de la compagnie sont signés par un administrateur et par le directeur.

### . Comité de direction.

26. Le comité de direction est composé de trois edministrateurs.

Chacan des administrateurs remplit les fonctions dans le rang qui est fixé, la première fois, par le sort , et qui continue ensuite à tour de role. En cas d'empechement, ils peuvent mutuellement se remplacer : la durée de ces fonctions est de trois mois-En cas d'absence de l'on des membres du comité de direction, le directeur peut inviter l'un des administrateurs, à tour de rôle, & le remplacer. Le comité de direction est particulièrement charge de la vérification des opérations et des comptes de la société et de la coisse ; il se réunit une fois par semaine; il peut être convoque extraordinairement par le directeur.

Il règle et arrête le tanz des primes ; les condi-

tions des polices lui sont soumises,

Il arrête le paiement des pertes et dommages à la cliatge de la compagnie, mais sa décision a est valable dans ce car que si elle est prise à l'anual-

A defaut d'unanimité, il convoque immédiate-

ment le conseil d'administration.

27. Chaque semaine, un des membres du co-mifé de direction est délégué à tout de rôle pour signier, conjointement avec le directeur, les polices, la correspondance et les autres engagement de la société.

"Life transferts des rentes et mitres fonds sont signits par les trois membres du comité de direc-

tion et par le directeur.

28. Il est alloue à chaque administrateur un jeton de présence toutes les fois qu'il amisse à l'ans des scances du conseil d'administration, du comiss de direction, on qu'il remplit les sonotions désigrices en l'article précédent.

#### Direction.

29. M. Després jeune, directeur de la compagnité dessentance marrine la Sécurité, est manuel directeur de la compagnio. Toutefois, cette nomination devre être confirmée par la promière assemblée pé-

Le directeur est possenous de dix scripne, qui sont inaliensblespontiant la durée de ser sountions ; or demeurent affectées à la gorantie de sa gottien. Son traitement est finé par le conceil d'adminie tration, sibsi que fescintres avantages qui peument but être accordie : le dissistem minte aux dillibérations du conseil d'administration et à cestes de comité de direction, avec voix consultative, sauf le cas où trois membres demanderaient que le conseil se l'ormat en comité secret.

30. Le conseil d'administration peut, avec l'approbation de l'assemblée générale, nommer un sous-directeur, dont il fixe le trailement et les

autres avantages.

31. Le directeur est chargé de l'exécution des délibérations du conseil d'administration et du comité de direction.

Il nomme les employés et les commis, et peut

les suspendre ou révoquer.

Il dirige le travail des bureaux ; il soumet au comité de direction le réglement des pertes et dommages à la charge de la compagnie ; il reçoit les

primes.

Il opère la réassurance des risques que le couseil d'administration ne croit pas devoir garder; il signe de concert avec un administrateur, la correspondance, les polices et les endossemens. Le transferts de rentes ou autres fonds inscrits au nom de la compagnie sont signés par les tros membres du comité de direction et par le direc-

Les actions judiciaires sont exercées au nom de

le compagnie, poursuite et diligence du directeur.
32. En cas de maladie ou d'absence du directeur, il est remplace par le sous-directeur, s'il en est établi un, ou par un administrateur désigné à cet cilet par le couseil d'administration.

### Assemblie ginerale.

33. Il y a de droit, chaque année , une assemblee genérale ; elle représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous , même pour les absens.

Elle peut révoquer les administrateurs aux trois quarts des voix, représentant au moins la moitie

plus une des actions émises.

Elle peut révoquer le directeur au même nombre de vois, sur la demande du conseil d'administration.

34. L'assemblée générale se compose des actionnaires qui sont propriétaires de quatre actions se

moins, depuis treis mois révolus.

Les membres composent l'assemblée générale n'ont qu'une voix, quel que soit le mombre d'actions somerites en leur nom ; une maison ne pent

êtra représentée que par un seul de ses membres. Le droit d'assister à l'essemblée est personnel et ne peut être délégué.

L'assemblée générale doit être composée de vingt-cinq membres au moins. Si une première convecation n'amenait pas ce nombre d'action-naires, l'assemblée générale serait remise à huithind; elle serait cette fais yalablement constituée, quel que fat le nombre d'actionnaires présens. essepté, capendant, pour les cas prévus aut deuxième et troisième alinéas de l'articlé 53; mais tami les actionusires indistinctament y seront ap-nelés, et alles ne pourront délibérer que ser les objets à l'ordre du jour de la première réunion, annoncés dans les lettres de convocation.

. 35. L'assemblée générale est convoquée par dé-cision de conseil d'administration; elle est présidée par le président du conseil d'administration. . Les dans plus forts actionnaires sont scrutateuras, le plus jeune des membres est secrétaire.

Les seculateurs et le secrétaire sont choisis hon

du consuit d'administration.

30. Le nomanil général as réunit dans le mois d'avril de chaque année.

J. président du couseil fait comnettre la situation det effaires de la société, et les opérations pendant l'année écoulée.

Le repport doit faire compatito le montant des bénéficos et partes, et proposer le dividende à

. Le compte rende imprimé est distribué aux action naires.

a L'assemblée delibère sur les comptes qui lui sont présentés et sur les propositions qui lui sont ailes.

Les décisions sont prises à la majorité des mems Mret paésens:

87. Immediatement après Poblention de l'ori dominance royale qui autorisera la compagnie ; le directeur convoquera la première assemblée génés rale des actionnaires. Cette assemblée sera appelée a statuer sur la nomination des administrateurs et du directeur.

38. L'assemblée générale peut être convoqués extraordinairement par le conseil d'administration ou par le directeur.

Un nombre d'actionnaires représentant deux cent cinquante actions peut également éxiger cette

convocation.

Les lettres de convocation devront être adressées quinze jours au moins à l'avance et indiquer l'objet de la convocation.

39. L'assemblée générale ennvoquée entraprilinairement, et composée de tous les setionations quel que soit le nombre de leus, sotions su le durée de leur possession, peut, à une passousé des trois quarts des megalacs présent représentant la moitié plus une des sotions émises, adopter les mandifications aux présentes dont l'expérience aura démontré la pagessité.

Ces modifications ne seront exécutoires qu'après l'approbation du gouvernement.

10. Chaque année, la situation de la compagnie cel arrêtés au 31 décembre.

Sur les bénélices nets, il est fait réserve de cino quante pour cent pour former un femde de prévovance. Lorsque ce fonds de prévoyance s'élèvers h an million de france, la success annuelle seine k dik poer tent.

L'ancedant sera reparti entre les seviennaines. At. S'il a été fait un ou plusieurs appels de fonds, la totalité des bénéfices résultant des livett taires sufféréeires ser affectée au remboursement

des sommes exigées des actionnaires.

Lorsque les remboursemens auront été complés tes , les reserves prescrites par l'article 40 seront continuces dans les proportions qui y sont indià quées.

Dissolution.

42. La dissolution de la société aura fieu de plein Aroit :

1. Si les pertes ont réduit à mostifé le capital sociat;

2. Si elle est demandee par un nombre d'actionnaires représentant au moins les trois quarts des actions

43. Dans les ces prévus par l'article précédent, le conseil d'administration est tenu de convoquer immédiatement l'assemblée générale.

An. L'assemblée générale nomme les commis-saires liquidateurs, fixe leur nombre, feurs rétributions et leurs pouvoirs.

Dans tous les cas de liquidation, tous les risques

doivent circ réservés en résiliée au mismi des his térêts de la liquidation.

Un capital suffisant pour parer aux risques non éteints et qui m'auraient pu être réassurés, et à ceux dont la liquidation n'aurait pas été termi-née, sefa déposé à la banque de France ou à la tuisse des dépôts et consignations.

Cette réserve sera répartie entre tous les actions naires aussitot après l'extinction de tous les enga-

gement de la société.

45. A l'expiration de l'année qui suivra l'époqué bit la liquidation aura été prononcée, il sera fait

un inventaire de la situation de la compagnie, . Le compté en serà rendu à l'assemblée gépé-lile, qui prononcera sur le terme de la liquidalión.

Articles transiloires.

Att. To. Les frais de premier établissement sont la charge de la société.

2. MM. Despres, Putod, Moltessier fils et Bernard, sont autorises par le présent acte à accepter tous changemens, modifications ou additions qui seraient demandés par le gouvernement aut présent datnis.

' J. Les souscriptions d'actions seront réputées nulles et non avenues si la société, par un motil

Pour faire toutes publications, pouvoirs sont donnés at porteur d'une expédition ou d'un extrait des présentes.

Dont acte, fait a Paris, en la demeure des parlies, le 8 mars 1838.

4 mans=11 mar 1838.— Ord. du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de l'Urbaine, pour Passurance contre l'incendie, (IK, Bull, supp. CONTRETT : Appl. 21. CCCLVIII, n. 12007.)

"Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des traveux publics, de l'agriculture et de commerce; vu les articles 29 à 37,40 of 46 da Code do commerces work conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La societe anonyfile formee à Raris sous la dénomination de L'Urhaine pour l'assurance contre l'incendie a est autorisée. Sont approuvés les statats de ladité société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passe, le 10 mars 1838, par devant Me Casimir Noë! et son collègue, notaires à Parisi lequel acte restera amnere a la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoguer notre autorisation en cas de violation où de non egécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenne de reméttre, tons les six mois, on extratt de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au prélet de la Seine, à la chambre de commerce et au greffe du tribunel de commerce de la Seine. Decree by the opinion

d. 4. Notre ministre des travaux publics,

de l'agriculture et du commerce ( M. Martin du Nord) est chargé, etc.

### Objet et durée de la société.

Art. 1". Il est formé, sauf l'approbation du roi, une société enonyme pour l'assurance contre l'in-candie seve le nom l'Urbaine.

Le domicile social est fixé à Paris.

2. La durée de la société est de cinquante années, à partir de la date de l'ordonnance qui en approuvera les statuts, sauf les cas de liquidation ci-après prévus.

3. Les opérations de la société consisteront : 1 Dans l'assurance contre l'incendie de toutes les propriétés mobilières et immobilières, que le feu, même le feu du ciel, pent détruire ou en-

2º Dans la garantie de la responsabilité imposée par la loi pour cause d'incendie, soit pour risques locatif, soit pour le resours entre voisins.

La compagnie n'assure pas

1º Les immeubles situés dans la campagne et

servant à une exploitation rurale;

2º Les dépôts, magasins et fabriques de poudre à tirer, les billets de banque, titres, contrats, lingots d'or et d'argent, et argent monnayé;

3º Les diamans, pierreries et perles fines, autres que ceux montés et à usage personnel, ou compris parmi des objets déposés dans des établissemens publics, tels que mont-de-piété et autres.

A. La compagnie ne repond pas des incendies occasionés par guerre, invasion, émeute populaire ou force militaire quelconque, et ne garantit les dégâts autres que ceux d'incendie provenant de l'explosion du gaz, qu'autant que ce risque est assuré par clause spéciale de la police.

5. Le maximum des assurances sur un seul risque ne doit pas excéder six cent mille francs.

6. L'assurance étant un moyen de conserver et non d'acquérir, et ne devant garantir à l'assuré que la juste indemnité de ses pertes, la somme assurée ne peut être opposée comme preuve de la valeur des objets couverts par la police.

Si su moment de l'incendie il cet reconnu que la valene de ces objets est inférieure à la semme assurée, come somme sera réduite de toute la diff

férence.

La présente clause devra être insérée dans la

police.

L'assurance peut être faite non seulement par le propriétaire, meis encore par toutes personnes interessés à le conservation de la chose assurée.

7. Tontes opérations autres que lesdites assurances, sont formellement interdites à la compagnie.

# Du capital de la société.

- 8. Le capital de la société est fixé à cinq millions de france et divisé en mille actions de cinq mille france chacune.
- · 9. Les actionnaires souscrivent l'obligation de verser, s'il y a lieu, jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

L'obligation indique pour chacun d'eug un domicile dans le département de la Seine.

L'obligation ci-dessus est garantie pour chaque action, 1° par un versement de deux cents francs en numéraire; 2° par le transfert au nom de la compegnie, soit de quarante francs de rente sur l'Etat en cinq, en quatre et demi ou en quatre pour cent, soit de trapte-sie france de rente trois pour cent, soit de tous autres effets publics fruiçais agréés par le conseil d'administration.

10. Les actions sont représentées par une inscription nominative sur les registres de la conpagnie.

Il est delivré à chaque actionnaire un certifici d'inscription signé per deux administrateurs et h directour.

11. Aucun actionnaire ne peut posséder plus cinquante actions.

12. Tout cossionnaire d'actions devra être agé per le conseil d'administration.

Chaque cession nonvelle devra être soumise # conseil.

Le conseil peut exiger, comme condition del mission des cessionnaires, le dépôt eu le trasfert de valeurs équivalentes au montant des se-

Tout cessionnaire d'actions sera admis de des en fournissant une garantie équivalente au mostant intégral de ses actions, dans les valeurs isdiquées ci dessus.

13. Les rentes transférées au nom de la compagnie, ainsi que les valeurs déposées en garante des actions, sont renfermées dans une caisse l deux clefs, dont l'une reste dans les mains de l'a des administrateurs, l'autre entre les mains de directeur.

Elles peuvent être déposées à la banque de France

14. Les arrérages de rentes, ainsi que les arrérages, intérêts et dividendes des autres valent transférées ou députées en gerantie d'actions, set remis suz setionnaires immédiatement après qu'il ont été perçus.

15. La transmission des actions s'opère par von de transfert sur un registre tenu à cet effet au 👉 micile de la société, le transfert est signé par la cédant et accepté par le cessionnaire, conformé ment à l'article 12.

16. En cas de mort de l'actionnaire, ses béntiers ou ayans-dreit ont, pendant six mes, h faculté de présenter un actionnaire en remplecoment.

Si à l'expiration des six mois, à dater du jour du décès, il n'a été fait aucune présentation, os ai les remplaçans n'ent point été admis, les actions seront vendues par le ministère d'un agant de change, aux risques et périls des héritiers ou ayesdroit, sans qu'il soit besoin d'aucune notification ni autorisation.

Les rentes transférées ou les valeurs déposées es garantie et le produit de la vente des sctions sont affectes, par compensation à ce qui peut eire dû à la compagnie par l'actionnaire décédé; l'es-cédant, s'il s'en trouve, est mis à la disposition des héritiers.

17. En cas de faillite d'un des actionnaires, les actions inscrites sons le nom de cet actionnaire, seront vendues, poursuite et diligence du directeur par le ministère d'un agent de change, sans qu'il soit besoin de notification ou autorisation, à moins de caution solvable, admise par le conseil d'administration.

En cas de déconfiture ou suspension de paismens, le conseil d'administration pourra contraisdre l'actionnaire à verser l'intégralité du capital de ses actions dans les valeurs ci-dessus déterminées et à défaut de ce versement dans les dix jours de la sommation qui lui en serait faite, il serait procédé contre lui de la même manière que coutre le failli.

Les remies transférées on les valeurs dépusées en Barantie et le produit des sctions sont bilectés par compensation à or qui peut être dû à la compa-guie par l'actionnaire failli ou en décomfiture, et l'excédant, s'il s'en teouve; est mis à la disposition de qui de droit.

#### De l'administration de la sociétà

18. Le compagnie est administrée par un conseil composé de nenf membres.

Les fonctions des administrateurs sont gratuites,

sauf les jetons de présence.
19. Tout administrateur doit être propriétaire de cinq actions au moins, lesquelles sont inalienables pendant toute la durée de ses fonctions a et demeurent affectées à la garantie de lour gestion

20. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, et peuvent être

révoques par elle.

La durée de leurs fonctions est de cinq ana pour cette fois, et en vertu du présent acte, sont nommés administrateurs, sauf confirmation par la première assemblée générale :

MM. Audenet, Benoist, Delamare, Gisquet, Got, Hubert , Lebaudy atne , Casimir Leconte et Truelle ;

tous ci-spres nommés.

21. Le conseil d'administration est renouvelé

par cinquième d'année en année.

Le premier renouvellement aura lieu en 1839. Les administrateurs sortans seront désignés, les

premières années, par le sort. Les mêmes membres peuvent être réélus.

22. Le conseil d'administration nomme parmi ses membres un président et un vice-président ; la durbe de leurs fonctions est d'une amée, ils peuvent êire réélas.

Em ces d'absence de l'un ou de l'autre, le doyen

d'aga des membres présens remplit leurs fonctions, 23. Si une des places d'administrateur vient à yagner, le conseil d'administration y nomme provisoirement; l'assemblée générale procède à l'élection définitive. L'administrateur alni nommé, ne neste en exercice que pendant le temps qui restait à courir à son prédéces

24. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par mois; il peut être equvoqué extraordinairement par l'administrateur deservice

et le directeur.

Le directeur de la société et, en cas d'absence, le directeur-adjoint concourrout à toutes les délibérations de la société avec voix consultative:

Pour qu'une délibération soit valable, einq membres au moiss doivent assister su conseil, in-dépendemment du directeur. Les arrêtés sont pris à la majorité absolue des

membres présens. En cas de partage, la délibération est ajournée à un jour déterminé par le procès-verbal, et pone le cas de nouvem partage dans cette seconde dé-libération, la voix de colui qui préside est prépéndérante.

25. Le conseil d'administration prend communication de toutes les affaires de la compagnie.

Il délibées et arrête les conditions générales des contrats d'essurances, fixe le terif des primes applicables aux diverses natures de risquer et déterminer l'emploi des fonds disponibles. Sur la proposition de directeur, il nomme et ré-

voque tous les agens et employés de la compagnie, fixe leurs traitemens , salaires et gratifications, ainsi que les dépenses générales de l'administration.

Il peut traiter, transiger et compromettre sur tous les intérêts de la compaguie , il peut aussi substituer.

Les pouvoirs délégués par le conseil sont signes par un administrateur et par le directeur.

Un administrateur est désigné à tour de rôle pour surveiller les opérations de la compagnie et signer, conjointement avec le directeur, les polices d'assurances, les contrats et engagemens de la compagnie, et le transfert des actions.

#### De la direction.

26. Il y aura un directeur et un directeur-ad-

Le directeur et le directeur-adjoint sont nommes et peuvent être révoqués par l'assemblée générale. sur la proposition du conseil d'administration, et & une majorité représentant au moins les trois quarte des voix de cette assemblée.

Ils doivent être propriétaires, le directeur, de vingt actions au moins, le directeur adjoint a de dix actions, lesquelles sont inalienables pendant toute la durée de leurs fonctions, et demeurent al,

fectées à la garantie de leur gestion.

M. Oscar-Toussaint Baudouin est no mané directeur. M. Laperche siné est nommé directeur-adjoint

Sauf la sanction de l'assemblée générale qui dé terminera également le traitement annuel et les avantages qui pourront leur être accordés pendant la duré de leurs fonctions.

27. Ils assistent aux délibérations du conseil ; la directeur, et à son désaut le directeur-adjoint , y

ent voix consultative.

28. Le directeur est chargé de l'exécution des délibérations et arrêtés du conseil d'administration,

Il dirige le travail des bureaux et arrête les conditions particulières des assurances, et règle, de concert avec l'administrateur de service, le montant des pertes et dommages à la charge de la compagnie; l'évaluation en est faite de gré à gre, sie non par des arbitres amiables compositeurs dispensés de toutes formalités judiciaires, et nom-més conformément à l'article 52 ci-après; le montant des pertes est payé comptant aussitôt qu'il a. été réglé.

29. Les contrats d'assurances, les traités et conventions sont signés par le directeur et un administrateur, et les transferts de rentes et des autres. fonds inscrits au nom de la compagnie sont signés: par le directeur et par deux administrateurs.

Les actions judicisires sont exercées au nom de la compagnie, poursuite et diligence du direc-

30. En eas de maladie ou d'absence du directeur. il est remplacé de droit et avec les mêmes pouvoirs par le directeur-adjoint, et, à son défaut, par un administrateur ou par un employé délégué à cetoffet, par le conseil d'administration,

### De l'assemblée générale.

31. L'assemblée générale, représente l'universalité des actionnaires, ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absens.

32. L'assemblée générale se compose des actions naires qui sont propriétaires de trois actions au moins depuis trois mois revolus.

Les membres composant l'assemblée générale n'ont qu'une voix, quel que soit le nombre d'actions inscrites a leur nom. Le droit d'assister à l'assemblée générale est per-

connel et ne peut être délégué. L'assemblée générale doit être compesée de vingt-cing mambers an mains à la gremitee con-vocation, si, faute de ce nombre da délibération ne peut avoir lieu, il sera fait une nouvelle convoication, et la délibération aux les objets à l'ordre du jour de la première rennion sers, valable quel que soit le noiphre des membres present.

33. L'assamblée générale est gommeçu e après décision du conseil d'administration : elle nomme son président, les deux plus farts actionnaires sont scrutateurs, la plus jeppa des mountres est secrétaire; les scrutateurs et le secrétaire ne peuvent être classés papezi les manuferes du conseit.

34. L'assemblée générale se réunit de droit dans le mois d'avril de chaque année. Le directeur lui rend compte des opérations de la compagnie-

pendant l'année précédente.

35. L'assemblée délibère sur les comptes qui lui sont présentes, ainsi que sur les propositions qui Ini sont faites.

Ses décisions sont prises à la majorité absolue

des membres presens.

36. L'assemblée générale nomme les adminis-trateurs à la majorité absolue des membres présens at au scrutin de liste.

37. Chaque année l'assemblée choisit parmi ses membres, autres que ceux du conseil d'administration, un commissaire et un commissaire suppléant qui sont charges de la vérification des comptes de la compagnie.

Immediatement spres l'obtention de l'ordon; nance royale qui autorisera la compagnie, le conseil convoquera la première assemblée générale des actionnaires, à l'effet de nommer le commisszire et le commissaire suppléant.

Leurs forictions ne commencent qu'un mois arant la reddition des comptes à l'assembles generale, et cessent à la levee de l'assemblée.

38. L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement par le conseil d'administration? Les lettres de convocation doivent être adressées au moins quinze jours à l'avance et indiquer l'objet

de la convocation. 39. L'assemblée générale convoquée extraordi-

des voix representant la moille au moint des attions, adopter les modifications aux presens stathits, don't l'experience aura prouve la necessité.

Ces modifications doivent être soumises à l'apt probation du gouvernement.

#### Das commissines

40. Chaque année et dans le mois qui précéde l'assemblée générale ; le commissaire si rend an siège de la compagnie.

Il verifie les comptes de l'année Macklente et fait son rapport à l'assemblée générale.

11: En cas d'emperhement du commissaire, "A est tennatien donner avis an directeur un mon evant l'assemblée générale.

Dans ce cas, aux soins et diligence du directeur, il est remplace par le commissaire suppléant.

# Des gomples granuels et des respartitions des benefices;

42. Chaque année la situation de la compagnité est arrêces an 3ª décembre.

Le conseil d'atliministration, d'après ces artete de situation, décide s'il y à lieu à une répartition de benifices, et en propose le chiffre à l'assemblée gênéralié:

43. En cas de répartition de bénéfices, le quire ati memi ,"et la moitle au plus, est mis en re erve, on accroissement du capital, le surplus est distiff hid not action paires an prorate de leur intérêt.

, Longua les bischices réservés télèvoiest è la million de france, le réserve anterette pourirent reclusion and granist and pulses, ret ups densitiones and metal des bénéfices.

.; L'ostodant som supantium setionneires

44. En cas de pertes qui absémberatent les bisfices réservés et entameraient la partie venée de capital de la sessione le conseil d'administration devra exiger de la part des actionnaires, le man ment nécessaire pour la recompléter insqua partait paiement du capital nominal des action composant le fonds social.

Sur la notification de l'arrêté de la contribuin déterminée par le conseil, les actionnaires seme tenus d'effectuer, dans les dix jours, le remement

démandě.

A defaut de palement dans les délais ci-dem les rentes transférées ou les valeurs déposéesens rantie seront vendues ainsi que, les actions elemêmes par l'entremise d'agent de change, su risques et périls de l'actionnaire retardataire, su préjudice des noursuites à exercer contre la par le palement des sommes dont il sera débiteurs vers la compagnie; en cas d'excédant il en su tenn compte à l'actionnaire,

45. Dans le cas prévu par l'article précédent, a totalite des benefices resultant des inventaires séquens sera affectée au remboursement des ser-mes exigées des actionnaires à titre d'appel &

fonds.

Forsque les remboursemens auront été con l'orsque les remboursemens auront été con l'orsque les par l'article 42 ents continuees dans les proportions qui y sont in quees.

Dissolution et liquidation.

., M. Le dissolution anne lieu de plein droit vile pertes ont réduit à moitié le capital social. " lille styre egalement hen se elle eit demede

par un nombre d'actionnaires représentant moins les treis quarts des actions

47. Dans les can prémis par l'article précédit la ponteil d'administration cit tenu de convocat immidiatoment d'esseurblée générale.

L'aprembide générale nomme séance tente trois commissaires liquidateurs.

11 49i.: has annuminarites: liquidatours font ressure less risques mon éteints, ou résilier les contrit existane, sobre peurent de gré à gréi

Ils regient et arrêtent le remboursement de pertue de domminges à la charge de la compagne ills patitions comprometter at transieger sir tous contestations at demander:

50. Less act to manaires seront tenus; surfadement de la communicat des liquidations, d'effectuel # versemens nécessaires pour opérats les rembe sement juiquiti coinconstence: du montant de les actions.

 51: Ad'espination de l'armée qui sui va l'épope sà la liquidition sons été pronoucée, il serbit un inventaire de le situation de la compagnée. · La cq:mpta un sqra yendu à l'assemblés générie qui prononcera sur le terme de la liquidation.

Arbitrage en eps de contestations et de difficulte

52: Pontes les difficultés et contentions qui poursons s'élever perklant la durêt de la sériet. be somethe as tignidation; relativement a seropertions et affaires entre le conseil d'administration ci les actionnaires; seront déchiées par trois ails tree i dont theux respectivement nommes per che cune des parties intéresées, erin lenfation dans une mis pelas de die jours personen de tribunal de commerce, et le troisième, dans tous - But volt, deut par le président un médice seinest : . Le décision des aristess sura llevants formalités

mi détais de procédure par amiable composition: Aglion.

Articles transitoires.

Art. 42. MM. Cosimir Locomto et Ocean. Toussain Bandouir sont autorisés à poursnivre apprès du gouvernement l'autorisation de la présente société, et à accepter tous changemens, modifications ou additions aux presens statuts qui pourraient etfe demandes par le gouvernement.

2. Les frais de premier établissement sont à la Charge de la société.

3. Les souscriptions d'actions seront réputées

nulles et non avenues si la société, par un molif Errefconding, n'est ben constituée. - 1 ....

Source jolion.

Il est ici observé qu'aux termes de l'acte susrelaté nommies ent sessesit pour le primbre d'enières dont la quotité mit, et dont elles se sont obligées de verser le montant dans les valours et aux épeques déterminées par l'article 9.

(Suinent les name des souserietesers.)

THE PERSON NAMED IN COLUMN

10-12 mat 4800; - Loi sur les attributions des conseils généraux et des conseils d'arrondingement (4); (4%, Boll. DEKK; h. 7398;)

(1) Présentation à la Ch. des Députés, en 1829 et en 1831.

Reconstation h la Chambre des Pairs, le 10 jan-vier 3637 (Mon. du 11); repport par M. le baron Mounier, le 4 mars (Mon. du 5); discussion le 9 mars (Mon. du 10), le 10 (Mon. du 11), le 11 (Mon. dn 12), le 13 (Mon. dn 14); adoption le 14 poèrs (Mon. dn 15), à l'unanimité par 90

xotans. Reprise du projet à la Chambre des Députés, le 15 janvier 1838 (Mon. du 16); rapport par M. Vinien, le 19 fevrier (Mon. du 22); discussion le 1º mars (Mon. du 2), le 2 (Mon. du 3), le 5 (Mon. du 6), le 6 (Mon. du 7), le 7 (Mon. du 8); edoption le 8 (Mon. du 9), à la majorité de 248 voix contre 7.

Présentation à la Chambre des Paira, le 21 mars (Mos. du 22); rapport par le hason Mounier, le 10 avril (Men. du 11) dispussion et adoption le 23 avril (Mon. du 24), à la mejarité du 413 voix contre 7.

Voy. édit de juin 1767 : lois flu 22 décembre 1789; instruction du 8 janvier 1790; placée à la stite de la loi précédente; constitution du 3-14 septembre 1791, chap. 4, sect. 11; constitution du 5 frest, au 5, art. 174 et suiv. ; compitution nu 2 freet, an 5, art. 172 et suiv.; comultium hu 22 frim. an 8; loi du 28 plat. an 8; dreits di 16 vent. an 9; da 2 vend. an 41; tenatis-consalte da 16 therm. an 10; tit. 3; churte de 1830, art. 69; lois da 22 juin 1833, sur l'organisation des conseils généraux et d'aironthisement; du 20 avril 1884, sur l'organisation du constil général de la Seine : du 18 millet 1857, sur les attri-Dutions des conseils municipaux.

Des vues pleines de sagesse et franchement exposées ont présidé aux travaux législatifs dont pai ici à rendre compte. Les deux Chambres ont senti que l'indépendance des corps delibérans n'était pas exclusive de la puissance de l'antorité exécutive, et qu'il ne fallait pas trop accorder aux une, si l'on roulait sincerement l'existence de l'antre.

Le rapport de M. Vinien, en retracapt l'histoire de la législation sur la matière, apprécie avec autant de sagacité que de justeme les différens systemes qui se sont succedé depuis 1789; et il indique par la l'esprit à la fois libéral et gouvernerecetal dans lequel a été conçue la présente loi, La loi du 22 décembre 1789, dit il, investit les

assemblées administratives des départemens de pouvoirs fort étendus; la répartition de l'impôt, sen assielle meme, les mesures relatives au soulasement im malheur, à la propagation de l'instruc-tion : à l'enconcagement de l'agriculture et de

l'industrie, à la conservation des propriétés de l'Etat, à la police, les intérêts les plus chers de la nation, en un mot, forent confiés à leur vigilance et remis en leurs mains. Le gouvernement presque entier leut était ainsi délégué.

« Mais, en meme temps, les droits de l'autorité royale et son pouvoir supreme étaient constatés; elle planait sur tous les corps intermédiaires pour regter leur marche, pour leur imprimer une ex-

«Les principes qui servaient de base à ce système nouveau, sont exposes arec une grande fermete dans les instructions que l'assemblée elle-meme

joignit a la loi du 22 décembre.

« Le principe constitutionnel, y est-il dit, sar a la distribution des pouvoirs administratifs, est " que l'autorité descende du Roi sux administraa tions de département, de celles-ci aux adminis-a trations de district.... L'Etat est un ; les dépar-· temens ne sont que des sections du même tout : ane administration uniforme doit donc les ema brasser tous dans un régime commun. Si les corps administratifs , indépendans , et en quélque sorte souverains dans l'exercice de feurs · fonctions, avaient le droit de varier à leur « gré les principes et les formes de l'administra-« tion, la contraffété de leurs mouvemens par-. tiels, détruisant bientôt la régularité du mou-· vement général, produitait la plus facheuse ansichie.

·La loi de 1789, tont en reconnaissant l'autorité nécessaire du ponvoir central, ne l'avait pourtant pas armé de droits asses étendus ; la constitution de 1791 combla cette lacune en conférant au roi le droit d'annuler les actes des administrations de departement contraires and lois ou aux ordres qu'il leur aurait adresses, et en lui permetiant dans des cas extrêmes de les suspendre de lapre ionctions.

«La tourmente révolutionnaire qui entratne la plupart de ces administrations hors de leur sphere legale, devait naturellement les rendre suspectes. La Constitution de l'an 3, dans ses impuissans efforts pour rétablir l'ordre et la liberté, proponça leur destruction.

· L'administration se compose de deux élémens distincts; la ponsée et l'exécution, ou, en d'autres termes, la délibération et l'action. La joi du 22 décembre avait consacré ce partage en divisant les assemblées administratives en deux sectiops. un conseil et un directoire, et en remettant premier le soin de délibérer et au seconil celui d'agir, La Constitution de l'an 3 vint confondre se que la nature des choses prionno de separer :

TITRE Icr. - Des attributions des consoils généraux (1).

Art. 1er. Le conseil général du département répartit, chaque année, les contributions directes entre les arrondissemen, conformément aux règles établies par le lois

Avant d'effectuer cette répartition, il de tue sur les demandes délibérées par les co-

elle supprima les conseils de département et ne laissa subsister qu'une seule autorité qu'elle appela administration de département et qu'elle composa de cinq membres à l'image du pouvoir central. "Elle détruisait ainsi une des bases essentiules du avetème de l'Assemblée constituante et elle conservait en même temps ce que ce système contenait de vicieux en remettant l'action à une autorité collective. En effet, si la délibération appartient essentiellement à plusieurs, l'action doit être le fait d'un seul; elle veut de la rapidité, de l'unité; elle doit offiir la garantie d'une responsabilité réelle et directe. Une autorité collective ne satis-fait à aucune de ces conditions. L'Assemblée constituante avait méconnu ce principe, et la constitution de 1795, en supprimant les conseils dédibérans et en laissant à des assemblées l'action administrative, privait à la fois le pouvoir de toute vigueur et les citoyens de toutes garanties.

La loi du 28 pluviôse an 8, corollaire de l'acte constitutionnel du 22 frimaire précédent, vint complèter l'œuvre de l'Assemblée constituante, en placant l'exécution entre les mains d'un seul agent; elle créa les présets et rétablit les conseils de departement; mais, par une de ces alternatives qui, depuis cinquante ans, ont tour à tour en France donné la prepondérance soit à l'ordre contre la liberté, soit à la liberté contre l'ordre, le nouveau gonvernement qui s'établit alors détruisit les garanties que la constitution de 1791 avait voulu assurer aux citoyens. Il obtint ce résultat, moins encore en réduisant les attributions des conseils généraux qu'en s'attribuant le droit de nommer tous leurs membres; ces assemblées purent encore rendre des services au pays, il serait injuste de méconnaître le bien qu'elles ont fait, mais sans l'élection qui seule les rattachait au peuple dont elle les faisait sortir, les conseils géné-raux ne pouvaient ni inspirer la confiance, ni exercer un pouvoir réel.

« Leurs attributions avaient été notablement amoindries en l'an 8. Ils avaient cessé d'être préposés aux mesures concernant les impôts, à la conservation des propriétés nationales, à la direction des travaux publics; le ponvoir central, il faut le reconnaître, avait pu, à bon droit, reprendre ces diverses branches du service public, mais ses conquetes nouvelles ne s'étaient pas arrêtées là. Depuis cette époque, la part des conseils généraux dans ' Padministration départementale s'est successivement agrandie ; la nécessité , plus impérieuse que tous les mauvais vouloirs, a force de recourir à leur intervention pour la solution des questions nombreuses; mais la restauration après l'empire se garda bien de rendre aux citoyens le droit d'élire leurs membres ; elle éprouvait contre le pays toute la défiance dont elle le savait animé contre elle, et le brusque retrait des projets de loi présentées en 1828 ne témoigna que trop de son antipathie contre toutes les institutions qui étaient de nature à laisser à l'opinion publique une occasion de se former et un moyen de se produire.

La révolution de 1830 devait nécessairement rendre à l'adminis ration départementale la rie qui

lui avait été enlevée par la constitution de l'ant.
L'ert. 69 de la Charie du 9 août a promis ha Françe des institutions départementales fondes ura système électif; et la loi du 22 juin 1833 a déjace, mencé l'accomplissement de cet engagement à rendant à l'élection populaire le droit de compar les conseils généraux; il nous reste à détension leurs attributions. C'est l'objet du projet de loi dipprésenté à plusieurs reprises par le gouvernement et qui, après avoir suit des modifications dant sein de la Chambre des Pairs, vous a été propries pa commencement de cette session.

Je me permettrai d'ajouter ici seulement à réflexions analogues à celles que j'ai présentes l l'occasion de la loi sur les attributions des comes municipaux.

Les circonscriptions pour lesquelles sont aux les conseils généraux et dans lesquelles ils exerces leurs fonctions, sont capricieusement formes; elles manquent de vérité. La force des choss plus puissante que la division établie en 1790, n siste à cette création de quatre-vingt-six fraction territoriales jouissant des mêmes droits, régie pe les mêmes autorités et munies des mêmes institutions. Ce fractionnement était nécessaire, lor qu'il set fait, parce qu'il s'egissait alors de re-verser un système, d'en briser les ressorts, du arracher les racines, de détruire les choses de dénominations d'un régime vieux et massis mais sujourd'hui ce remède héroïque n'es per suécessaire, il n'y a plus de danger à senter des le vérité, et il y aurait beaucoup d'avantages su le rapport administratif, sous le point de me économique et industriel, et même dans un inich politique, à admettre des divisions et subdisses sondées sur la vérité des faits. On a beau dire se Draguignam et Marseille sont des chefe-lieu d département, et placer dans chacune de ce sile un préfet et un conseil général, il reste toujon que la ville de Draguignan n'a aucune influence et que celle de Marseille en a une immense. O peut en dire autant de Berdeaux et de Monde Marsan, de Toulouse et de Tarbes, etc., 44 A la vérité certaines villes acquerraient, com chefs-lieux de grandes provinces, une influent encore plus grande que celle qu'elles ont set reliement ; et, sous ce rapport , le pouvoir ceam aurait peut-être sur elles une action moiss de recte et moins décisive ; mais ces métropoles ainsi constituées, rendraient au gouvernement, es 4 pui et en secours efficaces, dans certaines och-sions graves, bien plus qu'elles ne lui enlerraient en pouvoir sur la marche ordinaire de affaires.

(1) Le législateur qui a des ordres à donner, de règles à établir et point de théorie à exposer, les horné à placer d'ans la loi l'éunmération desdifirentes attributions confices aux conseils génème et aux conseils d'arrondissement; mais, majer leur variété et leur nombre, ces attributions serétachent à quelques idées générales, que les juitons des divents d'évent s'efforcer de saisir et de meiro en évidence, afin de rendre plus facile l'intelligeur de la loi et d'en mièux fixer les dispositions dans it

Soits d'arrondissement en réduction du contimgent assigné à l'arrondissement (1).

2. Le conseil général prononce définitivement sur les demandes en réduction de contingent formées par les communes, et préalablement soumises au conseil d'arrondissement (2).

 Le conseil général vote les centimes additionnels dont la perception est autorisée par les lois (5).

mémoire des administrés et des administrateurs.

On pout dire avec M. Vivien, que les attributions des conseils généraux sont toutes rattachées aux intérêts du département, mais que ce caractère coinmun, ce trait caractéristique qu'on retrouve tou-jours en elles, n'empêche point qu'elles ne se subdivisent en trois classes distinctes. Tantôt, en effet, les conseils généraux agissent comme délégués du pouvoir législatif, par exemple lorsqu'ils sont la répartition des impôts; tautôt comme représentans légaux du département, notamment lorsqu'ils lui imposent des centimes facultatifs, lorsqu'ils règlent la gestion de ses biens, lorsqu'ils font connaître ses besoins et ses vœux; ils agissent quelquefois comme conseils du pouvoir central, par exemple, lorsqu'ils donnent leur avis sur les changemens de circonscription. Dans l'exercice de ces différentes fonc. tions le conseil général agit avec plus ou moins d'independance et de pouvoir. On peut indiquer, en peu de mo's, les principales nuances qui existent dans l'efficacité et la force obligatoire de ses actes.

Quelquefois il est juge absolu et souverain (voy. art. 1, 2 et 3); quelquefois ses décisions sont obligatoires, mais soumises au contrôle de l'autorité centrale (voy. art. 4); ensin, souvent il ne donne que de simples avis qui n'ont qu'une autorité morale (voy. art. 6).

Si l'on veut bien, en parcourant les dispositions

Si l'on veut bien, en parcourant les dispositions de la loi, se rappeler ces idées et ces distinctions, on verra qu'elles offrent dans l'application une véritable utilité.

(4) Les décisions du conseil général, en cette matière, ne sont soumises à aucun recours. Ce pouvoir souverain qui lui est ainsi conféré avait paru à la commission de la Chambre des Pairs présenter de graves inconvéniens; mais, reconnaissant que l'opération de la répartition entre les arrondissemens était une délégation du pouvoir législatif, elle avait proposé de porter le recours devant les chambres, et, ain a éunécher que des réclemnations trop nombreuses ne leur fusent adressées, elle avait jugé convenable de dire dans la loi, que les Chambres ne pourraient être appelées à auturer que sur la proposition du gouvernement.

statuer que sur la proposition du gouvernement.

On a fait remarquer qu'il ne fallait pas multiplier
les recours au pouvoir législatif; que, d'ailleurs,
la solution qu'il donnerait arriverait toujours tar-

divement.

M. le comte Tascher, voulant ouvrir une voie contre les décisions des conseils généraux qui violeraient les lois, et ne pas recourir dans ce but aux trois élémens du pouvoir législatif, avait proposé l'amendement suivant:

a La décision du conseil général est définitive, sauf le recours au Roi qui prononce par une ordonnance royale, le conseil d'État entendu.

He éte rejeté comme attribuent au pouvoir royal seul la connaissance de difficultés dont la solution appartient essentiellement à l'autorité législative.

On avait aussi proposé d'admettre un recours à des arbitres nommés par les parties.

Mais cette mesure présentait des inconveniens

graves; elle n'a pas trouvé d'appui. Ainsi la décision du conseil est souveraine.

M. Vivien, dans son rapport à la Chambre des Députés, a développé les raisons qui devaient faire admettre cette disposition. Toutefois il a reconam que ce pouvoir suprême pourrait avoir des inconvéniens; e mais ces inconvéniens, a-t-il dit, out leurs limites dans l'obligation de se soumettre aux règles établies par les lois, dans le droit qui appartiendrait au gouvernement de ra user l'exécution des actes par lequel le conseil général serait soutif de ses attributions et aurait excédé ses pouvoirs, et si ce système a quelques inconvéniens, l'admission d'un recours quelconque en amènerait de bien plus graves. »

Ces paroles doivent être expliquées.

Dans quel bat réclamait-on qu'un recours fût ouvert contre les décisions des conseils généeau? C'était afin de pouvoir obtenir la réforme d'une répartition qui, régulière d'ailleurs et faite conformément aux lois, ne serait pas équitable.

Certainement M. Vinien n'a pas entendu dira que, dans ce cas, le gouvernement a le droit d'intervenir et de controller les actes et les décisions des conseils; il suppose seulement qu'un conseil est sorti de ses attributions, a excédé ses pouvoirs; et c'est pour cette hypothèse qu'il rappelle le droit de gouvernement, écrit dans l'art. 14 de la loi du 22 juin 1833, d'annuler les actes entachés d'excès de pouvoirs.

Done, il n'y a aucun recours, aucune garantia contre la décision d'un conseil général, qui, en se renfermant dans le cercle de ses attributions, en procédant avec la plus parfaite régularité, fait une injuste et inégale répartition des contributions entre les différens arrondissemens,

Sous ce rapport, les communes sont mienz traitées que les arrondissemens. Voy. les notes sur l'article suivant.

Voy. au surplus la loi du 3 frimaire an 7, art. 25

et suiv.

Le conseil d'Etat avait déjà décidé plusieurs fois que les décisions des conseils généraux, pour la répartition des impôts, étaient souveraines. Voy arrêts du conseil du 20 décembre 1834 et du 14 juin 1837 (Recueil de Macarel et Deloche, année 1834, p. 856, et année 1837, p. 239).

- (2) Les réclamations des communes jouissent de deux degrés de juridiction; elles sont appréciées en première instance par les conseils d'arrondissement; elles sont portées ensuite devant les conseils de département.
- (3) Cet article ne possit pas dans le projet le principe du vote des centimes additionnels par le conseil général aussi séchement qu'il le fait ici. Il portait : « Le conseil général vote les centimes additionnels spécialement affectés par les lois générales à diverses parties du service public. Il vote aussi les centimes additionnels extraordinaires, dont le perception est autorisée par des lois spéciales. »

Le principe était encore développé par une disposition qui ne se retrouve pas dans la loi; elle

ctait concre en ces termes :

· Le conseil général vote :

 1º Les dépenses à faire au moyen des centimes àdditionnels affectés, par la loi des finances, aux dépenses variables des déput temens;

• 2° Les dépenses à faire au moyen de cantimes additionnels facultatifs dont il fixe le nombre dans les limites déterminées par les lois des finances. •

La Chambre des Députés a, sur la proposition de sa commission, modélié l'article 3 comme on le voit dans la rédaction actuelle, et supprimé la disposition qui le precédait, par le motif qu'il suffisait «Pétablir dans la loi le principe de la nécessité du role dre conseil général, sans entrer dans les détails.

a C'est an conseil général, a dit M le rapporteur, qu'il appartient de voter ces divers centimes : ce vote est absolu, et le gouvernement ne peut y suppléer que dans des cas tout-à-fait spéciaux et en vertu de lois formelles, comme, par exemple, la loi sur l'instruction primaire, qui autorise à imposer d'office les centimes destinés à pourvoir à cette dépense. En règle générale, le vote du conseil général est nécessaire. Il nous a para suffisant d'insérer ce principe dans la loi, sans entrer dans les détaits que contenait le projet du gouvernement.

Un membre de la chambre a craint que la rédaction de l'article ne fût pas assez claire, en ce qu'elle paraissait s'appliquer non pas seulement aux centimes additionnels dépar'ementaux, mais encore aussi aux centimes communaux. Il a proposé, en conséquence, pour empêcher cette confusion, d'ajouter à l'article un paragraphe additionnel portant : « Cette disposition n'est pas applicable aux

centimes additionnels communaux.

M. le rapporteur a répondu que cette addition était inuti'e, parce qu'il est évident que quand on donne aux conseils généraux le droit de voter des centimes additionnels, dont la perception est autorisée par les lois, cela ne peut s'appliquer qu'à ceux dont la perception est autorisée pour les départemens, et non pas à ceux dont la perception est autorisée pour les communes.

a Puisque cela est bien entenda, a dit l'auteur de la proposition, et qu'il ne peut pas y avoir de dif-

ficultés, je retire mon amendement.

Il y a plusieurs espèces de centimes additionels; on en trouve l'enumération dans l'ait. 10 de la présente loi. Ainsi il y a des centimes additionnels, des centimes additionnels facultails, des centimes additionnels additionnels factuaires, des centimes additionnels ratraordinaires, des centimes additionnels ratraordinaires, des centimes additionnels increases que le se se se des différentes expressions n'est pas parlaitement clair, et il est nécessaire d'en donner une explication précise.

Voici d'abord comment M. Fivien a dans son rapport analysé la législation sur cette matière :

Lors de leur formation, les départemens n'avaient point été considérés comme syant une estatence à part; ils n'étaient aux yeux de la loi qu'une dévision administrative. L'assemblée constituente avait remis trux assemblées administratives le soin d'ordonner les dépenses et de percevoir les contributions publiques dans chaque département (loi du 22 décembre 1789); meis ce u'était, qu'un mandat dont elle les investissait, et ces dispositions ne donnaient point lieu à unifundget départemental proprement dit.

alla loi du 28 messidor en à a mis certaines dépenses à la charge des départemens en affectant à leur acquittement un nombre déterminé de sous additionnels en principal de la contribution; mas ces dépenses étaient vraiment une charge de l'Etat, et le régime nouveau avait moins pour but de

créer des resources financières distincies eux des parteinens que de soulager le budget de l'Etat, et de diminuer en apparence le poids des charges publiques.

Les lois des 15 frimaire an 6 et 11 frimaire

an 7, confirmèrent ces dispositions.

Les départemens eurent ainsi leur budget; mais, même après le rétablissement des conseils généraux, le gouvernement conserva toute, autorité sur le réglement des dépenses qui devaicnt y presdre place.

• Les lois des 28 ventose an 13 et 28 avril 1816, ent créé un système nouveau en autoripant le conseils généraux à établir des impositions facultatives dans la limite qu'elles déterminaient et à les employer aux dépenses qu'ils jugeraient convenbles de couvrir avec cette ressource. Les départemens se sont trouvés, des lors, à côté du premier budget, annexe et complément de celui de l'Etal, en de la dépense dépendaient des votes de leurs conseils généraux, et qui était véritablement départemental.

Outre les recettes et les dépenses dont nous renons de parler, des lois particulières ont permis aux départemens de s'imposer des centimes spéciaux pour les dépenses du cadastre, de l'instrution primaire, des chemins vicinaux de grande communication, etc. Enfin, certains départemens ont été autorisés, par des lois spéciales, à s'imposer de centimes extraordinaires pour des dépenses égale-

ment extraordinaires.

Les dépenses qui figuraient dans le budget créen l'an h, avaient été postérieurement divisées et deux catégories: les dépenses écommunes à plusieur départemens et fixes, lesquelles étaient entilèrement réglées et soldées par le gouvernement, et les dépenses que, par opposition, on nommait variables, lesquelles ont été, depuis 1816, soumises au vou du conseil général, et ont tiré leur nom de la mobilité de leur quoité.

\*Les centimes destinés à y faire face, et votés par la loi même de finances, ont reçu une qualification analogue à celle des dépenses qu'ifs deviseit payer, et se sont, selon leur affectation, appelé

centimes fixes on variables.

«Paria loi de finances de 1817, les dépenses et le centimes fises ont été effacés des hudgets départementays et ransférés au buiget de l'Etat où ils son plus convenablement portés : il ne reste donc plus pour le budget, qui se compose des centimes vois par la loi de finances, que les dépenses et les centimes variables, qualification qui n'a plus de seas depuis que les centimes et les dépenses et les centimes variables, qualification qui n'a plus de seas depuis que les centimes et les dépenses fixes, par opposition auxquels elle avait été aitoptée, out passé an budget de l'Atat.»

M. Mounier avait déjà présenté les mêmes dés dans son rapport à la Chambre des l'airs en 1837. Pour les réduire à leur plus simple expression. il faut donc dire que les centimes adultionnels faus sont votés par les Chambres; que cas centimes sont affectés en partie aux dépenses fixes, en partie aux dépenses variables, et enfin à la farmation d'au fonds commun destiné à subremir aux depenses variables que certains départemens ne perveut couvrir ni avec la part des centimes additionnels qui y est consacrée, ni avec les centimes additionnels facultatifs dont il va être parlé;

Que les centimes additionnels facultatifs sont voits par les conseils généraux dans les luxites fixes

par la loi de finances;

: 4. Le conseif général délibère (1),

10 Sur les contributions extrabridinaires à établir et les emprishés à confracter dans l'intérêt du département;

· 2º Sur les acquisitions, alienations et

échanges des propriétés départementales; 3° Sur le changement de destination de d'affectation des édifices départementures; 4º Sur le mode de géstion des propriétés départementales (2);

Qu'ils sont destinés à faire face aux dépenses variable des départemens ;

Que les centimes additionnels extraordinaires sont rots par les conseils généraux dans les limites fixées par certaines lois spéciales pour des besoins également spéciaux; que tous les ans il y a une foule de lois de cette espèce. (Voir notamment suprà, p. 150, fois du å avril 1838 qui autorisent douze département et un arrondissement à s'imposer de centines additionnels);

Qu'essin les centimes additionnels spéciaux sont rolés par les conseils généraux dans les limites fixée par certaines lois pour subvenir à des services qu'elles organisent; telles sont les lois du 21 join 1833 sur l'instruction primaire, et du 21 join 1836

sur les chemins vicinaux.

La loi du 25 mars 1817, art. 52, 53, 54 et 55, dètermine les dépenses départementales flies et es dépenses variables, établit le fonds commun et en indique l'objet; elle autorise enfin le vote des tentimes facultatifs. (Voy. arrêté du 2 véndémiaire an 11, rapporté par Fleurigeon, tome I<sup>e</sup>, p. 120; voy. atssi lois du 25 mai 1818, art. 67 et suiv.; du 17 juillet 1819, art. 25 et suiv.; du 23 juillet 1820, at. 33 et suiv.; du 31 juillet 1821, art. 28 et suiv.; du 4" mai 1822, art. 17 et suiv.) — A compter de 1823, les dépenses me sont plus énumériées. (Voy. dans laloi du 10 mai 1823 et les lois de finances de chaque année, le tublemu qui indique le nombre de centimes additionnels et ficentatifs.)

(1) La force obligatoire des délibérations est lucontestable, sauf l'approbation exigée par l'art. 5.

M. le rapporteur a fait sur cet article une obserration générale qu'il est utile de rouseillis. C'est
que la nomenclature qu'il comprend m'a rien de
limitatit. el y a, a-t-il dit, un certain nombre:
d'objets qui me sont pas compris daus-cet article,
sur lesquels les consoils généraux sont naturellement et accessairement appalés à délibérer. Parconséquent, de ce qu'une nature de délibération
n'y sersit pas comprise, il ne faut pas conclure
que le conseil général n'aurait pas droit de s'en decuper. a (Mont du 3 mors, p. 1866, 2° col.)

(2) Le commission de la Chambre des Députés, chreconnaissant que les départemens sont propriétaires, avait eru devoir admettre une distinction entre les propriétés affectées à un service public troya dérat du 1et arril 1841) et colles qui sont mêtes et productives de revenus.

a les propriétés destinées à un service public, adit H. Frieir dans son rapport, sont placées, tant pour les actes de disposition que pour le mode même de possession, sons la double autorité du dépardement comme propriétaire, et de l'Etat comme Bridien des intérêts généraux; c'est d'ailleurs la condition des droits conférés aux départemens stres propriétés; mais celles qui sont utiles, productires de rerent, selon les termes employés dans un ca analogue par la loi du 21 mai 1830, celtes la ne sont soumises à l'autorité centrale que pour ce qui tenerne les actes de propriété; les dispositions trialires à la jouis-ance doivent appartenir en pro-

pre au département , c'est-à-dire au conseil générals ce sera lui qui régiera le mode de gestion, san titre de propriétaire lui en donne le droit. Il est, à cet égard, dans la même position que les conseils um. nicipaux à l'égard des biens de la commune, et nous l'investissons de l'autorité que la loi du 18 juillet 1837 a remise à ces conseils; nous n'avons même pas ajouté à cette disposition la faculté d'une nulation conférée à l'autorité supérieure par la loi municipale. Outre la difficulté d'organiser le mode d'exercice de cette faculté à l'égard des conseils généraux, il nous a paru que ces assemblées of-fraient asses de garanties de lumières et de prudence, pour que cette précaution fût inutile. D'ailleurs, il s'egit de biens qui ne sont jemeis. l'objet d'une jouissance en nature, et à l'occasion desquels des intéres privés ne peuvent être, légés; et l'exécution de la décision étant remise au préfet, celui-ci serait tonjunes funde à ne point obtempèrer aux dispositions qui, sortiraignt, das li-mites de la simple gestion. Une raison gratique, vient encore à l'appui de notse système, le projet, ne donnait au conseil général qu'um droit de delibération sur la gostion des propriétés du dépar-tement; une décision définitive na pouvait, par consequent, résulter que du concours de la mo-lonté du conseil général et du gouvernament; en cas de dissentiment, le projet ne déterminait, point laquelle des deux volontés devait prévaloir ; que scruit devenue la gestion pendant ces cen-llits? Il fallait pourtant qu'elle fût réglée : le droit remis au conseil général prévient ces em barras.

Cette proposition a été combatine. On a fait remarquer que si depuis 1821, les départements ont possédé quelques biens, des édifices publics dont l'Etat était embarrassé, ils en ent été investis à titre onéreux et à la charge que ces édifices serpient consecrés à des services publics at spartement aux frais des départemens; que ce n'était d'ailleurs, à vrai dire, qu'un démembrement des propriétés de l'État, qui passait aux mains des étépartemens à certaines conditions de services généraux.

Depuis trente ans, a dit le ministre de l'intérieur, un ordre de choses existe pas suite duquel la propriété départementale a été constituée; aucune plainte, aucune réclamation n'ont été faitte, pourquoi donc la commission, a-t-elle voulu à nouver à l'ançien système? C'est qu'elle y, a en effect attaché une question de principe. C'est sous le rapport des principes que nous attatquons l'améndement.

M. le ministre reproduisant le principal argument de la commission que, puisqu'on à donnà au conseil municipal le droit de règler la gestions des propriétés communales, on devait donner air conseil général le même droit sur les propriétés départementales, a'est, pour le repousser, fandà sur la différence qui existe dans la nature de ces deux propriétés.

a Quant à la question de propriété, a t-il dit, je prie le Chembre d'y faire la plus grande attên-

50 Sur les actions à intenter ou à soutenir au nom du département, sauf les cas d'urgence prévus par l'article 36 ci-après;

6º Sur les transactions qui concernent les droits du département :

7º Sur l'acceptation des dons et legs hils au département :

8º Sur le classement et la direction des routes départementales (1);

9º Sur les projets, plans et devis de tous

tion. Il ne s'agit nullement ici d'une propriété du genre de celle qu'on appelle communale. Les propriétés communales sont de leur nature permanentes, tandis que la propriété départementale n'est absolument qu'un accident.

Remontant à l'origine de celle-ci, M. le ministre a montre qu'elle se rapporte au domaine public, en sorte que, sous ce rapport, elle dissere essentiellement des propriétés communales. De là il a tiré la conséquence que la propriété départementale n'est point une propriété du genre de la propriété communale qui n'est pas, à vraiment parler, une propriété privée , mais seulement une propriété transitoire, accidentelle qui est renfermée entre son origine et le moment possible où elle reviendra à un service public.

« En prenant la question sous ce point de vue, je ne comprends pas, a dit l'orateur, comment on viendrait donner au département un droit égal à celui que possède la commune; je dis plus, ce n'est pas même un droit égal à celui que vous avez reconnu aux communes, c'est un droit supé-

rieur qu'on vous demande d'attribuer aux conseils généraux.

L'article de la commission a été rejeté et le pa-

ragraphe du projet a été reproduit.

M. Vivien a fait observer qu'il ne devait pas être adopté en entier. « Il parle de l'emploi des revenus, a-t-il dit. Or, c'est un objet qui figure dans le budget ; et quant au mede de jouissance des produits, je ne comprends pas trop le sens de cette proposition.

Sur cette observation, on a retranché les mots mode de jouissance des produits. On a dit : . Sur la gestion des propriétés départementales productives de revenus. » Ensin M. le ministre a proposé de supprimer les mots productives de revenus, en disant qu'il n'y avait pas d'inconvénient à ne pas définir

la propriété départementale.

M. Chegaray. • Il résulterait de cette rédaction que le conseil général pourrait délibérer sur le mode de gestion des prisom et des casernes. » M. le rapporteur. « Mais oui! il peut délibérer sur

cela. =

M. le ministre de l'intérieur. « Il y a des propriétés qui ne sont pus productives de revenus, et sur lesquelles cependant il est bon que le conseil général délibère. Je citerai, par exemple, les pépinières. Eh bien! les pepinières ne sont pas toutes productives de revenus.

M. Dufaure. . Si ! elles le sont toutes. .

M. le ministre, « Je vous demande pardon, et je le sais parfaitement bien, comme administrateur. Il y a des pépinières qui sont productives de revenus et d'autres qui ne le sont pas. Il faut que le conseil général puisse délibérer sur les propriétés producilves de revenus, et sur celles qui ne le sont pas.

Un membre a demandé quelle autorité ferait cesser le désaccord existant entre le conseil géné-

ral et le préfet.

Cette question a nécessité le renvoi à la commission.

M. le rapporteur, avant de répondre, a proposé

un changement de rédaction ; il a demandé qu'on dit : sur le mode de gestion, au lieu de sur la gestim.

« Il est évident, a-t-il dit, que le conseilgénéral ne peut avoir de délibération à prendre que sur le mode et non pas sur la gestion elle-même. Il y avait à choisir entre trois espèces de pouvoin que le conseil général avait à exercer : il possit avoir le droit de décider ou le droit de délibére, ou la faculté de donner un avis. La commission vous avait proposé d'accorder aux conseils généraux le droit de décider ; cette proposition syst été rejetée par la Chambre, il reste à choisirente le droit de délibérer et la faculté de donner on avis. Nous avons pensé que réduire le conseil général à donner un simple avis, c'était méconnière son importance, et qu'il fallait lui conserrer le droit de délibérer.

Arrivant à la question soulevée, il a réponda: « Nous avons pense qu'il ne fallait pas donner le droit de décider à aucune autorité exclusivement; que la décision définitive devait résulter de l'accord qui ne manquera pas de s'établir entre le conseil général et le ministre ; seulement, il convient de déterminer le sort des biens pendent ! dissentiment qui pourra s'élever entre le préset le conseil général.

En conséquence, il a proposé un article additionnel dans ce sens.

L'amendement au paragraphe et l'article siditionnel ont été adoptés.

Voy. l'art. 30.

(1) La Chambre des Pairs avait cru convenable d'ajouter ainsi que sur les chemins vicinaux de gre communication; elle avait été déterminée par l'observation de M. le duc Decases que la présente loi étant postérieure à celle du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, si on ne reproduisait pas la dir position qui donne aux conseils généraux le droit de délibérer sur la direction des chemins vicinau. on pourrait croire que cette disposition était abro gée, et que l'attribution avait été retirée aux conseils généraux.

La Chambre des Députés a retranché cette addition par le motif que le conseil général avait, en vertu de la loi du 21 mai 1836, des pouvois plus grands en cette matière que ceux que lui attribuit l'amendement de la Chambre des Pairs.

Il nous a paru inutile et dangerenz, a di M. Fivien dans son rapport, d'insérer dans la le une nomenclature en dehors de laquelle le conseil général serait déclaré sans action. Nous n'estendons lui enlever aucune des attributions que d'autres lois ont pu lui consérer ; les dispositions de notre projet énoncent ses principaux pourois

sans en limiter le nombre.

Il importe de faire remarquer qu'en parlant des chemins vicinaux, on aurait ôté aux conseils gé neraux une partie des droits que leur confere la loi du 21 mai 1836. En effet, aux termes du précet article ils n'auraient en que le pouvoir de délible. rer, sauf l'approbation de l'autorité supérieure su la formation et la direction des chemins, tands les autres travaux exécutés sur les fonds du

département;

10° Sur les offres faites par des communes, par des associations ou des particuliers, pour concourir à la dépense des routes départementales ou d'autres travaux à la charge du département (1);

11º Sur la concession, à des associations, à des compagnies ou à des particuliers, de

travaux d'intérêt départemental;

12º Sur la part contributive à imposer au département dans la dépense des travaux exécutés par l'Etat et qui intéressent le département (2);

15º Sur la part contributive du département aux dépenses des travaux qui intéressent à la fois le département et les communes:

14º Sur l'établissement et l'organisation des caisses de retraite ou autre mode de rémunération en faveur des employés des préfectures et des sous-préfectures (3);

150 Sur la part de la dépense des aliénés et des enfans trouvés et abandonnés qui

que, d'après la loi de 1836, art. 7, ils sont investis du droit de décider.

Il a été également expliqué plusieurs fois, dans la discussion, à la Chambre des Pairs, que les attributions conférées aux conseils généraux par la loi du 21 mai 1836, subsistaient tout entières; M. le rapporteur et M. le ministre de l'intérieur l'ont formellement déclaré. (Mon. du 10 mars 1837.)

A cette occasion, on a cru devoir signaler une difficulté que ponvait faire naître l'application de la loi du 21 mai 1836.

Cette loi consere, a-t-on dit, aux conseils genéraux, non pas seulement le droit de délibérer sur le classement des chemins vicinaux de grande communication, mais encore le droit de décider. En sorte que, s'il arrivsit, lorsqu'il s'agit d'un chemin vicinal de grande communication qui intéresse deux départemens, que les deux conseils généraux adoptassent une ligne différente, il y aurait consiit. On a demandé quelle autorité pourrait la faire cesser.

M. le ministre de l'intérieur a ainsi posé la question : « Faut-il que ce genre de décisions prises par les conseils généraux soit soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur, ou à une ordonnance royale? Est-il indispensable de limiter le pouvoir qu'on a voulu donner dans ce cas aux conseils généraux?

Nous ne le croyons pas, a-t-il dit; tontes les fois que l'intérêt général du pays peut être mis en péril, plus ou moins, par la délibération d'un conseil général, nous comprenons que, dans ce cas, l'autorité supérieure intervienne. Mais de quoi s'agit-il ici? de la direction de chemins vicinaux qui peuvent importer besucoup aux départemens, mais qui n'importent pas à la circulation générale du royaume.

« Eh bien! lorsque deux départemens ont pris des délibérations qui no s'accordent pas, le conflit n'a pas de suite, car les conseils généraux ne peuvent correspondre entre eux. Mais la discussion s'établit entre les préfets représentant les conseils généraux; slors on se livre à de nouveaux travaux, on examine de nouveau, on esseie de faire revenir l'un ou l'autre conseil général sur sa délibération. C'est une transaction entre deux départemens, c'aus laquelle nous croyons qu'il n'est pas indispensable que l'autorité supérieure intervienne, parce que, en définitire, je le répète, il ne s'ugit pas ici des intérêts généraux dont la garde et le maintien soient réservés à l'administration générale. »

On a demandé si par le mot direction on entendrait seulement les deux points extrêmes, le point

de départ et le point d'arrivée, ou si le conseil statuerait sur le tracé.

M. le ministre de l'intérisser a répondu que le tracé est une mesure purement administratire, d'un autre ordre que celles qui sont l'objet de la disposition; qu'il arrive bien souvent qu'on e demandé des avis aux conseils généraux sur les tracés, mais que la loi a prétendu seulement indiquer les points généraux de la question, c'est-àdire le classement d'abord et ensuite la direction générale.

(1) M. Feutrier a désiré que l'on rappelât les dispositions de la loi du 16 septembre 1807; il a manifesté la crainte que si elle n'était pas expressément meationnée. l'obligation qu'elle impose dans certains cas aux communes et aux arrondissemens ne fût considérée comme syant cossé d'exister. M. d'Argout a répondu que l'on n'avait point l'intention de porter alteinte à cette loi, et que tout le monde était d'avis qu'elle devait rester en vigueur; que, d'ailleurs, elle ne parlait point du concours des conseils généraux; que cependant ils avaient toujours été consultés et que l'on continuerait à agir comme par le passé; il a d'ailleurs cité le décret du 16 décembre\_1811, qu'il a déclaré devoir aussi continuer à recevoir son exécution. V. loi du 16 septembre 1807, articles 28 et suiv., et décret du 16 décembre 1811, tit. 5; et notamment art. 18 et suiv. V. ci-après, art. 35.

(2) Dans le cas où un département devrait contribuer à l'exécution de travaux sur un département voisin, ce sera la base d'une transaction entre les deux départemens. Le département qui pourra être appelé à contribuer sera maître de déterminer d'une manière absolue la somme pour laquelle il pourra contribuer dans les travaux qu'il s'agira d'effectuer.

« Nous entendons laisser à cet égard, a ajouté M. le rapporteur, toute la latitude qui résulte de la nature des choses au consentement qui sera donné

par les conseils généraux. »

(3) On a demandé si l'intention de la disposition était d'exclure les veuves des employés.

M. le rapporteur a répondu que la loi devait être muette à cet égard, parce que c'était là une question qui devra être ultérieurement examinéu, qu'il ne convensit pas, quant à présent, de préjuger; qu'ainsi, les termes de l'article n'excluent pas les mesures qui pourront être prises par certains départemens, s'ils entendent comprendre dans leur système de pourvoir les veuves des employés, comme axessi ils ne décident pas qu'eles pourront être pensionnées.

sera mise à la charge des communes, et sur les bases de la répartition à faire entre elles (1);

16° Sur tous les autres objets sur lesquels il est appelé à délibérer par les lois et ré-

glemens.

5. Les délibérations du conseil général sont soumises à l'approbation du roi, du ministre compétent ou du préfet, selon les cas déterminés par les lois ou par les réglemens d'administration publique.

6 Le conseil général donne son avis,

1" Sur les changemens proposés à la circonscription du territoire du département, des arrondissemens, des cantons et des communes, et à la désignation des chefslieux;

2º Sur les difficultés élevées relativement à la répartition de la dépense des travaux qui intéressent plusieurs communes;

30 Sur l'établissement, la suppression ou le changement des foires et marchés;

- 40 El généralement sur tous les objets sur lesquels il est appelé à donner son avis en vertu des lois et réglemens, ou (2) sur lesquels il est consulté par l'administration.
- 7. Le conseil général peut adresser directement au ministre chargé de l'administration départementale, par l'intermédiaire de son président, les réclamations qu'il aurait à présenter dans l'intrêt spécial du département, ainsi que son opinion sur l'état et les besoins des différens services publics, en ce qui touche le département.

8. Le conseil général vérifie l'état des archives et celui du mobilier appartenant au

département.

9. Les dépenses à inscrire au budget du département sont (3):

19 Les dépenses ordinaires pour lesquel-

les il est créé des ressources annuelles se budget de l'Etat;

2º Les dépenses facultatives d'utilité départementale;

3º Les dépenses extraordinaires auterisés par des lois spéciales ;

- 4º Les dépenses mises à la charge du départemens ou autorisées par des lois spéciales.
- 10. Les recottes du département se com-
- 1º Du produit des centimes additiones aux contributions directes affectés par la loi de finances aux dépenses ordinaires des départemens, et de la part allouée au département dans le fonds commun établi par la même loi (4);

2º Du produit des centimes additionnels facultatifs votés annuellement par le consil général, dans les limites déterminées par la

loi de finances (5);

5º Du produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales (6):

4º Du produit des centimes additionness affectés par les lois générales à diverses branches du service public (7);

5º Du revenu et du produit des propriétés du département non affectées à un service départemental;

6º Du revenu et du produit des autre propriétés du département, tant mobilieus qu'immobilières;

7º Du produit des expéditions d'anciennes pièces ou d'actes de la préfecture de

posés aux archives;

8º Du produit des droits de péage autorisés par le gouvernement au profit du département, ainsi que des autres droits de perceptions concédés au département par les lois.

- (1) La répartition, a dit M. Vivien, se compose de deux choses: le principe en verta duquel elle s'opère et l'opération matérielle. Le conseil général fixe le principe, détermine la base; puis l'administration, rentrant dans son rôle et remplissant les attributions qui lui appartiennent, fait la répartition conformément aux bases arrêtées par le conseil.
- M. Fumeron d'Ardeuil a soutenu que les choses ne se passaient pas sinsi et que le conseil faisait lui-même la répartition; mais M. le ministre de l'intérieur a déclaré que l'on procédait comme l'avait indiqué M. Vivien.
- (2) Il y avait dans le projet du gouvernement : « et sur lesquels il est consulté par l'administration », d'où il résultait que l'axis du conseil général ne pouvait être demandé que dans les cas prévus par les lois et réglemens.
- On a trouvé ce système trop restrictif. « Si on l'adoptait, disait M. Mounier, rapporteur de la commission de la Chambre des Pairs, il arriverait

que, dans un tres grand nombre de cas, l'administration supérieure serait privée des lumiers qu'elle tire des avis des conseits généraux; car le lois et les régtemens ont bien déterminé certais cas où elle est obligée de provoquer ces avis; mai tous les jeuers it se présente des irrionatamen nouvelles qui n'ont pu être peévaes par les lois et réglemens, où l'administration est heureuss de étalaisser de ces avis. »

Cas considérations out fait modifier la premier rédaction, malgré la résistance qu'a cru desoir opposer M. Villemain,

(8) Le projet portait : « Les dépenses à la charge du département sont obligatoires ou familiaire. On n'a pas voulu maintenir cette rédaction an qu'elle ne donnât point à penser que le département pouvait être forcé de supporter les département pouvait de la charge de l'Etat que de l'Etat que de

charges départementales. V. notes sur l'art. 12 (4, 5, 6, 7) V. notes sur l'art. 3. 41. Le budget du département est présenté par le préfet, délibéré par le conseil général, et réglé définitivement par ordonnance royale.

Il est divisé en sections (1).

(1) Le projet établissait deux budgets distincts dans chaque département; la Chambre des Pairs avait adoptéee système en 1837. La Chambre des Députés la repoussé. Les motifs qui l'ont déterminée sont déreloppés dans le rapport de M. Fivien, où sont également exposés les bases du mode de comptabilité consistré par la loi.

comptabilité consacré par la loi.

« Il nous paraît préférable, y est il dit, de réunir toutes les recettes et dépenses dans un seul budget : Il se composera de sections distinctes, soumbes à des règles propres à chacune; mais les formes administratives seront simplifiées par cetté

réunion.

· Quant au fond même de ce budget plusieurs

systèmes se présentaient.

4 On aurait pu confondre ememble toutes les recettes, quelle que fût leur origine; puis réunir également toutes les dépenses, en donnaint seulement au gouvernement le droit d'exiger que celles qui doivent nécessairement être faites, fussent inscrites au budget par le conseil général; c'êst le mode établi par la loi du 18 juillet 1837, pour les

budgets communaux.

a Mais deux obstacles s'opposaient à l'adoption de ce stième. D'abord, il tendait à embarrasser l'administration dans la répartition du fonds commun. Ce fonds, comme la Chambre le sait, se compose d'un certain nombre de centimes centralisés au trésor, et dont le ministre dispose au profit de cuir des départemens qui ne peuvent, avec leurs céntimes votés par la foi de finances, suffire au paiement des dépenses qualifiées en ce moment de dépenses variables. Pour la distribution du fonds commun, il faut établir une division entre les centimes , ainsi qu'entre les dépenses. Si les centimes facultatifs venaient se confondre avec cent qui sont votés par la loi de finances, l'allocation de la part à faire à chaque département sur le fonds commun exigerait des calculs très compliqués, et ne pourrait s'effectuer qu'à l'aide d'opérations très montieuses.

«D'un autre côté, les contimes spécieux et extraordinaires ont une destination fire et néces-aire; c'est la condition de leur établissement, et elle né

peut être riobée:

ell n'a donc pas été possible d'adopter un système qui se redommandair por une grante s'impliellé, mais qui contrariait les fuits actuels et aurait exiré des modifications dans diverses parites de la législation.

En restant dans les termes du régime présent, nots avors d'abord reconnu, par les raisons déjà dédaites, que les centimes spéciaux et extraordibétuites de dévaient être l'objet d'aveune disposition nouvelle, et qu'il convenait soulément de conscitéres termes explicites l'obligation, pour le conseit général, de respecter les affectations qui s'y ratta-

ellessiant deux natures de recettes et de dépenses dont il fathair régles le sort, savoir : d'anne pert; le centimes votés per la lot de flanances et les certtimes facultatis; d'aûtre part; les dépenses veriables, selou leur nom actuel, et les dépenses facultaires.

«Un principe paisé dans la nature de ces diverses

recettes et dépenses domine les dispositions & pren-

dre à leur égard.

Les centimes établis par le loi de finances appartiennent à l'Etat plus qu'au département; le conseit général est étranger à leur création; ils ne différent en rien des autres impôts votés par les Chambres; ils font partle des contributions générales du royaume.

Les centimes facultatifs, au contraire, sont tout entiers la propriété du département; la loi de finances ne s'en occupe que pour autoriser le conseil général à les voter; ils pourraient n'être pas imposés au département, ils ne doivent donc profiter qu'à lui et il a droit, par l'organe de ses re-

présentans, d'en régler l'emploi.

\*Les dépenses qui doivent être imputées sur ces deux natures de centimes ont également un double caractère. Les unes intéressent l'Etat autant que le département; elles font, à vrai dire, partie des dépenses générales du royaume, et si elles n'étaient pas imputées sur les budgets départementaux, elles devraient l'être sur celui que vous voirs chaque année. Les autres n'ont qu'une utilité relative et circonscrite au département même.

« Ce double caractère est déjà recomma en partie par la distinction des dépenses en dépenses variables et facultatives; mais cette distinction n'est point parfaitement satisfaisante; les dépenses variables comprennent plusieurs objets qui sont réellement facultatis pour le département.

à La loi nouvelle doit rétabfir la vérité des choses et consacrer une classification qui impute sur les centimes fácultatifs toutes les dépenses qui sont également facultatives, et qui réunisse ensemble et désigne clairement toutes celles auxquelles les centimes de la loi de finances et le fonds commun doivent faire face. Les budgets départementaux seront ainsi plus clairs, plus logiques, si l'on peut ainsi dire, et il deviendra plus facile ensuite de déterminer les droits respectifs de l'Etat et du département sur le vote de chacune des sections.

« C'est le système du projet de foi qui appelle obligatoires les dépenses imputables sur lès centimes votés par la loi de finances; nous avons conservé cette dénomination, quoiqu'elle nous paraisse moins juste ici que dans la loi municipale à laquelle élle à été empruntée; car elle a pour but d'indiquer le droit pour le gouvernement de contraîndre le département à l'acquittement de contraîndre le département à l'acquittement de ces aépenses, et les centimes dont il s'acti ne devant en aucun cas s'appliquer à d'autres objets, le fonds commun devant au contraîre suppléer à leur insuffisance, le département n'a aucun intérêt à n'y point porter toutes celles qui doivent être ainsi convertes; il aufait plutôt à gagner à en élever le nombre et l'importance.

Pour nous, cette expression désigne toutes les dépenses qui doivent être imputées sur les centimes appelés jurqu'ici centimes variables et sur le fonds commun. Nous les considérons moins encore par rapport à l'obligation qui pèse sur le département qu'en égard à la neture des recettes qui doivent y faire face. Cest dans cet esprit que nous avons

12. La première section comprend les dépenses ordinaires suivantes (1):

1º Les grosses réparations et l'entretien des édifices et bâtimens départementaux;

2º Les contributions dues par les propriétés du département;

5º Le loyer, s'il y a lieu, des hôtels de préfecture et de sous-préfecture (2);

. 4º L'ameublement et l'entretien du mo-

bilier de l'hôtel de présecture, et des bureaux de sous-préfecture;

5º Le casernement ordinaire de la gendarmerie (5);

6º Les dépenses ordinaires des prisons

départementales (4); 7° Les frais de translation des détenus,

des vagabonds et des forçats libérés (5) 8º Les loyer, mobilier et menues dé-

examiné la nomenclature comprise dans l'article 12 du projet. »

(1) C'est la nomenclature des dépenses obliga toires; la combinaison des différens articles leur imprime évidenament ce caractère, c'est sous cette dénomination qu'elles ont été désignées dans les deux chambres, notamment par M. Mounier, dans son rapport, en 1837, à la Chambre des Pairs. — Voy. notamment l'art. 16, qui appelle facultatives les dépenses comprises dans la deuxième section, par opposition à celles que renferme la première. Voy. suprà, notes sur l'art 9. J'y ai indiqué le motif qui a empêché de se servir du mot obligatoires.

(2) La disposition de ce paragraphe tranche la question de savoir si les sous préfets doivent être

logés aux frais des départemens.

On a demandé si, par l'expression hôtel, on entendait qu'il dût y avoir une maison spéciale con-

struite pour le sous-préfet.

M. le rapporteur a répondu que ce n'était pas là du tout le sens dans lequel la commission avait employé le mot hôtel; qu'elle avait voulu seulement désigner l'appartement occupé par le souspréfet.

On a insisté. « Il y a deux questions, a-t-on dit : la première est celle de savoir si on augmentera sinsi, indirectement, le traitement des sous-préfets, en leur accordant un logement ; la seconde question est celle de savoir s'il faut un hôtel pour les sous-préfets. Il ne faut pas d'ambiguité : mettez qu'ils auront une indemnité de logement, si vous voulez, mais ne parlons pas de créer des hôtels. »

La réponse de M. le repporteur explique parfaitament le sens et la portée de la disposition.

« Nous avons donné, a dit M. Vivien, une explication qui, je crois, suffit pour que l'on soit persuade qu'il ne s'agit pas de construire des hôtels, comme on paraît le craindre. (Non! non!) Aussi je ne prends la parole que pour repousser cette proposition d'accorder aux sous préfets une indemnité de logement ; nous ne voulons pas cela ; nous ne voulons pas qu'ils puissent avoir un logement à leur guise; nous entendons qu'il y ait un logement pour le sous-préset, quel qu'il soit; car, si on ne décide pas qu'il sura un logement, voici ce qui peut arriver : dans certains arrondissemens, le sous préset peut avoir un logement loué par lui ; il quitte ses fonctions, il garde son logement on · résilie son bail. Le nouveau sous-préset envoyé pour le remplacer n'aura aucun endroit où il puisse exercer ses fonctions. Nons entendons donc qu'il y uit un logement déterminé, public, officiel, indépendant de toute mutation, qui pourrait se faire dans le personnel des sous-préfets. En consequence, on ne remplirait pas le but de la commission en accordant une indemnité de logement ; c'est le logement même qu'il faut donner.

Le paragraphe a été adopté dans le sens de ces

explications,

Dans son rapport à la Chambre des Pairs, M. Mounier a cru que l'expression s'il y a lieu vécessitait une explication. «On pourrait, a-t-il dit, en inferer que le conseil général est autorisé à examiner s'il y a lieu de procurer un logement aux présets et aux sous-préfeis, et, par conséquent, de s'y refuser, s'il trouvait qu'il n'y a pas lieu de le faire; mais tel n'est pas le sens légal de la disposition.... Il est bien entendu que les bâtimens nécessaires au service des préfectures et des sous-préfectures doivent être fournis par les départemens, et que, par conséquent, il y a lieu d'insérer au budget le prix du loyer de ces bâtimens, toutes les fois qu'ils ne sont pas au nombre des dépenses départemen-

- (3) M. Daguenet voulait qu'on ne mft à la charge du département que les frais de casernement de la gendarmerie permanente et habituellement nécessaire pour les besoins de la police administrative et judiciaire ; que les dépenses pour le casernement des brigades temporaires et provisoires rendues nécessaires par des circonstances extraordinaires fussent à la charge de l'Etat; en conséquence, il proposait d'ajouter à ce paragraphe, sauf celui des brigades et des corps provisoires. La Chambre n'a pas adopté cette proposition. On a soutenu que l'on ne devait pas comprendre dans les freis de casernement l'indemnité de literie. Le ministre de l'intérieure a insisté, au contraire, pour que, conformément à ce qui se pratique actuellement, cette indemnité fût placée au nombre des dépenses départementales. La Chambre, par son silence, a manifeste l'intention de maintenir l'usage existant,
- (4) M. Lavielle proposait de supprimer de la nomenclature des dépenses départementales la nourriture des détenus, lorsque leur détention à titre de peine étant expirée, ils ne sont plus retenus que pour le paiement des amendes prononcées au profit d'administrations fiscales. L'examen de cette proposition a été renvoyée à la discussion du budget.
- (5) La commission demandait le retranchement de ce paragraphe et du 12°, par le motif que ces frais appartenaient spécialement à la police générale, et qu'ils devaient à ce titre être transportés au budget du ministre de l'intérieur.

Les considérations développées par M. le ministre pour le maintien de ces deux paragraphes en expliquent le sens et l'étendue. « Le paragraphe 7, a-t-il dit, est relatif aux frais de translation des détenus. Or, je pense que ce mot de détenu doit être entendu en ce sens qu'il s'agit seulement des condamnés qui seraient transportés dans les prisons départementales ; car, pour ce qui est des prévenus ou accusés, il est pourvu aux frais de leur translation par les frais de justice criminelle ; et , quant aux condamnés conduits au bagne, il existe un service particulier que je suis au moment d'établir

penses des cours et tribunaux, et les menues dépenses des justices de paix;

9º Le chaussage et l'éclairage des corps de garde des établissemens départemen-

taux;

100 Les travaux d'entretien des routes départementales et des ouvrages d'art qui en font partie;

11º Les dépenses des enfans trouvés et abandonnés, ainsi que celles des aliénés, pour la part afférente au département, conformément aux lois:

12º Les frais de route accordés aux

voyageurs indigens (1);

13º Les frais d'impression et de publication des listes électorales et du jury;
14º Les frais de tenue des colléges et

nne manière anégiale nour les majons controles

des assemblées convoqués pour nommer les membres de la Chambre des Députés, des conseils généraux et des conseils d'arrondissement;

45º Les frais d'impression des budgets et des comptes des recettes et dépenses du département;

16° La portion à la charge des départemens dans les frais des tables décennales de l'état civil :

17°. Les frais relatifs aux mesures qui ont pour objet d'arrêter le cours des épidémies et des épizoolies (2);

18º Les primes fixées par les réglemens d'administration publique pour la destruction des animaux nuisibles (5);

d'une manière spéciale pour les maisons centrales. à linsi il s'agit seulement des personnes qui auraient été condamnées, et qui sont conduites aux prisons départementales.

« Nous avons cru qu'il était d'abord nécessaire de parler de ce cas, parce que le paragraphe précédent porte que les dépenses ordinaires des prisons départementales sont à la charge du département. Jusqu'ici nous avons imputé sur ce fonds la translation des détenus, et je dois avant d'aller plus loin, demander à la commission si c'est sur ce fonds qu'elle entend, comme nous, que les translations des détenus, appartenant aux départemens, s'effectueront toujours.

M. le rapporteur. « Le rapport le dit. »

• Ah! alors, a continue le ministre, ce sera dit au procès-verbal de la Chambre, et je ne puis que désirer que cela y soit. Il n'y a donc aucune difficulté à cet égard.

• Quant aux vagabonds et aux voyageurs indigens que concerne le paragraphe 12, M. le ministre de l'intérieur a soutenu que, supprimer ce paragraphe, c'était tendre à la centralisation; qu'ainsi les affaires qui, dans le projet, ne devaient pas venir à Paris, y viendraient, su contraire, si la suppression proposée était adoptée. Qu'enfin ce serait rendre le vagabondage beancoup plus facile et les voyageurs indigens plus multipliés.

a Pour ma part, a dit l'orateur en se résumant, je crois qu'un des incon-éniens de la suppression proposée, c'est non seulement de renvoyer plus d'affaires au centre, alors que nous en avons déjà trop, mais encore de rendre le ciédit bien moins discutable, et d'ouvrir la voie aux crédits supplémentaires, ce que, je pense, la Chambre ne vou-

dra pas faire. »

Les deux paragraphes ont été maintenus.

(1) Voy. la note sur le paragraphe 7.

(2) M. de Morogues a demandé qu'on ajoutât à ce paragraphe les dépenses qui ont pour objet de prévenir les autres calamités publiques et notamment celles qui sont destinées à prévenir les inondations; il a dit d'ailleurs que le sens du mot épidémie n'est pas bien fixé depuis que les médecins, distinguant les maladies endémiques des maladies épidémiques, n'ont pu s'accorder pour convenir à laquelle de ces deux classes de maladies appartiennent le choléra et la peste.

M. le rapporteur a répondu que les discussions élevées dans le monde savant portaient seulement

rur la question de contagion ou de non contagion; que l'expression d'épidémie a trouvé sa signification générale administrative et historique; que la peste et le choléra, même dans le langage des médecins, sont encore des épidémies.

Que, quant aux travaux nécessaires pour s'opposer aux inondations, il y a, à cet égard, une législation

toute spéciale.

Le paragraphe qui portait ce numéro dans le projet, était ainsi conçu : « Les dépenses de l'instruction publique mises par la loi à la charge des

départemens.

Le retrait de cette disposition a été précédé d'explications qu'il est utile de connaître. . Nous n'entendons pas, a dit M. Vivien dans son rapport et dans la discussion, retirer à la depense de l'instruction primaire le caractère qui lui a été donné par la loi de 1833; mais d'après cette loi et la pratique qu'elle a reçue au ministère de l'intérieur, ce n'est pas sur les centimes variables, c'est-à-dire sur les centimes votes par la loi de finances, que cette dépense est imputée ; elle a été portée ou sur les centimes facultatifs ou sur les centimes spéciaux autorisés par la loi de 1833. Nous entendons qu'elle reste ainsi appliquée; et, comme nous nous occupons dans l'article que nous discutons en ce moment des dépenses qui pourraient être portées par la loi des finances sur le chapitre des centimes et sur le fonds commun , nous n'avons pas voulu y comprendre la dépense dont il s'agit ici, pour la faire payer à l'aide de deniers qui jusqu'ici n'y ont pas élé consacrés.

M. Fumeron d'Ardeuil. « Ces dépenses formeront " une section particulière dans l'intention de la commission. »

M. le ministre de l'intérieur. « Nous adhérons à la ' suppression proposée. »

M. le ministre de l'instruction publique. « Sous le bénéfice, bien entendu, des explications qui ont été données par M. le rapporteur. »

M. le rapporteur. « Il y a encore une autre observation à sjouter à celles que j'ai faites, c'est que si on laissait cette dépense dans l'article, elle pourrait venir prendre sa part dans le fonds commun ordinaire; or, la loi sur l'instruction primaire a créé un fonds spécial pour l'instruction primaire, et nous ne voulons pas qu'elle puisse prendre sa place à la fois dans les deux fonds communs. »

(3) Les lois du 11 ventôse an 3 et du 10 messi-

19º Les dépenses de garde et bonsesvation des archives du département (1).

13. Il est pourvu à ces dépenses au moyen,

1º Des centimes affectés à cet emploi par la loi de finances;

2º De la part allouée au département. dans le fonds commun;

36 Des produits éventuels énoncés aux nes 6, 7 et 8 de l'art. 10.

14. Les dépenses ordinaires qui doivent être pertées dans la première section, aux termes de l'art. 12, peuvent y être inscrites, ou être augmentées d'office; jusqu'à concurrence du montant des recettes destinées. à y pourvoir, par l'ordonnance royale qui régle te budget.

15. Aucune dépense facultative ne pout être inscrite dans la première section du

budget.

16. La seconde section comprend les dépenses facultatives d'utilité départemen-

Le consoil général peut aussi y porter les autres dépenses énoncées en l'art. 12 (2).

17. Il est pourvu aux dépenses portées

dor an 5 accordaient pour la destruction de ces. animaux des primes beaucoup plus fortes que celles qui s'accordent aujourd'hui ; cette dernière loi n'a jamais élé expressément révoquée.

Mais une circulaire ministérielle du 25 septembre 1817 fixe les primes de la manière suivante : 18 ff. pour une louve pleise, 15 ff. pour une louve non pleine, 12 fr. pour un loup, 3 fr. pour un lotretean.

Il a été entende que la fixation de ces primes

appertient à l'administration.

bes mots et les autres frais qui se trouvaient dafis le projet ont été supprimés. « Ces mots, disait la commission dans son rapport, none ont para trop peu précis et susceptibles de prétet à l'arbitraire et d'autoriser des dépenses inutilés.

(1) Le projet contenait , sous le nº 20, un paragraphe sinsi conçu : « les dettes départementales liquides et exigibles, ainsi que les obligations resultant envers l'Etat ou envers un tiers d'engagemens régulierement contractés au nom du département. .

Le rapport s'exprimait ainsi sur cette disposition :

« Le munéro 20 de l'art. 12 comprend les dettes departementales liquides et exigibles et les engagemens contractés par le département : nous maintenone cette disposition, inhis il convient des à présent d'indiquer et de foire comprendre une distinction que nous evons établie ; dans les articles suivans, à l'égard de ces dettes.

· Elles peutent avoir été contractées pour faire face à des dépenses obligatoftes. C'est le caractère, pour premire un exempte, des dettes comprises sufourd'hat au chepitre 10 des builgets départementaux sous le titre de dépenses appartentoit auler asservises entérieurs , ét nous préémbions que ce sobt cas espèces de dettes que le projet a surtout en vue

« Elles peuvent au contraire avoir pour causes.

des dépendes facultatives

 Les premières seront impulées sur les céntimes. correspondant and dependes obligatoires, et ai le conseil général les omettait, elles y seraient inscrites d'office. Les autres ne peuvent y être comprises, par application des principes déjà exposés et qui s'opposent à l'imputation de dépenses fagoltatives sur dos ressources exclusivement destinces aux depenses obligatoires.

· Le departement n'en sera pas moins tenu d'y faire face ; il y appliquera les ressources destinées oux dépenses facultatives, et s'il refusoit de le faire, une disposition que votre commission ajoute au projet, porte qu'one contribution spéciale pourra

das distille par une ioi. »

La commission proposait scalement la suppres-

sion du mot régulièrement.

Devant la Chambre, elle a modifié son premier projet. Son rapporteur en a expliqué les motifs. La commission, a-t-il dit, propose, sous le nº 21 (26 de la loi actuelle) dans les amendemens qui ont été distribués hier, un article spécial sur les dettes départementales. Nous pourrons discuter cet article quand viendra son tour; mais, dès à present, je puis expliquer que nous n'avons pas voulu maintenir d'une manière générale, parmi les dépenses ordinaires, les dettes départementales. Cos dettes ne peuvent être considérées comme ordinaires que quand elles se rattachent à une dépense ordinaire ; quand elles ont été contractées pour faire face à une dépense facultative, el es ne penvent pas, pour cela, rentrer dans le budget ordinaire. Nous avons cru que cette distinction était nécossaire; elle se trouve insérée dans l'art. 21 (20', sur lequel la Chambre delibérera ultérienrement.

- Voy. l'art. 20. Le § 21 du projet a aussi été supprimé. Il portait : « Et généralement toutes les dépenses qui seront mises à la charge du département par le lois. La commission s'é: ait bornée d'abord à effacer les mots qui seront. Elle en a demandé la suppression totale par suite de son nouveau système. Elle a dit à la Chambre, par l'organe de son rap-porteur, qu'elle l'avait adopté quand les dépenses avaient le caractère des dépenses obligatoires, qu'il ponvait être alors convenable de mettre à la suite de la nomenclature des dépenses obligatoires toutes celles qui pouvaient être ultérieurement mises par la loi à la charge du département ; mais que, du moment qu'elle se bornait à faire une nomenclature des dépenses ordinaires, elle croyait qu'il était inutile de mentionner que toutes les dépeases qui, plus tard, seraient considérées comme ordinaires, pourraient y être insérées. Que tous les ans, la loi du budget, en réglant les dépenses départementales, défermine quelles sont celles qui doivent entrer dans la classe des dépenses ordinaires; que cette nomenc'ature suffira, et qu'il est inuité d'y pourvoir à l'avance par une disposition inserée dans la loi.
- M. le ministre de l'intérieur à ajoule qu'il avait fait faire avec soin le relevé des dépenses obligatoires, et qu'il n'en avait trouvé aucune qui ne lut pas prevue par l'article de la commission.

Le paragraphe n'a pas été mis aux voix.

- (2) Le deuxième disposition de cet article est ainsi justifiée dans le rapport de M. Vision :
- « La commission s'est demandée si , avec le neu venu système qu'elle adoptait, les centimes faculte-

dans la seconde section du budget, au moyen des centimes additionnels facultatifs et des produits énoncés au nº 5 de Part. 10.

Toutefois, aprés épuisement du maximum des centimes facultatifs, employés à des dépenses autres que les dépenses spéciales, et des ressources énoncées au paragraphe précèdent, une portion du fonds commun dent la quotité sera déterminée chaque année par la loi de finances pourra être distribuée aux départemens, à titre de secours, pour complément de la dépense des travaux de construction des édifices départementaux d'intérêt général et des ouvrages d'art dépendant des routes départementales.

La répartition du fonds commun sera réglée annuellement par ordonnance royale insérée au Bulletin des lois (1).

18. Aucune dépense ne peut être inscrite d'office dans cette seconde section.

tils et les produits des biens possédés à titre privé pourront, quand le conseil général l'enca décidé, être appliqués à des dépenses obligatoires. La spécialité rigoureuse que nous voulions introduire, et le désir de donner une forme simple et claire aux budgets des départemens, conscillaient d'interdire sette possibilité. Mais, s'il convient à un département d'employer ses centimes facultatifs à la confection plus rapide d'un travail que les centimes non facultatifs ne permettraient d'achever qu'en un temps plus long; s'il lui platt de doter plus largement quelque branche du service, pourquoi l'en empecher? Il peut employer cette partie de ses ressources à des dépenses de pure convenance, d'una utilité seulement locale, pourquoi ne pourrait-il pas l'effector à des objets d'un intérêt général? La loi déclare ces ressources et ces dépenses facultativa; la faculte qu'elle laisse ainsi au département ne doit atoir pour limites que l'atilité commune et le bon ordre; or, l'une et l'autre doivent profiter de semiblables allocations. Il appartiendra sculement au gouvernement, en réglant le budget, de renfermer dans de justes bornes les votes de ce genre qui aureient été émis par le conseil. »

(1) Cet article (nonveau) de la commission se

bornait au premier paragraphe.

Une longue discussion sur les principes qui règlent le fonds commun a fait éclare les deux

M. le ministre de l'intérieur a établi que, dans le système de la loi de 1821, le fonds commun aidait les départemens, non seulement pour les dépenses obligatoires, prévues par l'art. 12, mais encore subvenait aux dépenses nécessitées par les loyers et contributions des hôtels de préfecture, des maisons de secours, etc.; et que non sealement on pouvait faire figurer dans le budget variable l'entretien ordinaire, mais encore les fravaux d'un ordre supérieur, comme les travaux de grosses réparations, et les constructions nouvelles.

Ce système était formulé par le deuxième paragraphe de l'art. 15 du projet du gouvernement : permier budget comprend e les dépenses va-· riables et extraordinaires, ainsi que les ressources · destinées à y pourvoir. » Et l'expression variables comprensit non seulement les dépenses obligatoires, reconnues par l'art. 12 du projet, mais celles qui n'étaient pas obligatoires, et qui, dans la loi de 1821, avaient reçu la qualification de

dépenses variables.

Le système de la commission consistait à n'appliquer le fonds commun qu'aux dépenses ordi-

Ainsi, la différence qui existait entre ces deux systèmes était que le projet du gouvernement appliqueit le fonds commun à quatre ordres de dépeusos: les dépenses de construction d'édifices départementaux, de construction de soules départes mentales , d'établissement de dépôt de mendicité , et des dépenses d'encouragemens et de secours; an lieu que la commission voulait que le fonds étimmun n'y fit pas face, et qu'elles ne pussent être imputées que sur les autres ressources du département.

La question était donc de sevoir si le fonds com-mun s'appliquerait aux dépenses de la première section sculement.

Elle a été tranchée par l'amendement de M. Dessauret, introductif des deuxième et troisième paragraphes.

Le résultat et l'objet de cette addition se trouvent parfaitement expliqués tians le rapport de M. Hou-

« Personne, dans cette enceinte, n'ignore que, sur les centimes additionnels, imposés, chaque amméo, pour les dépenses départementales certain nombre sont réunis, et forerent un fonds commun dont le Gouvernement dispose pour sider aux départemens où les autres centimes ne produiraient pas une somme équivalente aux dépenses nécessaires. Toutefois, si ce supplément de fonds ne pouvait s'appliquer qu'aux dépenses ordinaires, it en résulterait bleu que le service public serait atencé, mêma dans les départemens les moins reches; mais il en résulterait aussi que les départermens où les cinq centimes facultails ne donnent qu'un produit insignifiant, ne pourraient entreprendre aucun de ces grands travaux d'amélioras tion qui augmentent la prospérité des départemens plus étendus, plus pauplés et plus favorisés par la nature ou par l'industrie et le commerce.

· Pour remedier à l'inégalité de cette distribution, la Chambre des Députés a voule qu'une portion de fonds commun, déterminée chaque année par la loi des finances, fut distribuée aux départemens qui surgient épune leurs centimes facultatifia afin de les aider dans la construction d'édifices d'intérêt général, ou d'ouvrages d'art dépendant des

routes departementales (art. 17, § 2).

« Il nous parsitrait superflu de développer plus longuement le but et l'effet d'une disposition qui sera sans doute sanctionnée par vos suffrages

« La sépartition de fonds commun entre les départemens sera régiée par une ordonnance royale, inserée au Bulletin des lois (art. 17, § 3).

" Elle sera faite, par consequent, avec toute la maturité désirable, et la publication qui lui sera donnée permettra aux réclamations fondées de se faire entendre, de même qu'elle préviendra d'in-justes suppositions ou de fausses préventions.

Au surplus, M. Legrand demandait que le fonds commun pût aussi être affecté à l'achèvement des routes départementales. Sa proposition a été

reje!éc.

et les ailocations qui y sont portées par le conseil général ne peuvent être ni changées ni modifiées par l'ordonnance royale qui

règle le budget (1).

19. Des sections particulières comprenpent les dépenses imputées sur des centimes apéciaux ou extraordinaires. Aucune dépense ne peut y être imputée que sur les centimes destinés par la loi à y pourvoir.

20. Les dettes départementales contractées pour des dépenses ordinaires seront portées à la première section du budget. et soumises à toutes les règles applicables

à ces dépenses.

Les dettes contractées pour pourvoir à d'autres dépenses seront inscrites par le conseil général dans la seconde section : et dans le cas où il aurait omis ou refusé de faire cette inscription, il y sera pourvu au moyen d'une contribution extraordinaire établie par une loi spéciale (2).

21. Les fonds qui n'auront pu recevoir leur emploi dans le cours de l'exercice seront reportés, après clôture, sur l'exercice en cours d'exécution, avec l'affectation qu'ils avaient au budget voté par le conseil général, et les fonds restés libres seront cumulés avec les ressources du budget nouveau, suivant la nature de leur origine.

22. Le comptable chargé du recouvrement des ressources éventuelles est tenu de faire, sous sa responsabilité, toutes les diligences nécessaires pour la rentrée de ces

produits.

Les rôles et états de produits sont rendus exécutoires par le préfet, et par lui remis au comptable.

Les oppositions, lorsque la matière est

de la compétence des tribunaux ordinaires. sont jugées comme affaires sommaires.

23. Le comptable chargé du service des dépenses départementales no peut payer que sur des mandats délivrés par le préfet dans la limite des crédits ouverts par les budgets du département.

24. Le conseil général entend et débat les comptes d'administration qui lui sont

présentés par le préfet,

1º Des recettes et dépenses, conformément aux budgets du département;

2º Du fonds de non valeurs :

3º Du produit des centimes additionnels spécialement affectés, par les lois générales, à diverses branches du service public.

Les observations du conseil général sur les comptes présentés à son examen sont adressées directement, par son président, au ministre chargé de l'administration départementale.

Ces comptes, provisoirement arrêtés par le conseil général, sont définitivement ré-

glés par ordonnances royales.

25. Les budgets et les comptes du département définitivement régles sont rendus publics par la voie de l'impression (3).

26. Le conseil général peut ordonner la publication de tout ou partie de ses déli-

bérations ou procès-verbaux.

Les procès-verbaux, rédigés par le secrétaire et arrêtés au commencement de chaque séance, contiendront l'analyse de la discussion : les noms des membres qui ont pris part à cette discussion n'y seront pas insérés (4).

27. Si le conseil général ne se réunissait pas, ou s'il se séparait sans avoir arrêlé

(1) M. Villemain a demandé quelle était la différence entre les mots changées et modifiées. M. le rapporteur a répondu : « En langage de compta-Bilité, changer, c'est transporter une allocation à une autre destination ; modifier, c'est diminuer ou angmenter une allocation. »

M. Vivien a dit, dans son rapport : « Le gouvernement a peu d'autorité sur la section des dépenses facultatives. Il peut refuser son approbation à celles qui lui paraissent mauvaises; mais il n'a le droit ni d'en inscrire d'office aucune, ni de changer celles qu'il maintient, c'est-à-dire de les porter d'un chapitre dans un autre, ni enfin de les modifier,

c'est-à-dire de les réduire ou de les augmenter. »
(2) Voyez la note sur le \$ 19 de l'art. 12.

(3 et 4) Une longue discussion s'est élevée dans la Chambre des Pairs, sur la question de savoir ce qui devait être imprime aux frais du département, et l'on a également examiné si, en déterminant les actes et les pièces qui devaient être imprimés, on entendait défendre d'une manière absolue l'impression des discussions ou des opinions individuelles. Il a été reconnu, et notamment par . Molé, président du conseil, que chaque membre d'un conseil général a le droit, conformément à l'art, 7 de la Charte, de faire imprimer à ses

frais les discours qu'il a prononcés dans le cours d'une discussion.

Il faut remarquer que l'article voté par la Chambre des Pairs autorisait l'impression des budgets et des comptes, et du résultat des délibérations. On a rappelé d'ailleurs que plusieurs conseils de départemens, et notamment celui de la Gironde, ont fait imprimer leurs proces-verbaux; que la dépense a été placée parmi les dépenses facultatives et approuvées par le gouvernement. Toutefois, M. Mounier, rapporteur, a cité un arrêté du 19 floréal an 8, qui défend d'imprimer les actes des conseils généraux.

La Chambre des Députés a voulu tracer avec prêcision la règle à snivre à cet égard; et il faut convenir qu'elle l'a fait avec beaucoup de sagesse; qu'elle a permis de publier tout ce qu'il peut être utile de connaître, et qu'elle a écarté tout ce qui ne serait porté à la connaissance du public que pour satisfaire l'esprit de parti ou l'amour propre des orateurs.

On a proposé de dire qu'il y aurait des sessions extraordinaires toutes les fois que le gouvernement le jugerait n'cessaire. M. Vivien, rapporteur, a déclaré que cela était de droit ; que toutes les fois que le roi juge convenable de réunir un conseil génèral, il le fait, sans que sa présogative puisse être l'mitée en rien. Voyez art. 12 de la loi du 22 juin 1833.

la répartition des contributions directes, les mandemens des contingens assignés à chaque arrondissement seraient délivrés par le préfet, d'après les bases de la répartition précédente, sauf les modifications à porter dans le contingent en exécution des lois.

28. Si le conseil ne se réunissait pas, ou s'il se séparait sans avoir arrêté le budget des département, le préfet, en conseil de préfecture, établirait d'office ce hudget, qui serait réglé par

une ordonnance royale (1).

29. Les délibérations du conseil général relatives à des acquisitions, aliénations et échanges de propriétés départementales, ainsi qu'aux changemens de destination des édifices et bâtimens départementaux, doivent être approuvées par une ordonnance royale, le conseil d'Etat entendu.

Toutefois, l'autorisation du préfet, en conseil de préfecture, est suffisante pour les acquisitions, aliénations et échanges, lorsqu'il ne s'agit que d'une valeur n'excé-

dant pas vingt mille francs (2).

30. Les délibérations du conseil général relatives au mode de gestion des propriétés départementales sont soumises à l'approbation du ministre compétent. En cas d'urgence, le préset pourvoit provisoirement à la gestion.

31. L'acceptation ou le refus des legs et donations faits au département ne peuvent être autorisés que par une ordonnance royale, le conseil d'Etat entendu.

Le préfet peut toujours, à titre conservatoire, accepter les legs et dons faits au département : l'ordonnance d'autorisation qui intervient ensuite, a effet du jour de

cette acceptation (3).

52. Lorsque les dépenses de constructions, de reconstructions ou réparations des édifices départementaux sont évaluées à plus de cinquante mille francs, les projets et les devis doivent être préalablement soumis au ministre chargé de l'administration des communes (4).

33. Les contributions extraordinaires que le conseil général voterait pour subvenir aux dépenses du département no penvent être autorisées que par une loi.

34. Dans le cas où le conseil général voterait un emprunt pour subvenir à des dépenses du département, cet emprunt ne peut être contracté qu'en vertu d'une loi.

35. En cas de désaccord sur la répartition de la dépense de travaux intéressant à la fois le département et les communes,

(1) Un membre de la chambre des députés proposait de dire : « Si le conseil ne se réunissait pas , queique dâment comoqué , etc. »

La portée et le but de cet amendement étaient ainsi expliqués: « Il est arrivé , disait-on , que, par des circonstances fortuites , dans un cas d'épidémie , par exemple , on a demandé de retarder la convocation du conseil général. Il pourrait arriver que ce retard durât plusieurs mois. En bien! en pareil cas , croit-on que le préfet pourrait être substitué au droit qu'a le conseil de régler le budget du département? Quant à moi , ajoutait l'orateur, je pense que cette déchéance n'est prononcée contre le conseil général , et que ce pouvoir exorbitant n'est accordé au préfet que quand le conseil général ne répond pas à l'appel qui lui est fait de se réunir, et de délibérer sur les intérêts départementaux. »

M. le rapporteur a répondu que la commission entendeit la disposition dans ce sens, mais que l'amendement était néanmoins inutile, attendu qu'il était évident que le conseil général ne pourrait être frappé par l'article, qu'autant que la non réunion aurait été précédée d'une convocation régulière.

regulure.

On avait ajonté que le budget ainsi réglé ne
pourrait comprendre que les dépenses ordinaires.
Mais cette disposition a été supprimée, comme
surabondante et exprimant une incontestable vérié.

(2 M. Tripier a lait remarquer qu'il était difficile d'appliquer la disposition aux échanges dans lesquels la valeur des immeubles n'est pas déterminée.

M. le rapporteur a répondu que jamais aucun échange n'a lieu sans une expertise préalable contradictoire, qui servira à déterminer si l'autorisation doit être donnée par ordonnance royale ou par arrêté du préfet en conseil de préfecture. (3) Voy. art. 56 de la loi municipale de 1837.

(à) Dans le projet adopté par la Chambre des Pairs, il y avait un second alinéa ainsi conçu; « Les changemens qui porteraient sur l'ensemble de la disposition du projet, ou qui augmenteraient la dépense totale de plus d'un dixième, ne seront esécutés que sur une nouvelle délibération du conseil général. »

On vouleit par-là laisser au ministre de l'intérieur le droit de modifier les projets; mais ce droit ne lui était accordé qu'autant que la dépense totale ne rerait pas augmentée d'un dixième; et même lorsque l'augmentation était au-dessous de cette quotifé, on ne lui permettait pas de donner

une autre forme au projet général.

M. de Morogues a fait remarquer que, dans les
cas d'urgence, il fallait bien autoriser les modifications au plan arrêté par le conseil général, sans

attendre la nouvelle réunion du conseil.

Mais M. le ministre de l'intérieur et M. le rapporteur ont déclaré que la disposition n'avait pas pour objet de régler ce qu'il y aurait à faire dans le cas d'urgence. « Pour les cas d'urgence, a dit le ministre, il est impossible de les régler par une loi. « C'est le préfet qui, sans aucune autorisation et « sons sa responsabilité, peut prendre sur lui d'y « pourvoir. »

Alors M. de Morogues a proposé un article additionnel autorisant le préfet à prendre les mesures conservatrices, nécessaires dans les circonstances

urgentes.

M. d'Argout a déclaré que dans les cas d'urgence on pratique toujours ce que l'amendement proposait. Mais il a peusé qu'il était utile de ne pas en éta-, blir le droit, parce qu'un préfet, dans l'interval'e des sessions et sous un prétezie d'orgence, pourrait si est statué par ordonnance du roi , les conseils municipaux, les conseils d'arrondissement et le conseil général entendus (1).

36. Les actions du département sont exercées par le préfet, en vertu des délibérations du conseil genéral et avec l'autorisation du roi en son conseil d'Etat.

Le département pe peut se pourroir devant un autre degré de juridiction qu'en vertu d'une nouvelle autorisation (2).

Le préset peut, en vertu des délibérations du conseil général, et sans autre autorisation, défendre à toute action.

En cas d'urgence, le préfet peut intenter

employer en réparations à des édifices certaines allocations.

(1) M. Barthèlemy a fait remarquerque le système d'impositions forcées comme moyen de subvention pour les treveus d'utilité publique, intéressant des communes, des arrondissemens et le département entier, avait été établi par la loi de 16 sep-tembre 1807 et par la décret du 16 décembre 1811; mais que ces actes législatifs avaient été. considérés par l'administration elle-même comme tacitement abrogés par les lois du 25 mars 1817, du 15 mai 1818 et du 17 juillet 1819, qui, dans le nomandature des dépenses départementales n'énonceat point ces déponses mistes

 M. le rapporteur a reconnu que dans autua-cus l'ordonnance royale ne pourraita sinciner la perceptioni de centimes additionnels ; qu'il faudrait pour cela: une loi. Il a sjouté « qu'il considérait la loi de 1807, comme encore existante; qu'il y a dans cette loi des dispositions qui sont appliquées tous les jours et qui sont les seules régles pour des parties ituportantes de l'administration: qu'ainsi en ne peus pas dire que la loi de 1807 est abrogée, mais qu'elle doit, bien entendu, être appliquée comme le décret de 1811, dans les limites des droit constitution,nel; qu'à cet égand, ou qui regarde les départemens et les arrondissemens; ne sert pas the principa constitutionnel, principa, d'après la loi de 1807, les agrondissemens ne doirent être imposés. que par des lois speciales , loraqu'il s'agit d'intérêts important pour les assoutissement en par-

« Qu'il en est de même da décret de 1811 ; que ce décret contient des dispositions, importantes, aur la classification et l'entretien des rontes; qu'une, partie de ces dispositions, continuent toujours d'être en vigueur; qu'elles n'ont point, été. modifiées ou abrogées par les lois, postérieures ; qu'il serait a désirer qu'on remanifi ces dispositions, pour qu'on ne fut plus obligé de rechercher les règles à suivre dans des actes qui ne sont pastoujours d'accord avec le régime constitutionnel; qu'ainsi deux articles établissaient que lorsque le, gouvernement jugeait qu'un travail pouveit intéresser plusieurs communes, spres avoir entendu. le conseil général, il fixait par un décret la part que chacune d'elles devait supporter, et percevait ensuite les centimes additionnels ; que ces dispositions ont été abrogées; qu'aujourd'hui les communes ne peuvent être taxées d'office que dans les cas spéciaux prévus par la loi; que l'article, en discussion ne permettra pas de faire plus que ne fait en ce moment fadministration; que lors; qu'un travail intéresse évidemment plusieurs communes, qu'elles le reconnaissent toutes, mais. qu'elles sont en désaccord sur la quote-part de chaeune, il faut bien un moyen de promoncer; que les préfets ont été naturelfement appelés à intervenir, mais que ce pouvoir ne leur était confere par sucun texto de loi, et qu'il a para utile de le régulariser ; que toutefois comme à la suite

de la repartition, il peut être inscrit au budget des communes une dipense obligatoire, et qu'es ter une contribution extraordinaire, la Chami a voulu, tors de la discussion de la lei municipale, que la question fût résolue par une ordon-nance royale, et cette règle doit à plus forte raison s'appliquer quand il s'agit de répartir une dépense entre un département, des arrondisemens et des communes,

(2) Ce paragraphe a été combatta par plusieurs membres de la Chambre, qui soutenaient que le

disposition était almurds.

» Je pe comprends pas, a dit M. Dufaure, q lonque le préfet n'a agi qu'en vertu de la double autorisation qui lui aura été donnée successive-ment et par le conseil général et par une ordonnance du roi, cette autorisation ne lui suffise par pour se pourvoir devant tous les degrés de juridiction. Je ne comprends pas qu'on mette cette restriction au pouvoir qui lui avait été accordé. »

M. le rapporteur a déclaré que la commission désirait surtout que la question fût résolue par la loi, le projet élant muet. Il a d'ailleurs fait valoir pour l'affirmative, l'analogie de ce cas arec ceintipressus une disposition identique de le lei municipale. Il a dit ensalte qu'elle était justifiés per cette raison que, nonobstant l'autorisation donnée pous intenter le procès, il pourrait arrises que, sue le va de jugement rendu après une instruction, en reconnût qu'on devrait abandons le procus. Qu'il pouveit donc être opportus dens cette circonstauce que l'administration interfat de nouveau pour décider si elle autorisait la continustion du procès.

M. Dufaure a observé que le conseil général ne se réunissait qu'une fois par en. Faudra-t-il , a-t-il dit, attendre ta réunion pour se pourvoir en sp-

pel ? c'est complétement impossible.

Cette objection a fuit impression; ausi, per de assembres ont pris part su vote; et lors M. le président l'a annoncé affirmatif; M. Defaure s'est écrié : « Vous vons trompes, monsieur le président! C'est rejest que vous voulez dire. »

M. le président: « Non , c'est adopté! »

Un membre de la droite. On a donc compté pour les membres qui ne se sont pas levés.

M. Béchard. « Si l'on a adopté, on a adopté une chose qui ne s'observe pas même pour les com-

M. Dufaure. . C'est une absurdité. .

Malgré ces réclamations, la question reste bien tranchée, et je crois, malgré quelques rares inconvéniens qui penvent résulter de l'exécution de la disposition, qu'il n'était guère possible de la récoudte négativement en présence du principe consacré dans la loi municipale. La qualité des parties intéressées est la même, leur pouvoir sous ce rapport ne pouvait être différent , c'eût été une inconsequence,

tonte action ou y défendre, asus délibération du conscil général, ni autorisation préalable.

Il fait tous actes conservatoires on inter-

ruptifs de la déchéance.

En cas de litige entre l'Etat et le département, l'action est intentée eu soutenus au nom du département par le membre du conscil de préfecture le plus angien en fenctions (1).

37. Aucune action indiciaire, autres que les actions possessoires, ne peut, à peinc

de sullité; étre intentée écutre un départeseent qu'autant que le demandeur a préslablement adressé au préfet un mémoire exposant l'objet et les motifs de sa réctamation.

Il lui on est donné récéplesé (2).

THE PARTY OF STREET

L'action no peut être portée devant les tribunaux que deux mois après la date du récéplisé, sans préjudice des actes consertatoires.

Durant set intervalle, le cours de toute prescription demawreça suapendu (3).

(4) On avait proposé de confier à un mambre du conseil général le soin de auixre les actions que le département popurait a roir à intentar, ou ans lesquelles il aurait à se défendre contre l'était : rad on a unanimement reconnu qu'il était impossible de laiser au préfet le droit de plaider comma raprésentant l'Étai, captre le préfet apprésentant le département.

département,

Mais on a reconnn que le membre du conseil gén
affeil qui aurait la mission de représenter le département devant les tribuneux, escretrait sinai ses
pontoirs en dehors du temps de la session des cengeil général, et cela a paru pré-sulter des lucconvénieux, d'ailleura, pour les actes conservatuires,
pour les sctions possesoires qui requièrent céléctié,
comment le conseil général aurait-il pu charger
l'un de ses membres d'agir, lorque rien me lei ré-

rélait la nécessité d'une popranite?.
Ces considérations ont déterminé à charger le

membre le plus ancien du couse d de préferture de

défendre le département contre l'Etat.

A la rérité on a fait remarquer que les membres du conseil de prefecture sous étrangers à l'admisnistration; qu'ils pengrent ignores in mécamité de faire des ectes conservatoires ou de former des des mandes argentes, Mais ou a répondu que le préfet les avertirait ; et qu'il engagerait gravement sa ses, ponsabilité, s'il ne donnait pas auis au membre de conseil de préfecture de l'urgence dus moutes è prendre on des damandes à fostwer. Gels est drident. On n'a pas vouln que le préfet put plaiden en même temps pour, et contre le département; mais il reste toujoure charge de la sursaillance de ses intérêts, et, s'il négligeait de donner au membre du conseil de préfecture l'avis dont on vient de parler, il serait compromis tout comme s'il avait neglige d'agir lui-même, dans le cas où il en a le

M. le baron Fentrier a fait une importante observation sur cet article; il a montré qu'il attribusit aux tribunans ordinaires le connissance des contestations qui pourrajent s'élèver entre l'Etab et le département, à l'occasion des propriétés du celui-ci, et il a soutenu que c'était dévant la justica administrative, que tous les proobs de ce genre auraient du être portés, qu'en la propriété attribuée aux départemens n'est qu'un démembrement de la propriété de l'fitat, qu'un moyen de subvenir à cer-

tains services publics.

M. le miniaire da l'intérieur, en recommaissant la justesse de ces observations, a pensé que, puisque, en fait la propriété départementale était reconnue, il fulfait soumettre à la intidiction des tribuneux les discussions qui pourrajent natire à son sujet.

La nécessité de l'antorisation pour intenter les procès est la preuve manifeste que ces procès doivent être pertés devant les tribunans, car l'antérisation.

n'est point nécessire pour plaitier dévent le justice administrative.

(2) Jeunstitistentess. Ce mot se trouvait dans lá projet; il a été supprinsé par le commission de la Chambre des Pairs; mais il est évident, comme l'é slis M. les apparteur, en répondant à M. Fillmain, qui se plaignait de la suppression, qu'à l'instant aidens esulten resset le mémoire, il est donné un récépissé (Mon. du 14 mars 1837).

Voy. art. \$1, loi-du 18 juil et 1837.

(5) Boss un promier amendement à l'article du projet, la commission restait dans les termes de la loir sus les attributions municipales. Elle disait, essanue estte loi: « Le présentation du mémoire in-« terrampra la prescription et toutes déchéance, »

Mais on a felf deux objections qu'on n'avait pas faitea casairé le les mer teipale et qu'ont motivé la nouvelle rédaction du paragraphe. On a dit qu'il pourzait arriven que la présentation du mémoire ne fit pas suivie, évane instance; qu'alors elle na devant pas litterrompre la prescription. En second lien, que ca mémoire, n'étant pas signifié an département, mais seillement remis aux mains du préfet, il m'y a pas d'acte extrajudiciaire, d'acte formel qui mette le département en demeure,

a Bass cette situation, a clit M: le rapport ur, il nous a paru que nous étrons bien plus dans les termes du Co. c evil, en établissant une simple suspension de precediption antilieu de Pinterruption.

L'affet de la nouvelle rédaction est que, pendant dans mois, le prescription est septément suspendue, et qu'elle ne serà interrompue que dans le cas où l'action padiquaire serait intentée à l'expiration du ce délai.

Ja crois que la première proposition de la commission était plus en harmonie avec les principes et plus rationnelle. La disposition actuelle ne peut être bonne en droit et juste en fait que dans les essaoù il-y-aura instance en suite du mémoire. En effet, comme l'a fort bien dit un membre de la Chambre, la suspension d'une prescription n'est jamais conditionnelle, l'interritplion, au contraire, peut Fêtre-et-l'est très souvent.

Or, de moment qu'il y a ici la condition de pourshiere ou de ne pas poursuivre, il est évident qu'il de j' y avoir étterraption et non pas seulement supersion de la prescription.

a N'est-il pas évident, s'écrisit le même orateur, que la présentation du mémoire doit produire icl le même éflet qu'ente tentative de conciliation ou une demande en justice, c'est-à-dire interrompre seus la combilon que l'action sera poursuivie? N'est-il pas évident que, si le demantieur ne donne pas de suite à sa réclaimation, les deux mois qui se sont écoulés depuis la présentation d'un mémoire, dont it a recomnu l'injustice par l'inaction qui a suivi, as deixent pas être perdus pour la prescription?

.38. Les transactions délibérées par le conseil général ne peuvent être autorisées que par ordonnance du roi, le conseil d'Etat entendu.

TITRE II. — Des attributions des conseils d'arrondissement.

39. La session ordinaire du conseil d'arrondissement se divise en deux parties : la première précède et la seconde suit la stision du conseil général.

40. Dans la première partie de sa session, le conseil d'arrondissement délibère sur les réclamations auxquelles donnerait lieu la fixation du contingent de l'arrondissement dans les contributions directes.

Il délibére également sur les demandes en réduction de contributions formées par les communes (1).

que celle-ci ne doit point être considérée comme suspendue pendant ce délei, meis comme n'ayant au contraire jamais cessé de courir?

M. le président a répondu à ces objections si vraies qu'il n'arait entre les mains que la rédaction de la commission et qu'il n'en pouvait mettre d'autre aux voix.

L'indifférence de la Chambre a adopté le para-

graphe tel qu'il est.

(1) M. Brun de Villeret avait proposé um article

additionnel ainsi conçu :

Un employé des contributions indirectes sera chargé, par le directeur, dans chaque arrondissement, de fournir au conseil, pendant la session, tous les renseignemens dont il aura besoin pour prononcer sur les demandes en dégrèvement formées par les communes.

M. le ministre de l'intérieur a formellement promis que tous ces renseignemens seraient fournis par

les sous-préfets.

A la suite de cet article, le projet du gouvernement en contenait deux ainsi conçus :

« Le conseil d'arrondissement délibère sur la « part que l'arrondissement devrait supporter dans « la dépense des travaux qui lui seraient utiles. »

a Les contributions extraordinaires, délibérées par le conseil d'arrondissement, en exécution de de l'article précédent, ne peuvent être autorisées a par la loi que si elles ont été votées par le conseil a général. » Le droit enlevé aux conseils d'arrondissement

Le droit enlevé aux conseils d'arrondissement par la suppression de ces deux articles avait été, après une longue et profonde discussion, reconne juste et utile par la Chambre des Pairs. Le gouvernement avait adopté ce système en présentant le projet de loi à la Chambre des Députés.

M. le ministre de l'intérieur disait : « Une scule difficulté un peu grave s'est élevée relativement aux attrbutions des conseils d'arrondissement : il s'agissuit de savoir s'ils jouiraient du droit de voter des impositions pour des dépenses qui intéressaient

spécialement l'arrondissement.

« Nous devons dire d'abord que ce droit leur a été expressément attribué par la loi du 16 sept. 1807 et le décret du 16 décembre 1811, pour l'amélioration des routes, l'ouverture des canaux de navigation, le perfectionnement des cours des rivières navigables et la construction des ponts. Nous devons ajouter que les lois spéciales ont, dans ces dernières années, autorisé des arrondissemens à s'imposer pour des dépenres du genre de celles qui viennent d'être énoncées, et saême d'une autre nature.

Mais des esprits sages ont demandé, sinon qu'on renonçàt complètement aux impositions spéciales d'arrondissement, au moins qu'on les restreignit sévèrement aux cas prévus par la loi du 16 sept. 1807 et le décret du 16 décembre 1811. L'extension du système de ces impositions leur a paru dange. reux, en ce qu'il tendrait à relâcher les liens qui doivent unir les arrondissemens au département, et même à affaiblir l'unité nationale, en créant un nouveau centre d'intérêts spéciaux, dans un état, qui, à côté de l'intérêt national, a déjà si fortement constitué l'intérêt municipal et départe mental. Enfin , la faculté de demander des impositions spéciales a paru contraire aux intérêts des arrondissemens eux-mêmes. On a craint que cess d'entre cux qui se trouveraient vis-à-vis des autres parties des départemens, dans une position spéciale soit par rapport à leur industrie, soit par rapport à leur configuration topographique, ne pussent obtenir des conseils généraux les moyens de satisfaire à leura besoins, qu'autant qu'ils consentiraient à des sacrifices particuliers, souvent dessus de leurs forces.

a Nois avons pensé qu'il pouvait être utile d'accorder aux arrondissemens le droit d'accorde des impositions spéciales pour toutes espèces di dépenses; qu'il n'y avait pas lieu de restreindre ce droit aux cas prévus par la loi de 1807 et le décret de 1811; et que, pour éviter l'inconvinient très réel de fractionner l'intérét départemental, et de mettre les arrondissemens en opposition avec l'agrégation dont ils font partie, il suffirit d'établir que les contributions extraordinaires, delibérées par les conseils d'arrondissemens, pour le dépenses dont il s'agit, ne pourraient être autorisées par la législature, que si elles avaient été votés par le conseil général.»

L'opinion exprimée par la commission des députés a changé les convictions du ministre. Il a pensé avec elle que les deux lois sur lesquelles il avait appuyé sa proposition n'étaient plus en vlgueur aujourd'hui; il a soutenu que maintenir le principe posé par le projet ce serait créer des individualités et s'exposer à voir naître de graves incon-

véniens.

Quoi qu'il en soit, voici de quelle manière les motifs de suppression ont été développés par M. le rapporteur de la commission:

 Après avoir réglé les attributions du conseil général, sar lesquelles nous nous sommes suffisamment expliqués, le projet s'occupe de celles des conseils d'arrondissement.

« Cus conseils, dont nous avons déjà dit quelques mots, ne sont, à proprement parler, investis que d'attributions purement facultatives, ils prépareat les délibérations du conseil général en donnant leur avis sur les divers objets dont il doit être sais. Le seut pouvoir réel en possession duquet ils soient, c'est calui d'effectuer entre les communes la répartition du contingent assigné à l'arrondissement. Mais, dans l'exercice même de ce pouvoir, ils sont subordonnés au conseil général; car, comme nous l'avons vu, les communes peuvent réclamer contre le contingent qui leur a été assigné : leur réclamation est portée devant le conseil général, qui pro-

41. Le conseil d'arrondissement donne son avis.

1º Sur les changemens proposés à la circonscription du territoire de l'arrondissement, des cantons et des communes, et à la désignation de leurs chefs lieux;

2º Sur le classement et la direction des chemins vicinaux de grande communication (1):

. 5º Sur l'établissement et la suppression, ou le changement des foires et des marchés; 4º Sur les réclamations élevées au sujet de la part contributive des communes respectives dans les travaux intéressant à la fois plusieurs communes, ou les communes et le département;

5º Et généralement sur tous les objets sur lesquels il est appelé à donner son avis en vertu des lois et réglemens, ou sur lesquels il serait consulté par l'administration.

42. Le conseil d'arrondissement peut donner son avis,

nonce définitivement ; le conseil d'arrondissement est tenu de se conformer à sa décision ; et , s'il refusait , le préfet , en conseil de préfecture , devrait faire la répartition , conformément aux résolutions du conseil général.

• On comprend très bien que les attributions du conseil d'arrondissement n'aient point un caractère plus sérieux. L'arrondissement n'a aucune existence propre comme agglomération de citoyens; il n'est qu'une division purement administrative; malgré le décret du 9 avril 4811; il n'a point de propriétés: les bâtimens destinés au service public et les routes situées sur son territoire sont au département; il n'a rien à lui.

· a Le projet de loi, tout en reconnaissant ces principes, propose d'admettre l'arrondissement à établir des centimes, en vertu de la délibération de son conseil et du vote du conseil général sanctionné par une loi, pour contribuer à la dépense des travaux qui lui sersient utiles.

a Cette proposition a pris sa source dans la loi du 16 septembre 1807 et le décret du 16 déc. 1811, qui admettent, en effet, que les arrondissemens concourent, par des contributions spéciales, à certains travaux.

all nons a paru d'abord que ces deux lois avaient cessé, en ce point du moins, d'être en vigueur; elles permettaient d'établir ces sortes de contributions sans le vote du conseil d'arrondissement, et elles ne pourraient plus recevoir leur exécution sous le régime actuel, qui n'admet aucun impôt, sans le concours des corps électifs préposés au soin de délibérer sur l'établissement des charges publiques.

« En examinant la question en elle-même, votre commission a pensé qu'il ne couvenait point d'autoriser l'établissement de centimes qui seraient levés sur l'arrondissement. Les centimes divers dejà autorisés par la législation sont assex nombreux; l'Etat, le département, la commune ont chacun les leurs, en permettre à l'arrondissement, ce serait esposer les contribuables à une surcharge qui peserait encore sur la propriété foncière, qui épuissérait la matière imposable, et provoquerait sans doute de nombreuses réclamations.

a Par cette autorisation, on donnerait à l'arrondissement une existence et une individualité qu'il
n'a pas en ce moment. Il est vrai que, d'après le
projet, le vote du conseil général devrait intervenir,
et que, dans la pensée de ses rélacteurs, l'arrondissement ne serait pas propriétaire des routes,
ponts, canaux ou autres ouvrages, à la confection
desquels il aurait pris part en supportant la dépense. Mais ce régime ne serait pas exempt d'injustice, et l'on peut craindre que, par une conséquence foccée, on ne fat conduit plus tard à

reconnaître à l'arrondissement un droit de propriété sur des constructions faites à ses frais.

Le projet a cru que la nécessité du vote du con-eil général sersit une barrière contre l'abus; mais nous n'avons pas pu partager cette opinion. Le conseil général doit chercher avant tout à alléger les charges du département; il serait peu disposé à rejeter des propositions qui, en définitive, procureraient cet allégement; il accepterait volontiers les offres d'un arrondissement désireax de s'imposer pour contribuer à une dépense qui, parsa nature, devrait peser tout entière sur le département, et il serait bientôt entraîné, par des vues d'économie et même de justice, à exiger que tout arrondissement qui réclamerait des travaux sur son territoire, s'imposât à son tour pour partager la dépense.

« Nous savons qu'on avait surtout en rue l'utilité de l'arrondissement, qui pourrait, par le moyen proposé, obtenir la confection plus rapide de certains travaux; mais cette considération n'a point change notre opinion. D'abord, nous ne mettons point en balance un fait accidentel et exception. nei, et les inconvéniens du régime qu'on vent créer, mais surtout nous ne croyons pas à l'existence de ces intérêts d'arrondissement qu'on suppose. Ce n'est jamais l'arrondissement tout entier, considéré dans son ensemble, que les travaux à cffectuer intéressent. Ils ne concernent et ne touchent toujours qu'un certain nombre des com. munes dont la réunion constitue cette circonscrip. tion administrative. Supposez, par exemple, des travaux faits à une rivière, à un canal, à un pont, etc., les communes desservies par ce moyen de communication en profiteront scules, et convent les communes voisines, quoique situées dens le même arrondissement, loin d'y trouver de l'avantage, éprouveront un préjudice en raison du changement d'habitudes que de nouveaux ouvrages pourront entraîner. A qui donc duit-il être ordonné ou du moins permis de contribuer aux dépenses à faire? Aux communes qui doivent en profiler. La loi le permet, elle autorise les communes à prendre part à des travaux qui les intéressent; elle les y contraint dans certains cas. Par ce moyen, ceux qui profitent réellement de la dépense en sont seuls chargés; la répartition ainsi faite est conforme à la justice, et les travaux ne sont pas arrêtés par le défaut de concours de la part de ceux qui y sont intéressés.

« Ces considérations nous ont determinés à rejeter les art. 34 et 35 du projet du gouvernement. »

(1) On a fait remarquer que c'était surabondamment qu'on rappelait ici l'attribution des conseils d'arrondissement, qu'on aurait pu s'en dispenser, comme on s'en était di pensé pour les conseils généraux, V. notes sur l'art. 4, § 8. 1º Sur les travaux de routes, de navigation et autres objets d'utilité publique qui intéressent l'arrondissement (1);

2º Sur le classement et la direction des roules départementales qui intéressent

l'arrondissement;

5º Sur les acquisitions, aliénations, échanges, constructions et reconstructions des édifices et bâtimens destinés à la sous-préfecture, au tribunal de première instance, à la maison d'arrêt ou à d'autres services publics spéciaux à l'arrondissement, ainsi que sur les changemens de destination de ces édifices;

4º Et généralement sur tous les objets sur lesquels le conseil général est appelé à délibérer, en tant qu'ils intéressent l'ar-

rondissement.

- 45. Le préfet communique au conseil d'arrondissement le compte de l'emploi des fonds de non valeurs, en ce qui concerne l'arrondissement.
- 44. Le conseil d'arrondissement peut adresser directement au préfet, par l'intermédiaire de son président, son opinion sur l'état et les besoins des différens services publics, en ce qui touche l'arrondissement.
- 45. Dans la seconde partie de sa session, le conseil d'arrondissement répartit entre les communes les contributions di-rectes.
- 46. Le conseil d'arrondissement esttenu de se conformer, dans la répartition de l'impôt, aux décisions rendues par le

conseil général sur les réclamations des

Faute par le conseil d'arrondissement de s'y être conformé, le préfet, en conseil de préfecture, établit la répartition d'après lesdites décisions.

En ce cas, la somme dont la contribution de la commune déchargée se trouve réduite est répartie, au continue le franc, sur toutes les autres communes de l'arrondissement.

47. Si le conseil d'arrondissement ne se réunissalt pas, ou s'il se séparait sans avoir arrêté la répartition des contributions directes, les mandemens des contingens assignés à chaque commune seraient délivrés par le préfet, d'après les bases de la répartition précédente, sauf les modifications à apporter dans le contingent en exécution des lois (2).

11—12 mai 1838. — Loi qui ouvre un crédit est traordinaire pour compléter l'organisation des armes spéciales dans les divisions territoriales de l'intérieur (3). (1X, Bull. DLXX, n. 7379).

Art. 1er. Un crédit extraordinaire de quatre millions quatre cent quatre mille huit cent quarante-trois francs (4, 404;843f.) est ouvert au misistre de la guerre, au titre de l'exercice 1838, pour compléter l'organisation des armes spéciales dans les divisions territoriales de l'intérieur.

Ce credit extraordinaire demeure réparti, ainsi qu'il suit, entre les chapitres

(1) Quoique les travaux intéressent l'arrondissement seul, expendant son vote ne soffit pas pour que les Chambres autorisent une imposition extraordinaire; il faut toujours que le conseil général soit consulté et émette un avis favorable à l'établissement de l'imposition. Cela a été bien expressément reconnu dans une discussion qui a occupé une séance presque entière à la Chambre des Pairs (voyez le Moniteur du 15 mars 1837). A cette occasion on a aussi unanimement admis que l'arrondissement n'était point propriétaire; que les travaux ou-les étifices qu'il aursit faits avec ses propres deniers n'en sersient pas moins la propriété du département.

A considérer la nature même des choses, il n'y a point de raison pour refuser à l'arrondissement une caistence distincte, une capacité et des droits qu'on attribue au département ; car l'arrondissement se compose des mêmes élémens que le département ; il n'y a de différence que dans l'étendue. Mais on complique ait l'organisation et la comptabilité acministrative, en multipliant ainsi les circonscriptions ayant leurs biens personnels, leurs recettes et leurs dépenses spéciales, leurs comptes et leurs budgets particuliers.

Récemment j'ai été sonsulté sur la validité d'un legs fait à un comice agricole situé dans un cheflieu d'arrondissement. Ce comice n'étant pas au nombre des établissemens d'utilité publique reconnus par la loi, j'ai répondu que le legs était caduc. Il paraît qu'on avait imaginé de soutenit, pour le faire valoir, qu'il était fait à l'arrondissement, et même qu'an rapport favorable à ce système avait été préparé dans les bureaux du ministère de l'intérieur; mais un examen plus attentif a fait repenser cette proposition qui svait pour effet d'attribuer à l'arrondissement une existence et une capacité qu'il n'a point.

(2) M. Chegaray a proposé un article final aissi conçu: «L'art. 26 actuel de la présente loi est ap-« plicable aux délibérations et aux procès verbaux « des conseils d'arrondissement. »

Cette proposition n'a pas été adoptée.

(3) Présentation à la Chambre des Députés le 23 février (Mon. du 25); rapport par M. Allard le 27 mars (Mon. du 28); discussion le 9 avril (Mon. du 10); adoption le 10 (Mon. du 11), à la majorité de 221 voix contre 177.

Présentation à la Chambre des Pairs le 16 avril (Mon. du 17); rapport par le marquis de Laplaca le 2 mai (Mon. du 3); discussion le 's mai (Mon. du 8); adoption le 8 (Mon. du 9), à la majorité de 99 vois contre 7. spéciaux de la première section du budget de la guerre, savoir : Chap. 8. Solde et entrelien des tsoupes, 496,025 fr. Chap. 9. Habillement et campement, 97,254 fr. Chap. 11. Transports généraux, 53 882 fr. Chap. 12. Remonte générale, 2,939,240 fr. Chap. 15. Harnachement, 101,390 fr. Chap. 14. Fourrages, 714,072 fr. Somme égale, 4,404,845 fr.

2. Il sera pourvu aux dépenses extraordinaires autorisées par le précédent article, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 20 juillet 1857 pour les besoins de l'exercice de 1838.

30 AVAIL—12 MAI 1838. — Loi qui autorise le département du Jura à s'imposer extraordinairement. (IX, Bull. DLXX, n. 7480.)

Articlé unique. Le département du Jura est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général, dans sa session de 1837, à s'imposer extraordinairement, pendant l'exercice 1839, deux centimes un tiers additionnels au principal des quatre contributions diréctes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affecté à l'achévement des travaux de construction de la cour d'assises, des prisons et de la caserne de gendurmerie de Lons le-Saulnier.

30 AVAIL=12 MAI 1838. — Lois qui autorisent les villes d'Orléans et de Vannes à contracter des emprunts. (1X, Bull. DLXX, n. 7381.)

## Première loi. — (Orléans.)

Article unique. La ville d'Orléans (Loiret) est autorisée à emprunter, à un intérêt qui ne pourra excéder quatre pour cent, la somme de cinq cent mille francs, tant pour l'acquisition des maisons et terrains nécessaires au percement de la rue projetée et à l'agrandissement de la place Sainte-Croix, que pour en effectuer le pavage.

Le remboursement de cette somme sera opéré en huit années, à partir de 1839, conformément au tableau d'amortissement adopté par le conseil municipal, dans sa

séance du 19 mars 1836.

## Seconde loi. — (Vannes.)

Article unique. La ville de Vannes (Morbihan) est autorisée à emprunter, avec publicité et concurrence, à un intérêt qui ne pourra excéder cinq pour cent, une somme de cinquante mille francs (50,000 f.) destinée à compléter les moyens de pourvoir à la dépense de construction d'un abattoir public.

Le remboursement de cet emprunt aura

lieu par dixième, d'année en année, au moyen des révenus ordinaires de la ville.

Néammoins, elle est autorisée à traîter de gré à gré avec la caisse des dépôts et consignations, à un intérêt qui ne pourra pas dépasser quatre et demi l'an.

15 avan. 12 mar 1630. — Ordonnance du roi rét lative aux abattoirs publics et commune ( Phy Bull, DLXX, n. 7382.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu le décret du 15 octobre 1810, et l'ordonnance du 14 janvier 1815, portant réglement sur les établissemens dangereux, insalubres ou incommodes; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 4er. Sont rangés dans la première classe des établissemens dangereux, insalubres ou incommodes, les abattoirs publics et communs à ériger dans toute commune, quelle que soit sa population.

 La mise en activité de tout abattoir publie et commun légalement établi éutrainera de plein droit la suppression des tueries particulières situées dans la localité.

5. Quand il y aura lieu à autoriser une commune à établir un abaltoir public, toutes les mesures relatives, fant à l'approbation de l'emplacement qu'aux voies et moyens d'exécution, devront nous être soumises simultanèment par nos ministres de l'intérieur et des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, pour en être ordonné par un seut et même acte d'administration publique.

4. Nos ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et de l'intérieur (MM. Martin du Nord et Montalivet) sont chargés, etc.

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministrescrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance royale du 28 septembre 1834, portant autorisation de la caisse d'épargne et de prévoyance de Saumur, et approbation de ses statuts; vu les changemens aux dits statuts, proposés à notre approbation; vu les lois des 5 juin 1855 et et 51 mars 1857, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

. Art. 1er. Les modifications aux art. 7 et 9 des statuts de la caisse d'épargne et

de prévoyance de Saumur (Maine et-Loire) sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé, les 10 octobre, 29 et 30 septembre 1837, devant Me Laathony et son collègue, notaires à Saumur, lequel acte restera déposé aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Notre ministre des travaux publics. · de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

25 PAVAIRA-19 MAI 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formés pour l'établissement et l'exploitation d'un chemin de fer de Bordeaux à Teste. (IX, Bull. supp. CCCLX, n. 12019.)

Louis-Philippe, etc.; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la loi du 17 juillet 1837, relative à la concession d'un chemin de fer de Bordeaux à la Teste; vu l'adjudication passée, le 26 octobre 1837, au profit de M. Fortuné de Verges, et approuvée par notre ordonnance du 15 décembre suivant; vu les art. 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu , etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à Bordeaux, pour l'établissement et l'exploitation d'un chemin de ser de Bordeaux à la Teste, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 23 février 1838, devant Me Le Hon et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Ladite société sera soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour M. Fortuné de Verges, de l'adjudication passée à son profit ie 26 octobre 1837, et du cahier des charges qui a servi de base à cette adludication.

5. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

4. La société sera tenue de remettre. tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministre des travaux publics. de l'agriculture et du commerce, au préfet de la Gironde, à la chambre du commerce et au greffe du tribunal de commerce de Bordeaux.

5. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

#### Fondation.

Art. 14. Il est fondé par ces présentes, seel l'approbation du rci, une société anonyme entre tous les propriétaires des actions créées ci-

2. L'objet de la société est la construction et l'exploitation du chemin de fer de Bordeaux à la Tesie, en vertu de la concession obtenue par M. Fortuné de Verges, et des prolongemens et embranchemens qui pourront être demandés par la compagnie et concédés par le gouvernement.

3. La société prend la dénomination de Conpagnie du chemin de fer de Bordeaux à Teste.

A. La société commence le jour de la date de l'ordonnance royale approbative des présent statuts, elle finit en même temps que la conce-

5. Le siège de la société est fixé à Bordeaux.

## Abandon de la concession.

6. M. Fortuné de Vergès apporte et met en société, sans aucune réserve ni restriction, tous ses droits à la concession, à charge par la compagnie de satisfaire aux conditions, obligations et clause de cahier des charges.

#### Fonds social.

7. Le fonds social est de cinq millions de france, il peut être élevé jusqu'à six millions, en verts d'une délibération de l'assemblée générale, et st moyen d'une création supplémentaire d'actions qui ne pourront être émises au-dessons du pair. Le fonds de cinq millions est réparti sinsi qu'il suit entre les susnommés :

Au moyen de ces souscriptions, le fonds social se trouve complet.

8. Le fonds social se divise en dix mille actions de cinq cents francs chacune. Les actions sont nominatives; elles pourront être au porteur après le versement de leur montant intégral. Chacun peut, à sa volonté, convertir ses actions nominatives en actions au porteur et réciproquement; les frais de cette conversion seront à la charge des actionnaires qui la provoqueront. Les actions ont une même série de numéros de un à dix mille. Elles sont extraites d'un registre à souches, à talon, qui reste déposé au siège de la société. Elles sont revêtues de la signature de deux des administrateurs et de celle du directeur ou de celles de trois administrateurs.

9. La cassion des actions nominatives s'effectes au moyen d'une d'eleration faite par le cédent sur un registre spécial, conformément à l'article 36 du Code de commerce. L'individualité du cédant doit être attestée par un agent de charge qui signera la déclaration du transfert.

19. La cession des actions au porteur s'opère par la simple tradition de titre.

11. Chaque action est indivisible. 12. Le paiement du prix des actions sera fait au fur et à mesure des besoins sur la demande du conseil d'administration. Le premier cinquieme est payable immédiatement. Chaque se tionnaire est libre de payer son priz par an ticipation, sans attendre cette demande; co versemens auticipés ne seront pas productif d'inléréis.

13. Jusqu'au paiement intégral du priz des actions, il n'est remis aux souscripteurs qu'une promesse d'actions nominatives. Jusqu'à ce paiement intégral, les cédans scront garans de leurs cessionnaires.

14. A défaut, par un actionnaire, d'avoir effectué son paiement à l'échéance, et huitaine après un avertissement donné par acto extra-judicisire, les actions seront vendues à la hourse de Bordeaux ou à celle de Paris par le ministere d'un agent de change; si le prix est insuffisant pour acquitter ce que l'actionnaire en retard reste devoir à la société, il demeure passible de la différence; s'il y a excédant, cet excédant lui est remis, déduction faite des intérêts et frais.

15. Chaque action donne droit à la propriété de toutes les valeurs de la société et aux bénéfices annuels, dans une proportion relative au nombre des actions émises.

## Conscil d'administration.

16. Le conseil d'administration se compose de sept membres choisis par l'assemblée générale. Chacun des administrateurs doit justifier de la propriété de trente actions nominatives qui demeureront inaliénables pendant la durée de ses fonctions, et sont affectées à la garantie de sa gestion.

17. Le conseil d'administration se renouvelle en trois ans, savoir : trois administrateurs une année, et deux chaque année suivante. Le sort désigne les membres qui doivent sortir la première et la seconde année. Les membres sortant peuvent

être indéfiniment réélus.

48. En cas de vacance dans le cours d'une année, il est provisoirement pourva au remplacement par le conseil d'administration; l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive. L'administrateur ainsi nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonctions que pendant le temps qui restait à courir de l'exercice de son prédécesseur.

19. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président, un vice-président, et, en cas d'absence, le doyen d'âge en remplit les fenctions. La durée des fonctions du président et du vice-président est d'une année, ils peuvent

être réélus.

.20. Le conseil d'administration se réunit toutes les fois que le besoin des affaires le réclame ; mais au moins une fois par mois. Les convocations sont faites par les soins du président ou de celui qui en remplit les fonctions. La présence des administrateurs est constatée sur un registre, sur lequel chacun d'eux appose sa signature. La présence de quatre administrateurs suffit pour la validité des délibérations, et les décisions sont prises à la simple majorité des membres présens. S'il y a partage, la voix du président ou de celui qui siège à sa place est prépondérante. Lorsqu'il s'agit d'une décision syant pour résultat de faire contracter un engagement à la compagnie, elle ne peut être arrêtée valeblement qu'autant qu'elle rénnit l'assentiment de quatre membres présens. Les délibérations sont signées par les membres qui y ont pris part.

21. Le conseil d'administration représente la société vis-à vis des tiers. Les actions judiciaires sont dirigées au nom de la compagnie anonyme, poursnifes et diligence du conseil d'administration ou du directeur quand il y en a un. Le conseil a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société; il peut, dans les circonstances où il le juge utile, se substituer un tiers par man-

dat spécial, pour une ou plusieurs affaires déterminées, passer tous marchés, il peut transiger et compromettre. Le premier conseil d'administration nommé par le présent acte pour toute la durée des travaux, est chargé particulièrement de pourvoir à l'exécution du chemin de for et de ses dépendances, qui forment l'objet de l'entreprise ; il peut à cet effet choisir le mode qui lui semblera le plus favorable, tant pour l'acquisition des ter-rains que pour l'achat des matières, la conduite des travaux et la fourniture du matériel nécessaire au développement de l'entreprise : il peut faire les acquisitions et ventes de tous biens meubles et immenbles, mettre en adjudication tout ou partie des travaux, traiter à forfait pour tout ou partie de l'entreprise, on faire exécuter directement les travaux. Dans ce dernier cas, MM. de Vergès et Bayard de la Vingtrie frères, ingénieurs des ponts-et-chaussées, seraient chargés de la direction des-dits travaux. Le conseil d'administration fixe ou modifie les tarifs dans les limites déterminées par le cahier des charges. Il contracte les emprunts antorisés par l'assemblée générale ; il fait le placement des fonds libres. Il fait les réglemens nécessaires pour l'exploitation des chemins : il règle le mode de cette exploitation, soit par voie d'exploitation directe, soit par régie intéressée, soit par mise en ferme, le tout sous la réserve de l'approbation ultérieure de l'assemblée générale. Il nomme et révoque tons employés. dirige l'administration de la société et surveille les opérations du directeur. Les membres du conseil d'administration n'encourent aucune responsabilité à raison de l'exercice de leurs fonctions. Ils ne répondent que de l'exécution de leur

22. Sont nommés administrateurs jusqu'à l'achèvement complet des travans: MM. Henry-Nicolas Hovy, David Johnston, Domaine-Guilleume Mestreat, Aristide-Lopès Peyreyra, Jacques-François-Emile Galos, Nathaniel Johnston, junior, David-Frédéric-Lopès Dias. Par exception à l'article 16, chacun de crs administrateurs devra justifier de la propriété de soixante actions nominatives qui seront inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

### Directeur.

23. Si, ultérieurement, il est nommé un directeur, il sera chargé de la gestion de la société dans ses détails journaliers. Il devra se conformar à tontes les décisions du conseil et veiller à leur exécution. Il dirigera le travail des bureaux et tiendra la correspondance. Il provoquera la nomination et le remplacement des employés. Le directeur pourra être appelé dans les réunions du conseil d'administration; il y aura voix consultative. Il devra être propriétaire de ciaquants actions nominatives qui resteront déposées à titre de cautionnement entre les mains du président du conseil d'administration.

24. Le directeur sera nommé et révoqué par l'assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration; il pourra être suspendu par ledit conseil qui, alors, convoquera l'assemblée dans un bref délai. Les avantages attachés à see fonctions acront fixés également par l'assemblée gé-

nérale.

25. En cas d'absence, retraite, décès ou empêchement du directeur, ses fonctions seront provisoirement remplies par un des administrateurs délégué à cet effet ou par un des agens

que ses ordres, agréé par le conseil d'administration.

## Assemblée générale.

26. L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires. Elle se compose de tous les propriétaires de dix actions au moins. Le propriétaire de dix actions nominatives a la faculté de se faire représenter par un fondé de pouvoirs. Tout propriétaire d'actions au porteur qui roudre assister à l'assemblée générale, devra faire le dépôt de dix actions au siège de l'administration , deux jours au muins avant la réunion. L'assemblée n'est régulièrement constituée qu'autant que les membres présens forment la moitie au moins des actionnaires ayant droit de voter. Si cette proportion n'est pas alleinte sur une première convo-cation, il en est fait une acconde à quinze jours d'intervalle, et les membres présens à cette nouvella réunion, délibérent valublement, quels que soient leur nombre et la quotité de leurs actions, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion. Le bureau se compose d'un président, d'un secrétaire et de deux scrutateurs. Le président est choisi par l'assembiée générale, il désigne le secrétaire et les acratateurs.

27. Les délibérations de l'assemblée générale éout prises à la simple majorité des voix des mesubres présens. En cas de parlage, la vois du président est prépondérante. La propriété de dix ac-tions donne une vois ; celle de trente, deux vois ; celle de soisante, trois vois. Ce nombre de trois vois ne paut être dépassé. Les délibérations sont constatées par des procés-verbanz consignés sur un registre tenu à cet effet et signées par le pré-sident, le secrétaire et les serutateurs. Un élat destiné à constater le nombre des membres as-sistant à l'assemblée et celui des actions qu'ils posèdent, reste anuexé à la minute du proces-verbal des délibérations. Toute délibération prise par l'assemblée régulièrement constituée est obligatoire pour les absens ou dissidens.

28. L'assemblée générale se réunit dans la deuxième quinzaine de décembre de chaque ennée. Un avis destiné à indiquer le jour de la réumion est, à la diligence du conseil d'administration, adressé aux titulaires des actions nominatives et inséré quinze jours à l'avance dans un journal de Bordeaux et dans un de Paris, désignés par le tribunal de commerce, conformément à la loi du 34 mars 4833. Indépendamment des assemblées générales annuelles, le conseil d'administration paut en convoquer d'extraordinaires, toutes les fois qu'il le juge nécèssaire. La forme de ces convocations est la même que celle des convocations

ordinaires.

29. L'assemblée générale statue par des délibérations sur tous les points qui lui sont réservés par les présens statuts : discute et approuve les comptes, approuve la fixation des bénéfices et en ordonne le répartition. Elle pourvoit sux nominations qui lui sont attribuées. Elle autorise les emprunts, vote sur les propositions d'embranchemens ou de prolongemens de chemins qui lui sont soumises. Elle prononce la dissolution anticipée de la société, modifie les statuts suivant la forme prescrite par l'article 37 ci-après. En un mot, elle dispose sur les intérêts sociaux avec les ponvoirs qui appartiendraient à l'universalité des actionnaires.

## Inventaires. - Comptes annuels.

30. L'année sociale commence le 1er novembre; à la fin de chaque année, un inventaire général de l'actif et du passif est dressé par les soins des administrateurs; cet inventaire et les pieces à l'appui sont soumis à l'assemblée gé-

#### Fonds de réserve

31. Le vingtième des bénésices est prélevé chaque année pour composer un fonds de réserve destiné à parer aux événemens imprévus.

Lorsque le fonds de réserve s'élève à trois cent mille francs, le prelevement cesse; il reprend sen cours si la réserve est entamée.

## Partages des bénéfices.

32. L'excédant des recettes annuelles, déduction faite des charges et des sommes dont l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, ordonnerait l'affectation spéciale à des dépenses extraordinaires, prévues de l'année suivante, compose le bénéfice net de l'exercice : il se répartit également entre toutes les actions émises, déductions faites du prélèvement destiné au fonds de réserve.

33. Le paiement des dividendes se fait chaque année dans le mois qui suit la réunion de l'assemblée générale qui a approuvé les comptes. Ce paiement est constaté par des estampilles opposées au dos des actions. Tous dividendes qui ne sont pas réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité annoncée dans deux journaux sont acquis

à la société.

#### Cas de dècès.

84. Dans aucun oas, les héritiers ou avensdroit d'un actionnaire ne peuvent faire apposer les scellés sur les biens et valeurs de la société, les frapper d'opposition ni en requérir l'inventaire on la licitation ; les héritiers devront se faire représenter par un seul d'entre eux.

#### Dissolution anticipée.

35. Si des circonstances imprévues faissient recompattre la nécessité d'une dissolution de la société avant l'expiration du terme fixé pour sa durée, l'assemblée générale des actionnaires peut prononcer la dissolution anticipée de la société. a délibération à ce sujet est prise dans la forme fixée par l'art. 37.

## Liquidation.

36. Lors de la dissolution de la société, de quelque manière qu'elle arrive , l'assemblée générale détermine le mode de liquidation , choisit un ou plusieurs liquidateurs, et fixe, par une délibération, l'étendue de leurs pouvoirs et leurs émalumens.

#### Modifications aux statuts.

37. L'assemblée générale peut apporter aux sta-tuts de la présente société les modifications ou additions reconnues utiles. La délibération de l'assemblée générale, prise à ce sujet, n'est valable qu'autant que les membres présens réunissent dans leurs mains les trois quarts des actions des actionnaires ayant droit de voter, et que la décision est prise à une majorité des deux liers des voix qui concourent à la délibération. Tous pouvoirs sont donnés aux membres du conseil d'administration et au directeur de réaliser, par un acte authentique, avec les changemens qui seraient exigés

par le gouvernement, les modifications adoples. Ces modifications ne sont définitives et exécutoires qu'après avoir été approuvées par ordonmance royale.

## Arbitrage.

38. S'il s'élère des difficultés pendant le cours de la société, ou lors de la liquidation, entre lés actionnaires et la société, elles sont jugées par un Aribunal arbitral composé de trois membres , sur le chois desquels les parties engagées dans la contestation doivent s'entendre dans un délai de huitaine, à défaut de quoi la nomination des trois arbitres est faite par M. le président du tribunal de commerce de Bordeaux, à la requête de la partie la plus diligente. Ces arbitres décident comme amiables compositeurs et en dernier ressort. Leur décision ne peut être attaquée par voie d'appel, requête civile ni recours en cassation.

## Election de domicile.

39. Toutes contestations entre la compagnie et les actionnaires sont jugées à Bordeaux, quel que soit le domicile des parties; à défaut d'élection de domicile spécial à Bordeaux, par tout porteur d'actions, son domicile de droit est le domicile . légal de la société.

### Dispositions transitoires.

10 et dernier. M. Aristide Lopes Percyra, l'un des essociés de la maison Louis Pereyra freres, est constitué mandataire de tous les susnommés, à l'effet de solliciter l'obtention de l'ordonnance royale approbative des présens statuts; il est autorisé à consentir toutes modifications qui sersient réclamées par l'autorité pour y parvenir, approu-vant d'avance et ratifiant ce qu'il fera à cet égard.

M. Pereyra pent substituer tout ou partie des pouvoirs qui lui sent conférés.

15 MARS -- 19 MAI 1838. - Ordonnance du roiportant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Mélusine, comagnie d'assurances maritimes et de prêt à la grosse. (IX, Bull. supp. CCCLX, n. 12020.)

Louis-Philippe, etc.; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les art. 20 à 37, 48 et 45 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à Paris, sous la dénomination de Mélusine, compagnic d'assurances maritimes et de préts d da grosse, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, les 20, 21, 22, 23, 24, 26 et 28 février, 1e-, 3 et 5 mars 1838 par-devant M. Grandidier et son collegue, notaires à Paris, lequel acte restera apnexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer la présente autorisation, en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics,

de l'agriculture et du commerce, à la préfecture de la Seine, à la chambre du commerce et au gresse du tribunal de commerce de Paris.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

## Statuts.

Par-devant..... ont comparu..... lesquels ont arrêté sinsi qu'il suit les statuts d'une compagnie d'assurances maritimes et de prêts à la grosse, sous le titre de Mélusine.

Formation de la société; sa nature, son objet, sa durée.

Art. 14. Il est formé, sauf l'approbation du gouvernement, entre les signataires des présens statuts et ceux qui, par transfert, deviendraient actionnaires, une société anonyme sous le titre de Mélusine, compagnie d'assurances maritimes et de prêts à la grosse. Le siège de la société est fixé à Paris.

2. La socisté a pour objet, 1° d'assurer et de réassurer à primes les risques de navigation maritime ordinaire, ceux de guerre survenus ou pouvant survenir, ceux de navigation intérieure sur fleuves, sivières, lacs et canaux, et enfin ceux de transport par terre, autant qu'ils se rattachent à des assurances maritimes contractées par la compagnie; 2º de prêter à la grosse.

8. Le maximum des assurances sur un seul risque est fixé à trois pour cent du capital social, soit soixante mille francs. Celui des prets à la grosse est finé à un et demi pour cent, soit trente mille fr.

a. Toutes opérations étrangères à celles qui sont spécifiées en l'art. 2 sont expressément interdites. 5. La durée de la société est fixée à trente années

consécutives, à partir de la date de l'autorisation royale, sauf les cas de dissolution préves par l'atticle 39.

## Capital de la société.

6. Le capital de la société est fixé à deux millions de france; il est divisé en quatre cents actions nominatives de cinq mille france chacune.

7. Les actionnaires sont engagés et responsables jusqu'à concurrence du montant intégral de chasune de leurs actions. Ils sont obligés de verser actuellement vingt pour cent du capital nominal, et, s'il y a lieu, les quatre-vingts pour cent restant dus, soit partiellement, soit intégralement, suivant l'appel qui pourreit en être fait par le conseil d'administration. Ultérieurement, le conseil peut faire rembourser aux actionnaires tout ou partie des versemens qui dépasseraient les premiers vingt pour cent; et ils resteront soumis, dans les limites de leurs obligations sociales, aux neuveaux appels de fonds que les besoins de la compagnie rendraient necessaires par la suite, toujours jusqu'au complément des quatre vingts pour cent.

8. Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions. conformement aux art. 32 et 33 du Code de com-

mercè.

9. Les actions sont extraites d'un registre à souche; elles sont frappées du timbre sec de la compagnie, et signées de l'un des administrateurs, du censeur et du directeur. Elles portent le numero de un à quaire cents,

12. Aucun actionnaire ne peut posséder plus de vingt actions.

11. La transmission des actions s'opère par voie de transfert sur un registre à cet effet. Le transfert est signé par le cédant, et accepté par le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs. Le transfert d'une action transporte au cessionnaire la cession de tous les droits et de toutes les charges de l'action, quels qu'ils soient. La nouvelle action porte le même numéro que celle qui est annulée.

12. Aucun transfert d'action ne sera admis qu'en vertu d'une délibération du conseil d'administration, prise au scrutin secret, s'il est demandé, et à la majorité. En cas de refus, il n'est pas tenu de donner de motifs. Le cessionnaire resusé peut exiger le transfert en ses noms, en déposant à ses frais, pour la partie du capital non versée, une garantie équivalente au montant des actions et effets publics français.

13. Les rentes transférées au nom de la compagnie, ainsi que les valeurs déposées en garantie ou acquises avec les fonds sociaux, sont renfermées dans une caisse à deux clefs, dont l'une reste entre les mains de l'administrateur de service, l'autre

entre celles du directeur.

14. Dans les six mois du décès d'un actionnaire, ses héritiers on syans-cause seront tenus de désigner une personne pour les représenter, s'ils restent dans l'indivision; dans le cas contraire, ils devront désigner celui ou ceux qui restent titulaires, de manière cependant qu'aucune action ne soit fractionnée. Le conseil d'administration admet ou refuse les rempleçans présentés, conformément aux règles prescrites par l'art. 12, dont le cessionnaire refusé pourra également réclamer le bénéfice.

15. La vente des actions appartenant aux sociétaires pourra être ordonnée par le conseil d'administration, sans qu'il soit besoin d'aucune notification ou autorisation dans les cas suivans : 1º si l'actionnaire n'effectue pas dans les dix jours les versemens demandés par le conseil d'administra-tion, aux termes de l'art. 7; 2° si les héritiers ou ayans-cause d'un actionnaire décèdé n'ont pas présenté, dans le délai de six mois, le ou les remplaçans exigés par l'art. 14, ou s'ils n'ont pas été admis par le conseil; 3º si un actionnaire tombe en faillite ou en déconfiture. Ces actions seront vendues par le ministère de l'agent de change de la compagnie, aux frais, risques et périls de l'ac-tionnaire ou de ses représentans; le produit de la vente sera affecté par compensation à ce qui pourra être du à la compagnie; en cas d'insuffisance, la compagnie pourra exercer des poursuites pour ce qui lui restera dû; l'excédant, s'il s'en trouve, sera remis à qui de droit.

#### Administration de la société.

16. La compagnie est administrée par un conseil composé de huit administrateurs et d'un directeur. Les fonctions des administrateurs sont gratuites; ils ne reçoivent que des jetons de présence pour le service de semaine et leur présence au conseil d'administration. La première assemblée générale déterminera la valeur des jetons de présence. Le conseil nomme, parmi ses membres, un président, deux vice-présidens et un censeur. La durée de leurs fonctions est d'une année ; ils peuvent toujours être réélus. Le censeur est plus particulièrement chargé de la vérification des comptes et des opérations de la société. A la fin de l'année, il reçoit une bourse de jetons équi-alente au nom-

bre de jetons que reçoivent les administrateurs pour le service de semaine.

17. Chaque administrateur doit être propriétaire de quatre actions au moins : elles sont inaliénables pendant toute la durée de ses fonctions.

18. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, au acrutin secret et par bulletins écrits. La durée de leurs fonctions est de quatre ans. Le conseil d'administration est renouvelé par quart, d'année en année. Le premier renouvellement aura lieu à l'assemblée générale annuelle du mois de mars 1839 : pour cette année et les deux suivantes, les administrateurs sortant seront désignés par le sort. Les membres sortant peuvent toujours être réclus.

19. S'il survient une vacance parmi les administrateurs, le conseil d'administration y pourvoit provisoirement : l'assemblée générale, dans sa plus prochaine réunion, procède à l'élection définitive. L'administrateur ainsi nommé ne reste en exercice que pendant le temps qui restait à courir

à celui qu'il remplace.

20. Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par mois, et toutes les fois qu'il le juge nécessaire. Pour qu'une délibération soit valable, trois membres au moins doivent y comcourir; dans ce cas, elle doit être prise à l'unani-mité. Au-dessus de ce nombre, les arrêtés sont pris à la majorité des membres présens : en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Le nombre des membres présens est constaté par une feuille de présence signée de chacun d'enz et par l'insertion de leurs noms au procèsverbal. Le conseil a toujours le droit d'appeler telle personne qu'il juge utile pour l'éclairer.

21. Le conseil prend communication de toutes les affaires de la compagnie. Il fait les réglemens particuliers d'administration. Il arrête les conditions générales des contrats d'assurances et de prêts à la grosse. Il arrête le paiement des pertes et dommages à la charge de la compagnie. Il nomme, révoque et destitue tous les agens et employés de la compagnie; fixe leurs traitemens, salaires et avantages, ainsi que les dépenses générales de l'administration. Il détermine l'emploi des fonds disponibles. Il fait vendre et aliener les rentes et autres valeurs appartenant à la compagnie, suivant le mode déterminé par l'art. 22 ci-après. Il convoque l'assemblée générale lorsqu'il le juge utile. Il arrête les répartitions de bénéfices. Il peut traiter, transiger et compromettre sur tous les intérêts de la compagnie.

22. Les transferts des rentes sur l'Etat on autres valeurs appartenant à la compagnie, et les mandats sur la banque, pour être valables, doivent être signés par l'un des administrateurs, le censear. et le directeur.

## De la direction.

23. Le directeur est nommé par l'assembles générale, sur la proposition du conseil d'administration. Il peut être révoqué sur la proposition du conseil et par décision de l'assemblée générale, prise aux deux tiers des voix, représentant au moins la moitié des actions émises. Toutefois, cette révocation ne pourra avoir lieu dans la séance où elle aura été proposée, et il ne sera statué définitivement sur cette proposition qu'à une assemblée générale ajournée à cinq jours su plus tôt et à dix jours au plus tard. Sur le nombre d'actions dont le directeur est ou sera titulaire, huit au moins seront inaliénables pendant la durée de ses fonctions. Il reçoit un traitement fixe dont la quotité est arrêtée, sur la proposition du conseil, par l'assemblée générale, qui détermine en même temps, toujours sur la proposition du conseil, les autres avantages qui peuvent lui être accordés.

24. En cas de maladie ou d'absence du directeur, il est provisoirement remplacé par un administrateur ou par un employé supérieur de la compagnie, on enfin par tout autre que le conseil

déléguera à cet effet.

25. En cas de décès ou de démission du directeor, le conseil d'administration pourvoit à son remplacement provisoire. Dans le délai de six mois au plus tard, le conseil est tenu de convoquer l'assemblée générale pour la nomination du directeur.

26. Le directeur assiste au conseil et y a voix

consultative.

27. Le directeur est chargé de l'exécution des arrêtés et délibérations du conseil. Il dirige le travail des bureaux, règle et arrète les conditions particulières des assurances, ainsi que des prêts à la grosse. Il soumet au cons il les réglemens des pertes et dommages à la charge de la compagnie. Il propose la nomination, la révocation ou la destitution des agens et employés de la compagnie. Il est chargé de la correspondance générale. Il souscrit les polices d'assurances, effectue ou fait effectuer les prêts à la grosse. Il signe les bons de ristourne. Il opère immédiatement la réassurance des sommes qui excéderaient le maximum fixé par l'article 4; il opère sussi celle des risques qu'il ne croit pas devoir garder. Les actions judiciaires exercées au nom de la compagnia par décision du conseil le sont à la poursuite et diligence du directeur.

### Assemblée générale.

28. L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absens. Pour que ces délibérations soient valables, les membres présens doivent représenter au moins le part de l'intérét social. Dans le cas contraire, l'assemblée est de nouveau convoquée. Si cette nonvelle assemblée ne remplit pas les conditions voulues par le second paragraphe du présent article, elle ne peut délibérer que sur les objets qui devaient être soumis à la précédente, et ses dé-cisions sont velables, quelle que soit la portion d'intérêt social représentée.

29. L'assemblée générale se compose des actionnaires qui, depnis trois mois revolus, sont propriétaires de deux actions. Deux actions donnent droit à une voix. Dix actions donnent droit à denx voix. Vingt actions donnent droit à trois voix, maximum des votes que pourra émettre un actionnaire, quel que soit le nombre des ponvoirs dont il est revetu. Il est attribué un jeton à tout

membre présent ou représenté.

30. Tout actionnaire ayant droit de voter aux assemblées générales ne peut s'y faire représenter que par un actionnaire muni d'un pouvoir spé-cial déposé à cet effet à l'administration dans les

trois jours qui précèdent la réunion.

31. L'assemblée générale annuelle a lieu de droit dans le courant de mars de chaque année. Le conseil d'administration lu i rend compte des opéra-tions de la compagnie pendant l'année précédente : son rapport est imprimé et distribué aux actionnaires.

- 32. Les assemblées générales extraordinaires seront convoquées par délibérations du conseil d'administration. Toutes assemblées générales sont présidées par le président ou l'un des vice-présidens du conseil d'administration; le censeur en est le secrétaire. Le président désigne les serutaleurs.
- 33. L'assemblée délibère sur les comptes qui lui sont présentés, ainsi que sur les propositions qui lui sont faites. Ses décisions se prennent à la majortité des membres présens, excepté dans les cas où une majorité spéciale est requise par les présens statuts. En cas de parlage, la vois du président est prépondérante. Hors le cas d'élection, il sera voté sur toute proposition par assis et levé, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par plusieurs actionnaires réunissant au moins sent votes. Le nombre d'actionnaires présens ou représentés est constaté par une feuille d'entrée signée de chacun d'eux. Cette feuille doit indiquer la nombre des actions et la quotité des voix appartenant à chaque actionnaire; elle sera annexée au proces-verbal.

34. L'assemblée générale nomme les huit administrateurs à la majorité des suffrages des membres présens, au scrutin secret et par bulletins

35. L'assemblée générale annuelle et extraordinaire peut, sur la proposition du conseil d'administration, adopter les modifications qu'elle juge utile de faire aux présens statuts ; mais, dans ce cas, ses décisions, pour être valables, doivent être prises par la réunion d'au moins la moitié plus une de toutes les actions et les trois quarts des votes auxquels les membres présens ont droit. Toutefois, ces modifications ne seront exécutoires qu'après l'approbation du gouvernement.

36. Les lettres de convocation des assemblées générales annuelles et extraordinaires doivent être adressées au moins quinze jours à l'avance et indi-

quer l'objet de la convocation.

## Comptes annuels et répartition des bénés. fices.

37. Chaque année, au 31 décembre, la situation de la compagnie est arrêtée. Le conseil, d'a-près cet arrêté de situation, détermine, s'il y a lieu , la somme des bénéfices à répartir. Quant à la première année sociale, elle se composera de toute la période de temps comprise entre la constitution de la scciété anonyme, par suite de l'autorisation royale, jusques et y compris le 31 décembre 1838.

38. Il est prélevé sur les bénéfices nets, pour former une réserve de prevoyance, savoir : une moitié de ces bénéfices, tant que la réserve n'a pas atteint cent mille francs; ensuite un quart, tant qu'elle n'a pes alteint deux cent mille fr.; et enfin un huitième, tant qu'elle n'a pas atteint quatre cent mille francs. Cette dernière retenue peut être continuée au-delà de cette limite, si le conseil d'administration le juge à propos. La partie des bénéfices qui excéde les prélèvemens susmentionnés est distribuée aux actionnaires le 1" avril et jours suivans.

# Dissolution et liquidation.

39. La dissolution de la société aura lieu de plein. droit : 1º si les pertes excèdent le tiers du capital social; 2° si, les pertes excédent le tiers du capital social, elle est demandée par un nombre d'actionnaires représentant au moins les trois quarts des actions.

40. Dans les cas prévus par l'article précédent, le conseil d'administration est tonu du convoquer immédiatement l'assemblée générale.

41. En cas de dissolution, l'assemblée nomme, mance tenante, trois commissaires liquidateurs.

A2. Les commissaires liquidateurs remplacent le conseil d'administration et le directeur; ils aemt investis, à l'effet d'opérer la liquidation, de sous les pouvoirs stiribués au conseil d'administration. Ils font réassurer les risques non éteints. Ils règlent et arrêtent les remboursemens de pertes et dommages à la charge de la compagnie. Ils réalisent l'effectif de la société, les rentes et transferts des valeurs appartenant à la compagnie; la cour espondance et tous les autres actes doivent atre signés par deux commissaires au moins. La commission de liquidation peut compromettre et transager sur toutes les contestations et demandes; alle peut esabstiture à oct effet. Ses décisions sont prises à la majorité.

\$3. \$4, par démission, décès, ou tout sutre cause, la commission de liquidation cesse d'étrà au complet, l'assemblée générale est convoquée sur-le-champ pour pourvoir aux vacances.

At. Les actionneires sont tenus, sur la demande de la commission de liquidation, d'iffectuer, dans le délai déterminé par l'art. 7, les versemens nécessaires pour opérer les remboursemens jusqu'à concurrence de ce qui sera du sur leurs actions.

45. A l'expiration de l'année qui suivra l'époque où la tiquidation aura été prononcée, il sera fait au inventaire de la situation de la compagnie. Le compte en sera rendu à l'assemblée générale, qui prononcera sur le terme de la liquidation,

46. Les capitaux de la sociéié ne seront répartis aux actionnaires qu'à mesure de l'estinction des crisques existans, de manière que, pendant tous deur durée, la compagnie présente aux assurés une gerantie suffisante des engagemens pris par effe.

A7. Toutes contestations entre l'administration ou la commission de liquidation et les actionsaines seront jugées, à la majorité, par un tribunal arbitral composé de trois membres, dont deux seront choisis par les parlies: ces deux arhitres sinsi thoisis nomment eux-mêmes leur troisième collègue; mais en cas de désaccord sur la nomination de ce troisième arbitre, il est désigné par la président du tribunal de commerce. Ce tribunal arbitral, ainsi composé, est autorisé à procédér comme amfable compositeur el sans être astreint aux débats et aux formes de la procédure; il jugera sufin en dernier ressort, sans qu'il puisse y avoir lieu à appel du jugement arbitral ou au poutroi en cassation.

### Article transitoire.

Les ponvoirs dévolus au directeur par les présens statuts sont conférés à M. Pierre-Français Cavillier, sant l'assentiment de l'assemblés générale, qui, sur la proposition du couseil d'administration, déterminera son tra tement fixe, ainsi que la part qui doit lui être allonée sur les hénéfices annuels de la société, et enfin les antres avantages qui peuvent lui être accordés.

Et à l'instant les comparans ont souscrit.

2 avnic=19 mai 1838. — Ordonnance du roi qui approuve les nouveaux statets de la société d'assurgnoe mutuelle immobilière contre l'incendie, établie au Mans, pour les départemens de la Sarthe, de Maine-et-Loire et de la Mayenne. (IX, Bull. supp. CCCLX, n. 12021.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agricultue et du commerce : vu l'ordonnance royale en date du 25 mai 1828, pertant autorisation de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie, élablie au Mans, pour les départemens de la Sarthe, de Maine-et Loire et de la Mayenne, et approbation des statuts de ladite société; vu les nouveaux statuts proposés à notre approbation, suivant délibération du conseil d'administration de la société, en date du 17 novembre 1856, approuvés le 5 décembre suivant par le conseil général des sociétaires : notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les nouveaux statuts de la société d'assurances mutuelles immedilières contre l'incendie, établie au Mons, pour tes départemens de la Sarthe, de Maine et-Loire et de la Mayenne, sont approuvés, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 25 mars, par-devant Me Hector Mariest et son collègue, notaires au Mans, lequi acte restera annexé à la présente ordor nance.

2. Notre ministre des trayaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord), est chargé, etc.

## CHAPITRE Icr. — Fondation, but et condition de l'assurance.

Art. 17. Il est formé, par le présent acte, une société d'assurance mutuelle entre les propriétaires soussignés. de maisons et bêtimens sis dans tes départemens de la Sarthe, de Maine-et-Loire et de la Mayenne, et ceux des propriétaires dans les mêmes départemens qui ad'hèrent sux présens statuts.

2. La présente association ne pourra avoir d'effet que du moment où par suite des adhésions aut présent statuts, il se trouvera pour une somme de quinze militons de francs de propriétés engageis l'assurance mutuelle. L'accomplissement de cette condition sera constaté par le conseil d'administration de la société; le directeur la notifiera par une circulaire à chaque sociétaire; jusque-la, l'effet des adhésions restera suspendu. Ladita somme de quinze suillions de france n'est pas limitative : le nombre des sociétaires est indéfini ; la compagnie admettre à l'assurance mutuelle tous les propriétaires de maisons et bâtimens situés dans cus départemens.

3. La durée de la société est de trente aus, pouvu, toutefois, qu'à l'expiration de chaque périole de cinq années il se trouve toujours pour quiss millions de propriétés engagées à l'essurence.

4. Cette société a pour objet de garantir matnellement ses membres des dommages et risqu's que pourrait causer l'incendie et même tout feu du

ciel et de cheminée, sinsi que les déglis cousis par la fondre qui n'aurait pas occasione d'incendie aux maisons et bâtimens qui participent aux bienfaits de la société, ainsi qu'aux membles placés par les propriétaires à perpétuelle demeure et devenus imnormbles per destination dans les bétimens d'habitation seulement. Ne font point partie de la prétente a sociation les magasins à poudre, les ateliers d'artifice et les salles de spectacles. Les établissemens qui offriraient des chances trop graves d'incendie pourront être exclus par le conseil d'administration. N'y sont point également compris, les effets mo-biliers et les objets étrangers à l'immeuble, même les astensiles, machines et mécaniques des usines, à l'exception des objets considérés comme immenbles, que l'on ne pourrait détacher du fonds sans le détériorer. Enfin, ne sont point compris dans la présente assurance et ne pourront donner lieu à sucun paiement de dommages tous incendies provenant soit de l'état de guerre, soit d'invasion, soit d'émeutes populaires ou dissensions civiles, soit enfin de force militaire quelconque ou d'explosion de moulins et magasins à poudre. La police d'assurance devient nulle dans ses effets agtifs et passifs st la propriété cesse d'exister par une cause quelconque.

5. La propriété assurée qui serait détruite en tout ou en partie, sur l'ordre de l'autorité, pour arrêter les progrès d'un incendie, donne lieu à l'indemnité comme si le dommage était causé par les

flammes.

6. Nulle propriété déjà engagée à une assurance queléconque ne peut être admise dans la présente société pendant la durée de son engagement, comme aussi le propriétaire s'interdit le droit de la faire assurer par une autre compagnie quelconque, une fois engagée à la présente assurance.

7. Cependant l'engagement du sociétaire qui se seraft dejà fait assurer par une autre compagnie ne serait pas nul; mais il ne vaudrait que pour l'excédant, dans le casoù le premier contrat n'aurait pas assure la valeur entière de la propriété.

- Les bâtimens réanis sous le même toit, eppartenant au même propriétaire, ne peuvent être assurés qu'en totalité.
- 9. Nul ne peut s'assurer pour moins de cinq ans ni se retirer de l'association avant l'expiration de son angagement.
- 10. L'engagement ne peut cesser qu'à l'expiration d'une année sociale; à cet effet, ce qui reste à courir de l'année dans laquelle on s'assure ne compte point en déduction du temps déterminé par l'art. 9 comme étant le minimum de la durée de l'engagement.
- 11. L'année sociele date du jour de l'entrée de la société en activité; le premier jour commence à midi, le dernier finit à midi.
- 92. Trois mois avant l'apiration de l'engagement quinquenni de chaque assuré, celuici doit faire comnaître à l'agent de l'arrondissement, par une déclaration écrite dont il lui est donné récépissé, s'il entend contracter un nouvel engagement; à défast de déclaration, ou dans le cas où la société n'accepterait pas ce nouvel engagement, l'assurance cèsse de plein droit au terme fiaé par la police.
- 13. En cas de mutation de la propriété par vente, échange, donation entre-vis ou à cause de mort, à titre singulier, l'assuré qui n'aura pas subrogé à son engagement le nouveau propriétaire sera censé cantinuer officieusement l'assurance en favear de ce dernier jusqu'à l'expiration de l'année courante

seuloment, époque à laquelle elle cessera de plein droit.

13. La société est subrogée par le fait même de l'incendie à tous les droits et actions du propriétaire incendié envers et contre qui il appartiendre, jusqu'à concurrence des indemnités payées.

- 43. Une saule propriété ne sera pas reçue à l'assurence pour une valeur excédent le centième de la masse des immonitées assurés, sauf à admettre des augmentaiséens successires dans la proportion des accroimenuens de cette masse, sans pouvoir tontefois dépasser le maximum de donz cent mille fr., à moins d'une autorisation apéciale du censeil d'administration. Par seule propsiété, on entend un seul édifice ou des latimens contigue appartenant au même propriétaire. Aucuse massime ou mécanique, jurs même qu'ells serait immonible par destination, ne pource être comprise dans l'asserance, à moins que as saleur ne soit inférioure en égals au quart du létiment qui la respiermerait.
- 16. Chaque sociétaire fait élection de domicile dans l'un des electr-lieux des départemens compris dans l'assurance, et se soumet, pour tous les effets du présent acte, à la joridiction des tribunaux du domicile qu'il sura fizé; mais pour les paiemens qu'il sura à faire, son domicile est établi au lieu de sa résidence.

17. L'association azclut toute solidarité antre les sociétaires. Chacun paie, en proportion des valeurs qu'il e assunées, la quete-past deus les indemnités, dans les déponses d'administration et dans les frais d'asportise et de pourseite, lorsqu'il

y aura lien,

18. Les propriétés liàties offrent des chences différențes d'incendie , à raison non seuloment de leur contraction et de leurs contentures, snais encore des produits naturels on manufacturés que l'on y serre, et des professions et industries que l'on y axerce, elles seront partugées en six classes, suivant la nature de leur construction, sevair : La première comprendra les bétimens construits en totalité en pierres, briques ou modlens, et converts en tuiles, ardoises, métans ou autres matjeres incombustibles. Le seconde comprendre les bâtimens construits partie en pierres, briques en moellons, partie en pans de hois, arépis et enduits; ceux tout en pans de bois; crépis et enduite de platre ou de martier; enfin les bâtimens en pisé, lorsque ces bâtiquens seront courests en tuiles, ardoises ou métens. La troisième comprendra les bâtimens construits tont en pierres, briques ou prosilons, mais converts en hois on harcleaux. La quatrieme comprendra, 4º les bâtimens construits partie en piezres, briques ou maellons, partie en pans de bois, crépis et enduits en platre on mortier, converts en hois on bardenes; 2º les bâtimens construits tout en pierres, briques en moellons, couverts en chaume; 3º enfin les bêtimens toat en bois ou en torchis, non enduits ni crépis, converts en tuiles, ardoises ou métaux. La cinquième comprendra les bâtimens construits partie en pierres, briques ou moellons, partie en pans de bois, crépis et enduits de plaire ou de mortier, converts en chaume, et les bâtimens tout en bois ou en torchis, non endaits ni crépis, couverts en bois ou burdeaux. La sixième enfin comprendra les bâtimens tout en bois ou en torchis, non enduits ni crepis, couverts en paille ou en chaume. Les bâtimens converts partie en tuiles ou ardoises et partie en bois ne seront considérés comme étant tout couverts en bois, que lorsqu'il y aura plus,d'un tiers de ce dernier genre de couverture. Ces classes concourent ensemble à s'indemniser des domniages causés par le seu, dans les proportions indiquées par les articles ci après.

- 19. La proportion contributive ou la cotisation pour laquelle chaque sociétaire est tenu de contribuer aux paiemens des indemnités ne peut jamais dépa ser, dans le cours d'une année, sauf les augmentations prévues par l'article ci-après , le maximun ci dessons déterminé pour chaque classe, savoir : Par 1,000 fr. de la valeur assurée, pour la première, 4 fr.; pour la seconde, 4 fr. 50 c.; pour la troisième, 2 fr.; pour la quatrième, 3 fr.; pour la cinquième, 4 fr.; pour la sixième, 6 fr.
- 20. Cette cotisation sera augmentée, mais seulement pour la contribution destinée à la réparation des sinistres, dans la proportion du tableau ci-anpezé, toutes les fois que l'édifice, la maison ou le bâtiment engagé à l'assurance aurait une destination ou servirait à l'exercice d'une profession, à l'établissement d'un atclier, d'une fabrique ou d'une usine qui angmentent les risques, ou bien lorsque ce bâtiment servira de dépôt ou de magasin à des denrées ou à des marchandises dangereuses qui présentent plus de chances d'incendie.
- 21. La masse actuelle du fonds de prévoyance, formée par la contribution versée par les sociétaires, lors de leur entrée dans la société, ne sera plus augmentée par de nouvelles contributions; elle s'accrostra seulement par l'intérêt composé que l'on obtiendra en plaçant de nouveau l'intérêt simple à la fin de chaque année. Les sommes tombées en non valeurs sur le recouvrement de la contribution, destinées à la réparation des sinistres dans le cours d'une année, seront réimposées l'année suivante, et réintégrées au fonds de pré-

22. Le sociétaire sortant ne peut rien réclamer du fonds de prévoyance ; ce qu'il y laisse profite à la société.

- 23. A l'expiration de l'année sociale, l'état général de tous les sinistres arrivés au cours de cette année sera dressé, et les dommages seront acquittés au moyen d'un appel du fonds fait dans les bornes du maximum fivé par les articles 19 et 20 : cette cotisation servira à solder ce qui pourra être encore dû à chaque incendié, et à rétablir au fonds de prévoyance les sommes qui en auront été prélevées. Pour la réparation des sinistres, quelle que soit l'époque de la cession d'une assurance , la contribution au remboursement des sinistres sera toujours due pour l'année entière, et l'assuré ou son syant-droit devra être compris dans l'état de repartition dont on vient de parler pour tous les sinistres de l'année. Mais le nouveau sociétaire ne doit contribuer aux dommages qu'à partir de son entrée dans la société.
- 24. En cas d'insuffisance du maximum de la portion contributive, le surplus nécessaire au paiement des indemnités sers prélevé sur le fonds de prévoyance ; s'il était insuffisant, le partage en serait fait au marc le franc entre tous les incendiés,
- 25. Si le fonds de prévoyance venait à s'élever an delà de six cent mille francs de la valeur totale des propriétés assurées, l'excédant sera employé au puicment des indemnités, et il ne sera fait d'appel aux sociétaires que dans le cas où cet excédant serait insuffisant.
- 26. Dans le cas où, pour raison d'insuffisance de fonds, le propriétaire incendié ne serait pas indemnisé en entier, les sommes que la société recevra, comme subrogée à ses droits, lui seront

remises jusqu'à concurrence du complément de son indemnité.

27. Les frais de timbre, d'enregistrement, de poursuite de toute nature seront à la charge de l'assuré qui y donnera licu.

28. Aucune police ne peut être signée qu'sprès l'élection de domicile prescrite par l'art. 17, et après l'acquittement, tant des frais d'administrtion, du prix de la police et de la plaque, que de la portion contributive fixée par l'art. 19.

29. La déclaration de l'assuré portant adhésisa aux statuts est envoyée, par les soins des agens, à

la direction générale.

30. Le prix de la police est fixé à un francpost toutes les constructions situées dans le même atrondissement. La police ne sera pas renouvelés tant que durera l'engagement, à moins d'augmentation ou diminution dans la valeur de la propriés assurée; dans ce cas, la nouvelle police ne coûten que cinquante centimes. Le sociétaire qui perda sa police en recevra un duplicata pour le même prix de cinquante centimes.

31. Dans la quinzaine qui suivra la délivrance de la police, chaque sociétaire est tenu de fain apposer, sur la propriété assurée, une plaque portant les lettres A. M. Cette plaque, dont le princit fixé à un franc, sera délivrée lors de la signature de

la police.

32. Le directeur seul a qualité pour signer les

polices d'assurances au nom de la société.

33. Le directeur inscrira, dans le plus bref délai, les adhésions qui lui auront été transmises, sur de registres destines à cet effet, qui seront cotés e paraphés par le président du conseil d'administration.

34. Les agens seront tenus d'envoyer à la direction, le dernier jour de chaque mois, au plus tard, les adhésions reçues par eux dans le cours de œ

35. La police d'assurance ne peut avoir d'esset qu'è compter du premier jour du mois qui suit l'acte d'adhésion.

35. Le conseil général, sur la proposition de conseil d'administration, fixe, au commencement de chaque période de cinq année, les frais d'administration qui devront être alloués au directest pendant le cours de cette période, sans qu'ils paissent dépasser vingt-cinq contimes par chaque mille

francs. Ils seront acquittés par les sociétaires au commencement de chaque année.

37. Il pourra être fait un fonds social destiné à donner des pompes, des paniers et autres ustensies propres aux incendies, aux cantons qui présenteront le plus d'assurances. Le conseil d'administration désignera les cantons auxquels il en sera »ccordé, et les communes où ces objets seront placés. Il pourra les retirer pour défaut d'entretien et de secours portés aux communes voisines ou toute autre chose grave.

38. Ce fonds servira encore à distribuer des gratifications ou des médailles aux pompiers et autres personnes qui auront sauve quelqu'un des flammes, ou rendu des services signales lors de l'incendie.

39. Trois centimes par mille francs de la valeur totale des propriétés assurées pourront être prélevés, chaque année, sur la cotisation affectée aut frais d'administration, à l'effet de créer et d'entretenir le fonds des pompes établies par l'art. 37.

CHAPITRE II. — Déclaration des propriétés et leur engagement à l'assurance.

10. Toute personne, à quelque titre que ce soit,

qui voudre faire partie de la présente association, fera, dans une déclaration signée d'elle, la description séparée et détaillée de chacun des bâtimens qu'elle entend engager à l'assurance, avec indication de leur situation, de leurs tenant et aboutissant, des matériaux dont ils sont construits et couverts, de leur destination et de la profession on industrie qui y est exercée; elle donnera une estimation particulière à chacun desdits bâtimens, en déduisant la valeur du sol. Ces estimations seront toujours en sommes rondes de cent francs.

41. Les bâtimens scront, en outre, estimes de gré à gré entre le propriétaire et l'agent de la société, et la valeur qui leur est donnée forme, dans le cas d'incendie, le maximum du recours de l'assuré et de la garantie de la société, qui, dans aucun cas, ne peut être tenue de payer au delà de la perte réelle éprouvée par l'assuré, l'assurance ne pouvant jamais être pour ce dernier un moyen de bénefice. La valeur déterminée dans la police sert de base pour la fisation de la contribution au remboursement des dommages, d'après la classe à laquelle appartient l'immeuble. Elle sert également de base pour le paiement des frais d'administration, mais

sans distinction de classe.

42. Lorsque le conseil d'administration on le directeur le jugent convenable, ils sont vérisier les estimations; cette vérification s'opère par des experts nommés contradictoirement ; s'il eu résulte qu'il y a lieu à réduction d'un cinquieme de la valeur donnée aux immeubles, les frais d'expertise sont à la charge de l'assuré; dans le cas contraire, ils sont supportés par la société. Si les parties ne peuvent s'accorder sur le choix des experts, il en sera référé au tribunal. En cas de réduction de la valeur de l'immeuble, le sociétaire ne peut rien réclamer des sommes qu'il a payées d'après la première estimation.

A3. Si la valcur de la propriété vient à éprouver, dans le cours de l'engagement, une augmentation notable, par suite de constructions ou réparations, le sociétaire a la faculté d'augmenter son assurance, eu fournissant une déclaration nouvelle et prenant

une nouvelle police.

MA. Dans le cas où la propriété aurait, au contraire, essuye une diminution notable par le fait de l'assuré ou par un événement quelconque, il est tenu de faire à l'agent de l'arrondissement, dans le mois de l'événement qui sura diminué la valeur de l'immeuble, une déclaration supplémentaire, à l'effet de diminuer la valeur assurée.

- 45. Lorsque le directeur apprend qu'un immeuble a éprouvé une diminution notable dans sa valeur, sans que l'assuré ait fait une déclaration, il fait vérisser la valeur actuelle de la propriété as-aurée par des experts nommés contradictoirement; si les experts ne peuvent s'accorder, ils nomment un tiere-expert qui les départage, et s'ils ne pouvaient s'entendre sur le choix de ce tiers, il en sera référé au tribunal. S'il résulte de cette vérilication que la diminution opérée est d'un cinquieme, les frais de la vérification sont à la charge du sociétaire, et l'assurance est réduite sans que l'assuré puisse rien réclamer des sommes versées par lui depuis la diminution de sa propriété.
- 46. Toutes les fois que, par suite de changemens survenus au cours d'un engagement, soit dans la destination d'un bâtiment engagé à la société, soit dans la profession ou l'industrie qui s'exerce dans ce bâtiment, telle qu'elle aura été indiquée dans la déclaration prescrite par l'art. 40, il en résultera, rour la compagnie, une anginentation de risques;

le sociétaire est tenu de les faire connaître par écrit à l'agent de l'arrondissement, dans le délai d'un mois. Il en sera fait mention sur la police, et le nouveau classement de la propriété auquel ce changement pourra donner lieu servira de base pour la répartition des cotisations auxquelles chaque sociétaire est astreint.

47. A défaut de déclaration prescrite par l'article 46, l'indemnité à laquelle le sociétaire aurait droit, en cas d'incendie, subira une réduction proportionnelle à la différence existant entre la cotisation par lui payée et celle qu'il ourait dû payer.

- 48. Les locataires principaux ou particuliers, ainsi que les fermiers, pour les propriétés rurales, sont admis sans le consentement du propriétaire à cause de la responsabilité dont ils sont tenus aux termes des art. 1733 et 1734 du Code civil, en cas d'incendie dans la propriété qu'ils habitent ou dont ils ont la jouissance, à devenir membres de la présente société, en satisfaisant, comme s'ils étaient ropriétaires, aux dispositions des présens statuts. L'effet de l'assurance, quant à eux, est de les affranchir de la responsabilité dont ils seraient tenus. sans cependant que la garantie de la société puisse s'étendre au delà du montant de la valeur assurée. Si le propriétaire s'était déjà fait assurer, le concours du fermier ou du locataire résultera suffisamment d'une déclaration de propriétaire enregistrée à la direction de la société avant le sinistre. Tout créancier hypothécaire est également admis à faire assurer l'immeuble qui lui sert de garantie, en sa-tisfaisant, comme s'il était propriétaire, aux con-ditions de l'assurance; mais, en cas d'inceudie, l'indemnité sera distribuée à qui il appartiendra, d'après les règles du droit commun, le créancier qui aura fait l'assurance ne pouvant avoir de privilége que pour le remboursement des frais par lui faits pour la conservation de la chose. Tous les créanciers inscrits pourront profiter du bénéfice de cet article, mais avant tout accident, en remboursant proportionnellement aux créances les frais débourses pour l'assurance et en y contribuant à l'avenir. L'usufruitier peut, comme le créancier hypothécaire, assurer l'immeuble dont il a l'usufruit, en satisfaisant aussi, comme s'il était propriétaire, aux conditions de l'assurance.
- 49. Si, postérieurement à l'assurance d'une propriété par des créanciers hypothécaires en verta du droit que leur en confère l'article précédent, le propriétaire voulait également la faire assurer pour son compte, cette nouvelle assurance dégagera les créanciers de l'effet de celle antérieure qu'ils auraient faite.

50. L'assurance du fermier ou du locataire prendra fin dès qu'il y aura cession de jouissance de sa part, quand même les cinq années de l'engagement ne sersient point expirées. L'extinction de l'usufruit emporte cessation des effets actifs et passils de l'assurance.

51. Il est expressément observé que les assurances permises aux locataires, aux créanciers hypothécaires et autres intéressés, ne pourront être comptées dans le minimum des assurances exigées pour l'existence et la mise en activité de la société.

52. Dans le cas où plusieurs assurances seraient faites par divers intéressés sur un même immeuble. la compagnie ne scrait néanmoins tenue qu'au paiement d'une seule indemnité en faveur des propriétaires, sauf aux divers intéressés à conserver leurs droits sur cette indomnité.

## CHAPITRE III. - Expertise et paiement des domniages.

53. Tout incendie devra, dens les vingt-quatre heures, être déclaré par le propriétaire assuré, ou par toute autre personne agissant deus son intérét, à la mairie de la commune où l'immeuble est situé on à tout autre oflicier public; une seconde décla-ration doit être enveyée, à la diligence de l'incendié, dans les huit jours qui suivront l'incendie, à l'agent de l'arrondissement on à la direction, si le hâtiment est situé dans le même arrondissement qu'elle : ces déclarations doivent contenir la date de l'incendie, la cause présumée qui l'a produit, l'espèce de construction atteinte per le feu, indiquer approximativement la gravité du dommage, et être signées du déclarant. Cette déclaration du propriétaire ou de son représentant sera consignée sur un registre à ce destiné, et il en sera donné copie au déclarant.

54. Faute par l'assuré de faire, dans le délai fixé, les deux déclarations ordonnées ci-dessus, l'indemnité à laquelle il aurait droit sera réduite de moitié. Et si, dans les trente jours, à dater de celui de l'in-cendie, l'assuré n'a fait aucune déclaration, il est déchu de toute indemnité, à moins d'impossibilité

dûment constatée.

55. Dans le plus court délai possible, et au plus tard dans le mois de la réception de cet avis, deux experts procèdent à l'estimation de ce dommage ; l'un de ces experts est nommé par le consci! d'administration sur la proposition de l'agent de l'arrondissement et du directeur, et l'autre par le sociétaire incendié. En cas de dissentiment, les deux experts en chosissent un troisième, qui les départage. S'ils ne penvent s'accorder sur le choix, l'on aura recours au tribunal; il sera toujours pris hors de la commune où sont situés les bâtimens incendiés; procès-verbal de l'expertise sera dressé en double minute, dont l'une est laissée à l'incendié, et l'autre envoyée à l'agent dans les deux jours de la signature , par les experts, à la dili-gence de celui de la société. La décision des experts est inattaquable ; les frais de l'expertise sont à la charge de la société.

56. Si la propriété est entièrement détruite, l'indemnité se règle d'après la valeur totale pour laquelle elle a été assurée; néanmoins l'incendié est tenu de prendre en déduction les matériaux qui auraient résisté à l'incendie, sur l'estimation des experts. Son assurance cesse dès ce moment.

57. L'indemnité à laquelle l'assuré aura droit, en cas d'incendie, ne devant pas excéder la perte réelle qu'il éprouve, la société sera toujours et dans tous les cas admise à faire constater, toutes les fois que cela sera possible, la véritable valeur que la chose détruite avait avant le sinistre, et l'assuré ne pourra réc.amer une indemnité supérieure à cette valeur, sans néanmoins qu'elle puisse s'élever audelà du montant de l'estimation portée dans la police. La société se réserve le droit de remplacer les ir achines devenues immeubles par destination , et comme telles comprises dans l'assurance, ou de les payer au prix de l'estimation qui leur aura été donnée lors de l'engagement, comme aussi de rétablir les bâtimens incendiés tels qu'ils étaient avant le sin stre, ou d'en payer la valeur suivant l'estimation des experts; mais le directeur ne pourra faire remplacer on reconstruire des machines détruites et les bâtimens incendiés sans une autorisation spéciale du conseil d'administration, Dans les cas ci-dessus prévus d'une destruction partielle

des choses assurées, les avantages comme les charges de l'assurance subsistent pour la valeur que la propriété conserve jusqu'à parfaite réparation des dommages. Les dispositions du présent article s'ap-pliquent également au cas où la propriéte serait entièrement détruite : dans ce cas, l'assurance cese de plein droit.

'58. A la fin de l'année sociale, le directeur dresse un tableau où figurent le montant des pertes et des indemnités payées à valoir, la somme restant à solder, les ressources offertes par les escedans du fonds de prevoyance, et la quotité des fonds dont il faut faire appel; il en présente en même temps la repartition entre les societaires, et appuie le tout des precès-verbaux d'espertise des sinistres. Après vérification, le conseil d'administration arrête l'état de répartition et en prescrit le recouvrement. Tout assuré peut et prendre connaissance dans les bureaux de la direction.

59. Les sociétaires sont tenus d'acquitter les quote-part outre les mains des agens d'arrosdissement, dans les quinze jours de la date de l'avis qu'ils en ont roçu, et dont its devrost donner récépissé; cet avis est mis au bas d'on extrait de l'état de réportition certifié par le di-

60. Les quinze jours écoulés, cet avis est renouvelé, et quinze jours après ce dernier averlissement, le directeur poursuit par toutes les voies de droit le sociétaire en retard de payer la somme dont il est débiteur d'après l'état de répartition; l'effet de la police est suspendu à son égard jusqu'à ce qu'il se soit acquitté, sans que, pour cels, il puisse cesser de remplir ses engagemens envers la société. La suspension du bénéfice de l'assarance date de la première signification judiciaire qui lui est faite à la diligence du directeur. Néanmoins le sociétaire qui aura laissé écouler une année entière depuis la date du récépissé qu'il anra donné, sans avoir satisfuit au paiement de sa contribution ou remboursement des sinistres et des frais d'administration, ne pourra réclamer le bénéfice de l'assurance à partir de l'expi-ration de l'année sociale dans le cours de la quelle il devait se libérer, lors même qu'il ne sui aurait été fait aucune sommation judiciaire, sans préjudice toutefois des poursuites que la direction aura toujours le droit d'exercer contre les retat-

## CHAPITRE. IV. — De l'administration de la société,

61. La société est administrée par un conseil général des sociétaires, un comité des sociétaires, un conseil d'administration et un directeur. Il est attaché auprès d'eux un conseil du contentieus, composé d'un avocat, d'un notaire, d'un avosé et de deux architectes.

## CHAPITRE V. - Conseil général et comilé des sociétaires.

62. Les vingt plus fort assurés dans chacun des trois départemens qui composent la circonscription de la société forment le conseil général, le quel ne peut se réunir qu'eu chef-lieu de la direction; les membres ont la faculté de se faire remplacer par d'autres sociétaires, pourvu que ceux-ci aient au moins pour ringt mille francs de propriétés assurées, sans néanmoins qu'une scule personne puisse réunir plus de troit soit.

Le conseil délibère à la majorité des suffrages présens, et trente et une voix sont nécessaires pour le constituer; à égalité de droits, les plus anciens engagés à l'assurance auront la préfé-

63. Le conseil général est présidé par un des membres élu à la majorité des suffrages : le président n'est nommé que pour une année; il peut être réelu. Un des membres remplit les fonctions de secrétaire; il est nommé pour une année par le même scrutin que le président, et peut malement étre rééla.

64. S'il arrive une vacance dans le seia du conseil général, par décès, démission, vente de proprieté, etc., la vacance ara remplie par le plus fort assuré du mêine département, non encore membre du conseil. Le nouveau sociétaire plus fort assuré dans chaque département remplacera de plein droit, des son entrée dans la société, le moins fort assuré des anciens mem-

65. Le conseil général se réunit une sois par an , afin d'arrêter définitivement le compte des recettes et dépenses sociales de l'année précédente, et de statuer sur toutes les affaires qui peuvent lui être soumises par son comité, le conseil d'administration ou le directeur. Néanmoins la première réunion aura lieu de droit six mois apres

la mise en activité de la société.

- 66. Il nomme les membres du conseil d'administration et leurs suppléans. Il nomme aus i le directeur et les inspecteurs, et prononce leur révocation, sur la demande du conseil d'administration, après avoir entendn le rapport de son comité et le directeur at les inspecteurs dans leurs moyens, de désense; sa décision est sans appel. Le conseil général nomme encore les membres du conseil du contentieux attaché à la direction. Enfin. il nomme les trois membres qui doivent composer le comité des sociétaires; chacun d'enz est prisparmi les membres du conseil, dans chacun destrois départemens.
- 67. Les vingt sociétaires du même département qui font partie du conseil général se forment en section, qui se réunira au chef lieu da département ; lors de chaque assemblée, elle nommeradans son sein un président et un secrétaire ; elle nommera aussi les membres des bureaux de surveillance et de correspondance qui pourront être établis dans chaque chef-lieu d'arrondissement auprès des agens de la société. Enfin, elle nommora les aveculs, notaires, avones et architectes qu'elle jugerait à propos d'établir dans chaque département autre que celui da chef-lieu de la direction. Un soul de ses membres aurale droit de demander sa réunion, qui pourra aussi être provoquée et convoquée par le directeur général et l'agent du chef-lieu du département.
- 68. Le comité des sociétaires se renouvelle tons les ans. Les membres peuvent être réélus et doivent être pris hors du conseil d'administration et parmi les sociétaires ayant au moins pour trente milte francs de propriétés assurées. Il assiste aux séances d'administration dans tous les cas prévus par les présens statuts. Il prend part à la discussion, mais jamais à la délibération. Il fuit convoquer extraordinairement par le directeur, soit le conseil d'administration, soit le conseil général, pour les cas urgens, ou les convoque luimême à son choix. Il émet son avis sur le compte annuel des recettes et dépenses sociales, lors-

qu'il est remis par le directour au-conseil d'administration. Il rend compte au couseil général des observations qu'il a pu faire et des alun qu'il a pu reconnelire dans la gestion du directeur. Le conseil général, après avois entendu le conseil d'administration, délibére sur le rapport du comité et statue sur les observations

69. En ces de démission on décès d'un membre du comité, il sera procédé à son remplacement par le couseil général, lors de sa prochaine réunion.

## CHAPITHE VI. - Conseil d'administration.

70. Le conseil d'administration est composé de dix sociétaires nommés par le conseil genéral.

71. Deux des mombres du conseil d'administration seront renonvelés chaque année ; pendant les quatre premières années, les membres sortant sont désignés par le sort ; les plus anciens sortent de droit, ainsi d'année en année. Les membres nommés aux lieu et place de ceux qui sortont du conseil par decès, démission, etc., sont remplaces lorsque le tour de ceux auxque's ils ont succédé arrive. Les membres du couseil d'administration peuvent être réclus.

72. Le conseil d'administration aura un nombre égal de suppléans qui scront appelés chacun dans l'ordre de leur nomination pour remplacer, en cas d'absence ou d'empêchement. Les membres dudit conseil, ainsi que les suppléans, devront avoir au. moins pour trente mille francs de propriétés engagées à l'assurance. Aucune délibération du conseil ne sera valabie, si elle n'est prise à la majorité absolue, et par au moins six intembres on suppléans. Il nommera dans son sein, à la majorité des . suffrages, un président, un vice-président et un secrétaire. La durée de leurs fonctions sera d'une année ; ils pourront être rcelus, si le conseil le juge nécessaire; il nomme un secrétaire-adjoint pris

73. Les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle ou solidaire relutivement

aux engagemens de la société.

hors de son sein.

74. Le conseil se réunit d'obligation une fois par mois, saul les convocations extraordinaires jugées nécessaires par le directeur ou par le comité des sociétaires. Le directeur, appelé, assiste à ces seances, mais n'a que voix consultative. Les sapapleans peuvent aussi assister à ces séances; mais ils n'ont voix delibérative que quand ils représentent les membres du conseil.

75. Le conseil délibère sur toutes les affaires de la société, et les décide par des arrêts consignés sur les registres tenus à cet effet ; il ne peut prendre aucon arrêté qui, en contrevenant aux présens statuts, tende à aggraver le sort des sociétaires. Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, le président a voix prépondérante. Elles sont exécutoires pour toute la compagnie; le directeur est tenu de s'y con-

- 76. Il arrête les états de répartition, et en ordonne le reconvrement, après en avoir vérifié l'exactitude et s'être assuré que les limites posées à la metualité par les art. 19 et 20 ne sont dépassées par aucun sociétaire.
- 77. It se fait rendre compte des poursuites exercées par le directeur pour faire rentrer les portions contributives des sociétaires en retard. Il déclare tombées en non valeurs celles qu'il reconnaît irrévocables; et, après avoir entendu l'un des avocats

et l'avoué de la société, il prescrit les mesures à prendre pour la rentrée de celles qu'il croit pou-

voir être encore recouvrées.

78. La délibération qui déclare une cote tombée en non valeur prononce la radiation du sociétaire contre lequel elle a été poursuivie ; extrait en est inscrit à son srticle, et son nom est rayé tant par le directeur, que par l'agent d'arrondissement sur son journal particulier.

son journal particulier.

79. Sont à la charge de la société, toutes les fois qu'ils ne sont pas susceptibles de recouvrement, les frais de poursuites contre les retardataires; ceux de toute action intentée et suivie d'après l'avis du conseil d'administration; ceux des vérifications de la valeur des propriétés assurées, et ceux u'expertise des dommages. Ces frais s'acquitlent sur le fonds de prévoyance, et sont compris, s'il y a lieu, sprès l'autorisation da conseil d'administration, dans la première répartition, sans que le maximum de la portion contributive de chaque sociétaire puisse être dépassé.

80. Le conseil vérifie, reçoit et débat le compte annuel des recettes et dépenses sociales, lequel reste entre les mains de son président, pour être per lui remis, avec expédition de la délibération contenant les observations du conseil, au président

du conseil général.

81. Les avocats, notaires, avoués et architectes formant le conseil contentieux, convoqués par le conseil d'administration, y ont voix consultatives

- 82. Le couseil d'administration, sur des motifs graves, peut suspendre le directeur de ses fonctions, provoquer et poursuivre sa révocation près du conseil général, convoqué extraordinairement à cet effet.
- 83. Le conseil d'administration, sur la présentation du directeur, nomme tous les agens et les experts de la société; il les révoque au besoin.

#### CHAPITRE VII. - Direction.

8h. Il y a un directeur chargé de diriger et d'exécuter, sons les ordres du conseil d'administration, toutes les opérations de la société. Il assiste, avec voix consultative, aux essemblées du conseil d'administration, lorsqu'il y est appelé; il le convoque, lorsque cela est nécessaire. Il convoque également le conseil général, soit pour ses réunions annuelles, soit pour celles extraordinaires, sur la demande du consité des sociétaires ou celle du conseil d'administration. Lorsqu'il assiste aux uns et aux autres, il n'y a que voix consultative.

85. En cas d'empéchement, le chef des bureaux de la direction remplace le directeur, sous la res-

ponsabilité de ce dernier.

86. Le directeur est responsable du mandat

qu'il reçoit.

87. Le directeur met sous les yeux du conseil général, lors de la réunion annuelle, l'état de situation de l'étab issement et le compte détaillé de tout ce que la société a été dans le cas de payer, par suite des dommages causés par le feu.

88. Il donne aux membres du comité des sociétaises les renseignemens qu'ils peuvent désirer; il leur communique les registies des délibérations et arrêtés du conseil d'administration, et les états de situation de l'établissement. Il donne également à chaque sociétaire les renseignemens dont il peut avoir besoin.

89. Après l'expiration de chaque année sociale, le directeur soumet au conseil d'administration le compte général des recettes et dépenses de l'année précédente.

90. Il est chargé de la délivrance des polices d'assurances, de la correspondance et de l'exécution de tous les actes qui penvent concerner l'établissement.

91. Il tient un journal où sont inscrits tous les sociétaires, avec désignation de leur domicile, de la situation et de la valeur des bâtimens assurés; le livre de caisse, les registres de correspondance, de déclaration, de dégâts, et tous livres auxiliairs nécessaires, sont également tenus par lui. Il founit au conseil général, au comité des sociétaires et au conseil d'administration, les registres et le papier dont ils ont besoin.

92. Toute instance, autre que celle nécessaire pour la rentrée des portions contributives et de fonds de prévoyance, à laquelle les présens status donneraient ouverture, ne peut être engagée ou soutenue par lui que d'après l'autorisation du cosseil d'administration, l'un des avocats et l'avoué

entendus.

93. Le directeur présente à la nomination de conseil d'administration les agens particuliers qui seront établis dans chaque chef-lieu d'arrondissement, compris dans la circonscription de la ociété. Il détermine, suivant les localités, la quotié du cautionnement en immeubles à fournir par chacun d'eux, et en prend en son nom toute inscription nécessaire.

9\hat{q}. Le directeur nomme et révoque tous les employés dont il a besoin. Il peut suspendre les agens de la société et provoquer leur révocation

auprès du conseil d'administration.

95. Les frais de premier établissement, de loyen de burcaux, de ports de lettres et paquets, d'impressions; les remises des agens, leurs traitemens, ceux du secrétaire adjoint, des employés, et ginéralement tous frais d'établissement et de getion, sont et demeurent à sa charge : sont encore à sa charge les droits d'enregistrement, les honoraires des notaires, et frais de distribution de jetons de présence aux membres du conseil d'administration, ai le conseil général juge à propa d'établir cette distribution. Il ne peut être tens des avances des frais à la charge de la société; elles sont priscs sur le fonds de prévoyance, d'après l'autorisation du conseil d'administration, et y sont réintégrées ensuite, pour celles qui soat auxceptibles d'y rentrer.

susceptibles d'y rentrer.

90. Un traité à forfait est consenti entre l'association et le directeur, pour les frais d'administration à la charge de ce dernier, aux conditiess énoncées au présent chapitre, et en outre das les articles 20, 31, 36 et 39, pour cinq années, à l'expiration desquelles il sera renouvelé avec lai, aux conditions qui seront trouvées convenables par le conseil général, sur l'avis du comité et da

conseil d'administration.

97. Le domicile de la société est élu dans le local de la direction, au Mans.

98. M. Basse, avocat au Mens, est nommé di-recteur général.

99. Les portions contributives non recouvrées, sinsi que les frais auxquels elles auront donné lieu, resteront à la charge de la direction générale, sans recours contre la société, hors le cas de carence dûment justifié.

100. Le directeur ne devant point être dépositaire des fonds sociaux, d'après l'article 107 ciaprès, n'est tenu que d'un cautionnement en immeubles de la valeur de dix mille francs. Le président du conseil d'administration presdra toute inscription nécessaire au nom de la société; main-levée n'en sera donnée que sur une délibération du conseil d'administration.

101. Le directeur est chargé de l'esécution des présens statuts, et ne peut s'en écarter en aucune circonstance.

102. Pour la commodité des propriétaires, le directeur, après avoir pris l'avis du conseil d'administration, peut établir dans les communes des départemens qu'elle embrasse, soit des agens secondaires qui tiennent des bureaux de renseignemens, d'expéditions, etc., soit des inspecteurs.

Les fonctions de ces agens et de tous ceux que le directeur jugers à propos d'employer, ainsi que leurs honoraires, sont réglés par le directeur, qui demeure seul responsable envers la com-

pagnie.

103. Au fur et à mesure du développement de la société, il pourra être établi dans chaque chefieu d'arron-lissement de la circonscription, auprès de l'agent de la société, un bureau de surveillance et de correspondance, composé de trois sociétaires, ayant au moins pour dix mille francs de propriétés engagées à l'assurance, et nommés dans chaque département par la section du conseil général; ils seront renouvelés tous les ans, et pourront être réélus.

104. Ces bureaux surveilleront les opérations des agens de leur arrondissement, viseront les évaluations des propriétés, ainsi que celles des dommages à payer en cas d'incendie, correspondront avec le conseil d'administration, et lui donneront tous les renseignemens dont il pourra avoir besoin.

## CHAPITRE VIII. - Comptabilité.

105. Il pourra y avoir un caissier auprès de la direction : il est nommé par le directeur et agréé par le conseit d'administration. Le caissier de la direction fournira un cautionnement de dix mille francs en immeubles ou effets publics, à sa volonté. Les inscriptions nécessaires seront prises par le directeur en son nom, pour la compagnie. Il n'en peut être donné main-levée et consenti de xadiation qu'après l'apurement de ses comptes et la représentation du quitas délivré en suite d'une délibération du conseil d'administration. Les entrées et les sorties des fouds sont réglées par les moyens que le conseil d'administration juge à propos d'alopter. Le caissier tient la complabilité journalière, sons le contrôle immédiat du directeur.

106. Cependant la caisse ne sera établie que dans le cas où le directeur ne voudrait pas luiméme tenir la caisse sous sa responsabilité. Cette responsabilité sera assurée par un cautionnement de vingt mille francs par lui donné, au li-u de celu: fixé par l'article 100; alors il tiendra la comptabilité journalière, sous le contrôle du co-

mité des sociétaires.

107. Les fonds sociaux seront placés, au fur et à mesure de leur rentrée, soit à la banque de France, soit au Mont-de-Piété de Paris, ou dans toute autre caisse publique qui paraîtrait au conseil d'administration présenter une garantic suffisante. Le counité d'administration déterminera le maximum de la somme qui pourra rester dans la caisse, afin de faire face aux beaoins journaliers du service.

108. Les intérêts en provenant serviront annuellement à accroître d'autant le fonds de prévoyance. Lorsque ce fonds aure atteint la quotisé fixée par l'article 25, les intérêts alors serviront à acquitter les frais d'administration, et diminuerent d'autant la cotisation annuelle à laquelle chaque sociétaire est tenu.

109. Les mandats du directeur pour paiement des indemnités seront tirés sur les dépositaires des fonds sociaux, et revêtus du visa du président du

conseil d'administration.

## CHAPITRE X. — Dispositions generales.

110. Toutes les difficultés que les présens statuts pourraient faire noître serent d'cidées par le conseil d'administration, le comité des sociétaires et le directeur entendus.

111. S'il survient quelques contestations entre l'association et un du plusie is associat, elles seront jugées, à la diligence du directeur, par trois arbitres, dont deux seront nommés par les parties respectives et le troisième par de tribunal, conformément à l'article 1017 du Cede de procédure. Leur jugement sera sans appri ni recours en cassation. La sentence sera rendue exécutoire conformément aux lois sur la procédure. Le sociétaire qui se refusera à nommer un arbitre y sera contraint par toute voie de droit.

412. Le conseil d'administration procédera, dans le cours de la trentième année, à l'examen de la situation de l'établissement que lui préentera le directeur, et le conseil général, sur le rapport qui lui en sera fait, décidera si l'on devra provoquer une nouvelle autorisation du gouverne-

provoqu

ment.

113. Si le conseil décide que la prolongation ne sera pas demandée, il sera procédé, à l'expiration des trente années, à la liquidation générale, sur le compte dressé par le directeur. Les fonds existant et appartenant à la société serviront d'abord à payer aux sociétaires incendiés, au cours desdites trente années, ou à leurs syans-cause, le complément des indemnités qu'ils auraient dû recevoir, et sur lesquelles il n'aurait pu leur êtro-payé qu'un à-compte ; le surplus sera réparti entre les communes des trois départemens compris dans la circonscription de la société, au marc le franc de la veleur des propriétés situées dans chaqua commune àugagées à l'assurance. Ces fonds serviront à doter les établissemens de charité de ces communes.

114. Si l'experience démontrait que des changemens ou modifications pussent être introduits dans les statuts pour l'avantage de la société, les fondateurs autorisent le conseil d'administration à les faire, avec l'approbation du conseil général, après avoir entendu le comité des sociétaires et le directeur.

415. Ils autorisent le directeur ci-dessus dénommé à se pourvoir par-devant M. le préfet de la Sarthe et MM. les préfets des autres départemens de la circonscription, ainsi que près du gouvernement, pour parvenir à l'approbation des présens stituis, comme aussi à adhérer au nom des sociétaires aux amendemens que le gouvernement jugerait convenables.

6 Avril. = 25 MAI 1838. — Ordonnance du roi qui approuve les modifications aux statuts de la société d'assurance mutuelle contre la gréle établie à Versailles. (IX, Bull. supp. CCCLXI, n. 12026.)

Louis Philippe, etc.; sur le rapport de

netre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; .vu l'ordonnance royale du 27 juin 1854, portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, établie à Versailles, pour les départemens de la Seine, de Seine-et-Marne, de Scine-et Oise, de l'Eure, d'Eure-et-Loir, et approbation de ses statuts; vu la délibération prise par le conseil général de ladite société, sous la date du 11 avril 1837, et contenant divers changemens aux statuts; vu l'art. 49 de ces statuts, qui autorise le conseil général à proposer à l'approbation du gouvernement les modifications qui seront ultérieurement jugées nécessaires à la société ; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1°r. Les modifications aux statuts de la société d'assurances mutuelles contre la grêle de Versailles, votées par le conseil général de ladite société, cans sa délibération du 11 avril 1837, sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé le 26 mars 1838, par-devant Me Besnard et son colle gue, notaires à Versailles, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martia du Nord) est chargé, etc.

Le 26 mars 1838, par-devant, etc.; a comparu M. Amable-Prosper Tissier, directeur de la société d'assurance mutuelle contre la grête. pour les départemens de Seine-et-Oise, de la Seine, de Seine-et-Marne, de l'Eure et d'Eure-et-Loir, dite la Versailleuse, demeurant à Versailles, rue de l'Orangerie, n. 23;

Arrête ainsi qu'il suit la nouvelle rédaction des art. 1°, 6, 8 et 18 des statuts de ladite société:

Art. 1st. Il est formé, souf l'approbation du gouvernement, une société d'assurances mutuelles contre la grêle, entre les comparans soussigués et, ceux qui adhéreront aux présens statuts, dans les départemens de Seine-et-Oise, de la Seine, de Seineet-Marne, de l'Eure, d'Eure-et-I.oir et de l'Oise.

6. Chaque sociétaire est assureur et assuré pour trois années au moins, sauf, toutefois, ca qui est dit, art. 5, à l'égard de la première aunée de la présente société, à moins que l'adhérent ne justifie, par pièces authentiques, qu'il n'a plus qu'une ou deux années de jouissance de son exploitation. Le sociétaire qui veut continuer son assurance doit la renouveler à l'expiration du terme de chaque engagement, par une nouvelle adhésion aux présens statuts. Cependant, après la vingt-huitieme aunée de la durée de la société, les adhésions seront reçues pour le nombre d'années restant à courir, c'esta-dire pour deux ans ou pour un an. L'engagement part du premier jour de la première des années pour lesquelles on souscrit l'adhésion, à quelque époque qu'elle ait lieu. Ainsi, le sociétaire entrant vient supporter sa part dans les sinistres dejà conmus de l'année.

8. L'admission d'un sociétaire et sa qualité de

sociétaire résultent de son adhésion aux présens statuts, faite et signée par lui ou son mandatare spécial, sur un imprimé fourni par le directeur ou l'un de ses agens. Cette adhésion contiendra notamment : 1º la nature des récoltes de toute l'exploitation de l'adhérent ; 2º l'étendue en hectares par nature de récoltes ; 3° le nombre d'hectolitres dont on attend le produit par hectare, et le prix de l'hectolitre ; 4° le no abre de bottes de paille et de fourrages dont on attend le produit per hectare, et le prix par cent bottes. Si cependant l'adhérent justifie, par pièces anthentiques, que les pailles ne lui appartiendront pas, pour la dernière année de sa jouissance, ces pailles ne seront pas soumises à l'assurance pour cette ann e. Elle indiquera, en outre, par tenans et aboutissans, les pièces de même nature de récoltes que celles assurées, qu'on entendra ne pas comprendre dans l'assurance, avec leurs contenances respectives. Chaque adhésion aura son effet à partir du lendemain, à midi, de la date du récépissé donné par le directeur ou l'un de ses agens. Aucun sociétaire ne pourra avoir droit au remboursement d'un sinistre antérieur au jour et à l'henre de son admission, comme il vient d'être réglé, quoiqu'il soit assujetti aux charges de la société, à compter du premier jour de la pre-mière des années pour lesquelles il y entre, ainsi qu'il est dit à l'art. 6. Chaque sociétaire sera tenu de déclarer annuellement, avant le 15 avril, les changemens survenus dans l'ensemble de son esploitation : faute de faire cette déclaration, il sert considéré comme n'ayant point fait de changemens, et assuré pour le même capital que l'année précédente; en outre, il demeurera soumis aux conditions du dernier alinéa de l'art. 9.

18. La société n'admettra uniquement à l'assurance que les produis obtenus par le labourage à la charrue et les prairies artificielles et naturelles. Les plantes oléagineuses seront souraises au double de la répartition des autres produits. Ainsi, les ochas, insorits au journal général des sociétaire pour un capital de mille francs, seront compris dans la répartition pour deux mille francs. Les changemens arrêtés par le conseil général seront soumis à l'approbation du gouvernement, à la diligence du directeur, qui est autorisé à consentir tens actos à ce relatifs.

-

24 AVRIL = 25 MAI 1838. — Ord. du Roi qui approuve les nouveaux Statuts de le société d'assurance matuelle immobilière contre l'incendie, étable à Nevers, pour le département de la Nièvre. (IX, Bull. supp. CCCLXI, n. 12027.)

Louis-Philippe, etc.; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance royale du 16 février 1825, portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie, établie à Nevers, pour le département de la Nièvre, et approbation de ses statuts; vu les nouveaux statuts soumis à notre approbation; notre conseil d'état entendu, etc.

Art, 1er. Les nouveaux statuts de la seciété d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie, établie à Nevers, pour le département de la Nièvre, proposés par le conseil général de cette société, suivant délibération du 28 mai 1837, sont appronvés tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, les 13, 16, 17 et 18 mars 1838, par-devant Me Bouquillard et son collègue, notaires à Nevers, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

# CHAPITRE Ier. — Fondation et constitution de l'assurance.

Art. 14. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie, qui a été formée par l'acte du 7 décemb. 1824, entre les soussignés, et tous les autres propriétaires de maisons ou bâtimens situés dans le département de la Nièvre, qui y ont adhéré, et qui y adhéreront par la suite, est et demeure maintenue, suivant les clauses et conditions contenues aux présens statuts, pour tout le temps qui en reste à courir, c'est-à dire pour vingt ans, à partir du 1" janvier 1836. Cette société exclut toute solidarité entre les sociétaires ; chacun d'eux, en tout état de cause, ne peut supporter que la partie à laquelle il est tenu dans la contribution que le dommage peut nécessiter, selon les états de répartitions rendus exécutoires par le conseil d'administration, et sans que cette partie puisso jamais être portée au delà des limites qui seront ci-après posées par les art. 10 et 33 des prése s statuts; chaque associé pourra assurer facultativement tout ou partie de ses biens.

2. La présente association admettant à l'assu-

2. La presente association admettant à l'assurance mutuelle tous les propriétaires de maisons ou bâtimens situés dans le département de la Nièvre, le nombre des sociétaires est indéfini ; toutefois, si la masse des assurances retombuit au-dessous de quinze millions, la société cesserait d'avoir effet à l'expiration de la période de cinq années, pendant laquelle cette réduction se serait opérée.

# CHAPITRE II. — But et organisation de la

3. Cette société a pour objet de garantir mutuellement ses membres des dommages que pourrait causer l'incendie, et même tout seu du ciel et des cheminées, aux maisons, bâtimens, usines et édifices de toute espèce, et qui participent aux bienfaits de l'association. Les bâtimens soumis à l'assurance seront déterminés et ci-après classés. No sont pas compris dans la presente assurance, et ne pourront donner lieu à aucun paiement des dommages, tous incendies provenant, soit d'invasion, soit de commotion ou émeute civile, soit de force militaire quelconque, ou explosions de moulins ou magasins à poudre. Tout sociétaire dont les bâtimens se trouversient, au moment de l'incendie, engagés, soit à une compagnie à primes, soit à une autre société mutuelle, perdra, par le seul fait de ce double engagement, ses droits à toute indemnité, sans cesser d'être passible de ses obligations envers la société jusqu'à l'expiration de son assurance, à moins qu'il n'en ait fait la déclaration à la société; et, dans ce cas, la seconde assurance sera considérée comme caution de la première. La police d'assurance devient nulle, dans ses effets passifa et actif, si la propriété cesse d'exister.

4. 1º Chaque sociétaire est assureur et assuré pour une période de cinq années; 2º chaque période

commence les 1" janvier 1836, 1" janvier 1841, 1= janvier 1846 et 1" janvier 1851; la dernière expi-rera le 1" janvier 1856, terme de la cessation de la société; 3º celui qui s'assurera dans l'intervalle d'une période à l'autre, ne jouire du bénéfice de l'association que jusqu'à la fin de la période commencée; à trois mois avant l'expiration de chaque période, l'assuré fera connaître, par une déclaration consignée sur un registre tenu à cet effet, s'il entend continuer de faire partie de ladite société; 5º par le seul fait du défaut de déclaration à l'époque donné:, on lui supposera l'intention de ne pas renouveler son assurance; 6° s'il continue, toutes les conditions de l'assurance doivent être remplies avant le renouvellement de l'engage-ment; 7° s'il ne renouvelle pas, son immenble est dégagé de toute charge sociale, comme il cesse de profiter de tous bénéfices de garantie , à partir de l'echéance dudit terme, et son dernier jour com-

- 5. Il sera apposé, sur chaque propriété assurée, et dans la quinsaine au plus tard de l'engagement du propriétaire, une pluque indicative de l'assurance, et portant les lettres initiales a. st. (assurance mutuelle). Le prix des plaques et de la police d'assurance est fixé, savoir : la plaque un franç, et la police un franç vingt-cinq centimes; elles seront payées par l'assuré au moment même de la signature de la police. Le droit de police, d'un franç vingt-cinq centimes, sera perçu à chaque ressouvallement de l'assurance.
- 6. L'estimation des maisons et bâtimens sera établie avant l'assurance, et avant chaoun de ses renouvellemens.
- 7. L'évaluation doit porter séparément sur chaeun des bâtimens composant l'ensemble de la propriété assurce ; elle est constatée tant par les registres de société que par la police d'assurance, donnée à chaque sociétaire. Le montant de cette estimation ne comprend pas la valeur du sol; elle sert de base à la somme pour laquelle l'assuré doit concourir au paiement des dommages; elle forme le capital à assurer, et ne représente, dans tous les cas, que le maximum de l'indemnité à laquelle l'assure peut avoir droit; cette indemnité des ant toujours être réglée sur la constatation exacte de la perte réelle causée par l'incendie, et dûment justifiée par l'assuré. Si des changemens quelconques opérés ultérieurement, dans une propriété Latie et assurce, lui donnaient une volcur plus on moins grande, une nouvelle déclaration en serait faile par le propriétaire, sauf la vérification que le consest d'administration aurait droit d'en faire faire, suivant le mode indiqué en l'article qui précède.
- 8. Les fermiers ou locataires de maisons ou bâtimens assurés peuvent s'affranchir du recours que le propriétaire a le droit d'exercer contre eus en cas d'incendie, d'après les art. 1733 et 1734 du Code civil, en faisant assurer les valeurs immobilières seulement, comme s'ils etaient propriétaires; la socièté demeure alorssubrogée en tous leurs droits envers qui il appartiendrs. Tout créancier bypothécaire est également admis, si le propriétaire ne l'a pas fait, à faire assurer l'immeuble qui lui sert de garantie, en satisfaisant, comme s'il etait propriétaire, aux conditions de l'assurance. Dans la cas d'incendie, l'indemnité sera payée au propriétaire de l'immeuble, s'il n'y a pas d'opposition; dans le cas contraire, l'indemnité sera déposée à la caisse des dépôts et consignations, pour être distribuee à qui de droit. L'asufruitier peut, comme

le créancier hypothécaire, assurer l'immeuble dont il a l'usufruit, en satisfaisant aussi, comme s'il était propriétaire, aux conditions de l'assurance.

9. Comme assurent, tout sociétaire sera tenu de payer sa part des sinistres qui surviendront, lorsque le produit des cotisations annuelles ne pourra les couvrir. A cet effet, en souscrivant à la police d'assurance, il prend l'engagement de solder les appels de fonds faits par le conseil d'administration, ainsi qu'il sera prescrit par les articles 10 et 14 ci-après.

10. Si les fonds en caisse provenant des paicmens laits dans l'année courante par les sociétaires, ou si les fonds placés provenant des bonis sur les comptes des années antérieures, suivant l'article ci-après, se trouvaient absorbés par l'effet des sinistres, l'administration aura recours à des appels

de fonds qu'elle fera aux sociétaires. Cet appel de fonds, qui ne pourra être fait qu'une seule fois par an, ne devra jamais excéder deux francs pour la première classe, trois francs pour la deuxième classe, quatre francs pour la troisième classe, six francs pour la quatrième classe, pour mille francs

de la valeur assurée.

14. Tout fait d'incendie est dénoncé, si l'incendie a lieu dans la ville où est établie la direction, dans le délai de guerante-huit heures ; et , pour les autres lieux, dans le délai de trois jours, augmenté d'un jour par trois myriametres de distance. Cette dénonciation est faite par le propriétaire assuré, ou par toute autre personne en son nom, au bureau de la direction, ou au bureau de l'agent du canton de la situation de l'immeuble incendié, epi la fait vérifier et constater sans autre délai éga-lement que celui nécessité par la distance à par-courir; l'agent du canton en informera immédiatement le bure u de la direction. La déclaration du propriétaire ou de son représentant est consignée sur un registre à ce destinée et signée du déclarant, auquel il en est donné copie. Dans le cas où le déclarant ne pourrait ou ne saurait signer, le directeur ou l'agent lui donne acte de sa déclaration après l'avoir enregistrée, et après avoir consigné audit registre la cause du défaut de signature : à défaut de déclaration par le propriétaire dans le délai ci-dessus fixé, sauf les cas d'absence ou d'empechemens dûment constatés, il n'encourra point de déchéance, mais il sera retenu un dixième sur l'indemnité à laquelle il aura droit.

12. Vingt-quatre heures après la constatation de l'événement, si c'est dans le chef-lieu de la direction, et en ajoutant à ce délai un jour par trois myriamètres de distance pour les autres lieux, deux experts procéderont à l'estimation du dommage causé par l'incendie à la propriété assurée. L'un des experts nommés par l'administration s'y transportera d'après l'avis du directeur ; l'autre, nommé par le propriétaire incendié, se joindra au premier : si les deux experts ne peuvent tomber d'accord, ils se choisiront un tiers pour les départager, et, en cas de dissidence entre eux sur ce choix, il sera procédé conformément à l'art. 1017 du Code de procedure civile. Les experts et le tiers experts sont dispensés du sermen: Les frais d'estimation seront supportés, moitié par la société et l'autre moitie par le propriétaire incendié. La base de l'estimation est la valeur réelle de la portion incendiée et non le prix de la reconstruction; dans tous les cus, l'assurance ne pouvant être pour l'assuré une cause de bénéfice, l'indemnité payée à l'assur ne devra représenter que les pertes réelles causées par l'incendie et constatées par l'expertise, l'assureur

conservant le droit de faire réduire, même apris l'incendie, ce qu'il y aurait eu d'exagéré dans la valeur attribuée à l'immemble: l'effet de la police d'assurance est suspendu jusqu'à sa reconstruction, et le sociétaire et pendant le même temps affranchi des charges sociales. Jes matériaux qui aurost résisté en tout ou partie à l'incendie seront repris par le propriétaire, d'après l'estimation qui en sera faite en même temps que la première et par les mêmes experts, et leur valeur viendra en diminution du montant du paiement des pertes que le propriétaire assuré aura éprouvées.

13. Quatre mois au plus après la clôture du proces-verbal des experts, sauf le cas de répartition au marc le franc prevu ci-après, la somme à lequelle le dommage aura été fixé sera payée à l'ayant-droit sur l'ordre exprès du conseil d'administration. Les paiemens seront faits à la charge de subroger la société, et jusqu'à concurrence seulement de l'indemnité par elle payée, aux droits et actions que le propriétaire incendié aurait contre la personne du fait de laquelle l'incendie serait provenu ; mais néanmoins cette subrogation n'aura lieu qu'autant que le propriétaire incendié aura été totalement indemnisé de ses pertes, tant par l'indemnité que lui aurait payée la société que par celle qu'il aura pu obtenir contre l'auteur de l'incendie ou toute autre personne qui en serait responsable, pour le surplus des dominages que lui aurait occasionés l'incendie. Le montant des dommages survenus dans le cours d'une année (du 1er janvier au 31 décembre) ne pourra jamais dépasser les fonds disponibles, non plus que l'appel de fonds extraordinaires déterminé par l'art. 10; et, en cas de plusieurs incendics pendant le même exercice, il v aura lieu à une distribution de ces fonds au marc le franc entre eux, sans que l'ancienneté du sinistre, dans le même exercice, puisse servir de base à une allocation par privilège et présérence : su moyen de quoi les sommes payées aux premien incendiés ne seront considérées que comme des àcomptes, jusqu'au réglement de fin d'année, lequel permettra d'établir si les ressources sont suffisantes pour le paiement des indemnités par solde ou par une simple répartition au mare le franc. Et comme il n'y a pas solidarité entre les exercices de chaque période, et que les ressources d'une année doivent rester et demenrer affectées au paiement des sinistres de cette année, il est bien entenda que, s'il restait dû quelque chose sur l'exercice précedent, le boni de l'exercice conrant devra etre imputé audit solde de cet arriéré, ce qui sera observé d'année en année jusqu'à la fin de la période de cinq ans.

14. Lorsque les fonds en caisse seront insuffisans pour couvrir les dégâts occasionés par les incendies survenus dans l'année, le directeur ouvrira le compte de la contribution du sociétaire à raison des sinistres qui ont eu lieu, d'après la proportion établie en l'art. 33 pour la cotisation annuelle. Le conseil d'administration vérifie ce compte et en arrête définitivement la répartition ; le directeuret les agens de cantons sont chargés d'en poursuivre les recouvremens. Il en est donné avis aux sociétaires, qui viennent en prendre connaissance == bureau de la direction, et versent entre les mains du directeur ou des agens du canton, qui leur en donnent un reçu, le montant de la part dont ils sont respectivement tenus dans ladite contribution. A défant de paiement, cet avis est renouvelé; et. trente jours après ce dernier avertissement, l'as areur en retard est poursuivi à la diligence du directeur, et par toutes les voies de droit, pour le paiement de la somme dont il se trouve débiteur; les frais de poursuites restent à sa charge.

# CHAPITRE III. — Administration de la société.

15. La compagnie est administrée par un conseil général, un conseil d'administration et un directeur. Toute ville du département qui pourra réunir, tant dans son sein que dans l'arroudissement, pour au moins trois millions de maisons on bâtimens assurés, sura droit de former une commission administrative, composée de cinq membres, chargée de surveiller les agens de ladite société dans ledit arrondissement et de correspondre avec le conseil d'administration: les membres en seront pris parmi les plus forts assurés et désignés par le conseil général, sur la première demande qui lui en sera faite.

## CHAPITRE IV. — Conseil général des sociétaires.

46. Il y a une assemblée générale des sociétaires, sons la dénomination du conseil général. Le conseil général est composé des vingt-quatre plus forts assurés, dont huit seront pris dans la classe des propriétaires qui ont affecté à l'assurance des immeubles pour une somme de quarante mille francs et au-dessus; huit parmi ceux qui ont affecté de vingt à quarente mille francs, et huit parmi ceux qui ont affecté pour une somme de dix à vingt mille francs. Il est présidé par un des membres, élu à la majorité des suffrages. Il se réunit au moins une fois par années; il ne pourra délibérer sans la moitié plus un de ses membres.

17. Le conseil général nomme les membres du conseil d'administration qui devra être composé de neuf membres choisis parmi les sociétaires habitant dans le canton de Nevers. Il choisit en ontre deux censeurs chargés de surveiller, pendant le cours de l'année, toutes les opérations de la direction. Enfin il nomme le directeur de la société. Les censeurs rendent compte au conseil général des observations qu'ils ont pu faire pendant l'année, et proposent les améliorations qu'ils jugent convenables. Ils penvent aussi, pendant le cours de l'année, saire su conseil d'administration les propositions qu'ils jugeront convenables dans l'in-térêt de la société. Le conseil général, après avoir délibéré sur le rapport des censeurs, statue sur leurs observations. En cas d'urgence, sur la demande du conseil d'administration, le président du conseil général pourra convoquer des assemblées estraordinaires de ce conseil.

18. Les membres du conseil d'administration sont nommés à la majorité des suffrages; ils peuvent être pris hors même du conseil général, mais il ne peut être pris plus d'un tiers parmi les membres du conseil général.

19. Le conseil général, sur la proposition du conseil d'administration, déterminera les primes à accorder à ceux qui se reront distingués en cas d'incendie, et le mode de distribution.

#### CHAPITRE V. - Conseil d'administration.

20. Les membres du conseil d'administration seront renouvelés par tiers tous les ans; les premiers sortans sont déterminés par le sort. Les fonctions de censeurs, qui auront voix consultative aux séances du conseil d'administration, ne

dureront qu'une année; il sera procédé à leur remplacement ou à leur réélection comme il est dit à l'art. 18. Néanmoins, les membres du consail d'administration et les censeurs continueront leurs fonctions jusqu'à leur remplacement. Tout membre du conseil d'administration et tout censeur doit avoir au moins vingt mille francs de propriétés engagées à l'assurance mutuelle. L'a conseil d'administration en nommera les avocat, avoné, notaire et archi ecte de la compagnie.

21. Les avocat, avoué, notaire et architecte de la compagnie pourront être appelés aux délibérations du conseil d'administration et y auront voix

consultative.

22. En cas de démission ou du décès de l'un des membres du conseil d'administration, il sera remplacé provisoirement par le conseil d'administration, jusqu'à la première assemblée du conseil général. En cas de décès ou de démission de l'un des censeurs, il sera pareillement pourvu à son remplacement par le conseil d'administration, jusqu'à la plus prochsine réunion du conseil général.

23. Les membres du conseil d'administration et les censeurs peuvent être réélus après l'expira-

tion de la durée de leurs fonctions.

24. Le conseil d'administration se réunit d'obligation une fois par mois; il ne peut délibérer qu'autant que cinq de ses membres sont présens : en cas de partage de voix lors de la délibération ; celle de M. le président sera prépondérante. Le directeur tient la plume et rempiit les fonctions de secrétaire, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné; dans tons les cas, il n'a que voix consultative, et il est tenu de se retirer alors que la discussion est épuisée et que le conseil est en délibération.

25. Les membres du conseil général, caux du conseil d'administration, ainsi que les sociétaires, ne sont responsables que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu. Ils ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagemens de la so-

ciété.

26. Le conseil d'administration pent provoquer et poursuivre la révocation du directeur près le conseil général convoqué extraordinairement; h cet effet, le conseil général ne peut délibérer qu'au nombre de la moitié plus un, et la révoca-tion ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présens. Le directeur est entendu en ses moyens de défense; la décision du conseil général est sans appel. Le conseil d'administration, sur le rapport du directeur, peut revoquer les employés par lui présentés; il délibère sur toutes les affaires de la société ; il décide , par des arrêts consignés sur un des registres tenus à cet effet : le directeur est tenu de s'y conformer. Il ne peut prendre aucun arrêté qui, en contrevenant aux presens statuts, tende à grever ou à changer le sort des sociétaires. Ses décisions sont prises à la majorité des suffrages. Elles sont exécutoires pour toute la compagnie. Le conseil général nomme le directeur. Les agens cantonaux el autres employés sont nommés par la conseil d'administration, sur la présentation du directeur.

## CHAPITRE VI. - Direction.

27. Il y a un directeur qui, à ce titre, sous les ordres du conseil d'administration, dirige et exécute toutes les opérations de la société. Il assiste, avec voix consultative, aux assemblées du conseil d'administration; il convoque l'assemblée du conseil général des sociétaires, aux époques et dans les cas prévus. Il convoque également, lorsque le cris l'exige, les assemblées extraordinaires du conseil d'administration, et en donne avis aux censeürs; toutefois, le directeur ne pourre faire aucune convocation sans avoir pris préalablement les ordres du président du conseil d'administration. Au surplus, le président du conseil d'administration aura le droit d'en convoquer les membres toutes les fois qu'il le jugera conventable.

28. Le directeur met sous les yeux du conseil général des sociétaires, lors de sa réunion anmuelle, après les avoir soumis au conseil d'administration et en avoir obtem son approbation:

1º l'état de situation de l'établissement; 2º cetui des recettes et dépenses de l'année précédente; 3º et le compte détaillé de ce que la compagnie a été dans le cas de rémbourser pour cause d'incendie. Le conseil général règle et approuve définitivement les comptes de gestion. Le directeur est tenu de donner à chaque sociétaire, et à sa première réquisition, tous les renseignemens qu'il peut désirer sur toutes les affaires de la société.

29. Il donne aux censeurs toutes les communications que céux-ci jugent convenable de demander; il leur représente le registre des délibérations et érrètés de l'administration, les états de situadon de l'établissement, et il leur procure tous les rénseignemens que l'intérêt de leurs commettans

exige.

30. Le directeur, dans le cas prévu par l'article 7, fait procéder, toutes les fois qu'il est ordonné par le conseil d'administration, à l'estimation des maisons et bâtimens engagés à l'assurance; il est chargé de la délivrance des polices d'assurance, de la tenue de l'ordre des bureaux, des rapports de la société avec les autorités, de la correspondance, enfin de la sonfection comme de la suite de l'exécution de tous les actes qui peuvent concerner l'établissement.

31. Le directeur, chargé de l'exécution des pré-

des opérations qui en sont l'objet.

En conséquence, il est tenu non seulement d'avoir les registres nécessaires au conseil générat et au conseil d'administration, pour leurs délibérations et arrêtés, mais encore d'avoir un jeurnal qui offre, dans un ordre convensble, les noms des sociétaires, la valeur de leurs assurances, et le compte ouvert à chacun d'eux, enfin les registres relatifs aux déclarations d'incendie, aux évaluations de dommages et à la correspondance.

22. Les frais de direction, agences cantonales, sestion et administration, demeurent fixés et réglés de la manière et ainsi qu'il suit : le traitement du directeur se compose d'un prélèvement du dixième de la recette brute du total des cotisations d'assurance. Il lui est alloué, en outre, pour frais de commis, une somme annuelle de six éents francs. Et pour tous frais d'impression, schat et entretien des registres, frais de correspondance, etc., il lui est accordé une somme de deux cents, francs par an, laquelle ne pourra jumais être dépessée. Au moyen de ces allocations, toutes les non valeurs demeurent au compte du dirècteur, sauf celles que le conseil général jugera devoir être supportées par la société. Il y aura, devoir être supportées par la société. Il y aura,

en cutre, dans chaque chef-lieu de canton (celui de Nevers excepté), un agent chargé des intérêts de la société, et il est aussi altoué à chacun d'eux un dixième de la recette brute résultant de la masse des assurances faites ou à faire sur le territoire de leurs cantons respectifs ; il est bien entendu que le traitement accordé au directeur et aux agens de cantons ne porte que sur la recette des cotisations d'assurances, et non sur les appels de fonds extraordinaires qu'on serait dans le cas de saire aux sociétaires, ainsi qu'il est dit en l'article 10. Le prix des plaques et des polices d'assurances sera perçu pour le compte de la société, qui, à ce moyen, demeure tenue des frais de confection. Quant à toutes autres dépenses non prévues, et dont la nécessité sera reconnue par le conseil d'administration, elles seront supportées par la société. En conséquence, pour faire face tant à ces diverses dépenses que pour sournir et alimenter le fonds de réserve dont il sera ci-après parlé, les maisons, bâtimens, usines et édifices de toutes espèces soumis à l'assurance sont et demeurent divisés en quatre classes, savoir :

Première classe. — Les bâtimens construits en pierres ou briques, couverts en tuiles, ardoises,

métaux.

Deuxième classe. — Les bâtimens de la même espèce, renferment des récolles ou marchandises hasardeuses, ou hubités par des personnes exerçant des professions dangereuses; les bâtimens en pans de bois, couverts en tuiles ou ardoises; les

bâtimens en pierres, couverts en hois.

Troisième classe. — Les bâtimens des deux dernières espèces, renfermant des récoltes ou marchandises hasardeuses, ou habités par des personnes exerçant une profession dangereuse; les tuileries, les moulins à vent et les moulins mus par l'eau, quelles que soient leur construction et couverture; les bâtimens en pierres ou en pans de

bois, couverts en chaume.

Quatrième classe. - Les bâtimens de la dernière espèce, renfermant des récoltes ou marchandises hasardeuses, oa bien offrant les risques d'une profession dangereuse. En cas de difficulté sus le classement des bâtimens soumis à l'assurance, le conseil d'administration classera provisoirement, sanf à en référer ensuite à la première assemblée générale, qui classera définitivement. Observant que les marchandises réputées hasardouses sont : les récoltes empaille, fourrages, chanvres, lins, laines, huiles, liqueurs et eau-de-vie, goudron, esprits, vernis, térébenthine, et autres analogues; et que les professions réputées dangercuses sont celles des aubergistes, boulangers, commissionnaires de roulage, cordiers, épiciers, liquoristes et distillateurs, marchands de chevaux, entrepreneurs de voitures publiques, marchands de fourrages et poste aux chevaux. Observant encore que les constructions de première classe contiguës à un bâtiment de troisième classe paieront comme celles de la seconde; celles de première et deuxième, contigues à un bitiment de quatrième, paieront comme celles de troisième. Les bâtimens réunis sous un même toit, appartenant au même propriétaire, ne peuvent être assurés qu'en totalité. Les sociétaires paieront annuellement, sur le montant de la valeur des objets assurés, savoir : pour la première classe, ciaquante centimes; pour la seconde classe, soixantequinze centimes; pour la troisième classe, un franc; pour la quatrieme classe, un franc cinquante centimes, pour mille francs de valeur assurée. Neanmoins, quelque minime que soit la valeur assurée,

elle ne pourra être sujette à une cotisation annuelle moindre de deux francs.

Ne pourront être admis à l'assurance, les salles de spectacle, les ateliers d'artillorie ou de génie, les meulins et magasins à poudre, et tous autres bâtimens qui, d'apres l'avis du conseil d'administration, presenteraient des risques trop imminens, on tels bâtimens publics dont la valeur excéderait le trentième de celle de toutes les maisons et bâtimens engagés à l'assurance. Le paiement de ces cotisations est exigib e comme il suit : la premiere année en signant la police d'assurance, et pour le paiement des quatre autres années, au commence. ment de chaque année. A défaut de paiement, l'assuré sera mis en demeure, d'abord par un avis sans frais, puis huit jours après par une sommation extrajudiciame, et à ses frais; et si trente jours spres cette sommation il ne s'est pas libéré, il sera déchu de ses droits, dans le cas d'incendie qui lui serait personnel, et n'y sera rétabli que lorsqu'il aura acquitté son débet ; en outre, il sera poursuivi, à la diligence du directeur, en vertu de la nolice d'assurance, et par toutes voies de droit, pour le paiement des sommes dont il pourra être reliquataire. Le fonds de réserve se compose de l'excédant des produits des cotisations, prélevement fuit de tous les frais de direction, gestion et administration. Le conseil d'administration demeure chergé du placement de ce fonds de réserve, mais il devra le faire déposer chez le receveur-général, à la cais-e des dépôts et consignations. Dans le cas d'incendie, le conseil d'administration devra disposer, tant du capital que des intérêts, avant de faire aucun appel de fonds, après toutefois être pourvu de tous les ustensiles à incendie dont il aura reconnu la nécessité. Le conseil d'administration pourra aussi, si ses facultés le lui permettent, disposer d'une partie des fancis de réserve, pour acheter des pouspes ou machines à incendie, afin de les placer dans les heux où il jugerait qu'elles seraient le plus utile.

33. Tonte action judiciaire à laquelle pourrait donner ouverture tout autre objet que le simple recouvrement, soit des cotisations annuelles, soit des portions contributives, ne pourra être engagée par le directeur, en sa qualité et aux frais de la société, que d'après l'avis da conseil d'administration, l'avocat et l'avoué de la compagnie préalablement entendus.

34. Le directeur est responsable de l'exécution du mandat qu'il reçoit.

## CHAPITRE VII. - Comptabilité.

35. Les sociétaires n'étant tenus à d'autres obligations que celles de payer leurs cotisations et de satisfaire aux appels de fonds qui pourront être feits, il n'y a point de daissier. Le dicecteur prénd auxi le titre de receveur et an remplit les fonctions; il fournit un ceutionnement en immeubles donnés en cautionnement devront être francs et libres de toutes hypothèques. Les inscriptions nécessaires sont prises sur les biens hypothèqués, par le conseil d'administration, au nom de la société. Il ne peut en être donné main-levée, ni consepti la radication, qu'après l'apurement des comptes du directeur et leur exactitude reconnue.

36. Le conseil d'administration est et demeure spécialement charge de tenir la main à ce qu'à la fin de chaque mois les fonds provenant des assurances, prélèvement prealai lement fait des dépenses, soient ver-és par le directeur à la caisse du receveur des dépots et consignations.

37. La comptabilité journalière sera tenue par le directeur, sous le contrôle immédiat du conseil d'administration, sans l'autorisation duquel il ne pourra faire aucun paiement.

## CHAPITRE VIII. - Dispositions générales.

38. S'il survient quelque contestation entre la compagnie, comme chambre d'assurance, et un ou plusieurs des assurés, relativement à la fisation des dominages, en cas de sinistre, ou pour toute autre cause, autre néanmoins que celle résultant du défaut de paiement des assurances et des appels de fonds extraordinaires, cette contestation sera remise à la décision d'arbitres amiàbles compositeurs, qui jugeront souverainement sens appel mi recours en cassation, et sans observer les formes de la procédure ni les règles du droit. L'un sera nominé par le conseil d'administration, et l'autre par les assurés. En cas de dissidence entre les arbitres, un troisième pour les départager sera choist par eux; et en cas qu'ils ne puissent tomber d'accord sur ce choix, le tiers arbitre sera nommé par le président du tribunal de la situation des bâtimens assurés.

59. Le domicile de la compagnie est élu à Navers, en la demeure de son directeur. Chaque so-societaire est tenu d'élire un domicile dans la même ville, auxquels domiciles toutes demandes et teutes significations pourront être utilement et valablement faites.

40. Tous les cinq ans, il sera établi, par l'assemblée générale des sociétaires, un décompte qui présentera tous les bonis desdites cinq années, déduction faite de tous frais. See ces bonis, il sera prélevé la somme qui sera jugée nécessaire pour la garantie des ánistres d'une année, et le surplus sera partegé entre tous les associés, en raison des sommes par eux versées.

A1. Les frais de timbre, d'enregistrement et d'amenda, auxqueb donneraient lieu les poursuites qui seraient à exercer contre des assurés en retard de payer le prix de leurs assurances, seront à la charge des assurés qui les auront nécessitées.

42. Les présens statuta ne seront applicables qu'aux assurances qui seront faites ou renouvelées à partir de l'approbation qui en sera donnée par le gouvernement; quant a celles faites antérieurement, elles seront régies par les anciens status, pour le temps qui en reste à courir.

AS. Si l'expérience faissit reconnaître la nécessité de modifier par la suite les présens statuts, les changemens proposés devront être délibérés et adoptés par le conseil général des sociétaires, pour être soumis ensuite à l'approbation du gouvernement.

Aŭ et dernier. Le directeur est et demeure autorisé à se pourvoir par-devant qui de droit pour parvenir à l'approbation des présens statuts, comme aussi à adhérer, au nom de la société, sur l'avis des

conseil d'administration, aux amendemens que le gouvernement jugerait convenables.

25 AVRIL—25 MAI 1838.—Ordonnance du rei portant autorisation de la société anonyme formés à Elbeuf sous la dénomination de Compagnie Elbemienne d'éclairage par le gus. (1%, Bull, supp. CCCLXI, n. 12028.)

Louis-philippe, etc.; sur le rappert de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculfure et du commerce; vu les ait. de 29 à 57, 40 et 45 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art, 1er. La société anonyme formée à Elbeuf, département de la Seine Inférieure, sous la dénomination de Compagnie elbeuvienne d'écluirage par le gaz, est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, les 12 et 13 avril 1838, par-devant Mo Vaugeois et son collègue, notaires à Elbeuf; ledit acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoguer notre autorisation, en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans pré-

judice des droits des tiers.

3. La société sera tenue d'adresser, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au préset du département de la Seine-Inférieure et au gresse du tribunal de commerce d'Elbeuf.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord), est chargé, etc.

(Suivent les statuls.)

10-26 mai 1838. - Loi sur les crédits supplémentaires et extraordinaires de l'exercice 1837 (1). (IX, Bull. DLXXI, n. 7383.)

TITRE Ist .- Crédits supplémentaires et extraordinaires de l'exercice 1837, et annulation de crédits sur le même exercice.

Art. 1er. Il est alloué, sur les fonds du budget de 1837, au-delà des crédits accordés pour les dépenses ordinaires de cet exercice par la loi de finances du 18 juillet 1836 et par diverses lois spéciales, des supplémens montant à neuf millions huit cent trente et un mille huit cent quatorze francs vingt-six centimes (9,831,814 fr. 26 c.). Ces supplémens de crédits demeurent répartis entre les différens départemens ministériels - conformément au tableau A ci-annexé.

2. Il est accordé, sur les ressources de l'exercice 1837, des crédits extraordinaires montant à la somme de cinq millions trois cent sept mille six cent cinquante-six francs soixante et dix-neuf c. (5,307,656 fr. 79 c.). Ces crédits demeurent répartis entre les différens départemens ministériels confor-

mément au tableau B ci-annexé.

1

4. Les crédits accordés sur l'exercice 1857, par la loi de finances du 18 juillet 1836, et par diverses lois spéciales, sont réduits d'une somme de sept millions deux cent vingt-quatre mille quatre cent soixantetrois francs (7,224,465 fr.). Ces annulations de crédits demeurent fixées, par ministère et par chapitre, conformément au tableau

D ci-annexé.

5. Les crédits accordés pour les dépenses d'ordre du budget de l'exercice 1857 sont augmentés de la somme de quatre cent douze mille vingt-quatre fr. (412,024 fr.), conformément au tableau E ci-annexé.

TITRE II. - Crédits supplémentaires aux restes à payer des exercices clos.

6. Il est accordé, en augmentation des restes à payer arrêtés par les lois de réglement des exercices 1853, 1834 et 1855, des crédits supplémentaires pour la somme de cent quarante et un mille cinq cent quatrevingt-trois francs quatre-vingt dix-neuf centimes (141,585 fr. 99 c.), montant des nouvelles créances constatées sur ces exercices, suivant le tableau F ci-annexé. Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, aux budgets des exercices courans, conformément à l'article 8 de la loi du 25 mai 1834.

TITRE III. — Crédits extraordinaires spéciaux pour les créances des exercices périmes non frappees de dechéance.

7. A l'expiration de la période quinquennale fixée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831, pour l'entier apurement des exercices clos, les crédits applicables aux créances restant encore à solder demeureront définitivement annulés, et l'exercice. arrivé au terme de déchéance, cessera de figurer dans la comptabilité des ministères.

8. Les dépenses d'exercices clos que les

<sup>3.</sup> La portion non employée en 1836 des crédits ouverts au ministre de l'intérieur sur le budget de cet exercice, par les lois des 15 juin 1836, 6 et 17 juillet 1837, et montant à trois millions cinq cent vingt et un mille deux cent trente-huit fr. soixante et dix-huit cent. (3,521,238 fr 78 c.), est reportée avec la même affectation au budget de l'exercice 1837, conformément au tableau C ci-annexé.

<sup>(1)</sup> Présentation à la Chambre des Députés le 8 jauvier (Mon. du 9), rapport par M. Théodore Ducos le 20 mars (Mon. du 23); discussion et adoption le 0 avril (Mon. du 7), à la majorité de 191 voix contre 45.

Présentation à la Chambre des Pairs le 16 avil (Mon. du 17); rapport par M. Odier le 28 avril (Mon. du 29); discussion le 2 mai (Mon. du 3); adoption le 5 mai (Mon. du 6), à la majorité de 99 voix contre 8.

ministres auront à solder postérieurement à l'époque ci-dessus, et provenant, soit de créances d'individus résidant hors du territoire européen, pour lesquels une année de plus est accordée par la loi du 29 janvier 1831, soit de créances affranchies de la déchéance, dans les cas prévus par l'article 10 de la même loi, ou qui sont soumises à des prescriptions spéciales, ne seront ordonnancées qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux, par article, auront été ouverts à cet effet, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1855. Ces créances seront imputées sur le budget courant, à un chapitre spécial intitulé Depenses des exercices périmés. Si elles n'ont pas été payées à l'époque de la clôture de l'exercice sur lequel le crédit spécial aura été ouvert, ce crédit sera annulé, et le réor-

donnancement des mêmes créances ne devra avoir lieu qu'en vertu d'un nouveau crédit également applicable au chapitre des dépenses des articles périmés.

9. Il est accordé, pour le paiement des créances des exercices périmes non frappées de déchéance, des crédits extraordinaires spéciaux, s'élevant à soixante-deux mille trois cent quarante-six francs quatre-vingtdix-neuf centimes (62,346 fr. 99 c.). Ces crédits extraordinaires demeurent répartis entre les différens départemens ministériels conformément au tableau G ci-annexé.

(Suivent les tableaux.)

20=26 mai 1838. - Loi concernant les vices redbibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques (1). (IX, Bull. DLXXI, n. 7384.)

(1) Présentation à la Chambre des Pairs le 15 janvier 1838 (Mon. du 16); rapport par le marquis de Laplace le 10 février (Mon. du 11); discussion le 17 (Mon. du 18); adoption le 19 (Mon. du 20), à la majorité de 109 voix contre 13.

Présentation à la Chambre des Députés le 5 mars (Mon. du 6); rapport par M. Lherbette le 24 avril (Mon. du 25); discussion le 26 (Mon. 27); adoption le 27 (Mon. du 28), à la majorité de 180 voix

contre 58,

Relour à la Chambre des Pairs le 2 mai (Mon. do 3); rapport par le marquis de Laplace le 10 mai (Mon. du 11); adoption le 14 mai (Mon. du 15), à la majorité de 97 voix contre 3.

La nécessité de cette loi se faisait sentir depuis long-temps. L'interprétation diverse donnée par les tribunaux aux articles du Code civil qui reglent les garanties pour vices redhibitoires, la dirersile des usages locaux, tant sur les caractères constitutifs des vices redhibitoires que sur la durée de la garantie avaient fait naître et favorisaient. des abus qui ne devaient pas être tolérés plus long-temps.

Ces abus et leurs causes ont été signalés avec la plus grande clarté par M. le ministre du commerce, dans son exposé des motifs. Il s'est exprimé en ces

La Code civil, en posant, dans l'art. 1625, la principe de la garantie du veudeur à l'égard de l'acquereur, signale entre autres, comme donnant lieu à la garantie, les défauts cachés de la chose vendue; ou les vices redhibitoires , et dans son art. 1641, il sjoute que les défauts cachés qui donnent outeriure à l'action en garantie sont ceux « qui rendent la chose vendue impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en surait donné qu'un moindre prix, s'il les avail connus. »

Entin l'art. 1648 déclare « que l'action résullant des vices redhibitoires doit être intentée par l'acquereur dans un bref delai, suivant la nature des vices redhibitoires et l'usage des lieux où la vente a été faite. »

Le Code ne spécifie donc dans les articles précités, ni les défauts cachés qui, dans le commerce des animaux domestiques, peuvent entraîner une action en garantie, ni les délais dans lesquels cette action doit être intentée.

« Aussi ses dispositions incomplètes font-elles naître de nombreuses contestations judiciaires. Les tribunaux civils et les tribunaux de commerce sont divisés sur leur application.

 Les uns décident que l'art. 1641 doit être exécuté dans sa généralité, nonoistant la nature des vices, la différence des délais et la diversité des usages locaux; les autres jugent au contraire que le principe général de l'art. 1641 est modifié par les dispositions plus restrictives de l'art. 1648. Enfin, ils ne s'accordent point sur l'interprétation que doit recevoir ce dernier article, ni sur la question de savoir s'il se résère à l'usage des lieux seulement pour la fixation des délais, ou s'il y renvoie également pour déterminer quels sont les vices redhibitoires.

« Un autre inconvénient, c'est, que parmi ces vices dont il est souvent si difficile d'apprécier les ceractères, il en est qui, dans certaines localités, sont considérés comme redhibitoires, et qui dans d'autres n'entraînent aucun recours.

La durée de la garantie n'est pas moins variable que la nature des vices; elle se modifie suivant les départemens, quelquefois aussi suivant les communes limitrophes. La diversité des usages locaux qui régissent les contrats de vente de cette nature donne donc sans cesse lieu à des doutes sur l'étendue qu'ils peuvent avoir ou la sécurité qu'ils penvent offrir.

« On ne peut méconnaître que la législation actuelle ne favorise, par l'incertitude de ses dis-positions, la fraude et la mauvaise foi, qu'elle n'apporte ainsi des entraves aux relations commerciales, et qu'en abandonnant aux tribunaux l'appréciation de circonstances aussi diverses, elle ne leur laisse une trop grande latitude pour leurs dé-cisions, et ne substitue souvent l'arbitraire aux principes fixes et invariables qui devraient leur servir de règle.

« C'est pour remédier aux abus qui résultent de cet état de choses, que le gouvernement a reconnu la nécessité de préparer un projet de loi sur une matière qui intéresse à un si haut degré le commerce et l'agriculture.

« A cet effet, dès 1834, une circulaire avait été

Art. 1er. Sont réputés vices redhibitoires et donneront seuls ouverture à l'action ré-

adressée aux préfets pour leur soumettre plusieurs questions propres à éclairer l'administration sur les usages suivis dans leurs départemens, et sur les dispositions qu'il leur parattrait utile d'introduire dans la loi qui devait intervenir.

« De l'examen des réponses des préfets, comparées aux avis des trois écoles vétérinaires d'Alfort, de Lyon et de Toulouse, qui avaient été aussi consultées, est résulté un projet de loi qui vient d'être communiqué aux conseils généraux et aux conseils d'arrondissement dans leur dernière session. C'est ce projet, modifié d'après les nouveaux documens transmis par soixante-quinze départemens, et pour la rédaction définitive duquel nous avons appelé le concours d'hommes spécialement versés dans cette matière, que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations.

a Il a pour objet d'établir une législation uniforme sur la matière, d'énumérer les vices cachés à l'égard desquels l'acheteur doit être garanti par le vendeur, et de fixer les délais dans lesquels ce dernier peut exercer son action, en proportionnant toutelois leur durée à la mature des vices.

L'uniformité de la législation se trouve surtout

consacrée par les art. 1 et 2 du projet.

En admettant le principe de la garantie, reconnu par l'art. 16/11 du Code civil, ils disposent que l'action qui en résulte ne sera plus intentée que pour les mémos vices et dans les mêmes délais, sans distinction des lieux où les ventes auront eu lieu.

«L'art. 1s contient la nomenclature des vices réputés redhibitoires, et détermine quels sont les animanz dont la vente peut entraîner la garantie.

« Mais cette nomenclature devsit-elle être limitative, ou ne devsit-elle comprendre que les vices qui donnent le plus ordinairement ouverture à l'action redhibitoire, de sorte que les défauts qu'elle n'aurait pas mentionnés ne fussent pas moins l'objet de cette action en vertu du principe général de l'art. 1641 du Code civil?

« Les conseils généraux se sont presque tous prononcés pour que l'application du principe général
du Code civil fût bornée aux seuls vices dénommés
dans l'art. 1<sup>er</sup> du projet. Ils ont reconnu, en effet,
qu'étendre au-delà ce principe, ce serait multiplier
les procès et en accroître les difficultés; que ce ne
serait point parer aux inconvéniens qui existent.
En effet, les experts seraient appelés, non seulement à constater l'existence des vices allégués,
mais encore à décider si les tribunaux devraient les
considérer comme redhibitoires; les experts deviendraient ainsi appréciateurs de la question de droit,
que les juges doivent seuls résoudre.

« Pour composer cette nomenclature, il a paru convenable :

1º De ne pas s'écarter du principe des art. 1641 et 1642 du Code civil, et par conséquent de n'y comprendre que les défauts cachés « que l'acheteur ne peut reconnaître au moment de la vente, et qui rendent l'animal impropre bl'usage auquel il est destiné, ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquis, ou n'en aurait donné qu'un moindre pris s'il les avait connus.»

« 2° De n'admettre que des vives ou défauts réputés redhibitoires par les anciens usages et la science vétérianire, et signalés per la plupart des départemens, comme se reproduisant le plus-ondinairement dans le commerce des animaux demestiques. »

Le caractère restrictif de la loi a été également proclamé par les rapporteurs des commissions du deux Chambres,

« L'action redhibitoire, a dit M. Lherbette, rapporteur de la commission de la Chambre des Bèputés, n'aura plus lieu que pour des cas déterminés et dans des délais partout les mêmes. Les tribanaux n'auront plus, pour admettre ou pour rejets une action en redhibition, à examiner l'apparenc, la gravité, l'incurabilité, la fréquence, l'incubation, les effets du vice allégué; questions délicate. Est-il, oui ou non, compris dans la nomenclaux de la loi? L'action att-elle été, oui ou non, is tentée dans les délais légaux? Voità les seuis questions, questions simples, qu'ils auront à résoudre. s

Il importe, d'ailleurs, pour qu'on ne se napreune pas sur la portée de cette loi, de rappeler ce qu'a dit M. te rapporteur à la Chambre des Députés sur les limites dans lesquelles elle doit sur circonscrite.

« Elle n'a trait, a-t-il dit, qu'à la détermination des cas redhibitoires, des délais pendant lesques l'action peut être intentée , et de quelques formes économiques et abréviatives de procédure. Elens déroge à aucun des autres points de droit civil ou de procedure relatifs à la vente, pas plus qu'est lois de police sanitaire. Ainsi, il n'y est question que des ventes volontaires ; celles faites par autorité de justice demeurent, comme par le passé, affratchies des cas redhibitoires (art. 1649 Code civil). Elle ne s'occupe pas non plus des questions de compétence; et vetre commission n'a pas cra devoir non plus s'en occuper, malgré les réclamations qui se sont élevées contre l'effet de l'action récursoire en garantie, par laquelle le vendeur peut en distrait du tribunal de son ressort ou de sa juride tion. Cet inconvénient n'est pas spécial à ce genre d'affaires; il a lieu dans toutes, et ce ne serait pa ici le lieu d'opérer une réforme générale de la procedure. Nous ferons en outre observer, à l'égard du changement de ressort, que le palliatif se trout dans l'art. 181 du Code de procédure, qui permet su juge de l'admettre ou de le refuser, selon les oirconstances; et à l'égard du changement de juridiction que la jurisprudence, d'après les princips bien entendus de la législation, pareît ne pas sy prêter. (Arrêts de la Courroyale de Paris des 14 juill. 1825 et 5 mai 1837. Voy. Sirey-Devilleneuve, 37. 2. 211 et les notes de cet arrêtiste. )

« On sent enfin que la loi actuelle ne réglera qua les marchés où la convention ne sera pas interrenue expresse ou tacite; que la convention peut évidemment dispenser de la garantie, pour des cas redibitioires, ou l'étendre jusqu'à des cas nos redibitioires de plein droit (Code civil, art. 1134). Nous laissons de côté les questions d'interprétation des conventions; par exemple, celles de savoir ce qu'il faudra décider, quand l'animal aura été vendr comme sain et net; quand il l'aura été pour la boucherie et non pour le travail; quand, dans une vente en bloc de divers objets et d'animaus, ou sealement de plusieurs animaux ou d'un attelage, se trouveront quelques animaux redibitioires; si la clause de non garantie affranchit de redibibition lè vendeur qui a connu les vices cachés

sultant de l'article 1641 du Code civil, dans les ventes ou échanges (1) des animanx domestiques ci-dessous dénommés, sans distinction des localités où les ventes et échanges auront en lieu, les maladies ou défauts ci-aprės, savoir (2):

Pour le cheval, l'ans et le mulet, la fluxion

périodique des yeux, l'épilepsie ou le mal cadue, la morve, le farcin, les maladies anciennes de poitrine ou vieilles courbatures (3), l'immobilité, la pousse, le cornage chronique, le tic sans usure des dents, les hernies inguinales intermittentes, la boiterie intermittente pour cause de vieux mal.

qu'ignorait l'acheteur; si l'énonciation de telles qualités l'y sonmet même, sans l'insertion de la clause de garantie ; si les délais spéciaux de la loi sur les cas redhibitoires de plein droit s'appliquent aux cas qui ont été l'objet d'une garantie conventionnelle.

Pour la solution de ces diverses questions, voyez ma continuation de Toullier (t. 1, n. 389 et suiv., et notamment 397 et suiv.).

(1) La commission de la Chambre des Députés avait proposé de ne pas admettre l'action redhibitoire dans le cas déchange, à moins que le prix des objets échangés ne sût déterminé. Sa proposi-

tion n'a pas été accueillie.

Mais il importe de résondre une difficulté sur laquelle s'appuyait la commission, pour justifier sa proposition. M. le rapporteur faisait remarquer que, lorsque l'action redhibitoire est admise dans une vente, le vendeur restitue à l'acheteur le prix qu'il a reçu de lui, et la résolution du contrat s'o-père sans trouver d'obstacle; lorsqu'au contraire, il s'agit d'un échange, celui qui se plaint d'avoir reçu un animal vicieux n'a pas toujours la possibilité de reprendre celui qu'il a donné, si, par exemple, il n'existe plus, on s'il a dejà passé en d'autres mains que celles de l'échangiste. Dans ce cas, disait M. Lherbette, que ferez-vous restituer au demandeur en redhibition?

«La valeur, a répondu M. le ministre du commerce. »

Et voici comment M. Gillon a développé cette réponse :

On insiste pour savoir ce qui arrivera après l'échange rompu par le juge, si l'échangiste condamné ne peut rendre l'animal bien portant qu'il avait reçu. Il arrivera la chose la plus simple et la plus juste. L'equite son qui l'échange comme ayant compris deux avintaux de le et la plus juste. L'équité veut qu'on regarde valeur egale. En consequence, l'animal qu'on ne peut restituer est supposé mériter le même prix que vaudrait l'animal malade on vivant, si ce dernier n'était pas infecté du mal qui a donné lieu à l'action redhibitoire. On l'estimera donc comme s'il était purgé; et c'est ce prix d'estimation qui sera payé à l'échangiste qui a obtenu la rupture de l'échange.

Ce procede pourra, en effet, être mis en usage; mais les juges auront le droit d'en employer d'autres; et, au lieu de faire estimer l'animal malade, pour arriver à connaître le prix de celui avec lequel a en lieu l'échange, ils pourront, on faire estimer ce dernier, s'il existe encore, quoiqu'étant dans d'autres mains, ou prendre pour base de leur décision le prix moyennant lequel il aura été vendu , s'il l'a été. En un mot , ils ordonneront la restitution de la valeur de l'animal donné en échange, et ils détermineront cette valeur, par les moyens qu'ils croiront les plus sûrs.

(2) « Il existe, a dit M. le ministre du commerce en présentant le projet à la Chambre des Deputés, Cautres défauts qui n'ont pas été compris dans la nomenclature du projet, parce qu'ils ne rentrent pas dans les principes posés par les art. 1641 et 1602 du Code civil.

« Ainsi , dans la première catégorie ne figurent . ni la mauvaise denture, ni la rétivité, ni la méchanceté , ni l'amaurose.

La mauvaise denture est visible, soit à l'inspection de la machoire, soit à la maigreur du corps, la rétivité et la méchanceté peuvent être reconnues dans les essais d'usage qui précedent le marché. Quant à l'amaurose, défaut d'ailleurs très rare, un examen attentif peut la faire apercevoir au moment de la

« La deuxième catégorie ne comprend pas l'habitude de se têter, parce que l'acheteur peut, par des procédés simples et faciles, empêcher l'animal de

« Dans la troisième catégorie ne se trouvent, ni le piétin, ni la gale, ni la pourriture, ni le tournis.

Les trois premières de ces maladies peuvent être reconnues, quand elles sont développées, et se guérir, lorsqu'elles sont à leur début.

«Le tournis, qui d'ailleurs se manifeste zare» ment, n'affecte en général qu'un petit nombre d'individus dans les troupeaux, et seulement cens de l'âge de six à dix-huit mois.

«L'épilepsie n'est pas non plus considérée comme vice redhibitoire, pour l'espèce du porc, parce qu'elle n'empêche pas l'engraissement et ne nuit pas à la qualité de la viande.

« Enfin la rage et le charbon ne sont point mis au nombre des vices redhibitoires. La longue incubation de la première de ces maladies, et l'éroption soudaine de la seconde ne permettent pas de constater si elles ont pris naissance chez le vendeur plutôt que chez l'acheteur.

La ladrerie, qui avait d'abord été admise comme vice redhibitoire, pour les porcs, a été supprimée de la nomenclature, à cause de la facilité qu'il y a à reconnuître l'existence de cette maladie, et aussi à cause de la difficulté de constater l'identité des animaux qui en sont atteints.

(3) La commission de la Chambre des Députés avait propose une disposition additionnelle ainsi concue : « L'action rédhibitoire ne pourra être intentée relativement aux vieilles courbatures, pour le cheval, l'âne et le mulet, et relativement à la pommelière, pour le bœuf, qu'autant que l'animal sera mort dans les délais de la garantie. »

M. le ministre du commerce a combattu la proposition; il a fait remarquer que l'animal peut être atteint de la maladie au moment de la vente ; que les symptômes peuvent se manifester dans les delais, et la mort n'arriver qu'apres leur expiration ; qu'en pareil cas, si l'on adoptait le système de la commission, l'action redhibitoire ne serait pas adm ssible, quoique cependant le vice fut caché au moment du contrat, et qu'il eut le caractère déterminé par la législation pour être réputé redhibitoire.

Pour l'espèce bovine, la phthisie pulmonaire ou pommelière (1), l'épilepsie ou mal caduc, les suites de la non délivrance, le renversement du vagin ou de l'utérus, après

le part chez le vendeur (2).

Pour l'espèce ovine, la clavelée : cette maladie reconnue chez un seul animal entrainera la redhibition de tout le troupeau. La redhibition n'aura lieu que si le troupeau porte la marque du vendeur (3). Le sang-derate : cette maladie n'entrainera la redhibition du troupeau qu'autant que, dans le délai de la garantie, la perte constatée s'élèvera au quinzième au moins des animaux achetés (4). Dans ce dernier cas, la redhibition n'aura lieu également que si le trou-'peau porte la marque du vendeur (5).

2. L'action en réduction du prix, autorisée par l'article 1644 du Code civil, ne pourra être exercée dans les ventes et échanges d'animaux énoncés dans l'art. 1er ci-dessus (6).

A la vérité, le ministre a ajouté qu'après la mort de l'animal, on procédera à l'autopsie, et que l'on vérifiera si la maladie était ancienne ou récente, pour en conclure si l'action redhibitoire était bien ou mal fondée.

On s'est emparé de cette explication, et l'on a soutenu qu'il faudrait nécessairement attendre la mort de l'animal, qui pourrait survenir après plusieurs mois, et laisser ainsi en suspens le sort du procès.

Cet inconvénient n'existe pas réellement.

Pour que l'action redhibitoire soit accueillie, il faudra, comme l'a dit le ministre, que les symptones de la maladie se soient déclarés dans les délais; que dans les délais également l'action ait été formée; mais il ne faut rien de plus. La mort de l'animal surviendra ensuite plus tôt ou plus tard; si elle est assez prompte pour qu'on puisse vérifier, au moyen de l'autopsie, la nature et la date de la maladie, on mettra ce moyen en œuvre; si, au contraire, l'animal, quoique malade, survit long-temps au commencement du procès, les gens de l'art s'expliqueront sur son état, et décideront sil est ou s'il n'est pas atteint de la maladie réputée vice redhibitoire.

(1) Voy. la note précédente.

(2) On a demandé que les suites de la non délivrance, le renversement du vagin ou de l'utérus après le part chez le vendeur, ne sussent pas compris au nombre des vices redhibitoires, et l'on a

donné pour cela un motif singulier.

a Les mots après le part chez le vendeur, sont, a dit M. Enouf, une extension énorme de la garantie; car qu'il soit vendu une vache pleine de trois mois, pour que le vice redhibitoire puisse paraître après le part ches l'acheteur, on sait qu'il sécoule six mois; or pouvez-vous rendre un vendeur six mois responsable?

Je ne crois pas qu'on ait à craindre une pareille conséquence; car ce n'est que lorsque le part a eu lieu chez le vendeur que les accidens indiqués peuvent constituer un vice redhibitoire. Il n'est donc pas possible que la responsabilité du vendeur se prolonge jusqu'au terme de la gestation, lorsque

la vente a eu lieu pendant son cours.

(3) On a vivement critiqué cette mesure, à cause de l'impossibilité de rendre la marque incontestable. Il est impossible d'admettre la disposition, disait-on: la marque sera faite avec de la craie ou avec un fer; dans le premier cas, elle disparsitra facilement; dans le second cas, s'il arrive que le troupeau soit vendu plusieurs fois il en résultera non seulement que la dernière marque sera très difficile à distinguer, mais en outre la toison éprouvera une détérioration sensible. L'une et l'axtre marque pourront d'ailleurs être facilement imi'ées par l'acheteur de mauyaise foi qui voudra

se défaire d'animaux viciés à lui appartenant, en les introduisant dans le troupeau qui lui aura été vendu, et en faisant annuier le contrat. On a conclu que la disposition, quelque bonne qu'elle fût en théorie, etait impraticable.

Il fallait néanmoins établir de quelque manière l'identité des bêtes vendues, et les membres de la Chambre qui ont attaqué la preuve d'identité proposée, n'en ont point mis de meilleure en avant.

M. le rapporteur a fait remarquer que la loi n'exige pas que le vendeur adopte une marque invariable, mais qu'il suffit que la marque quelconque qu'il emploie soit reconnue sienne au moment de la vente.

(1) Dans le cas où trois ou quatre bêtes, plus ou moins, seraient viciées, la redhibition aura-t-elle lieu à leur égard, lorsque d'ailleurs le quinzième du troupeau ne sera pas atteint?

M. le commissaire du roi a répondu affirmativement à cette question : Si quelques uns seulement, a t-il dit, des animaux du troupeau sont atteints du sang de-rate, la redhibition n'aura lieu qu'à leur égard.

M. le ministre a paru cependant vouloir éviter une explication catégorique, quoique la question fût bien précisée. Mais la réponse de M. le commissaire du roi me semble donner la vraie solution.

(5) Voy. la note 3.

Dans le cas où deux chevaux ou deux bœus auraient été achetés à la paire, pour être attelés ensemble, le vice redhibitoire de l'un d'eux donne-t-il lieu à la résiliation du marché tout entier?

La Chambre a décidé l'affirmative, en rejetant un amendement exprès dans le même sens, par le motif que la disposition proposée était de droit

commun.

Une distinction a néanmoins été faite qu'il ne faut pas perdre de vue. « Il est évident, a dit M. le ministre, que si j'achète deux chevaux pour les ateler ensemble, l'un d'eux étant atteint d'un vice redhibitoire, je serai fondé à demander au tribunal la résolution du contrat tout entier, et il ne me paraît pas douleux que la vente des deux chevaux soit annulée.

» Mais vous sentes qu'il peut y avoir telles circonstances où la résolution ne doire pas être sinsi étendue, quand même les deux chevaux auraient été achetés ensemble et plus ou moins pareils. C'est une question d'interprétation de contrat, qui doit nécessairement être laissée à l'apprésiation des tribunaux.»

(6) M. Lherbette, rapporteur de la commission de la Chambre des Députés, a exposé ainsi les motifs de cette disposition:

« L'action estimatoire ou en diminution de prix juste dans les marchés de choses inanimées 3. Le délai pour intenter l'action redhibitoire (1) scra, non compris le jour fixé pour la livraison (2°, de trente jours pour le cas de fluxion périodique, des yeux et d'épilepsie

ne l'est pas dans ceux d'animaux. Le vendeur a pu connaîti. plus facilement les vices des premiers, et plus de droits dès lors doivent être concédés contre lui à l'acquéreur; l'estimation de ces choses qui ont un prix marchand est aussi plus facile; en outre la conservation n'a donné lieu qu'à peu de frais entre les mains de l'acquéreur, et ne donnera des lors ouverture qu'à une faible répétition; la reprise n'en est pas non plus une cause de dépense pour le vendeur. Mais, à l'égard des animaux, les vices souvent difficile à connaître ont pu être ignorés du vendeur, le priz est parfois idéal; la conservation toujours onéreuse, la répétition de frais considérable, la reprise de l'animal embarrassante et coûteuse. Les premières raisons rendent l'action redhibitoire moins équitable, les dernières font que le vendeur peut être amené plus facilement à composilion par un acheteur de mauvaise foi, et forcé de laisser pour un prix inférieur l'animal dont il peut faire cas pour des qualités qu'on n'appréciera pas dans l'estimation. Cette action serait souvent plus funeste au vendeur que l'action redhibitoire elle-même. Votre commission a donc cru devoir la supprimer en matière de vente d'a-

(1) l'ai examiné dans mon Traité de la vente (continuation de Toullier, tome 1, n. 406) si l'action derait être intentée dans les délais fixés par l'assge, on s'il suffisait que le vice fût constaté dans ces délais. Je me suis prononcé pour ce dernier système; mais la loi nouvelle tranche la question en sens contraire d'une manière formelle.

(2) Avent cette loi, et sous l'empire du Code, on doutait si le délai devait courir du jour de la rente ou du jour de la livraison. J'ai établi dans mon Traité de la vente (continuation de Toullier, 1.14, n. 405) que le délai devait courir du jour de la vente. Mon opinion a été citée dans la discussion à la Chambre des Députés. Mais M. le rapporteur l'a combattue en lui opposant celle de M. Trop-long, et en disant que des législateurs devaient se déterminer non par des autorités, mais par des reisons. Ainsi, dans sa pensée, il est reisonnable de faire de la livraison le point de départ des délais dans lesquels doit être intentée l'action redhibiloire, et voici sur quoi il se fonde ; je reproduis exaclement ses paroles : « La loi accorde à l'acheteur le droit d'intenter une ection en redhibition, arcison de tel ou tel vice; il ne peut connaître ce vice qu'après la livraison, c'est donc seulement du jour de la livraison que doit courir le délai pour inlenter l'action redhibitoire. » Cette argumentation e presente trop naturellement à l'esprit pour qu'elle ne m'ait point frappé. Aussi ai-je pris soin de montrer qu'elle n'était que spécieuse, et que des raisons plus puissantes devaient faire courir les delais du jour de la vente. Qu'il me soit permis de reproduire ici le passage dans lequel j'ai traité la

Si la vente, ai-je dit, n'a pas été immédiatement suivie de la tradition, l'acheteur paraît fondé à dire que c'est seulement à compter de la tradition que le délai a pu courir contre lui; car c'est seulement depuis qu'il a eu la chose en s1 possession qu'il a pu s'apercevoir de see défauts. C'est sans doute cette considération qui a déterminé plusieurs contumes et besucoup d'auteurs à faire partir de la tradition seulement le délai dans lequel l'action doit être intentée. Là où la coutume est formelle et l'usage constant, il faut les respecter; mais on ne doit pas les convertir en règle générale et se laisser entraîner par cet argument que l'acheteur, à qui la chose n'est pas délivrée, est hors d'état d'en connaître les vices.

« Qu'on ne perde pas de vue le motif qui a fait admettre un détai pour se plaindre des vices redhibitoires et qui a déterminé à en varier la durée; qu'on n'oublie pas, d'un autre côté, que les vices d'une chose n'autorisent l'action en résolution que lorsqu'ils existsient au moment de la vente; que la chose vendue est aux risques et périls de l'acheteur du jour du contrat, bien que la délivrance n'ait pas eu lieu: et l'on sentira que la tradition ne doit pas être le point de départ de la prescription.

« Supposons qu'entre la vente et l'époque de la tradition fixée par la convention des parties, il y ait un intervalle de temps plus long que le délai accordé pour l'exercice de l'action redhibitoire, ou au moins égal; supposons, en outre, qu'aucun vice ne se soit manifesté au moment de la tradition, et que quelques jours après il en appareisse un, si l'acheteur réclame et prétend que son action est encore recevable, puisqu'il ne s'est pas écoulé depuis la tradition un temps suffisant pour prescrire, le vendeur répondra que si la tradition eut été faite au moment de la vente, l'ection serait prescrite; que l'intervalle laissé entre la vente et la tradition ne doit avoir aucune influence sur la durée de l'action ; qu'il n'y a pas possibilité de prétendre que si l'acheteur eut possédé la chose, il eut, avant l'expiration du délai fatal, reconnu l'existence du vice, puisque le délai était échu avant aucune manifestation.

a Admettons maintenant que le jour où la tradition a été faite, les signes du mal ou du vice fussent déjà apparens, il restera une ressource à l'acquéreur; il pourra refuser la chose vicieuse, et il ne sera contraint à la recevoir qu'autant que le vendeur repoussera la responsabilité, en proavant que déjà le délai de la prescription était expiré lorsque le vice s'est révélé.

«Enfin, il faut présenter une troisième hypothèse, celle où la tradition aura précédé l'expiration du délai de la prescription; dans ce cas, l'acheteur devra redoubler d'attention et de célérité, d'abord pour reconnaître les signes du mal, puis pour former sa demande en justice.

« Sans doute, quelques inconvéniens résultent pour l'acheteur et pour le vendeur lui-même, de ce que la tradition n'a pas suivi immédiatement la vente, mais les parties ne peuvent imputer qu'à elles-mêmes les conséquences de leur convention, et il n'est pas permis de chercher à prévenir ce qu'elles out de fâcheux, en accordant arbitrairement des prolongations de délais, qui feraient souvent peser sur le vendeur la responsabilité des vices qui n'existaient pas à l'époque de la vente.

« Il est, au surplus, évident que si les parties avaient entendu subordonner la perfection de la vente à la tradition, la doctrine que j'ai cherché à établir serait sans application. Tout ceci me paraît ou mai caduc; de neuf jours pour tous les autres cas.

4. Si la Hyraison de l'animal a été effectuée qu s'il a été conduit, dans les délais ci-dessus, hors du lieu du domicile du yendeur, les délais seront augmentés d'un jour par cinq myriamètres de distance du domicile du vendeur au lieu où l'animal se trouve (1).

5. Dans tous les cas (2), l'acheteur, à peine

résulter d'un arrêt de la Cour de cassation, du 17 mars 1829, Sirey, 29. 1. 139; Dallox, 29. 1. 366) qui, malgré son laconisme, indique toutes les idées que j'ai développées.

Certainement je n'ai pas transcrit ce long fragguent de mon ouvrage pour me donner la vaine satisfaction de moniver que j'avais prévu les raisonnemens qui ont paru décisifs à M. le rapporteur de la commission de la Chambre des Députés, et que je les avais réfutés; qu'en un mot, j'avais raison et que la loi a tort. Mon intention a été de donner les moyens d'appliquer, selon les yrais principes, la nouvelle disposition telle qu'elle est faite.

Le projet dissit que le délai serait, non compris le jour de la livraison, de trente jours, etc.

D'après cette rédaction, qu'il y est ou non convention sur l'époque de la délitrance, c'était du lendemain de cette delivrance que devait courir le délai. Cependant M. le rapporteur avait reconnu que ai la livraison était retardée par la feute de l'acheteur, le délai courait du jour de la vente, et il croyait trouver la justification de cette distinction dans l'art. 1438 Cod. civ.

Cet article ne me paraît point offrir d'une manière positive la solution de la difficulté; il déclare que le consentement transmet la prepriété, et; qu'en conséquence, les risques sont à la charge de l'acheteur du jour du contrat, encore qu'il n'y ait pas eu livraison, à moins que le vendeur ne fât en demeure de livrer. L'on sait d'ailleurs que matgré la misse en demeure du vendeur, les risques pèsent sur l'acheteur, lorsqu'il est certain que la phose efit péri ches lui, comme elle a péri chez le vendeur. (Cod. civ., art. 1302:

Ce sont la des principes généraux incontestables; mais il reste à en faire l'application au cas où il s'agit de vices redhibitoires. Il faut voir comment ils se combinent avec la règle qui exige impérieusement que l'action en résolution de la vente résultant de ces vices soit formée dans un détai dé-

terminé.

Il est évident que si le vice est antérieur à la vente, le vondeur en est responsable; mais s'il est postérieur, malgré la mise en demeure du vendeur, il doit être aux risques de l'acheteur, si toutefois il est certain que le vice se serait manifesté chez l'un comme chez l'autre.

Voyons maintenant ce que la rédaction du texte jette de lumières sur la difficulté.

Elle suppose qu'il y a un jour fixé pour la livraison, et, pour ce cas, elle ne fait courir les délais que de ce jour. Mais s'il n'y a point de jour fixé, il faudra appliquer les règles générales et décider que les délais seront comptés du jour de la vente, à moins que le vendeur ne soit en demeure, et encore, dans ce cas, celui-ci pourra faire remonter le point de départ au jour de la vente, s'il démontre que ce n'est point parce qu'il a négligé de faire la livraison que le vice s'est développé, et qu'il eût également pris naissance chez l'acheieur.

J'avone qu'il est impossible à l'acheteur de former sa demande avant d'avoir reconnu l'existence du vice et qu'il ne peut la reconnaître que lorsqu'il a reçu la livraison; mais j'ai prévu cette difficult, et, dans le passage de mon Traité de la vente, ja montré comment elle doit être résolue.

(1) Le sens de cet article n'est point parisitement clair, si l'on s'en tient au texte; mais le le bats qui l'ont précèdé ne laissent aucun doutest l'interprétation qu'il faut lui donner.

Il suppose d'abord que la livraison est faite les du domicile du vendeur, et dans ce cas il n'accord point pour faire constater les vices un délai pla long que celui qui est fixé par l'art. 3; il di settement que pour donner l'assignation, le délaise augmenté d'un jour par cinq myriamètres entre lien de la livraison et le domicile du venden. Il faut bien en effet que l'acheteur ait le temps d'alst lui-mètne ou d'écrire pour faire assigner son redeur.

L'article prévoit aussi le cas où l'acheteur, spe pvoir conclu son marché, se met en route et a duit l'animal à une distance plus ou moinsgrande du domicile du vendeur. Si, dans la route ou m terme du voyage, le vice redhibitoire se manifest, l'acheteur doit le faire constater sur-le-champ. Au termes de l'art. 5, si les détais prescrits par l'art. 3 Etaient expirés, la constatation scrait inutile : and si elle est faite en temps opportun, il faut bies qui l'acheteur ait le temps d'aller ou d'écrire an lieuds domicile du vendeur, pour faire donner l'assignition. Sans doute il résulte de la que les vendeus seront, dans les cas prévus, sujets à des réclamitions, même après l'expiration des délais de ses jours ou de trente jours; on a fait remarque gue les acheteurs pourront quelquelois s'empe rer de la disposition de l'article, pour placerie vendeurs dans une position difficile, en les obli geant à venir reprendre l'animal vicieus à un grande distance, ce qui entraîne des frais conside rables, ou à passer par les conditions qui leur s ront imposées. Ces inconvéniens n'ont pas part assez graves pour refuser une augmentation de lais à raison des distances , suivant l'asage ordipaire.

(2) Ainsi, ce n'est pas seulement dans le cu prévu par l'article à que l'acheteur doit provoque la nomination d'experts; c'est dans tous les mi comme le dit le texte , et comme cela a été formei lement reconnu dans la discussion à la Chambre des Pairs. La commission avait proposé de rédiger l'article de la manière suivante : Dans ce cas : de qui restreignait la disposition à l'hypothèse dont parle l'article 4; mais M. le ministre des traves per blies a demandé qu'on rétablit ces mots: dans les les cas, qui se trouvaient dans le projet. Nom avons cru, a-t-il dit, l'expertise utile dans tous les cas , que l'animal soit conduit on non hors du liet où il a été vendu. Une action est intentée en jestice : d'abord il y a le délai de l'assignation, pui k délai de l'instruction. Il arrivera souvent que l'affaire ne viendra à l'audience que quatre ou cinf mois après la vente. C'est un très grave inconfé nient : vainement vous auriez les délais de garantie, si l'expertise n'a lieu que bien long-temps spreces mêmes délais. Le projet de loi a eu ce but de

être non recevable, sera tenu de provoier, dans les délais de l'article 3, la noination d'experts chargés de dresser pros-verbal; la requête sera présentée au ige de paix du lieu où se trouvera l'anial. Ce juge nommera immédiatement, ivant l'exigence des cas, un on trois exerts, qui devront opérer dans le plus bref élai (1).

6. La demande sera dispensée du préliminaire de conciliation, et l'affaire instruite et jugée comme matière sommaire (2).

7. Si, pendant la durée des délais fixés par l'article 3, l'animal vient à périr, le vendeur ne sera pas tenu de la garantie, à moins que l'acheteur ne prouve que la perte de l'animal provient de l'une des maladies spécifiées dans l'article 1er (3).

ire établir l'état de l'animal aussitôt que le vica e l'animal se manifeste, et dans le délui de la ga-intie. Il faut nommer immédiatement l'expert; faut qu'il dresse procès-verbal ; que cette pièce ste su procès pour être livrée plus tard à l'appréintion des magistrats. Vous sentes que cette sage sesure doit s'étendre à tous les cas, et qu'eu licu e se servir des expressions restrictives de la comaission, il convient d'employer des expressions ilus générales. »

M. le rapporteur de la commission à la Chambre les Pairs a donné son assentiment à l'explication

Ces mois, « Dans tous les cas », ont soulevé une raire question dont la solution mérite d'être con-IETLÉE.

On a fait observer que ces mots s'appliquaient l tous les cas énumérés dans l'art. 1er, parmi lesquels sout des maladies contagieuses ; or, a-t-on dit, des réglemens de police ordonnent d'enfouir le plus promptement possible les animanx morts de mai contagies x. Il y aura donc contrariété entre l'article et les réglemens de police. La puissance de cens-ci predominera-t-elle sur la disposition actuelle, on bien celle-ci sera t-elle hors de l'empire des premiers ?

· Il est bien entendu, a répondu le ministre du commerce, que cet article ne peut faire obstacle à l'exécution des réglemens de police; le premier besoin est sans contredit celui de la selubrité publique. Par conséquent, toutes les fois qu'un animal derra être enfoui parce qu'il était atteint d'une de ces maladies, il faudra nécessairement que les réglemens de police s'executent; l'action sera ensuite intentée sur la connaissance de ce fait.

Voyez la note sur l'art. 7.

(I) M. Séguier a fait remarquer que, selon les règles ordinaires de la procédure, les tribunaux doivent nommer trois experts, et que lorsqu'ils se bornent en nommer un , c'est du consentement expres

llademandé que la loi actuelle s'expliquat formellement à ce sujet; mais M. le ministre du commerce a dit que dans l'intention du projet le juge de paix aurait le droit de ne nommer qu'un seul apert, si cela ini paraissait convenable.

M. le rapporteur de la commission de la Chamre des Pairs a dit qu'il reconnaissait la justesse de l'observation du ministre; que s'il n'y a pas posabilité de trouver sur les lieux trois experts, il

a'en sera nommé qu'un seul.

Cependant il a sjouté : L'expertise ordonnée par in tribunal ne peut se faire que par trois experts; tomme le tribunal saisi de l'action en garantie sen rapportera le plus souvent à l'expertise provoquée par le juge de paix, peut-être vaudrait-il loujours mieux que celle-ci fût faite autant que Possible par trois experts.

M. Gillon, M. le ministre du commerce, M. le

rapporteur, M. le président de la Chambre des Députés se sont accordés à reconnaître que toutes les formalités preserites par le code de procédure en matière d'expertise seront observées ; qu'ainsi les esperts préteront serment et qu'ils présenteront leur rapport au juge de pais qui les aura commis ; que c'est ce magistrat qui les taxera. On aurait pu croire que par suite le procès-verbal serait déposé au greffe de la justice de paix, mais tout le monde s'est accordé à dire que la minute de ce procès verbal serait remise à la partie qui l'aurait requise.

M. le président de la Chambre a donné pour raison que ce proces-verbal est un acte conservatoire, qu'on ne sait pas où le procès sera porté.

M. Gillon a fait remarquer qu'il importait que cette dérogation aux règles ordinaires fût bien constatée dans la discussion, et il a ajouté que rien de l'expertise ne sera notifié à la partie poursuivie que quand elle recevra assignation en nullité de la vente ou de l'échange.

(2) Il doit être bien entendu que cet article ne recoit application qu'autant qu'il s'agit d'un cas où le preliminaire de conciliation est exigé. Ainsi, lorsque la demande n'excédera pas 200 fr., ou lorsque le défendeur sera commerçant, elle devra 4:re soumise au juge de paix dans le premier cas, et au tribunal de commerce dans le second. Ra pour ces cas il était superflu de dire que le préliminaire de conciliation était inutile.

(3) On est revenu à la question soulevée lors de la discussion de l'article 5, et elle a recu icl une solution qui fait disparattre ce qu'il y avait de vague dans la réponse de M. le ministre du commerce.

On a demandé : Si, l'acheteur ayant le droit de prouver que la perte de l'animal provient de l'une des maladies spécifiées dans l'article 1er, il sera obligé, dans le cas de mort par suite de ma. ladie contagieuse, de s'adresser au juge de paix pour faire dresser procès-verbal, et s'il faudra, pour intenter son action en redhibition, qu'il remplisse toutes les formalités susceptibles d'entrainer des longueurs contraires aux réglemens de police.

M. le rapporteur a répondu que lorsque, d'après les réglemens de police, l'autorité locale aurait fait enfouir l'animal avant que les experts eussent constaté la nature de la maladie, l'acheteur pourrait invoquer le procès-verbal d'enfouissement de l'animal, ou toute autre preuve quelconque pour établir que le ces de mort était un de

ceux prevus par l'art. 1º1.

" Ainsi, a-t-il dit, il faut faire une distinction : l'animal peut mourir d'une des maladies comprises dans les cas redhibitoires, alors une action redhibitaire est intentée. L'animal peut aussi mourir d'une maladie contagieuse qui n'est pas comprise dans les vices redhibitoires; alors ce sent 8. Le vendeur sera dispensé de la garantie résultant de la morve et du farcin pour le chevai, l'âne et le mulet, et de la clavelée pour l'espèce ovine, s'il prouve que l'animal, depuis la livraison, a été mis en contact avec des animaux atteints de ces maladies.

4=26 war 1838. — Ordonnance du roi pour l'exécution de la convention postele conclue, le 2 janvier 1838, entre la France et la Grèce. (IX, Bull. DLXXI, n. 7386.)

Louis-Philippe, etc., vu, 1º la convention postale conclue et signée, le 2 janvier 1838, entre la France et la Grèce; 2º la loi du 14 floréal an 10 (4 mai 1802); 3º les loi du 15 mars 1827 et du 14 décembre 1830; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1er. A dater du 1er juin prochain, les personnes qui voudront adresser des lettres de France ou des possessions françaiscs dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, pour le royaume de Grèce, auront le choix de laisser le port de ces lettres à la charge des destinataires ou de payer ce port d'avance jusqu'au lieu de déstination; le tout par réciprocité de la même faculté accordée aux regnicoles de la Grèce pour les lettres à envoyer par eux en France et dans les possessions françaises au nord de l'Afrique, ainsi que dans les

stations du Levant où la France entreient des bureaux de poste.

2 Le mode d affranchissement libre of facultatif établi par l'article précédent a faveur des lettres ordinaires sera applicable aux lettres et paquets renfermant des échatillons de marchandises.

5. Les lettres et paquets renfermant de échantillons de marchandises, qui seroal envoyés affranchis ou non affranchis de France ou des possessions françaises des le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des le reaux de poste, pour la Grèce, et récipro quement les objets de même nature qui seront envoyés du royaume de Grèce a France ou dans les possessions française au nord de l'Afrique, ainsi que dans le stations du Levant où la France entrelies des bureaux de poste, jouiront des modértions de port qui sont accordées à ces objeti par les lois et réglemens de la France el # la Grèce.

4. Le public pourra envoyer des lelles dites chargées à destination du royaume de Grèce. Le port de ces objets sera établidaries les tarifs combinés des deux pass: de deu

5. La taxe de voie de mer au profilé trésor, à appliquer aux lettres originaire de Grèce pour la France et les possession françaises dans le nord de l'Afrique, aissi que pour les stations du Levantoù la Frant

les réglemens sanitaires qu'il faut interroger, et il y a lieu, comme je l'ai dit, non plus à l'action nedhibitoire, mais à deux actions, l'une en dommages-intérêts de la part de l'acheteur, s'il a éprouvé des dommages, l'autre en police correctionnelle, à la poursuite du ministère public, pour violation des réglemens de police sanitaire.

"Je ferai remarquer que l'action du ministère public peut avoir lieu dans les deux cas, soit que le vice contagieux fût redhibitoire, soit qu'il ne le fût pas. Les réglemens de police ne distinguent

pas. .

Ces paroles de M. le rapporteur ont sait nattre dans mon esprit un doute grave; il a dit que, si l'animal vient à périr d'une maladie contagieuse qui ne constitue pas un vice redhibitoire, l'acheteur ne pourra pas demander la résolution de la vente; mais qu'il pourra selon les circonstances avoir une action en dommages-intérêts, si par exemple le contact de l'animal a occasioné la perte d'autres animaux avec lesquels il s'est trouvé.

Il me semble bien extraordinaire que l'acheteur ait l'action en domnages-intérêts et qu'en même temps il n'ait pas l'action en résolution.

L'action en dommages-intérêts suppose qu'au moment de la vente l'animal était atteint de la maladie dont il est mort; or cela autorise l'acheteur à demander la résolution du contret.

Dira-t-on que la loi établit une présomption

juris et de jure que les maladies autres que cl'a qu'elle qualifie vices rédhibitoires sont surcess après la vente, dès que l'acheteur n'en a pair connu l'existence au moment du contrat. Si e est ainsi, il est impossible que l'acheteur nitus action en dommages-intérêts; car le vendeur ni peut être responsable d'une maladie surrenue de puis qu'il a cessé d'être propriétaire.

En un mot, il faut reconnestre que l'achter qui ne peut demander la résolution de la veix ne peut pas demander des dommages-intetts, s'admettre que l'achteteur a la faculté de proset qu'une maladie qui n'est point classée parsile vices redhibitoires affectait réellement l'asseil qu'il a achteté, au moment de la vente. Or, il ex semble que cette faculté accordée à l'achteter ait entierement opposée à l'intention de la bir nouvelle, dont le but est de prévenir le diversions, d'empécher les procès, en déclarant qui peut être considéré comme vice rédhibier et en repoussant toute réclamation pour des difauts non compris dans la nomenclature qu'est établit.

Quant à l'action du ministère public, elle é de didennment indépendante des règles établie de l'intérêt des parties contractantes: et touts le fois qu'il sera établi que, contrairement aureit mens de police, il y a eu vente d'animent l'etints de maladies contagiences, les peines sere appliquées par les tribunaux de justice répressir.

des bureaux de poste, et récientr proque nt la même taxe de voie de mer à appliq aux lettres originaires de France ssessions françaises dans le nord ou des de l'A ue, ainsi que des stations du Lela France entretient des bureaux vant pour le royaume de Grèce, sera de po réglé our chaque lettre pesant moins de sept mmes et demi, en raison de son parc sur mer, d'après la distance en ligne droi histant entre le port d'embarquele port de débarquement, et conformen mén au tarif ci-après: jusqu'à 50 lieues mar inclusivement, 4 décimes ; de 51 à 100 es, 5 décimes ; de 101 à 150 lieues, 6 d es: 151 à 200 lieues, 7 décimes ; de 201 100 licues, 8 décimes; de 301 à 400 lieu décimes; de 401 lieues et au-dessus, 10 d La progression de la taxe de celles des l res ci-dessus mentionnées dont le poid teindra ou dépassera sept grammes et di sera celle qui est déterminée par l'arti 3 de la loi du 15 mars 1827.

6. taxe des lettres venant de la Gréce pour France ou de la France pour la Gréc lue au trésor en raison de leur parcours reterritoire français, sera établie confe ment aux dispositions des articles 1, 2 de la loi du 15 mars 1827 pré-

ritée,

£ 7. rsqu'il y aura lieu d'ajouter aux res e r liées par la présente ordonnance le enant à l'office des postes de Grèce, era perçu sur les envoyeurs et sur les ataires, soit en France, soit dans les 1 sions françaises au nord de l'Afrigd it enfin dans les stations du Levant d France entretient des bureaux de poste informément au tarif en usage dans le ri **me** de Gréce.

ux, gazettes, ouvrages pe-8. Les ji riodiques, brochés, brochures, pacatalogues, prospectus, piers de mui ivers imprimés, lithoannonces et l graphiés ou Miés, qui seront envoyés sous ban rance ou des possessions françaises nord de l'Afrique, ainsi que des se du Levant où la France entretient' preaux de poste, re affranchis juspour la Gréce, devi qu'aux ports de déba ment en Grèce.

9. Les objets mentroshés au précédent article qui seront déposés dans les bureaux de poste de France (le port de Marseille excepté), supporteront, outre la taxe vou lue par les lois des 13 mars 1827 et 14 décembre 1830, une taxe de voie de mer, qui est fixée à quatre centimes pour chaque feuille de journal ou d'écrit périodique, et à cinq centimes pour chaque feuille de tous autres imprimés. Les journaux et imprimés destinés pour la Grèce, qui seront déposés

au bureau de poste de Marseille ou dans les bureaux de poste des possessions françaises au nord de l'Afrique, ainsi que dans les bureaux entretenus par la France dans les stations du Levant, ne supporteront que la taxe de voie de mer ci-dessus fixée.

10. La taxe des journaux et imprimés de toute nature originaires de Grèce, destinés pour la France ou les possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que pour les bureaux de poste entretenus par la France dans les stations du Levant, sera la même que celle qui est déterminée par l'article précédent: cette taxe sera acquit-

tée par le destinataire.

11. Les journaux, gazettes et ouvrages périodiques envoyés de Grèce en France, ainsi que les objets de même nature originaires de France envoyés en Grèce, ne seront admis, de part et d'autre, qu'autant qu'il aura été satisfait à leur égard aux lois, arrêtés et réglemens qui fixent les conditions de leur publication et de leur circulation dans les deux pays.

12. Notre ministre secrétaire d'Etat des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

6=26 mar 1838. — Ordonnance du roi qui répartit entre les départemens du royaume les quatravingt mille hommes appelés sur la classe de 1837. (IX, Bull. DLXXI, n. 7387.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 11 octobre 1830, relative au vote annuel du contingent de l'armée, et celle du 21 mars 1832, sur le recrutement; vu les ordonnances des 13 novembre et 10 déc. 1837, relatives aux opérations préliminaires de l'appel de la classe de 1837; vu la loi du 27 avril 1838, qui a fixé à quatre-vingt mille hommes le contingent de cette classe; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, etc.

- Art. 1er. Les quatre-vingt mille hommes appelés sur la classe de 1837 sont répartis entre les départemens du royanme suivant le tableau ci-joint, dressé en conformité des dispositions de l'article 2 de la loi du 27 avril 1838.
- 2. Aux termes de l'article 3 de la même loi, la sous-répartition du contingent assigné à chaque département aura lieu entre les cantons proportionnellement au nombre des jeunes gens inserits sur les listes de tirage de chaque canton pour la classe appelée. Elle sera faite par le préfet en conseil de préfecture, et rendue publique par voie d'affiches avant l'ouverture des opérations du conseil de révision.
- 3. Les opérations du conseil de révision commenceront le 20 juin 1838, et la réunion des listes du contingent cantonnal,

8. Le vendeur sera dispensé de la garantie résultant de la morve et du farcin pour le chevat, l'âne et le mulet, et de la clavelée pour l'espèce ovine, s'il prouve que l'animal, depuis la livraison, a été mis en contact avec des animaux atteints de ces maladies.

4=26 mai 1838. — Ordonnance du roi pour l'exécution de la convention postale conclue, le 2 janvier 1838, entre la France et la Grèce. (IX, Bull. DLXXI, n. 7386.)

Louis-Philippe, etc., vu, 1º la convention postale conclue et signée, le 2 janvier 1838, entre la France et la Grèce; 2º la loi du 14 floréal an 10 (4 mai 1802); 3º les lois du 15 mars 1827 et du 14 décembre 1830; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1er. A dater du 1er juin prochain, les personnes qui voudront adresser des lettres de France ou des possessions françaiscs dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, pour le royaume de Grèce, auront le choix de laisser le port de ces lettres à la charge des destinataires ou de payer ce port d'avance jusqu'au lieu de déstination; le tout par réciprocité de la même faculté accordée aux regnicoles de la Grèce pour les lettres à envoyer par eux en France et dans les possessions françaises au nord de l'Afrique, ainsi que dans les

stations du Levant où la France entrelient des bureaux de poste.

2 Le mode d'affranchissement libre ou facultatif établi par l'article précédent en faveur des lettres ordinaires sera applicable aux lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises.

5. Les lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises, qui seront envoyés affranchis ou non affranchis de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, pour la Grèce, et réciproquement les objets de même nature qui seront envoyés du royaume de Grèce en France ou dans les possessions françaises au nord de l'Afrique, ainsi que dans les stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, jouiront des modérations de port qui sont accordées à ces objets par les lois et réglemens de la France et de la Grċce.

4. Le public pourra envoyer des lettres dites chargées à destination du royaume de Grèce. Le port de ces objets sera établi d'après les tarifs combinés des deux pays: il devra toujours être acquitté d'avance et jusqu'à destination.

5. La taxe de voie de mer au profit de trésor, à appliquer aux lettres originaires de Grèce pour la France et les possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que pour les stations du Levant où la France

les réglemens sanitaires qu'il faut interroger, et il y a lieu, comme je l'ai dit, non plus à l'action redhibitoire, mais à deux actions, l'une en dommages-intérêts de la part de l'acheteur, s'il a éprouvé des dommages, l'autre en police correctionnelle, à la pourauite du ministère public, pour violation des réglemens de police sanitaire.

Je ferai remarquer que l'action du ministère public peut avoir lieu dans les deux cas, soit que le vice contagieux fût redhibitoire, soit qu'il ne le fût pas, Les réglemens de police ne distinguent

pas.

Ces paroles de M. le rapporteur ont fait naître dans mon esprit un doute grave; il a dit que, si l'animal vient à périr d'une maladie contagiense qui ne constitue pas un vice redhibitoire, l'acheteur ne pourra pas demander la résolution de la vente; mais qu'il pourra selon les circonstances avoir une action en dommages-intérêts, si par exemple le contact de l'animal a occasioné la perte d'autres animaux avec lesquels il s'est trouvé.

Il me semble bien extraordinaire que l'acheteur ait l'action en dominages-intérèts et qu'en même temps il n'ait pas l'action en résolution.

L'action en donmages-intérêts approce qu'en moment de la vente l'animal était atteint de la maladie dont il est mort; or cela autorise l'acheteur à demander la résolution du contret.

Dira-t-on que la loi établit une présomption

juris et de jure que les maladies autres que celles qu'elle quahine sions rédubitoires sont survennes après la vente, des que l'acheteur n'en a pas reconnu l'existence au moment du contrat. S'il est ainsi, il est impossible que l'acheteur ait une action en dommages-intérêts; car le vendeur ne peut être responsable d'une maladie survenue de puis qu'il a cessé d'être propriétaire.

En un mot, il faut reconnestre que l'acheter qui ne peut demander la résolution de la vente, ne peut pas demander des dommages-intrêts, se admettro que l'acheteur a la faculté de prouer qu'une maladie qui n'est point classée parmi les vices redhibitoires affectait réellement l'animal qu'il a acheté, au moment de la vente. Or, il me semble que cette faculté accordée à l'acheteur serait entierement opposée à l'intention de la loi nouvelle, dont le but est de prévenir les discussions, d'empécher les procès, en déclarant ce qui peut être considéré comme vice redhibitoire et en repoussant toute réclamation pour des défauts non compris dans la nomenclature qu'elle établit.

Quant à l'action du ministère public, elle est évidemment indépendante des régles établies dans l'intérêt des parties contractantes: et toutes les fois qu'il sera établi que, contrairement aux régènens de police, il y a eu vente d'animana atteints de maladies contegieuses, les peines seront appliquées par les tribunana de justice répressire.

entretient des bureaux de poste, et réclproquement la même taxe de voie de mer à appliquer aux lettres originaires de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste pour le royaume de Gréce, sera réglée, pour chaque lettre pesant moins de sept grammes et demi, en raison de son parcours sur mer, d'après la distance en ligne droite existant entre le port d'embarquement et le port de débarquement, et conformément au tarif ci-après : jusqu'à 50 lieues marines inclusivement, 4 décimes ; de 51 à 100 lieues, 5 décimes ; de 101 à 150 lieues, 6 décimes; 151 à 200 lieues, 7 décimes ; de 201 à 300 lieues, 8 décimes; de 301 à 400 lieues, 9 décimes; de 401 lieues et au-dessus, 10 déc. La progression de la taxe de celles des lettres ci-dessus mentionnées dont le poids atteindra ou dépassera sept grammes et demi sera celle qui est déterminée par l'article 3 de la loi du 15 mars 1827.

6. La taxe des lettres venant de la Gréce pour la France ou de la France pour la Gréce, due au trésor en raison de leur parcours sur le territoire français, sera établie conformément aux dispositions des articles 1,2 et 3 de la loi du 15 mars 1827 pré-

citée,

7. Lorsqu'il y aura lieu d'ajouter aux taxes réglées par la présente ordonnance le port revenant à l'office des postes de Grèce, ce port sera perçu sur les envoyeurs et sur les destinataires, soit en France, soit dans les possessions françaises au nord de l'Afrique, soit enfin dans les stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, conformément au tarif en usage dans le royaume de Grèce.

8. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographiés ou autographiés, qui seront envoyés sous bandes de France on des possesions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, pour la Grece, devront être affranchis jusqu'aux ports de débarquement en Grece.

9. Les objets mentionnés au précédent article qui seront déposés dans les bureaux de poste de France (le port de Marsoille excepté), supporteront, outre la taxe voulue par les lois des 15 mars 1827 et 14 décembre 1830, une taxe de voie de mer, qui est fixée à quatre centimes pour chaque feuille de journal ou d'écrit périodique, et à cinq centimes pour chaque feuille de tous autres imprimés. Les journaux et imprimés destinés pour la Grèce, qui seront déposés

au bureau de poste de Marseille ou dans les bureaux de poste des possessions françaises au nord de l'Afrique, ainsi que dans les bureaux entretenus par la France dans les stations du Levant, ne supporteront qua la taxe de voie de mer ci-dessus fixée.

10. La taxe des journaux et imprimés de toute nature originaires de Grèce, destinés pour la France ou les possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que pour les bureaux de poste entretenus par la France dans les stations du Levant, sera la même que celle qui est déterminée par l'article précédent: cette taxe sera acquit-

tée par le destinataire.

11. Les journaux, gazettes et ouvrages périodiques envoyés de Grèce en France, ainsi que les objets de même nature originaires de France envoyés en Grèce, ne seront admis, de part et d'autre, qu'autant qu'il aura été satisfait à leur égard aux lois, arrêtés et réglemens qui fixent les conditions de leur publication et de leur circulation dans les deux pays.

: 12. Notre ministre secrétaire d'Etat des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

6=26 MAI 1838. — Ordonnance du roi qui répartit entre les départemens du royaume les quatrevingt mille hommes appelés sur la classe de 1837. (IX, Bull. DLXXI, n. 7387.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 11 octobre 1830, relative au vote annuel du contingent de l'armée, et celle du 21 mars 1832, sur le recrutement; vu les ordonnances des 13 novembre et 10 déc. 1837, relatives aux opérations préliminaires de l'appel de la classe de 1837; vu la loi du 27 avril 1838, qui a fixé à quatre-vingt mille hommes le contingent de cette classe; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, etc.

Art. 1<sup>ar</sup>. Les quatre-vingt mille hommes appelés sur la classe de 1837 sont répartis entre les départemens du royanme suivant le tableau ci-joint, dressé en conformité des dispositions de l'article 2 de la loi du 27 avril 1838.

2. Aux termes de l'article 3 de la même loi, la sous-répartition du contingent assigné à chaque département aura lieu entre les cantons proportionnellement au nombre des jeunes gens inserits sur les listes de tirage de chaque canton pour la classe appelée. Elle sera faite par le préfet en conseil de préfecture, et rendue publique par voie d'affiches avant l'ouverture des opérations du conseil de révision.

3. Les opérations du conseil de révision commenceront le 20 juin 1838, et la réunion des listes du contingent cantonnal, pour former la liste du contingent départemental, sera effectuée le 9 août suivant.

4. Après cette dernière opération, et ainsi qu'il est prescrit par l'article 29 de la loi du 21 mars 1832, les jeunes gens défimitivement appelés ou ceux qui auront été admis à les remplacer, seront inscrits sur les registres-matricules des corps pour lesquels ils seront désignés.

5. Conformément à l'article 4 de la loi du 27 avril 1838, les jeunes soldats qui feront partie du contingent seront, d'après l'ordre de leurs numéros de tirage, partagés en deux classes de quarante mille hommeschacune, composées, la première, des jeunes soldats susceptibles d'être mis en activité immédiatement; la seconde, de ceux qui seront laissés dans leurs foyers et ne pourront être mis en activité qu'en vertu d'une ordonnance royale.

6. Noire ministre secrétaire d'Etat de la guerre (M. Bernard) est chargé, etc.

Tableau annews à l'ordonnance royale du 6 mai 1838, et présentant la répartition des quatré-vingt mille hommes appelés sur la classe de 1637, établié conformément à l'article 2 de la loi du 27 avril 1838.

Ain, 3,226 (1) (873); Aisne, 4,815 (1,303); Alber, 3,264 (883); Alpes (Basee-), 1,470 (398); Alpes (Hautea-), 1,364 (369); Ardeche, 3,271 (885); Cantal, 1,969 (533); Cherente, 3,624 (980); Charente-Infér., 4,289 (1,160); Cher, 2,801 (782); Corrère, 2,764 (748); Corse, 1,673 (453); Cote-4°Or, 3,240 (878); Cotes-du-Notd, 5,202 (1,225); Creuse, 2,592 (701); Dordogae, 4,307 (1,165); Dords, 2,222 (604); Drome, 2,780 (752); Eure, 3,400 (920); Eure-et-Loir, 2,646 (710); Fénishère, 4,840 (1,311); Gard, 3,131 (847); Garonne (Haste-), 3,911 (1,058); Gers, 2,666 (721); Gironde, 5,436 (1,389); Hérault, 3,071 (831); Ille-ét-Vilaine, 5,297 (1,483); Indre-et-Loire, 3,129 (846); Isere, 5,057 (1,368); Jaïa, 2,889 (873); Loire, 3,907 (1,057); Loire (Haute-), 2,755 (745); Loire-Inférieure, 4,891 (1,325); Loire-1,568 (316); Maine-et-Loire, 4,824 (1,305); Manches, 5,607 (1,547); Marne, 3,121 (824); Lotrell, 1,248 (1,498); Moselle, 3,674, (994); Morshan, 4,28 (1,498); Moselle, 3,674, (994); Nièvre, 3,056 (821); Nord, 8,124 (2,198); Oise, 3,537 (857); Orne, 5,876 (1,049); Pythiées (Haute-), 2,086 (836se-), 3,763 (4018); Pythiées (Haute-), 2,086 (836se-), 3,763 (4018); Pythiées (Haute-), 2,086 (836se-), 3,763 (4018); Pythiées (Haute-), 2,086

27 MAI=1" JUIN 1858. — Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour l'achat des étalons des poids et mesures décimenx (2). (IX, Bull. DLXXII, n., 7596.)

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, un crédit extraordinaire de deux cent mille francipour l'achat des étalons des poids et mesures décimaux, nécessaires aux bureaux de vérifications des poids et mesures.

2. Sur le crédit ouvert par l'article précédent, il est affecté cent mille francs à l'exercice 1838, et cent mille francs à l'exer-

cice 1839.

3. Les fonds non consommés à la fin de Fexercice 1838 seront reportés sur l'exercice suivant.

4. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources ordinaires des exercices 1838 et 1839.

5 MAI=1.º JUIN 1838. — Ordopanace du roi qui érige l'école royale de Bourbon-Vendée an callège royal de troisième classe. (IX, Bull, DLXXI, h: 7399.)

Louis-Philippe, etc., vu les décrets des 17 septembre 1808 et 15 novembre 1811; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique, etc:

Art. 1er. L'école royale de Bourbon-Vendée est érigée en collègé royal de tréisième classe, et jeuira de tous les droits et avantagés attribués aux collèges royaux.

2. Surlasomine de vingi-cinq mille francs alloués au budget pour l'école royale de Bourbon-Venéde, dix-huit mille six cents francs serent affectés aux dépenses fixes de collège royal, et seront, en conséquence, réunis au fonds destiné à couvrir les dépenses de cette nature dans les coffégus

Voy. la loi du 4 juillet 1837.

<sup>(553);</sup> Pyrénées-Orientales, 1,599 (A\$3); Bhia (Bas-), 5,206 (4,408); Rhin (Haut-), 3,555 (983); Rhone, 3,790 (1,025); Saone (Haute-), 2,695 (729); Saone-et-Loire, 5,672 (1,372); Sarthe, 4,485 (1,213); Seine, 5,990 (1,622); Seine-Inférieure, 5,922 (1,602); Seine-et-Marne, 3,157 (856); Seine-et-Oise, 4,017 (1087); Sèvres (Deux-), 2,963 (802); Somme, 4,949 (1,339); Tarn, 3,106 (840); Tara-et-Garonne, 2,042 (552); Var, 2,557 (692); Vau-etuse, 2,063 (558); Vendée, 3,702 (1,001); Vienne, 2,900 (757); Vienne (Haute-), 2,798 (757); Vosce, 3,088 (835); Yomne, 3,328 (900).

<sup>(1)</sup> Le premier chiffre indique le nombre des jeunes gens înscrits sur les listes de tirage de la classe de 1857; le deuxième chiffre le contingent de chaque département.

<sup>(2)</sup> Présentation à la Chambre des Dépuits, le 2 avril (Mon. da 4); repport per M. Mathieu, le , 26 avril (Mon. du 27); discussion et adoption le

<sup>28 (</sup>Mon. du 29), à la majorité de 226 veix contre 10.

Présentation à la Chambre des Pairs, le 14 mai (Mon. du 47); rapport par le marquis de Laplace, le 32: mai (Mon. du 33); adoption le 25 (Mon. du 26), à la majorité de 102 voix centre 2.

royaux. Les six mille quatre cents francs restant seront ajoutés au fonds commun des bourses royales, dont une part, égale à celle des autres colléges, sera attribués au collége royal de Bourbon-Vendée.

3. Les dispositions renfermées dans les art. 1 et 2 auront leur esset à partir du 1er octobre prochain, après toutefois, 1º que le conseil municipal de Bourbon-Vendée aura pris des mesures pour assurer, au moyen des fonds communaux, l'entier acquittement des dettes de l'école royale, suivant un état arrêté par le conseil royal de l'instruction publique; 20 que la ville aura fondé dans le collége un certain nombre de bourses, pour l'entretien desquelles une somme de deux mille francs sera portée, chaque année, au budget communai; 5º qu'il sura été reconnu contradictoirement, par les autorités locales et par les agents de l'université, que l'établissement à été mis, par de nouvelles constructions, en état de recevoir au moins cent cinquante élèves internes; que les bâtimens sont appropriés à leur destination et qu'ils sont garnis d'un mobilier suffisant.

4. Notre ministre de l'instruction publique (M. Salvandy) est chargé, etc.

6 MAI == 1° JUIN 1838. — Ordonnance du roi portant que l'instruction des actions concernant les propeiétés de l'Elat sera préparée et suivie par les directeurs des démaines dens les départemens, de concert avec les préfets. (1K., Ball. DLXXII, n. 7400.)

Louis-Philippe, etc., vu l'art, 12 de la loi du 49 août-12 septembre 1791, qui charge spécialement l'administration des domaines de veiller à la conservation des propriétés de l'Etat et de prévenir et arrêter les prescriptions et usurpations; vu l'art. 69 du Gode de procédure civile; vu les avis de nos ministres secrétaires d'Etat de la justice et des cultes, des affaires étrangères, de la marine, de l'intérieur, du commerce, de l'agriculture et des travaux publics, et de l'instruction publique; considérant que si, d'après l'art. 69 du Code de precédure civile, les actions concernant les propriétés de l'Etat doivent être intentées ou soutenues par les préfets, représentant l'Etat, la mission de conservation conférée à l'administration des domaines par la loi du 19 août-12 septembre 1791 exige le concours direct de cette administration dans les divers actes de paocédure que peuvent nécessiter les instances da cette nature, soit qu'il s'agisse ou non d'immeubles affectés à des services publios, à l'exception toutefois du domaine militaire, dont la conservation est confiée spécialement au ministre de là guerre par la loi du 10 juillet 1791; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1er. L'instruction de toutes les actions concernant la propriété des domaines de l'Etat affectés ou non affectés à des services publics sera préparée et suivie, jusqu'à l'entière exécution des jugemens et arrêts, par les directeurs des domaines dans les départemens, de concert avec les préfets, sous la surveillance de notre ministre secrétaire d'Etat des finances. Les chess de différens services ministériels dans les départemens seront appelés à consourir, chacun en ce qui soncerne son cervice, à la défense des droits de l'Etat, en remettant au préfet, pour être communiqués au directeur des domaines, tous les titres, plans et documens qu'ils pourront avoir par devers eux; ils y joindront leurs observations et leur avis. Les dispositions qui précédent ne sont pas applicables au domaine militaire (1).

2. Nos ministres de la justice et des cultes, des affaires étrangères, de la marine, de l'intérieur, du commerce de l'agriculture et des travaux publics, de l'instruction publique et des finances (MM. Barthe, Resamel, Montalivet, Martin du Nord, Salvandy et Laplagne), sont chargés, etc.

18 mates 1 vor 1888. — Ordonnesco da poi relative à la vérification des poids, mesures et instrumens de pesage (IX, Bull, DLXXII, p. 7403.)

Louis Philippe, etc., sur le rappert de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publies, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordennance reyale. du 18 décembre 1925, relative à la fixaution des droits de vérification des poids et mesures; vu les art. 12 et 16 de ladite per dennance, portant que la quotité du tariffées droits pourra être réduite lorsque les montant de la perception excédera les dépasses du service; vu l'art. 15 de la loi des finances du 20 juillet 1837; vu l'avis de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, etc.

<sup>(4)</sup> Ce n'est là évidemment qu'une mesure d'administration, qu'une règle de gestion des propriétés de l'Etat, Le directeur des domaines ne sera

point partie aux procès. Le préfet a sent quelisé pour ester en justice dans les contestations relations aux propriétés domaniales.

Art. 1et. La vérification première des poids, mesures et instrumens de pesage autorisés ou tolèrés, sera faite gratuitement à partir du 1er janvier 1859. Il en sera de même pour les poids, mesures et instrumens de pesage rajustés qui seraient soumis à une nouvelle vérification.

2. Les droits établis pour la vérification amuelle des poids, mesures et instrumens de pesage, continueront d'être perçus conformément à l'ordonnance royale du 18 décembre 1825 et à notre ordonnance du 21 décembre 1832.

3. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; et notre ministre des finances (MM. Martin du Nord et Laplague) sont chargés, etc.

30 mar=2 run 1838. — Loi concernant le transport des correspondances par les paquebots francais du Levent (1). (IX, Bulk DLXXIII, n. 7406.)

Article un!que. Des ordonnances royales, insérées au Bulletin des lois, détermineront le prix du port des lettres, journaux, gazettes et imprimés de toute nature qui seront transportés par les paquebots français du Levant. Les dispositions des lois des 4 juillet 1829 et 2 juillet 1833 sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente.

30 mai = 2 juin 1838. — Ordonnance du roi relative à la taxe des lettres, journaux et imprimés transportés par les paquebots français de la Méditerrance. (IX, Bult. DLXXIII, n. 7407.)

Louis-Philippe, etc., vu les lois des 15 mars 1827, 14 décembre 1830 et 30 mai 1838; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1et. La taxe de voie de mer à appliquer aux lettres transportées par les paquebots français de la Méditerranée sera régète, pour chaque lettre pesant moins de sept grammes et demi, d'après la distance en ligne droite existant entre le port d'embarquement et le port de débarquement, conformément au tarif ci-après : Jusqu'à 50 lieues mavines inclusivement, 4 décimes; de 51 à 100 lieues, 5 décimes; de 401 à 150 lieues, 6 décimes; de 151 à 200 lieues, 7 décimes; de 201 à 300 lieues, 8 décimes;

de 301 à 400 lieues, 9 décimes; de 400 lieues et au-dessus, 10 décimes. La progression de la taxe de celles des lettres ci-dessus mentionnées dont le poids atteindra ou dépassera sept grammes et demi sera écile qui est déterminée par l'art. 3 de la 101 du 15 mars 1827.

2. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographics ou autographies, qui seront transportés par les paquebots susmentionnés, supporteront, outre la taxe voulue par les lois des 15 mars 1827 et 14 décembre 1850, une taxe de voie de mer, qui est fixée à quatre centimes pour chaque seuille de journal ou d'écrit périodique, et à cinq centimes pour chaque feuille de tous autres imprimés. Toutefois, les journaux, ou-vrages périodiques et imprimés de toute nature, déposés dans les bureaux de poste des ports d'embarquement de ces paquebots et destinés pour les ports auxquels abordent ces mêmes paquebots, ne supporferont que la taxe de voie de mer ci-dessus fixée.

3. Notre ministre des finances (M. Laplague) est chargé, etc.

30 MAI=2 JUIN 1838. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de deux traités conclus le 12 février 1838 entre la France et la république d'Maiti. (IX, Buil. DLXXIII, n. 7408.)

Louis-Philippe, etc., savoir faisons qu'entre nous et le président de la République d'Harti, il a été conclu et signé au Port-au-Prince, le 12 février de la présente année 1838, 1° un traité d'amitié entre la France et Harti; 2° un autre traité relatif à l'indemnité due à la France par la dite République; traités dont les ratifications respectives ont été échangées à Paris le 28 du présent mois de mai et dont la teneur suit:

Aû nom de la très sainte et indivisible Trinité, sa mujesté le Roi des Français et le président de la République d'Haïti, désirant établir sur des bases solides et derables les rapports d'amitié qui doivent exister entre la France et Haïti, ont résolu de les régler par un traité, et ont choisi à

<sup>(1)</sup> Présentation à la Chambre des Députés, le 16 mars (Mon. du 17); rapport par M. Reynaud, be 12 avril 100 m. du 15); discussion le 16 (Mon. du 17); adoption le 17 (Mon. du 18), à la majorité de 217 voix contre 16.

Presentation à la Chambre des Pairs, le 2 mar (Mon, du 3); rapport par le marquis Barthélémy,

le 14 mai (Mon. du 15); adoption le 18 (Mon. du

<sup>19),</sup> à la majorité absolue. L'objet de cette loi est de diminuer le tarif fizé par la loi du h juillet 1829 et la loi du 2 juillet 1835, et de rétablir, pour les paquotes de la Méditerranée, la disposition du \$ 2 de l'article 4 de la loi du 14 floréal an 10. Voy. ces différentes lois.

cet effet pour plénipotentiaires, savoir : Sa majesté le Roi des Français, les sieurs Emmanuel-Pons-Dieudonné baron de Las Cases, officier de l'ordre royal de la Légiond'Honneur, et Charles Baudin, officier dudit ordre royal de la Légion-d'Honneur, capitaine de vaisseau de la marine royale ; le président de la République d'Haïti, le général de brigade Joseph-Balthazar Inginac, secrétaire-général, le sénateur Marie-Elisabeth-Eustache Frémont , colonel , son aidede camp; les sénateurs Dominique-François Labbée et Alexis Beaubrun Ardouin; et le citoyen Louis-Mesmin Seguy Villeyaleix, chef des bureaux de la secrétairerie générale ; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

- Art. 1". Sa majesté le Roi des Français reconnaît, pour lui, ses héritiers et ses successeurs, la République d'Haïti comme Etat libre, souverain et indépendant.
- 2. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre la France et la République d'Hatti, ainsi qu'entre les citoyens des deux Etats, sans exception de personnes ni de lieux.
- 5. Sa majesté le Roi des Français et le président de la République d'Haiti se réservent de conclure le plus tôt possible, s'il y a lieu, un traité spécialement destiné à régler les rapports de commerce et de navigation entre la France et Haiti. En attendant, il est convenu que les consuls, les citoyens, les navires et les marchandises ou produits de chacun des deux pays joulront, à tous égards, dans l'autre, du traitement accordé ou qui pourra être accordé à la nation la plus favorisée; et ce, gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.
- 4. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans un délai de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut. En foi de quoi, nous plénipotentiaires soussignés, avons signé le présent traité et y avons apposé notre sceau. Fait au Port-au-Prince, le 12° jour du mois de février de l'an de grâce 1838. (L. S.) Emmanuel baron de Las Cases, (L. S.) Charles Baudin, (L. S.) B. Inginac, (L. S.) Frémont, (L. S.) Labbée, (L. S.) B. Ardouin, (L. S.) Seguy Villevaleix.

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité, sa majesté le Roi des Français et le président de la République d'Hoîti, désirant d'un commun accord mettre un terme aux difficultés qui se sont élevées relativement au paicment des sommes que la République doit à la France sur l'indemnité stipulée en 1825, ont résolu de régler cet objet par un traité, et ont choisi, à cet effet, pour plénipotentiaires, savoir : Sa majesté le Roi des Français, les sieurs Emmanuel-Pons-Dicudonné baron de Las Cases, officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, et Charles Baudin , officier dudit ordre royal de la Légion-d'Honneur, capitaine de vaisseau de la marine royale; le président de la République d'Haïti, le général de brigade Joseph-Balthazar Inginac, secrétaire général ; le sénateur Marie-Elisabeth-Eustache Frémont, colonel, son aide-de-camp; les sénateurs Dominique-François Labbée et Alexis Beaubrun Ardouin, et le citoyen Louis-Mesmin Seguy Villevaleix, chef des bureaux de la secrétairerie générale; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, et les avoir trouvés en bonne et due forme , sont convenus des articles suivans :

Art. 1er. Le solde de l'indemnité due par la République d'Haïti demeure fixé à la somme de soixante millions de francs. Cette somme sera payée conformément au mode ci-après : Pour chacune des années 1838, 1839, 1840, 1841 et 1842, un million cinq cent mille francs; pour chacune des années 1843, 1844, 1845, 1846 et 1847, un million six cent mille francs; pour chacune des années 1848, 1849, 1850, 1851 et 1852, un million sept cent mille francs; pour chacune des années 1853, 1854, 1855, 1856 et 1857, un million huit cent mille francs; pour chacune des aunées 1858, 1859, 1860, 1861 et 1862, deux millions quatre cent mille francs; et pour chacune des années 1863, 1864, 1865, 1866 et 1867, trois millions de francs. Lesdites sommes seront payées dans les six premiers mois de chaque année. Elles seront versées à Paris, en monnaie de France, à la caisse des dépôts et consignations.

- 2. Le paiement de l'année 1838 sera effectué immédiatement.
- 5. Le présent traité sera ratissé, et les ratissications en seront échangées à Paris, dans un délai de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut. En foi de quoi, nous, plént-potentiaires soussignés, avons signé le présent traité et y avons apposé notre sceau. Fait au Port-au-Prince, le 12º jour du meis de sévrier de l'an de grâce 1838. (L. S.) Emmanuel baron de Las Cases, (L. S.) Charles Baudin, (L. S.) B. Inginac, (L. S.) Frémont, (L. S.) Labhée, (L. S.) B. Axdouin, (L. S.) Seguy Villevaleix.

25 war = 0 seis 1858. - Loi sur les justices de paix (1). (IX, Bull. DLXXIV, n. 7413.)

(1) Présentation à la Chambre des Députés le 6 janvier 1837 (Mon. du 7 et de 8); rapport par M. Renouard le 29 mers (Mon. du 30); discussion le 13 veril (Mon. du 14), le 14 (Mon. du 15); adoption le 17 (Mon. du 18), à la majorité de 264 voix contre 57.

Présentation à la Chembre des Pairs le 8 mai (Mon. du 9); rapport par M. de Gasparin le 19 join (Mon. du 20); dispussion le 24 (Mon. du 25); adoption le 27 (Mon. du 28), à la majorité de 509 your contre 4.

Reprise du projet le 15 janvier 1838 (Mon. du 16); rapport per M. de Gasparia le 31 janvier (Mon. du 1<sup>th</sup> février); discussion et adoption le 5 (Mon. du 6), à la majorité de 84 voix contre 13.

Présentation à la Chambre des Députés le 18 février (Mon, du 16); rapport par M. Amilhau le 6 avril (Mon, du 7 et du 9); discussion le 23 avril (Mon. du 24), le 24 (Mon. du 25); adoption le 25 (Mon. du 26), à la majorité de 199 voix contre 35.

Retour à la Clambre des Pairs le 28 avril | Mon. de 29; rapport pur M. de Gasparin le 10 mai (Mon. du 11); adoption le 14 (Mon. du 15), à le majorité de 100 voix contre 3.

Voy. fols des 16-24 sout 1796, tit. 3; 18-26 sectobre 1798, tit. 8; 6-27 mars 1791, 26 ventôse en A.

La loi actuelle faisait partie du projet sur l'organisation judiciaire présenté à la Chembre des Députés, dans la sessee de 1835. On a pensé que da dissision des metières conduirait à une plus grapde perfection dans les améliorations à introduire dans chaque partie; c'est ainsi qu'on a fait une loi distincte pour les tribunaux de première instance; qu'une autre est préparée pour les tribuziaux de commerce, et que celle-ci règle ce qui est point dans justices de paix.

Relle apporte de váritables améliorations, cela est incontestable. L'extension d'une juridicion toute conciliatrice, procédant sans frais et ana formes inutiles, est un véritable bienfait, surtout pour la classe pauvre des citoyens que des adversaires réclus pourraient effrayer en les menaçant d'un lang at dispendieux procès, peur leur arracher des concessions injustes d'ailleurs. Les contestations seront diminuées par l'influence de l'action conciliatrice des juges de paix. Une foule de petites discussions seront terminées sans que les parties soient obligées de dépenser plus que la valeur des shores objet du débat.

De vives attaques ont cependant été dirigées tant contre l'esprit du projet dans son ensemble que contre la plupart de ses dispositions en particulier; et, il faut bées le reconnestre, au nombre de ces pheervajions critiques il en est que les Chambres agraient du honorer d'un exemps plus attentif.

anraient da honorer d'un examen plus attentif.

Le premier reproche qu'on sit fait au projet de foi a consisté à l'accuser d'un constitutionnalité, en ce qu'il soumet à la compétence de juges amovibles des affaires qui, jusque-là, avaient été jugées par des juges issuesovibles. Il faut reponser, a-t-on dit, tonte atteints qu'on voudrait porter à cette iname-vibilité des magistrats, parce qu'on pourrait être entrané tôt ou tard à franchir entièrement une barrière qui est la sauvegarde des plaideurs.

On a exprimé ensuite la crainte que la loi nouvelle ne dénaturat l'institution des justices de paix. Le juge de pair restera-t-il, s'est-on demandé, ce que l'avait fait l'assemblée constituente, l'homme de pair ou le conciliateur tout d'abord, et sentment, dans quelques cas exceptionnels, le juge ou plutôt l'arbitre des parties? N'arrivera-t-il pas que son caractère de médiateur sera étouffé par celui de juge?

D'un autre côté, a-t-ou sjouté, du moment qu'il sera appelé à prononces sur des intirêts d'une est-taine importança, il re trouvers apposé à l'influence des passions de ses justiciables, par la raison qu'il se pourra pas laisser ignorer son vote comme les juges des tribunaux ordinaires. Or, il faut craindre de l'exposer, sans défense, à l'animosité de ceux dont il auta blessé les intérêts ou froissé l'amour-propre; if faut craindre aussi qu'il ne sache pas se garantis des pièges que la capidité lui tendra seus soutes les fromes. Il y a donc danger à confier des attribations importantes à un juge unique livré à se saules lumières, exposé au ressentiment de ses justiciables, et ayant à se défendre des exigences de hommes riches et puissans.

Loin de reconnaître la nécessité de rapprocher les justiciables de leurs juges, on a prétendu que ce rapprochement ne ferait qu'augmenter les procès par la facilité qu'il fournirait de trouver le jags en quelque soris sons sa maia, et dans le premier mouvement de la colère. Que de querelles de voisinage, a-t-on dit, de fuilles discussions que l'éloignement du prétoire, et, par suite, le calme de la réfletion auraiant apaisées, deviendront la saurce de flépata!

Il arrivera encore, a-i-on ajouté, que, dens dei affaires de quelque gravité, les parties appelleront des avocats des barreaux des sièges des tribuneaux et des cours royales, ce qui entraînera dei frais considérables. Ou bien elles seront à la merci p'une fonde de praticiens sans capacité et sans garanties, qui souvent accuseront le juge de partialité, inspireront à leurs crédules cliens une hainé injuste contre le juge et lui enlèveront la confiance des justiciables, dont il est si important qu'il soit investi.

Le juge de paix deviendra par l'adoption du projet le juge du peuple qui ne possède pas d'immeubles. Il y aura ainsi deux justices, l'une pour le riche, l'autre pour le pauvre, et celle-ci offiria toujours moins de garanties. Or, le prolétaire et le propriétaire ont les mêmes droits à une bonne justice.

Le ministère public ne pourre plus exercer sa surveillance sur les intérêts des femmes mariées, des mineurs et des différentes classes d'inapables.

Enfin, du moment qu'on étend la compétence des juges de pair, il faut auger d'eux, non plus seulement, comme lors de la création de leur jerédiction, qu'ils apportent dans l'exercice de leurs fonctions les simples lumières de la raison, mais qu'ils soient capables de rechercher les textes applicables, de les interpréter et de les apphiques aux faits. On a demandé en conséquence, que les cendidats aux justices de paix fussent soumis à des conditions de capacités.

A ces nombreuses observations on a répondu: Que l'extension de la compétence des juges de paix ne mérite pas le reproche d'inconstitutionnalité; car, à raison de la diminution de valeur du numéraire, elle ne fait autre chose, en réalité, que rétablir cette compétence dans ses limi-

tes primitives;

Que la loi nouvelle n'enlève point au juse de paix son caractère de conciliateur que lui avait imprimé la loi de 1790, qu'elle le lui conserve pour toutes les affaires, à l'exception de quelques-unes de peu de valeur pour lesquelles, conformément au système adopté par l'assemblée constituante, il devient juge.

M. de Gasparin, rapporteur de la commission de la Chambre des Pairs, après avoir rapporté une partie des motifs de la loi de 1790, a dit que parmi les questions qui furent alors posées, on eut à s'expliquer sur celle de savoir si les juges de paix devaient avoir une compétence contentieuse, s'ils ne devaient pas se borner au rôle d'arbitres et de conciliateurs, et il a rappelé la solution qu'elle reçut à cette époque dans les termes sui-

yans :

« Les juges de paix, outre le rôle qu'ils doivent ouer dans tous les cas, et à quelque tribunal que la cause doive se porter, comme médiateurs et conciliateurs, doivent avoir une juridiction contentieuse pour les causes mobilières et personnelles d'une valeur minime fixée provisoirement à un maximum de 50 fr. Leur refuser cette juridiction ce serait manquer entièrement le but, les dépouiller de toute autorité, de tout caractère de pou-voir et de crédit qui s'y rattache; ils ne seraient plus alors que des donneurs de conseils infrucauenz, et ne rempliraient qu'une formalité sans importance. D'ailleurs, il importait au bien géméral que les petits procès fussent anéantis des leur origine, n'occasionsssent pas des frais disproportionnés à leur valeur et n'obligeassent pas les citoyens à des déplacemens coûteux. » (Mon. du 20 juin 1837, page 1575, première colonne.)

Deux autres questions qui se rattachent à celle-ci furent résolues dans le même sens et par des motifs tout aussi puissans. Elles étaient ainsi

DOsées :

« Dans le cas où l'on créerait pour les juges de paix un premier degré de juridiction, devraiton laur attribuer une compétence à charge

d'appel?

En fixant, d'après le valeur des demandes pour les causes personnelles et mobilières, une compétence aux juges de paix, faudrait il en outre, leur attribuer la connaissance d'autres genres d'actions qui dépendent de l'appréciation seule des faits?»

Ces différentes solutions démontrent parfaitement que le second reproche n'est pas fondé.

M. Persil répondait d'ailleurs que retirer la conmaissance de certaines asfaires aux tribunaux de première instance était un bien et non un mañ. « Nos tribunaux, disait-il, sont un pen arvièrés; la justice s'y fait attendre, et en leur retirant la connaissance de quelques affaires, ils marcheront plus vite. Il en résultera ce double avantage: devant les juges de paix, la justice sera expéditire, tout ce qui se présente est ordinairement jugé dans la même journée; devant les tribunaux, il y aura moins d'affaires, et au lieu de plaider un an ou dix-întit mois, on verra finir cen affaire en six mois ou plus tôt.

«Un autre avantage très considérable, c'est qu'en plaidera pour de petits intérêts devant les juges

de paix sur les lieux, et à très bon compte. Aujourd'hui, le malheureux qui a une contestation
pour une somme de 55 fr., par exemple, court
grand risque de la voir dissipée, s'il y a appel de
la décision. Il aura gagné son procès, mais il n'en
aura pas moins perdu ses 55 fr. de capital en perte
de temps, en frais de voyage, en frais d'avocaj.
Est-ce là de la justice, messieurs ? Nom. Il faut,
comme on l'a dit, une justice plébéienne, nue
justice qui soit dans la main du peuple, de manière que, quand un débiteur no veut pas payar
son créancier, on puisse l'amener ches le juge et
le faire condamner sur-le-champ. Voilà comment
les choses doivent se passer dans un pays bien organisé.

Quant à la nécessité d'exiger des garanties de capacité des juges de paix, M. le garde des sceaux à déclaré dans son discours de présentation à la Chambre des Députés, que cette question a été plusieurs fois agitée, soit dans le sein de la commission spéciale à laquelle la préparation du projet avait été confiée, soit dans le sein des chambres ou de leurs commissions, et que toujours un examen attentif avait démontré qu'une telle innovation entraînerait plus d'inconvéniens qu'elle n'offrirait d'avantages; que le juge de paix doit, surtout dans les campagnes, être plus influent encore, s'il se peut, par l'ascendant qu'exercent une position sociale élevée et une considération établie que par l'étude du droit; que de vrais jurisconsultes consentiraient rarement à se contenter dans les cantons roraux des modestes avantages que procure une justice de paix; qu'il faudrait donc choisir, ou parmi ceux qui n'auraient rapporté des écoles de droit qu'un titre dépourvu de science véritable, ou parmi de jennes légistes qui n'accepteraient que comme un moyen d'avancement des fonctions qui demandent, pour être bien remplies, d'être long-temps confiées à la même personne, afin qu'elle acquière sur les justiciables ce crédit qui résulte de l'habitude de vivre parmi eux, c'est-à-dire, la comnaissance de leurs intérêts, de leur caractère et même de leurs passions.

Lors de la dernière discussion à la Chambre des Députés, M. le garde des sesaux a sjouté; « On voudrait que les juges de paix fassent pris parmi les licenciés en droit; on voudrait les garanties de légiste, de juriscensulte. Je dois le dire, cette pensée serait entièrement subversive de l'institution.

s Je ne dis pas que l'on ne puisse recourir sur jurisconsultes et aux légistes pour faire d'excellens juges de paix, mais je dis qu'il ne faut pas être condamné à ne recourir qu'à eux. Il faut reconnants que tout homme de bon seus et expérimenté, tout individu doué des lumières que donners le ben seus et l'expérience, peut faire un hon juge de paix. Et, pour mon compte, je serais étaposé à écarter celte des attributions qui ne se contenterait pas de garanties de cette nature.

tenterait pas de garanties de cette nature.

« Je proteste done d'avance contre tout amendement qui aurait pour but d'établir que les juges de paix ne seraient pris que dans une classe déter-

minee. »

Enfin, dans le rapport de M. Renouard à la Chambre des Députés, en 1837, la question est discutés au moyen des renseignemens fournis par - la statistique.

. On peut affirmer, disait l'oratour, que géné-

Art. 1er. Les juges de paix connaissent de toutes actions (1) purement personnelles ou (2) mobilières, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de cent francs, et, à charge

ralement la composition personnelle des justices paix est très satisfaisante. On peut le prouver par des faits.

« La dernière publication des états statistiques sur l'administration de la justice civile en France, est celle qui rend compte des travaux de 1834. On y trouve, pour les affaires civiles dont le juge de paix connaît à l'audience comme juge, sans parler des affaires portées devant lui pour satisfaire au préliminaire de la conciliation, qu'il a été introduit 410.844 affaires par citation, et 80,953 par comparation volontaire. Sur ces affaires, 75,268 ont été terminées par abandon de procès, et 199,817 par arrangement à l'audience; des jugemens par défaut en ont terminé 68,844, et des jugemens contradictoires 139,343. Le nombre des jugemens frappés d'appel n'a été que de 3,734. Sur ce nombre, 1,450 ont été confirmés, et 1,045 infirmés en tout ou en partie. Quant aux affaires portées en conciliation, 38,454 ont été conciliées, sur un chiffre total de 97,558.

« Il résulte, comme on le voit, de ces documens, que la justice rendue par les tribunaux de paix est active, paternelle, acceptée par les parties, qui se pourvoient rarement devant les juridictions supérieures, et que ces juridictions, devant lesquelles ne sont portées que les affaires qui offrent des doutes, n'en ont qu'un petit nombre à réfermer.

Telle est l'analyse exacte des objections qu'a fait naître le projet de loi et des réponses qu'elles ont reçues. Sur cet esposé, l'on doit reconnaître que la somme des avantages qui résulteront des réformes introduites dans cette matière, l'emporte de beaucoup sur les incouvéniens qu'on a signalés, qui, d'ailleurs, existent depuis long-temps, et sont, pour la plupart, inséparables de toute institution judiciaire.

De toutes les questions dont je viens de parler, la plus importante pent-être est celle de savoir s'il convient d'exiger des juges de paix quelques ga-ranties de savoir et de capacité. Je ne comprends pas, je l'avoue, comment elle peut paraître douteuse. C'est une vieille erreur de croire que le bon sens ordinaire, accompagné d'intentions pures, suffit à un juge de paix. En 1790, au moment où l'on faisait tant de grandes et bonnes choses, on était, il faut le reconnaître, sous l'empire de quelques illusions généreuses. Notamment, l'institution des juges de paix apparoissait avec un caractère tout paternel, tout patriarcal. Il semblait que les passions des justiciables devaient céder sans effort à l'action du juge; que, d'un côté, il n'y avait que candeur, simplicité, soumission, et, de l'autre, vertu et bienfeisance; on était disposé à croire qu'enz champs il n'y a ni haine, ni ruse, et que le magistrat n'aurait qu'à faire parler la vérité et la justice pour étousser les contestations. S'il en eût élé ainsi, on aurait dû s'abstenir de tracer des formes, de poser des règles; il ent fallu dire que le juge de paix déciderait ex seque et bone, ou qu'il ferait ses efforts pour concilier là où il n'aurait point de juridicison. Mais, malgré les préoccupa-tions de l'époque, on sentait la nécessité d'organiser les tribunaux de paix avec quelque régularité, de déterminer les bornes de leur compétence, de racer les formes de leur procédure; des lors, on

aurait dû reconnaître la nécessité de connaissances spéciales pour les juges de paix. D'ailleurs, depuis 1790, leur juridiction, surtout leur juridiction non contentieuse, s'est singulièrement accrue; en sorte qu'aujourd'hui plus que jamais quelques garanties devraient être exigées. Sans doute, le grade de licencié en droit ne démontre pas que celui qui l'a obtenu est un jurisconsulte consommé; mais il donne la certitude que l'on connaît au moins de vue les principales lois qui nous régissent, qu'on a quelques aperçus sur la législation et sur la jurisprudence; qu'on est samiliarisé avec les expressions usitées dans la langue du droit; que l'on a au moins feuilleté les auteurs, et qu'au besoin on est capable d'y faire des recherches. En vérité, il est difficile de comprendre comment un homme qui n'est pas ainsi înitié aux premiers élémens de la science, peut saire les actes les plus faciles et les plus simples comme juge de paix. Aussi, arrive-t-il souvent que les greffiers exercent une grande influence sur la solution des difficultés, du moins lorsqu'il s'agit de celles qui se présentent en dehors de l'audience.

Alors même que les juges de paix agissent comme conciliateurs, il ne leur suffit pas d'avoir de bonnes intentions et un jugement sain pour parvenir au but qu'ils doivent se proposer. S'ils ignorent le droit, ils sont incapables de saisir, surtout promptement, les questions de fait et de droit que présente le procès naissant; ils ne peuvent donc exprimer une opinion raisonnée, faire sentir à chacune des parties ce que ses prétentions ont d'injuste ou d'illégal. Il faut qu'ils se tiennent dans des généralités. Ils sont condamnés à débiter des lieux communs sur les inconvéniens des discussions judiciaires, et certes ce sera une grande merreille, si, de cette façon, ils réussissent souvent à rapprocher des parties aveuglées sur la nature et l'étendue de leurs droits.

Que, si l'on ne veut pas astreindre aux études un peu dispendicuses qui ont lieu dans les écoles de droit, du moins qu'on exige un stage dans le cabinet d'un avocat, d'un avoué ou d'un notaire; que l'on assujettisse au moins à subir un examen devant le président du tribunal ou tel autre fonctionnaire de l'ordre juddeiaire. En un mot, on se trompe, si l'on croit que les juges de paix sont, en général, assez éclairés pour bien exercer leurs fonctions, et il y a quelques mesures à prendre pour amédiorer l'institution sous ce rapport.

(1) Le loi du 16-24 août 1790, titre 3, art. 9, employait le mot causes au lieu du mot actions dont se sert la loi nouvelle. M. Carré (Juridiction des juges de paix, tome 2, page 140) explique le motif pour lequel la loi de 1790 s'est servie d'une expresion qui n'est pas consacrée par la législation moderne: « C'est, dit-il, parce que ce mot, dans la coutume de Normandie, était synonyme d'actions, ce qui porta le savant jurisconsulte Thouret, rédacteur de la loi de 1790, à y faire entrer une expression qui lui était familière, comme avoca: au partement de Rouen.»

(2) La loi du 16-2h août 1790, titre 3, art. 9, en attribuant aux juges de paix la connaissance des causes personnelles et mobilières, semblait exiger la réunion de deux qualités dans les affaires qui leur étaient sommises, pour qu'elles fussent de leur

d'appel, jusqu'à la valeur de deux cents francs (1).

2. Les juges de paix prononcent, sans appel, jusqu'à la valeur de cent francs,

compétence. On pouvait croire qu'il fallait que les actions fussent à la fois personnelles et mobilières qu'en conséquence, le juge de pais était incompétent pour statuer sur une action mobilière, mais véelle. La loi nouvelle ne permet plus de s'arrêter à une pareille difficulté, puisqu'elle attribue aux juges de paix la connaissance des actions personnelles ou mobilières. Il est donc certain aujourd'hui qu'une action réelle et mobilière peut être compétemment portée devant le juge de psix; à fortiori les actions mixtes et mobilières sont soumises à leur juridiction. M. Carré, tome 2, page 132 et suiv., admet que, même sous l'empire de la loi de 1790, les juges de paix devaient connaître-des actions réelles et mobilières.

(1) En 1837, la commission de la Chambre des Pairs avait proposé d'ajouter à l'article 1<sup>er</sup> un paragraphe ainsi conçu :

« Cette juridiction s'étendra aussi aux affaires « commerciales dans les limites de la compétence « ci-dessus, dans les lieux où le tribunal de première « instance remplit les fonctions de tribunal de « commerce. »

M. le garde des sceaux déclara qu'il adhérait à la proposition avec d'autant plus d'empressement, que la contrainte par corps ne pouvait être prononcée dans les limites de la somme à laquelle était fixée la compétence. M. le commissaire du roi fit remarquer que l'amendement lui paraissait d'autant plus juste, que la connaissance des affaires commerciales n'était attribuée aux jugos de paix que dans les localités où les tribunaux civils remplissaient les fonctions de tribunaux de commerce.

«La commission, dit enfin M. le rapporteur, a été fortement préoccupée de l'état des choses présenté par plusieurs pétitionnaires, et qui est à la connaissance d'un grand nombre de ses membres; je veux parler de cette espèce de fléau qui s'attache aux habitans des campagnes ; cette plaie de l'usure qui cherche à enlever les habitans des campagnes à la juridiction habituelle des justices de paix, pour les trainer devant des tribunaux éloignés. On fait souscrire à un simple paysan un billet à ordre, qu'on fait revêtir de l'endossement d'un négociant, ce qui rend le billet à ordre passible du tribunal de commerce. On enlève ainsi à la connaissance du juge de paix une cause purement personnelle, et on entraîne le débiteur réel devant le tribunal de commerce, ce qui l'expose à des frais considérables et l'oblige à des déplacemens ruinear.

« Ces motifs l'ont décidée à passer par dessus des considérations d'un ordre secondaire. En effet, quoique les raisonnemens qui peuvent être opposés seient fondés en droit, ils ne doivent pas empécher l'adoption du paragraphe proposé par la commission, parce qu'on doit être pleinement rassuré sur le nombre des affaires dont il pourra être fait appel. »

En 1838, au contraire, la commission de la Chambre des Députés a repoussé la proposition. Et voici comment s'est exprimé M. le rapporteur : « On veut mettre un frein à la cupidité ou à l'exigence des hommes qui exploitent les petites fortunes, en modifiant le titre. Ils font choix de la juridiction ; et depuis que la contrainte par corps n'existe plus andescous de 200 france, il n'y a point de mosité pour

s'opposer à cette proposition. Voilà le système: votre commission le repousse. Pour obvier à quelques cas exceptionnels, il tend à dénaturer complétement les deux institutions. Celle des justices de paix, en obligeant le juge à recourir à des connaissances pratiques et usuelles, et à suivre l'esprit et les opérations du négoce, et la juridiction commerciale en la constituant tribunal de deuxième degré, chargé de prononcer sur des jugemens, des nullités, des appels et des questions d'évocation qui doivent lui demeurer étrangers. En un mot, de deux justices spéciales et d'exception, on fait deux tribunaux ordinaires. Dans l'application, combien d'obstacles doivent se présenter? Respectons l'ordre des juridictions, et rejetons une innovation imprudente qui, à travers quelques avantages douteux, offre d'immenses inconvéniens.»

A la Chambre des Pairs, MM. Portalis, Siguier et de Bastard ont parlé dans le même sens.

«Il y aura donc, disait notamment M. Portalis, deux ordres de juridiction dans les affaires commerceiseles, et le commerce sera privé, dans certains cas, de cette juridiction consulsire qui lui est si nécesaire et si précieuse. De plus, par une singulière anomalis, les juges de paix seront incompétens pour les affaires commerciales dans les arrondissemens où il n'existe pas de tribunaux de commerce proprement dits, et ne le seront pas dans les arrondissemens où il en existe. Mais, si l'attribution qu'on propose de leur donner est utile, elle doit être universelle; si elle ne l'est pas, elle ne doit leur être accordée en aucun cas. On ne peut établir deux ordres de juridiction alternatifs sur la même matière.

« Ce n'est pas contre l'extension de la compétence que je m'élève, c'est contre le changement de nature de la juridiction. Dans l'état actuel des choses, c'est le tribunal de commerce qui juge en dernier ressort toutes les affaires commerciales jusqu'à 1,000 fr. Ces affaires ne subissent qu'un seul degré de juridiction. Or, qu'arrivera-t-il dans les affaires où il s'agit d'une valeur au-dessus de 100 fr. ou au-dessous de 1,000 fr.? On les portera d'abord devant le juge de paix, et ensuite elles seront soumises au second degré de juridiction. De plus, les tribunaux de commerce deviendront les tribunaux d'appel, chose pour laquelle ils ne soat point institués. C'est, il me semble, dénaturer l'institution toute spéciale de la juridiction commerciale.

« M. le commissaire du roi a dit qu'il y aura très peu d'appels. C'est une chose dont je m'occupe peu; toutefois il me semble qu'on ne pent conclure de ce qui s'est passé sous l'empire d'une loi, ce qui se passera sous l'empire d'une autre. Ce que je vois, c'est qu'on introduit un deuxième degré de juridiction là où il n'y en avait qu'an; et, ce qu'il y a de singulier, c'est qu'on ne l'établit pas dans tous les cas. Là où il y a un tribunal de commerce, le juge de paix ne connaîtra pas des affaires commerciales en premier ressort; là où il n'y a pas de tribunal de commerce et où il est remplacé par le tribunal de première instance, le juge de paix en connaîtra.

« La dérogation que l'on veut établir dans l'ordre actuel n'est nullement motivée; je ne vois pas pourquoi on veut établir un nouveau système de juridiction pour les plus petites affaires et sans aucune utilité. »

Malgré le respect dû aux lumières et à l'expérience des magistrats qui se sont opposés à la disposition, je n'hésite pas à dire qu'elle eût été un bienfait véritable. L'anomalie qu'on a cru qui en résulterait n'existe pas réllement; tout au contraire, en plaçant les juges de paix, relativement à la juridiction commerciale, dans la position où ils sont déjà relativement à la juridiction civile, on aurait rendu plus générale et plus simple la hase sur laquelle est posée cette institution.

Il était indifférent que les tribunaux de commerce derinssent sins accidentellement juges d'appel; les tribunaux civils, malgré la qualification explicile de tribunaux de première instance, ne jugentils pas sans inconvéniens les appels des jugemens

des juges de paix?

Quant à l'inquiétude fondée sur l'ignorance des juges de paix en matière de commerce , elle n'a pu être conçue que par des personnes étrangères à la pratique des affaires. Les contestations pour des sommes moindres que 200 fr. n'ont pas la plupar t du temps un véritable caractère commercial; et il est assez singulier que l'on doute à cette occasion de la capacité des magistrats à qui est confié le soin de juger en matière possessoire, c'est-à-dire, à qui sont soumises les questions que les jurisconsultes les plus habiles considèrent comme extrêmement ardues. Enfin si, en général, les juges de paix ne sont pas initiés, comme les juges de commerce, à la connaissance des usages commerciaux, ils ont sur ceux-ci l'avantage de quelques notions de législation et de jurisprudence; et, en somme, și l'on excepte les tribunaux de commerce de quelques grandes villes, je crois que les lumières des juges de paix offrent autant de garanties que celles des honorables négocians qui siégent dans les tribunaux de commerce, alors même qu'il s'agit d'affaires commerciales.

La commission de la Chambre des Dépatés avait proposé en 1857 d'attribuer aux juges de paix les demandes en reconnaissance d'écriture. Elle avait en conséquence introduit dans la loi un article sous le n. 2, ainsi conçu : Les juges de paix connaissent, dans les limites de l'article précédent, des demandes en reconnaissance d'écriture, sauf application de l'art. 14 du Code de procédure civile à tous les cas où l'une des parties déclarera vouloir s'inserire en faux, déniera l'écriture ou

déclarera ne pas la reconnaître.

Gette disposition fut repoussée par le motif que s'il n'est question que de l'incident qui se présente devant le juge au moment où l'action lui est soumise, l'art. 14 du Code de procédure y a pourvu; que s'il s'agit, au contraire, de faire du juge de paix un tribunel de première instance thargé d'authentiquer les actes et de conférer hypothèque, lorsque les parties sont d'accord, elles peuvent se présenter devant un officier public chargé de retenir leurs conventions; et que, dats le cas où le défendeur est absent, ou refuse de reconnaître, il serait également dangereux d'autoriser à rendre un jugement qui suppléerait à son silence.

Inutilement la commission fit remerquer qu'il ne s'agissait point de vérification d'écriture; mais d'une simple reconnaissance; ce qui était tout différent.

M. le garde des sessus combattit la proposition

même sous ce point de vue, et il en fit pronon-

ce: le rejet.

« Le projet de loi discuté anjourd'hui a surtont pour but, a-t-il dit, de simplifier la procédure et d'économiser les frais. L'article que l'on vous propose a une tendance toute contraire; il multiplis les procédures, et par cela même il multiplis les procédures, et par cela même il multiplis les procès et les frais, le tout sans aucune utilité. Quand on assigne une personne devant un juge, c'est sans doute pour qu'elle ait la faculté de contester. Mais, d'après le projet de la commission, il n'y a pas de contestation possible. On cite ex reconnaissance d'écriture; si l'on copteste, il tant s'en aller devant un autre juge. Alors, c'est donc an acte en reconnaissance qu'on demande si juge de paix 1 on prend le juge de paix pour us notaire. Mais cela ne rentre pas dans l'institutios des juges de paix.

a Maintenant j'ai dit que l'article est complétement inutile, j'ajoute qu'il est frustratoire, car à quelle époque citera-t-on en reconnaissance d'écriture? Il ne peut y en avoir que deux : avait l'exigibilité ou après l'exigibilité du titre; je maintiens que, dans les deux cas, cela n'est utile à ries, si ce n'est à dénaturer les conventions des parties; que c'est céder à une vieille routine qui existe éncore dans les tribunaux où l'on cite en reconnaissance d'écriture avant l'échéance de la dette.

« Autrefois on avait intérêt à citer en reconnissance d'écriture avant l'échéance de la delte, parce qu'on pouvait prendre une inscription; mais depuis que la loi de 1807 a supprimé la facuité de prendre inscription avant l'échéance, il en résulte que la demande en reconnaissance d'écriture est sans utilité... Je me trompe, elle ra directement contre ce que les parties se sont proposé; elle a pour objet de changer le titre. Vons vous éties contenté d'un acte sous signature privée, vous saviex que vous n'aviez qu'un billes, l'écriture n'en était pas avonée, l'òbjet de cette vieille roctine est précisément de changer le titre; car le leademain du jour où vous aurez signé un acte sous signature privée, aux termes de la loi de 1807, un individu pourra vous assigner à ses frais devant le tribunal de paix pour voir dire que la signature sera recomme.

« Sens doute on peut le faire devant les tribenaux de première instance. Puisque la loi existe, je n'ai rien à dire; mais vouloir introduire dass les justices de paix cette procédure en reconnaissance d'écriture qui n'y existe pas encore, je dis que c'est une chose inutile et frustratoire, car elle est sans intérêt pour les parties, qui n'ont plus la faculté de prendre inscription avant l'échéance, et de plus contraire à leurs conventions, car les parties ont voulu faire un acte sous signature pri-

vée, et non faire un acte autheutique.

Mais c'est surtout pour le cas où on la demandera après l'échéance que l'insiète, car alors elle aura pour objet de faire des frais, ce que noss voulons ériter. Quand le porteur d'un titre pourra demander la reconnaissance de l'écriture, on fera deux procès. Les magistrats qui siégent dans cette enceinte ont parlé de praticiens mat famés qui a'établiraient près du siége des juges de paix. En bien! est hommes, chasés de leur corporation, ne manqueront pas de faire deux procès au tieu d'un. On citera devant le juge de paix en reconneissance d'écritures, premier procès; puis on detera pour le paiemant, econd procès.

« Je le répète, cet amendement est inutile en fait : il dénaturerait les conventions des parties. Je demande donc le rejet de cet article, contre lequel ont protesté la plupart des Cours royales. . V. Mon. du 15 avril 1837.

On trouve dans le rapport de M. Amilhau, fuit en 1838, à la Chambre des Députés, la solution

des quatre questions suivantes :

1º Devait-on ajoutez à la compétence fixée par cet article les affaires immobilières d'une minime importance, et dont la valeur serait déterminée par le chiffre de l'impôt?

2º Convenait-il de donner aux juges de paix le droit de prononcer sur les partages des petites sucsessions purement mobilières on même des successions immobilières d'un très mince intérêt?

3º Devait-on donner aux juges de paix le pouvoir d'autoriser les femmes et les mineurs à procéder

devant cux?

& Enfin, fallait-il, suivant la jurisprudence actuelle, renvoyer à des tribunaux supérieurs les de-mandes d'une valeur indéterminée, encore que Pintérêt appréciable fût d'une valeur minime?

Voici comment s'est exprimé M. le rapporteur.

On avait proposé d'ajouter à cette compétence, les affaires immobilières d'une minime importance, et dont la valeur serait déterminée ar le chiffre de l'impôt; mais votre résolution sur la loi relative anx tribunaux de première instance a rendu notre tache facile sur ce point. Il ne faut pes vouloir régler par approximation ce qui est indéfini de sa nature, et limiter des intéréts qui sont variables dans leur étendue, dans leurs rap ports et dans les diverses circonstances qui modifient la propriété. La difficulté de la solution pouvait d'ailleurs être ajoutée aux inconvéniens de cette mesure, et c'était, dans toutes les discussions, présenter à la fois deux litiges : procès sur la com-

pétence, procès sur le fond.

« On a proposé, en outre, de donner aux juges de paix le droit de prononcer sur les parlages des petiles successions purement mobilières, on des successions immobilières dont le chiffre est tellement minime qu'il serait absorbé par les premiers actes de la procedure ordinaire. Les juges de paix ont, dans la prérogative de la conciliation, dans la faculté que le législateur a laissée aux parties d'étendre indefiniment leur compétence, ou de compromettre, en nommant des arbitres volontaires, tous les moyens propres à determiner ces déplorables contessations. Ils manqueraient à leur premier devoir, si dans ces circonstances spéciales ils n'usaient de tous les moyens pour arrêter les plaideurs qui courent à une ruine certaine. Mais si leurs efforts sont impuissans, on ne peut, sans renverser tous les principes, leur donner compétence pour mirre les actions les plus compliquées avec les incidens et les difficultés qui en sont la conséquence, Lorsque la succession s'ouvre, sa valeur est indéterminée, il faudrait commencer par en faire l'appréciation. Le juge de paix devra prononcer sur les actes de dernière volonté, et juger les questions de préciput et de réserve, de legs et de substitutions, qui ont divisé les cours, et reçu dans la Cour de cassation elle-même des décisions contraires. En réduisant la question aux successions mobilières, on ne change pus les difficultés. On ne peut donc admettre ce système sans dénaturer complétement l'institution.

«Dans le cours des actions intentées en justice,

des femmes, des mineurs ne peuvent procéder sans une autorisation dévolue en ce moment aux tribunaux de première instance. Doit-on changer cette règle qui tient à des principes d'ordre pu-blie, et défèrer au juge de paix, dans des cas spéciaux, le ponvoir d'autoriser? Nous ne l'avons pas pené. Si les éponx vivent en bonne intelligence, l'autorisation est de droit; mais lorsque les époux sont divisés, le refus du mari est souvent le précurseur de débats domestiques et de séparations légales. Ce n'est plus le mince intérêt du litige qui est en question, c'est l'harmonie des familles, la conservation de la fortune des femmes et des mineurs, et dès lors le débat est trop grand pour cette juridiction.

«C'est la demande qui doit être la véritable règle de la compétence ; mais lorsqu'elle porte sur une valeur indéterminée, faut il suivre la jurispru-dence jusqu'à ce moment consacrée, et renvoyer des tribunaux d'un ordre supérieur, quoique l'intérêt appréciable soit d'une valeur minime? les cours ont été divisées sur cette question : sclon les unes, c'est l'importance de la demande et la valeur de l'objet en litige qui doit fixer la compétence du juge. Cette valeur est toujours connue quand il s'agit d'une somme d'argent; si c'est une chose indéterminée qui soit en discussion, per-sonne mieux que le demandeur n'est à même de l'évaluer, et pour prévenir tout abus on ajoute l'option donnée au défendeur de livrer la chose réclamés, ou de payer le montant de l'évaluation. Selon les autres cours, et votre commission partage cet avis, on laisse, par ce système, le demondeur maître de la compétence ; en cas de défaut d'évaluation, aucune sanction pénale n'est possible. Cette facilité ne tendroit qu'à multiplier les incidens : il faut que les droits du défendeur soient garantis comme ceux du demandeur. On sait que les questions de compétence sont susceptibles d'appel, et des lors on établirait dans tous les procès deux degrés de juridiction. Ces motifs ont déterminé à conserver la règle adoptée jusqu'à çe moment.

Je ne conteste pas la force des raisons qui ont déterminé la commission; mais il est un point sur lequel il m'est impossible d'adopter la solution qu'elle a donnée à la difficulté qui lui était soumise ; je pense qu'il eût été très utile de permettre apa juges de paix d'autoriser les femmes mariées et les mineurs à procéder devant eux dans certaines circonstances, sans l'accomplissement des formalités ordinaires.

Les motils qui auraient da lui faire confier ce pouvoir sont indiqués dans un écrit de M. Rouillon, uge de paix du XI arrondissement de Paria, page

20 et spiv.

« Il est de règle constante, y est-il dit, que les femmes en puissance de mari, lorsqu'elles figurent en instance comme défenderesses, si elles ne sont pas assistées de leur mari, peuvent être autorisées par le tribunal ou par le juge devant lequel elles sont assignées; mais lorsqu'elles veulent ellesmêmes intenter une action en justice, si elles ne sont pas autorisées de leur mori', elles ne peuvent l'être que par le tribunal de première instance, en suivant la forme prescrite par l'art. 861 et suivans du Code de procédure. Cette distinction résulte des dispositions des art. 218 et 219 du Code civil, combinés avec les dispositions du Code de procédure ; après avoir été quelque temps contestée, elle se trouve aujourd'hui définitivement adoptée par les tribunaux, depuis un arrêt de la Cour de cassation, en date du 17 août 1813.

« A l'égard des mineurs non émancipés, on sait qu'ils sont placés dans un état d'incapacité légale, et qu'ils doivent être représentés par leurs tuteurs, même pour les actes de simple administration.

« Ces règles prévoyantes et protectrices, s'il s'agit d'intérêts sérieux, peuvent pourtant aller coutre le but qu'on s'est proposé, lorsqu'il s'agit de ces contestations de peu d'intérêt qui se reproduisent si souvent; et c'est ici qu'il faut interroger scrupuleusement les faits, pour savoir quelles dispositions peuvent être nécessaires dans une loi spé-

ciale sur les justices de paix.

· Il est toujours dans les cités populeuses, ou dans les villes d'industrie, un grand nombre d'individus sans fortune, éloignés des personnes sous l'autorité desquelles ils se trouvent placés pour tous les actes de la vie civile; ils ont quitté leurs familles pour aller chercher au loin des moyens d'existence, ou pour apprendre un métier, comme domestiques, comme ouvriers ou apprentis. Dans ces classes ouvrières, il se trouve aussi nombre d'individus sans parens, et qui, à raison de leur position précaire, n'ont pas eu la pensée ou les moyens de réunir un conseil de famille. Ces personnes, que nos lois placent dans un état d'incapacité légale, sont pourtant émancipées de fait, car tous les jours elles agissent, elles traitent seules, dans l'exercice de leur petite industre, à raison de leur logement, de leur nourriture ou de leur entretien. Les obligera-t-on, à raison de ces contestations qui s'élèvent et qui se décident chaque jour, à remplir toutes les conditions prescrites pour que les parties puissent agir régulièrement en justice? Demandera-t-on à une malheureuse domestique, à un ouvrier, mineurs, de réunir un conseil de famille, ou de faire venir de cent lieues une procuration, pour obtenir un juste salaire qui est nécesseire pour leur subsistance du moment, ou pour réclamer leurs effets qu'on leur retient injustement? On les met alors dans l'impossibilité de pouvoir obtenir justice, et dans la position la plus fâcheuse, car si la voix conciliatrice du juge de paix ne pent parvenir à se faire entendre, il se trouvera toujours des gens de mauvaise soi qui ne manqueront pas de leur opposer leur désaut de qualité pour agir en justice!

« Cette situation existe également dans les tlusses ouvrières pour des femmes en puissance de mari ; dans ces classes pauvres, combien de femmes mariées sont séparées de fait de leur mari, surtout dans nos villes populeuses où l'on remarque un déplorable relachement dans les mœurs et dans les liens de famille ; il faut pourtant que ces épouses, qui sont en état de dépendance légale, quoique privées d'une protection réelle, puissent se suffire à elles-mêmes; si elles se trouvent dans la nécessité de recourir au juge de paix, pour obtenir le prix de leur travail, il faut bien qu'elles puissent avoir l'autorisation nécessaire, sans être obligées de recourir aux formalités lentes et dispendieuses du

Code de procédure!

« On se tromperait au surplus, si l'on pensait que ces observations s'appliquent uniquement aux personnes des classes pauvres ; cette nécessité d'autorisation spéciale et îmmédiate de la part du juge se présente assez souvent, même pour les per-sonnes les plus sisées; elle existe notamment pour

ces jeunes gens de famille réunis en grand nombre dans certaines villes, comme à Paris, pour leurs études, et qui, livrés à eux-même, loin de leurs familles, peuvent avoir à soutenir des contestations pour les engagemens relatifs à leur logement, à leur nourriture et à leur entretien. Enfin, d'après les nouvelles attributions conférées aux juges de paix par l'art. 2 du projet de loi, cette nécessité pourra aussi se présenter pour ces contestations qui s'élèvent en cours de voyage, et dans lesquelles peuvent figurer des mineurs, des femmes en poissance de mari, voyageant en l'absence de leurs familles.

· La loi concernant la juridiction des tribunaux de paix, réclame donc une disposition particulière, qui consère au juge le pouvoir indispensable pour pouvoir rendre la justice à tous ceux qui se trouvent dans la nécessité de paraître devant lui , pour ces contestations qui demandent une prompte décision. L'urgence des intérets indique donc suffisamment le besoin de modifier ici les règles d'autorisation; la nature même de ces contestations, qui sont de peu de conséquence, garantit aussi que cette dérogation en droit commun peut être ad-

mise sans inconvenient.

· Pour renfermer dans de sages limites le pouvoir à conférer, à cet égard, aux juges de paix, il convient d'ailleurs de ne leur donner le droit d'autorisation que dans les cas de nécessité absolue; c'est pourquoi on propose que les juges de paix ne puissent autoriser les femmes en puissance de mari, et les mineurs non émancipés qu'en cas d'absence du mari, des père et mère ou tuteur et seulement pour les actions purement personnelles ou mobilières. Ce pouvoir d'autorisation, ainsi li mité, peut être consié sans danger aux magistrats qui sont les surveillans naturels de l'intérêt des familles, et il faciliterait l'accès auprès des tribunaux de paix, de ceux qui ont plus particulièrement besoin de la protection de la justice.

· L'article additionnel pourrait être

concu:

 Dans les instances sur actions purement personnelles ou mobilières, dans les cas prévus par les art. 1, 2 et 5, § 3, de la présente loi , les juges de paix pourront, par simple ordonnance mise au bas d'une cédule d'assignation, ou par le ju-« gement même , donner autorisation spéciale aux e femmes en puissance de mari, aux mineurs non e émancipés, à l'effet d'ester devant le tribunal « de paix et de poursuivre l'exécution du jugement, « lorsque les maris, peres et meres, ou tuteurs, ne « seront pas sur les lieux, ou lorsque les mineurs e se trouveront sans tuteur.

Si, après avoir lu ce passage, on se reporte aux argumens de la commission, on reconnaît que les inconvéniens graves que présente l'état de choses actuel n'ont pas même été aperçus par elle ; et que la loi a été suite sans tenir compte des difficultés qui se révèlent chaque jour à l'audience des juges

de paix.

En se fondant toujours sur l'expérience, M. Rouillon demandait que l'on attribuat aux juges de paix, dans la limite des sommes sur lesquelles ils ont le droit de statuer, la connaissance des demandes en validité ou en mullité d'offres réelles. Tous ceux qui ont été témoins des débats qui s'élèvent en justice de paix, sont convainces que cette extension d'attributions serait extrêmement utile. On comprend combien il est facheux et, à charge d'appel, jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance (1):

Sur les contestations entrè les hôteliers,

aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires en garni, pour dépense d'hôtellerie et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel (2);

que le débiteur d'une seible somme à qui on en réclame une pius considérable, reste exposé à une condamnation aux dépens, s'il n'offre pas réellement la somme par lui due; ou à un procès devant le tribunal de première i natance, s'il sait des offres réelles. Je crois encore pouvoir dire qu'ici la loi n'a pas pris en considération une des situations les plus difficiles auxquelles donnent naissance les procès d'un faible intérêt.

Quelques personnes pensent, au surplus, que les juges de paix peuvent conneître de le demanda en validité d'offres, lorsque la somme offerte, ou du moins lorsque la contestation dans laquelle a lieu l'offre, ne sort pas de leur compétence; mais l'opinion générale est contraire à cette doctrine, et il eût été désirable que la loi nouvelle sit cesser toute incertitude à cet égard.

Æ

Aucun texte esprès me défend aux juges de paix de connaître de l'exécution de leurs jugemens; mais on peut voir dans M. Carré (Lois de la compétence, tome 2, page 661 et suiv.), les raisons sur lesquelles on s'est fondé pour établir cette règle. Cependant on doit reconnaître qu'il serait fort utile d'admettre ici une dérogation aux principes généraux, et de confier aux juges de paix le pouvoir de statuer sur les difficultés que fait naître l'exécution de leurs jugemens. Sans cela, les avantages que présente leur juridiction prompte, simple, économique, disparsissent souvent; car il faut, pour obtenir l'exécution de la sentence, avoir un procès long et dispendieux devant les tribusaux d'un ordre élevé.

· Cette réforme, dit M. Rouillon dans ses observations in fine, que réclament tant d'intérêts en souffrance, ne présente pas dans l'exécution autant de difficulté qu'on pourrait le penser ; il n'est aucunement nécessaire d'attendre le moment d'une réforme générale de nos lois de procédure : tout ce qu'il y aurait à faire se réduit à établir, pour les tribunaux de paix, des règles exceptionnelles pour l'exécution des jugemens, comme on l'a fait déjà avec tant de succès pour l'instruction des affaires. La nature et le peu d'importance de ces affaires n'exigeant d'autres voies d'exécution que celles d'exécutions mobilières, il s'agit donc uniquement de placer à la suite du premier livre du Code de procedure, quelques chapitres sur l'execution des jugemens des tribunaux de paix; ces quelques chapitres peuvent se résumer en des règles fort simples, et d'une application facile; en écartant, per ce moyen, toute cette complication de formes qui a été jusqu'ici le principal obstacle, on arriverait assurément à réaliser toutes les améliorations qui ont été dans la pensée du gouvernement, et dent le besoin se fait vivement sentir.

(1) Devant quel juge de paix seront portées les contestations prévues par cet article?

Le rapport de M. Amilhar, en 1858, répond sinsi à cette question: « On avait d'abord pensé qu'il fallait que, dans tous les cas, le juge de paix du lieu fût déclar é compétent. Il y avait intérêt à ce que la demande reçût solution à l'instant même. Mais votre commission n'a pas cru devoir déroger à l'ordre ordinaire des juridictions. Bile a compris que les droits de l'hôtelier étaient garantis, puisqu'en faisant une saisie-gagerie, il pouvait obliger le voyegeur à intenter à l'instant son action; mais les droits du voyageur ne le sont pas, si, à chaque pas de sa course, il peut être distrait de son juge naturel; ces actiors peuvent être intentées après le départ du voyageur, pour le faire condamner sans être entendu, lorsqu'il sera livré à un voyage de long cours, ou pour le faire retourner d'une extrémité de la France à l'autre.

M. le garde des seeaux a ajoulé que ce sersit presque toujours le juge de paix de la localité qui prononcerait; qu'ainsi, dans l'usage ordinaire, le fournisseur, l'aubergiste, le carrossier retiennent les effets du voyageur qui ne veut pas payer la somme réclamée et se mettent dans la nécessité d'être assignés par le voyageur sur le lieu même; mais que s'il en est autrement, si le voyageur a continué sa route, on ne peut le forcer à venir plaider devant un juge de paix peut-être à deux cents lieues de son domicile; que, dès lors, il faut rester dans le droit commun.

Un des motifs qui a paru exercer le pius d'influence sur la détermination de la Chembre des Députés, c'est que la loi actuelle n'a pour but que de modifier la compétence à raison de la matière; et qu'il n'était pas convenable d'y introduire des modifications des règles générales sur la juridéction.

(2) Cette disposition s'applique-t-elle à tous les effets quelle que soit leur nature, que le voyageur porte avec lui?

La raison de douter est que, d'une part, le texte ne contient aucune exception; et que, d'un autré côté, les termes employés par M. le rapporteur semblent ôter au texte cette-signification absolue. On lit, en effet, dans le rapport de M. Amilhau. i. L'attribution, quant à la perte d'effets, avais d'abord excité quelques réclamations; mais on a fait remarquer qu'il ne s'agissoit que des effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel, qui accompagnent ordinairement le voyageur. »

Deux arrêts de la Cour de Paris, l'un du 2 avril 1811, et l'autre du 21 novembre 1836 (Sirey, 14: 2. 100, et 37. 2. 78) ont décide, conformément à l'opinion de M. Amilhau, que les aubergistes ne sont pas responsables des valeurs considérables apportées par les voyageurs, et que ceux ci n'ont point déclarées; que la responsabilité doit être restreinte à la somme jugée nécessaire aux voyageurs, et qui peut être considérée comme faisant

partie de leur bagage.

M. Toullier, tome XI, n. 255, approuve cette jurisprudence, qui me parati aussi fort raisonnable. Au surplus, je n'hésite pas à dire que s'il y a quelque faute à reprocher au voyageur, si, par exemple, il a négligé de renfermer ses effets dans les meubles placés dans la chambre qu'il occupe, et destinés à cet usage; s'il a laissé la clef à sa porte pendant la nuit, et qu'il ait été volé dans son sommeil, l'aubergiste nie doit pas être responsable du vol. La loi doit être entendue dans un sens favorable aux logeurs et aubergistes; car la disposition qui les déclare de plein droit responsables de toutes les pertes et avaries qui peuvent

Entre les voyageurs et les voituriers ou bateliers, pour retards, frais de route et perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs (1);

Entre les voyageurs et les carrossiers ou autres ouvriers, pour fournitures, salaires et réparations faites aux voitures de voyage.

5. Les juges de païx connaissent, sans appel, jusqu'à la valeur de cent francs, et,

à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever (2).;

Des actions en paiement de loyer or fermages, des congés, des demandes en résiliation de baux, fondées sur le seul de faut de paiement de loyers ou fermages; de expulsions de lieux (3) et des demandes en validité de safsie-gagerie (4); le tout lorque les locations verbales ou par écrit n'es-

arriver dans leur maison est d'une grande sévêrité. Voir, au surplus, les art. 1952 et suiv. du Code civil. Un arrêt de la Cour de Nismes, du 18 mai 1823, a jugé qu'on ne peut considérer comme logeur le propriétaire qui, pendant un temps de foire, loue, sans prendre patente, des appartemens garnis; qu'ainsi, Il n'est pas responsable du vol des effets d'un voyageur logé chez lui, dans une chambre que celui-ci occupait avec d'sutres voyageurs, alors même que le propriétaire aurait gardé une clef de 1s chambre pour y faire le service. (Dalloz, 25. 2. 238.)

(1) Voyes ma continuation de Toullier, tome IV, m. 37 et suiv. J'ai dit, n. 326, que, dans plosieure administrations, on prend le précation de déliverer aux expéditeurs ou voyageurs un bulletin portent qu'au cas de perte des effuis, il ne sera payé, à titre d'indemnité, qu'une someme de cent einquantis francs, et que calui qui accepte sesemment un récépise dans lequel est insérés une pereille mantions, se soumet à la condition qu'elle exprime; qu'il est lié par une convention tacite dont la validité et la force obligatoire sont incontestables. Un commense tateur de la loi nouvelle a cru devoir contester cette doctrine. Je regrette qu'il n'alt pas indiqué les raisons sur lesquelles il fonde son opinion. Pour moi, je n'en vois aucune qui doive me faire changer d'avis.

Voyes Code civil, art. 1782 et suiv.

(2) Peu importe que la valeur du litige excède la compétence des tribunaux de première instance, c'est-à-dire 1,500 fr.

C'est ce qui résulté d'abord du teste formet et absolu de l'article, et ensuite du rejet d'un amendement ainsi conçu :

« Néanmoins, les juges de paix competent d'être • compétens pour statuer sur les articles ci-denses, « lorsque les arréreges de loyer ou de fermege est-• béderont 1,500 fr. »

On a dit, à l'appui de cet amendement, que si aucune limite n'était posée à la compétence des juges de peix, il arriverait qu'ils prinonceraient sur des valeurs excédant la compétence des tribunaux de première instance en dernier ressort, — Less juges de première instance, a dit l'auteur de la proposition, ne peuvent statuer en dernier ressort que jusqu'à concurrence de 1,500 fr. Comment feront ils, dans le cas où le litige qui leur sera soumis dépassers cette somme?

M. le président. Le juge d'appel est tonjours sou-

M. Marin (de l'Isère). • Il aurait fallu faire une exception pour ce cas.

M. le président. « En première instance, on juge en dérnier ressort jusqu'à 1,500 fr.; mais quand le juge de première instance est juge d'appel, son caractère change, et d'est à ce caractère qu'est attribué le droit de juger su delà.. (3) On a proposé un amendement ainsi conce « En cas d'expulsion après vente du moblier « ou sur procès-verbal de carence, l'expulsion ser « ordonnée par simple ordonnance rendue cos-

a tradictoirement par te juge de paix os paris a duement appelées. Colte ordonnante sera saa cutoire par provision, et sueme sur misse,

comme en matière de référé.

M. le rapporteur a soutenu que l'amendement me pouvait pas être adopté, car il introduirit us disposition dont le puges de paix n'araient me besoin. «Le juge de paix peut, à-t-il dit, faire tot es qu'on demande, et la disposition que remittreduiries serait contraire au principe de l'intitution.

«Dans l'état actuel des choses, le référé et sins pour les tribunaux qui ont plusieurs juges, lèm l'an d'eux pronosuse par provisions, et, plus trè, le tribunel complet apprécie le décision et jugen fond. Mess devant le justice de paix, il n'y a qua sant juge, ét compose tout le tribunal; il pest faire cêter à bref délai, et faire exécuter sur la mimate les jugemens, même par provision, et, dur et cas, le référé, c'est le jugement quie rend le jugde paix.

«Pourquel dont une disposition qui l'autoriste à juger en référé? Vous lui feries pronencer de hord provisoirement en référé, et ensuite défait rement are le fend; vous entredneries nécessisment des longueurs et des frais, et ne remédieur à aueux des inconvéssiens qu'on a signales fou qu'it s'egit d'une expulsion de lieux, lorque le faits ne sent pes bien prouvés au jege de petit laissen-lui les moyens d'accorder des délais, à faire ce qu'il croira convenshie dans l'intérêt de le justice.

«Il n'y a ametra besoin de la disposition qu'es vous proposes

M. Debellsyme a sjouté : e L'objet de l'amedement seroit rompli, s'il était bien entende que cette disposition s'applique aux expulsions de lieusoit après de vente du mobilier, soft sur le proseverbal de carence.

M. le rapporteur. « Nous n'avons pas distingué di par consequent cela s'applique à tous les cas»

M. Parte. «L'ailtenes, l'art. 12 porte : «Silya péril en la demerare, l'exécution provisoire peum être ordonnée sur la minute du jugement.»

M. Tailloudien: vD'après ces observations, et pais que l'article est ainai entenda, je n'insiste pies pour mon amendement, s

(4) La loi, comme on le voit, donne sea juges de pais le droit de connestre des demande en validité de saisie-gagerie. M. Rouillon, dan ses Observations, pense qu'ils ne seront pas conpétens pour connestre des demandes en validité est saisies-revendications formées par le baillest sur les effets qui garnissaient les lieux loués, et qui qu'il été deplacés sans son consentement, il passè

cident pas annuellement, à Paris, quatre cents francs, et deux cents francs partout ailleurs (1).

Si le prix principal du bail consiste en denrées ou prestations es nature, appréciables d'après les mercuriales, l'évaluation sera faite sur celles du jour de l'échéance, lorsqu'il s'agira du paiement des fermages. Dans tous les autres cas, elle aura lieu suivant les mercuriales du mois qui auta précédé la demande. Si le priz principal du hail consiste en prestations non apprécia-

140 'n

性!

bles d'après les mercuriales, en s'it s'agit de baux à colons partiaires, le juge de paix déterminera la compétence, en prenant pour base du revenu de la propriété le principal de la contribution foncière de l'année courante, multiplié par cinq.

4. Les juges de paix connaissent, sans appel, jusqu'à la valeur de cent francs. et, à charge d'appel , jusqu'au taux de la! compétence en dernier ressert des tribument. de première instance (2) :

1º Des indemnités réclamées par le locas

que la reis de la raisie-gagerie n'est plus praticable, pi losque les membles et effets out cesse d'être en la possession du proneur. Il eite Pothier, du Louage, n. 261; Carré, t. 2, p. 434, un arrêt de la Cour de Rennes du 7 mars 1816. Il eût été à désirer que la loi, par une disposition formelle, eat décidé cette quedion; mais, dans son silence, je crois qu'il faut la résendre en faveur de la compétence du juge de paix; our l'art. 819 permet la saisie-gagerie, soit que les meubles et effets se trouvent dans les mains du preneur, soit qu'ils aient été enlevés; et il emploie la même expression dans l'un et l'autre cas.

On a demandé si le juge de paix pouvait con-nuitre de l'opposition formée à la saisie-gagerie fondée, par exemple, sur ce que le priz du bait serait payé. Je crois que l'on ne doit pas iti se préoccuper de l'idée que les juges de paix ne con-naissent pas de l'exécution de leurs jugement, pour leur refuser le droit de prononcer en pareille matière. La permission qu'ils donnent de saisirgager n'est pas un véritable jugement ; d'ailleurs, la loi nouvelle les déclare compétens pour statuer sur les demandes en validité de saisie-gagerie. Evidemment, la question qui se présente au moment où le preneur soutient qu'il ne doit rien, et qu'on ne doit pas saisir gager ses meubles, est la même que celle qui s'élève, lorsque, la saisiegagerie etant faite, fo preneur soutient qu'elle est nelle, perce qu'il n'est pas obligé par un motif quelconque au paiement des loyers ou fermages

On avait introduit dans le projet primitif une disposition qui étendait la juridiction du juge de paix aux saisies-arrêts. Cette disposition ne se retrouve pas dans la loi ; la révision du projet amena son exclusion. M. le garde des sceuux, dans son discours de présentation du projet, en 1837, s'est expliqué dans ce sens, en termes formels : « La saisie-arrêt; a-t-il dit, à la différence de la saisiegagerie, met tonjours en cause une troisième partie, outre le saisissant et le débiteur ; la suite de cette procédure nécessite une distribution entre plusieurs intéressés, lorsqu'il survient des oppositions. Statuer sur ces oppositions, prononcer sur la déclaration du tiers saisi contre lequel est formée une demande véritablement indéterminée, ce sersient la autant d'attributions qui entraîneraient le magistrat hors des limites ordinaires de sa compétence, et qui l'appelleraient à décider des questions d'une solution seuvent trop difficile. »

Mais du moins le juge de paix peut-il statuer sur la saisie-arrêt formée par un créancier sur son déniteur forsin , conformément à l'ert. 822 du Code de procédure civile? Il est difficile de lui secorder cette attribution que le taxte repousse, Prinqu'il no parle que de la sairie gegerie.

(1) Si les parties ne sont pas d'accord sur le prix du bail , il faudra que le juge de paix on le tribu de première instance devant qui sera proposter l'exception d'incompétence, pour statuer, recherche à quel pris le bail a été véritablement consenti. Il me semble qu'on devra, pour y par-venir, suivre la disposition de l'art. 1716 du Code civil. Voyez les explications sur cet article, dans ma continuation du Touilier, t. 111, n. 232 et s.

L'article ne s'applique pas aux baux à cheptel. Les baux à cheptel, dit le rapport de la commission, ne sont pas compris dans nos dispositions ; leurs conditions sont trop variables, et l'introduction de races d'un grand prix pourrait donner lien à de sérieuses difficultés, soit pour la valeur, soft pour l'interprétation des conventions. » Voy. lois du 15 germinul en 3, art. 12, et du 2 thermidor

M. Legalle avait proposé à la Chambre des Députés de déclarer que la disposition n'était pas épar plicable and bank a convenant on a domains congéable.

M. le repporteur a répondu : « Je crois que les baux à demaine congéable qui participent de la vente en même temps que du contrat de bail ne doivent pas être compris dans la dénumination générique de baux. Si la Chambre croyait nécussaire d'adopter l'article, elle ferait, je erois; une chose régulière pour le fond de la disposition, mais elle fersit une chose inatile, en ce sens qu'en ne peut pas, je le répète, comprendre ces sortes de bauz , qui aliènent une partie de la propriété , sous la dénomination générale de baux.

M. Legalle a déclaré que cette explication le settefaisait.

(2) La loi du 16-24 août 1790, titre 3, art. 16, donnait au juge de paix le droit de connuitre, à quelque somme qu'elles pussent monter, des de mandes en indemnité formées par le preneur pour non jonissance, et des demandes en indemnité formées par le bailleur, pour causs de dégradations. On a soutenu que la loi actuelle aurait du maintenir cette regie comme elle la maintient pour les réparations locatives. (Voyes l'article sufrant, n. 2.)

M. Jobard faisait remarquer qu'en limitant la compétence des juges de paix aux demandes dont le chiffre n'excederait pas le taux de la compétence en dernier remort des tribunaux de première în-stance, en donnait les moyens aux hommes precessifs de poster devant les tribunaux des contestations d'un faible intérêt, en réclamant plus de quinze cents francs d'indemnité, ou en luissant le quotité indéterminée, et en demandant que l'indemnite à oux due fut fixes par esperte.

\*Pour co qui cot relatif aux fépurations locutivel

taire ou fermier pour non jouissance provenant du fait du propriétaire, lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté (1);

20 Des dégradations et pertes, dans les cas prévus par les articles 1732 et 1735 du Code civil (2).

Néanmoins le juge de paix ne connaît des pertes causées par incendie ou inondation que dans les limites posées par l'article 1er de la présente loi (3).

5. Les juges de paix connaissent également, sans appel, jusqu'à la valeur de cent francs, et, à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever (4) :

10 Des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux, et de celles relatives à l'élagage des arbres ou haies, et au curage, soit des fossés, soit des canaux servant à l'irrigation des propriétés ou au mouvement des usines, lorsque les droits de propriété ou de servitude ne sont pas contestés;

2º Des réparations locatives des maisons ou fermes, mises par la loi à la charge du

locataire (5);

3º Des contestations relatives aux engagemens respectifs des gens de travail au jour, au mois et à l'année, et de ceux qui les emploient; des maîtres et des domestiques ou gens de service à gages; des **maîtres et de** leurs ouvriers ou apprentis, sans néanmoiss qu'il soit dérogé aux lois et réglemens relatifs à la juridiction des prud'hommes (6);

a repondu M. le rapporteur, il n'y a aucun inconvenient à laisser la compétence telle qu'ella était fixée par la loi de 1790. Déjà le bail a commence, il y a un fait acquis, et qui sert de point de départ; il ne s'agit que de réparations de pur entretien extremement minimes; mais pour l'indemnité, la somme réclamée peut être considé-rable; quelquesois même le bail n'a pas commence reellement. Le juge est sans aucune base, et s'il y a une demande d'indemnité pour non jonissance, cette demande doit être portée devant le tribunal de premiere instance.

. (1) M. Carré (des Justices de paix, tome 2, n. 1861) se demande ce qu'il faut entendre par ces mols : lorsque le droit à une indemnité n'est pas contesté, et s'il suffit à un propriétaire de dire séchement : Je conteste le fond du droit, je ne dois point d'indemnité; mon fermier n'est pas fondé à en exiger; oa bien, les dégradations qu'il prétend avoir entrané sa jouiseance n'existent pas?

. Il emprunte à M. Henrion de Pansey, chap. 29, n. 299, la réponse suivante : « Pour peu qu'on y réflechisse, on sent que telle ne peut être l'inten-tion de la loi. En effet ce serait lui faire dire que le fermier qui réclame une indemnité pour non jouissance citera le propriétaire devant le juge de paix; mais qu'il sera libre au propriétaire de reconnaître ou de décliner sa juridiction, selon son caprice ou son intérêt. Jamais la loi n'a parlé un pareil langage; quelle doit donc être la défense du propriétaire, pour que l'on puisse dire que le fond du droit est contesté dens le sens de la loi que nous examinons? Je crois que pour qu'il y ait lieu au déclinatoire , il faut que la défense du propriétaire soit telle qu'elle forme une fin de non recevoir contre la demande du fermier ; c'est-à-dire qu'il lui réponde : Telle est la nature des engagemens que j'ai contractés envers vous, telles sont les clauses de votre bail, que quand même vous n'au-.. rier pas joni integralement ou que votre jonissance serait suspendue pendant un temps plus ou moins long, je ne vous dois aucon dedommagement. Alors le procès présente à juger une question d'interprétation d'actes, problème dont la solution exige le rapprochement des différentes clauses du bail et l'application des lois sur l'interprétation des conventions; et c'est ce que la lui n'a pas vonla sonmettre aux juges de paix.

Si donc le propriétaire conteste l'existence du bail, ou soutiont que le bail est nul, qu'il est expiré, résilié, ou qu'il ne comprend pas l'objet cause de la réclamation, le juge de paix ne se point compétent. (Voyes ma continuation de Toullier, tome III, n. 358.)

- (2) Voyez ma continuation de Toulfier, tome III, n. 450 et suiv.
- (3) Voyez, sur la responsabilité du premeur, a cas d'incendie, mon Traité du louage, tome III, continuation de Toullier, n. 409 et suiv.
- (4) La loi du 16-24 août 1790, titre 5, art. 10, attribuait aux juges de paix la connaissance des différentes contestations énumérées dans cet article, mais leur compétence en dernier ressort n'excédait pas 50 francs, tandis qu'elle s'élève maintenant jusqu'à 100 francs.
- (5) Voyer dans ma continuation de Toullier, tome III, n. 447 et suiv., ce qu'on doit entendre par réparations locatives. Voyez aussi tome IV, n. 22 et suiv., 103 et suiv.

J'ai, dans ma continuation de Toullier, tome IV, n. 455, établi contrairement à l'opinion de M. Carre, que l'action pour réparations locatives ne se prescrit que par trente ans; mais j'ai eu sois de faire remarquer que lorsque le bailleur aura laissé écouler un certain temps depuis l'expiration du bail, sans exercer son action, le preneur sera accueilli avec faveur, s'il dit qu'il n'est plus possible de constater et de reconnaître si les réparations actuellement nécessaires l'étaient quand le bail a fini, ou le sont devenues depuis la prise de possession par un autre qu'il y a même pré-somption que les lieux étaient en bon état à la fin du bail, que sans cela on ne les aurait pas repris sans protestation. En un mot, j'ai pensé que les tribunaux ne seront pas obligés de repousser l'action comme prescrite; mais qu'à moins de circonstances particulières, ils la rejetteront comme mal fondée , ou du moins comme dénuée des justifications nécessaires.

(6) Il ne faut pas étendre les expressions ge de travail, gens de service, etc., aux commis, secrétaires, précepteurs, etc. M. le rapporteur de la con mission de la Chaurbre des Pairs s'est formellement expliqué dans se sens.

L'opinion des auteurs était contraire à cette restriction ; mais je crois avoir établi dans **mon** Traité du lousge, continuation de M. Toullier, tome IV, p. 277 et suiv., qu'à raison des modifica4° Des contestations relatives au paicment des nourrices, sauf ce qui est prescrit par les lois et réglemens d'administration publique à l'égard des burcaux de nourrices de la ville de Paris et de toutes les autres villes (4);

5° Des actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques ou non publiques, verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse; des mêmes actions pour rixes ou voies de fait; le tout lorsque les parties ne se sont pas pourvues par la voie criminelle (2).

6. Les juges de paix connaissent, en

outre, à charge d'appel (3):

1º Des entreprises commises, dans l'an-

tions survenues dans nos mœurs, on ne peut plus appliquer les qualifications de domestiques ou gens de service aux bibliothécaires, précepteurs, intendans on régisseurs.

La commission de la Chambre des Pairs avait proposé de donner aux juges de pais la connaissance des contestations entre les chefs de maison et leurs commis; mais cette proposition a été repoussée soit à cause de l'importance des sommes qui pourraient être l'objet de ces contestations, soit à raison du caractère commercial des conventions qui interviennent entre les négocians et leurs commis.

Voyes, relativement aux prud'hommes, la loi du 18 mars 1806 et les décrets du 11 juin 1809,

du 20 février 1810, du 3 août 1810.

La qualification de gens de travail s'applique à ceux qui louent leurs services au jour ou pour un temps déterminé, mais qui ne sont point logés et nourris dans la maison de celui pour qui ils travaillent. Tels sont les terrassiers, moissonneurs, vendangeurs, jardiniers, batteurs en grange, vignerons et en général tous les journaliers, c'est à-dire ceux dont l'engagement peut commencer et finir dans la même journée. (Répertoire de jurisprudence, v'Iuges de paix, § 17, n. 1. M. Henrion de Pansey, chap. 30, n. 7.)

Si, su lieu de se louer su jour ou à l'année, des gens de travail stipulent un prix proportionné à la quantité de travail qu'ils exéculent, le contrat change de caractère, ce n'est plus un lousge de services, c'est un louage d'industrie. (Arrêt de la Cour royale de Bordeaux, du 24 novembre 1829, Sirey, 30. 2. 101; Dalloz, 30. 2. 174. Arrêt de la Cour de cassation, du 12 mars 1834, Sirey-Devilleneuve, 35. 1. 63; Dalloz, 34. 1. 334.)

(4) Voy. décrets des 13 prairial an 12, 25 mars 1806 et 30 juin 1806.

(2) « Déjà , a dit M. Amilhau, rapporteur de la commission de la Chambre des Députés, les injares, les rixes, les voies de fuit étaient, quant à l'action civile, de la compétence du juge de paix. Le projet ajoute l'injure écrite et la diffamation verbale : la diffamation non publique est punie comme injure, si elle a ce caractère ; si elle ne l'a pas , elle demeure impunie : nos lois n'ont pas dû la prévoir pour ne pas briser toutes les relations sociales. lci, on entre dans une voie qui convient parfaitement à nos mecurs; on tente une grande épreuve en cherchant à civiliser les procès correctionnels ; nous n'hésitons pas à penser qu'elle sera utile. Devant le juge de paix, ces sortes de discussions exciteront moins les passions; il y aura moins de publicité, moins de scandale, et, par suite, sa décision n'engendrera pas des haines implacables, et qui ont produit de fâcheux résultats. Toutes les sois que la dissamation aura un caractère de gravité et d'importance qui mériteront une répression serère, on pent s'en reposer sur l'impression de l'homme outragé: il aura recours à la voie criminelle; et si, au contraire, elle ne tient qu'à des causes de la nature de celles qui encombrent les tribunaux ordinaires, c'est un bien d'avoir renvoyé à la justice de paix.»

M. Parant a demandé la suppression des mots autrement que par la voie de la presse. Il voulait que l'action civile, à raison d'injures commisses par la voie de la lithographie ou par la voie de l'imprimerie, fût portée devant le juge de pais.

M. Amilhau a répondu que les injures faites par la voie de la presse ne sont, à cause de lear publicité, comparables à aucune autre; que si l'on s'occupe de la gravité du délit, il est nécessirement plus considérable que si l'injure avait été faite par des écrits à la main, il a plus de portée, prouve plus de malice et produit un plus fâcheux résultat. Il ne s'agirait pas de simples pamphlets, mais des ouvrages les plus longs, des journaux publiés clasque jour. Les juges de paix auraient sans cesse à décider si un ouvrage sérieux et de longue haleine, si un ouvrage comme celui de M. de Lamennais, par exemple, ou tel autre contient des injures. Les injures adressées par un tel moyen de publication ne peuvent être renvoyées devant un degré de juridiction aussi inférieux.

Au surplus, il ne faut pas croire que jamais le juge de paix ne pourra connaître des actions civiles pour injures commises par la voie de la presse.

a ll le pourra, a dit avec raison M. Lavielle, toutes les fois que l'individu qui se prétendra diffamé ou injurié voudra réduire son action civile à 100 ou 200 fr. Le juge de paix sera compétent d'après les dispositions de l'art. 1st déjà voté, qui comprend toutes actions personnelles qui n'excèdent pas ce chiffre. » — Voy. la définition de la diffamation et de l'injure dans l'art. 13 de la loi du 17

mai 1819.

(3) La loi du 16-24 août 1790, tit. 3, art. 10, autorisait les juges de paix à connaître des actions possessoires en dernier ressort jusqu'à concurrence de 50 fr., et pour des sommes plus élevées, à la charge d'appel. Mais voici l'inconvenient d'une pareille disposition. Lorsque le demandeur conclusit à 50 fr. de dommages-intérêts, on pouvait penser que le juge de paix devait statuer en dernier ressort ; mais, outre les dommages intérêts, la contestation avait pour objet la possession réclamée, dont la valeur était indéterminée ; d'où il résultait que le jugement du juge de paix était sujet à l'appel. La Cour de cassation a long-temps pensé que, pour décider la question du premier ou du dernier ressort, il ne fallait prendre en considération que la quotité des dommages-intérêts demandés; mais, par arrêt rendu en sections réunies, le 22 mai 1822, elle a décidé en sens contraire (Sirey, 22. 1. 375). La présente loi met un terme à toute incertitude; elle déclare que toujours la voie de l'appel sera ouverte. Il est évident, en effet, que le procès a pour but bien plus d'être maintena

née, sur les cours d'eau servant à l'irrigation des propriétés et au mouvement des usines et moulins (1), sans préjudice des attributions de l'autorité administrative dans les cas déterminés par les lois et par les réglemens; des dénonciations de nouvel œuvre, complaintes, actions en réintégrande et autres actions possessoires fondées sur des faits également commis dans l'année (2);

2º Des actions en bornage et de celles

relatives à la distance prescrite par la loi, les réglemens particuliers et l'usage des lieux, pour les plantations d'arbres ou de haies, lorsque la propriété ou les titres qui l'étabilissent ne sont pas contestés (3);

3º Des actions relatives aux constructions et travaux énoncés dans l'article 674 du Code civil, lorsque la propriété ou la mitoyenneté du mur ne sont pas contestées;

4º Des demandes en pension alimentaire n'excédant pas cent cinquante francs par

dans le possession, ou de la recouvrer, ce qui est une chose de valeur indéterminée, que d'obtenir la réparation du dommage qu'a pu causer le trouble.

- . (1) L'art. 10, tit. 3 de la loidu 16=24 août 1790 ne parlait que des cours d'eau servant à l'irrigation des prés. Cette disposition paraissait restrictive; la présente loi s'applique à tous les cours d'eau, soit qu'ils servent à l'irrigation des propriétés rurales, soit qu'ils fassent mouvoir des moulins ou autres usines.
- (2) L'article 10, titre 3 de la loi de 1790 ne déterminait pas les diverses espèces d'actions possessoires : la loi actuelle a cru devoir les énumérer; mais les rédacteurs ont craint sans donte que la nomenclature ne sût pas complète, et ils ont sjoute les mots, et autres actions possessoires, qui mettent leur responsabilité à l'abri. Il est fâcheux que le législateur procède de cette manière ; il fait naître par là des contestations qu'un langage plus ferme préviendrait. S'il n'y a pas d'autres actions possessoires que la complainte, la dénonciation de nouvel marre et la réputégrande, il ne fallait pas laisser supposer qu'il pent y en avoir d'autres. Si, au contraire, on supposait qu'il peut se présenter des cas où une action soit possessoire, sans qu'elle rentre dans les complaintes, les dénonciations de nouvel œuvre ou les réintégrandes, il cût été bien utile de le dire expressément.

On sait combien de difficultés présente la matière des actions possessoires : ce n'est pas ici le lieu de les indiquer, et à plus forte raison de les résondre; je ne peux que renvoyer les lecteurs aux auteurs qui ont écrit des ouvrages spéciaux sur cette partie du droit, notamment à M. Henrion de Pansey et à M. Carré. Toutefois, je dois dire quelques mots d'une question importante, vivement controversée et sur laquelle la présente loi me semble jeter

quelque lumière.

On a long-temps douté si la complainte était distincte et dissérente de la réintégrande; si, pour intenter la seconde, il fallait avoir la possession annale exigée pour la première. La jurisprudence penchait pour la négative ; mais M. Troplong, dans son Traité de la prescription, n. 287 et suivans, a soutenu, avec beaucoup de vivacité, que l'on ne ponvait former la demande en réintégrande qu'autant que la possession annale était acquise au moment de la violence. M. de Villencuve, dans une excellente dissertation insérée dans son Recueil, tome 37. 1. 15, a victoricusement établi, au contraire, que par cela seul qu'on est dépouillé violemment, on a le droit de se plaindre et d'exiger la restitution. Il a opposé aux árgumens historiques de M. Troplong des argumens du même genre, a combattu les autorités qu'il cite par des autorités

également respectables et non moins nombreuses; il a prouvé que ce savant magistrat, et M. Henrica de Pansey lui-même, ont raisonné sur un testi inexact de l'ordonnance de 1667; enfin, il a trouré dans la philosophie sociale des argumens décisis en faveur de son système; il a montré que la violence, sous quelque forme qu'elle se produise, doit être réprimée; que la paix publique est latéressée à l'application rigoureuse de l'anciense maxime: spoliatus ante omnia resittuendus.

Un arrêt de la Cour de cassation, du 17 novembre 1835 (Sirey, 37. 1.21), a consacré cette opinion; la loi actuelle la confirme, puisqu'elle indique comme actions distinctes la complainte et la réntégrande, qui se confondraient, si pour l'une comme pour l'autre, la possession annale était enigée. A la vérité, l'article n'autorise les différentes actions possessoires qu'à raison des faits commis dans l'année; mais par là il déclare que toute action possessoire est prescrite, si elle n'est pas formée dan l'année du trouble; ce qui laisse intacte la question de savoir si, pour se pourvoir en complainte on en étintégrande; il faut être possesseur depuis un an

- (3) On a demandó si ces mois: « Lorsque la proa pricié ou les titres ne sont pas contestés » s'appliquaient aux actions en bornage et à celles en ditance en même temps, ou aux premières soulement, ou bien aux secondes exclusivement?
- M. Amilhas , rapporteur, a répondu : « L'intention de la commission , comme de toutes les commissions qui ont examiné ce projet de loi , a sét d'appliquer cette disposition aux deux espèces d'actions ; ainsi, ce n'est que quand la propriété n'est pas contestée, que le juge de paix connaît des actions en bornage. »
- M. Taillandier a demandé à la commission coment elle peut supposer qu'un procès en berner s'établira lorsqu'il n'y aura pas contestation sur le titre. « Il est évident, a-t-il dit, que si l'on penst qu'il y aura contestation sur le titre ou la propriété, il y aura lieu à procès. »

Une voix. . Le juge de paix s'arrêtera. .

- M. Taillandier a pensé que cela donnerait lieu i mille difficultés de compétence pour savoir s'il y a difficulté sur le titre.
- M. le rapporteur a zjouté : « Lorsque le titre n'es pas contesté, ou que les parties ne sont pas d'accerd sur le lieu du bornage, chacun remet ses titre s'inge de paix, qui fait une visite de lieux, et qui ordonne que la borne sera placée à l'endroit determiné par un expert. Si l'on conteste le titre, alon c'est une question de propriété; il faut aller derant les tribunaux ordinaires. »

Voilà la distinction que la commission a établis. Voyez M. Toullier, tome 3, n. 512 et suiv. an, et seulement lersqu'elles seront formées en vertu des articles 205, 206 et 207 du Code civil (1).

77

16

ď

15"

111

ei i

· (\*

4 10

ie k

() z

: <1 Di 🛣

وليم 173

42

11.7

25

1. 3

-30

BB.

1,1"-

7...

: (4

£.E

:62

221

-21

42

...

į.

اتناء

v: 10

(4)

11.

ė

. •

11.3

:1.

3

7. Les juges de paix connaissent de toutes les demandes reconventionnelles ou en compensation qui, par leur nature ou leur valeur, sont dans les limites de leur compétence, alors même que, dans les cas prévus par l'article 1er, ces demandes, réunies à la demande principale, s'éléveraient audessus de deux cents francs. Ils connaissent, en outre, à quelques sommes qu'elles puissent monter, des demandes reconventionnelles en dommages-intérêts fondées exclusivement sur la demande principale elle-même (2).

8. Lorsque chacune des demandes principales, reconventionnelles ou en compensation, sera dans les limites de la compétence du juge de paix en dernier ressort, il prononcera sans qu'il y ait lieu à appel.

Si l'une de ces demandes n'est susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, le juge de paix ne prononcera sur toutes qu'en pre-

mier ressort.

Si la demande reconventionnelle ou en · compensation excède les limites de sa compétence, il pourra, soit retenir le jugement de la demande principale, soit renvoyer, sur le tout, les parties à se pourvoir devant le tribunal de première instance, sans préliminaire de conciliation (3).

- (1) Cette disposition est excellente; elle remet aux juges de paix le soin de terminer des contestations qui n'offrent point de graves difficultés, dans lesquelles il s'agit sculement d'apprécier la position respective des parties, que personne ne peut mieux connaître que le juge local.
- (2) Cet article ne s'occupe point de la question de savoir si le juge de paix statue en premier ou dernier ressort; il détermine seulement sa compétence, et il décide que, pourvu que la demande en compensation ou reconventionnelle, considérée en elle-même et isolément de la demande principale, soit de la compétence du juge de paix, il doit en connaître, quoique la réunion à la demande principale forme un litige qui, par sa vala in ajoute en hors de la compétence de jacour paris. Il ajoute en la competence de jacour paris la fonce de la competence de la compe outre que toute demande reconventionnelle, fondéc exclusivement sur la demande principale, est de la compétence du juge de poix , alors même que cette demande reconventionnelle seule serait, par sa valeur, au-dessus de sa compétence.

Ces règles sont nouvelles et contraires à la jurisprudeuce existante; mais elles ont été établies avec raison pour empêcher qu'on ne vint, par des demandes en compensation ou reconventionnelles, enlever à la justice de paix des contestations qu'on a voulu lui soumettre. Au surplus, pour savoir ce qu'il faut entendre par demandes reconventionnalles , demandes en compensation, demandes exclusivement fondies sur la demande principale, on peut consulter les notes que j'ai placées sous l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838, relative aux tribunaux de première

instance. Voy. suprà, pages 208 et shiv.

(3) Cet article prévoit trois cas différens : 1º celui où chacune des demandes est dans les limites du dernier ressort; 2º celui où l'une d'elles n'est susceptible d'être jugée qu'à la charge d'appel; et 3º enfin celui où la demande reconventionnelle ou en compensation n'est pas de la compétence du jage de paix.

Il décide que, dans le premier cas, le juge prononcera en dernier ressort sur toutes les demandes : que, dans le second, il ne statuera qu'en premier ressort, même sur les demandes qui scraient susceptibles d'être jugées en dernier ressort; que, dans le troisième, le juge pourra retenir la demande principale et la jeger, on bien renvoyer le tout au

tribunal de première instance.

On comprend que ce n'est pas arbitrairement et sans motifs que le juge de paix devra , dans cette

dernière hypothèse, retenir la demande principale on se dessaisir de tout. M. le rapporteur de la Chambre des Députés a indiqué les raisons par lesquelles il doit se déterminer à prendre l'un des deux partis. «Si, a-t-il dit, le juge croit que la demande reconventionnelle n'a été formée que pour soustraire le débiteur au paiement, pour le délivrer de la compétence, alors il prononce la condamnation sur la demande principale, pour laquelle il était compétent l'après la loi générale. et renvoie aux juges ordinaires pour la demande reconventionnelle.

" Pourquoi avons-nous, in nes nouveaux articles. tion dans au'il s'agit d'une demande en alimens, d'une demande en paiement de frais de nourrice, on d'une demande en paiement de salaires d'ouvriers, admettez-vous que le désendeur puisse, par une demande reconventionnelle, éluder le paiement qu'on lui demande, et cela, jusqu'à ce que les tribunaux civils aient prononcé? Admettes vous qu'il puisse obtenir un délai de trois, quatre ou cinq mois, et neutraliser une demande légitime qui a pour but un paiement necessaire à l'ouvrier pour vivre et faire vivre sa famille, nécessaire à la nourrice pour qu'elle puisse subsister? Nous ne l'avons pas cru; nous avons pensé qu'il fallait diviser la compétence et plutôt briser un principo que de commettre une injustice ; qu'il y avait lieu à prononcer sur la demande principale, et à renvoyer, pour la demande reconventionnelle ou l'exception, devant le juge ordinaire. Il n'y a à cela ancun inconvenient.

Il est incontestable que le juge de paix ne pourrait pas mêine opter, et qu'il serait oblige de juger, et de juger non seulement la demande principale, mais même la demande reconventionnelle, si celle-ci était une demande en dommages-intérêts exclusivement sondée sur la demande principale; car cette demande reconventionnelle n'excederait pas sa compétence, d'après la disposition finale

de l'art. 7.

Pourrait-il, en pareil cas, statuer en dernier ressort, si la demande principale était dans les limites du dernier ressort, bien que la demande reconventionnelle ne pût être jugée qu'à la charge

Pappel ? Pour l'affirmative, on peut invoquer l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838, qui dit formellement que les tribunaux de première instance jugent en dernier ressort toute demande reconventionnelle en

9. Lorsque plusieurs demandes formées par la même partie seront réunies dans une même instance, le juge de paix ne prononcera qu'en premier ressort, si leur yaleur totale s'élève au-dessus de cent francs, lors même que quelqu'une de ces demandes serait inférieure à cette somme. Il sera incompétent sur le tout, si ces demandes excèdent, par leur réunion, les limites de sa juridiction.

10. Dans les cas où la saisie-gagerie ne peut avoir lieu qu'en vertu de permission de justice, cette permission sera accordée par le juge de paix du lieu où la saisie devra être faite, toutes les fois que les causes rentreront dans sa compétence.

S'il y a opposition de la part des tiers,

pour des causes et pour des sommes qui, réunies, excéderaient cette compétence, le jugement en sera déféré aux tribunaux de première instance.

11. L'exécution provisoire des jugemens sera ordonnée dans tous les cas où il y a titre authentique, promesse reconnue, ou condamnation précédente dont il n'y a

point eu appel.

Dans tous les autres cas, le juge pourra ordonner l'exécution provisoire, nonobstant appel, sans caution, lorsqu'il s'agira de pension alimentaire, ou lorsque la somme n'excédera pas trois cents francs, et avec caution, au-dessus de cette somme (1).

La caulion sera reçue par le juge de

paix (2).

dommages-intérêts fondée exclusivement sur la demande principale.

Mais cette disposition exorbitante n'est point reproduite dans la loi actuelle; je ne crois pas qu'on puisse la suppléer. L'art. 7 dit bien que les demandes reconventionnelles, fondées exclusivement sur la demande principale, sont de la compétence des juges de paix , bien que leur valeur les place en dehors; mais cet article ne dit pas que, si la demande principale est susceptible d'être ju-gée en dernier ressort, il en sera de même de la demande reconventionnelle.

la redaction suivante : Les phatique à cet article « de paix seront toujours executoires par provie sion, nonobstant appel; neanmoins, au-dessus de 300 francs, l'exécution provisoire ne pourra a avoir lieu qu'en donnant caution : la caution sera reçue par le juge de paix.

Ce système de l'exécution de plein droit était la reproduction de l'art. 17 du Code de procédure

civile.

M. le rapporteur l'a attaqué le premier devant la Chambre. Pour le soutenir, M. Tesnière, membre de la commission, disait que la disposition qu'on voulait supprimer avait déjà reçu une longue exécution sans donner lieu à aucune réclamation, aucune plainte; qu'elle était d'ailleurs en harmonie avec le principe qui dominait la loi nouvelle; que c'est une grave et dangereuse innovation que d'introduire dans les juridictions de paix une disposition empruntée aux tribunaux de première instance; qu'ainsi, en vertu de la dis-position de l'art. 135 du Code de procédure civile appliquée aux justices de paix, l'exécution provisoire obligatoire des jugemens sera ordonnée lorsqu'il y aura titre authentique, promesse reconnue ou condamnation precedente, dont il n'y aura pas eu appel; que le juge de paix, simple juge du fait, deviendra appréciateur de la nature, de la valeur et de l'existence d'un acte authentique, d'une promesse reconnue ou d'un juge-ment dont il n'y aura pas eu appel; qu'il sera souvent obligé de trancher de graves difficultés, des questions de droit pur.

· Ainsi donc, a dit l'orateur en terminant, l'article de la commission est préférable, il a l'avantage de n'être que la consécration d'un principe qui subsiste, tandis que la disposition du gouvernement va directement contre le but de l'institu-

tion des justices de paix, qui doit éloigner toutes les complications que peuvent et que devront faire naître fort souvent les questions d'exécution provisoire. Vous voulez que les décisions soient promptes, rapides, enlever aux chicaneurs, aux hommes de mauvaise foi, les moyens d'éterniser les proces. Vous n'y parviendrez pas avec l'execution facultative. Le juge de paix ne l'ordonnera jamais, ou bien rarement, et alors les appels se multiplieront. .

M. le rapporteur a répondu que l'adoption de la disposition serait une chose aussi désastreuse

pour le créancier que pour le débiteur.

Toutes les commissions qui nous ont précédés,

\*En effet l'execution de plein droit est une chose qui ne doit pas être ordonnée, s'il n'y a obligation, car elle peut avoir pour effet de rui-ner le créancier et le débiteur. Remarquez que cette exécution de plein droit s'applique au cas où il y a appel. Eh bien ! si le jugement était infirmé, il en résulterait que celui qui aurait été dépouillé par une demande trop légèrement accueillie raincrait à son tour son créancier présumé, en le poursuivant pour les sommes payées indûment et pour les dommages causés par cette malheureuse exécution. Ce n'est pas tout, il y a une autre objection que j'ai eu l'honneur de présenter à la commission et qui l'a frappée. En étendant la compétence des juges de paix, il peut se faire que vous leur transporties quelques questions difficiles, et qu'ils soient arrêtés pour la solution; alors les juges de paix hésiteront à prononcer l'exécution de plein droit; ils ne vondront pas prescrire une exécution qui pourrait avoir des suites irréparables; il faut respecter les scrupules d'une conscience droite et timorée. Vous, au contraire, dans votre système, vous faites que l'exécution provisoire est dans tous les cas une règle aveugle plus meurtrière que les bienfaits de la loi ne sont utiles. Je ne demande pas qu'on montre plus de défiance que le Code de procédure pour les juges de paix; je leur attribue au contraire plus de consiance que cette législation antérieure qui était sans tempérament. Je ne veux l'exécution qu'après la décision et l'examen du juge de paix, quand il la croit indispensable pour assurer de véritables droits mis en péril par un retard calculé dans l'intention d'éluder le paiement.

(2) On a demandé si les formalités du Code de

12. S'il y a péril en la demeure, l'exécution provisoire pourra être ordonnée sur la minute du jugement avec ou sans caution, conformément aux dispositions de l'article précédent.

13. L'appel des jugemens des juges de paix ne sera recevable ni avant les trois jours qui suivrent celui de la prononciation des jugemens (1), à moins qu'il n'y ait lieu à exécution provisoire, ni après les trente jours qui suivrent la signification à l'égard

1991

t.

111

211

6.4

14

it #

1.7

125

L)

į: 🛪

<u>.</u> 3

54

\_\_

. 15

r;

-515

(B)

.

721

3 5

15

.

w

201

, 5

ŗè

Ŀ

ø

Z

1

ď

ď

des personnes domiciliées dans le canton (2).

Les personnes domiciliées hors du canton auront, pour interjeter appel, outre le délai de trente jours, le délai réglé par les articles 73 et 1035 du Code de procédure civile (3).

14. Ne sera pas recevable l'appel des jugemens mal à propos qualifiés en premier ressort, ou qui, étant en dernier ressort, n'auraient point été qualifiés.

Seront sujets à l'appel les jugemens qualifiés en dernier ressort, s'ils ont statué, soit sur des questions de compétence, soit sur des matières dont le juge de paix ne pouvait connaître qu'en premier ressort.

Neanmoins, si le juge de paix s'est déclaré compétent, l'appel ne pourra être interjeté qu'après le jugement définitif (4).

15. Les jugemens rendus par les juges de paix ne pourront être attaqués par la voie du recours en cassation que pour excès de pouvoir (5).

16. Tous les huissiers d'un même canton

procédure pour les réceptions de caution devraient être observées. (Voy. art. 517 et 521.)

M. le rapporteur a répondu que le juge de paix recuvra la caution à l'audience. Ainsi cette réception aura lieu le jour même où le jugement aura été rendu, ou à la plus prochaine audience indiquée par le juge de paix, sans aucune procédure et sans autres formalités.

- (1) Il faut, par analogie de l'article 450 du Code de procédure, décider que l'exécution est suspendue pendant les trois jours.
- (2) L'erticle 16 du Code de procédure fixait le délai de l'eppel à trois mois ; c'est avec raison que la présente loi le réduit à un.
- (3) Quant aux personnes absentes dont il est question dans l'art. A\$6 Code de procédure, elles continueront à jouir des délais que leur accorde cet article. Un amendement proposé en ce sens a été rejeté comme inutile. « Nous nous en sommes temus aux termes du droit commun, a dit M. le rapporteur. Nous n'avons pas voulu déroger à l'article \$\frac{4}{16}\$ du Code de procédure, que la commission connaissait très bien; nous avons voulu seulement que le délai des distances fût indiqué, parce que, si l'on n'avait pas dit que le délai de l'appel serait augmenté en raison des distances, il en serait résulté qu'on n'aurait eu qu'un mois pour interjeter appel.»
- a A l'avenir, a dit M. Reneuard dans son rapport, il ne sera plus nécessaire que le jugement soit signifié par l'huissier de la justice de paix, ou tel autre commis par le juge. Il n'y a plus d'huissiers spécialement attachés à la justice de paix (voyez article 16), et l'on a pensé, quand la signification doit être faile à des personnes domiciliées hors du canton, que le juge de paix peut ne pas connaître les huissiers des cantons étrangers, ce qui l'expose à une désignation hasardée; ou que si la désignation est confiée à l'un des magistrats de la résidence de l'huissier à commettre, on multiplie sans nécessité les formalités préalables et les recours aux juges. Néanmoins les jugemens par défaut continueront, conformément au droit commun, à être signifiée par des huissiers commis.
- (4) Cette disposition e été critiquée, en ce qu'elle autorise le juge de paix à statuer sur le foud, lorsqu'il s'est déclaré compétent, en sorte que lorsque

le jugement du tribunal de première instance interviendra et décidera que le juge de paix n'était pas compétent, la sentence qu'il aura rendue sur le fond, et les frais qu'elle aura causés, seront inutiles. Mais M. le rapporteur à la Chambre des Députés a répondu que l'on n'attribuait aux juges de paix que le droit qu'ils avaient eu jusqu'à présent. « Tout juge, a-t-il dit, devant lequel une demande est formée, est le premier juge de sa compétence, c'est-à-dire de la question de savoir si la demande doit être portée devant lui. Eh bien! dans les cas où un juge de paix aura décidé qu'une demande qui n'est pas de sa compétence devra cependant lui être soumise, nous avons admis le recours. Dans le cas où la demande sort de sa compétence, il a été mul jugé; tandis que si l'on adoptait le système contraire, il faudrait commencer par aller devant le tribunal de première instance, pour faire juger d'abord la compétence, et ensuite, si la compétence du juge de paix était reconnue , revenir devant ce magistrat pour faire juger le fond.

(5) La loi du 27 ventose an 8, article 77, autorisait le pourvoi en cassation contre les jugemens rendus par les juges de paix, pour incompétence et pour excès de pouvoirs. L'article 14, faisent de l'incompétence un moyen d'appel, l'excès de peuvoir seul donnera désormais ouverture à cassation. La distinction entre l'excès de pouvoir et l'incompétence doit donc être établie, et ce n'est pas chose facile. On l'a dit dans la Chambre des Députés, et il est à regretter que les savans jurisconsultes qu'elle renferme n'aient pas pris la peine de jeter quelques lumières sur cette grave difficulté.

Je me bornerai à faire remarquer que toute décision incompétemment rendue est un excès de pouvoir ; car le juge qui statue sur ce qui n'est pas dans les limites de sa compétence, fait ce qu'il n'a pas le pouvoir de faire ; il excède son pouvoir. Mais tout excès de pouvoir n'est pas une incompétence; car un juge quistatue sur une contestation qui lui est légae lement soumise, ne sort pas des bornes de sa compétence, et il peut erriver cependant que dans l'instruction ou dans le jugement, il fasse ce qu'il n'a pas le pouvoir de faire. Ainsi, un juge de paix qui, saisi d'une demande en paiement d'une somme prêtée, condamnerait le débiteur au paiement, et en outre à un emprisonnement de trois jours, commettrait un excès de pouvoir. On cite encore comme exemple d'excès de pouvoir, le cas où les juges s'immiscent dans les fonctions administratives, et

auront le droit de donner toutes les citations et de faire tous les actes devant la justice de paix. Dans les villes où il y a plusieurs justices de paix, les huissiers exploitent concurremment dans le ressort de la juridiction assignée à leur résidence. Tous les huissiers du même canton seront tenus de faire le service des audiences et

d'assister le juge de paix toutes les fois qu'ils en seront requis; les juges de paix choisiront leurs huissiers audienciers (1).

17. Dans toutes les causes, excepté celles où il y aurait péril en la demeure et celles dans lesquelles le défendeur serait domicilié bors du canton eu des cantons de la même ville, le juge de paix pourra inter-

celui où ils prononcent par voie générale et réglementaire.

Je crois que la loi eût mieux fait de ne pas établir cette distinction, et de laisser aux tribunaux de première instance, juges d'appel des justices de paix, le soin de statuer sur les pourvois fondés sur l'excès de pouvoir, aussi bien que sur ceux ayant pour cause l'incompétence. La Cour de cassation est instituée pour maintenir l'uniformité de la jurisprudence et le respect de le loi; si l'excès de pouvoir commis par un juge de paix n'était pas réprimé par le tribunal de première instance, en se pourvoyant contre le jugement de ce tribunal, on saisirait la Cour de cassation, qui remplirait sa mission. Il est vrai que pour cela il aurait fallu déclarer que tout jugement de juge de paix vicié d'excès de pouvoir était susceptible d'appel, et que sous ce prétexte, beaucoup de jugemens en dernier ressort auraient été attaqués. Sans doute c'eût été un inconvénient ; mais les tribunaux de première instance auraient repoussé ces tentatives. D'ailleurs, il est fâcheux que les parties victimes d'un exces de pouvoir soient placées dans l'alternative ou de le supporter sans se plaindre, ou d'être obligées de recourir à la Cour de cassation.

(1) La disposition de cet article déroge à la loi du 6-27 mars 1701, art. 13, à l'art. 4 du Code de procédure, et enfin à l'art. 28 du décret du 14 juin 1813, qui reconnaissaient des huissiers attachés à chaque justice de paix et qui leur attribuaient le drolt exclusif de faire tous les exploits et actes de leur ministère dans les affaires dévolues à la justice de paix à laquelle ils étaient attachés.

Catte innovation est fondée sur l'augmentation des attributions des huissiers, sur l'intérêt des justiciables, sur cette considération que tous les huissiess sont égaux; qu'ils méritent une égale confisance; qu'ils sont investis du même titre, fournissent le même cautionnement, et doivent; par conséquent, avoir le même pouvoir.

La dernière disposition est expliquée et justifiée en ces termes, per le rapport de la commission: « En donnant à tous les huissiers le droit d'exploiter concurremment, et à la confiance publique une entière liberté, votre commission n'a pas entendu dépouiller le juge de paix du droit qu'ont tous les tribunaux de désigner leurs huissiers audienciers; seulement ces huissiers n'auront pas un privilège spécial pour tous les actes de cette juridiction. Il leur restera les droits d'appel des causes, et les béaéfices que la confiance du juge assurc en lès désignant ainsi d'avance, su choix de l'opinion publique. »

Le choix du juge de paix n'est pas restreint aux huissiers actuellement audienciers. C'est un choix à principio.

La sanction pénale de cette disposition, en ce qu'elle défend sux huissiers d'instrumenter hors du canton de leur résidence, se trouve dans la loi du 27 mars 1701, qui autorise le juge de paix à prononter contre l'huissier une amende de 6 fr. Cette pénahité n's pas été reprodeite dans la rédaction de l'article pour ne pas surcharger la loi de étails minutieux et superflus. « Nous restons aux terme du droit commun, a dit M. le rapporteur. »

L'acte n'est pas nul pour cela. Il doit produire le même effet que s'il avait été fait par un huissier du ressort.

Dans une circulaire, du 6 juin 1838, le ministre de la justice s'exprime sur cet article de la maniere suivante:

« Cette disposition déroge à l'art. 28 du décret du 14 juin 1813. L'accroissement de la compétence des juges de paix doit produire ce résultat que ples d'assignations seront données devant cette jaridiction. C'est en considération de ce nouvel état de choses, que tous les huissiers dont la résidence st fixée dans le même canton, acquièremt le droit d'exploiter auprès de la justice de paix, droit qui n'appartient qu'aux seuls audienciers.

« La loi a dû dire comment cette règle s'appliquerait aux villes divisées en plusieurs justices de paix. Quoique les tribunaux de première instance puissent, en exécution de l'art. 19 du même décret, distribuer les huissiers par quartiers, il est d'usage qu'ils n'ont pas recours à cette mesure, parce que l'intérât de ces efficiers ministériels seffit pour les déterminer à fixer leur demeure là on ette doit être le plus à la portée des justiciables. Une telle distribution entraînerait, d'ailseurs, l'inconvénient, si elle devait être prise en considération dans l'exécution de la loi nouvelte, de créer les défauts de qualités et de donner liera à des moyens de nullité qu'il est essentiet de prévenir.

Ainsi, tous les huissiers qui résident dans les villes auront le droit d'y exploiter concurremment auprès des divers juges de paix. Telle serait, au reste, la conséquence de l'absence seule des réglemens suivant lesquels ces officiers seraient répartis par quartiers. Dans ces résidences, les juges de paix trouveront auprès du procureur du roi, du tribunal d'arrondissement, et souvent même auprès des magistrats supérieurs, tout l'appui que les circonstances peuvent rendre nécessaire, afin que lett autorité soit toujours respectée et que le nombre des huissiers qui auront droit d'instrumenter devant cux, ne trompe jamais leurs intentions conciliatrices,

« Le même art. 10 réservo au juge de paix le pouvoir de choisir des huissiers audienciers. Si ces huissiers perdent le privilège exclusif qui leur apparteneit, la confiance du juge les désigners toujours, d'une manière spéciale, à la confiance du publie, et la signification des jugemens par défaut leur appeartendra, en exécution de l'art. 20 de Code de procédure. Ces avantages continueront probablement à assurer au magistrat l'assistance habituelle et nécessaire d'un ou plusieurs de ces officiers ministériels.

1.2 . 13,0 . 2 23 75 11 12 :5 3 3 (100 . 6 11. leg's 1 χ, , 1 . 1 126 126 14 \*\*\*\* \*\* y 76 27 28 38 31

71

dire aux huissiers de sa résidence de donner aucune citation en justice, sans qu'au préalable il n'ait appelé, sans frais, les parties devant lui (1).

18. Dans les causes portées devant la justice de paix, aucun huissier ne pourra mi assister comme conseil ni représenter les parties en qualité de procureur fondé, à peine d'une amende de vingt-cinq à cinquante francs, qui sera prononcée sans appel par le juge de paix.

Ces dispositions ne seront pas applicables aux huissiers qui se trouveront dans l'un des eas prévus par l'art. 86 Code de proc. civ. (2).

(1) Cet article ne fait que confirmer un usage excellent et assez généralement établi ; mais il était mécessaire que la loi sanctionnat ce que les juges de paix pratiquaient dens l'intérêt de leurs justi-ciables. En effet, un arrêt de la Cour de cassation a décidé avec raison, en 1817, qu'un juge de paix ne pouvait désendre aux huissiers de donner des citations, sans en avoir reçu de lui l'autorisation.

V. arrêt du 7 juillet 1817, Sircy, 17. 1. 347. La circulaire du 6 juin 1838 explique ainsi la

disposition de cet article :

« Beaucoup de juges de paix ont introduit, dans leurs cantons, l'usage des avertissemens antérieurs aux citations en justice. Je ne vois que de l'avantage à ce que cet usage soit maintenu là où il existe, et à ce qu'il soit introduit dans les cantons où i! n'a pas encore été établi. C'est afin de laisser à cet égard aux juges de paix tout le mérite de l'initiative, et de leur permettre d'apprécier les circonstances dans lesquelles la remise de ces avis serait utile ou superflue, que la loi n'en fait pas une obligation générale. Il était toutesois indispensable de leur conférer le pouvoir de défendre aux huissiers qu'aucune assignation ne fût donnée sans ce préable, et telle est la disposition de l'art. 17.

« Lorsqu'une pareille desense aura été faite, deux exceptions seulement dispenseront de l'observer : la loi a dû encore les expliquer ; c'est d'abord l'éloignement du domicile du défendeur, afin de lui épargner les dépenses du déplacement ; ce sont ensuite les cas d'urgence. Tantôt le magistrat lui-même en sera juge, si l'huissier a cu le temps de le consulter ; tantôt , si ce temps lui a manqué, sa justification sera dans les faits mêmes qui caraqtériseront l'urgence, ce sera à lui de bien les apprécier et de n'engager qu'avec discernement sa responsabilité. »

(2) M. Portalis a proposé à la Chambre des Députés d'introduire dans la loi une disposition portant que les parties seraient tenues de comparaître en

personne devant le juge de paix.
Déjà, en 1857, M. Delespaul avait exprimé le re-gret que le Gouvernement n'eût pas inséré dans son projet de loi un article qui obligeát les plaideurs à se présenter, sauf dans les cas d'empêchement légitime. Vous savez tous, disait l'orateur, pourquoi le bienfait de la conciliation est devenu à peu près illu-soire en France; c'est à cause de la faculté laissée aux parties de se faire représenter devant le tribunal de paix par des agens d'affaires, par des praticiens trop souvent intéressés à paralyser l'effet de la médiation du magistrat, et qui, dans le prétoire même du juge, et, des les premiers mots qu'il prononce, l'arrêtent par cette laconique et affli-geante réponse : Il n'y a pas lien à conciliation. Le remède étant bien près du mal, puisqu'il ne s'agirait que de supprimer, hors les cas d'empéchement légitime, une faculté dont on a étrangement abusé, je regrette que, dans le projet, le Gouvernement et la commission aient cru devoir garder le silence sur un point que je regarde comme très important ;

car la conciliation est le but principal, la plus belle : comme la plus précieuse des prérogatives de la justice de paix. »

Ces considérations doivent frapper tous les esprits justes. Elles reçoivent une nouvelle force des observations qu'a publiées sur ce sujet M. Rouillon, juge de paix du onzième arrondissement de Paris. Voiei comment s'exprime ce magistrat : « On ne sait pas assez tout ce que la publicité de l'audience, qui réduit les faits à leur expression la plus vraie, tout ce que les explications contradictoires et l'impression instinctive qui se communique de l'auditoire aux parties, produisent souvent de bonnes et seges ré-flexions; on ne sait pas assez combien, sous l'influence de cette épreuve décisive, s'opèrent d'arrangemens à l'audience, que le juge de paix n'avait pu obtenir dans les premiers momens.

Cette observation est aussi juste qu'heureusement exprimée, J'ai été plus d'une fois à portée d'en vé-rifier l'exactitude. Au surplus, la disposition addi-tionnelle proposée par M. Portalis à la Chambre

des Députés était conçue en ces termes :

« Dans les procès soumis au préliminaire de con-· ciliation, les parties devront comparattre ellesmêmes devant le juge de paix, et sans pouvoir se faire représenter, à moins qu'il ne soit justifié qu'elles en sont empêchées par maladie ou par un cloignement de plus de cinq myriamètres.

· Faute de comparution et de justification suffi-« sante, le juge de paix devra prononcer contre la partie défaillante l'amende portée en l'art. 56 du Code de procédure civile, et ordonner qu'elle sera réassignée à ses frais.

« Si la partie qui n'a pas comparu en personne persiste en son refus, il en sara fait mention, comme il est dit en l'art. 58 du Code déjà cité, et

l'amende prononcée par le juge de paix pourra être élevée jusqu'à la somme de 50 fr.

Le ministère et la commission ont pensé que le but de la disposition additionnelle était atteint par l'art. 53 du Code de procédure, qui porte que les parties comparatiront en personne, hors des cas d'empechement; que l'exécution plus sévère, l'avenir, de cet article remplirait, et au -delb, l'objet de la disposition proposée. On est convenu de prier M. le garde des sceaux de vouloir bien in-viter les juges de paix è se conformer aux dispositions de l'art. 53, c'est-h-dire d'ordonner la comparution personnelle toutes les fois qu'elle sera possible. C'est presque l'admission de l'amende-ment. Voyez ci après l'extrait de la circulaire du ministre.

A l'occasion d'un amendement qui avait à peu près le même but et qui désendait d'admettre comme fondés de pouvoir d'autres personnes que celles qui seront agréces par le juge de paix, à moins que ce fût un parent ou un ami de la partie, M. le rapporteur, après avoir dit que l'amendement tendait à établir une sorte de corporation d'agréés, ce qu'on ne voulait point, 'a sjouté : « Quant à co qui est relatif à la compa19. En cas d'infraction aux dispositions des articles 16, 17 et 18, le juge de paix pourra défendre aux huissiers du canton de citer devant lui (1), pendant un délai de

quinze jours à trois mois, sans appel et sans préjudice de l'action disciplinaire des tribunaux et des dommages-intérêts des parties, s'il y a lieu (2).

sution personnelle, il faut qu'il soit bien entendu, et c'est la pensée de voire commission, comme c'est l'esprit du Code de procédure civile, esprit qui s'est révélé notamment dans l'art. 53 relatif à la conciliation; il faut qu'il soit bien entendu que les parties doivent, autent que c'est possible, comparaire en personne. Le juge de paix doit chercher à concilier les parties, et par conséquent, il doit faire tout ce qui sera en lui pour qu'elles se présentent. Mais ce n'est pas à dire que, s'il s'agit d'une veuve, d'un mineur, d'un malade qui ne pourra se présenter devant le juge de paix, l'obligation de comparaître en personne doive subsister. Vouloir en faire une règle absolne, et vouloir faire constater par le juge de paix les impossibilités de cette nature, ce serait aller trop loin. C'est à la prudence, à la discrétion du magistrat qu'on doit s'en rapporter en pareille circonstance. »

Je dois faire remarquer que dans ces diverses applications on a souvent confondu les affaires dont le juge de paix s'occupe comme conciliateur et celles sur lesquelles il prononce comme juge. L'article 53 du Code de procédure peut en effet être considéré comme suffisant pour obliger les parties à comparaître en conciliation; mais cette comparation n'est pas moins importante dans les affaires de compétence, et il était indispensable qu'elle fut preserite aussi bien dans ce cas que dans l'autre; l'art. 9 du Code de protédure dispose à cet égard dans les mêmes termes que l'art.

53. Seulement on ne trouve pas dans la loi une
assetion suffisante. Si l'une des parties ne veut
pas comparaître en personne sur la citation en
consiliation. L'amparde de difference parties per conciliation, l'amende de dix francs n'est pas une peine assez grave pour la déterminer; peut-être aurait-il fallu laisser plus de latitude au juge de pair et déterminer un maximum et un minimum entre lesquels il aurait choisi. Qu'on remarque bien d'ailleurs que l'amende de dix francs n'est prononcée que contre celui qui ne comparaît pas; et l'article 56 n'ajoute pas en personne. Il est donc donteux qu'on put prononcer l'amende de dix france contre celui qui comparaîtrait par un sondé de pouvoirs. Dans les matières qui sont soumises à la juridiction du juge de paix, le défaut de comparution n'est point puni d'amende; il est vrai que le juge de paix a la faculté de donner desant contre celui qui ne se présente pas devant lui; mais cette faculté ne peut être exercée lorsque celui qui refuse de paraître en personne se fait représenter par un fondé de pouvoir.

En un mot, la comparution en personne est posses comme une obligation dans la loi, soit lorsqu'il s'agit de conciliation, soit lorsqu'il s'agit pour le juge de paix d'exercer sa juridiction; mais la loi ne donne pas le moyen d'arriver à ce but. Sans donte il ne faudrait pas pour l'atteindre confier au juge un pouvoir trop étendu, mettre dans ses mains des poines trop sévères, dont l'abus serait à craindre; mais entre ces moyens violens et une vaine proclamation des principes il y a quelque chose d'intermédiaire et de raisonnable que la loi ne fait pas. Cependant voici ce qu'on lit dans la circulaire ministérielle:

a L'art. 18 est relatif à la comparation devant le magistret; il est dans l'esprit de l'institution des juges de paix que les parties se présentent autant que possible elles-mêmes. Les lois de l'assemblee constituante voulaient même que les plaideurs ne fussent ni représentés ni assistés par des personnes attachés à l'ordre judiciaire. Le Code de procédure a prononcé, il est vrai, par son article 9, l'abrogation de cette exclusion, souvent aussi génante que mal fondée. Et la loi nouvelle ne s'exprime qu'à l'égard des huissiers dont le ministère consiste à servir d'intermédiaire aux deux parties, ce qui ne permet pas qu'ils se constituent les défenseurs de l'une d'elles; il est néanmoins bien essentiel de remarquer que si le procureur fondé qu'elles ont choisi ne paraît pas digne de la mission qui lui a été confiée, le juge conserve toujours le droit d'écarter cette entremise alors inutile ou contraire à ceux qui réclament justice devant lui ; le droit commun veut qu'il puisse recourir à tous les moyens légaux pour éclaires sa décision.

a La comparution personnelle des perties constitue l'un de ces moyens, l'efficacité en est fréquenment décisive, soit pour discerner plus sêrement la vérité, soit afin d'arriver à une concilie-tion. Il ne tiendra donc qu'au juge d'ordonner s'il le croit convensble cette comparution pour le joer qu'il indiquers, comme il peut prescrire la méma mesure lorsqu'il n'est appelé à conneître de l'affaire en qualité de conciliateur, puisque l'art. 53 du Code de procédure n'antorise la présence d'en fendé de pouvoir qu'en cas d'empèchement de la partie. C'est encore au megistrat qu'il appartient de décider s'il y a réellement empèchement, si l'escuse est justifiée, si la partie ellemême ne doit pas sur son ordre venir exposer ses raisons, »

(1) D'après ces mots de citer devant lui, et d'après la discussion, il est évident que le juge de paix ne peut interdire à l'huissier tous les actes de son ministère; il ne peut que le priver du droit de donner des citations devant lui.

(2) « La sanction des art. 16, 17 ct 18, dit la circulaire du 6 juin 1838, se trouve dans l'art. 19. Elle est de deux natures : l'interdiction de donner des assignations devant le juge de paix, et l'exercice ordinaire du pouvoir disciplinaire. Sous ce dernier rapport, la loi se réfère de plein droit, et sans qu'il ait été nécessaire de le déclarer, aux art. 102 et 103 du décret du 30 mars 1808. Quant à la première sanction, la durée de l'interdiction ne peut être moindre de quinze jours, ni se prolonger au-delà de trois mois. Le juge de paix statue, à cet égard, sans appel. Plus cette dérogation à la loi générale, qui veut que les décisions disciplinaires no soient pas définitives sans mon approbation est grave, plus les juges de paix comprea-dront qu'il ne faut en user qu'avec une juste réserve ; mais aussi ce droit a besoin d'exister avec une étendue nécessaire pour qu'il ait une efficacité réelle.

« Lorsqu'une ville est divisée en plusieurs justices de paix, l'interdiction ne pouvant être appliquée

20. Les actions concernant les brevets d'invention seront portées, s'il s'agit de nullité ou de déchéance des brevets, devant les tribunaux civils de première instance; s'il s'agit de contrefaçon, devant les tribunaux correctionnels (1).

à toutes les juridictions de cette nature qui sont établèss dans la même résidence, le peine qui aura eté prononcée produira toujours l'effet moral qui est attaché à de telles décisions. Si la répression ne paraissait pas suffisante, ce serait le cas alors de recourir au pouvoir plus rigoureux qui est réserré, c'est-à-dire l'action en discipline, telle qu'elle est réglée par le droit commun.»

(1) Les motifs qui ont fait admettre cette disposion se trouvent consignés dans le rapport fait en 1837 à la Chambre des Députés par M. Renoserd. Voici comment il s'exprime:

Les brevets d'invention sont régis par les lois des 7 janvier 1791 et 25 mai de la même année. D'après ces lois, les actions en contrefaçon de

brevets sont portées devant les juges de paix.
Les actions en nullité ou déchéance des bre-

\* Les actions en mullité ou déchéance des brevels sont laissées dans la juridiction ordinaire des tribunaux de première instance, et l'appel est perté devant les cours royales.

a Lorsqu'il arrive que le défendeur inculpé de contresaçon critique le titre du breveté, les déchéances ou les nullités dont il excipe tombent sous la compétence des juges de paix, en vertu du principe de droit qui veut que le juge de l'action soit juge de l'exception.

a Une jurisprudence, d'abord controversée, mais depuis long-temps constante et invariable, a établi ces règles avec une évidence maintenant inalta-

quable.

- Il suit de là que presque toutes les déchéances on nullité de brevets sont portées devant les juges de paix, car l'expérience démontre que rarement on les engage par voie principale. Dans la presque universalité des cas, on ne critique un brevet que pour repousser la poursuite du breveté.
- a Or, ces sortes d'affaires, auxquelles les progrès de l'industrie donnent une importance toujours croissante, engagent des intérêts souvent considérables, et des questions de propriété d'une solution tra difficile. Ce sont des matières qui excèdent visiblement les bornes ordinaires de la compétence des juges de paix.
- \* A ne considérer même que les actions en contresçon, il est incontestable qu'elles portent habituellement sur des valeurs considérables; qu'elles entrainent des expertises, des appréciations scientisques et industrielles; qu'en un mot, ce sont de grandes et disficiles assaires,

 Votre commission a été unauime sur la convenance d'ôter cette matière à la juridiction des justices de paix.

Une seule difficulté s'est présentée. On sait que le gouvernement s'occupe de préparer une loi nourelle sur les brevets d'invention, et de substituer aux lois de 1791 et aux dispositions subséquentes qui les ont modifiées ou complétées, une loi en harmonie avec les besoius et les progrès de l'industrie. Cette loi devra contenir des dispositions de procédure et de compétence sur les saisies, sur les contestations de fait, sur les contrefaçons, les déchéances, les multités, les cessions de titres. Nous nous sommes demandé s'il ne serait pas utile d'autendre cette loi générale, plutôt que de la fairo précéder d'un article qui, sans aviser à toutes les

mesures et précautions nécessaires, se contente de changer la juridiction.

 Cette objection ne nous a pas arrêtés. L'article du projet est susceptible d'une exécution immédiate, et nous nous sommes assurés qu'il est en parfaite harmonie avec le projet de loi sur les brevets d'invention que le gouvernement a pré-paré. Rien n'est plus facile que de porter les actions en contresecon devant les tribunanx correctionnels, qui pourront, sussi bien que les juges de paix, entendre des témoins, procéder à des enquêtes, ordonner des expertises. S'il est excipé de la nullité ou de la déchéance du brevet, il existe devant les tribunaux correctionnels une règle dont l'application faite par eux tous les jours n'occasionera aucun embarras d'exécution. Ils surseoiront à statuer sur l'action en contresaçon et renverront les parties à se pourvoir devant les tribunaux civils pour faire statuer sur la validité du brevet, qui est le titre de propriété sur lequel est appuyée la demande. Les tribunaux civils, qui, dans l'état astuel de la législation, connaissent déjà des dé-chéances et nullités de brevets, lorsqu'elles sont demandées par action principale, videront cette difficulté, et prononceront sur la validité du titre. Les parties viendront ensuite faire juger, s'il y a lieu, la question de contrefaçon, par les tribunaux correctionnels.

« Toutes ces procédures sont simples et dérivent

de notre droit commun.

- Sans donte, il est à désirer qu'une loi nouvellé, tout en conservant les bases actuelles de la légi-lation sur les brevets d'invention, ne tarde pas à y introduire les améliorations que l'industrie réclame depuis long-temps. Mais avant que cette loi soit votée, un certain temps peut s'écouler encore. Rien ne s'oppose à ce que dès à présent une meilleure attribution de juridiction ne soit ordonnée par la loi sur les justices de paix. »

L'importance des intérets qui sont débattus dans les procès relatifs oux brevets d'invention était une raison déterminante pour ôter la connaissance de ces procès aux juges de paix, d'autant que le caractère particulier de ces magistrats ne justifie pas l'attribution qu'ils avaient reçue; mais on doit regretter que la compétence relativement aux contestations de ce genre soit divisée par la présente loi entre les tribunaux civils et les tribunaux correctionnels. Il en résultera un grave inconvénient. Lorsque le breveté aura saisi le tribunal correctionnel de sa plainte en contrefaçon, le défendeur opposera presque toujours la déchéance. L'expérience apprend que c'est la le moyen de défense le plus généralement employé ; il faudra que, sur cette exception, le tribunal surseoie jusqu'à ce que le tribunal civil ait prononcé sur la question de déchéance, et qu'ensuite on revienne devant les juges correctionnels pour obtenir l'application de la peine, si la déchéance n'a pas été prononcée. Ce circuit d'actions, cette involution de procedure sont nuisibles surtont dans une matière où la célérité d'une solution est un besoin impérieux, puisque le procès tient ordinairement en suspens des intérêts industriels considérables, et qui souffrent quelquefois autant d'un retard que d'une proscription absolue.

21. Toules les dispositions des lois antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

22. Les dispositions de la présente loi ne s'appliqueront pas aux demandes introduites avant sa promulgation.

25 MAI=1st JUIN 1838. — Loi qui ouvre des crédits additionnels su budget de la justice, exercice 1838 (1). (IX, Bull. DLXXIV, n. 7414.)

Art. 1°r. Il est ouvert au garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, des crédits additionnels au budget de la justice, exercice 1838, pour une somme de cent huit mille cinq cent soixante francs (108,560 fr.), savoir : un crédit supplémentaire de cent deux mille trois cent soixante francs (102,360 fr.), dont quinze mille fr. (15,000 fr.) pour les dépenses du personnel de l'administration centrale; huit mille quatre cent dix francs (8,410 fr.) pour traitement du secrétaire et des employés du conseil d'Etat attachés au comité des tra

vaux publics, de l'agriculture et du commerce; cinq mille francs (5,000 fr.) pour les dépenses du matériel, les frais d'établissement dudit comité; et soixante et treize mille neuf cent cinquante francs (73,950 fr.) pour les dépenses des tribunaux de première instance; un crédit extraordinaire de six mille deux cents fr. (6,200 fr.), applicable au paiement d'une indemnité accordée aux héritiers d'un ancien directeur du Bulletin des arrêts de la cour de cassation.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances de 20 juillet 1837.

25 MAI = 1<sup>et</sup> Juin 1838. — Loi qui ouvre, sur l'exercice 1838, un crédit additionnel pour le service des tribunaux de première instance (2). (IX, Bull. DLXXIV, n. 7415.)

Art. 1er. Il est ouvert au garde des sceaux, en addițion au budget du ministère de la justice, exercice 1838, un crédit

J'avais pensé que, malgré les termes formels de cet article, les tribunaux correctionnels pourraient connaître des demandes en déchéance, lorsqu'elles seraient présentées devant eux comme désonses à une plainte en contresaçon, et je me fondais sur ce que, sous l'empire des lois antérieures, il était de jurisprudence constante (ainsi que le dit M. Re-nouard lui-même) que les juges de paix connais-saient des demandes en déchéance présentées exceptionnellement devant cux, quoiqu'elles fussent également attribuées aux tribunaux de première instance; je ne voyais pas pourquoi à l'avenir on n'étendrait pas la juridiction des tribunaux correctionnels, comme autrefois on étendait celles des juges de paix. Mais M. le garde des secaux a, dans son discours de présentation à la Chambre des Pairs, en 1837, annoncé l'intention formelle de renfermer rigourensement les tribunaux correctionnels et les tribunaux civils dans les limites de leurs attributions respectives. Il est donc impossible de resister en même temps à un texte formel et à une intention nettement exprimée. M. le garde des sceaux a, au surplus, cherché à donner une raison pour uc pas permettre sux tribunaus correctionnels ce qui était admis pour les juges de paix. «Si, a-t-il dit, le tribunal de pair connaît incidemment des actions de nullité et de déchéance de brevets, c'est qu'il est juge en matière civile. Le tribunal correctionnel n'a pas le même ponvoir. Des qu'une question préjudicielle s'élèse devant lui, sur en droit de proprièté, il en renvoie la décision aux juges ci-vils, et surseoit jusqu'à leur jugement pour statuer sur la repression du délit. L'attribution aux tribunaux correctionnels aura donc cet effet nécessaire, quoique belirret, sur lequel une disposition expresse était inutile, qu'à l'avenir les tribunaux de première instance prononceront autant sur les nullités et dicheances qui s'élèveront incidemment que sur colles qui feront l'objet d'une demande principale. a

Je le répète, en présence d'une volonté aussi constante, toute résistance est impossible, mais je ne peux m'empècher de dire que la raison qui est invoquée pour justifier la disposition, me paraît faible. Le juge de paix n'est pas toujours juge civil, et certes on peut douter qu'il le fût lorsqu'il prononçait en matière de brevets d'invention, puisqu'il pouvait infliger une amende s'élevant à 3,000 livres et au double en cas de récidive. (Art. 12, loi du 31 décembre 1799—7 janvier 1794.)

On proposait après cet article un article additionnel qui supprimait les droits de vacations pour les juges de paix, et qui en donnait la perception aux receveurs d'enregistrement, pour le compte de l'Etat, à la charge par l'Etat de payer un traitement fixe aux juges de paix.

La question était grave et délicate. M. le garde du sceaux a déclaré qu'elle devait être examinée dans tons ses élémens et n'être résolue qu'après cet exmen. Il a pris d'ailleurs l'engagement de s'en eccuper.

L'amendement n'a pas été adopté.

(1) Présentation à la Chambre des Députés le 15 mars (Mon. du 16); rapport par M. Parès le 31 (Mon. du 1st avril); discussion et adoption le 6 (Moo. du 7), à la majorité de 194 voix contre 45.

Presentation à la Chambre des Pairs le 28 avri (Mon. du 20); rapport par Mr. de Germiny le 10 mai (Mon. du 11); adoption le 14 (Mon. du 15), à la majorité de 101 voix contre 3.

(2) Présentation à la Chambre des Députés le 15 mers (Mon. du 16); rapport par M. Th. Duces le 20 (Mon. du 23); discussion et adoption le 6 avri (Mon. du 7), à la majorité de 194 voix contre 46. Présentation à la Chambre des Pairs le 28 avril

Présentation à la Chambre des Pairs le 28 swil (Mon. du 29); rapport par M. Bessières le 10 mai (Mon. du 11); adoption le 14 (Mon. du 15), à la majorité de 101 voix contre 3.

Voy. loi du 11 avril 1838, qui augmente le per-

sonnel de divers tribunaux,

de quarante-cinq mille quatre cents francs (45,400 fr.) pour le service des tribunaux de première instance.

76

æ;

5 🖢

: **K** 

'11

b:

(15 ; ,)

17/8 17/8

2.1

100

111

1277.5

M F

76.8

,Š,

بار الله دا

ç: b1

s.iI

1

TIE

震声

7,3

13

325

ITE'S

¥ 2

!11**8**4

e! ż

100

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 20 juillet 1857, pour les besoins de l'exercice 1858.

27 MAI=1"JUIN 1838. — Ordonnance du roi qui range plusieurs ateliers dans dans les diverses classes des établissemens dangereux, insalubres ou incommode. (IX, Bull. DLXXIV, n. 7416.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agricul ture et du commerce; vu le décret du 16 octobre 1810, et l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1815; les ordonnances des 29 juillet 1818, 25 juin et 29 octobre 1823, 20 août 1824, 9 février 1825, 5 noyembre 1826, 20 septembre 1828, 31 mai 1835, 30 octobre 1836, 27 janvier 1837, 25 mars et 15 avril 1838; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Sont ranges dans la première

classe des établissemens insalubres, dangereux ou incommodes, les ateliers de désargentage du cuivre par le mélange de l'acide sulfurique et de l'acide nitrique; la fabrication en grand des soudes de varech, lorsqu'elle s'opère dans des établissemens permanens; la combustion des plantes marines, lorsqu'elle se pratique dans des établissemens permanens; les ateliers pour la préparation des soies de cochon par tout procédé de fermentation.

2. Sont rangés dans la seconde classe des mêmes établissemens, les ateliers dans lesquels la filature des cocons s'opère en grand, c'est-à-dire les filatures contenant au moins six tours.

 Sont rangés dans la troisième classe des mêmes établissemens, les ateliers pour le travail des fanons de baleine.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

28 mai = 8 Juin 1838. — Loi sur les faillites et banqueroutes (1). (IX, Bull. DLXXV, n. 7417.

(1) Présentation à la Chambre des Députés le 1° dèc. 1836 (Mon. du 2 et du 3); rapport par M. Renouard le 26 janv. 1835 (Mon. du 27 et du 31); discussion le 9 fév. (Mon. du 10), le 10 (Mon. du 11), le 11 (Mon. du 42), le 12 (Mon. du 13), le 13 (Mon. du 14), le 16 (Mon. du 17), le 18 (Mon. du 19), le 19 (Mon. du 20), le 20 (Mon. du 21), le 23 (Mon. du 24), le 24 (Mon. du 25), le 25 (Mon. du 26); adoption le 25 (Mon. du 26), à la majorité de 193 voix contre 78.

Présentation a la Chambre des Pairs le 28 mars [Mon. du 29], le 26 janv. 1836 (Mon. du 27]. 2º Présentation à la Chambre des Pairs le 17 janv. 1837 (Mon. du 18); rapport par M. Tripier le 13 ayr. (Mon. du 14) et du 15), discussion le 8 mai (Mon. du 9), le 9 (Mon du 10); adoption le 11 (Mon. du 12), à la majorité de 86 voix contre 1.

Présentation à la Chambre des Députés le 15 janv. 1838 Mon. du 16 et 17; rapport par M. Quénault le 17 mars (Mon. du 18 et du 22); discussion le 27 (Mon. du 28), le 28 (Mon. du 29), le 29 (Mon. du 30), le 30 (Mon du 31), le 2 avr. (Mon. du 3), le 3 (Mon. du 1), le 1 (Mon. du 5); adoption le 5 (Mon. du 6), à la majorité de 193 voix contre 67.

Présentation à la Chambre des Pairs le 16 avril (Mon. du 17); rapport par M. Tripier le 10 mai (Mon. du 11 et 12); adoption le 14 (Mon. du 15), à la majorité de 107 voix contre 5.

Les auteurs de cette loi ont pris pour point de départ le Gode de commerce; ils ont soulement songé à améliorer le système qu'il établit, tantôt en augmentant la rigueur de ses dispositions, tantôt en adoucissant la sévérité de ses règles, en comblant quelques lacunes, surtout en diminuant les délais, et en retranchant d'inutiles formalités. Mais la question de savoir s'il n'y aurait pas un

racilleur système à substituer à celui qui existe n'à pas été même effleurée; et personne n'a pris le soin d'expliquer les motifs qui ont fait admettre des règles spéciales pour le cas où un commerçant ne peut payer ses créanciers. Tout cela sans doute a paru incontestable, tant il a semblé évident que la déclaration de la faillite, la création d'un syndicat, la vérification et l'affirmation des créances, le concordat ou l'union, sont des mesures excellentes. Après avoir lu attentivement les dispositions de l'ancienne législation qui ont évidemment servi de type aux règles écrites dans le Code de commerce , après avoir sérieusement étudié les discussions au conseil d'Etat et celles qui dans trois sessions successives ont eu lieu dans les chambres, j'avoue qu'il me reste des dontes graves sur la convenance et l'efficacité du système de législation qui régit les faillites. D'abord la juridiction attribuée aux tribunaux de commerce ne me paraît pas propre à atteindre le but qu'on se propose de sévir contre la fraude et d'accélérer la liquidation. Des magistrats consulaires n'apporterent jamais dans l'exercice de leurs fonctions la sevérité-des juges civils ; ile ont d'ailleurs leurs affaires personnelles à diriger, et tout leur temps ne peut être consacré aux travaux judiciaires. Depuis long-temps, je le sais, la juridiction consulaire a été jugée la mieux adaptée aux besoins respectifs des créanciers et du failli; et ce n'est qu'après des essais successifs que l'administration des faillites et la solution des questions qu'elles sont nattre, leur a été confiée. Il y a huit déclarations du roi qui, dans un inter-valle de douze années, ont établi et prorogé la juridiction des juges-consuls en cette matière. Voy. déclarations des 10 et 30 juillet 1715, 7 décembre 1715, 27 novembre 1717, 5 août 1721, 3 mai 1722, 21 juillet 1726, et 7 juillet 1727; on en trouve le texte dans Bornier à la suite de son comp Le livre III du Code de commerce, sur les faillites et banqueroutes, ainsi que les art. 69 et 635 du même Code, seront remplacés par les dispositions suivantes.

Néanmoins les faillites déclarées anté-

rieurement à la promulgation de la présente loi continueront à être régies par les anciennes dispositions du Code de commerce, sauf en ce qui concerne la rébabilitation et l'application des art. 527 et 523.

mentaire de l'ordonnance de 1673, titre des Faillites.

En présence de cette série d'actes motivés avec tent de sagesse, adoptés avec tant de prudence, et ensin maintenus par la législation moderne, il semble téméraire de proposer une modification. Cependant si l'on examine les raisons qui, il y a un siècle, déterminaient à confier aux juges-consuls la liquidation des faillites, on s'aperçoit que l'on pourrait sans aucun inconvénient, et avec plusieurs avantagos certains, laisser aux tribunaux ordinaires le soin de diriger une procédure toujours fort compliquée, et de prononcer sur des questions ordinairement très difficiles. Tout le monde est aujourd'hui initié au mécanisme des opérations commerciales ; il n'est personne qui n'entende son son langage, qui ne comprenne ses procédés, et qui ne sente ses besoins. Les magistrats, comme toutes les autres classes de la société, ont participé à ce mouvement et se sont imbus des idées dominantes de l'époque ; on ne doit donc pas, comme sous le règne de Louis XV, ôter aux tribunaux ordinaires une partie de leurs attributions, dans la crainte qu'ils n'aient pas les connaissances spéciales nécessaires pour les bien remplir.

Un, deux ou plusieurs juges-commissaires, selon les localités, constamment occupés des affaires de faillite procureraient des avantages immenses sous le rapport de la célérité, de l'exactitude, d'une juste et convenable sévérité, et même del l'indépendance. Devant la juridiction civile, il n'y aurait jamais nécessité de renvoyer à d'autres juges la solution de certaines questions; sans contester les lumières des membres des tribunaux de commerce, on peut affirmer que la solution des difficultés relatives aux priviléges, aux droits hypothécaires, serait plus juridique; enfin les magistrats ordinaires ne seraient pas génés par leurs relations comme peuvent l'être quelquesois les membres des tribunaux

de commerce.

Au surplus, quels que soient les juges appelés à connaître des faillites, il me semble qu'il faudrait distinguer avec soin les cas dans lesquels les règles speciales devraient recevoir leur application. J'admets que le commerçant qui ne peut payer ses engagemens, doire être traité autrement qu'un simple particulier; mais je voudrais que ces formes extraordinaires, ces distinctions, ces priviléges, ne fussent appliqués qu'à de véritables commerçans, qu'à ceux que les chances auxquelles ils sont véritablement exposés placent en effet dans une posisition exceptionnelle, et qui ont véritablement quelques motifs pour réclamer des règles plus favorables que celles qui forment le droit commun. Or, n'est-il pas constant qu'on qualifie tous les jours de commerçans des gens s'occupant de quelque misérable trafic sans portée et sans chances, et qu'évidemment il n'y a aucune bonne raison pour les ranger dans la catégorie de ceux qui peuvent invoquer l'application de lois sur les fail-lites? Je crois donc qu'il eût été nécessaire d'indiquer les conditions anxquelles on doit reconnaître un négociant susceptible d'être mis en état de faillite.

En réclamant comme je viens de le faire plu de sévérité dans l'examen de la conduite des faillis, je n'ai pas eu l'intention de demander que la loi qui punit la banqueroute simple et la banqueroute frauduleuse, prononce des peines ples durcs; et certainement je ne veux pas qu'on re-mette en vigneur l'art. 12 du titre XI de l'ordonnance de 1673, portant que les banqueroutien frauduleux seront poursuivis extraordinairement et puni de mort. Je voudrais seulement que la loi telle qu'elle est fût appliquée avec une juste rigueur. Les condamnations et même les poursuites pour banqueroute simple et pour banqueroute frauduleuse sont extrêmement rares; or il est certain que presque toutes les faillites attentivement étedices présentent les élémens du crime et du délit dont je viens de parler. Pour s'en convaincre, il sullit de savoir que dans le plus grand nombre on offre aux créanciers de misérables dividendes, quelquefois cinq pour cent; or comment concevoir que de simples marchands, des commercus qui par la nature de leurs opérations ne sont pas exposés à de grandes pertes , soient réduits à n'avoir rien ou presque rien à offrir à leurs creinciers, sans qu'ils aient à se reprocher quelque fraule ou du moins quelque grave négligence, et surtont des dépenses personnelles supérieures à leurs moyens?

Il serait mieux, sans doute, que quelques règles de discipline intérieure établics dans le sein des différentes branches de commerce et d'industrie, prévinssent les inconvéniens que je signale; mais l'esprit de nos législateurs n'est pas disposé a accueillir de semblables idées. Le seul mot de corporations réveille des souvenirs odieux, et nous tenons maintenant pour maxime en législation qu'il faut punir les mauvaises actions, et non chercher à les prévenir en limitant la liberté personnelle. Cette doctrine, nécessaire à une certaire époque, a peut-être perdu maintenant son à-propos et sa vérité; mais elle est encore toute pais-

fante

On sait que la loi actuelle a été discutée dans trois sessions successives et qu'elle a subi de grave modifications; il m'a donc paru inutile de reproduire textuellement et en tête de ces notes les discours de présentation et les rapports. Il m'a para préférable d'en placer les fragmens sous les articles, après avoir expliqué les changemens que ces articles eux-mêmes ont éprouvés. Par ce procédé on comprend les passages des discours des ministres ou des rapporteurs, tandis qu'ils scraient à peu près inexplicables, si on les isolait de la rédaction originaire de la loi et, si on les plaçait sculement en regard du texte actuel.

Les actes de l'ancienne législation qu'on peut consulter sont les suivans : édit de Henri IV, de mai 1609; réglement pour la ville de Lyon, du 2 juin 1667; ordonnance de 1673, tit. XI; les déclerations du roi, du 18 novembre 1702, du 13 juin 1716, du 13 septembre 1739, et enfil et différentes déclarations du roi que j'ai précedenment citées et qui attribuent aux juges-consuls la

connaissance des faillites.

LIVRE III. — DES FAILLITES ET BANQUEROUTES.

TITRE let. — De la Faillile.
Dispositions générales.

Art. 457. Tout commerçant qui cesse ses paiemens est en état de faillite. La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de paiemens.

La déclaration de la faillite ne pourra être, soit prononcée d'office, soit demandée par les créanciers, que dans l'année qui suivra le décès (1).

(1) Le § 1<sup>st</sup> formait l'art. 437 du Code de commerce.

Le § 2 est tel qu'il a été proposé par le gouvernement dans le premier projet. Cette disposition est conforme à la jurispradence. Voy. notamment arrêts de la Cour de Lyon, du 28 avril 1828, Sirey, 29. 2. 105; Dallox, 28. 2. 217; de la Cour de Toulouse, du 10 décembre 1830, Sirey-Devilleneuve, 31. 2. 150; de la Cour de Montpellier, du 15 évrier 1836, Sirey-Devilleneuve, 36. 2. 318.

La faillite ne peut être déclarée au cas où les paiemens ne cessent qu'après l'ouverture de la succession, parce que, en premier lieu, l'équité ne permet pas que le caractère de failli soit attaché à la mémoire d'un négociant qui est mort sans avoir cessé ses paiemens; en second lieu, les règles du droit civil relatives aux successions seraient difficiles à combiner avec les règles particulières aux faillites (1er rapport de M. Renouard, Mon. du 31 janvier 1835, page 216, 2° col., 2° alinéa).

Lors de la dernière discussion à la Chambre des Députés, un membre a proposé le retranchement des mots: lorsqu'il est mort, etc., comme inutiles.

Cette proposition a donné lieu à une assez vive discussion.

On a dit, d'une part, qu'il y aurait danger à laisser subsister cette disposition; que si elle est maintenue, jamais on ne déclarera en faillite un négociant décédé, s'il n'appert que la cessation des paiemens a eu lieu avant sa mort: que c'est l'état de le jurisprudence; mais que dans l'usage on a distingué la mort naturelle de la mort volontaire, et qu'on a déclaré en faillite le négociant qui, pour ne pas survirre à la honte de cet état, s'était ôté la vie. Que cependant, si l'on insère cette disposition dans la loi, il sera constant qu'il n'y aura pas eu, dans ce cas, cessation de paiemens avant la mort, et qu'on ne pourra pas déclarer la faillite; qu'il vant donc mieux respecter ce qui est établi en jurisprudence, et ne pas introduire sans utilité une nouvelle disposition.

Mais on a répondu que c'est une chose très grave que la déclaration d'une faillite après le décès d'un individu, que cette sorte de flétrissure prononcée sur l'état d'un homme qui n'est plus là pour se défendre; qu'il faut tout au moins que les faits qui constitueraient sa faillite, que la cessation de paiemens ait éclaté de son vivant. Ce Principe est conseré par la jurisprudence, par les suiteurs, en l'absence de toutes lois, parce qu'il résulte de la nature des choses, de la situation du commerçant, du respect qui est dû à sa mémoire. Que le suicide prouve qu'il y a dans le commerce des consert véritablement l'honner à la vie. Il faut donc avec une grande

circonspection pescr ce que veulent dire ces expressions: Un commerçant fuilli, déclaré failli. Et c'est parce qu'on reconnaît qu'il y a un sentiment d'honneur dans les commerçans qui peut les porter à un grand malheur, à une extrémité pareille, qu'on veu! que celui qui, chaque jour, par un travail constant, a payé ses créanciers, qui a péri à la peine, qui a soldé jusqu'au dernier moment, soit rétroactivement flétri de la déclaration de failli en raison d'un fait qui ne lui appartient pas et qui est venu après lui!

Un membre a persisté et demandé à quels signes on reconnaîtra qu'un négociant est décêdé en état de cessation de paiemens. «Je suppose, a-t-il dit, le cas d'un négociant décédé sans qu'aucune des traites ou billets en circulation aient été protestés avant son décès : il a tout payé; il n'y avait, avant son décès, aucune dette qui n'eût cié acquittée, non à caisse ouverte et à deniers comptans, mais par des transports, soit de ses meubles, soit de ses immeubles, ou par des opérations qui ne sont pas des moyens de paiement ordinaires, et que la fixation d'une époque déterminée pour la cessation des paiemens a précisément pour objet de prévenir et de réprimer. Dans ce cas, il n'y a pas état de cessation de paiemens, et aucun effet n'est resté en souffrance; les juges consulaires seront portés à le déclarer. Cependant, ces paiemens ne sont pas légitimes et ne servent le plus souvent, dans le cas que je cite, qu'à masquer et à dérober la cessation de paiemens. »

Il a été répondu par le rapporteur : a que le système de la commission ou plutôt du gouvernement, en rédigeant le projet de loi, a été d'eniger, pour constituer la faillite, ce qu'on appelle la cessation de paiemens , c'est-à-dire de ne plus s'atlacher à un fait isolé, tel qu'un ou deux protéis, tel même que la clôture d'un magasin, qui pourrait tromper su l'intention et le sens dans lequel cette circonstance aurait eu lieu, mais d'eniger un ensemble de circonstances, une inexécution générale des engagemens, et de le laisser à l'appréciation du tribunal commercial, qui, éclairé per la connaissance des habitudes des affaires commerciales, peut prononcer avec connaissance de cause sur cet ensemble de circonstances qui établissent la cessation des paiemens et l'inexécution des engagemens du débiteur, qui seules constituent la faillite.

« Eh bien! nous exigeons précisément pour déclarer la faillite d'un commerçant décédé le même ensemble de circonstances qui sera soumis à l'appréciation éclairée du tribunal de commerce..... et dans lequel le tribunal de commerce reconnaîtra l'inexécution générale des engagemens, à savoir, la faillite.

« Nous avons donc conservé, et nous le devions, le même principe pour le cas où il s'agit de prononcer sur la situation d'un commerçant décédé, que pour celui où il s'agit de prononcer sur la situation d'un commerçant vivant. Il y aurait eu injustice de ne pas conserver le principe dans toute sa latitude.

« D'un autre côté, le tribunal de commerce aura les mêmes élémens à apprécier; il prononcera avec la même latitude, il n'y a donc aucun danger, il n'y a que la consécration d'un principe qui doit être respecté d'antant plus rigoureusement qu'il s'agit de l'appliquer à un commerçant décédé, et qui ne peut plus se défendre. »

Le paragraphe a été maintenn. D'après l'analyse qui précède, nul doute ne peut s'élever sur l'ap-

plication.

Cette analyse révèle d'ailleurs dans quelle intention l'article indique la cessation des paiemens comme l'unique élément constitutif de l'état de faillite; le Code de commerce, art. 441, énumérait plusieurs circonstances dont l'appréciation pouvait souvent donner lieu à des erreurs qu'on a voulu prévenir. Au surplus , un arrêt de la Cour de Bordeaux, confirmé par un arrêt de la Cour de cassation, du 24 décembre 1818, a décidé que la faillite peut être déclarée après le déces , si les paiemens ont cessé le jour même du décès, bien qu'il n'y ait eu aucune poursuite du vivant du négociant. (Sirey, 19, 1, 335; Dalloz, Recueil alphabétique, tom. 8, p. 34; Journal du Palais, t. 55, p. 471.) Un arrêt de la Cour de Douai, du 27 mai 1811, a jugé qu'un négociant qui s'est suicidé au moment de faillir, mais avant toute déclaration, tout protêt et durant le plein exercice de son commerce, ne peut être réputé mort en état de faillite. (Sirey, 12. 2. 10; Dalloz, Recueil alphabétique, t. 8, 2. 20; Dailus, necten alphabelique, t. 8, p. 35.) — Voy. le rapport, Mon. du 22 mars 1838, 2° supp., p. 645, 3° col., et p. 646, 1° col., et la discussion (Mon. du 28 mars 1838, 1° supp., p. 701, 3° col. et suiv.

Le troisième paragraphe n'existait pas dans le premier projet adopté par les Chambres. Il a été ajouté par la commission de 1838, en ces termes : La déclaration de la faillite ne pourra être pro-« noncée, soit d'office, soit sur la demande des e créanciers, que dans les trois mois qui suivront le

« décès. »

La commission donnait pour motif de cette addition, qu'il fallait concilier le droit qu'ont les créanciers de faire déclarer la faillite d'un commerçant après son décès, avec celui de ses héritiers qui ont besoin de savoir sous quel régime la succession sera placée, avant de prendre qualité dans cette succession.

On a d'abord reproché au paragraphe un vice de rédaction. On a dit qu'on ne comprenait pas que, si le créancier demande la mise en état de faillite avant les trois mois, le tribunal ne puisse pas prononcer le jugement de mise en faillite après les trois

mois revolus.

En second lieu, on a attaqué la prescription d'un délai. Deux systèmes ont été présentés, l'un n'en admettant aucun , c'est l'état de la jurisprudence ; l'autre voulant l'étendre au-delb de trois mois. Pour ce dernier système, on a dit qu'il faut aux héritiers le temps de faire inventaire, et enstite d'opter entre l'acceptation et la répudiation de la succession; que, pendant ce temps, les créanciers peuvent avoir l'espérance que les héritiers accepteront la succession et les paieront, soit avec les deniers de la succession, suit avec leurs

propres deniers; qu'ils n'ont donc aucune espèce d'intérêt à agir ; qu'ainsi , les mettre dans la nécessité de se prononcer dans les trois mois, c'est aller à la fois et contre l'intérêt de la famille et contre leur propre intérêt.

En conséquence, on a proposé le délai d'un an, délai qui, sans menacer les successions d'être trosblées après un long temps écoulé, sans faire craindre aux héritiers de se voir inquiétés dans leur jouissance, donne cependant aux créanciers toute la latitude dont ils ont besoin pour savoir s'il leur

importe de provoquer ou non la déclaration de faillite de leur débiteur.

Ces considérations ont prévalu. La rédaction a été rendue plus claire, et le délai d'un an admis. Ainsi, les juges ne pourront déclarer la faillite d'ef fice que dans l'année ; mais, si la déclaration a été provoquée dans l'année par les créanciers, letribunal pourra la prononcer après l'expiration de l'année. (V. Mon. du 28 mars 1838, 1er supp., p. 703, 2e col. et suiv.)

· On a quelquefeis réclamé, a dit M. Ren dans son rapport, la création légale d'un état intermédiaire entre la solvabilité et la faillite, et dont la destination serait d'offrir des garanties et des règles pour les simples suspensions de paiement et pour les contrats d'atermoiement qui peuvent es être la suite. Il nous a paru que toute disposition de ce genre est inadmissible. Si tous les créancies d'un commerçant dont les paiemens sont arrêtés sont d'accord pour lui accorder du temps, l'intervention de la loi est inutile; il n'y aura point de poursuites. Qui a terme ne doit rien : aussi n'estce point pour ce cas qu'on désire le secours de la loi, mais pour celui où les créanciers ne s'accordent pas tous à consentir des délais à leur débiteu. Or, pour soumettre ainsi certains créanciers à la volonté des autres, comment se dispenserait-on de les entendre, de vérifier la sincérité de leurs créances, de faire délibérer en assemblée générale, de définir la majorité, de soumettre ces décisions sa contrôle de la justice? C'est-à-dire qu'il faudrait recourir à toutes les formalités ordinaires des faillites, aux convocations, aux vérifications de créatces, aux délibérations du concordat, aux homolegations, afin d'arriver à rendre obligatoire pour une minorité dissidente le contrat d'atermoie ment. Rien donc ne serait gagné, ni pour k temps, ni pour les frais, ni pour les formes. Tout au contraire, il faudrait recommencer ce opérations, ces dépenses, car une faillite judiciaire ne manquerait jamais de s'ouvrir, des que l'os aurait épuisé les ressources de cette première période, qui deviendrait le préliminaire inévitable de chaque faillite. Ce que l'on demande ne tend à autre chose qu'à constituer l'état de faillite sans dessaisir le failli de l'administration de ses biens. On rétrograderait par là jusqu'au système de l'ordonnance de 1673, et à ces lettres de rep it et arrets sur scance (voy. tit.9) auxquels les réclacteurs du Code ont en si fort à cœur d'échapper.... Un négociant qui ne paie plus à l'échéance, cesse ses paiemens, alors même qu'il conserve l'espérance de les reprendre plus tard. Ses créanciers attesdaient de lui des rentrées à jour fixe. Le défaut de paiement à l'échéance les expose au péril d'arrêter leurs paiemens à leur tour. Le commerce vit d'exactitude et de ponctuelité; le moindre retard le trouble et porte coup. De la part d'un commercant, suspendre ses paiemens, c'est faillir; toutes · CHAPITRE Ier. — De la déclaration de Faillite et de ses effets (1).

438. Tout failli sera tenu, dans les trois jours de la cessation de ses paiemens, d'en faire la déclaration au gresse du tribunal de commerce de son domicile. Le jour de la cessation de paiemens sera compris dans les trois jours.

En cas de faillité d'une société en nom collectif, la déclaration contiendra le nom et l'indication du domicile de chacun des associés solidaires. Elle sera faite au greffe du tribunal dans le ressort duquel sé trouve le siège du principal établissement de la société (2).

439. La déclaration du failli devra être accompagnée du dépôt du bilan, ou contenir l'indication des motifs qui empêcheraient le failli de le déposer. Le bilan contiendra l'énumération et l'évaluation de tous les biens mobiliers et immobiliers du débiteur, l'état des dettes actives et passives, le tableau des profits et portes, le tableau des dépenses; il devra être certifié véritable, daté et signé par le débiteur (3).

les précautions prises par la loi contre les faillites deviennent donc nécessaires des que survient une cessation de paiement.» Les mêmes considérations ont été présentées par M. Quénault dans son rapport en 1838.

Plusieurs arrêts ont jugé que s'il y a eu des proesitions d'atermoiement acceptées et qu'enfin la faillite ait éclaté, on doit considérer l'époque des propositions d'atermoiement comme l'époque de la consation des paiemens, quoique des paiemens aient eu lieu postérieurement. V. notamment errét de la Cour de Bordeaux, du 9 mai 1828; Sirey, 28. 2. 313. Dalloz, 29. 2. 225.

Le Code de commerce portait, dans les articles A38 et A39 placés sous la rubrique Dispositions générales, art. A38 : « Tout commerçant failli qui se trouve dans l'un des cas de faute grave on de fraude prévus par la présente loi, est en état de banqueroute. - Art. 439 : 11 y a deux espèces de banqueroutes : la banqueroute simple ; elle sera jugée par les tribunaux correctionnels; la banqueroute frauduleuse, elle sera jugée par les Cours d'assises. »

On a d'abord pensé que ces articles seraient plus convenablement placés au commencement du titre des banqueroutes, puis ils ont disparu. Ils ne sont pas en effet très nécessaires. L'art. 402 du Code pénal y supplée. Voyez aussi l'article 584 de la présente loi. V. dans le Code de commerce, art. 437 et 441.

(1) L'intitulé de ce chapitre a été modifié. On lisait dans le Code de commerce, de l'Ouverture de la faillite. La déclaration et l'ouverture de la faillite, a dit M. Renouard, ont des règles distinctes que le Code ne précisait pas suffisamment. Le jugement déclaratif emporte ouverture de plein droit; mais l'ouverture peut être reportée à une époque antérieure à sa déclaration. V. art. 441.

(2) Le projet primitif ne faisait que reproduire l'ancien art. 440 du Cod. de comm. Seulement on y avait intercale cette disposition : « Cette declarau tion devra être accompagnée du dépôt de son bilan ou · état actif et passif de ses affaires. »

La nouvelle rédaction a renvoyé le dépôt du bilan à l'article suivant, et levé toute difficulté sur la question de savoir à quel tribunal doit être faite

la déclaration de faillite.

Dans la première discussion, on a dit qu'il y a des sociétés qui ne sont pas en nom collectif et qui ont cependant des associés solidaires ; qu'il faudrait donc que la déclaration contint le nom et le domicile de chacun de ces associés.

L'amendement a été repoussé par la raison que c'est seulement lorsque les associés sont solidaires et responsables, que l'indication de leurs noms est nécessaire; que lorsque ce sont de simples commanditaires, on doit faire leurs comptes dans la faillite; mais ils ne sont pas tenus envers les tiers : ils ne sont tenus que jusqu'à concurrence de ce qu'ils ont versé dans la société,

On a proposé un autre amendement, qui consistait à dire tout commerçant an lieu de tout failli. On a répondu que le négociant qui se présente pour déclarer sa faillite est réellement failli. L'amendement n'a pas eu de suite. V. art. 440 Cod. comm.

(3) La première disposition ne se trouvait pas dans l'article du projet ; voy. la note sur l'art 438.

La commission l'avait d'abord rédigée ainsi : « La déclaration de faillite devra être accompagnée du dépôt du bilan. . Elle donnait pour motif de cette innevation que lorsqu'un commerçant cesse ses paiemens, il doit connaître l'état de ses affaires ; que quand un individu est assez mal dans ses affaires pour avoir eu besoin, assez long-temps à l'avance, de penser au moyen de payer, il a du dresser à part lui le compte de ses affaires et savoir l'état de ses créanciers et de ses débiteurs ; qu'on n'exige donc rien d'impossible ; que d'ailleurs les articles 474 et suiv. du projet, actuellement 476, ont très bien prévu le ces où le bilan n'aurait pas été préparé autérieurement à la déclaration de faillite, et où il faudrait y pourvoir ultérieurement.

On objecta que, d'abord, il est facile de déclarer qu'en règle générale, le bilan sera fait et déposé sur-le-champ, mais qu'il faut néanmoins laisser au tribunal de commerce la faculté de dispenser le failli du dépôt au moment de la déclaration , et de lui accorder un délai suffisant d'après les circonstances, parce qu'il y aurait toujours certaines maisons qui, par le développement de leurs affaires, par le nombre de leurs correspondans, par la nature du placement de leurs capitaux, par les marchandises qu'elles pourraient avoir en magasins, seraient dans l'impossibilité de dresser leuf inventaire en si peu de temps.

L'article fut renvoyé à la commission qui proposa la réduction actuelle.

Dans la séance du 2 avril, après l'adoption de l'art. 450, un membre de la Chambre a demandé que la commission expliquat le sens qu'elle avait entendu donner aux dernieres expressions du nouvel article, à savoir, si la disposition du Code qui donnait au failli l'autorisation formelle de faire signer son bilan par un fondé de pouvoir était abrogée par le silence de l'article nouveau du projet.

M. le rapporteur de la commission a réponde que le gouvernement et la commission ont en-tendu que la disposition du Code de commerce qui autorisait le failli à faire signer son bilan par

440. La failitte est déclarée par jugement du tribunal de commerce, rendu, soit sur la déclaration du failli, soit à la requête d'un ou de plusieurs créanciers, soit d'office. Ce jugement sera exécutoire provisoirement (1).

441. Par le jugement déclaratif de la faillite, ou par jugement ultérieur rendu

sur le rapport du juge-commissaire, le tribunal déterminera, soit d'office, soit sur la poursuite de toute partie intéressée, l'époque à laquelle a eu lieu la cessation de paiemens. A défaut de détermination ser ciale, la cessation de paiemens sera réputée avoir eu lieu à partir du jugement déclaratif de la faillite (2).

un fondé de pouvoir, se trouve implicitement comprise dans l'article qui oblige le failli à signer son bilan, d'après le principe du droit commun qui autorise toute personne à se faire représenter dans les cas qui ne lui sont pas exclusivement personnels... V. les art. 470 et suiv. du Code de commerce.

La sanction de cet article et du précédent se trouve dans les art. 456 et 586, 4°. Le failli qui ne déposerait pas son bilan et qui ne donnerait que des motifs sans force et sans vérité pour justifier cette infraction à la règle, encourrait les conséquences fâcheuses de l'application des art. 456 et 586. Ce sera au tribunal de commerce dans un cas et au tribunal correctionnel dans l'autre, à apprécier la puissance et l'exactitude de ses excuses. Il serait dérisoire de prétendre qu'un failli qui aurait donné des motifs absurdes ou faux aurait satisfait au vœu de la loi.

(1) Le premier projet adopté par le Chembre des Députés ajoutait : « Il sera affiché et inséré par extrait dans les journaux tant du lieu où la faillite sera déclarée que de tous les lieux où le failli aura des établissemens commerciaux, suivant le mode établi par l'art. A2 du Code de commerce. »

Catte disposition, motivée sur la nécessité de rendre plus certaine une publicité à laquelle le commerce entier est intéressé, a été transportée après l'art. 441 et forme l'art. 442.

L'art. 457 du Code de commerce prescrivait l'affiche et l'insertion dans la forme de l'art. 683 Cod. proc. civ. La Chambre des Députés a rejeté un amendement qui donnait au ministère public le droit de requérir la déclaration de la faillite. Voy. art. 441 C. comm.

(2) La rédaction du Gouvernement était : « S'il « est reconnu que la cessation de paiemens est de « venue notoire à une époque antérieure au jugement déclaratif de faillite, le tribunal pourra, « par le même jugement ou par jugement ulté « rieur, soit d'office, soit sur la poursuite de toute » partie intéressée, reporter l'ouverture de la faillite à la date de la cessation notoire de paie » ment.

 Tout jugement relatif à la fixation d'ouverture de la faillite sera affiché et publié, sinsi qu'il est dit en l'article 441. » (C'est l'art. 442.)

La Chambre des Députés adopta une nouvelle rédaction présentée par sa commission, et ainsi conçue: « Le tribunal pourra, par le même juge « ment, ou par jugement ultérieur, soit d'office, « soit sur la poursuite de toute partie intéressée, « reporter l'ouverture de la faillite à la date de la « cessation notoire de paiemens.

. Tout jugement, etc. »

Le rapporteur de la commission justifisit cette innovation en disant d'abord que, pour fiser l'èpoque de l'ouverture de la faillite, il ne faut pas se reporter seulement à la cessation réelle des paiemens, qu'il faut aussi que cette cessation soit notoire; que l'équité l'exige; car l'ouverture de le faillite ébranlant un grand nombre d'actes dans lesquels des tiers sont intéressés, il faut que la mtoriété ait pu instruire les tiers du véritable ést des affuires du failli. Il ajoutait ensuite que le termes de l'art. 442 du Code de commerce dosnaient lieu à des débats, lorsque l'époque de l'everture différait de celle de la déclaration; que tant que la faillite n'est pas déclarée, le négoci dans quelque déplorable état qu'il soit tombé, exerce de fait l'administration de ses biens ; qu'a jngement pourra décider qu'il aura été en faillim réelle antérieurement à la faillite déclarée; mis que rien ne peut faire qu'il n'ait été, pendant a temps, saisi de l'administration qu'il a effectivement exercée.

La Chambre des Pairs adopta la rédaction sivante, proposée par sa commission : « Per lei-« gement déclaratif de la faillite on par jugement « ultérieur rendu sur le rapport du juge-commi-« saire, le tribunal déterminera, soit d'effice, si

s sur la poursuite de toute partie intéressée, l'époque à laquelle a eu lieu la cessation de paiemen. A défaut de détermination spéciale, la cessaine

de paiemens sera réputée avoir en lieu à parir
 du jugement déclaratif de la faillite.
 On voit que le mot notoire ne s'y trouve plus.

En 1838, cette rédaction a été reproduite à la Chambre des Députés. Mais on a proposé de revenir à la première, ou du moins de rétablir le mot notoire, et cette proposition a donné lieu à une longue et intéressante discussion.

Ile premier amendement présenté dans ce sem a été ainsi formulé : « Le tribuna i pourra, soi • d'office, soit sur la proposition de toutes partie • intéressées, reporter l'ouverture de la faillité à

la date de la cessation notoire de paiemens.
 C'est le mot notoire, a dit l'auteur de l'aussidement, sur leque j'appelle toute l'attention dels Chambre. En d'autres termes, c'est le mot moiere qui a dispara du projet, que je voudrais y faire rétablir.

L'orateur, pour soutenir sa proposition, a di qu'il fallait donner un point de départ à l'ouverlur de la faillite; que, sans cela, il y aurait degrands abus à cause de la faculté laissée aux juges dereporter cette fination à des époques très éloignées; que, soit qu'on adopte le système de nullité des actes de l'ancien projet, soit qu'on s'attache à celui du nouveau, il resterait toujours un grand nombre d'actes exposés à l'annulation; qu'il est important d'éviter qu'on sille les rechercher dans un passé de plusieurs années.

La commission a repoussé ces considérations; elle a soutenu qu'il résulterait de cette introduction du mot motoire une présomption légale de fraude et une déclaration de nullité contre tous les actes faits par le débiteur, à partir de la cessation de paiemens, ainsi présumée notoire à l'égard de tous les créanciers et de tous les tiers; que ce specialiste de la cous les tiers; que ce specialiste de la cous les tiers que ce se considération de la cous les tiers que con la cous les tiers que de la cous les tiers que con la

442. Les jugemens rendus en vertu des deux articles précédens seront affichés et insérés par extrait dans les journaux, tant du lieu où la faillite aura été déclarée que de tous les lieux où le failli aura des établissemens commerciaux, suivant le mode établi par l'art. 42 du présent Code (1).

. 445. Le jugement déclaratif de la faillite emporte de plein droit, à partir de sa date, dessaisissement pour le failli de l'administration de tous ses biens, même de ceux qui peuvent lui échoir tant qu'il est en état de faillite (2).

A partir de ce jugement, toute action

tème devait être reponssé comme contraire à l'équité, au crédit commercial et à la vérité, parce qu'il n'existe presque jamais de notoriété générale, universelle, absolue, indépendante des lieux et des circonstances; que le principe de notoriété n'est donc pas exact; que ce serait souvent un mensonge introduit dans la loi et dans les jugemens; enfin, que cette notorieté se conçoit bien à l'égard d'une maison puissante, mais nullement à l'égard d'un petit commerçant presque inconnu ; que, par cela que la notoriété est un fait non matériel, un fait complexe et composé d'élémens insaisissables et différens selon les lieux, les personnes et les circonstances, les juges ne pourraient, presque dans aucun cas, la fixer d'une manière certaine; qu'il fallait donc rejeter l'amendement.

Cette discussion a ainsi remis en présence deux systèmes, l'un admettant la nullité absolue de tout ce que le failli a fait dans l'intervalle de la cessation notoire de paiemens au jugement déclaratif de la faillite : l'autre consacrant la validité de tous les actes qu'on ne prouve pas être entachés de mau-vaise foi, et il faut dire que le premier a été soutenu par M. Teste avec une élévation de pensée, une vivacité d'expression, une puissance d'argumentation, un entraînement, une chaleur, une éloquence que le sujet ne semblait pas comporter, et qui a, sur tous les bancs de la Chambre, excité une admiration véritable.

Au surplus, comme en 1835, on a proposé un mezzo termine consistant à mettre à la place de la mullité absolue, la simple présomption de fraude, cédant à la preuve contraire: mais, comme en 1835, la nullité absolue et la présomption de fraude ont été repoussées, on a préséré distinguer entre les actes pour maintenir les uns et annuler les autres, en laissant d'ailleurs au tribunal le droit de fixer l'époque de l'ouverture de la faillite, sans l'obliger à la placer à l'époque où serait acquise la

notoriété de la cessation de paiemens. Ce système, a-t-on dit, déjouera mieux la fraude. Ce n'est pas seulement pendant les dix jours précedant la faillite publiquement connue que la loi veillera et frappers certains actes; mais avant cette faillite publiquement connue, plusieurs semaines, plusieurs mois peut être de faillite réelle, mais latente, se seront écoulés; le commerçant failli, prévoyant sa chute, aura pris ses mesures, avan-tagé les uns au détriment des autres, mis à couvert une partie de son actif; puis, prolongeant des dix jours officiels l'éclat de sa déconfiture, il aura espéré se jouer de la loi et de ses sévérités limitées. Mais la nouvelle loi veille; et, consacrant une jurisprudence qu'avaient commandée les exigences des faits, elle autorise les tribunaux, rétroagissant bien au-delà de ces dix jours, et jusqu'au premier moment où apparaîtra la fraude, à atteindre toutes les tentatives coupables, à les atteindre et à les punir. Ils n'auront même plus besoin de ces preuves générales de fraude dont on se plaint qu'il est si difficile d'administrer un corps complet; il suffira que l'on prouve que le tiers poursuivi avait connaissance de l'embarras du failli ; et, pour fournir cette preuve, on aura non seulement la notoricié générale, mais les détails spéciaux du livre de la correspondance du failli, et, au besoin, des livres et de la correspondance de celui même qu'on vondra convaincre de mauvaise foi... Du jour où la faillite est déclarée, connue officiellement et affichée, où les scelles sont apposés, nul ne sourait prétexter ignorance, et tous actes faits avec le failli sont nuls. Mais antérieurement, et lorsque la cessation de paismens n'était pas encore connue lorsque l'on pouvait encore traiter de bonne foi avec le failli, alors, suppléant à une rigueur génorale qui ne serait qu'une injustice, intervient le pouvoir discretionnaire de la justice, qui, suivant une acception des personnes et des faits, inaccessible à un texte de loi, sevit là on la mauvaise foi apparaît, mais n'inflige pas de rigueurs légales là où apparaît une évidente bonne foi.

Ainsi, le système admis ne reconnaît, à partir du jour de la déclaration officielle de la faillite. aucun acte possible. Mais pour l'époque douteuse qui la précède, où tout se débat entre les présomptions de bonne et de mauvaise soi, il arme la justice d'un pouvoir discrétionnaire, la charge de rechercher la fraude et de la punir. V. d'ailleurs les notes sur les art. 446, 447, 448 et 449.

On a prétendu que l'art. 437 décidant que l'ouverture de la faillite d'un commerçant decédé ne pourrait être fixée à une époque postérieure au deces, il y aurait, si on laissait subsister l'art. 441, une antinomie évidente entre ces deux articles. En effet, a-t-on dit, la disposition finale de ce dernier article ne peut s'appliquer au jugement qui déclare la faillite d'un commerçant décédé, puisqu'alors l'ouverture se trouverait fixée à un temps postérieur au decès. Dans cette dernière occurrence, si donc le jugement est muet, ce ne sera pas du jour qu'il aura été rendu que datera la faillite, ce sera da jour du décès; mais encore faut-il que la loi le dise. On proposait en consequence d'ajouter « et en a cas de faillite déclarée d'une personne décédée, « la partir du jour du décès. »

Mais on a répendu que l'art. 437 contient une exception qui subsiste indépendamment de la règle. (Mon. du 30 mars, 2° suppl., p. 731, 1° col.)
(1) Voy. la note sur l'art. 440, et l'art. 457 du

Code de commerce.

(2) Ainsi se trouve décidée la question de savoir si le failli est dessaisi seulement des biens qu'il possède au moment de la faillite, mais aussi de ceux qui penvent lui advenir. M. Teste l'avait soulevée en 1835, et avait annoncé que, par arrêt de la Cour de Paris du 2 février 1835, il avait été jugé que les biens présens étaient seuls compris dans le dessaisissement, Sirey-De-Villeneuve (35. 2, 847). Mais la commission avait déclaré que dans son opinion l'article s'appliquait aux biens à venir comme aux biens présens; on a jugé convenable de le dire formellement.

Lors de la dernière discussion à la Chambre des Députés, M. le président a fait cette question : mobilière ou immobilière ne pourra être suivie ou intentée que contre les syndics'(1)

Il en sera de même de toute voie d'exécution tant sur les membles que sur les intimeubles (2).

Le tribunat, lorsqu'il le jugera convenable, pourra recevoir le failli partie intervenante (3).

444. Le jugement déclaratif de faillite

rend exigibles, à l'égard du failli, les dettes passives non échues.

En cas de faillite du souscripteur d'un billet à ordre, de l'accepteur d'une lette de change ou du tireur à défaut d'acceptation, les autres obligés séront tenus de donner caution pour le paiement à l'échéance, s'ils n'aiment mieux payer immédiate ment (4)

"S'il y avait un acte conservatoire à faire avant la nomination des syndics, cela n'empécherait - il pas de le faire?

Le rapporteur a répondu : « Le jugement même « qui déclare la faillite nomme les syndics; il n'y « a pas d'intervalle. » Voy. Cod. comm., art. 442.

1 et 2) Il faut remarquer que la disposition analogue se trouvait placée dans l'art. 494 du Code de commerce; on a cru convenable de rapprocher celle-ci de l'article qui ôte an failli l'admi-nistration de ses biens dont elle est la consequence,

M. Renouard, rapporteur, a fait remarquer que le Code de commerce (art. 494), ne comprensit dens les actions que l'on devait diriger contre les agens ou les syndics, que celles qui étaient dirigées contra sa personne ou ses biens mobiliers; tandis que la resente loi embrasse aussi les actions immobilières. Les motifs de décider sont pareils a-t-il dit, elle s'applique aussi à toutes les voies d'execution, tant sur les meubles que sur les immeubles, afin de faire cesser des difficultés qui ont divisé la jurisprudence sur la question de savoir si, postérieurement à la faillite, la vente des immeubles pouvait être poursuivie contre le failli par tout créancier. Les tribunaux jugeront, suivant les circonstances, si la personne du failli est nécessaire, et s'il doit être reçu partie intervenante.

Il est bien entendu que si une saisie immobilière: avait été commencée contre le failli, et qu'avant la faillite elle eut été transcrite conformément aux art. 677 et 680 du Code de procédure, elle serait continuée sur les mêmes erremens, sauf la substitution des syndics au failli, sans retard des actes

de la procédure.

M. Teste avait proposé un amendement en ce sens, qui a été rejeté comme exprimant ce qui est de droit commun.

(3) Ce n'est pas sans difficulté que ce dernier alinéa aété inséré dans la loi. La commission de la Chambre des Députés de 1835 avais demandé qu'il fût supprimé, considérant ce qui y est énoncé comme étant de droit commun. Mais M. le garde des seeaux et M. Quemault, alors commissaire du roi, syant formellement contesté le droit d'intervention pour le failli, la suppression du paragraphe aurait pa être entendue dans un sens diamétralement opposé à celui qu'y attachait la commission, et comme exprimant que jamais le failli ne pourrait intervanir. On voit que l'on s'est arrêté à un systama miste, en laissant au tribunal le droit d'adenettre l'intervention. M. le garde des sceque présentait au surplus, à l'appui de son opinion, des argumens qui paraissent fondés sur les principes rigoureux du droit; il disait que le failli étant déponillé, sinon de ses biens, du moins de leur administration, ayant reçu de la loi des représen-tans légaux, il s'était pas possible qu'il vint figurer comme partie dans les instances où il était déjà en la personne de ses syndics.

M. Teste, pour prouver que le failli a le droit d'ester en justice, supposaît le cas où une demande en séparation de corps seraît formée par sa femme contre lui, et it disait qu'évidemment, en parelle occasion, le failli défendrait lui-même à la demande; mais M. Quemant a fort bien repondu qu'il ne faut pas confondre les droits attachés à la qualité de mari, de père, en un mot les droits de famille, et ceux qui sont relatifs aux biens; que le failli n'était point dépouillé des premiers, et que, par cons-quent, il pouvait ester en justice pour les faire va-loir ; mais qu'il était dessaisi des acconds; que, paconsequent, relativement à eux, toute action devait être intentée ou suivie par les syndics.

La Chambre a été touchée de cette considération, que si, par frande ou par negligence, les syndics sacrifiaient les intérets du failli, il fallait lui réserver le moyen de les défendre. Of surait pu repondre qu'en droit, toutes les fois qu'es representant légal ne remplit pas la mission qui lui est confiée, il engage sa responsabilité; qu'il est comptable de sa conduite; mais que la personne représentée n'a pas le droit d'interient, car elle n'est pas un tiers dans la contestation; elle ne forme avec son tuteur, son mandaline légal, qu'une seule et même personne. Voilà le langage qu'on ponvait tenir, en se tenant dans les principes; mais la Chambre a cru devoit transiger.

Plusieurs arrêts de cassation antérieurs à la loi reconnaissaient la possibilité de l'intervention. Voy. arret du 19 avril 1826, Sirey, 27. 1. 198.

l'examinerai dans les notes placées sons les art. 597 et 598, si les engagemens particuliers pris per le failli en faveur de certains créanciers sont

(A) L'art. 448 du Code de commerce pertait que l'ouverture de la faillite rendait exigible le dettes passives non échnes ; qu'à l'égard des effets de commerce sur lesquels le failli se trouverait être l'un des obligés, les autres obligés ne seraient tens que de donner caution pour le palement à l'é chéance, s'ils n'aimaient mieux payer imméliatement.

Ainsi le principe était l'exigibilité non seulement à l'égard du failli, mais aussi à l'égard des coobligés. Toutefois, pour ceux ci, on admettait que légere faveur, on les dispensait de payer, à la charge de donner caution.

Le projet de loi présenté par le gouvernement était fondé sur des idées toutes différentes; il proclamait que les dettes ne devenaient exigibles qu'à l'égard du failli seulement.

M. Renouard disait dans son rapport equ'il était raisonnable d'admettre ce système; que, parce que les garanties des créanciers se trouvaient diminuées par la faillite de l'un des débiteurs, il ne s'en suivrait pas que les autres sussent obligés de trouvel 445. Le jugement déclaratif de l'aillite arrète; à l'égast de la masse seulement, le seus des intérèts de toute oréance non garantie par un privilége, par un nantissement

Les intérêts des créances garantles nu

tout à coup des ressources et de faire face à leurs eagggegéens avant liéchémies ; it sjoutait que cette poligation possait, jeter la perturbation dans les silaires, accrollère et quelquefois, faire nettre les crises commercisées; que c'est, d'silleure, le système adopté par le Cede de commerce publié en Hollande, en 18540.

De catte manière, d'une part, les créaneiers n'étaises point exclass, par la non engibilité de leur tire, du drois des pacticiper aux opérations de la faillite et aux répartitions; de l'autre, les codébiteurs et cautons du failli n'ésaient point privée du béséfice du tegma.

La présente loi a adopté un terme moyen entre la disposition du Codo de commerce et celle du

projet.

Elle déclare d'abord l'exigibilité à l'égard du failli ; quant ann:autres, signataires, elle distingue : ils sont privés du bénédize du terme, si le failli esti souscriptent d'un hillet à ordre, et s'il est accepteur d'une lettre de change ou tireur à défaut d'écceptation. Si le failli n'est point dans cette position. si, par exemple a il est endosseur, les autres signataires conservent le bénéfice du terme. La raison sur laquelle on s'est fondé est facile à saisir ; lorsque. celui qui fait faillite est précisément celui qui devait payer l'effet de commerce, il devient certain que le paiement n'aura pas lieu le jour de l'acheance; on comprend, des lors, qu'on esige de ceux qui ont garanti ce paiement une caution qui l'assure; lorsqu'au contraire le signataire qui fait. faillite n'était lui-même qu'un des garans du pais-. ment, et que celui qui doit payer est in bonis; il

n'y a pas lieu d'exiger de garantie extraordinaire. Aussrplus, ce n'est qu'après une longue discussion que l'article a été adopté; il n'est pas inutile d'analyser les débats qui ont eu lieu à ce sujet. D'une part, la commission propossit de s'en tenir au projet du gouvernement. Quant aux endosseurs, dissit-effe, ils couvent la chance qu'il peut y avoir à sphie toute bé foi octir » a faillie.

a subir toutes les fois qu'il y a faillite.

D'autre part, M. Laffitte propossit de dire: « En cas de laillite de l'accepteur d'une lettre de change on de souscripteur d'un billet à ordre, le porteur pourra exercer son recours contre le firear de la lestre de change on le premier endosseur du biflet qui sera tenu de rembourser on de fournir cau-

tion. »

\* vous voyez que par-là, disait l'orateur, je libère en quelque sorte tous les endosseurs intermédiaires; in 7, a alors d'obligation que pour le tireur
de la lettre de change, lorsque l'accepteur a manqué, et pour l'endosseur du billet, lorsque le susestaiblissons la valeur, non pas d'une lettre de
change créée, mais d'une lettre de change qui se
trouve avoir circulé pendant un certain laps de
temps, et qu'elle est revêtue d'an grand nombre
de signatures. Je crois que c'est daus l'intérêt du
commerce et pour sa saugrié dans les momens de
crise où chacun ne sera plus obligé de fiire des approvisionnemena, si je peux m'exprimer ainsi,
qu' ne sont pas nécessaires.

Un autre amendement était présenté par M. J. Lefebyre, semblable à celui de M. Laffitte,, en ce: 1981, qu lieu de dire comme le Code de sommeros. que le recours aurait lieu en cas de faillite d'un des obligés, quel qu'il fêt, il portait que le recours ne seveit ouvert qu'en cas de faillite du principal obligé, c'est-à-dire de l'iccepteur d'une lettre de shange ou du souscripteur d'un billet à ordré; meis il différait de la proposition de M. Laffitte, en ce qu'il accordait le recours contre tous les cédans, en remontant toutes les signatures du billet, au line de l'accorder seulement contre le premier en-, desseur.

Le commission chargée d'essminer ces deux' amendemens déclara que le système de M. Laffitte ne pouveit être admis, et que si on établissait le recours, il fallait le donner contre chacun des cédans.

La commission invoqueit surtout le droît qui appartient à tout individu qui a reçu une garantie. Elle se fondait encore sur ce que cette disposition atténusit suffisammentles rigueurs du Code de commerce; elle sjoutsit que, borner le recours au cas de faillite du principait obligé, c'était porter une saméliération réelle au Code de commerce.

D'autre part, à l'appoi du système du gouver-nement la minorité de la commission soutenait que si, lorsque vient s'ouvrir la faillite d'un des obligés à un effet de commerce, un recours immédiat devait appartenir contre tous les signataires de cet effet, beaucoup d'intérêts se trouveraient troubles, et que de grandes perturbations commer-. ciates en scraient nécessairement la suite. Enfin . que du premier système résulterait plus de facilité. pour les opérations commerciales; que le principe qui lui servait de base reposaît sur la plus stricte equité et sur l'intérêt général du commerce ; qu'en consultant les règles de l'équité on est conduit à dire que celoi qui a terme ne doit rien ; qu'ainsi, celui qui souscrit une lettre de change payable à un' terme, ne doit pas la payer avant le terme; que celui qui a consenti à ne recevoir que dans un dé-' lei déterminé, ne doit pas profiter d'un malheur pour recevoir plus tôt qu'il ne l'avait lui même stipule; que, quant à l'intérêt général, il veut qu'il n'y ait rien d'incertain, rien de douteux dans ses relations; que la condition suspensive de la faillite. de l'an des obligés à la lettre de change lui nuît ; qu'il feut donc la supprimer.

Des considérations plus puissantes, présentées par les orateurs qui ont soutenu le système de M: Lefebere ont fait rejeter celui du gouverne-

ment

En premier lieu, on a invoqué l'usage adopté par le commerce. Le commerce, a dit l'auteur du système, n'a presque jamais usé dans toute sa latitude du droit qu'ont les tiers-porteurs de demander caution quand il s'egit de la faillite d'ont embosseur, ou même de celle du tireur; mais toutes les lois que c'est l'accepteur qui fait faillite, le porteur ne manque jamais de demander un autre accepteur en caution, parce que, dans ce cas, it n'y a plus d'accepteur d'etre payé à l'échéance, il n'y a plus d'accepteur. On demande alors au tireur, aux endosseurs d'indiquer un autre accepteur : on a meme à l'avance le soin d'indiquer l'accepteur in évantelle, an indiquant ce qu'on appelle un besoin; et quand l'accepteur amanqué, qu'il est tombé en faillite, on fait feire un protet; faute

pourront être réclamés que sur les sommes provenant des biens affectés au privilége, à l'hypothèque ou au nantissement (1). 446. Sont nuis et sans effet, relativément à la masse, lorsqu'ils auront été faits par le débiteur depuis l'époque déterminée

d'acceptation, on retourne au besoin et l'on regoit son acceptation : c'est là ce qu'on appelle me acceptation par réclamation. Eh hien ! comme en matière commerciale, ce qu'il y a de mieux est d'accepter ce que l'expérience du commerce lui a inspiré, il faut supprimer l'obligation imposée aux coobligés de donner caution quand un endosseur ou le tireur est tombé en faillite, et conserver l'obligation de donner une caution ou un accepteur nouveau, quand c'est l'acceptaur qui a failli-

En second lieu, on a considéré que celui qui emprunte habituellement n'a pas intérêt à diminuer les garanties du prêteur, mais au contraire, qu'il a intérêt à les maintenir et même à les accroître, car plus le prêteur trouvera de garanties, plus les emprunts seront faciles et moins ils seront onéreux; que la lettre de change est le mode d'emprunt le plus nécessaire au bien-être de la société, qu'elle est le pivot sur lequel roulent presque toutes les opérations commerciales; qu'il faut donc. bien se garder d'atténuer l'énergie du contrat de change et les garanties qu'il offre à celui qui est porteur d'une lettre de change.

On a fait remarquer que la disposition du pro-

On a fait remarquer que la disposition du projet serait en contradiction manifeste avec les art. 420, 163 et 187 du Code de commerce, oa plutôt

les abrogerait.

Ensin on a cité un sait tiré des procès-verbaux du conseil d'Etat qui a mis sin à la discusaion.

« En 1811, a dit M. Vincens, commissaire du roi, on s'aperçut combien cette obligation imposée par le Code à tous les coobligés était injuste et inutile, combien elle pouvait surtout porter de désordre et de perturbation dans le commerce. Un rapport fut fait au gouvernement. Le gouvernement renvoya la question su conseil d'Etat. Le conseil d'Etat reconnut qu'en effet c'était une méprise contraire à la vraie intention de la loi; qu'il était impossible que, quand une lettre de change avait été acceptée, si une faillite d'un endosseur survenait, on allat demander caution à l'accepteur, au banquier le plus renommé d'une place. Mais, dit-on, cela vient de ce que le Code de commerce sé compose de plusieurs livres, et que ce n'est pas le même rédacteur qui a fait le titre des lettres de change et le titre des faillites. Il n'y a pas harmomie exacte, il faudrait sans doute y pourvoir. Mais le Code a été promulgué en 1808, on n'était encore qu'en 1811. En trois ans a t-on conquis assez d'experience pour revenir sur ce point, pour dé-chirer une page d'un Code qui vient d'erre promulgue par l'empereur? Ce sont, je pense, les expressions mêmes du procès-verbal.

e Là-dessus on ajouta qu'assurément il était impossible que personne voulût aller insuliement
rechercher des accepteurs honorables et en bon
crédit pour la faillite obscure d'un endosseur, mais
qu'en tous cas on pouvait bien s'en remettre à la
bonne, à la sage, à l'équitable juridiction des tribinaux, et notamment à celle de la Cour régulatrice; que c'était ainsi que les erreurs qui pouvaient être arrivées dans la rédaction du Code

pourraient être corrigées.

Lors de la discussion demaiere, on a reproché à cette disposition de porter atteinte au

principe de la selidarité établie dans le Cede de commerce. M. Wustemberg a proposé en conséquence de demander caution seulement à cent dont la signature est placée après celle du failli. Il disait avec raison qu'on se pouvait demander une caution à ceux qui avaient eu l'effet de commerce avant le failli; car ce serait les rendre garans de personnes qu'ils ne connaissaient pas, qu'ils ae savaient pas même devoir être un jour signataires de l'effet.

Ce nouveau système a été rejeté par le motif qu'il aurait pour résultat une perturbation funeste; que si, par exemple, vingt endosseurs aveint sigué la lettre de change, la faillite de l'un d'en entraînerait, sinon la faillite, au moins l'embar-

ras de tous les autres endosseurs

On a proposé aussi d'ajouter au premier paragraphe : « sous la déduction de l'escompte de « intérêts restant à courir, calculés au taux légal. » L'objet de cet amendement était d'établir l'égalité entre tous les créanciers.

Mais on a fait observer que « ce serait une inmovation fâcheuse; que ce serait même s'éloigner
des principes du droit commun; que la disposition
présentée n'est pas autre chose que l'application
de l'art. 1188 du Code civil; que toutes les fois
qu'il ya une diminution dans la sâreté, il y a déchéance du terme et la créance devient exigible
his et mane; il ne faut pas faire acheter au créancier en quelque sorte ces avantages que la loi lui
donne, car ils sont compensés par la diminution
de la sâreté; que, d'ailleurs, l'art. Ab5 arrête le
cours des intérêts de toute créance non garantie
par une hypothèque, à dater du jugement déclaratif de la faillite. »

Voy. au surplus les art. 120,163 et 187 du Code de commerce, qui sont en harmonie parfaite avec la disposition de la loi actuelle, et qui au comtraire étaient modifiés par l'art. 448 du Code de com-

merce.

(1) Le sort des intérêts, a dit M. Renouserd dans son rapport, n'était explicitement réglé ni par le Gode de commerce ni par le projet du gouvernement. Ces intérêts ne cessent pas entièrement de courir; car le failli n'en est point libéré; et il devra les acquitter s'il veut obtenir sa réhabilitation; mais la faillite doit arrêter leur cours à l'égard de la masse.

On avait proposé, dans la première discussion, d'ajouter une disposition ayant pour objet d'établir une égalité parfaite entre tous les créanciers, en décidant que le créancier qui aurait fait comprendre les intérêts du prêt dans son titre devrait supporter l'escompte en recevant son paisment anticipé.

A l'objection prise de ce que, en posent une règle générale, on s'exposerait à faire maître des résultats souvent iniques, et que d'ailleurs il famidrait que l'amendement établit une distinction entre le titre commercial, on a répondu que comme l'exécution de la loi et son application sersient confiées aux tribunaux de commerce, là où les difficultés s'élèveraient, il n'était pas douteux que ces tribunaux n'en fissent une application équitable.

par le tribunal comme étant celle de la cessation de ses paiemens, ou dans les dix jours qui auront précédé cette époque (1).

Tous actes translatifs de propriétés mobilières ou immobilières à titre gratuit (2);

Tous paiemens, soit en espèces, soit par

transport, vente, compensation ou autrement, pour deties non échnes; et pour detres échnes, tous paiemens faits autrement qu'en espèces ou effets de commerce (5);

Toute hypothèque conventionnelle ou ju-

Néanmoins, et quoiqu'on reconnût que si le titre donnait toujours par lui-même la preuve que l'intérêt était compris d'avance il serait possible, il serait juste de l'en distraire, la disposition a été rejetée.

(1) Cet article est le commencement de la série des dispositions qui règlent le sort des actes faits par le failli depuis l'ouverture de la faillite ou à une époque rapprochée. On a vu dans les notes sur l'art. 441 que l'un des systèmes présentés sur cette partie de la loi consistait à déclarer nuls, d'une manière absolue, tous les actes faits par le failli depuis l'époque à laquelle est fixée l'ouverture de la faillile. On partait du principe que l'in-capacité du failli commence à cette époque et qu'un incapable ne peut faire des actes valables. Les notes sur l'art. 441 et l'art. 447 expliquent suffisamment que ce principe et ses conséquences n'ont pas été admis; qu'on n'a pas même consenti à faire peser une présomption de fraude sur les actes du failli postérieurs à la cessation des paiemens. Mais on a reconnu généralement qu'il y a des actes d'une nature telle qu'ils doivent être annulés par cela seul qu'ils sont postérieurs à la cessation des paiemens, ou même qu'ils l'ont précédée seulement de quelques jours. Cet article en contient la nomenclature,

(2) Pour savoir si une donation est nulle on valable, il faut s'attacher à la date où elle a été faite; peu importe qu'elle n'ait été transcrite que dans les dix jours qui ont précédé la cessation des paiemens. Arrêt de la Goer de Grenoble, du 17 juin 1822, Sirey, 23. 2. 273.

(3) Le paragraphe 3, adopté par la Chambra des Pairs, s'arrétait à ces mois :« Pour dettes non échures, » Ce qui suit a été ajouté par un amendement de la commission de la Chambre des Députés.

Elle avait dit d'abord : «Et pour dettes échnes, tous paiemens faits par transport ou vente de tout ou partie des immeubles ou du mobilier du failli.»

Sur le reproche que l'expression mobilier, suivant le Code civil, était trop étendue, et contiendrait, par exemple, les effeis de commerce, les traites, M. Stourm répondait ainsi: «Il n'a pas été dans l'intention de la commission de s'opposer aux paiemens qui seraient faits au moyen, d'effets de commerce. Elle n'a pas eu l'intention d'annuler un paiement fait de cette manière. Si donc le mot mobilier doit être entendu dans ce sens qui lui donnerait une définition trop étendue, la commission remonce à une expression qui pourrait être mal interprétée, et propose de la remplacer par celle-ci: meubles et mérchandises.

Alinsi, il est hien entendu que si, d'après la définition du Code civil, le mot mobilier peut comprendre les effets de commerces, il est convenable d'y substituer les mots meubles ou marchandises. Cette substitution est consensie par la commis-

Cotte redaction ine satisfit polyt be Chambra;

M. Meynard l'attaqua en disant: « Si les paiemens en inarchandises sont prohibés, vous elles détruire tout d'un coup une des grandes branches du commerce en France. Je conçois qu'une dette qui est contractée par billet ou par lettre de change, quand on l'a payée avec des marchandises, donne lieu à suspicion. Mais vous avez une autre nature de dettes constamment échues, c'est le compte courant. Eh bien l ces sommes qui s'avancent en compte courant, ne s'avancent, de la part des consignataires, qu'à condition..... Je dis donc qu'en assimilant le paiement en marchandises à un paiement fait par la cession d'un immeuble, vous détruirez la moitié du commerce em France. »

D'autre part, M. Moreau (de la Meurlhe) fit obrever que le mot meubles ne rendait pas l'intention de la commission. « Si nous nous reportens, dit-il, à la définition de cette expression meuble, nous voyons que l'expression meuble ne comprend pas les pierreries, les dettes actives, les livres, médailles, etc.

« Ainsi d'après la rédaction de la commission, les paiemens faits en ces objets seraient valables. Telle n'est cependant pes l'intention de la commission. »

Tout en appnyant le renvoi à la commission, pour qu'elle trouvat une expression qui rendit complétement sa pensée, M. le garde des sceaux justifiait ainsi la rédaction proposée : « La commission, disait-il, a modifié son amendement en substituant le mot meubles au mot mobiller. Quelle est la pensée de cet amendement? C'est que quand un paiement est fait d'une manière extraordinaire par un failli postérieurement à l'époque de la dessation de paiemens , s'il y a dans ce paiement extraordinaire un caractère qui puisse indiquer la defiance de la part de celui qui a été payé, on l'annulle. Ainsi quand on paie avec des meubles meublans, quand on paie en menbles propre-ment dits (je ne parle pas de tous les objets qui sont compris dans la définition de la loi), il est évident que cette manière de se libérer est extraordinaire, qu'elle excite la déliance. Si on paie avec des marchandises, non pas dans le cas dont a parlé M. Meynard, mais si en compte courant on so de avec des marchandises qu'on envoie, cette nature de paiement est extraordinaire et éveille la sollicitude du législateur. C'est dans ce sens que la commission a rédigé son amendement. Maintename on craint que le mot mobilier ne soit trop étendu. Je fais remarquer que le mot memble no l'est pas assez. Le mot mobilier paraît trop étendu, et voici pourquoi, c'est que dans les termes du Code civil , le mot mobilier comprend l'argent et les effets de commerce, de sorte qu'on peut supe poser que les paiemens en mobilier ont été faits avec de l'argent ou des effets de commerce, et alors vous serez en contradiction avec l'art. 447 qui déclare que les dettes échues ont été valables ment payées, lorsque le créaucier ne conneissait pas la situation du failli. . M. le garde des comus

الطافعينسا فينسان الأنابي أأأتها أأتواد المواج

diciaire, et tous droits d'antichrése ou de nantissement constitués sur les biens du débiteur pour dettes antériourement contractées (1).

a'attacha ensuite à démontrer que le sens du mot mobilier est restreint par la disposition de l'article suivant et qu'on ne doit entendre par cetle expression ni les effets de commerce, ni surtout l'argent.

M. Hébert trancha la question en proposant la

rédaction actuelle.

La difficulté, dit-il , s'élève sur la portée trop Fiendue que quelques-uns de nos honorables collègues craignent de voir attribuer au mot mobilier, Il lant en préciser le véritable sens ; on pourrait le faire en énumérant les objets qui entrent dans ce mot mobilier; mais ce surait trop long. Il y a un moyen plus simple de le préciser, c'est en procédant par voie d'exclusion. Tout le monde reconnaît que les seuls paiemens valables sont cenz qui sont faite en espèces ou en effets de commerce. Eh bien ! mettez dans l'article : « Tous paiemens faits autrement qu'en espèces ou effeis de

"M. Meynard, persistant dans son amendement, M. Cunin - Gridaine fit observer a que son admission aurait pour résultat d'entraîner la Chambre h proceder par exception; qu'en pareil cas, les paremens faits en marchandises sont toujours faits en vue de fraude. Que rien n'est plus facile à un déhiteur que de favoriser un créançier au préjudica des autres. Il ne pourrait le faire en espèces on en effets de commerce, mais il lui resterait toujours un certain fonds de marchandises dont 'il disposerait en faveur de certains oréanciers, que la rédaction de M. Hébert aurait pour effet de prévenir ces sortes de frandes. »

Elle in adoptée sans autre opposition.

M. Storm. L'amendement adopté exclut les immenbles, c'est évident.

M. le président. « C'est une expression conversée. On ne s'est pas entendu sur l'énumération, on

je crois que l'on ne devrait pas considérer comme francheux et annuler de plein droit l'envoi de marchandises fait par un négociant pour solder on comple courant, ou pour en diminuer le dé-hit. En effet, M. Meynard a très bien démontre que dans ce cas il n'y a aucune fraude, et M. le garde des sceaux l'a reconnu. Mais, dire-t-on, les termes de l'article sont formels. Je crois au contraire qu'ils ne sont pas applicables à l'espèce que j'examine ici. Ils parlent de dettes échues ; or, par cette expression, et toute la discussion l'a démontré, on a voulu parler de dettes contractées à échéance fixe, lorsque cette échéance est arrivée. Le solde d'un compte courant, quoique actuellement exigible, ne presente pas ce caractère. Pourquoi soupçonne-ton le paiement en marchandises d'une dette échue; c'est parce que cette dette devait être payée en argent, et qu'en la payant en marchandises, on manifeste un état évident de gêne; mais au contraire si entre négocians qui sont en compte courant, les articles de ce compte se composent de remises en argeut et de marchandises envoyées et reçues, un dernier envoi de marchandises ne doit pas être plus suspect que les

On trouve dans le dernier rapport de M. Tripier à la Chambre des Pairs la confirmation, de cette

opinion. « Le créancier , y est-il dit , qui, sceptant un mode de libération inusité, reçoit des marchandises ou des effets mobiliers au lieu d'espèces, doit être présumé avoir couse l'embara de son débiteur et avoir fait fraude à la loi d'égalité qui doit dominer les créanciers. Mais it faut que l'opération ait le caractère d'un véritable paigment, qu'elle ait eu pour objet d'éteindre une dette qui avait été créée en espèces et qui devait être acquit tée dans cette valeur. Des envois respectifs de matchandises destinées à se balancer réciproquement n'auraient pas le caractère de paiement prohibé, surtout s'ils avaient été précédés d'une série d'opérations de même nature, qui constateraient de la part des négocians un usage antérieur, auquel ils se seraient conformés sans fraude.

M. Parès a fait remarquer que le mot compensetion ne devait pas être employé, parce que la compensation n'est possible que relativement aux delles exigibles, et qu'il s'agit dans le paragraphe de det tes non échues. Il a ajouté avec raison qu'il y aun tres grand danger, quand un mot existe dans les los avec une définition rigoureuse, de le mettre avec une autre definition qu'on ne donne pas, en l'ap-

pliquant à d'autres faits.

M. le président a répondu : « L'article ne parte que d'une compensation conventionnelle.

Sans doute, cela vrai, et le sens de cette parie de l'article ne peut être douteux; mais l'observa-tion de M. Parès n'en est pas moins très juste d plus importante qu'on ne croit. Il serait bon de donner au langage législatif une précision et ans exactitude rigoureuso. Le moi compensation s'entend de la nompensation tégale ; dans le Gode civil, on chercherait vainement d'expression compensati konventionnelle, il faudenit dire dation en pulment.

Il a été jugé sous l'empire du Code de commerce que les transports ou cessions faits par un failli avant sa faillite, mais non signifiés au débitem cede avant les dix jours qui ont precede cette ful-lite, sont mult'à l'égard de la masse. Arret de la Cour de cassation du 13 juillet 1830, Sirey, 30,1. 875; arrêt de la Cour de Bordeaux du 18 sout 1820, Sirey, 30. 2. 5; Dalloz, 30. 2. 44.

Mais il a été aussi décide que le transport vent, s'il a été fait de bonne foi à une époque on la faillite n'était ni déclarée, ni publiquement con nue, encore que l'ouverture de la faillite ait été ensuite fixee par le tribunal à une époque antericure à la date du transport. Arrêt de la Cour de Paris du 31 janvier 1821, Sirey, 21. 2. 109; Dallos, Recueil alphabetique, t. 8, p. 81.—Arrets de la Corde cassat. du 28 mai 1823 et du 7 janv. 1824, Sirg. 24. 1. 7 et 123; Dallor, Recueil alphabetique, t. 8. p. 74 et 80. En présence des dispositions si claires de la loi nonvelle, des doutes ne peuvent aujour d'hui s'élever. Je pense au surplus qu'il faudra sui vre la jurisprudence dont l'ai cité les monumens, et considérer l'époque de la signification au débiteur cede, comme la date véritable du transport.

(1) Dans le premier projet stiopté en 1835, et lissit : « Nul ne peut , durant le même intérsalle, a acquerir un droit d'hypothèque va de nentime ment sur les biens du failli pour des dettes anis-

« riserrement contractions. (Art. A46 du premier s projet, § 1 ...) a

447. Tous autres paiemens faits par le biteur pour dettes échues, et tous autres

actes à titre onéreux par lui passés après la cessation de ses paiemens et avant le juge-

a nouvelle rédaction de la Chambre de Pairs', n'annulle que les hypothèques consentics pour te antérieures, a éprouvé une vive opposition t Chambre des Députés.

Le projet se démentirait lui-même si, après r placé sous la présomption de fraude les actes plus suspects, il évitait de comprendre dans a classe les hypothèques et les nantissemens. listinction qui est faite entre celles de ces conions qui sont stipulées pour sareté de dettes rieures et celles qui garantissent de nouvelles es, ne serait pas metivée et ne reposerait sur une resens. Dans le moment où le malheur ne au débiteur les plus funestes conseils, suxls des considérations de famille prêtent toujours plausibles prétextes; on lui présenterait une velle et trop facile occasion de succomber. Une : loi serait à la fois imprévoyante, injuste et norale ; ce serait sans motifs et sans précédens sbles de justifier un tel changement, qu'on setterait à la loi actuelle. Enfin cette proion accordée aux conventions qui jusqu'à ce ont été frappées d'une défaveur méritée, rirait le plus ardinairement les spéculations l'avidité et l'asure surgient imposées su négot réduit à le dernière extrémité et prêt à tous acrisipes, soit pour se créer des ressources dont wrait abuser, mit pour éviter le déshonneur e faillite.

. Teste a appuyé l'amendement. It s'est élevére le système de la commission. Il lui é rehé de sacrifier les intérêts des créanciers, et porter trop de bénignité dans la matière des tess.

Vous avez reconna, a dit l'erateur, la nécesde stigmatises dès le peinchje certains actes sont enunchés de fraude par leur objet, par nature. (Non i men i... Pas plus que les actes zits. » ):

M. le resporteur. Ce sont les avantages et les

Psedon, monsiege le rapporteur! le métais du mot sete, et yous reconnaisser bien qu'il slique, sur dispositions à tire gratuis. Ce n'est pas tout : vous recomnaisses qu'il y

is actes qui portent en enx-memes les caranis da la datiance. Aissi vous annules les actes à gratuit; vous annules même les paimmens cipés d'une dette sincère; Tout à l'heura sous se, d'annuler les paiements opérés; en massidises. Voils des actes qui vous ont pessatss; seulement vous avez réservé votre incluigemen r les, prêts sur hypothèques faits à un négo-

. le rapporteur. · Faits moyennant argent ptant. »

- « Js le veux bien. Je dirai seulement à cet égard qu'une dette peut avoir préexisté, consister en comptes coursns. On liquide, on solde, et à queiques jours de là, un peu plus têt, un peu plus tard, on fait un acte hypothécaire moyennant argent prété, et vous êtes en présence d'un acte que vous réputes valable jusqu'à la preuve impossible de mauvaise foi. »
- M. le rapporteur a répondu à ces objections, a L'amendement, a-t-il dit, qu'on vient de soutenir, et qui a été régeté par la Chambre en 1835 sprès une discussion très approfondie, et qui a été également rejeté par la Chambre des Pairs depuis, auvait cet étrange résultat de considérer comme valable le prêt hypothécaire, le prêt fait sous la condition hypothécaire et d'annuler l'hypothèque, qui est la condition du prêt, en sorte que, dans un acté fait à un jour donné, on scinderait cet acte, on déclarerait le prêt valable, et on annulerait l'hypothèque qui est la condition du prêt. Cette contradiction, messieurs, suffit peut-être pour vous mettre à portée d'apprécier la valeur de cet amendement.
- M. Teste. « Vous le faites bien pour les actes antérieurs. »
- M. le responteur. « Nous ne le faisons pas du tout pour les actes entériours, et je vais vous expliquer le système qu'a adopté la commission.
- « L'amendement de M. Pascalis s'attaque en effet è tont le système du projet sur les actes faits dans le temps intermédiaire entre la cessation de paiement et la faillite déclarée, la faillite officielle.
- · Quel est le système du projet? c'est de respecter, pendant tout le temps que le failli n'est point dessaisi de fait, et qu'il est à la tête de ses affaires et continue l'exploitation de son commerce, c'est de respecter les actes qu'il a pu faire avec des tiers moyennant argent comptant, et toutes les fois que ces tiers ne connaissent pas l'état de cessation des paiemens. C'est là le système qui résulte de l'article 447 qui suit celui que pous discutons. Eh bien l je me place dans ce système, et je dis que le prêt hypothécaire, comme tous les autres actes, peut avoir été fait de bonne foi et qu'il tombe dans le cas de l'art. 447, qui n'annulle qu'autant que la fraude est prouvée, non seulement contre le failli. mais contre les tiers qui ont traité avec lui. Voici, la distinction fondamentale telle que l'a faite le . système du projet, c'est de n'annuler que les actes gratuits, et en outre tout avantage fait au profit d'un ancien créancier au moyen d'hypothèques qui lui sont données postérieurement à la cessation des palémens, et qui, su moment où elles sont données, sont un avantage véritablement gratuit ; un avantage aux depens de la musse.
- « Mais lorsqu'il s'agit d'actes nouveaux qui entrent dans la continuation des affaires du failli, d'actes qui sont fails an moyen d'argust comptant, nous les validons et l'on vous propose un système dans lequel il s'agit d'annuer le pret hypothécaire fait le même jour où vous respecturez une vente d'immeubles faite par le failli; car on ne ponsse pas l'amendement jusqu'à annuler la vente d'immeubles faite par le failli.
- M. Teste interrompant. Et pourtant la vente d'immeubles est en effet annulée,

ment déclaratif de faillite, pourrant être annulés si, de la part de ceux qui ont reçu du déciteur ou qui ont traité avec lui, ils ont eu lieu avec connaissance de la cessation de ses paiemens (1).

448. Les droits d'hypothèque et de pri-

M. le rapporteur. « Elle ne l'est nullement ; la vente d'immeubles est parfaitement valable comme les autres ventes faites au moyen d'argent comptant.» M. Persit a aussi attaqué le système soutenu par

le commission.

« Jusqu'à présent, a-t-il dit, nous avons vécu dans cette pensés, que les actes faits dans les dix jours étaient frappés de nullité. Jamais il n'y a eu de réclamations, jamais de décisions contraires n'ont été portées par les tribunaux. El bien l'aujourd'hui le nouveau projet, sous prétexte d'une modification qui n'a jamais été réclamée, propose de déclarer valables les hypothèques données dans les dix jours, les transports, les cessions, etc. J'ai dir que la loi actuelle propose d'abroger la disposition du Code de commerce. Je vais plus loin, la projet propose d'abroger une disposition analogue du Code civil. Le Code de commerce dit, art. 443:

« Nul ne peut acquérir privilèges et hypothèques

dans les dix jours de l'ouverture de la faillite. « Le Code civil va plus loin; il veut qu'on ne puisse pas prendre inscription dans les dix jours qui précedent la faillite (art. 2146). Ainsi, vous aviez une hypothèque antérieure aux dix jours, d'après le Code de commerce, elle est valable; mais comme elle ne peut avoir rang que par l'in-" scription, le Gode civil interrient et dit que vous ne pouvez prendre inscription dans les dix jours. Par la nouvelle loi, vous abrogez d'un seul coup la disposition du Code de commerce et celle du Code civil. Gardons-nous donc bien, messieurs, de revenir sur nos lois, et surtout sur une loi qui a été faite avec autant de soin que le Code civil; ne l'abrogeons pas, puisque personne ne réclaine. Je com-prends que, lorsqu'il y a abus démontré par l'expé-rience, lorsqu'il y a réclamation de la part des tribunaux ou des justiciables, je comprends qu'on puisse examiner s'il y a lieu à abroger. Mais la loi contre laquelle personne n'a réclamé, qui ne présente aucun inconvénient, vous voulez l'abroger. Pourquoi? Je le demande.

 Ce qu'on vous propose d'insérer dans la loi, servirait à faire de la loi actuelle l'acte le plus contradictoire. Vous allez voir qu'à côté des actes qu'on annulle, on maintiendrait des actes qui seraient cent fois pires que cenx qu'on vent annuler.

Votts avez deja décisé, en adoptant le dernier paragraphe de l'art. 446, qu'on ne pourra pas faire de paiement pour dette échue avec des marchandises.

« Voici de qui va arriver, si vous maintenez la disposition qu'on vous propose : on ne pourra pas vendre la marchandise.

M. J. Lesebure . On ne pourra pas la donner. .

« On ne pourra pas la donner, si vous voulez, on ne pourra pas la donner à celui à qui l'on doit; mais, d'après l'honoralie M. J. Lesebvre, on pourra la lui vendre.

M. le rapporteur. . Il y a fraude alors. .

Une soiz. 4 On ne peut la vendre qu'à un tièrs. 

On pourra la vendre à un tiers. Soit; mais 
vôyez cette singularité, on ne veut pas que le débiteur puisse donner en paiement sa marchandisc; il la vendra à un tiers, et, en donnera le prix à son créancier.

· On vous propose d'interdire l'hypothèque pour

1 ........

les dettes antérieures; sinsi le failli ne possre ps, dans l'intervalle de la cessation de paiemens et de la déclaration de faillite, faire use constitution d'hypothèque pour une dette ancienne. Personne ne conteste cela, Mais voyes la contradiction qui va nattre de la disposition additionnelle; vous siles permettre l'hypothèque en faveur d'un autre. De en usera, et les derniers emprunts serviront à payer celui en faveur de qui n'atera pas pu être stipulée cette même hypothèque.

L'orateur terminait en proposant l'adoption de l'art. 4/16, en tant qu'il s'appliquerait aux créanes antérieures à la cessation des paiemens.; et, quant aux hypothèques données nouvelkement pour és obligations nouvelles, il proposait un article qui s'appliquerait aux paiemens, aux hypothèques de priviléges, aux actes ouéreux qui seraient cotractés dans les vingt jours de la déclaration de la faillite. Il soutenait que son ameudement remédierait aux abus des deux systèmes absolus de la commission et de M. Pescalis.

Cet amendement a été renvoyé à l'art. §§7. Il a été rejeté-lors de la discussion de cat article per la raison qu'il reproduissait le système rejeté ma 1835, qui obligerait le tiers qui a contracté suc le failli à faire une preuve négatire.

L'article a été adopté.

On a ámis un doute sur le sens des mots : « pour dettes antérieurement contractées. »

« De quelles dettes s'egit-il? a-t-on dit, Si on nous parle de la dette contractée entérieurement au contrat constituit d'hypothèque, il est possible que la dette ait été contractée depuis la date de la cassation de paiemens, qu'on ait conça des doutes pur la solvabilité du débiteur, et que les créanciers alors lui auront demandé hypothèque. Ainsi il faut sayoir, si on entend que cassois : dettes autérieurement contractées, des dettes qui semient autérieures au contrat constituié d'hypothèque.

M. le responteur a répondu sue ces expresses s'appliquent à toutes dettes contractées antérieurement à la constitution d'hypothèque.

Il ae fant pas au surplus confondre comme l'ant fait beaucoup d'orsteurs et M. Teste lui-même, qui dans cette discussion, a d'ailleurs donné une prans si éclatante de son beau talent et de son savoir, il ne faut pas confondre la constitution de l'hypothèque et l'inscription. Voy, pour l'inscription l'art. 88. On doit d'ailleurs se reporter à l'art. 864 et aus se ticles, suivans du Code de commèrce.

(1) l'ai indiqué dans mes notes sur les art. Mi et 146, les deux systèmes qui, en 1835 et 1835, ont été mis en présence. Selon le premier, tous le cetes eu paiemens faits dans l'intervalle de l'ouverture à la 'déclaration de faillite, d'evalent étre déclarés frauduleux, sauf à admettre l'individu qui aurait contracté avec le failti, à prouver sa bonne foi.

Le système opposé validait, au contraire, toss les actes, dans les mêmes circonstances, sast la preuve de la fraude. L'adoption de ce dernier systèmes a finé le jurispradence encore incertaine.

Pour l'opinion qui considérait les actes comme valubles jusqu'à la preuve qu'ils oût été faits de mevaits foive peut cites les arrêts de la Courde cassat, du 7 mars 1827; Sirey, 27.1, 25/ ge valablement acquis pourront être ints jusqu'au jour du jugement déclaratif la faillite.

Néanmoins les inscriptions prises aprés l'époque de la cessation de paiemens, ou dans les dix jours qui précèdent, pourront

ox, 27. 1. 178; — du 13 mai 1829, Sirey, 29. 129; — du 17 mars 1829, Sirey, 29. 1. 242; ox, 29. 1. 84; Journal du Palais, 1. 83, p. 592; u 22 juillet 1823, Sirey, 24. 1. 85; Daffor, aeil alphabétique, t. 8, p. 81; arrêt de la cour aris, du 13 août 1831; Sirey, 31. 2. 257; arrêt a Cour de cassation, du 2 juillet 1834; Sireylleneuve, 34. 4. 710. — Il a même été désidé les paiemens obtenus d'un commerçant, à la de poursuites judiciaires, peuvent être mein-s : arrets de la Cour de cassation , du 16 mai ; Sirey, 15. 1. 315; Dallos , Recueil alphabe-;, t. 8, p. 76; - de la Cour de Rouen, du 25 1828, Sirey, 29. 2. 333.

yez, en sens contraire, arrêts de la Cour de eanx, du 27 juin 1828; Sirey, 29. 2. 180; z, 30. 2. 168; — de la Cour de Bruxelles, du 2, 30. 2. 100; — ue la cour de la Cour sers 1823, Sirey, 25. 2. 371; — de la Cour , du 20 décembre 1820, Sirey, 21. 2. 218; z. Recueil alphabétique, t. 8, p. 76; — de la d'Orléans, de février 1831, Sirey, 34. 2. 176. diversité de ces décisions prenait sa source les termes de l'art. 102 du Code de commerce remment interprétés. D'une part, faisant une cation rigoureuse du principe du dessaisisseposé dans cet article, on en tirait la conséce que tous les actes accomplis depuis le jour failite étaient nuls.

utre part, une opinion contraire a donné lieu e double difficulté. Ainsi, des cours royales semsé que le dessaisissement ne pouvait avoir que du moment même de la faillite ; par suite, eu nécessité d'en fixer l'époque précise. Cette on a divisé encore les tribunaux. Les uns ont es signes caractéristiques de la faillite et y ont té son existence, d'autres se sont bornés à anles actes prouvés frauduleux.

st ce dernier système qui a prévalu dans la loi

1835, l'article fut adopté en ces termes: it nuls, tous les actes ou paiemens faits, à lque époque ou à quelque titre que ce soit, en ade des droits des créanciers.

ous actes ou paiemens faits par le débiteur is l'intermelle qui s'est écoulé entre l'onverture la faillite et le jugement qui l'aura déclarée, arront être annulés s'ils ont eu lieu, soit de nvaise foi, soit avec conneissance da la part ceux qui ont traité avec le faille; du mauvais t de ses affaires

) ans le cas où it y aurait lieu à rapport pour lettres de change échues entre l'ouverture de aillite et le jugement qui la déclare , l'action rapport ne pourra être intentée que contre ii pour le compte duquel la lettre de change é fournie.

il s'agit d'un billet à ordre, l'action en rapport pourra être exercée que contre le premier enseur. »

fit remarquer, sur le deuxième paragraphe, projet semblait emprunter cette dispositton le de commerce (art. 145); que, néahmoins, ait une différence notable; qu'en effet, le lisait : Tous actes ou engagemens, au lieu que jet portait : Tous actes ou paiemens. Cette girrice, ajouta-t-on, de la substitution du mot ne au mot engagement, fait pue grande dille

namce; car l'engagement n'est pas un fait qui s'accomplit actuellement, mais un fait qui doit s'accomplir plus tard, an lieu que le paiement est un fait qui s'opère à présent.

M. Fould ajouta que, pour que l'article fût complet, il faudrait sjouter engagemens; c'est, dit-il,

un terme plus général. »

M. le garde des sceaux répondit : « Comme vous voudrez; je crois que le mot actes comprend celui d'engagemens. Si pour vous satisfaire il faut ajouter ce mot d'engagemens, je le veux bien, mais celá n'ajoute rien ; c'est un mot inutile.

On dit encore que l'article de la commission ne disait pas tous actes, tous engagemens pour faits de commerce ; que c'était la cependant une grande différence entre l'art. 445 du Code de commerce et la disposition actuelle. On demandait, en conquence, qu'il fût déclaré s'il y avait ou non innovation au droit civil, on bien si l'on avait vould régler seulement le sort des actes de commerce,

Entend-on, dit M. Dapin, tout acte et engagement d'une manière absolue? »

· Oui, a répondu le rapporteur, d'une manière absolue. »

Alors, vous innoves an droit civil, a dit M. Lherbette. Le Code de commerce ne parlait que des engagemens de commerce; il n'énumérait que ceui-la; il laissait tout-à-fait en dehors les engagemens civils. Aujourd'hui votre projet va confondre le droit civil et le droit commercial. Je crois que nous ne devons statuer que sur le Code de commerce et laisser tout-à-fait en dehors les engagemens civils, sinon vous pourrez vous lancer dans une foule de questions épineuses.

L'orateur a été renvoyé à l'art. 443.

"Iln'y a rien la, a-t-on dit, qui soit borne aux actes commercianx; c'est une mesure générale. »

Plus tard, et à l'occasion de la citation faite pag le garde des sceaux, d'un arrêt de Bordeaux, portent : que « les paiemens faits par le failli, le jour même de la faillite, sont nuls, sans distinction de Pheure à laquelle ils ont été faits; que les sommes ainsi reçues doivent être rapportées à la masse, » M. Lherbette a soulevé de nouveau la question. Il a dit : « Sont-ce des paiemens faits pour effets de commerce?

Voice nombreuses: « Qu'est-ce que cela fait? » M: le garde des sceaax : « Je ne comprends pas

l'observation. Que ce soient des effets de commerce ou non, la question est la même ; ce qui appartient

au failli est le gage des créanciers. »

M. Toussin : "Je demande à faire une observation. It peut arriver qu'un propriétaire voulant prêter de l'argent sur hypothèque, se transporte chez un notaire; que là, il ne trouve point l'inscription hypotheceire sur un bien, et qu'il prête de bonne foi; eh bien! je demande à présent si on va annuler un paiement de cette nature-la?

M. le président : « Il y a un article à part. » M. Toussin : « Dès l'instant que vous direz : tous actes et sugagemens, des qu'un individu empruntera de l'argent dans un délai donné, il y aura en-i gagement. Eh hien! quand un proprietaire donnera son argent, parce que d'après le Code civil il aura toutes garanties, viendrez-vous annuler son hypothèque?

M. Teste: " Sans hégiter, je réponds que cette

. . . .

être déclarées n'alles ; s'il s'est écoulé plus de quinze jours entre la date de l'acte constitutif de l'hypothèque ou du privilège et celle de l'inscription.

5 m. 10 1

Ce delai serà augmenté d'un jour à raison de cinq myriametres de distance entre le lieu où le droit d'hypothèque aura été acquis et le lieu où l'inscription sera prise (1).

hypothèque est nulle, et je dis qu'un engagement de cette nature réclame la nullité à plus forte raison. Il ne faut pas perdre de vue que rien n'est moins commun, que rien n'est plus propre à alté-rer le crédit que des emprunts hypothécaires faits par des négocians. Aussi, tous ceux qui sont jaloux de leur réputation, tous ceux qui veulent conserver leur crédit intact évitent-ils avec soin de donner des garanties pareilles et de faire ainsi des actes qui seraient un avertissement de leur position chancelante,

« Je ne vois pas, d'ailleurs, pourquoi on ferait one exception en faveur de celui qui aurait exigé d'un negociant des garanties plus étroites, des ga ranties matérielles, et surait indiqué par la qu'il n'avait pas de foi en sa signature marchande.

· Si vous établissez de pareilles distinctions dans la discossion du passif d'une faillite , vous établisses des inégalités monstrueuses, et vous ne tarderez

pas à vous repentir de voire ouvrage, a Les exceptions posées à la disposition par les troisième et quatrième paragraphes de cette première redaction forment maintenant l'art. 449. - Voys les notes sur cet article.

La rédaction actuelle est due à la Chambre des

Pairs.

M. Sevaistre proposait à la Chambre des Députés de dire devront être au lieu de pourront. Il motivait ce changement d'expression, en disant que : « Dans le cas où il y anrait quelque doute que les créanclers ont en connaissance de la cessation de paisment, le tribunal pontrait se croire autorisé par le mot pourront à ne pas annuler les paiemens.

Cette proposition a donné occasion a M. le rape porteur d'expliquer le sens attaché au mot pourront

qui est resté dans l'article.

· L'amendement consiste, a-t-il dit, à mettre dans l'article le mot devront au lieu de celui de pourrant. Nous ne voyons pas un grand incopvient à l'adoption de l'amendement; permettes moi des pendant d'expliquer que, par le moi pourront, npos avons voulu laisser aux juges appréciatants des faits une grande latitude: et comme cet article contient toute espèce d'actes, ils pontraiant se rapporter à des actes du petit commerce, da la petite boutique, qui se trouveraient, par la généralité de l'article, enveloppes dans l'annulation. Nous avons vouln laisser à la sagesse des tribunaux le droit

d'apprécier les circonstances.

Comme nous pensons, au reste, que la jurispriidence sera toujours asser éclairée pour distint guer les actes qui portent préjudice à la masse da ceux qui n'ont point cet effet, pous ne servions pas grand inconvenient à l'adoption de l'amande-

M. Barbes : 4 C'est précisément pour la circonstance citée par MuSevaistre qu'il lant comerve le mol-pourrent et laisser au tribunub la faculté d'apprecier les faits

M. Marcin (de Strasbourg) : 4 Je crois qu'il y a une bonne raison pour préférer pourront à dévront, parce que l'art. 447 atteint des actes à titre oné reux. Or, il est possible que tel acte ait été consonnade et n'ait pas porté prépodice à la masse. Dans ces cas donc, il faut que le juge ne soit pas obligé

à annuler, et que les syndics ne soient pas forces l demander l'annulation ; ce n'est qu'autant qu'il aura en préjudice pour les oréanciers que les jages devront annuler. Il faut donc laisser le mot poersromt. n

L'amendement n'a pas été appuyé.

Cette discussion a une grande importance, elle indique le véritable esprit de la disposition ; elle apprend que d'une part elle embrasse trois sortes d'actes, d'engagemens et de traités; mais que d'un autre côté, tout acte qui ne nuit pas à la masse est à l'abri de la critique.

Voy. Code de commerce, ert. 445 et suiv.

(1) En 1835, le rapporteur de la commission s'exprimait en ces termes sur cette disposition: cher une sérieuse question qui a divisé les auten et la jurisprudence et dont le projet de loi ne s'était point occupe.

. Une inscription hypothecaire peut-elle vale blement être prise dans les dix jours qui pré dent la faillite, lorsqu'elle résulte d'un droit d'he

pothèque antérieur.

Le texte de l'art. 2146 du Code civil combiné ayec l'art. 443 du Code de commerce , et le principe de droit civil que les hypothèques n'esstent que par l'inscription, ont entraînd une so-lution négative, contre laquelle l'équité naturalle à protesté, en démontrant qu'antérieurement à la faillite, l'incapacité légale du débiteur s'est point devenue notoire, et que l'inscription, complement nécessaire d'un droit qui a été acque valablement, doit pouvoir être prise sor des bi dont le dessajsissement n'est point déclaré. Volre commission à résolu la question dans ce dernies sens, » (Yoy, la discuss. Mon. du 44 février 1835, 1 supp., 2 col. de la page 329).

En 1838 et devant la Chambre des Députés, est a présenté plusieurs amendemens ayant pour ébjet de restreindre dans certaines l'anttes la faculté de pendre inscription, alors même que l'hypo-thèque était valablement constituée. Renvoye à la commission, ils out été fondus en deux pa-ragraphes qui forment les 2º et 3º de l'article

Pour qu'on en comprenne bien le sens et la portée y nous ne pouvons mieux faire que de laisset

parler M. le rapporteur.

Deja, dit-il, dans les articles précèdens, dans les art. 446 et 447 du projet de loi adopté, le Chambre a trace une ligne de démarcation entre les actes qui, à raison du caractère qu'ils préssa-tent de fraude, de lésion pour la masse, deirest tra déclarés nuls, et ceux qui, pouvent apprée faits de bonne foi, et sans préjudice pour la même, s'ils exigent entoire, pour être pourrus de leur effet vis-levis des liers un complement tal que l'inscription des hypothèques qui a pour objet de leur donner de la publicité, peuvent être encore, à raison du retard apporté à cette inscription , l'objet , le moyen de certaines fraudes.

« En effet on a pensé que si l'inscription était

449. Bane le cas où des lettres de change auraient été payées après l'époque fixée comme étant celle de la césation de paicament et avant le jugement déclaratif de faillite, l'action en rapport ne pourra être intentée que contre celui pour compte duquel la lettre de change aura été fournie.

S'il s'agit d'un billet à ordre, l'action ne pourra être exercée que contre le premier endosseur.

Dans l'en et l'antre cas, la preuve que telui à qui on demande le rapport avait

connaissance de la cessation de paiemens à l'époque de l'émission du titre devra être fournie (1).

fournie (1).

450. Toutes voies d'exécution pour parvenir au paiement des loyers sur les effets mobiliers servant à l'exploitation du commerce du failli seront suspendues pendant trente jours, à partir du jugement déclataif de faillite, sans préjudice de toutes mesures conservatoires, et du droit qui serait acquis au propriétaire de reprendre possession des lieux loués.

retardee, il y aurait moyen de menager aun debiteur commerçant, au dessous de ses affaires, un crédit apparent, mensonger, qui pourrait induire les tiers en erreur sur sa véritable situation. On a donc senti la nécessité d'ajouter une disposition spéciale relativement à la publicité des hypothèques, une disposition qui ne permit pas à un débiteur au-dessous de ses affaires de conserver un crédit apparent par la complaisance que pourraient mettre les préteurs à retarder l'inscription insqu'à la veille, jusqu'au jour même du jugement déclaratif de la faillite. On a senti la nécessité d'apporter une limite et une restriction au aroit de prendre inscription sur un débiteur près de faillir; c'est la l'objet des divers amendemens qui ont été proposés.

eté propose. Il faut remarquer que l'un de ces amendemens allait beaucoup plus loin que l'article tel qu'il est voté; il voulait qu'à quelque époque qu'une hypothèque eut été consentie, un mois, un an même avant la cessation des paiemens, elle tombat, si l'inseription n'avait pas été prise dans un délai de dix jours. Il a été rejeté sur les observations de

M. le garde des sceaux.

En outre on me doit pas exiger la premve qu'il y, a en compinence se francie den la retard de l'inequiption pour amuler l'hypothèque. Il suffit que l'inseription soit séparée de, la constitution par le délai qu'indique la loi pour que les tribuziones puissent prononner, l'annulation. Je dis puissent car, s'est la loi elle-mères qui se sert de catte expression qui indique pour les juges non une oblè gation, mala une façulté, et M, le garde des sessux a'expliquent; sur le sens de la disposition, reconnaissait qu'en, effet il y avait pour les juges pour voir discrétionnaire. Voici au surplus comment il s'exprimait:

all y a deux bienfaits dans la loi : d'un côté faculté accordée à la justice d'unnuler, s'il y a compirence, où même simple complaisance de la part de créanoiers hypothécsires, pour faciliter le failli, en dissimbant la situation de ses immendies. D'un autre côté , contraînte morale pour les créanoiers de faire disparaître toute bypothèque latente en prenant inscription dans les quinza jours.

Il est d'ailleurs incontestable que lorsque les hypothèques séront annulées uniquement à cause du retard de l'inscription, celui qui en était porteur n'en restera pas moins créancier chirographaire, s'il a récliement donné ses fonds.

Voy. le Code de commerce, art. 445, et le

Code civil, art. 2146,

(1) Les dispositions de cet article qui formaient

les 3º et à paragraphes de l'art. 164 du projet de 1835 , ont été proposées par M. J. Lefeirra.

« M. le garde des sceaux, dit-il, a feit cette supe position : des lettres de change ont été protestées hier, des lettres de change out été protestées avanthier; aujourd'hui un autre porteur se présente, il est paré.

Il est payé.

«M. le garde des socaux a signalé une sembiable
position comme indiquant la mauvaise foi. Il serait possible que les tribunaux de commerce
adoptant la manière de voir de M. le garde des
socaux, déclarassent qu'en pareil cas il y a mauvaise foi. Telle serait alors la condition du porteux
qui aurait cependant reçu à l'échéance.

all se serait démunidu titre, il auraît reçu la paiement, parce qu'il ne pouvait pas le refuser, et îl lui auraît êté împossible de faire un projet, Eh bien! en vertu de la loi que vous faites, il rapporterait la somme reçue sans pouvoir recourir contre les obligés antérieurs. C'est cet inconvénient très grave, c'est cette injustice que mon amendement a pour objet de prévenir. Je dis qu'en pareil cas, c'est le tireur qui est la véritable obligé.

: Ce ne fet qu'après une vive discussion que cette addition fut adoptée. La Chambre des Pairs en fit l'art. \$60 de la foi.

La Chambre des Pains en til l'art. 1640 de la Roi. Cat artide n'a point éprouvé d'opposition à la Chambre des Députés. Voici en quels termes les

rapporteur de se commission le justifiait s . . Mais, la disposition de l'art. MAZ qui autorise à rechercher les paiemens faits par le débiteur avant la déclaration de sa faillite reçoit une exception en faveur des liers porteurs d'effets negoriables, qui n'étant admis par la législation ni à protester contre le paiement qui leur serait of fert, ni par conséquent à exercer les recours subordonnés à la condition du protet, ne pour-raient sans injustice être déclarés responsables de la validité d'un paiement qu'ils sont lenns de recevoir. La loi ne sonmet au rapport que le tireur de la lettre de change on le donneur d'ordre qui profite en definitive du paiement, et ils ne sont soumis au rapport, conformément à la règle établie dans l'art. 447, que dans le cas où ils ont en connaissance de la cessation de paiement. Le projet de loi luisse indécise la question de savoir à quelle époque cette connaissance doit avoir lien pour obliger au rapport. Votre commission a pensé que cette époque qu'il faut préciser est celle de l'é-mission du titre. Le tireur ou le donneur d'ordren'est plus maître de ce qui arrive après, et ne deit point être responsable de ce qu'il ne peut empê-cher. (Mon. du 22 mars 1838 : 2º supp., p. 646. 2º col., in princip.

d'exécution établie au présent article cessera de plein droit (1).

CHAP. II .- De la nomination du jugecommissaire (2).

451. Par le jugement qui déclarera la

Dans ce cas, la suspension des voies: faillité, le tribunal de commerce désignera l'un de ses membres pour juge-commissaire (3),

452. Le juge-commissaire sera chargé spécialement d'accélérer et de surveiller les opérations et la gestion de la faillite.

Il fera au tribunal de commerce le rap-

(1) · L'art. 449 du projet du gouvernement, disait M. Renouard dans son rapport, contient une innovation utile. Il suspend jusqu'après les huit jours qui suivront la nomination des syndics provisoires toutes voies d'exécution sur le mobilier du failli, pour parvenir au paiement des créances privilégiées. Votre commission a cru entrer dans les intentions du projet, en proposant de porter ce délai à quinze jours. Par-là, on laissera le temps à des transactions raisonnables, on ne commencera point par épuiser les ressources sans lesquelles on ne pourrait ni subvenir aux premiers frais de la faillite, ni operer les premiers recouvremens. Il était nécessaire, pour parvenir au but, qui est d'accélérer la marche de la faillite, de laisser leur cours au privilège des frais de justice, sans lequel les opérations risqueraient d'être arrêtées.

Dans la discussion qui eut lien en 1835, on reconnut qu'il fallait suspendre toutes les voies d'exécution pour les créances même privilégiées, tant qu'elles n'étaient pas vérifiées; mais qu'il fallait réserver aux propriétaires des lieux loués la faculté d'expulser le failli son locataire, si le bail était expiré on résilié.

Au surplus, la faitlite du preneur autorise le bailleur à demander la résiliation du bail; mais le bail doit être maintenu si le preneur ou les créanciers offrent une caution suffisante. — Continuation de Toullier, tome 18 (3° de la continuation, n. 538); M. Pardessus, t. 4, n. 1128.

- Pourquoi les mots : dans ce dernier cas? a dit M. Salverte; il n'y a pas deux cas dans le premier paragraphe ; je pense done que c'est une faute de rédaction.
- M. le rapporteur « Par ces expressions : « dans ce dernier cas, » la commission a entendu parler du cas où le propriétaire reprendrait les lieux loués.

M. Salverte : « Ce'n'est pas clairement rédigé.»

M. Canin-Gridaine : a L'adjectif dernier est inutile, il faut dire tout simplement : « dans ce CAA. »

M. Salveton : « Voilla quelle a été l'intention de la commission :

 Lorsque les meubles garnissent la maison, le propriétaire a toute assurance que le gage de sa créance ne lui sera pas enlevé; mais au moment où l'on transporte les meubles du domicile loué dans un autre domicile, alors la garantie de suryeillance qui devait rassurer le propriétaire vient à cesser. Il serait injuste alors de le mettre sous l'interdiction de l'exercice de son droit. C'est ce que la commission a prévu, et elle a voulu qu'au moment où le gage était prêt à lui échapper, le propriétaire put exercer un droit qui lui permit de retenir le gage.

« Nous concevous, messieurs, que, comme il n'y a pas deux cas, les mois: « dans ce dernier cas, » pourraient donner lieu à de fausses inter-prétations. »

Mi le président : « L'article ne dit pas un mot du Ass que vous venez de citer ; il parle uniquement de celui où le propriétaire a le droit de rentre

M. Salveton : « Le propriétaire ne peut rentre chez lui qu'en faisant enlever les moubles.

M. le président : « C'est pour ces cas que les vois d'execution sont suspendues.

M. Salveton : « C'est ce que j'ai eu l'honneur d'exposer.

M. Mimaud: « Je ne conçois pas le rapporteur. M. le rapporteur : « Je n'ai pas saisi l'objection. Si monsieur Mimaud veut la développer.

M. Mimaud : " Tout ce que j'ai à dire , c'est que le dernier paragraphe ajouté par la commission me paraît inutile.

M.le rapporteur : « Je ne comprends pas comment M. Mimaud trouve que le paragraphe proposé par la commission est sans utilité. Voici l'utilité de ce paragraphe:

« On suppose dans l'article que le propriétaire peut, en vertu d'un droit résultant de son contrat, rentrer en possession des lieux loues au com-merçant qui est tombé en faillite. Eh bien! dans le cas où le propriétaire ou le principal locataire est autorisé à rentrer en possession, il ne conserve pas dans les lieux les objets servant à l'exploitation du commerce du failli. Le mobilier du failli est placé hors des lieux. Dans ce cas-là, vous ne pourriez pas refuser au propriétaire tout au moins l'exercice d'un droit de séquestre et de gage sur ce mobilier.

· La commission a donc eu raison de dire que, dans ce cas-là, l'exercice du droit de propriétaire, qui consiste à saisir et à faire vendre, cesserait d'être suspendu, parce que la suspension du pri-vilége de propriétaire n'aurait plus d'utilité, st tournerait au contraire au préjudice de la massel au moyen du droit de gage et de séquestre dont elle sersit obligée de faire les frais.

· Vous voyes done que l'addition fuite par la commission se justifie très facilement par son outlité. »

La suppression du mot dernier a été prononcés (2) Les modifications apportées au Gode de commerce par cet article et les suivans sont signélées dans ce passage du rapport fait à la Chambre des Députés en 1835.

Le chapitre 2 est intitule : de la Nomination juge-commissaire. Cette matière faissit partie du chapitre III. L'ordre du projet a para préférable à votre commission. Le projet a, dans ce chapitre, supplée à deux omissions du Code, en déclarant par l'art. 452 que les ordonnances du juge-commissaire seront portées devant le tribunal de commerce, et par l'art. 458 que le tribunal pourre à toute époque remplacer le juge commissaire par un autre de ses membres. Cette disposition est d'autant plus utile que les pouvoirs de juge commissaire ont été étendus par le projet de loi. Donner au juge-commissaire sur la faislite et au tribunal sur le juge commissaire une action plus immédiate et une surveillance plus efficace, c'est fortifier les garanties ques à tons les intérêts.

(3) Voy, art, 454,

**port de toutes les contestations que la fail-**Hie pourra faire naître, et qui seront de la

compétence de ce tribunal (1).

453. Les ordonnances du Juge-commissaire ne seront susceptibles de recours que dans les cas prévus par la loi. Ces recours seront portés devant le tribunal de commerce (2).

454. Le tribunal de commerce pourra, à toutes les époques, remplacer le jugecommissaire de la faillite par un autre de ses membres.

CHAP. III.— De l'apposition des scellés, et des premières dispositions à l'égard de la personne du failli.

455. Par le jugement qui déclarera la faillite, le tribunal ordonnera l'apposition des acellés et le dépôt de la personne-du failli dans la maison d'arrêt pour dettes, ou la garde de sa personne par un officier de po-Mce ou de justice, ou par un gendarme.

[Néanmoins, si le juge-commissaire estime que l'actif du failli peut être inventorié en un seul jour, il ne sera point apposé de scellés, et il devra être immédiatement procédé à l'inventaire.

Il ne pourra, en cet état, être recu, contre le failli, d'écrou ou recommandation

pour aucune espèce de dettes (3).

456. Lorsque le failli se sera conformé aux articles 458 et 439, et ne sera point, au moment de la déclaration, incarcéré pour delles ou pour autre cause, le tribunai pourra l'affranchir du dépôt ou de la garde de sa personne.

La disposition du jugement qui affranchirait le failli du dépôt ou de la garde de sa personne pourra toujours, suivant les circonstances, être ultérieurement rapportée par le tribunal de commerce, même d'ef-

fice (4).

437. Le greffier du tribunal de commerce adressera, sur-le-champ, au juge de

(1) On a demandé la suppression des mots : « et qui seront de la compétence de ce tribunal » motivée sur ce que le juge-commissaire serait juge de la compétence.

a Il faut, disait on , que le juge commissaire fasse le rapport de toutes les contestations qui a'élèveront dans le cours de la faillite, et ce sera an tribonal à décider quelles sont celles de sa com-

M. Dufaure: « Nous sommes tous d'accord sur la pensée de l'article ; je crois que la suppression aurait cet inconvénient que le juge-commissaire se croirait obligé de faire un rapport au tribunal de commerce, sur des objets dont il est juge plei-nement et entièrement; il est donc besoin d'exprimer qu'il n'est pas tenu de faire rapport de tout ce qui s'élève dans une faillite dont il est le surveillant. Je ne crois pas qu'il puisse y avoir de doute sur les mots qui terminent l'article, et la Chambre ne s'engage pas en les conservant.

L'amendement a été rejeté. Ainsi une difficulté s'élève ; si elle est de nature à être tranchée par le juge-commissaire seul, il ne fait point de rapport, il statue. Si, au contraire, la question n'est pas de nature à être jugée par le juge-commissaire seul, il devra faire son rapport, et il ne pourra point s'en dispenser, parce que, dans son opinion, le débat ne serait pas de la compétence du tribunal de commerce et devrait être soumis aux tribunaux civils. Il faudra que même dans cette hypothese il fasse son office de rapporteur, sauf à dire dans son rapport ce qu'il croira convenable pour établir l'incompétence du tribunal de commerce et sauf au tribunal lui-même à se déclarer incompetent.

Le tribunal peut-il, dans des circonstances où il le jugerait convenable, juger sans rapport prea-

lable?

M. Gameron proposait un amendement dans le sens affirmatif. Cet amendement a été rejeté. Voy. art. 458 du Code de commerce.

(2) On demanda en 1835 quel serait le délai accordé pour attaquer les ordonnances du juge-commissaire. On avait même proposé de fixer ce délai à trois jours.

M. le rapporteur répondit : « Le recours est possible jusqu'à exécution de l'ordonnance. Quand on la fera executer, on s'y opposera, si on vaut la contredire. Il en sera comme par, le passé.

L'auteur de la proposition déclara la retirer. Voy, notes sur l'intitule du chapitre.

- (3) Voy. notes sur l'art. \$56 et sur l'art. \$69. Voy. aussi les art. 449 et 455 du Code de commerce.
- (4) Les art. 455 et 466 du Code de commerca precrivaient d'une manière absolue le dépôt du failli dans la maison d'arrêt pour dette, ou la garde de sa personne par un officier de police ou de justice, ou par un gendarme; mais ils autori-saient sa mise en liberté avec sauf-conduit.
- M. Renouard, dans son rapport, a fait remarquer que ce système avait de graves inconvéniens; que, d'une part, et à raison de sa rigueur, il restait sans exécution; que, d'un autre côté, les faillis pour se soustraire à la détention ou à la garde provisoire, s'absentaient jusqu'à ce qu'ils eussentobtenu un sauf-conduit, et laissaient ainsi les agens de la faillite sans renseignemens, dans le moment où ils sont ordinairement le plus nécessaires.
- éviter ces reproches, et permettre en certains casque les faillis fussent affranchis des dépôts sans être obligés de subir les délais et les formes d'une obtention de sauf-conduit. On a pensé pouvoir mettre pour condition à cet affranchissement la déclaration spontanée de faillite, avec remise. volontaire du bilan; ces déclarations en effet na sauraient être trop encouragées...... C'est donc une disposition prévoyante et équitable, que celle qui, dans les cas de décleration volontaire par le failli permet au tribunal de l'affranchir du dépôt ou de la garde de sa personne. Sons le Code, un peu plus de la moitié des faillites judiciaires (7857), sur (12272) ont eu lieu en dix ans sur la déclaration. du failli, ou le dépôt par lui de son bilan. Le projet de loi, en favorisant davantege la déclara-

paix, avis de la disposition du jugement, magasine, comptoire vostasce, portefeuille, qui aura ordonné l'apposition des scelles.

Le juge de paix pourra, même avant ce jugement, apposer les scelles, soit d'office, soft sur la requisition d'un ou de plusieurs créanciers, mais seulement dans le cas de disparition du débiteur ou de détournement de teut ou partie de son actif (1).

:: 438: Les scellés seront apposés sur les

livres, papiers, meubles et ellets du failli. En cas de faillite d'une société en nom collectif, les scelles seront apposés, non seulement dans le siége principal de la société, mais encore dans le domicile séparé de chacun des associés solidaires.

Dans tous les cas, le juge de paix don nera, sans délai, au président du tribund

tion et le dépôt, aura pour effet de faire régler judiciairement beaucoup de faillites dont, sous le Gode, créanciers et débiteurs conspiraient à enlever la connaissance aux tribunaux.

Ensin, M. Renouard a présenté des explications fort importantes touchant les effets de la faillite

sur la contrainte par corps.

« La déclaration , a-t-il dit, cesse d'être volontaire, et de pouvoir profiter au failli, lorsque, dejà incarcere pour dettes, il ne se constitue en faillite qu'afin de se soustraire à la contrainte par corps.

« En ce cas, l'état de faillite fait tomber les effets de ces contraintes par corps qu'entrainait le jugement en vertu duquel l'incarcération a eu lien , et c'est par ce motif que le projet (V.) dernier alinéa de l'art. 155) ne permet de recevoir aucun écrou ou recommandation pour aucune espèce de dettes. L'art. 455 du Code ne les interdisait que lorsqu'ils seraient résultés d'un jugement du tribunal de commerce. Ce principe est trop évident pour qu'il soit nécessaire d'en faire plus ample mention dans la loi et d'ajouter, ce qui est de droit et d'usage, que l'effet des contraintes par corps cesse par la faillite. La contrainte par corps instituée pour arriver à la découverte des ressources eachées du débiteur, n'a plus d'effet lorsque, dessaisi de l'administration de ses biens, il n'est plus maître de disposer de rien, : obligé qu'il est de tout livrer à la masse de ses créanciers. Mais de ce que la contrainte par corps perd son effet, il ne s'ensuit pas que le failli puisse être dispense du dépôt ; car il ne s'est declare en faillite que pour liberer sa personne, et non pour diminuer la perte de ses créanciers.

· En même temps que les affranchissemens de dépôt sont permis, avec faculté toutefois pour le tribunal de rapporter même d'office le jugement qui les accorderait, le projet a aussi voulu que l'exécution des jugemens qui ordonnent le dépot fût plus sérieuse que dans la pratique actuelle qui, en beaucoup de lieux, a laissé tomber cette mesure en désuétude. L'art. 461 (460) charge expressément de cette exécution le ministère public ou les syndics de la faillite. »

Voy. au surplus, pour le sauf-conduit à accorder an failli, les art. 472 et 473, et les notes.

(1) L'art. 449 du Code de commerce exigeait qu'une expédition du jugement déclaratif de la faillite fut envoyée au juge de paix, et l'art. 455 ordonnait au juge de paix d'adresser au tribunal de commerce le procès verbal de l'apposition des scellés; la loi actuelle, afin d'éviter les formalités et les frais, a dit M. Renouard dans son rapport, se contente de faire donner avis au juge de puix par le greffier, du jugement ordonnant l'apposition des scelles, et au président du tribunal de commerce par le juge de paix, de l'apposition des scellés. Voyez en effet, outre cet article, le dernier alinéa de l'art, 458.

On a demandé dans quelle forme serait donné l'avis du greffier du tribunal de commerce.

M. le rapporteur a répondu que c'était la une disposition purement réglementaire; que les guf-fiers d'une part et les juges de paix de l'autre, sui soumis à l'inspection du ministère public spi pourra, par voie réglementaire, donner des la structions qui résoudraient la question.

On a fait observer sur le premier paragraphe, qu'il pourrait résulter de sa rédaction que les jages commissaires de la faillite ne seraient pas prévens du moment où le jage de paix aurait apposiss scellés. On proposait, en conséquence, d'ajoue que le greffier du tribunal de commerce adreserait sur-le-champ aux syndics provisoires de la faillite et au juge de paix le jugement qui sereit ordonné l'apposition des scelles, afin que les sysdics n'ignorent rien de ce qui aurait été fait.

On a répondu qu'une semblable addition pe serait pas contraire à l'esprit du projet, mais qu'elle serait inutile; que, d'ailleurs, cela s'exécutait, bien que la disposition ne fût pas dans le Code.

On a encore fait remarquer que l'article ne foisait pas disparattre une difficulté existant dans

le Code de commerce.

· Cet article, a dit M. Lavielle, parle seulement du juge de paix, du domicile du failli; mais le failli pent avoir d'autres établissemens. Or, je pense que la commission sera d'accord avec moi pour étendre la mesure à tous les juges de paix dans la résidence desquels le failli aurait des établise-

« Sous le Code de commerce , a-t-il ajouté, s'éleva devant le tribunal de la Seine la question de savoir si le juge de paix de Paris, par exemple, ne pouvait, par un droit de poursuite, apposer les scelles dans un arrondissement autre que le sien; il fut décide que le juge de paix de Paris peuvail, en cas de faillite et par droit de poursuite, apposer les scellés hors de son arrondissement. Eh bien! je vous propose la même mesure, et je demande qu'on ajonté : au juge de paix du domicile du failli et des lieux où il possède des établissemens. Néanmoins, dans les communes où il existe deux ou plusieurs juges de pair. les scellés pourront être apposés par le juge de paix de domicile, dans toute l'étendue de la commune.

La commission a repondu que si, comme on en convenait, l'article du Code ainsi rédigé n'avait donné lieu jusqu'ici à aucune difficulté, il en serait de même de l'article nouveau rédigé dans les termes de l'article ancien. Elle en a conclu qu'il élait inutile d'introduire des dispositions purement reglementaires.

La proposition n'a pas et de suites.

L'art. 450 du Code de commerce autoriseit le. juge de paix, dans tous les cas, à apposer les scelles avant le jugement de déclaration de faillite.

Maintenant le juge de paix ne peut prendre cette mesure d'office que dans les cas graves qui sont de commerce, avis de l'apposition des scellés (1).

459. Le greffier du tribunal de commerce adressera, dans les vingt-quette heures, au procureur du roi du ressort, extrait des ingemens déclaratifs de faillite, mentionnant les principales indications et dispositions qu'ils contiennent.

460. Les dispositions qui ordonneront le dépôt de la personne du failli dans une maison d'arrêt pour dettes, ou la garde de sa personne, seront exécutées à la diligence, soit du ministère public, soit des syndics de la faillite.

461. Lorsque les deniers appartenant à

la faillite ne pourront suffire immédiater. ment aux frais du jugement de déclaration de la Milite, d'affiche et d'insertion de ce jugement dans les journaux, d'appost2 tion des scelles, d'arrestation et d'incarcération da faffii, l'avance de ces frais sera faite, sur ordonnance du juge commissaire, par le tréser public, qui en sera remboursé par privilége sur les premiers recouvre-mens, sans préjudice du privilége du propriétaire (2).

CHAP. IV. - De la nomination et du rema, placement des syndics provisoires (3).

462. Par le jugement qui déclarera la

expressément déterminés. La commission de la Chambre des Deputés, en 1835, a manifesté la crainte qu'un juge de paix ne vint, sur les présomptions les plus légères, ébranler par une démarche éclatante le crédit d'un négociant. Ce danger-la n'était pas grand; et, peut-être, depuis la publication du Code de commerce, il n'y a pas eu un seul exemple d'une apposition de scelles faite avec une pareille légèreté.

V. notes sur l'art. 469.

- (1) V. notes sur l'art. 457, et les articles \$51 et 452 du Code de commerce.
- (2) Cette disposition est nouvelle. Il doit en resulter beaucoup de célérité dans la marche de la presedure, et un grand avantage pour les créan-
- « Souvent, disnit M. Tripier dans son premier rapport à la Chambre des Pairs, les créanciers, effrayés par les avances qu'exigent les frais d'une familite, n'osent en poursuivre les opérations, et preferent subir la loi qui leur est imposée par leur débiteur. Pour prévenir ce danger, le Tresor sera ces avances, et obtiendra un privilége qui ne pourra nuire à celui du propriétaire.

Ces mots : « sans préjudice du privilège du propriétaire » n'étaient pas dans le projet primitif, adopté en 1835. On avait cru inutile de s'expliquer.

M. Garnon, qui avait proposé d'ajouter : « néanmoins, le privilége spécial, conféré par l'art. 2102 da Code civil, continuera d'être exercé de preférence à celui concédé au Trésor public par la présente loi », retira son amendement, parce que la commission reconnut que le privilège du propriétaire primerait celui du Trésor public sur les recouvremens provenant de la vente des meubles; qu'il n'était fait aucun changement au droit des priviléges particuliers qui continueraient de subsister, sans qu'il fut besoin de l'exprimer.

Les motifs de retrait de l'amendement, en 1835, expliquent parfaitement le sens et l'étendue de

cette disposition.

(3) Le Code de commerce organisait l'administration de la faillite d'une manière différente ; il la confinit d'abord à des agens (art. 454 et suiv.), puis à des syndics provisoires (art. 476 et suiv.), puis à des syndics définitifs (art. 514 et suiv.) On voit d'un coup d'œil combien le système actuel est plus simple. Il supprime beaucoup de formalités et le rousges inutiles.

On a adopté le système d'un syndicat permanent dont la formation est attribuée exclusivement an

tribunal de commerce, et dont le renouvellement n'est que facultatif.

Les avantages de cette modification ne sont pas douteux, et je ne pais mieux les signaler qu'enrapportant la partie du discours de présentation à la Chambre des Pairs , par M. le garde des sceaux. Chaque système y est rappelé et mis en parallèle :

« Un changement d'une grande importance u été introduit par la Chambre des Députés dans la partie de projet qui a pour objet d'organiser l'ad-ministration de la failite. On a généralement reproché au Code de commerce d'avoir trop multiplié les rouages en faisant succéder l'une à l'autre trois administrations, sous les noms d'agens, des syndics provisoires, de syndics définitifs. Les auteurs du Code de commerce sont partis du principe que les biens du failli appartienment à ses créanciers.; et que, ai la gestion de ces biens peut, dans les premiers momens et lorsque les créenciess ne sont point encore réunis, être confiée à des agens: nommés par le tribunal de commerce, elle doit. être ensuite remise à des mandataires de la masse au moyen d'une délégation plus ou moins directe , selon qu'elle émane de créanciers simplement présumés ou de créanciers vérifiés et unis. Déjà le projet, tel que vous l'avies adopté, remédiait au plus grand inconvénient du système du Code, qui consistait à faire nommer les syndics provisoires, sur une liste de candidats imposés en tribunal de commerce par une assemblée de créanciera non vérifiés, assemblée dont la composition incomplete et peu sûre offrait trop de prise à l'influence et aux manteuvres du failli. En ne donnant aux créanciers présumés que le droit de faire entendres au juge-commissaire leurs observations et leura: vœux, et en réservant au tribunal de commerce le choix entièrement libre des syndics provisoires., 16: projet avait introduit une grande amélioration.

La Chambre des Députés a tronvé la le germe

d'une amélioration nouvelle. D'après le système qu'elle a établi , le pouvoir de nommer, de templacer on de maintenir les syndics depuis le commencement de la procédure jusqu'à la fin , appara. tient exclusivement au tribunal de commerce, et la remonvellement du syndicat, toujours facultatif,

n'est jamais force.

«Ce principe de permanence, qui a pour effet de maintenir dans l'ailministration de la faillite l'unité, l'esprit de suite, l'expérience acquise, est toutefois combiné avec le droit qu'il faut laisses aux créanciera de provoquer toutes les modificationes désirables, dans la composition du syndicat, Non

faillite, le tribunal de commerce nommera un ou plusieurs syndics provisoires (1)

Le juge-commissaire conyoquera immédiatement les créanciers présumés à se rénnir dans un délai qui n'excédera pas quisse jours. Il consultera les créanciers présens à cette réunion, tant sur la composition de liétat des crédificiers présumés que sur la nomination de mouveaux syndics. Il sera dressé proces-verbal de leurs dires et observations, lequel sera représenté au tribanal (2).

seulement ce droit pourra être exercé à toute époque par voie de réclamation et de plainte, mais la masse des créanciers sera, dans deux occasions decisives, appelée à faire entendre ses observations et ses vœux, touchaut le maintien ou le remplacement des syndics; savoir : les créanciers présumes, quinze jours après le jugement déclaratif de la faillite; et les créanciers vérifiés, immédiatement après le rajet du concordat. L'influence des créanciers, particulièrement à cette époque, sur la direction à donner aux affaires et sur le choix des hommes propres à imprimer cette direction, sera en effet toute puissante auprès du juge-commissaite et du tribunal de commerce ; mais les changemens dans le syndicat ne seront opérés qu'autant qu'il existera des motifs de réclamation. Il n'y aura plus, comme aujourd'hui, des révolutions nécessaires et périodiques. Au lieu d'apercevoir le terme de leur gestion dans une phase rapprochée, les syndics auront la perspective de conserver leurs fonctions jusqu'à la fin, s'ils les exercent d'une manière satisfaisante.

V. le rapp. de M. Renouard, Mon. du 31 janvier 1835, p. 217, col. 27, in fine; le rapport de M. Tripier, Mon. du 12 mai, p. 1062, col. 2, Mon. du 15 avril 1837, p. 894, 1° col. Discuss. à la Chambre des Pairs, Mon. du 9 mai 1837, p. 1116, 1° col., in prinsip.; le rapp. de M. Quesnault, Mon. du 22 mars 1838, 2° suppl., p. 646, 27 col.

'(1) V. La note précédente.

. (2) Le deuxième paragraphe de l'article de la commission se bornait à dire . « Dans le délai de quinzaine le juge « commissaire convoquera les créanciers présens ; il les consultera tant sur la composition, etc. »

M. Barbet fit observer qu'il semblait résulter de cette rédaction qu'on ne consulterait que les créanciers qui se trouveraient dans la localité, lorsqu'il était évident qu'il fallait que la convocation s'adressat à tous les créanciers, sauf à ne consulter que caux qui se présenteraient.

On répondit que s'il en était ainsi, il faudrait

On répondit que s'il en était ainsi, il faudrait observer le délai des distances pour la convocation, et que les opécations seraient ainsi fort retardées.

Pour tout concilier, M. J. Lefèbers proposa la rédaction actuelle : « Ainsi, dit-il, aussitôt que le jugge-commissaire aura la première liste qui pourra être faite des créanciers, il les convoquera tous, tant ceux qui se trouveront sur les lieux, que ceux qui seront dispersés sur les diverses parties de la France. Un délai de sept jours est plus que suffisant, car les lettres qui arrivent du plus éloigné des départemens, quel qu'il soit, ne resteront pas quatre jours : sinsi, au bout de quatre jours, chaque créancier domicilié en France aura reçu sa lettre de convocation, ou aura lu l'avertissament général inséré dans les journeux. »

M. le président a demandé si les mots les créanviers s'entendraient de tous les créanciers sans exception, non seulement cepz qui seraient en

France, mais encore conx qui seraient dans les fles, par exemple, en Corse.

a Mais permettes moi, a-t-il ajouté, de vous lire l'art. 73 du Code de procedure civile, auquel vous renvoyes dans l'art. 492 de votre projet même.

« C'est à cet erticle que renvoie, en effet, l'art. 492 de votre loi, puisqu'il porte dans ces deux derniers paragraphes: A l'égard des créanciers domiciliés en France, hors du lieu, etc.

 Maintenant je conçois qu'on fixe un délai de quinzaine; mais est-il en votre puissance que l'avertissement arrive dans ce délai à tous les

créanciers indistinctement ?

M. Jacques Lefebvre a répondu : « Je prie la Chambre de remarquer que les dispositions que vient de lui rappeler M. le président s'appliquent au cas où il s'agit d'une contestation à juger devant un tribunel; mais lorsqu'il s'agit de contequer des créanciers, jamais on n'a suivi ces formes. Sous l'empire du Code actuel, on convoque per une lettre adressée au domicile des créanciers, signée du greffier du tribunal de commerce, dans laquelle est ennoncée une réunion pour tel jou-Ce n'est pas un ajournement tel qu'il se pratique quand il s'agit d'une contestation judiciaire. Aim on atteindra parfaitement le but qu'on doit se proposer si on enjoint au juge-commissaire de convoquer les créanciers aussitôt que possible, aussitot qu'il en aura la liste. Je ne parle pas de ceux des créanciers qui sont au-delà des mers; assurement s'il fallait attendre l'arrivée d'un créancier de Calcutta ou de la Nouvelle-Orléans, nous retomberions dans des inconvéniens plus facheux que ceux que la loi a eu principalement pour objet d'éviter; mais la plupart des créanciers seront domiciliés dans le royaume, pour centla meme qui seraient en Corse, un délai de quins jours est suffisant.

M. le président a insisté; il a dit : « Convoquerezvous seulement les créanciers domiciliés en France, où même ceux qui sont domiciliés dans tous les autres pays? Quel est le délai uniforme que vous accordercz à tous? Ce délai sera-t-il seulement pour leur écrire, sans attendre leur réponse, ou pour leur permettre soit de venir, soit d'envoyer leur procuration? »

M. Demonts a répondu que la commission n'a rien voulu changer à ce qui existe aujourd'hui. Aujourd'hui les agens provisoires sont nommés, pour quinze jours; ils sont obligés de remettre le bilan au juge-commissaire; et, dans les trois jours de la remise du bilan, le juge-commissaire appelle les créanciers par la voie des journaux et par lettres. Cela se fait dans la quinzaine. Eh bien! c'est ce même délai que nous avons voulu établir. »

Ainsi, le juge-commissaire convoquera les créanciers présumés partout où ils se trouveront, et il consultera dans la quinzaine de la convocation ceux qui se présenteront; chin, ce délai de quiazaine est absolu et n'est point augmenté à raison des distances, quel que soit le lieu du domicile des Sur le vu de ce procés-verbal et de l'état des créanolers présumés, et sur le rapport du juge-commissaire, le tribunal nommera de nouveaux syndics, ou continuera les premiers dans leurs fonctions.

Les syndics aimei institués sont définitifs; cependant ils pouvent être remplacés par le tribunal de commerce, dans les cas et suivant les formes qui seront déterminés.

Le nombre des syndics pourra être, à toute époque, porté jusqu'à trois; ils pourront être choisis parmi les personnes étrangères à la masse, et recevoir, quelle que soit leur qualité, après avoir rendu compte de lour gestion, une indemnité que le tribunal arbitrera sur le rapport du juge-commissaire (1).

463. Aucun parent ou allié du faillí, jusqu'au quatrième degré inclusivement,

ne pourra être nommé syndic.

464. Lorsqu'il y aura lieu de procéder à l'adjonction ou au remplacement d'un ou plasieurs syndics, il en sera référé par le juge-commissaire au tribunal de commerce, qui procédera à la nomination suivant les formes établies par l'art. 462.

465. S'il a été nommé plusieurs syndics, ils ne pourront agir que collectivement; néanmoins, le juge-commissaire peut donner à un ou plusieurs d'entre eux des autorisations spéciales à l'effet de faire séparément certains actes d'administration.

Dans ce dernier cas, les syndies autérisés seront seuls responsables.

466. S'il s'élève des réclamations contre quelqu'une des opérations des syndics, le juge-commissaire statuera dans le déini de trois jours, sauf recours devant le tribunal de commerce.

Les décisions du juge-commissaire sont

exécutoires par povision (2).

467. Le juge commissaire pourra, soit sur les réclemations à lui adressées par le failli ou par des oréanciers, soit même d'office, proposer la révocation d'un ou plusieurs des syndics.

Si, dans les buit jours, le juge-commissaire n'a pas fait droit aux réclamations qui lui ont été adressées, ces réclamations pourront être portées devant le tribunal.

Le tribunal, en chambre du conseil, entendra le rappert du juge commissaire et les explications des syndics, et prononcera à l'audience sur la révocation (5).

CHAP. V. - Des fonctions des syndics.

Sucrion In. - Dispositions générales.

468. Si l'apposition des scellés n'avait point eu lieu avant la nomination des syndics, ils requerront le juge de paix d'y procéder (4).

469.(5) Le juge-commissaire pourra éga-

créanciers. (Voy. Code de commerce, art. 476 et suiv.)

La Cour de Nancy a juge avec raison, le 18 décembre 1829, que les syndics affirmant qu'ils ont fait la convocation, doivent être crus plutôt que les créanciers niant l'avoir reçue. On comprend cependant que ce n'est pas là une règle absolue. Sirey, 38. 2. 69.

(1) Dans le premier projet on lisait qu'en aucun cas les syndics ne seraient choisis parmi les parsonnes étrangères à la masse qu'à défaut de créanciers jugés capables. « Vons sentez, disait M. Tripier. rapporteur à la Chambre des Pairs, en 1837, quel a été l'esprit qui a dicté cette disposition. C'était pour avertir les tribunaux de commerce qu'ils ne devaient recourir aux étrangers que dans des cas rares, et lorsque les parties intéressées ne leur présentersient pas des élémens suffisans pour choisir dans les créanciers eux-mêmes; je sais que ce n'est pas une disposition irritante, mais c'est une de ces dispositions que nous voyons souvent dans nos lois. Je crois donc que cet avertissement serait important à conserver.

M. le président avait proposé, au contraire, de le supprimer, et pour indiquer que ce ne serait qu'à défaut de créanciers aples à exercer les fonctions de syndies que l'on choisirait en dehors de la masse, il avait demandé qu'on dit : « Il (le tribunal) « pourra même choisir les syndies parmi les per-

a sonnes étrangères à la masse. »

Cette rédaction, a loptée en 1837 par la Chambre des Pairs, a été conservée comme on le voit, sauf une légère modification. (2) Voy. art. #95 du Code de cammerce.

(3) On avait proposé de faire procéder le tribunel en audience publique; mais on a repoussé cette proposition dans l'intérêt même des syndies.

- « Co n'est pas, a dit M. le président de la Chembre des Députés, une chose contentieuse, unais administrative. Teutefois on a voulu, par respect pour le principe de la publicité, que le jugement fût promond à l'audieuse.
  - (A) Voy. Code de commerce, art. \$62.
- (5) En tête de cet article, la commission de la Chambre des Députés avait placé un paragraphe ainsi conçu : « Si le juge commissaire estime que Pactif du failli peut être inventorié en un seul jour, il ne sera point apposé de scellés, et il devra être 'immédiatement procédé à l'inventaire. »

M. le rapporteur justifiait cette addition en ces termes: « L'amendement que la commission a introduit en tête de l'article contient, en effet, une exception à la règle générale qu'veut que les scellés soient apposés; cette exception nous a para assez importante pour être consignée en tête de l'art. 469.

Sur l'observation de M. Galos, qu'il faudrait concilier cette disposition avec les art. 455 et 457 pour étier tout conflit, on convint de placer cette exception immédiatement après l'art. 455 qui contient le principe général sur l'apposition des scellés, en sorte que les diverses dispositions se trouveraient parfaitement en harmonie.

Après l'adoption de l'article avec cette transpo-

suent, sur la demande des syndies, les dispenser de faire placer sous les sécilés, ou les autoriser à en faire extraire :

1º Les vêtemens, hardes, membles et effets nécessaires au failli et à sa famille, et dont la délivrance sera autorisée par le juge-commissaire, sur l'état que sui en soumettront les syndics (4);

2º Les objets sujets à dépérissement prochain ou à dépréciation immainente (2);

30. Les objets servant à l'exploitation du fonds de commerce, torsque cette exploitation ne pourrait être interrompue sans préjudice pour les créanciers (3).

Les objets compris dans les deux paragra-

phes précédens seront de suite inventoriés aven prisée par les syndics, en présence du juge de paix, qui signera le procés-verbal.

470. La venie des objets sujets à dépérissement ou à dépréciation imminente, ou dispendieux à conserver, et l'exploitation du fonds de commerce, auront lieu à la diligence des syndres, sur l'autorisation du juge-commissere (4).

471. Les lèvres seront extraits des scellés, et remis par le juge de paix aux syndics, après avoir été arrêtés par lui; il constatera sommairement, par son procès-verbal, l'état dans lequel ils se trouveront (5).

Les effets de portefeuille à courte échéan-

sition, on a soulevé une question qu'il n'est pas inutile de reproduire.

M. Mercuilled a dit: « Mais quand l'extrait du jugement sera envoyé au juge de paix, s'il a dejà apposé les scellés, que fera le juge-commissaire? » M. le rapporteur: « Il y a det cas qu'on ne peut

androin ...

prévoir. »

M. le garde des scetaux : « D'ailfeurs, le juge de paix n'apposera les scellés que très exceptionnellement. Il ne le fera que sur la réquisition d'un ou de plusieurs créanciers, quand le débiteur aura disparu, ou s'il y a détournement de tout ou partie de l'aetif. »

M. Mermilliod: « El n'en est pas moins yrai que le greffier pourra envoyer au juge de paix l'ordre d'apposer les scellas et que cela sera dejà fait. »

M. le président : « Mais l'article est voié. »

M. Mermitted : « Ah! c'est frutife de discuter alors. »

M. le rappersur: « Lorsque les créancters auront intérêt à faire continuer l'esploitation du commerce sans l'apposition des scellés, ils avertiront de juge-commissaire, qui donnera l'ordre nécessaire dans le plus court délai. Si cependant le juge de paix a apposé les scellés, il est impossible de remédier par une nouvelle disposition au cas qu'on suppose. ».

(1) M. Remouard a dit que cette disposition re faisait que consacrer en termes explicites un assege que l'humanité a introduit.

(2) On a également reconnu que les objets enfreux à courrer, pourront être affranchis on extraits des scallés. L'article suivant, en parlant de la vente de ces objets, démontre qu'il est permis aux syndics de demander que les scellés ne sojent pas apposés, ou que les objets dont il s'agit sojent extraits des scellés.

(3) Lei se présente une question dont la solution se trouve dans le rapport de M. Tripier, à la séance de la Chambre des Pairs du 10 mai 1836.

L'art. 469, dit-il, suppose que les syndics provisoires auront la faculté de continuer l'exploitation d'un fonds de commerce, lorsqu'ils penseront qu'elle ne pourrait être interrompue sans préjudice pour les créanciers. Ce que l'articie admet pour un fonds de commerce doit s'étendre à toutes les usines qui sont susceptibles d'exploitation. Mais si le failli prévoit que cette exploitation pourra être désastreuse, qu'au lieu de bénéfices, elle devra produire des pertes, ne doit-il pas avoir le droit de s'opposer à cette continuation d'ex-

ploitation? Votre commission pense qu'il ne peut être privé de ce droit; elle a été fortifiée dans som opinion par Fart. 529 du projet, qui, en conférant aux syadim définitis la même facalé d'exploiter avec l'autorisation des gréanciers, a réservé au failli le droit de former opposition à la délibération. »

Voyez art. 463 du Code de commerce

(4) Ces mots « et les objets dispendieux à conserrer » ne se trouvaient point dans le premier projet.

• Ceta peut s'appliquer, a dit l'auteur de l'amendement, à des animaur, à des chevaux de luxe or à des chevaux servant à l'exploitation d'une usine qui se trouve arrêtée par la faillite, et dont la souservation devient onéreuse à la faillite. On pourrait même supprimer les mots; ou à dépréciation imminente.

La commission consentit à l'amendement, qui fut assopté sans opposition.

Le failli pent il intervenir dans cette vente?

La raison de douter est que la Chambre n'a pas adunis un amendement proposé par M. Redierbannes, portant : Le failli dâment appelé, ou apris les emplications da failli.

Pour l'affirmative, on pourrait argumenter de la discussion. En voici l'analyse :

M. le prisident : « On lui a réservé le droit d'intervention, »

M. Réalier-Dumas: On lui a bien réservé le droit d'Intervenir dans une insiance; mais il n'a pasété dit qu'il pourrait intervenir dans tous les cas où il s'agirait de vendre les objets de ses magasins. Et bien! je dis qu'on doit consulter le faitli ser ses véritables intérêts, et qu'il doit être tonjours appelé. »

M. Morcau: « Je m'oppose à l'aniendement, parce qu'il me semble que l'intervention on l'appel du failli rendrait extrémement difficile l'admina-

tration des syndics. .

M. Bignon (de la Loire-Inférieure): « La commission u'a pas du admettre l'intervantion du failli dans la vente des objets sujets à dépérisement. D'ailleurs, dans une antre circonstance, on a dit que son intervention pourrait être admise dans certains cas. »

V. Code de commerce, art. 464.

(5) Dans quel délai la remise des livres doit-elle etre faite par le juge de paix?

être faite par le juge de paix?
L'article n'en file aucun ; il n'en faut pas conclure que le juge de paix puisse y mettre de la nece, ou susceptibles d'acceptation, ou pour lesquels il faudma faire des actes conservatoires, seront aussi extraits des scellés par le juge de paix, décrits et remis aux syndies pour en faire le recouvement. Le bordereau en sera remis au juge-commissaire.

Les autres créances seront recouvrées par les syndics, sur lours quittances. Les lettres adressées au failli seront ramises aux syndies, qui les ouvriront; il pourra, s'il est

présent, assister à l'ouverture (1).

472. Le juge-commissaire, d'après l'état apparent des affaires du failli, pourra proposer sa mise en liberté avac sauf-conduit provisoire de sa personne. Si le tribunal accorde le sauf-conduit, il pourra obliger le failli à fournir caution de se représenter, sous peine de paiement d'une somme que le tribunal arbitrera, et qui sera dévolue à la masse (2).

475. A défaut, par le juge-commissaire, de proposer un sauf-conduit pour le faill?,

ce dernier pourra présenter sa demande au tribunal de commerce, qui statuers, en audience publique, après avoir entendu le juge-commissaire (3).

474. Le failli peurra obtenir pour lui es sa famille, sur l'actif de sa faillite, des secours alimentaires, qui seront fixés, sur la proposition des syndics, par le juge-commissaire, sauf appel au tribunal en caa de contestation (4).

475. Les syndics appelleront le failli auprès d'eux pour clore et arrêter les livres

en sa présence.

S'il ne se rend pas à l'invitation, il sera sommé de comparaître dans les quarantehuit heures au plus tard.

Soit qu'il ait ou non obtenu un sauf-conduit, il pourra comparaître par fendé de pouvoirs, s'il justifie de causes d'empêchement recennues valables par le juge-commissaire (5).

476. Dans le cas où le bilan n'aurait pas

gligence, car il résulte de la discussion que cette remise doit avoir lieu sans retard.

Un membre proposait de fixer le délai à quinte jours ou trois semaines, à partir de la levée des acellés.

On a trouvé ce délai trop long. M: le garde des sceaux a fait remarquer que, s'il y avait lenteur de la part du juge de paix, il y aurait instance de la part des syndics; que, d'ailleurs, les juges de poix sont plucés sous le contrôle du ministère public.

« On pest dire, a sjouté M. le rapporteur, que le juge de paix sera tenu de remettre les livres immédiatement après l'apposition des scellés. »

L'amendement « dans le plus bref délai » a été

proposé.

On a répondu qu'il est naturel que le juge de paix intentorie les livres, et les remette aussitét aux syndics; qu'il n'est pas besoin de délai, car il est possible qu'il les inventorie au moment même des coullés.

«Lorsque le juge de paix, a dit M. Debelleyne, lève les scellés, à l'instant même son opération se troute consommée; à finstant même son opération se lés. Et, quant aux registres, après les avoir paraphés, à l'instant même, il les remet aux syndics, qui en donnent décharge sur le procès-verbal. Jamais il ne retire des séellés, soit des pièces, soit des objets que léonques, pour les garder.

M. Durand a dit que', dans la pratique, dont il faut toujours s'occuper, ce n'est jamais au moment de la levée des scelles que le juge de paix inventorie les livres, et les paraphe'; qu'il les fait transporter chez lai, où il fait son opération.

M. le rapporteur a repondu : « Ce n'est pas aissi

qu'on doit opérer.

M. Debelleyme a sjouté: Le juge de paix doit faire son opération contradictoirement avec les parties; il aurait grand tort, s'il enlevait les pièces et les faisait transporter chez lui.

L'amendement, après deux épreuves, n'a pas

été adopté.

L'opération exprimée par le mot avillés né doit pas être confondué avec celle exprimée par le mêure mot dans l'art, 475. Il ne s'agit fei que de la constatation matériglié des livres, Dans l'ayt, 475, au contraire, il s'agit du déponifiement de ces livres et des opérations relatives à l'état des créances.

(1) Le projet exigeait le visa du juge-commissaire sur les quittances des syndies, comme l'art. 463 du Code de commerce; mais M. Barbet a fait remarquer que l'exécution de cette disposition présentait de grandes difficultés, et que les juges commissaires donneraient des visa en blanc, re qui avait un grand inconvénient; qu'il valait mieux par conséquent ne pas exiger la lormalité.

M. Lanielle a domandé qu'on dit que les lettres étrangères au commerce du failli lui seraient immédiatement rendues. M. le garde des accur et M. Bignon ont dit que cela était immilie. M. Lavielle a invisté : « Je demande, a-t-it dit, qu'il soit recomm que le failli a liroit de réclament des lettres étrangères à sou commerce. M. le rapportant a répondu : « C'est entende. »

V. Code de commerce, art. 463.

(2 et 3). V. Code de commerce, art. 466 et 467. Le dépôt du failli dans la maison d'arrêt ne cesse pas d'avoir effet, ni parce que le failli a 456 condamné à l'emprisonnement comme hanqueroutier et que la peine est expirée, ni parce qu'il y a eu contrat d'union. Le failli doit rester en état de dépôt, nonobstant l'expiration de sa peine; son droit se borne à demander un sauf-conduit. Arrêt de la Cour de cassaison du y novembre 1824. Cass., Sirey, 25. 1. 251; Dalloz, Recneil alphabétique, t. 8, p. 92. Arrêt de la Cour de Paris, du 28 juin 1826; Sirey, 28. 2. 330; Dalloz, 29. 2. 15. V. l'art. 541.

V. au surplus une circulaire du garde des sceaux, en dete du 30 avril 1827, sur l'exécution des dispositions qui ordonnent le dépôt du failii dans la maison d'arrêt, Cette circulaire est rapportée dans

Sircy , t. 28. 2. 318.

(4) Il vant mien», a dit M. Renouard dans son rapport, accorder régulièrement su failli deshibles secouse, que de le contraindre, sons paine de mourir de faim, à se faire lui-même so pass et à se gréer des ressources illégitimes.

(5) Code de commerce, ait. 408 et 469.

eté déposé pas le faffii, les syndics le dresseront immédiatement à l'aide des livres et papiers du failli, et des renseignemens qu'ils se procureront, et ils le déposeront au greffe du tribunal de commerce (1).

477. Le juge-commissaire est autorisé à entendre le failli, ses commis et employés, et toute autre personne, tant sur ce qui concerne la formation du bitan que sur les causes et les circonstances de la faillite (2).

478. Lorsqu'un commerçant aura été dééleré en faillite après son décès, ou lorsque le failli viendra à décèder après la déclaration de la faillite, sa veuve, ses enfans, ses héritiers, pourront se présenter ou se faire représenter pour le suppléer dans la formation du bilan, ainsi que dans toutes les autres opérations de la faillite (3). Shorton II. - De la levée des scellés, et de l'inventaire.

479. Dans les trois jours, les syndies requerront la levée des scellés, et procéderont à l'inventaire des biens du falli, lequel sera présent ou dûment appelé (4).

480. L'inventaire sera dressé en double minute par les syndies, à mesure que les scellés seront levés, et en présence du juge de paix, qui le signera à chaque vacation. L'une de ces minutes sera déposée au greffe du tribunal de commerce, dans les vingt-quatre heures; l'autre restera entre les mains des syndies.

Les syndics seront libres de se faire aider, pour sa rédaction comme pour l'estimation

(1) Code de commerce, art. 472 et 473.

(2) Cette expression et toute autre personne, comprend la femme et les enfans du faitli. En ce point il y a innovation au Code de commerce.

En 1835, le rapporteur s'exprimeit ainsi sur la disposition : « Le Code défendait au juge-commissaire d'interroger la femme ou les enfans du failli ( ert. 474; v. cependant l'art. 473). Intraduite pour rendre hommage à la règle de la morale publique, qui ferme l'oreille au témoignage que l'on arracherait à des personnes liées entre elles par tant de devoirs, cette disposition manquait son effet dans bien des cas. Ne peut-il pas arriver que les réponses de la femme et des enfans, loin de nuire au failli, puissent servir à sa justification et à l'éclaircissement de ses affaires? Si, d'ailleurs, quelque charge peut en résulter, rien n'ampâche que la femme et les enfans s'abstiennent de répondre. »

Cette interprétation fut attaquée lors de la discussion. On demanda qu'il fût formellement reconnu que les enfans et la femme du failli ne pourraient être interrogés, seuf au juge-commissaire à recevoir leurs déclarations volontaires,

Un amendement dans ce sens sut adopté. « J'en ai trouvé la source, dissit son auteur, dans le Code d'instruction criminelle lui-même et dans la morale publique. Il n'est pas convenable qu'une semme vienne déposer contre son mari et des ensans contre leur père. S'ils resusent de répondre, déjà une prévention désavorable s'élèvera contre le failli.

« Je demande donc le retour aux anciens principes, au Code de commerce qui prohibe l'interrogatoire de la femme et des enfans du faili, sauf toutefois au juge-commissaire à recevoir leurs déclarations volosatires, si les femmes et les enfans demandent à donner des renseignemens.

La commission répondait que souvent la femme et les enfans d'un failli pourraient fournir des renseignemens utiles au failli, venant à sa décharge; qu'il y aurait donc trop de rigueur dans certains, cas à probiber d'entendre la fename et les enfans du failli; que, d'un autre côté; comme il n'y avait aucune clause pénale, il était inntile d'adopter l'amandement.

« Nous sommes, ajontait M. le respecteur, tont-àfait d'accord avec l'honorable préopinant sur le principe général; c'est précisément sur ce principe que nous nous sommes fondés, pour ne rien écrire dans la loi; mais, ainsi qu'on l'a dit tout à l'heure, il faut reconpaître qu'il ne segit pas ici d'une instruction criminelle; aucua des moyens de coercition qui sont à la disposition du juge d'instruction, n'existe pour les juges-commissiers. Cest dans l'intention de pouvoir en cas favorable les entendre dans l'intérêt du failli, que le retranchement a été opéré. Si l'amendement était rédigé de manière à pouvoir les entendre lorsqu'ils le demanderont, il n'y surait pas d'inconvénient à l'adopter.

Ces raisons, qui ne purent triompher devant la Chambre des Députés, prévalurent devant la Chambre des Pairs.

La Chambre des Députés a pensé, en 1838, comme la Chambre des Pairs; et l'amendement n'a pas été reproduit : au demeurant, la dispositioa interprétée comme elle vient de l'être ne fait que reproduire le sens des art. A73 et A74 Cod. comm.

Il importe d'ailleurs de rappeler ce qu'a dit M. Renouard sur la nature et l'étendue des posvoirs confiés au juge-commissaire. Voici comment il s'est exprimé: « En donnant au juge-commissaire le droit de procéder à une enquête, le projet, pas plus que le Code, n'a pu faire de ce magistrat un juge d'instruction, ni créer des moyens de contrainte contre les témoins qui refuseraient de comparaître. Si des indices de fraude paraisent résulter de ce refus, le juge-commissaire les fera connaître au ministre public, et ce sera dans une instruction criminelle ou correctionnelle, que des mandats pourront être décernés et des peines prononcées contre les témoins refusans.

(3) Voyez art. 475 Cod. comm.

(A) Il y avait dans le projet : « dans le plus bref délai. » La commission a proposé la rédaction actuelle.

« Pourquoi le délai de trois jours? » a dit M. Debelleyme.

On a répondu que c'etait afin d'opérer avec la plus grande célérité.

«Et si l'opération peut se faise dès le lendemain?» repris M. Debelleyme. «Le délai de trois jours, a répliqué M. le garde

« Le délai de trois jours, a répliqué M. le garde des-secaux, n'empêche pas que dès le lendemain on fesse les opérations, Elles se feront dans le délai

de trois jours au plus tard. » Voy Cod., comm., art. 486. des objets, par qui ils jugerent convenable.

Il sera fait récolement des objets qui, conformément à l'art. 469, n'auraient pas été mis sous les scellés, et auraient déjà été inventoriés et prisés (1).

481. En cas de déclaration de faillite après décès, lorsqu'il n'aura point été fait d'Inventaire antérieurement à cette déclaration, ou en cas de décès du failli avant l'ouverture de l'inventaire, il y sera procédé immédiatement, dans les formes du

précédent article, et en présence des héritiers, ou eux dûment appelés (2).

482. En toute faillite, les syndies, dans la quinzaine de leur entrée ou de leur maintien en fonctions, seront tenus de remettre au juga-commissaire un mémoire ou compte sommaire de l'état apparent de de la faillite, de ses principales causes et circonstances, et des caractères qu'elle paraît avoir.

Le juge-commissaire transmettra immédiatement les mémoires, avec ses observa-

(1) M. Renouard expliquait le but de cette disposition en ces termes :

« On s'est plaint souvent des frais occasionés par les inventaires. Deux motifs principaux les moultiplient: l'un est le trop grand nombre de vacations, l'autre est l'étendue des expéditions que le greffier du juge de paix est chargé d'en délivrer. Quant au nombre de vacations, il est isoposibé de le régler par la loi; on ne peut que s'en rapporter à la conscience des juges de paix, à la surveillance des magistrats et même des parties intéressées. Quant aux expéditions, le projet a pris soin de les rendre inutiles et exigé que l'inventaire fût drassé en doulés minute.

Voyez Cod. comm., art. 486.

(2) On a demandé à la commission si elle entendait que les inventaires qui auraient pu être faits antérieurement à la faillite seraient validés sauf récolement.

M. le rapporteur a répondu que le but de cette disposition a été de préférer, dans le cas où un inventaire n'aurait pas encore été fait à la réquisition des héritiers, les formes de l'inventaire établies par le loi sur les faillites; que cette forme est dans l'intérêt des créanciers comme étant moins dispendieuse, comme étant plus brève; elle doit donc être préférée, car l'intérêt des héritiors ne vient qu'après celui des créanciers de la faillite, Mais qu'une distinction a été faite, c'est dans le cas où il y aurait eu déjà un inventaire après le décès. Que si cet inventaire à été fait lègalement, il sera pris pour base de l'inventaire de la faillite, sauf récolement; qu'on parviendra ainsi à évitor les frais, et à rendre les opérations beaucoup plus rapides.

M. Barillon: Je demanderai comment cette disposition se coordonnera avec la loi civile dans le cas où il y aura des mineurs; il faut dans ce cas que l'inventaire soit fait d'après les dispositions de la loi civile.

M. le rapporteur : « La question soulevée a été déjà discutée deus la Chambre des Députés. Alors, coinme aujourd'hui, on a opposé cet intérêt des mineurs, des héritiers au nom desquels on demandait un inventaire notarié dans les formes établies par la loi civile. Il a été répendu que l'intérêt des créanciers de la faillite devait passer avant tous les autres intérêts, parce qu'il n'y a d'héritier mineur ou majeur, qu'après que les dettes sont payées, et qu'il faut satisfaire de la manière la plus avantageuse et la plus rapide à l'intérêt des créanciers qui prévaut à tous les autres. Quant à l'intérêt des héritiers, s'il reste quelque chose pour le réglement de leurs droits eatre eus, ils pourront faire ce qu'ils voudont; il sera satisfair,

s'ils le veulent, aux dispositions de la loi civile. Mais d'abord il s'agit de l'inventaire de la faillite, et c'est dans les formes indiquées par la législation sur les faillites, qu'il doit être fait.

Dans la discussion à la Chambre des Députés, en 1835, on a demandé si la déclaration de faillite après le décès d'un négociant produirait l'effet d'une demande en séparation de patrimoine, relativement aux créanciers des héritiers ; si, en d'autres termes, les biens du failli seraient exclusivement affectés à ses créanciers, on ai, à raison de la confusion entre les biens du failli et ceux de son héritiér; lés créanciers de celui-ci pourraient venir réclamer leur paiement sur les biens du failli.

M. le giarde des sceaux a cherché à écarter la question, en disent qu'elle était étrangère à la dispos-tion sur lequelle rouleit la délibération; qu'il s'agissait uniquement de savoir dans quelle forme, on procederait à l'inventaire des biens du failli; que cela ne touchait pas à la question de savoir si le patrimoine du failli et celui de son héritier étaient séparés ou confondus. Cependant cette difficulté était assez grave pour qu'on songeat à la résoudre. Aussi M. le garde des secaux, tout en op-pesant une espèce de fin de non recevoir, a fini par la traiter. « L'honorable M. Dufaure, a-t-il dit, vous a présenté deux objections : la pre-mière, c'est qu'il y a une grande différence à faire entre le cas où le failli est vivant et celui où il est décédé; quand il est vivant, il n'y a d'autre intérêt que celui des ereanciers; quand il est décédé, il y a tout à la fois intérêt des créanciers et intérêt des liéritiers. Je n'accorde pas cette distinction; pour moi, le décès ne change rien à l'état des choses : il n'y a pas plus deux intérêts après la mort du faillí qu'il n'y a deux intérêts de son vivant. Les héritiers ne sont pas autre chose que le failli ; ils n'ont pas d'autres droits. Il n'est donc pas vrai de dire qu'après le décès du failli il y a deux intérêts. En effet, si vous donnes à la faillite déclarée après le décès du négociant les mêmes effets qu'à la faillite déclarée de son vivant, la succession sera déponillée de l'administration des biens qui comp sent cette succession, comme le failli était déposiblé de l'administration de ses propres biens. Voità les syndics qui s'empareront de l'administration de tous les biens de la faillite, comme ils s'en scraient emparés du vivant du failli. »

Ces paroles décident implicitement que les biens du failli ne se confondent pas avec ceux de ses héritiers; si ceux-ci s'obstinaient, malgré le meuvaisátat des affaires de leur auteur, à accepter sa seccession purement et simplement, les ceéanciers du failli n'en conserveraient pas moins un droit exclusif sur la masse de ses biens; cela suffit pour trab-

cher la question,

tions, au procureur du roi. S'ils ne lui ont pas été remis dans les délais prescrits, il devra en prévenir le procureur du roi, et lui indiquer les causes du retard (1).

... 485. Les officiers du ministère public pourront se transporter au domicile du

failli et assister à l'inventaire.

Ils auront, à toute époque, le droit de requérir communication de tous les actes, livres ou papiers relatifs à la faillite (2).

Section III. — De la vente des marchandises et meubles; et des recouvremens.

484. L'inventaire terminé, les marchandises, l'argent, les titres actifs, les livres et papiers, meubles et effets du débiteur, seront remis aux syndies, qui s'en chargeront au bas dudit inventaire (3).

485. Les syndics continueront de proceder, sous la surveillance du juge-commissaire, au recouvrement des dettes ac-

tives (4).

486. Le juge-commissaire pourra, le suini entenda ou dâment appelé, autoriser les syndics à procéder à la vente des effets mobiliers qui marchandises.

Il dégidera si la vente se fera-moit à l'amalable, soit aux enchères publiques, par l'entremise de courtiers ou de tous autres officiers publics préposés à cet effet.

Les syndies choisiront dans la classe d'officiers publics déterminée par le jugecommissaire celui dont ils voudront employer le ministère (5). 497. Les syndies pourront, avec l'aulorisation du juge-commissaire, et le faillé dument appelé, transiger sur toutes contestations qui intéressent la masse, même sur celles qui sent relatives à des droits et actions immobiliers.

Si l'objet de la transaction est d'une valeur indéterminée ou qui excéde trois cents francs, la transaction ne séra obligatoire qu'après avoir été homologade, savoir : par le tribunal de commerce pour les transactions relatives à des droits mobiliers, et par le tribunal civil pour les transactions relatives à des droits immobiliers.

Le failli sera appelé à l'homologation; il aura, dans tous les cas, la faculté de s'y opposer. Son opposition suffira pour empêcher la transaction, si elle a pour objet

des biens immobiliers (6).

488. Si le failli a été affranchi du dépêt, ou s'il a obtenu un sanf-conduit, les syndies pour font l'employer pour faciliter et éclaiter leur gestion; le juge-commissaire fixera

les conditions de son travail (7).

489. Les deniers provenant des ventes et des recouvremens cront, sons la déduction des sommes arbitrées par le jugocommissaire, pour le montant des dépenses et frais, versés immédiatement à la caisse des dépôts et consignations. Dans les trois jours des recettes, il sera justifié au jugecommissaire desdits versémens; en cas de returd, les syndics devront les intérêts des sommes qu'ils n'auront point versées (8).

(1) Le juge-commissaire peut, s'il y a lieu, provoquer la révocation du syndic.

Un amendement dans ce sens a été rejeté, par la motif qu'à toute époque le juge commissaire peut provoquer la révocation du syndio; qu'il est juge des éas de lemienr, de n'egligence qui, de la part des ayndies, peuvent provoquer leur révocation; que, d'ailleurs, la disposition de l'amendement at troute insérée dans l'art, 467 d'une manière plus générale.

- 4 (2) Voy. art. 488, 489 et 490 Code comm.
  - (3) Voy. Code comm., art. 491.
- , (4) Voy. Code comm., ar: . 492.
- (5) « La mode de vente des objets mobiliers apmetrement à la faililie a donné lieu, a dit M. Remetre, à de fréquentes contestations entre les courtiers de commerce, les commissaires priseurs et autres officiers publics chargés de cesttentes. Le projet du genernement, voulent faire disparaître les songemes de partialité et trancher la pluyart des contestations, aveit émaginé de faire têtermimer par les juge-commissaire la classe d'officiers publics dont le ministère serait emplèyé, et de saire choisir chars cette classe, par les syndres, la personne que ceux-et roudraient désigner. Votre commission a parisé que cette disposition ne levetait pas les difficultés entre les diverses compagnies d'officiers ministèriels sonquettes on ne refuestipas le droit de se pour oir devant le-teibrand-contre

la décision de juge-commissaire. Elle a préfété s'en repporter au droit commun. La discussion recente sur la loi relative aux objets adhérens au sol peut facilement faire pressentir quelles nombreuse diffécultés seraient soulevées de toutes parts dans le cas où l'on entreprendrait incidemment à un ar ticle du Code de commerce d'entrer dans l'apprécietion et le réglement de prétentions si diverse et fle droits si contestés. » On voit que le projet a été maintenu. — Voy. Code comm., art. 492.

(6) Off proposait d'accorder à tout débiteur la faculté de faire des remises; mais, sur l'observation de la commission que les mois transiger sur toute contentations suffisaient, l'amendement fut retiré.

- (7) Yoy, art. 493 Code comm.
- (8) On a objecté que ce n'était pas une pénalité que de dire que les syndies devraient les interés des fonds qu'ils garderaient. On a demandé qu'on ajontat « que si les syndies n'opèrent pas le versement, ils seront passibles de tous dommages-in-Téréts. »
- M. le rapporteur a repondu': « Il y aura, outre la sanction que la commission a ajoutée au projet du gouvernement, et qui corfsiste au palement des interes, il y aura toujours le droit commun et la mence perpétuella de rérécation des syndics, qui est dans les mains du jugé-commissaire et dans les provéoirs iffinités du tribunal. S'il y a un retard qu'on puisse imputer à onte negligence coupable,

Les deniers versés par les syndies, et tous autres consignés par des tiers, pour compte de la faillite, ne pourront être retirés qu'en vertu d'une ordonnance du jugecommissaire. S'il existe des oppositions, les syndies devront préalablement en obtenir la main levée.

Le juge commissaire pourra ordonner que le versement sera fait par la caisse directement entre les mains des créanciers de la faillite, sur un état de répartition dressé par les syndics et ordonnancé.par lui.

SECTION IV. - Des actes conservatoires.

490. A compter de leur entrée en fonctions, les syndies seront tenus de faire tous actes pour la conservation des droits du failli contre ses débiteurs.

Ils seront aussi tenus de requérir l'inscription aux hypothèquès sur les immeubles des débiteurs du failli, si elle n'a pas été requise par lui; l'inscription sera prise au nom de la masse par les syndies, qui joindront à leurs bordéreaux an certificat constatant leur nomination.

Ils scront tenus aussi de prendre inscription, au nom de la masse des créanciers, sur les immeubles du failli dont ils connaîtront l'existence. L'inscription sera reçue sur un simple bordereau énouçant qu'il y a faillite, et relatant la date du jugement par lequel ils auront été nommés (4). Section V. De la vérification des créances.

491. A partir du jugement déclaratif de la faillite, les créanciers pourrent remettre au greffier leurs titres, avec un bordereau indicatif des sommes par eux réclamées. Le greffier devra en tenir état et en domner récépiasé.

Il ne sera responsable des titres que pendant cinq années, à partir du jour de l'ouverture du procès-verbal de vérification (2).

492. Les créanciers qui, à l'époque du maintien ou du remplacement des syndics, en exécution du troisième paragraphe de l'art. 462, n'auront pas remis leurs titres, seront immédiatement avertis, par des insertions dans les journaux et par lettres du greffier, qu'ils doivent se présenter en personne ou par fondés de pouvoirs, dans le délat de vingt jours, à partir desdites insertions, aux syndics de la faillite, et leur remettre leurs titres accompagnés d'un bordereau indicatif des sommes par eux réclamées, si mieux ils n'aiment en faire le dépôt au greffe du tribunal de commerce; il leur en sera donné récépissé.

A l'égard des créanciers domicifiés en France, hors du lieu où siège le tribunal saisi de l'instruction de la faillite, ce délai sera augmenté d'un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où siège le tribunal et le domicile du créancier.

Voncer from the section of the secti

dans ce cas la peine leur est appliquée, et nous avons voulu ajouter un disposition qui manquait dans le projet de loi et que nous avons considérée comme rigoureuse dans l'intérêt de la célérité; elle force les syndics à faire leur versement dans les trois jours à la caisse des consignations. Els hien! la peine ordinaire sera le paiement des intérêts; et, comme l'à fait observer M. le président, les intérêts du retard seront les dominages-intérêts.

M. Lebeuf: a L'argent ne vient dans la caisse des syndics que comme un dépôt dont ils ne peuvent

se servir. »

M. le rapporteur : « Il y aurait dans ce cas prévarication. »

M. Salverte: « Permettez moi de lire l'art. 1153 du Code civil, qui répond mieux que nous à M. Lebeuf. » V. cet article.

Ainsi, prévoyant les dommages-intérêts à prononcer en cas de retard de versement de la part des syndies, if était impossible aux membres de la commission de faire autre chose que ce qui a été préva par l'art. 1153. »

M. le rapporteur : « On a prétu le cas de prévarication des syndies, et si l'est à ce cas que M. L'ebeuf a fait allusion, il trouvera une suitsfaction complète dans les dispositions nouvelles qui ont été adoptées et qui ont pour objet de punir les prévarications des syndies, ce qui n'avait pas été prévu par la législation antérieure; mais d'il s'agit d'an simple retard, ils ne seront jamels punis que de poines civites; on leur applique deus l'artècle les poines établiss par le Cade sirit, les intérêts du retard. On ne pouvait faire autre chose. S'il s'agit de prévarication, on applique les peines criminelles.»

M. Lebeuf . Il résulte au moins du débat que si les syndics ne versent pas, ils seront dans le cas de prévarication, et se tiendront pour bien avertis. »

L'art. 489 a pour but d'établir une règle générale qui s'applique dans toutes les phases de la faillité, rélativement aux versemens à la caisse des consignations.

L'art. 496 du Code de commerce prescrivait le dépôt dans une caisse à double serrare; mais M. Renouard a fait remarquer avec raison que cette caisse n'existait nulle part et qu'il serait préférable d'exiger le versement à la caisse des dépôts et consignations. Les sommes ainsi déposées, at-til ajouté, conformément aux statuts de la caisse produiront intérêt à 3 pour 100 après soixante jours.

Voy. Code de commerce, art. 496, 497, 498.

(1) Voy. Code de commerce, art. 199 et 500.

(2) Il faut remarquer que dans cet article c'est au greffier que sont remis les titres; tandis que dans l'article suivant, c'est aux syndies; mais M. le rapporteur à la Chambre des Députés a expliqué que la remise au greffe n'était indiquée que pour la rendre plus facile et même possible lorsque les syndios ne sont pas encore nommés. Au surplus il a recommu que toujours et dans toes les cas, la vossible aux syndies était liétés, est à consenti à ce

A l'égard des réanciers domiciliés hers du territoire continental de la France, ce délai sera augmenté conformément aux règles de l'art. 75 du Code de procédaré

civile (1).

493. La vérification des créances commencera dans les trois jours de l'expiration des délais déterminés par les premier et deuxième paragraphes de l'art. 492. Elle sera centinuée sans interruption. Elle se fera aux tieu, jour et heure indiqués par le juge-commissaire. L'avertissement aux créanciers ordonné par l'article précédent contiendra mention de cette indication. Néanmoins les créanciers seront de nouveau convoqués à cet effet, tant par lettres du greffier que par insertions dans les journaux (2).

Les créances des syndics seront vérifiées par le juge-commissaire; les autres le seront contradictoirement entre le créancier ou son fondé de pouvoirs et les syndics, en présence du juge-commissaire, qui en dres-

sera proces-verbal (5).

494. Tont créancier vérifié ou porté au bilan pourra assister à la vérification des créances, et fournir des contredits aux vé-

rifications faites et à faire. Le faiili aura le même droit (4).

495. Le procès-verbal de vérification indiquera le domicile des créanciers et de leurs fondés de pouvoirs (5).

Il contiendra la description sommaine des tilres, mentionnera les surcharges, ratures et interlignes, et exprimera si la creance est admise ou contestée.

496. Dans tous les cas, le juge-commissaire pourra, même d'office, ordonner la représentation des livres du créancier, ou demander, en vertu d'un compulsoire, qu'il en soit rapporté un extrait fait par les juges du Hey (6).

497. Si la créance est admise, les syndics signeront, sur chacun des titres, la

déclaration suivante :

Admis au passif de la faillite de.... pour la somme de.... le....

Le juge-commissaire visera la déclara-

Chaque créancier, dans la huitaine au plus tard, après que sa créance aura été vêrifiée, sera tenu d'affirmer, entre les maiss du juge-commissaire, que ladite crémice est sincère et véritable (7)...

que le mot pourront indicatif de cette faculté fût introduit dens l'article.

Le greffier n'est pas tenu de rédiger un acte du dépôt. Décision ministérielle du 11 octobre 1808, Sirey, 9. 2. 12; Inst. de la régie, Sirey, 10. 2. 336.

(1) Les art. 562 et 562 du Gode de commerce accordaient un délai de quarante jours et ne fizaient pas le point de départ d'une manière certaine. Le présent article offre donc une double amélioration, en ce qu'il diminne le délai, et indique avec certitude le jour duquel il courra.

Ce n'est pas tout : l'art. 511 du Code de commerce permettait su tribunal de commerce d'accorder un nouveau délai. Cette disposition n'étant
pas reproduite, le tribunal ne pourrait plus éteudre le temps fixé pour la vérification, cela résulte
implicitement de la disposition de l'art. 503. D'ailleurs M. Resouard a dit expressément dans son
rapport : « Un nouveau délai de grâce ne pourra
plus être accordé par jugement; car lorsqu'il
existe ainsi deux délais, le second ayant pour effict
de randre le premier purement comminatoire,
devient le seul auquel on se mette en mesure
d'obéir. »

Les vérifications et affirmations peuvent être faites sans emregistrement préalable des titres. Décision ministérielle du 28 juin 1808, Sirey, 8. 2. 228.

- (2) L'art. 503 du Code de commerce accordait quinze jours pour la vérification. La loi actuelle, on le voit, veut qu'elle commence dans les trois jours et qu'elle continue sans interruption.
- (3) On demandait que le juge-commissaire pût délégner à un créancier le pouvoir de vérifier les créances des syndices; mais cette proposition a été rejetée avec raison. Il fant que la vérification

des créances des syndios offre toute sorte de geranties.

the Att of the

On a reconnu d'ailleurs que le créameier qui ne pourrait représenter son titre même, serait admis, à réclamer son droit et à faire valoir tout ce qui peut suppléer à la production de son titre, suf les contestations des autres créameiers et la décision par le tribunal.

(4) Voy. Code de commerce, art. 504.

(5) C'est du domicile réel qu'il s'agit.

On demandait que le domicile d'élection su

- exigé.

  M. Quemault a répóndu: « Je crois qu'il serait inutile et même dangereux d'introduire en cette matière des dispositions de procédure obligatoires pour des créanciers qui n'auront peut-être pas besoin de compareître dans la faillite, si leurs titres sont jugés valables en leur absence. Il me semble qu'il y aurait danger, dans une loi d'où nous avons rejeté les sommations, les significations, toutes les procédures ordinaires, d'y introduire une élection de domicile obligée. »
  - (6) Voy. Code de commerce, art. 505.
- (7) La commission de la Chambre des Députés de 1835 avait supprimé le formalité de l'affirmation conservée par le projet du gouvernement. Son motif était l'impossibilité de multiplier des déplacements onéreux, et la nécessité de se renfermer dans de brefs délais, l'obligation d'admettre les affirmations par fondés de pouvoirs, d'où la conséquence que cette garantie-perdait toute efficacité, toute dignité, et n'était plus considérée que comme une simple forme; que d'ailleurs cette intervention du serment n'arrêtait point, par la crainte du parjure, les hommes de mauvaise foi déjà engagés par la prodection coupable de titres measongers, et messelle était superflue pour lys honnêtes gens.

498. Si la créance est contestée, le jugecommissaire pourra, sans qu'il soit besoin de citation, renvoyer à bref délai devant le tribanal de commerce, qui jugera sur

son rapport.

Le tribunal de commerce pourra ordonner qu'il soit fait, devant le juge-commissaire, enquête sur les faits, et que les personnes qui pourront foarnir des renseignemens soient, à cet effet, citées par-devant lai (1).

499. Lorsque la contestation sur l'admission d'une créance aura été portée devant le tribunal de commerce, ce tribunal, si la cause n'est point en état de recevoir jugement définitif ayant l'expiration des délais fixés, à l'égard des personnes domiciliées en France, par les art. 492 et 497, ordonnera, seion les circonstances, qu'il sera sursis ou passé outre à la convocation de l'assemblée pour la formation du concordat.

Si le tribunal ordonne qu'il sera passé outre, il pourra décider par provision que le creancier contesté sera admis dans les -délibérations pour une somme que le même

jugement déterminera (2).

500. Lorsque la contestation sera portée devant un tribunal civil, le tribunal de commerce décidera s'il sera sussis ou passé -outre; dans ce dernier cas, le tribunal civil saisi de la contestation jugera, à bref délai, sur requête des syndics, signifiée au créancier contesté, et sans autre procé-

dure, si la créance sera admise par provision, et pour quelle somme.

Dans le cas où une créance serait l'objet d'une instruction criminelle ou correctionnelle, le tribunal de commerce pourra également prononcer le sursis ; s'il ordonne de passer outre, il ne pourra accorder l'admission par provision, et le créancier contesté ne pourra prendre part aux opérations de la faillite tant que les tribunaux compétens n'auront pas statué (3).

501. Le créancier dont le privilége ou l'hypothèque sculement serait contesté sera admis dans les délibérations de la faillite

comme créancier ordinaire (4).

502. A l'expiration des délais déterminés par les art. 492 ct 497, à l'égard des personnes domiciliées en France, il sera passé outre à la formation du concordat et à toutes les opérations de la faillite, sous l'exception portée aux art. 567 et 568 en faveur des créanciers domiciliés hors du territoire continental de la France (5).

503. A défaut de comparution et affirmation dans les délais qui leur sont applicables, les défaillans connus ou inconnus ne seront pas compris dans les répartitions à saire : toutefois, la voie de l'opposition leur sera ouverte lasqu'à la distribution des deniers inclusivement; les frais de l'opposition demeureront toujours à leur charge.

Leur opposition ne pourra suspendre l'exécution des répartitions ordonnancées par le juge-commissaire; mais s'il est pre-

Ces raisons ont élé repoussées. On a souterru qu'il y a dans le serment exigé par notre législation une force dont on ne doit pas désarmer la justice; que le principe qu'on voudrait repousser est un principe utile, qu'il est moral, qu'il peut avoir sa réalité dans la pratique, que, sous aucun rapport, il n'y avait nécessité de l'effacer.

A l'objection prise de ce que souvent l'affirmation était faite par un fondé de pouvoir, on a répondu qu'un mandataire ne peut affirmer qu'en vertu d'un pouvoir spécial et que cette formalité

arrêterait le parjure.

La disposition du Code de commerce a été maintenue.

Au surplus, dans la suite de la discussion, on s'est demandé ce qui arriverait si un eréancier négligeait ou refusait d'affirmer sa creance; M. le rapporteur a répondu qu'il n'est pas créancier. La Chambre vient de décider, a-t-il dit, que l'affirmation était un complément nécessaire pour que le créancier fût légitime.... Tant que l'affirmation n'est pas prêtée, la créance n'est pas reconnue légitime.

Dans l'usage, la forme de l'affirmation est celle-ci : Je jure et j'affirme, etc. Voy. Code de commerce, art. 506 et 507.

(1) Voy. Code de commerce, art. 508.

(2) Les mesures adoptées dans ces deux erticles ausont pour résultat de hâter singulierement la

fin des opérations de la faillite; car autrefois et seus l'empire du Code de commerce, lorsque le procès était entamé au sujet d'une créance, il fallait qu'il eût parcouru tous les degrés de juridiction , qu'il fat complétement terminé , pour que les opérations reprissent leur cours.

(3) Voy. la note précédente.

(4) Cos mots le privilège ou l'hypothèque embrassent les nantissemens et les gages. Cela a été reconnu en 1835, dans la discussion à la Chambre des Députés, par M. le garde des sceaux et par M. le rapporteur.

(5) On voit par cet article que le défaut de vérification des créanciers domiciliés hers du territoire continental de la France n'empêche pas de preceder à la formation du concordat et aux opérations de la faillite. M. Renouard a, dans son rapport, expliqué les motifs de cette disposition. Suspendre, a t-il dit, les opérations de la faillite jusqu'après la vérification des créances étrangères, ce serait sacrifier les créanciers français; ce serait souvent muire aux étrangers eux-mêmes, en laissant l'actif qui est aussi leur gage, se détériorer par des lenteurs, la réserve de leur dividende les tiendra indemnes de toutes pertes; et si la force - des choses met obstaclo à ce qu'ils figurent dans les opérations du concordat, ils trouveront une garantie dans l'intérêt personnel des créanciers présens qui, soumis comme eux à des conditions cédé à des répartitions nouvelles, avant qu'il alt été statué sur leur opposition, ils seront compris pour la somme qui sera provisoirement déterminée par le tribunal, et qui sera tenue en réserve jusqu'au jugement

de leur opposition.

S'ils se font ultérieurement reconnaître créanciers, ils ne pourront rien réclamer sur les répartitions ordonnancées par se juge-commissaire; mais ils auront le droit de prélever, sur l'actif non encore réparti, les dividendes afférens à leurs créances dans les premières répartitions(1).

CHAPITRE VI. - Du concordat et de l'union (2).

Section Pe. - De la convocation et de l'assemblée des créanciers.

304. Dans les trois jours qui suivront les délais prescrits, pour l'affirmation (3), le juge-commissaire fera convequer par le greffier, à l'esset de délibérer sur la sormation du concordat, les créanciers dont les créances auront été vérifiées et affirmées, en admises par provision. Les insertions dans les journaux et les lettres de convocation indiqueront l'objet de l'assemblée (4). 505. Aux lieu; jour et heure qui seront fixés par le juge-commissaire., l'assemblée se formera sous sa présidence; les créanciers vérifiés et affirmés, ou admis par provision, s'y présenterent en personne ou par fondés de pouvoirs.

Le failli sera appelé à cette assemblée ; il devra s'y présenter en personne, s'il a été dispensé de la mise en dépôt, ou s'il a obtenu un sauf-conduit, et il ne pourra s'y

faire représenter que pour des motifs valables et approuvés par le juge-commissaire (5).

506. Les syndics feront à l'assemblée un rapport sur l'état de la faillite, sur les formalités qui auront été remplies et les apérations qui auront eu lieu; le failli sera entendu.

Le rapport des syndics sera remis, signé d'eux, au juge-commissaire, qui dressera procès-verbal de ce qui aura été dit et dé cidé dans l'assemblée (6)

SECTION II. - Du concordat.

§ I. - De la formation da concordat.

507. Il ne peurra être consenti de traité entre les créanoiers délibérans et le débiteur failli, qu'après l'accomplissement des formalités ci-dessus prescrites (T).

Ce traité ne s'établiva que par le concours d'un nombre de créanciers formant la majorité et représentant, en outre, les trois quarts de la totalité des créances vérifiées et affirmées, ou admises par provision , conformément à la section 5 du chepitre 5; le tout à peine de nullité (8).

508. Les créanciers hypothécaires insurita ou dispensés d'inscription, et les créanciers privilégiés ou mantis d'un gage, n'autont pas voix dans les opérations relatives au concordat, pour lesdites créances, et elles n'y seront comptées que s'ils renoncent à leurs hypothèques, gages ou priviléges.

Le vote au concordat emportera de plein droit cette renonciation (9).

509. Le concordat sera, à peine de nul-

egales pour tous, auront posé et débattu ces conditions avant de les accepter pour enx-mêmes. »
(1) Voy. Code de commerce, art. 513.

- (2) Dans le Code de commerce, le chapitre 8, correspondant à celui-ci, était intitulé des Syndias de--finitifs et de leurs fonctions. Evidemment, ces mots du concordat et de l'union indiquent mieux la nature et l'objet des dispositions que renferme ce chapitre.
- (3) Ces matsdans les trois jours qui sulvront les délais prescrits, etc., sont empruntés à l'art. 514 du Code de commerce, où ils étaient convenablement placés; ear, dans le système du Code de commerce, il y avait un délai fixé pour la vérification (art. 503); mais maintenant on dit que la vérifiention doit commencer dans les trois jours, et continuer sans interruption (V. art. 493 de la présente loi); il n'y a donc pas de délai dans lequel elle doit être terminée; par consequent, il eût été plus convenable de rédiger le présent article de cotte manière : dans les trois jours qui suivrent celui où le vérification sera terminée, etc.
- (A) Aux termes de l'art. 514 du Cede de commerce, c'étaient les syndics provisoires qui convoquaient les créanciers; maintenant ce sera le jugecommissaire.

- (5) L'art. 517 du Code de commerce donnait au juge-commissaire la mission de vérifier les pouvoirs de ceux qui se présentaient comme fondés de procuration. M. Renouard a dit qu'une telle vérification était de plein droit, et qu'aucune autorisation n'avait besoin d'être exprimée pour la faire.
  - (6) V. art. 517 Code de commerce.
- (7) A peine de nullité, mais seulement à l'égard des créanciers envers lesquels les formalités n'enraient pas été remplies. Arrêt de la Cour reyale de Paris du 11 février 1815, Sirey, 16. 2. 100; Dalloz, Recueil alphabétique, t. 8, p. 156, et arrêt de la Cour de cassation du 25 février 1817, Sizey , 17. 1. 193 , et Dalloz , les. cit.
  - (8) V. Gode de commerce, art. 519.
- (9) L'article, dans le projet, ne contenait pas ces mois : et elles n'y seront comptées, que s'ils renoncent à leurs bypothèques , gages ou privilèges ; ils ont été ajoutes pour exprimer que les créances hypothécaires ou privilégiées ne doivent pas être comptées pour calculer les trois quarts en somme.

Il a été bien entendu également qu'en parlant des créanciers hypothécaires, prixilégiés où mantis d'un gage, on a voulu désigner seulument cons lité, signé séance tenante. S'il est consenti soulement par la majorité en nombre, ou par la majorité des trois quarts en somme (1), la délibération sera remise à huitaine pour tout délai; dans ce cas, les résolutions prises et les adhésions données lors de la première assemblée demeureront sans effet (2).

510. Si le failli a été condamné comme banqueroutier frauduleux, le concordat ne

pourra être formé (3).

Lorsqu'une instruction en banqueroute frauduleuse aura été commencée, les créanciers seront convoqués à l'effet de décider s'ils se réservent de délibérer sur un concordat, en cas d'acquittement, et si, en conséquence, ils sursecient à statuer jusqu'aprés l'issue des poursuites.

Ce sursis ne pourra être prononcé qu'à la majorité en nombre et en somme, déterminée par l'art. 507. Si, à l'expiration du sursis, il y a lieu à délibérer sur le concordat, les règles établies par le précédent article seront applicables aux nouvelles déli-

bérations.

511. Si le failli a été condamné comme banqueroutier simple ; le concordat pourra ---

être formé. Néanmoins, en cas de poursuites commencées, les créanciers pourront surseoir à délibérer jusqu'à l'issue des poursuites, en se conformant aux dispositions de l'article précédent (4).

512. Tous les créanciers ayant eu droit de concourir au concordat, ou dont les droits auront été reconnus depuis, pour-

rant y former opposition.

L'opposition sera motivée, et devra être signifiée aux syndics et au fail!!, à peine de nullité, dans les huit jours qui suivront le concordat; elle contiendra assignation à la première audience du tribunal de commerce. S'il n'a êté nommé qu'un seul syndic, et s'il se rend opposant au concordat, il devra provoquer la nomination d'un nouveau syndic, vis-à-vis duquel il sera tenu de remplir les formes prescrites au présent article.

Si le jugement de l'opposition est subordonné à la solution de questions étrangéres, à raison de la matière, à la compétence du tribunal de commerce, ce tribunal surseoira à prononcer jusqu'après la décision

de ces questions (5).

Il fixera un bref délai dans lequel le

dont l'hypothèque, le privilège on le gage ne sont pas contestés. « Gréanciers hypothécaires et privilègiés, a dit M. le garde des secaux, cela suppose que l'hypothèque et le privilège ne sont pas contentés; car, s'ils sont contestés, il n'est pas vrai de dire que les créanciers soient privilégiés.

V. Code de commerce, art. 520.

(1) C'est-à-dire s'il ne réunit pas les deux espèces

de majorité.

Il n'est pas nécessaire que tous les créanciers afent signé séance tenante; il suffit que ceux qui ont signé séance tenante forment les deux majorités exigées. Arrêt de la Cour de Nismes du 18 mai 1813. Sirey, 14, 2, 137, et 15, 2, 139; Dalloz, Rec. alph., t. 8, p. 148.

Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 26 avril 1836 a jugé que celui qui se rend cessionnaire de plusieurs créanciers, après la faillite, est en droit d'exiger que, pour la composition de la majorité en nombre et de la majorité en somme, on compte chacun des titres dont il est porteur; qu'il en serait autrement si les cessions avaient été faites

avant la faillite. Sirey, 36. 2. 362.

Je comprends très blen celté doctrine, relativement à la majorité des trois quarts en somme; il n'est pas même possiblé d'én adopter une autre; mais, pour la majorité en nombre, cela me par sit différent. C'est l'expression des volontés des différens créanciers qu'eige la loi; elle n'accorde pas, sous ce rapport, plus d'influence à celui à qui des sommes considérables sont dues, qu'à celui qui n'est créancier que de peu. En donnant à un seul créancier autent de voix qu'il a de créances ayant autrefois appartenu à divers, on fausse le résultat auquel le législateur a voulu arriver.

(2) V. Gode de commerce , art. 522.

-(3)-La-disposition du § 1 nde cet article ne s'ep-

plique pas, comme on le voit, au cas de banqueroute simple.

C'est là un amendement de la commission.

· Votre commission, disait M. Renouard en 1835. "n'a pas hésité à consacrer l'impossibilité d'un concordat, en cas de banqueroute frauduleuse; mais prohiber tout concordat, en cas de banqueroute simple, lui a semblé trop rigoureux. Un tel traité intéresse souvent les créanciers, plus encore que le débiteur, et les faits d'imprudence ou de négligence, qui entraînent la banqueronte simple, ne désendent pas, dans tous les cas, de remettre le failli à la tête de ses affaires, et de lui laisser le soin de faire servir son actif à l'acquittement de la partie de ses dettes dont les creanciers ne lui font pas la remise. On a pense que l'action de la justice serait souvent arrêtée par l'intérêt des créanciers, si ta banqueroute simple devait toujours entrainer une aussi rigonreuse consequence. Accorder un sursit pour délibérer, jusqu'à l'issue des poursuites qui peuvent amener d'utiles éclaircissemens sur les affaires du failli, a paru une garantie suffisante. Il faut d'ailleurs remarquer qu'une disposition du Code, conservée dans le projet, permet la réhabilitation du banqueroutier simple. Il semble qu'il y aurait de l'inconséquence à déclarer toujours indigne d'un concordat le failli qu'on admet à l'honneur de la réhabilitation. » V. l'article suivant, et Code de commerce, art. 521.

- (4) V. notes sur l'article précédent.
- (5) M. Parant a pensé que les tribunaux de commerce pourraient juger des questions qui ne sont pas de leur compétence, en vertu du principe que le juge de l'accion est le juge de l'acception.
- M. le rapporteur et M. le président ont fuit remarquer que l'article, centenait une impération qui

créancier opposant devra saisir les juges compétens et justifier de ses difigences.

513. L'homologation du concordat scra poursuivie devant le tribunal de commerce, à la requête de la partie la plus diligente ; le tribunal ne pourra statuer avant l'expiration du délai de huitaine, fixé par l'article précédent (1).

Si, pendant ce délai, il a été formé des oppositions, le tribunal statuera sur ces oppositions et sur l'homologation par un

seul et même jugement.

Si l'opposition est admise, l'annulation du concordat sera prononcée à l'égard de

tous les intéressés (2).

514. Dans tous les cas, avant qu'il soit statué sur l'homologation, le juge-commissaire fera au tribunal de commerce un rapport sur les caractères de la faillite et sur l'admissibilité du concordat.

515. En cas d'inobservation des règles ci-dessus prescrites, ou lorsque des motifs tirés, soit de l'intérêt public, soit de l'intérêt des créanciers, paraîtront de nature à empêcher le concordat, le tribunal en refusera l'homologation (5).

& IJ. - Des effets du concordat.

516. L'homologation du concordat le rendra obligatoire pour tous les créanciera portés ou non portés au bilan, vérifiés ou non vérifiés, et même pour les créanciers domiciliés hors du territoire continental de la France, ainsi que pour ceux qui, en vertu des articles 499 et 500, auraient été admis par provision à délibérer, quelle que soit la somme que le jugement définitiflear attribuerait ultérieurement (4).

517. L'homologation conservera à chacun des créanciers, sur les immeubles du failli, l'hypothèque inscrite en vertu du troisième paragraphe de l'article 490. A cet effet, les syndics feront inscrire aux hypothèques le jugement d'homologation, à moins qu'il n'en ait été décidé autrement

par le concordat (5).

518. Aucune action en nuilité du concordat ne sera recevable, après l'homologation, que pour cause de doi découvert depuis cette homologation, et résultant, soit de la dissimulation de l'actif, soit de l'exagération du passif (6).

étendait la juridiction du tribunal de commerce, et qu'on ne pouvait point aller au-delà.

"Voici en quoi, a dit ce dernier, consiste l'innovation. D'après le Code de commerce, art. 635, la connaissance d'un fait accidentel qui était de la compétence des tribunaux civils entraînait le jugement de l'opposition au concordat; au lieu que, d'après le nouveau projet, toutes les oppositions au coucordat seront jugées par le tribunal de com-merce. Mais si, incidemment à une opposition au concordat, se joignait une question d'état, les tribunaux civils, en jugeant la question d'état, ne jugeront que la question de leur compétence, et l'on viendra devant le tribunal de commerce pour juger tout ce qui peut être relatif à l'opposition au con-

"C'est tout-à-fait là , a dit M. le Rapporteur, l'intention qu'a exprimée la commission. »

(1) Le projet autorisait le juge-commissaire à poursuivre l'homologation; on a pensé qu'en don--mant ce droit à la partie la plus diligente, c'est-àdire à chacun des créanciers, on satisfaisait à toutes les exigences.

(2) Ces mots : à l'égard de tous les intéressés, ont

été placés avec intention dans l'article.

. Il ne faut pas, a dit M. Renouard, dans son rapport, que l'on puisse désormais juger, comme on l'a fait souvent sous le Code, qu'un concordat valable à l'égard de certains créanciers, est nul à l'égard de quelques autres. Ces distinctions sont contraires à l'essence de ce traité. Le failli, pour en executer loyalement les conditions, ne peut pas être contraint à payer à certains créanciers l'inté-gralité de leur dette, et à épuiser par la toutes les ressources sur lesquelles il a du compter pour faire face aux engagemens par lui pris envers ceux des créanciers que la majorité a obligés à faire remise d'une partie de la dette. »
V. Code duc omm., art. 524.

« Les pouvoirs du tribunal de commerce, pour l'appréciation du concordat, n'étaient point assez étendus, a dit M. Renouard. Le projet les a augmentés, en appelant le tribunal à examiner ce traité tant dans l'intérêt de l'ordre et de la morale publique, que dans l'intérêt privé des créancien, s'il a été compromis par des calculs chimériques ou sacrisse à des complaisances coupables, si ca n'est même à des collusions dont les exemples ne sont que trop fréquens.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que l'art. 526 da Code de commerce établissait une présomption de banqueroute contre le failli, par cela seul que l'homologation du concordat était refusée ; et qu'aussi, par cela seul que l'homologation était prononcée, le failli devait être déclaré excusable, et susceptible d'etre réhabilité. C'était, d'un côté, trop de rigueur,

de l'autre trop d'indulgence,

M. Renouard a expliqué que le présent article laisse au tribunal de commerce pleine liberté de ne pas admettre la présomption de banqueroute. quoiqu'il refuse l'homologation, et de ne pas dé-clarer le failli excusable, tout en homologuant le concordat. - V. Code de commerce, art. 526.

- (4) Au lieu de se contenter de dire, avec l'art. 524 du Code de commerce, que l'homologation rend le concordat obligatoire pour tous les créanciers, le présent article a désigné tous les créanciers, en énumérant les diverses classes qui penvent se former dans les opérations de la faillite. En conséquence, et pour employer les expressions dont s'est servi M. Renouard dans son rapport, l'homolo-gation rend le concordat obligatoire pour tous les créanciers, vérifiés ou non vérifiés, connus on inconnus, et même pour ceus dont les droits auront été mis en réserve.
  - (5) V. Code de commerce, art. 524.
- (6) Le paragraphe premier de cet article avait été adopté en ces termes, dans la session de 1835 :

519. Aussitôt après que le jugement d'homologation sera passé en force de chose jugée, les fonctions des syndics cesseront.

Les syndics rendront au failli leur compte définitif, en présence du juge-commissaire;

ce compte sera débattu et arrêté. Ils remettront au failli l'universalité de ses biens, livres, papiers et effets. Le failli en donnera décharge.

Il sera dressé du tont procés-verbal par

· Aucune action en nullité du concordat, pour « quelque cause que ce soit, ne sera recevable

après l'homologation. De s'était fondé pour porter une prohibition aussi absolue, sur ce qu'il ne fallait pas que, sous prétexte d'une action en multié, le nouvel état qui résulte pour le failli de l'admission du concordat pût être à chaque instant compromis; que les actions en nullité auraient dû être dirigées sous forme d'opposition contre le concordat ; mais qu'une fois le concordat admis, il était essentiel qu'il sût irrévocable, asin qu'on put trafter en sûreté avec un failli concordataire.

M. Tripier, dans son premier rapport à la Chambre des Pairs, se demanda si cette disposition était conforme aux règles de droit et à l'intérêt

du commerce ; il soutint la négative.

« En droit, dit-il, l'erreur est une cause de nullité d'un contrat, lorsqu'elle porte sur la substance de la chose qui en est l'objet; le dol le vicie lorsqu'il est évident que sans les manœuvres pratiquées par l'une des parties, l'autre n'aurait pas contracté. Si, postérieurement à un jagement d'homologation du concordat, les créanciers acquièrent la preuve que le débiteur a dissimulé une partie importante de son actif, ou que de faux créanciers se sont présentes, d'accord avec le débiteur, qu'ils ont composé la majorité en nombre, ou les trois quarts en somme; qu'ainsi, les conventions ont été le résultat de l'erreur et du dol, seront-ils condamnés à la nécessité de le poursuivre en banqueroute frauduleuse, par la voie criminelle, ou de subir la perte que leur imposera le concordat? Les règles du droit et de l'équité, ainsi que l'intérêt du commerce, ne se-raient-ils pas également violés ? Votre commission a cru devoir refuser son assentiment à cette disposition, et conserver l'action en nullité pour dol découvert depuis le jugement d'homologation. »

Dans la réduction proposée par la commission de la Chambre des Pairs, il n'était pas exprimé que le dol , donnant ouverture à l'annulation du concordat, devait consister dans la dissimulation de l'actif, ou dans l'exagération du passif ; en conséquence, M. Quemault, commissaire du roi, soutenait que les créanciers, s'emparant du sens un peu vague du mot del, pourraient trop facilement et sur des prétextes légers attaquer un concordat déjà fait depuis long-temps et remettre en question la po-sition du failli et les droits des tiers. Mais il reconnaissait que si l'on considérait seulement comme dol, autorisant l'annulation, l'exagéra-tion du passif on la dissimulation de l'actif; comme ces faits constituaient la banqueroute frauduleuse, il n'y aurait pas d'inconvénient à admettre la disposition; elle a été, en effet, adoptée en ces termes par la Chambre des Pairs. D'où il suit que véritablement le concordat ne peut plus être annulé que dans le cas de banqueroute frauduleuse, car exagérer le passif ou diminuer l'actif, c'est se rendre coupable de ce crime, Voy. art. 591. Mais les créanciers auront une double voie à prendre pour attaquer le concordat, ils pourront accuser le failli de banqueroute frauduleuse, ou se borner

à demander, devant le tribunal de commerce et par voie civile, l'annulation du concordat.

« Cette disposition, a dit M. Quénault dans son rapport en 1838, no fait que reconnaître aux créanciers le droit qui leur appartient , de présérer à la voie de la plainte en banqueroute frauduleuse, l'exercice séparé de l'action civile. Hors ce cas d'exception aucune action en nullité du concordat n'est recevable après son homologation. Ouvrir la lice à de pareilles attaques, ce serait autoriser la minorité dissidente à renouveler le débat que le vote de la majorité et l'homologation du tribunal ont terminé. »

A partir de la même époque, disait un deuxième paragrahe, aucune action en banqueroute simple

ne pourra être intentée.

Il avait été dicté par la crainte qu'une poursuite en banqueroute simple ne fût un moyen indirect de faire tomber le concordat, et ne devint une arme dangereuse entre les mains d'un eréancier qui pourrait, en menaçant de s'en servir, arracher au failli des avantages particuliers.

On a dit, pour le faire effacer de la loi, que c'était faire dépendre le délai de la prescription des délits que pourrait commettre le failli, de la volonté des créanciers et non de la loi ; qu'en cela on dérogeait au droit commun ; que cependant ces délits, pour lesquels on accordait un droit de grâce aux créanciers, ne sont pas de pen

d'importance, puisqu'ils touchent à l'ordre public. Ces considérations ont amené la suppression du paragraphe, du consentement même du gou-

vernement.

M. le garde des seeaux; développant les motifs de son opinion, s'est exprimé ainsi : « Vous venez de voter un article où il est dit que les créanciers éloignés pourront être liés néanmoins par le concordat quant aux intérêts civils; mais comme ils peuvent avoir entre les mains les moyens de prouver le delit de banqueroute simple, pourquoi les priverait on de cette action? Il y a plus, je considère l'intéret privé en cette circonstance, et j'admets que le créancier éloigné puisse être écarlé; mais si le ministère public n'a pas été éveillé par un avertissement, car les syndics, le juge commissaire et le tribunal de commerce peuvent manquer aux obligations de la loi, le ministère public, ne connaissant pas l'existence du délit, ne pourra poursuivre.... Je ne m'arrête pas à l'inconvenient qui a étésignalé, savoir : qu'aucun créancier ne pourra porter plainte sans nuire aux intérêts de la masse. Soyez rassurés, messieurs ; quand le concordat aura été fait, la condamnation elle-même n'empêcherait pas son effet quant aux intérêts privés. Soyez convaincus qu'il y aura toujours de la part du ini-nistère public et des tribunaux l'appréciation la plus convenable de cet intérêt des créanciers, sans toutesois que les intérêts de la morale publque et de la loi soient sacrifiés.»

Plusieurs membres ont demandé le maintien du naragraphe en en bornant l'effet à ceux des créanciers qui ont concourn ou pu concourir au concordat. On a même proposé un amendement dans ce sens; néanmoins la Chambre a rejeté le paragraphe en entier,

398

le juge-commissaire, dont les fonctions cesseront.

En cas de contestation, le tribunal de commerce prononcera (1).

§ III. — De l'ampulation ou de la résolution du concordat.

520. L'annulation du concordat, soit pour dol, soit par suite de condamnation

pour banqueroute frauduleuse intervenue après son homologation, libéré de pleja droit les cautions.

En cas d'inexécution, par le failli, des conditions de son concordat, la résolution de ce traité pourra être poursuivie contre lui devant le tribunal de commerce, en présence des cautions, s'il en existe, ou elles dûment appelées (2).

(1) Voy. Cod. comm., srt. 525.

(2) Trois questions ont été soulevées à l'occasion de cet article.

On a demandé en premier lieu si la condamnation pour banqueroute simple, intervenue après la formation du concordat, en emporterait l'an-

nulation.

La commission de la Chambre des Députés de 1838 a répondu négativement, en se fondant sur ce principe que la qualité de banqueroutier simple ne rend point incapable d'un concordat, ne rend point le concordat impossible; d'où il résulte que la condamnation pour banqueroute simple ne peut pas avoir pour effet d'annuler de plein droit le

concordat déjà voté.

« Il peut être dans l'intérêt des créanciers, a dit M. le rapporteur, de maintenir le concordat, quoique le failli concordataire soit condamné pour banqueroute simple, si cette condamnation est légère ; et de même que vous avez fait céder à l'intérêt général des créanciers la prohibition qui existait dans le Code de commerce, et qui s'opposait à ce que le failli condamné pour banqueroute simple pût être concordataire, vous devez faire céder de même ce principe par voie de conséquence, et décider que la condamnation pour banqueroute simple, intervenue depuis, n'a pas pour effet d'annuler de plein droit le concordat. L'intérêt des créanciers est ce qui domine dans la formation du concordat, et doit dominer aussi dans la conservation du concordat.

« Si le failli concordataire est mis, par l'effet de sa condamnation comme banqueroutier, dans l'impossil ilité d'exécuter le concordat, alors les créanciers auront l'action en résolution du concordat, en sorte que leurs intérêts seront toujours à couvert; dès lors il paraissait inutile, et même sous ce rapport préjudiciable, d'admettre ce nouveau principe, que la condamnation en banqueroute simple, intervenue depuis le concordat, aurait pour effet d'annuler ce traité de plein droit; c'eût éjé en contradiction avec les articles déjà votés, et c'eût été nuire à l'intérêt des créanciers qui peut recommander le principe de l'irrévocabilité du con

cordat. »

La seconde question portait sur le point de sayoir si, en cas d'inexécution des engagemens pris par le failli, la résolution du traité peut être réclamée par un seul créancier, ou s'il faut, pour faire prononcer la résolution du concordat, l'intervention de la majorité des créanciers.

En 1836, la commission de la Chambre des Pairs avait formellement déclaré, par l'organe de son rapporteur, que, pour provoquer la résolution du concordat, il fallait la majorité de créanciers exigée pour le former, en vertu de ce principe, que les parties qui ont concouru à la formation d'un contrat, ont seules capacité pour le dissoudre; et elle avait fait insérer un amendement dans ce sens;

mais la commission de la Chambre des Dépatéra au contraire déclaré en 1838 que la résolution du concordat peut être provoquée par un seul craicier, si ce créancier n'est pas payé des engagemens pris par le concordat, et a supprime l'amendement de la Chambre des Pairs.

« Après le concordat formé, a dit le rapporter, il n'axiste plus de masse, plus de communauté, plus de majorité, plus de de minorité, plus de droits collectifs; chacun peut poursuivre l'exercice de sa droits individuels par tous les moyens qui lui retent en vertu du concordat. La majorité serait souvent impossible à retrouver, s'il s'est écoulé pir exemple plusieurs aunées depuis la formation du concordat. Ce serait soumettre à une condition impossible la résolution qu'il importe de prononcer. Il pourrait même arriver que la majorité fut désintéressée, et qu'elle n'eût plus aucun intérêt

à faire prononcer la résolution. »

On avait également demandé si le concordat, résolu sur la demande d'un créancier, le serait à l'égord de tous. M. le rapporteur de la Chambre des Députés s'était prononcé pour l'affirmative; mais il paraît que ce n'était pas l'opinion de M. Testa, Je crois en effet, et cela résulte des paroles cidessus transcrites du rapporteur, qu'après le concordat, il n'y a plus que des droits individuels; que par conséquent, il faudra que chaque créancier qui aura à se plaindre de l'inexécution du concordat en demande la résolution. Comment étendre à l'un la résolution prononcée à l'égard de l'autre, si le failli soutient qu'il a rempli envers le premier ses engagemens?

Il s'agissait en troisième lieu de savoir si, en cas de poursuite et de condamnation pour banqueroute simple postérieurement au concordat, les

cautions seraient également libérées.

La commission s'est prononcée pour la négalire par le motif qu'en admettant le maintien possible du concordat, on ne pouvait admettre le principe de la libération des cautions.

Dans quel delai l'action, en résolution accordée par le deuxième paragraphe, peut-elle être in-

tentée ?

Il fut répondu à cette question en 1835, par M. Quenault, ajors commissaire du roi, que la demande en résolution du concordat « ne pouvait avoir d'autre terme, que les termes fixés dans le concordat lui même, et imposés au failli pour l'exécution des obligations que le concordat coatient; qu'ordinairement, ces termes ne sont pas très éloignés. Qu'il est impossible d'ailleurs, d'en choisir d'autres; car il y aura toujours inexécution du concordat, tant qu'un des termes restera à payer, et que le failli concordataire retombera en faillite avant d'avoir pay é ce dernier terme. Qu'il est donc impossible d'assigner un autre terme à la demande de résolution, et de la faire cesser avant que tous les termes de paiement soient sche

La résolution du concordat ne libérera pas les cautions qui y seront intervenues pour en garantir l'exécution totale ou par-

tielle (1).

531. Lorsque, après l'homologation du concordat, le failli sera poursuivi pour banqueroule frauduleuse, et placé sous mandat de dépôt ou d'arrêt, le tribunal de commerce pourra prescrire telles mesures conservatoires qu'il appartiendra. Ces mesures cesseront de plein droit du jour de la déclaration qu'il n'y a lieu à suivre, de l'ordonnance d'acquittement ou de l'arrêt d'absolution (2).

522. Sur le vu de l'arrêt de condamnation pour banqueroute frauduleuse, ou par le jugement qui prononcera, soit l'annulation, soit la résolution du concordat, le tribunal de commerce nommera un jugecommissaire et un ou plusieurs syndiçs.

Ces syndics pourront faire apposer les scellés.

Ils procederont, sans retard, avec l'as-

sistance du juge de paix, sur l'ancien inventaire, au récolement des valeurs, actions et des papiers, et procéderont, s'il y a lieu, à un supplément d'inventaire.

Ils dresseront un bilan supplémentaire, Ils feront immédiatement afficher et insérer dans les journaux à ce destinés, avec un extrait du jugement qui les nomme, invitation aux créanciers nouveaux, s'il en existe, de produire, dans le délai de vingt jours, leurs titres de créances à la vérification. Cette invitation sera faite aussi par lettres du greffier, conformément aux articles 492 et 493 (3).

823. Il sera procédé, sans retard, à la vérification des titres de créances produits

en vertu de l'article précédent.

Il n'y aura pas lieu à nouvelle vérification des créances antérieurement admises et affirmées, sans préjudice néanmoins du rejet ou de la réduction de celles qui depuis auraient été payées en tout ou en partie (4).

524. Ces opérations mises à fin, s'il n'in-

avant que le failli ait complétement exécuté ses obligations, »

Cette réponse ne résout pas tout le fait la difficulté. On comprend que tant que les termes fixés par le concordat ne sont pas échus, il est impossible que l'action en résolution se prescrive. Ce n'est qu'sprès l'échéance du terme que la prescription peut commencer à courir; mais une fois le terme échu, et lorsque la prescription a commencé, par quel laps de tempa sera; elle accomplie? La durée ordinaire de trente ans ne serait pas en harmonie avec l'esprit de la loi actuelle; cependant, c'est la règle générale. Quant aux cautions, la proregation du terme produira l'effet indiqué par l'art. 2039 Cod. civ.

(1) Il ne fallait rien moins qu'un texte formél pour maintenir l'obligation des cautiens, lorsque le concordat est résolu. » Comment voudriez-vous, disait M. Tripier, rapporteur à la Chambre des Pairs, que lorsqu'un déhiteur est dépouillé de tous les ayantages du concordat, la caution restât obligée à payer pour lui? Le premier effet de la résiliation, c'est d'annuler entièrement le concordat. De ce moment, la règle de droit, sauf les conventions particulières, c'est que le concordat est annulé, surtout à l'égard des tiers, de la caution qui n'est intervenue que pour faire jouir le débiteur du bénéfice du contrat. Quelle sera donc la position des créangiers? Ils surout à choisir, on de rester dans les termes du contrat ou d'en provequer l'annulation ; s'ils trouvent que le débiteur ne présente pas de solvabilité suffisante et que la cantina soit bonne, c'est à eux de pe pas provequer l'annuletion, et alors ils conserveront contre la caution tous les droits que leur confère le concordat. S'ils trouvent su centraire qu'il y a bénélice peur eux à demander la résiliation, la cention ne peut plus etre obligée.

Malgré ces excellentes raisons, la commission a elle-môme cédé et adopté l'opinion des commissaires du gouvernement qui soutensient qu'en cas de résolution du consordet, les cautions devaient

rester obligées, par le motif, dissient-ils, que souvent le concordat n'est accepté qu'en raison de l'engagement des cautions.

Javoue que tout en reconnaissant qu'il est impossible de ne pas obéir à la volonté formelle de la loi, il me paroît bien étrange qu'on force la caution à payer le dividende, lorsqu'on refuse an failli tous les avantages du concordat que la caution a voula lui procurer. Il est bien entendu toutefois que si, par les poursuites directes contre le failli, les créanciers obtiennent une partie du divdende qui leur a étà promis, les cautions ne seront tanues que pour le complément de ce dividende. Il serait par trop absurde qu'on forêt les cautions à payer le dividende, et qu'ennaite en poursuitt le failli et gu'on se sit délivier l'actif qu'il peut possèder.

Il est également hors de doute que si le concerdet est non pas résola, mais anulé, les cautions libérées auront le droit de répéter les sommes qu'elles

auraient dejà payées.

(2) M. Chegaray a proposé de supprimer les mots et placé sous mahdat de dépôt ou d'arrêt, afin que si le prévenu est en état de mandat d'amener, ce qui peut durer long-temps lorsqu'il est en fuite, le tribunal de commerce pat prendre les mesures conservatoires nécessaires. Le Moniteur du 3 avril 1838, 2° supplément, page 806, dit que l'article a été adopté avec cette modification. Nous voyons cependant que l'article a conservé la rédaction primitive, c'est sans doute par erreur, car l'observation de M. Chegaray était aussi juste qu'utile.

(3 et h) Le rapport do M. Renouard contient d'importantes explications sur la position des créanciers de la première faillite appelés à figurer dans la seconde.

« Lorsque, y est-il dit, un concordat est anmalé ou résolu la failitie peut facilement être reprise sur ses derniers erremens, s'il n'y a pas de créanciers mouveaux; mais s'il en existe, leurs concours avec les créanciers anciens ouvre ume, failite nduvelle qui ne peut échapper, eux formalibés préserites par le Code, pour vérifier et constater les droits

tervient pas de nouveau concordat, les créanciers seront convoqués à l'effet de donner leur avis sur le maintien ou le rem-

placement des syndics.

Il ne sera procédé aux répartitions qu'après l'expiration, à l'égard des créanciers nouveaux, des délais accordés aux personnes domiciliées en France, par les articles 492 et 497 (1).

525. Les actes faits par le failli postérieurement au jugement d'homologation, et antérieurement à l'annulation ou à la résolution du concordat, ne seront annulés qu'en cas de fraude aux droits des créanciers.

526. Les créanciers antérieurs au concordat rentreront dans l'intégralité de leurs droits à l'égard du failli seulement: mais ils ne pourront figurer dans la masse me pour les proportions suivantes, savoir :

S'ils n'ont touché aucune part du dividende, pour l'intégralité de leurs créances; s'ils ont reçu une partie du dividende, pour la portion de leurs créances primitives correspondante à la portion du dividende promis qu'ils n'auront pas touchée.

Les dispositions du présent article seront applicables au cas où une seconde faillite viendra à s'ouvrir sans qu'il y ait eu preslablement annulation ou résolution de

concordat (2).

SECTION III. - De la clôture en cas d'insuffismes de l'actif.

527. Si, à quelque époque que ce soit, avant l'homologation du concordat ou la

de chacun. Sous le Code, les créanciers de l'ancienne faillite étaient sacrifiés aux créanciers nouveaux. Si une remise de 60 pour 100 avait été faite par le concordat et que la perte fût de 90 pour 100 dans la seconde fuillite, les créanciers anciens n'avaient droit qu'à un dixième des 40 pour 100, auxquels ils avaient consenti à réduire leur créance originaire. Une telle combinaison blessait profondément l'équité. La remise n'est consentie par les créanciers qu'en vue et à condition du paiement partiel qui leur est promis. S'ils ont reçu une partie de leur dividende, qu'une part correspondante de leur créance première se trouve éteinte, rien de plus juste; mais toute la part de leur créance première correspondante au dividende qui leur a été promis, et qui ne leur a pas été payé, doit revivre à leur profit. . - Voy. l'art. 526.

(1) L'article du gouvernement portait seulement: « Ces opérations mises à fin , les créanciers

erront convoqués, etc. »

On a demandé à la commission quelle expliquât le sens de l'addition qu'elle a faite à cette rédaction. « La commission, a dit M. Gaillard-de Kerbertin, suppose qu'après l'annulation du premier concordat, un second concordat pourra avoir lieu.

 Je demande à la commission sielle entend cette faculté dans un sens absolu, c'est-à-dire si elle admet la possibilité d'un nouveau concordat dans

Routes les hypothèses.

« Comme vous le savez, Messieurs, trois cas d'annulation ou de résolution existent : 1º l'annulation du concordat par suite de condamnation pour banqueroute frauduleuse; 2º l'annulation · pour dol; 3° et la résolution pour défaut d'execution.

· Dans le premier cas, personne ne songe à permettre un nouveau concordat, puisque la condainnation pour banqueronte frauduleuse annulle de plein droit le premier; un second est donc impossible. Quant au second cas, celui d'annulation pour · dol, je ne sais quel est l'avis de la commission, mais, pour moi, je ne suis nullement disposé à accorder an failli qui vient dese rendre coupable d'une fraude, en dissimulant son actif ou exagérant son passif, le bénéfice d'un concordat nouveau.

« Resterait donc le cas de la résolution pour dé-

· fout d'exécution.

a Il faut que la commission s'explique à cet ogard, a

M. Le rapporteur a dit : « Je répondrai à M. Gaillard-de-Kerbertin que nous avons entendu l'artide comme lui, en laissant les choses sous l'empire du droit commun.

« Le projet semble supposer qu'il ne peut intervenir de concordat dans aucun cas, et c'était aller trop loin que d'admettre cette supposition, car il peut être question du cas de résolution du concerdat, il peut y avoir des créanciers nouveaux, et il est impossible d'empêcher ces créanciers nouveaux, et même les créanciers anciens, lorsque le failli n'est pas un banqueroutier, lorsqu'il n'est pas placé dans un état d'incapacité, de former, s'ils le jugent à propos, s'ils jugent que cela soit dans leur intérêt, un nouveau concordat.

· C'est cette prévision d'un cas qui se présentera rarement, mais qu'il ne faut pas cependant esclure, qui est l'objet des expressions insérées dans

l'art. 524.

· Voilà le sens de l'article qui satisfait, je crois, à la question présentée par M. Gaillard-de-Kerbertin, car nous sommes d'accord avec lui sur le fands du droit. »

(2) Il est assez difficile de comprendre comment il y aura une nouvelle faillite dans laquelle figure ront les anciens créanciers, sans résolution du concordat. On a voulu seulement exprimer que si. par le fait, le failli manque aux engagemens qu'il a pris dans son concordat, cette cessation de paiement entrainant one nouvelle faillite, il ne sen pas nécessaire que les créanciers provoquent la résolution du concordat. On niait autrefois qu'il pet y avoir faillite sur faillite. - Voy. arrêt de la Cour de Paris, du 16 mai 1835, Sirey, 85. 2. 255. -Voy. notes sur l'art. 523.

Dans la discussion de 1835, M. Réalier-Dame : demandé quel scrait, en cas de seconde faillite, l'effet de l'inscription prise en faveur des premiers créanciers, conformément à l'art. 492, et quel se rait, dans le même cas, l'effet d'une hypothèque qui aurait été consentie lors du concordat

M. le rapporteur a répondu : « Il est évident que l'inscription hypothégaire prise au profit de la première faillite continuera à subsister ; il en sera alors pour la première masse ce qui en est pour un créancier particulier. »
« Sanf à repporter ce qu'il aurait touché sar la

première faillite, a dit M. Réalier-Dumes.

Bien entende, a répondu M. le le resperteur.

ion de l'union, le cours des opérale la faillite se trouve arrêté par ance de l'actif, le tribunal de compourra, sur le rapport du juge-come, prononcer, même d'office, la clòs opérations de la faillite.

ugement fera rentrer chaque créanins l'exercice de ses actions indivi-, tant contre les biens que contre la ne du failli.

lant un mois, à partir de sa date, l'exéde ce jugement sera suspendue (1). Le failli, ou tout autre intéressé, , à toute époque, le faire rapporter ribunal, en justifiant qu'il existe des sour faire face aux frais des opérale la faillite, ou en faisant consiitre les mains des syndics somme te pour y pourvoir.

tous les cas, les frais des poursuircées en vertu de l'article précédent têtre préalablement acquittés.

rion IV. - De l'union des créanciers.

S'il n'intervient point de concordat, inciers seront de plein droit en état

uge-commissaire les consultera imement, tant sur les faits de la gesue sur l'utilité du maintien ou du cement des syndics. Les créanciers giés, hypothécaires ou nantis d'un seront admis à cette délibération. Il sera dressé procès-verbal des dires et observations des créanciers, et, sur la vu de cette pièce, le tribunal de commerce statuera comme il est dit à l'article 462.

Les syndics qui ne seraient pas maintenus devront rendre leur compte aux nouveaux syndics, en présence du juge-commissaire, le failli dûment appelé.

550. Les créanciers seront consuités sur la question de savoir si un secours pourra être accordé au failli sur l'actif de la faillite.

Lorsque la majorité des créanciers présens y aura consenti, une somme pourra être accordée au failli à titre de secours sur l'actif de la faillite. Les syndics en proposeront la quotité, qui sera fixée par le juge-commissaire, sauf recours au tribunal de commerce, de la part des syndics seulement (5).

531. Lorsqu'une société de commerce sera en faillite, les créanciers pourront ne consentir de concordat qu'en faveur d'un ou de plusieurs des associés.

En ce cas, tout l'actif social demcurera sous le régime de l'union. Les biens personnels de ceux avec lesquels le concordat aura été consenti en seront exclus, et le traité particulier passé avec eux ne pourra contenir l'engagement de payer un dividende que sur des valeurs étrangères à l'actif social (4).

ette mesure est une innovation; « Elle est t M. Renouard dans son rapport. Pourquoi r nominalement des opérations que l'on pas mettre à fin et dont l'unique résultat nir en suspens l'état du failli, la condition nciers et des tiers avec lesquels il contract de surcharger d'affaires inutiles les rôles ffes des tribunaux? Cette cloture doit avoir s sévères, car tout porte à croire que le sera arrivé à cette absorption totale de son par des fraudes ou des négligences bien donnables. Une analogie assez sensible dester entre cette cloture par insuffisance t les cas de cloture de l'union après liquiotale. Dans cet esprit, l'article dispose que réancier rentrera dans l'exercice de ses aclividuelles, tant contre les biens que contre me du débiteur. A ce mot débiteur, la coma substitué le mot failli, afin qu'il demeure istant que l'état de faillite et toutes les ins qui en découlent continuent à subsister après la clôture de l'union. C'est pour r la même pensée qu'au lieu de c'ôture de . la commission a dit : « clôture des opéraa faillite. - - On comprend toute l'imporcette dernière observation.

Demonts a proposé un amendement portant ns le cas prévu par cet article, le failli être déclaré excusable. Il a été rejeté. septembre dernier, le tribunal de comle la Sejne a fait, sous la présidence de M. Michel, la première application de cet article. V. la Gasette des Tribunaux du 5 septembre 1838. L'art. 527 du Code de commerce ne faisait pas résulter de plein droit l'état d'union du refusite.

résulter de plein droit l'état d'union du refus de concordat; il exigeait que la majorité individuelle des créanciers format l'union; il laissait ainsi sans solution possible, comme l'a très bien fait remarquer M. Renouard, le cas où les deux majorités exigées pour le concordat ne seraient pas obtenues, et où en même temps il n'y aurait point la majorité individuelle nécessaire pour former l'union.

- (3) V. supra, art. 469, 474, et Code de commerce, art. 530.
- (4) M. Renouard justifiait cette innovation en ces termes :

« Le Code de commerce se taisait sur les faillites des sociétés. Il s'en rapportait aux principes du droit commun sur la solidarité, sans permettre en aucun cas aux créanciers de traiter diversement plusieurs associés, encore que leur conduite méritât des conditions différentes. Un associé pouvait être absent pendant que ses coassociés dilapidaient l'actif; il pouvait être de bonne foi, lorsque des actes frauduleux ou insensés engageaient et perdaient sa maisson; sa fortune particulière, celle de sa femme ou de sa famille, pouvaient, en dehors de l'actif social, acquitter une forte part de la dette; et, devant toutes ces considérations, l'application rigoureuse des principes absolus de la solidarité et de l'unité fictire de la personne secialé

L'associé qui aura obtenu un concordat particulier sera déchargé de toute solidarité (1). 532. Les syndics représentant la masse des créanciers et sont chargés de procéder à la liquidation.

empêcherait d'adoncir en rien as position individuelle. Souvent cette rigueur blessit l'équité et nuisait aux créanciers. Il est juste d'accorder faveur à celui des associés qui, par une meilleure conduite, a mérité d'âtre distingué des autres, et qui peut offrir à ses créanciers des avantages particuliers; mais cette faveur cesserait d'être squitable, si on allait jusqu'à affecter à la libération personnelle de l'un des membres de la société aucune portion de l'actif qui appartient collectivement à tous. Ce serait briser les principes de la soljdarité, qu'il m'est possible de faire fléchir, dans ce cas, que pour ce qui concerne les coassociés entre enx. L'actif social demeurera donc tout entier sous le régime de l'union, et sera intégralemant consacré à l'extinction de la dette sociale.

"Une disposition finale du projet subrogeait Passocié favorisé d'un concordat particulier aux droits des créanciers contre ses coassociés, pour la part dont le dividende par lui payé en dehors de l'actif aureit dimiané la dette de la société. Votra commission a supprimé cette disposition, et s'es est référée à l'application du droit commun, kin la maintenant, on s'exposerait à cette injuste conséquence de faire figurer l'associé concordataire au nombre des créanciers de ses coassociés, en telle sorte qu'on le verrait prétendre à venir en partagé avec les créenciers mêmes qui lui auraient accordé une remise. Tella n'était pas certainement l'intention du projet, Las principes générque du droit satisferont à tous les cas, et ne laisseront pas place à une difficulté de cette nature.

Restreinte dans ces limites, la faculté d'un concordat particulier, équitable et humaine pour l'associé failli, tournera à l'avantage des créanciers, en leur procurant un dividende sur lequel ils n'auraient pas à compter ans pela.

(1) On pourrait croire que la dernière disposition de cet article décharge d'une manière absolue le concordataire particulier de toute solidarité.

La discussion qui a eu lion sur cet article et sur l'article 604 établit clairement le contraire.

Comment! s'écriait un orateur qui trouvait ces deux articles contradictoires, vous dites, dans l'art. 531, que l'essocié qui aura conclu un concordat particulier sera déchargé de la solidarité, et, dans l'art. 604, vous déclarez que cet associé, frappé de mesures rigoureuses, et qu'il n'a pas méritées, puisque vous ne l'avez pas mis en demeure légalement, vous dites que cet associé, malgré la décharge de la solidarité, ne pourra jamais obtenir sa réhabilitation, s'il n'a payé toutes les dettes sociales! Je dis qu'il y a la frappante contradiction; je dis que votre article 531 est jugé par cela seul, et que vous avez montré combien il était inconciliable avec les principes, puisqu'il ne peut être admis sans henrter la disposition de l'art. 604.

Un autre grateur demondant ce que voulait dire

le dernier paragraphe, disait :

« Ce paragraphe porte : « L'associé qui enra « obtenu un concordat particulier sera déchargé de « toute solidarité, »

«Eh bien! voilà une société: l'un des associés obtient un concordat particulier sus ses biens personnels. Quand il a pris l'engagement de payer sur ses biens une somme, un dividende que déterminera le concerdat, il duit être libéré; les créanciers n'opt plus d'action individuelle contre lui; et je ne conçois pas comment vous le libérerez particulièrement de la solidarité; car le concordat a précisément cet effet de faire cesser l'action solidaire, et de restreindre les obligations à celles qu'il existé un concordat particulier, il ne peut y avoir d'obligation solidaire contre celui qui l'a obtenu. »

Et, lors de la discussion de l'art. 604, M. Canin-Gridaine, répondant à M. Mermilliod, qui invo-quait l'art. 531 comme ayant dégagé l'associé de toute solidarité, dans le cas posé par l'article, disait: a Il faut conserver religieusement, dans le clouble intérêt de l'ordre moral et de l'ordre public, le principe de la solidarité entre tous les coassociés d'une société en nom collectif. Si vous y portes atteinte, vous attaquez le crédit, sans lequel les opérations commerciales sont bien restreintes. Si l'on invoque contre moi l'art. 534, et si on le considère comme ayant dégagé de la solidarité, je réponds non , l'art. 531 p'a point dégagé de la solidarité, et la meilleure preuve qu'il n'en est rien, c'est l'article que nous discutons en ce mement ; il est précis, il veut qu'on ne soit réhabilité que lorsque toutes les dettes contractées par la société auront été acquittées intégralement; il ne peut point y avoir d'équisoque; je suis danc dans le vrai, Si l'art. \$31 vous a effranchi de la solidarité, pourquoi présentez-vous un amendement qui la détruit. Il est inutile ; mais vous savez que sam lui le principe reste conservé. »

La même interprétation avait déjà, en 1835, été donnée à l'art. 531 qu'on prétendait aussi être en contradiction avec l'art. 604.

On proposait à l'art. 604 le même amendement

que celui qui a été proposé dans la dernière discus-

M. Ducos, qui soutenait le proposition, dissit:

« En cas de concordat, l'art. 528 (art. 531 actuel)
déclare le failli concordataire déchargé de toute
solidarité à l'égard de sou coassocié; moyennest
qu'il paie son dividende, les créauciers cessent d'avoir action contre lui; il recouvre la libre disposition de ses biens et de sa personne; il est sesceptible de réhabilitation. Il me semble que le
concordat particulier entraîne la conséquence naturelle du droit de réhabilitation, La commission
ne veut admettre ce droit que dans le cas où le totalité des dettes de la société a été payée, capital,
intérêts et frais. Je ne conçois pas une parcille ri-

« Veut-on l'établir sur la condition de solidarité qui unit tous las associés entre eux? Mais les liens de solidarité ont été rompus par le concordat passé avec un des associés. Les créanciers oux-mêmes l'ont vonle, la loi a sanctionné leur volonté; ella déclaré que cette solidarité resistait plus. Pouquoi veut-on faire ravivre les liens de la solidarité quand il s'agit de recouvrer le premier de tous les biens, quand il s'agit de la réhabilitation?

a La loi elle-même, après avoir déclaré solennellement que les liens de la solidarité étaient brisés, peut-elle, par un effet rétrosctif, rétablir les liens qu'elle avait d'abord imposés? Il me semanmoins les créanciers pourront leur er mandat pour continuer l'exploitade l'actif.

délibération qui leur conférera ce iat en déterminera la durée et l'étenet fixera les sommes qu'ils pourront er entre leurs mains, à l'effet de pouraux frais et dépenses. Elle ne pourra prise qu'en présence du juge-commis-, et à la majorité des trois quarts des iciers en nombre et en somme.

voie de l'opposition sera ouverte contte délibération au failli et aux créan-

tte opposition ne sera pas suspensive

exécution (1).

5. Lorsque les opérations des syndics ineront des engagemens qui excédel'actif de l'union, les créanciers aront autorisé ces opérations seront tenus personnellement au-delà de part dans l'actif, mais seulement les limites du mandat qu'ils auront ;; ils contribueront au prorata de leurs ces (2).

. Les syndics sont chargés de pour-

suivre la vente des immeubles, marchandises et effets mobiliers du failli, et la liquidation de ses dettes actives et passives; le tout sous la surveillance du juge-commissaire, et sans qu'il soit besoin d'appeler le failli (3).

555. Les syndics pourront, en se conformant aux règles prescrites par l'article 487, transiger sur toute espèce de droits appartenant au failli, nonobstant toute opposition de sa part (4).

536. Les créanciers en état d'union seront convoqués au moins une fois dans la première année, et, s'il y a lieu, dans les années suivantes, par le juge-commissaire.

Dans ces assemblées, les syndics devront rendre compte de leur gestion.

Ils seront continués ou remplacés dans l'exercice de leurs fonctions, suivant les formes prescrites par les articles 462 et **52**9 (5).

537. Lorsque la liquidation de la faillite sera terminée, les créanciers serout convoqués par le juge-commissaire.

Dans cette dernière assemblée, les syn-

ie ces considérations sont suffisantes pour r l'amendement que j'ai proposé.»

Moreau (de la Meurthe) répondait : « Il n'y de contradiction entre les dispositions de 28 (531) et les dispositions de l'art. 604. e cas de l'art. 528, c'est des consentement lanciers que l'associé solidaire obtient un dat particulier, et l'associé qui aura obtenu icordat particulier sera déchargé de toute ιé.

· président : « Il reste toujours la question

sis une des conditions essentielles de la itation du failli, c'est qu'il paie la totalité tes. Or, l'associé en nom collectif est obligé ement au paiement des dettes de la société; t donc une derogation à ce principe, que nettre à l'associé solidaire d'obtenir sa rétion, s'il ne paie pas la totalité des dettes ciété.

uesnault, alors commissaire du roi, ajou-: l'art. 528 invoqué et qui défendait toute olidaire contre l'associé concordataire, était position semblable à celle qui déclare qu'en le failli concordataire, associé ou non, ne plus être poursuivi civilement; mais qu'il sultait pas qu'il ne fût plus soumis à l'obliraturelle ; que si l'action civile était éteinte, a réhabilitation qui obligeait le failli à e l'obligation naturelle.

scié concordataire sera-t-il déchargé de la é en ce sens même que les autres associés sent exiger de lui qu'il contribue au paiee la dette commune pour la part dont il su d'après le contrat de société? La négaincontestable. Des créanciers peuvent bien r à la solidarité à l'égurd de l'un des débinais ils ne penvent par cette renonciation ce débiteur de l'obligation qu'il a conmyors ses codébiteurs de payer telle on telle

partie de la dette commune. Les art. 1213 et suiv. du Code civil démontrent que tel ne peut être l'effet de la renonciation à la solidarité en faveur de l'un des codébiteurs solldaires. Ainsi les associés non concordataires auront tenjours le decit d'examiner si la part qui appartient su concordataire dans l'actif social ; jointe à ce qu'il a donné pour obtenir son concordat, équivant à la part dont il était tenu dans les dettes sociales; et s'il y s une différence, ils auront droit d'exiger qu'il la fournisse.

(1) Le Code de commerce ne contensit aucune règle sur l'administration de l'union. La loi actuelle, au contraire, trace des règles aussi claires que sages. Il pourrait paraître étrange qu'on n'ait pas borné les pouvoirs des syndics à liquider la faillite : mais il est des circonstances où sous peine d'éprouver le plus grave préjudice, il faudra continuer les opérations. « Un manufacturier tombe en faillite , disait M. Renouard; s'il faut immédiatement arrêter tous les travaux et liquider du jour au lendemain, les valeurs dépériment, les ouvriers sont sans pain, l'actif disparaft. Continuer quelque temps l'exploitation, c'est se procurer une utile occasion de vendre, c'est employer les yaleurs actives , c'est sauver le gage commun. »

Mais la commission refusait au failli et aug préenciers dissidens le droit d'opposition que la Chambre

a cyu devoir lenr accorder.

(2: M. Stourm a proposé d'ajouter sans solidarité nire eux. Le Moniteur de 5 avril 1838, page 807, 3º colonne, dit que l'article a été adopté avec cette modification. C'est per errent sans doute que l'on ne la trouve pas dans la loi ; au surplus, elle ne faisait qu'exprimer ce qui resulte des termes de l'article et du principe général que la solidarité ne se présume pas. Il faudrait un texte formel pour l'établir.

(3, 4) Voy. Code de Commerce, art. 528. (5) L'art. 562 du Code de commerce n'obligeait dics rendront leur compte. Le failli sera

présent ou dûment appelé.

Les créanciers donneront leur avis sur l'excusabilité du failli. Il sera dressé, à cet effet, un procès verbal dans lequel chacun des créanciers pourra consigner ses dires et observations.

Après la clôture de cette assemblée, l'union sera dissoute de plein droit (1).

538. Le juge-commissaire présentera au tribunal la délibération des créanciers relative à l'excusabilité du failli, et un rapport sur les caractères et les circonstances de la faillite.

Le tribunal prononcera si le failli est ou

non excusable (2).

539. Si le failli n'est pas déclaré excusable, les créanciers rentreront dans l'exercice de leurs actions individuelles, tant contre sa personne que sur ses biens.

S'il est déclaré excusable, il demeurera affranchi de la contrainte par corps à l'égard des créanciers de sa faillite, et ne pourra plus être poursuivi par eux que sur ses biens, sauf les exceptions prononcées par les lois spéciales (3).

540. Ne pourront être déclarés excusables : les banqueroutiers frauduleux, les stellionataires, les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, les comptables de deniers publics (4).

541. Aucun débiteur commerçant ne sert receyable à demander son admission au bénéfice de cession de biens (5).

CHAP. VII. — Des différentes espèces de créanciers, et de leurs droits en cas de faillite (6).

les syndics à rendre compte qu'à la fin de l'union. Cette longue durée de fonctions sans contrôle et sans reddition de compte présentait de graves inconvéniens.

(1) La commission de la Chambre des Députés de 1835 a pensé qu'il n'était pas nécessaire de répéter ici la disposition de l'art. 474 relatif aux secours alimentaires à accorder au failli; mais M. Renouard a dit expressement dans son rapport que la concession de ces secours entrait dans les pouvoirs généraux des syndics définitifs, sauf la fixation de la quotité et des conditions qui appartient au tribunal.

Voy. Code de commerce, art. 562.

(2) Le deuxième paragraphe de cet article était ainsi conçu dans le projet adopté en 1835 : « Le tribunal prononcera si le failli est ou non excusable et susceptible d'être réhabilité.

Ces derniers mots ne se trouvent plus dans la

nouvelle rédaction de l'article.

La discussion qui eut lieu sur l'art. 604 en 1835, explique parfaitement les raisons et le sens de cette suppression. Voy. les notes sur cet article.

(3) Par exemple les étrangers non domiciliés, les tuteurs, administrateurs on dépositaires, alors même qu'ils seraient déclarés excusables, resteront assujettis à la contrainte par corps, parce que, dissit M. Renouard, le caractère particulier de leurs dettes exige que cette garantie continue à subsister contre eux.

(A) Cet article ne s'applique pas au banqueroutier simple, même dans le cas où il serait en état de récidive de banqueroute. Cela résulte formellement de la discussion qui a eu lieu en 1835. MM. Parant et Réalier Dumas avaient proposé, l'un de déclarer que le banqueroutier simple, et l'autre que le banqueroutier simple, en cas de récidive, ne serait pas excusable. La première proposition avait été rejetée ; mais on avait adopté la seconde. Elle a été retranchée en 1838. On a voulu laisser pleine et entière liberté au tribunal de commerce d'apprécier la conduite du failli.

En 1885, on avait adopté une disposition qui permettait de déclarer excueable, afin de le soustraire à l'exercice de la contrainte par corps, le failli qui se trouvait placé dans le cas prévu par l'art. 527, c'est-à-dire dans le cas où le cours des

opérations de la faillite était arrêté par l'insuffisance de l'actif. Mais cette disposition a dispara,

(5) M. Renouard, dans son rapport, a justifié cette disposition en faisant remarquer que la cession de biens est un abandon général fait par un débiteur à ses créanciers; que le négociant réduit à cette extrémité est en état de faillite; que la cession de biens volontaire peut être l'objet d'un concordat, et que la cession judiciaire a un équi-valent dans l'état d'union des créanciers. Les cessions de biens, ajoutait-il, qui étaient portées devant les tribunaux civils, tandis que les faillites l'étaient devant les tribunaux de commerce, donnaient lieu à des distinctions de compétence que rien ne justifie et à deux jugemens sur une même affaire par deux tribunaux différens. On a donc eu raison de supprimer ce titre. » En effet il y avait dans le Code de commerce un titre spécial intitulé de la Cession de biens, composé de dix articles, portant les n. 566 et suiv. On voit que la présente loi ne l'a point reproduit.

M. le rapporteur de la commission de la Chambre des Pairs a critiqué cette innovation dans son premier rapport. . Quel est le motif, a-t-il dit, qui a pu determiner un changement aussi important dans nos lois et dans nos habitudes? Nous ne pouvons vous l'indiquer : il n'est rappelé dans aucun document. La cession de biens est-elle la source d'abus graves? On me les a pas signalés ; les magistrats, les jurisconsultes, les commerçans n'ont jamais critiqué cette voie d'humanité; ils l'ont toujours environnée de faveur, comme le dernier

refuge du malheur.

Il conclusit au maintien du titre 2 da Code de commerce.

M. Quesnault, dans son rapport à la Chambre des Députés, a justifié l'innovation.

Voy. Mon. du 22 mars 1838, 2° supp., p. 647,

2º colonne in fine.

Remerquez que la loi ne dit pas seulement: . Aucun débiteur failli , mais bien aucun débiteur commerçant, et c'est avec intention que cette rédaction a été maintenne, afin d'exprimer que la cession de biens ne peut jamais être réclamée par un commerçant, soit qu'il ait ou qu'il n'ait pas

(6) Le chap. 9 du Code de commerce n'était

crita I". — Des co-obligés et des cautions.

12. Le créancier porteur d'engagemens crits, endossés ou garantis solidairet par le failli et d'autres co-obligés qui en faillite, participera aux distribus dans toutes les masses, et y figurera r la valeur nominale de son titre jusqu'à

ait paiement (1).

33. Aucan recours, pour raison des dindes payés, n'est ouvert aux faillites co-obligés les uns contre les autres, si 'est lorsque la réunion des dividendes donneraient ces faillites excéderait le tant total de la créance, en principal cessoires, auquel cas cet excédant sera lu, suivant l'ordre des engagemens, ix des co-obligés qui auraient les autres garans.

garans.

4. Si le créancier porteur d'engageș solidaires entre le failli et d'autres
ligés a reçu, avant la faillite, un
npte sur sa créance, il ne sera compris
la masse que sous la déduction de cet
npte, et conservera, pour ce qui lui

ra dû, ses droits contre le co-obligé t caution. co-obligé ou la caution qui aura fait le paicment partiel sera compris dans la même masse pour tout ce qu'il aura payé à la décharge du failli (2).

545. Nonobstant le concordat, les créanciers conservent leur action pour la totalité de leur créance contre les co-obligés du failli (3).

Section II. — Des créanciers nantis de gage, et des créanciers privilégiés sur les biens meubles.

546. Les créanciers du failli qui seront valablement nantis de gages ne seront inscrits dans la masse que pour mémoire (4).

547. Les syndics pourront, à toute époque, avec l'autorisation du juge-commissaire, retirer les gages au profit de la faillite, en remboursant la dette (5).

548. Dans le cas où le gage ne sera pas retiré par les syndics, s'il est vendu par le créancier moyennant un prix qui excède la créance, le surplus sera recouvré par les syndics; si le prix est moindre que la créance, le créancier nanti viendra à contribution pour le surplus, dans la masse, comme créancier ordinaire (6).

549. Le salaire acquis aux ouvriers employés directement (7) par le failli, pendant

qu'en trois sections, l'une intitulée disposigénérales, l'autre des droits des créanciers hyaires, l'autre des droits des femmes. Le préloi présente des divisions plus claires, plus reuses et plus complètes.

L'art. 534 du Code de commerce, le seul occupât des difficultés que font naître les s, soit des co-obligés solidaires, soit de leurs iers les uns contre les autres, en cas de d'un ou de plusieurs des co-obligés, laissait s un grand nombre de cas dont la résolution puemment embarrassé et divisé les tribu-Cet article et les articles suivans font disre la plupart de ces difficultés.

## Code de commerce, art. 538.

D'après les principes généraux du droit t. 4210 du Code civil), on pourrait dire que concordat le créancier, ayant fait remise aire de sa créance au failli, ne conservait tion solidaire contre les co-obligés, que sous luction de la part du failli. (Arrêt de la le cassation, du 30 novembre 1619.)

de cassaton, du 30 novembre 1819.]
articla repousse celle conséquence, par le
qu'une remise consentie par un concordat
amais volontaire, qu'elle est, au contraire,
ament forcée. Le projet avait cru néandevoir admettre une distinction qui, au
er coup d'œil paraft très raisonnable: il déque le créancier conservait son recours pour
alité de sa créance, lorsque le concordat lui
ité imposé par la majorité, parce que, alors,
nment la remise était forcée; et qu'au conil perdait son recours s'il avait figuré au

dat comme y consentant volontairement, ramission de la Chambre des Députés n'a u devoir adopter ce système; il lui a paru a remise faite par un concordal ne saurait

jamais être réputée volontaire; qu'elle est toujours censée faite en vue spéciale des nécessités qu'impose l'état des affaires du débiteur. Elle a considéré que, punir par la perte de son recours, le créancier qui consentirait au concordat et l'obliger, pour conserver l'intégralité de ses droits, à garder le silence et à se contenter d'acquiescer au concordat après homologation, c'est, en réalité, exclure ce créangier des délibérations; que cette exclusion, qui souvent blesse gravement ses droits, conduirait dans bien des cas à rendre tout concordat impossible. « Qu'une maison de banque, disait M. Renoused, tembe en faillite, la plus grande partie de son passif pourra se com-poser de lettres de change et de billets revêtus de plusieurs signatures. Si tous les porteurs de titres à plusieurs signatures sont contraints par la loi, sous peine de perdre tout recours, à s'abstenir du concordat, il deviendra impossible de réunir la majorité en nombre et la majorité des trois quarts en somme, alors même qu'une faible minorité s'opposerait seule à l'acceptation de conditions raisonnables.

- (4) V. Code de commerce, art. 535.
- (5) V. Code de commerce, art. 536.
- (6) « Je crois que, dans l'intérêt de la masse, a dit un membre de la Chambre, il faut que le créencier qui possède la marchandise remplisse une formalité quelconque, par exemple, celle d'appeler les syndics. Il faut mettre : « les syndics dûment appelés. »
- M. le rapporteur a répondu que l'article se réfète aux dispositions du Code civil sur la vente du gage. V. Code de commerce, art. 537.
- (7) Votre commission a cru necessaire, a dit M. Resouard, d'indiquer qu'il ne s'agit que des ouviera directement employés par le failli. En effet lorsqu'ils sont mis en œuvre par un entreprensur

the many that we care

----

le mois qui aura précédé la déclaration de faillite, sera admis au nombre des créances privilégiées, au même rang que le privilége établi par l'art. 2101 du Code civil pour le salaire des gens de service.

: Les salaires dus au commis pour les six mois qui auront précédé la déclaration de faillite seront admis au même rang (1).

550. Le privilége et le droit de revendication établis par le n. 4 de l'art. 2102 du Code civil, au profit du vendeur d'effets mobiliers, ne seront point admis en cas de faillite (2).

551. Les syndics présenterent au jugecommissaire l'état des créanciers se prétendant privilégiés sur les biens meubles, et le juge-commissaire autorisera, s'il y a lieu, la paiement de ces créanciers sur les premiers deniers rentrés.

Si le privilége est contesté, le tribunal prononcera (3).

Section III. - Des droits des créanciers hypothécaires et privilégiés sur les immeubles.

552. Lorsque la distribution du prix des immeubles sera faite antérieurement à celle du prix des biens meubles, ou simultanément, les créanciers privilégies ou hypothécaires non remplis sur le prix des immeubles concourront, à proportion de ce qui leur restera dû, avec les créanciers chirographaires, sur les deniers appartenant à la masse chirographaire, pourvu. toutefois, que leurs créances aient été vérifiées et affirmées suivant les formes cidessus établies (4).

553. Si une ou plusicurs distributions des deniers mobiliers précèdent la distfi-

c'est b lui qu'ils doivent s'adresser, puisqu'il est dimectement responsable enverseux.

· Ap surplus, cette concession de privilége, est, on le voit, une innovation, »

(1) Les commis sont-ils compris parmi les gens de service? a dit M. Renouard. La jurisprudence a varié à cet égard, et les cours royales sont divisées. Votre commission a d'autant moins hésité à trancher législutivement cette difficulté, qu'elle a souhaite tout à la fois assurer le privilège des commis, et ne pas lui donner une durée d'une année; elle a, en conséquence, consacré leur privilége, mais en le bornant à six mois, »

Il ne faut pas condure de cette disposition et des termes du rapport qu'en général, des commis soient des gens de service. J'ai établi le contraire dans mon Traité du Louige, continuation de Toullier, t. 4, w. 278; et l'on peut voir ci-dessus, dans la loi du 25 mai 1838, sur les justices de paix, que les commis ne sont pas assimilés aux gens de service.

(2) On a fait remarquer que le privilège accordé. par l'art. 2102 du Code civil au bailleur reçoit une application assez difficile, en matière de commerce el surtout de faillite; que le bailleur a souvent la prétention d'étendre son privilège pour les loyers sur les marchandises ; que, sur ce point, les tribunaux de commerce et les cours royales ont été divises; que le système embrassé par les tribunaux de commerce paraît plus juste; qu'il faudrait le consa-crer, et restreindre le privilége du bailleur aux meubles meublans.

M. le rapporteur a répondu que la difficulté soulevée remettant en question le point de savoir si le propriétaire des magasins doit conserver son privilege sur les marchandises ; or, que , par un article du titre 1<sup>er</sup> de la loi, le droit du propriétaire sur tous les objets garnissant les lieux loués avait été maintenu dans toute son extension ; que la jurisprudence a fixé, d'après l'interprétation qui a toujours été donnée à l'art. 2102 du Code civil, le droit du propriétaire; qu'on ne pouvait, à propos de faillite, réformer le Code civil dans ses dispositions, qui sont considérées comme des conséquences du droit de propriété.

L'article a été maintenu dans ce sens.

On a demandé que le droit commun fût maintenu en faveur des objets mobiliers incorporels, tels

que les fonds de commerce, les offices et antres titres de cette nature.

Un amendement dans ce sens, proposé par M. Oger, a été combattu par la commission, et rejeté par la Chambre.

Relativement aux fonds de commerce, on est convenu que les principes qui ont fait supprimer la revendication leur étaient applicables, parce qu'on doit toujours présumer que le commerçant est propriétaire de son fonds, objet principal, plus peut être que des marchandises, objet secondaire.

Mais on a soutenu que ceci n'est vrai que pour le commerçant qui est en pos ession du fonds de commerce. Tous les jours, a-t-on dit, il arrive que le propriétaire d'un fonds de commerce en achète un autre dont il n'entre en possession que plus tard. Est-ce que, dans ce cas, le vendeur ne conservera pas un privilége, même un droit de revendication? C'est dans les intentions de la commission, puisqu'un des articles subséquens accorde le droit de revendication pour les objets, pour les marchandises dont l'acquéreur n'est pas saisi; mais en votant cet article, il y a lieu, pour exprimer cette pensee, à remplacer le mot marchandises par le mot plus général d'objets, qui com-prendra non seulement les marchandises proprement dites, mais les fonds de commerce.

M. le rapporteur a répondu que tel était son avis, mais qu'il pensait aussi que l'article ne portait aucune espèce d'atteinte au droit qu'il défend; qu'il est certain que, si le vendeur ne s'est pas dessaisi, s'il n'a pas fait la livraison, il est encore maître de la chose.

M. Dufaure: Nous sommes complétement d'accord avec M. Lherbette, mais nous croyons qu'il y a un principe partout respecté dans le projet du gouvernement et dans celui de la commission : c'est le droit de rétention qui appartient su propriétaire qui n'est pas dessaisi. C'est ce droit qui s'appliquera au cas dont a parlé M. Lherhette; il est inutile d'introduire une exception à cet égard. .

- M. Lherbette : « Où l'avez-vous expliqué ? •
- M. Dufaure: « C'est de droit commun. »
- (3) Voy. Cod. comm., art. 533.
- (4) Voy. Cod. comm., art. 539.

n du prix des immeubles, les eréanprivilégiés et hypothécaires vérifiés et nés concourront aux répartitions, dans oportion de leurs créances totales, et , le cas échéant , les distractions dont a parlé ci-après (1).

4. Après la vente des immeubles et le ment définitif de l'ordre entre les iciers hypothécaires et privilégiés, d'entre eux qui viendront en ordre sur le prix des immembles pour la tode leur créance ne toucheront le ant de leur collocation hypothécaire ous la déduction des sommes par eux ies dans la masse chirographaire.

s sommes ainsi déduites ne resteront dans là masse hypothécaire, mais rneront à la masse chirographaire, ofit de laquelle il en sera fait distrac-

(2).

5. A l'égard des créanciers hypothés qui ne seront collogués que partielledans la distribution du prix des imles, il sera procédé comme il suit: droits sur la masse chirographaire t définitivement réglés d'après les ies dont ils resteront créanciers après collocation immobilière, et les deniers : auront touchés au-delà de cette proon, dans la distribution antérieure, seront retenus sur le montant de leur cation hypothécaire, et reversés dans isse chirographaire (3).

6. Les créanciers (4) qui ne viennent

point en ordre utile seront considérés comme chirographaires, et soumis comme tels aux effets du concordat et de toutes les opérations de la masse chirographaire.

SECTION IV. - Des droits des femmes (5).

557. En cas de faiilite du mari, la femme dont les apports en immeubles ne se trouveraient pas mis en communauté, reprendra en nature lesdits immeubles et ceux qué ini seront survenus par succession ou par donation entre-vifs ou testamentaire (6).

558. La femme reprendra pareillement les immeubles acquis par elle et en son nom des deniers provenant desdites successions et donations, pourvu que la déclaration d'emploi soit expressément stipulée au contrat d'acquisition, et que l'origine des deniers soit constatée par inventaire ou par tout autre acte buthentique (7).

559. Sous quelque régime qu'ait été formé le contrat de mariage, hors le cas prévu par l'article précédent, la présomption légale est que les biens acquis par la femme du failli appartiennent à son mari, ont été payés de ses deniers, et doivent être réunis à la masse de son actif, sauf à la fomme à fournir la preuve du contraire (8).

560. La femme pourra reprendre en nature les effets mobiliers qu'elle s'est constitués par contrat de mariage, ou qui lui sont advenus par succession, donation entrevifs ou testamentaire, et qui ne seront pas entrés en communauté, toutes les fois que

Voy. Cod. comm., art. 540.

Voy. Cod. comm., art. 541.

Voy. Cod. comm., art. 542.

« Pourquoi, a-t-on effacé le met hypothè-» a dit M. le président de la Chambre des Dé-« C'est parce que la rubrique indique qu'il juestion que des préanciers hypothéosires, a du M. Renouard , rapporteur. . . Cod. comm. art. 543.

L'esprit de cette section doit être indiqué. zielateur a bien voulu maintenir les précauqui ont été prises par le Code de commerce : les collusions entre mari et femme; mais il ié qu'on pouvait en quelques points les atté-W. Amound a dit que les scandales qu'avaient s, avant la promutgation du Code de com-, des faillites à la saite desquelles tes femmes His insultaient par lour spulence à la misère éanciers, avaient excité une vive indignation. , a-t-il dit, une juste indignation pout entrall'injustes rigueurs. Le Code de commerce n'a happé à set exets. Votre commission a même que les modifications introduites par le proloi n'ont pastoujeurs suffisamment adouci des femmes, sans touts fois qu'il faille mande prévoyance et permettre aux sbus de re-

tait bon d'indiquer la tendance de la loi ; elle ervir souvent à en interpréter sainement les

D'ailleurs, si l'on remonte aux idées sur lesquelles repose aujourd'hui l'institution du mariage, il semble que les biens de la femme comme ceux du mari devraient être le gage des créanciers. C'est une chose singulière que la société conjugale, la plus étroite, la plus intime qu'on puisse concevoir, laisse cependant subsister entre les associés une espèce de séparation d'intérêts, une véritable division quant aux biens. Cela ne peut s'expliquer que par l'état d'infériorité dans lequel la loi civile place les femmes. N'ayant pas droit d'administrer la chose commune, on ne veut pas les rendre victimes des fautes de l'associé gérant. On suit d'ailleurs les anciens principes, sans songer ana modifications qu'a subies le mariage par les changemens survenus dans les mours et surtout dans les institutions religieuses.

(6) . Il faut faire remarquer, a dit M. Golbby, que l'article est rédigé de manière à lever les doutes de ceux qui lui reprochaient de ne pas excepter des reprises des femmes les immeubles qui avaient subi la clause de l'ameublissement.

Voy. Cod. comm., art. 545.

(7) M. Parant demandait qu'on ajoutat après les mots donations les mots et testamens; mais M. le président a fait remarquer que l'article portait ces mols : desdites successions et donations, ce qui comportait les donations testamentaires. Voy. en effet l'article précédent ; voy. Cod. comm., art. 546.

(8) Voy. Cod. comm., art. 547.

des immeubles du failli sur la poursuite des syndics, n'aura lieu qu'aux conditions et dans les formes suivantes :

La surenchère devra être faite dans la

quinzaine.

Elle ne pourra être au-dessous du dixième du prix principal de l'adjudication. Elle 'sera faite au greffe du tribunal civil, sulvant les formes prescrités par les art. 710 'et 711 du Code de procédure civile; toute personne sera admise à surenchérir.

Toute personne sera également admise 'à concourir à l'adjudication par suite de 'surenchère. Cette adjudication demeurera 'définitive et ne pourra être suivie d'aucune

autre surenchère (1).

- CHAPITRE X.- De la revendication (2). 574. Pourront être revendiquées, en cas

de faillite, les remises en effets de com-

merce ou autres titres non encore pavés et qui se trouveront en nature dans le porteseuille du failli à l'époque de sa faillite, lorsque ces remises auront été faites par le propriétaire, avec le simple mandat d'en faire le recouvrement et d'en garder la valeur à sa disposition, ou lorsqu'elles auront été, de sa part, spécialement affectées à des paiemens déterminés (3).

575. Pourront être également revendiquées, aussi long-temps qu'elles existerent en nature, en tout ou en partie, les marchandises consignées au failli à titre de dépôt, ou pour être vendues pour le compte

du propriétaire.

Pourra même être revendiqué le prh ou la partie du prix desdites marchandists qui n'aura été ni payé, ni réglé en valeur, ni compensé en compte courant entre le failli et l'acheteur (4).

(1) C'était une grave question que celle de savoir si la surenchère du quart on celle du dixième devait être admise. Elle est tranchée par cette disposition qui admet non seulement les créanciers , mais tous · Étrangers à surenchérit du dixième.

V. Code de commerce, art. 565.

(2) V. art. 576 et suiv. du Code de commerce. (3) On proposait d'excepter le cas où l'individu tombé en faillite serait, de son côté, créancier de celui qui a fait les remises, c'est-à-dire que, lorsqu'une somme aurait été remise à titre de dépôt ou mandat, celui qui aurait reçu ce dépôt ou mandat pût se payer sur les sommes ainsi confiées avec une destination déterminée.

On a vu dans cette proposition non sculement une violation du mandat et du dépôt, mais encore tine violation du principe d'après lequel la compensation ne peut avoir lieu qu'entre des créances liquides et certaines, et aussi de l'art. 1293 du Code civil, qui prohibe la compensation entre les objets déposés et les créances du déposant.

L'amendement n'a pas en de suites.

L'article 584 du Code de commerce admettait · la revendication pour les remises d'effets de commerce faites sans acceptation ni disposition, si elles étaient entrées dans un compte courant par lequel le propriétaire n'était que créditeur. On voit que cet article est supprimé.

M. Renouard a expliqué que cette suppression était la conséquence des véritables principes en en matière de revendication. Il a dit que l'obscurité de cet article avait donné lieu à de fréquentes contestations. . Les remises ainsi faites, a-t-il gjoulé, ne l'ont été, ni à titre de dépôt, ni à titre de mandat; elles sont la conséquence de la cenfiance accordée au failli, et n'ont pu être que l'exécution d'un contrat formel ou tacité, passé avec lui antérieurement à la faillite. La personne qui, ayant suivi la foi du failli, l'a volontairement constilné son débiteur, est et doit être placée dans la même catégorie que les autres créanciers avec lesquels il se trouve en compte. »

M. Cibiel a proposé d'autoriser la revendication des mandats envoyés à un banquier pour en faire le recouvrement, avec la mention retour sans frais, par la raison que cette stipulation démontre

qu'on n'a pas voulu donner au banquier le droit de poursuivre le tiré, tandis que si la négociation a en lieu sans condition, elle transmet tous les droits du tireur.

M. Teste a pense que la revendication n'était pas possible, lorsque le mandat a été encaisséet que le banquier a crédité du montant du mandat celui qui le lui a adresse; mais il a reconnu que si le mandat n'a pas été payé, il peut être nevendiqué.

M. Sevin-Morean a établi que la stipulation de retour sans frais ou de retour après protet élait entièrement indifférente à la question de revendication; que ce qui peut produire une différence sous ce rapport, c'est la destination de la somme

recouvrée.

4 Je remets, a-t-il dit, des effets hun comme. cant, avec la condition de les encaisser poer mon compte et de garder les fonds à ma dispostion, soit pour les prendre moi-même, soit pour lui indiquer ultérieurement un usage ; il est érident qu'alors ce n'est qu'un simple dépôt, et alors la revendication deit stre admiss.

« Mais autre espèce : je remets des effets à en conser à un banquier ; je débite son compte du montant de ces effets, à la charge par lui de m'en faire le retour par d'autres valeurs, alors il y a compte courant ; la propriété des effets est trasmise à calui qui les reçoit, et alors il ne pesty

avoir revendication. »

Au surplus il ne faut pas perdre de vas que la revendication n'est possible que lonque le recuvrement n'est pas opéré : le texte dit formelement : « Pourront être revendiquées les rembes en effets de commerce ou autres titles ses exere payés, n

Le propriétaire de traites envoyées pour en opérer le recouvrement à une maison de commerce alors déclarée en faillite, mais dans l'ignorance de cet événement, peut, si la maison faillie sé gocie les traites, les revendiquer contre tous tiers qui les détiennent par suite de cette négociation. (Arrêt de la Cour de cassation , du 24 juin 1834. Sirey, 34. 1. 639.

Voy. Code de commerce, art. 583 et 584. (4) Il a été bien reconnu, et cela est inconfer

. Pourront être revendiquées les andises expédiées au failii, tant que dition n'en aura point été effectuée ses magasins, ou dans ceux du comonnaire chargé de les vendre pour le te du failli. inmoins la revendication ne será pas able si, avant leur arrivée, les marlises ont été vendues sans fraude, sur es et connaissemens ou lettres de voisignées par l'expéditeur.

revendiquant sera tenu de rembourla masse les à-compte par lui reçus, que toutes avances faites pour fret ou e, commission, assurances ou autres et de payer les sommes qui seraient our mêmes causes (1).

. Pourront être retenues par le venes marchandises, par lui vendues, e seront pas délivrées au failli, ou

auront pas encore été expédiées, soit soit à un tiers pour son compte (2). . Dans le cas prévu par les deux arprécédens, et sous l'autorisation du ommissaire, les syndics auront la d'exiger la livraison des marchan-

en payant au vendeur le prix conentre lui et le failli (3).

. Les syndics pourront, avec l'approi du juge-commissaire, admetire les ides en revendication : s'il y a conion, le tribunal prononcera après entendu le juge-commissaire (4).

CHAP. XI. - Des voies de recours contre les jugemens rendus en matière de fail-

580. Le jugement déclaratif de la fail-·lite, et celui qui fixera à une date antérieure l'époque de la cessation de palemens, seront susceptibles d'opposition, de la part du failli, dans la huitaine, et de la part de tonte autre partie intéressée, pendant un mois. Ces délais courront à partir des jours où les formalités de l'affiche et de l'insertion énoncées dans l'article 442 auront été accomplies (5).

581. Aucune demande des créanciers tendant à faire fixer la date de la cessation des palemens à une époque autre que celle qui résulterait du jugement déclaratif de faillite, ou d'un jugement postérieur, ne sera recevable après l'expiration des délais pour la vérification et l'affirmation des créances. Ces délais expirés, l'époque de la cessation de paiemens demeurera irrévocablement déterminée à l'égard des créanciers (6).

582. Le délai d'appel, pour tout jugement rendu en matière de faillite, sera de quinze jours seulement à compter de la signification.

Ce délai sera augmenté à raison d'un jour par cinq myriametres pour les parties qui seront domiciliées à une distance excédant cinq myriamètres du lieu où siège le tribunal (7).

ue si le priz était entré dans la caisse du l ne pouvait être revendiqué. Code de commerce, art. 581.

es art. 576 et suiv. du Code de commerce ient aussi la revendication des merchani n'étaient pas entrées dans les magasins

ojet présenté aux Chambres rejetait au e d'une manière absolue la revendicaa se fondant sur ces principes incontesta-: la vente est parfaite par le seul consentequ'ainsi l'acheteur est propriétaire des ndises du jour où la volonté de les vendre s acheter moyennant un prix déterminé, ciproquement exprimée, alors même que son n'a pas en lieu ; que le vendeur n'est que créancier du prix. On comprend en en partant de ces bases on devait nécesnt refuser au vendeur des marchandises, de revendication, véritable privilége sur es créanciers.

ateurs du gouvernement faisaient remartilleurs qu'un grand nombre de Cours t de chambres de commerce repoussaient dication, qu'elles considéraient comme rce de contestations et d'injustices.

5 ces raisons puissantes, énergiquement ces par M. le garde des sceaux et surtout cete, l'ancien système a prévalu, et la reion a été autorisée; mais il ne faut pas perdre de vue que du moins le privilége con-cédé par l'art. 2102, n. 4 du Code civil, n'est point accordé en mutière de faillite. Voyez suprà, art. 550.

Les marchandises entrées dans les magasins du failli ne peuvent plus être revendiquées, quoi-

qu'elles y soient en état d'entrepôt fictif. Arrêt de la Cour de Poitiers, du 23 février 1831,

Sirey, 31. 2. 269. La Chambre a rejeté un amendement au premier paragraphe de cet article, portant : « Dans ce cas, le commissionnaire devra fournir la preuve écrite de l'autorisation reçue du failli, d'opérer la vente desdites marchandises, et cette autorisation devra être antérieure de dix jours au moins à la suspension de paiement du failli. »

Voy. Code de commerce, art. 577, 578, 579 et 550.

(2) Cet article me semble assez inutile; il est évident que si, aux termes de l'article précédent, le vendeur peut revendiquer les marchandises qu'il a déjà expédiées, à plus forte raison il peut retenir celles, dont il ne s'est pas encore dessaisi.

(\$, 4) Voy. Code de commerce, art. 585. Les créanciers ont qualité pour contester les revendications admises par les syndics.

Arrêt de la Cour d'Aix, du 11 janvier 1831, Sirey, 32. 2. 149 et 206.

(5, 6) Voy. art. 457 du Code de commerce.

(7) Le projet contenuit un article qui refusait

.533. Ne seront susceptibles ni d'opposition, ni d'appel, ni de recours en cassation:

1º Les jugemens relatifs à la nomination ou au remplacement du juge-commissaire, à la nomination ou à la révocation des syndics;

2º Les jugemens qui statuent sur les demandes de sauf-conduit et sur celles de secours pour le failli et sa famille;

3º Les jugemens qui autorisent à vendre les effets ou marchandises appartenant à la faillite:

4º Les jugemens qui prononcent sursis au concordat, ou admission provisionnelle de créanciers contestés;

5º Les jugemens par lesquels le tribunal

de commerce statue sur les recours formés contre les ordonnances rendues par le jugecommissaire dans les limites de ses attibutions (1),

TITRE II. — Des banqueroules (2).

CHAP. Ier. - De la banqueroute simple.

584. Les cas de banqueroute simple seront punis des peines portées au Code pénal, et jugés par les tribunaux de police correctionnelle, sur la poursuite des syndics, de tout créancier, ou du ministère public (3).

585. Sera déclaré banqueroutier simple tout commerçant failli qui se trouvera dans

un des cas suivans (4):

le droit d'appeler d'un jugement par défaut, lorsqu'on n'avait pas usé du droit d'y former opposition. Ce n'est pas ici le lieu (l'examiner la théorie sur laquelle était fondée cette disposition; seulement on fera remarquer que si elle devait être admise, elle aurait dû l'être d'une manière générale, et modifier tout notre système de procédure, et qu'il n'était pas convenable de l'introduire ainsi par exception et en matière de faillite. La Chambre des Députés l'avait adoptée en 1835; mais elle a été supprimée par la Chambre des Poirs.

(1) La raison qui a déterminé à refuser tout recours contre les jugemens énumérés dans cet article, est que ce sont plutôt des actes d'administration que des jugemens véritables, et qu'il importait de ne pas retarder les opérations de la faiillite en permettant de prolonger des contestations.

On a vivement insisté pour que les jugemens prononçant la révocation des syndics pussent être attaqués par les voies ordinaires; on a soutenu avec chaleur que si la nomination des syndics était un acte de simple administration, la révocation avait un caractère véritablement contentieux.

On a d'ailleurs soutenu que la voie de la cassation devait tonjours être ouverte; on a dit que le pourvoi n'étant pas suspensif en matière civile, il no retarderait pas les opérations de la faillite; qu'à la vérité si la cassation était prononcée, toutes les opérations seraient annuléss; mais que dans un pareil cas on devrait s'en féliciter, puisqu'il serait certain que le jugement était contraire aux dispositions de la loi.

On a fait remarquer qu'en supprimant ainsi le pourvoi en cassation; des jugemens dans lesquels auraient été négligées les formes prescrites, à peine de nullité, seraient cependant maintenus.

Ces argumens n'ont pu l'emporter sur le désir un peu irréfléchi peut-être d'accélérer les opérations de la faillite. Ainsi un jugement rendu par un tribunal de commerce qui ne serait composé que de deux juges, un jugement qui ne serait pas motivé, qui n'aurait pas été rendu sur assignation régulière, serait à l'abri de toute attaque.

(2) « La loi a fletri du nom de banqueroute, a dit M. Remourd dans son rapport, tous les torts par lesquels un commerçant se met dans l'impuissange de faire honneur à ses engagemens. La gravité de ces torts varie : ils vont de l'impradence, de la négligence, de l'inconduite jusqu'au crime. »

Cette indication des différens degrés de culpabilité des faits qualifiés banqueroute est aussi exact que bien exprimée. Il me semble que par cette raison précisément elle rávile la coavenauce d'employer des dénominations différentes pour des faits qui doivent être placés à une si grande distance les uns des autres, si l'on considère leur moralité.

Dans le langage habituel, le mot banqueroute et pris dans l'acception la plus fâcheuse; il emporte l'idée des fraudes les plus coupables; et l'épithète simple qu'on néglige d'y ajouter la plapart du temps, ne modifie pas d'ailleurs d'une maière suffisante l'impression qu'il produit sur cest qui l'entendent. Ainsi, quoique le banqueroutier simple ne soit coupable que d'imprudence ou d'inconduite, et que le banqueroutier fraudeux soit coupable de fraude et de vol, quoique l'as soit puni de peines correctionnelles et l'autre de peines afflictives et infamantes, l'opinion les confond, trompée par la dénomination presque identique qui leur est appliquée.

(3) Voy. Code pénal, art. 402 et suiv. ; Code de commerce, art. 588.

(4) Les art. 586 et 587 du Code de commerce séparaient en deux catégories les cas de banqueroute simple. La première comprenait ceux dans lesquels les poursuites sont commandées au ministère public; la seconde, ceux dans lesquels les poursuites sont facultatives. La loi actuelle (sri. 585 et 586) fait une distinction aualogue; mais plus conforme aux principes du droit pénal, elle sépare les cus où la banqueroute simple doit être déclarée de ceux où elle peut l'étre.

La commission de la Chambre des Pairs pro-

La commission de la Chambre des l'airs proposait, en 1836, de dire : Sera poaraulti comme banqueroutier simple, etc. Mais M. le garde des sessas a insisté pour que la loi s'exprimât d'une manière plus impérative; ce qui ne l'a point empêché de reconnaître avec la commission que les tribunaux auront toujours la faculté d'apprécier les faits et l'intention avec laquelle on a agi. Il a seulement voulu qu'il fût bien établi que la peine devroit être appliquée toutes les fois qu'un failli serait placé dans l'un des cas prévus par cel article.

i ses dépenses personnelles ou les déde sa maison sont jugées excessi-

'il a consommé de fortes sommes, les opérations de pur hasard, soit à érations fictives de bourse ou sur

andises (2).
i. dans l'intention de retarder sa fail-

l a fait des achats pour revendre sous du cours; si, dans la même on, il s'est livré à des emprunts, cirn d'essets, ou autres moyens ruineux rocurer des fonds (3);

si, après cessation de ses palemens, 1yé un créancier au préjudice de la

Pourra être déclaré banqueroutier tout commerçant failli qui se trouans un des cas suivans (4):

'il a contracté, pour le compte d'auans recevoir de valeurs en échange, gagemens jugés trop considérables rd à sa situation lorsqu'il les a con-;; 2º S'il est de nouveau déclaré en faillite sans avoir satisfait aux obligations d'un précédent concordat (5);

3º Si, étant marié sous le régime dotal, ou séparé de biens, il ne s'est pas con-

formé aux articles 69 et 70 (6);

4º Si, dans les trois jours de la cessation de ses paiemens, il n'a pas fait au greffe la déclaration exigée par les articles 438 et 439, ou si cette déclaration ne contient pas les noms de tous les associés solidaires;

50 Si, sans empêchement légitime, il ne s'est pas présenté en personne aux syndics dans les cas et dans les délais fixés, ou si, après avoir obtenu un sauf-conduit, il ne s'est pas représenté à justice (7);

6° S'il n'a pas tenu de livres et fait exactement inventaire; si ses livres ou inventaire sont incomplets ou irrégulièrement tenus, ou s'ils n'offrent pas sa véritable situation active ou passive, sans néanmoins qu'il y ait fraude (8).

587. Les frais de poursuite en banqueroute simple intentée par le ministère pu-

a rédaction du Code, art. 586, rappelait l'on d'écrire mois par mois les dépenses sur le urnal; mais n'attachait pas la qualification queroute au défaut d'accomplissement de bligation, ce qui en effet eût été trop rigoufoute énonciation superflue ou purement natoire devant être écartée d'une loi péle projet du gouvernement et celui de la ssion ont supprimé cette circonstance.

Si le failli, a dit M. Renouard, a conde fortes sommes à des opérations de pur On pourrait s'en tenir à cette dénomigénérale et n'énoncer aucun des cas pars qu'elle renferme; tels que les jeux fuet immoraux de la bourse, et l'agiotage oins répréhensible qui joue sur les marses. Mais on a pensé avec raison qu'il conla morale publique que la loi sur les hantes impose à ces opérations une flétrissure s, en les rappelant par une mention ex-Quant aux pertes au jeu que prévoyait le elles rentrent dans les dépenses person-

t a regretter que les dépenses du jeu ne pas signalées avec plus de netteté. Il n'en qui doivent attirer sur celui qui les a faites me plus sévère.

In membre a observé qu'il pourrait y avoir e danger à admettre comme caractère de queroute simple des emprants faits par le car il n'y a pas de négociant qui se livre aires un peu largement qui travaille unint avec ses propres capitaux.

le garde des secaux. « C'est le mot ruineux it sentir toute la portée de l'article. » Caumartin. « Mais il faudrait alors dire au

: « S'il s'est livré à des emprants à des con-

s garde des sceaux. «Si, dans l'intention de er sa faillite, il s'est livré à des emprunts 'autres moyens ruineux.»

M. Caumartin. « Mais des emprunts ne sont pas toujours des moyens ruineux. »

M. le garde des secause : « C'est le mot ruineux qu'i régit la phrase, »

régit la phrase. »

M. Caumarin: « Les emprunts, par eux-mêmer, ne peuvent pas être ruineux, s'ils n'ont pas été contractés à des conditions onéreuses. C'est ce que je voudrais que l'on mentionnât dans l'article. »

M. le rapporteur : « L'honorable M. Csumartin aurait raison, s'il se plaçait dans l'hypothèse d'un commerçant qui se livre à des emprunts lorsqu'il est au-dessus de ses affaires. Mais il s'agit d'un homme qui est à la veille de sa fuillite, qui devrait la déclarer, et qui, par des emprunts onéreax, trouve le moyen de prolonger son agonie. Rien de plus contraire à l'intérêt des créanciers que cette situation, et la loi a dû frapper cette intention de reterder la faillite. »

Les dispositions du Code de commerce étaient plus précises et plus limitatives; c'est à dessein et avec raison que la loi actuelle emploie des expressions plus générales et plus élastiques.

- (4) Voy. Code de commerce, art. 587, et la première note sur l'article précédent.
- (5) Ce cas n'était pas prévu par le Code de commerce. On demandait que le seul fait de la seconde faiilite, quoique le failli oût exécuté le premier concordat, pût le faire condamner comme banqueroutier simple. Cette proposition a été repoussée, par le motif que la seconde faillite peut être de bonne foi autant que la première.
- (6) Ce cas, d'après le Code de commerce, constituait la banqueroute frauduleuse. Cette disposition était évidemment trop sévère.
- (7 et 8) On doit également considérer comme excessive la rigueur du Code de commerce, qui, dans ces deux cas, déclarait la possibilité de punir le failli comme banqueroutier frauduleux. « Sans doute, a dit M. Renouard, un commerçant tombe dans une faute grave, lorsqu'il ne tient pas de li-

blic ne pourront, en aucun cas, être mis à la charge de la masse.

En cas de concordat, le recours du tréser public contre le failli pour ces frais ne pourra être exercé qu'après l'expiration des termes accordés par ce traité (1)

termes accordés par ce traité (1).

1588. Les frais de poursuite intentée par les syndics, au nom des créanciers, seront supportés, s'il y a acquittement, par la masse, et s'il y a condamnation, par le trésor public, sauf son recours contre le failli, conformément à l'article précédent (2).

589. Les syndics ne pourront intenter de poursuite en banqueroute simple, ni se porter partie civile au nom de la masse, qu'après y avoir été autorisés par une délibération prise à la majorité individuelle

des créanciers présens.

590. Les frais de poursuite intentée par un créancier seront supportés, s'il y a condamnation, par le trésor public; s'il y a acquittement, par le créancier poursuiyant (3).

CHAP. II. — De la banqueroute frauduleuse.

591. Sera déclaré banqueroutier frauduleux, et puni des peines portées au Code pénal, tout commerçant failli qui aura soustrait ses livres, détourné ou dissimulé une partie de son actif, ou qui, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagemens sous signature privée, soit par son bilan, se sera frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas (4). 592. Les frais de poursuite en banqueroute frauduleuse ne pourront, en aucus cas, être mis à la charge de la masse,

Si un ou plusieurs créanciers se sent rendus parties civiles en leur nom personnel, les frais, en cas d'acquittement, demeure ront à leur charge.

CHAP. III — Des crimes et des délits commis dans les faillites par d'autres que par les faillis.

593. Seront condamnés aux peines de la banqueroute frauduleuse :

1º Les individus convaincus d'avoir, dans l'intérêt du failli, seustrait, recélé ou dissimulé tout ou partie de ses biens, mesbles ou immeubles, le tout sans préjudice des autres cas prévus par l'article 60 da Code pésal;

2º Les individus convaincus d'avoir frauduleusement présenté dans la faillite « affirmé, soit en leur nom, soit par inteposition de personnes, des créances suppo-

sées ;

3º Les individus qui, faisant le commerce sous le nom d'autrui ou sous un nom supposé, se seront rendus compables de

faits prévus en l'article 591 (5).

594. Le conjoint, les déscendans ou les ascendans du failli, ou ses alliés aux mêmes degrés, qui auraient détourné, diverti ou recélé des effets appartenant à la faillite, sans avoir agi de complicité avec le failli, seront punis des peines du vol (6).

595. Dans les cas prévus par les articles précédens, la cour ou le tribunal saisis ste-

vres; mais l'expérience de tous les jours démontse que le commerce est souvent exercé par des personnes illettrées, et qu'il y a trop de rigueur à punir cette négligence ou cette laute comme un crime, lorsqu'il ue s'y mêle aucune intention de fraude. Le Code de commerce evait d'ailleurs manqué de prévoyance, lorsque, pour tous les cas, il ne laissait à opter qu'entre une déclaration de banqueroute frauduleuse ou un acquittement.

- (1) En mettant les frajs de poursuite à la charge du trésor public, dans les cas prévus par cet article et par les articles suivans, on a voulu rendre plus faciles les poursuites, qui souvent étaient arrêtées par la crainte des frais qu'elles entraînent. — Voy. Code de commerce, art. 589.
  - (2) Voy. notes sur l'article précédent.
  - (3) Voy. Code de commerce, art. 590.
- (4) Le Code de commerce, art. 593 et 59å, énumérait en détail les cas de banqueroute frauduleuse. La loi actuelle a préféré comprendre, dans une définition générale, tous les cas de dissimulation ou de fraude, soit sur l'actif, soit sur le passif. Elle a cependant ajouté le cas de soustraction des livres,
- M. Renouard a fait remarquer que le Code de clarait banqueroutier frauduleux le failli qui detournait à son profit les objets ou valeurs qui hi étaient confiés à titre de mandat ou de dépôt. «Ce délit, envers des créanciers particuliers, n'est point, a-t-il dit, une fraude faite à la masse. C'est un delit privé que l'art. 408 du Code pénal a prévu et puni. Il rentrera dans le cas général de banqueroute frauduleuse, lorsqu'il entraînera dissimulation de l'actif ou du passif. Pourquoi, si on l'admettat, ne pas attacher les mêmes conséquences aux crimes de vol, de faux, et à tous autres? Que doit-il ariver, si des condamnations sont intervenues, à cet égard, antérieurement à la déclaration de faillite, et ont été exécutées; ou si les faits qui ont entrané la faillite out été amenés par des causes étrangères à ces crimes on à ces délits? Votre commission à pensé, avec le projet du Gouvernement, que ce circonstances, quelque aggravantes qu'elles poissent être, appartiennent à un autre ordre de fait que la feillite ou la banqueroute, et qu'elles doivent être régies par les dispositions du decit commun.
  - (5) Voy. Code de commerce, art. 597 et 598.
  - (6) Voy. Code de commerce, art. 555 et 556.

t, lors même qu'il y aurait acquittet, 1º d'office sur la réintégration à sse des créanciers de tous biens, ou actions frauduleusement sous-2º sur les dommages-intérêts qui sedemandés, et que le jugement ou arbitrera.

. Tont syndic qui se sera rendu coude malversation dans sa gestion sera orrectionnellement des peines porl'article 406 du Code pénal (1).

Le créancier qui aura stipulè, soit failli, soit avec toutes autres perdes avantages particuliers à raison vote dans les délibérations de la , ou qui aura fait un traité particulier duquel résulterait en sa faveur un avantage à la charge de l'actif du failli, sera puni correctionnellement d'un emprisonnement qui ne pourra excéder une année, et d'une amende qui ne pourra être audessus de deux mille francs.

L'emprisonnement pourra être porté à deux ans si le créancier est syndic de la faillite (2).

598. Les conventions seront, en outre, déclarées nulles à l'égard de toutes personnes, et même à l'égard du failli (3).

Le créancier sera tenu de rapporter à qui de droit (4) les sommes ou valeurs qu'il aura reçues en vertu des conventions annulées.

et article remplit une lacune laissée par le commerce.

. Sevin-Moreau demandait qu'on dit expresque l'article serait applicable, alors même réancier recevrait un supplément de diviune autre personne que le failli. On lui a que tel était le sens de la disposition.

sit un besoin généralement senti, a dit rde des seaux, de faire disparaître les abus ommettaient sous plusieurs formes. Quelc'était un traité avec des créanciers qui t pas administrateurs, et qui faisaient d'un rticulier la condition de leur vote. Par ca l'actif de la faillite était dilapidé au profit ques-uns des créanciers, et, de plus, on à une majorité mensongère. C'est la preartie de l'article. Ensuite, on prévoit le cas ité qui, sans être la condition de la signaconocrdat, est dilapidateur de la masse. deuxième partie; et si le traité a été fait yndic, qui doit être le protecteur de tous, est plus forte. »

mandait qu'on exprimât, dans l'article, irrait être fait application de l'article du sal sur les circonstances atténuantes.

upporteur a répondu : « Mais c'est pour laisser itude à l'indulgence du tribunal, qu'on l'article en supprimant tout minimum.» résident : « De sorte que la condamnation ver au maximum, comme elle peut deszéro. »

lernière opinion n'est pas exacte. La peine rectionnelle, le minimum est de six jours rancs d'amende (art. 40 du Code pénal et Code d'instruction criminelle), sauf la de savoir si l'art. 463 du Code pénal, recirconstances atténuantes, peut être appril me paraft incontestable que cette appn'est pas possible; car il résulte des terart. 463 du Code pénal et des discussions u lieu en 1832, lors de la modification du al, que les circonstances atténuantes ne aire modifier les peines prononcées par artículière, que lorsque cette loi déclare sent que l'art. 463 régit ses dispositions. n Code pénal annoté

ien entendu que, dans ce cas, le failli n'est

illi lui-meme, a dit M. Renouard, quoiqu'il ipé au délit, doit pouvoir demander la se obligations same être exposé à une peine.

(voy. art. suivant). Le meilleur moyen de fairet cesser le fléau des arrangemens particuliers, n'est-lâ pas de leur ûter toute garantie, et de ne laisen, pour celui qui les a exigés, aucune précaution possible de sécurité? Il faut intéresser le failli à faire tomber de pareils açtes, auxquels il ne peut avoir conrents librement.

(3) Voy. notes sur l'art. précédent.

(A) C'est-à-dire au failli, si, ayant obtenu un concordat, il a fait ce sacrifice sur l'actif de la masse, on à l'aide de ressources particulières, et cette somme alors servira à remplir les obligations du concordat; à l'anion, si les avantages particuliers proviennent du failli; aux parras ou amis qui auront fourni les deniers, s'il s'agit de sommes données pour pris d'un vote dans les délibérations de la faillite. (Rapport de M. Renouard.)

M. Renexard a également pensé que tout créan-

M. Renezard a également pensé que tont créancier qui interviendra comme partie principale an comme partie intervenante, devra obtenir des dommages-intérêts. « Car, a-t-il dit, si un créancier poursuit à ses risques une annulation qui doit profiter à tous, il est juste de lui attribuer un dédommagement particulier. »

Il y a dans cette opinion un sentiment d'équité incontestable, mais qui n'a pas été assez réfléché. De qui donc le créancier obtiendra-t-il un dédens-nasquement? Ge ne peut être du tiers avec qui l'as-rangement frauduleux avait été fait, à moins que cet arrangement m'eût en effic causé ace créancier un dommage particulier et en sus de la somme qu'il aurait reçue, si l'arrangement n'avait pas eu lieu.

Je conçois que le créancier qui a agi seul dise à la masse, lorsqu'il aura réussi, voilà la somme que j'ai conquise par le procès, que j'ai soutenn seut, à mes périts et risques; je ne dois vous la readse qu'en prélevant tous mes frais et faux frais, toutes les dépenses que j'ai teiles ct dont je n'ai pas obtenu le remboursement complet. Mais ce ne seus pas le tribunal saisi de la demande en nullité de l'arrangement frauduleux qui pourra régler ainsi les droits respectifs du créancier et de la masse qui n'est pas en cause, ce sera l'objet ou d'un arrangement ou d'un procès nouveau entre le créancier et la masse.

Au surplus, cette excellente disposition met fin à toute discussion sur la question fort controversée de savoir si les engagemens contractés par le failli envers quelques uns de ses créanciers étaient valables, relativement au failli. Cela était d'eutant

599. Dans le cas où l'annulation des conyentions serait poursuivie par la voie civile, l'action sera portée devant les tribunaux de commerce.

600. Tous arrêts et jugemens de condamnation rendus, tant en vertu du présent chapitre que des deux chapitres précédens, seront affichés et publiés suivant les formes établies par l'article 42 du code de commerce, aux frais des condamnés (1).

CHAP. IV. — De l'administration des biens en cas de banqueroute.

F 601. Dans tous les cas de poursuite et de condamnation pour banqueroute simple ou frauduleuse, les actions civiles autres que celles dont il est parlé dans l'article 595 resteront séparées, et toutes les dispositions relatives aux biens, prescrites pour la faillite, seront exécutées sans qu'elles puissent ětre attribuées ni évoquées aux tribunaux de police correctionnelle, ni aux cours d'assises (2).

602. Seront cependant tenus, les syndics de la faillite, de remettre au ministère public les pièces, titres, papiers et renseignemens qui leur seront demandés (3).

603. Les pièces, titres et papiers délivrés

par les syndics seront, pendant le cours de l'instruction, tenus en état de communication par la voie du gresse; cette communication aura lieu sur la réquisition des syndics qui pourront y prendre des extraits privés, ou en requérir d'authentiques, qui leur seront expédiés par le greffler.

Les pièces, titres et papiers dont le dépôt judiciaire n'aurait pas été ordonné seront, après l'arrêt ou le jugement, remis aux syndics, qui en donneront décharge (4).

TITRE III. — De la réhabilitation.

604. Le failli qui aura intégralement acquitté en principal, intérêts et frais, toutes les sommes par lui dues, pourra obtenir sa réhabilitation.

Il ne pourra l'obtenir, s'il est l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite, qu'après avoir justifié que toutes les dettes de la société ont été intégralement acquittées en principal, intérêts et frais. lors même qu'un concordat particulier lui aurait été consenti (3).

605. Toute demande en réhabilitation sera adressée à la Cour royale dans le ressort de laquelle le failli sera domicilié. Le demandeur devra joindre à sa requête les quittances et autres pièces justificatives(6).

plus nécessaire qu'en recherchant avec soin les monumens de la jurisprudence, on s'aperçoit avec peine que le plus grand nombre était favorable à la validité des actes. Voy. notamment arrêts de la Cour de cassation du 11 avril 1831, du 19 juin 1832 et du 9 mai 1834; Sirey, 31. 1. 289, 32. 1. 529; 34. 1. 323. Il y a aussi plusieurs arrêts de Cour royale dans ce sens; mais je crois que les traités faits après le concordat, à une époque où le failli a recouvré la libre disposition de ses biens, seraient valables, non à l'égard des créanciers, mais à l'égard du failli. Sans doute de semblables engagemens, quoique réalisés après le concordat, auront souvent été formés avant; et on éludera ainsi la disposition de la loi; on pourra même, en post-datant les obligations, assurer la fraude. Pourtant il est impossible de ne pas reconnaître qu'un failli peut, lorsqu'il a cté remis en possession de ses biens, prendre un engagement volable envers un de : es anciens créanciers. Les tribunaux devront donc s'attacher à examiner à quelle époque et dans quelle intention les obligations ont été contractées, et ils valideront celles qui n'auront pas été faites en fraude de la disposition du présent article.

(1) Voy. Code comm., art. 592 et 599.

(2) C'est la rédaction du Code de commerce sauf qu'on a supprimé le mot attirées de l'art. 600 comme inutile.

(3) Voy. Code comm., art. 601.
(4) Voy. Code comm., art. 602 et 603.

(5) On a proposé de remplacer le deuxième paragraphe de l'article, par un autre ainsi conçu : " Il pourra l'obtenir également, si, ayant été mis e en faillite comme membre d'une société en non e collectif, il justifie avoir paye le montant des · dettes de cette société, au prorata de son intérêt · social, et qu'il rapporte la preuve que les créan-

ciers ont renoncé en sa faveur à la solidarité. Cette disposition aurait détruit le principe de la solidarité ; elle a été rejetée.

Un amendement dans le même seus, présenté en 1835, fut égalèment repoussé.

On argumentait alors comme aujourd'hui des termes de l'art. 531. Voy. les notes sur cet article.

En 1835, un doute s'était élevé sur la question de savoir si le failli qui n'aurait pas été déclaré excusable par le tribunal de commerce pourrait être réhabilité. On faisait remarquer que les art. 517 et 537 portaient que le tribunal de commerce declarait si le failli était excusable et susceptible d'être n'habilité. Donc, disait on, si cette déclaration n'est pas intervenue, la réhabilitation est impossible ; mais on a généralement reconnu que si cette induction pouvait résulter des articles eités, sous l'empire du Code de commerce qui contenait une semblable disposition, on n'avait point fait dépendre la réhabilitation de l'excusabilité déclarée. On a ajouté que telle n'était pas non plus la pensée de la loi actuelle ; qu'il serait étrange que le besmerontier simple pût être réhabilité et que la réhadicrouter simple par de la failli non déclaré excessable. Maintenant le doute n'est plus possible. L'art. 538 dit bien que le tribunal déclarera si le failli est ou non excusable, mais il n'ajoute rien relativement à la réhabilitation, qui, par conséquent, ne peut plus être considérée comme subordonnée à la déclaration du tribunal, sur la question de savoir si le fuilli est excusable. Les effets de cette déclaration sont indiqués dans l'art. 539. Voy. Code comm., art. 605.

(6) Yoy. Code de commerce, art. 604.

16. Le procureur général près la Courile, sur la communication qui lui aura àite de la requête, en adressera des extons certifiées de lui au procureur du roi président du tribunal de commerce du icile du demandeur, et, si celui-ci a 1gé de domicile depuis la faillite, an aureur du roi et au président du tribude commerce de l'arrondissement où a eu lieu, en les chargeant de rellit tous les renseignemens qu'ils pourse procurer sur la vérité des faits 1sés (1).

17. À cet effet, à la diligence tant du ureur du roi que du président du triil de commerce, copie de la dite requête ra affichée pendant un délai de deux ;, tant dans les salles d'audience de ue tribunal qu'à la bourse et à la on commune, et sera insérée par exdans les papiers publics (2).

8. Tout créancier qui n'aura pas été intégralement de sa créance en prinintérêts et frais, et toute autre parntéressée, pourra, pendant la durée affiche, former opposition à la réhabion par simple acte au greffe appuyé 
iéces justificatives. Le créancier oppone pourra jamais être partie dans la 
édure de réhabilitation (3).

9. Après l'expiration de deux mois, ocureur du roi et le président du tril de commerce transmettront, chacun ément, au procureur général près la royale, les renseignemens qu'ils aurecueillis et les oppositions qui auront re formées. Ils y joindront leurs avis a demande (4).

 Le procureur général près la Cour e fera rendre arrêt portant admission jet de la demande en réhabilitation. demande est rejetée, elle ne pontra reproduite qu'après une année d'inlle (5).

6f1. L'arrêt portant réhabilitation sera transmis aux procureurs du roi et aux présidens des tribunaux auxquels la demande aura été adressée. Ces tribunaux en feront faire la lecture publique et la transcription sur leurs registres (6).

612. Ne seront point admis à la réhabilitation les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, les stellionataires, ni les tuteurs, administrateurs ou autres comptables qui n'auront pas rendu et soldé leurs comptes.

Pourra être admis à la réhabilitation le banqueroutier simple qui aura subi la peine à laquelle il aura été condamué (7).

613. Nul commerçant failli ne pourra se présenter à la bourse, à moins qu'il n'ait obtenu sa réhabilition (8).

614. Le failli pourra être réhabilité après sa mort (9).

# LIVRE I'T. - TITRE IV.

69. L'époux séparé de biens, ou marié sous le régime dotal, qui embrasserait la profession de commerçant postérieurement à son mariage, sera tenu de faire pareille remise dans le mois du jour où il aura ouvert son commerce; à défaut de cette remise, il pourra être, en cas de faillite, condamné comme banqueroutier simple (10).

# LIVRE IV. - TITER II.

635. Les tribinaux de commerce connattront de tout ce qui concerne les faillites, conformément à ce qui est prescrit au livre 3 du present Code (11).

5=12 JUIN 1838. -- Loi relative an pont de Cubzac (12). (IX, Ball. DLXXVI. n. 7418.)

Article unique. La disposition de la lei du 2 juin 1854, qui fixe l'élévation du ta-

Voy. Code comm., art. 606.

Voy. Code comm., art. 607.

Voy. Code comm., art. 608.

Voy. Code comm., art. 609.

L'art. 610 du Code de commerce portait que lemande était rejetée, elle ne pouvait plus sproduite.

Voy. Cod. comm., art. 611.

Voy. Cod. comm., art. 612 et 613.

Il n'y a point de sanction à cette disposition; 'autorité chargée de la police de la bourse at en exolure le failli non réhabilité.

Cette faculté ne résultait que du silence du de commerce. Il est bien qu'elle soit positint accordée, et par la même qu'il y ait une 'encouragement donné à la veuve on aux ent failli, à l'accomplissement d'un devoir pieux

envers la mémoire de leur mari ou de leur père. On a demandé dans quel délai.

Il a été répondu que c'était abandonné à l'honneur des héritiers.

<sup>(10)</sup> Cet article est ainsi modifié à raison des changemens qui ont été introduits dans les élémens constitutifs de la banqueroute fraudulense et de la banqueroute simple.

Voy. art. 585 et 591.

<sup>(11)</sup> L'article 635 du Code de commerce renfermait une énamération devenue inutile, poisque le législateur a pris soin de déterminer avec précision la compétence des tribunsus de commerce en matière de faillite, au fur et à mesure qu'il a percouru les plases de la procédure, et qu'il a indiqué les opérations qui doivent avoir lieu. Voy, les divers articles de la présente loi.

<sup>(12)</sup> Presentation à la Chembre des Députés le

blier du pont de Cubzac à vingt-sept métres cinquante centimètres au-dessus des plus hautes eaux, est et demeure rapportée. Le ministre des travaux publics est autorisé à traiter avec le concessionnaire du pont de Cubzac aux conditions suivantes: 1° la trayée du milieu sera établie, sur toute son étendue, à vingt-trois mètres au-dessus des plus hautes eaux. A partir des piles de cette travée, le tablier du pont aura une pente longitudinale descendante de cinq millimetres par mettre sur la seconde et la quatrième travée, et de vingt-cinq millimètres par metre sur la première et la dernière travée, de sorte que le niveau du tablier sur les culées sera à vingt mêtres au-dessus des plus hautes eaux; 20 il ne sera pas établi de passe mobile; 3º la pente des abords ne dépassera pas trois centimètres par mêtre; 4º la largeur de la voie charretière sur le tablier du pont sera au moins de cinq métres soixante et dix centimètres, et celle de chaque trottoir au moins de soixante centimètres. La largeur de la voie publique, entre les parapets, aux abords du pont, ne pourra être de moins de huit mêtres.

6 = 12 JUIN 1838. — Loi qui accorde, sur l'exercite 1838, un crédit supplémenteire de six cent mitte francs pour missions diplomatiques entraordinaires (1). (IX, Bull. DLXXVI, n. 7/19.)

Art. 1er. Il est accordé au ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères, sur les ressources de l'exercice 1838, un crédit supplémentaire de six cent mille francs (600,000 fr.) destiné à faire face aux dépenses des deux ambassadeurs chargés de nous représenter aux couronnemens de sa majesté la reine d'Angèterre et de sa majesté l'empereur d'Autriche.

2. Ce crédit est affecté au chapitre des missions extraordinaires du budget des affaires étrangères de l'exercice 4838, et devra faire partie du compte à rendre pour les déponses ordinaires dudit exercice.

6 = 12 JUIN 1838. — Loi qui autorise le département de la Dordogne à s'imposer extraordinalrement. (IX, Bull. DLXXVI, n. 7420.)

Article unique. Le département de la Dérdogne est autorisé, conformément à la

demande qu'en a faite son conseil général dans sa dernière session, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années consecutives, à partir du 1º janvier 1839, quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Le produit de cette imposition sera consacré exclusivement au service des routes départementales.

6=12 rum 1838. — Lois qui autorisent les départemens d'Eure-et-Loir, du Gers et de la Girônde, à s'imposer extraordinairément, et la département du Finistère à contracter un emprant. (IX, Bull. DLXXVI, n. 7421.)

# Première loi (Euro-et-Loir).

Article unique. Le département d'Eurect-Loir est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1857, à s'imposer extraordinairement trois centimes additionnels au principal de la contribution foncière, pendant trois années, à partir de 1839. Le produit de cette imposition extraordinaire sera exclusivement affecté aux travaux neufs des routes départementales classées et à classer.

# Deuxième loi (Finistère).

Arlicle unique. Le département du Finistere est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1837, à emprunter une somme de quatre cent mille francs, exclusivement applicable à l'achèvement de la route départementale nº 13, de Quimper à Morlaix. L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence ; le taux de l'intérêt ne pourra excéder quatre pour cent. Néanmoins, le préfet est **autorisé à traiter** de gré à gré avec la caisse des dépôts et consignitions, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser la limite ci-dessus indiquée. Il sera pourvu au sérvice des intérêts et au remboursement du capital emprunté, au moyen de prélèvemens annuels sur les fonds du budget départemental, et d'une imposition extraordinaire de un centime et demi additionnel au principal des quatre contributions directes, pendant douze amnées comsécutives, à partir de 1839.

(Mon. du 27); repport par M. de Fréville le 31 mai (Mon. du 1º juin); adoption le 2 (Mon. du 3), à la mejorité de 96 voix contre 4,

<sup>15</sup> mars (Mon. du 16); rapport per M. Cordièr le 16 avr. (Mon. du 18); discussion et adoption fe le 28 (Mon. du 29), à la majorité de 236 voix contre 27.

Présentation à la Chambre des Pairs le 16 mai (Mon. du 15); rapport par M. de Vauxclairs le 25 (Mon. du 27); adoption le 29 (Mon. du 30), à la majorité de 95 tou contré 4.

<sup>(1)</sup> Présentation à la Chambre des Députés le 2 mai ( Mon. du 4); rapport par, M. Lacrosse la 11 mai ( Mon. du 12); discussion et adoption le 16 ( Mon. du 17), à la majorité de 174 vois contre 67. Présentation à la Chambre des Pairs le 25 mai

Troisième toi (Gers).

3 II. - Fixation des crédits.

Articte unique. Le département du Gers est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1837, à s'imposer extraordinairement, en 1859 et 1840, deux centimes additionnels au principal de la contribution foncière. Le produit de cette imposition sera consacré exclusivement aux travaux neufs des routes départementales.

# Quatriome loi (Gironde).

Article unique. Le département de la Gironde est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1837, à s'imposer extraordinairement, pendant six années consécutives, à partir de 1839, un centime et demi additionnel au principal des quatre contributions directes. Le produit de cette imposition sera consacré exclusivement aux trayaux des routes départementales.

10=14 rein 1838. — Lof portant réglement définitif du budget de l'exercice 1835 (1). (1X, Bull. DLXXVII, n. 7428.)

Titre Icr. — Réglement du budget de l'exercics 1835.

#### § 100. - Fixation des dépenses.

Art. 1er. Les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1855, constatées dans les comptes rendus par les ministres, sont arrêtées, conformément au tableau A ci-annexé, à la somme de un milliard vinglquatre millions cent cinquante-neuf mille soixante et quinze francs trente-deux centimes (1,024,159,075 fr. 52 c.).

Les paiemens effectués sur le même exercice jusqu'à l'époque de sa clôture sont fixés à un milliard vingt et un millions quatrevingt-deux mille quatre cent trois francs

soixante et dix-huit centimes

(1,021,082,405 fr. 78 c.). Et les dépenses restant à payer, à trois millions soixante et seize mille six cent soixante et onzefrancs cinquante-quatre centimes (3,076,671 fr. 54 c.).

Les paiemens à effectuer pour solder les dépenses de l'exercice 1853 seront ordonnancés sur les fonds de l'exercice courant, selon les régles prescrites par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 25 mai 1854. 2. Il est accordé aux ministres, sur l'exercice 1855, pour couvrir les dépenses effectuées au-delà des crédits ouverts par la loi de finances du 23 mai 1834 et par diverses lois spéciales, des crédits complémentaires jusqu'à concurrence de la somme de deux millions deux cent huit mille cinq cent quatre-vingt-treize francs trente-sept centimes (2,208,393 fr. 37 c.).

Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par service, conformément au ta-

bleau A ci-annexe.

3. Les crédits montant à un milliard quarante-trois millions cent quatre-vingt-deux mille trente-trois francs un centime, ouverts aux ministres, conformément aux tableaux B et C ci-annexés, pour les services ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1835, sont réduits,

1º D'une somme de quatorze millions trois cent dix mille huit cent neuf francs soixante et onze centimes, non consommée par les dépenses constatées à la charge de l'exercice 1835, et qui est annulée définitivement (14,510,809 fr. 71 c.);

2º De celle de trois millions soïxante et seize mille six cent soixante et onze francs cinquante-quatre centimes, représentant les dépenses non payées de l'exercice 1835, que, conformément à l'article 1er ci-dessus, les ministres sont autorisés à ordonnancer sur les budgets des exercices coúrants (3,076,671 fr. 54 c.);

3º De celle de quatre cent cinquante-six mille quatre cent trente-huit francs vingt centimes, pour la portion non employée en 1835 des crédits à fiectés à des dépenses spéciales par les lois des 2 juin 1834 et 30 juin 1855, et dont il sera disposé sur l'exercice 1856 (456,438 fr. 20 c.);

4º Et ensin, de celle de six millions quatre cent soixante-quatre mille trois cent trois francs quinze centimes, non employéé, à l'époque de la clôture de l'exercice 1853, sur les produits affectés tant aux dépenses des ponts-et-chaussées sur produits de droits de péage spécialisés qu'au service des départemens pour les dépenses váriables, les secours en cas de grêle, incendie, etc., les dépenses cadastrales, les non-valeurs sur contributions sorcière, personnelle et mobilière; laquelle somme est transportée aux budgets des exercices 1856 et 1837, pour y recevoir la destination qui lui a été donnée

<sup>(1)</sup> Présentation à la Chambre des Députés le 8 janv. (Mon. du 9); rapport par M. Doprat le 26 avr. (Mon. du 26, supplém. A); discussion et adople 11 mai (Mon. du 12), à la majorité de 237 voix coatre 23,

Presentation à la Chambre des Pairs le 18 mai. (Mon. du 19); rapport par M. Pelet (de la Louère) le 29 mai (Mon. du 31); discussion et adoption le 31 mai (Mon. du 1" juin), à la majorité de 94 voix contre 4,

par la loi de finances du 25 mai 1834 et par la loi de réglement de l'exercice 1854. savoir:

A l'exercice 1856. 162,666 fr. 55 c. A l'exercice 1837. 6,301,636 80 Total. 6.464.303 15

Ces annulations et transports de crédits, montant ensemble à vingt-quatre millions trois cent huit mille deux cent vingt-deux francs soixante centimes, sont et demeurent divisés, par ministère et par chapitre, conformément au tableau A ci-annexé

(24,308,222 fr. 60 c.).

4. Au moyen des dispositions contenues dans les deux articles précédens, les crédits du budget de l'exercice 1855 sont définitivement sixés à un milliard vingt et un millions quatre-vingt-deux mille quatre cent trois francs soixante et dix-huit centimes (1,021,082,405 fr. 78 c.), et répartis conformément au même tableau A.

#### § III. - Fixation des recettes.

5. Les droits et produits constatés au profit de l'Etat sur l'exercice 1835 sont arrêtés, conformément au tableau D ci-annexé, et y compris l'excédant de recette de trois millions quatre cent trente-neuf mille quatre-vingt-dix-neuf francs soixante et dixhuit centimes, transporté de l'exercice 1854. à la somme de un milliard cinquante-cinq millions six cent soixante-trois mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf francs quatrevingt-deux cent. (1,055,665,799 fr. 82 c.).

Les recettes effectuées sur le même exercice jusqu'à l'époque de sa clôture sont fixées à un milliard cinquante et un millions huit cent quatre-vingt mille neuf cent vingt-sept francs vingt-cinq centimes

(1,051,880,927 fr. 25 c.).

Et les droits et produits restant à recouvrer, à trois millions sept-cent quatre-vingtdeux mille huit cent soixante et douze francs cinquante-sept cent. (5,782,872 fr. 57 c.).

Les sommes qui pourraient être ultérieurement réalisées sur les ressources affectées à l'exercice 1835 seront portées en recette an compte de l'exercice courant, au moment où les recouvremens auront lieu.

6. Sur les ressources de l'exercice 1855, arrêtées à la somme de 1,051,880,927 fr. 23 c., il est prélevé et transporté aux exercices 1836 et 1837, en conformité de l'article 5 de la présente loi, une somme de six millions quatre cent soixante-quatre mille trois cent trois francs quinze centimes, pour servir à payer les dépenses départementales restant à solder à l'époque de la clôture de l'exercice 1855, sayoir;

A l'exercice 1856. 162.666 fr. 55 c. A l'exercice 1837. 6,301,636 80 15

6,464,503 Total.

Les recettes applicables à cet exercice demeurent, en conséquence, fixées à la somme de un milliard quarante-cinq millions quatre cent seize mille six cent vingt-quatre francs dix cent. (1,045,416,624 fr. 10 c.).

S IV. - Fixation du résultat général du budget.

7. L'excédant des recettes de l'exercice 1855, arrêtées par l'article précédent à 1,045,416,624 fr. 10 c., sur les paiemens fixés par l'art. 1cr à 1,021,082,403 fr. 78 c., est réglé, conformément au tableau E ciannexé, à la somme de vingt-quatre millions trois cent trente-quatre mille deux cent vingt francs trente-deux centimes

(24,334,220 fr. 52 c.).

Cet excédant de recette est transporté el affecté au budget de l'exercice 1836.

TITRE II. - Réglement des budgets spéciaux annexes au budget general de l'Etat.

8. Les dépenses payées pendant l'exercice 1855 sur les crédits spéciaux pour travaux publics extraordinaires, accordés au ministre de l'intérieur et à celui des travaux publics et du commerce par l'article 3 de la loi du 27 juin 1833 et l'article 4 de celle du 5 juin 1834, lesquels crédits montaient à 40,297,206 fr. 75 c., sont arrêtées, conformément au tableau F ci-annexé, à la somme de vingt-six millions cent vingt-cinq mille deux cent soixante et seize francs soixante et dix centimes (26,125,276 fr. 70 c.).

Et la portion de ces crédits restant à employer à l'époque de la clôture de l'exercice 1835, montant à quatorze millions cent soixante et onze mille neuf cent trente francs cing centimes, conformément au même lableau, est transportée à l'exercice 1836, pour y recevoir la destination qui lui a élé

donnée par les lois précitées (14,171,930 fr. 05 c.).

9. Les recettes et les dépenses des services spéciaux de la Légion-d'Honneur, de l'imprimerie royale, des poudres et salpêtres, de la caisse des invalides de la marine et des monnaies et médailles, rattachées pour ordre au budget général de l'exercice 1855, demeurent définitivement arrêtées et réglées - à la somme de vingt-quatre millions cinq cent soixante et seize mille cinquante-trois francs trente-deux centimes (24,576,053 fr. 52 c.), conformément au tableau G ci-annexé.

#### Titre III. — Dispositions particulières.

10. La portion des crédits successivement ouverts sur les exercices 1855 et suivans, en vertu des dispositions de la Joi du 50 juin 1835, pour le perfectionnement de la navigation de divers fleuves et rivières, qui n'aura pas été consommée à la fin de l'exercice, pourra être reportée à l'exercice courant en conservant son affectation spéciale.

(Suivent les tableaux)

6 AVRIL = 18 JUIN 1838. -Ordonnance du roi portant autorisation de la caisse d'épargne fondée à Condé-sur-Noireau (Calvados). (1X, Bull, supp. CCCLXV, n. 12079.,

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les délibérations du conseil municipal de Condé-sur-Noireau (Calvados), en date des 22 juillet et 7 novembre 1837; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La caisse d'épargne et de prévoyance fondée à Condé-sur-Noircau, arrondissement de Vire (Calvados), est autorisée. Sont approuyés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de Condésur-Noireau, en date du 7 novembre 1837, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans

préjudice des droits des tiers.

5. La caisse d'épargne et de prévoyance de Condé-sur-Noireau sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préset du Calvados, un extrait de son état de situation arrèté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre des travaux publics. de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est chargé, etc.

6 AVRIL = 18 JUIN 1838. - Ordonnance du roi qui approuve des modifications aux statuts de la caisse d'épargne de Saint-Malo. (IX, Bull. supp. CCCLXV, n. 12080.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agricul-ture et du commerce; vu l'ordonnance royale du 26 août 1835, portant autorisation de la caisse d'épargne de Saint-Malo et approbation de ses statuts; vu les changemens proposés aux dits statuts; vu les lois du 5 juin 1835 et du 31 mars 1857, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les modifications aux art. 6. 7 et 29 des statuts de la caisse d'épargne de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé, le 21 février 1858, devant Me Dannel et son collègue, notaires à Saint-Malo, lequel acte restera déposé dans les archives du ministère des travanx publics. de l'agriculture et du commerce.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin

du Nord) est chargé, etc.

6 Avnil = 18 Juin 1838. - Ordonnance du roi que approuve des modifications aux statuts de la caisse d'épargne de Vire. (IX, Bull. supp. CCCXV, n. 12081.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; yu l'ordonnance royale du 28 mars 1835. portant autorisation de la caisse d'épargne et de prévoyance de Vire (Calvados) et approbation de ses statuts; vu les modifications proposées aux art. 3 et 5 desdits statuts; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1857, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les modifications aux art. 5 et 5 des statuts de la caisse d'épargne de Vire (Calvados) sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 10 août 1857, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

1er mai=18 juin 1838. — Ordonnance du roi por-tant autorisation de la société anonyme formée à la Rochelle sous la dénomination de Société du moulin à vapeur de la Rochelle. (IX, Bull. supp. CCCXV, n. 12032.)

Louis Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les art. 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce ; notre conseil d'Etal entendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à la Rochelle, département de la Charente-Inférieure, sous la dénomination de Société du moulin à vapeur de la Rochelle, est autorisée; sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 21 avril 1838, par-devant Me Me rin et son collègue, notaires à la Rochelle, 422

lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoguer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans pré-

judice des droits des tiers.

3. La société sera tenue d'adresser, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au préfet de la Charente-Inférieure, à la chambre de commerce et au gresse du tribupal de commerce de la Rochelle.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

17 mai=18 juin 1838. -Ord. du roi qui retire l'autorisation accordée par l'ordonnance royale du 26 janvier 1821 à la société d'assurance mutuelle contre l'incendie pour le département de Loiret-Cher. (IX, Bull. supp. CCCLXV, n. 12086.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travanx publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance royale du 26 janvier 1821 portant autorisation de la société d'assurance muluelle contre l'incendie, établie à Blois, département de Loir-et-Cher; vu les statuts de la société annexes à ladite ordonnance; vu les rapports du préset de Loir-et-Cher auxquels sont joints ceux tant du maire de la ville de Blois que du commissaire du gouvernement prés, la société; considérant que les difficultés que se sont élevées sur l'exécution des statuts de cette société et les dissensions qui en ont été la suite ont mis en évidence les vices de son organisation et la nécessité d'y remédier dans l'intérêt de l'ordre public ; que les statuts n'attribuent à aucune majorité la faculté de réclamer ou d'accepter des modifications; qu'il nous appartient, comme l'ordonnance du 26 janvier 1821 le prévoyait, de retirer une autorisation dont les conditions n'ont pas été remplies et auxquelles il ne pourrait être satisfait que par une autre organisation; notre conseil d'Etat entendu , etc.

2. Le conseil d'administration et le directeur de cette société en opéreront la liqui-

dation sous le plus bref délai.

3. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

19=23 Juin 1838. - Loi qui accorde une pension de cent mille francs à madame la comtesse de Lipona (1). (IX, Bulf. DLXXVIII, n. 7429.)

Article unique. Il est accordé à madame de Lipona une pension annuelle et viagere de cent mille francs (100,000 fr.).

Cette pension sera incessible et insaisissable, et inscrite sur le grand-livre de la dette publique, avec jouissance du 1er janvier 1838.

21=23 Juin 1838. - Loi relative à l'amélioration de plusieurs ports (2). (IX, Bull. DLXXVIII, n. 7430.)

Art. 1er. Une somme de six cent mille francs (600,000 fr.) est affectée à l'achèvement de la partie ouest de l'avant-port de commerce de Cherbourg (Manche).

2. Une somme de sept cent soixante mille francs (760,000 fr.) est affectée à l'amélioration des ports de Saint-Georges du Douhet, de la Perrotine et de Riberou (Charente-Inférieure), savoir : Port de Saint-Georges du Douhet (non compris la subvention de la localité), 200,000 fr.; port de la Perrotine, 260,000 fr.; port de Riberou, 300,000 fr. Total pareil 760,000 fr.

3. Une somme de douze cent mille francs (1,200,000 fr.) est affectée à l'amélioration du port de Bayonne (Basses-Pyrénées). Sur cette somme, deux cent cinquante mille francs (250,000 fr.) seront spécialement affectés à l'achat d'un bateau à vapeur pour 🨢 remorquage des navires.

Conformément à l'offre qu'elle en a faite, la chambre de commerce de Bayonne res-

Art. 1er. L'autorisation accordée, par l'ordonnance royale du 26 janvier 1821, à la société d'assurance mutuelle contre l'incendie pour le département de Loir-et-Cher, est retirée à dater de la publication de la présente ordonnance.

<sup>(1)</sup> Présentation à la Chambre des Députés le 7 svr. ( Mon. du 8); rapport par M. Lavieille le 10 mai ( Mon. du 20 ); discussion et adoption le 2 juin ( Mon. du 3), à la majorité de 213 voix contre 137.

Présentation à la Chambre des Pairs le 12 juin (Mon. du 13); rapport par M. de Bastard le 15 juin (Mon. du 16); adoption le 19 (Mon. du 20), à la majorité de 92 voix aontre 30,

<sup>· (2)</sup> Présentation à la Chambre des Députés le 7 avr. (Mon. du 10) ; rapport par M. d'Angeville le 7 mai (Mon. du 8); dispussion at adoption le 16 mai (Mon. du 17), à la majorité de 194 voix contre 41.

Présentation à la Chambre des Pairs le 29 mai (Mon. du 30); rapport par M. de Vauxclairs le 6 juin (Mon. du 8); discussion le 8 (Mon. du 9); adoption le 9 (Mon. du 10 et du 12), à la majorité de 108 voix contre 13.

. chargée de pourvoir à l'entretien et au ice du bateau remorqueur ; elle sera ausée, en conséquence, à percevoir à cet i, sur tous les navires qui entreront dans ort ou qui en sortiront, un droit dont uotité sera déterminée par un réglement lministration publique. Les comptes uels des recettes et dépenses seront re-, à la fin de chaque exercice, par la mbre de commerce au préfet du déparent, qui les soumettra à l'approbation ninistre des travaux publics, de l'agriure et du commerce.

Une somme de trois cept mille francs 1,000 fr.) est affectée, avec le concours pareille somme offerte par la ville de lon, à l'établissement d'un nouveau in au port de commerce de Toulon.

Sur les allocations déterminées par les :les précédens, et s'élevant à la somme le de deux millions huit cent soixante e francs (2,860,000 fr.), il est ouvert ninistre des trayaux publics, de l'agriure et du commerce, un crédit, sur rcice 1838, de quatre cent cinquante e francs (450,000 fr.), et un crédit, sur rcice 1839, d'un million cinquante e francs (1,050,000 fr.).

es crédits seront répartis de la manière

ante:

xercice 1838. - Port de Cherbourg, 000 fr.; ports de Saint-Georges du het, de la Perrotine et de Riberou, 000 fr.; port de Bayonne, 400,000 fr.; de Toulon, 100,000 fr. Total 450,000 fr. vercice 1839. - Port de Cherbourg, 000 fr.; ports de Saint-Georges du het, de la Perrotine et de Riberou, 000 fr.; port de Bayonne, 500,000 fr.; de Toulon, 450,000 fr. Total 1,050,009 f. Il sera pourvu aux dépenses autoripar la présente loi, au moyen du fonds aordinaire créé pour les travaux pu-

1=23 ggin 4638. - Ordonnance du roi qui five tarif des droits à percevoir au passage des bace Sablon et de la Bonde sur la Sèvre, commune Vix (Vendée). (IX, Bull. DLXXVIII, n. 7431.)

ouis-Philippe, etc., vu l'art. 10, titre 4 loi du 4 mai 1802 (14 floréal an 10), ernant la fixation des droits de peage bacs et passages d'eau, et l'art. 17, 1er de la loi de sinances du 20 juillet , qui maintient la perception de ces is; vu le tarif proposé par le préfet de endée, des taxes à percevoir au passage pacs du Sablon et de la Bonde, établis a Sevre, dans la commune de Vix ; ser pport de notre ministre secrétaire d'Eu département des finances, etc.

Art. 101. Le tarif annexé à la présente ordonnance pour la perception des droits au passage des bacs du Sablon et de la Bonde, sur la Sèvre, commune de Vix, département de la Vendée, est approuvé. Sont affranchis du paiement des taxes énoncées audit tarif, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires et agens des services publics qui, aux termes de l'adjudication des droits. sont appelés à jouir de l'exemption du péage.

2. Nos ministres des finances et des travaux publics (MM. Laplagne et Martin du Nord) sont chargés, etc.

(Suit le tarif.)

13 MAI=23 JUIN 1838. - Ordonnance du roi concernant les traites tipées sur le trésor public pene l'acquittement des dépenses de la marine faites dans les colonies et dans les ports étrangers. (IX : Ball. DLXXVIII, n. 7432.)

Louis Philippe, etc., vu la loi de finances du 25 mars 1817; vu le réglement du 28 octobre 1819 sur les avances faites dans les colonies aux services de la métropole; vu l'ordannance du 14 septembre 1823 ; ensemble l'instruction réglementaire du 1er janvier 1824, destinée à en assurer l'exécution dans le département de la marine : vu l'ordonnance du 7 novembre 1833, sous le contre-seing des ministres des affaires étrangères et de la marine, relative aux fonctions des consuls dans leurs rapports avec la marine militaire; vu le réglement du 22 août 1837 sur le service financier dans les colonies; considérant que le système fondé en 1819 pour acquitter, à l'aide de traites, les dépenses de la marine faites dans les colonies et dans les ports étrangera, a réalisé de notables avantages sous le double point de vue de l'économie et de l'extension du crédit public; mais que les formes suivies jusqu'à présent pour justifier de l'emploi de ces valeurs avec imputation régulière aux divers chapitres du budget comportent des amélierations sur lesquelles notre Cour des comptes a plusieurs fois appelé l'attention de nos ministres de la marine et des finances; considérant qu'il importe que toutes les dépenses publiques acquittées à l'extérieur soient soumises à des règles de comptabilité propres à en assurer, dans le moindre délai possible, la complète justification, l'apprement administratif et le jugement sur pièces par notre Cour des comples; voulant pourvoir aux moyens d'ajouter ce complément essentiel aux avantages obtenus du système établi en 1819; sur le rapport de nos ministres de la marine et des finances, etc.

Ant. 1er. Les dépenses faites à l'extérieur pour les besoins des bâtimens de guerre, nour la solde et l'entretien des troupes au comple du service marine détachées dans les colonies, et pour le rapatriement des marins naufragés, continueront d'être acquittées, lorsqu'il y aura lieu, on traites sur le trésor public. Ces traites, payables après le visa d'acceptation du ministre de la marine et des colonies, seront émises sons toute responsabilité de droit, savoir : 10 dans les colonies, par le trésorier colonial, avec, l'attache du gouverneur, du commissaire de la marine remplissant les fonctions d'ordonnateur, et du commissaire on souscommissaire chargé du contrôle; 2º dans les consulats, par le consul titulaire, avec l'attache des officiers commandans des bâtimens de guerre, toutes les fois qu'il s'agira d'acquitter des dépenses relatives auxdits bàtimens; 3º dans les pays où le roi n'entretient pas de consuls généraux ou de consuls en titre, par les officiers commandans, conjointement avec les commis d'administration sous leurs ordres.

2. Il ne devra être émis de traites qu'après la liquidation des dépenses. Toute traite qui scrait reconnue avoir été tirée par anticipation on dont le chiffre aurait excédé le montant de la dépense liquidée, motivera une action en remboursement avec

dommages et intérêts.

5. A l'expiration de chaque mois, les trésoriers coloniaux et les consuls adresseront au ministre de la marine les pières justificatives des dépenses pour lesquelles ils auront tiré des traites. Les officiers commandans, quel que soit le chiffre de traites dites traites do bord, émises par eux, conjointement avec le commis d'administration sous leurs ordres, auront soin de saisir les plus prochaînes occasions pour transmettre au ministre les pièces justificatives destinées à dégager leur responsabilité envers le trésor public.

4. Un agent comptable institué auprès du ministère de la marine sera spécialement chargé du servica. Jes traites tirées pour les dépenses de ce département. Cet agent, justiciable de la Cour des comptes, sera nommé par nous, sur la proposition de notre ministre de la marine, et avec l'agrément de notre ministre des finances.

3. L'agent comptable des traites de la marine n'agra augun maniement de fonds. Il revêtira d'un vu ban à payer les traites acceptées par le ministre de la marine. Ces traites seront payées pour son compte par le caissier central du tréson, lequel les lui romettra quittancées contre son récépissé dument controlé.

6. L'agent comptable prendra charge, dans ses écritures, du moutant des traites acquitlées; il en débiters les tireurs comme;

responsables des fonds provenant de l'emission de ces valeurs, et les créditera au fur et à mesure de la remise des pièces qui en auront justifié l'emploi; il devra poursaivre, près des bureaux de la marine et parteut où besoin sera, la liquidation définitive des dépenses faites au moyen des traites sur les divers services de ce département, ainsi que la délivrance des ordonnances ministérielles nécessaires pour en assurer la régulière imputation sur les crédits législatifs et pour les rendre admissibles par la Cour des comptes.

7. Lorsque, par sulte de l'apurement des justifications fournies à l'appui des traites, il y aura lieu à un reversement matériel, les tireurs effectueront, sur l'ordre du ministre de la marine, ce reversement dans les caisses du trésor; il en sera délivré un récépisse, dont l'agent comptable fera em-

ploi à sa décharge.

8. Avant l'expiration du premier trimestre de chaque année, l'agent comptable dressera le compte de ses opérations pour l'année précédente, et le présentera à la vérification des ministères de la marine et des finances et au jugement de la Cour des

comptes.

9. L'agent comptable sera tenu de fournir un cautionnement dont le montant est fixé à trente nitle francs, et devra être réalisé, soit en numéraire, soit en rentes cinq, quatre et demi et quatre pour cent au pair, ou en rentes trois pour cent au teux de soixante et quinze francs, conformément à l'ordonnance royale du 19 juin 1825.

10. L'agent comptable sera soumis aux réglemens et instructions concernant le service et la comptabilité des payeurs du trésor. Il sera rétribué sur les fonds généraux du budget de la marine : son traitement annuel est fixé à la somme de sia mille francs ; il lui est alloué, en outre, deux mille francs par an, à titre d'abounement, pour tous frais d'écriture et de bureau

11. Nos ministres de la marine et des finances (MM. Rosamel et Laplagne) sont chargés, etc.

22 MAI = 23 JUIN 1838. — Ordonnance du roi sur l'organisation de l'école des langues orientales vivantes. (IX, Ball. DLXXVIII, n. 7533.)

Louis-Philippe, etc.; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, etc.

Art. 1er. L'école des langues orientales vivantes comprend sept cours, savoir : l'arabe littéral, le persan, le turc, l'arménien, le grec moderne et la paléographie grecque, l'arabe vulgaire et l'indoustani.

2. Les cours embrassent toute la durée de l'année classique; ils ouvrent le lendemain de la Toussaint. Les leçons ont lieu trois fois par semaine; chaque séance dure une heure. Il n'est dérogé à ces dispositions qu'après avis de l'assemblée des professeurs et par décision de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique.

3. Le cours se divise en deux semestres; les semestres sont séparés par des vacances de huit jours. Le programme est renouyelé à ces deux époques; il est à l'avance soumis

au ministre.

4. Il y a un registre sur lequel chacun des professeurs, avant de commencer son cours, doit inscrire son nom: le ministre peut toujours se le faire représenter.

5. Aucun professeur ne pourra interrompre ses fonctions sans une autorisation expresse du ministre : si des motifs graves l'obligent à se faire remplacer momentanément, il devra d'avance en prévenir le président de l'école.

6. Le président est nommé par nous et pris parmi MM. les professeurs : ses foncetions dureront cinq ans; toutefois, à l'expiration de ce délai, il peut être conservé en

7. Le président a sous son autorité la police, l'administration et la comptabilité; il nomme ou révoque les gens de service qui seraient spécialement attachés à l'école; il maintient la discipline dans les cours; il détermine le lieu où doit être déposé le registre de présence de MM. les professeurs; il confère avec le directeur de la Bibliothèque du roi sur tous les intérêts communs aux deux établissemens; il rend compte directement au ministre de tous les faits ou de toutes les propositions qui intéressent l'école; l'ordre ou la science.

8. Aussi long-temps que l'école sera annexée à la Bibliothèque du roi, le président sera, de plein droit, membre du conserva-

toire de la Bibliothéque.

9. L'école, composée de tous les profesteurs titulaires, délibère sur tout ce qui tient à l'enseignement, aux lettres orientales, à la comptabilité. A cet effet, le président la réunit régulièrement quatre fois chaque année; il y est statué sur les matières qui doivent être l'objet de chacun des cours durant les deux semestres: toutes les fois que les besoins du service parattront l'exiger, le président convoquera une assemblée extraordinaire. Les procès-verbaux de ces diverses réunions seront rédigés par le secrétaire et déposés chez le président.

10. Il y a un vice-président et un secrétaire élus par l'école parmi ses membres.

11. Les cours sont publics; toutefois

chaque professeur a un registre sur lequel les élèves peuvent se faire inscrire. Les inscriptions sont prises tous les trois mols, à partir du 2 novembre de chaque année; elles se perdent par une absence de six lecons dans le trimestre.

12. Après quatre inscriptions, il est procédé à un examen public, qui donne droit à un diplôme d'élève français ou étranger.

de l'école des langues orientales de France-Les élèves français ne peuvent obtenir ce diplôme s'ils ne sont déjà bacheliers éslettres.

CHIES

13. Après huit inscriptions, il est procédé à un second examen, qui donne droit à un diplôme d'élève de deuxième année de l'école des langues orientales de France.

14. Quand un élève a douze inscriptions, le titre de gradué français ou étranger pour les langues orientales lui est conféré à la suite d'épreuves, qui ont lieu en présence et au jugement de tous les professeurs.

15. La liste des gradués français est adressée à notre ministre des affaires étrangères, et reste déposée dans ses archives.

16. Un fonds sera fait pour rétribuer convenablement ceux des gradués français qui se voueront au dépouillement et à la traduction des livres et manuscrits orientaux de la Bibliothèque du roi.

17. Les professeurs sont nommés par nous. A dater de 1842, ils ne pourront être choisis que parmi les gradués; ils devront être Français; âgés de vingt-cinq ans et licenciés és-lettres. Leur traitement reste fixé à cinq mille francs. Les membres de l'institut peuvent être nommés professeurs des langues orientales sans autre justification.

18. Le ministre a la nomination des suppléans. Quand un professeur aura besoin d'être suppléé, il en fera la demande au président, qui saisira l'école; l'avis de l'école sera transmis au ministre avec la proposition du professeur et l'adhésion de l'école pour le choix du suppléant: le suppléant, à dater de 1842, ne pourra être pris que parmi les gradués français.

19. L'école arrêtera immédiatement le programme des examens et des concours institués aux articles 12, 13 et 14. Ce programme n'est valable qu'onze mois après avoir été arrêté; il est approuvé par le ministre, et ne peut ensuite être modifié que

sous son auterité.

20. L'école donnera son avis au ministre sur les ouvrages relatifs aux langues vivantes de l'Orient pour lesquels des souscriptions seront demandées, ainsi que sur toute ques tion de sa compétence qui lui sera adressée. L'avis motivé de l'école est transmis au ministre à la diligence du président.

21. Le cours d'archéologie institué à la

Bibliothèque du roi ne sait point par<sup>tie d</sup>e l'école des langues orientales; il continue, conformément à la loi du 20 prairial an 3 (8 juin 1795), d'être attaché au cabinet des médailles.

22. Notre ministre de l'instruction publique (M. Salvandy) est chargé, etc.

34 MAI = 26 JUIN 1838. - Ordonnance du roi portant réglement général sur la comptabilité publique. (IX, Bull. DLXXIX, n. 7437.)

Louis-Philippe, etc., vu les lois, ordonnances et réglemens sur la comptabilité publique; considérant qu'il importe de réunir les dispositions de cette législation spéciale et de les classer dans un réglement général destiné à présenter, suivant un ordre méthodique, la série des divers articles extraits de tous les actes antérieurs qui ont déterminé successivement les règles et les formes prescrites aux administrateurs et aux comptables pour la recette et l'emploi des deniers de l'Etat; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des sinances, et de l'avis de notre Conseil des ministres, etc.

Art. 1er Le service et la comptabilité des finances de l'Etat sont et demeurent soumis aux dispositions déterminées dans le réglement général dont la teneur suit.

# TITRE I er. — Comptabilité législative.

GHAPITRE Ier. — Budget général de l'Etat.

- 2. Les recettes et les dépenses publiques à effectuer pour le service de chaque exercice sont autorisées par les lois annuelles de finauces et forment le budget général de l'Etat.
- 3. Sont seuls considérés comme appartenant à un exercice les services faits et les droits acquis à l'Etat et à ses créanciers pendant l'année qui donne sa dénomination audit exercice (1).
- 4. La durée de la période pendant laquelle doivent se consommer tous les faits de recette et de dépense de chaque exercice se prolonge : 1º jusqu'au 1er mars de la seconde année, pour achever, dans la limite des cré-. dits ouverts, les services du matériel dont l'exécution n'aurait pu, d'après une déclaration de l'ordonnateur énouçant les motifs de ces cas spéciaux, être terminée avant le 34 décembre : 2º jusqu'au 31 octobre de cette seconde année, pour compléter les opé-

rations relatives au recouvrement des produits, à la liquidation, à l'ordonnancement et au paiement des dépenses (2).

3. Le budget est présenté aux Chambres avant l'ouverture de chaque exercice.

# GHAPITRE II. — Budget des recettes.

S I. Assiette et perception des produits.

6. Aucun impôt ne peut être établi ni perçu, s'il n'a été consenti par les deux Chambres et sanctionné par le roi (3).

7. Toute loi d'impôt doit être d'abord votée par la Chambre des Députés (4).

8. L'impôt foncier n'est consenti que pour un an; les impositions indirectes peuvent l'être pour plusieurs années (5).

9. La perception des deniers de l'Eiai ne peut être effectuée que par un comptable du trésor et en vertu d'un titre légalement établi.

10. Le mode de liquidation, de recouvrement et de poursuites relatif à chaque nature de perception, est déterminé par les

lois et réglemens.

11. Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois de finances, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se percoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années. contre tous receveurs, percepteurs ou indi-vidus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable (6).

# CHAPITRE III. - Budget des dépenses.

S I. - Crédits ordinaires.

12. La loi annuelle de finances ouvre les crédits nécessaires aux dépenses présumées de chaque exercice; il y est pourvu par les voies et moyens compris dans le budget des recettes.

13. Toute demande de crédits faite en dehers de la loi annuelle des dépenses doit indiquer les voies et moyens qui seront affectés aux crédits demandés (7).

14. Les ministres ne peuvent, sous feur responsabilité, dépenser au-delà des crédits ouverts à chacun d'eux (8).

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 14 septemb. 1822, art. 1e.

<sup>(2)</sup> Ordonnance du 11 juill. 1833, art. 1 ...

<sup>(3)</sup> Charte de 1830, urt. 40. 4) Idem, art. 15.

<sup>(5)</sup> Idem, art. 41.

<sup>(6)</sup> Loi du 5 mai 1818, art. 94, et lois annuelles de finances.

<sup>(7)</sup> Loi du 18 juill. 1836, art. 5.

<sup>(8)</sup> Loi du 25 mars 1817, art. 151,

15. Le ministre des finances ne peut, sous sa responsabilité, autoriser les paiemens excédant les crédits ouverts à chaque ministère (1).

16. Les ministres ne peuvent accroître, par aucune ressource particulière, le montant des crédits affectés aux dépenses de

leurs services respectifs (2).

Lorsque quelques-uns des objets mobiliers ou immobiliers à leur disposition ne peuvent être réemployés et sont susceptibles d'être vendus, la vente doit en être faite avec le concours des préposés des domaines, et dans les formes prescrites. Le produit de ces ventes est porté en recette au budget de l'exercice courant. Il est également fait recette, au hudget, de la restitution au trésor des sommes qui auraient été payées indûment ou par erreur sur les ordonnances ministérielles, et que les parties prenantes n'auraient restituées qu'après la clôture de l'exercice, et généralement de tous les fonds qui proviendraient d'une source étrangère aux crédits législatifs (3), sauf les exceptions déterminées par les réglemens spéciaux du département de la guerre et relatives aux ventes de fumiers dans les corps de troupes à cheval, aux approvisionnemens sans destination par suite de mouvemens inopinés de troupes, et aux vivres de campagne disi tribués à une armée sur le pied de guerre.

17. A l'égard des reversemens faits sur les dépenses pendant la durée de l'exercice sur lequel l'ordonnancement a cu lieu, le montant peut en être rétabli aux crédits des ministres ordonnateurs, d'après la demande qu'ils en adressent au ministre des finances, appuyée d'un récépissé du comptable qui a reçu les fonds , et d'un bordereau indiquant 🔅 1º la date et le numéro de l'ordonnance sur laquelle porte la restitution; 🗫 le payeur qui a acquitté la somme reversée; 5º les causes qui rendent nécessaire le rétablissement de cette somme au crédit du ministre

18. Les dispositions concernant les ventes d'objets mobiliers ne sont point applicables aux matériaux dont il aura été fait un réemploi dûment justifié pour les besoins du service même d'où ils proviennent.

19. Les ministres ordonnancent au profit du tresor, sur leurs erédits, les prix d'achats ou de loyers de tous les objets qui sont mis à leur disposition pour le service de leur département respectif par les autres minis-

tères (4). Le remboursement des avances que les ministères se font réciproquement est également l'objet d'ordonnances, délivrées, par les ministres auxquels les avances ont été faites, au profit de ceux qui les ont effectuées et qui doivent en obtenir le rétablissement à leur crédit.

Lorsque ce rétablissement ne peut plus avoir lieu au crédit du ministère créancier, les ordonnances de remboursement sont délivrées au profit du trésor, et il est fait recette de leur montant aux produits divers du budget de l'exercice courant.

### ·§ II. Crédits supplémentaires.

20. Les supplémens de crédits demandés par les ministres pour subvenir à l'insuffisance dûment justifiée des fonds affectés à un service porté au budget, et dans les limites prévues par la loi, doivent être autorisés par des ordonnances du roi, qui sont converties en lois à la plus prochaine session des Chambres (5).

21. Les ordonnances du roi qui, en l'absence des Chambres, ont ouvert aux ministres des crédits, à quelque titre que ce soit, ne sont exécutoires pour le ministre des sinances qu'autant qu'elles ont été renducs sur l'avis du conseil des ministres. Elles sont contre-signées par le ministre ordonnateur et insérées au bulletin des lois (6).

22. Ces ordonnances sont réunies en un seul projet de loi, pour être soumises, par le ministre des finances, à la sanction des Chambres dans leur plus prochaine session, et avant la présentation du budget (7).

23. La faculté d'ouvrir, par ordonnance du roi, des crédits supplémentaires, conformément à l'article 20 ci-dessus, n'est applicable qu'aux dépenses concernant un service voté, et dont la nomenclature est însérée, pour chaque exercice, dans la loi annuelle relative au budget des dépenses (8).

24. Lorsqu'il s'agit d'un service non compris dans la nomenclature mentionnée en l'article précédent, les ministres constatent la dépense dans leur comptabilité; mais elle ne donne pas lieu à l'ouverture d'un crédit de paiement par ordonnance royale, et elle ne doit être acquittée qu'après l'allocation du crédit par les Chambres. Les supplémens de cette nature sont', en cas d'urgence, compris distinctement dans le projet de loi relatif à la régularisation des crédits supplementaires.

<sup>(1)</sup> Loi du 25 mars 1817, art. 151.

<sup>(2)</sup> Ordonnance du 14 sept. 1822, art. 3. (3) Ordonnance du 14 sept. 1822, art. 3.

<sup>(4)</sup> Ordonnance du 14 sept. 1822, art. 4.

<sup>(5)</sup> Loi du 25 mars 1817, art. 152; loi du 24 avril 1853, art. 3,

<sup>(6)</sup> J.oi du 24 avril 1833, art. 4.

<sup>(7)</sup> Idem, art. 5.

<sup>(8.</sup> Loi du 23 mai 1834, art. 11; lois de finances subsèquentes.

23. Les crédits supplémentaires sont votés et justifiés par article (1). La justification de leur emploi par article est produite dans les comptes de chaque ministre ; le réglement législatif des crédits continue à s'opérer par chapitre.

### § III. Crédits extrogrdinaires.

26. Les services extraordinaires et urgens, dont la dépense n'aurait pas été comprise dans le montant des crédits spéciaux ouverts à chaque ministère, ne peuvent être entrepris qu'après avoir été préalablement autorisés par des ordonnances du roi, rendues dans les formes déterminées par l'article 21 ci-dessus; la régularisation de ces ordonnances est opérée conformément à l'article 22 (2).

27. La faculté d'ouvrir des crédits par ordonnance du roi, pour des cas extraordinaires et urgens, est applicable seulement à des services qui ne pouvaient pas être prévus

ct réglés par le budget (5).

28. Tout crédit extraordinaire ouvert à un ministre, pour un service non prévu au budget de son département, forme un chapitre particulier du compte général de l'exercice pour lequel le crédit a été ouvert (4).

### § IV. - Crédit s complémentaires.

29. Les supplémens nécessaires pour couvrir les insuffisances des crédits reconnues lors de l'établissement du compte définitif d'un exercice, sur des services compris dans la nomenclature indiquée en l'article 23 ci-dessus, sont provisoirement ouverts aux ministres par des ordonnances royales, dont la régularisation est proposée aux Chambres par le projet de loi de réglement de cet exercice.

A l'égard des excédans de dépense constatés en réglement d'exercice, sur des services non prévus dans la nomenclature précitée, le crédit n'est pas ouvert préalablement par ordonnance royale : la demande en est soumise directement aux Chambres, et les paiemens n'ont lieu qu'avec imputation sur les restes à payer arrêtés par la loi

de réglement.

#### S V. - Spécialité des erédits-par exercice et par chapitre.

30. Les crédits ouverts par la loi annuelle - de finances, pour les dépenses de chaque

exercice, ne peuvent être employés aux depenses d'un autre exercice (5).

51. Le budget des dépenses de chaque ministère est divisé en chapitres spéciaux; chaque chapitre ne contient que des services corrélatifs ou de même nature (6).

52. Les sommes affectées par la loi à chacun de ces chapitres ne peuvent être appliquées à des chapitres différens (7).

S VI. - Service à autoriser par des lois spéciales.

33. Nulle création, aux frais de l'Etal, d'une route, d'un canal, d'un grand poat sur un seuve ou sur une rivière, d'un ouvrage important dans un port maritime, d'un édifice ou d'un monument public, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi spéciale ou d'un crédit ouvert à un chapitre spécial du budget. La demande du premier crédit doit être nécessairement accompagnée de l'évaluation totale de la dépense (8).

34. Tous grands travaux publics, roule royales, canaux, chemins de fer, canalisa-tion de rivières, bassins et docks, entrepris par l'Etat ou par des compagnies particulières, avec ou sans péage, avec ou sans subsides du trésor, avec ou sans aliénation du domaine public, ne peuvent être esécutés qu'en vertu d'une loi qui n'est rendue qu'après une enquête administrative. Une ordonnance royale suffit pour autoriser l'exécution des routes, des canaux et chemins de fer d'embranchement de moins de vingt mille mêtres de longueur, des ponts et de tous autres travaux de moindre importance. Cette ordonnance doit également étre précédée d'une enquête. Ces enquêtes ont lieu dans les formes déterminées par reglement d'administration publique (9).

CHAPITRE IV. - Répartition des crédits législatifs.

35. Avant de faire aucune disposition sur les crédits ouverts pour chaque exercice, les ministres répartissent , lorsqu'il y a lieu, entre les divers articles de leur budget, les crédits législatifs qui leur ont été alloués par chapitre (10).

36. Cette répartition est soumise à l'approbation du roi; elle n'établit que des subdivisions administratives, et la spécialité des crédits demeure exclusivement renfermée dans les limites des chapitres légis-

latifs (11).

<sup>(1)</sup> Loi du 24 avril 1833, art. 7.

<sup>(2)</sup> Ordonnance du 1" sept. 1827, art. 3.

<sup>(3)</sup> Loi du 23 mai 1834, art. 12. (4) Loi du 24 avril 4833, art. 6.

<sup>(5)</sup> Ordonnance du 14 sept. 1832, art. 1", \$1". (6) Loi du 29 janv. 1831, art. 11, \$1".

<sup>(7)</sup> Idem, art. 12.

<sup>(8)</sup> Loi du 21 avril 1832, art. 10, 55 1 et 2

<sup>(9)</sup> Loi du 7 juill. 1833, art. 3, et ordonnaces des 28 fév. 1831 et 18 fév. 1834. (10) Loi du 25 mars 1817, art. 151, et ordon-

nance du 14 sept. 1822, art. 2. (11) Ordonnances des 14 sept, 1822, art, 5, c 1" sept. 1827, art. 5.

En conséquence, la comparaison à dans les comptes entre les crédits set les dépenses consommées contivoir lieu par chapitre, conforméliraticle 150 de la loi du 23 mars 1).

PITRE V. - Distribution mensuelle des fonds.

Chaque mois le ministre des sinances e au roi, d'après les demandes des ministres, la distribution des sonds, s peuvent disposer dans le mois sui-!).

PITRE VI. - Liquidation des dépenses.

§ I. .. Dispositions générales.

Aucune créance ne peut être liquidée arge du trésor que par l'un des miou par ses mandataires.

Les titres de chaque liquidation doifrir les preuves des droits acquis aux ers de l'Etat, et être rédigés dans e déterminée par les réglemens spée chaque service.

Aucune stipulation d'intérêts ou ssions de banque ne peut être conpar les ordonnateurs des dépenses, fit d'un fournisseur, d'un régisseur nentrepreneur, à raison d'emprunts aires ou d'avances de fonds pour tion et le paiement des services puns l'intérieur du royaume.

Aucun marché, aucune convention avaux et fournitures ne doit stipuler apte que pour un service fait (3). ompte ne doivent en aucun cas exse cinq sixièmes des droits, constatés èces régulières présentant le dé-, en quantités et en deniers, du sert (4).

#### § II. - Personnel.

aucune somme ne peut être allouée nistres, à titre de frais de premier ement, que par exception et en une ordonnance nominative et moendue conformément aux disposila loi du 24 avril 1853 (5).

tul ne peut cumuler en entier les ens de plusieurs places, emplois on sions, dans quelque partie que ce cas de cumul de deux traitemens, le moindre est réduit à moitié; en cas de cumul de trois traitemens, le troisième est, en outre, réduit au quart, et ainsi en suivant cette proportion. La réduction portée par le présent article n'a pas lieu pour les traitemens cumulés qui sont au-dessous de trois mille francs, ni pour les traitemens plus éleyés qui en ont été exceptés par les lois (6).

§ 111. - Matériel.

45. Tous les marchés au nom de l'Etat sont faits avec concurrence et publicité, sauf les exceptions mentionnées en l'article suivant (7).

46. Il peut être traité de gré à gré (8). 1° pour les fournitures, transports et travaux dont la dépense totale n'excède pas dix mille francs, ou, s'il s'agit d'un marché passé pour plusieurs années, dont la dépense annuelle n'excède pas trois mille francs; 2° pour toute espèce de fournitures de transports ou de travaux, lorsque les circonstances exigent que les opérations du gouvernement soient tenues secrètes : ces marchés doivent préalablement avoir été autorisés par le roi sur un rapport spécial; 3º pour les objets dont la fabrication est exclusivement attribuée à des porteurs de brevets d'invention ou d'importation; 4° pour les objets qui n'auraient qu'un possesseur unique; 5° pour les ouvrages et les objets d'art et de précision, dont l'exécution ne peut être confiée qu'à des artistes éprouvés; 6° pour les exploitations, fabrications et sournitures qui ne sont faites qu'à titre d'essai; 7° pour les matières et denrées qui, à raison de leur nature particulière et de la spécialité de l'emploi auquel elles sont destinées, sont achetées et choisies aux lieux de production, ou livrées sans intermédiaire par les producteurs eux-mêmes; 8° pour les fournitures, transports ou travaux qui n'ont été l'objet d'aucune offre aux adjudications, ou à l'égard desquels il n'a été proposé que des prix inacceptables; toutefois, lorsque l'administration a cru devoir arrêter et faire connaître un maximum de prix, elle ne doit pas dépasser ce maximum : 9' pour les fournitures, transports et trayaux qui, dans le cas d'urgence évidente, amenée par des circonstances imprévues, ne peuvent pas subir les délais des adjudications; 10" pour les affrétemens passés aux cours des places par l'intermédiaire

donnances des 14 sept. 1822, art 5, et 1827, art. 5. Ionnance du 14 sept. 1822, art. 6, êté du ministre de la guerre du 2 av. 1836,

êté du ministre de la guerre du 2 av. 1836,

<sup>(5)</sup> Loi du 31 janv. 1833, art. 11.

<sup>(6)</sup> Loi du 28 avril 1816, art. 73.

<sup>(7)</sup> Loi du 31 janv. 1833, art. 12, et ordonnance du 4 déc. 1836, art 1°.

<sup>(8)</sup> Ordonnance du 4 dec. 1830, art. 2.

des courtiers, et pour les assurances sur les chargemens qui s'ensuivent; 11° pour les achats de tabac ou de salpêtre indigene, dont le mode est réglé par une législation spéciale; 12° pour le transport des fonds du trésor.

47. Les adjudications publiques relatives ·à des fournitures, à des travaux, à des exploitations ou fabrications qui ne peuvent être sans inconvénient livrées à une concurrence illimitée, sont soumises à des restrictions qui n'admettent à concourir que des personnes préalablement reconnues capables par l'administration, et produisant les titres justificatifs exigés par les cahiers des charges (1).

48. Le mode d'approvisionnement des tabacs exotiques employés par l'administration est déterminé par un réglement

spécial (2).

49. Les cahiers des charges déterminent la nature et l'importance des garanties que les fournisseurs ou entrepreneurs produisent, soit pour être admis aux adjudications, soit pour répondre de l'exécution dé leurs engagemens. Ils déterminent aussi l'action que l'administration exerce sur ces garanranties, en cas d'inexécution de ces engagemens (3).

50. L'avis des adjudications à passer est publié, sauf les cas d'urgence, un mois à l'avance, par la voie des affiches et par tous les moyens ordinaires de publicité. Cet avis fait connaître: 1° le lieu où l'on pourra prendre connaissance du cahier des charges; 2º les autorités chargées de procéder à l'adjudication; 3° le lieu, le jour et l'heure

fixés pour l'adjudication (4).

51. Les soumissions sont remises cachetées, en séance publique. Lorsqu'un maximum de prix ou un minimum de rabais a été arrêté d'avance par le ministre ou par le fonctionnaire qu'il a délégué, ce maximum ou ce minimum est déposé cacheté sur le bureau à l'ouverture de la séance (5).

52. Dans le cas où plusieurs soumissionnaires offriraient le même prix, et où ce prix serait le plus bas de ceux portés dans les soumissions, il est procedé, scance tenante, à une réadjudication, soit sur de nouvelles soumissions, soit à l'extinction des feux, entre ces soumissionnaires seulement (6).

53. Les résultats de chaque adjudication sont constatés par un procès-verbal relatant

54. Il est fixé par le cahier des charges un délai pour recevoir des offres de rabais sur le prix de l'adjudication. Si, pendant ce délai, qui ne doit pas dépasser trente jours, il est fait une ou plusieurs offres de rabais d'au moins dix pour cent chacune, il est procédé à une réadjudication entre le le premier adjudicataire et l'auteur ou les 'auteurs des offres de rabais, pourvu que ces

derniers aient, préalablement à leurs offres,

satisfait aux conditions imposées par le ca-

hier des charges pour pouvoir se présenter

toutes les circonstances de l'opération (7).

aux adjudications (8). 55. Les adjudications et réadjudications sont toujours subordonnées à l'approbation du ministre compétent, et ne sont valables et définitives qu'après cette approbation, sauf les exceptions spécialement autorisées

et rappelées dans le cahier des charges (9). 56. Les marchés de gré à gré sont passés par les ministres ou par les fonctionnaires qu'ils délèguent à cet effet. Ils ont lieu: 1º soit sur un engagement souscrit à la suite du cahier des charges; 2º soit sur soumission souscrite par celui qui propose de traiter; 3º soit sur correspondance, suivant l'usage du commerce.

Il peut y être suppléé par des achats faits sur simple facture, pour les objets qui sont livrés immédiatement et dont la valeur n'excède pas cinq cents francs. Les marchés de gré à gré passés par les délégués d'an ministre, et les achats qu'ils font, sont torjours subordonnés à son approbation, à moins, soit de nécessité résultant de force majeure, soit d'une autorisation spéciale ou dérivant des réglemens; circonstances qui sont relatées dans lesdits marchés ou dans les décisions approbatives des achats (10).

57. Les dispositions précédentes ne sont point applicables aux marchés passés aux colonies ou hors du territoire français, ni aux travaux que l'administration est dans la nécessité d'exécuter en régie ou à la journée (11).

### CHAPITRE VII. - Ordonnancement des depenses.

58. Aucune dépense faite pour le compte de l'Etat ne peut être acquittée si elle n'a été préalablement ordonnancée, soit par un ministre, soit par les ordonnateurs secondaires, en vertu de ses délégations (12).

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 4 déc. 1836, art. 3.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 4.

<sup>(3)</sup> *Ldem*, art. 5.

<sup>(4)</sup> Idem, art. 6. (5) Idem, art. 7.

<sup>(6)</sup> Idém, art, 8,

<sup>(7)</sup> Ordonnance du 4 déc. 1836, art. 9.

<sup>(8)</sup> Idem, art. 10.

<sup>19</sup> Idem, art. 11.

<sup>10)</sup> Idem, art. 12. (11) Idem, art. 13.

<sup>(12)</sup> Ordonnance du 14 sept, 1822, art. 7:

39. Toute ordonnance, pour être admisé par le ministre des finances, doit porter sur un crédit régulièrement ouvert, et se renfermer dans les limites des distributions

mensuelles de fonds (1).

60. Les ordonnances des ministres se divisent en ordonnances de paiement et en ordonnances de délégation. Les ordonnances de paiement sont celles qui sont délivites directement par les ministres, au profit ou au nom d'un ou de plusieurs créanciers de l'Etat. Les ordonnances de delegation sont celles par lesquelles les ministres autorisent les ordonnateurs secondaires à disposer d'une partie de leur eredit, par des mandats de paiement, au profit ou au nom d'un ou de plusieurs creanciers de l'Etat (2).

61. Chaque ordonnance enonce l'exerelce et le chapitre de crédit auquel elle s'ap-

plique (3).

- 62. Les ministres des divers départemens joignent aux ordonnances directes qu'ils délivrent les pièces justificatives des créances ordonnancées sur le trésor; et les ordonnateurs secondaires les annexent aux bordereaux d'émission de mandats qu'ils adřessent aux payeurs. Ces pièces sont retenues par les payeurs, qui doivent procéder immédiatement à leur vérification, et en suivre, lorsqu'il y a lieu, la régularisation prés des ordonnateurs. Lorsque les mandats sont payables hors de la résidence du payeur, ces mandats doivent lui être communiqués par les ordonnateurs secondaires, avec les bordereaux d'émission et les pièces **jastificatives**, pour qu'il y appose som Visa (4).
- 63. Les ordonnateurs demeurent chargés de la remise aux ayans-droit des lettres d'avis ou extraits d'ordonnances de paiement, et des mandats qu'ils délivrent sur les caisses du trésor.
- 64. Tout extrait d'ordonnance de paiement et tout mandat résultant d'une ordonnance de délégation doivent, pour être payés à l'une des caisses du trésor public, être appuyés des pièces qui constatent que leur effet est d'acquitter, en tout ou en partie, une dette de l'Etat régulièrement justifiée (5).
- 65. Les pièces justificatives mentionnées aux articles 62 et 64 sont déterminées par nature de service dans les nomenclatures arrêtées de concert entre le ministère des

finances et les ministères ordonnateurs, et d'après les bases suivantes (5);

Pour les dépenses du personnel.

Etats d'effectifs ou états nominatifs énonçant : Solde, traite-Le grade ou l'emploi, mens, salai-La position de présence ou d'abres, indemnisence, Le service fait, tés, vacations et secours. La durée du service, La somme due en vertu des lois, réglemens et décisions.

#### Pour les dépenses du matériel.

mobiliers; Achats de denrées et matières ; Travaux de construction, d'entretien et de réparation de bâtimens, de fortifications, de routes, de ponts et cananx; Travaux de confection, d'entretien et de réparation d'effets mo-

biliers ;

Achats et loyers d'im- 1º Copies ou extraits dumeubles et d'effets / ment certifiés des ordons nances royales ou décisions ministérielles, des contrats de vente, sonmissions et proces-verbaux d'adjudication , des baux, conventions on marchés.

2º Décomptes de livraisons, de réglement et de liquidation, énonçant le service fait et la somme due pour à-compte ou pour solde.

66. Toutes les dispositions relatives aux ordonnances de paiement sont applicables aux mandats des ordonnateurs secondatres (6).

67. Les fonctions d'ordonnateur et d'administrateur sont incompatibles avec celles de comptable. Tout agent chargé d'un maniement de deniers appartenant au trésor public est constitué comptable par le seul fait de la remise desdits fonds sur sa quittance ou son récépissé; aucure manutention de ces deniers ne peut être exercée, aucune caisse publique ne peut être gérée que par un agent placé sous les ordres du ministre des finances, nommé par lui, responsable envers lui de sa gestion, et justiciable de la Cour des comptes (7).

# CHAPITRE VIII. - Paiement des dépenses.

§ Ier. - Paiemens aux créanciers de l'Etal.

68. Le ministre des finances pourvoit à ce que toute ordonnance et tout mandat de paiement qui n'excèdent pas la limite du crédit sur lequel ils doivent être imputés soient acquittés dans les délais et dans les lieux déterminés par l'ordonnateur (8).

69. Le paiement d'une ordonnance ou d'un mandat ne peut être suspendu par un

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 4 déc. 1836, art. 8.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 9.

<sup>(3)</sup> Idem, art. 11.

<sup>(4)</sup> Ordonnance du 16 nov. 1831, art. 2.

<sup>(5)</sup> Ordonnance du 14 sept. 1822, art. 10,

<sup>(6)</sup> Idem, art. 13.

<sup>7)</sup> Idem, art.17.

<sup>(8)</sup> Idem, art. 14.

payeur que lorsqu'il reconnaît qu'il y a omission ou irrégularité matérielle dans les pièces justificatives qui seraient produites. Il y a irrégularité matérielle toutes les fois que la somme portée dans l'ordonnance où le mandat n'est pas d'accord avec celle qui résulte des pièces justificatives annexées à l'ordonnance ou au mandat, ou lorsque ces pièces ne sont pas conformes aux instructions. En cas de refus de paiement, le payeur est tenu de remettre immédiatement la déclaration écrite et motivée de son refus au porteur de l'ordonnance ou du mandat, et il en adresse copie, sous la même date, au ministre des finances. Si, malgré cette déclaration, le ministre ou l'ordonnateur secondaire qui a délivré l'ordonnance ou le mandat requiert, par écrit et sous sa responsabilité, qu'il soit passé outre au paiement, le payeur y procède sans autre délai, et il annexe à l'ordonnance ou au mandat, avec une copie de sa déclaration, l'original de l'acte de réquisition qu'il a reçu. Il est tenu d'en rendre compte immédiatement au ministre des siпапсеs (1).

70. Dans les cas d'urgence, ou d'insuffisance des crédits ouverts aux ordonnateurs secondaires par les ministres de la guerre et de la marine, les mandats délivrés pour le paiement de la solde peuvent être acquittés immédiatement sur une réquisition écrite de l'ordonnateur et sauf imputation

sur le premier crédit (2).

71. Les dispositions particulières que peut nécessiter le service des armées actives sur le pied de guerre sont déterminées par des réglemens spéciaux.

SII. - Avances de fonds à des agens comptables.

72. Pour faciliter l'exploitation des services administratifs régis par économie, il peut être fait aux agens spéciaux de ces services, sur les ordonnances du ministre ou sur les mandats des ordonnateurs secondaires, des avances dont le total ne doit pas excéder vingt mille francs, à la charge par eux de produire au payeur, dans le délai d'un mois, les quittances des créanciers réels (3). Aucune nouvelle avance ne peut dans cette limite de vingt mille francs, être faite par un payeur, pour un service régi avec économie, qu'autaut que toutes les pièces justificatives de l'avance précédente lui auraient été fournies, ou que la portion de cette avance dont il resterait à justifier aurait moins d'un mois de date. Toutefois, et pour le service spécial des remontes, il

peut être fait de nouvelles avances avant l'entière justification des précédentes. pourvu que les sommes dont l'emploi reste à justifier, réunies au montant de la nouvelle avance, n'excedent pas la limite de vingt mille francs, quelle que soit la datedes avances antérieures. Les réglemens minitériels déterminent les services et établissemens régis par économie qui exigent qu'il soit fait des avances à des agens spéciaux.

73. Les dépenses faites à l'extérieur pour les besoins des bâtimens de guerre, pour la solde et l'entretien des troupes au compte du service marine détachées dans les colonies, et pour le rapatriement des marins naufragés, sout acquittées, lorsqu'il y a lieu, en traites sur le trésor public. Ces traites, payables après le visa d'acceptation du ministre de la marine et des colonies, sont émises sous toute responsabilité de droit, savoir: 1º dans les colonies, par le trésorier colonial, avec l'attache du genverneur, du commissaire de la marine remplissant les fonctions d'ordonnateur, et du commissaire ou sous-commissaire chargé du contrôle; 2º dans les consulats, par le consul titulaire, avec l'attache des officiers commandans des bâtimens de guerre, tontes les fois qu'il s'agit d'acquitter des dépenses relatives auxdits bâtimens; 30 dans les pays où le roi n'entretient pas de consuls généraux ou de consuls en titre. par les officiers commandans, conjointement avec les commis d'administration sous leurs ordres (4).

74. Il ne doit être émis de traites qu'après la liquidation des dépenses. Toute traite qui serait reconnue avoir été tirée par anticipation, ou dont le chiffre aurait excédé le montant de la dépense liquidée. motive une action en remboursement avec

dommages et intérêts (5).

73. A l'expiration de chaque mois, les trésoriers coloniaux et les consuls adressent au ministre de la marine les pièces justificatives des dépenses pour lesquelles ils ont tiré des traites. Les officiers commandans, quel que soit le chiffre des traites dites traites de bord émises par eux conjointement avec le commis d'administration sous leurs ordres, ont soin de saisir les plus prochaines occasions pour transmettre au ministre les pièces justificatives destinées à dégager leur responsabilité envers le trésor public (6).

76. Un agent comptable, institué auprès du ministère de la marine, est spécialement chargé du service des traites tirées pour les dépenses de ce département. Cet

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 14 sept. 1822, art. 15. 2) Idem, art. 16.

<sup>(3)</sup> Idem, art. 17.

<sup>(4)</sup> Ordonnance du 13 mai 1838, art. 1 ... (5) Idem, art. 2.

<sup>(6)</sup> Idem , art. 3,

t, justiciable de la Cour des comptes, nommé par le Roi, sur la proposition ninistre de la marine et avec l'agrément

ninistre des finances (1).

L'agent comptable des traites de la ne n'a aucun maniement de fonds. Il t d'un vu bon à payer les traites acceppar le ministre de la marine. Ces es sont payées pour son compte par le ier central du trésor, lequel les lui t quittancées contre son récépissé dûcontrôlé (2).

. L'agent comptable prend charge dans critures du montant des traites acquit-

Il en débite les tireurs, comme resables des fonds provenant de l'émisde ses valeurs, et les crédite au fur et esure de la remise des pièces qui en ustifié l'emploi. Il doit poursuivre près bureaux de la marine, et partout où n est, la liquidation définitive des désfaites au moyen des traites sur les services de ce département, ainsi que ivrance des ordonnances ministérielles saires pour en assurer la régulière imion sur les crédits législatifs et pour endre admissibles par la Cour des tes (3).

Lorsque, par suite de l'apurement des leations fournies à l'appui des traites, a lieu à un reversement matériel, les seffectuent, sur l'ordre du ministre marine, ce reversement dans les caisses résor; il en est délivré un récépissé l'agent comptable fait emploi à sa dé-

e (4).

L'agent comptable des traites de la ne est soumis aux réglemens et inions concernant le service et la compté des payeurs du trésor (5).

PITRE IX. — Réglement définitif du budget.

#### § I . - Dispositions générales.

Le réglement definitif des budgets bjet d'une loi particulière. Les comptes inistres sont joints à la proposition de loi (6).

Dans le cas où les Chambres seraient blées, la présentation du projet de loi il pour le réglement définitif du bud-1 dernier exercice clos et la production imptes à l'appui ont lieu dans les deux ers mois de l année qui suit la clôture de cet exercice; au cas contraîre, dans le mois qui suit l'ouverture de la session des Chambres (7).

83. La loi de réglement du budget est soumise aux Chambres dans le même cadre et la même forme que la loi de présentation du budget (8).

### § II. - Fixation des receites.

84. Le tableau du budget définitif qui est annexé au projet de loi sur le réglement de chaque exercice fait connaître, pour la recette, les évaluations de produits; les droits constatés sur les contributions et revenus publics; les recouvremens effectués, et les produits restant à recouvrer (9).

### § III. - Apurement des restes à recouvrer.

85. Le ministre des finances fait insérer chaque année, dans son compte général, des états par branche de revenus indiquant les recettes effectuées sur les restes à recouvrer à l'expiration de chaque exercice, et dont l'application a été faite aux exercices suivans (10).

86. Les sommes réalisées sur les ressources de l'exercice clos sont portées en recette au compte de l'exercice courant au moment ou

les recouvremens ont lieu (11).

#### § IV. - Fixation des dépenses.

87. Le tableau du budget désinitif qui est annexé au projet de loi sur le réglement de chaque exercice fait connaître, pour la dépense, les crédits par chapitre législatif; les droits acquis aux créanciers de l'Etat, les paiemens effectués, et les dépenses restant à payer (12).

88. Les crédits ouverts par la loi annuelle de finances pour les dépenses des départemens, des communes et autres services locaux, avec imputation sur des ressources spéciales, sont employés par les ministres ordonnateurs et réglés définitivement d'après le montant des recettes effectuées, sans qu'il y ait lieu, en sin d'exercice, d'opérer des annulations et d'accorder des supplémens de crédits pour les différences qui existeraient entre les produits réalisés et les crédits approximativement ouverts au budget. Un tableau justificatif des modifications qu'ont en conséquence éprouvées les évaluations du budget, en recette et en dépense, est joint à la proposition de loi pour le ré-

(8) Loi du 24 avril 1833, art. 11.

Ordonnance du 13 mai 1838, art. 4.

ldem , art. 5.

Idem, art. 6.

Idem, art. 7.

Idem , art. 10.

Loi du 15 mai 1818, art. 102,

<sup>(7)</sup> Loi du 9 juillet 1836, art. 11.

<sup>(9)</sup> Ordonnance du 23 décembre 1829, art. 1.

<sup>(10)</sup> Idem , art. 3.

<sup>(11)</sup> I ois de réglement définitif des budgets. (12) Ordonnance du 23 décembre 1829, act. 4".

glement définitif de l'exercice (1). Ce même document est inséré dans le compte général de l'administration des finances; il est accompagné d'un autre tableau, arrêté de consert entre le ministère des finances et les autres départemens ministériels, qui récapitule toutes les modifications que des lois spéciales ont pu successivement apporter aux prévisions du budget primitif, et qui détermine, tant pour les évaluations de recettes que pour les crédits, les nouvelles fixations législatives, devenues la base du compte définitif de l'exercice dont le réglement est proposé aux Chambres.

89. Les crédits demandés chaque année aux Chambres pour les dépenses relatives à des travaux de navigation ou de ports maritimes de commerce, auxquels sont temporairement affectés des droits spéciaux, sont établis sur le montant probable des recettes à réaliser; mais, lors du réglement de l'exercice, ces crédits, ainsi que les évaluations correspondantes de recette, sont ramenés, dans le compte à présenter aux Chambres, au montant des perceptions réellement effectuées pendant l'année (2).

### § V. \_ Chiture des crédits.

90. Toutes les dépenses d'un exercice doivent être liquidées et ordonnancées dans les neuf mois qui sulvent l'expiration de l'exercice (3).

91. L'époque de la clôture du paiement à faire par le trésor public, sur les ordonnances des ministres, est fixée au 31 octobre de la seconde année de l'exercice (4).

92. Faute par les créanciers de réclamer leur paiement avant le 31 octobre de la deuxième année, les ordonnances et mandats délivrés à leur profit sont annulés, sans préjudice des droits de ces créanclers, et sauf réordonnancement jusqu'au terme de déchéance (5).

95. Les crédits ou portions de crédits qui n'ont pas été employés à ladite époque du 31 octobre, par des paiemens effectifs, sont définitivement annulés dans la comptabilité des divers ministères, sauf le report de crédits spéciaux autorisé par les lois, ainsi que l'article suivant le détermine (6).

94. Les fonds restés disponibles en fin d'exercice sur les centimes et produits locaux affectés aux dépenses variables et aux dépenses facultatives ou extraordinaires des départemens, à celles du cadastre, des secours speciaux et des non-valeurs des contributions

foncière, personnelle et mobilière, sont transportés, par des lois de réglement de comptes, aux exercices qu'elles déterminent, et ils y conservent l'affectation qui leura été donnée par le budget (7).

95. Les fonds provenant des droits spéciaux affectés temporafrement aux travaux de navigation ou de ports maritimes de commerce, restant à employer à la fin de chaque année, sont reportés avec la même destination au compte de l'exercice suivant (8).

96. Les reports mentionnés dans les deux articles qui précèdent sont l'objet de dispositions spéciales dans la loi de réglement, et l'emploi des fonds par les ministres ordonnateurs peut avoir lieu des l'ouverture de l'exercice.

97. A l'égard des crédits qui ont pour objet le remboursement ou la répartition de produits portés en recette au budget, tels que les sommes indûment perçues, les amendes et confiscations, les taxes de plom-Dage, etc., il est établi et publié, au comple général des finances, des états dans lesquels les paiemens effectués sur chaque exercice sont rapprochés des produits auxquels ils s'appliquent, et qui désignent les budgets et les comptes où les produits ont été portés en recette.

#### § VI. - Aparement des restes à payer et déchance quinquemale des eréances sur l'Etat.

98. Les paiemens à effectuer pour solder les dépenses de l'exercice clos sont ordonnancés sur les fonds de l'exercice courant (9).

99. Les ministres sont tenus de renfermer les ordonnances à délivrer sur l'exercice courant, par rappel sur les exercices clos, dans les limites des crédits par chapitre qui ont été annulés par les lois de réglement, pour les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice. Ces ordonnances sont imputées sur un chapitre spécial ouvert pour mémoire et pour ordre au budget de chaque ministère, sans allocation spéciale. Le montant des paiemens effectués pendant le cours de chaque année, pour des exercices clos, est porté au crédit de ce chapitre et compris parmi les crédits législatifs , lors du réglement de l'exercice (10).

100. Dans le cas où des créances dûment constatées sur un exercice clos n'auraient pas fait partie des restes à payer arrêtés par la loi de réglement, il ne peut y être pourva

<sup>(1)</sup> Loi du 4 mai 1834, art. 10.

Ordonnance du 28 octobre 1836, art. 2.

<sup>(3)</sup> Ordonnance du 14 septembre 1822, art. 20. (4) Ordonnance du 11 juillet 1833, art. 1", \$1".

<sup>(5)</sup> Idem, art. 2.

<sup>(6)</sup> Ordonnance du 11 juillet 1833, art. 1", \$2.

<sup>(7)</sup> Lois de réglement définitif des budgets.

<sup>(8)</sup> Ordonnance du 28 octobre 1836, art. 3. (9) Lois de réglement définitif des budgets,

<sup>(10)</sup> Loi du 23 mai 1834, art. 8,

qu'au moyen de crédits supplémentaires,

suivant les formes réglées (1),

101. Les comptes annuels des ministres et le compte général des finances contiennent un tableau spécial qui présente, pour chacun des exercices clos et par chapitre de dépense, les crédits annulés par les lois de réglement, pour les dépenses restant à payer, les nouvelles créances qui auraient fait l'objet de crédits supplémentaires et les paiemens effectués jusqu'au terme de déchéance (2).

102. Pour le service de la dette viagère et des pensions, et pour celui de la solde et autres dépenses payables sur revues, la dépense servant de base au réglement des crédits de chaque exercice ne se compose que des paiemens effectués jusqu'à l'époque de sa clôture. Les rappels d'arrérages payés sur ces mêmes services, d'après les droits ultérieurement constatés, continuent d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant; mais, en fin d'exercice, le transport en est effectué à un chapitre special, au moyen d'un virement de crédit autorisé chaque année par une ordonnance royale, qui est soumise à la sanction des chambres avec la loi de réglement de l'exercice expiré (3).

103. Sont prescrites et définitivement éteintes au profit de l'Etat, sans préjudice des déchéances prononcées par les lois antérieures ou consenties par desmarchés ou conventions, toutes créances qui, n'ayant pas été acquittées avant la cloture des crédits de l'exercice auquel elles appartiennent, n'auraient pu, à défaut de justifications suffisantes, être liquidées, erdonnancées et payées dans un délai de cinq années, à partir de l'euverture de l'exercice, pour les créanciers domiciliés en Europe, et de six années pour les créanciers de l'exercices dant hors da territeirs auropéen (4).

104. Les dispositions de l'article précèdent ne sont pas applicables aux créances dont l'ordempancement et le peicunent n'ont pu être effectués, dans les délais déterminés, par le fait de l'administration, ou par suite de pourvois formés devant le conseil d'Etat. Tout eréancier a le droit de se faire délivrer, par le ministre compétent, un bulletin énoncant la date de sa demande et les pièces produites à l'appant (%)

duites à l'appul (5).

103. Le bulletin que l'article 10 de la loi du 29 janvier 1831 prescrit de délivrer sur la réclamation des parties intéreséses est

dressé d'après les registres ou documens authentiques qui doivent constater, dans chaque ministère ou administration, la production des titres de créances (6).

106. Aussitôt que le compte définitif d'un exercice est arrêté, les ministres ordonnateurs font dresser l'état nominatif des créances non payées à l'époque de la clôtare dudit exercice. Ils font former de semblables états pour les nouvelles créances qui seraient successivement ajontées à ce reste à payer, en vertu de crédits spéciaux ouverts conformément à l'article 9 de la loi du 25 mai 1854. Ces états sont rédigés d'après un modète uniforme et réunis, en double expédition, au ministère des finances (7).

107. Les dépenses que les comptes présentent commé restant à payer à l'époque de la clôture d'un exercice; et qui ont été autorisées par des crédits régulièrement ouverts, peuvent être ordonnancées par les ministres sur les fonds des budgels courans, avant que la loi de réglement de cet exercice ait été votée par les Chambres (8).

108. Les ministres se conforment aux régles suivantes pour l'acquittement des créances recumues postérieurement à la cloture d'un exercice, et qui s'appliqueraient à des services pour lesquels la nomenclature de la loi de finances n'aurait pas autorisé l'ouverture de crédits supplémentaires : 4" si les dépenses proviennent de services prévus au budget et dont les crédits ont été

1" si les dépenses proviement de services prévus au budget et dont les crédits ont été annulés pour une somme égale on supérieure au montant desdites dépenses, les nouveux crédits nécessaires à leur palement sont onverts par nos ordonnances, sauf régularisation à la prochaine session des Chambres; 2° s'il s'agit de dépenses excédant les crédits législatifs primitivement ouverts, les ministres constatent seulement les dépenses dans leurs comptes, et its attendent, pour les ordonnancer, que la let ait accordé les supplémens nécessaires (9).

109. Les rappels de dépenses des exercices clos imputables sur les budgets courans sont ordonnancés nominativement. Les ordonnances ne sont valables que jusqu'à la fin de l'année pendant laquelle elles ont été émises. L'annulation en a lieu d'office par les agens du trésor, et les ministres ne réordonnancent ces rappels que sur une nouvelle réclamation des eréanciers (10).

110. Les ordonnances délivrées pour rappels sur exercices clos ne sont mises en paie-

<sup>(1)</sup> Loi du 23 mai 1834, art. 9.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 10.

<sup>(3)</sup> Loi de reglement du budget de l'exercice 1834, du 8 juillet 1837, art. 9.

<sup>(4)</sup> Loi du 29 janvier 1831 , art, 9 , 5 14.

<sup>(5)</sup> Idem , ort. 10.

<sup>(6)</sup> Ordonnance du 10 février 1838, ast. 14. (7) Idem. art. 2.

<sup>(8)</sup> Idom, art. 3.

<sup>(9)</sup> Ordonnance du 10 février 1988, art. &

<sup>(10,</sup> Idem, art, 5.

ment qu'après que le ministre des finances a reconnu, au vu des états nominatifs mentionnés en l'article 106, que les créances ordonnancées s'appliquent à des crédits restés à la disposition des ministres (1).

111. A la fin de chaque année les agens du trésor adressent au ministre des finances un bordereau nominatif, par ministère, exercice et chapitre, des paiemens qu'ils ont effectués pendant l'année pour dépenses

des exercices clos (2).

112. La vérification par créance individuelle que prescrit l'article 110 ci-dessus, ainsi que la formation des états nominatifs à dresser en exécution des articles 106 et 111, n'ont pas lieu pour les arrérages des rentes perpétuelles et pour les intérêts de cautionnemens, dont la dépense résulte de titres inscrits au trésor sur les livres de la dette publique. Il n'est établi, pour ces deux services, que des bordereaux sommaires par nature de dette (3).

143. A l'expiration de la période quinquennale fixée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831 pour l'entier apurement des exercices clos, les crédits applicables aux créances restant encore à solder demeurent définitivement annulés, et l'exercice, arrivé au terme de déchéance, cesse de figurer dans la comptabilité des minis-

tères (4).

114. Les dépenses d'exercices clos que nos ministres ont à solder postérieurement à l'époque ci-dessus, et provenant, soit de créances d'individus résidant hors du territoire européen, pour lesquelles une année de plus est accordée par la loi du 29 janvier 1831, soit de créances affranchies de la déchéance dans les cas prévus par l'article 10 de la même loi, ou qui sont soumises à des prescriptions spéciales, ne sont ordonnancées qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux par articles ont été ouverts à cet effet, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1853. Ces créances sont imputées sur le budget courant, à un chapitre spécial intitulé : Dépenses des exercices périmés. Si elles n'ont pas été payées à l'époque de la clôture de l'exercice sur lequel le crédit spécial a été ouvert, ce crédit est annulé, et le réordonnancement des mêmes créances ne doit avoir lieu qu'en vertu d'un nouveau crédit également applicable au chapitre des dépenses des exercices périmés (5).

115. Il est, chaque année, rendu compte à la Cour des comptes, dans le résumé géneral des viremens de comptes, de toutes les opérations relatives à l'apurement des exercices clos. A l'appui de ce résumé général, le ministre des finances fait produire une des deux expéditions des états nominatifs dressés par les ministres ordonnateurs. des borderaux de paiemens envoyés par les agens du trésor, et les états sommaires formés pour les rentes perpétuelles et les intérêts de cautionnemens. Au moyen de ces divers documens, notre Cour des comptes vérisse lesdites opérations et constate, par ses déclarations générales, la régulière exécution des articles 8, 9 et 10 de la loi du 25 mai 1854 (6).

116. Les restes à payer compris dans les comptes des dépenses départementales, ou portés dans les budgets de ces dépenses au chapitre des exercices clos, peuvent être mandatés par les préfets sur les budgets courans ou sur ceux de reports, sans être assujettis aux formalités des articles ci-desaux créances de l'Etat, et sauf à se renfermer dans les délais prescrits par la loi pour l'admission des créances non

périmées (7).

§ VII. — Prescriptions légales, oppositions et dispositions spéciales pour la libération définitive du trésor.

117. Les arrérages de rentes perpétuelles et viagères, et les intérêts dus sur les capitaux de cautionnemens se prescrivent par cinq ans (8).

118. Les pensions dont les arrérages n'ont pas été réclamés pendant trois années, à compter de l'échéance du dernier palement, sont censées éteintes; si les pensionnaires se présentent après la révolution desdites trois années, les arrérages n'en commencent à courir qu'à compter du premier jour du semestre qui suit celui dans lequel ils ont obtenu le rétablissement de leurs pensions (9).

119. Les héritiers et ayans-cause des pensionnaires qui ne fournissent pas l'extrait mortuaire de leur auteur dans le délai de six mois, à compter de son décès, sont déchus de tous droits aux arrérages dus (10).

120. Sont également déchus de leurs

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 10 février 1838, art. 6.

<sup>(2)</sup> *Idem* , art. 7.

<sup>(3)</sup> Idem, art. 8.
(4) Idem art. 9, et loi du 10 mai 1838, art. 7.
(5) Ordonname du 40 fémine 1838, art. 40.

<sup>(5)</sup> Ordonnance du 10 février 1838, art. 10, et Joi du 10 mai 1838, art. 8.

<sup>(6)</sup> Ordonnance du 10 février 1838, art. 11.

<sup>(7)</sup> Ordonnance du 10 février 1838, art. 12.

<sup>(8)</sup> Code civil, art. 2277, avis du conseil d'Etat approuvés les 24 mars et 13 avril 1809.

<sup>(9)</sup> Arrêté du gouvernement du 15 floréal an 11,

<sup>(10)</sup> Idem , art. 10.

droits aux arrérages qui leur seraient dus, tous titulaires de pensions militaires, Français ou naturalisés Français, qui se sont absentés du royaume sans l'autorisation du Roi, lorsque cette absence est prolongée audelà d'une année. Les titulaires de pensions sur l'Etat, autres que les pensions militaires, en conservent la jouissance, quoique domiciliés hors du royaume, et ne sont pas tepus de se pourvoir d'une autorisation de résidence à l'étranger (1).

121. Le montant des cautionnemens dont le remboursement n'a pas été effectué par le trésor public, faute de productions ou de justifications suffisantes, dans le délai d'un an à compter de la cessation des fonctions du titulaire, ou de la réception des fournitures et travaux, peut être versé en capital et intérêts à la caisse des dépôts et consignations, à la conservation des droits de qui il appartiendra. Ce versement libére définitivement le trésor public (2).

122. Le montant des créances portant intérêts, et notamment de celles résultant de prix d'immeubles, liquidées à la charge de l'Etat, dont le paiement n'a pas été essectué, faute de productions ou justifications suffisantes, dans les trois mois de la liquidation ou de l'ordonnance royale intervenue sur pourvoi au conseil d'Etat, est versé, en capital et intérêts, à la caisse des dépôts et consignations, à la conservation des droits des créanciers. Ce versement libère définitivement le trésor public, et toutes les inscriptions existantes sur les immeubles sont rayées en vertu d'arrêtés du ministre des finances, qui mentionnent la date du dépôt. Cette règle, néanmoins, cesse de recevoir son application toutes les fois que le terme du paiement a été stipulé, en faveur du vendeur ou du créancier, par une clause expresse du contrat, sauf l'application des régles spéciales tracées par les articles 55, 54, 55 et 59 de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (3).

123. Les marchés, traités ou conventions à passer pour les services du matériel de la guerre doivent toujours rappeler la disposition de l'article 3 du décret du 13 juin 1806, portant que toutes réclamations relatives au service de la guerre, dont les pièces n'ont pas été présentées dans les six prois qui suivent le trimestre pendant lequel

la dépense a été faite, ne peuvent plus être admises en liquidation (4).

124. Sont définitivement acquises à l'Etat les sommes versées aux caisses des agens des postes, pour être remises à destination, et dont le remboursement n'a pas été réclamé par les ayans-droit dans un délai de huit années, à partir du jour du versement des fonds (5).

125. Toutes saisies-arrêts ou oppositions sur des sommes dues par l'Etat, toutes significations de cession ou transport desdites sommes, et toutes autres ayant pour objet d'en arrêter le paiement, doivent être faites entre les mains des payeurs, agens ou préposés sur la caisse desquels les ordonnances ou mandats sont délivrés. Néanmoins, à Paris, et pour tous les paiemens à effectuer à la caisse du payeur central du trésor public, elles sont exclusivement faites entre les mains du conservateur des oppositions au ministère des finances. Sont considérées comme nulles et non avenues toutes oppositions ou significations faites à toutes autres personnes que celles ci-dessus indiquées. Ces dispositions ne dérogent pas aux lois relatives aux oppositions à: faire sur les capitaux et intérêts de cautionnemens (6).

126. Lesdites saisies-arrêts, oppositions ou significations, n'ont d'effet que pendant cinq années, à compter de leur date, si elles n'ont pas été renouvelées dans ledit délai, quels que soient d'ailleurs les actes, traités ou jugemens intervenus sur lesdites oppositions ou significations. En consé quence, elles sont rayées d'office des registres dans lesquels elles auraient été inscrites, et ne sont pas comprises dans les certificats prescrits par l'article 14 de la loi du 19 février 1792, et par les articles 7 et 8 du décret 18 août 1807 (7).

127. Les oppositions sur cautionnemens en numéraire peuvent être faites, soit aux gresses des tribunaux civils ou de commerce dans le ressort desquels les titulaires exercent leurs fonctions, soit au trésor, au bureau des oppositions (8). Les oppositions faites aux greffes des tribunaux doivent être notifiées au trésor, pour valoir sur les intérêts de cautionnemens (9).

128. Les oppositions à faire sur les cautionnemens des titulaires inscrits sans désignation de résidence sur les livres du trésor-

<sup>(1)</sup> Loi du 11 avril 1831, art. 26, et ordonnance

du 24 février 1852, art. 1º. (2) Loi du 9 juillet 1836, art. 16. (3) Idem , art. 12

<sup>(4)</sup> Décret du 13 juin 1806, art. 3.

<sup>(5)</sup> Loi du 31 janvier 1833, art. 1".

<sup>(6)</sup> Loi du 9 juillet 1830, art. 13. (7) Idem, art. 14.

<sup>(8)</sup> Loi du 25 nivões an 13, art. 2.
(9) Avis du conseil d'Etat approuré la 12 sons 1807.

doivent être signifiées à Paris; au bureau des oppositions (1).

GHAPITRE X. - Comptes des ministres.

\$ 14. — Dispositions générales.

129. Les ministres présentent, à chaque session, des comptes imprimés de leurs opérations pendant l'année précédente (2)

180. Les comptes qui se régient par exeralco comprennent l'ensemble des opérations qui ont est lieu pour chaque service, depuis l'ouverture jusqu'à la clôture de l'exercide (3).

434. Ces comptes sont joints à la proposition de la loi particulière ayant pour objet le réglement définitif du budget expiré (4).

132. Les comptes de chaque exercice doivent toujours ette établis d'une manière uniforme, avec les mêmes distributions due l'a été le budget dudit exércice, sauf lbs dépénses imprévues qui n'y auraient pas ete mentionnées, et pour lesquelles il est fait des articles ou des chapitres additionnels et séparés (3).

155. La situation provisoire de l'exercice courant, le compte général des financos, et tous les documens à établir au 31 decembre de chaque année, doivent être publiés pundant le premier trimestre de

l'autice sullyante (8).

134. Les comptes que les ministres dolvent publier chaque année, sont établis d'après les règles el-après (7).

# SII. - Compte general de l'administration des finances:

135. Le compte amuel de l'administration des finances comprend toutes les opérations relativés au récouvrement et à l'emploi des deniers publics, et il présente la situation de tous les services de recette et de dépense au commencement et à la fin de l'année. A cut effet, ce compte général est appuyé des cinq complet de développement ci-après désignés :

1º COMPTES DES CONTRIBUTIONS ET REVE-NUS PUBLICS.

Ce compte fail confinitre, par année, par exercice, par branche de fevenus et par nature de perception, les divits constatés à la charge des redevables gue l'Esat, les reconverments effectués sur ces drons, les receivrement restant à faire, des dévelop-

pemens applicables à l'exercice expiré, et formant une partie spéciale du compte de l'administration des finances, font connaître sur chaque branche de revenus les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs, et qui ont déterminé le montant des droits percus par le trésor public.

#### 2º COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

Ce compte, qui récapitule les résultats développés dans les comptes de chaque département ministériel, présente, par année, par exercice, par ministère et par chapitre, les droits constatés au profit des créanciers de l'Etat et résultant des services faits pendant l'année, les paiemens effectués, les paiemens restant à effectuer pour solder les dépenses.

### To compte de trésorerie.

Ce compte présente, les mouvemens de fonds opérés entre les comptables des sinances ; l'émission et le retrait des engagemens à terme du trésor, les recettes et les paiemens faits pour le compte des correspondans du tresor, enfin l'excedant de recouvrement ou de palement provenant des revenus et des dépenses publiques. Ces différentes opérations sont renfermées entre les valeurs de calsse et de portefeuille existant chez les comptables des finances, au commencement et à l'expiration de l'année. Le compte du service de la trésorerie est appuyé de la situation de l'actif et du passif de l'administration des finances et de l'état de la dette flottante, à la fin de chaque année.

### 4º COMPTES DES BUDGETS.

Ge compte se compose de la situation définitive de l'exercice expiré, et de la situation provisoire de l'exercice courant. Il prisenta, d'une part, la comparaison, avec les évaluations du budget des recettes, des droits constatés à la charge ties redevablés de l'Etat et des reconvremens effectués sur ces droits; d'autre part, la comparaison, avec les crédits ouverts par le budget des dépenses, des droits constatés au profit des créanciers de l'Etat et des paiemens effectués sur les ordonnances des ministres.

5° comptes de divers services publics.

Ces comples présentent les opérations annuelles et la situation, à la fin de chaque année, des divers services qui se rattachent

(2) Loi du 28 awil 1810, art. 122, et loi du 25 ni 1817 , art. 148;

(4) Loi du 15 mai 1818, art. 102.

(8) Idem , art. 2.

<sup>(1)</sup> Décret du 25 avet 1566, et ordennance du 25 septembre 1816.

<sup>(3)</sup> Ordonnance du 10 décembre 1823, art. S.

<sup>(5)</sup> Loi du 19 juillet 1820, art. 7, et ordonnance du 1st septembre 1827, art. 7. (6) Loi du 9 juillet 1836, art. 11.

<sup>(7)</sup> Ordonnance du 10 décembre 1823, art. 1°.

directement ou indirectement à l'exécution des lois de finances. Le compte spécial de la dette inscrite et des cautionnemens est présenté distinctement, en capital et intérêts (1).

💲 III. — Comptes des dépenses de chaque ministère.

136. Les comptes que les ministres doivent publier à chaque session des Chambres développent les opérations qui ne sont que sommairement exposées dans le compte général de l'administration des finances.

Ils se composent : 1º d'un tableau général présentant, par chapitre législatif, tous les résultats de la situation définitive de l'exercice expiré, qui servent de base à la loi proposée aux Chambres pour le réglement dudit exercice; 2º de développemens destinés à expliquer, avec tous les détails propres à chaque nature de service, les dépenses constatées, les paiemens effectués et les créances restant à solder à l'époque de la clôture de l'exercice ; 3º d'un état comparatif, par chapitre, des dépenses de l'exercice expiré avec celles du budget de l'exereice précédent, expliquant les causes des différences qui ressortent de cette comparaison; 4º de la situation provisoire du budget de l'exercice courant, arrêté au 31 décembre de la première année de cet exercice; 5º du compte d'apurement que la loi du 25 mai 1834, et l'article 101 du présent réglement général, prescrivent de publier pour les exercices clos législativement arrêtés; & des comptes en matières à publier pour les divers services; 70 et enfin, des documens speciaux dont la publication est ordonnée par le titre XI ci-après. Tous les documens à preduire à l'appui du réglement définitif de l'exercice expiré forment une publication séparée pour chaque département ministériel. Les documens divers, dent les résultats sont arrêtés au 34 décembre doivent être réunis en une seule publication per int soins du ministère des finances (2).

CHAPITRE XI. — Documens spéciaux à publier par les ministres.

§ I'z. - Ministère de la justice et des cultes.

137. Chaque année la loi des comptes mentionne, par département, le nombre des remises entières ou partielles des droits de sceau qui ont été accordées (3).

🐧 II. — Ministère de l'instruction publique.

138. La liste des boursiers aux colléges

royaux est rendue publique tous les ans. et distribuée aux Chambres. Les noms des élèves sont accompagnés de leurs prénoms, lieu de naissance, et du titre sommaire à

l'obtention de la bourse (4). 139. Le rapport dont la publication est prescrite par l'article 13 de la loi du 28 juin 1833 est accompagné d'un état présentant par département l'indication des recettes et des dépenses allouées pendant l'année précédente pour l'instruction primaire. L'& tat des recettes indique d'une manière distincte les fonds provenant des votes des conseils municipaux et des conseils généraux, et coux qui proviennent des impositions établies par ordonnance royale. L'état des dépenses indique les diverses natures de dépenses, en distinguant les dépenses obligatoires des dépenses facultatives. Ce rapport et cet état sont distribués aux Chambres dans les deux premiers mois de l'exercice (5).

S III. - Ministère de l'intérieur.

140. Il est présenté aux Chambres. dans les premiers mois de chaque session, un tableau détaillé des impositions extraordinaires et des emprunts qui pésent sur les communes dont le revenu excède cent mille francs, sur les arrondissemens et sur les départemens. Ce tableau indique les motifs qui ont rendu ces impositions et emprunts nécessaires, la date des lois ou ordonnances qui les ont autorisés, le montant des emprunts, le nombre des centimes, leur durée, leurs produits et leur emploi. Le tableau exigé par cet article doit être compris d'année en année, dans la situation provisoire de l'exercice courant (6).

141. A chaque session législative, et au moment de la présentation du budget, il est distribué aux Chambres un état indiquant les communes en faveur desquelles il aura été fait usage, dans l'année précédente, de la faculté accordée par l'article 149 de la loi du 28 avril 1816, d'établir des droits d'octroi supérieurs à ceux qui sont perçus aux entrées des villes au profit du trésor (7).

S IV. - Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

142. Il est fait et présenté aux Chambres, chaque année, par le ministre ordonnateur un rapport séparé sur chacun des canaux, entrepris en vertu des lois : ce rapport contient l'état des travaux exécutés et celui des sommes dépensées (8).

143. Il est distribué aux Chambres, à l'ou-

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 10 décembre 1823, art. 2.

<sup>(2)</sup> Idem, art. A. (3) Loi du 21 avril 1832, art. 2.

<sup>(4)</sup> Idem , art. 9.

<sup>(5)</sup> Loi du 18 juillet 1836, art. 3. (6) Idem, art. 7.

<sup>(7)</sup> Loi du 24 mai 1834, art. 25.

<sup>(8)</sup> Loi du 14 août 1822, art. 9.

verture de chaque session, un tableau qui fait conhaître : 1º le nom, la demeure et la profession des parens des élèves admis dans l'année, à titre de boursiers, soit à Angers, soit à Châlons; 2º les diverses natures de machines, d'appareils de meubles et d'ustensiles exécutés par les élèves et leurs prix moyens (1).

144. Il est publié annuellement un compte rendu des travaux métallurgiques, minéralogiques et géologiques que les ingénieurs des mines auront exécutés, dirigés ou surveillés. A l'ouverture de chaque session, ces comptes sont distribués aux membres des

deux Chambres (2).

143. A l'appui de la loi des comptes, et pour chaque exercice , il est présenté aux Chambres un tableau spécial des travaux **exé**cutés **peu**r le perfectionnement de la navigation des rivières, aînsi que du montant des sommes fournies par le tréser public et

par les propriétaires riverains (3).

146. Il est, chaque année, distribué aux Chambres un rapport sommaire sur la situation et les opérations des caisses d'épargne. Ce'rapport est suivi d'un état général des sommes votées ou données, par les conseils généraux, les conseils municipaux et les citoyens, pour subvenir au service des frais des caisses d'épargne (4).

147. Chaque année il est rendu aux Chambres un compte spécial de la situation des travaux exécutés pour la continuation des lacunes des routes royales et du montant des sommes dépensées. Ce compte doit rappeler les allocations faites pour les lacunes avant la

loi du 25 mai 1856 (5).

143. Il est rendu chaque année aux Chambres, pour les travaux extraordinaires exécutés en vertu de lois spéciales, un compte particulier qui rappelle les allocations accordées pour chaque nature de travaux ou entreprises; ce compte doit présenter les dépenses faites et celles qui restent à faire pour leur achévement (6).

### S V. - Ministère de la guerre.

149. Chaque année il est distribué aux Chambres des documens statistiques propres à faire connaître la situation commerciale et agricole de la régence d'Alger, ainsi que le mouvement de ses hôpitaux militaires (7).

150. A l'ouverture de chaque session il est distribué aux Chambres un tableau qui

fait connaître : 1º le rang d'admission des élèves boursiers à l'école royale polytechnique; 2º les noms, demeures et professions de leurs parens (8).

#### S VI. - Ministère des finances.

151. Le tableau de répartition du fonds commun du cadastre, créé par l'article 21 de la loi du 31 juillet 1821, est distribué

annuellement aux Chambres (9).

152. Le gouvernement fait distribuer aux Chambres le tableau de toutes les propriétés immobilières appartenant à l'Etat, tant à Paris que dans les départemens, et qui sont affectées à un service public quelconque. Ce tableau doit contenir la date de l'affectation et l'indication de l'usage auquel chaque propriété est consacrée, ainsi que sa valeur approximative (10).

153. Le gouvernement présente annuellement aux Chambres un état des concessions faites en vertu de la loi du 20 mai 1836 (autorisant la cession des terrains domaniaux usurpés). Cet état indique les noms et domiciles des concessionnaires, la contenance approximative des terrains concédés, leur prix d'estimation et le prix moyennant lequel les concessions ont été faites (11).

154. Il est présenté aux Chambres un compte général, par département, de la distribution du fonds de dégrèvemens et non-valeurs pour l'exercice expiré (12).

#### S VII. — Services speciaux.

135. Les recettes et les dépenses des services spéciaux de l'imprimerie royale, des chancelleries consulaires, des poudres et salpêtres, de la fabrication de la monnaie et des médailles, sont portées pour ordre dans les tableaux du budget général de l'Etat; ces services spéciaux sont soumis à toutes les règles prescrites par les lois de finances pour les crédits supplémentaires et le réglement définitif du budget de chaque exercice. Les budgets et les comptes détaillés de ces services sont annexés respectivement aux budgets et aux comptes des départemens ministériels auxquels ils ressortissent (15).

#### § VIII. — Dispositions communes à plusieurs ministères.

156. Les livres et ouvrages gravés ou imprimés par ordre du gouvernement, ainsi que ceux auxquels il aurait souscrit, ne peuvent être distribués qu'aux bibliothèques de Paris et des départemens. Il est rendu

<sup>(1)</sup> Loi du 21 avril 1832, art. 12.

<sup>(2)</sup> Loi du 23 avril 1833, art. 5.

<sup>(3)</sup> Loi du 30 juin 1835, art. 4.

<sup>(4)</sup> Loi du 5 juin 1835, art. 12. (5) Loi du 25 mai 1836, article unique, § 2.

<sup>(6)</sup> Lois du 27 juin 1833, art. 19, et du 17 mai 1837, art. 8.

<sup>(7)</sup> Loi du 23 mai 1834, art. 5.

<sup>(8)</sup> Loi du 21 avril 1832, art. 41 et 14.

<sup>(9)</sup> Loi du 17 août 1822, art. 27.

<sup>(10)</sup> Loi du 31 janvier 1833, art. 9. (11) Loi du 20 mai 1836, art. 3.

<sup>(12)</sup> Loi du 27 juin 1817, art, 19. (13) Loi du 9 juillet 1836, art. 17.

compte aux Chambres des décisions spéciales et motivées qui en ont accordé à des individus, à titre de récompense ou pour

tout autre motif (1).

157. Les comptes des ministres chargés de la distribution des fonds consacrés à l'encouragement des sciences, des lettres et des arts, contiennent, pour en justifier l'emploi, la liste de chacun des ouvrages pour lesquels il a été souscrit, le nom de l'auteur le nombre des exemplaires achetés, la somme payée à chaque auteur, ainsi que la désignation des personnes ou des établissemens à qui on les a distribués (2). Ces comptes énoncent aussi la destination des tableaux, statues, bustes et autres objets d'art commandés ou achetés sur les mêmes fonds.

158. A chaque session, l'état des changemens survenus, dans le cours de l'année précédente, au tableau des soldes de nonactivité et traitemens de réforme, est imprimé et distribué aux Chambres. Cet état contient : 1º les noms et grades de ceux qui ont obtenu les soldes de non-activité et les traitemens de réforme ; 2° la durée et l'époque de leurs services; 3° les motifs de la concession qui leur en a été faite, et la durée des traitemens de réforme; 4° enfin, l'indication de la commune, canton et département où ils ont fixé leur domicile (3).

159. Il est fourni, chaque année, aux deux Chambres un état sommaire de tous les marchés de cinquante mille francs et audessus passés dans le courant de l'année échue. Les marchés inférieurs à cette somme, mais qui s'élèveraient ensemble, pour des objets de même nature, à cinquante mille francs et au-dessus, sont portés sur ledit état. Cet état indique le nom et le domicile des parties contractantes, la durée, la nature et les principales conditions du contrat (4).

160. Chaque année un état détaillé des logemens accordés dans les bâtimens dépendans du domaine de l'Etat est annexé à la loi des dépenses. Cet état n'est pas nominatif, mais il indique la fonction ou le titre pour lesquels le logement a été accordé (5).

161. Les comptes des matières appartenant à l'Etat sont, chaque année, imprimés et soumis aux Chambres, à l'appui des

comptes généraux (6).

162. Quant au mobilier fourni, soit par l'Etat, soit par les départemens, à des fonc-

tionnaires publics, il en est fait des inventaires qui sont déposés aux archives du ministère des finances ou au secrétariat général des préfectures (7). Ces inventaires doivent être récolés, à la fin de chaque apnée et à chaque mutation de fonctionnaire responsable, par les agens de l'administration des domaines et en présence d'un commissaire désigné par les conseils généraux, pour le mobilier appartenant aux départemens; les accroissemens et diminutions survenus dans l'intervalle d'un récolement à l'autre doivent y être consignés (8). Le mobilier des préfectures et celui des archevêchés et évêchés sont également récolés, chaque année et à chaque mutation de titulaire, par le préfet ou un conseiller de préfecture désigné par lui, assisté de deux membres du conseil général désigné d'avance par le con-

CHAPITRE XII. - Examen et contrôle administratif des comples ministériels.

163. Les comptes publiés par les ministres sont établis d'après leurs deritures officielles et appuyées sur pièces justificatives; les résultats en sont contrôlés par leur rapproehement avec ceux du grand-livre de la comptabilité générale des finances (10).

164. A la fin de chaque année le ministre des finances propose au roi la nomination d'une commission composée de neul membres choisis dans le sein de la Cour des comptes, du conseil d'Etat, et des deux Chambres législatives, laquelle est chargée d'arrêter le journal et le grand-livre de la comptabilité générale des finances, au 31 décembre, et de constater la concordance des comptes des ministres avec les résultats des écritures centrales des finances. Il est dressé procès-verbal de cette opération et la remise du procèsverbal est faite au ministre des finances, qui en donne communication aux Chambres (11).

165. Il est mis sous les yeux de la commission un tableau présentant, pour l'exercice clos dont le réglement définitif est proposé aux Chambres, la comparaison des comptes publiés par les ministres, avec les résultats des jugemens' rendus par la Cour des comptes. La commission procède à la vérification de ce tableau, qui est communiqué aux Chambres avec son rapport, par le ministre des finances (12).

<sup>(1)</sup> Loi du 23 mai 1834, art. 4.

<sup>(2)</sup> Loi du 31 janvier 1833, art. 10. (3) Loi du 25 mars 1817, art. 36. (4) Loi du 34 janvier 1838, art. 19. (5) Loi du 23 avril 1833, art. 12.

<sup>(6)</sup> Loi du 24 avril 1833, art. 10. (7) Loi du 26 juillet 1829, art. 8.

<sup>(8)</sup> Ordonnance du 3 février 1830, art. 1er, 4 et 5. (9) Ordonnances des 17 décembre 1818 et 7 avril **1819**.

<sup>(10)</sup> Ordonnancs du 10 décembre 1823, art. 6. (11) Ordonnances du 10 décembre 1823, art. 7,

et du 8 décembre 1830, art. 14. (12) Ordonnance du 10 décembre 1823, art. 8

168. Le contrôle ordonné par l'article précédent énonce distinctement les recettes et les paiemens faits pendant chaque année sur les exercices ouverts, asin que les certificats annuels de la commission puissent confirmer l'exactitude des comptes définitifs rendus, pour l'exercice expiré, par les mi-nistres de tous les départemens (1).

167. Cette commission de comptabilité vérifie et arrête, au 31 décembre de chaque année, les livres et registres tenus à la direction de la dette inscrite et servant à établir le montant des rentes et pensions subsistantes. Elle est chargée, en outre, de constater la concordance des écritures avec le compte rendu par le ministre des finances. Le résultat de ces opérations est compris dans le procès-verbal de ses travaux et distribué aux Chambres (2).

CHAPITRE XIII .- Dispositions particulières sur la dette inscrite et sur la dette flottante.

#### DETTE INSCRITE.

#### & I'. ... Dette fondie.

168. Aucune inscription pour création de rentes ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

169. Le grand-livre de la dette publique non viagère est le titre fondamental de toutes les rentes inscrites au profit des créanciers de l'Etat. Toutes les rentes inscrites au grandlivre y sont divisées et enregistrées par noms de créanciers. Le grand-livre se compose de plusieurs volumes. Le nombre des vo+ lumes et celui des séries sont déterminés par les besoins du service. Il est délivre à chaque créancier un extrait d'inscription au grand-livre (3).

170. Il ne peut être fait aucune instription sur le graud-livre pour une somme audessous de dix france, sauf l'exception prononcée pour les rentes créées en vertu de la loi du 27 avril 1825 (4).

471. Aucune inscription ne peut être effectuée sur le grand-livre, pout transfert at mutations, sans le concours de deux agens comptables, assujettis à un cautionnement et justiciables de la Cour des comptes, et sans que l'agent comptable des tremsetts et mutations n'ait admis, actus at responsable-

lité, les titres de la partie, et true celui du grand-livre n'ait procédé à la nouvelle immatricule (5).

172, Tout estrait d'inscription de rente est enregistré contradictoirement sur un double du grand-livre de la dette; il est signé par les deux agens comptables ci-dessus mentionnés et par le directeur de la dette inscrite (6). Cet extrait deit, pour former titre valable sur le trésor, être revêtu du visa du contrôle, institué par la loi du 24 ayrif 1833 (7).

173. La Cour des comptes ne prononce la libération des agens comptables de la dette inscrite, en ce qui concerne les accroissemens résultant de nouvelles inscriptions de rentes, qu'aprés avoir reconnu, 1° qu'elles n'excèdent pas les crédits législatifs sur lesquels elles ont até imputées; 2º que lesdites inscriptions ont ou lieu sur pièces régulières (8).

174. L'identité des personnes, la vérification des pièces et les qualités et les droits à la propriété sont certifiés, sous leur responsabilité, par les officiers publics que les

lois ont désignés à cet effet (9).

175. Il est ouvert au grand-livre de la dette publique, au nom de la recette générale de chaque département, celui de la Seine excepté, un compte collectif qui comprend, sur la demande des rentiers, les finscriptions individualles dont ils sont propriètaires (10).

176. Chaque receveur général tient en conséquence, comme livre auxiliaire du grandlivre du trésor, un registre spécial où sont nominativement inscrits les rentiers participant au compte collectif tenu au ministère

des finances (11).

177. Il est délivré à chaque rentier inscrit sur ce livre auxiliaire un extrait d'inscription départementale détaché d'un registre à souche et à telon. Cet extrait est signé du receyeur général, visé et contrôlé par le préfet (19).

178. Ges titres équivalent aux extraits d'inscripțion délivrés par le directeur de la dette inscrite. Ils sont transférables dans les département comme les extraits d'inscription le sont à Paris, et peuvent, à la 💝 lonté des parties, être échanges contre des entraits d'inscription directs (13).

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 10 décembre 1823, art. 9.

<sup>(2)</sup> Ordonnaties du 12 movembre 1850, art. 2. et arrêté ibiaistériel du 30 décembre 1620, aft. 2.

<sup>(3)</sup> Décret du 24 août 1793, art. 6. (4) Loi du 17 août 1822, art. 94 y stardonâthco du 16 sept. 1884, art. 17

<sup>(5)</sup> Ordonnance de 12 novembre 1886, et régle ment ministeriel du 9 docthes 1829.

<sup>(6)</sup> Reglement ministériel du 9 octobre 1832.

<sup>(7)</sup> Loi du 24 avril 1833, art. 4.

<sup>(8)</sup> Ordonnance du 12 novembré 1826 , art. 3. (9) Loi du 28 floréal an 7; et décret du 27 prairial an 10.

<sup>(10)</sup> Loi du 14 sesă 1819; art. 20.

<sup>(11)</sup> Idem , art. 2. 12) Loidu 14 dvril 1819; art. 3:

<sup>(13)</sup> Idem , art. 4.

Les receveurs généraux sont sans e de la garantie du trésor, personnt responsables envers les particuinscriptions, transferts, mutations, is et compensations qui doivent être ar ces comptables (1).

l'out propriétaire de rentes nominai autorisé à en réclamer la converrentes au porteur (2). Les extraits ptions, revêtus des signatures des imptables du grand-livre et des muet transferts, visés au contrôle et sir le directeur de la dette inscrite, alon; ils sont, sur la demande des ntéressées, rapprochés de la souche, e déposée à la direction de la dette (3).

Lés rentes au porteur sont, à la e demande qui en est faite, conin tentes nominatives. Dans ce cas iits d'inscriptions au porteur ne sont i la conversion qu'après avoir été

hes de la souche (4).

Les arrèrages dus pour rentes nomisont payes au porteur de l'extrait ption au grand-livre, sur la représenu'il en fait et sur sa quittance (3). Chaque paiement est indique au dos

rait d'inscription par l'application est faite d'un timbre énonçant le ou le semestre pour lequel le paitécu lleu, el dont il a été donné ac-

Les arrêrages des rentes au porteur payes qu'à Paris; ils sont acquittes mise du coupon détaché des extraits tion (7).

€ II. - Amortissement de la dette.

Ine caisse d'amortissement est charrachet de la dette fondée; elle cél s par six commissaires; La corbusis+ perveillance est composés d'un pair ce, président ; de deux membres de bre des Dépatés , de celui des frois a de la Cour des bomptes qui est par le roi , du gourterneur de la bant rance et du président de la chambre terre de Paris. Les nominations du France et des deux membres de M 3 des Députés sont faites par le ne liste de trois casididats présentés ambre des Pairs et de six candidata

présentés par la Chambre des Députés. Les nominations sont faites pour trois ans. Les membres sortans sont rééligibles (8).

186. En cas de remplacement de l'un des deux membres de la Chambre des Députés. la nomination est faite sur une liste de trois

candidate.

187. La caisse d'amortissement est dirigée et administrée par un directeur général auquel il peut être adjoint un sous-directeur. Il y a un caissier responsable (9).

188. Le directeur général, le sous-directeur et le caissier sont nommés par le roi. Les traitemens du directeur général, du sous-directeur et du caissier, sont fixés par le rol, sur la proposition de la commission

de surveillance (10).

189. Le directeur général est responsable de la gestion et du détournement des deniers de la caisse, s'il y a contribué ou consenti. Il ne peut être révoqué que sur une demande motivée de la commission de surveillance, directement adressée au roi (11).

190. Le caissier est responsable du maniement des deniers; il fournit un cautionnement dont le montant est réglé par une ordonnance du roi, sur la proposition de la

commission (12).

191. Son compte annuel est jugé par la Cour des comptes (13).

192. Les fonds d'amortissement se composent : 1º de ceux qui, en exécution de la lei, out été répartis au mare le franc et propertionnellement au capital nominal de chaque espèce de dette, savoir : detations annuolics findes par les lois; rentes tachetées par la taisse d'amprissement : 20 des tentes anocassivement rachetées, et dont le produit demours affecté à l'espèce de dette sur laquelle ces rachate ont en tion : 50 de la dotation spéciale qui doit être affectée à tout emarunt du moment de és créaticis, et qué ne peut être au-deseous d'un mout cent du capital nominal des rentes créées (14).

193. Les fends d'amortièsement sont versés chaque sous, par le caistier du trésor public, au cuissier de la cuisse d'amortissement (15).

194. Ils sont employés au rachat des rentes dont le cours n'est pas supérieur au páir (16).

193. Le pair se compose du capital nomi-

nances

du 14 avril 1819, art. 8. onnance du 29 avril 1831, aft. 14.

ı, art. 5.

du 22 floréal an 7, art. 5.

<sup>2 .</sup> art. 9. onnance du 29 avril 1831. du 28 avril 1816, art. 99. i, arf. 100.

<sup>(10)</sup> Loi du 28 avril 1818, art. 101.

<sup>(11)</sup> Idem, art. 102. (12) Idem, art. 103.

<sup>(12)</sup> Idem, art. 103. (13) Ordonnance du 22 mai 1816, art. 40. (14) Loi du 10 juin 1833, et lois annuelles de fi-

<sup>(15)</sup> Loi du 10 juin 1833 , art. 4. (16) Idem , art. 1".

nal, augmenté des arrérages échus du semestre courant (1).

196. Le fonds d'amortissement appartenant à des rentes dont le cours serait supérieur au pair est mis en réserve. A cet effet, la portion, tant de la dotation que des rentes rachetées, applicables au rachat de ces rentes, est acquittée chaque jour à la caisse d'amortissement, en un bon du trésor portant intérêt à trois pour cent par an jusqu'à l'époque du remboursement (2).

197. Les rentes acquises par la caisse au moyen, 1° des sommes affectées à sa dotation, 2º des arrérages desdites sommes, sont immobilisées et ne peuvent, dans aucun cas ni sous aucun prétexte, être vendues ni mises en circulation, à peine de faux et autres peines de droit contre tous vendeurs et acheteurs. Lesdites rentes sont annulées aux époques et pour la quotité qui sont déterminées par une loi (3).

198. La caisse d'amortissement ne peut recevoir aucun dépôt ni consignation de

quelque espèce que ce soit (4).

199. Tous les trois mois les commissaires surveillans entendent le compte qui leur est rendu de la situation de cet établissement. Ce compte est rendu public. Ils vérifient, toutes les fois qu'ils le jugent utile, et au moins une fois par mois, l'état des caisses, la bonne tenue des écritures, et tous les détails administratifs (5).

200. La commission fait passer au directeur général les observations qu'elle juge convenables, et qui cependant ne sont point

obligatoires pour lui (6).

201. A la session annuelle des Chambres des Pairs et des Députés, le pair de France, comme commissaire du roi, au nom de la commission et en présence du directeur général, fait un rapport aux deux Chambres sur la direction morale et sur la situation matérielle de cet établissement. Ce rapport et les tableaux dont il peut être accompagné sont rendus publics (7).

202. Il ne peut, dans aucun cas ni sous aucun prétexte, être porté atteinte à la dotation de la caisse d'amortissement. Cet établissement est placé, de la manière la plus spéciale, sous la surveillance et la ga-

rantie de l'autorité législative (8).

203. Les rentes sur le grand-livre de la dette publique, acquises par la caisse d'amortissement, sont inscrites en son nom. Il est fait mention, sur les inscriptions au grand-livre, qu'elles ne peuvent être transférées; et il est en outre apposé, sur les extraits desdites inscriptions qui sont délivrés au nom de la caisse, un timbre portant ces mots : non transférable (9).

204. Les rachats que fait la caisse d'amortissement n'ont lieu qu'avec concur-

rence et publicité (10).

205. Il ne peut être disposé d'aucune partie des rentes rachetées par la caisse d'amortissement, qu'en vertu d'une loi spéciale (11).

206. Lorsque le cours des rentes redescend au pair ou au-dessous du pair, les bons délivrés par le trésor deviennent exigibles et sont remboursés à la caisse d'amortissement, successivement et jour par jour, avec les intérêts courus jusqu'au remboursement, en commençant par le bon le plus anciennement souscrit. Les sommes ainsi remboursées sont employées au rachat des rentes auxquelles appartiennent la réserve, tant que leur prix ne s'élève pas de nouveau au-dessus du pair (12).

207. Il n'est disposé du montant de la réserve possédée par la caisse d'amortissement que pour le rachat ou le remboursement de la dette consolidée. Le remboursement n'a lieu qu'en vertu d'une loi spé-

ciale (13). 208. Toutefois, dans le cas d'une négociation de rentes sur l'Etat, les bons du trésor dont la caisse d'amortissement se trouve propriétaire sont convertis, jusqu'à due concurrence du capital et des intérêts, en une portion des rentes mises en adjudication. Ces rentes sont réunies au fonds d'amortissement affecté à l'espèce de dette à laquelle appartenait la réserve, et transférées, au nom de la caisse d'amortissement, au prix et aux conditions de l'adjudication de l'emprunt : elles sont inscrites au grandlivre, avec imputation sur les crédits législatifs ouverts au ministre des finances (14).

209. Lorsqu'il s'agit de pourvoir à des dépenses extraordinaires de travaux publics. la conversion en rentes des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement peut être opérée par le ministre des finances pour la totalité des ressources nécessaires : cette opération a lieu le premier jour de chaque semestre, au cours moyen et avec jouissance du même jour, pour le capital et les intérets

<sup>(1)</sup> Loi du 10 juin 1833, art. 1''.

<sup>(2)</sup> Idem.

<sup>(3)</sup> Loi du 28 avril 1816, art. 109.

<sup>(4)</sup> Idem, art. 110.

<sup>(5)</sup> Idem, art. 112.

<sup>(6)</sup> Idem , art. 113.

<sup>(7)</sup> Idom , art. 114.

<sup>(8)</sup> Loi du 28 avril 1816, art. 115.

<sup>(9)</sup> Ordonnance du 22 mai 1816, art. 25,

<sup>(10)</sup> Loi du 1er mai 1825, art. 3.

<sup>(11)</sup> Loi du 10 juin 1833, art. 3.

<sup>(12)</sup> Idem, art. 5.

<sup>(13)</sup> Idem, art. 6. (14) Idem , art. 7.

3 du trésor dont la caisse d'amor-1t est propriétaire à chacune desdites (1).

Les rentes créées en conséquence les ci-dessus sont inscrites au nom tisse d'amortissement, et imputées rédits ouverts par les lois (2).

# § III. - Dette viagère.

# 1° RENTES.

Le grand-livre de la dette publique est le titre fondamental de tous les rs viagers de l'Etat. Les rentes viant enregistrées sur un grand-livre é de plusieurs volumes; elles sanden quatre séries ou classes, selon pre des têtes sur lesquelles les rentes

t (3). Chaque créancier y est crédité de la agère dont il est propriétaire (4).

Il est délivré aux propriétaires des lagères inscrites sur le grand-livre ait d'inscription signé par les deux omptables des mutations et transdu grand-livre et par le directeur ette inscrite (5). Cet extrait doit, rmer titre valable sur le trésor, être du visa du contrôle (6).

Il est ouvert sur le grand-livre de la ublique viagère un compte de l'Etat, lit duquel sont portées toutes les exns, afin qu'on puisse reconnaître et er, dans tous les temps, le montant inutions que la dette viagère a éprou-

Toutes les rentes rejetées du grandpur cause de non-réclamation des es pendant trois années consécutives insportées à ce même compte (8). Ces rentes peuvent être rétablies, les ayans-droit justifient au trésor existence par un certificat de vie. ablissemens n'ont lieu qu'en vertu sions ministérielles, et avec le cones deux agens comptables du granddes transferts et mutations (9). 217. Les arrérages de la dette viagère sont payés au porteur de l'extrait d'inscription, et sur sa quittance. Il est rapporté à l'appui un certificat de vie de la tête sur laquelle la rente repose (10).

218. Chaque paiement est indiqué au dos de l'extrait d'inscription, par l'application qui y est faite d'un timbre énonçant le terme ou le semestre pour lequel le paiement a eu lieu, et dont il a été donné acquit (11).

#### 2º PENSIONS.

219. Toutes les pensions à payer sur les crédits de la dette publique sont inscrites au livre des pensions (12).

220. Aucun ministre ne peut faire payer de pensions sur les fonds de son département, sauf les exceptions déterminées par les leis (13). Cette disposition est applicable à toutes les pensions qui existeraient ou scraient créées sous la dénomination de traitemens conservés, et sous quelque autre que ce soit (14).

221. Le ministre des finances ne peut faire inscrire ni payer aucune pension dont le montant dépasserait le maximum fixé par les lois, et dont la création ne lui serait pas justifiée par une ordonnance énonçant les motifs et les bases légales de la concession, et qui ait été insérée au bulletin des lois (15).

222. Les pensions imputables sur les fonds généraux de l'Etat sont (16): les pensions de l'ancien sénat et de la pairie (17); les pensions civiles (18); les pensions ecclésiastiques (19); les pensions militaires de retraite et de réforme, les pensions de veuves de militaires et les secours annuels au profit d'orphelins (20); les doublemens de solde de retraite des anciens vétérans des camps d'Alexandrie et de Juliers (21); les pensions de donataires (22); les pensions à titre de récompense nationale (25); les pensions des vainqueurs de la Bastille(24).

223. Indépendamment des crédits de paicment alloués chaque année pour les pen-

oi du 17 mai 1837, art. 3.

oi du 17 août 1835, art. 3.

pi du 23 floréal an 2, art. 41 et 46.

cm, art. 42.

oi du 23 floréal an 2, art. 61, et réglement iel du 9 octobre 1832.

oi du 24 svril 1833, art. 4.

oi du 23 floréal an 2, art. 45.

écret du 8 ventôse an 13, art. 1er.

lem , art. 2.

Loi du 22 floreal an 7, art. 6.

Idem, art. 9. Loi du 27 février 1811, art. 1", et loi du 23

<sup>17,</sup> art. 22. Idem, art. 2 et 23.

Loi du 45 mai 1818, art. 11.

Loi du 25 mars 1817, art. 25 et 26,

<sup>(16)</sup> Réglement ministériel du 9 octobre 1832, chap. 2, art. 1°.

<sup>(17)</sup> Loi du 28 mai 1829.

<sup>(18)</sup> Lois des 22 sout 1790, 31 juillet et 22 soût 1791, et décret réglementaire du 13 sept. 1806.

<sup>(19)</sup> Lois des 24 août 1799, 16 et 18 août 1792, 2 frimaire an 2, et 9 vendémiaire an 6.

<sup>(20)</sup> Lois et ordonnances du 28 fructidor an 7, 10 et 27 août 1816, 17 août 1822, 11 avril 1831 et

<sup>14</sup> et 27 août 1814, 17 août 1822, 11 avril 1831 et 19 mai 1834.

<sup>(21)</sup> Loi du 14 juillet 1819, art. 8.

<sup>(22)</sup> Loi du 26 juillet 1821.

<sup>(23)</sup> Lois et ordonnances des 13 décembre 1830, 25 août 1831, 21 avril et 13 décembre 1835, 4 septembre 1835 et 15 juin 1836,

<sup>(24)</sup> Loi du 26 avril 1853,

sions de toute nature, des crédits législatifs d'inscription, annuels ou permanens, sont ouverts pour les nouvelles concessions, en ce qui concerne les pensions civiles, les pensions militaires, les pensions à titre de récompense nationale, et les pensions des

vainqueurs de la Bastille (1).

224. Aucune pension appartenant à l'une des natures spécifiées en l'article précédent ne doit être inscrite et ne peut être imputée sur les crédits législatifs qu'en vertu de deux ordonnances distinctes autorisant, l'une la concession, l'autre l'imputation sur les crédits d'inscription. L'ordonnance de concession est rendue sur la proposition du ministre dans le département duquel les droits ont été acquis, Toute liquidation de pension faite dans un ministère entre que celui des finances est communiquée au ministre de ce département, pour y être soumise, avant la concession, aux vérifications prescrites par la loi du 25 mars 1817 et par l'ordonnance du 20 juip de la même ann L'ordonnance d'imputation sur les crédits d'inscription est toujours proposée par le ministre des finances, quel que soit le département ministériel dans lequelles droits ont été acquis (2).

225. Il n'y a pas lieu à la formalité de deux ordonnances pour les pensions de l'ancien sénat et de la paisia, les pensions exclésiastiques, les doublemens de solde des vétérans, attribués aux venves à titre de réversibilité, et les pensions de donataires. Ces pensions, n'étant plus susceptibles que de rares accroissemens, sont imputables de droit sur les prédits qui leur ont été originairement affectés. Leur inscriptions est autorisée par l'ordonnance même qui statue sur la reconnaissance du droit des parties.

226. L'agent comptable des pensions rend à la Cour des comptes un compte annuel des accroissemens et diminutions epérés pendant l'année dans les pensions inscrites

sur les fonds généraux (3).

227. La Cour des comptes ne pronence la libération de l'agent compteble des pensions, en ce qui concerne les accroissemens résultant de nouvelles inscriptions, qu'après avoir constaté, 1° que ces inscriptions n'excèdent pas les crédits législatifs sur lesquels elles ont été imputées; 2° qu'elles ont eu lieu sur pièces régulières (4).

228. Les certificats d'inscription délires par suite de la concession d'une pension, à quelque titre qué ce soit, doivant, pou être admis en paiement, être revêlus du visa du contrôle (5).

229. Les arrérages des pensions sont payés au porteur du certificat d'inscription, qui en donne son acquit. Il est rapporté l'appui de ce brevet un certificat de vie a pensionnaire, et, en cas de décès, les pièces justificatives des droits des héritien (s).

930. Chaque paiement est indiquéau de du certificat d'inscription de pension, par l'application qui y est faite d'un timbre éronçant le trimestre ou le semestre par lequel le paiement à eu lieu, et dont il a

été donné acquit (7).

231. Il ne doit êtré reçu aucune opposition au paiement des arrérages de pensions, un plus qu'aucune signification de transport, cession ou délégation de tout ou partie d'ane pension. Les créanciers d'un pensionnaire ne peuvent exercer qu'après son décès, et sur le décompte de sa pension, les poursuites et diligences nécessaires pour la conservation de leurs droits (8).

#32. Les pensions militaires et leurs arrérages ne sont saisissables que dans le cas de débet envers l'Etat ou dans les circonstances prévues parlics articles 203, 205 et 244 du Code civil. Dans ces deux cas, les pensions militaires sont passibles de releque qui ne peuvent excéder le cinquième de leu montant pour cause de débet, et le tien

pour afimèns (9).

233. Nul ne peut cumuler deux pensions, mune pension avec un traitement d'activité, de retraite ou de réforme, qu'autant que les deux allocations réunies n'excèdent pas sept cents francs, et seulement jusqu'à currence de cette somme. Le pensionaire a le choix de la pension ou du traitement le plus élevé (10).

234. Les pensions de retraite pour services militaires peuvent se cumuler avec un traitement civil d'activité, excepté dans le cas où des services civils ont été amb comme complément du droit à ces pensions (11). Les pensions militaires de réforme sont, dans tous les cas, cumulables avec un traitement civil d'activité (12).

235. Les pensions des vicaires générals, chanoines, celles des curés de canton sep-

<sup>(1)</sup> Lois des 25 mars 1847 et 17 avril 1833.

<sup>(2)</sup> Ordonnance du 20 juin 1817.

<sup>(5)</sup> Ordonnance du 12 novembre 1826, et réglement ministériel du 9 oct. 1832, chap. 2, art. 12.

<sup>(4)</sup> Réglement ministériel du 9 octobre 1852, art. 3.

<sup>(5)</sup> Loi du 24 svril 1833, art. 5. (6) Loi du 22 floréal am 7, art. 6.

<sup>(7)</sup> Loi du 22 Gorcal.an 7, art. 9,

<sup>(8)</sup> Loi et arrêté du gouvernement des 22 florés an 7, thermidor an 10.

<sup>(9)</sup> Lois des 11 avril 1831, art. 28, et 19 mai

<sup>1834,</sup> art. 20.
(10) Lois des 25 mars 1817, art. 27, et 15 mai
1818, art. 13.

<sup>(11)</sup> Lois des 25 mars 1817, ett. 27, et 11 smil 1831, art. 4 et 27. (12) Loi du 19 mai 1834.

aires, et celles dont les chevaliers de présens à la capitulation de l'He jouisvertu de cette capitulation, peuvent iuler avec un traitement d'activité concurrence de deux mile cinq ranca. Les pensions des académiciens mes de lettres attachés à l'instruction ue, à la hibliothéque revale, à l'oboire ou au bureau des longitudes. it, quand elles n'excedent pas deux france (et jusqu'à concurrence de imme, ai elles l'excèdent), se cumuler n traitement d'activité, pourvu que ion et le traitement ne s'élévent pas de à plus de six mille francs (1). Le titulaire de deux pensions, l'une

trésor, l'autre sur les calsses de retes ministères et administrations, peut r distinctement, pourva qu'elles ne extent ni au même temps, ni aux

services (2).

La faculté du cumul accordée aux ers de Malte par l'article 12 de la loi mai 1818 s'étend à la jouissance siée de leur pension et d'une pension aite ou de tout traitement quel-(3).

Ne sont pas soumises aux disposirohibitives du cumul les pensions es aux anciens donataires et à leurs

(<u>4</u>).

Toute autre exception aux lois proes du cumul est autorisée par une

tion spéciale de la lot.

Tout pensionnaire est tenu de délans son certificat de vie, qu'il ne aucun traitement, sous quelque détion que ce soit, ni d'aucune autre ı ou solde de retraite, soit à la chargé at, soit sur les fonds des Invalides marine (3). Lorsqu'un pensionnaire s une position qui lui rend applicas exceptions faites aux lois sur le , il doit déclarer la nature et la quol'allocation dont il jouit concurremvec sa pension.

Ceux qui, par de fausses déclaraou de quelque manière que ce soit, it usurpé plusieurs pensions, ou un ent avec une pension, sont rayés de des pensionnaires : ils sont en outre ivis en restitution des sommes indûerçues (6).

art, 14.

### § IV. — Cautiannemans.

242. Les cautionnemens en numéraire. enplicables à la garantie de fenctions publiques qui y sont assujetties par les lois et ragiomena, doivent être versés dans les

caisses du trésor (7).

243. Aucua certificat d'inscription de causionnement n'est déligré sans que le récópissé comptable da versement fait dans BAC des caisses publiques n'ait été rapporté an bureau des contionnemens chargé d'efsociuer l'inscription sur les livres du tré-**19**1 (8).

244. Les certificats d'inscription de cautionnemens et ceux de privilége de deuxième ordre, à délivrer aux bailleurs de fonds, doivent, pour former titre valable contre le tresor public, être revêtus du visa du con-

trôle (9).

245. Le remboursement des capitaux de cautionnemens est effectué par les payeurs. en vertu des ordres de paiement du ministre des finances, et imputé sur le fonds flottant des cautionnemens. Les intérêts des capitaux de cautionnemens sont acquittés par les payeurs, d'après les ordonnances du ministre des finances imputables sur les crédits législatifs (10).

246. Les intérêts annuellement dus pendant la gestion des comptables sont acquittés sur la représentation des certificats d'inscription, ou, quand il y a privilége du second ordre, an vu du certificat délivré en exécution du décret du 22 décembre 1812. Ils sont payés aux créanciers sur la production des pièces justificatives de leurs droits (11).

#### DETTS FLOTTANTE.

347. La lei annuelle des dépenses fixe le crédit nécessaire au service des intérêts de la deite flottante du trésor (12).

248. La loi de finances qui détermine les voies et moyens de chaque exercice autorise le ministre des finances à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque, des bons du trésor portant intérêts et payables à échéances, et elle fixe la somme que les bons en circulation ne peuvent excéder. La limite de ce crédit ne peut être dépassée que dans le cas d'insuffisance des ressources affectées aux besoins du service et en vertu d'une ordonnance du

oi du 15 mai 1818, art. 12.

rdonnance du 8 juillet 1818. oi du 14 juillet 1819, art. 6. oi du 26 juillet 1821, art. 6.

oi du 15 mai 1818, art. 14. pi du 15 mai 1818, art. 15.

églement ministériel du 9 octobre 1832,

<sup>(8)</sup> Régl. min. du 9 oct. 1832, ch. 3, art. 2.

<sup>(9)</sup> Loi du 24 avril 1833, art. 5.

<sup>(10)</sup> Arrêté du ministre des finances du 29 nes vembre 1834.

<sup>(11)</sup> Arrêté da gouvernement en date du 24 germinal en 8; et décret du 22 décembre 1812,

<sup>(12)</sup> Lois annuelles de finances.

roi, dont il est rendu compte à la plus prochaine session des Chambres (1).

249. Les dépenses faites sur les crédits affectés aux intérêts de la dette flottante et aux frais de négociations et de service du trésor, sont examinées et vérifiées chaque année par une commission spéciale nommée par le roi et composée de membres du conseil d'Etat et de la Cour des comptes, et d'un inspecteur général des finances. La commission constate le résultat de sa vérification par un procès-verbal, dont une copie est adressée à la Cour des comptes par le ministre des finances (2).

TITRE II. — COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

CHAPITRE XIV. — Complabilité des ordonnateurs.

### 1° LIVRES, ÉCRITURES ET CONTRÔLES.

250. Une comptabilité centrale établie dans chaque ministère constate toutes les opérations relatives à la liquidation, à l'ordonnancement et au paiement des dépenses. Les ministres doivent établir leur comptabilité respective d'après les mêmes principes, les mêmes procédés et les mêmes formes. A cet effet, il est tenu dans chaque ministère un journal général et un grand-livre en partie double, dans lesquels sont consignées sommairement et à leur date toutes les opérations concernant la fixation des crédits, la liquidation des dépenses, l'ordonnancement et le paiement. Ces mêmes opérations sont décrites en outre, et avec détail, sur des livres auxiliaires, dont le nombre et la forme sont déterminés suivant la nature des services. Les résultats de ces comptabilités sont rattachés successivement aux écritures et au compte général des finances, qui doivent servir de base au réglement définitif des budgets (3).

251. Dans les premiers jours de chaque mois les payeurs du trésor remettent aux différens ordonnateurs secondaires un double des bordereaux sommaires et de détail, par exercice, ministère et service, qu'ils ont envoyés au ministère des finances, avec les acquits et autres pièces justificatives de dépenses. Les ordonnateurs, après avoir revêtu ces bordereaux de leur visa, les transmettent immédiatement à leur ministère respectif. Au moyen de ces bordèreaux, les ministres établissent le rapprochement des paiemens effectués avec les revues, décomptes et tous autres élémens de liquidation qui ont réglé définitivement les dépenses

comprises dens le compte de chaque execcice (5).

252. Des ordonnateurs secondaires, délégataires ou sous-délégataires des crédits ministériels, tiennent un journal sur leque ils inscrivent, par ordre de priorité, toutes les opérations qui concernent les dépenses dont l'administration leur est confiée (5).

253. Chacun des articles de ce journal est successivement rapporté sur un sommie ou grand-livre de comptes ouverts par ordre de matières, et suivant les divisions du budget (5).

254. Les livres auxiliaires ou de développement des ordonnateurs secondains peuvent varier dans leur forme et dans leur nombre, selon les besoins particulier de chaque service (5).

255. Ces divers registres sont principalement destinés à recevoir l'inscription successive, par créancier, par chapitret et article, des crédits ouverts, des droits constatés sur les services faits, des mandats délivrés et des paiemens effectués (5).

#### 2° COMPTES A RENDRE.

256. Le 10 de chaque mois les titulires des crédits de délégation, après s'être assurés de la concordance des résultats du grand-livre ou sommier général avec œu de leur journal, adressent à leur ministère respectif des comptes d'emploi ou relevés mensuels établis dans la forme déterminée par les réglemens spéciaux. L'envoi de co comptes administratifs a lieu, pour chaque exercice, de mois en mois, jusqu'à l'époque fixée par ces réglemens pour la clôture de crédits de délégation (5).

257. Ces relevés mensuels présentent par chapitre et, s'il y a lieu, par articles de budget, 1° le montant des crédits de détgation; 2° les droits constatés sur les services faits; 5° le montant des mandats de livrés; 4° celui des paiemens effectués (5).

258. Un compte ou relevé général et définitif est établi et adressé à chaque ministère, par les ordonnateurs secondaires, au terme fixé pour la clôture du paiement des dépenses de chaque exercice, et lous leurs livres sont arrêtés à la même époque (5).

CHAPITRE XV. — Comptabilité des préposés comptables de la recette et de la déposés, et du service de trèsorerie.

§ I. - Comptables charges de la perception des impôts.

259. Les préposés à la perception des revenus publics sont chargés de liquider el

<sup>(1)</sup> Lois annuelles de finances.

<sup>(2)</sup> Ordonnance du 15 janvier 1823.

<sup>(3)</sup> Ordonnance du 14 septembre 1822, art. 18.

<sup>(4)</sup> Idem , art. 19.

<sup>(5)</sup> Réglemens ministériels,

constater la dette des redevables, de leur en notisier le montant, d'en percevoir le produit et d'exercer les poursuites prescrites par les lois et réglemens ; toutefois l'assiette des contributions directes est confiée à des fonctionnaires et agens spéciaux (1).

260. Les comptables chargés de la perception des revenus publics sont tenus de se libérer de leurs recettes aux époques et dans les formes prescrites par les lois et

réglemens (1).

261. Ils acquittent les frais de régie, de perception et d'exploitation qui sont ordonnancés sur leurs caisses, et ils les portent en dépense définitive dans leurs comptes (1).

# 1° LIVRES, ÉCRITURES ET CONTRÔLES.

262. Tout comptable chargé de la perception des droits et revenus de l'Etat est tenu d'enregistrer les faits de sa gestion sur les livres ci-aprés : 1° un livre journal de caisse et de porteseuille où sont consignés les entrées, les sorties des espèces et valeurs et le solde de chaque journée; 2° des registres auxiliaires destinés à présenter les développemens propres à chaque nature de service; 3° un sommier ou livre récapitulatif résumant ses opérations selon leur nature, et présentant sa situation complète et à jour (2).

263. Teut préposé à la perception de demiers publics est tenu de procéder, 1º à Yenregistrement en toutes lettres au rôle, état de produit ou autre titre légal, quelle que soit sa dénomination ou sa forme, de la somme reçue et de la date du recouvrement; 2° à son inscription immédiate, en chiffres, sur son journal; 3° .à la délivrance

d'une quittance à souche (5).

264. Sont néanmoins exceptées de la formalité d'une quittance à souche les recettes opérées par les receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines (4). La même exception est applicable au pro-

duit de la taxe des lettres.

265. Tout versement ou envoi en numéraire et autres valeurs, fait aux caisses des receveurs généraux et particuliers des finances et aux payeurs, pour un service public, donne lieu à la délivrance immédiate d'un récépissé à talon. Ce récépissé est libératoire et forme titre envers le trésor public, à la charge toutefois, par la partie versante,

de le faire viser et séparer de son talon, à Paris immédiatement, et dans les départemens dans les vingt-quatre heures de sa date, par les fonctionnaires et agens administratifs désignés à cet effet. A l'égard des envois faits par des comptables à d'autres comptables qui n'habitent pas la même résidence, le visa à apposer sur les récépissés est requis par celui qui a reçu les fonds et valeurs (5).

266. Lés présets et sous-présets rendent immédiatement aux parties les récépissés revêtus de leur visa, après en avoir détaché le talon, qu'ils adressent tous les mois au receveur général, chargé de les transmettre, après vérification, au ministère des si-

pances (6).

267. Ces récépissés sont enregistrés sur des livres tenus dans les préfectures et sousprésectures. Les résultats de ces enregistremens sont comparés, chaque mois, avec les bordereaux détaillés de récépissés que les receveurs des finances sont tenus de former, et que les présets et sous-présets adressent au ministère, après les avoir dument certifiés (7).

# 2º COMPTES A RENDRE.

268. Le contrôle des comptables supérieurs sur les agens de la perception qui leur sont subordonnés s'exerce par le visa des registres, la vérification de la caisse, l'appel des valeurs, des pièces justificatives et des divers élémens de leur comptabilité. et par tous les autres moyens indiqués par les réglemens de chaque service. La libération des comptables inférieurs s'opère par la représentation des récépissés du comptable supérieur, qui justifient le versement intégral des sommes qu'ils étaient tenus de recouvrer (8).

269. Les comptables principaux charges de la perception des revenus indirects sont tenus d'adresser chaque mois, à la comptabilité générale des finances, un bordereau de leurs recettes et de leurs dépenses, accompagné des pièces justificatives qui s'y rapportent, et revêtues de la certification du directeur ou contrôleur local de leur ser-

vice (9).

270. Ces comptables principaux sont directement justiciables de la Cour des comptes, et présentent le compte de leur gestion en

<sup>(1)</sup> Réglemens ministériels.

<sup>(2)</sup> Arrêté du ministre des finances du 10 novembre 1816, art. 2.

<sup>(3)</sup> Idem., art. 4, 5, 6.

<sup>(4)</sup> Ordonnance du 8 décembre 1832, art. 9.

<sup>(5)</sup> Loi du 24 avril 1833, art. 1er; ordonnarces du 8 décembre 1832 et du 12 mai 1833.

<sup>(6)</sup> Décret du 4 janvier 1808, art. 5; ordonnances du 19 novembre 1826, art. 3, et du 8 decembre 1832, art. 10.

<sup>(7)</sup> Ordonnance du 19 nov. 1826, art. 4 et 5.

<sup>(8)</sup> Instruction du ministre des finances du 15 decembre 1826.

<sup>(9)</sup> Arrêté du 9 novembre 1829, art. 5.

leur nom et sous leur responsabilité per-

Sonnelle (1).

271. Les comptes sont rendus par année pour la recette et la dépense, en y conservant toutefois la distinction des exercices auxquels les opérations se rattachent. Ils comprennent tous les faits de la gestion des préposés pendant la période annuelle, quelle que soit leur nature et à quelque service public ou particulier qu'ils se rapportent. Chacun de ces comptes doit présenter : 1º le tableau des valeurs existant en caisse et en porteseuille et des créances à recouvrer par le comptable au commencement de la gestion annuelle, ou l'avance dans laquelle le préposé serait constitué à la même époque; 2º les recettes et les dépenses de toute nature faites pendant le cours de cette gestion; 3º enfin, le montant des valeurs qui se trouvent dans la caisse et le portefeuille du comptable, et des créances restant à recouvrer à la fin de la gestion annuelle, ou la somme dont le préposé serait en avance à la même époque (2).

272. Lorsqu'il n'existe pas de comptable principal par département, les opérations comprises dans les comptes des préposés sont résumées dans un bordereau récapitulatif établi, soit sur les lieux par le directeur du service, soit à Paris par les soins de la comptabilité générale des finances. Ces bordereaux récapitulatifs sont adressés à la Cour des comptes avec les comptes indivi-

duels (3).

# 3º RESPONSABILITÉ.

273. Chaque comptable principal est responsable des recettes et dépenses de ses subordonnés qu'il a rattachées à sa gestion personnelle. Toutefois cette responsabilité ne s'étend pas à la portion des recettes des comptables inférieurs, dont il n'a pas dépendu du comptable principal de faire effec-

tuer le versement ou l'emploi.

274. Lorsque des irrégularités sont constatées dans le service d'un comptable subordonné, le comptable supérieur prend ou provoque envers lui les mesures prescrites par les réglemens; il est même autorisé à le suspendre immédiatement de ses fonctions. et à le faire remplacer par un gérant provisoire à sa nomination, en donnant avis de ces dispositions à l'autorité administrative (4). L'application de ces mesures aux préposés des douanes, des contributions indirectes et des postes, appartient exclusivement aux agens administratifs chargés de la surveillance du service.

275. Lorsqu'un comptable a couvert de ses deniers le déficit de ses subordonnés, il demeure subrogé à tous les droits du trésor sur le cautionnement, la personne et les biens du comptable reliquataire (5).

276. Tous les comptables ressortissant au ministère des finances sont responsables du recouvrement des droits liquidés sur les redevables et dont la perception leur est confiée; en conséquence, ils sont et demeurent chargés, dans leurs écritures et dans leurs comptes annuels, de la totalité des rôles on des états de produits qui constatent le montant de ces droits, et ils doivent justifier de leur entière réalisation avant l'expiration de l'année qui suit celle à laquelle les droits se rapportent (6).

277. Les comptables peuvent obtenir la décharge de leur responsabilité, en justifiant qu'ils ont pris toutes les mesures et fait en temps utile toutes les poursuites et diligences mécessaires contre les redevables et débi-

teurs (7).

278. Les receveurs généraux et particuliers des finances sont tenus de verser au trésor, de leurs deniers personnels, le 30 novembre de chaque année, les sommes qui n'aunient pas été recouvrées sur les rôles des contribetions directes de l'année précédente (8).

279. A l'égard des autres receveurs de de piers publics, il est dressé, avant l'expiration de la seconde année de chaque exercice, des états par branche de revenus et par comptable, présentant les droits et produits restant à recouvrer, avec la distinction des créances qui doivent demeurer à la charge des comptables, de celles qu'il y a lieu d'admettre en reprise à l'exercice suivant, et de celles dont les receveurs sont dans le cas d'obtenir la décharge. Le montant des droits et produits tembés en non valeurs ou à porter en reprise figure distinctement dans les comptes des receveurs, et il en est justifié à la Cour des comptes. Le ministre des finances statue sur les questions de responsabilité, sauf l'appel au conseil d'Etat (9).

280. Les comptables en exercice versent immédiatement dans leurs caisses le montant des droits dont ils ont été déclarés responsables; s'ils sont hors de fonctions, le recouvrement en est poursuivi contre eux, à la diligence de l'agent judiciaire du trésor public (10).

281. Lorsque les comptables ont soldé,

<sup>(1)</sup> Arrêté du 9 novembre 1820, art. 2.

<sup>(2)</sup> Idem , art. 3. (3) Idem , art. 5.

<sup>(</sup>A) Ordonnance du 19 nov. 1823, art. 9.

<sup>(5)</sup> Idem. art. 2 et 10.

<sup>(6)</sup> Ordonnance du 8 déc. 1832, art. 1 ...

<sup>(7)</sup> Idem, art. 2. (8) Idem, art. 3.

<sup>(9)</sup> *Ido*m, art. 4.

<sup>(10)</sup> Idem, art. 5,

de leurs deniers personnels, les droits dus par les redevables ou débiteurs, ils demeurent subrogés dans tous les drofts du trésor public, conformément aux dispositions du Code civil (1).

# § II. - Receventre généraux et particuliere des finances.

282. Les receveurs généraux des finances et les receveurs particuliers qui leurs sont subordonnés, dirigent et centralisent la perception et le recouvrement des contributions directes; ils reçoivent directement certains produits du budget, et ils exécutent, dans chaque département, les opérations du service de trésorcrie (2).

# 1º LIVRES, ÉCRITURES ET CONTRÔLES.

283. Les livres de ces comptables tenus en partie double sont : des livres élémentaires ou de premières écritures ; un journal général; un grand-livre, et des livres auxiliaires. Les opérations de toute nature sont d'abord consignées en détail, au moment même de leur exécution, sur les livres élémentaires; elles sont, à la sin de la journée, résumées au journal et élassées dans les comptes ouverts sur le grand-livre; énfin, les développemens de ces comptes sont établis sur les livres auxiliaires (3). Le journal · des receveurs particuliers sert de livre de premières écritures et de registre de caisse (4).

284. Les receveurs généraux sont tenus de potter successivement le montant intégral de leurs recettes au crédit d'un compte courant du trésor, qui produit des intérêts à leur charge; valeur aux époques déterminées par les réglemens. Ce même compte courant est débité des palemens et versemens faits pour le compte du trésor, et pour lesquels ils doivent produire des acquits et des récépissés

réguliers (5).

### 20 comptes a rendre.

285. Les receveurs particuliers gérent sous la surveillance et la direction du receveur général de leur département, aumiel ils comptent de leurs opérations. Ils sont valablement et définitivement déchargés de leurs recettes par les avis de crédit du receveur général, comptable de leur gestion envers l'administration et la cour des comptes. Ils sont tenus de transmettre tous les dix jours, tant au receveur général de leur département qu'au ministère des finances, la copie de

leur journal, et, à la fin de chaque mote, la balance de leur grand-livre et tous autres decumens déterminés par les instructions (6).

286. Chaque receveur général, en ce qui concerne sa gestion, transmet au ministère. aux mêmes époques, de semblables élémens de compte, et il produit en outre un compte mensuel de ses recettes et de ses dépenses. appuyé des pièces justificatives et d'états de développement (6).

287. A l'expiration de l'année les receveurs généraux des finances rendent des comptes qui comprennent tous les actes de leur gestion pendant la durée de chaque année; la forme de ces comptes et les justifications à fournir par les comptables sont déterminées par le ministre des finances (7).

288. Le compte de chaque receveur général doit présenter : 10 le tableau des valeurs existantes en caisse et en portefeuille, ainsi que la situation du comptable envers le trésor et envers les correspondens administratifs, à l'époque où commence la gestion annuelle; no les recettes et les dépenses de toute nature pendant le cours de cette gestion; 5º enfin, la situation du receveur général et le montant des valeurs qui se trouvent dans sa caisse et dans som portefeuille à l'époque où se termine la gestion (8),

289. La recette comprend les récouvremens effectués pendant la gestion sur les contributions directes; les produits des coupes de bois et autres produits spéciaux du trésor, avec distinction d'exercice; les recettes diverses et accidentelles de toute na ture ; les versemens des préposés des administrations de finances; les fonds reçus des correspondans du trésor, comprenant les sommes versées par les départemens, les communes, les hospices et par tous autres établissemens ou administrations; enfin; toutes les recettes provenant des mouvemens de valeurs, viremens de fonds et autres dispositions de service (9).

290. La dépense se compose des paiemens faits sur la recette brute des contributions directes pour affectations locales et pour frais de perception, avec distinction d'exercice; des paiemens et remboursemens régulièrement autorisés sur les produits ; des fonds employés au service des divers correspondans du trésor; des versemens et envois de valeurs aux comptables du trésor; des dispositions du trésor acquittées; enfin, de

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 8 déc. 1832, azt. 6.

<sup>(2)</sup> Décret du 4 janvier 1808, art 18. (3) Instruction du 15 décembre 1826, art. 1421.

<sup>4)</sup> Idem, art, 1259.

<sup>(5)</sup> Instruction du 15 décembre 1826.

<sup>(6)</sup> Decret du 4 janvier 1808, et instruction du 15 décembre 1826, art. 1413 à 1417.

<sup>(7)</sup> Ordonnance du 18 novembre 1817, art, 1% Idem, art. 2.

<sup>(9)</sup> Idem, art, 3.

toutes les opérations du service des receveurs

généraux des finances (1).

291. Les receveurs généraux adressent leurs comptes annuels en double expédition, avec toutes les pièces justificatives, à la comptabilité générale des finances, chargée de les vérifier avant leur transmission à la Cour des comptes (2).

## 3° RESPONSABILITÉ.

292. Les receveurs généraux des finances sont responsables de la gestion des receveurs particuliers de leur département. Chaque receveur général est, à cet effet, chargé de surveiller les opérations des receveurs particuliers de son département, d'assurer l'ordre de leur comptabilité, de contrôler leurs recettes et leurs dépenses. Les receveurs généraux disposent également, sous leur responeabilité, des fonds reçus par les receveurs particuliers, soit qu'ils les fassent verser à la recette générale, soit qu'ils les emploient sur les lieux, soit qu'ils en autorisent la réserve en leurs mains, ou qu'ils leur donnent toutes autres directions commandées par les besoins du service (3).

283. En cas de débet d'un receveur partioulier, le receveur général du département
est tenu d'en couvrir immédiatement le tréaor; en conséquence, il demeure subrogé à
tous les droits du trésor sur le cautionnement, la personne et les biens du comptable. Le receveur général peut, toutefois,
se pourvoir auprès du ministre des finances,
pour obtenir, s'il y a lieu, la décharge de
sa responsabilité, sauf l'appel au conseil

d'Etat (4).

294. Les receveurs généraux et particuliers des finances demeurent responsables de la gestion des percepteurs des contributions directes, et ils sont tenus de couvrir immédiatement le trésor des débets constatés à la charge de ces préposés (5).

§ III. – Caissier central du Trésor à Paris.

295. Le caissier central du trésor est chargé des recettes et des dépenses du service de trésorerie, à Paris, et il reçoit en outre directement plusieurs produits du budget (6).

1º LIVRES, ÉCRITURES ET CONTRÔLES.

296. Les écritures de la caisse centrale se composent : 1° de livres élémentaires ou de permières écritures, tenus par les sous-caissiers pour l'enregistrement immédiat de

chacun des faits de la gestion du caissier central; 2° d'un journal général résumant les opérations de chaque journée; 5° d'un grand-livre où les résultats sont classés dans des comptes ouverts; 4° de livres auxiliaires présentant les développemens des recettes et des dépenses; 5° de carnets d'échéance et autres registres spéciaux de caisse et de portefeuille (7).

297. Le service de la caisse centrale du trésor est exécuté, sous la responsabilité da caissier central, par les sous-caissiers placés

sous ses ordres (8).

298. Le solde en numéraire de la caisse centrale, à la fin de chaque journée, est reconnu par le chef du contrôle et immédiatement renfermé dans une serre ou caisse à deux serrures. Le chef du contrôle reste dépositaire de l'une des deux cless; l'autre est conservée par le caissier central. Ce solde doit se composer exclusivement d'espèces ou billets de la banque de France. Aucune valeur représentative, de quelque nature qu'elle soit, ne peut en faire partie, sans être distinctement constatée par le contrôleur. Le caissier central et le chef du contrôle procèdent, chaque matin, à l'ouverture de la caisse ou serre renfermant les soldes de la veille. Le caissier central en fait la distribution pour le service de la journée (9).

299. Aucun récépissé délivré par le caissier central n'est libératoire et ne peut former titre envers le trésor qu'autant qu'il est délivré sur une formule à talon et revêtu du visa du contrôle. Les bons royaux, traites et valeurs de toutes natures, n'engagent le trésor que sous les mêmes conditions (40).

500. Les paiemens à effectuer par la caisse centrale, la délivrance des valeurs, les acceptations à donner pour le compte du trésor, doivent avoir été préalablement autorisés par le directeur du mouvement général des fonds. Ces autorisations sont générales ou spéciales. Elles sont rendues définitives, pour chaque journée, après les opérations accomplies, et doivent être produites à la Cour des comptes à l'appui du compte annuel (41).

#### 2° COMPTES A RENDRE.

301. Le caissier central remet, chaque soir, à la direction du mouvement général des fonds et à la comptabilité générale des finances, les relevés, bordereaux et documens destinés à faire connaître sa situation journalière (12).

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 8 décembre 1832, art. 4.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 5 et 6. (5) Ordonnance du 19 novembre 1826, art. 1".

<sup>(</sup>h) Idem, art. 2. (5) Idem, art. 10.

<sup>(6)</sup> Arrêté ministériel du 24 juin 1832.

<sup>(7)</sup> Arrêté ministériel da 24 juin 1832.

<sup>(8)</sup> Idem, art. 1st, § 1st.

<sup>(9)</sup> Idem, art. 14. (10) Loi du 25 avril 1833, srt. 1 det 2.

<sup>(11)</sup> Arrêté ministériel du 24 juin 1832, art. 9. (12) Idem, art. 13.

302. Le compte que le caissier du trésor rend à la Cour des comptes comprend, sans exception, tous les actes de sa gestion pendant la durée de chaque année, les justifications à fournir pour chaque article de recette et de dépense sont déterminées par le ministre des finances.

303. Ne sont pas considérés comme actes de recette ni de dépense, mais seulement comme conversions de valeurs, les recouvremens d'effets sur Paris, le compte courant à la banque de France, l'échange des écus contre des billets de banque, et généralement toutes conversions de valeurs qui ne changent pas le solde et qui n'ajoutent pas à la charge du caissier (1).

504. Le compte du caissier du trésor présente: 1° le tableau complet des valeurs existantes en caisse et en porteseuille à l'époque où commence la gestion; 2° les recettes et les dépenses de toute nature effectuées pendant cette gestion et classées par chapitre et article, d'une manière analogue à l'ordre prescrit pour les comptes des receveurs généraux; 3° le montant des valeurs qui se trouvent dans sa caisse et dans son porteseuille, à l'époque où se termine la gestion (2).

# 3º RESPONSABILITÉ.

303. Le caissier central est responsable des agens placés sous ses ordres, sauf son recours contre eux. En cas de force majeure ou de circonstances qu'il n'a pas eu les moyens de prévenir, il est admis à se pourvoir auprès du ministre des finances pour obtenir, s'il y a lieu, la décharge de sa responsabilité. Les décisions à intervenir sur les réclamations de l'espèce sont prises par le ministre des finances, et sauf l'appel au conseil d'Etat (3).

#### S IV. - Payeurs du Trésor.

506. Le paiement des ordonnances et mandats délivrés sur les caisses des payeurs est effectué par un payeur unique dans chaque département, par un payeur central du trésor à Paris, et par des payeurs d'armées (4).

307. Les fonds nécessaires au paiement de ces ordonnances sont remis à ces comptables, au fur et à mesure des besoins du service, par les receveurs généraux et par le caissier central du trésor, auxquels ils délivrent des récépissés à talon, visés par les fonctionnaires délégués à cet effet, soit dans

les départemens, soit à Paris, soit aux armées. Les talons de ces récépissés sont transmis périodiquement au ministère des finances (5).

508. Les receveurs des finances et les percepteurs sous leurs ordres doivent faire, sur les fonds de leurs recettes, tous les paismens pour lesquels leur concours est jugé nécessaire (6). Les autres receveurs des revenue publics peuvent être appelés à concourir de la même manière au paiement des dépenses pour le compte du payeur.

309. Ces paiemens ne peuvent être valablement effectués que sur la présentation, soit des lettres d'avis ou des mandats délivrés au nom des créanciers, soit de toute autre pièce en tenant lieu, et revêtus du sus bon à payor apposé par le payeur (7).

510. L'accomplissement de ces formalités et conditions, et la quittance régulière et datée de chaque partie prenante, suffisont pour dégager la responsabilité du comptable qui a effectué des paiemens de cette nature (8).

511. Les acquits constatant les paiemens faits par d'autres comptables pour le service du payeur doivent être compris dans lear plus prochain versement à la recette particulière. Les receveurs particuliers les transmettent au receveur général avec les acquits des paiemens faits par eux, et le receveur général reste chargé d'en effectuer la remise au payeur, qui en délivre des récépissés à talon (9).

512. L'acquittement des dépenses publiques est justifié par les payeurs, conformément aux dispositions des articles 64 et 65 de la présente ordonnance, et aux instructions et nomenclatures arrêtées par chaque ministère (10).

#### 1º LIVRES, ÉCRITURES ET CONTRÔLES.

513. Les écritures des payeurs sont tenues en partie double. Leurs registres de comptabilité se composent : d'un journal général qui sert en même temps de livre de caisse et de portefeuille ; d'un grand-livre ; de livres auxiliaires de détail des paiemens effectués par ministère et exercice ; de carnets d'ordonnances présentant par chapitre et , lorsqu'il y a lieu, par article du budget le montant des ordonnances ministérielles , l'émission des mandats de paiement des ordonnateurs secondaires , et les paiemens effectués sur ces ordonnances et mandats (11).

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 8 juin 1821, art. 2.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 3.

<sup>(3)</sup> Arrêté ministériel du 24 join 1832, art. 11.

<sup>(4)</sup> Ordonnances du 1er novembre 1829, art. 1er,

et du 27 décembre 1823, art. 3. (5) Arrêté du 9 décembre 1814, , art. 4, 5, 6 et 8.

<sup>(6)</sup> Instruction du 15 décembre 1826, art. 322.

<sup>(7)</sup> Idem, art. 823.

<sup>(8)</sup> Instruction du 15 décembre 1826, art. 323.

<sup>(9)</sup> Idem, art. 342.

<sup>(10)</sup> Ordonnance du 14 sept. 1822, art. 10. (11) Instructions du 1º déc. 1808 et suivantes.

# 2º COMPTES A RENDRE.

514. Les payeurs sont tenus d'adresser à la comptabilité générale des finances, tous les dix jours, la copie de leur journal, et au commencement de chaque mois, le compte du mois précédent avec la balance de leur grand-livre, des bordereaux sommaires de développement de leurs opérations et des bordereaux de détail des acquits avec les pièces justificatives qui les appuient (4).

515. Toutefnis le payeur central du trésor à Paris est dispensé de remettre mensuellement ses pièces de dépenses à la comptabilité générale des finances; tous ses acquits sont visés et timbrés, au moment même du paiement, par le chef du coatrôle du trésor

ou ses délégués (2).

316. Les payeurs rendent au ministre des finances un compte annuel qui est présenté, après la vérification de la comptabilité générale, au jugement de la Cour des comptes. La recette est justifiée par les talons des réeépissés que le payeur a délivrés aux comptables dont il a reçu les fonds, et contrôlée par les comptes dans lesquels ces comptables ont produit les dits récépissés à leur décharge. La dépense est justifiée par les extraits d'ordonnance, autorisations, quittances et autres pièces déterminées par les réglemens. Le classement de ces pièces doit avoir lieu par chapitre, par article, et avec toutes les autres subdivisions de détail propres à faciliter l'exercice des contrôles de l'administration et de la Cour des comptes (3).

# 3º RESPONSABILITÉ.

317. Ayant de procéder au paiement des ordonnances et mandats délivrés sur leur caisse, ou de les viser pour être payés par d'autres comptables, les payeurs doivent s'assurer, sous leur responsabilité, que la dépense porte sur des ordonnances ministérielles qui leur ont été transmises par le trésor, en original ou en extrait, et que le montant de ces ordonnances n'a pas été dépassé : que l'avis de l'émission des mandats leur a été donné par l'ordonnateur secondaire; que toutes les pièces justificatives ont été produites à l'appui de la dépense (4); que la délivrance des mandats pour indemnité de route à été mentionnée sur la feuille de route de la partie prenante (5); enfin que les ordonnances et mandats sont quittancés par les ayans-droit.

318. Si les parties prenantes sont illettrées, la déclaration en est faite aux comptables chargés du paiement, qui la transcrivent sur l'ordonnance ou le mandat, la signent et la font signer par deux témoins présens au paiement, pour toutes les sommes au-dessous de cent cinquante francs. Il doit être exigé une quittance notariée pour les paiemens de cent cinquante francs et au-dessus.

519. Les payeurs doivent également, sous leur responsabilité, enregistrer ou faire enregistrer par leurs préposés ou suppléans, sur les livrets de paiement des officiers sans troupe, employés militaires, corps de troupes, détachemens, agens ou comptables du département de la guerre, toutes les sommes qui leur sont payées à quelque titre que ce soit (6).

520. En cas de réjet, de la part de la Cour des comptes, de paiemens faits sur des pièces qui ne constatent pas régulièrement une dette de l'Etat, l'administration statue sur le recours à exerce contre la partie prenante ou le signataire du mandat et sur les mesures à prendre à l'égard du comptable.

521. Toutes les dispositions des articles du présent paragraphe IV sont applicables aux frais de régie, de perception et d'exploitation et autres dépenses acquittées directement par les receveurs des revenus publics.

#### § V. — Complable des viremens de comptes de la comptabilité générale des finances.

322. Le ministre des finances compléte les documens qui sont adressés à la Cour des comptes par tous les comptables du royaume sur le recouvrement et l'emploi des deniers de l'Etat, en faisant déposer au greffe de la Cour le résumé général des viremens de comptes constatés par la comptabilité générale des finances, pour consigner dans ses écritures officielles les articles de recette et de dépense qui ne représentent que des changemens d'imputations, des compensations, des mouvemens de comptes courans et autres opérations qui ne donnent lieu à aucune entrée ni à aucune sortie matérielle de fonds (7).

523. Ce résumé général, arrêté par le ministre des finances, est établi par un agent comptable, qui le présente à la Cour, sous sa responsabilité, dans la forme et avec les mêmes divisions que les autres comptes de deniers publics, et qui est tenu de justifier chacun des articles de recette et de dépense par les pièces que les lois et réglemens ont exigées de tous les préposés comptables (8).

<sup>(1)</sup> Instructions du 1<sup>er</sup> déc. 1808 et suivantes. (2) Arrêté du 25 juillet 1832, art. 12, et arrêté du 20 mai 1832.

<sup>(3)</sup> Ordonnance de 18 novembre 4817, art. 14.

<sup>(</sup>A) Idem, art. 45.

<sup>(5)</sup> Ordonnance du 20 décembre 1837, art. 42.

<sup>(6)</sup> Loi du 2 thermidor an 2, section 1", titre 8. et ordonnance du 25 décembre 4837, art. 344.

<sup>(7)</sup> Ordonnance du 9 juillet 1836, art. 1". (8) Arceté du 21 juillet 1826, art. 1" et 2.

# § VI. - Dispositions communes and complables des

# 1º INSTALLATION.

324. Aucun titulaire d'un emploi de comptable de deniers publics ne peut être installé, nientrer en exercice, qu'après avoir justifié, dans les formes et devant les autorités déterminées par les lois et réglemens, de l'acte de sa prestațion de serment, et du récépissé du versement de son cautionnement (1).

### 2º LIVRES, ÉCRITURES ET CONTRÔLES.

325. Les écritures et les livres des comptables des deniers publics sont arrêtés le 31 décembre de chaque année, ou à l'époque de la cessation des fonctions, par les agens administratifs désignés à cet effet.

326. La situation de leurs caisses et de leurs portefeuilles est vérifiée aux mêmes époques et constatée par un procès-verbal.

# 5º COMPTES A BENDRE.

327. Chaque préposé n'est comptable que des actes de sa gestion personnelle: En cas de mutation, le compte de l'année est divisé suivant la durée de la gestion des différens titulaires, et chacun d'eux rend séparément à la Cour des comptes le compte des opérations qui le concernent (2).

328. Les comptes de gestion doivent être adressés au ministre des finances dans le premier trimestre qui suit la gestion, et transmis à la Cour des comptes, dûment vérifiés, avant l'expiration des trois mois suivans (2).

#### 4º RESPONSABILITÉ.

329. Chaque comptable ne doit avoir qu'une seule caisse dans laquelle sont réunis tous les sonds appartenant à ses divers services. Il est responsable des depiers publics qui y sont déposés; en cas de voi ou de perte de sont s'esultant de sort en apeure, il ne peut obtenir sa décharge qu'en produisant les justifications exigées par les réglemens de son service, et en vertu d'une décision spéciale du ministre des finances, sui recours au conseit d'Etat.

# CHAPITRE XVI. — Comptabilité générale des finances.

330. Les résultats des comptabilités élémentaires de recette et de dépense qui font l'objet des chapitres XIV et XV, après avoir été controlés sur pièces justificatives, sont écapitulés par classe de comptables, dans les borderaux mensuels qui servent de base ux écritures centrales de la comptabilité gé-

nérale des finances. Ces écritures sont tenues en partie double, et se composent d'un journal général, d'un grand-livre, et de livres auxiliaires. A l'expiration de chaque année les comptes de gestion des comptables sont vérifiés à la comptabilité générale des finances, qui les transmet à la Cour des comptes, avec des résumés généraux établis par classe de préposés et par nature de service. Les comptes généraux d'année et d'exercice, les réglemens de budgets et les situations de finances à publier en exécution des lois, sont établis d'après les écritures centrales de la comptabilité générale des finances : des tableaux comparatifs de ces résultats généraux sont transmis à la Cour des comptes. pour lui donner les moyens d'en certifier l'exactitude et la conformité avec les arrêts qu'elle a rendus sur les comptes individuels des comptables (3).

# TITRE III.—Comptabilité judiciaire, contrôle de la Cour des comptes.

# CHAPITRE XVII. - Cour des comples.

§ I. . — Organ'sation et compétence.

331. La Cour des comptes est chargée de jager les comptes des recettes et des dépenses publiques qui lui sont présentés , chaque année, par les receveurs généraux des finances, les payeurs du trésor public, les receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines, les receveurs des douanes et sels. les receveurs des contributions indirectes, les directeurs comptables des postes, les directeurs des monnaies, le caissier central du trésor publicet l'agent responsable des viremens de comptes. Elle juge aussi les comptes annuels des trésoriers des colonies, du trésorier général des invalides de la marine. des économes des colléges royaux, des commissaires des poudres et salpêtres, de l'agent comptable du transfert des rentes inscrites au grand-livre de la dette publique, de l'agent comptable du grand-livre et de celui des pensions, du caissier de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations, de l'imprimerie royale, de la régie des salines de l'est, des receveurs des communes, hospices et établissemens de bienfaisance dont le revenu s'élève à la somme fixée par les lois et réglemens, enfin tous les comptes qui lui sont attribués par des lois ou des ordonnances royales. Elle statue, en outre, sur les pourvois qui lui sont présentés contre les réglemens prononcés par les conseils de préfecture des comptes annuels des

<sup>(1)</sup> Instruction générale du 15 décembre 1826, rt. 977, et circulaire du 31 mars 1831.

<sup>(2)</sup> Ordonnance du 18 novembre 1817.

<sup>(3)</sup> Arrêté du 9 oct. 1832, art. 8.

receveurs des communes, hospices et établissemens de bienfaisance (1).

532. Les comptables des deniers publics sont tenus de fournir et déposer leurs comptes au gresse de la Cour dans les délais prescrits par les lois et réglemens; et, en cas de défaut ou de retard des comptables, la Cour peut les condamner aux amendes et aux peines prononcées par ces lois et réglemeus (2).

533. Les membres de la Cour des comptes sont nommés à vie par le roi (5).

554. La Cour des comptes prend rang

immédiatement après la Cour de cassation et jouit des mêmes prérogatives (4).

535. La Cour des comptes se compose d'un premier président, trois présidens, dix-huit conseillers maîtres des comptes, de conscillers référendaires divisés en deux classes, dont le nombre est fixé par le gouvernement, d'un procureur général et d'un greffier en chef (5).

536. Il est formé trois chambres, chacune composée d'un président et de six maîtres des comptes; le premier président peut présider chaque chambre toutes les fois

qu'il le juge convenable (6).

557. Les dix-huit maîtres des comptes sont distribués entre les trois chambres par le premier président (7).

558. Au 1er mars de chaque année deux membres de chaque chambre sont répartis par lui entre les deux autres, ou placés dans

une seule, selon que le service l'exige (8). 559. Les décisions sont prises dans chaque chambre à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du président est prépondérante (9).

340. Chaque chambre ne peut juger qu'à

cinq membres au moins (10).

541. Les référendaires ne sont spécialement attachés à aucune chambre (11).

342. Les référendaires sont chargés de faire les rapports; ils n'ont pas voix délibérative (12).

343. Les trois chambres se reunissent, lorsqu'il y a lieu, pour former la chambre du conseil.

§ II. - Attributions du ministère public.

544. Le procureur général ne peut exercer son ministère que par voie de réquisi-

tion (13).

345. Il fait dresser un état général de tous ceux qui doivent présenter leurs comptes à la Cour. Il s'assure s'ils sont ou non exacts à les présenter dans les délais fixés par les lois et réglemens, et requiert contre ceux en retard l'application des peines (14).

346. Il adresse au ministre des finances les expéditions des arrêts de la Cour, et suit devant elle l'instruction et le jugement des demandes à fin de révision pour cause d'erreurs, omissions, faux ou doubles emplois. reconnus à la charge du trésor public, des départemens ou des communes (15).

347. Toutes les demandes en mainlevée, réduction ou translation d'hypothèques, sont communiquées au procureur général avant d'y être statué (16).

348. Toutes les sois qu'un référendaire élève contre un comptable une prévention de faux ou de concussion, le procureur général est appelé en la chambre et entendu dans ses conclusions avant d'y être statué (17).

349. Le procureur général peut prendre communication de tous les comptes dans l'examen desquels il croit son ministère nécessaire, et la chambre peut même l'ordonner d'office (18).

350. En cas d'empêchement du procureur général, les fonctions du ministère public sont momentanément remplies par celui des maîtres des comptes que le ministre des finances désigne (19).

351. Le procureur général est tenu de correspondre avec les ministres sur les demandes qu'ils peuvent lui faire de renseignemens pour l'exécution des arrêts, les mainlevées, radiations ou restrictions de séquestres, saisies, oppositions et inscriptions hypothécaires, et remboursemens d'avances des comptables (20).

<sup>1)</sup> Lois des 16 septembre 1807 et 18 juillet 1837; ordonnances des 23 septembre 1814, 23 juillet 1823, 12 mai et 7 août 1825, 9 juillet et 12 novembre 1826, 26 mars 1829, 16 octobre 1832 et 13 mai 1838; réglement du ministre des finances du 9 octobre 1832, et réglement du ministre de la marine du 22 août 1837.

<sup>(2)</sup> Loi du 16 septembre 1807, art. 12.

<sup>(3)</sup> Idem, art. 6.

<sup>(4)</sup> Idem, art. 7.

<sup>(5)</sup> Ordonnance du 16 sept. 1807, art. 2.

<sup>(7)</sup> Décret du 28 septembre 1807, art. 4.

<sup>(8)</sup> Décision du 18 février 1828. (9) Loi du 16 sept. 1807, art. 4.

<sup>(10)</sup> Idem, art. 5.

<sup>(11)</sup> Décret du 28 septembre 1807, art. 17.

<sup>12)</sup> Loi du 16 septembre 1807, art. 4.

<sup>13)</sup> Décret du 28 septembre 1807, art. 36.

<sup>(14)</sup> Idem, art. 37. (15) Idem, art. 39.

<sup>(16)</sup> *Ide*m, art, 40.

<sup>(17)</sup> Idem, art. 41.

<sup>(18)</sup> Idem, art. 42. (19) Idem, art. 43.

<sup>(20)</sup> Idem, art. lift.

# S. III. - Attributions du groffe.

332. Le greffler en chef assiste aux assemblées générales et y tient la plume (1).

353. Il est chargé de tenir les différens registres, et notamment celui des délibé-

rations de la Cour (2).

354. Il est chargé de veiller à la conservation des minutes des arrêts, d'en faire faire les expéditions, de garder les pièces qui lui sont confiées, et de concourir à la suppression de ces mêmes pièces aux époques et dans les formes déterminées par les réglemens (3).

355. Les comptes déposés par les comptables sont enregistrés, par ordre de dates et de numéros, du jour qu'ils sont pré-

sentés (4).

356. Les premières expéditions des actes et arrêts de la Cour sont délivrés gratuitement aux parties; les autres sont soumises à un droit d'expédition de 75 centimes par

rôle (5).

357. Les expéditions exécutoires des arrêts de la Cour sont rédigées ainsi qu'il suit : « La Cour des comptes a rendu l'arrêt sui-« vant : (Ici, copier l'arrêt.) Mandons 😝 « ordonnons, etc. En foi de quoi, le présent « arrêt a été signé par le premier président « de la Cour et par le gressier (6). »

358. Le greffier signe et délivre les certificats collationnés et extraits de tous les actes émanant du greffe, des archives et dépôts, et la correspondance avec les comptables. En cas d'empêchement, le président désigne un commis greffier (7).

# § 1V. — Formes de la vérification des comptes des recettes et dépenses publiques.

359. Le premier président fait entre les référendaires la distribution des comptes; et indique la chambre à laquelle le rapport doit être sait (8).

**360. Un référendaire ne peut être chargé** deux fois de suite de la vérification des comptes du même comptable (9).

361. Les référendaires sont tenus de vérifier par eux-mêmes tous les comptes qui leur sont distribués (10).

362. Ils rédigent sur chaque compte un rapport contenant des observations de deux natures : les premières concernant la ligne de compte seulement, c'est-à-dire, les charges et souffrances dont chaque article du compte leur a paru susceptible, relativement au comptable qui le présente; les deuxièmes, résultant de la comparaison de la nature des recettes avec les lois, et de la nature des dépenses avec les crédits (11).

563. Les référendaires peuvent entendre les comptables ou leurs fondés de pouvoirs. pour l'instruction des comptes; la correspondance est préparée par eux et remise au président de la chambre qui doit entendre

le rapport (12).

364. Lorsque la vérification d'un compte exige le concours de plusieurs référendaires, le premier président désigne un référendaire de 1re classe qui est chargé de présider à ce travail, de recueillir les observations de chaque référendaire, et de faire le rapport à la chambre. Les référendaires qui ont pris part à la vérification assistent aux séances de la chambre pendant le rapport (13).

363. Le compte, les bordereaux de recettes et de dépenses, le rapport et les piéces, sont mis sur le bureau, pour y avoir

recours au besoin (14).

366. Le président de la chambre fait la distribution du rapport du référendaire à un maître, qui est tenu : 1º de vérisier si le référendaire a fait lui-même le travail; 2º si les difficultés élevées par le référendaire sont fondées; 3º enfin, d'examiner par lui-même les pièces au soutien de quelques chapitres du compte, pour s'assurer que le référendaire en a soigneusement vérifié toutes les parties (15).

367. Un maître des comptes ne peut être nommé deux fois de suite rapporteur des comptes du même comptable (16).

# § V. - Forme du jugement des comptables.

568. Le maître présente à la chambre son opinion motivée sur tout ce qui est relatif à la ligne de compte et aux autres observations du référendaire. La chambre prononce ses décisions sur la première partie, et renvoie, s'il y a lieu, les propositions contenues dans la seconde à la chambre du conseil chargée de statuer sur ces propositions dans les formes déterminées (17).

369. Le président de la chambre fait tenir, pendant le rapport, par le maître rapporteur, la minute du compte soumis au

jugement de la chambre (18).

(2) Idem, art. 47.

<sup>(1)</sup> Décret du 28 septembre 1807, art. 46.

Idem, art. 48, et ordonn. du 20 août 1834.

Décret du 28 septembre 1807, art. 49.

Idem, art. 51.

Idem, art. 53.

Idem, art. 19. Idem, art. 7.

Idem, art. 54.

<sup>(10)</sup> Loi du 16 septembre 1807, art. 19.

Idem, art. 20.

<sup>(12)</sup> Décret du 28 septembre 1807, art. 21.

<sup>(13)</sup> Idem, art. 22.

<sup>(14)</sup> Idem, art. 27.

<sup>(15)</sup> Idem, art. 28.

<sup>(16)</sup> Idem, art. 7.

Idem, art. 29.

<sup>(18)</sup> Idem, art. 32.

370. Le référendaire rapporteur donne son avis, qui n'est que consultatif ; le maître rapporteur opine, et chaque maître successivement, dans l'ordre de sa nomination. Le président inscrit chaque décision en marge du rapport et prononce l'arrêt (1).

371. La minute des arrêts est rédigée par le référendaire rapporteur, et signée de lui et du président de la chambre; elle est remise, avec les pièces, au gressier en chef; celui-ci la présente à la signature du premier président, et ensuite en fait et signe

les expéditions (2).

372. Après que les arrêts définitifs sur chaque compte sont rendus, et les minutes signées, le compte et les pièces sont remis par le référendaire rapporteur au greffier en chef, qui fait mention des arrêts sur la minute du compte, et dépose le tout aux ar-

chives (3).

373. La Cour règle et apure les comptes qui lui sont présentes; elle établit, par ses arrêts définitifs, si les comptables sont quittes, ou en avance, ou en débet. Dans les deux premiers cas, elle prononce leur décharge définitive, et ordonne mainlevée et radiation des oppositions et inscriptions hypothécaires mises sur leurs biens, à raison de la gestion dont le compte est jugé. Dans le troisième cas, elle les condamne à solder leur débet dans le délai prescrit par la loi. Une expédition de ses arrêts sur les comptes des agens du trésor est adressée au ministre des finances, pour en faire suiyre l'execution (4).

374. La cour, nonobstant l'arrêt qui aurait jugé définitivement un compte, peut procéder à sa révision, soit sur la demande du comptable, appuyée de pièces justificatives recouvrées depuis l'arrêt, soit d'office, soit à la réquisition du procureur général, pour erreurs, omissions, faux ou doubles emplois reconnus par la vérification d'au-

tres comptes (5).

375. La Cour prononce sur les demandes en réduction et translation d'hypothèques, formées par des comptables encore en exercice, ou par ceux hors d'exercice, dont les comptes ne sont pas definitivement apurés, en exigeant les suretes suffisantes pour la conservation des droits du trésor (6).

376. Si, dans l'examen des comptes, la Cour trouve des faux ou des concussions, il en est rendu compte au ministre des finances et référé au ministre de la justice, qui font poursuivre les auteurs devant les

tribunaux ordinaires (7).

577. Les arrêts de la Cour contre les comptables sont exécutoires, et dans le cas où un comptable se croit fondé à attaquer un arrêt pour violation des formes ou de la loi, il se pourvoit dans les trois mois, pourtet délai, à compter de la notification de l'arrêt, au conseil d'Etat, conformément au réglement sur le contentieux. Le ministre des finances, et tout autre ministre, pour ce qui concerne son département, peuvent, dans le même délai, faire leur rapport au roi et proposer le renvoi au conseil d'Etal de leurs demandes en cassation des arrêls qu'ils croiront devoir être cassés pour violation des formes ou de la loi (8)

378. Lorsqu'après cassation d'un anti de la Cour des comptes, dans l'un des ces prévus par l'article précédent, le jugement du fond a été renvoyé à ladite Cour, l'affaire est portée devant l'une des chambres qui

n'en ont pas connu (9).

379. Dans le cas où un ou plusieurs menbres de la chambre qui ont rendu le premier arrêt sont passés à la chambre nouvellement saisie de l'affaire, ils s'abstiennent d'es connaître, et ils sont, si besoin est, remplacés par d'autres conseillers maitres, en suivant l'ordre de leur nomination (10).

380. La Cour ne peut, en aucun cu, s'attribuer de juridiction sur les ordennteurs, ni refuser aux payeurs l'allocation des paiemens par eux faits, sur des ordonnances revêtues des formalités prescrites et accompagnées des pièces déterminées par les lois et réglemens (11).

# CHAP. XVIII.—Contrôle public des compts des ministres.

581. Le compte annuel des finances et accompagné de l'état de situation des la vaux de la Cour des comptes (12).

# § I. . . Rapport annuel fait au rei.

582. Tous les ans le résultat général es travaux de la Cour des comptes, et les vots de réforme et d'amélioration dans les differentes parties de la comptabilité, sent portes à la connaissance du roi (13).

383. Au mois de février de châque année le premier président forme un comité parliculier composé des présidens, du procureur

Decret du 28 septembre 1807, art. \$1.
 Loi du 16 septembre 1807, art. \$1.
 Décret du 28 septembre 1807, art. \$3.

<sup>(4)</sup> Loi du 16 septembre 1807, art. 13. (5) Idem, art. 11.

<sup>6)</sup> Idem, art. 15.

<sup>(7)</sup> Idem, art. 16.

<sup>(8)</sup> Loi du 16 septembre 1807, art. 17. (9) Ordonnance du 1er septembre 1819, art. 1. (10) Idem, art. 2.

<sup>(11)</sup> Loi du 16 septembre 1807, art. 18.

<sup>(12)</sup> Loi du 27 juin 1819, art. 20. (13) Lois des 29 septembre 1791 et 28 plusière an 3, et sénatus-consulte du 26 mai 1804, art. 42.

général et de trois maîtres délégués par les chambres, pour procéder à un premier examen d'un projet de rapport au roi, préparé sur les observations résultant de la comparaison de la nature des recettes avec les lois et de la nature des dépenses avec les crédits, ou présentant des vues de réforme et d'amélioration, et dont la rédaction est ensuite discutée, délibérée et arrêtée en chambre du conseil, pour être portée, après ee dernier examen, à la connaissance du ròi (1).

384. Le rapport dressé chaque année par la Cour des comptes, en vertu de l'article précédent, est imprimé et distribué aux

Chambres (2).

# § II. - Déciarations publiques de la Cour.

385. La Cour des comptes constate et certifie, d'après le relevé des comptes individuels et les pièces justificatives que doivent lui produire les comptables, l'exactitude des comptes généraux publiés par le ministre des finances et par chaque ministre ordonnateur (3).

386. Pour faciliter ses contrôles, la Cour des comptes reçoit du ministre des finances les documens ci-aprés, qui reproduisent tous les faits compris dans les comptes individuels des comptables, avec les divisions adoptées dans le compte général de l'admi-

nistration des finances, savoir (4):

10 Les résumés généraux des comptes individuels des receveurs généraux des finances (5), des payeurs du trésor public (6), des receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines (7), des receveurs des contributions indirectes (7), des receveurs des douanes et sels (7), des directeurs des postes (7), des directeurs des monnaies (7). 2º Le compte du caissier central du trésor (8); le résumé général des viremens de comptes (9).

387. Les résumes généraux désignés à l'article précédent sont accompagnés d'états présentant la comparaison des opérations com prises dans chaque résumé général, avec les résultats de la partie du compte des sinances où les mêmes faits ont été pré-

sentés (10).

388. La Cour constate, par des déclarations de conformité, la concordance des résultats de ses arrêts sur les comptes individuels des comptables avec ceux de chaque résumé général, et confirme aussi l'accord de ces mêmes arrêts avec les opérations correspondantes qui sont comprises dans le compte général de l'administration des finances (11).

389. Le 1er juillet de chaque année le ministre des finances fait remettre à la Cour des comptes un tableau comparatif des recettes et des dépenses publiques comprises dans le compte général des finances de l'année précédente, avec les comptes individuels et les résumés généraux qui ont dù être antérieurement transmis à la Cour pour la

même année (12).

390. Ce tableau comparatif est rapproché des déclarations de conformité rendues par la Cour des comptes sur chaque résumé général; et lorsque la Cour a reconnu la concordance de ces divers documens, elle délivre, en audience solennelle, une Déclaration générale, pour attester l'accord du compte annuel des finances avec les résumés généraux et avec les arrêts prononcés sur les comptes individuels des comptables (13).

591. A l'aide du tableau comparatif établi chaque année, et présentant la distinction des recettes et des dépenses par exercice, la Cour des comptes délivre également, en séance générale, une semblable Delaration de conformité sur la situation définitive de l'exercice expiré, qui a déjà été provisoirement vérifiée par la commission créée en vertu de l'ordonnance du 10 décembre 1823, et dont l'état se trouve apperé à son procés-verbai (14).

592. Les déclarations de la Cour des comptes sont adressées au ministre des finances, pour qu'elles soient imprimées et communiquées aux Chambres (15).

593. La Cour des comptes remet au ministre des finances les déclarations de conformité ci-dessus prescrites, à une époque assez rapprochée de l'ouverture de chaque session des Chambres pour que l'exactitude du dernier réglement du budget ait pu être confirmée avant qu'il ait été statué sur les résultats du nouveau réglement proposé pour l'exercice suivant (16).

594. Les déclarations de conformité que la Cour des comptes doit délivrer pour constater la concordance de ses arrêts avec les

<sup>(1)</sup> Loi du 16 septembre 1807, art. 22.

<sup>(2)</sup> Loi du 21 avril 1832, art. 15.

<sup>(3)</sup> Ordonnance du 14 septemb. 1822, art. 22. (4) Ordonnance du 9 juill. 1826, art. 2. (5) Ordonnance du 29 déc. 1823.

<sup>(6)</sup> Ordonnance des 18 novembre 1817 et 27 décembre 1823.

<sup>(7)</sup> Ordonnances des 8 novembre 1820 et 4 novembre 1824.

<sup>(8)</sup> Ordonnance du 8 juin 1821. (9) Ordonnance du 9 juillet 1826, art. 1".

<sup>10)</sup> Idem , art. 3.

<sup>(11)</sup> Idem, art. 4.

<sup>(12)</sup> Idem, art. 5, (13) Ordonnance du 9 juillet 1826, art. 6.

<sup>(14)</sup> Idem, art. 7. (15) Idem, art. 8. (16) Idem , art. 9.

diverses parties du compte de l'administration des finances et avec les résumés généraux des comptes individuels établis, par nature de service, à la comptabilité générale des finances, sont rendues par chaque chambre compétente de la Cour des comptes, dans les quinze jours du mois de janvier de

chaque année (1).

595. Un conseiller référendaire est chargé par le premier président de réunir les déclarations de conformité arrêtées dans chaque chambre, ainsi que tous les documens à l'appui, à l'effet de reconnaître la concordance du résultat général de ces déclarations avec celui du compte de l'administration des sinances, et de présenter un rapport à la Cour, réunie en chambre du conseil. Le premier président en ordonne la communication au procureur général, et nomme en séance un conseiller maître rapporteur (2).

396. Le rapport du conseiller référendaire et les observations du conseiller maître sont entendus et discutés par la Cour en chambre du conseil. Les conseillers référendaires qui ont préparé le travail relatif aux déclarations de conformité rendues par chaque chambre compétente peuvent être appelés. Après que le procureur général a été entendu en ses conclusions, les déclarations générales constatant la conformité des arrêts de la Cour avec les comptes d'année et d'exercice publiés par les ministres sont définitivement arrêtées, et elles sont prononcées en audience solennelle, par le premier président, au jour qui est indiqué. Ces opérations doivent être entièrement terminées le 1er février de chaque année (3).

# TITRE IV. — COMPTABILITÉS SPÉCIALES.

CHAPITRE XIX. — Comptabilité des departemens.

# § 1º2. — Dispositions genérales.

597. Le service départemental est assuré par des centimes additionnels affectés à des dépenses variables, facultatives et extraordinaires, et par des impositions locales qui sont spécialement appliquées par des lois particulières à divers services publics des départemens (4).

598. Le conseil général vote les centimes additionnels dont la perception est auto-

risée par les lois (5).

599. Les contributions extraordinaires

que le conseil général voterait pour subvenir aux dépenses du département ne pervent être autorisées que par une loi (6).

400. Dans le cas où le conseil général voterait un emprunt pour subvenir à des dépenses du département, cet emprunt me peut être contracté qu'en vertu d'une loi (7).

#### § II. — Ressources départementales.

401. Les recettes du département se composent, 1º du produit des centimes atditionnels aux contributions directes affects par la loi de finances aux dépenses ordinaires des départemens, et de la part allouée au département dans le fonds commu établi par la même loi; 2º du produit de centimes additionnels facultatifs votés asnuellement par le conseil général, dans les limites déterminées par la loi de finances; 3º du produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu des lois spéciales ; 4º du produit des centimes additionnels affectés par les lois générales a diverses branches du service public; 50 da revenu et du produit des propriétés du département non affectées à un service départemental; 6º du revenu et du produit des autres propriétés du département, tant mobilières qu'immobilières; 7º du produit des expéditions d'anciennes pièces ou d'acte de la préfecture déposés aux archives; 8º du produit des droits de péage autorisés par le Gouvernement au profit du département, ainsi que des autres droits et perceptions concédés au département par les lois (8).

402. Il est pour vu aux dépenses ordinaire au moyen, 1º des centimes affectés à cel emploi par la loi de finances; 20 de la parl allouée au département dans le fonds commun; 50 des produits éventuels énoncés au nos 6, 7 et 8 de l'article 401 ci-dessus (9).

403. Ji est pourvu aux dépenses portés dans la seconde section du budget au moyen des centimes additionnels facultatifs et des produits énoncés au nº 5 de l'article 401 ci-dessus. Toutefois, après épuisement du maximum des centimes facultatifs employés à des dépenses autres que les dépenses spéciales, et des ressources énoncées au paragraphe précédent, une portion du fonds commun, dont la quotité est déterminés chaque année par la loi de finances, peut être distribuée aux départemens, à titre de secours, pour complément de la dépense des travaux de construction des édifices de

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 26 nov. 1826, art. 14. "

<sup>(2)</sup> Idem , art. 2.

<sup>(3)</sup> Ordonnance du 9 juill. 1826, art. 3. (4) Loi annuelle de finances.

<sup>(5)</sup> Loi du 10 mai 1838, art. 5.

<sup>(6)</sup> Loi du 10 mai 1838, art. 33. (7) Idem, art. 34. (8) Idem, art. 10.

<sup>(9)</sup> Idem , art. 13.

partementaux d'intérêt général, et des ouvrages d'art dépendant des routes départementales. La répartition du fonds communest réglée annuellement par ordonnance royale insérée au bulletin des lois (1).

# § III. — Charges départementales.

404. Les dépenses ordinaires sont: 1° les grosses réparations et l'entretien des édifices et bâtimens départementaux; 2° les contributions dues par les propriétés du département; 3° le loyer, s'il y a lieu, des hôtels de préfecture et de sous-préfecture; 4' l'ameublement et l'entretien du mobilier de l'hôtel de préfecture et des bureaux de souspréfecture; 5° le casernement ordinaire de la gendarmerie; 6° les dépenses ordinaires des prisons départementales; 7° les frais de translation des détenus, des vagabonds et des forçats libérés; 8° les loyer, mobilier et menues dépenses des cours et tribunaux, et les menues dépenses des justices de paix ; 9° le chaussage et l'éclairage des corps de garde des établissemens départementaux : 10° les travaux d'entretien des routes départementales et des ouvrages d'art qui en font partie; 11° les dépenses des ensans trouvés et abandonnés, ainsi que celles des aliénés, pour la part afférente au département, conformément aux lois; 12° les frais de route accordés aux voyageurs indigens; 13° les frais d'impression et de publication des listes électorales et du jury ; 14° les frais de tenue des colléges et des assemblées convoqués pour nommer les membres de la Chambre des Députés, des conseils généraux et des conseils d'arrondissement; les frais d'impression des budgets et des comptes des recettes et dépenses du département; 16° la portion à la charge des départemens dans les frais des tables décennales de l'état civil; 17° les frais relatifs aux mesures qui ont pour objet d'arrêter le cours des épidémies et des épizooties; 18° les primes fixées par les réglemens d'administration publique, et les autres frais pour la destruction des animaux nuisibles; 19° les dépenses de garde et conservation des archives du département (2).

405. Les dépenses facultatives sont, 1° les dépenses d'utilité départementale qui ne sont pas comprises dans la nomenclature donnée à l'article ci-dessus; 2° les dépenses imputables sur les centimes spéciaux et extraordinaires (3).

406. Le budget du département est présenté par le préfet, délibéré par le couseil général et réglé définitivement par ordonnance royale. Il est divisé en sections (4).

407. La première section comprend les

dépenses ordinaires (5).

408. Les dépenses ordinaires peuvent être inscrites dans la première section, ou être augmentées d'office, jusqu'à concurrence du montant des recettes destinées à y pourvoir, par l'ordonnance royale qui règle le budget (6).

409. Aucune dépense facultative ne peut être inscrite dans la première section du

budget (7).

410. Les viremens de crédits d'un chapitre à un autre, et les augmentations d'allocations qui seraient reconnues nécessaires, après le réglement du budget, pour assurer l'exécution des services compris dans la première section, doivent être autorisés par des décisions ministérielles. Ces décisions sont notifiées aux préfets et aux payeurs, qui les produisent à la Cour des comptes avec les copies du budget départemental.

411. La seconde section comprend les dépenses facultatives d'utilité départemen-

tale (8).

412. Le conseil général peut aussi y porter les autres dépenses énoncées en l'article

404 ci-dessus (8).

413. Aucune dépense ne peut être inscrite d'office dans la seconde section, et les allocations qui y sont portées par le conseil général ne peuvent être ni changées ni modifiées par l'ordonnance royale qui règle le budget, non plus que par des décisions ultérieures (9).

414. Des sections particulières comprennent les dépenses imputées sur des centimes spéciaux ou extraordinaires. Aucune dépense ne peut y être imputée que sur les centimes destinés par la loi à y pourvoir (10).

415. Les dettes départementales contractées pour des dépenses ordinaires sont portées à la première section du budget et soumises à toutes les règles applicables à ces dépenses. Les dettes contractées pour pourvoir à d'autres dépenses sont inscrites par le conseil général dans la seconde section; et dans le cas où il aurait omis ou refusé de faire cette inscription, il y serait pourva au moyen d'une contribution ex-

<sup>§</sup> IV. - Budgets spéciaux des départemens.

<sup>(1)</sup> Loi du 10 mai 1838, art. 17.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 12.

<sup>(3)</sup> Idem, art. 16 et 19.

<sup>(</sup>h) Idem, art. 11.

<sup>(5)</sup> Idem, art, 12,

<sup>(6)</sup> Loi du 10 mai 1838, art. 14.

<sup>(7)</sup> Idem, art. 15.

<sup>(8)</sup> Idem, art. 16. (9) Idem, art. 18.

<sup>(10)</sup> Idem, art. 19.

traordinaire établie par une lei spéciale (1). 416. Les fonds qui n'auraient pu recevoir leur emploi dans le cours de l'exercice sont reportes, après ciôture, sur l'exercice en cours d'exécution, avec l'affectation qu'ils avaient au budget voté par le conseil général, et les fonds restés libres sont cumulés avec les ressources du budget nouyeau, suivant la nature de leur origine (2).

## V. - Perception des revenus.

417. Les receveurs généraux des finances sont charges de recouvrer, 1° la portion des centimes additionnels imposés dans les rôles des contributions directes pour dépenses départementales; 2" et les divers produits accidentels et extraordinaires qui sont destinés aux mêmes dépenses, et qui appartiennent aux budgets des départemens (3).

418. Le comptable chargé du recouvrement des ressources éventuelles est tenu de faire, sous sa responsabilité, toutes les diligences nécessaires pour la rentrée de ces produits. Les rôles et états de produits sont rendus exécutoires par le préfet, et par lui remis au comptable. Les oppositions, lorsque la matière est de la compétence des tribunaux ordinaires, sont jugés comme affaires sommaires (4).

419. Les receveurs délivrent aux parties

versantes des récépissés à talon (5). 420. L'acceptation ou le refus des legs et

donations faits au département ne peuvent être autorisés que par une ordonnance royale, le consoil d'Etat entendu. Le préfet peut toujours, à titre conservatoire, accepter les legs et dons faits au département : l'ordonnance d'autorisation qui intervient ensuite a effet du jour de cette acceptation (6).

#### 💲 VI.—Acquittement des dépenses.

421. Les dépenses auxquelles ces impositions sont destinées sont acquittées par les payeurs des départemens, en vertu des ordonnances du ministre chargé de l'administration départementale (7).

422. Le comptable chargé du service des dépenses départementales ne peut payer que sur des mandats délivrés par le préfet, dans la limite des crédits ouverts par les budgets du département (8).

423. Lorsque les dépenses de constructions, de reconstructions ou réparations des

édificés départementaux sont évaluées à plus de cinquante mille francs; les projets et les devis doivent être préalablement soumb au ministre charge de l'administration departementale (9).

424. Les règles prescrites par l'ordonnance du 14 septembre 1822 s'appliquet aux dépenses des départemens (10).

#### 💲 VII. - Beddition des comptes.

425: Le conseil général entend et débit les comptes d'administration qui lui sont présentés par le préset; 1° des recelles et dépenses, conformément aux budgets de département : 2° du fonds de non-valeur; 3° du produit des centimes additionnes spécialement affectés par les lois générals à diverses branches du service public. La observations du conseil général sur la comptes présentés à son examen sont adetsées directement par son président, au minitre chargé de l'administration département tale. Ces comptes, provisoirement arrêté per le conseil général, sont définitivement réglé par ordonnances royales (11).

426. Les budgets et les comptes du tepartement définitivement réglés sont mdus publics par la voie de l'impression (12).

427. Le conseil général peut ordonner la publication de tout ou partie de ses délibérations ou proces-verbaux. Les proces-vabatta rédigés par le secrétaire et arrêlés in commencement de chaque séance continnent l'analyse de la discussion : les noms des membres qui ont pris part à cette discussion n'y sont pas insérés (13).

428. Les revenus et les charges des de partemens sont compris dans le budget de l'Etat et dans les comptes généraux rends annuellement par les ministres.

# CHAPITRE XX. - Comptabilité des communes.

#### § 14. - Reverlus communaux.

429. Les recettes des communes sont ordinaires ou extraordinaires. Les recettes ordinaires des communes se composent, 1° des revenus de tous les biens dont les habilans n'ont pas la jouissance en nature; 2° des 💝 tisations imposées annuellement sur les ayans-droit aux fruits qui se perçoiventen nature; 3° du produit des centimes ordinalres affectés aux communes par les lois de finances; 4° du produit de la portion accordée

<sup>(1)</sup> Laida 10 mai 1838, art. 20.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 21.

<sup>(3)</sup> Instruction sur la comptabilité des receveurs généraux du 15 décembre 1826, art. 282.

Loi du 10 mai 1838, art. 22.
 Instruction dn 15 décembre 1826, art. 283.

<sup>(6)</sup> Loidu 19 mai 1833, art. 31.

<sup>(7)</sup> Instruction du 15 mai 1826; art. 527.

<sup>(8)</sup> Loi du 10 mai 1838, art. 23.

<sup>(9)</sup> Idem, art 82. (10) Ordonnance du 14 septembre 1822, 👫 🎉

<sup>(11)</sup> Loi du 10 mai 1838, art, 24, (12) Idem, art. 25.

<sup>(13)</sup> Idem, art. 26.

mmunes dans l'impôt des patentes: roduit des octrois municipaux : 6º du t des droits de place perçus dans les foires, marchés, abattoirs, d'après ifs dûment autorisés; 7º du produit rmis de stationnement et des locaur la voie publique, sur les ports et s et autres lieux publics; 8° du proes péages communaux, des droits de , mesurage et jaugeage; des droits ie et autres droits légalement établis: prix des concessions dans les cime-10° du produit des concessions de l'enlèvement des boues et imces de la voie publique, et autres sions autorisées pour les services unaux; 11° du produit des expédiles actes administratifs et des actes de zivil; 12º de la portion que les lois ent aux communes dans le produit iendes prononcées par les tribunaux ple police, par ceux de police correclle et par les conseils de discipline de la nationale; et généralement du produit tes les taxes de ville et de police dont eption est autorisée par la loi (1). . Les recettes extraordinaires se com-, 1° des contributions extraordinaires it autorisées; 2º du prix des biens 3; 3° des dons et legs; 4' du remment des capitaux exigibles et des

§ II. - Charges communales.

les; (2).

rachetées; 50 du produit des coupes

rdinaires de bois; 6º du produit des

nts et de toutes autres recettes acci-

. Les dépenses des communes sont toires ou facultatives. Sont obligaes dépenses suivantes : 1° l'entretien, lieu, de l'hôtel de ville ou du local à la mairie; 2° les frais de bureau et ession pour le service de la com-3° l'abonnement au bullctin des ° les frais de recensement de la popu-; 5° les frais des registres de l'état cia portion des tables décennales à la des communes; 6° le traitement du ur municipal, du préposé en chef de i, et les frais de perception; 7° le ient des gardes des bois de la comet des gardes champêtres; 8° le trai-: et les frais de bureau des commisde police, tels qu'ils sont déterminés; lois; 9° les pensions des employés ipaux et des commissaires de police rement liquidées et approuvées; 10° les frais de loyer et de réparation du local de la justice de paix, ainsi que ceux d'achat et d'entretien de son mobilier, dans les communes chefs-lieux de canton; 11° les dépenses de la garde nationale, telles qu'elles sont déterminées par les lois; 12° les dépenses relatives à l'instruction publique, conformément aux lois; 13° l'indemnité de logement aux curés et desservans, et autres ministres des cultes salariés par l'Etat, lorsqu'il n'existe pas de bâtiment affecté à leur logement; 14° les secours aux fabriques des églises et autres administrations préposées aux cultes dont les ministres sont salariés par l'Etat, en cas d'insuffisance de leurs revenus, justifiée par leurs comptes et budgets; 15° le contingent assigné à la commune, conformément aux lois, dans la dépense des enfans trouvés et abandonnés; 16° les grosses réparations aux édifices communaux, sauf l'exécution des lois spéciales concernant les bâtimens militaires et les édifices consacrés aux cultes; 17° la clôture des cimetières, leur entretien et leur translation dans les cas déterminés par les lois et réglemens d'administration publique: 18° les frais des plans d'alignemens; 19° les frais et dépenses des conseils des prud'hommes. pour les communes où ils siègent; les menus frais des chambres consultatives des arts et manufactures, pour les communes où elles existent; 20° les contributions et prélèvemens établis par les lois sur les biens et revenus communaux; 21° l'acquittement des deftes exigibles, et généralement toutes les autres dépenses mises à la charge des communes par une disposition des lois. Toutes dépenses autres que les précédentes sont facultatives (3).

#### § III. - Budget de l'emmelee; vote des recettes et des dépenses.

432. Les recettes et les dépenses des communes ne peuvent être faites que conformément au budget de chaque exercice, ou aux autorisations extraordinaires données par qui de droit et dans les mêmes formes (4).

433. L'exercice commence au 1er janvier et finit au 31 décembre de l'année qui lui donne son nom (5). Néanmoins un délai est accordé pour en compléter les opérations, et l'époque de la clôture de l'exercice, pour toutes les recettes et dépenses qui s'y rattachent, est fixée, savoir : pour les communes justiciables de la Cour des comptes, au 30 juin de la deuxième année de l'exer-

oi du 18 juillet 1837 sur l'administration pale, art. 31. lem, art, 32,

<sup>(3)</sup> Loi du 18 juillet 1837, art. 30.

<sup>(4)</sup> Ordonnance du 23 avril 1823, art. 1". (5) Idem, art. 2.

cice, et pour toutes les autres communes, au 31 mars de ladite année (1).

434. Le conseil municipal délibère sur le budget de la commune, et en général sur toutes les recettes et dépenses, soit ordi-

paires, soit extraordinaires (2). . 435. Le budget de chaque commune, proposé par le maire et voté par le conseil municipal, est définitivement réglé par arrêté du préset. Toutesois le budget des villes dont le revenu est de cent mille francs ou plus est réglé par une ordonnance du roi. Le revenu d'une commune est réputé atteindre cent mille francs, lorsque les recettes ordinaires, constatées dans comptes, se sont élevées à cette somme pendant les trois dernières années. Il n'est réputé être descendu au-dessous de cent mille francs que lorsque, pendant les trois dernières années, les recettes ordinaires. légalement constatées par les comptes, sont restées inférieures à cette somme (3).

436. Les crédits qui pourraient être reconnus nécessaires après le réglement du budget sont délibérés par le conseil municipal et autorisés par le préfet, dans les communes dont il est appelé à régler le budget, et par le ministre, dans les autres communes. Toutefois, dans ces dernières communes, les crédits supplémentaires pour dépenses urgentes peuvent être ap-

prouvés par le préset (4).

457. Dans le cas où, par une cause quelconque, le budget d'une commune n'aurait pas été approuvé avant le commencement de l'exercice, les recettes et dépenses ordinaires continuent, jusqu'à l'approbation de ce budget, à être faites conformément à celui de l'année précédente (5).

438. Dans le cas où le maire négligerait de dresser et de soumettre au conseil municipal le budget de la commune, le préfet, après l'en avoir requis, peut procéder à ces actes par lui-même ou par un délégué spécial (6).

459. Les dépenses proposées au budget d'une commune peuvent être rejetées ou réduites par l'ordonnance du roi ou par l'arrêté du préfet qui règle ce budget (7).

440. Les conseils municipaux peuvent porter au budget un crédit pour dépenses imprévues. La somme inscrite pour ce crédit ne peut être réduite ou rejetée qu'aufant que les revenus ordinaires, après avoir satisfait à toutes les dépenses obligatoires,

ne permettraient pas d'y faire face, ou qu'elle excéderait le dixième des recettes ordinaires. Le crédit pour dépenses imprévues est employé par le maire, avec l'approbation du préset pour les budgets réglés par le roi, et du sous-préset pour les budgets réglés par le préfet. Dans les communes autres que les chefs-lieux de département ou d'arrondissement, le maire peut employer le montant de ce crédit aux dépenses urgentes, sans approbation préslable, à la charge d'en informer immédiatement le sous-préfet et d'en rendré compte au conseil municipal dans la première session ordinaire qui suit la dépense effectuée (8).

. 441. Les dépenses proposées au budget ne peuvent être augmentées, et il ne peut y en être introduit de nouvelles par l'arrèté du préfet ou l'ordonnance du roi, qu'autant qu'elles sont obligatoires (9).

442. Si un conseil municipal n'alloue pas les fonds exigés pour une dépense obligatoire, ou n'alloue qu'une somme insufisante, l'allocation nécessaire est inscrit au budget, par ordonnance du roi, pour les communes dont le revenu est de cent mille francs et au-dessus, et par arrêté du préfet, en conseil de préfecture, pour celles dont le revenu est inférieur. Dans tous les cas, le conseil municipal est préalablement appelé à en délibérer. S'il s'agit d'une dépense annuelle et fixe de sa nature, ou d'une dépense extraordinaire, elle est inscrite pour sa quotité réelle. Si les ressources de la commune sont insuffisantes pour subvenir aux dépenses obligatoires inscrites d'offices en vertu du présent article, il y est pourvu par le conseil municipal, ou, en cas de refus de sa part, au moyen d'une contribution extraordinaire établie par une ordonnance du roi, dans les limites du maximum qui est fixé annuellement par la loi de finances, et par une loi spéciale, si la contribution doit excéder ce maximum(10'.

contribution doit excéder ce maximum(10-443. Les délibérations du conseil municipal concernant une contribution extraordinaire destinée à subvenir aux dépenses obligatoires ne sont exécutoires qu'en vertu d'un arrêté du préfet s'il s'agit d'une commune ayant moins de cent mille francs de revenu, et d'une ordonnance du roi s'il s'agit d'une commune ayant un revenu supérieur. Dans le cas où la contribution ertraordinaire aurait pour but de subvenir à

<sup>(4)</sup> Ordonnance du 23 avril 1823, art. 3, et ordonnance du 1<sup>st</sup> mars 1835, art. 1<sup>st</sup>.

<sup>(2)</sup> Loi du 18 juillet 1837, art. 19.

<sup>(3)</sup> Idem, art. 33.

<sup>(</sup>A) Loi du 18 juillet 1837, art. 34.

<sup>(5)</sup> Idem, art. 35.

<sup>(6)</sup> Loi du 18 juillet 1837, art. 15.

<sup>(7)</sup> Idem, art. 63.

<sup>(8)</sup> Idem, art. 37. (9) Idem, art. 38.

<sup>(10)</sup> Idem. art. 39.

tres dépenses que les dépenses obligas, elle ne pent être autorisée que par annance du roi s'il s'agit d'une commune it moins de cent mille francs de re-1, et par une loi s'il s'agit d'une comle ayant un revenu supérieur (1).

14. Aucun emprunt ne peut être autoque par ordonnance du roi, rendue sles formes des réglemens d'administrapublique, pour les communes ayant ns de cent mille francs de revenu, et une loi s'il s'agit d'une commune ayant revenu supérieur. Néanmoins, en cas gence, et dans l'intervalle des sessions, ordonnance du roi, rendue dans les aes des réglemens d'administration puure, peut autoriser les communes dont evenu est de cent mille francs et auus à contracter un emprunt jusqu'à currence du quart de leurs revenus (2).

. — Ordonnancement et acquittement des dépenses.

45. Le maire est chargé, sous la surveile de l'administration supérieure, de la jon des revenus, de la surveillance des lissemens communaux et de la comptaté municipale; de la proposition du get et de l'ordonnancement des dépen-(3).

46. Les dépenses ne peuvent être actiées que sur les crédits ouverts à chae d'elles, ni ces crédits être employés les maires à d'autres dépenses (4).

47. Aucune dépense ne peut être actée si elle n'a été préalablement ordoncée par le maire sur un crédit régulièret ouvert. Tout mandat ou ordonnance énoncer l'exercice et le crédit auxquels épense s'applique, et être accompagné, r la légitimité de la dette et la garantie paiement des pièces indiquées par les rénens.

48. Les maires demeurent chargés, sous responsabilité, de la remise aux ayansit des mandats qu'ils délivrent sur la se municipale (5).

49. Le maire peut seul délivrer des man-: s'il refuse d'ordonnancer une dése régulièrement autorisée et liquidée, it prononcé par le préfet en conseil de ceture. L'arrêt du préfet tient lieu du idat du maire (6).

50. Les crédits accordés pour un exersont affectés au paiement des dépenses qui résultent de services faits dans l'année qui donne son nom à l'exercice (7).

## § V. - Clôture de l'exercice.

451. Les crédits restent à la disposition du maire ordonnateur jusqu'au 15 mars ou au 15 juin de l'année suivante (selon l'importance des commones), mais seulement pour compléter les dépenses auxquelles ils ont été affectés (8).

452. Passé le 31 mars ou le 30 juin, l'exercice est clos; les crédits demeurés sans emploi sont annulés et les restes à recouver et à payer sont reportés de droit, et sous un titre spécial, au budget de l'exercice pendant lequel la clôture a lieu. Il en est de même de l'excédant final que présenterait le compte de l'exercice clos. Les comptes définitifs d'exercice ne comprennent que les recettes et les paiemens effectués jusqu'aux dites époques (9).

453. Aucune dépense ne pent être ordonnancée passé le 15 du mois de la clôture de l'exercice, et les mandas non payés dans les quinze jours suivans sont annulés, sauf répordonnancement, s'il y a lieu, avec imputation sur les reliquats de l'exercice clos reportés au budget de l'année courante (10).

454 Sont du reste appliquées aux budgeis et aux comptes des communes les dispositions des articles 8, 9, 10 de la loi du 25 mai 1834, relativement aux paicmens à effectuer sur les exercices courans par rappet sur les exercices clos (11).

# S VI. - Ecritures et compte du maire.

435. Au fur et à mesure de chaque opération d'ordonnancement, il doit en être tenu écriture sur des registres ouverts dans chaque mairie. Dans les grandes administrations municipales, les maires doivent faire tenir un journal et un grand-livre pour y consigner sommairement toutes les opérations financières concernant la fixation des crédits, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement; et ces mêmes opérations doivent en même temps être décrites avec détail dans des livres on registres auxiliaires, au nombre et dans la forme déterminée par les préfets, suivant la nature et l'importance des diverses parties du service (12).

456. Le compte d'exercice à rendre par le maire ordonnateur présente, par co-

<sup>)</sup> Loi du 18 juillet 1837, art. 40.

<sup>)</sup> Idem, art. 41.

<sup>)</sup> Ordonnance du 23 avril 1823, art. 1".

<sup>)</sup> Idem, art. 3. ) Loi du 18 juillet 1837, art. 64.

Ordonnance du 14 septembre 1822, art. 1".

<sup>(8)</sup> Ordonnance du 23 avril 1823, art. 2.

<sup>(9)</sup> Ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 1835, art. 1<sup>er</sup>.

<sup>(10)</sup> Ordonnance du 1er mars 1833, art. 2.

<sup>(11)</sup> Idem, art. 3.

<sup>(12)</sup> Instruction du ministre de l'intérieur du mois de septembre 1824,

lonnes distinctes, et en suivant l'ordre des chapitres et des articles du budget, en recette, 1º la désignation de la nature de recette; 2º l'évaluation admise par le budget; 3º la fixation définitive de la somme à recouvrer d'après les titres justificatifs; 4º les sommes recouvrées pendant l'année du budget et pendant les premiers mois de la seconde année; 5° la somme restant à recouvrer. En dépense, le compte présente. 1° la désignation des articles de dépenses admis par le budget; 2º le montant des crédits; 3º le montant des sommes payées sur ses crédits, soit dans la première année, soit dans les premiers mois de la deuxième; 4º les recettes à payer à re-porter au budget de l'exercice suivant; 5º les crédits ou portions de crédits à annuler, faute d'emploi dans les délais prescrits. Le maire joint d'ailleurs à ce compte de deniers tous les développemens et explications qui doivent en former la partie morale, et servir, tant au conseil municipal qu'à l'autorité supérieure, à apprécier les actes administratifs du maire, pendant l'exercice qui vient de se terminer (1).

457. Les comptes des maires ordonnateurs, rendus par exercice, et clos (ainsi que le prescrit l'article 1er de l'ordonnance du 1er mars 1835) au 51 mars ou au 30 juin de l'année qui suit immédiatement chaque exercice, sont nécessairement soumis aux délibérations des conseils municipaux dans la session ordinaire qui suit immédiatement la clôture de chaque exercice. Ceux de ces comptes qui doivent être définitivement réglés par le ministre de l'intérleur lui sont transmis par les préfets, avec les observations dont ils les jugent susceptibles, deux mois au plus tard après l'examen des consells municipaux (2).

458. Le conseil municipal délibère sur les comptes présentés annuellement par le maire (3).

459. Les comptes du maire pour l'exercice clos sont présentés au conseil municipal avant la délibération du budget. Ils sont définitivement approuvés par les préfets pour les communes dont le revenu est inférieur à cent mille francs, et par le ministre compétent, pour les autres communes (4).

460. Une copie conforme du compte d'administration, tel qu'il a été vérifié par

le conseil municipal, et arrêté définitivement ou provisoirement par le préfet, doit être, comme élément de contrôle, jount au compte de gestion du comptable, lorsque celui-ci est soumis à l'apurement du tribunal compétent (5).

### S VII. - Gestion du receveur.

461. Les recettes et les dépenses communales s'effectuent par un comptable, chargé seul, et sous sa responsabilité, de pour suivre la rentrée de tous les revenus de la commune et de toutes les sommes qui la seraient dues, ainsi que d'acquitter les dépenses ordonnancées par le maire, jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés. Tous les rôles de taxe, de sous-répartition et de prestations locales, doivent être remis à ce comptable (6).

462. Ce comptable doit également recvoir de l'administration locale une expédition en forme de tous les baux, contrals, jugemens, déclarations, titres nouvels, et autres, concernant les revenus dont la perception lui est confiée, et il est autorisé à demander, au besoin, que les originaux de ces divers actes lui soient remis sur son récépissé (7).

463. Les taxes particulières dues par les habitans ou propriétaires, en verta des lois et des usages locaux, sont réparties par délibérations du conseil municipal, approuvées par le préfet. Ces taxés sont per ques suivant les formes établies pour le recouvrement des contributions publiques (8).

46à. Toutes les recettes municipales port lesquelles les lois et réglemens n'ont pas prescrit un mode spécial de recouvrement s'effectuent sur des états dressés par la maire. Ces états sont exécutoires après qu'ils ont été visés par le sous-préfet (9).

465. Le percepteur remplit les fonctions de receveur municipal. Néanmoins, dan les communes dont le revenu excéde trente mille francs, ces fonctions sont confées, si le conseil municipal le demande, à un receveur municipal spécial. Il est nommé par le roi sur trois candidats que le conseil présente. Les dispositions du premier paragraphe ci-dessus ne sont applicables aux communes ayant actuellement un receveur municipal que sur la demande du conseil municipal, ou en cas de vacance (10).

Circulaire du ministre de l'intérieur en date du 10 avril 1835.

<sup>(2)</sup> Ordonnance du 23 avril 1823, art. 5.

<sup>(3)</sup> Loi du 18 juillet 1837, art. 23.

<sup>(</sup>a) Idem, art. 60.

<sup>(5)</sup> Instruction da ministre de l'intérieur, du mois de septembre 1824.

<sup>(6)</sup> Loi du 18 juillet 1837, art. 62.

<sup>(7)</sup> Instruction générale du 15 décembre 1830; art. 581, et arrêté du gouvernement du 19 vendémiaire an 12.

<sup>(8)</sup> Loi du 18 juillet 1837, art. 44.

<sup>(9)</sup> Idem, art. 63.

<sup>(19)</sup> Idem , art. 65.

406. Toute personne autre que le receur municipal qui, sans autorisation lèdle, se serait ingérée dans le manlement s deniers de la commune est, par ce seul it, constituée comptable; elle peut, en itre, être poursuivle, en vertu de l'avele 258 du Code pénal, comme s'étant imiscée sans titre dans des fonctions publiles (4).

467. Le receveur municipal recouvre les vers produits aux échésnees déterminées ir les titres de perception ou par l'admi-

stration (2).

468. Il délivre immédiatement quittance toutes les sommes versées à sa caisse (3). 469. Ces quittances sont détachées d'un

urnal à souche (4).

470. Le receveur municipal est tenu de ire, sous sa responsabilité personnelle, utes les diligences nécessaires pour la perption des revenus, legs et donations, et itres ressources affectées au service des mmunes; de faire faire contre les débiurs en retard de payer, et à la requête des aires, les exploits, significations, poutttes et commandemens nécessaires; d'artir les administrateurs de l'expiration is baux; d'empêcher les préscriptions, de iller à la conservation des domaines, oits, priviléges et hypothéques; de reiérir, à cet effet, l'inscription au bureau es hypothèques de tous les titres qui en nt susceptibles; enfin, de tenir registre ces inscriptions et autres poursuites et ligences (5).

471. Les receveurs des communes doint, en conséquence, joindre à leurs comps, comme pièces justificatives, un état s propriétés foncières, des rentes et des sances mobilières qui composent l'actif ces communes. Cet état doit indiquer la ture des tetres, leur date et celle des inriptions hypohécaires prises pour leur nservation, et, s'il y a des procédures tamées, la situation où elles se trouvent. et état, certifié conforme par le receveur, it être visé par l'administration municile, qui y joint des observations, s'il y a u. Les certificats de quitus ne sont déliés aux comptables, à l'esset de rembournent de cautionnement, qu'après qu'il a 🗄 reconnu, par l'autorité qui juge les mptes, qu'ils ont satisfait aux obligations posées par l'arrêté du 19 vendémiaire

an 12 pour la conservation des blens et des créances appartenant aux communes dont ils gérent la recette (6).

472. Les receveurs municipaux ne pedvent se refuser à acquitter les mandats ou ordonnances, ni en retarder le palement, que dans les seuls cas : à la somme ordonnancée ne porterait pas sur un crédit ouvert ou l'excéderait; où les pieces produités seraient insuffisantes ou briegulières : où fl y aurait eu opposition dûment signifiée. contre le paiement réclamé, entre les mains du comptable. Tout refus, tout retard, doit être motivé dans une déclatation immédiatement délivrée par le receveur au porteur du mandat, lequel se retire dévant le maire pour, par ce dernier, être avisé aux mesures à prendre ou à provoquer. Tout receveur qui aurait indûment refusé ou retardé un paiement régulier, ou qui n'aurait pas délivré au porteur du mandat la déclaration motivée de son refus, est responsable des dommages qui pourraient en résulter, et encourt en outre, selon la gravité des cas, la perte de son emploi (7).

#### S VIII. - Ecritures du receveur.

473. Les écritures des receveurs municipaux sont tenues en partie simple ; elles nécessitent l'emploi des livres ci-après, savoir t 40 un journal à souche pour l'enregistrement de toutes les recettes et pour la délivrance des quittances aux parties versantes; 20 des livres de détail, dans lesquels les recettes et les dépenses sont classées par nature ; 3º un journal présentant les opérations décrites sur les livres de détail, et la situation journalière de la caisse ; 40 et un grandlivre contenant le rapport, à chaeun des comptes qui y sont ouverts, des recettes et des dépenses inscrites au journal. Le journel général et le grand-livre sont remplacés chez les percepteurs-receveurs par un livre des comptes divers par services, destiné à ouyrir un compte distinct pour les recettes et dépenses propres à chacun des services dont ces comptables sont chargés concurremment, et par un livre récapitulatif, destiné à présenter la situation complète de chaque percepteur sur tous les services qui 1ai sont confiés (8).

§ 1X. - Compte du receveur.

474. Les comptes annuels des receveurs

<sup>1)</sup> Loi du 18 juillet 1837, art. 64.

<sup>2)</sup> Instruction du 15 décembre 1826, art. 507; noi du 11 frimaire an 7.

<sup>3)</sup> Ordonnance du 8 décembre 1832, art. 7. 4) Instruction du 15 décembre 1826, act. 599

<sup>5)</sup> Instruction du 15 décembre 1820, art. 592, arcté du 19 vendémisire an 13.

<sup>(6)</sup> Circulaire du ministre de l'intérieur, en date du 10 avril 1835.

<sup>(7)</sup> Ordonnance du 23 avril 1825, art. 4. (8) Instructions du 15 décembre 1826, et du 30 mai 1827.

rendus avec la distinction des exercices. sont soumis aux délibérations des conseils municipaux, dans leur session ordinaire du

mois de mai (1).

475. Les comptes des receveurs, rendus comme il est dit à l'article précédent, doivent présenter: 1º le solde restant en caisse et cu portescuille au commencement de chaque gestion; 2º les recettes et les dépenses de toute nature effectuées pendant la gestion sur chaque exercice; 3° le montant des valeurs en caisse et en porteseuille composant leur reliquat à la fin de leur gestion (2).

476. Chaque receveur n'est comptable que des actes de sa gestion personnelle. En cas de mutation de receveurs, le compte de l'exercice est divisé suivant la durée de la gestion de chaque titulaire; et chacun d'eux rend compte séparément des faits qui le concernent, en se conformant aux dispositions de l'ordonnance du 23 avril 1823 (3).

477. Dans la première quinzaine d'avril ou de juillet, suivant la classe de la commune, les receveurs dressent, d'après leurs écritures, un état de situation de l'exercice clos, qui doit faire ressortir les recouvremens effectués et les restes à recouvrer, les dépenses faites et les restes à payer, ainsi que les crédits annulés, et enfin l'excédant définitif des recettes. Cet état est remis par eux au maire, pour être joint, comme pièce justificative, au compte de l'administration, et pour servir au réglement définitif des recettes et des dépenses de l'exercice clos (4).

478. Le conseil municipal entend, débat et arrête les comptes de deniers des rece-

vours, sauf réglement définitif (5).

. 479. Les comptes des receveurs des communes, affirmés sincères et véritables, tant en recette qu'en dépense, sous les peines de droit, datés et signés par le comptable, doivent être présentés à l'autorité chargée de les juger avant le 1er juillet de l'année qui suit celle pour laquelle ils sont rendus (6).

480. Ceux de ces comptes qui doivent être définitivement réglés par la Cour des comptes lui sont transmis par les présets, avec les observations dont ils les jugent susceptibles, deux mois ou plus tard après l'examen des conseils municipaux. Les autres doivent être réglés dans l'année, conformément aux ordonnances des 28 janvier 1815, 8 août 1821,

et 25 avril 1823 (7).

481. Il ne peut être présenté aucun comple devant l'autorité chargée de le juger, qu'il ne soit en état d'examen et appuyé de pièces justificatives (8).

482. Les comptables qui n'auront pas présenté leurs comptes dans les délais prescrits par les réglemens peuvent être condamnés, par l'autorité chargée de les juger, à une amende de dix francs à cent francs par chaque mois de retard, pour les receveurs justiciables des conseils de préfecture, et de cinquante francs à cinq cents francs également par mois de retard, pour ceux qui sont justiciables de la Cour des comptes. Ces amendes sont attribuées aux communes que concernent les comptes en retard. Elles sont assimilées au débets de comptables, et le recouvrement peut en être suivi par corps, conformément aux articles 8 et 9 de **la l**oi d**u 1**7 avril 1832 (9).

485. Les comptes du receveur municipal sont définitivement apurés par le conseil de présecture, pour les communes dont le revenu n'excède pas trente mille francs, sauf recours à la Cour des comptes. Les comptes des receveurs des communes dont le revenu excède trente mille francs sont réglés et apu-

rés par ladite Cour (10).

484. Les comptes des communes dont les revenus précédemment inférieurs à trente mille francs se seront élevés à cette somme pendant trois années consécutives sont mis, par les préfets, sous la juridiction de la Cour des comptes. Les arrêtés pris à cet effet doivent être immédiatement transmis aux ministres de l'intérieur et des finances (11).

#### S X. - Pourvois.

485. Les communes et les comptables peuvent se pourvoir paridevant la Cour des comptes contre les arrêtés de comptes rendus par les conseils de préfecture (12).

486. Les arrêtés des conseils de préfecture statuant sur les comptes présentés par les receveurs des communes sont adressés, en doubles expéditions, aux maires des communes par les préfets, dans les quinze jours qui suivent la date de ces arrêtés (13).

487. Avant l'expiration des huit jours qui suivent la réception de l'arrêté, il est notifié par le maire au receveur. Cette potification est constatée par le récépissé du comptable et par une déclaration signée et

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 23 avril 1823, art. 5.

<sup>2)</sup> Idem, art. 11.

<sup>(3)</sup> Idem, art. 13. (4) Circulaire du ministre de l'intérieur, en date du 10 avril 1835.

<sup>(5)</sup> Loi du 18 juillet 1837, art. 23.

<sup>(6)</sup> Instruction du 15 décembre 1826, art. 1233 et 1236.

<sup>(7)</sup> Ordonnance du 23 avr. 1823, art. 5, deuxième paragraphe.

<sup>(8)</sup> Instruction du 15 décembre 1826, art. 1233; loi du 8 février 1792

<sup>(9)</sup> Loi du 18 juillet 1837, art. 68.

<sup>(10)</sup> Idem, art. 66.

<sup>(11)</sup> Ordonnance du 23 avril 1823, art. 10.

<sup>(12)</sup> Idem, art. 7. (13) Ordonnance du 26 décembre 1830, act. 4".

datée par le maire, au bas de l'expédition de l'arrêté. Pareille déclaration est faite sur la deuxième expédition, qui reste déposée à la mairie avec le récépissé du comp-

table (1).

488. En cas d'absence du receveur, ou sur son refus de délivrer le récépissé, la notification est faite, aux frais du comptable, par le ministère d'un huissier. L'original de l'exploit est déposé aux archives de la mairie (2).

489. Si la notification prescrite par les articles précédens n'a pas été faite dans le délai fixé, toute partie intéressée peut requérir expédition de l'arrêté de compte, et

la signifier par huissier (3).

490. Dans les trois mois de la notification, la partic qui veut se pourvoir rédige
sa requête en double original. L'un des
doubles est remis à la partie adverse, qui
en donne récépissé; si elle refuse, ou si elle
est absente, la signification est faite par
huissier. L'appelant adresse l'autre original
à la Cour des comptes, et y joint l'expédition de l'arrêté qui lui a été notifié. Ces
pièces doivent parvenir à la Cour, au plus
tard, dans le mois qui suit l'expiration du
délai du pourvoi (4).

491. Si la Cour admet la requête, la partie poursuivante a, pour faire la production des pièces justificatives du compte, un délai de deux mois, à partir de la notifi-

cation de l'arrêt d'admission (5).

492. Faute de productions suffisantes de la part de la partie poursuivante, dans le délai dont il est parlé à l'art. 490, la requête est rayée du rôle, à moins que, sur la demande des parties intéressées, la Cour ne consente à accorder un second délai, dont elle détermine la durée. La requête rayée du rôle ne peut plus être reproduite (6).

493. Toute requête rejetée pour défaut d'accomplissement des formalités prescrites par l'ordonnance du 28 décembre 1850, peut néanmoins être reproduite, si le délai de trois mois accordé pour le pouvoi n'est pas

expiré (7).

#### SXI. - Publication des budgets et des comptes.

494. Les budgets et lés comptes des communes restent déposés à la mairie, où toute personne imposée aux rôles de la commune a droit d'en prendre connaissance. Ils sont rendus publics par la voie de l'impression dans les communes dont le revenu

est de cent mille francs ou plus, et dans les autres, quand le conseil municipal a voté la dépense de l'impression (8).

### S XII. - Surveillance et responsabilité.

493. La responsabilité des receveurs municipaux et les formes de la comptabilité des communes sont déterminées par des réglemens d'administration publique. Les receveurs municipaux sont assujettis, pour l'exécution de ces réglemens, à la surveillance des receveurs des finances. Dans les communes où les fonctions de receveur municipal et de percepteur sont réunies, la gestion du comptable est placée sous la responsabilité du receveur des finances de l'arrondissement (9).

496. Le receveur des finances reçoit directement du préfet les rôles d'impositions, taxes et cotisations locales, après qu'ils ont été rendus exécutoires, et il les transmet aux comptables chargés d'en effectuer le recouvrement. Il reçoit, des receveurs des communes de son arrondissement, des copies certifiées des budgets et autorisations supplémentaires de dépenses, ainsi que des extraits de baux, actes et autres titres de perception. Il vérifie les comptes annuels des receveurs des communes avant leur transmission aux conseils municipaux, et tient la main à l'exécution des arrêts de la Cour des comptes et des arrêtés des conseils de préfectures intervenus sur ces comptes, dont le préset doit lui adresser des copies ou extraits (10).

497. En cas de déficit on de débet de la part d'un receveur municipal réunissant à ses fonctions celles de percepteur de l'impôt direct, et constaté, soit par des vérifications de caisse, soit par des arrêtés d'apurement de compte, le receveur des finances de l'arrondissement est tenu d'en couvrir immédiatement le montant avec ses fonds personnels, suivant la marche prescrite pour les déficits sur contributions directes. Il demeure alors subrogé à tous les droits des communes sur les cautionnemens, la personne et les biens du complable reliquataire. Néanmoins, si le déficit provient de force majeure ou de circonstances indépendantes de la surveillance, le receveur des finances peut obtenir la décharge de sa responsabilité : dans ce cas, il a droit au remboursement, en capital et intérêts, des sommes dont il a fait l'avance. Le ministre

(7) Idem, art. 8.

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 28 déc. 1830, art. 2.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 3.

<sup>(3)</sup> Idem, art. 4. (4) Idem, art. 5.

<sup>(5)</sup> Idem, art. 6.

<sup>(6)</sup> Ordonnance du 28 déc. 1830, art. 7.

<sup>(8)</sup> Loi du 18 juillet 1837, art. 69.

<sup>(9)</sup> Idem, art. 67. (10) Ordonnance du 17 sept. 1837, titre 3.

des finances prononce sur les demandes en décharge de responsabilité, après avoir pris l'avis du ministre de l'intérieur et celui du comité des finances, sauf appel par-devant le conseil d'Etat (1).

CHAPITRE XXI. — Comptabilité des établissemens de bienfaisance.

# § I. . - Mode de comptabilité.

498. Les régles de la comptabilité des communes s'appliquent aux établissemens de bienfaisance en ce qui concerne la division et la durée des exercices, la spécialité et la elôture des crédits, la perception des revenus, l'ordonnancement et le paiement des dépenses, et par suite le mode d'écritures et de comptes, ainsi que la formation et le réglement des budgets (2).

#### S II. - Revenus.

499. Les revenus des hospices et autres établissemens de bienfaisance sont divisés. comme les revenus des communes, en revemus ordinaires et revenus extraordinaires. Lès produits dont ils se composent sont géméralement ceux ci-après, savoir :

## REVENUS ORDINAIRES.

Prix de ferme des maisons et des biens ruraux; produit des coupes ordinaires de bois: rentes sur l'Etat; rentes sur particuliers; fonds alloués sur les octrois municipaux; produit des droits sur les spectacles, bals, concerts, etc.; journées de militaires; prix de vente des objets fabriques par les individus admis dans chaque établissement : dons . aumônes et collectes; fonds alloués paur le service des enfans trouvés ou abandonnés: amendes et confiscations ; recettes en nature ; prix de vente des denrées ou grains récoltés par l'établissement et excédant les besoins.

#### REVENUS BETRACEDINATHES.

Excédant de recettes sur les dépenses de l'exercice antérieur; intérêts de fonds placés au trésor public; prix des coupes extraordinaires de bois; legs ét donations; remboutsemens de capitaux ; prix de vente d'inscrip-tions de rentes sur l'Etat ; emprunts ; recettes accidentelles (3).

500. Les établissemens de bienfaisance possèdent, en outre, des revenus propres à chaque localité et qui, suivant les titres homologués de l'autorité compétente, se ratta-

chent aux deux classes de produits qui viennent d'être établies (4).

### § 'III. - Churges.

501. Les dépenses des hospices et autres établissemens de bienfaisance sont divisées également en dépenses ordinaires et dépenses extraordinaires. Les premières consistent dans les articles suivans, savoir : traitemens divers ; gages des employés et servans ; réparation et entretien des bâtimens; contributions assises sur ces bâtimens; entretien du mobilier et des ustensiles : dépenses du coucher; linge et habillement; achat de grains et denrées; blanchissage; chaussage; éclairage; achat de médicamens; pensions ou rentes à la charge de l'établissement; entretien et menues réparations des propriétés rurales; contributions assises sur ces propriétés; dépenses des mois de nourrices et pensions des enfans trouvés; frais de layettes et vêtemens de ces enfans. Sont également rangées dans la classe des dépenses ordinaires les consommations de grains et denrées. Les dépenses extraordinaires ont, en général, pour objet : les constructions et grosses réparations; les achats de terrains et bâtimens; les frais de procédures; les achats de rentes sur l'Etat (5).

#### § 1V. - Budget de l'exercice; vote des recettes et des dépenses.

502. Le budget des recettes et des dépenses à effectuer pour chaque exercice est délibéré par les commissions administratives, dans leur session annuelle du mois d'avril, afin que les budgets des établissemens auxquels les communes fournissent des subventions sur leurs octrois ou sur toute autre branché de leurs revenus puissent être soumis aux conseils municipaux, dont la session a lieu du 1er au 15 mai, et que ces conseils puissent délibérer sur les subventions à accorder par les communes (6).

503. Le conseil municipal est toujours appelé à donner son avis sur les budgets et les comptes des établissemens de charité et

de bienfaisance (7).

504. Les budgets des hospices dont les revenus ordinaires s'élèvent à cent mille francs et au-dessus, sont soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur. Les budgets des hospices dont le revenu ordinaire ne s'élève pas à cent mille francs, sont fixés

Instruction du 15 dec. 1826, art. 799.

(7) Loi du 48 juill. 1887, art. 24.

<sup>(1)</sup> Ordonnances du 18 novembre 1826 et du 17 sept. 1837, art. &; cicculaires des 30 sept. et 5 oct.

<sup>(2)</sup> Ordonnances des 24 déc. 1826, 22 janvier 1881, 1° mars 1835 et 17 sept. 1837; chronlaires det 29 mars 1881 , 30 mpt. el 5 ect. 1887,

<sup>(3)</sup> Instruction du 15 décembre 1826, art. 758. (4) Idem, art. 739.

<sup>(6)</sup> Instruction du 15 déc. 1826, art. 754; ordonnance du 31 octobre 1821, art. 8 et 9.

les préfets. Les budgets des bureaux bienfaisance sont également fixés par administrateurs, quelle que soit la quo-

: des revenus (1).

305. Lorsque les crédits ouverts par le iget d'un exercice sont reconnus insuffiis, ou s'il doit être pourvu à des dépenses n prévues lors de la formation de ce dget, les crédits supplémentaires doivent ilement être ouverts par des décisions iciales de l'autorité investie du droit de ;ler le budget (2).

# S V. - Fonctions et compte de l'ordonnateur.

506. Les commissions administratives s établissemens de bienfaisance désignent des membres de l'administration, leel, sous le titre d'ordonnateur, est spélement et exclusivement chargé de la nature de tous les mandats à délivrer x créanciers de l'établissement pour des penses régulièrement autorisées (3).

507. Les comptes d'administration de tablissement sont présentés aux commisns administratives des hospices et buux de bienfaisance, qui s'assemblent en ssion ordinaire du 1er au 15 avril de cha-

.e année (4).

508. Les comptes d'administration des mmissions administratives, accompagnés s pièces justificatives, et de la délibéraon du conseil municipal, sont adressés au us-préfet de l'arrondissement, immédiament après l'examen fait par ce conseil. : sous-préfet transmet ces comptes et les èces à l'appui, avec son avis, au préfet du partement, qui arrête ceux concernant i établissemens dont il règle les budgets, soumet les autres, avec leur avis, au inistre de l'intérieur (5).

#### § VI. - Gestion et compte du receveur.

509. Les recettes des hospices et des ireaux de bienfaisance dont les revenus excèdent pas trente mille francs se trouint confices de droit au réceveur munipal. Au-dessus de ces proportions le reveur municipal peut être appelé à gérer revenu des établissemens de bienfaince, en vertu du consentement des adinistrations respectives et des conseils de arité (6).

510. Lorsque les recettes de l'hospice,

réunies à celle du bureau de bienfaisance de la même ville excédent trente mille francs, elles peuvent être confiées à un receveur spécial (7).

511. Les comptes des receveurs sont soumis à l'examen de la commission administrative et aux délibérations du conseil

municipal (8).

512. Ces comptes, immédiatement après l'examen du conseil municipal, sont adressés par les comptables au préfet pour être définitivement apurés par le conseil de présecture. Il doit être statué sur ces comptes dans l'année où ils ont été présentés (9).

513. Les présets adressent, dans les trois premiers mois de chaque année, an ministre de l'intérieur, un relevé sommaire des budgets et des comptes qu'ils ont ré-

glés.

514. Les dispositions concernant la juridiction des conseils de préfecture et de la Cour des comptes sur les comptes des receveurs municipaux sont applicables aux comptes des receveurs des hôpitaux et autres établissemens de biensaisance (10). Sout également applicables à ces comptables les dispositions relatives à la surveillance et à la responsabilité des receveurs des finances, rappelées au paragraphe 12 chapitre 20 sur la comptabilité des communes (11).

# CHAPITRE XXII. - Comptabilità de la caisse des dépôts et consignations.

### § 1 or. - Attributions et organisation.

513. Les dépôts, les consignations, les services relatifs à la Légion-d'Honneur, aux fonds de retraites, aux caisses d'épargne, et les autres attributions de même nature qui lui sont également délégués, sont administrés par un établissement spécial sous le nom de Caisse des dépôts et consignations (12).

516. Cet établissement est soumis à la même surveillance et aux mêmes régles de responsabilité et de garantie que la caisse

d'amortissement (13).

517. Il y a une seule administration pour la caisse d'amortissement et pour celle des dépôts et consignations (14).

<sup>(1)</sup> Instruction du 15 décembre 1826, art. 755, donnance du \$1 octobre 1821, art. 11, 12 et 13.

<sup>(2)</sup> Instruction du 15 décembre 1826, art. 792.

<sup>(8)</sup> Circulaire du 30 mai 1827, art. 7. (4) Idon. art. 12.

<sup>(5)</sup> Idom, art. 13.

<sup>(6)</sup> Ordonnance du 31 oct. 1821, art. 24; circures des \$0 mai 1827, 30 sept. et 5 oct. 1837.

<sup>(7)</sup> Circulaire da 15 dec. 1837.

<sup>(8)</sup> Ordonnance da 31 oct. 1821, art. 8 et 12; circulaire dn 30 mai 1827, art. 16.

<sup>(9)</sup> Circulaire du 30 mai 1827, art. 17. (10) Loi du 18 juillet 1837, art. 66.

<sup>(11)</sup> Ordonnance du 17 septembre 1837. (12) Loi du 28 avril 1816, art. 119, et loi du 31 mars 1837, sur les caisses d'épargne.

<sup>(13)</sup> Loi du 28 avril 1816, art. 111.

<sup>(14)</sup> Ordonnance du 22 mai 1816, art. I...

518. Les deux établissemens, quoique placés dans le même local et soumis à la meme administration, sont invariablement distincts. Il est tenu, pour chacun, des livres et registres séparés; leurs écritures et leurs caisses ne sont jamais confondues; la vérification en est toujours faite simultanément, afin d'en garantir plus sûrement l'exactitude (1).

#### S II. - Fonctions de l'ordonnateur.

519. Le directeur général ordonne toutes les opérations et règle les diverses parties du service des deux établissemens; il prescrit les mesures nécessaires pour la tenue régulière des livres et des caisses ; il tient la main à ce que les écritures, qui sont tenues en partie double, en soient dislinctes; il ordonnance les paiemens; il vise et arrête les divers états de toute nature (2).

520. Le directeur général présente, avant la fin de l'année, à la commission de 'surveillance, un état détaillé et certifié par lui des dépenses administratives à faire pour l'année suivante. Cet état, revêtu de l'avis de la commission, est soumis à l'ap-

probation royale (5).

521. Le directeur général est responsable de la gestion et du détournement des demiers de la caisse, s'il y a contribué ou

consenti (4).

522. En cas d'absence ou de maladie du directeur général, le sous-directeur le remplace dans l'exercice de ses fonctions; il est, dans ce cas, soumis aux mêmes règles et à la même responsabilité que le directeur général (5).

§ III. - Gestion du caissier.

525. Le caissier est responsable du ma-

niement des deniers (6).

524. Avant d'entrer en fonctions, il fournit, pour sûrcté de sa gestion, un cautionnement de cent mille francs en numéraire. Il ne peut être admis au serment, qu'il prête devant la Cour des comptes, et n'est installé qu'après avoir justifié du versement de son cautionnement au trésor (7).

525. Il est chargé de la recette, garde et conservation des deniers et valeurs actives déposés entre ses mains à quelque titre que ce soit. Il acquitte toutes les dépenses et solde tous les effets payables à la

caisse. Il tient pour chaque caisse des journaux distincts, sur lesquels il inscrit, jour par jour, ses recettes et ses dépenses (8).

526. Il est responsable des erreurs ci des déficits autres que ceux provenant de

force majeure (9).

§ IV. — Concours des receveurs généraux, prépois comptables.

527. Le directeur général est autorisé à se servir de l'intermédiaire des receveurs généraux pour effectuer dans les départemens les recettes et les dépenses qui concernent la caisse des dépôts et consignations (10).

528. Les receveurs généraux sont comptables, envers la caisse des dépôts et consignations, des recettes et dépenses qui leur sont confiées par ladite caisse (11).

529. Ils sont responsables des erreurs qu'ils ont commises, ainsi que des recettes et dépenses qui n'ont pas été valablement justifiées, conformément aux lois

sur la comptabilité (12).

530. Les receveurs généraux ont à tenir, en leur qualité de préposés de la caisse des dépôts et consignations (13), 1º un registre des actes relatifs aux déclarations de versement, contenant les déclarations failes et signées par chaque consignateur, ou la personne qui le représente (14); 2° un registre des oppositions; 3º un registre des comples ouverts aux consignations; 4º un registre contenant le répertoire des consignations; 5º un livre auxiliaire du compte de la caisse des dépôts et consignations, sur lequel les recettes et dépenses sont inscrites successivement à des comptes ouverts par nature de service, et qui doivent être divisés en comptes de recettes et en comptes de dépenses, avec toutes les indications de détail qu'exige chaque service, d'après les instructions de la caisse des dépôts (13). Les receveurs doivent, en outre, conserver avec soin les dossiers relatifs à chaque consignation.

531. Les receveurs des finances délivrent récépissé des sommes dont ils sont recette pour le compte de la caisse des dépôts et consignations; leurs récépissés doivent être à talon. Les talons de ces récépissés sont envoyés au ministère des finances, et il est fourni à la caisse des dépôts des déclarations de versement pour en

(4) Loi du 28 avril 1816, art. 102,

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 22 mai 1816, art. 3.

<sup>(2)</sup> Idem , art. 9.

<sup>(3)</sup> Ilem, art. 37.

<sup>(5)</sup> Ordonnance du 22 mai 1816, art. 13. (6) Loi dn 28 avril 1816, art. 103.

<sup>(7)</sup> Ordonnance du 22 mai 1816, art. 15. (8) Idem, art. 16.

<sup>(9)</sup> Idem, art. 17.

<sup>(10)</sup> Ordonnance du 22 mai 1816, art. 27.

<sup>(11)</sup> Idem, art. 28.

<sup>(12)</sup> Idem, art. 29.

<sup>(13)</sup> Instruction générale du 15 décembre 1826. art. 1506, et instruction de la caisse des dépôls, du 25 avril 1832.

<sup>(14)</sup> Instruction générale du 15 déc. 1826, art. 1302.

<sup>(15)</sup> Idem, art. 1508 et 1709.

leu, formant la justification des redont les receveurs généraux doivent er à la Cour des comptes. La justifides paiemens s'opére au moyen des nces des parties prenantes et des dijustifications spéciales propres à chaiture de dépense (4).

. Les receveurs généraux adressent, es mois, à la caisse des dépôts et conions, des relevés détaillés des opérafaites pour le service de cette caisse. formé un relevé pour les recettes et evé pour les dépenses (2).

. Les receveurs généraux constatent ettes et les dépenses relatives au sere la caisse des dépôts et consignations compte courant qu'ils tiennent contoirement avec cette caisse. Les rés de ce compte courant, à la fin de e trimestre, sont comparés au minisles finances avec les écritures de la des dépôts, d'après un état qu'elle urnit à cet effet. Le compte courant oldé tous les dix jours, au moyen de ats que les receveurs généraux délisur le trésor, à l'ordre du caissier de sse des dépôts, si les recettes de la ne ont excédé les dépenses, ou de mansur la caisse à l'ordre du trésor, si les ases ont excédé les recettes. Ces mansont émis les 10, 20 et dernier jour laque mois; les receveurs généraux crédités de leurs mandats sur la caisse épôts, valeur à la date de ces mandats; nt débités de leurs mandats sur le t, valeur à l'échéance. Chaque maudat contenir l'indication de la dizaine à lle se rapporte l'excédant de recette e dépense qu'il est destiné à solder. ompte courant des receveurs avec la e des dépôts et consignations étaut soldé tous les dix jours, ne donne lieu un réglement d'intérêts (3).

4. Les receveurs généraux transmettent ue mois, à la caisse des dépôts, les trations de versement mentionnés à 531 et servant de pièces justificatives leurs recettes du mois expiré; ils y tent, pour les dépôts et consignations, éclarations souscrites par les parties talés, et, pour les autres recettes, les fications complémentaires exigées par instructions. Les pièces justificatives

des dépenses acquittées pendant chaque mois sont également envoyées à la caisse des dépôts et consignations par les receveurs généraux (4).

535. La caisse des dépôts et consignations donne avis aux receveurs généraux des crédits et des débits qu'elle porte chaque mois à leur compte courant, après l'examen de leurs envois mensuels (5).

536. Les receveurs généraux portent dans leur compte de gestion annuelle, à un article spécial de recette et à un article spécial de dépense, les opérations concernant la caisse des dépôts et consignations, telles qu'elles ont été admises par elle, et avec les imputations que lesdites opérations ont reçues définitivement dans les bordereaux de pièces justificatives de recettes et de dépenses. Le ministère des finances produit, à l'appui de ces articles, les bordereaux détaillés de pièces qui lui ont été successivement transmis par les receveurs, ainsi que les talons justificatifs des recettes (5).

537. La caisse des dépôts et consignations, à mesure qu'elle est informée par le ministère des finances de l'envoi des comptes des receveurs généraux à la Cour des comptes, adresse à cette Cour les pièces de dépenses qu'elle a admises pour cette même année, sauf les pièces de procédure et autres, étrangères à la responsabilité du fait matériel du paiement, qu'elle conserve en exécution de l'art. 4 de l'ordonnance royale du 12 mai 1825 et de l'art. 2 de l'ordonnance du 4 décembre 1837; les pièces envoyées à la Cour sont accompagnées des bordereaux détaillés fournis par les comptables, et sur lesquels il est fait mention des pièces de procédure ou autres qui ont été retenues par la caisse des dépôts (6).

§ V. — Dispositions communes au caissier de la caisse des dépôts et aux receveurs généraux.

558. La transmission de pièces prescrite à l'article précédent doit être complétement terminée dans le délai de six mois après l'expiration de la gestion annuelle.

539. Dans le même délai, le caissier de la caisse des dépôts doit adresser à la Cour, avec toutes les pièces à l'appui, le compte spécial de ses opérations.

Ce compte présente, 1° le tableau des valeurs de toute nature existant en caisse et

Réglement du 5 décembre 1837 sur le serit la comptabilité de la saisse des dépêts à par-

<sup>: 1838,</sup> art. 4.

Idem, art. 6.

Réglement du 5 déc. 1887 sur le service et

la comptabilité de la caisse des dépôts, à partir de 1838, art. 7. 8 et 9.

<sup>(5)</sup> Idem, art. 10.
(6) Ordonnance des 12 mai 1825 et 4 déc. 1837, réglement du 5 déc. 1837 sur leservice et la comptabilité de la caisse des dépôts, à partir de 1838, art. 13.

en portefeuille au commencement de la gostion; 2" les recettes et les dépenses faites pendant le cours de cette gestion, sauf celles qui s'opèrent par conversion de valeurs et sans augmenter ni diminuer le solde en caisse ou en porteseuille; 5° le montant des valeurs qui se trouvent dans la caisse et dans le porteseuille du comptable à la fin

de chaque gestion (1).

540. Après que les envois à faire à la Cour des comptes sont entièrement effectués, le directeur général fait établir et adresse, dans le délai de deux mois, à la Cour des comptes, à titre de renseignement, le résumé général et détaillé des recettes et des dépenses effectuées par les préposés comptables de la caisse des dépôts et consignations pendant l'année écoulée, et comprises dans leurs comptes. Ce résumé général est accompagné d'un tableau dans lequel lesdites opérations sont réunies à celles qui ont été faites par virement de comptes, et sans le concours des comptables. Ces opérations annuelles sont rapprochées des résultats de la gestion précédente, de manière à faire ressortir la situation . au 31 décembre de chaque année, des divers services faits pour la caisse des dépôts et consignations (2).

Le résumé général contient aussi, en exécution de l'art. 9 de la loi du 14 juillet 1819, un tableau présentant les comptes des diverses caisses de retraites, pour les fonds en caisse au commencement de l'année, pour les opérations de l'année, tant en droits constatés en recette qu'en dépense, et pour les sonds disponibles à la fin de

l'année (5).

# § VI. - Contrôle et surveillance.

541. La commission de surveillance créée près de la caisse d'amortissement, et dont il est question à l'art. 185, est également chargée de surveiller la caisse des dépôts et

consignations (4).

542. Les récépissés délivrés aux parties versantes sont libératoires et forment titre envers la caisse des dépôts et consigna-Hons, à la charge par elle de les faire viser et séparer de leur talon, à Paris immédiatement, et dans les départemens dans les vingt-quatre heures de leur date, par les fonctionnaires et agens administratifs chardes de ce contrôle (b).

543. Il est établi un contrôle distinct et

séparé pour chacune des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. Ce contrôle est placé sous la direction et la responsabilité du sous-directeur, qui a, à cet effet, sous ses ordres trois contrôleurs particuliers, dont le premier est placé à la caisse des récettes, le second à la caisse des paiemens, et le troisième, sous le titre de contrôleur central, est chargé de la centralisation des résultats. Dans le cas d'empéchement de l'un ou de l'autre de ces trois contrôleurs, le sous-directeur est chargé de les remplacer par des suppléans (6).

544. Le contrôle est chargé de constater contradictoirement toutes les recettes et dépenses du caissier, et les diverses opérations des deux caisses qui engagent la direc-

tion générale (7).

545. A cet effet, le contrôle est tenu 1º d'enregistrer successivement chacun des actes relatifs à l'entrée et à la sortie des fonds et valeurs; 2° de viser immédiatement les récépissés ou reconnaissances de toute nature délivrés par le caissier, et d'en séparer et retenir les talons ; 3° de viser également les acquits de tous les bons, mandats ou effets à recevoir passes à l'ordre du caissier; 4° de s'assurér que les paiemens ont eu lieu en vertu d'autorisations régulières (8).

546. Les résultats, tant en recette qu'en dépense, que présentent les feuilles des contrôleurs particuliers sont résumés par le contrôleur central, dans un relevé général par lui certifié, qu'il remet chaque soir au sous-directeur, pour qu'il puisse en faire la comparaison, tant avec les feuilles de recette et de dépense du caissier qu'avec celles de l'entrée et de la sortie des effets et valeurs que ce comptable remet tous les jours à la comptabilité après la fermeture

de la caisse (9).

547. En cas d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, du sous-directeur, il est supplée dans ces vérifications par le directeur général ou par un délégué désigné à cet effet par le roi (10).

548. Aucun paiement ne peut être fait par le caissier que sur pièces justificatives en règle, et en vertu des mandats du direc-

teur général (11),

549. Chaque jour le éaissier donne au directeur genéral, pour chacune des caisses, un état de situation par recette, dépense et restant en caisse; cet état, fait double, est

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 12 mai 1816, art. 2.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 6. (3) Bèglement présidé du 5 déc. 1837, art. 15. (6) Lot du 36 svrii 1616, art. 90.

Doi du 34 arril 2006, art. 4 of T. (6) Ordonnance du 4 août 1888, art. 1.

<sup>(7)</sup> Ordonsance du 4 sout 1853, art. 🕵

<sup>(8)</sup> Idem, art. 3. (9) Idem , art. 4. 10) Idem, art. 5.

<sup>(14)</sup> Ordonnanes du 22 mai 1866, art. 20

fié par lui et arrêté par le directeur gél, qui garde l'un des doubles et remet re au caissier. Il remet aussi chaque , au chef de la comptabilité, les états recettes et paiemens par lui faits, pour inscrits sur le journal général (1).

50. Tous les mois le caissier remet au f de la comptabilité les pièces justificaes des recettes et dépenses par lui faites idant le mois, pour être vérifiées. La sition de sa caisse est vérifiée par le diteur général au moins une fois par mois, lépendamment des vérifications que la mmission de surveillance peut faire toutes fois qu'elle le juge utile (2).

551. Les dépenses administratives sont quittées par le caissier; l'emploi en est slifié par états, mémoires réglés, manits du directeur général, et par les actits des parties prenantes. Les crédits ne euvent être excédés sans une autorisation péciale donnée par le roi, sur la proposition de la commission de surveillance, sous eine de responsabilité solidaire, pour raton de l'excédant, contre le directeur général qui l'aurait ordonnée et le caissier qui 'aurait acquitté (3).

surant acquitte (3).

552. Dans le second mois de l'année qui suit chaque exercice, le directeur général fait adresser aux administrations et établissemens pour lesquels la caisse des dépôts et consignations est chargée de faire des recettes et des dépenses le compte annuel des opérations concernant chaque administration et établissement. Ces comptes doivent être renvoyés dans le mois suivant au directeur général, après avoir êté arrêtés par lesdits établissemens et administrations. Ils sont joints au compte général de la caisse des dépôts et consignations (4).

553. Les livres et registres de la caisse de dépôts et consignations ne sont point déplacés; mais la Cour des comptes peut en faire prendre telle communication qu'elle juge utile pour la vérification des

comples (5).

CHAPITRE XXIII. — Comptabilité de la Légion d'Honneur.

S I. - Revenue.

334. Les revenus de l'ordre se composent : 4° de rentes sur l'Etat; 2° de fonds de subvention du trésor; 3° de produits divers et accidentels. S II. - Charges.

S53. Les dépenses de l'ordre comprennent : 1° les traitemens et secours; 2° les frais des maisons d'éducation ouvertes aux enfans des membres de l'ordre; 3° les dépenses d'administration.

§ 111. - Budget.

556. Le recettes et les dépenses de la Légion-d'Honneur sont portées pour ordre dans les tableaux du budget général de l'Etat. Ce service spécial est soumis à toutes lés règles prescrites par les iois de finances pour les crédits supplémentaires et les règlemens définitifs du budget de chaque exercice. Le budget et le compte détaillé de ce service sont annexés au budget et au compte du département ministériel auquel 11 ressortit (6).

# § IV. - Fonctions de l'ordonnateur.

557. L'administration de l'ordre est confiée à un grand chancelier (7).

558. Le secrétaire général attaché à la grande chancellerie a la signature en cas d'absence ou de maladie du grand chanceller, et le représente (8).

559. Le grand chancelier dirige et surveille toutes les parties de l'administration de l'ordre et des établissemens, la perception des revanus, les paiemens et dépenses. Il présente anauellement au roi les projets du budget (9).

560. La caisse des dépôts et consignations est chargée du recouvrement des rentes et des autres produits dont se compose la dotation de la Légion-d'Honneur; le paiement des traitemens des légionnaires et des autres dépenses du service de la Légiond'Honneur est fait, d'après les mandats de la grande chancellèrie, à Paris, par le caissier de la caisse des dépôts, et, dans les départemens, par les receveurs des finances (10).

861. Le caissier de la caisse des dépôts et les receveurs des finances délivrent récépissé des sommes dont ils font recette pour le campté de la Légton-d'Honneur; les talons des récépissés délivrés par les receveurs forment la justification des recettes portées par ces comptables dans leurs comptes de gestion annuelle (11).

562. Il doit être produit, pour la justification des paiemens effectués, savoir:

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 22 mai 1833, act. 21.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 22.

<sup>(5)</sup> Idem , art. 36.

<sup>(</sup>h) Idem , art. 32.

<sup>(5)</sup> Idem, art. 41. (6) Loi du 9 juill. 1886, art. 17.

<sup>(7)</sup> Ordonnance du 26 mars 1816, art. 63.

<sup>(8)</sup> Idem, art. 63.

<sup>(9)</sup> Idem, art. 69.

<sup>(10)</sup> Réglement du 22 déc. 1836, art. 17.

<sup>(25)</sup> Ries, aut. 2: .

Pour les dépenses du personnel, 10 les lettres d'avis ou états contenant la liquidation des sommes dues; 20 les certificats de vie, en ce qui concerne les légionnaires; 3º les pièces constatant, en cas de déces, les droits des héritiers des créanciers ; 4º les quittances des parties prenantes.

Pour les dépenses du matériel, indépendamment des quittances des parties prenantes, les mémoires des fournisseurs régulièrement arrêtés, et les procès-verbaux

de réception des travaux (1).

563. La caisse des dépôts et les receveurs généraux constatent les recettes et les dépenses relatives au service de la Légion - d'Honneur, à un compte courant

spécial (2).

564. Les commissions et taxations allouées aux receveurs généraux pour le service de la Légion-d'Honneur, n'étant li-quidées qu'après l'expiration de l'année qu'elles concernent, sont portées dans le compte courant de l'année suivante, et font partie des dépenses de cette dernière année (3).

### S VI. - Comptes à rendre.

365. Le caissier de la caisse des dépôts et les receveurs généraux portent, dans leurs comptes annuels, à un article spécial de recette et à un article spécial de dépense. les opérations concernant le service de la Légion-d'Honneur, telles qu'elles ont été constatées dans le compte courant contradictoirement réglé (4).

566. Les pièces justificatives des recettes et des dépenses sont en même temps adressées à la Cour des comptes, avec les expéditions des bordereaux détaillés et récapitulatifs fournis par les comptables (5).

567. Après que les envois de pièces de l'année ont été complétés, la grande chancellerie forme et transmet à la Cour un résumé présentant la récapitulation, par nature et par comptable, des recettes et des paiemens effectués pour son service, et dans ·lequel l'excédant des recouvremens sur les paiemens, ou des paiemens sur les recouvremens, est rapproché de la situation au 1ºr janvier, pour établir la situation de chaque comptable envers la Légion-d'Honneur à la fin de l'année (6).

CHAP. XXIV. — Comptabilité de la cause des invalides de la marine.

§ I. . - Attributions et organisation.

568. La caisse des invalides de la mariae est un dépôt confié au ministre secrétaire d'Etat de ce département. Elle est placés sous sa surveillance immédiate et exclusive, et est essentiellement distincte et se parée du trésor public (7).

569. Les fonds de ladite caisse sont spécialement et uniquement destinés à la récompense des services des officiers militaires et civils, maîtres, officiers-mariniers, matelots, novices, mousses, sous-officiers, soldats, ouvriers et tous autres agens ouemployés, entretenus ou non entretenus, du département de la marine, et au soulagement de leurs veuves et enfans, même de leurs pères et mères, ainsi qu'aux dépenses

bilité de l'établissement (8). 570. L'établissement des invalides de la marine est formé de trois services distincts (9), savoir: caisse des prises, caisse des gens de mer, caisse des invalides.

concernant l'administration et la compla-

571. La caisse des prises est destinée à recevoir en dépôt le produit brut des prises faites par les bâtimens de l'Etat, jusqu'à la clôture des liquidations administratives qui en déterminent l'application, et aussi, pow les armemens en course, le produit des ventes provisoires de prises qui peuvent être opérées avant le prononcé des jugemens de confiscation (10).

572. Lorsque la liquidation des produits qui lui ont été déposés provisoirements été arrêtée par l'autorité compétente, elle paie les frais de vente et autres dépenses allouées, et elle verse à la caisse des gens de mer la somme revenant aux capteurs, et à la caisse des invalides le montant des droits attribués à celle-ci dans la liquidation (11).

573. La caisse des gens de mer est chargée de recueillir et de conserver, à titre de dépôt, pendant un temps déterminé, pour les marins absens ou leur famille, les valeurs, objets et produits qui leur sont altribués. Elle verse à la caisse des invalides, dans le mois de septembre de chaque année, les sommes non réclamées pendant les délais fixés par les réglemens (12).

574. La caisse des invalides centralise les produits résultant de ces versemens avec

<sup>(1)</sup> Réglement du 22 déc. 1836, art. 3.

<sup>(2)</sup> Idem, arl. A.

<sup>(3)</sup> Idem , art. 6.

<sup>(</sup>A) Idem , art. 8. (5) Idem, art. 9.

<sup>(6)</sup> Idem, art. 10. (7) Loi du 13 mai 1791; ordonnance du 22 mai 1816, art. 2.

<sup>(8)</sup> Ordonnance du 22 mai 1816, art. 4. (9) Réglement du 17 juillet 1816, art. 1".

<sup>(10)</sup> Idem, art. 7.

<sup>(11) &#</sup>x27;Idem , art. 11.

<sup>(12)</sup> Idem, art. 34 à 38; autre du 30 septembre 1829, art. 21.

les autres revenus dont se compose la dotation de l'établissement, aux termes de l'article 5 de l'ordonnance du 22 mai 1816, et qu'elle perçoit directement, pour former un fonds de pensions en faveur des hommes de mer et de tous autres attachés au département de la marine et des colonies (1).

§ II. — Revenus.

575. Les dotations et revenus qui ont été attribués à la caisse par les édits, lois, ordonnances et réglemens, et dont elle est actuellement en jouissance, se composent : 1º de la retenue de trois centimes par franc sur toutes les dépenses de la marine et des colonies, tant pour le personnel que pour le matériel, sauf versement au trésor de la moitié de la retenue faite sur le matériel, conformément à l'article 5 de la loi du 2 Boût 1829; 20 des droits établis sur les armemens du commerce et de la pêche ; 5º de la solde entière des déserteurs des bâtimens de l'Etat, des arsenaux, chantiers et ateliers des ports de l'Etat et de la moitié de la solde des déserteurs des bâtimens du commerce; 4º du produit non réclamé des successions des marins et autres personnes mortes en mer, des parts de prises, gratifications, salaires, journées d'ouvriers et autres objets concernant le service de la marine; 50 de la totalité du produit non réclamé des bris et naufrages; 60 des droits réglés sur le produit des prises; 7º de la plusvalue des feuilles de rôles délivrées pour les armemens et désarmemens des bâtimens de commerce; 8º du produit des amendes et confiscations légalement prononcées pour contraventions aux lois et réglemens maritimes; 9º des produits de prises non répartissables ; 10° des arrérages des rentes appartenant à ladite caisse sur le grandlivre de la dette publique, et du revenu des autres placemens provenant de ses économies (2); 11º enfin des retenues à exercer en cas de congés sur la solde des officiers militaires et civils et sur celle des autres agens affectés soit au service général, soit au service des colonies (3).

576. La caisse jouit seule des droits qui lui sont attribués sur les prises, et de la totalité du produit non réclamé des bris et maufrages (4).

§ 111. — Charges.

577. La caisse est chargée du paiement: 1º des demi-soldes et pensions accordées aux marins de l'Etat et du commerce, à leurs veuves et ensans, pères et mères : le tout dans les proportions déterminées par les lois, ordonnances et réglemens; 2º des pensions de retraite, pensions de veuves? pensions de réforme liquidées en faveur des officiers civils et militaires et de tous autres attachés au département de la marine; 3º des gratifications et secours accordés aux marins, soldats, ouvriers et entretenus du département de la marine, à leurs veuves et à leurs enfants : 4º du secours annuel de six mille francs attribué à l'hospice de Rochefort, pour la subsistance et l'entretien de douze veuves infirmes et de quarante orphelins de marins, ouvriers et militaires de la marine; 5º des gratifications allouées aux officiers et équipages des corsaires, en raison du nombre des prisonniers amenes dans les ports et du nombre et calibre des canons capturés; 6' des appointemens attribués au bureau chargé de son administration, des traitemens, taxations et attributions accordés au trésorier général à Paris, et aux trésoriers particuliers dans les ports ; 7° des frais du bureau administratif, des frais de service du trésorier général et des trésoriers particuliers; plus, des frais d'impression, soit des rôles d'armement et de désarmement du commerce soit des états de situation, et généralement de tous autres frais et impressions uniquement relatifs à son administration (5).

578. La caisse paie, en outre, le monlant de la pension représentative de l'hôtel des Invalides de la guerre, pour tout marin et militaire de la marine qui est admis à l'hôtel royal des invalides (6).

579. La caisse ne supporté aucuns frais ordinaires autres que ceux qui sont réglés par le ministre secrétaire d'Etat de la marine, pour le traitement des agens auxquels sont confiées l'administration et la comptabilité de l'établissement. A l'égard des frais extraordinaires, il n'est alloué que ceux qui sont reconus nécessaires pour assurer le recouvrement des sommes dues à l'établissement (7).

# § 1V. - Budget de l'exercice.

580. Les recettes et les dépenses de la caisse des invalides de la marine sont portées pour ordre dans les tableaux du budget général de l'Etat. Le budget et le compte détaillé de ce service sont annexés au budget et au compte du département de la marine. Ce service spécial est soumis à tou-

<sup>(1)</sup> Réglement du 17 juill. 1816, art. 40 et suivans.

<sup>(2)</sup> Ordonnance du 22 mai 1816, art. 5.

<sup>(3)</sup> Ordonnance du 12 nov. 1835.

<sup>(4)</sup> Ordonnance du 22 mai 1°18, art. 6.

<sup>(5)</sup> Idem , ort. 7.

<sup>(6)</sup> Idem , art. 8.

<sup>(7)</sup> Idem, art. 9.

les les règles prescrites par les lois de finapces pour les crédits supplémentaires et le réglement définitif du budget de chaque

exercice (1).

584 L'époque de la clôture de l'exercice est fixée au 31 mars de l'année qui suit coile d'où l'exercice prend son nom. Néanmoins le ministre peut, s'il y a lieu, faire rattecher à l'exercice les opérations complémentaires qui seraient faites jusqu'au 30 septembre inclusivement (2).

§ V. - Fonctions de l'ordonnateur,

582. Aucune recette ne peut être admise, aucune dépense ne peut être allouée sur la caisse des invalides, qu'en vertu d'une ordonnance signée par le ministre secrétaire d'Etat de la marine (3).

583. L'administration de la marine est chargée des poursuites à faire pour la rentrée des sommes dues à l'établissement à

quelque titre que ce soit (4).

584. Les recettes et les dépenses de la caisse des invalides sont sous la surveil; lance spéciale des contrôleurs et sous-contrôleurs. Elles s'effectuent, dans les ports, sur les mandats du commissaire des classes, appuyés des pièces justificatives que la nature des produits et des paiemens peut comporter (5). A Paris, elles s'effectuent sur des mandats spéciaux délivrés par le directeur des fonds et invalides (6).

S VI. - Gestion des comptables. 585. Il y a un trésorier général de la caisse des invalides de la marine à Paris, et des trésoriers particuliers dans chacun des ports où le roi juge convenable d'en établir. Ces trésoriers sont en même temps caissiers des prises et des gens de mer. Lé trésorier général et les trésoriers partieuliers fournissent un cautionnement dont la nature et la quotité sont fixées par le ministre de la marine, d'après l'importance re-

lative de leur service (7).

586. Les consuls de France, en pays étrangers, remplissent les fonctions de trésoriers des invalides, et perçoivent en cette qualité tous les produits revenant aux trois caisses. Les trésoriers des colonies peuvent être désignés par le ministre pour remplir les mêmes fonctions (8).

587. Les trésoriers des ports sont tenus d'avoir, partout où besoin est, des préposés chargés, sous leurs ordres et leur res-

pensabilité, des recettes locales et remises de fonds (9).

588. Les receveurs généraux des départemens sont chargés des paiemens que la caisse des invalides a à faire dans l'intézieur du royanme, alnsi que des remises de fonds nécessaires au service des trésoriers, suivant les directions du trésor (10).

589. Ils receivent également pour le compte du trésorier général les sonds restant sans emploi dans les caisses de ces trésoriers, et, à défaut de préposé du trésorier général dans le lieu de leur résidence. le montant des retenues que le payeur de département est chargé d'exercer au profit de la caisse des invalides sur les paiemens effectués en vertu des ordonnances du ministre de la marine (11).

590. Le trésorier général à Paris est chargé de l'ensemble de la comptabilité (12).

§ VII. — Ecritares et contrôlé.

591. Les trésoriers des invalides, calssiers des prisés et des gens de mer, tiennent séparément la comptabilité des trois services dont ils sont charges. Pour la caisse des prises, ils inscrivent avec les details nécessaires, dans un régistre par recette et dépense, les produits réalisés sur les prises faites par les bâtimens de l'État. et les dépenses effectuées tant en paiernent des frais qu'en versement aux caisses des gens de mer et des invalides. Un registre particulier, ou une division de même registre, contient séparément les recettes et dépenses relatives aux fonds provenant des prises des corsaires. Pour la caisse des gens de mer, il est tenu un registre par recette et dépense, destiné à la transcription des remises reçues et à l'enregistrement des mandats de dépense. Ce registre est établi par ordre de remise et divisé en autant de chapitres que de services particuliers. La dépense de chaque chapitre est divisée en paiemens manuels, remises aux autres ports et versemens à la caisse des invalides. Les trésoriers tiennent, pour le service de la caisse des invalides, suivant l'importance de leur comptabilité et le besoin de leurs écritures, autant de registres de recette et de dépense que de services particuliers, ou un seul registre divisé par chapitres destinés à chacun de ces services (13).

(13) Idem, art, 91.

<sup>(1)</sup> Loi du 9 juillet 1836, art. 17.

<sup>(2)</sup> Réglement du 30 septembre 1829, art. 5.

<sup>(3)</sup> Ordonnance du 22 mai 1816, art. 14. (4) Idem, art. 15.

<sup>(5)</sup> Réglement du 17 juillet 1816, art. 11, 15, 28, **3**6, 64, 89.

<sup>(6)</sup> Idem, art. 120.

<sup>(7)</sup> Ordonnance du 22 mai 1816, art. 11.

<sup>(8)</sup> Réglement du 17 juillet 1816, art. 5. (9) Ordonnance du 22 mai 1816, art. 11.

<sup>(10)</sup> Réglement du 17 juillet 1816, art. 126 et 127.

<sup>(11)</sup> Instruction du 15 déc. 1826, art. 433 h 437.

<sup>12)</sup> Reglement du 17 juillet 1816, art. 3.

592. Outre les registres ci-dessus snéelfiés, appropriés à chaque partie du service, les trésoriers doivent tenir les livres nécessaires pour l'enregistrement des comptes courans qu'ils ont à suivre. Ils inscrivent dans un livre de caisse les opérations journalières de recette et de dépense relatives à tous les pervices en général. Ils tiennent enfin un livre des essets à échéance (1).

593. A l'exception du livre de caisse, il est tenu, tant au bureau des classes de chaque quartier, qu'au bureau de contrôle de l'arrondissement ou sous-arrondissement, des registres correspondans à ceux des trésoriers, afin que l'administration suive avec exactitude les opérations des comptables, par nature de recettes et de dépenses. et puisse vérifier leurs états de situation (2.

594. A la fin de chaque mois les trésoriers arrêtent leurs registres en présence des commissaires des classes, qui constatent la situation des caisses sur le vu des pièces et l'énumération des espèces : la même opération a lieu chez les pré-

posés (3).

593. Les bordereaux de mois établis par les trésoriers, d'après l'arrêté de leurs registres, sent également certifiés par les commissaires des classes, après la vérification faite à la caisse. Ces bordereaux sont visés par le contrôleur on sous-contrôleur, et par l'administrateur supérieur de chaque arrondissement ou sous-arrondissement maritime. Les administrateurs signataires sont responsables de l'exactitude de leur certification (4).

596. Les bordereaux établis par les préposés des trésoriers sont arrêtés et certifiés par les administrateurs locaux, sur le vu des pièces et l'énumération des copies. Les préposés les adressent au trésorier dont ils dépendent, lequel en comprend le montant dans sa situation, de la même manière que le trésorier général comprend dans la sienne le résultat des situations des trésoriers particuliers. Ceux-ci doivent considérer comme effectuées par eux-mêmes les opérations de leurs préposés, et en sont seuls responsables envers l'administration (5).

597. Ces borderaux de mois contiennent Je relevé sommaire, par service et par chapitre, des opérations effectuées pendant le

mois sur les trois caisses (6).

· 599. Le buréau central des invalldes tient ses écritures et enregistremens, relativement à la comptabilité de la chisse de Paris, dans une forme analogne à ce qui est preschit pour les écritures et enregistremens des bureaux des classes et dn contrôle dans les ports. Il réunit les états et documens nécessaires pour établir la situation générale des trois caisses, et contrêler ainsi les écritures du trésorier général (7).

599. L'administration de la marine est chargée de vérifier les recettes et dépenses journalières du trésorier général et des trêsoriers particuliers, d'inspecter leurs caisses, d'en constater la situation, de prendre connaissance de leurs écritures, et de surveiller toutes leurs opérations et leur comptabilité. Néanmoins le service des invalides, sous le rapport des finances, demeure soumis aux règles générales de la comptabilité, et le ministre des finances a la faculté de faire inspecter la caisse générale à Paris, et les caisses particulières dans les ports, toutes les fois qu'il le juge convenable. Les administrateurs de la marine chargés de la surveillance et de l'inspection ordinaires desdites caisses sont tenus d'être présens, afin de seconder les agens du trésor dans ces vérifications extraordinaires (8).

600. Le trésorier général remet tons les dix jours, au ministre de la marine, une copie de son journal général, et tous les mois, la balance de ces comptes, accompagnée de deux situations particulières, l'une pour Paris, l'autre pour les ports, et d'une situation générale comprenant l'ensemble de la comptabilité de Paris et

des ports (9). 601. Les opérations du trésorier général sont suivies et surveillées, sous les ordres du directeur de l'administration et comptabilité de la caisse des invalides, par le chef de la division des invalides, ainsi que cela s'exécute dans les arrondissemens et sousarrondissemens maritimes. Les formes prescrites pour la formation, l'arrêté et la certification des bordereaux de mois des trésoriers des ports sont observées pour les bordereaux du trésorier général, suivant Pordre de surveillance et de vérification établi dans lesdits arrondissemens et sousarrondissemens (10).

§ VIII. — Comptes à rendre.

602. Tous les ans chacun des trésoriers

<sup>(1)</sup> Réglement du 17 juillet 1816, art. 92.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 95.

<sup>(3)</sup> Idem, art. 96.

<sup>(4)</sup> Idem, art. 97. (5) Idem, art. 98.

<sup>(6)</sup> Réglement du 17 juillet 1816, art. 99.

<sup>(7)</sup> Iden, art. 423.

<sup>(8)</sup> Ordonnance du 22 mai 1816, art. 15. (9) Réglement du 17 juillet 1810, art. 118 (10) Idem, art. 119.

particuliers forme son compte de l'année précédente, dûment visé et certifié par l'administration de la marine, et l'adresse au

trésorier général, à Paris (1).

603. Les comptes annuels établis, tant à Paris que dans les ports, pour les scrvices prises, gons de mor et invalides, et les borderaux de détails sont certifiés par les trésoriers et visés par l'administration, qui déclare que ces comptes et bordereaux comprennent toutes les recettes faites pendant la gestion annuelle et toutes celles qui devaient l'être (2).

604. Les comptes annuels des ports, pour les trois services, ensemble les pièces justificatives à fournir à l'appui, doivent être réunis, à Paris, dans les cinq premiers jours de mars de l'année suivante (3).

605. Les consuls de France en pays étrangers adressent, à l'expiration de chaque trimestre, au ministre de la marine, l'état de leurs recettes, accompagné des pièces justificatives et de traites représentant le montant des fonds qu'ils ont versés dans la caisse de leur consulat, provenant des caisses des prises, gens de mer et invalides. Lesdites traites et pièces à l'appui sont transmises par le ministre au trésorier général, qui porte dans ses comptes le montant desdites recettes aux services et chapitres respectifs (4).

606. Lorsque les trésoriers des colonies sont en même temps trésoriers des invalides, ils font également remise en France de leurs excédans de recette, prélèvement sait des dépenses qu'ils ont acquittées pour le service des caisses dont ils sont chargés en cette dernière qualité. Cette remise s'effectue en un récépissé qu'ils se donnent à eux-mêmes. comme trésoriers coloniaux, de la somme qu'ils ont versée comme trésoriers des invalides dans la caisse de la colonie. Ils remettent ces récépissés, avec leurs comptes et les pièces justificatives, à l'administrateur supérieur de la colonie, qui les fait passer au ministre de la marine. Le tout est transmis par le ministre au trésorier général des invalides, aûn que celui-ci porte dans ses comptes, suivant l'imputation respective, le montant des recettes et des dépenses ainsi justifiées (5).

607. Le trésorier général réunit tous les

comptes des trésoriers particuliers à cthi qu'il doit fournir pour sa propre gestion, et en dresse un compte général de toutes les recettes et de toutes les dépenses de l'établissement (6).

608. Le compte est établi par gestion annuelle, tant pour les services prises, gens de mer et invalides, que pour les comples relatifs aux opérations de trésorerie (7).

609. La distinction des exercices est observée, en ce qui concerne spécialement le service invalides, pour les divers chapitres réputés comporter cette classification par exercice (8).

610. Il y a toujours deux exercices dans la même gestion, savoir : l'exercice antérieur à l'année du compte, pour le complément de ses opérations et l'exercice courant (9).

611. Le compte général de l'établissement des invalides est soumis, dans les six mois qui suivent la clôture de la gestion, à l'examen et au jugement de la Cour des

comples (10).

612. Le compte général doit présenter: 1º le tableau des valeurs existant en caisse et en portescuille, ainsi que les soldes des comptes courans reconnus débiteurs au 51 décembre ; 2º les recettes faites pendant le cours de l'année, sur les divers chapitres des services prises, gens de mer et invalides; 3º les dépenses faites, pendant le même temps, sur lesdits services, le tout avec la distinction des exercices pour le service invalides; 4' l'excédant de chacun des services prises, gens de mer et invalides; 3° le chille des recettes et des dépenses, et le solde de chacun des comptes courans créditeurs; 6° Enfin le montant des valeurs qui ont élé constatées par les procès-verbaux de situation, au 31 décembre, et les soldes des comptes courans reconnus débiteurs à la mêine époque (11).

613. Quant au compte courant entre le trésorier général et les trésoriers des ports, dont l'objet est de retracer les mouvemens de fonds, mais qui n'affecte pas l'avoir de l'établissement des invalides, il en est fait mention, pour ordre, en dehors des résul-

tats ci-dessus (12).

614. Le compte remis à la Cour est certifié par le trésorier général des invalides et visé par le ministre, avec une mention

<sup>(1)</sup> Ordonnance du 22 mai 1816, art. 16,

<sup>(2)</sup> Réglement du 30 septembre 1829, art. 39. (3) Idem, art. 13. (4) Réglement du 17 juillet 1810, art. 115.

<sup>(5)</sup> Idem, art. 116. (6) Ordonnance du 22 mai 1816, art. 16 ; ré-

glement du 30 septembre 1829, art. 41. (7) Ordonnance du 7 août 1825, art. 1er; réglement du 30 septembre 1829, art. 2, 2, 8 et 7.

<sup>(8)</sup> Ordonnance du 7 août 1825, act. 2; réglement du 30 septembre 1829, art. 4 et 6.

<sup>(9)</sup> Réglement du 30 septembre 1829, arl. \$ (10) Idem, art. 43; ordonnance du 7 août 1825, art. 3; ordonnauce du 22 mai 1816, art. 16.

<sup>(11)</sup> Ordonnance du 7 août 4625, art. 1; régle ment du 30 septembre 1829, art. 44.

<sup>(12)</sup> Réglement du 30 septembre 1829; - 3, t 45,

eciale pour la recette, caonçant que let compte comprend toutes les recettes tes dans la gestion et toutes celles qui vaient l'être (1).

# § 1X. — Commission de surveillance.

613. Une commission spéciale, sous le tre de Commission supérieure de l'établisse-ent des invalides de la marine, est instinée auprès du ministre secrétaire d'Etat de 1 marine et des colonies. Cette commission st composée de cinq membres, nommés ar le roi pour trois années; leurs soncions sont gratuites, et ils peuvent être échus. Le secrétaire est désigné par le ministre parmi les principaux agens adminisratifs de l'établissement (2).

616. La commission est chargée de surveiller les recettes et les dépenses de l'établissement des invalides; elle prend connaissance de l'administration et de la comptabilité, et elle propose au ministre toutes les dispositions qu'elle juge propres à en perfectionner les détails et l'ensemble; les comptes annuels destinés à la Cour des comptes et aux Chambres sont soumis à son examen préalable, et elle s'assure qu'ils sont en concordance avec les écritures du bureau central et du trésorier général des invalides (3)

617. La commission a une réunion obligée par trimestre, indépendamment de toutes les réunions qui peuvent, dans les intervalles, être indiquées par le ministre de la marine ou par le président de la commission; elle est autorisée à requérir de l'administration spéciale de l'établissement toutes les communications et à procéder aux vérifications qu'elle juge nécessaires ; elle tient procès-verbal de ses séances, et, à la fin de chaque année elle fait, sur la situation de l'établissement des invalides, un rapport qui est mis par le ministre sous les yeux du roi. Ce rapport est ensuite annexé aux comptes qui doivent être présentés aux chambres (4).

# CHAPITRE XXV. — Comptabilité des colonies.

§ 1er. - Revenus.

618. Les recettes des colonies se divisent en trois parties : dans la première se classe la portion des fonds portés annuellement au budget de la marine pour les besoins des services militaires aux colonies. La deuxième comprend la subvention au service intérieur porté au budget de la marine pour

les colonies dont les revenus sont insuffisans. La troisième partie, sons le titre Fonds coloniaux, se compose comme il suit : contributions directes, idem indirectes; domaines et droits domaniaux; recettes diverses, telles que produits de ventes de marchandises des magasins, amendes et confiscations, remboursement de prix de journées d'hôpitaux, etc. (5).

619. Les contributions, impôts et droits que des circonstances particulières feraient établir momentanément dans les colonies, sont rattachés, selon leur nature, aux différentes sections de la recette (6).

§ II. - Charges.

620. La dépense se divise en deux parties; dans la première se classent les dépenses des services militaires. Cette première partie forme un chapitre unique divisé en huit articles comme il suit (Y):

Art. 4er. Solde; 2º dépenses assimilées à la solde; 3º habillement des troupes; 4º casernement; 5º hôpitaux; 6º subsistances militaires et chauffage; 7º artillerie et génie (matériel); 8º dépenses diverses.

621. La deuxième comprend les dépenses du service intérieur et se divise en cinq articles (8):

Art. 1er. Solde et accessoires de la solde; 2e hôpitaux; 5e vivres; 4e travaux et approvisionnemens; 5e dépenses diverses.

# § III. - Service de trésorerie.

622. Les fonds accordés à chaque colonie, sur les crédits ouverts au budget de la marine pour les chapitres services militaires et subvention au service intérieur, sont fournis par les payeurs du trésor, en vertu d'ordonnances ministérielles ou de mandats qui indiquent si ces fonds doivent être réalisés en numéraires ou en traites du caissier central sur lui-même, et qui désignent l'agent chargé d'en assurer la transmission et le versement dans la caisse du trésorier colonial. Cet agent donne quittance aux payeurs sur les ordonnances ou mandats; et si l'envoie s'essectue en numéraire, la quittance est appuyée d'un proces-verbal constatant l'espèce et la quotité des monnaies dont il se compose. A l'arrivée dans la colonie, le trésorier, sur un nouveau proces-verbal dressé pour constater l'état des fonds au moment où ils lui sont remis. en prend charge dans ses écritures avec obligation de justifier de leur emploi. Le récépissé comptable qu'il est tenu d'en dé-

<sup>(1)</sup> Reglement du 30 septembre 1829, art. 48.

<sup>(2)</sup> Ordonnance du 2 oct. 1825, art. 1 et 2.

<sup>(3)</sup> Idem, art. 3 et 4.

<sup>(</sup>h) Idem, art. 5, 6 et 7.

<sup>(5)</sup> Reglement dn 22 août 1837, art. 19.

<sup>(6)</sup> Reglement du 30 oct. 1829, art. 5.

<sup>(7)</sup> Reglement du 22 août 1837, art. G.

<sup>(8)</sup> Idem, art. 8.

livrer est transmis avec une expedition de ce dernier procès-verbal au ministre de la marine, pour être rattaché à l'ordonnance

ou mandat paye par le trésor.

623. Le trésorier colonial produit à l'appui de son compte annuel les pièces qui justifient l'application de ces fonds aux depenses de chacun des chapitres du budget, et leur paiement régulier aux créanciers porteurs des mandats de l'ordonnateur.

624. Dans les cas où le comptable effectue des recettes accidentelles pour le compte du ministère de la marine, il est tenu de délivrer un récépissé des fonds qu'il a ainsi réalisés, et de l'adresser, sans retard, au ministère de la marine, pour que ce récépissé puisse être rattaché à une ordonnance de régularisation délivrée, comme pour les autres mises de fonds, sur les crédits législatifs affectés aux colonies, et sauf la justification ultérieure, par les pièces annexées au compte annuel du trésorier, de la dépense payée aux oréanciers des divers services du budget colonial.

625. Des comptes courans sont ouverts, dans la comptabilité de chaque colonie, pour constater successivement les recettes, les paiemens et le solde des services de la caisse des invalides de la marine, des avances réciproques de la colonie et de la métropole, concernant les divers départemens ministériels; et des dépôts à recevoir et à rembourser.

IV. - Bunget de l'exercice ; vote des recettes et des dépenses.

626. Le conseil colonial discute et vote, sur la présentation du gonverneur, le budget intérieur de la colonie. Toutefois le traitement du gouverneur et les dépenses du personnel de la justice et des douanes sont fixes par le gouvernement, et ne peuvent donner lieu, de la part du conseil, qu'à des observations (1).

627. Le conseil colonial détermine, dans les mêmes formes, l'assiette et la répartition des contributions directes (2).

628. Le conseil colonial donne son avis sur toutes les dépenses des services militaires qui sont à la charge de l'Etat (5).

629. Les décrets adoptés par le conseil colonial et consentis par le gouverneur sont soumls à la sanction du roi. Neaumoins le gouverneur a la faculté de les déclarer provisofrement exécutoires (1).

630. Les états des dépenses des services militaires aux colonies, et les projets de budgets des recettes et des dépenses coloniales, sont arrêtés chaque année par le gouverneur, en conseil, pour être soumis à l'approbation du ministre de la marine (5).

# § V. - Cloture de l'exercice.

631. La clôture de chaque exercice, pour les fonds du budget de la marine applicables aux services militaires, a lien dans les colonies au 31 mars de l'exercice suivant, et toutes les dépenses doivent être figuidées. ordonnancées et payées à cette époque (6).

632. La liquidation et l'ordonnancement des dépenses du service intérieur des colonies sont arrêtées le 31 moût de l'année qui suit l'exercice. La cloture définitive de Pexercice est fixee au 30 septembre pour les recettes et les dépenses qui concernent

le service colonial (7).

B53. Si parmi les dépendes d'un exercice M's en trouvait qui n'eussent pas été liquidées, ordonnancées ou payées avant les époques fixées, ces dépenses ne pourralent plus etre acquittées qu'au moyen d'un arrêlé du gouverneur en conseil, qui en autoriserait l'imputation, comme appartenant à un exercice clos, sur les crédits de l'exercice courant. Une ampliation de cet arrêlé Beruit transmise de suite au mihistre (8).

634. Aussitot après la cloture de l'exercice, il est adressé au ministre une situation des crédits assignés aux dépenses des ser-

vices militaires (9).

633. Les excedans des recettes que le leglement de chaque exercice fait ressortir sur les produits coloniaux forment un fonds

de réserve et de prévoyance.

636. Dans les colonies qui recoivent des subventions sur le budget de la marine, le ministre détermine l'application de ces excédans de recette suivant la situation de leur service, soit en les ajoutant aux ressources insuffisantes du fonds de réserve, soit en opérant le précompte de ceux qui dépasseraient les besoins locaux sur les subventions ultérieures de la métropole. Les excédants de dépenses des mêmes co-Ionies en fin d'exercice sont couverts par des prélèvemens sur les fonds de réserve. Le maximum du fonds de réserve de ces colonies est fixé par des ordonnances du roi.

<sup>(1)</sup> Loi du 24 avril 1833, art. 5.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 6. (3) Idem, art. 7.

<sup>(</sup>h) Idem , art. 8.

<sup>(5)</sup> Réglement du 22 août 1837, art. 13,

<sup>(6)</sup> Réglement du 22 août 1837, art. 35. (7) Réglement du 30 octobre 1829, art. 38 (8) Reglement du 22 août 1837. art. 37.

<sup>(9)</sup> Idem, art. 38.

VI. - Fonctions de l'administration locale.

637. Le gouverneur rend exécutoires les ôles des contributions.

638. Au commencement de chaque mois, ur les propositions de l'ordonnateur, et pres avoir pris l'avis du conseil privé, le ouverneur règle, selon les besoins du service, la distribution des fonds dispo-nibles. Les ordonnances mensuelles qu'il Smet à cet effet sont, pour le trésorier, l'équivalent des ordonnances ministérielles de crédit. Dans la répartition des fonds affectés au paiement des dépenses du matériel, l'ordonnateur maintient, autant que possible, l'égalité entre les services comme entre les fournisseurs et entrepreneurs (1).

# S VII. — Gestion du trésorier.

659. Les recettes et les dépenses des colonies sont effectuées par un trésorier, agent direct du département de la marine et des colonies; il releve, ainsi que le service dont il est chargé, de l'ordonnateur de la colonie, qui lui transmet, sans intermédiaire, tous les ordres qu'il doit exécuter ou faire exécuter. Il réunit les sonctions de receveur et de payeur. Il est aussi chargé du service de trésorier des invalides, de caissier des gens de mer et de caissier des prises. Il peut être chargé de la gestion de la caisse municipale. Il est personnellement garant et responsable des opérations de ses préposés (2).

640. Le tresorier est charge, sous la surveillance de l'ordonnateur et de l'ossicier d'administration chargé du service de l'inspection, de la conservation des matrices destinées à déterminer le poids droit des monnaies d'or et d'argent : il les fait représenter à l'essayeur public toutes les fois que le gouverneur juge convenable de faire vérifier les poids des changeurs et peseurs de monnaies (3). 63

641. Le trésorier reçoit une expédition des budgets des recettes et des dépenses; il recoit également les rôles d'impositions de toute nature régulièrement rendus exécutoires, et se conforme, pour la perception, aux instructions qui régissent la ma-Lière (4).

#### § VIII. - Ecritures et contrôle.

642. Le trésorier tient ses écritures en partie double. Son journal et tous les registres de sa comptabilité sont cotés et paraphés par l'ordonnateur (5).

643. Le ter de chaque mois il est procédé à la vérification de la caisse et de la comptabilité du trésorier. Après la vérification de l'encaisse, la recette, la dépense, et le solde en numéraire et valeurs sont arrêtés définitivement. L'opération est faile par l'ordonnateur et par l'officier d'administration chargé du service de l'inspection, et, en cas d'empéchement, par les fonctionnaires qui les suppléent dans l'ordre du service. Les écritures et les caisses des préposés sont également soumises aux inspections mensuelles des administrateurs de leurs résidences respectives. Les résultats des vérifications sont consignés dans un proces-verbal qui est adressé au ministre. Ce proces-verbal fait connaître si le matériel en caisse concorde avec les écritures des comptables, et si ces écritures concardent, dans l'ensemble et les détails, avec les enregistremens tenus par l'administra-

tion (6). 844. Toutes les fois que le gouverneur juge convenable de preserire des vérifications inopinées, il donne par écrit l'ordre nécessaire; cet ordre est exhibé au trésarier ou à ses préposés, au moment même de l'opération. L'officier d'administration chargé du service de l'inspection, et ses agens dans les différentes résidences, sont tenus d'assister aux vérifications inopinées, dont le nombre est de quatre au

moins, chaque aunée (7).
645. Le trésorier remet à l'ordonnateur, a la fin de chaque mois, un extrait du journal et la balance des divers comptes; et, tous les trois mois, un état récapitulatif des recouvremens indiquant, par nature de recette et par exercice; 1º les sommes qui étaient à recouvrer; 2º les sommes recouvrées : 3º les sommes dont le dégrévement a été ordonné : 4° les sommes restant à recouvrer (8).

# S IX. - Complex & rendre.

646. Le trésorier est justiciable de la Cour des comptes ; il compte directement devant cette Cour, non seulement des fonds provenant du trésor public, mais encore du produit des recettes locales. La comptabilité qu'il tient pour l'établissement des invalides rentre dans celle du trésorier général de l'établissement (9).

647. Il fait parvenir au ministre, à l'expiration de chaque trimestre, par l'entremise du gouverneur, les pièces justificatives

<sup>(1)</sup> Réglement du 22 noût 1837, act. 15;

<sup>(2)</sup> Idem, art. 11.

<sup>(3)</sup> Idem, art. 24.

<sup>(4)</sup> Idem, art. 14.

<sup>(5)</sup> Idem, art, 19.

<sup>(6)</sup> Réglement du 22 août 1857, art, 20, (7) Idem, art. 21.

<sup>8)</sup> Idem , art. 22.

<sup>(9)</sup> Idem, art. 23.

des recelles et des dépenses. Elles sont vé-'rifiées dans les bureaux du ministère : celles qui sont jugées inadmissibles sont renvoyées, par les plus prochaines occasions, dans les colonies pour être régularisées, et, après leur régularisation, elles sont, sans retard, adressées de nouveau au ministre. Quant aux pièces en règle, elles sont classées dans les bureaux pour être jointes, en temps utile, au compte du tré-

sorier (1).

648. Chaque année le trésorier dresse son compte de gestion, lequel présente, pour le premier terme, le tableau de toudes les valeurs reconnues par proces-verbal au 31 décembre de l'année précédente exister en caisse et en porteseuille; plus les soldes des comptes courans. Ledit compte de gestion, divisé en trois parties distinctes, la première pour les services militaires, la deuxième pour le service intérieur des colonies, la troisième pour le service de trésorerie, présente ensuite, par exer-cice, toutes les recettes et toutes les dépenses faites sur les deux premiers services. Un résumé indique les excédans de recettes ou de dépenses par services. Ces derniers résultats doivent concorder avec 'le montant des valeurs et les soldes des comptes courans constatés par le proces-verbal dressé pour la clôture de la gestion (2).

649. Aussitot que le compte annuel a été clos et signé, il est remis au gouverneur, qui le transmet au ministre avec toutes les pièces qui peuvent rester encore à produire. Le compte est vérifié dans les burenux du ministère et transmis à la Cour des comptes avec toutes les pièces au soutien. Toutefois l'intervention de l'adminis-Tration de la marine dans la vérification et la transmission des comptes des trésoriers coloniaux laisse entière la responsabilité

des comptables (3).

650. Les arrêts de la Cour des comptes sont transmis au trésorier par l'entremise du gouverneur, à qui le ministre les adresse. Le trésorier doit satisfaire, sans aucun retard, aux charges et injonctions contenues dans ces arrêts (4).

### § X. - Comptabilité municipale.

651. Les dispositions des lois et réglemens relatives à la comptabilité des communes de France sont applicables au service municipal des colonies.

§ XI. - Agent comptable du service des colonies,

652. L'agent comptable des colonies est chargé de la comptabilité des recettes et des dépenses faites en France pour le service des colonies; il est tenu de constater ces opérations dans des écritures spéciales, d'en réunir les pièces justificatives, de répondre de leur régularité, et de soumettre le compte annuel de ses recouvremens et de ses paiemens à la Cour des comptes (5). L'agent comptable des colonies n'a aucun maniement de fonds.

653. Les sommes qu'il est reconnu nécessaire de réserver en France sur les fonds attribués aux colonies sont ordonnancées par le ministre de la marine, ou par ses ordonnateurs secondaires, soit directement au profit des créanciers du service colonial, soit au nom du trésor, pour y être tenues en compte courant à la disposition de l'administration de la ma-

rine (6).

654. Les titres justificatifs des dépenses ordonnancées au nom des créanciers du service colonial sont remis par le préposé du trésor qui a effectué le paiement à l'agent comptable contre son récépissé; le compte courant ouvert sous le titre de ministère de la marine S/C de fonds coloniaux est crédité de tous les fonds qui ont été reçus par les comptables des finances pour le compte des colonies, et débité des paiemens effectués par ces mêmes comptables sur les mandats des ordonnateurs de la marinc. Ce compte courant est arrêté à la fin de chaque trimestre : un extrait en est adressé au ministère de la marine, et il est vérifié par l'agent comptable des colonies (7).

655. L'agent comptable des colonies tient dans ses livres de détail un compte spécial, pour chaque colonie, des recettes et des dépenses faites par le trésor, et en rattache ainsi les résultats à sa proprecomp-

tabilité (8).

656. À la fin de chaque année l'agent comptable établit le compte de sa gestion; les recettes et les dépenses faites en France pour le service colonial y sont présentées par colonie et appuyées de pièces justificatives. Ce compte est transmis à la Cour dans les six premiers mois de l'année, après avoir été soumis à la vérification du ministère de la marine (9).

657. Il est tenu dans les bureaux de

<sup>(1).</sup> Réglement du 22 août 1887, art. 50.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 31. (3) Idem, art. 32.

<sup>(4)</sup> Idem , art. 34.

<sup>(5)</sup> Instruction du 24 dec. 1826, art. 5,

<sup>(6)</sup> Instruction du 24 dec. 1826, art. 2.

<sup>(7)</sup> Idem, art. 10.

<sup>8)</sup> Idem. art, 11 et 13.

<sup>(9)</sup> *Idem* , art. **15**.

l'administration centrale de la marine un journal général, un grand-livre et des livrés auxiliaires, en partie donble, à l'esset d'y recueillir les résultats de toutes les opérations du service colonial, exécutées tant par l'agent comptable que par les trésoriers coloniaux, et dont ces derniers doivent, chacun en ce qui le concerne, adresser au département de la marine, à des époques déterminées, les élémens et les pièces justificatives. Il est établi annuellement, d'après ces écritures, un résumé général du mouvement et de la situation du service par colonie, par exercice et par chapitre. Ce résumé, après avoir été revêtu du visa du ministre, est soumis, le 1er octobre, au contrôle de la Cour des comptes.

658. Les dispositions de l'art. 17 de la loi du 9 juillet 1836 sont applicables aux colonies qui recoivent des fonds de subven-

tion du budget de la marine.

### CHAPITRE XXVI. - Comptabilité des collèges royaux.

### S I". - Recettes.

659. Les recettes des colléges royaux se composent : 1° de la subvention fournie par le trésor public pour les dépenses fixes des colléges royaux ; 2º des sommes payées par le trésor pour les bourses royales et les dégrévemens : 3° des sommes payées par les villes pour les bourses communales ; 4° des sommes payées par les particuliers pour les pensions et partie de pension à la charge des familles; 5° des sommes payées par les externes pour frais d'études; 6° des arrérages de rentes sur l'Etat; 7° du produit des domaines et jardins exploités par l'administration; 8° de recettes diverses et extraordinaires.

### SII. - Dépenses.

660. Les dépenses se composent : 1° des dépenses de nourriture, pain et farine, viande, vin, comestibles; 2° des dépenses d'entretien et de réparation des bâtimens, du mobilier, des domaines ; 5° des dépenses d'habillement et de son entretien; 4° des traitemens fixes, éventuels, appointemens ct gages, gratifications indemnités et secours; 5° des menues dépenses; 6° des échanges et acquisitions de propriétés im- les mémoires ne sont pas encore réglés (10).

mobilières; 7° des dépenses diverses etextraordinaires (1).

661. La comptabilité des colléges royaux est établie par gestion et divisée par exer-

#### III. — Budget de l'exercice.

662. Les budgets des collèges royaux sont discutés et votés par les conseils académiques . et définitivement arrêtés par le grand-maître de l'Université, en conseil royal de l'instruction publique.

### § IV. - Fonctions de l'ordonnateur.

663. Le proviseur, en sa qualité d'administrateur du collège, ordonne et ordonnance toutes les dépenses, à la charge par lui de se conformer aux réglemens pour les dépenses des colléges royaux (3).

664. Le proviseur remet au recteur l'état de divers objets de consommation nécessaires au service du collége. Le recteur soumet cet état au conseil académique, qui délibère sur chaque article, et qui déeide s'il y a lieu de faire une adjudication publique, d'autoriser le proviseur à passes un marché à l'amiable, ou de charger l'économe de faire les achats de gré à gré. (4).

665. Pour les objets mis en adjudication publique, le conseil académique arrête le cahier des charges et l'ait l'adjudication au

rabais, sur soumission (5).

666. Les marchés que le proviseur est autorisé à faire à l'amiable sont soumis à l'approbation du conseil académique, et me sont exécutoires qu'après avoir été approuvés par le conseil (6).

667. Les objets que l'économe est chargé d'acheter sans marché préalable ne peuvent être acquis par lui que sur l'autorisation

du proviseur (7).

668. Aucune dépense faite pour le compte du collège ne peut être acquittée que sur un mandat délivré par le proviseur ordonnateur, ou, en son absence, par le fonctionnaire chargé de l'administration de l'établissement (8).

669. Le proviseur ne peut délivéer des mandats que pour des travaux faits, pour des travaux exécutés, pour des fournitures

livrées (9).

670. Néanmoins il peut délivrer des mandats d'a-compte sur les services non encore terminés, ou sur les fournitures dont

<sup>(1)</sup> Arrêté ministériel du 13 oct. 1829, act. 2.

<sup>(2)</sup> Idem, act. 1".

<sup>(3)</sup> Idem, art. 8.

<sup>(</sup>A) Idem , art. 3. (5) Idem , art. 4.

<sup>(6)</sup> Arrêté ministériel du 13 octobre 1829, art. 5.

<sup>(7)</sup> Idem, art. 6.

<sup>(8)</sup> Idem , art. 11.

<sup>(9)</sup> Idem, art. 12. .

<sup>(10)</sup> Idem, art. 18.

671. Les à-compte ne peuvent, dans aucun cas, excéder les deux tiers du montant des sommes portées dans les devis, ou dans les mémoires ou factures (1).

672. Le proviseur peut aussi autoriser l'économe à prélever sur les fonds de sa caisse les sommes dont il a besoin pour l'achat des objets nécessaires à la consommation journalière du collège, ou pour quelques menues dépenses imprévues, à la charge par l'économe de justifier de la dépense, au moins tous les quinze jours, par des bordereaux sur papier libre, que le provisear vise, et d'après lesquels il délivre des mandats (2).

673. Les mandats délivrés par le proviseur ordonnateur font connaître l'année et le chapitre auxquels s'applique la dépense. Le proviseur est tenu d'y spécifier les pièces justificatives qui doivent être produites par les parties prenantes (3).

# S. V. - Compte d'administration.

674. Le compte que le proviseur rend chaque année, comme administrateur ordonnateur, est jugé par le grand-maîtré, en eonseil royal (4).

675. Avant la fin du mois de mars de chaque année le proviseur est tenu de remettre au recteur le compte d'administration du collège, pour l'année précédente. Il y joint un rapport détaillé sur les différentes parties du service en général et sur celles qui sont plus particulièrement con-Sées à l'économe (5).

676. Le recteur convoque le conseil académique dans la première semaine du mois d'avril, et requiert qu'il soit procédé immédiatement à l'examen du compte (6).

677. Aussitôt que le conseil académique a prononcé, le recteur transmet au ministre le compte, le rapport de la commission et la délibération du conseil académique; il y joint ses observations; s'il y a lieu (7).

# § VI. - Gestion du comptable.

678. L'économe est agent comptable chargé de toutes les recettes et de toutes les dépenses du collège. Comme manutesteur des deniers et des matières, il fournit un cantionnement, et les comptes annuels de sa gestien sont juges par la Cour des comptes (8).

### § VII. — Responsabilité,

679. L'économe est responsable de toutes les sommes qu'il aurait payées sans un mandat du proviseur, en sus du mandat, ou sans avoir exigé les pièces justificatives prescrites par le mandat : les pièces justificatives restent annexées aux quillances des parties prenantes (9).

680. Le paiement d'un mandat est suspendu par l'économe s'il y a omission ou irrégularité matérielle dans les pièces justificatives qui doivent être produites par les parties prenantes; dans ce cas, l'économe est tenu de remettre immédiatement la déclaration écrite de son refus au perteur du mandat (10).

### S VHI. - Ecritures.

681. Pour la manutention des deniers, les économes sont tenus d'avoir : 1° un registre à souche, sur lequel ils inscrivent, à leur date et saus lacune, toutes les sommes versées dans leur caisse pour le compte du collège, à quelque titre que ce soit : 2' un livre-journal de caisse et de porteseuille, dans lequel ils inscrivent, chaque jour et à leur date, toutes les sommes qu'ils ont reçues et toutes celles qu'ils ont payées pour le compte du collége ; 3° un sommier, dans lequel ils classent par exercice toutes le recettes et toutes les dépenses (11).

682. Pour la manutention des matières, l'économe tient un registre d'entrée et de sortie des provisions de toute nature : ce registre est divisé en autant de complet qu'il y a d'espèces de provisions. L'économe inscrit dans une première colonne tous les objets entrés dans les magasins pendant l'année, au fur et à mesure des livraisons faites par les fournisseurs, et dans une deuxième colonne, le détail de l'emploi qui a été fait de chaque objet (12).

# § IX. — Contrôle et surveillance.

685. Le dernier jour de chaque trimestre l'économe fait la balance de tous les comptes ouverts sur le registre, et il dresse un inventaire de tous les approvisionnemens qui existent dans les maga-.eips (13).

684. Des commissaires pris dans le sein du conseil académique et désignés par le recteur assistent, avec le proviseur à l'in-

<sup>(1)</sup> Arrêté ministériel du 13 oct. 1829, art. 14.

<sup>(2)</sup> Idem, art. 15. (3) Idem, art. 16.

<sup>(4)</sup> Idem , art. 9.

<sup>(5)</sup> Idem, art. 38. (6) Idem, art. 40. (7) Arrêtê du 13 oct. 1829, art. 42.

<sup>(8)</sup> Ordonnance du 26 mars 1829, art. 12, et arrête ministériel du 13 oct. 1829, art. 10.

<sup>(9)</sup> Arrêté du 13 oct. 1829, art. 19.

<sup>(10)</sup> Idem, art. 21.

<sup>(11)</sup> Idem, art. 22.

Idem , art. 23.

<sup>(13)</sup> Idem , art. 24.

ventaire; ils le comparent avec la balance dés comptes du registre de magasins, et consignent sur l'inventaire le résultat de ce

contrôle (1).

685. A la fin de chaque mois, et dans le délai de huit jours, les économes sont tenus de transmettre au ministre : 1º la copie textuelle de leur journal de caisse du mois précédent; 2º le bordereau de toutes les recettes et de toutes les dépenses qu'ils ont effectuées pendant le mois. Ils joignent à ce bordereau tous les mandats acquittés par les parties prenantes, avec les pièces à l'appui (2).

686. A la fin de chaque trimestre l'économe transmet, en outre, l'inventaire des

objets en magasin (3).

# S X. - Comptes à rendre.

687. Dans les dix premiers jours du mois de janvier de chaque année l'économe établit le compte des recettes et des dépenses qu'il a faites pendant l'année précédente, ainsi que le compte des ma-

tieres (4).

"688. Le compte des deniers, divisé par exercice et par chapitre de recette et de dépense, constate : 10 les valeurs qui se trouvaient en caisse et en portescuille au 31 décembre de l'année antérieure à celle dai compte: 2º le montant de toutes les sommes reçues et payées pendant l'unnée, et les différentes natures de recettes et de dépenses auxquettes elles s'appliquent; 30 les valeurs restant en caisse et en portefeuille au 31 décembre (3)

689. L'économe joint à l'appui de son compte le registre à souche des quittances délivrées par lui dépuis le 1er janvier jus-1 qu'an 31 décembre , et arrêté en somme totale au 31 décembre. Ce régistre, certifié par l'économe, est visé par le provi-

seur (6).

690. Le compte des matières constate la quantité des approvisionnemens qui existaient dans les magasins au 31 décembre de l'année antérieure à celle du compte, la quantité des approvisionnemens entrés en magasin pendant l'année, la quantité des objets consommés pendant l'année, enfin la quantité et la valeur des objets qui existaient dans les magasins au 31 décembre (7).

691. Les deux comptes, rédigés en double expédition, sont certifiés par l'éco-

nome (8).

692. Le proviseur constate au bas desdits comptes qu'ils sont conformes aux écritures (9).

693. Il tient la main à ce que les comp-tes et les pièces à l'appui soient transmis au grand - maître avant le 20 jan-

vier (10)

694. Les comptes de gestion étant ainsi vérifiés sont transmis successivement à la Cour des comptes, avant le 1er avril de chaque année, par la comptabilité centrale, qui y joint toutes les pièces justificatives de dépenses (11).

# TITRE V. - DISPOSITION GÉNÉRALE.

695. Toutes dispositions contraires au. présent réglement général sont et demeurent abrogées.

Nos ministres sont chargés, etc.

22 Juin-1" Juill. 1838. - Loi qui proroge celles des 24 avril 1832 et 1ª mai 1834, relatives aux étrangers réfugiés (12). (1X, Buli., DLXXX, n. 7439.)

Article unique. Les lois des 21 avril 1832 et 1er mai 1834, relatives aux étrangers réfugiés, sont prorogées jusqu'à la fin de 1830.

```
(1) Arrêté ministériel du 13 oct. 1829, art. 25.
```

(12) Présentation à la Chambre des Pairs le 23 avril (Mon. du 24); rapport par M. Kératry le 2 mai (Mon. du 3); discussion le 5 mai (Mon. du 6); adoption le 7 (Mon. du 8), à la majorité de 114 voix contre 15."

Présentation à la Chambre des Députés le 16, mai (Mon. du 17); rapport par M. Daguenet le 1 juin (Mon. du 2); discussion et adoption le 14 Mon. du 15), à la m ajorité de 193 voix contre 122.

La loi du 21 avril 1832 donne au gouvernement le droit de réunir dans une ou plusieurs villes désignées par lai les étrangers réfingiés résidant en France. Elle l'antorise par une seconde disposition à expulser de France tout résugié dont la présence pourrait entraîner des troubles et menacer la tranquillité publique.

La seconde loi, celle du 1er mars 1884, comble and lacine de la première, c'est-à dire qu'elle y ajoute la sanction pénale qui manquait à son exécution. Elle porte que tout réfugié qui n'obéira pas à l'ordre d'expulsion ou qui, après avoir obéi, rentrera sans y être autorisé sera puni de l'emprisonnement. La prorogation de ces lois n'a pas été combattue

quant au droit d'expulser le réfugié qui troublerait l'ordre public : mais le droit de siver la résidence de ceux autorisés à séjourner a trouvé une vive op-

position dans les deux Chambres.

On a soutenu que ces lois étaient des lois de circonstances, qu'elles avaient fait leur temps; qu'il y anrait de la dureté et de l'injustice à continuer à

<sup>(5)</sup> Idem , art. 37.

<sup>(4)</sup> Idem , art. 43.

<sup>(5)</sup> *Idem* , art. 11.

<sup>6)</sup> Idem, art. 45. 7) Idem, art. 46.

<sup>8)</sup> Idem, art. 117.

<sup>(9)</sup> Idem, art. 48. (10) Idem, art. 49.

<sup>(11)</sup> Idem, art. 52.

18 JUN == 1" JULLIET 1838. — Ordonnance du roi qui éfève M. le baron de Talleyrand à la dignité de pair de France. (IX, Bull. DLXXX, n. 7440.)

Louis-Philippe, etc., vu l'article 25 de la Charte constitutionnelle, portant: « La « nomination des membres de la Chambre « des Pairs appartient au roi, qui ne peut « les choisir que parmi les notabilités sui- « vantes: les ministres plénipotentiaires, « après six ans de fonctions; les préfets de « département, après dix ans de fonc- « tions; » considérant les services rendus à l'Etat par le sieur baron de Talleyrand ancien préfet, ancien ministre plénipotentiaire, etc.

Art. 1er. Le sjeur baron de Talleyrand est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre des affaires étrangères, président de notre conseil (M. Molé) est chargé, etc.

21 Jun = 1 Jullet 1838. — Ordonnance de roi portant que la Chambre des Pairs, constituée en Cour de justice, procédera sans délai au juggeneme de l'attentat y énoncé. (IX, Bull. DLXXX, n. 7441.)

Louis Philippe, etc., sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes: vu l'article 28 de la Charte, qui attribue à la Chambre des Pairs la connaissance des crimes de haute trahison et des attentats à la sûreté de l'Etat ; vu l'article 1er de la loi du 9 sept. 1835, qui qualifie attentat à la sûreté de l'Etat la provocation, par l'un des moyens énoncés à l'article 1er de la loi du 17 mai 1819, au crime prévu par l'art. 87 du Code pénal, même lorsque cette provocation n'a pas été suivie d'effet; attendu qu'un écrit intitulé Relation historique des événemens du 30 octobro 1836. - Le prince Napoleon à Strasbourg, par M. Armand-Laity, ex-lieutenant d'artillerie, ancien élève de l'école poly-. technique, commençant par ces mots: vingt ans d'exil pesaient sur la famille de l'emperear, et finissant, aux pièces justificatives, par ceux-ci : telle était ma manière de voir, présenté tous les caractères du crime prévu par l'art. 1er de la loi du 9 septembre 1835, qualifié attentat par ledit article; attendu que cet écrit a été publié et distribué, etc.

Art. 1er. La Chambre des Pairs, constinée en Cour de justice, procédera sans délai au jugement de l'attentat sus-énoncá. 2. Elle se conformera, pour l'instruction, aux formes qui ont été suivies par elle jusqu'à ce jour.

5. Le sieur Franch-Carré, notre procureur général près la Cour royale de Paris, remplira les fouctions de notre procureur général près la Cour des Pairs.

Il sera assisté du sieur Boucly, substitut de notre procureur général près la Cour royale de Paris, qui sera chargé de le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement.

4. Le garde des archives de la Chambre des Pairs et son adjoint remplirout les fonctions de gressiers près notre Cour des Pairs.

5. Notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes (M. Barthe), est chargé, etc.

1º MAI = 5 JULLEN 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la caisse d'épargne foadée à Vierzon (Cher). (IX, Bull. supp. CCCLXVII, n. 12115.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'engagement pris par M. le marquis de Larochefoucault de fonder à ses frais une caisse d'épargne et de prévoyance dans la commune de Vierzen, arrondissement de Bourges (Cher), et de pourvoir aux dépenses d'administration; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne, notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La caisse d'épargne et de prévoyance fondée à Vierzon (Cher) est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sent contenus dans l'acte passé, le 25 avril 1858, par-devant Me Schneider et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera déposé aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation eu de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Vierzon sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet du Cher, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent.

les appliquer alors que les raisons qui les avaient fait établir n'existaient plus; qu'enfin les entraves apportées à la libre circulation des réfugiés allaient contre le but même du gouvernement; que le gouvernement, en effet, avait voulu que ces étrangers pussent arriver à se créer par leur travail une position qui les mit à unême de se passer de sub-

sides; qu'il fallait donc leur donner les moyens d'y arriver le plus tôt possible; que pour cela il était indispensable de leur laisser une pleine liberté de circulation, afin que les centres de commerce de ils pouvaient exercer leur industrie avec avantage ne leur fussent pas fermés. 4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

15 MAI == 5 JUILLET 1838.—Ordonnance du roi qui approuve des modifications aux statuts de la caisse d'épargne de Perpignan. (IX, Bull. supp. CCCLXVII, n. 12117.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance royale du 17 janvier 1836, portant autorisation de la caisse d'épargne fondée à Perpignan (Pyrénées-Orientales) et approbation de ses statuts; vu les modifications auxdits statuts soumises à notre approbation; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1es. Les modifications aux articles 1, 9, 12 et 13 des statuts de la caisse d'épargne et de prévoyance de Perpignan sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 24 août 1837, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord), est chargé, etc.

17 MAI = 5 JUILLET 1838. — Ordonnance du roi qui autorise la ville de Charolles à ouvrir un abattoir public et commun. (IX, Bull. supp. GCCLXVII, n. 12118.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la demande de la ville de Charolles (Saône-et-Loire), tendant à obtenir l'autorisation d'établir un abattoir public et commun dans des bâtimens et terrains situés au quartier dit des Provins; l'acte sous signatures privées passé, le 16 juillet 1837, entre le maire de Charolles et un de ces adjoints, d'une part, et les sieurs Chaudon, Charnay et Rougemont, d'autre part; ledit acte contenant vente, à la ville de Charolles, des bâtimens, terrains et cours d'eau destinés à l'établissement dudit abattoir; la délibération, en date du même jour 16 juillet, par laquelle le conseil municipal sollicite l'autorisation d'acquérir, moyennant neuf mille deux cent soixante et treize francs, et sous les clauses, charges et conditions énoncées en l'acte sous seings privés ci-dessus visé, les bâtimens, terrains et cours d'eau détaillés audit acte; le rapport, en date du 10 août suivant, dressé par l'architecte-voyer, contenant en détail

l'estimation et l'évaluation des immeubles dont l'acquisition est projetée; la décision du conseil de préfecture, du 8 décembre 1837, qui rejette les oppositions formées contre le transfert de l'abattoir de Charolles au quartier dit des Provins, sur les terrains à acquérir des sieurs Chaudon, Charnay et Rougemont, et maintient l'autorisation précédemment accordée par l'arrêté du sous-préfet, du 2 octobre 1836; la nouvelle délibération du conseil municipal de Charolles, en date du 11 mars 1858; l'avis du préfet; le plan figuratif des lieux; les propositions faites par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur dans une lettre qu'il a adressée, le 19 janvier 1838, à notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics de l'agriculture et du commerce ; vu la loi des 16-24 août 1790, titre XI, article 3; vu le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1815; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La ville de Charolles (Saôneet-Loire) est autorisée à ouvrir et à mettre en activité un abattoir public et commun.

2. Aussitot que ledit abattoir pourra être livré à sa destination, l'abattage des bœufs, taureaux, vaches, veaux, genisses, moutons, chèvres, boucs et porcs, y aura lieu exclusivement, et toutes les tueries particulières situées dans les limites du rayon de l'octroi seront interdites et fermées. Toutefois, les propriétaires et les habitans qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison conserveront la faculté de les faire abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

5. Le tarif des droits d'occupation de places dans l'abattoir est ainsi fixé: vingt centimes par bœuf; quinze centimes par vache, taureau ou génisse; cinq centimes par veau; deux centimes et demi par brebis, mouton, chèvre et bouc; cinq cen-

times par porc.

4. La ville de Charolles est en outre autorisée à acquérir des sieurs Chaudon, Charnay et Rougemont, aux conditions exprimées dans leur promesse de vente du 16 juillet 1837, et moyennant la somme de neuf mille deux cent soixante et treize fraucs, prix d'estimation, les immeubles désignés audit acte et au procès-verbal d'expertise, en date du 10 août même année, pour servir à l'établissement du nouvel abattoir, sauf approbation régulière du projet de construction. Le paiement du prix principal, des intérêts et frais accessoires d'acquisition, sera opéré au moyen des fonds libres de la caisse municipale.

5. Nos ministres secrétaires d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au département de l'intérieur (MM. Martin du Nord et Montalivet) sont charges, etc.

20 mai = 5 juiller 1838. - Ordonnance du roiportant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de l'Indemnité, com pagnie d'assurances contre l'incendie. (IX; Buit. supp. CCCLXVII, n. 12419.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre sécrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; notre conseil

d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de l'Indemnité Compagnie d'assurances contre l'incendie, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans Pacte passé, le 11' avril et le 5 mai 1858. par-devant Me Dessaignes et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexe à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservoits de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non execution des statuts approuves, sans pré-

judice des droits des tiers.

3. La société sera tenue d'adresser, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; au preset da département de la Seine, au grette du tribunal de commerce de la Seine et à la chambre de commerce de Paris.

4. Notre ministre des travaux publics. de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

7 ruge 🚐 5 Miller 1838. — Ordonnance du roi qui approuve des modifications anz statuts de la cein d'spargna de Redon, (IX, Bull. supp. CCCLXVII, n. 12120.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce ; vu l'ordonnance royale, en date du 27 janvier 1835, portant autorisation de la caisse d'épargne de Redon et approbation de ses statuts; vu les changemens proposés auxdits statuts; yu les lois des 5, iuin 1835 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les modifications aux articles 9, 10 et 12 des statuts de la caisse d'épargne de Redon (Ille-et-Vilaine), sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 25 avril 1838, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce,

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

30 Juin = 6 Juiller 1838. - Loi sur les aliénés (1). (IX, Bull. DLXXXI, n. 7443).

(1) Présentation à la Chambre des Députés le 6 janvier 1837 (Mon. du 7) ; rapport par M. Viviers le 18 mars (Mon. du 21); distriction le 3 avril (Mon. du 4), le 4 (Mon. du 5), le 5 (Mon. du 6), le 6 (Mon. du 7); adoption le 7 (Mon. du 8), à la majorité de 183 voix contre 47. Présentation à la Chambre des Pairs le 28 avril

[Mon. du 29); rapport par le marquis Berthélemy le 29 jain (Mon. do 50 et du 4 juillet).

Reprise du projet le 15 janvier 1838 (Mon. du 161; rapport par le inarquis Carthélemy le 31 janvier (Mon. du 5 février); discussion les 7, 8, 9, 40, 12 et 13 février (Mon. des 8, 9, 10, 11, 13 et 14); adoption le 14 (Mon. du 15), a la majorité de 104 voix contre 19.

Présentation à la Chambre des Députés le 19 fevrier (Mon. du 20); rapport par M. Vivien le 27 mars (Mon. du 28) i discussion le 43 svril (Mon. dn 14), is 14 (Mon. dhi 15); adoption le 16 (Mpn. dn 17), a la majonité de 202 voix contre 33

Retour à la Chambre des Pairs le 18 mai (Mon. du 19) ; rapport par le marquis Barthelemy le 22 mai (Mon. du 25) ; adoption le 25 (Mon. du 26), il la majorité absolue.

Reiter a la Chambre des Députés le 28 mai (Mon. du 30) ; rapport par M. Vivien le 5 juig. (Mon. du 6) ; adoption le 14 (Mon. du 15), à la majorité de 216 voix contre 16.

A une époque ou les sentimens d'une phi-lantropiu éclairée exercent une si grande infinance, où tant d'infortunes et de misères diverses ont été soulagées, la plus affligeante peut-être, n'avait point encore été l'objet de me-sures spéciales et n'avait en aucune part aux bienfaits si généralement répandus sur les infirmités hamaines. Les malheureux frappés de cette terri-Ble maladie que l'on nomme alienation mentale, étaient presque hors la loi commune. On prenait des précautions pour protéger les individus et l'ordre public contre leur fureur; mais souvent ces précautions avaient pour résultat d'aggraver la position des alienes; aucune règle lixe n'était éte-Mie, aucune base legale n'était posée, tout était en cette matière confusion et arbitoaire. La stress publique n'était point suffisamment garantie; la liberte individuelle pouvait être compromise, et les soins convenables n'étaient point offerts aux malades.

Les médecins, les publicistes, les magistrats, les philantropes, envisageunt chacun sous un point de vue différent ce fait social ; se sont réunis pou demander à la ligislation des mesures qu'il rende necessaires.

Le gouvernement a entendu l'appel qui lui étail fait. Mais il faut l'avouer, ce n'étail pas chose facile à trouver qu'un remède convenable pour un mal si ancien et si grave. Aussi, le premier projet présenté per le gouvernement était-il loin d'atteindre le but.

Le projet de loi, disait M. Visien dans son rapport du 27 mars 1838, tel que le gouvernement Pavait présenté dans l'origine, ne contenait que des dispositions de police et de finances.

« La commission, en ajoutant quelques mesures administratives, avait développé le germe con-

temu dans la proposition première.

« La Chambre posa un principe nouveau et fécomd en ordonnant, par l'art, 1<sup>ex</sup>, que tout département serait tenu de recevoir et de soigner les aliénés, soit par l'ouverture d'un établissement publie départemental, soit à l'aide d'un traité passé avec tout autre établissement public eu privé.

à Caste soule disposition a imprimé à la loi le caractère d'une loi de bienfaisance et de charité publique. En plaçant les secours à donner auxaliénés au rang des dépenses ordinaires des dépertements, ausqueilles il est pourvu à l'aide des centémes votés par la loi des finances, elle les a élevés au rang des dépenses générales de l'État, placés aous l'autorité du gouvernement et dans le vota des Chambres; elle les a assurés dans le présent et consacrés dans l'avenir. L'humanité applaudit à une mesure, en vertu de laquelle l'État interviendra pour secourir les malheureus atteints par cette fatale maladie qui détroit la liberté morale, livre l'homme à tout le desordre des instincts matériels, et expose la société aux plus immainens périls. »

An surplus, je le répète, on ne doit pas s'étonper, si d'abord le projet n'avait pas compris tout ce qu'il devait embrasser et n'avait pas complétement satisfait à tous les besoins. Le discours de présentation de M. le mainistre de l'intérieur révèle tous les obstacles que les rédecteurs d'une loi sur pareille matière ont rencontré et du sur-

monter.

« Ici, disait M. to ministre, la législation se tait, les règles manquent, les opinions, divergent, des mesures contraires sont adoptées dans les diffémentes localités, les autofités sont incertaines.....

« La législation antérieure à 1789 est muette.

a On ne songeait alors qu'aux dangers dont l'insensé furieux peuvait menacer la sareté publique; on ne s'était point occupé de la protection qui était due au malheur dans la personne de l'aliéné; et des conditions nécessaires à son traitement; il faut peu s'en étonner; l'art lui-même, en ce qui concerne ce traitement, était encore très imparfair; l'hospice était pour l'aliéné une prison, lorsqu'il n'était pas confondu dans les prisons ordinaires avec les criminels.

« L'erreur ou l'oubli de l'ancienne législation s'est prolongé jusqu'à nos jours. L'art. & de la loi da 16-26 mars 1790 n'est qu'une disposition temporaire relative aux, persennes alors détenues pour eauxe

de démener.

e L'art. 3 du tit. 11 de le loi du 15-24 août 1700 comprend, au nombre des objets de polite contiés à la vigilance et à l'autorité de l'aidministration, é sein d'abvier ou de remdier dux échemens fûcheuse qui pourraient être occasionés par les insensée ou les furleux laissée en liberté.

a L'art. 15 de la loi du 19-22 juillet 1791 établit des peines contre ceux qui laisseront donguer des intensés ou furieux, sans indiquer les moyens de prévenir ces divagations.

Le Code civil, par sea art. 489 à 512, et le Code de procédure civile, par ses art. 890 à 897, ont déterminé les règles et les formes de l'interdiction, mais ne se sont occupés que de l'interdiction seule et de ses effets......

« Les articles 117 et suivans du décret du 18 juin 1811 règlent le tarif des frais de cette procédure, ainsi que le mode de recouvrement:

 Le Code pénal renferme deux ordres de dispositions qui ont un rapport plus ou moins direct

à cette matiere.

Les unes sont des dispositions générales relatives à la protection de la liberté individuelle. Ainsi les art. 114 à 122 et 186 répriment les atteintes qui seraient portées à cette liberté par les fonctionnaires publics. Les art. 3/1 à 3/3 répriment celles qui lui seraient portées par de simples particuliers.

a Les autres sont spéciales et renouvellent les peines portées contre ceux qui auraisnt laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde, et ceux qui auraient occasioné la mort ou la blessure des animanx ou bestiaux appartenant à autrul, par l'effet de la divegation des fous, des furieux (art. 475, n. 7; 479, m. 2). Ellus se taisent sur les cas dans lesquels cette divagation aurait occasioné un homicidé; des blessures aux hommes, des incendias, etc.

a Il est essentiel de remarquer, dès ce moment, que, par une antinomie frappante, d'une part, les lois des 24 août 1790 et 22 juillet 1791, les ent. 475 et 479 du Code pensi, admettent et supposent que la divagation de tout insensé, fou ou furieur, devra être prévenue ou qu'il y sera porté remèté dès qu'elle deviendra dangereuse; et que d'une autre part, les art. 489 et soir. du Code oivil n'autorisent linterdiction, et par suite les mesures de séreté indiquées en l'art. 510 que pour le majour qui est dans un état habituel d'imbécilité, de démence ou de fureur.

« La dernière loi de finances (loi du 18 juillet 1836) compfète cette législation par son irt. optitant « que les dépenses pour les aliémés indigents sont assimiléés, pour 1837, aux dépenses vaviables départementales, sans prépulice du confocution de la commune du démaisile de l'aliémé et « des hospices. » Mais, en fixant cette base pour 1837, elle exige pour l'avenir l'adoption d'une règle definitive.

a Aucune de nos lois n'a donc règlé ni de quelle manière il serait pourva aux mesares que accessient les alièrès qui ne sont pas interdits, n' quels seraient les établissemens dans lesquels ils seraient recueillis, n'i comprent il berait pourva aux frais pour eaux qui sont indigens.

Tout était donc à créer. Il faltais que la législation qu'on sitait édifiér protégéd en même temps la société et l'aliéns; surtout elle devait tendre à l'adoucissement de l'hufortunn de celes-ci et à sa guérison complète. Le projet eviginaire offrait en partie ces résultats. Il quait trois objets principaux, l'indement de aliénés, les établissemens où ils seraient condities, et les dépenies de leur entretien.

lis, et les dépenses de leur entretien.

La Chamber des Béparde charges l'ordre de ce dispositions. Elle gensa que la loi, syant principalement pour objet les mesures qui concernant la personne des shisaés et les formes selon lesquelles dis peuvent être placés dans les disblissemens qui leur sont destinés, il convenait de s'occuper d'abord de ces établissemens. Elle s'attacha ensuite aux formes suivant lesquelles les sliénés y sont regus, distinguant entre le cas où le placement est

. . ....

TITRE Ier. - Des établissemens d'alienes.

Art. 101. Chaque département est tenu d'avoir un établissement public, spécialement destiné à recevoir et soigner les aliénes, ou de traiter, à cet effet, avec un

établissement public ou privé, soit de ce département, soit d'un autre département.

Les traités passés avec les établissemens publics ou privés devront être approuvés par le ministre de l'intérieur (1).

2. Les établissemens publics consacrés

fait par les familles elles-mêmes dans l'intérêt de leurs effections ou de leur sécurité, et celui où il est prescrit par l'administration.

Elle introduisit enfin quelques dispositions nou-velles relatives à tous les aliénés et concernant leurs droits civils, leurs intérêts matériels.

Les discussions auxquelles le projet a depuis été soumis, soit à la Chambre des Pairs, soit à la Chambre des Députés, n'ont apporté à ce nouvel ordre de dispositions que de légères modifications.

Ainsi la loi est divisée en trois titres : le premier a pour objet les établissemens des aliénés ; le second s'occupe des placemens; il se divise en quatre sections : la première traite des placemens volontaires; la seconde, des placemens ordonnés par l'autorité publique; la troisième, des dépenses du service ; la quatrième contient les règles communes aux deux modes de placemens. Des dispositions généreles forment le titre troisième.

Cette loi est éminemment protectrice de la liberté individuelle; elle veille constamment à ce que nul individu ne puisse, sous prétexte d'aliénation mentale, être privé de la libre disposition de sa personne; et cependant, elle laisse à l'administration tout le pouvoir qui lui est nécessaire. Mais il faut convenir qu'elle présente des dispositions un peu compliquées et qu'elle multiplie sans utilité les agens à qui elle confie les intérêts des aliénés.

Peut-être eût-il été présérable de ne pas confondre dans une même loi des mesures de police, des dispositions protectrices de la liberté individuelle et des règles sur les droits civils des alienes. Tout ce qui est relatif à celles-ci offre la trace d'une certaine précipitation, et n'est pas toujours en harmonie parfaite avec les dispositions du Code civil.

Qu'il me soit permis de reproduire ici les réflexions qui terminent le rapport de M. Barthélemy à la Chambre des Pairs. Elles m'ont paru aussi justes qu'élevées; il est bon qu'elles soient répandues; car notre législation est en général trop exclusivement occupée du mal moral ou matériel lorsqu'il s'est développé; elle ne tend pas assez à le prévenir ; elle ne voit que les effets , elle ne re-

cherche pas assez les causes.

« En adoptant, a dit M. Barthélemy, toutes les mesures qui tendent à procurer aux malheureux alienes des asiles plus nombreux, un traitement plus rationnel; en faisant disparaître de nos codes des prescriptions dont l'accomplissement pourrait nuire à leur guérison ; en entourant leur personne et leurs biens de toute sa sollicitude, le projet de loi acquitte la dette de l'humanité; mais il ne suffit pas à la société de s'occuper des soins qu'elle doit aux aliénés déclarés, s'il est en son pouvoir d'en diminuer le nombre. Tous les anteurs s'accordent à dire qu'il s'accroît avec la dépravation des mœura, et que les passions les plus vi'es et les plus basses sont celles qui en développent les principes avec le plus d'énergie. On a remerqué que le nombre des fous est généralement en rapport, dans chaque pays, avec celui des criminels, et que la folie se

déclare avec le plus d'intensité et d'énergie au même âge que le crime. C'est donc à l'éducation à diminner, en cherchant à les prévenir, les ravages que cause une maladie aussi dégradante peur l'espèce humaine.

Efforçons nous d'appuyer cette éducation sur les principes de religion et de morale, qui seuls peuvent donner à l'homme la force nécessaire pour réprimer ses mauvaises passions et les écarts de son esprit ; nous procurerons ainsi à ceux de nos concitoyens que de malheureuses prédispositions soumettraient à l'influence fâcheuse de cette cruelle maladie, le meilleur préservatif que l'espérience et l'opinion presque unanime des auteurs aient pu indiquer jusqu'à ce jour. »
On verra plus tard dans les notes sur les arti-

cles les conséquences singulières qu'on cherchet

à tirer de ces paroles pleines de sagesse.

(1) On aurait de la peine à croire que la loi sur les aliénés ait pu devenir l'objet d'un dissent-ment politique. Cependant les opinions opposées ont trouvé le prétexte d'une lutte assez animée. y ont trouvé le pretexte quine toute avec Plusieurs pairs, s'emparant des paroles qui ler-minent le rapport de M. Barthélemy, voy. mart, ont soutenu qu'entre les établissemens destines à recevoir et à soigner les aliénés, la préférence de vait être accordée à ceux qui sont desservis par des congrégations religieuses, ou plutôt que tous devaient être confiés à leurs soins pieux. Cette sympa-thie exagérée pour une classe d'établissemens milsait pour leur créer des adversaires également passionnés, et qui ont revendiqué pour les élablissemens laïques des faveurs , si ce n'est un privilége absolu et exclusif. M. le ministre de l'intérior s'est sagement posé entre ces opinions extrêmes. « De ce que la religion, a t-il dit, pent être in-voquée comme une sauvegarde de la raison lumaine, suit-il qu'il y ait une préférence à accorder aux établissemens laîques ou aux établissemens religieux? Nous ne le pensons pas. La où existent des établissemens laïques, où toute la science est pratiquée, où l'ordre subsiste, nous pensons qu'il est bon de les soutenir, de les proteger. Existe-t-il, an contraire, des établissemens dirigés par des congrégations religieuses autorisées par les lois, si l'ordre y existe, si la science y est bien pratiquée, si on ne lui ferme pas la porte de l'asile des alienes, comme à une sorte d'invention mondaine, nous none empresserons aussi de protéger, de maintenit ces établissemens. Qu'il me soit permis de le dire, ce serait peut être dans un mélange de ces deux sortes d'établissemens, dans un mélange de ce qu'il peut y avoir de bon et de pratique quant à la science dans les établissemens laiques, avec ce qu'il peut y avoir de bon, de pratique, d'actif, de secourable dans les établissemens religieux, c'es dans ce mélange qu'on pourrait trouver le juste milieu qui peut servir à former un établissement modèle pour les aliénés.

· Ceci n'est pas seulement une opinion théorique ; c'est une opinion basée sur des observations Je pourrais citer tel établissement dont la direction est confiée à des administrateurs laïques, et dans lesquels il y a des frères servans subordonnés aux laiques, dans lesquels l'ordre est le plus parfait en même temps que la science y est pratiquée dans des vues de progrès. Ne rien proscrire, telle a été l'opinion du gouvernement, lorsqu'il s'est occupé de rédiger le projet de loi qu'il vous a sonmis, pour lequel, d'ailleurs, il s'est presque toujours réuni à votre commission; car il n'a pas échappé à la Chambre que nous avons admis la plupart des améliorations que votre commission avait proposés l'année dernière, et une grande partie des améliorations qu'elle a proposées cette année. s

La rédaction de cet article appartient à la commission de la Chambre des Députés. Le meilleur commentaire qui en même temps explique la disposition de l'art. 25 se trouve dans le rapport de

M. Vivien da 27 mars 1838.

... « En pleçant, y est-il dit, les secours à donner au silénés au rang des dépenses ordinaires des départemens, auxquelles il est pourvu à l'aide des centimes votés par la loi de finances, elle les a élerés au rang des dépenses générales de l'Elat, placées sons l'autorité du gouvernement et dans le vote des Chambres...

 Cependant l'engagement contracté per l'Etat, et qui sera accompli en son nom, a des limites que initérêt public ordonne de poser et qui ne sauraient être franchies sans compromettre nos finances, sans contrevenir à d'impérieuses règles

d'économie publique.

« Votre commission a pensé qu'il convenait d'introduire; à ce sujet, quelques règles précises dans le projet de loi; elle les a consignées dans l'art. 24 (actuellement 25), dont je dois vous entrétenir dès à présent, parce qu'il forme le commentaire et le complément de l'art. 14.

e Tont aliéné dangereux, dont la séquestration sera ordonnée par l'autorité publique, doit être reçu et traité aux frais du département, s'il ne possède personnellement aucune ressource. C'est principalement en vue de cette classe que sont fondés les établissemens publics; et l'autorité qui, dans un intérêt de sûreté générale, dispose de la personne de ces infortunés, est tenne de pourvoir à leur bien être physique toujours, et à leur gué-

rison, quand elle est possible.

Le devoir du gouvernement ne s'arrête pas là. Il est des aliénés dont la condition est trop déplorable, quoiqu'ils ne menacent point la sécurilé descitoyens, pour que la société ne leur vienne pas en side; tous ceux aussi qui sont en proica my remier accès d'un mal que l'art peut dissiper, doivent être admis à recevoir les secours de la science; et, quand sur tous les points du territoire des hôpitans sont ouverts aux diverses maladies qui affigent l'humanité, la plus cruelle ne saurait être mirés de ce biofit.

être privée de ce bienfait.

« Mais, si la loi ouvrait indistinctement les établisemens créés ou subventionnés par les départemens à quiconque se prévaudrait du titre d'aliéné, elle faciliterait les plus ruineux abus, L'imbéoilité, l'idiotisme touchent de près à l'aliénation mentale, et pourraient aisément se confondre avec elle. Les communes, pour se dégager du fardeau de leurs pauvres, les familles, pour se soustraire à leurs charges domestiques, ne manqueraient pas d'imposer au département, comme atteints d'aliénation mentale, tous les indigens incapables de subvenir à leur existence, et chez lesquels le moindre défaut d'intelligence pourrait

servir de prétexte. Les établissemens seraient bientôt encombrés, et les départem ns placés dans la pénible alternative de laisser s'accroître indéfiniment une dépense onéreuse ou de refuser des secours aux nouveaux malades, le plus souvent mieux disposés que les autres à profiter des secours de l'art, tandis que toutes les places seraient occupées par des incurables.

Des mesures doivent être prises pour que tous les aliénés dont la raison n'est pas irrévocablement détruite obtiennent un traitement immédiat et complet. Après avoir pourvu à cette nécessité, les départemens pourront admettre dans leurs établissemens les autres aliénés, avec toutes les restrictions propres à empêcher que leur nombre ne soit un obstacle à l'admission des malades en trai-

tement.

"Telle est la règle qui nous a paru devoir être admise. Elle n'était pas de nature à trouver place duns la loi; c'est aux conseils généraux qu'il appartiendra de prendre, à ce sujet, toutes les dispositions convenables, et de régler les formes et les conditions des admissions, de manière à pourvoir, dans de justes limites, à tous les besoins.

A Ainsi, les établissemens ouverts, aux termes de l'art. 1º, devront recevoir tous les aliénés dangereux dont l'autorité publique aura ordonné la séquestration, et, en ontre, tous ceux dont les conseils généraux, sous l'approbation du ministre,

auront autorise l'admission.

 Tel est le sens de l'article introduit par votre commission.

« La faculté accordée aux départemens de traiter avec des établissemens publics ou privés, situés sur leur territoire ou sur celui d'un autre departement, prouve que chacun d'eux n'est pas tenu de posséder un établissement en propre. Certains départemens renferment trop peu d'aliénés, pour qu'il y ait lieu de leur consacrer une maison; dans d'autres, une création nouvelle serait nécessaire, et elle donnerait lieu à une dépense excessive, comparce aux besoins en vue desquels elle serait faite; enfin l'expérience prouve que les grands établissemens sont préférables aux autres. Les moyens curalifs, le personnel nécessaire, la dis-position spéciale des localités peuvent plus facilement y être obtenus, et les soins d'une bonne administration, d'une gestion économique concourent avec les enseignemens de l'art pour les conseiller.

« Votre commission a donc maintenn la faculté, pour les départemens, de tra ter avec des établissemens publics ou privés, sans être obligés d'en

élever à lears frais.

 Les traités qu'ils passeront seront soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur ; cette garantie a été introduite dans la loi par la Chambre des Pairs, qui ne l'a néanmoins appliquée qu'aux traités passés avec les établissemens privés. Nous sommes d'avis que l'approbation ministérielle doit intervenir, mais nous la croyons nécessaire pour les traités passés avec tous les établissemens, quels qu'ils soient, publics ou privés. A la vérité, les premiers ont des tarifs réglés par l'autorité, et seront soumis à des réglemens particuliers qui garantiront leur bonne tenue; mais l'approbation du ministre n'a pas seulement pour objet les conditions relatives aux prix et au régime intérieur, elle comprend tout ce qui rentre dans l'intéret départemental, tout ce qui se rettache à l'orgaaux alienes sont places sous la direction de l'autorité publique (1).

3. Les établissement privés consacrés

aux alienes sont places sous la surveillance de l'autorité publique (2).

4. Le préset et les personnes spéciale-

nisation générale du service des alienes; ainsi , le ministre devra rechercher si le traité soumis à son approbation est la meilleure manière dont le département paisse venir au secours de ses aliénes; si l'on ne doit par plutot former un établissement special ; il devra se rendre compte de l'importance de l'établissement, s'assurer qu'il est en état de répondre aux engagemens contractes, et faire en sorte, ensin, que les alienes des divers points de la France soient répartis entre les établissemens publics et privés, de manière qu'aucun de ceux-ci ne soit chargé au delà de ses facultés.

On a proposé à la Chambre de Députés de substituer au deuxième paragraphe de l'article un amendement portant : . Les traités passés avec les établissemens publics ou privés préparés par les préfets, adoptés par les conseils généraux, devront être approuvés par le ministre de l'intérieur.

M. le rapporteur a fait observer a qu'il est bien évident que les traités seront passés de l'aveu des conseils généraux ; c'est le conseil général qui vote la dépense, et nécessairement il delibérera sur le traité. >

La proposition a été rejetée,

«Il est bien entendu, a dit le Ministre, dans son discours de présentation du projet à la Chambre des Pairs, que le droit d'approbation réservé pour le ministre n'a pas pour but de nuire aux établissemens prives, de frapper d'une espèce d'interdit les maisons de sante fondées par des laïques ou des associations religieuses; toutes seront également admissibles à recevoir et soigner les malheureux aliencs, si elles sont regulièrement établies et constituées, et s'il est évident que les conditions pétunisires proposces par elles ne sont pas dictées par un pur esprit de spéculation mercantile, le plus déplorable en cette matière, nons dirons meme le plus coupable.

On lisait à la suite du paragraphe 2 : • Ils (les traites) ne seront valables que si le chef de cet établissement s'est soumis à n'employer que des

médecins agréés par le prèfet. .

MM. l'elet de la Loxère et Mounier ont fait remarquer que cette précaution, qui est utile dans certains cas, ne devait pas être insérce dans la loi , et qu'il fallait laisser aux réglemens d'administration publique dont parle l'art. 6, le soin d'établir de semblables règles.

M. le ministre de l'intérieur a consenti au retranchement.

On voit, au surplus, que les départemens qui ne pourront pas former seuls un établissement, sont obligés de traiter avec celui d'un autre département. Il vaudrait encore mieux que deux ou plasieurs départemens s'unissent pour fonder et entretenir un établissement commun. Certainement, les termes de la loi ne s'opposent pas à une pareille combinaison, et sans aucun doute le gouvernement devrait la favoriser; car si les départemens s'isolent, chacun ne pourra former que des établissemens qui n'offriront, ni les ressources, ni les développemens convenables. Mais s'ils cherchent à s'associer, des difficultés nombreuses ne manqueront pas de s'élever, « Chacun, disalt M. Billault à la Chambre des Députés, voudra avoir la suprematie et le bénéfice d'être le département

central. L'on s'entendra difficilement de consil général à consoil général; même par l'interme-diaire du préfet, les négociations ne seront pas aisées. L'esprit de localité s'en mêlera, et le but de la loi ne sera pas atteint. . En consequence, M. Billault demandait qu'une disposition expresse armat l'autorité supéricure de la puissance nécessaire pour amener les départemens à préférer les bienfaits de l'association aux resultats facheur de L'esprit de rivalité et d'isolement. Je crois que personne n'a songé à contester la sagesse de ces vues, et sans doute, si la Chambre n'a point inséré une disposition propre à les réaliser, c'est parce qu'elle a considéré l'influence de M. le ministre de l'intericur comme suffisante. Il a d'ailteurs promis luimême d'employer tous les moyens de persuasion, pour arriver au résultat indiqué. An demeurant, ce n'est pas la seule occasion où les département comme les communes sont, par le pen détendin de leur territoire et l'exignité de leurs ressources, hors d'état de subvenir convenablement à leus besoins et à l'accomplissement des services et des travaux qui les intéressent. Nous voyons que pour les frais de l'instruction primaire, pour certains travaux, notamment pour la confection des roules, l'association entre plusieurs est indispensable. Des changemens dans la circonscription, qui donneraient à chaque département une plus grande étendue, un meilleur choix des chel·lieux, une plus grande réunion de ressources financières, rendraient faciles beaucoup de choses qui aujourd'hai presentent de graves difficultés. L'établissement de Charenton a un caractère tout

special. Il n'est, ni communal, ni départemental, ni privé. M. le ministre de l'intérieur a déclare qu'il appartient à l'Etat , et qu'il est entretenu ases frais; et il a sjouté que si, pour mettre son règle-ment intérieur en harmonie avec la loi actuelle, quelques modifications étaient nécessaires, elles

seraient faites.

(1 et 2) Ces articles indiquent tout le système qui devra présider à la mise à exécution de la loi. M. le rapporteur de la commission de la Chambre des Pairs en expliquait le sens dans la scance da 9 février 1838.

. De ce que les établissemens publics, disait-le sont places sous l'autorité du Gouvernement, il en résulte qu'il a le droit de fixer le mode d'administration et le régime de ces établissemens par des ordonnances, ainsi que le porte l'article 6, quant aux établissemens privés, le droit de l'autorité se borne à une simple surveillance, c'est-à-dire faire de fréquentes inspections pour s'assurer qu'ils ne s'écartent pas des prescriptions de la loi et que tout chez eux se passe convenablement; là s'arrèle le pouvoir du Gouvernement : il n'a qu'un droit de police et non un droit de direction absolue.

Le rapport de M. Vivien en 1837 explique ausi en quoi consiste la différence des droits de l'autorité sur les établissemens publics et sur les établissement privés; après avoir parlé des améliorations qu'on peut introduire dans les premiers il ajoule: · Quant aux établissemens particuliers, l'action de l'administration ne peut être la même qu'à l'égard des établissemens publics. L'industrie privée a des droits qui doivent être respectés; mais les considément déléguées à cet effet par lai ou par le ministre de l'intérieur, le président du tribunal, le procureur du voi, to juge de paix, le maire de la commune, sont chargés de visiter les établissemens publics ou privés consacrés aux aliénés.

Ils recevrent les réclamations des personnes qui y seront placées, et prendront, à leur égard, tous renseignemens propres à faire commaitre leur position.

Les établissemens privés seront visités; à des jours indéterminés, une fois au moins chaque trimestre, par le procureur du roi de l'arrondissement. Les établissemens publics le seront de la même manière, une fois au moins par semestre (1).

-rations que nous venons d'exposer prouvent que si Pintervention du Gouvernement offre un caractère différent, elle doit méanmoins tendre au même but. Nons pourrions dire qu'elle doit être plus étendue : car aux inconveniens graves qui resulteraient d'une administration vicieuse et qui doivent être évités dans tout établissement, les entreprises particulières peuvent en ajouter qui leur sont spéciaux. De conpubles connivences pourraient donner la facilité de disposer de la liberté d'un parent incommode ou ennemi ; une lache cupidité, une méprisable indifférence, pourrait prolonger une captivité qui doit cesser avec la démence et qui devient un crime des qu'elle dure plus que sa cause. La loi ne peut se mettre trop en garde contre ces abos, et le projet propose avec raison divers moyens de les prévenir. Ainsi aucun établissement prive ne pourra se former sans une antorisation préalable, et un réglement d'administation publique déterminera les conditions auxquelles les autorisations seront accordées, les cas où elles ponffont être retirées et les obligations imposées aux établissemens. Par ce moyen, le gouvernement pourra prescrire toutes les mesures d'ordre public et toutes les précautions d'intérêt privé.

En Angleterre, de semblables autorisations sont exigées. La loi a fait plus; elle leur donne une durée d'une année seulement. Nous aurions craint, en adoptant cette disposition, de créer un obstacle · à la formation d'entreprises qui exigent des capi--taux considérables, pour répondre convenablement à leur but. Nous faissons au réglement d'administration publique le som de déterminer la durée des autorisations; nous nous sommes bornés à rédiger l'article 3 de manière à indiquer que l'autorisation sera donnée au chef de l'établissement et non à l'établissement. Il est nécessaire en effet qu'aux conditions matérielles, propres à assurer le succès et la durée de l'entreprise, se joignent les garanties personnelles du caractère, des habitudes et de l'expérience du directeur. Le pouvoir qu'il doit exercer, la confiance dont il faut qu'il soit digne, ne permettent pas que ces sonctions soient librement exercées par tous ceux que l'esprit de spéculation pourrait engager à s'en revêtir.

Au surplus, les mois autorité publique ont été subslitués aux mois gouvernement et autorité administrative qui se trouvaient dans le projet, et qui manquaient d'esaclitude, comme l'a fort bien fait remarquer M. le rapporteur de la Chambre des Pairs, puisque les établissemens d'aliénés sont soumis avant le françaité indiciaire.

soumis aussi à l'autorité judiciaire.

(1) Cet arficle a été l'objet de vives critiques dans les deux chambres. Le grand nombre des visiteurs ou inspecteurs aura pour effet, a-t-on dit, d'abord, de révéler ce que les familles ont intérêt à tenir dans le secret; em second lieu, de retarder peut-être la guérison des malades.

On empruntait ce dernier reproche à une brochure de M. Esquirol, dans laquelle il s'exprime ainsi : • Il y s, d'après le projet de loi, plusieurs ordres de surveillance ;

" Le préset et ses délégués ;

· Les délégués du ministre de l'intérieur ;

· Le président du tribunal;

· Le procureur du roi et ses délégués;

· Le juge de paix;

· Le maire de la commune.

- Ajoutez les visites des administrateurs des hospices ou des membres des commissions spéciales de surveillance des maisons d'alienés.
- · Ajoutez encore les visites qui doivent être faites par des délégués du préfet dans les trois jours qui suivent l'admission de chaque malade.
- Que de visites! que de visiteurs! Prisons d'Etat, prisons criminalles furent-elles jamais soumises h. de plus nombreuses inspections? Que d'individus admis dans le secret d'une maladie que tout le monde cherche à cacher!

 « Avant d'apprécier l'atilité de ces visites, il est bon de signaler le mal qu'elles feront.

a Il est d'expérience que la visite journalière du médecin provoque une sorte d'excitation générale parmi les aliénés, surtout parmi les femmes, quelque habituées que soient ces matades à ces visites.

Lorsque les administrateurs, les membres des commissions de surveillance, visitent les établissemens d'aliénés, ils sont témoins de l'excitation que leur présence provoque. Il en est de même lorsque les autorités supérieures se rendent dans tes établissemens.

On a répondu à ces reproches, qu'il est bien vrai qu'il faut avoir égard à la malheurense situation des familles; mais qu'on ne saurait entourer de trop de garanties la liberté individuelle.

- a De quoi se plaint-on? a dit M. le ministre de l'intérieur, de ce qui a toujours cu lieu. Suivant une loi de 1789, l'autorité publique en cette matière : exerçait d'une manière différente, dans quelques parties de la France. Il y avait tel département où le dépôt des aliénés se faisait d'après un arrêté du préfet, et dans d'autres, dans cefui du Nord, par exemple, il fallait un jugement d'interdiction, précédé d'une enquête. La loi a pour but d'abord, de faire disparaître ces différences dans l'application de la législation; et, en second lieu, de faire disparaître cette enquête préalable et cette véritable enquête judiciaire qu'on appelle jugement; par suite desquels on dépose l'aliéné dans une maison particulière.
- « Eh bren! le projet a pour but de régulariser cet état de choses. Vous verrez, en jetant les yeux sur l'art. 7, qu'il suffira d'un certain nombre de conditions imposées aux membres de la famille pour que le dépôt puisse avoir lien. On a donc pourva, autant qu'il a été possible, d'après le projet, à ce que l'on demandait avec raison tout à l'heure, c'est-à-dire qu'on tient compte de ce qu'il

5. Nul ne pourra diriger ni former un établissement privé consacré aux aliémés sans l'autorisation du gouvernement. Les établissemens privés construe at traitement d'autres maladies ne pourrest recevoir les personnes atteintes d'aliémtion

peut y avoir de pénible dans la situation des familles.

 Une autre observation qui a été faite, c'est qu'un trop grand nombre de personnes auraient le droit de visiter ces établissemens.

a On a tracé des limites à cet égard; car si, d'une part, il faut cacher autant que possible la situation de santé d'un membre d'une famille, d'un autre côté il faut donner à la liberté individuelle toutes les garanties. Eh bien! qu'a-t-on fait?

· On a dit que le préset et les personnes qu'il aura déléguées à cet effet, le président du tribunal, le procureur du roi, le juge de paix, le maire de la commune, seraient chargés de visiter ces établissemens. Il faut bien donner l'entrée de ces maisons à l'autorité judiciaire, pour écouter les plaintes contre l'autorité administrative, s'il y avait lieu. C'est un contrôle particulier placé à côté de l'autorité administrative. Le maire est chargé de cette visite. En effet , le maire est le représentant d'un pouvoir électif, mais il est le délégué de ses concitoyens, et on a trouvé juste de mettre à côté de l'autorité administrative, un megistrat qui ressort à la fois de la couronne et de l'élection populaire. 1)n a voulu mettre tous les degrés de garanties pour contrôler l'action administrative. Il fallait bien donner aussi au préfet le dreit de désigner un ou plusieurs médecins pour avoir un rapport sur la situation des aliénés. Mais enfin il y a des limites à toutes choses, et la loi ne pouvait avoir la prétention de tout définir. Il faut s'en rapporter au bon sens et à la raison des présets sur l'application de la loi. r

Malgré ces raisons, ce n'est pas sans quelque répugnance qu'on a laisé subsister une disposition qui aura pour résultat nécessaire de multiplier les visites, et la discussion dans les deux Chambres a rèvélé la pensée que l'on devrait exécuter la loi, sous ce rapport, avec beaucoup de réserve et de précaution.

M. Vivien disait dans son rapport en 1837.

«Le préfet pourra déléguer des inspecteurs spéciaux chargés de visiter les établissemens. Il choisira, pour leur donner ce caractère, les citoyens les plus capables d'imprimer à ce service une direction utile et salutaire. Ces délégués le remplaceront toutes les fois que d'autres soins le distrairaient, et leur concours aura pour résultat de rendre la surveillance active et vigilante.

«Nous esperons qu'elle s'exercera réellement; nous n'entendons pas prononcer une oiseuse prescription. Il sera du devoir du gouvernement de donner sur ce point les instructions les plus précises; il engagerait gravement sa responsabilité s'il négligeait d'user de l'autorité que la loi va lui confier, et s'il laissait ses agens s'oublier dans une molte indifférence.

«Abusera-t-on de cette faculté (celle de visiter les établissemens)? disait M. le ministre de l'intérieur à la chatnbre des pairs. Messieurs, chacun sentira qu'il y a là une question d'humanité et de nécessité pour le traitement de la maladie. Des instructions ministérielles rappelleront d'ailleurs aux préfets ce qu'ils auront à faire.» Ces paroles s'adressaient à un membre de la Chambre des Pairs

qui demandait qu'il ne put y avoir qu'un seul dilégue.

Au doute exprimé par le même membre, sur le point de savoir si le délégation du préfet sera permanente ou accidentelle et renouvelée pour chaque visite. M. le baron Feutrier à rénondu:

chaque visite, M. le baron Feutrier à répondu:
Le préset désignera, d'une manière permanente, le sous-prefet qui est le chef de l'administration, dans l'arrondissement, afan qu'il s'assure, par des visites frequentes, de l'execution des prescriptions de la loi, dans les établissemens dont il s'agit, si l'ordre y est complet, si les soins sont donnés avec exactitude. Sous ce rapport, il y aura delegation permanente. Il pourra ensuite y avoir des délégations spéciales pour des visites accidentelles, dans des cas et pour des causes accidentelles, relativement à telle on telle disposition à introduire dans le régime de l'établissement, dans la construction même des établissemens publics directement par l'administration, ou à imposer aux directeur des établissemens privés. D'ailleurs l'article emples le mot délégation, et il n'est pas à craindre que le préset puisse, sous prétexte de délégation, céler aux désirs de personnes qui ne seraient maes que par un sentiment de curiosité, .

Ni le ministre, ni le préset ne doivent choisirées délégués qui soient parens des personnes intéresses

dans l'établissement.

Il est vrai qu'un paragraphe exprimant celle prohibition a été supprimé dans le projet adopté par les Chambres, mais les motifs de suppression vost porté que sur le caractère absolu que cette disposition tirait de sa présence dans la loi; en sorte que, quoiqu'elle ait disparu du texte, elle est restée dans l'intention.

Les motifs qu'a donnés M. le ministre de l'intérieur pour qu'elle fût retranchée de la loi, confirment cette interpretation. Après avoir fait remarquer que la prescription serait inexécutable par le ministre, puisque dans le cas où il s'agirait d'un inspecteur-général, il serait dans la nécessité de prendre des renseignemens complets sur la siluation des personnes intéressées dans tous les établissemens publics de France pour n'être pas pris ea défaut, opération qui serait extrêmement difficile et dont le résultat ne serait jamais certain, M. le ministre de l'intérieur a ajouté : « Sans donte, pour le préfet, la mesure serait moins impraticable; mais ce sera au préfet à y porter la plus grande attention. Le ministre aura soin, dans ses instructions, de recommander que les personnes déléguées pour inspecter n'aient point de ropports de parenté ou d'amitié, ou même, autant que possible, d'affaires avec les personnes qu'il s'agira d'inspecter. Cela ne pourrait pas être mis dans la loi; mais le gonvernement aura égard aux recommandations qui lai ont élé présentées, et le ministre y sera droit selon les circonstances. »

On demandait que le juge de paix fût remplaté par un ministre du culte; cette proposition n'a paété accueillie, mais il a été reconnu que celui-si pourrait être délégué par le préfet.

pourrait être délégué par le préfet.

Au membre de la Chambre des pairs qui roulait qu'il ne pût y avoir qu'un délégué, M. le ministre répondait : - Il peut être quelquéfois utile de déléguer un certain nombre de personnes. A Paris, par

'mentale, à moins qu'elles ne soient placées dans un local entièrement séparé.

Ces établissemens devront être, à cet effet, spécialement autorisés par le gouvernement, et seront soumis, en ce qui concerne les aliénés, à toutes les obligations prescrites par la présente loi (1).

6. Des réglemens d'administration pu-

exemple, il y a des cas où le préset croit devoir s'éclairer par une commission de trois médecins; d'antres cas, dans lesquels on peut prier un prêtre, le caré de la paroisse, je suppose, d'assister le mé-decin et d'examiner si tous les soins sont bien administrés.

Un paragraphe disait expressément que les diverses personnes indiquées dans l'article, seraient admises lorsqu'elles se présenteraient pour remplir leur mission. Il a été supprime comme inutile. Il est bien évident, en effet, que la loi qui veut la fin,

veut les moyens.

On avait proposé de comprendre le premier président de la Cour royale et le procureur-général dans la nomenclature : cette proposition n'a pas été accueillie, et cependant on a dit dans la discussion que ces magistrats avaient le droit de s'introduire, lorsqu'ils le jugeraient convenable, dans les établis-

semens d'alienes.

Il faut bien s'entendre à cet égard et faire disparafire l'espèce de contradiction qu'on pourrait trouver entre ce qui a été dit, à peu près unanimement, sur la nature des droits du procureur général et du premier président, et le refus de les com-prendre dans la liste des fonctionnaires chargés de la surveillance des établissemens créés par la présente loi. Les procureurs généraux, les premiers président, les juges d'instruction et les juges cle paix peuvent et même doivent se transporter eur-le-champ dans le lieu, où un individu est détenu arbitrairement et le faire mettre en liberté. (Cod. inst., art. 616.)

Mais il y a une grande différence entre la démarche obligatoire pour ces magistrats, à qui un fait de détention illégale est révélé, et les visites qui , sans qu'ancun événement les ait provoquées, doiveut être faites, par pure précaution, par les fonction-naires que désigne le présent article, dans les éta-

'blissemens consacrés aux aliénés.

M. Dubouchage a fait remarquer qu'il ne fallait pas perdre de vue qu'il ne s'agit pas seulement de la liberté individuelle d'un aliené sequestré; mais encore, et principalement des abus qui pourraient s'introduire dans un établissement ; or, disait-il, s'il en est ainsi, quels renseignemens les délégués pourront-ils prendre dans l'intérieur de la maison, auprès des personnes qui y sont placées? Ils n'en prendront pas, ou ils n'en prendront que de fautifs, puisqu'ils auront été donnés par des personnes intéressées à maintenir les abus qu'on voudrait réprimer. Il faudra donc que l'autorité prenue aussi des renseignemens au dehors, et c'est ce qui n'est pas dans votre loi. Il proposait, en couséquence, un amendement conçu en ces termes : · «Ils (les délégués) pourront faire une enquête sur les abus qui leur auront été signalés, et appeler des témoins. Ceux qui negligeraient on refuseraient leur témoignage seraient passibles d'une amende · de 100 à 300 fr. •

M. le rapporteur a répondu : « D'après le projet, les personnes chargées de visiter les établissemens et de recevoir les réclamations des séquestrés, sont tenues de prendre tous les renseignemens propres à faire connaître leur polition. Des lors, il résulte pour elles une sorte de droit d'enquête. Quant à l'enquête extérieure, elle est de droit, puisque les fonctionnaires chargés des inspections doivent prendre tous les renseignemens propres à les éclairer. Ces fonctionnaires appartenant, soit à l'ordre administratif, soit à l'ordre judiciaire, auront, chacun dans leur sphère, le droit de faire conneître les abus, et même de les réprimer directement. La commission n'a donc pas cru nécessaire de l'exprimer. Quant à l'amende que prononce le statut angleis contre les personnes qui se refuseraient à comparaitre dans une enquête, nous n'avons pas cru devoir vous proposer une disposition analogne dans la loi. Le plus souvent, l'enquête sera ordonnée par le procureur du roi. Or, quand elle est faite par l'autorité judiciaire, le Code pénal contient des peines contre les témoins défaillans. Ces peines qui s'appliquent à une prescription générale, seront aussi appliquées, s'il y a lieu, au ces spécial.

M. le vicomte Dubouchage : . Il est bien reconnu qu'à l'aide de ces mots on a entendu que l'administration et l'autorité judiciaire auront toujours le droit de faire une enquête à l'extérieur. Dès-lors je retire mon smendement, et mon but est atteint

par les explications que j'ai provoquées. •

M. le ministre de l'intérieur a cru devoir ajouter : «Les personnes admises dans les établissemens d'aliénés ont deux catégories d'observations à faire : 1º les observations générales portant sur le régime de la maison, sur ce régime qui sura été introduit par des réglemens d'administration publique. Eh bien, dans cocas, le rapport sera fait à l'autorité administrative, qui a dans ses mains tout pouvoir pour réformer les abus. Il y a ensuite une autre espèce d'examen à faire : celui qui a rapport aux personnes. Pour celui-là, supposez qu'une plainte, qu'un soupçon arrive à l'esprit du visiteur, à qui va-t-il s'adresser? anx autorités compétentes, qui ont tous les moyens de faire une enquête tout aussi solennelle. tout aussi complète que l'enquête prévue par le statut anglais. (Approbation.)

« Ainsi, s'il y a abus administratif, l'administra-tion locale est là ; s'il y a une enquête judiciaire à · faire, elle rentre dans le domaine des tribunaux. Nous croyons donc que l'article proposé par le gouvernement, et auquel la commission a bien voulu donner son suffrage, remplit parfaitement le but qu'on s'est proposé. (Assentiment.)

(1 Le projet de 1838 contenait un principe absolu dans son deuxième paragraphe. Il portait : « Au-« cun établissement privé, consacré au traitement « d'autres maladies ne pourra recevoir les per-« sonnes atteintes d'alienation mentale, a

Cette disposition, qui n'était pas dans le projet primitif, fut introduite sur la demande unanime des médecins qui attestaient qu'on ne pouvait arriver d'une manière efficace à la guérison des maladies mentales dans les établissemens où étaient

reçus d'autres malades.

A la Chambre des Pairs on soutint que l'article aurait pour résultat d'enlever aux familles toute leur liberté et de ne pas laisser même au malade le choix de la mai on où il voudrait être traité. A la snite d'une longue discussion, la rédaction qui se trouve ar jourd'hui dans la loi fut proposée par blique détermineront les conditions auxquelles seront accordées les autorisations énoncées en l'article précédent, les cas où elles pourront être retirées, et les obliga-

la commission et adoptée malgré une vive opposition de la plupart des membres qui avaient combattn l'article et qui demandaient qu'il fût rejcté.

Il n'est, du reste, pas aussi restrictif du principe absola posé dans la rédaction qu'il remplace, que la suppression de celle-ci pourrait le faire croire. Il est certain que la Chambre n'a, pour ainsi dire, fait autre chose que substituer à l'article son commentaire. C'est ce qui résulte parfaitement de la discussion qui a précédé ou suivi son adoption. Ainsi le ministre de l'intéricur disait : « Cet article se recommande à toute l'attention de la Chambre; car si l'on adoptait la proposition qui a été faite de le supprimer, la loi deviendrait en quelque sorte illusoire. Dans cet article se trouve en effet toute l'efficacité de la loi.

« Le but du gouvernement en présentant cat article a été très bien défini dans la rédaction de la commission qui vient d'être présentée tout à l'heure. Ainsi la commission et le gouvernement ont été fidèles à eux-mêmes, et ils n'ont fait autre chose que rédiger plus clairement leur pensée. »

Et en effet, en présentant la nouvelle rédaction de la commission et du gouvernement, M. le marquis Barthélemy, rapporteur, avait déjà dit : «..... Il ne s'ensnivra pas sans doute qu'une maison de santé qui recevra d'autres malades ne pourra point être autorisée à avoir aussi des aliénés. Evidemment, si la séparation est complète entre les deux classes de malades, si la maison réunit les conditions essentielles, si son directeur est agréé, s'il se soumet à toutes les obligations prescrites par la loi, il est évident qu'une pareille maison devra obtenir la faculté de recevoir des insensés. Mais il y aura en ce cas deux établissemens distincts, quoiqu'appartenant au même individu : l'un qui ne sera soumis, comme maison de santé ordinaire, qu'à la surveillance du commissaire de police; l'autre qui devra être incessamment ouvert au ministère public, au juge de paix et aux nombreux magistrats auxquels nons avons hier confié la mission de le visiter. Cela était ainsi entendu dans la commission, et la Chambre l'a compris de même; cependant nous avons pu'observer qu'un grand nombre de ses membres aurait désiré une rédaction qui exprimât plus clairement la pensée de la commission que ne peut le faire l'article du projet, qu'elle n'avait pas cru devoir modifier. La commission s'étant assemblée, a recherche une rédaction qui pût satisfaire, non pas l'unanimité de la Chambre, mais concilier l'opinion de tous ceux qui ne veulent point que les insensés puissent être confondus avec les autres malades. »

Dans le cours de la discussion, M. Barthélemy répondait ainsi à une interpellation de M. le baron Mounier: « L'amendement que j'ai présenté au commencement de la séance, au nom de la commission, est plus explicite que celui di gouvernement, mais au fond il ne contient pas autre chose qu'une juste et rigoureuse interprétation de l'article du gouvernement. Que dit en effet cet article? « Aucun établissement a privé, consacré au traitement d'autres maladies « ne pourra recevoir les personnes atteintes d'aliération mentale.» Il est évident que si, à côté de cet établissement, il se forme un établissement autorisé par le gouvernement pour traiter

l'aliénation mentale, il y aura un deuxième établissement placé sous la même direction.»

Néanmoins la loi n'exige pas deux bâtimens distincts pour chaque établissement. En effet la première rédaction de l'amendement de la commission portait : dans un local entièrement distinct et steparé. M. le baron Mounier a dit : « On doit traiter les aliénés séparément, et, par conséquent, il n'y a pas d'inconvénient à ce qu'on leur assigne des quartiers dans des maisons où se trouvent d'autres malades, pourva qu'ils ne communiquent pas avec eux. Je demande donc qu'on se serve du mot steparé, qui peut s'entendre de quartiers d'un même bâtiment; tandis que si où mettait le mot distinet, on pourrait venir dire un jour qu'on exige deux bâtimens. »

M. le ministre de l'intérieur et M. le rapporteur ont déclaré adhérer à l'amendement, qui a été adopté par la Chambre.

Le paragraphe 3 a donné lieu à une discussion de laquelle est ressortie la solution de quelques déficientés d'axécution.

Ces difficultés ont été soulevées et signalées par M. le courte Portalis.

Il a dit que la disposition de l'amendement qui obligeait la maisorr dans laquellé se trouvers un malade accidentellement atteint ou menacé d'aliènation mentale, de se faire donner une autoristion préalable, lui semblait détruire l'amendement lui-même; qu'il était évident que toutes les maisons de santé de France seraient sous le coup de cette obligation, car on ne pouvait présoir d'avance celles dont les secours pourraient êtré demandés, lorsqu'une famille habitant dans leur voisinage se verrait dans la dure nécessité de faire séquestrer un de ses membres, et de lé soumettre au traitement nécessaire pour le rétablissement de sa raison.

 On ne peut pas considérer comme des aliénés, dans le sens de la loi, a continué l'orateur, toutes le peronnes atteintes d'une affection qui altère l'usage ou l'exercice de leurs facultés intellectuelles. Il y a des transports au cerveau, des accès de délire, des hystéries qui troublent la raison et obscurcissent l'intelligence. Dans tous les cas, on ne peut considérer les individus dont la maladie se manifeste par ces déplorables symptômes comme des aliénés proprement dits; et une des causes d'erreur et de dissension entre les orateurs si habiles et d'ailleurs si unis d'intention, qui oat pris part à cette discussion, vient de la confusion des idées qu'entraîne l'imperfection du langage. Sur le sens du mot aliène, l'autorité de l'Académie est d'accord avec l'autorité du Code. Le Code ne regarde comme alienes que les personnes qui sont dans un état habituel de démence, de fureur ou d'imbécilité.

« Faudra-t-il , lorsqu'un accident fârhoun some atteint un malheureux, que sa famille le closée elle-même sur-le-champ au nombre de ces melheureux privés de raison, et se détermine à le faire entrer immédiatement dans une maison dédiée à la folie? L'initérôt des familles ne sora-t-il pas cruellement froissé, s'il fallait, aussidot qu'une indisposition de ce genre aura effecté un de son membres, qu'on le transporte dans un hospice consacré aux seuls insensés?

L'orateur a présenté d'autres considérations ti-rées de ce que l'éloignement des maisons spéciales ne permettra pas toujours suz familles de faire traiter leurs malades dans leur voisinage; qu'il nécessitera même des dépenses qui souvent excederont leurs ressources. Il a résumé son opinion en declarant que la loi pouvait atieindre son but, sans blesser les convenances des familles, et en leur ménageant la faculté de déposer un de leurs membres itteint d'une maladie mentale dans un lieu destiné aux maladies ordinaires; et qu'il suffirait pour cela que cette maison fût assujettie à la surveillance établie par la loi sur les maisons spé-ciales consacrées au traitement des alienes, et que le malade ne pût y être reçu qu'apres l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par la loi; qu'il ne voudrait pas qu'on obligeat ces maisons à demander d'avance une autorisation ; car le directeur ne pouvait prévoir qu'il s'y présentera des alienes. Si l'on veut que l'amendement ait quelque portée, quelque utilité, qu'il remplisse le but qu'on s'est proposé, il faudrait que toutes les mai-sons de santé se prémunissent de l'autorisation. Il a proposé la rédaction suivante :

 Les établissemens privés consacrés au traiteentent d'attres maladies ne pourront recevoir les personnes atteintes d'aliénation mentale, à moins qu'elles ne soient placées dans un local

· entièrement distinct et séparé.

è

Ė

H

.

4

И

b:

11-

'n

ď

ď

« Ces établissemens seront, en ce cas et de plein « droit, soumis à toutes les mesures de surveillance » prescrites, et les chess ou directeurs de ces éta-» blissemens seront tenus de se conformer à toutes « les dispositions contenues dans la section 1º du » titre 2, pour l'admission des malades. »

M. Pelei a ajonté: « M. Portalis a fait remarquer combien il serait difficile, dans l'execution a de soumettre toutes les maisons de santé qui peuvent se trouver dans le cas de recevoir momentanement une personne dont la raison commence à se troubler, de les soumettre à se faire autoriser

comme maisons d'alienes.

"En effet, je ferai remarquer combien ce mot alienes, qui se presente à chaque instant, est vague et incertain. Faudra-t-il, toutes les fois qu'une personne malade d'une fièvre cerentale sera presentée dans une maison de santé, faudra-t-il que le propriétaire se fasse donner l'assurance que sa raison est bien saine, afin que son admission ne puisse le compromettre vis-à-vis de l'autorité et lui faire encourir les pénalités qui terminent la loi? Je prie la Chambre de remarquer que le dernier article condamne à un emprisonnement de cinq jones à un an, ot à une amende de 50 fr. à 3,000 fr. les personnes qui violernient les prescriptions de la loi. Or, vonier vous, quand on présentera un' malade dans une maison de santé, que le directeur fasse établir une enquête pour constater qu'il n'est' pas atteint d'alienation montale; maladie qui le compromettrait vis à vis du gouvernement?

Quel est le but de la loi? C'est de garantir la liberté individuelle, et de mettre le pays à l'abri des malheurs qui pourraient résulter de ce grand nombré d'alienés qui vaguaient dans les campagnes. Eh bien! il me semble qu'elle va su-delà de son but, en forçant les familles à mettre ces personnes dans les maisons d'alienés, ou en mettant à leur admission dans des maisons de santé

de telles conditions, que ce serait rendre la chese impossible.

M. le ministre de l'intérieur a repoussé ces reproches.

Sans doute, a-t-il dit, il sera moins commode pour les familles de pouvoir placer, à leur gré, dans une maison de santé, ceux de leurs membres atteints d'aliénation mentale. Mais n'y e-t-il donc que l'intéret des familles dont nous devons nous préoccuper kei? N'est-il pas vrsi, au contrairé, que la première préoccupation du Mels lateur, lorsiqu'il s'agit de disposer de quelques-mis des mêmbres de la société, c'est la liberté individuelle?

« Ce que nous ayons voulu, c'est gener les familles; les géner, non pas dans lears goûts, dans la juste affection qu'elles peuvent avoir pour l'estre proches; mais les géner dans les passions murvaises, dans les passions cupides qui pourraient les porter à faire disparatire, sous précente de folie, un de leurs membres.

a Cette préoccupation n'existe pas sealement chez nous. On a discuté longuement, dans un autre pays, une lei sur les aiénés. Quelle a été la principale préoccupation du législateur? C'a été la liberté individuelle. Bi je anis bien aise de dire que les législateurs anglais ont été beaucoup plus loin que nous. Vous aeries peut-être effrayés des précautions accumulées par le gouvernement anglais pour préserver la liberté individuelle........

a Le gouvernement anglais a été t op loin; je crois que nous sommer dans la juste mesure. Dés que l'aliéné sont de la famille pour être mis dans une maison de spéculation, nous faisons en quelque sorte une addition de la spéculation de la famille à la spéculation de l'intérêt privé, et nous prenons toutes les précautions pour en prévenir les dangers.

• Telle est la pensée qui a dirigé le gouvernement du roi dans l'article qui est soumis en ce moment à vos délibérations. »

Répondant à l'objection prise du petit nombre des établissemens consicrés aux allénés, d'où résulterait le difficultés du placement tant à cause de l'étoignement que des frais qu'il entraînerait, M. le ministre a dit qu'îl existe en ce moment quatrevingt quatre établissemens publics ou privés spécialux pour le traitement des aliénés sans compter les maisons de santé; que, d'un autre côté, il est évident que s'il sagit de déposer pour une nuit un aliéné dans un hospice, ou de le déposer pour deux nuits dans une maison de santé, il n'y aura à cela aucune difficulté; car la loi a prévu ce cas: la prévision de la loi s'applique non seulement à l'aliéné indigént, mais à toute espèce d'aliénés.

l'aliené indigent, mais à toute espèce d'alienés.

« Il y a des cas d'argence, a dit ailleurs M. le ministre, dans lesquels l'autorité du lieu, le préfet, le sous-préfet on le maire prendre tout sur lui, et fera entrer le melade dans la meison de santé; et en rendra compte immédiatement. La lol ne peut prévoir tous les cas, il faut laisser quelque chose à l'exécution, à la jurisprudence. Quand ces cas d'urgence se présenteront, on trouvera le moyen d'y pourvoir à l'instant même. » V. art. 24. »

Quant au reproche de géner les familles pour le dépot d'un aliéné dans une maison de santé, M. le maistre, loin de le nier, a déclaré que la loi voulait qu'il en fût einsi, et il a justifié ce voeu en invoquant la protection qui en résultait pour la lie tions auxquelles seront soumis les établis. semens autorisés (i).

7. Les réglemens intérieurs des établissemens publics consacrés, en tout ou en partie, au service des aliépés, seront, dans les dispositions relatives à ce service, soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur (2).

TITRE II. - Des placemens faits dans les établissemens d'alienes.

SECTION In. - Des placemens volontaires.

8. Les chefs ou préposés responsables des établissemens publics et les directeurs des établissemens privés et consacrés aux aliénés ne pourront recevoir une personne

berté individuelle, en soutenant en second lieu que le traitement en commun est ce qu'il y a de meilleur. . Or, a-t-il dit, si vous multipliez les maisons où pourront être reçus les alienes, vous disséminez et amoindrissez par conséquent la surveillance qu'il est nécessaire d'exercer sur ces maisons. Le jonr où vous permetteres de traiter les aliénés dans les maisons de santé, toutes les personnes auxquelles vous avez donné le droit de visite ne suffiraient pas à faire l'inspection que vous voulez qu'eiles fassunt.

Le reproche fondé sur le vague du mot aliéné a reçu aussi une réponse. « Il faut le reconnaître, a dit le ministre, le traitement de l'alienation mentale demande une spécialité. Qu'on reuille bien remarquer que nous parlons des aliénés seulement. On vient nous parler de fièvres cérébrales. On est aliene ou on ne l'est pas ; si l'on n'est pas aliene, on peut être traité dans une maison de santé; si l'on est aliéné, on doit être placé dans un établissement public ou privé spécial. On veut qu'on puisse met-tre l'aliéné dens une maison de santé, d'accord; mais quand cette maison aura été autorisée, quand certaines conditions auront été remplies, et qu'alors vous aurez toutes les garanties pour la société, qui doit être préservée des atteintes de ses membres ; pour la famille dont la situation sera suffisamment favorisée, et pour l'individu que vous devez surtout avoir en vue, parce qu'on pourrait abuser d'une fièvre cérebrale, d'une faiblesse passagère du cerveau, pour en faire un aliéné qu'on priverait de tous droits de famille. »

Je crois que cette réponse laisse subsister la difficulté; mais aussi je reconnais qu'il était difficile de lui donner une solution franche et péremptoire. C'est aux directeurs des maisons de santé à faire constater l'existence de la maladie avec tous les caractères qui la constituent, lorsqu'un individu leur sera présenté, et à ne le recevoir que sur la déclaration des médecins que le malade est atteint d'une véritable aliénation mentale. Il y aura néanmoins toujours des erreurs, et quelquesois aussi la loi pourra être éludée. Les familles qui voudront avoir leur malade sous les yeux et dans une maison de santé, tâcheront de trouver des médecins complaisans, qui, d'accord avec le directeur de la maison de santé , déclareront qu'il n'y a pas démence , mais fièvre cérébrale ou toute autre affection analogue.

M. le rapporteur, répondant à la question nettement posée de savoir si un établissement de santé pourrait recevoir un aliéné avant d'en avoir obtenu l'autorisation . a dit :

« L'on demande si, lorsqu'un aliéné se présentera dans une maison de santé ordinaire, surtout, dans un pays où il n'existera point d'établissement spécial, la porte de cette maison devra lui être refusée, par le motif qu'elle ne serait pas autorisée. Evidemment, non. La loi charge, en certains cas, le maire de pourvoir d'office au logement de l'aliéné avant qu'il puisse être dirigé sur un établissement spécial, et on lui refuserait le droit d'autoriser un placement temporaire dans une maison de santé! Cela n'est pas supposable.

« Revenons, a continué l'orateur, à l'amendement de M. le comte Portalis.......

« Cet amendement ne nous paraît pas pouvoir être adopté ; il n'offre pas les mêmes garanties que celui de la commission, tent sous le rapport de la liberté individuelle que sous celui du bien être de l'aliene. Nous n'hésitons pas à le dire, la plus forte des garanties est dans la moralité du chef de l'élablissement; aussi la loi a-t-elle voulu que, non seulement l'établissement, mais encore son directeur, sussent approuvés et agréés par le ministre de l'intérieur.

« Si une maison de santé peut recevoir des aliénés sous la seule condition d'être soumise aux mesures de surveillance prescrites par la loi, il estéident qu'on arrivera, sans le vouloir, à se passer de la garantie si essentielle que doit offrir un ches d'établissement agréé par le ministre, et dont il peut briser l'existence pour le moindre mésait. Qui garantit d'ailleurs que, dans un établissement que vous ne soumettrez pas à l'autorisation du gouver-nement, il existera les divisions les plus indispensables; que, par exemple, les deux sexes seront se: parés? Personne n'ignore que les aliénés ent les passions violentes, et que les plus graves désordres ne tarderaient pas à naître dans une maison où n'existerait aucuns moyens de les prévenir ou de les réprimer. Vous n'aurez jamais, dans les maisons ordinaires, les mêmes moyens de surveillance que dans les établissemens spéciaux.

L'amendement de M. Portalis a été rejeté. (Voj. toute cette discussion dans le Moniteur du 10 fevrier 1837.)

Sur la demande de M. Mounier, la Chambre des Pairs a substitué les mots : à cet effet, à censci : en ce cas, qui se tronvaient dans l'amendement de la commission qui a été adopté. Voy. art. 41.

(1) Voy. l'art. 41. (2) Dans le projet, cet article formait un deviitme paragraphe de l'article 6. Il était ainsi conça: « Tout établissement public, consacré en tout ou en partie au service des aliénés, sera, soit dans son ensemble, soit dans la portion de l'établissement affectée à ce service, soumis, pour la gestion et le « régime, à des réglemens d'administration publi-« que. »

La raison de cette rédaction de la Chambre des Pairs était, que la partie de l'établissement non consacrée aux alienes ne devait point être soumise

aux réglemens spéciaux.

Quoique la distinction ne se retrouve pas expressement dans l'art. 5, la pensée n'en est pas moins restée. On en a supprime l'expression comme surabondante et inutife. (Voy. sur ce point les notes de l'art. 5.)

atteinte d'aliénation mentale, s'il ne leur est remis (1):

· 1° Une demande d'admission contenant les noms, profession, âge et domicile,

(1) D'après le projet primitif, l'autorisation du préfet était nécessaire pour l'admission d'un aliéné dans un établissement. « Nul individu , portait é l'art. 1er, atteint d'imbécilité, de démence on de · fureur, dont l'interdiction n'aura pas été pro-· noncée, ne pourra, sous les peines portées par « l'art. 120 du Code pénal, être placé ou retenu « dans aucun hospice ou autre établissement public ou privé, affecté au traitement de l'aliénation · mentale, qu'en vertu d'une autorisation ou d'un ordre da préfet.»

L'art. 2 ajoutait : «L'antorisation sera délivrée • sur la demande des parens ou de l'épouse.

· Elle le sera sur la demande de l'autorité mili-

taire pour les militaires.

ı

ı

Ł

rt

Ł

ιi

.

z

ÿ

ø

ø

1

ø

13

øi

1

· Le placement, soit avant, soit après l'interdic-• tien, pourra être ordonnée d'office par le prée fet, lorsqu'il sera motivé par l'intérêt de la sû-

 reté publique. · L'autorisation ou l'ordre seront donnés par le e préset, sur les rapports du maire ou du sous-· préfet, et sur l'avis d'une commission instituée · dans les formes qui seront déterminées par un

 réglement d'administration publique. La commission de la Chambre des Députés supprima ces deux articles; et l'intervention de l'autorité publique fut écartée.

Le motif pour lequel on avait exigé l'autorisation préalable du préfet avait été de protéger la liberté individuelle; la commission pensa que cette precaution n'était pas indispensable.

· Le projet du gouvernement, porte le premier rapport de M. Vivien, vous propose d'exiger une autorisation préalable du préfet, et, selon l'exposé des motifs, l'isolement de l'aliéné ne peut être effectué, dans aucun cas, sans l'intervention d'une autorité publique.

« Les motifs sur lesquels se fonde cette proposi. tion sont graves et dignes de la plus sérieuse attention. Le placement d'une personne dans un établissement d'aliénés est une atteinte formelle à sa liberté. La faculté de l'ordonner peut devenir la source des plus coupables abus : elle peut servir d'arme à la vengeance, d'instrument à la cupidité. La liberté individuelle est un des droits que la Charte a garantis; le législateur ne peut l'entourer de trop de protection, et des mesures qui la mettraient en question, répandraient à juste titre l'inquictude dans le pays.

Votre commission adopte ces principes, mais ello ne croit pas qu'ils justifient le projet du gouvernement. Elle accepte toutes les précautions qui tendront à faire connaître à l'administration le placement d'un citoyen dans une maison d'aliénés ; elle provoque tontes les visites qui pourront aider à constater son état mental ; elle ne veut pas qu'en aucun cas une personne saine d'esprit puisse être privée de sa liberté, séparée violemment de sa famille et séquestrée dans un établissement d'aliénés; mais elle ne croit pas qu'il soit nécessaire d'exiger, préalablement à l'admission, une autorisation de l'administration; elle diffère en ce point seulement de projet de gouvernement,

. Le but de ce projet est le soulagement des aliénes, les facilités à donner à leur traitement, C'est pontrarier onvertement ce but que de subordonner

à un acte de l'autorité publique, la mesure la plus favorable à la guérison.

« L'isolement des aliémés est en effet le premier et le plus énergique des moyens de traitement ; il est en même temps le plus negent : un reterd de quelques jours peut aggraver le mal au point d'en rendre la guerison quelquelois impossible, tonjours beaucoup plus difficile. Ce retard résulterait nécessairement de l'obligation de recourir préalablement au préfet.

« Pourquoi exposer à ce danger tous les malheureux dont la raison se sera égarée ? Si l'on signalait des atteintes déjà portées par ce moyen à la liberté individuelle, nous hésiterions encore à adopter la mesure proposée, car, pour protéger quelques hommes contre de coupables tentatives, elle menace tous les alienes, sacrifiant ainsi la santé de tous à la liberté de quelques-uns ; mais, dans la plus grande partie de la France, à Paris notamment, où les mauvais projets peuvent si aisément se cacher dans l'ombre, les familles sont admises aujourd'hui à essetuer librement des placemens dans les établissemens d'alienés. Ces établissemens sont visités avec soin ; on ne cite aucun exemple de séquestrations fondées sur une aliénation mentale supposée; les tribunaux donnent accès à toutes les plaintes ; de pareils faits auraient retenti bien haut s'ils eussent été traduits devant eux : les feuilles publiques les eussent enregistrés avec empressement. Qui se rappelle aucun procès où ces coupables abus aient été dénoncés? La liberté individuelle n'est donc pas menacée; aucun motif ne rend nécessaire l'établissement d'une formalité nouvelle.

« Qu'on ne suppose pas, d'ailleurs, que la liberté individuelle manque de garanties. Une famille ne se détermine pas facilement à porter la main sur la liberté d'un de ses membres. Avec des établissemens qui présenteront toutes les garanties que nous exigeons, comment prévoir une admission qui, depourvue de cause, constituerait un crime puni par les lois ? il faudrait une complici é qui ne peut se supposer. L'admission se fut-elle effectuée sans motif, on ne pourrait espérer que le sejour dans l'établissement fût long; alors quel profit apporterait-il aux auteurs de l'attentat? et, s'il ne doit point leur servir, dans quel but s'exposeraient-ils aux peines portées contre les coupables de détention arbitraire?

Dans l'intérêt même de la liberté individuelle, l'autorisation présiable du préfet ne doit pas être evigée. Les familles, maîtresses d'effectuer ellesmêmes le placement, demeurent chargées de toute la responsabilité de cet acte; elles en sont seules comptables à la justice du pays. Si, au contraire, le préset a donné son autorisation, la responsabilité de la famille disparaît, et passe tout entière à l'administration. Or, croit-on qu'il serait toujours impossible de surprendre cette autorisation dans les cas où la séquestration serait effectuée dans de coupables vues?

· Votre commission vous propose, en conséquence, de rejeter la disposition qui exigeait l'autorisation préalable du préfet; elle y a substitué des formalités empruntées en partie à l'ordonnance de police du 9 août 1828, qui s'exécute encure à Paris.

« Lorsqu'una personne est placée dans un éta-

tant de la personne qui la formera que de celle dont le placement sera rèclamé, et l'indication du degré de parenté ou, à défaut, de la nature des relations qui existent entre elles.

La demande sera écrite et signée par celui qui la formera, et, s'il ne sait pas écrire, elle sera reçue par le maire ou le commissaire de police, qui en donnera acte (1).

Les chefs, préposés ou directeurs, devront s'assurer, sous leur responsabilité, de l'individualité de la personne qui aura formé la demande, lorsque cette demande n'aura pas été reçue par le maire ou le commissaire de police.

Si la demande d'admission est formée

blissement d'aliénés, il fant que la responsabilité de cet acte pèse sur quelqu'on, et qu'il soit toujours permis, en cas d'abus, d'atteindre les coupables. A cet effet, la personne qu'ait effectuer le placement doit être connue et désignée; elle sera tenue de se déclarer, de signer une demande d'admission dans l'établissement, et de laisser ainsi un témoignage authentique de se participation.

. On craint que la liberté individuelle ne soit compromise par la supposition d'un état de folie qui n'existerait pas. Un certificat de médecin devra être produit avant l'admission pour constater l'état mental de la pessonne dont le placement sera demandé, pour retracer les particularités de la maladie et ess causes, si elles sont connues.

« Enfin, il sera fait remise des pièces propres à justifier l'individualité de la personne présentée à l'admission, et si chle est interdite, it en sera justifié

par un extrait da jugement.

« Un bulletin d'entrée constatera l'admission et fera mention de toutes les pièces produites; ce bulletin sera envoyé avec un certificat du médecin de l'établissement au préset, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités inférieures, selon les cas. Dans la discussion à la Chambre des Députés on a fait remarquer que l'intention était que même dans les établissemens publics on pût effectuer des placemens volontaires, c'est-à-dire que des personnes qui désirent faire séquestrer l'aliéné qu'elles présentent, moyennant pension, pussent y faire admettre cet aliene sans se pourvoir auparavant de la permission on de l'ordre du prélet. « Je crains, a dit M. Fumeron d'Ardeuil, que cela n'entraine beaucoup d'inconvéniens, car les places dont on peut disposer se trouversiont ainsi occupées. C'est une chose, il me semble, assez étrange, qu'un établissement départemental, créé aux frais du départe-ment, entretenu aux frais du département, soit sinsi accessible à tout le monde, sans que le chef du département soit consulté. s

M. le repporteur: « Nous disons qu'on aura le droit de présenter des aliénés dans les établissemens; mais nous ne disons pas que ces établissemens seront tenus de les recovoir. Il faudra être dans les termes des réglemens de ces établissemens, dans les conditions au moyen desquelles on peut y être admis.»

M. le ministre de l'intérieur a ajouté : « Lorsque la loi sera mise à exécution , il sera pourvu à toutes ces difficultes.

Ana termes de l'art. 7, que vous avez déjà voté, les établissemens publics sont mis sons la direction absolue du ministre de l'intérieur; quant au régime intérieur. Les instructions seront données, elles ne peuvent entrer dans la loi; il peut arriver qu'un établissement soit plus ou moins encombré, mais le raisonnement est très simple.

«Il y a des sliéués qu'on deit séquestrer, ce sont ceux qui troublent l'ordre public ou la sûreté des personnes; ils deivent être sous la surveillance

spéciale du gouvernement.

Pour cenx-là, l'asile doit toujours s'ouvrir; mais pour les autres, on pourra les refuser ou les admetre, cela dépendra de la situation de l'établisement; cela doit être laissé aux instructions particulières du ministre, aux réglemens d'administration publique.

M. Fumeron d'Ardeuil : « Alors, o'est au préfet et non pas aux établissemens qu'il Loudrait s'adresser.»

M. Vivien : a Permettes ; la disposition que nous discutons n'a pas pour objet d'imposer aux établissemens publics l'obligation de recevoir toss les aliénés que l'on voudrait y introduise.

• On nous parle des établissemens publics: mais la question serait la même pour les établissemess privés; quand on sura toutes les plèces que l'article exige, et qu'on se présentera dans un établissement privé, on pourra demander l'admission, mais éle pourra être refusée.

C'est la même chose pour les établissemens pablics; ils ont leurs règles, et, d'après le réglement intérieur et l'état dans lequel ils se, tropreçont, is recevront ou refuseront les personnes qui leurseront

présentées.

• L'article est ainsi conçu :

Les chefs ou préposés responsables des établissemens privés consacrés aux aliénés, ne pouront revevoir une personne atteinte d'aliénation menatale s'il ne leur est remis, etc. »

« C'est-à-dire que, pour qu'ils puissent recevoir, il faut que les formalités prescrites dans l'article soient accomplies; mais cela ne veut pas dire que, que que que les formalités soient àccomplies, ils doirent nécessaisement admettre la personne qui sera présentée.

Ce 1 paragraphe du projet disait seulement:

Les chiefs, directeurs ou preposés responsables

des établissemens publics et privés.

Ge changement de rédaction est ainsi expliqué dans le rapport de la commission de la Chambre de Députés en 1838.

« L'indication des personnes placées à la tête des établissemens d'aliénée et sur lesquelles pèsen les diverses obligations imposées par la loi, a été modifiée de manière à faire comprandre qua tout établissement privé doit avoir un directeur autorisé en exéquiton de l'art. 5, Les établissemens publics, seuls, pourront employer des préposés responsables; la forme de leur organisation intérieure l'exige souvent, et, la dépendance où ils sont de l'autorité publique, rend, cette, faculté saus inconvénient. Quant aux autres établissemens, nous ne voulons pas que la responsabilité puisse être éladée, que des prête-noms officieux soient proposés à l'autorité, et nous faisons porter les obligations établies par la loi sur les directeurs exclusivament.

(1) Le projet exigeait que la demande fat mide par le maire ou le commissaire de polies. La chambre a supprimé cette formalité comme inutile. Le melleur moyen d'obtenir que l'individualité soit constatée, a-t-on dit, c'est de charger le chef de l'épar le tuteur d'un interdit, il devra fournir à l'appui un extrait du jugement d'interdiction;

2º Un certificat de médecin constatant l'état mental de la personne à placer, et indiquant les particularités de sa maladie et la nécessité de faire traiter la personne désignée dans un établissement d'aliénés,

et de l'y tenir renfermée (1).

Ce certificat ne pourra être admis, s'il a été délivré plus de quinza jours avant sa remise au chef ou directeur; s'il est signé d'un médecin attaché à l'établissement, ou si le médecin signataire est parent ou allié, au second degré inclusivement, des chefs ou propriétaires de l'établissement, ou de la personne qui fera effectuer le placement (2).

En cas d'urgence, les chess des établissemens publics pourront se dispenser d'exi-

ger le certificat du médecin (3);

3° Le passeport ou tout autre pièce propre à constater l'individualité de la per-

sonne à placer.

ď

8

y

ø

15

ď

11

je J

r

×

ď

۴

,

Il sera fait mention de toutes les pièces produites dans un bulletin d'entrée, qui sera renvoyé, dans les vingt-quêtre héares, avec un certificat du médecin de l'établissement, et la copie de celui ci-dessus mentionné au préfet de police à Paris, au préfet ou au sous-préfet dans les communes chefslieux de département ou d'arrondissement, et aux maires dans les autres communes. Le sous-préfet, ou le maire, en fera immédiatement l'envoi au préfet.

9. Si le placement est fait dans un établissement privé, le préset, dans les trois jours de la réception du bulletin, chargera un ou plusieurs hommes de l'art de visiter la personne désignée dans ce bulletin, à l'effet de constater son état mental et d'en faire rapport sur-le-champ. Il pourra leur adjoindre telle autre personne qu'il dési-

gnera.

10. Dans le même délai, le préset noti-

fiera administrativement les noms, profession et domicile, tant de la personne placée que de celle qui aura demandé le placement, et les causes du placement, 1° au procureur du roi de l'arrondissement du domicile de la personne placée; 2º au pro reur du roi de l'arrondissement de la situation de l'établissement : ces dispositions seront communes aux établissemens publics et privés.

11. Quinze jours après le placement d'ame personne dans un établissement public ou privé, il sera adressé au préfet, conformément au dernier paragraphe de l'art. 8, un nouveau certificat du médecin de l'établissement; ce certificat du médecin ou rectifiera, s'il y a lieu, les observations contenues dans le premier certificat, en indiquant le retour plus ou moins fréquent des accès ou des actes de démence (4).

12. Il y aura, dans chaque établissement, un registre coté et parsphé par le maire, sur laquel seront immédiatement inscrits les noms, profession, âge et domicile des personnes placées dans les établissemens, la mention du jugement d'interdiction, si elle a été promoncée, et le nom de leur tuteur; la date de leur placement, les noms, profession et demeure de la personne, parente ou non parente, qui l'aura demandé. Seront également transcrits sur ce registre: 1° le certificat du médecin, joint à la demande d'admission; 2° ceux que le médecin de l'établissement devra adresser à l'autorité, conformément aux art. 8 et 11.

Le médecin sera tenu de consigner sur ce registre, au moins tous les mois, les changemens surveuus dans l'état mental de chaque malade. Ce registre constatera également les sorties et les décès.

Ce registre sera soumis aux personnes qui, d'après l'art. 4, auront le droit de visiter l'établissement, lorsqu'elles se présenteront pour en faire la visite; après l'a-

tablissement de s'en assurer sous sa responsabilité.

(1) Il n'est pas nécessaire que le certificat indique les causes de la maladie. Cette disposition a été supprimée dans le projet par la raison que « les causes de l'aliénation doivent qualquefois demeurer secrètes; elles peuvent être de nature à comprémentre l'honneur de la famille. » (2° rapport de M. Frieira). Voy. l'art. 41.

(2). On a fait remerquer que le délai de quinze jours pourrait n'être pas suffisant.

M. Pivicii a répondu que dans les cas d'urgence le certificat du médecin ne serait pas nécessaire.

Mèle on a insisté en disant avec raison que lorsqu'on conduirait un aliéné dans un établissement éloigné de son domicile, il n'y aurait pas urgence pour cela; et cependant les quinze jours pourraient ne pas suffire. On a aussi dit que le directeur d'un établissement pourrait ignorer les rapports de parenté entre le médecin signataire du certificat et la personne qui fera effectuer le placement.

Mais la loi n'a pu statuer sur ces cas extraordinaires, les mesures qu'elle prescrit seront presque topjours utilement observées; il ne convenait pas de s'arrêter à des situations tout-à-fait exceptionnelles.

(3) Si, dans le cas d'urgence, on est dispensé da présenter un certificat de médecin au moment du placement, ce certificat doit être produit ensuite, puisqu'aux termes de l'établissement. M. Galtan de la Rochefoucauld et M. le président de la Chambre des Députés en ont fait l'observation.

(4). Voy. l'art. 41.

voir terminée, ches apposeront sur le registre leur visa, leur signature et leurs

observations, s'il y a lieu (1).

45. Toute personne placée dans un établissement d'aliénés cessera d'y être retenue aussitot que les médeeins de l'établissement auront déclaré, sur le registre énoncé en l'article précédent, que la guérison est obtenue.

S'il s'agit d'un mineur ou d'un interdit, il sera donné immédiatement avis de la déclaration des médecins aux personnes auxquelles il devra être remis, et au procureur

du roi (2).

14. Avant même que les médecins aient déclaré la guérison, toute personne placée dans un établissement d'aliénés cessera également d'y être retenue, dès que la sortic sera requise par l'une des personnes ci-après désignées, sayoir;

1° Le curateur nommé en exécution de

l'art. 58 de la présente loi ;

2º L'époux ou l'épouse;

5° S'il n'y a pas d'époux eu d'épouse, les ascendans;

4" S'il n'y a pas d'ascendans, les descendans (5);

5° La personne qui aura signé la demande

d'admission, à moins qu'un parent n'ait déclaré s'opposer à ce qu'elle use de cette faculté sans l'assentiment du conseil de famille (4):

6º Toute personne à ce autorisée par le

conseil de famille.

S'il résulte d'une opposition notifiée au chef de l'établissement par un ayant-droit qu'il y a dissentiment, soit entre les ascendans, soit entre les descendans, le con-

seil de famille prononcera.

Néanmoins, si le médecin de l'établissement est d'avis que l'état mental du malade pourrait compromettre l'ordre public ou la sûreté des personnes, il en sera donné préalablement connaissance au maire, qui pourra ordonner immédiatement un sursis provisoire à la sortie, à la charge d'en réferer, dans les vingt-quatre heures, au préfet. Ce sursis provisoire cessera de plein droit à l'expiration de la quinzaine, si le préfet n'a pas, dans ce délai, donné d'ordres contraires, conformément à l'art. 21 ci-après. L'ordre du maire sera transcrit sur le registre tenu en exécution de l'article 12.

En cas de minorité ou d'interdiction, le tuteur pourra seul requérir la sortie (5).

(1), Cet article n'exige point la transcription sur le registre dont s'agit, de l'acte constatant l'individualité de l'aliéné.

Comment expliquer ce silence? L'art. 8 donne cependant à la production de cet acte le même caractère qu'aux deux productions qui précètent; son texte attribue à l'absence de cette pièce le même effet qu'au défant d'exhibition, soit de la demassle d'admission, soit du certificat du médecin. Pourquoi douc, lorsqu'il veut que cette demande et ce certificat soient transcrits sur un registre, laisset-cil en dehors de cette formalité le passeport dont l'importance se trouve placée par la loi au même rang que les deux autres pièces?

Je crois que la cause de cette exception est un oubli. En effet, dans le projet, l'art. 8 ne faisait poist mention du passeport de l'aliéné, il a été ajouté dans le cours de la discussion, sans qu'on y ait attacké une grande importance : c'est ce qui a fait que l'harmonie primitive entre l'art. 12 et l'art. 8 à été détraite sans que cela ait été remarqué.

Au surplus, cette exception tendrait à prouver que le défaut de production d'un passeport de l'aliéné ne devrait point, comme l'absence des deux actes précédens, empêcher l'admission dans l'établissement. Car si le chef de l'établissement n'avait pas dù recevoir un aliéné sans la production de cette pièce, on ne concevrait pas que le registre qui doit constater que toutes les formalités pour l'admission ont été remplies, négligeât de constater celle-ci. Voy. l'art. 41.

(2'. Il est bien entendu que pour faire cosser l'interdiction, il fandra d'ailleurs suivre les formes préscrites par le Code civil. V. art. 512. Autre chose est la cessation de la séquestration, autre chose, la cessation de l'interdiction,

V. le dernier alinéa de l'art. 14, l'art. 17 et l'art. 41.

(3'. Ainsi, les frères et sœurs n'ont pas le droit absolu d'obtenir la sortie, sans autorisation du conseil de famille; cela résulte du silence de la loi et d'un vote formel à ce sujet par la Chambre des Députés.

(A) La commission disait dans son rapport:

Nons avons cru devoir aussi retrancher du nombre de ceux qui étaient autorisés à provoquer la sortie, la personne qui aura demandé l'admission. Si cette personne est assez proche parente de l'alioné, elle agira à ce titre; si ello lui est étrangère, nous ne saurions lui recomnaître aucun droit sans une autorisation du consoil de famille.

La rédaction actuelle ne permet pas d'adopter cette interprétation. Selon la commission, il fallait une autorisation du conseil de famille, dans lous les cas; d'après le texte, elle n'est nécessaire qu'autant qu'un parent la provoque parson opposition.

(5) Toutes les fois que la loi parle des mineurs, elle les suppose pourvas de tuleurs. Cepcadant, il peut arrirer très souvent qu'ils n'en aient pas. La grande cause de l'aliénation mentale, c'est assurément la misère; Or, bien rarement, les malheureux orphelins qui en seront atteints seront mis en tutelle; leur-misérable condition les fera complétement délaisser. Alors qu'ils seront sans fortune, personne ne voudra se charger de l'administration de leurs personnes, ou da moins ce sera sans remplir les formalités légales pour la nominatión d'un tuteur. Eh bien! dans le cas où ils se trouveront ainsi sans tuteur, qui fera les actes que la loi attribue à celui-ci?

Je crois que les parens agicont comme s'il s'ar gissait d'un majour. Voy, qet. 17 et 29.

15. Dans les vingt-quatre heures de la sortie, les chefs, préposés ou directeurs en donneront avis aux fonctionnaires désignés dans le dernier paragraphe de l'art. 8. et leur seront connaître le nom et la résidence des personnes qui auront retiré le malade, son état mental au moment de sa sortie, et, autant que possible, l'indication du lieu où il aura été conduit (1).

Ì

1

ď.

×

Z

71

27

ŧ

٠į

Ġ

١:

ď

Ť

ſ.

15

18

ď

9

16. Le préset pourra toujours ordonner la sortie immédiate des personnes placées volontairement dans les établissemens d'aliénés.

17. En aucun cas l'interdit ne pourra être remis qu'à son tuteur, et le mineur qu'à ceux sous l'autorité desquels il est placé par la loi (2).

Section II. - Des placemens ordonnés par l'autorité publique.

18. A Paris, le préset de police, et, dans les départemens, les présets ordonneront d'office le placement, dans un établissement d'aliénés, de toute personne interdite, ou non interdite, dont l'état d'aliénation compromettrait l'ordre public ou la sûreté des personnes.

Les ordres des préfets seront motivés et devront énoncer les circonstances qui les auront rendus nécessaires. Ces ordres, ainsi que ceux qui seront donnés conformément aux art. 19, 20, 21 et 23, seront inscrits sur un registre semblable à celui qui est prescrit par l'art. 12 ci-dessus, dont toutes les dispositions seront applicables aux individus placés d'office.

19. En cas de danger imminent, attesté par le certificat d'un médecin ou par la notoriété publique, les commissaires de police à Paris, et les maires dans les autres communes, ordonneront, à l'égard des personnes atteintes d'aliénation mentale, toutes les mesures provisoires nécessaires, à la charge d'en référer dans les vingt-quatre heures au préfet, qui statuera sans délai.

20. Les chess, directeurs ou préposés responsables des établissemens, seront tenus d'adresser aux préfets-, dans le premier mois de chaque semestre, un rapport rédigé par le médecin de l'établissement sur l'état de chaque personne qui y sera retenue, sur la nature de sa maladie et les résultats du traitement.

Le préfet prononcera sur chacune individuellement, ordonnera sa maintenue dans l'établissement ou sa sortie (3).

21. A l'égard des personnes dont le placement aura été volontaire, et dans le cas où leur état mental pourrait compromettre l'ordre public ou la sûreté des personnes, le préfet pourra, dans les formes tracées par le deuxième paragraphe de l'art. 18, décerner un ordre spécial, à l'effet d'empêcher qu'elles ne sortent de l'établissement sans son autorisation, si ce n'est pour être placées dans un autre établissement.

Les chefs, directeurs ou préposés responsables, seront tenus de se conformer à cet ordre (4).

22. Les procureurs du roi seront informés de tous les ordres donnés en vertu des art. 18, 19, 20 et 21.

Ces ordres seront notifiés au maire du domicile des personnes soumises au placement, qui en donnera immédiatement avis aux familles.

Il en sera rendu compte au ministre de l'intérieur.

Les diverses notifications prescrites par le présent article seront faites dans les formes et délais énoncés en l'art. 10.

23. Si, dans l'intervalle qui s'écoulera entre les rapports ordonnés par l'art. 20, les médecins déclarent, sur le registre tenu en exécution de l'art. 12, que la sortie peut être ordonnée, les chefs, directeurs ou preposés responsables des établissemens, seront tenus, sous peine d'être poursuivis conformément à l'art. 30 ci-après, d'en référer aussitôt au préfet, qui statuera sans

24. Les hospices et hôpitaux civils seront tenus de recevoir provisoirement les personnes qui leur seront adressées en vertu des art. 18 et 19, jusqu'à ce qu'elles soient dirigées sur l'établissement spécial destiné à les recevoir, aux termes de l'art. 1er, ou pendant le trajet qu'elles feront pour s'y

Dans toutes les communes où il existe des hospices ou hôpitaux, les aliénés ne pourront être déposés ailleurs que dans ces hospices ou hôpitaux. Dans les lieux où il

<sup>(1)</sup> Voy. l'art. 41.
(2) « Il s'agit iti de sorties volontairement effoctuées, a dit M. Vision, et dans lesquelles la justice n'a rien prononcé.

Si elle intervient, les sentences rendues seront exécutées selon leur teneur, » Voy. art. 13 et 14 et Part, 41.

<sup>(8)</sup> La commission de la Chambre des Pairs bioboseit quiobten : . Il honica hiescite fille

visite spéciale par un ou plusieurs médecins de son choix et leur adjoindra, s'il le juge à propos, tella autre personne qu'il désignera.

M. le ministre de l'intérieur a fait remarquer qu'il était inutile de dire ce qui résulte nécessairement de l'art. 4, qui charge le préset ou ses délégués de visiter les maisons d'alienes, Yoy, art, 41,

<sup>(4)</sup> Voy, l'art, 41,

n'en existe pas, les maites devront pourvoit à leur logement, soit dans une notellerle, soit dans un local loué à cet effet.

Dans aucun cas, les aliénés ne pourront être ni conduits avec les condamnés ou les prévenus, ni déposés dans une prison.

Ces dispositions sont applicables à tous les allenes diriges par l'administration sur un établissement public ou privé (1).

Secrion III. - Dépenses du service des aliénés.

25: Les aliénes dont le placement aura été dradonné par le préfet, et dont les familles n'auront pas demande l'admission dans un établissement prive, seront conduits dans l'établissement appartenant au département , ou avec lequel il aura traité.

Les aliénés dont l'état mental ne compromettreit point l'ordre public ou la sû-

(1) M. le rapporteur de la commission de la Chambre des Pairs expliqueit ainsi le sens de la disposition: «Quand l'alienc voyage, il doit voya-ger comme un malade. S'il y a un hospice dans le lieu où il séjourne, cet hospice doit lui être ouvert. S'il n'en existe point, le maire, dans un intérêt d'ordre et de charité, doit pourvoit à son logoment. Il le placera dans une auberge, ou dans un lieu qu'il louera à cet effet. La commission n'a pas entendu, comme parest le croire le préopinant, que l'on serait obligé d'avoir pour gela un local loué à l'année. Il ne s'agit le fills seuvent, remarques le bien, que de loger l'allèné pour ant seule nuit, pour le moment de son passage. Seru-t-il donc si difficile de lui trouver pour si peu de temps un toit hospitalier? N'y aura-t-il pas toujours quelque chambre que l'on pourra louer? En-fin, dans un cas de dénument absolu que l'on ne saurait prevoir, ne pourrait-on pas disposer pour une nuit de la maison d'école. Est-il donc impossible de combiner les étapes de manière à ce qu'elles n'aient lieu que dans des villes on des bourgs où itsera facile de procurer un seile à l'aliene? Groyenle, messieurs, en prescrivant qu'il ne pourra jamais être place dans une prison, vous ne deman-derez point l'impossible; l'humanité des magistrats moificitaux secondera vos desseins; et rendra toujours factie ou possible l'exécution de la loi.»

Une circulaire du ministre de l'intéritur du 18 septembre 1838; mérité d'être recueillée; elle trace, d'une manière ferme, la marche à suivre pour l'execution de cet article, at fait justice des obstacles plus apparens quo réels qu'elle doit rencontrer.

e Monsieur le préfet, y est-il dit, quelques-uns de vos collègues, en m'accusant réception de ma circulaire du 25 juilles dernier, m'ont fait connsétre les embarras materiels qu'ils éprouvent poter l'execution de l'art. 24 de la loi du 30 juin 1696. Ces magistrats ont fait remarquer que, dans eseces megasias ont las remantes que, ou mar-sure d'accomplir l'obligation que la loi leur im-pose; qu'ils n'avaient pas, en effet, de ressources' soffiantes, et ne poisédatent pas des salles en asset y grandon ammare pour en tenir coustemment une en réserve et l'approprier convenablement à ce qu'exige la garde d'un aliéné : difficulté qui s'augmente encore, dans quelques départemens, de ce que la service n'étant pas organisé, soit dans le départe ment lui-meme, soit par un traite avec un departement voisin, les alienes sont exposes à sejourner plus ou moins long-temps dans les hospices ou on les placerait provisoirement. Ehfit que, dans les lieux où il n'existe pas d'hospice, il n'est pas tou-jours facile au maire de se procurer un local pro-pre à la garde provisoire de l'aliéné.

4 Par toutes ces considérations, ces préfets propo-

saient de continuer, jusqu'à nouvel ordre et comme la scule chose possible, dans l'état actuel des services, l'usage d'admettre les alienes dans les maisons Pariet.

 Cette proposition est tellement contraire ! l'esprit comme au texte de la loi du 30 juin 1838, que je regrette qu'elle ait pu m'etre soumise; et je m'empresse de déclarer, de la manière la plis positive, que le gouvernement ne saurait jamais y adhérer. Séquestrer ou conduixe les alléges avec des condamnés ou des prévenus, est une habitude juveinent flétrie par l'opinion publique et par la législation : c'est un outrage à la morale, aussi bien

qu'un attentat contre la personne:
« Je vous recommande donc, monsteur le peter, da la manière la ples expresse : de prendre, si vous ne l'avez déjà fait, des mesures immédisse pour que les alienes qui pourraient se trouver dans des lieux de détention affectés aux condamnés et adx prévenus, en soient retirés sans délai; et soient places, comme le vent l'ari. 2n de la loi du 30 juin 1836, jusqu'à ce que vous ayen pourva à leur plicoment définitif dans un établissement spécial; ca que vous devrez faire le plus tot possible. Je n'ai 🎮 besoin de vous faire observer que l'inexecution de prescriptions légales de cette nature emporterait, potir les administrateurs de tous les degrés, une grave responsabilité.

· Tout en tenant compte des embarras matériels que l'exécution des dispositions de l'art. 24 pent présenter, je n'en conçois pas qui ne puissent être surmontés par une ferme volonté de pourvoir à l'exécution pleine et entière de la loi. Je ne m'expliquerais jamais que les commissions administratives d'hospices ou les maires des communes ne vous secondament pas, en cela, de tout leur pes-voir; car il ne s'agit pas meins d'un devoir d'hu-manité que d'une obligation légale. Ainsi, monsieur le préfet, sans vous grrêter aux objections tiréés de l'insuffisance des locaux, vous prescries aux administrateurs d'hospice d'aviser aux moyens d'assurer, le mieux qu'il se pourra faire, en raison des néressités du service, la garde provisoire de l'aljéné qui leur serait envoyé. Si les saltes de melades étaient entièrement remplies, on placerait l'allene dans une des salles affectées aux autres services de la maison, fût-ce au logement des employés du service intérieur, quels qu'ils soient; et, s'il était nécessaire, on le ferait garder a vue.

4 Des mesures analogues desrent être indiquêm aux maires, pone les communes/où il n'existe pas

d'hospices ou d'hopitaux.

«Ne perdes pas de vue, measieur le préfet, que le séjour de l'aliéné, dans le cas dont nons parlons, est essentiellement provisoire, et qu'il vous appar-tient spécialement d'on abager la dunée par l'estivité que rous mettres à peurroir au placement définitif du malade.

naté des personnes y seront également admis, dans les formes, dans les circonstances et aux conditions qui seront réglées par le consett général, sur la proposition du préfet, et approuvées par le maistre (1).

26. La dépease du transport des personnes dirigées par l'administration sur les établissemens d'aliénés sera arrêtée par le préfet, sur le mémoire des agens préposés

à ce transport.

Ĺ

ì

ŧ

Ė

ı

.

d

ď

15

ø.

Œ.

.

ı1

\*

ø

: 13

ø

æ

М.

31

ø,

Ŋ

1

1

# ' # 1

ιŧ

1

9

La dépense de l'entretien, du séjour et du traitement des personnes placées dans les hospices ou établissemens publics d'aliénés sera réglée d'après un tarif arrêté

par le préfet.

La dépense de l'entretien, du séjour et du traitement des personnes placées panles départemens dans les établissemens privés sera fixée par les traités passés par le département, conformément à l'art. 1° 1.

27. Les dépenses énoncées en l'article précédent seront à la charge des personnes placées; à défaut, à la charge de ceux aux-

quels il peut être demandé des alimens, aux termes des articles 205 et suivans du Code civil.

S'il y a contestation sur l'obligation de feurair des alimens, ou sur leur quotité, ilsera statué par le tribunal compétent, à la diligence de l'administrateur désigné en exécution des art. 31 et 32 (2).

Le recouvrement des sommes ducs sera poursuivi et opére à la diligence de l'administration de l'enregistrement et des do-

maines (3).

28. A défent, ou en cas d'insuffisance des ressources énoncées en l'article précédent, il y sera pourvu sur les centimes affectés, par la loi de finances, aux dépenses ogdinaires du département auquet l'aliéné appartient, sons préjudice du concours de la commune du domictle de l'aliéné, d'après les bisses proposées par le conseil général sur l'avis du préfet, et approuvées par le gouvernement (4).

Les hospices seront tenus à une indem-

(1) V. motes sur l'art. 1 ...

(2) Quel est le tribunal compétent?

Dans le projet, l'expression tribunal se trouvait isolée. Un membre de la Chambre des Pairs le fit remarquer. « On entend, dit-il, ordinairement par cette espression le tribunal de 1<sup>se</sup> instancé. Je rappellersi que, dans la loi que nous avons volée sur les justices de paix, on a attribué pour l'avenir aux juges de paix le droit de statuer sur les alimens. Comme cette loi sera votée avant celleci, je crois que, pour prévenir toute difficulté, il conviendrait de dire : par le tribunal compêtent, ou par la justice de paix.

M. le rapporteur : « La justice de pait est un vé-

ritable tribunal.

M. le seron Pelet (de la Lozère): « En mettant le tribiunal compétent, if n'y aura pas matière a douter.»

(3) Il a été expliqué à la Chambre des Députés que ce recouvement serait fait conformément à l'a loi de la perception d'impôt. « Ce n'est que pour arriver à l'emploi des formes usitées par l'administration de l'enregistrement et dès domaines, qu'elle a été chargée d'opérer le recouvement, » a dit L. Le rapporteur.

Ainsi, si la personne ne veut pas payer, le paiement sera poursuivi par voie de contrainte devant

le tribunal compétent.

(4) Cet article a été l'objet d'un sérieux examen de la part des deux chambrés et de leurs commissions. Je crois qu'il est utile, afin que la disposition soit bien comprise, de présenter une analysé exacte de la discussion.

Le genvernement disait :

« A défant, ou en cas d'insuffisance des ressources énoncées en l'article précédent, il sera pourvi à cette dépense sur les centimes variables de département, sans préjudice du concours de la commune du domicile des aliénés et des hospices, d'après les blases proposées par le conseil générat sur l'avis du préfet et approuvées par le gouvernement.

Le commission de la Chambre des Députés pensa

que les hospices ne devalent point être forcés à concourir d'une manière absolue à la dépense; la Chambre adopta cette opinion; les mots et des hospices furent supprimés. V. 5 2 et 3, et les notes. Voici dans quels termes M. le rapporteur de la commission s'exprimait sur l'ensemble de la disposition.

· En l'absence de ces ressources privées, la dépense sera supportée par le département, et le conseil général pourra obliger les communes à y concourir avec his, d'après les huses qu'il aura proposées. Cette disposition a été l'occasion d'une assez. langue discussion dans le sein de la commission : on exprimait l'avis que la dépense des sliéues est communale par se nature ; qu'einsi elle deveit êtro mise d'abord à la chorge des communes, sur leurs revenus libres, et que le département ne devait être appelé à 3 pourvoir que subsidinirement et en cas d'insuffisance des ressources communales; on soutenait en entre qu'il n'était pas deus les uttributions du conseil général d'imposer ainsi une dépense aux communes, et que la réparlition en de-vrait, en tous cas, être attribuée au préfet en conseil de préfecture. La majorité de la commission à pensé que la dépense des alienés devait être supportée, selon les formes indiquées au projet. par les départemens et les communes ; cette depense est trop in galement répartie et trop considérable pour ponvoir peser éntièrement sur les communes : elle absorberait tout le revenu de quelques-unes, tandis que d'antres en seraient entierement affranchies; en exceptant celles qui n'ont aucum revenu disponible, on commettrait une autre injustice, et l'on serait esposé à grever le département de l'obligation d'éntretenir tous les indigens que ces communes fernient recevoir comme aliénés, dégagées qu'elles seraient de toute part de la dépense.

«La toi ne peut pas poser une règle générale, applicable à tous les départemens, à toutes les communes dont la position varie à l'infini. C'est aux conseils généraux qu'il doit être réservé de déterminer les bases applicables à chaque portion du territoire; dux seus peuvent apprécier convenable-

mité proportionnée au nombre des aliénés dont le traitement ou l'entretien était à

leur charge, et qui seraient placés dans un établissement spécial d'aliénés (1).

ment les diverses situations qui devront influer sur le partage de la dépense; le gouvernement, dont l'approbation doit intervenir onsuite, corrigera les erreurs qu'ils pourront commettre. La disposition dont il s'agit a déjà pris place dans la dernière loi de finances, elle n'a été l'objet d'aucune réclamation sérieuse, et nous proposons à la Chambre de persister dans ce qu'elle a déjà arrêté.

La disposition qui autorise les conseils généranx à imposer aussi aux hospices la nécessité de concourir à la dépense, ne nous a point paru acceptable. Quand les hospices reçoivent des subventions de la commune, cette disposition est sans objet, car la commune serait tenue de leur restituer ce qu'ils auraient payé pour les aliénés, et il cet plus simple de le lui demander directement. Quand les hospices se suffisent à eux-mêmes, ils constituent des établissemens propres, qui ont une existence indépendante, et sur lesquels le conseil général est dépourvu d'autorité. Il n'y a qu'un cas où ils puissent être l'objet d'un recours. C'est celui où ils se trouveraient soulagés d'une dépense à leur charge par l'admission dans un établissement spécial d'un aliéné qu'ils étaient obligés d'entretenir ou de traiter. Dans ce cas, il est juste qu'ils paient une indemnité proportionnée au bénéfice qu'ils. obtiennent. Ils la doivent, non comme un tribut arbitrairement imposé, mais comme une restitution véritable, et en cas de contestation, la matière est contentieuse, car il s'agit du réglement d'un droit; elle doit donc être soumise à la juridiction du conseil de présecture. Ces principes nous ont paru certains et ont dicté les nouvelles dispositions introduites dans l'art. 19 du projet. »

La nouvelle rédaction de la commission sut adoptée, et elle a reçu plusieurs explications à la

Chambre des Pairs.

On demanda, en premier lieu, si en cas d'épuisement des centimes variables, une partie des dépenses des aliénés pourrait être prise sur les centimes facultatifs. On proposait, en cas d'affirmative, de remplacer ces mots centimes variables par cette expression générique fonds shartementaux.

expression générique fonds départementaux.

M. le ministre de l'intérieur et la commission déclarèrent adhérer à l'amendernent, en substituant toutefois à l'expression fonds départementaux, celle-cl, fonds du département.

Ainsi, dit M. le rapporteur, la dépense portera dabord sur les centimes variables, et en cas d'insuffisance sur les centimes facultatifs. En indiquant que la dépense sera prélevée sur les fonds départementaux, il ne saurait caister de difficulté.

En conséquence de ces explications, la rédaction de la commission fut maintenue.

On proposa, en second lieu, de dire: « Sans préjudice du concours de la commune de son domicile de secours, »

Et l'on faisait remarquer que ce domicile est ainsi défini par le décret du 24 vend, an 2, tit. 5, art. 1st: « Le domicile de secours est le lieu où l'homme « nécessiteux a droit aux secours publics. »

M. le rapporteur de la commission soutint que cette addition était surabondante. « D'ailleurs, dit-il, nous devons ajouter que, dans la pratique, la diposition est interprétée dans le sens de l'amentlement, »

fic gongemeineut l'accueillit, an contraire, . Is

crois, dit M. le ministre de l'intérieur, qu'il est nécessaire de mettre dans l'article domicile de secour, à cause des difficultés qui peuvent s'élever dans l'application. La jurisprudence à cet égard est établie, mais c'est au moyen de circulaires ministérielles; peut-être vaudrait-il mieux le dire expressément dans la loi.

L'umendement sut adopté. S'il n'existe plus dans la loi, c'est que la Chambre des Députés a pensé, comme lors de sa première discussion, qu'il était suraboadant. Il a été retranché comme

tel.

La commission de la Chambre des Députés voulait que, pour ce qui regarde le concours des communes, toute latitude fut laissée au conseil génésal, et qu'il pût ou imposer toutes les communes ou quelques-unes seulement. « Le projet, dissit M. le rapporteur, en 1838, propose de déclarer qu'une partie de la dépense sera nécessairement imposée à la commune du domicile de secours de l'aliené. Nous avons retranché cette expression. Le domicile de secours n'est pas assez clairement défini par la loi ; cette désignation se rattache d'ailleurs à un système qui a cessé d'être appliqué. Mais, surtout, nous pensons qu'on doit, à cet égard, laisser tonte latitude au conseil général. Nous nous bornons à dire qu'une portion de la dépense sera mise à la charge des communes. Selon les cas, le conseil général imposera ou toutes les communes, ou quelques-unes seulement, d'après leur opulence et leurs ressources, ou celles du domicile des aliénés : nous lui laissons la faculté de peser les circonstances et de se déterminer en conséquence. »

Ce système, combattu par le gouvernement, a

été repoussé par la Chambre.

Au surplus, voici comment s'exprime, à ce sujet, une circulaire ministerielle, du 23 juillet 1838 : Les dépenses, lorsqu'elles ne peuvent pas être imputées sur les revenus personnels de pas etre imputées sur les revenus personnes qui lui l'aliéné, incombent d'abord aux personnes qui lui doivent des alimens, conformément aux art. 205 et suivans du Code civil; à défaut, c'est au département à y pourvoir, sauf le concours de la commune du domicile de l'aliene. Vous aurez, à cet égard, à faire les propositions convenables su conseil général, en observant que le concours de la commune du domicile doit s'entendre dans le sens d'une subvention déterminée d'après des hases équitables, et non pas de manière à laisset la dépense tout entière à la charge de la caisse municipale. Quelques conseils généraux ayant tente de faire prévaloir cette dernière interprétation, je crois devoir déclarer, dès à présent, qu'elle ne me paraît conforme ni à l'esprit, ni au texte de la loi, et que je ne saurais approuver les arrêtés de répartition qui seraient faits en conséquence.

(1) Ce paragraphe, ni le troisième n'étaient pas dans le projet; mais le mot hospices, qui se trosvait dans le paragraphe 1er, on contenait pour

ainsi dire le germe.

Voy. la note précèdente. Une longue discussion a précèdé, dans les deux Chambres, l'adoption de ces paragraphes; de nombreuses questions sur leur sens et leur portée ont été adressées au ministre de l'intérieur et aux. rapporteurs ; soit à la Chiainhre des Paiss, soit à celle des Députés. Les réponses elles-mêmes ont fait naître de nouvelles questions et de plus nombreuses difficultés.

M. Bourdeau a demandé quel sera pour les hôpitaux qui n'ont pas la charge personnelle du traitesment des aliénés, le concours à l'indemnité,

« Je demande ensuite, a continué l'orateur, ce que signifie un établissement spécial d'aliénés ? Y aura-t-il des établissemens différens suivant le

genre de folie?....

in

#1

तं क

e es

)ee

¥ OE

33

आर्थः

涅槃

41, 8

re el

118

1.2

A I

į 🙀

fig. 1

rl 🗷

<sub>908</sub> į

., ks

ıø,

100

ø

. .

\*. i

į,

12

1

9 72 1

:13

\*

jø

ı.i.

bos

10

ro:

ą į

įø

ø

¢\$

a Quant à la contribution, voilà ce qui se passe pour les enfans trouvés. Ces dépenses sont supportées par le département, sur les dépenses variables, et la loi dit que les départemens pourvoient à l'excédant de cette dépense par les centimes facultatifs, indépendamment du concours des communes et des hospices. Toutes les fois que les conseils généraux ont été appelés à demander le concours des communes et des hospices, il s'est déséé une grande difficulté relativement aux hospices, qui ont ordinairement des fonds insuffisans pour leur entretien. Comment leur retirérez-vous les ressources déjà insuffisants pour les malades ordinaires, pour les affecter à des malades destinés à des établissemens spéciaux? Voilà des difficultés sur lesquelles je demande à M. le ministre quelques explications.

M. le ministre de l'intérieur a répondu : « Je dirai d'abord que le gouvernement et la commission ont entendu, par établissemens spéciaux, les établissemens publics d'aliénés, ou les établissemens privés avec lesquels les départemens auraient pris des arrayagemens : voil le véritable sons du moi

spécial.

e Quant à la seconde explication qui m'est demandée, je dois dire qu'il a été difficile, dans beaucoup de départemens, d'obtenir le concours des hospices; il y en a même où les hospices ont réclassé contre le paiement d'une part quelconque. Mais les hospices peuvent se diviser en trois catégories différentes:

•1° Celle des hospices qui ne recevront des aliénés à aucune époque. Pour ceux là il n'y a au-

cun motif de les faire contribuer.

• 2° Celle des hospices qui existent en vertu d'un don à condition de soigner les aliénés. Il pourra arriver deux chosés : ou l'hospice pourra avoir un quartier consacré aux aliénés, et alors ce sera un établissement d'aliénés; ou bien l'hospice dira : Ces aliénés ne sont plus à ma charge, je ne veux ples m'en charger. Dans ce cas, la loi a voulu qu'il ne pût se soustraire aux conditions de sa fondation.

a La troisième classe est celle qui présente le plus de difficultés; c'est celle des hospices qui sont dans l'usage de recevoir des aliénés, sans que ce soit une condition imposée formellement par les fondateurs. Pour ceux-là, nous avons cru qu'il était raisonnable de les faire contribuer à la dépense des aliénés.

. Il'y a donc dewx classes d'hospices qui devront

fournir une indemnité proportionnelle.

Maintenant ce sera le préset qui prendra un arrêté, d'après la décision du conseil général, asin de régler la quoité de l'indemnité; et, s'il y a contestation, le conseil de présecture statuera. Je crois que la loi donne toutes les garanties désirables. »

Quant aux dernières objections de M. Bourdeau, voici comment elles ont été réfutées : « On a parlé

de la confusion des hospices et des communes; on a dit que cette charge des aliémés se trouvait déjà mise à la charge des communes, quelle ne pourrait pas sans double emploi retomber encore à la charge des hospices; il y a erreur. Ces établissemens des hospices sont communaux sons certains rapports; mais les budgets, l'affectation des revenus, l'administration des hospices, sont distincts des budgets et et de l'administration des biens communaux; seulement, dans le cas où l'hospice n'aura pas assez de revenus, la commune derra pourvoir à l'insuffisance dans l'intérêt de ses indigens malades.

« On a parlé aussi des embarras qui pourreient résulter de la résistance des communes à subrenir en partie aux besoins des aliénés, et on a cité les résistances que des communes avaient opposées à payer la quote-part qui leur était assignée dans la dépense des enfans trouvés; mais l'administration a surmonté la résistance des communes. Ensuite, les circonstances sont essentiellement différentes.

« En ce qui concerne les enfans trouvés, d'une part, la commune, d'aute part, l'hospice et le département y subviennent. L'hospice doit four-nir aux frais de layette et vêture, et aux frais intérieurs depuis le dépôt de l'enfant jusqu'à son placement en nourrice. Les communes n'y subviennent en partie qu'après la délibération du conseil général, que sur les revenus ordinaires, et jamais par des contributions extraordinaires. Le département supporte le surplus, c'est-à dire la majeure

partie de la dépense.

En ce qui concerne les enfans trouvés, il existait une cause de résistance qui n'existera pes pour les aliénés. C'est que l'on ignore la commune d'ou viennent les enfais trouvés; et elle soutient tou-jours quelle ne doit pas sapporter la dépense d'enfans trouvés qui lui sont étrangers. C'est la qu'on a éprouvé une grande résistance de la part des communes. Cette résistance qu'on a vaincue ne se représentera pas ici, car on saura toujours d'ou viennent les aliénés indigens, et dès lors, la commune ne pourra pas se refuser à contribuer, autant que ses resources le permettront, à leur alimentation et à leur traitement. Les principes de la matière sont que, lorsqu'un individu est siténé, c'est sur ses propres ressources ou sur celles de sa famille qu'il doit être traité.

« S'il y a indigence, c'est la commune qui doit y pourvoir; à défaut de la commune, c'est le département. Les communes se trouvent quelquefois ne pas pouvoir suffire à cette dépense; alors le département vient à son secours. C'est ce qui s'est fait jusqu'à présent, et ce qui se fera encore. Le préfet, de concert avec le conseil général, examinera sur le budget de la commune s'il y a soffisance ou non dans le domicile de secours; et si le budget ne présente pas des ressources suffisantes, le département y suppléera.» ( Discours de M. le baron Feutrier. Mon. du 11 fév. 1838, p. 276, 3° col.)

Les explications de M. le ministre de l'intérieur ont soulevé deux questions nouvelles.

On a dit que la condition des hospices de la troisième classe, c'est-h-dire des hospices qui sont dans l'usage de recevoir des sliénés ne pouvait motiver la charge qu'on voulait faire peser sor ens.

Relativement aux hospices chargés de soignes des aliénés en vertu de donations ou legs, on a soutenu que rien ne pouvait détraire l'obligations qui les grevait, mais qu'ils devaient avoir la faculté de l'exécuter sous la forme qui leur avrait été imposée, en obtenant, avec les précautions voulues par la loi , de conserver quelques chambres affectées spécialement aux aliénés. On ne peut, disaiton , leur reprendre la donation qu'ils ont reçue, ni les obliger de payer à un sutre établissement ce qu'ils peuvent mire eux-mêmes;

On a répondu que si les hespices de la première classe se squmentent à avoir un foral sépare pour les aliene, sinai que la prescrit la lof, ils continueront à les recevoir, que vien ne sere changé à feur égard. Que, si, au contraire, d'aprês les circonstances locales, d'après la spérialité de l'établissement, d'après la disposition des constructions, des préaux, il arrive que ces établissemens ne pui sent pos satisfaire aux prescriptions de la loi, les alienes devront quitter l'hospice pour passer dans un établissement spécial; que, dans ce cas, l'hospice devra concourir aux dépenses de ces alienes, afin que la juste balance d'intérêt soit maintenue. Car le droit nouveau ne doit rien innover dons la position des hospices, il ne doit ni les enrichir ni les appauvrir. Or, les dépenses ausquelles les hospices qui étaient dans l'usage de recevoir des slienes, étajent entrainés per ce service cessersient par la mise à exccution de la loi, slits ne se conformaient pas à ses prescriptione; tons les hospiose de cette classe refoseraient des lors de s'y soumettre, puisqu'il résulterait pour suz de ce refus un dégrevement plus on moins considérable. C'est le montant de ce degrevement qui sera converti en indeinnité ad profit des établissemens publics on privés sur les-quels écile-charge sère transportés.

Une réponse à peu pres semblable a été faite à la seconde question. Si l'itorpièe, a t-on dit, se soumet aux prescriptione de la loi, point de dif-ficulté, rien ne l'empêche d'être fidéle à la donation; s'il ne s'y sommet pas, il'ne pourra plus repevois d'aliends, et, dans ve cui, il ne faut pus que la donation soit divertie de sit destination. Il faut que le vœs du donateur soit rempli : il le sera,

seulement dans un autre locali

Voici comment s'est exprimé M. le ministre de l'interieur : . Si par hasard cer hospices ne veulent pas accepter les prescriptions de la loi, je le demande, que va-l-il arriver? Nous déclarons, nous, que les hospices doivent perdre leurs alienes; et cependant vous voudries qu'ils conservassent les fonds qui devaient pourvoir à leur trajtement! Il y aurait là une très grande injustice. Ici, je ne crains pes de le dire, c'est vous qui demandez la violation de la volonte du testateur; à moins que vous ne disies que la fondation qui a été faite esi plus forte que voire lois que la pensée de l'homme qui, il y a deux cents uns peut-être, a fondé l'hospice dans l'état de la science et de la civilisation de son temps, doit avoir raison de yotre loi, que vous fuites après toutes les enquêtes de la science, après tous les progrès de la civilisation, Enidemment, vous n'êtes pas fondés à faire prévaloir la volonté présumée du donateur sur celle de la législature actuelle. Nous sommes dans le vrai, au comtraire, en demandant que l'on conmere aux établissemens publics ou privés, ni plus, ni moins, la somme de la fondation.

Ces explications forent acceptées par la Chambre des Pairs, et elles indiquent l'esprit de la disposi-

Devant la Chambre des Députés, ces longs débats se sont renouvelss. La dennième question a de

nouveau été mise en discussion; quoiqu'elle sit été résolue comme à la Chambre des Pairs, je creis utile, afin de ne laisser aucun nuage sur l'interprétation des termes de l'article, de rapporter les nouvelles explications qui ont été données.

La discussion a été ouverte par M. Vatout. . On e fondé, je suppose, a-t-il dit, dans un hespice deux lits pour des alienes. Obligerez-vous maintenant les alienes à sortir de cet hopital pour être trans ferés dans la maison où ils devront aller, et peur rez-vous, par votre loi, détruire un acte de fondation?

«De plus, celui qui aura, il y a six mois, fondi ces deux lits, sachant que les alienes ne seront plus traités dans cette maison, pent-il retirer son acte de fondation, ou pourrez vous avoir le droit de vous en emparer? C'est là, Messicurs, une question très grave, sur laquelle je pris M. le

rapporteur de vouloir bien me répondre. M. le rapporteur a en effet répondre que les hespices qui se trouvent dans le cas qui vient d'étre in liqué, et qui recevaient un certain nembre d'alienes, seront soumis aux décisions priess per l'administration. Quand la loi sera intervenes, ces hospices ne pourront continuer à traiter des alienes qu'autant qu'ils y seront autorisés; et si 🖦 hospice est autorisé, il executera par lui-même la fondation dont il aura été l'objet. Si au contraire l'administration pense que le régime de l'hospice ne lui permet pas de traiter les aliénés, elle lui refusera l'autorisation ; et comme l'hospice ne pourra pas satisfaire aux obligations qu'il au contractées envers le fondateur, il sara tenu d'in demniser l'établissement public chargé de receveir l'aliene, et par consequent d'executer la clause.

M. Gillon a parlé dans le meune sens. Je me garde ; a-t il dit, d'interroger l'esprit de notre les pour des cas particuliers ou pout des conécces comme disent les jurisconsultes. Altons an fe la disposition proposée, et cherchons à la général liser : c'est le meilleur moyen de tracer de bonn règles de décisions aux conseils de préfecture.

· Je rappelle ici le texte : indemnité properti au nombre des aliènés, dont le traitement était à loss charge. Je prie la Chambre de remarquer que c'est de ces derniers mots, était à leur charge, qu'il y nécessité de bien fixer le sens. A la première les ture, il semblait que la charge dut être établie per le titre même de libéralite qui a donné des b à l'hospice, ou par le titre fondamental lui-même de l'hospice ; mais il n'en est pas ainsi. La charge peut résulter ou des titres que je viens de rappeles ou de l'usage, de l'habitude. Ainsi tout hespite ou hopital qui reçoit aujourd'hui les aliénés, derra contribuer à en entretenir dans l'établissement que notre loi a pour but de fonder. Rien n'est plus juste; il n'a pas à se plaindre. Pour lui, il my a pas ou il n'y a que fort peu de charges, seule ment il supporte la charge d'une autro façon. Au lieu d'entretenir le malade dans son enceinte, it l'entretiendra, en payant, dans un autre édifice. La règle genérale que je viens de peser comme traduction du texte de la loi est, ce me semble, admise par la Chambre. (Très bien.) Je dis ginte rale, et dans toute l'extension de la saleur de co mot. Ainsi les hospices qui ne sont pas obligés per des titres écrits à soulager les aliends, mais qui les recevaient comme tous autres individus malad de corps, out fini par dégager, leur terrice du sér-tice ai asspiettissant des alienés; ils out comé d'un

recevoir, parce que déjà le département a lui-même foule un établissement pour les malheureur. Le conseil général est dans l'habitude, depuis plasieurs annilles, d'exiger de ces hospices là une certaine somme pour aider à l'entretien de l'établissement. Ils vont être saisis par notre loi avec leur situation actuelle, c'est-à dire que forcement ils continueront à être frappés par le conseil général de l'obligation de payer annuellement une somme déterminée pour contribuer à l'entretien des alienes. C'est là, je grois, comme chacan comprend le texte en disgussion. . (Oni, oui.).

Ė

i i

4.0

ıL.

ĸÀ

έĦ

16

, di

pe!

111

#À

ø

h

e de

-

ĮŽ.

re

ı ji

r. pé

pit

, pe

p)

4

1

,il

,

Puis, examinent l'espèce proposée par M. Vatout, M. Gillon a dit que, dans ce cas, l'hospice, s'il n'est pas autorisé par le gouvernement à avoir un éta-bhiteament d'aliénés, tel que notre loi l'entend, sera force de laisser les quelques alienes, qu'il entretient avec des fondations spéciales, sortir de son enceinte, pour les laisser passer dans un établissement régulier. « Alors, a-t-it ajouté, l'hospice aura le choiz ou de laisser à cet établissement les biens donnés autrefois pour la fondation de l'esttratien de ces quelques aliénés, ou de lui payer uns pension pour ceux ci. Qu'on ne se plaigne pas que c'est violer l'acte de fondation. Une loi qui traite, comme la nôtre, les intérêts les plus relevés des familles et de la société, doit se mouvoir aisáment. D'autres temps sont venus qui ont exigé des mesures dont le besoin ne se faisail pas sentir . L'Epoque des fondations; ces mesures, notre lei les prescrit. C'est l'existence à part des établissemens pour les aliénés; mais les vues des bienfaiteus s'accompliront toujours; car les biens qu'ils ont donnés continueront à soulager les Miénes transpartés ailleurs, soit que ces biens seient abandonmés en propriété, soit que sur leurs revenus soit prise la pension nécessaire. « (C'est cela. Très bien!)

Enfin , M. le ministre de l'intérieur a déclaré qu'il adoptait ces explications.

Voici comment s'explique à ce sujet le circulaire da 23 juillet 1838:

· Quant à l'indemnité que les hospises penvent être appelés à payer, en execution du paragraphe 2 de l'article 28, il sera facile de la déterminer, en relevant, d'après les comptes de ces établissemens, ·la portion de dépense qu'ils ont supportée jusqu'à ce moment, soil en vertu du titre de leur fondetion , soit par la volonté spéciale de donataires, soit par suite d'un usage constant et reconnu. En tous cas, s'il y avait contestation, ce sersit au conseil de présecture qu'il appartiendrait de statuer. »

D'antres difficultés ont encore été soulevies. On a dit que, de la combinaison adoptée pour faire concourir les hospiess à la dépense des aliénés, il résulterait très fréquemment que, pour le même aliéne, l'hospice et la commune seraient appelés à concourir; qu'en effet, si un aliéné d'une ville est envoyé par le département dans un établissement d'alienes, on appellera le concours de la ville et celui de son laospice, en sorte qu'il y aurait un prélèvement annuel établi sur l'hospice, et, en outre, le concours de la ville sans égard à ce premier prélèvement.

Pour faire disparaître ces inconvéniens, l'orateur qui les signalait a proposé un amendement. Il était ainsi conçu : « L'hospice qui aurait du avoir à sa charge le traitement ou l'entretien · d'un aliéné placé dans un établissement spée sial, sora tenu de payer la dépense de son ene tretien et de son traitement dans cet établisse-ment.

« Le préfet, par un arrêté, fixeça le nombre

d'alients dont la dépense peut être mise à la charge de chaque hospice du département, et déterminera les communes sur la population

desquelles s'étendent les obligations de chaque

 hospice. « En cas de contestation, il sera statué par le · conseil de préfecture. »

Cet amendement surais remplacé les densième et troisième paragraphes de l'est. 28.

Les observations de M. le rapponteur l'ont fait rejeter. Le discours de M. Vivien ma semille contenir un résumé très clair et parfaitement exact des objections nombreuses qu'on a faites

contre l'artiche et des solutions qu'elles ont reçues.

On a pensé, a t-il dit, qu'il pent y avoir ostains cas dans lesquels une partie de la dépense faite pour les aliénés pouvait être mise à la charge des hospices Quels sont ces cas? Ce sont ceux et les hospices sont tenus, d'entretenir les aliénés. On a pensa que si la charge qui était imposée à l'hospice cessait de peser sur lui, si l'obligation qui le grevait était remplie par l'établissement public eniraleun et fondé aux dépans du département, il était juste que, l'hospice indemnisat le département des sacrifices que celui-ci aurait supportés à sa décharge. C'est dans ce but qu'on a introduit la disposition suivante : a Les hospices seront · tenns à une indemnité proportionnée, etc.

s Des difficultés de plusieurs natures out été faites sur cet article.

On a demandé d'abord dans quels cas es pas ragraphe serait applicable anx hospices, dams quel cas ils seraient temes à l'indemnité.

• Nous avons réponda : l'indemnité sera due toutes les fois que l'entretien des siémés sera à la charge des hospices, et il en sera ainsi dans le sens de la loi, non seulement lorsqu'il y aura un titre de fondation établissant expressément la dette, mais encore lorsque, de tout temps, l'horpice aura subvenu à cet entretien et contribué à sa dépense dans une proportion quelconques »

Oà a demandé, en second lieu, à qui peofi-terait l'indesmité, si elle ne profiterait pas à la commone au bénéfice de laquelle la fondation avait été faite, et si on pouvait venir demander à celle-ei de prendre part une seconde fois à la de pense des sliénés. Il a été répondu que, dans le cas où la fondation établie dans un hospice seraft constituée au profit d'une commune désignée, celle-ci ne pourrait pas être tenue de contribuer une secondo fois à la dépense des aliénes ; qu'elle satisferait à sa dette, en disant au département : . Voici un aliene qui a son demicile sur mon ter-ritoire, vous subviendrez à son entretien en requeillant le bénésize de la fondation, c'est-hidite

les moyens sufficana pour y faire face. > b

cOn a demande, en troisième lieu, dans quel ordre serajent exercés les divers recours établis par l'art. 28; si on s'adresserait d'abord à la commune, ou si on commencerait par les hospices.

« li a été répondu qu'il y avait deux ordres de reclamations à intenter ; que les unes étaient foudées sur un concours discrétionnaire qui pourrait être imposé sux communes par le conseil général; que les antres, au contraire, reposaient sur une véritable dette, sur une obligation formelle, et que celles-là devalent tonjours être exigées ; que , com-

En cas de contestation, il sera statué par le conseil de préfecture (1).

Section IV. - Dispositions communes à toutes les personnes placées dans les établissemens d'aliénés.

29 (2). Toute personne placée ou retenue dans un établissement d'aliénés, son tu-

teur, si elle est mineure, son curaleur, tout parent ou ami, pourront, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le tribunal du lieu de la situation de l'élablissement, qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate (3).

séquemment, quand il s'agirait de subvenir à la dépense d'un aliéné, en s'adresserait d'abord à l'hôpital sur lequel pèserait l'obligation de subvenir à cet entretien ; que ce ne serait que quand il s'agirait d'un entretien auquel il ne serait pas fait face par ce moyen, qu'on pourrait exercer un recours contre la commune.

 C'est ainsi que nous avons essayé de résondre les diverses questions soulevées à l'occasion de l'article 28. Il nous a paru que les termes de l'article étaient suffisans. A la vérité , ils n'entrent pas dans tous les détails de tons les proces, de toutes les contestations qui pourraient s'élever à son occasion; mais la loi ne peut pas entrer dans des détaffs si minulieux. .

M. le rapporteur s'est ensuite attaché à démontrer que l'amendement proposé ne devait pas être adopté, parce qu'il ne résolvait aucune des questions proposées.

(1) V. les notes précédentes.
(2) Cet article semble en contradiction avec l'art. 14. Cependant il est facile de les concilier, car l'art. 14 s'applique au cas de placement volontaire, au lieu que l'art. 29 est fait pour tous les cas, alors même que le malade est retenu, et pour quelque cause qu'il le soit, par l'administration.

(3) La question de savoir à quel tribunal la demande serait faite n'était pas résolue par le projet. Elle fut soulevée dans le sein de la Chambre des Députés, et, après un court débat, le tribunal du

domicile fut preferé.

Maia ce système n'a point prévalu devant la Chambre des Pairs, et les raisons sur lesquelles elle s'est fondée pour attribuer la demande au tribunal de la situation de l'établissement ont été admises.

M. Vivien, dans son rapport du 5 juin 1838, a ainsi expliqué les motifs de ces variations :

· Pour préférer le tribunal du domicile, on avait considéré qu'une instance judiciaire dans laquelle on devait juger si une personne était privée accidentellement des lumières de l'intelligence et pouvait, à ce titre, perdre la liberté, affectait l'état civil ; que les juges du domicile seraient plus à portée que tous autres de connaître la situation de famille, les antécédens, l'état moral et domestique de la personne, objet de procès, et de celle qui aurait fait effectuer le placement, et que, quant à la vérification de l'état intellectuel au moment du procès, elle était principalement du ressort des hommes de l'art qui ponvaient être également délégués par tout tribunal. Malgré ces considérations, le nouveau projet attribue juridiction au tribunal de la situation de l'établissement. Il a paru qu'on devait surtout s'attacher à la néoessité de constater l'état actuel de la personne admise dans l'établissement ; qu'il y aurait lien à des interrogatoires, à des transports de juges, et que, des lors, il convenait de s'adresser au tribunal le plus rapproché du lieu où se trouverait cette personne. Nous reconnaissons l'importance pratique de ces raisons. Chacune des deux juridictions entre lesquelles il faut choisir, présents

ses avantages et ses inconvéniens. L'essentiel et que la loi soit claire et précise, et que le tribund compétent soit expressément désigné; la sagem des magistrats fera le reste, et nous n'élevous aucune objection sérieuse contre la proposition du dernier projet.»

On a dit que la disposition de cet article établissait un conflit perpétuel entre l'autorité judicitie et l'autorité administrative, conflit résultant de rapprochement de cet article avec l'art. 18. Es esfet, à côté du pouvoir attribué au préset par l'art. 18, s'élève le pouvoir du tribunal qui pent briser ce qu'aura fait le premier; celui-ci à son tour peut prendre les mesures qu'il a déjà prise, et ce conflit peut se prolonger ainsi sans issue ente ces deux autorités, si elles persistent.

Ces objections ont été réfutées. « Sans doute, a dit M. le ministre de l'intérieur, si , postérieurement à la décision de l'autorité judiciaire qui a prononce la mise en liberte d'un individu détenupour alienation mentale, il intervient de nouveaux lim qui motivent cette mesure, l'administration sur le droit de faire arrêter de nouveau cet individu, d'agir de nouveau sur sa personne suivant les règles de la loi. Mais s'il n'intervient pas de nouvesux faits, sa liberté, que les tribunaux ont proclamés, restera à l'abri de toute atteinte, sans que le préfet ait le droit de défaire un jugement sous prétente d'alienation mentale. Ce seraient là de véritable lettres de cachet.

On a fait valoir ensuite les garanties qui entonrent la liberté individuelle de chaque citoyen, la surveillance imposée à tous les magistrats sur les établissemens d'aliénés, le droit qu'a tout vioyen de dénoncer un fait de détention arbitraire, et l'obligation imposée à tout magistrat de faire droit à la dénonciation lorsqu'un fuit est signalé.

Il faut l'avouer, cette réfutation n'a qu'une force morale et relative ; en droit, elle est impuissante, puisque la violation de la chose jugée reste posible. Mats il était difficile de concilier autrem ce qu'exige la sureté publique avec ce qu'on doit à la liberté individuelle, et il faut convenir que l'on a fait pour celle-ci tout ce qui était posible. Il est peu probable qu'avec les garanties dont on l'a environnee, la responsabilité de l'autorité administrative soit jamais sérieusement engagée.

La question a été examinée encore sous ans autre face. On a dit que l'article posait un principe contraire à l'ensemble de notre législation; qu'il y avait un acte discretionnaire de l'autorité administrative sonmis aux tribunaux. «Je crois, a dit M. le dec de Breglie. qu'ordinairement, tonies les fois que l'autorilé administrative est appelée à intervenir discretionnairement, sous sa responsabililé, s'il arrive un conflit entre la décision de l'autorité discrétionnaire administrative et le tribunal, c'est le tribunal qui s'arrête, et c'est l'administration supérienre qui a la mission d'en juger. »

On a répondu qu'il m'y avait point innovation. quant au principe, puisque tout le monde est Les personnes qui auront demandé le placement, et le procureur du roi, d'office, pourront se pourvoir aux mêmes fins.

Dans le cas d'interdiction, cette demande ne pourra être formée que par le tuteur de l'interdit.

La décision sera rendue, sur simple requête, en chambre du conseil et sans délai; elle ne sera point motivée (1).

La requête, le jugement et les autres

d'accord que la décision discrétionnaire de l'autorité administrative devait être soumise à un contrôle. Or, en matière de liberté iudividuelle, il n'y a, il ne peut y avoir qu'un seul recours, la justice du pays, parce qu'elle seule lui offre une véritable garantie. Ce principe est proclamé, en matière criminelle, dans toutes les pages de nos codes.

£:

Ņ.

\*1

15

**1** 

ç 🗯

ıci s

201

ji.

56

100

1888 • 74

12

p. 100

40

(d)

DEF

克罗

دا الله موا

1

de e

4 **4**1

- 2.7

,ttp:1

μį

1:150

12

β\$₹ |[. ||

E

:#

.

100

jk." jer

ø

رو اور اور

مري تق

15

ڊ,

ø

ď

ø

:0

On a cité la loi électorale, et le cas où l'autorité administrative fait arrêter un individu en flagrant délit; l'on a fait remarquer que, dans ces hypothèses, l'acte administratif était jugé par l'autorité judiciaire. Enfin, on a soutenu qu'il y avait impossibilité de trouver un autre moyen efficace de garantie pour la liberté des citoyens.

Tout en reconnaissant cela, M. de Breglie a répliqué que le système du projet lui paraissait une innovation considérable, et qu'il fallait que l'on ne pensat pas à l'avenir invoquer le précédent, qu'on était dans la nécessité de consacrer, quand il y aurait d'autres moyens de faire face à la question qu'on aurait à résoudre.

Il a établi ensuite que, jusqu'alors, la question de la disposition des fous qui compromettent l'ordre public, était une question judiciaire, en ce sens, qu'en droit, c'étaient les tribunaux qui décidaient de leur sort avec toutes les formes de la justice sur l'interdiction. « Or, »-t-il dit, du moment qu'on entend faire de la disposition des fous une question administrative, il y a assurément une grande innovation. »

(1) Cette décision peut-elle être attaquée? Par quelles personnes? Dans quelle forme?

Telles sont les questions que fait naître le texte de cette disposition, sans les résoudre.

Le projet contensit la solution de la première et de la troisième; il avait dit : « Cette décision soc-« tira effet provisoirement, nonobstant appel. Le « délai d'appel ne sera que de quinzaine, »

La deuxième question naissait d'un amendement de la commission qui faisait courir le délai « du jour de la signification. » Cette addition supposait invinciblement des adversaires; quels étaient-ils?

 Je comprends parfaitement une signification de jugement, disait M. Jobard, lorsqu'il y a débat entre deux ou plusieurs personnes en présence du tribunal; mais, dans l'hypothèse que le projet du gouvernement et celui de la commission me semblent prévoir, la signifiation n'est plus possible. Je m'explique ainsi le mécanisme de la procédure qu'on a voulu organiser : un parent veut faire sortir d'un établissement d'aliénés son parent, son ami, on bien encore c'est l'aliené lui-même qui demande sa mise en liberté. Une simple requête suffit pour que le tribunal soit mis à même de prononcer. La personne qui sollicite la sortie est seule devant lui; elle n'a pas de contradicteur. Si sa demande est accurillie, qui pourra appeler? à qui signifiera-t-on? Votre article ne le dit pas. Si la demande est rejetée, au contraire, évidem-ment la personne qui l'a formée pourra se pourvoir par appel, et c'est, à mon sens, la seule hypothèse qu'ait en vue le projet. Or, pour appeler,
vous loi accordex un délai de quinsaine, à partir de la signification. Encore une fois, qui aignifiera le
jugement, puisqu'il n'y a pas d'adversaires? Prétendriez-vous constituer le procureur du roi contradicteur dans tous les cas? Votre loi ne le dit pes.
Et si, d'ailleurs, la chambre du conseil avait été
saisie, à sa propre requête, de qui recevrait-il luimême la notification?

Meine la notination :

L'objection était parfaitement fondée. La commission le recounut. Dans la plupart des cas, dit son rapporteur, il n'y aura personne à qui la signification puisse être faite. En effet, il faut remarquer que la décision est rendue sur simple requête et dans la chambre du conseil, par consequent sans procédure contradictoire. Dès lors, il n'y a pas lieu à signification. La commission avait introduit cette modification dans l'article, parce qu'elle avait été préoccupée de l'embarras qu'il y aurait à faire partir le délai du jour où la décision a été obtenne; mais je reconnais qu'il vaut mieux supprimer l'addition proposée par la commission et s'en tenir au texte de l'article du gouvernement.

Le paragraphe sut renvoyé à la commission, qui le reproduisit tel qu'il est dans la loi.

- Les explications qui furent présentées par M. le rapporteur éclaircissent les difficultés soules ées dans la discussion et donnent la solution Jes questions posées au commencement de cette note.
- « Le commencement du paragraphe soumis à l'examen de la commission, dit-il, est ainsi conçu : « La décision sera rendue sur simple requête en « la chambre du conseil, et sans délai; elle n'est » pas motivée. »
- «Le paragraphe ajoute ensuite : «Cette décision » sortira son effet provisoirement, nonobstant ap-» pel; le délai d'appel ne sera que de quinzaine. »
- « C'est cette dernière disposition qui a donné lieu à des objections assez nombreuses. On a demandé quelles seraient les parties qui pourraient avoir droit d'interjeter appet; s'il y aurait nécessité de faire des notifications; si le délai de l'appet courrait du jour de la notification ou du jour de la décision rendue.
- « Il a para à la commission, en examinant les objections qui avaient été faites, qu'il était inutile d'introduire dans la loi des dispositions exceptionnelles au droit commun; qu'il fallait rester dans les termes de ce droit, et, par conséquent, laisser à la décision qui sersit rendus par le tribunal, son caractère et ses effets comme à toutes les décisions de la même nature.
- a Quel est le caractère de cette décision? Rlle est rendue en la chambre du conseil. Elle u'est pas motivée, elle est prononcée sur requête. Or, d'après le droit commun, d'après les formes habituelles de la procé-lure, ces sortes de décisions sortent immédiatement leurs effets; elles ne sont pas l'objet d'ane contradiction, elles ne sont pas rendues en présence d'un adversaire, c'est le tribunat qui statue sur la requête qui lui est adressée. Si la

actes auxquels la réclamation pourrait donner lieu, seront visés pour timbre et en-

registrés en débet (1).

Aucunes requêtes, aucunes réclamations adressées, soit à l'autorité judiciaire, soit à l'autorité administrative, ne pourront être supprimées ou retenues par les chefs d'établissemens, sous les peines portées au titre 3 ci-après (2).

50. Les chefs, directeurs ou préposés responsables, ne pourront, sous les peines portées par l'article 120 du Code pénal, retenir une personne placée dans un éta-

blissement d'aliénés, dés que sa sortie aura été ordonnée par le préfet, aux termes des articles 16, 20 et 23, on par le tribunal, aux termes de l'article 29, ni lorsque cette personne se trouvera dans les cas énoucés aux articles 13 et 14.

31. Les commissions administratives ou de surveillance des hospices ou établissements publics d'aliénés exercerent, à l'égard des personnes non interdites qui y geront placées, les fonctions d'administrateurs provisoires. Elles désigneront un de leurs membres pour les remplir (3): l'admi-

parlie dont la requête a été rejetée n'est pas satissaite, elle peut se pourvoir devant l'autorité supérieure qui procède dans les formes indiquées par le Code de procédure civile. La commission pense qu'il n'existe aucun motif pour déroger aux règles tie la procédure; qu'il faut que ces décisions soient soumises en tous points aux règles établies pour toutes les décisions analogues.

a Conséquemment, nous vous proposons de retrancher de l'article les formes exceptionnelles qui avaient donné lleu à toutes les difficultés, et de vous borner à voter la disposition que voici : « La a décision sera rendue sur simple requête, en a chambre du conseil et sans délai; ello ne sera u point motivée. »

Pour le surplus, le droit commun fera son

e∰ce. ≥

M. le ministre de l'intérieur : « Nous adhérons. »

La proposition de la commission a été adoptée. Ainsi, la décision peut être attaquée, — par le requérant, — par appel, — dans lès formes et délais voulus par le Code de procédure civile.

Dans aucun cas, la procedure ne pent être pu-

blique.

(1) Cette disposition regarde les aliénés pauvres. On a pensé qu'il serait injuste de les forcer de faire l'avance des frais nécessaires pour sortir de l'éta-blissement où ils seront retenus. S'ils font admettre leurs réclamations, ils ne doirent point les supporter; mais s'ils sont déboutes, ils restent débiteurs envers la régie des frais de tous les actes auxquels leur démande aura pu donner lissu.

# (2) Veyes l'art. 41.

(3) M. le rapporteur de la commission de la Chambre des Pairs a expliqué la nature de cette administration. «Elle sera analogue, a-t-il dit, à la tutelle qui est conférée à ces mêmes commissions par la loi du 15 pluviose an 13, relativement aux ensans trouvés. Cette tutelle est confiée aux membres de ces commissions, mais ils ne sont pas soumis à l'hypothèque légale; le receveur de l'hospice est délégué pour rocevuir les revenus. Lui seul est responsable sur son cautionnement de tout ce qui touche à la manutention des deniers.

a Comme l'a dit mon honorable et savant ami, M. le comte de Portalis, dans les hospices publics, il n'y a, le plus souvent, que des indigens; quelques établissemens départementanz et Charenton contiennent cependant des aliénés appartenant à des familles aisées. Aussi la loi a-t-elle eu soin de prescrire des règles spéciales pour le cas où un individu riche ou sisé se trouverait placé dans un établissement de cette catégorie; la commaission

de surveillance a le droit de se décharger de l'administration provisoire, en demandant au tribunal civil de nommer quelqu'un pour l'exercer.

"Une faculté corrélative est réservée aux familles, lorsqu'elles pensent qu'il est dans leur intérêt d'avoir un administrateur spécial. Elles ont le droit d'en réclaimer la nomination, même lorsque l'atiéné est placé dans un établissement public. Aissi, il n'y aura jamais de gestion obligée pour les edministrateurs des hospices, et jamais cette gestion ne pourre être imposée aux familles contre leur volonté; cels résulte clairement du derniet paragraphe de l'article et du dernier paragraphe du suivant... L'administration consacre une partie de la somme prevenant des droits de l'aliéné à son soulagement, et garde l'autre en réserve pour la lui rendre intégralement, s'il guérit. Blie ne se rembourse des fruir de sa pension sur ce pécule, qu'autant que l'aliéné vient à décèder.

Lors de la discussion de l'art. 32, M. le siec de Broglie a demandé une explication sur l'espèce de contradiction qui, selon lui, existait entre l'artielé actuel dans la disposition, qui rend l'administration provisoire des aliénés, nécessaire dans les lopices ou établissemens publics, et celle de l'artie de 32, qui laisse la nomination de l'adminis-

trateur provisoire facultative.

ally aura done, a dit l'orateur, des indigens aliénés soumis à l'administration provisoire, et d'antres qui n'y seront soumis qu'autant que quequ'un le requerra. Il y aura ainsi, pour la même nature de infladie et de personnes, deux traitemens parfaitement différems.»

M. le ministre de l'intérieur a répondu : « L'art. 31 est en effet trop absolu dans sa rédaction ; car, pour nous, nous avons toujours cru que l'art. 31 donait une faculté toute aussi bien que l'art. 32. Peut-être avons-mons eu tort dans la rédection: mais notre pensée était d'accord avec celle émise hier par le garde des sceaux, avec celle indiquée par moi-même. Nous étions d'accord sur ce point, que l'art. 31 donnait une faculté comme l'art. 32 Ainsi nous répondons que nous avons voulu, dens tous les cas, établir seulement une faculté. »

Ndanmoins, la rédaction n'a pas été modifiée, et telle qu'elle est restée dans la loi, elle doit faire écarter l'interprétation que lui a donnée le ministre de l'intérieur. C'est là, d'ailleurs, ce qui a été reconnu à la Chambre des Pairs par M. le garde des sceaus, et sanctionné par le silence de la Chambre des Députés, malgré la provocation de M. le ministre de l'intérieur.

« Nous repoussons l'administration provisoire obligatoire dans les établissemens privés, dissit nistrateur, ainsi désigné, procèdera (f) au rotouvéement des sommes dues à la personne placée dans l'établissement, et à l'acquittement de ses dettes; passera des baux qui ne pourront excéder trois ans, et pourra même, en vertu d'une autorisation spéciale accordée par le président du tribunal civil, faire vendre le mobilier.

Les sommes provenant, soit de la vente, soit des autres recouvremens, seront versées directement dans la caisse de l'établissement, et seront employées, s'il-y a lieu, au profit de la personne placée dans

l'établissement (3).

Le cautionnement du receveur sera affecté à la garantie desdits deniers, par privilége aux créances de toute autre nature (3). Néanmoins les parens, l'époux ou l'é-

M. le garde des sceaux sur l'art. 32. S'il y avait quelque chose à faire et à modifier, ce serait plutôt

pouse des personnes placées dans des éta-

blissemens d'aliénés dirigés ou surveitlés par des commissions administratives, cas commissions elles - mêmes, ainsi que le procureur du roi, pourront toujours recourir aux dispositions des articles suivans.

32. Sur la demande des parens, de l'époux ou de l'épouxe, sur celle de la commission administrative ou sur la provocation, d'office, du procureur du roi, le tribunal civil du lieu du domicile paurra, conformément à l'article 497 du Code civil, nommer, en chambre du conseil, un administrateur provisoire aux biens de toute personne non interdite placée dans un établissement d'aliénés. Cette nomination n'aura lieu qu'après délibération du conseil de famille, et sur les conclusions du procureur du roi. Elle ne sera pas sujette à l'appel (4).

M. le garde des sceaux sur l'art. 32. S'il y avait quelque chose à faire et à modifier, ce serait plutôt dans l'article 31 où il conviendrait de la rendré facultative. Dans cet article, la faculté serait suffisante; çar si la famille n'agit pas, nous laissons au ministère public le droit d'intervenir. Ainsi nous repousserions l'amendement de l'art. 32. [Cet amendement tendait à rendre obligatoire l'administration provisoire. Yoy. la note sur l'art. 32.) a S'il était vrai, disait le ministre de l'intérieur à

a Sil ctait vrai, disait le minuire de l'intérieur à la Chambre des Députés, que la rédaction (de l'art. 31) ne sût pas d'accord avec notre pensée, il n'appartiendrait pas à la Chambre des Pairs, qui a voté l'art. 31 de l'aunendement, de le mieux exprimer; ce serait à une autre Chambre à le faire.

La Chambre des Députés n'a adopté aucun changement dans ce sens à l'article. La question n'a pas même été soulerée; et la Chambre des Pairs, ressoisie du projet, l'a accepté sans modification au-

Ce silence, fût-il un oubli, laisse à la disposition sa signification littérale.

(1) Il y avait dans le projet fera le recouvrement, et M. de Schonen a proposé de dire procédera au recouvrement. Voici comment il a expliqué la différence de ces deux termes et le sens qu'il attachaît au second. « Je désire, a-t-il dit, que l'administrateur ne soit pas mis en contact avec les deniers appartenant à l'aliéné. Aussitôt que la mein d'un homme touche des deniers, il faut qu'il en rende compte. C'est ce qui a fait que la célèbre ordonnance du 14 septembre 1522 a soigneusement distingué les fonctions des ordonnaleurs de celles des comptables. Et proposant ensuite de dire seront versés directement dans la caisse, et, au lieu de seront versés dans la cais-e, il a ajouté : « De cette manière, il ne pourra pas être détourné de fonds.»

M. le chancelier: «La commission et le gouverne-

ment adhèrent. »

(2) La disposition finale du deuxième paragraphe et seront employés s'il y a lieu, etc., a été ajoutée

par la Chambre des Pairs.

Lorsque la proposition fut présentée, M. le comte de Bastard dit que peut-être il y avait une observation à faire, c'est que les sommes provenant des ventes et des recouvremens pourraient fort bien être remises à la famille de l'aliéné; qu'il fair

lait aussi penser à la femme et aux enfans; qua c'est l'administrateur provisoire qui doit juger de ce qu'on peut faire de ces deniers.

33. Le tribunal, sur la demande de l'ad-

L'auteur de l'amendement fit observer que tel était le sens de la disposition qu'il proposait.

(3) M. le président de la Chambre des Députés

(3) M. le président de la Chambre des Députés a fait observer que si on donne le droit de préférence pour les deniers déposés, c'est que le récevent de l'hospice n'est pas le débiteur du trésor public, et que, par conséquent, cela ne porte pas atteinte au privilége du trésor.

(4) M. le comte Portalis a proposé, à la Chambre des Pairs, un amendément qui portait : « Cette nomination devra être faite dans les trois mois qui suivront l'entrée de l'aliéné dans l'établissé ment. » La pensée qui a présidé à sa rédaction était de garantir légalement et uniformément la liberté individuelle de toute atteinte.

Cet amendement a été écarté après de vils dé-

bais.

M. Girod (de l'Ain) a résumé avec beaucoup de clartés les objections faites contre la proposition et les argumens qui militaient en sa faveur.

L'honorable préopinant (M. le comte Portalis, at-il dit, tout en convenant que la proposition de la commission, de laisser seulement facultative la nomination de l'administrateur provisoire, n'est pas en opposition formelle avec le Code civil, prétend que ce système place les aliénés dans une situation où ils rencontrent moins de garanties que dans l'état actuel, qu'il convient de suppléer à cette insuffisance en rendant obligatoire la nomi-

nation de l'administrateur provisoire.

c'est sous ce point de vue que je demande la permission d'examiner l'amendement proposé par l'honorable préopinant. Je dirai d'abord qu'il ne me semble pas que la disposition générale du projet dépouille les malheureux dont nous nous occupons de quelques garanties que la législation actuelle leur aurait assurées. Quelles sont donc ces garanties? Il n'est pas facile de les rencontrer, et si nous les trouvons, ce n'est que dans la loi que nous discutons, et non pas dans la législation actuelle. En effet, que dit le Code civil? Il dit que tout individu qui serait dans un état habituet d'imbécilité (habituel; ne perdez pas de vue ce caractère), demence ou fureur, devra être interdit, et puis il

ministrateur provisoire, ou à la diligence du procureur du roi, désignera un mandataire spécial à l'effet de représenter en justice tout individu non interdit et placé ou retenu dans un établissement d'aliénés, qui serait engagé dans une contestation judiciaire au moment du placement, ou contre lequel une action serait intentée posté-·ricarement.

Le tribunal pourra aussi, dans le cas d'urgence, désigner un mandataire spécial à l'effet d'intenter, au nom des mêmes individus, une action mobilière ou immobilière. L'administrateur provisoire pourra, dans les deux cas, être désigné pour man-

dataire spécial (1).

34. Les dispositions du Code civil, sur les causes qui dispensent de la tutelle, sur les incapacités, les exclusions ou les destitutions des tuteurs, sont applicables sux administrateurs provisoires nommés par le tribunal.

Sur la demande des parties intéressées, ou sur celle du procureur du roi, le jugement qui nommera l'administrateur provisoire pourra en même temps constituer sur ses biens une hypothèque générale ou spéciale, jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par ledit jugement.

Le procureur du roi devra, dans le délai de quinzaine, faire inscrire cette hypothèque au bureau de la conservation : elle ne datera que du jour de l'inscription (2).

33. Dans le cas où un administrateur provisoire aura été nommé par jugement, les significations à faire à la personne pla-

charge le procureur du roi de provoquer l'inter-diction des individus qui, en raison de leur fureur, compromettraient la sûreté publique, et qu'il faudrait sequestrer. Du reste, point d'obligation de provoquer l'interdiction en tout autre cas. Aussi qu'arrive-t-il? Il arrive que le nombre des interdictions provoquées, comparé à celui des malheureux frappés d'alienation mentale, est infiniment petit; et cela seul prouverait peut-être que l'interdiction est plus souvent onéreuse qu'utile.

· Quant aux autres garanties, loin d'en trouver dans la législation actuelle, je vois au contraire dans les lois générales l'autorisation donnée à l'administration, toutes les fois qu'un aliéné peut compromettre la sûreté publique, de s'emparer de lui, de pourvoir à l'urgente nécessité. Nulle part ne se trouve de garantie contre l'exercice de ce droit , je dirai mieux, de ce devoir de l'administration. Le

projet actuel en offre au contraire.

Il faut reconnaître qu'il ne s'agit pas ici d'une garantie pour la personne de l'aliéné : tout est fait cet égard; vous avez peut être dépassé la mesure. Ce n'est pas moi qui m'en plains; je reconnais qu'en cette matière la sollicitude du législateur doit être poussée jusqu'à l'extrême ; mais les difficultés qu'on a fait entrevoir ne sont pas moins sérieusement graves. Je désire comme un des honorables preopinans, qu'on ne tire aucune conséquence du précèdent que nous créons, qu'il se borne à la loi dans laquelle la disposition dérogatoire se trouve. Si on l'étendait plus loin, il pourrait causer de grands embarras à l'administration du pays.

« Laissons de côté ces considérations; reconnaissons que les garanties données à la personne de l'aliéné sont aussi complètes que le scrupule le plus méticuleux peut le désirer. Il no s'agit ici que des biens de l'aliéné, que des mesures préserva-

trices à prendre relativement à ces biens.

La loi y pourvoit-elle suffisamment, présentant que comme une faculté ce que l'auteur de l'amendement veut convertir en une obligation? La faculté, selon moi, suffit. D'abord une grande partie des aliénés placés dans les établissemens n'a pas de biens, on en a très pen.

. L'administration ne peut avoir d'objet qu'à l'égard de la personne , et non à l'égard des biens. Ce n'est pas sans frais que l'on arriverait à cette administration provisoire. Les formalités voulnes par l'article même, pour l'exercice de la ficulté,

exigeront des frais plus ou moins considérables dont il faut prendre garde de surcharger les départeniens, communes, hospices, ou même les familles; on n'y trouverait pas un avantage qui pût compenser la charge. Quant à ceux qui ont des biens, est-ce que le système de la loi n'y pourroit pas? Non seulement l'époux, l'épouse, la famille, mais le procureur du roi , à leur défaut , agira d'of fice tontes les fois que sa sollicitude sera éveillée; elle le sera comme dans beaucoup d'autres circonstances où il agit d'office. Toutes les sois que le procureur du Roi saura qu'un individu, qui a des biens à l'égard desquels il est d'obligation de prendre des mesures d'administration, est dans un établissement, il provoque l'administration provisoire. Ca qui n'est que faculté sera, pour le procureur de roi, une obligation aussi impérieuse que si elle était écrite. Dans tous les autres cas, cette obligation serait superflue d'abord, dangereuse peutétre, parce qu'elle constituerait, soit l'établisse. ment, soit les familles, dans des frais frustratoires; dangereuse sous le rapport médical. Je n'insisterai pas sur ce dernier point; la Chambre sait précisément que, dans le commencement de l'aliesation (et l'état de la science ne permet pas de fiser la durée de ce temps d'épreuves, soit sous le rapport des justes susceptibilités des familles, soit sons le rapport de l'intérêt de l'aliéné lui-même, soit sous l'intérêt de l'espoir de guérison qu'on peut conserver), il importe de ne pas multiplier les formalités de procédure ; ce qui importe surtont, c'est de gué ir la personne malade si elle en est susceptible.

· Par tous ces motifs, je persiste à demander que la nomination de l'administration provisoire soit facultative, comme la commission le propose, et ne devienne jamais obligatoire.

On a demandé à la Chambre des Députés comment et par qui seraient faits les actes d'administration des biens des alienes, lorsqu'ils dépasseraient les pouvoirs de l'administration provisoire.

Il a été répondu par la commission que, dans ces circonstances, il faudrait provoquer l'interdiction. Voy. néanmoins l'art. suiv.

(1) Voir les notes sur l'art. 36. Il est néanmoins difficile de concilier ces deux articles ou plutôt de faire disparaître la difficulté soulevée sur l'art. 36.

(2) Le projet soumis à la Chambre des Députés

cée dans un établissement d'aliénés seront faites à cet administrateur.

Les significations faites au domicile pourront, suivant les circonstances, être annulées par les tribunaux. Il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 173 du Code de commerce (1).

36. À défaut d'administrateur provisoire, le président, à la requête de la partie la plus diligente, commettra un notaire pour

contensit, au lieu des deuxième et troisième paragraphes, une disposition ainsi conçue :

- « Seront également applicables aux administrae teurs désignés par le tribunal, en vertu de l'are ticle 28 (32 de la loi), les dispositions du même e code relatives à l'hypothèque légale des mineurs ou interdits sur les biens de leurs tuteurs. »
- La Chambre la rejeta. Elle ne voulut pas, comme le disait M. Barlhidiemy dans son rapport du 22 mai, créer une nouvelle classe d'hypothèques légales, et compromettre l'intérêt des tiers en la faisant résulter d'une nomination faite sans publicité.
- a Mais, disait le savant rapporteur, si votre commission approuve les motifs de cette détermination, elle ne peut en adopter entièrement les conséquences. Dans l'état actuel des choses, rien ne protégerait plus les intérêts de l'aliéné. Nous vous proposons de suppléer à ce défaut absolu de garantie, non en rétablissant l'hypothèque légale et en la faisant inscrire, mais par une disposition, nouvelle saus doute dans notre droit, mais qui parafit à votre commission concilier parfaitement tous les intérêts. »

Cette disposition est celle des paragraphes 2 et 3 de cet article. Elle fut adoptée par la Chambre des Pairs.

La commission de la Chambre des Députés a conclu à ce qu'elle fût conservée. Son rapporteur a résumé la discussion en ces termes:

« Vous vous rappelez, Messieurs, le débat qui s'est engagé à l'occasion du droit d'hypothèque légale, que le projet du gouvernement proposait d'établir au profit de l'aliéné, sur les biens de l'administrateur provisoire nommé par le tribunal. On a fait ressortir avec une grande force les inconvéniens qui s'attachent, en général, à l'exis-tence des hypothèques légales, et l'éloignement que cette charge inspirerait pour les fonctions d'administrateur. Frappés de ces objections, vous avez rejeté la proposition du projet; vous avez mieux simé que les garanties accordées à l'aliéné fossent, en certains cas, insuffisantes, que d'imposer à l'administrateur de ses biens, pour prix d'un dévouement purement gratuit, une dure et onéreuse obligation. Cependant, en prononçant ainsi, en prenant le seul parti qui se présentât dans une question soulevée au milieu du débat, vous n'aviez pas entièrement résolu la difficulté, vous aviez déassé le but. Le soin de diriger les affaires de l'aliéné et de défendre ses intérêts étant remis à des mains étrangères, il fallait lui donner quelque sûreté contre les dilapidations, la négligence on la fraude de son administrateur, et votre décision les lui refusait entièrement. Ce n'était le but d'aucun de ceux qui avaient combattu le projet. On repoussait l'hypothèque légale, non que l'on contestat la convenance d'une garantie pour les inté-rêts de l'aliéné, mais parce que cette hypothèque devait grever indistinctement tons les biens de tout administrateur, parce qu'elle était illimitée dans ses conséquences, et dispensée, d'après les règles propres à ces hypothèques, de la formalité de

l'inscription. Le problème consistuit à trouver une garantie qui n'eût pas ces divers inconvéniens; c'est ce qu'a très bien fait , à notre avis , le projet nouveau. Il n'établit d'hypothèque sur les biens de l'administrateur que quand le jugement l'a expressément constituée : l'hypothèque peut être générale, ou spéciale, jusqu'à concorrence d'une certaine somme ; elle doit être inscrite. Aussi les juges seront toujours appelés à apprécier les circonstances; l'hypothèque ne sera autorisée que quand elle paraîtra nécessaire, et en aucun cas elle ne pourra valoir saus inscription. Ces dispositions contiennent une innovation assez notable dans notre droit; mais nous la croyons bonne, elle répond aux nécessités pour lesquelles elle est introduite ; elle pourra servir d'exemple et de précédent pour d'autres cas et conduire ultérieurement à réduire le nombre des hypothèques légales, dont les inconvéniens sont généralement reconnts.»

(1) Le projet et la commission exigeaient une triple signification, savoir : au domicile de l'aliéné, au domicile de l'administrateur provisoire, ou, à défant, à la personne du chef de l'établisse,

ment et au procureur du roi.

Gette disposition a été rejetée, par la raison que l'intérêt des tiers pourrait se trouver très souvent sacrifié à celui des aliénés. On a pensé qu'on devait concilier ces intérêts divers. Cette vérité a été comprise par M. Fiucn. « Il convient sans doute, a-t-il dit, que les significations soient faites avec les précautions propres à gerantir l'aliéné contre toute surprise, mais il me faut pas que les précautions soient telles qu'elles aillent jusqu'à compromettre les droits des tiers. Comme em l'a très bien expliqué, les diverses formalités qui sont accomplies pour parvenir au placement d'une personne dans une maison d'aliénés, ne sont pas toujours entourées d'une telle publicité que les tiers puissent en être informés, et si on maintient une disposition qui prescrit, à peine de nullité, de faire une triple signification, dans beaucoup de cas, les tiers ignoreront la situation particulière des personnes auxquelles ils ont affaire; ils seront exposés à se jeter dans des procédures nulles. C'est un inconvénient qu'il importe d'éviter. »

Le paragraphe premier a été présenté dans ce but. La commission a pensé qu'il concilieit, dans une mesure raisonnable, les divers intérêts qu'il

s'agissait de mettre en harmonie.

Mais la disposition me regarde que les aliénés pourvus d'un administrateur provisoire. Comment alors devront être faites les significations adressées aux aliénés auxquels il n'aura pas cit nommé d'administrateur provisoire? M. le rapporteur a dit que, quent à eux, il était vrai que les significations seraient faites dans la forme ordinaire et n'étaient l'objet d'accune précaution spéciale; mais qu'exiger que les significations fussent faites dans ce cas à certaines personnes désignées par la loi, ce serait imposer aux tiers une grave obligation, car le placement dans une maison d'aliénés n'est accompagné d'aucune forme judiciaire; que, par conséquent, il s'opère sans aucune publicité, et que les tiers pourraient no pas en être informés; que, d'ailleurs,

représenter les personnes non interdites placées dans les établissemens d'aliénés, dans les inventaires, comptes, partages et liquidations dans leaquels elles screient in-

les alienes auxquels on négligerait de faire nommer un administrateur provisoire, n'auraient généralement aucun intérêt à défendre; qu'étant sans fortune, il n'y avait pas à craindre que des tices easeait, secours à des procédures de mauvaise foi pour porter atteinte à leurs droits; qu'ainsi il suffisait de s'occuper du premier cas.

La Chambre des Députés s'était arrêtée au pro-mier paragraphe, la Chambre des Pairs a sjouté les deuxième et troisième. Le dernier rapport de M. Baribélemy fait comprendre le seus et la portée

de cette addition. On y lit;

D'après le projet actuel, l'aliené sera assigné, conformément aux règles ordinaires du Code de precidure; sculement, lorsqu'un administrateur pravisoire aura été nommé par jugement, les si-gnifications devront être faites à cet administrateur.

« Cette disposition n'est pas à l'abri d'inconvéniens graves et de critiques fondées. La nomination de l'administrateur provisoire étant faite dans la chambre du conseil, sans publicité, il peut pa-raftre injuste d'exiger que des tiers soient instruits d'un fail dont, légalement parlant, ils n'ont point connaissance. On ne peut faire retomber sur eux les conséquences d'un secret gardé dans l'intérêt de l'aliene on de sa famille. C'est à l'administrateur provisoire à prendre ses mesures pour que les actes signifiés au domicile de l'aliéné lui soient transmis; et, si celui-ci n'a plus de domicile, le procureur du roi doit faire parvenir à l'administratenr les significations remises à son parquet.

· Ces objections sont puissentes; on peut répendre cependant que l'art. 35 n'exigeaut pas que les significations soient faites à l'admnistrateur, some peine mulité, les exploits faits au domicile de Jaliéne, pourront être déclarés valables, à moins qu'ils ne soient entachés de manvaise foi. Telle est la jurisprudence de la Cour de cassation, que nous vous proposons de confirmer d'une manière explicite, dans le cas qui nous occupe, par une disposition speciale qui serait introduite dans l'article. Des lors, une partie des inconvéniens signales disparaît, et on a pourru à ce qu'il ne fût point abusé de l'état des malheureux aliénés, et de leur absence involontaire et le plus souvent bien connue, pour leur faire à domicile, dans des vues frauduleuses, des significations dont les conséquences pourraient être désastreuses pour ent.

e L'aliene n'syant plus ni la disposition de sa personne, ni la gestion de ses biens, ni le droit d'ester en justice, on ne peut s'adresser à lui; il faut que l'administrateur provisoire, son représertant legal, celui qui tous les jours traite et agit pour lui, soit instruk de ce qui pent l'intéresser. La nomination de l'administrateur provisoire, quoique non publiée, ne pourra d'ailleurs demeurer long-temps inconaue, et acquerra bien-tôt un degré de publicité suffisant pour justifier la mesure proposée. La loi, quand il s'agit de l'interet sacré d'un homme enlevé de chez lui et privé de ses droits, ne doit pas se confier à la diligence d'un serviteur qui peut être étranger à l'aliéné, ou à l'obligeance plus ou moins grande d'un voisin.

· Vous remarquerez d'ailteurs, Messieurs, et ceci est fort important, que si on ne demandait

pas que la signification fût faite à l'administrateur provisoire, celui-ci serait affranchi de toute reponeshilité; il pourrait en nattre beaucoup d'abus et en tous cas, l'administrateur ne serait james tenu, envers l'aliene, des consequences d'un acte qui ne lui aurait point été officiellement notifié. Il est toutefois une classe d'actes pour laquelle, en sanctionnant la disposition indiquée, il conviendrait de l'aire une exception : ce sont les protets pour lettres de change. Aux termes de l'art. 173 du Code de commerce, ces protes doivent être faits dans les vingt-quatre heures, sous peine de nullité. Il scrait, le plus souvent, bien difficile au tiers porteur de satisfaire, dans un si bref délsi, à cette prescription de la loi; les porteurs de titres n'ont aucun intérêt à les cacher au débiteur. D'ailleurs, le protêt n'est qu'un acte conservatoire dirigé moins contre l'aliéné que contre les endeseurs, et qui peut être fait après un simple acts de perquisition, s'il y a fausse indication de domicile.

« Si vous éties d'avis de maintenir la règle posés dans l'art. 35, pour consacrer à la fois l'exception dont nous venons d'entretenir la Chambre, et pour lever tous les doutes sur le sens et la portée des dispositions de cet article, nous preposeriens de le rédiger ainsi qu'il suit : « Dans le cas où un « administrateur provisoire aura été nommé par · jugement, les significations à faire à la personne placée dans un établissement d'aliénés, « seront valablement faites à cet administrateur.

Les significations faites au domicile pourront, « suivant les circonstances; être annulées par les · tribunaux; il n'est point dérogé toutelois à

a l'art. 173 du Code de commerce.

· Toutefois, Messieurs, la difficulté que présente cet article est tellement grave, que si celle proposition ne parsissait pas devoir obtenir l'a-sentiment de la Chambre, nous en présentarions une autre qui aurait pour effet de ne point tracer de règles particulières pour les bignifications à faire aux personnes non interdites, placees dem les maisons d'alienes, mais d'autoriser toutefois les officiers ministériels à les présenter à leur chois au domicile de l'aliene ou à celui de l'administrateur provisoire, auquel on donnerait sins parement et simplement qualité p our les recevoir. De cette manière, en aucun cas, et quel que fet le mode employé, la signification ne posmit être anmalée.

· « Dans se second système , l'art. 35 sersit ainsi conçu: a Dans le cas dù un administrateur provi-« soire aura été nommé par jugement, les aigni-« fications à faire à la personne placée dans un « établissement d'aliënes pourront être faites à « cet administrateur. » Nous appelons sur ces deux dispositions, et particulièrement sur la première, qui nous paratt préférable, toute l'attention de la Chambre.

Cette addition n'a pas trouvé d'obstacle à la Chambre des Députés ; mais voici comment , dans son rapport du 5 juin 1838, M. Vivien s'est expliqué

sur le dernier paragraphe :

« On a jugé convenable d'ajouter encore qu'il n'était point dérogé aux dispositions de l'art. 173 da Code de commerce, relatives à la signification des protêts de lettres de change. Cette réserve spétéressées (1).

37. Les pouvoirs conférés en verte des articles précédens cesseront de plein droit dés que la personne placée dans un établissement d'aliénés n'y sera plus retenue (2). Les pouvoirs conférés par le tribunal en

ciale pour uné sente nature d'actes a un caractère exceptionnel idont non mens rendons difficilement compte. Elle nous paraît imutile d'après le sens danné à la disposition principale de l'article; elle est incomplète; car on aurait dû, si elle était justifiée, l'étendre aux dénonciations des protêts; cependant nous ne croyons pas qu'il y ait liou; en ráison de cette áddition, d'exposer la lof à de neuveaux retarda; et nous ééncleons aussi à l'adoptioni de l'art. 35 tai qu'il vous est aujour-d'hui proposé.»

(1) La sommission propesait de déclarer que la désignation du notaire aurait lieu, soit qu'il y ent un administrateur provisoire, soit qu'il n'y en eut pas.

Ce système était hasé sur l'analogie que la commission trouvait entre les cas qu'elle voulait piévoir et les dispositions du Code civil relatives à la présomption d'absence. En fait, elle penseit que les capacités suffisantes pour reciplir les fonctions d'administrateur provisoire pourraient souvent se trouver en défaut pour figurer dans une liquidation ou un partage.

Mais la Chambre a craînt que toutes ces formalités n'entraînassent des frais trop considérables,

De deux choses l'une, a-t-on dit, ou le partage offrira des difficultés, et alors il ne sera pas besoin d'un notaire, mais bien des conseils d'hommes de loi; ou le partage sera simple et facile, et slors l'administrateur provisoire peut saffire et représenter convenablement celui dont il administre les biens.

Cos considérations ont prévalu, et le système de la commission a été rejeté.

Des termes de cet article il résulte bien que, lorsqu'il y aura un administrateur, il aura capacité pour représenter l'aliéné dans les inventaires, partages et liquidations. Or, il me semble que cette disposition n'est pas en harmonie avecl'art. 32, car avant d'arriver à l'inventaire, au partage, etc., s'il s'agit des biens d'une succession, il y a un acte préliminaire et indispensable, l'acceptation de la succession. Cet acte dépusse évidemment les ponvoirs de l'administrateur provisoire; et en effet, lors de la discussion de l'art. 32, il a été reconnu que l'administrateur provisoire aurait seulement les pouvoirs accordes, d'après le Code civil et d'après la jurisprudence, à l'administrateur provisoire nommé dans le cours d'une procédure en interdiction ; or les pouvoirs de cet administrateur ne vont pas jusqu'à accepter ou répudier valablement une succession. Cette question, d'ailleurs, a été soulevée lors de la discussion de l'art. 32, et on a décide qu'il faudrait provoquer l'interdiction de l'aliéné, puisque son tuteur seul aurait capacité pour accepter ou répudier. Voici les termes mêmes de la question posée par M. Jobard : « Une succession, disait l'orateur, échoit à un individu placé dans un établissement public ou dans un établissement prive; cette succession, on ne peut, sans un grand préjudice pour les intérêts de l'aliéné, la laisser à l'abandon. D'un autre côté, il est possible que les créanciers forcent l'aliéne à prendre qualité , à se prononcer d'une manière ou d'une autre; je demanderai au nom de qui sera exercée la faculté d'accepter ou de répudier la succession; et si l'on accepte, comment l'acceptation aura lieu.

M: Johard demandait aussi quelle serait l'étendue des pouvoirs de l'administrateur provisoire, dams la cas où l'aliémé étant propriétaire d'un immesble ayant besoin de répassitions urgentes et indispensables, l'administrateur na trouverait dans le mobilier aucune ressource pour y faire face. Aux deux questions, on a répondu qu'il faudrait faire nommer un toteur.

Or, il semble résulter des termes de l'art. 36 une détision toute contraire; son texte paraît en esset admettre que la succession sura été acceptée sans que l'interdiction att été prononcée.

Cetta contradiction a été signalée à la Chambre. L'oraceur l'a très bien démontrée, en provoquant une solution. « Si la succession, a-t-il dit, ne peut pas être acceptée par l'administrateur provisoire, votre article devient inutile, puisqu'il règle uni-quement les conséquences d'une acceptation qui n'aura pas pu avoir lieu. Si, au contraire, vous admettez maintenant ce que vous refusiez tout à l'heure, que l'administrateur provisoire puisse accepter la succession dévolue à un aliéné, comment, je vous le demande, et sous quelle condition pourra-t-il faire cette acceptation? Poursa-t-il la faire sans y être autorisé par le conseil de famille, auquel cas il aurait des droits plus étendus que le tuteur définitivement nommé à l'interdit? Pourra-t-il l'accepter purement et simplement, ou ne le pourra-t-il que sous bénéfice d'inventaire? Vous êtes, de tous côtés, dans un véritable chaos, dont vous semblez prendre plaisir à ne pas vouloir sortir.

Ces interpellations sont restées sans réponse ; l'article a été immédiatement voté.

Ja crois que la disposition ne doit être appliquée qu'aux cas où il ne s'agirait pas de succession, ou lors que la succession aurait été acceptée par l'aliéné lui-même avant sa maladie. Les fonctions de l'administrateur provisoire sont déterminées par celles que le notaire, nommé à son défaut, aurait pouvoir de remplir, elles ne peuvent s'étendre au-delà. L'administrateur ponrrait toutefois, sans acceptation formelle, procéder au partage, si les cointéressés sui juris consentaient à courir les chancas de la nullité que demanderait l'aliéné après sa guérison. Mais il est douteux que l'administrateur veuille ainsi compromettre sa responsabilité.

(2) L'aliéné peut sortir de l'établissement avant d'avoir recouvré entièrement l'essage de sa raison; sera-t-il abandonné à lui-même? La lei surait dû, peut-être, le garantir contre les captations dont il pourra être assiégé dans cet état; elle aurait dû, peut-être à cet effet, continuer les pouvoirs de son administrateur provisoire jusqu'à la constatation d'une guérison parfaite; mais une fois affranchi de se tutelle, l'aliéné devait rentrer dans la société maêtre de ses actions et entièrement libre; d'alleurs, prolonger indéfiniement l'administration provisoire, c'était readre la chatge trop pénible et évanoser à ne trouver personne qui voulêt la supporter; il cût été difficile de déterminer le moment

vertu de l'article 32 cesseront de plein droit à l'expiration d'un délai de trois ans : ils

pourront être renouvelés (1).

Cette disposition n'est pas applicable aux administrateurs provisoires qui seront donnés aux personnes entretenues par l'administration dans des établissemens privés.

38. Sur la demande de l'intéressé, de l'un de ses parens, de l'époux ou de l'épouse, d'un ami, ou sur la provocation d'office du procureur du roi, le tribunal pourra nommer, en chambre de conseil, par jugement non susceptible d'appel, en outre de l'administrateur provisoire, un curateur à la personne de tout individu non interdit placé dans un établissement d'aliénés, lequel devra veiller, 1º à ce que ses revenus soient employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison; 2º à ce que ledit individu soit rendu au libre exercice de ses droits aussitôt que sa situation le permettra.

Ce curateur ne pourra pas être choisi parmi les héritiers présomptifs de la personne placée dans un établissement d'aliénés (2).

33. Les actes faits par une personne placée dans un établissement d'aliénés, pendant le temps qu'elle y aura été retenue, sans que son interdiction ait été prononcée ni provoquée, pourront être attaqués pour cause de démence, conformément à l'article 1304 du Code civil.

Les dix ans de l'action en nullité courront, à l'égard de la personne retenue qui aura souscrit les actes, à dater de la signification qui lui en aura été faite, ou de la connaissance qu'elle en aura eue après sa sortie définitive de la maison d'aliénés:

Et, à l'égard de ses héritiers, à dater de la signification qui leur en aura été faite, ou de la connaissance qu'ils en auront eue, depuis la mort de leur auteur.

Lorsque les dix ans auront commencé de courir contre celui-ci, ils continueront de courir contre les héritiers (5).

40. Le ministère public sera entenda

d'une guérison radicale ; enfin , les actes faits par l'aliéné hors de l'établissement pouvaient toujours être attequés par lui ou ses héritiers en prouvant l'aliénation lors du contrat, d'après le droit commun.

- (1) Ce paragraphe doit être entendu dans le sens du premier; c'est-à-dire que si avant l'expiration du délai de trois ans, le malade vient à sortir de l'établissement, les pouvoirs de l'administrateur provisoire cessent sans pouvoir être renouvelés.
- (2) De la combinaison de cet article avec l'art. 33, il résulte que l'aliéné peut avoir en même temps, un administrateur provisoire, un mandataire spécial et un curaleur. Cependant, les triburaux devront faire en sorte qu'il n'y ait que deux personnes, l'administrateur et le curaleur; néanmoins, si les deux premières charges avaient été données à deux personnes différentes, et que postérieurement, il y eût lieu à la nomination d'un curaleur, je doute que l'un des deux premièrs administrateurs pût être nommé: l'art. 35 ne s'explique pas à cet égard comme l'art. 35 à l'égard de l'administration et du mandat, dont peut être chargée une même personne.

On a fait observer à la Chambre des Pairs que la décision du tribunal ne serait pas susceptible

d'appel. 🕒

Le deuxième paragraphe exclut tous les héritiers saus exception accune, tant les ascendans que les descendans et les coltatéraux. Le projet exceptait les ascendans, la Chambre des Députes étendit l'exception aux descendans; puis la Gharobre des Pairs a posé une prohibition absolue, conformément à la loi anglaise.

Les exceptions pourraient être funestes, a dit M. Barthélemy dans son dernier repport; un hon fils n'a pes besoin d'être nommé cuateur à la personne de son père pour en accomplis incessamment le devoir ; d'un autre côté, les exemples d'enfans qui ne remplissent pas envers leurs parens les obligations sacrées que la nature

leur impose, surtout lorsqu'ils sont mis en présence de leurs propres intérêts, ne sont pas asses rares pour qu'ils ne doivent pas exciter toute la sollicitude du législateur. Nous devons ajouter, à l'appui de notre proposition, que si une exclusion générale formulée par la loi ne peut être blessante, l'exclusion d'un fils prononcée par un tribule devient une injure sanglante, que des motifs de la plus haute gravité pourraient seuls autoriser.

- (3) Art. 130à C. civ. Dans tons les cas où l'action e en nullité ou en rescision d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi para ticulière, cette action dure dix ans.
- « Ce temps ne court, dans le cas de violence, « que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur « ou de dol, du jour où ils ont été découverts; et, » pour les actes passés par les femmes mariées non « autorisées, du jour de la dissolution du mariage.
- « Le temps ne court, à l'égard des actes faits » par les interdits que du jour où l'interdiction est « levée ; et à l'égard de ceux faits par les mineurs, a que du jour de la majorité. »

La Chambre des Pairs, en exigeant, dans l'otérêt de l'aliéné, que la signification de l'acte lui fût faite après sa sortie de l'établissement pour faire courir le délai de l'action en nullité avait ere pouvoir déroger an droit commun sous un autre rapport dans l'intérêt des tiers. Elle avait borné à un an la durée de l'action en millité.

La brièveté de ce délai laissait l'alièné sans garantie suffisante, on a donc du revenir au droit commun: mais il a fallu le mettre en harmonie avec la loi nonyelle; siusi, il n'est plus nécesaire, comme sous le Code, que l'interdiction ait été ou provoquée ou prononcée contre une personne aliénée pour que celle-ci ait le droit d'attaquer l'acte qu'elle a souscrit pendant sa maladie.

On proposait de borner l'article au premier paragraphe et de rester ainsi purement et simplement sous l'empire de l'art. 1304 du Code civil; mais on a

dans toutes les affaires qui intéresseront les personnes placées dans un établissement d'aliénés, lors même qu'elles ne seraient pas interdites.

TITRE III. - Dispositions générales.

41. Les contraventions aux dispositions des articles 5, 8, 11, 12, du second paragraphe de l'article 13, des articles 15, 17, 20, 21, et du dernier paragraphe de l'article 29 de la présente loi, et aux régicmens rendus en vertu de l'article 6, qui seront commises par les chefs, directeurs ou préposés responsables des établissemens publics ou privés d'aliénés, et par les médecins employés dans ces établissemens, seront punies d'un emprisonnement de cinq jours à un an, et d'une amende de cinquante francs à trois mitle francs, ou de l'une ou l'autre de ces peines.

Il pourra être fait application de l'article 463 du Code pénal.

18 JUIN-6 JUILLEY 1838.—Ordonnance du roi qui fixe le tarif des droits à percevoir par les courtiers interprètes et conducteurs de navires des potts du Havre, de Fécamp et d'Harfleur. (IX, Bult. DLXXXII, n. 7447.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la loi du 28 ventôse an 9; vu les art. 80 à 90 et 486 du Code de commerce; vu l'arrété du 29 germinal an 9; vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835; vu les avis du tribunal et de la chambre de commerce du Havre; vu l'avis du tribunal de commerce de Fécamp et celui du préset de la Seine-Insérieure; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1°r. Les droits à percevoir par les courtiers interprêtes et conducteurs de navires des ports du Havre, de Fécamp et d'Harfleur, département de la Seine-Inférieure, seront désormais réglés conformément au tarif annexé à la présente ordonnance.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

(Suit le tarif.)

4=7 Juillet 1838. — Loi qui approuve un échange de propriétés entre l'Etat et S. A. R. madame la princesse Adélaide. (IX, Bull. DLXXXIII, n. 7448.)

Article unique. L'échange de l'ancien parc de Brie-Comte-Robert, situé dans le département de Seine-et-Marne, contre une portion de la forêt de la Garenne-des-Perthes et du bois de la Trouée, département de la Haute-Marne, est approuvé sous les conditions stipulées dans le contrat qui en a été passé par-devant notaire, les 2 et 3 janvier 1858, entre l'Etat et S. A. R. madame la princesse Eugène-Adélaïde-Louise d'Orléans.

4=7 JULLEY 1838.—Loi qui approuve un échange d'immeubles entre la dotation de la couronne et la commune de Châville (Seine-et-Oise). (IX, Bull. DLXXXIII, n. 7449.)

Article unique. Est maintenu et approuvé, sous les conditions stipulées dans le contrat notarié du 27 avril 1838, l'échange de quinze ares cinquante-cinq centiares de terrain à prendre pour l'agrandissement du du cimetière de la commune de Châville

pensé que ce serait laisser indécise la question de savoir de quel jour devraient compter les dix ans; qu'il fallait la résoudre et non la renvoyer aux tribunaux, qui lui donneraient des solutions diverses; ce qui occasionerait un grand nombre de procès.

Ces raisons ont prévalu. On est convenu que les dix ans courraient à dater du jour de la netification faite à l'aliémé, après a sertie de l'établissement; que cette notification sera inutile pour faire courir les dix ans, toutes les fois qu'on aura une preuve par écrit, que l'aliémé, après sa sortie de l'établissement, ou ses bévitiers depuis sa mort, auraient eu connaissance de l'acte. Dans ce ces, les dix ans prendront cours du jour auquel on pourra établis que cette couns issance a été acquise.

Si, sans être parfaitement guéri, sans avoir recouvré sa raison, un aliéné a été retiré par ses parens de l'établissement, où ils l'avaient placé, la notification qui sera faite alors aura-t-elle pour effet de faire courir les dix ans? Cette question n'a pas reçu à la Chambre une solution directe. On a dit que si la notification a été faite fauduleusement, on fera valoir l'exception de fraude, que les tribunaux décideront.

On doit s'applandir de ce que les cas prévus par cet article se présenteront bien rarement. Qui voudrait, en effet, traiter avec des chances pareilles? It est certain que presque pas un acte ne sera fait par un aliéné dans les circonstances de l'article, sans que son exécution ne soit critiquée par lui ou par ses héritiers, et alors, on ne peut le nier, les juges pronoceront arbitrairement, pourront déclarer l'action en nullité prescrite ou non prescrite sans violer la loi; l'article leur laisse toute latitude à cet égard. D'une part, ils pourront décider que, quoique sorti de l'établissement alors que la notification de l'acte attaqué lui a été faile, l'aliéné n'avait point encore recouvré la raisson. Ils pourront aussi juger le contraire.

(Seine et-Oise), dans la forêt de Meudon, qui fait partie de la dotation de la couronne, contre un terrain de même contenance, dit le Jardin-des-Sœurs-Chrétiennes, qui appartient à cette commune.

4=7 JULLET 1838. — Loi relative à l'impôt ser les sucres indigènes (1). ( IX, Bull, DLXXXIII, p. 7450.)

Article unique. Est prorogé jusqu'à la fin de la session de 1830 le délai. dans lequel dolvent être convertis en luis les réglemess d'administration publique, relatifs à l'exécution de la loi du 18 juillet 1837, qui établit un impôt sur les sucres indigénes (2).

4=7 Jurater 1858. — Ordonnance du roi portuit réglement pour l'exécution de la loi du 18 jui-

(1) Présentation à la Chambre des Députés le 21 mai (Mon. du 22); rapport par M. Vivien le 2 juin (Mon. du 3); discussion et adoption le 14 juin (Mon. du 15), à la majorité de 202 voix contre 55.

Présentation à la Chambre des Pairs le 16 juin (Mon. du 17); rapport par M. de Tascher le 26 juin (Mon. du 27); discussion et adoption le 30 juin (Mon. du 1" juillet), à la majorité de 99 voix contre 4.

(2) Voy. la loi du 18 juillet 1837 et mes notes, et l'ordonnance du à juillet 1838; qui sust

immédiatement la présente foi.

Le paragraphe à de l'art. 3 de la loi du 18 juillet 1837 portait que les ordonnances régales qui détermineraient le mode de perception de l'impêt sur les sucres indigenes, scraient converties en loi

dans la prochaine session.

a B'il fallait s'arrêter striètement à ècè lermés, à dit M. le rapporteur, les réglemens d'administration publique dont il est question dans ce paragraphe devraient être déjà rendus et soumis à nos délibérations pour recevoir cette année la consé-

cretion légale.

M. le ministre des finances a cherché à se justifier de ce reproche en disant qu'on évait entende par ces mots prochaine session, la session qui devait suivre le plus prochainement la misé à etécution des ordonnances. Cette interprétation a, du resté ; été expliquée dans le cours, de la discussion. Un orateur a dit : « Il me semble qu'on a équivoqué sur ces mois dans la session prochaine.

a Rappelez-vous les faits, Messieurs. L'impôt détait être perçu le premier janvier 1838 dans lé projet primitif: c'est un amendement d'un de nos collègues qui a décidé qu'il ne serait perçu

qu'à partir du 1º joillet,

a Dès lors, toute l'économie du projet était changée; l'impôt devant être perça saulement le 1<sup>st</sup> juillet 1838, on ne pouvait faire le réglement d'administration publique at l'expérimenter qu'h partir de ce jour. On ne pouvait le convarir en loi que lorsqu'il aurait été feit et expérimenté. Par session prochaine, on a entendu, non le assion qui suivrait celle de 1837, mais la session qui suivrait la promulgation et l'application du réglement d'administration publique, a

Quoi qu'il en soit de le veleur de sette interprétation; le gouvernement a seuti qu'elle pearseit blue niée et vivement combature, et il a cre devoir damander aux Chembres une procession de

délai.

Cette défiance du gouvernrement touchant la justesse de l'interprétation du paragraphe 4 de l'art. 3 de la loi du 18 juillet, a été à peu prés justifiée par les termes du rapport de la commission. « La session arrivant à son terme, a dit M. le rapporteur, l'impôt pourrait-il être perçu et la loi du 18 juillet 1837, receveir son application? C'est une question grave et qui donnergit lieu à de sérieuses difficultés si le gouvernement, pour les prévenir, ne nous avait pas proposé de proroger jusqu'à la session prochainte le détai dans lequel les réglements d'administration publique relatifs au sucre indigène doivent yous être soumis.»

Le question a repa sa solution de la loi netuella. Mais afin que le nouveau délai ne puisse être anexprolongé, M. le rapporteur a eu soin d'en poser la limites dans son rapport, et la Chambre n'a repoussé un amendement tendant à ce but que ma déclaration formelle du ministre des financs, que le gouvernement ne les dépasserait point.

Après avoir établi la nécessité d'adopter la loi proposée, par oes mbtile que le temps marquerait pour discuter, dans le courant de la sisien, les réglemens sur le mode de perception de l'imapoù; que la discussion devruit être précède de quelques mois d'expérience, a fix que la Chémbre pût apprécier sainement les diverses mesures qui seraient employées, et consacrer celles-là seules qu'elle jugerait le plus en harmonie avec les principés déja adoptés; M. le rapporteur a dit:

a Le gouvernement aura donc jusqu'à la fin de la session de 1839 pour faire convertir en lois le réglements d'administration publique faits en est cui on de la loi da 18 jujilet 1837. Toutefois, nous n'entendons point par ce délai ainsi défini dem le projet, qu'il puisse attendre jusqu'à la fin de la session pour vons soumettre ces réglemens. Leur eximen occupera un certain temps, et les propositions da gouvernement ne devront être faites assex tôt pour empécher de recueillir les expériences qui doivent précéder l'adoption d'une loi, ni assez tard pour précipiter la discussion qui du l'éclairer. C'est dans ce sens que nous avons compris et que nous adoptons la rédaction du projet de loi.

4 Nous almons à croire que le nouveau délai demandé par l'administration, et que vous lu accorderez sans doute, ne sera perdu ni pour elle, ni pour l'industrie du sucre indigène.

d'itablir un impôt sur cette industrie; décrété par le loi, il faut que cet impôt soit perpa, il le faut peur le reveruu de l'Etat doint il forme décrimais un des élémens; il le faut pour les fabricais eux-melmes qui sont intéressés à le sque mui, en se sonstrayant à la charge commune, me puise se présenter sur le marché dans des conditions qui un permettraient de faire aun achateurs des avantages interdits à tous ceux dont les frais de production seraient rehaussés par le paiement des droits.

« Mais il ne faut pas perdre de vue les liens qui unissent cette industrie à notre agriculture si souflet 1837, qui a établi un impôt sur les sucres indigenes. (IX, Bull. DLXXXIII, n. 7451.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 18 juillet 1837, qui a établi un impôt sur les sucres indigenes, et notamment les art. 1er et 3, qui ont statue que le rendement moyen du sucre brut au clairçage, terrage et raffinage, ainsi que le mode de perception de cet impôt, seront déterminés par des ordonnances royales rendues dans la forme des réglemens d'administration publique; vu la loi du 4 juillet 1838, qui proroge jusqu'à la fin de la session de 1839 le délài dans lequel ces réglemens doivent être convertis en loi; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances; notre conseil d'Etat entendu, etc.

TITRE Ior. - Application du droit.

Art. 1er. Conformément aux dispositions de la loi du 18 juillet 1837, le droit imposé sur le sucre indigéne sera applique de la manière suivante.

2. Il séra formé un type pour détérminer la nuance des sucres soumis au droit imposé au sucre brut par làdite loi, à savoir : de dix francs par cent kilogrammés

à partir du 1er juillet 1838 et de guinze francs à partir du 1er juillet 1839. Le même droit serà appliqué à toutes les qualités inférieures. Pour déterminer la quotité proportionnelle d'impôt à percevoir, en exécution de ladite loi, sur les sucres claircés,. terrés et raffinés, il sera formé deux types de nuances supérieures, dont la valeur excédera celle du type du sucre brut, pour le premier d'un sixième et pour le second d'un tiers. En conséquence, le droit sur les sucres compris entre le premfer et le deuxième type inclusivement sera de onze franca dix centimes par cent kilogrammes à partir du 1 fuillet 1858, at de seize france soirantecisse centimes à partir du 100 juillet 1839. Le droit sur les sucrès compris entre le second et le troisième type inclusivement sera de donze francs vingt centimes par cent kilogrammes à partir du 40º juillet 1838, et de dix huit francs trente centimes à partir du 1er juillet 1839. Le droit sur les sucres d'une nuance supérieure au troisième type et sur les sucres en pains, quelle qu'en soit la nuance, sera de troixe francs trente centimes par cent kilogrammes à partir du 1st juillet 1858, et de vingt francs à partir du 1er juillet 1839. Le tout sans préjudice du décime par franc (1).

frante et si délaissée; la sabrication du sucre indigene n'a été pour elle qu'une incomplète compensation des pertes qu'elle éprouve de toutes parts; que cette indemnité naturelle ne lui suit point enlevée; que le fisc, par d'inntiles rigueurs, me lui ravisse point une soprce de profits légitimes, et qui se combine si heureusement avec ses autres travaux; que l'impôt ne soit pas perçu de manière à détruire une industrie qui se recommande à tant de titres à la bienveillance du geuvernement et à la sollicitude de toes les amis de notre prosperité nationale.

La fabrication du sucre indigene intéresse à la fois l'agriculture, dont elle est destinée à hater les progrès et à étendre les profits, et l'industrie; dont elle est une des plus précieuses conquêtes. Elle répand dans mos chapegnes et parahi nos cultivateurs, des notions praisques qui leur étaient restées étrangères, elle propage l'aisance dans les classes inférieures; l'activité qu'elle apporte excite les intelligences et contribue au progrès de l'instruction. Sa perte n'affecterait pas moins la fortune publique que les intérêts privés de chuz qui s'y sont dévoués.

« Nous désirons que ces pensées n'abandonnent jamais l'administration dans l'application des mesures qui vont être établies ; plusieurs excitent parmiles fabricans de vives alarmes, qui ont été partagées pur une partie de la commission. C'est k la régie , par les formes qu'elle emploiera, à distiper ces alarmes et à justifier la confiance que nous vous proposons de lui accorder. Que l'impôt soit perçu, nous le demandons sincèrement; mais que l'industrie soit ménagée, qu'on n'oublie jamais que tout ce qui serait dirigé contre elle frapperait directement les premiers élémens de la richesse publique,

et que les coups portés en apparence à quelques industriels seulement, atteindralent à la fois tons ceux dont les intérêts se rattachent de près ou de . loin à cette grande et belle industrie, et, mous ne craignons pas de le dire, le pays lui même, qui. souffrirait tout entier du contre-coup.

Quelques membres de la Chambre, que les explications de la commission sur le nouveau délai qu'elle propossit d'accorder au gouvernement ne satisfaisejent pas plainement, cont demandé qu'on déterminat d'une manière plus précise l'époque à laquelle l'administration scrait tenue de saisir la Chambre de la connaissance de ces reglemens. On proposait, en consequence, un amendement ainsi conçu: a lio delai prescrit par le dernier paragra-

e pie de l'art. 3 de la loi de 18 juillet 1631) relative

a l'impôt sur la suere indigène; est persogé.

« Les réglemens d'administration publique, sur

le modé de perception, seront soumis aux Cham
bres, pour être convertis en lois, dans les trois

mois qui suivrônt l'ouverture de la prochaine

session.

M. le ministre des finances a fait seponses cet amendement en déclarant que le gouvernement n'était point dans l'intention d'abuser des pouvoirs qu'il réclamait, puisqu'il s'associait aux observations de M. le rapporteur, quoiqu'il dut résulter de l'amendement proposé plus de latitude pour le gouvernement des vette qu'il demandid à mais que cet amondement n'était point méteories, que la position du gouvernement le mettait dans la nécessité de présenter aux Chambres, en temps utile, le projet de réglement afin qu'il fut vote dans la session de 1839.

(1) V. note sur l'article 1er 2º de la foi du 18 juillet 1837, tom. 87, p. 260.

3. Les types dont il est parlé dans l'article précédent seront formés par notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, après avoir entendu la chambre de commerce de Paris, et déposés au gresse du tribunal de première instance de la Seine. Des types absolument semblables seront déposés par l'administration des contributions indirectes au greffe du tribunal de première instance de chaçun des arrondissemens dans lesquels il y aura une fabrique de sucre.

# TITRE II. - Obligations des fabricans.

4. Avant le 1er septembre 1838, et à l'avenir, quinze jours au moins avant de commencer la fabrication, tout fabricant de sucre sera tenu de faire par écrit, au bureau des contributions indirectes, la déclaration de sa profession. Cette déclaration contiendra la description des locaux, ateliers, magasins et autres dépendances de la fabrique. Il sera tenu, en outre, de déclarer la contenance des chaudières à déféquer et celle des citernes ou autres réservoirs à demeure destinés à conserver les sirops ou mélasses. Il fournira l'eau et les ouvriers nécessaires pour vérisier, par l'empotement, les contenances déclarées; les employés de la régie dirigeront cette opération en sa présence et en dresseront proces-verbal. Chaque réservoir portera un numéro et l'indication de sa contenance en litres (1).

5. Tout fabricant qui ne sera pas encore pourvu de licence pour l'année courante sera tenu de s'en munir en même temps qu'il fera sa déclaration. Les dispositions des deux premiers paragraphes de l'article 171 de la loi du 28 avril 1816 sont déclarées applicables au droit de licence im.

posé sur les fabriques de sucre.

6. Il est défendu de changer, modifier ou altérer la contenance des chaudières à déféquer, citernes ou autres vaisseaux épalés, ou d'en établir de nouveaux de même natore, sans en avoir fait la déclaration par écrit, vingt-quatre heures d'avance. Le fabricant ne pourra faire usage desdits vaisseaux qu'après que leur contenance aura été vérifiée conformément à l'article (2) précédent (3).

7. A l'extérieur de toute fabrique de sucre en activité, seront inscrits les mots:

Fabrique de sucre (4)

8. Les sabricans seront soumis aux visites et vérifications des employés, conformement aux art. 235 et 236 de la lei du 28 avril 1816., et tenus de leur ouvrir, à toute réquisition, leurs fabriques, ateliers, magasins, maisons, caves et celliers, et tous autres bâtimens enclavés dans la même enceinte que la fabrique, ainsi que de leur représenter les sucres, sirops et mélasses qu'ils auront en leur possession. Toute communication intérieure des lieux déclarés par le fabricant avec les maisons voisines non occupées par lui est interdite et devra être scellée, à moins que le voisin ne se soumette, quant aux visites, aux mêmes obligations que le fabricant et conjointement avec lui; auquel cas les lieux ainsi tenus en communication avec la fabrique seront déclarés par l'un et par l'autre conformément à l'art. 4 (5).

9. Tous les ans, avant de commençer la fabrication, le fabricant déclarera : 1º les heures de travail pour chaque jour de la semaine ; 2º le procédé qu'il emploiera pour l'extraction du jus. Tout changement dans le procédé d'extraction du jus, ou dans le régime de la fabrique pour les jours et heures de travail, sera précédé d'une déclaration au bureau de la régie. Tout fabricant qui voudra suspendre ou cesser les travaux de sa fabrique, ou continuer les travaux hors des jours et heures déclarées, sera tenu d'en faire le même jour la décla-

ration (6).

10. Les fabricans tiendront, sur papier libre, deux registres que leur fournira gratuitement l'administration des contributions indirectes, et qui seront cotés et paraphes par le directeur. Le premier registre, à souche, servira à inscrire toutes les défécations au fur et à mesure qu'elles auront lieu, et sans interruption ni lacune. Le numéro de la chaudière, la date et l'heure de l'opération y seront inscrits à l'instant même où le jus commencera à couler dans la chaudière; l'heure à laquelle la défécatión sera terminée complétera la déclaration. Au moment où le jus sera déséqué, et avant que le robinet de décharge soit ouvert ou qu'ancune partie de ce jus soit enlevée de la chaudière, un bulletin, contenant les mêmes indications que la déclaration, sera détaché de la souche et jeté dans une boîte dont les employés auront la clef. Le second registre, à colonnes, presentera jour par jour : 1º la date; 2º le numéro des chaudières employées à la désccation, et le nombre des défécations opérées dans chacune; 30 le volume, en litres,

<sup>(1)</sup> Loi du 28 avril 1816, art. 117, et loi du 23 avril 1836.

<sup>(2)</sup> Lisez l'article & précèdent. Erratum Bulletin

<sup>(3)</sup> Loi du 28 avril 1816, art. 118. (4) Id., art. 124.

<sup>(5)</sup> Id., art. 61 et 62.

<sup>· (6)</sup> Id., art. 120.

du jus soumis à la défécation, d'après la contenance des chaudières et sous la déduction accordée par l'art. 15; 4º le nombre de litres de mélasses repassés à la défécation ou à la macération. Ce registre sera constamment à jour. A chaque visite les employés apposeront leur visa sur les registres.

11. Au mode de constatation des défécations journalières réglé par l'article précédent, il pourra, par convention de gré à gré entre la régie et le fabricant, être substitué, soit une autre manière de tenir le compte des chaudières déféquées, soit un abonnement, assis sur un nombre déterminé de défécations par chaque jour de travail. Les traités ainsi passés pourront toujours être révoqués par la régie, en cas de fraude constatée.

## TITRE III. - Mode d'exergice.

12. Le compte du fabricant sera chargé au minimum de cinq kilogrammes de sucre brut (premier type) par cent litres de jus marquant, avant la défécation, cent cinq degrés au densimètre, à la température de quinze degrés centigrades. Lorsque le jus marquera un autre degré, le compte sera chargé d'après la même base et proportionnellement à la différence entre la densité du jus et celle de l'eau.

13. Le volume du jus soumis à la défécation sera évalué d'après la contenance des chaudières, déduction faite de douze et demi pour cent. Il sera également déduit de la capacité de la chaudière les quantités de mélasse qui seraient ajoutées au jus, soit à la macération, soit à la défécation. L'administration accordera en outre un dégrèvement sur la prise en charge du jus, toutes les fois que, par des faits matériels ou des accidens constatés par les employés, la quantité ainsi évaluée n'aura pu être obtenue. Il en sera de même toutes les fois que des pertes de sirop auront été constatées.

14. Tout fabricant qui voudra laisser dans ses chaudières à déféquer un vide excédant la proportion de douze et demi pour cent, réglée par l'article précédent, sera admis à faire marquer dans l'intérieur desdites chaudières, par les employés des contributions indirectes, la ligne au-dessous de laquelle il s'engagera à ne pas élever le jus à chaque défécation. Dans ce cas, le volume du jus servant à établir les charges sera évalué d'après la capacité de la chaudière jusqu'à la ligne ainsi marquée. Il y aura contravention de la part du fabricant toutes les fois qu'il emplira des (1) chaudières au-delà de la limite fixée sur sa demande.

## TITRE IV. - Formalités à l'enlèvement.

15. Les sucres ne pourront sortir de la fabrique qu'au préalable le fabricant n'ait fait au bureau de la régie une déclaration énonçant le nombre des colis, leur poids brut et net; l'espèce et la qualité des sucres, d'après les types; le jour et l'heure de l'enlévement : les noms, demeures et professions des destinataires et des voituriers. ainsi que la route qu'ils devront parcourir, ct qu'il ne s'y soit muni d'un laissez-passer. Les colis seront vérifiés et la qualité des sucres sera reconnue par les employés avant l'enlèvement. En cas d'inexactitude dans la qualité déclarée, la déclaration sera simplement rectifiée, sans qu'il y ait lieu à contravention. Tout sucre enlevé avant que les employés aient pu en vérifier la qualité sera assimilé au troisième type, si le fabricant ne rassine pas, et au sucre rassiné, s'il est en même lemps rassineur. Toutefois, si les employés ne se présentaient pas dans les vingt-quatre heures de la déclaration. le fabricant pourra faire partir les sucres, et il ne paiera le droit que suivant la qualité déclarée. Lorsque le fabricant voudra reporter la vérification de la qualité chez le destinataire, il pourra se munir d'un acquit-à-caution au lieu d'un laissez-passer.

- 16. Les laissez-passer et les acquits-à-caution seront délivrés au bureau de la régie des contributions indirectes. Toutefois les fabricans pourront être dépositaires des registres et pourront se délivrer des expéditions toutes les fois qu'ils auront d'avance fait vérifier et plomber les colis qu'ils voudront expédier.
- 17. Il ne pourra être enlevé ni sirops , ni mélasses contenant encore du sucre cristailisable, qu'à destination d'une autre fabrique ou de magasins dans lesquels le destinataire se soumettra à la prise en charge. Les sucres, sirops et mélasses ainsi expépédiés seront toujours accompagnés d'un acquit-à-caution; ils seront portés en sortie au compte de l'expéditeur, pourvu que l'acquit-à-caution ait été régulièrement déchargé. Dans ce cas, le compte de l'expéditeur sera déchargé et celui du destinataire chargé de la quantité de sucre au premier type que représenteront les sucres imparfaits, les sirops et les mélasses. Cette proportion sera réglée de gré à gré entre l'expéditeur et la régie.
- 18. Les sucres exotiques, ainsi que les sucres indigenes, sur lesquels le droit de fabrication aura été payé, qui seront introduits dans une fabrique, y seront tenus

<sup>(1)</sup> Lisez ses, Erratum Bulletin DCX.

en compte pour mémoire, et le fabricant sera affranchi du paiement du droit à la sortie sur une quantité proportionnellement égale, suivant l'état où le sucre sera réexpédié. Pour obtenir cette exemption, le fabricant sera tenu de déclarer au bureau de la régie les sucres qui lui seront envoyés, et d'en faire reconnaître la qualité et le poids par les employés de la régie avant l'introduction dans la fabrique.

19. Les sucres, sirops et mélasses cristallisables ne pourront être enlevés des fabriques que de jour, et transportés que dans des colis fermés, suivant les usages du commerce. Les colis seront du poids net d'au moins cent kilogrammes chacun pour les caisses et futailles, et cinquante kilogrammes pour les sacs. Toutefois il pourra être admis comme appoint un colis au-dessous de ce poids, pourvu que le chargement excède un quintat métrique. Les sucres qui anront préalablement été vérifiés et plombés par les employés, ainsi qu'il est dit en l'article 16, pourront être expédiés

20. En cas d'enlèvement avec acquit-àcaution, les sucres, sirops et mélasses cristallisables devront être conduits à la destination déclarée dans le délai porté sur l'expedițion. Ce délai sera fixé en raison des distances à parcourir et des moyens de transport. Il sera prolongé, en cas de séjour en route, de tout le temps pendant lequel le transport aura été interrompu. Le conducteur d'un chargement dont le transport sera suspendu devra en faire la déclaration au bureau de la régie, dans les vingtquatre houres et avant tout déchargement. L'acquit-à-caution sera conservé par les employés, jusqu'à la reprise du transport : il sera visé et remis au départ.

21. Tout ce qui concerne les acquits-àcaution délivrés pour le transport des sucres, sirops et mélasses cristallisables, sera réglé suivant les dispositions de la loi du 22 août 1791, et conformément à l'article 230 de celle du 28 avril 1816. Le coût de chaque acquit-à-caution sera de vingt-cinq cent.,

timbre compris.

22. les mélasses qui ne contiendront plus de sucre cristallisable ne seront soumises à aucune formalité, ni à l'enlèvement, ni à la circulation.

# TITRE V .- Liquidation et paiement du droit.

23. Les fabricans de sucre seront tenus de payer, à la sin de chaque mois, les droits dus sur les quantités dont l'enlèvement aura

été déclaré durant le mois, déduction faite de la taxé(1) réelle et d'une bonification de deux pour cent du poids net. Les sommes dues pourront être payées en obligations dûment cautionnées à trois, six ou neuf mois de terme, pourvu que chaque obligation soit au moins de trois cents francs.

24. Du 1er au 15 août de chaque année, ou au moment de la cessation des travaux. si elle a lieu plus tôt, et, dans tous les cas, quinze jours au moins avant la nouvelle fabrication, il sera fait un inventaire des sucres en nature et de ceux qui existéront dans les sirops et mélasses, d'après une évaluation de gré à gré. Si le résultat de l'inventaire, réuni aux quantités expédiées ou déjà soumises à l'impôt, dépasse les charges, l'excédant sera ajouté au compte et passible du droit.

Dans tous les cas, la quantité inventoriée

sera reportée à compte nouveau.

# TITRE VI. - Contraventions et penalités.

25. Les voituriers, bateliers et autres conducteurs de chargemens, qui transporterent des sucres, sirops ou mélasses cristallisables dans les communes où il existent une fubrique de sucre, et dans les communes limitrophes, seront tenus d'exhiber, l l'instant même de la requisition des employés des contributions indirectes, des douanes ou des octrois, les laissez-passer, acquits-à-caution et lettres de voiture dont ils devront être porteurs (2).

26. Toute contravention aux dispositions de la présente ordonnance sera punie d'une amende de cent à six cents francs, confort mément à l'article 3 de la loi du 18 juillet 1837, et ce, indépendamment du paiement des droits sur les quantités enlevées sans

déclaration.

27. Les contraventions aux dispositions des lois et réglemens concernant la perception du droit imposé sur le sucre seront constatées et poursuivies dans les formes propres à l'administration des contributions indirectes.

# TITRE VII. - Dispositions transitains.

28. La fabrication des sucres provenant de la récolte de 1837 et années antérieures pourra être continuée et lesdits sucres pourront être enlevés, jusqu'au 1er septem bre prochain, sans que le fabricant soil obligé de payer l'impôt, ni tenu d'observer à l'enlèvement les formalités prescrites par la présente ordonnance, pourvu toutesois qu'aucune quantité de betteraves de la ré-

<sup>(1)</sup> Lisez tare, Erratum du Bulletin DXC.

<sup>(2)</sup> Loi du 28 avril 1816, art, 17, et loi du 33 avril 1836,

colte de 1838 ne soit entrée en fabrique

avant celle époque.

20. Chez les fabricans qui conservement encore des produits des années précédentes au 1er septembre prochain, il sera fait un inventaire des sucres entierement achevés et de ceux qui éxisteraient dans les sirops et mélasses. Les quantités contradictoirement reconnues seront évaluées ainsi qu'il est réglé par l'article 17 et portées en compte pour memoire. Le fabricant sera ensuite affranchi du droit sur une quantité proportionnellement égale.

30. Nos ministres des finances et des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (MM. Laplagne et Martin du Nord), sont chargés, etc.

2-9 JUILLET 1838. - Loi portent que l'impôt da an Trisor sur le priz des places sera perçu, pour les chemins de fer, sur la pertie du tarif correspondante au prix du transport (1). (1X, Bull. DLXXXIV, n. 7453.)

Art. 107. L'impôt dû au trésor public sur le prix des places sera perçu, pour les

(1) Présentation à la Chambre des Députés le 24 avrif (Mon. du 25); rapport par M. Garnier-Pages le 18 mai (Mon du 19) ; discussion le 28 mai (Mon. da 29); adeption le 29 (Mon. da 80), à la majorité de 242 voix contre 20.

Presentation à la Chambre des Pairs le 8 juin (Mon. du 9); rapport par M. Gautier le 20 juin Mon. du 21); discussion et adoption le 27 (Mon. du 28), à la majorité de 102 voix contre 3.

Voy. articles 112 et suiv., loi du 25 mars 1817. Jusqu'à ce jour, l'impôt sur les chemins de fer concedés avant 1837 avait été perçu sur la totalité du priz des places.

Ce n'est qu'en 1837 qu'une distinction a été faite et que le gouvernement a reconnu que l'im-pot ne devait être prélevé que sur la partie corres-

pondante au prix du transport.

al était juste, en effet, de ne pas assimiler, pour la percaption de l'impôt, les chemins de fer aux routes ordinaires. Sur celles-ci, la rétribution payée par les voyageurs ne fait face qu'aux frais de transport; or, l'impôt, frappant sur l'industrie da transport exclusivement, devait être perçu sur la rétribution entière. Pour les chemins de fer, il en est autrement; outre cette rétribution représentant les frais de transport, il en est perçu une autre bien distincte, quoique confondue avec la première. C'est celle qui s'applique aux frais d'établissement du chemin de fer, à son entretien, etc., au péage en un mot; or, l'impôt ne devait pas atteindre celle-ci.

Si la première base cut été conservée, elle aurait constitué une énorme inégalité dans la condition des entrepreneurs des transports par les chemins ordinaires et des entrepreneurs des chemins de fer.

Cette inégalité reconnue, la distinction a été introduite dans les fois qui ont concédé des chemins de fer depuis 1837; mais il est résulté de là, que la condition des concessions précédentes s'est trouvée moins favorable.

La loi actuelle a été proposée dans le but de faire cesser cette différence.

Cette justice faite aux concessionnaires des chemins de fer a été approuvée par la commission, mais elle a trouvé que ce n'était pas asses et qu'il fallait aller plus loin. Son système se résume dans un amendement ainsi conçu: « L'impôt du

- a dixieme sur le prix des places ne sera pas perçu
- sur les chemins de fer pendant dix années, qui commenceront, pour les chemins existans, le · jour de la promulgation de la présente loi, et
- pour les autres chemins, le jour où ils seront livrés à la circulation, soit par portion, soit en

- « totalité. » Cet amendement a été soutenu par M. Garnier-Pages, rapporteur, mais il a été rejeté. M. Stourm a fort bien démontré en peu de mots, d'abord, l'inégulité qui résulterait de la loi ainsi amendée, entre les chemins de fer et les autres voies de communication; en second lieu, il a signale l'énorme préjudice qu'elle camerait au trésor.
- · Quoique membre de la commission, a-t-il dit, je n'ai pu partager l'opinion de la majorité. Je suis autant qu'elle désireux de hâter l'établissement des chemins de fer ; je suis autant qu'elle désireux d'en assurer la prospérité; mais je ne puis vouloir le faire aux dépens de l'égalité que nous devons conserver entre toutes les voies de communications, entre les chemins de fer et les routes ordinaires, et surtout entre les chemins de fer et les canaux, qui ont tant d'analogie avec les chemins de fer eux-mêmes par leur origine. Je ne puis le faire surtout aux dépens du contribuable sans aucun intérêt pressant pour les chemins de fer. Qu'est-ce, Messieurs, qu'une exemption d'impot au profit des chemins de fer? Bidemment, c'est une subvention déguisée, une subvention indirecte su profit des chemins de fer, non pas de tet ou tel chemin de fer après examen de ses ressources et de ses beso us, mais une subvention au profit de tous chemins, dans quelque position qu'ils se trouvent, créés ou à créer; c'est un cadeau avengle que vous faites à toutes les entreprises, bonnes, manvaises ou médiocres.

« Un chemin de ser prospérera et enrichira ses actiona ires; il donnera des dividendes considérables, et cependant il profiters de la subvention de la même manière qu'un chemin de fer dont les revenus seraient insuffisans.

· Il y aura même cela de bizarre, c'est que plus la prospérité d'un chemin de fer sera grande, plus la subvention qui lui sera accordée sera considérable; plus il y aura de voyageurs, plus la subvention sera onéreuse pour le trésor et profitable pour 

« Je demande que la subvention, si elle est jugée nécessaire, ne soit accordée qu'après examen des ressources probables de l'entreprise.

· Je repousse la proposition de la commission, parce qu'elle dispose par voie de mesure générale, et vous refuse toute espèce de droit d'examen.

Le résultat nécessaire, immédiat de la proposition de la commission, si elle était adoptée, ce serait de donner un nouvel aliment à l'agiotage. Le lendemain du jour où vous accorderies aux chemins de fer ce bienfait inattendu, les actions gagneratent 100 ou 200 fr.; your enrichiries chemins de fer, sur la partie du tarif correspondante au prix du transport.

2. Cette disposition est applicable, à partir de la promulgation de la présente loi, aux chemins de ser actuellement concédés.

3. Pour ceux de ces chemins dont les cahiers des charges ne fixent pas le tarif, ou dont le tarif n'est pas divisé en deux parties correspondant, l'une, au transport, l'autre, au péage, l'impôt du dixième sera perçu sur le tiers du prix total des places.

3=9 JULLET 1838. - Loi relative à l'établissement d'un canal de la Marne au Rhin, et d'un canal latéral à la Garonne (1). (1X, Bull. DLXXXIV, n. 7454.)

Titre Ier. - Canal de la Marne au Rhin. Art. 1er. Une somme de quarante-cinq

sant par Nancy. 2. Si, dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, les sieurs Bouvie, Fessand et Cassin consentent à remettre à l'administration les plans, devis, mémoires, dessins généraux et particuliers, et

millions est affectée à l'établissement d'un

canal de la Marne au Rhin, partant de Vitry et aboutissant à Strasbourg , en pas-

tous autres documens qu'ils ont fait rédiger ou qu'ils ont recueillis pour l'exécution du canal de la Marne au Rhin, il leur sera payé, pour frais d'opérations, honomus d'ingénieurs et toute réclamation quelconque, une indemnité de cent quaire-vingi mille francs.

A l'expiration du délai fixé au paragraphe précédent, les sieurs Bouvié, Fauand et Caffin ne seront plus admis à réclamer le bénéfice du présent article.

les actionnaires aux dépens des contribuables, et vous mettriez dans leurs poches ce qui aurait dû entrer dans les caisses de l'Etat. Ne croyez pas que la perte soit peu considérable, qu'elle soit seulement de quelques centaines de mille francs. Savezvous ce que rapporte au trésor l'impôt du dixième sur le prix des places dans les voitures circulant sur les routes ordinaires?

 Dans l'état actuel, il rapporte au Trésor de 7 à 8 millions, et on peut affirmer que d'ici trois ou quatre ans, si les grands travaux de chemins de fer s'exécutent, cet impôt, pour le prix des places sur les chemins de fer, rapportera 3 ou 4 millions.

· Ainsi, d'une part, le nombre des voyageurs sur les routes ordinaires diminuera lorsque trois ou quatre grandes lignes de chemins de fer seront lis vrées à la circulation ; et de l'autre , les chemins de fer étant exemptés de l'impôt, le Trésor éprouvera 

conça: «Dans chaque convoi, les compagnies » des chemins de fer auront la faculté de placer a des voitures dans lesquelles le prix des places a pourra être l'objet d'un tarif spécial. — Ce tarif « sera réglé au 1º janvier de chaque année, et a pour toute l'année, par l'administration, sur la proposition de la compagnie. — Le nombre des « places à donner dans les voitures soumises au tarif spécial ne pourra excéder le dixième du « nombre total des places du convoi. - En cas d'infraction à la disposition du paragraphe pré-« cedent, les compagnies seront passibles d'une · amende qui pourra s'élever au quadruple du

 tion réglée par ce paragraphe. On a soutenu qu'en adoptant cette disposition, on porterait atteinte aux droits déjà réglés par les cahiers des charges des adjudications de chemins de fer déjà faites.

« prix des places données au-delà de la propor-

Quoique cet argument ait été vivement combattu et qu'on ait invoqué, avec grande apparence de raison, l'intérêt général pour l'adoption de l'article, il a néanmoins été rejeté.

(1) Présentation à la Chambre des Députés le 15 février (Mon. du 16, supplément A); rapport par le marquis de Dalmatie le 14 mai (Mon.da 22); discussion le 31 mai (Mon. du 1 min); k 1 juin (Mon. du 2); adoption le 2 (Mon. du 3), i la majorité de 178 voix contre 118.

Présentation à la Chambre des Pairs le 12 jain (Mon. du 13); rapport par le baron Pelet (de la Lezère) le 22 (Mon. du 23); discussion et adoption le 27 (Mon. du 28), à la majorité de 92 vois contre 11.

Deux graves questions ont été soulevées dans la discussion du projet de loi; la première et la plus importante a été de savoir si les chemins de les ne devaient pas faire abandonner les voies muigables; la seconde, si la construction des canans devait être laissée à l'industrie particulière on être confice à l'Etat. Elles méritaient l'une et l'autre un examen d'autant plus sérieux, d'autant plus approfondi, que les solutions qui seraient admissi doivent attendre leur justification de l'avenir seal.

A l'occasion de la loi sur les chemins de fer, la seconde a été tranchée en faveur de l'industrie particulière: devait-il encore en être ainsi à l'égad de la construction des canaux?

Les orateurs qui ont soutenu l'affirmative ont reproduit les argumens et les considérations qui ont fait triompher le sy tème d'exclusion de l'Est dans la construction des chemins de fer.

Le système contraire a été soutenu par le gouvernement.

La commission en a présenté un troisième qui tient des deux premiers, qui n'est exclusif ni de l'on ni de l'autre. Elle a pense que la question ne peut recevoir une solution absolue et générale; que les circonstances et la nature des travaux doivent être consultées pour savoir s'il convient de confier une entreprise à l'Etat ou à l'industrie particulière; ou s'il faut combiner leur puissance et leurs efforts.

Dans l'espèce, la commission a été d'avis que l'industrie particulière devait être exclue, et la

Chambre a partagé cette opinion.

On peut, au surplus, sur ces deux questions d'economic sociale, consulter avec beaucoup de fruit l'excellent rapport de M. le marquis de Dalmatie. (Voy. Mon. du 22 mai 1838.)

# TITRE II. - Ganal lateral à la Garonne.

3. Une somme de quarante millions est affectée à l'établissement d'un canal latéral à Garonne, entre Toulouse et Castets, avec embranchement sur Montauban.

avec embranchement sur Montauban.
4. Les travaux ne scront commencés que

lorsque la compagnie du canal du Midi aura pris l'engagement de réduire, dans des proportions qui auront été préalablement acceptées par le gouvernement, le

tarif autorisé pour ledit canal.

5. Il est alloué aux représentans ou ayanscause du sieur Doin, contre la remise des plans, devis, mémoires, dessins généraux et particuliers du canal, et pour éteindre toutes prétentions ou réclamations pour frais d'opérations, honoraires d'ingénieurs et autres dépenses de toute nature, une indemnité de cent cinquante mille francs, qui leur sera payée, ou sera consignée dans le mois qui suivra ladite remise; faute par eux d'effectuer ladite remise dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, ils seront déchus du bénéfice du présent article.

Il est alloué, en outre, et distinctement, aux trois enfans mineurs du sieur Doin, une seule indemnité spéciale et personnelle de cent mille francs, qui leur sera payée sous la même condition et dans le même délai.

# TITRE III. — Fixation des crédits pour les exercices 1838 et 1839.

6. Sur les allocations déterminées par les articles précédens, s'élevant à la somme de quatre-vingt-cinq millions, il est ouvert au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, sur l'exercice 1838, un crédit de quatorze cent mille francs, et sur l'exercice 1839, un crédit de six millions; ces crédits sont répartis de la manière suivante:

Exercice 1838. Canal de la Marne au Rhin, 800,000 fr.; canal latéral à la Garonne, 600,000 fr. Total, 1,400,000 fr.

Exercice 1839. Canal de la Marne au Rhin, 3,000,000 fr.; canal latéral à la Garonne, 3,000,000 fr. Total, 6,000,000 fr.

# TITRE IV. - Disposition generale.

7. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen du fonds

extraordinaire créé pour les travaux publics.

Арм9 JULLET 1838. — Loi qui autorise les villes de Marseille et d'Aix à ouvrir des canaux (1). (IX, Bull., DLXXXIV, n. 7255.)

Art 1er. La ville de Marsellle est autorisée à ouvrir, à ses frais, un canal dont les eaux seront dérivées de la Durance, et dont le débit n'excédera pas, à l'époque des plus basses eaux de la rivière, cinq mêtres cubes soixante et quinze centièmes par seconde.

2. La ville d'Aix est également autorisée à ouvrir, à ses frais, un canal dont les eaux seront dérivées de la Durance ou du Verdon, et dont le débit n'excédera pas, à l'époque des plus basses eaux de la rivière, un mêtre cube cinquante centièmes par seconde.

5. Un réglement d'administration publique déterminera le tarif d'après lequel les villes de Marseille et d'Aix pourront procéder aux concessions partielles des eaux

dérivées.

4. La contribution foncière sera établie, sur les canaux autorisés par les articles 1 et 2, en raison de la surface qu'ils occuperont; la cote en sera calculée comme pour les canaux de navigation, conformément à la loi du 25 ayril 1803.

5=9 JULLET 1838. — Lois qui autorisent le département de la Loire-Inférieure à contracter un emprunt, et le département des Pyrénées-Orientales à s'imposer extraordinairement. (IX, Bull., DLXXXIV, n. 7856.)

# PREMIÈRE LOI. - Loire-Inférieure.

Art. unique. Le département de la Loire-Inférieure est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1857, à contracter un emprunt de neuf cent soixante mille francs, réalisable en quatre années, à partir de 1859.

Cette somme sera consacrée exclusivement à la construction de six nouvelles routes départementales indiquées dans la délibération du conseil général.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence, à un taux d'intérêt qui n'excédera point cinq pour cent.

<sup>(1)</sup> Présentation à la Chambre des Députés le 22 mai (Mon. du 2à); rapport par M. Reynard le à juin (Mon. du 6); discussion et adoption le 15 juin (Mon. du 16), à la majorité de 226 voix contre 16.

Présentation à la Chambre des Pairs le 20 juin (Mon. du 21); rapport par M. le comte Siméon le 26 (Mon. du 27); discussion et adoption le 30 juin (Mon. du 1<sup>er</sup> juillet), à la majorité de 91 voix contre 7.

Néanmoins le préfet pourra traiter de gré à gré avec la caisse des dépôts et consignations, à un taux qui ne pourra non plus dépasser quatre et demi pour cent, et en se conformant d'ailleurs aux autres conditions adoptées par le conseil général.

Le département est autorisé en même temps à s'imposer extraordinairement pendant onze années consécutives, à partir du 1er janvier 1841, cinq centimes additionnels au principal des quatre contribu-

tions directes.

Le produit de cette imposition sera spécialement affecté, pendant les deux années 1841 et 1842, aux travaux des routes départementales ci-dessus désignées, et, à partir de 1845, au service des intérêts et à l'amortissement de l'emprunt de neuf cent soixante mille francs.

# SECONDE LOI. — Pyrénées-Orientales.

Art. unique. Le département des Pyrénées-Orientales est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1837, à s'imposer extraordinairement, pendant trois années consécutives, à partir du 1er janvier 1839, quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera consacré exclusivement aux travaux des routes

départementales.

8=12 JULLET 1838. — Loi qui ouvre des crédits supplémentaires et des crédits extraordinaires sur l'exercice 1838 (1). (IX, Bull. DLXXXV, n. 7457.)

TITRE Ier. - Credits supplementaires.

Art. 1er. Des crédits, montant ensemble à quatre millions deux cent trente-huit mille huit cent quatre-vingt-huit francs quatre-vingt-douze centimes (4,238,888 fr. 92 c.), sont ouverts au ministre des finances, par supplément au budget de l'exercice 1838, pour les services votés dont le détail suit, savoir:

CHAPITRE 21.—Administration contrale des finances.
( Personnel.)

Art. 2. Traitemens des bureaux, 23,550 fr.

CHAPITRE 22. — Administration centrale des finances.

(Matériel et dépenses diverses.)

Art. 2. Dépenses diverses (frais de tournées or-

dinaires et extraordinaires des agens de l'inspection générale des finances), 10,000 fr.

CHAPITAB 28. — Dépenses des éxercices clos.

Exercice 1834, 31,257 fr. 59 c.

CHAPITRE 32.—Service administratif de l'enrégistrement et des domaines dans les départemens.

Art. 3. Dépenses accidentelles, 253,843 fr. 33 c.

CHAPITRE 37. — Service administratif et de perception des contributions indirectes dans les départemens.

Art. 1d. Personnel, 123,200 fr. — 2. Matériel, 24,500 fr. Total. 147,700 fr.

CHAPITRE 39. - Frais d'exploitation des tubacs.

Art. 2. Materiel , 5,400,000 fr.

CHAPITER 40.—Service administratif et de perception des postes.

Art. 1<sup>er.</sup> Personnel, 10,800 fr. — 2. Matériel, 2,700 fr. — 3. Dépenses administratives, 15,000 fr. Total, 28,500 fr.

CHAPITRE 41. - Transport des dépêches.

Art. 4. Personnel, 104,900 fr.—2. Matériel, 239,138 fr. Total, 344,038 fr. Total égal, 4,238,888 fr. 92 c.

## TITRE II. - Crédits cotraordinaires.

- 2. Des crédits extraordinaires, montant à sept cent quatre-vingt-onze mille quatre cent soixante-trois francs cinquante-six centimes (781,465 fr. 56 c.), sont ouverts au ministre des finances, et applicables, dans les proportions ci-après déterminées, aux dépenses dont suit l'énonciation, savoir:
- 1° A la reprise par l'Etat, du matériel des établissemens monétaires supprimés, A74,815 fr.; 2° aux eréances d'exercices périmés nou frappées de déchéance, 66,648 fr. 56 c.; 3° aux frais de fabrication et de livraison des sels des salins domaniaux de Peccais, 50,000 fr.; 4° au renfort du service des douanes sur la frontière des Pyrénées, 150,000 fr.; 5° enfin, aux indemnités à accorder aux fabricans de tabacs factices, 50,000 fr. Total égal, 791,463 fr. 56 c.

# TITRE III. - Disposition générale.

 Il sera pourva aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 20 juillet 1857 pour les besoins de l'exercice 1858.

5=14 juillet 1838. — Loi qui ouvre un crédit pour la célébration du huitième anniversaire des journées de juillet 1830 (2). (IX, Ball. DLXXXVI, n. 7459.)

<sup>(1)</sup> Présentation à la Chambre des Députés le 7 mai (Mon. du 12); rapport par M. Duprat le 30 mai (Mon. du 31); discussion le 13 juin (Mon. du 14); adoption le 14 (Mon. du 15), à la majorité de 206 voix contre 21.

Présentation à la Chambre des Pairs le 16 juin (Mon. du 17); rapport par M. de Schonen le 30 juin (Mon. du 1" juill.); discussion et adoption le 3 juill. (Mon. du 1); à la majorité de 100 voix contre 2. (2) Présentation à la Chambre des Députés le 30

Art. 101. Un crédit de deux cent mille francs est ouvert, sur l'exercice 1838, au ministre de l'intérieur, pour contribuer, avec le fonds fourni par la ville de Paris, à la célébration du huitième appiversaire des journées de juillet 1850.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 20 juillet 1837 pour les besoins de l'exercice 1838.

8-14 rentre 1838. - Loi qui autorise le département de la Seine à s'imposer extraordinaire-ment. (IX, Bull. DLXXXVI, n. 7460.)

Article unique. Le département de la Seine est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1837, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années, à partir de 1840, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affecté aux dépenses des travaux des routes départementales et autres désignées dans la délibération du conseil général de la Seine du 19 octobre 1837.

12-14 suiller 1838. - Loi qui ouvre, sur l'exercice 1838, des crédits extraordinaires pour le service des possessions françaises dans le nord de l'Afrique (1). (IX, Ball. DLXXXVI, p. 7461.)

Art. 1er. Un crédit extraordinaire de seize millions six cent soixante et onze mille quatre cent hait francs (16,671,408 f.) est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1838, pour accroissement de l'effectif de l'armée dans les possessions françaises du nord de l'Afrique.

Ce crédit extraordinaire demeure réparti entre les chapitres spéciaux du budget de la guerre, conformément à l'état A aunexé

à la présente loi.

2. Il est également ouvert au ministre de la guerre, au titre du même exercice, un crédit spécial de un million cinq cent mille francs (1,500,000 fr.), pour travaux extraordinaires civils et militaires à effectuer sur divers points de l'Algérie.

Ce crédit extraordinaire, qui ne pourra recevoir aucune autre affectation, demeure réparti par chapitres du budget, confor-

mément à l'état B ci-annexé.

Il sera rendu, dans la prochaine session des Chambres, un compte spécial et dis-

tinct de son emploi.

3. Il sera pourvu aux dépenses extraordinaires autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 20 juillet 1837 pour les besoins de l'exercice 1858.

avril (Mon. du 1e mai); rapport par M. de Laborde le 19 mai (Mon. du 20); discussion et adoption le 31 mai (Mon. du 1º juin), à la majorité de 206 voix contre 26.

Présentation à la Chambre des Pairs le 13 juin (Mon. du 14); rapport par M. le baron Feutrier le 19 juin (Mon. du 20); discussion et adoption le 2 juillet (Mon. du 3), à la majorité de 89 voix

contre 14.
(1) Présentation à la Chambre des Députés le 21.

février (Mon. do 25); rapport par M. Dufaure le 29 mai (Mon. du 1er juin); discussion le 6 (Mon. du 7), le 7 (Mon. du 8), le 8 (Mon. du 9) : adoption le 9 (Mon. du 10), à la majorité de 209 voix contre 94.

Présentation à la Chambre des Pairs le 18 juin Mon. du 19); rapport par M. Périer le 3 juillet (Mon. du 4); discussion et adoption le 5 (Mon. du 6), à la majorité de 103 voix contre 8.

Etats des crédits extraordinaires demandés par le ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1838, pour le service des possessions françaises dans le nord de l'Afrique (3° sect. du budget).

ÉTAT A.
ACCROISSEMENT DE L'EFFECTIF DE L'ARMÉE.

74 UK	nature des dépenses.	CREDITS EXTRAORDINAIRES DEMANDÉS.		
CUAPITRES SPÉCI du budget.		Troupes	Corps étrangers. (Exécution de l'art. 3 de la loi du 9 mars	TOTAL.
3 bis.	Gouvernement d'Afrique	163,995	;	fr. 200,000 239,140 163,995
8 9 10 11 12	Solde et entretien des troupes	502,700 605,400	120,608 7,879 2,000	74,183 504,790 605,400
13 14 22 24	Harnachement. Fourrages. Services militaires irrégaliers. Dépenses accidentelles et secrètes.	1,295,970 70,000 20 <del>0</del> ,000	287,766 197,000	267,000 200,000
14 22	Fourrages	1,295,970 70,000		287,766 197,000 .005,666

ÉTAT B.
TRAVAUX EXTRAORDINAIRES CIVILS ET MILITAIRES.

CHAPITAES SPÉCIAUX du budget.	nature des dépenses.	CREDITS extraordinaires demands.
18 19 23	Matériel de l'artillerie. — Magasin pour abriter le matériel	950,000
	en d'Oran à Arzew, de Bone à Constantine	1.500,000

14 MAI. = 14 JUILLET 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris pour l'établissement et l'exploitation du chemin'de fer de Strasbourg à Bâle. (IX, Bull. supp., CCCLXX, n. 12175.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la loi du 6 mars 1838, relative à la concession du chemin de fer de Strasbourg à Bâle au profit de la maison N. Kæchlin et frères de Mulhausen (Haul-Rhin); vu les art. 29 à 37, 40 et 48 du Code de commerce; notre conseil d'Elat entendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à Paris pour l'établissement et l'exploitation du chemin de fer de Strasbourg à Bàle est autorisée. Sont approuvés les statuts de la dite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, les 1er, 3, 4, 8 et 9 mai 1838, par-devant Me Hailig et son collègue, notaires à Paris, lequel restera annexé à la présente ordonnance.

2. Ladite société sera soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour MM. N. Kæchlin et frères, de la loi du 6 mars 1838 et du cahier des charges annexé à cette loi.

- 3. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.
- 4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, aux préfets des départemens de la Scine, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, au greffe des tribunaux de commerce de Paris, Strasbourg et Colmar, et aux chambres de commerce de Paris, de Strasbourg et de Mulhausen.
- 5. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.
- TITRE I'T. Constitution de la société, objet, dénomination, domicile, durée.
- Art. 1. Il est formé par ces présentes, sauf l'approbation du Roi, une société anonyme pour l'exécution et l'exploitation du chemin de fer de Strasbourg à Râle. Elle prend la dénomination de Compagnie du chemin de fer de Strasbourg à Bâle.
- 2. Le siége de la société est établi à Paris. Il pourra être changé par une délibération de l'assemblée générale, publiée conformément au Code de commerce et approuvée par ordonnance royale rendue en forme de réglement d'administration publique.
- 3. La société commence à partir de la date de l'ordonnance royale d'autorisation. Elle finit avec la concession.

#### TITER II. - Mise en société de la concession.

A. M. Nicolas Kachlin, agissant au nom de sa maison Nicolas Kachlin et frères, apporte à la compagnie et lui abandonne la concession du chemin de fer de Strasbourg à Bâle, telle qu'elle résulte de la loi du 6 mars 1838 et du cahier des charges qui s'y trouve annexé, sous la seule réserve qui suit : dans le cas où le gouvernement, usant du droit résultant en sa fareur du cahier des charges, réclamerait la prolongation du chemin jusqu'à Lauterbourg, M. Nicolas Kachlin se réserve la faculté de construire le chemin pour son compte : s'il use de cette faculté, il aura droit à la subvention d'un million due par la compagnie au constructeur.

#### TITRE 111. - Fonds social.

5. Le fonds social est fixé à quarante deux millions de francs. Cette somme est destinée, savoir :

Quarante millions à l'exécution des travaux du chemin de fer et de ses dépendances, et à l'acquisition du matériel nécessire à son exploitation; un million à la formation du fonds de roulement de l'entreprise; et un million au paiement éventuel de la subvention due par la compagnie dans le cas de prolongation du chemin de fer jusqu'à Lauterbourg. Dans le cas où; l'autorité n'ayant pas réclamé dans le délai de cinq ans la prolongation du chemin jusqu'à Lauterbourg, la compagnie se trouverait affranchie du paiement de la subvention d'un million ci-dessus mentionnée, cette somme serait versée dans la réserve dont if sera parlé sous l'article 40, titre VII.

## TITRE IV. - Actions.

6. Le fonds social est divisé en quatre-vingtquatre mille actions de cinq cents francs chacune.

7. Les actions sont au porteur. Elles ne sont remises aux ayans-droit qu'après leur paiement intégral. Jusque-là, il n'est remis aux souscripteurs que des promesses d'actions nominatives, et qui ne pourront être négociées avant que la présente société ait été autorisée. Les cédans sont garans de leurs cessionnaires jusqu'au paiement final.

8. Les actions sont revêtues de la signature de deux administrateurs. Elles doivent êtra frappées

du timbre sec de la compagnie.

9. La cession des actions s'opère par la tradition du titre.

- 10. Chaque action est indivisible. La compagnie ne reconnest qu'un seul titulaire pour chaque action.
- 11. Chaque action donne droit à un quatrevingt-quatre millième dans les bénéfices de l'entreprise et dans la propriété de l'actif social.
- 12. Les présens statuts obligent et suivent l'action, dans quelques mains qu'elle passe.
- 13. Le montant de chaque action est payable au siège de la société, savoir : cent francs iumédiatement; cent francs le 6 juillet 1838; cinquante francs le 6 septembre 1838; cinquante francs le 6 mars 1839; cinquante francs le 6 septembre 1839; cinquante francs le 6 mars 1840; cinquante frans le 6 septembre 1840; et cinquante frans le 6 mars 1841. Total, cinq cents francs.
- 14. A défaut de versement d'un ou de plusieurs des termes de paiement aux époques ci-dessus mentionnées, les numéros des actions en retard sont publiés dans un des journaux désignés chaque année par le tribunal de commerce de la Seine pour recevoir les amonces légales, et quinze jours après cet avis, pour tout délai, il est procédé, à la bourse de Paris, et par le ministère d'un agent de change, à la vente desdites actions, aux risques et périls des retardataires, qui, suivant le résultat de cette vente, profitent de l'excédant, tous frais et intérêts déduits, ou sont tenus de payer le déficit.
- 45. Il ne peut être fait aucun appel de fonds au-delà du montant de chaque action. Les actionnaires ne sont passibles que de la perte du montant de leur intérêt dans la société.

#### TITRE V. - Conseil d'administration.

- 16. Les affaires de la société sont gérées par un conseil d'administration, qui la représente vis-àvis des tiers. Il peut y avoir, sous les ordres du conseil d'administration, le nombre d'agens néces-aire aux besoins de l'entreprise.
- 17. Le conseil d'administration se compose de sept membres, nommés et révocables par l'assemblée générale. Chaque membre doit être propriétaire de cent actions au moins, qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions et demeurent affictées à la garantie de sa gestion. Les titres de ces actions sont déposés dans la caise de la société.
- 18. Les fonctions des administrateurs sont gratuites, souf des jetons de présence dont la voleur est fixée par l'assemblée générale.
- 49. La durée des fonctions des administrateurs est de sept années; ils sont renouvelés par septieme d'année en année. Les membres sortant les six premières années sont indiqués par le sert et en-

suite par l'ancienneté. Les membres sortant peuvent être indéfiniment réélus.

20. Le conseil d'administration nomme chaque année son président. En cas d'absence, il est remplacé par le plus âgé des membres présens.

21. Le conseil d'administration s'assemble au moins une fois par mois. Il peut être réuni ex-traordinairement toutes les fois que le besoin des offsires l'exige. La présence de quatre administrateurs est nécessaire pour valider les délibérations. Les décisions sont prises à la majorité des membres présens; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les délibérations sont constatées par des proces-verbanx. La justification de ces procès-verbaux vis-à-vis des tiers résulto d'une copie ou extrait certifié par deux des admimistrateurs.

22. En cas de décès, retraite ou empêchement permanent d'un ou de plusieurs administrateurs, le conseil pourvoit à leur remplacement provisoire jusqu'à la première assemblée générale. Si, par l'effet d'une des causes sus-énoncées, le nombre des administrateurs nommés par l'assemblée générale est réduit à trois, l'assemblée générale est immédiatement convoquée à l'effet de pourvoir aux places vacantes. Les membres ainsi nommés ne demeurent en fonctions que le temps restant

à courir sur l'exercice de leur prédecesseur.

23. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la com-pagnie. Il peut passer tous marches, transiger et compromettre; il fait le placement des fonds libres, et autorise tous transferts de rentes et autres valeurs appartenant à la compagnie. Il peut, avec l'autorisation de l'assemblée générale, contracter tous emprunts, hypothéquer, aliéner, acquérir. Le conseil d'administration fixe ou modifie les tarifs dans les limites déterminées par le cahier des charges. Il fait les réglemens nécessaires pour l'exploitation du chemin; il règle le mode de cette exploitation, soit par voie d'exploitation directe, soit par regie intéressée, soit par mise en ferme, le tout sous la réserve de l'approbation ultérieure de l'assemblée générale. Il nomme et révoque tous employes, fixe leurs attributions et leurs traitemens. Il propose les modifications aux statuts. Il exerce au nom de la compagnie toutes actions judiciaires. Les engagemens contractes par le conseil d'administration au nom de la société doivent être revêtus de la signature de quatre de ses mem. bres. La signature d'un seul suffit pour la correspondance ordinaire et pour l'exécution des délibérations du conseil. Le premier conseil d'administration nomme par le présent acte pour toute la durée des travaux est chargé particulièrement de pourvoir à l'exécution du chemin de fer et de ses dépendances, qui forme l'objet de l'entreprise; il peut, à cet effet, choisir le mode qui lui semblera le plus favorable, tant pour l'acquisition des terrains que pour l'achat des matières, la conduite des treveus et la fourniture du matériel nécessaire au dévelonpement de l'entreprise; il peut mettre en adjudication tout ou partie des travaux, traiter à forfait pour tout ou partie de l'entreprise, ou faire exécuter directement les travaux.

24. Le conseil d'administration peut, dans les circonstances où il le juge utile, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs par un mandat spécial et pour une ou plusieurs affaires déterminées.

25. Les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux

engagemens de la compagnie. Ils répondent de l'exécution de leur mandat.

26. Sont nommés administrateurs jusqu'à l'achèvement des travaux, MM. Lamyt, Léhr, Girard, Risler, David, Dollfus et Léscuyer.

27. Si, ultérieurement, il était jugé nécessaire de créer un directeur, ses attributions et son traitement seraient déterminés par l'assemblée générale, qui pourveirait à sa nomination sur la proposition du conseil d'administration , et qui pourrait le révoquer de la même manière.

## TITRE VI. - Assemblée générale.

28. L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires. Elle se compose de tous les actionnaires porteurs de vingt actions ou plus, qui se sont fait connaître et ont produit, au siège de la société, deux jours au moins avant la réunion, les titres de leurs actions, sur la représentation desquels il leur est remis une carte d'admission à l'assemblée, énonçant le numéro de ces actions.

29. L'assemblée générale est régulièrement constituée lorsque les actionnaires présens sont au nombre de quarante et représentent le dinième du fonds social. Dans le cas où, sur une première convecation , l'assemblée générale ne satisfait pas à cette double condition, il est procédé à une seconde convocation à quinze jours d'intervalle; et lors de cette nouvelle réunion, l'assemblée générale peut délibérer quels que soient le nombre des membres présens et la quantité d'actions représentées, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion.

30. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, qui désigne un secrétaire et deux scrutateurs pour former avec lui

le bureau de l'assemblée.

31. Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des membres présens. Vingt actions donnent droit à une voix ; quarente à deux voix ; soizante et plus à trois voix : ce nombre ne peut être dépassé. En cas de partage, la voix du président est prépondérants. 82. Le nombre d'actions de chaque membre

présent est constaté par les cartes d'admission à l'essemblée générale délisrées confermément à

33. Les délibérations de l'assemblée générale prises conformément aux statuts obligent la comeaguie. Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau.

34. L'assemblée générale se zéunit de droit, chaque année, au siège de la société, dans le courant du mois de mars. Elle se réunit en outre extraordinairement toutes les fois que l'intérêt de la compagnie l'exige, sur la convocation spéciale

du conseil d'administration.

35. Les convecations sont faites à la diligence du conseil d'administration, quinze jours au moins à l'avance, par un avis inséré dans les deux journaux de Paris désignes par le tribunal de commerce pour recevoir les annonces légales, et dans un journal de chacune des villes de Strasbourg, Colmar et Mulhouse.

36. L'assemblée reçoit, discute et approuve les comptes, fixe les dividendes et en ordonne la répartition. Elle autorise les emprunts, les affectations hypothécaires, acquisitions et alienations d'immeubles. Elle délibère sur les modifications ou additions à introduire dans les statuts. Elle nomme ou révoque les membres du conseil d'administration. Elle prononce, en se renfermant

dans la limite des statuts, sur tous les intérêts de la société.

## TITRE VII. — Comptes annuels, bénéfices.

- 37. A la fin de chaque année, il est dressé, par les soins du conseil d'administration, un inventaire général de l'actif et du passif de la compagnie. Cet inventaire et les pièces à l'appui sont soumis à l'assemblé générale dans la réunion du mois de mars
- 38. L'assemblée générale discute et approuve le compte présenté par le conseil d'administration. L'assemblée générale peut, si elle en reconnaît l'utilité, nommer chaque année trois commissaires, auxquels le compte devra être remis quinze jours au moins avant la tenue de l'assemblée générale, et qui lui en font leur rapport en assemblée. Si, dans l'intervalle de sa nomination à la réunion de l'assemblée où doit être fait le rapport, un des commissaires se trouve dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, les deux autres désignent son remplaçant.

39. L'excédant des recettes de l'année, déduction faite des fonds nécessaires à l'acquittement des charges sociales, constitue le bénéfice net de

l'exercice.

40. Le dixième des bénéfices est prélevé chaque année pour former un fonds de réserve destiné à parer aux dépenses extraordinaires. Lorsque le fonds de réserve a atteint deux millions cinq cent mille francs, le prélèvement cesse; il reprend son

cours lorsque la réserve est entamée.

A1. Le paiement des dividendes se fait chaque année au siège de la compagnie, immédiatement après la tenue de l'assemblée générale qui en a ordonné la répartition. Tous dividendes qui n'ont pas été touchés lors de l'expiration du délai de cinq années, après leur exigibilité dûment annon-cée dans un journal d'annonces judiciaires de chacune des villes de Paris, Strasbourg, Mulhouse et Colmar, sont acquis à la société.

#### TITRE VIII. - Modifications, dissolution.

42. L'assemblée générale peut apporter aux statuts de la présente société les modifications ou additions reconnues utiles. La délibération, à ce sujet, n'est valable qu'autant qu'elle réunit la majorité des deux tiers des voix des membres présens. Le conseil d'administration, à la simple majorité, a le pouvoir de réaliser en acte authentique les modifications adoptées. Ces modifications ne sont définitives qu'après avoir reçu la sanction de l'autorité. Tous pouvoirs sont donnés d'avance an conseil d'administration, délibérant à la majorité de quatre voix, pour consentir les changemens que le gouvernement jugerait nécessaire d'apporter anx modifications proposées par la compagnie ; il est autorisé également à passer tous actes à cet effet.

43. Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation à suivre, nomme un ou plusieurs liquidateurs, les révoque pour en substituer d'autres, le cas échéant ; détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émolumens.

## TITRE IX. - Contestations.

A4. Toutes contestations qui peuvent s'élever entre les sociétaires à raison des affaires sociales sont jugées par des arbitres. Le tribunal arbitral est composé de trois arbitres, sur le choix desquels les parties sont tenues de s'entendre dans un délai

- de huitaine, à défaut de quoi, la nomination des trois arbitres est faite par le tribunal de commerce du département de la Seine, à la requête de la partie la plus diligente. Les arbitres décident comme amiables compositeurs et en dernier ressort, sans être tenus de s'astreindre aux formes et délais de la procédure. Leur décision ne peut être attaquée par voie d'appel, requête civile ni recours en cassation.
- 45. A défaut d'élection de domicile à Paris, le domicile de droit de chaque actionnaire, pour tous actes de procédure, en cas de contestation, est au siège de la société.

## TITRE X. - Mandat spēcial.

46. La demande en autorisation de la présente société sera soumise au gouvernement par M. Ni-colus Kachlin, conjointement avec MM. Lawyt. Lehr, Girard, Risler, David, Dellfus et Lescuyer, les-quels sont autorisés à consentir, à la simple majorité, toutes modifications, additions ou suppressions qui sersient exigees par le gouvernement comme condition de l'approbation. Ils sont autorisés à passer tous actes a cet effet.

#### TITRE XI. — Publication.

47 et dernier. Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou extrait des présentes pour les faire publier partout où besoin sera.

18 mar. = 14 juiller 1838. - Ordonnance du roi qui autorise la concession , à la commune de Binic (Côtes du-Nord), d'un terrain en nature de marais ou lais de mer. (IX, Bull. supp., CCCLXX, n. 12177.)

Louis-Philippe, etc., vu la demande formée par la commune de Binic, département des Côtes-du-Nord, tendant à obtenir la concession, à prix d'estimation, de deux marais ou lais de mer situés dans le chenal de la rivière d'Ic, sur le territoire de cette commune; les pièces de l'instruction de cette demande, laquelle a été faite selon le mode prescrit par l'ordonnance du 25 septembre 1825; considérant qu'il résulte de cette instruction que la concession sollicitée peut être accordée sans nuire à aucun intérêt public ou privé; que la demande de la ville de Binic est fondée sur un véritable motif d'intérêt public communal, attendu qu'il s'agit pour elle d'obtenir les moyens : d'agrandir l'espace sur lequel elle est construite, lequel, dans l'état actuel des choses, se trouve resserré entre une montagne et la rivière d'Ic; que, dés lors, cette commune serait autorisée à invoquer le bénéfice du décret du 21 février 1808, aux termes duquel les biens domaniaux sont susceptibles d'être aliénés, à prix d'estimation, pour cause d'utilité publique , départementale ou communale; considérant, d'un autre côté, que, quoique la commune de Binic ne conteste pas les droits de l'Etat à la propriété des marais dont il s'agit, il est cependant établi, en fait, qu'elle en est actue'lement en possession; qu'elle est portée au cadastre comme propriétaire de ces marais, et qu'elle en paie les contributions, d'où il suit qu'il y a lieu aussi à l'application de notre ordonnance du 14 décembre 1857, rendue en exécution des articles 1, 2 et 3 de la loi du 20 mai 1856; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1er. Le terrain en nature de marais ou lais de mer désigné par une teinte verte et par le n° 1355 à l'extraît du plan cadastral de la commune de Binic, délivré, le 20 février 1836, par le sieur Delaunay, géomètre en chef du cadastre, sera concédé, sous la réserve des droits des tiers, par le préfet du département des Côtes-du-Nord, à la commune de Binic, pour en jouir comme de chose à elle appartenant, aux clauses et conditions suivantes.

- 2. Les limites du terrain concédé, déterminées au plan du 20 février 1836 par les lettres ACDHFGB, ne sont qu'indicatives, et l'Etat ne garantit ni la contenance ni-les tenans et aboutissans.
- 5. Dans le cas où les terrains concédés seraient l'objet d'une revendication ou d'une contestation quelconque, la commune, substituée aux droits et actions de l'Etat, exercera ces droits et actions à ses risques et périls, sans pouvoir appeler l'Etat en garantie ni même en cause.
- 4. La commune de Binic versera dans les caisses du domaine, aux époques et avec les intérêts réglés par les lois des 15 floréal an 10 et 5 ventôse an 12, les sept cent quarante-huit francs, montant de l'estimation faite par le tiers expert, ainsi qu'il résulte de son procès-verbal clos le 1er septembre 1836; elle acquittera, en outre, tous les frais auxquels la concession a pu ou pourra donner lieu, y compris ceux des expertises.
- 5. La commune de Binic jouira, s'il y a lieu, du bénéfice de l'article 5 de la loi de frimaire an 7, en se conformant à ce que cette loi prescrit.
- 6. Les pièces de l'instrction de l'assaire resteront déposées aux archives de la préfecture du département des Côtes-du-Nord, et la commune de Binic pourra en faire prendre des coples à ses frais.
- 7. Nos ministres des finances et de l'intérieur (MM. Laplagne et Montalivet) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, etc.

qui autorise le ministre des finances à concéder au département de la Seine deux boutiques situées dans l'intérieur du Palais-de-Justice à Paris. (IX, Bull. supp., CCCLXX, n. 12178.)

Louis-Philippe, etc., vu la lettre du 30 septembre 1837, par laquelle notre ministre de l'intérieur exprime le vœu qu'il soit fait cession au département de la Seine, qui en paierait le prix au moment même de la prise de possession, de deux boutiques provenant d'absens situés dans l'intérieur du Palaisde Justice à Paris, l'une, galerie des Prisonniers, l'autre, salle Mercière, toutes deux régies par le domaine et destinées à être comprises dans les travaux d'isolement et de restauration de ce palais; vu la délibération du conseil général du département de la Seine, du 22 octobre 1837, qui autorise le préfet à acquérir, sur expertise contradictoire, les deux boutiques dont il s'agit; vu le plan des lieux ainsi que le procès-verbal d'expertise, en date, au commencement, du 22 novembre 1837, clos le 20 décembre suivant, et d'après lequel ces deux boutiques sont estimées seize cents francs; vu le décret du 21 février 1808; considérant que la demande du département repose sur des motifs d'utilité publique incontestables; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

- Art. 1°r. Notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances est autorisé à concéder au département de la Seine, représenté par le préfet, les deux boutiques situées dans l'intérieur du Palais-de-Justice à Paris, l'une, galerie des Prisonniers. l'autre, salle Mercière, telles qu'elles sont désignées dans le procès-verbal d'estimation du 22 novembre 1837 et au plan qui y est joint, lesquels resteront annexés à la minute de l'acte de cession.
- 2. Cette concession sera faite à la charge, par le département, de verser comptant, à la caisse du domaine, et en cas de retard avec les intérêts de droit, la somme de seize cents francs, montant du prix déterminé par l'expertise contradictoire ci-dessas relatée, et à la charge, en outre, de payer tous les frais auxquels la concession a pu ou pourra donner lieu, y compris ceux de l'expertise.
- 3. Nos ministres des finances et de l'intérieur (MM. Laplagne et Montalivet ) sont chargés, etc.

<sup>6-17</sup> JUILLET 1833. — Loi qui autorise l'établissement d'un chemin de ser de Paris à Rouen, au Havre et à Dieppe, avec embranchement sur

Elbenf et Louviers (1). (IX, Bull. DLXXXVII, n. 7,467.)

Art. 1er. L'offre faite par les sieurs Chou-

quet, Lebobe et compagnie, d'exéculer, à leurs frais, risques et périls, un chemin de fer de Paris à Rouen, au Havre et à Dieppe,

(1) Présentation à la Chambre des Députés le 26 mai (Mon. du 27); rapport par M. Vitet le 6 juin (Mon. des 7 et 10); discession le 15 (Mon. du 16); adoption le 16 (Mon. du 17), à la majorité de 241 voix contre 52.

Présentation à la Chambre des Pairs le 21 juin (Mon. du 22); rapport par le baron Charles Dupin le 3 juillet (Mon. 4); discussion et adoption le 5 (Mon. du 6), à la majorité de 97 voix contre 3.

Dans la session de 1837, le gouvernement proposa aux Chambres d'accorder à diverses compagnies la confection de plusieurs lignes de chemins de fer ; ses projets furent rejetés. On démontra très disertement que le gouvernement devait se charger de ces travaux. Docile et soumis, le ministère a présenté à la Chambre de 1838 des lois en ce sens. On lui a alors prouvé très clairement que c'était à l'industrie particulière qu'il fallait laisser le soin de telles entreprises. L'administration a sur lechamp, avec une abnégation parfaite de toute opinion personnelle, proposé de consier à des com-pagnies l'exécution du chemin de Paris au Havre et de Paris à Orléans. Il faut être juste, cette fois les Chambres ont conservé la même opinion pendant trois mois, et les lois ont été votées; mais à peine quelques jours se sont ils écoulés, et déjà il est à peu près certain que ces chemins ne seront pas exécutés. L'œuvre du législateur n'a pas duré le temps nécessaire au commentateur pour recueillir les élémens de son travail et leur faire subir l'épreuve de quelque méditation.

Est-ce donc que l'intelligence, le savoir ou les capitaux manqueraient à notre pays pour concevoir et accomplir des projets semblables? Non, sans donte. Ce sont les intérêts et les passions qui les font avorter; l'un refuse ou approuve, parce que tel ou tel ministre propose, celui-ci calcule ce que peut lui valoir sa résistance ou son concours, et il se détermine par cette considération. Tout est champ de bataille pour les partis politiques, aussi bien les chemins de ser que les sonds secrets; la loi sur les aliénés, que la réponse au discours de la couronne. Il y a ceci de merveilleux, lorsque le gouvernement a fait tout ce qu'on a voulu, qu'il a cede à toutes les exigences, c'est encore lui qu'on accuse du mauvais succès des mesures auxquelles on l'a contraint. Il faut espérer que la session de 1839 sera plus stable dans ses vues, plus réfléchie dans ses actes, et qu'elle ne sournira pas un nouvel argument contre le gouvernement représentatif, en le montrant incapable d'executer des travaux qui s'accomplissent dans les pays soumis au régime du pouvoir absolu.

Si, comme cela est infaillible, les Chambres s'occupent des chemins de fer, elles devront non seulement résoudre la grande question à la fois économique et politique de savoir à qui du gouvernement ou de l'industrie privée il convient de confier l'exécution de semblables travaux (voy. suprà, page 528, notes sur la loi du 3 juillet 1838; mais elles auront encore à examiner quelques autres difficultés accessoires et secondaires, qui ont cependant une grande importance. La plupart sont indiquées avec beaucoup de précision et da clarté dans trois articles qu'a publiés, dans la Carté dans trois articles

sette des Tribenaux des 29 avril , 6 mai et 15 juin 1838, M. Mermilliod, avocat à la Cour royale de Paris et député du Havre. Il examine quelle est la durée qu'il convient de donner aux concessions faites aux compagnies, à quelle époque et à quel taux doit être autorisé le rachat anticipé par l'Etat des chemins concédés, comment doivent être réglés les rapports de l'administration avec les entrepreneurs des chemins, pour le transport des troupes, du matériel militaire, des dépêches et des lettres; quelles bases il faut adopter pour la révision des tarifs, quelles obligations doivent être imposées aux chemins de fer pour l'admission des voitures et des locomotives appartenant à des tiers, en d'autres termes, comment doit s'entendre la liberté du parcours; s'il est convenable et possible de donner aux concessionnaires la garantie qu'aucune concession rivale ne sera faite; par quels moyens on peut indemniser quelques industries que la création des chemins de fer doit nécessairement ruiner, par exemple celle des maîtres de poste; enfin par quelle combinaison on peut empêcher les concessionnaires des chemins de fer d'acquerir le monopole du transport des voyageurs par messageries, à partir du point où se termine leur ligne.

M. Mermilliod reconnaît que, dans les cahiers des charges, on trouve des clauses qui répondent à quelques-unes de ces questions: voy. en effet au cahier des charges, art. 32, 33, 35, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 47, 48; mais il pense avec raison qu'il serait préférable de donner des solutions générales sur lous les points susceptibles d'être réglementés par des dispositions fixes. Voici comment il s'exprime sur quelques-unes des difficultés que j'ai signalées.

..... Quant à la durée des concessions, qui, en Angleterre, sont toujours perpétuelles, ainsi que dans la plupart des états sud de l'Union américaine, il convient de la limiter à un nombre d'années suffisant pour que la masse des produits présumés soit la représentation des capitans avancés, des intérêts de ces capitaux, et de bénéfices proportionnés aux risques courus. C'est sur cette base que l'on a procédé jusqu'à ce jour en France, sauf cependant pour les chemins du département de la Loire, dont, par exception unique, la concession est perpetuelle. Le seul avantage que présenterait ce dernier système serait de pouvoir abaisser davantage les tariss, puisque la compagnie, en tel cas, n'aurait plus besoin de calculer le prix des transports, de manière à lui faire produire l'amortissement du capital. Mais on peut retrouver cet avantage d'intérêt public par une clause qui permette à l'Etat de racheter, après un laps déterminé d'années, la concession même du chemin, pour en devenir maître au profit de tous, et à l'exploiter, soit directement, soit par régie intéressée, aux conditions les plus en harmonie avec les besoins généraux. On peut dire encore que si la limitation des concessions grève quelque peu la génération présente, elle assure, d'un autre côté, à l'avenir, le complément des merveilles promises par l'application de la vapeur aux transports par terre, l'extrême bon marché joint à l'extrême célérité. On conçoit en effet que l'Etat, en devenant, sans déboursés, par l'expiraavec embranchement jusqu'à Elbeuf et jusqu'à Louviers, est acceptée.

En conséquence, toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'Etat, soit

tion du terme légal de la concession, propriétaire des voies établies, ne devra chercher dans ses tarifs nouveaux que l'exacte représentation des frais d'entretien de la route et du matériel de transport.

 Quant au droit de rachat anticipé, dont je parlais tout à l'heure, et que l'on a pris soin de stipuler dejà dans plusieurs concessions, il est entendu qu'on ne saurait l'exercer qu'à charge non seulement de rembourser les avances faites, en capitaux et intérêts, mais encore de bonifier les compagnies d'une somme équivalente à la moyenne des bénéfices présumés pour les années qui restent à courir de la concession. Je sais qu'en Amérique quelques chartes autorisent les Etats à racheter après dix ans, en ne bonifiant les compagnies, outre leurs dépenses, que d'une somme équiva-lente à 14 pour cent d'intérêts par chacune des anwee écoultes; mais il n'y a point de règle fixe à cet égard, l'unité législative manquant là pour les travaux publics comme pour tout le reste, et les législations étant aussi diverses que les états qui forment la Confédération. Aussi ce qui importerait en France, c'est que la base de ces rachats fut fixée d'une manière générale et non arbitraire, et qu'en tout cas elle su calculée de manière à indemniser les compagnies des chances qu'elles ont courues; autrement vous décourageries l'industrie particulière, aux risques de laquelle vous laisseries toutes les éventualités de pertes, pour vous emparer de ses éventualités de gain, le jour où il deviendrait possible de les meserer à coup sûr,

a Le droit de révision des laris ne doit pes être soumis à des règles moins déterminées. Après quis-les périodes cette révision pourra-t-elle avoir iteu? sur quelles bases s'opérera la réduction? Voilà ce qu'il sersit important d'écrire dans nos lois. Quelques actes de concession en France se hornent à stipuler que cette révision sera faite tous les dix ans, d'autres tous les quinze ans; mais des élémens et des conditions d'appréciation, pas un mot l

·Le parlement englais, à l'occasion du chemin de fer de Manchester à Liverpool, a fondé le droit de revision sur un principe violent peut-être, mais vationnel du moins, principe introduit d'ailleurs dans les chartes de plusieurs compagnies en Amérique. A ses yeux, une compagnie de ce genre ne doit pas prelever sur le public un tribut excedant 10 pour cent du capital dépense. Lors donc que les dividendes (intérêts compris) dépasseront 10 pour cent, il y aura lieu de réduire les tarifs. Cela est logique autant qu'arbitraire, et je le préférerais au vegue de nos cabiers de charges. Il est vrai, d'autre part, que la compagnie trouve moyen d'éluder Peffet des prévisions parlementaires, en appliquant à de nouveaux travaux de consolidation, de développement ou même de luxe, l'excédant du bénéfice tigal. Le public y gagne-t-il autant qu'à une reduc-tion effective des tarifs? on peut en douter, quoique le magnifique tunnel qui amène aujourd'hui . souterrainement, les voyageurs jusqu'au centre de Liverpool, et qu'on a construit avec ces excédans, ne soit pas d'un médiocre avantage pour eux.

«Toujours est-il qu'une règle claire et absolue doit être tracée, pour que la loi se substitue à l'arbi traire.

«J'arrive au second point de vue que je m'étais proposé d'examiner, c'est-à-dire aux principes qui me paraissent devoir régir, dans l'intérêt du commerce surtout, les rapports réciproques des conscionnaires avec les particuliers; et ces rapports ont d'autant plus importans à réglementer, qu'il n'est pas vrai de dire que la surveillance de l'aministration peut sappléer à la loi, pour réprime les abus du monopole et remédier à l'absence d'une concurrence efficace, car, d'une part, l'aministration ne saurait faire prévaioir les esigences, même les plus justes, sur le silence de liégislation; et d'autre part, on connaît trop la zèle tracassier de certains agens inférieurs, qui compient leurs chevrons par le nombre de leun procès-verbaux, et se font un titre à l'avancement, de la rigueur qu'ils déploient dans leurs fonctions, pour ne pas craindre de livrer à leur arbitrire l'appréciation de difficultés souvent graves.

"Un des points les plus importans git dans la question de savoir si les chemins de fer doiragt être assimités aux routes ordinaires pour la liberté du parcours; en d'autres termes, si des particatiers peuvent revendiquer l'usage des rails popt les voitures et des locomotives leur appartenati, et destinées à opérer leurs propres transports, à charge de payer simplement le droit de piege.

« En Angleterre, tout individu jonit de cettefaculté pour ses wagons et voitures, sons la condition
qu'ils solent parfaitement appropriés au modé de
circulation, c'est-à-dire que les formes, les dimensions, etc., de toutes les pièces, soient en rappot
exact avec la construction du chemin. Mais on ae
peut forcer les compagnies à admettre d'autre
locomotives que les leurs, et dès lors les particiliers restent dans ce cas, tributaires du droit de
péage et d'un droit de traction déterminé suivant
le nombre et le poids des voitures formant fa

Aux Etats-Unis, les compagnies exploitent exclusivement avec leurs véhicules et leurs propres moyens de transport, si ce n'est dans l'état de Pensylvanie, où la circulation est libre, en principe et en fait, pour toute voiture conforme a modèle. Mais, la même, on n'a pas tardé l'acconnaître les inconvéniens et les abus d'un tel système, et l'avantage qu'il y a pour tous les intérets à ce que le transport et la traction soient dans les mains de personnes toujours les mêmes, et,

partant, toujours responsables. · Pent-être devrons nous en juger ainsi, ne fil ce que pour écarter une cause incessante de difficults entre les particuliers et les concessionnaires, prompts à s'armer de la moindre irrégularité pour quereller des entreprises qu'ils considérent comme empiétant sur leurs droits et leurs bénéfices. Cependant ce principe ne devra-t-il point recevoir exception, non pas seulement lorsque des lignes secondaires, s'embranchant sur le chemin printipal, auront été concedées par l'Etat, ce qui est admis partout, mais lorsque des particuliers, riverains du chemin de fer, auront construit sur leur propriété une ligne plus ou moins étendue, destinée à desservir leurs exploitations, et aboutissant au chemin en question? Ne sera ce pas le cas de voir là, non une spéculation ayant pour but d'entrer en partage des profits de la compagnie, mais une conséquence légitime et un développement naturel du droit de propriété; et la concesla charge des sieurs Chouquet, Lebobe et ompagnie, stipulées dans le cahier des

charges arrêté, les 26 mai et 14 juin 1838, par le ministre des travaux publics, de

on des graudes lignes de chemins de ser n'a-t-elle ss précisément pour objet de séconder tous les oints latéraux, aussi bien que les extrémités, et e savoriser ces moyens de communications accessites qui ne se créent point dans une vue de conurrence, mais pour tirer tout le parti possible des itosaits du sol et de l'industrie?

ill convient, en tous eas, que la loi, en concrant la faculté d'établir des embranchemens articuliers, détermine si les compagnies devront ermettre le parcours aux wagons destinés au rrice de ces embranchemens privés, on si du oins elles seront tenues de les desservir avec urs moyens personnels, sauf leur droit de contèle sur le mode de construction; on conçoit, n effet, que, dans l'intérêt de leur metériel, les paissant se refaser à fairs circuler leurs mahimes et leurs wagons sur des lignes d'embranhement dont les courbes, par exemple, sersient an rayon assex minime pour occasioner la roupte détérieration de ce matériel.

L'une des plus graves questions assurément a celle qu'e somievée la garantie accordée aux comagnies contre la concuerence d'une ligne rivale undant un nombre déterminé d'années. Des moiestations ont aurgi, d'abord de la part des ecietés qui s'étaiemt formées pour soumissionner les tracés parallèles, et l'intérêt privé n'a pas nanque, dans cette circonstance. d'invoquer les rincipes exclusifs des privilèges et du monopole. le bons esprits ont même pense que l'Etat comnettrait une faute en se liant ainsi pour l'avew, et en s'interdisant de donner les mains à oule sutreprise nouvelle que justifieraient les sesoins publies ou les progrès de la science, le out été jusqu'à exprimer que l'on n'avait le le droit de prendre un tel engagement, at pil offreit quelque chose d'illégal, ou pour nieux dire d'inconstitutionnel, en se qu'il paalysait la liberté d'action des législatures subsémentes.

al lest facile, es me semble, de détruire ces bisections et de calmer les craintes des esprits désnéressés. Quant aux compagnies rivales, toute à question est de savoir si leur exclusion temjoraire est auflisamment légitimée par les circontances, et si leur intérêt privé ne doit pas fléchir levant un intérêt plus sacré, l'intérêt général.

Or, il ne faut point perdre de vue que la garanied dont il s'agit est essentiellement transitoire et
imitée, et qu'à ce titre elle rentre dans la catétorie des stipulations permises aussi bien à l'Etat
p'aux particuliers. Et pour ne s'attacher qu'aux
précédens, qui ne sait que tous les jours le gouternement concède l'établissement de ponts, le
fermage de bace, la construction de marchés publics, le privilége de certaines fournitures, avec
les clauses analogues de garantie. Jamais on no
rétait avi-é de voir là un engagement illégal; et
il parfois on a cru pouvoir se dispenser d'une exétuion rigoureuse de ces stipulations, c'est que le
lette prétait à une interprétation différente, eu
que la durée de la garantie était hors de proportion avec les intérêts qu'on avait voulu ménager. Consulter maintenant ce qui a lien dans
d'autres pays. Je ne parlerai point du régime observé en Prusse, où des concessions ont été faites

avec assurance contre toute ligne rivale pendant un laps de 60 ans; ni de la pratique suivie en Au-triche, où une garantie de 50 ans vient d'être pareillement accordée. On m'opposerait que ce sont des gouvernemens de bon plaisir, et que les priviléges y sont le corollaire du pouvoir absolu. Bien qu'una telle opinion soit en fait plus erronée qu'on ne le pense, j'invoquerai seulement ici ce qui se passe dans un pays de liberté et d'égalité, aux États-Unis d'Amérique. Eh bien! on n'y croit pas violer les principes si libéraux qui ont présidé à toutes les institutions, en prohibant, par exemple, le transport des marchandises sur un chemin de fer paralièle à un canal dont les dépenses ne sont pas encore amorties; en accordant à d'autres chemins de fer, d'une concession limitée, le monopole de l'exploitation dans une certaine zone. C'est ce que consacrent, entre autres, sept chartes que nous avons eues sous les yeux; et quand cette garantie n'a pas lieu, elle est ordinairement compensée par l'avantage immense d'une concession perpétaelle.

• Je ne me dissimule pas cependant que le monopole, même restreint, implique quelques inconveniens, qu'il est un obstacle à la réalisation prochaine de conceptions peut-être utiles. Aussi doit if, pour que nous puissions l'ab-soudre, se justifier par la raison d'état, et par des stantages qui fassent peser en sa fateur la balance des intérêts. Il faut donc 1º que l'entreprise soit d'un intéret public incontestable ; 2º que le tracé adopte l'emporte sur les traces rivaux 3º qu'il soit avere que le concours de deux lignes rapprochées ne peut avoir lieu sans amener la ruine de l'une et de l'autre; à qu'il soit impossible, enfin, de réunir à d'autres conditions les capitanz énormes qu'exige une telle entreprise. S'il en est ainsi de tous points, c'est non seulement convenance, mais devoir pour le gouvernement d'assurer ce qui importe avant tout, l'établissement des chemins de fer. Etrange calcul, en effet, que de risquer de n'en avoir pas, par la crainte d'en avoir trop peu! Etrange prudence, en verité, que de vouloir la multiplication de ces voies nouvelles, et de favoriser si peu celles qui commencent, que le discré-dit général et l'abandon deviennent le résultat inévitable des entraves meurtrières apportées à leur existence!

t.... Une ândustrie, entre autres, s'est émue vivement du désastreux avenir que lui réservent infeilliblement ces voies rapides de commonications. Les maîtres de poste ont facilement compris que, sur des routes ou riefnes et pauvres allaient se presser, leurs établissemens ne pouvaient plus attendre qu'une existence négative; que si, indépendamment de la faculté accordée aux concessionnaires, d'avoir, dans la proportion d'un dirième des trains, des voitures spéciales destinées aux personnes désireuses de voyager seules, il existait certains véhicules qui, aoits le nom de plates-formes, permissent de transporter les voitures mêmes des voyageurs, en même temps que leurs personnes, celtes-ci, trouvant à la fois l'avantage de l'isolement et du confortable, et une rapidité triple de celle des chevaux, abandonneraient bien vite le mode de traction qui constitue toute l'industrie des maîtres de postes.

l'agriculture et du commerce, et accepté, aux mêmes dates, par lesdits sieurs Chou-

quet, Lebobe et compagnie, recevront leur pleine et entière exécution.

« Aussi ces derniers ont ils vivement réclamé, cherchant à séparer leur sort de celui des professions analogues, dans ce vaste naufrage, où messageries, roulages, coches de terre ou d'eau enfin, vont se trouver engloutis. Ils se sont appuyés de la législation organique de leur institution ; du monopole qu'elle avait entendu leur conférer en matière de transports; de l'édit de 1709; de la loi du 24 juillet 1793, dont la date toute démocratique n'avait pas été un obstacle à la reconnaissance de leurs priviléges; de celle du 15 vendémiaire an 13, qui les avait encore consirmés avec éclat, en soumettant à un droit de 25 cent. par cheval et par poste, tout service de voitures exploité avec des relais particuliers.

· Il est vrai qu'il existe ici quelque différence entre une entreprise qui marche sur son propre chemin, et celle qui emprunterait la route desservie par des relais de poste; entre celle qui attelle à ses chars des moteurs inconnus en l'an 13, et celle qui emprunte le vulgaire secours des chevaux. Mais il n'en reste pas moins constant que voilà une industrie qui n'embrasse pas moins de 1,400 relais, ruinée sur toutes les parties du territoire où la formidable concurrence d'une ligne de fer viendra s'établir ; que dans tous les cas, il serait injuste de soumettre dorénavant les maîtres de poste aux exigences de l'organisation primitive, et de les astreindre, par exemple, à maintenir dans leurs écuries le nombre de chevaux voulu par les réglemens, en vue des rares voyageurs qui, rebelles aux bienfaits de la vapeur, s'obstineront à suivre les us et coutumes de leurs aïeux.

Les maîtres de poste ont tranché la difficulté en demandant qu'une surtaxe de deux centimes par poste fût imposée en leur faveur sur le priz des places, et ils ont soutenu que les voyageurs seraient malvenus à s'en plaindre, puisque l'impôt de vingt-cinq centimes, actuellement en vi-gueur, portait en réalité à huit centimes par poste la contribution qu'ils paient dans les messageries ordinaires; que, d'une autre part, les compagnies concessionnaires ne seraient point affectees par cet impot qui s'ajouterait au prix de leur tarif. On s'est récrié contre une telle prétention, qui, sauf le chiffre et le mode, paraît cependant mériter un mûr examen; et comme les chemins de fer, qui ne sont pas votes, sont plus loin encore d'être achevés, les commissions ont à leur tour tranché la question, en décidant de l'ajourner, et en recommandant à l'administration, dont l'embarras n'est pas moindre sans doute, d'aviser au moyen de tout concilier.

· Après la réclamation des maîtres de poste, s'est produite celle des entrepreneurs de messageries. et nous devons convenir que leur sollicitude était singulièrement justifiée. En effet, si le chemin de Paris à la mer n'était pas dans le cas de l'exciter, à cause de ses conditions de parcours complet, celui de Paris à Orléans, par exemple, devalt fixer particulierement leur attention, puisque ce chemin est la tête de ligne, à l'extrémité de laquelle convergent toutes les routes de l'ouest, du midi et du centre de la France. Si la compagnie concessionnaire s'avisait d'instituer pour son propre compte des entreprises de messageries dans ces diverses directions, lesquelles auraient leur

point de départ commun à Orléans, ou si elle traitait aux mêmes fins et exclusivementarecertaines entreprises, nul doute qu'une semblable faculté ne dût impliquer la ruine des autres conpagnies de transport actuellement existante, et neutralisant leur action sur les routes dont sons venons de parler. En effet, quel immense sustage pour une entreprise que de pouvoir assure de Paris des places dans les messageries qui sraient la continuation du chemin de fer, d'actparer les voyageurs par des rabais habilement calculés, de s'emparer enfin du monopole de la circulation, non seulement sur la ligne d'Orless, mais encore sur les voies ordinaires aboutissant de là h Nantes, Bordeaux, Bourges, Toulouse, etc.

« La commission nommée pour l'examends pojet s'est beaucoup préoccupée de cette intéresses question, et elle a pensé la résoudre en interdisant aux concessionnaires, sons les peines portés par l'article 419 du Code pénal, de former aucuse entreprise personnelle de transport des royages et marchandises, pour desservir les routes abetissant au chemin d'Orléans, ni de faire direct ment ou indirectement avec des entreprises de a genre, des arrangemens qui ne scraient pa quiment consentis en saveur de toutes les entreprises desservant les mêmes routes.

· Il faut reconnaître que cette disposition ma pour effet probable d'assurer des intérêts qui ne sont pas seulement ceux des entreprises de messgeries, mais encore ceux du public. Il conviest donc, pour éviter les inconvéniens d'un mont pole, qui bientôt ne se bornerait pas à l'exploit-tion du chemin de fer, et qui embrasserait los les aboutissans de ce chemin ; qui permettrait sinsi aux compagnies privilégiées de concentrer dans la rayon immense l'industrie des transports en les mains, et de rançonner impunément tôt ou tent les voyageurs obligés de s'adresser exclusivement elles, par suite de la ruine de toute concurrence; - il convient , dis je , comme l'a judicieusement indique la commission, que chaque entrepres genrs, aux points de départ et d'arrivée, qu'elle puisse faire entrer ses voitures dans l'enceinte des gares de la compagnie, et qu'une égalité parfaite lui soit assurée clans la répartition des wegons el des places.

· On avait proposé, à ce qu'il paraît, de donnet à ces entreprises le droit de parceurir le chemin de fer avec des voitures qui leur appartiendraient en propre, et dont la traction s'opérerait par les moteurs de la compagnie. Mais les considérations que j'avais fait valoir contre ce système dans on de mes premiers articles, ont également frappe la commission, et l'ont décidée à repousser us mode trop fécond en inconvéniens. (Voy. lart. de la loi relative an chemin d'Orléans ci-sprès.

Une disposition moins heureuse, parce quelle n'attaque qu'imparfaitement le mal, conside dus le droit réservé au gouvernement de réviser spris un laps de cinq anuées les tarifs insérés aux cabien des charges, mais seulement quant à la proportion relative, attribuée au péage et au transport, st quant la classification des divers objets soumi set taxes. A mon avis, les tarifs actuels, susceptibles

Ce cahier des charges restera annexé à la présente loi.

2. Aucune autre ligne de chemin de ser, soit de Paris à Rouen, soit de Paris aux points intermédiaires entre Paris et Rouen, Poissy excepté, ne pourra être autorisée avant l'expiration d'un délai de vingt-huit ans, à partir de la promulgation de la présente loi (1).

3. Les concessionnaires ne pourront émettre d'actions ou promesses d'actions négociables pour subvenir aux frais de construction du chemin de ser de Paris à Rouen, au Havre et à Dieppe, avec embranchement jusqu'à Elbeuf et Louviers, avant de s'être constitués en société anonyme, dûment autorisée conformément à l'article 37 du Code de commerce.

4. Des réglemens d'administration publique, rendus après que les concessionnaires auront été entendus, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police, la sûreté, l'usage et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. Les dépenses qu'entraînera l'exécution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge des concessionnaires.

Les concessionnaires seront autorisés à faire, sous l'approbation de l'administration, les réglements qu'ils jugeront utiles pour le service et l'exploitation du chemin de fer (2).

Cahier de charges pour l'établissement d'un chemin de fer de Paris à Rouen, au Havre et a Dieppe, avec embranchement sur Elbeuf et Louviers.

Art. 1er. La compagnie s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, et à terminer dans le délai de huit années au plus tard, à dater de la promulgation de la loi qui ratifiera la concession, tous les travaux nécessaires à l'établissement et à la confection d'un chemin de fer de Paris à Rouen, au llavre et à Dieppe, avec embranchemens sur Elbeuf et Louviers, et de manière que ce chemin soit praticable dans toutes ses parties à l'expiration du délai ci-dessus fixé.

2. Le chemin de fer partira du côté nord de la rue Lasayette, entre les rues du Faubourg-Saint-Denis et du Faubourg Poissonnière : il passera entre Saint-Denis et la Seine, s'élèvera au col de Pierrelaye par la vallée de Montmorency, passera à Pontoise, suivra la vallée de la Viosne, passera à Chars, franchira le col de Boubiers et le contre-fort de Reilly, passera à Gisors, Etre-

pagny, Charleval, remontera la vallée de l'Andelle jusqu'à Vascœnil, suivra la vallée de Ry jusqu'à Blainville, d'où il passera dans la vallée de la Robec, pour arriver à Rouen au boulevart Beauvoisine: il se continuera ensuite sans interruption sur le Havre, en passant par la vallée de Déville, par le Houlme, Pavilly, Flamainville, Yvetot, près de Bolbec et par Harsleur. De Charleval, une branche du chemin principal descendra par la vallée de l'Andelle, suivra la rive droite de la Seine, franchira le col de Tourville, traversera la Seine à Oissel et arrivera à Saint-Sever, faubourg de Rouen , sur le bord de la Seine. Deux embranchemens seront dirigés, l'un jusqu'à Louviers, l'autre jusqu'à Elbeuf. Le tracé sur Dieppe se détachers de la ligne principale à Blainville, remontera la vallée de Ry, franchira le col d'Es-tonteville, et des endra à Dieppe par la vallée d'Arques, en passant à Bellencombre, le Grand-Torcy et Arques. Le maximum des pentes et rampes du trace n'excédera pas trois millimètres et demi (0m0035) par mètre, tant pour la ligne principale que pour les embranchemens. Toutefois, entre Bolbec et le llavre, la pente de cinq millimetres (0m005) pourra être admise.

3. A dater de l'homologation de la présente concession, la compagnie devra soumettre à l'approbation de l'administration supérieure, de quatre mois en quatre mois, et par section de vingt kilomètres au moins, rapporté sur un plan à l'échelle de un à cinq mille, le tracé défitif du chemin de fer de Paris à Rouen, au Havre et à Dieppe, avec embranchemens sur Elbeuf et Louviers, d'après les indications de l'article précédent ; elle indiquera, sur ce plan, la position et le tracé des gares de stationnement et d'évitement, ainsi que les lieux de chargement et de déchargement. À ce même plan devront être joints un profit en long, suivant l'axe du chemin de fer, un certain nombre de profils en travers, le tableau des pentes et rampes est un devis explicatif comprenant la description des ouvrages. Elle sera autorisée à prendre copie des plans, nivellemens et devis dres-sés aux frais de l'Etat. En cours d'exécution, la compagnie aura la faculté de proposer les modi-fications qu'elle pourrait juger utile d'introduire, sans pouvoir toutefois ni s'écarter du trace genéral, ni excéder le maximum de pente, indiqués dans l'article précédent; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'administration supérieure.

4. Le chemin de ser aura deux voies au moins sur tout son développement. Toutefois le compagnie pourra d'abord ne poser qu'une seule voie sur les embranchemens de Dieppe, de Louviers et d'Elbeuf, et sur la partie comprise entre Rouen et le Havre ; mais les terrains seront achetés et les ouvrages d'art exécutés pour deux voies. La compagnie sera tenue de poser la seconde voie des que la nécessité en aura été déclarée par une ordonnance royale.

seulement d'être réduits, mais non augmentés, aux termes des cahiers des charges, ont le tort grave de trancher, en l'absence de toutes données suffisantes, des difficultés dont la solution ne peut être que le résultat de l'expérience et du tâtonnement.» (Voy. ci-après l'art. 5 de la loi relative au chemin d'Orléans).

(1) Voy. dans la note précédente le fragment de l'opinion de M. Mermiliod sur ce point.

<sup>(2)</sup> Quelques clauses insérées au cahier des charges figureraient convenablement dans le réglement relatif à la police du chemin. (Voy. notamment les art. 21, 28.)

5. La largeur du chemin de fer, en couronne, est fixée, pour deux voies, à huit mêtres trente centimètres (8<sup>m</sup> 30<sup>c</sup>) dans les parties en levées, et à sept mètres quarante centimètres (7= 40°) dans les tranchées et les rochers, entre les parapets des ponts et dans les souterrains. La largeur de la voie, entre les bords intérieurs des rails, devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1 m 44°) au moins. La distance entre les deux voies sera au moins égale à un mêtre quatre-vingts centi-mètres (1 89°), mesurés entre les faces extérieures des rails de chaque vois. La largeur des accotemens, ou, en d'autres termes, la lergeur entre les faces extérieures des rails extrêmes et l'arête extérieure du chemin, sera au moins égale à un mètre cinquante centimètres (1" 50°) dans les parties en levées, et à un (1m) dans les tranchées et les rochers, entre les parapets des ponts et dans les souterrains.

6. Les alignemens devront se rattacher suivant des courbes dont le rayon minimum est fixé à mille mètres (1,000m), et dans le cas de ce rayon minimum, les raccordemens devront, autant que possible, s'opérer sur des paliers horizontaux. Toutefois, des courbes de huit cents mètres (800=) de rayon pourront être tolérées à Charleval, à l'entrée de la vallée de Déville et à Barentin. La compagnie aura la faculté de proposer aux dispositions de cet article, comme à celles de l'article précédent, les modifications dont l'expérience pourra indiquer l'utilité et la convenance; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le comentement formel de l'administration supérieure,

7. La distance qui separera les gares d'évitement sur chaque rivé sera moyennement de dix mille mètres (10,000m). Ces gares seront nécessairement placées en dehors des voies : leur longueur, raccordement compris, sera de deux cents mètres (200m) au moins. Indépendamment des gares d'évitement, la compagnie sera tenue d'établir, pour le service des localités traversées par le chemin de fer, ou situées dans le voisinage de ce chemin, des gares on ports secs destinés, tant aux stationnemens qu'aux chargemens et aux déchargemens, et dont le nombre, l'emplacement et la surface seront déterminés par l'administration après en-

quete préalable.

8. A moins d'obstacles locaux, dont l'appréciation appartiendra à l'administration, le chemin de fer, à la rencontre des rontes royales ou départementales, devra passer soit au-dessus, soit au-dessous de ces roules. Les croisemens de niveau seront toleres pour lesc hemins vicinaux, ru-

raux on particuliers.

- 9. Lorsque le chemin de fer devra passer audessus d'une route royale ou départementale, on d'an chemin vicinal, l'ouverture du pont ne sera pas moindre de huit mêtres (8m) pour la route royale, de sept metres (7m) pour la route départementale, et de cinq mètres (5") pour le chemin vicinal. La hauteur sous clef, à partir de la chaussée de la zonte, sera de cinq mètres (5=) un moins; la largeur entre les parapets sera au moins de sept metres quarante centimètres (7º 40°), et la hauteur de ces parapota de quetre-vingte centimètres (0º 80°) au moins.
- 10. Lorsque le chemin de fer devra passer audessons d'une route royale ou départementale , ou d'un chemin vicin I, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la ronte on le chemin, sera fixée au moins à buit mêtres (8m) pour la

route royale, a sept metres (74) pour la foute departementale, et à cinq mètres (5") pour le che min tivinal. L'ouverture du pont entre la coles sera su moins de sapt mètres quarante centimens (7m 40%, et la distance verticale entre l'intraloret le descus des rails ne sera pas moindre de quate mètres trente centimètres (2 30). 11. Lorsque le chemin de fer traversera anen-

viere, un canal où un cours d'eau, le pont surs la largeur de la voie et la hauteur de parapets fais à l'article 9. Quant à l'ouverture du débouché, et à la hanteur sous clef au-dessus des eaux, elles ront déterminées par l'administration dans chaque

- cas particulier, suivant les circonstances locales.
  12. Les ponts à construire à la rencontre de routes royales ou départementales, et des riviers ou canaux de navigation et de flottage, seront a maconnerie ou en fer. Ils pourront aussi être oustruits avec travées en bois et piles et sulées en me connerie, mais il sera donné à ces piles et culés l'épaisseur nécessaire pour qu'il soit possible ultéricarement de substituer aux travées en bois, soit des travées en fer, soit des arches en moçon-
- 13. S'il y a lion de déplacer les routes existantes la déclivité des pentes ou rampes sur les neuvelle directions ne pourra pas excéder trois centimetre par metre pour les routes royales et départemen lules, et cinq centimetres pour les chemins vidnaux. L'administration restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motver une dérogation a la règle précédente; un de qui renocrae les chemins vicinaux.
- 46. Les ponts à construire à la rencontre de goules royales et départementales, et des rivières ou canaux de navigation et de flottage, sinsi que les déplacement des routes royales on départementales, ne pourront être entrepris qu'en tuin de projets approuvés par l'administration sup-rieure. Le prefet du département, sur l'aris de l'ingénieur en chef des ponts et chausses, et spre les enquêtes d'asage, pourra autoriser le déplace ment des chemins vicinaux et la construction des ponts à la rencontre de ces chemins, et des com d'eau non navigables ni flottables.
- 15. Dans le cas où des chemins vicineux, rates ou particuliers seraient traverses à leur niveauper le chemin de fer, les raits ne pourront être des au-dessus ou abrissés au-dessous de la surface de ces chemins de plus de trois centimètres (8-434, Les rails et le chemin de fet devront, en outre, être disposes de manière à ce qu'il n'en aucun obstacle à la circulation. Des barrières : ront tenues fermées de chaque côté du chemin de fer partout où cette mesure sora jugée nécessire par l'administration. Un gardien payé par la compagnie sera constamment préposé à la saide et au service de ces barrières.
- 16. La compagnia sera tenue de rétablir et d'assurer à ses fraîs l'écoulement de toutes les setts dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par les traveux dépendant de l'entreprise. Les aqueducs qui seroni construits à cet effet sous les routes royales et départementales scront en maçon. merie ou en ler.
- 17. A la rencentre des rivières flottables et navigables, sa compagnie sera tenne de prendes toutes les mosures et de payer tous les frais néces-saires mour que la service de la navigation et da e n'éprouve ni interruption ni entrace perdant l'exécution des travaux, et pour que ce sel. vice puisse se faire et se continuer sprès leur achte

vament commé il avait lieu avant l'entreprise. La même condition est expressément obligatoire pour la compagnie à la rencontre des routes royales et départementales, et autres chemins publics. À cet effet, des routes et ponts provisionnels seront construits, par les soins et aux frais de la compagnie, partout où cela sera jugé nécessaire. Avant que les communications existantes puissent être interceptées, les ingénieurs des localités devront reconnaître et constater si lés travaux provisoires présentent une solidité suffissante, et é in peuvent assurer le service de la circulation. Un délai sora fixe pour l'exécution et la durée de ces travaux provisoires présentent une solidité du fixe pour l'exécution et la durée de ces travaux provisoires.

48. Les percées et souterrains dont l'exécution sera nécessire auront sept intètres quarante centimètres (7 %) de largeur entre les pieds-droits, au nireha des rails, et cinq mètres cinquante centimètres (5 % 50°) de hauteur sous clef, à partir de la surface du chemin. La distance verticale, entre l'intrados et le dessus des rails extérieurs de chaque voie, sera au moins de quatre mètres trente centimètres (4 % 30°). Si les terrains dans lesquels les souterrains seront ouvarts présentaient des chances d'éboutement ou de filtration, la compagnie sera tenue de prévenir ou d'arrêter ce danger par des ouvrages solides et imperméables. Aucun ouvrege provisoire ne sera toléré au-delà de six mois de durée.

19. L'es puits d'airage et de construction des sottierrains ne pourront avoir leur ouverture sur autune voie publique, et là où ils serosit ouverts ils seront entourés d'une margellé en majonnorie de deux mètres (2<sup>m</sup>) de hauteur.

20. La compagnie pourra employer, dans la construction du chemia de fer, les matérians commendement en usage dans les travaux publics de la localité; toutefois les tétes de voûtes, les angles, socles, couronnemens, exirémités de radiers, seront nécessairement en pierre de taille.

21. Le chemin de ser sera cloturé et séparé des propriétés particulières par des murs ou des haies, ou des poteaux avec lisses, ou des sossés avec levées en terre. Les fossés qui serviront de cloture au chemia de fer auront au moins un mètre de profondeur, à partir de leurs bords relevés. Les barrières fermant les communications particulières s'ouviront sur les terres et non sur le chemin de ser.

- 22. Tous les terrains destinés à servir d'emplacement au chemin et à toutes ses dépendances, telles que gares de croisement et de stationnement, lieux de chargement et de déchargement, ainsi qu'au rétablissement des communications déplacées ou interrompues, et de nouveaux lits des cours d'eau, seront achetées et payées par la compagnie. La compagnie est aubstituée aux droits, comme elle est soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 7 juillet 1833.
- 23. L'entreprise étant d'utilité publique, la compagnie est investie de tous les droits que les lois et réglemens conferent à l'administration ellememe pour les travaux de l'Etat : elle pourra, en conséquence, se procurer, par les mêmes voies, les matériaux de remblais et d'empierremens nécessaires à la construction et à l'entretien du chemin de fer; elle jouira, tant pour l'extraction que pour le transport et le dépôt des terres et matériaux, des privilèges accordés par les mêmes lois et réglemens aux entrepreneurs de travaux publics, à la charge par elle d'indemniser à l'amiable les propriétaires des terrains endommagés, ou, en cas de non accord, d'après les réglemens arrè-

tés par le conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'Etat, sans que, dans autom cas, elle puisse exèrcer de recours à cet égard comtre l'administration.

24. Les indemnités pour occupation temporairé ou détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usinés, pour tout dommage quelconque résultant des travaux, séront supportées et payées par la compagnie.

25. Pendant la darée des travaux, qu'elle exécutera d'ailleurs par des moyens et des agens de son choix, la compagnie sera soumise au contrôte et à la surveillance de l'administration. Ce contrôle et cette surveillance auront pour objet d'empéchér la compagnie de s'écarter des dispositions qui lui sont prescrites par le présent cahier de charges.

20. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties du chemin de fer, de manière que ces parties paissent être livrées à la circulation, il sera procédé à leur réception par un oa plusieux commissaires que l'administration désigners. Le procès-verbal du ou des commissaires délégués na sera valable qu'après homologation par l'administration supérieure. Après cette homologation, la compagnie po irra mettre en service lesdites parties du chemin de fer, et y percevoir les droits de péage et les frais de transport ci-après déterminés. Toutefois, ces récoptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du cheman de fer.

27. Après l'achèvement total des travaux, la compagnie fera faire à est frais un bornège contradictoire et un plan cadastral de tontes les parties du chemin de fer et de ses dépendances; ella fera dresser, également à ses frais, et contradictoirement avec l'administration, un état descriptif des ponts, aqueducs et autres ouvrages d'art qui auront été établis conformément aux conditions du présent cahier de changes. Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornège, du plan cadastral et de l'état descriptif, sera déposée, aux frais de la compagnie, dans les archives de l'administration des ponts et chanssées.

28. Le chemin de fer et toutes ses dépendances

seront constamment entretenus en bon état, et de maniere que la circulation soit toujours facile et sure. L'état du chemin de fer et de ses dépendances sera reconnu annuellement et plus souvent, en cas d'urgence et d'accidens, par un ou plusieurs commissaires que désignera l'administration. Les frais d'entretien et ceux de réparation, soit ordinaires, soit extraordinaires, resteront entièrement à la charge de la compagnie. Pour ce qui concerne cet entretien et ces réparations, la compagnie demeure soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Si le chemin de fer, une fois terminé, n'est pas constamment entretena ca bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais de la compagnie concessionnaire. Le montant des avances faites sera recouvré par des rôles que le préfet du département rendra exécutoires.

29. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux seront supportés par la compagnie. Ces frais seront réglés par le directeur général des ponts et chaussées et des mines, sur la proposition du préfet du département, et la compagnie sera tenue d'en verser le montant dans la crisse du recressengénéral, pour être distribué à qui de droit. En cas de non versement dans le délui fixé, le préfet rendra qu rôte exécutoire, et

le montant en sera recouvré comme en matière de contributions publiques.

29 bis. Les ouvrages qui seraient situés dans le reyon des places et dans la zone des servitudes, et qui, aux termes des réglemens actuels, devraient être exécutés par les officiers du génie militaire, le seront par les agens de la compagnie, mais sous le contrôle et la surveillance de ces officiers, et conformément aux projets particuliers qui auront été préalablement approuvés par les minitres de la guerre et des travaux publics. La même faculté pourra être accordée, par exception, pour les travaux sur le terrain militaire occupé par les fortifications, toutes les fois que le ministre de la guerre jugera qu'il n'en peut résulter aucun inconvénient pour la défense.

30. La compagnie ne pourra commencer auonns travaux, ni poursuivre aucune expropriation, si , au préalable, elle n'a justifié valablement , pardevant l'administration, de la constitution d'un fonds social egal à la moitié au moins de la dépense présumée des travaux, et de la réalisation, en espèces, d'une somme égale au dixième de ce fonds social. Si, dans le délai d'une année, à dater de l'homologation de la concession, la compagnie ne s'est pas mise en mesure de commencer les travaux, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, et si elle ne les a pas effectivement commencés, elle sera déchue de plein droit de la concession du chemin de ser par ce seul fait, et sans qu'il y ait lieu à aucune mise en demeure ni notification quelconque. Dans le cas de déchéance prévu par le paragraphe précédent, la totalité du cautionnement déposé par la compagnie deviendra la propriété du gouvernement et, restera acquise au trésor public. Les travaux une fois commencés, le cantionnement ne sera rendu que par cinquièmes et proportionnellement à l'avancement des travaux.

31. Faute par la compagnie d'avoir entièrement exécuté et terminé les travaux du chemin de fer dans les délais fixés par l'article 14, et faute aussi par elle d'avoir imprimé à ces travaux une activité telle qu'ils soient parvenus à moitié de leur achèvement à la fin de la sixième année de la concession, faute aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier de charges, elle encourra la déchéance, et il sera pourvu à la continuation et à l'achèvement des travaux par le moyen d'une adjudication, qu'on ouvrira sur les clauses du présent cahier de charges, et sur une mise à prix des ouvrages déià construits, des matériaux approvisionnés, des terrains achetés et des portions du chemin déjà mises en exploitation. Cette adjudication sera dévolueà celui des nouveaux soumissionnaires qui offrira la plus forte somme pour les objets compris dans la mise à prix. Les soumissions pourront être inférieures à la mise à priz. La compagnie évincée recevra de la nouvelle compagnie concessionnaire la valeur que la nouvelle adjudication aura ainsi déterminée pour les dits objets. La partie non encore restituée du cautionnement de la première compagnie deviendra la propriété de l'Etat, et l'adjudication n'aura lieu que sur le dépôt d'un nouveau cautionnement. Si l'adjudication ouverte comme il vient d'être dit n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mé-

mes bases après un délai de six mois; et ai cetta seconde tentative reste également sans résultat, à compagnie sera définitivement déchue de tou droits à la présente concession, et les parties du chemin de fer déjà exécutées, ou qui sersient mises en exploitation, deviendront immédiatement la propriété de l'Etat. Les précédentes sipulations ne sont point applicables au cas où le retard ou la cessation des travaux proviendraient de force majeure régulièrement constatée.

32. La contribution foncière sera établie en rison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et par ses dépendances: la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803. Les bâtimes et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâtie dans la localité. L'impôt dû au trésor sur le prit des places ne sera préleté sur la partie da tari correspondant au prix de transport des voyageurs (1).

33. Des réglemens d'administration publique, rendus après que la compagnie aura été entesdue, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police, la sûreté, la sage et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. Toutes les dépenses qu'entraînera l'exécution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge de la compagnie. La compagnie est autorisée à faire, sous l'approbation de l'administration, les réglemens qu'elle jugera utiles pour le service et l'exploitation du chemin de ser. Les réglemens dont il s'agit dans les deux paragraphes précédens seront obligatoir pour la compagnie et pour toutes celles qui obtiendraient ulterieurement l'autorisation d'établir des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les personnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

34. Les machines locomotives employées au transports sur le chemin de fer devront consumer leur fumée.

35. Pour indemniser la compagnie des travant et dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier de charges, et sous la condition express qu'elle en remplira exactement toutes les obligetions, le gouvernement lui concède, pour le laps de quatre-vingts ans, à dater de la loi qui ratifiera, s'il y a lieu, la concession, l'autorisation de percevoir les droits de péage et les prix de tras-port ci-spres déterminés. Il est expressément catendu que les prix de transport ne seront dus l la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait ellemême ce transport à ses frais et par ses propres moyens. La perception aura lieu par kilomètre, sans 'gard aux fractions de distance : ainsi, un kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru. Néanmoins, pour toute distance par-courue, moindre de six kilomètres, le droit sera perçu comme pour six kilomètres entiers. Le poids du tonneau ou de la tonne est de mille kilogrammes; les fractions de poids ne seront complées que par dixième de tonne : ainsi, tout poids compris entre cent et deux cents kilogrammes paiers comme deux cents kilogrammes , etc. A moins de cas de force majeure, la vitesse sera de huit lieus à l'heure, au moins, pour les trains des voyageurs payant le maximum du prix firé par le tarif. Dans chaque convoi, la compagnie aura la faculté de placer des voitures spéciales, pour lesquelles elle pourra régler le prix des places de gré à gré avec les voyageurs; mais il est expréssément atipulé que le nombre de places à donner dans ces voitures n'excédera pas le dixième du nombre total des places du convoi.

#### TARIF.

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAL.
	fr. c.	fr. e.	fr. c.
Voyageurs, non compris l'impôt dû au trésor sur le prix des places.  Par tête et par kilomètre :	l '		
Voitures convertes et fermées à glaces, suspendues sur ressorts (1º classe) Voitures découvertes, mais suspendues sur ressorts (2º classe) Bestiaux:	0,05 0,03	0,625 0,02	0,075 0,05
Bouf, vache, taureau, cheval, mulet, bête de trait.	0,055	0,045	0,10
Veaux et porcs	0,015	0,015	0,03
Moutons, brebis, chèvres. Poissons par quintal métrique et par kilomètre Houille, par tonne et par kilomètre	0,03 0,05	0.02 0,04	0 <b>,0</b> 5 0,09
Marchaudises par tonne et par kilomètre: 11º classe. — Pierre à chaux et à plâtre, moellons, meulières, cailloux, sable, argile, tuiles, briques, ardoises, fumier et engrais, pavés et matériaux de toute espèce pour la construction et la réparation des routes	0,07	0,05	0,12
bois de charpente, marbre en bloc, pierre de taille, bitume, fonte brute, en barres ou en feuilles; plomb en samons	0,08	0,06	0,14
. autres lainages; bois de menuiserie, de teinture et autres bois erotiques; . sucre, café, drogues, épiceries, denrées coloniales; objets manufacturés Voiture sur plate-forme (poids de la voiture et de la plate-forme cumulés). Waggon, chariot on autre voiture destinée au transport sur le chemin de	0,095 0,10	0,065 0,0 <del>6</del>	0,16 0,16
fer, y passant à vide, et machine locomotive ne trainant pas de convoi	0,07	0,05	0,12

Tout waggon, chariot ou voiture dont le chargement, en voyageurs ou en marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur ces mêmes voitures à vide, sera considéré et taxé comme étant à vide.

Les machines locomotives seront considérées et taxées comme ne remorquant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit en voyageurs, soit en marchandises, ne comportera pas un péage su moins égal à celui qui serait perçu sur une machine locomotive avec son allège, marchant sans rien fraîner.

Lorsque le chemin de fer de Paris au Havre et à Dieppe sera mis en communication avec un autre chemin de fer allant à l'une des frontières du royaume, les marchandises qui parcourront en trausit la ligne entière ne seront assujetties, quelle que soit leur nature, qu'au tarif ci-dessus fixé pour la houille.

Dans le cas où la compagnie jugerait convenable d'abaisser au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'elle est autorisée à percaveir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de six mois au moins. La perception des taxes devra se faire par la compagnie indistinctement et sans aurenne faveur.

56. Chaque voyageur pourra porter avec lui un bagage dont le poids n'excédera pas quinze kilogrammes, sans être tenu, pour le port de ce bagage, à aucun sapplément pour le priz de sa place.

57. Les denrées, marchandises, effets, animanx et autres objets non désignés dans le tarif précédent, seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auraient le plus d'analogie.

88. Les droits de pésge, et les priz de transport.

déterminés au tarif précédent, ne sont point applicables: 1° a toute voiture pessant, avec sout chargement, plus de quatre mille cinq cents kilogrammes; 2° à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes. Néanmoins la compagnie ne pourta se refuser ni à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler toute voiture qui, avec son chargement, péserait de quatre mille cinq cents à huit mille kilogrammes; mais les droits de péage et les frais de transport seront augmentés de moitié. La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler les voitures qui, chargement compris, pèseraient plus de huit mille kilogrammes.

39. Les prix de transport déterminés au tarif précédent ne sont point applicables: 1° aux denrées et objets qui, sous le volume d'un mêtre cube, ne pesent pas deux cents kilogrammes; 2° à l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés; au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, pierres précieuses et autres valeurs; 3° et, en général, à tout paquet ou colis pesant isolément moins de cent kilogrammass, à moins que ces paquets ou colis ne fassent partie d'envois pesant ensemble au-delà de deux cents kilogrammes d'objets expédiés à ou par une même personne, et d'une même nature, quoique emballés à part, tels que sucre, café, etc. Dans les trois cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront librement débattus avec la compagnie. Néanmoins, au-dessus de cent kilogrammes, et quelle que soit la distance parcourus, le prix de transport d'un colis ne pauracture taté à moiss de quarante centimes (0.49 s.).

A0. Les militaires en service, voyageant en corps ou isolément, ne seront asujettis, eux et teurs bagages, qu'à la moitié de la taxe du tarif. Si le gouvernement avait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire sur l'un des points desservis par la ligne du chemin de fer, la compagnie serait tenue de mettre immédiatement à sa disposition, et à moitié de la taxe du tarif, tous les moyens de transport établis pour l'exploites

tion du chemin de fer (1).

A1. Les lettres et dépêches convoyées par un agent du gouvernement seront transportées gratuitement, sur toute l'étendue du chemin du fer. A cet effet, la compagnie sera tenue de réserver, à chaque départ de voyageurs, à l'arrière du train des voitures, un coffre suffisamment grand et formant à clef, ainsi qu'une place convenable pour le courrier chargé d'accompagner, les dépêches.

A2. Au moyen de la perception, des droits et des prix réglés ainsi qu'il vient d'être dit, et sauf les éxemptions stipulées ci-desus, la compagnie contraste l'obligation d'esécuter constamment avec soin, exactitute et célérité, à ses frais et par ses propres moyens, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, harchandises et matières quel-conques qui lui seront confiées. Les frais accessoires non mentionnés au tarif, tels que ceux de chargement, de déchargement et d'entrepôt dans les gares et magasins de la compagnie, seront fixés par un réglement qui sera soumis à l'approbation de l'administration supérieure.

n 43. A l'expiration de chaque période de quinze années, à dâter de l'achèvement des travaux, le tarif sera révisé; et si le dividende moyen des quinze dernières années a excédé dix pour cent du capital primitif de l'action, le tarif sera réduit dans la

proportion de l'excédant.

40. A toute époque, après l'expiration des quinze premières années, à dater du délai fixé par l'article premier pour l'achèvement des travaux, le gouvernement aura la faculté de racheter la concession entière du chemin de fer. Pour régler le prix du rachat, on relèvera les dividendes distribués aux actionnaires pendant les sept années qui auront précédé calle, où le rechat seça affectué, on en déduira les deux plus faibles dividendes, et l'on en déduira les deux plus faibles dividendes, et l'on

établira le dividende moyen descinq autres années.

M sera, en outre, sjoné à ce dividende moyen le tiers de son montant si le rachat a lieu dans la première période de quinze années, à dater de l'époque où le droit en est ouvert au gourenement; un quart si le rachat n'est opéré que dans la seconde période de quinze années, et un cinquième seulement pour les autres périodes. Le dividende moyen, accru ainsi qu'on vient de la dire dans le paragraphe précédent, formera la montant d'une annuité qui sera due et payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

45. A l'époque fixée pour l'expiration de la présente concession, et par le fait seul de cette expiration, le gouvernement sera subrogé à tous les droits de la compagnie dens la propriété des terrains et des ouvrages désignés au plan cadastral mentionné dans l'article 27. Il entrera immédiatement en jouissance du chemin de fer, de toutes res dépendances, et de tous ses produits. La compagnie sera tenne de remettre en hon état d'entretien le chemin de fer, les ouvrages qui le composent et ses dépendances, tels que garés, lisux de charge-ment et de déchargement, établissemens aux points de depart et d'arrinée, maisons de gardes et de surveillans, bureaux de perception, machines fixes, et, en général, tous autres objets immohiliers qui n'auront pas pour destination distincté et spéciale la service des transports. Dans les cinq derpières années qui précéderont le terme de la comession, le gouvernement aura le droit de mottre saisie-erret sur les revouns du chemin de fer, et de les esuployer à rétablir en bos état le chemin et toutes ées dépenses, si la compagnie ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation. Quant sus ebjets mobiliers, tels que machines, locomotine, waggons, chaniols, voitages, mâtériaux, combin-tibles et approvisionnemens de tout genre, et eb-jets immobiliers non accupris, dans l'énumération précédente, l'Etat sera tenu de les reprendre à dire d'experts, si la compagnie le requiert, et récipro-quement, si l'État le requiert, la compagnie sera tenue de les ceder également à dire d'experts.

A6. Dans le cas où le gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de routes ropas, departementales ou vicinales, de canana de chemins de fer qui traverseraient le chemin de fer projeté, la compagnie ne pourra mettre autonobstacle à ces traversées; mais toutes dispositions seront prises pour qu'il n'en résulte autonobatele à la construction ou au service du climina dé las, ni aucuns frais pour la compagnie.

\$7. Toute execution ou toute autorisation ultirieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est site le chemin de fer projeté, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner caverture à aucune demande en indemnité de la

part de la compagnie.

A8. Le gouvernament se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de clemins de fer s'embranchant sur le chemin de fer de Paris à Rouen, au Harre et à Dieppe, avec embreschement sur Elbouf et Loaviers, on qui seraient éte-

fonctionner sur l'autre, afin que dans un cas urgent on put, pour le transport des troupes, estployer sur un saul chamin les moyens de plusieur-

<sup>(1)</sup> On a fait remarquer qu'il serait utile de prescrire aux compagnies concessionnaires des chemins dé fer d'établir leur matériel de manière à ca que les waggons et lecemotén; de l'un pussent

blis en prolongement du même chemin et de ses embranchemens. La compagnie ne pourra mettre ancun obstacle à ces embranchemens on prolon-gemens, ni réclamer, à l'occasion de leur etablissement, sucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun éfisiacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie. Les compagnies concessionnaires des chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus détermi-nés, et l'observation des règlemens de police et de service établis on a établir, de faire circuler leurs voltares, waggons et machines sur le chemin de for de Paris à Rouen, au Havre et à Dieppe ; cette faculté sere réciproque pour ce demier chemin, à l'égard desdits embranchemens et prolongemens. Si, par la direction qui lui sera définitivement assignée, le chemin de ser de Paris à la frontière du nord s'embranche sur le chemin de Paris su Havre; le gouvernement se réserve expressément la faculté on d'accorder à la compagnie qui pourra se charger d'entreprendre le chemin de Paris à la frontière du nord la jouissance, à frais et profits communs, de la partie commune aux deux lignes, sauf paiement de la moitié du capital de l'établissement de cette partie du chemin et de son matériel, ou de simules, se profit de cette mêma compagnie, la réduction à moitié des droits de péage pour les voitures, waggons et machines qui se dirigeraient vers ou qui viendraient des lieux situés au delà du point d'embranchement. Dans tous les cas, la compagnie du chemin de fer de Paris à la frontière du nord pourra former, à la teté du chemin, des gares, magasins ou autres établissemens indépendans de ceux qui appartien-draient à la compagnie du chemin de fer de Paris au Havre. Les deux paragraphes précédens scront appliques également au prolit du gouvernement, dans le cas où il serait autorise à executer aux frais du trésor le chemin de ser de Paris à la frontière du nord.

60. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'adminisiration déterminera les mesures à prondre pour que l'établissement du chemin de fer ne suise pas à l'exploitation de la mine, et réciproquetnent pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine de l'exploitation de la mine de l'exploitation de la mine de les mines de l'exploitation de la mine de fer. Les travaux de comodidation à faire dans l'intérieur de la mine, à raison de la travérsée du chemin de fer, et tous dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à le charge de la compagnie.

50. Si le chemin de fer doit s'étentire sur des terrains qui renferment des carrières on les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en comprometire la solidité aient été remblayées ou consolidées. L'administration déterminéra la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de ta compagnie du chemin de fer.

51. Les agens et gardes que la compagnie établira, soit pour opèrer la perception des droits, soit pour la surreillance et la police du chemin at des ouvrages qui en dépendent, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

52. La compagnie sera tenne de désigner l'un de ses membres pour receroir les notifications et les significations qu'il y aurait lieu de l'ai adresser, Le membre désigné sera élection de domésie à Paris. En cas de non désignation de l'un des membres de la compagnie, ou de non élection de domicile à Paris par le membre désigné, toute signification où not fication adressée à la compagnie, prise collectivement, sera valuble lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la présentue de la Seine.

53. Les contestations qui s'élèveraient ontre la compagnée concessionnaires et l'administration, au sojet de l'exécution on de l'interprétation des clauses du présent cahier de charges, seront jugées administrativement par le conseil de présent du département de la Seine, sauf recours au conseil d'Etat.

54. Avant la présentation de la loi destinée à homologuer, s'il y alieu, la présente concession, la compagnie déposera une somme de deux millions cinq cent mille frames (2,500,000 fr.), soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etaty calculées au cours de la veille du jour du dépôt, soit en bons ou autres effets du trésor, avec transfert su nom de la caisse des dépôts et consignations de cellos de ces valeurs qui sersient nominatives ou à ordre. Dans le mois qui suivra la promulgation de la loi, la compagnie sera tenue de porter à cinq millions de francs (5,000,000 fr.) le dépêt par elle effectué; dans le cas où elle me setisférait pas à cette condition, elle sere déchue de fait et de pleia droit de la présente concession, et les deux mil-lions cinq cent mille france déjà déposés reséeront acquis au trésor public. La sesante de cinq millions (5,000,000 francs), déposée ainti qu'il est dit cisde dus, formera le enutionflement de l'entreprise, et sera rendue ainsi qu'il est dit à l'article 30.

55. Le présent cahier de charges ne sera passible que du droit fixe d'un franc.

56. La présente concession ne sera valable et définitive que par la ratification de la loi.

Convention additionnelle au cahier de charges relatif à la concession des chemins de fer de Paris à Rouen, au Mavre et à Dieppe.

Art. 1<sup>st</sup>. Le premier paragraphe de l'aviele de du cahier de charges sera modifié ainsi qu'il suit : le chemin de fer aura quatre voies dans la partie, comprise entre Paris et Saint-Dens, et deux voies au moins sur le resre de son développéement.

2. L'article 35 du cahier de charges sore mo-

difié conformément aux dispositions suivantes :

1. Le priz des places des voitures aféciales mentiemnées au cinquième paragraphe de l'article 35 du
cahier de charges sera réglé par l'administration
au 1º janvier de chaque nunée, et pour toute
l'aunée, sur la prophétion de la compagnie;
2º la clusse conçue en ces termes : « Lorsque le

« chemin de fer de Paris au Havre et à Dieppe sera

« mis en communication avec une autre chemin
de fer allant à l'une des frontières du roysume,
« les marchandises qui parcourront en transit la
« ligné entière ne seront savujettles, quelle que soit
» leux sature, qu'au tarif ci-dessus fixé pour la
« houille, » est et demeure supprimée; 3º les déferées, marchandises et autres objets qui, à la demande des expediteurs; seront transportes avec la
vitesse dont le minimum est indiqué par le
quatifème paragraphie de l'article 30 du cahie
de charges, seront assujettis au tarif ci-dessus fixé
pour le poisson,

3. Les tlassifications à faire, conformément à l'article 37 du cahier de charges, ne pourront avoir

lieu qu'en vertu de réglemens arrêtés par l'admidistration, sur la proposition de la compagnie.

A. Le cinquième paragraphe de l'article 39 sera modifié ainsi qu'il suit : Dans les trois cas ci-dessus spécifiés, les tarifs seront arrêtés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

5. L'article 44 du cahier de charges sera modifié sinsi qu'il suit : A toute époque, après l'expiration des quinze premières années, à dater du délai fixé par l'article 1" pour l'achèvement des travaux, le gouvernement aura la faculté de racheter la concession entière du chemin de fer. Pour régler le prix du rachat, on relèvera les produits mets ennuels obtenus par la compagnie pendant, les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années. Il sera, en outre, sjouté à ce produit net moyen le tiers de sou montant, si le rachat a lieu dans la pre-maière période de quinze années, à dater de l'époque où le droit en est ouvert au gouvernement; un quart si le rechet n'est opéré que dans la seconde période de quinze années, et un cinquième seulement pour les autres périodes. Le produit net maoyen, accru ainsi qu'on vient de le dire dans le paragraphe précédent, formera le montant d'une annuité qui sera due et payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

6. Il est entendu que l'article 2 du projet de loi ne fait point obstacle à l'embranchement qui mettrait la tête du chemin du Nord en rapport, aux abords de Paris, avec le chemin de fer de Paris à

Rouen et au Havre.

7=17 PULLET 1838. - Loi qui autorise l'établissement d'un chemin de fer de Paris à Orléans (1). (IX, Bull. DLXXXVII, n. 7465.)

Art. 1er. L'offre faite par les sieurs Casimir Leconte et compagnie, d'exécuter à leurs frais, risques et périls, un chemin de fer de Paris à Orléans, par Etampes, avec embranchemens conduisant à Corbeil, Pithiviers et Arpajon, est acceptée.

En conséquence, toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'Etat, soit à la charge des sieurs Casimir Leconts et compagnie, stipulées dans le cahier des charges arrêté, le 26 mai 1838, par le mipistre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et accepté par les sieurs Casimir Leconte et compagnie, ainsi que dans la convention addilionnelle passée le 13 juin 1838, recevront leur pleine et entière exécution.

Ces cahiers de charges et convention additionnelle resteront annexés à la pré-

sente loi.

· 2. Aucune autre ligne de chemin de fer. soit de Paris à Orléans, soit de Paris aux points intermédiaires entre Paris et Orléans, desservis par la ligne concédée à la compagnie, ne pourra être autorisée avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq ans, à dater de la promulgation de la présente

Néanmoins si, avant l'expiration de ce délai, la nécessité de l'établissement d'une seconde ligne était constatée par une enquête administrative, une nouvelle concession pourrait être faite par une loi.

Les dispositions du premier paragraphe du présent article ne feront point obstacle,

1° A la concession des embranchemens qui seraient accordés à des compagnies concessionnaires de lignes formant prolongement ou embranchement à celle de Paris à Orléans, afin d'établir une communication entre cette ligne et leurs gares et magasins :

- 2' A la concession d'embranchemens qui, par leur jonction avec la ligne concédée, viendraient à mettre Paris et Orléans en communication par une voie de ser continue: ils ne pourront toutefois être autorisés qu'autant que la longueur totale de la nouvelle ligne qu'ils compléteraient sera d'un quart au moins plus longue que la ligne présentement concédée, et que les prix des transports, de Paris à Orléans, seront maintenus à un quart au-dessus de ceux de cette ligne.
- 3. Les concessionnaires ne pourront émettre d'actions ou promesses d'actions négociables pour subvenir aux frais de la construction du chemin de fer de Paris à Orléans, par Etampes, avant de s'être constitués en société anonyme, dûment autorisée conformément à l'article 37 du Code de commerce.

Les statuts de cette société imposeront aux sieurs Casimir Leconte et compagnie l'obligation de conserver entre leurs mains, pendant toute la durée des travaux, une quantité d'actions représentant au moins un million (1,000,000) en valeur nominale, lesquelles seront inaliénables pendant ce temps.

La présente concession ne pourra être l'objet d'aucun prix au profit des concessionnaires, lorsqu'elle sera transmise à la société.

La part de bénéfices qui serait attribuée,

Voy. les notes sur la loi précédente.

<sup>(1)</sup> Présentation à la Chambre des Députés le 36 mai (Mon. du 27); rapport par M. Vivien le 33 juin (Mon. du 15); discusion et adoption le 16 (Mon. du 17), à la majorité de 207 voix contre 27.

Présentation à la Chambre des Pairs le 21 juin (Mon. du 22); rapport par le comte Daru le 3 juillet (Mon. du 5); adoption le 5 (Mon. da 6), à la majorité de 94 voix coutre 10.

à titre de récompense ou d'encouragement, aux directeurs, ingénieurs et autres agens de la compagnie, ne pourra être convertie en actions.

4. Des réglemens d'administration publique, rendus après que les concessionnaires auront été entendus, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police, la sûreté, l'usage et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. Les dépenses qu'entraînera l'exécution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge des concessionnaires.

Les concessionnaires seront autorisés à faire, sous l'approbation de l'administration, les réglemens qu'ils jugeront utiles pour le service et l'exploitation du chemin

5. Il est interdit à la compagnie, sous les peines portées par l'article 419 du Code pénal, de former aucune entreprise de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, pour desservir les routes aboutissant au chemin de fer de Paris à Orléans, ni de faire directement ou indirectement, avec des entreprises de ce genre, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangemens qui ne seraient pas également consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes routes.

Les réglemens d'administration publique rendus en exécution de l'article 4 prescriront toutes les mesures nécessaires pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transports, dans leurs rapports avec le service du chemin de fer de Paris à Orléans (1).

6. Cinq ans après l'àchèvement des travaux, le tarif inséré au cahier de charges pourra être révisé législativement et modifié, quant à la proportion relative attribuée au péage et au transport, et quant à la classification des divers objets soumis aux taxes. Cette révision sera renouvelée tous les quinze ans, sans préjudice de celle qui est autorisée par l'article 43 du cahier des charges (2).

Cahier de charges pour l'établissement d'un chemin de fer de Paris à Orléans.

Art. 1s. La compagnie s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, et à terminer dans le délai de cinq années au plus tard, à dater de la promulgation de la loi qui ratifiera la concession, tous les travaux nécessires à l'établissement et à la confection d'un chemin de fer de Paris à Orléans, et de manière que ce chemin soit praticable dans

toutes ses parties à l'expiration d'un délai ci-des-

2. Le chemin de fer partire du boulevart de l'Hôpital à Peris, entre la place Walhubert et le pont de Bievre; il passera près d'Ivry et de Vitry, le long du port de Choisy-le-Roi et derrière-le village d'Ablon; il traversera la rivière d'Orge à son confluent dans la Seine, passera au-dessous de Juvisy, à droite de Savigny et près du Perray, et atteindra Saint-Michel. De Saint-Michel, le trace se portera sur Etréchy, en passant à droite de Ma-rolles et près de Lardy et de Chamarande, et arrivera au faubourg Saint-Pierre de la ville d'Etampes. De là, il continuera à suivre la vallée de la Juine, passera à Ormoy, à ganche de Saclas, et arrivera à la hanteur de Méréville, en se dirigeant au pied. du coleau de la rive droite de la Juine, en passant à gauche du hameau de la vallée-nord, en suivant le chemin rural qui sépare les parcs fermés de Mereville, passera à droite d'Autruy, et arrivera près d'Alainville sur la plateau de la Beauce, d'où il se dirigera sur la ville d'Orléans, en passant sur le territoire des communes de Farouville, Bazoches , Achères et Ambert. Le maximum des pentes et rampes du chemin de fer n'excédera pas trois

milliniètres (0,003") par mètre.

3. A dater de l'homologation de la présente concession, la compagnie devra soumettre à l'approbation de l'administration supérieure, de quatre mois en quatre mois, et par sections de vingt kilomètres au moins, rapporté sur un plan à l'é-chelle de un à cinq mille, le tracé définitif du chemin de ser de Paris à Orléans, d'après les indications de l'article précédent; elle indiquera, sur ce plan, la position et le tracé des gares de stationnement et d'évitement, ainsi que les lieux de chargement et de déchargement. A ce même plan devront être joints un profil en long , suivant l'axe du chemin de fer, un certain nombre de profils en travers, le tableau des pentes et rampes, et un devis explicatif comprenant la description des ouvroges. Elle sera autorisée à prendre copie des plans, nivellemens et devis dressés aux frais de l'Etat. En cours d'exécution, la compagnie aura la faculté de proposer les modifications qu'elle pourrait juger utile d'introduire, sons pouvoir toutefois ni s'écarter du tracé général, ni excéder le maximum de pente, indiqués dans l'article précédent; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'administration supérieure.

4. Le chemin de fer aura deux voies au moins sur tout son développement.

5. La largeur du chemin de ser, en couronne, est sixée, pour deux voies, à huit mètres trente centimètres (8<sup>m</sup> 30°) dans les parties en levées, et à sept métres quarante centimètres (7<sup>m</sup> h0°) dans les tranchées et les rochers, entre les parapets des ponts et dans les souterrins. La largeur de la voie, entre les bords intérieurs des rails, devra être d'un mêtre quarante-quatre centimètres (1<sup>m</sup> h0°) au moins. La distance entre les deux voies sera au moins égale à un mêtre quatre-vingts centimètres (1<sup>m</sup> 80°), mesurée entre les faces extérieures des rails de chaque voie. La largeur des accotemens, ou, en d'autres termes, la largeur entre les faces extérieures des rails extrêmes et l'arête extérieures

<sup>(1)</sup> V. suprà, page 536 et suiv., notes sur la loi relative au chemin du Havre.

<sup>(2)</sup> V. suprà, page 536 et suiv., notes sur la loi relative au chemin du Havre.

du chemin, sera au moins égale à un mètre cinquante centimètres (1 50°) dans les parties en levées, et à un mètre (1 m) dans les tranchées et les rochers, entre les parapets des ponts et dans les souterrains.

O. Les alignemens devront se rattacher suivant des courbes dont le rayon minimum est fisé à mille mètres (1,000m), et, dans le cas de ce rayon minimum, les raccordemens devront, autaut que possible, s'opérer sur des paliers horizontaux. La compagnie aura la faculté de proposer aux dispositions de cet article, comme à celle de l'article précédent, les modifications dont l'expérience pourra indiquer l'utilité et la convenance; mais cet modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'administration supérieure.

7. La distance qui sépare les gares d'évitement sur chaque rive sers moyennement de dix mille mêtres (10,000°). Ces gares séront nécessairement placées en dehors des vojes : leur longueur, raccordemens compris, sera de deux cents mètres (200°) au moins. Indépendemment des gares d'évitement, la compagnie sera tenue d'établir, pour la service des localités traversées par le chemin de fer, on situées dans le voisinage de ce chemin, des gares ou ports secs destinés tant aux stationnemens qu'aux chargemens et aux déchargemens, et dont le nombre, l'emplacement et la surface seront déterminés par l'administration, après enquête présiable.

8. A moins d'obstacles locaux, dont l'appréciation appartiendre à l'administration, le chemin de fer, à le rencontre des routes royales ou départémentales, devra passer soit au dessus, soit audessous de ces routes. Les croixemens de niveau seront tolérés pour les chemins vicinaux, ruranx

on particuliers.

9. Lorsque le chemin de fer devra passer audessus d'une route royale on départementale, on dun chemin vicinal, l'ouverture du pont ne sera pas moindre de luit mêtres (8<sup>m</sup>) pour la route foyale, de sept mètres (7<sup>m</sup>) pour la route départementale, et de cinq mêtres (5<sup>m</sup>) pour le chemin vicinal. La hauteur sous clef, à partir de la chausée de la route, sera decinq mêtres (5<sup>m</sup>) au moing, la largeur entre les parapets sera au moins de sept mètres quarante centimètres (7<sup>m</sup> 40), et la hongueur de ces parapets de quaire-vingts ceptimètres (9<sup>m</sup> 80°) au proins.

10. Lorsque la chemin de fer devra passor audessons d'une route royale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin, sera fixée au moins à huit mètres (8<sup>th</sup>) pour la route répaile, la sept mêtres (7<sup>th</sup>) pour la route départementale, et à cinq mêtres (5<sup>th</sup>) pour le chemin vicinal. L'object tire du pont entre les culées sera au moins de sept mêtres quarante centimètres (7<sup>th</sup> 00<sup>th</sup>), et la distance verticale entre l'intrados et le dessus des rais, ne sera pas moindre de quatre mêtres trente centimètres (2<sup>th</sup> 30<sup>th</sup>).

11. Lorsque le chemin de fer traversera une rivière, un cànal ou un cons d'eau, le pont aura la largeur de voie et la hauteur de parapets faces à l'article 9. Quant à l'ouverture du débouché, et à la hauteur sous clef au-dessus des eaux, elles seront déterminées par l'administration dans chaque

cas particulier, suivant les circonstances locales.

12. Les ponts à construire à la rencontre des routes royales ou départementales, et des rivières pu banaux de navigation et de flottage, seront en

maçormerie ou en far. Ils pourront aussi être constraits avec travées en hois et piles et culées en maçonnerie, mais il sera donné à ces piles et culées l'épaisseur nécessaire pour qu'il solt possible ullérieurement de substituer aux travées en bois, aoit des travées en far, soit des arches en maconnerie.

13. S'il y a lieu de déplacer les routes existantes, la déclivité des pentes ou rampes sur les houveld directions ne pourra pas excéder trois éentiméres (9,03°) par mètre pour les routes royales et él-partementales, et cinq centimètres (9,05°) pour les chemins vicinaux. L'administration restera les chemins vicinaux. L'administration restera pour indirection d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à la règle précédente, en ce qui concerne les chemins vicinaux.

14. Les pouts à construire à la rencontre des routes royales et départementales, et des riviète ou canaux de navigation et de flottage, sinsi que les déplacemens des routes royales ou départementales, ne pourront être entrepris qu'en vertu de projets approuvés par l'administration supérieure, Le préfet du département, sur t'avis de l'ingénieur en chef des ponts et chausées, et après les vaquétes d'unage, pourra autoriser le déplacement des chemins vicinaux, et la construction des ponts à la rencontre de cès chemins, et des cours desuron navigables ni flottables.

\$5. Dans le cas où des chemins vicinaux, rursur ou particuliers seraiont traversés à leur iniveau pai le chemin de fer, les rails ne pourcont être deté au dessus ou abaissés au dessons de la surface de ces chemins de plus de trois centimètres (0,03%). Les rails et le chemin de fer devront, en outre, être disposés de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation. Des barrières seront tenues fermées de chaque coûts du chemin de far partout où cette manura sera jugée nécessire par l'administration. Un gardien payé par le compagnie sera constamment préposé à la garde et au service de ces barrières.

16. La compagnie sera tenue de rétablir et d'aissurer à ses frais l'écoulement de foutes les actions de not de la cours serais arrêté, sespendiu on modifié par les travaux dépendent de l'autreprise. Les sque ducs qui seront construits à cet effet, sons les routes royales on départementales, seront en maçonnerie ou en fer.

17. À la rencontre des rivières flottables et navigables, la compagnie sera leune de prendre toute les maspres et de payer teus les frais nécessirés pour que le sersice de la navigation et de flottage n'dprouve ni interruption ni entrave pendant l'estecution des trayaux, et pour que ce service puise faire et ac continuer après leur achèrement comme il avait fleu avant l'antreprise. La mous compagnie à la rencontre des routes royales et departementales, et antres chemins publics. À cet effet, des routes et pouts provisionnels seront construits par les soins et aux frais de la compagnie, partout où cela sera jugé nécessaire. Avant que les communications existantes puissent être interceptées, les ingénieurs des localités devront reconnatre et cométater si les travaux provisoires présentent une solidité suffisante, et s'ils pequent assorer la service de la circulation. Un détai sera fixé pour l'exécution et la darée de ces travaux provisoires.

18. Les percées ou souterrains dont l'exécution sera nécessaire auront sept mètres quarante centimètres (7º 40°) de largéur entre les pieds-droits, au niveau des rails, et cinq mètres cinquante centimètres (5 5 5 6) de hauteur sous clef, à partir de la surface du chemin. La distance verticale entre l'intrados et le dessus des rails extérieurs de chaque voie sera au moins de quatre mètres trente centimètres (4 30 %). Si les terrains dans lesquels les souterrains seront ouverts présentaient des chances d'éboulement ou de filtration, la compagnie sera tenue de prévenir ou d'arrêter ce danger par des ouvrages solides et Imperméables. Aucun ouvrage provisoire ne sera toléré au-delà de six mois de durée.

19. Les puits d'airage et de construction des souterrains ne pourront avoir leur ouverture sur aucune voie publique, et là où ils seront ouverts, ils seront entourés d'une margelle eu maçonnerie

de deux metres (2m) de hauteur.

20. La compagnie pourra employer, dans la construction du chemin de fer, les matériaux communément en naege dans les travaux publics de la localité; toutefois, les têtes de voûtes, les angles, socles, couronnemens, extrémités de radiers, seront nécessairement en pierre de taille.

- 21. Le chemin de fer sera clôttifé et séparé des propriétés particulières par des murs ou des haies, our des poteaux avec lisses, ou des fossés arec lerées en téde. Les fossés qui serviront de clôture au chemin de fer auront au moins un mètre de profondeux, à partir de leurs bords relevés. Les barrières fermant les communications particulières abouvirout sur les terrés et non sur le chemin dé fer.
- 22. Tous les terrains destinés à servir d'emplacement au chemin et à voutés ses dépéndances, telles que gares de croisement et de stationnement, lieux de chargement et de déchargement, ainsi qu'au rétablissement des communications dépitécés ou interrompues, et de nouveaux lits des cours d'eau, seront achetés et payés par la compagnie. La compagnie est substituée aux droits, comme elle est soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 7 juillet 1833.
- 23. L'entreprise étant d'utilité publique, la compagnie est investie de tous les droifs que les lois et réglemens conferent à l'administration ellemême pour les travaux de l'Etat : elle pourrs, en consequence, se procurer, par les mêmes voies, les matériaux de remblei et d'empierrement necessaires à la construction et à l'entretien du chemin de fer; elle jouira, tant pour l'extraction que pour le transport et le dépôt des terres et malériaux, des priviléges accordés par les mêmes lois et réglement aux entrepreneurs de travaux publics, à la charge par elle d'indemniser à l'amiable les propriétaires des terrains endommagés, ou, en cas de non accord, d'après les réglemens arrêtés par le conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'Etat, sans que, dans aucun cas, elle puisse exercer de recours à cet égard contre l'administration.
- 24. Les indemnités pour occupation temporaire ou détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, pour tout dommage quelconque résultant des travaux, seront supportées et payées par la compagnie.
- 25. Pendant la durée des travaux, qu'elle exécutera d'ailleurs par des moyens et des agens de son choix, la compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Ce contrôle et cette surveillance auront pour objet d'empêcher la compagnie de s'écarter des dispositions qui lui sont prescrites par le présent cahier des charges.

- 28. A mesure que les travaux seront tesminés sur des parties du chemin de fer, de manière que ces parties puissent être livrées à la circulation, il sera procédé à leur réception par un ou plusieurs commissaires que l'administration désignera. Le procès verbal du ou des commissaires délégués ne sera valable qu'après homologation par l'administration supérieure. Après cette homologation, la compagnie pourra mettre en service lesdites parties de chemin de fer, et y percevoir les droits de péage et les frais de transport ci-après déterminés. Toutefois ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer.
- 27. Après l'achèvement total des travaux, la compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral de toutes les parties du chemin de fer et de ses dépendances; elle fera dresser, également à ses frais, et contradictoirement ayec l'administration, un état descriptif des ponts, aqueducs et autres ouvrages d'art qui auront été établis conformément aux conditions du présent cabier de charges. Une expédition dûment certifée des procis-verbaux de bornage, da plan cadastral et de l'état descriptif, sera déposée, aux frais de la compagnie, dans les archives de l'administration des ponts et chaussées.
- 28. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entreteurs en bon état, et de manière que la circulation soit toujours facile et sare. L'état du chemin de ser et ses dépendances sera reconnu annuellement et plus souvent, en cas d'urgence et d'accidens, par un ou plusieurs com-missaires que désignera l'administration. Les frais d'entretien et ceux de réparation, soit ordinaires, soit extraordinaires, resteront entièrement à la charge de la compagnie. Pour ce qui concerne cet entretien et ces réparations, la compagnie demeure soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Si le chemin de fer, une fois terminé. n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais de la compagnie concessionnaire. Le montant des avances faites sera recouvré par des rôles que le préfet du département rendra exécutoires.
- 29. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux seront supportés par la compagnie. Ces frais seront réglés par le directeur général des ponts et chaussées et des mines, sur la proposition du préfet du département, et la compagnie sera tenue d'en verser le montant dans la estime du receveur général, pour être distribué à qui de droit. En cas de non versement dans le délai fixé, le préfet rendra un 'rôte exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en métièré de contributions publiques.
- 30. La compagnie ne pourra commencer aucuns travaux ni poursuivre aucune expropriation si, au préalable, elle n'a justifié valablement, par-devant l'administration, de la constitution d'un fonds social de vingt millions de francs (20,000,000 fr.) au moins, et de la réalisation en espèces d'une somme égale au dixième de ce fonds social. Si dans le délai d'une année, à dater de l'homologation de la concession, la compagnie ne s'est pas mise en mesure de commencer les travaux, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, et, si elle ne les a pas effectivement commencés, elle sera déchue de plein droit de la concession du chemin de fer, par ce seul fait, et sans qu'il y ait lien à aucune mise en demeure ni notification

quelconque. Dans le cas de décliéance prévu par le paragraphe précédent, la totalité du cautionnement déposé par la compagnie deviendra la propriété du gouvernement, et restera acquise au trésor public. Les travaux une fois commencés, le cautionnement ne sera rendu que par cinquième et proportionnellement à l'avencement des travaux.

31. Faute par la compagnie d'avoir entièrement exécuté et terminé les travaux du chemin de fer dans les délais fixés par l'article 1ª, et faute aussi par elle d'avoir imprimé à ces travaux une activité telle qu'ils soient parvenus à moitié de leur achèvement à la fin de la troisième année de la concession, faute aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, elle encourre la déchéance, et il sera pourvu à la continuation et à l'achèvement des travaux par le moyen d'une adjudication, qu'on ouvrira sur les clauses du présent cahier des charges, et sur une mise à prix des ouvrages déjà construits, des matériaux approvisionnés, des terrains achetés, et des portions du chemin déja mises en exploitation. Cette adjudication sera dévolue à celui des nouveaux soumissionnaires qui offrira la plus forte somme pour les objets compris dans la mise à prix. Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. La compagnie évincée recevra de la nonvelle compagnie concessionnaire la valeur que la nouvelle adjudication aura ainsi déterminée pour les dits objets. La partie non encore restituée du cautionnement de la première compagnie deviendra la propriété de l'Etat, et l'adjudication n'aura lieu que sur le depôt d'un nouveau cautionnement. Si l'adjudication ouverte, comme il vient d'être dit, n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases après un délai de six mois, et si cette seconde tentative reste également sans résultat, la compagnie sera définitivement déchue de tous droits à la présente concession, et les parties du chemin de fer dejà exécutées, ou qui seraient mises en exploitation, deviendront immédiatement la propriété de l'Etat. Les précédentes stipulations ne sont point applicables au cas où le retard ou la cessation des travaux proviendraient de force majeure régulièrement constatée.

32. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et parses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conforméments à la loi du 25 avril 1803. Les bâtimens et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties dans la localité. L'impôt dû au trésor sur le prix des places ne sera prélevé que sur la partie du tarif correspondant au prix de transport des voyagears,

53. Des reglemens d'administration publique, rendus après que la compagnie aura été entendue, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police, la sureté, l'usage et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. Toutes les dépenses qu'entraînera l'exécution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge de la compagnie. La compagnie est autorisée à faire, sous l'approbation de l'administration, les réglemens qu'elle jugera utiles pour le service et l'exploitation du chemin de ser. Les réglemens dont il s'agit dans les deut paragraphes précédens seront obligatoires pour la compagnie et pour toutes celles qui obtiendraient ultérieurement l'autorisation d'établir des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les personnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

34. Les machines locomotives employées aux transports sur le chemin de fer devront consumer leur fumée.

35. Pour indemniser la compagnie des travaux et dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'elle en remplira exactement toutes les digations, le gouvernement lui concède, pour le laps de soixante et dix ans, à dater de la loi qui ratifiera, s'il y a lieu, la concession, l'autorisation de percevoir les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés. Il est expressement entenda que les prix de transport ne seront dus à la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait ellemême ce transport à ses frais et par ses propres moyens. La perception aura lieu par kilometre, sans égard aux fractions de distance, ainsi, un kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru. Néanmoins, pour toute distance par-courue, moindre de six kilomètres, le droit sera perçu comme pour six kilomètres entiers. Le poids du tonneau ou de la tonne est de mille kilogr.; les fractions de poids ne seront comptées que par dixieme de tonne ; ainsi , tout poids compris entre cent et deux cents kilogrammes paiera comme deux cents kilogrammes, etc. A moins de cas de force majeure, la vitesse sora de huit lieues à l'heure, au moins, pour les trains de voyageurs payant le maximum du prix fixé par le tarif. Dans chaque convoi , la compagnie aura la faculté de placer des voitures spéciales pour lesquelles elle pourra réglet le prix des places de gré à gré avec les voyageurs; mais il est expressement stipulé que le nombre de places à donner dans ces voitures n'excédera pasis dizième du nombre total des places du convol.

TARIF.

	PNIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAL.
Voyageurs, non compris l'impôt dû au trésor sur le prix des places, par	fr. c.	fr. c.	fr. c.
été et par kilomètre : Voitures couvertes et fermées, à glaces, suspendues sur ressorts (1º classe) Voitures découvertes, mais suspendues sur ressorts (2º classe)	0,05 0,03	0.025 0,02	0,075 0,05
Bestiaux : Bowof, vache, taureau, cheval, mulet, bête de trait	0,055	0,045	
Moutons, brebis, chèvres	0,015 <b>0,05</b>	0,015 <b>0,04</b>	0,03 0,09
Marchandises, par tonne et par kilomètre:  1º classe. — Pierre à chaux et à plâtre, moellons, meulières, cailloux, sable, argile, tuiles, briques, ardoises; fumier et engrais; pavés et matérianx de toute espèce pour la construction et la réparation des routes	0,07	0,05	0,12
driers, bois de charpente; marbre en bloc, pierre de taille, bitume, fonte brate en barres ou en feuilles, plomb en saumons	0,08	0,06	0,14
ouvrés ou non; vinaigres, vins, boissons, spiritueux; huses; cotons et àutres lainages; bois de menuiserie, de teinture et autres bois exoliques; sucre, café, drogues, épiceries, denrées coloniales; objets manufacturés.	0,095	0,65	0,16
Objets divers, par tonne et par kilomètre : Voiture sur plate forme (poids de la voiture et de la plate forme cumulés)	0,10	0,06	0,16
Waggon ,chariot ou autre voiture destinée au transport sur le chemin de fer, y passant à vide, et machine locomotive ne trainant pas de convoi	0,07	0,06	0,12

Tout waggon, chariot ou voiture dont le chargement, en voyageurs ou en marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur ces mêmes voitures à vide, sera considéré et taxé comme étant à vide.

Les machines locomotives seront considérées et taxées comme ne remorquant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit en voyageurs, soit en marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur une machine locomotive avec son allége, marchant sans rieu trainer.

Dans le cas où la compagnie jugerait convenable d'abaisser au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'elle est autorisée à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de six mois au moins. La perception des taxes devra se faire par la compagnie indistinctement et sans aucune faveur.

36. Chaque voyageur pourra porter avec lui un bagage dont le poids n'excédera pas quinze kilogrammes, sans être tenu, pour le port de ce bagage, à aucun supplément pour le prix de sa place.

37. Les denrées, marchandises, effets, animaux et autres objets non désignés dans le tarif précédans, seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auraient le plus d'analogie,

38. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif précédent ne sont point applicables, 1° à toute voiture pesant, avec son chargement, plus de quatre mille cinq cents kilogrammes; 2° à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes. Néanmoins la compaguie de pourra se refuser ni à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler toute voiture qui,

avec son chargement, péserait de quatre mille cinq cents à luit mille kilogrammes; mais les droits de pésge et les frais de transport seront augmentés de moitié. La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler les voitures qui, chargement compris, péseraient plus de huit mille kilogrammes.

39. Les prix de transport déterminés au tarif précédent ne sont point applicables: 1° aux denrées et objets qui, sous le volume d'un mètre cube, ne pèsent pas deux cents kilogrammes; 2° à l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travailles; au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, pierres précieuses et autres valeurs; 3° et, en général, à tout paquet ou colis pesant isolément moins de cent kilogrammes, à moins que ces paquets ou colis ne fassent partie d'envois pesant ensemble au-delà de deux cents kilogrammes d'objets expédiés à ou par une même personne, et d'une même nature, quoique emballés à part, tels que sucre, café, etc. Dans les trois cas cidessus spécifiés, les prix de transport seront librement dépattus avec la compagnie. Néanmoins, au-

dessus de cent kilogrammes, et quelle que soit la distance parcourue, le prix de transport d'un colis ne pourra être taxé à moins de quarante centimes (0 f. 40 c.).

40. Les militaires en service, voyageant en corps ou isolément, ne seront assujettis, eux et leurs bagages, qu'à la moitié de la taxe du tarif. Si le gouvernement avait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire sur l'un des points desservis par la ligne du chemin de fer, la compagnie serait tenue de mettre immédiatement à sa disposition, et à moitié de la taxe du tarif, tous les moyens de transport établis pour l'exploitation du chemin de fer.

41. Les lettres et dépê:hes convoyées per un agent du gouvernement seront transportées gratuitement sur toute l'étendue du chemin de fer. A cet effet, la compagnie sera tenue de réserver à chaque départ de voyageurs, à l'arrière du train des voltures, un coffre suffisamment grand et fermant à clef, ainsi qu'une place convenable pour le courrier chargé d'accompagner les dépêches.

42. au moyen de la perception des droits et des prix réglés ainsi qu'il vient d'être dit, et sauf les aceptions stipulées ci-dessus, la compagnie contracte l'obligation d'executer constamment avec soin, exactitude et célérité, à ses frais et par ses propres moyens, le transport des voyageurs, besliaux, denrées, marchandises et matières quelconques qui lui seront confiées. Les frais accessoires non mentionnés au tarif, tels que ceux de chargement, de déchargement et d'entrepôt dans les gares, et magasins de la compagnie, seront fixés par un réglement qui sera soumis à l'approbation de l'administration supérieure.

83. A l'expiration de chaque période de quiase années, à dater de l'achèvement des travaux, le farif sera revise, et si le dividende moyen des quinze dernières années a excédé dix pour cent du capital primitif de l'action, le tarif sera réduit dans la

proportion de l'excédant.

44. A toute époque, après l'expiration des quinze premières années, à dater du délai fixé par lart. 1er pour l'achèvement des travaux, le gouvernement ura la faculté de racheter la concession entière du chemin de fer. Pour regler le prix du rachat, on relevera les dividendes distribués aux actionnaires pendant les sept années qui anront précédé celle où le rachat sera checiné; on en déduira les deux plus faibles dividendes, et l'on établira le dividende moyen des cinq autres années. Il sera, en outre, ajouté à ce dividende moyen le tiers de son montant si le rachat a lieu dans la première période de quinze années, à dater de l'époque où le droit en est ouvert au gouvernement; un quart si le rachat Mest enere que dans la seconde période de quifize années, at un cinstième seatement pour les surres périodes. Le dividende moyen, acera sinsi qu'on vient de le dire dans le paragraphe précedent, formera le montant d'une annouté qui sers due 80 payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

45. A l'époque fixée pour l'expiration de la présente concession, et par le fait seul de cette expiration, le gouvernement sera subrocc à tons les droits de la compagnie dans la propriété des terrains et des ouvrages désignés au plan cadastral mentionne dans l'article 27. Il entrera immédiate? ment en jouissance du chemin de fer, de toutes ses dépendances et de tous ses produits. Le compagnie sera tenue de remettre en boir état d'enfreiten le chemin de fer, les varreges qui le étimpésent et

ses dépendances, tels que gares, lieux de chargement et de déchargement, établissemens aux points de départ et d'arrivée, maisons de gardes et de surveillans, bureaux de perception, machines fixes, et en général tous autres objets immobiliers qui n'auront pas pour destination distincte et spéciale le service des transports. Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession ; le gouvernement aura le droit de mettre saisiearrêt sur les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin et toutes ses dépendances, si la compagnie ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation. Quant aux objets mobiliers, tels que machines locomotives, waggons, chariots, voitures, matériaux, combustibles et approvisionnemens de tout genre etobjets immobiliérs non compris dans l'énumération précédente, l'Ent sera tenu de les reprendre à dire d'experts, si la compagnie le requiert ; et réciproquement, si l'Etat le requiert, la compagnie sera tenue de les céder également à dire d'esperts.

46. Dans le cas où le gouvernement ordonnerait

ou autoriserait la construction de routes royales, départementales ou vicinales, de canaux on fie chemins de fer qui traverseraient le chemin de fer projeté, la compagnie ne pourra mettre aucun obstacle à ces traversées; mais toutes dispositions teront prises pour qu'il n'en résulte tucun obstade à la construction ou au service du chemin de fer,

ni aucuns frais pour la compagnie.

47. Toute execution, on topte autorisation ultirieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation , dans la contrée où est situé le chemin de ser projeté, ou dans toute autre contrée roisine ou éloignée, ne pourre donner ouverture à aucune demande en indemnité de la part

de la compagnie.

48. Le gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur le chemin de fer de Paris à Orléans, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin. La compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchemens ou prolongemens, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, aucune indemnité quelconque, pouva qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie. Les compagnies concessionnaires des chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, movennant les tarils ci-dessus déterminés et l'observation des réglemens de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, waggons et machines sur le chemin de (ér de Paris à Orleans; cette faculté sera réciproque, pour ce dernier chemin, à l'égard desdils embranchemens et prolongemens.

19. Si la ligne du chemin de fer traverse un sel de concede pour l'exploitation d'une mins, l'ad-ministration déterminera les mesures à prendre pour que l'établissement du chemin de fer me nuite pas à l'exploitation de la mine, et réciproquement pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer. Les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine, a raison de la traversée du chemin de fer, et tous dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la

charge de la compagnie.

"50. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains qui renferment des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées on consolidées. L'administration déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de la compagnie du chemin de fer.

51. Les agens et gardes que la compagnie établira, soit pour opérer la perception des droits, soit pour le surveillance et la police du chemin et des ourseiges qui en dépendent, pourront être assermentés, et seront, en cc cas, assimilés aux gardes chamentes et seront, en cc cas, assimilés aux gardes chamentes et seront, en cc cas, assimilés aux gardes chamentes et seront, en cc cas, assimilés aux gardes chamentes et seront, en cc cas, assimilés aux gardes chamentes et seront et de la compagne de

pètres.

- 52. La compagnie sera tenne de désigner l'an de ses membres pour recevoir les notifications ou les significations qu'il y auxait lieu de lui aftereser. Le membre désigné fera élection de domicile à Paris. En cas de non désignation de l'un des membres de la compagnie, ou de non élection de domicile à Paris par le membre désigné, toute signification ou notification adressée à la compagnie, prise collectivement, sera valable lorsqu'elle sera faite su secrétariet général de la préfecture de la Seine.
- 53. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie toncessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution ou de l'interprétation des claudes du présent cahlèr des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture de la Seine, sauf recours au conseil d'Etst.
- 54. Avant la présentation de la loi destinée à homologuer, s'il y a lieu, la présente concession, la compagnie déposera une somme de un million de traines, soit en numéraire, soit en reales sur l'Etait, calculées au cours de la veille du jour du dépôt, soit en bons un autres effets du trésof, avec transfert au nom de la caisse des dépôts et consignations de celles de ces yaleurs qui seraient nominatives ou à ordre. Dans le mois qui suivra la promulgation de la loi, la compagnie s'engage à porter à deux millions de Francs le dépôt par elle effectué; dans le cas un elle ne satulbroit pas cette condition, elle sera déchue de fait et de plein droit de la présente concession, et la prémière somme de un million de frança restera acquise au trasor public. La somme de dent millions, déposée ainsi qu'il est dit si-dessoé, formers le cautionnement de l'entreprise, et sera gaudes ainsi qu'il est dit à l'art. 30.
- 55. Le présent cahier des charges ne sera passible que du droit fixe d'un franc.
- 56. La présente concession ne sera valable ci définitive que par la ratification de la loi.

Convention additionnelle au cahier de charges relatif à la consession du chemin de fer de Paris à Vricans.

Att. 1. Des embranchemens serent dirigés de la ligue principale de Paris a Orleans sur les Viles de Cesbeil, de Pilhiviers et d'Arpajon. L'embranchement de Corbeil aura son origène entre Athès et Juvisy, celui d'Arpajon partira du plateau de Marolles, et celoi de Pithiviers d'un point pris près de Faronville. Le maximum des pentes et rampes du tracé n'excédera pas deux millimètres par mètre pour les embranchemens de Corbeil et de Pithiviers, et trois millimètres pour l'embranchement d'Arpajon. Les embranchemens de Corbeil et d'Arpajon devront être terminés dans un délai de trois lus au plus, à celui de Pithiviers

dans le délai fixé pour l'achèvement du chemin de Paris à Orléans.

2. L'art. 4 du cabier de charges sera modifié ainsi qu'il suit : le chemin de fer de Paris à Orléans et l'embranchement de Corbeil auront deux voies au moins sur tout leur développement. Les embranchemens de Pithiviers et d'Arpajon ne seront exécutés qu'à une voie. Toutefois, la compagnie pourra d'abord ne poser qu'une seule voie sur l'embranchement de Corbeit, mais les terrains seront achetés, et les ouvrages d'art exécutés pour deux voics. Aux abords de Paris, et sur la longueur qui sera déterminée par l'administration, la compagnie devra acheter immédiatement les terrains nécessaires pour l'établissement de quatre voies ; mais elle pourra n'exécuter les terrassemens, les ouvrages d'art et la pose des rails pour les troisième et quatrième voies, ainsi que la pose des rails pour la seconde voie sur l'embranchement de Corbeil, que lorsque la nécessité aura été déclarée par une ordonnance royale.

3. L'article 35 du cahier des charges sera modiffé conformément aux dispositions suivantes : 1º le minimum de vitesse prescrit par l'article 35 du cahier de charges sera applicable à tout transport de voyageurs payant les prix fixés par le tarif; 2 dans chaque convoi, la compagnie aura la faculté de placer des voitures dans lesquelles le prix des places pourra être l'objet d'un tarif spécial. Ce larif sera règlé, au 1" janvier de chaque année et pour toute l'année per l'administration, sur la proposition de la compagnie. L'augmentation des pris porters entièrement sur la partie du tarif correspondant su prix de fransport. Le péage sera celui des voitures de première classe. Le nombre des places à donner dans les voitures soumises au jarif spécial ne pourra excéder le dixième du nombre total des places du convoi ; 3º les voitures de seconde classe seront couvertes.

A. Dans le cas où des perceptions agraient en lieu à des pris inférieurs à ceux des tarifs, l'administration pourra déclarer la réduction ainsi consentie applicable à la partie correspondante du farif, el les prinne pourront, comme pour les autres réductions, être relevés avant un délai de six mois. Les réductions en remises accordées à des indigens ne pourront, en aucun cas, donner lieu à l'application de la disposition qui précède.

5. Le puils du bagage de chaque voyageur limité à quinze kilogrammes par l'aglicle 36 du cahier de charges sera élevé à vingt-cinq kilogrammes.

- G. Les classifications à faire conformément à l'article 37 du cabier des charges ne pourront avoir lieu qu'en vertu de réglemens arrêtés per l'administration sur la proposition de la compagnie.
- 7. Bi, nonobstant la disposition du dernier paragraphe de l'article 36 du cahier de chiarges l'a compagnie bonsent à transporter les juncies indivisibles pasant pità de cinq mille kilogramimes, et à laisser circuler les voitures qui, chargement compris, péseraient plue de huit mille kilogramimes, et le devra accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en fersient la demande. Dans le eas prévu par le paragraphe précédent, les terifs seront réglés par l'administration sur la proposition de la compagnie.

8. Le cinquième paragraphe de l'article 39 est modifié ainsi qu'il suit : dons les trois cas ci-desus spécifiés, les tarifs seront arrêtés par l'administration sur la proposition de la compaguie.

9. Les donrées et objets qui, sous le volume d'un mêtre cube, ne pesent pas 200 kilogrammes, na sont exceptes des tarifs qu'autant qu'ils n'y sont

pas nominément énoncés.

10. L'article 44 du cahier de charges sera modifié ainsi qu'il suit : à toute époque, après l'expiration des quinze premières années, à dater du délai fixé par l'article 1er, pour l'achèvement des travaux, le gouvernement aura la faculté de racheter la concession entière du chemin de fer. Pour régler le priz du rachat, on relèvera les produits nets anmuels obtenus par la compagnie pendant les sept années qui auront précédé celle ou le rachat sera effectué: on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années. Il sera en outre ajouté à ce produit net moyen le tiers de son montant, si le rachat a lieu dans la première période de quinze années à dater de l'époque où le droit en est ouvert au gouvernement ; un quart, si le rachat n'est opéré que dans la seconde période de quinze années, et un cinquième seulement pour les autres périodes. Le produit net moyen, accru ainsi qu'on vient de le dire dans le paragraphe précédent, formera le montant d'une annuité qui sera due et payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

11. La compagnie pourra être assujettie par les lois qui concéderont ultérieurement des chemins de prolongement ou d'embranchement joignant celui de Paris à Orléans, soit à laisser aux concessionnaires de ces chemins le droit d'exploiter en concurrence avec elle la ligne d'Orléans à Paris avec réciprocité, moyennant le paiement des droits de péage, soit à leur accorder une réduction sur les droits de péage, ainsi calculée: 1° si le prolongement n'a pas plus de 100 kilomètres, d'x pour cent du prix perçu par la compagnie; 2° si le prolongement accède 100 kilomètres, 15 pour 100; 3° 200 kilomètres, 20 pour 100; 4° 300 kilomètres, 30 pour 100.

12. Si, par la direction qui lui sera assignée, le chemin de fer de Paris à Strasbourg, ou celui de Paris à Lyon, s'embranche sur le chemin de Paris à Orléans, la loi de concession pourra accorder à la compagnie qui se chargera d'exécuter le chemin de Paris à Strasbourg ou à Lyon, la jouissance, à frais et profits communs, de la partie commune aux denx lignes, pourvu que cette partie ne s'étende pas au-delà de Choisy-le-Roy, sauf paiement de la moitié du capital de l'établissement de cette partie du chemin et de son matériel, ou stipuler au profit de cette compagnie la réduction à moitié des droits de péage pour les voitures, waggons et machines qui se dirigeraient vers les lieux situés su delà du point d'embranchement ou qui en viendraient. Les dispositions ci-dessus seront également appliquées au profit du gouvernement, dans le cas où il serait autorisé à exécuter aux frais du trésor le chemin de Paris à Strasbourg ou de Paris à Lyon.

. 13. Dans le cas où une compagnie concessionmaire de prolongement ou d'embranchement joignant la ligne de Paris à Orléans n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme dans le cas où les concessionnaires de celle-ci ne voudisient pas circuler sur les prolongemens et embrauchemens, les compagnies seront tenues de
a'arranger entre elles de manière que le service de
transport ne soit jamais interrompu aux points
extrêmes des diverses lignes. Celle dus compagnies
qui sera dans le cas de servir d'un matériel qui ne
serait pas sa propriété paiera une indemnité en
rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les compagnies ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité,
ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toute la ligne, le gouvernement serait autorisé à y pourvoir d'office, et à prescrire toutes
les mesures nécessaires,

9=17 JULLET 1838. — Loi qui autorise l'établisement d'un chemin de fer de Lille à Dunkerque (1). (IX, Bull. DLXXXVII, n. 7469.)

Art. 1er. L'offre faite par le sieur Dupony aîne, d'executer à ses frais, risques et périls, un chemin de fer de Lille à Dunker-

que, est acceptée.

En conséquence, toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'Etat, soit à la charge du sieur Dupouy aîné, stipulées dans le cahier des charges arrêté, le 17 mai 1838, par le ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et accepté, le 18 du même mois, par le sieur Dupouy aîné, recevront leur pleine et entière exécution.

Ce cahier de charges restera annexé à la ; présente loi.

- 2. Néanmoins, dans les trois cas spécifiés par l'article 40 du cahier de charges, les tarifs seront arrêtés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.
- 3. L'article 36 du cahier de charges sera modifié conformément aux dispositions suivantes :

Le prix des places spéciales, mentionnées au cinquième paragraphe de l'article 36 du cahier de charges, sera réglé par l'administration, au 1er janvier de chaque année, sur la proposition de la compagnie.

4. Dans le cas où la compagnie jugerait convenable d'abaisser, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'elle est autorisée à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de six mois au moins.

La perception des taxes devra se faire par

<sup>(1)</sup> Présentation à la Chambre des Députés le 19 mai (Mon. du 21); rapport par M. Lamy le 1<sup>er</sup> juin (Mon. du 2); discussion et adoption le 18 juin (Mon. du 19), à la majorité de 212 voix outre 21.

Présentation à la Chambre des Pairs le 21 juin (Mon. du 22); rapport par M. Chevandier le 6 juillet (Mon. du 7); adoption le 7 (Mon. du 8), à la majorité de 105 vois contre 3.

la compagnie indistinctement et sans aucune faveur.

5. Les marchandises en transit seront rangées, pour la taxe à percevoir, dans la classe des marchandises à laquelle elles appartiendront suivant leur nature.

6. Le concessionnaire ne pourra émettre d'actions ou promesses d'actions négociables pour subvenir aux frais de construction du chemin de ser de Lille à Dunkerque, avant d avoir formé une société anonyme, dûment autorisée conformément à

l'article 37 du Code de commerce.

7. Des réglemens d'administration publique, rendus après que le concessionnaire aura été entendu, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police, la sûreté, l'usage et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. Les dépenses qu'entraînera l'exécution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge du concessionnaire.

Le concessionnaire sera autorisé à saire. sous l'approbation de l'administration, les réglemens qu'il jugera utiles pour le service et l'exploitation du chemin de fer.

## Cahier de charges pour l'établissement d'un chemin de fer de Lille à Dunkerque.

Art. 1et. La compagnie s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, et à terminer dans le délai de cinq années au plus tard, à dater de la promulgation de la loi qui ratifiera la concession, tous les travaux nécessaires à l'établissement et à la confection d'un chemin de fer de Lille à Dunkerque, et de manière que ce chemin soit praticable dans toutes ses parties à l'expiration du délai ci-dessus fixé.

2. Le chemin partira des abords de la ville de Lille, en un point qui sera ultérieurement déter-miné : il touchera à Armentières, suivra une direction à peu près parallèle à celle de la route royale n. 42, de Lille à Boulogne, passera près de Bailleul, Metterenne et Fletterenne, traversera la route royale n. 42, passera à Steenworde, et de là se dirigera sur Bierne, au sud de Bergues, après avoir traversé la route royale n. 16, de Paris à Dunkerque. De Bierne, il se dirigera parallèlement à la route royale n. 16, jusqu'à Dunkerque, où il aboutira à un point qui sera fixé ultérieurement. Le maximum des pentes et rampes du tracé n'excédera pas deux millimètres et demi (0,0025), par mètre.

3. Dans le délai d'un an, au plus, à dater de la présente concession, la compagnie devra soumettre à l'approbation de l'administration supérieure, rapporté sur un plan à l'échelle de 1 à 2,500, le tracé définitif du chemin de fer de Lille à Dankerque, d'après les indications de l'article précédent ; elle indiquera, sur ce plan, la position et le tracé des gares de stationnement et d'évitement, ainsi que les lieux de chargement et de déchargement. A ce même plan devront être joints un profit en long, suivant l'axe du chemin de for, un certain nombre de profils en travers, le tableau des pentes et rampes, et un devis esplicatif comprenant la description des ouvrages. En cours d'exécution, la compagnie aura la faculté de proposer les modifications qu'elle pourrait juger utile d'introduire, sans pouvoir toutefois ni s'écarter du tracé général, ni excéder le maximum de pente indiqué dans l'article précédent; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'administration supérieure.

- 4. Le chemin de fer pourra n'être d'abord établi qu'avec une seule voie; mais la compagnie devra acquerir immédiatement la surface de terrain nécessaire pour l'établissement d'une seconde voie, si le besoin s'en faisait sentir plus tard, et lorsqu'après enquête préalable l'administration aurait reconnu et déclaré ce besoin. Cet excédant de largeur ne pourra d'ailleurs être employé qu'à l'établissement de cette seconde voie. Les ouvrages d'art seront immédiatement construits pour deux voies.
- 5. La largeur du chemin de fer, en couronne, est fixée, pour deux voies à huit mêtres trente centimètres (8 m. 30 c.) dans les parties en levees, et à sept mêtres quarante centimètres (7 m... 40 c. ) dans les tranchées et les rochers, entre les parapets des ponts et dans les souterrains. La lar-. geur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un metre quarante-quatre centimètres (1 m. 44 c.) au moins. Si par la suite on établissait une seconde voie, la distance entre les deux voies sera au moins égale à un mêtre quatrevingts centimètres (1 m. 80 c.), mesurée entre les faces extérieures des rails de chaque voie. La largeur des accotemens, ou , en d'autres termes, la largeur entre les aces extérieures des rails extrêmes et l'arête extérieure du chemin, sera au moins égale à un mètre cinquante centimètres (1 m. 50 c.) dans les parties en levées, et à un mètre (1 m. ) dans les tranchées et les rochers, entre les parapets des ponts et dans les souterrains.
- 6. Les alignemens devront se rattacher suivant des courbes dont le rayon minimum est fixé à mille mètres (1,000 m.) et, dans le cas de ce rayon minimum, les raccordemens devront, autant que possible, s'opérer sur des paliers hori-sontaux. La compagnie aura la faculté de proposer aux dispositions de cet article, comme a celles de l'article précédent, les modifications dont l'ex-, périence pourra indiquer l'utilité et la convenance : mais ces modifications ne pourront être exécutées, que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'administration supérieure.
- 7. La distance qui séparera les gares d'évitement sur chaque rive sera moyennement de dix mille metres (10,000 m.). Ces gares seront nécessaire-. ment placées en dehors des voies : feur longueur, raccordement compris, sera de deux cents mètres (200 m.) au moins. Indépendamment des gares d'évitement, la compagnie sera tenue d'établir, pour le service des localités traversées par le chemin de fer, ou situées dans le voisinage de ce chemin, des gares ou ports secs destinés tant aux stationnemens qu'aux chargemens et aux déchargemens, et dont le nombre, l'emplacement et la surface seront déterminés par l'administration après enquête préalable.
- 8. A moins d'obstacles locaux, dont l'appréciation appartiendra a l'administration, le chemin de fer, à la rencontre des routes royales ou départementales, devra passer, soit au-dessus, soit audessous de ces routes. Les croisemens de niveau

seront tolérés pour les chemins vicinaux, ruraux

ou particuliers.

9. Lorsque le chemin de fer devra passer audeus d'une route royale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouyerture du pont ne sera pas moindre de huit mètres (8 m.) pour la route royale, de sept mètres (7 m.) pour la route départementale, et de cinq mètres (5 m.) pour le chemin vicinal. La hauteur sous clef, à partir de la chaussée de la route, sera de cinq mètres (5 m.) au moins; ta largeur entre les parapets sera au moins de sept mètres quarante centimètres (7 m. 40 c.), et la hauteur de ces parapets de quetre-vingts c-mimètres (0 m. 80 c.) au moins.

10. Lorsque le chemin de fer devrs passer audessous d'une route royale ou départementale, ou
d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapéts
du pont qui supportera la route ou le chemia sera
fixée au moins à huit-mêtres (3 m.) pour la route
royale, à sept mêtres (7 m.) pour la route départementale, et à cinq mêtres (5 m.) pour le chemin vicinal. L'ouverture du pont entre les culées
sera au moins de sept mêtres quarante centimêtres
(7 m. 40 c.), et la distance verticaté entre l'intrados et le dessus des rails ne sera pas moindre de
quatre mêtres trente centimêtres (4 m. 30 c.).
Si le pont était à deux passages, l'ouverture de
chaque passage ne sera pas moindre de tro's mêtres
quatre-vingts centimètres (3 m. 80 c.).

11. Lorsque le chemin de fer traversera une rivière, un canal ou un cours d'eau, la pont adrà la largeur de voie et la hauteur de parapeis fisées à l'art. 9. Quant à l'ouverture du débouché, et à la hauteur sous clef au-dessus des baux, elles seront déterminées par l'administration dans chaque cas partioulier, suivant les circonstances locales.

- 12. Les ponts à construire à la reticontre des routes royales ou départementales, et des rivières ou cansux de navigation et de liditage, seront en maçonnerie ou en fer. Ils pourront aussi être construits avec travées en bois et plies et culées én maçonnerie; mais il sera donné à ces plies et culées én maçonnerie; mais il sera donné à ces plies et culées femaçonnerie; mais il sera donné à ces plies et culées én maçonnerie au construir de substituer aux travées en bois, soit des travées en fer, soit des arches en maçonnerie.
- 43. S'il y a lieu de déplacer les routes existantes, la déclivité des pentes ou rampes sur les nouvelles directions ne pourrs pas excéder trois centimètres (0,03 c.) par mètre pour les router royales et départementales, et einq centimètres (0,03 c.) pour les chemins vicinaux. L'administration restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à la règle précédente, en ce qui concerné les chemins vicinaux.
- 14. Les ponts à construire à sa rencontre des routes royales et départementales, et des rivières ou canaux de navigation et de flottage, ainsi que les déplacemens des routes royales ou départementales, ne pourront être entrepris qu'en vertu de projets approuvés par l'administration supérieure. Le préset du département, sur l'aris de l'ifigénieur en chef des ponts et chanasses, et après les enquêtes d'usage, pourra autoriser le déplacement des chémins vicinaux, et la construction des ponts à sa rencontre de ces chemins, et des vours d'eun non navigables ni flottables.
- 25. Dans le cas où des chemins vicinanz, ruraux ou particuliers seraient traversés à leur nivesu par le chemin de far, les rails ne pourront être élevés au-dessus ou abaissés au-descous de la surface

de ces chemins de plus de trois centimètes (948 c.). Les rails et le chemin de fer devront, en eutre, être disposés de manière à ce qu'il n'en résulte sicoin obstaclé à la circulation. Des barrières seront tenues fermées de chaque coté du chemin de le partout où cette mesure sera jugée nécessaire per l'administration. Un gardien payé par la compaguie sera constamment préposé à la garde et sa service de cés barrières.

16. La compagnte sera tenue de rétabit et d'insurer à ses frais l'écoblement de toutes les seut doit le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par là travayx dépendant de l'entreprise. Les aquedes qui seront construits à cet effet, sous les rous royales et départementales, seront en maçonassis et départementales, seront en maçonassis.

ou en fer.

- 17. À là rencontre des rivières flottables et navigables, la compagnie sera tenue de prendre betes les mesures et de payer tous les frais nécessirs pour que le service de la navigation et du fiotisse n'éprouve ni interruption ni entraves pendant l'exécution des travaux, et pour que ce service puisse se faire et se continuer après leur schere ment comme il avait lieu avant l'entreprisé. La même condition est expressement obligatoire post la compagnie à la rencontre des routes royales départementales, et autres chemins publics. A est effet, des routes et ponts provisionnels seront construits par les soins et aux frais de la compagnie, partout où cela sera jugé nécessaire. Avant que les communications existantes puissent être inferce tées, les ingénieurs des localités devront réconsistre et constater si les travaux provisoires présentent une kolidité suffisante, et s'ils peuvent assurer le service de la circulation. Un délai sera fice pour l'exécution et la durée de ces travaux provisques
- 18. Les souterrains destinés au passage de chemin de ler auront, pour deux voies, sept mètre quarante centimètres (7 m. 40 c.) de largemente les pieds-droits, au niveau des rails, et ciaq mètres cinquante centimètres (5 m. 50 c.) de hautes sous clef, à partir de la surface du chemia. La distance verticale entre l'intrados et le dessa de rails exièrieurs de chaque voie sera au moins de quatre mètres trente centimètres (8 m. 30 c.) si les terrains dans lesquels les souterrains serontoverts présentaient des chances d'éboulement ou de filtration, la compagnie sera tenue de présent ou d'arrêter ce dauger par des ouvrages solides si imperméables. Aucun ouvrage provisoire na sera toléré au-delt de six mois de durée.

19. Les puits d'airage et de construction les souterrains ne pourroint avoir leur ouvertué set auoune voie publique, et la où ils seront ouvers, ils sesont entéurés d'une margette en susponserie de deux mètres (2 m.) de hauteur.

20. La compagnie pourra employer, dans la construction du chemin de fer, les matérieu communément en usage dans les travaux publics de le localité; tohtefois, les têtes des voûtes, les anglés, socles, couronnemens, extrémités des radiers, mont nécessairement en pierre de taille.

21. Le chemin de fer sera clôturé et séparé do propriétés particulières par des mors ou des halls, ou des pôtesiux avec lisses, ou des fossés avec térés en terre. Les fossés qui serviront de clôture au clemin de fer auront su moins un mètre de profesdeur, à partir de leurs bords relavés. Les burrière fermant ses communications particulières s'oentiropt bur les terres et son sur le chemin de fér.

22. Tous les terrains destinés à servir d'emphonment au chemia et à toutes ses dépendances, teles que gares de croisement et de stationnement, lieux de chargement et de déchargement, ainsi qu'an rétablissement des communications deplacées ou interrompues, et de nouveaux lits des cours d'eau, seront achetés et payés par la compagnie. La compagnie est substituée aux droits, comme elle est

roumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 7 juillet 1833.

23. L'entreprise étant d'utilité publique, la compagnie est investie de tous les droits que les lois et réglemens conferent à l'administration ellemême pour les travaux de l'Etat : élle pourra, en conséquence, se procurer, par les mêmes voies, les matérianz de remblais et d'empierrement nécessaires à la construction et à l'entretien du chemin de fer; elle jouire, tant pour l'extraction que pour le transport et le dépôt des terres et materisux, des priviléges accordés par les mêmes lois et réglemens aux entrepreneurs de travaux publics, à la charge, par elle, d'indemniser à l'amiable les propriétaires des terrains endommagés, ou, en cas de non accord, d'après les reglemens arrêtés par le conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'Etat, sans que, dans aucun cas, elle puisse evercer de recours à cet égard contre l'administration.

24. Les indemnités pour occupation temporaire ou détérioration de terrains, pour chomage, modification on destruction d'usines, pour tout dommage quelconque résultant des travaux, seront

supportées et payées par la compagnie. 25. Pendant la durée des travaux, qu'elle exécutera d'ailleurs par des moyens et des agens de son choix, la compagnie sera soumise au contrôle ét à la surveillance de l'administration. Ce controle et cette surveillance auront pour quiet d'empecher la compagnie de s'écarter des dispositions qui lui sont prescrites par le présent cahier des

charges.

26. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties du chemin de ser, de manière que ces parties puissent être livrées à la circulation, il sera procede à leur reception par un ou plusieurs commissaires que l'administration désignera. Le proces-verbal du ou des commissaires délégués ne sera valable qu'après homologation par l'administration supérieure. Après cette homologation, la compagnie pourra mettre en service lesdites parties de chemin de fer, et y percevoir les droiss de péage et les frais de transport di après déterminés. Toutesois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer.

27. Après l'achèvement total des travaux, la compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral de toutes les parties du chemin de fer et de ses dépendances ; elle fera dresser, également à ses frais, et contradictoirement avec l'administration, un état descriptif des ponts, aqueducs et autres ouvrages d'art qui auront été établis conformément aux conditions du présent cahier de charges. Une expédition dument certifiée des proces-verbaux de bornage , du plan cadastral et de l'état descriptif, sera déposée, aux fraîs de la compagnie, dans les archives de

l'administration des ponts et chaussées.

28. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, et de manière que la circulation soit toujours facile et sûre. L'état du chemin de fer et de ses dépendances sera reconnu annuellement et plus souvent, en ess d'argence et d'accidens, per un on plusieurs

commissaires que désignera l'administration. Les frais d'entretien et ceux de réparation , soit ordinaires, soit extraordinaires, resteront entirement à la charge de la compagnie. Pour ce qui concerne cet entretien et ces réparations, la compagnie demeure soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Si le chemin de fer, une fois terminé, n'est pas constamment entretenu en bon élat, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais de la compagnie concessionnaire. Le montant des avances saites sera recouvré par des rôles que le préset du département rendra executoires.

29. Les frais de visite, de surveillance et de reception des travaux seront supportés par la compagnie. Ces frais seront réglés par le directeur général des ponts et chaussées et des mines, sur la proposition du préset du département, et la compagnie sera tenue d'en verser le montant dans la caisse du receveur général, pour être distribué à qui de droit. En cas de non versement dans le délai fixé, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de

contributions publiques.

30. Les ouvrages qui seraient situés dans le rayon des places, et dans la zone des servitudes, et qui, aux termes des réglemens actuels, devraient être executés par les officiers du génie militaire, le seront par les agens de la compagnie, mais sous le contrôle et la surveillance de ces officiers, et conformément aux projets particuliers qui auront été préalablement approuvés par les ministres de la guerre et des travaux publics. La même faculté pourra être accordée par exception, pour les travaux sur le terrain militaire occupé par les fortifications, toutes les fois que le ministre de la guerre jugera qu'il n'en peut résulter aucun inconvénient pour la défense.

31. La compagnie ne pourra commencer ancuns travaux, ni poursuivre ancune expropriation, si, au préalable, elle n'a justifié valablement, pardevant l'administration, de la constitution d'un fonds social égal à la dépense présumée des travaux, et de la réalisation, en espèces, d'une somme égale au dixième du montant de cette dépense.

Si, dans le délai d'une année, à dater de l'homologation de la concession, la compagnie ne s'est pas mise en mesure de commencer les travaux, conformément aux dispositions du paragraphe précedent, et si effe ne les a pas effectivement commences, elle sera déchue de plein droit de la concession du chemin de fer par ce seul fait, et sans qu'il y ait lieu à aucune mise en demeure ni notification quelconque. Dans le cas de déchéance prévu par le paragraphe précédent, la totalité du cautionnement déposé par la compagnie deviendra la propriété du gouvernement, et restera acquise au trésor public. Les travaux une fois commencés, le cautionnement no sera rendu que par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux.

32. Faute par la compagnie d'avoir entièrement exécuté et terminé les travaux de chemin de fer dans les délais fixés par l'article 14, et faute aussi par elle d'avoir imprimé à ces travaux une activité telle qu'ils soient parvenus à moitié de leur achévement à la fin de la troisième année de la concession, faute aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cabier des charges, elle encourra la déchéance, et il sera pourvu à la continuation et à l'achèvement des traveus par le meyon d'une adjudication, qu'on ouvrira sur les clauses du présent cahier des charges, et sur une mise à prix des ouvrages déjà construits, des matériaux approvisionnés, des terrains achetés et des portions du chemin déjà mises en exploitation. Cette adjudication sera dévolue à celui des nouveaux soumissionnaires qui offrira la plus forte somme pour les objets compris dans la mise à prix. Les soumissions pourront être infé-rieures à la mise à prix. La compagnie évincée recevra de la nouvelle compagnie concessionnaire la valent que la nouvelle adjudication, aura ainsi déterminée pour les dits objets. La partie non en-core restituée du cautionnement de la première compagnie deviendra la propriété de l'Etat, et l'adjudication n'aura lieu que sur le dépôt d'un nouveau cautionnement. Si l'adjudication ouverte comme il vient d'être dit n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases après un délai de six mois, et si cette seconde tentative reste également sans résultat, la compagnie sera définitivement déchue de tous droits à la présente concession, et les parties du chemin de fer deja exécutées, on qui seraient mises en exploitation, deviendront immédiatement la propriété de l'Etat. Les précédentes stipulations ne sont point applicables au cas où le retard ou la cessation des travaux proviendraient de force majeure régulièrement constatée.

33. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et par ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803. Les bâtimens et thagasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties dans la localilé. L'impôt dû au trésor sur le prix des places ne sera prélevé que sur la partie du tarif correspondant au prix de transport des voyageurs.

54. Des réglemens d'administration publique, rendus après que la compagnie aura été entendue, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police, la sûreté, l'usage et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. Toutes les dépenses qu'entraînera l'exécution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge de la compagnie. La

compagnic est autorisée à faire, sous l'approbation de l'administration, les réglemens qu'elle jugera utiles pour le service et l'exploitation du chemin de fer. Les réglemens dont il s'agit dans les deux paragraphes précèdens seront obligatoires pour le compagnic et pour toutes celles qui obtiendraient ultérieurement l'autorisation d'établir des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les personnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

35. Les machines locomotives employées au transports sur le chemin de fer devront consumer

Leur fumée.

36. Pour indemniser la compagnie des travaux et dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition express qu'elle en remplira exactement toutes les obligations, le gouvernement lui concede, pour le laps de soixante et dix années, à dater de la loi qui ratifiera, s'il y a lieu, la concession, l'autorisation de percevoir les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés. Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait elle-même ce transport à ses frais et par ses propres moyens. La perception aura lieu par kilomètre, sans égard aux fractions de distance : ainsi, un lilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru. Néanmoins, pour toute distance parcourue, moindre de six kilomètres, le droit sera perça comme pour six kilomètres entiers. Le poids du tonneau ou de la tonne est de mille kilogramme; les fractions de poids ne seront comptées que par dixiemes de tonne : ainsi, tout poids comprisestre cent et deux cents kilogrammes paiera comme deux cents kilogrammes, etc. A moins de cas de force majeure, la vitesse sera de huit lieues à l'heure, au moins, pour les trains de voyageurs payant le maximum du prix fixé par le tarif. Dans chaque convoi, la compagnie aura la faculté de placer des voitures spéciales, pour lesquelles elle pourra régler le prix des places de gré à gré avec les voyageurs; mais il est expressément stipulé que le nombre de places à donner dans ces voitures n'excédera pas le dixième du nombre total des places du convoi.

TARIF.

		PRIX	
	de péage.	de trans- port.	TOTAL.
Voyageurs, non compris l'impôt dû au trésor sur le prix des places. Par tête et par kilomètre :	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Voitures convertes et fermées à glaces, suspendues sur ressorts (1 <sup>re</sup> classe) Voitures découvertes, mais suspendues sur ressorts (2° classe) Bestianx:	0,05 0,03	0.0 <del>2</del> 5 0,02	0,075 0,05
Bœuf, vache, taureau, cheval, mulet, bête de trait	0,055	0,045	0,10
Veaux et porcs	0,045	0,15	0,03
Poisson, par quintal métrique et par kilomètre	0,08	0,02	0,05
Houille et marchandises en transit, quelle que soit leur nature, par tonne et par kilomètre.  Marchandises par tonne et par kilomètre :	0,05	0,04	0,09
1" classe. — Pierre à chaux et à plâtre, moellons, meulières, cailloux, sable, argile, tuiles, briques, ardoises ; femier et engrais ; pavés et matériaux de toute espèce pour la construction et la réparation des goutes	0,05	0,05	0,12

		PRIX	Į
	_		
·	de péage.	de trans- port.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
2º classe. — Blés, grains, farines; chaux et plâtre, minerais, coke, charbon de bois, bois à brûler (dit de corde), perches, chevrons, planches, madriers, bois de charpente; marbre en bloc, pierre de taille, bitume, fonte brute en barres ou en feuilles, plomb en saumons	0,08	0,06	0,14
sucre, café, drogues, épiceries, denrées coloniales; objets manufacturés	0,095	0,065	0,16
Objets divers, par tonne et par kilomètre :			1
Voiture sur plate-forme (poids de la voiture et de la plate-forme cumulés)		0,06	0,16
Waggon, cháriot ou autre voiture destinée au transport sur le chemin de fer, y passant à vide, et machine locomotive ne trainant pas de convoi	0,07	0,05	0,12

Tout waggon, chariot ou voiture dont le chargement, en voyageurs ou en marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur ces mêmes voitures à vide, sera considéré et taxé comme étant à vide.

Les machines locomotives seront considérées et taiées comme ne remorquant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit en voyageurs, soit en marchandises, ne comportera pas un péage an moins égal à celui qui serait perçu sur une machine locomotive avec son allége, marchant sans rien traîner.

A l'expiration de chaque période de quinze années, à dater de l'achèvement des travaux, le tarif sera révisé; et si le dividende moj en des quinze dernières années a excédé dix pour cent du capital primiuit de l'action, le tarif sera réduit dans la proportion de l'excédant.

37. Chaque voyageur pourra porter avec lui un bagage dont le poids n'excédera pas quinze kilogrammes, sans être tenu, pour le port de ce bagage, à aucun supplément pour le prix de sa

place.

38. Les denrées, marchandises, effets, animaux et autres objets non désignés dens le tarif précédent, seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auraient le plus d'analogie.

39. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif précédent ne sont point applicables: 1º à toute voiture pesant, avec son chargement, plus de quatre mille cinq cents kilogrammes; 2º à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes. Néanmoins la compagnie ne pourra se refuser ni à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à ciuq mille kilogrammes, ni à laisser circuler toute voiture qui, avec son chargement, péserait de quatre mille cinq cents à huit mille kilogrammes; mais les droits de péage et les frais de transport seront augmentés de moitié. La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, ni a laisser circuler les voitures qui, chargement compris, péseraient plus de huit mille kilogrammes.

40. Les prix de transport déterminés au tarif précédent ne sont point applicables: 1° aux denrées et ol jets qui, sous le volume d'un mêtre cube, ne pèsent pas deur cents kilogrammes; 2° à l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés; au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, pierres précieuses et autres valeurs; 3° et, en général, à tout paquet ou

colis pesant isolément moins de cent kilogrammes, à moins que ces paquets ou colis ne fassent partie d'envois pesant ensemble au-delà de deux cents kilogrammes d'objets expédiés à ou par une même personne, et d'une même nature, quoique emballés à part, tels que sucre, café, etc. Dans les trois cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront librement débattus avec la compagaic. Néanmoins, au-dessus de cent kilogrammes, et quelle que soit la distance parcourue, le prix de transport d'un colis ne pourra être taxé à moins de quarante centimes (0, 40°).

Al. Les militaires en service, voyageant en corps ou isolément, ne seront assigiettis, eux et leurs bagages, qu'à la moitié de la tare du tarif. Si le gouvernement avait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire sur l'un des points desservis par la ligne du chemin de fer, la compagnie serait tenue de mettre immédiatement à sa disposition, et à moitié de la taxe du tarif, tous les moyens de transport établis pour l'exploitation du

chemin de fer.

A2. Les lettres et dépêches envoyées par un agent du gouvernement seront transportées gratuitement sur toute l'étendue du chemin de fer. A cet effet, la compagnie sera tenue de réserver à chaque départ de voyageurs, à l'arrière du train des voitures, un costre sussissamment grand et sermant à clef, ainsi qu'une place convenable pour le courrier chargé d'accompagner les dépêches.

43. Au moyen de la perception des droits et des prix réglés ainsi qu'il vient d'être dit, et sauf les exceptions stipulées ci-dessus, la compagnie contracte l'obligation d'exécuter constamment avec soin, exactitude et célérité, à ses frais et par ses propres moyens, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et matières quel-conques qui lui seront confiées. Les frais accessoires non mentionnés au tarif, tels que ceux de chargement, de déchargement et d'entrepôt dans les gares et magasins de la compagnie, seront fixés par un

réglement qui sera soumis à l'approbation de l'ad-

ministration supérieure.

44. A toute époque, après l'expiration des quinze premières années, à dater du délai fixé par l'article 1" pour l'achevement des travaux, le gouvernement aura la faculté de racheter la concession entière du chemin de ser. Pour régler le prix du rachat, on relevera les dividendes distribués aux actionnaires pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les deux plus faibles dividendes, et l'on établira le dividende moyen des cinq autres années. Il sera, en outre, ajouté à ce dividende moven le tiers de son montant si le rachat a lieu dans la première période de quinze années, à dater de l'époque où le droit en est ouvert au gouvernement; un quart si le rachat n'est opéré que dans la seconde période de quinze années, et un cinquieme seulement pour les autres périodes. Le dividende moyen , accru ainsi qu'on vient de le dire dans le paragraphe précédent, formera le montant d'une annuité qui sera due et payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

45. A l'époque fixée pour l'expiration de la présente concession, et par le fait seul de cette expiration, le gouvernement sera subrogé à tous les droits de la compagnie dans la propriété des terrains et des ouvrages désignés au plan cadastral mentionné dans l'article 27. Il entrera immédiatement en jouissance du chemin de fer, de toutes ses dépendances et de tous ses produits. La compagnie sera tenue de remettre en bon état d'entretien le chemin de fer, les ouvrages qui le composent et ses dépendances, tels que gares, lieux de chargement et de déchargement, établissemens aux points de départ et d'arrivée, maisons de gardes et de surveillans, bureaux de perception, machines fixes, et, en general, tous autres objets immobiliers qui n'auront pas pour destination distincte et spéciale le service des transports. Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le gouvernement aura le droit de mettre saisie-arrêt sur les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin et toutes ses dépendances, si la compagnie ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation. Quant aux objets mobiliers, tels que machines locomotives, waggons, chariots, voitures, matériaux, combustibles et approvisionnemens de tout genre et objets immobiliers, non compris dans l'énumération précédente, l'État sera tenu de les reprendre à dire d'experts, si la compagnie le requiert; et réciproquement, si l'Etat le requiert, la compagnie sera tenue de les céder également à dire d'experts.

A6. Dans le cas où le gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de routes royales, départementales ou vicinales, de canaux ou de chemins de fer qui traverseraient le chemin de fer projeté, la compagnie ne pourra mettre aucun obstacle à ces traversées; mais toutes dispositions seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour la compagnie.

A7. Toute exécution, ou toute autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation, dans la contrée où est situé le chemin de fer projeté, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande en indemnité de la part de la compagnie.

48. Le gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur le chemin de fer de Lille à Dunkerque, on qui seraient établis en prolongement du même chemin. La compagnie ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchemens on prolongemens, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particu-liers pour la compagnie. Les compagnies concessionnaires des chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés, et l'observation des réglemens de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, waggons et machines sur le chemin de ser de Lille à Dunkerque; cette faculté sera réciproque, pour ce dernier chemin, à l'égard desdits embranchemens et prolongemens.

49. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminera les mesures à prendre pour que l'établissement du chemin de fer ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et réciproquement pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer. Les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine, à raison de la traversée du chemin de fer, et tous dommages résultant de cettle traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge de la compagnie.

50. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains qui reuferment des carrières ou les trafères routerrainement, il ne pour a être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. L'administration déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de la compagnie du chemin de fer.

51. Les agens et gardes que la compagnie établira, soit pour opèrer la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin et des ouvrages qui en dépendent, pourront être assermentés, et seront, en ce cas, assimilés aux gardeschampêtres.

52. La compagnie sera tenue de désigner l'un de ses membres pour recevoir les notifications ou les significations qu'il y aurait lieu de lui adresser. Le membre désigné fera élection de domicile à Lille ou à Dunkerque. En cas de nondésignation de l'on des membres de la compagnie, ou de non élection de domicile à Lille ou à Dunkerque par le membre désigné, toûte signification ou notification adréssée à la compagnie, prise collectivement, sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture du Nord.

53. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution ou de l'interprétation des clauses du présent cahier des changes, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Nord, sauf recours au conseil d'Etat.

54). Avant la présentation de la loi destinée à homologuer, s'il y a licu, la présente concession, la compagnie déposera une somme de cinq cent mille francs, soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat, calculées au cours de la veille du jour du dépôt, soit en bons ou autres effets du trésor, avec

transfert au nom de la caisse des dépôts et consignations de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre. Dans le mois qui suivra la promulgation de la loi, la compagnie s'engage à porter à un million de francs le dépôt par elle effectué; dans le ces on elle ne satisferait pas à cette condition, elle sera décluse de fait et de plein droit de la présente concession, et les premiers cinquent mille francs déposés resteront acquis au tresor public. La somme de un million de francs déposée ainsi qu'il est dit ci-dessus formera le cautionnement de l'entreprise, et sera rendu ainsi qu'il est dit l'art. 51.

55. Le présent cahier des charges ne sera pas-

sible que du droit fixe d'un franc.

56. La presente concession ne sera valable et définitive que par la ratification de la loi.

20 JUIN-17 JUILLET 1838.—Ordonnance du roi qui autorise la rectification des côtes des Marnes et du Cret-Millet, route départementale n. 6, de Salins à Neuchstel (Doubs). (IX, Bull. DLXXXVII, n. 7470.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des trayaux publics, de l'agriculture et du commerce ; vu le projet présenté par les ingénieurs des ponts et chaussées pour la rectification de côtes des Marnes et du Cret-Millet, route départementale nº 6, de Salins à Neuchâtel (Doubs); vu les pièces constatant qu'une enquête a été ouverte sur ce projet, conformément à l'ordonnance royale du 18 février 1834; vu l'avis (5 septembre 1836) de la commission locale formée en exécution de l'article 4 de l'ordonnance précitée; vu la délibération de la chambre de commerce de Besançon, ladite délibération en date du 15 septembre 1856; vu le vote émis par le conseil général du Doubs, dans sa session de 1856; vu les lettres du préfet, des 23 septembre 1836 et 29 décembre 1837; vu les avis du conseil des ponts et chaussées (section des routes et ponts), en date des 19 octobre 1856 et 13 janvier 1838; vu la délibération de la commission mixte des travaux publics. en date du 15 novembre 1856, ladite délibération approuvée par notre ministre de la guerre , le T décembre suivant ; vu le projet du cahier des charges de l'entreprise; vu la loi du 7 juillet 1833; vu l'article 5 de la loi du 14 mai 1837; vu l'article 17 de la loi du budget des recettes, du 20 juillet 1837, qui autorișe l'établissement de droits de péage, pour couvrir les frais de correction de rampes sur les routes royales et départementales; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Il sera procédé par voie de publicité et de concurrence à l'adjudication, moyennant la concession d'un droit de péage, des travaux à exécuter suivant le projet dressé sous la date du 27 novembre 1837, et révisé d'après les indications du conseil des ponts et chaussées, pour la rectification des côtes des Marnes et du Cret-Millet, route départementale n° 6, de Salins à Neuchâtel, département du Deubs. L'adjudication sera passée au rabais du temps de la jouissance du péage, sur un maximum dont la dyrée sera fixée par l'administration.

665

2. Après l'achèvement et la réception des travaux, le concessionnaire sera autorisé à percevoir sur la nouvelle route, pendant le laps de temps qui sera délermine par l'adjudication, les droits de péage dont

le tarif est fixé comme il suit.

3. Avant l'adjudication, l'administration déterminera, dans un billet cacheté, le maximum de durée de la concession.

4. L'adjudication sera soumise à l'apprabation de notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

5. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

3-17 JULLEY 1838, — Ordonnance du roi relative à la nomenclature des marchandises de transit qui dolvent' être accompagnées d'échantiflons, (IX, Bull. PLAXXVII, n. 7471.)

Louis-Philippe, cic., vu l'article 11 de la 101 du 9 février 1852, portant que des ordonnances du 101 désigneront les marchandises de transit qui devront être accompagnées d'échantillons; sur le rapport de nos ministres secrétaires d'Etal aux departemens des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des finances.

Art. 1er. Sont ajoutés à la nomenclature des marchandises qui, pour le transit, doivent être accompagnées d'échantiflons plombés, les produits chimiques désignés ci-après : acide phosphorique (à l'étal solide), acide tartrique, acide oxalique, acide benzoique, sels ammoniacaux, bruts ou raffinés, sulfate de potasse, sulfate de soude, sulfate de magnésie, sulfate d'alumine, à ses différents états, oxalate acide de potasse, tartrate de polasse, tartrale de soude et de potasse, acétate de potasse et de soude, acétate de plomb, arséniate de potasse, carbonate de magnésie, borax, à ses différens états. chromates de plomb et de potasse, sulfure de mercure naturel ou artificiel, en pierre ou pulvérisé, oxyde de plomb jaune (massicot), oxyde de plomb rouge (miniam), oxyde de plomb rouge divisé (mine orange), carbonates de plomb, soit mélangés, soit purs ou très purs.

2. Nos ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des finan331,361,843 f.

17,032,900

534,846,770

121,832.341

ces (MM. Martin du Nord et Laplagne) sont chargés, etc.

15 == 18 JUILLET 1838. — Loi portant fixation du bubget des dépenses de l'exercice 1839 (1). (IX, Bull. DLXXXVIII, n. 7473.)

Art. 1er. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence d'un milliard soixante-trois millions six cent soixante-neuf mille neuf cent trente-neuf francs (1,063,669,939 fr.), pour les dépenses de l'exercice 1859, conformément à l'état A ci-annexé, applicables, sayoir:

d'exploitation des impôtset revenus directs et indirectes (h. p.). Aux remboursemens et restitutions à faire sur les produits desdits impôts et revenus, aux nonvaleurs et aux primes à l'expor-

Total Beal. . 1,063,669,939

2. Un crédit spécial de trente-quatre millions quatre cent vingt mille francs (34,420,000 fr.), est ouvert au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, pour être employé, sur l'exercice 1839, conformément aux allocations fixées pour chaque chapitre dans l'état B annexé à la présente loi (Budget extraordinaire des travaux publics).

2. Il sera rendu un compte spécial et distinct de l'emploi de chacun des crédits ouverts au titre des chapitres 18, 19 et 23 bis de la 3º section du budget du ministère de la guerre, pour travaux extraordinairés civils et militaires à exécuter, en 1839, sur divers points des possessions françaises du nord de l'Afrique. Ces crédits ne pourront recevoir aucune autre affectation.

4. Il sera pourvu au paiement des dépenses mentionnées dans les articles 1, 2 et 3 de la présente loi et dans les deux tableaux yannexés, par les voies et moyens de l'exercice 1859.

5. Le produit en principal des amendes prononcées en matière de contravention pour délits forestiers et de pêche, appartiendra:

Deux tiers au trésor,

Et un tiers aux gardes et agens de l'administration des forêts.

Le mode de répartition de ce dernier tiers sera réglé pas une ordonnance du roi.

6. La faculté d'ouvrir, par ordonnance du roi, des crédits supplémentaires, accordée par l'article 3 de la loi du 24 avril 1833, pour subvenir à l'insuffisance dûment justifiée d'un service porté au budget, n'est applicable qu'aux dépenses concernant un service voté, et dont la nomenclature suit (1):

Ministère de la justice et des cultes.

Les frais de justice criminelle;

Les indemnités pour frais d'établissement des évêques, des archevêques et des cardinaux;

Les frais de bulles et d'information; Les traitemens et indemnités des membres du chapitre et du clergé paroissial.

Ministère des affaires étrangères.

Les frais d'établissement des agens politiques et consulaires;

Les frais de voyage et de courriers; Les missions extraordinaires.

(1) Présentation à la Chambre des Députés le 8 janvier (Mon. du 9); rapport sur l'ensemble par M. Genneron le 26 avril (Mon. du 28); pour le mainistère des affaires étrangères par M. de Lamartine le 27 avril (Mon du 28); pour le ministère des finances par M. Gouin le 5 mai (Mon. du 6); pour le ministère de la justice par M. Dafaure le 10 mai (Mon. du 11); pour le ministère de la marine par M. Bignon le 11 mai (Mon. du 13); pour le ministère de l'intérieur par M. Llon de Malleville le 15 mai (Mon. du 22); pour le ministère du commerce et des travaux publics par M. Viutry le 16 mai (Mon. du 20); pour le ministère de l'interuction publique par M. Gillon le 23 mai (Mon. du 28); pour le ministère de l'interuction publique par M. Gillon le 23 mai (Mon. du 28); pour le ministère de l'appard le 23 mai (Mon. de 28).

Discussion du rapport sur l'ensemble le 15 mai (Mon, du 16), le 16 (Mon, du 17); sur le budget du ministère des affaires etrangères le 17 mai (Mon. du 18); du ministère des finances le 18 mai (Mon. du 19), le 19 (Mon. du 20); du ministère de la justice le 17 mai (Mon du 18), le 18

(Mon. du 19); du ministère de la marine le 22 mai (Mon. du 23), le 25 (Mon. du 24), le 25 (Mon. du 24), le 25 (Mon. du 26); du ministère de l'intérieur le 20 mai (Mon. du 30), le 30 (Mon. du 31), du ministère du commerce le 25 mai (Mon. du 26), le 26 (Mon. du 27), le 28 (Mon. du 29); du ministère de l'instruction publique le 2 juin (Mon. du 3), le 4 (Mon. des 4 et 5), le 5 (Mon. du 6), le 6 (Mon. du 7); du ministère de la marine le 11 juin (Mon. du 12), le 12 (Mon. du 13), le 13 (Mon. du 14)

Adoption le 14 juin (Mon. du 15), à la majorité de 204 voix contre 52.

Présentation à la Chambre des Pairs le 23 join (Mon. du 21); rapport par M. le marquis d'Audiffret le 3 juillet (Mon. du 5); discussion le 6 (Mon. du 7); adoption le 7 (Mon. du 8), à la majorité de 98 voix contre 1.—V. loi du 20 juillet 1837.

(2) V. notes sur l'ert. 9, koi du 24 avril 1835, et l'art. 4 du 18 juillet 1836.

Ministère de l'instruction publique.

Traitemens éventuels des professeurs des facultés;

Les frais de concours dans les facultés; Les prix de l'institut et de l'académie royale de médecine.

Ministère de l'intérieur.

Dépenses départementales.

Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

Travaux sur les produits spéciaux ; Encouragemens aux pêches maritimes.

Ministère de la guerre.

Les frais de procédure des conseils de guerre et de révision :

Achats des fourrages de la gendarmerie; Achats de grains et de rations toutes manutentionnées;

Achats de liquides;

Achats de fourrages;

Nouvelle solde de non-activité (Loi du 19 mai 1834).

Ministère de la marine et des colonies.

Les frais de procédure des tribunaux maritimes :

Achats généraux de denrées et d'objets relatifs à la composition des rations.

Ministère des finances.

La dette publique (dette perpétuelle et amortissement);

Les intérêts, primes et amortissement des emprunts pour ponts et canaux;

Intérêt de la dette flottante :

Les intérêts de la dette viagère :

Les intérêts de cautionnemens :

Les pensions (chapitres 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13);

Les frais judiciaires de poursuites et d'instances, et les condamnations prononcées contre le trésor public; Les frais de trésorerie :

Les traitemens, taxations remises et bonifications aux receveurs des finances;

Frais de perception, dans les départemens, des contributions directes et des autres taxes perçues en vertu des rôles;

Les remises pour la perception, dans les départemens, des droits d'enregistrement;

Contributions des bâtimens et des domaines de l'Etat et des biens séquestrés;

Frais d'estimation, d'affiche et de vente de mobilier et de domaines de l'Etat;

Dépenses relatives aux épaves, déshérences et biens vacans;

Achat de papier pour passe-ports et permis de port d'armes ;

Achat de papier à timbrer, frais d'emballage et de transport ;

Les avances recouvrables et frais judiciaires :

Portion contributive de l'Etat dans la réparation des chemins vicinaux :

Les remises pour la perception des contributions indirectes dans les départemens;

Achat de papier filigrané pour les cartes à jouer;

Contribution foncière des bacs, canaux et francs-bords;

Service des poudres à seu;

Les achats de tabacs et frais de transport ;

Primes pour saisies de tabacs et arrestations de colporteurs :

Les remises des directeurs des burcaux de poste aux lettres ;

Achat de lettres venant de l'étranger; Remises sur le produit des places dans

les paquebots et malles-postes;

Droits de tonnage et de pilotage des pa-

Droits de tonnage et de pilotage des paquebots employés au transport des dépêches;

Réparations et frais de combustible des mêmes paquebots ;

Transport des dépêches par enfreprises; Les remboursemens, restitutions, nonyaleurs, primes et escomptes.

. 3

ETAT A. Budget général des dépenses et services pour l'exercice 1839.

Tre PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.   1.107,120,265,600   1.025,600	cuapitnes spéciaux.	MINISTERES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
Subvention aux fonds de retraite des finances, et pensions et indemnités temporaires.  Seccurs aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.  TOTAL de la I <sup>®</sup> partie.  14,000,000  TOTAL de la I <sup>®</sup> partie.  14,000,000  18 Chambre des Pairs. Chambre des Députés. Légion-d'Honneur (supplément à sa dotation).  TOTAL de la II <sup>®</sup> partie.  17,033,000  HI <sup>®</sup> PARTIE. — SERVICES GÉNÈRAUX.  MINISTÈRE DE LA JUSTIGE ET DES CULTES.  1° PARTIE. — ÉLEBUSTIGE ET DES CULTES.  1° Conseil d'Etat (Matériel).  107,000  Conseil d'Etat (Personnel).  107,000  Cour de cassation.  108 Cours o'çales.  109 Cours o'çales.  100 Cours o'çales.  115 (Ado)  127 (Batériel).  137 (Batériel).  148 (Batériel).  159 (Batériel).  150	1 2 3 6 7 8 10 11 11 13	Rentes 5 p. 0/0.  Rentes 4 1/2 p. 0/0.  Rentes 4 p. 0/0.  Rentes 5 p. 0/0.  Fonds d'amortissement.  Intérêts, primes et émortissement des emprunts pour ponts et canaux (lois de 1821 et de 1822).  Toyal pour la dette consolidée et l'amortissement.  Intérêts de capitaux.  Dette flottante.  Rente viagère.  Pensions de la Pairle, de veuves de Pairs et d'anciens Sénateurs.  ———————————————————————————————————	1,026,600 11,978,765 35,788,000 44,616,463 10,656,000 251,186,093 9,000,000 3,975,000 13,900,000 1,525,000 594,000 16,750 45,000,000 2,100,000 1,885,000
Total de la I* partie.   331,561,843		(loi du 29 jain 1835).  Subvention, sux fonds de retraite des finances, et pensions et indemnités temporaires.	1,760,000 400,000
Liste civile	. :	Total de la I <sup>ee</sup> partie,	331,361,843
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.  I'* PARTIE. — BÉPENSES DE LA SUSTICE.  Administration centrale (Personnel)	18 19	Liste civile	720,000 695,900 4.647,000
I** PARTIE. — BÉPERSES DE LA SUSTICE.		HI- PARTIE. — services generaux.	· .
Administration centrale (Personnel).   432,800   2     Administration centrale (Matériel).   107,000   1		MINISTÈRE DE LA JUSTIGE ET DES CULTES.	
D 48 170/mm 3 1 1 1 1 2 2 2 3 1 1	2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13	Administration centrale (Personnel). Administration centrale (Matériel). Conseil d'Etat (Personnel). Conseil d'Etat (Personnel). Cour de cassation. Cours royales. Cours d'assises. Tribunaux de première instance. Tribunaux de commerce. Tribunaux de police. Justices de paix. Frais de justice criminelle et des statistiques civile et criminelle. Pensions.—Fonds de subvention à la caisse des retraites du ministère de la justice. Dépenses diverses.— Secours temporaires à d'anciens magistrats et employés, etc. Dépenses des exercices clos.	107,000 514,200 17,000 970,500 4,237,400 154,400 6,043,595 179,900 62,400 3,105,065 3,822,000 200,000 450,000
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	16	Depenses des exercices périmés non frappées de déchéance	Mémoire.

cuapitres spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
ll .	II. PARTIE. — DEPENSES DES CULTES.		
ll	Frais administratifs.	fr.	fr.
1	Personnel des bureaux des cultes	456,500 v	ί
2	Pensions. — Indemnités temporaires aux employés des cultes	40 000	199,589
3	supprimés.	16,089	
1 '	Matériel et dépenses diverses des bureaux des cultes	27,000	
4	Traitemens et dépenses concernant les cardinaux, archevêques		
I -	et évéques	1,017,000	1
5	Traitemens et indemnités des membres des chapitres et du	80 440 000	1
6	Chapitre royal de Saint-Denis.	28,140,000 112,000	
7	l Bourses des séminaires.	1,000,000	
8	Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses. Dépenses du service intérieur des édifices diocésains.	1,070,000 (	36,718,000
9	Dépenses du service intérieur des édifices diocessins	445,000	
10 11	Acquisitions, constructions et entretien des édifices diocésains.	1,600,000	
12	Secours pour les établissemens occlésiastiques	862,000 /	
	Cultes non catholiques.	5,000 /	
13	Dépenses du personnel des cultes protestans	898,000	
14	Dépenses du matériel des cultes protestans,	146,600	1,014,000
15	Dépenses du culte israélite	90,000 }	
16	Exercices clos. Dépenses des exercices clos	. 1	Mémoire.
17	Dépenses des exercices périmés non francées de déchéanse.		Mémeire.
	Ponty do la Tre na		35,464,589
<b>j</b> 1	Total de la II <sup>e</sup> pai		30,404,009
1	RÉCAPITULATION.	ł	İ
	Ire Partis. Dépenses de la justice	1	19,891,260
<b>[</b>	II. Partia. Dépenses des cultes		35, 464,589
	Tim	, AE	55,355,849
į l	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈR	es.	H
	Administration centrale.		. 1
1	Personnel.	527,122	676,122
2	Matériel	149,000 }	5,0,-22
3	Traitemens des agens du service extérieur.  Traitemens des agens politiques et consulaires	4,203.000	
A	Traitemens des agens en inactivité.	60,000	4,263,000
	Dépenses variables.	i	1
5	Frais d établissement	300,000	1
. 6	Frais de voyage et de courriers	600,000	·
8	Frais de service	762,000 50,000	
9	Indemnites et secours.	52,500	- Esa
10	Depenses secretes	650,000 >	2,521,578
11	Missions extraordinaires et dépenses imprévues.	100,000 (	1
12	Indemnités temporaires accordées en exécution de l'art. 4 de la loi du 1 <sup>st</sup> mai 1822.	7,078	l l
13	Dépenses des exercices clos.	Memoire.	; ¶
14	Dépenses des exercices périmes non frappées de déchéance.	Mémoire.	
ایدا	Service extraordinaire.	1	7,460,700
15	Reconstruction du palais de France à Constantinople		500,000
	Tos	AL	7,960,700
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIO		
		UE.	FF 000
2 3 4 5	Administration centrale (Personnel)	• • • • • • •	553,000
3	Administration centrale (Matériel)		194,623 265,000
ă	Administration academique		963,300
5	Instruction supérieure. — Facultés		2,092,990
6	Instruction secondaire,		1,655,600
1		rter	5,723,513
	a rya		Altablata (

		·
cuapitres spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVIÇES.	MONTANT des crédits accordés.
i		r. fr,
1	Instruction primaire. Report	5,722,513
	Fonds généraux	
	Centimes additionnels votés par les conseils généraux pour les	1
1	dépenses de l'instruction primaire, en exécution de la loi du	
_	28 juin 1833	5,300,000
9	Portion des 5 centimes facultatifs affectés par les conseils géné-	•
	raux aux dépenses de l'instruction primaire	
10	Eccles normales primaires (Fonds speciaux)	00 /
	Etablissomens scientifiques et littéraires.	
11	Institut	
12	Collège de France	
13	Museum d'histoire naturelle	
14	Bureau des longitudes	
15	Bibliothèque royale	
16	Etablissemens divers	23 /
4-	Encouragemens et secours pour les sciences et les lettres.	<u>, ,                                  </u>
.17	Souscriptions	
18	Encouragemens et secours aux savans et hommes de lettres	υυχ
19 20	Recueil et publication des documens inédits relatifs à l'histoire nationale.	
20	Subvention aux fonds de retraite	280,000
22	Dépenses des exercices clos.	Memoire.
**	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	
1 1	Total	13,734,990
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.	
'		1
	Administration centrale.	fr.
1	Transcident du militaire ; ce personner de l'administration	
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux	
3		1
ii .	Services généraux. Dépenses secrètes et ordinaires de police générale	son I
4	Dépenses secrètes et ordinaires de police générale	
Ä	Dépenses du matériel des lignes télégraphiques (Service ord.) 153,3	
5 6 7	Dépenses générales du personnel des gardes nationales 133,	
8	Dépenses générales du matériel des gardes nationales	
l ŏ	Subvention aux caisses de retraite de l'administration centrale	1
	et du Conservatoire de musique	766 <sup>1</sup>
1	Bâtimens civils et monumens publics.	
10	Entretien des bâtimens et édifices publics d'intérêt général, à	
11	Paris	0004
11	Constructions et grosses réparations d'intérêt général, à Paris 325,	
12	Bâtimens des Cours royales	
13	Grosses réparations des maisons centrales de force et de correct. 400,	
14	Conservation d'anciens monumens historiques 200,	
1	Beaux-arts.	1
15	Etablissemens des beaux-arts	
16	Ouvrages d'art et décoration d'édifices publics	
17	Encouragemens et sonscriptions	
18	Indemnités ou secours à des artistes, auteurs dramatiques,	2,577,000
1	compositeurs, et à leurs venves	0001
19	Subvention aux théâtres royaux	000 \
20	Subvention à la caisse des pensions de l'Académie royale de	ì
	musique	000 (
ll .	Secours généraux.	
21	Secours aux établissemens généraux de bienfaisance 493,	600 <u>'</u>
22	Secours généraux aux bureaux de charité, institutions de bien-	1
1	faisance et autres	000 ]
23	Subvention aux compagnies pour établissement, par voie de	1
1	l concession de péage, des ponts non compris au budget des	3,965,000
H	ponts et chaussées	0001
24	Secours aux sociétés de charité maternelle	
25	Secours aux étrangers réligiés en France	.coo \
26	Secours aux condamnes politiques	000
27	Secours aux orphelins et aux combattans de juillet et de juin 22	,000 /
ll .	A reporter. ,	11,597,966
4	a reporter,,,,	1 TI'AAVAOO

cearitres spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTART des crédits accordés.
	Ren	ort	fr. 41,597,966
28 29	Services départementaux à la charge de l'Etat. Traîtemens et indemnités aux fonctionnaires administratifs Abonnemens pour frais d'administration (préfectures et sous-	3,024,400	,
30	préfectures)	4,365,300	
31 32	Dépenses ordinaires des maisons centrales de force et de correct. Transport des condamnés aux travaus forcés, indemnité de leur séjour temporaire dans les prisons, reprises d'évadés, frais de rapatriement, etc.	102,000 3,500,000 230,000	11,221,700
33	Créances non périmées. Dépenses des exercices clos		Mémoire.
34	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance Dépenses départementales. (Dépenses ordinaires (centimes ordinaires concédés aux dé-		Mémoire.
35	Fonds commun pour idem, à répartir par ordon- nance royale	24,241,664	
36	Produits éventuels appartenant aux départemens, et à ré- partir par les conseils généraux entre les quatre sections du budget départemental	1,500,000	51,999,216
37	5 centimes sur foncière et mobilière)	26,257,552	
1	To	A	74,818,882
1			74,070,002
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE CULTURE ET DU COMMERCE.		
1	Administration centrale.  Traitement du ministre, et personnel de l'administration cen-		
2	trale	125,000 }	607,897
3	Subvention à la crisse des retraites de l'administration centrale.  Agriculture et haras.  Recoles véterinaires et bergeries.	12,897 ) 625,000 )	007,097
5	! Kncouragemens à l'agriculture	800,000 \$	3,345,000
6	Haras, dépôts d'étalons, primes, achats d'étalons	1,920,000 ) 723,000 \	
8	Conservatoire et école des arts et métiers.  Encour sgemens aux manufactures et au commerce, publication des brevets d'invention, travaux statistiques	170,000	E 002 000
9	Exposition des produits de l'industrie nationale	500,000	5,093,000
10 11	Encouragemens aux pêches maritimes	8,000,00 <del>0</del> \	
12	Etablissemens thermans et sanitaires.  Etablissemens therman, lazaret, service sanitaire	· 1	244, <b>50</b> 0
13	Secours aux colons	885,000	_ === 4.5
14	Secours spéciaux pour pertes résultant d'incendie, de grêle, inondations ou autres cas fortuits, etc	4,893,880	2,778,880
15 16	Administration centrale	276,900 \ 2,896,500	
17	Personnel des conducteurs embrigades	856,000	
18 19	Personnel du corps des mines, et déponses relatives à ce service. Subvention à la caisse des retraites des ponts et chaussées et des mines.	500,000 ( <b>3</b> 55,000	40,259,400
20	Routes royales et ponts	24,440,000	
21 22	Navigation interieure (rivières, quais et bacs)	6,855,000 4,080,000	1
		rter	52,328,677

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
23 24 25 26	Ports maritimes et services divers	52,328,677 5,151,680
27 28	Crèances non périnées. Dépenses des exercices clus Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	Mémoire. Mémoire.
	TOTAL	57,480,277
1	MINISTÈRE DE LA GUERRE.	
-	Ire SECTION. — Divisions territoriales de l'intérieur.	
1 2 3 3 bis.	Administration centrale (Personnel). Administration centrale (Matériel). Frais généraux d'impressions. Gouvernement d'Afrique.	1,342,100 230,066 150,000
A 5	Etats-majors	14,193,152 17,077,431
7	Recrutement. Justice militaire. Solde et abonnemens payables comme la solde.	475,000 198,147
8	Vivres et chauffoge. Höpitaux. Service de marche.	110,064,482
9	Habillement et campement.	11,207,660
10 11	Lits militaires.	4,583,601
12	Transports généraux	833,000 <b>2,</b> 995,525
13 14	Remonte générale. Harnachément.	196,000
15	Fourrages. Solde de non-activité.	17,760,549 783,970
16		<b>2,703,05</b> 2
16 bis. 17	Subvention aux fonds de retraite des employés. Dépôt de la guerre et nouvelle carte de France.	460,000
17 18	Maleriel de l'artillerie	577,090 5,974,750
19 20	I Matériel du génie	9,101,000
21 22	Ecoles militaires. Invalides de la guerre. Services militaires irréguliers en Afrique. Services civils en Afrique.	2,001,710 2,659,870
22 23	Services militaires irréguliers en Afrique.	*,029,010
24	Services civils en Afrique.  Dépenses accidentelles et secrètes.	•
	Toral de la 1º section.	205,317,999
		203,317,999
A	II SECTION. — Occupation d'Ancons.	51,527
. 7	Justice militaire. Solde et abonnemens payables comme la solde.	1,000
	Solde et abonnemens payables comme la solde. Vivres et chauffage.	
.8	/ Hopitaux	648,141
9	Service de marche.	57.388
10	Habillement et campement. Lits militaires. Transports généraux.	16,890
11 18	Transports généraux.	8,000
21	Materiel de l'artillerie.	3,000 2,000
24	Matériel du génie. Dépenses accidentelles et secrètes.	6,000
	Total de la IP section,	793,946
_	III. SECTION Possessions françaises dans le nord de l'Afrique	- 00 1040
1 2	Auministration dentrate (Personnel).	66,000
3		6,000 6,000
3 bis.	Frais génáraux d'impréssions, Gouvernement d'Afrique,	396,000
	A reporter	474,000

CHAPITARS spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONYANT des crédits accordés.
4 5 7	Report.  Etats-majors. Gendarhorie  Justice militaire. Solde et abonnemens payables comme la solde.  Vivres et chanfiage.	fr. 474,000 839,997 345,555 50,922
8 9 10 11 12 13 14 17 18 19 22 23 23 24	Hopitaux. Service de marche. Habillemeat, et campement. Lits militaires. Transports généraux. Remonte générale. Harnachement. Fourrages. Dépot de la guerra et nouvelle carte de France. Matériel de l'artillerie. Matériel de l'artillerie. Matériel de l'artillerie. Services civils en Afrique. Services civils en Afrique (Travaux extraordinaires). Dépenses accidentelles et secrètes.  Toral de la III* section. RÉCAPITULATION.  It* Sacrion. — Divisions territoriales dé l'intérieur. Lit Sacrios. — Cocupation d'Ancône. III* Sacrios. — Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.	1,883,233 397,902 184,965 209,540 38,000 3,645,202 4,000 2,500,000 760,000 1,282,000 900,000 32,802,541 205,317,999 793,946 52,802,541
	Total général MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.	238,914,486
í 2	Service central. Administration centrale (Personnel)	658,800
3 A A bia. 5	Officiers militaires et civils	
6 7 8 9 10 11 12 13	Travaux du matériel naval (Ports). 16,996,000 (Travaux du matériel naval (Etablissemens hors des Ports). 1,100,000 Travaux de l'artillerie (Ports). 1,262,006 (Travaux de l'artillerie (Etablissemens hors des ports). 500,000 Travaux hydrásiliques et bâtimens civils. 5,554,209 Affrétensens et transports par suer. 93,000 Chioupmes. 222,800 Dépenses divarses. 221,000 (Strüße scientifique.	56,886,665
14 15 15 bis,	Sciences et arts maritimes (Personnel). 418,800 ciences et arts maritimes (Masteriel). 357,000 Dépenses temporaires. 66,200 Sarvice colonial.	821,600
16 17 18 19	Dépenses des services militaires aux colonies	7,648,892 Mémoire. Mémoire. 66,215,957
1	MINISTÈRE DES FINANCES.	
l l	Court des complet	·
24 22	Personnel. 1,084,200 Majériel et dépenses diverses:	1,151,500
H .	A reporter	1,151,500

Administration centrals des finances.   24			
Personnel	Ppéciaux.	Ministères et services.	des crédits
### Personnel 5.883,600 ### Matériel. 5.00,000 ### Matériel. 5.00,000 ### Matériel. 5.00,000 ### Personnel 100,000 ### Personnel 100,000 ### Materiel et dépenses diverses. 292,529 ### Personnel 100,000 ### Per			
Matériel		Administration centrale des finances.	4,451,500
### Monacies et médaliles (Service des établissemens monétaires).   180,000   Matériel et dépenses diverses.   180,000   25,529   25,529	24	Matériel	6,426,660
Personnel. 140,000 27 Materiel et dépenses diverses. 92,529 28 Prode commun. 4,000,000 Dépenses la charge du produit des centimes facultatifs votés par les conseils généraux de département. 3,200,000 Service de frésorerie. 2,600,000 Traitemens, taxations, remises et bonifications aux receveurs de finances sur les impôtes et revenus directs et indirects. 4,775,000 31 Traitements, taxations, remises et bonifications aux receveurs des finances sur les impôtes et revenus directs et indirects. 4,775,000 32 Dépenses des exercices clos. 966,000  Mémoire. 70,355,600  RÉCAPITULATION DE LA IIIs PARTIE.  SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. Ministère de la justice (Dépensés de la justice. 19,894,200 et des collets. Dépenses des cultes. 35,404,589 Ministère de la justice (Dépensés de la justice. 19,894,200 et des collets. Dépenses des cultes. 35,404,589 Ministère de la finistère de l'instruction publique. 35,404,589 Ministère de l'instruction publique. 36,403,589 Ministère de l'instruction publique. 37,403,406 Ministère de l'instruction publique. 37,403,406 Ministère de l'instruction publique. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 30,307,409  Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère de la mari		Monnaies et médailles (Service des établissemens monétaires).	ĺ
Fonds commun.   4,000,000   28   Persense ha is charge du produit des centimes facultatifs votes par les conseils généraux de département.   3,200,000   3,200,0		Personnel. 140,000 Matériel et dépenses diverses	252,529
Service de trésoretie.  Traitemens, tazations, remises et bonifications aux receveurs des finances sur les impôts et revenus directs et indirects.  Traitemens et frais de service des pregues.  Dépenses des exercices clos. Dépenses des exercices clos. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchésance.  BERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.  Ministère de la justice (Dépensé de la guatice. Ministère de la justice (Dépensé de les justices.  Ministère de l'Instruction publique. Ministère de l'Instruction publique. Ministère de l'Instruction publique.  Ministère de l'Instruction publique.  Ministère de l'Instruction publique.  Ministère de l'Instruction publique.  11° section. — Divisions territoriales de l'intricter.  Ministère de la guerre.  11° section. — Possessions françaises dans le nord de l'Afrique  1205,347,999  TOTAL de la III° partie  1208,348,799  TOTAL de la III° partie  1208,358,200  TOTAL de la III° partie  1208,368,200  TOTAL de la III° partie  1208,368,200  TOTAL de la III° partie  1209,368,200  TOTAL de la III° partie  1201,486,770  1208 PARTIE.  FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.  Contributions directes et tages perçuse en verte de rôtes (Service administratif et de perception dans les départemens).  Frais de perception dans les départemens.  Frais de perception dans les départemens.  Frais de perception dans les départemens.  Enregistrement, domainer et timére (Service administratif, de perception.)  Enregis	28	Fonds commun	4,200,600
Frais de trésorerie. 2,600,000 Traitemens, tarations, remises et bonifications aux receveurs des finances sur les impôts et revenus dirsets et indirects. 4,775,000 Traitemens, tarations, remises et bonifications aux receveurs des finances sur les impôts et revenus dirsets et indirects. 4,775,000 Traitemens et trais de service des payeurs. 960,000  Dépenses des exercices olos. 960,000  RECAPITULATION DE LA HI® PARTIE.  SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.  Ministère de la justice Dépenses de la justice. 19,894,260 et des cultes. 95,900 et des cultes. 19,894,260 et des cultes. 95,900 et des cultes. 95,900 et des cultes. 97,900,700 for de des cultes. 97,900,700 for de des cultes. 97,900,700 for de des cultes. 97,900,700 for de des cultes. 97,900,700 for de des cultes des cultes. 97,900,700 for de des cultes de l'in-terieur. 97,900 for de des cultes de l'in-terieur. 97,900 for de des cultes de l'in-terieur. 905,317,999 for de la guerre. 11° section. 90,900,900 for de la guerre. 11° section. 90,900,900 for de la guerre. 900,900 for de la guerre. 900,900 for de la guerre. 900,900,900 for de la guerre. 900,900 for de la guerre. 900,900 for de la guerre. 900,900 for de la guerre de la marine et des colonies. 900,900 for de la guerre de la marine et des colonies. 900,900 for de perception. 900,900,900 for de perception. 900,900 for de	Ĭ		,
des finances sur les impots et revenus directs et indirects	29	Frais de trésorerie	,
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchésance.  TOTAL.  RÉCAPITULATION DE LA HIE PARTIE.  SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.  Ministère de la justice { Dépensés de la justice	1	des finances sur les impôts et revenus directs et indirects 4,775,000	8,355,600
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchésance.  TOTAL.  RÉCAPITULATION DE LA HIE PARTIE.  SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.  Ministère de la justice { Dépensés de la justice		Dépenses des exercices clos.	Mémoire.
RÉCAPITULATION DE LA HIP PARTIE.  SERVICES GÉMÉRAUX DES MINISTÈRES.  Ministère de la justice { Dépensés de la justice	33	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchésnee	мешоне.
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.   Ministère de la justice   Dépensés de la justice.   19,894,260   et des cultes.   Dépensés de la justice.   35,464.589   7,960,700   Ministère des affaires étrangères.   13,74,900   Ministère de l'Instruction publique.   7,960,700   13,74,900   13,74,900   Ministère de l'Instruction publique.   205,317,999   74,815.82   77,860,717   Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.   205,317,999   111° section. — Divisions territoriales de l'instruction de la guerre.   111° section. — Occupation d'Ancône.   793,946   111° section. — Occupation d'Ancône.   793,946   111° section. — Possessions françaises dans le   nord de l'Afrique.   32,802,541   Ministère de la marine et des colonies.   20,365,629	l		20,365,629
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.   Ministère de la justice   Dépensés de la justice.   19,894,260   et des cultes.   Dépensés de la justice.   35,464.589   7,960,700   Ministère des affaires étrangères.   13,74,900   Ministère de l'Instruction publique.   7,960,700   13,74,900   13,74,900   Ministère de l'Instruction publique.   205,317,999   74,815.82   77,860,717   Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.   205,317,999   111° section. — Divisions territoriales de l'instruction de la guerre.   111° section. — Occupation d'Ancône.   793,946   111° section. — Occupation d'Ancône.   793,946   111° section. — Possessions françaises dans le   nord de l'Afrique.   32,802,541   Ministère de la marine et des colonies.   20,365,629	H	DECADITIII ATION DE LA III. DADTIE	
Ministère de la justice ( Dépensés de la justice	l		į
et des cultes (Dépenses des cultes 35,464,589 7,960,700 Ministère de l'Instruction publique 7,960,700 Ministère de l'Intérieur 10,213,313,900 Ministère de l'Intérieur 205,317,999 Ministère de l'Intérieur 205,317,999 Ministère de la guerre. 11° section. — Divisions territoriales de l'intérieur 205,317,999 Ministère de la guerre. 11° section. — Dossessions françaises dans le nord de l'Afrique 32,802,541 Ministère de la marine et des colonies. 32,802,541 Ministère des finances 200,455,521 Ministère des finances 200,455,521 Ministère des finances 200,455,521 Ministère des finances 200,455,622  IV° PARTIE.  FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS. Contributions directes et taxes perçuses en vertu de rôtes (Service administratif et de perception dans les départemens). 1,762,900  Matériel et dépenses diverses. 10,735,400 fr. 1,742,900  Frais (Remises des percepteurs 10,735,400 fr.) 14,012,400  Earegistrement, domaines et timbre (Service administratif, de pesception et d'exploitation dans les départemens). 21,012,400  Earegistrement, domaines et timbre (Service administratif, de pesception et d'exploitation dans les départemens). 21,012,400  Personnel. 8,672,800 fr. 6.7. Matériel. 80,500 9,843,600 Dépenses diverses. 10,735,750 800,950  FORÈTS.  Service administratif et de surveillance dans les départemens. 6.7. Personnel. 379,750 800,950  FORÈTS.  Service administratif et de surveillance dans les départemens. 6.7. Personnel. 973,000 A,566,300	I	BERTIUSS GENERAUX DES MINISTERES.  Ministère de la instice ( Dénonsée de la instice 40 902 960	
Ministère des affaires étrangères.  Ministère de l'Instriction publique.  Ministère de l'Intérieur.  Ministère de l'Intérieur.  Ministère de la guerre.  Ministère de la marine et des colonies.  Ministère de la marine et des colonies.  Ministère de la marine et des colonies.  Ministère de sinances.  Ministère de la marine et des colonies.  Ministère des finances.  TOTAL de la III° partie.  Ministère de l'in.  Minis	l	1 et des cultes Dépenses des cultes	
Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.  (1" section. — Divisions territoriales de l'intérieur.  (1" section. — Occupation d'Ancône.  (1" section. — Occupation d'Ancône.  (1" section. — Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.  (1" section. — Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.  (1" section. — Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.  (205,317,990,701  (11" section. — Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.  (205,347,905,501  (32,802,561  (34,805,702  (35,814,806  (36,215,957  (36,215,957  (36,215,957  (36,215,957  (36,215,957  (36,215,957  (37,806,770)  (37,806,770  (38,914,806  (3	I	Ministère des affaires étrangères.	7.960.700
Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.  (1" section. — Divisions territoriales de l'intérieur.  (1" section. — Occupation d'Ancône.  (1" section. — Occupation d'Ancône.  (1" section. — Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.  (1" section. — Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.  (1" section. — Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.  (205,317,990,701  (11" section. — Possessions françaises dans le nord de l'Afrique.  (205,347,905,501  (32,802,561  (34,805,702  (35,814,806  (36,215,957  (36,215,957  (36,215,957  (36,215,957  (36,215,957  (36,215,957  (37,806,770)  (37,806,770  (38,914,806  (3	ľ	Ministère de l'Instruction publique.	13,734,990
Ministère de la guerre.  Ministère de la guerre.  Ministère de la guerre.  Ministère de la guerre.  Ministère de la marine et des colonies.  Ministère de la marine et des colonies.  Ministère de la marine et des colonies.  Ministère des finances.  Ministère des finances.  Ministère des finances.  IV° PARTIE.  FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES 1MPÔTS ET REVENUS PUBLICS.  Contributions directes et taxes perçuse en vertu de rôles (Service administratif et de perception dans les départemens).  Frais (Remises des percepteurs. 10,735,000 fr.)  Frais (Remises des percepteurs. 10,735,000 fr.)  Eurogistrement, domaines et timbre (Service administratif, de pesception et d'exploitation dans les départemens).  SNREGISTAGEMENT ET DOMAINES.  Personnel.  37 Personnel.  38 Matériel.  39 Dépenses diverses.  Service administratif et de surveillance dans les départemens.  FORÈTS.  Service administratif et de surveillance dans les départemens.  fr.  Personnel.  42 Personnel.  30 (56,500)  4,566,500  4,566,500	ı	Ministère des travers replies de l'excientere et de commerce	
Ministère de la guerre. 11s section. — Occupation d'Ancône		I / I'e section. — Divisions territoriales de l'in-	1
Ministère de la marine et des colonies.  Ministère des finances.  Ministère des finances.  IVe PARTIE.  FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÛTS ET REVENUS PUBLICS.  Contributions directes et taxes perçuse en vertu de rôtes (Service administratif et de perception dans les départemens).  Frais (Remises des percepteurs. 10,735,400 fr.)  Frais (Remises des percepteurs. 10,735,400 fr.)  Eurogistrement, domaines et timbre (Service administratif, de pesception et d'exploitation dans les départemens).  SHREGIES, DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÛTS ET REVENUS PUBLICS.  Contributions directes et taxes perçuses en vertu de rôtes (Service administratif et de perception. 1,742,900 fr.)  Frais (Remises departemens).  Frais de percepteurs. 10,735,400 fr.)  Eurogistrement, domaines et timbre (Service administratif, de pesception et d'exploitation dans les départemens).  SHREGIES, 14,770,100  Personnel. 277,800 fr. 369,500 gr. 379,750	Ministère de la guerre. Ille section. — Occupation d'Ancône	238,914,486	
TOTAL de la IIIº partie		I nord de l'Afriane 29 909 KA4	)
IVe PARTIE.  FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES 1MPOTS ET REVENUS PUBLICS.  Contributions directes et taxes perques en vertu de rôles (Service administratif et de perception dans les départemens).  10,704,900  Matériel et dépenses diverses.  Frais (Remises des percepteurs. 10,735,000 fr.)  Frais (Remises des percepteurs. 277,000  Eurogistrement, domaines et timbre (Service administratif, de pesception et d'exploitation dans les départemens).  SHREGIET, SOURCE, SOUR		Ministère des finances.	20,365,629
IVe PARTIE.  FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.  Contributions directes et tames perques en vertu de rôles (Service administratif et de perception dans les départemens).  14,770,100  Fersonnel		TOTAL de la IIIº partie.	534,846,770
DES IMPOTS ET REVENUS PUBLICS.  Contributions directes et taxes perques en vertu de rôtes (Service administratif et de perception dans les départemens).  34 Personnel			
Contributions directes et taxes perques en vertu de rôtes (Service administratif et de perception dans les départemens).   1,742,900   14,770,100   14,770,100   14,770,100   14,770,100   14,770,100   14,770,100   14,770,100   14,770,100   14,770,100   14,012,400   14,770,100   14,012,400			
de perception dans les départemens  fr.   2,014,800   14,770,100   1	H		ł
34	1	de perception dans les département).	1
Eurogistrement   domaines et timbre (Service administratif, de pesception et d'exploitation dans les départemens).   37		Personnel	14,770,100
Eurogistrement, domaines et timbre (Service administratif, de pescaption et d'exploitation dans les départemens).  37 38 Personnel	36	Frais (Remises des percepteurs . 10,735,400 fr. ) Frais de premier avertisse-	1
37   Personnel.   8,672,800 fr.   fr.   Matériel.   269,500   9,843,600   10,644,550   10,644,		Enrogistrement, domaines et timbre (Service administratif, de pescaption et d'exploitation dans les départemens).	
38   Matériel   269,500   9,843,600   10,644,550   20   20   20   20   20   20   20	37	Personnel	
\$\\ \begin{array}{cccccccccccccccccccccccccccccccccccc	38	Matériel	AO GAA SEO
### Matériel		TIMBRE.	A IAIndialing
10		Matériel	) 
42   Personnel			1
44 Depenses diverses		Personnel	}
44   Depenses diverses		I Materiel	4,566,200
A reporter, 29,980,850	44	Depenses diverses	) (
	μ	A reporter	29,980,850

-								
силетива вресівци.	SERVICES ET MINISTÈRES.	MORTABY des crédits accordés.						
		fr.						
	Report	29,980,850						
. 1	DOUANES.  Service administratif et de perception dans les départemens. fr.							
45	Personnel	. i						
46 47	Matériel.         455,300           Dépenses diverses.         875,050	23,740,500						
l	CONTRIBUTIONS INDIRECTES ET POUDRES A FEU.	Ī						
1	Service administratif et de perception dans les départemens, CONTRIBUTIONS INDIDACTES.							
48	Personnel							
49 50	Materiel							
50	Dépenses diverses	22,698,600						
51	Personnel AS 000 )							
52	Matériel							
1	TABACS.	Í						
, l	Emploitation. Personnel	j						
53 54	Matériel	22,690,891						
54 55	Dépenses diverses	-2,000,001						
	POSTES.							
1	Service administratif de perception et d'exploitation duns les départemens.							
	ADMINISTRATION BY PERCEPTION.							
56 57	Personnel							
58	Matériel							
1 1	TRANSPORT DES DÉPÉCHES.	22,584,489						
59	Personnel 2,095,981 fr.	_ ,,.						
60	Matériel	·						
61	Dépenses diverses	147,011						
. 04	Toxas de la IV partie , .	121,832,341						
	V° PARTIE.							
	REMBOURSEMENS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.							
63	Restitutions et non-valeurs sur contributions directes et sur autres taxes							
03	perçues en vertu de rôles	38,212,085						
64	Remboursemens sur produits indirects et divers	3,366,000						
65	Restitutions de produits de plombage, en matière de douane, de produits							
44	d'amendes, saisies et confiscat. attribuées à divers, et perçues par les régies. Primes à l'exportation de marchandises.	4,318,000 11,500,000						
66	Escompte sur le droit de consommation des sels et sur les droits de douanes.	2,200,000						
·· ]	Total de la V° partie	58,596.085						
1		00,000,000						
	RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES DÉPENSES.							
I" PARTIE	Dette publique	331,361,843						
1111	— Services généranz des ministères.	17,032,900 534,846,770						
IV	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus							
	publics	121,832,341						
4	- Remboursemens et restitutions, non-valeurs et primes	58,596,085						
	Total GENERAL des dépenses de l'exercice 1839	1,063,669,939						
	DÉPENSES D'ORDRE.							
Touties	(Imprimerie rovale	2,278,170						
	Logion d'Honneur.	8,656,698						
Affaires	étrangères Chancelleries consulaires	250,000						
Marine.	Poudres et salpètres	2,299,680 8,182,000						
Finances	Frais de fabrication des monnaies et médailles.	1,350,494						
	Torse des dépenses mentionnées pour ordre	28,017,042						
		. ==, ,-						

ETAT B. Budget extraordinaire des travaux publics pour l'exercice 1859, annexe au budget du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

силентика spéciaux.	NATURE DES TRAVAUX.	accordées pour 1839.
1 2 3 6 9	Routes royales classées avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1837.  ———————————————————————————————————	fr. 13,500,000 750,000 600,000 11,850,000 5,720,000
	Total	34,420,000

14=18 JULLET 1838. — Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1839 (1). (IX, Bull. DXXXVIII , n. 7474.)

TITRE Ier. - Impôts autorises pour l'exercice 1839.

Art. 1er. Les contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres, et des patentes, seront perçues pour 1839, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état A ci-annexé.

Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et senêtres, est fixé en principal aux sommes portées dans l'état B annexé à la présente loi.

2. L'article 31 de la loi du 21 avril 1832 est abrogé. Il sera soumis aux Chambres dans la session de 1842, et ensuite de dix années en dix années, un nouveau projet de

répartition entre les départemens, tant de la contribution personnelle et mobilière que de la contribution des portes et fenêtres. A cet effet, les agens des contributions dicetes continueront de tenir au courant 🛤 renseignemens destinés à faire connaître le nombre des individus passibles de la contribution personnelle, le montant des loyers d'habitation et le nombre des portes et fenêtres imposables (2).

 En exécution de l'article 106 du Code forestier, une somme de un million quatre cent quatre-vingt-seize mille six cent quatrevingt-onze francs (1,496,691 fr.), montant des frais d'administration des bois des communes et des établissemens publics, sen ajoutée, pour 1839, à la contribution for-

cière établie sur ces bois.

Cette somme sera répartie par une ordonnance royale, entre les différens dépar-

(1) Présentation à la Chambre des Députés le 8 janvier (Mon. du 9); rapport par M. Sapey le 7 juin (Mon. du 12 et du 18); discussion le 19 (Mon. du 20); adoption le 20 (Mon. du 21), à la majorité de 248 voix contre 37.

Présentation à la Chambre des Pairs le 23 juin (Mon. du 24); rapport par M. de Gérando le 5 juillet (Mon. du 7); adoption le 11 ( Mon. do 12) à la majorité de 108 voix contre 1. — V. loi du 20 juillet 1837.

- (2) Le rapport de la commission explique parfaitement le sens de cet article.
- Le gouvernement, y est-il dit, deveit vous présenter, aux termes de la loi du 21 avril 1832, un nouveau mode de répartition de la contribution mobilière et des portes et senêtres; mais il a pense que le but de cette prescription se trouvait atteint par la loi du 17 août 1835, qui fait varier annuellement les contingens des départemens et des communes, en raison des colisations nouvelles et des démolitions; ainsi il s'est cru dispense de présenter aux Chambres un nouveau projet de repartition, attendu que ce projet ne pouvait stre que la reproduction de la répartition

existante. En conséquence, le gouvernement vous a propose, par l'art. 2 de projet de loi en discusion, d'abreger, quant à la contribution des portes et fenêtres, l'art. 31 de celle du 21 avril 1832.

Votre commission n'a pas partagé cet avis; la foi da 17 août 1835, tout en soumettent l'impôt des portes et fenêtres aux variations qu'éprouverait la matière imposable, n'a pas corrigé les inégalités de la répartition établie par la loi précitée. La Chambre s'est prononcée plusieurs fois pour l'exécution de l'art. 31 de la loi d'arril 1832, en votant des crédits destinés à subvenir aux frais d'un nouveau recensement des portes et fenètres: nous savons d'ailleurs que le travail est tres avancé, et qu'il pourrait vous être soumis dans deux ans-Neanmoins, votre commission voulant donner l'administration tout le temps nécessaire pour achever de réunir les matériaux dont elle a besoin, vous propose d'ajourner jusqu'en 1842, comme pour la contribution mobilière et personnelle, l'époque de la présentation du projet d'une nouvelle répartition de l'impôt des portes et fentires, a

La proposition a été adoptée par la Chambre.

temens du royaume, à raison des dépenses effectuées pour l'administration desdits bois

dans chaque département (1).

4. A l'avenir, les frais de perception des impositions à recouvrer pour les bourses et chambres de commerce seront ajoutés, à raison de trois centimes par franc, au montant desdites impositions, pour être recouvrés avec elles et versés dans les caisses des établissemens intéressés, à la charge par ces derniers d'en tenir compte aux percepteurs.

5. En cas d'insuffisance des revenus orordinaires pour l'établissement des écoles primaires communales, élémentaires ou supérieures, les conseils municipaux et les conseils généraux des départemens sont autorisés à voter, pour 1839, à titre d'imposition spéciale destinée à l'instruction primaire, des centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Toutefois, il ne pourra être voté, à ce titre, plus de trois centimes par les conseils municipaux, et plus de deux centimes par les conseils généraux (2).

 En cas d'insuffisance des centimes facultatifs ordinaires pour concourir, par des subventions, aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication, et, dans des cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour 1859, à titre d'imposition spéciale, cinq centimes additionnels aux quatre contributions directes (5).

7. Par exception aux dispositions des articles 83 et 97 de la loi du 28 avril 1816, le ministre des sinances est autorisé à réduire, de l'avis du conseil municipal de la ville de Paris, le cautionnement de son re-

ceveur municipal (4).

8. Lorsqu'en exécution de l'article 39, paragraphe 4, de la loi du 18 juillet 1837 (5), il y aura lieu par le gouvernement d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le paiement de dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix, à moins qu il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt.

9. Continuera d'être faite, pour 1839, au profit de l'Etat, consormément aux lois

existantes, la perception

Des droits d'enregistrement (6), de timbre, de gresse, d'hypothèques, de passe-

Les considérations qui l'ont fait adopter ont été tirées de ce que l'art. 83 de la loi du 28 avril 1816, qui ordonne que les cautionnemens des receveurs des communes seront du dixième de leurs recettes, n'est pas exécutable à Paris, et n'y a pas, en effet, été exécuté, puisque le cautionnement fixé d'après la base de la loi de 1816 seruit de 4 millions, qui devraient être déposés en numéraire, alors que le receveur de Paris n'a jamais plus de 150 à 200, 000 f. dans sa caisse. . Aucune administration ne peut songer, a dit l'auteur de l'amendement, à exiger un versement aussi considérable et autant disproportionné aux sommes reçues et versées. Aussi, depuis vingt-deux ans que la loi du mois d'avril 1816 a été rendue, jamais elle n'a été exécutée à l'égard du receveur municipal de la ville de Paris; le receveur qui avait été nommé avant cette loi ayant continué d'exercer jusqu'à l'année dernière, la question n'a pas même été soulevée. Mais ce sonctionnaire étant décédé, on a dû examiner la position de son successeur et déterminer son cautionnement. On s'est trouvé dans l'alternative ou · de lui demander un cautionnement en numéraire, en exécution de la loi de 1816, ou de lui demander un cautionnement fixé d'après une bese arbitraire, Dans cette position, le conseil municipal de la ville de Paris, voyant que, depuis vingt-deux ans, la quotité actuelle du cautionnement avait suffi à la garantie de tons événemens, a exprimé le vœu de voir cette quotité actuelle confirmée par une disposition légis-lative. Cette disposition legislative est nécessaire, puisqu'il faut faire une exception à la loides finances que je viens de citer. Aucun pouvoir autre que le pouvoir législatif ne peut prendre la responsabilité d'une contravention formelle à une loi de finances.

La rédaction proposée portait : « Le cautionnement du receveur municipal de la ville de Parie est fixé à 687,500 fr., dont 500,000 fr. en immeubles, et 187,500 fr. en numéraire, par exception aux dispositions des art. 83 et 97 de la loi des finances du 28 avril 1816. »

La Chambre a adopté le principe de l'amendement, mais elle a pensé qu'il était plus régulier de l'aisser la question de fixation intacte, et le chiffre a été exclu de la rédoction présentée.

(5) V. notes sur cet article.

(6) On a proposé un amendement qui aurait fait cesser, à partir de 1839, la perception des droits proportionnels d'enregistrement établispar l'art. 17 de la loi du 18 avril 1831 sur les donations et legs faits au profit des hospices, et aurait replacé ces établissemens sous l'empire des lois qui les régissaient antérienrement à celle d'avril 1831.

A l'appui de cet amendement, on a prétendu que le droit actuel des 10 pour cent est énorme; que les donataires sont le plus souvent dans l'impossibilité de l'acquitter, à moins de vendre la propriété donnée; enfin que ce résultat était de

nature à paralyser la charité publique.

M. le ministre des finances a répondu que le principe de l'amendement était contraire aux intéréts de l'Etat et aux vrais principes d'économie politique; qu'il faut se garder de multiplier les biens de main morte, qui, sous le rapport d'économie

<sup>(1)</sup> Voy. la loi du 20 juillet 1837, art. 2, et mes notes sur cet article.

<sup>(2, 3)</sup> Execution des lois du 28 juin 1833, art. 13 sur l'instruction primaire, et du 21 mai 1836, art. 12, sur les chemins vicinaux.

<sup>(4)</sup> Cet article n'existait pas dans le projet; il a été proposé comme article additionnel par M. Cochin.

ports et de permis de port d'armes, et droits de sceau à percevoir, pour le compte du trésor, en conformité des lois des 17 août 1828 et 29 janvier 1831;

Des droits de douanes, y compris celui

sur les sels ;

Des contributions indirectes, y compris les droits de garantle, la retenue sur le prix des livraisons de tabacs, autorisée par l'article 38 de la loi du 24 décembre 1814, les frais de casernement déterminés par la loi du 15 mai 1818; et le prix des poudres, tel qu'il est fixé par les lois des 16 mars 1819 et 24 mai 1834;

De la taxe des lettres et du droit sur les sommes versées aux caisses des agens des

postes (1);

Des rétributions établics sur les élèves des collèges, des institutions et des pensions, par les décrets des 17 mars, 17 septembre 1808, et 15 novembre 1811; du droit annuel imposé aux chefs d'institution et aux maîtres de pension, par le décret du 17 septembre 1808: des rétributions imposées par l'arrêté du 20 prairial an 11, et par les décrets du 4º jour complémentaire an 12 et du 17 février 1809, sur les élèves des facultés et sur les candidats qui se présentent pour y obtenir des grades, ou qui se font examiner par les jurys médicaux;

Du produit des monnaies et médailles; Des redevances sur les mines;

Des droits de vérification des poids et mesures, conformément aux ordonnances royales des 18 décembre 1825, 21 décembre 1832 et 18 mai 1838;

Des taxes des brevets d'invention;

Du produit du visa des passe-ports et de la légalisation des actes au ministère des affaires étrangères :

Des droits de chancellerie et de consulat

perçus en vertu des tarifs existans;
D'un décime pour franc sur les droitsqui n'en sont point affranchis, y compris les amendes et condamnations pécuniaires, et sur les droits de greffe perçus, en vertu de l'ordonnance du 18 janvier 1826, par les crétaire général du conseil d'Etat.

 Continuera d'être faite, pour 1839, au profit des départemens, communes ou hospices, conformément aux lois existan-

tes, la perception

Des taxes imposées, avec l'autorisation du gouvernement, pour la conservation el la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitans; des taxes pour les travaux de desséchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807, et des taxes d'affouages, là où il est d'usage et utile d'autetablir:

Des droits de péage qui seraient établis, conformément à la loi du 4 mai 1802, pour concourir à la construction ou à la répartion des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'Etat, des départemens ou éta communes, et pour correction de rampes sur les routes royales ou départementales;

Des droits établis pour frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciens;

Des rétributions imposées, en vertu des arrêtés du gouvernement du 3 floréal ans (25 avril 1800), et du 6 nivôse an 11 (3 décembre 1802), sur les établissement d'eaux minérales naturelles, pour le traite

politique, produisent moins et contribuent moins à la richesse du pays que œux exploités par les particuliers.

L'amendement mis aux voix n'a pas éte adopté.

(1) M. le président de la Chambre des Députés a signalé, lors de la discussion de ce paragraphe, de graves abus résultant de l'exécution imparfaite de la lei du 15 vent. an 13. Cette loi imposa sur les entrepreneurs de voitures publiques, qui ne se serviraient pas des chevanx de la poste, µne indemnité de 25 centimes par poste et par cheval en faveur des maîtres de poste. Les loucurs allant à petites journées et avec les mêmes chevaux, les voitures de place allant également avec les mêmes chevaux et partant à volonté, et les voitures non suspendues furent exceptés de cette disposition. L'art. 3 de la loi portait qu'il serait pourvu provisoirement à son exécution par un réglement d'administration publique, délibéré en conseil d'Etat, et qu'il serait présenté ensuite, en forme de loi, à la ession du corps législatif qui suivrait sa promulgation.

a Le réglement annoncé n'a jamais cté fait, a dit M. Dupin: il n'a jamais été présenté à la sanction du corps législatif. Qu'est-il arrivé cependant? c'est que les maîtres de poste ont été établis de fait les percepteurs du droit, et les percepteurs à leu profit, et que cet impôt, à la différence des autrs, au liou d'être persu par l'autorité publique, et versé dans une caisse publique pour n'en souir qu'avec une affectation réglée par la loi, est dégénéré en un impôt personnel perçu par ceuz-là même qui l'appliquent immédiatement et dans des proportions qui vont contre le but que la loi a'est proposé.

a Il y a trois inconvéniens dans ce mode de faire: d'abord il empêche l'amélioration des voitures publiques dans ce qu'elles ont de plus multiplié; en second lieu, c'est un impôt qui est irrégulièrement perçu; enfin, le produit de cet impôt est irrégulièrement réparti, et le résultat va dimétralement contre le but que s'est proposé la législation nouvelle.

Ces trois propositions ont été parfaitement démontrées par l'orateur; il est à regretter seulement qu'il n'en ait pas fait l'objet d'un amendement formel. S'il s'en est abstenu, c'est sans donte dess la confinnce que le gouvernement ne fera pas attendre la réforme réclamée.

ment des médecias chargés par le gouvernement de l'inspection de ces établissemens :

Des droits d'octroi;

Des droits de pesage, mesurage et jaugeage ;

Des droits de veirie dont les tarifs ont été approuvés par le gouvernement, sur la demande et au profit des communes (loi du 18 juillet 1837);

Du dixième des billets d'entrée dans les spectacles:

D'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion ou de fête où l'on est admis en payant;

Des contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, ainsi que des revenus spéciaux accordés auxdits établissemens et aux établissemens sanitaires :

Des droits de places perçus dans les halles, foires, marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment autorisés (loi du 18 juillet 1837);

Des droits de stationnement et de location sur la voie publique, sur les ports et rivieres, et autres lieux publics (toi du 18 juillet 1837) (1).

Des taxes de frais de pavage des rues, dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains (dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an 7 et du décret de principe du 25 mars 1807);

Des frais de travaux intéressant la salubrite publique (loi du 16 septembre 1807);

Des droits d'inhumation et de concession de terrains dans les cimetières (décrets organiques du 23 prair. an 12 et du 18 août 1811).

11. Pour subvenir au traitement des médecins inspecteurs des bains, des fabriques et des dépôts d'eaux minérales, le gouvernement est autorisé à imposer, sur lesdits établissemens, des contributions qui re pourrent excéder mille francs pour l'établissement de Tivoli, à Paris, deux cent cinquante francs pour une fabrique, et cent cinquante francs pour un simple dépôt.

Le recouvrement de ces rétributions sera poursuivi comme celui des contributions directes.

12. Est maintenu, pour 1839, au prosit de la caisse des invalides de la marine, où le produit continuera d'en être versé, le prix de la vente exclusive des fenilles de rôles d'équipages des bâtimens de commerce, tel qu'il est fixé par le tarif du 27 juin 1803.

TITRE II. - Evaluation des recettes de l'exercice 1839.

13. Les voies et moyens ordinaires sont évalués, pour l'exercice 1839, à la somme d'un milliard quatre-vingt millions quatre cent quatre-vingt-six mille quatre-vingt-

58.

onze francs (1,080,486,091 fr.), conformément à l'état C ci-annexé.

14. Une somme de trente-quatre millions quatre cent vingt mille fr. (34,420,000 fr.). à prélever sur le fonds extraordinaire créé pour les travaux publics, par la loi du 17 mai 1837, est mise à la disposition du ministre des finances, avec affectation au paiement des dépenses de travaux publics dont l'imputation a été autorisée pour une somme égale sur l'exercice 1839.

TITRE III. - Moyens de service.

15. Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorcrie et les négociations avec la banque de France, des bons royaux portant intérêt et payables à échéance fixe.

Les bons royaux en circulation ne pourront excéder cent cinquante millions.

Dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, il y sera pourvu au moyen d'une émission supplémentaire, qui devra être autorisée par des ordonnances royales, lesquelles seront insérées au Bulletin des lois, et soumises à la sanction législative à l'ouverture de la plus prochaine session des Chambres.

# TITRE IV. - Dispositions générales.

16. Toutes contributions directes on indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque denomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en seraient le reconvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que. pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des dispositions de la loi du 10 mai 1838, sur les attributions départementales, de l'article 22 de la loi du 17 août 1822, et de l'article 4 de la loi du 2 août 1829, relatifs à la spécification des dépen ses variables départementales et aux centimes facultatifs que les conseils généraux de département sont autorisés à voter pour les dépenses d'utilité départementale et pour les opérations cadastrales, et des articles 51, 59, 40, 41, 42 et 45 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses ordinaires et extraordinaires des communes, non plus qu'aux dispositions de la loi du 21 mai 1836, sur les chemins vicinaux.

<sup>(1)</sup> J'avais fait remarquer cette omission dans la loi des recettes de l'année 1837. Voy. t. 37, p. 282. 37

	<del>*************************************</del>						-	سدات	CONTRIBU
NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.			PONCIERS.		PERSONNELLE et mobilière,				
				Centimes addit.	T		limes dit.	Oblinete.	
Fonds no	ur dépenses	( Principal	des contributio	n <b>s</b> .		fr. 255,388,000	<del>-</del> -		fr. <b>3å,0</b> 00,000
	es	{ Cennmer	additionnels gé: ion spéciale		24 8/10	33,874,584	21	8/10	7,412,000
	Centimes	neires de Fonds	dicables que dé chaque départe pour dépenses dinaires des c partems. 46/	ma'. 8 2/10 or- dé-	13 2/10	20,511,216	13	2/10	4,468,000
· Fonds	imposés par la loi.	commun' à répartir entre les départe- mens.	pour dé- penses fa- cultatives d'utilité départe-	5					
dépenses départe- mentales.	Pour secon	/ Pour dépe	gréle, incendie, nses facultatives	dutilité dé-	1	1,553,880	1		340,000
,— <u>-</u>	Centimes votés	Pour déper vées par	ntale (maximo nses extraordina des lois spéciale	ires approu-		14,000,000			3,120,600
	par les conseils géné- raux.	(maximi Subvention	nses de l'instructi um 2 centimes), n sux dépenses p : de grande com	ourchemins		2,129,000	•	• •	467,000
		elantres	chemins vic. (m nses du cadastre	naxim: 5 c.).		4,590,000 <b>5,2</b> 00,000		::	880,000
	Centimes e	atraordinai	maximum 5 cen res et centimes p le commerce (ap	our frais de	·	7,781,000		$\cdot \cdot  $	1,700,000
Fonds pour	des ordo Centimes p	nnances ro our dépens	yales ou arrêtés : es de l'instruction	des préfeis). On Drimaire	• • • •	8,236,600			364,000
dépenses commu-	(maximi Centimes	uma 3 centin pour déper	nes) ises des chemi	ns vicinaux	• • • •	2,140,000	٠.	$\cdot \cdot  $	<b>\$</b> 65, <b>0</b> 00
nales.	Centimes position	our frais de s communa	nes) perception des les (3 centimes o	diverses im -		4,950,000	• •		1,078,000
Fonds \	Foncière,     remises	personnelle et modératio	et mobilière. (Pon.).	on-valeurs,	1	693,210 1,553,880	1		906,819 340,600
de non- valeurs.	Portes et le Palentes. ( Patentes. (	nètres. (Nor Réductions, Attributions	décharges, non anx communes extraordinaires	-valeurs).			•		
Fonds de r	tion de c	commerce. ).	• • • • • • •			900,000	::	::	800,000
TOTAL		37	261,500,770 140.000	37		55,182,8:0			
	•		Tor	AL	37	261,640,770	37		55,182,810
Taxe de pr	emier averti	issement. (A	rt. 51 de la loi	-ر du 15 mai 18:	18				

TIONS			TOTAUX		000000
PORTES PATENTES.		par nature de contribut.	pr affectation de contribut.	OBSTRVATIONS.	
Centimes addit.	Centimes addit.				
fr. 22,328,500		fr. (a) 26,315,000	fr. <b>238,031,50</b> 0	fr.	(a) Le produit des patentes,
15 8/10 3,527,903	6 8/10	1,972,000	46,786,487	284,817,987	pour l'exercice 1839, est pré- sumé de29,000,000 dont à déduire :
			24,999,216 \		1° pour non-valeurs et attributions aux communes (§ cen- times du princi- pai)2,520,000 2° pour valeurs
		•	1,893,880	55,893,096	aux ces- sations de com-
750,000		930,000	18,800,000		Rests26,315,000
508;000		<b>396,<del>0</del>00</b>	\$, <del>500</del> ,000	,	
850,000		780,000	6,900,000		
		• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	3,299,000 9,481,000	5,200,000	
75,000		<b>3</b> 05,000	9,000,000		
310,000		385,000	3,300,000	<b>30,159,43</b> 0	
700,000		772,000	7,500,000	, 60,100,400	
<b>82,55</b> 9		43,860	878,430		
3 669,856	5	1,450,000 (b) 2,320,000	1,895,880 669,855 4,135,000	<b>6,698,73</b> 5	(b) Ces sommes font partie du
1		(b) 365,000	4	1	principal des patentes. Elles représentent, ainsi qu'on l'a dit
	44 0/40		1,300,000 382,069,248	382,069,248	bués aux communes sur le prin-
18 8/19 29,351,898	11 8/10	36,033,860	302,005,240	302,003,240	cipal et les non-valeurs relatives aux cessations de commerce.
60,000	1		260,000	200,000	1
18 8/10 29,411,808		36,033,860		1	
Total Généril				692,000 382,961,248	. ]

ETAT B. Fixation du contingent de chaque département, en principal, dans lu contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et senétres.

(Etat de répartement pour 1859.)

CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL,			CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL,				
DÉPART.	foncière.	personnelle et mobiliere.	des portes et fenêtres.	DÉPART.	foncière.	personnelle et mobilière.	des portes et fenêtre
Ain	fr. 1,224,633 2,670,075 1,319.773 609,954 501,207 885,685 1,255,517 504,231 1,407,515 1,757,166 1,444,608 1,546.714 3,750,418 1,112,123 1,790,180	273,786 166,300 278,200 277,800 267,700 645,600 652,700 184,500	fr. 470,369 442,713 132,401 03,433 59,722 101,877 191,455 101,545 173,993 142,119 174,754 539,091 461,271 75,272 178,564	Loiret Lot-et-Gar Lot-et-Gar Loaère Maine-et-L Manche Marne (il-), âlsyenne Meurthe Mouse Moselle Noselle Nièvre	fr. 1,845,364 1,256,493 2,096,201 590,701 2,532,549 1,841,014 1,386,649 1,527,072 1,727,547 1,531,255 1,432,803 1,276,350	6r. 881,700 255,400 85,000 85,000 615,500 577,600 400,800 260,900 271,:65 385,358 296,709 316,045 370,801 249,700 083,300	269,49 123,62 152,43 56,23 289,73 336,17 328,91 1 (6,29 117,36 266,55 175,29 129,76 301,46 122,48 971,94
Charente-In. Cher	2,385,814 1,006,225 858,630 170,300 2,588,612 1,686,737 718,528 2,100,818 1,200,542 1,203,777 3,143,943 2,163,950 1,431,029 1,786,550	471,394 201,200 174,427 55,500 446,600 397,525 156,773 351,000 272,900 226,548 478,451 335,800 409,100 383,100	269,632 102,705 101,312 54,244 203,625 154,311 68,499 166,803 188,825 160,064 432,840 204,330 202,434 220,585	Oise	A,121.526 2,702,223 2,347,931 2,943,863 2,363,390 870,103 571,658 701,836 1,887,050 1,566,144 2,108,046 1,481,475 2,861,903 2,186,584	458,968 A05,941 607,300 488,700 289,000 147,100 549,046 381,000 742,625 277,700 558,400 382,698	396.23 233,57 526,67 246,25 229,41 199,09 67,26 546,33 556,47 556,33 183,76 201,42 211,40
Garonne (H.) Gers Gironde Ilérault Ille-et-Vil* Indre-et-L Isère Laire Loir-et-Cher. Loire (H) Loise-Infér	2,257,09a 1,646,481 2,910,136 2,277,366 1,918,937 1,001,229 1,550,529 2,389,642 754,397 1,305,218 1,450,050 1,021,234 1,596,827	286,900 756,500 446,100 448,575 210,000 807,300 441,004 261,100 160,000 238,300 347,007	340,273 148,388 402,741 236,331 215,000 97,020 182,000 206,165 158,287 138,604 129,600 245,522 105,442 253,046	Seine-Infér. Seine-et-Mar. Seine-et-Mar. Seine-et-Gris. Sèvres (D). Somme. Tarn. Tarn. Tarn. Var. Vaucluse. Vendée. Vienne. Vienne. Vosges. Yonne.	4,735,733 2,838,396	4,130,114 440,800 679,200 248,357 568,343 294,480	806,07 256,76 525,19 122,88 557,09 170,87 140,40 213,02 203,41 114,07 162,91 148,77 194,80
Тотаих 155,388,000 35,000					34,000,000	22,328,50	

# ETAT C. Budget général des Voies et Moyens de l'exercice 1839.

	DÉSIGNATION DES PRODUITS.		MONTANT des prévisions de recettes de badget de 1839.
Contributions directes.	Foncière . Personnelle et mobilière . Portes et fenêtres Patentes . Taxes de premier avertissement . Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque,	fr. 261,640,770 55,182,810 29,411,806 36,033,800 692,000	<b>362</b> ,961, <b>24</b> 8
Enregistrement, timbre et domaines.	et perceptions diverses .  Droit de timbre.  Rereaus et prix de veate de domaines.  Prix de vente d'effets mobiliers et immobiliers pro-	181,148,000 32,565,000 3,897,000	218,961,000
Produits des forêts et de la pêche. Douanes	Produits des coupes de bois Produits des coupes de bois Produits divers des forêts Droit de pèche Droits de douanes, de navigation et recettes diverses,	1,351,000 29,416,100 4,280,047 420,000 411,954,000	<b>3</b> 4,116,147
Contributions indirectes.	Draits de consommation des sels.  Boissons et droit de fabrication des bières.  Droits divers et recettes à différens titres.  Produit de la vente des tabaes.  Produit de la vente des pondres à feu	57,746,000 84,010,000 44,956,000 81,476,000 4,472,000	169,700, <del>00</del> 0 214,914,000
Produits des postes.	Produit de la tare des lettres. Droit de 5 p. 0/0 sur les envois d'argent Droits sur le transport des matières d'or et d'argent par les paquebots de la Méditerrance Produit des places dans les malles-postes Produit des places dans les paquebots. Droit de transit des correspondances étrangères.	37,349,500 809,000 352,000 1,666,000 1,400,000 751,000	\$2,852,500
Produits universitaires.	Récettes accidentelles	25,000 3,866,000 000,000	4,466,000
Prod <b>e</b> its divers	Bénéfice sur la fabrication des monnaies et la vente des médailles.  Redevances et produits extraordinaires des mines.  Droits de vérification des poids ét mesures.  Produit du visa des passe-perts et légalisation d'actes au ministère des affaires étrangères.  Ressources locales extraordinaires pour dépenses départementales.  Ressources extraordinaires pour dépenses des écoles normales primaires.  Pensions et rétributions des élèves des écoles militaires.  Moitié de la retenue de 3 p. 0/0 au profit de la caisse des invalides sur les dépenses du matériel de la marine.	70,100 283,000 1,000,000 360,000 50,000 1,500,000 200,000 713,000	
	Retenue de 2 p. 0/0 pour l'hôtel des invalides, sur les dépenses du personnel de la guerre. Revenus de cours sétérinaires de divers établisses Haras et dépôts d'étalons .  Ecolea des arts et médiers .  Etalslissemens thermans, .  Produit de compensation de valeurs données en paiement de dépenses publiques , reversemens de fonds et autres recettes attribuées au trésor public par l'ordonnance royale du 14 septembre 1822 .  Produit de vente de cartes des dépôts de la guerre et de la marine	845,400 232,900 100,000 522,000 323,000 84,100	13,015,196
i I	Produits et revenus des possessions françaises dans le nord de l'Afrique.	1,800,000	

		<u> </u>	
·	DÉSIGNATIONS DES PRODUITS.		MONTANT des prévisions de recettes du budget de 1839.
Produits divers (Suite.)	Produits de la rente de l'Inde. Bénéfices de la caisse des dépôts et consignations. Recouvremens sur prêts faits en 1830 au commerce et à l'industrie Receltes sur debets non compris dans l'actif de l'administration des finances Recettes de différentes origines. Total des voies et moyens de l'exercice de 1839.		į.
	RECETTES POUR ORDRE.		<del>}                                    </del>
Justice Affaires étrangèi Guerre	(Imprimerie royale.  (Légion-d'Honneur.  ces. Chancelleries consulaires.  Direction générale des pondres et salpétres.		2,368,000 8,656,698 250,000 2,299,686 6,182,000 1,350,494
	Total des recettes mentionnées pour ordre		23,106,872
Les rec Les dép	RÉSULTAT DU BUDGET ORDINAIRI ettes présumées sont de: enses de.  Excédant présumé de recette.	1,080	.486,091 .669,939 816,152

# 2º BUDGET EXTRAORDINAIRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE 1859.

\$=18 JULLET 1838. — Ordonnance du roi qui approuve le projet présenté par la compagnie du chemin de fer de Paris à Saint-Germain, pour l'établissement de la gare d'orrivée de ce chemin dans Paris (IX, Bull. DLXXXVIII, n. 7475.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu notre ordenance du 16 octobre 1837, eutorisant la compagnie du chemin de fer de Paris à Saipt-Germain à établir la gare d'arrivée de ce chemin dans Paris, entre la place de l'Europe et la rue Neuve-des-Mathurins, sous certaines conditions qui y sont exprimées; vu notamment l'article 2 de ladite ordennance, ledit article ainsi conçu : « La compagnie ne poerra commencer les travaux qu'en vertu de projets

« qui seront approuvés ultérieurement par « l'administration, à la suite de l'accom- plissement des formalités prescrites par « le titre XI de la loi du 7 juillet 1833; « une ordonnance royale qui sera rendue « après l'accomplissement des formalités « déterminera le périmètre extérieur de la « gare »; vu le plan dressé par les ingénieurs de la compagnie sous la date du 28 novembre 1837, indiquant par une teinte rose les terrains et bâtimens dont la cession serait nécessaire pour l'établissement de la gare susmentionnée, avec les noms des propriétaires, tels qu'ils sont inscrits sur la matrice des rôles; vu le procés verbal d'enquête ouvert à la mairie du premier arrondissement municipal de Paris, le 5 décembre 1837, sur le plan de la compagnie, et clos le 12 du

même mois, le tout conformément aux articles 5 et 6 de la loi du 7 juillet 1833; vu les diverses réclamations et oppositions présentées contre ledit plan; vu la délibération de la commission locale formée en exécution de l'article 8 de la loi du 7 juillet 1853 . ladite délibération en date du 16 décembre 1837: vu les rapports et avis des ingénieurs des ponts et chaussées du département de la Scine en date des 22 et 25 janvier 1858; vu l'avis du préset de la Seine en date du 3 février suivant; vu les lettres adressées, les 7 mai et 6 juin 1858, au directeur général des ponts et chaussées et des mines, par le directeur et l'administrateur de service du chemin de fer, et dans lesquelles ils consentent à céder gratuitement à la ville de Paris le terrain nécessaire à la rue à ouvrir dans le prolongement de celle de la Ferme-des-Mathurins, sous les conditions suivantes: 1° la compagnie aura le droit de faire stationner sur le terrain qu'elle aura acquis, des omnibus et autres voitures en correspondance avec le chemin de fer. Ces voitures devront se placer sur un seul rang le long du trottoir, afin de ne pas gêner la circulation; en dehors de ce terrain, elles seront soumises à tous les réglemens de police concernant ce genre de voiture; 2º la compagnie ne sera pas tenue de concourir aux frais d'établissement d'égouts; 3" elle pourra placer en saillie d'un mêtre en dehors des alignemens, et à une hauteur de trois mêtres au moins, des tableaux indicateurs qui pourraient être nécessaires à son service; vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées en date du 11 mai 1838.

Art. 1er. Le projet présenté, le 29 novembre 1857, par la compagnie du chemin de fer de Paris à Saint-Germain, pour l'établissement de la gare d'arrivée de ce chemin dans Paris, entre la place de l'Europe et la rue Neuve-des Mathurins, est approuvé sous les conditions suivantes : 1° le périmètre des terrains à occuper est fixé conformément au plan qui a servi de base à l'enquête ouverte à la mairie du premier arrondissement municipal de Paris, et qui a été visé par le directeur général des ponts. et chaussées et des mines. Ce plan restera annexé à la présente ordonnance; 2' le pont suspendu à construire dens la direction de la rue de Stockholm, sar le chemin de fer, aura neuf métres de largeur entre les garde-. corps: 3° les ponts de la rue Saint-Lazare et de la rue Saint-Nicolas auront les dimensions fixées par notre ordonnance du 16 octobre 1837. Toutefois la largeur assignée au pont de la rue Saint-Nicolas sera répartie en trois zones ou tranches, entre lesquelles seront pratiquées deux ouvertures à ciel ouvert, de dix mêtres de longueur chacune sur quatre mêtres de largeur au moins; 4° les projets des ponts des rues de Stockholm, Saint-Lazare et Saint-Nicolas, seront nécessairement soumis, avant boût commencement d'exécution, à l'approbation de l'administration supérieure.

2. Il est pris acte de l'engagement de la compagnie d'abandonner gratuitement à la ville de Paris le terrain acquis pour le service du chemin de fer, et qui serait occupé par la moitié de la nouvelle rue à ouvrir dans le prolongement de la rue de la Fermedes-Mathurins, sous les conditions exprimées dans les lettres adressées les 7 maf et 6 juin 1838, au directeur général des ponts et chaussées et des mines, par le directeur et l'administrateur de service du chemin de fer de Paris à Saint-Germain. Ces lettres resteront annexées à la présente ordonnance.

 Les dispositions de notre ordonnance du 16 octobre 1387 sont maintenues en tout ce qui n'est pas contraire aux prescriptions ci-dessus énoncées.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

18 = 21 JULLET 1838. — Lai qui ouvre un crédit pour la reconstruction ou l'achèrement de divers édifices publics (1). (IX, Bull. DLXXXIX, n. 7478.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'intérieur un crédit de dix millions quatre cent quatre-vingt-deux mille fr. (10,482 000 fr.), qui sera employé à la reconstruction et à l'achèvement des établissemens ci-après désignés, savoir :

Hôtel du quai d'Orsay. . Archives du royaume. . Ecole royale vétérinaire

1,570,000 f. 1,000,000

d'Alfort..........
Bureaux des ministères de l'intérieur et du commerce, de l'agriculture et

des travaux publics. . . .

656,000

1,320,000

4,546,000

<sup>(1)</sup> Présentation à la Chambre des Députés le 17 février (Mon. du 18); rapport par M. Guizard le 28 avril (Mon. du 8 hail); discussion le 12 mai (Mon. du 13), le 12 (Mon. du 15); adoption le 15 (Mon. du 16), à la majorité de 182 voix coutre 49.

Présentation à la Chambre des Pairs le 29 mai (Mon. du 30); rapport par le vicomte Siméon le 14 juin (Mon. du 25); discussion et adoption la 2 juillet (Mon. du 3), à la majorité de 96 voix contre 4.

584	MONARQHIE CONS	T. — LOUIS-PH
	Report	4,546,000
l'instra A la	aux du ministère de ction publique. portion de l'hospice	1,000,000
homme	renton destinée aux s aliénés	2,720,000
aveugle	nstitution des jeunes rs	1,600,000
Denis.	colonne de Boulo-	400,000
gne		216,000
		10,482,000
2. Su cedent, par ade exercice	ur le crédit ouvert pa , il est attribué à l'e dition au budget ord	r l'article pré- xercice 1838, linaire de cet
	l'hôtel du quai d'Or-	
	ux archives du	500,000 f.
royaum	l'école royale vélé-	200,000
rinaire 40 A	d'Alfort ux bureaux des mi- s de l'intérieur, et	256,000
du com publics 5° A	merce et des travaux ux bureaux du mi-	500,000
blique.	de l'instruction pu-	600,000
Charen	la maison royale de	300,000
jeunes a	A l'institution des	400,000
Saint-L	l'église royale de Jenis	200,000
		100,000
-		5,056,000
	l'exercice 1839 :	
sav	l'hôtel du quai d'Or-	1,070,000 f.
royaum	Aux archives du	300,000
rinaire 4° A	l'école royale vété- d'Alfort	400,000
comme publics 5° A	s de l'intérieur, et du rce et des travaux ux bureaux du mi-	820,000
blique.	de l'instruction pu-	400,000
Charen	la maison royale de ton	800,000
	aveugles	700,000

4,490,000

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par les lois de finances pour les besoins des exercices 1838 et 1839.

4. Les plans et devis produits à l'appui de la présente loi seront déposés aux archives de la Chambre des Députés.

18 = 21 JULLET 1838. — Loi relative à l'emplod'une somme restant libre sur le produit de l'imposition extraordinaire autorisée dans le département de l'Isère, pendant 1838, par la loi du 15 avril 1829. (IX, Bull. DLXXXIX, n. 7479.)

Article unique. La somme de dix mille neuf cent soixante et douze francs vingt-trois centimes (10,972 f. 23 c.), restant libre sur le produit de l'imposition extraordinaire autorisée dans le département de l'Isére, pendant 1838, par la loi du 13 avril 1829, pourra être appliquée, conformément au vote émis par le conseil général, à sa séance du 31 août 1837, soit au paiement des intérêts de l'imprunt que le département a été auforisé, par la loi du 30 juin 1835, à contracter pour les travaux des routes départementales, soit à ces travaux,

18=24 JUILLET 1838. — Lois qui autorisent le département du Nord et les villes de Caen et Chartres à s'imposer extraordinairement ou à contracter des emprunts. (1X, Bull. DLXXXIX, n. 7480.)

# PREMIÈRE LOI. - Département du Nord.

Art. 1er. Il sera pourvu au paiement des dépenses votées par le conseil général, dans la deuxième section du budget facultatif du département du Nord (exercice 1838), pour la construction des nouvelles routes départementales, jusqu'à concurrence de la somme de cent vingt et un mille deux cent quatre-vingt-dix francs cinquante et un centimes (121,290 fr. 51 c.), excédant les ressources affectées à cette section.

2. D'après le vœu exprimé par le conseil général dans sa délibération du 7 septembre 1837, cette somme sera prélevée sur le produit de l'imposition de cinq centimes spéciaux affectée, dans le budget de 1838, en vertu de la loi du 21 mai 1836, comme subvention aux chemins vicinaux de grande communication.

3. Le département du Nord est autorisé à s'imposer, en 1839, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, à l'effet de restituer la somme prélevée sur le fonds des chemins vicinaux; le restant du produit de cette contribution sera affecté à la construction des routes départementales en 1839.

## DEUXIÈME LOI. - Ville de Caen.

Art. 1°r. La ville de Caen (Calvados) est autorisée à s'imposer, pendant dix années, à partir de 1839, au marc le franc de ses quatre contributions directes, douze centimes extraordinaires, dont le produit sera affecté, jusqu'à concurrence de trois cent mille francs, au paiement de partie de la subvention de sept cent mille francs votée par cette ville pour concourir à l'ouverture d'un canal maritime de Caen à la mer, et, pour le surplus, au remboursement de l'emprunt dont il s'agit ci-après,

2. La même ville est autorisée à emprunter, avec publicité et concurrence, à un taux d'intérêt annuel qui ne pourra dépasser cinq pour cent, ou directement de la caisse des dépôts et consignations, au taux de quatre et demi pour cent au plus, une somme de trois cent mille fr. (300,000 fr.), affectée spécialement au paiement de la subvention précitée, dont le solde sera prélevé sur les fonds libres de la caisse municipale.

Cet emprunt sera remboursé dans un délai de dix années, tant au moyen du produit des dernières annuités de l'imposition extraordinaire qui fait l'objet de l'article précédent, qu'au moyen des revenus ordinaires de la ville.

#### TROISIÈME LOI. - Ville de Chartres.

Art. 1er. La ville de Chartres (Eure-et-Loir) est autorisée à emprunter, avec publicité et concurrence, à un taux annuel d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre et demi pour cent, une somme de quatre-vingt-dix mille francs (90,000 fr.), pour payer sa portion contributive dans les frais d'agrandissement du quartier de cavalerie dit de Saint Père. Néanmoins la ville est autorisée à traiter de gré à gré avec la caisse des dépôts et consignations, à un taux qui ne pourra pas dépasser quatre et demi pour cent.

2. Le remboursement de cet emprunt aura lieu, au moyen des revenus ordinaires de la ville, dans un délai de douze années, à partir de 1839, et dans les proportions fixées par la délibération du conseil municipal, en date du 19 novembre 1837;

18=21 JUILLEY 1838.—Lois qui autorisent les villes de Lisieux, de Lyon, du Mana et de Nancy, à contracter des emprents. (IX, DLXXXIX, n. 7481.)

#### Première Loi. - Lisieux.

Art. unique. La ville de Lisieux (Calvados) est autorisée à emprunter, avec publicité et concurrence, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent par an, ou directement de la caisse des dépôts et consignations, à un intérêt annuel de quatre et demi pour cent au plus, une somme de soixante et quinze mille francs (73,000 fr.), destinée à compléter les moyens de pour voir à la construction d'un abattoir public.

Le remboursement de cet emprunt aura lieu au moyen de quinze annuités de cinq mille francs chacune, à prélever, à partir de 1840, sur les revenus ordinaires de la ville.

#### DEUXIÈME LOI. - Lyon.

Art. unique. La ville de Lyon (Rhône) est autorisée à emprunter, avec publicité et concurrence, à un intérêt annuel qui ne pourra dépasser cinq pour cent, ou directement de la caisse des dépôts et consignations, au taux de quatre et demi pour cent au plus, une somme de deux cent mille francs (200,000 fr.), applicable au remboursement d'une partie de sa dette exigible en 1838.

Le remboursement de cet emprunt aura lieu en 1851, au moyen des ressources ordinaires de la ville.

#### TROISIÈME LOI. - Le Mans.

Art. unique. La ville du Mans (Sarthe) est autorisée à emprunter, avec publicité et concurrence, à un taux d'intérêt animet qui ne pourra dépasser cinq pour cent, ou directement de la caisse des dépôts et consignations, au taux de quatre et demi pour cent au plus, une somme de deux cent vingt mille francs (220,000 fr.), destinée à payer les frais de construction d'une nouvelle salle de spectacle.

Le remboursement de cet emprunt aura lieu en dix ans, à partir de 1846, ou plus tôt, s'il y a lieu, au moyen des revenus ordinaires de la ville.

#### QUATRIÈME LOI. - Nancy.

Art. 1er. La ville de Nancy (Meurthe) est autorisée à emprunter, avec publicité et concurrence, à un taux d'intérêt annuel qui ne pourra dépasser cinq pour cent, ou directement de la caisse des dépôts et consignations, à un intérêt de quatre et demi pour cent au plus, une somme de trois cent trente mille francs (330,000 fr.), destinée à payer les frais de construction d'un abattoir,

2. Le remboursement dudit emprunt sura lieu en douze années, la première échéant le 51 décembre 1842, ou en un nombre d'années moindre, si faire se peut, et au moyen des revenus tant ordinaires qu'extraordinaires de la ville.

29 Juin = 21 Juillet 1838. — Ordonnance du roi qui autorise l'établissement, à Paris, d'un entrepôt d'octroi et d'une halle de déchargement. (IX, Bull. DLXXXIX, n. 7882.)

Louis-Philippe, etc., vu le projet de traité consenti entre l'administration municipale de Paris et le sienr Thomas, concessionnaire de l'entrepôt des douanes des Marais, pour le déplacement de l'entrepôt des sels établi au boulevart Beaumarchais, et pour la éréation d'un entrepôt d'octroi et d'une halle de déchargement; vu la délibération, en date du 3 novembre 1837, par laquelle le conseil municipal de Paris adhère à ce projet; vu l'avis de notre préfet du département de la Seine; vu les observations de potre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances; notre conseil d'Etat entendu , etc.

Art. 1er. Il sera formé, à Paris, sur un terrain situé en face de l'entrepôt des douanes des Marais, un entrepôt public dans lequel seront admis les articles compris au terif des droits d'octroi de cette ville, à l'exception toutefois des objets suivans: 1° Les boissons et autres liquides, sauf les essences de térébenthine; 2° les bestiaux et la viande fraîche de boucherie, les bois à brûler, les fagots , les charbons de bois et le poussier, les sourrages secs, tels que foin, sainfoin, luzerne et la paille. Quant aux avoines, elles pourront être reçues en entrepôt dans la partie du local qui seraagréée par l'administration de l'octroi. Le conseil municipal sera ultérieurement appelé à delibérer sur les dispositions réglementaires qui régiront l'entrepôt.

2. Le projet de traité consenti, le 2 novembre 4857, entre l'administration municipale de Paris et le sieur Thamas, concessionnaire de l'entrepôt des douanes des Marais, est approuvé dans toutes ses clauses.

et conditions.

3. Ladité ville est autorisée à acquérir de l'administration des hospices de Parts, qui est également autorisée à est effet par les présentes, moyennant la somme de deux cent mille francs, prix d'estimation, le terrain situé sur le quai de Jemmapea, contenant onze mille huit cent soixante-huit mètres, et destiné à l'établissement de l'entrepôt d'octroi et de la halle de déchargement. Les sommes proyenant de eette vente

seront employées en achat de rentes cinq pour cent sur l'Etat, au nom desdits hospices.

4. La même ville est autorisée à vendre, au sieur Thomas, les matériaux provenant de la démolition de l'entrepôt actuel des sels, moyennant la somme de soixante et quinze mille francs, montant de l'estimation.

5. Nos ministres de l'intérieur et des finances (MM. Montalivet et Laplagne) sont chargés, etc.

30 JUIN = 21 JUILLET 1838. — Ordonnance du roi relative à la transmission des correspondences entre la France et la Toscane par la voie des paquelots de la marine française. (1X, Bull. DLXXXIX, n. 7483.)

Louis-Philippe, etc., vu, 1º les conditions arrêtées verbalement, le 26 novembre 1837, entre notre ministre résidant à Florence et le ministre des affaires étrangères de Son Allesse impériale et royale le grand-duc de Toscane, au sujet de la transmission des correspondances des deux pays par la voie des paquebots à vapeur de la marine française; 2º la loi du 14 floréal an x (4 mai 1802); 3° les "fois des 15 mars 1827 et 14 décembre 1830; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1er. A dater du 15 juillet prochain, les personnes qui voudront envoyer de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, par la voie des paquebots de la marine royale, des lettres pour le grand-duché de Toscane, auront le choix de laisser le port de ces lettres à la charge des destinataires ou d'en payer le port d'avance jusqu'au lieu de destination; le tout par réciprocité de la même faculté accordée aux regnicoles du grand-duché de Toscane pour les lettres à envoyer par eux en France et dans les possessions françaises au nord de l'Afrique, ainsi que dans les stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, et sans préjudice, toutefois, du droit de dépôt à percevoir sur ces lettres dans les bureaux de poste de Toscane, conformément aux usages établis.

2. Le mode d'affranchissement libre ou facultatif établi par l'article précédent en faveur des lettres ordinaires sera applicable aux lettres et paquets ronfermant des échan-

tittons de marchandises.

3. Les lettres et paquets renformant des échantillons de marchandises qui seront envoyés par les paquebots de la marine francaise afranchis ou non affranchis, de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, pour le grand-duché de Toscane; et réciproquement, les objets de même nature qui seront envoyés du grand-duché de Toscane en France ou dans les possessions Françaises au mord de l'Afrique, ainsi que dans les stations du Levant ou la France entretient des bureaux de poste, jouiront des modérations de port qui sont accordées à ces objets par les lois et réglemens respectifs de la France et du grand-duché de Toscane.

4. Le public pourra envoyer, par la voie des paquebots susmentionnés, des lettres dites chargées à destination du grand-duch à de Toscane. Le port de ces objets sera établi d'après les tarifs combinés des deux pays; il devra toujours être acquitté d'avance et

jusqu'à destination.

1

5. La taxe de voie de mer au profit du trésor à appliquer aux lettres originaires du grand-duché de Toscane pour la France et les possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que pour les stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, et réciproquement la même taxe de voie de mer à appliquer aux lettres originaires de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique. ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, pour le grand-duché de Toscane, sera réglée, pour chaque lettre pesant moins de sept grammes et demi, en raison de son parcours sur mer, d'après la distance en figne droite existant entre le port d'embarquement et le port de débarquement, et conformément au tarif établi par l'article 1er de l'ordonnance du 30 mai de la présente année. La progression de la taxe de celles des lettres ci-dessus mentionnées dont le poids atteindra ou dépassera sept grammes et demi, sera celle qui est déterminée par l'article 3 de la loi du 15 mars 1827.

6. La taxe des lettres venant par la voie des paquebots de la marine française, du grand-duché de Toscane pour la France, ou de la France pour le grand-duché de Toscane, due au trésor en raison de leur parcours sur le territoire français, sera établie conformément aux dispositions des articles 1, 2 et 3 de la loi du 15 mars 1827

précitée.

7. Lorsqu'il y aura lieu d'ajonter aux taxes réglées par la présente ordonnance le port revenant à l'office des postes du grand-duché de Toscane, ce port sera perçu sur les envoyeurs et sur les destinataires, soit en France, soit dans les possessions françaises au nord de l'Afrique, soit enfin dans les stations du Levant où ta France entre-

tient des bureaux de poste, conformément au tarif en usage dans le grand-duché de Toscane.

8. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographiés ou autographiés, qui seront envoyés sous bande par la voie des paquebots susmentionnés, de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, pour le grand duché de Toscane, devront être affranchis jusqu'aux ports de débarquement dans le grand-duché de Toscane.

9. Les objets mentionnés au précédent article qui seront déposés dans les bureaux de poste de France (le port de Marseille excepté) supporteront, outre la taxe voulue par les lois des 15 mars 1827 et 14 décembre 1830, une taxe de voie de mer qui est fixée à quatre centimes pour chaque seuille de journal ou d'écrit périodique, et à cine centimes pour chaque feuille de tous autres imprimés. Les journaux et imprimés destinés pour le grand-duché de Toscane, qui seront déposés au bureau de poste de Marseille, ou dans les bureaux de poste des possessions françaises au nord de l'Afrique. ainsi que dans les bureaux entretenus par la France dans les stations du Levant, ne supporteront que la taxe de voie de mer ei-dessus fixée.

10. La taxe des journaux et imprimés de toute nature originaires du grand-duché de Toséane, destinés pour la France ou les possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que pour les bureaux de poste entretenus par la France dans les stations du Levant, qui seront transportés par les paquebots de la marine française, sera la même que celle qui est déterminée par l'article précédent. Cette taxe sera acquittée

par le destinataire,

11. Les journaux, gazettes et ouvrages périodiques envoyés, par la voie des paquebols de la marine française, du grand-duché de Toscane en France, aînsi que les objets de même nature originaires de France, envoyés par la même voie dans le grand-duché de Toscane, ne sexont admis, de part et d'autre, qu'autant qu'ils seront imprimés dans la langue du pays où ils auront été publiés, et qu'il aura été satisfeit, à leur égard aux lois, arrêtés et réglemens qui fixent les conditions de leur publication et de leur circulation dans les deux pass de leur publication et de leur circulation dans les deux pass de leur publication et de leur circulation dans les deux pass de leur publication et de leur circulation dans les deux pass de leur publication et de leur circulation dans les deux pass de leur publication et de leur circulation dans les deux pass de leur publication et de leur publication

12. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc. 15 -21 Juna et 1838.—Ordonnance du roi portent convocation des conseils généraux et des conseils d'arrondissement. (IX, Bull. DLXXXIX, n. 7484.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur; vu les lois du 22 juin 1833 et du 10 mai 1838.

Art. 1er. Les conseils d'arrondissement se réuniront le 4 soût prochain pour la première partie de leur session, qui ne pourra

durer plus de dix jours.

- 2. La session des conseils généraux, pour la présente année, s'ouvrira le lundi 20 août et sera close le 3 septembre dans tous les départemens du royaume, à l'exception de celui de la Seine. La session du conseil général de la Seine aura lieu du 15 au 29 octobre.
- 3. La seconde partie de la session des conseils d'arrondissement commencera le 12 septembre et se terminera le 16 du même mois, excepté dans le département de la Beine, où elle aura lieu du 3 au 7 novembre.
- 4. Notre ministre de l'intérieur (M. Montalivet), est chargé, etc.

16 = 21 FELLEY 1838. — Ordonnance du roi qui charge le ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, de l'intérim du ministère des finances. (IX, Bull. DLXXXIX, n. 7485.)

Louis-Philippe, etc., voulant pourvoir pendant l'absence de notre ministre secrétaire d'Etat des finances au service de ce

département, etc.

Art. 1er. M. Martin (du Nord), ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, est chargé de l'intérim du ministère des finances.

2. Nos ministres des affaires étrangères et des finances (MM. Molé et Laplagne) sont chargés, etc.

25 JUIN=27 JUILLEY 1838.—Ordonnence du roi qui approuve des modifications aux statuts de la caisse d'épargne d'Auxerre. (IX, Bull, supp. CCCLXXI, n. 12194.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agricultureet du commerce; vu l'ordonnance royale du 30 juin 1835, portant autorisation de la caisse d'épargne d'Auxerre (Yonne) et approbation de ses statuts; vu les changemens proposés auxdits statuts; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les modifications aux articles

18 et 19 des statuts de la caisse d'épargne d'Auxerre (Yonne) sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 20 mars 1838, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin da

Nord) est chargé, etc.

25 Jun — 27 Juliary 1838. — Ordonnance du rei qui approuve des modifications aux statuts de la caisse d'épargne de Morlaix. (IX, Bull. supp. COCLXXI, n. 12195.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance royale de 24 mai 1837, portant autorisation de la caisse d'épargne de Morlaix (Finistère) et approbation de ses statuts; vu les changemens proposés auxdits statuts; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les modifications aux articles 1, 4, 10 et 11 des statuts de la caisse d'épargne de Morlaix (Finistère) sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 5 janvier 1838, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce ( M. Martin du

Nord ) est chargé, etc.

23-30 JULLEY 1838. — Ordonnance du roi relative à la sortie de certaines marchandises par la frontière des Pyrénées et par la partie du littoral qui avoisine l'Espagne dans les départemens de Basses-Pyrénées et des Pyrénées-Orientales (IX, Bull. DXC, n. 7490.)

Louis-Philippe, etc., vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814; vu la loi du 23 août 1791; vu l'arrêté du 22 thermidor an 10; vu la loi du 24 mai 1834; vu les ordonnances des 14 juillet 1836 et 20 janvier 1837; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics de l'agriculture et du commerce, etc.

Art. 1er. La sortie, 1e des munitions de guerre, savoir : des armes de toutes sortes, du plomb, du soufre, de la poudre, da salpêtre, des projectiles de guerre, des pierres à feu; 2e des effets d'habiliement et

d'équipement militaires, ainsi que celle des chevaux, ne pourra avoir lieu par toute la frontière de terre des Pyrénées, non plus que par la partie du littoral qui avoisine l'Espagne, dans le département des Basses-Pyrénées et dans celui des Pyrénées-Orientales, qu'en vertu d'une autorisation du ministre de l'intérieur.

2. La sortie des grains et farincs de toutes sortes, des légumes secs, des bestiaux, des viandes et poissons salés, ne pourra avoir lieu, par la frontière de terre du département des Basses-Pyrénées, ni par la partie du littoral qui avoisine l'Espagne, dans le tnême département, qu'en vertu de la même autorisation.

3. Toute circulation, dans le rayon de deux myriamètres de la frontière des Pyrénées, des munitions de guerre, telles qu'elles sont spécifiées dans l'article 1er, est interdite, à moins qu'elle ne soit autorisée par notre ministre de l'intérieur. Lesdites munitions de guerre circulant dans ce rayon sans l'autorisation précitée seront saisies en vertu de la loi du 24 mai 1834, sans préjudice, s'il y a lieu. de plus fortes peines.

4. La circulation des effets d'habitlement et d'équipement militaires, ainsi que celle des chevaux, ne pourra avoir lieu, dans le même rayon, à moins qu'elle ne soit accompagnée d'un passavant, conformément à la loi du 22 août 1791 et à l'arrêté du 22 thermidor an 10, et qu'autant que la circulation de ces objets dans le rayon des douanes n'aura pas pour but leur exporta-

tion en Espagne.

5. Nos ministres de l'intérieur, de la guerre, des finances et des travaux publics. de l'agriculture et du commerce (MM. Montalivet, Bernard, Laplagne et Martin du Nord) sont chargés, etc.

23-30 JUILLET 1838. -Ordonnance du roi portant que les ports de Boulogne, de Cannes et de l'aimbœuf seront ouverts à l'importation de certaines marchandises (IX, Bull. DXC, n. 7491.)

Louis-Philippe, etc., vu l'article 4 de la loi du 3 juillet 1836, d'après lequel des ordonnances du roi peuvent déterminer les bureaux ouverts au transit ou à l'importation et à l'exportation de certaines marchandises; vu le projet de loi présenté en notre nom à la Chambre des Députés, le 22 mai dernier, et qui n'a pu être délibéré; sur le rapport de nos ministres secrétaires d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au départément des finances, etc.

Art. 1er. Le port de Boulogne sera ouvert à l'importation des laines et cotons filés, sous les conditions établies par la loi du 2 juillet 1836, et par l'ordonnance du 25 juillet 1837.

2. Le port de Cannes est ajouté à ceux qui ont été désignés par la loi du 21 avril 1818, pour l'admission en franchise de certains produits de l'île de Corse.

3. Les fers traités au charbon de bois et au marteau pourront être admis par le port de Paimbœuf aux droits déterminés par la

loi du 17 décembre 1814.

4. Nos ministres des finances et des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (MM. Laplagne et Martin du Nord) sont charges, etc.

23-30 JUILLET 1838. - Ordonnance du roi relative aux douanes (IX, Bull. DXC, n. 7492.)

Louis-Philippe, etc., vu les ordonnances que nous avons rendues en matière de douane, savoir : le 10 octobre 1835, pour supprimer le droit que les sucres payaient à l'exportation des Antilles françaises, sauf à l'administration des colonies à le remplacer par un droit sur l'importation de quelques produits destinés à la consommation : le 17 mars 1856, pour créer à Tréport (Seine-Inférieure) un entrepôt réel et général des sels; le 8 août 1836, pour l'exécution, en Corse, de la loi du 26 juin 1835; le 31 octobre 1836, pour dispenser d'un poids minimum les colis renfermant des toiles ou des outils; le 1er novembre 1856, pour permettre l'admission dans les Antilles françaises de petites voitures locomotives; le 4 décembre 1836, pour modifier quelques dispositions du tarif d'entrée et de sortie du royaume; le même jour, pour régler la prime à la sortie des acides sulfurique et nitrique; le 25 juillet 1857, pour modifier quelques dispositions du tarif d'entrée et de sortie du royaume; le même jour, pour remplacer par un droit de la prohibition existante sur les fils de laine longue, tordus, dégraissés et grillés ; le 25 novembre 1837, pour modifier le tarif des houilles à l'entrée; vu l'exposé des motifs du 22 mai 1838, par lequel ces diverses dispositions ont été présentées en notre nom à la Chambre des Députés, sous forme de projet de loi ; attendu que ce projet n'a pu être discuté avant la clôture de la session ; vu l'article 3 i de la loi du 17 décembre 1814; sur le rapport de nos ministres secrétaires d'Etat au département des trayaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au département des finances, etc.

Art. 1cr. Nos ordonnances des 10 octobre 1835, 17 mars, 8 août, 31 octobre, 1er novembre, 4 décembre 1836, 25 juillet et 25 novembre 1837, continueront à être exécutées selon leur forme et leur teneur, sauf les modifications ci-après :

PREMIÈRE LOI. - Chemin de fer de Fins.

Art. 1er. La société concessionnaire des mines de Fins et Noyant est autorisée à établir un chemin de fer de ces mines à la rivière d'Allier, aux clauses et conditions du cahier des charges, arrêté, le 5 mai 1838, par le ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

Ce cahier de charges restera annexé à la présente loi.

- 2. Néanmoins, dans les trois cas spécifiés par l'art. 36 du cahier de charges, les tarifs seront arrètés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.
- 3. Des réglemens d'administration publique, rendus après que la société concessionnaire aura été entendue, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la sûreté, l'usage et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. Les dépenses qu'entrainera l'exécution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge de la société concessionnaire.

La société sera autorisée à faire, sous l'approbation de l'administration, les réglemens qu'elle jugera utiles pour le service et l'exploitation du chemin de fer.

SECONDE LOI. — Chemin de fer de Montetaux-Moines.

Art. 1er. Le concessionnaire des mines du Montet-aux-Moines est autorisé à établir un chemin de fer de ces mines à la rivière d'Allier, aux clauses et conditions du cahier de charges arrêté, le 5 mai 1838, par le ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

' Ce cahier de charges restera annexé à la

présente loi.

 Néanmoins, dans les trois cas spécifiés par l'art. 36 du cahier de charges, les tarifs seront arrêtés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

3. Des réglemens d'administration publique, rendus après que le concessionnaire aura été entendu, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la surcté, l'usage et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. Les dépenses qu'entrainera l'exécution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge du concessionnaire.

Le concessionnaire sera autorisé à faire, sous l'approbation de l'administration, les réglemens qu'il jugera utiles pour le service et l'exploitation du chemin de fer.

Cahier de charges pour l'établissement d'un

chemin de fer des mines de Fins à la rivière d'Allier.

- Art. 1. La compagnie s'engage à exécuter à se frais, risques et périls, et à terminer dans le déla de quatre années au plust ard, à dater de la loi qui ratifiera, s'il y a lieu, la concession, tous les travaux nécessaires à l'établissement et à la confection d'un chemin de fer des mines de Fins à la rivière d'Allier, et de manière que ce chemin soit praticable dans toutes ses parties à l'expiration du délai ci-desus fûté.
- 2. Le chemin partira des mines de Fins en m point qui sera ultérieurement désigné; il passes à Noyant, à Souvigny, à gauche de Coulandon, et aboutira à la rivière d'Allier, un peu au-dessou de la ville de Moulins. La pente maximum da tracé n'excédera pas seise millimètres (0 m. 016) par mêtre.
- 3. Dans le délai de six mois, au plus tard, à dater de l'homologation de la concession, la compagnie sera tenue de soumettre à l'approbation de l'administration supérieure, rapporté sur un plan à l'échelle de 1 à 2,500, le tracé définitif de chemin de fer des mines de Fins à l'Allier, d'eprès les indications de l'article précédent; elle indiquera, sur ce plan, la position et le trace des gares de stationnement et d'évitement, ainsi que les lieux de chargement et de déchargement. A ce même plan devront être joints ensemble un profil en long, suivant l'axe du chemin de fa, un certain nombre de profils en travers, le ta-bleau des pentes et rampes, et un devis explicatif comprenant la description des ouvrages. En cous d'exécution, la compagnie aura la faculté de proposer les modifications qu'elle pourrait juger utile d'introduire, sans pouvoir toutefois ni s'écarter du tracé général, ni excéder le maximum des pentes indiqué dans l'article précédent ; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'administration supérieure.

4. Le chemin de fer aura une seule voie sur tout son développement, sauf dans les points où des gares devront être établies comme il est dit

ci-sprès.

5. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarantequatre centimètres (1 m. 44 c.) au moins. Dansies points où il y aura des doubles voies, la distance entre les deux voies sera au moins égale à un mètre quatre-vingts centimètres (1 m. 80 c.), mesurés entre les faces extérieures de rails de chaque voie. La largeur des accotemens, ou, en d'autres termes, la largeur entre les faces extérieures de rails extrêmes et l'arête extérieure du chemin, sera d'an mètre (1 m.) au moins.

6. Les alignemens devront se rattacher suivant des courbes dent le rayon minimum est firé que tre cents mètres (400 m.), et, dans le cas de ce rayon minimum, les raccordemens devront, satant que possible, s'opérer sur des paliers horisontaux. La compagnie aura la faculté de proposer sux dispositions de cet article, comme à celle de l'article précédent, les modifications dont l'expérience pourra indiquer l'utilité et la convensue; mais ces modifications ne pourront etre exécutées que moyennant l'approbation présible et le consentement formel de l'administration supérieure.

7. La distance qui sépare les gares d'évitement sera moyennement de cinq mille mètres (5,000 m.).

Droits de navigation àu cabotage et de congé.

5. L'exemption du droit de tonnage et d'expédition accordée par la loi du 27 vendémiaire au 11, aux bâtimens français qui viennent de la pêche, de la course on d'un port étranger, sera étendue aux navires qui font le cabotage d'un port à un autre du royaume. La disposition de l'article 5 de la même loi qui fixe à une année la durée du congé des navires de moins de trente tonpeaux sera appliquée à tous les congés.

# Entrepôts.

- 6. Les ports de la Rochelle et de Cette sont ajoutés à ceux où l'entrepôt des marchandises prohibées de toute espèce peut avoir lieu aux conditions de la loi du 9 féyrier 1832.
- 7. Un entrepôt réel de marchandises étrangères de toute espèce, et quel que soit leur régime à l'importation, est accordé à la ville de Saint-Servan, sous les conditions déterminées par l'article 25 de la loi du 8 floréal an 11 et par l'article 17 de la loi du 9 féyrier 1852.
- 8. Nos ministres des finances et des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (MM. Laplagne et Martin du Nord) sont chargés, etc.

13 JULLET == 1er AOUT 1838. — Lois qui autorisent les départemens du Bas-Rhin, de la Sarthe et de la Vendée à contracter des emprunts on à s'imposer estraordinairement. (1X, Bull. DXCf, n. 7494.)

#### PREMIÈRE LOI. - Bas-Rhin.

Art. 1er. Le département du Bas-Rhin est autorisé; conformément aux délibérations du conseil général, en date des 2 septembre 1836 et 5 septembre 1837, à contracter, avec publicité et concurrence, et au maximum de cinq pour cent d'intérêt, un emprunt de la somme de quatre vingt mille francs, destiné à l'achèvement des constructions et de l'organisation de l'hospice d'aliénés de Stephansfeld.

Toutesois, il est autorisé à tralter de gré à gré avec, la caisse des dépôts et consignations, à un intérêt qui ne pourra dépasser quatre et demi pour cent.

2. Cet emprunt sera déboursé, par annuités de vingt mille francs chacune; sur les fonds des budgets facultatifs des années 1838, 1859, 1840 et 1841.

DEUXIÈME LOI. - Sarthe.

Art. 1er. Le département de la Sarthe

est auterisé, conformément à la demandé qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1857, à emprunter une somme qui ne pourra excéder trois cent mille francs.

Cet emprunt sera réalisable par quart, d'année en année, à partir de 1838; les époques de versement seront ultérieurement fixées par l'administration: il aura lieu avec concurrence et publicité, et le taux de l'intérêt ne pourra excéder cinq pour cent par an.

Toutefois, le département de la Sarthe est autorisé à traiter de gré à gré avec la caisse des dépôts et consignations, à un intérêt qui ne pourra pas dépasser quatre

et demi pour cent l'an.

Le service des intérêts et de l'amortissement du capital sera opéré au moyen des ressources créées par l'article suivant, concurremment avec les fonds que le conseil général croirait pouvoir y affecter sur le budget des dépenses facultatives ordinaires,

- 2. Le département est autorisé, conformément au vote émis par son conseil général dans sa séance du 17 avril 1838, à s'imposer deux centimes et demi extraordinaires additionnels au principal des quatre contributions directes pendant quatre années, à partir de 1842. Cette imposition de deux centimes et demi extraordinaires sera imputée, jusqu'à due concurrence, chaque année, sur les centimes ou portions de centimes spéciaux pour les chemins vicinaux que le conseil général volerait en vertu des lois de finances.
- 3. Le produit de l'emprunt autorisé par la présente loi sera affecté au service des chemins vicinaux de grande communication du département de la Sarthe, d'après les dispositions de la loi du 21 mai 1836.

# TROISIÈME LOI. - Vendée,

Article unique. Le département de la Vendée est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1837, à s'imposer un demi-centime additionnel aux quatre contributions directes de l'exercice 1859.

Le produit de cette imposition sera employé en subvention aux communes, pour les aider à acquérir ou à faire construire des maisons d'écoles.

25 JULLET — 1<sup>et</sup> AOUT 1838. — Lois qui autorisent l'établissement de deux chemins de fer des mines de Fins et des mines du Montet-aux-Moines à la rivière d'Allier (1). (1X, Bull. DXCI, n. 7495.)

propriétés particulières par des murs ou des haies, on des poteaux avec lisses, on des fossés avec levées en terre. Les fossés qui serviront de cloture au chemin de fer auront au moins un mêtre de profondeur, à partir de leurs bords relevés. Les barrières fermant les communications particuliéres s'ouvriront sur les terres et non sur le chemin de fer.

21. Tous les terrains destinés à servir d'emplacement au chemin et à toutes ses dépendances, telles que gares de croisement et de stationnement, lieux de chargement et de déchargement, ainsi qu'au rétablissement des communications déplacées ou interrompues, et de nouveaux lits des cours d'eau, seront achelés et payés par la compagnie. La compagnie est substituée aux droits, comme elle est soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 7 juillet 1833.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, la compagnie est investie de tous les droits que les lois et réglemens conferent à l'administration ellemême pour les travaux de l'Etat; elle pourra, en conséquence, se procurer, par les mêmes voies, les materiaux de remblais et d'empierrement nécessaires à la construction et à l'entretien du chemin de fer; elle jouira, tant pour l'extraction que pour le transport et le dépôt des terres et matérianx, des priviléges accordés par les mêmes lois et réglemens aux entrepreneurs de travaux publics, à la charge, par elle, d'indemniser à l'amiable les propriétaires des terrains endommagés, ou, en cas de non accord, d'après les réglemens arrêtés par le conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'Etat, sans que, dans aucun cas, elle puisse exercer de recours à cet égard contre l'administration.

23. Les indemnités pour occupation temporaire ou détérioration de terrains, pour chômage, modification on destruction d'usines, pour tout dommages quelconque résultant des travaux, seront

supportées et payées par la compagnie.

24. Pendant la durée des travaux, qu'elle exécutera d'ailleurs par des moyens et des agens de son choix, la compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Ce contrôle et cette surveillance auront pour objet d'empêcher la compagnie de s'écarter des dispositions qui les sont preserites par le présent cahier de charges.

- 25. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties du chemin de fer, de manière que ces parties puissent être livrées à la circulation, il sera procédé à leur réception par un ou plusieurs commissaires que l'administration désignera. Le procès-verbal du ou des commissaires délignés ne sera valable qu'après homologation par l'administration supérieure. Après cette homologation, la compagnie pourra mettre en service les dites parties de chemin de fer, et y percevoir les droits de péage et les frais de transport ci-après déterminés. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer.
- 26. Après l'achèvement total des travaux, la compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral de tontes les parties du chemin de fer et de ses dépendances ; elle fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec l'administration, un état descriptif des ponts, aqueducs et autres ouvrages d'art qui auront été établis conformément aux conditions

du présent cahier de charges. Une expédition certiliée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral et de l'état descriptif, sera déposée, aux frais de la compagnie, dans les archives de l'administration des ponts et chaussées.

27. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, et de manière que la circulation soit toujours facile et sure. L'état du chemin et de ses dépendances sera reconnu annuellement et plus souvent, en cai d'argence et d'accidens, par un ou plusieurs com-missaires que désignera l'administration. Les frais d'entretien et ceux de réparation , soit ordinaires, soit extraordinaires, resteront entièrement a la charge de la compagnie. Pour ce qui concerne cet entretien et ces réparations, la compagnie de-meure soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Si le chemin de fer, une fois terminé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais de la compagnie. Le montant des avances faites sera recouvré par des roles que le préfet du département rendra exécutoires.

28. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux seront supportés par la compagnie. Ces frais seront réglés par le directeur général des ponts et chaussées et des mines, sur la proposition du préfet du département, et la compagnie sera tenue d'en verser le montant dans la caisse du receveur général, pour être distribué à qui de droit. En cas de non versement dans le délai fixé, le préset rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contribations publiques.

- 29. La compagnie ne pourra commencer aucuns travaux, ni poursuivre aucune expropriation, si, an préalable, elle n'a justifié valablement, par-devant l'administration, de la constitution d'un fonds social égal à la dépense présumée des travaux, et de la réalisation, en espèces, d'une somme égale au cinquieme du montant de ce fonds social. Si, dans le délai d'une année, à dater de l'homologation de la concession, la compagnie ne s'est pas mise en mesure de commencer les travaux, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, et si elle ne les a pas effec-tivement commencés, elle sera déchue de plein droit de la concession du chemin de fer par ce seul fait, et sans qu'il y ait lieu à aucune mise en demeure ni notification quelconque. Dans le cas de déchéance prévu par le paragraphe précédent, la totalité du cautionnement déposé par la compagnie deviendra la propriété du gouvernement, et restera acquise au trésor public. Les travaux une fois commencés, le cautionnement ne sera rendu que par cinquieme et proportionnellement à l'avancement des travaux.
- 30. Faute par la compagnie d'avoir entièrement exécuté et termainé les travaux du chemin de fer dans les délais fixés par l'art. 1er, faute aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier de charges, elle encourra la déchéance, et il sera pourvu, s'il y a lieu, à la continuation et à l'achèvement des travaux par le moyen d'une adjudication, qu'on ouvrira sur les clauses du présent cabier de charges, et sur une mise à prix des ouvrages deja construits, des matériaux approvisionnés, des terrains achetés, et des portions du chemin déja mise en circulation. Cette adjudication sera dévolue à celui des nouveaux soumissionnaires qui offrira la plus forte somme pour les objets compris dans la mise

à prin. Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. La compagnie évincée recevra de la nouvelle compagnie concessionnaire la valeur que l'adjudication aura ainsi déterminée pour lesdits objets. La portion non encore restituée du cautionnement de la première compagnie devien-dra la propriété de l'Etat, et l'adjudication n'aura lieu que sur le dépôt d'un nouveau cautionnement. Si l'adjudication ouverte comme il vient d'être dit n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases après un délai de six mois ; et si cette seconde tentalive reste également sans résultat, la compagnie sera définitivement déchue de tous droits à la présente concession, et les parties du chemin de fer déjà exécutées, et qui seraient mises en exploitation, deviendront immédiatement la propriété de l'Etat. Les précédentes stipulations ne sont point applicables au cas où le retard ou la cessation des travaux proviendraient de force majeure régulièrement constatée.

31. La contribution foncière sera établie en reison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et par ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803. Les bâtimens et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâtics dans la localité. Dans le cas où ultérieurement le transport des voyageurs sur le chemin de fer serait autorisé, l'impôt dû au trésor sur le priz des places ne sera prélevé que sur la partie du tarif correspondant au

prix de transport.

52. Des réglemens d'administration publique, rendus après que la compagnie aura été entendué, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police, la sûreté, l'usage et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. Toutes les dépenses qu'entrainera l'exécution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge de la compagnie. La compagnie est autorisée à faire, sous l'approbation de l'administration, les réglemens qu'elle jargera utiles pour le service et l'exploitation de che-

min de fer. Les réglemens dont il s'agit dans les deux paragraphes précédens seront obligatoires pour la compagnie et pour toutes celles qui obtiendraient ultérieurement l'autorisation d'établir des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les personnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

33. La compagnie ne pourra provisoirement transporter que des marchandises sur le chemin de fer des mines de Fins à l'Allier; toutefois, dans l'avenir, la faculté de transporter des voyageurs pourra lui être accordée sur sa demande et par un réglement d'administration publique qui fixera en même temps le tarif de transport : ce tarif ne pourra pas excéder en totalité 0 fr. 075 par per-

sonne et par kilomètre.

34. Pour indemniser la compagnie des travaux et dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier de charges, et sous la condition expresse qu'elle en remplira exactement toutes les obliga-tions, le gouvernement lui concède, pour un laps de temps égal à la durée de l'exploitation des mines de Fins, et sans que ce temps puisse excéder le terme de quatre-vingt-dix-neuf ans, à dater de la loi qui ratifiera, s'il y a lien, la concession, l'autorisation de percevoir les droits de péage et les prix de transport ci après déterminés. Il est expressement entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait elle-même ce transport à ses frais et par ses propres moyens. La perception aura lieu par kilomètre, sans égard aux fractions de distance : ainsi, un kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru. Néanmoins, pour toute dis-tance parcourue moindre de six kilomètres, le droit sera perçu comme pour six kilomètres entiers. Le poids du tonneau ou de la tonne est de mille kilogrammes; les fractions de poids ne seront comptées que par dixième de tonne : ainsi, tout poids au-dessous de cent kilogrammes paiera comme cent kilogrammes; tout poids compris entre cent et deux cents kilogrammes palera comme deux cents kilogrammes, etc.

TARIF.

	PRIX		
	đe péage.	de trans- port.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Marchandises de toute nature : Par tonne et par kilomètre,  A la descepte.  A la remonte.  Objets divers, par tonne et par kilomètre:	0,07	0,05	0,12
	0,09	0,06	0,15
Voiture sur plate-forme (poid de la voiture et de sa plate-forme camados),  A la descente.  A la remonte.  A la remonte.  A la remonte.	0,10	0,06	0,16
	0,15	0,09	0,24
for y passent à vide, et machine locomotive ne trainant pas de convoi,  A la descente.  A la remonte.	0,07	0,05	0,12
	0,105	0, <b>75</b>	0,18

Tent wageon, chariot ou voiture dont le chargement ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur ces mêmes voitures à vide, sera considéré et taxé comme étant à vide. Les machines locomotives seront considérées et taxées comme ne remorquant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur une machine bocomotive svoc son allège, marchant sans rien traîner.

propriétés particulières par des murs ou des haies, on des poteaux avec lisses, ou des fossés avec levées en terre. Les fossés qui serviront de clôture au chemin de fer auront au moins un mêtre de profondeur, à partir de leurs bords relevés. Les barrières fermant les communications particulières s'ouvriront sur les terres et non sur le chemin de fer.

21. Tous les terrains destinés à servir d'emplacement au chemin et à toutes ses dépendances, telles que gares de croisement et de stationnement, lieux de chargement et de déchargement, ainsi qu'au rétablissement des communications déplacées ou interrompues, et de nouveaux lits des cours d'eau, seront achetés et payés par la compagnie. La compagnie est substituée aux droits, comme elle est soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 7 juillet 1833.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, la compagnie est investie de tous les drois que les lois et réglemens conferent à l'administration elleméme pour les travaux de l'Etat; elle pourra, en conséquence, se procurer, par les mèmes voies, les matériaux de remblais et d'empierrement nécessaires à la construction et à l'entretien du chemin de fer; elle jouira, tant pour l'extraction que pour le transport et le dépôt des terres et matériaux, des privilèges accordés par les mêmes lois et réglemens aux entrepreneurs de travaux publics, à la charge, par elle, d'indemniser à l'amiable les propriétaires des terrains endommagés, ou, en cas de non accord, d'après les réglemens au conseil d'Etat, sans que, dans aucun cas, elle puisse exercer de recours à cet égard contre l'administration.

23. Les indemnités pour occupation temporaire ou détérioration de terrains, pour chômigé, modification ou destruction d'usines, pour tout dommages quelconque résultant des travaux, seront supportées et payées par la compagnie.

24. Pendant la durée des travaux, qu'elle exécuters d'ailleurs par des moyens et des agens de son choix, la compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Ce contrôle et cette surveillance auront pour objet d'empécher la compagnie de s'écarter des dispositions qui lef sont preserites par le présent cahier de charges.

25. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties du chemin de ser, de manière que ces parties puissent être livrées à la circulation, il sera procédé à leur réception par un ou plusieurs commissaires que l'administration désignera. Le procès-verbal du ou des commissaires déligacés ne sera valable qu'après homologation par l'administration supérieure. Après cette homologation, la compagnie pourra mettre en service lesdites parties de chemin de ser, et y percevoir les droits de péage et les srais de transport ci-après déterminés. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitives que par la réception générale et définitive du chemin de ser.

26. Après l'achèvement total des travaux, la compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral de toutes les parties du chemin de fer et de ses dépendances; elle fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec l'administration, un état descriptif des ponts, aqueducs et autres ouvrages d'art qui auront été établis conformément aux conditions

du présent cahier de charges. Une expédition certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral et de l'état descriptif, sera déposée, aux frais de la compagnie, dans les archives de l'administration des ponts et chaussées.

27. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, et de manière que la circulation soit toujours facile et sare. L'état du chemin et de ses dépendances sera reconnu annuellement et plus souvent, en cas d'argence et d'accidens, par un ou plusieurs com-missaires que désignera l'administration. Les frais d'entretien et ceux de réparation, soit ordinaires, soit extraordinaires, resteront entièrement à la charge de la compagnie. Pour ce qui concerne cet entretien et ces réparations, la compagnie demenre sonmise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Si le chemin de fer, une fois terminé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais de la compagnie. Le montant des avances faites sera recouvré par des roles que le préfet du département rendra exécutoires.

28. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux seront supportés par la compagnie. Ces frais seront réglés par le directeur général des ponts et chaussées et des mines, sur la proposition du préfet du département, et la compagnie sera tenue d'en verser le montant dans la caisse du receveur général, pour être distribué à qui de droit. En cas de non versement dans le délai fiié, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions publiques.

29. La compagnie ne pourra commencer aucuns travaux, ni poursuivre aucune expropriation, si, au prealable, elle n'a justifié valablement, par-devant l'administration, de la constitution d'un fonds social égul à la dépense présumée des travaux, et de la réalisation, en espèces, d'une somme égale au cinquième du montant de ce fonds social. Si, dans le délai d'une année, à dater de l'homologation de la concession, la compagnie ne s'est pas mise en mesure de commencer les travaux, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, et si elle ne les a pas effectivement commencés, elle sera déchue de plein droit de la concession du chemin de fer par ce seul fait, et sans qu'il y ait lieu à aucune mise en demeure ni notification quelconque. Dans le cas de déchéance prévu par le paragraphe précédent, la totalité du cautionnement déposé par la compagnie deviendra la propriété du gouvernement, et restera acquise au trésor public. Les travaux une fois commencés, le cautionnement ne sera rendu que par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux.

30. Faute par la compagnie d'avoir entièrement exécuté et terminé les travaux du chemia de fer dans les délais fixés par l'art. 1º, faute aussi par elle d'avoir rempti les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier de charges, elle encourra la déchéance, et il sera pourvu, s'il y a lieu, à la continuation et à l'achèvement des travaux par le moyen d'une adjudication, qu'on ouvrira sur les clauses du présent cahier de charges, et sur une mise à prix des ouvrages déja construits, des matériaux approvisionnés, des terrains achetés, et des portions du chemin déja mise en circulation. Cette adjudication sera dévolue à cetui des nouveaux soumissionnaires qui offrira la plus forte somme pour les objets compris dans la mise

à prin. Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. La compagnie évincée recevra de la nonvelle compagnie concessionnaire la valeur que l'adjudication aura ainsi déterminée pour les-dits ebjets. La pertion non encore restituée du cautionnement de la première compagnie deviendra la propriété de l'État, et l'adjudication n'aura lieu que sur le dépôt d'un nouveau cautionneent. Si l'adjudication ouverte comme il vient d'être dit n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases après un délai de six mois; et si cette seconde tentative reste également sans résultat, la compagnie sera définitivement déchue de tous droits à la présente concession, et les parties du chemin de fer déjà exécutées, et qui seraient mises en exploitation, deviendront immédiatement la propriété de l'Etat. Les précédentes stipulations ne sout point applicables au cas où le retard ou la cessation des travaux proviendraient de force majeure régulièrement constatée

31. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et par ses dépendances ; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803. Les bâtimens et magasins dépendent de l'exploitation du chemin de fer seront essimilés aux propriétés bâties dans la localité. Dans le cas où ultérieurement le transport des voyageurs sur le chemin de fer serait autorisé, l'impôt da au trésor sur le priz des places ne sera prélevé que sur la partie du tarif correspondant au

prix de transport.

ı

t

32. Des réglemens d'administration publique rendus après que la compagnie aura été entendué, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police, la sureté, l'usage et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. Toutes les dépenses qu'entrainera l'exécution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge de la compagnie. La compagnie est autorisée à faire, sous l'approbation de l'administration, les réglemens qu'elle jagera utiles pour le service et l'exploitation de che-

min de fer. Les réglemens dont il s'agit dans les deux paragraphes précédens seront obligatoires pour la compagnie et pour toutes celles qui obtiendraient ultérieurement l'autorisation d'établis des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les personnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

33. La compagnie ne pourra provisoirement transporter que des marchandises sur le chemin de fer des mines de Fins a l'Allier; toutefois, dans l'avenir, la faculté de transporter des voyageurs pourra lui être accordée sur sa demande et par un réglement d'administration publique qui fixera en même temps le tarif de transport : ce tarif ne pourra pas excéder en totalité 0 fr. 075 par per-

sonne et par kilomètre.

34. Pour indemniser la compagnie des travaux et dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier de charges, et sous la condition expresse qu'elle en remplira exactement toutes les obligations, le gouvernement lui concède, pour un taps de temps égal à la durée de l'exploitation des mines de Fins, et sans que ce temps puisse excéder le terme de quatre-vingt-dix-neuf ans, à dater de la loi qui ratifiera, s'il y a lieu, la concession, l'autorisation de percevoir les droits de péage et les prix de transport ci après déterminés. Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait elle-même ce transport à ses frais et par ses propres moyens. La perception aura lieu par kilomètre, sans égard aux fractions de distance : ainsi, un kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru. Néanmoins, pour toute dis-tance parcourue moindre de six kilomètres, le droit sera percu comme pour six kilomètres entiers. Le poids du tonneau ou de la tonne est de mille kilogrammes; les fractions de poids ne seront comptées que par dixième de tonne : ainsi, tout poids au-dessous de cent kilogrammes paiera comme cent kilogrammes; tout poids compris entre cent et deux cents kilogrammes paiera comme deux cents kilogrammes, etc.

TARIF.

	PRIX		
	đe péage.	de trans- port.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Marchendises de toute nature : Par tonne et par kilomètre, A la descepte. A la remonte.  Objets divers, par tonne et par kilomètre :	0,07	0,05	0,12
	0,09	0,06	0,15
Voiture sur plate-forme (poid de la voiture et de sa plate-forme camados),  A la descente.  A la remonte.  A la remonte.  A la remonte.	0,10	0,06	0,16
	0,15	0,09	0,24
for, y passant à vide, et machine locomotive ne trainant pas da convoi,  A la descente.  A la remonte.	0,07	0,05	0,12
	0,105	0, <b>75</b>	0,18

Tout wageon, chariot ou voiture dont le chargement ne comportera pas un péage ou moins égal à celai qui sersit perçu sur ces mêmes voitures à vide, sera considéré et taxé comme étant à vide. Les machines locomotives seront considérées et taxées comme ne remorquant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué ne comportera pas un perge au moins égal à celui qui serait perçu sur une méchine locomotive avec son allege, marchant sans rien trainer.

35. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif précédent ne sont point applicables: 1º à toute voiture pesant, avec son chargement, plus de quaire mille cinq cents kilogrammes; 2º à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes. Néanmoins, la compagnie ne pourra se refuser ni à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler toute voiture qui, avec son chargement, peserait de quatre mille cinq cents à huit mille kilogrammes; mais les droits de péage et les frais de transport seront augmentés de moitié. La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler les voitures qui, chargement compris, pèserait plus de huit mille kilogrammes.

36. Les prix de transport déterminés au tarif précédent ne sont point applicables : 1° aux denrées et objets qui, sous le volume d'un mêtre cube, ne pésent pas deux cents kilogrammes; 2' à l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés; su plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, pierres précieuses et autres valeurs; 3° et, en général, à tout paquet ou colis pesant isolément moins de cent kilogrammes, à moins que ces paquets ou colis ne fassent partie d'envois pesant ensemble au-delà de deux cents kilogrammes d'objets expédiés à ou par une même personne, et d'une même nature, quoique embaliés à part, tels que sucre, café, etc. Dans les trois cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront librement débattus avec la compagnie. Néanmoins, au-dessus de cent kilogrammes, et quelle que soit la distance parcourue, le prix de transport d'un colis ne pourra être taxé à moins de trente centimes (0,30 c.).

37. Au moyen de la perception des droits et des prix réglés ainsi qu'il vient d'être dit, et sauf les exceptions atipulées ci-dessus, la compagnie contracte l'obligation d'exécuter constamment avec soin, exactitude et célérité, à ses frais et par ses propres moyens, le transport des denrées, marchandises et matières quelconques qui loi seront confiées. Les frais accessoires non mentionnés au tarif, tels que ceux de chargement, de déchargement, et d'entrepôt dans les garcs et magasins de la compagnie, seront fixés par un réglement qui sera soumis à l'approbation de l'administration supérieure.

38. A l'époque fixée pour l'expiration de la présente concession, et par le fait seul de cette expiration, le gouvernement sera subrogé à tous les droits de la compagnie dans la propriété des terrains et des ouvrages désignés au plan cadastral mentionné dans l'art. 27. Il entrera immédiatement en jouissance du chemin de fer, de toutes ses dépendances et de tous ses produits. La compagnie sera tenue de remettre en bon état d'entretien le chemin de fer, les ouvrages qui le composent et ses dépendances, telles que gares, lieux de chargement et de déchargement, établissemens aux points de départ et d'arrivée, maisons de gardes et de surveillans, bureaux de perception, machines fixes, et, en général, tous autres objets immobiliers qui n'auront pas pour destination distincte et spéciale le service des transports. Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le gouvernement aura le droit de mettre saisie-arrêt sur les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin et toutes ses dépendances, si la compagnie ne

ď.

se mettait pas en mestre de satisfaire pleinement ct entièrement à cette obligation. Quant aux objets mobiliers, tels que machines locomotives, waggons, chariots, voitures, matériaux, combustibles et approvisionnemens de tout genre, et objets immobiliers non compris dans l'énumération précédente, l'Etat sera tenu de les reprendre à dire d'experts, si la compagnie le requiert, et réciproquement, si l'Etat le requiert, la compagnie sera tenue de les céder également à dire d'experts.

39. Dans le cas où le gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de routes royales, départementales ou vicinales, de cansux ou de chemins de fer qui traverseraient le chemin de fer projeté, la compagnie ne pourra mettre obstacle à ces traversées; mais toutes dispositions seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer,

ni aucuns frais pour la compagnie.

40. Tonte exécution, on tonte autre autorission ulterieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée ou et etc. le chemin de fer projeté, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucane demande en indemnité de la

part de la compagnie.

41. Le gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur le chemin de fer des mines de Fins & l'Allier, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin. La compagnie ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchemens ou prolongemens, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie. Les compagnies concessionnaires des chemins de fer d'embranchement on en prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés, et l'observation des réglemens de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, waggons et machines sur le chemin de fer des mines de Fins à l'Allier; cette faculté sera réciproque, pour ce dernier chemin, à l'égard des embranchemens et prolongemens.

\$2. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminera les mesures à prendre pour que l'établissement du chemin de fer ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et réciproquement pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer. Les travans de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine, à reison de la traversée du chemin de fer, et tous dommages résultant de cette traversée pour le concessionnaire de la mine, seront à la charge de la compagnie du chemin de fer.

A3. Si le chemin de ser doit s'étendre sur de terrains qui renserment des carrières ou les traverser souierrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. L'administration déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de la compagnie du chemin de ser.

44. Les agens et gardes que la compagnie établira, soit pour opérer la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin et

des ouvrages qui en dépendent, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux

gardes champetres.

45. La compagnie sera tenue de désigner l'un de ses membres pour recevoir les notifications ou les significations qu'il y aurait lieu de lui adresser. Le membre désigné fera élection de domicile à Moulins. En cas de non désignation de l'un des membres de la compagnie, ou de non élection de domicile à Moulins par le membre désigné, toute signification ou notification adressée à la compagnie prise collectivement sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de l'Attier.

A6. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie concessionnaire et l'administration, au sujet de l'ex-scution ou de l'interprétation des clauses du présent cahier de charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de l'Allier, sauf recours au conseil

d'Etat.

47. Avant la présentation de la loi destinée à homologuer, s'il y a lieu, la présente concession, la compagnie déposera une somme de soixante mille francs, soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat, calculées au cours de la veille du jour du dépôt, soit en bons ou autres effets du trésor, avec transfert au nom de la caisse des dépôts et consignations de celles de ces valeurs qui seraient nominative: on à ordre. Dans le mois qui suivra la promulgation de la loi, la compagnie s'engage à porter à cent vingt mille francs le dépôt par elle effectué; dans le cas où elle ne satisferait pas à cette condition, elle sera déchue de plein droit de la présente concession, et la première somme de soixante mille francs restera acquise au trésor public. La somme de cent vingt mille francs déposée, ainsi qu'il est dit ci dessus, formera le cautionnement de l'entreprise, et sera rendue ainsi qu'il est dit à l'art. 29.

48. Le présent cahier de charges ne sera pas-

sible que du droit fixe d'un franc.

49. La présente concession ne sera valable et définitive qu'après l'homologation par la loi.

Cahier de charges pour l'établissement d'un chemin de fer des mines du Montet-aux-Moines à la rivière d'Allier.

Art. 1". La compagnie s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, et à terminer dans le délai de quatre années au plus tard, à dater de la promulgation de la loi qui ratifiera, s'il y a lieu, la concession, tous les travaux nécessaires à l'établissement et à la confection d'un chemin de fer des mines du Montet-aux-Moines à la rivière d'Allier, et de manière que ce chemin soit praticable dans toutes ses parties à l'expiration du défai ci-dessus fixé.

2. Le chemin partira des mines du Montetaux-Moines en un point qui sera ultérieurement désigné; il passera aux Gabliers, aux Ebandes, à Tréban, à Monsseux, à gauche de Meillard, et aboutira à la rivière d'Allier, entre Châtel et Monestay. La ponte maximum du tracé n'excédera pas quinze millimètres (0 m. 015) par mètre.

3. Dans le délai de siz mois, à dater de l'homologation de la présente concession, la compagnie devra soumettre à l'approbation de l'administration supérieure, rapporté sur un plan à
l'échelle de 1 à 2,500, le tracé définitif du chemin
de fer des mines du Montet à l'Allier, d'après les
indications de l'article précédent; elle indiquera,

sur ce plan, la position et le tracé des gares de stationnement et d'évitement, ainsi que les lieux de chargement et de déchargement. A ce même p'an devront être joints un profil en long, suivant l'axe du chemin de fer, un certain nombre de profils en travers, le tableau des pentes et rampes et un devis explicatif comprenant la description des ouvrages. En cours d'exécution, la compagnie aura la faculté de proposer les modifications qu'elle pourrait juger utile d'introduire, rans pouvoir toutefois ni s'écarter du tracé général, ni excèder le maximum de pente, indiqués dans l'article précédent; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'administration supérieure.

4. Le chemin de fer aura une seule voie sur tout son développement, sauf dans les points où des gares devront être établies comme il est

dit ci-apres.

- 5. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1 m. 44 c.) au moins. Dans les points où il y aura des doubles voies, la distance entre les deux voies sera au moins égale à un mètre quatre-vingtscentimètres (1 m. 80 c.), mesurés entre les faces extérieures des rails de chaque voie. La largeur des accotemens, ou, en d'autres termes, la largeur entre les faces extérieures des rails extémes et l'arête extérieure du chemin, sera d'un mètre (1 m.) au moins.
- 6. Les alignemens devront se rattacher suivant des courbes dont le rayon minimum est fisé à quatre cents mètres (A00 m.), et dans le cas de ce rayon minimum, les raccordemens devront, autant que possible, s'opérer sur des paliers horizontaux. La compagnie aura la faculté de proposer, aux dispositions de cet article comme à celles de l'article précédent, les modifications dont l'expérience pourra indiquer l'utilité et la convenance : mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formet de l'administration superieure.
- 7. La distance qui séparera les gares d'évitement sera moyennement de cinq mille mètres [5,000 m.). Ces gares seront nécessairement placées en dehors de la voie, et, autant que possible, alternativement de chaque côté de cette voie: leur longueur, raccordement compris, sera de deux cents mètres (200 m.) au moins. Indépendamment des gares d'évitement, la compagnie sera tenue d'établir, pour le service des localités traversées par le chemin de fer, ou situées dans le voisinage de ce chemin, des gares ou ports secs destinés tant aux stationnemens qu'aux chargemens et aux déchargemens, et dont le nombre, l'emplacement et la surface seront déterminés par l'administration, après enquête préalable.

  8. A moins d'obstacles locaux, dont l'apprécia-

8. A moins d'obstacles locaux, dont l'appréciation appartiendra à l'administration, le chemin de ser, à la rencontre des routes royales ou départementales, devra passer soit au-dessus; soit audessous de ces routes. Les croisemens de niveau seront tolérés pour les chemins vicinaux, ruraux

on particuliers.

9. Lorsque le chemin de fer devra passer audessus d'une route royale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du pont ne sera pas moindre de huit mêtres (8 m.) pour la route royale, de sept mêtres (7 m.) pour la route départementale, et de cinq mêtres (5 m.) pour le chemin vicinal. La hauteur sous clef, à partir de la chaussée de la route, sera de cinq mêtres (5 m.) au moins; la largeur entre les parapets sera au moins de trois mètres cinquante centimètres (3 m. 50 c.), et la hauteur de ces parapets d'un mètre (1 m.) au moins.

10. Lorsque le chemin de ser devra passer audessous d'une route royale ou départementale, ou
d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera sirée au moins à huit mêtres (8 m.) pour
la route royale, à sept mêtres (7 m.) pour la route
départementale, et à cinq mêtres (5 m.) pour le
chemin vicinal. L'ouverture du pont entre les culèes sera an moins de trois mêtres cinquante centimètres (3 m. 50 c.), et la distance verticale entre l'intrados et le dessus des rails ne sera pas
moindre de quatre mêtres trente centimètres
(4 m. 30 c.).

11. Lorsque le chem'n de fer traversera une rivière, un canal ou un cours d'eau, le pont aura la largeur de voie et la hauteur de parapets fixées à l'art. 9. Quant à l'ouverture du débouché, et à la hauteur sous clef au dessus des eaus, elles seront déterminées par l'administration dans chaque cas particulier, suivant les circonstances locales.

12. Les ponts à construire à la rencontre des routes royales on départementales, et des rivières ou canaux de navigation et de flottage, seront en maçonnerie ou en fer. Ils pourront aussi être construits avec travées en bois et piles et culées en maçonnerie; mais il sera donné à ces piles et culées l'épaisseur nécassaire pour qu'il soit possible ultérieurement de substituer aux travées en bois soit des travées en fer, soit des arches en maçonnerie.

13. S'il y a lieu de déplacer les routes existentes, la déclivité des pentes ou rampes sur les mouvelles directions ne pourre pas accider trois centimètres par mêtre pour les routes royales et départementales, et cinq centimètres pour les chemins vicinaux. L'administration restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à la regle précédente, en ce qui concerne les chemins vicinaux.

1h. Les ponts à construire à la rencontre des routes royales et départementales, et des rivières ou canaux de navigation et de flottage, ainsi que les déplacemens des routes royales ou départementales, ne pourront être entrepris qu'en vartu de projets appronvés par l'administration aupérieure. Le préfet du département, sur l'avis de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, et après les enquêtes d'usage, pourra autoriser le déplacement des chemins vicinaux et la construction des ponts à la rencontre de ces chemins, et des cours d'eau non navigables ni flottables.

15. Dans le cas où des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers seraiont traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails ne pourront être élevés au-dessus ou abaissés au-dessous de la surface de ces chemins de plus de trois centimètres (0,03 c.). Les rails et le chemin de fer devront, en outre, être disposés de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation. Des barrières seront tenues fermées de chaque côté du chemin de fer partout où cette mesure sera jugée nécessaire par l'administration. Un gardien payé par la compagnie sera constamment préposé à la garde et au service de ces barrières.

16. La compagnie sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux

dont le cours serait arrêté, suspends ou modifé par les travaux dépendant da l'entreprise. Les aqueducs qui seront construits à cet effet sur les routes royales et départementales seront en maçonmerie ou en fer.

17. A la rencontre des rivières flottables et navigables, la compagnie sera tenue de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais néces-saires pour que le service de la navigation et du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux, et pour que ce service puisse se faire et se continuer sprès leur achevement comme il avait lieu avant l'entreprise, La même condition est expressément obligatoire pour la compagnie à la rencontre des routes royales et départementales, et autres chemins publics. A cet effet, des routes et ponts provisionnels seront construits, par les soins et aux frais de la compaguie, partout où cela sera jugé nécessaire. Avant que les communications existantes prissent être interceptées, les ingénieurs des localités devront reconnaître et constater si les travaux provisoires présentent une solidité suffisante, et s'ils peuvent assurer le service de la circulation. Un délai sera fixé pour l'exécution et la durée de ces travaux proviso ires.

18. Les percées et souterrains destinés au passege du chemin de fer auront trois mètres cinquante centimètres (3 m. 50 c.) de largeur, au moins, entre les pieds-droits, au niveau des rails, et cinq mètres (5 m.) au moins de hauteur sous clef, à partir dels aurface du chemin. La distance verticale entre l'intrados et le dessus des rails sera au moins de quatre mètres trente centimètres (4 m. 36 c.). Si les terrains dans lesquels les souterrains seront ouverts présentaient des chances d'éboulement ou de filtration, la compagnie sera eune de prévenir ou d'arrêter ce danger par des ouvrages solides et imperméables. Aucun ouvrage provisoire ne sera toléré au-delà de six mois de durée.

19. Les puits d'airage ou de construction des souterrains ne pourront avoir leur ouverture sur aucune voie publique, et là où ils seront ouverts ils seront entourés d'une margelle en maconnerie de deux mètres (2 m.) de haateur.

20. Le chemin de fer sera clôturé et séparé des propriétés particulières par des murs ou des hais, ou des poteaux avec lisses, ou des fossés avec levées en terre. Les fossés qui serviront de clôture su chemin de fer auront au moins un mètre de profondeur, à partir de leurs bords relevés. Les barrières formant les communications particulières s'ouviront sur les terres et non sur le chemin de fer.

21. Tous les terrains destinés à servir d'emplacement au chemin et à toutes ses dépendances, telles que gares de croisement et de stationnement, iseu de chargement et de déchargement, ainsi qu'un rétablissement des communications déplacées ou interrompues, et de nouveaux lits des cours d'eau, seront achietés et payés par la compagnie. La compagnie est substituée aux droits, comme elle est soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de la lei du 7 juillet 1833.

22. L'entreprise étant d'atilité publique, la

22. L'entreprise étant d'atilité publique, la compagnie est investie de tous les droits que les lois et réglemens conferent à l'administration elleméme pour les travaux de l'Etat: elle pourra, en conséquence, se procurer, par les mêmes voies, les matériaux de remblais et d'empierrement nécessires à la construction et à l'entretien du chemin de fer; elle jouira, tant pour l'extraction que pour

le transport et le dépôt des terres et matériaux, des priviléges accordés par les mêmes lois et réglemens aux entrepreneurs de travaux publics, à la charge, par elle, d'indemniser à l'amiable les propriétaires des terrains endommagés, ou, en cas de non accord, d'après les réglemens arrêtés par le conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'Etat, sans que, dans aucun cas, elle puisse exercer de recours à cet égard contre l'administration.

23. Les indemnités pour occupation temporaire ou détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, pour tout dommige quelconque résultant des travaux, seront

supportées et payées par la compagnie.

24. Pendant la duree des travaux, qu'elle caécutera d'ailleurs par des moyens et des agens de son choix, la compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration : ce contrôle et cette surveillance auront pour objet d'empêcher la compagnie de s'écarter des dispositions qui lui sont prescrites par le présent cahier de

charges.

- 25. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties du chemin de fer, de manière que ces parties puissent être livrées à la circulation, il sera procédé à leur réception par un ou plusieurs commissaires que l'administration désignera. Le proces verbal du ou des commissaires délégués ne sera valable qu'après homologation par l'administration supérieure. Après cette homologation, la compagnie pourra mettre en service lesdites parties du chemin de fer, et y percevoir les droits de péage et les frais de transport ci-après déterminés. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitire du chemin de fer.
- 26. Après l'achèvement total des travaux, la compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral de toutes les parties du chemin de fer et de ses dépendances; elle fera dresser, également à ses frais, et contradictoirement avec l'administration, un état descriptif des ponts, aqueducs et autres ouvrages d'art qui auront été établis conformément aux conditions du présent cahier de charges. Une expédition d'ament certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral et de l'état descriptif, sera déposée, aux frais de la compagnie, dans les archives de l'administration des ponts et chaussées.
- 27. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, et de maniere que la circulation soit toujours facile et sure. L'état du chemin de fer et de ses dépendances sera reconnu annuellement et plus souvent, en cas d'argence et d'accidens, par un ou plusieurs commissaires que désignera l'administration. Les frais d'entretien et ceux de reparation , soit ordinaires , soit extraordinaires , resteront entierement. à la charge de la compagnie. Pour ce qui concerne cet entretien et ces réparations, la compagnie demeure soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Si le chemin de fer, une fois terminé, n'est pas constamment entrelenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais de la compagnie concessionnaire. Le montant des avances faites sera recouvré par des rôles que le préset du départe. ment rendra exécutoires.

28. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux seront supportés par la compagnie. Ces frais seront réglés par le directeur gé-

néral des ponts et chaussées et des mines, sur la proposition du préfet du département, et la compagnie sera tenue d'en verser le montant dans la caisse du receveur-général, pour être distribué à qui de droit. En cas de non versement dans le délai fixé, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions publiques.

29. La compagnie ne pourra commencer aucuns travaux, ni poursuivre aucune expropriation, si , au préalable, elle n'a justifié valablement, pardevant l'administration, de la constitution d'un fonds social égal à la dépense présumée des travaux, et de la réalisation, en espèces, d'une somme égale au cinquième du montant de ce fonds social. Si, dans le délai d'une année, à dater de l'homologation de la concession, la compagnie ne s'est pas mise en mesure de commencer les travaux, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, et si elle ne les a pas effectivement commencés, elle sera déchue de plein droit de la concession du chemin de fer par ce seul fait, el sans qu'il y ait lieu à aucune mise en demeure ni notification quelconque. Dans le cas de déchéance prévu par le paragraphe précédent, la totalité du cautionnement déposé par la compagnie deviendra la propriété du gouvernement et restera acquise au trésor public. Les travaux une fois commences, le cautionnement ne sera rendu que par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux.

- 30. Faute par la compagnie d'avoir entièrement exécuté et terminé les travaux du chemin de fer dans les délais fixés par l'article 1 , faute aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier de char-ges, elle encourra la déchéance, et il sera pourvo, s'il y a lieu, à la continuation et à l'achèvement des travaux par le moyen d'une adjudication, qu'on ouvrira sur les clauses du présent cahier de charges, et sur une mise à prix des ouvrages déjà construits, des matériaux approvisionnés, des terrains achetés et des portions du chemin déjà miscs en exploitation. Cette adjudication sera dévolue à celui des nouveaux soumissionnaires qui offrira la plus forte somme pour les objets compris dans la mise à prix. Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. La compagnie évincée recevra de la nouvelle compagnie concessionnaire la valcur que la nouvelle adjudication aura ainsi déterminée pour les dits objets. La partie non en-core restituée du cautionnement de la première compagnie deviendra la propriété de l'Etat, et l'adjudication n'aura lieu que sur le dépôt d'un nouveau cautionnement. Si l'adjudication ouverte comme il vient d'être dit n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases après un délai de six mois; et si cette seconde tentative reste également sans résultat, la compagnie sera définitivement déchue de tous droits à la présente concession, et les parties du chemin de fer déja exécutées, ou qui seraient mises en exploitation, deviendront immédiatement la propriété de l'Etat. Les précédentes stipulations ne sont point applicables au cas où le retard ou la cessation des travaux proviendraient de force majeure régulièrement constatée.
  - 31. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et par ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803. Les bâtimens

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans pré-

judice du droit des tiers.

3. La caisse d'épargne d'Arcis-sur-Aube sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préset du département de l'Aube, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin

du Nord) est chargé, etc.

6 = 16 AOUT 1838. — Loi qui approuve un crédit additionnel au budget de la Chambre des Députés pour l'exercice 1838. (IX, Bull. DXCIV, n. 7510.)

Article unique. Il est ouvert un crédit de vingt-deux mille cinq cent dix francs neuf centimes, en addition au budget de la Chambre des Députés pour l'exercice 1838.

12 JUILLET - 16 AOUT 1838. - Proclamation du roi qui prononce la clôture de la session de 1838 de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés. (IX, Bull. DXCIV, n. 7511.)

Louis-Philippe, etc., la session de 1838 de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés est et demeure close. La présente proclamation sera portée à la Chambre des Pairs par notre président du conseil, ministre des affaires étrangères, par notre ministre de la justice et des cultes, par notre ministre de la guerre et par notre ministre de la marine (MM. Molé, Barthe, Bernard et Rosamel).

Louis-Philippe, etc., la session de 1838 de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés est et demeure close. La présente proclamation sera portée à la Chambre des Députés par notre ministre de l'intérieur. par notre ministre des finances, par notre ministre de l'instruction publique et par notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (MM. Montalivet, Laplagne Lacave, Salvandy et Martin du Nord).

29 Jun = 16 Aout 1838. - Décision da roi, partant formation d'une commission des hautes études du droit. (IX, Bull. DXCIV, n. 7512.)

Sire, l'état de l'enseignement du droit en · France mérite de fixer l'attention du gou- vernement de Votre Majesté. La suppression du conseil des hautes études du droit, décrétée par la loi de ventuse an 12; la désuétude qui a frappé l'utile institution des inspecteurs généraux du droit : les circonstances, ensin, qui ont laissé les sacultés de droit sans représentans spéciaux dans le conseil royal, ont du relacher les liens qui rattachent à l'université ces grandes branches de l'instruction nationale.

La situation actuelle des écoles, leur organisation, leur répartition sur la face du territoire, l'établissement de l'agrégation, les régles des examens, les formes de l'argumentation, le nombre, l'ordre et la succession des cours, soulévent autant de questions qui appellent un sérieux examen.

Sans admettre les plaintes souvent élevées et portées tous les ans à la tribune des Chambres sur l'affaiblissement des études du dreit en France, il se pourrait que la possession même de codes uniformes, précis et complets, eût contribué à renfermer l'essor de la science dans l'étude de la loi écrite et de la jurisprudence qui a fixé l'interprétation des textes. Il y a lieu de chercher si des cours nouveaux doivent être institués, quels seraient ces cours, à quelles facultés ils seraient attachés, pour quels grades ou pour quelles professions ils seraient obligatoires, en un mot, quels développemens l'enseignement doit recevoir, afin de faire pénétrer la jeunesse aux sources mêmes de la science ét de propager les notions de la philosophie du droit, du droit des gens, de la diplomatie, qui sont également nécessaires au criminaliste, à l'administrateur, à l'homme d'état.

Dans ce but, Sire, j'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté la formation d'une commission des hantes études du droit, qui serait composée ainsi : M. le comte Portalis, premier président de la Cour de cassation; M. Dupin, procureur général à la Cour de cassation, M. Laplagne-Barris, avocat général à la Cour de cassation; M. Bérenger, conseiller à la Cour de cassation : M. Girod ( de l'Ain ), président du contentieux da conseil d'Etat; M. le cornte Siméon, premier président de la Cour des comptes; M. Franck - Carré , procureur général près la Cour royale de Paris; M. Hardoin, président à la Cour royale de Paris; M. Rendu, membre du Conseil royal de l'instruction publique; M. Blondeau, doyen de la faculté de droit de Paris; M. Rossi, professeur à la faculté de droit de Paris; M. de Fougéres, professeur à la faculté de droit d'Aix. Cette commission, Sire, si Votre Majesté accorde son approbation à la proposition que j'ai l'honneur de lui soumettre, pourra résoudre, avec autant d'autorité que de lumières, toutes les questions sur lesquelles j'appellerai ses méditations. L'université requeillers les fruits de ce grand examen; elle se hâtera d'introduire toules compagnie ne pourra se refuser ni à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler toute voiture qui, avec son chargement, pèserait de quatre mille cinq cents à huit mille kilogrammes; mais les droits de péage et les frais de transport seront augmentés de moitié. La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler les voitures qui, chargement compris, pèseraient plus de huit mille kilogrammes.

36. Les prix de transport déterminés au tarif

36. Les prix de transport déterminés au tarif précédent ne sont point applicables: 1° aux denrées et objets qui, sous le volume d'un mêtre cube, me pèsent pas deux cents kilogrammes; 2° à l'or et à l'argent, soit en lingois, soit monnayés ou travaillés; au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, pierres précieuses et autres valeurs; 3° el, en général, à tout paquet ou colis pesant isolément moins de cent kilogrammes, à moins que ces paquels ou colis ne fassent partie d'envois pesant ensemble audelà de deux cents kilogrammes d'objets expédiés à ou pour une même personne, et d'une même nature, quoique emballés à part, tels que sucre, café, etc. Dans les trois cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront librement débattus avec la compagnie. Néanmoins, au-dessus de cent kilogrammes, et quelle que soit la distance parcourue, le prix de transport d'un colis ne pourra être taxé à moins de rrente centimes (0,30 c.).

37. Au moyen de la perception des droits et des prix réglés ainsi qu'il vient d'être dit, et sauf les exceptions stipulées ci-dessus, la compagnio contracte l'obligation d'esécuter constamment avec soin, exactitude et célérité, à ses frais et par ses propres moyens, le transport des denrées, marchandises et matières quelconques qui lui seront confiées. Les frais accessoires non mentionnés au tarif, tels que ceux de chergement, de déchargement, et d'entrepôt dans les gares et maganins de la compagnie, seront fixés par un réglement qui sera soumis à l'approbation de l'admi-

nistration supérieure. 38. A l'époque sixée pour l'expiration de la présente concession, et par le fait seul de cette expiration, le gouvernement sera subregé à tous les droits de la compagnie dans la propriété des terrains et des ouvrages désignés au plan cadastral mentionné dans l'art. 26. Il entrera immédiatement en jouissance du chemin de ser, de toutes ses dépendances et de tous ses produits. La compagnie sera tenue de remettre en bon état d'en-tretien le chemin de fer, les ouvrages qui le composent et ses dépendances, telles que gares, lieux de chargement et de déchargement, établissemens aux points de départ et d'arrivée, maisons de gardes et de surveillans, bureaux de perception, machines fixes, et, en général, tous autres objets immobiliers qui n'auront pas pour destination distincte et spéciale le service des transports. Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le gouvernement sura le droit de mettre saisie-arrêt sur les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin et toutes ses dépendances, si la compagnie ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation. Quant aux objets mobiliers, tels que machines locomotives, waggons, chariots, voitures, materiaux, combustible et approvisionnemens de tout genre, et objets immobiliers, non compris dans l'énumération précédente, l'Etat sera tenu de les reprendre à dire d'experts, si la compagnie le requiert, et réciproquement, si l'Etat le requiert, la compagnie sera tenue de les céder également à dire d'experts.

30. Dans le cas où le gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de routes royales, départementales ou vicinales, de canaux ou de chemins de fer qui traverseraient le chemin projeté, la compagnie ne pourra mettre obstacle à ces traversées; mais toutes dispositions seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour la compagnie.

40. Toute exécution, ou toute autorisation ultérieure de route, de canal; de chemin de fer, de travanx de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer projeté, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donnér ouverture à aucune demande en indemnité de la part

de la compagnie.

41. Le gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur le chemin de fer des mines du Montet-aux-Moines à l'Allier, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin. La compagnie ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchemens ou prolongemens, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie. Les compsgnies concessionnaires des chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés, et l'observation des réglemens de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, waggons et machines, sur le chemin de fer des mines du Montet-aux-Moines à la rivière d'Allier, cette faculté sera réciproque, pour ce dernier chemin, à l'égard desdits embranchemens et prolongemens.

A2. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol dejà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminera les mesures à prendre pour que l'établissement du chemin de fer ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et réciproquement pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer. Les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine, à raison de la traversée du chemin de fer, et tous dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge de la compagnie du chemin de fer.

A3. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains qui renferment des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. L'administration déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de la compagnie du chemin de fer.

A4. Les agens et gardes que la compagnie établira, soit pour opérer la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et des cuvrages qui en dépendent, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champètres.

45. La compagnie sera tenue de désigner l'un

de ses membres pour recevoir les netifications ou les significations qu'il y aurait lieu de lui adresser. Le membre désigné fera élection de domicile à Moulins. En cas de non désignation de l'un des membres de la compagnie, ou de non élection de domicile à Moulins par le membre désigné, toute signification ou notification adressée à la compagnie prise collectivement sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de l'Allier.

A6. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution ou de l'interprétation des clauses du présent cahier de charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de l'Allier, sauf recours au

conseil d'Etat.

47. Avant la présentation de la loi destinée à homologuer, s'il y a lieu, la présente concession, la compagnie déposera une somme de quatrevingt-cinq mille francs, soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat, calculées au cours de la veille du jour du dépôt, soit en bons ou autres effets du trésor, avec transfert au nom de la caisse des dépôts et consignations de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre. Dans le mois qui suivra la promulgation de la loi, la compagnie s'engage à porter à cent soitante et dix mille francs le dépôt par elle effectué; dans le cas où elle ne satisferait pas à cette condition, elle sera déchue de plein droit de la présente concession, et la première somme de quatre-vingt-cinq mille francs restera acquise au trésor public. La somme de cent soixante et dix mille francs déposée, ainsi qu'il est dit ci-desses, formera le cautionnement de l'entreprise, et sera rendue ainsi qu'il est dit à l'article 29.

48. Le présent cahier de charges ne sera passi-

ble que du droit fixe d'un franc.

49. La présente concession ne sera valable et définitive qu'après l'homologation par la loi.

28 JULLET = 4 AOUT 1838. — Loi qui ouvre, sur l'exercice 1837, un crédit extraordinaire pour la révision du Codex medicamentarius. (1X, Bull. DXCII, n. 7490.)

Article unique. Il est ouvert au ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique un crédit extraordinaire, au budget de 1837, de la somme de dix-sept mille francs, pour être employée à indempiser la commission chargée de la révision du Codem medicamentarius, et de préparer une nouvelle édition de cet ouvrage..

Article unique. Il est ouvert au ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique un crédit extraordinaire, au budget de 1858, de quarante-huit mille deux cent vingt-trois francs (48,225 fr.], pour être appliqué à une augmentation des services du personnel et du matériel de la bibliothèque Sainte-Geneviève.

1° = 4 Aout 1838. — Ordonnance du roi portat prorogation du délai accordé pour la recense des ouvrages d'or et d'argent. (IX, Bull. DXCII, n. 7498.)

Louis-Philippe, etc., vu notre ordonnance du 7 avril dernier, relative à la garantie et à la recense des ouvrages d'or et d'argent; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1°r. Le délai de trois mois accordé pour la recense gratuite des ouvrages d'or ét d'argent, et dont l'expiration était fixée au 10 août 1838, est prorogé jusqu'au 1°r octobre prochain.

2. Notre ministre des finances (M. La-

plagne) est chargé, etc. (1).

7 JUIN = 7 AOUT 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme du pont de Conflans-Sainte-Honorine. (IX, Bull. supp. CCCLXXIV, n. 12231.)

Louis-Philippe, etc.; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu notre ordonnance du 22 mars 1835, qui autorise la construction d'un pont suspendu sur la Seine, à Confians-Sainte-Honorine (Seine-et-Oise); vu l'adjudication passée, le 12 juin 1835, au profit de M. Huguenet, et approuvée par décision de notre ministre de l'intèrieur, en date du 30 du même mois; vu les art. 29 à 57, 40 et 45 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société anonyme du Pont de Conflans-Sainte-Honorine est autorisée. Sont approuvés les statuls de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 13 mai 1838, pardevant Me Viefville et son collègue, notaires à Paris, lequel restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous neus réservons de révoquer notre autorisation, en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre,

<sup>28</sup> JUILLET — A AOUT 1838. — Loi qui ouvre, sur l'exercice 1838, un crédit extraordinaire pour la bibliothèque Sainte-Geneviève. (IX, Bull. DXCII, n. 7497.)

<sup>(1)</sup> M. Henri Fournel vient de publier récemment un mémoire remarquable dans lequel il établit que les mesures prises pour la gerantie des ou-

vrages d'or et d'argent ne garantissent rien; qu'elles ne font que créer un impôt.

tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au préfet du département de la Seine, à la chambre de commerce de Paris et au greffe du tribunal de la Seine.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

29 rcm = 8 sour 1858. — Ordonnance du roi qui approuve des modifications aux statuts de la compagnie des paquebots à vapeur entre le Havre et Londres. (1X, Bull. CCLXXV, n. 12374.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance royale du 21 mai 1857, qui autorise la société anonyme formée au Havre sous la dénomination de Compagnie des paquebots à vapeur entre le Havre et Londres, et qui en appronve les statuts; vu les modifications proposées à notre approbation par délibération de l'assemblée générale des actionnaires, en date du 19 octobre 1837; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les modifications proposées aux statuts de la compagnie des paquebots à vapeur entre le Havre et Londres sont approuvées, telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé, le 9 mai 1838, par-devant Me Thomas et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Marlin du Nord) est chargé, etc.

## Texte des modifications.

1° Le capital social de la compagnie des paquebots à vapeur entre le Havre et Londres est porté à trois millions;

2º Co capital sera divisé onsix mille antions de cinq cents francs chaque; 3º Les anciennes actions seront échangées con-

3º Les anciennes actions seront échangées contre des nouvelles à raison de deux actions de cinq

cents francs pour une action de mille francs;

Ar Les souscripteurs des actions à l'émission desquelles domnera Beu l'augmentation du capital acciel verseront sur le capital de chaque setion une somme égale à celle versée par les anciers ac-

tionnaires pour chacune de leurs actions; L'appet du surplus sera fait pour toutes les actions dans les termes de l'article 8 des statuts établis per l'acte constitutif de la société;

6° Les actions pourront être nominatives ou au porteur, à la demande des actionnaires;

6º Jesqu'au paiement intégral du montant de chaque action, il ne sera point délivré de titres d'actions, mais seulement des promesses d'actions. Ces promesses seront nominatires et seront échangées contre des titres définitifs, soit nominatifs, soit au porteur, sprès le versement complet du capital nominal de chaque action.

8 = 14 ACCT 1838. — Lettres de grande naturalisation accordée à M. le lientenant général Voirol. (IX, Bull. DXCIII, n. 7501.)

Louis-Philippe, etc., vu la demande par laquelle le sieur Théophile Voirol, né le 6 septembre 1781 à Tayanne, canton de Berne en Suisse, lieutenant-général, nous à exposé qu'il sert sous les drapeaux français depuis plus de trente-sept ans; que, parti fourrier le 30 août 1799, il a été successivement promu aux grades ci-apres, savoir : de sergent le 22 novembre 1801, de sous lieutenant le 8 juin 1802, de lieutenant le 31 mai 1806, de capitaine de grenadiers, à la suite de la bataille de Pulstuck, le 15 janvier 1807, de chef de bataillon, à la hataille d'Ocagna, le 17 décembre 1809, de major le 25 mars 1813, de colonel, au combat de Hanau, le 19 novembre même année, de maréchal-de-camp le 30 juillet 1823, enfin de lieutenant-général, après le siège d'Anvers, le 9 janvier 1833; qu'il compte vingt campagnes, quatre blessures; qu'il a été nommé membre de la Légion d'Honneur, à la suite de la bataille d'Iona, le 14 avril 1807; officier du même ordre, à la suite de la bataille de Bautzen, le 22 juin 1813; commandeur du même ordre, lors de la campagne de France, le 2 avril 1814; chevalier de Saint-Louis le 9 septembre suivant; qu'entre autres commandemens importans, il a rempli les fonctions de gouverneur de nos possessions d'Afrique; qu'il a été naturalisé par ordonnance royale du 19 juin 1816; qu'il a été élevé à la pairie par notre ordonnance du 1er novembre 1836; mais qu'aux termes de l'ordonnance du 4 juin 4814, et à raison du lieu de sa naissance, il ne peut être admis à siéger à la Chambre des Pairs, sans avoir obtenu nos lettres de grande naturalisation, qu'il nous supplie de lui accorder ; vu notre ordonnance en date du 27 avril 1838, rendue en faveur de l'exposant, sous la condition de la vérification à faire par la Chambre des Pairs et par la Chambre des Députés ; vu les mentions des vérifications faites par la Chambre des Pairs, le 5 mai 1838, et par la Chambre des Députés, le 19 juin suivant; à ces causes, voulant traiter favorablement l'exposant, nous avons déclaré et déclarons par ces présentes, signées de notre nom. que ledit sieur Théophile Voirol sera tenu et réputé, ainsi que nous le tenons et réputons, pour naturel de France et régnicole: qu'il pourra demeurer et s'établir dans tel

propriétés particulières par des murs ou des haies, on des poteaux avec lisses, ou des fossés avec levées en terre. Les fossés qui serviront de clôture au chemin de fer auront au moins un mètre de profondeur, à partir de leurs bords relevés. Les barrières fermant les communications particuliéres s'ouvriront sur les terres et non sur le chemin de fer.

21. Tous les terrains destinés à servir d'emplacement au chemin et à toutes ses dépendances, telles que gares de croisement et de stationnement, lieux de chargement et de déchargement, ainsi qu'au rétablissement des communications déplacées ou interrompues, et de nouveaux lits des cours d'eau, seront achetes et payes par la compagnie. La compagnie est substituée aux droits. comme elle est soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 7 juillet 1833.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, la compagnie est investie de tous les droits que les lois et réglemens conferent à l'administration ellemême pour les travaux de l'Etat; elle pourra, en conséquence, se procurer, par les mêmes voies, les matériaux de remblais et d'empierrement nécessaires à la construction et à l'entretien du chemin de fer; elle jouira, tant pour l'extraction que pour le transport et le dépôt des terres et malériaux, des privilèges accordés par les mêmes lois et réglemens aux entrepreneurs de travaux publics, à la charge, par elle, d'indemniser à l'a-miable les propriétaires des terrains endommagés, ou, en cas de non accord, d'après les réglemens arrêtés par le conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'Etat, sans que, dans aucun cas, elle puisse exercer de recours à cet égard contre l'administration.

23. Les indemnités pour occupation temporaire ou détérioration de terrains, pour chômagé, modification on destruction d'usines, pour tout dommages quelconque résultant des travaux, seront

supportées et payées par la compagnie. 24. Pendant la durée des travaux, qu'elle exécutera d'ailleurs par des moyens et des agens de son choix, la compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Ce contrôle et cette surveillance auront pour objet d'empêcher la compagnie de s'écarter des dispositions qui lui sont preserites par le présent cahier de charges.

25. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties du chemin de fer, de manière que ces parties puissent être livrées à la circulation, il sera procédé à leur réception par un ou plusieurs commissaires que l'administration désigners. Le procès-verbal du ou des commissaires délignes ne sera valable qu'après homologation par l'administration supérieure. Après cette homologation, la compagnie pourra mettre en service lesdites parties de chemin de fer, et y percevoir les droits de péage et les frais de transport ci-après déterminés. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer.

26. Après l'achèvement total des travaux, la compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral de tontes les parties du chemin de fer et de ses dépendances ; elle fera dresser egalement à ses frais, et contradictoirement avec l'administration, un état descriptif des ponts, aquedues et autres ouvrages d'art qui auront été établis conformément aux conditions

du présent cahier de charges. Une expédition cartiliée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral et de l'état descriptif, sera déposée, aux frais de la compagnie, dans les archives de l'administration des ponts et chaussées.

27. Le chemin de ser et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, et de manière que la circulation soit toujours facile et sare. L'état du chemin et de ses dépendances sera reconnu annuellement et plus souvent, en chi d'urgence et d'accidens, par un ou plusieurs com-missaires que désignera l'administration. Les frais d'entretien et ceux de réparation, soit ordinaires, soit extraordinaires, resteront entièrement à la charge de la compagnie. Pour ce qui concerne cet entretien et ces réparations, la compaguie demeure soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Si le chemin de fer, une fois terminé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais de la compagnie. Le montant des avances faites sera recouvré par des rôles que le préset du département rendra exécutoires.

28. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux seront supportés par la compagnie. Ces frais seront régles par le direc-teur général des ponts et chaussées et des mines, sur la proposition du préfet du département, et la compagnie sera tenue d'en verser le montant dans la caisse du receveur général, pour être distribné à qui de droit. En cas de non versement dans le délai fixé, le préset rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera reconvré comme en ma-

tière de contributions publiques.

29. La compagnie ne pourra commencer aucuns travaux, ni poursuivre aucune expropriation, si, an préalable, elle n'a justifié valablement, par-devant l'administration, de la constitution d'un fonds social égal à la dépense présumée des travaux, et de la réalisation, en espèces, d'une somme égale au cinquième du montant de ce fonds social. Si, dans le délai d'une année, à dater de l'homologation de la concession, la compagnie ne s'est pas mise en mesure de commencer les travaux, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, et si elle ne les a pas effectivement commencés, elle sera déchue de plein dreit de la concession du chemin de fer par ce seul fait, et sans qu'il y ait lieu à aucune mise en demeure ni notification quelconque. Dans le cas de déchéance prévu par le paragraphe précédent, la totalité du cautionnement déposé par la compagnie deviendra la propriété du gouvernement, et restera acquise au trésor public. Les travaux une fois commencés, le cautionnement ne sera rendu que par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux.

30. Faute par la compagnie d'avoir entièrement exécuté et terminé les travaux da chemin de fer dans les délais fixés par l'art. 1er, faute aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier de charges, elle encourra la déchéance, et il sera pourvu, s'il y a lieu, à la continuation et à l'achèvement des travaux par le moyen d'une adjudication, qu'on ouvrira sur les clauses du présent cabier de charges, et sur une mise à prix des ouvrages déja construits, des matériaux approvisionnés, des terrains achetés, et des portions du chemin déja mise en circulation. Cette adjudication sera dévolue à celui des nouveaux soumissionnaires qui offrira la plus forte somme pour les objets compris dans la mise

à priz. Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. La compagnie évincée recevra de la nonvelle compagnie concessionnaire la valeur rae l'adjudication aura ainsi determinée pour lesdits objets. Le pertion non encore restituée du cautionnement de la première compagnie deviendra la propriété de l'État, et l'adjudication n'aura lieu que sur le dépôt d'un nouveau cautionneent. Si l'adjudication ouverte comme il vient d'être dit n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases après un délai de six mois; et si cette seconde tentative reste également sans résultat, la compagnie sera définitivement déchne de tous droits à la présente concession, et les parties du chemin de fer déjà exécutées, et qui seraient mises en exploitation, deviendront immédiatement la propriété de l'Etat. Les précédentes stipulations ne sont point applicables au cas où le retard ou la cessation des travaux proviendraient de force majeure régulièrement constatée.

31. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et par ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803. Les bâtimens et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer serout assimilés aux propriétés bâties dans la localité. Dans le cas où ultérieurement le transport des voyageurs sur le chemin de fer serait autorisé, l'impôt dû au trésor sur le prix des places ne sera prélevé que sur la partie du tarif correspondant au prix de transport.

32. Des réglemens d'administration publique, rendus après que la compagnie aura été entendué, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police, la sûreté, l'usage et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. Toutes les dépenses qu'entrainera l'exécution de ces mesures et de ces disposi-

qui en dépendent. Toutes les dépenses qu'entrainera l'exécution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge de la compagnie. La compagnie est autorisée à faire, sous l'approbation de l'administration, les réglemens qu'elle jagera utiles pour le service et l'exploitation du chemin de fer. Les réglemens dont il s'agit dans les deux paragraphes précédens seront obligatoires pour la compagnie et pour toutes celles qui obtiendraient ultérieurement l'autorisation d'établir des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les parsonnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

33. La compagnie ne pourra provisoirement transporter que des marchandises sur le chemin de fer des mines de Fins à l'Allier; toutefois, dans l'avenir, la faculté de transporter des voyageurs pourra lui être accordée sur sa demande et par un réglement d'administration publique qui fixera en même temps le tarif de transport : ce terif ne pourra pas excéder en totalité 0 fr. 075 par per-

sonne et par kilomètre.

34. Pour indemniser la compagnie des travaux ct dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier de charges, et sous la condition expresse u'elle en remplira evactement toutes les obligations, le gouvernement lui concède, pour un taps de temps égal à la durée de l'exploitation des mines de Fins, et sans que ce temps puisse excéder le terme de quatre-vingt-dix-neuf ans, à dater de la loi qui ratifiera, s'il y a lieu, la concession, l'autorisation de percevoir les droits de péage et les prix de transport ci après déterminés. Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait elle-même ce transport à ses frais et par ses propres moyens. La perception aura lieu par kilomètre, sans égard aux fractions de distance : ainsi, un kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru. Néanmoins, pour toute dis-tance parcourue moindre de six kilomètres, le droit sera perçu comme pour six kilomètres entiers. Le poids du tonneau ou de la tonne est de mille kilogrammes; les fractions de poids ne seront comptées que par dixième de tonne : ainsi, tout poids au-dessous de cent kilogrammes paiera comme cent kilogrammes; tout poids compris estre cent et deux cents kilogrammes paiera comme deux cents kilogrammes, etc.

TARIF.

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Marchendises de toute nature : Par tonne et par kilomètre,  A la desceste.  A la remonte.  Objets divers, per tonne et par kilomètre :	0,07	0,05	0,12
	0,09	0,06	0,15
Voiture sur plate-forme (poid de la voiture et de sa plate-forme camadies),  A la descente.	0,10	0,06	0,16
	0,15	0,09	0,24
Waggon, chariot ou autre voiture destinée au transportsur le chemin de fir, y passant à vide, et machine locomotive ne trafnant pas de convoi, A la descente.  A la remonte.	0,07	0,05	0,12
	0,105	0, <b>7</b> 5	0,18

Tout wageon, chariot ou voiture dont le chargement ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur ces mêmes voitures à vide, sera considéré et taxé comme étant à vide. Les machines locomotives seront considérées et taxées comme ne remorquant pas de convoi, torsque le convoi remorqué ne comportera pas un jéage au moins égal à celui qui serait perçu sur une machine locomotive avec son allège, marchant sans rien traîner.

35. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif précédent ne sont point applicables: 1° à toute voiture pesant, avec son chargement, plus de quatre mille cinq cents kilogrammes : 2° à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes. Néanmoins, la compagnie ne pourra se refuser ni à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler toute voiture qui, avec son chargement, peserait de quatre mille cinq cents à huit mille kilogrammes; mais les droits de péage et les frais de transport seront augmentés de moitié. La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler les voitures qui, chargement compris, pèserait plus de huit mille kilogrammes.

36. Les prix de transport déterminés au tarif précédent ne sont point applicables : 1° aux denrées et objets qui, sous le volume d'un metre cube, ne pesent pas deux cents kilogrammes; 2' à l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés; au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, pierres précieuses et autres valeurs; 3° et, en général, à tout paquet ou colis pesant isolément moins de cent kilogrammes, à moins que ces paquets ou colis ne fassent partie d'envois pesant ensemble au-dela de deux cents kilogrammes d'objets expédiés à ou par une même personne, et d'une même nature, quoique emballés à part, tels que sucre, café, etc. Dans les trois cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront librement débattus avec la compagnie. Néanmoins, au-dessus de cent kilogrammes, et quelle que soit la distance parconrue, le prix de transport d'un colis ne pourra être taré à moins de trente centimes (0,30 c.).

37. Au moyen de la perception des droits et des prix réglés ainsi qu'il vient d'être dit, et sauf les exceptions stipulées ci-dessus, la compagnie contracte l'obligation d'exécuter constamment avec soin, exactitude et célérité, à ses frais et par ses propres moyens, le transport des denrées, marchandises et matières quelconques qui lui seront confiées. Les frais accessoires non mentionnés au tarif, tels que ceux de chargement, de décharge-ment, et d'entrepôt dans les gares et magasins de la compagnie, seront fixés par un réglement qui sera soumis à l'approbation de l'administration supérieure.

38. A l'époque fixée pour l'expiration de la présente concession, et par le fait seul de cette expiration, le gouvernement sera subrogé à tous les droits de la compagnie dans la propriété des terrains et des ouvrages désignés au plan cadastral mentionné dans l'art. 27. Il entrera immédiatement en jouissance du chemin de fer, de toutes ses dépendances et de tous ses produits. La compagnie sera tenue de remettre en bon état d'entretien le chemin de fer, les ouvrages qui le composent et ses dépendances, telles que gares, lieux de chargement et de déchargement, établissemens aux points de départ et d'arrivée, maisons de gardes et de surveillans, bureaux de perception, machines fixes, et, en général, tous autres objets immobiliers qui n'auront pas pour destination distincte et spéciale le service des transports. Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le gouvernement aura le droit de mettre saisie-arrêt sur les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin et toutes ses dépendances, si la compagnie ne

se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement ct entièrement à cette obligation. Quant aux objets mobiliers, tels que machines locomotives, waggons, chariots, voitures, matériaux, combustibles et approvisionnemens de tout genre, et objets immobiliers non compris dans l'énumération précédente, l'Etat sera tenu de les reprendre à dire d'experts, si la compagnie le requiert, et réciproquement, si l'Etat le requiert, la compagnie sera tenue de les céder également à dire d'experts.

39. Dans le cas où le gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de routes royales, départementales ou vicinales, de canaux ou de chemins de fer qui traverseraient le chemin de fer projeté, la compagnie ne pourra mettre obstacle à ces traversées; mais toutes dispositions seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer,

ni aucuns frais pour la compagnie.

40. Toute execution, on toute autre autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travanx de navigation dans la contrée où est stai le chemin de fer projeté, ou dans toute autre contree voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande en indemnité de la

part de la compagnie.

41. Le gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur le chemin de fer des mines de Fins à l'Allier, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin. La compagnie ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchemens ou prolongemens, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie. Les compagnies concessionnaires des chemins de ser d'embranchement on en prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés, et l'observation des réglemens de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, waggons et machines sur le chemin de fer des mines de Fins à l'Allier; cette faculté sera réciproque, pour ce dernier chemin, à l'égard des embranchemens et prolongemens.

42. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminera les mesures à prendre pour que l'établissement du chemin de ser ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et réciproquement pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer. Les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine, à raison de la traversée du chemin de fer, et tous dommages résultant de cette traversée pour le concessionnaire de la mine , seront à la charge de la compagnie du chemin de fer.

43. Si le chemin de ser doit s'étendre sur des terrains qui renferment des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. L'administration déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de la compagnie du chemin de fer.

44. Les agens et gardes que la compagnie établira, soit pour opérer la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin et

....

des ouvrages qui en dépendent, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux

gardes champêtres.

45. La compagnie sera tenue de désigner l'un de ses membres pour recevoir les notifications ou les significations qu'il y aurait lieu de lui adresser. Le membre désigné fera élection de domicile à Moulins. En cas de non désignation de l'un des membres de la compagnie, ou de non élection de domicile à Moulins par le membre désigné, toute signification ou notification adressée à la compagnie prise collectivement sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de l'AHier.

A6. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie concessionnaire et l'administration, au sujet de l'ex-leution ou de l'interprétation des clauses du présent cahier de charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de l'Altier, sauf recours au conseil d'Etat.

47. Avant la présentation de la loi destinée à homologuer, s'il y a lieu, la présente concession, la compagnie déposera une somme de soixante mille francs, soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat, calculées au cours de la veille du jour du dépôt, soit en bons ou autres effets du trésor, avec transfert au nom de la caisse des dépôts et consignations de celles de ces valeurs qui seraient nominative: on à ordre. Dans le mois qui suivra la promulgation de la loi, la compagnie s'engage à porter à cent vingt mille francs le dépôt par elle effectué; dans le cas où elle ne satisferait pas à cette condition, elle sera déchue de plein droit de la présente concession, et la première somme de soixante mille francs restera acquise au trésor public. La somme de cent vingt mille france déposée, ainsi qu'il est dit ci dessus, formera le cantionnement de l'entreprise, et sera rendue ainsi qu'il est dit à l'art. 29.

48. Le présent cahier de charges ne sera pas-

sible que du droit fixe d'un franc.

49. La présente concession ne sera valable et définitive qu'après l'homologation par la loi.

Cahier de charges pour l'établissement d'un chemin de fer des mines du Montet-aux-Moines à la rivière d'Allier.

Art. 1". La compagnie s'engage à exéculer à ses frais, risques et périls, et à terminer dans le délai de quatre années au plus tard, à dater de la promulgation de la loi qui ratifiera, s'il y a lieu, la concession, tous les travaux nécessaires à l'établissement et à la confection d'un chemin de fer des mines du Montet-aux-Moines à la rivière d'Allier, et de manière que ce chemin soit praticable dans toutes ses parties à l'expiration du délai ci-dessus fixé.

2. Le chemin partira des mines du Montetaux-Moines en un point qui sera ultérieurement désigné; il passera aux Gabliers, aux Ebandes, à Tréban, à Monsseux, à gauche de Meillard, et aboutira à la rivière d'Allier, entre Châtel et Monestay. La pente maximum du tracé n'excédera pas quinze millimètres (0 m. 015) par mètre.

3. Dans le délai de six mois, à dater de l'homologation de la présente concession, la compagnie devra soumettre à l'approbation de l'administration supérieure, rapporté sur un plan à
l'échelle de 1 à 2,500, le tracé définitif du chemin
de fer des mines du Montet à l'Allier, d'après les
indications de l'article précédent; elle indiquera

sur ce plan, la position et le tracé des gares de stationnement et d'évitement, ainsi que les lieux de chargement et de déchargement. A ce même p'an devront être joints un profit en long, suivant l'axe du chemin de fer, un certain nombre de profits en travers, le tableau des pentes et rampes et un devis explicatif comprenant la description des ouvrages. En cours d'exécution, la compagnie aura la faculté de proposer les modifications qu'elle pourrait juger utile d'introduire, rans pouvoir toutefois ni s'ecarter du tracé général, ni excèder le maximum de pente, indiqués dans l'article précédent; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'administration supérieure.

A. Le chemin de fer aura une seule voie sur tout son développement, sauf dans les points où des gares devront être établies comme il est

dit ci après.

5. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1 m. 44 c.) au moins. Dans les points où il y aura des doubles voies, la distance entre les deux voies sera au moins égale à un mètre quatre-vingts centimètres (1 m. 80 c.), mesurés entre les faces extérieures des rails de chaque voie. La largeur des accotemens, ou, en d'autres termes, la largeur entre les faces extérieures des rails extrêmes et l'arête extérieure du chemin, sera d'un mètre (1 m.) au moins.

6. Les alignemens devront se rattacher suivant des courbes dont le rayon minimum est fixé à quatre cents mètres (400 m.), et dans le cas de ce rayon minimum, les raccordemens devront, autant que possible, s'opérer sur des paliers horizontaux. La compagnie aura la faculté de proposer, aux dispositions de cet article comme à celles de l'article précédent, les modifications dont l'expérience pourra indiquer l'utilité et la cunvenance; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable et le consentement formel de l'administration supé-

7. La distance qui séparera les gares d'évitement sera moyennement de cinq mille mètres (5,000 m.). Ces gares seront nécessairement placées en dehora de la voie, et, autant que possible, alternativement de chaque côté de cette voie: leur longueur, raccordement compris, sera de deux cents mètres (200 m.) au moins. Indépendamment des gares d'évitement, la compagnie sera tenue d'établir, pour le service des localités traversées par le chemin de fer, ou situées dans le voisinage de ce chemin, des gares ou ports secs destinés tent aux stationnemens qu'aux chargemens et aux déchargemens, et dont le nombre, l'emplacement et la surface seront déterminés par l'administration, après enquête préalable.

8. A moins d'obstacles locaux, dont l'appréciation appartiendra à l'administration, le chemin de fer, à la rencontre des routes royales ou départementales, devra passer soit au-dessous, soit audessous de ces routes. Les croisemens de niveau seront tolérés pour les chemins vicinaux, ruraux

on particuliers.

9. Lorsque le chemin de fer devra passer audessus d'une route royale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du pont ne sera pas moindre de huit mêtres (8 m.) pour la route departementale, et de cinq mêtres (5 m.) pour le chemin vicinal. La hauteur sons clef, à partir de la chaussée de la route, sera de cinq mètres (5 m.) au moins; la largeur entre les parapets sera au moins de trois mètres cinquante centimètres (3 m. 50 c.), et la hauteur de ces parapets d'un

mètre (1 m.) au moins.

10. Lorsque le chemin de fer devra passer audessous d'une route royale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée au moins à huit mètres (8 m.) pour la route royale, à sept mètres (7 m.) pour la route départementale, et à cinq mètres (5 m.) pour le chemin vicinal. L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de trois mêtres cinquante centimètres (3 m. 50 c.), et la distance verticale entre l'intrados et le dessus des rails ne sera pas moindre de quatre mètres trente contimètres (4 m. 30 c.).

11. Lorsque le chem'n de fer traversera une rivière, un canal ou un cours d'eau, le pont aura la largeur de voie et la hauteur de parapets fixées à l'art. 9. Quant à l'ouverture du débouché, et à la hauteur sous clef au dessus des eaux, elles seront déterminées par l'administration dans chaque cas particulier, suivant les circonstances locales.

- 12. Les ponts à construire à la rencontre des routes royales ou départementales, et des rivières ou canaux de navigation et de flottage, seront en maçonnerie ou en fer. Ils pourront aussi être construits avec travées en bois et piles et culées en maconnerie; mais il sera donné à ces piles et culées l'épaisseur nécessaire pour qu'il soit possible ultérieurement de substituer aux travées en bois soit des travées en fer, soit des arches en maçonnerie.
- 13. S'il y a lieu de déplacer les routes existantes, la déclivité des pentes ou rampes sur les nouvelles directions ne ponrra pas excéder trois centimètres par mêtre pour les routes royales et départementales, et cinq centimetres pour les chemins vicinaux. L'administration restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à la règle précédente, en ce qui concerne les chemins vicinaux.
- 14. Les ponts à construire à la rencontre des routes royales et départementales, et des rivières ou canaux de navigation et de flottage, ainsi que les déplacemens des routes royales ou départementales, ne pourront être entrepris qu'en vertu de projets appronvés par l'administration supérieure. Le preset du département, sur l'avis de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, et après les enquêtes d'usage, pourra autoriser le déplace-ment des chemins vicinaux et la construction des ponts à la rencontre de ces chemins, et des cours d'eau non navigables ni flottables.
- 15. Dans le cas où des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails ne pourront être élevés au-dessus ou abaissés au-dessous de la surface de ces chemins de plus de trois centimètres (0,03 c.). Les rails et le chemin de fer devront, en outre, être disposés de manière à ce qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation. Des barrières seront tenues fermées de chaque côté du chemin de fer partout où cette mesure sera jugée nécessaire par l'administration. Un gardien payé par la compagnie sera constamment préposé à la garde et au service de ces barrières.
- La compagnie sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux

- dont le cours serait arrêté, suspends ou modifié par les travaux dépendant de l'entreprise. Les aqueducs qui seront construits à cet effet sur les routes royales et départementales seront en maçonmerie on en fer.
- 17. A la rencontre des rivières flottables et navigables, la compagnie sera tenue de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation et du flottage n'eprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux, et pour que ce service puisse se faire et se continuer après leur achevement comme il avait lieu avant l'entreprise. La même condition est expressément obligatoire pour la compagnie à la rencontre des routes royales et ciépartementales, et autres chemins publics. A cet effet, des routes et ponts provisionnels seront construits, par les soins et aux frais de la compagnie, partout où cela sera jugé nécessaire. Avant que les communications existantes puissent être interceptées, les ingénieurs des localités devront reconnaître et constater si les travaux provisoires présentent une solidité suffisante, et s'ils peuvent assurer le service de la circulation. Un délai sera fixé pour l'exécution et la durée de ces travaux proviso ires.
- 18. Les percées et souterrains destinés au passage du chemin de fer auront trois mêtres cinquante centimètres (3 m. 50 c.) de largeur, au moins, entre les pieds-droits, au niveau des rails, et cinq mètres (5 m.) au moins de hauteur sous elef, à partir de la surface du chemin. La distance verticale entre l'intrados et le dessus des rails sera au moins de quatre mètres trente centimètres (4 m. 30 c.). Si les terrains dans lesquels les souterrains seront ouverts présentaient des chances d'éboulement ou de filtration, la compagnie sera tenue de prévenir ou d'arrêter ce danger par des ouvrages solides et imperméables. Aucun ouvrage provisoire ne sera toléré au-delà de six mois de
- 19. Les puits d'airage ou de construction des souterrains ne pourront avoir leur ouverture sur aucune voie publique, et là où ils seront ouverts ils seront entourés d'une margelle en maconperie de deux mètres (2 m.) de hauteur.
- 20. Le chemin de fer sera clôturé et séparé des propriétés particulières par des murs ou des haies, ou des poteaux avec lisses, ou des fossés avec levées en terre. Les fossés qui serviront de clôture au chemin de fer auront au moins un mêtre de profondeur, à partir de leurs bords relevés. Les barrières fermant les communications particulières s'ouvriront sur les terres et non sur le chemin de fer.
- 21. Tous les terrains destinés à servir d'emplacement au chemin et à toutes ses dépendances , telles que gares de croisement et de stationnement, lieux de chargement et de déchargement, ainsi qu'au rétablissement des communications déplacées ou interrompues, et de nouveaux lits des cours d'eau. seront achetés et payés par la compagnie. La compagnie est substituée aux droits, comme elle est soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de la lei du 7 juillet 1833.

  22. L'entreprise étant d'atilité publique, la
- compagnie est investie de tous les droits que les lois et réglemens confèrent à l'administration ellemême pour les travaux de l'Etat : elle pourra, en conséquence, se procurer, par les mêmes voies, les matériaux de remblais et d'empierrement nécessaires à la construction et à l'entretien du chemin de fer ; elle jouira , tant pour l'extraction que pour

le transport et le dépôt des terres et matériaux, des priviléges accordés par les mêmes lois et réglemens aux entrepreneurs de travaux publics, à la charge, par elle, d'indemniser à l'amiable les propriétaires des terrains endommagés, ou, en cas de non accord, d'après les réglemens arrêtés par le conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'Etat, sans que, dans aucun cas, elle puisse exercer de recours à cet égard contre l'administration.

23. Les indemnités pour occupation temporaire ou détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, pour tout dommage quelconque résultant des travaux, seront

supportées et payées par la compagnie.

24. Pendant la durée des travaux, qu'elle exécutera d'ailleurs par des moyens et des agens de son choix, la compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration : ce contrôle et cette surveillance auront pour objet d'empêcher la compagnie de s'écarter des dispositions qui lui sont prescrites par le présent cahier de

charges.

- 25. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties du chemin de ser, de manière que ces parties puissent être livrées à la circulation, il sera procèdé à leur réception par un ou plusieurs commissaires que l'administration désignera. Le procès-verbal du ou des commissaires délégués ne sera valable qu'après homologation par l'administration supérieure. Après cette homologation, la compagnie pourra mettre en service lesdites parties du chemin de fer, et y percevoir les droits de péage et les frais de transport ci-après déterminés. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale at définitive du chemin de fer.
- 26. Après l'achèvement total des travaux, la compagnie stra saire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral de toutes les parties du chemin de fer et de ses dépendances; elle fera dresser, également à ses frais, et contradictoirement avec l'administration, un état descriptif des ponts, aqueducs et autres ouvrages d'art qui auront été établis conformément aux conditions du présent cahier de charges. Une expédition doment certifiée des procès verbaux de bornage, du plan cadastral et de l'état descriptif, sera déposée, aux frais de la compagnie, dans les archives de l'administration des ponts et chaussées.
- 27. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, et de manière que la circulation soit toujours facile et sure. L'état du chemin de fer et de ses dépendances sera reconnu annuellement et plus souvent, en cas d'argence et d'accidens, par un ou plusieurs commissaires que désignera l'administration. Les frais d'entretien et ceux de réparation , soit ordinaires , soit extraordinaires , resteront entierement, à la charge de la compagnie. Pour ce qui concerne cet entretien et ces réparations, la compagnie demeure sonmise au contrôle et à la surveillance de l'administration. Si le chemin de fer, une fois terminé, n'est pas constamment entretenu en hon état, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais de la compagnie concessionnaire. Le montant des avances faites sera recouvre par des rôles que le prefet du départe. ment rendra exécutoires.
- 28. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux seront supportés par la compagnie. Ces frais seront réglés par le directeur gé-

néral des ponts et chaussées et des mines, sur la proposition du préfet du département, et la compagnie sera tenue d'en verser le montant dans la caisse du receveur-général, pour être distribué à qui de droit. En cas de non versement dans le délai finé, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions publiques.

29. La compagnie ne pourra commencer aucuns travaux, ni poursuivre aucune expropriation, si, au préalable, elle n'a justifié valablement, pardevant l'administration, de la constitution d'un fonds social égal à la dépense présumée des travaux, et de la réalisation, en espèces, d'une somme égale au cinquième du montant de ce fonds social. Si, dans le délai d'une année, à dater de l'homologation de la concession, la compagnie ne s'est pas mise en mesure de commencer les travaux, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, et si elle ne les a pas effectivement commencés, elle sera déchue de plein droit de la concession du chemin de fer par ce seul fait , et sans qu'il y ait lieu à aucune mise en demeure ni notification quelconque. Dans le cas de déchéance prévu par le paragraphe précédent, la totalité du cautionnement déposé par la compagnie deviendra la propriété du gouvernement et restera acquise au trésor public. Les travaux une fois commencés, le cautionnement ne sera rendu que par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux.

30. Faute par la compagnie d'avoir entièrement exécuté et terminé les travaux du chemin de fer dans les délais fixés par l'article 1 , faute aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier de char-ges, ette encourra la déchéance, et il sera pourvu, s'il y a lieu, à la continuation et à l'achevement des travaux par le moyen d'une adjudication, qu'on ouvrira sur les clauses du présent cahier de charges, et sur une mise à prix des ouvrages déjà construits, des matériaux approvisionnés, des terrains achetés et des portions du chemin déjà mises en exploitation. Cette adjudication sera dévolue à celui des nouveaux soumissionnaires qui offrira la plus forte somme pour les objets compris dans la mise à prix. Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. La compagnie évincée recevra de la nouvelle compagnie concessionnaire la valeur que la nouvelle adjudication aura ainsi déterminée pour lesdits objets. La partie non encore restituée du cautionnement de la première compagnie deviendra la propriété de l'Etat, et l'adjudication n'aura lieu que sur le dépôt d'un nouveau cautionnement. Si l'adjudication ouverte comme il vient d'être dit n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases après un délai de six mois; et si cette seconde tentative reste également sans résultat, la compagnie sera définitivement déchue de tous droits à la présente concession, et les parties du chemin de fer déjà exécutées, ou qui seraient mises en exploitation, deviendront immédiatement la propriété de l'Etat. Les précédentes stipulations ne sont point applicables au cas où le retard ou la cessation des travaux proviendraient de force majeure régulièrement constatée.

31. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et par ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803. Les bâtimens

et magasins dépendant de l'exploitation du chenin de fer seront assimilés aux propriétés bâties dans la localité Dans le cas où ultérieurement le transport des voyagenrs sur le chemin de fer serait autorisé, l'impôt dû au trésor sur le prix des places ne sera prélevé que sur la partie du tarif correspondant au prix de transport des voya-

genrs.

52. Des réglemens d'administration publique, rendus après que la compagnie aura été entendue, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police, la sûreté, l'usage et la conservation du chemin de fer et des ouvrages qui en dépendent. Toutes les dépenses qu'entraînera l'exécution de ces mesures et de ces dispositions resteront à la charge de la compagnie. La compagnie est autorisée à faire, sous l'approbation de l'administration, les réglemens qu'elle jugera utiles pour le service et l'exploitation du chemin de fer. Les réglemens dont il s'agit dans les deux paragraphes précédens seront obligatoires pour la compagnie et pour toutes celles qui ob-tiendraient ultérieurement l'autorisation d'établir des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les personnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

53. La compagnie ne poutra provisoirement transporter que des marchandises sor le chemin de fer des mines du Montet-aux-Moines à l'Allier; toutefois, dans l'avenir, la faculté de transporter des voyageurs pourra lui être accordée sur sa demande et par un réglement d'administration publique qui fixera en même temps le tarif de transport: ce tarif ne pourra pas excéder en totalité U fr. 075 par personne et par kilomètre.

34. Pour indemniser la compagnie des travaux et dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier de charges, et sous la condition expresse qu'elle en remplira exactement toutes les obligations, le gouvernement lui concède, pour un laps de temps égal à la durée de l'exploitation de la mine du Montet, et sans que ce temps puisse excéder le terme de quatre-vingt-dix-neuf ans, à dater de la loi qui ratifiera, s'il y a lieu, la concession, l'autorisation de percevoir les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés. Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait elle-même ce transport à ses frais et par ses propres moyens. La perception aura lieu par kilomètre, sans /gard aux fractions de distance : ainsi, un kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru. Néanmoins, pour toute distance par-courue, moindre de six kilomètres, le droit sera perçu comme pour six kilomètres entiers. Le poids du tonneau ou de la tonne est de mille kilogrammes ; les fractions de poids ne seront comptées que par dixième de tonne : ainsi , tout poids audessous de cent kilogrammes paiera comme cent kilogrammes; tout poids compris entre cent et deux cents kilogrammes paiera comme deux centa kilogrammes, etc.

TARIF.

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAL.
M. A. W. Y. A. A. danka malana a	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Marchandises de tonte nature : Par tonne et par kilomètre , A la descente	0,07	0,05	0,12
	0,09	0,06	0,15
Objets divers, par tonne et par kilomètre: Voiture sur plate-forme (poids de la voiture et de sa plate-forme cumulés), A la descente. A la remonte. Waggon, chariot ou autre voiture destinée au transport sur le chemin de fer, y passant à vide, et machine locomotive ne trainant pas de	0,10	0,06	0,16
	0,15	0,09	0, <b>2</b> 4
convoi, A la descente	0,07	0,05	0,12
	0,105	0,075	0,18

Tout waggon, chariot ou voiture dont le chargement ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur ces mêmes voitures à vide, sera considéré et taxé comme étant à vide.

Les machines locomotives seront considérées et taxées comme ne remorquant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur une machine locomotive avec son allège, marchant sans rien traîner.

35. Les droits de péage, et les prix de transport déterminés au tarif précédent, ne sont point applicables : 1° à toute voiture pesant, avec son chargement, plus de quatre mille cinq cents kilogrammes; 2º à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes. Néanmoins, la compagnie ne pourra se refuser ni à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler toute voiture qui, avec son chargement, pèserait de quatre mille cinq cents à huit mille kilogrammes; mais les droits de péage et les frais de transport seront augmentés de moitié. La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, ni à laisser circuler les voitures qui, chargement compris, pèseraient plus de huit mille kilogrammes. 36. Les prix de transport déterminés au tarif

précédent ne sont point applicables : 1° aux denrées et objets qui, sous le volume d'un mêtre cube, ne pesent pas deux cents kilogrammes; 2º à l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés; au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, pierres précieuses et autres valeurs; 3° et, en général, à tout paquet ou colis pesant isolément moins de cent kilogrammes, à moins que ces paquets ou colis ne fassent partie d'envois pesant ensemble audelà de deux cents kilogrammes d'objets expédiés à ou pour une même personne, et d'une même nature, quoique emballés à part, tels que sucre, café, etc. Dans les trois cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront librement débattus avec la compagnie. Néanmoins, au-dessus de cent kilogrammes, et quelle que soit la distance parcourue, le prix de transport d'un colis ne pourra être taxé à moins de trente centimes (0,30 c.).

37. Au moyen de la perception des droits et des prix réglés ainsi qu'il vient d'être dit, et sauf les exceptions stipulées ci-desus, la compagnie contracte l'obligation d'exécuter constamment avec soin, exactitude et célérité, à ses frais et par ses propres moyens, le transport des denrées, marchandises et matières quelconques qui lui seront confiées. Les frais accessoires non mentionnés au tarif, tels que cenu de chergement, de déchargement, et d'entrepôt dans les gares et magasins de la compagnie, seront fixés par un réglement qui sera soumis à l'approbation de l'administration supérieure.

38. A l'époque sixée pour l'expiration de la présente concession, et par le fait seul de cette expiration, le gouvernement sera subregé à tous les droits de la compagnie dans la propriété des terrains et des ouvrages désignés au plan cadastral mentionné dans l'art. 26. Il entrera immédiatement en jouissance du chemin de ser, de toutes ses dépendances et de tous ses produits. La compagnie sera tenue de remettre en bon état d'en-tretien le chemin de fer, les ouvrages qui le composent et ses dépendances, telles que gares, lieux de chargement et de déchargement, établissemens aux points de départ et d'arrivée, maisons de gardes et de surveillans, bureaux de perception, machines fixes, et, en général, tous autres objets immobiliers qui n'auront pas pour destination distincte et spéciale le service des transports. Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le gouvernement aura le droit de mettre saisie-arrêt sur les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin et toutes ses dépendances, si la compagnie ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation. Quant aux objets mobiliers, tels que machines locomotives, waggons, chariots, voitures, materiaux, combustible et approvisionnemens de tout genre, et objets immobiliers, non compris dans l'énumération précédente, l'Etat sera tenu de les reprendre à dire d'experts, si la compagnie le requiert, et réciproquement, si l'Etat le requiert, la compagnie sera tenue de les céder également à dire d'experts.

30. Dans le cas où le gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de routes royales, départementales ou vicinales, de canaux ou de chemins de fer qui traverseraient le chemin projeté, la compagnie ne pourra mettre obstacle à ces traversées; mais toutes dispositions seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour la compagnie.

AO. Toute exécution, ou toute autorisation ultérieure de route, de canal; de chemin de fer, de travaux de novigation dans la contrée où est situé le chemin de fer projeté, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourre donner ouverture à aucune demande en indemnité de la part

de la compagnie.

- 41. Le gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur le chemin de fer des mines du Montet-aux-Moines à l'Allier, on qui seraient établis en prolongement du même chemin. La compagnie ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchemens ou prolongemens, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation , ni aucuns frais particuliers pour la compagnie. Les compsgnies concessionnaires des chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés, et l'observation des réglemens de police et de service établis ou à établir, de faire circuler lears voitures, waggons et machines, sur le chemin de fer des mines du Montet-aux-Moines à la rivière d'Allier, cette faculté sera réciproque, pour ce dernier chemin, à l'égard desdits embranchemens et prolongemens.
- 42. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminera les mesures à prendre pour que l'établissement du chemin de fer ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et réciproquement pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer. Les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine, à raison de la traversée du chemin de fer, et tous dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge de la compagnie du chemin de fer, et la charge de la compagnie du chemin de fer.
- 43. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains qui renferment des carrières ou les traverser soulerrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. L'administration déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui serront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de la compagnie du chemin de fer.

A4. Les agens et gardes que la compagnie établira, soit pour opérer la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et des cuvrages qui en dépendent, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

45. La compagnie sera tenue de désigner l'un

tum commodi atque utilitatis ex cjusmodi episcopalis cathedræ institutione in religionem dimanabit, verum etiam probe intelligimus quid nobis de optatissima veterum Africæ sedium restitutione sperandum sit, Cum enim mentem advertimus carthaginensem atque hipponensem ecclesias, quarum prior essuso Cypriani martyris cruore coruscat, altera vero Augustini sanctitate et doctrina omnium ore celebratur. Cumque memoria repetimus coeteras Africa ecclesias numero plures episcoporum zelo doctrinaque conspicuas, frequenti conciliorum celebratione notissimas, fidelium denique pietate atque incredibili illorum constantia illustras qui mortem potius oppetere quam a vera Christi fide desciscere maluerunt, ea nos cogitatio recreat atque sustentat ut Africa universa in pristinum splendorem et gloriam Deo opitulante restituatur. Neque aliter expectandum nobis est, cum spes animo præconceptas ex tam illustribus rerum primordiis dimetimur. Et vero Julia Cæsarea, vulgo Algeri, quam alii vetus Ruscurium, alii Icosium fuisse tradunt tum remota originis antiquitate, tum divitiarum copia, tum etiam incolarum frequentia præstantiorum Africæ civitatum pene princeps habetur. Hæc enim urbs præclarissima unde algeriana ditio nomen habuit imperium dominationemque suam in vastissimas regiones produxit, in quibus ipsa vetus Numidia et Mauritania continebantur. Quo vero latius algerini cives Saracenorum et Turcarum tempore dominatum suum proferebant, co durior ac lacrymabilior christianorum conditio iis in regionibus videbatur. Quamvis enim romani pontifices quorum suprema potestas æque ac paterna omnium ecclesiarum sollicitudo nullis limitibus circumscribitur nedum sedulam Christi fidelium illic degentium curam gesserint, ast omni prorsus indulserint curarum generi, ut ambulantes in tenebris atque in umbra mortis ad catholicæ ecclesiæ veritatem lucomque traducerentur, quisque tamen assequi conjectura potest quot quantisque impedimentis sub immani ac superstitioso infidelium imperio sacrum coerceretur ministerium et quam tenues fructus cvangelicæ doctrinæ præcones ab nostra congregatione christianæ filei propagandæ illuc missi ex apostolicis laboribus dudum exantlatis haurirent. Sed faustissima tandem illuxit dies bonorum omnium votis expetita in qua fortissimæ Gallerum copiæ Juliam Cesaream in suam potestatem redegerunt, simulque insa eadem catholica religio splendissimum profecto de christiani nominis inimicis egisse triumphum visa est. Enim vero facie rerum penitus immutata exindo lieuit Christum prædicare et hune cruci-

du royaume de France. Ce zele du roi très chrétien pour l'église catholique nous a fait éprouver une joie bien vive; car, outre l'avantage et l'utilité que la religion retirera de l'érection de ce siège épiscopal, nous sentons profondément ce que nous devons en attendre pour le rétablissement si désiré des anciens évêchés d'Afrique. Lorsque nous nous rappelons, en effet, les églises de Carthage et d'Hippone, l'une illustrée par le sang du martyr Cyprien, l'autre qui a acquis tant de gloire par la sainteté et le savoir d'Augustin; lorsque nous reportons nos souvenirs sur les autres et nombreuses églises d'Afrique honorées par le zèle et la doctrine de leurs évêques, célébres par la fréquente réunion des conciles, glorifiées enfin par la piété et l'inébranlable fermeté des fidèles qui aimèrent mieux braver la mort que d'abjurer la vraie foi de Jésus-Christ. Cette pensée nous réjouit et soutient notre espoir que toute l'Afrique, avec l'aide de Dieu, sera un jour rétablie dans son ancienne gloire et splendeur. Telle doit être notre attente, si nous mesurons nos espérances à d'aussi brillans debuts. Julia Casarea, vulgăirement appelée Alger, que les uns supposent avoir été l'ancienne Ruscurium, d'autres Icosium, doit être considérée comme la plus importante des villes d'Afrique, seit par l'antiquité de son origine, soit par sentichesses et le nombre de ses habitans. Cette ville célèbre, qui a donné son nom à tout l'empire d'Alger, a étendu sa domination sur de très vastes pays formés de l'ancienne Numidie et Mauritanie. Mais plus la puissance d'Alger sous les Sarrasins et les Turcs étendait son empire, plus était dure et déplorable, dans ces contrées, la condition des chrétiens. Bien qu'en effet, les pontifes romains, dont la suprême puissance et la paternelle sollicitude pour toutes les églises ne sont circonscrites par aucune limite, aient consacré les soins les plus assidus aux chrétiens établis dans ces contrées, et se soient appliqués à ramener vers la vérité et la lumière de l'église catholique ceux qui marchaient dans les ténèbres et dans l'ombre de la mort, on pent néanmoins aisément comprendre combien d'obstacles arrêtaient le sacré ministère sous le gouvernement farouche et superstitieux des infidèles, et quels faibles fruits pouvaient recueillir de leurs travaux les prêtres de l'évangile envoyés dans ces lieux par notre congrégation de la Propagande. Mais ensin a brillé cet heureux jour, objet des vœux de tous les gens de bien, où les tronpes intrépides de la France ont soumis Alger à leur puissance, où la religion catholique a paru remporter le plus brillant

lkum liber ac tutus ad illas regiones evanzélicis operariis aditus patuit et cuique datum est christianæ religioni nomen dare camque libere et in omnium conspectu profiteri. Ad augendam vero cumulandanique animi nostri lætitiam illud etiam accessit quod ingens Algeriæ templum profanis scelestisque alcorani ritibus peragendis prius addictum sacris ecclesiæ ceremoniis jam expiatum salutifero nostræ religionis signo inibí erecto ac Dei paræ Virginis icone publicæ Christi fidelium venerationi exposita devotæ eorumdem frequentiæ in piæsentiarum reseretur. Nos itaque præfatis christianissimi Francorum regis postulationibus ac votis libentissime obsecundantes rebus omnibus cum co jam compositis cunctisque matura deliberatione perpensis ad gloriam Dei et Jesu Christi filii cius, Salvatoris nostri, cujus vices licet immerentes in terris gerimus et ad militantis ecclesiæ exaltationem, ex certa scientia, motu proprio , et de apostolicæ potestatis plenitudine, Juliam Cæsaream universumque ejus territorium quo algeriana ditio vulgo Reggenza di Algeri olim constabat, ac omnes et singulas ecclesias religiosorum virorum conventus piasque societates, si que illic existunt, itemque ibidem degentes utriusque sexus personas habitatores et incolas tam laïcos quam clericos et presbyteros cujus. cumque gradus, ordinis, status et conditionis ab ordinaria jurisdictione cujusvis alterius ecclesiastici superioris perpetuum in modum eximimus ac liberamus. Hac autem divisione, subtractione et exemptione peracta, terram seu civitatem Juliæ Cæsareæ, quam vulgo vocant Algeri, in Africa secus ora maris Mediterranci sitam in civitatem episcopalem cum curia et cancellaria ecclesiastica erigimus atque instituimus, eidemque omnia jura, honores et prærogativas impertimur quibus aliæ civitates episcopali sede in Galliarum regno insignitæ earumque cives fruuntur et gaudent; majorem insuper ecclesiam in præfata Juliæ Cæsareæ civitate positam sub invocatione sancti Philippi apoștoli în posterum extituram ecclesiæ cathedralis honore cumulamus et attollimus, simulque in ea sedem, cathedram ac dignitatem pontificalem pro uno deinceps episcopo algeriano nuncupando qui eidem ecclesiæ civitati et diœcesi infra assignandæ ejusque clero ac populo præsit, synodum convocet ac omnia et singula jura, officia et munia episcopalia habeat atque exerceat cæterisque cathedralibus et pontificalibus insigniis, juribus, honoribus, præeminentiis, gratiis, favoribus, indultis, juridictionibus et prærogativis quibus reliquæ cathedrales ecclesiæ regni Galliarum earumque præsules potiuntur et gaudent

triomphe sur les ennemis du nom chrétien. La sace des choses a été tout-à-sait changée; il a été permis de prêcher le Christ crucisié; un libre et sûr accès a été ouvert aux ouvriers de l'évangile; il a été donné à chacun d'ayouer la religion chrétienne et de la professer librement en présence de tous. Et pour augmenter et combler la joie de notre âme, un graud temple d'Alger, qui pendant long-temps avait vu célébrer les rites profanes et monstrueux de l'alcoran, purifié par les saintes cérémonies de l'église, consacré par le signe salutaire de notre religion et par l'image de la Vierge, mère de Dieu, exposée à la vénération des fidèles, est réservé désormais à leurs réunions sacrées. Secondant ainsi avec un grand empressement les vœux et les demandes déja énoucées du roi très chrétien des Français, ayant concerté avec lui toutes choses, et après une mûre délibération, pour la gloire de Dieu et de Jésus-Christ, son fils, notre sauveur, dont, malgré notre indignité, nous tenons la place sur la terre, pour l'exaltation de l'église militante, de notre certaine science, de notre propre mouvement, dans la plénitude de notre pouvoir apostolique, nous exemptons et délivrons à perpétuité de la juridiction ordinaire de tout pouvoir ecclésiastique supérieur Julia Cæsarca et tout le territoire dont se composait autrefois l'état appelé vulgairement régence d'Alger, ainsi que toutes les églises particulières, les couvens de religieux et les pieuses congrégations, s'il en existe quelques-unes, tous les habitans de l'un et de l'autre sexe, tant clercs que laïcs, ensin les prêtres de tout grade, ordre, état et condition. Ayant ainsi réglé lesdites division, substraction et exemption, nous érigeons et instituons en siège épiscopal, avec officialité et chancellerie ecclésiastique, le territoire ou la ville de Julia Cæsarea, appelée vulgairement Alger, situés en Afrique, sur les bords de la mer Méditerranée; nous lui accordons tous les droits, honneurs et prérogatives dont jouissent les autres villes épiscopales et leurs citoyens dans le royaume de France. Nous élevons aux honneurs d'église cathédrale l'église principale située dans ladite ville de Julia Cæsarea, et qui subsistera à l'avenir sous l'invocation de saint Philippe, apôtre; et, par la même autorité apostolique, nous instituons dans ladite église le siége et la dignité pontificale pour un évêque, qui sera nommé évêque d'Alger, avec le droit de gouverner l'église, la ville et le diocèse ci-dessus désignés, ainsi que le clergé et le peuple; de convoquer le synode, de tenir et exercer (dummodo ex peculiari indulto seu privilegio non sint eisdem attributa) simili apostolica auctoritate erigimus et instituimus; ipsamque episcopalem ecclesiam Juliæ Cæsareze sancto Philippo apostolo nuncupandam in cathedralem ut supra erectam archiepiscopi aquensis metropolitico juri subjicimus atque supponimus iisque omnibus frui volumus facultatibus, exemptionibus, prærogativis et juribus quæ ad cæteras suffraganeas metropolitanæ aquensis ecclesias pertinent ac pertinere poterunt; fructus autem ejusdem novæ ecclesiæ taxari ad florenos aureos de camera tercentos septuaginta', atque ejusmodi taxam in libris cameræ apostolicæ et sacrii collegii describi volumus atque præcipimus. Hoc modo erectæ cathedrali ecclesiæ Juliæ Cæsareæ sive Algeriæ, ut propria deinceps ejus antistiti diœcesis tribuatur universum territorium quo antiqua componebatur algeriana ditio cum ecclesiis inibi forte existentibus pro diœcesi novi episcopatus algeriani perpetuo attribuimus atque assignamus; quod quidem territorium et in eo existentes ecclesias, conventus et monasteria, si quæ sunt aut deinceps erunt, necnon utriusque sexus personas et incolas tam clericos gnam laicos, cujuscumque status, gradus, ordinis et conditionis, ordinariæ novi et pro tempore existentis Juliæ Cæsarcæ sive Algeriæ antistitis jurisdictioni, regimini, potestati ac superioritati perpetuo pariter subjicimus ac supponitus eique pro civitate territorio diœcesi, clero, et populo perpetuum pariter in modum assignamus atque attribuimus. Ut autem futurus pro tempore episcopus Juliæ Cæsareæ suam decenter tueri dignitatem et vicario generali curiæque episcopali apte providere queat, congruam dotem quam rex christianissimus juxta datam fidem assigňabit mensæ cpiscopali perpetuo adscribimus et attribuimus. Eam similiter dotationem quam conservandæ fabricæ novæ cathedralis ccclesiæ supra laudatus rex christianissimus tradet, fabricæ eidem perpetuum in modum adsignamus atque adjudicamus. Quas præterea proprias ædes pro futuri episcopi ecclesiæ Juliæ Cæsareæ habitatione ejusque curiæ episcopalis residentia decenti forma et commodo loco extructas ac proximiores quantum ficri poterit cathedrali ecclesiæ assignari contigerit; eas pariter episcopo assignamus quæ si modo desint easque conduci oportent rationem haberi pensionis pro illarum conductione solvendæ edicimus. Item quod spectat ad erectionem capituli cathedralis ecclesiæ ejusque dotationem necnoa ad erectionem et dotationem ecclesiastici alumnorum seminarti quod pro religiosa et scientifica cleri educatione tridentinum concilium

tous les droits, offices et fonctions épiscopales; de jouir des insignes, droits honneurs, prééminences, grâces, faveurs, indults, juridictions et prérogatives qui appartiennent aux autres cathédrales de royaume de France et à leurs pontifes (pourvu qu'ils n'en aient aucun qui leur ait été attribué par un indult ou privilége particulier). Nous soumettons à la juridiction métropolitaine de l'archevêque d'Aix ladite église épiscopale de Julia Cæsares, dédiée à saint Philippe, apôtre, érigée cidessus en cathédrale; et nous voulous qu'elle jouisse de tous les pouvoirs, exemptions, prérogatives et droits qui appartiennent ou pourront appartenir aux autres suffragans de la métropole d'Aix; nous voulons et prescrivons que le revenu de cette nouvelle église soit taxé à trois cent soixante et dix florins d'or de camerà, et que cette taxe soit consignée au registre de la chambre apostolique et du sacré collége. Ayant ainsi érigé l'église cathédrale de Julia Cæsarea ou d'Alger, voulant poer l'avenir assigner un diocèse à son évêque, nous attribuons et désignons pour le diocese du nouvel évêché d'Alger tout le territoire dont se composait l'ancien état d'Alger, avec les églises qui peuvent s'y trouver. Nous soumettons à la juridiction ordinaire, régime, pouvoir et suprématie du nouvel évêque de Julia Cæsarea et de ses successeurs, ledit territoire, et les églises qui s'y trouvent, les couvens ou monastères qui s'y trouvent ou pourront s'y trouver, toutes les personnes de l'un et de l'autre sexe, tant prêtres que laïcs, de tout état, grade et condition; nous lui assignons également et attribuons à perpétuité lesdits territoire, ville, clergé et peuple. Et afin que le sutur évêque de Julia Cæsarca, ainsi que ses successeurs, puisse soulenir décemment sa dignité, et convenablement pourvoir le vicaire général et la chancellerie et officialité épiscopales, nous assignons et attribuons à perpétuité à la mense épiscopale la dotation que le roi très chrétien accordera, selon sa promesse; nous assignons et attribuons de même à perpétuité à la fabrique de la nouvelle cathédrale la dotation que le roi très chrétien doit lui fournir; nous assignons également à l'évêque d'Alger les bâtimens qui doivent servir d'habitation au futur évêque et à la chancellerie épiscopale; lesdits bâtimens devront être décens et commodes, et construits aussi près qu'il sera possible de l'église cathédrale; et, à leur défaut, il sera pourvu aux frais nècessaires pour la location de bâtimens qui en tiennent lieu. Quant à l'érection du chapitre de l'église cathédrale, à l'érection et à la

institui voluit piissimus rex christianissimus cum primum pro locorum ac temporum circumstantiis licebit, in id præstabit, quæ aliis ecclesiis cathedralibus et seminariis ecclesiasticis in Galliarum regno constitutis tribui solent. Laudatus insuper carissimus filius noster Ludovicus Philippus Francorum rex christianissimus illiusque successores in integritate obedientiæ erga apostolicam sedem persistentes ecclesiasticas personas præfatæ cathedrali ecclesiæ regendæ idoneas a primæva hac erectione vacanti in episcopos a nobis et successoribus nostris præficiendas tam pro prima hac vice quam in futuris illius vacationibus nominabit et præsentabit quemadmodum pro aliis Galliarum diœcesibus mos est. Quocirca ad hujusmodi episcopatus erectionem et ad omnia superius expressa accuratissime implenda, dilecto filio magistro Antonio Gari-baldi, apud cumdem regem christianissimum apostolico internuntio, quem in præsentium litterarum nostrarum exequutorem eligimus, necessarias atque opportunas facultates impertimur ut ipse per se vel per alium virum in ecclesiastica dignitate constitutum ab eo subdelegandum cuncta statuere ac decernere valeat, quibus exposita superius decreta ad exitum cumulate perducantur atque etiam facultatem eidem exequutori, sive ejus subdelegato, concedimus ut super quacumque oppositione in actu exequationis quomodolibet oritura et qualibet appellatione remota definitive, libere ac licite pronuntiare possit et valeat. Ipsi vero exequatori præcipimus et mandamus ut intra sex menses ab expleta præsentium litterarum exequutione exemplar authentica forma exaratum decretorum omnium quæ in earumdem litterarum implementum edet ad hanc apostolicam sedem diligenter mittendum curet illudque in archivio nostræ congregationis rebus seu negotiis consistorialibus præpositæ de more asservari volumus. Præsentes autem litteras et in eis contenta quæcumque etiam ex eo quod ii quorum interest aut interesse posset in futurum vocati, ct auditi non fuerint aut præmissis non consenserint nullo unquam tempore de subreptionis, vel obreptionis aut nullitatis vitio seu intentionis nostræ defectu notari, impugnari, vel in controversiam vocari posse, sed perpetuo validas et csticaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, sicque et non alias per quoscumque judices ordinarios, vel delegatos etiam palatii apostolici auditores, apostolicæ sedis nuntios et sanctissimæ romanæ ecclesiæ cardinales quavis auctoritate fungentes, sublata eis et corum cuilibet aliter judi-

dotation d'un séminaire ecclésiastique qui. conformément aux régles du concile de Trente, doit être établi pour l'instruction religieuse et scientifique du clergé, le roi très chrétien y pourvoira dans sa piété, autant que le permettront les circonstances des lieux et des temps, et selon qu'il est ordinairement accordé aux autres églises cathédrales et séminaires ecclésiastiques du royaume de France. Notre très cher fils Louis-Philippe, le roi très chrétien des Français, ainsi que ses successeurs, tant qu'ils persisteront dans leur pleine obédience au siège apostolique, pour cette première fois comme pour les autres vacances du siége, nommera et présentera, ainsi qu'il se pratique pour les autres diecèses de la France, des ecclésiastiques propres à gouverner cette église cathédrale, pour être institués évêques tant par nous que par nos successeurs. En conséquence, pour l'érection dudit évêché et pour l'entier accomplissement de tout ce qui est prescrit ci-dessus, nous chargeons de l'exécution des présentes notre cher fils maître Antoine Garibaldi, internonce apostolique près du roi très chrétien; nous lui donnons tous les pouvoirs à ce nécessaires, pour qu'il puisse, soit par lui, soit par tonte autre personne constituée en dignité ecclésiastique, tout régler et ordonner, afin que les décrets ci-dessus reçoivent leur plein effet; nous donnons audit mandataire ou à son subdélégué tout pouvoir de prononcer définitivement et régulièrement sur toute opposition qui pourrait s'élever sur l'exécution des présentes, de quelque manière qu'elle puisse naître, en rejetant tout appel à ce contraire, nous lui recommandons et mandons que, dans les six mois de l'exécution des présentes, il ait soin d'envoyer exactement au siège apostolique une copie, rédigée en due forme, de tous les décrets qu'il aura rendus pour l'exécution des présentes, et voulons que ladite copie soit conservée aux archives de notre congrégation des affaires consistoriales. Nous voulons que les présentes lettres et tout ce qui est contenu en icelles, alors même que ceux qu'elles intéressent ou pourraient intéresser n'auraient point été appelés ou entendus, ou n'y auraient point consenti, ne puissent en aucun temps être attaquées ou controversées, sous aucun prétexte de subreption, obreption, vice de nullité ou défaut de notre volonté: mais soient à tout jamais valides et esticaces, et reçoivent leur plein et entier esset, et déclarons nul et de nul esset tout ce qui, sciemment ou autrement, pourrait être fait de contraire par les juges ordidinaires, que's qu'ils soient, par les audi-

candi ac interpretandi facultate judicari ac definiri debere; et si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari, irritum ac inane decernimus ac declaramus. Nos obstantibus de jure quæsito non tollendo de dismembrationibas ad partes cominittendis etiam vocatis omnibus quarum interest aliisque ac nostris et canegilariæ apostolicæ regulis et lateranensis sonoiliinovissime celebrati allisque in contrariom præmissorum quomodolibet editis etiam in synodalibus provincialibus, universalibas conciliis, specialibus vel generalibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque. Hujus modi vero litterarum transumptis seu exemplis etiam impressis manu notarii publici subscriptis ac sigillo persone in coclesiastica dignitate constituæ munitis eamdem ubique locorum in indicto et extra fidem haberi volumus que ipsis præsentibus haberetur si originaliter exhiberentur. Nulli ergo hominum lierat hanc paginam nostræ dismembrationis, divisionis, erectionis, subjectionis, commissio-nis, deputationis, mindati derogationis ct voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contra-ire. Si quis notera hoc attentare præsumpserit, indigimtionem om-nipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit ilneursurum. Datum Romse, apud stactani Mariam-Majorem, ando incarnationis domi nicæ millesimo octingentesimo strigesimo . octavo, quarto idus augusti, pontificatus nostri anno octavo.

(I...S.) Signa tum E. Card.

DE GRECORIO.

les nonces du Saint Siège, et les cardinaux de la très sainte église romaine, de quelque autorité qu'ils soient revêtus, interdisant à tons et à chacun d'eux le pouvoir de juger et interpréter autrement, nonobstant tout prétexte de droit acquis, toute plainte en démembrement des églises, tout appel des parties intéressées, toutes règles pontificales et de la chancellerie apostolique, tout décret du dernier concile de Latran, enfin tout ce qui seraît contraire aux présentes, même dans les édits des synodes provinciaux, des conciles universels, des constitutions ou ordonnances apostoliques spéciales ou générales, du autres choses quelconques. Voulons qu'en tous lieux, en jugement ou autrement, copies des présentes, alors même qu'elles ne porteraient que la subscription d'un notaire public et la signature d'une personne constituée en dignité ecclésiastique, obtiennent même foi et obéissance que si l'original était représenté. Qu'il he soit donc permis à personne d'enfreindre les présentes ou d'entreprendre s'y opposer témérairement, en tout ce qui concerne le démembrement, la division, l'érection d'évêché et les subjections, commissions, députations, mandats, dérogations et volontés qui y sont exprimées. Quiconque se permettra un tel attentat aura encouru, qu'il le sache bien, l'indignation du Dieu tout-puissant et de ses bienheureux apôtres Pierre et Paul. Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, l'année de l'incarnation de Notre-Seigneur 1838, le 4e jour des ides d'août et la 8e année de notre pontificat. (L. S.) Signe E. Card. DE GREGORIO.

teurs délégués du palais apostolique, par

23 AOUT == A SEPTEMBRE 1838." — Ordonnence du roi qui ouvre un cédit supplémentaire au grand chancelier de l'order royal de la Légion-d'Honneur. (IX, Bull. DXCVII, n. 7536.)

Louis-Philippe, etc., vu les articles 5 et 4 de la loi du 24 avril 1835; vu l'article 17 de la loi du 9 juillet 1836,; considérant que les événemens survenus pendant le cours de la présente année, tels que la prolongation extraordinaire de l'hiver, les maladies dont un grand nombre d'élèves de la maison royale de la Légion-d'Honneur de Saint-Denis ont été atteintes, le renchérissement des diverses substances alimentaires, ont occasioné une dépense dont il ne pouvait être tenu compte dans les prévisions du hudget; sur le rapport de notre grand chancelier de l'ordre royal de la Légiond'Honneur; de l'avis de notre garde des ceaux et de notre conseil des ministres, etc.

Avt. 1er. Un erédit supplémentaire de vingt-cinq mille cent cinquante-quatre francs est accordé à notre grand chauchier de la Légion d'Honneur sur les fonds affectés au service de l'ordre, pour subvenir à l'excédant des dépenses sur le chapitre IV du budget de l'ordre (dépense non susceptible d'évaluation fixe), savoir : service duchauffage dans la maison royale de Saint Denis, 10,037 fr.; service des coméstibles, idem, 7,934 fr.; service de la lingerie, idem, 7,135 fr. Total, 25,134.

2. Un projet de loi sera présenté aux Chambres dans leur prochaine session, pour la régularisation du crédit supplémentaire ouvert par l'article précédent.

3. Notre ministre de la justice, et notre grand chancelier de l'ordre royal de la Légion d'Honneur (MM. Barthe et Gérard) sont chargés, etc.

23 AOUT = A SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre un crédit extraordinaire au grand chancelier de l'ordre royal de la Legion-d'Honneur. (IX, Bull. DXCVII., n. 7537.)

Louis-Philippe, etc., vu l'ordonnance royale du 8 avril 1817, qui dispose que l'ancienne abbaye des Barbeaux, appartenant à la Légion-d'Honneur, sera vendue, et que le produit sera employé à augmenter les bâtimens de l'établissement des Loges: considérant qu'il est utile, pour le service des maisons royales d'éducation succursales de la Légion-d'Honneur, que les bâtimens de la succursale des Loges soient agrandis; que, par l'effet des constructions nouvelles, la Légion-d'Honneur doit être affranchie d'une charge annuelle de sept mille cinq cents francs ; que la dépense à faire n'a pu être prévue par le budget, et qu'au moyen de la vente de l'ancienne abbaye des Barbeaux, faite en exécution de l'ordonnance du 8 ayril 1817, la dépense dont il s'agit ne grévera pas les ressources ordinaires de l'ordre; sur le rapport de notre grand chancelier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur; de l'avis de notre garde des sceaux et de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Un crédit extraordinaire de la somme de quarante-huit mille trois cent vingt-trois francs, pour l'exercice 1858, est ouvert à notre grand chancelier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, afin de subvenir à la dépense des travaux pour l'agrandissement des bâtimens de la succursale des Loges.

2. Un projet de loi sera présenté aux Chambres dans leur prochaine session, pour la régularisation du crédit extraordinaire ouvert par l'article précédent.

3. Notre ministre de la justice et des cultes, et notre grand chancelier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur (MM. Barthe et Géràrd) sont chargés, etc.

15 ACUT == 10 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit accordé au département de la marine et des colonies par la loi da 14 juillet 1838, pour les dépenses de l'exercice 1839. (IX, Bull. DXCVIII, n. 7538.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi des dépenses du 14 juillet 1858, qui alloue au département de la marine et des colonies, pour le service de l'exercice 1859, un crédit de soixante-six millions deux cent quinze mille neuf cent cinquante-sept francs; vu la loi de finances du 25 mars 1817, article 151; vu l'ordonnance du 14 septembre 1822, article 2; yu l'ordonnance du 51 mai 1858, article 55; sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies, etc.

Art. 1er. Le crédit accordé au département de la marine et des colonies par la loi des dépenses du 14 juillet 1858, pour le service de l'exercice 1859, lequel crédit s'élève à soixante-six millions deux cent quinze mille neuf cent cinquante sept francs, est et demeure réparti conformément au lableau inséré ci après.

(Suit le tableau.)

2. Nos ministres de la marine et des finances (MM. Rosamel et Laplague) sont chargés, etc.

2 = 10 SEPTEMBAR 1938. — Ordonnance du roi relative à l'importation des produits des îles de la Sonde. (IX, Bull. DXCVIII, n. 7542.)

Louis-Philippe, etc., yu l'article let de la loi du 2 juillet 1836; yu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814; sar le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travanx publics, de l'agriculture et du commerce; le conseil supérieur de commerce entendu, etc.

Art. 1er. La disposition de l'article ser de la loi du 2 juillet 1856, relative aux produits des îles de la Sonde, ne s'appliquera, à l'égard des navires expédiés de France postérieurentent à la publication de la présente ordonnance, à destination des mers des Indes, qu'aux produits naturels (le sucre excepté) qui seront apportés en droiture des pays situés au-delà des passages et des îles de la Sonde, soit au nord du troisième degré de latitude septembrionale, soit à l'est du cent sixième degré de lamgitude est.

2. Nos ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des finances (MM. Martin du Nord et Laplague) sont chargés, etc.

\_\_\_\_\_

20 JULIET == 10 SEPTEMBRS 1838. — Ordonnance du roi qui autorise la ville de Montmorillon à ouvrir un abaltoir public et commun. (IX, Bull. supp. CCCLXXXII, 12095.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la demande de la ville de Montmorillon (Vienne), tendant à obtenir l'autorisation d'établir un abattoir public et commun sur le bord de la rivière de Gartempe; rive droite, au lieu dit le Moulin-au-Roi; l'arrêté du sous-préfet de Montmorillon, en date du 12 juin 1857, portant autorisation dudit abattoir comme établissement insalubre et dangereux de troisième classe; les avis du préfet de la Vienne des 10 mai et 15 juin dernières; les propositions faites le 20 juin 1858, par

notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur; vu le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1815; vu notre ordonnance du 15 avril 1838, concernant spécialement les abattoirs publics et communs; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La ville de Montmorillon (Vienne) est autorisée à ouvrir et à mettre en activité un abattoir public et commun, conformément aux délibérations du conseil municipal du 8 novembre 1831 et des 18 et 19 février 1835.

- 2. Aussitôt que cet abattoir pourra être livré à sa destination, l'abattage des bœufs, vaches, moutons et porcs, y aura lieu exclusivement, et toutes les tueries particulières situées dans les limites du rayon de l'octroi seront interdites et fermées. Toutefois, les propriétaires et les habitans de Montmorillon qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.
- 3. Il sera perçu pour droit d'abattage, 1º un franc par bœuf ou vache; 2º vingtcinq centimes par veau ou génisse; 5º quinze
  centimes par mouton; 4º dix centimes par
  chevreau ou agneau; 5º cinquante centimes
  par porc.
- 4. Nos ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et de l'intérieur (MM. Martin du Nord et Montalivel) sont chargés, etc.

26 JEILLET == 11 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi portent autorisation de la caisse d'épargne fondée à Bédarieux. (IX, Bull. supp. CCCLXXXIII, n. 12301.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la délibération du conseil municipal de Bédarieux, en date du 11 avril dernier; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La caisse d'épargne et de préyoyance fondée à Bédarieux (Hérault) est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 14 avril 1838, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des trayaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits de tiers.

3. La caisse d'épargne de Bédarieux sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet du département de l'Hérault, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est chargé, etc.

26 JULLET = 11 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la caisse d'épargue fondée à Cette. (IX, Bull. supp. CCCLXXXIII, n. 12502.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les délibérations du conseil municipal de Cette, en date des 7 février et 10 mai 1838; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La caisse d'épargne et de prévoyance fondée à Cette, département de l'Hérault, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 10 mai 1838, dont une expédition conforme restera déposée au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des status approuvés, sans

préjudice du droit des tiers.

3. La caisse d'épargne de Cette sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préset du département de l'Hérault, un extrait de son état de situation arrêté au 51 décembre précédent.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est chargé, etc.

26 JULLET = 11 SEPTEMBRS 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la caisse d'épargue fondée à Lunel. (IX, Bull. supp. CCCLXXXIII, n. 12503.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les délibérations du conseil municipal de la ville de Lunel, en date des 7 février et 16 mai 1838; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, rela-

tives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La caisse d'épargne et de prévoyance fondée à Lunel, département de l'Hérault, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans ladite délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 16 mai 1838, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

- 2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.
- 3. La caisse d'épargne de Lunel sera tenue de remettre, au commencement de chaque année, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent, au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet du département de l'Hérault.
- 4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

26 JULLET == 41 SEPTEMBRE 1838.—Ordonnauce du roi portant autorisation de la caisse d'épargne fondée à Roanne. (IX, Bull. supp. CCCLXXXIII, n. 12504.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la délibération du conseil municipal de Roanne, en date du 21 ayril 1838; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Ì

Art. 1er. La caisse d'épargne et de prévoyance sondée à Roanne (Loire) est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 21 avril 1838, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Roanne sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet de la Loire, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre des travaux publics,

de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

43 AOUT = 11 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée pour l'établissement et l'exploitation du chemin de fer de Paris à Rouen, au Havre et à Dicppe, avec embranchement sur Elbeuf et Louviers. (IX, Bull. supp. CCCLXXXIII, n. 12506.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaired'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la loi du 6 juillet 1838, relative à la concession d'un chemin de fer de Paris à Rouen, au Havre et à Dieppe, avec embranchement jusqu'à Elbeuf et jusqu'à Louviers, au profit des sieurs Chouquet, Lebobe et compagnie; vu les articles 29 à 57, 40 et 45 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à Paris pour l'établissement et l'exploitation du chemin de fer de Paris à Rouen, au Havre et à Dieppe, avec embranchement jusqu'à Elbeuf et jusqu'à Louviers, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, les 8, 9 et 10 août 1838, par-devant Me Froger-Deschesnes aîné et Huillier, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

- 2. Ladite société sera soumise à toutes les obligations qui dérivent pour les sieurs Chouquet. Lebobe et compagnie, tant de la loi du 6 juillet 1838, que du cahier des charges et de la convention additionnelle annexés à cette loi.
- 3. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice du droit des tiers.
- 4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, aux préfets des départemens de la Seine, de Seine, de l'Oise, de l'Eure et de la Seine-Inférieure, aux gresses des tribunaux de commerce de Paris, de Versailles, de Beauvais, d'Evreux et de Rouen, et aux chambres de commerce de Paris et de Rouen. Elle devra, en outre, remettre chaque année au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, une vopie de l'inventaire général de son actif et de son passis.
- 5. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Marztin du Nord) est chargé, etc.

Compagnie du chemin de fer de Paris à la mer.

#### TITRE I'. - Constitution de la société.

Art. 1er. 11 est formé, par ces présentes, sauf l'approbation du roi, une société anonyme pour l'execution et l'exploitation du chemin de fer de Paris à Rouen, au Havre, à Dieppe, à Elbeuf et à Louviers, ainsi que des embranchemens et prolongemens qui pourront être ultérieurement concédés par le gouvernement. Elle prend la dénomination de Compagnie du chemin de fer ce Paris à in mer par Rouen, le Havre et Dieppe, avec embranchement sur Elbeuf et Louviers. Le siège de la société eat établi à Paris.

2. La société commence à la date de l'ordonnance royale d'autorisation. Elle finit avec la concession.

## TIERE II. - Fonds social.

3. Le fonds social est fixé à quatre-vingt dix millions de france. Dans le cas d'obtention d'embranchemens ou de prolongemens, prévus par l'art. 1er, il y sera pourvu, s'il y a lieu, par une augmen-tation du fonds social, délibérée sur la proposition da conseil d'administration en assemblée générale, et soumise à l'approbation du gouvernement. Cette augmentation ausa lieu par la création de nouvelles actions, qui ne pourront être émises audessous du pair.

#### TITAB UL. - Des actions.

4. Le fonds social est divisé en quatre-vingt-dix mille actions de mille france chacune. Il est réparti entre les actionnaires dénommés en l'état annexé à la minute des présentes, et dans les proportions déterminées en cet état.

5. Les actions sont au porteur. Néanmoins, il sera délivré, outre le dépôt des actions dans la cause de la compagnie, des certificats nominatifé de dépôt s dont la forme sera ultérieurement déterminée par le conseil d'administration.

- 6. Les actions ne seront remises aux ayansdroit qu'après le paiement de vingt-cinq pour cent. Jusque là , il ne sera délivré aux souscripteurs que des promesses d'actions. Ces promesses seront nominatives et négociables sons la garantie du premier souscripteur. Leur émission et leur négociation ne pourront avoir lieu qu'après la promulgation de l'ordonnance autorisant la présente
- société.
  7. Les actions et promesses d'actions, numéro-tées de 1 à 90,000, sont extraites de registres à soucnes, signées par deux administrateurs et frappées du tambre sec de la compagnie.

8. La cession des actions s'opère par la tradition

du titre.

9. Les actions sont indivisibles. La compagnie ne reconnaît qu'un seul titulaire pour chaque action.

10. Chaque action donne droit à un quatre-vingtdix millieme dans la propriété de l'actif social ét dans les bénéfices de l'entreprise.

11. La possession d'une action entraine de plein droit l'adhésion aux statuts. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

12. Le premier dizième de l'action est immédiatement versé à la caisse de la compagnie, soit 100 fr.; un deuxième dixieme sera payé le 10 octobre 1836, 100 fr.; un vingtieme sera payé le 10 décembre 1838, 59 fr. Le surplus serà versé aux épo-

ques qui seront fixecs par le conseil d'administration. Ancune demande de versement ne pourra excéder un dixieme de l'action (cent francs). Chaque demande sera précédée d'un avertissement, inséré trois mois à l'avance dans les journaux de Paris, désignés annuellement par le tribunal de commerce pour recevoir les annonces légales.

43. A défaut de versement aux époques fixées, l'intérêt sera dû à raison de cinq pour cent par au pour chaque jour de retard, le numéro de l'action en retard sera publié dans les journaux désignés dans l'article précédent ; et quinze jours après cette publication, pour tout délai, sans autre acte de mise en demeure et sans autre formalité, il sera procédé, à la bourse de Paris, à la vente de ladite action, sur duplicata. La vente sera faite aux risques et périls de l'actionnaire retardataire, qui profitera de l'excédant du prix de vente, s'il en a , tous frais et intérêts déduits, et qui, dans le cas contraire, sera personnellement tenu de payer le déficit. Le titre ainsi vendu se trouvers frappé de nullité entre les mains des porteurs; en consequence, toute action qui ne portera pas la mention regulière du paiement des versemens qui auront du être opérés, cessera d'être admissible à la négociation.

14. Les actionnaires ne sont engagés que jesqu'à concurrence du capital de leurs actions.

Tives IV. - Administration. - Conseil d'administration

15. L'entreprise et tous les intérêts de la compagnie sont administrés par un conseil d'administration.

16. Le conseil d'administration est composé de quinze membres nommés par l'assemblée genérale des actionnaires. Chaque administrateur doit être propriétaire de cinquante actions au moins, qui seront inaliénables pendant la durée de ses fonctions, et demeureront déposées à cet effet dans la caisse de la société. Pendant la durée des travaux, les membres du conseil devront posséder entre enz au moins deux mille actions, qui serent déposées et inaliénables, comme il est dit dans le paragraphe précédent.

17. Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions gratuitement, ils ne re-

coivent que des jetons de présence.

18. La durée des fonctions des administrateurs est de cinq années; ile sent renouvelés par ciaquieme, d'année en année. Les membres sortans seront désignés par le sort les quatre premières annécs, ensuite par l'anciennete. Les membres sortans peuvent toujours être réélus. Le conseil d'administration nomme chaque année son president, qui peut être indéfiniment réélu. Em l'absence de président, le conseil désigne celui de ses membres qui le remplace.

19. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins une fois par molt. La présence de cinq administrateurs est nécessaire pour valider les délibérations. En cas de partage, la vois du prési-

dent est prépondérante.

20. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, signés par le président, et au moins par deux administrateurs qui ont assisté à la séance.

21. En cas de décès, retraite ou empêchement permanent d'un administrateur, le conseil d'administration pourvoit provisoirement à son remplacement, jusqu'à la première assemblée générale. Si, par l'effet d'une cause quelconque, le nombre des administrateurs nommés par l'assemblée générale est réduit à moins de huit, l'assemblée générale est immédiatement convoquée à l'effet de compléter le consoil. Les membres ainsi nommés, ne demeurent en fonctions que pendant le temps qui reste à courir sur l'exercice de leurs prédécesseurs.

22. Le conseil d'administration arrête les réglemens de régime intérieur et extérieur. Il memuze, sur la proposition du directeur général, les directeurs, ingénieurs, agens et employés; fine leurs traitemens, et détermine leurs attributions; il désigne, s'il y a lieu, les notaires, avonés et banquier de la compagnie. Il les révoque sur la proposition du directeur général. Il approuve les marchés, autorise et ratifie les achats ou ventes de terrains et autres immeubles. Il autorise les ventes de terrains et immenbles inutiles à l'exploitation. Il autorise les transactions, les compromis et les actions judiciaires. Il arrête et modisie les tarifs du chemin de ser et des établissemens qui en dépendent, dans les limites déterminées par le cahier de charges de la concession. Il fixe les dépenses générales de l'administration , arrête la fixation des dividendes, et détermine, conformément à l'art. 47 ci-après, le placement des fonds disponibles. Il statue sur tous les objets relatife à l'administration de la société.

23. Les transferts de rentes et les aliénations de valeurs de porteseuille, ainsi que les mandais san la banqua, sur le banquier de la compagnie, et sur tous dépositaires des fonds de la compagnie, devront êtres signées par un administrateur déléguéet par le directeur général.

24. Le conseil d'administration peut, dans les circonstances où il le juge utile, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs par un mandat spécial et pour une ou plusieurs affaires déterminées.

25. Les membres du conseil d'administration ne contractent, à reison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagemens de la compagnie; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

26. Dans l'intérêt de l'entreprise, et par dérogation aux articles qui precedent, le premier conseil d'administration est formé pour huit années, terme fixé pour la durée des travaux du chemin de fer. Sont nommés administrateurs pour huit années: MM. Aguado, marquis de las Marismas; le comte Roy, pair de France; Humann, pair de France ; le duc Decazes , pair de France ; Boignes , membre de la Chambre des Députés; Delamarre, banquier, régent de la banque de France; Leborgne, négociant, membre du conseil municipal de Dieppe; Odillon Barrot, membre de la Chambre des Députés; Joseph Perrier, membre de la Cliainbre des Députés; Uribarren, chef de la muison Aguirrevengoa fils et Uribarren ; Lahure, membre du conseil municipal de Paris; Antoine Passy, membre du conseil général de la Seine. Il sera pourva ulterienrement, par le conseil d'administration, à la nomination des trois autres membres de ce premier conseil.

## Directeur général.

27. Un directeur général dirige et gére, sons l'autorité du conseil d'administration, l'entréprise et toutes les affaires de la compagnic.

28. Le directeur général est nommé par le conseil d'administration, sauf l'approbation de l'assemblée générale. Il peut être révoqué per le conseil d'administration, à la majorité des membres qui le composent. Le traitement et les avantages qui lui sont attribués sont réglés par le conseil d'administration.

29. Le directeur général doit être propriétaire de cent actions au moins. Ces actions sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions, et demeurent spécialement affectées à la garantie de sa gestion. Les titres en sont déposés dans la caisse de la société.

30. Le directeur général soumet au comseil d'administration les réglemens de régime intérieur et extérieur. Lorsqu'il assiste aux séances du conseil, il y a voiz consultative. Il propose la nomination et la révocation de tous directeurs, ingénieurs. agens et employés, et la fixation de leur traitoment et de leurs attributions. Il passe les marchés, fait les acquisitions et alienations d'immembles, opère les transactions et compromis, sauf l'approbation du conseil d'administration, et suit les actions judiciaires, soit en demandant, soit en désendant. Il propose la fixation des tarifs et les modifications à y apporter. Il règle et acquitte les dépenses, opère les placemens et les retraits de fonds, signe les transferts de rentes et les aliée nations de valeurs appartenant à la compagnie. Il dirige le travail des bureaux, signe la correspondance, et établit les comptes. Il reçoit les modifications ou les significations que le gouvernement aurait à adresser à la compagnie, conformément à l'art. 52 du cahier de charges, annexé à la loi de concession. Il correspond avec toutes administrations publiques. Il fait tous actes conservatoires, Il est chargé de toutes les mesures d'exécution, le tout, en se conformant aux prescriptions des art. 22 et 23.

31. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 28, M. le comte Jaubert, membre de la Chambre des Députés, est nommé, par ces présentes, directeur général.

32. Le directeur général a sous ses ordres deux directeurs nommés et révocables, comma il est dit dans l'art. 22. Par dérogation au paragraphe 2 du même article, MM. Chouquet et Lebobe sont nommés directeurs.

33. Les directeurs doivent être propriétaires checun de cinquante actions au moins inaliénsebles, comme il est dit au déuxième paragraphe de l'art. 29.

#### Assemblée générale.

34. L'a-semblée générale, régulièrement constituée, r présente l'universalité des actionnaires.

35. L'as emblée générale se compose de tous les actionnait es porteurs de quarante actions ou plus. Elle est i égulièrement constituée lorsque les actionnaires présens sont au nombre de quarante ou plus, n représentant au moins le dixième du fonds soci al.

36. Da 18 le cas où, sur une première convocation, les actionnaires présens ne remplissent pas les condi ions ci-dessus imposées pour constituer l'assemblé e générale, il est procédé à une secondu convocation à vingt jours d'intérvalle. Les délibérationspériers par l'assemblée générale, dans cette seconde réunion, sont valables, quel que soit le nombre des actionnaires présens ou la quantité d'actions représentées; mais elles ne doivent porter que sur les objets pour lesquels la première convocation avait eu lieu, et ne peuvent, en aucun cas, s'étandre aux objets qui sont régis par les dispositions particulières de l'art. 53.

37. L'as emblée générale se réunit de droit chaque année, à partir de 1801, au siège de la société, dans le courant du mois d'arril. Elle se réunit, en outre, extraordinairement, toutes les fois que le conseil d'administration en reconnaît l'utilité,

38. Les convocations ordinaires et extraordinsires sont faites par un avis inséré, trente jours au moins avant l'époque de la réunion, dans les journaux désignés à l'art. 12. Dans le cas de seconde convocation, prévu par l'art. 36, le délai fixé pour l'avis dans les journaux est réduit à quinze

jours.

- 39. Les actionnaires porteurs de querente actions ou plus, doivent, pour avoir droit d'assister à l'assemblée générale, déposer leurs titres au siége de la compagnie, dix jours au moins avant celui de la réunion, et il est remis à chacun d'eux une carte d'admission à l'assemblée. Cette carte, qui est nominative et personnelle, indique le nombre des actions déposées; elle est valuble pour la seconde réunion de l'assemblée générale, dans le cas de deuxième convocation. Les certificats nominatifs de dépôts serviront de carte d'admission à l'assemblée générale. Les actionnaires pourront se faire représenter par un membre de l'assemblée générale.
- 40. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration; les deux plus forts actionnaires présens remplissent les fonctions de scrutateurs. Les fonctions de secrétaire sont remplies par le sécrétaire du conseil d'administration.
- 41. Les délibérations de l'assemblée générale sont priscs à la majorité des voix des membres présens.
- 42. Querante actions donnent droit à une voix; le même actionnaire ne peut réunir soit par luimème, soit au nom des actionnaires qu'il représente plus de dix voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

43. Le nombre d'actions de chaque actionnaire

est constaté par sa carte d'admission.

- 44. L'assemblée générale reçoit et approuve les comples, autorise, s'il y a lieu, sur la proposition du conseil d'administration, les emprunts avec ou sans affectation hypothécaire, les traités et conventions de toute nature avec d'autres entreprises de chemin de fer qui ne seraient pas de simples actes d'administration. Elle délibère sur les propositions de prolongement ou d'embranchement, d'angmentation du fonds social, de modifications et d'additions aux statuts qui lui sont faites par le conseit d'administration. Elle approuve la nomination du directeur général, conformément au premier paragraphe de l'art. 28. Elle nomme les administrateurs en remplacement de ceux dont le terme des fonctions est expiré, ou qu'il y a lieu de remplacer par suite de décès, de démission ou autres causes. Elle prononce, sur la proposition du conseil d'administration et en se reufermant dans les limites des statuts, sur tous les intérêts de la société.
- 45. Les délibérations de l'assemblée générale, prises conformément aux statuts, obligent le compagnie. Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau. Le s extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs ont certifiés par le directeur général.
- TITRE V. Comples annuels. Bénéfues. Reconstitution du capital social.
  - 46. Au mois de décembre 1840, à l'époque à

laquelle plusieurs parties du chemin de fer auront pu être livrées à la circulation et mises en valeurs au profit de la compagnie, il sera fait pour la première fois, et ensuite d'aunée en année, un inventaire général de l'actif et du passif de la compagnie. L'inventaire annuel sera présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale des actionnaires dans sa réunion annuelle.

47. Le conseil d'administration déterminera la somme annuelle à prélever pour la reconstitution successive et l'amortissement du capital social. Cette annuité ne pourra excéder un pour cent dadit capital. Il fixera également le prélèvement à faire pour constituer un fonds de réserve destiné à subvenir aux dépenses et besoins extraordinaires de l'entreprise; ce prélèvement ue pontra être audect de l'entreprise; ce prélèvement ue pontra être audect de l'entreprise; ce prélèvement un fonds social prélèvement cessera lorsque la réserve autra atteint le quinzième du fonds social; il reprendra lorsque la réserve sera descendue au-dessous de cette limite.

48. Le produit net, déduction faite des prélèvemens prévus par les deux premiers paragraphes de l'article précédent, sera réparti également entre toutes les actions, à raison d'un quatre-vingt-dix millième par action. A mesure que, conformément à l'art. 26 du cahier des charges, des parties du chemin de fer auront été reçues par l'administration publique et livrées à la circulation, le conseil d'administration pourra ordonner la distribution aux actionnaires du produit de cette exploitation partielle, sans la déduction proportionnelle de tous frais et charges sociales, et des prélèvemens cidossus réglés.

49. Le paiement des dividendes se fera chaque année au siège de la compagnie. Tous dividendes qui n'auront pas été touchés à l'expiration du délai de cinq années après l'époque de leur paiement annoncé dans les journaux désignés en l'article 12

demeureront acquis à la compagnie.

50. Le montant des prélèvemens affectés à la reconstitution du capital social sera placé, d'année en année, par les soins du conseil d'administration, en fonds, rentes ou effets publics, émis ou à émettre par le gouvernement ou sans sa garantie, et en obligations ou emprunts des départemens ou villes autorisés par le gouvernement. Les arrérages de ces valeurs seront placés de la même mauièra et avec la même affectation.

51. Toutes les fois que les valeurs ainsi accumulées présenteront une somme égale au cinquième du capital social, l'assemblée générale des actionnaires pourra décider, sur la proposition du conscil d'administration, que le cinquième du moatant de chaque action sera remboursé. Dans ce cas, les actions seront frappées d'une mention constatant chacun des remboursemens partiels.

52. Nonobstant les remboursemens partiels, chaque action continuera à participer, pour un quatre-vingt-dix millième, aux bénéfices nets de l'entreprise.

#### TITRE VI. — Dispositions générales. — Modifications. — Liquidation.

53. Lorsqu'il y aura lieu à prendre, dans l'intérêt de la compagnie, des mesures et dispositions énoncées au paragraphe 2 de l'art. 24, les délibérations de l'assemblée générale ne seront prises qu'à la majorité des trois cinquièmes des voix des membres présens réunis au nombre voulu par l'art. 35. Aucune modification ou addition ne pourra être apportée aux statuts qu'après avoir été 'Ouvée. Tous pouvoirs sont donnés d'avance au eal d'administration de consentir les changes que le gouvernement jugerait nécessaire Orter aux modifications et additions votées l'assemblée générale.

1. A l'expiration de la société, l'assemblée géle, sur la proposition du conseil d'adminison, déterminera le mode de liquidation à

 A l'expiration de la concession, les sommes ant dans les caisses de la réserve et les valeurs enant de la liquidation serviront, avant toute rtition aux actionnaires, à mettre le chemin stat d'être livré au gouvernement, dans les litions déterminées par le cahier des charges .a concession, sans préjudice de l'exécution, r a lieu, du quatrième paragraphe de l'art. 45 ahier des charges.

## TETRE VII. - Contestations. - Publications.

B. Toutes les contestations entre les sociétaires, ison des affaires sociales, seront jugées par des itres. Le tribunal arbitral est composé de trois itres, sur le choix desquels les parties sont ues de s'entendre dans un délai de huitsine, à aut de quoi la nomination des trois arbitres faite par le tribunal de commerce du départent de la Seine, à la requête de la partie la plus gente. Les arbitres décident comme amiables apositeurs et en dernier ressort, sans être tenus Leur décision pent être attaquée par voie d'appel, requête ile, ni recours en cassation. En quelque nomque soient les actionnaires dans une contestan, ils seront tenus, lorsqu'ils auront un seul et me interêt, de se faire représenter par un comssaire ayant qualité de faire et recevoir en leurs ms tous actes judiciaires, soit en demandant, t en défendant.

57. A défaut d'élection de domicile à Paris, domicile de droit de chaque actionnaire, pour as actes de procédure, est au siège de la so-

ıté. 58. Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un trait ou expédition des présentes, pour les faire blier partout où besoin sera.

AOUT == 11 septembre 1838. - Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée pour l'établissement et l'exploitation du chemin de fer de Paris à Orléans. (IX, Bull. supp. CCCLXXXIII, p. 12507.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de otre ministre secrétaire d'Etat des travaux ablics, de l'agriculture et du commerce ; ı la loi du 7 juillet 1838, relative à la ncession d'un chemin de fer de Paris à rléans au profit des sieurs Casimir Leconte compagnie, vu les articles 29 à 37, 40 45 du Code de commerce : notre conseil état entendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à aris pour l'établissement et l'exploitation u chemin de fer de Paris à Orléans est aurisée. Sont approuvés les statuts de laite société, tels qu'ils sont contenus dans acte passe, le 11 août 1838, par-devant In Foucher et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

- 2. Ladite société sera soumise à toutes les obligations qui dérivent pour les sieurs Casimir Leconte et compagnie, tant de la loi du 7 juillet 1838 que du cahier des charges et de la convention additionnelle annexés à cette loi.
- 3. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice du droit des tiers.
- 4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, aux préfets des déprtemens de la Seine, de Seineet-Oise et du Loiret, aux gresses des tribunaux de commerce de Paris, Versailles et Orléans, et aux chambres de commerce de Paris et d'Orléans. Elle sera tenue, en outre, de remettre chaque année, au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, une copie de l'inventaire général de son actif et de son passif.

5. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

TITRE I .- Constitution de la Société. - Objet. - Dénomination. - Domicile. - Durée.

Art. 1 .. Il est formé entre les comparans, sauf l'autorisation du gouvernement, une société anonyme pour l'exécution et l'exploitation du chemin de ser de Paris à Orléans, de ses embranchemens et dépendances et des prolongemens et embranchemens qui pourront être ultérieurement demandés au gouvernement par la compagnie, dans le but d'assurer de nouveaux avantages à l'entreprise. Elle prend la dénomination de Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.

2. Le siège de la société et son domicile attri-

butif de juridiction sont établis à Paris.

3. La société commence du jour de son autorisation; elle finit avec la concession.

### TITRE II. - Mise en société de la concession.

4. MM. Casimir Lecente et compagnie déclarent apporter et mettre en société la concession du chemin de fer de Paris à Orléans, telle qu'elle résulte de la loi du 7 juillet 1838, et du cahier des charges et de la convention additionnelle annexés à ladite loi. Get apport est fait sans aucune réserve ni restriction; en conséquence, la compagnie est mise entièrement aux lieu et place des concessionnaires, à la charge par elle de satisfaire à toutes les clauses et obligations qui résultent pour lesdits concessionnaires, lant de la loi du 7 juillet 1838, que du cahier des charges et de la convention additionnelle ci-dessus mentionnés.

#### TITRE III. - Fonds social. - Actions.

5. Le fonds social est fixé à quarante millions de francs. Dans le cas d'obtention de prolongemens on d'embranchemens prévu par l'article 1", il y sera pourvu, s'il y a lieu, par une augmentation du fonds social votée en assemblée générale,

avec l'approbation du gouvernement. Cette augmentation aura lieu par la création de nouvelles antions qui ne pontront être émises au-dessous du

6. Le forids social est complétement souscrit par les comparans, dans les proportions déterminées en un état demeuré ci annexé , après avoir été des parties certifié véritable et signé en présence des notaires soussignés.

7. Le fonds social est divisé en quatre-vingt mille actions de cinq cents francs chacane.

8. Les setions sont au porteur. Elles seront remises aux ayans-droit après le paiement de vingtcinq pour cent. Il ne sera emis aucunes actions négociables avant que la présente société ait été autorisée.

9. Il pourra être accordé des facilités pour le dépôt et la conservation des fitres dans la caisse sociale. La décision qui interviendra sur ce point déterminera la forme des certificats de dépôt, le mode de leur délivrance et les garanties dont l'exécution de cette mesure devra être entourée dans l'intérêt de la société et des actionnaires.

10. Les actions seront revêtues de la signature d'un administrateur et d'un directeur et frappées

da timbre sec de la compagnie.

11. La cession des actions s'opère par la tradition du titre.

- 12. Chaque action est indivisible, et la compagnie ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.
- 43. Chaque action donne droit à un quatrevingt millième dans la propriété de l'actif social, et dans les bénésices de l'entreprise.
- 14. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.
- 15. Le montant de chaque action est payable dans la caisse de la société, aux époques ci-après déterminées, savoir : vingt-cinq pour cent ou 125 fr. contre la remise de l'action; dix pour cent ou 50 fr. le 10 mars 1839; dix pour cent ou 50 fr. le 10 juin 1839; dix pour cent ou 50 fr. le 10 septembre 1839; dix pour cent ou 50 fr. le 10 décembre 1839; dix pour cent ou 50 fr. le 10 mars 1840; dix pour cent ou 50 fr. le 10 juin 1840; et quinze pour cent ou 75 fr. le 10 septembre 1840. Total, 500 francs. Sur le montant du premier versement, il sera prélevé la somme nécessaire pour former le cautionnement de deux milliona à fonçair par la compagnie aux termes de l'article 54 du cahier des charges de la concession.

16. A défant de versement sur époques cidessus déterminées, l'intérêt sera de pour chaque jour de retard, à raison de cinq pour cent par an. Les numéros des actions en retard seront publiés dans deux journaux d'annouses légales du dépar-tement de la Seine et dans un jeurnal d'Oriens, désignés par le tribunal de commerce, conformément à la loi du 36 mars 1883 : quinze jours après ant avis, et sans autre acte de mise en demeure, leedites actions secont vendues sur duplicata à la bourse de Paris par le ministère d'un agent de shange, pour comple et aux-risques des porteurs en retard. Les titres primitifs des actions sinci vendues seront nuls de plein droit : en consé-quence, toute action qui ne porters pas la mention régulière du paiement des versemens qui aurout dû être opérés cessera d'être admissible à la négociation.

17. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de leurs actions. Tout autre

appel de fonds est interdit.

Tizne IV. - Conseil d'administration. - Comité & direction. - Assemblée générale des actionnaires.

18. La compagnie est administrée par un coaseil d'administration et par un comité de direction.

### Conseil d'administration.

19. Le conseil d'administration est composé de neul membres nommes par l'assemblée générale. Chaque administrateur doit être propriétaire de soixante actions au moins, qui sont inalienables pendant la durée de ses fonctions, sans préjudice de l'execution des dispositions de l'art. 68 ci-après en ce qui concerne les membres du conseil d'administration. Les titres de ces actions sont déposées dans la caisse de la société.

20. Les fonctions des administrateurs sont gra-

tuites; ils reçoivent des jetons de présence.

21. La durée des fonctions des administrateurs est de trois années : ils sont renouvelés per tien d'année en année. Les membres sortans les deux premières années sont désignés par la voie du set et ensuite par l'ancienneté. Les membres sortes peuvent étre indéfiniment réélas.

22. Le conseil d'administration nomme per trois années son président. En cas d'absence de président, l'administrateur le plus âgé préside.

23. Le conseil d'administration se réunit aux souvent que l'intérêt de la société l'exige, et at moins deux fois par mois. La présence de tres administrateurs est nécessaire pour valider les de libérations. Les décisions sont prises à la majorié des membres présens ; en cas de partage, la roiz du président est prépondérante. Lorsque tros membres seulement sont présens, les décisions doivent être prises à l'unanimité.

24. Les délibérations du conseil d'administre tion sont constatées par des procès-verbanz signé par le président et deux des membres qui ont pre part à la délibération. Les extraits de ces procesverbaux à produire en justice ou ailleurs, sont ce-

tifiés par un des directeurs.

25. En cas de décès, retrait ou empêchemut permanent d'un ou de plusieurs administrateurs, le conseil d'administration pourvoit provisoirement à leur remplacement jusqu'à la première assem-blée générale. Si, par l'effet d'une cause quelcoaque , le nombre des administrateurs nommés par assemblée générale était réduit à moins de cieq, l'assemblée générale serait immédiatement convoquée à l'effet de compléter le consess. Les membre ainsi nommés ne demeurent en fonctions que le temps restant à courir sur l'exercice de leurs prédécesseurs.

26. Le conseil d'administration propose le nomination ou la révocation des directeurs lonqu'i' y a lien. Il nomme et révoque tous antres agens e? employés at fixe leur traitement. Il détermine le attributions. Il fixe les dépenses générales de l'ad ministration et les frais des voyages ordonne dans l'intérêt de la société. Il autorise les marché Il autorise, avec l'approbation de l'assemblée ge nérale, tous emprunts avec on sans affectation hypothécaires, toutes acquisitions et aliénation d'immeubles et toutes conventions avec d'autre entreprises de chemin de fer. Il autorise toute ventes et achats d'objets mobiliers. Il autors tous traités, transactions et compromis. Il autore toutes actions judiciaires. Il détermine le place ment des fonds disponibles et autorise tous r traits de fonds et tous transferts de rentes et six nations de valeurs appartenant à la compagnie fixe ou modific les tarifs du chemin de fer et des iblissemens qui en dépendent, dans les limites terminées par le cahier des charges de la conssion. Il approuve les réglemens relatifs à l'ornisation du service, à la police et à l'exploitam du chemin de fer et de ses dépendances dans s limites déterminées par le cahier des charges, statue sur tous les objets relatifs à l'administraon de la société.

27. Indépendamment des attributions qui préedent, le premier conseil d'administration nomné par le présent acte pour toute la durée des avanx est chargé particulièrement de pourvoir à éxécution du chemin de fer et de ses dépendanes: à cet effet, il pourra choisir le mode qui lui araîtra le plus favorable, tant pour l'acquisition es terrains que pour l'achat des matières, la conluite des travaux et la fourniture du matériel néessaire à l'exploitation de l'entreprise. Il autoriera les acquisitions et ventes de tous biens menoles et immeubles, la mise en adjudication de tout ou partie des travaux et les traités à forfait pour tout ou partie de l'entreprise. Il sera investi des mêmes pouvoirs pour l'exécution des prolongemens ou embranchemens qui pourront être ultérieurement concédés à la compagnie.

28. Le conseil d'administration peut, dans les circonstances où il le juge utile, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs par un mandat spécial et pour une ou plusieurs affaires déterminées.

29. Les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personn le ni solidaire, relativement aux engagemens de la compagnic. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

30. Sont nommés administrateurs : MM. le counte Pillet-Will, président : Ernest André, François Bartholony, le comte Darn , Louis Dufour, Jones Hagerman, François Mathieu, James Odier, Adolphe de Waru.

#### Comité de direction.

- 31. Le comité de direction se compose d'un diracteur général et de deux directeurs nommés et révocables par l'assemblée générale sur la proposition de la majorité absolue des membres du conseil d'administration.
- 32. Le comité cat présidépar le directeur général, 33. Le directeur général doit être propriétaire de deux cents actions et chacun des deux directeurs de cent actions au moins. Ces actions aont inaliénables pendant la durée des fonctions des directeurs et demeurent spécialement affectées à la garantie de leur gestion. Les titres en sont déposés dans la caisse de la société.

34. L'assemblée générale détermine, sur la proposition du conseil d'administration, le traitement et les avantages attribués aux directeurs.

35. Le comité est chargé, sous l'autorité du conseil d'administration, conformatuent aux discossible de l'art. 26 que précède, et suivant les décisions dudit conseil, de la direction de l'entreprise et de la gestion des affaires de la société. Il propose la nomination et la révocation de tous agens et employés, et la fixation de l'enra attributions et de leur traitement. Il règle et acquitte les dépenses. Il passe les marchés. Il opère les acquisitions et aliénations d'immembles, il effectue les ventes et achats d'objets mobiliers. Il fait les traités et opère les transactions et compromis. Il suit les actions judiciaires. Il opère les placemens et retraits de fonds. Il propose la firation

et la modification des taris. Il propose les réglemens relaiis à l'organisation du service, à la police et à l'exploitation du chemin et de ses dépendances. Il dirige le travail des bureaux, signe la correspondance, établit les comptes. Il reçoit les notifications ou les significations que le gouvernement serait dans le cas d'adresser à la compagnie, conformément à l'article 52 du cahier des charges annexé à la loi de concession. Il correspond avec toutes les administrations publiques. Il fait tous actes conservatoires.

36. Les transferts de rentes et aliénations de valeurs, ainsi que les acceptations et mandats sur la banque, sur les receveurs généraux et sur tous autres dépositaires des fonds de la compagnie, devront être signés par un administrateur et un directenr.

37. Les directeurs assistent aux délibérations du conseil d'administration avec voix consultative. Ils

votent à l'assemblée générale.

38. Par dérogation à l'article 31 ci-dessus, M. Casimir Leconte est nommé par les présens statuts directeur général de l'entreprise. Les deux autres directeurs sont nommés par le conseil d'administration, sauf confirmation par la première assemblée générale, qui aura lieu après l'autorisation de la société, conformément à l'article 52 ci-après.

# Assemblée générale des actionnaires.

39. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

40. L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires porteurs de vingt actions ou plus. Elle est régulièrement constituée lorsque les actionnaires présens sont au nombre de trente ou plus et représentent au moins le dixième du fonds social.

A1. Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires présens ne remplissent pas
les conditions ci-dessus imposées pour constituer
l'assemblée générale, il est procédé à une seconde
convocation à vingt jours d'intervalle. Les délibérations prises par l'assemblée générale, dans cette
seconde réunion, sont valables quel que soit le
nombre des actionnaires présens ou la quantité
d'actions représentées; mais elles ne doivent porter que sur les objets à l'ordre du jour de la prenaière réunion et ne peuvent a'étendre, en aucun
ces, aen objets spéciaux qui sont régis par les dispositions partieulières de l'art. 50.

42. L'assemblée générale se néunit de droit, chaque année, au siège de la société, dans le courant du mois de mars. Elle se réunit, en outre, extraordinainement toutes les fois que le conseil d'administration en reconnoît l'utilité.

A3. Les convocations ordinaires et extraordinaires sont faites par un avis inséré, trente jours au moins avant l'époque de la rémine, dans deux journaux d'annonces légales du département de la Seine, et dans un journal d'Ortéans, désignés comme il est dit en l'art. 46 qui précède. Dans le cas de seconde convocation prévu por l'art. 41, le défai pour insertion dans les journaux est réduit à quinze jours.

An. Les actionnaires porteurs de vingt actions ou plus doivent, pour avoir droit d'assister à l'assemblée générale, déposer leurs titres au siège de la compagnie, dix jours au moins avant celui de la réunion, et il est remis à chacun d'eux une carte d'admission à l'assemblée. Cette carte, qui est nominative et personnelle, indique le nombre des actions déposées; elle est valable pour la seconde

réunion de l'assemblée générale, dans le cas de denxième convocation. Les certificats de dépôts mentionnés en l'art. 9 dispensent de carte d'ad-

mission à l'assemblée générale.

45. L'assemblée générale est présidée par le pré-sident du conseil d'administration ; les deux plus forts actionnaires présens remplissent les fonctions de scrutateurs. Le bureau désigne le secrétaire qui peut être l'un des employés supérieurs de l'administration.

46. Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des membres présens.

47. Vingt actions donnent droit à une voix; le même actionnaire ne peut réunir plus de cinq voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

48. Le nombre d'actions de chaque actionnaire

est constaté par sa carte d'admission.

- 49. L'assemblée générale entend et approuve les comptes. Elle statue sur toutes propositions d'emprants d'acquisitions et d'alienations d'immeubles, qui lui sont soumises par le conseil d'administration. Elle délibère sur les propositions de prolongemens et embranchemens, d'augmentation du fonds social, de modifications et additions aux statuts qui lui sont faites par le conseil d'administration. Elle nomme les administrateurs en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées, ou qu'il y a lieu de remplacer par suite de décès, de démission ou autre cause. Elle prononce, sur la proposition du conseil d'administration et en se renfermant dans les limites des statuts, sur tous les intérêts de la société. Elle nomme et révoque les membres du comité de direction, sur la proposition du conseil d'administration, et détermine, sur la proposition du même conseil, le traitement et les avantages à leur attribuer.
- 50. Les délibérations relatives à la modification éventuelle des statuts, aux demandes d'embranchemens ou prolongemens du chemin, à l'augmentation du fonds social et à la révocation des membres du comité de direction, ne peuvent être prises que dans une assemblée générale réunissant le cinquième au moins du fonds social, et à la majorité des deux tiers des voix des membres présens, au nombre de trente au moins.
- 51. Les délibérations de l'assemblée générale, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires. Elles sont constatées par des procèsverbaux signés par les membres du bureau. Les extraits de ces proces-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par un des directeurs.
- 52. La première réunion de l'assemblée générale des actionnaires aura lieu dans le plus court délai possible après l'autorisation de la société, à l'effet de statuer sur l'organisation définitive de la compagnie. La convocation de cette assemblée sera faite par les lettres adressées dix jours avant celui de la réunion au domicile des actionnaires avant droit de voter.
- 53. Les réunions ultérieures de l'assemblée générale auront lieu après l'achèvement des travaux, à moins de circonstances particulières qui motivent sa réunion avant cette époque.

#### TITRE V. — Comptes annuels. — Amortissement. — Réserves. - Dividendes.

54. Chaque année un inventaire général du passif et de l'actif de la compagnie scra soumis par le conseil d'administration à l'assemblée générale des actionnaires, dans sa réanion du mois

55. Les produits de l'entreprise serviront d'abord à acquitter les dépenses d'entretien et d'exploitation du chemin, les frais d'administration, l'annuité du fonds de reconstitution du capital et généralement toutes les charges sociales.

50. Sur l'excédant des produits, après le paiement de ces charges, et avant toute distribution de dividendes, il sera prélevé chaque année la somme nécessaire pour constituer une réserve destinée à pourvoir aux besoins imprévus et aux dépenses ex-

traordinaires de l'entreprise.

57. Le conseil d'administration déterminera chaque année la somme à verser au fonds de reconstitution du capital social. Cette annuité ne pourra excéder un pour cent de ce capital. Il fixera également le prélèvement à faire pour constituer le fonds de réserve ; ce prélèvement ne pourra être au dessous du vingtième des produis de l'année après le paiement des charges sociales énoncées en l'art. 55 qui précède. Ce prélèvement cessera lorsque la réserve aura atteint le dixieme du fonds social; il reprendra lorsque la reserve sera descendue au-dessous de cette limite.

58. Le surplus des produits sera réparti par égales portions entre toutes les actions à titre de

dividende.

59. A mesure que, conformément à l'art. 26 du cahier de charges, des parties du chemin de fer auront été reçues par l'administration publique et livrées à la circulation, le conseil d'administration pourra ordonner la distribution aux actionnaires des produits de cette exploitation partielle, sous la déduction proportionnelle de tous frais et charges sociales, et des prélèvemens ci-desses réglés.

60. Lorsque les sommes existant aux fonds de reconstitution du capital seront égales au cinquième du fonds social, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, pourra en ordonner la répartition entre toutes

les actions.

61. Les sommes existant au fonds de reconstitution du capital, seront placées, au nom de la compagnie, en rentes ou effets publics émis on à émettre par le gouvernement on sous sa garantie, et en obligations ou emprunts des départemens et des villes autorisés par le gouvernement. Les arrérages de ces valeurs seront placés de la même manière et avec les mêmes affectations.

62. Le paiement des dividendes se fait au siège de la compagnie. Tous dividendes qui n'ont pas été touchés à l'expiration du délai de cinq années après l'époque de leur paicment, dûment annoncé dans les deux journaux d'annonces légales du département de la Seine et dans un journal d'Orléans, désignés comme il est dit ci-dessus, art. 16, sont acquis à la société.

#### Tithe VI. - Dispositions generales. - Modifications. Liquidation.

63. Si l'expérience faisait reconnaître la convenance d'apporter quelques modifications ou additions aux présens statuts, l'assemblée générale est autorisée à y pourvoir dans la forme déterminée par les art. 49 et 50 qui précèdent. Les délibérations qui seraient prises en conséquence ne seront exécutoires qu'après avoir été approuvées par le gouvernement. Tous pouvoirs sont donnés d'avance au conseil d'administration, délibérant à la majorité absolue des voix, à l'effet de consentir

changemens que le gouvernement jugerait cessaires d'apporter aux modifications votées r l'assemblée générale. Le comité de direcn est autorisé à passer tous actes en conséence.

64. Lors de la dissolution de la compagnie, l'asphiée générale déterminera le mode de liquida-

n à suivre.

65. A l'expiration de la concession, les sommes istant dans la caisse de la réserve, et les valeurs ovenant de la liquidation serviront, avant toute partition aux actionnaires, à mettre le chemin état d'être livré au gouvernement, dans les nditions déterminées par le cahier des charges la concession, sans préjudices de l'exécution quatrième paragraphe de l'art. 43 dudit cahier charges.

## TITRE VII. - Contestations.

66. Toutes contestations qui pourront s'élever tre les sociétaires, à raison des affaires sociales, cont jugées par des arbitres. Le tribunal arbitral composé de trois arbitres, sur le choix desels les parties seront tenues de s'entendre dans i délai de huitaine. A défaut de quoi la nomi-.tion des trois arbitres est faite par le tribunal commerce du département de la Seine, à la quête de la partie le plus diligente. Les arbitres cident comme amiables compositeurs et en derer ressort, sans être tenus de s'astreindre aux rmes et délais de la procédure. Leur décision ne ut être attaquée par voie d'appel, requête cie ni recours en cassation. En quelque nombre te soient les actionnaires dans une contestation . seront tenus, lorsqu'ils auront un seul et même térêt, de se faire représenter par un commissaire ant qualité pour faire et recevoir en leur nom us actes judiciaires, soit en demandant, soit en fendant.

67. A défaut d'élection de domicile à Paris, le micile de droit de chaque actionnaire pour us actes de procédure, en cas de contestations, t au siège de la société.

TITRE VIII. — Disposition transitoire. — Mandat spécial.

68. Conformément aux dispositions de l'art. 3 : la loi de concession, les membres du conseil administration et M. Casimir Leconte, concessonaire, sont tenus de conserver, pendant la rée des travaux, une quantité d'actions repréntant au moins un million en valeur nomille, lesquelles seront inaliénables pendant ce mps.

mps. 69. La demande en autorisation de la présente ciété sera soumise au gouvernement par M. C. conte, qui est autorisé à consentir au nom de us les actionnaires à toutes modifications, adtions ou suppressions qui seraient enigées par le uvernement comme condition de l'approbation, est autorisé à passer tous actes à cet effet.

est autorisé à passer tous actes à cet effet. 70 et dernier. Tous pouvoirs sont donnés au rteur d'une expédition des présentes, pour les ire publier partout où besoin sers.

AOUT = 12 SEPTRIBBE 1838. — Ordonnance du roi qui autorise la commune de Marsillargues (Hérault) à ouvrir un abattoir public et commun. (1X, Bull. supp. CCCLXXXIV, n. 12521.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de

notre ministre srcrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la demande de la commune de Marsillargues ( Hérault ), tendant à obtenir l'autorisation d'établir un abattoir public et commun; l'arrêté préfectoral du 5 novembre 1837, qui autorise cet abattoir sous le rapport de la convenance de l'emplacement qu'il occupe au nord et à plus de cent metres de l'enceinte de la ville et de toute habitation détachée; l'avis du préfet; les observations faites par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, et contenues dans sa lettre du 10 juin 1838, à notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce ; vu le décret du 15 octobre 1810, et l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1815 ; vu notre ordonnance du 25 juin 1838, concernant spécialement les abattoirs publics et communs; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La commune de Marsillargues (Hérault) est autorisée à ouvrir et à mettre en activité un abattoir public et commun, conformément à la délibération du conseil municipal du 25 octobre 1837.

- 2. Aussitôt que cet abattoir pourra être livré à sa destination, l'abattage des bœufs, vaches, veaux, porcs, moutons, brebis, agneaux, chèvres et chevreaux, y aura lieu exclusivement, et toutes les tucries particulières dans les limites du rayon de l'octroi seront interdites et fermées. Toutefois, les propriétaires et habitans qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison, conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.
- 3. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

11 AOUT = 12 SEPTEMBER 1838. — Ordonnance du roi qui autorise la commune d'Olette et Evol (Pyrénées-Orientales) à ouvrir un abattoir public et commun. (IX, Bull. supp. CCCLXXXIV, n. 12522.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la demande de la commune d'Olette et Evol(Pyrénées-Orientales), tendant à obtenir l'autorisation d'établir un abattoir public et commun; l'arrêté du sous-préfet de Prades du 7 mars 1837, qui approuve les dispositions saites pour le placement dudit abattoir dans un bâtiment dit la Boucherie appartenant à la commune, et situé au quartier du Torrent, en dehors de la ville d'Olette; l'avis du préfet; les op-

positions faites par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, et contenues dans sa lettre adressée le 25 mai 1858, à notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce ; vu le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1815; vu notre ordonnance du 15 avril 1858, concernant spécialement les abattoirs publics et communs; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La commune d'Olelle et Evol (Pyrénées-Orientales) est autorisée à ouvrir et à mettre en activité un abattoir public et commun, conformément aux délibérations du conseil municipal du 9 février 1837 et

du 18 mars 1838.

2. Aussitôt que cet abattoir pourra être livré à sa destination, l'abattage des bœufs, vaches, veaux, moutons et porcs, y aura lieu exclusivement, et toutes les tueries particulières situées dans l'intérieur de la ville, seront interdites et fermées. Toutefois, les propriétaires et habitans qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison, conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

3. Il sera percu pour droit d'abattage : · 10 un franc par bœuf ou vache; 20 quarante-cinq centimes par veau; 3º vingtcinq centimes par mouton, brebis, chèvre.

4. Nos ministres secrétaires d'Etat aux départemens des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et de l'intérieur (MM. Martin du Nord et Montalivet) sont chargés.

13 AOUT == 12 SEPTEMBRE 1838. - Ordonnance du roi portant autorisation de la société monyme formée à Lyon pour la propriété et la jouissance du canal de Givors et de ses dépendances. (IX, Bull, supp. CCCLXXXIV, n. 12523.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de'l'agriculture et du commerce; vu les lettres-patentes du mois de décembre 1788, confirmées par la loi du 12 juin 1791; vu l'ordonnance royale du 5 décembre 1831; vu les arti-cles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à Lyon pour la propriété et la jouissance du canal de Givors et de ses dépendances, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 1er septembre 1857 et jours suivans, par-devant Me Casati et son collegue, notaires à Lyon, sous la réserve de la modification introduite dans la rédac-

tion de l'article 5 des statuts. Ledit acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, saus préjudice des droits des tiers.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics. de l'agriculture et du commerce, au préfet du département du Rhône, à la chambre de commerce et au tribunal de commerce de Lyon.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est chargé, etc.

### TITRE ler. - Formation de la société et son objet, su siège, sa dénomination, sa durée

Art. 1er. Il est formé entre tous les comparats une société anonyme ayant pour objet exclusif et spécial, 1º la propriété et la jouissance du camil de Givors, de son prolongement et de toutes ses dépendances, sous l'observation des charges, clauses et conditions imposées par les actes des concessions; 2º l'exploitation exclusive de tous les droits concedes, soit aux comparans, soit à cest qu'ils représentent, suivant les lettres-patentes du mois de décembre 1788, enregistrées au Parlement le 5 septembre 1789, et confirmées par la loi de 12 juin 1791, ainsi que les lettres patentes et édits antérieurs qui y sont visés, et encore l'ordonnance royale du 5 décembre 1831.

2. Le siège de la société et son domicile social sont établis à Lyon.

3. La dénomination de la société est Compagnie du canal de Givors.

4. La durée de la société est de quatre-vingt-dis ans, à partir de l'ordonnance royale qui l'autorisera, et sauf la faculté de prolongation dont il sera question ci-après titre VI.

### Titre II. - Fonds social, sa division en actions on pets d'intéréts.

Par délibération du conseil d'Etat en date du 27 juillet 1838, la rédaction définitive de l'article 5 des présens statuts, déjà approuvés en séance du conseil d'Etat le 30 mai précédent, a été arrêtés

ainsi qu'il suit :

5. Le fonds social se compose du canal, son prolongement et tous ses francs-bords; ses bassins, réservoirs et toutes ses dépendances, bâtimens d'exploitation, magasins et autres immeubles, d'un bateau remorqueur et de tous les agrès nécessaires au service, quittes et francs de toutes dettes et charges autres que l'emprunt d'une somme de cinq cent cinquante-deux mille sept cents francs, contracté en vertu d'une délibération prise en ssemblée générale le 2 mars 1836, pour l'acheve-ment des travaux qui ont pour but de prolonge le canal; laquelle somme a déjà été employée partie, le surplus ne devant l'être qu'au fur et i mesure de l'execution desdits travaux, et par suite se trouvant encore en dépôt chez M. le recens général du département du Rhone. Déclarant, ès reste, que le canal et ses dépendances sont frasu et quittes de toutes inscriptions hypothécaires, ainsi qu'il en est justifié par un certificat du cosservateur des hypothèques annexé à la suite de antes. Le fonds social ainsi composé est repréé-par six mille parts ou actions donnant droit une à un six millième de la propriété du canal e ses dépendances, ainsi que de tons ses pros. Les sociétaires comparans ont droit, dans proportions snivantes, à ces aix mille parts ténéts.

### CRE III. - Droits et obligations des actionnaires, forme et transfert des actions.

- Chaque part on action donne droit, ainsi i vient d'être dit, à la six millionième partie onde social, et au partage, dans la même protion, de tous les produits nets et de toutes les
- . Chaque part ou action est indivisible, la soé me reconnaît aucune fraction d'action ; en séquence, lorsque, par quelque cause que oit, une action sera devenue la propriété comne de plusieurs personnes, elles devront s'endre entre elles pour désigner un seul titulaire l'action.
- 3. Dans aucun cas, le décès, l'absence, la fail-, la déconfaure ni l'incapacité de l'actionnaire, penvent mettre fin à la société, ni donner lieu incune apposition des scelles, inventaire, parze su licitation.
- 9. Il ne peut être fait aux actionmaires, sous rel que prétente que ce soit, ancen appel de fon is. 40. Les parts d'intérêts ou actions sont repréntées par un titre nominatif, les titres d'actions nt revêtus de la signature de deux syndics et de ille du directeur, ils sont frappés du timbre de la ciété, extraits d'un registre à souche et portent n'numéro d'ordre. A chacun des actionnaires ésignés dans l'état qui précède, sera faite la remise e son titre pourvu qu'il n'existe sucun empêchesent à son préjudice entre les mains de l'ancienne zciété du canal de Givors, et il passera décharge e cette remise sur un registre spécial.
- 11. La cession des actions s'opère entre toutes s parties par une déclaration de transfert inscrite ar un registre ouvert à cet effet et signé par le édant, deux syndics et le directeur. En cas de écès ou de donation entre vifs, la mulation s'oérera sur un certificat de propriété déhivré dans es formes exigées par le trésor royal pour les reues sur l'Etat. Dans l'un et l'autre cas, les actions, itres d'actions seront rendus et anéantis, et il era délivré au nouveau propriétaire d'autres titres l'actions qui porteront toujours les numéros prinitifs d'inscription.

12. Si le titre d'action nominatif est perdu, le itulaire en faisant la déclaration aux syndics, en reçoit un duplicata, six mois après la date de l'enregistrement de sa demande et contre un récépissé motivé, et même un cautionnement si le comité des syndics le juge nécessaire.

13. La cession ou transmission d'une action donne au nouveau propriétaire tous les droits qu'avait le précédent propriétaire, et l'assujettit aux mêmes charges; elle lui confère la jouissance intégrale du dividende afférant au semestre pendant lequel la mutation a eu lieu, et la part revenant à l'action transmise dans le fonds de réserve.

### TITRE IV. - Administration de la société, syndicat, direction.

14. La société est représentée, dans tout ce qui tient à l'exécution du pacte social, par sept syndics nommés au scrutin secret par l'assemblée générale ordinaire à la majorité absolue des suffrages, Si un

second tour de scrutin est nécessaire pour une ou plusieurs nominations, la pluralité des voix suffit à ce second scrutin ; en cas d'égalité de voix, la préférence est donnée d'abord sta ples grand nombre d'actions, et si le nombre d'actions est

égal à l'actionnaire le plus âgé.

15. Tout sociétaire possédant personnellement dix actions pout être nommé syndic. Les fonctions des syndics durent sept ans, te syndicat se renouvelle par septième, d'année en année; fes premiers sostans sont désignés d'abord par la voie du sort, ensuite par l'ancienneté; ils sent rééligibles immédiatement, mais seulement pendant la première période de sept années. Après ce délai, tout syndic sortant ne pourra être étu qu'après une année d'interruption. En cas de vacance par décès, démission ou autrement, les syndies restans designent provisoirement un receptaçant parmi les actionnaires possesseurs de dix actions au moins.

16. Les syndics choisissent entre eux un président et un secrétaire, leurs fonctions durent un an. En cas d'absence du président ou de secré-tuire, ils sont remplacés, le premier par le plus agé, le second par le plus jeune des membres presens. Aucun syndic ne peut personnellement se faire représenter aux délibérations syndicales.

17. Les syndics peuvent délibérer au nombre de quatre ; dans ce cas, les délibérations sont prises à la majorité des suffrages; au dessus de ce nombre de quatre, si les voix se trouvent partagées et en nombre égal, celle du président est prépondérante. Les délibérations des syndics sont signées par eux sur un registre spécial, qui est mis sous les yeux des actionnaires dans l'assemblée générale annuelle.

18. Les syndics sont chargés spécialement d'assurer l'exécution des délibérations de l'assemblée générale. Ils nomment et révoquent tous les employés et arrêtent la quotité de leurs traitemens; néanmoins, la nomination ou révocation par enz faite du directeur n'est que provisoire et ne devient definitive qu'autant qu'elle est confirmée par l'assemblée générale convoquée à cet effet dans le delai d'un mois. Les syndies correspondent avec les diverses autorités et les particuliers par euxmêmes en par le directeur. Les syndics passent les marchés ; ils pourvoient à toutes les dépenses sur les allocations faites au bubget, sans pouveir les excéder, si de m'est dans le cas de réparations urgentes et imprévues ; ils ne penvent ni acquérir ni aliener pear un capital excedent dix mille francs sans une autorisation de l'assemblée générale. Le syndicat peut traiter, transiger, compromettre, intenter toutes actions judiciaires, plaider tant en demandant qu'en défendant devant l'autorité judiciaire ou administrative et devant tous tribunaux; mais il ne peut se peurvoir par appel, requête civile, recours en cassation ou au conseil d'Etat, ni se désister sans l'avis de son conseil judiciaire.

19. Les syndics ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagemens qu'ils prennent au nom de la compagnie. Les fonctions des syndics sont gratuites; ils ont droit neanmoins à des jetons de présence, dont la valeur est déterminée par la première assemblée générale ordi-

20. L'administration est confiée, sous l'autorité et la surveillance du syndicat, à un directeur nommé par lui et agréé par l'assemblée générale. Un réglement particulier détermine le nombre et les sonctions des autres employés. Le directeur est assujetti à un cautionnement de vingt-cinq actions, dont les titres sont déposés chez l'un des notaires de la société, et qui sont inaliénables pendant toute la durée de ses sonctions, jusqu'à l'apurement définitif du compte de sa gestion. Le directeur assiste aux assemblées générales en sa qualité; il prend part au vote, seulement à cause des actions qu'il possède, et il lui est interdit de voter comme fondé de pouvoir.

## TITRE V. - Des assemblées générales.

21. Il y a deux sortes d'assemblées générales : l'assemblée générale ordinaire et l'assemblée générale extraordinaire.

22. L'assemblée générale ordinaire est composée de tous les propriétaires possédant au moins cinquante actions, et dans le cas où leur nombre ne s'élèverait pas à quatre-vingts, cette assemblée se compose des quatre vingts plus forts actionnaires. Dans le cas où plusieurs actionnaires posséderaient une quantité d'actions égale à la quotité la moins forte comprise dans le tableau des quatrevingts plus forts actionnaires, les actionnaires dont il s'agit auraient également le droit d'assister aux assemblées générales ordinaires. Le syndicat prend les mesures nécessaires pour l'exécution de ces deux dispositions. Les sociétaires ne possédant pas le nombre d'actions exigé pour assister aux assemblées générales ordinaires peuvent réunir leurs actions et se faire représenter par l'un d'eux, pourvu que ce dernier soit personnellement propriétaire de dix actions au moins, et, dans ce cas, l'actionnaire fondé de pouvoirs ne peut prendre séance qu'eprès avoir fait vérifier par le bureau de l'assemblée générale la validité des procurations dont il est porteur.

23. Les actionnaires se réunissent en assemblée générale ordinaire dans les mois de mars et de décembre de chaque année, sur la convocation faite par les syndics après un avertissement préalable, dont l'intervalle est déterminé par eux suvant les circonstances, mais sans cependant pouvant les circonstances, mais sans cependant pou-

- voir être moindre de dix jours.

24. L'assemblée générale ordinaire représente la société et exerce tous ses droits, sauf ceux réservés ci-après à l'assemblée générale extraordinaire; elle délibère sur tous les intérêts généraux et particuliers de l'administration. Si, aux jour. et lieu fixés par les lettres de convocation, il ne se trouve pas à l'assemblée la moitié plus un des actionnaires appelés à cette réunion, elle sera ajournée à huitaine, et lesdits actionnaires recevront un nouvel avis de convocation. A la seconde réunion, les actionnaires peuvent valablement délibérer en quelque nombre qu'ils se trouvent. Leur délibération ne peut porter que sur les points qui faisaient l'objet de la première réunion. Les voix se comptent, en calculant pour une voie le nombre d'actions porté comme minimum sur le . tableau des quatre-vingts plus forts actionnnaires. · Aucun actionnaire ne peut avoir par lui-même plus de cinq voix. Aucun fondé de pouvoirs ne peut en avoir plus de cinq en cette qualité. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des voix; les proces-verbaux sont signés par les syndics présens et les membres du bureau.

25. L'assemblée se constitue provisoirement sous la présidence du plus âgé actionnaire. Le plus jeune remplit les fonctions de secrétaire. Le président et le secrétaire sont nommés ensuite à la pluralité des suffrages; leurs fonctions durent un ma. A chaque assemblée, lorsqu'il y aura lieu à m scrutin, les fonctions de scrutaieurs seront resplies par les deux plus forts actionnaires présen, et à égalité d'actions par le plus âgé.

26. A l'assemblée générale fixée au mois à mars, il est rendu compte par les syndics de la situation des affaires sociales au dernier jour de l'exercice précédent. L'assemblée générale, après avoir entendu ce rendement de compte, nomme au scrutin, à la pluralité des suffrages, trois commissaires qui sont chargés de vérifier la régularité des écritures et procéder à l'examen des comptes, et de se faire représenter les pièces de comptabilité. L'assemblée s'ajourne alors à huitaine; dans cette nouvelle réunion, les commissaires sont es tendus, et si leur rapport ne donne lieu à aucum contestation, l'assemblée les autorise à décharger le comptable sur l'un des doubles du borderess général de compte rendu. La commission dresse procès-verbal de ses diverses opérations. Ce procèsverbal est transcrit et signé par tous les commissires sur le registre des délibérations de l'assemblée générale. L'assemblée générale qui a lieu dans le mois de décembre discute, débat et arrête le bat get des recettes et des dépenses pour l'exercice de l'année suivante. Enfin elle délibère sur toute les propositions d'amélioration qui peuvent lui être présentées. L'assemblée nomme trois commissaires suivant les formes qui viennent d'être indiquées; elle les charge d'examiner le budget pour en faire le rapport. Elle s'ajourne ensuite à huitaine : dans cette nouvelle reunion, elle entend le rapport des commissaires et y donne son approbation, si elle le juge convenable. Dans cette secon de assemblée, qui n'est que la suite de la première, l'on pent délibérer en quelque nombre que l'on se trouve.

27. Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées dans le but de délibérer et de prononcer sur toutes propositions qui tendraient à changer les clauses et conditions de la présente société, à emprunter avec ou sans hypothèque, et à sliener on engager tout ou partie du fonds se cial; dans ce cas, la présence d'actionnaires représentant les trois quarts du nombre d'actions et nécessaire, et, dans cette supposition, tout intéressé propriétaire de dix actions a droit d'assister e l'assemblée ou de s'y faire représenter. Nul fondé de pouvoirs n'est admis, s'il n'est propriétaire de diz actions. Tout actionnaire qui, en qualité de fondé de pouvoirs, peut réunir la quotité de dix actions a droit à une voix, sans que, dans accus cas, comme fonde de pouvoirs, il ait plus de cinq voix. L'actionnaire propriétaire personnellement de plus de cinquante actions n'a également que cinq voix. Dans le cas où une assemblée générale extraordinaire ne réunit pas le nombre de sociétaires représentant les trois quarts du nombre d'actions, il procede à une seconde convocation; et si cette nouvelle réunion reste encore incomplète, on fait une troisième convocation. Les setionnaires réunis en suite de cette troisième convocation, en quelque nombre qu'ils se trouvent, peuvent délibérer sur tous les objets qui leur sent présentés. Que l'assemblée soit complète ou qu'elle reste incomplète après la troisième convocation. les délibérations doivent être prises à la majorité des deux tiers des membres présens. Les preceverbaux sont signés par les syndics présens et les membres du bureau. Les fonctions du président et du secrétaire sont remplies par ceux des actionnaires qui ont été choisis pour la tenue des assemsides générales ordinaires. Il est adressé des lettres le convocation à tous les actionnaires un mois vant le jour fixé pour la tenue des assemblées. Ce lélai est réduit à dix jours pour la seconde et troiième convocation.

28. Les syndics sont autorisés à réunir les sociétaires en assemblée générale extraordinaire toutes les fois qu'ils le jugent utile aux intérêts de la compagnie.

TITRE VI. - Inventaire et partage des benefices.

29. Chaque année, et à la fin de chaque exercice, il est fait un inventaire général de l'actif et du passif de la société. Les bénéfices se composent de toute la portion des produits qui reste nette après la déduction des frais d'administration et des dépenses. Le montant du dividende à répartir entre les actionnaires est fixé par l'assemblée générale, qui détermine l'époque des répartitions de manière à ce qu'il y en ait deux chaque année.

TITRE VII. — Dissolution de la société, sa prorogation.

30. Dans le courant de la quatre-vingt huitième année, les actionnaires seront convoqués extraordinairement dans les formes preserues par l'art. 27, à l'effet de délibérer sur le renouvellement de la société pour une seconde période dont ils fixeront la durée. La délibération, dans ce cas, doit être prise à la majorité des trois quarts des membres présens; elle est obligatoire pour tous. Si l'assemblée ne prononce pas à cette majorité la continuation de la société, elle sera dissoute de plein droit, à l'expiration des quatre-vingt-dix ans pour lesquels elle est constituée. L'assemblée générale extraordinaire détermine, en cas de dissolution, le mode de liquidation, elle nomme des commissaires spéciaux pour l'opérer.

#### TITRE VIII. - Arbitrages.

31. En cas de contestation, la décision en est soumise à trois arbitres nommés les deux premiers par les parties intéressées, et le troisième par ces deux arbitres eux-mêmes. En cas de discord entre les arbitres sur le choix du troisième, il y est nommé par le président du tribunal de commerce de Lyon, à la requête de la partie la plus diligente. Les trois arbitres ainsi nommés prononcent à la majorité des voix, comme amiables compositeurs, sans être assujettis aux formes et délais de la procédure. Leur décision est souveraine, sans appel, requête civile, ni recours en cassation.

### Titre IX. - Dispositions transitoires.

32. Tous les comparans constituent pour leur mandataire spécial, M. Terrieu (François-Pierre), ancien directeur des contributions indirectes, demeurant à Paris, auquel ils donnent les pouvoirs les plus étendus, à l'effet de suivre et d'obtenir l'homologation des présens statuts par le gouvernement; présenter à cet effet toutes requêtes et pièces nécessaires; consentir tous les changemens, modifications, suppressions et additions qui pourraient être exigée; en passer actes authentiques, et généralement faire, à cet effet, tout ce que les circonstances exigeront.

Tithe X. - Election de domicile.

33. Et pour l'exécution des présentes, les par-

ties font élection de domicile en la demeure respective sus-indiquée.

21 AOUT = 12 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la caisse d'épargne fondée à Saint-Pons (Hérault). (IX, Bull. suppl., CCCLXXXIV, n. 12524.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les délibérations du conseil municipal de Saint-Pons, en date des 7 février et 19 mai 1858; vu les lois des 5 juin 1855 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La caisse d'épargne et de prévoyance fondée à Saint-Pons (Hérault) est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 19 mai 1858, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation on de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Saint-Pons sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet de l'Hérault, un extrait de son état de situation arrêté au 51 décembre précédent.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

21 AOUT == 17 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui règle les déductions à allouer pour dechets sur les boissons. (IX, Bull. DXCIX, n. 7543.)

Louis Philippe, etc.; vu l'art. 6 de la loi du 20 juillet 1857, sur le budget des recettes de 1858, portant : « La déduction « accordée par les lois du 24 juin 1824, pour « ouillage, coulage, soutirage et affaiblis-« sement de degrés sur les vins et l'alcool, « sera fixée, suivant les lieux et la nature « des boissons, par une ordonnance royale « rendue sous forme de réglement d'admi-« nistration publique, sans toutefois que « cette déduction puisse être inférieure à « quatre pour cent; » vu la loi de 28 avril 1816; vul'art. 87 de la loi du 25 mars 1817; vu les art. 1er et 5 de la loi du 24 juin 1824, concernant les déductions à allouer, pour déchet sur les vins, aux marchands en gros et propriétaires récoltant : vu l'art. 5 d'une autre loi du même jour relative à la perception des droits sur les eaux-de-vie; vu l'art. 7 d'une troisième loi du même jour sur l'exercice des fabriques de liqueurs; les avis des chambres de commerce, ainsi que les délibérations des conseils municipaux des villes et communes sujettes au droit d'entrée, sur la quotité des déchets annuels qu'éprouvent les boissons; les observations des préfets sur ces avis et délibérations; les documens recueillis par l'administration des contributions indirectes; voulant régler d'une manière générale les déductions à allouer pour déchets sur les différentes espèces de boissons; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les déductions à allouer annuellement pour ouillage, coulage, soutirage, affaiblissement de degrés et pour tous autres déchets sur les vins, cidres, poirés, hydromels, alcools et liqueurs, tant en cercles qu'en bouteilles, seront réglées par classe de département, par nature de boissons et par classe d'entrepositaires, conformément au tableau n. 1 ci-annexé. A cet effet, les départemens du royaume sont divisés en trois classes pour les vins, et en deux classes pour les alcools et liqueurs, d'après le tableau n. 2 également ci-annexé. Le déchet continuera à être calculé en raison du séjour des boissons en magasin, sauf compensation, au mois de septembre de chaque année. Les fixations portées au présent article seront appliquées sans préjudice de la faculté précédemment accordée à la régie d'allouer une plus forte déduction pour les vins qui en seraient susceptibles et notamment pour les vins moussenx.

2. Indépendamment de la déduction annuelle, il sera alloué aux marchands en gros et entrepositaires, et porté en décharge à leurs comptes immédiatement après la vérification et la prise en charge, à titre de déchet pour soutirage, un supplément de déduction sur les vins nouveaux expédiés directement de chez le récoltant depuis le moment de la récolte jusqu'au 1er avril suivant exclusivement, pourvu que l'année de la récolte ait été fidèlement déclarée par l'expéditeur et mentionnée en l'acquit-à-caution. Ce déchet sera, pour les vins enlevés, en octobre et novembre, de deux et demi pour cent; en décembre et en janvier, de deux pour cent; en &vrier et mars, de un et demi pour ceat. Le marchand en gros ou entrepositaire, qui viendra avant le soutirage, et dans le mois qui suivra la prise en charge, les vins pour lesquels il aura obtenu un supplément de déduction, pourra les réespédier pour la quantité prise en charge, seus la condition que la déduction par lui abandonnée profitera au destinataire, s'il est aussi marchand en gros ou entrepositaire.

5. Il sera également alloué, après ta prise en charge, un déchet de un pour cent aux marchands en gros, liquoristes marchands en gros et entrepositaires, qui recevront directement de chez les bouilleus et distillateurs des caux-de-vie et esprits.

4. Le nouveau système de déduction créé par la présente ordonnance recevra son application à partir du 1er octobre prochain. Les comptes des marchands en gres liquoristes, marchands en gros et entrepositaires, seront préalablement réglés et les manquans compensés comme ils l'auraient été à la fin de l'année. A l'avenir, le décompte final des déductions et les réglemens des comptes annuels chez les marchands en gros et les entrepositaires seront faits à l'expiration du troisième trimestre de chaque année.

Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc. No 1er. Tableau des déductions à allouer annuellement sur les vins, cidres, hydromels et alcools en cercles, pour ouillage, coulage, soutirage, affaiblissement de degrés et autres déchets.

·	QUOT	QUOTITÉ POUR CENT DES DÉDUCTIONS ANNU  Vins. Alcools et liqueurs. et poirés.								
CLASSE  DES DÉPARTEMENS,  conformément  au tableau nº 2 ci-joint.	n'entre qu les pr		Marchands en gros et autres entrepositaires.	Bouilleurs et distillateurs.	Marchands en gros liquoristes, marchands en gros et autres entrepositaires.	Propriétaires qui n'entreposent que les produits de leurs récoltes.	Marchands en gros et antres entrepositaires.	Marchands en gros et tous autres entrepositaires.		
Pour les vins	9 8 7	6 5 4 ,	6 5 4	7 6	5	10	7	7		

Nº 2. Tableau des départemens, divisés par classes, pour le calcul des déductions à allouer annuellement sur les vins, alcools et liqueurs.

DÉPARTEMENS.	CLASSE des départemens pour le calcul des déductions sur les	départemens.	CLASSE des départemens pour le calcul des déductions sur les
Ain	Alcools et liqueurs.	Charente-Inférieure	Alcools et et et et et et et et et et et et et
Alpes (Bosses-). Alpos (Hautes-). Ardèche. Ardèche. Ardennes. Ariège. Aube. Aude. Aveyron. Bouches-du-thône.	2 1 1 1 2 1 3 1 1 3 1 1 3 2 2 1 3 1 1 3 2 2 1 3 1 1 3 2 2 1 1 3 1 3	Cotte-d'Or. Gélè-des Nord. Crotte. Dordogne. Doubs. Drôme. Eure. Eure-et-Loir. Finistère. Gard.	3 1 1 2 1 3 2 2 2 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
Calvados	3 2 1 2 1 1	Gard	1 1 1

DÉPARTEMENS,	dépar pour le dédoc	ASSE es lemens e calcul es ctions	DÉPARTEMENS.	départ pour le dédu	SSE es temens e calcul es ctions
	Vins.	Alcools et liqueurs.		Vios.	Alcools et liqueurs.
Gironde.  Hérault.  Ille-et-Vilaine. Indre. Indre. Indre. Lere. Jura. Landes. Loir-et-Cher. Loire. Loire. Loire. Loire. Loire. Loiret. Loire. Maine-et-Loire. Manne. Marne. Marne. Marne. Meuse. Morbiban. Moselle. Nievre. Nord. Oise.	115221212232213232252252	11211121111111122222222222	Orne. Pas-de-Calais. Puy-de-Dôme. Pyrénées (Basses-). Pyrénées (Hautes-). Pyrénées-Orientales. Rhim (Bas-). Rhim (Haut-). Saône (Haute-). Saône-et-Loire. Sarlhe. Seine. Seine-Lnférieure. Seine-t-Marne. Seine-et-Marne. Seine-et-Oise. Tarn. Tarn-et-Garonne. Var. Vaucluse. Vendée. Vienne (Haute-). Vooges. Yonne.	352111221222132223111122223	221111221222222121111122

24 AOUT = 17 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi sur l'organisation de la garde municipale de Paris. (IX, Bull. DXCIX, n. 7544.)

Louis-Philippe, etc., nous étant fait représenter notre ordonnance du 16 août 1830, qui institue, sous la dénomination de Garde municipale, un corps destiné au service d'ordre et de police dans la capitale; voulant apporter à l'organisation de ce corps les modifications compatibles avec les divers services auxquels il demeure affecté, et déterminér la nature de ces services d'une manière plus spéciale; sur le rapport de nos ministres secrétaires d'Etat aux départemens de la guerre et de l'intérieur, etc.

TITRE Ier. — Institution de la garde municipale.

Art. 1er. La garde municipale de Paris

est instituée pour le service d'ordre et de police dans la capitale. Ce corps fait partie intégrante de la gendarmerie; il est placé sous l'autorité du ministre de l'intérieur et sous les ordres immédiats du préfet de police. Il est commandé par un colonel.

### TITRE II. - Force of organisation.

2. Le complet de la garde municipale est fixé à mille quatre cent quarante-quatre officiers, sous-officiers et gardes, et à quatre cent trente-deux chevaux. Le cadre d'organisation comprend un état-major, un peloton hors rang, huit compagnies à pied, et quatre compagnies à cheval. La composition du corps est déterminée ainsi qu'il suit:

ETAT-MAJOR.

Colonel, 1, 5 (1); - lieutenant-colonel,

<sup>(1)</sup> Le premier chiffre indique le nombre d'hommes ; le second, celui des cheroux.

1, 5; — chefs d'escadron, 2, 4; — major, 1, 2; — capitaines adjudans-majors, 2, 4; – lieutenant d'habillement , 1 ; — chirurgicn-major, 1, 1; - chirurgiens aides-majors, 2; — trésorier, 1; — tolaux, 12 hommes, 17 chevaux.

## PELOTON HORS BANG.

Petit état major compris dans le peloton hors rang, pour l'administration seulement. Adjudans sous-officiers, 4, 4; — vétérinaire en premier, 1, 1; — vétérinaire en second, 1, 1; — brigadier-tambour 1;

– brigadier-trompette, 1, 1; — maître armurier, 1; - maltre tailleur, 1; - maitre bottier, 1; - maître sellier, 1; - maréchaldes-logis, premier secrétaire du colonel, 1; - maréchal-des-logis, premier secrétaire du trésorier, 1 ; - brigadier, deuxième secrétaire du trésorier, 1; - brigadier, secrétaire du major, 1 ; — garde, deuxième secrétaire du colonel, 1; - gardes, secrétaires du trésorier, 2; - garde, secrétaire du lieutenant d'habillement, 1; - ouvriers tailleurs, 4; - totaux, 24 hommes, 7 che-

COMPAGNIES A PIED.	Une compagnie.	Huit compagnies.	Chevaux.
Officiers. { Capitaines	. 1	8 16	16
Marechal des-logis-fourrier	i	· 8	:
■ Maréchaux-des log s	. 1 6	48 96 808	
Brigadiers.  Gardes à piud.  Tambours.		16	
	120	1,008	16

	Une compagnie.	Quatre compagnies.	Chevaus.
COMPAGNIES A CHEVAL.			
Officiers	1 3	4 12	8 12
Maréchal-des logis-thef	1	4	
Y Maréchaux-des-iogis	12	24 48 248	24 48 288
Trompettes		. 12 4	12
	100	400	392

L'emploi de trésorier est occupé par un agent civil. Le commandement et l'administration du peloton hors rang sont confiés au lieutenant d'habillement.

ţ

### TITRE III. - Administration et dépenses.

- 3. La ville de Paris est chargée de pourvoir aux dépenses de service et d'entretien de la garde municipale. A cet effet, il est ouvert au préset de police un crédit annuel destiné à l'acquittement de toutes les dépenses du personnel et du matériel du corps.
- 4. L'administration du corps est consiée, sons l'autorité du préfet de police, à un conseil composé de neul membres ayant

voix délibérative, savoir : le colonel, président ; le licutenant-colonel ; un chef d'escadron; le major rapporteur; deux capitaines; un lieutenant; le lieutenant d'habillement, et le trésorier. Le trésorier remplit les fonctions de secrétaire du conseil.

5. Le chef d'escadron, les capitaines et le lieutenant, membres du conseil d'administration, sont renouvelés, chaque année, à tour de rôle et par rang d'anciennelé. En cas d'absence légitime ou d'empêchemens prévus par les réglemens, les membres du conseil d'administration sont remplacés par des officiers pris, par rang d'ancienneté, dans les mêmes grades ; à défaut , dans les grades immédiatement inférieurs. Le major est suppléé au conseil par un capitaine désigné par le préset de police, sur la proposition du colonel. Le lieutenant d'habillement est suppléé par un officier du même grade désigné par le colonel et agréé par le conseil d'administration. Le trésorier est suppléé par un officier présenté par lui, avec le consentement du colonel et agréé par le conseil d'administration.

6. Le préset de police exerce un contrôle supérieur et permanent sur les opérations du conseil d'administration. Il assiste aux séances du conseil lorsqu'il le juge convenable; il ordonnance toutes les sommes affectées aux dépenses du corps; il vérifie chaque année et arrête définitivement la comptabilité de la garde municipale.

7. Un sous-intendant militaire employé à Paris, nommé par le ministre de la guerre, sur la présentation du préset de police, et sur la proposition du ministre de l'intérieur, est chargé de la surveillance administrative de la garde municipale. Il assure la stricte exécution des réglemens d'administration.

- 8. Les frais de bureaux sont réglés, chaque année, par le préfet de police sur des états présentés par le conseil d'administration, et d'après l'avis du sous-intendant militaire.
- 9. La garde municipale de Paris est soumise, pour les revues d'effectif et pour la comptabilité, aux règles et formes déterminées par des réglemens de scryice intérieur et d'administration, arrêtés de concert entre nos ministres de la guerre et de l'intérieur.
- 10. La solde, les masses et les indemnités attribuées aux officiers, sous-officiers et gardes, sont fixées conformément au tarif annexé à la présente ordonnance.
- 11. La garde municipale est casernée aux frais de la ville de Paris. Les dépenses pour le loyer, les menues réparations et les dispositions intérieures de casernes, ainsi que les autres frais extraordinaires du corps, sont acquittées en vertu de mandats délivrés par le préset de police sur le crédit ouvert à cet effet. Les pièces justificatives des dépenses sont et demeurent annexées aux mandats de paiement.
- 12. L'uniforme de la garde municipale est déterminé par décision royale comme celui des autres corps de l'armée. Un réglement d'administration établit le mode d'après lequel il doit être pourvu à la fourniture et à l'entretien de l'habillement, de · l'équipement, du harnachement et de l'armement du corps
- 13. Les officiers de tous grades de la garde municipale qui doivent être montés sont tenus d'être constamment pourvus d'un cheval d'escadron. Ils reçoivent, à

titre d'abonnement, une indemnité représentative de fourrages, par cheval et pour le nombre de chevaux attribué à chaque grade. Il est accordé aux lieutenans de cavalerie, du jour où ils sont démontés, un délai d'un mois pour se pourvoir d'un cheval de remplacement. Les officiers supérieurs doivent toujours avoir le nombre de chevaux pour lequel l'indemnité représentative de fourrages leur est allouée par le

14. Une masse individuelle, indépendante de la solde proprement dite, est allouée à chaque sous-officier et garde; elle varie suivant l'arme. Cette masse est destinée à pourvoir, 1º à l'achat des chevaux, des essets de harnachement, de grand et de pelit équipement, dont la dépense est au compte des hommes; 2º à l'entretien et au renouvellement de ces effets.

15. Il est formé, en outre, dans la garde municipale, des masses distinctes de boulangerie, de chaussage, de fourrages, d'hôpital et de secours; ces dissérentes masses sont sixées par le tarif annexé à la présente ordonnance. Les masses de boulangerie, de chaussage et de fourrages, sont perçues en prenant pour base le nombre de journées de présence allouées par les revues; les prestations en nature, à la fourniture desquelles elles doivent pourvoir, sont fixées par le réglement d'adminfstration; les masses d'hôpital et de socours sont payées au corps sur le pied du complet d'organisation en sous-officiers et gardes.

16. Les sous-officiers et gardes, lorsqu'ils sont malades, sont reçus et traités dans les hôpitaux militaires de Paris; pendant leur séjour dans ces établissemens, ils n'ont droit qu'à la solde affectée par le tarif à cette position, et la dépense de leur traitement est supportée par la masse d'hôpital.

- 17. La masse des secours est destinée à procurer des indemnités aux sous-officiers et gardes qui auraient éprouvé des pertes ou des dégradations d'effets dans l'exercice du service, et à ceux qui, ayant des charges de famille, se recommanderaient d'ailleurs par leur bonne conduite. Les fonds dispenibles à la masse en fin d'exercice sont répartis, à titre de secours, entre les sousofficiers et gardes nécessiteux.
- 18. Les excédans de receltes aux masses. celle de secours exceptée, forment un fonds de réserve destiné à pourvoir aux éventualités du service; en cas d'insuffisance des masses, les excédans de dépense dûment justifiés sont couverts par un crédit supplémentaire, alloué à cet effet au préset de police par une délibération spéciale du conseil municipal.
  - 19. Lorsque les excédans aux masses de

boulangerie, de chauffage, de fourrages et d'hôpital, sont supérieurs aux besoins probables du service, ces excédans sont versés à la caisse municipale.

# TITRE IV. — Recrutement, avancement, retraites et récompenses militaires.

20. La garde municipale faisant partie intégrante de la gendarmerie, les dispositions des chapitres 1 et 2 du titre 14 de l'ordonnance du 16 mars 1858 sur l'avancement dans l'armée, lui sont applicables quant aux conditions d'admission et d'avancement, sauf les modifications ei après.

21. Il peut être entretenu dans l'infanterie du corps, sous la dénomination de gardes auxiliaires, deux cents militaires âgés de vingt-trois ans accomplis, ayant au moins deux années de présence sous les drapeaux, et réunissant d'ailleurs les autres conditions déterminées par l'ordonnance du 16 mars 1838. Ces militaires font partie de l'effectif réglementaire, mais ils ne sont commissionnés en qualité de gardes titulaires que lorsqu'ils ont accompli leur vingt-cinquième année d'âge et le temps de service exigé.

22. Il est dérogé aux conditions d'admission en faveur des sujcts qui sont présentés pour des emplois de trompette et de tambour dans la garde municipale. Ces militaires ne pourront prétendre à passer ultérieurement soit dans la gendarmerie, soit même dans les rangs de la garde municipale, qu'autant qu'ils satisferont complétement aux conditions d'admission. Ces dispositions sont applicables aux militaires qui sont appelés comme maîtres ouvriers et maréchaux ferrans dans la garde municipale.

23. En cas d'insuffisance dans le nombre des admissions, et sur la demande du ministre de l'intérieur, d'après celle du préfet de police, des militaires en activité dans les corps de l'armée active seront désignés d'office par notre ministre de la guerre, pour le recrutement de la garde municipale. Ces militaires ne sont rayés des contrôles des corps dont ils ont été extraits, qu'après avoirété admis définitivement dans la garde municipale.

24. Les dispositions de l'art. 368 de l'ordonnance du 16 mars 1838, relatives aux emplois de brigadier de gendarmerie dévolus aux sous-officiers de l'armée, ne sont pas applicables aux emplois de brigadier de la garde municipale, qui sont donnés à des gardes exclusivement.

25. En raison de l'organisation régimentaire du corps, le tableau d'avancement aux emplois de brigadier et de sous-officier est établi conformément aux prescriptions des art. 78 et 79 et du1er paragraphe de l'art. 60 de l'ordonnance du 16 mars 1838. Les nominations aux emplois de fourrier, de maréchal-des-logis chef et d'adjudant, ont lieu d'après les règles établies aux art. 15, 16 et 17 de la même ordonnance.

26. Les emplois et grades dans la garde municipale sont assimilés, pour le rang, aux emplois et grades correspondans dans la gendarmerie départementale. Les emplois de maréchal-des-logis chef et d'adjudant correspondent à l'emploi de maréchaldes-logis de gendarmerie. Cette assimilation ne préjudicie en rien au droit de commandement, suivant la hiérarchie de ces divers emplois.

27. Les vacances d'officier qui surviennent dans la garde municipale sont exclusivement dévolues à des officiers de gendarmerie, pourvus depuis un an au moins du grade correspondant à celui de l'emploi vacant. Toutefois les emplois de colonel, de lieutenant-colonel, de major et d'adjudant-major, peuvent être conférés à des officiers du corps réunissant les conditions prescrites par la loi sur l'avancement, et ayant au moins deux ans d'exercice de leur grade dans la garde municipale. L'emploi de lieutenant d'habillement peut être conféré à un sous-officier du corps nommé à cet effet au grade de sous-lieutenant, et promu à celui de lieutenant après deux ans d'exercice dans ses fonctions.

28. Les emplois d'officiers qui viennent à vaquer dans les compagnies de cavalerie sont exclusivement dévolus aux officiers d'infanterie de la garde municipale, suivant l'ordre de leur admission dans le corps. En conséquence, l'officier de gendarmerie départementale qui est nommé dans la garde municipale remplace l'officier d'infanterie qui a été pourvu de l'emploi vacant dans la cavalerie. Cette disposition n'est applicable aux officiers d'infanterie de la garde municipale qu'autant que leur aptitude pour le service de la cavalerie a été reconnue par l'inspecteur général.

29. Le lieutenant-colonel de la garde municipale concourt, avec les lieutenans-colonels de la gendarmerie départementale, pour les emplois de colonel, chef de légion.

50. Les officiers sont nommés par nous, sur le rapport de notre ministre de la guerre, et d'après la proposition du préfet de police, approuvée par notre ministre de l'intérieur. Les sous-officiers et gardes sont nommés et commissionnés par notre ministre de la guerre, sur la proposition du colonel, approuvée par le préfet de police et par notre ministre de l'intérieur.

31. Aussitôt après leur réception dans les emplois auxquels ils sont nommés, les officiers, sous-officiers et gardes titulaires, prétent, devant le tribunal civil de première instance du département de la Seine, le serment prescrit par la loi du 21

juin 1856.

52. Les officiers de santé sont nommés par notre ministre de la guerre, sur la désignation du préset de police, approuvée par notre ministre de l'intérieur. Ils sont choisis parmi les officiers de santé de l'armée d'un grade correspondant à celui de l'emploi vacant.

55. Le trésorier est nommé par le préset de police, sur la présentation du conseil d'administration; sa nomination est soumise à l'approbation du ministre de l'intéricur. Avant son installation, et pour garantie de sa gestion, le trésorier de la garde municipale fournit un cautionnement fixé à la somme de quarante mille francs, qui sera réalisé au trésor public, soit en numéraire, soit en rentes inscrites au grand livre de la dette publique.

34. Les dispositions de la loi du 11 avril 1851, sur les pensions de l'armée de terre, sont applicables aux militaires commissionnes et aux gardes auxiliaires de la garde

municipale.

55. Les officiers, sous-officiers et gardes concourent, en raison de leurs bons services, pour les récompenses que nous jugcons convenable d'accorder aux autres corps de l'armée. Les propositions pour ces récompenses seront établies conformément aux dispositions du premier paragraphe de l'art. 50 de la présente ordonnance.

### TITRE V. - Service.

56. La garde municipale fait le service à la préfecture de police, aux spectacles, concerts, bals et fêtes publiques, à l'exclusion de toute autre troupe. Elle fournit des ordonnances au ministère de l'intérieur, et près du maréchal commandant en chef la garde nationale de Paris. Elle est spécialement chargée de la police des ports, des halles, des marchés et autres établissemens municipaux. Toutefois, le préfet de police, dans des cas extraordinaires, et par suite d'une nécessité reconnue, peut employer momentanément la garde municipale à d'autres services dans la ville de Paris, et même dans les communes du ressort de la préfecture de police.

57. En cas d'insuffisance de la garde municipale, le préset de police en informe le général commandant la place de Paris, qui donne des ordres pour que les troupes de la garnison participent, en tout ce qui peut intéresser l'ordre public dans la capitale, au service confié à la garde munici-

pale par l'article précédent.

38. Le préset de police règle la rétribu-

tion à payer à la garde municipale pour le service des spectacles, bals, concerts et

fètes publiques.

59. Sur la communication faite par le préfet de police au commandant de la place, les troupes de la garnison reçoivent de cet officier général l'ordre de concourir à l'exécution des consignes données à la garde municipale dans l'intérêt de l'ordre et de la sûreté publique.

40. Lorsque le préfet de police reconnaît que la participation de la troupe de ligne est utile au succès des mesures qu'il a cru devoir prendre pour le maintien de l'ordre, il requiert du commandant de la place de Paris les forces nécessaires pour appuyer

l'action de la garde municipale.

41. Dans des circonstances extraordinaires, et lorsque la garde municipale sera obligée d'intervenir pour dissiper des rassemblemens séditieux, ce corps passera sous les ordres de l'autorité investie du commandement général des troupes et de la direction des opérations militaires dans la capitale. Les rapports généraux de la garde municipale, remis à l'autorité militaire, seront aussi adressés au ministre de l'intérieur et au préfet de police.

42. Le service de la garde municipale est indépendant de celui de la gendarmerie de la Seine. Cette dernière reste chargée de tout le service qui lui est attribué par les lois et les ordonnances spéciales à cette arme. Toutefois la garde municipale est tenue de déférer à toute réquisition des autorités à qui la loi on nos ordonnances conférent le droit de requérir. Mais les requérans sont tenus d'en donner immédiatement avis par écrit au préset de police.

43. Le colonel de la garde municipale, le trésorier et les deux adjudans-majors sont logés dans l'hôtel de la préfecture de

police.

44. Le drapeau et l'étendard du corps sont déposés chez le préfet de police.

45. La garde municipale a la droite sur la gendarmerie départementale. En cas de réunion de plusieurs détachemens de ces deux corps pour un service quelconque, le commandement appartient au chef le plus élevé en grade, ou au plus ancien à grade égal.

## TITRE VI. — Police et discipline.

46. Les officiers, sous-officiers et gardes qui, par d'autres causes que l'inconduite ou des infirmités, cessent d'être propres au service municipal de Paris, sont désignés à notre ministre de la guerre pour être placés dans la gendarmerie des départemens. Les sous-officiers et gardes sont remplacés par des sous officiers et gendarmes des légions départementales, proposés à l'inspection générale pour passer dans la garde municipale. Les ordres de passe sont expédiés par notre ministre de la guerre, sur la proposition du préfet de police, approuvée par notre ministre de l'intérieur.

47. Les sous-officiers et gardes qui ne conviennent ni au service de Paris, ni à celui de la gendarmerie départementale, sont congédiés ou réformés purement et simplement, s'ils ont satisfait à la loi du recrutement; dans le cas contraire, ils sont mis à la disposition de notre ministre de la guerre, pour être réincorporés, s'il y a lieu, dans les corps où ils servaient avant leur admission dans la garde municipale. Les militaires qui, après avoir été libérés du service, ont obtenu leur admission ou continué leur activité dans la garde municipale, peuvent donner leur démission à l'époque des revues d'inspection. Ils peuvent la donner également dans l'intervalle de ces inspections, s'ils justifient que de puissans motifs les forcent à se retirer du service. Les congés de réforme, les congés du service de la gendarmerie et les certificats de démission sont délivrés par notre ministre de la guerre, sur la proposition du préfet de police, approuvée par notre ministre de l'intérieur.

48. Hors le cas de service commandé et prévu par l'art. 36, les militaires de la garde municipale ne peuvent s'absenter de Paris qu'en vertu de permissions ou de

congés spéciaux.

1

1

ŧ

ı

£

1

ь

Ē

,

5

1

49. Les permissions de huit jours et audessous sont accordées par le chef du corps, qui en rend compte au préfet de police. Les permissions qui excèdent huit jours sont accordées par le préfet de police; celles qui excèdent quinze jours sont accordées, jusqu'à concurrence de trente jours, par notre ministre de l'intérieur, sur la proposition du préfet de police.

50. Toute demande d'absence dont la durée dépasserait les limites fixées dans l'article qui précède, et qui ne pourra toutefois excéder trois mois, est adressée à notre ministre de la guerre, qui statue dé-

finitivement.

51. Les prolongations de congés sont demandées par le préset de police : elles sont accordées par notre ministre de la

guerre.

52. Les sous-officiers et gardes qui ne rejoindraient pas à l'expiration des congés ou permissions, et ceux qui quitteraient leur poste sans autorisation, sont rayés des contrôles de la garde municipale purement et simplement. Toutefois, ceux qui n'auraient pas achevé le temps de service prescrit par la loi du 21 mars 1832 continue-

ront à être assujettis, jusqu'au jour de leur libération, aux lois et ordonnances qui concernent les militaires des corps de la ligne.

53. Les permissions de mariage pour les officiers sont accordées par notre ministre de la guerre, sur la proposition du préfet de police, approuvée par notre ministre de l'intérieur. Les permissions de mariage pour les sous-officiers et gardes sont accordées par le préfet de police, sur l'avis du chef du corps. Les sous-officiers et gardes qui se marieraient sans avoir justifié d'une permission régulière encourraient, tant pour eux que pour leurs veuves et leurs enfans, la perte de leurs droits à toute pension ou récompense militaire. S'ils ont satisfait à la loi du recrutement, ils sont rayés des contrôles de la garde municipale; s'ils ne sont pas entièrement libérés du service de l'armée active, ils sont mis à la disposition de notre ministre de la guerre, pour être renvoyés, s'il y a lieu, et comme simples soldats, dans le corps d'où ils ont été tirés.

## TITRE VII. - Inspections générales.

54. Il sera passé des revues d'inspection générale de la garde municipale, aux époques qui seront déterminées par notre ministre de la guerre; à cet effet, il adressera des instructions spéciales aux officiers généraux qu'il aura désignés pour passer ces revues d'inspection. L'officier général chargé de l'inspection de la garde municipale n'intervient pas dans l'examen de la comptabilité du corps.

## TITRE VIII. - Dispositions transitoires.

53. Il sera procédé, par voie d'extinction, à la suppression des emplois non conservés dans l'organisation déterminée par la présente ordonnance. En conséquence, il ne sera pourvu aux vacances qui surviendront dans la garde municipale, qu'autant que les réductions qu'il s'agit d'opérer dans ce corps auront été réalisées.

## TITRE IX. - Dispositions generales.

56. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

57. Nos ministres de la guerre et de l'intérieur (MM. Bernard et Montalivet) sont chargés, etc.

(Suivent les tarifs de la solde, des masses et indemnités.)

<sup>27</sup> AOUT = 17 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui accorde au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, un crédit additionnel pour des créances constatées sur l'exercice 1834. (IX, Bull. DXCIX, n. 7545.)

Louis-Philippe, etc., vu l'art. 3 de la loi du 24 avril 1853, relative aux crédits supplémentaires; considérant qu'il reste à payer diverses créances relatives à des services de l'exercice 1834, dont la liquidation n'a pu avoir lieu qu'après la clôture de cet exercice, et qu'il est urgent d'acquitter ces créances, qui, passé le 31 décembre prochain, seraient frappées de déchéance, d'après l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1851; considérant que l'obligation imposée par l'art. 4 de notre ordonnance du 10 février 1858, confirmée par l'art. 108 de celle du 31 mai, même année, de n'ouvrir de crédits supplémentaires que pour des services compris dans la nomenclature de la loi des finances, n'a commencé à recevoir son exécution qu'à partir de l'exercice 1833 inclusivement; vu l'urgence; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est accordé provisoirement à notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, comme augmentation des restes à payer, arrêtés par la loi de réglement du compte de l'exercice 1854, un crédit additionnel de seize mille deux cent cinquante et un francs vingt et un centimes (16,251 fr. 21 c.), nécessaire au paiement de nouvelles dépenses constalées relatives aux services ci-après désignés, savoir:

Matériel et dépenses d'administration : — Remboursement de l'impôt des portes et

fenêtres 62 fr. 84 c.

Poids et mesures: — Gard, décharges et réductions, 305 fr. 29 c.; Oise, idem, 54 fr. 78 c.; Pas-de-Calais, idem, 41 fr. 47 c.; Haute-Vienne, idem, 40 fr. 50 c.; total, 422 fr. 4 c.

Personnel des ponts et chaussées : — Travaux de vidange à l'école des ponts et

chaussées, 6 fr. 40 c.

Routes royales et ponts: — Indemnité pour dommages, 41 fr.; indemnité pour dépossession de terrains, 11 fr. 23 c.

Navigation et canaux: — Occupation de terrain par un chemin de bac, 106 fr. 23 c.; indemnité pour un chemin de bac, 70 fr.; idem, 4 fr.; indemnité pour dommage relatif à un bac, 10 fr.; idem, 46 fr.; travaux de digues, 13,433 fr. 22 c.; indemnité pour dommage par le canal du Centre, 16 fr. 23 c.; total, 16,231 fr. 21 c.

2. Les créances ci-dessus, formant augmentation des restes à payer sur l'exercice 1834, pourront être ordonnancées sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos, dans l'exercice 1838, jusqu'à l'époque de la déchéance fixée par l'art. 9 de la loi da 29 janvier 1834.

- 3. La présente ordonnance sera soumise aux Chambres dans leur prochaine session, conformément à l'art. 5 de la loi du 24 avril 1853, et il sera rendu compte de la dépense qu'elle autorise, saivant les art. 9 et 10 de la loi du 23 mai 1834.
- 4. Nos ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des finances (MM. Martin du Nord et Laplagne) sont chargés, etc.

30 AOUT == 17 SEPTEMBER 1838. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit ouvert par la loi du 14 juillet 1838 pour les dépenses du département de la guerre, exercice 1839. (IX, Bull, DXCIX, n. 7546.)

Louis-Philippe, etc., vu les art. 33 et 56 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; vu l'art. 1er de la loi des dépenses du 14 juillet 1838, qui ouvre au département de la guerre, pour le service de l'exercice 1839, des crédits montant à deux cent trente-huit millions neuf cent quatorze mille quatre cent quatre-vingt-sit francs, dont: 205,317,999 fr. applicables aux divisions territoriales de l'intérieur, 793,946 fr. applicables a l'occupation d'Ancone, et 32,802,541 fr. applicables aux possessions françaises dans le nord de l'Afrique : vu l'art. 3 de la même loi, qui impose l'obligation de rendre un compte spécial et distinct de l'emploi de chacun des crédits ouverts pour travaux extraordinaires, civils et militaires, à exécuter en 1839 sur divers points des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ces crédits ne pouvant recevoir aucune autre affectation; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, etc.

Art. 1er. Le crédit de deux cent trentehuit millions neufcent quatorze mille quatre cent quatre-vingt-six fr. (258,914,486 fr.), ouvert par l'art. 1er de la loi du 14 juillet 1858 pour les dépenses du département de la guerre, exercice 1859, est et demeure réparti ainsi qu'il suit, par article, dans la limite des crédits particuliers affectés par ladite loi à chacun des chapitres spéciaux du budget de ce département.

(Suit le tableau.)

2. Nos ministres de la guerre et des finances (MM. Bernard et Laplagne) sont chargés, etc.

<sup>31</sup> AOUT = 17 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre, sur l'exercice 1838, un crédit extraordinaire pour les dépenses à faire à l'occasion de la naissance de S. A. R. le comte de Paris. (1X, Ball. DXCIX, n. 7547.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi de finances, du 20 juillet 1837, portant fixation du budget des dépenses de l'Etat, pour l'année 1838; vu l'art. 152 de la loi du 25 mars 1817, l'art. 4 de la loi du 24 avril 1833, l'art. 12 de la loi du 23 mai 1854, et l'article 5 de la loi du 18 juillet 1856; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur; de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur, sur l'exercice 1858, un crédit extraordinaire de quarante-cinq mille francs applicable au paicment des dépenses à faire à l'occasion de la naissance de S. A. R. le comte de Paris.

2. Il sera pourvu à la dépense indiquée ci-dessus, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 20 juillet 1857, pour les besoins de l'exercice 1858.

 Nos ministres des finances et de l'intérieur (MM. Laplagne et Montalivet) sont chargés, etc.

5 = 17 SEPTEMBES 1838. - Ordonnance du roi portant répartition du crédit accordé par la loi du 14 juillet 1838 pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'année 1839. (IX, Bull. DXCIX, n. 7551.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi de flnances, du 14 juillet 1838, qui a ouvert un crédit de dix-neuf millions huit cent quatrevingt-onze mille deux cent soixante francs pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'exercice 1839; vu les art. 151 de la loi du 25 mars 1817 et 11 de la loi du 29 janvier 1831; vu ensin les art. 35 et 36 de l'ordonnance royale du 31 mai 1838; sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, etc.

Art. 1er. Le crédit de dix-neuf millions huit cent quatre-vingt-onze mille deux cent soixante francs, accordé par la loi du 14 juillet 1838 pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'année 1859, est réparti ainsi qu'il suit :

(Suit le tableau.)

2. Notre ministre au département de la justice et des cultes, et notre ministre des finances (MM. Barthe et Laplagne) sont chargés, etc.

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de

notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique; vu la loi de finances du 17 août 1828, par laquelle des crédits ont été ouverts pour les prix que l'institut avait à mettre au concours pendant l'exercice 1829 ; vu la loi de réglement du 31 janvier 1833, qui annulle diverses parties non employées de ces crédits et montant à quinze cents francs; vu l'article 4 de la loi de finances du 20 juillet 1837, qui donne la faculté d'ouvrir, par ordonnance du roi, des crédits supplémentaires pour les prix de l'institut; vu la lettre de M. le secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, en date du 23 juillet 1858, qui constate que le prix non adjugé en 1829 a été décerné en 1838; considérant que ce prix devant être immédialement délivré à celui qui l'a obtenu, il est indispensable de rendre aux crédits annulés par mesure d'ordre, la destination que la loi leur avait donnée; de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire au département de l'instruction publique, sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire de quinze cents francs pour acquitter un prix que l'Académie des inscriptions et belles-lettres avait mis au concours pour 1829, et qui a été décerné le 20 juillet 1838.

2. La régularisation de ce crédit sera proposé aux Chambres lors de leur prochaine session,

5. Nos ministres de l'instruction publique et des finances (MM. Salvandy et Laplagne) sont charges, etc.

11 AOUT = 21 SEPTEMBRE 1838. - Ordonnance du roi qui ouvre, sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire pour un prix décerné par l'Académie des sciences morales et politiques. (IX, Bull. DC, n. 7556.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique; vu la loi de linances du 23 mai 1834, par laquelle des crédits ont été ouverts pour les prix que l'institut avait à mettre au concours pour l'exercice 1835; vu la loi de réglement du 10 juin 1838, qui annulle diverses parties non employées de ces crédits et montant à quatre mille cinq cents francs; vu l'article 4 de la loi de finances du 20 juillet 1837, qui donne la faculté d'ouvrir, par ordonnance du roi, des crédits supplémentaires pour les prix de l'institut; vu les extraits de procès verbaux des séances tenues par l'Académie des sciences morales et politiques les 30 juin et 14 juillet derniers, qui constatent que l'un des prix non adjugés par

<sup>8</sup> AOUT == 21 SEPTEMBRE 1838. - Ordonnance du roi qui ouvre, sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire pour un prix décerné par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. (IX, Bull. DC, n. 7555.)

elle en 1835, et montant à trois mille francs, a été décerné en 1858; considérant que ce prix devant être immédiatement délivré à ceux qui l'ont obtenu, il est indispensable de rendre aux crédits annulés par mesure d'ordre la destination que la loi leur avait donnée; de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, ehapitre 11 du budget de l'exercice 1858, un crédit supplémentaire de trois mille francs, pour acquitter un prix que l'Académie des sciences morales et politiques avait mis au concours pour 1853, et qui a été décerné les 30 juin et 14 juillet 1858.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

5. Nos ministres de l'instruction publique et des finances (MM. Salvandy et Laplagne) sont chargés, etc.

14 AOUT = 21 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui convertit en entrepôt public le marché à fontrages dit du Mont-Parnasse, situé à Paris. (IX, Bull. DC, n. 7557.)

Louis-Philippe, etc., vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 et les dispositions de la loi du 28 avril 1816, relatives aux octrois; vu l'ordonnance du 22 juillet 1851, portant réglement d'organisation de l'octroi de Paris; vu la délibération du conscil municipal de Paris, du 18 mai 1858, tendant à convertir le marché à fourrages du Mont-Parnasse en entrepôt d'octroi pour lesdits

fourrages; vu l'avis de notre préfet du département de la Seine, en date du 17 juin 1858; vu les observations de notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, etc.

Art. 1er. Le marché à fourrages dit du Mont Parnasse, situé à Paris, boulevart d'Enfer, est converti en entrepôt public, ou seront admis les fourrages autres que les avoines.

2. Le conseil municipal de Paris sera ultérieurement appelé à délibérer sur les dispositions réglementaires qui régiront cet entrepôt.

3. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

15 AOUT = 21 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance de roi relative à la solde des officiers-mariniers et marins, et aux délégations qu'ils peuvent sous-crire en faveur de leurs familles. (IX, Bull. DC, n. 7558.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la marine et des colonies, etc.

Art. 1°r. La solde et les supplémens des gens de mer, à terre et embarqués, seront réglés, à compter du 1°r janvier 1839, conformément au tarif annexé à la présente ordonnance.

2. Les délégations que les officiers-mariniers et marins seront autorisés à souscrire en faveur de leurs familles pourront être portés au taux suivant, à partir de la même époque, sayoir:

DÉSIGNATION DES GRADES.	le délé mens	gation welle
	fr.	la mer
Premiers maîtres de manœuvre, de canonnage et de timonerie, de 1º classe	30	30
Idem, de 2º classe	27	27
Idem, de 2º classe	24	24
Idem, de 2º classe	21	24
Maîtres armuriers-forgerons de 1º classe	21	21
Idem, de 2º classe	18	21
Maîtres armuriers-forgerons de 2º classe	18	18
Fourriers de 1ºº classe	15	18
Fourriers de 9º classe	15	45
Foursiers de 3º classe	12	12
Fourriers de 3 classe.  ( de 1 classe.  Matelots de 2 classe.  ( de 3 classe.	12	15
Margaris, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	8	8

3. Sont et demeurent abrogés le tarif n° 6 annexé à l'ordonnance du 11 octobre 1836, ainsi que les dispositions de l'article 133 de la même ordonnance, en ce qui con-

paie comparée à celle des officiers mariniers et marins.

ļ

í

ı

ţ

ţ

cerne seulement le montant des délégations que les marins étaient autorisés à consentir.

4. Notre ministre de la marine et des colonies (M. Rosamel) est chargé, etc.

NOTA. Ce tarif est destiné à remplacer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1839, le tarif n° 6 annexé à l'ordonnance du 11 octobre 1836.

## Tarif de la solde et accessoires de la solde du

				SO	LD	E J	100	JRN	A	JÈ	RE			_		-
	DE PRÉSERCE.					D'ASSERCE.								1		
GRADES ET PROFESSIONS.			1	En m		e:	0				1	lòp	ita	1.		
	A terre	Embacqua		marche av		et	en		F	iéyr	en	1.	Ve	inéi	rien	3.
	Te.	dine.		avec le pain	terres	A	duça"	Embar-	leste.	>	ques.	Embar-	lerre.	Δ	ques.	-1ed 10031
remiers maîtres de manœuvre, { de 1º classe. de canonage et de timonerie. } de 2º classe. laftres de charpentage, de calia. } de 1º classe. lagte et de vollerie de 2º classe. lagte et de vollerie de 2º classe. lagte et de vollerie de 2º classe. lagtere armorier-forgeron de 1º classe. lattre armorier-forgeron de 1º classe. [petit étal-major, rimuriers partie mobile. forgerons, de 2º classe, idem. lastre teilleur	Fe, c. 5 3 000 2 700 2 2 700 2 2 400 2 2 400 2 300 2 2 000 1 1 500 2 000 1 1 500 1 1 500 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	2 7 7 4 4 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	0	75 75 75 75 75 75 75 75 75 75 75 75 75 7	100000000000000000000000000000000000000	00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00	1000000 00 00000000 000	65 65 65 65 65 65 65 65 65 65 65 65 65 6	1111110 1001110000000000000000000000000	00 75 00 90 30 15 00 90 85 75 65 70 60 60 55	111111111111111111111111111111111111111	60 35 35 35 20 00 00 15 85 80 75 76 0 55 55	000000000000000000000000000000000000000	45 45 46 40 30 30 30 30 30 30 30 25 30 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 5

Nova. Les seconds maîtres de 2º classe et les quartiers maîtres de l'inscription qui, ayant été chargés à bord des bâtimens, seront placés, conformément à l'art. 18 de l'ordonnauce du 11 octobre 1836, dans la compagnie de dépôt, pendant le temps nécessaire à la reddition de les comptes, recevent la solde de leur grade à terre.

## ossiciers-mariniers et marins, à terre et à la mer.

-			
1	SUPPLÉMENS PAR JOUR.	16	r. c.
14	. Aux premiers maîtres et maîtres chargés, aux capi- / Sur les vaisseaux de 100 canons et au-dessus		
1 *	taines d'armes, aux maîtres armuriers-forgerons et Sur Jes autres vaisseaux et les frégales de 1er rang.		80
1	aux magesiniers, quand l'état à l'armement com- Sur les frégates de 2° et 3° rangs.	10	65
1	aux images invers, quentq i etat a larinement com- / Sur les negates de 2- et 3 langs	12	
١	porte des officiers mariniers de ces grades Sur les corvettes de 32 et de 28	Į,	50
	Aux seconds maîtres des deux classes chargés sur les bâtimens de rangs inférieurs		35
1 3.	Aux seconds mattres des deux classes remplissant, à défaut de titulaires, les fonctions de maîtres		
1.	chargés de manœuvre, de canonnage, de timonerie, de charpentage, de calfatage et de voilerie,	4.	!
1.	sur les vaisseaux, frégates et corvettes de 32 et 28	0	90
4.	. Aux seconds maîtres canonniers remplissant les fonctions de capitaines d'armes § S'ils sont de 1° classe.	0	60
1	sur les vaisseaux, les frégates et les corvettes de 1 rang	0	80
5.	Aux seconds mattres canonniers de 2º classe et aux quartiers-mattres canonniers   Au second mattre	10	50
1	de 410 desse remplies ent les fonctions de capitaines d'armes de 30 classe	0	60
6.	Aux quartiers maîtres remp acan; des seconds maîtres chargés ou chargés à bord \ aux	1	
1	des bâtimens où la maistrance est composée tout à la fois de seconds maîtres Sils sont de 2º classe.		60
1	et de quartiers-maîtres chargés	10	70
1	( de manœuvre, de canonnage ( de 1" classe.	lo	50
1	Aux quartiers-maîtres chargés à bord des bâtimens légers et de timonerie de 2º classe.		50
1 .	où le réglement n'accorde point de seconds maîtres de charpentage, de calfatage   de 1º classe.		Δ0
1			
1	et de voilerie de 2º classe.		50
١.	de manœnvre, de canonuage { de 1" classe.		50
Į ě.	Aux quartiers-maîtres remplissant les sonctions de seconds ) et de timonerie de 2º classe.		50
1	maîtres non chargés de charpentage, de calfatage s de 1 re classe.		40
1	et de voilerie		50
	Aux seconds maîtres et quartiers-maîtres de charpentage et de calfatage réunissant les leux professions.		20
10.	Aux matelots des trois classes remplissant les fonctions de quartiers-mafires de manœuvre, de canon-	1	- 1
1	nage et de timonerie, et aux chels de hune	10	30
11.	Aux matelots remplissant les fonctions de quartiers maîtres de charpentage, de ( de 1º classe	10	20
	calfatage et de voilerie	lo	30
112.	calfatage et de voilerie	lo	25
13	Any chargeurs, premiers servans de gauche des canons obusiers, et timoniers sondeurs.	lő	20
	(de harbier	١ň	15
14.	Aux marins remplissant les fonctions	1 -	15
15	Allocation facultative à des marins désignés par les capitaines des bâtimens, d'après des proportions		10
10.	indigrates the tables and 19 consider the local property of the control of the co		10
	indiquées aux tableaux nº 1 et 2 annexes à l'ordonnance du 11 octobre 1836		
	(Secrétaires de 1 <sup>re</sup> classe		80
10.	Aux marins employés comme secrétaires dans les bureaux des livisions. \ \ de 2° classe		60
	( de 3° classe		50
17.	Aux marins employés comme écrivains des commandans en second et des secrétaires des conseils		
	d'administration à bord des vaisseaux et frégates		20
		Į0	60
18.	Aux marins chargés de l'enseignement élémentaire } Sur une frégule	0	40
	(Sur les bâtimens de rangs inférieurs	0	30
	Nora. Tous les supplémens ci-dessus doivent cesser d'être payés du jour où les individus qui en	1	i i
	jouissent entrent à l'hôpital.		- 1
C	(A chagge tambour pour entration de haggettes (à terre contement)	lo	10
	A chaque clairen, nonr l'entretien de sou instrument là torre et à le man		10
	payees usins toutes) Any adjudance officiers et any fonguers nour achat de peniers plumes et avec	ľ	-
les	positions (Cette allocation ne doit être accordée qu'à un seul adjudant par division)	_	07
	Premiers maîtres, capitaines d'armes de 1 <sup>re</sup> et de 2º classes et maîtres non en-	٥	34
F:	a de conte des officiers - tratanna (nor diana)		E.
			58
	pariniers et marins Seconds maîtres, capitaines d'armes de 3° cl. et fourriers de 1° cl. (par étape).		55
¥0			30
	Quartiers-maîtres, matelots, apprentis marins et mousses (idem)	1	03
CD	aque tambour et à chaque clairon (par journée de marche)	0	10
-		-	-

24 ADDT = 21 SEPTEMBRE 1838. — Décision du roi relative à l'emploi d'une somme de trois mille francs provenant de la fondation faite par M. le baron de Montyon pour un prix annuel en faveur de l'ouvrage le plus utile aux mœurs. (IX, Bull. DC, n. 7559.)

Sire, l'ordonnance royale du 3 mars 1824, relative à la fundation faite par M. le baron de Montyon, près de l'Académie française, d'un prix annuel pour les ouvrages les plus utiles aux mœurs, renferme, dans son article 5. la disposition suivante : « Les fonds « qui, en tout ou en partie, n'auraient pas « recu cette destination après deux con-« cours, ne pourront plus la recevoir à un « troisième, et l'Académie proposera à notre a ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur, « qui nous en référera, un moyen de les « employer qui se rapprochera, autant que « possible, des intentions du fondateur. » L'Académie se trouve actuellement, Sire, dans le cas prévu par cet article. Une somme de onze mille huit cent vingt francs, reliquat non employé dans les deux derniers concours de l'ouvrage le plus utile aux mœurs, ne peut plus, d'après le texte de l'ordonnance précitée, être appliquée au même prix et ne peut recevoir d'emploi qu'après une autorisation de Votre Majesté. Dans sa séance du mardi 7 août 1838, l'Académie, regrettant de n'avoir pas les fonds nécessaires pour compléter la juste récompense due à des actions vertueuses, a émis le vœu qu'il lui fût permis de disposer d'une partie de cette somme qui est déposée à la caisse d'amortissement; elle a décidé, en conséquence, qu'une affectation de trois milie francs serait faite sur l'excédant indiqué, et elle me charge d'avoir l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté, conformément aux dispositions de l'article 5 de l'ordonnance royale du 3 mars 1824, les propositions qu'elle fait à ce sujet. En conséquence, j'ai l'honneur de vous soumettre, Sire, au nom de l'Académie, comme pouvant se rapprocher des intentions du testateur, les destinations suivantes qu'elle désirerait se voir autorisée à effectuer, savoir : 1° prélever une somme de deux mille francs destinée à parfaire le prix de vertu de trois mille francs qui a été décerné aux frères Conté dans la séance publique du 9 de ce mois; 2° prélever une somme de mille francs pour former le prix de vertu qui a été décerné au sieur Mollet, de Quimper, dans la même séance. Ces deux dispositions me paraissant conformes, soit aux intentions de M. le baron de Montyon, soit au texte de l'ordonnance précitée, je propose à Votre Majesté de les approuver, en daignant revêtir le présent rapport de sa signature. Le ministre de

l'instruction publique, Signé SALVANDY. Approuvé, le 24 août 1858. Signé LOUIS-PHILIPPE.

27 AOUT = 21 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur les exercices 1833 et antérieurs. (IX, Bull. DC, n. 7502.)

Louis-Philippe, etc., vu l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831, qui frappe de déchéance les créances non payées dans le délai de cinq années, à partir du premier jour de l'exercice auquel elles appartiennent : vu l'article 10 de la même loi confirmé par l'article 8 de celle du 10 mai 1838, qui permet de relever de la déchéance celles de ces créances qui n'ont pu être payées par le fait de l'administration ; considérant que diverses créances des exercices 1850 et antérieurs, 1831, 1832 et 1833, n'ont pu être acquittées avant les époques de prescription de ces créances ; les unes par suite de pourvois devant le conseil d'Etat; les autres, parce que l'administration, dans l'intérêt du tréser public, a dû saire procéder au réglement des mémoires et honoraires dus à des fonctionnaires ou agens chargés par elle de l'accomplissement de formalités hypothécaires ou d'operations d'expertise; vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1°. Notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, est autorisé à ordonnancer, sur l'exercice 1838, les créances détaillées ciaprès, qui restent à solder sur les exercices 1850 et antérieurs, 1831, 1832 et 1833, et qui, aux termes de l'article 10 de la loi du 29 janvier 1831, demeurent affranchies de la déchéance prononcée par l'article 9 de la même loi. Ces créances, non comprises dans les restes à payer arrêtés par les lois, seront imputées sur l'exercice 1838 à un chapitre spécial intitulé, Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance, dont le développement sera produit à l'appui du compte définitif de l'exercice 1838.

(Suit le détail.)

2. Un crédit extraordinaire spécial de onze mille trois cent seize francs trentecinq centimes applicables aux dépenses cidessus est en conséquence ouvert, sur l'exercice 1838, à notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture

et du commerce.

3. La régularisation de ce crédit supplé-

mentaire sera proposée aux Chambres dans ieur prochaine session.

4. Nos ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des finances (MM. Martin du Nord et Laplagne) sont chargés, etc.

27 AOUT == 21 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui accorde au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, un crédit additionnel pour des créances constatées sur des exercices clos. (IX, Bull. DC, n. 7563.)

Louis-Philippe, etc., vu les articles 9 et 10 de la loi de finances du 25 mai 1834, relatifs aux créances constatées sur les exercices clos, après réglement de comptes; considérant qu'il reste à payer diverses depenses faites pour les services des exercices 1835 et 1836 ci-après désignés, dont la liquidation n'a pu avoir lieu qu'après la clôture de ces exercices; considérant enfin que, conformément à l'obligation imposée par l'article 9 de la loi précitée et par le § 1er de l'article 4 de notre ordonnance du 10 février dernier, les créances réclamées sont rensermées, par chapitre, dans la limite des crédits annulés par les lois réglementaires, des exercices auxquels se rattachent ces créances; vu les articles 3, 4 et 5 de la loi du 24 avril 1833, sur les crédits supplémentaires; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce ; de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est accordé provisoirement à notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publies, de l'agriculture et du commerce, comme augmentation des restes à payer arrêtés par les lois de réglement de comptes, un crédit additionnel de douze mille six cent cinquante et un francs trente-deux centimes (12,651 fr. 52 c.) nécessaire pour le paiement des nouvelles dépenses constatées, relatives aux services ci-après désignés. (Suit le détail.)

2. Les créances de l'autre part, formant augmentation des restes à payer sur les exercices indiqués, pourront être ordonnancées sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos dans les exercices courans, jusqu'aux époques respectives de déchéances fixées par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1851.

3. La présente ordonnance sera soumise aux Chambres dans leur prochaine session, conformément à l'article 5 de la loi du 24 avril 1853, et il sera rendu compte de la dépense qu'elle autorise, conformément aux articles 9 et 10 de la loi du 25 mai 1854.

4. Nos ministres des finances et des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (MM. Laplagne et Martin du Nord) sont chargés, etc.

31 AOUT == 21 SEPTEMBRE 1838. — Ordonnance du roi portant création d'entrepôts réels de douanes à la Martinique et à la Guadeloupe. (IX, Eull. DC, n. 7568.)

Louis-Philippe, etc.. vu la loi du 12 juillet 1837, qui autorise l'établissement d'entrepôts réels de douanes dans les colonies des Antilles et de l'île Bourbon; sur le rapport de nos ministres secrétaires d'Etat de la marine et des colonies, des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des finauces, etc.

Art. 1°r. Un entrepôt réel de douanes, destiné à recevoir les marchandises désignées par l'article 1°r de la loi du 12 juillet 1837, est accordé aux ports de Saint-Pierre et du Fort-Royal à la Martinique, et, à la Guadeloupe, aux ports de la Pointe-à-Pitre et de la Basse-Terre.

2. Cet entrepôt sera situé sur le port et établi dans des magasins convenables, sûrs, réunis en un seul corps de bâtiment, et entièrement isolés de toutes autres constructions. Un local y sera réservé pour le placement d'un corps de garde de douanes. Ces édifices, après avoir été agréés par le chef des douanes, seront affectés à l'entrepôt en vertu d'un arrêté spécial du gouverneur de la colonie.

3. Tous les magasins servant d'entrepôt réel seront fermes à deux clefs, dont l'une restera entre les mains des préposés des douanes, et l'autre entre les mains de l'agent du commerce.

4. Les marchandises non admissibles pour la consommation des colonies, qu'on apportera aux entrepôts, devront être inscrites séparément sur le manifeste ou état général de la cargaison du navire, avec indication de leur nature, et du mombre, espèce, marques et numéros des colis.

5. Le manifeste est affranchi du timbre. Il est défendu d'y présenter comme unité plusieurs ballots ou autres colis fermés, réunis de quelque manière que ce soit, à peine de confiscation et d'une amende de cent francs.

6. Le capitaine arrivé dans les quatre lieues des côtes devra, sous peine de cinq cents francs d'amende, remettre, lorsqu'il en sera requis, une copie du manifeste au préposé des douanes, qui viendra à son bord et qui en visera l'original. Dans tous les cas. le capitaine sera tenu, sous peine de pareille amende, de remettre, dans les vingt-quatre heures de son entrée dans le port, son manifeste original à la douane.

7. Les employés des douanes pourront se

l

rendre à bord des navires entrant dans le port. Les capitaines et officiers des bâtimens scront tenus sous peine de cinq cents francs d'amende, de recevoir lesdits employés et de leur ouvrir les chambres et armoires desdits bâtimens, à l'esset d'y faire les visites nécessaires pour prévenir la fraude. Ces employés auront d'ailleurs la faculté de faire sceller les écoutilles et autres issues de la cale. Dans ce cas, les scellés ne seront levés, au moment du déchargement, qu'en présence des agens de la douane, et ils pourront être rétablis si le déchargement ne se termine pas dans la même journée. La douane pourra aussi laisser à bord des préposés qui auront droit aux vivres de bord.

8. Les marchandises non comprises au manifeste et celles dont la nature n'y serait pas exactement désignée, ou qui scraient différentes de l'énoncé du manifeste, seront confisquées avec amende de mille francs.

9. Si tous les colis portés sur le manifeste ne sont pas présentés aux agens de la douane, le capitaine sera passible d'une amende de trois cents francs par colis man-

quant.

10. Dans tous les cas où, d'après les articles 5, 6, 7, 8 et 9 ci-dessus, il y aura lieu de prononcer une amende contre le capitaine, le navire pourra être retenu pour sùreté de cette amende, à moins que le montant n'en soit immédiatement consigné ou qu'il ne soit fourni bonne et suffisante caution.

11. Trois jours après l'arivée du navire, le propriétaire ou consignataire des marchandises destinées pour l'entrepôt. remettra une déclaration détaillée de ces marchandises, laquelle, indépendamment des indications prescrites par l'article 4, énoncera l'espèce, la qualité, la valeur et le poids, nombre ou mesure des marchandises, ainsi que le lieu du chargement, le nom du capitaine, le nom du navire et son pavillon. Cette déclaration, faite au bureau de la douane, sera enregistrée par les préposés et signée par le déclarant; s'il ne sait point signer, il en sera fait mention. L'article 5 est applicable aux déclarations en détail.

12. Il ne pourra être déchargé des navires aucune marchandise sans une permission par écrit (permis) des préposés de la douane, et qu'en leur présence, sous peine de confiscation des marchandises et de cent francs

d'amende.

13. Immédiatement après leur débarquement, les marchandises seront présentées à la visite, laquelle ne pourra être faite qu'en présence du déclarant. Le vérificateur qui y procédera en inscrira les détails sur son portatif.

· 14. Si la visite fait déconvrir un excédant

sur les quantités déclarées, et si cet excédant est de plus du vingtième pour les métaux et de plus du dixième pour les metaux et de plus du dixième pour les autres marchandises, le déclarant sera passible d'une amende égale au montant des droits exigible sur cet excédant, d'après le tarif d'entrée de la métropole; néanmoins l'excédant, ainsi que les quantités déclarées, seront reçus en entrepôt sous les mèmes conditions. S'il s'agit de marchandises edmissibles à la colonie, l'amende sera égale au montant du droit que l'excédant aurait acquitté d'après le tarif de la colonie.

15. Si la déclaration se trouve fausse dans la qualité ou l'espèce des marchandises, les marchandises faussement déclarées seront confisquées avec amende de cent francs. Cependant, si le droit auguel on se serait soustrait. d'après le tarif de la métropole, par une semblable déclaration. n'excède pas douze francs, il n'y aura pas lieu à la confiscation, mais seulement à la condamnation en ladite amende de cent francs, pour sûreté de laquelle la marchandise sera retenue. Cette dernière disposition sera applicable s'il s'agit de marchandises d'origine française, et si le droit auquel on se serait soustrait, à la colonie, par suite de la fausse déclaration, ne s'élève pas à plus de douze francs. S'il excédait cette somme, il y aurait lieu, indépendamment de l'amende , à la confiscation des marchandises faussement déclarées.

16. Lorsqu'à la visite les colis se trouveront en moindre nombre que celui porté dans la déclaration, le déclarant sera condamné à trois cents francs d'amende par colis manquant, pour sûreté de laquelle les marchandises présentées pourront être retenues.

47. Les marchandises qui, d'après les tarifs de la métropole, y jouissent d'une modération de droits, lorsqu'elles y arrivent directement des lieux de production, conserveront cet avantage, nonobstant leur escale et leur séjour dans les entrepots des Antil'es françaises, pourvu toutefois que les justifications exigées en parcil cas, en France, aient été produites et admises à la colonie.

18. Après avoir été visités et revêtus d'une estampille à la rouille portant ces mots, Entrepôt de (nom du port), les colis seront conduits, sous la survoillance des préposés, dans le bâtiment de l'entrepôt réel. Les marchandises françaises seront placées dans des magasins particuliers et distincts de ceux où seront entreposées les productions étrangères.

19. Le transport des marchandises à la douane et à l'entrepôt, leur déballage, remballage et pesage, seront aux frais des propriétaires. Les hommes de peine employés à cet effet, quoique salaries par le commerce, devront être agrées et commissionnés par le directeur des douanes de la colonie, qui aura le droit de les révoguer.

20. Les marchandises admisés en entrepôt seront inscrites sur un registre (sommier), d'après les résultats de la visite. Ce registre mentionnera l'espèce, la qualité et la provenance des marchandises, ainsi que le pa-

villon du navire importateur.

21. L'entrepôt aura lieu à charge de réexporter les marchandises ou d'en payer les droits à l'expiration du délai d'entrepôt. La durée de l'entrepôt sera de trois ans. Si, ·à l'expiration de ce délai, il n'est pas satisfait à l'obligation d'acquitter les droits ou de réexporter, l'entrepositaire sera mis en demeure de remplir son engagement, et s'il ne l'a pas fait dans le mois de la sommation qui lui en sera faite à son domicile, s'il est présent, ou à celui du maire, s'il est absent, les marchandises seront vendues conformément à la loi de douanes du 14 fructidor an 3, et le produit de la vente, déduction faite de tous droits et frais de toute nature, sera versé au trésor, pour être remis au propriétaire s'il est réclamé dans les trois années à partir du jour de la vente, ou, à défaut de réclamation dans ce délai, être définitivement acquis à la caisse coloniale. Les marchandises admissibles à la consommation de la colonie pourront être vendues à charge du paiement des droits d'entrée. Les autres devront être réexportées.

22. Indépendamment des recensemens partiels que le contrôleur aux entrepôts et les employés supérieurs pourront saire des marchandises entreposées, il sera procédé chaque année à un recensement général de tous les objets devant exister dans l'entrepôt. Les frais de déplacement ou d'arrangement des marchandises demeureront à la charge des propriétaires.

1

1

25. Les entrepositaires resteront, en vertu de leur déclaration, obligés, soit de réexporter les marchandises ou d'en payer les droits, soit de répondre des déficits reconnus à l'époque des recensemens on à la sortie d'entrepôt. Leur responsabilité à cet égard subsistera, lors même qu'ils auront cessé d'être propriétaires des objets entreposés, tant qu'ils n'auront pas déclaré et justifié la cession du transfert de leur propriété à un tiers et fait intervenir ce tiers pour s'engager envers la douane.

24. Dans l'intérieur des magasins, tout déballage de marchandises, tout mélange, bépéficiement ou simple transvasement, toute division ou réunion de colis, sont expressément interdits aux entrepositaires, s'ils n'ont préalablement obtenu à cet effet

la permission de l'agent supérient de la douane.

25. Lorsque les entrepositaires voudront obtenir la sortie d'entrepôt de leurs marchandises, soit pour la réexportation, soit pour les faire passer dans un autre entrepôt par simple mutation, soit enfin pour les verser, quand il y aura lieu, à la consommation intérieure de la colonie, ils devront en faire la déclaration par écrit à la douane. Cette déclaration devra reproduire toutes les indications constatées à l'entrée, et mentionner en outre la destination ultérieute des marchandises le nom et le pavilien du navire à bord duquel elles devront être chargées, ainsi que le nom du capitaine. Si les marchandises sont destinées pour la consommation locale, la déclaration indiquera leur valeur *actuelle* , lorsque la valeur devra servir de base à la perception des droits.

36. Les marchandises à la sortie d'entrepôt seront assujetties à une nouvelle visite. Les déficits qui seraient constatés par ces visites ou par les recensemens d'entrepôt donneront lieu au paiement du simple droit d'entrée établi par le tarif de la colenie ou celui de la métropole, selon que la marchandise sera ou non admissible à ta consommation locale. Toutefois le directeur des douanes de la colonie pourra accorder la remise de ce droit à l'égard du déficit provenant évidemment du déchet naturel des marchandises pendant leur séjour en

entrepôt.

27. Les marchandises retirées de l'entrepôt pour la consommation de la colonie seront passibles des droits qui se trouveront en vigueur an moment où elles auront été

déclarées pour cette destination.

28 Les matations d'un entrepôt à un autre de la même colonie , en d'une colonie dans l'autre, pourront s'effectuer par des navires français de tout tonnage. La déstination des marchandises sera assurée par un acquit-à-caution valablement cautionné, et leur identité sera garantie par le plombage des colis, dans tous les cas où cette formalité est prescrite à la métropole en vertu de l'article 20 de la loi du 2 juillet 1836. Le prix du plomb demeure fixé à cinquanto centimes.

29. Dans le cas de non rapport en temps utile et avec décharge valable des acquitsà-caution délivrés en vertu de l'article précédent, le soumissionnaire et sa caution seront contraints à payer, outre une ainquée de cent francs, le double droit d'entrée des marchandises, d'après le tarif coloniat on métropolitain, selon qu'il s'agira d'objets admissibles ou non à la consommation de la colonie d'expédition.

50. Les deux articles précédens sont ap-

plicables aux marchandises expédiées par mutation d'entrepôt sur les ports de la métropole; seulement elles ne pourront être chargées que sur des navires de quarante

tonneaux ou plus.

31. Avant de réintégrer les marchandises dans le nouvel entrepôt, on en constatera le poids effectif; l'acquit-à-caution sera déchargé pour la quantité reconnue, laquelle sera prise en charge sur les registres de cet entrepôt, sauf à la douane du port d'expédition à poursuivre, s'il y a lieu, l'application des peines édictées par l'article 29 à

l'égard des manquans.

32. Les marchandises retirées de l'entrepôt pour la réexportation directe à l'étranger seront assujetties aux conditions auivantes : les propriétaires ou consignataires se soumettront, par leur déclaration de sortie d'entrepôt, à rapporter, sur le permis qui leur sera délivré, le certificat des préposés des douanes qui auront été présens à l'embarquement des marchandises et de ceux qui auront constaté leur existence à **bord au moment du** départ du navire pour la haute mer, le tout sous peine d'être contraints au paiement de la valeur de ces marchandises et d'une amende de cent francs. L'exécution de ces soumissions sera garantie par un cautionnement, si les propriétaires ou consignataires n'ont pas leur domicile dans le port d'expédition, ou s'ils ne sont pas reconnus solvables par le receveur de la douane.

33. L'embarquement des marchandises déclarces pour la réexportation ou en simple mutation d'entrepôt ne pourra être commencé qu'après que tous les objets compris en un même permis auront été réunis sur le quai, et comptés par les préposés des douanes chargés d'en constater la mise à bord.

34. Toutes marchandises qu'on tenterait d'extraire d'entrepôt sans avoir préalablement rempli les formalités prescrites cidessus seront consisquées, et les contrevenans condamnés à une amende de cent francs.

35. Tous négocians et commissionnaires qui seront convaincus d'avoir, à la faveur des entrepôts, effectué des soustractions. substitutions ou versemens dans l'intérieur, pourront, indépendamment des peines encourues, être privés, par un arrêté du gouverneur de la colonie, de la faculté de l'entrepôt. Les négocians et commissionnaires qui préteraient leur nom pour soustraire aux effets de cette disposition ceux qui auraient été atteints, encourront les mêmes peines.

36. La présente ordonnance n'aura d'effet, qu'après que les bâtimens d'entrepôt exigés par l'article 2 auront été construits, et que le service de ces établissemens, ainsi que la défense du littoral des colonies, auront été assurés. Les mesures à prendre dans cet objet seront concertées entre nos ministres de la marine et des colonies, et des finances.

37. Nos ministres de la marine et des colonies, et des finances (MM. Rosamel et Laplagne ) sont charges, etc.

9 - 21 septembre 1838. - Ordonnance du roi qui annulle une délibération du conseil général du département de l'Indre. (IX, Bull. DC, n. 75u6.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur; vu l'article 14 de la loi du 22 juin 1853, les articles 4, 6 et 36 de la loi du 10 mai 1838, et les articles 7 et 9 de la loi du 21 mai 1836; la délibération prise par le conseil général du département de l'Indre, dans sa séance du 26 août dernier, et par laquelle le conseil autorise le préset du département à saire les poursuites nécessaires pour obtenir l'exécution des engagemens pris par feu le baron de Villeneuve. de fournir des terrains et une somme de quatre mille francs pour concourir à la construction d'un chemin vicinal de grande communication, offre faite en vertu de l'article 7 de la loi du 21 mai 1856; considérant qu'il n'était pas dans les attributions du conseil général de donner au préset l'autorisation dont il s'agit, etc.

Art. 1er. La délibération ci-dessus visée du conseil général du département de l'Indre est et demeure annulée.

2. La présente ordonnance sera transcrite au registre des actes du conscil général.

5. Notre ministre de l'intérieur (M. Montalivet) est chargé, etc.

5 == 22 SEPTEMBER 1838. - Or Jonnance du roi qui approuve des modifications aux statuts de la caisse d'épargne de Compiègne. (IX, Bull supp. CCCLXXXV, n. 12540.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance du 15 mai 1835, portant autorisation de la caisse d'épargne de Compiègne et approbation de ses statuts; vu les changemens proposés auxdits statuts ; vu les lois des 5 juin 1855 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art 1er. Les modifications aux art. 22, 25, 25 et 26 des statuts de la caisse d'é-

pargne de Compiègne sont approuvées, telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé, le 26 juin 1838, devant Me Beaurin et son collègue, notaires à Compiègne, lequel acte restera déposé aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

5 = 22 SEPTEMBRE 1838. - Ordonnance du roi portant autorisation de la caisse d'épargne fondee à Mantes. (IX, Bull. supp. CCCLXXXV, n. 12541.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de noire ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la délibération de conseil municipale de Mantes, en date des 2 mai et 10 août 1838 ; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837. relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La caisse d'épargne et de prévoyance fondée à Mantes (Seine-et Oise) est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 10 août 1858, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans pré-

judice des droits des tiers.

ı ı

Ì

ţ

ŧ

١

ŧ

1

5. La caisse d'épargne de Mantes sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préset de Seine et-Oise, un extrait de son état de situation arrêtée au 51 décembre précédent.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin

du Nord) est chargé, etc.

10 AOUT = 25 SEPTEMBRE 1838. - Ordonnance du roi qui crée une chaire d'opérations et appareils dans la faculté de médecine de Munipellier, ( IX , Bull. DCI , n. 7568.)

Louis-Philippe, etc., sur ce qu'il nons a été représenté que l'enseignement de la pathologie externe et de la médecine opératoire embrasse un trop grand nombre d'objets importans et de nature trop variée pour qu'il puisse être donné par un seul professeur dans le courant d'un semestre : sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction pu-

blique, grand-maître de l'université; vu la délibération du conseil royal de l'instruction publique, en date du 10 du mois de juillet , etc.

Art. 1er. La chaire de pathologie externe actuellement vacante à la faculté de médecine de Montpellier est et demeure exclusivement consacrée à la pathologie externe.

2. Une chaire d'opérations et appareils

est créée dans cette faculté.

5. Le professeur sera nommé; pour la première sois, par notre ministre secrétaire d'Etat de l'instruction publique, grandmaître de l'université.

4. Notre ministre de l'instruction publique (M. Salvandy) est chargé, etc.

6=26 septembre 1838. - Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurance inutuelle immobilière contre l'incendie, établis à Blois pour le département de Loir-et-Cher. (1X, bull. supp. CCCLXXXVI, n. 12545.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce: notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société d'assurance mutuelle immobilière contre l'incendie, établie à Blois pour le département de Loir-et-Cher, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 1er septembre 1838, devant Me Cadet de Chambine et son collégue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés,

sans préjudice des droits des tiers.

5. La société sera tenue de remettre. tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics. de l'agriculture et du commerce, et au préfet du département de Loir-et-Cher.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

23 SEPTEMBRE == 1et OCTOBRE 1838. - Ordonpance du roi qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur les exercices 1832 et 1833. (IX, Bull. supp. DCII, n. 7575.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, sur les exercices perimes de 1832 et 1833, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont pas passibles de la déchéance promoncée par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1831; vu l'art. 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que les crédits extraordinaires spéciaux par articles leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833; vu l'art. 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Un crédit extraordinaire spécial de trois mille quatre cent soixante quatre francs soixante-six centimes (5,464 fr. 66 c.) est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur, sur le budget de l'exercice 1858, pour solder les créances des exercices périmés, non frappées de déchéance, qui sont détaillées par chapitre, au tableau ci-annexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial, Depenses des exercices périmés, prescrit par l'art. 8 de la loi du 10 mai 1858.

 La régularisation de ce crédit sera proposée aux chambres, lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres de l'intérieur et des finances (MM. Montalivet et Laplagne) sont thargés, etc.

(Suit le tableau.)

23 SEPTEMBRE = 1<sup>st</sup> OCTOBRE 1838. — Ordonnance de rol qui accorde au minietre de l'intérieur un crédit supplémentaire pour des créances constatées sun des exercices clos. (1X, Bull. DCII, n. 7576.)

Louis - Philippe, etc., vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'Elat au département de l'intérieur, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos; considérant que ces créances s'appliquent à des services pon compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de finances des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des supplémens de crédits; considérant, toutefois, qu'aux termes de l'art. 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'art. 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, les dites créances peuvent être acquittées ; attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1835 et 1856, et que leur montant est inférieur aux restans de crédits dont l'annulation a été pronoucée sur ces services par la loi de réglement des-

dits exercices; sur le rapport de notre misnistre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, et de l'avis de notre-conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est accordé à notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de réglement des exercices 1833 et 1856, un credit supplémentaire de deux mille deux cent treize francs trois centimes (2,245 fr. 3 c.), montant des créances détaillées au tableau ciannexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs scront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'Etat des finances. conformément à l'art. 106 de notre ordonnance du 51 mai 1858, portant réglement général sur la comptabilité publique, savoir: exercice 1855, 581 fr. 64 c.; exercice 1836, 1,631 fr. 59 c.; total 2,213 fr. 3 c.

2. Notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos, aux budgets des exercices courans, en exécution de l'art. 8 de la loi du 25 mai 1854.

5. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur pro-

chaine session.

4. Nos ministres de l'intérieur et des finances (MM. Montalivet et Laplagne) sont chargés, etc.

(Suit le tableau.)

20 ADDT=3 OCT. 1838.—Ord. du roi qui autorise la compagnie royale d'assurances sur la vie à former et à administrer des associations de la mature des tontines. (Bull. supp. CCCLXXXVII., n. 12579.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance foyale du 11 février 1820, qui autorise la compagnie royale d'assurances sur la vie des hommes; vu la demande présentée par ladite compagnié, à l'effet d'être autorisée à former, sous sa direction, des associations de prévoyance avec combinaisons tontinières; vu les statuts particuliers destinés à régir ces associations, vu l'avis du conseil d'Etat du ter avril 1809, inséré au Bulletin des lois; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1°r. La compagnie royale d'assurances sur la vie est autorisée à former et à administrer des associations de la natura des tontines. Sont approuvés les status particuliers déstinés à régir ces associations, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, les 9, 10, 11 et 13 août 1838, pardevant Me Yver et son collègue, notaires à Paris; lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

- 2. La compagnie d'assurances sur la vie sera tenue de remettre tous les ans un extrait de l'état de situation des tontines au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au préfet du département de la Seine, au tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Paris. Elle devra, en outre, adresser tous les ans à notre ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, un rapport détaillé sur ses opérations, rapport où seront mentionnés tous les faits propres à faire apprécier la nature et les effets des associations formées par ses soins.
- 3. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation, en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers; nous nous réservons, en outre, d'ordonner la révision générale des statuts, après le 1<sup>er</sup> janvier 1845.
- 4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

Statuts des associations mutuelles avec chances tontinières.

١,

Titre I'. - De l'objet et de la forme des sociétés.

Art. 1ª. La compagnie royale d'assurances sur la vie pourra former, entre les individus qui en feront la demande, des associations mutuelles avec chances tonthnières, suivant les clauses et conditions qui seront ci-après déterminées. Ces associations seront de cinq espèces, savoir : 1° sociétés d'accroissement de revenu, sans aliénation du capital; 2° sociétés d'accroissement du capital; sans aliénation du revenu, avec aliénation du capital; 1° sociétés d'accroissement du capital, avec aliénation totale ou partielle du revenu; 5° sociétés de formation d'un capital par l'accumulation du revenu, sans aliénation du capital des mises.

Int. Sociétés d'accroissement de revenu, sans alienation du capital.

2. Ces sociétés sont formées sous la condition fondamentale que, jusqu'au terme de la société, le produit des mises sociales sora réparti entre les seuls sociétaires qui justifierent pariodiquement de leur existence, la part des prédécédés accroissant le revenu des curvirans. Dans les sociétés de cette espèce, le capital des mises sociales n'est pas aliéné; il retourne à qui de droit, après l'expiration de la société.

Hent. Societés d'accroissement du capital, sans alienation du revonu.

3. Dans ces sociétés, les sociétaires ou leurs ayapsdroit conservent, jusqu'su terme de la société, la jouissance pleine et entière du revenu de leur mise sociale; mais, à l'expiration de la société, le capital de ces mises est réparti entre les seuls sociétaires qui justifient de leur existence, la part des prédécédés accroissant le capital des survivans.

IIIent. Sociétés d'accroissement du revenu, avec aliénation du capital.

- 4. Dans ces sociétés, le revenu des mises sociales se répartit entre les seuls sociétaires qui justifient de leur existence, la part des prédécédés accroissant le revenu des survivans. A l'expiration du terme de la société, le capital est réparti entre les seuls sociétaires qui justifient de leur existence, la part des prédécédés accroissant le capital des survivans.
- IVent. Sociétés d'accroissement du capital, arcc aliénation totale ou partielle du revenu.
- 5. Dans les sociétés de cette espèce, avec aliénation totale du revenu, les sociétaires renoncent à la jouissance du revenu des mises sociales, et la revenu de ces mises s'ajoute successivement au capital, jusqu'au terme de la société. Dans les sociétés avec aliénation partielle du revenu, les sociétaires jouissent du revenu de leur mise pen-. dant toute la durée de leur vie, et ce n'est qu'à leur décès que ce revenu s'accumule avec le capital. A l'expiration du terme de ces sociétés, le capital des mises, reuni au capital provenant de l'accumulation du revenu, est réparti entre les sociétaires qui justifient de leur existence, la part des prédécédés accroissant celle des survivans. Il pourra également être formé des sociétés d'accroissement de capital avec aliénation du revenu, dont le capital des mises, réuni au capital provenant de l'accumulation du revenu, sera réparti exclusivement à ceux des sociétaires survivans qui seront appelés par le sort à faire partie de l'armée.

Vent. Sociétés de formation d'un capital par l'accumulation du revenu, sans alienation du capital des mises.

- 6. Dans ces sociétés, les sociétaires renoncent à la jouissance du revenu des mises sociales, et ce revenu s'accumule d'année en année, jusqu'au terme de la société. A l'expiration du terme de la société, le capital des mises n'ayant pas été aliéné retourne aux sociétaires, leurs héritiers ou ayansdroit, et ce n'est que le capital formé par l'accumulation successive du revenu qui est réparti entre les sociétaires qui justifient de leur existence, la part des prédécédés accroissant celle des survivans.
- 7. Les sociétés ci-dessus mentionnées peuvent être formées: entre les individus du même âge ; entre les individus de tous âges ; entre un nombre limité d'individus : entre un nombre illimité d'individus. Les sociétés en nombre limité sont celles qui, après leur constitution définitive, sont irrévocablement closes et ne peuvent plus admettre de nouveaux membres. Les sociétés en nombre illimité sont celles qui, après leur constitution definitive, ne sont pas closes et peuvent, jusqu'au terme de leur existence, admettre de nonveaux membres. Toutefois, quand, par suite des extinotions successives, les membres d'une société en nombre illimité se trouveront réduits à dix survivans, aucun nouveau sociétaire ne pourra leur être adjoint sans leur consentement unanime.

## TITRE II. - De la formation des sociétés.

### Constitution.

8. Quiconque voudra former une société en fera la proposition à la compagnie. Cette proposition déterminera le réglement de cette société dans les limites des présens statuts. La compagnie pourra refuser cette proposition ou la modifier avec le consentement des fondateurs de la société. Quand la proposition sera agréée, un registre sera immédiatement ouvert pour recevoir les adhésions ultérieures.

9. Chaque société peut rester ouverte jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit celle de son ouverture, à moins qu'avant cette époque elle n'ait complété un nombre d'adhésions fixé par les socictaires eux-mêmes. Ce délai expire ou le nombre d'adhisions obtenu, la société est définitivement

constituée.

10. Aucune société ne peut être constituée avec moins de dix membres.

11. Les sociétés ouvertes, qui n'auront pu être constituées dans le délai ci-dessus déterminé, seront annulées, et les engagemens provisoires se-

ront nuls et de nul effet.

- 12. La constitution de chaque société sera constatée par une délibération du conseil d'administration de la compagnie royale, prise avec le concours du comité des sociétaires dont il est parlé au titre IV. Les procès-verbaux de ces délibérations seront tous inscrits à leur date, au fur et à mesure de la constitution de chaque société, sur un seul et même registre.
- 13. Toute proposition ou adhésion doit être accompagnée d'un extrait d'acte de naissance, on, à défaut d'acte de naissance, d'un acte authentique constatant l'age de la personne sur la tête de laquelle le placement a lieu. Cet acte reste déposé entre les mains de la compagnie jusqu'à la liquidation de la société.

### Durće.

- 14. La durée des sociétés en nombre limité peut être fixée à un nombre déterminé d'années, ou subordonné à l'événement d'un certain nombre de décès. La durée des sociétés en nombre illimité ne peut être fixée qu'à un nombre d'années déterminé.
- 15. Les sociétés dont la durée est fixée à un nombre d'années déterminé ne peuvent être forınées pour moins de cinq ans.
- 16. Les sociétés commencent, pour leurs effets actifs et passifs, à dater du jour de leur constitution définitive, à minuit. Mais pour les sociétés dont la durée est d'un nombre d'années déterminé, la première année ne compte que du 1e janvier qui suit la constitution définitive, sans préjudice des essels du contrat jusqu'à cette époque.

## Domicile.

17. Le domicile des sociétés est fixé à Paris, au

siège de la compagnie royale.

18. Chaque sociétaire sera tenu, de son côté, d'elire à Paris un domicile qui sera valable pour l'exécution du contrat et pendant toute sa durée, tant qu'il n'en aura pas fait conneître un autre à la compagnie royale.

19. Le domicile elu par chaque sociétaire sera valable pour ses héritiers ou ayans droit, tant qu'ils n'en auront pas indique un autre. La société ne reconnettra qu'un seul et même domicile pour

tous les ayans-droit de chaque sociétaire. Ces derniers seront tenus de s'entendre à cet effet.

### Des sociétaires.

20. Tout individu peut être admis sociétaire, saut les formalités à remplir dans les cas d'incapa-

cité légule.

21. Tout individu peut être admis à contracter, soit sur la tête, soit au profit d'un tiers, mais à la charge de justifier de son consentement par écrit ou du consentement des parens ou des tuteurs, pour les personnes inhabiles à contracter.

22. Si le placement a lieu tout à la fois sur la tête d'un tiers et à son profit, ce tiers a seul droit vis à vis la compagnie au bénéfice du contrat.

23. La compagnie royale a le droit de refuser toute admission, sans être tenue de faire connaître ses motifs.

24. En cas de décès de tout sociétaire, ses héritiers ou syans-droit seront tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux.

## De l'âge des sociétaires.

25. Les sociétés admettent des individus du même age; des individus du même age, à cinq ans près; des individus compris entre des âges déterminés et des individus de tous ages.

26. On entend par individus du même âge, ceux entre le plus jeune et le plus âgé desquels il n'existe

pas une différence de plus d'une année.

27. On entend par individus du même âge, à cinq ans près, les individus entre le plus jeune et le plus âgé desquels il n'existe pas une différence de

plus de cinq années entières.

28. On entend par individus compris entre deux âges déterminés, tous les individus qui ont atteint un âge inférieur indiqué, et qui n'ont pas atteint un âge supérieur indiqué; ainsi les individus compris entre dix et trente ans sont ceux qui, ayant dix ans et plus, n'en ont pas encore trente.

29. L'age compris entre le jour de la naissance et un an, forme un âge à part et ne peut être as-

socié avec aucun autre.

### Des mises sociales.

- 30. La mise de chaque sociétaire doit être fournie en une inscription de rentes sur l'Etat.
- 31. Le minimum des mises est sixé à trois francs de rente et le maximum à mille francs de rente. Le même sociétaire peut fournir plusieurs mises; dans ce cas, il participe aux chances du contrat dans la proportion du nombre de ses mises.
- 32. La quotité des mises varie suivant l'age des sociétaires et suivant l'époque de leur admis-
- 33. Quand l'age des sociétaires et l'époque de leur entrée dans la société sont les mêmes, les
- mises sont égales. 34. Quand l'âge des sociétaires étant le même, l'époque de leur admission est différente, la mise à fournir par les nouveaux sociétaires devient progressive et s'accroît de toute la plus-value que la mise sociale a pu acquérir par l'effet des décès aurvenus ou de l'accumulation du revenu.

35. Lorsque, l'époque d'admission étant la même, l'âge des sociétaires est différent, la mise à fournir par chacun d'eux est proportionnelle à

son åge.

36. Lorsque l'époque d'admission et l'âge des sociétaires sont différens, la mise de chacun d'eux est proportionnelle et progressire.

37. Dans les sociétés entre individus du même âge en nombre limité, les mises sont égales.

38. Dans les sociétés entre individus du même âge, en nombre illimité, les mises sont égales avant et progressives après la constitution de la société.

39. Dans les sociétés limitées entre individus de tous âges ou compris entre deux âges détermi-

nes, les mises sont proportionnelles.

40. Dans les sociétés illimitées entre individus de tous âges ou compris entre deux âges déterminés, les mises sont proportionnelles avant, et proportionnelles et progressives après la constitution de la société.

41. Les dispositions des art. 33, 34, 37 et 38, relatives aux sociétés entre individus du même âge, s'appliquent également aux sociétés entre individus du même age, à cinq ans près, quand les contractans sont convenus que cette différence, d'âge n'en établira pas dans les mises.

42. La quotité des mises égales est fixée par les

contractans eux-mêmes.

.

43. La quotité des mises progressives se compose, 1º de la mise primitive ; 2º de la plus-value resultant, soit des décès qui ont pu survenir, soit de l'accumulation du revenu. Elle est déterminée au 31 décembre de chaque année, et reste la même pour toute l'année suivante. Néanmoins , les sociétaires admis dans cet intervalle, seront tenus, s'il y a lieu, de fournir un supplément de mise égal à la plus-value résultant des extinctions qui seraient sprvenues du commencement de l'année au jour de leur admission. Dans les sociétés d'accroissement du capital par l'accumulation des revenus, tout sociétaire entrant dans le second semestre de l'année, paie en sus de la mise une somme égale au montant du semestre expiré.

44. La quotité des mises proportionnelles est déterminée d'après la table de mortalité de Deparcieux, annexée aux présens statuts : la mise du premier sociétaire admis dans chaque société, com-binée avec la durée probable de la vie à son âge, étant prise pour unité et pour terme de compa-

raison.

### Versement et emploi des mises sociales.

45. Les mises sociales doivent être versées dans le mois qui suit l'avis de la constitution de chaque société. Toute adhésion doit être accompagnée de

l'engagement de faire ce versement.

46. Le versement des mises s'effectue par la remise d'une inscription de rentes à le caisse des dépôts et consignations. A Paris, cette remise s'opère directement; dans les départemens, elle a lieu, pour le compte de ladite caisse, entre les mains des receveurs particuliers ou des receveurs généraux.

47. Les rentes sont inscrites au nom de la compagnie royale d'assurances sur la vie, avec désignation de la société à laquelle elles appartiennent. Les inscriptions restent déposées à la caisse des dépôts et consignations, jusqu'à l'expiration

du terme de chaque société.

#### TITRE III. - Des effets des sociétés.

## Justification de l'existence des sociétaires.

48. Tous les contrats étant basés sur la vic. le bénéfice en est subordonné à la justification de l'existence des sociétaires aux époques déterminées par les statuts de la société à laquelle ils appartiannent.

49. Dans toutes les sociétés d'accroissement de revenus, le certificat de vie de chaque sociétaire doit parvenir à la compagnie royale dans les quinze jours qui suivent l'échéance de chaque semestre, suivant la nature des fonds versés. Tout sociétaire pour lequel cette justification n'a pas été fournie dans le délai ci-dessus déterminé est présumé décédé, et ne participe pas à la répartition des ar-

rérages du semestre.

50. Dans toutes les sociétés en nombre illimité et dans les sociétes en nombre limité, dont la durée est subordonnée à l'événement d'un certain nombre de décès, le certificat de vie de chaque sociétaire doit parvenir à la compagnie royale dans le dernier mois de chaque année. Les sociétaires qui n'ont pas fourni ce certificat dans le delai ci-dessus déterminé, sont mis en demeure par un avertissement adressé au domicile par eux élu pour l'exécution du contrat, et si, dans les trois mois de la date de cet avertissement, ils n'ont pas fait les justifications demandées, ils sont déchus de tous leurs droits dans la société à laquelle ils appartiennent. Néanmoins, dans le cas où le terme d'une société se trouverait fixé immédiatement après l'événement d'un certain nombre de décès, tous droits sont réservés aux héritiers ou ayans-droit des sociétaires qui ne seraient décédés qu'après ce terme, à la charge par eux de justifier, s'il en est besoin, de la date des décès, avant la liquidation définitive de la société.

51. Bans toutes les sociétés en nombre limité, dont la durée est fixée h un nombre déterminé d'années, le certificat de vie de chaque sociétaire doit parvenir à la compagnie royale dans le mois qui suit le terme de la société. Les sociétaires qui n'ont pas produit ce certificat dans le délai cidessus déterminé, sont mis en demeure par un avertissement adressé au domicile par eux élu pour l'exécution du contrat, et si, dans les six mois de la date de cet avertissement, ils n'ont pas fait les justifications demandées, ils sont déchus de tous leurs droits dans la société à laquelle ils ap-

partiennent.

52. Dans les sociétés relatives au tirage au sort pour le recrutement de l'armée, il doit être justifié, non seulement de l'existence des sociétaires. mais encore qu'ils font partie du contingent de l'armée, dans la quinzaine qui suit la clôture définitive de toutes les listes départementales. Les sociétaires qui n'ont pas satisfait à cette obliga-tion dans le délai ci dessus déterminé, sont mis en demeure par un avertissement adressé au domicile par eux élu pour l'exécution du contrat, et si, dans les quinze jours qui suivent la date de cet avertissement, ils n'ont pas fourni les justifications demandées, ils sont déchus de tous leurs droits dans la société à laquelle ils appartiennent.

## Arrérages. - Dividendes.

53. Le montant des arrérages est perçu directement par la caisse des dépôts et consignations, qui remploie immédiatement en rentes les arrérages appartenant aux sociétés d'accroissement de capital, avec alienation du revenu.

54. Le montant des arrérages appartenant aux sociétés d'accroissement du revenu, ou aux sociétés d'accroissement du capital, sans aliénation du revenu, est remis par la caisse des dépôts et consigations à la compagnie royale, qui en opère la repartition entre les ayans-droit.

55. Les arrérages des sociétés d'accesoimement

da capital, sans alienation du revenu, sont distribués intégralement entre les sociétaires, leurs lié-

ritiers on ayans droit.

56. Les arrérages appartenant aux sociétés d'accroissement de revenus sont répartis entre les sociétaires qui ont justifié de leur existence, dans la proportion du nombre des mises de chacten d'enz

57. Une délibération du conseil d'administration de la compagnie royale, prise dans la forme déterminée ci après au titre IV, constate le nombre des sociétaires survivans à l'expiration de chaque semestre, et détermine la quotité du dividende revenant à chaque mise.

58. Le paiement des dividendes aura toujours lieu, au plus tard, un mois après l'échéance de chaque semestre, suivant la nature des fonds

versės.

59. Les dividendes qui n'auront pas été touchés par ceux qui auront justifié de leur droit, cinq ans après leur échéance, viendront en accroissement de la somme à répartir à l'expiration du premier semestre de la sixième année. Les dividendes prescrits appartenant à des sociétés en liquidation scront ajoutés au capital. Les dividendes prescrits provenant de sociétés liquidées profiteront à l'Etat.

### Liquidation des sociétés.

60. Les sociétés arrivées à leur terme seront liquidées immédiatement après l'expiration des déluis fixés pour la justification de l'existence des sociétaires.

61. Une délibération du conseil d'administration de la compagnie royale, prise dans la forma déterminée ci-après au titre IV, constate le nombre des sociétaires survivans, et arrête les bases du projet de liquidation. Les sociétaires qui auraient encouru les déchéances prononcées par les art. 49, 50, 51 et 52, seront néanmoins admis à faire valoir leurs droits, s'ils se présentent encore avant cette délibération.

62. Sur la remise d'une expédition du procèsverbal de la délibération ci dessus mentionnée. expédition dûment certifiée par deux administrateurs et le directeur de la compagnie royale, la caisse des dépôts et consignations opère la vente des inscriptions de rente de chaque société en liquidation, et en verse le montant entre les mains des ayans droit, sur les mandats de la compagnie royale, et conformement aux bases de la liquidation arrêtée. .

### Terra IV. - De l'administration des sociétés.

63. Les sociétés mutuelles formées par les soins de la compagnie royale sont gérées par elle et participent à toutes les garanties de sa propre ad-

ministration.

64. Un comité composé, pour chaque société, des cinq plus forts societaires résidant à Paris, et en cas de mises égales, des cinq premiers inscrits, surveille l'administration de la société à laquelle ils appartiennent. A défaut de sociétaires résidant à Paris, le comité est formé ou complété au moyen de délégues désignes par les cinq plus forts sociétaires, ou, en cas de mises égales, par les cinq premiers sociétaires insérits résidant dans les départemens. Dens le cas où l'an des sociétaires cidessus désignés serait incapable, il sera représenté dans le comité par la personne qui aura contracto en son nom ou a son prefit.

65. Le comité des sociétaires de chaque société assiste à la délibération prise par le conseil d'administration de la compagnie royale, soit pour la fixation des disidendes, soit pour sa liquida-

tion, quand elle est arrivée à son terme. 66. La délibération prise pour fixer les dividen-des est exécutoire, s'il n'y est pas fait opposition par le comité des sociétaires. La délibération prise pour arrêter les bases de la liquidation de chaque société est soumise à une assemblée générale des

sociétaires ou intéressés, convoqués individuellement au domicile élu par chacun d'eux, et ne devient exécutoire qu'avec son approbation,

donnée à la majorité des membres présens.

67. Toutes contestations, soit entre les sociétaires, soit entre le conseil d'administration de la compagnie royale et le comité ou l'assemblée générale des sociétaires, à raison des affaires sociales, sont jugees par des arbitres. Le tribunal arbitral est composé de trois arbitres, sur le choix desquels les parties sont tenues de s'entendre dans le délai de huitaine, à défaut de quoi la nomination des trois arbitres est saite par le tribunal de commerce du département de la Seine, à la requête de la partie la plus diligente. Les arbitres décident comme amiables compositeurs et en dernier ressort, sans être tenus aux formes et délais de la procédure. Leur décision ne peut être attaquée par voie d'appel, requête civile, ni recours en cassetion. En quelque nombre que soient les sociétaires dans une conte tation, ils seront tenus, lorsqu'ils auront un seul et nême intérêt, de se faire représenter par un commissaire ayant qualité de faire et recevoir en leurs noms tous actes judiciaires, soit en demandant, soit en défendant.

### Frais d'administration.

68. La compagnie royale pourvoira à tous les frais quelconques de bureaux, d'agences, de publications, de correspondances et de gestion.

69. Pour s'indemniser de toutes ces dépenses, la compagnie royale percerra un droit de commission, dont la quotité et le mode devront être déterminés avant la formation de chaque société, d'accord avec ses fondateurs. Cette commission, au gré des fondateurs de chaque société, pourra être prélevée sur le revenu ou sur le capital, eu partie sur le revenu et partie sur le capital ; mais dans aucun cas, son montant ne pourra excéder la valeur de 5 pour 100 sur le capital de chaque mise, prélevés an moment de la constitution.

70. Les changemens aux présens statuts, que le

conseil d'administration de la compagnie royale reconnaîtrait utiles , seront proposés par le conseil à l'assemblée générale de ses actionnaires. Ces changemens, si l'assemblée les adopte, seront soumis à l'approbation du gouvernement. Suit la teneur de l'annexe. « Extrait du procès-verbal de « la séance de l'assemblée générale des action-« naires de la compagnie royale d'assurances sur la · vie humaine, en date du 30 mars 1837. · Le conseil d'administration, après avoir murement examiné plusieurs rapports qui lui ont été présentés à cet effet par le directeur de la compagnie, a pensé qu'il était de l'intérêt de la compagnie d'ajouter une nouvelle branche à ses opérations. Cette nouvelle branche consiste à former sous sa garantie, entre les individus qui en feront la demande, des associations mutuelles sur la vie, arec chances tontimières. Cette faculté est pent-être déjà implicitement accordée à notre compagnie par l'art. 4 des statuts, ainsi conçus :

'Art. 4. Les opérations de la compagnie comprennent les assurances ou constitutions viagères, simples, différées, temporaires, sur une ou plusieurs têtes réunies, ou séparées, on dépendantes d'un ordre de survivance; en un mot, toutes les espèces de contrats ou de conventions, dont les effets dépendent de la vie des hommes. Les assurances à termes fixes ou indépendantes de la mort des personnes assurées, qui ont pour objet le placement de capitaux à intérêts composés, remboursables en totalité à des époques fixes, ou remboursables successivement par des annuités déterminées. Quoi qu'il en soit, il a paru plus convenable au conseil d'administration d'en faire l'objet d'une addition aux statuts et de proposer cette addition à l'assemblée générale, afin qu'elle pût être soumise à l'approbation du gouvernement, conformément à l'art. 55 des statuts. L'assemblée générale, après en avoir delibéré, adopte à l'unanimité la proposition qui lui est faite par le conseil d'administration, et lui donne tous poavoirs à l'effet de rédiger les statuts particuliers auxdites associations, de consentir toutes les modifications qui seront demandées par le gouvernement, et de passer tous actes en conséquence.

24 ADUT = 3 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie, formée à Paris sons la dénomination de la Fraternelle. (IX, Bull. supp. CCCLXXXVII, n. 12580.)

Louis-Philippe, etc, sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie, formée à Paris sous la dénomination de la Praternelle. est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 21 août 1838, devant Me Bonnaire et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation, en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés sans

préjudice des droits des tiers.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au préfet du département de la Seine et au préfet de police.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin

du Nord) est charge, etc.

· (Suivent les statuts.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance du 10 avril 1856, qui autorise la société anonyme d'assurance maritime établic à Paris, sous la dénomination de la Sécurité et qui en approuve les statuts; vu les modifications proposées auxdits statuts; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les nouveaux art. 2 et 15 des statuts de la société anonyme d'assurance maritime dite de la Sécurité sont approuvés tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 48 août 1858, devant Me Buchère et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

Art. 2. L'objet unique de la société est d'assurer contre les risques de mer, de guerre et de navigation intérieure, tous navires, bateaux, marchandises et objets assurables. Toutes opérations étrangères à ces assurances sont interdites.

15. Le conseil d'administration s'assemblera une fois par mois et pourra être convoqué extraordinairement par M. le président ou par le directeur. Les attributions de ce conseil seront de décider sur tous les objets généraux, de faire les réglemens particuliers de l'administration, de rédiger le texte des polices d'assurances, de fixer le plein ou maximum que la compagnie pourra souscrire sur un navire, sans pouvoir le porter au dela de 4 pour 100 du capital social. Il statue sur l'emploi des fonds et sur les répartitions des bénéfices; il ordonne les appels de fonds dans le cas prévu par l'article 7 et désigne chaque mois l'administrateur qui doit remplacer le président ou le vice président. Il convoque les assemblées générales extraordinaires. Pour que les délibérations du conseil soient valables, six administrateurs devront être présent, et leurs décisions devront être prises à la majorité de quatre voix; au dessus de ce nombre, elles seront prises à la majorité absolue ; dans le cas de partage, la voix du président sera prépondérante. Le directeur n'a que voix consultative dans le conseil d'administration. Les fonctions du président, du vice-président ou de l'administrateur désigné, consisteront d'abord à signer, conjointement avec le directeur, les actions, à ordonnancer les palemens des pertes et avaries, à vérifier la caisse et le porteseuille de la société, enfin à inspecter les opérations du directeur et de la tenue des livres, et à fixer les appointemens des commis.

15 MEPTEMBRE == 10 OCTOBRE 1638. — Ordonnance du roi relative à la vente des chablis provenant des bois communaux. (IX, Bull. DCIII, n. 7577.)

Louis-Philippe, etc., vu l'ordonnance du 20 mai 1837, qui, par exception aux dispositions de l'art. 86 de l'ordonnance réglementaire du 1er août 1827, autorise la

<sup>27</sup> AGER == 3 OCTOBER 1838. — Ordonnance du roi qui approuve des modifications aux statuts de la société d'assurance maritime établie à Paris sous la dénomination de la Sécurité. (IX, Buff. supp. COCLXXXVII, n. 12581.)

vente, aux chess-lieux de cantons ou dans les communes voisines des forêts domaniales, des bois chablis et des bois coupés en délit provenant de ces forêts, quelle qu'en soit la valeur, ainsi que des coupes exploitées par économie, pour être vendus en détail et par lots; les observations de l'administration des forêts; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des sinances, etc.

Art. 1er. Notre ordonnance du 20 mai 1857 est rendue applicable aux bois communaux, mais seulement en ce qui concerne la vente des chablis.

2. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

19 SEPTEMBRE = 10 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit extraordinaire sur l'exercice .1837. (IX, Bull. DCIII, n. 7578.)

Louis-Philippe, etc., vu 1° la loi du 18 juillet 1836, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1857; 2° la loi du 24 avril 1837, portant allocation d'un crédit extraordinaire au département de la marine et des colonies; 3° les art. 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833, et l'art. 12 de celle du 23 mai 1834; 4' les art. 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies, sur l'exercice 1837, un crédit extraordinaire de un million cent six mille francs pour subvenir à l'ordonnancement des dépenses urgentes qui n'ont pu être prévues au budget dudit exercice, et qui s'appliqueront au chapitre 4, Solde et entretien des corps organisés à terre et des équipages embarqués, savoir : deuxième section, solde à la mer, 781,000 fr.; cinquième section, vivres, 325,000 fr.; somme égale, 1,106,000 fr.

- 2. La régularisation de ce crédit extraordinaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.
- 5. Nos ministres de la marine et des finances (MM. Rosamel et Laplagne) sont chergés, etc.

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'Etat des finances sur les exercices périmés de 1829. 1830 et 1831, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1831; vu l'art. 8 de la loi du 10 mai 1858, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux par articles leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux art. 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1853; vu l'art. 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique: sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des sinances, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Un crédit extraordinaire spécial de quatorze mille cinq cent cinquante et un francs quarante-neuf centimes (14,551 fr. 49 c.) est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat des finances, sur le budget de l'exercice 1837, pour solder les créances des exercices périmés non frappées de déchéance qui sont détaillées par articles au tableau ci-annexé.

ci-annexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial Dépenses des exercices périmés, prescrit par l'art. 8 de la loi du 10 mai 1838.

- 3. La régularisation du crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.
- 4. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

(Suit le tableau de détail.)

21 SEPTEMBRE == 10 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre su ministre des finances un crédit supplémentaire sur l'exercice 1837. (IX, Bull. DCIII, n. 7580.)

Louis-Philippe, etc., vu les art. 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833; vu la loi du 18 juillet 1836, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1837 et contenant, art. 4, la nomenclature détaillée des dépenses pour lesquelles la faculté nous est réservée d'ouvrir des crédits supplémentaires, en cas d'insuffisance dûment justifiée des crédits législatifs; vu les art. 20, 21, 22, 25 et 25 de notre ordonnance du 51 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, etc de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat des sinances, sur l'exercice 1857, un crédit supplémentaire de quatre cent quatre-vingt-six mille deux cent qua-

<sup>21</sup> SETTEMBRE = 10 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au ministre des finances un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur les exercices 1829, 1830 et 1831. (IX, Bull. DGIII, n. 7579.)

rante francs (486,240 fr.) applicable aux chapitres et articles ci-après.

(Suit le détail.)

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Notre ministre des finances (M. La-

plagne) est charge, etc.

27 SEPTEMBRE = 10 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi portant qu'une exposition des produits de l'industrie française sera ouverte à Paris le 1<sup>st</sup> mai 1839. (IX, Bull. DCIII, n. 7581.)

Louis-Philippe, etc., vu notre ordonnance du 4 octobre 1855; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, etc.

Art. 1<sup>cr</sup>. Une exposition des produits de l'industrie française sera ouverte à Paris, le 1<sup>cr</sup> mai 1859, dans le grand carré des Champs-Elysées.

2. Aucun produit ne sera exposé qu'il n'ait été admis par un jury nommé à cet effet par les préfets dans chaque département.

3. Un jury central sera nommé à Paris par notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. Ce jury jugera du mérite des objets exposés. Après son rapport, nous nous réservons de décerner, à titre de récompenses, des médailles d'or, d'argent et de bronze.

4. Les préfets, sur l'avis des jurys départementaux, feront connaître les artistes qui, par des inventions ou procédés non susceptibles d'être exposés séparément, auraient contribué aux progrès des manufactures depuis l'exposition de 1834. Ces artistes pourront avoir part aux récompenses.

5. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est chargé, etc.

11 JUNE — 13 OCTOBER 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris pour la fabrication des fils et tissus de lin et de chauvre. (IX, Bull. supp. CCCLXXXIX, n. 12609.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les art. 29 à 57, 40 et 43 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à Paris pour la fabrication des fils et tissus de lin et de chanvre, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 7 juin 1838, par-devant Me Piet et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation, en cas de violation on de non exécution des status approuvés, sans

préjudice des droits des iers.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au préfet du département de la Seine, à la chambre de commerce et au greffe du tribunal de commerce de Paris.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

8 JULLET = 13 oct. 1838. — Ord. du roi qui approuve des modifications aux statuts de la société d'ansurances mutuelles contre l'incendie, établic à Arras pour le département du Pas-de Calais, (IX, Bull. supp. CCCLXXXIX, n. 12610.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance royale du 22 janvier 1823, qui autorise la société d'assurances mutuelles contre l'incendie, établie à Arras pour le département du Pas-de-Calais; vu la délibération prise, le 25 juillet 1837, par le conseil général de la société, sur la proposition du conseil d'administration, à l'effet de modifier les art. 5 et 77 des statuts approuvés; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les modifications proposées aux statuts de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie, établie à Arras pour le département du Pas-de-Calais, sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans la délibération du conseil général de ladite société, en date du 25 juillet 1837; cette délibération; contenue dans l'ac'e passé, le 20 juin 1838, par-devant Me Izambard et son collègue, notaires à Arras, restera annexé à la présente ordonnance.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

18 SEPTEMBRE = 13 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi qui révoque l'autorisation accordée par l'ordonnance royale du 25 février 1821 à la société méridionale d'assurances mutuelles contre l'incendie, séant à Mende. (IX, Bull supp. CCCLXXXIX, n. 12613.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de

notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance royale du 25 février 1824, portant autorisation de la compagnie méridionale d'assurances mutuelles contre l'incendie pour les départemens du Cantal, de l'Aveyron, de la Haute-Loire, de la Lozère, de l'Ardèche et du Gard, séant à Mende; vu les lettres du préset de la Lozère, des 20 mars et 18 juillet 1838, ensemble celles du commissaire du gouvernement pres ladite société; considérant que les conditions sous lesquelles la société d'assurances mutuelles contre l'incend e, dite Compagnie méridionale, avait été autorisée à s'établir, n'ont pas été remplies; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. L'autorisation accordée par l'ordonnance royale du 25 février 1824 à la société méridionale d'assurances mutuelles contre l'incendie, séant à Mende, est révoquée.

2. Le conseil d'administration nommé par l'art. 41 de la délibération du conseil général du 8 juin 1838 procédera à la liquidation de la société, sauf les droits des tiers.

3. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

29 SEPTEMBRE = 17 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi qui accorde au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos. (JX, Bull. DCIV, n. 7589.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes . et de l'avis de notre conseil des ministres; vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, additionnellement aux restes à payer constatés pour les dépenses des cultes par les comptes définitifs des exercices clos; considérant que ces créances s'appliquent à des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de sinances des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouyrir des supplémens de crédits; considérant toutefois qu'aux termes de l'art. 9 de la loi du 23 mai 1854 et de l'art. 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1855 et 1856, et que leur montant est inférieur aux restans de crédits dont l'annulation a

été prononcée sur ces services par la loi du réglement desdits exercices, etc.

Art. 1er Il est accordé à notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de réglement des exercices 1835 et 1836, un crédit supplémentaire de huit mille ceut treize francs vingt-neuf centimes, montant des creances détaillées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'Etat des finances, conformément à l'art. 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, savoir : exercice 1835, 5 fr. 5 c.; 1836, 8,108 fr. 24 c.; somme égale, 8,115 fr. 29 c.

2. Notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes est, en conséquence, autorisé à ordonnance ces créances sur le chapitre spécial ouvel pour les dépenses des exercices clos au budgets des exercices courans, en exéttion de l'art. 8 de la loi du 23 mai 1834.

 La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaîne session.

4. Nos ministres de la justice et des cultes et des finances (MM. Barthe et Laplagne) sont chargés, etc.

(Suit le tableau.)

29 SEPTEMBRE = 17 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi qui accorde au ministre de la jusice et des cultes un crédit supplémentaire pour de créances constatées sur des exercices clos. (X, Buil. DCIV, n. 7590.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, et de l'avis de notre conseil des ministres; vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes sur les exercices clos de 1854, 1855 et 1856, pour dépenses des cultes, additionnellement aux restes à payer constatés par les lois de réglement de ces exercices; considérant que lesdites créances s'appliquent à des services pour lesquels la nomenclature annexée au lois de finances desdits exercices nous réserv la faculté d'ouvrir des supplémens de cre dits en l'absence des Chambres ; vu l'art. 9 de la loi du 23 mai 1854, et l'art. 100 de notre ordonnance du 51 mai 1858, portant réglement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels les créances des exercices clos non comprises dans les restes à payer arrêtés par les lois de régle ment ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'au moyen de crédits supplémentaires accordés suivant les formes déterminées par la loi du 24 avril 1835, etc.

Art. 1er Il est accordé à notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justicé et des cultes, en augmentation des restes à payer constatés par les lois et réglemens des exercices 1831, 1835 et 1856, un crédit supplémentaire de quinze cent quatre-vingt-douze francs soi vante et quatorze centimes, montant des créances détaillégs au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'Etat des finances conformément à l'ar ticle 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, savoir : exercice 1834, 350 fr.; 1835, 464 fr. 43 c.; 1836, 778 fr. 51 c.; somme égale, 1,592 fr 74 c.

2. Notre ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cultes est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courans, en exécution de l'art. 8 de la loi du 23 mai 1834.

 La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres de la justice et des cultes, et des finances (MM. Barthe et Laplagne) sont chargés, etc.

(Suit le tableau.)

29 SEPTEMBRE = 17 OCTOBRE 1838. - Ordonnance du roi qui ouvre au ministre de la justice et descultes un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur les exercices 1830, 1831, 1832 et 1833. ( IX . Bull. DCIV, n. 7591.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, et de l'avis de notre conseil des ministres; vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes pour dépenses des cultes sur les exercices périmés de 1830, 1831, 1832 et 1833, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1831; vu l'art. 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux, par article, leur ont été ouverts. à cet effet, conformément aux art. 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833; vu l'art. 114

de notre ordonnance du 51 mai 1858, portant réglement général sur la comptabilité publique, etc.

- Art. 1". Un crédit extraordinaire spécial de douze cent quatre francs quatre-vingtdix-neuf centimes est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cultes, sur le budget de l'exercice 1838 pour solder les créances de exercices périmés non frappées de déchéance qui sont détaillées par article au tableau ci-annexé.
- 2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial, Dépenses des exercices périmes, prescrit par l'art 8 de la loi du 10 mai 1838.
- 3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.
- 4. Nos ministres de la justice et des cultes, et des finances (MM. Barthe et Laplagne) sont chargés, etc.

(Suit le tableau.)

30 SEPTEMBRE = 17 OCTOBRE 1838. - Ordonnance du roi qui accorde au ministre des affaires étrangères un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos. ( IX, Bull. DCIV, n. 7592.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos; considérant que ces créances s'appliquent à des services non compris dans la nomenelature de ceux pour lesquels les lois de sinances des mêmes exercices ont donné la faculté d'ouvrir des supplémens de crédits; considérant toutefois qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 25 mai 1854 et de l'article 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, les dites créances peuvent être acquittées, attendu qu'ellesse rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1854, 1855 et 1856, et que leur montant est inférieur aux restans de crédits dont l'annulation a été prononcée sur ces services par la loi de réglement desdits exercices; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des assaires étrangères, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est accordé à notre ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères, en augmentation des restes à payer constatés. par les lois de réglement des exercices 1854. 1835 et 1536, un crédit supplémentaire de quatre mille huit cent soixante et onze francs quatre centimes (4,871 fr. 4 c.), montant des créances détaillées au tableau ciannexé qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'Etat des finances, conformément à l'art. 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, savoir : exercice 1834, 303 fr. 83 c.; 1835, 4,277 fr. 77 c; 1856, 289 fr. 44 c.; total, 4.871 fr. 4 c.

- 2. Notre ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courans, en exécution de l'art. 8 de la loi du 23 mai 1834.
- La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.
  - 4. Nos ministres des affaires étrangères et des finances (MM. Molé et Laplagne) sont chargés, etc.

(Suit le tableau.)

30 SEPTEMBRE == 17 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi qui accorde au ministre des affaires étrangères un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos. (IX, Bull. DCIV, n. 7593.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères sur les exercices clos 1835 et 1836, additionnellement aux restes à payer constatés par les lois de réglement de ces exercices; considérant que lesdites créances s'appliquent à des services pour lesqueis la nomenclature annexée aux lois de finances desdits exercices nous réserve la faculté d'ouvrir des supplémens de crédits en l'absence des Chambres; vu l'art. 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'art. 100 de notre ordonnance du 51 mai 1858, portant réglement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels les créances des exercices clos non comprises dans les restes à payer arrêtés par les lois de réglement ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'au moyen de crédits supplémentaires accordés suivant les formes déterminées par la loi du 24 avril 1855; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est accordé à notre ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de réglement des exercices 1835 et 1836, un crédit supplémentaire de dixsept mille quatre-vingt-deux francs soixante et douze centimes (17,082 fr. 72 c.). mon-

tant des créances détaillées au tableau ciannexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'Etat des finances, conformément à l'art. 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, savoir : exercice 1835, 4,223 fr. 50 c.; 1836, 12,857 fr. 22 c.; total, 17,082 fr. 72 c.

- 2. Notre ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courans, en exécution de l'art. 8 de la loi du 23 mai 1854.
- 5. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.
- 4. Nos ministres des affaires étrangères et des finances (MM. Molé et Laplagne) sont chargés, etc.

(Suit le tableau.)

30 SEPTEMBRE = 17 CCTOBRE 1838. — Ordonamos du roi qui ouvre, sur l'exercice 1638, un crédit supplémentaire pour le paiement des primes relatives à la pêche de la morue et de la baleise. (IX, Bull. DCIY, n. 7594.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les lois des 22 avril 1832 et 9 juillet 1836, qui accordent des primes pour la pêche de la morue et de la baleine; vu la loi du 20 juillet 1857, qui a ouvert à notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, un crédit de trois millions de francs, pour le paiement de ces primes, et qui a autorisé l'ouverture de crédits supplémentaires pour y subvenir en cas d'insuffisance; vo notre ordonnance du 21 août 1838, qui a ouvert à notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, un premier crédit supplémentaire de cinq cent mille francs; vu l'état des liquidations effectuées jusqu'à ce jour; de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

- Art. 1er. Un crédit supplémentaire d'un million de francs est ouvert, sur l'exercice 1858, à notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, pour le paiement des primes relatives à la pêche de la morue et de la baleine.
- 2. Ce crédit, sauf régularisation législative pendant la prochaine session des Chambres, sera ajouté immédiatement au chapitre 8 du pudget du ministre des tra-

vaux publics, de l'agriculture et du commerce.

3. Nos ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des si nances (MM. Martin du Nord et Laplagne) sont chargés, etc.

30 SEPTEMBRE = 17 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au ministre des affaires étrangères un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur les exercices 1831 et 1832. (IX, Bull. DCIV, n. 7595.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangéres, sur les exercices périmés 1831 et 1832, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1831; vu l'art. 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux par articles leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux art. 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833; vu l'art. 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1''. Un crédit extraordinaire spécial de deux mille quatre cent quatre-vingt-quatre francs (2,484 fr.) est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etal des affaires étrangères, sur le budget de l'exercice 1838, pour solder les créances des exercices périmés, non frappées de déchéance, qui sont détaillées par article au tableau ci-annexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial, Depenses des exercices perimes, prescrit par l'art. 8 de la loi du 10 mai 1838.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres des affaires étrangères et des finances (MM. Molé et Laplagne) sont chargé, etc.

(Suit le tableau.)

8 = 17 octobre 1838. — Ordonnance du roi qui accorde au ministre de la guerre un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur un exercice clos. (IX, Bull. DCIV, n. 7596.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, sur l'exercice clos de 1854, additionnellement aux restes à payer constatés par la loi de réglement de cet exercice; vu l'art. 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'art. 100 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels les créances des exercices clos non compris dans les restes à payer arrêtés par les lois de réglement ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'au moyen de crédits supplémentaires accordés suivant les formes déterminées par la loi du 24 avril 1853; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est accordé à notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, en augmentation des restes à payer constatés par la loi de réglement de l'exercice 1834, un crédit supplémentaire de neuf mille neuf cent vingt-deux francs trente six centimes (9,932 fr. 36 c.), montant des créances détaillées par articles au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'Etat des finances, conformément à l'art. 106 de notre ordonnance royale du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique.

2. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice 1858, en exécucution de l'art. 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux chambres lors de leur prochaine session.

4 Nos ministres de la guerre et des sinances (MM. Laplagne et Bernard) sont chargés, etc.

(Suit le tableau.)

8 = 17 octobre 1838. — Ordonnance du roi qui accorde au ministre de la guerre un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos. (1X, Bull. DCIV, n. 7597.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos de 1834, 1835 et 1836; considérant que ces créances s'appliquent à des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de finances ont donné la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires; considérant toutefois qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 25 mai 1834 et de l'art. 108 de notre ordonnance du 51 mai 1838, por-

tant réglement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1854, 1855 et 1856, et que leur montant est inférieur aux restans de crédit dont l'annulation a été prononcée sur ces exercices par la loi de réglement de chacun desdits exercices; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1''. Il est accordé au ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de réglement des exercices 1854, 1855 et 1836, un crédit supplémentaire de trente mille deux cent cinquanteneuffrancs soixante-quatre centimes (30,259 fr. 64 c.), montant des créances détaillées par articles au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états seront adressés en double expédition au minstre secrétaire d'Etat des finances, conformément à l'art. 106 de notre ordonnance du 31 mai 1858, portant réglement général sur la comptabilité publique, savoir: exercice 1834, 3,108 fr.; 1835, 12,712 fr. 4 c.; 1836, 14,439 fr. 60 c.; total égal, 30,259 fr. 64 c.

2. Notre ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courans, en exécution de l'art. 8

de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée eux chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres de la guerre et des finances (MM. Bernard et Laplagne) sont chargés, etc.

(Suit le tableau.)

8 == 17 остовке 1838. — Ordonnance du roi qui accorde au ministre de la guerre un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos. (IX, Bull. DCIV, n. 7598.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances à solder par notre ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre, sur les exercices clos de 1855 et 1856, additionnellement aux restes à payer constatés par les lois de réglement de ces exercices; considérant que lesdites créances s'appliquent à des services pour lesquels la nomenclature annexée aux lois de finances desdits exercices nous réserve la faculté d'ouvrir des supplémens de crédits en l'absence

des Chambres; vu l'article 9 de la loi du 25 mai 1834 et l'art. 100 de notre ordonpance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels les créances des exercices clos non comprises dans les restes à payer arrêtés par les lois de réglement ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'au moyen de crédits supplémentaires accordés suivant les formes déterminées par la loi du 24 avril 1833; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1". Il est accordé à notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de réglement des exercices 1835 et 1836, un crédit supplémentaire de trente et un mille deux cent quarante-neuf francs trentedeux centimes (31,249 fr. 32 c.), montant des créances détaillées par articles au lableau ci-annexé, lesquelles ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'Etat des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 31 mi 1838 portant réglement général sur la comptabilité publique, savoir ; exercice 1835, 8,132 fr. 10 c.; 1836, 23,117 fr. 22c.; total egal , 31,249 fr. 52 c.

2. Notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre special ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices conrans, en exécution de l'art. 8 de la loi de

23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres de la guerre et des finances (MM. Bernard et Laplagne) sont chargés , etc.

(Suit le tableau.)

8 = 17 octobre 1838. - Ordonnance du roi concernant les droits de douane à la sortie. (IL, Bull. DCIV, n. 7599.)

Louis-Philippe, etc., vu l'art. 54 de la loi du 17 décembre 1814 ; sur le rapport de nos ministres secrétaires d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au département des finances, etc.

Art. 1er. Les droits de douanes, à la sortie, seront établis ou modifiés de la manière suivante à l'égard des marchandises ci-après ;

2. Les dispositions du tarif de sortie actuellement en vigueur seront maintenues à l'égard des marchandises ci-après :

7

(1

١

ŝ

Ŀ

ĭ

Ě

ť

ſ

Animaux vivans, peaux brutes, y compris celles de lièvre et de lapin, laines, soies, poils de lapin, de lievre, de blaireau et de castor, œufs de volaille et autres, poissons, huitres fraiches, os, cornes et sabots de bétail, grains et farines, amandes, bois à brûler, perches et écorces à tan, bois à construire, merrains de chêne, bois feuillard, garance, écorces de pin moulues, plants d'arbres, chardons cardières, drilles et chiffons, oreillons et pâte à papier, tourbe, marc de raisin, pierres précieuses, marbres, meules à moudre et à aiguiser, matériaux à bâtir, ocres (argiles chargées d'oxydes), marne, terres et roches bitumineuses, houilles, coke et cendres de houille. or battu, étiré ou filé, mâchefer, sel marin, boissons fermentées et distillées, fil de mulquinerie, cartes à jouer, bois de noyer, scié en planches ou plateaux, ayant vingt-sept millimètres ou plus d'épaisseur, sur un mêtre quarante-six centimètres on plus de longueur, y compris les bois de fusil terminés ou ébauches, contrefaçons en librairie, monnaie d'or et d'argent, armes de guerre, projectifes, plomb en balles de calibre et poudre à tirer, embarcations, objets de l'industrie partsienne.

- 3. Toutes autres marchandises paieront, à la sortie, comme n'étant pas dénommées, les droits fixés par les art. 13 et 14 de la Toi du 28 avril 1816.
- 4. Nos ministres des finances et des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (MM. Laplagne et Martin du Nord) sont charges, etc.

8 = 17 octobre 1838. - Ordonnance du roi qui ouvre an ministre de la guerre un credit extraordinaire pour les créances restant à solder sur.les exercices 1830, 1831, 1832 et 1853. (IX, Bull. DCIV, n. 7000.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances à solder par notré ministre sécrétaire d'Etat au département de la guerre sur les exercices périmés de 1830, 1831, 1852 et 1833, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'art. 9 de la loi da 29 janvier 1831 ; vu l'art. 8 de la loi d<del>u</del> 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être erdonnancées par nos ministres qu'après que des crédits spéciaux, par articles leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1833; vu l'art. 114 de notre ordonnance du 34 mai 1858, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre, et de l'avis de notre conseil des ministres.

roches bitum incuses.

Art. 1er. Un crédit extraordinaire spécial de trente et un mille ciuq cent soixante et treize francs trente et un centimes (51,575 fr. 51 c.) est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, sur le budget de l'exercice 1858, pour solder les créances des exercices périmés con frappées de déchéance, qui sont détaillées par artieles an tableau ci-annexé,

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation an chapitre spécial , Dépenses des exercices périmes. prescrit par l'art. 8 de la loi du 18 mai 1858.

- La régularisation de ce crédit sera proposé aux Chambres fors de leur prochaine session.
- 4. Nos ministres de la guerre et des finances (MM. Bernard et Laplagne) sont chargés, etc.

(Suit le tablenti.)

18 = 26 остовав 1838. — Ordonnance da rbi qui appelle à l'activité soixante-six mille hemmes de la classe de 1637. (IX, Bulli DGV, n. 7006)

Louis, Philippe, etc., vu l'art. 29 de la loi du 21 mars 1852, sur le recrutement de l'armée, et l'art. 4 de celle du 27 avril 1858, relative à l'appel de la classe de 1837 ; considérant qu'il importe de pourxoir à l'incomplet que produira dans les diverses armes la prochaine libération des anciens militaires de la classe de 1831; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'E-

tat de la guerre.

Art. 1er. Sur les quatre-vingt mille hommes formant le contingent de la classe de 1837, soizante-six mille hommes seront mis en activité, savoir : trente-neuf mille restant disponibles sur la première moitié de ce contingent, et vingt-sept mille à prélever sur la seconde moitié.

2. Notre ministre de la guerre (M. Ber-

nard) est chargé, etc.

11 Jun = 26 ocrosse 1838. - Ord. du roi qui autorise l'établissement d'une banque dans la ville de Toulouse. (IX , Bull. DCV, n. 7607.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce ; vu la loi du 24 germinal an 11 et les art. 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. L'établissement d'une banque constituée en société anonyme est autorisé dans la ville de Toulouse, département de la Haute-Garonne. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 30 avril 1838 par-devant Me Ollier et son collègue, notaires à Toulouse, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

- 2. Conformément à l'art. 31 de la loi du 24 germinal an 11, cette banque jouira du privilège d'émettre des billets de banque dans la ville de Toulouse.
- 3. Le préset du département de la Haute-Garonne est chargé de veiller à l'exécution des statuts approuvés, et d'en rendre compte au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. La société lui présentera, tous les six mois, et plus souvent s'il le requiert, l'état de situation de la banque.
- 4. Pour l'exécution de l'art. 31 de la loi du 24 germinal an 11, et de l'art. 17 des statuts, la société sera tenue, en outre, de remettre au préset les états hebdomadaires comparatifs de la somme en numéraire existant en caisse et du montant tant des billets en circulation que des sommes dues en compte courant par la banque. Le préset pourra s'assurer, par toute vérisica-tion qu'il jugera nécessaire, de l'exactitude des états qui lui seront soumis.
- 5. L'état semestriel de situation sera remis également au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Tonlouse. Il en sera adressé une copie au

ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

6. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés. sans préjudice des droits des tiers.

7. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est chargé, etc.

Statuts de la banque de Toulouse.

TITRE Iet. - De la banque.

Secrios 11. - Constitution et durée de la société, Art. 14. Il sera établi à Toulouse, aussitôt que l'autorisation en aura été obtenue du gouverne-

ment, une banque publique d'escompte, de dépôts et de comptes courans, sous la dénomination de Banque de Toulouse.

2. Elle sera constituée en société anonyme. 3. La durée de la société sera de vingt ans, à

partir de la date de l'ordonnance royale qui l'aura antorisée.

Szcrion II. - Du capital de la banque et de ses actions.

4. Le fonds capital de la banque de Toulouse sera de un million deux cent mille francs, divisés en deux mille quatre cents actions de cinq cents france chacune. Néanmoins elle se réserve la faculté d'émettre de nouvelles actions, par une délibération de l'assemblée générale, sauf l'approbation du gouvernement, pour élever ce capital en ces d'insufficance ultérieure.

5. Les actions de la banque seront nominatives. Elles seront représentées par une inscription nominale aur les registres de la banque, tenns en double à cet effet. Il sera délivré aux propriétaires desdites actions un certificat de cette inscription. Dans aucun cas les actions ne pourrout être au

porteur.

6. La transmission des actions s'opérera par la déclaration du propriétaire on de son fondé de pouvoirs, signée sur les registres tenus en double à la hanque, et certifiée par un agent de change en cas de vente, ou par un notaire dans le cas de transmission per succession. S'il y a opposition signifiée à la banque et vi-de par ellé , le transfert ne pourra s'opérer qu'après la levée de l'opposition. 7. Les actionnaires de la banque ne seront res-

ponsables de ses engagemena que jusqu'à la con-

currence de leurs actions.

8. Aussitôt que la banque sera constituée, et dans le mois de l'avis qui leur en sera donné, les actionnaires seront tenus de verser à sa caise, en espèces, le montant de leurs actions. La banque de Toulouse ne pourra commencer ses opérations avant que le capital social ait été intégralement realise.

Sacrion III. - Des opérations de la banque.

- 9. La banque ne pourra, dans aucun cas ni soes aucun préteate, faire ou entreprendre d'autres opérations que celles qui lui sont permises par les presens statuts.
- 10. Les opérations de la banque consisterent : 1º à escompter des lettres de change et autres effets de commerce à ordre, et à échéances déterminées; 2º à se charger pour le compte des particuliers, et pour celui des établissemens publics, de l'encaisse

ment gratuit des effets sur Toulouse qui lui seront remis; 3° à recevoir en compte courant, sans intérêt et sans frais, les sommes qui lui seront versées, et à payer tous mandats et assignations sur elle, jusqu'à concurrence des sommes encaissées au crédit de ceux qui auront fonrni ces mandats ou assignations ; A à tenir une caisse de dépôts volontaires pour tous titres, lingots et monnaies d'or et d'argent de toute espèce.

11. La banque pourra faire des avances sur les depôts faits en lingots et matières d'or et d'argent; ses réglemens intérieurs détermineront le mode à suivre pour fixer la valeur de ces dépôts, le taux de l'intérêt et le terme dans lequel ils pourront et

devront être retirés.

12. La banque pourra, en se conformant à la loi du 17 mai 1834, et à l'ordonnance du roi, du 15 juin de la mêma année, faire des avances sur dépôts d'effets publics français; les conditions en seront déterminées par ses réglemens intérieurs. Elle pourra aussi acquerir des effets publics français pour son propre compte, non sculement pour l'emploi de ses réserves, mais encore de son capital

disponible.

ŧ

£

- La banque n'admettra à l'escompte que des effets de commerce timbrés, payables à Toulouse, et à une échéance qui ne dépasse pas quatre-vingtdix jours, rerêtus de la signature de trois personnes notoirement solvables, dont une au moins devra être domiciliée à Toulouse. Elle pourra néanmoins admettre avec les mêmes garanties les effets de commerce payables à Paris, Elle pourra aussi admettre à l'escompte les effets garantis par deux signatures sculement, mais notoirement solvables, si l'on sjoute à la garantie de ces deux signatures un transfert d'actions de la banque, ou d'effets publics du gouvernement français ou de la ville de Toulouse. En cas de non paiement des effets ainsi garantis par un transfert d'actions de la banque ou d'effets publics, la banque pourra, après la simple dénonciation de l'acte du protet, faire proceder immédiatement, par l'intermédiaire d'un agent de change, à la vente des valeurs transférées en garantie, sans que, jusqu'à l'entier remboursement du montant des effets protestés, en capital, intérêts et frais, cette vente puisse suspendre les autres poursuites. La banque refusera d'escompter les effets dits de circulation, créés collusoirement entre les signataires, sans cause ni valeur réelle.
- 14. L'escompte sera percu à raison du nombre de jours et même d'un seul jour, s'il y a lieu. Le taux de l'escompte ainsi que le cours du papier sur Paris seront réglés par le conseil général.
- 15. Toute personne domiciliée à Toulouse, et notoirement solvable, pourra, sur sa demande, appuyée par deux membres du conseil général, ou par deux personnes ayant déjà des comptes à le banque, obtenir un compte courant et être admise à l'escompte. La qualité d'actionnaire ne donne droit à aucune préférence.
- 16. La banque fournira des récépissés de dépôts volontaires qui lui seront faits; le récépisé exprimera la nature et la valeur des objets déposés, le nom et la demeure du déposant, la date du jour où le dépôt a été fait et de celui où il devra être retiré, enfin le numéro du registre d'inscription. Le récépissé ne sera point à ordre et ne pourra être transmis par la voie de l'endossement. La bunque percevra sur la valour estimative des dépôts sur lesquels il ne sera point fait d'avance un droit de garde, dont la quotité sera réglée par le conscil général,

17. La benque émettra des billets payables au porteur et à vue : ces billets seront de mille francs, de cinq cents france et de deux cent cinquante francs. La quotité des émissions sera déterminée par le conseil général. Le montant des billets en circulation, cumulé avec celui des sommes dues par la banque en comptes courans et payables à volonté, ne pourre excéder le triple du numéraire existant matériellement en caisse. Les billets seront confectionnés à Paris, conformément à l'art. 51 de la loi du 24 germinal an 11.

18. Pour la facilité et la sécurité de la circulation , la banque pourra émettre des billets à ordre de toute valeur, dont la prepriété se pourra être transmise que par la voie de l'endossement, en fixant toutefois pour minimum la somme de deux cent cinquante francs.

## Section IV. — Dividende et fonds de réserve.

19. Il sera réparti tous les six mois un dividende aux actionnaires. Ce dividende se composera des bénéfices acquis pendant le semestre. Lorsque ces bénéficos s'éleveront à plus de 2 pour 100 du ca-pital primitif, il sera exercé sur l'excédant une retenue de 25 pour 100, dont le montant sera employé à un fonds de réserve; le surplus seulement sera réparti. Le fonds de réserve formé, si le dividende d'un ou plusieurs semestres n'atteignait pas 2 pour 100 du capital primitif, la somme nécessaire pour le porter è cette proportion sera empruntée au fonds de réserve. Aussitôt que les fonds mis en réserve s'élèveront au quart du capital des actions émises, la retenue cessera, et la totalité des bénéfices acquis pendant le semestre sera alors distribuée aux actionnaires. Il n'y aurait à rétablir cette retenue qu'autant que des prélèvemens né-cessaires pour compléter le dividende auraient réduit la réserve à une proportion inférieure su quart du capital, et jusqu'à ce qu'elle y ait été reportée. Les fonds mis en réserve devront être places en rentes sur l'Etat ou autres effets publics francais.

## TITRE II. - De l'administration de la banque.

Sacrion I". - Lo l'assemblée générale.

20. La réunion des actionnaires qui composeront l'association de la banque de Toulouse sera représentée par l'assemblée générale. Cette assemblée sera composée des cinquante plus forts actionnaires. En cas de parité dans le nombre des actions, l'actionnaire le plus anciennement inscrit sera préféré, et en cas d'égalité dans la date de l'inscription, le plus âgé l'emportera. Pour être membra de l'assemblée générale, il faudra être citoyen français, naturalisé ou domicilié à Toulouse depuis cinq ans au moins. Les membres de l'assemblée générale devront y assister et y voter en personne, sans pouvoir se faire représenter. Chacun d'eux n'aura qu'une voix, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

21. L'assemblée générale se réunira une fois par année, à l'époque qui sera déterminée per le réglement. Elle sera convoquée par la conseil général de la banque, et présidée par le régent président de ce conseil. Le régent secrétaire du conseil général y remplira les fonctions de secrétaire. Il sera rendu compte à l'assemblée générale de toutes les opérations de la banque. Elle procéders ensuite à l'élection des régens et censeurs qu'il y sura lieu de nommer ou remplacement de ceux dont les

fonctions seront expirées on devenues vacantes. Les régens ou censeurs seront nommés à la majorité absolue des suffrages des membres votans, au sorutin secret et sur bulletins individuels. Si au premier tour de scrutin il n'y a pas de majorité, on procedera à un second scrutin individuel jusqu'au scrutin de ballottage. Celui qui aura obtenu la majorité sera proclamé. Lorsqu'il y aura partaga de voix entre deux candidats, celui qui possedera le plus d'actions sera préféré ; et en cas d'égalité d'actions, le plus âgé l'emportera. Les délibérations de l'assemblée générale ne seront valables dans une première réunion que par la présence de quinze membres au moins, étrangers au conseil général de la banque ; mais il sera passé outre si, dans une seconde réunion, ce nombre n'était pas alleint.

22. L'assemblée générale, outre les cas prévus par les artioles 4, 39, 40 et 43, pourra être convoquée extraordinairement, lorsque la convocation aura été requise par deux censeurs au moins, et délibéiée par le conseil général.

## Sacriox II. - Du conseil général.

23. Le conseil général sera composé de neuf régens et de trois censeurs. Les régens auront voix délibérative, et les censeurs voix consultative.

24. Les régens et les censeurs seront nommés pour trois ans; ils seront renouvelés par tiers chaque anirée; ils pourront être réélus indéfiniment. Pour les deux premières années, les régens et les censeurs sortans seront désignés par le sort; ensuite, par le rang d'ancienneté de leur nomination.

25. Les fonctions de régens et censeurs sont gratuites; il leur sera attribué seulement des jetons

de presence.

20. Chacun des régens et des censeurs, avant d'entrer en fonctions, sera tenn de justifier qu'il ést propriétaire de vingt actions de la banque, lesquelles devront être libres et démenreront inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

27. Le conseil général élira chaque année, aussitôt après l'installation de ses nouveaux membres, son président et son secrétaire, lesquels ne pourront être pris que parmi les neul régcus. L'un

et l'autre seront rééligibles.

28. Le conseil général est chargé de la gestion de l'établissement. It nomme le directeur et le calculer principal, et fixe lear traitement; il autorise toutes les opérations permises par les statuts, et en détermine les conditions; il fait choix des effets qui doivent être pris à l'escompte; il fixe le taux de cet escompte et le montant des sommes a'il conviendra d'y employer aux diverses époques de l'année, d'après la situation de la banque, et il délibère les réglemens de son régime intérieur; H arrête tous traités, conventions et transactions, lesquels sont signés en son nom per le président, le secrétaire et le directeur; il statue sur la creation, l'emission, le retrait ou l'annulation des billets; la forme qui lour sera donnée et les signatures dont ils sont revêtus; il fine, sur la proposition du directeur, l'organisation des hureaux, les truitemens et minires affectés à chaque emploi, et toutes les dépenses de l'administrations, lesquelles devront être délibérées chaque, arinée et d'avance. La momination du directeur devra être soumine à l'approbation de l'assemblée générale.

29. Le conseit général devra se réunir tous les

29. Le comest général devra se rémir tous les quinse jours; it pourra l'étre toutes les fois que les président le jagera nécessire, un que la démanda en sura faite par les commun. 30. Aucane résolution ne pourra être prise sans le concours de cinq régens et la présence d'un censeur. Les délibérations auront lieu à la majorité absolue; la voix du président ou du régent qui le remplacera dans la présidence du conseil sera prépondérante en cas de partage.

31. Toute délibération ayant pour objet la création ou l'émission de billets devra être approuvée

par les trois censeurs,

32. Le compte annuel des opérations de la banque, qui devra être présenté à l'assemblée générale le jour de sa réunion périodique, sera arrêté par le conseil général et présenté en son nona par son président. Ce compte sera imprimé et remis au préfet, à la chambre de commerce, au tribunal de commerce et à chacun des actionnaires.

#### Section III. - Des censeurs.

33. Les censeurs veilleront spécialement à l'exécution des statuts et réglemens de la banque; ils exerceront leur surveillance sur toutes les parties de l'établissement; ils se feront représenter l'état des caisses, les registres et les portefeuilles de la banque, toutes les fois qu'ils le jugeront convens-nable; ils proposeront toutes les mesures qu'ils croiront utiles; et si leurs propositions ne sont pas adoptées, ils pourront en requérir la transcription sur le registre des délibérations. Ils rendront compte chaque année à l'assemblée générale de la surveillance qu'ils auront exercée.

## Section IV. - Du conseil d'escompte.

34. Il sera formé un conseil d'escompte compaé de six actionnaires, dont quatre au moins auront exercé ou exercenont encore le commerce à Toulouse. Les membres du conseil d'escompte seront choisis par les censeurs sur une liste triple présentée par les régens; ils aeront nommés pour deux ans, de manière à ce que le conseil d'escompte soit renouvelé par moitité chaque année; ils pourront être réclus: Avant d'entre en fonctions, ils seront tents de justifier de la possession de dit actions de la banque, lesquelles demeureront inaliénables pendant la durée de teurs fonctions.

35. Les membres du conseil d'escompte concourront avec les régens, dans la proportion qui sera indiquée par les réglemens, à la formation du comité chargé du choix du papier qui sera pris à l'escompte, et y auront voix délibérative.

#### SECTION V. - Du directeur,

36. Le directeur exercera au nom du consail général la direction des affaires de la banque et de ses bureaux. It présentera des candidats à tous les emplois: it signera la correspondance, les acquisitera de droit, avec voix consaitative, atu séances du conseil général, excepté dans le cas où il se formera en commité setret, et aux séances du compte.

37. Avent d'entrer en fonctions, le directeur serq tehu de justifier de la possession de trente setions de la lausque, lesqueller demoureront innitionablins et servirent de garantie de sé gation. It deurs fournir en outre un supplément de cantionnement mobilier out immabilier de la somme de vingt mille francs. Le directeur deurs deurs coins à la banque. Il me pourse faire avec elle sessuace opération, ni y exoir un cempte courant. Il ne pousses sen plus faire essempter à la banque sa signature, qui, sous auoun rappert, me deurs y être admise.

38. Le directeur ne pourra être révoqué que par une délibération du conseil général, rendue dans sue séance à laquelle assisteront au moins six régens et deux censeurs.

## TITRE III. — Dispositions générales.

39. Si par des événemens quelconques le fonds social de la banque se trouvait réduit à moitié, la dissolution de la société aurait lieu de plein droit.

40. S'il arrivait que, par retraite ou décès, le nombre des régens se trouvât réduit à six, et celui des consents à un, il y aurait lieu à convoquer extraordinairement l'assemblée générale, à l'effet de procéder au remplacement de ceux des régens et censeurs qui auraient cessé de faire partie du conseil général. Les membres élus en remplacement ne le seraient que pour le temps qui restait à courir à leurs prédécesseurs.

11. Les actions judiciaires seront exercées au mom du conseil général, poursuites et diligences du direteur.

A2. Un an avant le terme de vingt années fivées pour la durée de la société, tous les actionnaires seront convoqués pour statuer sur le mode de liquidation, ou délibérer s'il y a lieu à renouvellément.

43. Les modifications aux présens statuts, dont l'expérience aure fait reconnaître la nécessité, ne pourront être sollicitées du gouvernement qu'après avoir été proposées par le conseil général à l'assemblée générale, entraordinairement convoquée à cet effet, et délibérées par elle à la majorité des trois querts en nombre et en somme.

## Dispositions transitoires.

âd. Le réglement intérieur sera délibéré par le coaseil général avant que la banque commence ses opérations.

45. Immédiatement après l'approbation des présens statuts par ordonnance royale, il sera procédé à la nomination des officiers de la banque, Tèls sont les statuts qui doivent régir la banque de Toulouse et servir à obtenir l'approbation de sa majesté, conformément à l'article 40 du Code de commerce.

Dont acte.

24 JULLET = 26 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi portaut nomination d'un professeur de physique appliquée à l'histoire naturelle au Muséum d'histoire naturelle. (1X, Bull. DCV, n. 7608.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, etc.

Art. 1er. Le sieur Becquerel (Antoine-César), président de l'Académie des sciences, est nommé professeur de physique appliquée à l'histoire naturelle, au muséum d'histoire naturelle.

2. Notre ministre de l'instruction publique (M. Salvandy) est chargé, etc.

Louis-Philippe, etc., sur le compte qui

nous a été rendu de l'état où se trouvent plusieurs facultés de théologie; voulant pourvoir promptement et d'une manière convenable aux besoins de l'enseignement dans ces facultés; vu l'art. 7 du décret du 17 mars 1808 et l'art. 9 du décret du 17 septembre 1808; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de l'instruction publique, grand maître de l'université.

Art. 1er. Le terme dans lequel, en verta du décret du 17 septembre 1808, il devait être procédé par la voie du concours pour nommer aux chaires vacantes dans les facultés de théologie est prorogé jusqu'au 1er janvier 1850.

2. Jusqu'à l'époque fixée par l'art. 1er, notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique, grandmaître de l'université, nommera auxdites chaires, sur une présentation de candidats faite en vertu de l'art. 7 du décret du 17 mars 1808.

3. Il est créé dans chacune des facultés de théologie du royaume une chaire de droit ecclésiastique.

Notre ministre de l'instruction publique (M. Salvandy) est chargé, etc.

24 ADUT = 26 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi portant création d'une Faculté des seiences à Bordeaux et de nouvelles chaires dans les Facultés des sciences de Caen, Dijon, Strasbourg et Grenoble. (IX, Bull. DCV, n. 7610.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi de finances du 14 juillet 1838; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, etc.

Art. 1er. Une faculté des sciences est créée dans le chef-lieu de l'académie de Bordeaux.

2. Cette faculté sera composée de six chaires, savoir : mathématiques pures, astronomie et mécanique rationnelle, physique, chimie, zoologie et physiologie animale, botanique, minéralogie et géologie.

3. Les chaires d'histoire naturelle des facultés des sciences de Caen, Dijon et Strasbourg sont et demeurent exclusivement consacrées à la botanique, à la miné-

ralogie et à la géologie.

4. Une chaire de zoologie et de physiologie animale est créée dans chacune de ces facultés. L'une des deux chaires d'histoire naturelle de l'académie de Dijon sera provisoirement conflée à un professeur adjoint.

5. La chaire de physique et de chimie de la faculté des sciences de Grenoble est et demeure exclusivement consacrée à la physigne.

<sup>24</sup> AOUT — 26 OCTOBER 1838. — Ordonnance du roi concernant les Facultés de théologic. (IX, Bull. DCV, n. 7609.)

6. Une chaire de chimie est créée dans cette faculté.

7. Les professeurs des nouvelles chaires scront nommés pour la première fois directement par notre ministre de l'instruction publique, grand-maître de l'université.

8. Notre ministre de l'instruction publique (M. Salvandy) est chargé, etc.

24 AOUT = 26 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi çu crée des Facultés des lettres à Bordeaus, Lyon, Montpellier et Rennes. (IX, Bull. DCV, n. 7611.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi de finances du 14 juillet 1838; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, etc.

Art. 1cr. Une faculté des lettres est créée au chef-lieu de chacune des académies de Bordeaux, Lyon, Montpellier et Rennes.

2. Chacune de ces facultés sera composée de cinq chaires, savoir : philosophie, histoire, littérature ancienne, littérature française, littérature étrangère.

5. La nomination des professeurs sera faite, pour la première fois, directement par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, grandmaître de l'université.

4. Notre ministre de l'instruction publique (M. Salvandy) est chargé, etc.

24 AOUT == 26 OCTOBES 1838. — Ordonnance du roi qui crée une chaîre de littérature étrangère dans la Faculté des lettres de Strasbourg. (IX, Buil. DCV, n. 7612.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, grandmaître de l'université, etc.

Art. 1<sup>cr</sup>. Une chaire de littérature étrangère est créée à la faculté des lettres de Strasbourg.

2. Notre ministre de l'instruction publique (M. Salvandy) est chargé, etc.

1<sup>ee</sup> = 26 ocrosse 1838. — Ordonnance du rei concernant le collège royal d'Auch. (1X, Bull. DXCV, n. 7615.)

Louis-Philippe, etc., vu les décrets des 17 septembre 1808 et 15 novembre 1811; vu l'ordonnance royale du 18 octobre 1833, qui donne au collége d'Auch le titre de collége royal et une organisation conforme à celle des colléges royaux, en ce qui concerne la direction et les études; vu l'ordonnance royale du 17 octobre 1834; vu la délibéra-

tion du conseil général du Gers, du 23 août 1838; vu la délibération du conseil municipal de la ville d'Auch, en date du 3 septembre 1838; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, grand-maître de l'université, etc.

Art. 1er. Le collège royal d'Auch est collége royal de troisième classe. Il jouira de tous les droits et avantages attribués à ce titre, sous la condition, 10 que la totalité des bâtimens autresois affectés au collége, et dont une partie est occupée aujourd'hui par l'école normale, par la bibliothèque et par les salles de dessin et d'architecture, lui sera immédiatement rendue; 2º que tous les travaux d'appropriation du local indiqués dans la délibération du conseil municipal du 3 septembre 1838, et dans les pièces y annexées, scront exécutés aux frais de la ville dans le délai de deux ans; 5° que la ville d'Auch fondera dans le collége un certain nombre de bourses du prix de six cents francs, pour l'entretien desquelles une somme de trois mille francs sera, chaque année, portée au budget communal.

2. Le prix des demi-bourses départementales du Gers entretenues dans le collége royal est élevé de deux cent cinquante à trois cents francs. En conséquence l'allocation annuellement portée pour cet objet au budget des dépenses départementales sera à l'avenir de huit mille sept cents

francs.

3. Notre ministre de l'instruction publique, grand-maître de l'université, et notre ministre de l'intérieur (MM. Salvandy et Montalivet) sont chargés, etc.

4 = 26 остовав 1838. — Ordonnance du roi relative à l'organisation des sapeurs-porte-haches, de la musique, des sapeurs-pompiers et de la cavalerie de la garde nationale de la banlieue de Paris. (IX, Bull. DCV, n. 7616.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 14 juillet dernier, portant, article 18: « L'or- « ganisation et l'ordre de bataille des sa- « peurs-pompiers et de la garde à cheval de « la banlieue, ainsi que des sapeurs porte « haches et de la musique des légions du « département de la Seine, seront réglés « par une ordonnance royale; » sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, etc.

TITRE Ier. - Sapeurs-porte-haches.

Art. 1er. Il pourra y avoir, dans les légions de garde nationale de la banlieue, sept sapeurs-porte-haches par bataillon. Ils nommeront, parmi eux, un sergent pour les commander. 2. Les sapeurs-porte-haches seront dési gnés par le chef de légion, qui, pour les bataillons cantonaux, réglera, de concert avec les maires des communes composant le bataillon, le nombre de sapeurs-portehaches afférent à chaque commune.

3. Tous les sapeurs de la légion se réuniront pour désigner celui des sergens qui commandera les sapeurs - porte - haches, quand la légion entière prendra les armes. Le sergent ainsi désigné aura rang de ser-

gent-major.

4. Si, dans quelques bataillons, le nombre actuel des sapeurs est de plus de sept, la réduction à ce nombre s'opérera par l'effet des extinctions successives.

## TITRE II. - Musique.

5. L'effectif du corps de musique, dans chaque légion, ne pourra excéder quarantecinq musiciens.

6. Les musiciens seront désignés par le colonel, qui pourra les choisir dans tout le département de la Seine, parmi les citoyens qui ne seraient point déjà attachés à une

légion en qualité de musiciens.

- 7. La musique sera, dans chaque légion, sous les ordres d'un chef ayant rang de lieutenant, et d'un chef adjoint ayant rang d'adjudant sous-officier. Le colonel nommera à ces deux emplois. Le commandant supérieur des gardes nationales de la Seine pourra, en considération des bons services des chefs de musique, et sur la proposition du chef de légion, conférer: aux chefs de musique, le rang de capitaine; aux chefs de musique adjoints, le rang de sous-lieutenant.
- 8. Le service de la musique sera l'objet d'un réglement spécial, arrêté par le commandant supérieur, sur la proposition du chef de légion, et approuvé par le ministre de l'intérieur.

## TITRE III. - Sapours-pompiers.

9. Les sapeurs-pompiers de la garde nationale seront organisés en compagnies ou subdivisions de compagnies communales. Les sapeurs-pompiers des communes appartenant à un même bataillon pourrontêtre organisés en compagnies ou subdivisions de compagnies cantonales. L'effectif de chaque compagnie ou subdivision communale se réglera d'après le nombre de pompes à incendie qu'elle devra desservir. Le nombre de pompes sera déterminé par un arrêt du sous-préfet.

10. Il y aura pour le service d'une pompe, vingt hommes au plus; pour celui de deux pompes, de vingt et un à trente hommes; pour trois pompes, de trente et un à quarante hommes; pour quatre pompes, de quarante et un à cinquante hommes; pour cinq pompes, de cinquante et un à soixante hommes. Les compagnies de gardes nationales qui font le service des pompes à incendie, dans les communes où il n'existe pas un corps spécial de pompiers, ne sont pas soumises aux dispositions du présent article.

- 11. Les grades afférens à chaque compagnie ou subdivision de compagnie seront déterminés d'après les dispositions des art. 35 de la loi du 22 mars 1831. L'élection aux grades supérieurs, résultant de la réunion de subdivisions communales en une compagnie ou une subdivision cantonale, aura lieu dans une assemblée générale des sapeurs-pompiers composant ces subdivisions, ainsi qu'il est réglé par le deuxième paragraphe de l'art. 50 de la loi du 22 mars 1831, pour les compagnies formées de gardes nationaux de plusieurs communes.
- 12. Les compagnies ou subdivisions de compagnies dont l'effectif actuel excéderait les limites fixées par la présente ordonnance se réduiront au fur et à mesure des radiations.
- 43. Les compagnies et subdivisions de compagnies de sapeurs-pompiers volontaires font partie du bataillon communal ou cantonal de la garde nationale. L'ordre de bataille desdites compagnies et subdivisions sera réglé par un ordre du jour du colonel de la légion.

## TITRE IV. - Garde à cheval.

14. Chaque légion de la banlieue peut avoir un escadron de garde à cheval. Cette garde est sous les ordres directs du colonel de la légion, et chaque subdivision sous les ordres du commandant de la garde nationale communale ou cantonale, conformément aux dispositions de l'art. 47 de la loi du 22 mars 1831. Les gardes à cheval restent justiciables du même conseil de discipline que les compagnies de garde nationale de leur commune.

15. L'effectif de la garde nationale à cheval sera déterminé par le sous-préfet, de manière toutefois à ne pas excéder, dans chaque commune, le vingtième de l'effectif des gardes nationaux inscrits sur le con-

trôle du service ordinaire.

46. Les demandes d'admission seront adressées au chef de légion, qui les transmettra, avec son avis, au maire de la commune ou résideront les signataires. Lorsque l'effectif de la garde à cheval se trouvera au-dessous du chiffre fixé par l'arrêté du sous-préfet, les conseils de recensement devront compléter ledit effectif par l'admission de tout garde national qui

produira, à l'appui de sa demande, un certificat du chef de tégion énonçant que le candidat possède des comnaissances suffisantes en équitation, qu'il a justifié de la propriété d'un cheval et pris l'engagement d'assister aux manœuvres et services commandés.

17. Pour la nomination aux grades, tousles gardes à cheval d'une légion se réuniront dans la commune désignée par le souspréset, sous la présidence de ce magistrat ou du maire délégué par lui. L'élection se sera en commençant par le grade le plus élevé, et conformément aux dispositions des art. 37 et 51 de la loi du 22 mars 1831, et à celles de la section 3 de la loi du 14 juitlet 1837.

18. S'il arrivait qu'une subdivision communale de cavalerie de six hommes, au moins, n'cût obtenu aucune nomination, cette subdivision procéderait devant le maire à la nomination d'un brigadier. Elle élira un maréchal des logis et un brigadier, si son effectif est de douze hommes au moins.

19. Un chirurgien aide-major sera spécialement attaché à la garde nationale à cheval de chaque légion. 20. Notre ministre de l'intérieur (M. Montalivet) est chargé, etc.

5 = 26 ecrosas 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au mainistre de la mărinie et des colonis un crédit extraordinaire sur l'exercice 1838. (IX, Bull. DCV, n. 7617.)

Louis-Philippe, etc., vu, 1° la loi du 20 juillet 1837, portant fixation du budget des dépenses de l'exèrcicé 1838; 2° les art. 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833, et l'art. 12 de celle du 23 mai 1834; 3° les art. 25, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies, et de l'avis de notre conseil des mitistres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonles, sur l'exercice 1838, un crédit extraordinaire de trois millions neuf cent seix mille francs, pour subvenir à l'ordonnaucement des dépènses urgentes qui n'ont paêtre prévues au budget dudit exercice, et qui s'appliqueront aux chapitres particuliers dénommés ci-après:

CHAPITRE 4. - Solde et entretien des corps organisés à terre et des équipages embarques.

	···	u 4. — .	JUILLE 6	ent	retten	ues	corps	org	anuse	3 4	terre	eı	ues	equi	pages	ennu	xarques. fr
	1st Section. — 2° Section. — 3° Section. —	Hôpitau	i., .														992.000 310,000
																	1,756,900
	1" Section. — 2° Section. —						r <b>kv</b> aux								0 <b>,00</b> 0	fr.	2,050,000
			CHAI	PITR	E 7.	_	Trava	uæ (	te l'a	rtit	lerie (	po	rts).				
. :	ir Section. 4.2 Section. 4.	Saláires. Achat de	mati	òre.	· :	:	: :	:	: :	•	•	•	•		0,00 <del>0</del> 0,000		<b>400,00</b> 0
	,															•	3.916.000

2. La régularisation de ce crédit extraordinaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaîne session.

3. Nos ministres de la marine et des colonies, et des finances (MM. Rosamel et Laplagne) sont chargés, etc.

13 = 26 ocrobbe 1838. — Ordonnance du roi qui autorise la publication dès bulles d'institution canonique de MM. Rivet et Dapazh pour les évechés de Dijon et d'Alger. (IX, Bul. DCV, n. 7618.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes; vu les art. 1er et 18 de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an 10); vu le tableau de circonscription des métropoles et diocèses du royaume annexé à l'ordómance froyale du 31 octobre 1832; vu notre ordomance du 25 août 1838, concernant l'éretion de l'évèché d'Alger et autorisml h publication de la bulle de sa sainteté fregoire XVI, en daté du 9 août 1838, pour le même objet; vu notre ordomance du 10 mai 1838, qui nomme M. Rivét (Francois-Victor), curé de Notre-Damé de Vérsatilles, à l'évèché de Dijon; vu notre d'onnance du 25 août 1838, qui nomme M. Dupuch (Antoine-Adolphe), prêtre di dlocèse de Bordeaux, à l'évèché d'Alger; vu les bulles d'institution canonique accordées par sa saintété Grégoire XVI auxilis évêques nommés; notre conseil d'Ehientendu, etc.

Art. 1er. 1º La bulle donnée à Rome, près Sainte-Marie-Majeure, les ides de septembre 1838, portant institution canonique de M. Rivet (François-Victor) pour l'évêché de Dijon; 2º la bulle donnée à Rome, près Sainte-Marie-Majeure, les ides de septembre 1838, portant institution canonique de M. Dupuch (Antoine-Adolphe) pour l'évêché d'Alger, sont reçues et seront publiées dans le royaume en la forme ordinaire.

2. Les dites bulles d'institution canonique sont reçues sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elles renferment, et qui sont ou qui pourraient être contraires à la charte constitutionnelle, aux lois du royaume, aux franchises, libertés et maxi-

mes de l'église gallicane.

3. Les dites bulles seront transcrites en latin et en français sur les registres de notre conseil d'Etat; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil.

4. Notre ministre de la justice et des cultes (M. Barthe) est chargé, etc.

46 SEPTEMBRE = 26 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Bordeaux sous la dénomination de Société anonyme du pont de Saint-Geronis et de la route royale de Tullins (Isère). (IX, Bull. suppl. CCCXCII, n. 12662.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu notre ordonnance du 2 septembre 1837, qui autorise la construction d'un pont suspendu sur l'Isère, à Saint-Gervais (Isère); vu notre ordonnance du 5 septembre 1857, qui autorise la rectification de la route royale nº 92, entre l'Albenc et Tullins (Isère); vu l'adjudication de ces deux entreprises, passée le 7 décembre 1837 au profit des sieurs Escarraguel frères, et approuvée par deux arrêtés de notre ministre de l'intérieur en date des 15 et 16 janvier 1838; vu les articles 29 à 57, 40 et 45 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1°r. La société anonyme formée à Bordeaux sous la dénomination de Société anonyme du pont de Saint Gervais et de la route royale de Tullins (Isère) est autorisée et subrogée envers l'Etat aux droits et charges des adjudicataires des deux entreprises susénoncées.

2. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 8 septembre 1858, devant Mº Lehon et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

3. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, aux préfets des départemens de la Gironde et de l'Isère, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Bordeaux.

5. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin

du Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

16 SEPTEMBRE == 26 OCTOBRE 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la Société anonyme du pont du Mas d'Agenais (Lot-et-Garonne). (IX, Bull. suppl. CCCXCII, n. 12663.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu notre ordonnance du 13 séptembre 1837, qui autorise la construction d'un pont suspendu sur la Garonne, au Mas d'Agenais (Lot-ct-Garonne); vu l'adjudication passée le 18 décembre 1837 au profit des sieurs Escarraguel frères, et approuvée par notre ministre de l'intérieur le 19 février 1838; vu les árticles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; notre conscil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à Bordeaux sous la dénomination de Société anonyme du pont du Mas d'Agenais est autorisée et subrogée envers l'Etat aux droits et charges des adjudicataires dudit pont.

2. Sont approuvés les statuts de ladite société tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 8 septembre 1838, devant Me Lehon et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

 Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de nou exécution des statuts approuvés, sans pré-

judice des droits des tiers.

- 4. La société sera tenue de remettre tous les six mois un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, aux préfets des départemens de la Gironde et de Lot-et-Garonne, au greffe du tribanal de commerce, et à la chambre de commerce de Bordeaux.
- 5. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

18 OCTOBRE = 1" HOVEMBRE 1838. - Ordonnance du roi qui annulle deux délibérations du conseil général de la Loire-Inférieure. (IX, Bull. DCVI, n. 7621.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur; vu l'art. 14 de la loi du 22 juin 1833 et l'art. 7 de la loi du 10 mai 1858; vu les délibérations, en date des 22 et 31 août dernier, dans lesquelles le conseil général de la Loire-Inférieure a déclaré qu'il n'y a plus d'accord possible entre lui et le préfet. et que la direction des intérêts du département doit être consiée à d'autres mains ; considérant que, par cette manisestation, le conseil général a dépassé les limites de ses attributions, etc.

Art. 1er. Les délibérations ci-dessus visées du conseil général de la Loire-Inférieure sont et demeurent annulées.

2. La présente ordonnance sera transcrite au registre des actes du conseil général.

5. Notre ministre de l'intérieur (M. Montalivet) est chargé, etc.

24 OCTOBRE = 1 or NOVEMBRE 1838. - Ordonnance du roi portant prorogation des chambres temporaires des tribunaux de première instance de Bourgoin et de Saint-Marcellin. (IX, Bull. DCVI, u. 7622.)

Louis-Philippe, etc., vu l'article 39 de la loi du 20 avril 1810; l'ordonnance du 29 octobre 1837 portant création d'une chambre temporaire dans chacun des tribunaux de première instance de Bourgoin et de Saint-Marcellin (Isère), pour une année, à compter du jour de son installation; considérant que l'intérêt des justiciables exige encore le secours d'une chambre temporaire pour l'expédition des affaires civiles soumises à ces tribunaux; sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La chambre temporaire créée dans chacun des tribunaux de première instance de Bourgoin et de Saint-Marcellin (Isère), par l'ordonnance du 29 octobre 1837, continuera de remplir ses fonctions pendant une année; à l'expiration de ce temps, elle cessera de droit, s'il n'en a été par nous autrement ordonné.

2. Notre ministre de la justice et des cultes ( M. Barlhe ) est chargé , etc.

21 OCTOBRE = 1° NOVEMBRE 1838. — Ordonnance du roi portant prorogation des chambres temporaires des tribunaux de première instance de Saint-Gaudens et Saint-Girons. (IX, Bull. DCVI,

Louis-Philippe, etc., vu, 1º l'article 39

de la loi du 20 avril 1810: 2º l'ordonnance du 22 juillet 1836 portant création d'une chambre temporaire à chacun des tribunaux de première instance de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) et de Saint-Girons (Ariége): 5º l'ordonnance du 15 octobre 1857, qui proroge ces chambres pour une année : considérant que l'intérêt des justiciables exige encore le secours d'une chambre temporaire pour l'expédition des affaires civiles arriérées pendantes à ces deux siéges; sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les chambres temporaires créées par l'ordonnance du 22 juillet 1836, aux tribunaux de première instance de Saint-Gaudens et de Saint-Girons, et déjà prorogées par l'ordonnance du 13 octobre 1857, continueront de remplir leurs fonctions durant une année; à l'expiration de ce temps, elles cesseront de droit, s'il n'en a été par nous autrement ordonné.

2. Notre ministre de la justice et des cultes (M. Barthe) est chargé, etc.

21 OCTOBRE = 1° ROVEMBRE 1838. - Ordonnance du roi relative au rétablissement des registres de l'état civil de l'arrondissement de la ville de Soissons. (IX, Bull. DCVI, n. 7624.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes; vu l'ordonnance royale du 9 janvier 1815; vu l'article 46 du Code civil; vu les lettres de notre procureur général près la cour royale d'Amiens, des 25 août 1837 et 3 avril 1838; notre conseil d'Etat entend, etc.

Art. 1er. La commission créée par l'ordonnance royale du 9 janvier 1815, pour le rétablissement des registres de l'état civil de l'arrondissement et de la ville de Soissons, cessera ses fonctions le 31 décembre 1838.

2. Le 31 décembre 1838, les doubles registres des opérations de cette commission seront clos, signés et envoyés à notre procureur près du tribunal de Soissons, pour être par lui vérifiés et déposés conformément à l'article 8 de l'ordonnance du 9 janvier 1815.

3. L'article 2 de ladite ordonnance continuera à recevoir son exécution.

4. Notre ministre de la justice et des cultes (M. Barthe) est chargé, etc.

16 SEPTEMBRE = 2 NOVEMBRE 1838. - Ordonnance du roi portant autorisation de la Société anony des ponts de Vicq et d'Availles (Vienne). (IX , Ball. suppl. CCCXCIII, n. 12673.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu notre ordonnance du 16 août 1836, qui autorise la construction d'un pont suspendu sur la Gartempe, à Vicq (Vienne); vu notre ordonnance du 28 février 1837, qui autorise la construction d'un pont suspendu sur la Vienne, à Availles (Vienne); vu l'adjudication du pont d'Availles passée, le 22 avril 1837, au profit du sieur Bertin, et approuvée par notre ministre de l'intérieur le 11 mai 1837; vu notre ordonnance du 14 juillet 1837, qui concède également au sieur Bertin la construction du pont de Vicq, moyennant la perception d'un péage de soixante années et la subvention portée au cahier des charges; vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à Bordeaux sous la dénomination de Société anonyme des ponts de Vicq et d'Availles (Vienne) est autorisée et subrogée envers l'Etat aux droits et charges des adjudicataires des ponts de Vicq et d'Availles.

- 2. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 8 septembre 1838, devant M° Lehon et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordon; nance.
- 3. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.
- 4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, aux préfets des départemens de la Gironde et de la Vienne, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Bordeaux.
- 5. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

26 OCTOBRE = 7 ROVEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de la convention conclue, le 27 août 1838, entre la France et la Sardaigne pour la transmission des correspondances. (IX, Bull. DVII, n. 7629.)

Louis-Philippe, etc., savoir faisons qu'entre nous et sa majesté le roi de Sardaigne il a été conclu et signé, à Paris, le 27 août de la présente année 1838, une convention pour la transmission des correspondances entre la France et la Sardaigne; convention dont les ratifications respectives ont été échangées à Paris le 15 du mois de septem-

bre de la présente année, et de laquelle la teneur suit :

Convention entre la France et la Sardaigne pour la transmission des correspondunces.

Sa majesté le roi des Français et sa majesté le roi de Sardaigne, désirant augmenter les facilités de communication par la poste entre leurs Etats respectifs, et assurer, au moyen d'une convention, cet important résultat, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir : Sa majesté le roi des Français, le comte Mathieu Molé, pair de France, grand-croix de son ordre royal de la Légion-d'Honneur, son ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, etc., et sa majesté le roi de Sardaigne, le marquis Antoine Brignole-Sale, chevalier grand-cordon de son ordre religieux et militaire des Saints-Maurice et Lazare et de celui de Saint-Joseph de Toscane, grand-croix de l'ordre de Saint-Stanislas de Russie, et chevalier de l'ordre de l'Aigle-Blanc de Pologne, son ministre d'Etat et son embassadeur auprès de sa majesté le roi des Français; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Art. 1er. Il y aura un échange journalier de correspondances entre la France et la Sardaigne, tant pour les lettres, échantillons de marchandises, journaux et imprimés de toute espèce des deux pays, que pour les objets de même nature originaires ou à destination des pays qui empruntent leur intermédiaire.

2. Les deux offices des postes de France et de Sardaigne n'admettront à destination de l'un des deux offices ou des pays auxquels ils servent respectivement d'intermédiaire aucune lettre, même chargée, qui contiendrait, soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux et autres objets précieux, ou tout effet passible des droits de douane.

3. Afin de s'assurer réciproquement tous les produits des correspondances de l'un pour l'autre pays, les gouvernemens français et sarde s'engagent à empêcher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voics que par leurs postes respectives.

4. Les deux hautes parties contractantes se réservent, dans le cas où elles y trouveraient leurs convenances respectives, de s'entendre ultérieurement, et par une convention séparée, sur la question de l'admission des paquebots français du Levant dans le port de Gènes, et de l'établissement de nouvelles communications postales entre la France et la Sardaigne, par la voie de ces paquebots.

5. L'échange des correspondances désignées dans l'article 1er aura lieu par les bureaux de postes suivans, savoir : du côté de la France, 1º Paris, 2º Antibes, 5º Lyen, 4º Pont-de-Beauvoisin ; du côté de la Sardaigne, 1º Turin, 2º Chambéry. 3º Nice.

6. Les lieux dans lesquels les dépêches des deux offices devront être respectivement livrées, ainsi que les heures d'arrivée et de départ des courriers réciproques, dans ces différens lieux, seront réglés entre les deux offices selon les besoins du service et les moyens d'accélération que se procureront l'une et l'autre administration. Cependant les deux offices combineront leurs services de transport des dépêches entre Paris et Turin de telle sorte que la durée du trajet n'excède pas, savoir : sur le territoire français, quarante-sept heures, et sur le territoire sarde, trente-six heures.

7. Chacun des deux offices des postes de France et de Sardaigne supportera, proportionnellement à la distance parcourue sur son propre territoire, les frais du transport des correspondances échangées. A cet effet, celui des deux offices qui acquittera la totalité de ces frais sur un point quelconque des frontières respectives devra fournir à l'autre un double du marché conclu pour cet objet

avec l'entrepreneur.

8. Les personnes qui voudront adresser des lettres ou des échantillons de marchandises, soit de la France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique pour le royaume de Sardaigne, soit du royaume de Sardaigne pour la France ou les possessions françaises susmentionnées, auront le choix de laisser le port entier de ces lettres à la charge des destinataires ou d'en acquitter le port d'avance jusqu'à destination.

9. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront envoyés sous bandes de France en Sardaigne et de Sardaigne en France, devront être livrés de part et d'autre exempts de tous prix de port. Toutefois ces objets ne seront admis réciproquement qu'autant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, arrêtés et réglemens qui fixent les conditions de leur publication et de leur circulation dans les deux pays.

40. Le public des deux pays pourra envoyer d'un pays pour l'autre des lettres dites chargées; le port de ces lettres devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à des-

tination.

11. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, celui des deux offices sur le territoire daquel la perte aurait eu lieu paiera à l'autre office, à titre de dédommagement, soit pour le destinataire, soit pour l'envoyeur, suivant le cas, une somme de cinquante francs, dans le délade deux mois, à dater du jour de la réclamation. Les réclamations seront admises pendant un an, à partir de la date du dé pôt ou de l'envoi de la lettre chargée; passé ce terme, les deux offices ne seront tenus l'un envers l'autre à aucune indemnité.

12. L'office des postes sardes paiera à l'office des postes de France, pour prix du port des lettres non affranchies, originaires de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, à destination de la Sardaigne, la somme de deux francs par

trente grammes, poids net.

45. Réciproquement, l'office des postes de France paiera à l'office des postes sardes, pour prix du port des lettres non affranchies, originaires des Etats sardes, à destination de la France et des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, la somme d'un franc vingt-cinq centimes par trente grammes, poids net.

14. Les deux offices se tiendront réciproquement compte du port des lettres ordinaires, affranchies jusqu'à destination dans l'un des deux pays pour l'autre, d'après les prix respectivement attribués à chaque office par les articles 12 et 23 précédens pour

le port des lettres non affranchies.

15. Les lettres transitant par la Sardai-

15. Les lettres transtant par la Sardaigne, destinées pour la France et les possessions françaises dans le aord de l'Afrique, seront payées à l'office des postes sardes par l'office des postes sardes par l'office des postes de France à raison de trente grammes, poids net, savoir : 1° les lettres originaires du duché de Lucques, da grand-duché de Toscane, des duchés de Parme et de Plaisance, du royaume Lompardo-Vénition, et des cantons Suisses, dont les lettres pourront être dirigées avec avanlage par la Sardaigne, deux francs trente centimes; 2° les lettres originaires des Etats pontificaux et du duché de Modène, deux francs quatre-vingt cinq centimes; 5° les lettres originaires du royaume des Deux-Siciles, trois francs vingt-cinq centimes.

46. L'office des postes sardes paiera à l'office des postes de France la somme de trois francs soixante centimes par trenle grammes, poids net, pour prix du port de transit des lettres destinées pour la Sardaigne et les Etats d'Italie, originaires de l'Espagne, du Portugal et de Gibraltar, des divers Etats de l'Allemagne, ainsi que des colonies et pays d'outre mer, le royaumeuni de la Grande-Bretagne et d'Irlande

excepté.

17. L'office des postes sardes paiera parcillement à l'office des postes de France le

rnême prix de trois francs soixante centimes par trente grammes, poids net pour le port des lettres, transitant par la France, que l'office sarde livrera à l'office français pour l'Espagne, le Portugal, Gibraltar, les colonies et pays d'outre mer, le royaumeuni de la Grande-Bretagne et d'Irlande

excepté.

18. L'office des postes sardes sera dispensé de payer à l'office des postes de France Te port de transit des lettres et échantillons de marchandises à destination de l'Espagne, du Portugal et de Gibraltar, stipulé dans les articles 17 et 27 de la présente convention, du moment où le gouvernement espagnol aura consenti à tenir compte de ce port à la France. Le gouvernement français prend, à cet effet, l'engagement d'entamer des négociations avec le gouvernement de sa majesté catholique.

19. Seront livrés exempts de tout prix de port, par l'office des postes de France à l'office des postes de Sardaigne, les lettres et échantillons de marchandises originaires de France, destinés pour le royaume Lombardo-Vénitien, qui pourront être dirigés avec avantage par les Etats sardes.

20. Seront aussi livrés exempts de tout prix de port, savoir: 1° par l'office des postes de France à l'office des postes sardes, les lettres et échantillons de marchandises transitant par la France et venant du royaume-uni de la Grande - Bretagne et d'Irlande, ainsi que des royaumes de Belgique et des Pays-Bas, destinés pour la Sardaigne et les Etats d'Italie; 2' par l'office des postes sardes à l'office des postes de France, les lettres et échantillons de marchandises originaires de la Sardaigne, ou transitant par les Etats sardes, destinés pour le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ainsi que pour les royaumes de Belgique et des Pays-Bas.

21. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques et imprimés de toute nature, transitant par la France et livrés à l'office des postes de Sardaigne, et réciproquement les objets de même nature, transitant par la Sardaigne et livrés à l'office des postes de France, senout remis, de part et d'autre, au prix de cinq centimes par feuille d'im-

pression.

22. Les personnes qui voudrant adresser de la France des lettres et des échantillons de marchandises pour les divers Etats d'Italie auxquels la Sardaigne sert d'intermédiaire (le royaume Lombardo-Vénitien excepté), auront le choix d'en laisser le port entier à la charge des destinataires ou d'acquitter ce port d'avance jusqu'aux bureaux frontières sardes de Broni ou de Sarzane, suivant la destination de ces objets.

23. Les lettres et échantillons de marchandises énoncés dans l'article précédent, qui seront remis non affranchis à l'office des postes sardes, seront livrés à cet office par l'office des postes de France aux prix respectivement fixés par les articles 12 et 27 de la présente convention. Quant aux lettres et échantillons de marchandises originaires de France, destinés pour les Etats d'Italie auxquels la Sardaigne sert d'intermédiaire, qui seront livrés affranchis jusqu'à Broni ou Sarzane, l'office des postes de France paiera à l'office des postes sardes, pour port de transit de ces objets, les prix respectivement fixés au nº 1 de l'article 15 et par l'article 27.

24. Les stipulations contenues dans les articles 22 et 25 ci-dessus, relatives à la faculté laissée au regnicoles français d'affranchir jusqu'aux frontières sardes les lettres et échantillons de marchandises destinés pour les Etats d'Italie auxquels la Sardaigne sert d'intermédiaire, seront applicables aux lettres et échantillons de marchandises originaires des pays qui empruntent le territoire de la France et destinés pour les divers Etats d'Italie mentionnés

dans l'article 15 précédent.

23. Sa majesté le roi de Sardaigne promet d'interposer ses bons offices auprès des gouvernemens des Etats italiens pour procurer aux regnicoles de la France et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire la faculté d'acquitter d'avance et jusqu'à destination le port des lettres et des échantillons de marchandises que ces regnicoles adresseront dans les Etats susmentionnés.

26. Les lettres et échantillons de marchandises destinés pour le royaume-uni de la Grande - Bretagne et d'Irlande, les royaumes de Belgique et des Pays-Ras, et les divers Etats d'Allemagne, originaires du royaume de Sardaigne et des Etats d'Italie auxquels la Sardaigne sert d'intermédiaire, pourront être livrés par l'office des postes sardes à l'office des postes de France astranchis jusqu'aux points de sortie de France, ou même jusqu'à destination. L'office des postes de Sardaigue remboursera à l'office des postes de France le port des lettres et échantillons de marchandises mentionnés ci-dessus d'après les prix ci-après, fixés, et à raison de trente grammes, poids net, savoir: 1° les lettres ordinaires et échantillons de marchandises affranchis jusqu'aux différens points de sortie de France, trois francs soixante centimes; 2º les lettres ordinaires et échantillons de marchandises affranchis jusqu'à destination dans le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, dix francs; 3° les mêmes objets qui seront affranchis jusqu'à destination

dans le royaume de Belgique, six francs; 4° ceux qui seront affranchis jusqu'à destination dans le royaume des Bays-Bas, sept francs cinquante centimes; 5° ceux qui seront affranchis jusqu'à destination dans les divers Etats d'Aliemagne, huit francs.

27. Le prix dont les deux offices se tiendront réciproquement compte pour le port des lettres chargées sera du double des prix établis dans les articles précédens. Les échantillons de marchandises affranchis ou non affranchis que se transmettront les deux offices de France et de Sardaigne, conformément aux stipulations contenues dans les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 précédens, seront réciproquement livrés au tiers des prix fixés par lesdits articles pour le port des lettres ordinaires.

28. Les lettres mal adressées ou mal dirigées seront, sans aucun délai, renvoyées à l'un des Lureaux d'échange de l'office expéditeur, pour les poids et prix auxquels cet office avait livré ces lettres en compte à l'autre office. Quant aux lettres adressées à des destinataires ayant changé de résidence, et quelle que soit l'origine de ces lettres, elles seront respectivement livrées, chargées du port qui aurait dû être payé par les destinataires à l'office réexpéditeur.

29. Les lettres et échantillons de marchandisés, journaux et imprimés de toute nature, tombés en rebut pour que!que cause que ce soit, seront renvoyés de part et d'autre, à la fin de chaque mois, ou plus souvent, si faire se peut. Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront remis pour les poids ou prix auxque:s ils auront été originairement livrés par l'office envoyeur à l'office destinataire.

50. Les offices des postes de France et de Sardaigne dresseront, chaque mois, les comptes résultant de la transmission des correspondances; et ces comptes, aprés avoir été débattus et contradictoirement arrêtés par ces offices, seront soldés, sans délai, par celui des deux offices qui sera reconnu débiteur envers l'autre.

31. La forme à donner aux comptes mentionnés dans l'article précédent, et toutes autres mesures de détail et d'ordre qui devront être arrêtées de concert pour procurer l'exécution des stipulations contenues dans la présente convention, seront réglées entre les offices des postes des deux pays aussitôt après l'échange des ratifications de ladite convention. Il est aussi convenu que les mesures de détait mentionnées au présent article pourront être modifiées par les deux offices toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux offices auront reconnu que ces modifications

seront utiles au bien du service des postes des deux pays.

32. La présente convention est conclue pour cinq ans; à l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pendant cinq autres années, et ainsi de suite, à moins de notification contraire faite par l'une des hautes parties contractantes six mois avant l'expiration de chaque terme. Pendant ces derniers six mois, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les deux offices après l'expiration des six mois.

53. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut, et elle sera mise à exécution le 1er janvier de l'an 1839. En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes. Fait à Paris en double original, le 27 du mois d'août de l'an de grâce 1878. (L. S.) Molé. (L. S.) Brignole-Sale.

11 OCTOBRE == 7 BOYSMBRE 1638. — Ordennence du roi portant fixation des crédits reporté de l'exercice 1837 à l'exercice 1838 sur le budget extraordinaire des travaux publics. (IX, Ball. DCVII, n. 7630.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 17 mai 1837, portant création d'un fonds et d'un budget extraordinaire des travaux publics; vu les lois des 14 mai, 2 et 25 juin, 12, 17 et 19 juillet de l'année 1837, qui affectent à diverses entreprises de routes et ponts, navigation, canaux, ports maritimes et chemins de ser, des crédits généraux imputables sur ce fonds extraordinaire à partir de l'exercice 1857; vu notre ordonnance du 25 août 1857; considérant que l'article 7 de la loi précitée du 17 mai permet le report, sur l'exercice courant, des sommes non dépensées sur les crédits antérieurs, et qu'il importe, pour me pas interrompre les travaux, de pouvoir disposer immédialement du restant libre des crédits de 1837: vu l'état de situation provisoire des dépenses de l'exercice 1837 au 31 décembre dernier; sur le rapport de notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, etc.

Art. 1°r. Les sommes non dépensées au 31 décembre 1837, s'élevant à douze miltions cinq cent quatre-vingt-cinq mille francs, et appartenant aux allocations spéciales mentionnées au tableau ci-joint, son mises à la disposition de notre ministre des travaux publies, de l'agriculture et du commerce, qui les ajoutera par chapitres aux

budget extraordinaire des travaux publics.

- 2. Les reports de crédits effectués provisoirement en vertu de la présente ordonnance seront régularisés par la loi à intervenir pour le réglement définitif du budget de l'exercice 1837.
- 3. Nos ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des finances (MM. Martin du Nord et Laplagne) sont charges, etc.

(Suit le tableau.)

13 OCTOBRE == 7 NOVEMBRE 1838. - Ordonnance du roi portant répartition, pour l'exercice 1838, des crédits appartenant au budget extraordinaire des travaux publics. (IX, Bull. DCVII, n. 7631.)

Leuis-Philippe, etc., vu la loi du 17 mai 1837, portant création d'un fonds et d'un budget extraordinaire de travaux publics; vu les diverses lois rendues pendant les sessions législatives de 1857 et 1838, qui ont autorisé des dépenses imputables sur ce fonds extraordinaire ; vu notre ordonnance du 25 août 1857, autorisant le classement en dix chapitres généraux des fonds du budget extraordinaire: vu la loi du 3 juillet 1838. portant allocation de nouveaux crédits qui ont motivé l'addition au budget extraordipaire d'un chapitre sous le n° 11; vu l'article 2 de la loi de finances du 14 juillet 1838 et.l'état Bannexé à cette loi , desquels il résulte que le classement des chapitres est approuvé et que les fonds du budget extraordinaire sont votés par chapitres, quant aux exercices; vu notre ordonnance du 11 octobre courant, portant fixation provisoire des crédits ou portions de crédits de l'exercice 1837 reportés sur l'exercice 1838, en vertu de l'article 7 de la loi précitée du 17 mai 1837, pour former, avec les crédits de 1858, de nouvelles sommes applicables à ce dernier exercice; vu les articles 35 et 36 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, etc.

Art. 1er. La somme de cinquante millions cent quarante mille francs, appartenant au budget extraordinaire des travaux publics, et composée des reports de 1837 et des crédits de 1838, est répartie par articles sur l'exercice 1858, conformément au tableau ci-annexé.

2. Nos ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des sinances (MM. Martin du Nord et Laplagne) sont chargés, etc.

(Suit le tableau de répartition.)

crédits de l'exercice 1836 compris dans le\_ 16 ocrobre = 7 novembre 1838. - Ordonnance du roi portant répartition du crédit alloué pour les dépenses fixes des collèges royaux. (IX, Bul'. DCVII, n. 7632.)

> Louis-Philippe, etc, sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, grandmaître de l'université; vu les ordonnances du 23 janvier 1831, 10 février 1855, 5 mai et 1er octobre 1858; vu la loi de finances du 23 juin 1×34; vu la délibération du conseil royal de l'instruction publique, en daté du 5 octobre courant , etc.

> Art. 1er. A partir du 1er octobre 1858, le collège royal d'Auch recevra sur les fonds de l'Etat une subvention de dix-huit mille six cents francs pour ses dépenses fixes, et la subvention du collège royal Charlemagne sera élevée de cinquante-neuf mille deux cents à soixante mille deux cents francs.

> 2. La somme de dix-neuf mille six cents francs qui est nécessaire pour faire face à ces dépenses nouvelles sera prélevée sur les subventions que reçoivent les collèges royaux de Louis-le-Grand, Henri IV, Bordeaux, Caen, Lyon, Marseille et Metz. savoir : sur la subvention du collège Louisle-Grand, 6,700 fr.; Henri IV, 1,700 fr.; Bordeaux, 1,700 fr.; Caen, 2,400 fr.; Lyon, 2,760 fr.; Marseille, 2,000 fr.; Metz , 2,4000 fr. Total , 19,600 fr.

> 3. La répartition du crédit qui est alloué au budget du ministère de l'instruction publique, pour les dépenses fixes des colléges royaux, est et demeure réglée conformément au tableau ci-annexé.

> 4. Notre ministre de l'instruction publique (M. Salvandy) est chargé, etc.

> Répartition du crédit qui est alloué au budget du ministère de l'instruction publique pour les dépenses fixes des collèges royaux.

> Paris, 5. Louis-le-Grand, 7,000 fr.: Henri IV, 22,000 f.; Saint-Louis, 51,700 f; Bourbon, 53,200 f.; Charlemagne, 60,200 f. Total , 174,100 fr.

> 1re classe, 6. Bordeaux, 22,400 fr.; Lyon, 22,000 fr.; Marseille, 22,100 fr.; Rouen. 24,100 fr.; Strasbourg, 24,300 fr.; Versailles, 35,300 fr. Total, 150,200 fr.

26 classe, 19. Amiens, Angers, Avignon. Besançon, Bourges, Dijon, Donai, Gremoble, Montpellier, Nancy, Nimes, Orléans, Reims, Rennes, Rodez, Toulouse. à 22,000 fr., 552,000 fr.; Caen, Metz, à 18,400 fr., 36,800 fr.; Nantes, 21,400 fr. Total, 410,200 fr.

3e classe, 12. Auch, Bourbon-Vendée Cahors, Clermont, Limoges, Moulins, Pau. Poitiers, Pontivy, le Puy, Tournen, Tours, a 18,600 fr. Total, 223,200 fr. Total pour ·les 42 colléges, 957,700 fr.

24 OCTOBRE = 7 ROYEMBRE 1838. — Ordonnance du roi relative au poids des voitures publiques. (IX, Bull. DCVII, n. 7634.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des trayaux publics, de l'agriculture et du commerce ; vu la loi du 27 février 1804 (7 ventôse an 12), et notamment l'article 7, portant : « Le gouvernement modifiera le tarif du « poids des voitures et de leurs chargemens « porté dans la loi du 29 floréal au 10, d'a-« prés les expériences faites sur les roues à « larges jantes ordonnées par la présente « loi. Il réglera la largeur des jantes et le « poids des diligences, messageries et autres « voitures publiques;» vu notre ordonnance du 15 février 1837, et spécialement l'article 2 de cette ordonnance, déterminant le tarif du poids des diligences, messageries, berlines, fourgons et autres voitures publiqués employées au transport des voyageurs et des marchandises, etc.

Art. 1er. Les voitures mentionnées au premier paragraphe de l'article 2 de noire ordonnance du 15 février 1837 pourront porter, du 20 novembre au 1er. avril, avec des roues à jantes de douze centimètres de largeur, les poids attribués, du 1er avril au 20 novembre, aux voltures montées sur des roues à jantes de onze centimètres de largeur.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

26 octobre = 7 rovement 1838. — Ordonnânce du roi qui ouvre au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire applicable au chapitre des missions extraordinaires et dépenses imprévues. (1X, Bull. DCVII, n. 7635.)

Louis-Philippe, etc., vu les articles 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833; vu la loi du 20 juillet 1837, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1858, et contenant, article 4, la nomenclature détaillée des dépenses pour lesquelles la faculté nous est réservée d'ouvrir des crédits supplémentaires en cas d'insuffisance, dûment justifiée, des crédits législatifs: vu les articles 20, 21, 22, 23 et 25 de notre ordomance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères, et de l'avis de notré conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères un crédit supplémentaire de soixante-cinq mille francs, sur l'exercice 1838, applicable au chapitre 11, missions extraordinaires et dépenses imprévues.

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Nos ministres des affaires étrangères et des finances (MM. Molé et Laplagne) sont chargés, etc.

29 OCTOBRE = 7 NOVEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire sur les fonds affectés au service de l'imprimerie royale, esercice 1838. (IX,Bull. DCVII, n. 7639.)

Louis-Philippe, etc., vu les ordonnances des 19 et 26 novembre 1823 ; vu les articles 5 et 4 de la loi du 24 avril 1853; vu l'article 17 de la loi du 9 juillet 1856; vu les articles 20, 21, 22 et 25 de notre ordesnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; vu la situation des dépenses de l'imprimerie royale, exercice 1858, laquelle fait provoir pour ledit exercice une insuffisance de quatre cent quarante-neuf mille francs , applicable au chapitre 5 du budget, ayant pour objet les salaires et les approvisionnemens; considérant que les dépenses de ce chapitee sout variables et ne peuvent être évalutes à l'avance d'une manière certaine, puisqu'elles dépendent du nombré plus ou mbits grand des commandes d'impressions; ceusidérant d'ailleurs que la situation actuelle des travaux permet de prévoir un ancidant de produits d'impressions au moins équivalent à l'excédent présumé des dépénses; sur le rapport de notre ministre secrétaile d'Etat de la justice et des cultes, et te l'avis de notre consett des ministres, etc.

Art. 1er. Un orédit supplémentaire de quatre cent quarante-neuf mille fruncs est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cultes, sur les fonds affectés au service de l'imprimerie royale, pour subvenir à l'excédant de tiépenses probable aur les articles suivans du chapitie 5 du budget de l'extercice 1838 (dépenses non susceptibles d'une évaluation fixe), savoir: Art. 1er. Sa aires d'ouvriers et indemuités de travaux extraordinaires, 149,000 fr. Art. 2. Approvisionnemens et achats peur le service des ateliers, 500,000 fr. Total égal, 449,000 fr.

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Notre ministre de la justice et des cultes (M. Barthe) est chargé, etc.

postant convocation de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés. (IX, Bull. DCVIII, n. 7642.)

Louis-Philippe, etc.

La Chambre des Pairs et la Chambre des Députés sont convoquées pour le 17 décembre 1858.

Notre ministre de l'intérieur (M. Montalivet) est chargé, etc.

26 octobre — 13 novembre 1838. — Ordonnance du roi concertant les consiés locaux et le comité évitral chargés de la surveillance des écoles primaires de Paris. (IX, Bull. DCVIII, n. 7603.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 28 juin 1835, la loi du 20 avril 1834 et notre ordonnance du 8 novembre 1855; considérant que l'organisation municipale de la ville de Paris, établic par la loi du 20 avril 1834, rend des changemens nécessaires dans la composition des comités locaux de surveillance et du comité central institué à Paris pour le service de l'instruction primaire par notre ordonnance du 8 novembre 1835; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, grand-maître de l'université, etc.

Art. 1er. Il y a, dans chacun des arrondissemens municipaux de la ville de Paris,
un comité local chargé de la surveillance
des écoles primaires de l'arrondissement.
Le comité est composé du maire ou de l'un
des adjoints, président; du juge de paix
de l'arrondissement, du curé ou du plus
ancien des curés de l'arrondissement, d'un
ministre de obucun des autres cultes reconnus par la loi qui auraient un temple dans
l'arrondissement, des trois membres du
conseil municipal élus par l'arrendissement,
de deux habitans notables désignés par le
comité central.

2. Ces comités sont spécialement chargés d'exercer à l'égard des salles d'asile, ouvroirs, écoles ou autres établissemens d'instruction primaire, les attributions qui sont et seraient conférées par les lois et réglemenș aux comités locaux de surveillance, et spécialement d'exposer les besoins des écoles communales de leur ressert et de les saire connaître au préset, qui saisira, suivant les cas , l'université , le conseil .mumicival ou le comité central : d'adresser, deux fois au moins chaque année, au préfet, pour être transmis à l'université et au comité central, le dénombrement des écoles privées ouvertes dans le ressort de leur inspection, et d'y joindre des notes sur la manière dont chacune de ces écoles est tenue et dirigée; de faire connaître à l'autorile tous les faits d'insalubrité qui peuvent se produ're dans les écoles, et de provoquer

les décisions du préset de la Seine et du préset de police à cet esset ; de déponcer au comité central tous les faits d'inconduite et d'immoralité dont les instituteurs publics on privés peuvent se rendre coupables, et toutes les infractions disciplinaires que pourraient commettre les instituteurs communaux ; de faire le dénombrement des enfans qui ne recoivent l'instruction primaire ni à domicile ni dans les écoles privées ou publiques, et de s'assurer s'il est pourvu à l'enseignement gratuit de tous les enfans pauvres; ensin de prendre ou de provoquer toutes les mesures propres à persectionner et à étendre l'instruction primaire dans leur arrondissement municipal.

3. Indépendamment des comités locaux formés en exécution de l'art. 1er de la présente ordonnance, il sera établi un comité spécial pour la surveillanre des écoles de chacun des cultés non catholiques reconnus par l'Etat. Chacun des comités spéciaux sera placé sous la présidence d'un des maires de Paris désigné par le préfet de la Seine.

4. Le comité central formé en exécution de l'art. 1 de notre ordonnance du 8 novembre 1855 exerce sur toutes les écôles primaires de la ville de Paris les attributions des comités d'arrondissement, telles qu'elles sont déterminées par les art. 7, 18. 22, 25, 21 de la loi du 28 juin 1855. Seront membres de ce comité : le préfet de la Seine, président ; notre procureur près le tribunal de première instance du département de la Scine, l'inspecteur général des études chargé de l'administration de l'Académie de Paris, le plus ancien des maires de Paris, le plus ancien des juges de paix. le plus ancien des curés, lesquels, toutefois, ne pourront appartenir au même arrondissement; un ministre de chacun des cultes non catholiques reconnus par l'Etat, désigné par son consistaire et membre d'un des comités spériaux établis par l'art. 3 de la présente ordonnance; neuf membres du conseil municipal de Paris délègués par ledit conseil, et désignés dans les neuf arrondissemens dont le maire, le juge de paix et le curé ne siégent pas au comité; un proviscur des colléges royaux de Paris désigné par le ministre de l'instruction publique, les inspecteurs des écoles primairés du département de la Seine, un instituteur primaire désigné par le ministre de l'instruction publique.

5. Le cestificat de moralité exigé de tout individu qui yeut exercer la profession d'instituteur primaire sera délivré, à Paris, sur l'attestation de trois membres du comité local, par le maire de l'arrondissement municipal ou de chacun des arrondissemens municipaux où l'impétrant aura résidé depuis trois ans (4).

30 CCTOBRE == 13 NOVEMBRE 1838. — Ordonnance du roi portant répartition du crédit affecté aux dépenses départementales de 1839. (IX, Bull. DCVIII, n. 7605.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 10 mai 1838, sur les attributions des conseils généraux des départemens; vu le tableau des crédits que la loi de finances de l'exercice 1839, en date du 18 juillet suivant, a ouverts au ministère de l'intérieur pour les dépenses départementales dudit exercice (chapitres 35, 36 et 37); considérant que la répartition de ces crédits n'est pas conforme aux divisions spéciales établies par la loi du 10 mai 1838 pour les dépenses départementales, ainsi qu'aux affectations de recettes qu'elle a déterminées pour chacune de ces sections, et qui ne peuvent être confondues; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur, etc.

Art. 1er. Le crédit total de cinquante et un millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille deux cent seize francs, affecté aux dépenses départementales de 1859 avec les

distinctions qui suivent :

Chap. 35. Dépenses ordinaires (centimes ordinaires concedés aux départemens), 8 c. 2/10; fonds commun pour idem à répartir par ordonnance royale, 4 c. 6/10, 24,241,664 francs. - Chap. 36. Produits eventuels appartenant aux départemens et à répartir par les conseils généraux entre les quatre sections du budget départemental, 1,500,000 fr. — Chap. 37. Depenses facultatives d'utilité départementale (maximum 5 c. sur foncière et mobilière); fonds commun pour idem, à répartir en secours par le réglement des budgets départementaux. 4/10; centimes extraordinaires autorisés par des lois particulières; centimes imposés d'après les lois spéciales (chemins vicinaux), 26.237,552 fr. Total, 51,999,216 fr., sera réparti, entre les diverses sections des budgets départementaux de l'exercice 1859, de la manière ci-après, savoir :

## Dépenses départementales,

Chap. 35. Dépenses ordinaires sur centimes additionnels concédés aux départemens, 8 c. 2/10, 15,539,816 fr.; idem sur fonds commun, 4 c. 6/10, 8,711,848 fr.; idem sur produits éventuels ordinaires (sauf réglement définitif, selon leur réalisation), 30,000 fr. Total, 24,261,664 fr. — Chap. 36. Dépenses facultatives d'utilité départementale sur centimes facultatifs (maximum 5 c.), 9,469,400 fr.; idem sur fonds commun, à répartir en secours par le réglement des budgets départementaux, 4/10,757,552 francs; idem sur produits éventuels facultatifs et sur subventions communales et particulières pour travaux de route (sul reglement definitif), 100,000 fr. Total, 10,326,932 fr. — Chap. 37. Dépenses extraordinaires sur le produit des centimes d'impositions extraordinaires autorisées par des lois particulières (sauf réglement), 9,130,600 fr.; idem sur fonds d'emprunt autorisés par des lois (idem), 580,000 fr. Total, 9,710,600 fr. - Chap. 38. Dépenses des chemins vicinaux sur centimes d'impositions spéciales (maximum 5 c.), 6,900,000 fr. : idem sur subventions communales et souscriptions particulières (sauf réglement), 780,000 fr.; dépenses sur produits spéciaux non indiqués dans la loi, et versés dans les caisses départementales pour y conserver leur affectation spéciale (idem), 20 000 fr.Total, 7,700,000 fr. Total gén., 51,999,216 fr.

2. Nos ministres de l'intérieur et des finances (MM. Montalivet et Laplagne) sont

chargés, etc.

31 OCTOBRE == 13 NOVEMBRE 1838. — Ordonnerce du roi concernant l'école royale forestiere. [IX. Bull. DCVIII, n. 7656.)

Louis-Philippe, etc., vu l'art. 42 de l'ord. dù 1er août 1827 et metre ordennance du 16 décembre 1837; les observations de l'administration des forêts; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art: 1er. Les cours de l'école royale forestière sont dirigés par six professeurs, savoir : un professeur d'économie forétière, un professeur de législation et dipurisprudence, un professeur de mathématiques et de physique, un professeur d'histoire naturelle et de chimie, un professeur de constructions forestières et de dessin, un professeur de langue allemande. Deux inspecteurs sont attachés à l'école.

2. Les professeurs et les inspecteurs font partie du jury d'examen institué par l'article 49 de l'ordonnance du 1° août

1827.

3. Les fonctions d'inspecteurs sont d'assurer l'exécution journalière des réglements concernant la police et l'instruction, et de surveiller les travaux et la conduite des élèves, tant dans l'intérieur qu'à l'extérieur de l'établissement.

<sup>(1)</sup> Contresigné Salvandy,

- 4. Notre ministre des finances déterminera le traitement des professeurs et inspecteurs, et leur avancement dans l'intérieur de l'école. Ceux de ces fonctionnaires qui serveront pris parmi les agens forestiers conserveront leurs droits à l'avancement dans le service actif.
- 5. Sont rapportées toutes dispositions des ordonnances ci-dessus visées, en ce qu'elles auraient de contraire à la présente.
- 6. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.
- 9 = 13 ROYEMBRE 1838. Ordonnance du roi portant prorogation de la chambre temporaire du tribunal de première instance de Bagnères. (IX, Bull. DCVIII, n. 7648.)

Louis-Philippe, etc., vu 1º l'art. 59 de la loi du 20 avril 1810; 2º l'ordonnance du 14 juin 1837. portant création d'une chambre temporaire au tribunal de première instance de Bagnères (Hautes-Pyrénées); considérant qu'il existe encore dans ce siège un arrière qui exige la prorogation de cette chambre; sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La chambre temporaire créée par notre ordonnance du 14 juin 1837 au tribunal de première instance de Bagnères continuera à remplir ses fonctions pendant une année; à l'expiration de ce temps elle cessera de droit, s'il n'en a été par nous autrement ordonné.

2. Notre ministre de la justice et des cultes (M. Barthe) est chargé, etc.

9 = 13 NOVEMBRE 1838. — Ordonnance du roi portant prorogation de la chambre temporaire du tribunal de première instance de Saint-Lô. (IX, Bull. DCVIII, n. 7669.)

Louis-Philippe, etc., vu 1º l'art. 39 de la loi du 20 avril 1810; 2º l'ordonnance du 5 juin 1833, portant création d'une chambre temporaire au tribunal de première instance de Saint-Lo (Manche); considérant qu'il existe encore dans ce siège un arrière qui exige la prorogation de cette chambre; sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La chambre temporaire créée par notre ordonnance du 3 juin 1833 au tribunal de première instance de Saint-Lo continuera à remplir ses fonctions pendant une année; à l'expiration de ce temps elle

cessera de droit, s'il n'en a été par nous autrement ordonné.

2. Notre ministre de la justice et des cultes (M. Barthe) est chargé, etc.

31 OCTOBRE = 17 NOVEMBRE 1838. — Ordonnance du roi sur l'administration civile de l'Algérie. (IX, Bull. DCIX, n. 7654.)

Louis-Philippe, etc., vu notre ordonnance du 22 juillet 1834; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre, etc.

Art. 1°r. L'administration des services civils en Algéric demeure placée sous l'autorité du gouverneur général. Il aura sous sei ordres, 1° un directeur de l'intérieur, 2° un procureur général, 3° un directeur des finances.

2. Le directeur de l'intérieur a dans ses attributions l'administration générale, provinciale et communale; les travaux publics, le commerce, l'agriculture, l'instruction publique, les cultes et tous les services que nos précédentes ordonnances et l'art. 4 ciaprès ne placent pas dans les attributions du procureur général ou du directeur des finances. Il occupe au consoil d'administration la place et le rang qui y étaient assignés à l'intendant civil. Des sous-directeurs administrant sous ses ordres les provinces de Constantine et d'Oran.

3. Dans toutes les parties du territoire administré par l'autorité française, il pourra être institué des commissaires eivils ou des commandans, dont les pouvoirs et le traitement seront déterminés par notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, sur la proposition du gouverneur général. Sur les points éloignes de plus de dix kilomètres du siège du tribunal de la province, les pouvoirs des commissaires civils ou commandans pourront comprendre la juridiction des juges de paix en France, les fonctions d'officiers de police judiciaire et de juges d'instruction, et même, à raison de la difficulté ou de la rareté des communications, tout ou partie de la juridiction des tribunaux civils ou de commerce en Algérie. Des arrêtés du gouverneur général, approuvés par notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, régleront les formes et délais de la procédure, la faculté d'appeler et l'exécution des juge-

4. Le directeur des finances dirige et surveille, sous les ordres du gouverneur général, les services ci-après: l'enregistrement et le timbre; les domaines; les douanes et contributions diverses, la garantle d'or et d'argent, la vérification des poids et mesures; les postes; le cadastre; les forèts. Il

est générálement chargé de tont ce qui concerne l'établissement, le régime, la perception et la comptabilité des contributions publiques, impôts, taxes ou revenus de toute nature, quelle qu'en soit l'origine ou la destination, à l'exception de ceux dont il est parlé en l'art. 9. Il exerce, tant en demandant qu'en défendant, les actions qui intéressent le domaine. Il dirige et surveille l'administration des biens appartenant aux corporations et établissemens indigènes de piété, de charité ou d'utilité publique.

5. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances recoivent seuls et transmettent à leurs subordonnés les ordres du gouverneur général sur toutes les parties des services qui leur sont confiés; ils en dirigent et surveillent l'exécution, en se conformant aux lois, ordonnances, réglemens et décisions ministérielles. Ils rendent compte au gouverneur général, toutes les fois qu'il l'exige, des actes et des résultats de leur administration. Ils travaillent et correspondent seuls avec le gouverneur général. Ils proposent les projets d'arrêtés à prendre par le gouverneur général. Ils préparent et proposent, en ce qui concerne l'administration qu'ils dirigent, la correspondance du gouverneur général avec le ministre de la guerre ou les consuls et résidens des gouvernemens étrangers. Ils instruisent et rapportent au conseil d'administration toutes les affaires dépendantes de leurs services dont ce conseil est appelé à connaître. Ils proposent au gouverneur général les nominations, avancemens, mutations, suspensions, revocations. ainsi que toutes les dispositions concernant le personnel on le matériel de l'administration intérieure ou de celle des finances.

6. En cas d'absence ou d'empêchement des directeurs de l'intérieur ou des financas, le gouverneur général désigne le fonctionnaire qui doit être chargé de l'intérim,

7. Les directeurs de l'intérieur ou des finances adressent au gouverneur général, tous les trois mois, et toutes les fois qu'ils en aont requis, un rapport général sur la situatien des aervices dont ils sont chargés. Ces rapports sont joints au rapport d'ensemble que le gouverneur général adressé lui-même, tous les trois mois, au ministre, et accompagnés, s'il y a lieu, de ses observations.

8. Les dispositions des art. 5 et 7 sont communes au procureur général, en tout ce qui n'est pas contraire aux lois, ordonnauces et régiemens sur l'administration de la justice. 9. Le commandement sur les populations purement indigénes, l'assiette et la levée des tributs aurquels elles sont assujetties, les dispositions d'ordre et de comptabilité, sont réglés par des arrêtés du gouverneur général, soumis à l'approbation de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, et qui, néanmoins, peuvent être rendus provisoirement exécutoires.

i. 10. Le gouverneur général nomme à tous les emplois publics auxquels il n'est pas pourvu par nos ordonnances ou dont notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre ne s'est pas réservé la nomination.

11. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

12. Notre ministre de la guerre (M. Bernard) est chargé, etc.

10 = 17 NOVEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui élève M. le vicomte de Jessaint à la dignité de pair de France. (IX, Bull. DCIX, n. 7655.)

Louis-Philippe, etc., vu l'art. 23 de la Charte constitutionnelle, portant: « La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes: « Les préfets de département, après dix ans de fonctions......»; considérant les services rendus à l'Etat par le sieur vicomte de Jessaint, préfet du département de la Marne, etc.

Art. 1er. Le sieur vicomte de Jessaint est élevé à la dignité de pair de France.

2. Notre ministre des affaires étrangères (M. Mo!é) est chargé, etc.

19 == 17 коткивак 1838. — Ordonnance du roi qui élève M. le baron de Saint-Didier à la diguité de pair de France. (IX, Bull. DCIX, n. 7656.)

Louis-Philippe, etc., vu l'art. 23 de la charte constitutionnelle, portant : « La « nomination des membres de la Chambre « des Pairs appartient au roi, qui ne peut « les choisir que parmi les notabilités soin « vantes : les préfets de département, après « dix aits de fonctions.... ou qui auront été « nommés dans l'année qui a suivi le 30 « juillet 1830 » ; considérant les services rendus à l'État par M. le baron de Saint-Didier, nommé après juillet 1830 préfet du département de l'Aube, et maintement préfet du département de Seine-et-Marne, etc.

M. le baron de Saint-Didier est élevé à la dignité de pair de France.

Notre ministre des affaires étrangères (M. Molé) est charge, etc.

16 SEPTEMBRE = 19 NOVEMBRE 1838.—Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Lyon sous la dénomination de Compagnie du pont de Fleurville. (IX, Bull. supp. CCUXCV, n. 12700.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu notre ordonnance du 28 janvier 1855, qui autorise la construction d'un pont suspendu sur la Saône, à Fleurville (Saône-et-Loire); vu l'adjudication passée au profit du sieur Bonnet, suivant procés-verbal du 15 mars 1835, et approuvée le 30 du même mois par notre ministre du commerce et des travaux publics; vu les art. 29 à 57, 40 et 45 du Code de commerce; notre conscil d'Etat entendu, etc.

Art. 1°r. La société anonyme formée à Lyon sous la dénomination de Compagnie du pont de Fleurrille est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 1°r septembre 1858, devant M° Olivier et son collègue, notaires à Lyon, lequel acte restera annexé à la présente ordonnapee.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation au de non exécution des statuts approuvés, sans pré-

judice des droits des tiers.

3. La société sera tenue da remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, aux préfets des départemens du Rhône et de Saône-et-Loire, à la chambre de commerce et au greffe du tribunal de commerce de Lyon.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin

du nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

3 octobre = 19 novembre 1838. — Ordonnance du roi qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne de Toulon. (IX, Buil. supp. CCCXCV, n. 12703.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de poine ministre secrétaire d'Etat des travaux publies, de l'agriculture et du commerce ; va l'ordonnance royale, en date du 14 septembre 1852, portant autorisation de la caisse d'épargne et de prévoyance de Toufon et approbation de ses statuts; yu les nouveaux statuts proposés à notre approbation par délibération du conseit unimisipal de Toulon, en date du 39 août 1854; yu les délibérations du dit conseit, en date des 7 mai et 14 août 1838; vu les tols des

5 juin 1855 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

- Art. 1er. Les nouveaux statuts de la caisse d'épargne et de prévoyance de Toulon (Var), proposés par délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 22 août 1857, sont approuvés tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 4 septembre 1858, devant Me Vallavieille et son collègue, notaires à Toulon, lequel acte restera déposé aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.
- 2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

17 OCTOBRE == 19 ROVEMERT 1838, — Ord. du roi qui autorise la commune de la Roche-Possy (Vienne) à couvrir un abattoir public et commun, à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. (IX, Bull. supp. CCCXCV, p. 12705.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat du département des travaux publics, de l'agriculture ct du commerce ; vu la demande de la commune de la Roche-Posay (Vienne), tendant à obtenir l'autorisation, 1° d'établir un abattoir public et commun sur un emplacement isolé appelé le Petit-Pavillon; 2º et d'emprunter une somme de treize mille francs pour concourir aux frais de construction d'un édifice destiné à recevoir l'abattoir, la halle et la mairie, conformément aux délibérations prises, le 9 mai et le 7 août 1856, par le conseil municipal; l'arrété du sons-préfet de Châtellerault, du 16 mars 1857, qui autorise cet abattoir sous le rapport de la convenance de l'emplacement sur lequel il doit être érigé; l'avis du préfet; les propositions faites par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, et communiquées par une lettre qu'il a adressée, le 19 janvier 1838, à notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce : vu la loi des 16-24 août 1790, titre 11, art. 3; vu le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance réglementaire du 11 janviér 1815; notre conseil d'Etat entendu, etc.

- Art. 1er. La commune de la Roche-Posay (Vienne) est autorisée à ouvrir et filettre en activité un abattoir public et commun.
- 2. Aussilot que ledit abattoir pourra être livré à sa destination, l'abattage des Éculs, vaches, veaux, moutons et porcs, y aura licu exclusivement, et toutes les tugries partioulières situées dans les limites

du rayon de l'octroi seront interdites et fermées. Toutefois, les propriétaires et les habitans qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie

publique.

5. La commune de la Roche-Posay est **e**n outre autorisée, 1º à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de treize mille francs applicable, avec les fonds libres de la caisse municipale, au paiement du prix des travaux à exécuter pour la construction d'un abattoir, d'une halle et d'une mairie, suivant les plans et devis régulièrement approuvés; 2° à s'imposer extraordinairement pendant dix ans vingt centimes, par addition au principal de ses contributions directes, pour subvenir au remboursement du capital emprunté, dont les intérêts seront payés sur les revenus ordinaires communaux.

4. Nos ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, de l'inté-rieur et des finances (MM. Martin du Nord, Montalivet et Laplague) sont chargés, etc.

46 septembre == 23 novembre 1838. - Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurance mutuelle immobilière contre l'incendie, sormée à Rennes, pour le département d'Ille-et-Vilaine. (IX, Bull. supp. CCCXCVI, n. 12719.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce ; notre conseil d'Etat

entendu, etc.

Art. 1er. La société d'assurance mutuelle immobilière contre l'incendie, formée à Rennes, pour le département d'Ille-et-Vilaine, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 20 août 1838, devant Me Berny et son collègue, notaires à Rennes, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoguer notre autorisation, en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet du département d'Ille-et-Vilaine.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

16 зертемвав = 23 почивав 1838. - Ordon nance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de l'Avenir, compagnie d'assurances maritimes. (IX, Bull. supp. CCCXCVI, n. 12720.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce: vu les art. 29 å 37, 40 et 45 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de l'Avenir, compagnie d'assurances maritimes, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans les actes passés, les 16 août 1838 et jours suivans, 4 septembre 1838 et jours suivans, devant Me Hailig et son collègue, notaires à Paris, lesquels actes resteront annexés à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation, en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans

préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au préset du département de la Seine, à la chambre de commerce et au greffe du tribunal de commerce de Paris.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin

du Nord) est chargé, etc.

#### Statuts.

Art. 1er. Il est familé, par ces présentes, et sous l'approbation du roi, une société anonyme qui existera entre tous les propriétaires des actions qui vont être créées ci après.

2. L'objet de la société est d'assurer les risques

de mer, de navigation et de guerre.

3. La société prend la dénomination de l'Avenir, compagnie d'assurances maritimes.

4. La durée de la société est de quinze années, qui commenceront à courir du jour de l'ordonnance royale d'autorisation.

5. Le siège de la société, et son domicile attributif de juridiction, sont établis à Paris.

6. Le capital social est de un militon de francs, divisé en mille actions de mille francs. Ce capital pourra être porté ultérieurement à deux millions de francs, par délibération de l'assemblée générale, au moyen d'une émission d'actions nonvelles qui ne pourront, dans aucun cas, être pla-cées au-dessous du pair. La délibération de l'assemblée générale qui ordonnera cette augmentation devra être prise dans la forme déterminés par l'art. 41; elle ne sera exécutoire qu'après l'approbation du gouvernement.

7. Chaque action donne droit à une part proportionnelle de la propriété de toutes les valeurs sociales et des dividendes annuels.

8. Les actions sont détachées d'un registre à souche qui reste déposé au siége de la société. Elles sont revêtues de la signature de deux administra-

- teurs, et de celle du directeur.

  9. Toutes les actions sont nominatives. La transmission s'en opère au moyen d'un transfert consigné sur un registre tenu à cet effet au domicile social. Ce transfert devrs être approuvé par le conseil d'administration, et signé du cédant, du cessionnaire ou de leurs mandataires, et visé par le directeur.
- 40. Chaque action est indivisible. Les conditions des présens statuts obligent et suivent l'action, dans quelques mains qu'elles passent.

11. Tout actionnaire est tenu d'élire domicile à Paris. A défaut d'élection spéciale, son domicile est fixé au siège de la société.

- 12. Les actionnaires, en souscrivant, s'engagent à verser, en cas d'appel, jusqu'à concurrence du montant de leurs actions; ils ne peuvent être tenus des engagemens de la société au-delà de leur souscription. Immédiatement après l'obtention de l'ordonnance royale approbative des présens statuts, chaque actionnaire versera, dans la caisse sociale, 25 pour 100 du montant de ses actions. Pour les 75 pour 100 restant dus, il devra satisfaire, dans le délai de quinzaine au plus tard, à tout appel de fonds que le conseil d'administration fera d'après les besoins de la compagnie. A défaut de paiement dans les termes qui précèdent, le conseil d'administration fera vendre publiquement les actions en souffrance, par le ministère d'un agent de change, à la bourse de Paris, sans autre acte de mise en demeure, après un avis inséré huit jours à l'avance dans un des journaux de Paris d'annonces légales, désignés par le tribunal de commerce, conformément à la loi du 31 mars 1833. Si le prix de la vente est insuffisant pour acquitter ce qui reste du sur le prix de l'action, l'actionnaire demeure passible de la différence; en cas d'excédant, cet excédant lui est remis, sauf la retenue des intérêts et frais.
- 13. Il n'est délivré de titre d'actions au souscripteur qu'après le paiement des 25 pour 100 du montant de l'action.
- 14. En cas de décès, incapacité civile, faillite on déconfiture d'un actionnaire, le conseil d'administration peut, selon sa convenance, exiger le transfert en faveur de la société d'une rente sur l'Etat, égale au montant de ce qui reste dû sur le prix de l'action. En cas de refus, les actions de l'actionnaire sersient vendues pour son compte par le ministère d'un agent de change. Il sera tenu compte, à qui de droit, de la plus value des actions vendues. En cas de déficit, des poursuites ultérieures seraient exercées pour obtenir le complément de l'engagement.

#### Administration.

15. Les affaires générales de la société sont gérées par un conseil d'administration et un directenr, avec les attributions respectives résultant des articles ci-après :

## Conseil d'administration.

16. Les attributions du conseil d'administration sont les suivantes : Il représente la société vis-à vis des tiers. Les actions judiciaires sont dirigées en son nom, poursuite et diligence du directeur. Le transfert des rentes appartenant à la société est signé par deux membres du conseil et par le directeur. Le conseil d'administration prend connaissance de toutes les affaires de la compagnie. Il délibère et arrête les conditions générales des contrats, il fixe le plein ou le maximum sur chaque risque, lequel ne peut toutefois dépasser 5 pour 100 du capital social. Il suspend on restreint la faculté de signer les risques de guerre, fait as-surer les risques dont il croit devoir décharger la société, et contrôle les réglemens des sinistres. Il autorise toutes les dépenses. Il statue sur l'emploi des fonds et la répartition des bénéfices, ordonne la rentrée de tout ou partie de la somme restant due sur le capital des actions . conformément à l'art. 12. Il désigne, chaque mois, un administrateur qui doit s'entendre avec le directeur sur tous les faits importans qui peuvent survenir dans l'intervalle des réunions du conseil. Il nomme, révoque et destitue les agens et employés de la compagnie, sur la proposition du directeur, et fixe leurs traitemens et salaires. Il surveille les opérations du directeur, et règle provisoirement les comptes présentés par lui, sauf l'approbation de l'assemblée générale. Enfin, il peut transiger et compromettre sur tous les intérèts de la compagnie. Le conseil d'administration peut, dans les circonstances où il le juge utile, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs par un mandat spécial, et pour une ou plusieurs affaires déterminées.

17. Le conseil d'administration se compose de sept membres. Chaque membre du conseil doit être propriétaire, sous son nom ou sous celui de sa maison, de diz actions au moins. Les fonctions des administrateurs sont gratuites, sauf des jetons de présence dont l'assemblée générale détermine la valeur.

18. Le conseil d'administration se renouvelle par tiers, d'année en année. Les membres sortant à la fin de la première et de la seconde année sont désignés par le sort. Les administrateurs sortant peuvent être réélus. Les nominations sont faites par l'assemblée générale.

19. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président : en cas d'absence , le doyen d'age en remplit les fonctions. La durée des fonctions du président est d'une année ; il peut être réélu.

20. Le conseil d'administration s'assemble au moins une fois par mois; il peut être convoqué extraordinairement par le président ou celui qui en remplit les fonctions. La présence de quatre administrateurs au moins est nécessaire pour la validité des délibérations. Les décisions sont prises à la majorité des membres présens; en cas de partage, la voix du président ou de celui qui siège à sa place est prépondérante. Le nombre des membres présens est constaté par la signature de chacun d'eux, apposée sur le registre des délibéra-tions. Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux. Il est justifié aux tiers de ces procès-verbaux par un extrait ou copie siguée du directeur.

21. En cas de retraite ou de décès d'un administrateur, le conseil pourvoit provisoirement à son remplacement. L'assemblée générale, lors de sa première réunion, procéde à l'élection défini-tive. L'exercice de l'administrateur sinsi nommé se borne au temps qui reste à courir à son prédécesseur.

22. Sont nommés administrateurs, sauf la confirmation par l'assemblée générale lors de la première réunion, MM. baron d'Est, Léo, de Poncy, A. Lerouz, Bouillart, Valois joune, J. A. Leroux.

Du diroctaur.

23. Le directeur est chargé de la gestion de la société dans tous ses détails, en se conformant aux délibérations du conseil d'administration. It assiste aux conseils et y a voix consultative. Il est chargé de l'exécution des décisions du conseil. Il conduit le travail des bureaux; il règle et arrête les conditions particulières des as-surances, signe les polices. Il règle les sinistres, auf l'approbation du conseil; il ordonnance les paiemens autorisés par le conseil d'administration ; néanmoins, les réglemens de perte doivent porter. outre sa signature, celle du président. Il est chargé de la correspondance générale et fait tenir les registres et écritures nécessaires. En cas de maladie, absence on autres empêchemens du directeur, ses fonctions sont momentanément exercées par un des membres du conseil.

24. Le directeur doit sire propriétaire de vingt actions, qui sont inalienables pendant ses fonctions et demenrent affectées à la garantie de sa gestion. Il jouira d'un traitement annuel et d'uné proportion dans les bénéfices nets de la société; I'nn et l'autre seront déterminés par le conseil d'administration, sauf l'approbation de la pre-

mière assemblée générale.

25. En cas de décès on de toute autre cause, qui put nécessiter le remplacement du directeur, président du conseil, sur l'avis de la majorité des administrateurs, doit convoquer l'assemblée générale qui nomine son successeur. En cas de motifs qui pourraient requérir le changement du directeur, le président du conseil d'administration, sur la demande de la imajorité de administrateurs, pourra pourvoir immédiatement à son remplacement provisoire; cette décision sera soumise, sons quinzaine, à l'assemblée générale des actionnaires, telle qu'elle va être déterminée. Pour délibérer valablement sur le remplacement du directeur, l'assemblée doit être composée de vingt actionnaires représentant par leurs actions la moithe au moins du capital social, et la décision doft être prise à la majori é d's deux tiers des voix des membres présens. Le conseil d'administration juge, d'après les circonstances qui ont pu déterminer cette mesure, de la convenance d'allouer au directeur remplacé une indemnité qui ne pent ex-céder une année de son traitement. La direction de la société est confiée à MM. Benoist (Auguste) et Cage (Théodore), sauf confirmation par la première assemblée générale, qui, sur la proposition du conseil d'administration, déterminera le traitement fixe qui doit leur être allone pendant la duren de leurs fontions ; ainsi que la part dal doit leur être accordée dans les benefices annuels de la compagnie. Les pouvoirs dévolus an directeur per les presens statuts sont conférés à MM. Benoist et Cage, avec la faculté de les exèrcer soit collectivement, soit séparément. Dans ce dernier ças; le conseil d'administration déterminéra les attri-Butions de chacan d'ent; ils pourront se suppleer reciproquement en cas d'empechement.

## Assemblées générales.

26. L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires. Tont propriétaire de cinq actions a le droit d'y être admis. L'assemblée n'est regulièrement constituée qu'autant que les membres présens sent au nombre de vingt, au moins, ou reunissent par leurs actions la moitie du fonds social. Si aucune de ces deux conditions n'est rem-

plie sur une première convocation, il en est feit une seconde à quinze jours d'intervalle, et les membres présens à cette nouvelle réunion délibbrent valablement quels que soient leur nombre et celui de leurs actions, mais sculement sur les objels à l'ordre du jour de la première.

27. Nul ne peut se faire représenter à l'assemblée, si ce n'est par un actionnaire ayant droit d'y assister. Le pouvoir doit être donné par écris. Il doit être déposé à l'administration deux jours avent

celpi fixé pour l'assemblée. 28. Le bureau se compose d'un président, d'un secrétaire et de deux scrutatours. L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration, et, en cas d'absence, par celui des membres du conseil appelé à le remplacer. Les fonctions de scrutateurs et de secrétaire sont remplies par les plus forts actionnaires présens, et, en cas de refes,

- par cenz qui viennent après enz.
  29. Les délibérations sont prises à la majorité des voix, sauf les cas exceptionnels présus par les présens statuts. En cas de partage , la voix du prisident est prépondérante. La propriété de sinq actions donne une voix; celle de quinze, dens vois : celle de trente ou plus, trais voix, Cetta derniere proportion ne pent être dépassée, quel que soit le nombre d'actions que possède un actionnaire. Toutefois, le membre de l'assemblée générale porteur d'un mandat d'un on de plesieurs actionnaires, quel que soit le nombre de ses actions qu celui de ses mandans, no pourte réunir plus de six voix.
- 30, Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux consignés sur un registre tenu à oct effet. Les procès-vérhaux sont lignés par le président de l'assemblée, par le secrétaire et par les scrutateurs, ou l'un d'eux. Une feuille de pré-sence destinée à constater le nombre des mémbres qui ont concouru à la réunion demeure entiètés à la minute de la délibération.
- 31. Toute délibération prise par l'assemblée régulièrement constituée, est obligatoire pour les absens on dissidens.
- 32. Il y a de droit une assemblée générale tous les six mois, L'assemblée générale est convoqué par lettres adresses, dir jours au moins à l'avance, au domicile élu par chaque actionnaire, à la diligence du directeur. Un avis destiné à rappeler cette convocation est inséré, également dix jouss h l'avance, dans deux journaux de Paris désignés comme il a été dit précédemment. Les rénnions se tienpent à Paris, au siège de la société.
- 33. Les réunions ordinaires ent pour objet: 1 d'entendre le rapport des administrateurs sur l'état de la société et sur les comptes du directeur; 2º de pourvoir au remplacement des administrateurs dont les fonctions out cessé pour quelques causes que ce soit ; 3º d'arrêter definitivement les comples du directeur et de faire le dividende; de enfin, de delibérer sur les diverses propositions qui peuvent être soumises à l'assemblée, soit par les membres du conseil d'administration, soit par tout autre actionnaire,

34. Indépendamment des assemblées semestrielles, le conseil d'administration peut en convoquer d'extraordinaires toutes les fois qu'il le juge néces-

istre.

35. Une première assemblée extraordinaire sera convoquée par les soins du directeur provisoire, qualité après l'obtention de l'ordonnance royale d'approbation. Dans cette memblée, le consell d'administration et le directeur sont nommés défindirement.

## Binifices et riserves.

36. Le point de départ de l'année sociale sera fisé par l'assemblée générale, lors de sa première réunión. A l'expiration de chaque semestre, le directeur est tenu de dresser un état de situation des affaires sociales; cet état fait conneître le montant des pertés ou des bénéfices acquis, et, sil y a jieu, le dividende à répartir. Il est accompagné d'une balance ainsi que de tous les comptes et pièces propres à en justifier les réultats. Cet état est soumis au conseil d'administration, qui l'examine, règle provisoirement les comptes et en fait son risport à l'assemblée n'enérale. Il ne sera pas exigé pour le premier sempestre qui suivra l'obtention de l'ordonnance rousle.

rogsie.

32. Sur les bénéfices nets, il e. prélevé dans l'ordre suivant: 1º une somme suffisante pour distribur aux actions un premier dividende égal à 4 pour 100 par an des versemens exigés sur chaque action; 2º l'allocation éventuelle attribuée au directeur. Le surplus est divisé en deux parties égales, dont l'une forme les dividendes à répartir entre les actionnaires, et l'autre est affectée à un fonds de réserve qui ne peut excéder le quart un capital social. Lorsque eg fonds de réserve atteint ette préportion, le conseil d'administration fait cesser lé prélèvement destiné à le composer. Mais s'il vient à être éntamé, le prélèvement réprense sen sours jusqu'à ce que le fonds de réserve soit rétabli.

88. Si, à la fin d'un semestre, le bilan présente des pertes, le fonds de réserve est employé, et lotalité ou en partie à y pourvoir. Si le bilain présente seulement insuffisance des bénéfices pont distribuer aux actions le premier dividende de à pour 1990, il est puisé dans le fonds de réserve pour y satisfaire. S'il ne se troped ni bénéfice ni fonds de réserve, il n'est réparti aucus dividende. Le paiement des dividendes se fait aussi de après la tenue de l'assemblée générale qui en à ordonné la répartition.

## Dissolution anticipés.

39. Si les peries s'Alèvelent à 25 pour 190 du capital, le conseil d'administration consequenti l'esemblée générale; qui prononcerait site le conventance de continuer ou de cesser les quéralions de la société. Si la compagniq continue ses opérations et que les pertes viennent à s'êtever à 50 pour 100 du capital social, la société sera dissolité de droit et il sera procédé à sil liquidation. Dans tous les est ou l'essemblée prononce la dissolité de la seciété, sa détaison est définitive; sera qu'il spi lesoin de la faire hospologuer en justice contre les absens ou dissiders.

#### Liquidation.

40. A l'expiration de la société, pour quelque causs qu'elle arrive, l'assemblée générale nomme le fiquidateur, fixe ses pouvoirs et son traitement. A cette époque, sous les risques en vours soits les actionnaires sur les sommes en caise et apr celes actionnaires sur les sommes en caise et apr celes recouvrées. Toutefois, upe somme sufficante est toujours tenue en réserve pour parer aux riques non éteints et qui n'antaient pu être réassuris, et ander de la comme et d

terminée. Cette réserve est répartie entre les actionnaires aussitôt sprès l'extinction de tous les engagemens de la soc été vis-à-vis des tiers.

## Modifications.

41. Les présens statuts pourront subir les modifications que l'expérience ferait connaître nécessaires. Il est statue sur l'adoption de ces modifications dans une assemblée générale spécialement convoquée à cet effet, et sur la proposition du conseil d'administration. Les modifications proposées ne penyent être admises qu'autant que les membres présons à l'assemblée réunissent dans leurs mains les trois quarts du capital social, et que la décision est prise à la majorité des trois quarts des voix des membres présens. Le procèsverhal de le séance est signé par les membres composant le burcau. Il contient les pouvoirs dennés au conseil d'administration pour réaliser pag acte les modifications adoptées et pour en demander l'approbation à l'autorité, et consentir les changemens qu'elle pourrait exiger. Les modisications apportées ne seront exécutoires qu'après l'approbation du roi. Tout propriétaire d'action est réputé étoir consenti d'evance aux modifications réalisées conformément aux dispositions du présent article.

## Arbitrage.

A2. S'il s'élève des contestations entre les associés pour raison des affaires sociales, pendant le cours, soit de la spociété, soit de la liquidation, elles seront jugées à l'aris, par un tribunal arbitral composé de trois membres, sur le éheix desquele les parties augagées dans la contestation doivent s'entendre dans le délai de huitaine; à défaut de quoi, la nomination en est faite par te tribunal de commerce de la Spina, à la requête de la partie la plus ditigente. Ces arbitres sont dispensés des formes et délais de la procédure; ils jugent comme amiables compositeurs et en dernier ressort : leurs jugemens ne pauvent être attaqués par voie d'appel ou de recours en cassation.

## Publication.

\$3. Pour déposer ces présentes et les faire publier partout ou besoin serà, tout pouvoir est donné su porteur d'une expédition.

# Disposition transitoire.

MM. le haron dEst et de Poney sont nommés commissaires, à l'effet de suivre l'objequion de l'ordonnance d'autorisation de concert avec MM. Renoist (Auguste) et Cage (Théodore). En cas de dénissient fleulits commissaires, les deux plus forts actionnaires les remplacent, et en cas de refus. ceux qui suivent. Ils sont autorisés, à la simple majorité, à consentir toutes les modifications aux présents status qui pourraient être exigées par le gouvernement, et à passer tous actes à cet effet. Si l'ordônnance royale d'autorisation n'est pas objenne le 14º janvier prochain, ces présentes servist consideres commisses autoris de monavenues.

18 septement = 23 novement 1838. — Ordonnance du roi postant autorisation de la société auonyme tornée à Paris sons la dénomination de la Frébiednée, compagnie d'aisurance contre l'incédule. (IX, Bail. sopp. CCCXCVI; s. 12721.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les art. 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. la société anonyme formée à Paris, sous la dénomination de la Providence, compagnie d'assurances contre l'incondie, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont conterus dans l'acte passé, le 7 septembre 1838, devant Me Frottin et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation, en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans

préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au préfet du département de la Seine, à la chambre de commerce de Paris et au greffe du tribunal de commerce de la Seine.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

16 = 24 NOVEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de la convention conclue, le 9 août 1838, entre la France et le Saint-Siége pour la transmission des correspondances par voie de mer. (IX, Bull. DCX, n. 7665.)

Louis - Philippe, etc., savoir faisons qu'entre nous et notre très saint père le pape il a été conclu et signé à Rome, le 9 août de la présente année 1838, une convention ayant pour objet de régler la transmission des correspondances par la voie de mar; convention dont les ratifications respectives ont été échangées à Rome, le 7 du mois d'octobre dernier, et dont la teneur suit :

Convention entre le Saint Siège et la France pour la transmission des correspondances par voie de mer.

Sa sainteté Grégoire XVI et sa majesté le roi des Français, désirant faciliter l'échange des correspondances entre leurs Etats respectifs, et assurer, au moyen d'une convention, cet important résultat, ont nommé pour commissaires à cet effet, savoir : sa sainteté Grégoire XVI, monseigueur le prince Camille Massimo, patricien romain, grand'croix de l'ordre de Saint-Grégoire, chevalier de première classe de l'ordre impérial et royal de la

Couronne de fer, grand'croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre de Saint-Joseph, etc., etc., surintendant général des postes pontificales;

Et sa majesté le roi des Français, le sieur Alexandre de Lurde, officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, etc., son chargé d'affaires près le gouvernement pontifical; lesquels, après, avoir échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. Indépendamment des correspondances échangées entre les Etats pontificaux et la France, par l'intermédiaire des postes toscanes, autrichiennes et sardes. il sera établi un échange direct de correspondances entre les offices de poste respectifs, au moyen des paquebots à vapeur affectés par sa majesté le roi des Français au transport des correspondances dans la Méditerranée Cet échange comprendra non seulement les lettres, échantillons de marchandises, journaux et imprimés de toute espèce des deux pays , ou des pays où la France entretient des établissemens de poste, mais encore les objets de même nature que ceux désignés ci-dessus, originaires ou à destination des pays qui empruntent leur intermédiaire, toutes les fois qu'ils pourront avec avantage être dirigés par ladite voie, et sans préjudice du droit réservé aux expéditeurs de réclamer l'envoi par terre.

2. Les correspondances ci-dessus désignées seront échangées par les bureaux de poste suivans, savoir : du côté des Etats pontificaux, 1º Rome, 2º Civita-Vecchia;

Du côté de la France, 1º Paris, 2º Marseille, 3º Constantinople, 4º Smyrne, 5º Alexandrie.

3. Les jours et heures d'arrivée et de départ des paquebots français affectés au transport des correspondances des deux pays dans les ports mentionnés à l'article précédent seront réglés par le gouvernement de sa majesté le roi des Français, selon les besoins du service et dans l'intérêt bien entendu des correspondances des deux pays; il y aura toutefois trois départs et trois arrivées, au moins, par mois, dans les ports pontificaux.

4. Les frais d'armement, d'équipement et d'entrelien des paquebots à vapeur employés à la transmission des correspondances entre les deux pays, et généralement toute dépense quelconque relative à ces bâtimens, seront à la charge du gou-

vernement français.

5. Les paquebots mentionnés dans les articles précèdens seront considérés et recus dans le port de Civita-Vecchia comme bâtimens de guerre; ils seront exempts de tout droit de navigation, et y jouiront des honneurs et priviléges que réclament les intérêts et l'importance du service qui leur est confié. Hs ne pourront être détournés de leur destination spéciale, c'est-à-dire, du transport des correspondances et des voyageurs, par quelque autorité que ce soit, ni être sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt de prince.

6. Les paquebots susmentionnés pourront embarquer ou débarquer dans le port de Civita-Vecchia des espèces et matières d'or et d'argent, ainsi que des passagers, de quelque nation qu'ils puissent être, avec leurs hardes et effets personnels, sous la condition que les capitaines se conformeront aux réglemens sanitaires, de police et de douane de ce port, concernant l'entrée et la sortie des voyageurs. Toutefois, les passagers admis sur ces paquebots, qui ne jugeraient pas à propos de descendre à terre pendant leur relâche dans le susdit port, ne pourront, sous aucun prétexte, être enlevés du bord, ni assujettis à aucune perquisition, ni soumis à la formalité du visa de leurs passe-ports.

7. Le gouvernement français prend l'engagement de faire transporter par les paquebots susmentionnés, et aux conditions qui seront ultérieurement stipulées, les correspondances des Etats pontificaux pour les divers Etats d'Italie, pour l'île de Malte, la Grèce et autres pays auxquels la France peut servir d'intermédiaire, ainsi que de ces mêmes pays, des Etats d'Italie, de l'île de Malte et de la Grèce pour les

Etats pontificaux.

8. Toutes les lettres remises ou reçues devront être consignées directement, sans exception et sans intermédiaire, après l'accomplissement des mesures sanitaires, par l'agent des paquebots français à Civita-Vecchia, au bureau de poste pontifical en cette ville, et vice versa : tout autre mode de consignation ou de réception res-

tant expressément interdit.

9. Les personnes qui voudront adresser des lettres, soit de la France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste pour les Etats pontificaux, soit des Etats pontificaux pour la France ou les possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que pour les stations du Levant susmeationnées, auront le choix, 1º de laisser le port entier de ces correspondances à la charge des destinataires; 2º de payer le port d'avance jusqu'au lieu de destination.

10. Le mode d'affranchissement libre ou facultatif, stipulé par l'article précédent

en faveur des lettres ordinaires, scra applicable aux lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises.

11. Les lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises qui seront envoyés d'un pays pour l'autre, affranchis ou non affranchis, jouiront des modérations de port qui sont accordées à ces objets par les lois et réglemens des deux pays.

12. Le public des deux pays pourra envoyer d'un pays pour l'autre des lettres dites charges. Le port de ces lettres sera établi et perçu selon les tarifs combines des offices des Etats pontificanx et de France; il devra toujours être acquitté d'avance et jusqu'à destination.

- 43. Les deux offices se tiendront reciproquement compte du port des lettres ordinaires ou chargées et des échantillons de marchandises affranchis jusqu'à destination dans un des pays pour l'autre, d'après les tarifs en usage dans celui des deux pays en faveur duquel ce remboursement devra été fait.
- 14. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres broches, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, ifthographiés où autographiés, qui seront envoyés sous bandes des Etats pontificanx pour la France ou les pays où la France entretient des bureaux de poste, ainsi que de France ou des pays où la France entretient des bareaux de poste pour les Elats pontificaux, ne pourront être livrés de part et d'autre qu'affranchis jusqu'aux limites de l'exploitation respective de chacun des deux offices ponfical et français. Toutefois, les journaux et ouvrages périodiques ne seront admis de part et d'autre qu'autant que ces objets seront imprimés dans la langue du pays où ils auront été publiés, et qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, arrêtés et réglemens qui fixent les conditions de leur publication et de leur circulation dans les deux pays.
- 45. Les lettres ordinaires et non affranchies, originaires de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, pour les Etats de sa saintelé, seront livrées à l'office des postes pontificales au prix moyen de trois francs par trente grammes, poids net, dont un franc sera applicable au port de voie de mer. Les objets de même nature, originaires des stations du Levant, où la France entretient des établissemens de poste, et destinés pour les Etats pontificaux, seront livrés au prix moyen de deux francs cinquante centimes aussi par trente grammes, roids net.

16. Réciproquement, les lettres ordi-

naires et non affranchies, originaires des Etats pontificaux, destinées pour la France et les possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que pour les différentes stations du Levant où la France entretient des établissemens de poste, seront livrées à l'office des postes de France au prix de cinquante centimes par trente grammes, poids net.

17. Les échantillons de marchandises provenant des origines et pour les destinations mentionnées dans les articles 13 et 16 précèdens seront réciproquement livrés par les deux offices des postes de France et des postes pontificales, au tiers des prix respectivement fixés par lesdits articles.

18. Les deux offices des postes pontificales et de France n'admettront, à destination de l'un des deux pays ou des pays auxquèls ils servent respectivement d'intermédiairs, aucune lettre chargée qui contiendrait, soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux et autres effets précieux, ou tout objet passible dés droits de douane.

19. Dans le cas où quelque chargement viendrait à être perdu, selui des deux offices sur le territoire duquel la perte qurait eu lieu paiera à l'autre office; à titre de dédommagement, soit pour le destinataire, soit pour l'envoyeur, suivant le cas, mae somme de cinquante francs, dans le délai de trois mois à dater du jour de la réclamation, Les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt ou de l'envei du chargement; passé ce terme, les deux offices se seront tenus l'un envers l'autre à aucone indemnité.

20. Les lettres mai adressées ou mai dirigées seront, sans aucua délai, renvoyées à l'un des bureaux d'échange de l'office expéditeur, pour les poids et prix auxquels cet office aura livré ces lettres en compte à l'autre office. Quant aux lettres adressées à des destinataires ayant changé de résidence, et quelle que soit l'origine de ces lettres, elles seront respectivement livrées chargées du port qui aurait dû être payé par les destinataires à l'office réexpéditeur.

21. Les lettres tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, seront renvoyées de part et d'autre, à la fin de chaque trimestre. Celles de ces lettres qui auront été livrées en compte scront remises pour les poids et prix auxquels elles auront été originairement livrées par l'office envoyeur à l'office destinataire.

22. Les offices des postes de France et des postes pontificales dresseront, chaque trimestre, les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances;

et ces comptes, après avoir été débattus et arrêlés contradictoirement par ces offices, seront immédiatement soldés par celui des deux offices qui sera reconnu débiteur enyers l'autre.

23. La forme à donner aux comptes mentionnés dans l'article précédent, et toutes autres mesures de détail et d'ordre qui devront être arrêtées de concert pour assurer l'exécution des stipulations contenues dans la présente convention, seront réglées entre les offices des postes des deux pays, aussitôt après l'échange des ratifica-

tions de ladite convention.

21. Si le gouvernement pontifical venait à établir un service de paquebots à vapeur portant son pavillon, dans le hut d'augmenter les moyens de communication existant entre les deux États, ces hâtimens jouiront, par réciprocité, de tous les privilèges, avantages et franchises stipulés en faveur des paquebots français dans le port de Civita-Vecchia. Il sera alors tenu compte à l'office des postes de sa sainteté, sur toutes les correspondances qui seront transportées par les paquebots pontificaux, d'un prix de port de voie de mer égal à celui attribué à l'office des postes de France.

25. La présente convention est conclue pour trois ans ; à l'expirațion de ce terme, olle demeuréra en vigueur pendant trais autres aunées, ct ainsi de suite, à moins de potification pontraire faite par l'une des hautes parties contractantes six mois avant l'expiration de chaque terme. L'endant ets demiers six mois, la convention centinuera d'ayoir enn exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comples entre les deux offices après l'expiration de six mois.

26. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Rome dans le riélai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut, et elle sera mise à exécution au plus tard dans le délai d'un

mois après l'échange des dites ratifications. En foi de quoi, les commissaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le scou de leurs armés. Fait à Rome, en double original, le 9 du mois d'août de l'an 1858. (L. S.) Signé Camento, principa Massimo. (L. S.) Signé Alexandre DE LURDE:

8 = 24 novement 1838. — Ordonnance du roi qui sutorise l'établissement d'une banque dans la villa d'Orlésses. (1X, Bull. DCX, n. 7866.)

Louis-Philippe, etc., aur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des travaux publics, de l'agriculture et du commerce: vu la loi du 24 germinal an 11 et les articles 29 à 37, 40 et 43 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. L'établissement d'une banque capstituée en société anonyme est autorisé dans la ville d'Orléans (Loiret), conformément à l'art. 31 de la loi du 24 germinal an 11. Cette banque jouira du privilége exclusif d'émettre des billets de banque dans ladite ville. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 12 octobre 1838, devant Me Devade et son collegue, notaires à Orléans, lequel acte restera aunexe à la presente ordonnance.

2. La banque sera soumise, pour l'exécution de ses statuts, à une surveillance cont les formes seront déterminées par une ordonnance royale. Elle pourra être appelée, suivant ses offres, à contribuer aux frais de cette surveillance jusqu'à la concurrence d'une somme anauelle de trois

mille francs.

3. Le préset du département du Loiret est chargé de veiller à l'exécution desdits statuts et d'en rendre compte à notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. La société lui présentera tous les six mois, et plus souvent s'il le requiert, l'état de

situation de la banque.

4. Pour l'exécution de l'art. 31 de la loi du 24 germinal an 11 et de l'art, 18 des statuts, la société sera tenue, en outre, de remettre au préfet les états hebdomadaires comparatifs de la somme en numéraire existante, et du montant, tant des billets en circulation, que des sommes dues en compte courant par la banque. Le préset pourra s'assurer, par toutes vérifications qu'il jugera nécessaires, de l'exactitude des états qui lui seront fournis.

5. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans pré-

judice des droits des tiers.

6. L'état semestriel de situation sera remis également au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce d'Orléans. Il en sera adressé copie à notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

7. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

Statuts de la banque d'Orléane.

Titre Ier. — De la banque.

Secrion In. - Constitution et durée de la société.

Art. 14. Il sera établi à Orléans, aussitôt que l'autorisation en aura été obtenue du gouvernement, que banque publique d'escompte, de depois et de comptes courans, sous la dénomination de Banque d'Orleans.

2. Elle sera constituée en société anonyme. 3. La durée de la société sera de vingt ans, à partir de la date de l'ordonnance royale qui l'aura autorisée.

Sacrion II. - Du capital de la banque et de ses actions.

4. Le fonds capital de la banque d'Orleans est fixe à un million, représenté par mille actions de mille francs. L'assemblée générale, convoquée extraordinaircment à cet effet, pourra augmenter le fonds social au moyen d'une émission d'actions nouvelles, qui ne pourront être placées su-des-sous du peir. La délibération ordonnant cette augmentation ne sera exécutoire qu'après l'approbation du gouvernement.

5. Les actions de la banque sont nominatives. Elles seront représentées par une inscription nominative sur les registres de la banque, tenus an double à cet effet. Il sera délivré aux propriétaires desdites actions un certificat de cette inscription.

6. La transmission des actions s'opérera par la déclaration du propriétaire ou de son fondé de ponvoirs, signée sur le registre des transferts, et certifiée par un agent de change en cas de venta. ou par un notaire en cas de mutation per succession ou donation. S'il y a opposition signifiée A la banque et visée par elle, le transfert na pourça s'opérer qu'après la lerée de l'oppositions

7. Les actionnaires de la banque ne seront responsables de ses engagemens que jusqu'à concur-

rence du montant de leurs actions.

8. Aussitot que la hanque sera constituée, et dans la quinzaine de l'avis qui leur en sera donné. les actionnaires seront tenus de verser à sa caisse, en espèces, le montant de leurs actions. Les ections des retardataires seront vendues à leurs risques et périls.

SECTION III. - Des opérations de la banque.

9. La banque ne pourra , dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, faire ou entrepremire d'au-tres opérations que selles qui lui seront permises par les présens statuis.

10. Les opérations de la banque consisteront : 1º à escampter des lettres de change et autres effeta de commerce à ordre, et payables à Orléans, à Paris et à Nantes; 2° à se charger, pour le compte de particuliers et pour celui des établiséemens publics, de l'encaissement gratuit des effets qui lui seront remis; 3° à recevoir en compte courant, sans intérets, les sommes qui lui seront versées, et à payer tous mandals et assignations sur elle, jusqu'à concurrence des sommes encaissées au crédits de ceux qui auront fourni ces mandats ou assignations; A. à tenir une caisse de dépots volontaires pour tens titres, lingots, monnaies et matières d'or ou d'argent de toute espèce.

11. La banque pourra faire des avances sur les dépôts effectués en lingots et matières d'or ou d'argent : ses réglemens intérieurs détermineront le mode à suivre pour fixer la valeur de ces dépôte. le taux de l'intérêt et le terme dans lequel ils

pourront et devront être retirés.

12. La banque pourra, en se conformant à la loi du 17 mai 1834, et à l'ordonnance du rei du 15 juin de la même année, faire des evances sur dépots d'effets publics français; les conditions en seront déterminées par des réglemens intérieurs. Elle pourra aussi acquérir des effets publics français pour son propre compte, non seulement pour l'emploi de ses réserves, mais encore de son

capital.

13. La banque n'admettra à l'escompte que des effets de commerce timbrés, dont l'échéance ne devra pas exceder quatre-vingt-dix jours, revetus de la signature de trois personnes, au moins, notoirement solvables, dont une devra être domiciliée à Orléans. Elle pourra aussi admettre à l'escomple les effets garantis par deux s gnatures seulement, mais notoirement solvables, si l'on ajoute à la garantie de ces deux signatures un transfert d'effets publics du gouvernement français ou de la ville d'Orléans. En cas de non paiement des effets ainsi garantis; ou à défaut de remboursement, à l'époque convenue, des avances faites sur dépôts de lingots, de monnaies d'or et d'argent, et d'effets publics, la banque pourra, après la dénonciation de l'acte du protet, dans le premier cas, et après une simple mise en demeure dans le second, faire procéder immédiatement, par l'intermédiaire d'un agent de change, à la vente des valeurs transférées ou déposées en garanties, sans que, jusqu'à l'entier remboursement du montant des effets protestés ou des sommes avancées en capital, intérêts et frais, cette vente puisse suspendre les antres poursuites. La banque refusera d'escompter les effets dits de circulation, créés collusoirement entre les signataires, sans cause ni valeur réelle.

14. L'escompte sera perçu à raison du nombre de jours et même d'un seul jour, s'il y a lieu. Le taux de l'escompte ainsi que les cours du papier

seront réglés par le conseil général.

15. Toute personne domiciliée à Orléans et dens l'étendue de l'arrondissement, et notoirement solvable, pourra, sur sa demande appuyée par deux membres du conseil général ou par deux personnes ayant déjà des comptes à la banqué, obtenir un compte courant et être admise à l'escompte: la qualité d'actionnaire ne donne droit à aucune préférence.

16. La banque fournira des récépissés des dépôts volentaires qui lui seront faits; le récépissé exprimera la nature et la valeur des objeis déposés, le nom et la demeure du déposant, la date du jour où le dépôt aura été fait, et de celui où il devra être retiré; enlin, le numéro du registre d'inseription. Le récépissé ne sera point à ordre et ne pourra être transmis par la voie de l'endossement. La banque percerra, sur la valeur estimative des dépôts sur lesquels il ne sera point fait d'avances, un droit de garde dont la quotité

sera réglée par le conseil général.

17. La banque émettra des billets payables au porteur et à vue. Ces billets seront de mille francs, de cinq cents francs et de deux cent cinquante francs. Ces billets seront confectionnés à Paris, conformement à l'art. 31 de la loi du 21 germinal an 11. Pour la facilité et la sécurité de sa circulation, la banque pourra émettre des billets à ordre payables au siège de l'établissement, à vue ou à plusieurs jours de vue; ces billets ne seront pas au-dessous de deux cent cinquante francs, et la propriété ne pourra en être transmise que par la voie de l'endossement. La quotité des émissions sera déterminée par le conseil général.

18. Le montant des billets en circulation, cumulé avec celui des sommes dues par la banque en comptes courans et payables à volonté, ue pourra excéder le triple du numéraire existant matériellement en caisse.

Section IV. - Dividende et fonds de réserve.

19. Tous les six mois, aux époques des 30 juin et 31 décembre, les livres et comptes seront arrêtés et balancés, et il sera réparti, s'il y a lien, un dividende anx actionnaires; ce dividende se composera des bénéfices acquis pendant le semestre. Lorsque ces bénéfices s'élèveront, par semestre, à plus de 2 pour 100 du capital primitif, il sera exercé sur l'excédant une retenue de 25 pour 166, dont le montant sera employé à former un fonds de réserve ; le surplus seulement sera réparti. Le fonds de réserve formé, si le dividende d'un ou plusieurs semestres n'atteignait pas 2 pour 100 du capital primitif, la somme nécessaire pour le porter à cette proportion sera empruniée au fonds de réserve. Aussitôt que les fonds mis en réserve s'élèveront au quart du capital , la retenue cessera, et la totalité des bénéfices acquis pendant le semestre sera alors distribuée aux actionnaires. Il a'y aurait à rétablir cette retenue qu'autant que des prélèvemens auraient réduit la réserve à une proportion inférieure au quart du capital, et jusqu'à ce quelle y eût été réportée. Les fonds mis en réserve devront être placés en rentes sur l'Etat ou autres effets publics français.

# TITRE II. — De l'administration de la banque.

## Secrion Ire. - De l'assemblée générale.

20. La réunion des actionnaires qui composront l'association de la banque d'Orléans sera représentée par l'assemblée générale. Cette assemblée
sera composée de cinquante actionnaires domiciliés dans l'arrondissement d'Orléans, propriétaires, depuis deux mois au moins, du plus grand
nombre d'actions; en cas de parité dans le nombre
des actions, l'actionnaire le plus anciennement inserit sera préféré. Pour être membre de l'assemblée
générale, il faudra être citoyen français ou naturalisé; tout étranger peut également faire partie
de l'assemblée générale, s'il est domicilié à Orléans depuis cinq ans au moins. Les membres de
l'assemblée générale devront y assister et y voter
en personne, sans possovir se faire représenter.
Chacun d'eux n'aura qu'une voix, quel que soit le

nombre d'actions qu'il possède.

21. L'assemblée générale se réunira une fois par année, dans la première quinzaine de février. Elle sera convoquée par le conseil général de la banque et présidée par l'administrateur président de ce conseil. L'administrateur secrétaire du conseil général y remplira les fonctions de secrétaire. Il sera rendu compte à l'assemblée générale de toutes les opérations de la banque. Elle procédera ensuite, au bulletin secret et individuel, à la majorité absoine des suffrages des membres présens, à l'élection des administrateurs et censeurs qu'il y awa lieu de nommer en remplacement de ceux dont les fonctions seront expirées ou devenues vacantes. Après deux tours de scrutin individuel, s'il ne s'est pas formé de majorité absolue, l'assemblé procedera au scrutin de ballottage entre les deux candidats qui aurent réuni le plus de voix au second tour. Lorsqu'il y aura égalité de voix au scrutin de ballottage, l'actionnaire le plus anciennement inscrit sera préféré, et, en cas d'égalité, on préférera le plus âgé. Les délibérations de l'assemblée générale ne seront valables, dans une

première réunion, que par la présence de quinze membres au moins, étrangers au conseil général de la banque; mais il sera passé outre si, dams une deuxième réunion, ce nombre n'était pas atteint.

22. L'essemblée générale, outre les cas prévus par les art. 21, 20 et 23, pourra être convoquée extraordinairement, lorsque la convocation aura été requise par deux censeurs au moins et approuvée par le conseil général.

## . Secrion II. - Du conseil général.

23. Le conseil général sera composé de douze administrateurs et de trois censeurs. Les administrateurs auront voix délibérative et les censeurs consultative; le père et le fils, l'oncle et le neveu, les frères ou alliés au même degré, et les associés de la même maison, ne pourront faire partie de la même administration.

24. Les administrateurs et les censeurs seront mommés pour trois ans ; ils seront renouvelés par tiers chaque année; ils seront rédigibles. Pour les deux premières années, les administrateurs et les censeurs sortant seront désignés par le sort ; ensuite par le rang d'ancienneté et de leur nomination.

25. Les fonctions d'administrateurs et censeurs seront gratuites; il leur sera distribué seulement

des jetons de présence.

26. Chacun des administrateurs et des censeurs, avant d'entrer en fonctions, sera tenu de justifier qu'il est propriétaire de dix actions de la banque de mille francs chacune, lesquelles devront être libres, et demeureront inaliénables pendant la derée de ses fonctions; elles demeureront affectées à la garantie de sa restion.

27, Le conseil général élira chaque année, aussitôt après l'installation de ses nouveaux membres, son président et son secrétaire, lesquels ne pourront être pris que parmi les douze administrateurs. L'un et l'autre seront indéfiniment rééli-

gibles.

28. Le conseil général est chargé de la gestion de l'établissement; il nomme le directeur et fixe son traitement, et, sur la proposition du directeur, il nomme les caissier et employés, et fixe leurs traitemens; il peut les révoquer ; il autorise toutes les opérations permises par les statuts et en détermine les conditions; il fait choix des effets qui doivent être pris à l'escompte, sans avoir besoin de motiver le refus; il fixe le taux de cet escompte et le montant des sommes qu'il conviendra d'y employer aux diverses époques de l'année, d'après la situation de la banque; il délibère les réglemens de son régime intérienr; il arrête tous les traités, conventions et transactions, lesquels sont signés, en son nom, par le président, le secrétaire et le directeur, ou l'un des administrateurs en exercice , à défaut de directeur ; il statue sur la création, l'emission, le retrait ou l'annulation des billets, la forme qui leur sera donnée et les signatures dont ils seront revêtus; il fixe, sur la proposition du directeur on des administrateurs en exercice, l'organisation des bureaux, les traitemens et salaires effectés à chaque emploi, et toutes les dépenses de l'administration , lesquelles devront être délibérées chaque année et d'avance.

29. Le conseil général tiendra registre de ses délibérations, lesquelles, sprès que leur rédaction aura été approuvée, seront signées par le président et le secrétaire du conseil, qui veilleront à leur exécution.

30. Le conseil général se réunira au moins deux

fois par mois, et toutes les fois que le président le jugera néoessaire ou que la demande en scra faite par deux censeurs.

31. Aucune résolution ne pourra être prise sans le concours de sept administrateurs et la présence d'un censeur. Les délibérations auront lieu à la majorité absolue. La voix du président ou de l'administrateur qui le remplacera dans la présidence du conseil sera prépoudérante, en cas de partage.

32. Toute délibération syant pour objet la création ou l'émission des billets devra être ap-

prouvée par la majorité des censeurs.

33. Le compte annuel des opérations de la banque, qui derra être présenté à l'assemblée générale le jour de la réunion périodique, sera arrêté par le conseil général et présenté en son nom par son président. Ce compte sera imprimé etremis au préfet, à la chambre de commerce, au tribunal de commerce, et à chacun des membres de l'assemblée générale.

## SECTION III. - Des censeurs.

3\(\hat{a}\). Les censeurs veilleront spécialement \(\hat{b}\) l'exècution des statuts et des réglemens de la banque; ils exerceront leur surveillance sur toutes les parties de l'établissement; ils so feront représenter l'état des caisses, les registres et les portefeuilles de la banque; ils proposeront toutes les mesures qu'ils croiront utiles; et si leurs propositions ne sont pas adoptées, ils pourront en requérir la transcription sur le registre des délibérations. Ils rendront compte, chaque année, à l'assemblée générale de la surveillance qu'ils auront exercée.

## SECTION IV. - Du conseil d'escompte.

35. Il sera formé un conseil d'escompte composé de six négocians exerçant le commerce à Orlèans. Les membres du conseil d'escompte seront choisis par les censeurs, sur une liste triple présentée par les administrateurs; ils seront nommés pour trois ens, de manière à ce que le conseil d'escompte soit renouvelé par tiers chaque année; ils seront rééligibles. Avant d'entrer en fonctions, ils seront tenus de justifier de la possession de cinq actions de la banque, lesquelles demeureront inaliénables pendant la durée de leurs fonctions.

36. Les membres du conseil d'escompte concourent avec les sdministrateurs, dans la proportion qui sera indiquée par les réglemens, à la formation du comité chargé du choix du papier qui sera pris à l'escompte, et y ont voix délibérative.

## SECTION V. - Du directeur.

37. Le directeur exercera, au nom du conseil général, la direction des affaires de la banque et de ses bureaux; il présentera à jous les emplois; il signera la correspondance, les acquits d'effets sur Orléans et les endossemens, et fera, conjointement avec un administrateur, le transfert des rentes sur l'Etat et autres effets publics; il assistera de droit, avec voix consultative, aux séances du comité d'escompte et à celles du conseil général, excepté dans le cas où il se formera en comité secret.

38. Avant d'entrer en fonctions, le directeur sera tenu de déposer vingt actions de la banque, lesquellesserviront de garantie à sa gestion et demeureront inaliémables pendant toute la durée da

cette gestion.

39. Le directeur ne pourra être révoqué que par une délibération du conseil général, rendue dans une séance à laquelle assisteront au moins sept administrateurs et deux censeurs. En cas d'absence du directeur, ou en cas de tout autre empéchement pour lui de remplir ses fonctions, le conseil général pourvoira à son remplacement temporaire par le choix d'un de ses membres, ou par le choix d'un employé supérieur de la banque.

# TITRE III. - Dispositions generales.

A0. Si, pendant trois années consécutives, le dividende annuel des actions se maintenait en moyenne au-dessous de 3 pour 100 de leur valeur pominale, de même que si, par des événemens quelconques, le capital se trouvait réduit aux deux tiers, l'assemblée générale serait immédiatement convoquée à l'effet d'examiner s'il y a lieu a la liquidation de la société. La délibération qui ordonnera cette liquidation ne pourra être pri e qu'à la majorité de la moité en nombre, et des trois quarts en somme. Si le capital de la banque était réduit à moité, les actionnaires en seraient prévenus en assemblée générale, et la liquidation aurait lieu de plein droit.

41. S'il arrivait que, par une cause quelconque, le nombre des administrateurs se troutat réduit à huit, et celui des censeurs à un, il y aurait lieu à convoquer extraordinairément l'assemblée générale, à l'effet de procéder au remplacement de ceux des administrateurs et censeurs qui auraient cessé de faire partie du conseil général. Les membres élus en remplacement ne le seraient que pour le temps qui resterait à courir à leurs

prédécesseurs.

A2. Les actions judiciaires seront exercées au nom du conseil général, poursuites et diligences du directeur ou de l'un des administrateurs en exercice, à défant du directeur.

A3 et dernier. Les modifications aux présens statuts dont l'expérience aura fait connaître la nécessité ne pourront être sollicitées du gouvernement qu'eprès avoir été proposées per le conseil général à l'assemblée générate estraordinairement convoquée à cet effet, et délibérées par elle à la

majorité de la moitié en nombre, et des trois quarts en somme.

14 = 24 NOVEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur l'exercise 1830. (IX, Bull. DCX, n. 7667.)

Louis - Philippe, etc., vu l'état des créances liquidées à la charge du département de la marine et des colonies sur l'exercice périmé de 1830, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1831; vu l'art. 3 de la loi du 10 mai 1839, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux, par articles, leur ont été euverts à cet effet, conformément aux articles 4, 5, et 6 de la loi du 24 avril 1833; vu l'art. 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur

la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Un crédit extraordinaire spécial de cent quatre-vingt-douze francs douze centimes est ouvert à notre ministre serétaire d'Etat de la marine et des colonies, sur le budget de l'exercice 1838, pour solder les créances de l'exercice périmé, non frappées de déchésnce, qui sont détaillées au tableau ci-annexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura l'eu avec imputation au chapitre spécial Dépenses des exercices périmés prescrit par l'art. 8 de la loi du 10 mai 1838.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres, lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres de la marine et des finances (MM. Rosamel et Laplagne) sont chargés, etc.

44 = 24 NOVEMBRE 1838. — Ordonnance du rei qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un credit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos. (1X, Batt. DCX, n. 7068.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état créances liquidées à la charge du département de la marine et des colonies additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos 1834, 1835 et 1836; considérant que ces créances concernent des services non compris dans la nomenclature de ceux pour lesquels les lois de dépenses des mêmes exetcices ont donné la faculté d'ouvrir des supplémens de crédits; considérant, toutefois, qu'aux termes de l'art. 9 de la lei du 23 mai 1834 et de l'art. 108 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, lesdites créances peuvent être acquittées, attenda qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1834, 1835 et 1836 , et que leur montant n'excède pas les restans de crédits dont l'annulation a été prononcée sur ces services par la loi de réglement desdits exercices ; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de réglement des exercices 1836, 1835 et 1836, un crédit supplémentaire de vingt-deux millo quatre cent vingt-trois francs vingt sept centimes, montant des créances désignées au tableau ci-

annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés, en double expédition, au ministre secrétaire d'Etat des finances, conformément à l'art. 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, savoir: exercice 1834, 52 fr.; 1855, 1,937 fr. 83 c.; 1836, 20,433 fr. 44 c. Total, 22,423 ft. 27 c.

2. Notre ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies est, en conséquence; autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour lès dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courans, en exécution de l'art. 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres de la marine et des finances (MM. Rosamel et Laplagne) sont chargés, etc.

17 = 24 NOVEMBRS 1838. - Ordonnance du roi qui ouvre au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire applicable au chapitre des frais de justice criminelle et des statistiques civile et criminelle. (1X, Bull. DCX, n. 7669.)

Louis-Philippe, etc., vu les art. 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833; vu la loi du 20 Juillet 1837, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1838, et contenant, art. 4, la nomenclature des dépenses pour lesquelles la faculté nous est réservée d'ouvrir des crédits supplémentaires, en cas d'insuffisance dûment justifiée des crédits législatifs; vu les art. 20, 21, 22, 23 et 25 de notre ordonnance du 51 mai 1838, porlant réglement général sur la comptabilité publique ; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cultes, et de l'avis de notre conseil des ministres , etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cultes, sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire de huit cent quarante mille francs, applicable au chapitre des frais de justice criminelle et des statistiques civile et criminelle.

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine sess on.

3. Nos ministres de la justice et des cultes, et des finances (MM. Barthe et Laplagne) sont chargés, etc.

les courtiers interprêtes ét conflicteurs de na. vires du portede Honfleur. (IN, Bull. DEXI, n. 7074.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la loi du 28 ventôse an 9; vir les art. 80 à 90 et 486 du Code de commerce; vu l'arrété du 29 germinal an 9 et l'ordonnance royale du 14 novembre 1835; vu l'avis du tribunal de commerce de Honfleur et celui du préfet du Calvados; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1". Les droits à percevoir par les courtiers interprétes et conducteurs de navires du port de Honfleur (Calvados) seront réglés conformément au tarif annexé à la présente ordonnance.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est chargé, etc.

(Suit le tarif.)

21 SEPTHERE - A DECEMBRE 1838. - Ordonnance du roi portant autérisation de la société anonyme formée à Bordeaux sous la dénomination de la Gironde, compagnie d'assurances maritimes. (IX, Bull. supp. CCCXCVII, n. 12722.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce : vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du (ode de commérce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1". La société anonyme formée à Bordeaux sous la dénomination de la Girande, compagnio d'assurances maritimes, est autorisée. Sont appronvés les statuts de ladite société tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 18 septembre 1858, devant Me Aubry et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoguer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre tous les six mois un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au préset da département de la Gironde, à la chambre de commerce et au gresse du tribunal de commerce de Bordeaux.

4. Notre ministre des travaux publics. de l'agriculture et du commerce (M. Mardu Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

<sup>12</sup> novembre == 1" Décembre 1838. — Ordonnance du roi qui fixe le tarif des droits à percevoir par

du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Dunkerque, sous la dénomination de Compagnie des paquebots à vapeur entre Dunkerque et Hambourg. (1X, Ball. supp. CCCXCVII, n. 12723.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les art. 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société anonyme formée à Dunkerque, sous la dénomination de compagnie des paquebots à vapeur entre Dunkerque et Hambourg, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 31 août 1838, devant Me Poulain et son collègue, notaires à Dunkerque, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2 Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans pré-

judice des droits des tiers.

- 5. La société sera tenue de remettre tous les six mois un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au préfet du département du Nord, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Dunkerque.
- 4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

3 octobre = A DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du roi relative à l'exploitation de la tourbe dans les marsis de Dongrs. (IX, Bull. supp. CCCXCVII. n. 12724.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les projets de réglemens présentés par les ingénieurs des mines du département de la Loire-Inférieure, pour l'exploitation de la tourbe dans fes marais de Donges, arrondissement de Savenay; les rapports des mêmes ingénieurs; les observations faites au nom des communes par une commission d'enquête instituée en vertu d'un arrêté du préfet du 6 février 1834 ; l'avis de ce magistrat et ses lettres adressées au conseiller d'Etat directeur général des ponts et chaussées et des mines; les observations et réclamations présentées par la compagnie Debray, concessionnaire du desséchement des marais de Donges; vu l'ordonnance royale du 2 juillet 1817, relative audit desséchement; vu les avis du conseil général des mines.

des 4 mars, 12 août, 25 novembre 1833 et 4 juillet 1836; vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 21 juillet 1837; vu la loi du 21 avril 1810; vu les art. 53, 36 et 37 de la loi du 16 septembre 1807; vu le titre 7 de la loi du 18 juillet 1837 sur l'administration municipale; vu l'art. 10 de la loi de finances du 14 juillet 1838, lequel autorise la perception des frais de travaux intéressant la salubrité publique; notre conseil d'Etat entendu, etc.

## TITRE I'. - Service des tourbières.

Art. 1". Les ingénieurs des mines surveillent et dirigent, sous les ordres du préfet, les travaux concernant l'exploitation des tourbes dans les marais de Donges. Ils rédigent et soumettent à l'approbation du préfet les projets de tous les ouvrages nécessaires, à l'exception de ceux qui auraient pour objet des rigoles d'embranchement pour l'écoulement des eaux des tourbières par les rivières navigables et flottables ou les canaux de navigation et de desséchement. Ces derniers projets sont présentés par les ingénieurs des ponts et chaussées, qui en surveillent l'exécution après qu'ils ont été revêtus de l'approbation du préfet.

2. Les ingénieurs des mines auront sous leurs ordres un conducteur du tourbage, qui les suppléera en cas d'absence; ce conducteur devra être commissionné par le préfet et assermenté; sa nomination sera soumise à l'approbation du directeur général des ponts et chaussées et des mines. Le préfet déterminera la quotité du traitement qui devra être alloué à cet agent.

## Titre II. — Regles relatives à l'exploitation.

- 3. Conformément à l'art. 84 de la loi du 21 avril 1810 et sous les peines portées audit article, tout propriétaire de marais tourbeux qui voudra continuer ou commencer à exploiter de la tourbe devra préalablement en faire la déclaration et en obtenir l'autorisation. Les déclarations dont il s'agit seront adressées, trois mois avant le commencement des travaux, au sous-préfet, par l'Intermédiaire du maire.
- 4. Le sous-préset prendra les renseignemens nécessaires sur l'objet de ces déclarations, qu'il transmettra au préset avec ses observations; elles seront communiquées immédiatement à l'ingénieur des mines : celui-ci se transportera sur les lieux, et, dans son rapport au préset, proposera les conditions spéciales à insérer dans l'autorisation, dans l'intérêt de la sûreté publique : de ce nombre seront l'obligation de contribuer, s'il y a lieu, aux dépenses com-

munes pour les travaux nécessaires à l'écoulement des eaux et autres ouvrages devaut profiter aux exploitans, et celle qui astreindra le permissionnaire à faire communiquer, à ses frais et risques, les eaux de son exploitation avec les grandes rigoles ou canaux d'égout, soit en ouvrant des fossés, soit en se servant des anciennes entailles. L'autorisation sera ensuite accordée par le préfet, s'il y a lieu.

5. Il sera tenu, tant à la préfecture que dans le bureau de l'ingénieur des mines, un registre, par ordre de dates et de numéros, des déclarations adressées et des

autorisations accordées.

G. Les exploitans devront se conformer, pendant la durée de l'autorisation, aux conditions qui leur auront été prescrites, aux dispositions du présent réglement et aux instructions qui leur seront données par le préfet, sur le rapport des ingénieurs des mines, en ce qui concerne la sûreté et la salubrité publiques, et l'assainissement des terrains, sous peine, conformément à l'article 86 de la loi du 21 avril 1810, d'être contraints à cesser leurs trayaux.

7. Aux termes de l'art. 40, titre 27, de l'ordonnance d'août 1669 sur les eaux et forêts, des art. 85 et 86 de la loi du 21 avril 1810, et de l'art. 17 de l'ordonnance de concession du desséchement du 2 juillet 1817, il est expressément enjoint aux exploitans de laisser, entre leurs travaux et les voies de communication par terre et les cours d'eau, les distances indiquées ci-après, lesquelles scront considérées comme un minimum, savoir: pour les rivières navigables, douze mêtres; pour les routes et chemins, dix metres; pour les canaux de desséchement, les rivières non navigables et les ruisseaux, huit mêtres. Le tout sons peine de tous dépens, dommages et intérêts, du rétablissement des lieux dans leur premier état, et sans préjudice des amendes et autres peines encourues pour le fait de contravention aux lois et réglemens. Toutes les fois que la profondeur des extractions devra atteindre ou dépasser quatre mêtres, les exploitans devront, sous les mêmes peines, obtenir préalablement un réglement spécial, modifiant, en raison de la profondeur du tourbage, les dispositions contenues au présent article. Ce réglement sera fait par un arrêté du préset, pris sur les rapports des ingénieurs des ponts et chaussées et des ingénieurs des mines, après que les exploitans auront été entendus.

8. Si les exploitans n'exécutaient point les travaux mis à leur charge par les ar-rétés d'autorisation, ou s'ils négligeaient de les entretenir, il sera pourvu aux dispositions nécessaires par le préfet, sur le

rapport des ingénieurs, et après que les exploitans auront été mis en demeure. Les dépenses qui seront faites en ce cas seront constatées, réglées et réparties dans les formes établics au titre 5 ci-après.

9. Toutes les dispositions du présent titre seront applicables à l'exploitation, tant des marais tourbeux, qui appartiennent aux communes à titre privatif, que du grand marais indivis entre elles, connu sous le nom de Grande-Bruyère ou Bruyère-Mottière.

# TITRE III. — Règles particulières aux marais communaux.

10. Les demandes de tourbage, dans les marais communaux, seront faites au nom des communes par leurs maires respectifs et appuyées de délibérations des conseils municipaux. Ces demandes feront connaître d'une manière précise l'emploi ou la desti-

nation de la tourbe à extraire.

11. L'ingénieur des mines examinera sur les lieux les emplacemens proposés pour le tourbage, et constatera les points les plus favorables à l'opération. Il fera, à cet effet, exécuter les sondages nécessaires pour vérister l'épaisseur du banc de tourbe, en apprécier le produit et déterminer l'étendue superficielle du terrain à livrer à l'extraction. Il dressera de cette opération un proces-verbal en double expédition, dans lequel il proposera, conformément à l'art. 4 du présent réglement, les dispositions qui seront réclamées par l'intérêt général et par l'intérêt des communes. Une des expéditions restera entre les mains du maire, l'autre sera, à la diligence de l'ingénieur des mines, transmise au préfet, pour y être statué.

12. Dans le cas où, par suite de circonstances imprévues, le tourbage ne pourrait pas s'exécuter dans l'emplacement déterminé, il en sera donné connaissance au préfet, pour qu'il avise aux mesures à prondre. S'il y a urgence, le sous-préfet, sur l'avis du conseil municipal réuni en séance extraordinaire, pourra autoriser l'exploitation sur d'autres emplacemens, à la charge par lui d'en rendre un compte immédiat au préfet, lequel statuera définitivement.

13. L'ingénieur des mines visitera, pendant leur durée, les travaux du tourbage; lorsque ces travaux seront terminés, il procédera à la reconnaissance des terrains tourbés, et vérifiera si les limites des emparquemens n'ont point été dépassées. Chaque année, il adressera au préfet un rapport présentant, pour chaque commune, les résultats et les circonstances principales des tourbages exécutés pendant la campagne.

14. L'autorité municipale exercera une

swrychmance constante sur les opérations du tourbage et l'exécution des fravaux d'art; effe devra donner immédiatement avis aux ingénieurs et au sous-préset de toutes les circonstances imprévues qui viendraient à se manifester.

13. Le partage des produits du tourbage sera opéré entre les habitans, conformément aux usages établis dans chaque commune.

TITRE IV. — Règles particulières au marais indivis dit la Grande-Bruyère.

- 16. Il sera établi, dans les formes et avec les attributions déterminées au titre 7 de la loi du 18 juillet 1857, une commission syndicale pour toutes les communes dont les habitans ont le droit de tourber dans le marais de la Grande-Bruyère. Chacune desdites communes aura un délégué dans la commission syndicale.
- 47. Les demandes de tourbage seront faites par la commission syndicale; elles indiqueront, pour chaque commune, les noms et prénoms des chefs de ménage qui devrent prendre part à l'exploitation; le nombre de personnes que chacun d'eux pourra y employer; les emplacemens qu'il paraitrait convenable d'affecter aux travailleurs, soit pour l'extraction, soit pour l'étente de la tourbe; enfin, l'emploi ou la destination de la tourbe à extraire.
- 48. L'ingénieur des mines procédera sur les lieux de la manière réglée par l'art. 12 pour les marais communaux. Les deux expéditions du procès-verhal de ses opérations seront remises, l'une à la commission syndicale, l'autre au préfet, pour être statué.
- 19. Les terrains affectés tant au tourbage qu'aux étentes devront, à moins de circonstances impérieuses, être toujours distincts et séparés pour chaque commune. Si te nombre des exploitans d'une même commune est trop considérable pour qu'ils puissent se livrer sur le même point aux travaux du tourbage, ils seront divisés en sections, à chacune desquelles il sera affecté une portion déterminée de terrains à exploiter. Des bornes, portant indication de la commune ou de la section à laquelle l'emparquement aura été affecté, marqueront les limites de cet emparquement et celles des terrains destinés à l'étente de la tourbe. Ces limites ne pourront être outrepassées. Procès verbal de cette détimitation sera dressé par l'ingénieur des mines, en double expédition, l'une pour la commission syndicale, l'autre pour la préfecture.
- 20. En cas de concurrence entre plusieurs communes, on entre les sections d'une

même commune, pour exploiter dans un même emplacement, la commission syndicale décidera, par la voie du sort, en présence des maires des communes intéressées, de l'ordre dans lequel les communes ou sections prétendantes seront appelées à jouir de l'emplacement qui fera l'objet du concours. Les difficultés survenues et le résultat du tirage au sort seront mentionnés dans a délibération. L'autorisation accordée par le préfet ne pourra, dans ce cas, s'éteudre, pour chaque commune en section successivement admise au tourbage, audelà de l'année pour taquelle elle sera délivrée.

- 21. La commission syndicale fixera chaque année l'époque de l'ouverture du tourbage, et le temps pendant lequel il pourra avoir lieu Elle exercera, avec le concours des autorités municipales, la surveillance attribuée à ces autorités, en ce qui concerne les marais communaux, par l'art. 14. Elle proposera toutes les mesures propres à maintenir une exacte police entre les exploitans, et à procurer la bonne exploitation du dépôt tourbeux.
- 22. Les dispositions des art. 12, 13 et 15 seront applicables à l'exploitation du tourbage dans la Grande-Bruyère. Toutefois, les attributions qui en résultent pour les autorités municipales seront remplies par la commission syndicale.

# TITRE V. — Répartition des dépenses. — Perceptions qui en seront la suite.

- 23. Seront à la charge, 1° de tous les propriétaires et exploitans des marais tourbeax de Donges, le traitement du conducteur dont l'institution est autorisée par l'art. 2 du présent réglement; 2° de tous les exploitans ayant droit de participer à un teurbage, les dépenses faites ou à faire pour les ouvrages d'asséchement, d'atterrissement, les rigoles d'embranchement et autres travaux d'art que ledit tourbage rendra nécessaires, ainsi que les frais du tracé de ces euvrages et travaux, et ceux des sendeges, emparquement et autres opérations relatives à l'assiette du tourbage.
- 24. Les répartitions à opérer par suite de l'artiele précédent seront faites dans les formes établies par les art. 35, 36 et 37 de la loi du 16 septembre 1807, sur les étaits détaillés qui seront fournis par les ingénieurs, et après que les propriétaires et exploitans, et, en ce qui concerne les inférèts des communes, les consells municipaux et la commission syndicale auront étentendus. La part contributive de chaque exploitant pourra, selon les eas, être régiée en une rétribution par chaque millier de

tourbes extrait des marais auxquels la dépense devra profiter. La somme mise à la charge de chaque commune sera subdivisée par le conseil municipal entre tous les habitans de la commune prenant part à l'exploitation, proportionnellement a la quantité de tourbe que chacun d'eux devra recueillir. En ce qui concerne la Grande-Bruyère, les subdivisions dont il s'agit s'effectueront sous la direction de la commission syndicale.

25. La perception des répartitions mentionnées ci-dessus sera faite dans chaque commune par le receveur municipal. Elle aura lieu aux époques fixées par les arrêtés

du preset.

j

## TITRE VI. — Répression des contraventions.

26. Les contraventions aux dispositions du présent réglement seront constatées, dénoncées et poursuivies conformément aux art. 93 et suivans de la loi du 21 avril 1810, lorsqu'elles auront lieu en matière de voirie et de police, et conformément à la loi du 29 floréal an 10, lorsqu'elles auront lieu en matière de grande voirie.

27. La présente ordonnance sera insérée au Bulletin des lois et au recueil des actes administratifs du département de la Loire-Inférieure. Elle sera publiée et affichée dans toutes les communes dont les habitans ont droit de prendre part à l'exploitation de la tourbe dans les marais de Donges.

28. Nos ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, de l'intérieur et des finances (MM. Martin du Nord, Montalivet et Laplagne) sont chargés, etc

6 octobre = A Décembre 1838. — Ordonnance du roi qui approuve des modifications aux status de la société anonyme des paquebols à vapeur de Bordeanx au Havre. (IX, Bull. supp. CCCXCVII, n. 42725.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordennance royale du 6 juillet 1837, portant autorisation de la société anonyme des paquebots à vapeur de Bordeaux au Havre et approbation de ses statuts; vu les changemens proposés aux dits statuts; notre censeil d'Etat entendu, etc.

Art. 1". Les modifications proposées aux statuts de la société anonyme des paquebots à vapeur de Bordeaux au Havre, et ayant pour objet de porter le fonds social de trois cent cinquante mille francs à un million trois cent mille francs sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans l'acte de dépôt requ, le 15 septembre 1838, par

Me Dubois, notaire à Bordeaux, lequel actorestera annexé à la présente ordonnance.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

Procès-verbal de la séance de l'assemblée générale des sociétaires, tenue à Paris le 30 vetobre 1837 (extrait).

Aux termes de l'art. 18 des statuts, la séance est ouverte sous la présidence de M. le comte de Fougières, doyen d'âge: M. le vicomte de Humières remplit, conformément au même article. les fonctions de secrétaire. Le recensement des a ctions représentées donnant un nombre de cinq cent trente, excédant les trois quarts de la totalité de celles émises, l'assemblée, aux termes de l'art. 13 des statuts, se déclare compétente pour deliberer sur la proposition d'augmentation du capital social, résultant des trois questions à elle sonmises par le gérant , et relatives : la première , à l'excédant de dépenses de construction du premier navire, dont le chiffre a dépassé les trois cent cinquante mille francs admis dans les prévisions; la deuxième, à la construction immédiate des deux autres navires qui doivent, avec le premier, compléter le service ; la troisième, enfin, a pour but de déterminer le taux du capital nécessaire à la construction de ces deux navires, l'expérience ayant démontré l'insuffisance de celui qu'on avait sait entrer d'abord dans les prévisions. Sur la première question, l'assemblée a décidé à l'unanimité que le capital du premier navire serait porté à quatre cent dix mille francs au lieu de trois cent cinquante mille francs, reconnaissant ici que cet excédant de dépense avait été fait dans l'intéret bien entendu de l'entreprise, puisqu'il donnait an navire de meilleures conditions de durée et lui assurait une marche plus rapide; en conséquence, le gérant est autorisé à pourvoir à cet excédant de dépense au moyen d'une émission de cent vingt nouvelles actions, représentant la somme de soixante mille francs. Sur la seconde question, relative à la construction immédiate du deuxième et du troisième navires, les avis, d'abord partagés, se sont réunis après une discussion approfondie, et il a été reconnu que deux points importans dominaient la discussion tont entière, à savoir : 1º la certitude de trouver du fret en assez grande quantité pour assurer le chargement des trois navires; 2° la nécessité de monter le plus tot pessible un service régulier, pour éviter les inconvéniens d'une concurrence possible. Ces motifs ont déterminé l'assemblée à voter en faveur de la construction immédiate des deuxième et troisième navires. Enfin, sue la troisieme quastion, relative an capital nécomaire à ludite construction, il a été reconnu que puisque, malgré topte l'économie désirable, la dépense du premier n vire s'est élevée à quatre cent dix mille francs, il n'y avait pas possibilité de faire à moins des navires de même capacité et de même puissance de machines; qu'en outre, en joi ant les yeux sur les constructions qui se font en ce moment en France et en Angleterre, on sentait qu'il y anrait inconvénient grave, toujours dans l'apprehension d'uns concurrence possible, à rester au dessons de la force et de la capacité des bâtimens de même espèce. L'assemblée à donc arrêté, à l'unanimité des voix moins cinq, que ces deux nouveaux navires seraient faits et plus grands, et plus puissans en machines que le premier, et a fixé à neuf cent mille francs le capital uécessaire à leur construction. Elle a, en même temps, sutorisé le gérant à émettre dix-huit cents actions de cinq cents francs, pour représenter le capital ci-dessus. Fait et clos en séance, ledit jour 30 octobre 1837, au domicile, à Paris, du représentant de la société, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 19, et ont signé après lecture.

19 остовав — 4 расвивав 1838. — Ordonnance du roi qui autorise la cession, à la commune de Valant (Côte-d'Or), d'un terrain appartenant à l'Etat. (IX, Bull. supp. CCCXCVII, n. 12726.)

Louis-Philippe, etc., vu notre ordonnance du 20 novembre 1837, par laquelle nous avons autorisé le préfet du département de la Côte-d'Or a passer au maire de la commune de Talant, pour le compte de ladite commune, contrat de vente d'une étendue de trente-cinq ares cinquante-six centiares de terrain, à prendre dans l'emplacement de l'ancien château domanial, conformément au plan du 28 novembre 1834; vu la délibération du 11 janvier 1838, par laquelle le conseil municipal de Talant a demandé que cette concession embrassat la totalité des cent trente ares quatorze centiares formant l'emplacement de l'ancien châtcau; vu le procès-verbal du 11 mars 1858, par lequel des experts contradictoirement nommés ont évalué à la somme de cent quarante of un francs quatre-vingtquatre centimes les quatre-vingt-quatorze ares cinquante-six centiares non compris dans l'estimation du 7 mai 1856; vu l'avis favorable du préfet de la Côte-d'Or; considérant que l'emplacement entier de l'ancien château de Talant sert depuis très longtemps de lieu de réunion aux habitans de ce bourg, qui n'ont aucun autre local à affecter au même usage, et qu'ainsi la demande du conseil municipal de Talant est fondée sur un véritable motif d'utilité communale; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des sinances, etc.

Art. 1er. Le préfet du département de la Côte-d'Or est autorisé à passer, au maire de la commune de Talant, pour le conspte de ladite commune, contrat de vente de l'entier emplacement de l'ancien château de Talant, d'une contenance de cent trente arcs quatorze centiares.

2. Cette concession sera faite à la charge par la commune de Talant de verser aux caisses du domaine, dans les délais et avec les intérêts fixés par les lois des 15 et 16 floréal an 10 et 5 ventôse an 12, la somme de deux cent quarante et un francs quatre-vingt-quatre centimes, montant du prix

total déterminé par les expertises contradictoires des 7 mai 1836 et 11 mars 1858, ct de payer en outre tous les frais auxquels la concession a pu ou pourra donner lieu, y compris les honoraires de l'architecte qui a procédé à la levée du plan du 28 novembre 1854.

3. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

2 ROYSMERE — A DÉCEMBER 1838. — Ordonnence du roi qui autorise le ministre des finances à concéder à la ville de Paris une propriété doc manisle. (IX, Bull. supp. OCCXCVII, n. 12727.)

Louis-Philippe, etc., vu la délibération du conseil municipal de la ville de Paris, en date du 18 avril 1834, tendant à obtenir la cession, sur estimation contradictoire, d'une propriété domaniale, dite la Cour de la l'orderie, et du rez-de-chaussée de la vieille Halle-aux-Porcs, propriété sur laquelle est établi un passage formant communication indispensable pour le service du marché à la verdure; vu l'avis de notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur : vu le plan des lieux, ainsi que le procès-verbal d'expertise, en date, au commencement, du 11 janvier 1836, clos le 30 mars suivant, et d'après lequel la Cour de la Corderie et le rez-de-chaussée de la vieille Halle-aux-Porcs sont estimés ensemble à la somme de huit mille neuf cent trente-neuf francs soixante centimes; vu la délibération du conseil municipal, en date du 4 mai 1838, contenant adhésion aux résultats de cette expertise; vu le décret du 21 février 1808; considérant que la demande de la ville de Paris repose sur des motifs d'utilité publique incontestables; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1er. Notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances est autorisé à concéder à la ville de Paris, représentée par le préfet de la Seine. la propriété domaniale dite la Cour de la Corderie et le rez-de-chaussée de la vieille Halle-aux-Porcs, tel que le tout est désigné dans le procès-verbai d'estimation des 11 janvier-30 mars 1836, et au plan qui y est joint, lesquels resteront annexés à la minute de l'acte de cession.

2. Cette cession sera faite, à la charge par la ville, 1º de payer dans les caisses du domaine, avec les intérêts et dans les célais fixés par les lois des 15 floréal an 10 et 5 ventose an 12, la somme de huit mille neuf cent trente-neuf francs soixante centimes, prix fixé par l'expertise; 2º d'acquitter tous les frais auxquels la concession a pu ou pourra donner lieu, y compris ceux de cette dernière expertise et d'une première estima-

MONARCHIE CONST. - LOUIS PHILIPPE Jer. - 16, 26, 28 NOVEMBRE 1858.

tion faite en 1819, et à laquelle il n'a pas élé donné suite.

3. Nos ministres des finances et de l'intérieur (MM. Laplagne et Montalivet) sont chargés, etc.

16 ROVEMBRA == 5 DÉCRMBRE 1838. — Ordonnence du roi qui ouvre au ministre de l'instruction publique un crédit extraordinaire sur l'exercice 1838. (IX, Bull. DCXII, n. 7677.)

Louis-Philippe, etc., vu 4º la loi du 20 juillet 1837, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1838; 20 les art. 4 et 6 de la loi du 24 avril 1855 et l'art. 12 de celle du 23 mai 1834; 3º les art. 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de l'instruction publique, grand-maître de l'université, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de l'instruction publique, grand-maître de l'université, sur l'exercice 1838, un crédit extraordinaire de quarantesept mille trois cent vingt-neuf francs quatre-vingt-dix centimes, pour subvenir aux dépenses urgentes qui n'ont pu être prévues par le budget dudit exercice et qui feront l'objet du chapitre spécial désigné ci-après, savoir : dépenses à la charge du legs fait à l'université par M. Janson de Sailly, 47,329 fr. 90 c.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur pro-

chaine session.

3. Nos ministres de l'instruction publique et des finances (MM. Salvandy et Laplague) sont chargés, etc.

26 novembre = 5 décembre 1839. - Ordonnance du roi qui ouvre, sur l'exercice 1838, un crédit extraordinaire pour subvenir à des dépenses urgentes occasionées par le retour en France de la brigade d'occupation d'Ancône. (IX, Bull. DCXII, n. 7680.)

Louis-Philippe, etc., vu 1º loi du 20 juillet 1837, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1838; 2° les art. 4 et 6 de la loi du 24 avril 1835, et l'art. 12 de celle du 23 mai 1834; 3° les art. 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1". Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, sur l'exercice 1838, un crédit extraordinaire de trente-neuf mille six cents francs (39,600 fr.), pour subvenir à des dépenses urgentes occasionées par le retour en France de la brigade d'occupation d'Ancône et qui n'ont pu être prévues par le budget dudit exercice. Ces dépenses se rattachent aux chapitres spéciaux de la deuxième section du budget désignés ci-après, savoir : chapitre 8, 4º partie, service de marche, 28,000 fr. - 10, lits militaires, 1,600 fr. - 11, transports généraux, 10,000 fr. -Total égal, 39,600 fr.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur pro-

chaine session.

3. Nos ministres de la guerre et des finances (MM. Bernard et Laplagne) sont chargés, etc.

28 HOVEMBER - 5 DÉCRMENE 1838. - Ordonnance du roi relative à la liquidation et au paiement des frais de justice criminelle. (IX, Bull. DCXII, n. 7681.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes: vu les art. 137, 438, 139, 143, 145, 149, 152, 166 et 173 du décret du 18 juin 1811; voulant simplifier et rendre moins onéreuses aux parties prenantes les obligations que ce décret leur impose; voulant en même temps rendre plus prompts le paiement et la régularisation des frais de justice criminelle, en chargeant exclusivement de la liquidation et de l'ordonnancement de ces frais les magistrats qui sont responsables de leur régularité, aux termes de l'art. 141 du même décret; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1°'. Les états ou mémoires des frais de justice non réputés urgens, et les états récapitulatifs des frais urgens, ne seront

plus soumis au visa des préfets.

2. Il ne sera plus fait que deux expéditions de chaque état ou mémoire de frais de justice non réputés urgens, l'une sur papier timbré, l'autre sur papier libre. Chacune de ces expéditions sera revêtue de la taxe et de l'exécutoire du juge. La première sera remise au receveur de l'enregistrement avec les pièces au soutien des articles susceptibles d'être ainsi justifiés. La seconde sera transmise à notre ministre de la justice avec le bordereau mensuel dont il sera parlé cl-après. Le prix du timbre, tant du mémoire que des pièces à l'appui, est à la charge de la partie prenante.

3. Les frais non réputés urgens continueront à être payés sur les états ou mémoires des parties prenantes; ils seront laxés article par article, soit par les présidens et juges des Cours et tribunaux, soit par les juges de paix, et ils seront payables aussitôt qu'ils auront été revêtus de l'ordonnance

du magistrat taxateur. Cette ordonnance sera toujours décernée sur le réquisitoire de l'officier du ministère public, qui devra préalablement procéder à la vérification des mémoires. La taxe de chaque article rappellera la disposition législative ou réglementaire sur laquelle elle sera fondée.

4. Au commencement de chaque mois, les receveurs de l'enregistrement réuniront en un seul état, dressé en double expédition, tous les frais urgens qu'ils auront acquittés sur simples taxes ou mandats du juge pendant le mois précédent. Cet état ne sera plus soumis à la formalité de la taxe et de l'exécutoire. Les receveurs de l'enregistrement en adresseront une expédition, à l'expiration de chaque mois, au directeur de l'enregistrement dans chaque département, avec les taxes à l'appui. La seconde expédition de cet état sera par eux envoyée soit à nos procureurs généraux, soit à nos procureurs près des tribunaux, pour être transmise à notre ministre de la justice.

S. Les mémoires quin'auront pas été présentés à la laxe du juge dans le délai d'une année à partir de l'époque à laquelle les frais auront été faits, ou dont le paiement n'aura pas été réclamé dans les six mois de leur date, ne pourront, conformément à l'article 149 du décret du 18 juin 1811, être acquittés qu'autant qu'il sera justifié que les retards pe sont point imputables à la partie dénommée dans l'exécutoire. Cette justification ne pourra être admise que par notre ministre de la justice, après avoir pris l'avis de nos procureurs généraux, s'il y a lieu.

6. Au commencement de chaque mois, nos procureurs généraux près des Cours royales, et nos procureurs près des Cours d'assises et des tribunaux de première instance, réuniront dans un bordereau qui sera dressé dans la forme indiquée par notre ministre de la justice, tous les doubles des états et mémoires des frais taxés et mandatés dans leur ressort pendaut le mois précédent. Ce bordereau et les pièces à l'appui seront adressés à notre ministre, de la justice dans la première quinzaine de chaque mois.

7. Les art. 137, 138, 139, 143, 145, 149, 152, 166 et 173 ci-dessus visés sont rapportés.

8. La présente ordonnance sera exécutoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1839.

9. Notre ministre de la justice et des cultes, et notre ministre des finances (MM. Barthe et Laplagne) sont chargés, etc.

16 коуемвък — 6 о́ссемвък 1838. — Ordonnance du spi portant autorisation de la caisse d'épargne fondée à Noirmoutiers (Vendée). (IX, Bull. supp. CCCXCVIII, n. 12755.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les délibérations du conseil municipal de Noirmeutiers, en date des 17 avril et 30 juin 1838; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1°. La caisse d'épargne et de prévoyance fondée à Noirmoutiers, arrondissement des Sables-d'Olonne (Vendée), est autorisée. Sont approuvés les statuts de tadite caisse, fels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 30 juln 1838, dont une expédition restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Nous nous reservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Noirmoutiers au commencement de chaque année, sera tenue d'adresser, au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet du département de la Vendée, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre des travanz publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

21 NOVEMBRE = 6 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du roi portant autorisation de la caisse d'épargue fondée à Oloron (Basses-Pyrénées). (IX, Bull. supp. CCCXCVIII, n. 12756.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu les délibérations du conseil municipal d'Oloron (Basses-Pyrénées), en date des 29 mars et 10 juillet 1838; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1". La caisse d'épargne et de prévoyance fondée à Oloron (Basses-Pyrénées) est autorisée. Sont approuvés les statute de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 10 juillet 1838, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne et de prévoyance d'Oloron sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministre des trayaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet du département des Basses-Pyrénées, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

22 NOVEMBRE = 11 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du 101 qui ouvre au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur des exercices périmés. (1X, Bull. DCXIII, n. 7683.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances liquidées à la charge du département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce sur les exercices périmés de 1826, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1851; vu l'art. 8 de la loi du 10 mai 1858, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux par articles leur out été ouverts à cet effet, conformement aux art. 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1853; vu l'art. 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838 portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Un crédit extraordinaire de soixante-quatre mille cent vingt-six francs quarante-huit centimes (64,126 fr. 48 c.) est ouvert à notre ministre scerétaire d'Etate des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, sur le budget ordinaire de l'esercice 1838, pour solder les créances des exercices périmés non frappées de déchéance qui sont détaillées audit tableau channexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial, Dépenses des exercices porimés, prescrit par l'art. 8 de la loi du 10 mai 1858.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des sinances (MM. Martin du Nord et Lap'agne) sont chargés, etc. (Suivent les tablomux.)

22 NOVEMBRE=11 DÉCEMBRE 1836. — Ordonnance du roi portant suppression des compagnies de canonniers gardes-côtes d'Afrique, et création, dans chacun des six premiers régimens d'artillerie, d'une batterie à pied non montée. (IX, Bull. DCXIII, n. 7684.)

Louis-Philippe, etc., vu les ordonnances des 1st août 1831 et 17 octobre 1833, qui ont créé six compagnies de canoniers gardes-côtes d'Afrique; vu les ordonnances des 5 août 1829 et 18 septembre 1833, sur l'organisation du corps royal de l'artilleric; vu l'avis du comité consultatif de cette arme; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, etc.

Art. 1er. Les compagnies de canonniers gardes-côtes d'Afrique sont supprimées.

2. Il sera créé dans chacun des six premiers régimens d'artillerie, une batterie à pied non montée, qui prendra le n. 13 du régiment dont elle fera partie, et qui sera composée ainsi qu'il suit.

(Suit la composition.)

3. Ces batteries sont spécialement affectées au service de l'artillerie dans les places et forts, ainsi que sur les côtes dépendant des possessions françaises dans le nord de l'Afrique; en cas de besoin, elles pourront aussi concourir au service de l'artillerie en campagne.

4. Pour la première formation des treizièmes batteries, les divers emplois d'officier seront remplis au moyen de nominations ou de désignations spéciales. Les sous-officiers, caporaux et canonniers des cinq compagnies de canonniers gardes-côtes d'Afrique aujourd'hui existantes, jugés valides, entrerent de droit dans la composition des treizièmes batteries, jusqu'à cancurrence du complet fixé pour chaque grade ou catégorie : les caporaux également reconnus valides, et qui se trouvevaient en excédant, seront pourvus de l'emploi d'artificier, en déduction du nombre déterminé. Les autres militaires de ces compagnics encore capables de continuer un service actif seront admis dans les compagnies de canonniers vétérans. Toutefois, et attendu la situation de ces compagnies. les sous officiers ne pourront y entrer provisoirement qu'avec le grade de caporat ceux qui ne consentiraient pas à accepter cette position seront renvoyés dans leurs foyers, en congé illimité, pour y attendre leur libération.

5. Il sera pourvu au recrutement des treizièmes batteries, et aux emplois vacans de tous grades, de la même manière que pour les autres batteries détachées en Afrique.

6. Les officiers des batteries à pied non montées, tant pour la solde que pour des

allocations de toute nature, seront traités sur le même pied que ceux du même grade dans les régimens d'artillerie, dans les mêmes positions. Les sous-officiers, brigadiers et canonniers des batteries à pied non montées, auront la solde, les masses, l'habillement et l'armement qui avaient été déterminés pour les batteries de la même espèce créées par l'ordonnance du 5 août 1829.

7. Les officiers des compagnies actuelles de canonniers gardes-côtes qui en seront jugés susceptibles pourront être admis dans les treizièmes batteries. Ceux qui ne se trouveront pas dans le cas de recevoir cette destination seront, à raison de leur âge, de leurs services et de leur aptitude, proposés, soit pour la retraite, soit pour passer dans les compagnies de canonniers vétérans, avec le grade dont its sont maintenant pourvus. Les officiers de ces compagnies qui ne pourraient pas être placés dans une des positions ci-dessus seront mis en non activité par suppression d'emploi.

8. Notre ministre de la guerre (M. Bernard) est chargé, etc.

22 NOVEMBRE = 11 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du roi portant répartition, par articles, des crédits affèrens à l'exercice 1839 sur sept chapitres du budget extraordinaire des travaux publics. (IX, Bull. DCXIII, n. 7685.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 17 mai 1837, portant création d'un fonds et d'un budget extraordinaire de travaux publics; vu les diverses lois rendues pendant les sessions législatives de 1837 et de 1838, qui ont autorisé des dépenses réalisables en plusieurs années et imputables sur ce fonds extraordinaire; vu l'état B annexé à la loi annuelle de finances du 14 juillet dernier, et les deux lois particulières du 21 juin et du 5 juillet aussi derniers, qui ont attribué à l'exercice 1839 une portion des crédits généraux affectés aux dépenses sus-énoncées; vu l'art. 35 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, etc.

Art. 1er. La somme de quarante et un millions quatre cent soixante et dix mille francs, formant la masse des crédits afféreus à l'exercice 1859, sur sept chapitres du budget extraordinaire des travaux publics, est répartie par articles conformément au tableau ci-annexé.

2. Nos ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des sinan-

ces (MM. Martin du Nord et Laplague) sont chargés, etc.

(Suivent les tableaux.)

23 NOVEMBRE = 11 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui autorise une émission supp énsentaire de bons royaux pour le service de 1838. (IX, Bull. DCXIII, n. 7686.)

Louis-Philippe, etc., vu l'art. 21 de la loi du 20 juillet 1857, qui, en autorisant le ministre des finances à créer des bons royaux pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque, a réglé, d'une part, que les bons en circulation ne pourraient excéder cent cinquante millions en 1858; de l'autre, que, dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, il y sera pourvu au moyen d'une émission supplémentaire, qui devra être autorisée par des ordonnances royales, lesquelles seront insérées au Bulletin des lois et soumises à la sanction législative à l'ouverture de la plus prochaine session des Chambres; vu la loi du 10 juin 1833, portant, art. 4: « Le fonds d'amortissement « appartenant à des rentes dont le cours « serait supérieur au pair sera mis en ré-« serve ; à cet effet , la portion , tant de la « dotation que des rentes amorties appli-« cables au rachat de ces rentes, laquelle « est payable chaque jour par le trésor pu-« blic, sera acquittée à la caisse d'amortis-« sement en un bon du trésor portant in-« térêt à raison de trois pour cent par an « jusqu'à l'époque du remboursement ; » yu l'état dressé le 21 de ce mois, et duquel il résulte que les bons royaux qui étaient en circulation à cette époque s'elevaient à la somme de cent quarante-quatre millions trois cent soixante et dix-huit mille quatrevingt quatre francs soixante-quatre centimes; considérant qu'indépendamment de cette somme de 144,378,084 fr. 64 c., le trésor aura à émettre, d'ici à la sin de l'année, tant en faveur de la caisse d'amortissement que pour d'autres parties de son service, de nouveaux bons dont l'importance ne peut être évaluée à moins de 11,621,915 fr. 36 c. et qu'il résultera de ces nouvelles émissions, que les bons en circulation à la date du 51 décembre prochain s'élèveront à 156,000,000 de francs, somme qui dépassera de 6,000,000 de fr. le crédit de 150,000,000 de fr. mis à la disposition de notre ministre secrétaire d'Etat des finances par l'art. 21 précité de la loi du 20 juillet 1837; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, et de l'avis du conseil des ministres, etc.

Art, 1er. Notre ministre secrétaire d'E-

tat des finances est autorisé à créer, par supplément au crédit qui lui a été ouvert par l'art. 21 de la loi du 20 juillet 1837, pour le service de 1838, six millions de bons royaux portant intérêt et payables à échéances fixes.

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chàmbres lors

de la prochaine session.

3 Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

23 NOVEMBRE = 11 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au ministre de l'instruction publique un crédit supplémentaire aur l'exercice 1838. (IX., Bull. DCXIII', n. 7687.)

Louis-Philippe, etc., vu les art. 3 et 4 de la loi du 24 avril 1835; vu la loi du 20 juillet 1837, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1838, et contenant, art. 4, la nomenclature des dépenses pour lesquelles la faculté nous est réservée d'ouvrir des crédits supplémentaires en cas d'insuffisance dûment justifiée des crédits législatifs; vu les art. 20, 21, 22, 23 et 25 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de l'instruction publique, grand-maître de l'université, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de l'instruction publique, grand-maître de l'université; sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire de cent quarante-cinq mille francs applicables aux chapitres et articles ci-après:

Instruction supérieure, facultés.

Traitemens éventuels des professeurs et frais de concours dans les facultés, 145,000 francs.

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

5. Nos ministres de l'instruction publique et des finances (MM. Salvandy et Laplagne) sont chargés, etc.

27 NOVEMBRE = 11 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur des exercices périmés. (IX, Bull. DCXIII, n. 7689.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'intérieur sur les exercices périmés de 1851, 1852 et 1853, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1851; vu l'art. 8 de la loi

du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux par articles leur auront été ouverts à cet effet, conformément aux art. 4, 5 et 6 de la loi du 24 avril 1853; yu l'art. 114 de notre ordonnance du 51 mai 1858, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Un crédit extraordinaire spécial de dix-sept mille neuf cent seize francs soixante-neuf centimes (17,916 fr. 69 c.) est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de l'intériour, sur le budget de l'exercice 1858, pour solder les créances des exercices périmés non frappées de déchéance qui sont détaillées au tableau clannexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial, Dépenses des exercices perimés, preacrit par l'art. 8 de la loi du 10 mai 1858.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine

session.

4. Nos ministres de l'intérieur et des sinances (MM. Montalivet et Laplague) sont chargés, etc.

(Suit le tableau.)

28 NOVEMBRE == 11 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du roi pour l'esécution de la convention postale conclue, le 27 août 1838. entre la France et la Sardaigne. (IX, Bull. DCXIII, n. 7090.)

Louis-Philippe, etc., vu, 1º la convention postale conclue et signée, le 27 août 1838, entre la France et la Sardaigne; 2º la loi du 14 floréal an 10 (4 mai 1802); 3º les lois du 15 mars 1827 et du 14 décembre 1850; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1er. A dater du 1er janvier prochain les personnes qui voudront adresser, de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, des lettres pour le royaume de Sardaigne, auront le choix de laisser le port de ces lettres à la charge des destinataires ou de payer ce port d'avance jusqu'au lfeu de destination, le tout par réciprocité de la même faculté accordée aux regnicoles des Etats sardes, pour les lettres à envoyer par eux en France et dans les pessessions françaises au nord de l'Afrique.

2. Les personnes qui voudront pareillement, à dater de ladite époque, adresser de France ou des possessions françaises au nord de l'Afrique, des lettres pour les divers Etats d'Italie auxquels la Sardaigne sert d'intermédiaire (le royaume Lombardo-Venitien excepté), auront le choix d'en laisser le port entier à la charge des destinataires, ou d'acquitter ce port d'avance, mais seulement jusqu'aux bureaux frontiéres sardes de Brom ou de Sartane, suivant la destination de ces objets.

3. Le mode d'affranchissement libre ou facultatif établi par les art. 1 et 2 précédens, en faveur des lettres ordinaires, será applicable aux lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises.

- 4. Les lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises, qui seront envoyés affranchis ou non affranchis, de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, pour le royaume de Sardaigne ou les Etats auxquels il sert d'intermédiaire (le royaume Lombardo-Vénitien excepté); et réciproquement les objets de même nature qui seront envoyés, du royaume de Sardaigné ou des pays auxquels il sert d'intermédiaire, en France ou dans les possessions françaises au nord de l'Afrique, jouiront des modérations de port qui sont accordées à ces objets par les lois et réglemens de la France et des pays susmentionnés.
- 5. L'affranchissement jusqu'aux bureaux frontières français d'Antibes ou du Pont-de-Beauvoisin sera obligatoire à l'égard des lettres et échantillons de marchandises originaires de France, destinés pour le royaume Lombardo-Vénitien, qui pourront être dirigés avec avantage par les Etats sardes.
- 6. Le public pourra envoyer des lettres dites chargées, à destination du royaume de Sardaigne et des pays auxquels il sert d'intermédiaire. Le port de ces objets sera établi suivant les cas, d'après les tarifs combinés de la France et des pays susmentionnés. Il devra toujours être acquitté, savoir : 1° jusqu'à déstination lorsque les lettres chargées seront destinées pour le royaume de Sardaigne; 2° et seulement jusqu'aux frontières indiquées dans les art. 2 et 8 précédens, suivant les destinations respectives de ces lettres chargées, lorsqu'elles devront emprunter le territoire des États sardes.
- 7. La taxe, au profit du trésor, des lettres et échantillons de marchandises venant du royaume de Sardaigne ou des Etats empruntant son territoire, pour la France ou les possessions françaises au nord de l'Afrique, ou de la France et des possessions françaises au nord de l'Afrique pour le royaume de Sardaigne et les Etats susmentionnés, sera établie en raison du par-

cours de ces objets en France, et conformément aux dispositions de la loi du 45 mars 1827. Lorsqu'il y aura lieu d'ajouter à la taxe établie en vertu de la foi précitée le port revenant à l'office des postes du royaume de Sardaigne, ce port sera perçu sur les envoyeurs ou sur les destinataires des lettres en France, conformément au tarif en usage dans le royaume de Sardaigne.

- 8. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annouces et avis divers, imprimes, lithographiés ou autographiés, qui seront envoyés sous bandes de France en Sardvigne, devront être affranchis jusqu'à la frontière du territoire français, et le port en sera perçu conformément aux lois des 15 mars 1827 et 14 décembre 1830. Les mêmes objets , originaires du royaume de Sardaigne, qui seront destinés pour la France, supporteront les taxes fixées par les lois cidessus mentionnées, et ces taxes seront acquittées par les destinataires. Quant aux journaux, gazettes, ouvrages périodiques et imprimés de toute nature, destinés pour la France, originaires des pays auxquels les Etats sardes servent d'intermédiaires, ils seront soumis aux mêmes taxes que les journaux, gazettes, ouvrages périodiques et imprimés de toute nature, originaires des Etats sardes : mais il sera ajouté à ces taxes un port de cinq centimes par feuille d'imprimés, remboursables à l'office des postes de Sardaigne, pour le prix du parcours de ces objets sur son territoire.
- 9. Les objets désignés dans l'artiele précédent qui seront envoyés de Sardaigne en France, ou de France en Sardaigne, ne seront admis qu'astant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, arrêtés et réglemens qui fixent les condition; de leur publication et de leur circulation dans les deux pays.
- Sont abrogées les dispositions de l'ordonnance royale du 6 novembre 1847, qui seraient controires à la présente ordonnance.
- 11. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

30 xovemens = 11 pécemens 1838. — Ordonnance du roi pour l'exécution de la conventiou postde conclue, le 9 août 1839, entre la France et le Saint-Siège. (1X, Bull. DCXIII, n. 7691.)

Louis-Philippe, etc., vu 1º la convention postale conclue et signée, le 9 août 1838, entre la France et le Saint-Siège; 2º la loi du 14 floréal en 10 (4 mai 1802); 5º les lois des 15 mars 1827 et 14 décesser

bre 1830; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1et. A dater du 15 décembre 1858, les personnes qui voudront envoyer, de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, sinsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, des lettres et échantillons de marchandises pour les Etats pontificaux, par la voie des paquebots de la marine royale, auront le choix de laisser le port de ces objets à la charge des destinataires, ou d'en payer le port d'avance jusqu'au lieu de destination; le tout, par réciprocité de la même faculté, accordée aux regnicoles des Etats pontificaux, pour les lettres et échantillons de marchandises à envoyer par eux en France et dans les possessions françaises au nord de l'Afrique, ainsi que dans les stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste. Les lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises, qui seront envoyés de part et d'autre, jouiront des modérations de port qui sont accordées à ces objets par les leis et réglemens respectifs de la France et du Saint-Siége.

2. Le public pourra envoyer aussi, par la voie des paquebots susmentionnés, des lettres dites chargees, à destination des Etats pontificaux. Le port de ces objets sera établi, d'après les tarifs combinés des deux pays; il devra toujours être acquitté d'a-

vance et jusqu'à destination.

3. La taxe des lettres venant, par la voie des paquebots de la marine française des Etats pontificaux pour la France, ou de la France pour les Etats pontificaux, due au trésor, en raison de leur parcours sur le territoire français, sera établie conformément aux dispositions des articles 1, 2 et 3 de la loi du 15 mars 1827.

4. La taxe de voie de mer, au profit du trésor, à appliquer aux lettres originaires des Etats pontificaux pour la France et les. Possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que pour les stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, et, réciproquement, la même taxe de voie de mer à appliquer aux lettres originaires de France ou des possessions francaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, pour les Etats pontificaux, sera regiée, pour chaque lettre pesant moins de sept grammes et demi, en raison de son parcours sur mer, d'aprés la distance en ligne droite existant entre le port d'embarquement et le port de débarquement, conformément au tarif établi par l'article 1er de l'ordonnance du 30 mai de la

présente année. La progression de la taxe de celles des lettres ci-dessus mentionnées dont le poids atteindra ou dépassera sept grammes et demi, sera celle qui est déterminée par l'article 3 de la loi du 15 mars 1827.

5. Lorsqu'il y aura lieu d'ajouter aux faxes réglées par les deux articles précédens le port revenant à l'office des postes pontificales, ce port sera percu sur les envoyeurs et sur les destinataires, soit en France, soit dans les possessions françaises au nord de l'Afrique, soit ensin dans les stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, conformément au tarif en usage dans les Etats du Saint-Siège.

6. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus annonces et avis divers, imprimés, lithographiés ou autographiés, qui seront envoyés sous bandes de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, dans les Etats pontificaux, par la voie des paquebots susmentionnés, devrout être affranchis jusqu'au port de débarquement des Etats pontifi-

7. Les objets mentionnés au précédent article, qui seront déposés dans les bureaux de poste de France (le port de Marseille excepté), supporteront, outre la taxe voulue par les lois des 15 mars 1827 et 14 décembre 1850, une taxe de voie de mer, qui est fixée à quatre centimes, pour chaque feuille de-journal ou d'écrit périodique, et à cinq centimes, pour chaque seuille de tous autres imprimés. Les journaux ou imprimés, destinés pour les Etats pontificaux, qui seront déposés au bureau de Marseille, oudans les bureaux de poste des possessions françaises au nord de l'Afrique, ainsi que dans les bureaux entretenns par la France dans les stations du Levant, ne supporteront que la taxe de voie de mer ci-dessus fixée.

8. La taxe des journaux et imprimés de toute nature, originaires des Etats pontificaux, destinés pour la France ou les possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que pour les bureaux de poste entretenus par la France dans les stations du Levant, qui seront transportés par les paquebots de la marine française, sera la même que celle qui est déterminée par l'article précédent. Cette taxe sera acquittée par les destinataires.

9. Les journaux, gazettes et ouvrages periodiques envoyés, par la voie des paquebots de la marine française, des Etats pontificaux en France, ainsi que les objets de même nature originaires de France envoyés par la même voie dans les Etats susmentionnés, ne seront admis, de part et d'autre, qu'autant qu'ils seront imprimés dans la langue du pays où ils auront été publiés, et qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, arrêtés et réglemens qui fixent les conditions de leur publication et de leur circulation dans les deux pays.

10. Notre ministre des sinances (M. La-

plagne) est chargé, etc.

12 NOVEMBRE = 13 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnence du roi portant autorisation de la société d'assurances muiuelles contre la grêle formée aux Andelys pour le département de l'Eure. (IX, Ball. supp. CCCXCIX, n. 12801.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er La société d'assurances mutuelles contre la grêle formée aux Andelys pour le département de l'Eure est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, les 10, 11 et 15 octobre 1858, devant Me Piquerel, notaire aux Andelys, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

 Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de nonexécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre tous les six mois un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet du département de l'Eure:

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

20 NOVEMBRE = 15 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du roi concesnant l'infanterie de marine. (IX, Bull. DCXIV, n. 7694.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la marine et des colonies; le conseil d'amirauté entendu, etc.

Art. 1er. Les deux régimens de marine créés par notre ordonnance du 14 mai 1851 seront réorganisés, et prendront la dénomination de régimens d'infanterie de marina. Ces deux corps seront affectés au service de garnison des ports militaires du royaume et à celui des colonies. Il sera formé un troisième régiment de la même arme pour concourir à ces deux services. Chacun de ces

trois régimens sera composé et réparticomme suit.

(Suivent les tableaux y relatifs.)

Ainsi l'effectif général des trois régimens
d'infanterie de marine sera de dix mille
neuf cent soixante et treize, savoir : officiers des états-majors, 89; des compagnies
actives, 270; des compagnies de cipayes,
6; des compagnies de soldats noirs, 6; sousofficiers et soldats des petits états-majors,
116; des compagnies actives, 10,170; sousofficiers formant le cadre des compagnies
de soldats noirs, 16; sous-officiers et soldats des compagnies hors rang, 300. Total
égal, 10,975,

2. Dans les garnisons qui comporteront plusieurs chefs de bataillon, l'officier supérieur commandant la portion du corps désignera les compagnies qui devront être placées sous les ordres de chaque chef de

bataillon.

3. Il sera ajouté, à la suite des trois régimens d'infanterie, un nombre d'officiers déterminé selon les besoins du service, pour occuper les emplois d'officiers de l'étatmajor général et de l'état-major des places aux colonies.

4. En temps de paix, une portion des garnisons des colonies sera relevée, chaque année, de manière que, dans une période de quatre ans, tous les officiers des compagnies, les sous-officiers et les soldats d'infanterie de marine qui auront été affectés au service des colonies, aient été successive-

ment rappelés en France.

5. Les compagnies qui effectueront leur retour en France laisseront aux colonies les hommes qui, n'ayant pas complétement satisfait à la loi du recrutement, y auront séjourné moins de quatre ans; et elles raméneront ceux des autres compagnies qui auraient rempli cette condition. Les militaires laissés aux colonies après le départ de leur compagnies seront versés soit dans les compagnies arrivant de France, soit dans celles qui sont déjà aux colonies.

6. Indépendamment des mouvemens indiqués dans l'article qui précède, il sera envoyé, chaque année, aux colonies, des soldats d'infanterie de marine pour remplir les vacancès qui pourraient ayoir lieu dans

les garnisons d'outre-mer.

7. Notre ministre de la marine statuera sur le remplacement aux colonies des officiers des états-majors, et des sous-officiers

des petits états-majors.

8 Les officiers qui obtiendront de l'avancement en grade, et les sous-officiers nommés au grade de sous-lieutenant pendant la durée de leur service aux colonies, occuperont les emplois de leur nouveau grade qui s'y trouveraient vacans; et, à défaut de Vacances sur les lieux, notre ministre de la marine pourvoira à leur destination.

9. Lorsqu'il y anra lieu à rappeler en France des officiers supérieurs et autres d'un régiment, conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente ordonnance, ceux qui, dans chaque corps, devront les remplacer, scront envoyés aux colonies par ordre d'ancienneté de grade, en commençant par la tête de la liste. Il en sera de même pour le remplacement des capitaines, lieutenans et sous-lieutenans des compagnies de cipayes et de soldats noirs.

10. Le service effectif dans les colonies, et le temps d'embarquement pour s'y rendre on pour en revenir, seront comptés comme bénéfices de campagne pour les décorations, pour l'admission aux compagnies sédentaires et à l'hôtel royal des invalides, conformément aux règles déterminées pour les pensions militaires par la loi du 11 avril 1831.

11. Le corps d'infanterie de marine pourra. lorsque nous le jugerons nécessaire, et d'après les ordres de notre ministre de la marine, fournir des détachemens à bord des Dâtimens de l'Etat. Dans ce cas, toutes les fois qu'un détachement sera fort de soixante hommes et au-dessus, il sera commandé par un capitaine; et, lorsqu'il ne sera composé que de trente à cinquante-neuf hommes. il sera sous les ordres d'un lieutenant ou sous-lieutenant. Les détachemens au-dessous de trente hommes seront commandés par un sergent A moins d'impossibilité absolue. les officiers qui seront embarqués seront pris dans les mêmes compagnies que les sousofficiers et soldats dont le commandement leur sera confié. Les sous-officiers et soldats d'infanterie composant les dits détachemens. indépendamment du service militaire dont ils seront chargés à bord, participeront aux manœuvres basses et aux exercices des équipages; et ccux qui se porteront volontairement aux manœuvres hantes recevront un supplément de dix centimes par jour.

12. Tout détachement embarqué sera soums à la même police et à la même discipline que les équipages, conformément aux dispositions de l'article 57 de la loi du 22 août 1790, et de l'ordonnance du 31 octobre 1827 sur le service des bâtimens à la mer.

13. A défaut de capitaines d'armes titulaires dans les ports, les sergens d'infanterie ayant douze mois de navigation au moins pourront être désignés pour en remplir les fonctions à bord des valsseaux et frégates, et alors leur solde sera élevée, au moyen de homplémens, au taux de la solde des capitaines d'armes dont ils exerceront l'emploi:

mais ils ne pourront être pourvus de ce grade qu'autant qu'ils serent admis à passer dans les équipages de ligne, et qu'ils réuniront les conditions imposées aux seconds maitres de canonnage par l'article 259 de l'ordonnance du 11 octobre 1836. Les caporaux ayant douze mois de navigation pourront également être désignés pour remplir les fonctions de capitaines d'armes sur les bâtimens d'un rang inférieur, et jouiront d'un supplément d'un franc par jour.

14. Sont applicables aux officiers, sousofficiers, caporaux et soldats d'infanterie de
marine, les dispositions des lois, ordonances et instructions relatives aux troupes
de ligne, en ce qui concerne: 1º le recrutement, les rengagemens, les remplacemens,
la libération, l'avancement, l'état des officiers, les récompenses militaires, les traitemens de retraite et de réforme; 2º les
allocations de solde et d'indemnités de toute
espèce, sauf les modifications portées aux
articles 15, 16, 17 et 18 ci-après; 5º la justice militaire, le service, la discipline et
la police intérieure des corps à terre.

15. Les officiers d'infanterie de marine employés aux colonies jouiront des supplémens de solde et d'indemnités déterminés par l'ordonnance royale du 22 septembre 1819. Les sous-officiers, caporaux et soldats, dans la même position, jouiront de la solde de station. Il leur sera délivré, en outre, une ration de vivres en nature, et le produit de la retenue exercée au profit de l'ordinaire, dont le taux sera déterminé par notre ministre de la marine, sera versé à la masse individuelle.

16. Il ne sera point accordé de congés de semestre aux officiers des compagnies ni anx sous-officiers et soldats d'infanterie de marine pendant la durée de leur séjour aux colonies; mais il pourra leur en être délivré. après leur retour en France, dans une proportion qui devra être combinée avec les besoins du service. Les officiers affectés au service des colonies qui obtiendront des congés de convalescence seront traités conformément aux dispositions de notre ordonnance du 25 décembre 1857, portant réglement sur la solde et les revues, toutes dispositions contraires demeurant abrogées. Les gouverneurs des colonies exerceront, à -l'égard des officiers de tous grades, la faculté attribuée, par l'article 81 de ladite ordonnance, aux lieutenans généraux commandant les divisions militaires. Il sera pourvu au passage des officiers en congé de convalescence, conformément aux dispositions de notre ordounance du 1er mars 1851. et il leur sera alloué, pour la durée des deux traversées, la solde de leur grade, sur le pied d'Europe, sans accessoires.

17. La quotité des hautes-paies de toute espèce sera, pour les sous-officiers et soldats d'infanterie de marine employés aux colonies, et pendant la durée effective de leur séjour dans ces établissemens, double de celles des hautes-paies allouées aux sous-officiers et soldats affectés au service des ports.

18. L'abonnement pour l'entretien des armes sera payé, dans les colonies seulement, d'après les tarifs établis pour l'armée de terre, avec augmentation de moitié.

19. Les dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1824, portant création d'une compagnie de discipline de la marine, sont applicables aux soldats d'infanterie de marine.

20. L'uniforme du corps d'infanterie de marine sera le même que celui de l'infanterie de ligne. Toutefois, dans les colonies, on ajoutera à la tenue d'été des officiers et de la troupe un pantalon de toile blanche, et la durée du pantalon de drap garance sera augmentée de six mois. Le bouton sera timbré d'une ancre, portera le numéro du régiment, et aura pour légende: Infanterie de marine.

21. Il sera formé, dans chaque régiment, un conseil central d'administration et des conseils éventuels. Le conseil central du 1er régiment et celui du 2e régiment seront composés comme suit : le lieutenant-colonel, président; un chef de bațaillon, le major, deux capitaines; le trésorier, l'officier d'habillement.

Le conseil cèntral du 3º régiment sera composé comme suit: le colonel, président; le lientenant colonel, un chef de bataillon, le major, un capitaine, le trésorier, l'officter d'habillement.

Les conseils éventuels d'administration seront formés comme suit: à la Martinique et à la Guadeloupe le colonei, président; le lieutenant-colonei, un chef de bataillon, un capitaine, l'officier payeur.

A Rochefort, à Cherbourg, au Sénégal, à Bourbon et à la Guyane française : le lieutenant-colonel ou chef de bataillon, président ; un capitaine, l'officier payeur.

22. Les conseils éventuels transmettront au conseil central toutes les pièces qui serviront à centraliser la comptabilité, les états de demande d'effets, les feuilles de mutations et états des hommes à remplacer annuellement, et généralement tous les documens qui se rattachent à l'administration du corps.

25. Les effets d'habillement destinés aux portions de corps détachées dans les colonies seront confectionnés, dans chaque régiment, par les soins du conseil d'administration central, qui les fera paryenir à leur destination, d'après les demandes qui lui auront été adressées par les conseils éventuels. Le conseil central passera en outre tous les marchés pour la fourniture des effels de petit équipement nécessaires aux détachemens des colonies, et il en surveillera l'envoi.

24. Il sera établi, pour les troupes d'infanterie de marine, une masse genérale destinée à subvenir aux dépenses de l'habillement du grand équipement, de la première mise des sous-officiers faits officiers, de la musique, de la réparation de l'habillement, de la coissure, du grand équipement et de l'armement ; du chaussage, de l'éclairage des casernes; aux frais de l'infirmerie regimentaire et aux dépenses éventuelles. Ladite masse supportera en outre la retenue des 5 pour 100 qui doivent être verses dans la caisse des invalides, tant sur les fonds de la masse elle-même que sur la solde des sous officiers et soldats, et la retenue de 1 pour 100 sur la solde des officlers. La masse générale sera payée sur le pied de l'effectif des sous-officiers, caporaux, soldats et enfans de troupe présens, tant en France qu'aux colonies, et le taux en sera fixé chaque année par notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies. Le conseil central administrera les fonds de la masse générale pour la totalité de chaque régiment. Indépendamment de la masse générale, il sera alloué, pour tout homme de nouvelle levée admis au corps, une somme de 50 francs à titre de première mise d'habillement, et une somme de 40 francs à titre de première mise de masse individuelle. La première de ces allocations sera supprimée pour les hommes de recrue jugés susceptibles de réforme lors de leur arrivée au corps, et la seconde sera reduite à 12 francs dans le même cas. Il sera alloue en outre une somme de 12 francs par homme et par an pour subvenir aux dénenses de casernement. Cette allocation sera augmentée de moitié dans les colonies.

25. Sera dissous, à compter du 1er juin 1859, le corps d'officiers d'infanterie de marine affecté à l'instruction des équipages de ligne par l'ordonnance du 21 septembre 1827, ainsi que le dépôt des régimens de marine créé à Landerneau par l'ordonnance du 14 mai 1851, et les officiers qui en faisaient partie seront placés dans les trois régimens d'infanterie de marine. Il pourra en outre être admis, dans lesdits régimens, un certain nombre d'officiers, de sous-officiers et de soldats des autres corps de la marine, et des différens corps du département de la guerre. Les officiers prevenant de ces différens corps ne pourront

entrer avec avancement dans les troupes d'infanterie de marine qu'autant qu'ils auront figuré sur les tableaux d'avancement dressés par les inspecteurs généraux.

# Dispositions transitoires.

26. Lors de la formation des trois régimens d'infanterie de marine, les désignations par numéros de compagnies auront lieu de la manière suivante:

(Suit la désignation)

27. Conformément à ce qui est prescrit par l'article 4 de la présente ordonnance, les premiers remplacemens auront lieu en 1840, et s'exécuteront ensuite, d'année en année, de la manière indiquée ciaprès:

(Suit le tableau relatif aux divers mou-

. 28. A partir de 1839, les trois régimens d'infanterie de marine fournirent les garnisons des ports et des colonies, ainsi qu'il a été indiqué à l'art. 1er. En 1845 le dépôt du 1er régiment se rendra à Broulon, et celui du 3e régiment se rendra à Brest. Ces corps se remplaceront dans les services qu'ils étaient appelés à remplir dans les ports. En 1846 le dépôt du 2e régiment se rendra à Toulon, et permutera avec celui du 1er régiment. Ces deux corps se remplaceront également dans le service des ports. Ces changemens continueront à s'opèrer de trois en trois années, ainsi qu'il vient d'être indiqué au présent article.

29. Les dispositions contenues dans la présente ordonnance seront exécutées à par-

tir du 1er juin 1859 (1).

2 — 15 Décembre 1838. — Ordennance du roi qui fixe les époques auxquelles auront lieu, pour la classe de 1838, les opérations du recrutement relatités sur tableaux de recensement et au tirage au sort. (LX, Bull. DCXIV, n. 7695.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 11 octobre 1830, relative au vote annuel du contingent de l'armée et celle du 21 mars 1852, sur le recrutement; vu l'art. 5 de la loi du 27 avril dernier, portant que, pour la classe de 1838, toutes les opérations du recrutement émi se rapportent aux tableaux de recensement et au tirage au sort pourront avoir lieu, en vertu d'une ordonnance royale, au commencement de l'année 1859 et avant le vote de la loi annuelle du contingent; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, etc.

Art. 4er. Les tableaux de recensement de

la classe de 1858, établis à partir du 1er janvier 1859, seront publiés, ainsi que l'exige l'art. 8 de la loi du 21 mars 1832, les dimanches 10 et 17 du mois de sévrier prochain. L'examen de ces tableaux et le tiragé au sort prescrits par l'article 10 de la même loi commenceront le 11 mars suiyant.

- 2. Immédiatement après le tirage de chaque canton, le sous-préfet enverra au préfet du département une expédition authentique de la liste du tirage, ainsi que du procès-verbal qui aura été dressé en exécution de l'article 12 de la loi précitée du 21 mars 1832.
- 5. Au moyen des documens mentionnés dans l'article précédent, le préfet dressera un état indiquant, par canton, le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de la classe. Cet état devra être adressé à notre ministre secrétaire d'Etat de fa guerre le 15 avril 1839 au plus tard. Si, par suite de circonstances extraordinaires, le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage n'a pas pu être connu à cette époque pour tous les cantons, ce nombre sera remplacé, pour les envions en retard, par la moyenne des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage des dix classes précédentes, et le préset indiquera cette moyenne sur l'état prescrit ci-dessus:
- 4 Les autres opérations relatives à l'appel de la classe de 1858 seront réglées ultérieurement par une ordonnance royale, après la promulgation de la loi annuelle du contingent.
- 5. Notre ministre de la guerre (M. Bernard) est chargé, etc.

3 = 15 néceuvan 1833. — Ordonnance du roi qui charge provisoirement M. le lleutenant Judqueminot du commandement supérieur des gardes nationales de la Seine. (IX., Bull. DCXIV. n. 7696.)

Louis-Phitippe, etc., va notre ordonnance du 27 novembre dernier qui, attendii l'absence de M. le général Jacqueminot, chef d'état-major général des gardes nationales de la Seine, avait chargé provisoirement M. le général de brigade comte Friant du commandement supérieur desdites gardes, vacant par le décès de M. le maréchal comte de Lobau; vu l'art. 64 de la loi du 22 mars 1851; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, etc.

Art. 1er. M. le lieutenant général Jac-

<sup>(1)</sup> Contresigné Nosamel.

queminot, chef d'état-major général des gardes nationales de la Seine, est chargé provisoirement du commandement supérieur desdites gardes nationales.

2. Notre ministre de l'intérieur (M. Mon-

talivet) est chargé, etc.

3 = 15 Décembre 1838. — Ordonnance du roi qui change le titre de la chaire d'anatomie humaine instituée au Muséum d'histoire naturelle. (IX., Bull. DCXIV, n. 7697.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, etc.

Art. 1er. La chaire d'anatomie humaine instituée au muséum d'histoire naturelle portera à l'avenir le titre de Chaire d'anatomie et d'histoire naturelle de l'homme.

2. Notre ministre de l'instruction publique (M. Salvandy) est chargé, etc.

30 NOVEMBRE. 20 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au budget du ministère des finences, exercice 1837, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiemens faile pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions antérieurs à 1837. (IX, Bull. DCXV, n. 7701.)

Louis-Philippe, etc., vu l'art. 9 de la loi du 8 juillet 1837, lequel est ainsi concu: « Pour le service de la dette viagère et des « pensions, et pour celui de la solde et au-« tres dépenses payables sur revues , la dé-« pense servant de base au réglement des « crédits de chaque exercice ne se compo-« sera que des paiemens effectués jusqu'à « l'époque de sa clôture. Les rappels d'ar-« rérages payés sur ces mêmes services d'a-« près les droits ultérieurement constatés « continueront d'être imputés sur les cré-« dits de l'exercice courant; mais en sin « d'exercice, le transport en sera effectué « à un chapitre spécial au moyen d'un vi-« rement de crédit autorisé chaque année « par une ordonnance royale, qui sera sou-« mise à la sanction des Chambres avec la « loi de réglement de l'exercice expiré; » considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne les rentes viagères et les pensions, d'appliquer cette disposition à l'exercice 1837, qui a atteint le terme de sa clôture. et dont le réglement définitif doit être incessamment proposé aux Chambres: sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1cr. Il est ouvert au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1837, deux nouveaux chapitres spécialement destinés à recevoir l'imputation des paiemens faits pendant cet exercice pour rappels des arrérages antérieurs à l'année 1837, des rentes viagères et des pensions. Ces chapitres prendront le titre de Rappels d'arrérages de rentes viagères antérieurs à 1837; Rappels d'arrérages de pensions antérieurs à 1837.

2. Les paiemens effectués pour ces rappels d'arrérages, et mentant, d'après le tableau ci-annexé, à deux cent quatre-vingt-quatorze mille cinq cent quarante francs soixante et un centimes, sont, en consequence, déduits des chapitres ordinaires ouverts au budget pour les rentes viagéres et les pensions, et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent : rappels d'arrérages de rentes viagères antérieurs à 1837, 121,275 fr. 70 c.; rappels d'arrérages de pensions antérieurs à 1837, 173,266 fr. 91 c. Total, 294,540 fr. 61 c.

3. Les crédits ouverts par la loi de finances et par des lois spéciales pour le service des rentes vingères et des pensions pendant l'exercice 1837 sont réduits de la somme ci-dessus de deux cent quatre-vingt-quatorze mille cinq cent quarante francs soixante et un centimes, qui demeure provisoirement appliquée aux deux nouveaux chapitres sus-indiqués, savoir : rentes viagères, 121,273 fr. 70 c.; pensions civiles, 57,643 fr. 74 c.; à titre de récompenses

nationales, 750 fr. 83 c.; militaires, 100,684 fr. 12 c.; ecclésiastiques, 3,292 fr. 86 c.; de donataires, 10,895 fr. 36 c. Total, 294,540 fr. 61 c.

4. La présente ordonnance sera annexée

au projet de loi portant réglement définitif du budget de l'exercice 1837. 5. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

(Suit le tableau.)

3 == 20 Décembre 1838. — Ordonneuce du roi qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit extraordinaire pour des créances restont à solder sur un exercice périmé. (IX, Bull. DCXV, n. 7702.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, et de l'avis de notre conseil des ministres; vu l'état des créances liquidées pour les services des cultes, sur l'exercice périmé de 1831, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1851; vu l'art. 8 de la loi du 10 mai 1838, aux termes duquel les créances de cette nature ne peuvent être ordonnancées par nos ministres, qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux par articles leur ont été ouverts à cet effet, conformément aux art. 4,5 et 6 de la loi du 24 avril 1835; vu l'art. 114 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la

comptabilité publique, etc.

Art. 1er. Un crédit extraordinaire spécial de neuf mille neuf cent soixante et quinze francs vingt-quatre centimes est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cultes, sur le budget de l'exercice 1838, pour solder les créances de l'exercice périmé non frappées de déchéance, qui sont détaillées au tableau ciannexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial Dépenses des exercices périmés, prescrit par l'art. 8 de la loi du 10 mai 1858.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur pro-

chaine session.

4. Nos ministres de la justice et des cultes, et des finances (MM. Barthe et Laplagne) sont chargés, etc.

(Suit le tableau.)

3 = 20 peceusas 1838. - Ordonnance du roi qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos. (1X, Bull. DCXV, r. 7703.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, et de l'avis de notre conseil des ministres; vu l'état des créances liquidées pour les services des cultes sur les exercices clos de 1834, 1835 et 1836, additionnellement aux restes à payer constatés par les lois de réglement de ces exercices; considérant que lesdites créances concernent des services pour lesquels la nomenclature insérée dans la loi de dépenses desdits exercices nous réserve la faculté d'ouvrir des supplémens de crédits en l'absence des Chambres; vu l'art. 9 de la loi du 23 mai 1834, et l'art. 100 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels les créances des exercices clos non comprises dans les restes à payer arrêtés par les lois de réglement ne peuvent être ordonnancés par nos ministres qu'au moyen de crédits supplémentaires accordés suivant les formes déterminées par la loi du 24 avril 1833, etc,

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de réglement des exercices 1834, 1835 et 1836, un crédit supplémentaire de six cent quatre-vingt-deux francs solvante et dix-sept centimes, montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre secrétaire d'Etat des finances, conformément à l'article 106 de notre ordonnance du 51 mai 1858, portant réglenrent général sur la comptabilité publique, savoir: exercice 1834, 200 fr.; 1855, 200 fr.; 1856, 282 fr. 77 c. Total, 682 fr. 77 c.

2. Notre ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cuites est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget des exercices courans, en exécution de l'art. 8 de la loi

du 25 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Nos ministres de la justice et des cultes, et des sinances (MM. Barthe et Laplagne) sont chargés, etc.

(Suit le tableau.)

7 = 20 décembre 1838. - Ordonnance du roi qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire sur l'exercice 1838. (IX, Bull. DCXV, n. 7704.)

Louis-Philippe, etc., vu les art. 3 et 4 de la loi du 24 avril 1833 ; vu la loi du 20 juillet 1837, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1838, et contenant, art. 4, la nomenclature des dépenses pour lesquelles la faculté nous est réservée d'ouvrir des crédits supplémentaires, en cas d'insuffisance, dûment justifiée, des crédits législatifs; vu les art. 20, 21, 22 et 25 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat des finances, sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire de quatre millions cent soixante trois mille deux cent quarante-cinq francs (4,163,245 francs), applicables aux chapitres et articles de dépenses ci-après désignées, savoir : Chap. 1er. Dette inscrite : Art. 1er. Arrérages de restes 5 pour 100, 65,904 fr. -3. Arrérages de rentes 4 pour 100, 1 fr.-4. Intérêts de cautionnemens, 457,000 fr. - 5. Intérêts de la dette flottante, 1,000,000 francs. - 8. Pensions civiles, 100,000 fr,

- 11. Pensions militaires, 900,000 fr. -25. Frais de trésorerie, 50,000 fr. — 26. Traitemens, taxations, remises et bonifications aux receveurs des sinances : Art. 2. Taxations sur contributions directes et autres taxes perçues en vertu de rôles, 55,000 fr. - 4. Taxations sur produits divers et coupes de bois, 65,000 fr. — 51. Frais de perception et de premier avertissement pour les contributions directes et les autres taxes perçues en vertu de rôles : Art. 1er. Remises des percepteurs, 165,000 francs. - 52. Service administratif et de perception de l'enregistrement et des domaines dans les départemens : Art. 1er. Personnel (taxations et remises des comptables). 400,000 fr. - 55. Timbre (exploitation). Art. 2. Matériel, 50,000 fr. Chap. 54. Service administratif et de surveillance des forêts dans les départemens : Art. 5. Matériel, 60,000 fr. - 58. Service des poudres à seu : Art. 1er. Personnel (remises). 6,000 fr. - 2. Materiel, 554,700 fr. - 40. Service administratif et de perception des postes dans les départemens : Art. 1er. Personnel (remise). 100,000 fr. — 5. Dépenses administratives, 70,420 fc. - 41. Transport des dépêches : Art. 2. Matériel, 226,220 fr. - 42. Restitutions et non valeurs sur les contributions directes, etc.: Art. 5. Non valeurs extraordinaires sur les patentes pour cessation de commerce, 80,000 fr. - 42. Dégrévement sur les rétributions universitaires, et sur le droit annuel du par les chefs d'écoles, 10,000 fr. Total, 4,163,245 fr.

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances liquidées à la charge du département des finances, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices clos de 1855 et 1856; considérant que ces créances concernent des services non compris dans la nomenciature de ceux pour lesquels les lois de dépenses des mêmes exercices out donné faculté d'ouvrir des supplémens de crédits; considérant, toutefois, qu'aux termes de l'art. 9 de la loi du 25 mai 1854 et de l'art. 198 de notre ordonnance du 3 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, lesdites créances

peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgels des exercices 1835 et 1836, et que leur montant n'excède pas les restans de crédits dont l'annulation a été ou sera prononcée sur ces services par les lois de réglement desdits exercices; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat des finances, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices 1835 et 1856, un crédit supplémentaire de neuf mille trois cent quatre vingt treize francs vingt-six centimes 9,595 fr. 26 c.), montant des créances désignées au tableau ci annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs, dressés en double expédition, sont déposés au ministère des finances, conformément à l'art. 106 de notre ordonnance du 31 mai 1858, portant réglement général sur la comptabilité publique, savoir : Exercice 1835, 3,855 fr. 65 c.; 1836, 5,537 fr. 61 c. Total égal, 9,593 fr. 26 c.

2. Notre ministre secrétaire d'Etat des finances est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial œuvert pour les dépenses des exercices elos au budget des exercices courans, en exécution de l'art. 8 de la loi du 23 mai 1854.

 La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaiue session.

4. Notre ministre des finances (M. Laplague) est chargé, etc.

(Suit le tableau.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances liquidées à la charge du département des finances sur les exercices clos de 1854, 1855 et 1856, additionnellement aux restes à payer constatés par les lois de réglement des deux premiers exercices et par le compte définitif des dépenses du derpier ; considérant que lesdites créances concernent des services pour lesquels la nomenclature insérée dans les lois de dépense desdits exercices nous réserve la faculté d'ouvrir des supplémens de crédits en l'absence des Chambres : vu l'art. 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'art. 100 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels les créances des exercices clos non compris dans les res-

<sup>7 = 20</sup> DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos. (IX, Boll. DCXV, n. 7705.)

<sup>7 = 20</sup> Décembre 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos. (IX, Bull. DCXV, n. 7706.)

tes à payer arrêtés par les lois de réglement ne peuvent être ordonnancées par nos ministres qu'an moyen de crédits supplémentaires accordés sulvant les formes déterminées par la loi du 24 avril 1853; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre sécrétaire d'Etat du département des finances, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de réglement des exercices de 1834 et 1855, ainsi que par le compte définitif des dépenses de l'exercice 1836, un crédit supplémentaire de quinze mille deux cent quatre-vingt-treize francs solvante et dix-huit centimes 15,293 fr. 78 c.), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et dont les états nominatifs, dressés en double expédition, sont déposés au ministère des finances, conformément à l'art. 106 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement générai sur la comptabilité publique, savoir : exercice 1834, 3,156 fr. 88 c.; 1855 3,380 fr. 84 c.; 1836, 8,756 fr. 6 c. Total egal, 15,293 fr. 78 c.

2. Notre ministre secrétaire d'État des finances est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos aux budgets des exercices courans, en exécution de l'art. 8 de la loi du

**23** mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

4. Notre ministre des finances (M. Laplague) est chargé, etc.

(Suit le tableau.)

7 = 20 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au spinistre des finances un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur des exercices périmés. (IX, Bull. DCXV, n. 7707.)

Louis-Philippe, etc., vu l'état des créances liquidées à la charge du département des finances, sur les exercices périmés de 1824, 1829, 1850, 1831, 1832, 1833, et 1854, et qui, pour les causes énoncées audit état, ne sont point passibles de la déchéance prononcée par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1831; vu l'art. 8 de la loi du 29 janvier 1831; vu l'art. 8 de la loi du 29 janvier 1836, aux termes duquet les créances de cette nature ne peuvent être ordornaméées par nos ministres qu'après que des crédits extraordinaires spéciaux, par article, leur ont été ouverts à cet effet, conformement aux art. 4, 5 et 6 de la loi du 24 ayril 1833; vu l'art. 114 de notre ordon-

nance du 51 mai 1838, pertant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Un crédit extraordinaire spécial de cent dix-neuf mille francs quatrevingts centimes (119,000 fr. 80 c.) est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat des finances, sur le budget de l'exercice 1838, pour solder les créances des exercices périmés non frappées de déchéance qui sont détaillées au tableau ci-annexé.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu avec imputation au chapitre spécial Dépenses des exercices perimés, prescrit par l'art. 8 de la loi du 10 mai 1838

3. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaîne session.

4. Notre ministre des finances (M. La plagne) est chargé, etc.

(Suit le tableau.)

7 = 20 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui ouvre au ministre des finances un crédit extraordinaire sur l'exercice 1838. (IX, Bull. DCXV, n. 7708.)

Louis Philippe, etc., vu 1° la loi du 20 jaillet 1837, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1838; 2° les art. 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833 et l'art. 12 de celle du 25 mai 1834; 3° les art. 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838, portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat des finances, sur l'exercice 1838, un crédit extraordinaire de cinquante mille neuf cent quatre-vingt-cinq francs (50,985 fr.), pour subvenir aux dépenses urgentes qui n'ont pu être prévues par le budget dudit exercice, et qui seront l'objet des chapitres spéciaux désignés ciaprès : service des monnales, pertes sur les tolérances en fort, 5,000 fr. - Idem, indemnités aux essayeurs de la garantie pour le travail extraordinaire de la recense générale des ouvrages d'or et d'argent, 15,850 fr. - Service des douanes, marques et instrumens pour le jaujeage des navires de commerce 30,435 fr. - Somme égale, 30.985 fr.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc. 728

11 == 20 pácquens 1838. — Ordonnance du roi dui nomme M. le maréchal comte Gérard commandant supériour des gardes nationales du département de la Seine. (IX, Bull. DCXV, a). 7709.)

Louis-Philippe, etc., vu l'art. 64 de la loi du 22 mars 1831; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, etc.

Art. 1er. M. le maréchal comte Gérard. pair de France, est nommé commandant supérieur des gardes nationales du département de la Seine.

2. Notre ministre de l'intérieur (M. Montalivet) est chargé, etc.

12 = 20 DÉCEMBRE 1838. - Ordonnance du roi qui fait remise des peines de discipline prononcées contre des gardes nationaux du département de la Seine. (lX, Bull. DCXV, n. 7710.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, ctc.

Art. 1er. Il est fait remise de toutes les peines prononcées par les conseils de discipline des gardes nationales du département de la Scine antérieurement à la promulgation de la présente ordonnance, et qui n'auraient point encore reçu leur exéeution.

2. Il ne sera exercé aucune poursuite à raison des faits commis par les gardes nationaux du département de la Seine antéricurement à la promulgation de la présente ordonnance, et qui les rendraient justiciables des conseils de discipline.

3. Notre ministre de l'intérieur (M. Montalivet) est chargé, etc.

13 = 20 DÉCEMBRE 1838. - Ordonnance du roi qui autorise une émission supplémentaire de bons royaux ponr le service de 1839. (IX, Bull. DCXV, n. 7711.)

Louis-Philippe, etc., vu l'art. 15 de la loi du 14 juillet dernier qui, en autorisant le ministre des finances à créer des bons royaux pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque en 1839, a réglé, d'une part, que les bons en circulation ne pourraient excéder cent cirquante millions; de l'autre, que, dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, il y serait pourvu au moyen d'une émission supplémentaire qui devrait être autorisée par des ordonnances royales, lesquelles seraient insérées au Bulletin des lois et soumises à la sanction législative, à l'ouverture de la plus prochaine session des Chambres; vu la loi du 10 juin 1855, portant, art. 4: « Le fonds d'amor-

« lissement appartenant à des rentes dont « le cours serait supérieur au pair sera mis « en réserve. A cet effet, la portion, tant « de la dotation que des rentes amorties « applicables au rachat de ces rentes, la-« quelle est payable, chaque jour, par le « trésor public, sera acquittée à la caisse « d'amortissement en un bon du trésor « portant intérêt à raison de trois pour cent « par an, jusqu'à l'époque du rembourse-« ment; » vu l'état arrêté, au 21 novembre dernier, des bons en circulation à ladite époque, et des besoins présumés du trésor jusqu'au 31 décembre courant ; considérant qu'il résulte de cet état et de l'évaluation des sommes à émettre pour consommer le service de 1838, une insuffisance de six millions sur le crédit primitif, laquelle a rendu nécessaire le crédit supplémentaire de pareille somme accordé par notre ordonnance du 23 dudit mois de novembre dernier; considérant que les bons qui se trouveront en circulation au 31 décembre prochain auront absorbé, et au-delà, le crédit de cent cinquante millions ouvert pour le service de 1859; considérant que, les délibérations des Chambres sur le crédit supplémentaire qui doit leur être demandé ne pouvant avoir lieu avant le 1er janvier prochain, il est urgent de pourvoir aux moyens d'exécution de l'art. 4 de la loi du 10 juin 1853, et d'assurer les autres opérations habituelles du trésor, mais seulement dans la proportion des besoins présumés pendant les premiers mois de 1859; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Notre ministre secrétaire d'Etat des sinances est autorisé à créer, par supplément au crédit qui lui a été ouvert par l'art. 15 de la loi du 14 juillet dernier. pour le service de 1839, cinquante millions de bons royaux portant intérêt, et payables à échéances fixes.

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera proposée aux Chambres lors de leur prochaine session.

3. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

13 = 20 DÉCEMBRE 1838. - Ordonnance du roi qui ouvre au ministre des sinances un crédit extraordinaire sur l'exercice 1839. (IX, Bull. DCXV, n. 7712.)

Louis-Philippe, elc., vu 1º la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839 ; 2° les art. 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833, et l'art. 12 de celle du 23 mai 1834; 3° les art. 26, 27 et 28 de notre ordonnance du 31 mai 1838,

portant réglement général sur la comptabilité publique; sur le rapport de notre ministre secrétaire des finances, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat des finances, sur l'exercice 1859, un crédit extraordinaire de cinq cent cinquante mille francs (550,000 fr.), pour subvenir aux dépenses urgentes qui n'ont pu être prévues par le budget dudit exercice, et qui feront l'objet des chapitres ciaprès, savoir: 1° renfort du service des douanes sur la ligne des Pyrénées, 150,000 fr.; 2° rachat des malles-postes affectes aux soutes de première section, 400,000 fr. Total, 550,000 fr.

- 2. La régularisation de ce crédit sera proposée aux Chambres dans leur prochaine session.
- 3. Notre ministre des finances (M. Laplagne) est chargé, etc.

6 — 24 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnence du roi qui prescrit la publication de la convention conclue, le 9 juin 1837, entre la France, la Grande-Bretagne et les villes libres et anséatiques de Lubeck, de Brême et de Hambourg, dans le but d'essurer la répression de la traite des noirs. (IX, Bull. DCXVI, n. 7713.)

Louis - Philippe, etc., savoir faisons qu'entre nous et seu sa majesté le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'une part, et les Sénats des villes libres et anséatiques de Lubeck, de Brême et de Hambourg, d'une autre part, il a été conclu à Hambourg, le 9 juin 1837, une convention stipulant l'accession desdites villes libres et anséatiques à la convention du 30 novembre 1831, et à la convention supplémentaire, en date du 22 mars 1833, conclues, à Paris, entre la France et la Grande-Bretagne, et destinées toutes deux à assurer la répression du crime de la traite des noirs ; convention d'accession dont les ratifications ont été réspectivement échangées à Hambourg le 9 septembre 1837, et dont la teneur suit :

#### Convention d'accession.

Sa majesté le roi des Français et sa majesté le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant conclu, le 30 novembre 1831 et le 22 mars 1833, deux conventions destinées à assurer la répression complète de la traite des noirs, les hautes parties contractantes, conformément à l'art. 9 de la première de ces conventions, qui porte que les autres puissances maritimes seront invitées à y accéder, ont adressé cette invitation aux Sénats des villes libres anséatiques de Lubeck,

Brême et Hambourg; et les Sénats des villes libres anséatiques, animés des mêmes sentimens, et empressés de concourir avec ces deux augustes puissances au même but d'humanité, n'ayant pas hésité à accueillir leur proposition, leursdites majestés et les Sénats des villes anséatiques, dans la vue d'accomplir ce dessein généreux, et pour donner à l'accession des villes anséatiques. ainsi qu'à son acceptation par sa majesté le roi des Français et par sa majesté Britannique, l'authenticité convenable et toute la solennité usitée, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention formelle, et ont en conséquence nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : sa majesté le roi des Français, le baron Alexandre Lasalle, chevalier de la Légion-d'Honneur, son chargé d'affaires près les villes anséatiques; sa majesté le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le sieur Henri Canning, son chargé d'affaires et consul général près les villes anséatiques; et les Sénats des villes libres anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, le sieur Charles Sieveking, docteur en droit, syndic de la ville de Hambourg; lesquels, après avoir échangé réciproquement leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Art. 1er. Les Sénats des villes libres et anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, accèdent aux conventions conclues et signées, le 30 novembre 1831 et le 22 mars 1833, entre sa majesté le roi des Français et sa majesté le roi du royaumeuni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, relativement à la répression de la traite des noirs, ainsi qu'à l'annexe de la seconde convention, contenant les instructions pour les croiseurs, sauf les réserves et modifications exprimées dans les articles 2, 3 et 4 ci-après, qui seront considérés comme additionnels auxdites conventions et à l'annexe susmentionnée, et sauf les différences qui résultent nécessairement de la situation des villes anséatiques, comme parties accédantes aux conventions en question après leur conclusion. Sa majesté le roi des Français et sa majesté le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant accepté ladite accession, tous les articles de ces deux conventions et toutes les dispositions de ladite annèxe seront, en conséquence, censés avoir été conclus et signés de même que la présente convention, directement entre sa majesté le roi des Français, sa majesté le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et les Sénats des villes libres et anséatiques de Lubeck, de Brême et de Hambourg. Leursdites majestés et les Sénats des villes libres et anséatiques s'engagent et promettent réciproquement d'exécuter fidèlement, sauf les réserves et modifications stipulées par les présentes, toutes les clauses, conditions et obligations qui en résultent; et, pour éviter toute incertitude, il a été convenu que les susdites conventions, ainsi que l'annexe de la seconde, contenant les instructions pour les eroiseurs, seront insérées ici mot à mot, ainsi qu'il suit:

Suivent les convention et convention supplémentaire, avec les instructions annexées à cet te dérnière, conclues entre la France et la Grande-Bretagne, les 30 novembre 1831 et 22 mars 1833, relativement à la répression du crime de la traite des noirs; lesquelles convention, conremtion supplémentaire et sinèmes ont été publiées le 25 juillet 1833. (Voy.-t. 33, p. 351.)

2. Il est convenu, en ce qui concerne l'art. 5 des instructions annexees à la convention supplémentaire du 22 mars 1833, que tous les navires portant le pavillon de Lubeck, et paraissant par leurs papiers appartenir à Lubeck, qui pourront être arretes, en execution des conventions ci-dessus transcrites, par les croiseurs de sa majesté le roi des Français ou de sa majesté le roi du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, employés dans les stations d'Amérique, d'Afrique ou de Madagascar, séront conduits ou envoyés dans le port de Travemunde; que tous les navires portant le pavillon de Brême, et paraissant, par leurs papiers, appartenir à Brême, qui pourront être arrêtés de même, seront couduits ou envoyés dans le port de Bremerhaven; et que tous les navires portant le pavillon de Hambourg, et paraissant, par leurs papiers, appartenir à Hambourg, qui pourront être arrêtes de même, seront conduits ou envoyés dans le port de Cuxhaven. Dans le cas où la navigation de la Baltique serait interrompue ou impraticable, les trois Sénats s'accordent à indiquer Bremerhaven et Cuxhaven comme les ports où pourront être conduits on envoyes les navires lubecquois arrêtés comme ci-dessus mentionné.

5. Attendu que le débarquement, dans les ports susmentiannés, des négres qui se trouveraient à bord de bâtimens portent le pavillon anséatique, et paraissant, par leurs papiers, appartenir auxdites villes anséatiques, ou à l'une d'elles, pourrait antrainer de graves inconvéniens, il est convenu que les nègres trouvés à bord d'un pareil navire, arrêté par un croiseur français ou britannique, seront préalablement débarquès au port ou dans l'endroit le plus rapproché, soit français ou britannique, auquel un bâtiment négrier, sous le pavillon d'une de ces deux pations, trouvé et arrêté dans des circonstances semblables, serait,

d'après les susdites conventions, envôyé ou conduit. Seront considérés comme respectivement indiqués à cet effet, pour les croisières françaises et britanniques d'Afrique, des Indes-Occidentales, de Madagascar et du Brésil, les ports français de la Gorée, de la Martinique, de Bourbon et de Cayenne, ainsi que les ports b itanniques de Bathurst dans la Gambie, Port-Royal à la Jamaïque, le cap de Bonne-Espérance et Demerary.

4. Dans le cas où les Sénats des villes libres anséatiques ne trouveraient pas dans leurs convenances d'armer sous leurs pavillons des croiseurs pour la suppression de la traite, ils s'engagent néanmoins à fournit aux commandans des croiseurs français et britanniques les autorisations requises par l'art. 5 de la convention du 30 novembre 1831, aussitot que les noms et le nembre de ces croiseurs leur auront été notifiés.

5. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Hambourg, dans le délai de trois mois, ou plus tôt, s'il est possible. En foi de quoi, les plénipotentiaires susdénommés ont signé la présente convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes. Fait à Hambourg, le 9 juin 1837. (L. S.) Baron Lasalle. (L. S.) Henry Canning. (L. S.) K. Sieveking.

8 = 24 DECRMBAR 1838, — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de la convention conclue, le 24 novembre 1837, entre la France, la Grande-Bretagne et la Toscane, dans le but d'assurer la répression de la traite des noirs. (IX, Bull. DCXVI, n. 7714.)

Louis - Philippe, etc., savoir faisons qu'entre nous et sa majesté la roine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'une part, et l'archiduc grandduc de Toscane, d'une autre part, il a été conclu à Florence, le 24 novembre de l'année 1837, une convention stipulant l'accession de la Toscane a la convention du 30 novembre 1831, et à la convention supplémentaire, en date du 22 mars 1833, avec son annexe, conclues toutes deux à Paris, entre la France et la Grande-Bretagne, et destinées à assurer la répression complète du crime de la traite des poirs; convention d'accession dont les ratifications unt été respectivement échangées à Florence, et dont la teneur suit :

# Convention d'accession.

Sa majesté le rei des Français et sa majesté le roi du royanme-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant concla, le 30 novembre 1851 et le 22 mars 1833, deux conventions destinées à assurer la répression compléte de la traite des noirs, sa maiesté le roi des Français et sa majesté la reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, conformément à l'art. 9 de la première de ces conventions, qui porte que les autres Etats maritimes seront invités à y accéder, ont adressé cette invitation à son altesse impériale et royale le grand-duc de Toscane, et son altesse impériale et royale, animée des mêmes sentimens, et empressée de concourir, avec ses deux augustes alliés, au même but d'humanité, n'ayant pas hésité à accueillir leur proposition, les trois hautes parties contractantes, dans la vue d'accomplir ce dessein généreux, et pour donner à l'accession de son altesse impériale et royale le grand-duc de Toscane, ainsi qu'à son acceptation par sa majesté le roi des Français et par sa majesté Britannique, l'authenticité convenable et toute la solennité usitée, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention formelle, et en conséquence ont nommé pour leurs p!énipotentiaires, savoir :

Sa majesté le roi des Français, M. Louis-Pierre-Vincent Gabriel Bellocq, maître des requêtes au Conscil d'Etat en service extraordinaire, officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, ministre résident de sadite majesté près la cour impériale et royale de Toscane; sa majesté la reine du royaumeuni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, M. Ralph Abercrombie, son ministic résident près la cour impériale et royale de Toscane: et son altesse impériale et joyale le grand-duc de Toscane, le comte Victor Fossombroni, chevalier de l'orde de Saint-Etienne et grand'eroix de celui de Saintloseph de Toscane, grand'ergix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, de ceux de Léopold d'Autriche, de la Couronne royale de Sase, de Saint-Georges de Parme, de Saint-Ferdinand et du Mérite des Deux-Siciles, officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur de France, chambellan, conseiller intime actuel d'état, finances et guerre, secrétaire d'état, ministre des affaires étrangères et premier directeur des secrétaireries royales ; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Art. 1er. Son altesse Impériale et royale le grand-duc de Toscane accéde aux conventions conclués et signées, le 30 novembre 1831 et le 22 mars 1833, entre sa majesté le roi des Français et sa majesté le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, relativement à la répression de la traite des noirs, ainsi qu'à l'annexe de la seconde convention, contenant les in-

structions pour les croiseurs, sauf les réserves et modifications exprimées dans les art. 2, 3 et 4 ci-après, qui seront considérés comme additionnels aux dites conventions et à l'annexe susmentionnée, et sauf les différences qui résultent nécessairement de la situation de son altesse impériale et royale le grand-duc de Toscane, comme partie accédante aux conventions en question après leur conclusion. Sa majesté le roi des Français et sa majesté la reine du royaume-uni-de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant accepté ladite accession, tous les articles de ces deux conventions et foutes les dispositions de ladite annexe seront, en conséquence, censes avoir été conclus et signés de même que la présente convention, directement entre sa majesté le roi des Français, sa majeste la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et son altesse impériale et royale le grand-duc de Toscane. Les trois hautes parties contractantes s'engagent et promellent réciproquement d'exécuter fidèlement, sauf les réserves et modifications stipulées par les présentes, toutes les clauses, conditions et obligations qui en résultent; et, pour éviter toute incertitude, il 4 cle convenu que les susdites conventions, dinsi que l'annexe de la seconde, contenant les instructions pour les croiseurs, seront inscrees ici mot à mot, ainsi qu'il suit :

Suivant la convention et la convention supplémantaire, avec son annexe, conclues entre la France et la Grande-Bretagne, les 30 no rembre 4831 et 22 mars 1833, relativement à la répression du crime de la fraite des noirs; lesqueltes convention, convention supplémentaire et annexe ent été publiées le 25 juillet 1833. (Voy, 1. 33, p. 351.)

2. Il est convenu, en ce qui concerne l'art. 8 des instructions annexées à la convention supplémentaire du 22 mars 1835, que tous les navires portant pavillon toscau, et paraissant, par leurs papiers, appartenir à la Toscane, qui pourront être arrêtés, en exécution des conventions ci-dessus transcrites, par les croiseurs de sa majesté le roi des Français on de sa majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Brétague et d'Irlande, employés dans les stations d'Amérique, d'Airlque on de Madagascav, seront conduits où envoyés dans le port de Livourne.

3. Attendu que le débarquement, dans le port de Livoque, des nègres qui se trouveraient à bord de hâtimens portant pavillon toscan, et paraissant, par leurs paperes, appartenir à la Toscane, pourrait entrainer de graves inconvéniens, il est convenu que les nègres trouvés à bord de pareils navires, arretés par un crotseur

français ou britannique, seront prealablement débarqués au port ou dans l'endroit le plus rapproché, soit français ou britannique, auquel un bâtiment négrier, sous le pavillon d'une de ces deux nations, trouvé et arrêté dans des circonstances semblables, scrait, d'après les susdites conventions, envoyé ou conduit. Seront considérés comme respectivement indiqués à cet effet, pour les croisières françaises et britanniques d'Afrique, des Indes-Occidentales, de Madagascar et du Brésil, les ports français de la Gorée, de la Martinique, de Bourbon et de Cayenne, ainsi que les ports britanniques de Bathurst dans la Gambie, Port-Royal à la Jamaïque, le cap de Bonne-Espérance et Demerary.

4. Dans le cas où son altesse impériale et royale le grand-duc de Toscane ne trouverait pas dans ses convenances d'armer sous son payillon des croiseurs pour la répression de la traite, il s'engage néanmoins à fournir aux commandans des croiseurs français et britanniques l'autorisation reurs français et britanniques l'autorisation ou 30 novembre 1831, aussitôt que les noms et le nombre de ces croiseurs lui auront été no-

unes.

8. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Florence, dans le délai de trois mois, ou plus tôt, s'il est possible. En foi de quoi, les plénipotentiaires susdénommés ont signé la présente convention en trois originaux, et y ont apposé le cachet de leurs armes. Fait à Florence, le 24 novembre 1837. (L. S.) L. Belloco, (L. S.) R. Abercrombie. (L. S.) V. Fossombroni.

10 = 24 Décembre 1838. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de la convention conclue, le 14 février 1838, entre la France, la Grande-Bretagne et le royaume des Deux-Siciles, dans le but d'assurer la répression de la traite des noirs. (IX, Bull. DCXVI, n. 7715.)

Louis-Philippe, etc., savoir faisons qu'entre nous et sa majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'une part, et sa majesté le roi du royaume des Deux-Siciles, d'une autre part, il a été conclu à Naples, le 14 février de la présente année 1838, une convention stipulant l'accession du royaume des Deux-Siciles à la convention du 30 novembre 1831, et à la convention supplémentaire en date du 22 mars 1833, avec son annexe, conclues toutes deux, à Paris, entre la France et la Grande-Bretagne, et destinées à assurer la répression du crime de la traite des noirs; convention d'accession dont les ratifications ont été respectivement échangées à Naples, et dont la teneur suit ;

#### Convention d'accession.

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité, sa majesté le roi des Français et feu sa majesté le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant conclu, le 30 novembre 1831 et le 22 mars 1833, deux conventions destinées à assurer la répression complète de la traite des noirs, les hautes parties contractantes, conformément à l'art. 9 de la première de ces conventions, qui porte que les autres puissances maritimes seront invitées à y accéder, ont adressé cette invitation à sa majesté le roi du royaume des Déux-Siciles; et sadite majesté, animée des mêmes sentimens, et empressée de concourir avec ses deux augustes alliés au même but d'humanité. n'ayant pas hésité à accueillir lèur proposition, les trois hantes puissances, dans la vue d'accomplir ce dessein généreux, et pour donner à l'accession de sa majesté le roi du royaume des Deux-Siciles, ainsi qu'à son acceptation par sa majesté le roi des Français et par sa majesté Britannique, l'authenticité convenable et toute la solennité usitée, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention formelle, et ont en conséquence nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : sa majesté le roi des Français, le sieur Auguste-Bonaventure, marquis de Tallenay, officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur et de l'ordre de Léopold de Belgique, son chargé d'affaires prés la cour de Naples; sa majesté le roi du royaume des Deux-Siciles, le sieur Antoine Statella, prince de Cassaro, gentilhomme de la chambre avec exercice, chevalier grand'croix des ordres de Saint-Ferdinand et du Mérite, de Saint-Janvier et de François I<sup>er</sup>, grand d'Espagne de la première classe, chevalier de la Toison-d'Or, chevalier grand'croix de plusieurs ordres étrangers, et son ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères; et sa majesté la reine du royaumeuni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'honorable William Temple, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour de Naples; lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. Sa majesté le roi du royaume des Deux-Siciles accède aux conventions conclues et signées, le 50 novembre 1851 et le 22 mars 1833, entre sa majesté le roi des Français et feu sa majesté le roi du royaumeuni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, relativement à la répression de la traite des noirs, ainsi qu'à l'annexe de la seconde convention, contenant les instructions pour les crojseurs, sauf les réserves et modifica-

tions exprimées dans les art. 2, 3 et 4 ciapres, qui seront considérés comme additionnels auxdites conventions et à l'annexe susmentionnée, et sauf les différences qui résultent nécessairement de la situation de sa majesté le roi du royaume des Deux-Siciles, comme partie accédante aux conventions en question après leur conclusion. Sa majesté le roi des Français et sa majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant accepté ladite accession, tous les articles de ces deux conventions et toutes les dispositions de ladite annexe seront, en conséquence, censés avoir été conclus et signés de même que la présente convention, directement entre sa majesté le roi des Français, sa majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et sa majesté le roi du royaume des Deux-Siciles. Leursdites majestés s'engagent et promettent réciproquement d'exécuter fidélement, sauf les réserves et modifications stipulées par les présentes, toutes les clauses, conditions et obligations qui en résultent; et, pour éviter toute incertitude, il a été convenu que les susdites conventions, ainsi que l'annexe de la seconde convention, contenant les instructions pour les croiseurs, scront insérées ici mot à mot. ainsi qu'il suit :

Suivent la convention et la convention supplémentaire, avec son annexe, conclues entre la France et la Grande-Bretsgne, les 30 novembre 1831 et 22 mars 1833, relativement à la répression du crime de la traite des noirs; lesquelles convention, convention supplémentaire et annexe ont été publiées le 25 juillet 1833. (Voy. t. 33, p. 351.)

- 2. Il est convenu, relativement à l'art. 3 de la convention du 30 novembre 1831, ci-dessus transcrite, que sa majesté le roi du royaume des Deux-Siciles fixera, suivant sa convenance, le nombre des creiseurs des Deux-Siciles qui devront être employés au service mentionné dans ledit article, et les stations où ils devront établir leurs croisières.
- 3. Le gouvernement de sa majesté le roi du royaume des Deux-Siciles fera connaître aux gouvernemens de France et de la Grande-Bretagne, conformément à l'article 4 de la convention du 30 novembre 1831, les bâtimens de guerre des Deux-Siciles qui devront être employés à la répression de la traite, afin que les mandats nécessaires à leurs commandans soient-délivrés. Les mandats qui devront être délivrés par le gouvernement des Deux-Siciles seront remis après que la notification du nombre des croiseurs français et britanniques destinés à être employés lui aura été faite. Mais si le gouvernement de sa ma-

jesté le roi du royaume des Deux-Siciles ne trouvait pas convenable d'envoyer des bâtimens croiseurs sous le pavillon des Deux-Siciles, pour la répression de la traite des noirs, il s'engage néanmoins à fournir aux commandans des croiseurs français et anglais qui doivent être employés à ce service les mandats nécessaires, aussitôt que les noms et la destination de ces croiseurs lui seront officiellement notifiés, ainsi qu'on l'a stipulé plus haut.

4. Il est conveuu, en ce qui concerne le cinquième paragraphe des instructions annexées à la convention supplémentaire du 22 mars 1853, que tous les navires des Deux-Siciles, ou portant le pavillon des Deux-Siciles et paraissant, par leurs papiers, appartenir aux Deux-Siciles, qui pourront être arrêtés, en exécution des conventions ci-dessus transcrites, par les croiseurs de sa majesté le roi des Français ou de sa majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, employés dans les stations d'Amérique, d'Afrique ou de Madagascar, seront conduits ou envoyés dans le port de Naples.

5. Attendu que le débarquement, dans le port de Naples, des négres qui se trouveraient à bord de bâtimens portant le pavillon des Deux-Siciles, et paraissant, par leurs papiers, appartenir aux Deux-Siciles, pourrait entraîner de graves inconvéniens, il est convenu que les nègres trouvés à bord d'un pareil navire, arrêté par un croiseur français ou britannique, seront prealablement débarqués au port ou dans l'endroit le plus rapproché, soit français ou britannique, auquel un bâtiment négrier, sous le pavillon d'une de ces deux nations, trouvé et arrêté dans des circonstances semblables. serait, d'après les susdites conventions. envoyé ou conduit. Seront considérés comme respectivement indiqués à cet effet, pour les croisières françaises et britanniques d'Afrique, des Indes-Occidentales, de Madagascar et du Brésil, les ports français de la Gorée, de la Martinique, de Bourbon et de Cayenne, ainsi que les ports britanniques de Bathurst dans la Gambie, Port-Royal à la Jamaïque, le cap de Bonne-Espérance et Demerary.

6. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Naples, dans le délai de trois mois, ou plus tôt, s'il est possible. En foi de quoi, les plénipotentiaires susdénommés ont signé la présente convention en trois originaux, et y ont apposé le cachet de leurs armes. Fait à Naples, le 14 février 1838. (L. S.) Auguste de Tallenay. (L. S.) Le prince de Cassaro. (L. S.) W. Tempse.

16 = 24 Décembre 1838. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de la convention conclue, 12 23 mai 1838, entre la France et ta Sardaigne pour l'extradition réciproque des mais faiteurs (1). (IX, Bull. DCXVI, n. 7716.)

Louis-Philippe, etc., savoit faisons qu'entre nous et sa majesté le roi de Sardaigne il a été conclu à Turin, le 25 mai de la présente année 1838, une convention rélative à l'extradition réciproque des malfaiteurs; convention dont les ratifications ont été respectivement échangées à Turin, et dont la teneur suit:

### Convention d'extradition.

Sa majesté le roi des Français et sa majesté le roi de Sardaigne, ayant à cœur d'assurer la répression des crimes commis sur leurs territoires respectifs, et dont les auteurs ou complices voudraient échapper à la vindicte des lois en se réfugiant d'un pays dans l'autre, ont résolu de conclure. une convention d'extradition, et ont muni de leurs pleins pouvoirs à cet effet, savoir : sa majesté le roi des Français, le marquis Gueuilluy de Rumigny, pair de France, grand'croix de l'ordre de la Légion-d'Honneur, son ambassadeur auprès de sa majesté Sarde; sa majesté le roi de Sardaigne, . le comte Solar de la Marguerite, chevalier grand-cordon de l'ordre religieux et militaire de Saint-Maurice et Saint-Lazare, grand'croix de l'ordre d'Isabelle la catholique d'Espagne, et chevalier de l'ordre du Christ, son premier secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères; lesquels, après s'être communiqué lesdits pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Art. 1er. Lorsque des Français en des sujets sardes mis en accusation ou condamnés dans leur pays respectif pour l'un des crimes énumérés dans l'article suivant, seront trouvés, les Français dans les Etats de sa majesté le roi de Sardaigne, et les sujets sardes dans le royaume de France, ils seront réciproquement livrés aux auterités respectives de leur pays, sur la demande que l'un des deux gouvernemens en adressera à l'autre par vois diplomatique.

2. 1º Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol; 2º incendie, 3º faux en écriture authentique ou de commerce, et en écriture privée, y compris la contrefaçon des billets de banque et effets publics, mais non compris les faux certificals, faux passo-ports et autres faux qui, d'après le Code pénal, ne sont point punis de peines affictives et infamantes; 4º fibrication et émission de fausse monnaie; 5º faux témoignage; 6º vol, lorsqu'il à été accompagné de circonstances qui lui impriment le caractère de crime; 7º soustractions commises par les dépositaires publics, mais seutement dans le cas où elles sont punies de pelnes afflictives et infamantes; 8º banqueroute frauduleuse.

3. Les objèts volés dans l'un des deux pays et déposés dans l'autre seront restitués, de part et d'autre, en même temps que s'effectuera la remise des individus qui en auront été trouvés nantis lors de leur

arrestation.

4. Les pièces qui devront être produites à l'appui des demandes d'extradition sont le mandat d'arrêt décerné contre les prévenus, ou tous autres actes ayant au moins la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits.

5. Si l'individu dont l'extradition est demandée était poursuivi ou avait été condamné dans le pays où il s'est réfugié, pour crimes ou délits commis dans ce même pays, il ne pourra être livré qu'après avoir

subi la peine prononcée contre lui.

6. Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention. Il est expressément stipulé que l'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourm être, dans aucan cas, poursuivi ou punt pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ou pour aucun fait connexe à un semblable délit.

7. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, les poursuites en la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays où le prévent s'est réfugié.

- 8. Chacun des deux Etats supporters les frais occasionés par l'arrestation, la détention et le transport à la frontière des individus dont l'extradition aura été accordée.
- 9. Les dispositions des articles précédens s'appliquent également aux malfaiteurs qui se réfugieraient de l'île de Corse dans celle de Sardaigne, et de cette dernière dans l'île de Corse.
- 10. La présente convention est conclue pour cinq ans, et continuera d'être en vigueur pendant cinq autres années, dans le cas où, six mois avant l'expiration du premier terme, aueua des deux gouvernemens n'aurait déclaré y renoncer, et ajust

<sup>(1)</sup> Voy. décret du 23 octobre 1811 ; voy. ordonnance du 11 décembre 1820 sur l'extradition des déserteurs entre la France et la Sardsigne,

de suite de cing ans en eing ans. Este sera ratifiée, et les ratifications en seront échaugées dans l'espace de deux mois, ou plus tôt, s'il est possible. En soi de quoi, les plénipotentiaires susdits l'ont signée en double original, et y ont apposé le cachet de leurs armes. Fait à Turin, le 23 mai 1838. (L. S.) H. DE RUMIGNY. (L. S.) So-LAR DE LA MARGUERITE.

12 == 24 BECREBRE 1838. - Ordonnance du roi qui abvre au budget du ministère de la guerre, exercice 1837, un chapitre destiné à recevoir l'impulation des dépenses de solde antérieures à cet exercice. (IX, Ball. DCXVI, n. 7717.)

Louis-Philippe, etc., vu l'art. 566 de l'ordonnance royale du 25 décembre 1857, d'après lequel les sommes restant dues sur un exercice expiré, pour solde et autres dépenses y assimilées, doivent être acquittées sur les fonds de l'exercice pendant lequel le droit est constaté; vu l'art. 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages dont il s'agit continueront d'être imputées sur les crédits de l'exercice courant, mais qu'en sin d'exerciec, le transport en sera effectué à un chapitre spécial au moyen d'un virement de crédit autorisé, chaque année, par une ordonnance royale, qui sera soumise à la sanction des Chambres avec la loi de réglement de l'exercice expiré; vu enfin l'art. 102 de notre ordonnance royale du 51 mai 1858, sur la comptabilité publique, rappelant les dispositions ci-dessus; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, et de l'avis de notre conseil des ministres, etc.

Art. 1er. Il est ouvert au budget du ministère de la guerre, pour l'exercice 1857, un nouveau chapitre spécialement destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice : ce chapitre prendra le titre de Rappols de dépenses payables sur revues antérieures à 1837, et

non passibles de déchéance.

2. Le crédit de ce chapitre sera formé, par compte de virement, de la somme de un million quarante mille deux cent quatrevingt-quaterae francs vingt centimes, montant des rappels de soide et autres dépenses y assimilées provisoirement acquittées sur les fonds des chapitres 3 bis, 4, 5, 8, 15, 16 et 21 du budget de 1857, suivant le tableau annexé à la présente ordonnance, et dont les résultats se partagent entre les. exercices ci-après, savoir : exercice 1833, 1,374 (r. 46 c.; 1834, 2,814 fr. 28 c.; 1835, 27,050 fr. 81 c.; 1836, 1,009,054 fr. 65 c. Total égal, 1,040,294 fr. 20 c.

3. Les crédits ouverts par les lois des 18 juillet 1836, 1er avril et 10 juillet 1837,

aux chapitres désignés dans l'article précédent, sont réduits des sommes dont le détail suit, savoir : chapitre 5 bis, gouvernement d'Afrique, 851 fr. 2 c. - 4, ctatsmajors, 10,929 fr. 42 c. — 5, gendar-merie, 15,416 fr. 85 c. — 8, solde et entretien des troupes, 985,654 fr. 77 c. -13, nouvelle solde de non activité, 5,775 fr. 23 c. - 16, dépenses temporaires, 25,594 fr. 41 c. - 21, invalides de la guerre, 292 fr. 52 c. - Somme égale, 1,040,294 fr. 20 c.

4. La présente ordonnance sera annexée au projet de loi portant réglement du hudget des dépenses de l'exercice 1857.

5. Nos ministres de la guerre et des sinances (MM. Bernard et Laplagne) sont chargés, etc.

18 = 24 DÉCEMBRE 1838. - Ordonnance du roi portant fixation de divers traitemens dans l'ordre judiciaire. (IX, Bull, DCXVI, n. 7718.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 18 mars 1800 (27 ventôse an 8), portant que le traitement des présidens et procureurs du roi près les tribunaux de première instance se composera de celui de juge avec un supplément de la moitié en sus ; vu les lois des 26 février et 9 juin 1799 (8 ventôse et 21 prairial an 7), qui fixent, en raison de la population, les traitemens des juges de paix et de leurs greffiers; va notre ordonnance du 26 septembre 1837, qui, en élevant à quinze cents francs le traitement des juges près les tribunaux de la septième classe, a provisoirement fixé à deux mille deux cents francs celui des présidens et procureurs du roi près les mêmes sièges; vu la loi de finances du 14 juillet 1838, portant fixation du budget des dépenses pour l'exercice 1839; sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, etc.

Art. 1er. Le tra toment des présidens et procureurs du roi près les tribunaux de première instance de la septième classe désignés dans notre ordonnance du 26 septembre 1837, est définitivement fixé à deux mille deux cent cinquante francs.

2 Le traitement des juges de paix dans les villes d'Avignon, Nancy et Toulon, est fixé à mille francs. Celui des greffiers des mêmes justices de paix sera du tiers de cette somme.

3. Ces traitemens courront à partir du 1er janvier 1839.

4. Nos ministres de la justice et des cultes, et des finances (MM. Barthe et Laplagne) sont chargés, etc.

19 = 24 vácembne 1838, - Ordonnance du rol

relative aux droits de navigation établis sur les canaux de Bretagne. (IX, Bull. DCXVI, n. 7719.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 14 août 1822, relative à la construction et à l'achèvement de divers canaux; vu le cahier des charges imposées aux soumissionnaires de l'emprunt effectué pour l'achèvement des canaux de Bretagne et annexé à ladite foi ; vu le tarif du canal d'Aire à la Bassée, déclaré applicable aux canaux de Bretagne; considérant que, s'il est juste de faire rentrer l'Etat progressivement dans les dépenses qu'il a supportées pour la construction de ces canaux, il ne l'est pas moins de tenir compte, pour l'application du tarif, des circonstances qui peuvent le rendre d'abord trop élevé en raison des autres charges que les commencemens de la navigation imposent au commerce, surtout lorsque la ligne entière des canaux de Bretagne n'est pas encore complétement terminée; vu les lettres des 20 et 27 novembre 1838, exprimant le consentement de la compagnie à une réduction provisoire du tarif; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, etc.

Art. 1cr. A partir du 1cr janvier prochain, la perception des droits de navigation établis sur les canaux de Bretagne par la loi du 14 août 1822 sera mise en vigueur sur les canaux d'Ille et Rance, du Blavet, et sur la partie du canal de Nantes à Brest comprises entre la Loire et la Vilaine.

2. Ces droits seront provisoirement réduits à moltié du tariffixé par la loi du 14 août 1822, et ce, jusqu'au 1er avril 1841, époque à laquelle le tarif légal sera applique ou remplacé, s'il y a lieu, par celui qui aura été réglé d'accord avec la compagnie.

3. En exécution de l'art. 10 du cahier des charges, notre ministre des finances fera établir un compte annuel des recettes et dépenses effectuées pour chaque canal. Pour la formation de ce compte, la direction générale des ponts et chanssées fournira le relevé dùment justifié des dépenses effectuées par elle.

4. Nos ministres des finances et des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (MM. Martin du Nord et Laplague) sont chargés, etc.

3 == 27 Décembre 1838. — Ordonnance de roi qui crée une sous-direction de l'intérieur dans la province d'Alger. (IX, Bull. DCXVII, n. 7725.)

Louis-Philippe, etc., vu notre ordonnance du 31 octobre 1838, sur l'organisation; de l'administration civile dans l'Algérie;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre, etc.

Art. 1er. Il est créé une sous-direction de l'intérieur dans la province d'Alger.

2. Notre ministre de la guerre (M. Bernard) est chargé, etc.

21 = 27 DÉCEMBRE 1838. — Ordonnance du roi qui fixe les déductions à allouer pour déchets sur les boissons. (IX, Bull. DCXVII, n. 7727.)

Louis-Philippe, etc., vu l'art. 6 de la loi du 20 juillet 1857, sur le budget des recettes de 1838, portant : « La déduction accordée « par les lois du 24 juin 1824 pour ouillage, « conlage, soutirage et affaiblissement de « degrés sur les vins et l'alcool, sera fixée, « suivant les lieux et la nature des boissons. « par une ordonnance royale rendue sous « forme de réglement d'administration pu-« blique, sans toutefois que cette déduction « puisse être inférieure à quatre pour cent; » vu la loi du 28 avril 1816; vu l'art. 87 de la loi du 25 mars 1817; vu les articles 1 et 3 de la loi du 24 juin 1824, concernant les déductions à allouer pour déchet sur les vins aux marchands en gros et propriétaires récoltans ; vu l'art. 5 d'une autre loi du même jour, relative à la perception des droits sur les eaux-de-vie; vu l'art. 7 d'une troisième loi du même jour, sur l'exercice des fabriques de liqueurs; les avis des chambres de commerce, ainsi que les délibérations des conseils municipaux des villes et communes sujettes au droit d'entrée, sur la quotité des déchets annuels qu'éprouvent les boissons; vu les observations des préfets sur ces avis et délibérations; les documens recueillis par l'administration des contributions indirectes; vu aussi les réclamations qui se sont élevées contre quelquesunes des dispositions de notre ordonnance du 21 août 1838, portant réglement desdites déductions; voulant donner au commerce toutes les facilités qui peuvent se concilier avec les garanties nécessaires à la perception de l'impôt; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des finances; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1°r. Les déductions à allouer annuellement pour ouillage, coulage, soutirage, affaiblissement de degrés, et pour tous autres déchets sur les vins, cidres, poirés, hydromels, alcools et liqueurs, tant en cercles qu'en bouteilles, seront réglées par classe de départemens, par nature de hoissons et par classe d'entrepositaires, conformément au tableau n. 1°r ci-annexé. A cet effet, les départemens du royaume seront divisés en trois classes pour les vins, et en deux classes pour les alcools et li-

fücurs, d'après le tableau n. 2 également ci-annexé.

Le déchet continuera à être calculé en raison du séjour des boissons en magasin, sauf compensation au mois de décembre de chaque année.

Les fixations portées au présent article seront appliquées sans préjudice de la faculté précédemment accordée a la régie d'allouer une plus forte déduction pour les vins qui

.en scraient susceptibles, et notamment pour les vins mousseux.

- 2. Les nouvelles déductions seront allouées à partir de 1839 : les décemptes de 1838 seront établis conformément aux précédentes règles.
- 5. Notre ordonnance du 21 août 1858 est abrogée.
- 4. Notre ministre des sinances (M. Laplagne) est chargé, etc.

No 1er. Tableau des déductions à allouer annuellement sur les vins, cidres, poirés, hydromels et alcools, tant en cercles qu'en bouteilles, pour ouillage, coulage, soutirage, affaiblissement de degrés et autres déchets.

	QU	OTITE POU	R 0/0 DFS I	DEDUCTIONS	ANNUELLE	s.
CLASSE	Vins.		Cidres		t poires.	Hydromels.
des départemens,	Proprié- taires récoltans	Marchands	Alcools	Proprié- taires récoltans	Marchands	Marchands
conformément	qui n'entrepo- sent	en gros et autres	et	qui n'entrepo- sent	en gros	en gros et autres
au tableau n° 2 ci-joint.	que les produits de leurs récoltes.	entreposi- taires.	liqueurs.	que les produits de leurs récoltes.	entreposi- taires.	entreposi- taires.
Pour les vins,					·	l
1" classe	9	8	,			
2º classe	9 8 7	7	•	•		
3º classe	. 7	. 6	•	,		•
1" classe			7			1.
2º classe			6			
Pour les cidres, poirés et hydromels,						۱ ـ
Classe unique	•	ł •		10	1 . 7	7

No 2. Tableau des département divisés par classe pour le enleul des déductions sur les vins, alcools et liqueurs à allouer annuellement.

DÉPARTEMENS.	CLASSE des DÉPARTEMENS pour le calcul des déductions sur les		DEPARTEMENS.	CLASSE des DEPABITEMENS pour le caleur des déductions sur les	
	Vins.	Alcools et liqueurs.		Vias.	Alcools et liquears
Côte-d'Or. Côtes-du-Nord. Creuse. Dordogne. Doubs. Drôme. Eare. Eare-et-Loir. Finistère. Gard. Garonne (Haute-). Gers. Gironde. Hérault. Illie-et-Valaine. Indre-et-Loire. Isère. Jura. Landes. Loir-et-Cher. Loire.	3 3 1 2 1 3 2 3 4	121411211111111111111111111111111111111	Lot. Lot-et-Garonne. Lozère. Maine-et-Loire. Manne. Marne (Hante-). Mayenne. Meuse. Morbihan. Mosère. Noyi. Oise. Orne. Pas-de-Calais. Puy-de-Dome. Pyrénées (Hautes-). Pyrénées (Hautes-). Pyrénées (Hautes-). Rhin (Bas-). Rhin (Haut-). Saone-et-Loire. Sartle. Seine-et-Marne. Seine-et-Oise. Seine-et-Oise. Seires (Deux-). Somme. Tarn. Tarn-et-Garonne. Van. Vanduse. Vendée. Vienne. Vienne (Haute-). Vosges. Yonne.	524524525552144251242	1111222222222111112241122222222222222

14 DÉCEMBRE 1838 = 1° JARVIER 1839. — Ordonnance du roi qui supprime le service de la surveillance des fournitures de bois de marine. (IX, Bull. DCXVIII, n. 7729.)

Louis-Philippe, etc., considérant que le droit de marteler des arbres pour le service de la marine, dans les bois des particuliers, a cessé depuis le 1er août 1837, confermément à l'art. 124 du Code forestier,

en date du 21 mai 1827; que le département de la marine a pu s'approvisionner depuis quelques années en bois de chêne, pour les constructions navales, sans le secours du martelage, en laissant aux adjudicataires des fournitures le soin de rechercher eux-mêmes les arbres nécessaires à leurs exploitations, tant dans les bois soumis au régime serestier que dans les bois des particuliers; que ce mode paraît pouvoir être continué sans inconvéntent pendant la paix; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de tá marine et des colontes, etc.

Art. 1er. Le service de la surveillance des fonrnitures de bois de marine, institué par notre ordennance du 7 septembre 1832, sera supprime à dater du 1er janvier 1839.

- 2. En attendant que les agens attaches à ce service puissent être admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite, ils seront mis dans la position transitoire de non-activité
- 3. Le traitement de non-activité des maîtres charpentiers entretenus qui resteront attachés à ce service au 1er janvier 1889 sera des trois cinquiemes de leur solde d'activité, nette de toute allocation supplementaire.
- 4. Le secrétaire de ce service recevrà, pour solde d'inactivité, la moitié du traitement qui îni a été alloué par notre ordonnance du 7 septembre 1832. — Contresignée Rosamel.

44 DECEMBRE 1838 == 1" JANYMR 1839. - Ordonnance du roi portant répartition du fonds commun affecté au complément de la dépense des travaux de construction des édifices départementaux d'intéret général et des ouvrages d'art dependant des routes deffartementales pendent l'exercice 4889. (IX, Bull. DCXVIII, n. 7730.)

Louis-Philippe, etc., vu l'art. 17 de la loi du 10 mai 1858; vu la loi des dépenses de 1859, budget du ministère de l'intérieur (chapitre xxxvi); vu notre ordonnance du 30 octobre 1858; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, etc.

Art. 1er. La répartition de la portion du fonds commun de quatre dixièmes de centime additionnel aux contributions foncière, personneile et mobilière de 1859, affectée, à titre de secours , au complément de la dépense des travaux de construction des édifices départementaux d'intérêt général et des ouvrages d'art dépendant des routes. départementales, pendant cet exercice, est réglée conformément à l'état ci annexé.

2. Notre ministre de l'intérieur (M. Mon-

talivet) est chargé, etc.

Etat de répartition, entre les départemens, du fends commun destine par la loi du 10 mai 1838 (art. 17) et la loi des dépenses de 1839 (chapitre 36, ordonnance du 50 octobre 1838) à être distribué en secours pour complement de la dépense des travaux de construction des édifices départementaum d'intérêt général, et des ouvrages d'urt dépendent des routes départementales (1).

Ain. - Aisne. - Allier, 269,286 fr., 18,000 fr. Construction de nonts dont les projets sont approuvés, et pour lesquels le conseil général a voté des allocations sur les fonds du département.—Alpes (Basses ), 56,560 fr. Le conseil général a voté 9,400 fr. sur les 5 centimes facultatifs aux chemins vicinaux; le département n'est donc pas dans le cas de l'art. 17 de la loi. - Alpes (Hautes- , 55,895 fr. , 19,895 fr. Montant des dépenses votées pour constructions et travaux d'art sur les route. -Ardeche, 20,000 fr., 10,000 fr. Construction de ponts et murs de souténement. -Ardennes, 48,000 fr., 28,000 fr. Construction de la maison de correction de Réthel, suivant le système celiulaire, et de ponts sur la route n. 5. - Ariège, 48,566 fr. A compris l'instruction primaire pour 1 centime 4/10es dans le vote des facultatifs. -Aube, 50,000 fr., 45,000 fr. Construction de l'hôtel de préfecture et de la caserne de gendarmerie. — Aude, 10,000 fr. 1. in suffisance du deuxième fonds commun ne permet pas de comprendre le département dans sa repartition. - Aveyron, 50,627 fr., 4,000 fr. Maison d'arrêt d'Espalion (suivant le système cellulaire). - Bouches - du -Rhône, 49,759 fr. La situation financière du département est satisfaisante. — Calvacos, 91,745 fr Le conseil a employé 10,000 fr. sur sos facultatifs pour subvention aux chemins vicinaux. - Contal, 78,500 fr., 55,000 fr. Construction de prison et de caserne de gendarmerie; travaux d'art sur les routes. - Charente. 50,000 fr., 28,000 fr. Travaux d'art sur les routes. - Charente-Inférieure, 96,196fr., 22,785 fr. Construction de ponts - Cher, 29,500 fr., 9,000 fr. Idem. — Corrèze. 514,824 fr. Le conseil général a compris les chemins vicinaux pour 21,822 fr. dans l'emploi des 5 centimes facultatifs. Cependant ce département a besoin, avant tous les autres, d'être secouru. - Corse, 56,270 fr. Idem pour 12,949 francs. - Côte-d'Or, 255,000 fr. L'insuffisance du fonds de se-

<sup>(4)</sup> Le numbre des centimes facultatifs votés ponr 4839 est de 5.

Les premiers chiffres indiquent le montant des secours demandés par les conseils généraux de département.

Les seconds chiffres indiquent les secours accordes sur le fonds commun de ti/19 de centime. Les Observations suivont immédiatement les chiffres,

cours ne permet pas de comprendre ce département dans sa distribution. - Côtesdu-Nord, 22,569 fr., 13,000 fr. Construction de la prison de Guingamp. - Creuse, 187,000 fr. Le conseil général a voté 13,926 fr. sur les facultatifs pour les chemins vicinaux, et 8,520 fr. 93 c. pour l'instruction primaire. Cependant il a besoin d'un secours. - Dordogne, 40,000 fr., 18,000 fr. Construction des casernes et prisons de Bergerac, et de la sous présecture de Sarlat. - Doubs, 42,902 fr., 18,000 fr. Travaux d'art sur les routes, et prison de Baume. - Drome. - Eure. - Eure-et-Loir. - Finistère, 44,773 fr. Le conseil général a voté 9,603 fr. sur les facultatifs pour les chemins vicinaux. - Gard, 11,592. La situation financière est satisfaisante. - Garonne (Haute-), 6,521 fr. Idem. -Gers, 59,509 fr., 8,000 fr. Construction de la maison des aliénés. - Gironde. -Hérault, 20,000 fr. Le département ne peut prétendre à ce secours. - Ille-et-Vilaine, 43,000 fr., 18,000 fr. Construction de prisons et de tribunaux. - Indre, 25,000 fr. L'insuffisance du fonds de secours ne permet pas de faire participer ce département à la répartition. — Indre-et-Loire, 10,000 fr. La situation de ce département n'exige pas ce secours. - Isère, 43,662 fr., 15,000 fr. Achevement de la route n. 7. - Jura, 63,088 fr. Le conseil général a voté 24,600 fr. sur les centimes facultatifs pour les chemins vicinaux. - Landes, 74,000 fr., 47,000 fr. Travaux d'art sur les rontes.-Loir-et-Cher. - Loire, 6,000 fr. Le conseil général a compris les chemins vicinaux au nombre des dépenses facultatives. -Loire (Haute-), 30,000 fr., 15,000. Construction du tribunal du Puy et travaux d'art sur les routes. Le vote de 612 fr. pour l'instruction primaire n'est pas approuvé. - Loire-Inférieure, 28,000 fr. Le secours n'est pas indispensable.-Loiret, 28,000 fr. La situation financière du département est satisfaisante. — Lot., 56,000 fr., 32,000 fr. Construction d'une prison à Gourdon et travaux d'art sur les routes .- Lot-et-Garonne, 2,100 fr., 2,100 fr. Caserne de gendarmerie d'Agen. — Lozère, 79,155 fr. 18,000 fr. Palais de justice de Marvéjols, et travaux d'art sur les routes. - Maine-et-Loire. 30,509 fr., 3,000 fr. Construction d'une nouvelle cour d'assises à Angers. - Manche. - Marne, 30,000 fr. Le conseil général a voté 7,875 fr. sur les centimes facultatifs pour l'instruction primaire, et 6,000 fr. pour des ponts sur des chemins communaux. Marne (Haute-). - Mayenne. - Meurthe. 56,535 fr. L'insuffisance du second fonds commun ne permet pas de comprendre ce département dans la répartition. - Meuse,

15,000 fr. Idem. - Morbihan, 74,308 fr. Le conseil général a voté 50,000 fr. sur les facultatifs pour les chemins vicinaux. - Moselle, 90,581 fr. Le conseil général ayant affecté 10,000 fr. sur les centimes facultatifs aux chemins vicinaux, l'art. 17 de la loi ne permet pas d'allouer un secours. - Nièvre, 40,133 fr., 3,000 fr. Travaux d'art sur la route n. 7. - Nord. - Oise. — Orne, 25,361 fr. Le conseil général a voté 9.000 fr. pour les chemins vicinaux sur les centimes facultatifs. - Pasde-Calais, 40,000 fr. Le conseil a voté 29,620 fr. sur les facultatifs pour les chemins vicinaux. — Puy-de-Dôme, 25,000 fr., 11,000 fr. Construction du tribunal et de la maison d'arrêt d'Ambert. Pyrénées (Basses-), 58,000 fr. La situation financière de ce département n'est pas dans un état de soustrance. - Pyrénées (Hautes-), 75,673 fr., 53,000 fr. Travaux de l'établissement d'aliénés et du palais de justice de Tarbes : raccordement de la route n. 4. -Pyrénées-Orientales, 126,937 fr. Le conseil général a employé 1/2 centime facultatif aux dépenses de l'instruction primaire. Ce département a cependant besoin d'être secouru. - Rhin (Bas-), 67,137 fr., 6,000 fr. Travaux d'art sur les routes.-Rhin (Haut-), Rhone, 54,414f., 36,000 f. Idem .- Saone (Haute-), 8,795 fr., 4,000 fr. Idem. - Saoneet-Loire, 25,000 fr. L'insuffisance du fonds de secours ne permet pas de faire entrer ce département dans la répartition. - Sarthe. Seine, 35,000 fr., 10,000 fr. Pont de Saint-Cloud; travaux d'art sur les routes. Seine-Inférieure. - Seine-et-Marne, 4,000 fr. Les centimes facultatifs donnant un produit de 166,738 fr., ce département n'est pas dans le cas d'être secouru. - Seineet-Oise. — Sevres (Deux ). — Somme, 50,000 fr., 28,000 fr. Travaux d'art sur les routes. - Tarn. - Tarn-et-Garonne, 25,000 fr., 9,000 fr. Palais de justice de Montauban. - Var. - Vaucluse, 5,000 fr. La situation de ce département est satisfaisante. - Vendée, 10,385 fr., 10,385 fr. Constructions neuves au collège royal. — Vienne, 45,000 fr., 9,000 fr. Construction d'un palais de justice à Châtellerault. — Vienne (Haute-), 32,258 fr., 5,000 fr. Travaux du palais de justice et de la maison des aliénés. Le vole de 1,395 fr. pour les chemins vicinaux n'est pas approuvé. - Vosges, 27,450 fr., 3,000 fr. Travaux de ponts. - Yonne, 25,000 fr., 11,000 fr. Travaux d'art sur les routes. — Totaux, 3,555,917 fr., 575,165 francs.

Réserve pour être distribuée, s'il y a lieu, aux départemens de l'Ariège, de la Corrèze, de la Corse, de la Creuse, du Finistère, du Morbihan et des Pyrénées-Orienlales, lesquels ont besoin de secours, mais ne peuvent les obtenir dans la présente distribution, par les motifs y exprimés; 182,587 fr. — Total du fonds commun de seçours alloué par la loi du 14 juillet 1858, 757,552 fr.

18 DÉCEMBRE 1838 — 1<sup>et</sup> JANVIER 1839. — Ordonnance du roi concernant les délibérations prices par les conseils municipaux sur un des objets énoncés dans l'art. 47 de la loi du 18 juillet 1837. (IX, Bull. DCXVIII, n. 7731.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur; vu les art. 17 et 18 de la loi du 18 juillet 1857, sur l'administration municipale; l'art. 25 de la loi du 21 mars 1831, sur l'organisation municipale; considérant que les délibérations prises par les conseils municipaux sur un des objets énoncés dans l'art. 17 de la loi du 18 juillet 1857 peuvent, d'après l'art. 18 de la même loi, être annulées par le préfet sur la réclamation de toute partie intéressée; que, des lors, il importe d'assurer l'exécution de ce dernier article par un réglement général; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Toutes les fois que les conseils municipaux auront pris une délibération réglant l'un des objets énoncés dans l'article 17 de la loi du 18 juillet 1857, le maire devra, avant de la soumettre au sous-préfet, avertir les habitans, par la voic des annonces et publications usitées dans la commune, qu'ils peuvent se présenter à la commune pour prendre connaissance de ladite délibération, conformément à l'art, 25 de la loi du 21 mars 1831.

2. L'accomplissement de cette formalité devra être constaté par un certificat du maire, qui sera joint à la délibération

transmise au sous-préfet.

3. Notre ministre de l'intérieur (M. Montalivet) est chargé, etc.

21 DÉCEMBRE 1838 — 1° JARVIER 1839. — Ordonnance du roi qui augmente le nombre des membres du tribunal de commerce de Dreux. (IX, Bull. DCXVIII, n. 7732.)

Louis-Philippe, etc., vu la demande formée, le 3 janvier 1838, par les membres du tribunal de commerce de Dreux (Eure-et-Loir), tendant à obtenir l'augmentation du nombre des juges de ce tribunal; vu l'avis émis sur cette demande par notre procureur général près la Cour royale de Paris; vu le décret du 6 octobre 1809, qui ordonne que le tribunal de commerce de Dreux sera composé d'un président, de trois juges et de deux suppléans; vu l'art. 617 du Code de commerce; considérant que le nombre des affaires soumises au tribunal de commerce de Dreux exige que le personnel de ce tribunal soit augmenté; sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes; notre conseil d'Etat cutendu, etc.

Art. 1er. A l'avenir, le tribunal de commerce de Dreux sera composé d'un président, de trois juges et de quatre suppléans.

2. Les nouveaux membres créés par l'article précèdent seront nommés aux plus prochaines élections qui auront lieu pour ce tribunal.

5. Nos ministres de la justice et des cultes, et des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (MM. Barthe et Martin du Nord) sont chargés, etc.

30 DÉCEMBRE 1838 — À JANVIEU 1839. — Ordonnance du roi qui déclare qu'il y a abus dans le r-fus de sépulture catholique fait au comme de Montlosier. (IX, Bull. DCXIX, n. 7735.)

Louis-Philippe, etc., vu le rapport à nous présenté, le 21 de ce mois, par notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes. par lequel il nous rend compte des faits qui ont eu lieu à Clermont au commencement de ce mois, à l'occasion de la sépulture du comte de Montlosier, pair de France, et du refus qui a été fait par l'évêque de Clermont d'autoriser, en cette circonstance, la sépulture ecclésiastique; vu les rapports adressés à notre garde des sceaux par le préset du Puy-de-Dôme, les 11, 18 ct 19 présent mois; un rapport adressé au même ministre, le 13, par notre procureur général pres notre cour de Riom; vu deux lettres adressées, le 14 et le 21 de ce mois, à l'évêque de Clermont, par notre garde des sceaux, la première, par laquelle il invite ce prélat à lui exposer les faits et à lui faire connaître les motifs qui ont pu déterminer le resus de sépulture religieuse; la seconde, par laquelle il fait connaître à ce même prélat que le gouvernement croit devoir déférer au conseil d'Etat le refus dont il s'agit; vu les deux réponses de l'évêque de Clermont aux deux lettres de notre garde des sceaux, ci-dessus visées, sous les dates du 18 et du 24 de ce mois; vu une notice imprimée, sous le titre de Extrait de la Guzette d'Auvergne, du 15 décembre 1858, portant au bas pour signature : Un membre du conseil de monseigneur l'évêque; ladite notice renfermée dans la réponse ci-dessus visée, et adressée avec elle à notre garde des sceaux par ledit évêque de Clermont; vu une déclaration publiée, sous la date du 17 de ce mois, par les sieurs Conchon, maire de Clermont, Reynaud, Bayle-Mouillard, Charolais, de Barante, receveur général des finances, Besse, notre procureur près le tribunal civil, et Chaise-Martin, relativement aux faits qui ont eu lieu dans cette circonstance, et aux allégations contenues dans la notice ci-dessus visée; une semblable déclaration du lieutenant général Brun de Villeret, pair de Prance, commandant la 19º division militaire; va toutes les autres pièces de l'instruction, desquelles il résulte, ainsi que de celles ci-dessus visées, que, nonobstant le vœu exprimé par le comte de Montlosier jusqu'aux derniers momens de sa vie, et malgré les instances réitérées de sa famille et de ses amis, an moment de son décès, l'antorité ecclésiastique de Clermont s'est refusée à permettre, pour les dépouilles inortelles du défunt, l'accomplissement des cérémonies extérieures et publiques de la religion : que le comte de Montlosier est mort dans la profession publique de la religion catholique, apostolique et romaine; qu'il avait demandé et reçu le sacrement de pénitence; et que le seul motif allégué pour ce refus a été que le comte de Montlosier n'aurait pas voulu donner, devant témoins, une rétractation écrite et destinée à la publicité; vu la loi du 18 germinal an 10, et specialement son art. 6, conçu en ces termeş : « Il y aura recours au conseil « d'Elat dans tous les cas d'abus de la part « des supérieurs et autres personnes ecclé-« siastiques. Les cas d'abus sont l'usurpa-« tion ou l'excès de pouvoir, la contraven-« tion aux lois et réglemens de la république, « l'infraction des règles consacrées par les « canons recus en France, l'attentat aux « libertés , franchises et coutumes de l'E-« glise gallicane, et toute entreprise ou « tout procédé qui, dans l'exercice du culte, « peut compromettre l'honneur des ci-« toyens, troubler arbitrairement leur con-« science, dégénérer contre eux en op-« pression ou en injure, ou en scandale public; » considérant que le refus de sépulture catholique fait par l'autorité ecclésiastique au comte de Montlosier, dans les circonstances qui l'ont accompagne, et qui sont constatées par l'instruction, constitue un procede qui a degenere en oppression et en scandale public, et rentre des lors dans les cas prévus par l'art. 6 de la loi du 18 germinat an 10; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 14: 11 y a abus dans le refus de sépulture catholique fait au comte de Montlosier.

2. Notre ministre de la justice et des cultes (M. Barthe) est chargé, etc.

18 DÉCEMBRE 1838 — 4 JINVIER 1839. — Ordennance du roi qui règle les recettes et les dépenses de la Légion-d'Honneur pour l'exercice 1839. (IX, Ball. DCXIX, n. 7736.)

Louis-Philippe, etc., vu la loi du 14 juillet 1838, portant fixation du hudget des recettes et de celui des dépenses de l'exercice 1839, etc.

Art. 1er. Les recettes de la Légiond'Honneur, pour l'exercice 1859, sout réglées à la somme de huit millions six cent cinquante-six mille six cent quatre vingtdix-huit france; savoir : 10 revenus propres de l'ordre; rentes sur le grand-livre de la dette publique, 6,746,653 fr.; actions sur les canaux d'Orléans et du Loing, et sur celui du Midi, 165,400 fr.; rentes données en remplacement des anciens chefe-lieux de cohorte de la Leg on-d'Honneur, 28,845 fr.; versemens par les titulaires de majorats. 2,000 fr.; intérêts sur le produit de la vente de l'étang de Capestang, 5,202 fr. — Total, 6,945,698 fr. — 2º Montant présumé des sommes qui seront versées par les parens des élèves de la maison royale de Saint - Denis, tant pour l'indemnité du trousseau fourni aux frais de la Légion-d'Honneur à chaque élève, lorsqu'elle est admise dans la maison, que pour pension duè pour chaque élève non gratuite, 94,000 fr.; 3º suppliment à la dotation de l'ordre; somme portée dans le budget de l'Etat, en vertu des art. 5 et 6 de la loi du 6 juillet 1820, de l'art. 1er de la loi du 19 avril 1852, de l'art. 6 de la loi du 21 même mois, de la loi du 16 juin 1837, et, pour suffire à la dépense des traitemens des sousofficiers et soldats des armées de terre et de mer, nommés dans l'ordre depuis le 6 juillet 1820, et qui étaient en activité de service à la date de leur nomination, 1,617,000 fr.-Total général, 8,636,698 fr.

2. Les dépenses de la Légion-d'Honneur, pour l'exercice 1859, sont réglées à la somme de huit millions six cent cinquantesix mille six cent quatre-vingt-dix-huit fr.; savoir : chapitre 1er, grande chancellerie, personnel, 166,050 fr.; 2, grande chancellerie, matériel, 41,950 fr.; 3, traitement des membres de l'ordre, 7,400,000 fr.; 4, gratifications aux membres de l'ordre, 20,000 fr.; 5, maison royale de Saint-Denis, personnel, 108,810 fr.; 6, maison royale de St.-Denis, malériel, 424,000 fr.; 7, succursales de la Légion-d'Honneur, personnel, 56,600 fr.; 8, succursales de la Légion-d'Honneur, materiel, 247,000 fr.; 9. pensions diverses, 86,387 fr.; 10, commissions aux receveurs genéraux chargés des paiemens. 32,000 fr.; 11, décorations pour les membres de l'or-dre, 48,000 fr.; 12, fonds afin de venir au serours de quelques élèves à leur sortie des maisons d'éducation, 2,000 fr.; 15, dépenses imprévues et diverses, 25,901 fr. — Total, 8,656,698 fr.

3. Notre ministre de la justice et des cultes, et notre grand chancelier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur (MM. Barthe et Gérard) sont charges, etc.

21 DÉCEMBRE 1838 == 4 JANNES 1830. — Ordonnance du çai portent protogation du délai fivé par l'art. à de l'ordonnance du 15 février 1837, relative se poide des voitures de roulage et des voitures publiques. (IX., Bull. DCXIX., n. 7387.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport à nous présenté par notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu notre ordomancé du 15 février. 1837, déterminant le tarif du poids des voitures de roulage et des voitures publiques, et spécialement l'art. 4, ainsi conçu: « Les poids déterminés par l'art. 1er « ne seront obligatoires que deux ans après a la promulgation de la présente ordon- « nance pour les voitures à quatre roues de « plus de 17 centimètres de largeur de « jante, et pour les voitures à deux roues de 17 centimétres de largeur de 17 centimétres de largeur de « de 17 centimétres de largeur de jante et « au-dessus, » etc.

Art. 1°. Le délai de deux ans fixé par l'art. 4 de notre ordonnance du 15 février 1837, est prorogé d'une année,

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

25 DÉCEMBRE 1855 — À JERVIER 1859. — Ordonnance du roi concernant la contribution spéciale à percevoir, en 1839, pour les dépenses des chambres et bourses de commerce. (IX, Bult. DCXIX, n. 7738.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu la loi de finances du 14 juillét 1838 et celle du 23 juillet 1820, etc.

Art. 1er. Une contribution spéciale de la somme de cent vingt et un mille cinq cent soixante et seize francs, nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, d'après leur proposition, par noire ministre sécrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; plus, cinq centimes par franc, pour couyrir les non-valeurs, sera répartie, en 1839, conformément au tableau annexé à la présente ordonnance, sur les patentés désignés en l'art. 12 de la loi du 25 juillet 1820.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de sommerce, qui en rendront compte à notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

5. Nes ministres des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des finances (MM. Martin du Nord et Laplagne) sont chargés, etc.

NOMS DES VILLES.	chambres et bourses.	sommes à imposer.	A RÉPARTIR sur les patentés impossibles.
Amiens (Somme)	Chambre.	fr.	De tout le département.
Timens (somme).	Idem		Du département circonscription de ladite
Arras (Pas-da-Calais)	Igoni	1,400	chambre.
Trans (t. wa.cim.creturis)	Bourse	750	De la ville d'Arras soulement.
Ayignon (Vanciuse)	Chambre.		De tout le département.
Bayonne (Basses-Prontes)	Idem		De tout le département et de la ville de Saint Esprit (Landes).
Besançon (Douhs)	klem	1.750	De tout le département.
Boulogno (Pas-de-Calaja)	Įdem,		Du département circonscription de la dite chambre.
Caen (Calvados)	Idem	3.167	De tout le département.
Calais (Pas-de-Calais).	Idem.	1.400	Du département circonscription de ladit chambre.
Carcassonne (Aude)	Idem	1.745	De tout le département.
Cherbourg (Manche)	Idem		Du département circonoription de ladit obsultre.
Clermont-Ferrand (Puy de-Dome).	Idem	900	De tout le département.
entransport of the second control of the sec	Idem	3,400	Du département circonscription de ladit
Dienpe (Seine-Inferieure)		1	chambre.
<b>कर्मात्राहरू के अर्थ एक एक एक अर्थित विकास स्थाप के प्राप्त है।</b>	Водга	500	De la ville de Dieppe seulement.
Dunkerque (Nord)			Du département direconscription de la dit chembre.
Granvilla (Mancin)	d Lilean.	1.200	ldem.

NOMS DES VILLES.	CHAMBRES et bourses.	sonnes à imposer.	A RÉPARTIR sur les patentés imposables.
Le Havre (Seine-Inférieure)	Chambre Bourse	1,000	Du dép. eirconscrip. de la dite chambre. De la ville du Havre seulement. Du département circonscription de la dite
Lille (Nord)	Bourse		chambre.  De la ville de Lille seulement.
Corient (Morbihan)	Chambre Bourse	292 300	De tout le département. De la ville de Lorient seulement.
Lyon (Rhône)	Chambre	800	
Metz (Moselle)	Chambre	2,988	De tout le département. Idem.
Morlaix (Finistère)	Bourse Chambre Idem		De la vijle de Montpellier senlement. De tout la département. Idem.
Mulhausen (Haut-Rhin)	Bourse	1,700	De la ville de Mulhausen seulement. De tout le département.
Nantes (Loire-Inférieure) Nismes (Gard)	Bourse Chambre	1,300 1,375	De la ville de Nantes seulement. Idem.
Orléans (Loiret)	Idem Bourse	1,600	De tout le département. De la ville d'Orléans seulement.
Paris (Seine)	Chambre Bourse Chambre	11,333	De tout le département. De la ville de Paris seulement. De tout le département.
Reims (Marne)	Idem Bourse	3,565	Idem. De la ville de la Rochelle seulement.
Romen (Seine-Inférieure)	Chambre	5,400	Du département circonscription de ladite chambre.
Saint-Brieuc (Côtes du Nord)	Bourse Chambre	1,000	De la ville de Rouen seulement. De tout le département.
Saint-Ma'o (Illeret Vilaine).	Idem Bourse	272	Idem. De la ville de Saint-Malo soulement.
Toulon (Var) Toulouse (Haute-Garonne) Tours-(Indre-et-Loire)	Cliambre Idem Idem	2,700 1,518	De tout le département, Idem. Idem.
Troyes (Aube)	Idem	798	Idem
		121,576	

26 MOYEMBRE 1838 — 7 JANVIER 1839. — Ordonnance du roi. portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, établie à Foix, pour les départemens de l'Ariége, de l'Aude, de la Haute-Garonne et de Tarm-et-Garonne. (IX, Bull. supp. CDH, n. 12903.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société d'assurances mutuelles contre la grêle, établie à Foix, pour les départemens de l'Ariége, de l'Aude, de la Haute-Garenne et de Tarn-et-Garonne, est autorisée. Sont approuvés les statuts deladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 13 novembre 1838 par-devant Me Osmin Font et son collègue, notaires à Faix, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation, en eas de violation ou de nonexécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et aux préfets des départemens de l'Ariége, de l'Aude, de la Haute-Garonne et de Tarn-et-Garonne.

4. Notre ministre de travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

28 NOVEMBRE 1838 = 17 JANVIER 1839. — Ordonnance du roi portant autorission de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie, établie à Poitiers, pour les départemens de la Vienne des Deux-Sevres et de la Vendée. (IX, Bull. supp. CDIII, n. 12925.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des trayaux MONARCHIE CONST. - LOUIS-PHILIPPE 1er .- 26 NOV., 2, 10, 11 DEC. 1838.

publics, de l'agriculture et du commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie, établie à Poitiers pour les départemens de la Vienne, des Deux-Sèvres et de 1a Vendée, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 21 novembre 1838, devant M. Faugé, notaire à Vincennes (Seine), et en présence de témoins, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère des travaux pu--blics, de l'agriculture et du commerce; et au préfet du département de la Vienne.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

(Suivent les statuts.)

-10 DECEMBRE 1838 == 17 JANVIER-1839. - Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie, établie à Caen, pour les départemens du Calvados, de l'Orne et de la Manche. (IX, Bull. sapp. CDIH, n. 12926.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre, ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie, établie à Caen pour les départemens du Calvados, de l'Orne et de la Manche, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, les 29 et 30 novembre, et 1er décembre 1838, devant Me Seigneurie et son collègue, notaires à Caen, lequel acte restera annèxé à la présente ordon-

2. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre tous les six mois un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préset du département du Calvados.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est chargé, etc.

'(Snivent les statuts.)

28 NOVEMBER 1838 -- 19 JANVIER 1839. -- Ordonnance du roi qui approuve des modifications aux statuts de la caisse d'épargne de Bar-sur-Aube. (IX , Bull. supp. CDIV, n. 12988.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des trayaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance royale du 18 mai 1834, portant autorisation de la caisse d'épargne et de prévoyance de Bar-Sur-Aube (Aube) et approbation de ses statuts; vu les changemens et additions auxdits statuts proposés à notre approbation; vu les lois des 5 juin 1855 et 51 mars 1857, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les modifications aux articles 10, 14 et 28 des statuts de la caisse d'épargne de Bar-sur-Aube, proposées par délibération des administrateurs de cette caisse, en date du 17 septembre 1857, sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé, les 19 et 22 août, pardevant Me Armand-Eugene Joffroy et son collègue, notaires à Bar sur-Aube, lequel acte restera déposé aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

2 DÉCEMBRE 1838 = 19 JANVIER 1839. - Ordonnance du roi qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne du Mans. (IX, Buil. supp. CDIV, n. 12940.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vu l'ordonnance royale du 11 mars 1834, portant autorisation de la caisse d'épargne du Mans et approbation de ses statuts ; vu les nouveaux statuts proposés à notre approbation; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les nouveaux statuts de la caisse d'épargne du Mans (Sarthe) sont approuvés tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé devant Me Desgranges et son collègue, notaires au Mans, le 20 septembre 1838, lequel acte restera déposé aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

11 DECEMBRE 1838 = 19 JANVIER 1839. - Ordonnance du roi qui approuve des medifications

anz statuts de la calse d'épargne de Cahors. ' (IX, Bait. supp. CDIV, n. 12941.)

Louis-Philippe, etc., our le rapport de motre ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; vii l'ordonnance royale en date du 24 juin 1855, portant autorisation de la caisse d'épargne et de prevoyance de Cahors, departement du Lot, et approbation de ses statuts : vu les délibérations du conseil municipal de cette ville, en date des 14 mai et 4 août 1858, et les changemens aux statuts proposés à notre approbation; vu les lois des 5 juin 1855 et 31 mars 1837, relatives aux caisses d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. Les modifications aux art. 7. 9 et 12 des statuls de la caisse d'épargne et de prévoyance de Cahors sont approuyees telles qu'elles sont contenues dans la délibération du conseil municipal de cette. ville, en date du 4 août 1838, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce.

2. Notre ministre des travaux publics; de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

țin du Nord) est chargé, etc.

11 DECEMBRE 1838 = 19 JANVIER 1869. - Ordonnance du roi portant autorisation de la cuisse d'épargne fondée à Vienne (Isère). (IX, Bull. supp. CDIV, n. 12942.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des trayaux publics, de l'agriculture et du commerce; vy les délibérations du conseil mynicipal de Vienne (Isere), en date des 14 mai et 22 septembre 1858; vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, relatives aux caissos d'épargne; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 197. La caisse d'épargne et de prévorance fondée à Vienne (Isère) est autarisée. Sant approuvés les statuts de ladite paisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 22 septembre 1858, dont une expédition consorme restera déposée anx archives du ministère des travaux publics, de l'agrigulture et du commerce.

4. Nous mons réservous de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non execution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers. 3. La caisse d'épargne et de prevoyance

de Vienne sera tenne d'adresser, au commencement de chaque année, au ministère des kravaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au préfet du département de

l'Isère , un extrait de son état de situation au 31 décembre précédent.

4: Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Martin du Nord) est chargé, etc.

13 Décembre 1838 = 19 занчия 1839. - Ordonpance du roi portant autorisation de la calse d'épargne fondée à Pézénas (Hérault). (1X, Ball. supp. CD1V, n. 12945.)

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des trayaux publics, de l'agriculture et du commerce, vu les lois des 5 juin 1855 et 31 mars 1857, relatives aux caisses d'épargne; vu les délibérations du conseil municipa de la ville de Pézénas, en date des 14 dé-cembre 1857 et 21 octobre 1858; notre conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1er. La caisse d'épargne et de prévoyance fondée à Rézénas, département de l'Hérault, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 21 octobre 1858, dont une expedition conforme restera déposée aux archives du ministère des travaux publics, de l'agriculture et da commerce.

2. Nous nous réservons de révoguer notre autorisation, en cas de viglation ou de non exécution des statuts approurés,

sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Pézénas sera tenue d'adresser, au commencement de chaque année, au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. et au préset du département de l'Hérault, un extrait de son état de situation arrêlé au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Mar-

tin du Nord) est charge, etc.

19 пасвывая 1838 — 19 ланчина 1889. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Gray sous la dénomination de Compagnie riveraine d'aguerance, sur la Saine et le Rhône, contre les risques de la navigation. (IX, Bull. supp. CDIV, n. 1294).

Louis-Philippe, etc., sur le peppert de noire ministra secrétaine d'Blat des travaux publics, de l'agriculture et du commerce; yu les arl, 39, a 37, 40 e4:45 du Cade de commerce poire conseil d'Etat entendu, etç.

Art. 1°r. La société anonyme formée à Gray (Haute-Saone), sous la: dénomination de Compagnie rivergine! d'hangranit ; sur la Saine et le Phine, centre les risques de la nauigation, est autorisée. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 16 décembre 1838, devant Me Pormont, notaire à Boulogne près Paris (Seine), et en présence da témoins, lequel acte restera annexà à la présente ordonnance.

4. Nons nous réservons de révoquer notre autorisation, en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés,

sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre tous les six mois un extrait de son état de situation au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, au préfet du département de la Haule-Saone, à la chambre du commerce et au greffe du tribunal de commerce de Gray.

4. Notre ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce (M. Marlin du Nord) est charge, etc.

(Suivent les statuts.)

Anners 1836 et 1837.—Solutions données par M. le ministre de l'intérieur à diverses questions relatives à la prestation en nature.

• 4" En conduisant une volture ou des bêtes de comme à un atelier de trevoux de cliemins vicineux, un contribusable s'acquitte-t-il de la prestation en neture qui a pa lui être imposée pour su pessonne, en vertu de d'art. 3 de la loi du 21 inst 1836?

· Cette question ne peut être résolue que par

l'affirmative.

« Il est étident, en effet, que le contribuable qui aura conduit ou fait conduire une charrette pendant trois journées pour le service deschemins vicinaux, aura; par le fait, acquitté en même temps : 1º les trois journées qu'i luisont itemandées pour sa charrette et pour l'attelage, et 2º les frois journées de travail de l'homme. On a fait observer que l'homme qu'i conduit une charrette ne travaille pas menuellement à la réparation des chemins; mais cette observation tombe d'ellemème; ce que la loi a voulu, c'est que tout contribuable valide pat être astreint à donnét à la commune tois journées de son temps pour le service des chemins vicinaux. La loi p'a pas pu et n'a pas du preserire la manière dont service des lois journées; et il suffit que leur emplot alt pour objet le service des chemins vicinaux. (21 octobre 1836.)

\* P Comment pourrat on utilizer les journées de prestations dues pour un cheral on une charactée, forsque de propriétaire sera lui prêmetée, forsque de prestations par son âge, et que ce-pandant il apsa déclaré souloir se libérar en na-

inte mome cen moyene de transport?

a anant de respondre à cette question speciale, importe de bien apsei un principe général. Cest que lorsque la loi impose eux citoyens une obligation quelconque, c'est à oe citoyen qu'incombe le devoir d'aviser ans moyans de remplir cette obligation. L'administration peut lui en faciliar l'excution sans loque, mais cello siy nat pes tenue, de telle surte que si ple se le faissit que,

la olityces pat se prétendre libéré de son obligation; aissi, par exemple; un contribuable est porté su râte des contribusions directes pour une sousque de...., il no sereit pas admis à tirce qu'il n's qua des deurées, et à prétendre que le percepécur les lasse connaître comment il convertira ses deurées en argent; il est porté au rêle, il faut qu'il trouse le moyen de payer s'it n'est valableteont déchargé.

« Ce principe s'app'ique dans tonte sa force à la

question poste.

« Un contribuable , àgé de plus de soizante aus 99 de moins de dix huit ans, peut incontestablement opter pour la libération en nature ou en argent; mais s'il a opté pour la prestation en na-in a, il n'est pas admis à prétendre que le maire don trouver un conducteur pour sa voiture ou ses elievans, puisque, d'après son age, on ne peut le forcer i les conduire lui-mome, le maire est en drait de lui répondre que ce qu'il doit, ce n'est pas de meliro ses voitures ou ses chevaux à la disposition de l'administration, mais bien des journées da sharrette et de chevanz, ce qui emporte nécessairament l'obligation de les faire marcher ainsi qu'il le jugera le plus convenable à ses intérêts ; s'il me remplit pas cette obligation dans les délais prescrits, il peut êtne contraint à payer sa cote en argent. (15 juin 1837.)

" A 3° Que pourra-t-on faire des chevaux de selle nu de lure, si le propriétaire les amène sur le chemin sans harnais mi équipage convensble aux travaux, paisqu'ils n'en ont pas d'autres que la selle

at le bride P

. e Il est peu probable que la propriétaire d'un cheral de selle pu de luxe ne préfère acquitter en argent le coque représentant les jeurnées dues pour ce cheval. Si pourtant ce propriétaire veulait acquister je prestation en nature, il faudrait aviser à prophogast le cheval de selle comme bête de somme. (25 fairier 4837.)

à At Quel nagé pourrait-on faire des voitures de luxe dont le propriétaire déstarciait qu'il veut acquitter en nature les journées dues pour ces ob-

jets?

- s Du peut appliques à catte question la réponse faite à la précédente; il est diffiolle de croire qu'un propriétaire de voitures de luxe att sérieusement l'injentien de les envoyer sur les atellers de profation; si capandant cela servirit, il n'y aurâlt qu'un perti, à prendre : ce serait, après un'avis qui sergit àonné à l'amiable, l'employer le cabriolet ou la calèche à transporter de la terre ou des piestess feithé interprétation de la loi serait parfaitament légaje, et ce qu'elle pourrait présenter de rigoureux ne devrait ètre attribué qu'à la matteire molonté din presente de molonté din presente de molonté din presente de molonté din presente de molonté de pranta taleur, plutêt que de s'acquitter d'une abligation qui toubbe également sur les citypens ses monité ainte de la commune. (15 fé-
- p P Gret partipourra-t-on ther des journées de charrées qui extéderent les bréchts du sérvice? Na pourrait-on pas obliger les propriétaires de ces charrais à larjailles leurs entisations en argent ou les toute suites manière?
- e Aux termes de Part. S de la loi du 21 mai 4836, tont habitant peut été limbodé à brois journées de travail pour chacane de ses charrettes ou spidarns sitelése; aux tennés de Part. A, il peut acquillar se pestelion èn mèure ou en argent, à séa shoix, horsqu'il a mplé pour avequiter en nature je devi mut ses charrettes à la disposition

de l'administration pendent trois jeurnées, le contribuable a rempli les obligations que la loi lai impose; ceci n'a rien de contradictoire avec ce qui a été établi à l'occasion de la question précédente ; car ici le prestataire offre de faire marcher ses charrettes pendant trois jours; seulement il demande qu'on lui fesse connaître sur quel point il doit les faire travailler ; tandis que , dans le cas précédent, le prestataire ne mettait ses charrettes à la dispositi n de l'administration qu'en laissant à cette dernière le soin de les faire marcher, ce qui est bien différent. C'est à l'administration à utiliser les moyens de transport pour le plus grand intérêt des travaux auxquels ils sont affectés par la loi. Si l'administration ne peut les employer, le contri-busble se trouvers libéré par ce fait, car on ne peut le contraindre à s'acquitter en argent, puisqu'il lui est loisible, en vertu de la loi, de s'acquitter en nature; on ne peut davantage le forcer à fournir des journées d'homme, par exemple, car on n'a droit de demander à un contribuable que ce pour quoi il est porté au rôle des prestetions, et ce sont des journées de charrois qu'il doit. Il y aura, dans cette circonstance, perte d'une partie des ressources sur lesquelles l'administration pouvait compter : c'est une chose fâcheuse sans doute, mais il faut avant tout rester dans la légalité. (2 mai 1837.)

• 6° Les entrepreneurs de diligences doivent-ils la prestation pour ceux de leurs chevaux qu'ils em-

ploient au service de leurs voitures?

.chemina vicinaux ?

, « Oni, puisqu'ils ne se servent de leurs chevaux que pour les besoins d'une exploitation industrielle, toute d'intérêt privé. (10 mars 1837.)

- « 7° Dans quel délai doivent être consommées les prestations en nature pour la réparation des
- « Suivant l'instruction générale du 2ă juin 1836, los cotes acquittables en nature doivent être consonmées, sinon dans l'année même pour laquelle diles ont été votées, au moine dans les délais fixés pour la clôture de l'exercice auquel ces prestations se rattachent.
- Ainsi, les délais accordés pour l'accomplissemeut des prestations en nature ne peuvent s'étendre au-delà du jour fixé pour la clêture des exercices, c'est-à-dire du 31 mars de la seconde année pour les commanes dont les comptes sont réglés par les préfets ou par le ministre, et.du 30 juin de la même année pour celles dont les comptes sont apurés par la Cour des comptes. (21 mars 1837.)
- 8° Les ecclésiestiques peuvent-ils être affranchis de l'obligation d'acquitter la prestation en mature?
- «La loi du 21 mai 1836 n'a établi, pour l'assiette de la prestation en nature, d'autres exceptions que celles résultant de l'âge ou de l'invalidité.
- Quels que soient les motifs de convenance qui pruvent faire désirer que les ecclésiastiques soient dispensés de cet impôt, cette exception ne peut évidemment pas être réclamés comme un droit.
- "Toutefois, partout où les commissions de répartition jugeront convensible d'affranchir les ecclésiastiques de la prestation en nature, l'administration supérieure n'aura, ce semble, aucun motif pour s'opposer à cette dispense. (15 février 1837.)
- 9° Les maîtres de poste ont-ils le droit de demander à être affranchis de la prestation en nature pour ceux de leurs chevaux qui sont habituellement-nacompés su service des rejais?

c'Catte question doit être résolne négativement d'après le texte même de la loi du 27 mai 3836. L'art. 3 de cette loi, nombre 2, asujestit à la prestation en nature chacune des bêtes de somme ou de trait au service de la famille ou de l'établissement dans la commune; aucune exception n'est faite pour les cheraux employés au service des relais. Pour donner ouverture à la contribution, il suffit qu'ils servent à la famille ou à l'établissement dans la commune.

« En présence d'un texte aussi formel, on ne voit pas comment l'administration pourrait créer des exceptions fondées sur des distinctions que la

loi n'a pas faites. (28 février 1837.)

• 10° Des habitans passibles de la prestation en nature et dont les noms auraient été oubliés dans l'état matrice des rôles, pourraient-ils être compris dans un rôle supplémentaire?

- « En thèse générale, la prestation en nature pouvant être regardée comme un impôt de quoité, tout imposable, omis dans le rôle primitif, peut, si le maire et les répartiteurs en font la demande, être repris sur un rôle supplémentaire; mais ce rôle supplémentaire ne peut évidemment être établi que sur des individus qui étaient réellement imposables au moment du recensement, et qui arraient été imposés s'ils n'avaient été omis; cette mesure ne saurait donc s'appfiquer à ceux qui viendraient s'établir dans la commune dans le courant de l'année, à moins qu'ils n'y fussent venus asset tôt pour être impôsables à la contribution personnelle et mobilière et à la patente. (2 mai 1837.)
- a 11º En volant trois journées de travait peur le service des chemins vicinaux, en exécution de l'art. 3 de la loi du 21 mai, un conseil municipal peut-il exempter les animaux de trait ou de somme et les voitures? En d'autres termes, les deux sortes de prestations spécifiées dans l'art. 3, peuvent-elles être divisées de telle sorte qu'il soit facultatif aux conseils municipaux de n'imposer que l'une des deux, ou de les voter l'une et l'autre concurremment?
- Cette question ne peut être résolue que négstivement, si l'on s'en réfère à l'art. 3 de la loi du 21 mai 1836, et il y aurait un grand inconvénient à se départir d'une règle tracée par la loi; si, en effet, il était loisible à un conseil municipal de ne faire porter la prestation que sur l'une des bases données par la loi à cette imposition, il s'ensuirrait que le conseil pourrait, selon l'intérêt personael de ses membres, appeler tantôt les journailers, tantôt les propriétaires et fermiers, à fournir les prestations relatives aux chemins vicinanx.
- \*L'administration ne peut d'onc tolérer la reconnaissance d'un principe qui entraînersit de telles conséquences, et il importe au contraire que, conformément au texte et à l'esprit de l'article 3 de la loi du 21 mai, il soit bien reconnu que, lorsqu'un conseil municipal vote trois journées de prestation, les prestations doivent atteindre également les individus mâles impossibles, les charrettes et les bêtes de trait ou de somme.
- Du reste, tout en maintenant le principe, ries ne l'oppose à ce que les maires donnent quittancedes journées duce pour les chevaux, mulets, ânes, etc., et voitures, lorsque l'acquittement de ces pretations leur parafirait sans objet par suite de circonstances locales. (28 fevrier 1837.)
- « 12º Lorsqu'un habitant, imposé à la prestation en nature comme fermier, est sorti de la commune avent la fin de l'année, sans avoir été mis en demeure de se libérer, est-il tenu d'acquitter

les presentations auxquelles il est imposé, ou bien cette charge retombe-t-elle sur l'habitant qui le

remplace dans son exploitation?

« La prestation en nature est un impôt de quotité qui, d'après la loi, doit peser sur tous ceux qui sont portés au rôle des contributions directes; il suit de là : 1º que tout habitant imposable au moment du recensement doit figurer sur le rôle de prestation; 2º qu'on doit considérer comme affranchis de la prestation tous ceux qui sont venus s'établir dans la commune, après la confection des

« Ainsi, lorsqu'un individu a été imposé à la prestation en nature pour sa personne et pour ses moyens d'exploitation, en qualité de fermier, peu importe qu'il abandonne la ferme dans le courant de l'année, et qu'il n'ait pas avant son départ été mis en demeure de s'acquiter; il n'en reste pas moins redevable des journées auxquelles il est taxé; quant a son remplaçant dans la ferme, il n'y a point à s'occuper de lui, puisqu'il n'est point porté an rôle des contributions directes, et qu'à ce titre il n'est point tenu de payer de prestation. (15 mai 1837.)

· 13° Les chevaux de gendarmerie, des employés des contributions indirectes, etc., étant occupés à un service public, ne sont point passibles

de la prestation en nature.

28 AOUT 1838. - Circulaire du ministre de l'intérienr relative à l'exécution de l'art. 66 de la loi sur les attributions municipales.

« Monsieur le préset, la loi du 18 juillet 1837,. sur l'administration municipale, par son art. 66, a restreint la juridiction de la Cour des comptes, en ce qui concerne la comptabilité communale et hospitalière, aux comptes des communes et établissemens de bienfaisance dont le revenu excède 30,000 fr., elle lui enlève, par conséquent, ceux de ces comptes qui, s'élevant de 10,000 à 30,000 fr., lui étaient dévolus d'après les réglemens précé-

«L'ordonnance du 17 septembre 1837 porte que cette disposition de la loi recevra son application

à partir des comptes de la gestion 1837.

· Il ne vous aura paséchappé, monsieur le préfet, que ces dispositions, si on les rapproche des termes de l'ordonnance royale du 1º mars 1835, en ce qui concerne la durée de l'exercice, occasionent, pour un certain nombre de communes, un changement dans l'époque de la clôture de l'exercice. Ainsi, pour les communes on établisemens charitables dont le revenu habituel s'élève au dessus de 10,000 fr., et dont les receveurs étaient, pour cette raison, justiciables de la Cour des comptes, l'exercice se prolongeait jusqu'à la fin da dix-huitième mois ; aujourd'hui , les seuls receveurs justiciables de la Cour étant ceux des établissemens qui ont plus de 30,000 fr. de revenus, il s'ensuit qu'il n'y a plus que ces derniers établissemens dont l'exercice embrasse cette période de dix-huit mois ; pour tous les autres, l'exercice n'a plus que quinze mois, et se termine au 31 mars de la deuxième année.

« Je ne doute pas que vous n'ayes aperçu cet effet nécessaire de la loi, et que vous n'ayes prescrit aux administrateurs des communes on des établissemens charitables, dont les receveurs passent de la juridiction de la Cour des comptes sous celle des conseils de préfecture, les mestres que nécessituit la clôture de l'exercise 1887 au 31 mars dernier. Je n'ai donc à vous entretenir que de quelques points sur lesquels j'ai été consulté par quelques préfectures, ou sur lesquels la Cour des comptes e, elle-même , appelé mon attention.

« On a élevé la question de savoir si c'était à l'administration de dessaisir indirectement la Cour en saisissant directement les conseils de préfecture de l'examen des comptes auxquels sont applicables les mouvelles dispositions réglementaires. Il a per a que cette marche, tracée d'ailleurs par l'ért. 10 de l'ordonnance du 23 avril 1823 n'offrait aucun inconvénient, et qu'il y aurait même économie de temps et de travail si l'administration prenaît l'initiative à cet égard, au lieu d'attendre que la Cour se déclarât incompétente pour juger les comptabilités de 10,000 à 30,000 fr. dont elle était saisie. Eà consequence, il n'y sura licu de transmettre à la Cour que les comptes de gestion 1837, des établissemens dont les recettes ordinaires, d'après les trois derniers exercices 1834, 1855 et 1836, se sont clevées au dessus de 30,000 fr. Toutes les autres comptabilités précédemment jugées par la Cour devront être déférées, au moyen d'arrêtés pris par vous, au conseil de préfecture.

«Les établissemens dont les comptables relevent de la Cour, ne pouvant sortir de cette juridiction qu'autant que leurs revenus sont restés, pendant trois années consécutives, au-dessous de la limite fixée par les réglemens, il est évident que si un établissément, dont la recette était restée au dessons de 30,000 fr. pendant les exercices 1834 et 1835, avait obtenu, pour le seul exercice 1836, une recette dépassant ce chiffre, le receveur devra continuer

de compter à la Cour.

« Vous voudrez bien observer, monsieur le préfet, que la loi du 18 juillet et l'ordonnance du 27 septembre 1837, n'ayant attribué juridiction aux conseils de préfecture, à l'égard d'une certaine catégorie d'établissemens, que sur les actes posté-rieurs à la gestion de 1836, il appartiendra à la Cour des comptes d'apurer exclusivement toutes les gestions antérieures à 1837, de telle sorte qu'elle restera juge de la manière dont il aura été satisfait aux charges et injonctions de ses arrêts sur les comptes de 1886 et années antérieures, et que les conseils de préfectures devront, pour le jugement des comptes de 1837, attendre que la Cour ait prononce par un arrêt definitif sur ceux des comptes de 1835 qui auraient été l'objet de charges ou d'injonctions insérées dans les arrêts de situation provisoire.

« Ensin, monsieur le préset, si, par la suite, à l'égard des comptabilités sorties de la juridiction de la Cour, il survenait des demandes de révision des comptes de 1836 ou des années autérieures , il me pourrait y avoir de doute sur la compétence exclusive de la Cour pour juger ces sortes de ques-

tions

 Telles sont, monsieur le préset, les observations qu'il a paru utile de vous communiquer, pour asserrer la complète exécution, tant de l'art. 66 de la loi du 18 juillet 4837, que de l'ordonnance du 27 septembre suivant.

28 mars 1838. — Circuleire du ministre de l'intérient relative à la jouissance des biens communaux, adressée à MM. les préfets.

. Monsieur le préset, des difficultés se sont élevées dans plusieurs départemens, au sviet d'anclens usages d'après lesquels toute personne nea hors de la commune on elle vensit s'établir devait verser, dans la caisse municipale, une somme d'argent pour être admise à la jouis-sece des biens

communaus.

"J'ai cru devoir consulter le comité de l'intérfieur sur la légalité de ces taxes, désignées, suiyent les localités, sous les neuss de droits d'estrés es jouissance, droits d'incelat; droits de bestigneiss, et dont les conseils municipants réclamaient le maintien, en invoquant les exceptions admines par le décret du 9 brumaire au 13; et l'art, 105 du Cerio forestier.

« Par sa delibération du 12 janvier dernien, le comité, se fondant sur les dispositions de l'art. 543 du Code civil qui définit les biens somanmans, a pensé « que même en restreignant la quelité d'haa bitans à ceux qui sont domisités dans la commune, on ne pourrait, sens violer soit cet ere ticle, soit les art. 162 et suivans du même code, relatifa au domicile, établie, quant à la jouis-« sance des biens communant, entre les auciens e et les nouveaux domiciliés, une distinction qui e tendrait à exclure ces derniers de tont ou partie « des droits acquis sur habitens en général ; que s « par conséquent , dans les cas où des conseils mus nicipana auraient exclu, par leura délibérations, · les nouveaux domiciliés de la jouismnee des droits acquis aux autres habitans, on les auraient a assujettis à raison de cette circonstance à del a conditions plus on transce, il y autait lice ; per e les presets, à prenoncer l'ennelation de ces déa liberations, pour violation d'ante lui, en ferta a de l'art. 18 de la loi du 18 juillet 1827. s

"J'ai cru devoir adopter ces conclusions qui agast d'ailleurs conformes à un avis du doinseil à Statidu 27 jain 1897, concernant les tomments des départemens de la rive gaçobt du Rhim; et à plusieurs décisions judiciaires micentes, matamagent à un arrêt de la Cour royale de Column, 'du 26 no-

vembre 1836.

« En conséquence, mobasteur le shéfet, je vous invite à ne pas perdre de une les grinciparci-dessus rappolés, toutes les fait duba enfécution de l'art. 18 de la loi du 16 juillet 1837, véus surce à examiner les délibérations prises par ter conseille nunicipaux, à l'effet de répèr de lévide de jeuis-anne et la répartition des freits communeux, sef-vant la faculté qu'ils tiennent de l'art. 17 de la même loi. »

15 becsasak 1838. — Rapport au roi sur la postice criminelle en France pendant l'année 1836. (Mon. du 24 décembre 1858.)

# Sire,

J'ai l'honneur de vous présenter le compte-rendu de l'administration de la justice criminelle en France, pendant l'année 1836. La prémière partie fait connaître à Votre Majesté les travaux des Cours d'assises. En 1836, ces Cours ent statué sur 5,300 accusations; en 1835, 5,828 teur avaient été soumises; la différence en plus est de 72. Cette élévation du chiffre général des accusations à peu d'importance; ce qui en a davantage, c'est que le chiffre des accusations de crimes contre les propriétés est augmenté, cet des accusations de crimes contre les personnes d'iminué. En effet, en 1836, 3,742 accusations de cri-

mes contre les propriétés par été partéri alix Cours d'assises; qui n'en uvalent juge que 3,437 en 1835. C'est une anginentation de 285 accusations, c'est-à-dire de 8 pour 100. It y a eu au contraire une diminution de 12 pour 100 dans le nombre des accumtions de crimes contre les personnes : Il était de 1,771 en 1855; il est descendu , en 1836, å 1,558 : différence en moins, 215. De 1825 à 1850, les crimes contre les personnes ont diminué presque chaque année; ils étaient de 24 sur 100 en 1828, de 23 ea 1829, de 23 en 1850; en 1851, lé chille s'est tout à coup élevé; il n'a cessé de mehter jusyn'en 1835; il était alors de 34 sur 100. En 1856, il tombe à 29 pour 100. l'ai dù rechercher quels sont les crimes centre les personnes qui ont été moins nombreux en 1836 gw'en 1838. La dimination s'est répartie sur plusicurs espèces de crimes contre les personnes; mais je citera: specialement, comme ayant élé moins nombreux, les attentats à la pudeur et les viols. Les voies de fait graves exercées sur les accendans, les coups et les blessures qui ont entrainé ou des incapacités de travail de plus de vingt jours, ou la mort qu'on n'avait pas l'intention de donner, ont aussi été moins fréquens. Le jury a admis 2,398 acensations en leur entier; 1,560 ont été saivies d'acquittement, 1,342 ont été modiflées. Les accusations sont modifiées devant la Cour d'assises de deux manières : on les jurés écartent des circonstances aggravestes, sans insqueites le fait conserve encore assez de gravité pour être réputé cirme ; de leur déclaration lui entéve ce caractère même. Dans 9 sur 100 des accusations modifiées, les laits ont conservé le capactère de crimes; dans 16 sur 100, ils ont pris celai de simples délits.

Les 5,300 accusations portées aux Cours d'assises ont amené devant elles 7,232 accusés; elles n'en avaient jugé que 7,223 en 1855. Si l'on met le nombre des accusés en rapport avec la population du royaume, on trouve que la moyenne est d'un accase sur 4,638 habitans. En 1835, la moyenne avait été d'un accusé sur 4,644 habitans; en 1834, de 1 sur 4,684. La moyenne de 1 sur 4,638 a été dépassée dans 28 départemens. Dans le département de la Seine, où l'en releve 1 accuse sur 1,231 habitans; dams la Corse, 1 sur 1,540; dans les Pyréneck-Orientales, 1 sur 2,029; dans le Haut-Rhin, 1 sur 2,255; dans le Finistère, 1 sur 2,617, etc. Les départemens dans lesquels cette movemme n'a pas été atteinte somt au nombre de 58 il en est 5 où la différence a été très sensible. Le Cher n'a 'qu'un accusé sur 12,057 habi!ans; l'Aude, sur 11,710; la Drome, sur 11,315; les Landes, sur

10,553; les Hautes-Alpes, sur 10,089. De ces cinq départemens, celui de la Drôme est le seul qui comptait, en 1835, 1 accusé sur plus de 10,000 habitans; les autres en présentaient 1 sur 5, 6, 7 et 8,000. Nous avons vu plus haut le chiffre des accusations de crimes contre les personnes : elles ent conduit devant les Cours d'assises 2,072 accusés, c'est à-dire 29 sur 100, le nombre total des accusés étant, comme il vient d'être dit, de 7,232. 5,160 individus ont été accusés de crimes contre les propriétés (71 sur 100). Il résulte du rapprochement du chiffre des accusations de celuides accusés que, pendant 1836, il y a eu plus d'accusés que d'accusations, l'our tous les crimes; sans distinction de leur nature, on trouve 136 accusés pour 100 accusations. Le besoin de s'associer paraît être le mêmé, qu'il s'agisse de crimes contre les personnes ou de crimes contre les propriétés. En effeț, dans les accusations de la première nature, on relève 133 accusés pour 100 ac-. cosations : dans celles de la seconde. 138 accusés pour 100 accusations. Après avoir constaté le chiffre des accusations. le sort su'ellès ont eu devant le jury, leur nature, 📽 le nombre des accusés, il importe de réchercher quels étaient ces accusés, leur sèxe, feur position, leur état civil, leurs untécédens, quand ils ont été traduits sur les bancs des Cours d'assises. 1,559 femmes ent été accusées de crimes, c'est d-dire que, sar 100 accusés, il y a en 19 femmes. Parmi elles , 24 sur 100 avaient eu des én-Mns naturels, ou avaient vécu en concubinage avant de commettre le crime pour iedusi on les a poursulvies en 1856. Je n'ai pas fait entrer mans ée taitul 140 femmes occusée d'infanticide, qui cat été conduiles à ce crime par une première faute ; ch les comprenant, on trouve que, comme en 1835, près du tiers des femmes accusées de crimes avaient enfreint les tois de la pudeur antérieurement aux poursuites dont elles ont été l'objet. Il est à remarquer que, comme les dernières années, les femmes, comparativement aux hommes, ont commis plus de crimes contre les propriétés que contre les personnes. Sur 100 femmes acçusées en 1835, 22 l'ont été pour des crimes contre les personnes, 78 pour des atteintes à la propriété.

Aprës avoir constaté le seke des accusés, il est utile de savoir quel était leur âge. Sur les 7,252 àccusés, 96 avaient moins de 16 ans; 1,256 étaient âgés de 16 à 21 ans; 1,490, de 21 à 25 ans; 1,220, de 25 à 30 ans; 1,017, de 30 à 35 ans; 876, de 35 à 40; 551, de 40 à 45; 373, de 46 à 50; 258, de 50 à 55; 184, de 55 à 60; 107, de 60 à 65; 58, de 65 à 70; 42, de 70 à 80; 4, de 80 et

au-dessus. Il en résulte que, sur 100 acqusés, 55 avaient moins de 25 ans, 51 claient âgés de 25 à 55 ans, et 34 de plus de 35 ans. Il m'a paru intéressant de rechercher quel était l'âge pendant lequel on commeltait le plus d'attentats contre les personnes. Or, si l'on divise les acqueés, sous le rapport de l'âge, en trois parties, les acqusés de moins de 25 ans, ceux de 25 à 60 e et ceux de plus de 60 ans, on trouve que, sur 100 accusés de moins de 25 ans, 24 seulement avaient commis des crimes contre les personnes; la proportion est de 51, quand il s'agit d'accusés de 25 à 60 ans; elle est de 37 pour les accusés de plus de 60 aus.

Le compte fait aussi connaître l'état civil des accusés, leurs antécédens, le lieu de leur naissance; il est en effet important de savoir quelle influence ont sur la criminalité les différentes positions dans lesquelles on se trouve dans le monde, et d'étudier les suites sur la moralité humaine d'une existence errante et de désordre, ou d'une vie reposés et de famille. Sur les 7 252 accusés, 4,506 (ou 60 sur 100) étaient célibalaires; 2,601 (56,sur 100) étaient mariés; 224 (4 sur 100) étaient yeufs : l'état d'un seul accusé est resté inconnu.

2,000 des accusés maries avaient des enfans (81 sur 100); 592 (19 sur 100) n'en avaient pas; quant aux accusés vivant dans le veurage, 254 avaient des enfans [77 sur 100); 73 (25 sur 100) n'en avaient pas. Il a été constaté, pour 133 des accusés, qu'ils appartenaient à des familles dont quelques membres avaient été précédemment pour suivis pour crimes ou pour délits. Sur 7, 232 accusés, 608 avaient eu des enfans naturels ou avaient vou en consubinage; en divisant ces 508 accusés entre les deux soxes, on trouve 192 hommes et 546 femmes. 197 accusés étaient enfans naturels.

Sur le nombre total des accusés (7,232), 273 étaient étrangers : 5,135 étaient nés et domiciliés dans le département où ils ont été jugés : 36 étaient nés dans le département où ils ont été juges, mais n'y étaient pas domiciliés; 1,287 étaient domiciliés dans le département où ils ont été jugés et ctaient nes ailleurs; 352 étaient nes et domiciliés hors de ce département; 145 n'avaient pas de domicile fixe. Les étrangers se sont répartis entre les Cours d'assises de 57 départemens; mais c'est dans les départemens frontières (le Haut et le Bas-Rhin, le Nord, le Rhône, la Moselle, les Pyrénées-Orientales) et dans le département de la Seine qu'on trouve le plus d'accusés qui no sont pas regnicoles. 4,073 accusés habitaient des communes rurales; 2,830, des communes urbaines.Mais 👪 la

position de famille, le lieu de la maissance, celui qu'on habite, peuvent influer sur les penchans des hommes, le degré d'instruction qu'ils ont reçu doit avoir encore une influence plus immédiate, et cette considération donne un puissant intérêt aux tableaux où l'état intellectuel des accusés a été pour ainsi dire constaté. 4,239 accusés ne savaient ni lire ni écrire : 2.075 savaient hire et écrire imparfaitement : 663 savaient bien lire et écrire; 955 avaient reçu une instruction supérieure. Le nombre des accusés complétement illettrés était donc de 59 sur 100. Si on divise maintenant les accusés selon le sexe, on trouve pour les hommes la proportion de 54 illettres sur 100; pour les femmes celle de 80. Dans 51 départemens, la moyenne des accusés illettrés (59 sur 100) a été dépassée ; ceux où la proportion a été la plus forte sont les Côtes du-Nord (94 sur 100), le Finistère, l'Allier (90 sur 100), Indre (87 sur 100), la Dordogne (83 sur 100), la Loire (82 sur 100), la Haute-Vienne (81 sur 100), le Lot et le Morbihan (80 sur 100). Dans plusieurs départemens, au contraire, le nombre des accusés ayant reçu quelque instruction a excédé celui des accusés complétement illettrés, le Doubs (84 sur 100), le Bas-Rhin (73 sur 100), les Ardennes (72), la Côte-d'Or (70), le Jura (67), le Haut-Rhin et la Meuse (66), le Gard (63), la Seine et les Hautes-Alnes (62), la Somme (58), la Meurthe et l'Yonne (57), la Haute-Marne (56), l'Orne (55), le Rhône et Vaucluse (54), les Basses-Alpes (53), l'Aube (54). Parmi les accusés de inoins de 21 ans, 61 sur 100 ne savaient ni lire ni écrire; de 21 ans à 40, 59; de 40 ans et plus, 56. Les occupations habituelles, le travail ou l'oisiveté ont aussi sur le moral des hommes une action qu'il est utile de constater. Sur le nombre total des accusés, 1,152 vivaient dans l'oisivelé; 2,227 travaillaient pour leur propre compte; 3,853, pour le compte d'autrui.

Le compte répartit en neuf classes les professions qu'exerçaient les accusés à l'époque de leur arrestation; elles ont été groupées selon l'analogie des occupations qu'elles entrainent. La première classe est composée d'hommes occupés aux travaux de la terre ; la huitième d'hommes ayant embrassé des professions libérales : c'est dans ces deux classes qu'il s'est commis le plus de crimes contre les personnes. Les deux classes où il y a le moins de crimes de cette nature sont la cinquième et la neuvième, c'est-à-dire la classe des commerçans, et celle des gens sans aveu. Les accusés de grands crimes, c'est-à-dire d'assassinat, de meurtre, d'empoisonnement, se répartissent entre les diverses classes, dans la même proportion que les accusés des lautres crimes contre les personnes.

Je passe maintenant à une autre série de faits. Votre Majesté a vu le nombre des accusés, ce qu'ils étaient : elle va savoir maintenant quel a été à leur égard le résultat des poursuites. Le nombre total des accusés, comme il a été dit plus haut, était de 7,232; 4,623 ont été condamnés. Voici le relevé des condamnations prononcées : 30 ent été condamnés à mort, 143 aux travaux forces à perpétuité, 751 aux travaux forcés à temps, 763 à la réclusion, 1 à la détention, 2,094 à de simples peines correctionnelles; 26 étaient des enfans de moins de 16 ans, qui ont été condamnés à être détenus pendant un certain nombre d'années par voie de correction. Nous donnons ici le tableau comparé des condamnations qui ont été prononcées par les Cours d'assises depuis 1825 jusqu'en 1836.

			`	Nom	BRE 1	DES C	ONDA	mnės	BN		,	
MATURE DES PEIRES.	1825.	1820.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831	1832.	1833.	1834.	1835.	1836.
Mort Travaux forcés à perpét. Travaux forcés à temps. Réclusion	1,160 1  6	1,228 1 5	317 1,062 1,223	1,223 1 11 1,730	1,033 1,222 3 1 1 1,825	973 1,605	108 211 949 888 2 1		127 784 726 2,401	1	0	30 148 751 763 1 2,904
TOTAUS	4.037	4,348	4,236	4,551	4,475	1,130	4,098	4,448	4,105	4,164	4,407	4,023

Les circonstances atténuantes ont été condamnés; pour 867, les magistrats ont déclarées par le jury en faveur de 2,472 fait descendre la peine de deux degrés;

pour 1,605, ils n'ont abaissé la peine que d'un seul; mais il est à remarquer que, pour 1,203 de ces derniers, la peine, aux termes de la loi, ne pouvait descendre que d'un degré. Si les peines prononcées par la loi contre des iudividus déclarés coupables par le jury cussent été appliquées sans tenir compte des circonstances atténuantes, c'està-dire d'après le Code pénal avant qu'il eût été modifié, 172 auraient été condamnés à mort, 245 aux travaux forces à perpétuité, 1,567 aux travaux forcés à temps. 1,568 à la réclusion, 7 à la déportation, au bannissement ou à la dégradation civique, 1,058 à des peines correctionnelles, et 26 accusés au-dessous de 16 ans à la détention dans une maison de correction.

Depuis 1852, le chiffre des condamnés en faveur desquels les circonstances atténuantes ont été déclarées n'a cessé de s'accroître. 1855, 45 sur 100; 1854, 45 sur 100; 1855, 46 sur 100; 1856, 53 syr 100. 30 individus, comme nous venons de le voir, ont été condamnés à la peine de mort, 22 ont été déclarés coupables d'assassinat, 1 de tentative de ce crime, 2 de parricide, 1 de meurtre accompagné de vol, 2 d'infanticide, 1 d'incendie, 1 de tentative d'incendie. 21 ont été exécutés. Votre Majesté a étendu sa clémence sur 9 de ces grands coupables. Pour tous ceux qui ont été graciés, la peine de mort a été commuée en celle des travaux forcés à perpétuité. 2,609 accusés ont été acquittés par les Cours d'assises : c'est 36 accusés sur 100. En 1835, la proportion était de 59 sur 100. Le nombre moyen des acquittés a été dépassé dans 56 départemens, et même, dans 8, il y a eu plus d'acquittés que de condamnés: ce sont les Hautes-Alpes (77 sur 100), la Vendée (68), la Creuse (67), la Lozere (66), les Hautes-Pyrénées (65), Vaucluse et les Deux Sevres (52). Dans 8 départemens, au contraire, la proportion des acquittemens n'a pas atteint le quart des accusés : ce sont la Mense (5 sur 100), la Drôme (15), Côtes du-Nord (19), Haute-Garonne (21), Mayenne et Manche (25), Oise et Marne (24). Maintenant il fant examiner rapidement quelle influence ont pu exercer sur les déclarations de non-culpabilité la nature des crimes, le sexe, le degré d'instruction des accusés. Parmi les accusés de crimes contre les personnes, 45 ont été acquittés sur 100; parmi les accusés de crimes contre les propriétés, 52 sur 100. Sur 100 hommes accusés de crimes, 55 ont été acquittés; le chiffre des acquittemens pour les femmes est de 59 sur 100.

Voici la proportion des acquittemens relativement au degré d'instruction qu'avaient reçu les condamnés : accusés entièrement illettrés, 55 sur 100 ont été acquittés ; accusés qui savaient lire et écrire imparlaitement, 58 sur 100 ont été acquittés ; accusés sachaut bien lire et écrire, 45 sur 100 ont été acquittés ; accusés ayant un degré d'instruction supérieur, 57 sur 100 ont été acquittés. J'ai donné plus haut le tableau comparé des condamnations depuis 1825 ; je donne ici à Votre Majesté le relevé des acquittemens prononcés dans les affaires les plus graves.

nature des crimes imputés		en p	renan			DES 100 p	_		•	np <b>ara</b>	ison.	
aux individus acquittés.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.	1833	1834.	1835.	1836.
Parricide	20	64	48	40	50	50	60	61	63	31	48	45
Infanticide	46	42	45	54	50	57	45	51	47	53	39	39
Assassinat	46	38	43	39	37	40	51	38	39	39	32	30
Empoisonnement	62	54	65	60	72	62	64	48	47	71	43	32
Meurtre	50	49	54	49	53	49	62	49	49	50	46	40
Viol et attentat à la pud.	54	50	44	54	53	58	61	53	47	51	56	49
- sur des enfans	31	56	32	36	40	Δl	51	38	34	27	31	29
Blessures et coups graves.	55	54	52	58	57	56	63	59	58	61	49	44
- envers des ascendans.	50	37	40	54	57	44	66	44	. 39	41	45	32
Incendie d'édifices hab.	72	73	80	67	72	68	82	65	55	63	61	64
- d'autres objets	80	82	89	84	75	73	84	86	66	72	63	65
Faux per supposition de		1	1			1			l .	1 .	1	1
personnes		76	68	54	60	56	79	61	52	-46		
- en matière de recrut.	,	,	,	,							60	681
- en écriture de comm.	32	31	39-	36	43	45	32	40	33	33	28	31
- en écriture authent.	44	45	48	45	51	- 54	48	46	43	47	62	60'
- en écriture privée		1 -	1 .			a					31	33'
Fausse monnaie	70	56	44	48	69	73	63	41	53	34	41	39
Viel		30	30	30	. 30	32	33	31	31	29	30	27

<sup>\*</sup> D puis 1834, on a divisé les faux autrement qu'ils ne l'avaient été jusqu'alors : ainsi on a fait une

La loi du 28 avril 1832, modificative du Code pénal, a donné aux Cours d'assises, en cas de condamnation aux travaux forcés à temps ou à la réclasion, la faculté, quand le condamné n'est pas en état de récidive, de le dispenser de l'exposition publique. Il y à néanmoins une exception à cette faculté; elle est relative aux faussaires, qui doivent toujours être exposés.

Il est utile de constater si les Conrs d'assises ont fait un usage fréquent du pouvoir que leur a, sur ce point, conféré la loi. Sur les 1,662 individus condamnés aux travaux forcés et à la réclusion, 31 ont été dispensés légalement de l'exposition à raison de leur âge (art. 22 du Code pénal), et 718 par décisions spéciales des Cours d'assises. Cette peine accessoire a été maintenue à l'égard de 913. Les Cours d'assises ont usé d'une manière très inégale de la faculté que leur a accordée la soi, selon les départemens où ellés ont siégé Ainsi, pendant les quatre années qui se sont écoulées depuis la loi du 28 avril 1832, dans les départemens de Saône-et-Loir, du Cher, des Landes, de l'Aveyron, de la Manche, du Calvados, les magistrats n'ont dispense de l'exposition que de 12 à 25 sur 100 des condamnés à des peines afflictives et infamantes. D'un autre côté, et pendant les mêmes années, les Cours d'assises ont accordé cette dispense dans la proportion de 62 à 67 sur 100 dans les départemens de l'Hérantt, d'Ille-et-Vilaine, des Hautes-Pyrénées, de l'Aisne, de Vaucluse, de l'Yonne, de Lot-et-Garonne, et de Seine-et-Oise. La Cour d'assises de la Seine a, durant le même espace de temps, dispensé de l'exposition des condamnés à des peines afflictives et infamantes dans la proportion de 59 sur 100. Quant aux Cours d'assises des autres départemens, elles ont usé de la faculté de la loi dans une proportion éloignée des deux extrêmes. Votre Majesté à , en 1856, accordé la remise de l'exposition à 42 iudividus. 6 avaient été condamnés pour meurtre, 1 pour assassinat, 1 pour blessures graves, 1 pour viol, 2 pour faux témoignages, 9 pour fausse monnaic, 17 pour faux, 4 pour vol, et 1 pour banqueroute frauduleuse.

Je me suis occupé jusqu'à présent îtes àccusés qui ont pu être mis sous la main de la justice, et qui ont comparu devant les Cours d'assises; je passe maintenant à l'analyse des documens relatifs aux accusés

contumaces. Il a été jugé, en 1836, 585 accusations par contumace; elles comprenaient 642 accusés. Sur ces 642 accusés jugés par contumace, 8 seulement ont été acquittés; tous les antres ont été condamnés à des peines infamantes; 30 ont été condamnés à mort. Mais si les contumaces sont rarement acquittés par les Cours d'assises. si les condamnations prononcées contre eux sont toujours séveres, faute de défense, et parce qu'il y a présomption de culpabilité contre celui qui fait la justice, il en est tout autrement quand ils se représentent ou sont arrêtés. Alors les preuves ant dépéri; souvent ils inspirent de l'intérêt, de la pitie, et la répression est faible. C'est ainsi qu'en 1856, sur 197 accusés jugés par contumace, qui se sont représentés ou ont été repris, plus de la moitié (101) ont été acquittés, 40 ont été condamnés à des peines infamantes, 56 à des peines correctionnettes. Pour 71 des 197 accusés contumaces qui ont été repris ou se sont représentés à la justice, il s'est écoulé moins d'une année entre l'arrêt rendu contre eux par contumace et celoi qui a statué contradictoirement sur leur sort ; pour 78, il s'est-écoulé de 1 à 5 ans; pour 29, de 5 à 10 ans; pour 15, de 10 à 15 ans; pont 4, de 15 à 20 ans. Les sonstractions frauduleuses sont les crimes les plus fréquemment déférés aux Cours d'assises; elles ont dû, dès lors, être l'objet d'une attention particulière. Il m'a para utile de rechercher la nature, la valeur des objets volés, et constater quelle influence exercent sur la répression des dimes de vol l'importance des soustractions fraudificuses et fa nature des choses soustraites. Le nombre de vols et tentatives de vols qui ont motivé des renvois devant la Cour d'assises est de 4,780 (1). If me faut pas s'occuper des tentatives qui étaient au nombre de 508, car aucun dommage n'a été causé. Pour 968 vols, il a été impossible de connaître la valeur approximative des objets vo'és. Mais pour 3,454, on a ou connaître leur nature, et fixer approximativement lear valeur. Les objets soustraits consistaient : pour 1,147 vols, en argent. billets, essets de commerce, représentant ensemble une valeur approximative de 640,664 fr., ce qui donne pour moyenne de chaque vol 559 fr. ; pour 272 . en argenterie, bijoux, objets précieux de toute espère. représentant ensemble une valeur approximative de 58,584 fr.; pour chaque vol de

classe des faux en matière de recrutement, et l'on a distingué les faux en écriture authentique et publique de ceux en écriture privée; les faux par supposition de personnes ont cessé de faire une classe distincte.

<sup>(1)</sup> Ce chiffre est supérieur à celui des accusations de cette nature indiqué dans les premiers tableaux du compte, parce que souvent plusieurs vols ont été compris dans une même accusation.

cette nature, une valeur moyenne de 141 francs; pour 344, en marchandises de toute espèce, représentant ensemble une valeur approximative de 129,551 fr.; pour chaque vol, une valeur moyenne de 376 fr.; pour 710, en linge et effets d'habillement, représentant ensemble une valeur approximative de 52,208 fr.; pour chaque vol, une valeur moyenne de 41 fr. ; pour 568 , en divers effets mobiliers, représentant ensemble une valeur approximative de 9,465 francs; c'est pour chaque vol une valeur moyenne de 26 fr.; pour 216, en comestibles, valant ensemble approximativement 2,359 fr.; c'est une valeur moyenne pour chaque vol de 11 fr.; pour 145, en blé et farine, d'une valeur approximative de 7,935 fr.; c'est pour chaque vol une valeur moyenne de 55 fr.; pour 171, en animaux vivans, domestiques valant ensemble 20,188 fr.; ce qui fait pour chaque vol une valeur moyenne de 118 fr.; enfin pour 81, en objets divers sans distinction, quand les voleurs avaient emporté tout ce qu'ils avalent trouvé; le tout d'une valeur approximative de 296,692 fr.; c'est pour chaque vol une valeur moyenne de 5,663 francs.

Les vols ont été classés aussi suivant que leur produit avait une valeur approximative

plus ou moins élevée :

750 vols consistaient en objets divers de 1 à 10 fr., 1,271 de 10 à 50, 447 de 50 à 100, 801 de 100 à 1,000, 185 de 1,000 et plus. La répression pour chacune de ces diverses classes de vol a varié suivant leur importance. Ainsi la réponse du jury a été négative pour 34 vols sur 100 de la 1<sup>re</sup> catégorie (vol d'objets de 1 à 10 fr.), pour 22 sur 100 de la 2°, pour 24 de la 3°, pour 19 de la 4°, pour 15 de la 5°. Le jury a acquité 55 sur 100 des accusés de simples tentatives de vols.

Un tableau fait convaitre par département la nature et la valeur approximative des objets volés et le produit moyen de chaque vol. Il en résulte que, dans le département de la Seine, 765 vols ou tentatives de vols ont été déférés à la Cour d'assises en 1856. Dans ce département, la valeur approximative des objets volés qu ceux des vols à l'égard desquels cette valeur a pu être déterminée, était de 614,577 fr., et la moyenne de chaque vol, 961 fr.; c'est la moyenne la plus forte de toute la France, après toutefois le département des Pyrénées-Orientales, où la moyenne de chaque vol a été de 2,609 fr.; mais ce chissre élevé est dû à ce que le nombre des vols a été très faible, et à ce qu'il s'en est trouvé un de titres et valeurs fort considérables. C'est dans le département de Loir-et-Cher que se remarque la moyenne la plus faible: elle est de 40 fr., et tous les autres départemens se classent entre ces deux extrêmes. Les 7,454 vols dont la valeur approximative a pu être déterminée ont donné une valeur totale de 1,177,246 fr.; c'est pour chaque vol 341 fr.

Quelques tableaux sont consacrés, comme les années précédentes, à faire connaître les motifs présumés des crimes d'assassinat, de meurtre, d'empoisonnement et d'incendie. Ces motifs sont à peu près, chaque ennée, les mêmes et dans les mêmes proportions. La haine et la vengeauce sont les sentimens qui inspirent le plus grand nombre de ces forfaits; la cupidité vient ensuite, et puis les dissensions domestiques et les discussions d'intérêt entre les membres d'une même famille ; l'amour contrarié . la jalousie, la débauche, l'adultère, les querelles de jeu et de cabaret ont aussi une grande part dans les causes déterminantes de ces crimes.

Le nombre des délits politiques et de la presse soumis au jugement des Cours d'essises, en vertu de l'art. 69 de la Charte et de la loi du 8 octobre 1850, diminue chaque année, Après avoir élé de 671 en 1831, de 602 en 1832, de 556 en 1835, de 219 en 1854, de 177 en 1855, il a cte de 96 en 1856. 125 prévenus étalent impliqués dans ces 96 préventions; 78 prévenus de délits de la presse et 47 prèvenus de délits politiques. Sur les 78 prévenus de délits de la presse, 50 (64 sur 100) ont été acquittés ; sur les 47 autres, 31 ou 66 sur 400 l'ant été également. Sur les 65 délits de la presse. 54 étaient imputés à la presse périodique. et 9 à d'autres natures de publication. Je ne termineraj pas le compte-rendu des travaux des Cours d'assises, en 1836, sans instruire Votre Majesté des résultats de la loi du 9 septembre 1855, Cette loi, abrogeant celle do 4 mars 1831, u'a plus rendu mécessaire, pour former la déclaration du jury, que la simple majorité, tandis que, d'après la loi de 1851, il fallait une majorité de huit voix pour que la culpabilité de l'accusé fût prononcée. Quand le jury condamne à la simple majorité, il est tenu de le déclarer. Le nombre des accusés qui, en 1836, n'ont été déclarés coupables qu'à la majorité de sept voix, a été de 221. Aux termes de la loi du 9 septembre 1833, « lorsque u l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la « simple majorité, il suffit que la majorité « des juges soit d'avis de surecoir au juge-« ment et de renvoyer l'affaire à la session « suivante, pour que cette mesare soit er-« donnée par la Cour. » En 1856, les Cours d'assises n'ont usé que cinq fois de cette faculté.

En 1856, les tribunaux de police correctionnelle ont jugé définitivement 128,489 affaires, et ont statué sur le sort de 178,573 prévenus. Il y avait eu, en 1835, 118,225 affaires et 164,886 prévenus. L'augmentation, en 1836, est donc de 10,264 affaires et de 13,687 prévenus. Elle a porté d'une manière presque égale sur les délits communs et sur les infractions aux lois relatives · aux réglemens fiscaux, et qui concernent · les administrations financières. Mais il est très à remarquer que, parmi les délits communs, les vols se sont considérablement accrus. En 1835, le chiffre des vols simples étaif de 11.895, il est monté à 14.029 en 1836. Dans l'espace de onze années, depuis 4826 jusqu'en 1856, les vols ont augmenté de plus d'un tiers. Le nombre des prévenus est, comme nous venons de le voir, de 178,573. Sur ce nombre, il y avait 35,677 femmes, c'est-à-dire 19 sur 100. La proportion est la même qu'en 1835.

J'ai fait constater l'âge des prévenus de délits communs, dont le chiffre est de 72,698. 2,883 ou 4 centièmes avaient moins de 16 ans; 8,069 ou 12 centièmes avaient de 16 ans à 21 ans; 57,915 ou 81 centièmes avaient plus de 21 ans. Sur les 178,573 prévenus 24,232 ont été acquittés; c'est près de 14 pour 100. La proportion avait été,

en 1834 et 1835, de 15 pour 100.

L'année 1856, comme les années précédentes, le résultat des poursuites a été différent, selon qu'elles ont été exercées d'office par le ministère public ou intentées à la requête des parties civiles ou à celle des administrations financières. Sur 100 prévenus poursuivis par le ministère public, 20 ont été acquittés; cette proportion a été de 5 pour les prevenus traduits devant les tribunaux par les administrations financières; elle a été de 46 pour les prévenus poursuivis à la requête des parties civiles. 154,241 prévenus ont été condamnés, savoir : 416,619 à l'amende; 57,455 à l'emprisonnement; 514 enfans de moins de 16 ans à être détenus dans une maison de correction : 56 jeunes vagabonds à rester sous la surveillance de la haute police, sans autre peine; 22 délinquans forestiers ont été condamnés à démolir des constructions qu'ils avaient élevées trop près des forêts de l'Etat.

La durée de l'emprisonnement ou de la détention correctionnelle a été de moins de 6 jours pour 5,195; de 6 jours à 1 mois exclusivement 10,729, 1 mois à 6 exclusivement 12,191, 6 mois à 1 an 5,085, 1 an 1,542, de 1 an et 1 jour à 2 aus inclusivemens 5,375, de plus de 2 ans et moins de 5 ans 725, de 5 ans 648, de 5 à 10 ans 144,

· de 10 ans 34.

6,605 jugemens ont été attaqués par la

voie de l'appel. Il y en a eu 3 748 de confirmés, et 2,837 d'infirmés, en tout ou en partie, 8,906 prévenus étaient intéresses dans ces 6,605 appels. Sur ces 8,906 prévenus, 5,036 étaient appelans, 3,066 intimés; 804 étaient tout à la fois intimés et appelans. Les décis ons des juges d'appel n'ont aucunement changé le sort de 5,147 de ces prévenus. 1,031 prévenus, acquittés en première instance, ont été condamnés en appel; 570 ont eu leur peine augmentée; la peine de 1,288 a été diminuée, et 672 ont été déchargés des condamnations prononcées contre eux par les premiers juges. A l'égard de 198, des jugemens non définitifs des premiers juges ont été réformés, et le tribunal d'appel a statué au fond. Il résulte de ces chiffres que le sort de 1,960 prévenus a été amélioré par des décisions favorables des juges d'appel, et que celui de 1,601 seniement a été aggravé. Le Code d'instruction criminelle donne aux juges d'appel le droit d'entendre de nouveau les témoins; ils n'ont usé de cette faculté que dans 313 affaires.

La troisième partie du compte est consacrée aux renseignemens qui ont été recueillis sur les condamnés en récidive. Ces documens sont précieux, surtout aujourd'hui où l'attention est fixée sur la nécessité d'une réforme des prisons, et où l'on sent le besoin d'arrêter le nombre des récidives; où l'on cherche, d'une part, à réformer les condamnés, d'autre part à les enlever au fâcheux contact des autres criminels, c'est-à-dire à les sauver d'euxmêmes et des autres. Aucune diminution ne s'est fait sentir cette année dans le chiffre des condamnés en récidive. Comme je l'ai dit plus haut à Votre Majesté, les Cours d'assises ont jugé, en 1836, 7,252 accusés; sur ces 7,232 individus, 1,486 se trouvaient en récidive. La proportion des récidivistes aux accusés en général est de 21 sur 100. On compte 191 femmes parmi les condamnés en récidive, c'est-à-dire 13 sur 100 accusés; en 1855, la proportion n'était que de 9 sur 100. 156 des accusés en récidive avaient subi précédemment une condamnation aux travaux forcés: 112 avaient subi la peine de la réclusion ; 1,218 n'avaient été condamnés qu'à des peines correctionnelles. 945 n'avaient été antérieurement condamnés qu'une seule fois; 296, deux fois; 139, trois fois; 52, quatre fois; 28, cinq fois; 14, six fois; 7, sept fois; 2, huit fois; 5, neuf fois.

Comme les autres années, les récidivistes se répartissent d'une manière très inégale entre les divers départemens. C'est dans les 7 départemens suivans qu'il y a eu le plus de condamnés en état de récidive : la Drôme, 41 récidivistes sur 100 accusés; les Côtes-du-Nord, 56 sur 100; les Bouchesdu-Rhône, 55; la Côte-d'Or, 51; la Loire, les Ardennes et la Seine, 50. Dans les 14 départemens dont les noms suivent, le nombre des récidivistes a été comparativement peu considérable : l'Indre, 5 récidi vistes sur 100 accusés; la Correze, 4; la Corse et la Vendée, 5; les Basses-Alpes, 6; le Lot, Vaucluse et les Landes, 7; les Hautes-Pyrénées, 8; le Gers et la Haute-Vienne, 9; la Haute-Saône, les Pyrénées-Orientales et l'Ariége, 10. La proportion dans les autres départemens est entre ces deux extrêmes. Pour les accusés en récidive, en général, la proportion des acquittemens a été de 16 sur 100; elle était de 19 sur 100 en 1835. Pour les forçats l'hérés en récidive, cette proportion a été de 9 sur 100; pour les réclusionnaires libérés, e 12 1/2 sur 100; pour les libérés de peines correctionnelles, de 17 sur 160.

J'ai fait ressortir plus haut le nombre des crimes contre les personnes comparativement aux crimes contre les propriétés, et j'ai trouvé que sur 100 accusés, pris en général, 29 avaient été poursuivis pour crimes contre les personnes, 71 pour crimes contre les propriétés. Or, les accusés qui ont déjà été condamnés commettent dans une proportion encore moindre des crimes contre les personnes, et se rendent coupables de plus d'attentats contre les propriétés. Ainsi, sur 100 accusés en récidive, 14 seulement ont été poursuivis pour des crimes contre les personnes, tandis que 86 l'étaient pour des crimes contre les propriétés. Le vol a été, comme les années précédentes, le crime le plus fréquemment imputé aux récidivistes; sur les 1,486 accusés en récidive, 1,168 (79 sur 100) étaient traduits devant les Cours d'assises pour vol; cette proportion était moindre en 1853. J'ai fait remarquer plus haut à Votre Majesté, en analysant la première partie du compte, que, pour les accusés en général, la proportion des illettrés était de 59 sur 100. Pour les accusés en récidive, cette proportion est de 62. Comme dans les années précédentes, la proportion des accusés sachant lire et écrire a été plus forte parmi les forçats et les réclusionnaires libérés, que parmi ceux qui n'avaient subi que des peines correctionnelles. Sur le nombre des prévenus juges en 1856 par les tribunaux de police correctionnelle, il y a eu 8,196 récidivistes (les tableaux relèvent 9,530 récidives, certains prévenus ayant été jugés 2, 5, 4 et 5 fois, en 1836). Le nombre des prévenus en récidive, comparé à celui des prévenus de dédits communs poursuivis à la requête du ministère public (et ce sont les seuls dont

les précédens peuvent être constatés), est dans la proportion de 15 centièmes, comme en 1855, 1,407 des prévenus en récidive avaient antérieurement subí des peines infamantes, savoir: 625 les travaux forcés, 482 la réclusion; 8,425 n'avaient subi que des peines correctionnelles, 5,025, c'est-àdire un peu plus que la moitie, n'avaient été précédemment condamnés qu'une seule fois : 4,505 l'avaient été de 2 à 10 fois. Il y a en moins d'acquittés parmi les prévenus en récidive que parmi les prévenus qui étaient jugés pour la première fo s. Ainsi, j'ai fait remarquer plus haut à Votre Majesté que , pour les prévenus jugés à la requête du ministère public pris ensemble, il y a eu 20 acquittés sur 100, pour ceux de ces mêmes prévenus qui étaient en récidive, la proportion des acquittemens n'a été que de 7 sur 100. 1,657 femmes se tronyaient au nombre des prévenus en récidive : c'est 17 sur 100. Cette proportion ést de 19 sur 100 pour tous les prévenus en général. Comme les années précédentes, la proportion des prévenus en récidive varie beaucoup d'un département à l'autre; c'est le tribunal de police correctionnelle du département de la Seine qui en a jugé le plus (26 sur 100); après ce département, ceux dans lesquels il a été jugé le plus de prévenus en état de récidive renferment des villes manufacturières ou populeuses. Le vol est foujours le délit le plus fréquemment imputé aux prévenus en recidive. En 1856, le tiers de ces prévenus était poursuivi pour vol; un autre tiers pour infraction de ban, vagabondage ou mend cité; le reste pour diverses espèces de délits, dont le plus nombreux était celui de coups et blessures.

Les douze derniers tableaux de la 3e partie du compte sont destinés à faire apprécier l'effet sur les condamnés du régime des bagnes et des prisons. Ils contiennent tous les condamnés libérés, de 1852 à 1856 inclusivement, des bagnes et des maisons centrales, et ils font connaître, pour chacun de ces établissemens, combien il y a eu de récidives pendant ces cinq années. Ils apprenuent dans quelle situation se trouvaient, à leur sortie des bagnes ou des maisons centrales, ceux des libérés qui ont été repris depuis, sous le rapport de la durée de la détention qu'ils avaient subie, du montant de la masse qui leur avait été remise, et du degré d'instruction qu'ils possédaient. Ils indiquent aussi combien de fois ils ont été poursuivis et jugés de nouveau depuis leur libération, aucls délits ont motivé ces nouvelles poursuites, et quel en a été le résultat. De 1832 à 1836 inclusivement, il est sorti des trois bagnes de Brest, de Toulon et de Rochefort, 3,398 condamnés; il en est sorti 23,807 des maisons centrales. Sur les 3,398 condamnés sortis des bagnes, 646 ont été poursuivis et jugés de nouveau pendant les cinq années; c'est 19 sur 100. Sur les 25,807 libérés des maisons centrales. 5.488 ont été poursuivis et jugés de nouveau pendant le même laps de temps; c'est 21 sur 100. La différence en faveur des bagnes est d'autant plus remarquable, que la population des maisons centrales renferme des femmes, qui tombent en récidive blen moins fréquemment que les hommes, et que des lors cette population devrait offrir moins de chances à la récidive que celle des bagnes. La proportion des récidives aux libérations différe encore bien plus de bagne à bagne, et de maison centrale à maison centrale, qu'elle ne différe des bagnes aux maisons centrales. Ainsi, parmi les libéres de Brest et de Rochefort, le rapport est de 14 récidives sur 100 libérés, tandis qu'à Toulon on en comple 25 sur 100, un tiers de plus. Parmi les maisons centrales, celles de Poissy et de Melun présentent toujours le chiffre proportionnel de récidives le plus élevé; c'est pour la première de ces deux maisons 41 sur 100, et pour la deuxième, 32 pour 100, pendant la période des cinq années. Les maisons centrales de Cadillac et de Montpellier, qui ne renferment que des femmes, ne présentent au contraire que 11 et 9 récidives sur 100 libérations pendant le même laps de temps. C'est parmi les liberes des bagnes, comme il a été remarqué ci-dessus, que les récidives sont moins fréquentes, et elles le sont d'autant moins que le sélour au bagne a été plus long. Pour les libéres des bagnes de 1832 à 1835, là proportion des récidives a été de 19 sur 100. Cette proportion a été de 20 sur 100 parmi céux des libérés qui avaient subi cinq ans et moins de travaux forces, et de 18 sur 100 seulement parmi ceux qui avaient subi plus de cinq ans de cette peine; elle èst bien moins forte encore parmi les liberes des bagnes de Brest et de Rochefort, dans lesquels se subissent les peines d'une longue durée, il est vrai que la différence des crimes pour lesquels avaient été primitivement condamnés les libérés doit être pour quelque chose dans ce résultat, car les bagnes de Brest et de Roche-. fort renferment beaucoup plus de condamnés pour crimes contre les personnes que celui de Toulon; et on conçoit que les récidives solent moins fréquentes parmi ceuxci, que parmi les condamnés pour crimes contre les propriétés. En ce qui concerne les condamnés libérés des maisons centrales, il y a eu aussi moins de récidives proportionnellement parmi les libérés de plus de deux ans de détention, que parmi ceux qui avaient subi moins de deux ans. Si nous recherchons

quelle a été, sur le moral des condamnés, l'influence de l'instruction qu'ils avaient en entrant en prison et celle qu'ils ont pu y acquérir, on constate chaque année ce résultat, que les récidives sont toujours plus fréquentes parmi ceux des condamnés qui savaient lire ou écrire, que parmi ceux qui étaient illettrés. Parmi les libérés des bagnes repris depuis leur sortie, 409 ou 65 sur 100 n'ont été jugés de nouveau qu'une seule fois; 120 ou 19 sur 100 l'ont été denx fois; 117 ou 18 sur 100, trois fois et plus. Sur les 5,490 libérés des maisons centrales qui ont été repris , 5,915 ou 71 sur 100 n'ont été jugés de nouveau qu'une fois; 941 ou 17 sur 100 l'ont été deux fois; 654 ou 12 sur 100 frois fois. Ces résultats prouvent que les libérés des bagnes tombent moins fréquemment en récidive que ceux des maisons centrales; mais ils établissent aussi que les forçats libérés qui sont traduits de nouveau devant les tribunaux y reviennent ensuite plus souvent que les autres libérés. Ce fait s'explique par cette circonstance que tous les forçats étant sous la surveillance de la haute police, tandis que les détenus des maisons centrales n'y sont soumis qu'en partie, les infractions de ban sont plus fréquentes chez les premiers, et motivent souvent des poursuites contre le même individu. Pour les forçats libérés, comme pour les libérés des maisons centrales, le vol est toujours l'infraction la plus commune. Mais cette infraction est plus frequemment accompagnée de circonstances aggravantes lui donnant le caractère de crime de la part des forçats libérés, que de la part des délenus sortant des maisons centrales. Aussi la répression est toujours plus sév**ère à l'é**gard des forçats libérés; et tandis que, sur 100 forçats libérés repris, 31 sont condamnés à des peines infamantes, 55 à des peines correctionnelles et 4 acquittés, ces proportions sont, pour les libérés des maisons centrales, de 15 condamnés à des peines infamantés, de 81 à des peines correctionnelles, et de 4 acquittés. Pour la plupart des libérés, soit des bagnes, soit des maisons centrales, l'infraction au ban de surveillance est un délit suivi presque immédiatement d'autres plus graves. En effet, 490, après avoir été condamnés une ou plusicurs fois pour avoir rompu leur ban, se sont rendus compables de vols qui ont motivé de nouvelles poursuites.

Deux tableaux suffisent pour faire connaître les travaux des tribunaux de simple police, qui ont une grande importance, mais ne comportent pas de longs développemens. Les tribunaux de simple police ont rendu, en 1836, 128,282 jugemens, où figuraient 168,284 inculpés : c'est 15,145

jugemens et 17,824 inculpés de plus qu'en 1855. 120,867 jugemens ont été rendus sur les poursuites du ministère publié, et 7,415 à la requête des parties civiles. Parmi les inculpés, 23,196 ont été acquittés, c'est-à-dire 14 sur 100; 138,204 ont été condamnés à l'amende; 5,998 à l'emprisonnement; à l'égard de 886 inculpés, lés tribunaux de police se sont déclarés incompétens. Le nombre des jugemens rendus par le tribunal de simple police de la Seine est de 24,394. le cinquième du total de tout le royaume; en 1835, il n'avait jugé que 18,258 affaires.

La cinquième partie du compte renferme tous les documens nécessaires pour faire connaître à Votre Majesté la marche qu'ont suivie les affaires criminelles, et la mettre à même d'apprécier les travaux des officiers du ministère public et des tribunaux. Pendant l'année 1836, 129,834 plaintes, dénonciations ou proces-verbaux, ont appelé l'attention des officiers du parquet. Dans ce nombre ne sont pas comprises les 72,285 contraventions en matière siscale qui ont été jagées à la requête des administrations financières, ni les contraventions jugées par les tribunaux de simple police. 54,178 proces-verbaux ont été dressés par les gendarmes, 30,214 par les commissaires de police, 24,335 par les maires et les adjoints, 9,900 par les juges de paix, 5,805 par les gardes champêtres; 9,858 plaintes ou proces-verbaux ont été remis directement au procureur du roi ou au juge d'instruction; dans 10,075 affaires, les parties lésées on! saisi elfes-mêmes la juridiction correctionnelle; dans 4,354 autres, le ministère public a agi. soit sur la notoriété publique, soit provoqué de toute autre manière: 937 élaient restées entre les mains des officiers du ministère public, de l'année précédente, sans qu'aucune résolution cut été prise à leur égard. Des 129,854 affaires, dont le ministère public a eu à s'occuper, il en a communiqué 49,288, les plus graves, aux juges d'instruction, pour qu'il fût procédé à une information; 32,958 ont été portées directement à l'audience : 22,885 par le ministère public, 10,075 par les parties lésées; 5,572 n'étaient pas de la compétence des Cours d'assises ni des tribunaux de police correctionnelle; 865 n'avaient pas encore été l'objet d'une détermination le 31 décembre 1836; et enfin 45,151 (c'està-dire un tiers) avaient été classées comme ne devant pas donner lieu à des poursuites, soit parce que les dénonciations n'étaient pas fondées, que les faits ne constituaient pas d'actions répréhensibles aux yeux de la loi, que les auteurs ne pouvaient être découverts, etc. A ces 15,151 affaires laissées

sans poursuites par le ministère public seul, sous sa responsabilité personnelle, il en faut ajouter 17,875, qui ont été terminées par des ordonnances ou des arrêts de non. lieu des chambres du conseil et d'accusation, et l'on obtient un total de 61,026 affaires, qui n'ont eu aucun résultat : c'est presque la moitié. Si l'on ajoutait encore 1,568 accusations déférées anx Cours d'assiscs, et qui ont été suivies de déclarations négatives de la part du jury, et environ 15,577 préventions en matière de délits communs, que les tribunaux de police correctionnelle ont déclarées mai fondées, on obtiendrait la proportion de 59 plaintes ou dénonciations sur 100 restées sans résultat. Les chambres du conseil des tribunaux de première instance ont statué sur 48,611 affaires : elles en ont renvoyé 6,245 devant les chambres de mise en accusation; elles ont déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre pour 17,478; et, quant aux autres, elles en ont saisi en grande partie la juridiction correctionnelle. Les chambres des mises en accusation des Cours royales ont connu de 6,560 affaires; 5,707 ont été renvoyées aux assises; dans 610, les chambres des mises en accusation ont déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre.

Trois tableaux font connaître la nature des affaires à l'égard desquelles les poursuites ont dû être abandonnées, et les motifs de cet abandon. La proportion de celles pour lesquelles il a été motivé sur ce que les auteurs des infractions n'ont pu être connus, est d'environ 20 sur cent ou un cinquième. Il importe que les affaires soient promptement suivies, et qu'elles obtiennent la solution la plus rapide. La liberté des citoyens souffre de la lenteur des procédures, et les preuves dépérissent lorsque l'instruction languit, et que les tribunaux ne sont point assez vite saisis des infractions sur lesquelles ils doivent statuer.

Votre Majesté verra avec satisfaction que la marche de la justice criminelle en France a été aussi prompte qu'ont pu le permettre le respect qu'on doit à des garanties données à la société et aux inculpés eux mêmes, et le temps nécessaire pour recueillir les preuves. Pour 92 sur cent des affaires qui ont été soumises aux chambres du conseil, elles ont statué dans les trois mois; en 1858, la proportion avait été de 93 sur cent. 66 sur cent des affaires portées aux chambres des mises en accusation ont été décidées dans le même laps de temps à partir de la plainte; en 1835, la proportion était 67 sur cent. Les Cours d'assises ont jugé 67 affaires sur cent dans les six premiers mois du crime, et 9 accusés sur cent. seulement ont été détenus préventivement

plus de six mois; les rapports étaient les mêmes en 1855. Les tribunaux correctionnels ont jugé 95 affaires sur cent dans les trois premiers mois du déit (en 1855, la proportion était de 92); 86 appels sur cent ont été jugés dans les deux mois à partir du du jour où ils ont été formés. Enfin, un dixième seulement des condamnés à l'emprisonnement a été écroué après le troisième mois de la condamnation.

	DURÉE	DE LA	DÉTE:	TION	RÉVEN	TIVE.
INDIVIDUS DÉTENUS.	Moins d'un mois.	1 à 2 mos.	2 à 3 mois.	3 à 6 mois.	6 mois et plus.	To-
Renvoyés des poursuites par les chambres du conseil.	8,215 194	1,891 270	445 130	130 61	149 18	10,830 663
Acquittés par les tribunaux correctionnels Acquittés on absons par les cours d'assises		447	204 607	78 985	34 274	2,845 2,630
Totaux	10,502	3,351	1,386	1,254	475	16,968

94 fonctionnaires publics ont été inculpés à raison de leurs fonctions, et l'autorisation de les poursuivre à été demandée tant aux administrations publiques desquelles ils dépendaient qu'au conseil d'Etat. Cette autorisation a été refusée pour 46, et accordée pour 48. A l'égard de 50 de ces derniers, les poursuites n'ont produit aucun résultat ; 17 ont été condamnés : 1 à la réclusion, 11 à l'emprisonnement et 5 à l'a-mende. Le 48° n'est pas encore jugé. Les listes générales du jury dressées, en 1855, pour le service de l'année 1836, comprenaient 204,855 citoyens; 1,761 de plus que celles de l'année précédente. Il faut retrancher de ce total, premièrement, 1,101 électeurs faisant double emploi, parce qu'ils ont été inscrits, et dans le département où ils avaient leur domicile politique, et dans celui où était leur domicile réel; deuxièmement, 4,847 qui avaient moins de trente ans : il reste 198,907 jurés ; 1,975 de plus qu'en 1855. Ces jurés sont inscrits sur les listes aux titres suivans : électeurs, 180,063; fonctionnaires publics nommés par le roi à des fonctions gratuites, 712; officiers en retraite jouissant d'une pension de 1,200 fr. au moins, 4,696; docteurs et licenciés des différentes facultés, membres et correspondans de l'Institut et autres sociétés savantes, 8,064; notaires, 4,418; plus imposés après les électeurs appelés pour compléter le nombre de 800 dans quelques départemens, 954. Le chiffre des plus imposés après les électeurs a diminué progressivement depuis 1853; il était de 1,156 en 1835; il s'est abaissé à 954 en 1856. C'est encore, cette année, dans la Corse, que le cens est descendu le plus bas; cependant il s'est arrêté à 92 fr. 18 c., tandis qu'en 1835, il avait fallu descendre à 69 fr. 75 c. Les autres départemens dans lesquels il a fally recourir aux plus imposés, sont les Basses-Alpes, les Hautes-Alpes, la Lozère et les Hautes-Pyrénées. Les Cours d'assises ont

eu 379 sassions tant ordinaires qu'extraordinaires, dont la durée a été de 5,909 jours, et qui ont exigé la convocation de 15,080 jurés: 12,820 se sont présentés pour remplir leurs fonctions. 182 étaient décédés au moment de la convocation; 7 ont été condamnés à l'amende pour n'avoir pas comparu, et n'avoir produit aucun motif légitime d'excuse; 2,071 ont fait admettre leurs excuses par les Cours d'assises. 48,264 témoins ont été appelés et entendus devant ces Cours; c'est à peu prés 9 pour chaque affaire. La Cour de cassation (section criminelle) a été saisie, en 1856, de 1,370 pourvois ou demandes en réglement de juges formés, 316 par le ministère public, 1,054 par les antres parties intéressées; c'est 156 de moins qu'en 1855. Elle a rendu 1,313 arrêts, dont 283 de cassation, 803 de rejet, et 225 de non-lieu à statuer. Elle a, en outre, accueilli 50 demandes de réglement de juges ou de renvoi d'un tribunal à l'autre pour cause de suspicion légitime, et rejeté 5 demandes de cette espèce. 639 de ces arrêts sont intervenus en matière criminelle proprement dite, 396 en matière correctionnelle, 158 en matière de simple police, 120 sur des questions relatives à la discipline de la garde nationale, et 53 ont statué sur des demandes de réglement de juges ou de renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime ou de sureté publique. Sur les 5,981 arrêts contradictoires ou par contumace rendus, en 1836, par les Cours d'assises du royaume, 657 ont été déférés à la Cour de cassation : c'est 11 sur 100; en 1855, la proportion était de 15 sur 100 : elle a été toujours diminuant depuis 1829. Sur les 657 arrêts déférés à la Cour de cassation, 70 seulement ont été cassés. Dans 26 affaires concernant 29 accusés, la Cour de cassation, annulant la déclaration du premier jury, a renvoyé devant une autre Cour d'assises pour être statué sur l'accusation. Dans 10 autres affaires intéressant 12

accusés, elle a laissé subsister les déclarations du jury, et a cassé seulement les décisions des Cours, en ordonnant la mise en liberté sans renvoi de quelques accusés, en renvoyant les autres devant une autre Cour pour l'application de la loi. Dans 12 affaires, elle a cassé les arrêts dans l'intérêt de la loi seulement; dans 22 autres, enfin, elle n'a annulé que quelques dispositions accessoires des arrêts. Par suite de la cassation des 36 premiers arrêts, le sort d'un seul aceusé a été aggravé; celui de 9 èst resté le même; 20 ont été condamnés à des peines inférieures à celles portées au premier arrêt; 10 ont été acquittés ou absous; 1 est mort avant que la seconde Cour d'assises ait eu le temps de statuer sur son sort.

J'ai, comme les années précédentes, fait réunir dans un appendice les documens qui contribuent à faire connaître quelle a été l'action de la justice répressive en France, mais qui, méthodiquement, ne pouvaient entrer dans les grandes divisions du compte. Le nombre toujours croissant des affaires criminelles qui sont portées an tribunal de la Seine, a fait adopter une sage mesure pour que les inculpés soient interrogés immédiatement après leur arrestation. Deux juges d'instruction, un officier du ministère public, se réunissent dans un lieu qu'on appelle le petit parquet, et procédent immédiatement aux premiers actes de l'instruction, qui est ensuite continuée et complétée par d'autres magistrats. En 1856, 8,489 individus ont été conduits au petit parquet; ils ont été interrogés dans le délai de vingtquatre heures; 3,814 ont été mis en liberté

sur-le-champ. Des mandats de dépôt ont été décernés contre 4,675. Les morts accidentelles sont suivies d'informations qui ont pour but d'en rechercher les causes, de s'assurer qu'elles ne sont pas le résultat d'un crime. Le chistre en a été de 6,529, en 1836 (337'de plus qu'en 1855). La moitlé des personnes qui ont ainsi péri se sont novées. Aux deux tableaux donnés en 1835 sur les suicides, j'ai joint, cette année, un troisième tableau, qui en fait connaître les motifs présumés. Des soins particuliers ont été pris pour que les motifs des suicides fussent recherchés et constatés avec le plus d'exactitude possible; mais Votre Majesté comprend que la certitude de ce document ne peut être complète Tel qu'il est cependant, il renferme des élémens assez surs pour être d'un grand intérêt. En 1836, 2,340 individus se sont donné la mort; c'est 35 de plus qu'en 1835. Parmi les suicidés, il y avait 1,775 hommes et 565 femmes. Elles sont au nombre total des suicidés dans le rapport de 24 sur 100. Le département de la Seine compte à lui seul plus d'un sixième de tous les suicidés : 425. 11 des individus qui se sont suicidés n'avalent pas atteint leur seizieme année, 5 d'entre eux appartenaient au département de la Seine; 156 comptaient de soixantedix à quatre-vingts ans d'âge; 57 étaient plus qu'octogénaires. Toutes les classes de la société sont représentées dans les tables du suicide; mais si on compare fes suicidés sous le rapport de la profession avec les accusés, on trouve les résultats suivans:

	٠.	*		Suicidés.	Accusés.
1 ra classe.	_	Laboureurs, journaliers	. :	30 sur 100.	36 sur 100.
2º classe.		Artisans.	. :	11	20
3º classe.	_	Boulangers, bouchers, charentiers		2	3
4º classe.	_	Chapeliers, tailleurs, blanchisseurs		6	5
5º classe.	_	Négocians		5	6
6º classe.	_	Voituriers, hommes, de peine		2	<b>ā</b> <sup>.</sup>
7º classe.	_	Hôteliers, domestiques		7	9
8° classe.		Professions liberales	. :	21	5
9º classe.	_	Gens sans aveu		10	12

J'ai fait remarquer plus haut à Votre Majesté que la proportion des accusés de crimes contre les personnes était plus élevée dans la première et la huitième classe, c'est-à-dire parmi les hommes adonnés aux travaux de la terre et parmi ceux qui ont embrassé des professions libérales. Par une coincidence qui appelle la réflexion, c'est aussi dans ces deux classes que les suicides ont été le plus nombreux. Sur 2,340 suicidés, 789 se sont noyés, 672 se sont pendus ou étranglés; 478 se sont donné la mort avec des armes à seu; 156 se sont asphyxiés avec du charbon (sur ce nombre, 122 appartiennent au département de la Seine); 87 se sont tués à l'aide d'instrumens tranchans; 47 sc sont empoisonnés; 94 se sont précipités de lieux élevés, et 17 ont eu recours à divers autres moyens de destruction. En 1856, comme en 1855, le mois de juillet a été le plus fécond en suicides, et le mois de décembre est celui où il y en a eu le moins. Si on répartit les suicides dans l'année par groupes de trois mois, on trouve qu'ils ont été plus nombreux dans les mois de printemps et d'été que dans ceux d'automne et d'hiver : décembre, janvier, février, 451; septembre, octobre, novembre, 489; mars, avril, mai, 647; juin, juillet, août, 753. Les motifs des suicides sont très nombreux, les plus fréquens sont les maladies mentales; viennent ensuite les chagrins domestiques, les souffrances physiques, la misère et le dérangement de fortune. Beaucoup ont aussi pour cause l'usage immodéré du vin et des liqueurs fortes. Je termine ici l'analyse du compte que je soumets à Votre Majesté. C'est un document utile à la science du droit criminel, qui, sous des résultats généraux, tonjours à peu près semblables, peut découvrir les passions, les entraînemens, les intérêts qui influent sur la moralité des individus, et les déterminent au crime. Enfin, ces relevés si exacts, si rigoureux, éclairent les discussions législatives, y apportent la certitude; ils font juger aussi les lois, car ils montrent leur influence, et indiquent leurs résultats.

Mais le but spécial de ce compte est de faire connaître à Votre Majesté les travaux des magistrats, des jurés, de lui signaler leurs efforts, ou, s'il en était besoin, de lui dénoncer un manque de zéle ou l'oubli des devoirs. Heurensement, je puis, pour pour l'année 1836 comme pour les années précédentes, invoquer votre haute approbation en faveur de ceux qui accomplissent la tâche noble et disscile de réprimer les crimes. Il y a eu certitude dans la constatation des infractions, célérité dans les poursuites, intelligence dans la répression; c'est-à-dire que honne justice a été faite à tons, et que la magistrature continue à bien mériter de Votre Majesté et du pays.

26 okcement 1838. — Rapport au roi sur l'administration de la justice civile et commerciale en France pendant les années 1835 et 1836. (Mon. du 21 janvier 1830.)

## Sire,

J'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté le compte général de l'administration de la justice civile et commerciale en France, pendant les années 1835 et 1836. Les précédentes statistiques recevront de celle-ci un degré d'intérêt et d'atilité qu'elles lui rendront à leur tour. Tout s'enchaîne et se lie dans un travail de cette nature; il se persectionne en se continuant, Les chiffres isolés d'une seule année ont peu de signification. Les chiffres comparés de plusieurs années réalisent déjà les espérances conçues par votre gouvernement,. quand il publia pour la première fois, en 1831, la statistique des affaires civiles. Son évidente utilité n'a plus besoin d'être démontrée : elle a été reconnue et sanctionnée par la législature elle-même. Deux lois importantes de la dernière session ont eu pour base principale et nécessaire les tables analytiques des travaux judiciaires qui ont

révélé les besoins du service et la nécessité d'agrandir la compétence des tribunaux inférieurs. Ces tables sont destinées à éclairer désormais toutes les dispositions législatives et réglementaires qui se rattacheront à l'administration de la justice. Les améliorations successivement introduites dans ce travail appellent des améliorations nouvelles. J'ai eu l'honneur de les signaler à Votre Majesté dans un précédent rapport, mais je n'ai pas dù lui dissimuler les difficultés d'exécution. Je compte, pour les vaincre, sur le zele éclairé de la magistrature. J'ai cru devoir conserver dans ce compte général le même ordre que dans les précédens. Cette uniformité rendra les recherches et les comparaisons plus faciles. C'est dans la même intention que j'ai fait dresser des tableaux sommaires indiquant les travaux de la Cour de cassation, des Cours royales et des tribunaux de première instance, depuis 1830 jusqu'en 1836. Ce rapprochement de seize années dans un même cadre sera comme le résumé, comme la statistique des statistiques précédentes. Une autre addition doit être expliquée. Jamais il n'a été parlé du notariat, dans les comptes de la justice, que pour indiquer le nombre des notaires. Il semble qu'on pourrait faire davantage. Le nombre et la nature des actes par eux reçus fourniraient d'utiles renseignemens sur les mouvemens et les affectations de la propriété immobilière, ainsi que sur son influence dans toutes les autres transactions; les droits d'enregistrement percus dans chaque localité, les cautionnemens fournis d'après les diverses classes de notaires, la comparaison de tous ces élémens avec la population, l'étendue superficielle et la contribution foncière de chaque canton, offriraient aussi des résultats dont la publicité ne serait pas sans avantage. En attendant que ce travail, qui, comme tous les travaux statistiques, exige beaucoup de soins et de temps, puisse être convenablement préparé, j'ai placé à la suite des autres tableaux un tableau sommaire qui présentera d'une manière générale, et quelquefois approximative, quelques-unes des indications ci-dessus. Ce premier essai pourrait appeler, dans les prochaines publications, des développemens plus complets et plus positifs.

Le nombre des affaires portées devant les justices de paix était, en 1854, de 491,797. Il s'est élevé en 1855 à 516,720, et en 1836 à 571,064. Total, pour ces deux dernières années, 1,087,704.

Le chiffre des causes introduites devant les tribunaux de première instance et de commerce, pendant cette même période de deux années, est de 483,755, et ne représente ainsi que les deux cinquièmes des affaires soumises à la décision des juges de paix. Cette différence, facile à expliquer, augmentera encore par l'extension de compétence récemment donnée à ces magistrats. Le rapport du chiffre total des affaires portées devant eux avec la population du royaume (32,560,934 habitans) et sa su-

perficie (52,768,621 hectares) établit qu'il y a eu, terme moyen, en 1835, une affaire de ce genre sur 63 habitans et sur 102 hectares; et en 1836, une affaire sur 57 habitans et sur 92 hectares. Cette corrélation varie dans chaque ressort de Cour royale de la manière suivante:

	1835.	1856.		1833.	1836.
	hab.	hab.		bect.	bect.
Bastia , 1 affaire sur	. 14	12	Colmar, 1 affaire sur	. 54	52
Agen	. 35	55	Lyon	. 58	51
Grenoble	. 37	52	Bastia.	. 60	55
Toulouse	. 40	31	Toulouse	. 60	49
Riom	. 46	40	Agen	. 63	59
Pau	. 48	58	Grenoble	. 77	67.
Bourges	. 50	47	Riom	. 79	73
Lyon	. 50	44	Rouen	. 94	88
Montpellier	. 51	44	Nimes	. 96	88
Nimes	. 52	47	Metz	. 99	80
Dijon	. 58	50	Paris	. 101	101
Poltiers	. 58	52	Besançon	. 105	94
Colmar	. 60	59	Dijon.	. 109	102
Besançon	. 62	56	Pau	. 109	79
Metz	. <b>G</b> 6	54	Gaen	. 110	101
Limoges	. 67	58	Nancy	. 112	107
Orléans	. 69	69	Poitiers	. 112	105
Aix	. 70	65	Montpellier	. 114	99.
Nancy	. 70	66	Limoges	. 119	102
Bordeaux	. 71	65	Bordcaux	. 127	117
Paris	. 76	71	Bourges	. 133	124
Rouen.	. 88	83	Amiens	. 141	147
Caen	. 90 .	88	Douei	. 148	147
Amiens	. 106	109	Angers	. 156	147
Angers	. 108	116	Orléans	. 156	155
Rennes	. 121	112	Aix	. 160	150
Douai	. 1,99	197	Mennes	. 160	154

D'après ces tabléaux, le rapport du nombre des affaires à la population est, dans 14 ressorts, plus élevé que celui qui résulte des chiffres généraux; quant au rapport du nombre des affaires à l'étendue superficielle, il est plus élevé dans 11 ressorts seulement.

La statistique de 1834 constatait que le nombre des affaires dans lesquelles les parties avaient comparu volontairement devant les juges de paix était, au nombre des affaires introduites par citation, dans le rapport de 1 à 6. Cette proportion est à peu près la même pour les années 1855 et 1856. Ainsi, en 1855, sar 516,720 affaires, il y a eu 82,415 comparutions volontaires; et, en 1856 it y en a eu 90,469 sur 571.064; le rapport est donc de 1 à 6 La loi du 25 mai 1858, exécutée selon l'esprit qui l'a dictée, doit augmenter encore le nombre de ces comparutions. Il existe au surplus, comme en 1834, des différences notables

entre les ressorts des Cours royales relativement au nombre des comparutions votontaires rapproché du nombre des citations directes. Ainst, dans plusieurs ressorts, tels qu'Amiens, Bastia, Besançon et Orléans, les comparutions volontaires sont très rares; tandis que dans d'autres ressorts, tels que Lyon et Riom, elles sont très fréquentes. A Agen, en 1855, et à Toulouse, en 1836, elles ont été presque aussi nombreuses que les citations. On peut remarquer aussi, comme on l'a fait sur la. statistique de 1834, que le mouvement des affaires de justice de paix ne suit pas le mouvement des affaires portées devant les tribunaux de première înstance, dans un assez grand nombre de ressorts où celles-ci sont proportionnellement plus ou moins multiplices que les premieres. Il n'y a presque pas d'arrière dans les justices de paix ; on le comprend aisément : la modicité des intérêts, la simplicité des formes, la nature

de la juridiction appellent une solution rapide. Ainsi, sur les 516,720 affaires soumises aux juges de paix dans le cours de l'année 1835, 505,216 ont été terminées. Dans ce nombre, 140,719, ou les 28/100es, l'ont été par jugemens contradictoires; 75,275, on les 14/100es, par jugement de défaut; 212,645, ou les 42/100es, par arrangement à l'audience; 78,581, ou les 16/100es, par abandon. Ces deux derniers modes réunis forment les 58/100es du nombre total des affaires terminées.

Sur les 571,064 affaires portées devant la même juridiction dans le cours de l'année 1836, 567,754 ont été terminées, savoir : 151,364, ou les 27/100°s, par jugemens contradictoires; 81,752, ou les 14,100°s, par jugement de défaut; 244,791, ou les 45,100°s, par arrangement à l'audience ; 89,847, ou les 16/100°s, par abandon. Ces deux derniers modes réunis forment les 59/100°s du nombre total des affaires terminées.

Comme bureaux de conciliation, les tribunaux de paix ont eu à s'occuper, en 1835, de 87,397 affaires; en 1856, de 95,790; les ressorts, par rapport au nombre de ces affaires, se classent dans l'ordre suivant : pour 1835: Paris, Toulouse, Riom, Grenoble, Montpellier, Nimes, Agen, Dijon, Bordeaux, Besançon, Rennes, Caen, Lyon, Poitiers, Limoges, Pau, Nancy, Aix, Amiens, Rouen, Colmar, Bourges, Douai, Orléans, Angers, Metz, Bastia. Pour 1836 : Paris, Toulouse, Riom, Grenoble, Nimes, Montpellier, Lyon, Agen, Pau, Rennes, Dijon, Besançon, Caen, Bordeaux, Aix, Poitiers, Limoges, Colmar, Amiens, Rouen, Nancy, Bourges, Angers, Orléans, Douai, Metz, Bastia. Les affaires conciliées sont avec les affaires non conciliées dans la proportion suivante : sur 100 affaires, il y en a eu, en 1855, 43 conciliées et 57 non conciliées; en 1856, 46 conciliées et 54 non conciliées. Dans les ressorts d'Angers, Besançon, Bordeaux, Dijon, Grenoble, Limoges, Montpellier, Nancy, Nimes et Riom, le chistre de 43 sur 100 a été dépassé en 1855; en 1856, celui de 46 sur 100, a été également dépassé dans les ressorts de Bordeaux, Dijon, Douai, Limoges, Lyon, Poitiers et Riom. Les conciliations ont été plus nombreuses que les non conciliations en 1855 dans les ressorts d'Agen, Aix, Rennes et Toulouse, et en 1836 dans ces quatre mêmes ressorts. ainsi que dans ceux de Besançon, Grenoble ct Montpellier. La statistique de 1834 ne présentait pas un résultat aussi savorable. Les affaires qui, dans le cours de cette année, avaient subi l'épreuve de la conciliation et n'avaient pas été conciliées, formaient les 47 centièmes de celles qui, dans la même période, avaient été inscrites sur

les rôles des tribunhux de première instance. En 1835 et 1856, la proportion a été de 42 sur 100. Cette proportion pourrait diminuer encore, et le nombre des conciliations devenir plus considérable, si tous les juges de paix étaient également pénétrés de l'importance de leur mandat principal, de celui auguel ils doivent leur heureuse dénomination. L'essai de la conciliation n'est pas une vaine formalité de procédure; il faut que le magistrat le tente sérieusement, patiemment ; qu'il l'encourage, qu'il le facilite, qu'il le protége de toute son influence. Il convent d'éviter encore que, sous prétexte d'urgence et de célérité, on ne cherche à augmenter le nombre, déjà trop considérable peut-être, des causes que la loi dispense du préliminaire de la conciliation. Je termine ce qui concerne les justices de paix en faisant observer qu'en 1855, 5,598 jugemens ont été frappés d'appel, sur lesquels 1,589 ont été confirmés et 1,209 infirmés, et qu'en 1856 le nombre des appels a été de 4,527, sur lesquels il y a eu 1,773 confirmations et 1,270 infirmations. 8 pour. vois en cassation ont été formés contre les jagemens de justices de paix dans le cours des deux années. Trois cassations ont été prononcées. Si, après avoir calculé le nombre considérable des décisions rendues et des conciliations opérées par les juges de paix, on tient compte aussi de leurs autres attributions, que des lois récentes viennent d'augmenter encore, on doit s'empresser de reconnaître que cette magistrature vraiment populaire se montre toujours digne de son origine, de la reconnaissance du pays et de la sollicitude du gouverne-

Les conseils de prud'hommes continuent aussi à remplir dignement la mission qui leur est confiée. En 1835, le nombre des assaires introduites devant ces conseils a été de 14,456. En 1836, il a été de 16,254. Total pour les deux années, 30,710. Sur ces 30,710 affaires, 29,781 ont été conciliées; 929 seulement ne l'ont pas été. Par conséquent, la proportion des conciliations sur la totalité des affaires est de 97 centiémes. Elle était de 96 centièmes en 1854. Sur les 929 causes non conciliées, 550 ont été terminées par jugemens en dernier ressort, et 578 par jugemens en premier ressort, dont 57 seulement ont été attaqués par la voie de l'appel. Depuis 1834, deux nouveaux conseils ont été créés : l'un à Valenciennes, le 50 mai 1835, et l'autre à Evreux, le 2 février 1836. A la fin de cette dernière année, les conseils des prud'hommes étaient au nombre de 60.

Le chiffre des affaires civiles inscrites au rôle des tribunaux de première instance avait été, en 1834, de 124, 526. Il a été un peu moins élevé en 1835 et en 1836. Dans la première de ces deux années, les affaires nouvelles ont été au nombre de 118,097. En 1836 il en a été inscrit 120,527 : c'est 3,799 de moins qu'en 1834, et 2,450 de plus qu'en 1835. Douze ressorts ont pris part à l'augmentation survenue de 1835 à 1836 : ce sont ceux d'Aix, Bourges, Colmar, Dijon, Grenoble, Limoges, Lyon, Montpellier, Poitiers, Rennes, Riom et Rouen. Les mises au rôle dans les autres ressorts ont au contraire été moins nombreuses en 1836 qu'en 1835.

Le rapport du nombre total des procès en première instance avec l'étendue superficielle, la population et la contribution foncière, offre 1 procès sur 417 hectares en 1835, sur 458 en 1856, sur 276 habitans en 1835, sur 270 en 1856, sur 1,510 fr. de contribution foncière en 1835, et 1,284 fr. en 1836. La proportion change peu d'une aunée à l'autre, comme on l'a déjà remarqué à l'occasion des statistiques précédentes; mais il s'en faut de beaucoup qu'elle soit la même dans tous les ressorts. En 1835, par exemple, il n'y a cu dans le ressort de Bordeaux qu'un proces sur 416 hectares, tandis que dans celui de Rouen la proportion est de 1 à 248. Dans le ressort de Toulouse on compte une affaire sur 275 habitans, dans celui de Nimes une affaire sur 167 habitans. En 1856 il n'y a eu dans le ressort de Rennes qu'un procès civil sur 1,062 hectares, sur 772 habitans, et sur 2,526 fr. de contribution foncière; dans celui de Poitiers, 1 procès sur 876 hectares, sur 453 habitans, et sur 2,214 fr. de contribution, tandis qu'à Lyon la proportion est de 1 à 200 pour l'étendue superficielle, à 174 pour la population, et à 707 pour la contribution foncière. A Rouen, elle est de 1 à 258 pour la superficie, à 224 pour la population, et à 1,568 pour les contributions. Aussi les ressorts de Rennes et Poitiers, qui, Paris excepté, sont les deux plus considérables sous le rapport de l'étendue et figurent aussi au nombre des plus importans pour la population et la contribution foncière, n'occupent cependant que les 19e et 20e rangs dans l'ordre établi suivant le nombre des procès, tandis que Lyon et Rouen, qui sont les 5e et 10e dans cet ordre en 1836, ne sont que les 22e et 24e pour l'étendue; ils sont les 11e et 15c pour la population. Le ressort de Lyon est le 15° pour l'importance des contributions, et celui de Rouen le 5c. Voici au surplus un tableau qui établit ces variations pour les deux années 1855 et 1856.

, .	des affaire	s inscrites			ne CHAQUE relativemen		
COURS ROYALFS.	pendant l'année 1835.	pendant l'année 1836.	an nom- bre des affaires en 18 <b>3</b> 5.	au nom- bre des affaires en 1836.	à l'étendue superfi- cielle.	à la popula- tion.	au montant de la contribution foncière.
Paris Csen. Csen. Riom. Lyon. Nimes. Grenoble. Montpellier. Bordeaux. Foulouse. Roosen. Dijon. Pau. Limoges. Bourges. Aix. Amiens. Colinar. Besaucon. Poitiers. Renines. Nancy. Agen. Douai. Orléans. Angers. Metz.	15,165 7,092 7,038 6,233 6,432 5,821 5,594 4,589 4,710 4,249 3,744 3,743 3,234 3,565 3,331 3,485 3,366 2,960 2,899 2,600 2,592 2,186 2,044	14,855 6,647 6,946 6,548 5,763 5,219 5,236 4,980 4,427 3,830 3,838 3,037 3,540 3,540 3,740 2,870 2,870 2,870 2,873 2,183	1 2 3 5 4 6 8 7 10 9 11 32 10 9 14 7 15 8 12 12 22 3 24 5 5 6	1	1 18 4 22 12 10 5 6 11 24 7 8 19 9 14 32 7 21 3 2 17 20 23 15 6 25	1 4 6 11 16 7 13 7 10 15 12 21 19 25 45 18 22 8 2 14 20 3 9 26	1 2 13 15 18 19 11 8 12 5 7 26 25 21 3 22 20 9 4 17 16 10 24

A la fin de l'année 1854, il restait à juger dans les tribunaux de première instance 64,422 affaires; en les réunissant aux 118,097 qui ont été inscrites sur les rôles dans le cours de 1835, on trouve un total de 182,519 causes, sur lesquelles il en a été terminé, pendant l'année, 117,661 : par conséquent, à la fin de 1855, il restait 64,858 affaires à juger. 120,527 affaires nouvelles ont été inscrites en 1856; en ajoutant à ce nombre les affaires restant de 1855, le total des causes qui étaient à juger en 1836 s'est élevé à 185,581. Sur ce nombre, il en a été terminé 125,097; il en restait donc, à la fin de 1856, 60,284, lesquelles forment le reliquat qui était à juger au commencement de 1857. En additionnant les affaires terminées pendant les deux années 1835 et 1836, on trouve un total de 212,758 qui ont pris fin, savoir: 124,429, ou les 51/100es de ce total, par jugemens contradictoi es définitifs; 55,390, ou les 25/100es, par jugemens de défaut ; 62,893, ou les 26/100es. par transaction, abandon ou radiation. Ces proportions sont les mêmes que celles qui ont été constatées dans la statistique de 1834. J'ai établi ci-dessus que le nombre des causes restant à juger à la sin de 1835 était de 64,858, et à la fin de 1836 de 60,284; il y a donc eu d'une année à l'autre une diminution dans le reliquat de 4,574 affaires. 20 ressorts ont contribué à cette diminution. Dans 7 seulement, le nombre des affaires restant à juger se trouve augmenté; ce sont ceux de Bousi, Lyon, Montpellier, Poitiers, Rennes, Riom et Toulouse. Cet accroissement, qui d'ailleurs n'est pus cousidérable, s'explique pour plusieurs de ces ressorts par l'augmentation du nombre des affaires nouvelles inscrites dans le cours de

l'année. Il n'y a que Douni et Riom qui, quoique ayant inscrit moins de causes nouvelles que l'année précédente, ont laissé un plus grand nombre de procès indécis. Parmi les ressorts qui ont contribué à la diminution du nombre des causes restant à juger, il en est dans lesquels le mouvement des affaires a été plus rap de en 1836 qu'en 1835: ce sout les ressorts d'Aix, Bourges, Colmar, Dijon, Grenoble, Limoges, Nimes, Paris, Pau et Rouen. On ne doit pas considérer comme arriérées toutes les causes qui restent à juger à la fin d'une année. Aux termes des réglemens, l'arriéré se compose des affaires qui ont plus de trois mois d'inscription au rôle. Ainsi, parmi les 64,422 affaires que l'année 1834 a léguées à l'année 1835, il n'y en avait que 41,834 qui fussent récilement en retard d'expédition. Cet arriéré s'est élevé, à la un de 1855, à 44,843 causes qui, à cette époque, avaient plus de trois mois d'inscription, et dont le chiffre s'est trouvé réduit, à la fin de 1836. à 59,887. Le chistre de 44,843, représentatif de l'année 1855, entre pour 25/100es dans celui de 182,519, qui représente le nombre total des causes que les tribunaux de première instance avaient à juger dans le cours de l'année. Quant au chiffre de 59,887, qui est celui de l'arriéré de 1836, il entre dans le chiffre de 185,361, nombre total des causes qui étaient à juger dans cette année, pour 21 à 22/100es. En faisant le même rapprochement pour chaque ressort, on voit que la proportion est p'us forte dans quelques-ous, et qu'elle est moindre dans d'autres. Le inbleau suivant indique ce rapport du nombre des affaires arriérées avec celui des affaires qui étaient à juger pendant les deux années 1855 et 1836.

	Ċ								-
•			1835	1836.		•		1835.	1836.
Pau			55/100cb	44/10008	Paris			14/100es	17/10000
Toulouse.			46	55	Douai			11	11
Grenoble.			39	54	Colmar, .			10	11
Riom			36	40	Bordeaux.			10	10
Agen			35	29	Angers	٠		9	11
Limoges.	`		29	21	Nancy			· <b>'9</b>	7
Montpellier.		٠.	27	25	Aix			9	6
Caen.			24	26	Amiens			8	8
Nimes			24	16	Poitiers			7	10
Rennes			21	23	Orléans			7	6
Besançon.			21	- 22	Dijon		•	6	7
D			20	19	Metz			6	5
Lyon			17	19	Bastia.			1	1
Rouan			A A	o o		•			-

Il est au reste facile de prévoir que l'arrièré qui existe encore dans les tribunaux de première instance ne tardera pas à disparaître. Les tribunaux les plus surchargés ont reçu une augmentation de personnel par la loi dù 11 avril 1838. La loi du 25 mai suivant, en élevant la compétence des juges de paix, réduira nécessairement le nombre des causes portées devant les tribunaux de première instance. Enfin, le ré-

glement de tous les tribunaux devant être soumis à une nouvelle révision, conformément à la première de ces lois, les abus qui auraient pu s'introduire dans quelques ressorts vont cesser, et un ordre de travail mieux entendu, plus régulier, plus actif, et aussi uniforme que possible, va être adopté par tous les tribunaux de France. La prompte expédition des causes judiciaires n'a point seulement pour résultat de diminuer l'arriéré; elle prévient encore les contestations, les appels téméraires, dont

l'objet principal et souvent unique est de gagner du temps en risquant quelques frais. De parci's calculs n'affligeront plus la justice. Le nombre des jugemens préparatoires et interlocutoires s'est élevé en 1835 à 56,951, et en 1856 à 58,130. En rapprochant ces nombres de ceux des affaires sur lesquelles les tribunaux de première insance ont en à statuer, on comple, en 1835, 20 avant faire droit sur cent causes inscrites, et 21 environ en 1836. La proportion varie ainsi pour chaque ressort:

*						183	5. 1836.						1835.	1856.
Grenoble						8/100	0es 7/100es	Douai					23/100es	21/10000
Riom.						13	12	Nimes	•				25	25
Toulouse						15	15						25	28
_						15	1 1	Rennes					27	29
Lyon.						16	14	Bourges.					28	29
_ •						16	17	Poitiers					28	27
						17	18						28	52
_ `.						18	18	Aix					29	28
- t						19	25	Limoges					29	29
Dijon.						19	18 .	Orléans					50	30
Amiens.		-				21	19	Montpellier					34	54
Colmar.					·	21	12			·		·	42	47
Caen.						21	24	Bastia.	ĺ				45	57
Rordeaux	ř	•	•	٠	·	94	99		•	•	•	•		

Les observations faites dans les précédentes statistiques sur la multiplicité des avant faire droit, penyent recevoir ici leur application. Toutefois, pour apprécier avec plus de justice les observations adressées aux tribunaux qui paraissent trop disposés à recourir à ces mesures d'instruction, il convient de retrancher du nombre total des préparatoires et interlocutoires ordonnés dans le cours d'une année, tous ceux qui l'ont été en vertu d'une prescription formelle de la loi, ou qui, par feur nature, étaient évidemment indispensables, comme les expertises en matières de partage, de lésion, d'aliénation de biens de mineurs, d'absens, de fonds dotal, etc., les enquêtes en matière de séparation de corps, d'absence, etc. Cette distinction, qui pourra être établie dans les prochaines statistiques , atténuera sans doute le reproche des précédentes. On ne saurait, d'ailleurs, en cette matière, préciser la limite où doit s'arrêter la conscience du magistrat; et chaque fois qu'elle n'est pas suffisamment éclairée, c'est un devoir pour lui d'user des moyens que la loi met à sa disposition. Ici, comme ailleurs, il ne faut craindre que l'abus. Il en est un autre dont les magistrats les plus zélés savent se préserver. Ils sont bien convaincus des vérités qui viennent d'être exprimées sur les avantages d'une prompte expédition; mais ils ne sacrifient pas à ces avantages les droits au-

Į

trement sacrès de la justice. Ils ne s'exposent pas à mal juger pour juger vite. Il est des causes qui exigent un long examen, qui absorbent plusieurs audiences, et qui cependant ne comptent que comme unité dans le chiffre rigoureux des statistiques. Si on peut arriver à classer toutes les affaires par la nature et le nombre de leurs questions, ainsi que tous les bons esprits le désirent, ce travail important pourrait bien amener quelque modification dans les rangs attribués jusqu'ici aux divers tribunaux de France, uniquement d'après le chiffre de leurs décisions : sans doute la prompte justice est la meilleure, mais à condition qu'elle soit bonne. Elle n'est peut-être pas assez rapide dans les ordres et les contributions; je dois renouveler cette observation en présence des chistres suivans: 11,312 ordres ont été ouverts avant et pendant l'année 1835, et il n'en a été terminé que 4,758 ou les 42/100es; en 1836, sur 10,813, il n'en a été terminé que 4,808, ou les 44/100es. Quant aux contributions, sur 1,681 ouvertes avant et pendant 1835, il n'en a été réglé définitivement que 574, ou 34 sur 100; en 1836, sur 1,758, il n'en a été terminé que 746, ou 42 sur 100. Il est désirable que ces procédures, qui sont comme le terme et le but de toutes les autres, n'éprouvent pas d'inutiles lenteurs.

Comme dans les statistiques précédentes,

j'indiquerai le nombre des affaires attribuées à chacune des classes des tribunaux de première instance, et par suite à chacun des magistrats qui les composent. 118,097 affaires ont été inscrites au rôle de la totalité des tribunaux de première instance en 1835. Le tribunal de Paris, avec ses 42 magistrats, y contribue pour 8,269, ou 7/100es. Les 4 tribunaux de 12 juges, avec leurs 48 magistrats, y contribuent pour 6,495 ou 5/100°s. Les 2 tribunaux de 10 juges, pour 1,588, ou 1/100e. Les 58 tribunaux de 9 juges, avec leur personnel réuni de 522 magistrats, pour 22,866, ou 19/100es. Les 2 tribunaux de 8 juges, pour 1,115, on 1/100 environ. Les 12 tribunaux de 7 juges, avec leurs 84 magistrats, pour 6,497, ou 5/100es. Les 50 tribunaux de 4 juges, avec leurs 200 magistrats, pour 15,549, ou 13/100es environ. Enfin, les 232 tribunaux de 5 juges, avec leurs 696 magistrats. pour 58,350, ou 49/100es. Les proportions sont les mêmes pour l'année 1856. En divisant maintenant le nombre des affaires attribuées à chaque classe par le nombre des juges qui la composent, on arrive aux résultats snivans. Il y a eu, en 1855, 196 affaires pour chaque juge au tribunal de Paris; en 1856, 197. Il y a cu 155 affaires pour chaque juge de la 2e classe en 1835, et pareil nombre en 1836. Pour chaque juge de la 3º classe, 69 en 1835, et 79

en 1836. Dans la 4º classe, 45 affaires en 1855, 44 en 1856. Dans la 5e, 69 en 1855, 93 pendant l'année suivante. Dans la 6e, 77 en 1835, et 78 en 1836. Dans la 7º, 78 pour chacune des deux années. Enfin, dans la 8', 84 affaires par chaque juge en 1835, et 83 en 1856. Je dois présenter une dernière observation sur la classification des cours et tribunaux. Dans les précédentes statistiques, les tableaux consacrés à cette classification présentaient les différens sièges de chaque classe dans l'ordre que leur assignait le nombre des affaires qui étaient à juger dans chacun de ces siéges, c'est-àdire d'après le nombre total des causes portées au rôle avant et pendant l'année courante. Il a para plus convenable d'adopter un autre ordre, et de ranger les cours et tribunaux de chaque classe d'après leur importance réelle, qui ne peut se régler avec exactitude que par le nombre des affaires qui, introduites antérieurement à l'année courante, sont encore à juger au commencement de l'année. Cette explication était nécessaire pour éviter toute confusion dans la comparaison des tableaux de la statistique actuelle et de ceux des statistiques précédentes. Je termine ce qui concerne les tribunaux de première instance pár le tableau annoncé de leurs travaux comparés pendant 16 années.

	Agen.  Anicas  Amicas  Amicas  Amicas  Amicas  Amicas  Amicas  Amicas  Amicas  Amicas  Colmar  Renes  Renes  Renes  Renes  Renes	RESSORTS,
1.152.665	29,097 27,736 35,736 35,736 35,736 35,873 35,736 35,873 35,736 35,873 35,737 35,736	> > ! !
4,167,639	29,450 29,450 29,450 28,413 25,413 25,413 25,413 25,413 25,642 25,642 26,413 26,727 69,396 26,727 69,396 26,727 26,737 27,639 20,170 20	1
122.853	2.659 2.659 2.659 2.659 2.659 2.699 2.699 2.699 2.699 2.699 2.699 2.699 2.699	AFFAIRES
118,651	2,520 2,530 2,165 2,165 3,784 4,127 4,127 4,143	. )
128,138	2.056 2.059 3.969 3.969 4.179 4.179 5.655 4.199 6.272	AFFAIRES
121,155	2,467 2,467 2,467 2,082 1,982 1,982 1,982 1,982 1,982 1,782	• ) -
121,560	100 mscrites 2,930 3,742 3,742 3,742 3,742 3,742 4,707 6,806 6,109	1855.  AFFAIRES
120,492	10 cmm m. 10 cmm	THES
124,326	100 morrines. 3,023 3,02	AFFAIRES
121,128	2,672 3,672 3,672 3,673 3,053 3,053 3,053 3,053 3,054 3,054 3,054 3,054 3,057	JAES
118,097	2,895 3,234 3,523 3,186 3,186 5,186 5,598 5,598 3,485 3,485 3,485 5,598 4,599 2,690 2,690 2,690 2,891 3,21 3,21 3,21 3,21 3,21 3,21 3,21 3,2	1833 AFFAID
117,661	cermin.  3,057 3,744 3,748	一〉 三
120,527	2,820 3,411 2,158 3,411 2,158 3,540 3,540 3,540 3,540 3,540 3,540 3,540 3,540 3,540 3,540 3,540 3,731 3,540 3,731 3,540 3,731 3,637 3,637 3,839	AFK.
125,097	5,184 3,184 3,494 3,494 3,494 3,494 3,166 5,322 5,322 5,320 6,755 6,755 6,755 6,755 7,336 7,36 7,	AFFAIRES

Le total general des affaires terminées dans les tribunaux de première instance de tout le royaume, pendant les seize années

qui se sont écoulées de 1820 à 1836, s'élève à 1,891,823. Ce chiffre se divise ainsl qu'il suit:

ANNÉES.	JUGEMENS contradictoires définitifs.	JUGEMENS par défaut devenus définitifs.	AFFAIRES terminess par transaction, shandon, radiation,
De 1820 à 1830. 1831. 1832. 1833. 1834. 1836.	604.671 59,577 62,658 62,825 61,237 60,864 63,628	305,730 31,757 31,715 30,250 27,988 27,268 28,122	257, 238 27,317 26,779 27,417 31,895 20,589 33,304
Тотапх	975,400	482,830 1,891,769 (1).	433,539

Le nombre des affaires commerciales s'est progressivement élevé depuis quelques années. Ce nombre était, en 1833, de 103,157; en 1834, de 104,526. Il a été, en 1835, de 113,058; en 1836, de 152,073. Plusieurs ressorts ont entre eux, rélativement aux affaires commerciales, le même rang en 1836 qu'en 1835; ce sont ceux de Paris, Rouen, Gaen, Lyon, Nimes, Limoges,

Metz et Bastia. La position des autres reisorts n'a varié que d'une manière peu sensible; mais, dans quelques-uns, il y a une notable différence dans le nombre comparé des affaires commerciales et des affaires ci viles. Le rang qu'ils occupalent, sous ce rapport, se trouve modifié de la manière suivante:

Ronen.						_		_																			
Rouen. Amiens	٠.				:	•	:	٠.			:	:	:		:	:		:	:			:	•				
lîmes.																											
Orléans		٠		•	٠.	٠	•	•	•	•	•	•	•	•	·	•	•	•	•	•	•	٠	•	٠	•	•	•
Douai.																											
Angers.			٠.			•							•	•	•	٠	•	•	٠	•	٠	ŧ	•	•	•	•	٠
Pau																											
Colmar													ď														

AIRES		IRES rciales,	
1836	1835.	1836.	1835.
10	9.	2.	2° 9°
17	14:	11.	
5	4° 24°	12° 16°	12° 13°
24 23	23.	19.	14.
25	25•	20•	17.
12	. 13.	23° 24°	22•
1.6	17•	24°	24°

Les ressorts dans lesquels les affaires commerciales se produisent en plus grand nombre sont toujours ceux de Paris, Rouen, Caen, Lyon, Toulouse et Bordeaux. Ils en fournissent à eux seuls plus de la moitté du nombré total; le chiffre était de 64,993, en 1835; il s'est élevé, en 1836, à 73,708. Les affaires commerciales sont généralement expédiées avec la

célérité qu'elles exigent. Il en a été terminé 110,654 en 1855, et 124,262 en 1856. Les tribunaux de première instance juggant en mattère commerciale y ont concouru pour 14,958 en 1855, pour 17,974 en 1856; les fribunaux de commerce, pour 95,676 en 1855, pour 106,288 en 1856. Ces affaires ont été terminées ainsi 'qu'il suft: Par jugemens contradictoires, en 1855, 51,486

quelques circonstances, plusieurs affaires ont été terminées par un seul et même jugement.

<sup>(1)</sup> La différence entre ce chissre et le chissre ci-dessus, de 1,891,823, provient de ce que, dans

28/100; en 1836, 38,274 51/100. Par jugemens par défaut, en 1855, 59,275 54/100; en 1856, 69,475 56/100. Par transactions, radiations, etc., en 1835, 19,873 18/100; en 1836, 16,513 13/100. L'augmentation du nombre des jugemens en 1836 atteste le zele progressif des tribunaux de commerce. Les appels dirigés contre ces jugemens et le nombre comparé des confirmations et des infirmations témoignent hautement en faveur de la justice consulaire. Tous les jugemens rendus en 1835, au nombre de 90,761, n'ent donné lieu qu'à 1,667 appels, sur lesquels il y a eu 890 confirmations et 394 infirmations. En 1836, il y a cu, sur 107,749 jugemens, 1,794 appels, dont 892 confirmations et 421 insirmations. Les statistiques des tribunaux de première instance n'offrent pas, sur ce point, de résultat plus satisfaisant, Les Cours royales avaient reçu, en 1834, 10,496 inscriptions; elles en ont reçu 10,581 en 1855, et 11,252 en 1856. Dixbuit Cours ont participé à cette augmentation. Elle a été sénsible pour les Cours de

Lyon et de Montpellier. La première, qui avait en 497 inscriptions nouvelles en 1855, en a eu 898 en 1856; la seconde, qui en avait eu 416 en 1855, en a eu 528 en 1856. Les neuf Cours dans lesquelles it y a en diminution d'inscriptions pendant cette dernière année sont celles d'Agen , Amiens , Bordeaux, Donai, Metz, Paris, Rennes et Toulouse. La Cour de Bordeaux, qui avait eu 700 affaires inscrites en 1855. n'en a eu que 575 en 1856 ; pour les autres, la différence est béaucoup plus faible. Les Cours royales conservent neanmoins entre elles , d'une année à l'antre , à peu près le même rang, si ce n'est celle de Rennes, qui, la 15º en 1835, se trouve la 20º en 1856, et celle d'Aix, qui, la 16e en 1855, se trouve la 10º en 1836. Il y a peu de différence dans la plupart des ressorts entre le rang déterminé par les affaires portées devant les tribunaux de première instancé, et celui que donnent les affaires portées devant les Cours royales ; néanmoins il en est autrement pour les ressorts suivans :

	, do	rent royales.	dergea los trib. de 110 just.			
	1835:	1836.	1835.	1836.		
Bordeaux	# # 7 * * * * * * * * * * * * * * * * *	2 Ar	<u>C</u>	10		
Riom Nimes Grenoble	1.0° 1Δ°	7.e- 15°	6	54 Ge		
Douai	18	18•	23•	23		

En 1834 les Cours royales avaient terminé 11,022 causes; elles en ont terminé, en 1835, 10,600, et en 1836, 11,444, dont: Par arrêts contradictoires, en 1835, 7,195 68/100; en 1856, 7,596 67/100. Par arrêts de défaut, en 1835, 853 8/100; en 1836, 944 8/100. Par transactions, radiations, etc., en 1835, 2,543 24/100; en 1836, 2,894 25/100. Le rallentissement qui s'élait fait sentir en 1835 n'a pas empêché qu'à la fin de cette année le nombre des causes restées indécises ne se soit trouvé un peu diminué. Cela tient à ce que le nombre total des affaires à juger était plus faible que l'année précédente. L'activité qui s'est au contraire manifestée pendant l'année 1856 a produit d'heureux résultats que je me plais à signaler comme promettant pour l'avenir une amélioration progressive. Le restant à juger s'était abaissé, en 1834, de 10,280 à 9,754, et l'arriéré de 7,709 à 6,616; il est resté à juger, à la fin de 1835, 9,735 af-

1

faires, dont 6,577 arriénées; à la fin de 1856 , 9,479 allaires, dont 5,801 arrierons Le tableau dans lequel les Cours sont classées d'après le nombre de leurs chambres, et d'après le nombre d'affaires qui leur ont été soumises, constate de nouveau l'inégalité qui existe entre quelques-unes, quant aux ressources que leur offre leur organisation pour satisfaire aux besoins de la justice. Dans chacune des trois classes qui comprennent les vingt-sept Cours royales, il faut ajouter aux chambres civiles de ces Cours la chambre des appels de police correctionnelle, qui, dans toutes, concourt avec plus où moins d'activité au jugement des affaires civiles, conformément à l'ordonnance du 24 septembre 1828. Il en résuite que la somme des causes annuellement portées devant les Cours royales se répartit entre 67 chambres. Or, si l'on divise par ce nombre celui dès affaires inscrites et celui des affaires terminées, on trouve, pour

chaque chambre, 158 affaires inscrites et 158 affaires terminées en 1835, 168 affaires inscrites et 171 assaires terminées en 1856. Cependant la Cour royale de Rennes. qui, pour ses trois chambres civiles et sa chambre correctionnelle, aurait dû, d'apres cette base, être saisie de 632 affaires civiles en 1835, et de 672 en 1836, n'en a eu, en 1835, que 315; en 1856, que 277; elle en a terminé, en 1835, 280; en 1856, 301. Celle de Douai, pour ses deux chambres civiles et sa chambre correctionnelle, n'a été saisie, en 1835, que de 294 affaires; en 1836, que de 289; elle en a terminé, en 1835, 287; en 1856, 506. Celle de Poitiers, qui a la même composition, n'a été saisie, en 1835, que de 220 affaires; en 1856, que de 222; elle en a terminé, en 1835, 207; en 1836, 196.

Tandis que, parmi les Cours qui n'ont, pour l'expédition des affaires civiles, que deux chambres, y compris la chambre correctionnelle, celle de Montpellier, qui, d'après la même base, n'aurait dû être saisie que de 316 affaires civiles en 1835, que de 336 en 1836 , en a eu 416 en 1835 , 528 en 1836, et en a terminé 482 en 1835, 580 en 1836. Celle de Nimes a été saisie de 414 affaires en 1835 , de 476 en 1836 ; cile en a terminé 514 en 1835, et 400 en 1836. Celle de Pau a été saisie de 415 affaires en 1835, de 399 en 1836; elle en a terminé 421 en 1835 et 712 en 1836. En admettant que les affaires importantes et difficiles soient relativement plus nombreuses dans les ressorts où les appels sont moins fréquens, il reste démontré que les Cours qui viennent d'être rapprochées sont encore, malgré cette considération, fort inégalement occupées. Les renseignemens que fournit ce compte sur le nombre des appels et sur leur résultat font connaître qu'en 1835 il a été porté devant les Cours royales

10.011 appels de jugemens émanés des tribunaux de première instance et de commerce de leur ressort, et qu'en 1836 il en a élé porté 10,286; qu'en 1835 ces Cours ont rendu 5,133 arrêts confirmatifs et 2,589 arrêts infirmatifs; qu'en 1836 elles ont rendu 5,448 arrêts confirmatifs et 2,491 arrêts insirmatifs. Il a été successivement éfab!i dans les précédentes statistiques que la proportion des infirmations au nombre des jugemens portés en appel était plus forte devant les tribunaux de première instance, en ce qui concerne les appels des justices de paix, que devant les Cours royales, en ce qui concerne les appels des tribunaux de première instance et de commerce. Les années 1855 et 1856 présentent le même résultat. Devant les tribunaux de première instance, on compte pour ces deux années, sur 100 jugemens rendus en appel. 58 jugemens confirmatifs et 42 infirmatifs: c'est juste la même proportion qu'en 1854. Devant les Cours royales, sur 100 arrêts on en compte 69 confirmatifs et 31 infirmatifs. En 1834, la proportion des infirmations n'avait été que de 30. Il était intéressant de savoir quelle serait la proportion des insirmations, en la prenant isolément pour les tribunaux de commerce et pour les tribunaux de première instance, et, tout calcul fait, elle s'est trouvée exactement la même pour les deux juridictions, ainsi que je l'ai déjà annoncé; pour l'une et pour l'autre il y a eu, sur 100 appels, 61 arrêls confirmatifs et 31 arrêts infirmatifs. Le tableau suivant permet d'apprécier à quel point cette proportion varie dans les différens ressorts, et si elle est plus forte dans ceux où le mouvement des affaires imprime à l'administration de la justice une plus grande activité. Les deux années 1833 et 1836 sont confonduès dans le tableau

qui suit :

•			PROPORTION					
DÉSIGNATIOS		DES DUGEMENS contradictoires définitif			GENENS ur	des		
des	des	ren	idus unaux civils	ns lesquels il a été stat		INFIRMATIONS,		
ressorts.	JUGES.	pour chaque ressort.	pour chaque juge.	ponr les tribun. civils.	pour tes tribun. de comm.	pour les tribun. civils.	pour les tribun. de comm.	
Caen	67	7.558	113	665	55	0,33	0.61	
Paris.	168	18,435	109	2,202	547	0,26	0.24	
Lyon	52	5,462	105	743	152	0,25	0,17	
Nimes	66	6,865	104	561	29	0,17	0,31	
Colmar	32	3,316	103	459	56	0,36	0,39	
Rouen	48	4,934	103	611	148	0,30	0,31	
Grenoble	52	5,001	97	513	32	0,38	0,37	
Montpellier	71	6,264	. 89	630	72	0,27	0,33	
Pau	47	4,192	89	627	25	0,35	0,56	
Bourges	46	3,972	86	381	38	0,37	0,31	
Limoges	47	3,806	81	434	34	0,22	0,26	
Toulouse	66	5,364	81	638	77	0,34	0,32	
Bordeaux	72	5,672	79	741	157	0,30	0,24	
Riom	72	5,227	72	477	49	0,30	0,28	
Besancon	46	3,266	71 71	283	18 61	0,40	0,44	
Dijon	54 60	3,828	63	448 400	115	0,40	0,49	
Anaicus	59	3,764 3,649	63	355	38	0,33 0,31	0,28 0,50	
Orléans	59 66	2,792	61	232	22	0.37	0.36	
	49	2.934	60	400	22	0.34	0.45	
Agen Melz	38	2.279	59	252	29	0,34	0.24	
Nancy	59	3,352	57	262	12	. 0.44	0,24	
Angers	55	2,466	45	175	22	0.53	0,31	
Donai.	57	2,528	44	360	67	0,33	0.26	
Bastie.	46	584	36	118	16	0,56	0.56	
Reanes	103	3.668	34	211	39	0,39	0.33	
Poitiers	75	2,994	32	324	39	0,31	0,30	

Je termine pour les Cours royales comme pour les tribunaux de première instance,

en présentant le résultat de leurs travaux pendant 16 années.

74	MONARCHIE CONST. — LOUIS-PHILIPPE 1er. — 26 DECE	IBRE 1	838.
Toras-génér.	Agen. Aniens. Aniens. Aniens. Aniens. Aniens. Basin, Basin, Basin, Bordeaur.	Cours royales.	SIÉGES
108,083	3,939 3,392 3,392 1,509 1,009 1,009 1,009 5,013 5,021	inscrites.	1826. — 1830 AFFAIRES
105;598	2,896 3,355 3,355 1,036 1,038 3,008	term indes.	-1830.
9,968 *	290 290 290 280 280 280 280 280 280 280 280 280 291 291 291 291 291 291 291 291 291 291	inscrites	1831.
10,41	234 227 227 227 227 227 227 227 227 228 228	termin:	A.
10,538	295 295 295 295 295 295 295 295 295 295	inscrites.	1832.
10;015	324 324 324 325 326 328 328 328 328 328 328 328 328 328 328	termine	2. IRES
11,311	281 281 282 283 284 285 285 285 285 285 285 285 285 285 285	inscrites.	1833.
11,302	90 90 90 90 90 90 90 90 90 90 90 90 90 9	termin.	1833.
10,496	1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1	instrikes.	1834.
11,022	296 286 286 286 296 297 298 329 329 328 346 357 364 364 365 367 367 367 367 367 367 367 367 367 367	termin.	IBES .
10,581	275 275 275 276 277 277 277 277 277 277 277 277 277	inscrites.	1835.
10,600	244 294 297 296 296 296 296 296 297 297 312 312 313 482 482 482 482 482 482 482 482 482 482	termin.	IRES
11,252	253 420 248 248 248 248 248 248 2573 3573 3573 3573 3573 3573 3573 3573	inscrites.	1836.
11,044	207 388 222 113 100 330 536 538 471 376 306 506 307 187 187 187 187 187 187 187 187 187 18	termin.	ires

Nombre total des affaires terminées dans les Cours royales de 1820 à 1836 : 170,417. Ce nombre se divise ainsi qu'il suit :

ANNÉES.	ARRÈTS contradictoires définitifs.  ARRÈTS par défaut devenns definitifs.  AFFAIRES par defaut devenns definitifs.  AFFAIRES reminées par transactio abandon, radiation, etc
De 1820 à 1830	72,757
Toraux	116,806 T8,029 55,546 170,331 (1).

Il ne me reste plus qu'à présenter l'analyse des travaux de la Cour de cassation. Il a élé porté devant la chambre des requetes : en 1835, \$70 affaires dont 444 pourvois provenant de Cours royales, 125 des tribunaux de première instance, 1 des tribunaux de commerce, et 1 des sentences arbitrales; en 1836, 609 pourvois dont 471 ont été fournis par les Cours royales, 128 par les tribunaux de première instance, 3 par les tribunaux de commerce, et 7 par les justices de paix. Il a été inscrit, à la chambre civile, en 1835, 265 affaires dont 206 appartenant aux Cours royales, 54 aux tribunaux de première instance, 4 aux tribunaux de commerce, et 1 aux justices de paix; en 1836, 226 affaires provenant: 181 des Cours royales, 41 des tribunaux de première instance, 3 des tribunaux de commerce, et 1 des justices de paix. Le nombre des arrêts rendus par la chambre des requêtes a été, en 1835, de 578 dont 508 de rejet, 265 d'admission, 3 d'annulation, 2 en réglement de juges; en 1856, de 549 dont 318 de rejet, 226 d'admission, 1 d'annulation, et 4 en réglement de juges. Il a été prononcé, en outre, pendant ces deux années, 11 arrôls préparatoires. Les arrêts rendus par la chambro civilo se sont éleves, en 1855, à 252 dont 77 de rejet, 154 de cassation, et I portant qu'il n'y a lieu à suivre ; en 1836 , à 217 dont 92 de rejet , et 125 de cassation. Parmi les arrêts de la chambre des requéles, il y a cu, en 1855, pour les Cours royales, 274 arrêls de rejet,

et 206 d'admission; pour les tribunaux de première instance, 29 de rejet, 54 d'admission; pour les tribunaux de commerce, 3 de rejet, 4 d'admission; pour les justices de paix, 2 de rejet, 1 d'admission. En 1836, pour les Cours royales , 286 arrêts de rejet, et 181 d'admission; pour les tribunaux de première instance, 30 de rejet, 41 d'admission; pour les tribunaux de commerce, 1 de rejet, 3 d'admission; pour les justices de paix, 1 de rejet, 1 d'admission. Parmi les arrêts rendus par la chambre civile, on en compte, en 1835, pour les Cours royales, 60 de rejet, 99 de cassation; pour les tribunaux de première instance, 17 de rejet, 53 de cassation; pour les justices de paix, 2 de cassation ; et en 1836, pour les Cours royales, 69 de rejet, et 79 de cassation; pour les tribunaux de première instance, 22 de rejet, 42 de cassation; pour les tribunaux de commerce, 1 de rejet, 5 de cassation; pour les justices de paix , 1 de cassation. En tenant compte des rejets qui ont en lieu, tant devant la chambre des requêtes que devant la chambre civile, on reconnait que la proportion des cassations à été, en 1855, de 22 sur 100 arrêts, relativement aux décisions des Cours royales. et de 53 sur 100 arrêts, relativement à celles des fribunaux de première instance; en 1856, de 18 sur 100, relativement aux décisions des Cours royales, et de 44 sur 100 , relativement à ceffes des tribunaux de première instance. Les chistres d'une seule année avant paru trop faibles pour qu'il fût

<sup>(4)</sup> La différence entre ce chiffre et celui cidessus, de 170,417, provient de ce que, dans

quelques circonstances, plusieurs affaires ont été terminées par un seul et même arrêt.

possible de tirer d'utiles inductions du nombre des rejets et des cassations prononcés pour chaque Cour royale, mon prédécesseur avait eru devoir présenter, dans le compte de la justice civile et commerciale de l'année 1854, un tableau qui indiquait quelle avait été, pendant les quatre années écoulées de 1851 à 1854, la proportion des cassations dans les 27 Cours du royaume, et qui faisait connaître en même temps le rang auquel chacune d'elles avait droit dans la classe à laquelle elle appartenait, d'après le nombre des arrêts contradictoires définitifs qu'elle avait rendus. J'ai pensé qu'il ne serait pas sans intérêt de reproduire ici de semblables renscignemens; ils font l'objet du tableau sulvant, qui embrasse les cinq années 1832, 1833, 1834, 1835 et 1836.

COURS royales.	ARRÊTS	CONTRA	1			Total pour les cinq	n :	Cassa-	Propor- tion des
	1832.	1833.	1834.	1835.	1836.	les cinq Rejets.		tions.	tions.
.,	cot	RS ROYA	LES CON	POSÉES	DB CINQ	CHAMB	RES.		1
Paris	1.292	1,645	1,409	1,300	1,384	7,000	286	80	0,21
Rennes	175	245	236	250	275	1,181	41	5	0,10
COURS ROYALES COMPOSÉES DE QUATRE CHAMBRES.									
Bordeaux	430	A12 1	391 1	454	386	2,073	78	6	0,07
Toulouse	296	293	425	351	379	1,749	44	17	0,27
Nouen	303	317	337	303	369	1.634	111	27	0,19
Caen	297	328	307	292	276	4,500	76	8	0,09
Grenoble	293	342	306	251	255	1,446	42	11	0,20
Riom	266	275	303	279	304	1,427	31	14	0.31
Lyon	148	143	242	360	352	1,245	. 58	12	0,17
Douai	185	191	212	211	196	995	30	6	0,16
Poitiers	162	179	195	177	170	883	24	10	0,29
	COU	RS ROYA	LES CON	POSÉES	DE TROI	S CHAMI	RES.		•
Montpellier	250	348	281	305	365	1,549	59	16	0,21
Bourges	311	303	270	219	217	1,322	53	11	0,17
Nîmes	308	280	242	227	247	1,304	41	16	0,28
Dijon	189	241	287	228	261	1,200	51	15	0,22
Pau	225	209	209	213	298	1,154	45	7	0,13
Limoges	217	240	212	244	228	1,141	27	11	0,28
Aiz	194	166	262	226	282	1,130	45	20	0,30
Agen	235	190	215	167	211	1.024	32	5	0,13
Colmar	215	192	203	207	188	4,007	50	16	0,24
Amiens	220	172	200	210	192	994	56	5	0,08
Besançon	194	193	213	172	194	966	31	12	0,27
Nancy	142	175	166	130	134	747	33	8	0,19
Metz	131	150	170	143	147	741	41	9	0,18
Orléans	161	117	141	128	127	674	57	17	0,22
Angers	85	86	79	82	93	425	26	2	0 07
Bastia	101	65	68	61	66	361	2	1 1	0,33

En comparant le tableau ci-dessus avec celui qui figure dans la statistique de l'année 1834, on voit qu'aucune des cours de la seconde classe n'a perdu le numéro. l'espèce de rang d'honneur qu'elle occupait dans le premier tableau, et qu'il n'y a eu à cet égard que de légers changemens parmi les Cours royales qui composent la troisième classe. Quant à la proportion des cassations, elle n'a varié que dans un petit nombre de cours, parmi lesquelles on remarque celles de Pau, Amiens, Angers, Nancy, Nimes

et Orléans. Pour la première, la proportion des cassations était de 21 sur 100 arrêts; elle n'est plus que de 43 sur 100. Pour la deuxième, elle était de 17 sur 100; elle n'est plus aujourd'hui que de 8 sur 100. Pour la troisième, elle s'élevait à 16 sur 100; elle est réduite à 7 sur 100. Dans ces trois premières Cours, la proportion des cassations a diminué d'une manière notable; le contraire a eu lieu dans les trois dernières. Pour la Cour de Nancy, cette proportion était de 12 arrêts sur 100; elle

s'élève aujourd'hui à 19 sur 100. Pour celle de Nimes, les cassations n'étaient que de 19 sur 100; elles sont maintenant de 28 sur 100. Pour celle d'Orléans, on n'en comptait que 14 sur 100 arrêts; on en compte aujourd'hui 22 sur 100. Ces différences, au surplus, n'ont point influé sur les résultats généraux. La moyenne des cassations pour toutes les Cours royales était de 18 sur 100 arrêts; elle s'élève aujourd'hui à 19 sur 100. Le tableau qui précède prouve, en outre, ainsi que les statistiques précédentes avaient déjà donné lieu de le remarquer, que la célérité dans le jugement des procès ne nuit en rien à la bonté des décisions. La proportion des cassations pour la Cour royale de Paris, qui, relativement

à sa composition, est la plus occupée, ne dépasse que de très peu la moyenne générale. Cette proportion est de beaucoup inférieure à la moyenne pour les Cours de Bordeaux et de Caen, qui occupent, dans la seconde classe, le premier et le quatrieme rang. Plusieurs des Cours placées dans la première moitié de la troisième classe présentent aussi, pour les cassations, une proportion inférieure à la moyenne générale, on qui ne l'excède que de peu. Si l'on considére maintenant les arrêts rendus par la Cour de cassation en 1835 et 1836, dans leur rapport avec les différentes parties de la législation, voici l'ordre dans lequel ces dernières doivent être rangées, eu égard au nombre de ces arrêts.

# Chambre des requêtes.

•		1835.	1856.
Gode civil		277	236
Lois et matières diverses		156	174
Code de procédure civile		83	96
Code de commerce		- 32	33
Code forestier		29	4
Réglemens de juges		. 3	14
Code d'instruction crimine	lle.	»	2

Indépendamment de ces arrêts qui ont été prononcés sur le pourvoi des parties, il a été rendu, pendant les deux années 1835 et 1836, par la chambre des requètes, 4 arrâts d'annulation, et par la chambre civile, 5 arrêts sur des réquisitoires du procureur général. Si l'on établit ensuite pour les différentes parties de la législation, et en confondant les travaux de la chambre des requêtes avec ceux de la chambre civile, une comparaison entre le nombre des pourvois sur lesquels il a été statué et celui des cassations qui ont été prononcées, voici dans quel ordre elles devront être placées dans chacune des années 1855 et 1856. -Année 1835 : luis et matières diverses, 48

### Chambro civile.

•	1835.	1836.
Lois et matières diverses	122	68
Code civil	63	83
Code de procédure civile	25	39
Code de commerce	9	14
Code forestier	7	10
Code d'instruction criminelle.	1	1

cassations sur 100 arrêts; Code de commerce, 25 sur 100; Code civil, 16 sur 100; Code de procédure civile, 15 sur 100. -Année 1836 : lois et matières diverses, 31 cassations sur 100 arrêts; Code de procédure civile, 23 sur 100; Code de commerce, 20 sur 100; Code civil, 16 sur 100. — Les spécialités dans chacune des divisions générales ne présentant que des chiffres très faibles, je me bornerai, somme on l'a déjà fait dans la statistique précédente, à rapprocher ici dans un même tableau celles sur lesquelles, pendant les deux années 1835 et 1836, il a été rendu un plus grand nombre d'arrêts, tant par la chambre des requêtes que par la chambre civile.

· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	MITTER TO THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE P							
	CHAMRŘE des requétes.		ĊĦĄ Civ	TOTAL des arrêts dans				
	Rejet.	Admin- sion.	Refet.	Cm:a- tion,	les deux chambres.			
LOTS ET MATIFIES CIVILES.								
Timbre et enregistrement. Législation sur les communes. Douanes. Domanies de l'Etat; domaines engagés. Séparation de corps; auditnées solemettes. Redioss:	16 25 4 10 3	40 32 8 9 10 6	13 8 3 6 1	10 17 13 13	113 20 82 28 27 15			
CODE CIVIL.				,				
Contrats et obligations en général. Donations entre vils et testamens.  Préséripfiss.  Privilèges et hypothèques. Contrats de mariage. Sérvitudes.  Ventes. Saiccessions. Propriéés.  CODE DE PROCEDURE.	117 37 20 9 15 21 21 12	57 17 19 14 12 13 10	17 5 11 9 5 2 3 4	17 8 5 9 5 9 5 4 5 4	208 57 53 46 39 39 38 26			
Appel et instruction sur appel. Actions pos essoires. Jugemens. Sause-immobilière.	17,788 <del>5</del>	16 6 3 6	4	915)03	## 27 13			
gode de commence.			. [					
Lettre de change , billet à ordre Societés: Faillité:	9 15 8	7 3 4	3 3	10 2	27 21 17			

Ce tableau constate de nouveau que ce ne sont pas toujours les spécialités pour lesquelles if intervient le plus d'arrêts qui provoquent le plus grand nombre de cassations. Voict, sous ce dernier rapport, comment doivent être classées ces spécialités. Dans les lois et matières diverses : élections, 77 cassations sur 100 arrêts; séparation de corps, audiences solennelles, 76 sur 100; douanes, 70 sur 100; timbre et enregistrement, 60 sur 100; communes, 36 sur 100; domaines engagés, 15 sur 100. Dans le Code civil : priviléges et hypothèques, 33 sur 100; propriété, 22 sur 100; contrat

de mariage, 20 sur 100; successions, 16 sur 100; donations entre-vifs et testamens, 16 sur 100; ventes, 16 sur 100; servitudes, 14 sur 100; prescription, 13 sur 100; contrats et obligations, 11 sur 100. Dans le Code de procédure: saisie-immobilière, 42 sur 100; jugemens, 33 sur 100; actions possessoires, 31 sur 100; appel et instruction sur appel, 22 sur 100. Dans le Code de commerce: lettre de change, 50 sur 100; faillites, 15 sur 100.

Enfin, le tableau suivant indiquera som mairement les travaux de la Cour de cassation pendant 16 années.!

ANNĖES.	APPAIRES	CHAMBRE DES REQUÉTES.  Nombre des arrêts rendus.			CHAMBRE CIVILE. — Nombre des arrêts rendus.		
	duites.	Rejot.	Admission.	TOTAL.	Rejet.	Cassa- tion.	TOTAL
De 4820 à 1830	487 573 672 667 570 609	\$,250 526 283 222 312 308 318	2,010 205 225 242 285 205 220	5,269 531 508 464 507 573 544	758 63 51 50 88 77 92	908 112 78 114 132 154 123	1,664 175 129 164 220 231 217
Total		5,019	3,458	8,477	1,179	1,621	2,800
Total des arrêts de la chambre des requêtes							8,477
Total général							41,277

Tel est, Sire, l'aperçu général des travaux judiciaires pendant les années 1835 et 1836; les détails les plus circonstanciés, les chiffres lès plus complets se dérouleront dans les tableaux qui suivent le présent rapport. Là, chaque juridiction, chaque tribunal, et, pour ainsi dire, chaque magistrat, a son compte ouvert, où l'on distingue à l'instant les jugemens qu'il avait à rendre et ceux qu'il a rendus, ce qu'il a fait et ce qui lui reste encore à faire. Ce compte public, soumis périodiquement à

Votre Majesté, aux Chambres, au pays, ne pouvait manquer d'exciter une louable émulation, et ce n'est pas un des moindres bienfaits de la statistique. Il se manifeste chaque année d'une manière plus sensible, et les progrès déjà obtenus signalent comme très prochain le moment où la justice, rendue au nom de Votre Majesté, sera partout, selon ses vœux, aussi régulière et aussi prompte qu'elle est éclairée et consciencieuse.

Signé BARTHE.

FIN DE LA DEUXIÈME PARTIE.

. • 

# TABLE CHRONOLOGIQUÉ

# DES LOIS, RÉGLEMENS,

# AVIS DU CONSEIL D'ETAT, CIRCULAIRES, ETC.

Insérés dans le volume 1858 et dans le Bulletin des Lois, année 1858, comprenant depuis le Bulletin DLIPI jusqu'au Bulletin DCXIX inclusivement, et depuis le Bulletin CCCXXXVIII jusqu'au Bulletin CDIV, partie supplémentaire.

Les actes à la suite desquels se trou e l'indication du Bulletin sont couv que nous n'avons pas cru devoir insérer dans notre Collection, et ceux qui ne sont insérés que par extrait nième dans le Bulletin.

Quant aux actes qui sont inseres dans notre Collection, on trouve l'indication de la page, avec une montion expresse pour coux qui sont placés dans la seconde partie.

#### 1810.

10 mars. - Décret relatif en canal du Midi, p. 025.

#### 1818.

20 mai. — Ord. qui accorde des lettres de natulité su sieur Grosso, Bull. supp., n. 12235.

19 août. — Ord. qui accorde des lettres de naturalité au sieur Cerati, Bull. supp., n. 12236.

#### 1819.

4 mars. — Ord. qui scrorde des lettres de naturalité au sient Alessi, Bull. supp., n. 12546.

#### 1825.

5 oct. — Ord. qui accorde des lettres de naturalité au sieur Schintgen, Bull. supp., n. 12237.

### 1826.

15 mars. — Ord. qui accorde des lettres de naturalité au sieur Mertes, Bull. supp., n. 12238.

21 fum. — Ord. qui accorde des lettres de naturalité en sieur Bley, Bull. supp., n. 12808.

### 1831.

15 mars. — Ord. qui accorde des lettres de naturalité an sieur Allbier, Bull. supp., n. 12706.

28 mai. — Ord. concernant la gurde nationale à cheval de Paris, p. 5.

27 juin. — Ord. qui accorde des lettres de naturalité au sieur Cavagnari, Bull. supp., n. 12809.

# 1833.

24 avril. — Ord. qui accorde des lettres de naturalité au sieur Godisart, Boll. supp., n. 12810.

# 1834.

15 avril. — Ord. qui accorde des lettres de naturalité aux sieurs Mori et Bellando, Bull supp., m. 12239, 12240.

20 août. — Ord. qui accorde des lettres de nataralité aux sieurs Basso et Semorile, Bull. supp., n. 12241 et 12242.

# 1835.

15 février. — Ord. qui accorde des lettres de naturalité au sieur Charlion, Bull. supp., n. 12811.

17 mai. — Ord. qui autorise le sient Muller à prendre du service en Turquie, Ball. supp., n. 12232.

#### 1836.

30 avril. — Lettre-patentes qui convertissent une partie des biens fonds du majorat du sieue Bastard d'Estang en rentes sur l'Etat, Bull, supp., n. 12487.

# 1837. .

3 mars. — Ord. qui admet le sieur Meldola 3 jouir des droits de Français, Bull. supp., n. 12243.

18 juin. — Ord. qui accorde des lettres de naturalité aux sieurs Michel et Poncin, Bull. supp., n. 14798 et 12547.

23 juin. — Ord. qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Poncelet, Maner, Arnould, Mathieu, Lebon (Désiré), Lebon (Xavier), Laruc, Gugnon, Marchal, Venera et Marchand, Bull. supp., n. 11799 à 11809.

Ord, qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Yautier, Devresso, Gaspart, Thomas, Aubert, Rodolff, Guy, Van Veen, Rouselle, Pierrard, Nanguiot, Leplang, Laurent, Fondeur, Daraut, Peltyer, Lefebve, Robin et Poncin, Caissons, Carbonnelle, Firmenich. Pesrond et Metral, Bull. supp., n. 12244 à 12262, 12548, 12549, 12707, 12708 et 12812.

3 juillet. — Ord. qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Schaerff et Peifer, Bull. supp.,

n. 12263 , 12264 et 12637.

2 aodt. — Ord. qui accordent des lettres de naturalité anx sieurs Bosché, Promageat, Bourquard et Leclercq, Bull. supp., 11810 à 11812 et 12205. 13 août. — Ord. qui accordent des lettres de na782

turalité aux sieurs Guilfamme et Mittin, Buil. supp., n. 11813 et 11814.

28 août. - Ord. qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Mazzuri er Pauly , Bill. supp. ,

n. 12266 et 12267.

30 août - Ord, qui accordent des lettres de maturalité aux sieura Schneider, Rogier, Paul , Semori , Cavezza , Pavese , Leclerc , Camberlin et de Salvi, Jamin, Rolin, Metyler, Doudelinger, Rolelen, Rées, Redelinger, Bastide, Vincent et Favre, Ball. supp., n, 11815 & 11823, 12268 b 12274, 12550, 12551 et 12688.

5 sept. — Ord. qui annulle et dissout le majorat formé par le sieur Louis-Bernard de Saint-Affrique,

Bull. supp., n. 11900.

11 sept. — Ord. qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Defraire, Leplang et Poncin,

Bull. supp., n. 12275, 12276 et 11814.

12 sept. — Ord. qui accorde des lettres de naturalité au sieur Pietra, Bull. supp., n. 12277.

25 sept. - Ord. qui accordent des lettres-de naturalité aux sieurs Bouchet , Pierrard (Deniel), Pierrard (Nicolas), Avril, Claude, Dubois, Schmit et Waldenmayr, Bull. supp., n. 12278 à 12284 et 12813.

5 oct. - Lettres-patentes qui échangent la dernière portion des terres formant le majorat du sieur Kenny contre des rentes sur l'Etai, Bull.

supp., n. 12543.

23 oct. — Ord. qui accorde des lettres de natu-palité aux sieurs Gastaldi et Manglapan, Bull.

supp., n. 12285 et 12709.

15 oct. — Ord. qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Louvet, Pierrard (Henri), Pierrard (Adam), de Wes et Dumont, Built supp., n. 12286 à 12296.

24 oct. - Lettres-patentes qui convergissent en rentes sur l'Etat tous les biens fonds constituent le majorat du sieur de Fremeur, Bull. supp. n. 12488.

3 nov. - Lettres-patentes qui convertigsent en rentes sur l'État les biens fonds constituant le majorat du sieur de Sémonville, Bull. supp., n. 12489.

5.nov. - Orde qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Griess et Margot, Bender, Jacquemain, Bull. supp., n. 12201, 12202, 12639 et

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs, offres et donations faits aux fabriques, desservans, congrégations religieuses de diverses communes et à une école secondaire ecclésiastique, Bull. supp. ,, n. 11779.

Ord. qui érige en chapelle de secours celle de

Saint-Julien (Loire-Inf.), Bull-supp., n. 11780, 14 nov. — Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits aux labriques et congrégations religieuses de diverses communes. Bull. supp., n. 11781.

18 nov. - Ord. qui accorde des lettres de naturalité aux sieurs Cornet, Dorado et Pastorino,

Bull. supp., n. 11825, 12293 et 12294-

19 nov. — Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits aux fabriques et desservans de diverses communes, et d'une fondation faite dans un seminaire, Bull. supp., n. 11782.

A dec. - Ord. qui admettent les sieurs Rossiter. et Casper à jouir des droits de citeyens français,

Ball. supp. , n. 12295 et 12296.

13 dt. - Ord. qui accordent des lettres de natu-ralité aux sieurs Filippini, Viale, Monnet et Roche, Bull. supp., n. 11826 et 12297 à 12809,

15 de. - Ord. qui reçoit et prescrit la publica-

tion du décret donné par le pape Grégoire XVI, fe 2 avril 1837, sur la circonscription des diocèses du Mans et de Séez , Bull , n. 7341.

48 de. - Orth qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Leplang, Delmont, Raulin, Plegrard (Lucien), Lambert, Reison, Poncin, Bastian et Abolin, Brill, supp., n. 12300 à 12306, 12552 et 12553.

22 dec. — Ord, qui accordent des lettres de na-turalité aux sieurs Renart, Carsamiglia et Picot-Dück, Bolt, sapp., n. 12397 s 12309 et 12640.

Ord qui prige une oglise en saccursale, Bull.

supp., n. 11935.

Ord, qui antorisent l'acceptation de legs faits à diverces fabriques et communantés, au desservant d'une commune et au seminaire de Luçon , Bull. supp., n. 11934.
23. dec. — Ord. qui autorise l'établissement à

Charron (Charente-Inférieure) de trois sœurs de la congregation des Filles-de-la-Croix, Bull., n. 7345. Ord. qui autorisent l'acceptation de legs, offres el donations faits aux fabriques, bureaux de birnfaisance, desservans, seminaires de diverses communes, Bull. supp., 11957.

24 déc. — Ord, qui approuve définitivement la communanté des Ursulines-de-Jésus à Bourbon-

Vendee, Bull. , n. 7346.

Ord. qui érigent en annexe l'église d'Aboul (Aveyron), et transfèrent dans plusieurs communes le titre de succursules attribué à d'autres, Bull. supp., n. 11959 et 11960.

Ord, qui autorisent l'acceptation de legs faits aux fabriques de diverses communes et au séminaire

de Versailles, Bull. supp., n. 11958.

25 dec. - Qrd. portant reglement sur le service de la solde el sur les revues, p. 34.

27 dec. - Ord. qui autorisent l'acceptation de legs, donations et offres faits aux pauvres, hospices burcaux de bienfaisance de diverses communes, Bull. supp., n. 11783 et 11784.

30 des. - Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et danations faits à diverses communes, Boll.

supp., s. 11828, 11865 et 11866. Ord. qui autorisent l'acceptation de legs, donations et offres faits aux, paureres et hospices de diverses communes, Bull. supp., n. 11835.

34 de. - Ord; qui autorise l'établissement à Chantrigné (Mayénne), de deux sœurs de la con-

grégation de la Charité , Bull. , n. 7347.

Ord. qui modifie celle du 10 novembre 1830, approbative de la fondation de 52 masses faite dans l'église de Vecly (Somme), Bull. supp. n. 11961. Ord, qui érige une cha; elle ou chapelle de

secours, Bull. supp., n. 11964.

Ord. qui rapporte celle du 14 juillet 1836 qui autorisait une commune & accepter une donation, Bull. supp., n. 11867.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs, denations et offres faits aux hospices, pauvres, bereaux de bienfaisance de diverses communes . Bull.

supp., n. 11868 et 11869.

Ord, qui autorisent l'acceptation de legs, offer, et donations faits aux fabriques, seminaires, communautes , desservans , maites et curés de plusieurs communes, Bull. sapp., n. 11961 ct 11962.

# 1838:

2 jane, - Ord. qui aptorisent l'acceptation de legs faits à plusiene fabriques et à un séminaire, Bull. suppl., n. 12954. 5 jans. — Ord. qui autorisent l'asseptetion de donations faites à diverses febriques et à la con-

gregation de Saint-Thomas, à Paris. Bull. supp. , n. 12062.

6 janv. — Ord. qui accordent des pensions à 253 militaires, à 132 veuves, à 23 officiers, à 8 officiers de la marine et à 10 personnes du même departement, Bull, supp., n. 11776 à 11778, 11785 a 11789, 11881 ci 11882.

7 jane. - Ord. concernant la contribution spéciale à percevoir, en 1838, pour les dépenses des chambres et hourses de commerce, p. 1.

Ord pour la construction de la route déparsementale n. &, de Tarere à Thiay (Ithone), pour la fortification des côtes de l'Elauche (Vosges) route royale n. 66, de Bar-le-Duc à Bâle, et qui classent parmi les routes départementales des Ardennes les routes de Rethel su Tremblay, sous le n. 5; des Crètes de Poix à la route royale n. 40, sous le n. 6; de Flèze à Boulzicourt, sous le n. 7, Bull. n. 7296 et 7297.

Ord. qui autorisent les sieurs Bremond, Bel-badare, Jourdhuy, Alips, Alfred-Michel, Hyolle, Jourdan, Chéguillaume, Lecomte, Laloi, Payerse, Duforestel, Girard, Villon, Perrin et Vuillaumin, Hurpin , Gautier , Fauveau-Desliard , à conserver, construire, mettre en activité divers moulins et usings , Bull. supp. , n. 11887 et 11895,

Ord, qui autorise les propriétaires de la plege entre le cap de la Hère et la jetée nord du port da Havre a former une association sous le noue de syndicat de la plage de Saint-Adresse, Bull.

supp. n. 11888.
Ord. du roi qui approuvent les proces verbaux de délimitation de divers bois, qui soumottent au régime forestier ceux y désignés et en effsauchis-sent plusieurs autres, Bull. supp., n. 11849 à

8 janv. - Ord. qui créent un commissariat de police dans chacune des villes de Collieure (Byro-nées Orientales), de Saint-Gerra's (Hérault) et du

Bausset (Var), Bull., n. 7265.
9 janv. — Ord. qui convoque 4 colleges électe. raux, Bull., n. 7262.
11 jan. — Ord. qui antorise la caisse d'opasgne.

fondée à Tarbes, p. 14. Ord. relative à la société anonyme de, l'exploi-

tation générale des messageries, p. 12. 12 janv. - Ord. qui convoque le onzieme col-

lege electoral du Nord, Bull., n. 7267.

14 jane. - Ord. qui approuve des modifications aux statuts de la société anonyme de la navigation

de l'Oise, p. 12,

15 janv. - Ord. qui accorde des pensions à 18 militaires; — des secours annuels aux orphelins de 4 militaires; - une pension à un anciendonataire, Bull. supp., n, 11793 à 11795,

Ord. qui accorde des pensions à 65 veuves de militaires; - à 60 militaires; - de reforme à 22 officiers, Bull, supp., n. 11832 a 11834

Ord. qui autorise l'inscription de 143 pensions,

Bull. supp., n. 11790.

16 janv. - Ord. qui fixe, pour l'exercice 1838, le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, p.3.

Ord, qui augmente le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dé-

pots et consignations pour l'exercice 1837, p. 3. Ord. qui modifie celle du 6 octobre 1836, re-latire à l'organisation judiciaire dans le nord de

l'Afrique, p. 7,

Ord. qui proroge un brevet d'invention, p. 9. Ord. qui autorise la société anonyme, formée à Dimkerque, sous le titre de l'Union du Nord, compagnie d'assurance contre les risques de nasigation m ritime et intérieure, p. 197.

Ord, pour la regulification de la rome royale n. 117, de Perpignan à Bayonne, entre Tarbes et Tournay, Bull. , n. 7298.

Ord. qui autorisent les sieurs Dozival, Verguaud et compagnie, Sieurd, Witnesst, & construire, maintonir et conserier divenses usinos, Bull. supp. , n. 11928.

Ord. qui autorizent les sients Dolan, Pay, à établir chacun un moglin, Buth supp., n. 11896.

Ord. qui concède à la société Auguste-Charles Surrel les mines de plomb de Largentière et celle de cuivre, pyritenz de la montagne de Chardon-

net (Hautes-Alpes), Bull supp. in. 1190f... Ord. qui autorise le sieur Thouard à mestre une

usine en activité, Bull. supp., p. 11912. Ord. qui réintègre le meur Ehrmann dans sa qualité de Français , Bulk supp. , n. 12234.

17 janv. — Ord. qui convoque 5 collèges élec-toraux, Bull., n. 7268,

Ord. qui accordent des lettres de naturalité an sieur Serrano at qui admettent le sieur Navarro à jouir des droits de citoyen français, Bull supp. n. 12310 et 12311.

Ord. qui autorise l'acceptation d'une donation faite à une école secondaire ecclésiastique. Ball.

supp., n. 12063.

18 jans. — Ord. relative à l'organisation de la légion de cavalorie de la garde nationale de Paris , p. 4.

Ord. relative à la composition du caden, en officiers, de chaque compagnie de discipline, p. 14.
Ord. qui convoque le sisiome collège discional
de la Seine, Bull., n. 7274.
Ord. qui autorise l'acceptation d'une dona-

tion faite à l'Ecole polytechnique, Bull. supp., n. 11796.

19 janu. - Ord. qui répartit anico les départemons y, désignés la montant de la contributions supplementaire établie, pour 1838, sur les hois

des communes et des établissement publices p. G. Ord qui aptorise la banque de Esangu à établir un comptois d'excompta à Montpellier . p. 3.

Ord, qui, approuvent, les pescer rerbaus de délimitation de divers hois et forêts, Bull, sapp. n, 11848. a 11852. 20 jane. - Orde qui nomme M. Bath profet.

des Hautes-Pyrenees, Bull., n. 7272. Ord. qui admet les sieurs Jazdzewski, Zanger,

Zendler, Ferrari, Reizi et Cathrein, a établir leur domicile en France, Bull. supp., n. 11791.

Ord, qui accorde une pension à un vainqueur de la Bastille, à 94 militaires et à 39 veuves, Bull. supp., n. 11797, 11836 et 11874 à 11876

21 janu. - Ord. qui fixe la tenue des foires de diverses communes, Bull, supp., n. 11908.

Ord. qui autorise delivrance des coupes extraordinaires y désignées à la commune de Maron et aux hospices d'Issoudun (Indre), Ball. supp., n. 11853.

23 jano. - Ord. qui autorise l'établissement' d'une passerelle suspendue sur la Garonne, entre la ville d'Agen et le bourg du Passage (Lot-et-Gas. ronne), p. 7.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits à plusieurs communes et aux hospices, pauvres et bureaux de bienfaisance de diverses autres, Bull. supp., n. 11870 à 11873.

24 janv. - Ord. qui accorde des pensions le 106 militaires et à 9 officiers, Bull. supp., n. 11877, 11889 et 11890.

28 janv. - Ordi qui fixe à 14 le nombre des huissiers du tribuns de Morlaix (Pinistère), Ball., n. 7299.

Ord. qui autorise l'établissement d'un pont suspendu, sur le Rhône, au port de Cordon (Ain),

Bull. , n. 7292.

Ord. qui autorisent les sieurs Lecan, Crispon, Roisot, Faucillon, Blosseville, Perron, & construire et maintenir divers moulins on usines, Bull. supp., n. 11918.

Ord. qui autorise les sieurs Meissner, Raciborski et Bukojemski, à établir leur domicile en France,

Bull. supp., n. 11792.

Ord. qui établissent des foires et fixent l'énoque de leur tenue dans diverses communes, Bull. supp., n. 11909 et 11912.

29 jane. — Ord. qui convoque 3 collèges électoraux, Ball., n. 7277.

30 jano. -- Ord. qui autorise la caisse d'épargnes fondée à Marcnnes, p. 13.

31 jane. - Ord. qui autorise le paiement du sizième et dernier terme de la créance des Etats-Unis, reconnue par le traité du 4 juillet 1831, p. 9.

Ord. qui répartit le produit du centime de non-valeurs attribué au ministre des finances par

la loi du 20 juillet 1837, p. 9.

Ord. qui rapporte l'article 9 de celle du 8 décembre 1832, concernant les quittances à délivrer par les receveurs de l'enregistrement et des domaines, p. 11.

Ord. qui nomme le comte E. Guyot sous-intendant civil de la province de Constantine, Bull.,

n. 7800.

Ord. qui autorisent le sieur Daubèze à sjouter à son nom celui de Sambat et le sieur Denis celui de Mirlavaud, Bull., n. 7289.

Tableau du prix des grains pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation, Bull. , n. 7266.

Ord. qui approuvent les procès-verbaux de délimitation de divers bois et forêts, et qui en soumettent plusieurs au regime forestier, Bull. supp., n. 11855 h 14864.

Ord. qui autorise délivrance de bois à plusiours

communes, Bull. supp., n. 11878.

Ord. relative au tarif d'octroi de diverses com-

munes, Bull. supp., n. 11854.
Ord. qui autorise l'inscription de 9 pensions de donataires, Bull. supp., n. 11904.

2 fev. - Ord. qui classe parmi les routes départementales de Seine et-Marne, comme prolongement de la route n. 12, le chemin de Mesnil-Amelot à Yemars (Scinc-et Oise), Bull., n. 7305.

Ord. qui fixe à 20 le nombre des huissiers du tribunal de Chinon (Indre-et-Loire), Bull.,

m. 7301.

Ord. qui règle les eaux de la Vauvise et du Moule

(Cher), Bull. supp., n. 11929.

Ord, qui autorisent les sieurs Serret, Lelièvre et compagnie, et Fourcroy, Basset, Thoureau et Ferriot, Duclion à établir diverses usines, Bull. supp., m. 11919.

A fiv. -Ord. qui fixe la direction de la route n. 62 de Strasbourg à Deux Pouts, par Ochsen-Mulh et Breidenbach, Bull., n. 7348.

Ord. qui change la direction d'une partie de la route royale n. 153 d'Orléans à Moulins, par Bourges, et qui porte que la portion de route récemment exécutée dans le département du Cher, entre Thaumiers et Varnes, cessera de faire partie de la route royale n. 153, Bull., n. 7306.

Ord, qui concède aux sieurs Leblanc de Bois-

richeux et Dutreil les mines d'Anthracite de Bazongers (Mayenné), Bull. supp., n. 11902.

5 fe. — Ord. qui crée au conseil d'Etat un co-mité des travaux publics, de l'agriculture et du

commerce, p. 8.

Ord. qui créent un commissariat de police dans chacene des villes de Seignelay (Yonne), Pierrelatte (Drome), Vervins (Aisne), Mauvezins (Gers), Cha-teaumeillant (Cher), Maintenon (Eure-et-Loire) et Hageimau (Landes), Bull., n. 7307.

Ord, qui sutorise la construction d'un pont sur l'Adour, à Pontons (Landes), Buil., n. 7286.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs faits aux bureaux de bienfaisance, hospices et pauvres de diverses communes, Bull. supp., n. 11921.

6 fev. - Ord. qui autorise l'acceptation d'un legs fait aux curés successifs et à la fabrique d'une

commune, Bull. supp., n. 12065.

8 fév. — Ord., qui autorise l'établissement d'une communauté de religieuses de Notre-Dame à la-

soire (Puy-de-Dôme), Bull., n. 7389.

Ord, qui autorisent l'acceptation de legs, donations et fondations faits aux fabriques, séminaires, desservans de plusieurs communes, Bull. supp., n. 12066.

9 fev. - Ord. qui nomment MM. J. Lesebvre et B. Delessert, députés, et Gascq, président de chambre à la Cour des Comptes, membres de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations, Bull., n. 7308 et 7309.

Ord. qui convoquent deux colléges électoraux,

Bull., n. 7287 et 7288.

Ord. qui annulle et dissout le majorat formé par le sieur de Bretenil, Bull. supp., n. 12490.

Ord. qui admet les sieurs Kaestle et Décruel à établir leur domicile en France, Bull. supp., n, 11827.

Ord. qui accordent des pensions à 35 militaires, à 18 officiers; - à 32 venves de militaires; - des secours annuels aux orphelins de 5 militaires, Bull. supp., n. 11891 à 11894, 11897.

Ord. qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Harmel (Habert), Harmel (Félix), Charlier, Weishear, Monin, Sohis et Thiry, Bull. supp.,

п. 12312 à 12315, 12554 à 12556.

10 fév. — Ord. relative à l'apurement des dépenses des exercices clos, p. 10.

Ord. qui autorise la cession à la ville d'Ajaccio, d'un terrain appartenant à l'Etat, p. 13.

Ord. qui nomme M. Salze fils directeur du comptoir d'escompte de la banque de France établi à Montpellier, Bull., n. 7310.

Ord. qui autorise l'inscription de 3 pensions de

donataires, Bull. supp., n. 11905.

Ord. qui soumet plusieurs bois au régime fores-tier, Bull. supp., n. 11903.

Ord, qui autorise délivrance de bois à plusieurs

communes, Bull. supp., n. 11880.
Ord. qui autorise à élever et conserver diverses constructions à proximité des forêts, les sieurs Dubosson, Griot, Auberger, Toussaint-Bec, Cep, Sarrazin, Cabare, Domergues, Touvercy, comtesse de Courten, Fuyemouth, Michel, Chobau et Colin, Castara, Gérard, Hornsperger, Chardon, Biache, Barbier, Darhan, Courrages, Casavielle et d'Heretté, Gruner, Bocq, Marquis, Poucelin, Toppin, Paxion, Barbier (Jean), Thomas, Aragon, Benestan, les communes de Septenoncel, Monestier-d'Ambel, les habitans de Tressoulas, et qui rejette les demandes tendant aux mêmes fins des sieurs Berthet, Gentet, Cloiseau et Gilquin, Fertors, Emmenecker, Mazimati, la commune de Jeurre (Jura), Bull. supp., n. 11879.

Ord. qui autorise l'inscription de deux pensions ecclésiastiques, Bull. supp., n. 11838.

11 fev. - Ord. qui proclame les brevets d'invention délivrés pendant le quatrième trimestre de 1837, Ball., n. 7354.

Ord, qui prescrit la rectification de la route royale n. 141 de Clermont à Saintes, Bull., n. 7349.

Ord. qui autorisent les sieurs Callaud Belisle fils, Pincon, Ziegler et compagnie; Imer frères, Joly, Cros, Abadie-Nogues, Couturier, Serret Lelievre et compagnie; Jeanmeire, Bouchot frères, Truc fils, Leger, Dupont, Duchon, Collin, à établir et mettre en activité divers moulins et usines, Bull. supp., n. 11920, 11930, 11932 et 11953.

Ord. qui accepte la renonciation à la concession des mines de plomb de la Garde-Freinet (Var), faite par les sieurs Philippe et Magnan de Kothen,

Bull. supp., n. 11931.

12 fév. — Ord. qui autorise la construction d'un pont suspendu sur la rivière de l'Isle, au port Girard, commune de Galgon-et-Queynac (Gironde), Bull., n. 7293.

Ord. qui classe le chemin de Salers à Argental au rang des routes départementales du Cantal, sous le n. 7, et qui prescrit la rectification de la route départementale n. 6 de Marseille à Digne, Bull., n. 7366 et 7367.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs faits

à trois fabriques, Bull. supp., n. 12067. Ord. qui modifie celle du 19 janvier 1834, relative à la concession des mines de fer de Massevaux, Ball. supp., h. 12043.

Ord. qui autorise l'acceptation de legs et donations fails aux pauvres et hospices de diverses com-

munes, Bull. supp., n. 11941.

Ord. qui autorisent la compagnie des fonderies et forges d'Alais à établir une prise d'eau, et les sieurs Ragaine, Maury, à construire chacun une usine, Ball. supp., n. 11933.

Ord. qui concede anz sieurs Fabre et Sargines de Laur, les mines de fer de Cassagnoles, dites de Masneguine (Hérault), Bull. supp., n. 11956.

Ord. qui autorisent les sieurs Mazières, Jalambic, Janillon , Lugagne-Delpon fils, Gariel, Puntis, Fargues, la demoiselle Bessières, Meignan et Chanvel à établir, maintenir, conserver et faire des changemens a divers moulins et usines, Bull. supp., n. 11954, 11955 et 12042.

13 fév. — Ord. qui détermine les statuts des caisses d'épargne et de prévoyance établies en faveur des instituteurs primaires communaux, p. 31.

Ord, qui charge la caisse des dépôts et consignations de recevoir et d'administrer les fonds provenant des caisses d'épargne des instituteurs primaires communaux, p. 32.

Ord. qui antorise l'établissement d'un pont suspendu sur le Thouet, en remplacement du bac de Saint-Florent (Maine-ct-Loire), Bull., n. 7294.

Ord. qui autorise le secrétaire général de la société pour l'instruction élémentaire à aliener une rente pour l'acquisition de mobilier pour les écoles que la société entretient à Paris, Bull. supp., n. 11922.

Ord. qui autorise le supérieur général des frères de la Doctrine chrétienne et le maire de Marmande a accepter chacun une donation, Bull, supp.,

n. 11923.

14 fev. —Ord. portant application du Code d'instruction criminelle au Sénégel et dépendances, p. 160.

Ord, qui proroge un brevet d'invention , Bull. n. 7295.

Ord. qui accorde des pensions à 12 personnes du departement de la marine ; - aux venves et orphelins de 8 personnes du même département, Bull. supp., n. 11883 et 11884.

15 fev. - Ord. qui autorise le sieur de La Rochefoucault-Liancourt à prendre du service auprès du grand duc de Darmstadt, Bull. supp., n. 12233.

17 fev. - Ord. qui autorisent l'acceptation de legs faits oux fabriques, chapelains successifs et sé-minaires de diverses communes, Bull. supp., n. 12068.

Ord. qui accorde des pensions à 75 militaires, Bull. supp., n. 11898, 11899, 11906 et 11907.

18 fer. - Ord. qui proroge un brevet d'invention, Bull., n. 7317.

19 fev. - Ord. qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Ćristiani de Ravaran, Ansicau et Strauss, Bull. supp., n. 12316, 12317 et 12557.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs faits au supérieur général des frères de la Doctrine chrétienne et aux maires de Forcalquier et de Montpellier, Bull. supp., n. 11936 et 11937.

Ord. qui établit une foire dans une commune,

Bull. supp., n. 11913.
20 fev. — Ord. qui accorde des pensions à 5 personnes du département de la marine ; — aux veuves de 13 personnes du même département et un s cours annuel à un orpheiin, Bull. appp., n. 11885 et 1188B.

22 fév. Ord. qui autorise le sieur Galonié à ajouter à son nom celui de Miremont, Bull., n. 7325.

25 fév. — Ord. qui autorise la société anonyme formée pour l'établissement et l'exploitation d'un chemin de fer de Bordeaux à la Teste, p. 308.

Ord. qui autorise la cession à la ville de Versailles, de Lhôtel de la marine, appartenant à l'Etat, p. 279.

Ord. qui classe le chemin de Melun à Milly parmi les routes départementales de Seine-et-Marne, sons le n. 30, et celui de Meaux à Coulommiers sous le n. 28, Bull., n. 7368.

Ord. qui autorise l'établissement de deux pents suspendus sur le Rhône, l'un devant le bourg du Theil et l'autre devant les rochers de la Croix de Lalauze, Bull., n. 7362.

Ord. qui autorise l'établissement d'un pont sus pendu sur la Durance, devant la ville des Mées

(Basses-Alpes), Bull., n. 7316.

Ord. qui autorisent les sieurs Nicolas et Baley, Loiseau, veuve Boucher, Kraemer, Cardien, Gérin-Armentier, Sourd, Letirand, à établir et mettre. en activité divers moulins et usines, et portant de nouvelles mesures de police à l'exploitation de carrière dans le Calvados, Bull. supp., n. 12044 à 12047.

Ord. qui approuvent les procès-verbaux de delimitation de divers bois et forêts, Bull. supp.

n.11977 à 11982.

Ord. qui autorise les habitans de plusieurs communes a faire pacager, pendant cinq ans, leurs bêtes à laine, les chèvres exceptées, dans leurs bois reconnus défensables par les agens forestiers, et rejette les demandes de diverses autres, Bull. supp., n. 11983.

Ord. qui autorise la vente des bois existant sur le chemin de Virey à Tromarey (Haute-Saone),

Bull. supp., n. 11984.

Ord. qui autorise délivrance de Bois à diverses communes, Bull. supp., n. 11985. 26 fev. - Ord. qui rectifie les art. 141 et 143

de l'ordonnance du 31 août 1828, sur le mode de procéder devant les conseils privés des colonies, p. 159.

Ord. qui antorisent l'acceptation de deux legs faits à la Bibliothèque royale, Bull. supp.,

n. 11938 et 11939.

28 fév. - Ord, qui crée un cadre de commis entretenus pour le service des bureaux de l'intendance militaire, p. 14.

Ord. qui organise le corps des officiers d'administion (hopitaux, subsistances militaires, habille-

ment et campement), p. 18.
Ord. qui nomme le baron Thénard administrateur du collège de France, en remplacement du baron Sylvestre de Sacy, décédé, Bull., n. 7359.

Tableau du prix des grains pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation, Bull., n. 7283.

Ord. relative au tarif des octrois de plusieure

communes, Bull. supp., n. 11987.

Ord. qui approuvent les proces-verbaux de délimitation de divers bois et forêts, Bull. supp., n. 11988 à 11991.

Ord. qui autorise l'acceptation d'un legs fait à l'hospice des orphelines de la marine de Kechefort, Bull. supp., n, 11940.

Ord. qui autorise l'inscription de 434 pensions au trésor public, Bull. supp., n. 11971.

2 mars. - Ord. qui fait remise des peines de discipline prononcées contre des gardes nationaux

de Nantes, p. 30.
Ord. sur l'organisation du corps royal du génie

maritime, p. 260.

3 mars. — Ord. qui convoque le quatrieme collège électoral du Pas-de-Calais, Bull. n. 7304.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits à plusieurs communes et aux écoles gratuites de Wissembourg (Bas Rhin), Bull. supp., n. 11942.

4 mars. - Ord. qui approuve des modifications aux statuts de la caisse d'épargne de Verdun . p. 206.

Ord. qui autorise la société anonyme forméé à Paris sous la dénomination de l'Urbaine, pour l'assurance contre l'incendie, p. 283.

Ord. qui fixent à 5 le nombre des avoués près le tribunal de Montfort-sur-Men (Ille-et-Vilaine) et à 14 celui près le tribunal de Montreuil-sur Mer (Pas-de-Calais), Bull. n. 7424 et 7425.

Ord. autorisant la communauté des filles de la retraite à Lannion (Côte-du-Nord), et approuvant l'établissement à Montauban d'une communauté de sœurs de Notre-Dame-du-Refuge, Bull. n. 7390 et **7391.** 

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs faits aux fabriques, desservans de plusieurs communes et à une communanté des sœurs de Saint-Joseph, Bull. supp., n. 12088.

- Ord. qui classe le chemin de Maison-5 mars. -Rouge aux Ormes, en prolongement de la routedépartementale de Scine-et-Marne n. 9; celui de May à Acy (Oise), parmi les routes départemen-tales de Seine-ct-Marne, sous le n. 29, et la route de Vonziers à Sainte-Menehould (Marne) parmi les routes départementales, sous le n. 8, Bull. n. 7376 et 7377.

Ord, qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits à deux communes et aux panyres, bureaux de bienfaisance, hospices de diverses autres , Ball. supp., n. 11943 à 11945.

Ord. qui autorisent les sieurs Negra, Dive, Nogero , Vicart , Mme de Ruffo-Lafare, de la Guiche et de Chastenay-Lauty, Mithe, Godard, Pagin et Cugnotet, à établir et conserver divers ateliers et usines, Buil. supp., n. 12048, 12049 et 12127.

6 mars. - Loi qui autorise l'établissement d'un chemin de fer de Strasbourg à Bâle, p. 24.

Ord. qui fixe à 32 le nombre des huissiers du tribunal de Troyes (Aube), Bull. n. 7426.

9 mars. - Ord. qui établissent des foires dans diverses communes, et fixent les jours de leur te-nue, Bull. supp., n. 12001.

Ord. qui prescrit la vente des bois existant sur le chemin de Marchaux à Amagny (Doubs), et qui autorise une commune à défricher un canton de bois, Bull. supp., n. 11999 et 12000.

Ord. qui maintiennent sous le régime forestiet les bois de deux communes, Bull. supp., n. 11997

et 11998.

Ord. qui approuvent les procès-verbaux de délimitation de divers bois et forêts, Bull. supp., n. 11992 à 11996.

Ord. qui autorise délivrance de bois à plusieurs communes et prescrit l'aménagement de divers bois et forêts, Bull. supp., n. 12008.

Ord. qui prescrit l'aménagement de divers bois et forets, Bull. supp. n. 12013.

Ord. qui accorde des lettres de naturalité au

sieur Fontaine, Bull. supp., n. 12318. 10 mars. - Ord. qui autorisent l'acceptation da legs et denations faits aux pauvres, hospices, bureaux de bienfaisance de plusieurs communes,

Bull. supp., n. 11965. 12 mars. - Ord. qui classe parmi les rontes departementales d'Ille-et-Vilaine les chemins : de Rennes à Pouancé sous le n. 14; de Ptélau à Counbourg sous le n. 15; de Dinan à Antrain sous le n. 16; de Fougeres et Goron sons le n. 17; de Dol à Vitre sous le n. 18; de Vitre à Redon sons le n. 19; de Cancale à Saint-Malo sous le n. 20, Bull. n. 7392.

Ord. qui autorisent les sieurs Bonnemaison, Sallé-Gauthier, Quérin, Ortet, Leroy, hérithers Sevin, Emard, Poonstruire, mettre en activité, conserver divers moulins et usines, Bull. supp., n. 12130.

13 mars. — Ord. qui appella à l'activité 10,000 hommes de la classe de 1836, p. 34.

15 mars. — Ord. qui autorise la société anonyme d'assurances à prime contre l'incendie, sormée à Paris sous la dénomination de la Sécurité, p. 280.

Ord, qui autorire la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Mélusine, compaguie d'assurances maritimes et de prêts à la grosse,

p. 311.
Ord, qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits à plusieurs communes et aux pauvres, bureaux de bienfahance et hospices de diverses autres, Bull. supp., n. 11966 et 11967.

Ord. qui accorde des pensions à 21 veuves de militaires; — à 69 militaires; — de réforme à 11 officiers, Bull. supp., n. 11914 à 11916 et 11925.

16 mars - Ord. portant reglement, d'après la hiérarchie militaire des grades et des fonctions, sur la progression de l'avancement et la nomination aux emplois dans l'armée, en exécution de la loi du 14 avril 1832, p. 213.

Ord, qui affecte nu terrain domanial au service du ministère de l'instruction publique,

Ord. qui autorisent les caisses d'épargnes fon-

dies à Blanspes et à Tonnerre , p. 260.

Ord. qui sutorisent l'établissement & Heimsbrums (Haut-Rhin) de sœurs hospitalières, et qui autorischt définitivement la communauté de la charité, établie dans l'hospice de Saint Germainen-Laye et colle des files du Bon-Sanveur, établic à Aize (Haute-Vienne) , Boll. n. 7393 et 7394.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs, offres et donations faits aux fabriques, séminaires et congrégations de plusieurs communes, Bull. supp.,

n. 12089.

Ord. qui érigent deux églises , l'ame en chapelle de secours et l'autre en succursale, Boll. sopp., n. 12000 et 12091.

Orde qui érigent physieurs églises en chapelles,

Bestl. supp., n. 12669 et 12679.

19 mars. - Loi qui autorise la cession gratuite, à a ville de Paris, d'avenues et places dépendant de l'hôtel des Invalides et de l'Ecole-Militaire, p. 30.

Loi qui approuve l'échange d'un immemble domanial contre le manufacture d'armes de Saint-

Étienne, p. 30.

Ord. qui autorise la publication des bulles d'institution canonique de MM. Cottret, Mioland, Lacroix et Cart, pour les évechés de Beauvais, d'Amiens de Bayonne et de Nimes , p. 160.

Ord. qui érigs en succursales les églises des communes ou section de commune y désignées, Bull.

supp., n. 12092.

Ord. qui antorise l'inscription au tréser pu-blic de 2 pensions de donataires, Bulk supp., n. 11972.

Ord, qui approuve le procie-verbal de délimitation d'une foret, et des bois de diverses commune nes, Bull. supp., n. 12009 et 12014.
20 mars. — Ord. qui convoque le traisiente

collège électoral de le Greuse , Buil. n. 7322.

Ord. qui autorise le sieur Bourguignon de Saint-Martin à ajouter à son nom celui de Frégose, Bull. n. 7326.

Ord, qui admet le sieur Mohl à jouir des droits de citoyen français, Bull, supp., n. 12319.

21 mars. - Loi qui accorde à la veuve du lieutenant-général Dauremont une pension de 6,000 fr., à titre de récompense metionale, p. 31.

22 mars. - Ord. qui autorisent l'établissement d'un pont suspendu sur la rivière d'Etel, commune de Plouhinec (Morbihan), et d'un pont en maconnerie sur la Romanche, commune de Champ, (Isère), Bull. n. 7384 et 7335.

Ord. qui autorise la construction d'un pont en charpente à Aubeterre (Charente), Bull.

n. 7357.

23 mars. — Ord. qui établit une chambre de commerce à Gray, p. 213.

Ord. relative à la société d'assurances mutuelles

contre la grêle, dite de l'Étoile, p. 279. Ord. qui clusse le chemin de Constellet à Saint-

Seturnin parmi les routes départementales de Vaucluse, sous le n. 17, Bull. n. 7404.

Ord. qui autorisent les sieurs de Laboissière, Arnaud, de Cereste, Laskermes, Maudère, Chevrot, à construire et conserver diverses usines, et qui regient les caux de la Risle, Boll. supp., n. 12181 et 12132.

Ord, qui fixent l'époque de la tenue de plusieurs

foires, Bull. supp., n. 12039.

21 mars. - Ord. qui cree un commissariat de police à Uzerche (Corrèze), et supprime le second, créé à Erreux (Rure) , par ordonnance du 8 aoft 4821, Bull: n. 7851.

Ord. concernant les droits à percevois au passage des bacs de Creteil (Seine) et de Belleray (Meuse), Bull. n. 7358.

Ord. qui approuvent les procès verbatix de dé-limitation de divers bois et forèts, Bult, supp.,

n. 12022 1 12024.

Ord. relative au tarif des octrois de diverses communes, Bull. supp., n. 12015.

Ord. qui approuve le proces verbal de délimitétion entre des forêts, Buil. supp., n. 12016.

Ord. sur l'aménagement de divers bois et forets. Bull. supp., n. 12017 et 12018.

25 mars. — Ord. qui proroge le délai donné aux communes pour devenir propriétaires de locaux d'écoles, p. 264.

Ord. relative aux petits appareils domestiques

pour fabriquer le gaz hydrogene, p. 264.

Ord, qui autorise l'université à céder à la ville de Lodève les bâtimens et le terrain du collége communal de cette ville, p. 280.

Ord. portant annulation de brevets d'invention. Ball. n. 7385.

Ord. qui créent des foires dans diverses communes et fixent l'époque de la tenue dans plusieurs autres, Bull. supp., n. 12040 et 12041.

Ord. qui autorisent les sieurs Dermigny, Begue, Borel, Saget et Bon, Reignier et Grandhomme Flucher, à établir et transferer diverses usincs, Bull. supp., n. 12050.

Ord. qui accorde des pensions à 59 postillons,

Ball. supp., n. 12002.

Ord. qui autorise l'inscription au tresor pu-blic de 542 pensions militaires, Bull. suni., n. 11975.

26 mars. - Ord. qui crée deux nonveaux commilssarlats de police à Toulouse, un à Vaucouleurs (Meuse), et supprime l'un des deux de la ville du Puy (Haute-Loire', Balt. n. 7352.

Ord. qui accorde un logement au directeur du telegraphe d'Avranche (Manche) dans les bâtimens

de la direction, Bull. n. 7353.

Ord, qui autorisent l'acceptation de legs et donutions faits à diverses communes et aux hospices, pauvres et bureaux de bienfaisance de plusieurs autres, Bull. supp., n. 12005 et 12006.

Ord, qui autorise l'acceptation d'un legs fait à un boreun de bienfaisance , Bull. supp., n. 11968.

Ord, qui accorde una pension à deux suciens stationnaires des lignes télégraphiques, Bull. supp:, m. 11946 et 11947.

27 mars. - Ord. relative a l'organisation des sapeurs porte-haches de la garde nationale de Paris , p. 155.

28 mars. - Ord. relative à la musique des légions de la garde nationale de Paris, p. 155.

Circulaire du ministre de l'intérieur relative à la jouissance des biens communaux, p. 749.

30 mars. - Lof qui ouvre sur l'exercice 1838. des crédits supplémentaires pour subvention aux caisses de retraite des ministères des affaires etrangères, de la guerre et des finances, p. 155.

Ord. qui autorise la venve Maunberger et ses enfans à substituer à leur nom celui de Gonin , Bull.

n. 7523.

Ord. qui classe le chemin du bourg du Péage au pont de la Borne parmi les routes départementales de la Drôme, sous le n. 7, Ball. n. 7409.

Ord. qui prescrivent la rectification de la route royale , n. 16 , de Paris à Dunkerque , et celle de la rampe de Guinotte, route royale n. 191, Bull. n. 7405.

Ord, qui admettent les sieurs Hathaway et Walch

à jouir des droits de citoyens français, Bull. supp., n. 12320 et 12321.

Ord, qui annulle et dissout le majorat formé par le sieur de la Briffe, Bull, supp., n. 12491.

Ord. qui érigent une église en succursale, qui distraient deux communes de leurs succursales pour les reunir à d'autres, pour le spirituel, et érigent une chapelle en chapelle de secours, Bull. supp., n. 12098 et 12099.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs faits à diverses fabriques et la chapelle de Sainte-Lucie

(Lozère), Bull. sapp., n. 12097.

Ord. qui autorise la chambre de commerce de Nantes à faire une acquisition, Bull. supp., n. 12051.

Ord. qui accordent des pensions à 33 militaires; — à 10 veuves de militaires; — des secours annuels aux orphelins de 8 militaires, Bull. supp., n. 11938 à 11952.

Ord, qui autorisont les sienrs Genret-Perrotte, Martel, Guillaume, Lefort, Plessier, Gras et Mireur, Villeneure, Robholtz, Petit, à établir et mettre en activité diverses usines, Bull. supp., n. 12052.

31 mars. — Ord. qui prescrit la publication de la convention conclue, le 2 janvier 1838, entre la France et la Grèce, pour la transmission de corresnondances, p. 200.

pondances, p. 200.

Ord. qui change le nom de la commune de Saint-Chéron-du-Chemin (Eure-et-Loir) en celui de Gud-de-Longroy, et celui de la commune de Merinville (Aude) en celui de Rieux-Minereois, Bull.

n. 7842.

Tableau du prix des grains pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation,

Bull. n. 7320.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et offres faits aux hospices, bureaux de bienfaisance et pauvres de diverses communes, Bull. supp., n. 11969.

1" avril. — Ord. qui accorde des pensions à 7 personnes du département de la marine; — aux veuves et orphelins de 16 personnes du même département, Ball. supp., n. 12035 et 12036.

Ord. qui autorisent les sieurs Falassieu, Beuret fils, Emonin, Schlumberger-Bourcart, veuve Bonnal, Lepelletier-d'Aulnay, à constraire et changer diverses usines, Bull. supp., n. 42133.

2 avril. — Loi qui accorde à la veuve du lieutenant-général Dauménil une pension de 3,000 fr. à titre de récompense retionale, p. 156.

Ord. qui autorise la perception d'une contribution spéciale destinée à subvenir aux dépenses de la chambre de commerce d'Arres pendant l'année 1838, p. 205.

Ord. qui approuve les nouveaux statuts de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie, établie au Mans, pour les départemens de la Sarthe, Maine-et-Loire et Mayenne, p. 31A.

Ord. qui approuve des modifications aux statuts de la caisse d'épargne de Saumur, p. 307. Ord. qui autorise l'acceptation d'un legs fait à

Ord. qui autorise l'acceptation d'un legs fait à la caisse d'épargne de Chastres (Eure-et-Loir), Bull. supp., n. 12066.

3 avril. — Ord. qui approuvent les procès-verbaux de délimitation de divers bois, Bull. supp., n. 12029 à 13031.

Ord. qui autorise à élever ou à conserver diverses constructions, à proximité des forêts, les sieurs Sage, Jagol, Génaud et Ravier, Merle, Rolandez, Payant, Pligot, Caliste, Vernèt (Joseph), Enjoubert, Plat, Blanc et Vernet (Antoine), Haond,

Brunel, Renard-Canaux, Démart et Méxières, Cantin , Thierry, Brun , Vasselot , Monnot , Gouennat, Chambette, Chouffot, Crelerot et Bourdon, Carisey, Charrière, Destrampes, Félix, Terrier, Pous, Janet, Bognot, Ruffly, Pichon, Nicod, Duclocher, Boulier, Receveur, Groussot, Morichery, Causel, Duvic, Brignon, Freyermouth, Humbert, Lebon, Lhote, Henriot, Mathis, Durieu, de Latingy, Adam, Bresset, Fortané, Elicabe, Halles, le brigadier des Douanes à Weiller (Bas-Rhin), Fourcade, Bourillon, Grosjean, Taverne, Gillet, Sours, Boutery, Goubard, Joly, Colette, Bonel, Guien, Avort, Curnier, Clapier, Chavanne et Chassel, Drouillot, Renaux, Deville, Legrand, Denisot et Mallet, Lanne, la commune de Seillans ( Var); et qui rejette les demandes, tendant aux mêmes fins, failes par les sieurs Groe-Lafeyge, Duny, Saint-Martin, Singier, Maylin , Allein et la veuve Muller, Vicki, Batailler, Valantin, Bull. supp., n. 12025.

havril. — Lois qui autorisent douze départemens et un arrondissement à s'imposer extraordinairement, p. 156.

Lois qui autorisent einq départemens à contracter des emprants, p. 158.

5-avril. — Ord. qui convoque le conseil général de la Sarthe, Bull., n. 7339.

6 april. — Ord. qui approuve des modifications aux statuts de la société d'assurances mutuelles contre la grêle établie à Versailles, p. 321.

Ord. qui autorise la caisse d'épargne fondée à Condé-sur-Noireau (Calvados), p. 421.

Ord. qui approuvent les modifications aux statuts des caisses d'épargne de Saint-Malo et de Vire, p. 421.

Ord, qui convoque le conseil général de l'Oise, Bull. n. 7340.

Ord. qui autorise à Fougerey (Ille-et-Vilaine) l'établissement de deux sœurs de la Providence, Bull., n. 7410.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits aux fabriques, maires et bureaux de bienfaisance de plusieurs communes, Bell. supp., n. 12171.

Ord. qui érige une église en chapelle de secours, Ball. supp., n. 12071.

Ord. qui admettent à établir leur domicile en France les sieurs Hausser, Kieulen, Friedmann, Schuetz, Fenasse, Gros, Winnerl, Hirt, Kuntz, Goldenberg, Kolb, Kontzag, Haas, Velly, Asmur, Thomas, Trachsel, Bull. supp., n. 11976.

Ord. qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Harmel de Morand, Deprez et Guillermet, Delau, Novet, Questa, Nianguiot, Anciaux, Hainaux, Nicolas, Piron, Martin, Perrin, Henry, Kielich, Neveu, Hindelet et Schad, et Husse, Bull. sopp., n. 12322 à 12325, 12558 à 12561, 12641, 12710 à 12714, 12815 à 12820.

7 avril. — Ord. qui prescrit une recense générale des ouvrages d'or et d'argent, et l'emploi de nouveaux poinçons, p. 203.

8 avril. — Ord. qui concède la mine de manganèse de Saint-Audrien (Aude) aux sieurs Lafajole, Deniort, etc., Bull. supp., n. 12139.

Ord, qui autorisent les sieurs Fraichard, de Goyon, Cœsnon, Camentron frères, la communs de Ciboure, les sieurs Rousseau-Moisent, Chair, Guendet-Vachette, Chéguillaume, Collas, Accarier et Dufournel à construire, mettre en activité, conserver divers moulins et usines, et qui rapportent celle du 8 octobre 1832, qui accordait une chute d'eau, à titre onéreux, au sieur Dalmas, Bull. snpp., n. 12134 à 12138.

Ord. qui approuve le proces-verbal de délimitation d'un bois, Bull. supp., n. 12034.

Ord. qui autorise délivrance de coupes extraordinaires y désignées à diverses communes de la Moselle, Bull. supp., n. 12032.

Ord. sur l'octroi de diverses communes, Bull.

supp., n. 12033.

Ord. qui soumet un bois au régime forestier et qui prescrit la vente de bois se trouvant sur l'emplacement destiné à un chemin vicinal, Bull. supp., n. 12059 et 12060.

Ord. qui approuvent les procès-verbaux de délimitation de forêts, Bull. supp., n. 12057 et 12058.

9 avril. - Ord. qui crée un adjoint en sus du nombre déterminé dans la commune de Saint-Savin (Isère), Bull., n. 7343.

11 avril. - Loi sur les tribuneux civils de première instance, p. 206.

Ord. qui soumet au paiement d'un droit de location les constructions provisoires mentionnées à l'art. 11 de l'ordonnance du 24 décembre 1823, dejà établies ou à établir sur les terrains acquis par la ville de Paris pour l'élargissement de la voie publique, p. 279.

Ord. qui modifie celle du 10 janvier 1837, re-lative à l'établissement d'un pont sur l'Oise, à

Saint Leu, Bull., n. 7375.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits à plusieurs communes et aux pauvres, hôpitaux et hospices de diverses autres, Bull. supp., n. 12072 à 12074.

12 avril. - Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour complément des dépenses secrètes de

l'exercice 1838, p. 213.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits aux pauvres, hospices, hopitaux et bureaux de bienfaisance de plusieurs communes, Bull. supp., n. 12075.

Ord. qui crée un commissariat de police à Sorèze (Tarn), Héricourt Saint-Valbert (II. Saone),

Fleurance (Gers), Bull., n. 7365.

14 arril. — Ord. qui convoque deux collèges électoraux, Bull., n. 7364.

15 avril. - Ord. relative anx abattoirs publics et communs, p. 307. Ord. établissant et fixant la tenue de foires dans

diverses communes, Bull. supp., n. 12122.

Ord. qui autorisent les sieurs Boutier, Coubronne, Herpin, à établir et mettre en activité diverses usines, Bull. supp., n. 12140 et 12141.

Ord. qui accorde des pensions de réforme à 31 officiers, à 24 militaires et à 7 veuves de militaires,

Ball. supp., n. 12003, 12004, 12011 et 12012. 18 april. - Ord. qui érige en succursales les églises des communes y désignées, Bull. supp., n. 12100.

Ord. qui autorisent les sieurs de Corberon, Bachemallet, Chéguillaume, Rousse et Saint-André à construire et mettre en activité diverses usines, Bull. supp., n. 12142.

19 avril. - Ord. qui accorde une pension à la veuve d'un sous-préset. Bull. supp., n. 12053.

20 avril. — Ord. qui autorisent les sieurs De-playe, Perret, à établir des usines, Bull. supp., n. 12143.

24 avril. - Loi qui approuve quatre cohanges de propriétés domaniales, p. 266.

Loi relative à l'emprunt grec, p. 265.

Ord. qui approuve les nouveaux statuts de la société d'assurance mutuelle immobilière contre l'incendie établie à Nevers pour le département de la Nièvre, p. 322.

Ord. qui autorise le préset de la Haute-Marne à sequérir, au nom de l'Etat, des terrains pour être réunis an jardin de l'établissement thermal de Bourbonne, Ruil., n. 7422.

25 avril. — Ord. qui autorise la société anonyme formée à Elbeuf sous la dénomination de compagnie Elbeuvienne d'éclairage par le gaz, p. 327.

Ord. qui autorisent l'acceptation de donations faites à la ville de Fontainebleau, au directeur des frères de l'école chrétienne de Lyon et au maire de cette ville, Bull. supp., n. 12103 et 12104.

26 avril. — Ord. qui appronve les conditions stipulées entre le conseil municipal et le proviseur du collège de la ville de Rodez (Aveyron), au sujet de la propriété et de la jouissance d'un jardin, Bull. supp., n. 12105.

27 avril. - Loi relative à l'asséchement et à

l'exploitation des mines, p. 267.
Loi qui ouvre un crédit additionnel pour les pensions militaires à liquider en 1838, p. 267.

Loi portant qu'il sera fait un appel de 80,000 hommes sur la classe de 1837, p. 266.

Ord. relative à la rectification de la route royale n. 117 de Perpignan à Bayonne, Bull., n. 7423. Ord, qui mointiennent et soumettent plusieurs bois sous le régime forestier, qui autorisent l'hospice de Bailleul (Nord) et la commune de Hilsenheim (Bas-Rhin) à défricher des parcelles de bois qui leur appartiennent, Ball. supp., n. 12217 à 12221.

Ord. qui approuvent les proces-verbaux de délimitation de plusieurs bois et forets, Bull. supp., n. 12207 à 12216.

Ord. qui autorisent les sieurs Fonquet-Lemaitre, Grosmaud, Quesnel, la commune de Châtillonsur-Chalaronne (Ain), les sieurs Fabre, Crepet, Thomas, de Laroche-Fonteuilles à établir et mettre en activité diverses usines, Bull. supp., n. 12144.

Ord. qui concède aux sieurs Paliopy et Ribes des mines de plomb, antimoine, cuivre, argent, de la commune de Palairac (Aude), Bull. supp.,

n. 12145.

Ord. qui autorise l'acceptation de legs faits à deux séminaires, un bureau de bienfaisance et une fabrique par une seule personne, Bull. supp., n. 12172.

Ord. qui autorisent l'inscription de 130 pensions au trésor public et de trois pensions de donataires,

Bull. supp., n. 12173 et 12174.

Ord, qui auterise délivrance de bois à plusieurs communes et prescrit la vente et l'aménagement de divers cantons de bois, Bull. supp., n. 12222 et 12326.

Ord. qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Leduc (Jean), Leduc (Pierre), Leduc (Léonard), Leduc (François) et au sieur Térèse, Bull, supp., n. 12562, 12821 à 12824.

30 avril. - Loi qui autorise le département du Jura à s'imposer extraordinairement, p. 306.

Lois qui autorisent les villes d'Orléans et de Vannes à contracter des emprunts, p. 307.

Ord. qui autorisent la construction d'un pont suspendu sur le Tarn, en remplacement du bac de Lusançon (Aveyron), et sur la Drôme, dans la commune de Coutras (Gironde), Bull., n. 7397 et 7398.

Ord. qui autorise la communauté des filles de la Croix à Bengy-sur-Craon (Cher), Bull., n. 7411.

Tableau du prix des grains pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation, Bull., n. 7361.

Ord. qui autorisent l'acceptation de donations

et d'un legs faits à deux communes, à la ville d'Etampes et à une communauté, Bull. supp., n. 12076 et 12185.

Ord. qui accorde une pension à un ancien préfet , Bull. supp., n. 12054.

1" mai. - Ord. qui autorise la société anonyme formée à La Rochelle sous la dénomination de Société du moulin à vapeur de La Rochelle, p. 421.

Ord, qui autorise la caisse d'épargne fondée à Victzon (Cher), p. 488.

Ord. qui autorise le sieur Berton à dériver les caux de la Hessel, pour mettre en jeu sa scierie. Bull. supp., n. 12146.

4 mai. - Ord. pour l'exécution de la convention postale conclue le 2 janvier 1838, entre la France

et la Grèce , p. 336.

Ord, qui abroge celle du 19 octobre 1837, au svjet d'un legs fait aux fières de la Doctrine chrétienne de Saint Etienne, Bull. supp., n. 12106.

5 mai. - Ord. qui érige l'école royale de Bourbon-Vendée en collège royal de troisième classe, p, 338.

6 mai. - Ord. qui répartit entre les départemens les 80,000 hommes appelés sur la classe de 1837.

p, 337.

Ord. portant que l'instruction des actions concernant les propriétés de l'Etat sera prépasée et suivie par les directeurs des domaines dans les départemens, de concert avec les préfets, p. 339.

Ord, qui fixe le tarif des droits à percevoir au passage des bacs du Sablon et de la Bonde sur la Sèvre, commune de Vix (Vendée), p. 423.

Ord. qui proroge un brevet d'invention, Bull., n. 7388.

Ord, qui autorise l'acceptation, par le doyen de la faculté de théologie d'Aix, d'un legs fait à ladite faculté, Bull. supp., n. 12107.

Ord. qui antorisent les sieurs Granger et Vignes, Jolin , Dubois et Lelong , Coullandraut , Sabater à établir et mettre en activité divers moulins et fabriques, Bull. supp., n. 12147 et 12148.

Ord, établissent et fixent la tenne de foires dans plusieurs communes, Bull. supp., n. 12129.

Ord. relatives aux taxes des octrois de plusieurs communes, Bull. supp., n. 12327 et 12328.

Ord. qui autorise délivrance de bois à diverses communes, et rejette les demandes faites à ce sujet par plusicurs autres, Bull. supp., n. 12329.

Ord, qui autorisent délivrance de bois à plusieurs communes, et prescrivent l'aménagement des bois de diverses autres, Bull. supp., n. 12332 et 12333.

Ord. qui accorde des pensions à 66 veuves de militaires et à 152 militaires, Bull. supp., n. 12055, 12056, 12070 et 12078.

8 mai. — Ord. qui convoque le deuxième collége electoral de la Corse, Bull., n. 7401.

9 mai. - Ord. qui érigent en succursales les églises des communes y désignées, et en chapelle de secours l'église de l'ancien convent de l'Oratoire à Avignon , Bull. supp., n. 12101 et 12102.

10 mai. - Loi sur les attributions des conseils généraux et des conseils d'arrondissement, p. 287.

Loi sur les crédits supplémentaires et extraordinaires de l'exercice 1837, p. 328.

Ord. portant délimitation des mines de houille de Saint Chamond (Loire) concédées au sieur Gallet de Mondragon, Bull. supp., n. 12149.

Ord. qui accorde des pensions de réforme à 15 officiers, des pensions à 104 militaires, à 47 veuves de militaires et des secours annuels aux orphelins de A militaires, Bull. supp., n. 12083 à 12085, 12093 et 12116.

11 mai. - Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour compléter l'organisation des armes spéciales dans les divisions territoriales de l'intérieur, p. 306.

13 mai. - Ord. concernant les traites tirées sur le trésor public pour l'acquittement des dépenses de la marine faites dans les colonies et dans les ports étrangers, p. 423.

Ord. qui proclame les brevets d'invention délivrés pendant le 1" trimestre de 1836, Bull.,

n. 7444.

Ord. qui accorde des pensions à 9 personnes du département de la marine; - aux veuves de 10 personnes du même département, Bull, supp., n. 12037 et 12038.

Ord, qui autorisent les sieurs Sorin, Mellet à établir et conserver chacun un moulin, Bull. supp.,

n. 12150.

Ord. qui reconnaît Pierre-Louis Convert comme donataire d'une action sur le canal du Midi, Bull. supp., ո. 12160.

Ord, qui autorise délivrance de bois à plusieurs communes, et rejette les demandes de diverses

autre, Bull. supp. p. 12344.
Ord. qui soumettent plusieurs bois au régime forestier, Bull. supp., n. 12341 à 12343.

Ord, qui homologue la transaction arrêtée entre le préfet de la Meurthe et les sieurs Wibert, afin de terminer un procès relativement à la forêt domaniale de la Reine. Bull. supp., n. 12340.

Ord. qui approuvent les proces-verbaux de délimitation de divers bois et forêts, Bull. supp.,

n. 12335 à 12339.

Ord, relatives aux taxes des actrois de plusieurs

communes, Bull. supp., n. 12334.

Ord. qui autorisc à élever et à conserver diverses constructions à proximité des forêts les sieurs Cuzieux, Durand-Dumollard et Decrenisse, Pernot, Michel, Ollier, Trapé, Fabre, Giblin, Champo-léon, Achard, Sogno, Dumas et Rostaing, Le-mann-Lévy, Marsot, Debias, Jeannin, Boudot, Arène, Soulé, Courlet, Mermet-Jaunesse, Lan-çon, Vuillet, Renand, de Courten, Guilbert, Maucorps, Périsse, Patè, Burier, Delangue, Bigeon , Errecondo , Junet , Geye , Kauffer, Marchal, Schneider, Stamfer, Tousey, Arlaud , Gelim , Clinchamp, Mathis, la commune d'Ascou (Ariége), et rejette les demandes tendant aux mêmes fins, faites par les sieurs Besancon, Duvernoy, Poirey, Ramondeur, Bull. supp., n. 12345.

14 mai, - Ord. qui autorise la société anonyme formée à Paris pour l'établissement et l'exploitation du chemin de fer de Strasbourg à Bâle, p. 532.

Ord, qui autorise l'établissement d'un débarcadère en charpente sur le bord de l'île d'Issen (Gironde), Bull., n. 7442.

Ord, qui fixe la direction de la ronte départementale n. 13 de la Seine-Inférieure, Bull., n. 7435.

Ord. qui autorise les propriétaires intéressés à l'endiguement de la rive gauche de l'Isère à for-mer entre eux une société sous le titre de Syndicat des dignes en avai du ruisseau de Teucin, pour concourir aux dépenses des travaux , Bull. supp. , n. 42162.

Ord. qui autorise le sieur Besson à établir des moulins à ble dits à l'anglaise, Bull. supp., n. 12171.

15 mai. — Ord. qui approuve des modifications aux statuts de la caisse d'épargne de Perpignan. p. 489.

Ord. qui convoque le septième collège électoral

de Seine-et-Oise, Bull., n. 7402.

Ord. qui établissent et fixent la tenue de foires dans diverses communes, Bull. supp., n. 12123 et 12124.

16 mai. — Ord. qui admet les sieurs Bamola, Mandl, Rossinger, Bache, Cardezo Cazado-Giraldes et Frossard a établir leur domicile en France, Bull. supp., n. 12095

Ord. qui autorise l'inscription au tresor public de 2 pensions de donataires, Ball. supp., n. 12176.

Ord. qui règle la redevance à payer par les pro-Priétaires des mines de houille de Blanzy (Saone et-Loire), pour les années 1837, 1838 et 1839, Bull. supp., n. 12163.

Ord. qui approuvent les procès-verbaux de délimitation de divers bois et foiéts ; qui prescrivent l'aménagement préparatoire d'une forêt, autorisent plusieurs communes à défricher des cantons de bois, et autorisent délivrance de bois à diverses communes, Boll. supp., n. 12346 à 12353.

17 mai - Ord. qui retire l'autorisation accordée par l'ordonnauce royale du 26 janvier 1821 à la société d'assurance mutuelle contre l'incendie pour le département de Loir-et-Cher, p. 422.

Ord. qui autorise la ville de Charolles à ouvrir

un abattoir public et commun, p. 489.

Ord. qui concede aux sieurs Joseph et Antoine Reboul les mines d'antimoine de Peyremalle

(Gard), Bull. supp., n. 12151.

Ord. qui autorisent les sieurs Girand, Codron et Berdou, Klenghin, Hayem Moise, Bruguiere, Defives, Derrieu, Guion de Saint-Victor, Plantie, Pansé, Delahaye à établir, transférer, mettre en activité divers moulins et usines, Bull. supp., n. 42152 h 12154.

Ord. qui établissent des foires dans denx communes, Bull. supp., n. 12125.

18 mai. — Ord, relative à la vérification des poids, mesures et instrumens de pesage. p. 339.

Ord. qui autorise la concession, à la commune de Binic (Côtes-du-Nord), d'un terrain en nature

de marais ou de lais de mer, p. 455. Ord. qui autorise le ministre des finances à concéder au département de la Seine deux boutiques situées dans l'intérionr du Palais-de-Justice, à Paris, p. 536.

Ord. qui autorise à Germainvilliers (Haute-Marne) l'établi-sement de deux sœurs de la Pro-

vidence, Bull., n. 7412.

Ord. qui antorise l'acceptation de donations faites au bureau de bienfaisance, au maire d'une ville et au supérieur général des fières de la Doctrine chrétienne, Bull. supp., n. 12186.

Ord. qui autorisent délivrance de bois à plusieurs communes et établissemens, Bull. supp., n. 12354

et 12355.

Ord. qui accorde des lettres de naturalité au sieur

Prina, Bull. supp., 12563.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits aux hospices, pauvres et bureaux de biensaisance de diverses communes, et à une congregation, Bull. supp., n. 12155, 12365.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits à l'Œuvre des prisons d'Aix, à plusieurs communes, aux pauvres de Saint-Sauvenr, et qui annullent celle da 27 septembre 1837, qui autorisait les hospices de Troyes à accepter une donation, Bull. supp., n. 12108 à 12113.

19 mai. - Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits aux pauvres et bespices de

diverses communes, et à diverses communes, Bull. supp., n. 12114, 12156 et 12226.

20 mai. - Loi concernant les vices redhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques, p. 329.

Ord. qui autorise la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de l'Indemnité, compagnie d'assurances contre l'incendie, p. 490.

Ord. qui changent l'époque de la tenue des foires dans deux communes, Bull. supp., n. 12126.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs faits aux fabriques, congrégations, séminaires et curés successifs de diverses communes, Bull. supp., n. 12381.

21 mai. - Ord, qui autorisent l'acceptation de legs, offres et donations faits aux pauvres, hospices et bureaux de bienfaisance de plusieurs

communes, Bull. supp., 12157.

Ord. qui accordent des pensions à 33 personnes du département de la marine et aux veuves de 7 personnes du même département, Bull. supp., 12198 à 12200.

Ord. qui autorisent l'acceptation d'un legs et d'une donation faits à deux communes, Bull.

supp. n. 12187.

22 mai. - Ord. sur l'organisation de l'école des

langues orientales vivantes, p. 424.
Délibération qui dissout le majorat formé par le sieur Glément de Ris, Bull. supp., n. 12618.

25 mai. — Loi sur les justices de paix, p. 342. Loi qui ouvre des crédits additionnels au budget de la justice, exercice 1838, p. 362.

Loi qui ouvre sur l'exercice 1838 un crédit ad-

ditionnel pour le service des tribunaux de première instance, p. 362.

27 mai. - Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour l'achat des étalons des poids et mesures décimaux, p. 338.

Ord. qui range plusieurs ateliers dans les diverses classes des établissemens dangereux, insalubres et incommodes, p. 363.

Ord. qui autorise l'inscription au trésor public de 175 pensions civiles et militaires, Bull. supp., n. 12179.

Ord. qui accorde des pensions aux veuves et orphelins de 11 personnes du département de la marine, Bull. supp., n. 12201.

Ord, qui autorise delivrance de bois à diverses communes, et rejette les demandes de plusieurs autres, Bull. supp., n. 12385.

Ord. qui approuvent les proces-verbaux de délimitation de divers bois et forets, autorisent déli-vrance de bois à plusieurs établissemens, et prescrivent l'aménagement de divers bois, Bull. supp., n. 12359 à 12363.

Ord. qui admet le sieur Bert à révéler au domaine une succession acquise à l'Etat, Bull.,

n. 12358.

Ord, relatives aux taxes des octrois de diverses communes, Bull., supp., n. 12356 et 12357.

Ord. qui autorise le sieur Gressot à entrer au service militaire du roi des Deux-Siciles, Bull. supp., n. 12805.

Ord, qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Frassier et Faraud, Dejong, Destephains, Marie, Lambert, Niclonx, Ancel Kielich, Poigsignon et Guiet, Boll. supp., n. 12642 et 12643, 12715, 12716, 12825 à 12831.

28 mai. - Loi sur les faillites et banqueroutes,

p. 363. Ord. qui autorise l'inscription au trésor public.

30 mai. - Loi concernant le transport des correspondances par les paquebots français du Levant, p. 340.

Ord. relative à la taxe des lettres, journaux et imprimés transportés par les paquebots français de la Méditerranée, p. 340.

Ord. qui prescrit la publication de deux traités conclus le 12 février 1838 entre la France et la

republique d'Haïti , p. 340.

Ord. qui autorise l'établissement dans la commune de Paulhac de trois sœurs de la congrégation

des Filles-de-la-Croix , Bull. , n. 7427.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs faits aux pauvres, communantés et séminaires de diverses communes, à un évêché et un archevêché, Bull. supp., n. 12382 et 12383.

31 mai. — Ord. portant réglement général sur

la comptabilité publique, p. 426.

Tableau du priz des grains pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation, Bull., n. 7395.

Ord. qui accorde des pensions de réforme à 19 officiers ; - de retraite à 90 militaires, Bull. supp.,

n. 12128 , 12158 et 12159.

Ord. qui autorisent les sieurs Blanc, Savouré, Trécourt, Huot et Consturier à établir et maintenir en activité divers moulins et usines, Bull. supp., n. 12464.

1º juin. - Ord. qui autorise l'établissement d'un pont suspendu sur le Cher, à Saint-Julien (Loiret-Cher), Bull. n. 7445.

Ord. qui accorde une pension à un ancien sousprefet, Ball. supp., n. 12087.

2 juin. - Ord. qui autorise les sieurs Dobrotyn de Dowkoutt, Weishard (Jérémie), Weishard (Jean), Tassinari, Wund, Losch, Rodrigues, Bach, Kunt, Battalora, Daniel, Siegenführ, et Lienhard, à établir leur domicile en France, Bull. supp., n. 12096.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs faits à une communauté, à un séminaire et aux lebriques de plusieurs communes, Bull. supp.,

v. 12455.

Ord. qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Tardy, Bruneel , Pisvin Dupont, Dubost, Poss, Jeanjean, Busson et Kerschen, Bull. supp., n. 12564, 12565, 12644 à 12646, 12832 à 12835.

3 jain. - Ord. qui autorise l'établissement dans le port de Bordeaux, de donze corps morts pour l'amarrage des navires, Bull. n. 7434.

Ord. qui autorisent les sieurs Urbain, Clergue, Madry, Perron, Rougier, à établir et maintenir

plusieurs moulins, Bull. supp., n. 12165. Ord. qui autorisent l'acceptation de legs, donations et offres faits aux pauvres, hospices et fabriques de plusieurs communes, Bull. supp.,

n. 12227 et 12228. 5 juin. - Loi relative au pont de Cubsac, p. 417.

Ord. qui accorde des pensions à 15 personnes du département de la marine ; - aux venves de 3 personnes du même département, Buil, supp., n. 12202 et 12203.

6 juin. - Loi qui accorde sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire de six cent mille francs, pour missions diplomatiques extraordinaires, p. 418.

Loi qui autorise le département de la Dordogne à s'imposer extraordinairement, p. 418.

Lois qui autorisent trois départemens à s'impo-

ser extraordinairement, et celui du Finistère à contracter un emprunt , p. 418.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits aux fabriques, bureaux de bienfaisance et communautés religieuses de diverses communes, et à l'église métropolitaine de Toulouse, Bull. supp., n. 12462.

Ord. qui approuvent les proces verbaux de delimitation de divers bois et forêts, et autorisent une commune à défricher, Bull. supp., n. 12386

à 12390.

7 juin. — Ord. qui approuve des modifications statuts de la caisse d'épargne de Redon, p. 490.

Ord. qui autorise la société anonyme du pont

de Conflaus-Sainte-Honorine, p. 602.

Ord. qui établit une foire dans une commune,

Bull. supp., n. 12182.

Ord. qui autorisent les sieurs Caffin, des Isnards, Bouchet , Duboc , Chavanne , Paris , Goupillières , Crucy, la commune de Lusignan (Vienne), à clablir et mettre en activité divers moulins et fabriques , Bull. supp., n. 12168 à 12170.

Ord, qui accepte la renonciation des sieurs Bonnel et Carol des mines de fer de la Canne-des-

Causses (Aude), Bull. supp., n. 12167.

Ord. portant que le sieur Mandar est tenu d'elfectuer divers changemens dans les déversoirs et

vannes d'un moulin, Bull. supp., h. 12166. 9 juin. — Ord. qui autorise à élever ou à conserver diverses constructions à proximité des forêts, les sieurs : Sonthonnax, Javelle, Rivier, le maire de Belcaire (Aude), les sieurs Marrequette, Couttavoz, Boudat, Riton, Besançon, Meynier, Millet, Sescau, Delarue, d'Anglemont, Hugo, Ruffenach, Chevandier, Dopont, Claverie, Incamps, Menant, Berthaut, Granier, Angles, Beuf, Gremillet, Vial, François, Villaume, Amet; et rejette les demandes des sieurs Tetaz, Pfisterer, Laupy, Julien, Desse, de Mont-Luc, Lessingue, Poucet, Bull. supp., n. 12301.

10 juin. - Loi portant reglement definitif du budget de l'exercice 1835, p. 419.

11 juin. - Ord. qui antorise l'établissement d'une banque à Toulouse, p. 676. Ord, qui autorise la société anonyme formée à

Paris, pour la fabrication des fils et lissus de lin et de chanvre, p. 669.

Ord. concernant les droits à percevoir au passage des bacs de Besle (Laude) et de Nalliers (Vienne), Bull. n. 7446.

Ord. qui accorde une pension à un ancien pestillon, Bull.supp., n. 12180.

Ord. qui prescrivent l'aménagement et le mode d'exploitation de divers bois et forets, et qui autorisent délivrance de bois à diverses communes, Ball. supp., n. 12398 à 12398.

Ord. relative à la taxe des octrois de diverses communes, Bull. supp., n. 12392.

12 juin. - Ord. qui classe parmi les routes départementales de la Nièvre, les chemins de Châtean-Chinon à Saulien, sous le n. 16, et de Lusy à Clamecy, sous le n. 17, Bull. n. 7463.

Ord. qui prescrit le prolongement jusqu'à Rambouillet de la route départementale n. 8, de Seine-

et-Oise, Bull. n. 7458

Ord. qui autorise l'établissement à Gravelines (Nord) d'une communauté d'ursulines, Bull. n. 7436.

Ord. qui concèdent au sieur Pelleue des mines de lignité, à Cereste (Basses-Alpes); Dugas et Mathon la mine de lignite d'Auson (Gard); Didier, Rey et Fleur les mines d'anthracite de Freney (Isère); Calvet, Grines et de Balby-Vernon les mines de manganèze de Cannes (Aude), Bull. supp., p. 12184.

Ord. qui établissent et fixent la tenue de foires dans diverses communes, Bull. supp.,

n. 12183.

Ord. qui admet les sieurs Jæger, Muller, Gerthardt et Krippendorf, à établir leur domicile en France , Bull. supp , n. 12121.

Ord. qui autorisent les sieurs Biot et Paulet à établir un lavoir et une fabrique, Bull. supp.,

n. 12196.

Ord. qui autorise le sieur Féry, administrateur temporaire des fondations anglaises, à placer 10,000 fr. en rente sur l'état au nom de ces éta-

blissemens, Bull. supp., n. 12461.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs, donations, cessions, faits aux fabriques, congrégations, séminaires de plusieurs communes, Bull. supp., n. 12463.

Ord. qui accorde des lettres de naturalité aux sichrs Ludin, Holzmann, Davet, Diez, Ferrari, Drunaux, Putot et Stegnaro, Bull. supp., m. 12566, 12647, 12648, 12836 à 12840.

15 juin. - Ord. qui crée un commissarial de police dans la commune de Grasville-l'Heure (Seine-Inférieure), Bull. n. 7464.

- Ord. qui accorde une pension a un 16 juin. ancien préset, Bull. supp., n. 12094.

18 juin. - Ord. qui élève le baron de Talleyrand à la dignité de pair de France, p. 488.

Ord. qui fixe le tarif des droits à percevoir par les courliers, interprètes et conducteurs de navires du Havre, de Fécamp et d'Harsleur, p. 521. 19 juin. - Loi qui accorde une pension de

100,000 fr. à la comtesse de Lipona, p. 422. 20 juin. - Ord. qui autorise la rectification

des côtes des Marnes et du Cret-Millet, route départementale n. 6, de Salins à Neufchatel (Doubs), p. 563.

Ord. qui prescrit une nouvelle direction pour la route royale n. 83, de Lyon à Strasbourg, Bull.

n. 7465.

1

Ord. qui autorise les sieurs Gattesosse rard, Beauvisage, Genty, Barbier, a établir et modifier diverses usines, Bull. supp., n. 12224.

Ord. qui rectifie les limites de la concession des mines de houille de Kergogne (Finistère), Bull.

supp., n. 12223.
Ord. qui accorde des pensions à 42 veuves de militaires; — à 53 militaires, Bull. supp., n. 12189 h 12192.

Ord. qui autorisent les sieurs Dhote, Deminmid, à établir un moulin et une usine, Bull. supp., n. 12197.

21 juin. - Loi relative a plusieurs ports, p. 422. Ord portant que la Chambre des Pairs, constituée en Cour de justice, procédera sans délai

au jugement de l'attentat y énoncé, p. 488. Ord. qui autorise la construction d'un pont sur l'Aube, à Saron (Marne), Buil. n. 7452.

Ord. qui accorde des pensions à 16 personnes du département de la marine, Bull. supp., n. 12204.

Ord. relative à la taxe des octrois de diverses

communes, Bull. supp., n. 12399.

Ord, qui approuvent les proces-verbaux de délimitation de divers bois et forêts, et autorisent délivrance de bois à plusieurs communes , Buil. supp., n. 12400 à 12405.

Ord. qui autorise à élever ou à conserver diver-

ses constructions à proximité des forêts, les sieurs : Panisset, Beard, Bellour, Tartanson, Auric, Garnier, Oddon, de Perrin, Belin-Carré, Froment, de Magnoncourt, Vallat et Chantelot, Labatut, Didier, Arbel, Mochet, Prost, Girod, Maitrejean, Vincent, Mouret, Ruisseaux, Toussaint, Daxin, Maruque, Lafitte, Tonce, de Digoine, Rizal, Lions, Silvy, Marchal, Courcy, et rejettent les demandes des sieurs Fleury, Dasque, Demoget-Barbaran, Bull. supp., n. 12406.

Ord. qui autorise l'inscription au tresor public de 362 pensions, Bull. supp., n. 12181, 12193 et

12230.

22 juin. - Loi qui proroge celles des 21 avril 1832 et 1 mai 1834, relative aux étrangers réfugiés, p. 487.

Ord, qui autorise la perception d'un péage sur le pont du Port-Jouet (Deux-Sevres), Bull. n. 7462.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et do. nations faits à diverses communes, aux hospices, pauvres et bureaux de bienfaisance de plusieurs communes, Bull. supp., n. 12229 et 12366.

25 juin. - Ord. qui approuvent des modifications aux statuts des caisses d'épargne d'Auxerre et

de Morlaix, p. 588.

Ord. qui approuvent les procès-verbaux de délimitation de divers bois et forêts, et autorisent délivrance de bois à plusieurs communes, Bull. supp., n. 12407 à 12423.

Ord. qui crée un commissariat de police, chargé spécialement d'assurer l'exécution des lois et réglemens en matière de poids et mesures, dans les communes rurales du département de la Seine, Bull. n. 7476.

Ord. qui reconnaît le sieur Joseph Kinet comme donataire d'une action sur le canal du Midi, et qui substitue le nom de Joseph Kinet à celui de

François Kinet, Bull. supp., n. 12225.

Ord. qui autorise les sieurs Lefevre, Fecclier, Gauthier, Datisol, Ménant-Naulleau, à maintenir ou établir diverses fabriques et usines, et les propriétaires intéressés à la défense de l'Ile du Pouzin, a former entre eux une société sous le nom de Syndicat de difense de l'Ile du-Pouzin, Bull. supp., n. 12375 b 12377.

Ord. qui établissent et fixent la tenue des foires dans plusieurs communes, Bull. supp., n. 12330,

12364.

26 juin. - Ord. qui accordent des pensions de réforme à 21 officiers ; - à 51 veuves de militaires; - des secours annuels aux orphelins de 4 militaires; — des pensions de retraite à 94 militaires, Bull. supp., n. 12231, 12369 à 12372.

27 juin. - Ord. qui autorise le sieur Lecul à substituer à son nom celui de Dellove, Bull.

Ord. qui appronvent les procès-verbaux de délimitation de divers bois et forêts; qui soumettent ou maintiennent plusieurs bois sous le régime forestier, et autorisent délivrance de bois à diverses communes, Bull. supp., n. 12424 h 12431.

Ord. qui accorde une pension à un conseiller référendaire honoraire à la Cour des comptes, Bull.

supp., n. 12384.

Ord. qui autorise l'inscription au trésor public de deux pensions de donataires, Bull. supp., n. 12373.

29 juin. — Ord. qui autorise l'établissement à Paris d'un entrepôt d'octroi et d'une halle de déchargement, p. 586.

Décision du roi portant formation d'une commission des hautes études du droit, p. 610.

Ord. qui appronve des modifications aux statuts de la compagnie des paquebots à vapeur entre le

Havre et Londres , p. 603.

Ord. qui approuvent les procès verbanz de délimitation de bois et forêts; qui soumettent deux bois au régime forestier et autorisent délivrance de bois à divers établissemens et communes, Bull. s upp., n. 12433 1 12440.

Ord. relative à la taxe des octrois de plusieurs communes, Bull. supp., n. 12482.

Ord. qui autorisent les sieurs Fortoul, Plessier, Vié, à construire ou mettre en activité divers moulins et usines, Bull. supp., n. 12378 et

Ord. qui autorise l'acceptation d'un legs fait à la sociélé d'encouragement pour l'industrie nationale, Bull. supp., n. 12380.

30 juin. - Loi sur les alienes, p. 490.

Ord. relative à la transmission des correspondances entre la France et la Toscané, par la voie des paquebots de la marine française, p. 586.

Tableau du prix des grains pour servir de régulateur ena droits d'importation et d'exportation,

Bull., n. 7438.

Ord. qui accorde des pensions à 10 personnes da département de la marine; - aux veuves et orphelins de 14 personnes du même département, Bull. supp., n, 12205 et 12206.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits à plusieurs communes et aux pauvres et hospices de diverses autres, Bull. supp., n. 12367

et **1236**8.

1er juillet. — Ord. qui annulle et dissout le ma-jorat formé par le sieur Delaire, Bull. supp., n. 12492.

2 juillet. - Loi portant que l'impôt da au trésor sur le priz des places sera perçu, pour les chemins de fer, sur la partie du tarif correspondante au prix

du transport, p. 527. Ord. qui cree un commissariat de police dans la commune de Meudon (Seine et Oise), Bull ..

D. 7477.

Ord, qui autorise l'acceptation d'un legs fait à la

Bibliothèque royale, Bull. supp.. n. 12514. 3 juillet. — Loi relative à l'établissement d'un canal de la Marne au Rhin, et d'un canal lateral à

la Garonne, p. 528.

Ord. qui approuve je projet présenté par la compagnie du chemin de fer de Paris à Saint Germain, pour l'établissement de la gare d'arrivée de ce chemin dans Paris, p. 582.

Ord. relative à la nomenclature des marchandises de transit qui doitent être accompagnées d'é-

chantillons, p. 563.

Ord. qui approuve un nouveau tarif pour la per-ception du peage établi sur le pont de Nevers, Bull. n. 7487.

Ord. qui autorise l'établissement d'un pont suspesida à double voie sur la Loire, vis à vis de la ville de Châtillon (Loiret), Bull., n. 7486.

Ord. qui prescrit le prolongement de la route départementale n. 9 de St-Yrieix à Châlus, Bull., 7499.

Ord. qui prescrit la formation d'une commissim speciale pour juger les contestations au sujet de la fixation du périmètre des propriétés soumises au dessechement des marais de Sceaux (Loiret), Ball. snpp., n. 12452.

Ord. qui autorisent les sieurs William-Derrieu, Chanal, Perrin, Ronnet-Mainbourneaux, Mathelin,

Bessas-Lamégie à établir ou maintenir diverses fabriques et usines, Ball. supp., n. 12450 et 12451.

A juillet. - Loi qui approuve un échange d'immeubles entre la dotation de la couronne et la commune de Chaville (Seine ct-Qise), p.521.

Loi qui approuve un échange de propriétés entre l'Etat et la princesse Adélaïde, p. 521.

Loi relative à l'impôt sur les sucres indigenes,

p. 522. Loi qui autorise les villes de Marseille et d'Aix à

onyrir des canaux, p. 529.

Ord. portant réglement pour l'exécution de la loi du 18 juillet 1837, qui a établi un impôt sur les sucres indigènes, p. 522.

Ord. qui autorise la société anonyme formée à Paris pour l'établissement d'un chemin de ser de

Montpellier à Cette, p. 611.

Ord. qui proroge un brevet d'invention, Bull., ń. 7472.

Ord. qui autorise les sieurs Piat et Cavrois, Dechaux, Marc, la ville d'Auray (Morbihan) à établir diverses fabriques et usines, Bull. supp., n. 12453

et 12454.

5 juillet. -- Lois qui autorisent le département de la Loire Inférieure à contracter un emprunt et celui des Pyrénées-Orientales à s'imposer extraordinairement, p. 529.

Loi qui ouvre un crédit pour la célébration du huitieme anniversaire des journées de juillet,

p. 530.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits à diverses communes et une pauvres, bespices et fabriques de plusieurs autres, Buil. supp., n. 12464 à 12467.

6 juillet. — Loi qui autorise l'établissement d'un chemin de ser de Paris à Rouen, au Havre et à Dieppe, evec embranchement sur Elbeuf et Lou-viers, p. 536.

Ord. qui autorise l'établissement, dans la com-mune d'Argenton-le-Château (Deux-Sèvres), de deux sœurs des filles de la Croix, Bull., n. 7466.

Ord. qui autorisent les sieurs Peter, Viehel, Ko-nigswatrer, Schwerer, Rossier, Bulau, Zambonato, Reggio, Wolowski, Gräter, Longenard, Ehret, Corpi, Becker et Werthemann a établir leur domicile en France, Bull. supp., n. 12475.

Ord. qui érigent plusieurs chapelles en chapelles

de secours, Bull. supp., n. 12468.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits aux fabriques, séminaires, curés, communautés et desservans de plusieurs communes et à l'évêché de Clermont, Buil. supp., n. 12657.

Ord. qui accorde des lettres de naturalité aux sieurs Brewer, Palmers, Gombas et Matthien, Bull. sapp., n. 12567, 12717, 12841 et 12842.

7 juillet. - Loi qui autorise l'établissement d'un chemin de fer de Paris à Orléans, p. 548.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs, offres et donations faits aux diverses communes et aux pauvces, hospices et bureaux de bienfaisance de plusieurs autres, Bull. supp., p. 12469 et 12470.

Sjuillet. - Loi qui ouvre des crédits supplémen-taires et des crédits extraordinaires sur l'exercice 1838, p. 530.

Loi qui autorise le département de la Seine à s'imposer extraordinairement, p. 531.

Ord. qui approuve des modifications aux statuts des caisses d'épargne de Dragdignan et de Grasse, p. 608.

Ord. qui approuve des modifications aux statuts de la société d'assurances mutuelles contre l'incondie, établie à Arras pour le département du vaux publics, de l'agriculture et du commerce, de Pas de Calsis, p. 669. l'intérim du ministère des finances, p. 588.

Ord. qui établissent ou fixent la tenue des foires dans diverses communes, Bull. supp., n. 12448 et 12449.

9 juillet. - Loi qui autorise l'établissement d'un chemin de fer de Lule à Dunkerque, p. 556.

Ord. qui antorise la cession, à la ville de Paris, d'un terrain domanial situé dans la forêt de Bondy, p. 009.

Ord. qui autorise l'acceptation d'un legs fait à l'Académie royale de médecine, Bull., n. 7530.

Ord. qui accorde une pension à un conseiller référendaire honoraire à la Cour des comptes, Ball. supp., n. 12444.

Ord. qui autorise l'acceptation de donations faites au supérieur général des frères de la Doctrine chrétienne et aux maires d'Avranches et de Fontenay-le-Conte, Bull. supp., n. 12515 et 12516.

Ord. qui autorise délivrance de bois à plusieurs

communes, Bull. supp., n. 12588.

Ord. qui appronve les procès-verbaux de délimitation de bois et forêts, Bull. supp., n. 12586 et 12587.

10 juillet. - Ord. qui accordent des pensions à 55 militaires, et de réforme à 22 officiers, Ball. supp., n. 12445, 12457 i 12459.

11 juillet. - Ord. qui maintiennent on soumettent plusieurs bois sous le régime forestier, qui prescrivent le récepage d'une partie d'un bois communal et la vente et l'adjudication de vieus arires, Bull. supp., 12593 à 12597.

Ord. qui approuvent les proces-verbaux de délimitation de divers bois et forêts, Bull. supp.,

n. 12589 à 12592.

12 juillet. - Loi qui ouvre, sur l'exercice 1858, des crédits extraordinaires pour le service des pos-sessions françaises dans le nord de l'Afrique, p. 531.

Proclamations du roi qui prononcent la clôture de la session de 1838 de la Chambre des Pairs et

de celle des Députés, p. 610.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs, offres et donations faits aux fabriques de diverses communes et à un séminaire, Bull. supp., n. 12658.

13 juillet. - Lois qui autorisent les départemens du Bas-Rhin, de la Sarthe et de la Vendre, à contracter des emprunts ou à s'imposer extraordinairement, p. 591.

14 juillet. - Loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1839, p. 564.

Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1839, p. 574.

Ord. qui approuve des pensions allouées sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, Bull. supp. . n. 12477.

Ord. qui antorise les habitans de plesiants communes à faire paître leurs bêtes à laines dans nue forêt indiquée pendant 1838 et 1839, Ball. supp., n. 12598.

Ord. qui rapporte celle du 7 mei 1836, relative à la réunion au sol forestier de 33 hectares appar-tenant à une commune, Bull. supp., n. 12599.

Ord. qui autorisent délivrance de bois à diverses communes, et rejettent les demandes de plusieurs autres, Ball. supp., n. 12600 à 12603 et 12619. 15 juillet. — Ord. qui convoque les conseils gé-

néraux et les conseils d'arrondissemens, p. 588. 16 juillet. - Ord. qui charge le ministre des tra-

Ord. qui accurde une pension à la veuve d'un conseiller référendaire à la Cour des comptes, Bull. supp., n. 12446.

Ord. qui accepte la proposition faite par le sienr Caille de révéler au domaine la succession d'un enfant naturel dévolue à l'Etat, Bull. supp. n. 12620.

18 juillet. - Loi qui ouvre un crédit pour la reconstruction ou l'achèvement de divers édifices publics, p. 583.

Lois qui autorisent le département du Nord et les villes de Caen et de Chartres à s'imposer extraordinairement ou à contracter des emprunts, р. 584.

Loi relative à l'emploi d'une somme restant libre sur le produit de l'imposition extraordinaire autorisée dans le département de l'Isère, pendant 1838, par la loi du 15 avril 1829, p. 584.

Loi qui autorisent les villes de Lisieux, de Lyon, du Mans et de Nancy à contracter des emprunts, p. 585.

Ord, qui classe parmi les routes départementales de l'Isère, sous le n. 1er, la communication de Grenoble au pont de St-Nazaire, Bull., n. 7515.

Ord qui autorise les sieurs Corpi et Halle à établir leur domicile en France, Bull, supp., d. 12476.

Ord. qui autorisent les sieurs Boutinaud, Grandpré, Rozet et Menisson, Boulay, Querelle, à conserver et mettre en activité divers moulins et usines, Bull. supp., n. 12493.

20 juillet. - Ord. qui autorise l'Académie française à tenir sa séance annuelle dans la seconde moitié du mois de mai de chaque année . p. 611.

Ord. qui autorise la caisse d'épargne fondée à Arcis-sur-Aube, p. 609.

Ord. qui autorise la société anonyme de la fabrique de sucre de Bresles (Oise), p.614.

Ord. qui autorise la ville de Montmorisson à ouvrir un abattoir public et commun, p. 627.

Ord. qui accorde des pensions à 8 personnes du département de la marine ; - aux veuves de 9 officiers de la marine et à 3 donataires, Bull. supp., n. 12478, 12479 et 12460.

Ord. qui autorise le sieur Baragnon et compagnie à établir une fabrique, Bull. supp., n. 12508. 22 juillet. - Ord. portant convocation de deux collèges électoraux, Bull., n. 7488 et 7489.

23 juillet. — Ord. relative à la sortie de certaines marchandises par la frontière des Pyrénées et par la partie du littoral qui avoisine l'Espagne dans les départemens des Basses-Pyrénées et des Pyrénées-Orientales, p. 588.

Ord. porlant que les ports de Boulogne, de Cannes et de Psimbœuf seront ouverts à l'importation de certaines marchandises, p. 589. Ord. relative aux douanes, p. 589.

Ord. portant repartition du fonds commun affecté aux dépenses ordinaires dés départemens pendant l'exercice 1839, p. 605.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et offres faits à diverses communes, aux pauvres, bureaux de bienfaisance et hospice, de diverses autres, Bull. supp., n. 12471 à 12480.

24 juillet. - Ord. qui nomme un professeur de physique appliquée à l'histoire naturelle au Museum d'histoire naturelle, p. 679.

Ord. qui accordent des pensions à 86 militaires. et de réforme à 13 officiers, Bull. supp., n. 12473, 12481 à 12483.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs faits aux sabriques de plusieurs communes et à 3 sémi-

naires, Bull. supp., n. 12659.

25 juillet. - Loi qui autorisent l'établissement de deux chemins de fer des mines de Fins et des mines du Montet-aux-Moines à la rivière d'Allier, p. 591.

Ord. qui crée un commissariat de police dans la commune de Charolles (Saône-et-Loire), Bull.,

7500.

26 juillet. - Ord. qui autorisent les caisses d'épergne fondées à Bédarieux, Cette, Lunel et Roanne, p. 628.

Ord. qui autorise l'établissement d'un débarcadère sur la Dordogne, au Pain-de-Sucre, commune de Bourg (Gironde), Bull., n. 7534.

Ord. qui autorise l'établissement d'un pont suspendu sur le Doubs, à Villers-le-Lac (Doubs), Bull.,

n. 7514.

Ord. qui autorisent les sieurs Hamon , les administrateurs de la papeterie d'Ecarchon, Morvan, Sourd-Gay, Depruneaux, Stephan, Darblay, à construire, mettre en activité divers moulins et usines, Bull. supp., n. 12525 et 12526.

27 juillet. - Ord. qui autorisent l'acceptation de legs, donations et offres faits aux pauvres, hospices et bureaux de bienfaisance de diverses com-

munes, Bull. supp., n. 12494.

28 juillet. - Loi qui ouvre, sur l'exercice 1837, un crédit extraordinaire pour la révision du Codex med camentarius, p. 602.

Loi qui ouvre, sur l'exercice 1838, un crédit extraordinaire pour la Bibliothèque Ste-Geneviève, p. 602.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs faits au maire, aux frères de la Doctrine chrétienne d'Avranches et à la société pour l'instruction élémentaire fondée à Paris, Bull. supp., n. 12571 et

30 juillet. - Ord. qui autorise la réduction du tarif lizé pour le transport des marchandises sur le canal du Midi, p. 614.

Ord. qui fixe à dix le nombre des huissiers du tribunal de Nyons (Drôme), Bull., n. 7508.

Ord. qui proclame les brevets d'invention delivrés pendant le deuxième trimestre de 1838, Bull , n. 7567.

Ord. qui soumet à de nouvelles mesures de police les carrières de pierre à bâtir ouverte ou à ouvrir dans la commune de Saint-Même (Charente), Bull. ու 12510.

Ord. qui autorisent les sieurs Muel, Charles frères ct Tabourin, Verots, Lemaître-Fauquet, à construire, tenir et conserver en activité divers mou-

lins et usines, Bull. supp., n. 12509.

Ord. qui accorde des pensions à 28 militaires, à 12 officiers et à 23 veuves de militaires, Bull. supp., n. 12484, 12485, 12496.

31 juillet. - Ord. qui autorise la réduction des droits établis sur le canal d'Arles à Bouc, p. 618.

Tableau du prix des grains pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation, Bull., n. 7493.

Ord. qui fixent les tarifs d'octrois de plusieurs

communes, Bull. supp., n. 12621 et 12622. Ord. qui autorise à élever ou à conserver diverses constructions à proximité des forêts les sieurs Mugnier, Terrier, Vellut, Châtelain, Griot, Bou-vier, Benoist, Jacquemet, Bradde, Gervais, Aynaud, Durand, Benoist, Bouillot, Debias, Picard, Girard, Debussy, Guisard, Portes, Bourron, Hugon, Mermet, Paillard, Penget, Jacques, Vaissier-Four,

Faivre, Roche, Peltier, Ferry, Durand, Naville, E3 nard, Royer, Duret, Latapie, Othaqui, Bordehore, Delecray, Lions, Pascal, Beuf, Clot, Beusson, Passey, Houet; les communes de Cazaret, Crouzet, Gellin, la Chanz des Crotenay, Aignines, et qui rejette les demandes des sieurs Massonnet, Bousson, Manrice et dame Thomas, Bull. supp., n. 12605.

Ord. qui autorise délivrance de bois à plusieurs

communes, Bull. supp., n. 12604.

1er août. — Ord. qui proroge le delai accordé pour la recense de l'or et de l'argent, p. 602.

Ord. qui reporte à l'exercice 1838 le crédit ou-vert par la loi du 15 juin 1836, sur l'exercice 1837, pour les travaux d'agrandissement du palais de la Chambre des Pairs, p. 607.

Ord. qui reporte à l'exercice 1838 le crédit ouvert par la loi du 6 juillet 1830, sur l'exercice 1837, pour l'achèvement des monumens de la

capitale, p. 608.

Ord. qui supprime une bourse à trois quarts de pensions, fondée, par la ville d'Apt, dans le collége royal d'Avignon , Bull. , 7570.

Ord. qui fixe la répartition des bourses attribuées au collège royal de Strasbourg , Bull. , n. 7569.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs faits à la société pour l'instruction élémentaire de Paris. à l'école mutuelle de la communion d'Augsbourg de Paris, au maire et aux frères de la Doctrine chrétienne de Saint - Gervais , Bull. supp. , n. 12573 à 12575.

Ord. qui autorisent les sieurs Touzé, Laborie et Foyer, Patret et la dame Raincourt, à établir diverses l'abriques et usines, et les propriétaires des lais de mer, de Saint-Michel-en-l'Herm (Vendée), à se former en société pour le desséchement de ces lais, Bull. supp., n. 12511 à 12513.

Ord, qui autorise l'acceptation de legs faits au supérieur général des frères de la Doctrine chrétienne et au maire d'Avranches, Bull. supp.,

n. 12607.

Ord. qui approuvent les procès-verbaux de délimitation de plusieurs bois et forêts, et qui maiutiennent plusieurs bois sous le régime forestier, Ball. supp. , n. 12731 à 12735.

Ord. qui autorise une transaction entre le maire d'une commune et le préset de la Moselle, Bull.

supp., n. 12730.

2 août. - Ord. qui admet le sieur Souza-Galorte à jouir des droits de citoyen français, Bull. supp., n. 12843.

4 aodt. - Ord. qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur les exercices 1831, 1832 et 1833, p. 618.

Ord. qui accorde au ministre de la marine et des colonies un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, p. 619.

Ord, qui fixe le tarif des droits de navigation à percevoir sur les bâtimens français et étrangers, dans les ports de la Martinique et de la Guade-loupe et dépendances, p. 619.

Ord. qui autorise l'acceptation d'une donation faite à la commune de Crest (Drome), Bull.

supp., n. 12517.

5 août. - Ord. qui autorisent l'établissement, dans la commune de Saint-Tajan (Charente-Inférieure), de deux sœurs de la congrégation des Filles de la Sagesse, Bull., n. 7509.

Ord. qui autorisent les sieurs Johert, Changarnier, Vernazobre, Regis-Dorey, les représentans des sicurs Frerejean, à construire, à conserver,

mettre en activité divers moulins et usines, Bull.

supp., n. 12527.

Ord. qui érigent deux églises en annexe et en chapelle; qui autorisent l'établissement de trois chapelles domestiques et changent la circonscription de diverses succursales, Bull. supp., n. 12518

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits aux fabriques, congrégations religieuses et séminaires de diverses communes, Bull. supp., n. 12686.

6 coat. — Loi qui ouvre un crédit additionnel au budget de la Chambre des Députés pour l'exercice 1838, p. 610.

Ord. partant qu'il sera nommé un adjoint en sus du nombre déterminé par la lois, dans la commune de Grand - Champ (Morbilian), Ball., p. 7531.

Ord. qui autorise l'acceptation de legs et donations faits à plusieurs communes et aux hospices et bureaux de bienfaisance de diverses autres, Bull. supp., n. 12531 et 12532.

Ord. qui accorde une pension à deux anciens stationnaires des lignes télégraphiques, Bull. supp.,

n. 12474, 12505.

Ord, qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Henry, Hugonier, Bel, Sylvestre, Peray, Provana de Collegno, Gaviot, Othelet, Enria, Or-Jordan et Stadelmann, cezo, Isola, Renoir, Jordan et Stadelman. Bull. supp., n. 12649, 12650 et 12844 à 12855.

8 solt. - Lettres de grande naturalisation accordées au licutement-général Voirol et aux sieurs Blondeau et Rossi, p. 603.

Ord. relative à la sortie des viandes et poissons salés par la frontière des Pyrénées et par la partie du littoral qui avoisine l'Espagne, p. 608.

Ord. qui fait remise des manquemens de service commis par des gardes nationaux du deuxième bataillon de la troisième légion de la banlieue de Paris, p. 620.

Ord. qui oavre, sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire pour un prix décerné par l'Academie des inscriptions et belles lettres, p. 651.

Ord. qui autorise l'établissement à Saint-Michelde-Cloucq (Vendée) de trois sœurs de Saint-André, Bull., n. 7524.

Ord. relative aux vacances de la cour des comptes, pour l'année 1838, Bull, n. 7526.

Ord. qui autorise l'inscription au trésor public de 3 pensions de donataires; — d'une pension au nom de la veuve d'un ancien vétéran du camp de Juliers; — de 424 pensions civiles et militaires, Bull. supp., n. 12534 à 12536.

Ord. qui accorde des pensions de réforme à 18 officiers; - des seconrs annuels aux orphelins de 5 militaires; - ct des pensions de retraite à 5 militaires, Bull. supp., n. 12497 a 12499.

Ord. qui approuvent les proces-verbaux de délimitation de plusieurs bois et forêts; affranchissent ces bois du régime forestier et prescrivent l'exécution de fossés d'assainissement dans les bois

d'une commune, Bull. supp., n. 12737 à 12747. Ord. qui fixe le tarif de l'octroi de diverses com-

munes, Bull. supp., n. 12736.
Ord. qui autorise l'acceptation de donations faites à une congrégation religieuse, Bull. supp., n. 12687.

Ord. qui autorise à élever ou à conserver diverses constructions à proximité de forêts les sieurs Poucet, Colomb., Reybardy, Tavernier, Gay, Colomb (Jacques), Truchetet, Renault, Gra-ber-Vieux, Doret, Coulet, Jeanbrun, d'Agos,

Binos, Gueydan, Gibert, Garnier - Cuzet, Mo!lard, Cloitre, Vivier, Roy, Gellion, Gay (Joseph), Lamy, Chevassu, Buat, Perrin, Favier, Gérard-Chalochet, Jacquel, Basin, Crosse, Hamoir et compagnie, la compagnie Charbonnière de Douai, Baissin, Franchon, Lasalle, Pomegros, Etche-par, Grivault, Jacquet, Sagot, Jacqueney, Louis, Grojean, dame Simonet, Ferrier, Arnaud, Rouge, Charton, Lavez, Ganier, Richard-Monniot, hameau de Coizellet (Ain), et rejette les demandes des sieurs Lafont et Sarreau tendant aux mêmes fins, Bull. supp., n. 12757.

Ord. qui autorise l'acceptation d'une donation faite à une commune, Bull. supp., n. 12533.

10 août. - Ord. qui crée une chaire d'opérations et appareils dans la faculté de médecine de Montpellier, p. 661.

Ord. qui supprime la bourse attribuée à la ville de Bethune, dans le collège royal d'Amiens, et autorise cette ville à fonder, dans son collège communal, deux bourses à demi-pension, Bull., n. 7571.

11 août. - Ord. qui ouvre, sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire pour un prix décerné par l'Académie des sciences morales et politiques , p. 651.

· Ord. qui autorisent les communes de Marsillargues (Hérault) et d'Olette et Evol (Pyrénées-Orientales), à ouvrir chacane un abattoir public et commun, p. 537.

Ord. qui concède des logemens dans les bâtimens dépendant du domaine de l'Etat, Bull., m. 7528.

Ord. qui fait cesser l'intérim du département des finances, Bull., n. 7522.

Ord. qui autorise les sieurs Plattet frères à établir une fabrique, Bull. supp., n. 12528.

Ord. qui autorise délivrance de bois à plusieurs communes, Bull. supp., n. 12758.

13 solt. - Ord. qui autorise la société anonyme formée pour l'établissement et l'exploitation du chemin de fer de Paris à Rouen, au Havre et à Dieppe, avec embranchement sur Elbeuf et Louviers, p. 629.

Ord. qui autorise la société anonyme formée pour l'établissement et l'exploitation du chemin

de fer de Paris à Orléans, p. 633. Ord, qui autorise la société anonyme formée à Lyon pour la propriété et la jouissance du canal de Givors et de ses dépendances, p. 538. Ord, qui proroge un brevet d'invention, Bull.,

n. **7**535.

Ord. qui fixe à 8 le nombre des avoués près le tribunal de Saintes (Charente-Inférieure), Bull., n. 7532.

Ord. qui changent l'époque de la tenue de foires dans diverses communes, Bull. supp., n. 12568.
Ord. qui réintègre le sieur Arnaud dans sa qua-

lité de Français, Bull. supp., n. 12806.
Ord. qui accordent des lettres de naturalité aux sieurs Michelland , Godinho , Levi et Lutz , Bull. supp., n. 12856 à 12859.

14 août. - Ord. qui convertit en entrepôt public le marché à fourrages dit du Mont Parnasse, situé à Paris, p. 652.

Ord. qui approuvent les procès-verbaux de délimitation de divers bois et forêts, et prescrivent le redressement du chemin de vidange d'une foret , Bull. supp., n. 12759 à 12762.

. 15 coût. - Ord. qui répartit le crédit accomit au département de la marine et des colonies, par la loi du 14 juillet 1838, pour les dépenses de l'exercice de 1839, p. 627.

Ord. relative à la solde des officiers maniniers et marins, et aux délégations qu'ils peavent souscrire en faveur de leurs familles, p. 652.

Ord. qui accorde une pension à M. Thomas, ancien préfet de département des Bouches-du-

Rhône, Bull. supp., n. 12486.
Ord. qui autorisent la dame Pene, les sisters
Denis, Chambonnet, Serp fils, à construire, éta-blir, mettre en activité divers meniins et noince et qui fixent le nombre de fois per semaine et l'heure à laquelle aura lieu l'irrigation des pres de Parnes (Oise), Bull. supp., n. 12529 et 12530.

Ord. qui accorde des pensions à 10 personnes du département de la marine; - aux venves de 10 personnes du même département, Buil.supp.,

n. 12653 et 12654.

Ord. qui accorde des lettres de naturalité au

sieur Beclitz, Bull. supp., n. 12860.

Ord. qui accorde des pensions de réforme à 31 officiers; - de retraite à 40 militaires, Bull. supp., n. 12537 à 12539 et 12576 à 12578.

17 août. — Ord. qui établissent des foires dans diverses communes, Bull. supp., n. 12569.

20 août. — Ord. qui autorise la compagnie royale d'assurance sur la vie à former et à administrer des associations de la nature des tontines, p. 662.

21 août. - Ord. qui ouvre, sur l'exercise 1850, un crédit supplémentaire pour le paiement de primes relatives à la pêche de la morse et de la

baleine, p. 620. Ord. qui règle les déductions à allower pour

déchets sur les hoissons, p. 641.

Ord. qui établissent des foires dans dous communes, Bull. supp., n. 12570.

Ord. qui autorise la caisse d'éparque fondée à Saint-Pons (Hérault), p. 641.

Ord. qui admet les sieurs Briesenmeister et Fharha à établir leur domicile en France, Bull. supp., n. 12500.

Ord. qui autorise le sieur Javal à exploiter une fabrique établie au Petit-Montrouge, Bull. supp., n. 12606.

Ord. qui antorise le sieur Allessi à entrer au service militaire du pape, Bull. supp., n. 12807.

Ord. qui autorise à élever ou à conserver diverses constructions à proximité des forêts les sieurs Mathieu, Prot, Jullieu, Bertrand, de Bryos, Madrid, Ramon, Huot, Morel, Mollerat, Girard, Barrand, Nevers, Tisserand, Barrère-Duras, Eyraud, Blanc, Parrard, Pianet, Peltier, Joachim, Schweller, Collombier, Leclere, Veriot, Henriot, Gaulier, Bon, Leloux, Levent, Eberhard, Hirtz, Petithory, Poutot, Clot, Girand, Petit, Trompette, Baudonin, Hauviller, Hauso, Simon, Valentin, et qui rejette les demandes faites par les sieurs Humbert, Rostan, Grivault, Lemaire, Domas, tendant aux mêmes fins, Bull. supp., n. 12767.

Ord, qui approuvent les procès-verbaux de délimitation de divers bois et forêts, Bull. supp.

n. 12764 à 12766.

Ord. relative à l'octrof de diverses communes,

Boll. supp., n. 12763.

22 août. — Ord. qui prolonge la route dépar-tementale n. 11, de Blain à Savenay, et qui classe parmi les routes départementales de la Loire-Inférieure, sous le n. 14, le chemin de Pornic à Machecoul; n. 15, celui de Nantes à Cande; n. 16, celui de Nort à Nozay; n. 47,

celui de Saint-Nazaire & Redon; - parmi les rentes départementales de Vinciuse, sous le n. 1, la route de Sorgues au pont de Roquemeure; n. 18, l'embranchement de Courthéron à Châteauneuf-Calcernier; n. 18 bis, celui de Bédurridos so pont de Roquemaure; n. 19, la route de Lauris à Grambois; n. 20, celle d'Entrechaux au Crestet, Bull., n. 7572.

Ord. qui prescrit la formation d'une commission spéciale pour déterminer la périmiètre et le classement des terrains qui doivent profiter de la ligne de défense à établir sur la rive gauche du Bhône, commune de Châteanneuf, Bull. supp., n. 12623.

Ord. qui autorise l'acceptation d'une denstion faite au séminaire de Lyon, Boll. supp. . n. 12688.

23 août. - Ord. qui ouvre un crédit supplémentaire au grand-chancelier de l'ordre de la Légion-d'Honneur, p. 526.

Ord. qui ouvre un crédit autraordinaire au grand-chancelier de l'ordre de la Légion-d'Honmeur, p. 627.

Ord. qui approuvent les proces-verbaux de délimitation de divers bois et forets, Bull. supp., n. 12768 à 12771.

24 août. - Ord. sur l'organisation de la garde

municipale de Paris, p. 648.
Décision relative à l'emploi d'une somene de 5,000 fr. provenant de la fondation faite par Mr. Montyon, pour un prix annuel en faveur d'un ouvrage le plus utile aux mœurs, p. 656.

Ord. concernant les fasultés de théologie, p. 679. Ord. portant création d'une faculté des sciences à Bordeaux et de nouvelles chaires dans les facultés des seiences de Caen, Dijon, Strasbourg et Grenoble, p. 679.

Ord. qui crée des facultés des lettres à Bordeaus,

Lyon, Montpellier et Rennes, p. 680.

Ord. qui crée une chaire de littérature étresgère dans la faculté des lettres de Stracbourg,

Ord. qui autorise la société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie, formée à Paris, sous la dénomination de la Fraternelle, p. 667. Ord. qui érige le collège communal de Bastia

ca collège royal de troisième classe, Bull., n. 7613. Ord. qui autorise l'établissement de deux ponts suspendus sur la Charente, l'un à Tonnay-Charente, l'autre devant Rochefort, au lieu dit la Cabane-Carrée; - de deux ponts suspendus sur la Loire, l'un devant Chalonnes, l'autre devant In-

grandes (Maine-et-Loire), Bull., n. 7560 et 7561. 25 acet - Ond, relative a l'établissement d'un évêché à Alger, p. 621.

27 ant. - Ord. qui accorde au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce un crédit additionnel pour des créances constatées sur l'exercice 1834, p. 649.

Ord. qui ouvre au ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur les exercices 1835 et antérieurs, p. 656.

Ord. qui accorde au ministre destravaux publics, de l'agriculture et du commerce, un crédit additionnel pour des créances constatées sur des exerotees elos, p. 657.

Ord: qui approute des modifications aux statuts de la société d'assurances maritimes établic à Paris,

sous la dénomination de la Sécurité, p. 667. 28 autt. - Circulaire du ministre de l'intérieur refative à l'exécution de l'art. 66 de la loi sur les attributions municipales, p. 749.

30 août. Ord. portant répartition du crédit ou-vert par le loi du 14 juillet 1838 pour les dépenses de département de la guerre, exercice 1839,

р. 650.

Ord. qui distrait la section de Tremel de la commune Pfestin (Côtes-du-Nord), et l'érige en commane, et qui réunit en une seule commane celles de Fontenelle et de Nesle (Seine-et-Dise), Bull., n. 7559.

Ord, qui autorise la construction d'un pont sur le Tarn, a Saint-Préjet (Lozère), Bull., n. 7539.

Ord: qui creent un commissariat de police dans les villes de Saint-Troper (Var), Prémery (Nievre), Saint-Valery (Somme) et Saverdun (Ariège), et ortant suppression de celui créé à Jougne (Doubs), Balt., n. 7554.

31 mat. — Ord. qui ouvre sur l'exercice 1838 un crédit extraordinaire pour les dépenses à faire à l'occasion de la naissance du comte de Paris,

p. 650.

Ord. qui crée des entrepôts réels de douanes à

la Martinique et à la Guadeloupé, p. 657.

Ord. qui charge le president du conseil des ministres de l'intérim du ministère de l'intérieur, Bell., n. 7540.

Tableau de pris des grains, pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation; Bull., n. 7525.

Ord. qui convoque le deuxleme collége électoral de la Meurthe, Bull., n. 7541.

Ord. relative à l'octroi de plusieurs communes,

Buti. supp., n. 12772. Ord. qui approuvent les procès-verbanz de délimitation de divers bois et forêts, Bull. supp., n. 12773 et 12774.

1er sept. - Ord. qui modifie le tarif de péage fixé par l'ordonnance du 25 mai 1835, relative l'établissement de deux ponts sur le Doubs à Besançon, Bull. n. 7549.

Ord. qui autorise la perception d'un péage sut le pont suspendu construit à Grenoble, Bull. n. 7548.

Ord, qui autorisent l'acceptation de legs, offres et donations faits aux hospices, pauvres et bureaux de bienfaisance de plusieurs communes, Bull. supp., n. 12608.

2-cpt. --Ord. relative à l'importation des pro-

duits des îles de la Sonde, p. 627.

A sept. — Ord. qui convoque le premier collège electoral de la Seine, Bull. n. 7550. Ord. qui accorde des pensions à 10 veuves de

militaires; - à 9 militaires; - de réforme à 25 officiers, Bull. supp., n. 12582 à 12585.

5 sept. - Ord. qui répartit le crédit accordé par la loi du 11 juillet 1838, pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'année 1839, р. 651.

Ord. qui autorise la caisse d'épargne fondée à Mantes, p. 661.

Ord. qui approuve les modifications aux statuts

de la caisse d'épargne de Compiegne, p. 660. Ord, qui autorise à établir leur domicile en France les sieurs Lewandowsky, Perrin, Bæder, Carbonell, Schneider, Heinold, Nocella, Ribeiro, Tilt, Schlano, Romain et Pannifex, Bull. supp., n. 12617.

Ord. qui admet le sieur Bethman à jouir des droits de citoyen français, Bull. supp., n. 12862.

Ord, qui accorde des lettres de naturalité au sieur Pannifex , Bull. supp., n. 12861.

6 sept. — Ord. qui autorisa la société d'assurance mutuelle immobilière contre l'incendie, établie à Blois pour le département de Loir et-Cher, p. 661.

Ord, qui accorde une pension à un ancien con-seiller de préfecture, Buil. supp., n. 12542. 9 sept. — Ord, qui annulle une delibération du

conseil général de l'Ir dre , p. 660.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et donations faits à quatre communes ; Bull. supp. 12065.

Ord. qui autorise l'acceptation d'un legs fait au supérieur général de la Doctrine chrétienne et au maire de Langre, Bull. supp., n. 12689.

Ord. qui convoque le sixième collège électoral des Bouches-du-Rhonc, et le cinquième de l'Aude, Bull. n. 7552, 7565.

10 sept. - Ord. qui autorise l'Inscription au trésor public de deux pensions au nom de vehvés d'anciens vétérans des camps d'Alexandrie et de Juliers ; - de doux pensions de donataires, Balli supp., n. 12611 et 12612.

Ord. qui approuvent les procès-verbaux de delimitation de plusieurs bois et forets, et qui maintient divers bois sous le régime forestier, Bull.

supp., n. 12775 à 12779.

12 sept. - Ord. qui accorde des pensions à 11 personnes du département de la marine ; -aux veuves de 7 personnes du même departement, Buil., supp., n. 12655 et 12656.

15 sept. - Ord. relative à la vente des chablis provenant des bois communaux, p. 667.

Ord. qui érigent deux églises, l'une en succur-sale et l'antre en annexe, Bull. supp., n. 12627 et 12628.

Ord. autorisant l'acceptation des legs faits à des fabriques, seminaires et communautés religiences, Bull-supp., n. 12935.

16 sept. — Ord. qui autorise la sociaté anonyme formée à Bordeaux sous la dénomination de Société anonyme du pont de Saint-Gervais et de la route roya**le** de Tullins (Isère), p. 683.

Ord qui autorise la société anonyme du pont du Mas-d'Agenais (Lot-et-Garonne), p. 683.

Ord. qui autorise la société anonyme des ponts de Vicq et d'Availles (Vienne), p. 684.

Ord, qui autorise la société d'assurance mutuelle immobilière contre l'incandie, formée à Rennes, pour le département d'Ille-et-Vilaine, p. 696.

Ord, qui autorisa la societé anonyme formée à Paris, sous la démomination de l'Avenir, compagnie

d'assurances maritimes, p. 696.

Ord. qui autorise la société anonyme formée à Lyon, sous la dénomination de Compagnie du pont de Fleurville, p. 695.

17 sept. — Ord. qui accorde une pension à un ancien préset, Bull. supp., n. 12544.
Ord. qui autorisent l'acceptation de donations

faites à deux communes, Bull. supp., n. 12666.

18 sept. - Ord. qui autorise la société anonyme formée à Paris, sous la dénomination de In Providence, compagnie d'assurance contre l'incendie, p. 699.

Ord. qui révoque l'autorisation accordée par ordonnance du 25 février 1824, à la société metridionale d'assurances mutuelles contre l'incendie, séant à Mende, p. 669.

Ord, qui autorise la communauté des mestifnes Auch., Bull. n. 7604.

Ord, qui classe le chemin de Drews à Auet parmi les routes départementales d'Eure-et-Loir, sous le m. 19, Ball. n. 7025.

Ord, qui autorisent à construire et établit dives

moulins et usines, les sieurs Thauzin, Renard, Robert, Manuel, Gérard, d'Hervilly, Grisot, Harlé, les sieurs Gabarron à agrandir le canal de dérivation qui conduit les eaux à leurs usines, at qui modifient celles du 22 mars 1826 et 15 mars 1827, relatives aux moulins des sieurs Forestiers et Duponget, Bull. supp., n. 12624 à 12626.

Ord. qui érigent plusieurs églises et chapelles en

chapelles de secours, Bull. supp., n. 12629. Ord. qui établit et change l'époque de la tenue de foires dans diverses communes, Bull. supp., n. 12678.

Ord. qui autorisent les sieurs Hamot, Ort, Debry, Masson, Passy, Desplanques fils, à établir, maintenir, relever divers moulins et usines, Bull. supp., n. 12680.

19 sept. — Ord, qui ouvre au ministre de la marine un crédit extraordinaire sur l'exercice 1837, p. 668.

Ord. qui fait cesser l'intérim du ministère de

l'intérieur, Bull., n. 7574.

Ord. qui accordent des pensions à deux anciens conseillers de préfecture ;- à la venve d'an sous-

prefet, Bull. supp., n. 42614 à 12616.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs, donations et offres faits à des communes et aux hospices, pauvres, bureaux de bienfaisance de plusieurs autres, Bull. supp., n. 12652, 12661, 12666 et 12667.

Ord. qui autorise l'acceptation de la donation faite au supérieur général de la Doctrine chrétienne et au maire de Pau, Bull. supp., n. 12690.

21 sept. - Ord. qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire sur l'exercice 1837, p. 666.

Ord. qui ouvre au ministre des finances un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur les exercices 1829, 1830 et 1831, p. 668.

Ord. qui autorise la société anonyme, formée à Bordeaux, sous la dénomination de la Gironde,

compagnie d'assurances maritimes, p. 707. Ord. qui autorise la société anonyme formée à Dunkerque, sous la dénomination de Compagnie des paquebots à vapeur entre Dunkerque et Hambourg, p. 707.

Ord. qui nomme M. Bresson directeur de l'ad-

ministration des forêts, Bull. n. 7584.

Ord. qui autorisent l'établissement de sœurs de divers congrégations dans deux communes, Bull. n. 7602.

Ord. qui accorde des pensions à 3 veuves de militaires; - à 8 militaires; - de réforme à 22 officiers, Bull. supp., n. 12633 à 12636.

Ord. qui érigent plusieurs églises en chapelles de secours ; — qui autorisent l'établissement d'un oratoire dans l'hospice de Malestroit (Morbihan), et distraient deux communes de leur succursale pour les joindre à d'autres, Bull. supp., n. 12630 à 12632.

Ord. qui autorise délivrance de bois à plusieurs communes, Bull. sapp., n. 12780.

22 sept. — Ord. qui autorise l'inscription au trésor public de 272 pensions, Bull. supp., n. 19664.

Ord. relative aux droits d'octroi de plusieurs communes, Bull. supp., n. 12781.

Ord. qui approuvent les proces-verbaux de délimitation de plusieurs bois et forêts, Bull. supp., n. 12782 à 12789, 12871.

Ord. qui autorise à élever ou à conserver di-

verses constructions à proximité des forêts, les sieurs Carrier, Grange, Deppier, Dumarest, Jacquet, Falque, Breistaut, Duffes, Abraham, Cep, Barges, Maillefert, Oriot, Thoureau, Sopotte, Maréchal , Rosselot , Charmet , Brunet , Monteil-Lassaysse , Vichier-Guerre , Prost , Milet , Baillet , Lheritier, Canyez, Pierard, Blavier, Bellegarde, Favret, Sabatier, Foubert, André, Spy, les communes de Corveissiat (Ain), Villeneuve, Rouse (Ariége), Doucier (Jura), Aragnouet (Hautes-Pyrénées), et qui rejette les demandes tendant aux mêmes fins des sieurs Grenand , Ravaux , Gaspin, Laborde, Drouet, Treille, Durapt, Claudel, Bull. supp., n. 12864.

Ord. qui autorise 46 propriétaires et trois communes à construire à proximité des forêts, et rejette deux demandes aux mêmes fins , Bull. supp.,

n. 12873.

Ord. qui fait délivrance de bois à plusieurs communes, et soumet à l'aménagement, exploitation et ventes les bois de plusieurs autres, Bull. supp. n. 12872.

23 sept. - Ord. qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit extraordinaire pour les créances restant à solder sur les exercices 1832 et 1833, р. 661.

Ord. qui accorde au ministre de l'intérieur un crédit supplémentaire pour des créances constatées

sur des exercices clos, p. 662.
Ord. qui autorise là construction d'un pont sus-

pendu à double voie sur la Loire, à Châteauneuf (Loiret), Bull. n. 7614. Ord, qui prescrit la rectification de la rampe de

Romazy route départementale n. 1 , de Rennes à Saint James (Ille-et-Vilaine), Bull. n. 7626.

Ord, qui prescrivent la rectification de la route royale n. 170, entre Quimper et Châteaulin, et qui classent au rang des routes départementales de l'Indre, sous les n. 12 et 13, les chemins de Vatan à Romorantin et de Châtillon à Saint-Flovier, Bull. n. 7640 et 7641.

Ord. qui classent parmi les routes départementales des Landes le chemin de Souprosse à Mugron, sous le n. 12; et, parmi celles de la Seine, sous le n. 59, le chemin de la Bosse de Marne, sur la route royale n. 19, à la route départementale n. 51, dans la commune de Vitry, Bull. n. 7650 et 7751.

Ord. qui établissent des soires dans diverses com-

munes, Bull. supp., n. 12679.

Ord. qui établit une commission pour juger les conlestations élevées on qui pourraient s'élever relativement à la fixation du périmètre des propriétés soumises au desséchement des marais de la Perrache (Charente - Inférieure), Bull. supp., n. 12681.

Ord. qui autorisent le sieur Pernety à tenir en activité diverses usines et qui maintiennent les usines à papier de Glaignes (Oise) et les moulins de la Mouline et de Bouchon (Gironde), Bull. supp., n. 12682.

26 sept. - Ord. qui autorise le sieur Guillout à établir une chapelle domestique et qui érige une église en annexe, Bull. supp., n. 12668 et 12669.

Ord. qui accorde des pensions à 19 personnes du département de la marine; - aux veures et orphelins de 11 personnes du même département, Bull. supp., n. 12676 et 12677.

. 27 sept. - Ord. portant qu'une exposition des produits de l'industrie française sera ouverte à Paris le 1º mai 1839, p. 669.

Ord. qui autorisent la construction de deux ponts suspendus sur le Lot, l'un à Puy-l'Eveque et l'autre à Cajarc (Lot), Bull. n. 7587 et 7588.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs faits à deux communes et aux pauvres, bureaux de bienfaisance et hospices de plusieurs autres, Bull. supp., n. 12670 et 12671.

28 sept. — Ord. qui convoque le quatrième col-lége électoral des Vosges, Bull. n. 7582.

Ord. qui classent parmi les routes départemen-tales de l'Aisne en prolongement de la route n. 25, le chemin de Guise à Bohain ; et, parmi celles du Loiret, sous le n. 15, le chemin de Malesherbes à Btampes , Bull. n. 7657 et 7658.

Ord. qui autorisent les sieurs Bourdin, Lemoine, Lheiry, veuve Lebon, Fellrath, Pernety, Pierron, Lonstau, Laurent-Coulon, Cardot et Habisrentinger, Quesnel, Veissière, Lapierre, Topin et Poitevin aîné, Gauthier, Lépine, Acot, Teissier, Abadie Manet et Lhers, Legros, Bostætter, Jurain, Picq, Janin, Semmel, Deney, Pradies, Favre, Geraud, de Nully et consorts, Juppin, Lepelletier-d'Aunay, Baé, Depambourg, Deroche-Neveux, Meilhaud, Bordet-Giey, Martin et compagnie, à construire, conserver, ajouter et maintenir divers moulins et usines, et portant réglement d'irrigation d'eau pour les prairies qui bordent la rivière de Therain (Oise), Bull. supp., n. 12683 h 12685.

Ord. sur l'assainissement du canton dit Brand, des bois communaux de Kogenheim (Bas-Rhin) Bull. supp., n. 12877.

Ord. qui approuvent les procès-verbaux de délimitation de plusieurs bois et forêts, Bull. supp., n. 12874 à 12876.

29 sept. — Ord. qui accordent au ministre de la justice un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, p. 670.

Ord. qui onvre au ministre de la justice un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur les exercices 1830, 1831, 1832 et 1833, р. 671.

Ord. qui autorisent l'établissement de sœurs de diverses congrégations dans six communes, Bull. n. 7585 et 7586.

Ord. qui érigent plusieurs églises en chapelles de secours, Bull. supp., n. 12672.

30 sept. - Ord. qui accordent au ministre des affaires étrangères un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos,

p. 671. Ord. qui ouvre, sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire pour le paiement des primes relatives à la pêche de la morue et de la balcine,

Ord. qui ouvre au ministre des affaires étrangères un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur les exercices 1831 et 1832, р. 673.

Tableau du prix des grains pour servir de rérulateur aux droits d'importation et d'exportation, Ball. n. 7573.

Ord, qui approuve la vente des bâtimens de l'ancien collège anglais de Saint-Omer, et qui autorise le placement de la somme en provenant en rentes sur l'Etat, cinq pour cent, Bull. supp., n. 12691.

1º oct. — Ord. concernant le collège royal d'Auch, p. 680.

Ord. qui autorise l'inscription au trésor public d'une pension an nom de la veuve d'un ancien vétéran du camp d'Alexandrie, Bull. supp. n. 12702.

Ord. qui autorise l'inscription au trésor -ablic de deux pensions ecclésiastiques , Buil. supp., n. 42701.

2 oct. — Ord. qui autorisent les commanantés des sœurs de la Providence à Saint-Brieuc, de saint Joseph à Guéret, et de sœurs de diverses congrégations dans plusieurs communes, Bull. n. 7603 à 7605.

Ord. qui autorisent l'établissement, dans la commune d'Aix-en-Othe (Aube), de deux sours

de la Providence, Bull., n. 7676. 3 oct. — Ord. qui approuve les nouveaux statuts

de la caisse d'épargne de Toulon, p. 695. Ord. relative à l'exploitation de la tourbe dans les marais de Donges, p. 708.

Ord. qui autorisent les sieurs Leblanc, Barrachin, Mazeline, Raguet de Brancion, Dejardin, Antoine, Gauthier, Pansé Mogin et Pansé Prosper. à établir, modifier et maintenir en activité divers moulins et usines, Bull. supp., n. 12748.

4 oct. — Ord. relative à l'organisation des sa-

peurs porte-haches, de la musique, des sapeurs nompiers et de la cavalerie de la garde nationale de la banlieue de Paris, n. 480.

Ord. qui autorisent l'acceptation de lega et dunations faits à cinq communes, Bull. supp. n. 12675.

5 cet. - Ord. qui ouvre au ministre de la marine un crédit extraordinaire sur l'exercice 1838. p. 682.

Ord, qui admettent & établic leur domicile m France les sieurs Dorn , Holucha , Textor, Muiler, Troutwein, Assur, Werzinger, Thorn, Roma, Rudderhierla, Gammel et Garry, Bull. supp., n. 12651.

Ord. qui autorise l'université à faire l'abandon la ville de Besançon des bâtimens du collége royal, et la ville à accepter cette cession aux conditions indiquées, Bull. supp., n. 12692. Ord. qui accorde des lettres de naturalité aux

siene Despretz, Bull. supp., n. 12863.

6 set. - Ord. qui approuve des modifications aux statuts de la société anonyme des paquabots à vapeur de Bordeaux au Havre, p. 711.

Ord, qui convoque le conseil général du Cher, Bull., n. 7583.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs, offres et donations faits à deux communes et aux hospices, bureaux de bienfaisance et aux pauvres de plusieurs autres, Bull. supp., n. 12693 à 12695.

7 oct. - Ord. qui crée un commissariat de police dans les villes de Prades (Pyrénées-Orientales), et Arpajon (Seine-et-Oise), Bull., n. 7659.

8 oct. - Ord. qui accordent au ministre de la guerre un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, p. 673.

Ord. concernant les droits de donanc à la sortic, р. 674.

Ord. qui accorde au ministre de la guerre un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur les exercices 1830, 1831, 1832 et 1833, p. 675.

Ord. sur l'octroi de Villemur (Haute-Garonne), Ball. supp., n. 12878.

9 oct. - Ord. qui autorise l'acceptation d'une donation faite à une commune, Bull. supp., n. 12696.

11 oct. - Ord. portant fixation des crédits reportes de l'exercice 1837 à l'exercice 1838 sur le budget extraordinaire des travaux publics, p. 685,

p. 672.

Ord. qui accorde des pensions de réforme à

7 officiers, Bull. supp., n. 12674.

Ord. autorisant le sieur Dubut à conserver une usine, et portant réglement de 12 moulins de la rivière de Selzbach (B.-Rhin), Bull. supp., n. 12749 et 12750.

Ord. qui autorise l'acceptation d'un legs fait au maire de Gavray, Bull. supp., n. 12697.

Ord. qui approuve le procès-verbal de délimitation de divers bois, Bull. supp., n. 12879 à 12888.

- Ord. qui autorise la publication des bulles d'institution canonique de MM. Rivet et Dupuch pour les évêchés de Dijon et d'Alger, р. 682.

Ord. portant repartition, pour l'exercice 1838, des crédits appartenant au budget extraordinaire

des travaux publics, p. 689.

Ord. qui autorisent quatre communautés de

religiquese, Bull., n. 7652.

Ord. qui érige une église en chapelle de secours, Bull. supp., n. 12796. 14 oct. - Ord. qui accorde une pension à un ancien stationnaire des lignes télégraphiques, Bull. supp., n. 12704.

Ord. qui autorisent l'acceptation d'offres, legs et donations faits aux hospices, pauvres, bureaux de bienfaisance de diverses communes et au semimaire d'Aix, Bull. supp., n. 12698 et 12699.

Ord. qui autorisent l'acceptation de legs et do-nations faits à un bureau de bienfaisance et à plusieurs communes, Bull. supp., n. 12797 et 12798.

16 oct. - Ord. portagi repartition du credit and pour les dépenses fixes des collèges soyaux, р. 689.

Ord. qui matorisent l'acceptation de legs faits à deux communes, et aux pauvres et hospices de plusieurs autres, Bull. supp., n. 12799 et 12800.

Ord. autorisant l'acceptation des legs faits au séminaire et aux pauvres de Chartres, Bull. supp., n. 42936.

17 oct. - Ord. qui autorise la commune de Reche-Posay (Vienne) à ouvrir un abattoir publie, à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, p. 695.

Ord, qui autorise les courtiers de marchandises d'Orleans à cumuler les fonctions d'agens de change, et fixe & 6,000 fr. leur cautionnement, Bull., n. 7627.

18 oct. - Ord. qui appelle a l'activité 00,000

hommes de la classe de 1837, p. 675.
Ord. qui amunile deux délibérations du conseil

général de la Loire-Inférieure, p. 684. 19 oct. — Ord. qui autorise la cession, à la

commune de Talant (Côte-d'Or), d'un terrain appartenant à l'Etat, p. 742. Ord. qui autorise l'inscription de 160 pensions

au trésor public et de 4 pensions de donataires, Bull. supp., n. 12752 et 12753.

n. 12889.

Ord. qui approuve le preces-verbal de délimita-tion de divers bois, Bull. supp., n. 12884 à 12888. Ord. qui autorise la vente et l'aménagement des bois de diverses communes, Bull. supp.,

20 oct. - Ord. qui nomme à plusieurs préfectures, Bull., n. 7628.

Ord. qui autorise la construction de trois ponts suspendus sur l'Isère, en remplacement des bacs de la Gache, de Brignoux et de Domène, Bull., n. 7633.

21 oct. - Ord. qui proroge les chambres temporaires des tribunaux de première instance de Bourgoin, de Saint-Marcellin, de Saint-Gaudens et de Saint-Girons, p. 686. Ord. relative au rétablissement des registres de

l'état civil de l'arrondissement de la ville de Soissons, p. 684.

22 oct. - Ord. qui autorisent les aleues Vergais, Hugele, Labbe, Priot, Saulnier, à reconstruire et maintenir en activité divers moulins et mines, Bull. supp., n. 12751.

23 oct. - Ord. qui crée un commissariet de po lice à Castelnau-Magnoac (Hautes-Pyrénées), Bull., n. 7660.

24 oet. - Ord. relative an poids des voltures publiques, p. 600.

Ord. qui établissent des foires dans diverses communes et change la tenue de plusieurs antres, Bull. supp., n. 12718 et 12728.

Ord. qui autorisent les sieurs Chapelle, Demelon, Jacquet frères, à établir et comserver un

moulin et diverses usines, Bull., supp., m. 12790. Ord. qui approuve le partage en deux perties de la concession des mines de houille du Creusot, Bull. supp., n. 12791.

Ord. qui comprennent dans l'association syndicale des mareis de Saint-Cyr (Loire-inférieure) les propelétaires intéressés à la conservation des étiers de Jelberges, et qui réunissemt en syndicat les propriétaires des prairies de Mertagne (Nord) pour le desséchement de ces prairies, Buit. supp., n, 12792.

Ord. qui autorise l'inscription au trésor public de 3 pensions de donstaires, Bull. supp., n. 12754. Ord. qui approuve le praces-verbal de délimitation des bois de diverses communes, Buil. supp.,

n, 12890 à 12892, Ord, qui maintient sous le régime forestier les

bois de Marsanne (Drôme), Bull. supp., n. 12893. Ord. qui autorise diverses communes à défrieher des cantons de bois, Bull. supp., n. 12894 et 12895.

26 oct. - Ord. qui prescrit la publication de la convention conclus, le 27 soût 1838, entre la France et la Sardaigne pour la transmission des correspondances, p. 685.

Ord. qui davre su ministre des affaires étrangéres, sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire applicable au chapitre des missions extraordinaires et dépenses imprévues, p. 690. Ord, concernant les comitée locates et la comité

central chargé de la surveillance des écoles primaires de Paris, p. 691.

28 oct. - Ord. qui autorise la construction de deux ponts suspendus, l'un sur la Loire, l'autre sur l'Ondaine, ainsi que le percement du rocher du Pertuisset, dans les communes d'Unioux et de Caloire ( Loire), Bull., n. 7644.

Ord. qui convoquent trois collèges électoraux, Bull., n. 7636 h 7638.

Ord. sur le tarif de l'estroi de diverses communes., Bull. supp., n. 12896.

Ord. qui approuve le procès-verbal de délimitation de divers bois, Bull. supp., n. 12897 et 12898.

Ord. qui maintient sous le régime forestier un bois de la commune de Grospierre (Ardèche), Bellsupp., n. 12899.

Ord. sur l'abattage de brins de taillis dans la forêt communale de Beaujeux (Haute-Saone), Bull, supp., n. 12900.

29 oct. - Ord. qui ouvre au ministre de la instice un crédit supplémentaire sur les fonds affectés au service de l'imprimerie royale, exercice 1838, p. 699.

Ord. qui autorise l'établissement dans une commune de deux sœurs de la Providence, Bull., n. 7053.

Ord. transférant à la commune de Saint-Médard le titre de succursale attribué à la commune de Montigny, et réunissant pour le spirituel le hameau de Saussezemarre à la paroisse Flamets-Frétils, Bull. tapp., n. 12937.

30 set. - Ord. portant repartition du crédit affecté aux dépenses départementales de 1839,

p. 692.

- Ord, concernant l'école royale fores-24 met. . tière, p. 692.

Ord. sur l'administration civile de l'Algérie,

Ord. qui autorise la construction d'un pont susende ser l'Ariège , à Venerque (Haute-Garonne),

Bull., p. 7647.

Ord, qui nomme les sieurs Guyot directeur de l'intérieur en Algérie, et Dussert sous-directeur de la province d'Oran, Bull., n. 7662,

Ord. qui crée un commissariat de police à

Chauny (Aisne), Bull. n. 7661.

Tablenu du prix des grains pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation, Bull., n. 7620.

1 mm nov. -Ord, qui nomme le sieur Bourlon préfet du département de la Marne, Bull., n. 7663.

2 nov. - Ord. qui autorise le ministre des sinances à concéder à la ville de Paris une propriété domaniale, p. 712.

Ord, qui établit une foire dans deux communes,

Bell. supp., n. 12729. Ord, qui autorise le sieur de Lagrange à établir

une verrerie, Rull. supp., n. 12793. Ord. sur la délivrance de bois à diverses com-

munes, Bull. supp., n. 12903. Ord. sur le tarif d'octroi de diverses communes,

Bull. supp., n. 12901.

Ord. qui autorise plusieurs individus et diverses communes à faire paesger leurs bêtes à laine dans leurs bois : -- rejet de la demande de deux autres communes, Bull. supp., n. 12907.

Ord. qui soumet au régime forestier les bois de la commune de Saires (Lozère), Buil. supp.,

n. 12966.

Ord. qui appreuve le procès-verbel de délimitation de deux ferêts, Bull. supp., n. 12904 et 12905.

7 mos. - Ord. qui convoque la Chambre des

Pairs et celle des Deputés, p. 600. Ord. qui érige en collège communul le penaionnat de Rambervillers (Vosges), Bull., n. 7670.

Ord. qui accordent des pensions à 10 veuves du · département de la marine et à 10 personnes du même département, Bull. supp., n. 12865 et 12866.

8 nov. - Ord, qui autorise l'établissement d'une banque dans la ville d'Orléans, p. 702.

Ord. qui autorise le sieur Bain à ajouter à son nam celui de Boudonville, et le sieur Leonce celui de Daspres, Bull., n. 7682.

9 nov. - Ord. qui proregent les chambres temporaires des tribunaux de Bagnères et de Saint-Lô, p. 693.

10 nov. - Ord. qui élèvent à la dignité de Pair les sieurs de Jessaint et de Saint-Didier, p. 694.

Ord. qui nomme le sieur Germiny preset du departement de Seinc-et-Marne, Bull., n. 7064.

Ord. qui approuve l'acquisition faite pour l'Etat d'une scierie située dans la commune d'Etival Vosges), pour être affectée à l'administration des forets , Ball., n. 7671.

Ord. qui autorise 28 partisuliers et 3 communes à construire à proximité des forêts, et rejette les demandes de 3 individus tendant aux mêmes fins, Bull. supp., n. 12908.

12 nov. - Ord. qui fixe le tarif des droits à pereveir par les courtiers interprètes et conducteurs de navires du port de Honsleur, p. 707.

Ord, qui autorise la société d'assurances mutuelles contre la grêle formée sus Andelys pour le département de l'Eure, p. 720.

Ord, qui autorise la construction d'un pont suspendu sur la Vezère, au lieu dit la Bastile, com-mune de Saint-Viance (Corrèse), Bolt., n. 7875. Ord. qui autorise l'inscription de 11 pensions au

tresor public, Bull. supp., n. 12604.

Ord. qui autorisent les sieurs Daumon, Roudey, Grinoult, Berthelin, Richard, à établir, conserver et maintenir en activité divers moulins et usines, Ball. supp., n. 12794.

Ord, qui approuve le procès-verbel de délimita-tion des bois de la commune de Chamoux et du sieur Baudot, Bull. supp., n. 12909.

Ord. qui maintient sous le régime forestier les bois de diverses communes, Bull. supp., n. 12910 à 12013.

Ord. qui autorise la commune de Weinbourg à loper deux clairières de ses bois, et celle d'Hatebourdin à défricher son bois dit Marais d'Haubourdin , Bull. supp., n. 12914 et 12915.

1a nov. - Ord. qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur l'exemice 1830, p. 706.

- un crédit supplémentaire pour des créantes constatées sur des exercices clos, p. 706.

15 nov. - Ord. qui autorise le sieur d'Estourmel à maintenir la retenue d'eau d'un moulin, Bull. supp., n. 12795.

16 nov. - Ord. qui ouvre au ministre de l'instruc-· tion publique un crédit extraordinaire sur l'exercice 1838, p. 713.

Ord, qui autorise la calese d'épargne fondée à Noirmontiers (Vendee), p. 714.

17 nov. - Ord. qui ouvre au ministre de la ins tice et des cultes, sur l'exercice 1838, un crédit supplémentaire applicable au chapitre des frais de justice criminelle et des statistiques civile et cri-

minelle, p. 707. Ord. qui autorise l'établissement, à Vienne (Isère), d'une communauté de religieuses de Notre-Dame, Bull., n. 7672.

Ord. qui accordent des pensions à 9 personnes du département de la marine et aux veuves et ouphelins de 9 personnes du même département. Bull. supp., n. 12867 et 12868.

48 nos. - Ord. qui prescrit la publication de la convention conclue, le 9 soût 1838, entre la France et le Saint-Siège, pour la transmission des correspondances par voie de mer, p. 700.

Ord. qui fixa le tarif des droits à persenoir an passage du bac de Senes, sur la Burance (Boachdedu-Rhône), Bull., n. 7693.

Ord, qui sonmet divers bois au régime fenestier. Bull. supp., n. 12918 à 12924. 12927.

Ord, qui approuvent les procès-vertistes de delle-mitation de circes bois Bell-supp., in 12946 et 12917,

20 nov. - Ord. concernant l'infanterie de marine, p. 720.

Ord. qui convoque le premier collège électoral de la Nievre, Ball., n. 7678.

21 nov. - Ord. qui autorise la caisse d'épargne

fondée à Oloron (Basses-Pyrénées), p. 714. Ord. qui accordent des pensions à 10 militaires, Bull. supp., n. 12802 et 12803.

22 nov. — Ord. qui supprime les compagnies de canonniers gardes-côtes d'Afrique, et qui crée, dans chacun des six premiers régimens d'artillerie, une batterie à pied non montée, p. 715.

Ord. qui ouvre au ministre des travanx publics un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur des exercices périmés, p. 715.

Ord. qui répartit, par articles, les crédits afféreus à l'exercice 1839 sur sept chapitres de budget extraordinaire des travaux publics, p. 716.

23 nov. - Ord. qui autorise une émission supplementaire de bons royaux pour le service de 1838, p. 716.

Ord. qui ouvre au ministre de l'instruction publique un crédit supplémentaire sur l'exercice 1838,

p. 717.
24 nov. — Ord. qui convoque le conseil général d'Indre-et-Loire, Bull., n. 7679.

26 nov. — Ord. qui ouvre, sur l'exercice 1838, un crédit extraordinaire pour subvenir à des dé-penses urgentes occasionées par le retour en France de la brigade d'occupation d'Ancône, p. 713.

Ord, qui nomme les membres de la commission chargée de l'examen des comptes de 1838, Bull., n. 7688.

Ord. portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre la grêle établie à Foix, p. 744.

27 nov. - Ord. qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur des exercices périmés, p. 717.

Ord, qui crée un collége communal à Aubusson (Creuze), Bull., n. 7692.

28 nov. — Ord. relative à la liquidation et au paiement des frais de justice criminelle, p. 713.

Ord. pour l'exécution de la convention postale conclue, le 27 août 1838, entre la France et la Sardaigne, p. 717.

Ord, portant rectification de la route royale n.7 de Paris à Antibes, et classant le chemin de Die à Grenoble parmi les routes départementales de la Drôme sous le n. 8, Bull., n. 7720 et 7721.

Ord. approuvant des modifications aux statute de la caisse d'épargne de Bar-sur-Aube, Bull. supp., n. 12938.

Ord. autorisant 24 propriétaires et 5 communes à construire à proximité des forêts, et rejetant les demandes de 6 autres personnes tendant aux memes fins, Bull. supp., n. 12934.

Ord. approuvant le procès verbal de délimitation de divers bois, Bull. supp., n. 12928 à 12933.

Ord. autorisant la société d'assurances mutue les contre l'incendie établie à Poitiers, p. 744.

Ord. qui accordent des pensions à 13 personnes et aux veuves et orphelins de 8 personnes du département de la marine, Bull. supp., n. 12869 et 12870.

30 nov. - Ord. pour l'exécution de la convention postale conclue, le 9 août 1838, entre la France et le Saint Siège, p. 718.

Tableau du prix des grains pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation, Ball., n. 7673.

Ord. qui ouvre au budget du ministère des si-

nances, exercice 1837, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiemens faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions anterieurs à 1837, p. 724.

Ord. relative aux tarifs d'octroi de diverses communes, Bull. supp., n. 12947.

Ord. autorisant l'inscription au trésor de deux

pensions, Bull. supp., n. 12939. 1º décembre. - Ord. qui autorise l'établissement

à Soizé (Eure-et-Loir) d'une maison dépendant de la congrégation de la Charité d'Evron Bull. n. 7699. 2 dec. - Orl. qui fixe les époques auzquelles

auront lieu, pour la classe de 1838, les opérations du recrutement relatives aux tableaux de recensement et au tirage au sort, p. 723.

Ord. approuvant les nouveaux statuts de la caisse d'épargne du Mans, p. 745.

3 dic. - Ord. qui crée une sous-direction de

l'intérieur dans la province d'Alger, p. 736. Ord. qui change le titre de la chaire d'anatomie humaine instituée au muséum d'histoire naturelle, p. 724.

Ord. qui ouvre au ministère de la justice un crédit extraordinaire pour des créances restant à solder sur un exercice périmé, p. 724; - un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, p. 725.

Ord. qui charge provisoirement le général Jacqueminot du commandement supérieur des gardes nationales de la Seine, p. 723.

Ord. portant rectification de la route départe-

mentale n. 2 de Montélimart à Dieulefit, Bull., n. 7722. Ord. qui modifie la répartition des bourses à la

charge de Soissons dans son collége communal, Bull., n. 7723.

6 dec. — Ord. qui prescrit la publication de la convention conclue, le 9 juin 1837, entre la France, la Grande-Bretagne et les villes libres et anséatiques de Lubeck, de Brême et de Hambourg, dans le but d'assurer la répression de la traite des noirs, p. 729.

7 déc. — Ord. qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire sur l'exercice 1838, p. 725; —pour des créances constatées sur des exercices clos, p. 726; - un crédit extraordinaire restant à solder sur des exercices périmés, p. 727; — un crédit extraordinaire sur l'exercice 1838, p. 727.

Ord. qui autorise l'établissement à Pireuil (Sarthe) d'une maison dépendant de la congrégation de la Charité d'Evron , Bull. , 7700.

8 dic. — Ord. qui prescrit la publication de la convention conclue, le 24 novembre 1837, entre la France , la Grande-Bretagne et la Toscane , dans le but d'assurer la répression de la traite des noirs, р. 730.

Ord. qui convoque le 2º collége électoral de la Haute-Garonne , Bull. , n. 7698.

9 dec. - Ord. qui autorise la reconstruction du pont de Vaudetrez, sur la rivière de la Suippe, département de la Marne, Bull., n. 7726.

Ord, qui supprime le second commissaire de police créé à Falaise (Calvados), Bull., n. 7724.

10 déc. - Ord. qui prescrit la publication de la convention conclue, le 14 février 1838, entre la France, la Grande-Bretagne et le royaume des Deux Siciles, dans le but d'assurer la répression de la traite des noirs, p. 732.

Ord, autorisant la société d'assurance mutuelle contre l'incendie établie à Caen , p. 745.

11 dec. — Ord. qui nomme le maréchal Gérard commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, p. 728.

Ord. autorisant la caisse d'épargne de Vienne, et approuvant des modifications aux statuts de celle

de Cahors, p. 745 et 746.
12 déc. —Ord. qui ouvre au budget du ministère de la guerre, exercice 1837, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, p. 735.

Ord. qui fait remise des peines de discipline prononcées contre des gardes nationaux de la

Seine , p. 728.

13 des. —Ord. qui ouvre au ministre des finances un crédit extraordinaire sur l'exercice 1839, p. 728.

Ord, qui autorise une émission supplémentaire de bons royaux pour le service de 1839, p. 728.

Ord. autorisant la caisse d'épargne de Pézénas,

746.

p. 746.
14 déc. — Ord. qui répartit le fonds commun affecté au complément de la dépense des travaux de construction des édifices départementaux d'intérêt général et des ouvrages d'art dépendant des rontes départementales, pendant l'exercice 1839, p. 739.

Ord. qui supprime le service de la surveillance

des fournitures des bois de marine, p. 738.

15 dec. - Rapport sur la justice criminelle en

France pendant 1836 , p. 750.

16 dec. - Ord. qui prescrit la publication de la convention conclue, le 23 mai 1838, entre la France et la Sardaigne pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, p. 734.

18 dec. - Ord. concernant les délibérations prises par les conseils municipaux sur un des objets énonces dans l'art. 17 de la loi du 18 juillet 1837,

p. 741. Ord. qui règle les recettes et dépenses de la

Ord. qui fixe divers traitemens dans l'ordre judiciaire, p. 735.

Ord. qui fixent à cinq le nombre des avoués du tribunal de Gex (Ain), et à 26 le nombre des huissiers près celui d'Issoire (Puy-de-Dôme), Bull., n. 7733 et 7734.

19 déc. - Ord. autorisant la société anonyme formée à Gray sous la dénomination de Compagnie riveraine d'assurance sur la Saône et le Rhône contre les risques de la navigation, p. 746.

Ord. relatives aux droits de navigation établis sur

les canaux de Bretagne , p. 735.

20 dec. - Ord. autorisant l'inscription de 11 pensions au trésor, Bull. supp., n. 12945.

21 déc. — Ord. qui fixe les déductions à allouer pour déchets sur les boissons, p. 736.

Ord. qui proroge le délai fixé par l'ordonnance du 15 février 1837 relative au poids des voitures, р. 743.

Ord. qui augmente le nombre des membres du tribunal de commerce de Dreus, p. 741.

Ord. accordant des secours aux orphelins de

3 militaires , Bull. supp. , n. 12946. 23 déc. — Ord. sur la contribution à percevoir en 1839 pour la dépense des chambres et bourses

de commerce, p. 743. 20 dec. - Ord. qui approuve l'acquisition pour le compte de l'Etat d'un terrain situé près la scierie domaniale dite de l'Abbé, et l'affecte au service de l'administration des forêts, Bull., 7739.

Rapport sur l'administration de la justice civile et commerciale en France pendant 1835 et 1836.

p. 762. 3) déc. — Ord. qui déclare qu'il y a abus dans le refus de sépulture catholique fait au comte Montlosier, p. 741.

31 des. - Tableau du prix des grains pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation , Bull. , n. 7728.

Années 1836 et 1837. — Solutions données par le ministre de l'intérieur à diverses questions re-latives à la prestation en nature, p. 747.

# TABLE

# ALPHABÉTIQUE ET RAISONNÉE

Des matières sur lesquelles disposent les Lois, Ordonnances et Réglemens publiés en 1838.

#### ABATTOIR = ALIÉNÉS.

#### Λ.

- APATTOIR.
- Etablissement & Charolles (17 mai 1838, ord.), page 489. — Marsillargues (Hérault) (14 août 1838, ord.), 637. — Montmorillon (20 juillet 1838, ord.), 627. — Olette-el-Evol (Pyrénées-Orientales) (14 août 1838, ord.), 637. — Roche-Posay (Vienne) (17 octobre 1838, ord.), 695.

- Réglement sur les abattoirs publics et communs (15 avril 1838, ord.), 307.

ABUS.

· (Déclaration d') dans le refus de sépulture catholique au comte de Montlosier (30 décembre 1838, ord.), 741.

Académie prançaise.

- Séance annuelle autorisée dans la seconde moitié de mai (20 juillet 1838, ord.), 611. Actions. Voy. Domaine de l'Etat.

Actions possessoires. Voy. Justices de paix.

Adsoluts. Voy. Maires. APRIOUS.

- Administration civils (31 octobre 1838, ord.), 693.
- Directeur de l'intérieur M. Gayot, et sous-directeur d'Oran M. Dussert (31 octobre 1838, ord., 9º Bull., n. 7662).

Creation d'une sous-direction de l'intérieur (3 décembre 1838, ord.), 736.

Constantine, intendant civil (31 janvier

1838, ord., 9 Bull., n. 7300). Administration judiciaire des possessions françaises dans le nord de l'Afrique (16 janvier 1838, ord.), 7.

Voy. Ármée, Crédits extraordinaires.

Aix. Voy. Canaux.
ALGER. Voy. Afrique.
ALIÉNÉS. (30 juin 1838, loi), 490.

- Administration provisoire des biens des alienes non interdits (30 juin 1838, loi, art. 31, 32, 34, 37), 490.
- Certificat de médecin. Cas où il est exigé. Son but et ses effets (30 juin 1838, loi, art. 8, 11, 13, 19, 23), 490.
- Code de commerce. Il n'est pas dérogé à l'art. 173 (30 juin 1838, loi, art. 35), 517.
- Conseils de préfecture. Compétence (30 juin 1838, loi, art. 28), 490. Contraventions. Peines (30 juin 1838, loi, art.
- 41), 490. Voy. Peines. Curateur. Nomination. Fonctions (30 juin 1838.
- loi, art. 38), 490.

  Dépenses de transport, d'entretien et de séjour (30 juin 1838, loi, art. 26, 27, 28), 490.

- Etablissemens privés. Sont placés sous la surveillance de l'autorité publique. Réglemens (30 juin
- 1838, loi, art. 3, 5, 6); 490. Etablissemons publics. Obligation imposée à chaque département d'en evoir un. - Exception (30 jain 1838, loi, art. 197), 490.

- Sont placés sous la direction de l'autorité publique (30 juin 1838, loi, art. 2), 490.

- Réglemens intérieurs. Approbation du ministère de l'intérieur (30 juin 1838, art. 7, 25), 890.

- Hospices et hôpitaux. Sont tenus de recevoir provisoirement les alienes. Dans quel cas. Exception. Indemnités (30 juin 1838, loi, art. 24, 28), 490.

- Hypothèque légale sur les biens des administra-teurs (30 juin 1838, loi, art. 34), 490.

- Maires. Leurs obligations (30 juin 1838, loi, art. 4, 8, 12, 14, 19, 22, 24), 490.

- Mandataire spécial. Dans quel cas il peut en être nommé à l'aliéné non interdit (30 juin 1838. loi, art. 33), 515. — Cessation de ses fonctions (ibid., art. 37), 490.

- Ministère public. Est entendu dans toutes les causes qui intéressent les aliénés (30 juin 1838,

loi, art. 40), 490.

- · Notaires. Cas où il en est commis pour représenter les alienes non interdits (30 juin 1838, loi, art. 36). - Cessation de leurs pouvoirs (ibid., art. 37), 490.
- Nullité des actes faits pendant la détention. Prescription (30 juin 1838, loi, art. 39), 490.
- Peines contre les suppressions de requêtes ou réclamations (30 juin 1838, loi, art. 29 et 41), 490.
- contre la retenue illégale (30 juin 1838, art. 30), 490.
  - L'art. 268 du Code pénal peut être appliqué aux contrevenans (30 juin 1838, loi, art. 41), 521. Voy. Contraventions.
- Placemens ordonnés par l'autorité publique. Dans quels cas et par l'autorité de quelles personnes ils ont lieu (30 juin 1838, loi, art. 18 et 19), Ago.
- Placemens volontaires. Conditions d'admission (30 juin 1838, loi, art. 8 et 9), 490.
- Préfet. Ses fonctions et obligations relativement aux aliénés (30 juin 1838, loi, art. 4, 9, 10, 16, 18, 20, 21, 23, 25, 26 et 28), 490.
- Préfet de police. Exerce, à Paris, les pouvoirs des présets de département (30 juin 1838, loi, art. 18), 490.

- Prisons. Dans aneun cas, les aliénes n'y penvént-être déposés (30 juin 1838, loi, art. 24), 490. Rapports semestriels des chefs d'établissemens aux
- prefete; but et offet (30 juin 18384 loi , art. 20),
- Registre placé dans chaque établissement ; à quel usege il est destiné (30 juin 1638, loi, art. 12), 490.
- Significatu w. Sont faltes b l'administration provisoire judiciaire; cas où elles sont valables et ou elles penvent être annulées (30 juin 1888, loi, art. 35), 490.

- Sortle (30 juin 1858 , loi, art. 14 , 15 , 17 , 20 ,--24 , 28 , 29) , 490.

- Fisites. Quelles personnes sont chargées de les visiter, h quelles époques, et dans quel but (80 juin 1836, ioi, art. 4), 490. ALLIER.
- Impositions extraordinaires (4 avril 1838, loi), 156. ALPES (BASSES-).

– Emprent (4 avril 1838, loi), 158. – Impositions ekiraordinairis (4 avril 1838, loi), 186.

APPRENTISSAGE, Voy. Justices do pair. Armés.

- Administration. Officiers d'administration [organisation du corps des) (28 févr. 1838, ord.), 18. Armer speciales. Voy. Contributions extraordinaires.
- Artillerie. Suppression des compagnies de canonniers gardes-côtes d'Afrique, et création, dans chacun des six premiers régimens d'artillerie, d'une batterie à pied non montée (22 novembre , 1818, qrd.), 745.

Avancement. Reglement (16 mars 1838, ord.), 213 et suiv.

compagates de discipline, Composition du cadre en officiers (18 janvier 1838, ard.), 41.

- Intendence militaire. Caéstian d'un andre da cammis entreteaus pour le service dus bareaux (28 servier 1828, ord.), 15.
- Masses. Réglement (25 déc. 1837, ord.), 34.
- Revues, Réglement (25 déc. 1837, ord.) , 34. - Solde. Régioment (25 déc. 1937; ord.), 94.

- muiuelles contre la grêle, dite de l'Etalle (23 mars 1838, ord.), 279.

- mutuelle contre la grêle, établie à Versailles;

modifications à ses statuts (6 avril 1838, ord.), 324. - mutuelle contré la grêlé , aux Andelys (12 no-

vembre 1838 , ord.) , 720.

– mutuelle contre la grêlé, à Foix (20 nov. 1938, ord.), 744.

- à Paris, sous la dénomination de l'Urbaine, contre l'incendie (h mars 1858, ord.), 285.

- à primes, contre l'incendie, à Paris, sons le titre de la Sécurité (15 mars 1838, ord.), 280. mutuelle immobilière contre l'incendie, blie au Mans; nouveaux statuts (2 avril 1838,

ord.), 314. - mutuelle immobilière, établie à Nevers; nou-veaux statuts (24 avril 1838, ord.), 322.

- mutuelle contre l'incendie, pour le département de Loir-et-Cher; retrait d'autorisation (17 mai 1838, ord.), 422.
- contre l'incendie, compagnie de l'Indemnité (20 mai 1838, ord.), 490.
- · mutuelle contre l'incendie, à Arras; modification aux statuts (8 juillet 1838, ord.), 669.
- mutuelle mobilière contre l'incendie, la Fratermelle, & Parie (24 août 1838, ord.), 667.

- mutuelle immobilière contre l'incendie , à Blois (6 sept. 1838, ord.), 661.
- muluelle immobilière contre l'incendie, à Rennes (16 sept. 1838, ord.), 696.
- mutuelle contre l'incendie, à Mende; révocation de l'autorisation (18 sept. 1838, ord.), 669. - contre l'incendie, à Paris (18 sept. 1838, ord.),
- mutuelle contre l'incendie, à Poitiers (28 novembre 1838, ord.), 744.
- mutuelle mobilière contre l'incendie, à Caen
  - (19 déc. 1838, ord.), 745. Sociélé de l'Union du Nord, Compagniz d'Assuranze contre les risques de la navigation maritime et intérrieure (16 janv. 1838, ord.), 197.
  - Societé de Mélusine, Compagnie d'assurances maritimes et de prêt à la grosse (15 mars 1888, erd.), 311.
  - maritimes la Sécurité, à Paris. Modifications aux statuts (27. août 1838, ord.), 667.
- maritimes sous la dénomination de l'Avenir, à Paris (16 segtembre 1838, ord.), 696.
- maritimes, compagnie de la Gironde, à Bordeaux (21 septembre 1838, ord.), 707.
- sur la vie. Autorisation accordée à la Compa-gnie royale de former et administrer des associations de la nature des tentines (20 soût 1838, ord.), 662.
- AUTORISATION. Voy. Communes, Dons, Fabriques. Noms, Usines. Avorés.
- Nombre près le tribunal de Gex (18 octobre 1838, ord., 9 Bull., n. 7733).
- près le tribunal de Monisort-sur-Men et de Montreuil-sur-Mer (4 mars 1838, ord., 9º Bull. ₽. 7424 et 7425).
- pres le tribunal de Saintes (13 août 1838, ord., 9. Bull., n. 7532).

- Droits de passage à Creteil (Seine), et Belleray
- (Meuse) (24 mars 1838, ord., 9° Bull., n. 7358).

   au passage des bacs du Sablon et de la Bonde, sur la Sèvre (6 mai 1838, ord.), 423.

   aux bacs de Besles (Aude) et Nalliers (Vienna)

  (11 juin 1838, ord., 9° Bull., n. 7446).

   au bac de Senas (18 novembre 1838, 9° Bull.
- n. 7693),

BANQUES.

BACS.

- . Etablissement à Orléans (8 povembre 1838, ord.), 702.
- à Toulouse (11 juin 1838, ord.), 676.

BARQUE DE FRANCE.

- Comptoir autorisé à Montpellier (10 janvier 1838, ord.), 7.
  - directeur (10 février 1838, ord. 9 Ball,, п. 7310).
  - BANQUEROUTES. Banqueroute simple (28 mai 1838, loi, art. 584 à 590); banqueroute frauduleuse (ibid., art. 591 a 593), 363. Voy. Faillites.

Baux. Voy. Justices de paix.

- Basis. Administration des bois et forêts. Directeur M. Bresson (21 septembre 1838, ord., 9ª Bull.,
- n. 7584). Amenagement. Voy. Table chronologique 9, 24-mars; 27 avril; 6, 16, 27 mai; 11 juin; 23eeptembre; 19 octobre 1838.
- Amendes. Reputition (14 juillet 1888, and., art. 5), 564.

Assainissement des bois communaux. Kogen-

heim (28 sept. 1838, ord., 9 Bull., n. 12877).

Construction a proximité des forêts. Voy. Table chronologique 3 avril; 13 mai; 9, 21 juin; 8, 21 août ; 22 septembre ; 10, 28 novembre 1838.

- Contribution supplémentaire sur les bois des communes et des établissemens publics. Répartition

, (19 janvier 1838, ord.), 6.

— pour les frais d'administration des communes et des établissemens publics en 1839 (14 juillet 1838, loi, art. 3), 574.

Defrichement. Voy. Table chronologique (9 mars; 27 avril; 16 mai; 24 octobre; 12 nov. 1838).

Délimitation. Voy. Table chronologique (7, 19, 31 janvier; 25, 28 février; 9, 19, 24 mars; 3, 8, 27 avril; 13, 16, 27 mai; 6, 21, 25, 27, 29 juis; 9, 11 juillet; 1, 8, 14, 21, 23, 31 sont; 10, 22, 28 septembre; 11, 19, 24 28 octobre; 2, 12, 18, 28 novembre 1838).

- Délivrance.. Voy. Table chronologique (21, 31 7anvier; 10, 25 février; 9 mars; 8, 27 avril; 6, 13, 16, 18 mai; 11, 21, 25, 27, 29 juin; 9, 14, 31 juillet; 11 août; 22 septembre; 2 novembre 1838).

- Reole royale forestière. Réglement (31 octobre 1838, ord.), 692.

- Exploitation. Voy. Table chronologique (11 juin ; 22 septembre; 28 octobre 1838).

– Marine. Suppression du service de la surveillance des fournitures (14 décembre 1838, ord.), 738.

 Pacage (autorisation de). Voy. Table chronolo-gique (25 février; 14 juillet; 2 novembre 1838). Recepage. Voy. Table chronologique (11 juillet

1838).

- Régime forestier. Voy. Table chronologique (7, 31 janvier; 10 février; 9 mars; 8, 27 avril; 13, 27 mai; 27, 29 juin; 11 juillet; 1, 8 août; 10, 21 septembre; 24, 28 octobre; 2, 12, 18 novembre 1838).

- Rejet de demandes. Voy. Table chronologique (6, 13, 27 mai; 14 juillet; 21 août; 22 septembre; 2, 10, 28 novembre 1838).

- Vente des chablis provenant des bois commumaux (15 septembre 1838, ord.), 667.

Ventes diverses. Voy. Table chronologique (25 février; 9 mars; 8, 27 avril; 11 juillet; 22 septembre; 19 octobre 1838).

Déductions à allouer pour déchets. Réglement (21 soût 1838, ord.), 641.

- (21 décembre 1838, ord.), 736.

BONS ROYAUX.

- Emissions. Ne peuvent excéder cent cinquante millions ; exceptions (14 juillet 1838 , loi , art. 15), 574.

- Emission supplémentaire (23 novembre 1838, ord.), 716.

- (13 décembre 1838, ord.), 728.

Bonnage. V. Justices de paix.

Bouches-du-rhône.

Emprunt (4 avril 1838 , Iol) , 158.

Bourses de commerce.

- Contribution spéciale pour les dépenses de 1838 (7 janvier 1838, ord.), 1.

Frais de perception (14 juillet 1838, loi, art. 4), 574.

----Contribution spéciale pour leur dépense en 1839 (23 déc. 1838, ord.), 745.

BREVETS D'INVENTION

Amulation. V. Table chronelogique 25 mars 1838.

- Proclamation. Voy. Table chronologique (11 fe-

vrier, 13 mai, 30 juillet 1838). - Prorogation (16 janvier, 14, 18 février, 6 mai, 4 juillet, 13 août 1838). Voy. Justices de paix.

BUDGET.

- Dépenses (31 mai 1838, ord., titre 1ex, chap. 3), 426.

- Exercises clas. Apurement des dépenses (10 février 1838, ord.), 10. Voy. Crédits.

- Recettes (31 mai 1838, ord., titre 1er, chap. 2), Δ26.

Rigioment difinitif (31 mai 1838, ord., titre 1°, chap. 9), 433.—Cloture des credits. (Ibid. § 5). - Apurement des rentes à payer et déchéance quinquennale des créances sur l'Etat. (Ibid. § 6), 434. — Prescriptions légales, oppositions et dispositions spéciales pour la libération défimitive du trésor. (Ibid. § 7), 436. Voy. Comp. tabilité publique.

Bunger DE 1835.

- Régioment (10 juin 1838, loi), 419.

BUDGET DE 4839.

- Dépenses (14 juillet 1838 , loi), 564. - Recettes (14 juillet 1838 , loi) , 574. BUDGET DÉPARTEMENTAL

- (10 mai 1838, loi, art. 9 et suiv., 24 et suiv.). 287.

Busses, Voy. Evachés.

C.

CARN. Emprunt et imposition extraordinaire (18 juillet 1838, loi), 585.

CAUSE D'AMORTISSEMENT.

- Commission de surveillance (9 février 1838, ord. 9º Ball., n. 7308). - Dépenses administratives. Augmentation du bud-

get pour 1837 (16 janvier 1838, ord.), 3.

— Fixation pour 1838 (16 janvier 1838, ord.), 3.

CAISSE DES BÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

- Caisses d'épargnes des instituteurs primaires, recettes et administration des fonds (13 février 1838, ord), 32.

- Commission de surveillance (9 février 1838, ord. 9º Buli., n. 7309).

- Comptabilité (31 mai 1838, ord., titre 4, chap. **2**2), 426.

- Dépenses administratives. Augmentation du budget pour 1837 (16 janvier 1838, ord.), 3

Depenses administratives. Fixation pour 1838 (16 janvier 1838, ord.), 3.

CAISSES D'ÉPARGRES. Autorisation et modifications à Arcis-sur-labe (20 juillet 4838, ord.), 609.

Auxerre (25 juin 1858, ord.), 588.

- Bar-sur-Aube (28 novembre 1838, ord.), 745.

- Bédarieux (26 juillet 1838, ord.), 628. - Cahors (11 décembre 1838, ord.), 745.

- Cette (26 juillet 1838, ord.), 628.

Compiègne (5 septembre 1838, ord), 660.
 Condé-sur-Noireau (6 avril 1838, ord.), 421

- Draguignan (8 juillet 1838, ord.), 608. - Etampes (16 mars 1838, ord.), 206.

— Grasse (8 juillet 1838, ord.), 669. — Le Mans (2 décembre 1838, ord.), 745.

- Lunel (26 juillet 1838, ord.), 628. - Mantes (5 septembre 1838, ord.), 661.

- Marennes (30 janvier 1838, ord.), 13.

- Morlaix (25 jain 1838, ord.), 588. - Noirmontiers (16 novembre 1838, ord.), 714.  Perpignan (15 mai 1838, ord.), 489. - Redon (7 juin 1838, ord.), 490.

- Roam (26 juillet 1838, ord.), 629.
- Saint-Malo (6 avril 1838, ord.), 421.
- Saint-Pons (21 août 1838, ord.), 641.

- Saumur (2 avril 1838; ord.) , 307.

- Tarbes (11 janvier 1838, ord.), 11. - Tonnerre (16 mars 1838, ord.), 206.

Toulon (3 oct. 1838, ord.), 695. Verdun (4 mars 1838, ord.), 206.

Vienne (11 décembre 1838, ord.), 746.

Vierzon (1er mai 1838, ord.), 488. Vire (6 avril 1838, ord.), 421.

Instituteurs primaires communaux. - Statuts. (13 février 1838, ord.), 31. CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.

Comptabilité (31 mai 1838, ord., tit. 4, ch. 24), 426. CALVADOS.

Imposition extraordinaire (4 avril 1838, loi), 156, CAMADE.

- Aix (4 juillet 1838, loi ), 529.

d'Arles à Bouc. Réduction des droits (31 juillet 1838, ord.), 618.

de Bretagne. Droit de navigation (19 dec. 1838, ord.), 735.

- latéral de la Garonne (3 juillet 1838, loi ), 528, Givors. Autorisation de la société anonyme (13 août 1838, ord.), 638.

de la Marne au Rhin. Etablissement (3 juillet

1838, loi) , 528. - Marseille (4 juillet 1838 , loi), 529. - Canal du Midi. Administration (10 mars 1810 , décret), 615.

- Donataire (13 mai 1838, ord.), 9° Bull. supp., n. 12160.

Donataire, substitution (25 juin 1338, ord., 9º Bull. supp., n. 12225).

- Réduction du tarif pour le transport des marchandises (30 juillet 1838, ord.), 614.

CANTAL.

- Imposition extraordinaire (4 avril 1838, loi), 157.

CENTIMES ADDITIONNELS facultatifs (10 mai 1838, loi, art. 17.), 287.

Communes. Dépenses (14 juillet 1838, loi, art. 8), 574.

CENTIME DE NON VALEUR.

Repartition du produit (31 janvier 1838, ord.), 9.

CHAMBRES DE COMMERCE.

Contribution spéciale pour les dépenses de 1838 (7 janvier 1838, ord.), 1. - Contribution spéciale pour subvenir aux dé-penses de celles d'Arras (2 avril 1838, ord.),

265.

- Frais de perception (14 juillet 1838, loi, art. 4), 574.

- Contribution spéciale pour leur dépense (23 décembre 1838, ord.), 743. Etablissement & Gray (23 mars 1838, ord.), 213.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Crédit additionnel au budget de la Chambre des Députes pour l'exercice 1838 (6 août 1838, loi), 610.

CHAMBRES LÉGISLATIVES.

- Clôture de la session de 1838 (12 juillet 1838, ord.), 610.

- Convocation (7 novembre 1838, ord.), 690. CHAUBRE DES PAIRS.

Création. Nomination de M. de Telleyrand (18 juin 1838, ord.), 488.

- Nomination de MM. de Jessaint et de Saint-Didier (10 novembre 1833, and.), 694. Voy. Cour des Pairs.

809

CHAMBRES TEMPORAIRES. V. Tribunaux de premiero instance.

CHAPELLE.

Erection en succursales ou chapelles de secourse Voy. Table chronologique (5 novembre ; 22, 24, 31 décembre 1837; 16, 19, 30 mars; 6, 18 avril; 9 mai; 6 juillet; 5 août; 15, 18, 21, 26, 29 septembre ; 13, 29 octobre 1838.)

CHARTRES.

- Emprunt (18 juillet 1838, loi), 585,

CHEMINS DE PER.

- Autorisation de Bordeaux à Teste. - Société anonyme (25 février 1838, ord.), 308.

- de Lille à Dunkerque (9 juillet 1838, loi),

- des mines de Fins et des mines du Montetaux-Moines à la rivière d'Allier (25 juillet 1838, loi), 591.

de Montpellier à Cette. - Société anonyme (4 juillet 1838, ord.), 611.

de Paris à Orléans (7 juillet 1838, loi).

- Société anonyme (13 août 1838 , ord.), 633.

- de Paris à Rouen, au Havre et à Dieppe, etc. (6 juillet 1838, loi), 537.

- Société anonyme (18 août 1838, ord.), 629. - de Paris à Saint-Germain, Gare d'arrivée dans Paris (3 juillet 1838, ord.), 582

- de Strasbourg à Bâle (6 mars 1838, loi), 24. - Société anonyme (14 mai 1838, ord.), 532.

- Impôt. Mode de perception (2 juillet 1838, loi), 527.

CHEMINS VICINAUX.

- Prestations en nature. Solutions données par M. le ministre de l'intérieur à diverses questions ( années 1836 et 1837), 747.

CODE DE COMMERCE. Voy. Aliénés.

Code d'instruction criminelle. Voy. Sénégal.

CODEX MEDICAMENTARIUS. Voy. Crédit extraordinaire.

COLLÉGES COMMUNAUX.

Bourses. Réparatition au collège de Soissons (3

décembre 1838, ord., 9 Bull., n. 7723).

Erection à Aubusson (Creuse), (27 novembre 1838, ord., 9 Bull., n. 7692).

COLLEGES ÉLECTORAUX. Voy. Elections.

COLLÉGE DE PRANCE.

Administrateur (28 février 1838, 9 Bull.: n. 7350).

COLLEGES ROYAUX.

Abandon par l'université à la ville de Besançon des bâtimens du collége (5 octobre 1838, ord., 9º Bull. supp., n. 12692).

Bourses. Suppression au collège d'Amiens de la bourse attribuée à la ville de Béthune, et autorisation de deux bourses à demi-pensions dans le collège communal de cette ville (10 août 1838, ord., 9° Bull., n. 7571);

Suppression d'une bourse fondée par la ville d'Apt dans le collège d'Avignon (1e août 1838, ord., 9 Bull., n. 7570).

- Répartition au collège de Strasbourg (1se août 1838, ord., 9° Bull., n. 7569).

Classement. Le collège royal d'Auch déclaré de

3° classe (1 cotobre 1838, ord.), 680.

Comptabilité (31 mai 1838, ord., titre 4, chap. 26), 426.

Brection. L'école royale de Bourbon-Vendée

TABLE ALPHABETIQUE. - COLONS DE SAINT-DOMINGUE=CREDITS.

érigée en collége royal de 3º classe (5 mai 1838, orď.), 338.

- Erection du collège communal de Bastia (24 août 1838, ord., 9 Bull., n. 7613).

COLONIES.

- Comptabilité (31 mai 1838, ord., titre 4, chap. 25, 426.

- Conseils privés. Ordonnance du 31 août 1828, sur le mode de procéder devant les conseils privés. - Rectifications des art. 141 et 143 (26 fev. 1838, ord.), 159.

COLORS DE SAINT-DOMINGUE.

- Indemnité (30 mai 1838, ord.), 340.

COMMISSARIATS DE POLICE.

- Création. Voy. Table chronologique (8 janvier; 5 février; 24, 26 mars; 12 avril; 15, 25 juin; 2, 25 juillet; 80 aust; 7, 23, 31 octobre 1848.)

- Suppression. Voy. Table chronologique (24, 26 mars; 30 août; 9 décembre 1838.)

COMMUNES.

- Biens communaue. Circulaire du ministre de l'intérieur relative à la jouissance des biens communaus (28 mers 1888), 749.

- Comptabilité (31 mai 1838, ord., titre & , chap. 20), 426. (28 aout 1838, cir. min.), 749.

Création de la commune de Tremel, distrafte de la commune de Plestin (Cotes-du-Nord) (27 août 1838, ord., 9 Buil., n. 7553).

- Ecoles. Prorogation du delsi pour devents propriétaires de lecaux d'écoles (25 mars 1838,

ord.), 264.

- Réunion des communes de Fontenelle et de Nesla (27 août 1838, eud., 9 Boll., n. 7553). Conretance. Voy. Alienes, Tribunaus de première instance,

COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

- Réglement (31 mai 1838, ord., titra 2), \$26. COMPTABILITÉ JUDICIAIRE.

- Regioment (31 mai 1838, ord., titre 5), 455.

COMPTABILITÉ LÉGISLATIVE

- Réglement (31 mai 1838, ord., titre 14), 426. COMPTABILITÉ PUBLIQUE.

- Rigiement general (31 mai 1838, ord.), 426.

COMPTABILITÉS SPÉCIALES. — (31 mai 1838, ord., titre 4), 426.

COMPTABLES PUBLICS. - Receveure de l'enregistrement et des domaines.

- Rapport de l'ord. du 8 décembre 1832, qui les concerne (31 janvier 1658, ord.), 11. COMPTES DES MINISTRES.

- (31 mai 1838, ord., titre 1<sup>46</sup>, chap. 10). ----Compte général de l'administration des finen-

ces (ibid., § 2), 426. - Documens spéciaux à publier per les ministres (\$1 mai 1838, ord., titre 44, chap. 41), 426.

- Examen et contrôle (31 mai 1838, ord., titte 1er, chap. 12), 426. COMPTOIR D'ESCRIPTE. VOY. BAUGUS de France.

CONCORDAT. YOY. Paillite. CONCUSSION.

- Peine pour contributions non autorisées (14 juillet 1838, loi, art. 16), 574.

CORGRÉGATIONS RELIGIESES.

Biablissement, Voy. Table chronologique (28, 24, 31 décembre 1887; & livelet ; 4, 16 mars ; 6, 30 avril; 18, 30 mai; 12 juin; 6 juilet; 5, 8 août; 18, 21, 29 septembro; 2, 13, 29 octor bre; 17 novembre; 1, 7 décembre 1838.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT

Attributions (40 mai 1836, loi, art. 30 et suir.), 287 et suiv.

- Avis. Objet (10 mai 1838, lui, art. 41 et saiv.). 287.

— Contributions. Répartition (10 mai 1838, loi, art. 39 et snis.), 287.
— Convocation (15 juillet 1838, ord.), 588.

- Délibérations. Objets (10 mai 1838, loi, art. 39 et 40), 287.

CONSEIL D'ÉTAT.

- Comité des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. Création (5 février 1838, ord.), 8. CORSEILS GÉNÉRAUX.

- Attributions (10 mai 1838, loi, art. 1 & 39), 287

- Avis. Objet (10 mai 1838, loi, art. 6), 287. - Centimes additionnels, Vota (10 mai 1838, loi,

art. 3), 287.

· Contributions. Répartition (10 mai 1838, loi, art. 1 et 2), 287.

- Convocation (15 juillet 1838, ord.), 588.

- du conseil général d'Indre-et-Loire (24 novembre 1838, ord., 9 Bull., n. 7679).

Délibérations. Objet (10 mai 1838, loi, art. 4 et 5), 287.

-, -- Approbation (10 mai 1838, loi, art. 29), 287. - Annulation de deux délibérations du conseil général de la Loire-Inférieure (18 octobre 1838, ord.), 684.

- Annulation d'une délibération du conseil général de l'Indre (9 septembre 1838, ord.), 060-

CONSBILS MUNICIPAUX. - Delibérations. Publicité (18 déc. 1838, oed.), 761 Conseils de prépecture. Voy. Aliénés.

Consults Priving. Voy. Colonies. COMPRIBUTIONS INDIRECTES, Voy. Boissons, Sucre indigène.

CONTRIBUTIONS PERSONNELLE ET MOBILIÈRE. Répartition. Mode (14 juillet 1838, loi, art. 2), 574.

CONTRIBUTIONS DES PORTES ET PENÊTRES.

- Répartition. Mode (14 juillet 1838, loi, art. 2), 574.

COTE D'OR.

- Impositions extraordinaires (4 avril 1838, loi), 157. COUR DES COMPTES.

- Organisation (31 mai 1838, ord., tit. 3, ch. 17), 426. Vacances (8 sout 1838, ord., 9 Bull., n. 7526).

Coun des Pains.

- Constitution pour le jugement de l'attentat Laity (21 juin 1838, ord.), 488. COURS D'EAU.

- Dérivation de la Hessel (1 mai 1838, ord., 9 Bull. suppl., n. 12146). V. Justices de paix.

COURTIERS INTERPRÈTES. - Tarif des droits à enz alloués dans le port de Honfleur (12 novembre 1838, ord.), 707

- dans divers ports (18 juin 1838, ord.), 521. COURTIERS DE MARCHANDISES.

à Orléans, autorisés à comuler les fonctions degens de change. — Cautionnement. (17 octobre 1838, ord., 9º Ball., n. 7627.)

CRÉDITS.

– Répartition (31 mai 1838, ord., tit. 1, ch. 4), \$28. – — du crédit accordé au département de la masine et des colonies par la loi du 14 juillet 1838, pour les dépenses de l'exercice 1839 (15 août 1838, ord.), 627.

- - du crédit ouvert par la loi du 14 juillet 1833, pour les dépenses du département de la guerre, exercice 1838 (30 août 1838, ord.), 650.

– — pour les dépenses du ministère de la justice pendant 1839 (5 septembre 1838, ord.), 651.

- du crédit alloué pour les dépenses fixes des collèges royaux (16 octobre 1888, ord.), 680.

— du crédit affecté aux dépenses département, tales de 1839 (30 octobre 1838, erd.), 692,

- Report du crédit pour l'achèvement des monnmens de la capitale à l'exercice 1838 du crédit de 1837 (4er août 1838, ord.), 608.

du crédit pour l'agrandissement du palais des Pairs. Report à l'exercice 1838 du crédit de

1837 (1er aoûi 1838, ord.), 607. Yoy. Complabi-Me publique.

- Imputation des dépenses de solde antérieures à l'exercice 1837 (12 décembre 1838, ord), 735.

- Imputation des paismens faits pour rappels d'arréreges de rentes viagères et de pensions antérieures à 1837 (30 novembre 1838, ord.) 724.

CREDITS ADDITIONRELS.

pour les pensions militaires à liquider en 1838 (27 avril 1838, loi), 267.

pour le service des tribunaux de première instance (25 mai 1838, lei), 362. - au budget de la justice , exercica 1888 (25 mai

1838, loi), 362.

- au ministre des travaux publics et pour des créances constatées sur l'exercice 1834 (27 août 1838, ord.), 649.

- au ministre des travaux publics et pour des créances constatées sur des exercices clos (27 août 1838, ord.), 657.

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES.

pour complément des dépenses secrètes de 1838 (12 avril 1838, loi), 213.

- Crédits supplémentaires et extraordinaires de l'exercice 1837 (10 mai 1837, loi), 328.

- pour compléter l'organisation des armes spé-

cinles dans les divisions territoriales de l'intérieur (11 mai 1838, ord.), 306. pour l'achat des étalons des poids et mesures

décimaux (27 mai 1838, loi), 338.

- pour la célébration du 8º anniversaire des journées de juillet (5 juillet 1838, loi), 530. - sur l'exercice 1838 (8 juillet 1838, lai), 530.

pour le service des pussessions françaises dans le nord de l'Afrique (12 juillet 1838, foi), 531. - pour la reconstruction ou l'achèvement de di-

vers édifices publics (18 juillet 1838, lai), 583. - pour la révision du Codex medicamentarias (28 juil-

let 1838, loi), 602.

- pour la bibliothèque Sainte-Geneviève (28 juil-

let 1838, loi), 602.

au ministre de la marina pour des créances r tant à solder sur les exercices 1831, 1832 et 1833 (4 sout 1838, ord.), 618.

an ministra des travaux publics et pour des créances à solder sur les exercices 1833 et anté-

rious (\$7 août 1888, ord.), 656-

- pour les dépanses à faire à l'occasion de le maissance du comte de Paris (34 sout 1838, ord.), 650.

áu ministre de la marine sur l'exercice 1688

(19 septembre 1838, ord.), 668. - su ministre des finances pour des tréances à saider sur les exercices 1829, 1830 et 1881 [21

septembre 1998, ord.), 668.

au ministre de l'intérieur pour des créances 4 solder sur les exercices 1832 et 1838 (26 septembre 1838, ord.), 661.

au ministre de la justice pour des créances à solder sur les exercices 1850, 1861, 1832 et 1836 (29 septembre 1838, ord.), 671.

au ministre de la marine sur l'exercice 1838 (5 octobre 1836, ord.), 682.

- au ministre de la guerre pour des créances à solder sur les exercices 1830 à 1834 (8 octobre 1838, ord.), 675,

811

- reportés de l'exercice 1857 à l'exercice 1838 sur le hadget extraordinaire des travaux publics.

Fixation (11 octobre 1838, ord.), 688.

appartenant au budget extraordinaire des travanz publics. Répartition pour l'exercice 1838 (14 petabre 1838, ard.), 689.

au ministre de la marine pour des créances restant à solder sur l'exercice 1830 (14 novembre

4838, ord.), 706,

- au ministre de l'instruction publique sur l'exercice 1838 (16 novembre 1838, ord.), 713.

e an ministre des travaux publice pour des créances restant à solder sur des exercices périmés (22 novembre 4838, ord.), 715.

- Répartition des crédits afférens à l'exercice 1839 sur sept chapitres du hudget extraordinaire des travaux publics (22 novembre 1838, ord.), 716.

pour le retour de la brigade d'occupation d'Ancone (26 novembre 1838, ord.), 713.

- au ministre de l'intérieur pour des créances restant à solder sur des exercices périmés (27 novembre 1838, ord.). 717.

- au ministre de la justice pour des créances ressant à solder sur un exercice périmé (3 décembre

1838, ord.), 724. au ministre des finances pour des exercices périmés (7 décembre 1838, ord.), 727.

- au ministre des finances sur l'exercice 1838 (7 décembre 1838, ord.), 727.

au ministre des finances sur l'exercice 1839 (13 décembre 1838, ord.), 728. Yoy. Comptabilité publique.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES.

- pour subvention aux caisses de retraite des ministères des affaires étrangères, de la guerre et des finances (30 mars 1838, loi), 155.

- peer missions diplomatiques extraordinaires (6 juin 1838, loi), 418. - sur l'exercice 1838 (8 juillet 1838, loi), 530. - au ministre de la marine pour des créances con-

statées sur des exercices clos (4 août 1838, ord.), 619.

pour un prix décerné par l'Académie des in-scriptions et belies-lettres (8 août 1838, ord.), 651. pour un prix décerné par l'Académie des

sciences morales et politiques (11 août 1838,

ord.), 651.

- pour le paiement des primes pour la pêche de la morue et de la baleine (21 août 1838, ord.). 620.

- au grand chancelier de l'ordre royal de la Léion-d'Honneur (23 4041 1838, ord.), 626. — Idem , 027.

- au ministre de l'intérieur pour des créances anataides sur des exercices clas (23 septembre 1838, ord.), 662.

au ministre de la justice pour des créances constatées sur des exercices clos (29 septembre 1838, ord.), 670.

au ministre de la justice pour des créances. constatées sur des exercices clos (29 septembre 4638, ord.), 670

au ministre des affaires étrangères pour des créances restant à solder sur les exercices 1831

et 1832 (30 septembre 1838, ord.), 673.

pour le paiement des primes pour la pêche de la morae et de baleine (30 septembre 1838, . ord.), 672.

au ministre des affaires étrangères pour des créances constatées sur des exercices clos (30 septembro-1838, ord.), 671. - Idem, 672.

au ministre de la guerre pour des créences constatées sur un exercice clos (18 octobre 1838, ord.), 673. — Idem, 674.

- au ministre des affaires étrangères pour missions extraordinaires et dépenses imprévues (26 octobre 1838, ord.), 690

- au ministre de la justice sur les fonds affectés au service de l'imprimerie royale (29 octobre 1838, ord.), 690.

au ministre de la marine pour des créances constatées sur des exercices clos (14 nov. 1858, ord.), 706.

- au ministre de la justice pour frais de justice criminelle et des statistiques civile et criminelle (17 nov. 1838, ord.), 707.

au ministre de l'instruction publique sur l'exercice 1838 (23 nov. 1838, ord.), 717.

au ministre de la justice pour des créances constatées sur des exercices clos (3 déc. 1838, ord.), 725.

- au ministre des finances sur l'exercice 1638 (7 déc. 1838, ord.), 725.

- au ministre des finances pour des créances constatées sur des exercices clos (7 déc. 1838, ord.), 726. — Idem (7 déc. 1838, ord.), 726. Voy. Comptabilité publique.

## D.

DÉPARTEMENS.

— Actions en justice. Exercice, formes (20 mai 1838, loi, art. 36 et suiv.), 287.

— Comptabilité (31 mai 4838, ord., tit. 4, ch. 19),

426.

- Dépenses ordinaires , facultatives (10 mai 1838 , loi, art. 9, 12 et suiv.), 287.

- Transactions (10 mai 1838, loi, art. 38), 287. Dépenses suchères. Voy. Crédits extraordinaires. DÉSHÉBENCE.

Révélation (16 juillet 1838, ord., 9º Bull. supp., n. 12620).

DETTE PLOTTANTE.

(31 mai 1838, ord., tit. 1, ch. 13), 426. DETTE INSCRITE

(31 mai 1838, ord., tit. 1, ch. 13), 426. Dippimation. Voy. Justices de paix.

Diochars. - Circonscription des diocèses du Mans et de Seez

(15 dec. 1837), ord., 9º Bull., 7541). DOMAINE DE L'ETAT.

- Acquisition de la scierie domaniale, dite de l'Abbs (26 déc. 1838, ord., 9 Ball., n. 7730).

- Acquisition pour augmenter le jardin de l'établissement thermal de Bourbonne (24 avril

1838, ord., 9º Bull., n. 7422).

- Actions. Instructions des actions concernant les propriétés de l'Etat (6 mai 1838, ord.), 339.

- Affectation d'un terrain domanial au service du ministère de l'instruction publique (16 mars 1838, ord.), 263.

Cession à la ville d'Ajaceio d'un terrain appar-

tenant à l'Etat (10 fév. 1838, ord.),13. - — à la ville de Versailles de l'hôtel de la ma-

rine (25 fev. 1838, ord.), 279. - . à la ville de Paris d'avenues et places dépendant des Invalides et de l'Ecole-Militaire (19 mars 1838, loi), 30.

- de denx bontiques situées dans l'intérieur du palais de justice (18 mai 1838, ord.), 536.

à a ville de Paris d'un terrain domanial

dans la forêt de Bondy (9 juillet 1838, ord.),

- d'un terrain domanial à la commune de Talant (19 oct. 1838, ord.), 712.

— d'un terrain domanial à la ville de Paris

(2 nov. 1838, ord.), 712.

Echange d'un immemble domanial contre la manufacture d'armes de Saint-Etienne (19 mars 1838, loi ), 30.

Echanges divers (24 avril 1838, loi), 266. (4 juillet 1838, loi), 521.

Legement au directeur du télégraphe d'Avranche (26 mars 1838 , ord. , 9 Bull. , n. 7353 ).

- Logemens dans les bâtimens (11 août 1858, ord., 9 Bull., n. 7528).

- Transaction entre le préfet de la Moselle et une commune (1 « août 1638, ord., 9 Buil. sepp., n. 12843). DOMAINS PRIVE,

· Echange d'immembles avec la commune de Chaville (4 juillet 1838, loi), 521.

Domestiques. Voy, Justices de paix.

Dons et Legs. § I'r. Académie royale. Voy. Tuble chronologique (9 juillet 1838). II. Archeveches (30 mai 1838).

- III. Bibliothèques (26 février, 2 juillet 1838). - IV. Bureaux de bienfaisance (23, 27, 31 dec.

1837; 23 janvier; 5 février; 5, 40, 45, 26, 31 mars; 6, 27 arril; 18, 21 mai; 6, 22 juin; 7, 23, 27 juillet; 6 août; 1, 19, 27 septembre; 6, 13 octobre 1838).

- V. Caisses d'épargnes (2 avril 1838).

- VI. Chapelles (30 mars 1838).

- VII. Communes (30, 31 décembre 1837; 23 janvier; 3, 5, 15, 26 mars; 11, 12, 30 avril; 18, 40, 21 mai; 22, 30 juin; 5, 7, 23 juillet; 4, 6, 8 août; 1v, 9, 17, 19, 27 septembre; 4, 6,

9, 13, 16 octobre 1838).

VIII. Congrégations religieuses (5, 14 nov.; 22, 31 décembre 1837; 5 janvier; 4, 16 mars; 30 avril; 18, 20, 30 mai; 2, 6, 12 juin; 6 juillet; 5, 8 août , 15 septembre 1838).

IX. Curés desservans (5, 19 novembre; 22, 23, 31 décembre 1837; 6, 17 février; 4 mars; 20

mai; 6 juillet 1838).

X. Ecoles mutuelles (1ª sout 1858).

XI. Ecole polytechnique (18 janvier 1838). XII. Ecoles secondaires (5 novembre 1837; 17 janvier, 3 mars 1838).

- XIII. Eglises (31 décembre 1837)

- XIV. Evechés (30 mai, 6 juillet 1838). - XV. Fabriques (5, 14, 19 novembre; 22, 23, 24, 31 décembre 1837; 2, 5 janvier; 6, 12, 17 février; 4, 16, 30 mars; 6, 27 avril; 20 mai; 2, 3, 6, 12 juin; 5, 6, 12, 24 juillet; 5 août; 15 septembre 1838).

- XVI. Facultés de théologie (3 mai 1838).

- XVII. Frères de la Doctrine chrétienne (13, 19 février ; 25 avril ; 4, 16 mai ; 9, 28 juillet ; 1" août ; 9, 19 septembre 1838).

XVIII. Hospices et hopitaux (27, 30, 31 déc. 1837; 23 janvier; 5, 12, 28 février; 5, 10, 15, 26, 31 mars; 11, 12 avril; 18, 19, 21 mai; 3, 22, 30 juin; 5, 7, 23, 27 juillet; 6 août; 1°, 19, 27 septembre; 6, 13, 10 octobre 1838).

- XIX. Mairies (\$1 dec. 1837; 13, 19 fevrier; 6, 25 avril; 18 mai; 9, 28 juillet; 1er août; 9, 19 septembre; 11 octobre 1838).

- XX. OGavre des prisons (18 mai 1838). - XXI. Pauvres (27, 30, 31 décembre 1837; 5, 12 février; 5, 10, 15, 20, 31 mars; 11, 13

avril; 18, 19, 21, 30 mai; 3, 22, 30 juim; 5, 7, 23, 27 juillet; 14, 17, 27 septembre; 6, 12, 16 octobre 1838).

- XXII. Séminaires (22, 23, 24, 31 décembre 1837; 17 février; 16 mars; 27 avril; 20, 30 mai; 2, 12 juin; 6, 12, 24 juillet; 5, 22 août; 15 septembre; 13, 16 octobre 1838).

XXIII. Société d'encouragement (29 juin

18391.

XXIV. Société pour l'instruction élémentaire (28 juillet, 1" août 1838). XXV. Villes (25, 30 avril 1838).

DORDOGNE.

Impositions extraordinaires (6 juin 1838, loi), 418.

DOUARES.

Droits de nasigation au cabotage et de congé (23 juillet 1838, ord., art. 5), 589.

sur les bâtimeus à la Martinique et à la Gusdeloupe (4 sout 1838), ord.), 619.

- Entrepôts (23 juillet 1838, ord., art. 6 et suiv.), 589. - Création d'entrepôts réels à la Martinique

et à la Guadeloupe (31 août 1838, ord.), 657. Exportation (Droits d') (23 juillet 1838, ord., art. 2), 589. (8 octobre 1838, ord.), 674.

- Prohibition de sortie de certaines marchandises par les frontières d'Espagne (23 juillet 4838, ord.), 588.

Sortie des viandes et poissons salés par les frontières d'Espagne (8 aoûi 1838, ord.), 608.
-- Importation (Droits d') (23 juillet 1838, ord.,

art. 2', 589. - - Ouverture des ports de Boulogne, de Cannes et de Paimbouf à l'importation de certaines marchandises (23 juillet 1838, ord.), 589.

- Importation des produits des fles de la Sonde (2 septembre 1838, ord.), 627.

· Transit. Marchandises de transit qui doivent être accompagnées d'échantillons (3 juillet 1838, ord.), 563.

E.

FCOLES DE BROIT. - Commission des hautes études du droit (29 juin 1838, décision), 610.

ECOLB FORESTIÈRE. VOY. Bois.

ECOLE DES LANGUES ORIENTALES VIVANTES. - Organisation (22 mai 1838, ord.), 424.

ECOLFS DE MÉDECINE.

Chaire d'opérations et d'appareils à l'Ecole de Montpellier (10 sout 1838, ord.), G61. BCHANGE. Voy. Domaine de l'Etat, Domaine

privé. EFFET RÉTROACTIF. V. Faillite, Justices de paix,

Tribunaux de première instance. - Convocations de collèges électoraux. Voy. Table

chronologique (9, 12, 17, 18, 29 janvier; 9 février; 3, 20 mars; 5, 14 avril; 8, 15 mai; 22 juillet; 31 août; 4, 9, 28 septembre; 28 octobre; 20 novembre; 8 décembre 1838.) EMPRUNT.

- Conseils généraux. Approbation par une loi (10 mai 1838, loi, art. 34), 287. Voy. les noms des villes, communes, départemens.

EMPRIENT GREC.

– Paiement du semestre échu (24 avril 1838, ord.), 265.

ETAT CIVIL.

- Soissons. Rétablissement des registres de l'étatcivil (21 octobre 1838, ord.), 684.

ETABLISSEMENS DE BIERFAISANCE.

Comptabilité (31 mai 1838, ord., tit. 4, ch. 21), 426. (28 août 1838, circ. min.), 749.

ETABLISSEMENS BRITARNIQUES.

Vente des bâtimens de l'ancien collège de Saint-Omer (30 septembre 1838, ord., 9 Bull. suppl., n. 12691).

Placement en rentes sur l'Etat (12 juin 1838, ord., 9º Bull. suppl., n. 12461).

ETABLISSEMENS INCOMMODES ET INSALUBRES.

- Classement. Appareils domestiques pour la fabrication du gaz (25 mars 1838, ord.), 264.

- Ateliers rangés dans les diverses classes des établissemens dangereux, insalubres ou incommodes (27 mai 1838, ord.), 363.

ETATS UNIS.

· Créance. Paiement du 6° et dernier terme (31 janvier 1838, ord.), 9.

ETRANGERS.

- Domicile. Voy. Table chronologique (20, 28 janvier ; 9 février ; 6 avril ; 16 mai; 12, 21 juin ; 6, 18 juillet; 21 août; 5 septembre; 5 octobre 1838).

Naturalité. Voy. Table chronologique (20 mai, 49 août 1818; 4 mars 1819; 15 octobre 1825; 15 mars, 21 juin 1826; 15 mars, 27 jnin 1831; 24 avril 1833; 15 avril, 29 août 1834; 15 février, 18, 23 juin; 3 juillet; 2, 13, 15, 28, 30 août; 11, 12, 25 septembre; 13, 15 octobre; 5, 18 novembre; 4, 13, 18, 22 décembre 1837; 17 janvier; 9, 19 fevrier; 9, 20, 30 mars; 6, 27 avril; 18; 27 mai; 2, 12 juin; 6 juillet; 2, 6, 13, 15 août; 5 septembre; 5 octobre 1838).

Réfugiés. Prorogation des lois des 21 avril 1832 et 1e mai 1834 (22 juillet 1838, loi), 487.

EURE-ET-LOIR.

- Impositions extraordinaires (6 juin 1838, loi), 418. Evechés. . Etablissement d'un évêché à Alger (25 août 1838,

ord.), 621.

Institution canonique de l'évêque d'Alger (13 oct. 1838 , ord.) , 682. - de l'évêque d'Amiens (19 mars 1838 , ord.),

160. - de l'évêque de Bayonne (19 mars 1888,

ord.), 160. - de l'évêque de Beauvais (19 mars 1838,

ord.), 160. de l'évêque de Dijon (13 oct. 1838, ord.),

682. - de l'évêque de Nimes (19 mars 1838, ord.), 160.

Extradition.

Sardaigne. Traité avec la Sardaigne pour l'extradition des malfaiteurs (16 déc. 1838, ord.), 734.

F.

FACULTÉ DES LETTRES.

- Chaire. Création d'une chaire de littérature étrangère à Strasbourg (24 août 1838, ord.), 680.

Création à Bordeaux, Lyon, Montpellier et Rennes (24 sout 1838, ord.), 680.

PACULTÉ DES SCIENCES.

· Chaires nouvelles dans les facultés des sciences de Caen, Dijon, Strasbourg et Grenoble (24 a out 1838, ord.), 679.

- Création d'une faculté à Bordeaux (24 août 1838, ord.), 679.

FACULTÉS DE TRÉOLOGIE.

- Concours. Procogation de délai (25 soût 1838, Potass. ord.), 679.

FAILLITES.

- Abrogation du livre 3 du Gode de commerce et des art. 69 et 635 (28 mai 1898 , tol , article préliminaire), 363.

- Actes conservateires (28 mai 1838; loi, art. 490), 363.

- Administration (de l') des biens, en cas de benqueroute (28 mai 1838, loi, art. 601 à 604), 363. - Assemblée des créanciers, Voy. Convecation.

- Concordat (du), de sa formation, de ses effets, de son annulation ou de sa résolution, de sa cloture en cas d'insuffisance de l'actif (28 mai

1838, loi, art. 507 à 529), 363 et suiv.

— Convocation (de la) et de l'assemblée des créanciers (28 mai 1838, loi, art. 504 à 507), 363.

- Créanciers. Des différentes espèces de créanciers et de leurs droits en cas de faillite (28 mai 1838, loi , art. 542 h 565) , 363 et suiv.

· Crimes (des) et des délits commis dans les faillites par d'autres que les faillis (28 mai 1838, loi, art. 593 à 601), 363,

Déclaration de faillite et de ses effets (ibid., art. 438 à 451), 363 et suiv.

- Délits. Voy. Crimes.

- Effet rétroactif. Il frappe la réhabilitation et les art. 527 et 528 (28 mai 1838, loi, article préliminaire), 363 el suiv.

- Failli. Des premières dispositions à l'égard de sa personne (28 mai 1838, loi, art. 455 à 462), 363 et suiv.

Inventaire (de l') [28 mai 1838, loi, art. 479 **484)** , 363.

- Juge-commissaire. Nomination (28 mai 1838, loi, art. 451 à 455), 363.

- Jugemens. Des voies de recours contre les jugemens rendus en matière de faillite (28 mai 1838, loi, art. 580 à 584), 363.

- Liquidation (de la) du mobilier (28 mai 1838, loi , art. 565 à 574) , 368.

- Nullité des actes (28 mai 1888, loi, art. 166 et suiv.), 342.

- Recouvremens (28 mai 1838, loi, ert. 484 à 490), 363.

- Réhabilitation (de la) (28 mai 1838, loi, art. 604 à 614), 363. Vey. Effet rétrossets. - Répartition entre les oréanciers (28 mai 1888 ; loi,

art. 565 à 571), 363.

- Revendication (28 mai 1838, loi, art. 574 & 580),

- Scellés. De l'apposition des scellés (28 mai 1838, loi, art. 455 à 462). — De la levec des scolles (ibid., art. 479 à 484), 363.

- Syndics. De leurs fonctions (28 mai 1838, loi,

art. 468 à 504), 363.

— provisoires. De leur nomination et de leur remplacement (28 mai 1838, loi, art. 462 à 468), 363.

- Union (de l') des créanciers (28 mai 1838, loi, art. 529 à 541) , 363 et suiv.

- Vente (de la) des marchandises et meubles (28 mai 1838, loi, art. 484 à 490). — De le vente des immeubles (ibid., art. 571 à 574), 363.

Vérification des créances (de la) (28 mai 1838, loi,

art. 491 à 504), 363 et suiv.

FILS ET TISSUS.

de lin et de chanvre. Fabrication; autorisation de la Société anonyme formée à Paris (11 juin 1838, ord.), 669.

Finistère.

Impositions extraordinaires (6 juin 1838, loi), 418.

- Etablissement, Voy. Table chronologique (21, 28 janvier; 19 février; 9, 23, 25 mars; 15 avril; 6, 15, 17, 20 mai; 7, 12, 25 juin; 8 juillet; 13, 17, 21 août; 18, 23 sept.; 24 oct.; 2 novembre 1838). FONDERIES ET FORGES.

d'Alais. Prise d'eau (12 février 1838, ord., 2 Bull. supp. , n. 11933).

**Г**онов соммин.

- Répartition (10 mai 1838, loi, art. 17), 287. des fonds communs affectés aux dépes ordinaires des départemens pendant 1830 (23 juillet 1838, ord.), 605.

du fonds commun affecté au complément de la dépense des travanz de construction des édifices départementaux d'intérêt général, etc. (14 décembre 1858, ord.), 789.

Forces. Voy. Fonderies. FRAIS DE JUSTICE CRIMINELLE.

- liquidation et paiement (28 novembre 1838, ord.), 713.

Falbern, - Auterisation de prendre du service en pays étranper. Voy. Table chronologique (17 mai 1835; ger. Voy. Labie enronologique (12, 15 février, 97 mai, 21 soût 1838).

Réintégration. Voy. Table chronologique (16 jan-

vier, 13 acht 1858).

GARDE MUNICIPALE DE PARIS, Organisation (24 août 1838 , ord.), 644.

GARDE BATIONALS.

America. Remise des peines de discipline pro-noncées contre des gardes nationaux de Mantes (2 mars 1838, ord.), 30.

GARDE HATSONALE DE PARIS. Ambietie. Voy. Benfiene, Peines.

- Bantisus. Organisation des sopeurs porte-haches, de la musique, des sapeurs-pompiers et de la cavalerie (4 octobre 1838, ord.), 680.

- Remise des manquemens au service dans le 2º bataillon cantonal de la 3º légion de la banlieue de Paris (8 août 1838, ord.), 629.

Cavalerie. Organisation de la légion de cavalerie (18 janvier 1838, ord.), 4. (28 mai 1831, ord.), 5.

- Commandement superisur. Nomination provisoire da M. Jacqueminot (8 décembre 1838, ord,), 723.

- Nomination du maréchal Gérard (11 décembre 1838, ord.), 738.

- Musique des légions (25 mars 1838 ; ord.), 155. - Peines disciplinaires. Remises (12 décembre 1838,

ord.), 728. - Sepenre porte-hacker, Organisation (27 mars 1838,

ord.), 155.

GAE HYDROGÈRE.

- Réglement sur là fibrication au moyen de petits appareils domestiques (25 mars 1836, ord.), 264.

- Compagnie elbeuvienne , société anonyme (25 avril 1838 , ord., 327.

Gers.

- Impositions extraordinaires (6 juin 1838, loi), 419.

GIRONDE.

- Impositions extraordinaires (6 juin 1838 , loi), GRAINS, Voy. Table chronologique (31 janvier, 28 février, 31 mars , 30 avril , 51 mai, 50 juin, 31 juillet , 31 sont , 30 septembre , 31 octobre ; 30 navembre, 31 décembre 1838.

### н.

HAITI. Voy. Colons, Traité. Hôteliers. Voy. Justices de paix.

Huisdigns.

- Nombre près le tribunal de Chinon (2 février 1838, ord., 9º Bull, n. 7301). - près le tribunal d'Escère (18 décembre 1838;

; ord., 9 Bull. n. 7736)

près le tribunal de Morlais (28 janvier 1638.

ord., 9º Bull., n. 7299). 

— — près le tribunal de Troyss (6 man 1836, ord., 9° Bull., n. 7426). Voy. Justices de paix. Нхрочийськ цельк. Voy. Aliénés.

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES.

Conseils généraux. Approbation par une loi (10 mai 1838, loi, art. 55), 287. Yoy. les nome des villes, communes, départemens.

IMPOTS MAINTENUS POUR 1839. - (14 juillet 1858 , loi , art. 9), 574.

INDRE-ET-LOIRE.

- Emprunt (4 avril 1838, loi) ;158.

INDUSTRIB PRANCAISE.

· Exposition à Paris, le 1er mai 1839 (27 septembre 1838, ord.), 669.

Injungs. Voy. Justices de paix.

Institution Canonique. Voy. Eveche.

INSTRUCTION PRIMARES.

Comités locaux et comité central de Paris (28 66tobre 1838, ord.), 691. Voy. Caisse d'amortime ment, Caisses d'épargues.

Isère.

- Impositions extraordinaires. Emploi d'une somme estant libre sur le produit de l'imposition ex-traordinaire autorisée par la loi du 15 avril 1829, (18 juillet 1838, loj), 584.

Juges. Voy. Tribunaux de première instance. Jona.

-Imposition outraordinaire (30 avril 1838, ord.), 507. JUSTICE CIVILE.

- Rapport au roi sur l'administration de la justice civile et commerciale pendant les années 1835 et 1630 (26 décembre 1838), 762.

JUSTICE CRIMINELLE.

- Rapport au rei (15 décembre 1838), 750.

JUSTICES DE PAIX.

- Abrogation de toutes les dispositions des lois artterieures contraires (25 mai 1838, loi, art. 21), 342.

Appel. Délais pour l'interjeter [25 mai 1838], loi, art. 13), 342.

- Recevabilité (25 mai 1838; loi, art. 13 et

14), 342. - Apprentissage (25 mai 1838, 161, art. 5), 342. - Bener. Contestation (25 mai 1838, loi, art. 8 et

4), 342. - Brevets d'invention. Actions concernant les brevets d'invention (25 mai 1838, loi, art. 20), \$42.

- Caustion. Jugemens ne sont susceptibles de pourvoi en cassation que pour excès de penvoir (25 mai 1838, loi, art. 15), 342,

- Compltence, Bieffilge et finites (25 mal 1838, . loi , art. 1 415 et 20), 342 et stift,

- Coars d'eau (25 mai 1838, loi, art. 6), 342

- Demandes reconventionnelles. Compétence (25 mai 1838, loi, art. 7 et 8), 342. Diffamation verbale (25 mail 1838, loi, art. 5), 342.

Domestiques et gens de service (25 mai 1838, loi,

art. 5), 342. Dommages aux champs (25 mai 1838, loi, art. 3),

- Basculion tles fugement (25 mai 1898, loi, att. 11 et suiv.), 342.

4 Hittliers. Contestation (25 mai 1838, loi,

- Maissiers. A Attributions (25 mat 1838, loi, art. 16), 342.

Interdiction de représenter les parties. Exception (28 mai 1838, toi, art. 18), 542.

- Contraventions. Peines (25 mai 1838, loi, art. 19), 342.

- Injures (25 mai 1838, 16i, art. 51, 342. - Mitoyennets (25 mai 1838, 10i, art. 67, 34 - Nourrices (mois de) (25 mai 1938; loi , 111. 5). 342.

- Poussons chimentaires (25 mai 1838, loi, art. 6), . 849. .

- Possessoires (actions) (25 mai 1838, loi, art. 6). 342.

- Mironelvist. Les demandes introduites avant la promulgation de la loi ne sont point atteintes par dile (25 mai 1858, loi , art. 22) , 342.

- Saisis gugerte (25 mai 1838, loi, art. 10), 342. - Traitemens à Avignon, Nancy et Toulon (18 déc. 1838 , ord. ) , 739.

- Voyageurs. Contestations (25 mai 1838, loi, ari. 2), 362.

Lais de âtă.

- Concession d'un terrain en nature de marais ou lais de mur à la commune de Binic (Côtes du-Nord) (18 mai 1838, ord.), 535. Lheron D'Honnaus.

- Budget. Réglement des recettes et des dépenses pour 1839 (48 dec. 1838 , erd.) , 742.

Comptabilite (31 mai 1838, brd., tlt. 4, chap. 23); 420

LEGS. Voy. Dons.

Le Mensi

Emprunt (18 juillet 1838, loi), 585. Listrux.

— Emerant (48 juillet 1838, loi) , 585. LOCATIONS. Voy, Jüges de paix.

LODAYB.

Cession à la ville de Lodève des bâtimess et du terrain du collège communal (25 mars 1838, ord.), 289. Loire-Inférieure

- Empresat (5 juillet 1838, loi), 529. Loublic (arrondissement de).

Impositions extraordinaires (4 avril 1838, tol), 157.

LYON.

– Emprunt (18 juillet 1938, let, 565.

#### м.

MAIRES.

- Adjoint supplémentaire dans la commune de Grand-Champ (Morbihan) (6 août 1838, ord., 9º Bull. , n. 7531). Mais. Voy. Grains,

MAJORATS.

- Annulation (5 sept. 1837; 9 férr. , 22 mai 1838).

Translation. Voy. Table chronologique (30 avril 1836; 5. 24 oct., 3 nov. 1837; 30 mars, 1er juillet 1838).

MARAIS.

- Dessechement des marais de Sceaux (Loiret). Commission spéciale (3 juillet 1838, ord., 9° Bull. supp., n. 12452).

Marché.

— à fourrages du Mont-Parnasse, à Paris, converti en entrepôt public (14 août 1838, ord.), 652. MARINE.

- Génie maritime. Organisation du corps royal du génie maritime (2 mars 1838, ord.), 260 et suiv. Infanterie de marine. Réorganisation (20 nov. 1838, ord.), 720.

· Solde des officiers, mariniers et marins, et délégations à leurs familles (15 août 1838, ord.), 652

- Traites pour l'acquittement des dépenses de la marine, faites dans les colonies et dans les ports étrangers (13 mai 1838 , ord.), 423.

MARSEILLE. V. Camaux.

MESSAGERIES.

- Société anonyme de l'exploitation générale. --Rectification du terme de sa durée (11 janvier 1838 , ord.), 12.

MINES.

Adjudication par voie administrative (27 avril

1838, loi, art. 6), 275.

- Concession. Retrait (27 avril 1838, loi, art. 10), 279. Voy. Déchéance, et Table chronologique (16 janvier; A, 11, 12 février; 8, 27 avril; 10, 16, 17 mai; 7, 12, 20 juin; 24 octobre 1838).
- Contravention (27 avril 1838, loi, art. 8), 278. -Déchéance des concessionnaires (27 avril 1838, loi, art. 6 et 9), 275.

- Exploitation en commun (27 avril 1688, lei, art. 7), 278.

- Inondation. Asséchement à frais communs (27 avril 1838, loi, art. 1), 267 et suiv.

- Taxe des concessionnaires. - Recouvrement (27 avril 1838, loi, art. 5), 275.

MINISTRES. V. Comptes. MINISTRE DES PINANCES.

Intérim confié au ministre du commerce (16 juillet 1838, ord.), 588.

- Cessation (11 août 1838, ord., 9 Bull., n. 7522).

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

- Intérim au président du conseil des ministres (27 août 1838, ord., 9 Bull., n. 7540).

- Cessation (19 septembre 1838, ord., 9 Ball., n. 7574).

Montren (prix).

- Emploi 24 août 1838, décision), 656.

MOULINS.

Autorisation (15 août 1838, ord., 9 Bull., n. 12529).

- moulin à vapeur de la Rochelle, société anonyme (1 mai 1838, ord.), 421.

Museum d'histoire haturelle.

- Chaire d'anatomie humaine, changement de titre (3 décembre 1838, ord.), 724.

- Professeur de physique appliquée à l'histoire naturelle (24 juillet 1838, ord.), 679.

NANCY.

- Emprunt (18 juillet 1838, loi), 585.

NATURALISATION (grande).

- Accordée à MM. Voirol, Blondeau et Rossy (8 août 1838), 603, 604 et 605. NAVIGATION.

- Société anenyme de la navigation de l'Oise; approbation des modifications à ses statuts (14 janvier 1838, ord.), 12.

NEÈVRE.

- Impositions extraordhaires (4 avril 1838, loi), 157.

Nons.

- Additions, changemens. Voy. Table chronologique (31 janvier; 22 février; 20, 30 mars; 27 jain; 8 novembre 1836. NORD.

· Impositions extraordinaires (18 juillet 1838, loi), 584.

Novanicas. V. Justices de paix.

0.

OCTROL.

- Entrepôt. Etablissement d'un entrepôt d'octroi et d'une halle de déchargement à Paris (29 juin 18\$8, ord.), 586.

Tarif. Voy. Table chronologique (31 janvier; 28 février; 24 mars; 8 avril, 6, 13, 27 mai; 11, 21, 29 juin; 31 juillet; 8, 21, 31 août; 22 septembre; 8, 28 octobre; 2, 30 novembre 1838). OISE.

– Impositions extraordinaires (4 avril ...38 , loi) , 157.

OR ET ARGERT.

Recense générale et emploi de nouveaux poincons (7 avril 1838, ord.), 203.

- Prorogation du délai (1 août 1838, ord.), . 602.

OR LÉANS.

Emprunt (30 avril 1838, ord.), 307.

P.

PAQUEBOTS A VAPEUR.

- de Bordeaux au Havre, modifications aux statuts de la société (6 octobre 1838, ord.), 741.

- entre Dunkerque et Hambourg (21 septembre 1838 , ord.), 707. entre le Havre et Londres, modifications aux

statuts de la compagnie (29 juin 1838, ord.), 603. Voy. Postes.

PARIS.

- Location des constructions provisoires, établies sur les terrains destinés à élargir la voie publique (11 avril 1838, ord.), 279. Receveur municipal. Cautionnement (14 juillet

1838, loi, art. 7), 575.

PASSERELLE.

- Etablissement entre Agen et le bourg du Passage (23 janvier 1838, ord.), 7. V. Bacs. PRORE DE LA BALBIER. Voy. Crédits.

Pâcee fluviale.

- Amendes. Répartition (14 juillet 1838, ord., art. 5) , 564.

PECHE DE LA MORUE. Voy. Crédits.

Pausions civiles, militaires et de la marine. Voy. Table chronologique (6, 15, 20, 24, 31 janvier; 9, 10, 14, 17, 20, 28 février; 15, 19, 25, 26, 30, mars; 1, 15, 19, 27, 30 avril; 6, 16, 13, 16, 21, 27, 28, 31 mai; 1, 5, 11, 16, 20, 21, 26, 27, 30 juin ; 9, 10, 14, 16, 20, 24, 30 juillet; 6, 8, 15 août; 4, 6, 10, 12, 17, 19, 21, 22, 26 septembre; 1, 11, 14, 19 octobre; 7, 12, 17, 21, 28, 30 novembre; 20 décembre 48384

PERSIONS DIVERSES.

· à la veuve du comte de Danrémont (21 mars 1838 , loi), 31.

- à la veuve Daumesnil (2 avril 1838, loi), 156. - à madame de Lipona (19 juin 1838, loi), **A22.** 

- Secours à des veuves et orphelins. Voy. Table chronologique (14 janvier; 9 février; 20, 30 mars; 10 mai; 26 juin; 8 soût; 21 décembre 1838.

Place de Saint Adresse.

- Syndicat (7 janvier 1838, ord., 9 Bull. supp., n. 11888).

Poids BT MESURES

- Vérification des poids et mesures et instrumens de pesage (18 mai 1838, ord.), 339. Voy. Crédits extraordinaires.

PONTS.

I

- Autorisation et péage. Conflans-Sainte-Honorine. Société anonyme (7 juin 1838, ord.), 602.

— de Cubzac (5 juin 1838, loi, 417.) — de Fleurville. Société anonyme (16 sept.

1838, ord.), 695. du Mas-d'Agenais. Société anonyme (46 sept.

1838, ord.), 683.

de Nevers (3 juillet 1838, ord., 9º Bull., n. 7487).

- du port Jouet (22 juin 1838, ord., 9º Bull., n. 7462). - de Saint-Gervais et route royale de Tullins. Seciété anonyme (16 sept. 1838, ord.), 683. de Vicq et d'Availles. Société anonyme (16

sept. 1838, ord.), 683.

— Voy. aussi Table chronologique, (23, 28 janv.; 5, 12, 13, 25 févr.; 22 mars; 11, 30 avril; 1", 21 juin; 3, 20 juillet; 24, 30 août; 1er, 23, 27 sept.; 20, 28, 31 oct.; 12 nov. ; 9 déc. 1838.)

PORTS.

Amilioration de divers ports (21 juin 1838, loi). 422.

de Bordeanz. Etablissement de douze corpsmorts pour l'amarrage des navires (3 juin 1838, ord., 9° Bull., n. 7434).

- Conventions entre la France et la Grèce, pour la transmission des correspondances. Publication (31 mars 1838, ord.), 200.

- Mode d'exécution (4 mai 1838, ord.), 336.

-Transports des correspondances par les paquebots français du Levant (30 mai 1838, loi), 340.

- Taxe des lettres, journaux, etc., transportés par les paquebots français de la Méditerranée (30 mai 1838, ord.), 340.

- Convention postale entre la France et le Saint-Siege (18 nov. 1838, ord.), 700.

- Execution (30 nov. 1838, ord.), 718. - Convention postale entre la France et la Sar-

daigne (26 oct. 1838, ord.), 685. - Execution (28 nov. 1838, ord.), 717.

Transmission des correspondances entre la France et la Toscane par les paquebots français (30 juin 1838, ord.), 586.

PRÉFETS.

- Nomination. Voy. Table chronologique, (20 janv.; 20 oct.; 1er, 10 nov. 1838.) Voy. Alienes. PRÉFET DE POLICE. Voy. Alienes.

l'actours. Voy. Tribunaux de première instance.

Pyrénérs-Orignyales.

· Impositions extraordinaires (5 juillet 1838, loi), 529.

Ŕ.

BECRTTES.

- départementales (10 mai 1888, loi, art. 10), 287.

RECRUTEMENT

Appel de 10,900 hommes de la classe de 1836 (13 mars 1838, ord.), 54. — Appel de 80,000 hommes sur la classe de 1837

(27 avril 1838 . loi) , 266.

- Répartition (6 mai 1838, ord.), 337.

-Appel de 66,000 hommes de la classe de 1837 (18 oct. 1838, ord.), 675. Tableaux de recensement (2 déc. 1838, ord.), 723. REMARKLITATION. Voy. Faillite.

Ruin (Bas-)

Emprust (13 juillet 1838, loi), 591.

Ruone.

- Travaux de défense (22 août 1838, ord., 🗲 Ball., n. 7572).

ROCHE-POSAY (Vienne).

- Imposition extraordinaire et emprunt (17 oct. 1838, ord.), 695.

RODEL

- Collège. Propriété et jouissance du jardin (26 avril 1838, ord., 9 Bull. supp., n. 12105). ROUTES DÉPARTEMENTALES

Classement, prolongation, rectification. Voy. Table chronologique, (7, 16 janv.; 2, 4, 11, 12, 25 févr.; 5, 12, 23, 30 mars; 27 avril; 14 mai; 12, 20 juin; 3, 48 juillet; 22 août; 16, 23, 28 sept, 28 nov., 5 déc. 1838).

SAISIE-GAGERIE. Voy. Justices de paix. SARDAIGHE. Voy. Extradition, Postes.

Emprent et impositions extraordinaires (13 juillet 1833, loi), 591.

SEINE.

- Impositions extraordinaires (8 juillet 1838, loi), 531.

SEINE-BZ-MARNE.

- Impositions extraordinaires (4 avril 1838, loi), 157. SEINE-ET-OISE.

- Impositions extraordinaires (4 avril 1838, loi), 157. Séminatres.

 Fondations. Voy. Table chronologique (19 novembre 1837). SÉNÉGAL.

Code d'instruction criminelle. - Application au Sénégal et dépendances (14 février 1838, ord.), 160 et suiv.

SERVITUDES. Voy. Justices de paix.

Sociétés anonymes. Voy. Assurances, Chemin de fer, Gaz, Messageries, Moulins, Navigation, Paquebots, Ponts, Sucre. Sensons. Voy. Etat civil.

Sucre indigéne.

- Impôt. Prorogation des délais pour le réglement de l'impôt établi par la loi du 18 juillet 1837 (& juillet 1837, loi), 522.

- Réglement d'exécution de la loi du 18 juillet

1837 (4 juillet 1838, ord.), 522.

- Société anonyme pour fabrication (20 juillet 1838, ord.), 614.

T.

TARN.

Emprunt (4 avril 1338, loi), 159.

TARN-ET-GARONNE.

- Imposition extraordinaire (h avril 1838 . loi). 157.

Tissus. Voy. Fils.
Tonrings. Voy. Assurances.

TOURSE.

- Exploitation dans iss marais de Donges (3 oct. 1838, ord.), 708.

TRAITE DES NOIRS.

- Répression. Convention avec la Grande-Bretagne et les villes de Lubeck, de Brême et de Hambourg (6 décembre 1838, ord.), 729.

- Convention avec la Grande-Bretagne et la Toscane (8 décembre 1838, ord.), 750.

- Convention avec la Grande - Bretagne et le royaume des Deux-Siciles (10 désembre 1838, ord.), 732.

Taairés.

— Hatti. Publication de deux traités conclus avec Haïti (30 mai 1838, ord.), 340.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

- Dreux. Augmentation du nombre des membres de celui de Dreux (21 déc. 1838, ord.), 741.

Tairunaux de première imprance

· Abrogation de l'art. 5, tit. A de la loi des 16-24 août 1790 (11 avril 1838, loi, art. 13), 213.

Assemblés générale. Composition (11 avril 1838, loi, art. 11), 212.

- Audiences. Nombre, durée et réglement (11 evril 1838, loi, art. 7), 212. - Chambres temporaires. Traitemens des juges sep-

pleans (11 avril 1838, loi, art. 8), 212.

- Prorogation de celles des tribunaux de Bourgoin et de Saint-Marcellin (21 octobre 1838, ord.), 684.

- de Saint-Gaudens et Saint-Girons (21 octobre 1838, ord.), 684.

- de Bagnères (9 novembre 1838, ord.), 693. - de Saint-Lô (9 novembre 1838, ord.), 693.

Compétence. Actions personnelles, mobilières et immobilières. Dernier ressort (11 avril 1838, loi, art. 1er et suis.), 207.

Composition de divers tribunaux. Nombre de juges (11 avril 1838, loi, art. 3 à 7), 210 et suiv. - Demandes reconventionnelles ou en compensation (11

avril 1838, loi, art. 2), 208. - Dommages-intérête (11 avril 1838, loi, art. 2),

209.

Effet rétroactif. Les art. 1er et 2 n'ont pas d'effet retroactif (11 avril 1838, loi, art. 12), 213.

Juges. Suspension (11 avril 1838, loi, art. 9), 212.

- Juges - suppléans appelés à remplacer un juge

suspends. Traitement (41 avril 4838, loi, art.9).

212.

Refus de service (11 avril 1838, loi, art. 10). 212.

- Cas où ils ont voix délibérative (11 avril 1838, loi, art. 11), 213. Matière sommaire. Actions instruites et jugées

comme matieres sommaires (11 avril 1838, loi, art. 1°r), 208.

- Traitement (11 evril 1838, loi), 212.

- 18 décemb. 1838 , ord.), 735.

Autorisations. Voy. Table chronologique (7, 16, 28 janvier; 2, 10, 11, 12, 25 février; 5, 12, 23, 25, 30 mars; 1", 7, 15, 18, 20, 27 avril; 6, 13, 14, 17, 31 mai; 3, 7, 12, 20, 25, 29 jain; 3, 3, 18, 20, 26, 30, 31 juillet; 1", 5, 11, 15, 21 août; 18, 23, 28 septembre; 3, 11, 22, 24 octobre; 2, 44, 49, 45 avenubre, 48, 38 10, 12, 15 novembre 1838).

VANNES - Emprunt (30 avril 1838, ord.), 307.

VAUGLUSE.

- Empresst (4 avril 1838, loi), 159.

Vendée.

--- Imposition entraordinaire (13 juillet 1838, loi), 591.

Vicus redribitoires.

- Action en réduction du prix. Cas où elle ne peut être demandée (20 mai 1838, loi, art. 2), 329.

Animaux auxquels la loi s'applique (20 mai 1838, loi, art. 141), 329.

- Espèce bovine, id. - Espèce ovine, ibid.

Conciliation. Dispense (20 mai 1838, loi, art. 6),

- Délai pour intenter l'action dans les divers cas où elle est autorisée. Formalité préalable (20 mai 1838, art. 3 à 6), 329 et suiv.

- Garantie. Cas où le vendeur n'en est pas tenu

(20 mai 1838, loi, art. 7 et 8), 335.

VIENNE.

- Imposition extraordinaire (4 avril 1838, loi), 158. VOITURES PUBLIQUES.

Poids (24 octobre 1838, ord.), 690.

- Prorogation du délai fixé par l'ordonnance du 15 février 1837 (21 déc. 1838, ord.), 748. VOITURES DE ROULAGE.

- Poids. Prorogation du délai fizé par l'ordonn. du 45 février 1837 (21 déc. 1838, ord.), 743.

VOSGES.

Impositions extraordinaires (4 avril 1838, loi), 158.

Voyageurs. Yoy. Justices de paix.

# TABLE

# CONCORDANCE

Des Lois, Ordonnances, Réglemens, etc., présentant sous la date de chaque Loi ou Réglement antérieur à 1838, les Lois ou Réglemens de 1838 qui s'y réfèrent.

#### 1789.

22 décembre. — Conseils généraux et d'arrondissement. Voy. loi du 10 mai 1838.

#### 1790.

8 janvier. — Conseils généraux et d'arrondissement. Voy. loi du 10 mai 1838.

16 = 24 août. - Tribunaux de première instance.

Voy. loi du 14 avril 1838.

Idem. - Aliénés. Voy. loi du 30 juin 1838. – Justice de paix. Voy. loi du 25 mai

18 = 26 octobre. - Justice de paix. Voy. loi du 25 mai 1838.

#### 1791.

6 = 27 mars. - Justices de paix. Voy. loi du 25 mai 1838.

19 💳 22 juillet. — Aliénés, Voy. loi du 30 jain 1838.

22 août. - Douanes, Voy. ord. du 23 juillet 1838.

20 ventose. - Justice de paix. Voy. loi du 25 mai 1838.

## AN 5.

21 vendémiaire. — Canal du midi. Voy. ord. du 30 juillet 1838.

19 bramaire. — Recense des matières d'or et d'argent. Voy. ord. du 7 avril 1838.

### AN 8.

28 pluviose. — Conseils généraux et d'arrondissement. Voy. loi du 10 mai 1638.

27 ventose. — Ordre judiciaire, traitement divers. Voy. ord. du 18 décembre 1838.

#### AN 9.

16 ventose. — Conseils généraux et d'arrondissement, Voy. loi du 10 mai 1838.

#### AN 10.

18 germinal. — Concordat. Voy. ord. du 25 août

16 thermidor. - Conseils généraux et d'arrondissement. Voy. loi du 10 mai 1838.

#### AN 11.

2 vendémiaire. - Conseils généraux et d'arrondissement. Voy. loi du 10 mai 1839.

### AN 12.

7 ventose. - Voitures publiques. Voy. ord. du 24 octobre 1838.

#### AN 14.

16 frimaire. - Canal du midi. Voy. ord. du 30 juillet 1838.

#### 1810.

10 mars. - Canal du midi. Voy. ord. du 30 juillet 1838.

21 avril. — Mines. Voy. loi du 27 avril 1838. 15 octobre. — Etablissement dangereux. Voy. ord.

des 25 mars et 27 mai 1838.

#### 1811.

18 juin. - Frais de justice criminelle. Voy. ord. du 28 novembre 1838.

# 1814.

17 décembre. — Douanes. Voy. ord. du 8 octobre 1838.

# 1815.

14 janvier. - Etablissemens dangereux, insalubres on incommodes. Voy. ord. des 25 mars et 27 mai 1838.

25 mars. - Impôt sur les chemins de fer. Voy, loi du 2 juillet 1838.

### 4848.

1ºr avril. — Armée, compagnies de discipline. Voy. ord. du 18 janvier 1838. 29 juillet. — Etablissemens dangereux, etc. Voy.

ord. du 27 mai 1838.

### 1819.

28 octobre. - Dépenses de la marine faites dans les colonies et ports étrangers. Voy. ord. de 13 mai 1838.

### 1822.

11 sept. — Dépenses de la marine faites dans les colonies et ports étrangers. Voy. ord. du 13 mai 1838.

#### 1823.

mars. — Armée. Réglement sur la solde et sur les revues. Voy. ord. du 25 décembre 1837.
 avril. — Canal du Midi. Voy. ord. du 30 juillet

1838.

25 juin.—Etablissemens dangereux, etc. Voy. ord. du 27 mai 1838.

29 octobre. - Etablissemens dangereux, etc. Voy. ord. du 27 mai 1838.

#### 1894.

1º janvier. — Dépenses de la marine faites dans les colonies et ports étrangers. Voy. ord. du 13 mai

20 août. — Rablissemens d'éclairage par le gaz. Voy. ord. du 25 mars 1838.

Idem. — Etablissemens dangereux, etc. Voy. ord. du 27 mai 1838.

#### 1825.

9 Swrier. - Etablissemens dangereux, etc. Voy. ord. da 27 mai 1838.

#### 1826.

5 novembre.—Etablissemens dangereux, etc. Voy. ord. du 27 mai 1838.

#### 1827.

15 mars. — Taxe des lettres et journaux transportés par les paquebots de la Méditerranée. Voy. loi du 30 mai 1838 et ord. du 30 mai 1838.

### 1828.

31 août.—Conseils privés des colonies. Voy. ord. du 26 février 1838.

20 septembre. —Etablissemens dangereux, etc. Voy. ord. du 27 mai 1838.

#### 1830.

14 décembre.—Lettres et journaux transportés par les paquebots de la Méditerranée. Voy. loi du 30 mai 1838 et ord. du 30 mai 1838.

#### 1832.

9 février. - Donanes. Transit. Voy. ord. du 3 juillet 1838.

24 avril. - Droits de navigation aux colonies. Voy. ord. du 4 août 1838.

14 août. - Canal d'Arles. Voy. ord. du 31 juillet 1838.

8 décembre. — Quittances à délivrer par les receveurs des demaines. Voy. ord. du 31 janvier 1838.

24 avril. - Sénégal. Application du Code d'instruction criminelle. Voy. ord. du 14 février 1838.

Idem. — Conseils privés des colonies. Voy. ord. du

26 février 1838.

31 mai. - Etablissemens dangereux, etc. Voy. ord. du 27 mai 1838.

22 juin. — Conseils généraux et d'arrondissemens. Voy. loi du 10 mai 1838.

28 juin. - Caisses d'épargnes des instituteurs commanaux. Voy. ord. du 13 février 1838.

Idem. — Communes. Propriété de locaux d'écoles primaires. Voy. ord. du 25 mars 1838.

Idem. — Ecoles primaires de Paris. Voy. ord. 26 octobre 1838.

16 juillet.-Instruction primaire. Voy. ord. du mars 1838.

4 octobre. - Exposition de l'industrie. Voy. ord. 27 septembre 1838.

20 novembre. - Ecoles primaires de Paris. Vo ord. da 26 octobre 1838.

#### 1834.

20 avril. - Conseils généraux et d'arron dissemes Voy. loi du 10 mai 1838. Idem. - Ecoles primaires de Paris. Voy. ord. du

octobre 1838. 19 mai. — Armée. Réglement sur la solde et sur l

revues. Voy. ord. du 25 décembre 1837. 24 mai. — Douanes. Voy. ord. du 23 juillet 1838. 10 août.—Organisation judiciaire en Afrique. Vo ord. du 16 janvier 1838.

#### 1836.

2 juillet. - Donanes. Iles de la Sonde. Voy. ord. d 2 septembre 1838. 5 juillet. - Douanes. Voy. ord. du 23 juillet 1838

14 juillet. - Douanes. Voy. ord. du 23 juillet 1838 30 octobre. — Etablissemens dangereuz, etc. Voy ord. du 27 mai 1838.

#### 1837.

20 janvier. - Douanes. Voy. ord. du 23 juillet 1838 27 janvier. — Etablissemens dangereux, etc. Voy ord. du 27 mai 1838.

24 mai. — Sénégal. Application du Code d'instruction criminelle. Voy. ord. du 14 février 1838.

12 juillet. - Entrepôt de douanes à la Martinique et a la Guadeloupe. Voy. ord. du 31 août 1838. 18 juillet. — Conseils généraux et d'arrondissemens. Voy. loi du 10 mai 1838.

Idem.—Sucre indigène. Voy. loi du 4 juillet 1838. 20 juillet.—Boissons. Déchet. Voy. ord. der 21 août et 21 décembre 1838.

22 août. — Dépenses de la marine faites dans les colonies et ports étrangers. Voy. ord. du 13 mai 1838.

#### Code civil.

Vices redhibitoires. Voy. loi du 20 mai 1838.

### CODE DE COMMERCE.

Faillites et banqueroutes. Voy. loi du 28 mai 1838.

## CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Application au Sénégal et dépendances, Voy. ord. du 14 février 1838.

# CODE PÉNAL.

Aliénés. Voy. loi du 30 juin 1838.

Paris, Voy. 2

e. Voy. ari

strie. Voj. e

es de Paris

l'arron liere

Voy . ord. a

a solde etm re 1837. I juillet 183 a Afrique. I

. Voy. ord.

l joillei 18 I joillei 18 waa etc. Ga

jailet (\* 11. etc. (;

ideli' unte

ndu. islim

jš.

2,

